Gouvernement du Canada
Government of Canada

L'hon. Michel Côté
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1987

Volume I

Revue et États financiers

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1987-1F — au Canada: $11.40
ISBN 0-660-92088-3 — à l'étranger: $13.70

Prix sujet à changement sans préavis

À son Excellence

la très honorable Jeanne Sauvé,
C.P., C.C., C.M.M., C.D.,
Gouverneur général et
Commandant en chef du Canada.

MADAME LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1987.

Je vous prie d'agréer, Madame le Gouverneur général, l'assurance de mon profond respect.

Le Président du Conseil du Trésor,
Donald Mazankowski.

OTTAWA, LE 1er OCTOBRE 1987.

À l'honorable Donald Mazankowski,
Président du Conseil du Trésor.

Conformément aux dispositions de l'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1987, afin de vous permettre de les déposer à la Chambre des communes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Receveur général du Canada,
Michel Côté.

OTTAWA, LE 1er OCTOBRE 1987.

À l'honorable Michel Côté,
Receveur général du Canada.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1987.

L'article 55(1) de la Loi sur l'administration financière prévoit que les Comptes publics de chaque exercice seront préparés par le Receveur général et seront déposés à la Chambre des communes, par le Président du Conseil du Trésor, au plus tard le trente et unième jour de décembre qui suit la fin de cet exercice ou, si la Chambre des communes n'est pas alors en session, dans les quinze jours de l'ouverture de la session qui suit.

Le présent rapport annuel est présenté en trois volumes:

Volume I—Vue financière globale et un sommaire sur huit exercices des opérations financières du gouvernement; les états financiers du Canada au sujet desquels le Vérificateur général a exprimé une opinion, c'est-à-dire, les états des opérations, des recettes et dépenses et du déficit accumulé, de l'actif et du passif du Canada et de l'emploi des crédits, accompagnés de notes connexes; les observations du Vérificateur général sur les états financiers du Canada; les analyses des Budgets des dépenses et des crédits; les analyses des recettes et des dépenses budgétaires, des comptes d'actif et de passif; et divers autres états.

Volume II—Détail des opérations financières du gouvernement pour chaque ministère (partie I); et renseignements et analyses supplémentaires (partie II).

Volume III—Contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Les états financiers vérifiés présentés dans le volume I sont pour l'exercice clos le 31 mars 1987. Dans le but de permettre la fermeture et la vérification des comptes, les états financiers ont été datés du 14 août.

Veuillez agréer, Monsieur le Receveur général, l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Sous-receveur général du Canada,
Georgina Wyman.

OTTAWA, LE 1er OCTOBRE 1987.

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

Introduction

1. Vue financière globale et renseignements financiers supplémentaires
2. États financiers vérifiés du gouvernement du Canada
3. Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada
4. Recettes budgétaires
5. Budgets des dépenses et crédits
6. Dépenses budgétaires
7. Comptes à fins déterminées consolidés
8. Prêts, dotations en capital et avances
9. Comptes à fins déterminées
10. Autres éléments de passif
11. Comptes d'opérations de change
12. Dette non échue
13. Autres renseignements relatifs aux états financiers
14. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommmaire des opérations financières du gouvernement. Son contenu se résume comme suit:

SECTION 1: vue financière globale et un sommaire sur huit exercices des opérations financières du gouvernement;

SECTION 2: états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, préparés conformément à l'article 55 de la Loi sur l'administration financière;

SECTION 3: observations du Vérificateur général sur les états financiers;

SECTION 4: examen des recettes budgétaires;

SECTION 5: examen des Budgets des dépenses et des crédits;

SECTION 6: examen des dépenses budgétaires;

SECTION 7: analyse des comptes à fins déterminées consolidés;

SECTION 8: analyse des prêts, dotations en capital et avances;

SECTION 9: analyse des comptes à fins déterminées;

SECTION 10: analyse des autres éléments de passif;

SECTION 11: analyse des comptes d'opérations de change;

SECTION 12: analyse de la dette non échue; et,

SECTION 13: analyse des autres renseignements relatifs aux états financiers.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

a) PARTIE I

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

(i) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend des tableaux qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles. Elle comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

(ii) Sections ministérielles (sections 2 à 28)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

- *Programmes par activité*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

- *Paiements de transfert*

  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- *Détail des montants portés au crédit*

  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Recettes*

  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

b) PARTIE II

La **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des Fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière (section 3);
- comptes débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

Le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1986-87

Vue financière globale et Renseignements financiers supplémentaires

SOMMAIRE

	Page
Introduction	1.2
Vue financière globale	1.2
1986-87—L'exercice en rétrospective—	
Le déficit et la dette nette	1.2
Facteurs influençant le déficit	1.3
Besoins financiers	1.4
Opérations budgétaires—	
Recettes	1.4
Dépenses	1.4
Opérations non budgétaires	1.5
Renseignements financiers supplémentaires	1.6
Présentation des Comptes publics	1.6
Présentation des Comptes nationaux	1.13
Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux	1.14

INTRODUCTION

Cette section fournit une vue globale des opérations financières du gouvernement du Canada. Les opérations financières du gouvernement sont énoncées sous une forme sommaire avec, en regard, les chiffres comparatifs pour les sept exercices précédents. Les opérations financières sont présentées conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés de la section 2 de ce volume.

Les états reflètent la base de comptabilité introduite dans le Budget de février 1986, en vertu de laquelle les opérations de certains comptes à fins déterminées et autres comptes sont enregistrées comme faisant partie des opérations budgétaires plutôt que des opérations non budgétaires. Ceux-ci comprennent le Compte du fonds des changes, le Compte d'assurance-chômage, le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Fonds de réassurance-récolte, les Comptes de stabilisation des produits agricoles et le Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole. De plus, les prêts aux pays en voie de développement sont inscrits comme une dépense budgétaire, et les recettes et les dépenses sont présentées sur une base nette après avoir déduit les opérations internes du gouvernement.

VUE FINANCIÈRE GLOBALE

Cette partie fournit une vue globale des opérations financières du gouvernement. Des précisions additionnelles sont fournies sous les «Renseignements financiers supplémentaires» de cette section et à la section 2 de ce volume.

1986-87—L'EXERCICE EN RÉTROSPECTIVE

Le déficit et la dette nette

L'exercice 1986-87 s'est terminé avec un déficit de $30,605 millions, soit une diminution de $3,799 millions par rapport au déficit de $34,404 millions en 1985-86. La diminution d'un exercice à l'autre du déficit reflète la vigueur continue de l'activité économique et l'impact et le moment opportun des mesures budgétaires antérieures. Le déficit a diminué à 6% du produit intérieur brut, de 7.2% qu'il était en 1985-86 et de 8.6% en 1984-85.

La diminution en 1986-87 du déficit a résulté en une baisse dans le taux de croissance du déficit accumulé ou de la dette nette. Au 31 mars 1987, la dette nette était de $264,101 millions, soit 13.1% au-dessus du niveau de $233,496 millions au 31 mars 1986, comparativement à une hausse de 17.3% dans la dette nette pour l'exercice 1985-86.

Le tableau 1.1 énonce le déficit et la dette nette pour les huit derniers exercices, tant en termes absolus qu'en pourcentage du produit intérieur brut pour l'année du calendrier se terminant dans cet exercice.

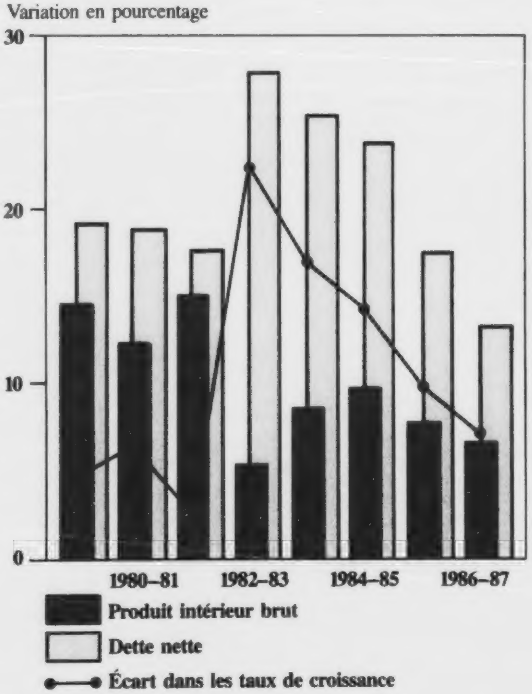
TABLEAU 1.1

DÉFICIT ET DETTE NETTE
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Déficit budgétaire	% du produit intérieur brut	Dette nette	% du produit intérieur brut
1980	11,501	4.2	72,159	26.1
1981	13,522	4.4	85,681	27.6
1982	14,872	4.2	100,553	28.2
1983	27,816	7.4	128,369	34.3
1984	32,399	8.0	160,768	39.6
1985	38,324	8.6	199,092	44.7
1986	34,404	7.2	233,496	48.7
1987	30,605	6.0	264,101	51.8

Le graphique A compare le taux de croissance de la dette nette avec le taux de croissance du produit intérieur brut pour les huit derniers exercices.

Graphique A
Produit intérieur brut et dette nette



Facteurs influençant le déficit

La diminution du déficit reflète largement la vigueur de l'économie, laquelle a résulté en des recettes plus élevées et a contenu la croissance des dépenses. De même, les économies découlant des initiatives pour la réduction des dépenses mises en place à partir de l'automne 1984, combinées à l'impact des mesures fiscales introduites dans les budgets de mai 1985 et de février 1986, ont également contribué à l'amélioration du déficit pour 1986-87.

La composante majeure des recettes budgétaires, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, a comptabilisé pour environ la moitié de l'augmentation totale dans les recettes. Environ les trois-quarts de cette augmentation dans les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers étaient attribuables aux fortes hausses de l'emploi avec le reste attribuable à l'impact des mesures budgétaires antérieures. De fortes hausses dans la consommation, combinées à l'élargissement de la base des taux de la taxe sur les ventes et aux augmentations dans les taux de taxe sur les ventes et sur l'essence, ont résulté en des taxes sur les ventes et d'accise plus élevées tandis que des profits plus élevés dans le secteur non énergétique, de même que l'impact des mesures budgétaires antérieures, ont contribué à l'augmentation dans l'impôt sur le revenu des sociétés. Les cotisations et contributions d'assurance-chômage ont également augmenté. De plus, les recettes non fiscales sont plus élevées reflétant une hausse substantielle dans les profits du Compte du fonds des changes qui ont résulté en partie de ventes d'or plus élevées et en partie de pertes d'évaluation réduites. La hausse dans les recettes non fiscales a reflété également des gains en capital découlant d'aliénations d'actif suite à la politique de privatisation du gouvernement en ce qui concerne la vente des Arsenaux canadiens, de Canadair et des actions de la Corporation de développement du Canada.

Concernant les dépenses, les dépenses des programmes ont augmenté de 4.6%, tandis que le service de la dette publique a augmenté de 4.8%. L'augmentation dans les dépenses des programmes reflète largement des paiements plus élevés concernant les programmes d'aide sociale, de l'aide augmentée aux fermiers, ainsi que des dépenses plus élevées pour la défense et l'aide étrangère. Les dépenses concernant les autres composantes des dépenses des programmes ont été contenues, reflétant la vigueur de l'économie ainsi que les initiatives du gouvernement pour les réductions de coûts au moyen d'une meilleure gestion et du carénage des dépenses au moyen d'une réduction et rationalisation des dépenses des programmes choisies. L'amélioration substantielle du service de la dette publique a reflété le contrôle sur la croissance dans les besoins financiers ainsi que des taux d'intérêt plus bas.

Le tableau 1.2 énonce les mouvements dans les recettes, les dépenses et le déficit pour les huit derniers exercices.

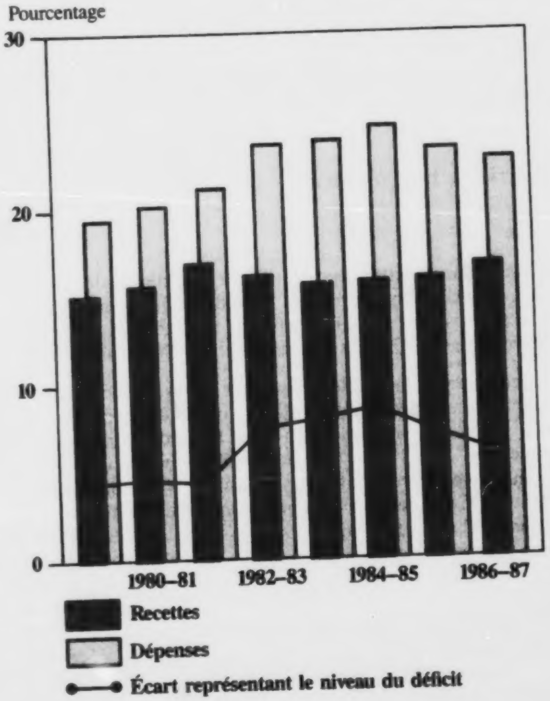
TABLEAU 1.2

RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Recettes	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Dépenses	% de la variation par rapport à l'exercice précédent	Déficit
1980	41,921	13.7	53,422	8.0	11,501
1981	48,775	16.3	62,297	16.6	13,522
1982	60,001	23.0	74,873	20.2	14,872
1983	60,705	1.2	88,521	18.2	27,816
1984	64,211	5.8	96,610	9.1	32,399
1985	70,891	10.4	109,215	13.0	38,324
1986	76,830	8.4	111,234	1.8	34,404
1987	85,783	11.7	116,388	4.6	30,605

Le graphique B compare les niveaux des recettes et des dépenses exprimés en pourcentage du produit intérieur brut pour les huit derniers exercices et montre la tendance du déficit pour cette période.

Graphique B
Recettes et dépenses en pourcentage du produit intérieur brut



Besoins financiers

Les besoins financiers non compris les opérations de change ont été de $21,567 millions en 1986-87, soit $8,703 millions de moins que l'exercice précédent suite à une baisse de $3,799 millions du déficit et à une hausse de $4,904 millions dans les rentrées nettes découlant d'opérations non budgétaires. De plus, il y a eu des besoins de $6,390 millions en 1986-87 pour les opérations de change, ce qui a porté le total des besoins financiers de 1986-87 à $27,957 millions. Ces besoins ont été financés par une hausse de $27,831 millions dans les opérations de la dette non échue, et une baisse de $126 millions dans les soldes de caisse.

Le tableau 1.3 énonce les besoins financiers pour les huit derniers exercices.

TABLEAU 1.3

BESOINS FINANCIERS
(en millions de dollars)

			Besoins financiers		
Exercice clos le 31 mars	Déficit budgétaire	Opérations non budgétaires	Non compris les opérations de change	Opérations de change	Y compris les opérations de change
1980	– 11,501	1,369	– 10,132	– 443	– 10,575
1981	– 13,522	3,628	– 9,894	927	– 8,967
1982	– 14,872	5,626	– 9,246	558	– 8,688
1983	– 27,816	4,014	– 23,802	– 640	– 24,442
1984	– 32,399	7,198	– 25,201	414	– 24,787
1985	– 38,324	8,516	– 29,808	2,423	– 27,385
1986	– 34,404	4,134	– 30,270	5,626	– 24,644
1987	– 30,605	9,038	– 21,567	– 6,390	– 27,957

Provenance/besoin (–)

Opérations budgétaires

Recettes

Le total des recettes budgétaires a augmenté de $8,953 millions, ou 11.7% pour atteindre $85,783 millions en 1986-87. Les recettes fiscales ont augmenté de $8,262 millions tandis que les recettes non fiscales ont augmenté de $691 millions.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de $4,870 millions, ou 14.8% comparativement à 12.8% en 1985-86. Environ les trois-quarts de la croissance en 1986-87 ont été comptabilisés par la vigueur de l'économie, avec le reste attribuable aux mesures budgétaires antérieures. Ces mesures comprenaient l'élimination de la réduction de l'impôt fédéral en 1986, la restriction de l'indexation des exemptions personnelles et des taux d'imposition à la hausse annuelle de l'Indice des prix à la consommation en sus de 3% à compter de 1986, l'imposition d'une surtaxe de 5% et de 10% sur l'impôt fédéral de base en sus de $6,000 et de $15,000 respectivement du 1er juillet 1985 au 31 décembre 1986, et l'introduction d'une surtaxe de 3% sur l'impôt fédéral de base en date du 1er juillet 1986. L'impact de ces mesures a été partiellement compensé par l'introduction d'un crédit remboursable au titre de la taxe de vente.

Les perceptions relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés ont été de $9,885 millions en 1986-87, soit $675 millions (7.3%) de plus que le niveau de 1985-86 qui était de $9,210 millions. La hausse dans les perceptions relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés reflète des profits plus élevés dans le secteur non énergétique ainsi que l'impact des mesures budgétaires antérieures.

Les cotisations et les contributions d'assurance-chômage ont augmenté de 9.6% ou $839 millions en 1986-87 suite à une forte hausse de l'emploi au cours de l'exercice, ainsi qu'à une hausse du niveau des gains assurables.

La taxe sur les ventes et les taxes et droits d'accise ont augmenté de $2,905 millions ou 18% pour atteindre $19,048 millions en 1986-87. Des augmentations d'un point de pourcentage dans les taux de la taxe fédérale sur les ventes en date du 1er janvier 1986 et du 1er avril 1986, l'élargissement de la taxe de base et une hausse dans les dépenses de consommation et d'affaire en 1986 comptabilisent pour la hausse dans les recettes découlant de la taxe sur les ventes de $2,627 millions ou 28.1% en 1986-87. La hausse de 2.2% dans les droits d'accise et les autres taxes d'accise reflète des augmentations dans les taxes sur les boissons alcooliques et les produits du tabac en 1986-87. Les droits de douane à l'importation ont augmenté à $4,187 millions en 1986-87, soit une hausse de 5.4% par rapport à 1985-86 suite à l'imposition temporaire de tarifs sur des importations spécifiques des É-U, du 6 juin 1986 au 19 février 1987, et à la hausse continue des importations en 1986.

Les recettes découlant des taxes en matière d'énergie ont été de $1,383 millions de moins à $1,965 millions comparativement à $3,348 millions en 1985-86. L'élimination et le retrait des diverses taxes reliées à l'énergie, tel que stipulé dans l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest, et l'élimination subséquente de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières en date du 1er octobre 1986, comptabilisent pour la baisse dans les recettes en matière d'énergie. La baisse dans les recettes en matière d'énergie a été compensée par une hausse de $550 millions dans les recettes découlant de la taxe d'accise sur l'essence reflétant des hausses dans les taux de la taxe d'accise sur l'essence.

Les recettes non fiscales ont augmenté de $691 millions en 1986-87, du niveau de $5,223 millions en 1985-86, reflétant une augmentation de $871 millions dans les profits du Compte du fonds des changes.

Dépenses

Le total des dépenses budgétaires a augmenté de 4.6% en 1986-87 pour atteindre $116,388 millions comparativement à des augmentations de 1.8% en 1985-86 et 13% en 1984-85. Le total des dépenses des programmes—c'est-à-dire, le total des dépenses du gouvernement non compris le service de la dette publique—a également augmenté de 4.6% ou $3,937 millions en 1986-87 pour atteindre $89,730 millions.

Le service de la dette publique a augmenté de $1,217 millions ou 4.8% pour atteindre $26,658 millions en 1986-87. Les taux d'intérêt en moyenne ont été de beaucoup inférieurs aux niveaux moyens de 1985-86 ce qui a résulté en grande partie en une diminution du taux de croissance du service de la dette publique qui était de 13.3% en 1985-86.

L'enveloppe du développement social comptabilise pour environ 61% des dépenses des programmes et comprend des programmes tels que la sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-chômage, le financement des programmes établis, le Régime d'assistance publique du Canada, les allocations familiales, les services de cours et correctionnels, la création d'emplois et la formation, l'assistance sociale et économique aux autochtones, le logement, les prestations aux anciens combattants, et les autres dépenses sociales. L'enveloppe a augmenté de 5.3% en 1986-87 ou $2,750 millions pour atteindre $54,569 millions principalement suite aux prestations de sécurité de la vieillesse, y compris les suppléments de revenu garanti et les allocations au conjoint, lesquelles ont augmenté de 7.3% à $13,445 millions. Les prestations d'assurance-chômage ont augmenté de $408 millions et les paiements d'assistance sociale aux autochtones ont augmenté de $289 millions. La hausse en 1986-87 des dépenses du Régime d'assistance publique du Canada a été quelque peu contenue suite au recouvrement des paiements en trop de l'exercice précédent effectués à la province de Québec.

L'enveloppe des services gouvernementaux a diminué de $471 millions ou 10.6% en 1986-87. Cette baisse a été plus que comptabilisée par le paiement spécial de l'exercice précédent de $791 millions aux déposants non assurés de la Banque commerciale du Canada et de la Norbanque.

L'enveloppe de la défense a augmenté de $912 millions ou 10% pour atteindre $10,006 millions en 1986-87. Cette croissance reflète l'engagement du Canada envers ses alliés de l'OTAN ainsi que les facteurs spéciaux reliés à la provision pour évaluation et à l'élimination des dépenses internes du gouvernement.

L'enveloppe du développement économique et régional a diminué de $26 millions en 1986-87 pour atteindre $11,792 millions. La plupart de cette diminution a résulté de l'élimination ou du retrait des divers programmes reliés à l'énergie tel que prescrit dans l'Accord sur l'énergie dans l'Ouest. Les paiements pour l'encouragement du secteur pétrolier ont diminué de $522 millions pour atteindre $948 millions en 1986-87, de $1,500 millions qu'ils étaient en 1985-86. Le Compte d'indemnisation pétrolière a enregistré un surplus de $2 millions en 1986-87 comparativement à un surplus de $136 millions lors de l'exercice précédent. Des baisses dans les dépenses ont été enregistrées dans les autres programmes reliées à l'énergie ainsi qu'au ministère des Transports suite aux exercices de réduction de novembre 1984 et de mai 1985. Des paiements substantiellement plus élevés en vertu des programmes pour les fermiers ont compensé pour la plupart de ces baisses, y compris le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, la Loi sur le transport du grain de l'Ouest et les paiements pour couvrir les déficits d'exploitation de la Commission canadienne du blé.

L'enveloppe de l'aide et des affaires extérieures a augmenté de 16.1% ou $402 millions en 1986-87 pour atteindre $2,892 millions. Cette hausse reflète largement l'engagement du Canada d'augmenter ses déboursés relatifs à l'aide officielle au développement à 0.5% du produit national brut et les facteurs spéciaux reliés à l'encaissement des effets.

L'enveloppe des arrangements fiscaux a augmenté de 6.1% ou $361 millions pour atteindre $6,302 millions puisque les paiements de péréquation totalisant $5,702 millions ont été plus élevés de $544 millions par rapport à l'exercice précédent. Ceci reflète en grande partie l'impact de la croissance robuste de l'économie en Ontario laquelle a haussé le standard de cinq provinces employé dans la formule de péréquation.

Opérations non budgétaires

Comme pour les années passées, les opérations non budgétaires de 1986-87 ont fourni une provenance de fonds substantielle de $9,038 millions. La provenance de fonds comprend $1,386 millions relativement aux prêts, dotations en capital et avances, $6,696 millions relativement aux comptes à fins déterminées et $956 millions relativement aux autres opérations non budgétaires.

Le remboursement net des prêts, dotations en capital et avances comprend des remboursements nets de prêts de $591 millions par la Société du crédit agricole et des remboursements nets de $254 millions par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Pour la catégorie des comptes à fins déterminées, les comptes de pension de retraite ($4,995 millions) ont continué de fournir la majeure partie des rentrées nettes en 1986-87. De plus, les deniers du régime de pensions du Canada ont été importants en 1986-87 ($1,556 millions) reflétant principalement la prise par le fédéral des excès de fonds non empruntés par les provinces ($1,342 millions).

La provenance de fonds nette de 1986-87 relativement aux autres opérations non budgétaires reflète une baisse dans les fonds en transit de $225 millions et une hausse de $500 millions dans la provision pour le passif non comptabilisé.

Le tableau 1.4 résume les opérations non budgétaires pour les huit derniers exercices.

TABLEAU 1.4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 mars	Prêts, dotations en capital et avances[1]	Comptes à fins déterminées	Autres opérations non budgétaires[1]	Total des opérations non budgétaires
1980	– 1,086	2,289	166	1,369
1981	– 169	3,254	543	3,628
1982	– 1,506	4,063	3,069	5,626
1983	– 502	2,817	1,699	4,014
1984	– 464	4,591	3,071	7,198
1985	709	5,124	2,683	8,516
1986	41	5,438	– 1,345	4,134
1987	1,386	6,696	956	9,038

[1] Provenance/besoin (–).

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

Cette partie présente un sommaire comparatif sur huit années des opérations financières du gouvernement en fonction des Comptes publics et des Comptes nationaux. La présentation des Comptes publics reflète les conventions comptables énoncées à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés de la section 2 de ce volume. La présentation des Comptes nationaux vise principalement à faciliter l'analyse économique du secteur public fédéral selon une méthode conforme à celle employée pour mesurer la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie.

Présentation des Comptes publics

Le tableau intitulé «État sommaire des opérations» (tableau 1.5) présente un ensemble de données, concernant les catégories principales d'opérations, selon quatre principales rubriques: budgétaire, non budgétaire, change et dette non échue. La situation de la caisse qui en découle à la fin de chaque exercice y figure également.

Un état comparatif de l'actif financier et du passif (tableau 1.8) est présenté pour la première fois cette année et précède l'état détaillé des opérations non budgétaires (tableau 1.9).

TABLEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS[1]
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
I. Opérations budgétaires								
A. Recettes, tableau 1.6	41,921	48,775	60,001	60,705	64,211	70,891	76,830	**85,783**
B. Dépenses, tableau 1.7	− 53,422	− 62,297	− 74,873	− 88,521	− 96,610	− 109,215	− 111,234	**− 116,388**
Déficit	− 11,501	− 13,522	− 14,872	− 27,816	− 32,399	− 38,324	− 34,404	**− 30,605**
II. Opérations non budgétaires, tableau 1.9								
A. Prêts, dotations en capital et avances	− 1,086	− 169	− 1,506	− 502	− 464	709	41	**1,386**
B. Comptes à fins déterminées	2,289	3,254	4,063	2,817	4,591	5,124	5,438	**6,696**
C. Autres opérations	166	543	3,069	1,699	3,071	2,683	− 1,345	**956**
Provenance nette	1,369	3,628	5,626	4,014	7,198	8,516	4,134	**9,038**
Besoins financiers (opérations de change non comprises)	− 10,132	− 9,894	− 9,246	− 23,802	− 25,201	− 29,808	− 30,270	**− 21,567**
III. Opérations de change[2], tableau 1.10	− 443	927	558	− 640	414	2,423	5,626	**− 6,390**
Total des besoins financiers[3]	− 10,575	− 8,967	− 8,688	− 24,442	− 24,787	− 27,385	− 24,644	**− 27,957**
IV. Opérations de la dette non échue[2], tableau 1.10	7,880	11,160	9,377	22,401	26,620	26,831	23,530	**27,831**
Variation de la caisse[4]	− 2,695	2,193	689	− 2,041	1,833	− 554	− 1,114	**− 126**
V. Caisse en fin d'exercice, tableau 1.10	3,738	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	**4,618**

On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] En conformité avec l'état des opérations de la section 2 de ce volume.
[2] La dette non échue à payer en devises étrangères, −$1,800 millions en 1986-87 ($4,740 millions en 1985-86), fait partie des opérations de change.
[3] Besoins de trésorerie (−).
[4] Diminution de la caisse (−).

TABLEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
I. Opérations budgétaires								
A. RECETTES, section 4								
Recettes fiscales								
Impôt sur le revenu—								
Des particuliers	16,808	19,837	24,046	26,330	26,967	29,254	33,008	37,878
Des sociétés	6,951	8,106	8,118	7,139	7,286	9,379	9,210	9,885
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	2,778	3,303	4,753	4,900	7,259	7,553	8,719	9,558
Des non résidents	787	867	1,018	998	908	1,021	1,053	1,355
	27,324	*32,113*	*37,935*	*39,367*	*42,420*	*47,207*	*51,990*	*58,676*
Taxes et droits d'accise—								
Taxe sur les ventes	4,651	5,355	6,148	5,842	6,561	7,592	9,345	11,972
Droits de douane à l'importation	2,996	3,185	3,435	2,828	3,376	3,794	3,971	4,187
Droits d'accise	895	1,042	1,175	1,274	1,356	1,462	1,473	1,470
Autres	502	570	564	685	754	850	1,354	1,419
	9,044	*10,152*	*11,322*	*10,629*	*12,047*	*13,698*	*16,143*	*19,048*
Taxes en matière d'énergie—								
Taxe d'accise—Essence	421	453	436	408	386	404	729	1,279
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires		27	864	1,960	2,106	2,563	2,037	473
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel							41	213
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz		187	998	1,264	524	− 15	− 15	1
Redevances d'exportation sur le pétrole	750	842	964	626	347	677	327	
Redevances d'indemnité spéciale sur le pétrole			473					
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne			786	889	805	850	229	− 1
	1,171	*1,509*	*4,521*	*5,147*	*4,168*	*4,479*	*3,348*	*1,965*
	10,215	*11,661*	*15,843*	*15,776*	*16,215*	*18,177*	*19,491*	*21,013*
Autres recettes fiscales	96	99	120	132	126	107	126	180
Total des recettes fiscales	37,635	43,873	53,898	55,275	58,761	65,491	71,607	79,869
Recettes non fiscales								
Produits de placements—								
Banque du Canada	1,084	1,459	1,853	1,879	1,744	1,852	1,880	1,936
Société canadienne d'hypothèques et de logement	782	839	873	892	941	913	892	866
Société du crédit agricole	210	243	285	346	408	452	403	372
Compte du fonds des changes	719	850	711	435	345	224	− 505	366
Intérêts des dépôts bancaires	244	318	701	433	395	243	278	219
Autres produits de placements	607	606	641	631	539	568	791	475
	3,646	*4,315*	*5,064*	*4,616*	*4,372*	*4,252*	*3,739*	*4,234*
Autres recettes non fiscales	640	587	1,039	814	1,078	1,148	1,484	1,680
Total des recettes non fiscales	4,286	4,902	6,103	5,430	5,450	5,400	5,223	5,914
Total des recettes nettes	41,921	48,775	60,001	60,705	64,211	70,891	76,830	85,783

TABLEAU 1.7

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
I. Opérations budgétaires								
B. DÉPENSES, section 6								
Développement social—								
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	6,320	7,418	8,585	9,643	10,406	11,418	12,525	**13,445**
Prestations d'assurance-chômage	3,922	4,524	5,446	9,823	9,782	10,052	10,036	**10,444**
Financement des programmes établis—								
Assurance et services de soins médicaux	3,858	3,982	4,283	4,060	5,564	6,330	6,400	**6,607**
Aide à l'éducation	1,515	1,600	1,628	1,532	2,065	2,265	2,277	**2,232**
Régime d'assistance publique du Canada	1,653	1,941	2,298	2,832	3,288	3,745	3,916	**4,051**
Allocations familiales	1,725	1,851	2,020	2,231	2,326	2,418	2,501	**2,534**
Justice et affaires juridiques	1,063	1,197	1,357	1,506	1,697	1,863	2,016	**2,177**
Assistance sociale—Indiens et Inuit	870	1,015	1,202	1,664	1,786	1,985	1,951	**2,240**
Création directe d'emplois et formation	1,213	1,096	1,164	1,384	1,799	2,053	1,795	**1,959**
Prestations aux anciens combattants	933	1,006	1,140	1,283	1,387	1,458	1,535	**1,589**
Logement	896	1,058	943	1,853	1,598	1,657	1,429	**1,454**
Télévision, cinéma et radio	569	844	741	822	913	1,034	1,023	**1,028**
Autres	1,707	2,420	2,985	3,691	4,025	4,261	4,415	**4,809**
	26,244	*29,952*	*33,792*	*42,324*	*46,636*	*50,539*	*51,819*	***54,569***
Développement économique et régional	7,033	8,761	9,801	11,577	12,059	14,844	11,818	**11,792**
Défense	4,377	5,063	5,989	6,938	7,843	8,762	9,094	**10,006**
Arrangements fiscaux	3,455	3,944	4,750	5,597	5,977	5,985	5,941	**6,302**
Services gouvernementaux	2,327	2,332	3,460	2,963	3,465	3,788	4,433	**3,962**
Aide et affaires extérieures	1,392	1,457	1,814	2,050	2,373	2,646	2,490	**2,892**
Parlement	100	130	153	169	180	196	198	**207**
Total des dépenses des programmes	44,928	51,639	59,759	71,618	78,533	86,760	85,793	**89,730**
Dette publique	8,494	10,658	15,114	16,903	18,077	22,455	25,441	**26,658**
Total des dépenses nettes	53,422	62,297	74,873	88,521	96,610	109,215	111,234	116,388

TABLEAU 1.8

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT COMPARATIF DE L'ACTIF FINANCIER ET DU PASSIF
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
ACTIF FINANCIER								
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES								
Sociétés de la Couronne	23,283	22,962	24,709	26,551	26,962	26,222	26,310	**25,386**
***Moins:* provision pour évaluation**	2,093	2,093	2,237	3,760	3,700	3,800	3,700	**3,800**
	21,190	*20,869*	*22,472*	*22,791*	*23,262*	*22,422*	*22,610*	***21,586***
Autres	7,127	7,323	7,726	8,302	8,864	9,594	9,765	**9,303**
***Moins:* provision pour évaluation**	3,915	3,539	4,039	4,432	5,001	5,600	6,000	**5,900**
	3,212	*3,784*	*3,687*	*3,870*	*3,863*	*3,994*	*3,765*	***3,403***
Total net des prêts, dotations en capital et avances	*24,402*	*24,653*	*26,159*	*26,661*	*27,125*	*26,416*	*26,375*	***24,989***
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE								
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	3,871	2,838	3,023	4,636	3,623	4,211	3,459	**8,212**
Fonds monétaire international—Souscriptions	2,031	2,961	2,780	2,716	3,995	3,985	4,670	**4,936**
***Moins:* Fonds monétaire international—Effets à payer et allocations de Droits de tirage spéciaux**	2,573	3,463	3,391	3,323	4,302	4,332	5,151	**5,580**
Total net des comptes d'opérations de change	*3,329*	*2,336*	*2,412*	*4,029*	*3,316*	*3,864*	*2,978*	***7,568***
FONDS EN TRANSIT	*1,152*	*1,845*	*1,829*	*2,565*	*1,876*	*1,882*	*1,693*	***1,468***
CAISSE	*3,738*	*5,931*	*6,620*	*4,579*	*6,412*	*5,858*	*4,744*	***4,618***
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER	**32,621**	**34,765**	**37,020**	**37,834**	**38,729**	**38,020**	**35,790**	**38,643**
DÉFICIT ACCUMULÉ	**72,159**	**85,681**	**100,553**	**128,369**	**160,768**	**199,092**	**233,496**	**264,101**
TOTAL	**104,780**	**120,446**	**137,573**	**166,203**	**199,497**	**237,112**	**269,286**	**302,744**
PASSIF								
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES								
Compte du régime de pensions du Canada (net)	836	1,009	1,179	1,344	1,496	1,707	2,218	**3,774**
Comptes de pension de retraite (net)	20,022	22,329	25,343	28,826	32,688	36,990	41,670	**46,665**
Compte des rentes sur l'État	1,208	1,193	1,172	1,150	1,124	1,095	1,060	**1,024**
Comptes de dépôt et de fiducie	422	454	1,363	890	1,154	1,413	1,826	**1,840**
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	743	1,471	1,415	1,031	1,308	1,617	1,390	**1,447**
Autres	291	320	367	415	477	549	645	**755**
Total des comptes à fins déterminées	*23,522*	*26,776*	*30,839*	*33,656*	*38,247*	*43,371*	*48,809*	***55,505***
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	*9,350*	*10,668*	*13,721*	*16,156*	*18,538*	*21,227*	*19,693*	***20,424***
DETTE NON ÉCHUE								
À payer en monnaie canadienne	67,068	78,228	87,605	110,006	136,626	163,457	186,987	**214,818**
À payer en devises étrangères	4,840	4,774	5,408	6,385	6,086	9,057	13,797	**11,997**
Total de la dette non échue	*71,908*	*83,002*	*93,013*	*116,391*	*142,712*	*172,514*	*200,784*	***226,815***
TOTAL	**104,780**	**120,446**	**137,573**	**166,203**	**199,497**	**237,112**	**269,286**	**302,744**

TABLEAU 1.9

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
II. Opérations non budgétaires[1]								
A. PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, section 8								
Sociétés de la Couronne—								
Institutions de crédit—								
Banque fédérale de développement	- 245	101	125	145	172	157	119	93
Société canadienne d'hypothèques et de logement	- 366	- 66	- 199	- 30	194	364	195	254
Société d'assurance-dépôts du Canada			- 200	60	140	- 40	- 895	- 268
Société du crédit agricole	- 307	- 270	- 348	- 394	- 379	172	214	591
Société pour l'expansion des exportations	- 44	19	52	- 40	- 5	39	64	49
	- 962	*- 216*	*- 570*	*- 259*	*122*	*692*	*- 303*	*719*
Autres sociétés de la Couronne—								
Air Canada	16	13	14	16	17	18	32	20
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	- 108	- 8		- 41	- 62	2	9	352
Corporation de développement des investissements du Canada				- 308	5	18		
Énergie atomique du Canada, Limitée	- 216	697	8	3	37	38	67	19
Petro-Canada	- 80	- 440	- 840	- 1,354	- 660			
Autres	15	275	- 359	101	130	- 28	107	- 186
	- 373	*537*	*- 1,177*	*- 1,583*	*- 533*	*48*	*215*	*205*
Provision pour évaluation de l'actif			144	1,523	- 60	100	- 100	100
	- 1,335	*321*	*- 1,603*	*- 319*	*- 471*	*840*	*- 188*	*1,024*
Autres prêts, dotations en capital et avances—								
Administrations provinciales et territoriales	44	247	28	- 41	35	67	110	89
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	- 185	- 204	- 276	- 273	- 167	- 172	- 142	124
Organismes internationaux (souscriptions moins effets à payer)	- 134	- 110	- 166	- 213	- 335	- 378	- 220	46
Avances à la caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	43	37	29	28	31	32	31	26
Entreprises mixtes et en coparticipation	- 43	- 65	- 6	- 58	- 10	- 111	- 93	217
Divers	- 29	- 19	- 12	- 19	- 116	- 168	143	- 40
	- 304	*- 114*	*- 403*	*- 576*	*- 562*	*- 730*	*- 171*	*462*
Provision pour évaluation de l'actif	553	- 376	500	393	569	599	400	- 100
	249	*- 490*	*97*	*- 183*	*7*	*- 131*	*229*	*362*
Total des prêts, dotations en capital et avances après la provision pour évaluation de l'actif	- 1,086	- 169	- 1,506	- 502	- 464	709	41	1,386
B. COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, section 9								
Comptes d'éléments de passif—								
Compte du régime de pensions du Canada	113	173	170	165	152	211	511	1,556
Comptes de pension de retraite	1,966	2,307	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680	4,995
Compte des rentes sur l'État	- 14	- 15	- 21	- 22	- 26	- 29	- 35	- 36
Comptes de dépôt et de fiducie	78	32	909	- 473	264	259	413	14
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	118	728	- 56	- 384	277	309	- 227	57
Autres	28	29	47	48	62	72	96	110
Total des comptes à fins déterminées	2,289	3,254	4,063	2,817	4,591	5,124	5,438	6,696
C. AUTRES OPÉRATIONS, sections 10 et 13								
Fonds en transit	- 130	- 693	16	- 736	689	- 6	189	225
Autres éléments de passif	296	1,236	3,053	2,435	2,382	2,689	- 1,534	731
Total des autres opérations	166	543	3,069	1,699	3,071	2,683	- 1,345	956
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation de l'actif	1,369	3,628	5,626	4,014	7,198	8,516	4,134	9,038
Sommaire—								
Opérations non budgétaires nettes avant la provision pour évaluation de l'actif	816	4,004	4,982	2,098	6,689	7,817	3,834	9,038
Provision pour évaluation de l'actif	553	- 376	644	1,916	509	699	300	
Opérations non budgétaires nettes après la provision pour évaluation de l'actif	1,369	3,628	5,626	4,014	7,198	8,516	4,134	9,038

[1] Provenance/besoin (-).

TABLEAU 1.10

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DE CHANGE, DE LA DETTE NON ÉCHUE ET DE LA CAISSE
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
III. Opérations de change[1], section 11								
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	1,828	1,033	- 185	- 1,613	1,013	- 588	752	**- 4,753**
Fonds monétaire international—Souscriptions	- 7	- 930	181	64	- 1,279	10	- 685	**- 266**
	1,821	*103*	*- 4*	*- 1,549*	*- 266*	*- 578*	*67*	***- 5,019***
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	- 39	- 715	2	44	- 961	- 32	- 637	**- 359**
Allocations de Droits de tirages spéciaux	- 213	- 175	70	24	- 18	2	- 182	**- 70**
	- 252	*- 890*	*72*	*68*	*- 979*	*- 30*	*- 819*	***- 429***
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	- 2,516	- 66	634	977	- 299	2,971	4,740	**- 1,800**
Total des opérations de change	- 443	927	558	- 640	414	2,423	5,626	**- 6,390**
IV. Opérations de la dette non échue[1], section 12								
Obligations négociables	6,417	7,834	3,000	4,989	7,281	12,379	15,584	**13,337**
Obligations d'épargne du Canada	- 1,166	- 2,269	9,166	7,663	5,563	3,756	2,285	**64**
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	17	23	18	17	18	16	240	**1,351**
Bons du Trésor	2,790	5,445	- 2,395	9,750	12,575	10,600	9,650	**15,000**
Effets et prêts	- 2,528	- 5	268	863	1,085	2,987	861	**- 2,823**
Bons du Canada								**1,045**
	5,530	*11,028*	*10,057*	*23,282*	*26,522*	*29,738*	*28,620*	***27,974***
Moins:								
Dette non échue détenue par le gouvernement—								
Obligations négociables	145	- 83	14	- 110	172	- 122	137	**- 175**
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	4	- 6	14	- 3	11	42	- 27	**36**
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire								**731**
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	17	23	18	17	18	16	240	**1,351**
Opérations de la dette non échue à payer en devises étrangères	- 2,516	- 66	634	977	- 299	2,971	4,740	**- 1,800**
	- 2,350	*- 132*	*680*	*881*	*- 98*	*2,907*	*5,090*	***143***
Total des opérations de la dette non échue à payer en monnaie canadienne	7,880	11,160	9,377	22,401	26,620	26,831	23,530	27,831
V. Caisse en fin d'exercice, section 13								
En monnaie canadienne	3,661	5,826	6,541	4,193	6,329	5,779	4,566	**4,479**
En devises étrangères	77	105	79	386	83	79	178	139
Total de la caisse	3,738	5,931	6,620	4,579	6,412	5,858	4,744	4,618

[1] Provenance/besoin (-).

TABLEAU 1.11

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS—CERTAINS COMPTES À FINS DÉTERMINÉES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA								
Rentrées—								
Contributions des employeurs et cotisations des employés	2,367	2,689	3,282	3,446	3,716	3,879	4,495	**4,976**
Revenus de placements	1,289	1,519	1,850	2,236	2,534	2,889	3,162	**3,404**
Déboursés—								
Pensions	- 1,635	- 2,011	- 2,456	- 3,036	- 3,657	- 4,224	- 4,887	**- 5,722**
Frais d'administration	- 58	- 67	- 76	- 85	- 89	- 100	- 111	**- 140**
Variation nette	1,963	2,130	2,600	2,561	2,504	2,444	2,659	**2,518**
Placements—Titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement	- 1,850	- 1,957	- 2,430	- 2,396	- 2,352	- 2,233	- 2,148	**- 962**
Total (net) du régime de pensions du Canada	113	173	170	165	152	211	511	**1,556**
COMPTES DE PENSION DE RETRAITE								
Compte de pension de retraite de la Fonction publique—								
Rentrées—								
Contribution du gouvernement	272	288	321	339	349	373	391	**398**
Cotisations des employés	282	314	331	339	362	379	384	**410**
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	54	57	128	232	239	246	246	**242**
Intérêt	417	608	837	981	1,261	1,616	1,993	**2,445**
Redressement du passif actuariel	630	559	951	267				
Autres	14	10	14	21	21	21	25	**31**
Déboursés—								
Rentes	- 357	- 409	- 466	- 523	- 576	- 647	- 740	**- 835**
Autres	- 66	- 61	- 65	- 45	- 42	- 49	- 65	**- 77**
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	- 194	- 104	- 375	301	481	356	244	**53**
Variation nette	*1,052*	*1,262*	*1,676*	*1,912*	*2,095*	*2,295*	*2,478*	***2,667***
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes—								
Rentrées—								
Contribution du gouvernement	133	142	159	183	200	212	223	**233**
Cotisations des employés	74	80	91	105	113	120	125	**131**
Intérêt	340	480	618	755	933	1,125	1,350	**1,546**
Redressement du passif actuariel	284	252	454	286	20			
Autres	1	1	1	2	2	2	2	**3**
Déboursés—								
Rentes	- 242	- 267	- 292	- 315	- 336	- 363	- 394	**- 426**
Autres	- 11	- 14	- 15	- 12	- 10	- 13	- 16	**- 17**
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	28	19	- 151	20	239	203	152	**62**
Variation nette	*607*	*693*	*865*	*1,024*	*1,161*	*1,286*	*1,442*	***1,532***
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada—								
Rentrées—								
Contribution du gouvernement	39	44	52	61	65	67	68	**72**
Cotisations des employés	20	22	27	31	34	34	34	**37**
Intérêt	51	59	68	103	127	157	196	**237**
Redressement du passif actuariel	13	38	51	5				
Déboursés—								
Rentes	- 10	- 13	- 16	- 19	- 21	- 24	- 27	**- 33**
Autres	- 2	- 3	- 3	- 2	- 2	- 2	- 2	**- 3**
Variation de la fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	14	- 12	- 21	17	22	19	11	**1**
Variation nette	*125*	*135*	*158*	*196*	*225*	*251*	*280*	***311***
Compte de prestations de retraite supplémentaires—								
Rentrées—								
Contribution du gouvernement	66	74	88	81	94	100	103	**111**
Cotisations des employés	68	75	83	87	94	100	103	**111**
Sociétés de la Fonction publique—Contributions des employeurs et cotisations des employés	10	10	24	43	45	46	47	**45**
Autres	59	94	159	180	185	260	268	**273**
Déboursés—								
Rentes	- 11	- 25	- 26	- 31	- 27	- 25	- 27	**- 37**
Autres	- 10	- 11	- 13	- 9	- 10	- 11	- 14	**- 18**
Variation nette	*182*	*217*	*315*	*351*	*381*	*470*	*480*	***485***
Total (net) des comptes de pension de retraite	1,966	2,307	3,014	3,483	3,862	4,302	4,680	**4,995**

Présentation des Comptes nationaux

Les comptes nationaux des revenus et des dépenses ont été élaborés afin de fournir une méthode permettant l'analyse économique de la fluctuation des revenus et des dépenses de l'économie. Les notions et les définitions qui s'appliquent au secteur gouvernemental sont conformes à celles concernant les autres secteurs et suivent les pratiques internationales qui ont été élaborées sous l'égide des Nations Unies. La nature économique d'une opération constitue le facteur déterminant de son classement dans le cadre des Comptes nationaux. En 1986-87, le déficit d'après les Comptes nationaux a diminué de $3,154 millions, soit 11.3% par rapport au niveau de 1985-86. Ceci reflète une hausse de 9.2% dans les recettes et une hausse de 4.2% dans les dépenses. Comme pour la baisse du déficit en 1985-86, la baisse de 1986-87 reflète les initiatives du gouvernement quant à la restriction des dépenses ainsi que des recettes plus élevées suite à une plus forte économie en 1986-87.

TABLEAU 1.12

GOUVERNEMENT DU CANADA
PRÉSENTATION DES COMPTES NATIONAUX
ÉTAT DÉTAILLÉ DES OPÉRATIONS DES RECETTES ET DÉPENSES
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
I. Opérations des Comptes nationaux[1]								
A. RECETTES								
Taxes directes—								
Particuliers	20,803	24,536	30,563	33,213	35,706	37,856	44,234	**50,125**
Sociétés	7,447	8,958	8,926	9,292	10,053	11,323	11,177	**9,729**
Non résidents	890	932	1,163	1,116	1,051	1,170	1,192	**1,448**
Total des taxes directes	*29,140*	*34,426*	*40,652*	*43,621*	*46,810*	*50,349*	*56,603*	***61,302***
Taxes indirectes	11,087	13,467	19,355	16,863	16,789	18,719	18,596	**21,324**
Autres transferts courants des particuliers	17	16	15	15	16	18	24	**24**
Revenus de placements	4,215	4,792	5,891	4,913	6,605	7,669	8,445	**8,778**
Provisions pour consommation de capital	746	837	944	1,008	1,073	1,162	1,291	**1,379**
Total des recettes	45,205	53,538	66,857	66,420	71,293	77,917	84,959	**92,807**
B. DÉPENSES								
Biens et services courants								
Défense	4,287	5,022	5,689	6,896	7,668	8,484	9,255	**9,560**
Non militaires	8,603	9,494	11,259	12,283	12,564	13,599	14,470	**14,745**
Total des biens et services courants	*12,890*	*14,516*	*16,948*	*19,179*	*20,232*	*22,083*	*23,725*	***24,305***
Paiements de transferts aux particuliers	14,933	17,114	19,776	25,989	28,233	30,355	31,740	**33,719**
Subventions	4,005	5,824	6,535	5,915	5,825	7,804	5,185	**5,171**
Assistance en capital	675	733	1,042	3,373	3,239	3,452	2,716	**2,453**
Transferts courants aux non résidents	794	779	944	1,072	1,282	1,541	1,540	**1,904**
Intérêt de la dette publique	8,370	10,544	14,855	16,821	18,072	22,711	25,207	**26,428**
Transferts aux provinces	11,839	12,574	14,217	15,902	18,316	20,120	20,269	**21,016**
Transferts aux administrations locales	316	303	326	345	528	503	488	**514**
Formation brute de capital	891	755	1,276	1,310	1,679	2,547	2,116	**2,170**
Total des dépenses	54,713	63,142	75,919	89,906	97,406	111,116	112,986	**117,680**
Déficit	9,508	- 9,604	- 9,062	- 23,486	26,113	- 33,199	- 28,027	**- 24,873**

[1] Ces «opérations des Comptes nationaux» sont conformes à celles publiées par Statistique Canada le 31 août 1987.

Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux

Le tableau suivant présente le rapprochement des opérations entre les Comptes publics et les Comptes nationaux. Les principaux facteurs qui donnent lieu au rapprochement sont présentés ci-dessous.

Les déficits des entreprises commerciales du gouvernement qui ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement sont, aux fins de présentation des Comptes publics, affectés à des crédits budgétaires et sont ainsi enregistrés comme des dépenses budgétaires. Dans la présentation des Comptes nationaux, ces déficits sont déduits du revenu de placement du gouvernement.

Dans les Comptes publics, les recettes sont enregistrées selon la comptabilité de caisse. Bien que les recettes des Comptes nationaux soient en grande partie comptabilisées selon la comptabilité de caisse, certains postes, tels l'impôt sur le revenu des sociétés et les redevances d'exportation sur le pétrole, sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les opérations concernant les comptes de pension des employés sont traitées comme des opérations non budgétaires dans les Comptes publics, bien que les contributions du gouvernement à ces comptes et les paiements de l'intérêt sur ces comptes sont également compris dans les dépenses. Les contributions des employeurs et les cotisations des employés à ces comptes ainsi que les revenus d'intérêt connexes font partie des recettes du gouvernement dans la présentation des Comptes nationaux et les paiements de pension font partie des dépenses du gouvernement.

Dans la présentation des Comptes publics, l'achat d'immobilisations, tel les édifices et la machinerie, est comptabilisé comme une dépense budgétaire au cours de l'exercice d'acquisition. Seules les immobilisations et les dépenses en capital nouvellement produites figurent dans les dépenses des Comptes nationaux. Les Comptes nationaux ignorent également la vente des immobilisations puisque de telles ventes n'accroient pas la production. Les recettes et les dépenses du gouvernement comprennent une provision pour amortissement des immobilisations dans les Comptes nationaux intitulée «Provision pour consommation de capital». Cet élément ne fait pas partie des Comptes publics.

Les Comptes nationaux comprennent certains organismes du gouvernement qui ne figurent pas aux Comptes publics. Les opérations financières de ces organismes font partie des recettes et des dépenses des Comptes nationaux.

TABLEAU 1.13

GOUVERNEMENT DU CANADA
RAPPROCHEMENT DES COMPTES PUBLICS ET DES COMPTES NATIONAUX
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars							
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Recettes budgétaires—Comptes publics	41,921	48,775	60,001	60,705	64,211	70,891	76,830	85,783
Éléments de rapprochement—								
Rentrées des fonds de pension du gouvernement	2,705	3,148	3,960	4,508	4,965	5,538	6,070	6,497
Impôt sur le revenu des sociétés—Excédent des sommes courues sur les sommes perçues	555	681	- 91	910	515	- 527	- 395	- 660
Provisions pour consommation de capital	746	837	944	1,008	1,073	1,162	1,291	1,379
Redevances d'indemnité sur le pétrole[1]	400	1,459	3,855	2,852	1,833	2,291	690	
Recettes non fiscales[2]	- 365	- 421	- 488	- 580	- 656	- 836	- 988	- 800
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	- 791	- 1,124	- 1,465	- 1,208	- 1,089	- 1,105	- 933	- 1,151
Divers[3]	34	183	141	- 1,775	441	503	2,394	1,759
Total des recettes—Comptes nationaux	45,205	53,538	66,857	66,420	71,293	77,917	84,959	92,807
Dépenses budgétaires—Comptes publics	53,422	62,297	74,873	88,521	96,610	109,215	111,234	116,388
Éléments de rapprochement—								
Déboursés des fonds de pension du gouvernement	965	1,139	1,295	959	1,029	1,139	1,286	1,442
Dépenses nettes des fonds et organismes[4]	1,491	1,399	1,571	1,241	1,403	1,450	1,442	1,401
Provisions pour consommation de capital	746	837	944	1,008	1,073	1,162	1,291	1,379
Programme d'indemnisation pétrolière[5]	457	900	3,804	2,746	1,763	2,238	1,123	6
Recettes non fiscales[6]	- 365	- 421	- 488	- 580	- 656	- 836	- 988	- 800
Déficits des entreprises commerciales du gouvernement	- 791	- 1,124	- 1,465	- 1,208	- 1,089	- 1,105	- 933	- 1,151
Transferts budgétaires aux fonds et organismes	- 2,525	- 1,737	- 2,789	- 985	- 1,230	- 1,530	- 1,281	- 1,208
Divers[7]	1,313	- 148	- 1,826	- 1,796	- 1,497	- 617	- 188	223
Total des dépenses—Comptes nationaux	54,713	63,142	75,919	89,906	97,406	111,116	112,986	117,680

(1) Dans les Comptes publics, les redevances d'indemnité sur le pétrole sont déduites des paiements d'indemnisation pétrolière et sont comprises dans les dépenses budgétaires. Les recettes brutes et les paiements bruts sont inscrits dans les Comptes nationaux.

(2) Divers éléments de recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquels sont inscrits comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduits des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(3) Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour les produits de la vente d'immobilisations utilisées, la taxe sur le transport aérien, les rentrées de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, les éléments imputés, et le traitement des recettes dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

(4) Dans les Comptes nationaux, les crédits budgétaires à divers fonds et organismes sont remplacés par les dépenses courantes nettes des fonds et organismes.

(5) Cet élément représente la différence entre les paiements bruts inscrits d'après les Comptes nationaux et les paiements nets inscrits d'après les Comptes publics.

(6) Diverses recettes non fiscales, tels les frais de services et les produits de la vente de biens courants, lesquelles sont inscrites comme recettes d'après les Comptes publics, sont déduites des dépenses d'après les Comptes nationaux.

(7) Les éléments majeurs sous divers comprennent les redressements pour des réserves et radiations, une provision pour évaluation de l'actif et du passif, l'achat d'immobilisations utilisées, les éléments imputés, et le traitement des dépenses dans la période de comptabilisation complémentaire au 31 mars.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1986-87

États financiers vérifiés du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
Préface	2.3
État de la responsabilité	2.5
État des opérations	2.6
État des recettes et dépenses et du déficit accumulé	2.7
État de l'actif et du passif	2.8
État de l'emploi des crédits	2.10
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada	2.11
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada	2.22

PRÉFACE AUX ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le but fondamental des états financiers est de fournir des renseignements au Parlement et par le fait même au public, pour faciliter une compréhension et une évaluation:

—de la nature et de l'étendue entière des affaires financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable en distinguant celles du gouvernement et celles reliées aux sociétés de la Couronne; et

—à savoir si les ressources financières ont été gérées par le gouvernement conformément aux limites monétaires établies par les autorisations législatives appropriées.

Les deux notions de base sur lesquelles est fondé le système comptable du gouvernement se trouvent dans les Lois constitutionnelles. Premièrement, la notion du Fonds du revenu consolidé qui découle de l'exigence que tous les droits et recettes, autres que ceux qui sont réservés aux provinces, «formeront un fonds consolidé de revenu»; deuxièmement, la notion suivant laquelle le solde du Fonds, après certaines imputations préalables, «sera approprié par le Parlement du Canada».

Les états financiers consistent de quatre états et des notes afférentes. Le premier état financier est l'état des opérations, lequel indique la façon dont les besoins financiers ont été rencontrés, et l'effet des opérations sur le Fonds du revenu consolidé. Les opérations financières sont classées sous les catégories suivantes:

- La première catégorie, les opérations budgétaires, consiste de toutes les opérations avec les tiers qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement, et comprend les rentrées provenant des recettes fiscales, des recettes non fiscales, de même que les dépenses autorisées par le Parlement.

- La deuxième catégorie, les opérations non budgétaires, comprend les opérations dans les prêts, dotations en capital et avances, dans les éléments de passif reliés à l'administration de certains deniers publics encaissés ou perçus pour des fins déterminées, et dans les autres éléments de passif. Ces opérations rendent compte du changement dans les créances et les dettes du gouvernement.

- La troisième catégorie, les opérations de change, reflète les opérations dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes (le but principal est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne) de même qu'une comptabilité de la situation nette du gouvernement en ce qui concerne le Fonds monétaire international. Les opérations de change comprennent la dette non échue à payer en devises étrangères.

- La quatrième catégorie, les opérations de la dette non échue, représente la mesure dans laquelle les besoins financiers ont été satisfaits au moyen d'une augmentation de la dette non échue qui indique le changement net dans les montants dus relatifs aux obligations négociables, aux obligations d'épargne du Canada, aux obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada et aux bons du Trésor. Les opérations de la dette non échue ne comprennent pas la dette non échue à payer en devises étrangères.

Le deuxième état financier est l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé. Cet état fournit une comptabilité plus détaillée des opérations budgétaires résumées à l'état des opérations et présente les changements dans le déficit accumulé pour les deux derniers exercices.

Le troisième état financier est l'état de l'actif et du passif. Cet état diffère d'une certaine façon du bilan conventionnel propre au secteur privé. Les immobilisations, lesquelles ont été comptabilisées comme dépenses, sont enregistrées à la valeur nominale de $1, et les recettes non encore perçues, telles les taxes, ne sont pas enregistrées à titre d'éléments d'actif. Il est à noter, par conséquent, que la différence entre le total de l'actif financier et le total du passif s'attribue à la somme des déficits et excédents budgétaires annuels déterminés selon les conventions comptables du gouvernement. Cette différence ne doit pas être considérée comme l'avoir net du gouvernement.

Le quatrième état financier est l'état de l'emploi des crédits. Cet état résume par ministère, l'emploi des crédits parlementaires pour les dépenses budgétaires et pour les prêts, dotations en capital et avances. Le total des dépenses budgétaires sur cet état diffère du total des dépenses sur l'état des opérations et l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé. Les raisons pour les différences sont énoncées à la note 1(ix) afférente aux états financiers.

Les autres sections de ce volume, de même que les volumes II et III des Comptes publics, sont destinés à fournir des renseignements plus détaillés à l'appui des états financiers.

ÉTAT DE LA RESPONSABILITÉ

Les états financiers de cette section ont été préparés par le gouvernement du Canada conformément aux conventions comptables décrites à la note 1 afférente aux états financiers et selon une méthode compatible à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité quant à l'intégrité et à l'objectivité des états financiers revient au gouvernement. Les états financiers sont préparés sous la direction conjointe du président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances et du Receveur général du Canada, en conformité avec la loi habilitante. Les états financiers sont préparés selon une comptabilité de caisse modifiée. Lorsqu'il y a dérogation avec la comptabilité de caisse, les renseignements compris dans ces états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements du gouvernement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers, figurant ailleurs dans ce volume, sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de compte rendu, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne lesquels donnent pleine considération aux coûts, aux bénéfices et aux risques, et lesquels sont développés pour s'assurer d'une façon raisonnable que les opérations sont autorisées correctement par le Parlement, exécutées selon des règlements prescrits, et comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des deniers publics et de sauvegarder les éléments d'actif et les biens du Canada découlant de l'administration gouvernementale. Le Receveur général du Canada maintient les comptes du Canada, lesquels constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, et obtient, des ministères, organismes et sociétés de la Couronne, tous les renseignements additionnels requis de façon à rencontrer les exigences de comptabilité et de compte rendu.

Le Vérificateur général du Canada exprime une opinion indépendante sur les états financiers préparés par le gouvernement. Les fonctions du Vérificateur général à cet égard sont énoncées à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général, S.C. 1976-77, c. 34, qui dicte en partie que le Vérificateur général «indique si les états (financiers) sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves».

Les états financiers, lesquels font partie des Comptes publics, sont déposés annuellement au Parlement, et sont référés au Comité permanent des Comptes publics, lequel rend compte au Parlement des résultats de son examen de même que de toutes les recommandations concernant les états financiers et l'opinion qui s'y rattache.

Au nom du gouvernement du Canada.

Le 14 août 1987

Le Contrôleur général du Canada par intérim J.A. MACDONALD	*Le Sous-ministre des Finances* STANLEY H. HARTT	*Le Sous-receveur général du Canada* GEORGINA WYMAN

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des opérations
pour l'exercice clos le 31 mars 1987
(en millions de dollars)

	1987	1986
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES		
Recettes	85,783	76,830
Dépenses	- 116,388	- 111,234
Déficit	- 30,605	- 34,404
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES		
Prêts, dotations en capital et avances	1,386	41
Comptes à fins déterminées	6,696	5,438
Autres opérations	956	- 1,345
Provenance nette	9,038	4,134
Besoins financiers (non compris les opérations de change)	*- 21,567*	*- 30,270*
OPÉRATIONS DE CHANGE[1]	- 6,390	5,626
Total des besoins financiers[2]	*- 27,957*	*- 24,644*
OPÉRATIONS DE LA DETTE NON ÉCHUE[1]	27,831	23,530
Variation de la caisse	*- 126*	*- 1,114*
CAISSE EN FIN D'EXERCICE	*4,618*	*4,744*

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] La dette non échue à payer en devises étrangères, -$1,800 millions en 1987 ($4,740 millions en 1986), fait partie des opérations de change.
[2] Besoins de trésorerie (-).

Le 14 août 1987

GOUVERNEMENT DU CANADA

État des recettes et dépenses et du déficit accumulé pour l'exercice clos le 31 mars 1987
(en millions de dollars)

	1987		1986	
	Brutes[1]	Nettes[1]	Brutes[1]	Nettes[1]
RECETTES, tableau 4.1, section 4				
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu—				
Des particuliers	37,878	37,878	33,008	33,008
Des sociétés	9,885	9,885	9,210	9,210
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	9,558	9,558	8,719	8,719
Des non résidents	1,355	1,355	1,053	1,053
	58,676	*58,676*	*51,990*	*51,990*
Taxes et droits d'accise—				
Taxe sur les ventes	11,972	11,972	9,345	9,345
Droits de douane à l'importation	4,187	4,187	3,971	3,971
Taxes en matière d'énergie	1,974	1,965	4,441	3,348
Autres	3,237	2,889	3,134	2,827
	21,370	*21,013*	*20,891*	*19,491*
Autres recettes fiscales	180	180	126	126
	80,226	*79,869*	*73,007*	*71,607*
RECETTES NON FISCALES				
Produits de placements	4,255	4,234	3,773	3,739
Autres recettes non fiscales	3,096	1,680	2,762	1,484
	7,351	*5,914*	*6,535*	*5,223*
TOTAL DES RECETTES (note 3)	**87,577**	**85,783**	**79,542**	**76,830**
DÉPENSES, tableau 6.1, section 6				
Développement social—				
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	13,445	13,445	12,525	12,525
Prestations d'assurance-chômage	10,444	10,444	10,036	10,036
Financement des programmes établis—				
Assurance et services de soins médicaux	6,607	6,607	6,400	6,400
Aide à l'éducation	2,232	2,232	2,277	2,277
Régime d'assistance publique du Canada	4,051	4,051	3,916	3,916
Allocations familiales	2,534	2,534	2,501	2,501
Justice et affaires juridiques	2,177	2,177	2,016	2,016
Assistance sociale—Indiens et Inuit	2,240	2,240	1,951	1,951
Formation et création directe d'emplois	1,959	1,959	1,795	1,795
Prestations aux anciens combattants	1,589	1,589	1,535	1,535
Logement	1,454	1,454	1,429	1,429
Télévision, cinéma et radio	1,028	1,028	1,023	1,023
Autres	5,299	4,809	4,820	4,415
	55,059	*54,569*	*52,224*	*51,819*
Développement économique et régional	12,626	11,792	13,625	11,818
Défense	10,283	10,006	9,366	9,094
Arrangements fiscaux	6,302	6,302	5,941	5,941
Services gouvernementaux	4,135	3,962	4,640	4,433
Aide et affaires extérieures	2,912	2,892	2,511	2,490
Parlement	207	207	198	198
Total des dépenses des programmes	*91,524*	*89,730*	*88,505*	*85,793*
Dette publique	26,658	26,658	25,441	25,441
TOTAL DES DÉPENSES (notes 3, 4 et 5)	**118,182**	**116,388**	**113,946**	**111,234**
DÉFICIT	**30,605**	**30,605**	**34,404**	**34,404**
DÉFICIT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE		**233,496**		**199,092**
DÉFICIT ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 6)		**264,101**		**233,496**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.
[1] La différence entre Brutes et Nettes provient des Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

Le 14 août 1987

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'actif et du passif au 31 mars 1987
(en millions de dollars)

	1987	1986	Variation nette
ACTIF FINANCIER			
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, tableau 8.1, section 8—			
Sociétés de la Couronne (notes 7 et 17)—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	345	438	- 93
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,411	9,665	- 254
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,203	935	268
Société du crédit agricole	3,523	4,114	- 591
Société pour l'expansion des exportations	777	826	- 49
	15,259	*15,978*	*- 719*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	505	525	- 20
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,493	2,845	- 352
Corporation de développement des investissements du Canada	396	396	
Énergie atomique du Canada, Limitée	709	728	- 19
Petro-Canada	4,299	4,299	
Autres	1,725	1,539	186
	10,127	*10,332*	*- 205*
Moins: provision pour évaluation	3,800	3,700	100
Total des sociétés de la Couronne	*21,586*	*22,610*	*- 1,024*
Autres prêts, dotations en capital et avances—			
Administrations provinciales et territoriales	948	1,037	- 89
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement (note 8)	4,405	4,529	- 124
Organismes internationaux (note 8)	4,542	4,294	248
Moins: effets à payer	1,837	1,543	294
	2,705	*2,751*	*- 46*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles	135	161	- 26
Entreprises mixtes et en coparticipation	447	664	- 217
Divers	663	623	40
	9,303	*9,765*	*- 462*
Moins: provision pour évaluation	5,900	6,000	- 100
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	*3,403*	*3,765*	*- 362*
TOTAL DES PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES	*24,989*	*26,375*	*- 1,386*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, tableau 11.1, section 11—			
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, tableau 11.2, section 11 (note 9)	8,212	3,459	4,753
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,936	4,670	266
	13,148	*8,129*	*5,019*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	4,272	3,913	359
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,308	1,238	70
	5,580	*5,151*	*429*
TOTAL DES COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE	*7,568*	*2,978*	*4,590*
FONDS EN TRANSIT, tableau 13.1, section 13	*1,468*	*1,693*	*- 225*
CAISSE, tableau 13.2, section 13	*4,618*	*4,744*	*- 126*
TOTAL DE L'ACTIF FINANCIER (note 15)	**38,643**	**35,790**	**2,853**
IMMOBILISATIONS (évaluées à un dollar), section 13			
DÉFICIT ACCUMULÉ (note 6)	**264,101**	**233,496**	**30,605**
TOTAL	**302,744**	**269,286**	**33,458**

	1987	1986	Variation nette
PASSIF			
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, tableau 9.1, section 9			
Compte du régime de pensions du Canada (note 10)	34,233	31,715	2,518
Moins: titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	30,459	29,497	962
	3,774	*2,218*	*1,556*
Comptes de pension de retraite (note 11)	46,669	41,789	4,880
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	4	119	- 115
	46,665	*41,670*	*4,995*
Compte des rentes sur l'État	1,024	1,060	- 36
Comptes de dépôt et de fiducie	1,840	1,826	14
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	1,447	1,390	57
Autres	755	645	110
TOTAL DES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	*55,505*	*48,809*	*6,696*
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, tableau 10.1, section 10			
Intérêts et dette échue	10,579	10,576	3
Moins: escompte non amorti des bons du Canada et du Trésor	1,514	1,492	22
	9,065	*9,084*	*- 19*
Créditeurs	5,868	5,434	434
Chèques et mandats en circulation	2,870	2,934	- 64
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	2,350	2,050	300
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—			
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, tableau 8.7, section 8 (notes 7 et 12)	15,767	14,623	1,144
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	15,667	14,623	1,044
	100		*100*
Divers	171	191	- 20
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	*20,424*	*19,693*	*731*
DETTE NON ÉCHUE, tableaux 12.1 et 12.10, section 12 (notes 13 et 14)			
A payer en monnaie canadienne—			
Obligations négociables	94,426	81,067	13,359
Obligations d'épargne du Canada	44,309	44,245	64
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	1,796	445	1,351
Bons du Trésor	76,950	61,950	15,000
	217,481	*187,707*	*29,774*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	2,663	720	1,943
	214,818	*186,987*	*27,831*
A payer en devises étrangères—			
Obligations négociables	5,868	5,890	- 22
Effets et prêts	5,097	7,920	- 2,823
Bons du Canada	1,045		1,045
	12,010	*13,810*	*- 1,800*
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	13	13	
	11,997	*13,797*	*- 1,800*
TOTAL DE LA DETTE NON ÉCHUE	*226,815*	*200,784*	*26,031*
TOTAL (notes 16, 17 et 18)	**302,744**	**269,286**	**33,458**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
On trouvera plus de précisions dans d'autres sections de ce volume.

Le 14 août 1987

GOUVERNEMENT DU CANADA

État de l'emploi des crédits pour l'exercice clos le 31 mars 1987

(en millions de dollars)

			Soldes			
	Total des crédits disponibles pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Annulés	Suremployés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employés au cours de l'exercice précédent
Affaires des anciens combattants—Budgétaires	1,622	1,589	33			1,536
Non budgétaires	**443**	**- 27**			**470**	**- 31**
Affaires extérieures—Budgétaires	2,916	2,855	50	- 1	12	2,152
Non budgétaires	**11,074**	**219**	(1)		**10,855**	**93**
Affaires indiennes et Nord canadien—Budgétaires	2,674	2,646	22		6	2,376
Non budgétaires	**102**	**44**	(1)		**58**	**22**
Agriculture—Budgétaires	2,380	2,330	26	- 1	25	1,775
Non budgétaires	**298**	**- 606**			**904**	**- 265**
Approvisionnements et Services—Budgétaires	1,100	854	3		243	681
Non budgétaires	**- 9**	**- 18**			**9**	**33**
Communications—Budgétaires	1,687	1,574	97	- 4	20	1,523
Non budgétaires	**40**		(1)		**40**	
Conseil du Trésor—Budgétaires	505	311	194			279
Non budgétaires	**397**	**15**	**1**		**381**	**94**
Conseil privé—Budgétaires	91	87	4			84
Consommation et Corporations—Budgétaires	612	600	12			517
Non budgétaires	**500**				**500**	
Défense nationale—Budgétaires	9,989	9,887	102			9,168
Non budgétaires	**39**	**- 7**			**46**	(1)
Emploi et Immigration—Budgétaires	5,043	4,871	172			4,716
Non budgétaires	**32**	**4**			**28**	**3**
Énergie, Mines et Ressources—Budgétaires	2,469	1,827	572		70	2,573
Non budgétaires	**3,924**	**20**	**4**		**3,900**	**5**
Environnement—Budgétaires	767	761	6	(1)		701
Expansion industrielle régionale—Budgétaires	1,403	1,393	21	- 80	69	2,454
Non budgétaires	**1,161**	**- 88**	**1**		**1,248**	**- 130**
Finances—Budgétaires	32,869	32,788	3		78	31,923
Non budgétaires	**3,979**	**545**	(1)		**3,434**	**1,320**
Gouverneur général—Budgétaires	8	8	(1)			6
Justice—Budgétaires	340	327	13			273
Parlement—Budgétaires	212	204	8			201
Pêches et Océans—Budgétaires	582	579	3			634
Non budgétaires	**45**	**- 8**			**53**	**7**
Revenu national—Budgétaires	1,257	1,236	21			1,116
Santé nationale et Bien-être social—Budgétaires	27,793	27,780	14	- 1		26,360
Sciences et Technologie—Budgétaires	761	752	9			744
Secrétariat d'État—Budgétaires	3,365	3,344	12		9	3,315
Solliciteur général—Budgétaires	1,996	1,882	114			1,775
Non budgétaires	(1)	(1)			(1)	(1)
Transports—Budgétaires	3,653	3,339	157	- 9	166	3,379
Non budgétaires	**995**	**- 20**			**1,015**	**- 25**
Travail—Budgétaires	208	206	2			164
Non budgétaires	(1)	(1)				(1)
Travaux publics—Budgétaires	3,143	2,668	248		227	2,739
Non budgétaires	**4,542**	**194**	**25**		**4,323**	**261**
TOTAL—BUDGÉTAIRES (note 5)	109,445	106,698	1,918	- 96	925	103,164
NON BUDGÉTAIRES	**27,562**	**267**	**31**		**27,264**	**1,387**

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.
Voir le volume II (partie I) pour plus de précisions. D'autres précisions se trouvent à la section 5 de ce volume.
(1) Moins de $500,000.
Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères gras sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Le 14 août 1987

Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada

1. Conventions comptables importantes

Les conventions comptables du gouvernement du Canada sont fondées sur des notions contenues dans les Lois constitutionnelles, et dans la Loi sur l'administration financière et autres textes législatifs.

i. *Entité comptable du gouvernement du Canada*

Afin de tenir les comptes du Canada et de préparer les Comptes publics, le gouvernement du Canada se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Conformément à la définition susmentionnée, les sociétés énumérées aux parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas sujettes aux sections I à IV de la partie XII de la Loi sur l'administration financière, ne font pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada; ainsi, leurs états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement. Cependant, les emprunts des sociétés lesquelles sont mandataires de la Couronne sont inscrits comme élément de passif du gouvernement après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les états financiers des sociétés de la Couronne sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En outre, certains comptes et fonds possèdent leurs propres états financiers qui ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement mais qui sont présentés séparément aux volumes I et II (partie II). Ces comptes et fonds comprennent le Compte du régime de pensions du Canada, les comptes de pension de retraite et les autres comptes à fins déterminées.

ii. *Catégories d'opérations financières*

Les opérations financières du gouvernement, enregistrées dans les comptes du Canada et présentées dans les Comptes publics, sont réparties en opérations budgétaires, non budgétaires, de change et de la dette non échue.

En somme, les opérations budgétaires entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel et sont inscrites à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé, après l'élimination des opérations internes du gouvernement. Toutes les autres opérations mènent soit à l'acquisition ou au règlement de créances, soit à la création ou à l'exécution de dettes, et sont déclarées à l'état de l'actif et du passif.

Aux fins de compte rendu, les Comptes publics suivent la classification en vigueur à la fin de l'exercice. Les montants de l'exercice précédent sont reclassifiés rétroactivement pour être conformes aux conventions comptables et à la présentation de l'exercice en cours.

iii. *Opérations budgétaires*

RECETTES

Les recettes comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. De plus, les dépenses peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliés aux éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les dépenses sont comptabilisées sur une base brute et nette à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé. La différence entre les deux provient des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

iv. *Actif*

L'actif se définit comme étant les créances du gouvernement acquises sur des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, certaines créances ne sont pas comprises à l'état de l'actif et du passif. Les plus importantes sont les sommes à recevoir au titre des recettes fiscales et non fiscales.

v. *Passif*

Le passif se définit comme étant les dettes du gouvernement envers des tiers par suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes.

Cependant, à cause des conventions comptables du gouvernement mentionnées plus haut, et selon les lois habilitantes, le passif actuariel découlant de l'indexation au coût de la vie, des pensions de retraite et des rentes, n'est pas comptabilisé à l'état de l'actif et du passif. De plus, les remboursements à payer pour les recettes fiscales ne sont pas inscrits à l'état de l'actif et du passif.

vi. *Immobilisations*

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction. On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

vii. *Évaluation de l'actif et du passif*

ACTIF

L'actif est enregistré au coût et fait l'objet d'une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation. Dans le cas de prêts aux états souverains, la valeur enregistrée est la valeur estimative de réalisation à moins qu'un état souverain refuse de façon officielle d'honorer ses dettes. De plus, la provision pour évaluation reflète les réductions de la valeur au livre des prêts (et souscriptions aux organismes internationaux qui effectuent des prêts similaires) ayant des clauses concessionnaires importantes.

Les réserves d'or du gouvernement sont comprises dans les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes et sont inscrites et évaluées à 35 Droits de tirage spéciaux pour chaque once Troy d'or fin.

PASSIF

Le passif est inscrit au montant à payer et les éléments de passif concernant les comptes de pension de retraite, sauf pour l'indexation, ainsi que le Compte des rentes sur l'État, sont évalués sur une base actuarielle.

viii. *Conversion des opérations de change*

Les opérations de change sont converties et comptabilisées en monnaie canadienne aux taux de change en vigueur aux dates des opérations.

Les éléments d'actif et de passif qui proviennent de ces opérations de change sont convertis à la fin de l'exercice, aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses.

ix. *État de l'emploi des crédits*

Le Parlement accorde l'autorisation d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé dans ses lois de crédits annuelles et dans d'autres textes de lois (ces derniers intitulés crédits statutaires). L'autorisation de dépenser est accordée, dans des lois de crédits, à des fins déterminées et pour des montants maximaux. À moins que le libellé des crédits ne l'indique autrement, le solde inutilisé de l'autorisation de dépenser accordée dans des lois de crédits s'annule à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. L'autorisation de dépenser comprise dans les crédits statutaires est consentie à des fins déterminées ainsi que pour des montants et des délais indiqués dans les lois. En général, l'autorisation de dépenser prévue dans les crédits statutaires ne s'annule pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée.

L'état de l'emploi des crédits résume les autorisations disponibles pour les dépenses concernant les opérations et pour les prêts, dotations en capital et avances ainsi que l'emploi de telles autorisations par ministère. L'état est préparé conformément aux conventions comptables importantes décrites dans cette note sauf pour ce qui suit:

—les crédits disponibles pour emploi et employés au cours de l'exercice comprennent les opérations internes entre les ministères et à l'intérieur de ceux-ci; et entre les ministères et les comptes à fins déterminées consolidés;

—la provision pour évaluation de l'actif et du passif n'est pas répartie aux ministères; et

—les crédits budgétaires disponibles pour emploi et employés au cours de l'exercice ne comprennent pas les montants imputés aux comptes à fins déterminées consolidés.

2. Autorisations pour les opérations

Les taxes et les impôts peuvent être augmentés et les deniers peuvent être empruntés seulement avec l'autorisation du Parlement. Tous les deniers perçus par les départements et organismes doivent être déposés au Fonds du revenu consolidé (FRC). Tous les déboursés du FRC pour des dépenses concernant les opérations, pour des prêts, dotations en capital et avances, et pour le rachat de la dette échue doivent être autorisés par le Parlement.

i. *Autorisations pour les dépenses concernant les opérations*

La plupart des dépenses gouvernementales sont effectuées en vertu d'autorisations qui n'imposent pas de

limite annuelle sur les montants qui peuvent être dépensés. Les dépenses sont effectuées en vertu de critères ou formules statutaires et les autorisations continuent en général d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'une loi du Parlement les modifient ou les révoquent. Les autres dépenses sont effectuées en vertu d'autorisations lesquelles imposent une limite sur les montants à être dépensés. En général, les soldes de telles autorisations, non dépensées à la fin de l'exercice, s'annulent. Certaines autorisations continuent d'un exercice à l'autre et certaines permettent de dépenser, à l'intérieur d'un programme, des catégories de recettes spécifiques lesquelles sont générées par ledit programme.

ii. *Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances*

Ces autorisations limitent les montants des prêts, dotations en capital ou avances qui peuvent être effectués. Les autorisations non employées peuvent s'annuler à la fin de l'exercice ou peuvent continuer d'un exercice à l'autre. Les autorisations qui ne s'annulent pas souvent limitent seulement le total des prêts qui peuvent être en circulation en tout temps; donc, les montants remboursés peuvent être prêtés de nouveau.

iii. *Pouvoirs d'emprunt*

Le gouvernement peut emprunter seulement lorsque des lois du Parlement l'autorisent. Les lois sur le pouvoir d'emprunt fournissent l'autorisation pour le montant net de nouvelles émissions de titres moins les rachats au cours de l'exercice. Les autorisations s'annulent à la fin de l'exercice sauf pour les montants spécifiquement reportés à l'exercice suivant. En vertu de l'article 39 de la Loi sur l'administration financière, le Parlement a également fournit au gouvernement une autorisation continue d'emprunter, pour des périodes n'excédant pas six mois, des montants qui sont jugés nécessaires pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

Les sociétés de la Couronne (sociétés appartenant à cent pour cent à la Couronne) qui sont mandataires de Sa Majesté peuvent également emprunter mais seulement lorsque les lois du Parlement les autorisent. De telles lois spécifient généralement une limite quant aux montants des emprunts qui peuvent être en circulation en tout temps. Les sociétés non mandataires de la Couronne peuvent emprunter sans autorisations parlementaires spécifiques. Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne sont quelquefois garantis par le gouvernement en vertu d'autorisations parlementaires.

3. Crédit d'impôt pour enfants

Les crédits d'impôt pour enfants sont réclamés à même les déclarations d'impôt sur le revenu des particuliers. Les réclamations sont réglées en réduisant le montant d'impôt à payer pour l'année ou, lorsqu'il n'y a aucun impôt à payer, par l'émission d'un chèque de remboursement. Dans les deux cas, les impôts sur le revenu des particuliers sont réduits, même si aucun impôt n'avait été payé. Si ces réductions d'impôt et paiements directs avaient été inscrits comme dépenses, le total des dépenses et des recettes brutes aurait augmenté respectivement de $1,360 millions ($1,499 millions en 1986).

4. Présentation des dépenses par article courant

Les dépenses concernant les tiers d'après l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé est présenté par article courant dans le tableau suivant:

		(en millions de dollars)	
		1987	1986
(1)	Personnel	13,797	12,803
(2)	Transports et communications	1,371	1,302
(3)	Information	240	249
(4)	Services professionnels et spéciaux	837	1,216
(5)	Location	742	717
(6)	Achat de services de réparation et d'entretien	1,202	1,130
(7)	Services publics, fournitures et approvisionnements	2,131	2,150
(8)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1,299	1,575
(9)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel	3,062	2,835
(10)	Paiements de transfert	49,460	47,060
(11)	Service de la dette publique	26,658	25,441
(12)	Toutes autres dépenses	17,383	17,468
	Total des dépenses brutes concernant les tiers	118,182	113,946
(13)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	1,794	2,712
	Total des dépenses nettes concernant les tiers	116,388	111,234

On trouvera plus de précisions au tableau 5 à la section 1 du volume II (partie I) des Comptes publics.

5. État de l'emploi des crédits

Le total des dépenses nettes par enveloppe de $116,388 millions ($111,234 millions en 1986) inscrit à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé diffère du total de l'emploi des crédits budgétaires de $106,698 millions ($103,164 millions en 1986) inscrit à l'état de l'emploi des crédits. La différence représente les opérations de certains comptes à fins déterminées, la provision pour évaluation qui n'est pas appliquée à chaque crédit et les opérations budgétaires internes du gouvernement comme suit:

	(en millions de dollars)	
	1987	1986
Total des dépenses nettes par enveloppe	116,388	111,234
Plus: opérations internes du gouvernement—		
Contribution au Compte d'assurance-chômage	2,971	2,989
Recettes internes éliminées	135	116
Contribution au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	76	85
Contributions aux Comptes de stabilisation des produits agricoles	25	
Intérêt crédité au Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	1	48
Intérêt crédité au Compte d'assurance-chômage	3	3
Intérêt crédité aux Comptes de stabilisation des produits agricoles	2	
	3,213	3,241
Moins:		
Prestations d'assurance-chômage	10,320	9,841
Dépenses d'administration du Compte d'assurance-chômage	937	904
Versements du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	855	526
Versements des Comptes de stabilisation des produits agricoles	4	
Versements du Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole		142
Versements du Fonds de réassurance-récolte	287	98
Provision pour évaluation	500	- 200
	12,903	11,311
Employées dans l'exercice en cours et l'exercice précédent d'après l'état de l'emploi des crédits (budgétaires)	106,698	103,164

6. Déficit accumulé

Conformément à ses conventions comptables, les recettes et les dépenses de certains comptes à fins déterminées sont comprises dans les recettes et les dépenses du gouvernement. Toutefois, les lois habilitantes exigent que de telles recettes soient réservées et que les versements qui s'y rattachent soient imputés contre de telles recettes. Toute déficience des versements par rapport aux recettes doit, conformément aux lois habilitantes, être rencontrée à même les recettes futures de ces comptes à fins déterminées. Le tableau ci-dessous présente les soldes de ces comptes au 31 mars 1987, lesquels sont compris dans le déficit accumulé comme suit:

	(en millions de dollars)	
	1987	1986
Déficit accumulé non compris les comptes à fins déterminées consolidés	263,189	232,698
Compte d'assurance-chômage	3,897	4,335
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	- 3,559	- 3,560
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	145	- 607
Fonds de réassurance-récolte	113	- 120
Comptes de stabilisation des produits agricoles	- 70	
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole		(1)
Dépenses courues du Fonds d'assurance-récolte	1	287
Dépenses courues du Compte d'assurance-chômage	385	463
	912	798
Déficit accumulé	264,101	233,496

(1) Moins de $500,000.

7. Sociétés de la Couronne

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1(i), l'actif, le passif, les revenus et les dépenses inscrits dans les états financiers distincts des sociétés de la Couronne ne sont pas compris dans les états financiers du gouvernement. Seules les opérations financières entre le gouvernement et les sociétés de la Couronne y sont comprises.

Les tableaux suivants résument séparément l'actif, le passif, les recettes et les dépenses du gouvernement ainsi que l'actif, le passif, les revenus et les dépenses combinés de toutes les sociétés de la Couronne. Toutes les opérations et les soldes identifiés entre les sociétés de la Couronne et le gouvernement ont été présentés dans les tableaux.

Les tableaux présentent les opérations financières et les résultats des opérations du gouvernement et des sociétés de la Couronne conformément à leurs conventions comptables respectives. La plupart des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) employés par les compagnies du secteur privé, d'après le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés. La différence la plus significative entre les PCGR et la base de comptabilité du gouvernement décrite à la note 1 est qu'en vertu des PCGR, les éléments d'actif non financier, tels que les bâtiments, la machinerie, l'outillage et les stocks, sont reflétés comme éléments d'actif et radiés au cours de leur durée de vie prévue respective ou lorsqu'ils sont employés. Le gouvernement par contre considère l'achat de ces éléments d'actif non financier comme des dépenses dans l'exercice de l'acquisition. Une autre différence significative est que le gouvernement exclut de ces éléments d'actif les comptes débiteurs découlant de ses opérations touchant les recettes. La valeur des éléments d'actif non financier et des revenus à recevoir inscrits par les sociétés de la Couronne au 31 mars 1987 était de $25,384 millions et $6,975 millions respectivement ($25,567 millions et $7,591 millions en 1986).

Pour les sociétés de la Couronne ayant comme fin d'exercice le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers vérifiés. Pour les sociétés de la Couronne ayant des fins d'exercice autre que le 31 mars, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés lesquels ont été préparés selon une méthode conforme à celle des plus récents états financiers vérifiés.

i. *Actif et passif*

	(en millions de dollars)			
	1987		1986	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés de la Couronne	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés de la Couronne
Actif				
Financier				
Tiers	17,021	34,807	11,550	40,608
Gouvernement et sociétés de la Couronne	21,622	19,576	24,240	17,051
Total de l'actif financier	38,643	54,383	35,790	57,659
Actif immobilisé et frais reportés		25,384		25,567
Total de l'actif	38,643	79,767	35,790	83,226
Passif				
Tiers				
Emprunts	208,999		186,058	
Mandataires		15,767		14,623
Non mandataires		4,469		4,715
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants		19,442		17,979
Autres éléments de passif	74,087	9,698	66,297	12,764
Gouvernement et sociétés de la Couronne	19,658	18,289	16,931	20,690
Total du passif	302,744	67,665	269,286	70,771
Actif/passif (–) net	– 264,101	12,102	– 233,496	12,455
Passif éventuel	8,222	632	8,876	879

ii. *Recettes/revenus et dépenses*

	(en millions de dollars)			
	1987		1986	
	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés de la Couronne	Gouvernement tel qu'inscrit	Sociétés de la Couronne
Recettes/revenus				
Tiers	82,238	25,038	73,837	25,952
Gouvernement et sociétés de la Couronne	5,339	7,684[1]	5,705	7,893[1]
Total des recettes/revenus	87,577	32,722	79,542	33,845
Dépenses				
Tiers	109,686	27,681	105,317	30,306
Gouvernement et sociétés de la Couronne	8,496	3,191	8,629	2,911
Total des dépenses	118,182	30,872	113,946	33,217
Déficit (–)/profit net de l'exercice	– 30,605	1,850	– 34,404	628
Autres changements nets dans l'avoir				
Tiers		– 448		– 586
Gouvernement et sociétés de la Couronne		– 1,755		– 1
Changement de l'actif/passif (–) net pour l'exercice	– 30,605	– 353	– 34,404	41
Actif/passif (–) net au début de l'exercice	– 233,496	12,455	– 199,092	12,414
Actif/passif (–) net à la fin de l'exercice	– 264,101	12,102	– 233,496	12,455

On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

[1] Les revenus des sociétés de la Couronne comprennent une aide financière du gouvernement fédéral concernant les opérations courantes de $4,635 millions ($4,644 millions en 1986).

8. Aide au développement international—Prêts et souscriptions

i. ***Prêts aux pays en voie de développement***

Les prêts de $4,405 millions ($4,529 millions en 1986) aux gouvernements étrangers comprennent $3,199 millions ($3,258 millions en 1986) de prêts aux pays en voie de développement. Ces prêts découlent d'accords signés avec les pays en voie de développement avant le 1[er] avril 1986, font partie du programme d'aide du Canada au développement international et sont non productifs d'intérêt ou portent intérêt à des taux plus favorables que ceux qui étaient en vigueur au Canada au moment où l'aide a été accordée. Les soldes au 31 mars, groupés selon leur durée, sont:

Durée	Période de grâce avant le début des rembourse-ments	Taux d'intérêt	(en millions de dollars) 1987	1986
17 ans	7 ans	*	1	1
20 ans	5 ans	5%	31	34
25 ans	5 ans	6%	1	1
30 ans	7 ans	3%	177	185
35 ans	5 ans	*	3	3
40 ans	10 ans	*	1	1
50 ans	10 ans	*	2,932	2,979
53 ans[1]	13 ans	*	44	46
55 ans[1]	15 ans	*	9	8
			3,199	3,258

* Ne porte pas intérêt.
[1] Prêts recédulés.

Ces prêts, d'après leurs termes, accordent des bénéfices financiers aux récipiendaires et ont été entièrement pourvus dans la provision pour évaluation. On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

ii. *Souscriptions et prêts aux organismes internationaux*

Les prêts, dotations en capital et avances de $4,542 millions ($4,294 millions en 1986) aux organismes internationaux comprennent $3,854 millions ($3,592 millions en 1986) de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales, lesquelles font aussi partie du programme d'aide du Canada au développement international. Ces institutions accordent des prêts aux pays en voie de développement selon des termes semblables à ceux décrits sous i. plus haut. Les souscriptions aux organismes internationaux ne fournissent pas de produits de placements mais sont remboursables sur la terminaison de l'organisme ou lors du retrait. On trouvera plus de précisions à la section 8 de ce volume.

Les prêts, dotations en capital et avances aux organismes internationaux sont présentés après avoir déduit des effets à payer de $1,837 millions ($1,543 millions en 1986), y compris $1,746 millions ($1,460 millions en 1986) d'effets à payer à l'Association et aux institutions mentionnées ci-dessus. Les effets sont non productifs d'intérêt, sont non négociables, mais sont payables à vue, quoiqu'ils ne sont normalement encaissés que sur des périodes allant jusqu'à sept ans, selon les besoins financiers des institutions.

Un montant de $2,108 millions ($2,132 millions en 1986), compris dans la provision pour évaluation, est équivalent à la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces institutions.

9. Or

Les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes de $8,212 millions ($3,459 millions en 1986) comprennent les avoirs d'or du Canada de 19.423 millions d'onces Troy d'or fin ayant une valeur au livre de $1,141 millions (20.106 millions d'onces Troy d'or fin ayant une valeur au livre de $1,118 millions en 1986).

L'or est évalué à l'équivalent en dollars canadiens de 35 Droits de tirage spéciaux (DTS) pour chaque once Troy d'or fin, ce qui équivaut approximativement à son coût en terme de devises étrangères. Au 31 mars 1987, l'équivalent en dollars canadiens de 35 DTS était de $58.74 pour chaque once Troy d'or fin ($55.61 pour chaque once Troy d'or fin en 1986). Le DTS est une unité de compte employée par le Fonds monétaire international et est évalué en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Des méthodes alternatives d'évaluation peuvent être employées pour évaluer l'or. Selon la méthode d'évaluation du marché ($549.62 pour chaque once Troy d'or fin en 1987, $480.16 en 1986), la valeur au livre aurait été de $10,675 millions ($9,654 millions en 1986). Selon la méthode du coût moyen estimatif en dollars canadiens aux taux de change historiques ($36.91 pour chaque once Troy d'or fin en 1987 et en 1986), la valeur au livre aurait été de $717 millions ($742 millions en 1986). Des précisions additionnelles se trouvent dans les états financiers du Compte du fonds des changes, à la section 11 de ce volume.

10. Régime de pensions du Canada

Conformément à la loi habilitante, les prestations et les coûts encourus dans la gestion du régime de pensions du Canada sont financés à même les cotisations et contributions des employés, des employeurs et des personnes à leur propre compte, et de l'intérêt provenant du placement des cotisations et contributions non immédiatement requises pour les prestations et les coûts. Quoique le régime de pensions du Canada a été établi en vertu d'une loi fédérale, le régime est sous le contrôle conjoint du gouvernement et des provinces. Toute province ou groupe de provinces ayant ⅓ de la population du Canada peut interdire toute modification au régime de pensions du Canada qui affecte le niveau des cotisations ou des prestations. L'autorisation du gouvernement de payer des prestations en vertu du régime se limite au solde du Compte du régime de pensions du Canada qui était de $34,233 millions au 31 mars 1987. Cependant, conformément aux conventions comptables du gouvernement, les recettes et les dépenses du régime ne sont pas comptabilisées avec celles du gouvernement.

En 1987, les recettes du Compte du régime de pensions du Canada ont été de $8.4 milliards ($7.6 milliards en 1986) et les dépenses ont été de $5.9 milliards ($5 milliards en 1986). Le solde du Compte du régime de pensions du Canada est de $34.2 milliards au 31 mars 1987 ($31.7 milliards au 31 mars 1986). Les fonds en excès des besoins de fonctionnement courants estimés ($32.3 milliards au 31 mars 1987; $29.9 milliards au 31 mars 1986) sont disponibles pour des placements dans les titres des provinces, des territoires et du gouvernement, selon la proportion des cotisations provenant de la juridiction par rapport aux cotisations totales au Compte.

Les cotisations au Compte du régime de pensions du Canada ne sont pas établies selon une méthode qui prévoit pour les coûts actuariels complets des prestations. Si le régime était financé sur une base actuarielle, l'Actuaire en chef du Département des Assurances estime que le taux de cotisation devrait être augmenté de 3.6% à 7.9% et qu'un montant additionnel de $231 milliards aurait été requis au 31 décembre 1985, la date de la plus récente évaluation actuarielle, pour verser les presta-

tions futures de tous les cotisants et pensionnés du régime en ce temps. Les suppositions actuarielles employées pour déterminer cette estimation comprennent un taux d'intérêt de 6.5%, un taux d'inflation de 3.5% et une augmentation annuelle dans les gains moyens de 5%.

Au cours de l'exercice, un accord a été conclu concernant de nouveaux arrangements de financement pour le régime de pensions du Canada, et la loi fédérale a été adoptée en juin 1986. Un objectif de financement à long terme d'environ deux années de prestations a été établi. Cet objectif sera atteint en établissant une cédule de taux de cotisations pour 25 ans. Les premiers cinq ans exigent une augmentation annuelle partagée de .2 point de pourcentage concernant le taux courant combiné de cotisations et de contributions employeurs-employés de 3.6% des gains cotisables. Les taux de cotisations pour les 20 années subséquentes renferment des augmentations partagées de .15 point de pourcentage et sont sujets à des révisions fédérales-provinciales à tous les cinq ans. Les augmentations de cotisations ont commencé en janvier 1987. Les états financiers du Compte sont reproduits à la section 9 de ce volume.

11. Comptes de pension de retraite

Le gouvernement parraine des régimes de pension définis pour sensiblement tous ses employés à temps plein, principalement les membres de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les pensions de base, qui sont principalement fondées sur les meilleurs gains moyens sur 6 ans et qui sont courues au taux de 2 pour cent du salaire moyen par année de service, sont fournies en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la GRC, respectivement. Les prestations sont limitées, le maximum étant de 70 pour cent des gains moyens finals. Les pensions de base sont indexées annuellement (le 1er janvier) au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

La Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique couvre également les employés de certaines sociétés de la Couronne, agences et autres institutions. Les prestations de pension concernant ces entités sont limitées à l'appariement des cotisations de leurs employés; toute insuffisance actuarielle est supportée par le gouvernement.

La cotisation de l'employé pour ces prestations de base est de 6½ pour cent de la paye, moins les cotisations au Régime de pensions du Canada ou du Québec. De plus, les employés cotisent 1% de leur salaire pour l'indexation. Pour les prestations de base, l'employeur verse des contributions égales aux cotisations de l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et contribue un montant égal à 1.8 et 2 fois les cotisations de l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, respectivement. Des contributions égales aux cotisations d'indexation sont effectuées.

Les cotisations et les contributions sont créditées à des comptes non budgétaires. Les comptes de pension de retraite de base gagnent des intérêts à des taux fondés sur les taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada. Le taux d'intérêt gagné pour les comptes de base était d'environ 11% en 1987 et en 1986. Le compte d'indexation est crédité des intérêts fondés sur les taux des obligations de cinq ans du gouvernement du Canada. Le taux en 1987 était de 8.8% (10.3% en 1986).

Tous les versements de prestations sont imputés aux comptes non budgétaires sauf pour certaines prestations d'indexation dans les cas où les retraités ont épuisé leurs soldes au Compte de prestations de retraite supplémentaires. Dans de tels cas, les prestations d'indexation sont imputées directement aux dépenses.

Les comptes de pension de retraite apparaissant à l'état de l'actif et du passif comprennent le passif pour les pensions de base et pour l'indexation. Le passif pour les pensions de base est déterminé sur une base actuarielle tandis que le passif pour l'indexation ne l'est pas. Le gouvernement a estimé que si le passif pour tous ces comptes de pension de retraite était déterminé sur une base actuarielle, le passif inscrit et le déficit accumulé augmenteraient de $3.1 milliards au 31 mars 1987 ($4.4 milliards au 31 mars 1986).

Cette estimation incorpore, initialement, les effets de taux d'intérêt courants élevés crédités aux Comptes et les autres conditions économiques courantes. Ces suppositions économiques se sont alliées graduellement aux suppositions actuarielles à long terme lesquelles, à partir de 1999, sont supposées être un taux d'intérêt de 6% sur les nouveaux fonds, des augmentations générales de traitements de 5%, et un taux d'inflation de 3.5%.

Le tableau suivant divulgue les coûts de pension et des intérêts imputés aux dépenses en 1986-87.

	(en millions de dollars)				
	Fonction publique	Forces canadiennes	GRC	1987 Total	1986 Total
Contributions des employeurs	476	258	79	813	785
Prestations d'indexation imputées directement aux dépenses	476	286	22	784	735
Amortissement des insuffisances actuarielles	53	62	1	116	407[1]
Intérêt crédités aux Comptes	2,649	1,601	251	4,501	3,807[1]
	3,654	2,207	353	6,214	5,734

[1] L'intérêt sur les comptes de pension est déterminé, s'il y a lieu, après avoir déduit l'amortissement des insuffisances actuarielles. L'intérêt imputé à la dette publique représente le total des deux montants.

En plus des régimes décrits ci-dessus, des dettes de pension existent concernant plusieurs autres régimes de pension, dont le plus important couvre tous les membres du Parlement et les juges fédéraux désignés. En utilisant les mêmes suppositions économiques que celles décrites ci-dessus, le gouvernement a estimé que si le passif relié à ces plans était déterminé sur une base actuarielle, le passif inscrit et le déficit accumulé augmenteraient d'approximativement $360 millions au 31 mars 1987 ($330 millions au 31 mars 1986).

Des précisions sur les Comptes apparaissent à la section 9 de ce volume.

12. Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne

Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne de $15.8 milliards ($14.6 milliards en 1986) comprennent des

emprunts de la Commission canadienne du blé (CCB) de $4 milliards ($4.1 milliards en 1986).

Les emprunts de la CCB ont été encourus dans le but de financer les ventes de grain à crédit à divers pays. Les modalités des ventes de grain à crédit exigent le versement en entier en dedans de 36 mois ou moins de la date de livraison. Cependant, certains pays connaissent des difficultés pour assurer le service de leurs dettes internationales, dont environ $3.3 milliards ($3 milliards en 1986) y compris l'intérêt couru, sont dus à la CCB. De ce montant, environ $2.6 milliards étaient en souffrance au 31 mars 1987 ($2.2 milliards au 31 mars 1986).

Il est à noter que, pour de tels prêts aux emprunteurs souverains, des délais de versement ne sont pas nécessairement une indication d'une perte future exigeant une provision. Les entités souveraines et leurs dettes internationales n'ont pas de mortalité commerciale et le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions à travers lesquels les pays faisant face à des difficultés de remboursement peuvent affecter des mesures pour y remédier dans les accords avec leurs créanciers. Le gouvernement et la CCB sont présentement à négocier la recédulation des dettes souveraines qui sont en souffrance, ainsi que l'intérêt couru sur celles-ci. Le gouvernement est d'avis que ces négociations résulteront en aucune perte importante sur les éléments d'actif de la CCB qui s'y rattachent.

C'est pourquoi, le gouvernement, en tant que garant des emprunts de la CCB pour financer les ventes de grain à crédit, n'a effectué aucune provision d'évaluation dans les comptes du Canada.

13. Dette non échue

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt et l'échéance des émissions de dettes par devise et par genre à la valeur nominale.

	(en millions de dollars)							
	Obligations négociables					Effets et prêts	Bons du Canada	
Dates d'échéance	Monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Obligations d'épargne du Canada[1]	Obligations spéciales non négociables du Régime de pensions du Canada	Bons du Trésor	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Devises étrangères converties en monnaie canadienne	Total
1988	8,177	58	1,240	4	76,950	1,304	1,045	**88,778**
1989	5,300	348	6,852	6		653		**13,159**
1990	7,874	732	5,613	4		1,140		**15,363**
1991	6,701	535	5,816	5		173		**13,230**
1992	7,255		7,018	7				**14,280**
1993/97	28,162	3,412	17,770	45		1,827		**51,216**
1998/2002	7,656	783		82				**8,521**
Subséquentes	23,301			1,643				**24,944**
	94,426	5,868	44,309	1,796	76,950	5,097	1,045	**229,491**
Moins: dette non échue détenue par le gouvernement	9	13	858	1,796				**2,676**
	94,417	5,855	43,451		76,950	5,097	1,045	**226,815**
Taux d'intérêt annuel moyen effectif	11.07	8.18	8.36	10	7.87	9.82	5.81	**9.34**
Zone des taux d'intérêt	3-18	3.625-10.125	7.75-10.5	5.37-17.51	6.80-9.66	4.875-16.375	5.65-6.14	**3-18**

[1] Les obligations d'épargne du Canada sont remboursables à vue.

Les montants en devises étrangères sont convertis en monnaie canadienne à la fin de l'exercice. À la fin de l'exercice, les emprunts en devises étrangères comprenaient ce qui suit:

Devise	1987 Valeur nominale (en millions)	(en millions de dollars) 1987 Monnaie canadienne correspondante	1986 Monnaie canadienne correspondante
Dollars des États-Unis	5,951	7,768	9,842
Marks allemands	200	144	119
Francs suisses	1,252	1,082	1,188
Yen japonais[1]	360,000	3,016	2,661
		12,010	13,810

[1] La monnaie canadienne correspondante de 1987 comprend la conversion de la dette en yen et des risques de swap en dollars des É-U.

Toutes les dettes du gouvernement sont sensiblement émises à des taux fixes. Le gouvernement a conclu des accords de swap portant des taux d'intérêt venant à échéance en 1989 et en 1995 sur $1.9 milliard É-U, en principal spéculatif. Le gouvernement a assumé un taux d'intérêt variable déterminé par le marché «London Inter-bank Offered Rate (LIBOR)» contre un taux d'intérêt fixe moyen pondéré de 10.58% assumé par les tiers. L'intérêt sur toutes les opérations de swap est inscrit selon une méthode conforme dans les états financiers.

Le gouvernement a également conclu des accords de swap de devises lesquels ont pour effet de convertir des risques futurs de fluctuation de devise de la dette en yen totalisant 100,000 millions de yen en des risques en dollars des É-U totalisant $530 millions.

Les produits des emprunts du Canada en devises étrangères ont été avancés au Compte du fonds des changes.

14. Pouvoirs d'emprunt

Le tableau suivant présente les pouvoirs d'emprunt disponibles et l'emploi de tels pouvoirs pour les exercices clos les 31 mars 1987 et 1986. Il concilie l'emploi de tels pouvoirs avec la variation de la dette non échue, rapportée au tableau 12.1 à la section 12 de ce volume.

	(en millions de dollars) 1987				1986			
	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Disponibles	Employés	Annulés	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents
Pouvoirs qui imposent une limite d'après les lois sur le pouvoir d'emprunt	28,200	26,337	163	1,700	32,200	28,098	2,102	2,000
Article 39 de la Loi sur l'administration financière[1]	1,150	600	550					
Emploi total des pouvoirs	29,350	26,937	713	1,700	32,200	28,098	2,102	2,000
Augmentation nette de la dette non échue		26,031				28,270		
Variation nette des obligations d'épargne du Canada échues mais non rachetées		-87				154		
Variation de l'avoir interne de la dette du gouvernement non compris le régime de pensions du Canada		593				111		
Redressements de devises étrangères		400				-437		
Emploi total des pouvoirs d'emprunt		26,937				28,098		

[1] Autorise le gouvernement à emprunter, pour une période fixe n'excédant pas six mois, des montants nécessaires pour s'assurer que le Fonds du revenu consolidé sera suffisant pour rencontrer les déboursés autorisés par les lois.

15. Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs concernant les recettes non fiscales désignent des créances facturées mais non perçues et/ou des créances non facturées et courues provenant de montants dus à un organisme gouvernemental pour l'usage de ses biens ou pour des services rendus à la date de comptabilisation. Les comptes débiteurs du gouvernement concernant les recettes non fiscales au 31 mars 1987, s'élevaient à approximativement $1.9 milliard (approximativement $1.5 milliard en 1986) après avoir déduit une provision pour créances douteuses.

16. Engagements selon des contrats de location-acquisition

Les immobilisations majeures du gouvernement sont soit achetées ou louées. Lorsqu'un bail transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien au locataire, il est considéré comme un contrat de location-acquisition. Le gouvernement a conclu des contrats de location-acquisition avec des tiers pour des bâtiments et du matériel.

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, les versements selon les contrats de location-acquisition sont imputés aux dépenses budgétaires dans l'exercice du versement. De tels versements sont autorisés annuellement par le Parlement. Le total des engagements du gouvernement en circulation, selon des contrats de location-acquisition, en excès de $100,000 chacun conclus jusqu'au 31 mars 1987, s'élevait à $1,524 millions ($1,613 millions en 1986). Des intérêts implicites de $1,074 millions ($1,147 millions en 1986) et des frais accessoires de $0 million ($4 millions en 1986) sont compris dans ce montant. Les engagements nets de $450 millions ($462 millions en 1986) qui en résultent représentent la valeur des immobilisations louées et le montant principal de la dette découlant des baux à long terme. Conformément aux conventions comptables importantes du gouvernement, l'élément d'actif et l'engagement en vertu d'un bail ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif celui-ci.

	(en millions de dollars)	
	1987	1986[1]
Versements minimums en vertu de baux cédulés pour être effectués en:		
1988	55	59
1989	54	59
1990	54	59
1991	52	58
1992	50	69
1993/97	251	251
1998/2002	251	251
2003/07	251	251
2008/12	252	261
2013/17	172	192
2018/22	82	103
Total des engagements selon des contrats de location-acquisition (versements minimums en vertu de baux)	1,524	1,613
Moins: intérêts implicites	1,074	1,147
frais accessoires		4
Engagements nets selon des contrats de location-acquisition	450	462

On trouvera plus de précisions à la section 13 de ce volume.

[1] Les chiffres de 1986 sont pour des accroissements d'une année pour 1987 à 1991 et pour des accroissements de 5 années de 1992 à 2021.

17. Programmes d'assurance

Trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante mais advenant que ces sociétés n'aient pas les fonds requis pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation, le gouvernement, dans ces cas, fournit les montants nécessaires à même les crédits budgétaires ou non budgétaires. Le gouvernement est d'avis qu'aucune provision n'a besoin d'être établie dans les comptes du Canada pour ces programmes d'assurance.

La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies membres. Le total des dépôts assurés était de $200,277 millions au 31 mars 1987 ($183,719 millions au 31 mars 1986). La SADC a subi une perte pour l'exercice clos le 31 mars 1987 au montant de $10 millions (la perte a été de $432 millions en 1986). Le déficit du Fonds d'assurance-dépôts de la SADC était de $1,269 millions au 31 mars 1987 ($1,259 millions au 31 mars 1986). Le déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de $1,203 millions au 31 mars 1987 ($935 millions au 31 mars 1986). Des modifications à la Loi sur la SADC, laquelle a reçu sanction royale le 30 juin 1987, permettent que les niveaux de primes soient déterminés par le gouverneur en conseil, en des montants n'excédant pas 1/6 de 1% des dépôts assurés. D'autres modifications permettent pour des primes majorées dans des situations de risques et augmentent les limites de prêts du Fonds du revenu consolidé de $1.5 milliard à $3 milliards. D'après les renseignements actuels, le gouvernement est d'avis que cette restructuration permettra à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement administre le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH). Le FAH fournit de l'assurance pour des prêts hypothécaires concernant le logement canadien par les institutions privées. L'assurance en vigueur était de $40,299 millions au 31 mars 1987 ($38,413 millions au 31 mars 1986). Le FAH a eu un profit pour l'exercice clos le 31 mars 1987 de $54 millions (en 1986, le FAH a eu un profit de $340 millions lequel comprend $248 millions comme aide du gouvernement). Le déficit actuariel du FAH était de $418 millions au 31 mars 1987 ($472 millions au 31 mars 1986). Une aide financière budgétaire est fournie par le gouvernement jusqu'à concurrence où les fonds provenant de l'intérieur sont insuffisants pour couvrir les déboursés en espèces. À cet égard, l'excédent actuel des revenus sur les déboursées du FAH a résulté en des placements dans des titres de $145 millions au 31 mars 1987 (nil en 1986).

La Société pour l'expansion des exportations fournit de l'assurance sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. L'assurance en vigueur était de $2,644 millions au 31 mars 1987 ($2,519 millions en 1986). Les revenus de primes de la Société ont été suffisants afin de pourvoir pour le coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures possibles basée sur l'expérience passée.

Ces renseignements n'ont pas été vérifiés puisque les trois sociétés ont des exercices financiers autres que le 31 mars 1987. Les états financiers de ces sociétés et de leurs fonds d'assurance sur une base du calendrier apparaissent au volume III des Comptes publics. Des prévisions concernant les opérations de ces trois programmes d'assurance pour l'exercice clos le 31 mars 1987 se trouvent à la section 13 de ce volume.

18. Passif éventuel du gouvernement du Canada

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs. Le passif éventuel du gouvernement comprend les garanties formelles et les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes.

Le gouvernement négocie présentement six revendications globales de terrains concernant les autochtones. Ce nombre représente le maximum qui peut être négocié à tout moment. Des revendications additionnelles au nombre de 19 concernant les autochtones ont été validées et attendent d'être négociées. Des revendications spécifiques au nombre de 93 concernant les autochtones étaient également à diverses étapes du processus de négociation au 31 mars 1987. Des revendications additionnelles au nombre de 143 étaient sous révision afin de déterminer si elles seront acceptées pour négociation conformément aux dispositions de la politique sur les revendications spécifiques. Le montant de terrain, des bénéfices financiers et autres bénéfices requis pour régler les revendications globales et spécifiques concernant les autochtones ne peut être déterminé et par le fait même aucun montant pour de telles revendications n'est compris dans le passif éventuel. Des causes futures en litige peuvent résulter advenant qu'une entente acceptable ne puisse être conclue. Celles-ci seraient ainsi rapportées comme passif éventuel.

Le passif éventuel du gouvernement était de $8,222 millions au 31 mars 1987 et est résumé au tableau suivant:

	(en millions de dollars)	
	1987[1]	1986
i) Garanties formelles par le gouvernement:		
Emprunts effectués par des entités autres que les sociétés de la Couronne	**3,801**	3,347
Programmes d'assurance du gouvernement	**1,440**	1,456
Autres garanties formelles	**341**	223
ii) Causes en instance et imminentes[2]	**2,640**	3,850
	8,222	8,876

[1] On trouvera plus de précisions à la section 13 de ce volume.

[2] Comprend $1.7 milliard ($2.9 milliards en 1986) relié à des engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 46 (50 en 1986) causes en litige. Il y a 96 (75 en 1986) causes semblables pour lesquelles des montants ne sont pas énoncés dans les revendications et pour lesquelles il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada au 31 mars 1987 et les états des recettes et dépenses et du déficit accumulé, des opérations, ainsi que de l'emploi des crédits pour l'exercice clos à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires pour faire rapport, comme l'exige l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général.

À mon avis, ces états financiers présentent les renseignements en conformité avec les conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada mentionnées à la note 1 afférente aux états financiers appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. De plus, à mon avis, l'état de l'emploi des crédits présente fidèlement un sommaire des crédits disponibles et employés pour l'exercice clos le 31 mars 1987 en conformité avec les conventions comptables énoncées à la note 1(ix). Toutefois, à mon avis, vu l'utilisation de conventions comptables que je considère non convenables, comme je l'indique dans mes première, deuxième et troisième Réserves, les états de l'actif et du passif, des recettes et dépenses et du déficit accumulé, et des opérations ne présentent pas fidèlement la situation financière du gouvernement au 31 mars 1987 ainsi que ses résultats d'exploitation et ses besoins financiers pour l'exercice clos à cette date.

Réserve 1 : Défaut d'établir une provision pour les emprunts de sociétés d'État

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1(vii), la valeur des sommes à recevoir des états souverains n'est pas réduite, à moins qu'un état ait refusé de façon officielle d'honorer ses dettes. Le gouvernement a utilisé cette convention comptable pour établir que les éléments d'actif des sociétés d'État mandataires ont une valeur qui suffit pour rembourser les emprunts de ces sociétés. Lorsque les emprunts dépassent la capacité de remboursement des sociétés, un passif est comptabilisé par le gouvernement selon la convention comptable à la note 1(i). Cette convention a pour but de comptabiliser les emprunts que le gouvernement devra vraisemblablement rembourser.

Selon la description qui en est faite à la note 12, la Commissison canadienne du blé, une société d'État mandataire, a emprunté $4 milliards pour financer principalement les comptes débiteurs au chapitre des ventes de grain. Les sommes à recevoir renferment $1.1 milliard en intérêt qui s'est accumulé sur des créances de pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes. À mon avis, une saine pratique comptable ne permet pas la comptabilisation d'une valeur au titre de l'intérêt couru lorsque dans les circonstances le recouvrement est incertain. Je crois que la valeur des éléments d'actif de la Commission a été diminuée d'au moins $1.1 milliard en intérêt couru, ce qui fait que le gouvernement court un risque d'au moins cette somme à l'égard des emprunts de la Commission. Toutefois, l'application de la convention comptable énoncée à la note 1(vii) ne permet pas que ce risque soit comptabilisé vu que les pays qui doivent de l'argent à la Commission n'ont pas refusé de façon officielle d'honorer leurs dettes.

Je crois que le gouvernement devrait établir une provision suffisante pour les emprunts de la Commission canadienne du blé. Si cela était fait, les chiffres déclarés du passif et du déficit accumulé augmenteraient d'au moins $1.1 milliard ($900 millions en 1986) et le déficit de l'exercice augmenterait d'au moins $200 millions ($200 millions en 1986).

Réserve 2 : Défaut de consolider les données financières des sociétés d'État

Comme on le décrit à la note 1(i), l'actif, le passif, les recettes et les dépenses déclarés dans les états financiers propres aux sociétés d'État sont exclus des états ci-joints de l'actif et du passif, des recettes et dépenses et du déficit accumulé, et des opérations du gouvernement du Canada. Ainsi, je crois que les états financiers du gouvernement ne présentent pas un sommaire complet et entier de la pleine nature et étendue des activités financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable. Le gouvernement et l'Institut Canadien des Comptables Agréés poursuivent des études pour établir dans quelle mesure et de quelle manière il faudrait consolider les états financiers propres aux sociétés d'État avec ceux du gouvernement, et la présentation de rechange qui serait appropriée pour ceux qui ne sont pas consolidés.

Réserve 3 : Passif non comptabilisé

En vertu de la convention comptable énoncée à la note 1(v), les obligations financières liées à l'indexation des pensions de retraite et des rentes ne sont pas entièrement comptabilisées dans les états financiers ci-joints de l'actif et du passif, des recettes et dépenses et du déficit accumulé, et des opérations du gouvernement du Canada. Comme on l'indique à la note 11, si le plein montant de ces obligations avait été comptabilisé, les chiffres déclarés du passif et du déficit accumulé augmenteraient d'environ $3.5 milliards ($4.7 milliards en 1986), et le déficit de l'exercice diminuerait de $1.2 milliard.

Des renseignements et commentaires supplémentaires ayant trait aux états financiers et à la présente opinion sont présentés dans mes observations à la section 3 de ce volume.

Ottawa, Canada
le 14 août 1987

le Vérificateur général du Canada

KENNETH M. DYE, F.C.A.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS 1986-87

Observations du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada

SOMMAIRE

	Page
Introduction	3.2
Réserve 1: Défaut d'établir une provision pour les emprunts de sociétés d'État	3.4
Réserve 2: Défaut de consolider les données financières des sociétés d'État	3.6
Réserve 3: Passif non comptabilisé	3.7
Présentation de rapports financiers sommaires	3.8
Annexe 1—Rapport d'étape: Conformité du gouvernement avec la prise de position N° 3 du CCVOSP	3.12
Annexe 2—Considération par le gouvernement des constatations importantes de l'ÉRFGF	3.15

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

INTRODUCTION

Les états financiers du gouvernement du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 1987 et mon Opinion de vérification sur ceux-ci se trouvent à la section 2 de ce volume. Ces états financiers donnent un aperçu très succinct des diverses activités du gouvernement. Cela comprend ce que le gouvernement possède et doit à un moment donné (situation financière), quelles ont été ses recettes et dépenses pour l'exercice (résultats d'exploitation) et la mesure dans laquelle les décaissements ont été supérieurs aux encaissements (besoins financiers).

Mon Opinion de vérification renseigne les lecteurs à savoir que les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables énoncées du gouvernement—appliquées de la même manière d'un exercice à l'autre—et que les utilisateurs des états peuvent s'y fier pour se renseigner et ne pas être induits en erreur. Lorsque je conclus que les états financiers renseignent de manière fiable, mon Opinion déclare que les renseignements sont «présentés fidèlement»; lorsqu'ils ne le sont pas, la locution «ne présentent pas fidèlement» est utilisée, et des «Réserves» à l'appui sont ajoutées pour en expliquer la cause.

Les Observations de la présente section renferment des commentaires et des explications supplémentaires à l'égard de mon Opinion de vérification, des données de fond à l'endroit de chacune des trois Réserves qu'elle contient et d'autres questions, initiatives et préoccupations importantes liées à la présentation de renseignements financiers sommaires.

Mission de vérification

Ma mission de vérification des états financiers du gouvernement est énoncée à l'article 6 de la Loi sur le vérificateur général. L'article 6 stipule que «le vérificateur général examine les différents états financiers qui doivent figurer dans les comptes publics en vertu de l'article 55 de la Loi sur l'administration financière et tous autres états que lui soumet le président du Conseil du Trésor ou le ministre des Finances pour vérification; il indique si les états sont présentés fidèlement et conformément aux conventions comptables énoncées pour l'administration fédérale et selon une méthode compatible avec celle de l'année précédente; il fait éventuellement des réserves».

Un aperçu de mon Opinion de vérification

Mon Opinion de vérification sur les états financiers du gouvernement comporte deux paragraphes principaux suivis de trois Réserves. Le premier paragraphe, communément appelé le paragraphe de la «portée», indique les états financiers que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai fait rapport, ainsi que la nature et l'étendue du travail de vérification que j'ai accompli.

Les états financiers sur lesquels porte mon Opinion et les renseignements que ces états communiquent sont récapitulés ci-après:

État financier	Renseignements communiqués
État des opérations	Besoins financiers
État des recettes et dépenses et du déficit accumulé	Résultats d'exploitation
État de l'actif et du passif	Situation financière
État de l'emploi des crédits	Sommaire des crédits disponibles et employés

Mon Opinion de vérification se rattache uniquement à ces états financiers sommaires et les notes y afférentes contenues dans la section 2 de ce volume. Elle ne se rapporte pas aux renseignements plus détaillés présentés dans les autres sections du Volume I ou dans les Volumes II et III.

J'ai mené mon travail de vérification sur les états financiers du gouvernement conformément aux normes de vérification généralement reconnues qui sont prescrites par l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Le second paragraphe de mon Opinion de vérification renferme ma conclusion à savoir que les états financiers ont été préparés en conformité avec les conventions comptables du gouvernement appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent (la première phrase), et qu'on peut se fier aux états financiers pour se renseigner et ne pas être induit en erreur (les deuxième et troisième phrases). Le gouvernement se sert d'un ensemble de conventions comptables lorsqu'il prépare son état de l'emploi des crédits (voir la note 1(ix) afférente aux états financiers) et d'un autre ensemble de conventions lors de la préparation des autres états sommaires (voir les autres parties de la note 1).

J'ai conclu et fais rapport que les états financiers ont été préparés en conformité avec les conventions comptables du gouvernement appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent (la première phrase). J'ai conclu également que la conformité à ces conventions résulte en un sommaire des crédits disponibles et employés qui renseigne de façon fiable, et j'ai donc fait rapport que l'État de l'emploi des crédits présente fidèlement les renseignements (la seconde phrase). Mais j'ai conclu que la conformité à ces conventions résulte en une présentation d'ensemble de la situation financière du gouvernement, des résultats de son exploitation et de ses besoins financiers qui ne renseigne pas de manière fiable. C'est pourquoi j'ai fait rapport que les autres états financiers ne présentent pas fidèlement les renseignements pour les raisons que j'ai formulées dans les trois Réserves (la troisième phrase).

Importance relative et degré de certitude de la vérification

Il y a deux facteurs principaux qui établissent la somme de travail de vérification nécessaire à l'apport d'une opinion sur les états financiers du gouvernement. En premier lieu, il s'agit de la mesure dans laquelle je suis prêt à accepter que les états financiers soient erronés avant de conclure qu'ils ne renseignent pas de manière fiable. Cette tolérance de l'erreur se nomme l'importance relative. En deuxième lieu, il s'agit du degré de certitude que je veux atteindre à savoir que les états financiers ne comportent pas d'erreurs qui dépassent l'importance relative.

En établissant l'importance relative, je ne puis fournir la certitude que le total des erreurs soit moindre que celui toléré par la gestion lors de la préparation des états financiers. En d'autres termes, je ne peux être plus exact que ne le sont les états.

En établissant le degré de certitude, je ne peux être certain à 100 pour-cent, après avoir terminé la vérification, que les états financiers ne comportent pas d'erreurs relativement importantes. La grandeur et le caractère complexe du gouvernement, et les considérations quant au coût de la vérification, font qu'il n'est pas pratique pour moi d'examiner toutes les opérations particulières entreprises au cours de l'exercice ou même la plupart de celles-ci. Ce que je peux faire, c'est de vérifier des échantillons d'opérations et de soldes des comptes, d'établir que les contrôles financiers importants à l'intérieur du gouvernement s'exercent et qu'on peut s'y fier pour produire des données exactes et complètes, et d'exécuter d'autres procédés tels la confirmation auprès des tiers des soldes de fin d'exercice et d'effectuer des examens analytiques dans le but de repérer les anomalies ayant trait aux données déclarées.

Plus la vérification est rigoureuse, plus elle coûte cher. Par exemple, il est nécessaire de faire plus de travail pour fournir la certitude que les états financiers du gouvernement ne comportent pas d'erreurs dans l'ensemble, disons de $200 millions, que de fournir l'assurance

au palier de $300 millions. Obtenir la certitude à 99 pour-cent que les erreurs ne dépassent pas l'importance relative établie est plus dispendieux que d'obtenir la certitude au palier de 95 pour-cent.

Lors de la vérification des états financiers du gouvernement, j'ai établi l'importance relative et la certitude à des degrés que je considère suffisants pour la vérification du trésor public. Ce faisant, je recherche la certitude raisonnable que les états financiers ne contiennent pas un ensemble d'erreurs propres à induire le lecteur en erreur.

En dernière analyse, cela veut dire exercer un jugement professionnel à l'endroit de la quantité de vérification exigée pour que les lecteurs soient assurés de pouvoir se fier aux résultats déclarés et qu'ils ne soient pas induits en erreur.

Vérification de la conformité aux autorisations parlementaires

Lors de chaque exercice, j'examine et je vérifie la conformité aux autorisations parlementaires de dépenser, d'emprunter et de prélever des revenus au même niveau d'importance relative et de certitude que celui qui a été établi pour ma vérification de la situation financière d'ensemble du gouvernement, des résultats de son exploitation et de ses besoins financiers. Cela me permet de conclure que l'état de l'emploi des crédits présente fidèlement un sommaire des crédits disponibles et employés pour l'exercice. Cette année, afin de mieux renseigner, j'ai développé le libellé de mon Opinion de vérification afin d'apporter cette certitude de façon plus explicite.

Toutefois, ce travail n'est pas assez poussé pour me permettre de conclure qu'on s'est conformé à chaque autorisation lors de chaque exercice. L'étendue et la complexité de chaque autorisation fluctuent beaucoup. Il ne me serait pas pratique de vérifier chacune de celles-ci lors de chaque exercice à des niveaux beaucoup moindres d'importance relative. Donc, j'ai pris la décision d'accomplir des vérifications détaillées de chacune des autorisations de manière cyclique plutôt que de manière annuelle. Les résultats de ce travail font partie de mon Rapport annuel au Parlement.

RÉSERVE 1 : DÉFAUT D'ÉTABLIR UNE PROVISION POUR LES EMPRUNTS DE SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Conformément à la convention comptable énoncée à la note 1(vii), la valeur des sommes à recevoir des états souverains n'est pas réduite, à moins qu'un état ait refusé de façon officielle d'honorer ses dettes. Le gouvernement a utilisé cette convention comptable pour établir que les éléments d'actif des sociétés d'État mandataires ont une valeur qui suffit pour rembourser les emprunts de ces sociétés. Lorsque les emprunts dépassent la capacité de remboursement des sociétés, un passif est comptabilisé par le gouvernement selon la convention comptable à la note 1(i). Cette convention a pour but de comptabiliser les emprunts que le gouvernement devra vraisemblablement rembourser.

Selon la description qui en est faite à la note 12, la Commission canadienne du blé (CCB), une société d'État mandataire, a emprunté $4 milliards pour financer principalement les comptes débiteurs au chapitre des ventes de grain. Les sommes à recevoir renferment $1.1 milliard en intérêt qui s'est accumulé sur des créances de pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes. À mon avis, une saine pratique comptable ne permet pas la comptabilisation d'une valeur au titre de l'intérêt couru lorsque dans les circonstances le recouvrement est incertain. Je crois que la valeur des éléments d'actif de la CCB a été diminuée d'au moins $1.1 milliard en intérêt couru, ce qui fait que le gouvernement court un risque d'au moins cette somme à l'égard des emprunts de la Commission. Toutefois, l'application de la convention comptable énoncée à la note 1(vii) ne permet pas que ce risque soit comptabilisé vu que les pays qui doivent de l'argent à la Commission n'ont pas refusé de façon officielle d'honorer leurs dettes.

Je crois que le gouvernement devrait établir une provision suffisante pour les emprunts de la Commission canadienne du blé. Si cela était fait, les chiffres déclarés du passif et du déficit

accumulé augmenteraient d'au moins $1.1 milliard ($900 millions en 1986) et le déficit de l'exercice augmenterait d'au moins $200 millions ($200 millions en 1986).

La CCB achète du grain à des agriculteurs canadiens et le vend sur le marché mondial. En vertu de la Loi sur la Commission canadienne du blé, les bénéfices qu'elle tire des opérations sont répartis parmi les agriculteurs et toute perte est absorbée par le gouvernement. Les modalités de vente précisent généralement qu'il s'agit d'une vente contre remboursement. Toutefois, des ventes à crédit sont également permises, mais seulement avec le consentement du gouvernement et selon les directives qu'il a établies. Les comptes débiteurs qui proviennent des ventes à crédit sont financés par emprunt bancaire garanti par le gouvernement. Puisque la CCB n'a pas d'autres éléments d'actif importants, le remboursement de l'emprunt bancaire dépend entièrement du remboursement des comptes débiteurs.

Au 31 mars 1987, la CCB avait des comptes débiteurs d'une valeur d'environ $3.3 milliards provenant de pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes. Ce chiffre comprend environ $1.1 milliard en intérêt que la CCB a imputé à ces pays à cause du remboursement en retard ou insuffisant des sommes à échéance. Environ la moitié de cet intérêt couru a été converti en nouveaux prêts, dans le cadre de rééchelonnements de dette, afin d'alléger le fardeau financier des pays qui éprouvent des difficultés à rembourser. Ces difficultés persistent, et on prévoit d'autres rééchelonnements de dette.

Les sommes à recevoir des pays qui éprouvent des difficultés n'ont pas fait l'objet d'une réduction de valeur aux états financiers de la CCB et les intérêts sur ces sommes à recevoir sont toujours cumulés dans les comptes. Les états financiers donnent comme raison le fait que la Commission ne court pas de risque dans le cas des comptes débiteurs qui ne seraient pas recouvrables puisque les emprunts qui ont servi à les financer sont garantis par le gouvernement. Cependant, quel risque le gouvernement court-il à titre de garant? Ceci dépend sûrement de la valeur de l'actif de la CCB disponible pour assurer le service des emprunts que le gouvernement a garantis.

Si le gouvernement ne garantissait pas les emprunts de la CCB, je crois qu'une saine pratique comptable exigerait que la Commission cesse d'accumuler l'intérêt sur les débiteurs en souffrance et les réduise à une valeur inférieure. Cela s'harmoniserait avec l'esprit des règlements du Surintendant des institutions financières en ce qui a trait à l'évaluation des prêts par les banques commerciales aux états souverains qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes.

Des modifications récentes aux règlements du Surintendant exigent que, d'ici le 31 octobre 1987, une provision pour l'évaluation soit établie et représente de 30 à 40 pour-cent des prêts à recevoir des pays qui éprouvent des difficultés à assurer le service de leurs dettes. De plus, on ne comptabiliserait pas les intérêts courus lorsqu'il s'agit de pays ayant des arrérages importants. Si ces critères étaient appliqués aux débiteurs de la CCB, ces derniers seraient réduits en valeur de l'ordre de $1.0 à $1.3 milliard. Il me semble que vu que les comptes débiteurs de la CCB sont le produit d'opérations commerciales, l'application de conventions comptables commerciales lorsqu'il s'agit de leur évaluation pourrait bien être opportune vu les circonstances.

Comme on l'explique dans la note 12 afférente aux états financiers, le gouvernement croit que les retards de remboursement des comptes débiteurs des pays souverains ne sont pas ***nécessairement*** un signe d'une perte future qui exigerait une provision (italiques ajoutés). Bien que ceci soit possible, on devrait analyser les circonstances particulières de chaque pays séparément. Il existe peut-être des situations où les retards à rembourser démontrent ***vraiment*** des pertes futures. Les états souverains ne font pas nécessairement l'objet d'un traitement de faveur. Par exemple, à même le $1.1 milliard en intérêts courus à recevoir par la CCB, une somme de $1 milliard représente la dette de pays qui sont raisonnablement à jour quant aux emprunts qu'ils doivent aux banques commerciales, du moins en ce qui a trait à l'intérêt. Mais ces mêmes pays n'ont versé à la CCB qu'une petite fraction de l'intérêt qu'ils lui doivent.

Bien plus, le rééchelonnement des sommes en souffrance ne crée pas nécessairement des éléments d'actif ayant de la valeur, tel que l'a signalé le rapport Estey sur l'effondrement de la Banque commerciale du Canada et la Norbanque. Pourquoi un pays refuserait-il officiellement d'honorer ses dettes lorsqu'il peut obtenir une entente en vertu de laquelle on rééchelonne les remboursements de ses dettes sur une période prolongée, avec un sursis de plusieurs années et une réduction des taux d'intérêt par rapport à ceux que le pays acquitte présentement?

Je crois que le gouvernement devrait comptabiliser comme passif au moins la partie des emprunts de la CCB que représentent les intérêts courus sur les sommes exigibles par la Commission et qui sont en souffrance et impayés. Ceci se ferait en conformité avec la convention comptable énoncée dans la note 1(i) qui exige que le gouvernement établisse une provision pour les emprunts des sociétés d'État mandataires que le gouvernement devra vraisemblablement rembourser.

Lorsque je dis cela, je ne veux pas laisser entendre que la CCB devrait radier ses comptes à recevoir des pays débiteurs. De saines pratiques de recouvrement doivent prévaloir afin de protéger les biens publics. Mais il est évident que le gouvernement court un risque d'au moins $1.1 milliard sur les emprunts de la CCB qu'il a garantis, et que les états financiers sommaires dans la section 2 devraient tenir compte de cette réalité.

J'encouragerais le gouvernement à réviser sa position sur cette question et à établir une provision appropriée quant aux emprunts de la Commission canadienne du blé le plus tôt possible.

RÉSERVE 2 : DÉFAUT DE CONSOLIDER LES DONNÉES FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

Comme on le décrit à la note 1(i), l'actif, le passif, les recettes et les dépenses déclarés dans les états financiers propres aux sociétés d'État sont exclus des états financiers du gouvernement du Canada. Ainsi, je crois que les états financiers du gouvernement ne présentent pas un sommaire complet et entier de la pleine nature et étendue des activités financières et des ressources pour lesquelles le gouvernement est responsable. Au 31 mars 1987, l'investissement net dans les sociétés d'État dont les états financiers ne sont pas consolidés avec ceux du gouvernement s'élevait à environ $22 milliards, soit 56 pour-cent du total de l'actif financier du gouvernement.

Le fait d'exclure des états du gouvernement les activités des sociétés d'État peut avoir un effet important sur la situation financière et sur les résultats d'exploitation déclarés. À titre d'exemple, pensez à la Société d'assurance-dépôts du Canada, dont les activités financières sont résumées à la note 17. Au 31 mars 1987, la Société d'assurance-dépôts du Canada avait un déficit de $1,269 millions, dont environ $10 millions représentaient une perte au cours de l'exercice. Si les états financiers propres à cette société avaient été consolidés avec ceux du gouvernement, le déficit accumulé aurait augmenté de $1,269 millions ($1,259 millions en 1986) et le déficit de l'exercice aurait augmenté de $10 millions ($432 millions en 1986).

Lors des exercices antérieurs, le gouvernement illustrait dans une note afférente aux états financiers (note 5 en 1986) une méthode d'élargir l'entité comptable de manière à y insérer toutes les sociétés d'État. La méthode qui fut retenue consistait à insérer les sociétés d'État dans l'entité comptable selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée du gouvernement. Ceci avait comme résultat d'éliminer du tableau les biens matériels et les recettes courues des sociétés d'État. Le gouvernement considérait que cette manière de faire ne renseignait pas suffisamment. Pour le présent exercice, la note 7 présente une nouvelle forme d'illustration. Elle déclare les données du gouvernement (telles qu'elles sont décrites présentement) sur une colonne selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, et celles de toutes les sociétés d'État regroupées sur une deuxième colonne selon une méthode comptable vraiment différente que les sociétés utilisent pour faire rapport au public. Bien que cette méthode déclare les biens matériels des sociétés d'État et leurs recettes courues, elle ne

fournit pas un portrait complet et entier du gouvernement—ceci exigerait l'addition des colonnes l'une à l'autre. Cela n'a pas été fait parce que les méthodes comptables diffèrent.

Le gouvernement étudie dans quelle mesure et de quelle façon les états financiers distincts des sociétés d'État devraient être consolidés avec ceux du gouvernement et la présentation de rechange pour ceux qui ne le sont pas. Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés étudie aussi cette question. Les cadres du gouvernement m'ont avisé que jusqu'à ce que cette recherche soit achevée, la convention comptable énoncée à la note 1(i) ne sera pas modifiée. Comme mesure provisoire, le gouvernement a résumé les activités des sociétés à la note 7.

J'espère que le Comité publiera une prise de position sur l'entité comptable laquelle, si elle est mise en œuvre par le gouvernement, me permettra d'éliminer la présente Réserve de mon Opinion. Tant que le CCVOSP ne publiera pas une ligne de conduite qui fera autorité, je ne pourrai établir l'effet qu'a, sur les états financiers du gouvernement, la non consolidation des données financières des sociétés d'État.

Une préoccupation connexe—Dépenses imputées aux recettes

Au cours des deux derniers exercices, j'ai attiré l'attention sur le fait que le gouvernement déclarait les versements faits en vertu du Programme de crédit d'impôt pour enfants comme une réduction des recettes de l'impôt des particuliers plutôt qu'une dépense au titre d'un programme. Cette pratique se poursuit. À la note 3, le gouvernement mentionne quel serait l'effet sur les recettes et dépenses déclarées si les versements avaient été imputés aux dépenses du secteur des Affaires sociales, tout comme je crois qu'ils devraient l'être. Je n'ai pas inséré cette question dans mes Réserves parce qu'elle n'a aucune incidence sur le déficit déclaré pour l'exercice.

RÉSERVE 3 : PASSIF NON COMPTABILISÉ

Indexation des pensions de retraite et des rentes

Le gouvernement a défini le passif comme étant des dettes envers des tiers à la suite de faits et d'opérations comptabilisés à la date de clôture des comptes. Toutefois, en vertu de la convention comptable énoncée à la note 1(v) et, ainsi qu'on le décrit à la note 11, des obligations financières liées aux dispositions d'indexation des régimes de pensions de retraite et des rentes (y compris la Fonction publique, les Forces canadiennes, la Gendarmerie royale du Canada, les députés et les juges) n'ont pas été entièrement comptabilisées. Si la pleine valeur du passif actuariel pour toutes ces obligations financières avait fait l'objet de l'établissement d'une provision dans les comptes, le passif et le déficit accumulé déclarés auraient augmenté d'environ $3.5 milliards ($4.7 milliards en 1986), et le déficit de l'exercice aurait diminué de $1.2 milliard.

La note 11 renseigne plus que la note correspondante (note 9) de 1986. Mais jusqu'à ce que le gouvernement rajuste de façon convenable les états financiers afin de présenter le passif supplémentaire pour l'indexation, c'est sur le lecteur que repose le fardeau de le faire. Je considère cela à la fois non souhaitable et injuste. Un lecteur pour lequel les états financiers ne sont pas familiers peut se faire une idée différente de celle du lecteur qui possède plus d'expérience dans ce domaine.

Des cadres du gouvernement m'ont avisé qu'ils inscriront un passif approprié pour l'indexation, lorsque la législation révisée sur les pensions de retraite, qui est présentement devant la Chambre des communes, deviendra loi. Le CCVOSP étudie aussi la manière de comptabiliser et déclarer ces pensions par les paliers supérieurs de gouvernements au Canada. Lorsque le CCVOSP aura davantage fourni d'orientation et qu'un passif approprié aura été comptabilisé par le gouvernement, je pourrai éliminer la présente Réserve de mon Opinion.

Déficit du Fonds d'assurance hypothécaire

Lors des exercices antérieurs, j'ai apporté des commentaires à la Reserve 3 sur le manque à établir une provision pour le déficit du Fonds d'assurance hypothécaire. Bien que le problème persiste, j'ai retiré le commentaire de la Réserve 3 cette année vu que l'absence de provision n'a plus d'effet relativement important sur les états financiers envisagés dans leur ensemble.

PRÉSENTATION DE RAPPORTS FINANCIERS SOMMAIRES

Le gouvernement du Canada s'avère un chef de file à l'échelle mondiale lorsqu'il s'agit de fournir, en format vérifié, des renseignements financiers sommaires. Comme nous l'avons appris par le biais de l'«Étude sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux» (ÉRFGF), les députés et beaucoup d'autres utilisateurs ont besoin de renseignements financiers d'ensemble sur le gouvernement qui soient à la fois *dignes de confiance* et *intelligibles*.

Le Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés met au point des principes comptables généralement reconnus (PCGR) propres aux gouvernements canadiens. Les PCGR du secteur public devraient apporter des normes objectives et *dignes de confiance* à l'endroit de saines pratiques de comptabilité et de rapports que le gouvernement peut utiliser lors de la préparation de ses états financiers et par rapport auxquelles je puisse les vérifier.

L'ÉRFGF a introduit l'idée de présenter des données financières d'ensemble dans un Rapport financier annuel complet mais succinct semblable aux rapports des sociétés produits dans le secteur privé. Tous les utilisateurs que nous avons consultés au cours de l'ÉRFGF, en particulier les députés, ont exprimé le besoin d'un document de ce genre. Ceci leur ferait voir «la grande fresque» dans un langage *intelligible* et leur apporterait aussi la clé aux nombreux renseignements détaillés que le gouvernement présente.

La préparation des données financières conformément aux recommandations du CCVOSP et la présentation de celles-ci sur les modèles illustrés dans l'ÉRFGF sont des initiatives importantes auxquelles le gouvernement doit donner suite. Le soutien et l'encouragement des députés aidera à établir un climat au sein duquel ce travail pourra s'effectuer.

Dans les Observations de l'an dernier, j'ai déclaré qu'il n'a jamais été plus opportun d'améliorer les rapports financiers du secteur public canadien de façon importante :

- La profession comptable accomplissait des progrès.
- Le gouvernement du Canada accomplissait des progrès.
- Les résultats de l'ÉRFGF ont été mis à la disposition de la profession comptable et du gouvernement.

Les sections ci-après de la présente Observation apportent une mise à jour de ces initiatives.

La profession comptable accomplit des progrès au cours de l'exercice

En novembre 1986, le CCVOSP a publié la Prise de position n° 3 sur la comptabilité du secteur public intitulée: «Normes générales de présentation des états financiers des gouvernements». Elle renferme 35 recommandations, dont 25 ont été mises en œuvre par le gouvernement. L'Annexe 1 aux présentes Observations fournit un rapport d'étape quant à la mesure dans laquelle le gouvernement s'est conformé à la Prise de position n° 3.

Le CCVOSP étudie également les questions visant l'entité comptable et la pension des employés, des sujets qui font partie de mes deuxième et troisième Réserves à mon Opinion de vérification sur les états financiers de 1987 du gouvernement. J'ose espérer que dans un avenir prochain, les recommandations du CCVOSP sur ces questions seront disponibles, et que leur mise en œuvre par le gouvernement me permettra de rayer les Réserves 2 et 3 de mon Opinion de vérification.

La déclaration et la comptabilité de l'actif corporel est une autre question importante abordée par le CCVOSP. La Prise de position n° 3 exige que les gouvernements déclarent des renseignements qui portent sur cet élément d'actif (voir l'Annexe 1, paragraphe .65). En outre, une étude de recherche est en bonne marche, alors qu'elle examine la manière de les comptabiliser.

Cela nécessitera beaucoup de temps au gouvernement pour la mise en œuvre de toutes les recommandations de la Prise de position n° 3 du CCVOSP. De nouveaux systèmes et procédés devront être mis au point afin de saisir les données en ce qui a trait à l'actif corporel, aux recettes courues et aux engagements financiers. À cause de ceci, et puisqu'il n'y a pas de date de mise en œuvre précisée dans la Prise de position, je n'ai pas ajouté de nouvelles Réserves à mon Opinion lors du présent exercice à l'endroit des déviations vis-à-vis la Prise de position n° 3.

De plus, il faudra du temps au CCVOSP pour mettre au point et publier d'autres Prises de position à l'égard de l'entité comptable, des pensions des employés et de l'actif corporel. Ces questions ont un effet important et pénétrant lorsqu'il s'agit des états financiers du gouvernement. Elles doivent être résolues préalablement à l'acceptation des PCGR du secteur public. Entre-temps, les Prises de position du CCVOSP sont une source importante qui fait autorité et que les gouvernements et leurs vérificateurs peuvent consulter lorsqu'ils évaluent l'aspect approprié des conventions comptables et la convenance des renseignements à fournir.

Il y a d'autres questions qui exigeront l'attention du CCVOSP lors des années à venir. Nous avons rencontré une question semblable au cours de notre vérification 1987. Elle porte sur les paiements de transfert aux céréaliculteurs des prairies en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (LSGO). Il s'agit de l'un de ces «stabilisateurs auto-démarrant» que possède le gouvernement et qui entraîne des versements statutaires lorsque des conditions qui sont précisées l'exigent. La question fondamentale à savoir que ces genres de dépenses doivent être comptabilisés lors de l'exercice au cours duquel les conditions défavorables règnent et que les versements peuvent de façon raisonnable faire l'objet d'une estimation (la comptabilité d'exercice) ou lors de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués aux ayants droit (la comptabilité de caisse).

Les versements aux fermiers en vertu de la LSGO sont très importants. Ils ont été comptabilisés selon la comptabilité de caisse, bien qu'il semble possible d'établir beaucoup plus tôt les rendements des récoltes auxquelles se rattachent les versements ainsi que les sommes à payer en dernier lieu en vertu du programme. Je n'ai pas ajouté une Réserve à mon Opinion sur les états financiers du gouvernement quant au défaut de comptabiliser les versements en vertu de la LSGO selon la comptabilité d'exercice étant donné que l'aspect pratique et l'effet, à l'endroit des autres programmes de paiements de transfert du gouvernement de cette manière de faire, n'ont pas encore été étudiés et évalués.

Toutefois, la valeur monétaire de ces programmes est énorme, et j'encouragerais à la fois le CCVOSP et le gouvernement à mener une étude le plus tôt possible quant à la manière de comptabiliser les programmes de paiements de transfert.

Le gouvernement accomplit des progrès au cours de l'exercice

Cette année, le gouvernement a continué d'améliorer la présentation de ses renseignements financiers sommaires. La section 1 de ce volume a été refaite entièrement, et elle ressemble plus étroitement à la section de l'aperçu financier présenté au modèle de Rapport financier annuel de l'ÉRFGF. À la section 2, un nouvel État de la responsabilité a été détaché de la Préface; la note 1(ix) a été ajoutée afin de préciser la méthode comptable utilisée lors de la préparation de l'État de l'emploi des crédits; les autres notes d'explication ont été placées dans un nouvel ordre afin qu'elles correspondent plus étroitement à l'ordre des rubriques qui apparaissent aux états financiers; une nouvelle note est présentée pour les pensions de retraite et les rentes, la dette non échue, et le passif éventuel; et une nouvelle note a été ajoutée qui déclare les comptes débiteurs pour les recettes non fiscales, ainsi qu'il est recommandé dans la Prise de position n° 3 du CCVOSP.

Toutefois, il y eut une question qui m'a préoccupé au cours de l'exercice. C'est la manière de procéder du gouvernement lorsqu'il s'est agi du Programme spécial canadien pour les grains d'une valeur de $1 milliard. Le Programme a été annoncé par le Premier Ministre en octobre 1986, et a été expliqué en plus par le ministre de l'Agriculture dans un communiqué de presse de décembre comme étant «...un programme national, équitable qui procure directement de l'argent neuf aux agriculteurs, sans obligation de leur part». Le $1 milliard a été réparti entre les fermiers en se fondant sur le nombre d'acres ensemencées à l'été 1986.

Le gouvernement a attribué $300 millions en dépenses du Programme à l'exercice financier 1987 et $700 millions à l'exercice financier 1988. Au mois de mars 1987, le Parlement avait octroyé l'autorisation sous forme de crédit afin d'effectuer ces versements lors de ces exercices financiers. Cependant, lors de notre examen du programme, nous avons pris note d'un manque apparent d'uniformité quant à la manière qu'il fut comptabilisé dans les états financiers sommaires du gouvernement et quant à la manière qu'il fut classifié dans le Budget des dépenses présenté au Parlement.

Le Programme spécial canadien pour les grains a été classifié dans le Budget des dépenses à titre de «contribution». Si les règles comptables du gouvernement pour les contributions avaient été suivies en déclarant les dépenses en vertu du programme dans les états sommaires, les $700 millions auraient dû être comptabilisés selon la comptabilité d'exercice et ajoutés à l'exercice financier 1987 plutôt qu'à l'exercice financier 1988.

Toutefois, le Programme s'apparentait en substance plus à un «don» ou à une subvention. Les règles comptables du gouvernement exigent pour les subventions qu'elles soient comptabilisées selon la comptabilité de caisse et comprises dans les états sommaires de l'exercice financier au cours duquel elles sont versées. C'est de cette manière que le Programme a été comptabilisé.

Je suis préoccupé du fait que le gouvernement ait classifié le Programme spécial canadien pour les grains dans le Budget des dépenses à titre de «contribution» parce que cela ne me semble pas conforme à la nature fondamentale ou à la substance d'un programme en vertu duquel les versements sont effectués «sans obligation». Et je suis préoccupé du fait que ce manque d'uniformité a rendu difficile l'établissement du traitement comptable approprié pour le Programme au sein des états financiers sommaires du gouvernement. J'encouragerais le gouvernement à éviter une confusion semblable lors des exercices à venir en s'assurant que la classification des sommes au Budget des dépenses corresponde plus étroitement à leur nature ou substance.

Des commentaires supplémentaires sur le Programme spécial canadien pour les grains font partie du chapitre 6 de mon Rapport 1987 à la Chambre des communes. Dans ce chapitre, je signale également que l'utilisation de l'alinéa 5(2) de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, en tant que fondement législatif pour créer ce programme, est discutable.

Progrès accompli sur l'ÉRFGF au cours de l'exercice

L'ÉRFGF était une étude de recherche entreprise en commun par mon Bureau et le «General Accounting Office» des États-Unis. Le but de cette étude était de relever les renseignements financiers sur les gouvernements fédéraux que requièrent les utilisateurs, avec une convergence première sur les données au palier des sommaires. Les résultats de l'étude ont été fournis aux députés, au gouvernement et au CCVOSP pour leur considération.

Au cours de l'exercice, le Comité permanent du Sénat sur les Finances nationales (le Comité des finances du Sénat) et le Comité permanent des Comptes publics (CCP) de la Chambre des communes ont étudié les constatations de l'ÉRFGF et fait rapport sur celles-ci. Les constatations ont également été présentées et discutées à l'extérieur du Canada. Un résumé des considérations du gouvernement à l'égard des 16 constatations importantes de l'ÉRFGF se retrouve à l'Annexe 2 aux présentes Observations.

En mai cette année, le Comité des finances du Sénat a entendu des témoignages à l'effet que les comptes débiteurs du gouvernement devraient être insérés dans le sommaire qu'est

l'État de l'actif et du passif. Actuellement, les comptes débiteurs ne font pas partie de cet état. Les recettes sont déclarées au moment de la réception des fonds (voir l'Annexe 1, la recommandation au paragraphe .81; voir aussi l'Annexe 2, la constatation 7). Par conséquent, les sommes qui apparaissent aux états financiers sommaires du gouvernement peuvent être affectées grandement par des facteurs qui n'ont rien à voir avec l'activité économique de la période qui fait l'objet de rapports. Par exemple, des retards de Revenu Canada à tirer des chèques de remboursement peuvent gonfler les recettes déclarées. De même manière, ainsi que cela arrivera lors du prochain exercice, un changement à la méthode de faire parvenir l'impôt sur le revenu à la source peut influer de façon importante sur les recettes déclarées et le déficit qui en résulte.

Dans son Onzième rapport du 28 mai 1987, le Comité des finances du Sénat a énoncé qu'il «...reconnait, à l'instar de certains témoins, que l'évaluation des créances fiscales et non fiscales de l'État n'est pas chose simple. Il croit néanmoins qu'en principe, toutes les créances devraient être comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice et figurer aux états financiers vérifiés du gouvernement du Canada». Le Comité a recommandé que je vérifie les registres complémentaires tenus par les ministères afin d'établir l'aspect pratique d'insérer les comptes débiteurs dans les états sommaires du gouvernement. On le fait présentement. De plus, ainsi qu'il a été mentionné antérieurement, une nouvelle note a été ajoutée cette année aux états financiers du gouvernement laquelle déclare les comptes débiteurs en ce qui a trait aux recettes non fiscales.

En mai également, le CCP a entendu des témoignages à l'endroit de mon Opinion et de mes Observations sur les états sommaires 1986 du gouvernement. Dans son Huitième rapport du 30 juin 1987, le Comité a dit qu'il reconnait «...la nécessité d'un rapport financier annuel concis pour les parlementaires et les autres utilisateurs de l'information financière du gouvernement» (voir l'Annexe 2, constatation 1.), et «...il est satisfait du travail du Comité sur la comptabilité et la vérification des organismes du secteur public (CCVOSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés». De plus, le Comité a prié le gouvernement de consulter le CCVOSP pour la solution aux questions soulevées dans mon Opinion sur les états sommaires du gouvernement et il a demandé au Bureau du contrôleur général de présenter des rapports d'étape sur l'ÉRFGF (d'ici le 30 septembre 1987) et la consolidation des sociétés d'État (d'ici le 30 septembre 1988).

L'Étude sur les rapports financiers des gouvernements fédéraux a été bien accueillie également sur le plan international. En septembre dernier, le Consortium international sur la gestion financière gouvernementale fut l'hôte d'un colloque de deux jours à Washington (D.C.), qui a mis l'accent sur notre travail. En mars de cette année, l'ÉRFGF fut un grand thème lors d'un symposium international sur la comptabilité, la vérification et les rapports financiers des gouvernements organisé par l'Université de l'Illinois à Chicago. Les constatations sont également prises en considération par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques et par la Fédération internationale des comptables.

Une pensée de la fin

Il me semble que la profession comptable et ceux qui préparent et utilisent des états financiers—en particulier les députés—ont accompli beaucoup au cours de l'exercice. Jamais n'est apparu plus clair le besoin de renseignements financiers d'ensemble touchant le gouvernement et qui soient préparés conformément aux recommandations du CCVOSP afin d'accroître la *confiance*, et qui soient présentés dans le cadre d'un Rapport financier annuel complet mais succinct afin d'en rehausser *l'aspect intelligible*. Le gouvernement se doit maintenant d'accepter le défi de faire davantage rapport de ses renseignements financiers sommaires selon la forme dont les gens ont besoin.

ANNEXE 1

RAPPORT D'ÉTAPE : CONFORMITÉ DU GOUVERNEMENT AVEC LA PRISE DE POSITION N° 3 DU CCVOSP AOÛT 1987

RECOMMANDATION DU CCVOSP ET N° DE PARAGRAPHE	CONFORMITÉ DU GOUVERNEMENT	
	OUI	NON
.05 Les états financiers du gouvernement doivent être clairement désignés comme tels et doivent comporter une attestation du fait que le gouvernement est responsable de leur préparation.	X	
.07 Les notes et les tableaux qui font partie intégrante des états financiers doivent être clairement désignés comme tels.	X	
.10 Les états financiers doivent comporter toute l'information nécessaire à la présentation fidèle de l'état des finances du gouvernement et des résultats de ses activités.		X Remarque 1
.13 Dans les états financiers, la disposition, la terminologie et le groupement des postes doivent permettre de saisir d'emblée les informations importantes.	X	
.15 Les états financiers doivent fournir une comparaison des chiffres de l'exercice avec ceux de l'exercice (ou des exercices) précédent(s).	X	
.17 Les bases d'évaluation utilisées pour déterminer le montant des éléments d'actif et de passif doivent être appliquées uniformément et, lorsqu'elles ne sont pas évidentes, elles doivent être mentionnées.	X	
.19 Les états financiers doivent être diffusés rapidement.		X Remarque 2
.21 Lorsque les états financiers font l'objet d'une vérification indépendante, le rapport du vérificateur doit être annexé à ces états. Les états financiers non vérifiés doivent être clairement désignés comme tels.	X	
.23 Les états financiers doivent présenter la substance des opérations et des faits.		X Remarque 1
.28 Les notes et les tableaux fournis avec les états financiers ne dispensent pas de l'obligation d'appliquer les traitements comptables appropriés.	Remarque 1	
.32 Les états financiers doivent comprendre un état de la situation financière, un état des revenus et dépenses et un état de l'évolution de la situation financière.	X	Remarque 3
.35 L'état de la situation financière doit rendre compte de la différence entre le passif et les avoirs financiers à la fin de l'exercice.	X	

	OUI	NON
.39 L'état de la situation financière doit présenter les éléments de passif du gouvernement à la fin de l'exercice, classés par grandes catégories comme :		
—les créditeurs et charges à payer,	X	
—les obligations découlant des régimes de retraite des salariés,	X	
—les emprunts,	X	
—les prêts et avances consentis par d'autres gouvernements.	X	
.40 Les états financiers doivent présenter des informations adéquates sur la nature des éléments constituant le passif et sur les conditions dont ils sont assortis.	X	
.48 L'état de la situation financière doit présenter les avoirs financiers du gouvernement à la fin de l'exercice, classés par grandes catégories comme :		
—les liquidités et les placements à court terme,	X	
—les débiteurs,	Remarque 4	
—les stocks destinés à être revendus,	Remarque 4	
—les prêts et avances consentis à d'autres gouvernements,	X	
—les autres prêts et avances,	X	
—les placements.	X	
.49 Les états financiers doivent présenter des informations adéquates sur la nature des avoirs financiers, les conditions dont ils sont assortis et les provisions pour moins-values.	X	
.53 Les avoirs financiers doivent être ramenés à leur valeur de recouvrement nette ou à une autre valeur appropriée au moyen de provisions pour moins-values.	X	
.56 Les états financiers doivent présenter des informations au sujet des engagements financiers importants à la fin de l'exercice.		X
.60 Les états financiers doivent présenter des informations sur les éventualités importantes à la fin de l'exercice.	X	
.65 Les états financiers doivent présenter des informations sur les biens durables acquis par le gouvernement qui sont en main et disponibles pour utilisation à la fin de l'exercice.		X
.70 L'état des revenus et dépenses doit rendre compte de la différence entre les revenus et les dépenses de l'exercice, compte tenu des variations survenues au cours de l'exercice dans les provisions pour moins-values.	X	
.72 On doit rendre compte des dépenses dans l'exercice au cours duquel les biens et services sont acquis et les dettes contractées, ou au cours duquel les paiements de transfert deviennent dus.	X	
.74 L'état des revenus et dépenses doit présenter les dépenses de l'exercice par fonction ou par grand programme.	X	
.76 Les états financiers doivent présenter les dépenses de l'exercice par objet de dépense.	X	

	OUI	NON
.79 Les états financiers doivent présenter les montants bruts des dépenses.	X	
.81 On doit rendre compte de tous les revenus au cours de l'exercice où ont eu lieu les opérations ou les faits dont les revenus découlent. Les éléments qu'il serait trop difficile de mesurer avant que les fonds soient reçus sont comptabilisés au moment de la réception des fonds.		X
.84 L'état des revenus et dépenses doit présenter les revenus de l'exercice par grandes catégories et distinguer les revenus provenant de sources fiscales, de sources non fiscales et les transferts venant d'autres gouvernements.	X	
.86 Les états financiers doivent présenter les montants bruts des revenus.	X	
.89 L'état des revenus et dépenses doit présenter toutes les variations survenues dans les provisions pour moins-values au cours de l'exercice.	X	
.92 L'état de l'évolution de la situation financière doit présenter comment le gouvernement a financé ses activités au cours de l'exercice et comment il a fait face à ses besoins de trésorerie, et montrer notamment :		Remarque 3
—l'évolution des liquidités au cours de l'exercice,	X	
—les besoins de trésorerie globaux au cours de l'exercice.	X	
.93 L'état de l'évolution de la situation financière doit regrouper les mouvements de trésorerie selon qu'ils sont liés aux activités de fonctionnement, d'investissement et de financement.		X
.94 L'état de l'évolution de la situation financière doit présenter les éléments hors caisse, dans la mesure où ils sont importants.		X
.98 Les états financiers doivent présenter une comparaison des résultats réels et des prévisions initiales du plan financier.		X
.100 Les résultats prévus doivent être présentés de la même manière que les résultats réels de l'exercice.	X	
.103 Les états financiers doivent présenter des informations indiquant les cas où le gouvernement a dépassé les limites de ses autorisations d'emprunter, d'investir ou de dépenser.	X	

Remarques :

1. La consolidation des données des états financiers des sociétés d'État avec celles des états du gouvernement, l'indexation des pensions des employés et la provision en ce qui a trait aux emprunts de la Commission canadienne du blé sont présentés dans les notes mais n'apparaissent pas aux états financiers.
2. Le dépôt des états financiers en septembre ou en octobre est fait six ou sept mois après la fin de l'exercice financier.
3. La présentation de l'état des opérations du gouvernement n'est pas celle d'un «état de l'évolution de la situation financière» tel que le CCVOSP l'entend, bien qu'il présente l'évolution des liquidités et les besoins de trésorerie.
4. Les débiteurs et les stocks ne sont pas inscrits aux états financiers à cause des conventions comptables énoncées du gouvernement.

ANNEXE 2

CONSIDÉRATION PAR LE GOUVERNEMENT DES CONSTATATIONS IMPORTANTES DE L'ÉRFGF AOÛT 1987

CONSTATATION DE L'ÉRFGF	CONSIDÉRATION PAR LE GOUVERNEMENT
1. Besoin de préparer et de publier un rapport financier annuel complet et succinct	La section 1 du volume I des Comptes publics a été refondue afin de se rapprocher davantage de la section sur l'aperçu général de la situation financière du modèle de rapport financier annuel de l'ÉRFGF. On a accru les renseignements dans la section 2 de ce volume afin que les états financiers puissent mieux renseigner.
2. Besoin de comptabiliser et de déclarer l'actif corporel	Étude en cours.
3. Besoin d'insérer les sociétés d'État dans l'entité gouvernementale	Étude en cours.
4. Besoin de comptabiliser et de déclarer les obligations actuarielles pour les pensions des employés	Des sommes supplémentaires pour l'indexation seront comptabilisées au passif lorsque la nouvelle législation liée aux pensions des employés aura force de loi.
5. Besoin de comptabiliser et de présenter des données sur les programmes sociaux continus	Étude en cours.
6. Besoin de comptabiliser et de déclarer les avoirs en or	L'or est maintenant comptabilisé et déclaré conformément aux constatations de l'ÉRFGF.
7. Besoin de comptabiliser les recettes fiscales auto-cotisées selon la comptabilité d'exercice	Pris en considération.
8. Besoin de divulguer les dépenses fiscales	Pris en considération.
9. Besoin d'un rapport comparatif des résultats prévus et des résultats réels	Pris en considération.
10. Besoin d'une présentation en temps opportun	Plan en cours pour déposer plus tôt les Comptes publics.
11. Besoin de présenter des données redressées en fonction de l'érosion monétaire («inflation»)	Aucune mesure à prendre à ce moment-ci.
12. Besoin de déclarer le déficit selon diverses mesures	Pris en considération.
13. Besoin d'évaluer les éléments d'actif de façon appropriée	Les prêts de faveur sont maintenant comptabilisés et déclarés conformément à l'ÉRFGF.

CONSTATATION DE L'ÉRFGF	CONSIDÉRATION PAR LE GOUVERNEMENT
14. Besoin de divulguer des renseignements sur le rendement des programmes	Aucune mesure à prendre à ce moment-ci.
15. Besoin de ventiler les renseignements	Étude en cours à la fois pour les Comptes publics et le Budget des dépenses.
16. Besoin de présenter les renseignements à la fois selon la comptabilité de caisse et selon la comptabilité d'exercice	Étude en cours.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1986-87

Recettes budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Recettes budgétaires	4.2
Recettes par catégorie principale et par source	4.3
Recettes fiscales	4.6
Recettes non fiscales	4.7

RECETTES BUDGÉTAIRES

Les recettes budgétaires comprennent toutes les recettes fiscales et non fiscales qui agissent sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

Les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été reçues. Tout remboursement de recettes est toutefois imputé à l'exercice au cours duquel le versement se fait.

Les recettes sont comptabilisées après déduction des remboursements versés, et ne comprennent ni les sommes à recevoir, ni les impôts prélevés au nom des provinces et territoires, ni les montants crédités au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Les recettes d'un exercice doivent alors inclure les rentrées créditées au compte du Receveur général par la Banque du Canada et les banques à charte le 31 mars ou avant, et les montants reçus aux bureaux du gouvernement le 31 mars ou avant, mais non déposés avant le mois d'avril ou non crédités au compte du Receveur général avant avril. Les recettes comprennent également les montants reçus dans le courrier, le premier jour de travail du mois d'avril, à moins qu'il soit évident que l'intention du remetteur était de s'acquitter d'une dette qui survient dans le nouvel exercice.

Le rendement provenant des recettes fiscales varie selon les changements aux taux d'imposition, les changements apportés à l'impôt de base et les fluctuations de la conjoncture économique. L'impôt exigible sur le revenu des contribuables est calculé d'après le revenu de l'année d'imposition, mais la perception anticipée des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, par voie de retenues à la source et de versements, a pour effet d'échelonner les rentrées tout au long de l'exercice.

Les principales modifications fiscales qui ont influé sur les recettes fiscales de l'exercice en cours sont:

—impôt sur le revenu des particuliers—en 1986, la réduction d'impôt fédéral a été abolie; à compter de l'année d'imposition 1986, l'indexation des déductions d'impôt sur le revenu des particuliers et des paliers d'imposition a été limitée à la tranche de l'augmentation annuelle de l'Indice des prix à la consommation qui dépasse 3 pour cent; une surtaxe de 3 pour cent sur l'impôt fédéral de base a été appliquée au 1^{er} juillet 1986; tandis que la surtaxe sur les revenus élevés adoptée le 1^{er} juillet 1985 a été progressivement abolie au cours de l'année d'imposition 1986; le crédit remboursable de taxe de vente a été mis en application au cours de l'année d'imposition 1986; une partie du crédit d'impôt remboursable pour enfants a été versée à l'avance en novembre 1986; les plafonds touchant les REÉR et certaines cotisations à des régimes de pension ont été majorés à compter de l'année d'imposition 1986; la déduction pour handicapés a été élargie afin d'englober tous les Canadiens gravement handicapés, à compter de l'année d'imposition 1986; l'exemption cumulative à vie a été portée à $25,000 sur les gains en capital imposables en 1986; enfin, à compter de l'année d'imposition 1986, l'impôt sur les dividendes provenant de corporations canadiennes imposables en vertu de l'assiette d'impôt minimum est fondé sur les dividendes en espèces reçus par des particuliers et non sur les dividendes majorés;

—impôt sur le revenu des sociétés—la déduction pour inventaire a été abolie à compter du 26 février 1986; une surtaxe de 3 pour cent a été appliquée à l'impôt fédéral sur le revenu de toutes les sociétés à compter du 1er janvier 1987; depuis le 1er janvier 1986, les grandes institutions financières régies en vertu de la Loi sur les banques, de la Loi sur les banques d'épargne de Québec et de divers lois et règlements fédéraux et provinciaux sur les sociétés de prêts ou de fiducie, ou des deux, doivent payer un impôt temporaire de deux ans établi au taux annuel de 1 pour cent du capital employé au Canada au-delà de $200 millions; le crédit d'impôt à la recherche scientifique a été aboli le 23 mai 1985; la partie remboursable du crédit d'impôt gagné par de petites entreprises privées dont le contrôle est canadien a été portée de 40 pour cent du crédit gagné à 100 pour cent, dans le cas des dépenses admissibles au titre de la recherche scientifique et du développement expérimental effectuées après le 23 mai 1985; le crédit d'impôt spécial à l'investissement de 50 pour cent sur les placements dans le secteur manufacturier dans des régions désignées, qui devait être aboli à la fin de 1985, a été prolongé d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 1986; enfin, le Programme des obligations pour la petite entreprise, dont l'échéance était prévue pour la fin de 1985, a été prolongé de deux ans;

—impôt sur le revenu des non résidents—l'exemption de la retenue d'impôt des non résidents à l'égard des versements d'intérêts sur certaines dettes obligataires à long terme de sociétés et de dettes obligataires de gouvernements canadiens s'applique maintenant aux dettes obligataires contractées avant 1989;

—taxe sur les ventes—la taxe sur les ventes fédérale a été majorée de 1 point de pourcentage le 1er janvier 1986 et ensuite le 1er avril 1986; les documents d'information touristique sont exonérés de la taxe de vente depuis le 27 février 1986; le rabais de la taxe sur les carburants offert aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux exploitants de forêts et de mines pour l'achat d'essence et de carburant diesel pour utilisation non routière aux fins d'activités commerciales a été prolongé d'un an à compter du 1er janvier 1987; les dispositions spéciales d'allégement applicables aux matériaux de construction fabriqués hors chantier ont été abolies le 1er juillet 1985; enfin, l'exonération de la taxe de vente fédérale applicable à toute une gamme de produits de consommation a été abolie le 1er juillet 1985;

—taxes et droits d'accise—le 27 février 1986, la taxe sur les boissons alcooliques a été majorée de 4 pour cent et celle sur les cigarettes et les autres produits du tabac a été augmentée de 6 pour cent; l'indexation automatique des prélèvements de taxe d'accise sur les boissons alcooliques et les produits du tabac a été abolie le 1er septembre 1985, tandis que les prélèvements particuliers de taxe d'accise sur les spiritueux, la bière et le vin ont été majorés de 2 pour cent; pour leur part, les prélèvements précis de taxe d'accise sur les cigarettes ont été augmentés de 1 pour cent;

—droits de douane à l'importation—comme il est prévu en vertu des Négociations commerciales multilatérales, la huitième et dernière réduction annuelle des tarifs a été appliquée en janvier 1987; par conséquent, les tarifs ont été rétablis le 6 juin 1986 à l'égard d'une gamme de produits importés des É-U, y compris des livres, des périodiques, des composantes d'ordinateur et d'autres articles; ils ont été abolis le 19 février 1987;

—taxe sur les recettes pétrolières et gazières (TRPG)—à compter du 1er mai 1986, la taxe de 6 pour cent sur les recettes pétrolières provenant de la production de pétrole synthétique a été annulée et le crédit offert aux petits producteurs est passé de $500,000 à $2 millions à l'égard des recettes de production imposables en vertu de la TRPG; la TRPG a été abolie au 1er octobre 1986; et,

—autres taxes en matière d'énergie—l'application d'un rabais de 2 cents le litre concernant la taxe d'accise sur l'essence à l'intention des agriculteurs, à compter du 1er mai 1986; la taxe d'accise sur l'essence pour véhicules, le carburant d'aviation, le carburant diesel et le carburant pour avions à réaction a été majorée d'un cent le litre à compter du 1er janvier 1987; enfin, le remboursement de la taxe sur le carburant utilisé à des fins agricoles a été majoré d'un cent le litre au 1er janvier 1987.

Des modifications apportées à la date effective d'intérêt pour les remises d'impôt en 1986-87 ont résulté en des recettes additionnelles d'approximativement $200 millions. Ces recettes auraient été inscrites en 1987-88 d'après les anciennes procédures.

En vertu des arrangements fiscaux qui sont entrés en vigueur en 1962, le gouvernement fédéral a conclu des accords de perception fiscale afin de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers de toutes les provinces et territoires (sauf le Québec), ainsi que les impôts sur le revenu des sociétés de toutes les provinces et territoires (à l'exception de l'Ontario et du Québec). Les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés que le gouvernement fédéral perçoit au nom des provinces et territoires ne sont pas compris dans les tableaux présentés ci-après.

Recettes par catégorie principale et par source

Le tableau 4.1 présente les recettes par catégorie principale et par source tant sur une base brute que sur une base nette. Il différencie les recettes internes du gouvernement et les recettes provenant de tiers. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits.

Dans ce tableau, les recettes provenant de tiers représentent les recettes provenant d'organismes ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes du gouvernement représentent les recettes découlant d'opérations avec des organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

Le «Total des recettes nettes» représente toutes les recettes budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement. Le «Total des recettes brutes» est obtenu en additionnant au «Total des recettes nettes» toutes les «Recettes à valoir sur les crédits».

TABLEAU 4.1

RECETTES PAR CATÉGORIE PRINCIPALE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1986-87							
	Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
	Provenant de tiers[1]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[1]	Internes du gouvernement	Total
Recettes fiscales—								
Impôt sur le revenu—								
Des particuliers	37,878		37,878			37,878		37,878
Des sociétés	9,885		9,885			9,885		9,885
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	9,558		9,558			9,558		9,558
Des non résidents	1,355		1,355			1,355		1,355
	58,676		*58,676*			*58,676*		*58,676*
Taxes et droits d'accise—								
Taxe sur les ventes	11,972	50	12,022			11,972	50	12,022
Droits de douane à l'importation	4,187	4	4,191			4,187	4	4,191
Droits d'accise	1,470		1,470			1,470		1,470
Autres	1,767		1,767	348		1,419		1,419
	19,396	*54*	*19,450*	*348*		*19,048*	*54*	*19,102*
Taxes en matière d'énergie—								
Taxe d'accise—Essence	1,279		1,279			1,279		1,279
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	473		473			473		473
Essence d'aviation et combustible diesel	213		213			213		213
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	1		1			1		1
Redevances d'exportation sur le pétrole								
Redevances d'indemnisation pétrolière	9		9	9				
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	– 1		– 1			– 1		– 1
	1,974		*1,974*	*9*		*1,965*		*1,965*
	21,370	*54*	*21,424*	*357*		*21,013*	*54*	*21,067*
Autres recettes fiscales	180		180			180		180
Total des recettes fiscales	80,226	54	80,280	357		79,869	54	79,923
Recettes non fiscales—								
Produits de placements, tableau 4.2—								
Banque du Canada	1,936		1,936			1,936		1,936
Société canadienne d'hypothèques et de logement	866		866			866		866
Société du crédit agricole	372		372			372		372
Compte du fonds des changes	366		366			366		366
Intérêts des dépôts bancaires	219		219			219		219
Autres produits de placements	496	171	667	21	144	475	27	502
	4,255	*171*	*4,426*	*21*	*144*	*4,234*	*27*	*4,261*
Produits des ventes	519	186	705	175	176	344	10	354
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	331	14	345			331	14	345
Privilèges, licences et permis	426		426	188		238		238
Rémunérations de services	1,087	2,247	3,334	889	2,239	198	8	206
Monnaie canadienne	53		53			53		53
Pertes et bénéfices de change	41		41	1		40		40
Autres recettes non fiscales	639	1,123	1,762	163	1,101	476	22	498
	3,096	*3,570*	*6,666*	*1,416*	*3,516*	*1,680*	*54*	*1,734*
Total des recettes non fiscales	7,351	3,741	11,092	1,437	3,660	5,914	81	5,995
Total des recettes[2]	87,577	3,795	91,372	1,794	3,660	85,783	135	85,918

[1] Reflétées à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé à la section 2 de ce volume.
[2] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I).

1985-86							
Recettes brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Recettes nettes		
Provenant de tiers[1]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Provenant de tiers[1]	Internes du gouvernement	Total
33,008		33,008			33,008		33,008
9,210		9,210			9,210		9,210
8,719		8,719			8,719		8,719
1,053		1,053			1,053		1,053
51,990		*51,990*			*51,990*		*51,990*
9,345	38	9,383			9,345	38	9,383
3,971	4	3,975			3,971	4	3,975
1,473		1,473			1,473		1,473
1,661		1,661	307		1,354		1,354
16,450	*42*	*16,492*	*307*		*16,143*	*42*	*16,185*
729		729			729		729
2,037		2,037			2,037		2,037
41		41			41		41
− 15		− 15			− 15		− 15
327		327			327		327
1,093		1,093	1,093				
229		229			229		229
4,441		*4,441*	*1,093*		*3,348*		*3,348*
20,891	*42*	*20,933*	*1,400*		*19,491*	*42*	*19,533*
126		126			126		126
73,007	42	73,049	1,400		71,607	42	71,649
1,880		1,880			1,880		1,880
892		892			892		892
403		403			403		403
− 505		− 505			− 505		− 505
278		278			278		278
825	142	967	34	129	791	13	804
3,773	*142*	*3,915*	*34*	*129*	*3,739*	*13*	*3,752*
275	137	412	173	128	102	9	111
398	17	415			398	17	415
376		376	167		209		209
945	2,002	2,947	788	1,999	157	3	160
144		144			144		144
6		6	1		5		5
618	1,085	1,703	149	1,053	469	32	501
2,762	*3,241*	*6,003*	*1,278*	*3,180*	*1,484*	*61*	*1,545*
6,535	3,383	9,918	1,312	3,309	5,223	74	5,297
79,542	3,425	82,967	2,712	3,309	76,830	116	76,946

Recettes fiscales

Les principales modifications fiscales qui ont influé sur les recettes fiscales de l'exercice en cours sont énumérées au début de cette section.

Impôt sur le revenu des particuliers

Cet impôt est prélevé sur le revenu des particuliers aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

En 1986-87, l'impôt sur le revenu des particuliers constituait la source de recettes la plus importante du gouvernement. L'impôt s'est élevé à $37,878 millions, soit 44% du total des recettes nettes.

Impôt sur le revenu des sociétés

Cet impôt est prélevé sur le revenu des sociétés aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur le revenu des sociétés s'est élevé à $9,885 millions en 1986-87, soit 12% du total des recettes nettes.

Cotisations et contributions d'assurance-chômage

Ce compte comptabilise les cotisations et les contributions des employeurs et des employés au Compte d'assurance-chômage.

Impôt sur le revenu des non résidents

L'impôt sur le revenu des non résidents est prélevé sur le revenu gagné au Canada par des non résidents. Il provient d'impôts retenus sur les dividendes, intérêts, loyers, redevances, pensions alimentaires, et revenus de successions et de fiducies, versés à des non résidents. L'impôt s'est élevé à $1,355 millions en 1986-87, soit 2% du total des recettes nettes.

Taxes et droits d'accise

Les taxes et droits d'accise se sont élevés à $21,067 millions en 1986-87, soit 25% du total des recettes nettes.

Taxe sur les ventes

La taxe sur les ventes, au montant de $12,022 millions en 1986-87, représente la taxe la plus importante perçue en vertu de la Loi sur la taxe d'accise. Elle a été majorée d'un point de pourcentage le 1er janvier 1986 et ensuite le 1er avril 1986.

Droits de douane à l'importation

Les recettes provenant des droits de douane à l'importation, lesquelles consistent principalement de taxes *ad valorem* sur l'importation de produits, se sont élevées à $4,191 millions en 1986-87.

Droits d'accise

Les droits d'accise, au montant de $1,470 millions en 1986-87, sont perçus sur les boissons alcooliques (autres que les vins) et sur les produits du tabac. (Les produits du tabac et les vins ont fait l'objet de taxes supplémentaires en vertu de la Loi sur la taxe d'accise.)

Taxe d'accise—Essence

La taxe d'accise sur l'essence et le carburant d'aviation utilisé à des fins personnelles a été majorée d'un cent le litre à partir du 1er janvier 1987.

Les rentrées nettes de la taxe d'accise—Essence ont été de $1,279 millions en 1986-87. Selon certaines circonstances, les montants reçus peuvent être remboursés aux acheteurs. Au 31 mars 1987, $1,340 millions ont été reçus et $61 millions ont été remboursés et imputés aux recettes.

Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires

La taxe sur les recettes pétrolières et gazières, entrée en vigueur le 1er janvier 1981, s'appliquait aux profits nets d'exploitation se rattachant à la production pétrolière et gazière. À partir du 1er mai 1986, le taux de taxe de 6 pour cent sur les revenus provenant de la production de pétrole synthétique a été réduit à zéro. La taxe sur les recettes pétrolières et gazières a été éliminée à partir du 1er octobre 1986.

La taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires a été supprimée à partir du 1er juin 1985.

Essence d'aviation et combustible diesel

Cette taxe, entrée en vigueur au cours de 1985-86, est imposée sur le carburant diesel et sur le carburant pour avion à réaction. Elle a été majorée de 1 cent le litre à partir du 1er janvier 1987.

Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz

Cette taxe, entrée en vigueur au cours de 1980-81, était imposée sur toutes les ventes de gaz naturel et de liquides du gaz. Cette taxe a été supprimée à partir du 1er juin 1985.

Redevances d'exportation sur le pétrole

Les redevances d'exportation sur le pétrole ont été perçues sur le pétrole produit dans les provinces et exporté de celles-ci.

Les redevances d'exportation sur le pétrole ont été supprimées à partir du 1er juin 1985.

Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne

Cette taxe spéciale était prélevée pour accroître le taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada. Elle a été supprimée à partir du 1er juin 1985.

Recettes non fiscales

Produits de placements

Les produits de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des virements de bénéfices et surplus, et en revenu de location de propriétés.

Le tableau 4.2 présente un sommaire des produits de placements. En 1986-87, la présentation de ce tableau a été modifiée pour que le total ministériel des produits de placements d'après le tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I) concorde avec le montant du tableau 4.1. Les éléments de conciliation comprennent le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte et les intérêts sur les prêts au Compte d'assurance-chômage. Les produits de placements internes du gouvernement ont été déduits du total des produits de placements nets afin d'obtenir le total des produits de placements nets provenant de tiers. Les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers ont été ajoutées afin d'obtenir le total des produits de placements bruts provenant de tiers.

TABLEAU 4.2

PRODUITS DE PLACEMENTS[2]
(en millions de dollars)

	1986-87	1985-86	Variation
Prêts, dotations en capital et avances—			
Sociétés de la Couronne—			
Institutions de crédit—			
Banque fédérale de développement	10	20	- 10
Société canadienne d'hypothèques et de logement	866	892	- 26
Société d'assurance-dépôts du Canada	80	33	47
Société du crédit agricole	372	403	- 31
Société pour l'expansion des exportations	8	15	- 7
	1,336	*1,363*	*- 27*
Autres sociétés de la Couronne—			
Air Canada	14	16	- 2
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	18	67	- 49
Énergie atomique du Canada, Limitée	63	68	- 5
Petro-Canada		50	- 50
Autres—			
Banque du Canada	1,936	1,880	56
Commission canadienne du lait	7	15	- 8
Commission d'énergie du Nord canadien	15	24	- 9
Monnaie royale canadienne	4	10	- 6
Téléglobe Canada	(1)	188	- 188
Société du port de Vancouver, La	6	(1)	6
Divers	15	11	4
	2,078	*2,329*	*- 251*
	3,414	*3,692*	*- 278*
Administrations provinciales et territoriales	94	88	6
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	55	54	1
Organismes internationaux	(1)	(1)	
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	9	11	- 2
Entreprises mixtes et en coparticipation	7	4	3
Divers	14	35	- 21
	179	*192*	*- 13*
	3,593	3,884	- 291
Comptes d'opérations de change—			
Compte du fonds des changes	366	- 505	871
Fonds monétaire international—Souscriptions	9	24	- 15
	375	- 481	856
Caisse—			
Intérêts de dépôts bancaires	219	278	- 59
Autres comptes—			
Intérêt sur placement re: achats militaires	24	21	3
Dette non échue détenue par le gouvernement	18	29	- 11
Mines Baie Verte	6		6
Fonds renouvelable des approvisionnements	6	7	- 1
Autres	20	14	6
	74	71	3
Total des produits de placements nets	4,261	3,752	509
Produits de placements internes du gouvernement	- 27	- 13	- 14
Total des produits de placements nets provenant de tiers	4,234	3,739	495
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	21	34	- 13
Total des produits de placements bruts provenant de tiers	4,255	3,773	482

(1) Moins de $500,000.
(2) Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 6 de la section 1 du volume II (partie I).

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1986-87

Budgets des dépenses et crédits

SOMMAIRE

	Page
Budgets des dépenses et crédits—	
Autorisations parlementaires de dépenser	5.2
Provenance et utilisation des autorisations—Annuelles et statutaires	5.3

BUDGETS DES DÉPENSES ET CRÉDITS

Autorisations parlementaires de dépenser

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget des dépenses principal», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «statutaires» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations annuelles, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations statutaires, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices subséquents sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les dépenses budgétaires et les besoins non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances sont compris sous chaque genre d'autorisation de dépenser (annuelle et statutaire).

Le tableau 5.1 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1987, un résumé des autorisations parlementaires de dépenser, lesquelles ont été demandées et approuvées (autorisations annuelles), de même que l'emploi estimatif des autorisations déjà accordées (autorisations statutaires).

Un état de l'emploi des crédits par ministère, tel que vérifié par le Vérificateur général, apparaît à la section 2 de ce volume. Des précisions additionnelles sur l'emploi des crédits par ministère et par genre (annuels et statutaires) sont présentés à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I), de même qu'aux sections ministérielles de ce même volume.

TABLEAU 5.1

AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DE DÉPENSER
(en millions de dollars)

	Autorisations		
	Annuelles	Statutaires	Total
BUDGETS DES DÉPENSES			
Propositions de dépenses soumises au Parlement:			
Budget des dépenses principal— Budgétaires	37,470	69,538	107,008
Non budgétaires	**81**	**345**	**426**
Budget des dépenses supplémentaire (A)— Budgétaires	485	95	580
Non budgétaires	**22**	**- 263**	**- 241**
Budget des dépenses supplémentaire (B)— Budgétaires	300		300
Budget des dépenses supplémentaire (C)— Budgétaires	582	42	624
Non budgétaires		**- 28**	**- 28**
Total— Budgétaires	38,837	69,675	108,512
Non budgétaires	**103**	**54**	**157**
CRÉDITS			
Accordés par le Parlement dans les lois de crédits:			
Loi de crédits n° 1— Budgétaires	10,141		
Non budgétaires	**28**		
Loi de crédits n° 2— Budgétaires	27,329		
Non budgétaires	**53**		
Loi de crédits n° 3— Budgétaires	485		
Non budgétaires	**22**		
Loi de crédits n° 4— Budgétaires	300		
Loi de crédits n° 5— Budgétaires	582		
Total— Budgétaires	38,837		
Non budgétaires	**103**		

Les montants en caractères romains sont budgétaires.
Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

Provenance et utilisation des autorisations—Annuelles et statutaires

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour ces opérations qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, dotations en capital et avances. Les soldes des crédits reportés dès exercices précédents sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

Le tableau 5.2 présente le détail du total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées. Il comprend les autorisations disponibles des exercices précédents, les autorisations parlementaires de dépenser d'après le tableau 5.1 et divers redressements expliqués dans les notes au tableau.

Le tableau 5.3 présente, pour l'exercice clos le 31 mars 1987, un résumé de la provenance et de l'utilisation des autorisations par genre (annuelles et statutaires).

Des précisions ministérielles supplémentaires sont présentées à la section 1 (tableau 3) du volume II (partie I).

TABLEAU 5.2

TOTAL DES AUTORISATIONS PARLEMENTAIRES DISPONIBLES POUR ÊTRE DÉPENSÉES
(en millions de dollars)

	Disponibles des exercices précédents	Budgets des dépenses principal et supplémentaires	Redressements et virements[1]	Total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées
Annuelles—Budgétaires	23	38,837	52	**38,912**
Non budgétaires	**1,927**	**103**	**490**	**2,520**
Statutaires—Budgétaires	868	69,675	- 10	**70,533**
Non budgétaires	**26,131**	**54**	**- 1,143**	**25,042**
Total—Budgétaires	891	108,512	42	**109,445**
Non budgétaires	**28,058**	**157**	**- 653**	**27,562**

[1] Ces redressements et virements comprennent des éléments tels que:

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs à la fin de l'exercice (CAFE);

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices précédents pour refléter les autorisations disponibles; et,

c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

Des précisions supplémentaires peuvent être obtenues en se référant à la colonne des redressements et virements du sommaire du ministère présenté aux sections ministérielles du volume II (partie I).

Les montants en caractères romains sont budgétaires.

Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 5.3

PROVENANCE ET UTILISATION DES AUTORISATIONS—ANNUELLES ET STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	Total disponible pour emploi[1]	Employées	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents
Annuelles—Budgétaires	**38,912**	**37,576**	1,410	- 96	22
Non budgétaires	**2,520**	**628**	31		**1,861**
Statutaires—Budgétaires	**70,533**	**69,122**	508		903
Non budgétaires	**25,042**	**- 361**			**25,403**
Total—Budgétaires	**109,445**	**106,698**	1,918	- 96	925
Non budgétaires	**27,562**	**267**	31		**27,264**

[1] Représente le total des autorisations parlementaires disponibles pour être dépensées (tableau 5.2).

Les montants en caractères romains sont budgétaires.

Les montants en caractères **gras** sont non budgétaires et sont reliés aux prêts, dotations en capital et avances.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1986-87

Dépenses budgétaires

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires	6.2
Dépenses par enveloppe	6.2
Dépenses par enveloppe et par source	6.2
Détails des dépenses par enveloppe	6.4
États supplémentaires—	
Service de la dette publique	6.8
Dépenses imputées sur les crédits statutaires	6.9

DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Les dépenses budgétaires comprennent toutes les imputations aux crédits budgétaires qui influencent le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement. De plus, les dépenses budgétaires peuvent également comprendre les imputations reliées à la provision pour évaluation des prêts, dotations en capital et avances, la provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, et les créditeurs et les autres provisions reliés aux éléments statutaires et à certains crédits annuels. Ces imputations comprennent les travaux accomplis, les biens reçus, les services exécutés et les paiements de transfert effectués, au cours de l'exercice et dans la période complémentaire y compris les créditeurs à la fin de l'exercice.

Les dépenses ne comprennent pas les montants imputés au Compte du régime de pensions du Canada, aux comptes de pension de retraite, aux autres comptes à fins déterminées, et aux autres comptes de passif.

Dépenses par enveloppe

La complexité croissante des responsabilités du gouvernement et les ressources limitées dont il dispose pour y faire face ont conduit au système de gestion des politiques et des dépenses. Selon ce système, le gouvernement gère les ressources mises à sa disposition, par «enveloppe». Chacune des enveloppes représente les ressources disponibles pour tous les éléments de dépenses ministérielles reliés à un domaine particulier de politique.

Dépenses par enveloppe et par source

Le tableau 6.1 présente les dépenses par enveloppe et par source. Le tableau est présenté tant sur une base brute que sur une base nette et différencie les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits.

TABLEAU 6.1

DÉPENSES PAR ENVELOPPE ET PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	1986-87							
	Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes		
	Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total
Développement social—								
Prestations de sécurité de la vieillesse, suppléments de revenu garanti et allocations au conjoint	**13,445**		13,445			**13,445**		13,445
Prestations d'assurance-chômage	**10,444**		10,444			**10,444**		10,444
Financement des programmes établis—								
Assurance et services de soins médicaux	**6,607**		6,607			**6,607**		6,607
Aide à l'éducation	**2,232**		2,232			**2,232**		2,232
Régime d'assistance publique du Canada	**4,051**		4,051			**4,051**		4,051
Allocations familiales	**2,534**		2,534			**2,534**		2,534
Justice et affaires juridiques	**2,177**	5	2,182			**2,177**	5	2,182
Assistance sociale—Indiens et Inuit	**2,240**	1	2,241			**2,240**	1	2,241
Formation et création directe d'emplois	**1,959**		1,959			**1,959**		1,959
Prestations aux anciens combattants	**1,589**		1,589			**1,589**		1,589
Logement	**1,454**		1,454			**1,454**		1,454
Télévision, cinéma et radio	**1,028**		1,028			**1,028**		1,028
Autres	**5,299**	1,026	6,325	490	1,019	**4,809**	7	4,816
	55,059	*1,032*	*56,091*	*490*	*1,019*	***54,569***	*13*	*54,582*
Développement économique et régional	**12,626**	325	12,951	834	293	**11,792**	32	11,824
Défense	**10,283**	74	10,357	277	24	**10,006**	50	10,056
Arrangements fiscaux	**6,302**		6,302			**6,302**		6,302
Services gouvernementaux	**4,135**	2,359	6,494	173	2,324	**3,962**	35	3,997
Aide et affaires extérieures	**2,912**	1	2,913	20	(1)	**2,892**	1	2,893
Parlement	**207**		207			**207**		207
Total des dépenses des programmes	***91,524***	*3,791*	*95,315*	*1,794*	*3,660*	***89,730***	*131*	*89,861*
Dette publique, tableau 6.3	**26,658**	4	26,662			**26,658**	4	26,662
Total des dépenses[1]	**118,182**	3,795	121,977	1,794	3,660	**116,388**	135	116,523

(1) Moins de $500,000.
(2) Reflétées à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé à la section 2 de ce volume.
(3) Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4 de la section 1 du volume II (partie I).

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées avec des tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

Le «Total des dépenses nettes» représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement. Le «Total des dépenses brutes» est obtenu en additionnant au «Total des dépenses nettes» toutes les «Recettes à valoir sur les crédits».

1985-86								
Dépenses brutes			Recettes à valoir sur les crédits		Dépenses nettes			
Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers[2]	Internes du gouvernement	Total	
12,525		12,525			12,525		12,525	
10,036		10,036			10,036		10,036	
6,400		6,400			6,400		6,400	
2,277		2,277			2,277		2,277	
3,916		3,916			3,916		3,916	
2,501		2,501			2,501		2,501	
2,016	5	2,021			2,016	5	2,021	
1,951	5	1,956			1,951	5	1,956	
1,795		1,795			1,795		1,795	
1,535	1	1,536			1,535	1	1,536	
1,429		1,429			1,429		1,429	
1,023		1,023			1,023		1,023	
4,820	982	5,802	405	972	4,415	10	4,425	
52,224	*993*	*53,217*	*405*	*972*	*51,819*	*21*	*51,840*	
13,625	318	13,943	1,807	288	11,818	30	11,848	
9,366	55	9,421	272	18	9,094	37	9,131	
5,941		5,941			5,941		5,941	
4,640	2,055	6,695	207	2,030	4,433	25	4,458	
2,511	2	2,513	21	1	2,490	1	2,491	
198		198			198		198	
88,505	*3,423*	*91,928*	*2,712*	*3,309*	*85,793*	*114*	*85,907*	
25,441	2	25,443			25,441	2	25,443	
113,946	3,425	117,371	2,712	3,309	111,234	116	111,350	

Détails des dépenses par enveloppe

Le tableau 6.2 présente les dépenses concernant les tiers sur une base brute et nette pour les composantes majeures de chacune des enveloppes.

TABLEAU 6.2

DÉTAILS DES DÉPENSES PAR ENVELOPPE
(en millions de dollars)

	1987		1986	
	Dépenses brutes	Dépenses nettes	Dépenses brutes	Dépenses nettes
DÉVELOPPEMENT SOCIAL				
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	1,586	1,586	1,532	1,532
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	2,641	2,640	2,368	2,367
COMMUNICATIONS—				
Département affaires culturelles	105	105	98	98
Conseil des Arts du Canada	86	86	74	74
Société Radio-Canada	855	855	857	857
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	86	86	76	76
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	26	26	24	24
Corporation du Centre national des Arts	15	15	17	17
Office national du film	70	60	73	64
Bibliothèque nationale	36	36	31	31
Musées nationaux du Canada	86	85	74	73
Archives publiques	51	51	40	39
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	13,390	13,390	12,694	12,694
Commission d'appel de l'immigration	8	8	5	5
ENVIRONNEMENT	751	751	691	691
JUSTICE—				
Département	175	175	130	130
Commission canadienne des droits de la personne	10	10	9	9
Commissaire à la magistrature fédérale	112	112	107	107
Cour fédérale du Canada	10	10	8	8
Commission de réforme du droit du Canada	4	4	5	5
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	4	4	3	3
Cour suprême du Canada	7	7	6	6
Cour canadienne de l'impôt	3	3	3	3
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Département	27,660	27,603	26,226	26,186
Conseil de recherches médicales	168	168	161	161
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Département	3,145	3,145	3,129	3,129
Conseil consultatif de la situation de la femme	2	2	3	3
Conseil de recherches en sciences humaines	70	70	63	63
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2	2	3	3
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Département	137	137	117	117
Service canadien du renseignement de sécurité	132	132	116	116
Service correctionnel	745	745	717	717
Commission nationale des libérations conditionnelles	16	16	15	15
Gendarmerie royale du Canada	1,239	818	1,130	777
TRAVAIL—				
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	8	8	7	7
TRAVAUX PUBLICS—				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454	1,454	1,454	1,454
	54,895	54,405	52,066	51,661
Provision pour évaluation	164	164	158	158
	55,059	54,569	52,224	51,819

TABLEAU 6.2

DÉTAILS DES DÉPENSES PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1987		1986	
	Dépenses brutes	Dépenses nettes	Dépenses brutes	Dépenses nettes
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL				
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département: programme d'expansion des marchés d'exportation	24	24	14	14
Corporation commerciale canadienne	16	16	16	16
AGRICULTURE—				
Département	3,347	3,334	2,294	2,281
Commission canadienne du lait	5	5	4	4
Office canadien des provendes	17	17	17	17
Société du crédit agricole	5	5		
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Département: soumissions de recherche et de développement spontanées et information du public	19	19	24	24
COMMUNICATIONS—				
Département: à l'exception des affaires culturelles	173	162	174	164
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—				
Département	158	158	153	153
Tribunal de la concurrence	1	1		
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1	1	1	1
Conseil canadien des normes	7	7	6	6
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Département	1,536	1,526	3,458	2,362
Commission de contrôle de l'énergie atomique	22	22	20	20
Énergie atomique du Canada, Limitée	218	218	274	274
Office national de l'énergie	25	25	25	25
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—				
Département	1,160	1,160	1,057	1,057
Société financière Canadair Inc			1,188	1,188
Société de développement du Cap-Breton	164	164	120	120
Banque fédérale de développement	55	55	26	26
Investissement Canada	9	9	10	10
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited			50	50
PÊCHES ET OCÉANS	572	572	627	627
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département d'État	16	16	13	13
Conseil national de recherches du Canada	428	409	423	413
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	320	320	310	310
Conseil des sciences du Canada	3	3	4	4
TRANSPORTS—				
Département	3,151	2,392	3,288	2,632
Bureau canadien de la sécurité aérienne	14	14	17	17
Commission canadienne des transports	882	882	679	679
Tribunal de l'aviation civile	1	1		
Administrateur de l'Office du transport du grain	3	3	2	2
Administration du pipe-line du Nord	1	1	1	1
TRAVAIL—				
Département	213	191	172	150
Conseil canadien des relations du travail	6	6	6	6
	12,572	11,738	14,493	12,686
Provision pour évaluation	54	54	- 868	- 868
	12,626	11,792	13,625	11,818

TABLEAU 6.2

DÉTAILS DES DÉPENSES PAR ENVELOPPE—*Suite*
(en millions de dollars)

	1987		1986	
	Dépenses brutes	Dépenses nettes	Dépenses brutes	Dépenses nettes
DÉFENSE				
DÉFENSE NATIONALE	10,026	9,749	9,319	9,047
Provision pour évaluation	257	257	47	47
	10,283	10,006	9,366	9,094
ARRANGEMENTS FISCAUX				
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Département: accords fiscaux réciproques	256	256	243	243
FINANCES—				
Département—				
Programme des paiements de transfert fiscal	5,801	5,801	5,459	5,459
TRAVAUX PUBLICS—				
Département: subventions aux municipalités	247	247	239	239
	6,304	6,304	5,941	5,941
Provision pour évaluation	−2	−2		
	6,302	6,302	5,941	5,941
SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Département: à l'exception des accords fiscaux réciproques, des soumissions de recherche et de développement spontanées, et de l'information du public	296	238	253	186
Statistique Canada	302	296	210	205
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat	305	305	282	282
Contrôleur général	13	13	12	12
Privatisation et affaires réglementaires	5	5		
CONSEIL PRIVÉ				
Département	45	45	48	48
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3	3	3	3
Directeur général des élections	10	10	4	4
Commissaire aux langues officielles	10	10	9	9
Conseil économique du Canada	9	9	8	8
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8	8	9	9
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1	1	1	1
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—				
Société canadienne des postes	431	431	355	355
FINANCES				
Département				
Programme des politiques financières et économiques: à l'exception de l'aide au développement	85	85	85	85
Programme du tribunal canadien des importations	2	2	2	2
Programme de l'inspecteur général des banques	4	4	4	4
Programme spécial	6	6	797	797
Vérificateur général	43	43	41	41
Assurances	24	24	25	25
Commission du tarif	3	3	3	3
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	8	8	6	6
REVENU NATIONAL				
Douanes et Accise	451	451	402	402
Impôt	815	762	730	685
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
Commission de la Fonction publique	123	123	111	111
TRAVAUX PUBLICS—				
Département: à l'exception des subventions aux municipalités	954	898	1,055	965
Commission de la Capitale nationale	62	62	81	81
	4,018	3,845	4,536	4,329
Provision pour évaluation	117	117	104	104
	4,135	3,962	4,640	4,433

TABLEAU 6.2

DÉTAILS DES DÉPENSES PAR ENVELOPPE—*Fin*
(en millions de dollars)

	1987		1986	
	Dépenses brutes	Dépenses nettes	Dépenses brutes	Dépenses nettes
AIDE ET AFFAIRES EXTÉRIEURES				
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département: à l'exception du programme d'expansion des marchés d'exportation	818	798	758	737
Agence canadienne de développement international	1,900	1,900	1,268	1,268
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale	3	3	2	2
Centre de recherches pour le développement international	100	100	86	86
Centre international d'exploitation des océans	4	4		
Commission mixte internationale	3	3	3	3
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	29	29	24	24
FINANCES—				
Département—				
Programme des politiques financières et économiques: aide au développement	150	150		
	3,007	2,987	2,141	2,120
Provision pour évaluation	−95	−95	370	370
	2,912	2,892	2,511	2,490
PARLEMENT				
PARLEMENT—				
Sénat	29	29	27	27
Chambre des communes	161	161	160	160
Bibliothèque du Parlement	12	12	11	11
	202	202	198	198
Provision pour évaluation	5	5		
	207	207	198	198
DETTE PUBLIQUE				
FINANCES—				
Département—				
Programme du service de la dette publique	26,658	26,658	25,452	25,452
Provision pour évaluation			−11	−11
	26,658	26,658	25,441	25,441
Total des dépenses avant la provision pour évaluation	117,682	115,888	114,146	111,434
Provision pour évaluation	500	500	−200	−200
TOTAL	118,182	116,388	113,946	111,234

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Canada et du Trésor), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'augmentation de $816 millions du service de la dette publique relativement à la dette non échue est proportionnée à l'augmentation de celle-ci qui est passée de $201,517 millions au 31 mars 1986, à $229,491 millions au 31 mars 1987. L'augmentation de $400 millions du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées découle principalement d'une augmentation des soldes des comptes de pension de retraite.

Un sommaire comparatif du service de la dette publique est présenté au tableau 6.3. En 1986-87, des modifications dans la présentation du tableau ont été effectuées afin de divulguer avec plus de détails les comptes à fins déterminées consolidés et les éléments de conciliation entre le total du service de la dette publique d'après la section ministérielle de Finances (section 16) du volume II (partie I) et le total des dépenses nettes de l'enveloppe de la dette publique d'après le tableau 6.1. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés et la provision pour évaluation. Les dépenses internes du gouvernement ont été déduites du total des dépenses nettes de l'enveloppe de la dette publique afin d'obtenir le total des dépenses nettes concernant les tiers. Puisqu'aucune portion des recettes à valoir sur les crédits ne s'applique à l'enveloppe de la dette publique, le total des dépenses brutes de l'enveloppe de la dette publique est identique au total des dépenses nettes de l'enveloppe de la dette publique.

TABLEAU 6.3

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE[1]
(en millions de dollars)

	1986-87	1985-86	Variation
Dette non échue—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne	10,142	9,058	1,084
À payer en devises étrangères	455	307	148
	10,597	*9,365*	*1,232*
Obligations d'épargne du Canada	4,419	5,177	– 758
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	136	37	99
Bons du Trésor	5,801	5,513	288
Effets et prêts—			
À payer en monnaie canadienne		4	– 4
À payer en devises étrangères	539	575	– 36
	539	*579*	*– 40*
Bons du Canada	30		30
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts	66	101	– 35
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue	21,588	20,772	816
Comptes à fins déterminées—			
Comptes de pension de retraite	4,616	4,214	402
Compte des rentes sur l'État	70	73	– 3
Compte du régime de pensions du Canada	156	152	4
Comptes de dépôt et de fiducie	94	104	– 10
Autres	59	52	7
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées	4,995	4,595	400
Comptes à fins déterminées consolidés—			
Compte d'assurance-chômage	3	3	
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	1	48	– 47
Comptes de stabilisation des produits agricoles	2		2
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	6	51	– 45
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes	79	87	– 8
Total du service de la dette publique[2]	26,668	25,505	1,163
Moins:			
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés	6	51	– 45
Provision pour évaluation		11	– 11
Total des comptes consolidés et provision	6	62	– 56
Total des dépenses nettes/brutes de l'enveloppe de la dette publique	26,662	25,443	1,219
Moins:			
Dépenses internes du gouvernement—Intérêt sur la dette non échue détenue par le gouvernement	4	2	2
Total des dépenses nettes/brutes concernant les tiers de l'enveloppe de la dette publique	26,658	25,441	1,217

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 4 de la section 1 du volume II (partie I).
[2] Des renseignements additionnels se trouvent à la section 8 du volume II (partie II).

Dépenses imputées sur les crédits statutaires

L'autorisation de dépenser, comprise dans les crédits statutaires, est consentie à des fins particulières ainsi que pour des montants et des délais prescrits par les lois. Cette autorisation ne s'annule généralement pas à la fin de l'exercice pour lequel elle a été accordée. Les dépenses imputées à ces crédits statutaires rendent compte, à chaque exercice, pour plus de la moitié du total des dépenses nettes.

Le tableau 6.4 présente un sommaire comparatif de ces dépenses statutaires. En 1986-87, des modifications dans la présentation du tableau ont été effectuées afin de divulguer les éléments de conciliation entre le total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires et le total des dépenses statutaires nettes. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses statutaires des comptes à fins déterminées consolidés et la provision pour évaluation. Les dépenses internes du gouvernement ont été déduites du total des dépenses statutaires nettes afin d'obtenir le total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers. Les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers ont été ajoutées à ce dernier afin d'obtenir le total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers.

TABLEAU 6.4

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES
(en millions de dollars)

	1986-87			1985-86			Variation
Service de la dette publique			26,668			25,505	1,163
Versements à la sécurité de la vieillesse			9,520			8,858	662
Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé			6,621			6,386	235
Arrangements fiscaux et utilité publique			5,801			5,459	342
Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada			4,001			3,876	125
Versements du supplément de revenu garanti			3,451			3,319	132
Contribution du gouvernement au Compte d'assurance-chômage			2,710			2,744	– 34
Versements d'allocations familiales			2,535			2,500	35
Paiements aux provinces pour l'enseignement postsecondaire			2,232			2,278	– 46
Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest			672			496	176
Versements d'allocations au conjoint			473			348	125
Paiements d'intérêts en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants			351			285	66
Imposition réciproque			256			243	13
Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices			247			239	8
Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte			213			198	15
Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs			201			176	25
Excédent des dépenses sur les recettes de la Société canadienne des postes			129			184	– 55
Paiements à l'Association internationale de développement			141				141
Paiements aux institutions financières internationales			120				120
Traitements, indemnités et pensions des juges			109			103	6
Prestations d'adaptation pour les travailleurs			92			60	32
Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés			84			24	60
Pension de retraite, prestations de retraite supplémentaires, prestations de décès et autres pensions—							
Fonction publique—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	398			391			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	476			453			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	185			175			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	105			91			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	78			72			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	7			7			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	53			244			
		1,302			1,433		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique	53			244			
recouvrements des fonds renouvelables	70			67			
		123			311		
			1,179			1,122	57

TABLEAU 6.4

DÉPENSES IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS STATUTAIRES—*Fin*
(en millions de dollars)

	1986-87			1985-86			Variation
Forces canadiennes—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	233			223			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	286			262			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	63			58			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	35			32			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	25			24			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de décès	2			2			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	62			152			
		706			753		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique		62			152		
			644			601	43
Gendarmerie royale du Canada—							
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	72			68			
Paiements statutaires en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	22			20			
Contribution patronale du gouvernement au Compte d'assurance-chômage	13			12			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	8			7			
Quote-part d'appariement du gouvernement au Compte de prestations de retraite supplémentaires	7			6			
Amortissement de l'insuffisance actuarielle	1			11			
		123			124		
Moins: intérêt qui a réduit l'amortissement de l'insuffisance actuarielle et qui est imputé à l'intérêt de la dette publique		1			11		
			122			113	9
Versements en vertu des services de défense et de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada			17			17	
Toutes autres dépenses statutaires			533			2,458	- 1,925
Total des dépenses ministérielles imputées sur les crédits statutaires[1]			69,122			67,592	1,530
Comptes à fins déterminées consolidés—							
Compte d'assurance-chômage			8,282			7,753	529
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest			777			393	384
Fonds de réassurance-récolte			287			98	189
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole						142	- 142
Comptes de stabilisation des produits agricoles			- 22				- 22
Total des dépenses des comptes à fins déterminées consolidés			9,324			8,386	938
Provision pour évaluation			500			- 200	700
Total des dépenses statutaires nettes			78,946			75,778	3,168
Dépenses internes du gouvernement			- 4			- 2	- 2
Total des dépenses statutaires nettes concernant les tiers			78,942			75,776	3,166
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers			136			1,258	- 1,122
Total des dépenses statutaires brutes concernant les tiers			79,078			77,034	2,044

[1] Des renseignements additionnels se trouvent au tableau 3 de la section I du volume II (partie I).

SECTION 7

COMPTES PUBLICS 1986-87

Comptes à fins déterminées consolidés

SOMMAIRE

	Page
Compte d'assurance-chômage	7.2
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	7.3
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	7.3
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	7.3
Fonds de réassurance-récolte	7.4
Comptes de stabilisation des produits agricoles	7.4
État supplémentaire—	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage	7.5

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

Les comptes à fins déterminées consolidés constituent des catégories de recettes et de dépenses budgétaires qui présentent les opérations de certains comptes dont les lois constituantes exigent que les recettes soient affectées à une fin particulière, et que les paiements et dépenses connexes soient imputés sur de telles recettes. Les comptes de ce genre réunissent surtout les rentrées de nature fiscale, et comprennent: le Compte d'assurance-chômage, le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, le Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, le Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, le Fonds de réassurance-récolte et les Comptes de stabilisation des produits agricoles.

Autrefois, les recettes affectées à une fin particulière étaient créditées à des comptes non budgétaires, et les paiements et dépenses compensatoires connexes y étaient imputés. À compter de 1985-86 (1984-85 pour le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne), les opérations de ces comptes sont présentées avec les recettes et les dépenses budgétaires afin de fournir une comptabilisation plus étendue des résultats d'exploitation reliés au gouvernement.

Toutefois, les lois constituantes exigent que les opérations relatives à chaque compte soient comptabilisées séparément. Le tableau 7.1 présente un sommaire des soldes et des opérations de ces comptes, ainsi que les lois l'exigent.

Les états financiers du Compte d'assurance-chômage, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

TABLEAU 7.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS

		Rentrées et autres crédits		Paiements et autres débits			Variation nette	
	1er avril 1986	Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Concernant les tiers	Internes du gouvernement	31 mars 1987	1987	1986
	$	$	$	$	$	$	$	$
Compte d'assurance-chômage, tableau 7.2	105,563,768	9,558,032,569	5,987,255,695	11,257,265,243	4,473,014,553	**– 290,555,300**	184,991,532	156,097,652
Moins: prêts portant intérêt	4,229,000,000		3,635,000,000		3,012,000,000	**3,606,000,000**	- 623,000,000	- 586,000,000
	- 4,334,563,768	*9,558,032,569*	*9,622,255,695*	*11,257,265,243*	*7,485,014,553*	***– 3,896,555,300***	*438,008,468*	*742,097,652*
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,902,919,901	- 752,749				**1,902,167,152**	- 752,749	229,177,065
À ajouter: investissements sur le Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne	1,656,854,321					**1,656,854,321**		
Sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	*3,559,774,222*	*– 752,749*				***3,559,021,473***	*– 752,749*	*229,177,065*
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	297,718			297,718			– 297,718	297,718
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	607,017,929	25,378,264	77,393,414	854,800,245		**– 145,010,638**	- 752,028,567	– 363,496,516
Fonds de réassurance-récolte	120,497,510	53,810,768		287,403,056		**– 113,094,778**	– 233,592,288	– 49,563,384
Comptes de stabilisation des produits agricoles		47,109,166	26,844,576	4,172,679		**69,781,063**	69,781,063	
Total	– 46,976,389	9,683,578,018	9,726,493,685	12,403,938,941	7,485,014,553	**– 525,858,180**	– 478,881,791	558,512,535

Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un régime d'assurance-chômage à contribution obligatoire qui s'applique à tous les employés, à de rares exceptions près.

La Loi autorise un compte dans les comptes du Canada à être connu sous le nom du Compte d'assurance-chômage.

La Loi stipule que ce qui suit soit porté au crédit du Compte: *a)* les primes, amendes, pénalités et intérêts; *b)* la quote-part du gouvernement des prestations versées; *c)* les remboursements de versements excédentaires de prestations, et les remboursements de prestations; *d)* les sommes perçues pour services rendus à d'autres ministères ou organismes du gouvernement, ou au public; *e)* les sommes versées à toute fin relative à l'assurance-chômage, autorisées par affectation de crédits relevant de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada; et, *f)* les intérêts sur le solde du Compte, selon les taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi prévoit aussi que ce qui suit soit porté au débit du Compte: *a)* les prestations versées en vertu de la Loi; *b)* les frais d'application de la Loi; et, *c)* les intérêts sur les avances consenties par le ministre des Finances.

Les primes hebdomadaires maximales pour les employés étaient de $11.63 du 1er avril 1986 au 31 décembre 1986 et de $12.46 du 1er janvier 1987 au 31 mars 1987. Pour les mêmes périodes, les prestations hebdomadaires maximales étaient de

$297 du 1er avril 1986 au 31 décembre 1986 et de $318 du 1er janvier 1987 au 31 mars 1987.

Des prêts portant intérêt ont été consentis au Compte d'assurance-chômage, aux termes de l'article 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, en raison de contributions insuffisantes de la part des employeurs et des employés. Le solde impayé au 31 mars 1987 porte intérêt à des taux entre 8.045% et 12% par année, et est remboursable entre le 30 avril 1987 et le 31 mars 1989.

TABLEAU 7.2

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1986-87	1985-86
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions		
Employé et employeur*	9,819	8,964
Gouvernement	2,710	2,744
Revenu de placements	4	4
Prêts portant intérêt du gouvernement	3,012	594
	15,545	12,306
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	10,320	9,841
Dépenses	937	904
Frais d'intérêt	838	225
Remboursements au gouvernement, de prêts portant intérêt	3,635	1,180
	15,730	12,150
Diminution (-) ou augmentation nette	- 185	156
À ajouter—Solde au début de l'exercice	- 106	- 262
Solde à la fin de l'exercice	- 291	- 106

* Sont comprises dans les cotisations de l'employé et les contributions de l'employeur, $261 millions ($245 millions en 1985-86) à titre de contribution pour les employés de la part du gouvernement.

Les rentrées et autres crédits de $9,558 millions ($8,719 millions en 1986) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé, tandis que les paiements et autres débits de $11,257 millions ($10,745 millions en 1986) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $5,987 millions ($3,587 millions en 1986) et les paiements et autres débits de $4,473 millions ($1,405 millions en 1986), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne

Ce compte a été établi en vertu du crédit 5c de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. On portait au crédit du compte les sommes perçues dans le cadre d'une taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété au sein de l'industrie du gaz et du pétrole au Canada.

Cette taxe spéciale a été annulée le 1er juin 1985 suite à un dérèglement. Toutes les opérations depuis cette date résultent de redressements découlant de vérifications.

Les rentrées et autres crédits de -$1 million ($229 millions en 1986) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé.

Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole

Ce compte enregistrait la part des redevances d'exportation sur le pétrole qui était payable aux provinces productrices de pétrole, conformément à la Loi d'administration de l'énergie. La part des redevances d'exportation sur le pétrole était reliée au pétrole produit dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan. Les redevances ont été annulées le 1er juin 1985 suite à un dérèglement. Toutes les opérations depuis cette date résultent de redressements découlant de vérifications.

Il n'y a pas eu de rentrées et autres crédits ($142 millions en 1986) d'inscrits comme recettes en 1987 à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé. Il n'y a également pas eu de paiements et autres débits ($142 millions en 1986) d'inscrits comme dépenses. Toutefois, un montant de $297,718 à payer aux provinces productrices de pétrole au 31 mars 1986 a été versé en 1986-87 (des précisions sont fournies au tableau 9.15 de la section 9 de ce volume).

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Le but de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest est de protéger les producteurs de grains des prairies contre des déclins de revenu considérables et inattendus, au moyen de la stabilisation des rentrées provenant de la production et de la vente de blé, de l'avoine, de l'orge, du seigle, de la graine de moutarde, de la graine de canola et de la graine de lin de même que toute autre graine prescrite comme celle: *a*) produite dans la région désignée et, *b*) figurant à l'annexe I de la Loi sur les grains du Canada avec la qualification «Ouest canadien».

Le compte de stabilisation enregistre des fonds à cet effet qui proviennent:

a) de contributions versées par les producteurs participants—S'échelonnant de 1% à 2½% du produit de la vente du grain jusqu'à un montant maximal annuel de $60,000 du produit admissible par participant;

b) de contributions du gouvernement égales aux contributions versées par les producteurs en sus de 2% du produit de la vente du grain admissible de tous les participants; et,

c) d'intérêt sur le montant au crédit du compte de stabilisation, aux taux et en conformité avec les modalités fixées par le ministre des Finances.

Les rentrées et autres crédits de $25 millions ($30 millions en 1986) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé, tandis que les paiements et autres débits de $855 millions ($526 millions en 1986) sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $77 millions ($133 millions en 1986), internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

Fonds de réassurance-récolte

Ce Fonds, établi en vertu de l'article 5(1) de la Loi sur l'assurance-récolte, assure les provinces participantes pour les frais subis par elles relativement à l'administration de divers régimes d'assurance des récoltes.

Les recettes du Fonds proviennent de deniers versés par les provinces aux fins de réassurance et les dépenses du Fonds proviennent de versements aux provinces aux termes des accords de réassurance.

Les rentrées et autres crédits de $54 millions ($48 millions en 1986) sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé, tandis que les paiements et autres débits de $287 millions ($98 millions en 1986) sont inscrits comme des dépenses.

Comptes de stabilisation des produits agricoles

Le but de ces comptes est de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché au moyen de la stabilisation des prix. Les primes sont partagées également entre le gouvernement du Canada, les gouvernements des provinces participantes et les producteurs participants. Ces primes devraient correspondre au total versé dans le temps. Il y a quatre comptes actifs comme suit:

a) porcs;
b) abattage de bovins;
c) veaux d'engraissement; et,
d) agneaux.

Ces comptes ont été établis dans les comptes du Canada en 1986-87, conformément à l'article 10.2 de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Les rentrées et autres crédits de $47 millions sont inscrits comme des recettes à l'état des recettes et dépenses et du déficit accumulé, tandis que les paiements et autres débits de $4 millions sont inscrits comme des dépenses.

Les rentrées et autres crédits de $27 millions, internes aux opérations du gouvernement, ont été annulés afin de présenter seulement les opérations avec les tiers.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du déficit pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 28 août 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF ET DÉFICIT	1986	1985
Solde du compte auprès du Receveur général du Canada	48,961	23,947	Mandats non encaissés	220,675	114,008
Montants à recevoir des prestataires (note 4)	126,682	125,179	Retenues d'impôt sur les mandats	112,137	76,508
Montants à recevoir du Canada (notes 3 et 5)		84,563	Montants à payer au Canada (note 5)	85,580	
			Avances du Canada (note 6)	3,549,224	4,487,779
				3,967,616	4,678,295
			Déficit (note 3)	3,791,973	4,444,606
	175,643	233,689		175,643	233,689

Approuvé par la Commission:

Le Directeur exécutif, Finances et administration
PAUL GAUVIN

Le Président
GAETAN LUSSIER

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Cotisations	9,615,637	8,752,844
Pénalités	15,855	13,500
	9,631,492	8,766,344
Dépenses		
Prestations (note 7 et tableau)	10,393,518	10,117,876
Administration	927,687	902,286
Intérêts sur les avances du Canada et sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	463,245	521,620
Créances douteuses	8,411	11,878
	11,792,861	11,553,660
Excédent des dépenses sur les revenus avant la part du gouvernement dans les dépenses de prestations	2,161,369	2,787,316
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (note 3 et tableau)	2,814,002	2,888,372
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice (note 3)	652,633	101,056
Déficit au début de l'exercice	4,444,606	4,545,662
Déficit à la fin de l'exercice (note 3)	3,791,973	4,444,606

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Pouvoir et objectif

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, un établissement public mentionné à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, administre la Loi de 1971 sur l'asssurance-chômage, telle que modifiée. L'objectif de la Loi est d'offrir une source de revenu d'appoint temporaire et une aide aux travailleurs qui y sont admissibles. Les opérations financières liées à cet objectif font partie du Compte d'assurance-chômage.

Dans les comptes du Canada, le Compte d'assurance-chômage a été établi en vertu de l'article 131 de la Loi. Toutes les sommes reçues en vertu de la Loi sont versées au Fonds du revenu consolidé et créditées à ce Compte. Les prestations et les frais d'administration de la Loi sont payés à même le Fonds du revenu consolidé et imputés à ce Compte.

Conformément à la Partie IV de la Loi, le ministre du Revenu national a la responsabilité de percevoir les cotisations patronales et ouvrières.

2. Conventions comptables

a) Cotisations

Les cotisations sont enregistrées selon une estimation des montants à percevoir au cours de l'exercice et comprennent les rajustements entre les cotisations réelles et estimatives des exercices précédents.

b) Pénalités

Les pénalités, imposées en vertu de l'article 47 de la Loi, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Prestations

Les prestations représentent les mandats émis au cours de l'exercice, moins les versements excédentaires que la Commission a décelés au cours de l'exercice et les remboursements de prestations estimatifs à recevoir en vertu de l'article 142 de la Loi et les rajustements entre les remboursements réels et estimatifs des exercices précédents.

d) Dépenses d'administration

Les frais d'administration de la Loi sont établis par les Règlements sur l'assurance-chômage et ils sont imputés au Compte par la Commission.

e) Intérêts

Les intérêts sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada et les intérêts sur les avances du Canada sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

f) Part du gouvernement dans les dépenses de prestations

La part du gouvernement dans les dépenses de prestations est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

3. Redressement de l'exercice antérieur

La Commission a terminé une étude permettant d'estimer le montant imputé en trop à la part du gouvernement dans les dépenses de prestations, dû aux méthodes utilisées pour l'administration des relevés d'emploi des prestataires. Les montants imputés en trop ont été estimés à $73,223,000 pour 1985 et à $69,617,000 pour 1986. Aucune estimation n'a été effectuée pour les exercices précédents vu la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires et le coût impliqué.

Les états financiers comparatifs de 1985 ont été redressés en conséquence. Ainsi, la part du gouvernement dans les dépenses de prestations et l'excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 et le montant à recevoir du Canada à cette date ont été réduits de $73,223,000. Le déficit au 31 décembre 1985 a été augmenté du même montant tandis que le solde de ce compte est demeuré tel que déjà établi au 1er janvier 1985.

4. Montants à recevoir des prestataires

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Versements excédentaires de prestations et pénalités	116,335	102,973
Moins: provision pour créances douteuses	29,849	27,794
	86,486	75,[illegible]9
Remboursements estimatifs de prestations en vertu de l'article 142 de la Loi	40,196	50,000
	126,682	125,179

La dépense de créances douteuses comprend $6.4 millions (1985—$5.4 millions) de versements excédentaires et de pénalités irrécouvrables, radiés au cours de l'exercice en vertu de l'article 60(2) des Règlements.

5. Montants à recevoir du (à payer au) Canada

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Part du gouvernement dans les dépenses de prestations (note 3)	(64,647)	(45,933)
Cotisations	3,781	132,929
Intérêt sur le solde du compte auprès du Receveur général du Canada	170	1,156
Dépenses d'administration	(24,956)	(3,702)
Recouvrement de prestations	114	142
Autre élément	(42)	(29)
	(85,580)	84,563

6. Avances du Canada

Les avances du Canada sont effectuées en vertu de l'article 137 de la Loi et du Règlement sur les avances consenties au Compte d'assurance-chômage, au moyen de billets à ordre portant un intérêt annuel composé semi-annuellement à des taux variant de 9.125% à 12.00%. Le solde au 31 décembre se compose comme suit :

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Principal remboursable en		
1986		1,308,000
1987	2,749,000	2,749,000
1988	342,000	
	3,091,000	4,057,000
Intérêts courus	458,224	430,779
	3,549,224	4,487,779

7. Versements excédentaires et sous-payés de prestations

Le grand nombre de prestataires qui doivent faire l'objet d'un contrôle et l'exigence d'un service prompt nécessitent des procédés sélectifs plutôt qu'universels de contrôle interne et par conséquent occasionnent la vérification des demandes de prestations principalement après que les bénéficiaires ont commencé à recevoir des prestations.

C'est pourquoi, il y a des versements excédentaires et des sous-payés de prestations que la Commission évalue à $316 millions ($270 millions en 1985) et $123 millions ($109 millions en 1985) respectivement. Ces sommes sont comprises dans les dépenses de prestations de l'exercice.

8. Éventualités

Dans le cours normal des opérations du Compte d'assurance-chômage, divers appels contre ou par la Commission sont actuellement en cours. De l'avis de la Direction, le dénouement de ces appels n'aura aucune incidence importante sur les résultats du Compte d'assurance-chômage.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Le 26 juin 1987, le projet de loi C-50 a reçu l'assermentation royale. Cette loi rétroactive au 5 janvier 1986 concerne la prise en compte de la pension pour la détermination de l'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage. En vertu de cette loi, approximativement $123 millions de prestations ont été payées subséquemment au 26 juin 1987. Les paiements de prestations étant enregistrés sur une base de caisse, aucune provision n'a été établie au 31 décembre 1986.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le Compte d'assurance-chômage—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

TABLEAU DES PRESTATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
	Total	Part du gouvernement	Total	Part du gouvernement
Ordinaires	9,098,430	2,464,447	8,877,008	2,535,969
De maternité	471,839		431,268	
De formation	235,660	113,939	232,790	120,311
De maladie	236,395		215,066	
De création d'emploi	96,092	44,471	132,279	65,455
De travail partagé	21,551		25,373	
De retraite	21,859		21,108	
D'adoption	4,154		3,897	
	10,185,980	2,622,857	9,938,789	2,721,735
Aux pêcheurs	207,538	191,145	179,087	166,637
	10,393,518	2,814,002	10,117,876	2,888,372

Les articles 136 et 146 de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage prévoient que la part du gouvernement dans les dépenses de prestations doit comporter les prestations complémentaires prévues à l'article 35, aux paragraphes 38(8) et 39(3) ainsi que les prestations payées aux pêcheurs au net des cotisations perçues de ces derniers et de leurs employeurs désignés.

Les prestations complémentaires en vertu de l'article 35 de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui ont épuisé leurs prestations initiales (et leurs prestations complémentaires en raison de la catégorie, lorsqu'ils y avaient droit) et qui résident dans une région où le taux de chômage dépasse quatre pour cent.

Les prestations complémentaires payées en vertu des paragraphes 38(8) et 39(3) de la Loi représentent des prestations versées aux prestataires qui participent à des projets de création d'emploi ou qui suivent des cours de formation et qui n'ont pas droit à un nombre suffisant de prestations hebdomadaires pour toute la durée du projet ou du cours, plus un maximum de trois prestations hebdomadaires supplémentaires après la fin des projets ou des cours.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1986-87

Prêts, dotations en capital et avances

SOMMAIRE

	Page
Sociétés de la Couronne	8.4
Institutions de crédit	8.4
Autres	8.8
États financiers sommaires des sociétés de la Couronne	8.18
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne	8.24
Emprunts effectués par les sociétés de la Couronne	8.25
Échéance des emprunts des sociétés de la Couronne	8.25
Passif éventuel des sociétés de la Couronne	8.26
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires	8.27
Autres—	
Administrations provinciales et territoriales	8.28
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	8.34
Organismes internationaux	8.38
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	8.42
Entreprises mixtes et en coparticipation	8.43
Divers	8.47
Provision pour évaluation	8.56
État supplémentaire—	
Intérêt non perçu enregistré	8.57

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

Les prêts, dotations en capital et avances forment une catégorie d'éléments d'actif représentant les créances acquises et les titres de participation détenus par le gouvernement du Canada, obtenus par l'emploi de crédits parlementaires. Certains crédits permettent d'utiliser les remboursements pour des prêts et avances supplémentaires. Plusieurs crédits ne s'annulent pas, ce qui permet aux soldes non utilisés d'être reportés d'exercice en exercice. On retrouve aux sections ministérielles du volume II (partie I), les précisions à l'égard de l'emploi des crédits non budgétaires pour les prêts, dotations en capital et avances.

Les prêts, dotations en capital et avances sont enregistrés au coût et font l'objet d'une évaluation afin d'estimer les pertes sur les réalisations. Les opérations de change sont converties et comptabilisées en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les prêts, dotations en capital et avances qui proviennent de ces opérations de change sont, à la fin de l'exercice, convertis au cours du change en vigueur à cette date. Les gains nets sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change, tandis que les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

La provision constituée pour refléter les pertes prévues sur la réalisation de créances détenues par le gouvernement a été autorisée par le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, en vertu de l'article 54(2)b) de la Loi sur l'administration financière.

Les recettes encaissées au cours de l'exercice sur les prêts, dotations en capital et avances sont créditées aux produits de placements; plus de précisions sont présentées à la section 11 du volume II (partie II). Conformément aux conventions comptables établies, les intérêts courus et les intérêts échus et impayés ne sont pas déclarés aux recettes. Le tableau 8.19 donne des précisions sur l'intérêt non perçu enregistré.

Les opérations et les soldes de fin d'exercice concernant les prêts, dotations en capital et avances sont présentés comme suit:

—sociétés de la Couronne;

—administrations provinciales et territoriales;

—gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement;

—organismes internationaux;

—avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants;

—entreprises mixtes et en coparticipation; et,

—divers.

Les opérations ainsi que les soldes sont résumés davantage dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 8.1

PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette	
					1987	1986
	$	$	$	$	$	$
Sociétés de la Couronne—						
Institutions de crédit, tableau 8.2—						
Banque fédérale de développement	438,000,000	93,000,000		345,000,000	- 93,000,000	- 119,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,664,994,947	447,510,210	193,900,000	9,411,384,737	- 253,610,210	- 194,707,444
Société d'assurance-dépôts du Canada	935,000,000	282,835,618	551,000,000	1,203,164,382	268,164,382	895,000,000
Société du crédit agricole	4,113,993,637	591,154,858		3,522,838,779	- 591,154,858	- 214,368,398
Société pour l'expansion des exportations	825,991,600	48,991,600		777,000,000	- 48,991,600	- 63,720,054
	15,977,980,184	*1,463,492,286*	*744,900,000*	*15,259,387,898*	*- 718,592,286*	*303,204,104*
Autres sociétés de la Couronne, tableau 8.3—						
Air Canada	525,106,762	20,508,877		504,597,885	- 20,508,877	- 31,581,502
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,844,599,806	351,111,331		2,493,488,475	- 351,111,331	- 8,861,078
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			395,658,315		
Énergie atomique du Canada, Limitée	727,984,283	18,395,550		709,588,733	- 18,395,550	- 67,100,805
Petro-Canada	4,299,126,174			4,299,126,174		
Autres	1,539,280,720	972,016,869	1,157,359,395	1,724,623,246	185,342,526	- 107,163,947
	10,331,756,060	*1,362,032,627*	*1,157,359,395*	*10,127,082,828*	*- 204,673,232*	*- 214,707,332*
Moins: provision pour évaluation	3,700,000,000	100,000,000		3,800,000,000	100,000,000	- 100,000,000
Total des sociétés de la Couronne	22,609,736,244	2,925,524,913	1,902,259,395	21,586,470,726	- 1,023,265,518	188,496,772
Autres prêts, dotations en capital et avances—						
Administrations provinciales et territoriales, tableau 8.12	1,036,811,262	91,420,949	2,352,000	947,742,313	- 89,068,949	- 109,985,844
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement, tableau 8.13	4,528,924,116	238,795,629	114,445,153	4,404,573,640	- 124,350,476	141,985,069
Organismes internationaux, tableau 8.14	4,293,856,081	352,662,068	601,053,238	4,542,247,251	248,391,170	566,746,195
Moins: effets à payer, tableau 8.14	1,542,956,880	582,095,984	288,103,610	1,836,949,254	293,992,374	347,277,430
	2,750,899,201	*934,758,052*	*889,156,848*	*2,705,297,997*	*- 45,601,204*	*219,468,765*
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, non compris les provisions pour prestations conditionnelles, tableau 8.16	161,027,865	35,842,001	9,404,159	134,590,023	- 26,437,842	- 31,334,898
Entreprises mixtes et en coparticipation, tableau 8.17	664,424,600	232,331,086	15,240,000	447,333,514	- 217,091,086	93,595,000
Divers, tableau 8.18	623,370,020	1,086,822,984	1,126,654,878	663,201,914	39,831,894	- 143,039,292
	9,765,457,064	*2,619,970,701*	*2,157,253,038*	*9,302,739,401*	*- 462,717,663*	*170,688,800*
Moins: provision pour évaluation	6,000,000,000		100,000,000	5,900,000,000	- 100,000,000	400,000,000
Total des autres prêts, dotations en capital et avances	3,765,457,064	2,619,970,701	2,257,253,038	3,402,739,401	- 362,717,663	- 229,311,200
Total	26,375,193,308	5,545,495,614	4,159,512,433	24,989,210,127	- 1,385,983,181	- 40,814,428

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Les prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne représentent le solde des créances du gouvernement envers des sociétés relativement au fonds de roulement, aux dépenses en capital et autres; de la participation au capital-actions des sociétés; et des prêts et avances aux sociétés aux fins d'autres prêts.

Une société de la Couronne représente une société d'État mère ou une filiale en propriété exclusive; une société d'État mère est une personne morale appartenant directement à cent pour cent à Sa Majesté; une filiale en propriété exclusive est une personne morale appartenant exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient exclusivement, même indirectement, à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Celles-ci incluent les sociétés énumérées dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, la Banque du Canada, le Conseil des Arts du Canada, la Société Radio-Canada, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, la Commission canadienne du Blé, le Centre de recherches pour le développement international et la Corporation du Centre national des Arts.

Une société de la Couronne signifie une société qui, en dernier lieu, doit rendre compte au Parlement, par l'intermédiaire d'un ministre de la Couronne, de la conduite de ses affaires. La majorité des sociétés de la Couronne énumérées aux annexes de la Loi sur l'administration financière sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada. Ce statut est accordé selon une des façons suivantes:

i) désignation par le Parlement, par suite d'une loi spéciale de constitution;
ii) autorisation législative; et,
iii) proclamation selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État.

Les états financiers des sociétés d'État mères sont présentés dans le volume III des Comptes publics. Les états financiers relatifs aux filiales en propriété exclusive des sociétés de la Couronne sont aussi compris dans le volume III lorsque les comptes de celles-ci ne sont pas consolidés avec ceux de la société mère. Ces états financiers sont annexés à ceux de la société d'État mère afférente.

Institutions de crédit

Le tableau 8.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés de la Couronne qui s'occupent principalement d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 8.2

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—INSTITUTIONS DE CRÉDIT

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Banque fédérale de développement—						
Capital versé	294,000,000			294,000,000		
Prêts	144,000,000	93,000,000		51,000,000	- 93,000,000	- 119,000,000
	438,000,000	*93,000,000*		*345,000,000*	*- 93,000,000*	*- 119,000,000*
Société canadienne d'hypothèques et de logement—						
Capital-actions	25,000,000			25,000,000		
Habitation	6,411,221,690	270,452,112	74,300,000	6,215,069,578	- 196,152,112	- 86,181,506
Immeubles	74,575,879	12,158,282	31,500,000	93,917,597	19,341,718	10,339,526
Projets paritaires	1,386,987,498	59,125,746	79,200,000	1,407,061,752	20,074,254	7,512,361
Programme de rénovation urbaine	21,710,107	3,083,130		18,626,977	- 3,083,130	3,783,901
Projets d'habitations pour étudiants	372,316,386	4,418,117		367,898,269	- 4,418,117	4,151,296
Épuration des eaux-vannes	1,068,539,462	35,058,335	8,900,000	1,042,381,127	- 26,158,335	25,538,875
Aide aux propriétaires	304,643,925	63,214,488		241,429,437	- 63,214,488	77,879,031
	9,664,994,947	*447,510,210*	*193,900,000*	*9,411,384,737*	*- 253,610,210*	*194,707,444*
Société d'assurance-dépôts du Canada	935,000,000	282,835,618	551,000,000	1,203,164,382	268,164,382	895,000,000
Société du crédit agricole—						
Capital d'apport	218,333,000			218,333,000		
Effets	3,886,488,304	588,012,525		3,298,475,779	- 588,012,525	- 213,022,303
Caisse des prêts aux syndicats agricoles	9,172,333	3,142,333		6,030,000	- 3,142,333	1,346,095
	4,113,993,637	*591,154,858*		*3,522,838,779*	*- 591,154,858*	*- 214,368,398*
Société pour l'expansion des exportations—						
Capital-actions	697,000,000			697,000,000		9,000,000
Prêts	128,991,600	48,991,600		80,000,000	- 48,991,600	72,720,054
	825,991,600	*48,991,600*		*777,000,000*	*- 48,991,600*	*63,720,054*
Total	15,977,980,184	1,463,492,286	744,900,000	15,259,387,898	- 718,592,286	303,204,104

Banque fédérale de développement

La Société a été établie par la Loi sur la Banque fédérale de développement, dans le but de promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils, et des services accessoires à ces diverses fonctions.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $54.9 millions à même les crédits budgétaires.

Capital versé

Le versement de capital du gouvernement dans la Société est autorisé selon les dispositions des articles 28 et 52 de la Loi sur la Banque fédérale de développement.

Prêts

L'article 30 de la Loi sur la Banque fédérale de développement a autorisé l'affectation de prêts à la Société, pour permettre à celle-ci d'atteindre ses objectifs.

Les prêts portent intérêt à des taux de 10% à 10.125% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 9 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 1er août 1988.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $10.2 millions au gouvernement.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, afin de promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes, l'amélioration des conditions de vie et de logement au Canada, et de promouvoir l'aménagement de communautés en assurant des installations d'infrastructure.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $1,454.3 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $841.5 millions et a viré des bénéfices de $24.5 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 17 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Habitation

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu des articles suivants de la Loi nationale sur l'habitation:

a) Article 14.1—pour projets d'habitations à loyer sur la garantie d'une première hypothèque, et pour vendre ou acheter des prêts effectués sur des projets d'habitations à loyer;

b) Article 15— à toute personne en vue d'aider
- i) à la construction, l'achat ou l'amélioration d'un projet d'habitations à bas loyer;
- ii) à l'achat d'immeubles existants, avec le terrain sur lequel ils sont situés, et à leur transformation en un projet d'habitations à bas loyer; ou,
- iii) à la transformation d'immeubles existants en un projet d'habitations à bas loyer;

c) Article 27.5—aux municipalités et aux quartiers choisis pour l'amélioration de locaux dans le quartier à l'égard duquel la contribution est versée;

d) Article 34.1—
- i) au propriétaire d'un logement familial ou de facilités de logement du type foyer ou pension aux fins d'aider à leur réparation, leur remise en état ou leur amélioration; ou,
- ii) à une corporation sans but lucratif, aux fins d'aider à la transformation d'un immeuble résidentiel existant, que possède cette corporation, en un immeuble offrant un nombre différent de logements familiaux, des facilités de logement du type foyer ou pension, ou un nombre différent de lits, du type foyer ou pension;

e) Article 34.18—à des coopératives afin d'aider à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations;

f) Article 37.1—à toute personne qui désire entreprendre un projet
- i) pour des particuliers ou des familles à faible revenu; ou,
- ii) pour répondre aux besoins de particuliers découlant de l'âge, d'une infirmité ou d'une autre incapacité;

g) Article 42—aux provinces, municipalités ou offices du logement public en vue de faciliter l'acquisition et l'équipement de terrains à des fins d'habitation;

h) Article 43—à une province, une municipalité ou un office du logement public pour la construction ou l'acquisition d'un projet de logement public;

i) Article 58—à une personne qui ne peut obtenir un prêt d'un prêteur agréé en vue de la construction d'une maison ou d'un projet d'habitations; et,

j) Article 59—aux Indiens en vue d'aider à l'achat, l'amélioration ou la construction de projets d'habitations sur les réserves indiennes.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires ont été autorisées par le crédit L25 du Travail, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1986-87.

Les avances portent intérêt à des taux de 3.5% à 17.625% par année, et sont remboursables sur des périodes s'échelonnant de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1997 et le 31 décembre 2035.

Immeubles

L'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances afin: *a*) d'acquérir des terrains ou des projets d'habitations par achat, bail ou autrement; *b*) d'installer des services sur les terrains acquis et d'apporter des améliorations auxdits terrains ou à leur égard, et les mettre en valeur et les aménager aux fins de logement; *c*) de construire, transformer ou améliorer des projets d'habitations; et, *d*) d'acquérir des matériaux et accessoires de construction ainsi que d'autres biens meubles qui seront utilisés relativement à des projets d'habitations.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires ont été autorisées par le crédit L20 du Travail, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1986-87.

Les avances portent intérêt à des taux de 4.457% à 16.157% par année, et sont remboursables sur une période de 50 ans, avec le versement final le 30 septembre 2036.

Projets paritaires

L'article 40 de la Loi nationale sur l'habitation autorise des avances pour permettre d'entreprendre des projets de concert avec le gouvernement d'une province ou tout organisme de celui-ci, pour *a*) l'acquisition et l'aménagement de terrains à des fins d'habitation ou à toute fin afférente; *b*) la construction de projets d'habitations ou de facilités de logement du type foyer ou pension en vue de la vente ou de la location; et, *c*) l'acquisition, l'amélioration et la transformation de bâtiments existants en vue d'en faire un projet d'habitations ou des facilités de logement du type foyer ou pension.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 17.96% par année, et sont remboursables sur des périodes de 25 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2005 et le 30 septembre 2036.

Programme de rénovation urbaine

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 25 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou une municipalité, pour l'aider à exécuter un programme de rénovation urbaine.

Les avances portent intérêt à des taux de 5.81% à 8.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 juin 1987 et le 30 juin 1999.

Projets d'habitations pour étudiants

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 47 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province ou un organisme provincial, à une municipalité ou un organisme municipal, à un hôpital, une commission scolaire, une université, un collège, une association coopérative ou une corporation de charité, pour aider *a*) à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un projet d'habitations pour étudiants; *b*) à l'acquisition de bâtiments existants et leur transformation en projet d'habitations pour étudiants; ou, *c*) à la transformation de bâtiments existants en projet d'habitations pour étudiants.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.054% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 mars 2030.

Épuration des eaux-vannes

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 51 de la Loi nationale sur l'habitation, à une province, à une municipalité ou à une régie municipale d'égouts, pour faciliter l'aménagement ou l'agrandissement d'un projet de traitement des eaux d'égout, et la construction d'un réseau de collecteurs d'égouts pluviaux.

Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 10.376% par année, et sont remboursables sur des périodes de 18 à 50 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1993 et le 31 décembre 2030.

Aide aux propriétaires

Des avances ont été accordées afin de permettre à la Société de consentir des prêts en vertu de l'article 34.15 de la Loi nationale sur l'habitation, pour encourager *a*) la construction d'une maison ou d'une unité en copropriété par une personne ou par le constructeur qui a l'intention de la vendre à une personne, le propriétaire admissible ou l'acquéreur admissible ayant l'intention d'occuper la maison, un logement dans celle-ci, ou l'unité en copropriété lui appartenant; ou, *b*) l'acquisition d'une maison ou d'une unité en copropriété par un propriétaire admissible éventuel.

Les avances portent intérêt à des taux de 7.625% à 9.618% par année, et sont remboursables sur des périodes de 20 à 50 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 30 juin 2003.

Société d'assurance-dépôts du Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, afin de fournir de l'assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des institutions fédérales membres et des institutions provinciales approuvées.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 37 de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada prévoit que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut déterminer le gouverneur en conseil. L'ensemble de tels prêts autorisés à être en circulation en tout temps est de $1,500,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.75% à 9% par année, et sont remboursables entre le 25 septembre 1987 et le 16 mars 1988.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $79.9 millions au gouvernement.

Société du crédit agricole

La Société a été établie par la Loi sur le crédit agricole, dans le but d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles stables en leur fournissant du crédit à long terme.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $5 millions à même les crédits budgétaires.

Capital d'apport

L'apport en capital du gouvernement dans la Société est autorisé par l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole.

Le montant total autorisé ne doit pas excéder $225,000,000.

Effets

Ces effets provisoires, émis au ministre des Finances à l'égard des prêts effectués conformément à l'article 13 de la Loi, accordent des fonds à la Société afin qu'elle puisse consentir des prêts aux agriculteurs. Le montant global des prêts en circulation en tout temps ne doit pas dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 9% à 12.25% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1997 et le 1er juillet 2003, $823,416,555;

b) remboursables sur une période de 20 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 9% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1989 et le 1er juillet 1999, $1,456,630,399;

c) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 11.25% à 11.625% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1993 et le 1er juillet 1994, $542,846,939;

d) remboursables sur une période de 4 ans, portant intérêt à des taux de 10.75% à 11% par année, avec le versement final le 1er juillet 1989, $435,898,160; et,

e) remboursables sur une période de 5 ans, portant intérêt au taux de 10.375% par année, avec le versement final le 1er juillet 1991, $39,683,726.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $370.7 millions au gouvernement.

Caisse des prêts aux syndicats agricoles

Des avances ont été accordées par le ministre des Finances, conformément à l'article 8 de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, afin de permettre à la Société de consentir des prêts. L'article 3(1) de la Loi permet à la Société de consentir des prêts à un syndicat agricole pour:

a) l'achat de machines agricoles;

b) l'achat, la construction ou l'amélioration des bâtiments; ou,

c) l'achat ou l'amélioration des terrains sur lesquels des bâtiments sont ou doivent être construits, lorsque ceux-ci servent principalement aux opérations d'agriculture du syndicat ou de ses membres.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $25,000,000.

Les modalités des avances, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 5 ans, portant intérêt à des taux de 11% à 16.5% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1987 et le 1er juillet 1989, $2,530,000; et,

b) remboursables sur une période de 7 ans, portant intérêt à des taux de 9.375% à 10.75% par année, avec des versements finals entre le 1er juillet 1992 et le 1er juillet 1993, $3,500,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1 million au gouvernement.

Société pour l'expansion des exportations

La Société a été établie par la Loi sur l'expansion des exportations, afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation au moyen de prêts, d'assurances, de garanties et d'autres mesures financières.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées selon les dispositions de l'article 11 de la Loi sur l'expansion des exportations.

Prêts

Les prêts consentis à la Société sont autorisés par les articles 12 et 13 de la Loi sur l'expansion des exportations. En conformité de l'article 12, la Société peut emprunter des fonds de toute manière, de sources publiques ou privées, notamment par l'émission et la vente d'obligations, de débentures, de billets ou autres titres de créance de la Société. Conformément à l'article 13, des prêts peuvent être effectués à la Société, à même le Fonds du revenu consolidé, selon les modalités fixées par le ministre des Finances.

L'article 14 limite les emprunts non remboursés de la Société faits en application des articles 12 et 13 à un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant au capital payé de la Société le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière, qui ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

Aux fins de la Loi sur l'expansion des exportations, l'article 31 autorise également le gouvernement du Canada à consentir des prêts, par l'intermédiaire de la Société. Ces prêts sont administrés par la Société au nom du gouvernement et sont inscrits plus loin dans cette section sous les rubriques «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement» et «Divers prêts, dotations en capital et avances».

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.25% à 8.5% par année, et sont remboursables entre le 15 juillet 1987 et le 15 octobre 1988.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $8.6 millions au gouvernement.

Autres sociétés de la Couronne

Au tableau 8.3 figure un sommaire des soldes et des opérations des divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés aux sociétés de la Couronne qui ne s'occupent pas d'octroyer une aide financière.

TABLEAU 8.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Air Canada—						
Capital-actions	329,009,000			329,009,000		
Prêt consolidé	196,097,762	20,508,877		175,588,885	- 20,508,877	- 19,100,430
Compte sans opérations courantes						- 12,481,072
	525,106,762	*20,508,877*		*504,597,885*	*- 20,508,877*	*- 31,581,502*
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—						
Capital-actions	2,625,877,732	327,558,000		2,298,319,732	- 327,558,000	
Prêt consolidé	204,718,162	9,549,419		195,168,743	- 9,549,419	- 8,765,647
Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement	14,003,912	14,003,912			- 14,003,912	- 70,923
Compte sans opérations courantes						- 24,508
	2,844,599,806	*351,111,331*		*2,493,488,475*	*- 351,111,331*	*- 8,861,078*
Corporation de développement des investissements du Canada	395,658,315			395,658,315		
Canadair Limitée[1]						
Eldorado Nucléaire Limitée						
	395,658,315			*395,658,315*		
Énergie atomique du Canada, Limitée—						
Capital-actions	15,000,000			15,000,000		
Capital d'apport	149,159,473			149,159,473		
Habitation	5,018,899	509,916		4,508,983	- 509,916	- 512,972
Usine d'eau lourde de Bruce	96,618,613	11,400,339		85,218,274	- 11,400,339	- 10,572,150
Division des produits commerciaux	2,361,349	523,197		1,838,152	- 523,197	- 488,434
Centrale nucléaire de Gentilly II	147,477,636	2,012,959		145,464,677	- 2,012,959	- 1,840,164
Stock d'eau lourde	19,500,000			19,500,000		- 50,000,000
Centrale nucléaire de Lepreau	292,728,239	3,829,065		288,899,174	- 3,829,065	- 3,490,284
Bureau des services techniques de Sheridan Park	120,074	120,074			- 120,074	- 196,801
	727,984,283	*18,395,550*		*709,588,733*	*- 18,395,550*	*- 67,100,805*
Petro-Canada—						
Capital-actions—Ordinaires	3,326,354,321			3,326,354,321		
Privilégiées	972,771,853			972,771,853		
	4,299,126,174			*4,299,126,174*		
	8,792,475,340	390,015,758		8,402,459,582	- 390,015,758	- 107,543,385

TABLEAU 8.3

AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—*Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Autres						
Banque du Canada	5,920,000			5,920,000		
Société canadienne des ports	84,971,205	65,498,058		19,473,147	65,498,058	- 2,678,473
Administration du pont du port de Saint John	14,205,727	108,203		14,097,524	- 108,203	- 101,187
	99,176,932	*65,606,261*		*33,570,671*	*- 65,606,261*	*- 2,779,660*
Arsenaux canadiens Limitée, Les	3,500,000	3,500,000			- 3,500,000	
Société Radio-Canada	33,000,000			33,000,000		
Corporation commerciale canadienne	10,000,000			10,000,000		
Commission canadienne du lait	65,827,200	338,457,200	323,740,000	51,110,000	- 14,717,200	- 50,794,800
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	6,313,935			6,313,935		
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd						
Capital-actions	976			976		
Avances	324,024			324,024		
	325,000			*325,000*		
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	296,199			296,199		
Office canadien du poisson salé	17,422,500	392,172,500	398,750,000	24,000,000	6,577,500	5,087,500
Société de développement du Cap-Breton	2,643,419	4,000,000	8,378,797	7,022,216	4,378,797	- 10,798,825
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	18,152,589	44,152,589	29,000,000	3,000,000	- 15,152,589	2,142,384
Société du port de Halifax	32,336,762	2,381,000		29,955,762	- 2,381,000	6,781,000
Marine Atlantique S.C.C.			327,558,000	327,558,000	327,558,000	
Associés Mingan, Ltée, Les						
Société du port de Montréal	141,045,972	339,365		140,706,607	- 339,365	- 319,402
Commission de la Capitale nationale						- 26,308,948
Commission d'énergie du Nord canadien—						
Prêts	227,058,037	14,366,335	11,600,000	224,291,702	- 2,766,335	3,647,408
Moins montant à imputer aux prêts concernant le Yukon en 1987-88		95,000,000		95,000,000	95,000,000	
	227,058,037	*109,366,335*	*11,600,000*	*129,291,702*	*- 97,766,335*	*3,647,408*
Avances	50,000			50,000		
Fonds de roulement	7,500,000	7,500,000			- 7,500,000	
	234,608,037	*116,866,335*	*11,600,000*	*129,341,702*	*- 105,266,335*	*3,647,408*
Pêcheries Canada Inc	31,499,900			31,499,900		
Société du port de Prince Rupert	27,084,979			27,084,979		
Monnaie royale canadienne	30,341,357	3,128,735		27,212,622	- 3,128,735	18,240,767
Société du port de Saint John			58,332,598	58,332,598	58,332,598	
Société du port de St John's	1,566,437	51,983		1,514,454	- 51,983	1,566,437
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	624,950,000			624,950,000		
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	59,752,867			59,752,867		
	684,702,867			*684,702,867*		
Téléglobe Canada	3,216,252	1,188,381		2,027,871	- 1,188,381	- 1,361,724
Société du port de Vancouver, La	81,000,383	172,520		80,827,863	- 172,520	- 160,484
VIA Rail Canada Inc	9,300,000			9,300,000		
Comptes sans opérations courantes						- 52,105,600
	1,539,280,720	972,016,869	1,157,359,395	1,724,623,246	185,342,526	- 107,163,947
Total	10,331,756,060	1,362,032,627	1,157,359,395	10,127,082,828	- 204,673,232	- 214,707,332

(1) Ce compte est maintenant déclaré dans le tableau 8.18.

Air Canada

La Société a été établie par la Loi d'Air Canada, afin d'assurer des services aériens réguliers, domestiques et internationaux à l'Amérique du Nord, aux Îles Britanniques, à l'Europe continentale et aux Antilles.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $13.8 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 7.243% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 13 avril 1993.

Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

La Société a été établie par la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, en vue d'établir, d'exploiter et de gérer un réseau ferroviaire national.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $10.4 millions à même les crédits budgétaires.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, la propriété de Marine Atlantique S.C.C. (auparavant CN Marine Inc) fut transférée de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada au gouvernement du Canada en vertu de la Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. Par suite de ce transfert, les 655,116 actions ordinaires sans valeur nominale, évaluées à $327,558,000, ont été transférées de ce compte à celui de Marine Atlantique S.C.C.

Prêt consolidé

Le prêt porte intérêt au taux de 8.75% par année, et est remboursable en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $17.7 millions au gouvernement.

Chemins de fer du gouvernement canadien—Fonds de roulement

Des avances étaient consenties aux fins de fonds de roulement.

Au cours de l'exercice, les avances ont été entièrement remboursées.

Corporation de développement des investissements du Canada

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin:

a) d'aider à la création ou au développement d'entreprises, de ressources, de biens et d'industries du Canada;

b) d'augmenter, d'élargir et de développer, pour les Canadiens, les possibilités de participation au développement économique du Canada, en utilisant leurs compétences et leurs capitaux;

c) d'investir dans les actions ou valeurs de toute corporation qui est propriétaire de biens au Canada ou qui fait des affaires se rattachant aux intérêts économiques du Canada;

d) d'investir dans des initiatives ou entreprises qui profiteront vraisemblablement au Canada, entre autres choses par l'acquisition de biens; et,

e) d'exercer les activités au mieux des intérêts du Canada, agissant ainsi d'une façon commerciale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État (privatisation), et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Le 23 décembre 1986, la Corporation de développement des investissements du Canada a vendu sa participation dans Canadair Limitée à Bombardier Canadair Inc («Bombardier»).

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Le solde du compte représente la valeur de 100 actions ordinaires de la Société sans valeur nominale.

Eldorado Nucléaire Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, pour subvenir à l'exploitation minière et au raffinage d'uranium, et à la production de combustibles nucléaires au Canada. La Société est une filiale à cent pour cent de la Corporation de développement des investissements du Canada.

L'intérêt échu mais non perçu, s'élevant à $10,093,433 au 31 mars 1987, a été enregistré dans les comptes du Canada au cours des exercices précédents en le débitant à un compte de prêts et en le créditant à un compte d'intérêt non perçu (voir le tableau 8.19 de cette section). Puisque la convention du gouvernement est de comptabiliser les recettes seulement lorsque perçues, cet intérêt non perçu a été déduit du compte de prêts afin de présenter celui-ci sur une base nette.

Énergie atomique du Canada, Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin de promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $217.6 millions à même les crédits budgétaires. Elle a versé des intérêts de $63 millions au gouvernement.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Capital d'apport

La contribution du gouvernement dans le capital de la Société est inscrite à ce compte.

Habitation

Des prêts ont été consentis pour financer la construction d'habitations à proximité de l'Établissement de recherche nucléaire de Whiteshell.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.375% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 30 novembre 1987 et le 30 juin 2003.

Usine d'eau lourde de Bruce

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction de l'usine d'eau lourde de Bruce à Douglas Point, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 17 ans, avec le versement final le 31 décembre 1992.

Division des produits commerciaux

Des prêts ont été consentis afin de financer la construction d'aménagements manufacturiers et d'un laboratoire à South March, Ontario.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 7.625% par année, et sont remboursables en versements mensuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mai 1988 et le 30 septembre 1992.

Centrale nucléaire de Gentilly II

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la centrale nucléaire CANDU-PHW 600 à Gentilly, selon un accord conclu avec la province de Québec et l'Hydro-Québec.

Le prêt, consolidé en 1983-84, porte intérêt au taux de 9.18% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 7 avril 2008.

Stock d'eau lourde

Des prêts ont été consentis en vue de financer la production et l'achat d'eau lourde aux fins de location ou de revente à des utilisateurs canadiens et étrangers.

Les prêts portent intérêt au taux de 10% par année, et sont remboursables à la fin d'une période de 10 ans, avec le remboursement final le 1er janvier 1988.

Centrale nucléaire de Lepreau

Des prêts ont été consentis pour financer une partie de la construction de la Centrale nucléaire de Lepreau.

Le prêt, consolidé en 1980-81, porte intérêt au taux de 9.706% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er avril 2008.

Bureau des services techniques de Sheridan Park

Des prêts étaient consentis pour financer la construction d'installations de bureau.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Petro-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la Société Petro-Canada, afin de s'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; de s'adonner aux opérations connexes ou d'y investir.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $28.6 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont autorisées par les articles 5, 22, 24.1 et 25 de la Loi sur la Société Petro-Canada.

Banque du Canada

La Banque du Canada a été établie par la Loi sur la Banque du Canada, pour réglementer le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation, pour contrôler et protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire nationale et pour mitiger, par son influence, les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre, autant que possible dans le cadre de l'activité monétaire, et généralement pour favoriser la prospérité économique et financière du Canada.

La Banque n'est pas mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Finances.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Banque sont autorisées en vertu de l'article 17 de la Loi sur la Banque du Canada. Une somme de $5,000,000 représente la valeur au pair de 100,000 actions, et le solde de $920,000 représente la prime payée relativement à l'achat, en 1938, des actions détenues par le public.

Au cours de l'exercice, la Banque a versé des bénéfices de $1,936.5 millions au gouvernement.

Société canadienne des ports

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, pour administrer, gérer et régir les ports canadiens, et tous ports, ouvrages ou biens du Canada transférés par le gouverneur en conseil.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $13 millions à même les crédits budgétaires.

En vertu de l'autorisation de la Loi sur la Société canadienne des ports, des prêts sont consentis afin de financer les dépenses en capital des divers ports qui sont de la compétence de la Société canadienne des ports. Un sommaire des soldes et opérations des prêts effectués à divers ports suit:

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Belledune	2,168,321	41,456		2,126,865
Sept-Îles	2,977,437			2,977,437
Churchill	13,693,573			13,693,573
Saint John, N-B	65,432,966	65,432,966		
Chicoutimi	698,908	23,636		675,272
	84,971,205	65,498,058		19,473,147

À compter du 31 décembre 1986, le port de Saint John a été établi comme une société de port locale ayant pour nom la Société du port de Saint John. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir concernant ce port ont été transférés à la nouvelle Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $17,841,447; et,

b) portant intérêt à des taux de 6.44% à 9.09% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals le 31 décembre 2000, $1,631,700.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $3.4 millions et des dividendes de $1 million au gouvernement.

Administration du pont du port de Saint John

Des prêts ont été consentis à l'Administration du pont du port de Saint John en vertu d'un pont pour véhicules traversant le port de Saint John. Un accord entre le Canada, la province du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint John et l'Administration du pont du port de Saint John, le 7 juillet 1966, demande que les obligations émises par l'Administration et acquises par la Société canadienne des ports, soient exclusivement utilisées au financement du coût total en capital du pont (voir aussi le tableau 8.18, Divers prêts, dotations en capital et avances).

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.687% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 50 à 51 ans, avec des versements finals entre le 1er janvier 2020 et le 1er janvier 2021.

Au cours de l'exercice, l'Administration a versé des intérêts de $1 million au gouvernement.

Les Arsenaux canadiens Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, dans le but de maintenir un niveau de rendement de la confection canadienne de certain matériel militaire pour les besoins de la défense canadienne et connexe aux munitions.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée. La Société a été vendue le 9 mai 1986 à SNC Defence Products Inc. Par suite de la transaction, une somme de $88,724,941 fut créditée aux recettes non fiscales.

Des avances étaient accordées à la Société aux fins de fonds de roulement.

Au cours de l'exercice, les avances ont été entièrement remboursées.

Société Radio-Canada

La Société a été établie par la Loi sur la radiodiffusion, afin d'offrir un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $855.1 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties à la Société aux fins de fonds de roulement. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $33,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à partir des sommes en main (espèces et titres négociables), lesquelles excèdent en tout temps les montants requis par la Société aux fins de fonds de roulement.

Corporation commerciale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, afin d'aider à l'expansion du commerce international, d'aider des personnes à obtenir des marchandises en dehors du Canada, et de placer des marchandises exportables.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre du Commerce extérieur, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $16.1 millions à même les crédits budgétaires.

L'article 8(1) de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne stipule que des avances n'excédant pas le montant global de $10,000,000 peuvent être mises à la disposition de la Société à titre de capital versé.

Commission canadienne du lait

La Société a été établie par la Loi sur la Commission canadienne du lait, afin d'offrir, aux producteurs efficaces de lait et de crème, l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers, un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $289.3 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts ont été consentis à la Société, pour financer le commerce fait par rapport aux produits laitiers. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $300,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 11.875% par année, et sont remboursables d'ici un an.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $6.6 millions au gouvernement.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, en vue de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté et doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Communications.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $86 millions à même les crédits budgétaires.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, pour fournir un service de transbordeur entre le Canada et les Antilles.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Des démarches ont été entreprises afin de liquider la Société et de transférer les comptes débiteurs au ministre des Finances. Cependant, à la fin de l'exercice, la dissolution n'avait pas été effectuée en raison d'implications juridiques non réglées avec la BankAmerica International (auparavant la Bank of America) et le gouvernement des États-Unis.

Capital-actions

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Avances

Les avances sont remboursables à partir des deniers recevables sur le recouvrement du versement final sur la vente des huit navires à des intérêts cubains; ce versement devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la BankAmerica International. Cependant, le United States Cuban Assets Control Regulations, entré en vigueur le 3 juillet 1963, a interdit à la BankAmerica International d'honorer le paiement de la traite. Depuis, les négociations entreprises pour obtenir un statut privilégié, en vue de recouvrer les effets à recevoir, n'ont pas été couronnées de succès. La Direction estime, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les deniers et les intérêts y afférents ne seront perçus que lorsque les règlements auront été abrogés.

Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989, et des prolongations additionnelles seront obtenues si nécessaire.

Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, dans le but de rendre accessible au public, grâce à des licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des recherches et développements financés par des fonds publics.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $478,000 à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Office canadien du poisson salé

La Société a été établie par la Loi sur le poisson salé, pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 17 de la Loi sur le poisson salé, afin d'assurer le fonctionnement de celui-ci.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $50,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables d'ici 1 an, portant intérêt au taux de 6.923% par année, avec le versement final le 9 août 1987, $23,500,000; et,

b) remboursables sur une période de 10 ans, portant intérêt à des taux de 10% à 12.375% par année, avec des versements finals entre le 27 mars 1989 et le 30 septembre 1990, $500,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.8 million au gouvernement.

Société de développement du Cap-Breton

La Société a été établie par la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, pour stimuler le redressement économique et l'expansion sur l'Île-du-Cap-Breton, tout en rationalisant l'industrie houillère.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $163.9 millions à même les crédits budgétaires.

Des avances ont été consenties dans le but de fournir un fonds de roulement à la division des exploitations houillères de la Société. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $25,000,000.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

La Société a été établie par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, pour réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce, ainsi que pour commercialiser, et vendre et acheter du poisson.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Pêches et des Océans, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis à l'Office, conformément à l'article 17 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, afin d'assurer le fonctionnement de celui-ci.

Le montant global des prêts autorisés à être en circulation en tout temps, emprunté de tous les prêteurs, est de $30,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.923% à 7.414% par année, et sont remboursables d'ici un an.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $1.3 million au gouvernement.

Société du port de Halifax

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Halifax.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Halifax.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $25,555,762; et,

b) portant intérêt au taux de 10% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec le versement final le 31 décembre 1996, $4,400,000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $414,580 et des dividendes de $316,885 au gouvernement.

Marine Atlantique S.C.C.

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, dans le but d'acquérir, de gérer et d'exploiter un service de transport maritime, un service d'entretien, de réparations et de radoub et une entreprise de construction navale.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $179.8 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

Au cours de l'exercice, la Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. a autorisé le transfert de 655,116

actions ordinaires sans valeur nominale, évaluées à $327,558,000, de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada au gouvernement. Ces actions ont été annulées et remplacées par 517,061 actions ordinaires sans valeur nominale.

Les Associés Mingan, Ltée

La Société a été établie par lettres patentes octroyées en vertu des lois de la province de Québec.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En 1983-84, le gouvernement a acheté toutes les 21,606 actions ordinaires sans valeur au pair de la Société pour une somme de $355,000, laquelle a été imputée sur les dépenses budgétaires (crédit 10 des Affaires indiennes et du Nord canadien). Ces actions ont été achetées pour rendre le gouvernement propriétaire d'une parcelle de terrain appartenant à la Société, qui doit être convertie en une réserve. La Société sera dissoute d'ici 6 mois de la conversion.

Société du port de Montréal

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Montréal.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Montréal.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $132,994,837; et,

b) portant intérêt au taux de 6.25% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $7,711,770.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $0.5 million et des dividendes de $4.1 millions au gouvernement.

Commission de la Capitale nationale

La Société a été établie par la Loi sur la Capitale nationale, afin de préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale, et de fournir une aide dans ces domaines de façon que la nature et le caractère du siège du gouvernement du Canada soient dignes de son importance nationale.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Travaux publics, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $62.4 millions à même les crédits budgétaires.

Des prêts peuvent être consentis afin d'acquérir des biens dans la région de la Capitale nationale. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L80 des Travaux publics, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87.

Commission d'énergie du Nord canadien

La Société a été établie par la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, afin de construire, acheter, louer ou autrement acquérir, exploiter et entretenir des installations d'énergie électrique dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, mais sous réserve des lois des provinces, ailleurs au Canada.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $14.8 millions au gouvernement.

Prêts

Des prêts ont été consentis à la Société pour des dépenses en capital. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L60 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 15.625% par année, et sont remboursables annuellement jusqu'au 31 mars 2024.

Conformément à l'article 4(2) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, la Société a transféré ses biens situés dans le Territoire du Yukon à la Société Yukon Power Corporation. En échange de tels biens, un montant de $95 millions doit être versé au gouvernement du Canada par la Société Yukon Power Corporation et doit être versé en 1987-88 en application de l'article 6(2) de la Loi, envers les prêts connexes du Yukon payables au gouvernement du Canada par la Commission d'énergie du Nord canadien (voir le tableau 8.18—Yukon Power Corporation dans cette section). Au 31 mars, un montant de $19.5 millions a été reçu et des effets de $75.5 millions sont à recevoir de la Yukon Power Corporation. En vertu de l'article 6(1) de la Loi, le solde des prêts connexes du Yukon seront imputés aux dépenses budgétaires et seront radiés des comptes du Canada effectif le 4 juin 1987.

Avances

L'article 14 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien a autorisé le versement à la Commission d'une somme de $50,000 pour subvenir aux dépenses encourues dans la conduite d'enquêtes prévues à l'article 13 de la Loi.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de dates fixes de remboursement.

Fonds de roulement

Des prêts étaient consentis à la Société, dans le but de maintenir des inventaires et de rencontrer les exigibilités.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été entièrement remboursés.

Pêcheries Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Elle était la société de portefeuille située au Québec quant aux placements en actions du gouvernement dans les Pêcheries Cartier Inc de Montréal.

La Société a été vendue en avril 1986 pour la somme de $5 millions à la Co-opérative agro-alimentaire Purdel, une co-opérative agricole de Québec. La vente a été autorisée par la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. La Société était mandataire de Sa Majesté, elle rendait compte par l'intermédiaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale, et était énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte. Ces dotations en capital, autorisées par la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, ont été effectuées dans le but d'aider à la restructuration de l'industrie des pêches du Québec.

Une autorisation parlementaire sera demandée afin de radier le solde des comptes du Canada, suite à la mise au point des opérations de vente.

Société du port de Prince Rupert

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Prince Rupert.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Prince Rupert.

Le prêt non productif d'intérêt a une date d'échéance indéfinie, et n'exige aucun remboursement de capital.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des dividendes de $0.8 million au gouvernement.

Monnaie royale canadienne

La Société a été établie par la Loi sur la Monnaie royale canadienne, afin de:

a) fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;

b) fabriquer des pièces de monnaie d'autres pays;

c) fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et,

d) fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Approvisionnements et des Services, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'article 18(1)a) de la Loi sur la Monnaie royale canadienne stipule que des prêts ne devant pas dépasser, au total, $5,000,000 peuvent être consentis à la Monnaie, afin de faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement.

L'article 18(1)b) de la Loi stipule que des prêts peuvent être consentis à la Monnaie, pour financer les frais des projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil.

L'article 18(2) de la Loi stipule que le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu de l'article 18(1), ne doit en aucun temps dépasser $35,000,000.

L'article 19(2) de la Loi stipule que l'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés, ne doit en aucun temps dépasser $1,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.125% à 12% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 12 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 1er avril 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $3.3 millions et a viré des bénéfices de $0.8 million au gouvernement.

Société du port de Saint John

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, le port de Saint John a été établi, à compter du 31 décembre 1986, comme une société de port locale ayant pour nom la Société du port de Saint John. Cette Société administre, gère et régit le port de Saint John.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

En vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, les prêts pour financer les dépenses en capital concernant le port de Saint John ont été transférés de la Société canadienne des ports à cette Société.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $37,767,986;

b) portant intérêt à des taux de 11% à 11.875% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 1993 et le 31 décembre 1994, $10,817,600;

c) portant intérêt à des taux de 12.43% à 15.625% par année, remboursables en versements annuels égaux sur

une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 décembre 2000 et le 31 décembre 2002, $7,177,217; et,

d) portant intérêt au taux de 11.625% par année, remboursables en versements égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2005, $2,569,795.

Société du port de St John's

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de St John's.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Un prêt a été consenti dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de St John's.

Le prêt porte intérêt au taux de 9.33% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $146,149 et des dividendes de $152,474 au gouvernement.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

La Société a été établie par la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, pour construire, exploiter et entretenir, soit entièrement au Canada ou conjointement avec des travaux entrepris par une autorité compétente aux États-Unis, une voie navigable en eau profonde située entre le port de Montréal et le lac Érié.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

L'apport de capital du gouvernement dans la Société est inscrit à ce compte.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $13.2 millions à même les crédits budgétaires.

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin d'exploiter et d'entretenir le pont Jacques Cartier et une partie de l'autoroute Bonaventure à Montréal, Québec. Cette Société est une filiale à cent pour cent de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Ce compte comptabilise les prêts qui ont été transférés de la Société canadienne des ports.

Le 17 décembre 1981, conformément au décret CP 1981-3635, les reconnaissances de dettes ont été annulées et remplacées par un certificat portant une date d'émission du 1er avril 1981, une date d'échéance indéterminée, sans remboursement de capital, et un taux d'intérêt correspondant à zéro pour cent par année. De plus, les intérêts courus et non payés au 31 mars 1981 sur les certificats originaux, s'élevant à $44,513,580, seront considérés comme non échus et exigibles le 1er avril 1981.

Une avance non productive d'intérêt de $6,489,605 est déclarée par la Société comme étant à payer au gouvernement. Même si cette avance a été radiée des comptes du Canada dans le passé au moyen d'une imputation directe au compte du déficit accumulé, on n'a pas renoncé à son recouvrement.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $3.9 millions à même les crédits budgétaires.

Téléglobe Canada

La Société a été établie par la Loi sur Téléglobe Canada, en vue d'établir, d'assurer et d'exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications extérieures par câble, appareil de radiotélégraphie, radiotéléphonie et autres moyens de télécommunication, afin d'assurer les communications publiques, et de coordonner les services de télécommunications extérieures du Canada avec ceux des autres parties du Commonwealth des nations britanniques.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre d'État (privatisation), et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada a été adoptée par la Chambre des communes le 31 mars 1987. La Loi a reçu sanction royale le 1er avril 1987. Une fois proclamée en vigueur, cette Loi autorisera la dissolution de la Société. Téléglobe Canada a été vendue en avril 1987 à Memotec Data Inc.

L'article 12 de la Loi sur Téléglobe Canada autorise le ministre des Finances, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, à fournir à la Société, aux fins de capital, des sommes ne dépassant pas $4,500,000 et, en sus, toutes les autres sommes affectées par le Parlement.

Les prêts portent intérêt à des taux de 3.5% à 5% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur des périodes de 15 à 40 ans, avec des versements finals entre le 30 mars 1988 et le 30 septembre 1998.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $120,919 au gouvernement.

La Société du port de Vancouver

La Société a été établie par la Loi sur la Société canadienne des ports, afin d'administrer, de gérer et de régir le port de Vancouver.

La Société est mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Des prêts ont été consentis dans le but de financer les dépenses en capital concernant le port de Vancouver.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) non productifs d'intérêt, ayant une date d'échéance indéfinie, et n'exigeant aucun remboursement de capital, $76,494,444; et,

b) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2000, $4,333,419.

Au cours de l'exercice, la Société a versé des intérêts de $337,945 et des dividendes de $5.8 millions au gouvernement.

VIA Rail Canada Inc

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de revivifier les services ferroviaires pour voyageurs au Canada, et de gérer et commercialiser ces services selon une méthode commerciale efficace, de façon à réduire la charge financière du gouvernement.

La Société n'est pas mandataire de Sa Majesté, elle doit rendre compte par l'intermédiaire du ministre des Transports, et est énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu une aide financière de $535.8 millions à même les crédits budgétaires.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société sont inscrites à ce compte.

États financiers sommaires des sociétés de la Couronne

Le tableau 8.4 présente les états financiers cumulés sommaires au 31 mars 1987 des sociétés de la Couronne énumérées à l'article 96 ou à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le tableau 8.5 liste les actifs et passifs et le tableau 8.6, les revenus, les dépenses et les changements dans l'avoir pour chacune des sociétés. Pour les sociétés ayant une fin d'exercice au 31 mars, les données financières sont fondées sur les états financiers vérifiés. Pour les autres sociétés, les données sont fondées sur les états financiers intérimaires non vérifiés préparés conformément aux plus récents états financiers vérifiés.

Les sociétés de la Couronne ont été regroupées en cinq secteurs. La catégorie compétitifs, autonomes des sociétés comprend les sociétés énumérées à la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Les tableaux résument les opérations financières et les résultats d'exploitation de chacune des sociétés de la Couronne, selon leurs propres conventions comptables. La majorité des sociétés de la Couronne suivent les principes comptables généralement reconnus que l'on retrouve dans les entreprises du secteur privé, tels que publiés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

L'actif financier comprend la caisse, les sommes à recevoir, les prêts et les dotations en capital. L'actif immobilisé et frais reportés représentent la fraction non dépensée d'actif non financier tels qu'immeubles, machinerie et équipement en usage ou en construction, inventaires et autres éléments de dépense qui seront portés à la dépense lorsque consumés. L'actif financier et le passif auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne représentent les montants impayés provenant d'opérations de financement et d'opérations normales. Les emprunts auprès de tiers représentent les montants à rembourser à des institutions et autres investisseurs. Les autres passifs représentent des créances relativement aux achats, aux indemnités de cessation d'emploi et aux prestations de pensions, les intérêts courus sur emprunts, les contrats de location-acquisition à long terme et autres créditeurs. L'actif/passif net représente l'avoir du gouvernement dans chaque société de la Couronne, tel que rapporté par cette société.

Les revenus comprennent l'aide financière reçue ou à recevoir du gouvernement relativement aux opérations de l'exercice en cours. Les autres changements nets dans l'avoir comprennent les dividendes déclarés, les virements de bénéfices au gouvernement et l'aide financière non courante accordée par le gouvernement.

Les sociétés de la Couronne comprennent par définition soit des sociétés d'État mères, soit des filiales en propriété exclusive. Une filiale en propriété exclusive appartient exclusivement à une ou plusieurs sociétés d'État mères. Ces tableaux comprennent l'information financière consolidée concernant les sociétés d'État mères et l'information sur les filiales non consolidées en propriété exclusive. Le volume III des Comptes publics énumère les sociétés d'État mères, les filiales en propriété exclusive, les autres filiales et sociétés affiliées.

Les sociétés de la Couronne sont classées soit mandataires, soit non mandataires de la Couronne. Le statut de mandataire peut être explicitement énoncé dans les lois de constitution ou conféré selon les dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État. Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Les montants bruts de ces emprunts sont présentés sous «Passif auprès de tiers». Le tableau 8.7 présente un sommaire de ces emprunts et des changements au cours de l'exercice clos le 31 mars 1987.

Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas, aux termes de la loi, des dettes du gouvernement. Cependant, lorsque le gouvernement garantit expressément ces emprunts, ils deviennent des dettes possibles de celui-ci. Au 31 mars 1987, ces garanties s'élevaient à $93.6 millions. Un sommaire des opérations d'emprunt par les sociétés non mandataires de la Couronne est présenté dans le tableau 8.8. L'échéance des emprunts des sociétés de la Couronne figure dans le tableau 8.9. Le passif éventuel des sociétés de la Couronne est présenté dans le tableau 8.10.

Le tableau 8.11 fournit un sommaire de l'aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires du gouvernement pour l'exercice clos le 31 mars 1987. Les différences entre les chiffres déclarés dans le tableau 8.6 et ceux déclarés dans le tableau 8.11 représentent les montants capitalisés par les sociétés de la Couronne et les écarts temporaires dus aux diverses conventions comptables suivies et d'éléments en transit.

TABLEAU 8.4

ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS SOMMAIRES PAR SECTEUR DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
(en milliers de dollars)

	Compétitifs, autonomes	Crédit et assurance	Marketing	Banque du Canada	Autres	Élimination des soldes/ transactions inter-sociétés	Sociétés de la Couronne combinées
ACTIF ET PASSIF AU 31 MARS 1987							
Actif							
Financier							
Auprès de tiers	2,866,697	24,436,747	3,982,798	2,163,637	1,357,339		34,807,218
Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	769,604	290,648	129,476	17,587,868	884,542	- 86,520	19,575,618
Total de l'actif financier	3,636,301	24,727,395	4,112,274	19,751,505	2,241,881	- 86,520	54,382,836
Actif immobilisé et frais reportés	17,919,638	389,403	1,157,790	201,897	5,715,658		25,384,386
Total de l'actif	21,555,939	25,116,798	5,270,064	19,953,402	7,957,539	- 86,520	79,767,222
Passif							
Auprès de tiers							
Emprunts	6,230,976	9,963,066	4,017,295		24,450		20,235,787
Effets en circulation de la Banque du Canada et montants dus aux déposants				19,442,198			19,442,198
Autres passifs	4,629,673	1,505,021	1,135,144	445,957	1,982,708		9,698,503
Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	2,514,135	14,257,362	90,286	35,247	1,478,261	- 86,520	18,288,771
Total du passif	13,374,784	25,725,449	5,242,725	19,923,402	3,485,419	- 86,520	67,665,259
Actif/passif (-) net	8,181,155	- 608,651	27,339	30,000	4,472,120		12,101,963
Passif éventuel	150,390	289,487	8,264		183,682		631,823
REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DE L'ACTIF/PASSIF (-) NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987							
Revenus							
Auprès de tiers	12,385,994	2,640,035	5,190,262		4,822,081		25,038,372
Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne							
Aide financière	58,177	1,502,774	623,212		2,450,806		4,634,969
Autres	927,659	27,580	172,497	2,092,189	234,652	- 405,764	3,048,813
Total des revenus	13,371,830	4,170,389	5,985,971	2,092,189	7,507,539	- 405,764	32,722,154
Dépenses							
Auprès de tiers	12,102,181	2,935,357	5,910,441	155,723	6,577,540		27,681,242
Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	1,188,531	1,290,107	78,574		1,039,312	- 405,764	3,190,760
Total des dépenses	13,290,712	4,225,464	5,989,015	155,723	7,616,852	- 405,764	30,872,002
Bénéfice net/perte nette (-) pour l'exercice	81,118	- 55,075	- 3,044	1,936,466	- 109,313		1,850,152
Autres changements nets dans l'avoir	- 562,573	3,006		- 1,936,466	- 31,500	324,136	- 2,203,397
Changements d'actif/passif (-) nets pour l'exercice	- 481,455	- 52,069	- 3,044		- 140,813	324,136	- 353,245
Actif/passif (-) net, au début de l'exercice	8,662,610	- 556,582	30,383	30,000	4,612,933	- 324,136	12,455,208
Actif/passif (-) net, à la fin de l'exercice	8,181,155	- 608,651	27,339	30,000	4,472,120		12,101,963

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

TABLEAU 8.5

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—ACTIF ET PASSIF AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Actif				Passif					
	Financier				Auprès de tiers					
Sociétés de la Couronne[1]	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Actif immobilisé et frais reportés	Total	Emprunts	Autres	Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Total	1987 Actif net ou passif net (–)	1986 Actif net ou passif net (–)
Compétitifs, autonomes										
Air Canada	747,003	150,324	1,996,465	2,893,792	1,430,701	571,794	321,498	2,323,993	569,799	466,847
Corporation de développement des investissements du Canada[2]	91,657	221,648	20,075	333,380		44,822		44,822	288,558	623,485
Eldorado Nucléaire Limitée[3]	60,032		896,178	956,210	615,785	192,123	10,093	818,001	138,209	188,312
Élimination des avoirs inter-sociétés		– 138,209		– 138,209					– 138,209	– 188,312
Société canadienne des ports[4]	12,255	45,056	39,284	96,595		5,267	25,053	30,320	66,275	72,097
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada[5][6]	431,419	270,101	7,104,837	7,806,357	3,037,686	1,454,824	291,580	4,784,090	3,022,267	3,387,128
Société du port de Halifax	2,230	4,514	53,555	60,299		1,452	35,065	36,517	23,782	24,182
Société du port de Montréal	8,465	68,930	132,326	209,721		15,783	239,873	255,656	– 45,935	– 992
Petro-Canada[7]	1,276,684	70,494	6,982,004	8,329,182	1,072,792	2,221,577	1,272,494	4,566,863	3,762,319	3,659,792
Société du port de Québec	1,638	18,877	44,688	65,203		3,395	469	3,864	61,339	69,670
Société du port du Prince Rupert	1,342	7,912	71,988	81,242		888	86,412	87,300	– 6,058	– 6,970
Société du port de Saint John[4]	1,806	7,474	83,903	93,183	19,696	2,584	68,985	91,265	1,918	
Société du port de St John's	243	3,953	10,036	14,232		444	1,954	2,398	11,834	11,732
Téléglobe Canada[8]	216,352	269	301,188	517,809	54,316	100,925	52,298	207,539	310,270	245,780
Société du port de Vancouver	15,571	38,261	183,111	236,943		13,795	108,361	122,156	114,787	109,859
Total—Compétitifs, autonomes	*2,866,697*	*769,604*	*17,919,638*	*21,555,939*	*6,230,976*	*4,629,673*	*2,514,135*	*13,374,784*	*8,181,155*	*8,662,610*
Crédit et assurance										
Société d'assurance-dépôts du Canada	994,471	23,399	632	1,018,502	987,830	69,092	1,230,141	2,287,063	– 1,268,561	– 1,259,115
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,507,191	66,706	14,086	9,587,983		35,351	9,502,632	9,537,983	50,000	50,000
Programmes d'assurance	83,409	156,500	280,221	520,130		920,472	5,022	925,494	– 405,364	– 459,787
Compte du ministre										
Société pour l'expansion des exportations	7,150,698	5,177		7,155,875	5,814,483	359,046	83,901	6,257,430	898,445	897,729
Société du crédit agricole	4,811,051	21,506	81,527	4,914,084	1,597,809	58,730	3,382,336	5,038,875	– 124,791	7,699
Banque fédérale de développement	1,889,927	17,360	12,937	1,920,224	1,562,944	62,330	53,330	1,678,604	241,620	206,892
Total—Crédit et assurance	*24,436,747*	*290,648*	*389,403*	*25,116,798*	*9,963,066*	*1,505,021*	*14,257,362*	*25,725,449*	*– 608,651*	*– 556,582*
Marketing										
Corporation commerciale canadienne	172,116	8,461	313,276	493,853		459,228	3,237	462,465	31,388	35,655
Commission canadienne du lait	77,501	46,399	13,599	137,499		86,055	51,444	137,499		
Office canadien du poisson salé	9,197		15,168	24,365		4,582	24,000	28,582	– 4,217	– 5,426
Commission canadienne du blé	3,717,323	74,455	801,486	4,593,264	4,017,295	567,368	8,601	4,593,264		
Canagrex[9]	85	83		168					168	154
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	6,576	78	14,261	20,915		17,911	3,004	20,915		
Total—Marketing	*3,982,798*	*129,476*	*1,157,790*	*5,270,064*	*4,017,295*	*1,135,144*	*90,286*	*5,242,725*	*27,339*	*30,383*
Banque du Canada	2,163,637	17,587,868	201,897	19,953,402		19,888,155	35,247	19,923,402	30,000	30,000
Autres										
Administration de pilotage de l'Atlantique	530	2	835	1,367	239	1,306	385	1,930	– 563	– 1,018
Énergie atomique du Canada, Limitée	876,604	404	141,107	1,018,115	23,853	125,407	673,194	822,454	195,661	176,806
Conseil des Arts du Canada	91,165	17,122	12,958	121,245		29,327	212	29,539	91,706	81,210
Corporation Place du Havre Canada	10,330	1,644	74,052	86,026		4,562	1,164	5,726	80,300	132,703
Société immobilière du Canada—										
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	484	125	16	625		409	216	625		
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	5,349			5,349		3,379	1,970	5,349		
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	1,561	175	51	1,787		644	940	1,584	203	203
Société de construction des Musées du Canada Inc	4,509	529	168,138	173,176		15,829		15,829	157,347	91,347
Société canadienne des postes	119,409	586,148	1,922,964	2,628,521		881,228	148,953	1,030,181	1,598,340	1,575,918
Arsenaux canadiens Limitée, Les[10]										62,023
Société Radio-Canada	65,471	17,038	672,065	754,574		260,415	33,678	294,093	460,481	447,518
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	11,096	22,984	1,627	35,707		7,211		7,211	28,496	10,094
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	1,380		176	1,556		154		154	1,402	1,741
Office canadien des provendes	466	1,968		2,434		2,121		2,121	313	475
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd[11]	1,076	95		1,171		14	324	338	833	735
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	766	70	14	850		750	116	866	– 16	406
Canertech Inc[7]	13,145	75		13,220		857	29,550	30,407	– 17,187	– 16,762

TABLEAU 8.5

SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—ACTIF ET PASSIF AU 31 MARS 1987—*Fin*
(en milliers de dollars)

Sociétés de la Couronne[1]	Actif				Passif					
	Financier									
	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Actif immobilisé et frais reportés	Total	Auprès de tiers		Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Total	1987 Actif net ou passif net (−)	1986 Actif net ou passif net (−)
					Emprunts	Autres				
Société de développement du Cap-Breton—										
Division des charbonnages	31,587	814	521,051	553,452		48,384	20,030	68,414	485,038	378,617
Division du développement industriel	10,559	27	16,879	27,465		1,459	7	1,466	25,999	22,639
Construction de défense (1951) Limitée	1,181	12	301	1,494		4,046	363	4,409	− 2,915	− 3,062
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	2,502		34	2,536		3,957		3,957	− 1,421	− 2,723
Harbourfront Corporation	29,169	7,355	601	37,125		34,266	1,442	35,708	1,417	336
Centre international d'exploitation des océans	110	34		144		83	17	100	44	35
Centre de recherches pour le développement international	10,320		4,011	14,331		11,776		11,776	2,555	1,123
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	1,261	3,881	20,066	25,208		2,298	111,049	113,347	− 88,139	− 87,113
Administration de pilotage des Laurentides	2,895		1,010	3,905	350	3,214		3,564	341	− 152
Marine Atlantique S.C.C.[6]	4,742	2,916	319,814	327,472		330,691	2,335	333,026	− 5,554	282,058
Associés Mingan, Ltée, Les[12]			355	355					355	355
Corporation du Centre national des Arts	1,869	221	4,316	6,406		4,483	404	4,887	1,519	268
Commission de la Capitale nationale	12,280	780	285,223	298,283		28,224	2,996	31,220	267,063	284,430
Commission d'énergie du Nord canadien[13]	14,607	15,951	112,361	142,919		9,672	108,301	117,973	24,946	9,539
Administration de pilotage du Pacifique, L'	4,164		891	5,055		2,473	58	2,531	2,524	2,832
Pêcheries Canada Inc[14]										8,705
Monnaie royale canadienne	4,429	23,527	84,912	112,868		26,714	85,154	111,868	1,000	1,000
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	392		55	447	8	431		439	8	8
Conseil canadien des normes	1,979	151	830	2,960		945	93	1,038	1,922	2,241
St Anthony Fisheries Limited[15]										80
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	13,185	37,570	602,003	652,758		25,455	210,072	235,527	417,231	407,740
VIA Rail Canada Inc	6,767	142,924	746,942	896,633		110,524	45,238	155,762	740,871	740,578
Total—Autres	*1,357,339*	*884,542*	*5,715,658*	*7,957,539*	*24,450*	*1,982,708*	*1,478,261*	*3,485,419*	*4,472,120*	*4,612,933*
Total—Sociétés de la Couronne	34,807,218	19,662,138	25,384,386	79,853,742	20,235,787	29,140,701	18,375,291	67,751,779	12,101,963	12,779,344
Élimination des soldes inter-sociétés		− 86,520		− 86,520			− 86,520	− 86,520		− 324,136
Total des sociétés de la Couronne combinées	34,807,218	19,575,618	25,384,386	79,767,222	20,235,787	29,140,701	18,288,771	67,665,259	12,101,963	12,455,208

(1) Toutes les sociétés de la Couronne mentionnées dans ce tableau sont des sociétés d'État mères sauf les filiales non consolidées suivantes: Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, Canertech Inc, Eldorado Nucléaire Limitée, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée.

(2) Le 18 août 1986, le gouvernement a signé une lettre d'intention entre les représentants de la Corporation de développement des investissements du Canada, le gouvernement et Bombardier Inc, laquelle décrit la vente de Canadair Limitée à Bombardier. Le projet de loi C-35 a reçu sanction royale le 19 décembre 1986 autorisant l'aliénation de Canadair Limitée.

(3) Eldorado Nucléaire Limitée, une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC), est comptabilisée par CDIC à la valeur de consolidation et il en résulte que son actif net est combiné avec l'actif financier de CDIC et ses pertes sont incorporées aux revenus de CDIC.

(4) Le 31 décembre 1986, certains actifs détenus par la Société canadienne des ports, ainsi que les passifs et avoirs connexes ont été transférés à la Société du port de Saint John, une société de la Couronne constituée au cours de l'exercice en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports.

(5) Les emprunts du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada provenant d'autres sources que le gouvernement comprennent un montant de $93,596 garanti par le gouvernement.

(6) Le 31 décembre 1986, le Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada a transféré sa participation dans Marine Atlantique S.C.C. au gouvernement.

(7) Le 9 octobre 1986, Petro-Canada a été autorisé à dissoudre Canertech Inc et à disposer de ses investissements.

(8) Le projet de loi C-38 sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada a reçu sanction royale le 4 avril 1987 conformément à la lettre d'intention signée le 11 février 1987 concernant la vente de Téléglobe Canada à Memotec Data Inc.

(9) La Société est en liquidation.

(10) Le projet de loi C-87 portant sur l'aliénation de la société Les Arsenaux canadiens Limitée a reçu sanction royale le 1er mai 1986. La Société a été vendue à SNC Defence Products Inc le 9 mai 1986.

(11) Le projet de loi C-60 autorisant le ministre responsable d'obtenir la dissolution de la société Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, a reçu sanction royale le 29 octobre 1985.

(12) La Société est inactive.

(13) Au cours de l'exercice, les biens situés dans le Territoire du Yukon relevant de la Commission d'énergie du Nord canadien ont été transférés à la société Yukon Power Corporation.

(14) Pêcheries Canada Inc n'est plus une société de la Couronne depuis le 24 avril 1986, suite à la vente de celle-ci à la Co-opérative agro-alimentaire Purdel.

(15) St Anthony Fisheries Limited fut liquidée au cours de l'exercice.

TABLEAU 8.6

REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DANS L'AVOIR DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses						
		Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne									
Sociétés de la Couronne	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Total	Bénéfice net/ou perte nette (–)	Autres changements nets dans l'avoir	Actif net ou passif net (–) au début 1987	Actif net ou passif net (–) à la fin 1987
Compétitifs, autonomes											
Air Canada	2,918,165		61,468	2,979,633	2,682,703	193,978	2,876,681	102,952		466,847	569,799
Corporation de développement des investissements du Canada	98,215		– 49,905	48,310	238,237		238,237	– 189,927	– 145,000	623,485	288,558
Eldorado Nucléaire Limitée	259,907			259,907	309,812	198	310,010	– 50,103		188,312	138,209
Élimination des avoirs inter-sociétés			49,905	49,905		– 198	– 198	50,103		– 188,312	– 138,209
Société canadienne des ports	14,799		4,740	19,539	20,397	127	20,524	– 985	– 4,837	72,097	66,275
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	4,108,273	10,163	707,069	4,825,505	4,649,620	213,188	4,862,808	– 37,303	– 327,558	3,387,128	3,022,267
Société du port de Halifax	11,765		374	12,139	9,166	1,136	10,302	1,837	– 2,237	24,182	23,782
Société du port de Montréal	58,238		7,538	65,776	51,103	497	51,600	14,176	– 59,119	– 992	– 45,935
Petro-Canada	4,539,932	48,014	130,970	4,718,916	3,965,922	650,467	4,616,389	102,527		3,659,792	3,762,319
Société du port de Québec	6,869		2,880	9,749	8,607	1,615	10,222	– 473	– 7,858	69,670	61,339
Société du port du Prince Rupert	11,919		601	12,520	9,540		9,540	2,980	– 2,068	– 6,970	– 6,058
Société du port de Saint John	2,954		141	3,095	1,989	769	2,758	337	1,581		1,918
Société du port de St John's	2,291		422	2,713	1,807	415	2,222	491	– 389	11,732	11,834
Téléglobe Canada	290,731		6,707	297,438	108,464	124,484	232,948	64,490		245,780	310,270
Société du port de Vancouver	61,936		4,749	66,685	44,814	1,855	46,669	20,016	– 15,088	109,859	114,787
Total—Compétitifs, autonomes	*12,385,994*	*58,177*	*927,659*	*13,371,830*	*12,102,181*	*1,188,531*	*13,290,712*	*81,118*	*– 562,573*	*8,662,610*	*8,181,155*
Crédit et assurance											
Société d'assurance-dépôts du Canada	321,889		8,501	330,390	256,546	83,290	339,836	– 9,446		– 1,259,115	– 1,268,561
Société canadienne d'hypothèques et de logement	816,916	84,267	5,606	906,789	38,065	843,730	881,795	24,994	– 24,994	50,000	50,000
Programmes d'assurance	119,258		12,317	131,575	77,152		77,152	54,423		– 459,787	– 405,364
Compte du ministre		1,386,656		1,386,656	1,386,656		1,386.656				
Société pour l'expansion des exportations	653,946		472	654,418	653,628	74	653,702	716		897,729	898,445
Société du crédit agricole	482,308	5,000	684	487,992	263,873	356,609	620,482	– 132,490		7,699	– 124,791
Banque fédérale de développement	245,718	26,851		272,569	259,437	6,404	265,841	6,728	28,000	206,892	241,620
Total—Crédit et assurance	*2,640,035*	*1,502,774*	*27,580*	*4,170,389*	*2,935,357*	*1,290,107*	*4,225,464*	*– 55,075*	*3,006*	*– 556,582*	*– 608,651*
Marketing											
Corporation commerciale canadienne	777,122	16,095		793,217	786,625	10,859	797,484	– 4,267		35,655	31,388
Commission canadienne du lait	416,614	289,660	19,954	726,228	665,923	60,305	726,228				
Office canadien du poisson salé	68,253		5,600	73,853	65,989	6,655	72,644	1,209		– 5,426	– 4,217
Commission canadienne du blé	3,869,607	317,457	146,943	4,334,007	4,334,007		4,334,007				
Canagrex	19			19	5		5	14		154	168
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	58,647			58,647	57,892	755	58,647				
Total—Marketing	*5,190,262*	*623,212*	*172,497*	*5,985,971*	*5,910,441*	*78,574*	*5,989,015*	*– 3,044*		*30,383*	*27,339*
Banque du Canada			2,092,189	2,092,189	155,723		155,723	1,936,466	– 1,936,466	30,000	30,000
Autres											
Administration de pilotage de l'Atlantique	5,889	522	66	6,477	5,905	205	6,110	367	88	– 1,018	– 563
Énergie atomique du Canada, Limitée	306,754	216,325	1,226	524,305	220,286	286,420	506,706	17,599	1,256	176,806	195,661
Conseil des Arts du Canada	18,172	85,311	3,690	107,173	96,677		96,677	10,496		81,210	91,706
Corporation Place du Havre Canada	9,352	13,464		22,816	75,219		75,219	– 52,403		132,703	80,300
Société immobilière du Canada—											
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	472	3,277		3,749	3,749		3,749				
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	10,022	7,617		17,639	7,615		7,615	10,024	– 10,024		
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	394	5,021		5,415	5,415		5,415			203	203
Société de construction des Musées du Canada Inc											
Société canadienne des postes	2,561,829	383,074	154,134	3,099,037	2,642,885	456,152	3,099,037		66,000	91,347	157,347
Arsenaux canadiens Limitée, Les									22,422	1,575,918	1,598,340
									– 62,023	62,023	
Société Radio-Canada	262,451	782,673	3,858	1,048,982	1,108,279		1,108,279	– 59,297	72,260	447,518	460,481
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	9,264	96,305		105,569	85,987	1,180	87,167	18,402		10,094	28,496

TABLEAU 8.6

REVENUS, DÉPENSES ET AUTRES CHANGEMENTS DANS L'AVOIR DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Revenus				Dépenses						
		Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne									
Sociétés de la Couronne	Auprès de tiers	Aide financière[1]	Autres	Total	Auprès de tiers	Auprès du gouvernement et autres sociétés de la Couronne	Total	Bénéfice net/ou perte nette (–)	Autres changements nets dans l'avoir	Actif net ou passif net (–) au début 1987	Actif net ou passif net (–) à la fin 1987
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	67	3,000		3,067	3,406		3,406	– 339		1,741	1,402
Office canadien des provendes		16,993	3	16,996	16,952	206	17,158	– 162		475	313
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	98			98				98		735	833
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	1,674	478	68	2,220	2,526	116	2,642	– 422		406	– 16
Canertech Inc					425		425	– 425		– 16,762	– 17,187
Société de développement du Cap-Breton—											
Division des charbonnages	179,746	17,685	4,062	201,493	230,669		230,669	– 29,176	135,597	378,617	485,038
Division du développement industriel	3,585	10,600	204	14,389	11,029		11,029	3,360		22,639	25,999
Construction de défense (1951) Limitée	125	12,857		12,982	12,835		12,835	147		– 3,062	– 2,915
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	11,359	610		11,969	10,667		10,667	1,302		– 2,723	– 1,421
Harbourfront Corporation	19,379	2,479	633	22,491	21,410		21,410	1,081		336	1,417
Centre international d'exploitation des océans	31	4,000	43	4,074	3,982	84	4,066	8	1	35	44
Centre de recherches pour le développement international	1,903	100,000	498	102,401	100,969		100,969	1,432		1,123	2,555
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	7,325	3,771	169	11,265	9,194	3,115	12,309	– 1,044	18	– 87,113	– 88,139
Administration de pilotage des Laurentides	27,253	1,718		28,971	28,561		28,561	410	83	– 152	341
Marine Atlantique S.C.C.	58,640	121,519	21	180,180	169,585	7,612	177,197	2,983	– 290,595	282,058	– 5,554
Associés Mingan, Ltée, Les										355	355
Corporation du Centre national des Arts	14,279	14,828	1,210	30,317	28,013	1,053	29,066	1,251		268	1,519
Commission de la Capitale nationale	14,044	47,314	1,823	63,181	87,810	4,369	92,179	– 28,998	11,631	284,430	267,063
Commission d'énergie du Nord canadien	88,448		14,620	103,068	71,765	32,588	104,353	– 1,285	16,692	9,539	24,946
Administration de pilotage du Pacifique, L'	23,788			23,788	24,096		24,096	– 308		2,832	2,524
Pêcheries Canada Inc									– 8,705	8,705	
Monnaie royale canadienne	927,644		35,617	963,261	921,087	34,584	955,671	7,590	– 7,590	1,000	1,000
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	1,588			1,588	1,421		1,421	167	– 167	8	8
Conseil canadien des normes	1,243	6,935	373	8,551	8,281	589	8,870	– 319		2,241	1,922
St Anthony Fisheries Limited									– 80	80	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	58,954		3,129	62,083	63,673	2,119	65,792	– 3,709	13,200	407,740	417,231
VIA Rail Canada Inc	196,309	492,430	9,205	697,944	497,167	208,920	706,087	– 8,143	8,436	740,578	740,871
Total—Autres	*4,822,081*	*2,450,806*	*234,652*	*7,507,539*	*6,577,540*	*1,039,312*	*7,616,852*	*– 109,313*	*– 31,500*	*4,612,933*	*4,472,120*
Total—Sociétés de la Couronne	25,038,372	4,634,969	3,454,577	33,127,918	27,681,242	3,596,524	31,277,766	1,850,152	– 2,527,533	12,779,344	12,101,963
Élimination des transactions inter-sociétés			– 405,764	– 405,764		– 405,764	– 405,764		324,136	– 324,136	
Total des sociétés de la Couronne combinées	25,038,372	4,634,969	3,048,813	32,722,154	27,681,242	3,190,760	30,872,002	1,850,152	– 2,203,397	12,455,208	12,101,963

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

(1) Cette colonne enregistre seulement le montant reçu ou à recevoir du gouvernement fédéral à titre d'aide financière, lequel a été crédité aux opérations. Un montant supplémentaire de $371,983 fut capitalisé par les sociétés et fait partie des «Autres changements nets dans l'avoir». Les revenus «Autres» comprennent les montants qui découlent de la vente de biens ou services, du revenu de placement ainsi que des subventions versées aux sociétés admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires. L'aide financière globale comptabilisée par les sociétés au cours de l'exercice ne correspond pas aux montants déclarés dans le tableau 8.11 en raison des écarts temporaires dus aux diverses conventions comptables suivies.

Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne

Le tableau 8.7 résume les opérations d'emprunt par les sociétés mandataires de la Couronne pour le compte de Sa Majesté. Ces renseignements sont publiés pour répondre aux exigences de l'article 40 de la Loi sur l'administration financière (LAF) qui stipule qu'«Un relevé annuel de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté doit être inclus dans les comptes publics». Les emprunts proviennent d'autres sources que le gouvernement. Conformément à l'article 45 de la LAF, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes du gouvernement et sont inscrits comme telles dans les états financiers sommaires du Canada après avoir déduit les emprunts à être probablement remboursés directement par ces sociétés. Au 31 mars 1987, une provision pour emprunts à être probablement remboursés par le gouvernement a été établie au montant de $100 millions.

Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté. Le tableau 8.8 fournit les renseignements sur les emprunts de ces sociétés.

TABLEAU 8.7

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1986	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31 mars 1987
Énergie atomique du Canada, Limitée	24,284	2,044	2,475	23,853
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,035,585	111,835	159,590	987,830
Corporation de développement des investissements du Canada	14,542		14,542	
Eldorado Nucléaire Limitée	517,259	98,526		615,785
Société canadienne des ports	19,696		19,696	
Commission canadienne du blé	4,060,604	13,342,321	13,385,630	4,017,295
Société pour l'expansion des exportations	5,842,278	30,501,499	30,529,294	5,814,483
Société du crédit agricole	984,100	613,709		1,597,809
Banque fédérale de développement	1,183,730	4,387,120	4,007,906	1,562,944
Pêcheries Canada Inc	104		104	
Petro-Canada	874,192	3,837,950	3,639,350	1,072,792
Société du port de Saint John		19,696		19,696
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La	8			8
Téléglobe Canada	66,422		12,106	54,316
Total	14,622,804	52,914,700	51,770,693	15,766,811
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement			100,000	- 100,000
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés mandataires de la Couronne déclarés à l'état de l'actif et du passif	14,622,804	52,914,700	51,870,693	15,666,811

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

Emprunts effectués par les sociétés de la Couronne

Le tableau 8.8 résume les opérations d'emprunt par les sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne. Les emprunts des sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 8.8

EMPRUNTS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
(en milliers de dollars)

	Solde au 1er avril 1986	Emprunts et autres crédits	Remboursements et autres débits	Solde au 31mars 1987
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, tableau 8.7	14,622,804	52,914,700	51,770,693	15,766,811
Emprunts effectués par les sociétés non mandataires de la Couronne—				
Air Canada	1,411,466	85,442	66,207	1,430,701
Administration de pilotage de l'Atlantique	429		190	239
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	3,302,039	266,440	530,793	3,037,686
Administration de pilotage des Laurentides	900	1,820	2,370	350
	4,714,834	*353,702*	*599,560*	*4,468,976*
Total	19,337,638	53,268,402	52,370,253	20,235,787

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

Échéance des emprunts des sociétés de la Couronne

Le tableau 8.9 résume les échéances des emprunts des sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne.

TABLEAU 8.9

ÉCHÉANCE DES EMPRUNTS DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
(en milliers de dollars)

Année d'échéance	Mandataire	Non mandataire	Total
1988	8,723,724	355,044	9,078,768
1989	1,618,769	117,470	1,736,239
1990	1,031,746	129,899	1,161,645
1991	1,203,496	132,210	1,335,706
1992	414,393	302,189	716,582
1993/97	2,491,800	1,773,179	4,264,979
1998/2002	2,159	716,524	718,683
2003 et suivantes	280,724	942,461	1,223,185
	15,766,811	4,468,976	20,235,787

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

Passif éventuel des sociétés de la Couronne

Le tableau 8.10 résume le passif éventuel des sociétés de la Couronne. Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

TABLEAU 8.10

PASSIF ÉVENTUEL DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE
AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	31 mars 1987
Sociétés mandataires de la Couronne	
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc—contrats en litige	3,300
Sociétés canadienne d'hypothèques et de logement—litiges re: programme sur l'isolation	48,000
Société de construction des Musées du Canada Inc—contrats en litige	8,500
Société canadienne des ports—divers litiges	500
Corporation commerciale canadienne—poursuite en dommages-intérêts re: contrats	8,264
Canertech Inc—divers litiges	77,000
Société de développement du Cap-Breton—garanties de prêts	45,510
Construction de défense (1951) Limitée—diverses réclamations	5,870
Société pour l'expansion des exportations—garanties de prêts et prêts avec recours	234,000
Banque fédérale de développement—garanties de prêts et de placements	7,487
Société du port de Montréal—divers litiges	5,948
Commission de la Capitale nationale—divers litiges et ententes	26,752
Commission d'énergie du Nord canadien—divers litiges	150
Petro-Canada—garantie de prêts	135,000
Société du port de Québec—divers litiges	2,660
Société du port de St John's—poursuite en dommages	4,964
Téléglobe Canada—passif éventuel re: indemnités de retraite	1,318
	615,223
Sociétés non mandataires de la Couronne	
Marine Atlantique S.S.C.—contrats en litige	16,600
Total	631,823

Les notes complémentaires au tableau 8.5 font partie intégrante de ce tableau.

Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires

Le tableau 8.11 résume l'aide financière provenant de crédits budgétaires pour les sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne. Ce tableau devrait être lu conjointement avec le tableau 8.4. Les buts pour lesquels des versements ont été effectués à même les crédits budgétaires se répartissent en deux catégories: *a*) les sommes destinées à combler les dépenses d'exploitation et *b*) les sommes destinées aux dépenses en capital.

Tous les montants inscrits au tableau comprennent les imputations aux crédits ou autorisations approuvées par le Parlement.

TABLEAU 8.11

AIDE FINANCIÈRE AUX SOCIÉTÉS DE LA COURONNE PROVENANT DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Aide financière provenant de crédits budgétaires[1]	Buts	
		Exploitation	Dépenses en capital
Sociétés mandataires de la Couronne			
Énergie atomique du Canada, Limitée	217,581	199,689	17,892
Corporation Place du Havre Canada	13,622	13,622	
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	6,823	6,823	
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	3,277	3,277	
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	4,951	4,951	
Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]	1,454,286	1,454,286	
Société de construction des Musées du Canada Inc	66,000	66,000	
Société canadienne des ports	12,993	12,993	
Société canadienne des postes	486,074	383,074	103,000
Société Radio-Canada	855,101	786,673	68,428
Corporation commerciale canadienne	16,095	16,095	
Commission canadienne du lait	289,267	289,267	
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	85,971	85,971	
Office canadien des provendes	17,156	17,156	
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	478	478	
Commission canadienne du blé	244,836	244,836	
Société de développement du Cap-Breton	163,882	28,285	135,597
Construction de défense (1951) Limitée	13,200	13,200	
Société du crédit agricole	5,000	5,000	
Banque fédérale de développement	54,851	54,851	
Commission de la Capitale nationale	62,445	58,764	3,681
Petro-Canada	28,648	28,648	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	13,200	13,200	
	4,115,737	*3,787,139*	*328,598*
Sociétés non mandataires de la Couronne			
Administration de pilotage de l'Atlantique	460	460	
Conseil des Arts du Canada	85,481	85,481	
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	3,000	3,000	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	10,366	10,366	
Harbourfront Corporation	954	954	
Centre international d'exploitation des océans	4,000	4,000	
Centre de recherches pour le développement international	100,000	100,000	
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les	3,853	3,853	
Administration de pilotage des Laurentides	1,282	1,282	
Marine Atlantique S.S.C.	179,798	179,798	
Corporation du Centre national des Arts	14,828	14,828	
Conseil canadien des normes	6,935	6,935	
VIA Rail Canada Inc	535,768	535,768	
	946,725	*946,725*	
Total	5,062,462	4,733,864	328,598

(1) Non compris les subventions et contributions versées aux sociétés mandataires et non mandataires de la Couronne admissibles comme membres d'une catégorie générale de bénéficiaires.
(2) Comprend les crédits budgétaires pour les programmes du gouvernement et les fonds d'assurance administrés par la Société pour le compte du gouvernement.

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

À ce groupe sont consignés les prêts consentis aux provinces en vertu des lois de secours et d'autres lois.

Le tableau 8.12 offre un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts et d'avances consentis aux administrations provinciales et territoriales.

TABLEAU 8.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
TERRE-NEUVE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,661,214			**3,661,214**		
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces						- 37,071,621
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,232,469	188,934		**5,043,535**	- 188,934	- 178,058
Programme spécial des prêts sur le développement	6,700,000			**6,700,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,025,761	36,449		**6,989,312**	- 36,449	- 54,435
	22,619,444	*225,383*		***22,394,061***	*- 225,383*	*- 37,304,114*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,009,310	35,815		**973,495**	- 35,815	- 25,797
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	77,358,044	1,939,381		**75,418,663**	- 1,939,381	- 1,813,042
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	34,511,854	2,143,832		**32,368,022**	- 2,143,832	- 1,978,862
	112,879,208	*4,119,028*		***108,760,180***	*- 4,119,028*	*- 3,817,701*
Total, Terre-Neuve	135,498,652	4,344,411		**131,154,241**	- 4,344,411	- 41,121,815
NOUVELLE-ÉCOSSE—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	2,530,292	27,556		**2,502,736**	- 27,556	- 24,992
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	2,862,235	572,733		**2,289,502**	- 572,733	- 535,503
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,771,217	513,232		**1,257,985**	- 513,232	- 663,576
Programme spécial des prêts sur le développement	4,300,000			**4,300,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	4,582,942	545,989		**4,036,953**	- 545,989	
	13,516,394	*1,631,954*		***11,884,440***	*- 1,631,954*	*- 1,199,079*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	3,962,356	150,390		**3,811,966**	- 150,390	- 139,768
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	41,489,520	1,779,241		**39,710,279**	- 1,779,241	- 1,673,485
Mainland Investments Limited	1,000,000	500,000		**500,000**	- 500,000	- 500,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	22,984,707	2,007,640		**20,977,067**	- 2,007,640	- 1,853,115
	69,436,583	*4,437,271*		***64,999,312***	*- 4,437,271*	*- 4,166,368*
Total, Nouvelle-Écosse	85,483,269	6,096,781		**79,386,488**	- 6,096,781	- 5,390,439
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité						- 8,526,857
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	194,769	16,437		**178,332**	- 16,437	- 15,400

TABLEAU 8.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES –*Suite*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	763,297	64,647		698,650	- 64,647	- 78,000
Programme spécial des prêts sur le développement	213,582	51,735		161,847	- 51,735	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,064,039	52,614		1,011,425	- 52,614	- 48,774
	2,235,687	*185,433*		*2,050,254*	*- 185,433*	*- 142,174*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	23,906	1,149		22,757	- 1,149	- 1,069
Entente-cadre sur le plan de développement	11,392,312	174,798		11,217,514	- 174,798	- 161,839
	11,416,218	*175,947*		*11,240,271*	*- 175,947*	*- 162,908*
Total, Île-du-Prince-Édouard	13,651,905	361,380		13,290,525	- 361,380	- 8,831,939
NOUVEAU-BRUNSWICK—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	4,793,033	53,697		4,739,336	- 53,697	- 94,010
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	6,258,234	178,360		6,079,874	- 178,360	- 176,815
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces			2,352,000	2,352,000	2,352,000	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,627,763	223,207		5,404,556	- 223,207	- 330,268
Programme spécial des prêts sur le développement	5,375,000			5,375,000		
Ville d'Oromocto	6,803	6,803			- 6,803	- 37,461
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	9,494,232	93,627		9,400,605	- 93,627	- 102,141
	26,762,032	*501,997*	*2,352,000*	*28,612,035*	*1,850,003*	*- 646,685*
Expansion industrielle régionale—						
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	835,553	35,759		799,794	- 35,759	- 33,265
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	41,354,061	1,730,933		39,623,128	- 1,730,933	- 1,635,138
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	39,873,965	2,227,423		37,646,542	- 2,227,423	- 2,062,792
	82,063,579	*3,994,115*		*78,069,464*	*- 3,994,115*	*- 3,731,195*
Total, Nouveau-Brunswick	113,618,644	4,549,809	2,352,000	111,420,835	- 2,197,809	- 4,471,890
QUÉBEC—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	61,300,779			61,300,779		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	47,086,748	2,931,445		44,155,303	- 2,931,445	- 3,128,104
Programme spécial des prêts sur le développement	70,300,000			70,300,000		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	91,314,928			91,314,928		
	270,002,455	*2,931,445*		*267,071,010*	*- 2,931,445*	*- 3,128,104*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	99,495,914	2,200,860		97,295,054	- 2,200,860	- 2,033,252
Total, Québec	369,498,369	5,132,305		364,366,064	- 5,132,305	- 5,161,356
ONTARIO—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	9,441,734	835,818		8,605,916	- 835,818	- 781,343
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	18,488,230	4,894,613		13,593,617	- 4,894,613	- 5,670,606
Programme spécial des prêts sur le développement	1,559,558	221,478		1,338,080	- 221,478	- 208,066
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	31,650,955	2,882,113		28,768,842	- 2,882,113	- 2,650,321
Total, Ontario	61,140,477	8,834,022		52,306,455	- 8,834,022	- 9,310,336

TABLEAU 8.12

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Suite*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
MANITOBA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances						- 392
Prêts	6,500,608	348,302		**6,152,306**	- 348,302	- 590,937
	6,500,608	*348,302*		***6,152,306***	*- 348,302*	*- 591,329*
Énergie, Mines et Ressources—						
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	130,795,816	25,746,497		**105,049,319**	- 25,746,497	606,123
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,850,088	443,962		**3,406,126**	- 443,962	- 408,945
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3,730,459	705,309		**3,025,150**	- 705,309	- 724,251
Programme spécial des prêts sur le développement	3,834,410	449,759		**3,384,651**	- 449,759	- 422,270
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,390,963	123,983		**2,266,980**	- 123,983	- 114,528
	13,805,920	*1,723,013*		***12,082,907***	*- 1,723,013*	*- 1,669,994*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,854,016	185,250		**2,668,766**	- 185,250	- 180,741
Total, Manitoba	153,956,360	28,003,062		**125,953,298**	- 28,003,062	- 1,835,941
SASKATCHEWAN—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Avances						- 28,121
Prêts	5,885,560	271,918		**5,613,642**	- 271,918	- 240,167
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—						
Bons du Trésor	2,400,000	2,400,000			- 2,400,000	- 2,140,000
	8,285,560	*2,671,918*		***5,613,642***	*- 2,671,918*	*- 2,408,288*
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	738,401	72,016		**666,385**	- 72,016	- 67,316
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	22,913,000	22,913,000			- 22,913,000	- 22,913,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1,338,808	431,485		**907,323**	- 431,485	- 596,797
	24,990,209	*23,416,501*		***1,573,708***	*- 23,416,501*	*- 23,577,113*
Total, Saskatchewan	33,275,769	26,088,419		**7,187,350**	- 26,088,419	- 25,985,401
ALBERTA—						
Agriculture—						
Centres de services agricoles—						
Prêts	310,232	310,232			- 310,232	
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	3,081,006	360,702		**2,720,304**	- 360,702	- 331,227
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	4,369,521	855,458		**3,514,063**	- 855,458	- 1,029,368
Programme spécial des prêts sur le développement	4,000,000			**4,000,000**		
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	3,936,128	332,159		**3,603,969**	- 332,159	- 304,005
	15,386,655	*1,548,319*		***13,838,336***	*- 1,548,319*	*- 1,664,600*
Expansion industrielle régionale—						
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2,584,140	173,398		**2,410,742**	- 173,398	- 169,486
Total, Alberta	18,281,027	2,031,949		**16,249,078**	- 2,031,949	- 1,834,086
COLOMBIE-BRITANNIQUE—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	9,370,672	918,198		**8,452,474**	- 918,198	- 857,910
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,786,011	1,023,407		**4,762,604**	- 1,023,407	- 1,408,286

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES ET TERRITORIALES—*Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Programme spécial des prêts sur le développement	14,787,898	2,294,412		12,493,486	- 2,294,412	- 2,156,848
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	13,707,643	937,288		12,770,355	- 937,288	- 904,706
Total, Colombie-Britannique	43,652,224	5,173,305		38,478,919	- 5,173,305	- 5,327,750
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—						
Finances—						
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	19,561	3,458		16,103	- 3,458	91
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	262,564	31,630		230,934	- 31,630	2,194
	282,125	*35,088*		*247,037*	*- 35,088*	*2,285*
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	359,781	51,662		308,119	- 51,662	- 54,477
Total, Territoires du Nord-Ouest	641,906	86,750		555,156	- 86,750	- 52,192
TERRITOIRE DU YUKON—						
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Gouvernement du Territoire du Yukon	7,759,073	701,157		7,057,916	- 701,157	- 625,528
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	353,587	17,599		335,988	- 17,599	- 8,495
Total, Territoire du Yukon	8,112,660	718,756		7,393,904	- 718,756	- 634,023
Compte sans opérations courantes						- 28,676
Total	1,036,811,262	91,420,949	2,352,000	947,742,313	- 89,068,949	- 109,985,844

Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 6.5% à 7.41% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1988 et le 30 novembre 1994.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

Ces montants représentent des paiements en trop au titre des droits de péréquation des provinces en vertu des lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé, et d'autres textes législatifs. Ces trop-payés sont non productifs d'intérêt et sont recouvrés dans l'exercice subséquent.

Office du développement municipal et des prêts aux municipalités

Des prêts ont été consentis aux provinces et municipalités, afin d'élargir ou d'accélérer les programmes d'immobilisations des municipalités.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.25% à 5.625% par année, et sont remboursables en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 15 à 50 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 2016.

Programme spécial des prêts sur le développement

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.91% à 7.54% par année, et sont remboursables soit en versements annuels ou semestriels sur des périodes de 10 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 1er avril 1987 et le 30 mars 1993.

Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

Des prêts ont été consentis aux provinces, aux organismes provinciaux et aux municipalités, pour aider à la création d'emplois.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.2% à 9.84% par année, et sont remboursables soit en versements annuels sur des périodes de 5 à 20 ans, ou soit à l'échéance, avec des remboursements finals entre le 16 janvier 1990 et le 28 février 1999.

Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis pour financer certains travaux d'aménagement d'eau reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique. Ces prêts ont été effectués conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces de l'Atlantique, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 7.5% par année, remboursables sur une période de 28 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec le versement final le 31 juillet 1999, $136,105; et,

b) portant intérêt à des taux de 7.161% à 8.5% par année, remboursables sur une période de 30 ans à diverses dates anniversaires d'amortissement, avec des versements finals entre le 21 novembre 1998 et le 1er avril 2006, $5,471,907.

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique

Des prêts ont été consentis aux provinces de l'Atlantique, dans le but d'aider à la production d'énergie électrique dans les provinces, au moyen de générateurs à vapeur, ainsi qu'au contrôle et à la transmission de l'énergie électrique.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.5% à 8.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 29 à 40 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2014.

Accord sur les zones spéciales et les autoroutes

Des prêts ont été consentis pour financer des projets d'aménagement d'infrastructures communautaires et industrielles dans des zones spéciales, et pour aménager des autoroutes, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.768% à 10.164% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 5 à 30 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1988 et le 31 mars 2009.

Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité

Des prêts ont été consentis pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, en vertu d'ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L30 de l'Énergie, des Mines et des Ressources, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 13.375% par année, et sont remboursables en versements annuels sur des périodes de 29 à 31 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 2008 et le 31 mars 2011.

Mainland Investments Limited

Des prêts ont été consentis à la province de la Nouvelle-Écosse pour l'achat d'actions de la Mainland Investments

Limited, selon une entente conclue entre le Canada et la Nouvelle-Écosse, en vertu de l'article 8 de la Loi sur les zones spéciales.

Les prêts portent intérêt au taux de 7% par année, et sont remboursables sur une période de 15 ans, avec le versement final le 28 février 1988.

Entente-cadre sur le plan de développement

Des prêts ont été consentis à la province de l'Île-du-Prince-Édouard afin d'aider au financement de la réalisation d'un plan cadre d'aménagement coordonné de la province, en vertu d'un accord avec la province dont le territoire a été désigné «région spéciale de développement rural».

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur une période de 30 ans en versements égaux dus à diverses dates anniversaires, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 25 mars 2000 et le 27 mars 2005, $4,891,000; et,

b) remboursables en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, portant intérêt à des taux de 6.688% à 9.375% par année, avec des versements finals entre le 31 mars 2001 et le 31 mars 2005, $6,326,514.

Ville d'Oromocto

Des prêts d'aide en capital étaient consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick.

Au cours de l'exercice, le prêt en circulation a été entièrement remboursé.

Centres de services agricoles

Des prêts et avances ont été consentis pour aider les autorités provinciales et municipales à construire et à agrandir les services d'approvisionnement de l'eau et les installations pour l'enlèvement des ordures dans les principaux centres de services agricoles, essentiels à l'équilibre rural et à l'aménagement urbain dans la zone agricole de la région des Prairies.

Avances

Les montants désignés comme avances représentent les mises de fonds pour des travaux encore en cours. Lorsqu'un projet est terminé, les avances sont virées au compte de prêts.

Une fois les travaux terminés, les intérêts sont calculés et ajoutés aux avances qui sont virées aux prêts, conformément aux modalités des accords entre le Canada et les provinces, avec l'approbation du gouverneur en conseil. Au 31 mars 1986, toutes les avances ont été virées aux prêts.

Prêts

À ce compte sont comptabilisées les sommes virées du compte d'avances lors de l'achèvement des projets.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.747% à 14.129% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec des versements finals entre le 31 mars 1992 et le 31 mars 2004.

Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor

Des bons du Trésor étaient reçus à titre de paiement de la quote-part de la province de la Saskatchewan pour certaines dépenses encourues lors de travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud.

Au cours de l'exercice, les bons du Trésor ont été entièrement rachetés.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Des prêts ont été consentis au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest aux fins suivantes:

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	141,517	11,751		129,766
Habitations à bas prix	218,264	39,911		178,353
	359,781	51,662		308,119

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.125% à 8.875% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 20 à 25 ans, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 27 août 1996.

Gouvernement du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis au gouvernement du Territoire du Yukon aux fins suivantes:

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Deuxième hypothèque	106,687	11,281		95,406
Habitations à bas prix	407,942	39,824		368,118
Dépenses en capital	917,021	69,490		847,531
Tiers—Travaux d'immobilisations	6,272,759	525,898		5,746,861
Ville de Whitehorse—Travaux d'immobilisations	54,664	54,664		
	7,759,073	701,157		7,057,916

Les prêts portent intérêt à des taux de 5.375% à 12.5% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur des périodes de 2 à 35 ans, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 31 mars 2004.

Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon

Des prêts ont été consentis pour l'établissement ou l'expansion de petites entreprises dans le Territoire du Yukon.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $5,000,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 12% par année, et sont remboursables en versements annuels sur une période de 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 31 mars 1988. La période de remboursement peut être prolongée moyennant l'approbation du ministre des Finances.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les prêts aux gouvernements étrangers comportent principalement le prêt au gouvernement britannique en vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, l'aide au développement international aux pays en voie de développement, et les prêts pour l'expansion du commerce d'exportation (administrés par la Société pour l'expansion des exportations).

Le tableau 8.13 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les prêts et avances consentis aux gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement.

TABLEAU 8.13

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS Y COMPRIS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Chine—Finances	49,426,118			49,426,118		
Jamaïque—Finances—Programme spécial—Aide économique	25,000,000			25,000,000		
Royaume-Uni—Finances—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	484,564,620	28,018,963		456,545,657	- 28,018,963	- 27,469,571
Sommes en capital reportées	94,990,863			94,990,863		
	579,555,483	*28,018,963*		*551,536,520*	*- 28,018,963*	*- 27,469,571*
Pays en voie de développement—Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—Aide au développement international	3,257,541,331	159,362,559	100,621,357	3,198,800,129	- 58,741,202	177,586,681
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	617,361,446	51,389,284	13,768,680	579,740,842	- 37,620,604	- 1,925,447
Défense nationale—Organisation du traité de l'Atlantique-Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables	39,738	24,823	55,116	70,031	30,293	7,532
Compte sans opérations courantes						- 6,214,126
Total	4,528,924,116	238,795,629	114,445,153	4,404,573,640	- 124,350,476	141,985,069

Chine

Un prêt accordé à la Chine a été autorisé en vertu de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Jamaïque—Aide économique

Un prêt a été consenti au gouvernement de la Jamaïque, afin de fournir une aide économique. L'échéance en vertu de l'accord est le 9 août 1989. L'intérêt est payable annuellement le 9 août, au taux de 11% par année. Jusqu'au 9 août 1989, le taux d'intérêt correspondra au taux d'emprunt des sociétés de la Couronne pour une période de 5 ans.

L'accord, tel que modifié en 1985, prévoit que soient reportés le versement en capital et la moitié des intérêts échus le 9 août 1985, lesquels sont remboursables en versements semestriels sur une période de 10 ans, avec le versement final le 9 février 1996 et lesquels portent intérêt au taux de 10.75% par année.

Royaume-Uni

Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni

En vertu de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le gouvernement du Canada a accordé un crédit de $1,250,000,000 au gouvernement britannique, afin de faciliter l'achat, par le Royaume-Uni, de biens et services au Canada et à permettre au gouvernement britannique de combler les déficits transitoires d'après-guerre dans le solde de ses paiements, à maintenir des réserves suffisantes d'or et de dollars, et à assumer les obligations du commerce multilatéral. Le crédit accordé jusqu'au 31 décembre 1951 devait être remboursé en 50 versements annuels commençant à cette même date, avec intérêt au taux de 2% par année, avec le versement final le 31 décembre 2000.

Sommes en capital reportées

Une modification apportée à l'accord en 1957 prévoit le report des intérêts quant à l'année 1956, et de sept versements en capital et d'intérêts après le 31 décembre 1956, moyennant certaines conditions. Les intérêts pour 1956, ainsi que les intérêts et le capital pour 1957, 1964, 1965, 1968 et 1976, ont été reportés. L'échéance des sommes reportées doit commencer le 31 décembre 2001, et continuer jusqu'au 31 décembre 2006.

Pays en voie de développement—Aide au développement international

Une aide sous forme de prêts a été accordée aux pays en voie de développement aux fins d'aide au développement international. À compter du 1er avril 1986, les prêts aux termes des accords de prêts négociés et en vigueur au 31 mars 1986 sont consentis en vertu d'une autorisation budgétaire (crédit 35 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87). Antérieurement, tous les prêts aux pays en voie de développement étaient payés en vertu d'une autorisation non budgétaire.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts effectués aux pays en voie de développement, ainsi que les modalités des remboursements. Le solde de clôture des prêts aux pays individuels comprend, s'il y a lieu, le total des paiements effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à tous les pays sont déduits comme un montant forfaitaire sous la rubrique «Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire» à la fin du tableau pour parvenir au montant rapporté dans le tableau 8.13 comme aide au développement international aux pays en voie de développement.

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
a) durée de 17 ans, délai de grâce de 7 ans, non productifs d'intérêt, avec le rembousement final en septembre 1997:				
Sénégal	999,070			999,070
b) durée de 20 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 5% par année, avec les remboursements finals entre septembre 2000 et mars 2001:				
Jamaïque	4,499,073			4,499,073
Turquie	29,234,907	2,063,913		27,170,994
	33,733,980	*2,063,913*		*31,670,067*
c) durée de 25 ans, délai de grâce de 5 ans, portant intérêt au taux de 6% par année, avec le remboursement final en mars 1990:				
Nigeria	973,789	350,000		623,789
d) durée de 30 ans, délai de grâce de 7 ans, portant intérêt au taux de 3% par année, avec les remboursements finals entre septembre 1996 et janvier 2012:				
Barbade	17,746,709	682,608	572,181	17,636,282
Brésil	13,148,973	581,009		12,567,964
Chili	2,285,867	182,864		2,103,003

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Colombie	19,040,598	1,000,000		18,040,598
Cuba	9,547,012			9,547,012
République Dominicaine	2,200,001			2,200,001
Égypte	50,000,000	2,173,912		47,826,088
Jamaïque	33,059,229	64,117		32,995,112
Corée	477,898	43,445		434,453
Malaisie	11,724,735	789,037		10,935,698
Nigeria	834,711	213,032		621,679
Pérou	337,617			337,617
Salvador	9,260,527			9,260,527
Trinité	6,099,032	735,988	289,189	5,652,233
Turquie	9,112,771	1,128,885		7,983,886
	184,875,680	*7,594,897*	*861,370*	*178,142,153*
e) **durée de 35 ans, délai de grâce de 5 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre avril 2001 et novembre 2005:**				
Salvador	2,960,746	171,939		2,788,807
f) **durée de 40 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en mars 2007:**				
Thaïlande	694,987	33,333		661,654
g) **durée de 50 ans, délai de grâce de 10 ans, non productifs d'intérêt, avec les remboursements finals entre mars 2015 et septembre 2035:**				
Algérie	16,218,094	579,090		15,639,004
Antigua	5,774,797	150,000		5,624,797
Argentine	588,000	18,667		569,333
Barbade	8,133,029	61,500		8,071,529
Belize	11,816,656	274,796		11,541,860
Bolivie	1,547,420	63,593		1,483,827
Brésil	700,605	20,906		679,699
Birmanie	8,306,202			8,306,202
Cameroun	141,121,496	2,004,838	4,552,956	143,669,614
Chili	3,156,603	98,062		3,058,541
Colombie	19,990,016	833,815		19,156,201
Congo (Brazzaville)	22,598,238			22,598,238
Costa Rica	21,209,422		1,909,425	23,118,847
Dominique	1,821,648	30,854		1,790,794
République Dominicaine	8,801,845	180,473		8,621,372
Afrique orientale(1)	47,402,298			47,402,298
Équateur	10,903,408	304,900		10,598,508
Égypte	57,599,945			57,599,945
Gabon	4,660,006		2,954,180	7,614,186
Ghana	79,809,565	2,444,438	213,954	77,579,081
Grenade	818,125	21,250		796,875
Guatémala	4,000,103	6,240		3,993,863
Guyane	36,195,102		1,002,342	37,197,444
Honduras	32,896,982	1,051	119,330	33,015,261
Inde	696,068,727	16,407,599	30,819,147	710,480,275
Indonésie	267,643,028	3,105,204	13,988,695	278,526,519
Côte d'Ivoire	70,985,438	91,175	9,065,423	79,959,686
Jamaïque	56,226,552	13,017		56,213,535
Kenya	109,518,003	658,013	223,963	109,083,953
Madagascar	22,958,010			22,958,010
Malaisie	1,133,624	14,860	1,314,427	2,433,191
Malte	962,490	37,500		924,990
Mauritanie	4,199,062	51,786		4,147,276
Mexique	87,298	2,772		84,526
Montserrat	683,815	8,625		675,190
Maroc	14,835,516	125,991		14,709,525
Nicaragua	15,540,997	71,230	2,887,273	18,357,040
Nigeria	44,619,260	3,495,042		41,124,218
Pakistan	606,089,118	10,508,496	10,323,003	605,903,625
Paraguay	619,880	19,996		599,884
Pérou	12,078,361	253,840	10,895,179	22,719,700
Philippines	3,886,371	48,572		3,837,799
Sainte-Lucie	512,054	10,810		501,244
Saint-Vincent	1,116,375	62,812		1,053,563
Salvador	1,200,000			1,200,000
Sénégal	14,093,784			14,093,784
Sri Lanka	168,259,086	1,173,290	49,109	167,134,905
Swaziland	1,423,565	53,605		1,369,960

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Thaïlande	33,747,453			33,747,453
Togo	16,571,216			16,571,216
Trinité	3,375,892	114,236		3,261,656
Tunisie	121,664,993	3,038,065	1,297,127	119,924,055
Divers pays francophones(2)	1,677,258			1,677,258
Zaïre	29,446,058	15,516	1,793,534	31,224,076
Zambie	85,329,657		858,734	86,188,391
Zimbabwe	26,896,682		3,916,682	30,813,364
	2,979,519,228	*46,476,525*	*98,184,483*	*3,031,227,186*
h) durée de 53 ans, délai de grâce de 13 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 2025:				
Algérie	46,115,824	1,875,000		44,240,824
i) durée de 55 ans, délai de grâce de 15 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en septembre 2036:				
Égypte	7,668,027		1,575,504	9,243,531
	3,257,541,331	58,565,607	100,621,357	3,299,597,081
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire		100,796,952		100,796,952
	3,257,541,331	159,362,559	100,621,357	3,198,800,129

Note: un délai de grâce signifie l'intervalle qui existe entre la date d'émission du prêt et le premier remboursement du principal.
(1) Projet paritaire: Kenya, Tanzanie et Ouganda.
(2) Projet paritaire: Mali et Sénégal.

Une aide similaire a été accordée aux pays en voie de développement sous forme de souscriptions au capital de l'Association internationale de développement et de prêts à d'autres institutions financières internationales. Ils sont présentés plus loin dans cette section sous la rubrique «Organismes internationaux».

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts à des clients étrangers, où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société pour le compte du gouvernement du Canada.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $29,625,454, un redressement dû à la réévaluation de $16,378,158 à l'égard de prêts s'élevant à $180,705,993 É-U et un virement de $5,385,672 au compte de l'Expansion du commerce d'exportation sous la rubrique «Divers prêts, dotations en capital et avances», tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts et des cautionnements de $13,768,680. Des intérêts de $34.7 millions ont été encaissés et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis aux gouvernements étrangers, ainsi que les modalités des remboursements:

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
a) durée de 1 an, non productifs d'intérêt:				
Norvège	393	393		
b) durée de 5 ans, portant intérêt au taux de 9.5% par année, avec le remboursement final en mai 1990:				
Ghana	2,930,221	337,484	2,743,202	5,335,939
c) durée de 6 à 10 ans, portant intérêt à des taux de 8.5% à 10.25% par année, avec les remboursements finals entre juin 1987 et juin 1993:				
Éthiopie	23,664,634	5,697,557	182,461	18,149,538
Ghana	3,505,928	226,812		3,279,116
Jamaïque	1,796,129	116,199		1,679,930
Tanzanie	35,033,670	794,681		34,238,989
	64,000,361	*6,835,249*	*182,461*	*57,347,573*
d) durée de 11 à 15 ans, portant intéiêt à des taux de 7.5% à 11.125% par année, avec les remboursements finals entre juillet 1989 et décembre 2000:				
Kenya	– 1,680,316	13,517	1,889,247	195,414
Corée	190,086,379	16,666,667		173,419,712
Pologne	81,354,755	6,794,525		74,560,230
Thaïlande			2,896,889	2,896,889
Turquie	57,200,315	7,660,115	172	49,540,372
	326,961,133	*31,134,824*	*4,786,308*	*300,612,617*
e) durée de 16 à 20 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 11.5% par année, avec les remboursements finals entre avril 1988 et septembre 1995:				
Brésil	3,480,141	604,480	5,920,229	8,795,890
Jamaïque	5,186,506	454,845		4,731,661
Madagascar	22,201,820	1,436,327		20,765,493
Pakistan	702,735	247,990		454,745
Zambie	8,351,901		136,480	8,488,381
	39,923,103	*2,743,642*	*6,056,709*	*43,236,170*
f) durée de 21 à 25 ans, portant intérêt à des taux de 7% à 9% par année, avec les remboursements finals entre avril 1998 et juin 1999:				
Argentine	129,450,000	6,837,986		122,612,014
Soudan	9,072,700	586,950		8,485,750
	138,522,700	*7,424,936*		*131,097,764*
g) durée de 26 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 2.5% à 5% par année, avec les remboursements finals entre mars 2008 et juin 2014:				
Congo	4,000,922	258,836		3,742,086
Mexique	41,022,613	2,653,920		38,368,693
	45,023,535	*2,912,756*		*42,110,779*
	617,361,446	51,389,284	13,768,680	579,740,842

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Dommages-intérêts—Sommes recouvrables

L'article VIII de l'Entente sur l'État des Forces de l'OTAN signée le 4 avril 1949, dans sa forme modifiée, porte sur les réclamations pour dommages à des tiers résultant d'accidents mettant en cause un membre d'une armée en visite au Canada. On impute à ce compte le montant des réclamations à recevoir des autres nations pour dommages occasionnés au Canada, et l'on y crédite les recouvrements.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

ORGANISMES INTERNATIONAUX

À ce groupe sont consignées les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (i.e. Banque mondiale), de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale. Il comprend également des prêts et des avances à d'autres organismes internationaux.

Des souscriptions en capital sont effectuées en partie par l'émission d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables. Les sommes avancées ou prêtées varient selon les besoins des organismes intéressés, et les modalités des accords.

Les effets non productifs d'intérêt émis par le Canada à ces organismes sont portés en déduction des souscriptions, prêts et avances pour faire voir la situation nette du gouvernement vis-à-vis ces organismes internationaux. Dans le cadre des dotations en capital accordées par le Canada à ces organismes, ces effets, payables à vue, représentent la partie non encore encaissée par les organismes intéressés. Ces organismes encaissent les effets selon leurs besoins financiers.

À compter du 1[er] avril 1986, les encaissements sous forme d'effets, et les souscriptions/prêts en espèces aux institutions financières internationales sont maintenant effectués en vertu d'une autorisation budgétaire. Cependant, les souscriptions/prêts effectués par l'émission d'effets à vue, non productifs d'intérêt continuent d'être sous une autorisation non budgétaire.

Le tableau 8.14 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les souscriptions, prêts et avances aux organismes internationaux. Le solde de clôture des prêts/souscriptions aux institutions financières internationales comprend, s'il y a lieu, le total des prêts/souscriptions effectués en vertu des autorisations budgétaires et non budgétaires. Le total des paiements budgétaires à toutes les institutions financières internationales sont déduits comme un montant forfaitaire sous la rubrique «Paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire» à la fin du tableau pour parvenir au montant total rapporté dans le tableau 8.1 comme organismes internationaux (net). De plus, le tableau 8.15 divulgue des renseignements supplémentaires concernant les souscriptions au capital des institutions internationales de développement.

TABLEAU 8.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Souscriptions du Canada au capital de—						
Banque africaine de développement	46,840,351		11,710,088	**58,550,439**	11,710,088	11,710,088
Moins: effets à payer		11,710,088	11,710,088			
	46,840,351	*11,710,088*	*23,420,176*	***58,550,439***	*11,710,088*	*11,710,088*
Banque asiatique de développement	169,758,879	6,575,201	6,283,960	**169,467,638**	- 291,241	13,141,679
Moins: effets à payer	20,064,707	3,770,376	4,376,789	**19,458,294**	- 606,413	- 606,413
	149,694,172	*10,345,577*	*10,660,749*	***150,009,344***	*315,172*	*13,748,092*
Banque de développement des Caraïbes	13,344,281	863,296		**12,480,985**	- 863,296	307,842
Moins: effets à payer	1,421,319			**1,421,319**		- 210,254
	11,922,962	*863,296*		***11,059,666***	*- 863,296*	*518,096*
Banque interaméricaine de développement	158,040,250	10,829,108	10,164,368	**157,375,510**	- 664,740	13,630,830
Moins: effets à payer	45,681,437	10,164,368	11,875,340	**43,970,465**	- 1,710,972	1,370,023
	112,358,813	*20,993,476*	*22,039,708*	***113,405,045***	*1,046,232*	*12,260,807*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)	266,156,300	2,060,556	10,686,831	**274,782,575**	8,626,275	18,701,021
Moins: effets à payer	16,200,000	9,618,148		**25,818,148**	9,618,148	16,200,000
	249,956,300	*11,678,704*	*10,686,831*	***248,964,427***	*- 991,873*	*2,501,021*
Association internationale de développement	2,231,188,061		266,300,000	**2,497,488,061**[(1)]	266,300,000	333,400,000
Moins: effets à payer	744,277,700	266,300,000	140,661,000	**869,916,700**	125,639,000	215,694,310
	1,486,910,361	*266,300,000*	*406,961,000*	***1,627,571,361***	*140,661,000*	*117,705,690*
Société financière internationale	29,244,801	2,263,593	7,950,055	**34,931,263**	5,686,462	674,654
	2,086,927,760	*324,154,734*	*481,718,519*	***2,244,491,545***	*157,563,785*	*159,118,448*
Institutions financières internationales	1,360,817,662	26,580,910	282,824,731	**1,617,061,483**[(1)]	256,243,821	172,596,954
Moins: effets à payer	715,311,717	280,533,004	119,480,393	**876,364,328**	161,052,611	114,829,764
	645,505,945	*307,113,914*	*402,305,124*	***740,697,155***	*95,191,210*	*57,767,190*
Conseil international de l'étain	4,500,000			**4,500,000**		
Convention internationale sur le caoutchouc naturel	8,262,930		493,878	**8,756,808**	493,878	3,025,403
Associations et organismes internationaux—						
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	15,676			**15,676**		- 8,675
Conseil de coopération douanière	6,309			**6,309**		
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	613,422			**613,422**		
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	14,508			**14,508**		
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime	1,617			**1,617**		
Agence internationale de l'énergie atomique	65,656			**65,656**		
Organisation de l'aviation civile internationale	71,419			**71,419**		
Organisation internationale du travail	68,666			**68,666**		
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	46,382		12,545	**58,927**	12,545	1,191
Obligations des Nations Unies	444,199	444,199			- 444,199	- 406,688
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	630,715		52,744	**638,459**	52,744	

TABLEAU 8.14

ORGANISMES INTERNATIONAUX —*Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel			249,888	**249,888**	249,888	
Organisations des Nations Unies	3,546,774			**3,546,774**		- 28,104
Organisation mondiale de la santé	177,223	13,866		**163,357**	- 13,866	
	5,702,566	*458,065*	*315,177*	***5,559,678***	*- 142,888*	*- 442,276*
Total	2,750,899,201	631,726,713	884,832,698	**3,004,005,186**	253,105,985	219,468,765
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire		303,031,339	4,324,150	**298,707,189**	298,707,189	
	2,750,899,201	934,758,052	889,156,848	**2,705,297,997**	- 45,601,204	219,468,765
Sommaire—						
Organismes internationaux	4,293,856,081	49,630,729	596,729,088	**4,840,954,440**	547,098,359	566,746,195
Moins: paiements effectués en vertu d'une autorisation budgétaire		303,031,339	4,324,150	**298,707,189**	298,707,189	
	4,293,856,081	352,662,068	601,053,238	**4,542,247,251**	248,391,170	566,746,195
Moins: effets à payer	1,542,956,880	582,095,984	288,103,610	**1,836,949,254**	293,992,374	347,277,430
Total	2,750,899,201	934,758,052	889,156,848	**2,705,297,997**	- 45,601,204	219,468,765

(1) Les souscriptions à l'Association et les prêts aux institutions financières internationales sont utilisés dans le but de prêter des fonds aux pays en voie de développement à des taux favorables aux emprunteurs. De plus, tel que décrit antérieurement dans cette section sous la rubrique «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement», une aide au développement international a été également fournie aux pays en voie de développement.

TABLEAU 8.15

SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

	Souscriptions d'actions		Actions versées achetées			Coût des actions versées appelées au remboursement mais non encore payées	Valeur estimative des actions remboursables à vue(2)	Autorisation parlementaire disponible pour emploi dans les exercices subséquents	
				Coût					
	Versées	Remboursables à vue	Nombre d'actions	Devises étrangères	Monnaie canadienne(1)			Nombre d'actions	Valeur estimative
					$	$	$		$
Banque africaine de développement	4,200	12,600	4,200		58,550,439(3)		175,651,316(4)	12,600	181,449,560(5)
Banque asiatique de développement	8,740	36,403	8,740	$105,434,978É-U	137,645,364		573,307,179	36,403	573,307,179(5)
	2,370	45,030	1,896	18,960,000DTS	31,822,274	7,955,568	755,779,017		
Banque de développement des Caraïbes	1,585	5,355	1,585	$9,560,310É-U	12,480,985		42,167,677	5,355	42,167,677(5)
Banque interaméricaine de développement	9,982	115,220	9,982	$120,548,074É-U	157,375,510		1,814,577,642	63,692	1,003,078,891(5)
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)	(6)	(6)	(6)	(6)	274,782,575		3,132,307,038(7)	(6)	3,134,961,128(9)
Association internationale de développement	(8)	(8)	(8)	(8)	2,497,488,061				(9)
Société financière internationale	26,757	20,019(10)	26,757	$26,757,000É-U	34,931,263		26,134,805(10)		(9)

(1) Les devises étrangères ont été converties en dollars canadiens en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1987 ($1É-U = $1.3055 can; 1 DTS = $1.28563 É-U).

(2) Les engagements envers les institutions nécessiteront des paiements futurs de maintien de la valeur. Conformément aux Statuts de la Banque mondiale, les pays sont tenus de maintenir la valeur de certaines portions de leurs souscriptions et de leurs contributions au capital versé. La Banque mondiale n'a pas eu d'étalon de valeur utile depuis 1978 alors que le lien officiel qui existait entre le dollar américain et l'or a cessé. La Banque mondiale a convenu de ne pas exiger le paiement de ces rajustements en attendant l'établissement d'un nouvel étalon de valeur. Le maintien de la valeur n'existe pas en ce qui concerne les contributions à l'Association internationale de développement. En octobre 1986, le Conseil d'administration a convenu d'utiliser les DTS de 1974 comme étalon de valeur. Le «DTS de 1974» est un montant fixe en dollars américains équivalent à la valeur du DTS en 1974 (1.20635 dollar É-U = 1 DTS). Les paiements de maintien de la valeur reprendront le 1er juillet 1987. Il est attendu que les autres institutions en suivront l'exemple.

(3) L'équivalent en monnaie canadienne de 42,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

(4) L'équivalent en monnaie canadienne de 126,000,000 unités de compte. Une unité = $1.20635 É-U = $1.1556 can au mois de mai 1979.

(5) Ces montants sont présentés comme des autorisations non budgétaires qui ne s'annulent pas dans la section ministérielle des Affaires extérieures du volume II, partie I (section 3).

(6) La souscription du Canada s'élève à 21,782 actions. Les paiements sont appliqués à l'émission entière comme un pourcentage de chacune des actions.

(7) Évaluée à $2,399,316,000 É-U convertis à $1 É-U = $1.3055 can. Ceci représente approximativement 91.31% du total de la souscription.

(8) À l'exception des effets à payer dans le tableau 8.14, il n'existe aucune souscription de billets en circulation. La comptabilité est fondée sur les valeurs du dollar plutôt que sur le nombre d'actions.

(9) Les autorisations pour souscriptions et paiements représentent des crédits budgétaires annuels figurant dans la section ministérielle des Finances du volume II, partie I (section 16).

(10) Ceci représente un engagement du Canada envers le capital de la Société à être acquitté d'ici 1990, plutôt qu'un montant remboursable à vue.

Banque africaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque africaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L50 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt.

Banque asiatique de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque asiatique de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris les crédits 40 et L50 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces et sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Banque de développement des Caraïbes

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque de développement des Caraïbes, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits.

Au cours de l'exercice, une opération a été effectuée en ce qui regarde un redressement dû à la réévaluation.

Banque interaméricaine de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque interaméricaine de développement, telles qu'autorisées par la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris le crédit L50 des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale)

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit 5 et le crédit L6 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces et sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt, et un redressement dû à la réévaluation.

Association internationale de développement

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de l'Association internationale de développement, telles qu'autorisées par la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, et diverses lois de crédits (y compris le crédit L6 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87). Les souscriptions à l'Association, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, servent à prêter des fonds aux pays en voie de développement, aux fins de développement, à des taux très favorables à l'emprunteur (ne portent pas d'intérêt, d'une durée de 50 ans avec un délai de grâce de 10 ans).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires sous forme d'effets à vue, non productifs d'intérêt et non négociables.

Société financière internationale

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au capital de la Société financière internationale, qui fait partie des groupes de la Banque mondiale, telles qu'autorisées en vertu de diverses lois de crédits (y compris le crédit 5 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87).

Au cours de l'exercice, les opérations comprenaient des souscriptions supplémentaires en espèces, et un redressement dû à la réévaluation.

Institutions financières internationales

Ce compte inscrit les prêts à titre d'aide aux institutions financières internationales, tels qu'autorisés par la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), la Loi d'aide au développement international (institutions financières), et diverses lois de crédits (y compris les crédits 35, L45, L45a et L45c des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1, n° 2, n° 3 et n° 5 de 1986-87).

Les soldes et opérations pour les prêts aux diverses institutions financières internationales sont comme suit:

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Banque africaine de développement	4,343,896	125,000		4,218,896
Fonds africain de développement	349,225,836	6,772,495	117,145,830	459,599,171
Moins: effets à payer	193,540,915	117,145,830	36,000,758	274,685,987
	155,684,921	*123,918,325*	*153,146,588*	*184,913,184*
Société de développement des Andes	4,750,020	187,480		4,562,540
Banque asiatique de développement (Spécial)	27,027,000			27,027,000
Fonds asiatique de développement	538,787,028		133,259,322	672,046,350
Moins: effets à payer	399,364,308	133,259,322	56,192,000	476,431,630
	139,422,720	*133,259,322*	*189,451,322*	*195,614,720*
Banque de développement des Caraïbes—Fonds de développement agricole	8,600,000			8,600,000
Banque de développement des Caraïbes—Régionale des Caraïbes du Commonwealth	5,583,200	361,200		5,222,000
Banque de développement des Caraïbes (Spécial)	49,139,015	1,133,265	11,081,100	59,086,850
Moins: effets à payer	14,752,444	11,081,100	290,540	25,543,004
	34,386,571	*12,214,365*	*11,371,640*	*33,543,846*
Banque centraméricaine d'intégration économique	2,333,279	25,500		2,307,779
Fonds des opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement	285,801,255	15,179,430	14,263,752	284,885,577
Moins: effets à payer	71,996,050	11,972,025	16,539,095	67,428,980
	213,805,205	*27,151,455*	*30,802,847*	*217,456,597*
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	27,916,000	1,806,000		26,110,000
Fonds international pour le développement agricole	42,000,000		7,074,727	49,074,727
Moins: effets à payer	35,658,000	7,074,727	10,458,000	32,274,727
	6,342,000	*7,074,727*	*17,532,727*	*16,800,000*
Fonds monétaire international	15,311,133	990,540		14,320,593
	645,505,945	307,113,914	402,305,124	740,697,155

Conseil international de l'étain

Ce compte inscrit les souscriptions du Canada au Conseil international de l'étain, telles qu'autorisées par des lois antérieures portant affectation de crédits. Les souscriptions sont effectuées en vue de placement dans les stocks régulateurs prévus antérieurement et continués aux termes du sixième accord international sur l'étain.

Convention internationale sur le caoutchouc naturel

Ce compte enregistre la quote-part du Canada au financement des stocks régulateurs de caoutchouc naturel, telle qu'autorisée par une loi antérieure portant affectation de crédits et étendue pour les exercices 1986-87 et 1987-88 par le crédit L18c des Affaires extérieures, de la Loi de crédits n° 5 de 1986-87. Conformément à la convention internationale de 1979 sur le caoutchouc naturel, le Canada est engagé à participer, jusqu'à concurrence de $12,500,000, au financement des stocks régulateurs de caoutchouc.

Associations et organismes internationaux

Ces éléments représentent la valeur à l'origine des paiements effectués par le gouvernement du Canada aux fonds de roulement tenus par des organismes internationaux, desquels le Canada est membre. La participation dans le financement de ces fonds de roulement, fondée sur l'échelle des cotisations, est prescrite par les règlements financiers concernant l'éligibilité dans ces organismes. Les paiements aux fonds ne portent pas d'intérêt et n'ont pas de dates de remboursement prévues, mais sont comptabilisés par les organismes à titre de crédits provenant de nations membres. Les paiements effectués par le Canada ont été autorisés par des lois de crédits.

Au cours de l'exercice, des avances supplémentaires aux fonds de roulement de l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ont été autorisées par les crédits L15, L16a et L17c des Affaires extérieures, des Lois de crédits n° 1, n° 2, n° 3 et n° 5 de 1986-87.

Au cours de l'exercice, le Canada a effectué des paiements de: 14,152 francs suisses évalués à $12,545 can à l'Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, $182,400 É-U évalués à $249,888 can à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et, $38,220 É-U évalués à $52,744 can à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. En outre, le Canada a touché un remboursement de $10,080 É-U évalués à $13,866 can de l'Organisation mondiale de la santé.

Ce compte comptabilisait également les obligations des Nations Unies achetées par le gouvernement du Canada en septembre 1962. Ces obligations ont été rachetées au cours de l'exercice.

AVANCES À LA CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

Des avances ont été consenties en vertu des Parties I et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'achat de terres et améliorations permanentes, dégrèvements de biens-fonds, achat d'animaux de ferme et de matériel et protection des garanties et, en vertu de la Partie II de la Loi, pour l'achat, le lotissement et l'aménagement de terrains, pour

faire des versements échelonnés aux anciens combattants pendant la construction et pour le parachèvement de maisons, après l'exécution des contrats de construction, etc. Après l'exécution du contrat en ce qui regarde la construction de chaque maison, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prend ou fait prendre une hypothèque sur la propriété et rembourse la Caisse pour le plein montant de cette propriété. Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $605,000,000.

Une provision égale à $^1/_{10}$ des prestations versées aux anciens combattants a été établie à chaque année, jusqu'en 1978-79 inclusivement. Depuis cette date, une prévision annuelle des exigences a été effectuée, et les provisions sont établies, au besoin. Ces provisions sont imputées aux dépenses budgétaires et sont créditées au compte de provisions pour prestations conditionnelles. Ce compte fait état des provisions nettes accumulées pour prestations aux anciens combattants sous forme de radiation de prêts autorisée par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Ces prestations entrent en vigueur seulement lorsque les anciens combattants auront rempli certaines conditions. À la fin de 10 ans, les exigences ayant été satisfaites, la provision accumulée est imputée au compte des provisions pour prestations conditionnelles, et est créditée au compte de prêts de l'ancien combattant.

Le tableau 8.16 résume les soldes et les opérations relativement aux avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

TABLEAU 8.16

CAISSE DE LA LOI SUR LES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	162,021,335	35,842,001	9,027,656	**135,206,990**	- 26,814,345	- 31,299,271
Moins: provisions pour prestations conditionnelles	993,470		376,503	**616,967**	- 376,503	35,627
Total	161,027,865	35,842,001	9,404,159	**134,590,023**	- 26,437,842	- 31,334,898

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Les entreprises mixtes et en coparticipation sont des entités dont le capital-actions appartient conjointement au gouvernement et à d'autres gouvernements et/ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs. Ce groupe a été établi afin de permettre l'enregistrement et/ou la déclaration des prêts, dotations en capital et avances du gouvernement à de telles entités. Des renseignements supplémentaires sur ces entités sont présentés dans le volume III des Comptes publics.

En vertu de l'article 118 de la Loi sur la faillite, le surintendant des faillites a reçu des actions dans plusieurs sociétés, actions tenant lieu de prélèvements en espèces payables à la Couronne. L'objectif du gouvernement de partager la propriété de ces sociétés avec d'autres entités n'est pas dans le but d'encourager la réalisation d'objectifs communs d'exploitation.

Le tableau 8.17 présente un sommaire des soldes et des opérations relatifs aux divers genres de prêts, dotations en capital et avances accordés à des entreprises mixtes et en coparticipation.

TABLEAU 8.17

ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Corporation de développement du Canada—Conseil du Trésor	322,000,000	228,831,086		**93,168,914**	- 228,831,086	
Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Transports						
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources	57,804,000			**57,804,000**		
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources	14,750,000			**14,750,000**		
Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée—Affaires indiennes et Nord canadien						
Nanisivik Mines Limitée—Affaires indiennes et Nord canadien						
National Sea Products Limited—Expansion industrielle régionale						
Newfoundland and Labrador Development Corporation Limitée—Expansion industrielle régionale—						
Capital-actions	200			**200**		
Prêts	25,000,000	500,000		**24,500,000**	- 500,000	
	25,000,200	*500,000*		***24,500,200***	*- 500,000*	
North Portage Development Corporation—Conseil du Trésor						
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc—Énergie, Mines et Ressources						
N.S. Holdco Limited—Conseil du Trésor—						
Capital-actions	44,300,000		15,240,000	**59,540,000**	15,240,000	16,800,000
Avance	3,000,000	3,000,000			- 3,000,000	
	47,300,000	*3,000,000*	*15,240,000*	***59,540,000***	*12,240,000*	*16,800,000*
125459 Canada Limited—Conseil du Trésor	167,570,000			**167,570,000**		76,795,000
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale	400			**400**		
Télésat Canada—Communications	30,000,000			**30,000,000**		
Total	664,424,600	232,331,086	15,240,000	**447,333,514**	- 217,091,086	93,595,000

Corporation de développement du Canada

Cette Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Corporation de développement du Canada, afin de mettre sur pied et d'entretenir des sociétés solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé, d'élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et d'exploiter ces sociétés de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.

La Loi sur la réorganisation de la Corporation de développement du Canada a autorisé la vente des actions ordinaires de la Corporation détenues par le gouvernement.

Au cours de l'exercice, le gouvernement a vendu 21,825,646 actions ordinaires. Les avoirs en actions détenus par le gouvernement s'élèvent maintenant à 8,886,344 actions ordinaires sans valeur au pair. Plusieurs Canadiens participent à la propriété de la Société.

Compagnie de navigation Canarctic Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, aux fins d'acheter, de vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.

En 1977-78, 305,996 actions ordinaires de la Compagnie de navigation Canarctic Limitée, ayant une valeur totale de $305,996 et représentant 51% des actions ordinaires en circulation, ont été acquises et imputées aux dépenses budgétaires (crédit 10 des Transports—Dépenses de fonctionnement de la marine). Le solde des actions en circulation est détenu par North Water Navigation Ltd.

Société coopérative de l'énergie

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, afin d'exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. La Société est une société de portefeuille dont les actionnaires sont les coopératives participantes et le gouvernement du Canada. La participation du gouvernement vise à regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut souscrire pour des actions et des débentures à participation de

la Société, les acquérir et les détenir, au nom du gouvernement du Canada. À cette fin, ce dernier peut accorder, au cours du prochain exercice, un montant d'appariement jusqu'à concurrence de $100,000,000, contre les fonds de placement versés par des organismes coopératifs participants.

Les dotations en capital du gouvernement dans la Société, telles qu'autorisées par la Loi sur les coopératives de l'énergie, sont inscrites à ce compte et sont composées de:

	31 mars 1987
	$
Débentures à participation	3,075,900
57,804 actions de catégorie B	5,780,400
489,477 actions de catégorie D	48,947,700
	57,804,000

Les débentures à participation rapportent des intérêts de 6% par année, lesquels sont payables tous les 31 décembre. Au 31 mars 1987, le gouvernement a reçu 823,665 actions de catégorie C de $1 chacune, tenant lieu de valeurs en espèces concernant l'intérêt sur les débentures à participation. Ces actions de catégorie C ne sont pas inscrites dans les comptes du Canada.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 25% des actions en circulation.

Lower Churchill Development Corporation Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Terre-Neuve, afin d'établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.

Ce compte comptabilise les dotations en capital du gouvernement dans la Société. Relativement à la participation canadienne, de concert avec le gouvernement de Terre-Neuve, à la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill au Labrador, le gouvernement est autorisé à acheter environ 49% des actions de la Lower Churchill Development Corporation Limitée.

Le gouvernement a acquis 1,475 actions de catégorie A, soit 49% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation appartient à Labrador Hydro (un agent du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador).

Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de l'Ontario, aux fins de faire l'acquisition des éléments d'actif d'une fabrique insolvable de bâtons de jeu de crosse, située dans la réserve de St-Régis, sur l'île de Cornwall.

Les avoirs détenus par le gouvernement dans la Société se composent de 1,000 actions ordinaires, ce qui représente 10% du capital autorisé.

La Société est présentement inactive.

Nanisivik Mines Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de l'Alberta, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin d'étudier la possibilité d'exploiter des mines de plomb et de zinc dans l'Arctique canadien, de créer de l'emploi pour les Inuit et d'augmenter la présence canadienne dans l'Arctique.

Le gouvernement a encouru des dépenses en capital pour environ $24.4 millions relativement à la construction d'installations d'infrastructure pour Nanisivik Mines Limitée.

En retour des installations d'infrastructure, la Société a émis au gouvernement 1,800,000 actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale. Ceci représentait 18% des actions émises. Une société du secteur privé intitulée Mineral Resources International Limited, détient une participation majoritaire dans cette Société.

Le 12 novembre 1986, Mineral Resources International Limited a versé une somme de $6,012,000 contre les actions ordinaires détenues par le gouvernement. Ce montant a été crédité aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

National Sea Products Limited

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse, aux fins de traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. La participation du gouvernement vise à restructurer la pêcherie de Nouvelle-Écosse.

Conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique, le gouvernement a acquis des actions dans la Société. Les avoirs détenus par le gouvernement se composent de 1,527,043 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,527,043 actions sans valeur au pair et sans droit de vote. Ceci représente 19.8% des actions en circulation.

Les avoirs du gouvernement dans cette Société sont détenus au nom du gouvernement par N.S. Holdco Limited.

Newfoundland and Labrador Development Corporation Limitée

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés de Terre-Neuve, afin d'aider les petites et les moyennes entreprises de Terre-Neuve et du Labrador au moyen de prêts et d'investissements, de services consultatifs de gestion ainsi que d'autres services et formes d'appui connexes.

Capital-actions

Le gouvernement a acheté 200 actions ordinaires, ayant une valeur au pair de $1 de Newfoundland and Labrador Development Corporation, Limitée, en vertu d'une entente entre le Canada et Terre-Neuve, conformément à l'article 8(3)c) de la Loi sur les zones spéciales. Ceci représente 40% du nombre d'actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador.

Prêts

Des prêts ont été consentis afin de fournir des services de financement et d'autres services aux petites et moyennes entreprises de Terre-Neuve.

Les prêts portent intérêt à des taux de 8.375% à 18.375% par année, et sont remboursables à la fin de 10 ans, avec des versements finals entre le 13 avril 1987 et le 30 mars 1992.

North Portage Development Corporation

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés du Manitoba, afin de favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. La participation du gouvernement vise à favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 33.3% des actions en circulation. La Société appartient conjointement à la ville de Winnipeg, la province du Manitoba et le gouvernement du Canada.

Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, afin de fournir une gestion de construction et de projets nucléaires.

Le gouvernement a acquis 60 actions ordinaires sans valeur au pair.

Les avoirs en actions détenus par le gouvernement représentent 13.34% des actions en circulation. Le solde des actions en circulation est détenu par quatre sociétés du secteur privé.

N.S. Holdco Limited

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse, dans le but de restructurer la pêcherie de Nouvelle-Écosse.

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Capital-actions

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par le crédit L30 de l'Expansion industrielle régionale, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1986-87. Le gouvernement a acquis 1,240 actions privilégiées de catégorie AA-1 et 14,000 actions privilégiées prioritaires de catégorie 3 de N.S. Holdco Limited pour $1,240,000 et $14,000,000, respectivement. Le gouvernement a reçu également 1,240 actions ordinaires avec droit de vote sans valeur nominale.

Les avoirs détenus par le gouvernement dans la Société au 31 mars 1987 sont comme suit:

a) 17,540 actions ordinaires avec droit de vote (38% des actions émises avec droit de vote);

b) 7,540 actions privilégiées de catégorie AA-1 (100%);

c) 10,000 actions privilégiées de catégorie AA-2 (100%);

d) 14,000 actions privilégiées de catégorie 1 (100%);

e) 14,000 actions privilégiées de catégorie 2 (100%); et,

f) 14,000 actions privilégiées de catégorie 3 (100%).

Le solde des actions est détenu par la Banque de Nouvelle-Écosse.

N.S. Holdco Limited détient les actions du gouvernement dans National Sea Products Limited.

Avance

En 1984-85, le gouvernement a avancé un montant supplémentaire de $3,000,000 dans le cas où l'ensemble ou une partie de ces fonds devenait nécessaire pour défrayer les dépenses reliées à la liquidation de North Sydney Investments Limited (auparavant la HB Nickerson and Sons Limited).

Au cours de l'exercice, cette avance a été entièrement remboursée.

125459 Canada Limited

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur les corporations commerciales canadiennes, dans le but de restructurer la pêcherie de Terre-Neuve.

La Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique autorise l'investissement et l'octroi d'aide financière pour permettre la restructuration d'entreprises du secteur des pêches de l'Atlantique, dans le but de les aider à devenir plus viables, compétitives et de propriétés privées.

Les avoirs détenus par le gouvernement dans la Société au 31 mars 1987 sont comme suit:

a) 908 actions ordinaires avec droit de vote (62.6% des actions émises avec droit de vote);

b) 90,775 actions privilégiées de catégorie AA (70.5%); et,

c) 76,795 actions privilégiées de catégorie C (73.1%).

Le solde des actions est détenu par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador et la Banque de Nouvelle-Écosse.

La Fishery Products International Limited, une filiale en propriété exclusive de la Société, a été vendue en mars 1987.

Société Inter-Port de Québec

La Société a été constituée par une Loi spéciale du gouvernement du Québec, pour élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.

Le gouvernement a acheté 400 actions ordinaires de la Société à $1 l'action. Ceci représente 40% des actions autorisées. Le solde des actions en circulation est détenu par le gouvernement du Québec.

Télésat Canada

La Société a été constituée par la Loi sur Télésat Canada, afin d'établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.

Le gouvernement a acheté 3,000,000 d'actions ordinaires de la Société à $10 l'action, pour $30,000,000. Ces dotations en capital représentent 49.99% des actions ordinaires en circulation.

DIVERS

Ce groupe enregistre les prêts, dotations en capital et avances qui ne sont pas classés ailleurs.

Le tableau 8.18 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les divers genres de prêts, dotations en capital et avances.

TABLEAU 8.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Prêts et avances comptables—						
Affaires extérieures—						
Employés en mission à l'étranger	9,375,560	8,529,341	7,992,849	**8,839,068**	- 536,492	1,322,884
Missions à l'étranger	12,509,789	431,630,644	429,918,321	**10,797,466**	- 1,712,323	5,535,249
	21,885,349	*440,159,985*	*437,911,170*	***19,636,534***	*- 2,248,815*	*6,858,133*
Défense nationale—						
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés	34,287,202	496,593,854	489,768,718	**27,462,066**	- 6,825,136	343,335
Expansion industrielle régionale—						
Employés affectés au Canada	1,563			**1,563**		
Approvisionnements et Services—						
Diverses avances comptables	4,765,125	4,968,932	5,256,175	**5,052,368**	287,243	- 68,729
Conseil du Trésor—						
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes	11,339,972	18,903,416	13,075,472	**5,512,028**	- 5,827,944	- 1,499,223
Total des prêts et avances comptables	72,279,211	960,626,187	946,011,535	**57,664,559**	- 14,614,652	5,633,516
Autres divers—						
Agriculture—						
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	21,728,805	690,185		**21,038,620**	- 690,185	- 826,354
Communications—						
Biens culturels	2,920			**2,920**		- 1,000
Emploi et Immigration—						
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	57,637,103	13,928,242	18,288,617	**61,997,478**	4,360,375	2,811,432
Énergie, Mines et Ressources—						
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	12,704,003	615,698		**12,088,305**	- 615,698	- 573,440
NewGrade Energy Inc	3,310,043		20,400,000	**23,710,043**	20,400,000	3,310,043
	16,014,046	*615,698*	*20,400,000*	***35,798,348***	*19,784,302*	*2,736,603*
Affaires extérieures—						
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	95,450,065	11,482,018	12,217,046	**96,185,093**	735,028	- 248,781,031
Finances—						
Banque Commerciale du Canada	72,936,360					
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa				**72,936,360**		72,936,360
Administration du pont du port de Saint John	284,686	24,495		**260,191**	- 24,495	- 22,739
Ville d'Oromocto	12,523,963	66,182	530,230	**12,988,011**	464,048	836,499
	4,161	4,161			4,161	7,968
Town of Oromocto Development Corporation	282,151	69,681		**212,470**	69,681	- 66,121
	86,031,321	*164,519*	*530,230*	***86,397,032***	*365,711*	*73,676,031*
Pêches et Océans—						
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	629,972	213,256		**416,716**	213,256	- 28,907
Entreprises de traitement de poissons de fond	192,889			**192,889**		
Pêcheurs d'aiglefin	1,359,570	1,144		**1,358,426**	1,144	46,411
	2,182,431	*214,400*		***1,968,031***	*214,400*	*- 75,318*

TABLEAU 8.18

DIVERS PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES *Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Affaires indiennes et Nord canadien						
British Yukon Railway Company	4,500,000			**4,500,000**		- 250,000
Bande des Chippewa de Kettlepoint	65,000			**65,000**		
Conseil des Indiens du Yukon	4,799,357		1,051,807	**5,851,164**	1,051,807	992,601
Fonds de prêts aux Esquimaux	2,740,882	945,863	482,142	**2,277,161**	- 463,721	- 153,473
Fonds du développement économique des Indiens	48,920,296	18,518,582	7,591,168	**37,992,882**	- 10,927,414	2,415,240
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens	4,822,615	1,156,133		**3,666,482**	- 1,156,133	333,871
Société Inuvialuit régionale			30,000,000	**30,000,000**	30,000,000	
Revendicateurs autochtones	91,328,001	4,969,186	14,171,308	**100,530,123**	9,202,122	13,733,758
Yukon Power Corporation		19,500,000	75,500,000	**56,000,000**	56,000,000	
	157,176,151	*45,089,764*	*128,796,425*	***240,882,812***	*83,706,661*	*17,071,997*
Travail—						
Commissions provinciales des accidents du travail	4,595,000		375,000	**4,970,000**	375,000	80,000
Défense nationale—						
Projets d'habitations des Forces canadiennes	15,093,792	578,407		**14,515,385**	578,407	404,704
Travaux publics—						
Burgeo Leasing Limited	148,527	9,717		**138,810**	- 9,717	- 9,070
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	1,125,000	226,567	1,567	**900,000**	- 225,000	225,000
Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve	19,311,904	19,311,904			- 19,311,904	
Sydney Steel Corporation	5,218,162			**5,218,162**		
	25,803,593	*19,548,188*	*1,567*	***6,256,972***	*- 19,546,621*	*234,070*
Expansion industrielle régionale—						
Canadair Limitée[1]	592,837	147,122		**445,715**	- 147,122	- 147,122
Industrie canadienne de défense	10,883,466	4,717,505		**6,165,961**	- 4,717,505	- 11,661,911
Option d'achat d'actions de la compagnie						
Programme d'expansion des entreprises	14,894,464	13,497,964		**1,396,500**	- 13,497,964	- 5,085,000
Programme de développement industriel et régional	1,250,000			**1,250,000**		
	27,620,767	*18,362,591*		***9,258,176***	*- 18,362,591*	*- 16,894,033*
Solliciteur général—						
Libérés conditionnels	14,025	21,070	22,452	**15,407**	1,382	- 5,306
Approvisionnements et Services—						
Banque Commerciale du Canada	15,189,000			**15,189,000**		15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense	16,724,007	15,000,000		**1,724,007**	- 15,000,000	15,000,000
	31,913,007	*15,000,000*		***16,913,007***	*- 15,000,000*	*30,189,000*
Transports—						
Coast Ferries Limited	100,000			**100,000**		
Corporation de la ville de Montréal	558,697	86,255		**472,442**	- 86,255	- 83,641
Commissaires du port de Hamilton	966,428	208,688		**757,740**	- 208,688	- 199,845
Société des Transports du Nord Limitée	7,000,000			**7,000,000**		7,000,000
Commission du port de Port Alberni	855,359	132,473		**722,886**	- 132,473	- 123,179
Commission du port de Thunder Bay	285,595	74,299		**211,296**	- 74,299	- 69,066
	9,766,079	*501,715*		***9,264,364***	*- 501,715*	*6,524,269*
Affaires des anciens combattants—						
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	61,704		12,006	**73,710**	12,006	10,830
Comptes sans opérations courantes						- 14,551,154
Total des autres divers	551,090,809	126,196,797	180,643,342	**605,537,355***	54,446,546	- 148,672,808
Total	623,370,020	1,086,822,984	1,126,654,878	**663,201,914**	39,831,894	- 143,039,292

(1) Ce compte était déclaré antérieurement au tableau 8.3.

Employés en mission à l'étranger

Un compte d'avance de fonds de roulement a été établi afin de financer des prêts et avances aux employés en mission à l'étranger, y compris les employés d'autres départements et organismes du gouvernement. La portée de ce compte a été élargie pour inclure les prêts et avances au personnel à l'étranger, engagé sur place, y compris les personnes à leur charge, aux fins de dépenses médicales.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $14,500,000.

Le solde de fermeture consiste en des prêts de $6,769,047 aux employés; des avances de $1,044,099 pour frais médicaux; et, des dépôts de garantie et autres dépôts de $1,025,922 en vertu des Directives des services à l'étranger.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9% à 13% par année, et sont remboursables sur une période de 4 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 30 juin 1990.

Missions à l'étranger

Des avances non productives d'intérêt ont été effectuées pour le financement provisoire des dépenses encourues aux missions à l'étranger, en attendant la répartition aux crédits des Affaires extérieures et des autres départements et organismes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $30,000,000.

Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés

Ce compte a été établi dans le but de financer: *a*) des avances fixes de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics; *b*) des avances permanentes; *c*) des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger; et, *d*) des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $60,000,000.

Employés affectés au Canada

Ce compte inscrit les avances de comptes bancaires à montant fixe effectuées aux bureaux régionaux.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $1,950,000.

Diverses avances comptables

Le solde de fermeture représente des montants en circulation entre les mains des départements, organismes et particuliers à la fin de l'exercice, qui seront dépensés au cours de l'exercice subséquent.

Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes

Ce compte fonctionne afin de fournir des avances permanentes de déplacement, et d'alimenter les petites caisses et les comptes d'avances bancaires à montant fixe des départements et organismes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $17,000,000.

Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples

Des prêts ont été consentis pour financer la construction de bâtiments d'exposition à usages multiples.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables sur des périodes de 28 à 30 ans, portant intérêt à des taux de 7.432% à 9.684% par année, avec des versements finals entre le 31 mai 1995 et le 1er mai 2008, $18,389,214;

b) remboursables sur des périodes de 20 à 26 ans, portant intérêt à des taux de 7.266% à 9.420% par année, avec des versements finals entre le 31 décembre 1992 et le 15 février 2005, $2,173,104; et,

c) remboursables sur des périodes de 10 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 7.613% à 8.766% par année, avec des versements finals entre le 1er mai 1988 et le 1er août 1992, $476,302.

Biens culturels

Des prêts peuvent être consentis à des établissements et à des administrations sis au Canada, afin d'acquérir des objets sur lesquels des licences d'exportation ont été refusées en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, ou afin d'acheter des biens culturels situés à l'extérieur du Canada qui sont afférents à l'héritage national.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés en vertu du crédit L20 des Communications, des Lois de crédits nº 1 et nº 2 de 1986-87. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $10,000 par exercice.

Le prêt en circulation porte intérêt au taux de 10.875% par année, et est remboursable sur une période de 5 ans, avec le versement final le 30 septembre 1988.

Le versement payable le 30 septembre 1986, a été reçu en 1987-88.

Fonds de prêts d'aide à l'immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'affectation de prêts aux immigrants et à de telles catégories d'individus.

Au cours de l'exercice, le montant total en réserve imputable en tout temps a été augmenté à $90,000,000 suite à une modification à l'article 121(3) de la Loi sur l'immigration.

Au cours de l'exercice, la radiation de prêts s'élevant à $32,631 a été autorisée par le crédit 21c de l'Emploi et de l'Immigration, de la Loi de crédits nº 5 de 1986-87.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, portant intérêt à des taux de 6% à 15% par année, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 1[er] avril 1992, $5,399,859; et,

b) remboursables en versements mensuels sur des périodes de 1 à 5 ans, avec une prorogation éventuelle de 2 ans, non productifs d'intérêt, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 1[er] avril 1992, $56,597,619.

Institut de recherche de l'Hydro-Québec

Des prêts ont été consentis à titre d'aide financière en vue de la construction et pour le fonctionnement de l'Institut de recherche de l'Hydro-Québec, et ceux-ci sont garantis par la province de Québec.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.187% à 7.937% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 25 mars 1999.

NewGrade Energy Inc

Des prêts ont été consentis à la Société NewGrade Energy Inc, pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd dans la province de la Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L31a de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de la Loi de crédits nº 3 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.55% par année, et sont remboursables lorsque la Société prend des dispositions pour faire un financement à long terme.

Expansion du commerce d'exportation

Conformément à l'article 31 de la Loi sur l'expansion des exportations, le gouverneur en conseil peut autoriser la Société à consentir des prêts où la responsabilité serait pour une période, ou un montant dépassant ce à quoi la Société s'engagerait normalement. De tels prêts sont financés directement par des versements sur le Fonds du revenu consolidé et sont administrés par la Société au nom du gouvernement du Canada.

Le tableau suivant présente les soldes et les opérations pour les prêts consentis au secteur privé, ainsi que les modalités des remboursements:

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
a) durée de 1 an, non productifs d'intérêt:				
Norvège	– 393		393	
b) durée de 6 à 10 ans, portant intérêt à des taux de 8% à 8.75% par année, avec les remboursements finals entre juin 1987 et septembre 1988:				
États-Unis	16,797,031	1,086,669		15,710,362
c) durée de 11 à 15 ans, portant intérêt à des taux de 7.25% à 9.5% par année, avec les remboursements finals entre octobre 1991 et octobre 2000:				
Antigua	27,800,713		12,216,653	40,017,366
Brésil	20,399,026	6,545,418		13,853,608
Kenya	1,889,247	1,889,247		
Norvège	28,194,740	1,824,033		26,370,707
Turquie	172	172		
Zambie	286,590	136,479		150,111
	78,570,488	*10,395,349*	*12,216,653*	*80,391,792*
d) durée de 18 ans, non productifs d'intérêt, avec le remboursement final en novembre 1988:				
Nigeria	82,939			82,939
	95,450,065	11,482,018	12,217,046	96,185,093

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits comprenaient des remboursements de prêts de $6,479,321, et un redressement dû à la réévaluation de $5,002,697 à l'égard de prêts s'élevant à $55,435,024 É-U, tandis que les paiements et autres débits comprenaient des prêts de $6,831,374 et un transfert de $5,385,672 du compte pour l'expansion du commerce d'exportation sous la rubrique «Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement». Des intérêts de $2.2 millions ont été reçus et crédités aux Recettes non fiscales—Produits de placements.

Banque Commerciale du Canada

Des avances ont été consenties à la Banque Commerciale du Canada, représentant la participation du gouvernement dans le groupe de soutien, telle qu'autorisée par la Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada. Ces fonds représentent la participation du gouvernement dans un portefeuille de prêts acheté de la Banque (la participation du gouvernement du Canada se chiffre à $60 millions) et l'achat d'obligations non garanties en cours des détenteurs actuels ($13 millions).

Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa

Des prêts ont été consentis à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, pour aider à la construction et à l'aménagement du Centre commémoratif W Clifford Clark.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4.25% à 5.375% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur des périodes de 25 et 45 ans, avec des versements finals entre le 30 septembre 1990 et le 30 septembre 2005.

Administration du pont du port de Saint John

Des avances ont été consenties à l'Administration du pont du port de Saint John en vue du financement, de la construction et de l'exploitation d'un pont à péage au port de Saint John, N-B. Le montant total des avances pour chaque exercice doit être calculé d'après la différence, pour l'année, entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage, et les revenus de l'Administration du pont, remboursable si les revenus de l'Administration du pont pour l'exercice dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour un tel exercice. Les avances portent intérêt à des taux de 5% à 18.375% par année.

Ce compte a été également imputé d'avances consenties à l'Administration, afin de permettre à celle-ci d'effectuer des paiements pour prêts provenant de l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités et/ou de la Société canadienne des ports. Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L25 des Finances, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87.

Ville d'Oromocto

Des prêts étaient consentis à la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick, pour fournir une aide en capital.

Au cours de l'exercice, le prêt en circulation a été entièrement remboursé.

Town of Oromocto Development Corporation

Des prêts ont été consentis à la Town of Oromocto Development Corporation, pour des projets d'habitations dans la ville d'Oromocto, Nouveau-Brunswick. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,250,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% et 5.75% par année, et sont remboursables en versements semestriels égaux sur une période de 30 ans, avec des versements finals entre le 15 novembre 1988 et le 15 février 1992.

Producteurs canadiens de poissons de fond congelés

Des prêts ont été consentis aux producteurs canadiens de poissons de fond congelés, de viande de crabe congelée et en boîte, et de viande de homard congelée et en boîte, afin d'aider au financement de leurs inventaires. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $5,500,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 13% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1987.

Entreprises de traitement de poissons de fond

Des prêts ont été consentis pour aider les entreprises de traitement de poissons de fond au Canada, qui, de l'avis de l'Office de soutien des prix des produits de la pêche, ne peuvent obtenir les fonds nécessaires ailleurs, à des conditions raisonnables, pour maintenir les prix du poisson entier, c'est-à-dire les prix demandés aux producteurs du secteur primaire, au niveau des prix de 1966-68. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000. Les prêts portent intérêt au taux de 8.75% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1984. Aucun remboursement de prêts et aucun intérêt n'ont été reçus depuis novembre 1982.

Des prêts, au montant de $3,000,000, ont été également consentis aux usines de poissons endommagées par la glace, à Terre-Neuve, au Labrador et sur la Côte Nord du Québec, pour fournir des avances de fonds de roulement en vue d'aider les producteurs canadiens de produits de poissons de fond, à Terre-Neuve et au Québec, à faire face aux pertes subies, en mai et juin 1974, en raison des glaces. Les prêts portent intérêt à des taux de 8% à 10% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 7 ans, avec le versement final en décembre 1985. Aucun remboursement de prêts et aucun intérêt n'ont été reçus depuis novembre 1982.

Pêcheurs d'aiglefin

Des prêts ont été consentis aux pêcheurs d'aiglefin de la Nouvelle-Écosse, suite à la fermeture de leur pêcherie du 1er février au 31 mai 1975, aux termes d'un accord conclu en vertu de l'Entente internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $1,650,000.

Les prêts portaient intérêt au taux de 8% par année, et étaient remboursables en versements annuels égaux sur une période de 4 ans, avec le versement final en 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

British Yukon Railway Company

Un prêt a été consenti à la British Yukon Railway Company, pour le chemin de fer White Pass et Yukon, pour l'entretien et l'amélioration du service ferroviaire du Yukon.

Le prêt est non productif d'intérêt, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 décembre 2003. Les versements arriérés portent intérêt au taux fixé par le ministre des Finances en ce qui regarde les prêts consentis aux sociétés de la Couronne, et ceci en vigueur le jour où le versement est dû.

Bande des Chippewa de Kettlepoint

Un prêt non productif d'intérêt a été accordé à la Bande des Chippewa de Kettlepoint, pour l'achat des terrains n[os] 60 et 61 de la concession ouest du chemin du Lac, dans le canton de Bosanquet, Comté de Lambton, Ontario. Des négociations concernant les revendications des terres ont été amorcées avec la Bande et il est espéré que le prêt sera entièrement remboursé au moment du règlement.

Conseil des Indiens du Yukon

Des prêts ont été consentis au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens Indiens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement concernant les revendications des terres appartenant aux Indiens du Yukon.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L56a des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi de crédits n° 3 de 1986-87.

Ces prêts sont remboursables en entier lors du règlement des revendications des terres, et sont non productifs d'intérêt jusqu'à la conclusion d'une entente de principe ayant trait à ce règlement.

Fonds de prêts aux Esquimaux

Des prêts ont été consentis à des particuliers esquimaux ou groupes d'Esquimaux, afin d'encourager les activités commerciales et les métiers profitables. Des prêts ont été également consentis à des sociétés coopératives, à des caisses de crédit, à des caisses populaires ou à toutes autres sociétés de crédit constituées conformément aux lois des provinces, et dont les membres sont en grande partie des Esquimaux, ou à des sociétés commerciales constituées selon les lois du Canada, ou, des provinces, et dont les Esquimaux détiennent un intérêt majoritaire.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $7,072,000.

Au cours de l'exercice, la radiation de prêts s'élevant à $461,825 a été autorisée par le crédit 21c des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi de crédits n° 5 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 21% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 15 ans, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 23 octobre 2001.

Fonds du développement économique des Indiens

Des prêts ont été consentis en vue de promouvoir le développement économique des Indiens, aux Indiens, ou bandes indiennes, ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce développement.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $70,000,000.

Au cours de l'exercice, la radiation de prêts s'élevant à $14,157,728 a été autorisée par le crédit 6c des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi de crédits n° 5 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt à des taux de 5% à 22.25% par année, et sont remboursables sur des périodes de 1 mois à 15 ans, avec des versements finals entre le 1[er] avril 1987 et le 31 mars 1999.

Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens

Des prêts de deuxième hypothèque ont été accordés, afin de fournir une aide financière aux Indiens et Inuit pour la construction ou l'acquisition de maisons, et l'achat de terrains dans des régions autres que sur les réserves indiennes. La portée du compte a été élargie pour autoriser des prêts et des avances aux Indiens et Inuit afin de leur permettre de réparer ou d'apporter des améliorations aux maisons au moment de l'achat, dans des régions autres que des réserves indiennes.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $20,000,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêt, et sont remboursables en entier en versements annuels égaux ou par suite à une radiation, ou, quand l'emprunteur vend les biens. Lorsque certaines conditions sont remplies en ce qui regarde l'habitation et l'entretien, les versements sont radiés au taux de 10% par année jusqu'à 10 ans.

Au cours de l'exercice, une somme de $397,042 a été radiée en vertu de l'autorisation du crédit L51a du Nord canadien et des Ressources nationales, de la Loi n° 9 de 1966 portant affectation de crédits, et des prêts s'élevant à $565,414 ont été radiés par le crédit 6c des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Loi de crédits n° 5 de 1986-87.

Société Inuvialuit régionale

Un prêt a été consenti à la Société Inuvialuit régionale conformément à l'article 6 de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique pour satisfaire aux obligations contractées par le gouvernement aux termes de l'article 15(4) de la convention conclue le 5 juin 1984 entre le Comité d'étude des droits des autochtones, qui représente les Inuvialuit de la région désignée, au sens de la convention, et le gouvernement du Canada.

Le montant total de l'autorisation de prêts est de $30,000,000 par exercice.

Le prêt porte intérêt au taux de 8% par année, calculé semestriellement et non payable d'avance, et tous les intérêts courus ou prêts impayés qui dépassent $74,049,000 sont remboursables le 31 décembre 1987.

Revendicateurs autochtones

Des prêts ont été consentis aux revendicateurs autochtones, pour couvrir les frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L55 des Affaires indiennes et du Nord canadien, des Lois de crédits n° 1 et n° 2 de 1986-87.

Les modalités des prêts sont comme suit:

a) les prêts sont non productifs d'intérêt dans le cas où ceux-ci sont effectués avant que l'entente de principe ayant trait au règlement des revendications ne soit conclue;

b) les prêts portent intérêt à un taux égal au taux fixé par le ministre des Finances à l'égard des emprunts ayant les mêmes modalités que celles établies pour les sociétés de la Couronne, si ces prêts sont consentis après que l'entente de principe pour le règlement des revendications ne soit conclue; et,

c) les prêts sont dus et payables, quant au principal et aux intérêts, à la date de règlement des revendications, ou à une date fixée à l'intérieur de l'entente, celle-ci étant au plus tard le 31 mars 1996, ou selon la première des deux dates atteinte.

Yukon Power Corporation

Conformément à l'article 4(2) de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, la Commission d'énergie du Nord canadien (une société de la Couronne) a transféré ses biens situés dans le Territoire du Yukon à la Société Yukon Power Corporation. En échange de tels biens, un montant de $95 millions doit être versé au gouvernement du Canada (voir le tableau 8.3—Commission d'énergie du Nord canadien—Prêts dans cette section).

Le 31 mars 1987, la Société Yukon Power Corporation a versé $19.5 millions en espèces et a émis $75.5 millions d'effets au gouvernement du Canada. Le gouvernement du Canada a cédé au gouvernement du Territoire du Yukon, un effet s'élevant à $19.5 millions en application de l'article 7(1) de la Loi. En application de l'article 7(2) de la Loi, la cession de cet effet a été imputée aux dépenses budgétaires et radiée des comptes du Canada.

Commissions provinciales des accidents du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'article 3(4) de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, afin de fournir des fonds d'exploitation dans le but de permettre aux commissions provinciales d'indemnisation d'appliquer la Loi pour le compte de la Couronne, et de régler les réclamations des employés du gouvernement canadien blessés au cours de leur emploi.

Le montant total des avances, lequel est autorisé à être effectué à toutes les commissions provinciales des accidents du travail, ne doit pas dépasser les déboursés pour trois mois d'indemnisation.

Les avances sont non productives d'intérêt et sont remboursables à l'expiration des ententes avec les commissions provinciales.

Projets d'habitations des Forces canadiennes

Des avances ont été consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'égard des prêts accordés par celle-ci aux fins de la construction de projets d'habitations pour les membres des Forces canadiennes.

Les prêts portent intérêt à des taux de 4% à 5.75% par année, et sont remboursables sur des périodes de 35 à 48 ans, avec des versements finals entre le 1er août 1996 et le 1er novembre 2010.

Burgeo Leasing Limited

Des prêts ont été consentis à la Burgeo Leasing Limited, pour la construction d'une rallonge au quai de Burgeo, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $240,000.

Les prêts portent intérêt, fondé sur le taux combiné de 7.147% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 25 ans, avec le versement final le 1er septembre 1996.

Eurocan Pulp and Paper Co Ltd

Des prêts ont été consentis à l'Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, pour la construction d'un terminus maritime à Kitimat, Colombie-Britannique. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $4,500,000.

Les prêts portent intérêt à des taux de 7.062% à 7.812% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une période de 20 ans, avec le versement final le 31 mars 1991.

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve

Des prêts étaient consentis pour la construction d'un quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve. Le montant total de l'autorisation de prêts était de $28,200,520.

Au cours de l'exercice, les prêts ont été radiés conformément au crédit 51c des Travaux publics, de la Loi de crédits n° 5 de 1986-87.

Sydney Steel Corporation

Des prêts ont été consentis à la Sydney Steel Corporation, en vue de la construction d'installations de quais à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le montant total de l'autorisation de prêts est de $6,000,000.

Les prêts portent intérêt au taux de 9.078% par année, et sont remboursables en versements annuels égaux sur une

période de 20 ans, avec le versement final le 12 juin 1998. Les versements sont en souffrance depuis le 1er juin 1979. Une autorisation parlementaire est exigée pour radier le solde.

Canadair Limitée

La Société a été constituée conformément à la Loi sur les corporations canadiennes, et prolongée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, afin de fabriquer et de vendre des avions.

Des prêts ont été consentis à la Société pour le financement de bombardiers d'eau, lesdits prêts devant être recouvrés par la vente des avions.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables seulement lorsque les avions sont vendus.

Industrie canadienne de défense

Des avances ont été consenties à l'industrie canadienne de défense, pour l'aider à moderniser ses usines.

Les avances sont non productives d'intérêt, et sont remboursables sur des périodes de 1 à 10 ans, avec des versements finals entre le 1er avril 1987 et le 31 décembre 1991.

Option d'achat d'actions de la compagnie

Ce compte enregistre l'achat, par la Commission d'aide générale de transition et la Commission d'expansion des entreprises, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, de capital-actions d'une compagnie afin d'y exercer un droit d'option pris par la Commission relativement à la provision d'un prêt, ou à l'assurance d'un prêt, ou une lettre de crédit consentie ou émise à la compagnie aux termes du Règlement sur l'aide générale de transition, du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, ou du programme d'expansion des entreprises lorsque, de l'avis d'un Conseil établi en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Expansion industrielle régionale:

i) la valeur du capital-actions de la compagnie a augmenté par suite de l'aide fournie et lorsque le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de la valeur accrue du capital-actions de la compagnie; ou,

ii) le droit d'option devrait être exercé pour protéger les fonds de la Couronne à l'égard d'un prêt consenti ou d'une assurance souscrite; et,

d'autoriser la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis.

Au cours de l'exercice, des achats supplémentaires ont été autorisés par les crédits L25 et L25a de l'Expansion industrielle régionale, des Lois de crédits nº 1, nº 2 et nº 3 de 1986-87.

Programme d'expansion des entreprises

Ce compte enregistre des prêts à:

a) une personne qui se livre à une activité de fabrication ou de transformation au Canada lorsque, de l'avis de la Commission d'expansion des entreprises, le prêt est nécessaire pour:

i) restructurer son exploitation afin de s'adapter efficacement à la concurrence des marchandises importées à des prix, en quantités et à des conditions susceptibles de porter sérieusement atteinte à l'entreprise ou de la compromettre; ou,

ii) adapter l'entreprise à de nouvelles conditions qui influent sur son accès aux marchés étrangers, conditions attribuables à l'imposition, par un pays autre que le Canada, d'une surtaxe d'importation ou à l'adoption, par ce pays, d'autres mesures ayant le même effet;

b) une personne à l'égard de laquelle la Commission a autorisé l'assurance d'un prêt ne dépassant pas $200,000 lorsque, de l'avis de la Commission, ce prêt est nécessaire pour prévenir un retard sérieux dans la mise en œuvre d'un programme de restructuration;

c) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide aux termes du Règlement sur l'aide à l'industrie des produits de l'automobile, du Règlement sur la stimulation au développement de l'industrie pharmaceutique ou du Règlement de redressement des industries de la chaussure et de la tannerie ou en vertu du programme d'expansion des entreprises ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne ou de ce fabricant lorsque, de l'avis de la Commission, le prêt en question est nécessaire pour protéger les fonds de la Couronne, garantissant un prêt antérieurement consenti ou un prêt ou une lettre de crédit antérieurement assuré, lorsque cette personne ne peut obtenir d'autres sources, les fonds nécessaires pour ces fins à des conditions raisonnables;

d) une personne au Canada qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à des activités de tannerie ou de fabrication de chaussures et qui, de l'avis de la Commission, a besoin d'aide pour établir ou restructurer son exploitation afin de faire face à la concurrence internationale;

e) une personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer à une activité de fabrication, de transformation ou à toute autre activité commerciale destinée à favoriser la mise sur pied, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international de l'industrie canadienne, et pour encourager l'expansion du commerce canadien; et,

f) une personne qui a obtenu antérieurement de l'aide dans le cadre d'un programme d'aide à l'industrie ou à tout syndic ou receveur que la loi autorise à poursuivre les affaires de cette personne pour protéger les fonds de la Couronne qui en découlent.

Au cours de l'exercice, des prêts supplémentaires ont été autorisés par le crédit L26a de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi de crédits nº 3 de 1986-87.

Les prêts portent intérêt à des taux de 9.375% à 10.375% par année, et sont remboursables sur des périodes de 5 à 20 ans, avec des versements finals entre le 15 avril 1987 et le 1er décembre 1998.

Programme de développement industriel et régional

Des prêts ont été consentis à des sociétés et industries pour les aider à s'adapter aux conditions variables et concurrentielles, et à produire des denrées et des services nouveaux, plus viables et plus concurrentiels.

Les prêts portent intérêt au taux de 12.625% par année, et sont remboursables entre le 1er janvier 1989 et le 31 décembre 1998.

Libérés conditionnels

Des prêts ont été consentis à des libérés conditionnels et à des personnes sous surveillance obligatoire, pour aider à leur réadaptation.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $50,000.

Les prêts sont non productifs d'intérêt et sont remboursables avant la cessation de la période de libération conditionnelle ou à l'intérieur d'un an de la date à laquelle les prêts ont été consentis, soit à la période de plus courte durée. Le remboursement de la totalité ou d'une partie du prêt peut être radié par le Solliciteur général, moyennant que certaines conditions soient respectées.

Au cours de l'exercice, des prêts s'élevant à $11,709 ont été radiés conformément au crédit L103b du Solliciteur général, de la Loi nº 1 de 1969 portant affectation de crédits.

Banque Commerciale du Canada

Ce compte représente le montant qui était en dépôt auprès de la Banque Commerciale du Canada, par le Receveur général du Canada, au moment de la cessation des opérations de la Banque le 1er septembre 1985. Puisque le remboursement de ce montant n'était pas prévu aux termes de la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, une autorisation du Parlement est exigée pour radier le solde.

Compte de prêts pour la production de défense

Ce compte a été établi conformément à l'article 15.1 de la Loi sur la production de défense, pour comptabiliser les prêts ou avances à toute fin autrement qu'en vue d'aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration, par une personne quelconque, de biens d'équipement ou de production.

L'article 15.2 de la Loi sur la production de défense a énoncé que les dépenses totales imputées sur le Fonds renouvelable de la production de défense (compte budgétaire), et sur ce compte, ne doivent jamais dépasser par plus de $100,000,000 l'ensemble des sommes:

a) obtenues en conséquence de la vente ou de l'aliénation de matières, substances ou approvisionnements de défense;

b) imputées sur un autre crédit à l'égard des frais d'acquisition, d'emmagasinage, d'entretien ou de transport de stocks de matières ou substances achetées, ou de stocks d'approvisionnements de défense acquis, quand les matières, substances ou approvisionnements de défense peuvent être acquis aux termes de ce crédit;

c) imputées sur un crédit ou payées par un mandataire de Sa Majesté ou par un gouvernement associé, pour couvrir les frais subis relativement à des approvisionnements de défense, dont l'acquittement a eu lieu et a été imputé à même le Fonds renouvelable de la production de défense; et,

d) reçues en remboursement d'un prêt ou d'une avance antérieurement imputé à ce compte.

Un remboursement de $1.7 million dû à ce compte par CAE Aircraft est en litige concernant la date d'échéance du remboursement. Le conseiller juridique est d'avis que le gouvernement ne subira aucune perte.

Coast Ferries Limited

Un prêt a été consenti à la Société aux fins de fonds de roulement.

Le prêt porte intérêt à un taux annuel égal au taux fixé par le ministre des Finances concernant les emprunts des sociétés de la Couronne. Le prêt était dû le 1er avril 1978. Aucun intérêt et aucun remboursement n'a été reçu depuis que le prêt a été consenti.

Corporation de la ville de Montréal

Un prêt a été consenti à la Corporation de la ville de Montréal, à l'égard de la construction d'un tunnel pour les voitures sous le canal Lachine à la hauteur de la rue Atwater.

Le prêt porte intérêt au taux de 3.125% par année, et est remboursable en versements annuels égaux sur une période de 30 ans, avec le versement final le 20 juin 1991.

Commissaires du port de Hamilton

Des prêts ont été consentis aux Commissaires du port de Hamilton, pour aider à l'exploitation du port.

Le montant total autorisé à être en circulation en tout temps est de $4,000,000.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 6.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $42,143;

b) portant intérêt au taux de 5.562% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1987, $40,597; et,

c) portant intérêt au taux de 4.125% par année, remboursable en versements semestriels sur une période de 39 ans, avec le versement final le 31 janvier 2001, $675,000.

Société des Transports du Nord Limitée

Un prêt a été consenti à 141606 Canada Limited, pour financer l'acquisition de l'ancienne Société des Transports du Nord Limitée. La fusion des deux sociétés a eu lieu le 15 juillet 1985 et la nouvelle société s'intitule maintenant la Société des Transports du Nord Limitée.

Le prêt porte intérêt au taux de 4% par année, est remboursable en versements annuels correspondant à 40% du flux annuel de l'encaisse de la Société, et possède une date d'échéance indéfinie.

Commission du port de Port Alberni

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Port Alberni, pour financer la construction d'un nouveau quai de rassemblement de bois.

Les modalités des prêts, de même que leurs soldes de fin d'exercice, sont comme suit:

a) portant intérêt au taux de 8.062% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $188,400; et,

b) portant intérêt au taux de 7.187% par année, remboursables en versements semestriels sur une période de 20 ans, avec le versement final le 30 juin 1991, $534,486.

Commission du port de Thunder Bay

Des prêts ont été consentis à la Commission du port de Thunder Bay, pour l'exploitation du terminus Keefer.

Les prêts portent intérêt au taux de 7.437% par année, et sont remboursables en versements semestriels sur une période de 15 ans, avec le versement final le 30 juin 1989.

Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

Des avances ont été consenties au fonds de roulement de la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, pour l'entretien des sépultures et des cimetières.

Les avances sont non productives d'intérêt et n'ont pas de conditions fixes de remboursement.

PROVISION POUR ÉVALUATION

Conformément à la convention intégrée sur l'évaluation, les éléments d'actif sont sujets à une évaluation annuelle afin de refléter les diminutions de la valeur enregistrée à la valeur estimative de réalisation.

La provision pour évaluation en ce qui regarde les prêts, dotations en capital et avances, représente les pertes estimatives sur la réalisation des prêts, dotations en capital et avances inscrits dans les comptes du Canada à la fin de l'exercice.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Intérêt non perçu enregistré

Conformément aux conventions comptables du gouvernement, l'intérêt échu mais non perçu n'est pas inscrit dans les recettes. Dans certains cas, cet intérêt non perçu est enregistré en ajoutant celui-ci aux comptes de prêts et d'avances applicables, et crédité à un compte d'intérêt non perçu. Comme le gouvernement a pour convention de n'enregistrer les recettes que lorsqu'elles sont reçues, le solde du compte d'intérêt non perçu est déduit du compte de prêts et d'avances pour que ce dernier soit présenté en termes nets.

Le tableau 8.19 fait état des soldes et des opérations de l'exercice à l'égard de l'intérêt non perçu enregistré.

TABLEAU 8.19

INTÉRÊT NON PERÇU ENREGISTRÉ

	1er avril 1986	Montants ajoutés	Perceptions et radiations	31 mars 1987
	$	$	$	$
Prêts, dotations en capital et avances—				
Sociétés de la Couronne—				
Autres sociétés de la Couronne—				
Énergie atomique du Canada, Limitée—				
Habitation	5,167		558	4,609
Usine d'eau lourde de Bruce	35,345,673		4,171,427	31,174,246
Division des produits commerciaux	134,112		22,050	112,062
Centrale nucléaire de Lepreau	49,472,441		647,129	48,825,312
Bureau des services techniques de Sheridan Park	3,364		3,364	
	84,960,757		*4,844,528*	*80,116,229*
Corporation de développement des investissements du Canada—Eldorado Nucléaire Limitée	10,093,433			10,093,433
Société canadienne des ports	4,370,511			4,370,511
Commission d'énergie du Nord canadien—Prêts	10,028,009		2,984,639	7,043,370
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent—Prêts productifs d'intérêt	210,000,000			210,000,000
Administrations provinciales et territoriales—				
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	77,608		7,120	70,488
Programme spécial des prêts sur le développement	3,012		351	2,661
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,589,288		97,545	2,491,743
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	139,929		3,824	136,105
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	31,736,351		1,392,026	30,344,325
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	20,095,972		6,717,093	13,378,879
Centres de services agricoles—Prêts	468,691	104	34,529	434,266
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	12,188,721		382,514	11,806,207
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	394,788	72,479		467,267
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—				
Jamaïque—Aide économique	1,375,000	6,671,875		8,046,875
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	115,802,213			115,802,213
Organismes internationaux—				
Institutions financières internationales—				
Banque interaméricaine de développement	6,416,288	459,100		6,875,388
Divers—				
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	2,256,078		110,052	2,146,026
Société des Transports du Nord Limitée		487,130		487,130
Administration du pont du port de Saint John	825,287	66,182	131,246	760,223
	513,821,936	7,756,870	16,705,467	504,873,339

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1986-87

Comptes à fins déterminées

SOMMAIRE

	Page
Compte du régime de pensions du Canada	9.2
Comptes de pension de retraite	9.4
Compte des rentes sur l'État	9.8
Comptes de dépôt et de fiducie	9.8
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces	9.20
Autres comptes à fins déterminées	9.21
États supplémentaires—	
Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	9.30
Compte des rentes sur l'État	9.34
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)	9.37

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

Les comptes à fins déterminées représentent la valeur inscrite des dettes du gouvernement du Canada en sa qualité d'administrateur de certains deniers publics reçus ou perçus à des fins déterminées, en vertu de lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats. Ces deniers publics ne peuvent être déboursés qu'à des fins conformes aux lois, fiducies, conventions, entreprises ou contrats.

En raison du caractère spécial de ces fonds, il est nécessaire de tenir des comptes particuliers afin d'assurer une comptabilité grâce à laquelle les fonds ne sont utilisés que pour les fins auxquelles ils sont reçus ou perçus. Les lois sur certains comptes autorisent que soient faits des placements et, dans certains cas, que le solde des comptes rapporte de l'intérêt.

Cette section donne des précisions concernant les comptes à fins déterminées sur lesquels des renseignements sommaires ont été donnés dans les sections 1 et 2 de ce volume.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Les états financiers du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, du Compte des rentes sur l'État et de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), de même que les rapports du Vérificateur général y afférents, sont présentés à la fin de cette section.

TABLEAU 9.1

COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 9.2	31,714,801,834	8,379,582,805	5,861,678,611	**34,232,706,028**	2,517,904,194	2,658,350,155
Moins: titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 9.2	29,496,612,000	563,462,000	1,525,443,000	**30,458,593,000**	961,981,000	2,147,516,000
	2,218,189,834	*8,943,044,805*	*7,387,121,611*	***3,774,113,028***	*1,555,923,194*	*510,834,155*
Comptes de pension de retraite, tableau 9.4	41,789,302,802	6,324,306,150	1,444,599,411	**46,669,009,541**	4,879,706,739	4,272,443,060
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles, tableau 9.4	119,686,037	115,698,837		**3,987,200**	– 115,698,837	– 406,955,206
	41,669,616,765	*6,440,004,987*	*1,444,599,411*	***46,665,022,341***	*4,995,405,576*	*4,679,398,266*
Compte des rentes sur l'État	1,059,790,419	71,028,148	106,498,775	**1,024,319,792**	– 35,470,627	– 35,639,219
Comptes de dépôt et de fiducie, tableau 9.11	1,826,488,390	9,295,003,303	9,281,072,844	**1,840,418,849**	13,930,459	414,175,630
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, tableau 9.14	1,389,562,668	16,187,676,310	16,130,557,562	**1,446,681,416**	57,118,748	– 227,167,749
Autres comptes à fins déterminées, tableau 9.15	645,279,154	11,506,572,566	11,397,712,049	**754,139,671**	108,860,517	96,185,886
Total	48,808,927,230	52,443,330,119	45,747,562,252	**55,504,695,097**	6,695,767,867	5,437,786,969

À noter: les soldes et opérations du Compte d'assurance-chômage, du Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, du Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, du Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, du Fonds de réassurance-récolte et des Comptes de stabilisation des produits agricoles sont déclarés à la section 7 de ce volume puisque les opérations de ces comptes sont enregistrées comme budgétaires.

Compte du régime de pensions du Canada

Le régime de pensions du Canada est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le régime a été établi en 1965 et s'étend au Canada tout entier, à l'exception de la province de Québec qui possède un régime comparable.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du programme sont financés par les cotisations et contributions que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte, et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

La dette du gouvernement, en sa qualité d'administrateur du régime de pensions du Canada, se limite au solde du Compte.

Le tableau 9.2 présente un sommaire des soldes et des opérations qui se rapportent au Compte du régime de pensions du Canada moins les placements dans les titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada.

TABLEAU 9.2

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Compte du régime de pensions du Canada, tableau 9.3	31,714,801,834	8,379,582,805	5,861,678,611	**34,232,706,028**	2,517,904,194	2, 658,350,155
Moins: titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada—						
Terre-Neuve	620,093,000	11,038,000	59,659,000	**668,714,000**	48,621,000	49,915,000
Nouvelle-Écosse	1,170,043,000	20,311,000	109,641,000	**1,259,373,000**	89,330,000	91,752,000
Île-du-Prince-Édouard	128,531,000	1,890,000	13,526,000	**140,167,000**	11,636,000	8,867,000
Nouveau-Brunswick	864,295,000	16,707,000	75,518,000	**923,106,000**	58,811,000	45,153,000
Québec	115,666,000	368,000	6,907,000	**122,205,000**	6,539,000	5,792,000
Ontario	15,827,102,000	332,587,000	351,269,000	**15,845,784,000**	18,682,000	1,193,392,000
Manitoba	1,682,598,000	34,939,000	149,984,000	**1,797,643,000**	115,045,000	123,884,000
Saskatchewan	1,351,176,000	24,462,000	133,709,000	**1,460,423,000**	109,247,000	111,075,000
Alberta	3,385,454,000	40,764,000	398,667,000	**3,743,357,000**	357,903,000	332,280,000
Colombie-Britannique	4,351,654,000	80,396,000	225,991,000	**4,497,249,000**	145,595,000	185,406,000
Territoires du Nord-Ouest						
Territoire du Yukon			572,000	**572,000**	572,000	
	29,496,612,000	*563,462,000*	*1,525,443,000*	***30,458,593,000***	*961,981,000*	*2,147,516,000*
Total	2,218,189,834	8,943,044,805	7,387,121,611	**3,774,113,028**	1,555,923,194	510,834,155

Les rentrées et autres crédits comprennent:

a) des cotisations de: (i) 1.8% du revenu des employés gagnant plus de $2,500 pour l'année civile 1986 et 1.9% du revenu excédant $2,500 pour l'année civile 1987, sous réserve de paiements maximums de $419.40 pour l'année civile 1986 et $444.60 pour l'année civile 1987, avec des contributions d'appariement de la part des employeurs, et (ii) 3.6% du revenu des personnes travaillant à leur propre compte excédant $2,500 pour l'année civile 1986 et 3.8% du revenu excédant $2,500 pour l'année civile 1987, sous réserve de paiements maximums de $838.80 pour l'année civile 1986 et $889.20 pour l'année civile 1987;

b) l'intérêt provenant des titres du Fonds de placement du régime de pensions du Canada, et du solde moyen quotidien d'exploitation; et,

c) des fonds provenant du rachat des titres par le gouvernement fédéral et les provinces.

Les paiements et autres débits comprennent:

a) des prestations en vertu du régime de pensions du Canada telles des pensions de retraite, des prestations de survivants aux veuves, veufs et orphelins, ou des prestations globales de décès, et des pensions d'invalidité et des prestations aux enfants de cotisants invalides;

b) des prestations versées et recouvrées à même le régime de pensions du Canada, conformément à une entente conclue avec la province instituant un régime général de pensions;

c) des paiements qui doivent être imputés au Compte du régime de pensions du Canada, conformément aux ententes réciproques avec d'autres pays;

d) les frais d'administration du régime; et,

e) des fonds placés dans les titres du gouvernement fédéral, des provinces et territoires au cours de l'exercice.

Lorsque le solde d'exploitation dépasse le montant prévu nécessaire pour rencontrer tous les paiements pour la période des trois mois suivants, la somme excédentaire peut servir à l'achat de titres des provinces, des territoires et du Canada.

Les provinces et territoires sont avisés à chaque mois du montant excédentaire du Compte du régime de pensions du Canada qui peut être affecté à l'achat de titres des provinces et des territoires. Le montant dont chaque province et territoire peut disposer est proportionnel aux cotisations versées au régime pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans cette province ou territoire, par rapport aux cotisations totales. Les cotisations qui proviennent des employés qui travaillent à l'extérieur du Canada, comme tous les fonds excédentaires qui ne sont pas placés dans les titres des provinces et territoires, sont placées dans les obligations spéciales non négociables du gouvernement du Canada.

Certains employés fédéraux résidant dans la province de Québec, comme les membres des forces armées canadiennes, participent au régime de pensions du Canada. Les titres du Québec achetés par le régime proviennent des cotisations de ces employés.

Les placements dans les titres émis par les provinces et territoires, imputés au Fonds de placement du régime de pensions du Canada et apparaissant à l'état de l'actif et du passif du gouvernement du Canada, sont déduits du Compte du régime de pensions du Canada. Le passif du gouvernement du Canada au montant de $3,774,113,028 au 31 mars 1987 ($2,218,189,834 au 31 mars 1986) est composé d'un montant de $1,795,680,000 ($445,190,000 en 1986) qui représente les obligations spéciales non négociables émises au Fonds de placement du régime de pensions du Canada (à la section 12 de ce volume) et le solde de $1,978,433,028 ($1,772,999,834 en 1986) est gardé en dépôt auprès du Fonds du revenu consolidé pour payer les dépenses de fonctionnement des trois mois suivants et pour l'achat de titres au cours du mois d'avril.

TABLEAU 9.3

COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA
(en millions de dollars)

	1986-87	1985-86
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	4,976	4,495
Intérêt sur les placements	3,248	3,010
Intérêt sur le solde mensuel d'exploitation	156	152
	8,380	7,657
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations	5,722	4,887
Dépenses	140	111
	5,862	4,998
Excédent des rentrées et autres crédits sur les paiements et autres débits	2,518	2,659
Fonds affectés—		
Achats d'obligations—		
Provinciales et territoriales	1,525	2,173
Fédérales	1,352	240
Augmentation des dépôts auprès du Receveur général	206	271
	3,083	*2,684*
Moins: fonds fournis—		
Rachat d'obligations—		
Provinciales	563	25
Fédérales	2	(1)
	565	*25*
Augmentation nette	2,518	2,659
Solde au début de l'exercice	31,715	29,056
Solde à la fin de l'exercice	34,233	31,715

(1) Moins de $500,000.

Comptes de pension de retraite

Le gouvernement fournit des pensions aux employés à la retraite ou à leurs personnes à charge par des régimes de pension autorisés en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces pensions sont indexées au coût de la vie en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. Le passif du gouvernement, en sa qualité de parrain et d'administrateur de ces régimes de pension envers ses fonctionnaires et certains autres cotisants, est comptabilisé dans les comptes de pension de retraite pertinents.

Les lois régissant les pensions de base prévoient des cotisations des employés (soit 6½% du traitement), des contributions de l'employeur (cotisations des employés pour l'exercice précédent pour les membres de la Fonction publique, et environ 1.8 et 2.0 fois les cotisations des employés pour l'exercice en cours pour les membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada respectivement), la répartition des intérêts (le rendement moyen du marché concernant les obligations du Canada avec échéance de 20 ans, pondéré par l'excédent trimestriel des rentrées sur les déboursés pour les trois comptes, chaque trimestre pour 20 ans), et l'évaluation des insuffisances actuarielles. La loi régissant l'indexation des pensions de base n'exige pas d'évaluations actuarielles mais prévoit des cotisations supplémentaires des employés (soit 1% du traitement), les contributions d'appariement des employeurs et la répartition des intérêts (taux courant concernant les obligations du Canada avec échéance de 5 ans).

Les rentrées et autres crédits pour les comptes de pension de retraite comprennent les cotisations des employés, les contributions connexes du gouvernement et des sociétés de la Fonction publique participantes, les virements des autres fonds de pension, les autres contributions du gouvernement relatives aux redressements du passif actuariel (ne s'applique pas au Compte de prestations de retraite supplémentaires), et les intérêts. Les paiements et autres débits pour les comptes de pension de retraite comprennent les versements de rentes, les prestations minimums, les allocations de cessation en espèces (versements entiers aux employés souffrant d'une invalidité), les remboursements de cotisations et les virements à d'autres régimes.

La Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, telle qu'adoptée par la Chambre des communes le 10 février 1986, exige que des révisions actuarielles soient effectuées à compter d'une date à fixer au plus tard dans les quatre ans suivant la date de la dernière révision et ensuite au moins une fois tous les trois ans, pour chacun des régimes de pension subventionnés par l'employeur et la partie du Compte de prestations de retraite supplémentaires qui s'applique à ces régimes. Tel que mentionné dans cette Loi, les dates de la dernière révision sont réputées être le 31 décembre 1983 pour le Compte de pension de retraite de la Fonction publique, le 31 décembre 1983 pour le Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et le 31 décembre 1985 pour le Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Selon les lois régissant la partie de base des trois régimes de pension de retraite, le ministre des Finances peut exiger que tout déficit actuariel relevé soit porté au crédit du compte approprié, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses en cinq versements annuels égaux à compter de l'exercice au cours duquel le Parlement est saisi du rapport actuariel. En outre, le coût du passif additionnel, résultant de relèvements de traitement autorisés à chaque exercice, est porté au crédit des comptes de pension de retraite, et imputé à la fraction non amortie des insuffisances actuarielles, puis amorti sur les dépenses pour une période de cinq ans à compter de l'exercice dans lequel les relèvements sont autorisés.

Depuis le trimestre se terminant le 30 septembre 1969, les règlements, établis conformément à chacune des lois de pension de retraite, ont prévu le calcul de l'intérêt sur les comptes de base selon le taux d'intérêt employé pour le régime de pensions du Canada. Les lois prévoient en outre que le montant par lequel le taux d'intérêt calculé (présentement environ 11% par année) dépasse le montant d'intérêt calculé au taux employé dans le dernier rapport actuariel (à l'heure actuelle 6.5% par année pour les comptes de pension de retraite de la Fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada), peut être employé pour réduire l'amortissement des redressements d'insuffisances actuarielles imputé aux dépenses budgétaires. Tous les revenus d'intérêt non requis pour réduire les imputations reliées à l'amortissement sont crédités aux Comptes respectifs.

Le tableau 9.4 donne un résumé des soldes et des opérations pour les comptes de pension de retraite, y compris la fraction non amortie des insuffisances actuarielles. Le tableau 9.5 fournit une analyse des redressements d'insuffisances actuarielles.

Le tableau 9.6 présente un sommaire des opérations dans les comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires. Un montant de $6,214 millions a été imputé aux dépenses budgétaires en 1986-87, en considération des régimes de pension de retraite. Ce montant était constitué des contributions du gouvernement de $813 millions; de prestations de pension de retraite augmentées, versées au cours de l'exercice et attribuables à l'indexation excédant la quote-part des cotisations des retraités au Compte de prestations de retraite supplémentaires de $784 millions; et, des intérêts de $4,617 millions ($4,501 millions crédités aux comptes de pension de retraite et des revenus d'intérêt de $116 millions en excès de 6.5% pour les principaux comptes de pension de retraite qui ont été utilisés pour réduire l'amortissement net des redressements d'insuffisances actuarielles).

TABLEAU 9.4

COMPTES DE PENSION DE RETRAITE

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Compte de pension de retraite de la Fonction publique, tableau 9.7	22,154,145,104	3,526,771,800	911,560,227	**24,769,356,677**	2,615,211,573	2,234,506,202
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	53,441,800	53,441,800			- 53,441,800	- 243,712,000
	22,100,703,304	*3,580,213,600*	*911,560,227*	***24,769,356,677***	*2,668,653,373*	*2,478,218,202*
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, tableau 9.8	14,641,421,501	1,912,393,251	442,950,547	**16,110,864,205**	1,469,442,704	1,289,699,819
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	65,238,537	61,251,337		**3,987,200**	- 61,251,337	- 151,977,106
	14,576,182,964	*1,973,644,588*	*442,950,547*	***16,106,877,005***	*1,530,694,041*	*1,441,676,925*
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, tableau 9.9	2,096,942,840	345,554,662	35,579,307	**2,406,918,195**	309,975,355	268,868,939
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	1,005,700	1,005,700			- 1,005,700	- 11,266,100
	2,095,937,140	*346,560,362*	*35,579,307*	***2,406,918,195***	*310,981,055*	*280,135,039*
Compte de prestations de retraite supplémentaires, tableau 9.10	2,896,793,357	539,586,437	54,509,330	**3,381,870,464**	485,077,107	479,368,100
Total	41,669,616,765	6,440,004,987	1,444,599,411	**46,665,022,341**	4,995,405,576	4,679,398,266
Sommaire						
Comptes de pension de retraite	41,789,302,802	6,324,306,150	1,444,599,411	**46,669,009,541**	4,879,706,739	4,272,443,060
Moins: fraction non amortie des insuffisances actuarielles	119,686,037	115,698,837		**3,987,200**	- 115,698,837	- 406,955,206
Total	41,669,616,765	6,440,004,987	1,444,599,411	**46,665,022,341**	4,995,405,576	4,679,398,266

TABLEAU 9.5

ANALYSE DES REDRESSEMENTS D'INSUFFISANCES ACTUARIELLES POUR 1986-87
(en millions de dollars)

	Résultant des relèvements de traitement				Résultant des évaluations actuarielles				
	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Compte de pension de retraite de la Fonction publique	Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	Sous-total	Total
Redressements d'insuffisances actuarielles identifiés[1]	267	307	5	579					579
Moins: montant amorti au 31 mars 1986	214	241	4	459					459
Solde non amorti au 31 mars 1986	53	66	1	120					120
À ajouter: redressements d'insuffisances actuarielles pour l'exercice en cours									
Moins: amortissement pour l'exercice en cours	53	62	1	116					116
Solde non amorti au 31 mars 1987		4		4					4

[1] Représente les redressements d'insuffisances actuarielles identifiés avant 1986-87 pour lesquels les montants n'ont pas encore été entièrement amortis.

TABLEAU 9.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE PENSION DE RETRAITE QUI ONT PRODUIT DES IMPUTATIONS AUX DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1986-87						
	Contributions du gouvernement	Amortissement net des redressements d'insuffisances actuarielles[1]	Paiements statutaires en vertu du Compte de prestations de retraite supplémentaires	Intérêts[1] A	Intérêts[1] B	Total	1985-86
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	398		476	2,445	53	3,372	3,081
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	233		286	1,546	62	2,127	1,987
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	72		22	237	1	332	295
Compte de prestations de retraite supplémentaires	110			273		383	371
Total	813		784	4,501	116	6,214	5,734

[1] La colonne A représente les revenus d'intérêt crédités aux Comptes. La colonne B représente les revenus d'intérêt en excès de 6.5% pour chaque Compte respectif, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique, et utilisés pour réduire l'amortissement net des redressements d'insuffisances actuarielles. Les imputations reliées à l'amortissement net étaient néant en 1986-87.

Compte de pension de retraite de la Fonction publique

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Fonction publique était néant à la fin de l'exercice en cours, comparativement à $53 millions au 31 mars 1986. Au cours de l'exercice, $53 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.7

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	22,154,145,104	19,919,638,902
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations—		
Employés du gouvernement	410,416,063	383,849,510
Employés retraités	19,257,917	16,343,580
Employés des sociétés de la Fonction publique	122,656,431	123,875,978
Contributions d'appariement—		
Gouvernement	397,926,126	391,046,591
Sociétés de la Fonction publique	119,618,297	121,656,530
Virements d'autres fonds de pension	11,546,933	9,738,181
Intérêts	2,445,350,033	1,992,621,736
Redressement du passif actuariel[1]		
	3,526,771,800	3,039,132,106
	25,680,916,904	22,958,771,008
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Rentes	826,003,699	730,310,891
Allocations de cessation, en espèces	259,220	378,661
Prestations minimums	8,966,998	9,094,813
Remboursements de cotisations—		
Employés du gouvernement	47,950,343	39,017,556
Employés des sociétés de la Fonction publique	21,156,024	22,364,941
Virements à d'autres fonds de pension	7,223,943	3,459,042
	911,560,227	804,625,904
Solde de fermeture	24,769,356,677	22,154,145,104

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1985-86 et en 1986-87 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5%.

Compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite des Forces canadiennes s'établit à $4 millions, comparativement à $66 millions au 31 mars 1986. Au cours de l'exercice, $62 millions étaient amortis comme imputation aux dépenses budgétaires, lesquels ont été imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.8

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	14,641,421,501	13,351,721,682
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel	130,867,098	125,270,341
Contributions du gouvernement	232,803,915	222,981,505
Intérêts	1,545,909,113	1,350,209,785
Redressement du passif actuariel[1]		
Autres	2,813,125	1,870,572
	1,912,393,251	1,700,332,203
	16,553,814,752	15,052,053,885
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations de pensions et d'allocations de retraite	425,915,688	394,696,281
Allocations de cessation en espèces et remboursements de cotisations	15,965,854	14,467,859
Virements au Compte de pension de retraite de la Fonction publique (Conseil du Trésor)	1,069,005	1,468,175
Autres		69
	442,950,547	410,632,384
Solde de fermeture	16,110,864,205	14,641,421,501

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1985-86 et en 1986-87 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5%.

Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Ce compte relève de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

La fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle au Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada était néant à la fin de l'exercice en cours, comparativement à $1 million au 31 mars 1986. Au cours de l'exercice, $1 million était amorti comme imputation aux dépenses budgétaires, lequel a été imputé à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.9

COMPTE DE PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	2,096,942,840	1,828,073,901
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations par le personnel (courantes et arrérages)	36,702,286	34,275,444
Contributions du gouvernement	71,971,133	68,323,017
Intérêts	236,881,243	196,105,566
Redressement du passif actuariel[1]		
	345,554,662	298,704,027
	2,442,497,502	2,126,777,928
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Versements de rentes et de prestations	33,224,674	27,440,466
Allocations de cessation en espèces, remboursements de cotisations et gratifications	1,875,229	2,048,216
Virements à d'autres fonds de pension	276,833	130,704
Intérêts sur remboursements de cotisations	202,571	215,702
	35,579,307	29,835,088
Solde de fermeture	2,406,918,195	2,096,942,840

[1] Aucun redressement du passif actuariel n'a été effectué en 1985-86 et en 1986-87 à l'égard d'une révision actuarielle et de relèvements de traitement autorisés en excès de 5%.

Compte de prestations de retraite supplémentaires

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, afin de faire provision pour le paiement de prestations de pension augmentées provenant de l'indexation. Une évaluation actuarielle du Compte n'est pas exigée par la Loi.

L'Actuaire en chef du Département des Assurances a estimé que, après avoir accordé une marge pour les excédents (il n'y a eu aucun déficit) dans les trois comptes de base, la valeur actuarielle actuelle des prestations de retraite supplémentaires non capitalisées, y compris la provision pour indexation à terme, s'est chiffrée à $3.1 milliards pour les prestations gagnées au 31 mars 1987 ou à $3.2 milliards si on exclut le régime de la Gendarmerie royale du Canada qui ne possède pas de prestations de retraite supplémentaires non capitalisées nettes. Ce montant est fondé sur des suppositions économiques dynamiques lesquelles comprennent des taux d'intérêt courants élevés (il était présumé que le taux d'intérêt diminuerait d'un niveau de 10% en 1987 à un niveau de 6% en 2006 et pour les années subséquentes) ainsi que des niveaux courants d'augmentations de prix et de traitement, lesquels étaient graduellement reliés aux suppositions économiques à long terme ou définitives de 6% à titre d'intérêt, 5% à titre de salaires et un taux d'inflation de 3.5%.

Les prestations de pension de retraite augmentées versées au cours de l'exercice, dues à l'indexation, se sont élevées à $821 millions ($762 millions en 1985-86), desquels $784 millions ($735 millions en 1985-86) représentent les prestations aux retraités en excès de leur quote-part des cotisations au compte, qui ont été imputées aux dépenses budgétaires. Les paiements imputés aux dépenses budgétaires pour le compte des cotisants se sont élevés à $476 millions ($453 millions en 1985-86) à titre du Compte de pension de retraite de la Fonction publique desquels on estime que $38 millions ($36 millions en 1985-86) se rapportent aux anciens employés des sociétés de la Fonction publique, $286 millions ($262 millions en 1985-86) à titre du Compte de pension de retraite des Forces canadiennes, et $22 millions ($20 millions en 1985-86) à titre du Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Un montant de $37 millions ($27 millions en 1985-86) a été imputé au Compte de prestations de retraite supplémentaires.

TABLEAU 9.10

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES
(en milliers de dollars)

	Fonction publique		Forces canadiennes		Gendarmerie royale du Canada		Parlement		Autres		Total	
	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86
Solde d'ouverture	2,149,950	1,791,601	584,130	490,920	151,436	125,926	4,829	4,024	6,448	4,954	2,896,793	2,417,425
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—												
Cotisations des employés—												
Sociétés de la Fonction publique	22,469	23,474									22,469	23,474
Gouvernement	77,840	71,989	25,285	23,719	6,837	6,250	239	235	577	526	110,778	102,719
Contributions d'appariement—												
Sociétés de la Fonction publique	22,799	23,704									22,799	23,704
Gouvernement	77,866	71,994	25,253	23,663	6,839	6,242	238	233	577	525	110,773	102,657
Intérêts	202,369	199,233	55,025	54,393	14,173	13,876	426	385	507	450	272,500	268,337
Virements d'autres fonds de pension	242	265	6	6	19	14					267	285
	403,585	390,659	105,569	101,781	27,868	26,382	903	853	1,661	1,501	539,586	521,176
	2,553,535	2,182,260	689,699	592,701	179,304	152,308	5,732	4,877	8,109	6,455	3,436,379	2,938,601
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—												
Rentes	28,015	20,200	8,299	5,809	610	473	58	26	3	5	36,985	26,513
Allocations de cessation, en espèces	18	24									18	24
Prestations minimums	418	388									418	388
Remboursements de cotisations—												
Sociétés de la Fonction publique	3,867	3,999									3,867	3,999
Gouvernement	8,905	7,249	2,912	2,654	356	385	5	22		2	12,178	10,312
Virements à d'autres fonds de pension	906	450	94	108	43	14					1,043	572
	42,129	32,310	11,305	8,571	1,009	872	63	48	3	7	54,509	41,808
Solde de fermeture	2,511,406	2,149,950	678,394	584,130	178,295	151,436	5,669	4,829	8,106	6,448	3,381,870	2,896,793

Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été constitué par la Loi relative aux rentes sur l'État, et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État. Cette dernière a mis fin à la vente en 1975 de rentes sur l'État. Le compte est évalué sur une base actuarielle à chaque exercice, et le déficit ou l'excédent est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

Le but de la Loi des rentes sur l'État était d'encourager les Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État avait pour buts d'augmenter le taux de rendement des contrats de rente sur l'État et d'augmenter la flexibilité des modalités.

Les rentrées et autres crédits comprennent les primes reçues, les fonds réclamés du Fonds du revenu consolidé pour les rentiers précédemment introuvables, l'intérêt gagné et le virement d'éléments des recettes d'exercices précédents afin de combler l'insuffisance actuarielle. Les paiements et autres débits représentent le paiement de rentes acquises, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de primes, les excédents actuariels et les postes non réclamés virés aux recettes non fiscales. Les montants reliés aux rentes non réclamées, concernant les rentiers introuvables, sont virés aux recettes non fiscales.

Comptes de dépôt et de fiducie

Les comptes de dépôt et de fiducie sont un groupe de passif représentant les dettes du gouvernement en qualité d'administrateur de certains deniers reçus ou perçus par celui-ci à des fins déterminées, et qu'il aura à débourser selon le cas. Dans la mesure où les fonds reçus sont représentés par des titres, ceux-ci sont déduits des comptes correspondants afin de présenter la dette nette du gouvernement.

Le tableau 9.11 donne un sommaire des soldes et des opérations des comptes de dépôt et de fiducie.

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Comptes de dépôt—						
Agriculture—						
Compte de la Commission canadienne du lait	49,026,766	701,074,295	703,695,303	46,405,758	- 2,621,008	28,466,035
Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles du Canada		2,400	1,645	755	755	
	49,026,766	*701,076,695*	*703,696,948*	*46,406,513*	*- 2,620,253*	*28,466,035*
Consommation et Corporations—						
Compte de la Société canadienne des postes	397,228,813	5,012,212,190	4,840,877,459	568,563,544	171,334,731	92,199,782
Dépôts de garantie—Loi sur la faillite	7,000			7,000		
Moins: titres détenus en fiducie	7,000			7,000		
	397,228,813	*5,012,212,190*	*4,840,877,459*	*568,563,544*	*171,334,731*	*92,199,782*
Emploi et Immigration—						
Fonds de garantie de l'immigration	6,550,864	2,510,588	3,796,963	5,264,489	- 1,286,375	658,508
Moins: titres détenus en fiducie	60,000	10,000		50,000	- 10,000	10,000
	6,490,864	*2,520,588*	*3,796,963*	*5,214,489*	*- 1,276,375*	*648,508*
Énergie, Mines et Ressources—						
Dépôts en garantie—Pétrole et gaz	33,000,000	31,486,338	31,000,000	33,486,338	486,338	- 500,000
Moins: titres détenus en fiducie	33,000,000	31,000,000	30,348,065	32,348,065	- 651,935	- 500,000
		62,486,338	*61,348,065*	*1,138,273*	*1,138,273*	
Environnement—						
Dépôts en garantie	116,000		113,000	3,000	- 113,000	
Moins: titres détenus en fiducie	116,000	113,000		3,000	- 113,000	
		113,000	*113,000*			
Affaires extérieures—						
Foires et délégations	262,212	22,079	266,981	17,310	- 244,902	- 108,418
Finances—						
Corporation de développement des investissements du Canada—						
Canadair Limitée		5,500,000		5,500,000	5,500,000	
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	77,300,000		9,195,840	68,104,160	- 9,195,840	77,300,000
Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne—						
Corporation commerciale canadienne	8,000,000			8,000,000		
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	13,000,000			13,000,000		
	98,300,000	*5,500,000*	*9,195,840*	*94,604,160*	*- 3,695,840*	*77,300,000*
Pêches et Océans—						
Dépôts en garantie	50	675,132	675,182		- 50	50
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Dépôts en garantie	105,417,225	77,692,738	20,895,686	162,214,277	56,797,052	- 36,731,200
Moins: titres détenus en fiducie	104,863,000	20,596,372	77,450,245	161,716,873	56,853,873	- 36,936,000
	554,225	*98,289,110*	*98,345,931*	*497,404*	*- 56,821*	*204,800*
Dépôts en garantie—Ressources des réserves	468,017	50,356	20,236	498,137	30,120	12,589
Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens	3,091			3,091		- 8,087
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné	19,959			19,959		
Comptes d'épargne des Indiens	109,708,314	25,811,545	6,998,906	128,520,953	18,812,639	32,829,183
	110,753,606	*124,151,011*	*105,365,073*	*129,539,544*	*18,785,938*	*33,038,485*
Justice—						
Cautionnements pour frais		163,321	2,007	161,314	161,314	
Revenu national—						
Douanes et Accise—						
Dépôts en garantie	7,043,995	6,652,084	2,190,297	11,505,782	4,461,787	1,449,481
Moins: titres détenus en fiducie	6,845,900	2,123,000	6,520,100	11,243,000	4,397,100	1,467,400
	198,095	*8,775,084*	*8,710,397*	*262,782*	*64,687*	*- 17,919*
Dépôts temporaires reçus des importateurs	2,738,753		82,812	2,655,941	- 82,812	- 634,805
Moins: dépôts aux comptes de banque spéciaux	2,738,753	82,812		2,655,941	- 82,812	- 634,805
		82,812	*82,812*			
	198,095	*8,857,896*	*8,793,209*	*262,782*	*64,687*	*- 17,919*

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette	
					1987	1986
	$	$	$	$	$	$
Conseil privé						
Directeur général des élections—Cautionnements des candidats aux élections		2,400	2,400			- 157,400
Travaux publics—						
Compte de capital Harbourfront	6,595,757	3,055,198	10,320,688	- 669,733	7,265,490	2,754,387
Expansion industrielle régionale—						
Foires, expositions et consortiums	59,838	297,521	288,601	68,758	8,920	29,899
Approvisionnements et Services—						
Dépôts de garantie d'entrepreneurs (départements et organismes)—						
Obligations	9,260,300	4,562,976	6,444,476	7,378,800	- 1,881,500	224,400
Moins: titres détenus en fiducie	9,260,300	8,741,382	6,859,882	7,378,800	- 1,881,500	224,400
		13,304,358	*13,304,358*			
Espèces	18,643,496	55,891,607	53,691,072	20,844,031	2,200,535	- 1,050,774
Chèques visés	7,030,172	3,317,974	6,725,655	3,622,491	- 3,407,681	5,993,642
Moins: titres détenus en fiducie	6,933,978	9,137,198	6,129,726	3,926,506	- 3,007,472	5,922,497
	96,194	*12,455,172*	*12,855,381*	*- 304,015*	*- 400,209*	*71,145*
Compte de la Monnaie royale canadienne	15,111,317	2,952,477,319	2,949,771,727	17,816,909	2,705,592	- 6,667,184
SNC Defence Products Inc	4,711,247		4,711,247		- 4,711,247	4,711,247
	38,562,254	*3,034,128,456*	*3,034,333,785*	*38,356,925*	*- 205,329*	*- 2,935,566*
Conseil du Trésor—						
Corporation de développement du Canada	123,040,144		123,040,144		- 123,040,144	123,040,144
Privatisation et affaires réglementaires—						
Compte pour dépôts de soumissions		9,765,360		9,765,360	9,765,360	
	123,040,144	*9,765,360*	*123,040,144*	*9,765,360*	*- 113,274,784*	*123,040,144*
Versements (retenues sur la paie) effectués par les employés pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada[1]						
Total des comptes de dépôt	830,518,399	8,965,027,185	8,902,116,345	893,429,239	62,910,840	354,257,987
Comptes de fiducie—						
Agriculture—						
Fonds de fiducie Canagrex		82,743		82,743	82,743	
Communications—						
Musées nationaux du Canada—						
Compte de fiducie	583,579	1,099,945	393,977	1,289,547	705,968	166,773
Moins: titres détenus en fiducie	2,000			2,000		
	581,579	*1,099,945*	*393,977*	*1,287,547*	*705,968*	*166,773*
Bibliothèque nationale—Compte spécial de fonctionnement	27,530	28,510	32,884	23,156	- 4,374	- 1,188
Archives publiques—Compte de fiducie de Mackenzie King	277,626	19,800	21,211	276,215	- 1,411	- 1,255
	886,735	*1,148,255*	*448,072*	*1,586,918*	*700,183*	*164,330*
Consommation et Corporations—						
Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite	62,690	4,812		67,502	4,812	4,802
Titres en fiducie—Loi sur la faillite	31,266			31,266		
Moins: titres détenus en fiducie	31,266			31,266		
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—						
Loi sur la faillite	3,681,357	983,079	2,127,755	2,536,681	- 1,144,676	574,628
Loi sur les corporations commerciales canadiennes	96,462	390	520	96,332	- 130	9,365
Loi sur les liquidations	176,904	47	486	176,465	- 439	36,607
	4,017,413	*988,328*	*2,128,761*	*2,876,980*	*- 1,140,433*	*625,402*
Environnement—						
Fonds de fiducie pour célébration Marconi		100,000		100,000	100,000	
Commission des champs de bataille nationaux—						
Fonds de fiducie	109,659	17,952		127,611	17,952	
	109,659	*117,952*		*227,611*	*117,952*	
Affaires extérieures—						
Compte de la Fondation du Canada	300,286			300,286		43,598
Moins: titres détenus en fiducie	46,061			46,061		- 2,159
dépôts dans un compte de banque spécial	254,225			254,225		45,757

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Suite*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Agence canadienne de développement international—						
Organismes internationaux—Compte de frais de voyage	19,873	74,330	73,024	**21,179**	1,306	- 15,246
	19,873	*74,330*	*73,024*	***21,179***	*1,306*	*- 15,246*
Finances—						
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	2,677,771			**2,677,771**		
Fonds de réclamations à l'étranger	878,512	91,392	829,830	**140,074**	- 738,438	- 859,136
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	1,051,794	73,668	166,832	**958,630**	- 93,164	- 74,380
Moins: titres détenus en fiducie	190,000			**190,000**		
	861,794	*73,668*	*166,832*	***768,630***	*- 93,164*	*- 74,380*
Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale	10,904,133	107,659		**11,011,792**	107,659	963,428
	15,322,210	*272,719*	*996,662*	***14,598,267***	*- 723,943*	*29,912*
Pêches et Océans—						
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie	53,662	186,873	225,944	**14,591**	39,071	42,303
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes	78,210	4,128,795	4,094,764	**112,241**	34,031	4,986
Moins: dépôts aux comptes de banques spéciaux	77,695	4,084,484	4,119,230	**112,441**	34,746	4,471
	515	*8,213,279*	*8,213,994*	***- 200***	*715*	*515*
Fonds des bandes indiennes—						
Comptes de capital, tableau 9.12	777,745,832	130,591,797	161,982,721	**746,354,908**	- 31,390,924	117,044,964
Comptes de recettes, tableau 9.13	89,247,309	91,852,440	99,306,615	**81,793,134**	- 7,454,175	- 31,576,073
	866,993,141	*222,444,237*	*261,289,336*	***828,148,042***	*- 38,845,099*	*85,468,891*
Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats	20,000			**20,000**		
Moins: titres détenus en fiducie	20,000			**20,000**		
Fonds de compensation des Indiens	125,273	2,106	684	**126,695**	1,422	12,673
Comptes de succession des Indiens	15,850,645	6,605,574	5,209,279	**17,246,940**	1,396,295	1,966,687
Moins: titres détenus en fiducie	5,113	5,000		**113**	- 5,000	- 50
	15,845,532	*6,610,574*	*5,209,279*	***17,246,827***	*1,401,295*	*1,966,737*
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	10,746,132	7,877,459	10,175,117	**8,448,474**	- 2,297,658	- 11,761,244
Comptes spéciaux des Indiens	662,567	335,593	158,087	**840,073**	177,506	74,006
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario	4,379,549			**4,379,549**		4,379,549
	898,752,709	*245,483,248*	*285,046,497*	***859,189,460***	*- 39,563,249*	*80,141,127*
Justice—						
Compte spécial de la Cour fédérale	5,888,220	22,666,267	21,522,547	**7,031,940**	1,143,720	- 2,911,569
Travail—						
Compte d'attente, justes salaires	41,413	346,590	383,052	**4,951**	- 36,462	- 29,082
Compte d'attente, Normes du travail	106,528	215,620	142,537	**179,611**	73,083	27,441
	147,941	*562,210*	*525,589*	***184,562***	*36,621*	*- 1,641*
Défense nationale—						
Successions—Services militaires	394,712	2,627,078	2,719,344	**302,446**	- 92,266	29,873
Fonds de fiducie naval Herbert Lott	787		382	**405**	- 382	- 159
	395,499	*2,627,078*	*2,719,726*	***302,851***	*- 92,648*	*29,714*
Santé nationale et Bien-être social—						
Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance	267,662	1,664	71,760	**197,566**	- 70,096	267,662
Hôpital général d'Inuvik	2,773			**2,773**		
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux		113,800	68,423	**45,377**	45,377	
Hôpital de la zone de Sioux Lookout	3,758		195	**3,563**	- 195	
Étude du marché sur le non-usage du tabac		24,000	24,000			
Fonds d'affiches Ted Harrison		1,925		**1,925**	1,925	
Conseil des recherches médicales—						
Dons aux fins de recherches		101,719		**101,719**	101,719	
Recherches en dyskinésie et en torticolis	82,326	6,355		**88,681**	6,355	3,247
Bourses d'études Farquharson	20,000	956	6,300	**14,656**	- 5,344	20,000
	376,519	*250,419*	*170,678*	***456,260***	*79,741*	*290,909*

TABLEAU 9.11

COMPTES DE DÉPÔT ET DE FIDUCIE—*Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Sciences et Technologie						
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—Fonds de fiducie pour dons	31,050	30,150	28,580	**32,620**	1,570	10,000
Fonds de fiducie	108,761	582,206	395,915	**295,052**	186,291	11,755
Conseil des sciences du Canada						
Fonds de fiducie Claudia de Hueck		345,885		**345,885**	345,885	
	139,811	*958,241*	*424,495*	***673,557***	*533,746*	*21,755*
Solliciteur général						
Service canadien du renseignement de sécurité						
Bourses méritoires—Diplômés de l'Académie Sir William Stephenson		11,557		**11,557**	11,557	
Bourses scolaires—Académie Sir William Stephenson		15,840		**15,840**	15,840	
Service correctionnel						
Fonds de fiducie des détenus	5,264,816	15,133,636	15,804,529	**4,593,923**	670,893	84,024
Gendarmerie royale du Canada						
Fonds de prestations	1,935,182	165,779	87,898	**2,013,063**	77,881	137,158
	7,199,998	*15,326,812*	*15,892,427*	***6,634,383***	*565,615*	*53,134*
Approvisionnements et Services						
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions	4,557,151	26,826	2,802,060	**1,781,917**	2,775,234	- 1,325,024
Transports						
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd	95,000			**95,000**		
Fonds non réclamés dus à des marins canadiens	3,373			**3,373**		
	98,373			***98,373***		
Affaires des anciens combattants						
Comptes de fiducie gérés	41,658,571	11,152,938	20,933,073	**31,878,436**	9,780,135	- 1,950,889
Moins: titres détenus en fiducie	30,000	15,000		**15,000**	- 15,000	- 10,000
	41,628,571	*11,167,938*	*20,933,073*	***31,863,436***	*9,765,135*	*- 1,940,889*
Fonds de bienfaisance de l'armée	1,060,318	475,756	571,438	**964,636**	- 95,682	- 71,491
Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes	4,536	352		**4,888**	352	367
Fonds de successions	1,611,898	1,044,898	1,344,145	**1,312,651**	- 299,247	818,125
Hôpital Ste-Anne	1,424,362	1,525,761	1,065,947	**1,884,176**	459,814	312,997
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—						
Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités	782,193	6,369,716	6,590,107	**561,802**	- 220,391	154,212
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	889,983	1,631,921	1,572,588	**949,316**	59,333	169,269
Moins: titres détenus en fiducie	342,639	148,641	153,314	**347,312**	4,673	40,529
	547,344	*1,780,562*	*1,725,902*	***602,004***	*54,660*	*128,740*
Comptes de fiducie, soins des anciens combattants	10,948,596	16,837,829	13,749,405	**14,037,020**	3,088,424	1,376,239
Moins: titres détenus en fiducie	3,600	1,005		**2,595**	- 1,005	- 1,505
	10,944,996	*16,838,834*	*13,749,405*	***14,034,425***	*3,089,429*	*1,377,744*
	58,004,218	*39,203,817*	*45,980,017*	***51,228,018***	*- 6,776,200*	*779,805*
Comptes sans opérations courantes						- 18,007,268
Total des comptes de fiducie	995,969,991	329,976,118	378,956,499	**946,989,610**	- 48,980,381	59,917,643
Total des comptes de dépôt et de fiducie	1,826,488,390	9,295,003,303	9,281,072,844	**1,840,418,849**	13,930,459	414,175,630

(1) À compter de 1986-87, ces versements sont déduits du compte qui s'applique à la «Dette non échue détenue par le gouvernement» (voir le tableau 12.1 à la section 12 de ce volume). Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés rétroactivement.

Compte de la Commission canadienne du lait

La Commission canadienne du lait est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Commission.

Dépôts en garantie—Loi sur les normes des produits agricoles du Canada

Ce compte a été établi afin d'enregistrer les obligations déposées à titre de cautionnements exigés par la Loi sur les normes des produits agricoles du Canada et le Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage.

Compte de la Société canadienne des postes

La Société canadienne des postes est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Société.

Dépôts de garantie—Loi sur la faillite

Ce compte représente le passif pour les titres détenus en fiducie pour le compte des fiduciaires autorisés en vertu de la Loi sur la faillite. Sont portés au crédit du compte les titres déposés par les fiduciaires, et les titres retournés à ceux-ci y sont imputés.

Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte enregistre les sommes perçues et détenues en attendant leur affectation, soit par remboursement au premier déposant, soit par confiscation au profit de la Couronne.

Dépôts en garantie—Pétrole et gaz

À ce compte sont inscrits des titres sous forme d'espèces, de billets à ordre, de lettres de crédit et de garantie, lesquels doivent être émis au gouvernement du Canada, et détenus par celui-ci conformément à un accord d'exploration conclu en vertu de la Loi fédérale sur les hydrocarbures. Ces titres représentent une garantie quant à l'exécution de l'exploration convenue, pour que celle-ci soit conforme aux modalités déterminées. Aucun intérêt n'est accordé sur ces dépôts.

Dépôts en garantie—Environnement

Ce compte comptabilise les sommes déposées, dans le but d'en assurer leur conformité avec les modalités des contrats.

Foires et délégations

À ce compte sont enregistrés les dépôts qui peuvent être remboursés, en partie ou en entier, conformément à des accords contractuels touchant la participation des entreprises du secteur canadien aux foires de commerce international.

Canadair Limitée—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément au décret CP 1986-2946. Ces fonds à fins particulières sont destinés à faire face aux frais encourus lors de la vente de Canadair et à régler les demandes de paiement faites par Bombardier conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de Canadair.

The de Havilland Aircraft of Canada, Limited—Corporation de développement des investissements du Canada

Ce compte a été établi conformément à l'article 136(1) de la Loi sur l'administration financière. Ces fonds à fins particulières sont destinés à régler les demandes de paiement faites par The Boeing Company conformément au contrat d'acquisition et aux frais encourus par la Corporation de développement des investissements du Canada relativement à la vente des actions de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited.

Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne

Ces comptes ont été établis conformément à l'article 136 de la Loi sur l'administration financière afin de comptabiliser les sommes reçues de la part des sociétés de la Couronne selon les instructions données par le ministre des Finances avec le consentement du ministre de tutelle. Ces sommes peuvent porter intérêt au taux fixé, avec l'approbation du gouverneur en conseil, par le ministre des Finances. Le dépôt versé par la Corporation commerciale canadienne est non productif d'intérêt.

Dépôts en garantie—Pêches et Océans

Ce compte a été établi afin d'inscrire les sommes déposées, afin d'en assurer leur conformité avec les modalités de la Loi sur la protection des pêcheries côtières.

Dépôts en garantie—Affaires indiennes et Nord canadien

Ce compte fait état des dépôts en espèces et des titres déposés comme garantie en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux de l'Arctique, et de garanties reliées aux droits et permis concernant l'exploitation pétrolière, minière et forestière. Aucun intérêt n'est accordé sur les dépôts en espèces.

Dépôts en garantie—Ressources des réserves

Ce compte fait état des dépôts en garantie en espèces et en cautionnements afférents aux permis et adjudications de mise en valeur des ressources dans les réserves indiennes, conformément aux dispositions de la Loi sur les Indiens.

Dépôts en garantie—Troupeaux prêtés aux Indiens

À ce compte sont inscrits les dépôts en garantie remis par les Indiens qui ont signé des ententes en vertu du programme de prêts de troupeaux.

Contributions des Indiens au programme de logement subventionné

À ce compte sont inscrits les montants déposés par les Indiens afin d'en assurer leur conformité avec les modalités du programme de logement subventionné.

Comptes d'épargne des Indiens

Des comptes d'épargne sont tenus pour des particuliers indiens. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Cautionnements pour frais

Ce compte inscrit des cautionnements pour une valeur jusqu'à $500, déposés chez le registraire de la Cour suprême du Canada conformément à l'article 66(1)b) de la Loi sur la Cour suprême. Selon l'article 66 des Règles de la Cour suprême du Canada, des intérêts sont payables sur les fonds déposés à titre de cautionnements.

Dépôts en garantie—Douanes et Accise

Des espèces et des titres sont perçus en garantie du paiement de droits de douane et de taxes d'accise sur les biens importés, et de taxes de vente et d'accise à payer par les détenteurs de licence.

Dépôts temporaires reçus des importateurs

Ce compte comptabilise les dépôts de garantie provisoires reçus des importateurs, afin d'assurer une conformité avec divers règlements départementaux (Douanes et Accise) en ce qui concerne l'entrée temporaire de marchandises au pays.

Cautionnements des candidats aux élections

Ce compte enregistre les cautionnements des candidats à des élections générales et partielles, moins les sommes remboursées aux candidats, ou virées aux recettes non fiscales, conformément aux dispositions de la Loi électorale du Canada.

Au cours de l'exercice, la somme de $1,400 a été virée aux recettes non fiscales.

Compte de capital Harbourfront

Des fonds sont reçus de Harbourfront Corporation et détenus pour le compte de celle-ci à l'égard de deniers provenant de la location à bail capitalisée, de la vente ou revente de terrains ou de droits d'aménagement.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Le solde débiteur du compte découle du fait que les fonds nécessaires afin de couvrir les coûts supportés en 1986-87 ont été reçus seulement après la fin de l'exercice.

Foires, expositions et consortiums

À ce compte sont inscrits les deniers déposés par les compagnies pour couvrir les diverses dépenses encourues aux foires, expositions et consortiums. Les deniers sont déboursés pour le compte des déposants.

Dépôts de garantie d'entrepreneurs

À ce compte sont inscrits les dépôts de garantie d'entrepreneurs qui sont nécessaires pour assurer l'exécution satisfaisante des travaux.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Le solde débiteur du compte concernant les chèques certifiés est dû aux redressements qui ont été effectués dans le nouvel exercice plutôt que dans l'exercice en cours.

Compte de la Monnaie royale canadienne

La Monnaie royale canadienne est une société de la Couronne énumérée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et elle utilise le Fonds du revenu consolidé aux fins bancaires. Ce compte a été établi afin de comptabiliser la dette du gouvernement envers la Monnaie.

SNC Defence Products Inc

Ce compte enregistrait un dépôt perçu en conformité de l'accord intervenu entre le gouvernement et SNC Defence Products Inc pour l'achat de Les Arsenaux canadiens Limitée. La transaction concernant la vente a été achevée le 9 mai 1986.

Corporation de développement du Canada

Ce compte comptabilise les deniers provenant de la vente à tempérament d'actions ordinaires de la Corporation de développement du Canada, conformément à la Loi sur la réorganisation de la Corporation de développement du Canada.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Compte pour dépôts de soumissions

Ce compte a été établi afin d'enregistrer les offres soumises par les parties intéressées pour l'achat des intérêts du gouvernement dans diverses sociétés de la Couronne.

L'intérêt est calculé sur ces fonds selon les dispositions du décret CP 1970-300 du 17 février 1970. Cet intérêt est versé alors que les soumissions initiales sont retournées aux déposants, puis imputé à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie Canagrex

Ce compte a été établi conformément aux exigences juridiques résultant de la liquidation de la Société.

Compte de fiducie—Musées nationaux du Canada

On crédite à ce compte les deniers encaissés par la Société à titre de donation, legs ou autrement, l'intérêt sur les titres ou sur la location ou la vente de biens immeubles acquis par la Société en guise de donation, legs ou autrement, et un montant représentant l'intérêt sur le solde créditeur périodique du compte. Doivent être portés au débit du compte les montants que les membres du conseil autorisent à dépenser aux fins pour lesquelles ces deniers ou biens ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition de la Société. Dans ce compte, les titres de $2,000 consistent en deux obligations négociables du gouvernement du Canada léguées par feu J Dazell McKee et feu Hugh de T Glazebrook.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte spécial de fonctionnement—Bibliothèque nationale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues aux fins de la Bibliothèque nationale, à titre de dons, legs ou autrement. Les sommes requises aux fins de la Loi sur la Bibliothèque natio-

nale peuvent être payées à même le compte ou sur les deniers affectés à cet effet par le Parlement.

Compte de fiducie de Mackenzie King

Feu le très honorable W L Mackenzie King a légué, au gouvernement du Canada, la Maison Laurier à Ottawa, et la somme de $225,000; une somme égale à celle-ci a été créditée au compte. Les intérêts calculés, suivant les dispositions de la Loi sur la Maison Laurier, sont crédités à ce compte à la fin de chaque exercice, et imputés à l'intérêt de la dette publique. Ils doivent être affectés à l'entretien de la Maison Laurier, qui doit être conservée comme lieu d'intérêt historique, de même que pour des fins de facilités d'étude et de recherches. Les dépenses sont effectuées par l'archiviste fédéral, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

Au cours de l'exercice, des intérêts de $19,800 ont été crédités à ce compte. Conformément à la Loi, l'archiviste fédéral est autorisé à dépenser, annuellement, une somme ne dépassant pas 70% du revenu d'intérêt au cours de l'exercice précédent pour l'entretien et la conservation des immeubles de la Maison Laurier, ainsi qu'une somme annuelle ne dépassant pas 30% du revenu d'intérêt pour conserver la Maison Laurier comme musée et centre d'étude, de même que pour faire divers achats. Le solde non dépensé du revenu d'intérêt doit être crédité à la fin de l'exercice aux recettes non fiscales.

Revenus provenant de titres en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les dividendes payés sur les actions détenues originairement par un courtier en faillite et par la suite vendues aux clients. Puisque les actions n'étaient pas immatriculées au nom des clients, les dividendes doivent être versés au dernier propriétaire immatriculé, dans ce cas, le courtier en faillite. Les dividendes sont ensuite remis au Surintendant des faillites pour la garde en dépôt.

Titres en fiducie—Loi sur la faillite

À ce compte sont inscrits les titres que détenaient originairement un courtier en faillite pour le compte des clients qui sont introuvables.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur la faillite

Ce compte est constitué des sommes qui sont créditées au Receveur général, conformément aux dispositions de l'article 125 de la Loi sur la faillite, en attendant la répartition aux créanciers.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les corporations commerciales canadiennes

Ce compte fait état des dettes envers les créanciers et les actionnaires qui sont introuvables. Ce compte est imputé lorsque les fonds sont versés à ceux-ci.

Dividendes non réclamés et avoirs non répartis—Loi sur les liquidations

Ce compte comptabilise les sommes créditées au Receveur général, en attendant la répartition, conformément aux dispositions de la loi pertinente.

Fonds de fiducie pour célébration Marconi

Ce compte a été établi dans le but de réunir des fonds par souscriptions publiques et autres, afin de construire, d'exploiter et d'entretenir un site historique national à Glace Bay, Nouvelle-Écosse, pour commémorer les œuvres et accomplissements de Guglielmo Marconi dans le domaine des communications sans fil.

Fonds de fiducie—Commission des champs de bataille nationaux

Ce compte a été établi lors de la création de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'acquisition de différentes propriétés pour la formation du parc. L'argent provient de contributions d'individus, de corporations municipales, de gouvernements provinciaux et d'autres, versées pour les objets de la Commisison, tel que prévu dans sa loi constitutive. À la suite des acquisitions de terrains de la Commission, il est demeuré un montant d'argent qui a augmenté avec les années, puisqu'il portait intérêt alors que la Commission était énumérée à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, soit avant le 1er septembre 1984.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de la Fondation du Canada

À ce compte sont inscrites les sommes reçues relativement à l'Entente de 1950 sur les secours aux civils, et à l'Entente culturelle de 1954, entre le Canada et l'Italie, et les sorties de caisse aux fins de ces ententes.

Le compte est tenu en lires d'Italie à la Banco di Roma (Italie), et toutes les opérations effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice (1986-87, 1 lire/$0.001018 can; 1985-86, 1 lire/$0.000875 can).

Organismes internationaux—Compte de frais de voyage

À ce compte sont inscrits les fonds rendus disponibles par les organismes internationaux, afin de défrayer le coût du transport de professeurs et d'élèves qui voyagent au Canada, sous les auspices de ces organismes.

Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec

Les fonds représentent le produit de la vente de terres, employé dans le soutien et l'entretien des écoles publiques dans le Haut et le Bas Canada, maintenant l'Ontario et le Québec. Les intérêts de $133,888, répartis d'après la population, sont versés semestriellement aux provinces précitées, au taux de 5% par année, et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations à l'étranger

Ce compte comptabilise: *a*) toute partie des deniers reçus du Séquestre des biens ennemis, le produit de la vente de biens et les bénéfices provenant des biens, et, *b*) toutes les sommes reçues des gouvernements d'autres pays à la suite d'ententes intervenues après le 1er avril 1966 relativement au règlement

de réclamations présentées par le Canada, et enregistre également le paiement des réclamations soumises, y compris le paiement des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax

Ce compte a été établi en vue d'assurer la continuité des pensions, octrois et allocations lors de la dissolution de la Commission de secours d'Halifax.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de réclamations de guerre—Deuxième Guerre mondiale

À ce compte sont inscrites les sommes reçues du Séquestre des biens ennemis ou d'autres sources, et les paiements: *a)* aux réclamants admissibles pour indemnités au titre de la Seconde Guerre mondiale; *b)* d'une indemnité supplémentaire correspondant à la moitié de l'indemnité première (le décret CP 1958-1467 du 23 octobre 1958); et, *c)* des dépenses encourues lors de la vérification et déclaration des réclamations.

On a établi une Commission des réclamations de guerre chargée de faire enquête et rapport sur les réclamations des canadiens, au titre de la Seconde Guerre mondiale, pour lesquelles ils pourraient être dédommagés par imputation sur ce fonds ou sur tout autre fonds constitué à cette fin. Les dépenses de la Commission sont imputables sur ce compte.

Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les sommes reçues de la Commission des pêches des Grands Lacs pour les travaux de répression et de recherche reliés à la lamproie dans les Grands Lacs, travaux qui sont exécutés à forfait pour le compte de la Commission.

Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes

Ce compte fait état des sommes détenues pour les Indiens dans les banques autorisées à travers le Canada. Ces sommes comprennent entre autres les successions, les dépôts et les paiements effectués sur les baux détenus pour des particuliers indiens, et celles à répartir entre des particuliers indiens et des bandes indiennes.

Fonds des bandes indiennes

Les fonds des bandes indiennes représentent les deniers appartenant aux bandes indiennes à travers le Canada. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

TABLEAU 9.12

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE CAPITAL

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	777,745,832	660,700,868
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Redevances sur le pétrole	62,726,903	230,017,633
Redevances sur le gaz	55,111,049	86,333,919
Accord de la Colombie-Britannique	560,631	985,815
Règlements de réclamations—Terrains et autres	4,230,000	13,019,149
Divers	7,963,214	7,875,732
	130,591,797	338,232,248
	908,337,629	998,933,116
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	59,021,689	88,540,925
Virements en conformité de l'article 64 de la Loi sur les Indiens	101,090,048	130,888,694
Divers	1,870,984	1,757,665
	161,982,721	221,187,284
Solde de fermeture	746,354,908	777,745,832

TABLEAU 9.13

FONDS DES BANDES INDIENNES—COMPTES DE RECETTES

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	89,247,309	120,823,382
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Intérêt du gouvernement	74,575,544	84,127,851
Règlements de réclamations—Terrains et autres	3,189,883	993,586
Divers	14,087,013	14,226,728
	91,852,440	99,348,165
	181,099,749	220,171,547
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Déboursés en espèces à raison de tant par personne	13,442,677	20,828,161
Virements en conformité de l'article 69 de la Loi sur les Indiens	80,667,056	102,550,816
Divers	5,196,882	7,545,261
	99,306,615	130,924,238
Solde de fermeture	81,793,134	89,247,309

Fonds des bandes indiennes—Actions et certificats

Ce compte enregistre la valeur à l'origine des actions de Transalta Utilities Ltd, en compensation d'une ligne d'énergie ayant servitude de passage sur la réserve des Indiens Blood.

Fonds de compensation des Indiens

Les deniers reçus, en rapport avec la vente de terres appartenant aux Indiens et en compensation d'une servitude lorsque le droit de propriété n'est pas définitif ou que l'arpentage n'est pas complété, sont inscrits au compte jusqu'à ce que toute la documentation ait été réunie.

Comptes de succession des Indiens

Des comptes ont été établis afin de comptabiliser les biens des Indiens décédés, des enfants indiens ayant des tuteurs, ou des Indiens atteints d'incapacité mentale.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités aux comptes et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens

Sont inscrits à ce compte les deniers détenus pour le compte de particuliers et de bandes, perçus à partir de locations et de baux de terres indiennes, comme la location de terres agricoles, les servitudes, les baux et les permis d'exploitation pétrolière et gazière, etc, jusqu'à ce que la documentation voulue soit reçue.

Comptes spéciaux des Indiens

Les comptes spéciaux des Indiens représentent des comptes non productifs d'intérêt tenus à des fins particulières, et comprennent les postes suivants:

a) *Héritiers absents ou disparus*—Les avoirs d'une succession, auxquels un héritier disparu peut prétendre, sont gardés dans un compte pendant une période de sept ans, après quoi, si les héritiers ne sont pas retracés, ces avoirs sont partagés entre les autres personnes selon leurs droits respectifs.

b) *Réserves de fourrures de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les deniers reçus suite à la vente des pelleteries piégées dans les réserves du district de l'Abitibi, au Québec, afin de reporter les frais des salaires des marqueurs, le fret, etc.

c) *Pêches de l'Abitibi*—Ce compte enregistre les frais d'exploitation du projet de pêche à l'esturgeon de l'Abitibi.

d) *Habitations hors réserve des Indiens*—Ce compte enregistre les contributions personnelles détenues en fiducie en attendant que celles-ci soient remises au vendeur, bâtisseur ou représentant légal.

Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario

Ce compte comptabilise la part de l'Ontario des rentrées provenant de l'activité minérale sur les réserves indiennes, conformément aux modalités de l'Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario. Ces fonds seront versés aux bandes indiennes aussitôt qu'une nouvelle législation fédérale et provinciale sera adoptée promulguant un nouvel Accord sur les terres indiennes pour l'Ontario.

Compte spécial de la Cour fédérale

La Cour est responsable de la tenue de comptes de fiducie au nom de plaideurs devant la Cour. Ces comptes enregistrent les deniers versés à la Cour fédérale du Canada, suite à une ordonnance de la Cour, aux règles de la Cour ou aux décrets, à être détenus en fiducie en attendant que soit effectué le paiement de ces deniers, conformément à un arrêt de la Cour.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte d'attente, justes salaires

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la Loi sur les justes salaires et les heures de travail, et des règlements y afférents. Lorsqu'une enquête portant sur des travaux à forfait entrepris par le gouvernement justifie l'octroi de salaires, on crédite à ce compte la somme versée par l'entrepreneur, laquelle est ensuite répartie aux employés.

Ce compte inscrit également les sommes versées par les départements et organismes, représentant les salaires reliés à des contrats, et retenues sur le versement final aux entrepreneurs.

Compte d'attente, Normes du travail

Ce compte fonctionne en vertu de l'autorisation de la partie III du Code canadien du travail, article 65, et du Règlement 23 des Normes du travail du Canada.

Ce compte comptabilise:

a) les fonds perçus des employeurs suite à des évaluations faites par les inspecteurs concernant les rétributions insuffisantes de salaires minimums, d'heures supplémentaires, d'indemnités de vacances, d'indemnités de congé, d'indemnités de cessation d'emploi, de départ ou de décès. Les cotisations sont payables directement à l'employé ou au ministre du Travail qui doit ensuite remettre les fonds à l'employé;

b) les paiements reçus des employeurs qui doivent des arriérés de salaires à leurs employés. Ces montants sont remis aux employés; et,

c) les rétributions perçues par le ministre du Travail de la part des employeurs qui ne peuvent retrouver des employés. On doit alors tenter de retrouver ces employés.

Successions—Services militaires

Sont crédités à ce compte les biens de successions des membres des Forces canadiennes décédés. Les avoirs nets des successions sont distribués aux héritiers légaux par les soins du juge-avocat général, à titre de directeur des successions.

Fonds de fiducie naval Herbert Lott

Les sommes créditées à ce compte représentent la partie du fonds de fiducie naval Herbert Lott revenant à la Marine du Canada, lequel est administré par l'Amirauté britannique. Ces fonds sont distribués aux unités des forces actives ou de réserve qui font preuve de valeur exceptionnelle aux manœuvres de combat, ou qui contribuent, à un degré éclatant, à l'amélioration des engins de combat des forces maritimes ou navales.

Société canadienne des paris sportifs—Autres dettes en souffrance

Ce compte comptabilise les sommes reçues lors de la dissolution de la Société canadienne des paris sportifs pour permettre le règlement de toute dette de la Société.

Hôpital général d'Inuvik

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations reliées à un don fait par le club Lions pour l'achat d'articles pour la Salle 300 à l'Hôpital général d'Inuvik.

Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux

Ce compte a été établi pour y inscrire les opérations relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces (sauf le Québec) et les territoires pour défrayer leur part des coûts du projet intitulé: «Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux».

Hôpital de la zone de Sioux Lookout

Ce compte a été établi pour enregistrer les opérations effectuées à l'endroit d'un don fait par la Fondation de l'Hôpital pour enfants malades, afin de financer un programme récréatif dans le domaine de la pédiatrie et un service de volontaires à l'Hôpital de la zone de Sioux Lookout.

Étude du marché sur le non-usage du tabac

Ce compte a été établi pour y inscrire les opérations relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick pour défrayer leur part des coûts de cette étude.

Fonds d'affiches Ted Harrison

Ce compte a été établi afin d'accumuler les sommes reçues de la vente des affiches offertes à l'hôpital général Whitehorse à Whitehorse, Territoire du Yukon, par l'artiste local Ted Harrison. Le produit de la vente sera utilisé pour acheter de l'équipement spécial pour l'hôpital.

Dons aux fins de recherches

Ce compte a été établi par suite de la politique de subventions d'appariement du gouvernement et sert à comptabiliser les contributions provenant d'organisations et de particuliers aux fins de recherches biomédicales.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Recherches en dyskinésie et en torticolis

Ce compte a été établi afin d'enregistrer un legs de $75,000 fait par un donateur anonyme, pour l'établissement d'un fonds de recherches dans les domaines de la dyskinésie et du torticolis. L'intérêt perçu est utilisé pour verser des subventions aux fins de recherches. D'autres dons sont également crédités à ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses d'études Farquharson

Ce fonds a été établi afin d'enregistrer un prix décerné par la Fondation de recherches de l'Hôpital général de St-Boniface. Le fonds accorde des bourses d'études pour recherches à des étudiants en médecine et à des diplômés d'études secondaires.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie pour dons

Ce compte enregistre les deniers, titres ou autres biens reçus en guise de donation, legs ou autrement, tel qu'approuvé par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie. Les paiements et la disposition de ces deniers, titres ou autres biens, sont portés au débit du compte, sous réserve des modalités auxquelles ces deniers ont été donnés, légués ou autrement mis à la disposition du Conseil et, sous réserve de l'approbation du Conseil.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Ce compte est tenu afin d'enregistrer les fonds fournis par d'autres gouvernements et organismes, pour combler les dépenses faites en leur faveur, et afin d'indiquer la dette de cet organisme envers d'autres organismes.

Fonds de fiducie Claudia de Hueck

Ce compte inscrit des fonds légués par M^me^ Claudia de Hueck aux fins de promouvoir l'étude des sciences humaines, comme bon il semblera, ainsi qu'aux fins d'éducation en général.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses méritoires—Diplômés de l'Académie Sir William Stephenson

Un don de $11,000 est inscrit à ce compte et doit être utilisé à remettre des bourses méritoires au personnel poursuivant des études à l'Académie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Bourses scolaires—Académie Sir William Stephenson

Un don de $15,000 est inscrit à ce compte et doit être utilisé à remettre des bourses scolaires au personnel poursuivant des études à l'Académie.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie des détenus

À ce compte sont crédités les fonds remis par les détenus au moment de l'emprisonnement, les revenus nets des détenus provenant d'emplois à l'intérieur des établissements, les sommes reçues pour le compte des détenus pendant leur emprisonnement, les deniers perçus de la vente de produits artisanaux, l'argent gagné pour des travaux exécutés pendant leurs journées de libération conditionnelle, de même que les intérêts y afférents. Les paiements en vue d'aider à la réforme et à la réadaptation des détenus sont imputés à ce compte.

Fonds de prestations

Les sommes encaissées par les membres de la Gendarmerie royale du Canada, relativement à l'exécution de leurs fonctions, en sus de leurs soldes et indemnités, sont déposées au

fonds, et les prestations sont alors tirées sur ce fonds. Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités à ce compte et imputés à l'intérêt de la dette publique. Outre le solde de ce fonds, soit $2,013,063, un montant de $88,400 est impayé et représente des prêts consentis aux membres, à même le fonds.

Entreprises Petro-Canada Inc—Actions

Ce compte inscrit la dette envers les actionnaires qui n'ont pas présenté leurs actions en vue de paiement. Le solde de fermeture représente 14,832 actions des Entreprises Petro-Canada Inc à $120.14 l'action.

Canadian National (West Indies) Steamships Ltd

Un dépôt effectué par la Canadian National (West Indies) Steamships Ltd est inscrit à ce compte, représentant un virement de fonds qui doit être retenu en attendant que la Société soit liquidée.

Au cours de 1985-86, la Société a reçu l'autorisation d'être dissoute conformément à la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État.

Fonds non réclamés dus à des marins canadiens

Les salaires impayés des membres d'équipage, ainsi que tout argent comptant en leur possession lors du décès, sont crédités à ce compte jusqu'à ce que les bénéficiaires en soient déterminés.

Comptes de fiducie gérés

Ces comptes relèvent de la Commission canadienne des pensions et des Services aux anciens combattants. Les sommes en dépôt à ces comptes comprennent: *a*) les pensions administrées par la Commission canadienne des pensions; *b*) les allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils, et les paiements de fonds de secours administrés par le département des Affaires des anciens combattants; et, *c*) les prestations provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti ou du Régime de pensions du Canada, administrées avec l'approbation du client. Ces personnes ont démontré l'incapacité de gérer leurs propres affaires.

Les paiements sont effectués à même les comptes, afin de fournir le vivre et le vêtement, un abri, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Fonds de bienfaisance de l'armée

Ce compte est crédité de certains gains provenant de cantines et d'autres fonds et, semestriellement, avec des intérêts calculés au taux de 12.62% par année, du 29 juin 1985 au 28 juin 1990, sur le solde mensuel minimum porté au crédit du fonds.

Les paiements sont tirés du fonds au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, ou pour les veuves, enfants ou autres personnes à la charge des anciens combattants décédés.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds d'entraide du personnel des Forces canadiennes

Ce fonds a été établi pour fournir de l'aide financière, dans les cas nécessiteux ou conditionnels, aux membres au service des Forces armées du Canada ou aux anciens membres de celles-ci, qui se sont enrôlés le 1er février 1968 ou après, de même qu'à leurs personnes à charge.

Fonds de successions

Sont portés au crédit de ce compte les produits des successions des anciens combattants qui sont décédés alors qu'ils recevaient quelque traitement d'un hôpital ou des soins en établissement. Des comptes distincts sont gardés et des paiements sont effectués aux bénéficiaires.

Hôpital Ste-Anne

Ce compte enregistre les deniers gardés en dépôt au nom des patients de l'hôpital des anciens combattants à Ste-Anne-de-Bellevue, Québec.

Compte de fiducie, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Généralités

Les rentrées et autres crédits portés à ce compte consistent principalement en premiers paiements ou en trop-payés versés par les acheteurs (anciens combattants et civils), ainsi que le prévoit la Loi, qui sont retenus en attendant l'approbation des ventes. Les autres éléments comprennent le produit des ventes revenant aux anciens combattants, et gardé en suspens dans l'attente d'un nouveau décaissement pour les besoins du premier ou du second établissement des personnes concernées, le produit d'assurances-incendie pour pertes subies, à verser pour la restauration des biens incendiés, et les sommes reçues d'acheteurs (anciens combattants et civils), à retenir en vue du paiement des impôts, d'assurances et d'autres dépenses connexes.

Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants

Les sommes portées à ce compte comprennent: *a*) les dons, legs, cadeaux, etc, qui ont été reçus, lesquels sont à débourser au profit des anciens combattants ou de leurs personnes à charge, sous réserve de certaines conditions et au profit des patients en établissements; et, *b*) les dons, legs, cadeaux, etc, reçus par la Commission canadienne des pensions, à l'intention de pensionnés nécessiteux ou de leurs personnes à charge.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Comptes de fiducie, soins des anciens combattants

Conformément au Règlement sur le traitement des anciens combattants et au Règlement concernant le soin des anciens combattants, lorsque des clients reçoivent des soins en établissement pour adultes, le montant qui peut leur être imposé au titre des frais d'hébergement et de repas ne peut dépasser $240 par mois. Selon que le ministre des Affaires des Anciens combattants l'ordonne, l'ancien combattant doit céder ou verser l'ensemble ou une partie de ses revenus et ressources, lesquels seront administrés suivant la manière prescrite. Les sommes déposées dans chaque compte peuvent renfermer: *a*) des primes de démobilisation détenues pour le compte de

malades mentaux, tuberculeux ou autres subissant des traitements prolongés; *b*) une pension payable par la Commission canadienne des pensions; *c*) des allocations de guerre pour les anciens combattants et les civils; et, *d*) des revenus provenant de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des pensions de retraite. Les sommes servent à payer les frais d'hébergement et de repas, et à fournir des vêtements, des menues dépenses et d'autres nécessités.

Compte des accords de perception fiscale avec les provinces

Ce compte comptabilise la perception des impôts sur le revenu par le gouvernement du Canada pour le compte des provinces et territoires, en vertu des dispositions de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, de même que les versements connexes effectués à ceux-ci.

En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, le gouvernement du Canada est autorisé à conclure avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, des accords selon lesquels le gouvernement du Canada percevra les impôts sur le revenu pour le compte de ceux-ci, et leur effectuera des versements relatifs à ces impôts.

Le gouvernement du Canada a conclu des accords avec les provinces et territoires (sauf Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des particuliers, et, avec les provinces et territoires (sauf Ontario et Québec), en vue de percevoir les impôts sur le revenu des sociétés, et, à verser à ces provinces et territoires, par versements mensuels égaux, les revenus estimatifs à être produits par de tels impôts.

Au début de chaque exercice, le ministre des Finances fait une estimation des montants à être versés aux provinces et territoires qui ont conclu des accords, et ceci pour l'année d'imposition qui se termine au cours de ce même exercice. Ces estimations sont redressées à une date ultérieure pour montrer les montants réels. Les redressements doivent être faits au plus tard le 31 mars qui suit l'exercice dans lequel a pris fin l'année d'imposition.

Le tableau 9.14 présente un sommaire des soldes et des opérations dans le Compte des accords de perception fiscale avec les provinces.

TABLEAU 9.14

COMPTE DES ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE AVEC LES PROVINCES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987
	$	$	$	$
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés par le ministère du Revenu national—Impôt	12,257,633,804	703,478,790	40,000	**12,961,072,594**
Moins: versements aux provinces et territoires—				
Terre-Neuve	507,511,255		65,397,748	**572,909,003**
Île-du-Prince-Édouard	76,179,205		10,065,975	**86,245,180**
Nouvelle-Écosse	774,570,130		82,426,449	**856,996,579**
Nouveau-Brunswick	652,690,042		66,758,904	**719,448,946**
Manitoba	1,541,389,528		124,376,706	**1,665,766,234**
Saskatchewan	1,325,364,769		118,800,802	**1,444,165,571**
Alberta	2,543,905,889	10,884,102		**2,533,021,787**
Colombie-Britannique	4,664,127,439		280,646,755	**4,944,774,194**
Territoire du Yukon	11,755,024		2,254,673	**14,009,697**
Territoires du Nord-Ouest	68,657,825		19,759,844	**88,417,669**
Total des versements	12,166,151,106	10,884,102	770,487,856	**12,925,754,860**
Perceptions d'impôts sur le revenu des sociétés en main	91,482,698	714,362,892	770,527,856	**35,317,734**
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers par le ministère du Revenu national—Impôt	107,736,406,783	15,473,313,418	4,858,677	**123,204,861,524**
Moins: versements aux provinces et territoires—				
Terre-Neuve	2,304,970,415		283,258,774	**2,588,229,189**
Île-du-Prince-Édouard	431,606,749		61,056,725	**492,663,474**
Nouvelle-Écosse	4,218,577,845		604,537,233	**4,823,115,078**
Nouveau-Brunswick	3,172,997,807		416,201,971	**3,589,199,778**
Ontario	54,585,564,650		8,617,857,426	**63,203,422,076**
Manitoba	5,159,030,038		667,426,199	**5,826,456,237**
Saskatchewan	5,466,461,922		701,816,984	**6,168,278,906**
Alberta	12,845,970,866		1,699,672,458	**14,545,643,324**
Colombie-Britannique	17,938,772,124		2,248,096,282	**20,186,868,406**
Territoire du Yukon	99,340,685		16,718,753	**116,059,438**
Territoires du Nord-Ouest	215,033,712		38,528,224	**253,561,936**
Total des versements	106,438,326,813		15,355,171,029	**121,793,497,842**
Perceptions d'impôts sur le revenu des particuliers en main	1,298,079,970	15,473,313,418	15,360,029,706	**1,411,363,682**
Total	1,389,562,568	16,187,676,310	16,130,557,562	**1,446,681,416**

Autres comptes à fins déterminées

Il existe d'autres comptes à fins déterminées gérés par le gouvernement, tels que les comptes d'assurance, de prestations de décès et de pension.

Le tableau 9.15 présente un sommaire des soldes et des opérations pour tous les autres comptes à fins déterminées.

TABLEAU 9.15

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Comptes d'assurance et de prestations de décès—						
Énergie, Mines et Ressources—						
Commission de contrôle de l'énergie atomique—						
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire	529,842		100	**529,742**	− 100	1,500
Finances—						
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres	24,727			**24,727**		
Assurances—						
Fonds d'assurance de la Fonction publique	15,406,862	18,971	3,126,515	**12,299,318**	− 3,107,544	− 386,321
Compte de la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust		1,747,344	1,747,344			
	15,431,589	*1,766,315*	*4,873,859*	***12,324,045***	*− 3,107,544*	*− 386,321*
Pêches et Océans—						
Régime d'assurance des bateaux de pêche	6,467,986	12,746,458	8,282,709	**10,931,735**	4,463,749	1,989,553
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Fonds d'assurance des terres	754,428	232,838	32	**987,234**	232,806	21,242
Défense nationale—						
Compte de prestations de décès des forces régulières, tableau 9.16	66,053,778	17,160,602	8,252,174	**74,962,206**	8,908,428	7,317,702
Santé nationale et Bien-être social—						
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie	28,387			**28,387**		
Transports—						
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	114,258,193	10,438,717	134,483	**124,562,427**	10,304,234	10,976,987
Conseil du Trésor						
Compte de prestations de décès de la Fonction publique, tableau 9.17	315,462,028	95,141,521	32,800,988	**377,802,561**	62,340,533	54,288,200
Affaires des anciens combattants—						
Fonds d'assurance des soldats de retour au pays	1,235,994	6,808	226,094	**1,016,708**	− 219,286	− 213,635
Fonds d'assurance des anciens combattants	23,584,789	852,963	1,569,321	**22,868,431**	− 716,358	− 957,514
	24,820,783	*859,771*	*1,795,415*	***23,885,139***	*− 935,644*	*− 1,171,149*
Compte sans opérations courantes						− 9,066,972
Total des comptes d'assurance et de prestations de décès	543,807,014	138,346,222	56,139,760	**626,013,476**	82,206,462	63,970,742
Comptes de pension						
Emploi et Immigration						
Compte de pension pour les agents des rentes	41,002	10,209	16,241	**34,970**	− 6,032	− 6,799
Parlement						
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement, tableau 9.18	24,179,007	6,691,984	4,304,166	**26,566,825**	2,387,818	1,828,317
Solliciteur général						
Gendarmerie royale du Canada—Caisse de pension des personnes à charge	14,669,063	1,641,217	557,322	**15,752,958**	1,083,895	904,704
Conseil du Trésor						
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant	6,593,583	487,423	2,795,624	**4,285,382**	− 2,308,201	5,250,623
Moins: fraction non amortie de l'insuffisance actuarielle	4,946,600	2,566,219		**2,380,381**	− 2,566,219	4,946,600
	1,646,983	*3,053,642*	*2,795,624*	***1,905,001***	*258,018*	*304,023*
Fonds de retraite	5,303			**5,303**		
	1,652,286	*3,053,642*	*2,795,624*	***1,910,304***	*258,018*	*304,023*
Total des comptes de pension	40,541,358	11,397,052	7,673,353	**44,265,057**	3,723,699	3,030,245

TABLEAU 9.15

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Suite*

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette	
					1987	1986
	$	$	$	$	$	$
Autres comptes—						
Agriculture—						
Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger	276,434	243,248	241,942	**277,740**	1,306	83,700
Importation de bulbes de Hollande	545	4,625	2,398	**2,772**	2,227	- 367
Dépôts à l'égard de projets divers	2,813	311,897	281,063	**33,647**	30,834	- 96,324
Saskatchewan—Rénovations aux usines de traitement d'eau		1,166,300	1,081,380	**84,920**	84,920	
	279,792	*1,726,070*	*1,606,783*	***399,079***	*119,287*	*- 12,991*
Consommation et Corporations—						
Compte de dépôt	142,471	849,392	843,672	**148,191**	5,720	- 6,743
Emploi et Immigration—						
Programme du Canada au travail	7,722	8,011	15,733		- 7,722	7,722
Programme de stratégie de planification de l'emploi	1,795,849	300,000	1,405,279	**690,570**	- 1,105,279	1,795,849
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail	46,215	1,527,701	1,499,475	**74,441**	28,226	46,215
Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines	- 33,968	191,811	157,843		33,968	- 33,968
Programme concernant les ateliers d'orientation au travail	1,197	112,444	105,242	**8,399**	7,202	1,197
	1,817,015	*2,139,967*	*3,183,572*	***773,410***	*- 1,043,605*	*1,817,015*
Énergie, Mines et Ressources—						
Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta	28,239,571	8,942,845	7,363,256	**29,819,160**	1,579,589	28,239,571
Dépôts à l'égard de projets divers	9,525	265,313	274,838		- 9,525	- 7,811
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole	297,718		297,718		- 297,718	297,718
	28,546,814	*9,208,158*	*7,935,812*	***29,819,160***	*1,272,346*	*28,529,478*
Environnement—						
Dépôts à l'égard de projets divers	418,337	1,580,691	944,633	**1,054,395**	636,058	61,052
Affaires extérieures—						
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	895,473	472,009	1,177,936	**189,546**	- 705,927	217,979
Agence canadienne de développement international—						
Dépôts en garantie	34,600			**34,600**		
	930,073	*472,009*	*1,177,936*	***224,146***	*- 705,927*	*217,979*
Pêches et Océans—						
Dépôts à l'égard de projets divers	111,440	234,468	255,995	**89,913**	- 21,527	64,390
Affaires indiennes et Nord canadien—						
Amendes—Loi sur les Indiens	425,516	130,563	56,284	**499,795**	74,279	233,203
Justice—						
Cour fédérale—Versements anticipés	5,000	3,750		**8,750**	3,750	
Défense nationale—						
Gouvernements étrangers—						
Royaume-Uni—						
Armée britannique—Suffield (Alberta)	9,784,372	23,447,774	23,241,308	**9,990,838**	206,466	1,369,899
Autres activités	1,267	9,600,822	5,018,079	**4,584,010**	4,582,743	- 104,177
États-Unis d'Amérique	1,087,300	8,854,844	4,981,818	**4,960,326**	3,873,026	- 1,224,004
République fédérale d'Allemagne—						
Armée allemande—Shilo (Manitoba)	4,404,271	6,998,820	11,562,705	**- 159,614**	- 4,563,885	470,842
Autres activités	785,437	3,900,000	4,465,923	**219,514**	- 565,923	1,293,762
Pays-Bas		9,350,000		**9,350,000**	9,350,000	
Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)—						
Projets d'infrastructure	1,465,999	7,409,977	420,512	**8,455,464**	6,989,465	203,273
Autres projets	100,824			**100,824**		
Organismes non gouvernementaux	1,896,013	1,288,045	1,559,205	**1,624,853**	- 271,160	386,220
	19,525,483	*70,850,282*	*51,249,550*	***39,126,215***	*19,600,732*	*1,623,375*
Santé nationale et Bien-être social—						
Méthodologie informatisée de programmation d'espace	1,007		1,007		1,007	1,007
«Y'a personne de parfait»—Projet à frais partagés	1,281		1,281		- 1,281	1,281
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques		8,153	1,845	**6,308**	6,308	
Organisation mondiale de la santé	125,160	79,308	82,702	**121,766**	- 3,394	10,449
	127,448	*87,461*	*86,835*	***128,074***	*626*	*12,737*
Travaux publics—						
Projets à frais partagés	61,507	34,155	5,555	**90,107**	28,600	- 1,094,997

TABLEAU 9.15

AUTRES COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—*Fin*

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches—Fonds de fiducie	63,587	218,252	13,141	**268,698**	205,111	38,588
Fonds spécial	10,000,000	19,250,332	24,230,332	**5,020,000**	- 4,980,000	- 747
	10,063,587	*19,468,584*	*24,243,473*	***5,288,698***	*- 4,774,889*	*37,841*
Secrétariat d'État—						
Promotion des langues officielles	98,847	50,494	139,211	**10,130**	- 88,717	69,321
Conseil de recherches en sciences humaines—						
Fonds pour les boursiers de la Reine	269,985	47,284	27,608	**289,661**	19,676	- 41,829
Fonds de fiducie	39,225	15,946	37,500	**17,671**	- 21,554	14,225
	408,057	*113,724*	*204,319*	***317,462***	*- 90,595*	*41,717*
Approvisionnements et Services—						
Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance	- 1,855,279	40,401,141	38,545,862		1,855,279	- 1,859,216
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires	406,536,946	5,594,330,715	5,592,930,840	**407,936,821**	1,399,875	138,991,615
Moins: titres détenus en fiducie	406,536,946	5,592,930,840	5,594,330,715	**407,936,821**	1,399,875	138,991,615
		11,187,261,555	*11,187,261,555*			
Statistique Canada—						
Versements anticipés	959,147	15,700,630	15,341,263	**1,318,514**	359,367	204,773
	- 896,132	*11,243,363,326*	*11,241,148,680*	***1,318,514***	*2,214,646*	*- 1,654,443*
Transports—						
Compte de l'aéroport de Cartierville		5,095,077	566,425	**4,528,652**	4,528,652	
Taxe de vente provinciale—						
Communications—						
Bibliothèque nationale	225	5,391	5,579	**37**	- 188	223
Archives publiques	1,190	9,062	9,296	**956**	- 234	468
	1,415	*14,453*	*14,875*	***993***	*- 422*	*691*
Énergie, Mines et Ressources	7,129	98,097	105,113	**113**	- 7,016	7,129
Solliciteur général—						
Service correctionnel	- 423,168	526,945	95,212	**8,565**	431,733	- 61,591
Gendarmerie royale du Canada	- 215	61,267	61,157	**- 105**	110	- 89
	- 423,383	*588,212*	*156,369*	***8,460***	*431,843*	*- 61,680*
	- 414,839	*700,762*	*276,357*	***9,566***	*424,405*	*- 53,860*
Taxe de vente fédérale—						
Solliciteur général—Service correctionnel	- 620,787	770,853	113,055	**37,011**	657,798	- 92,412
Comptes sans opérations courantes						- 72,036
Total des autres comptes	60,930,782	11,356,829,292	11,333,898,936	**83,861,138**	22,930,356	29,184,899
Total des autres comptes à fins déterminées	645,279,154	11,506,572,566	11,397,712,049	**754,139,671**	108,860,517	96,185,886

Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire

Ce compte a été établi afin d'enregistrer des primes en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, et pour pourvoir aux paiements de réclamations qui découlent d'accidents survenant dans une installation assurée.

Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres

L'article 48 de la Loi sur l'administration financière prévoit pour ce compte auquel sont crédités la somme de $25,000, toutes sommes additionnelles affectées par le Parlement aux fins dudit article, et tout recouvrement de pertes tel que stipulé à l'article 49 de la Loi.

L'article 49 autorise le ministre, en conformité et sous réserve des règlements, à débourser à même le compte toutes pertes subies par les souscripteurs à des titres du gouvernement, qui ont acquitté la totalité ou une partie du prix d'achat mais qui n'ont pas reçu le titre ni le remboursement du montant versé, de même que les pertes subies par toute personne à l'occasion du rachat de titres.

Fonds d'assurance de la Fonction publique

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance du service civil, afin de fournir une couverture sous forme d'assurance-vie aux fonctionnaires qui ont souscrit à des polices d'assurance avant 1955-56. L'achat de polices a été discontinué en 1954-55, conformément à l'article 51(2) de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique.

Au cours de l'exercice, les rentrées et autres crédits se composaient de primes de $18,971. Les paiements et autres débits se composaient de prestations de décès, $562,033; de valeurs de rachat en espèces, $61,664; de rentes, $56,485; de remboursements de primes, $144; et, d'un montant de $2,446,189 (crédité aux dépenses budgétaires) qui représente un redressement destiné à régulariser le solde du fonds en rapport avec l'évaluation actuarielle établie au 31 mars 1986.

Compte de la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust

Ce compte a été établi conformément à la Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust afin d'enregistrer

les fonds reçus à mesure que l'actif de la compagnie Pioneer Trust était liquidé et de comptabiliser les déboursés pour prévoir la continuation des paiements prévus par certains certificats garantis à versements invariables délivrés par la compagnie.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Régime d'assurance des bateaux de pêche

Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'assurer les pêcheurs contre des pertes en capital anormales. Sont crédités au compte les primes et les recouvrements, ainsi que les avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Y sont imputés les remboursements de primes et les paiements destinés à régler les réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 des Pêches et Océans.

Fonds d'assurance des terres

Ce fonds a été créé pour indemniser les propriétaires qui ont éprouvé des pertes résultant d'inscriptions inexactes, ou d'autres causes désignées dans la Loi sur les titres de biens-fonds. On perçoit des honoraires auprès de ceux qui font enregistrer tout acte chez le registraire des titres de biens-fonds dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon. L'intérêt s'ajoute au fonds annuellement, le taux actuel étant de 3% par année.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de prestations de décès des forces régulières

Ce compte a été établi par la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants des Forces armées. Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) des cotisations des participants; *b*) la contribution du gouvernement (1/6 des prestations payées à l'égard de participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense); *c*) des primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500; et, *d*) des intérêts.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) des prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; *b*) des prestations versées à l'égard des participants par choix au régime des forces régulières, à qui des pensions n'étaient pas payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, lors de leur retraite des forces régulières; et, *c*) la partie des prestations payables pour laquelle le gouvernement a versé une prime unique.

TABLEAU 9.16

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DES FORCES RÉGULIÈRES

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	66,053,778	58,736,076
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des participants	7,759,626	7,251,750
Contribution du gouvernement	1,374,079	1,416,532
Primes uniques payables par le gouvernement à l'égard des membres des forces régulières qui, sans verser de cotisations, deviennent admissibles à une prestation de base de $500	556,140	546,840
Intérêts	7,470,757	6,601,730
	17,160,602	15,816,852
	83,214,380	74,552,928
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Prestations payées à l'égard des participants qui, au moment de leur décès, étaient membres des forces régulières, ou étaient participants par choix des forces régulières, à qui des pensions étaient payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	8,252,174	8,499,150
Solde de fermeture	74,962,206	66,053,778

Compte supplémentaire de l'assurance-maladie

Ce compte a été établi pour permettre des paiements aux personnes qui, sans être elles-mêmes responsables d'aucune façon, ont perdu ou n'ont pu obtenir les services de santé assurés aux termes de la Loi canadienne sur la santé, et en conformité avec l'Accord fédéral-provincial sur l'éligibilité et la transférabilité. Des cotisations sont versées au compte par toutes les provinces, proportionnellement à la population, et une contribution d'appariement est versée par le gouvernement fédéral.

Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les paiements de tonnage prélevés sur le pétrole transporté par navire sur les eaux canadiennes. Le paiement du prélèvement a été abrogé effectivement le 1er septembre 1976.

Les réclamations à l'égard de la pollution des Maritimes, les honoraires de l'administrateur du fonds, et les dépenses connexes de la lutte contre la pollution pétrolière, sont financés à même ce fonds.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de prestations de décès de la Fonction publique

Ce compte a été établi en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, afin de fournir une assurance-vie aux membres cotisants de la Fonction publique.

Sont crédités au compte: *a*) les cotisations par les employés; *b*) les contributions par le gouvernement et les sociétés de la Fonction publique; et, *c*) les intérêts. Les paiements et autres débits représentent: *a*) les prestations versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente au titre de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique; et, *b*) les prestations de $500 versées à l'égard des cotisants qui, au moment de leur décès, étaient au service de la Fonction publique, ou recevaient une rente en vertu de la partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique, et pour lesquels a été effectué le paiement d'une prime unique au titre d'une couverture viagère de $500 de prestations de décès.

TABLEAU 9.17

COMPTE DE PRESTATIONS DE DÉCÈS DE LA FONCTION PUBLIQUE

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	315,462,028	261,173,828
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations et contributions—		
Employés—		
Gouvernement et sociétés de la Fonction publique	49,586,869	47,823,424
Gouvernement—		
Le sixième des paiements de prestations (général)	5,085,483	5,230,694
Prime unique de $500	1,975,413	2,068,548
Sociétés de la Fonction publique	2,151,750	2,101,093
Intérêts	36,342,006	30,259,953
	95,141,521	87,483,712
	410,603,549	348,657,540
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Paiements de prestations—		
Généralité	31,322,411	31,792,440
Couverture viagère de $500	1,419,077	1,383,197
Autres paiements de prestations de décès	59,500	19,875
	32,800,988	33,195,512
Solde de fermeture	377,802,561	315,462,028

Fonds d'assurance des soldats de retour au pays

Ce fonds a été établi par la Loi de l'assurance des soldats de retour au pays, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1986 de $6,760 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 août 1933.

Fonds d'assurance des anciens combattants

Ce fonds a été établi par la Loi sur l'assurance des anciens combattants, pour fournir une assurance-vie aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale qui ont versé des cotisations au fonds. Sont créditées au compte les primes et y sont imputés les déboursés de prestations de décès et de valeurs de rachat en espèces. Ce compte est tenu sur une base actuarielle, et un redressement du passif actuariel au 31 mars 1986 de $620,294 a été crédité au compte au cours de l'exercice, et imputé aux dépenses budgétaires. La date ultime de recevabilité des demandes à l'égard de cette assurance était le 31 octobre 1968.

Compte de pension pour les agents des rentes

Ce régime de pension a pour but de verser des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont les activités consistaient à vendre au public des rentes sur l'État.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de prestations de retraite des membres du Parlement

Ce compte a été établi par la Loi sur les allocations de retraite des députés, afin de fournir des prestations de retraite aux membres du Parlement admissibles qui ont versé des cotisations au régime de pension. Par «membre» on entend un sénateur ou un député. Des prestations sont également prévues pour les veuves et les enfants à la charge des membres ayant servi le 9 avril 1963 ou après et qui ont versé des cotisations en vertu de la Loi.

Les rentrées et autres crédits consistent en: *a*) des cotisations retenues sur les indemnités courantes, et calculées d'après la totalité de la somme versée; *b*) des cotisations retenues sur les traitements supplémentaires, et établies d'après le taux de cotisation choisi, jusqu'à 10% du montant global du traitement; *c*) des cotisations à l'égard de sessions antérieures, lorsque les membres choisissent de payer les arrérages, et les intérêts sur les arrérages; *d*) des intérêts et assurance-décès, sur tout solde impayé, d'après les tables de survie du Canada; *e*) des contributions du gouvernement, égales aux cotisations versées ou échues au cours de l'exercice; *f*) des intérêts crédités à chaque trimestre; et, *g*) le remboursement de pensions après élection afin de virer les prestations des membres du Parlement au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

Les paiements et autres débits consistent en: *a*) des paiements d'allocations annuelles; *b*) des indemnités de retrait y compris les intérêts applicables; *c*) des remboursements de cotisations excédant le maximum requis; et, *d*) des virements de fonds au Compte de pension de retraite de la Fonction publique.

TABLEAU 9.18

COMPTE DE PRESTATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DU PARLEMENT

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde d'ouverture	24,179,007	22,350,690
RENTRÉES ET AUTRES CRÉDITS—		
Cotisations des membres—		
Au titre du service actuel	1,906,447	1,870,525
Arrérages du principal, intérêts et assurance-décès	197,788	234,924
Contributions du gouvernement—		
Au titre du service actuel	1,906,447	1,870,007
Intérêts	2,681,302	2,132,431
	6,691,984	6,107,887
	30,870,991	28,458,577
PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS—		
Allocations annuelles	4,304,166	4,183,402
Indemnités de retrait		87,334
Intérêts sur retraits		6,998
Remboursements de cotisations de service choisies		1,836
	4,304,166	4,279,570
Solde de fermeture	26,566,825	24,179,007

Caisse de pension des personnes à charge

Ce fonds, qui relève de la partie IV de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, accorde des prestations de retraite aux veuves et aux personnes à charge des membres cotisants de la Gendarmerie royale du Canada. Il est soutenu par une retenue de 5% sur la solde des membres de la Gendarmerie qui n'ont pas le brevet d'officier.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant

Ce compte, qui relève de la partie II des Règlements sur les pensions du personnel engagé sur place, accorde des prestations de retraite aux fonctionnaires du gouvernement qui sont employés localement et qui ont versé des cotisations se rapportant au fonds. Sont créditées au compte les cotisations des employés engagés sur place, et les prestations ultérieures y sont imputées.

Fonds de retraite

Ce fonds a pour but de verser des prestations de retraite à certains fonctionnaires qui ne sont pas couverts par le Compte de pension de retraite de la Fonction publique et qui ont versé des cotisations au fonds.

Les cotisations au fonds sont effectuées par retenues mensuelles sur les traitements de certains employés à taux prédominants ou d'employés saisonniers et certains autres. Les autres sommes créditées comprennent des intérêts au taux de 4% par année sur le solde au crédit de chaque cotisant, la contre-partie figurant à l'intérêt de la dette publique. Les paiements et autres débits représentent le paiement des sommes au crédit d'employés démissionnaires ou décédés, ainsi que les sommes virées au Compte de pension de retraite de la Fonction publique à l'égard d'employés devenus cotisants.

Frais payés à l'avance—Importation du bétail étranger

Les montants déposés à l'égard de l'importation du bétail étranger, de tests de gestation pour le bétail, et des demandes touchant l'enregistrement des provendes, des engrais et des pesticides, sont portés au crédit de ce compte en attendant la cotisation du coût réel, lorsque les services nécessaires auront été rendus.

Lors de l'imputabilité définitive et au moment où les services auront été rendus, les dépôts sont soit crédités aux recettes non fiscales, soit retournés au déposant.

Importation de bulbes de Hollande

Ce compte enregistre les dépôts en ce qui regarde l'importation de bulbes de Hollande. L'inspection des bulbes est effectuée en Hollande avant l'emboîtage. Les frais réels sont crédités aux recettes non fiscales, et l'excédent est retourné aux déposants, à la fin de l'inspection.

Dépôts à l'égard de projets divers—Agriculture

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions provenant d'organisations et de particuliers.

Saskatchewan—Rénovations aux usines de traitement d'eau

Ce compte a été établi conformément à l'accord de 1985 sur les rénovations aux usines de traitement d'eau de la Saskatchewan, afin de faciliter la responsabilité des coûts de travaux supplémentaires demandés par la province de la Saskatchewan.

Compte de dépôt—Consommation et Corporations

Ce compte enregistre les sommes d'argent détenues en fiducie pour défrayer le coût des services fournis régulièrement. Aucun intérêt n'est crédité à ce compte.

Programme du Canada au travail

Le programme du Canada au travail était financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilisait les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Ce compte a été fermé au cours de l'exercice.

Programme de stratégie de planification de l'emploi

Le programme de stratégie de planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Emploi d'été—Programme d'expérience de travail

Le programme d'emploi d'été—Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines

L'accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines est financé conjointement par le gouvernement fédéral et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par le gouvernement territorial au titre de sa participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Programme concernant les ateliers d'orientation au travail

Le programme concernant les ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte comptabilise les versements anticipés effectués par les provinces au titre de leur participation au coût des projets, et détenus en fiducie en attendant qu'ils soient déboursés aux parrains des projets.

Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta

À ce compte sont inscrites les sommes versées par le gouvernement de l'Alberta, qui sont destinées à encourager l'expansion des marchés de gaz naturel dans les provinces à l'est de l'Alberta, conformément à l'accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui de l'Alberta le 1er septembre 1981. Le terme original de l'accord était du 1er novembre 1981 au 31 janvier 1987. L'accord a cessé d'exister le 30 avril 1986 par suite de l'Accord de l'Ouest convenu le 25 mars 1985.

Au cours de 1986-87, le gouvernement de l'Alberta a effectué un versement final de $8.9 millions.

Dépôts à l'égard de projets divers—Énergie, Mines et Ressources

Des comptes ont été établis afin de comptabiliser les paiements anticipés versés par des organisations externes et des personnes pour des services scientifiques à être fournis selon la formule de recouvrement de fonds. À mesure que le travail avance, le revenu gagné est crédité aux recettes non fiscales.

Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole

Le solde de ce compte au début de l'exercice représentait les sommes impayées relatives à la part des redevances d'exportation sur le pétrole qui étaient à payer aux provinces productrices de pétrole en 1985-86, conformément à la Loi sur l'administration de l'énergie.

Au cours de l'exercice, le montant en circulation a été payé.

Dépôts à l'égard de projets divers—Environnement

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions provenant d'organisations et de particuliers.

Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique

Ce compte inscrit les paiements anticipés et les déboursés à l'égard des coûts relevant de l'assistance technique fournie à d'autres pays par des sociétés et institutions canadiennes, en vertu d'ententes entre le gouvernement du Canada et d'autres gouvernements étrangers.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Dépôts en garantie—Agence canadienne de développement international

Ce compte inscrit les chèques de réclamations d'assurance pour les avaries en cours de route à l'égard de biens expédiés au pays désigné dans le contrat du prêt, en attendant que le pays décide si ces fonds devraient être employés pour réduire le solde du prêt ou pour acquérir des biens de remplacement.

Dépôts à l'égard de projets divers—Pêches et Océans

Ces fonds, qui sont destinés à la poursuite de travaux de recherches, comprennent les contributions provenant d'organisations et de particuliers.

Amendes—Loi sur les Indiens

Sont créditées à ce compte les amendes perçues en vertu de la Loi sur les Indiens, à l'égard de poursuites pour infractions aux règlements sur les boissons alcooliques, et de statuts émanant des bandes. Les dépenses encourues comprennent les frais engagés dans la suppression du trafic des boissons alcooliques chez les Indiens du Canada.

Cour fédérale—Versements anticipés

Ce compte inscrit les versements anticipés relatifs aux frais d'enregistrement, conformément aux Règles de la Cour fédérale.

Gouvernements étrangers

Ces comptes sont tenus pour enregistrer les fonds provenant des gouvernements étrangers, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci, conformément aux dispositions d'ententes avec le gouvernement du Canada.

Le solde débiteur du compte pour la République fédérale d'Allemagne (Armée allemande—Shilo, Manitoba), résulte du fait que les fonds requis pour couvrir les dépenses encourues en 1986-87 ont seulement été perçus après la fin de l'exercice.

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN)

À ces comptes sont comptabilisés les fonds provenant de l'OTAN pour couvrir *a*) les projets d'infrastructure de l'OTAN mis en œuvre par le Canada, et, *b*) les autres dépenses à effectuer pour le compte de l'OTAN, conformément aux termes d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Organismes non gouvernementaux

À ce compte sont consignés les fonds reçus afin de couvrir les dépenses faites pour le compte des organismes non gouvernementaux, pour lesquels aucun compte particulier n'a été créé.

Méthodologie informatisée de programmation d'espace

Ce compte a été établi pour y inscrire les transactions relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu d'une entente de partage des coûts avec les provinces (sauf le Québec) et les territoires pour informatiser les séries de méthodologie de programmation de l'espace hospitalier. Les provinces versent leurs contributions au compte proportionnellement à leur population.

«Y'a personne de parfait»—Projet à frais partagés

Ce compte a été établi pour y inscrire les transactions relatives à la part provinciale des coûts encourus en vertu de l'entente fédérale-provinciale de partage des coûts avec les provinces de l'Atlantique pour un projet coopératif de parentage.

Évaluation de l'innocuité des produits chimiques

Ce compte a été établi afin d'inscrire les sommes reçues et les paiements effectués aux organismes et personnes qui fournissent des services au nom du Groupe scientifique chargé de la méthodologie d'évaluation de l'innocuité des produits chimiques selon les besoins précis identifiés par le Groupe.

Organisation mondiale de la santé

À ce compte sont inscrits les fonds provenant de l'Organisation mondiale de la santé, pour des projets scientifiques.

Projets à frais partagés

Ce compte inscrit la recette anticipée de deniers provenant des départements et organismes et d'autres, pour leur participation à certains projets à frais partagés.

Fonds de fiducie—Conseil national de recherches

À ce compte sont inscrits les fonds provenant des départements et organismes et d'autres, pour couvrir les dépenses faites pour le compte de ceux-ci.

Fonds spécial—Conseil national de recherches

Sont créditées à ce compte les recettes du Conseil national de recherches du Canada s'élevant à $19,250,332, provenant de droits de laboratoire, $9,199,263; de capital, $321,000; de services d'information, $2,917,284; de ventes de publications, $3,968,642; et, de revenus divers, $2,844,143, en vertu de l'autorisation de la Loi sur le Conseil national de recherches. Une somme de $24,230,332 a été imputée à ce compte, de laquelle une somme de $23,553,332 a été portée au crédit 10 du Conseil national de recherches, et, de $677,000 au crédit 15 du Conseil national de recherches, pour compenser les dépenses.

Promotion des langues officielles

Ce compte a été établi pour assurer aux membres du secteur privé un enseignement des langues, par les instructeurs de la Commission de la Fonction publique, dans les institutions du gouvernement fédéral.

Les versements anticipés émanant du secteur privé sont crédités à ce compte, et les frais de la Commission de la Fonction publique pour services rendus y sont imputés.

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce fonds représente une subvention au montant de $250,000 accordée en vertu d'un crédit spécial en 1973-74. Le revenu est utilisé aux fins de payer des bourses aux étudiants diplômés dans certains domaines d'études canadiennes.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Fonds de fiducie—Conseil de recherches en sciences humaines

Ce compte a été établi afin de comptabiliser les recettes et les déboursés de fonds disponibles aux fins de recherches dans le domaine des sciences humaines. Le compte enregistre également l'encaissement de dons privés et le décaissement de ces fonds aux fins de projets spéciaux.

Au cours de l'exercice, des intérêts ont été crédités au compte et imputés à l'intérêt de la dette publique.

Intérêts sur obligations—Compagnies d'assurance

À ce compte sont crédités les produits d'intérêt sur les obligations déposées par les compagnies d'assurance, en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques. Les débits représentent le versement de cet intérêt aux compagnies d'assurance.

Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires

Ce compte enregistre les fonds inutilisés provisoirement, qui servent à payer le gouvernement des États-Unis en vertu de contrats pour achats d'équipement militaire. Les fonds sont placés par la Banque fédérale de réserve de New York pour produire des intérêts au nom du gouvernement du Canada.

Statistique Canada—Versements anticipés

À ce compte sont inscrits les versements anticipés provenant des départements et organismes et d'autres, afin de financer le coût de services statistiques spéciaux.

Compte de l'aéroport de Cartierville

Conformément à l'article 15 de la Loi sur l'administration financière, et suite à la vente de l'aéroport de Cartierville par

le gouvernement à Canadair Limitée, ce compte spécial a été établi afin de retenir en dépôt la somme de $5,000,000 et d'enregistrer dans ce même compte le revenu d'intérêt, tel qu'approuvé par le ministre des Finances.

Périodiquement, on portera des versements effectués à Canadair Limitée au débit de ce compte, afin de rembourser Canadair des dépenses encourues relativement aux réparations et améliorations apportées à l'aéroport de Cartierville.

Taxe de vente provinciale—Bibliothèque nationale

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Archives publiques

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de microfilms et de reproductions.

Taxe de vente provinciale—Énergie, Mines et Ressources

Ce compte sert à comptabiliser la perception de taxe de vente provinciale au nom des gouvernements provinciaux, relativement à la vente de cartes, graphiques et photographies.

Taxe de vente provinciale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, déduction faite des commissions versées aux vendeurs, s'il y a lieu; on y impute les paiements effectués aux provinces.

Les taxes de vente à verser sont identifiées au moment de la vente et sont remises le mois suivant.

Taxe de vente provinciale—Gendarmerie royale du Canada

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente provinciale perçue sur les ventes effectuées par la Gendarmerie royale du Canada, et on y impute les paiements effectués aux provinces.

Le solde débiteur découle de paiements anticipés et/ou de paiements en trop de taxes de vente effectués à la province de l'Ontario. Ce montant a été recouvré en 1987-88.

Taxe de vente fédérale—Service correctionnel

On porte au crédit de ce compte la taxe de vente fédérale perçue sur les ventes effectuées par le Service correctionnel du Canada, et on y impute les remises au Revenu national, Douanes et Accise.

Les taxes de vente à verser sont identifiées au moment de la vente et sont remises le mois suivant.

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié les états du Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états présentent fidèlement le solde et l'évolution du Compte et du Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 août 1987

ÉTAT DU COMPTE DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Montants portés au crédit		
Cotisations—Employés, employeurs et personnes travaillant à leur propre compte	4,975,733	4,495,146
Intérêt (note 3)	3,403,850	3,161,581
	8,379,583	7,656,727
Montants portés au débit		
Prestations		
Pensions de retraite	3,773,964	3,206,065
Pensions aux survivants	876,151	763,482
Pensions d'invalidité	769,452	629,543
Prestations aux orphelins	116,880	114,308
Prestations de décès	113,269	104,430
Prestations aux enfants de cotisants invalides	71,599	69,306
	5,721,315	4,887,134
Dépenses (note 4)		
Perception des cotisations	59,003	51,694
Administration	57,865	40,520
Services d'émission de chèques et d'informatique	16,003	15,468
Locaux	5,675	2,186
Attribution des numéros d'assurance sociale et tenue d'un fichier central	1,406	1,004
Services actuariels	412	371
	140,364	111,243
	5,861,679	4,998,377
Augmentation du solde	2,517,904	2,658,350
Solde au début de l'exercice	31,714,802	29,056,452
Solde à la fin de l'exercice	34,232,706	31,714,802
Représenté par:		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	32,254,273	29,941,802
Solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,978,433	1,773,000
	34,232,706	31,714,802

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
D.E.L. MAASLAND

Le sous-ministre,
M.M. LAW

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

ÉTAT DU FONDS DE PLACEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Achats—Montants imputés	Rachats—Montants crédités	Solde à la fin de l'exercice
Placements dans des titres (note 5)				
Provinces et territoire				
Terre-Neuve	620,093	59,659	11,038	668,714
Île-du-Prince-Édouard	128,531	13,526	1,890	140,167
Nouvelle-Écosse	1,170,043	109,641	20,311	1,259,373
Nouveau-Brunswick	864,295	75,518	16,707	923,106
Québec	115,666	6,907	368	122,205
Ontario	15,827,102	351,269	332,587	15,845,784
Manitoba	1,682,598	149,984	34,939	1,797,643
Saskatchewan	1,351,176	133,709	24,462	1,460,423
Alberta	3,385,454	398,667	40,764	3,743,357
Colombie-Britannique	4,351,654	225,991	80,396	4,497,249
Territoire du Yukon		572		572
	29,496,612	1,525,443	563,462	30,458,593
Canada	445,190	1,352,282	1,792	1,795,680
	29,941,802	2,877,725	565,254	32,254,273

Approuvé au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Le sous-ministre adjoint,
Programmes de la sécurité du revenu,
D.E.L. MAASLAND

Le sous-ministre,
M.M. LAW

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

1. Description du Régime et autorisation

Le Régime de pensions du Canada (le Régime) est un régime d'assurance sociale mixte et obligatoire qui permet aux travailleurs d'acquérir et de maintenir, pour eux et leurs familles, une protection contre les pertes de revenus découlant de la retraite, l'incapacité ou le décès. Le Régime s'étend au Canada tout entier à l'exception de la Province de Québec qui possède un régime parallèle.

Selon les dispositions actuelles, toutes les prestations et tous les frais d'administration du Régime sont financés par les cotisations que versent les employés, les employeurs, les personnes travaillant à leur propre compte et par l'intérêt provenant du placement des fonds.

Le Compte du régime de pensions du Canada (le Compte) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 110.(1) du Régime de pensions du Canada, loi du Parlement instituée en 1965, pour enregistrer les cotisations, l'intérêt, les prestations et les dépenses dans le cadre du Régime.

Le Fonds de placement du régime de pensions du Canada (le Fonds) a été établi au nombre des comptes du Canada par l'article 111.(1) du Régime pour enregistrer les placements dans des titres des provinces, des territoires et du Canada.

2. Conventions comptables

Compte du régime de pensions du Canada

Les montants portés au crédit et au débit du Compte sont respectivement conformes aux articles 110.(2) et 110.(3) du Régime. Les cotisations, l'intérêt et les prestations sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les cotisations parviennent de Revenu Canada, Impôt et elles sont calculées selon les prévisions des montants à percevoir pour l'exercice en cours et les ajustements aux prévisions des exercices antérieurs. Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Le solde du Compte représente l'excédent accumulé des cotisations et de l'intérêt sur les prestations et les dépenses à ce jour.

Fonds de placement du régime de pensions du Canada

Les montants portés au débit et au crédit du Fonds sont conformes à l'article 111.(2) du Régime. Tous les titres détenus sont comptabilisés au prix coûtant, ils ne sont pas négociables et leur terme d'échéance est de 20 ans ou d'une durée plus courte que peut à l'occasion fixer le ministre des Finances sur la recommandation de l'actuaire en chef du département des Assurances.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987—*Suite*

3. Intérêt

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements dans des titres détenus par le Fonds. L'intérêt moyen pondéré sur les titres acquis au cours de l'exercice était à 9.64% (11.49% en 1986)		
Provinces et territoire		
Terre-Neuve	68,556	63,035
Île-du-Prince-Édouard	14,366	13,251
Nouvelle-Écosse	124,705	119,245
Nouveau-Brunswick	94,114	88,785
Québec	11,716	11,068
Ontario	1,674,289	1,584,776
Manitoba	182,347	168,671
Saskatchewan	148,211	135,886
Alberta	380,777	344,391
Colombie-Britannique	469,686	453,625
Territoire du Yukon		
	3,168,767	2,982,733
Canada	79,576	26,580
	3,248,343	3,009,313
Intérêt sur le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général du Canada, à un taux d'intérêt moyen pondéré de 8.32% (9.55% en 1986)	155,507	152,268
	3,403,850	3,161,581

4. Dépenses

Les dépenses du Compte représentent les frais d'administration imputés pour des services rendus par six ministères du gouvernement fédéral: Revenu Canada, Impôt (perception des cotisations), Santé et Bien-être social (administration), Approvisionnements et Services (émission de chèques et informatique), Travaux publics (locaux), Emploi et Immigration (attribution des numéros d'assurance sociale et tenue du fichier central), et Assurances (services actuariels).

5. Placements dans des titres

Le solde d'exploitation en dépôt auprès du Receveur général qui excède le montant prévu nécessaire, pour la période de trois mois qui suit, est disponible pour l'achat de titres des provinces et du Canada. L'argent disponible pour l'achat de titres est partagé entre les provinces selon la proportion des cotisations qui ont été créditées au Compte pendant les dix années précédentes à l'égard de l'emploi dans chacune des provinces par rapport aux cotisations totales des années en question. La proportion reliée à l'emploi dans le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest étaient, jusqu'au 31 décembre 1986, placées dans des titres du Canada. Depuis le 1[er] janvier 1987, les territoires peuvent émettre des titres dans une proportion équivalente à celle des provinces. La proportion reliée à certains autres employés à l'extérieur du Canada continue d'être placée dans des titres du Canada.

Les titres du Québec proviennent des cotisations de certains employés fédéraux, comme les membres des forces armées canadiennes résidant dans la province de Québec.

6. Financement du Régime

Lorsque le Régime a été instauré, le taux de cotisation combinée employé-employeur a été établi à 3.6% des gains cotisables. Il était entendu que ce pourcentage serait suffisant pour couvrir le coût des prestations et les frais d'administration pendant une certaine période de temps, mais non indéfiniment. Au cours des premières années, on constituerait un fonds dont les ressources seraient utilisées pour l'achat de titres des provinces et, à un degré moindre, de titres du Canada, comme le décrit la note 5. Cependant, dès le début du Régime, on a admis que le taux de cotisation de 3.6% devrait être augmenté dans l'avenir.

En vertu de la loi actuelle, avant qu'un amendement ne soit préparé pour modifier le niveau général des prestations ou le taux de cotisation, il faut le consentement d'au moins les deux tiers des dix provinces représentant au moins les deux tiers de la population.

Au cours de l'exercice, le Régime de pensions du Canada a été modifié (projet de loi C-116) et, depuis le 1[er] janvier 1987, il existe une politique de financement à long terme qui énonce les dispositions relatives au moment et au taux d'augmentation des taux de cotisation et aux modifications qui y seront apportées selon le règlement.

La Loi modifiée renferme une annexe des taux de cotisation répartis sur 25 ans et qui prévoit que le taux de 1986 de 3.6% sera augmenté progressivement de 0.2% chaque année jusqu'en 1991 et de 0.15% par la suite jusqu'en 2011 où il atteindra 7.6%. Il stipule, cependant, qu'à tous les cinq ans, le ministre des Finances et les ministres de la Couronne du chef des provinces incluses devront faire un examen des taux de cotisation prévus à l'annexe et faire en outre des recommandations concernant la question de savoir si ces taux devraient être modifiés et si l'annexe devrait être modifiée afin d'inclure des taux de cotisation couvrant une période additionnelle de cinq ans. Si, pour une raison quelconque, on ne modifie pas l'annexe en y ajoutant la période de cinq ans, le ministre des Finances doit, selon le règlement, modifier l'annexe de manière à inclure les taux de cotisation indiqués dans le plus récent rapport établi par l'actuaire en chef. En l'année 2011, il est prévu que le compte du Régime équivaudra à environ deux années de dépenses du Régime et qu'il sera maintenu près de ce niveau conformément à l'alinéa 114.1(4)(c) de la loi modifiée.

Le rapport n° 10 de l'actuaire en chef, dans lequel il présente les résultats de son examen des répercussions financières des modifications apportées à la loi, a été présenté au Parlement au mois d'octobre 1986.

Compte du régime de pensions du Canada et du Fonds de placement du régime de pensions du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987—*Fin*

7. Autres changements importants

Outre les dispositions financières mentionnées à la note 6, le projet de loi C-116 a aussi introduit les changements suivants: une disposition prévoyant la possibilité de toucher une pension de retraite à l'âge de 60 ans; la hausse des paiements de prestations d'invalidité et de prestations combinées; des prestations supplémentaires pour les enfants à charge; l'extension des prestations aux survivants remariés; le partage des crédits de pension aux couples séparés; et, la cession des pensions entre les conjoints.

Compte des rentes sur l'État

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

J'ai vérifié le bilan du Compte des rentes sur l'État au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats et des réserves actuarielles et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Compte dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous égards importants, conformément à l'article 15 de la Loi relative aux rentes sur l'État et le Règlement y afférent ainsi que l'article 15 de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 24 juillet 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	954,054	987,230	Surplus actuariel à verser au Canada	2,159	3,126
Intérêt couru à recevoir du Canada	70,254	72,555	Réserves actuarielles (note 3)	1,022,332	1,056,855
Débiteurs	183	196			
	1,024,491	1,059,981		1,024,491	1,059,981

Approuvé par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada:

Le Président
GAETAN LUSSIER

Le Directeur exécutif,
Finances et Administration
PAUL GAUVIN

Compte des rentes sur l'État—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES RÉSERVES ACTUARIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Paiements et autres éléments au débit		
Rentes versées	100,341	99,887
Remboursements de primes	2,752	2,914
Rentes non réclamées	212	313
	103,305	103,114
Revenus		
Intérêts en provenance du Canada	70,254	72,555
Primes	610	840
Autres revenus	77	71
	70,941	73,466
Excédent des paiements et autres éléments au débit sur les revenus de l'exercice	32,364	29,648
Réserves actuarielles, solde au début de l'exercice	1,056,855	1,089,629
	1,024,491	1,059,981
Surplus actuariel—Excédent des réserves actuarielles comptabilisées sur les réserves actuarielles calculées à la fin de l'exercice	2,159	3,126
Réserves actuarielles, solde à la fin de l'exercice (note 3)	1,022,332	1,056,855
Primes cumulées et intérêt couru pour les rentes non échues	314,610	348,295
Valeur actuelle des rentes échues	707,722	708,560
Total des réserves actuarielles (note 3)	1,022,332	1,056,855

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Utilisation des fonds:		
Opérations		
Excédent des paiements et autres éléments au débit sur les revenus de l'exercice	32,364	29,648
Diminution de l'intérêt couru et des autres revenus	(2,314)	(2,395)
	30,050	27,253
Surplus actuariel versé au Fonds du revenu consolidé	3,126	6,015
Total des fonds utilisés	33,176	33,268
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde au début de l'exercice	987,230	1,020,498
Dépôt auprès du Receveur général du Canada, solde à la fin de l'exercice	954,054	987,230

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

1. Autorisation et but

Le Compte des rentes sur l'État a été établi en 1908 en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État S.R.C., c. G-6, (la «Loi») et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C., 1974-75-76, c. 83 (la «Loi sur l'augmentation du rendement»).

Le but de la Loi était d'encourager les particuliers et groupes de Canadiens à pourvoir à leurs besoins futurs par l'achat de rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement a porté à sept pour cent le taux de rendement des contrats de rente sur l'État, a assoupli les modalités de ces derniers et a mis fin à la vente des rentes.

Le Compte est administré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et il opère à même le Fonds du revenu consolidé.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode comptable

Les comptes du Compte des rentes sur l'État sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Réserves actuarielles

Les réserves actuarielles comprennent: (i) les primes cumulées et l'intérêt couru sur les rentes non échues ainsi que (ii) la valeur actuelle des rentes échues établie selon une méthode actuarielle fondée sur le(s) taux d'intérêt et les tables de mortalité comme cela est exigé.

c) Surplus actuariel à verser au Canada

Lorsque, à la fin d'un exercice, la somme comptabilisée des réserves actuarielles dépasse la somme calculée des réserves actuarielles ou lui est inférieure, la différence représente le surplus ou le déficit actuariel lequel est imputé ou crédité au Fonds du revenu consolidé.

d) Intérêt en provenance du Canada

L'intérêt en provenance du Canada est calculé sur les réserves actuarielles, comme l'exige la Loi sur l'augmentation du rendement.

e) Rentes non réclamées

Les rentes non réclamées comprennent les sommes virées au Fonds du revenu consolidé à l'égard des rentes qui n'ont pu être versées parce que les rentiers sont introuvables.

Compte des rentes sur l'État—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

f) Services fournis gratuitement

Les services d'administration du Compte sont fournis gratuitement par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et par d'autres ministères fédéraux.

3. Réserves actuarielles

La méthode qui a servi au calcul des réserves actuarielles de $1,022,332 ($1,056,855 en 1986) est conforme à l'alinéa 15(1) de la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, S.C. 1974-75-76, c. 83 et le Règlement y afférent.

Le Règlement relatif aux rentes sur l'État prévoit que les Tables de mortalité à utiliser lors de la préparation de tables servant à établir les valeurs des rentes seront la Table de rente établie pour 1949 (sans projection) pour les hommes et les femmes et modifiée par l'Échelle «C» de projection.

Les statistiques sur la mortalité au cours de la dernière décennie ont démontré que l'espérance de vie a augmenté à un taux plus rapide que celui prévu à l'Échelle «C» de projection. Si cette tendance persiste au même taux à l'avenir, il se peut que la Table 1949 de mortalité rajustée de l'Échelle «C» de projection doive être modifiée et il pourrait en découler un passif supplémentaire qui influerait sur les réserves actuarielles futures. La Commission entreprend tous les ans une étude du taux de mortalité pour la période des cinq années précédentes afin de mesurer la justesse de l'Échelle «C» de projection, à des fins d'évaluation. Selon les résultats de l'étude de 1986-1987, l'Échelle «C» de projection reste valable.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

J'ai vérifié l'état des recettes et des dépenses et du solde de la Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les recettes et les dépenses de la Caisse ainsi que son solde pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon la méthode de comptabilité énoncée dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent après avoir accordé un effet rétroactif au changement dans sa méthode de comptabilité dont il est question à la note 3 à l'état financier.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 14 août 1987

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES ET DU SOLDE DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Recettes		
Intérêt	1,641,122	1,500,909
Cotisations	26,038	27,130
	1,667,160	1,528,039
Dépenses		
Pensions versées	606,623	583,395
Retrait de cotisations	24,328	39,941
	630,951	623,336
Excédent des recettes sur les dépenses	1,036,209	904,703
Solde de la Caisse au début de l'exercice	14,669,062	13,764,359
Solde de la Caisse à la fin de l'exercice	15,705,271	14,669,062

Certifié exact:

Directeur,
Bureau des Services du District
HENRI COURCY

Approuvé:

Le Commissaire
R. H. SIMMONDS

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et fonctionnement

La Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge) a été constituée en 1934 en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada. Cette loi prévoit que les membres de la Gendarmerie, autres que les officiers brevetés, nommés avant le 1er mars 1949, peuvent acheter certaines prestations de survivants pour les personnes qui leur sont à charge en versant les cotisations prescrites. Ces cotisations sont créditées à la Caisse, de même que les intérêts calculés trimestriellement sur le solde créditeur de la Caisse à la fin du trimestre précédent; on doit également imputer à la Caisse les cotisations retirées et les pensions versées. Toutes les opérations de la Caisse sont effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé.

L'article 56 de la Loi ordonne au ministre des Finances de faire effectuer une évaluation actuarielle de la Caisse, au moins une fois tous les cinq ans. Si cette évaluation indique un surplus, le gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter le montant des pensions. Si, au jugement des actuaires, il y a déficit, le gouverneur en conseil peut ordonner le virement à la Caisse, à même quelque crédit non affecté du Fonds du revenu consolidé, d'une somme suffisante pour rétablir la solvabilité de la Caisse de pension.

2. Méthode de comptabilité

L'État des recettes et dépenses et du solde de la Caisse a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

Recettes

Les recettes sont généralement comptabilisées dans l'année au cours de laquelle elles ont été reçues, en vertu des conventions comptables du gouvernement du Canada.

Dépenses

Les dépenses sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice du gouvernement.

3. Modification de la convention comptable

La Gendarmerie royale du Canada a modifié à partir du 1er avril 1986, sa méthode de comptabilité afin de se conformer aux conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada:

a) Les recettes, autrefois inscrites aux livres selon une base de caisse sont maintenant comptabilisées selon les conventions comptables énoncées du gouvernement du Canada.

Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge)—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1987—*Fin*

b) Les dépenses, autrefois inscrites aux livres selon une base de caisse, sont maintenant comptabilisées selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice du gouvernement.

Pour des fins comparatives, ce changement à la convention comptable a été appliqué rétroactivement à 1986. Il en résulte que l'excédent des recettes sur les dépenses et le solde de la Caisse pour les exercices terminés le 31 mars 1987 et 1986 a été diminué de $47,687 et de $139,005 respectivement.

4. Renseignements supplémentaires

La dernière évaluation actuarielle effectuée portait sur la situation de la Caisse au 31 mars 1986. Cette évaluation indiquait un surplus actuariel de $2,598,443. Une portion du surplus a été distribuée par une augmentation du montant de la pension de base de 30% au 1er avril 1986, et une augmentation de 15% sera mise en vigueur au 1er avril 1987 et 1988 respectivement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1986-87

Autres éléments de passif

SOMMAIRE

	Page
Intérêts et dette échue	10.2
Créditeurs	10.3
Chèques et mandats en circulation	10.3
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	10.3
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement	10.3
Divers	10.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Cette section renferme des renseignements sur les comptes présentés à l'état de l'actif et du passif à la rubrique «Autres éléments de passif». L'établissement et l'exploitation de ces comptes sont autorisés par le Parlement en vertu de lois annuelles portant affectation de crédits et d'autres lois.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. En outre, l'expression «comptes sans opérations courantes» fait partie d'un tableau, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

Le tableau 10.1 présente les soldes de fin d'exercice pour les autres éléments de passif.

TABLEAU 10.1

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	1er avril 1986	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$
Intérêts et dette échue, tableau 10.2	10,575,729,742	10,579,145,554	3,415,812	- 230,121,658
Moins: escompte non amorti—				
Bons du Canada		6,875,615	6,875,615	
Bons du Trésor	1,491,381,625	1,507,549,231	16,167,606	103,974,423
	9,084,348,117	*9,064,720,708*	*- 19,627,409*	*- 334,096,081*
Créditeurs	5,434,079,186	5,867,578,156	433,498,970	- 663,436,264
Chèques et mandats en circulation, tableau 10.3	2,934,059,674	2,870,342,089	- 63,717,585	- 488,462,479
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés	2,050,000,000	2,350,000,000	300,000,000	
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement—				
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne	14,622,804,000	15,766,811,000	1,144,007,000	1,758,671,000
Moins: emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne	14,622,804,000	15,666,811,000	1,044,007,000	1,812,498,000
		100,000,000	*100,000,000*	*- 53,827,000*
Divers, tableau 10.4	190,453,900	171,322,738	- 19,131,162	5,374,751
Total	19,692,940,877	20,423,963,691	731,022,814	- 1,534,447,073

Intérêts et dette échue

Les intérêts et la dette échue comprennent les intérêts échus, les intérêts courus et la dette échue.

Le tableau 10.2 présente un sommaire des soldes et des opérations de ce compte.

TABLEAU 10.2

INTÉRÊTS ET DETTE ÉCHUE

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Intérêts échus	5,280,201,377	15,093,292,491	15,108,203,758	5,265,290,110	- 14,911,267	- 96,555,639
Intérêts courus	4,863,153,786	18,902,291,523	18,753,229,576	5,012,215,733	149,061,947	131,105,270
Dette échue	432,374,579	353,008,411,435	353,139,146,303	301,639,711	- 130,734,868	57,288,711
Comptes sans opérations courantes						- 321,960,000
Total	10,575,729,742	387,003,995,449	387,000,579,637	10,579,145,554	3,415,812	- 230,121,658

Intérêts échus

Les intérêts échus représentent l'intérêt échu et payable sur la dette obligataire, mais qui n'a pas été encaissé par les détenteurs d'obligations.

Intérêts courus

Les intérêts courus représentent l'intérêt accumulé au 31 mars sur la dette obligataire et sur certains autres éléments de passif, et dont les intérêts sont exigibles et payables à une date ultérieure.

Dette échue

À ce compte sont consignés les engagements financiers à titre de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, qui sont devenues échues, mais qui n'ont pas été présentées pour remboursement. Les obligations échues et non réclamées sont virées aux recettes non fiscales si elles ne sont pas présentées pour remboursement 15 ans après la date de rachat par anticipation ou d'échéance, la première des deux dates atteinte; le temps minimum pour effectuer un tel virement est de 5 ans après la date d'échéance.

Escompte non amorti des bons du Canada

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Canada en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Escompte non amorti des bons du Trésor

Ce compte inscrit la partie de l'escompte sur les bons du Trésor en circulation, laquelle n'a pas encore été imputée aux dépenses. L'escompte est amorti à titre de dépense sur la durée de l'émission.

Créditeurs

Ce compte représente les montants dus à la fin de l'exercice conformément à des accords contractuels, ou pour des travaux accomplis, des marchandises reçues ou des services rendus, en ce qui concerne les crédits auxquels le Parlement a imposé des plafonds annuels, et les sommes à être versées à même certaines autorisations statutaires.

Chèques et mandats en circulation

À ce compte sont consignés les chèques et mandats émis mais non présentés pour encaissement.

Le tableau 10.3 présente un sommaire des soldes relatifs à ce compte.

TABLEAU 10.3

CHÈQUES ET MANDATS EN CIRCULATION

	1er avril 1986	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$
Chèques en circulation	2,705,194,270	**2,644,991,372**	- 60,202,898	- 462,806,323
Chèques de comptes d'avance fixe	633,826	**684,369**	50,543	37,279
Mandats d'assurance-chômage	228,231,578	**224,666,348**	- 3,565,230	- 25,693,435
Total	2,934,059,674	**2,870,342,089**	- 63,717,585	- 488,462,479

Chèques en circulation

À ce compte sont comptabilisés les chèques émis en dollars canadiens et impayés au 31 mars. Les chèques impayés depuis 10 ans sont virés aux recettes non fiscales. Au cours de l'exercice, une somme de $4,828,715 a été virée aux recettes.

Les chèques en devises étrangères sont crédités à la caisse du gouvernement lors de leur émission.

Chèques de comptes d'avance fixe

À ce compte sont inscrits les chèques de comptes d'avance fixe émis et impayés au 31 mars, sauf ceux qui sont encore impayés depuis 10 ans ou plus (ces derniers ont été virés aux recettes non fiscales). Au cours de l'exercice, une somme de $9,028 a été virée aux recettes.

Mandats d'assurance-chômage

À ce compte sont consignés les mandats en circulation relatifs aux prestations d'assurance-chômage.

Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés

Ce compte représente les provisions pour les sommes dues reliées aux congés annuels gagnés et non payés ($450 millions) et pour les indemnités à payer aux employés lors de la cessation d'emploi ($1,900 millions).

Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'administration financière, le paiement de toute somme d'argent empruntée par les sociétés mandataires de la Couronne, de même que de l'intérêt y afférent, doivent être imputés sur le Fonds du revenu consolidé et versés à même ce Fonds. Par conséquent, de tels emprunts représentent des dettes inconditionnelles du gouvernement.

Ce compte inscrit les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement (voir le tableau 8.7 à la section 8 de ce volume).

Autres éléments de passif—Divers

Le tableau 10.4 présente un sommaire des soldes et des opérations des autres éléments de passif divers.

TABLEAU 10.4

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF—DIVERS

	1er avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Eldorado Mining and Refining Limited—						
Capital-actions non présenté	23,695			**23,695**		- 452,365
Retenues sur traitements de divers ministères	12;748,631		13,475,772	**- 727,141**	- 13,475,772	
Retenues de garantie et autres retenues—						
Agriculture	2,310,601	216,766	2,602	**2,524,765**	214,164	489,314
Communications	1,337,619	1,132,064	1,275,319	**1,194,364**	- 143,255	- 595,586
Bibliothèque nationale		15,099	3,890	**11,209**	11,209	- 33,852
Consommation et Corporations	6,021	124,922	10,241	**120,702**	114,681	1,854
Emploi et Immigration	39,489	2,587,641	66,479	**2,560,651**	2,521,162	10,120
Énergie, Mines et Ressources	14,134,919	8,971,897	9,749,496	**13,357,320**	- 777,599	5,579,320
Commission de contrôle de l'énergie atomique	67,673	385,214	336,563	**116,324**	48,651	12,694
Environnement	2,943,964	97,948	356,909	**2,685,003**	- 258,961	108,041
Affaires extérieures	2,695,846	2,027,254	273,006	**4,450,094**	1,754,248	1,317,216
Agence canadienne de développement international	12,433,619	17,469,745	18,286,717	**11,616,647**	- 816,972	- 3,072,964
Pêches et Océans	2,493,081	2,567,374	3,387,039	**1,673,416**	- 819,665	110,801
Affaires indiennes et Nord canadien	668,436	617,655	799,370	**486,721**	- 181,715	- 119,926
Justice	4,074	31,947	13,587	**22,434**	18,360	1,379
Défense nationale	57,039,674	123,466,752	121,184,801	**59,321,625**	2,281,951	- 10,518,153
Santé nationale et Bien-être social	233,317	18,345	6,086	**245,576**	12,259	- 153,459
Revenu national—						
Douanes et Accise	513,360	127,063	120,253	**520,170**	6,810	- 404,275
Travaux publics	31,909,141	24,679,507	33,454,922	**23,133,726**	- 8,775,415	9,410,102
Expansion industrielle régionale	286,204	90,908	41,519	**335,593**	49,389	- 35,661
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches	3,948,461	3,476,619	4,675,023	**2,750,057**	- 1,198,404	571,619
Solliciteur général—						
Programme d'administration	164,427	537,689	193,150	**508,966**	344,539	- 39,034
Service correctionnel	443,540	1,172,801	999,705	**616,636**	173,096	- 664,925
Gendarmerie royale du Canada	1,976,192	583,907	63,460	**2,496,639**	520,447	425,266
Approvisionnements et Services	2,274,030	1,564,467	1,693,964	**2,144,533**	- 129,497	- 488,662
Transports	22,510,815	20,009,559	21,699,329	**20,821,045**	- 1,689,770	1,776,504
Commission canadienne des transports	29,552	24,716	39,594	**14,674**	- 14,878	14,711
	160,464,055	*211,997,859*	*218,733,024*	***153,728,890***	*- 6,735,165*	*3,702,444*
Comptes d'attente	17,217,519	1,079,775		**18,297,294**	1,079,775	2,124,672
Total	190,453,900	213,077,634	232,208,796	**171,322,738**	- 19,131,162	5,374,751

Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté

Ce compte comptabilise la dette du gouvernement du Canada à l'égard de la valeur du capital-actions versé de l'ex-compagnie, qui n'avait pas été racheté à la fin de l'exercice.

Retenues sur traitements de divers ministères

Les retenues sur les traitements de certains employés sont créditées à ce compte, en attendant qu'elles soient remises aux organismes non gouvernementaux intéressés.

Au cours de l'exercice, ce compte a subi une diminution de $13,475,772 résultant d'opérations nettes.

Retenues de garantie et autres retenues

Ce compte inscrit les sommes retenues qui sont destinées à assurer l'exécution de contrats conformément aux conditions prévues. Les retenues sont imputées aux crédits des départements ou organismes intéressés, et sont créditées à ce compte en vertu de l'article 35 de la Loi sur l'administration financière. Ces sommes sont versées en conformité avec les contrats passés en vertu des règlements du Conseil du Trésor.

Comptes d'attente

Y sont compris les comptes desquels les opérations sont comptabilisées, à titre provisoire, en attendant leur affectation définitive.

Au cours de l'exercice, ces comptes ont subi une augmentation de $1,079,775 résultant d'opérations nettes.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1986-87

Comptes d'opérations de change

SOMMAIRE

	Page
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	11.2
Fonds monétaire international— Souscriptions	11.3
Fonds monétaire international— Effets à payer	11.3
Allocations de Droits de tirage spéciaux	11.3
État supplémentaire— Compte du fonds des changes	11.4

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

Les comptes d'opérations de change représentent les créances et les dettes du gouvernement du Canada qui sont associées aux opérations de change du Canada. Les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont présentées au 31 mars en dollars canadiens correspondants. Les gains nets résultant de la conversion des éléments d'actif nets libellés en devises étrangères, en dollars canadiens correspondants au 31 mars, sont crédités aux recettes à titre de pertes et bénéfices de change; les pertes nettes sont imputées aux dépenses budgétaires du ministère des Finances.

Le tableau 11.1 présente la continuité de chaque compte d'opérations de change, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les rentrées et autres crédits, et les paiements et autres débits. Cependant, on doit noter que ce tableau exclut la dette non échue à payer en devises étrangères, au montant de $11,997 millions au 31 mars 1987 ($13,797 millions au 31 mars 1986); les détails portant sur cette dette sont présentés à la section 12 de ce volume.

TABLEAU 11.1

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE

	1[er] avril 1986	Rentrées et autres crédits	Paiements et autres débits	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	3,458,318,723	27,955,357,256	32,709,389,660	**8,212,351,127**	4,754,032,404	752,686,020
Fonds monétaire international—Souscriptions	4,670,138,140		266,006,850	**4,936,144,990**	266,006,850	684,877,270
	8,128,456,863	*27,955,357,256*	*32,975,396,510*	***13,148,496,117***	*5,020,039,254*	*67,808,750*
Moins: Fonds monétaire international—Effets à payer	3,912,394,653	1,017,973,318	657,742,653	**4,272,625,318**	360,230,665	636,610,768
Allocations de Droits de tirage spéciaux	1,238,135,952	69,816,591		**1,307,952,543**	69,816,591	182,143,452
	5,150,530,605	*1,087,789,909*	*657,742,653*	***5,580,577,861***	*430,047,256*	*818,754,220*
Total des comptes d'opérations de change	2,977,926,258	29,043,147,165	33,633,139,163	**7,567,918,256**	4,589,991,998	886,562,970

Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes

Ce compte inscrit les avances effectuées par le gouvernement du Canada au Compte du fonds des changes, en monnaie canadienne et en devises étrangères, pour l'achat d'or, de devises étrangères et de titres, et de Droits de tirage spéciaux (DTS).

Le Compte du fonds des changes est géré en vertu des dispositions de la Loi sur la monnaie. Conformément à cette Loi, des états financiers vérifiés sont préparés pour chaque année civile concernant le Compte du fonds des changes. Les états financiers au 31 décembre 1986, de même que le rapport du Vérificateur général, se trouvent à la fin de cette section.

Les réserves de devises étrangères, plutôt que les avances en circulation pour acquérir de telles réserves, sont déclarées à l'état de l'actif et du passif. En conséquence, tous les revenus ou les pertes de placement et les gains ou les pertes de réévaluation sont identifiés dans les comptes du Canada comme des recettes ou des dépenses de l'exercice en cours plutôt que d'être divisés en trois parties égales et incorporés aux recettes ou dépenses de l'exercice en cours et à ceux des deux exercices subséquents.

Le tableau 11.2 présente les réserves de devises étrangères détenues par le Compte du fonds des changes au 31 mars 1987, ainsi que les avances à celui-ci. L'or que détient le Compte est évalué à raison de 35 DTS l'once d'or fin ($58.74 can au 31 mars 1987 et $55.61 can au 31 mars 1986).

En 1986-87, les paiements et autres débits comprenaient des avances au Compte du fonds des changes de $31,770.6 millions, un redressement dû à la réévaluation de $467.8 millions et un redressement de $471 millions attribuable à la considération des réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Les rentrées et autres crédits se composaient de remboursements d'avances de $27,450.9 millions et d'un redressement dû à la réévaluation de $504.5 millions.

TABLEAU 11.2

RÉSERVES INTERNATIONALES DÉTENUES DANS LE COMPTE DU FONDS DES CHANGES
(en millions de dollars)

	31 mars 1987	31 mars 1986
Disponibilités à vue en dollars des É-U	25	22
Dépôts à court terme en dollars des É-U	1,838	419
Dotations en capital en dollars des É-U	4,699	1,380
Droits de tirage spéciaux	253	259
Billets du Fonds monétaire international	256	261
Or	1,141	1,118
Disponibilités à vue en dollars canadiens	(1)	(1)
Total	8,212	3,459
Les avances par le Fonds du revenu consolidé étaient libellées comme suit:		
Dollars des É-U (1987, É-U $6,081 millions; 1986, É-U $7,060 millions)(2)	7,938	9,854
Marks allemands (1987, DM 200 millions; 1986, DM 200 millions)	144	119
Francs suisses (1987, FS 1,252 millions; 1986, FS 1,664 millions)	1,082	1,188
Yen japonais (1987, Y 260,000 millions; 1986, Y 258,450 millions)	2,324	2,032
Droits de tirage spéciaux (1987, DTS 383.3 millions; 1986, DTS 383.3 millions)	643	609
	12,131	13,802
Moins: dépôts en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada	3,868	9,821
Total des avances du Fonds du revenu consolidé	8,263	3,981
Moins: pertes ou revenus (–) et pertes de réévaluation identifiés comme dépenses ou recettes—		
Pertes de réévaluation reportées du 31 décembre précédent	412	403
Total des revenus nets (–) ou des pertes nettes du 1er janvier au 31 mars	– 361	119
	51	522
Total	8,212	3,459

(1) Moins de $500,000.
(2) Non compris l'émission de 1962 (1987, $58,486,400; 1986, $64,765,120) et l'émission de 1968 (1987, $130,550,000; 1986, $139,580,000), les produits desquelles ont été avancés au Compte du fonds des changes en dollars canadiens.

Fonds monétaire international—Souscriptions

Ce compte enregistre la valeur de la souscription du Canada (sa «quote-part») au capital du Fonds monétaire international (FMI).

Le montant par lequel le total des souscriptions et des prêts du Canada au FMI en vertu de facilités de financement spéciales dépasse les avoirs en dollars canadiens du FMI, représente le montant des devises étrangères que le Canada est autorisé à tirer du FMI sur demande aux fins de sa balance des paiements. La souscription est exprimée en fonction des DTS, une unité de compte définie en fonction d'un ensemble de cinq grandes devises.

Le Canada a accumulé ses souscriptions au FMI au moyen de règlements en dollars canadiens, en or et en DTS. Des versements annuels de maintien de valeur sont effectués au FMI ou sont reçus du FMI lorsque le dollar canadien déprécie ou accroît vis-à-vis des DTS, afin de maintenir la valeur en DTS des avoirs en dollars canadiens du FMI. En 1986-87, les paiements et autres débits se composaient d'un rajustement de maintien de valeur de $155.6 millions et d'un redressement dû à la réévaluation de $110.4 millions.

Fonds monétaire international—Effets à payer

Ce compte inscrit les effets non négociables, non productifs d'intérêt émis par le gouvernement du Canada au FMI. Ces effets à vue sont sujets à remboursement ou émission, selon les besoins du FMI pour de la monnaie canadienne.

Les avoirs en dollars canadiens du FMI comprennent ces effets et un solde minime d'exploitation (tout d'abord égal à un quart de un pour cent de la souscription du Canada) qui est mis en dépôt à la Banque du Canada. En 1986-87, les effets à payer au FMI ont augmenté de $360.2 millions.

Allocations de Droits de tirage spéciaux

Ce compte inscrit la valeur des DTS alloués au Canada par le FMI. Le droit de tirage spécial est une unité monétaire internationale créée par le FMI et attribuée aux pays participant à son Département des Droits de tirage spéciaux. Il représente une dette du Canada, puisque celui-ci peut être appelé à rembourser ces allocations, dans certains cas, en partie ou en entier.

À titre d'élément d'actif, les DTS représentent les droits d'acheter des devises d'autres pays participant au Département des Droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que d'effectuer des paiements au FMI. Tous les DTS alloués au Canada par le FMI ont été soit utilisés pour régler les souscriptions au FMI, ou soit avancés au Compte du fonds des changes.

Le FMI n'a autorisé aucune allocation de DTS au Canada au cours de l'exercice. En 1986-87, les rentrées et autres crédits consistaient en un redressement dû à la réévaluation de $69.8 millions.

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Compte du fonds des changes

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des revenus pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, le Compte du fonds des changes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 s'est conformée, en tenant compte de tous leurs aspects importants, aux exigences de la Loi sur la monnaie, S.R., chap. C-39, modifiée.

De plus, à mon avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Compte du fonds des changes au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 mars 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en millions de dollars)

ACTIF	1986		1985	
	É-U	Can	É-U	Can
Biens libellés en dollars É-U				
Encaisse et dépôts à court terme	867.5	1,197.6	645.4	902.5
Titres (note 3)	446.0	615.7	692.1	967.8
	1,313.5	1,813.3	1,337.5	1,870.3
Biens libellés en d'autres devises				
Encaisse et dépôts à court terme			21.7	30.3
Biens libellés en droits de tirage spéciaux				
Droits de tirage spéciaux (note 4)	249.6	344.5	219.7	307.2
Billets du Fonds monétaire international (note 5)	196.1	270.7	185.6	259.5
Or (note 6)	844.8	1,166.3	773.1	1,081.0
	1,290.5	1,781.5	1,178.4	1,647.7
Biens de réserves officielles internationales (note 7)	2,604.0	3,594.8	2,537.6	3,548.3
Biens libellés en dollars canadiens				
Encaisse		1.0		0.6
Provision pour gains de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation (note 8)		0.5		2.6
Pertes nettes de réévaluation reportées		412.3		403.3
		4,008.6		3,954.8

PASSIF	1986	1985
	Can	Can
Dû au Fonds du revenu consolidé		
Avances (note 9)	4,113.3	3,903.4
(Perte) revenus nets pour l'exercice	(104.7)	51.4
	4,008.6	3,954.8

Approuvé par:

Le gouverneur, Banque du Canada
J. W. CROW

Le sous-chef du département des relations internationales, Banque du Canada
DAVID LONGWORTH

Le sous-ministre des Finances
STANLEY H. HARTT

Compte du fonds des changes—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en millions de dollars canadiens)

	1986	1985
Revenus de placements		
Encaisse et dépôts à court terme	45.8	42.0
Titres en dollars É-U	103.8	118.2
Droits de tirage spéciaux	15.1	8.8
Billets du Fonds monétaire international	19.3	22.9
Prêts d'or	3.0	1.4
	187.0	193.3
Pertes nettes de réévaluation (note 10)	(300.7)	(635.5)
Perte pour l'exercice	(113.7)	(442.2)
Rapprochement de la perte pour l'exercice (à la perte) aux revenus nets à (imputer) verser au Fonds du revenu consolidé:		
(Pertes) gains reportés des exercices précédents	(403.3)	90.3
Pertes reportées aux exercices subséquents	412.3	403.3
(Perte) revenus nets pour l'exercice, à (imputer) verser au Fonds du revenu consolidé	(104.7)	51.4

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Autorisation et objectif

Le Compte est régi par la partie II de la Loi sur la monnaie (la Loi), (S.R., chap. C-39) dans sa forme modifiée. Il est tenu au nom du ministre des Finances et est géré par la Banque du Canada en qualité d'agent financier du gouvernement. Il est financé à l'aide d'avances provenant du Fonds du revenu consolidé (FRC). Celles-ci sont limitées à 10 milliards de dollars canadiens suite à un arrêté en Conseil daté du 1[er] mars 1979, et ne portent pas intérêt. La perte ou les revenus nets pour l'exercice sont imputables ou payables au FRC dans les trois mois suivant la fin de l'exercice.

Le principal objectif du Compte est d'aider à contrôler et à protéger la valeur extérieure de l'unité monétaire canadienne, et le Ministre acquiert pour le Compte les biens qui, comme le veut la Loi, sont propres à cette fin.

2. Principales conventions comptables

Évaluation des éléments d'actif

La valeur des titres en dollars É-U, des droits de tirage spéciaux (DTS) et des billets du Fonds monétaire international (FMI) est rajustée, s'il y a lieu, afin de tenir compte des intérêts courus ainsi que des primes et des escomptes amortis. Le poste «or» comprend les prêts d'or et l'intérêt couru sur ces derniers. En vertu de la Loi sur la monnaie, il appartient au ministre des Finances de fixer les règles d'évaluation de l'or que doit utiliser le Compte (note 6). L'encaisse et les dépôts à court terme comprennent les intérêts courus, s'il y a lieu.

Conversion des devises étrangères et des DTS

Les éléments d'actif et de passif en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice sur le marché de change canadien. Les éléments d'actif et de passif libellés en DTS sont tout d'abord convertis en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, calculée par le FMI, puis en dollars canadiens. Les revenus de placement en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur au jour de l'inscription des revenus. Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères et en DTS ont été convertis en dollars canadiens à l'aide des taux de change suivants, en vigueur à la fin de l'exercice:

	1986	1985
Dollar É-U	1.3805	1.3983
Yen japonais	0.008736	0.006993
Franc suisse	0.8572	0.6803
Droit de tirage spécial	1.68861	1.53592
Mark allemand	0.7191	0.5730

Compte du fonds des changes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

Revenus de placement

Les revenus de placement sont inscrits selon la comptabilité d'exercice et comprennent l'intérêt gagné, l'amortissement des primes et des escomptes et le montant des gains et des pertes résultant des ventes de titres.

Gains et pertes de réévaluation

Les gains et les pertes de réévaluation comprennent les augmentations et les diminutions de la valeur des éléments d'actif et de passif résultant de la conversion des devises étrangères et des DTS au cours de l'exercice et à la fin de l'exercice. Ils comprennent également les gains et les pertes résultant des opérations en devises étrangères, en DTS et en or ou résultant de la liquidation des dettes. Conformément aux dispositions de la Loi, les gains et les pertes de réévaluation pour l'exercice sont divisés en trois parties égales et incorporés aux revenus de l'exercice en cours et à ceux des deux exercices subséquents.

Frais d'exploitation

La Banque du Canada fournit gratuitement au Compte les services d'administration, de garde et d'agent financier pour effectuer les opérations prévues par la Loi.

3. Titres en dollars É-U

	1986	1985
	(en millions de $É-U)	
Bons du Trésor des États-Unis	339.7	581.7
Obligations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement	103.0	106.0
Intérêts courus	3.3	4.4
	446.0	692.1

Valeur marchande estimative à la fin de l'exercice:
1986—446 millions de $É-U (616 millions de $Can)
1985—693 millions de $É-U (969 millions de $Can)

4. Droits de tirage spéciaux

	1986	1985
	(en millions de DTS)	
Solde à la fin de l'exercice	202.2	198.4
Intérêts courus	1.7	1.6
	203.9	200.0
	(en millions de $É-U)	
Solde à la fin de l'exercice	247.4	217.9
Intérêts courus	2.2	1.8
	249.6	219.7

5. Billets du Fonds monétaire international

	1986	1985
	(en millions de DTS)	
Billets—Facilité de financement supplémentaire	154.7	160.9
Intérêts courus	5.6	8.0
	160.3	168.9
	(en millions de $É-U)	
Billets	189.2	176.8
Intérêts courus	6.9	8.8
	196.1	185.6

Ces billets représentent la participation du Canada à la Facilité de financement supplémentaire établie afin d'aider les membres du FMI ayant des besoins relatifs à leur balance des paiements. Ces billets ont été acquis en 1983 et 1984 et portent une date d'échéance de cinq ans. Ils peuvent être remboursés sur demande si le Canada fait valoir qu'il requiert des fonds en raison de la situation de sa balance des paiements et sont également transférables à d'autres membres du FMI.

6. Or

	1986	1985
	(en milliers d'onces troy d'or fin)	
Solde au début de l'exercice	20,106	20,137
Ventes	382	31
Solde à la fin de l'exercice	19,724	20,106
	(en millions de $É-U)	
Or et prêts d'or	844.5	773.0
Intérêts courus sur les prêts d'or	0.3	0.1
	844.8	773.1

L'or est comptabilisé au Compte à raison de 35 DTS l'once, soit à son coût historique approximatif en monnaie étrangère. Conformément à la méthode d'évaluation utilisée pour d'autres éléments d'actif, les avoirs en or ont été convertis en dollars É-U selon la valeur du DTS de fin d'exercice en termes du dollar É-U, puis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice pour le dollar É-U.

Compte du fonds des changes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

La valeur comptable, la valeur marchande (telle qu'établie aux fixings sur le marché de Londres) et le coût historique approximatif en dollars canadiens de l'or et des prêts d'or selon les taux de change historiques, à l'exclusion des intérêts courus sur les prêts d'or, s'établissaient comme suit en fin d'exercice:

	1986		1985	
	Par once	Total en millions	Par once	Total en millions
Valeur comptable — $ É-U	42.81	844.5	38.44	773.0
— $ Can	59.10	1,165.8	53.75	1,080.9
Valeur marchande— $ É-U	390.90	7,710.1	327.00	6,574.7
— $ Can	539.64	10,643.8	457.24	9,193.4
Coût historique approximatif — $ Can	36.91	728.0	36.91	742.1

Le ministre des Finances a autorisé des prêts et des ventes à la Monnaie royale canadienne et à d'autres entités, aux prix du marché, d'une partie de l'or détenu dans le Compte. À la fin de l'exercice, les biens en or du Compte incluaient des prêts de 1,118 mille (1,174 mille en 1985) onces troy d'or fin.

7. Biens de réserves officielles internationales

Le Compte est le principal dépositaire des réserves officielles internationales du Canada. Les autres réserves internationales du Canada sont détenues par la Banque du Canada et le FRC et ne figurent pas dans les états financiers du Compte.

8. Provision pour gains de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation

À la fin de l'exercice, des accords de swap étaient toujours en vigueur et certaines opérations de change n'étaient pas terminées. Les taux de change s'appliquant à ces contrats en voie de réalisation diffèrent des taux utilisés en fin d'exercice pour évaluer l'actif et le passif du Compte. Il y aura donc des gains ou des pertes de réévaluation supplémentaires à l'échéance de ces contrats. La provision pour les gains de réévaluation relatifs aux contrats en voie de réalisation résulte de la réévaluation de ces contrats aux taux de change utilisés en fin d'exercice et représente la partie des gains ou des pertes futurs attribuée à l'exercice en cours.

En vertu des accords de swap conclus avec la Banque du Canada, le Compte vend des dollars É-U à la Banque et consent à les racheter en utilisant les taux de change qui étaient en vigueur au moment de la vente. Ces contrats se font dans le but d'aider la Banque dans sa gestion des réserves-encaisse. Les opérations de swap en cours avec la Banque du Canada en fin d'exercice s'élevaient à 760 millions de dollars É-U (1,049 millions de $ Can) (néant en 1985).

9. Dû au Fonds du revenu consolidé—Avances

	1986		1985	
	(en millions)			
	Montant	$Can	Montant	$Can
Devises étrangères et DTS				
En dollars É-U	6,214	8,578.7	4,950	6,921.6
En yen japonais	260,000	2,271.4	262,300	1,834.3
En francs suisses	1,664	1,426.4	1,676	1,140.2
En DTS	383	647.2	383	588.7
En marks allemands	200	143.8	200	114.6
		13,067.5		10,599.4
Moins: remboursements en dollars canadiens auprès du Receveur général du Canada		8,954.2		6,696.0
		4,113.3		3,903.4

Les devises provenant des emprunts en monnaies étrangères contractés par le gouvernement canadien et les DTS alloués par le FMI ont été avancés en monnaies étrangères et en DTS au Compte par le FRC. Les emprunts ont compris des émissions de titres et de billets étrangers, des prêts bancaires ainsi que des prélèvements à même les lignes de crédit renouvelables auprès de banques canadiennes et étrangères. Le remboursement de ces emprunts est effectué à l'aide des ressources du Compte. L'intérêt à payer au titre des emprunts en devises étrangères contractés par le Canada est imputé directement au FRC.

10. Pertes nettes (gains nets) de réévaluation au cours de l'exercice

	1986			1985
	Actif	Passif	Total	Total
	(en millions de dollars canadiens)			
Yen japonais	(10.5)	451.8	441.3	323.2
Francs suisses	(0.4)	294.8	294.4	290.1
Dollars É-U	(21.7)	(146.4)	(168.1)	142.2
Or	(107.2)		(107.2)	(169.3)
Marks allemands		29.2	29.2	31.2
Droits de tirage spéciaux	(51.2)	58.5	7.3	30.2
	(191.0)	687.9	496.9	647.6
Gains résultant des ventes d'or			(196.2)	(12.1)
Pertes nettes de réévaluation au cours de l'exercice			300.7	635.5

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1986-87

Dette non échue

SOMMAIRE

	Page
Obligations négociables	12.2
Obligations d'épargne du Canada	12.7
Obligations spéciales non négociables	12.8
Bons du Trésor	12.8
Effets et prêts	12.9
Bons du Canada	12.10
États supplémentaires—	
Taux d'intérêt	12.11
Échéance de la dette du gouvernement	12.12
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté	12.12

DETTE NON ÉCHUE

La dette non échue représente les obligations financières résultant de reconnaissances de dettes émises par le gouvernement du Canada, lesquelles ne sont pas encore arrivées à échéance.

Les titres détenus par le gouvernement ont été déduits de la dette non échue, afin d'inscrire le passif du gouvernement envers les tiers.

Certains tableaux de cette section présentent la continuité des comptes, en démontrant les soldes d'ouverture et de fermeture, de même que les émissions et les remboursements. En outre, l'expression «compte(s) sans opérations courantes» fait partie de certains tableaux, pour illustrer le résultat net des opérations des comptes fermés au cours de l'exercice précédent.

TABLEAU 12.1

DETTE NON ÉCHUE

	1er avril 1986	Émissions	Remboursements	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne—						
Obligations négociables, tableau 12.2	81,066,797,000	18,508,763,000	5,149,650,000	**94,425,910,000**	13,359,113,000	11,810,582,000
Obligations d'épargne du Canada, tableau 12.3	44,244,635,000	9,227,473,514	9,162,464,514	**44,309,644,000**	65,009,000	2,285,204,544
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, tableau 12.4	445,190,000	1,352,282,000	1,792,000	**1,795,680,000**	1,350,490,000	239,853,000
Bons du Trésor, tableau 12.5	61,950,000,000	190,600,000,000	175,600,000,000	**76,950,000,000**	15,000,000,000	9,650,000,000
Effets et prêts, tableau 12.6						100,000,000
	187,706,622,000	*219,688,518,514*	*189,913,906,514*	***217,481,234,000***	*29,774,612,000*	*23,885,639,544*
***Moins:* dette non échue détenue par le gouvernement—**						
Obligations négociables	184,429,819	53,111,351	228,007,070	**9,534,100**	174,895,719	142,438,061
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du personnel	90,579,235	572,164,358	536,134,861	**126,608,732**	36,029,497	25,581,217
Obligations d'épargne du Canada détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire		1,225,595,000	494,142,500	**731,452,500**	731,452,500	
Obligations spéciales non négociables détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada	445,190,000	1,352,282,000	1,792,000	**1,795,680,000**	1,350,490,000	239,853,000
	720,199,054	*3,203,152,709*	*1,260,076,431*	***2,663,275,332***	*1,943,076,278*	*356,709,844*
	186,986,422,946	216,485,365,805	188,653,830,083	**214,817,958,668**	27,831,535,722	23,528,929,700
À payer en devises étrangères—						
Obligations négociables, tableau 12.2	5,889,888,320	786,139,074	807,582,247	**5,868,445,147**	- 21,443,173	3,773,071,520
Effets et prêts, tableau 12.6	7,920,869,800	335,160,000	3,159,502,300	**5,096,527,500**	- 2,824,342,300	961,367,050
Bons du Canada, tableau 12.7		2,887,397,671	1,842,039,434	**1,045,358,237**	1,045,358,237	
	13,810,758,120	*4,008,696,745*	*5,809,123,981*	***12,010,330,884***	*- 1,800,427,236*	*4,734,438,570*
***Moins:* dette non échue détenue par le gouvernement—**						
Obligations négociables	13,501,600		446,600	**13,055,000**	- 446,600	- 6,470,400
	13,797,256,520	4,008,696,745	5,808,677,381	**11,997,275,884**	- 1,799,980,636	4,740,908,970
Total de la dette non échue	200,783,679,466	220,494,062,550	194,462,507,464	**226,815,234,552**	26,031,555,086	28,269,838,670

Notes:—Ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 12.11.

—À partir de 1986-87, tous les versements (retenues sur la paie) effectués par les employés du gouvernement pour l'achat d'obligations d'épargne du Canada sont déduits du compte «dette non échue détenue par le gouvernement» correspondant. Ces versements étaient antérieurement déclarés comme un compte de dépôt à la section 9 de ce volume. Les chiffres de l'exercice précédent ont été ajustés rétroactivement.

Obligations négociables

Les obligations négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—achetées et vendues sur le marché libre;

—payables en monnaie canadienne ou en devises étrangères;

—soumises à rachat ou remboursement avant terme;

—dates fixes d'échéance;

—intérêt payable sous forme de coupons ou d'immatriculation; et,

—valeur nominale garantie à l'échéance.

Les obligations négociables nominatives sont transférables par endos et remises d'un détenteur à l'autre. Les obligations négociables au porteur n'exigent pas d'endossement.

Le tableau 12.2 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations négociables. Puisque la majorité des obligations négociables ne sont pas soumises à rachat ou remboursement avant terme, on note seulement les exceptions dans le tableau.

Les soldes de fin d'exercice des obligations négociables à payer en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en utilisant les cours du change de fermeture au 31 mars 1987.

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES

Date d'échéance		%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions[1]	Remboursements[1]	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
					$	$	$	$	$	$
À payer en monnaie canadienne										
Échues: 1986-87										
1986	1er mai	14½	1er mai/81	J61	9,483,000		9,483,000		- 9,483,000	- 489,462,000
	1er juin	15¾	1er juin/81-31 juill/81	J64	5,196,000		5,196,000		- 5,196,000	- 811,112,000
	6 juin	13	6 juin/84	H28	375,000,000		375,000,000		- 375,000,000	
	1er juill	14¾	1er juill/81	J68	26,493,000		26,493,000		- 26,493,000	- 412,272,000
	5 sept	12¼	5 sept/84	H37	400,000,000		400,000,000		- 400,000,000	
	1er oct	8	1er oct/69-15 févr/70							
			1er avril/77	F47	410,380,000		410,380,000		- 410,380,000	
	1er oct	18	15 oct/81	J72	267,726,000		267,726,000		- 267,726,000	- 32,473,000
	5 déc	10¾	5 déc/84	H46	450,000,000		450,000,000		- 450,000,000	
	15 déc	10	15 déc/83-1er févr/84	H14	200,000,000		200,000,000		- 200,000,000	
1987	1er févr	15½	1er févr/82-1er août/82	J75	1,099,548,000		1,099,548,000		- 1,099,548,000	- 44,648,000
	5 mars	12	26 mars/85	H55	400,000,000		400,000,000		- 400,000,000	
	15 mars	15	31 mars/82-1er mai/82	J78	800,000,000		800,000,000		- 800,000,000	
					4,443,826,000		*4,443,826,000*		*- 4,443,826,000*	*- 1,789,967,000*
Échéance: 1987-88										
1987	1er mai	12¼	8 mai/84-22 août/84							
			12 sept/84-1er oct/84	H23	650,000,000			**650,000,000**		
	1er juin	13	1er juin/84-19 juin/84							
			11 juill/84	H27	375,000,000			**375,000,000**		
	1er juin	14¼	1er juin/82	J81	250,000,000			**250,000,000**		
	6 juin	10	6 juin/85	H59	450,000,000			**450,000,000**		450,000,000
	1er juill	8¼	1er juill/77-1er sept/77							
			15 déc/77	J11	525,000,000			**525,000,000**		
	1er juill	15	1er juill/82	J84[2]	399,756,000		393,164,000	**6,592,000**	- 393,164,000	- 208,000
	1er sept	13½	1er août/84	H31	150,000,000			**150,000,000**		
	1er sept	14¼	1er sept/82	J87[2]	631,841,000		86,960,000	**544,881,000**	- 86,960,000	- 18,109,000
	6 sept	9¼	6 sept/85	H66	500,000,000			**500,000,000**		500,000,000
	15 oct	13	15 oct/82	J90	450,000,000			**450,000,000**		
	15 nov	12	1er nov/82-1er avril/84							
			24 oct/84	J92	475,000,000			**475,000,000**		
	1er déc	8	1er déc/80	F79	7,000			**7,000**		
	6 déc	9¼	6 déc/85	H71	500,000,000			**500,000,000**		500,000,000
	15 déc	11	15 déc/82-1er août/83							
			1er sept/83-15 déc/84	J96	900,000,000			**900,000,000**		
1988	1er févr	8¼	1er févr/78	J15	125,000,000			**125,000,000**		
	1er févr	10¼	1er févr/83-27 avril/83	J98	500,000,000			**500,000,000**		
	1er févr	11¼	14 nov/84-19 mars/85							
			10 avril/85	H45	350,000,000			**350,000,000**		100,000,000
	6 mars	9¼	6 mars/86	H78	550,000,000			**550,000,000**		550,000,000
	15 mars	10½	22 févr/83-15 mars/83							
			12 juill/83-1er févr/85							
			19 févr/85	H2	875,000,000			**875,000,000**		
					8,656,604,000		*480,124,000*	***8,176,480,000***	*- 480,124,000*	*2,081,683,000*
Échéance: 1988-89										
1988	1er juin	5	1er juin/63	AT21	100,000,000			**100,000,000**		
	1er juin	5	1er févr/64	CT9	50,000,000			**50,000,000**		
	6 juin	8½	6 juin/86	H86		550,000,000		**550,000,000**	550,000,000	
	5 sept	8¼	5 sept/86	H90		550,000,000		**550,000,000**	550,000,000	
	15 oct	10¼	15 oct/83-8 nov/83							
			15 déc/83-1er mai/85							
			22 mai/85	H11	825,000,000			**825,000,000**		200,000,000
	15 nov	10	23 juill/85-1er sept/85							
			1er oct/85-23 oct/85	H64	625,000,000			**625,000,000**		625,000,000
	5 déc	8½	5 déc/86	H91		600,000,000		**600,000,000**	600,000,000	
	15 déc	9¼	15 nov/85-6 févr/86							
			15 mar/86	H69	475,000,000			**475,000,000**		475,000,000
1989	15 févr	6¼	15 févr/71	F61	150,000,000			**150,000,000**		
	15 févr	11	21 févr/84	H15	200,000,000			**200,000,000**		
	5 mars	8	5 mars/87	H99		600,000,000		**600,000,000**	600,000,000	
	15 mars	12½	1er avril/84-1er mai/84							
			22 août/84-12 sept/84	H20	575,000,000			**575,000,000**		
					3,000,000,000	*2,300,000,000*		***5,300,000,000***	*2,300,000,000*	*1,300,000,000*

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions(1)	Remboursements(1)	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 1989-90									
1989—15 avril	9⅛	15 déc/85-10 avril/86	H72	150,000,000	125,000,000		275,000,000	125,000,000	150,000,000
1er juin	13¼	1er juin/84-19 juin/84 11 juill/84	H24	525,000,000			525,000,000		
1er juill	13½	1er août/84	H32	150,000,000			150,000,000		
1er juill	8½	28 avril/86-22 mai/86 3 juill/86-24 juill/86 2 sept/86-1er oct/86 23 oct/86-15 déc/86	H82		1,175,000,000		1,175,000,000	1,175,000,000	
1er août	13¾	1er mars/81	J58	442,320,000			442,320,000		
1er oct	10	15 août/79-12 juin/85 1er juill/85	J26	450,000,000			450,000,000		250,000,000
1er oct	10½	1er oct/79-1er juill/80 15 mai/83-21 juin/83	J29	775,000,000			775,000,000		
1er nov	10⅜	7 janv/85	H49	350,000,000			350,000,000		
1er nov	12¼	1er oct/84-24 oct/84	H40	325,000,000			325,000,000		
15 déc	11¼	15 déc/79-1er févr/80 1er juin/80-1er août/80 27 sept/83-1er févr/84 13 mars/84	J33	1,075,000,000			1,075,000,000		
1990—1er févr	12	14 nov/84-19 mars/85	H43	400,000,000			400,000,000		
1er févr	13¼	31 mars/81	J60	592,912,000			592,912,000		
26 févr	10	26 févr/86	H77	500,000,000			500,000,000		500,000,000
15 mars	13¾	31 mars/80	J38	839,453,000			839,453,000		
				6,574,685,000	*1,300,000,000*		***7,874,685,000***	*1,300,000,000*	*900,000,000*
Échéance: 1990-91									
1990—1er mai	5¼	1er mai/64-1er juill/64 1er sept/65	CT12	225,000,000			225,000,000		
1er mai	5¼	1er avril/67	F12	125,000,000			125,000,000		
1er mai	13	1er mai/80	J41	1,784,422,000			1,784,422,000		75,000
1er juin	11¾	10 avril/85	H56	150,000,000			150,000,000		150,000,000
1er juill	8	29 janv/87-19 févr/87 15 mars/87	H95		600,000,000		600,000,000	600,000,000	
1er août	9	11 août/86	H88		500,000,000		500,000,000	500,000,000	
1er sept	10¾	12 juill/83-1er févr/85 19 févr/85	H5	550,000,000			550,000,000		
1er oct	10½	15 août/85-1er oct/85 23 oct/85	H65	1,100,000,000			1,100,000,000		1,100,000,000
1er oct	12½	1er oct/80	J49	22,539,000			22,539,000		10,000
15 déc	10¼	15 nov/85	H70	375,000,000			375,000,000		375,000,000
1991—1er févr	12½	1er févr/81	J56	718,974,000			718,974,000		718,557,000
1er mars	9¼	15 déc/85-10 avril/86	H73	375,000,000	175,000,000		550,000,000	175,000,000	375,000,000
				5,425,935,000	*1,275,000,000*		***6,700,935,000***	*1,275,000,000*	*2,718,642,000*
Échéance: 1991-92									
1991—1er mai	9¾	6 févr/86-15 mars/86	H75	625,000,000			625,000,000		625,000,000
1er mai	14½	1er mai/81	J62	490,517,000	340,000		490,857,000	340,000	489,462,000
1er juin	11	1er mai/85-22 mai/85	H57	425,000,000			425,000,000		425,000,000
1er juill	8½	28 avril/86-22 mai/86 12 juin/86-3 juill/86 24 juill/86	H83		1,700,000,000		1,700,000,000	1,700,000,000	
1er oct	18	15 oct/81	J73	132,274,000	260,411,000		392,685,000	260,411,000	32,473,000
15 déc	11½	15 déc/84	H47	225,000,000			225,000,000		
15 déc	8¾	25 sept/86-1er oct/86 23 oct/86-12 nov/86	H89		1,600,000,000		1,600,000,000	1,600,000,000	
1992—1er févr	15½	1er févr/82	J76	150,452,000	1,095,734,000		1,246,186,000	1,095,734,000	44,648,000
1er mars	8½	6 janv/87	H94		550,000,000		550,000,000	550,000,000	
				2,048,243,000	*5,206,485,000*		***7,254,728,000***	*5,206,485,000*	*1,616,583,000*
Échéance: 1992-93									
1992—1er avril	7¼	12 mars/87	A1		600,000,000		600,000,000	600,000,000	
1er juin	10¼	12 juin/85-1er juill/85 23 juill/85-1er sept/85	H61	750,000,000			750,000,000		750,000,000
1er juin	15	1er juin/82	J82	200,000,000			200,000,000		
1er juill	15	1er juill/82	J85	244,000	393,164,000		393,408,000	393,164,000	208,000
1er sept	5¾	1er sept/66-15 déc/66 1er févr/67	F6	225,000,000			225,000,000		
1er sept	14¼	1er sept/82	J88	18,159,000	86,960,000		105,119,000	86,960,000	18,109,000
15 oct	13½	15 oct/82	J91	400,000,000			400,000,000		
15 nov	12¾	1er nov/82	J93	500,000,000			500,000,000		
15 déc	11¾	22 nov/82-15 déc/82 1er août/83-1er sept/83	J95	2,050,000,000			2,050,000,000		
1993—1er févr	11¼	1er févr/83-15 mars/83 27 avril/83-12 juill/83	J99	1,850,000,000			1,850,000,000		
				5,993,403,000	*1,080,124,000*		***7,073,527,000***	*1,080,124,000*	*768,317,000*

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions(1)	Remboursements(1)	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
				$	$	$	$	$	$
Échéance: 1993-94									
1993—1er mai	10¾	15 mai/83-21 juin/83	H3	1,050,000,000			1,050,000,000		
1er juin	15¼	1er juin/81	J65	894,804,000	202,000		895,006,000	202,000	811,112,000
1er juill	14¾	1er juill/81	J69	423,507,000	21,952,000		445,459,000	21,952,000	412,272,000
15 oct	11¾	27 sept/83-15 oct/83							
		1er févr/84	H8	1,025,000,000			1,025,000,000		
15 déc	11½	8 nov/83-15 déc/83							
		21 févr/84	H12	850,000,000			850,000,000		
1994—1er févr	8¾	15 déc/86	H93		250,000,000		250,000,000	250,000,000	
1er mars	8¼	29 janv/87-19 févr/87							
		15 mars/87	H96		800,000,000		800,000,000	800,000,000	
1er mars	12	13 mars/84-10 avril/85	H17	700,000,000			700,000,000		475,000,000
				4,943,311,000	*1,072,154,000*		*6,015,465,000*	*1,072,154,000*	*1,698,384,000*
Échéance: 1994-95									
1994—1er avril	13	1er avril/84-1er mai/84							
		22 août/84	H21	1,025,000,000			1,025,000,000		
15 mai	13¾	1er juin/84-11 juill/84							
		1er août/84	H25	1,200,000,000			1,200,000,000		
15 juin	9½	15 juin/74-1er juill/75							
		15 août/75-1er juin/76							
		1er août/76-1er avril/77	F85	764,120,000		36,575,000	727,545,000	- 36,575,000	
15 juill	13½	19 juin/84	H29	250,000,000			250,000,000		
1er oct	12¾	12 sept/84	H39	475,000,000			475,000,000		
1er déc	6¼	1er déc/67	F23	125,000			125,000		
15 déc	12½	1er oct/84-24 oct/84	H42	900,000,000			900,000,000		
1995—1er févr	11½	1er févr/85	H51	375,000,000			375,000,000		
1er févr	12¼	14 nov/84-19 mars/85	H44	725,000,000			725,000,000		
1er mars	11¾	15 déc/84	H48	475,000,000			475,000,000		
				6,189,245,000		*36,575,000*	*6,152,670,000*	*- 36,575,000*	
Échéance: 1995-96									
1995—1er avril	11¼	19 févr/85-1er mai/85							
		22 mai/85	H54	1,350,000,000			1,350,000,000		975,000,000
1er juin	10½	12 juin/85-1er juill/85							
		12 juill/85-1er sept/85	H62	1,850,000,000			1,850,000,000		1,850,000,000
1er oct	6½	1er oct/68	F33	100,000,000			100,000,000		
1er oct	10	1er oct/75-15 déc/75							
		1er févr/76-1er avril/76	F97	709,750,000		19,125,000	690,625,000	- 19,125,000	
15 déc	10¾	1er oct/85-23 oct/85							
		15 nov/85	H67	950,000,000			950,000,000		950,000,000
1996—1er mars	10¼	6 févr/86	H76	350,000,000			350,000,000		350,000,000
				5,309,750,000		*19,125,000*	*5,290,625,000*	*- 19,125,000*	*4,125,000,000*
Échéance: 1996-97									
1996—1er mai	9¼	10 avril/86	H80		475,000,000		475,000,000	475,000,000	
1er juin	8¾	28 avril/86-22 mai/86							
		24 juill/86-1er oct/86							
		15 déc/86	H84		1,975,000,000		1,975,000,000	1,975,000,000	
15 sept	3	15 sept/36	P1	55,000,000			55,000,000		
1997—1er mars	8¼	29 janv/87-19 févr/87							
		15 mars/87	H97		1,125,000,000		1,125,000,000	1,125,000,000	
				55,000,000	*3,575,000,000*		*3,630,000,000*	*3,575,000,000*	
Échéance: 1997-98									
1997—15 mai	9¼	15 mai/77-1er juill/77							
		1er sept/77-1er févr/78	J9	1,032,000,000		48,000,000	984,000,000	- 48,000,000	
1998—15 mars	3¾	15 sept/56	T15(3)	197,045,000			197,045,000		
				1,229,045,000		*48,000,000*	*1,181,045,000*	*- 48,000,000*	
Échéance: 1999-2000									
1999—15 oct	9	15 oct/77-15 déc/77	J13	621,750,000		29,000,000	592,750,000	- 29,000,000	
1er déc	13½	1er déc/80	J53	400,000,000			400,000,000		
2000—15 mars	13¾	31 mars/80-1er mars/81							
		31 mars/81-15 oct/82	J39	1,050,000,000			1,050,000,000		
				2,071,750,000		*29,000,000*	*2,042,750,000*	*- 29,000,000*	
Échéance: 2000-01									
2000—1er juill	15	1er juill/81	J70	175,000,000			175,000,000		
15 déc	9¾	15 déc/78	J22	550,000,000		12,500,000	537,500,000	- 12,500,000	
2001—1er févr	15¾	1er juin/81-31 juill/81	J66	425,000,000			425,000,000		
				1,150,000,000		*12,500,000*	*1,137,500,000*	*- 12,500,000*	
Échéance: 2001-02									
2001—1er mai	13	1er mai/80-1er oct/80							
		1er févr/81	J42	1,325,000,000			1,325,000,000		

TABLEAU 12.2

OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Suite*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions(1)	Rembourse-ments(1)	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
				$	$	$	$	$	$
1er oct	9½	1er oct/76-1er déc/76							
		1er avril/78-15 mai/78							
		1er juill/78	J2	1,411,500,000		32,500,000	1,379,000,000	– 32,500,000	
2002 1er févr	8¾	1er févr/77	J7	252,000,000		12,000,000	240,000,000	– 12,000,000	
15 mars	15½	31 mars/82-1er mai/82	J79	350,000,000			350,000,000		
				3,338,500,000		*44,500,000*	*3,294,000,000*	*– 44,500,000*	
Échéance: 2002-03									
2002—1er mai	10	1er mai/79-1er juin/79							
		15 juill/79	J25	1,850,000,000			1,850,000,000		
15 déc	11¼	15 déc/79-1er juill/80							
		15 mai/83	J34	1,625,000,000			1,625,000,000		
2003—1er févr	11¾	1er févr/80-1er juin/80							
		1er août/80-1er févr/83							
		27 avril/83-21 juin/83							
		12 juill/83	J35	2,700,000,000			2,700,000,000		
				6,175,000,000			*6,175,000,000*		
Échéance: 2003-04									
2003—1er oct	9½	15 août/78-1er oct/78	J18	787,500,000		36,000,000	751,500,000	– 36,000,000	
2004—1er févr	10¼	1er févr/79-15 mars/79							
		21 mars/79-15 août/79	J24	2,200,000,000			2,200,000,000		
				2,987,500,000		*36,000,000*	*2,951,500,000*	*– 36,000,000*	
Échéance: 2004-05									
2004—1er juin	13½	1er avril/84-1er mai/84	H22	550,000,000			550,000,000		
1er oct	10½	1er oct/79	J30	600,000,000			600,000,000		
2005—1er mars	12	15 oct/83-8 nov/83							
		15 déc/83-1er févr/84							
		21 févr/84-15 déc/84	H9	1,775,000,000			1,775,000,000		
				2,925,000,000			*2,925,000,000*		
Échéance: 2005-06									
2005 1er sept	12¼	1er août/83-1er sept/83							
		27 sept/83-10 avril/85	H6	1,375,000,000			1,375,000,000		375,000,000
2006 1er mars	12½	13 mars/84-14 nov/84							
		19 mars/85	H18	975,000,000			975,000,000		
				2,350,000,000			*2,350,000,000*		*375,000,000*
Échéance: 2006-07									
2006 1er oct	14	1er juin/84-11 juill/84							
		1er août/84	H26	1,025,000,000			1,025,000,000		
2007 1er mars	13¾	19 juin/84	H30	325,000,000			325,000,000		
				1,350,000,000			*1,350,000,000*		
Échéance: 2007-08									
2007 1er oct	13	22 août/84-12 sept/84	H36	700,000,000			700,000,000		
2008 1er mars	12¾	1er oct/84-24 oct/84	H41	750,000,000			750,000,000		
				1,450,000,000			*1,450,000,000*		
Échéance: 2008-09									
2008 1er juin	10	15 déc/85	H74	325,000,000			325,000,000		325,000,000
1er oct	11¾	1er févr/85-1er mai/85	H52	725,000,000			725,000,000		400,000,000
2009 1er mars	11½	22 mai/85	H58	400,000,000			400,000,000		400,000,000
				1,450,000,000			*1,450,000,000*		*1,125,000,000*
Échéance: 2009-10									
2009 1er juin	11	1er oct/85-23 oct/85	H68	625,000,000			625,000,000		625,000,000
1er oct	10¾	12 juin/85-1er juill/85							
		1er sept/85	H63	1,000,000,000			1,000,000,000		1,000,000,000
2010 1er mars	9¾	15 mars/86	H79	325,000,000			325,000,000		325,000,000
				1,950,000,000			*1,950,000,000*		*1,950,000,000*
Échéance: 2010-11									
2010 1er juin	9½	10 avril/86	H81		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
1er oct	8¾	28 avril/86	H85		325,000,000		325,000,000	325,000,000	
2011 1er mars	9	3 juill/86-2 sept/86							
		23 oct/86-15 déc/86	H87		1,300,000,000		1,300,000,000	1,300,000,000	
					1,950,000,000		*1,950,000,000*	*1,950,000,000*	
Échéance: 2011-12									
2011 1er juin	8½	19 févr/87-15 mars/87	H98		750,000,000		750,000,000	750,000,000	
Comptes sans opérations courantes									5,058,060,000
Total des obligations négociables (en monnaie canadienne)				81,066,797,000	18,508,763,000	5,149,650,000	94,425,910,000	13,359,113,000	11,810,582,000

TABLEAU 12.2
OBLIGATIONS NÉGOCIABLES—*Fin*

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions[1]	Rembourse-ments[1]	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
				$	$	$	$	$	$
À payer en devises étrangères—									
Dollars des États-Unis—									
1986—3 nov	16¼	3 nov/81		418,740,000		418,740,000		418,740,000	9,660,000
[3] 1987—15 oct	5	15 oct/62		64,765,120		6,278,720	**58,486,400**	- 6,278,720	- 687,680
[3] 1988—1er juin	6⅞	1er juin/68		139,580,000		9,030,000	**130,550,000**	- 9,030,000	3,220,000
1989—15 juill	9¼	15 juill/85		628,110,000		40,635,000	**587,475,000**	- 40,635,000	628,110,000
1995—15 juill	10⅛	15 juill/85		628,110,000		40,635,000	**587,475,000**	- 40,635,000	628,110,000
21 nov	10	21 nov/85		697,900,000		45,150,000	**652,750,000**	- 45,150,000	697,900,000
1996—27 févr	9	27 févr/86		1,395,800,000		90,300,000	**1,305,500,000**	- 90,300,000	1,395,800,000
[3] 1998—1er avril	8⅝	1er avril/78		348,950,000		22,575,000	**326,375,000**	- 22,575,000	8,050,000
[3] 15 oct	9¼	15 oct/78		488,530,000		31,605,000	**456,925,000**	- 31,605,000	11,270,000
				4,810,485,120		*704,948,720*	***4,105,536,400***	*704,948,720*	*3,381,432,320*
Marks allemands—									
1989—30 avril	8½	30 avril/82		119,080,000	25,280,000		**144,360,000**	25,280,000	29,880,000
Francs suisses—									
[3] 1989—20 mars	3⅝	20 mars/79		188,443,200	37,850,400	8,565,600	**217,728,000**	29,284,800	36,379,200
1992—10 mai	5¼	10 mai/84		142,760,000	30,040,000		**172,800,000**	30,040,000	37,160,000
				331,203,200	*67,890,400*	*8,565,600*	***390,528,000***	*59,324,800*	*73,539,200*
Yen japonais—									
[4] 1991—20 févr	6⅛	20 févr/86		629,120,000		94,067,927	**535,052,073**	- 94,067,927	629,120,000
[4] 1993—23 juill	5⅝	23 juill/86			692,968,674		**692,968,674**	692,968,674	
				629,120,000	*692,968,674*	*94,067,927*	***1,228,020,747***	*598,900,747*	*629,120,000*
Compte sans opérations courantes									- 340,900,000
Total des obligations négociables (en devises étrangères)				5,889,888,320	786,139,074	807,582,247	**5,868,445,147**	- 21,443,173	3,773,071,520
Total				86,956,685,320	19,294,902,074	5,957,232,247	**100,294,355,147**	13,337,669,827	15,583,653,520

[1] Les émissions et les remboursements des obligations négociables à payer en devises étrangères comprennent la conversion de ces devises en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.
[2] Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.
[3] Soumises à remboursement avant terme.
[4] Bien que du point de vue des propriétaires les modalités de l'émission restent inchangées, l'engagement du gouvernement, qui était libellé en yens japonais, a été transformé par suite d'un swap de devises en un engagement libellé en dollars des États-Unis et à taux flottant établi sur la base du taux à 6 mois du «London Inter-bank offered Rate» (LIBOR).

Obligations d'épargne du Canada

Les obligations d'épargne du Canada représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada, dont les modalités sont:

—émises à des résidents canadiens;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—immatriculées au nom du titulaire;

—dates fixes d'échéance;

—non négociables;

—remboursables à vue au titulaire, avec les intérêts courus calculés jusqu'à la fin du mois précédent;

—pas soumises à rachat avant terme; et,

—viennent à échéance 7 ans ou plus après leur émission.

Le tableau 12.3 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations d'épargne du Canada.

TABLEAU 12.3
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

Date d'échéance	%	Date d'émission	Série	1er avril 1986	Émissions	Rembourse-ments	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
				$	$	$	$	$	$
1986—1er nov	10½	1977-78	S32	383,191,500		383,191,500		383,191,500	16,866,200
1986—1er nov	10½	1979-80	S34	1,927,183,200		1,927,183,200		- 1,927,183,200	93,493,300
1987—1er nov	10½	1980-81	S35	1,299,241,700		59,455,500	**1,239,786,200**	59,455,500	- 62,484,500
1988—1er nov	10½	1981-82	S36	7,241,620,900		389,842,900	**6,851,778,000**	389,842,900	- 514,438,200
1989—1er nov	10-8½	1982-83	S37	6,123,117,600		510,280,200	**5,612,837,400**	- 510,280,200	- 820,180,800
1990—1er nov	10-8½-7¼	1983-84	S38	6,563,037,600		746,544,500	**5,816,493,100**	- 746,544,500	- 1,115,806,600
1991—1er nov	10-8½-7¼	1984-85	S39	8,383,278,900		1,365,346,200	**7,017,932,700**	- 1,365,346,200	- 3,794,746,106
1992—1er nov	10-8½-7¼	1985-86	S40	12,323,963,600		3,145,057,500	**9,178,906,100**	- 3,145,057,500	12,323,963,600
1993—1er nov	7¼	1986-87	S41[1]		9,227,473,514	635,563,014	**8,591,910,500**	8,591,910,500	
Comptes sans opérations courantes									- 3,620,743,350
Total				44,244,635,000	9,227,473,514	9,162,464,514	**44,309,644,000**	65,009,000	2,285,204,544

[1] S41 comprend des obligations relatives à la participation du gouvernement à la vente d'obligations d'épargne du Canada selon le mode d'épargne sur le salaire.

Obligations spéciales non négociables

Les obligations spéciales non négociables représentent des reconnaissances de dettes portant intérêt et émises par le gouvernement du Canada exclusivement au Fonds de placement du régime de pensions du Canada, dont les modalités sont:

—non négociables;

—non transférables;

—non cessibles;

—émises en monnaie canadienne exclusivement;

—viennent à échéance 20 ans ou moins après leur émission;

—intérêt payable semestriellement; et,

—rachetables à la valeur nominale, plus l'intérêt couru.

Le tableau 12.4 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les obligations spéciales non négociables.

TABLEAU 12.4

OBLIGATIONS SPÉCIALES NON NÉGOCIABLES

	1er avril 1986	Émissions	Remboursements	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
	$	$	$	$	$	$
Fonds de placement du régime de pensions du Canada–						
Échues: 1986-87	1,792,000		1,792,000		1,792,000	
Échéance: 1987-88	3,814,000			3,814,000		
1988-89	5,607,000			5,607,000		
1989-90	4,059,000			4,059,000		
1990-91	5,447,000			5,447,000		
1991-92	6,540,000			6,540,000		
1992-93	7,112,000			7,112,000		
1993-94	7,907,000			7,907,000		
1994-95	9,087,000			9,087,000		
1995-96	10,217,000			10,217,000		
1996-97	10,651,000			10,651,000		
1997-98	11,351,000			11,351,000		
1998-99	12,015,000			12,015,000		
1999-2000	17,709,000			17,709,000		
2000-01	22,971,000			22,971,000		
2001-02	17,622,000			17,622,000		
2002-03	17,414,000			17,414,000		
2003-04	17,259,000			17,259,000		
2004-05	16,661,000			16,661,000		
2005-06	239,955,000			239,955,000		239,955,000
2006-07		1,352,282,000		1,352,282,000	1,352,282,000	
Compte sans opérations courantes						-102,000
Total	445,190,000	1,352,282,000	1,792,000	1,795,680,000	1,350,490,000	239,853,000

Bons du Trésor

Les bons du Trésor sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada afin de débourser des sommes à des dates convenues, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;

—échéances courantes: 3 mois, 6 mois et 12 mois;

—émises en dollars canadiens exclusivement;

—transférables; et,

—achetées et vendues sur le marché libre.

Les bons à trois mois et à six mois sont habituellement émis hebdomadairement, tandis que les autres bons sont émis à toutes les deux semaines, habituellement pour des périodes d'un an ou moins.

Au 31 mars 1987, le solde de ce compte représente des bons à trois mois pour $30,600 millions; des bons à six mois pour $31,000 millions; et, des bons à 364 jours pour $15,350 millions.

Le tableau 12.5 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Trésor.

TABLEAU 12.5

ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU TRÉSOR
(en millions de dollars)

	Émissions				Remboursements				
	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Bons à 3 mois	Bons à 6 mois	Autres bons	Total	Changement net
Avril, 1986	8,200	4,200	1,000	13,400	6,500	4,700	900	12,100	1,300
Mai	11,150	5,900	1,500	18,550	10,200	4,650	1,350	16,200	2,350
Juin	7,850	3,800	1,000	12,650	8,050	2,850	900	11,800	850
Juillet	7,650	3,600	1,000	12,250	8,200	3,350	900	12,450	-200
Août	11,200	5,700	1,000	17,900	11,150	5,350	900	17,400	500
Septembre	8,200	4,200	1,000	13,400	7,850	4,300	900	13,050	350
Octobre	10,850	5,500	3,750	20,100	9,900	5,400	1,350	16,650	3,450
Novembre	8,800	4,500	1,550	14,850	8,950	4,700	3,650	17,300	-2,450
Décembre	8,850	4,500	1,150	14,500	8,200	3,800	900	12,900	1,600
Janvier, 1987	10,950	5,700	1,700	18,350	10,850	4,750	1,000	16,600	1,750
Février	9,950	5,550	2,700	18,200	8,800	4,550	1,750	15,100	3,100
Mars	9,700	5,250	1,500	16,450	8,850	4,200	1,000	14,050	2,400
	113,350	58,400	18,850	190,600	107,500	52,600	15,500	175,600	15,000
Solde au 1er avril 1986									61,950
Solde au 31 mars 1987									**76,950**

Effets et prêts

Ces comptes enregistrent les emprunts effectués en vertu d'ententes conclues avec des banques au Canada, aux États-Unis, en Suisse, au Japon et avec d'autres banques internationales. Ils enregistrent également les emprunts de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société Financière Cartierville Inc) qui ont été assumés directement par le gouvernement du Canada en vertu du crédit 7c de l'Expansion industrielle régionale, de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.

Les soldes au 31 mars 1987 représentent:

—$1,750,000,000 É-U ($2,284,625,000 can) comme prêts de cinq ans de banques internationales;

—$255,000,000 É-U ($332,902,500 can) pour des effets assumés de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société Financière Cartierville Inc);

—300,000,000 FS ($259,200,000 can) comme prêt de trois ans, 300,000,000 FS ($259,200,000 can) comme prêt de cinq ans, et 200,000,000 FS ($172,800,000 can) comme prêt de six ans, de banques suisses; et,

—200,000,000,000 yen ($1,787,800,000 can) comme prêts de huit ans, de banques japonaises.

Les soldes en devises étrangères ont été convertis en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars 1987.

Le tableau 12.6 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les effets et prêts.

TABLEAU 12.6
EFFETS ET PRÊTS

Date d'échéance	%	Date d'émission	1er avril 1986	Émissions(1)	Rembourse-ments(1)	31 mars 1987	Variation nette 1987	Variation nette 1986
			$	$	$	$	$	$
A payer en monnaie canadienne								
Compte sans opérations courantes								100,000,000
A payer en devises étrangères								
Dollars des États-Unis								
Effets à payer								
Banques américaines	divers	divers	628,110,000		628,110,000		628,110,000	735,490,000
Banques canadiennes	divers	divers	1,605,170,000		1,605,170,000		1,605,170,000	1,059,730,000
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc	divers	divers	355,929,000		23,026,500	**332,902,500**	23,026,500	661,047,000
1987 16 juin	14[illegible]	16 juin/82	1,046,850,000		67,725,000	**979,125,000**	67,725,000	24,150,000
1988 27 oct	10[illegible]	27 oct/83	697,900,000		45,150,000	**652,750,000**	45,150,000	16,100,000
1990 22 mars	11[illegible]	22 mars/85	697,900,000		45,150,000	**652,750,000**	45,150,000	16,100,000
			5,031,859,000		*2,414,331,500*	***2,617,527,500***	*2,414,331,500*	*280,457,000*
Francs suisses								
1987 8 mars	7[illegible]	8 mars/82	285,520,000		285,520,000		285,520,000	74,320,000
15 nov	4[illegible]	15 mai/84	214,140,000	45,060,000		**259,200,000**	45,060,000	55,740,000
1989 3 mai	5[illegible]	3 mai/84	214,140,000	45,060,000		**259,200,000**	45,060,000	55,740,000
1990 15 mai	5[illegible]	15 mai/84	142,760,000	30,040,000		**172,800,000**	30,040,000	37,160,000
			856,560,000	*120,160,000*	*285,520,000*	***691,200,000***	*165,360,000*	*222,960,000*
Yen japonais								
(2)1989 19 févr	7.1	19 févr/79	184,410,800		184,410,800		184,410,800	14,799,050
(2)1992 31 juill	7.9	31 juill/84	943,680,000	129,000,000		**1,072,680,000**	129,000,000	290,280,000
(2)1993 27 nov	7	27 nov/85	629,120,000	86,000,000		**715,120,000**	86,000,000	629,120,000
(2)1999 19 févr	7[illegible]	19 févr/79	275,240,000		275,240,000		275,240,000	84,665,000
			2,032,450,800	*215,000,000*	*459,650,800*	***1,787,800,000***	*244,650,800*	*1,018,864,050*
Total des effets et prêts (en devises étrangères)			7,920,869,800	335,160,000	3,159,502,300	**5,096,527,500**	2,824,342,300	961,367,050
Total			7,920,869,800	335,160,000	3,159,502,300	**5,096,527,500**	2,824,342,300	861,367,050

(1) Les émissions et les remboursements comprennent la conversion des devises étrangères en monnaie canadienne en se servant des cours du change de fermeture au 31 mars.
(2) Soumises à remboursement avant terme.

Bons du Canada

Les bons du Canada sont des reconnaissances de dettes à court terme émises par le gouvernement du Canada sur les marchés monétaires des États-Unis en vertu du programme d'emprunt en fonds étrangers du gouvernement. Les bons du Canada procurent au Canada une source additionnelle de fonds à court terme en provenance des États-Unis, dont les modalités sont:

—émises à escomptes, tenant lieu d'intérêts;
—viennent à échéance pas plus que 270 jours après leur émission;
—transférables; et,
—achetées et vendues sur le marché libre.

Le solde de fin d'exercice des bons du Canada à payer en dollars des États-Unis a été converti en monnaie canadienne en utilisant le cours du change de fermeture au 31 mars 1987.

Le tableau 12.7 présente un sommaire mensuel des émissions et des remboursements de bons du Canada.

TABLEAU 12.7
ÉMISSIONS ET REMBOURSEMENTS DE BONS DU CANADA

	Émissions	Remboursements	Changement net
	$	$	$
Avril, 1986			
Mai			
Juin			
Juillet			
Août			
Septembre			
Octobre	878,084,666		878,084,666
Novembre	378,999,594	17,156,900	361,842,694
Décembre	274,395,840	219,121,203	55,274,637
Janvier, 1987	520,828,994	644,024,670	- 123,195,676
Février	448,911,373	379,450,301	69,461,072
Mars	386,177,204	553,823,349	- 167,646,145
	2,887,397,671	1,813,576,423	1,073,821,248
Redressement de change au 31 mars 1987			- 28,463,011
Solde au 31 mars 1987			**1,045,358,237**

ÉTATS SUPPLÉMENTAIRES

Taux d'intérêt

Le tableau 12.8 présente la dette non échue au 31 mars, pour chacun des exercices de 1982-83 à 1986-87 inclusivement, ainsi que le taux d'intérêt moyen en vigueur. Pour fins de comparaison, la dette non échue a été ventilée en obligations négociables, obligations non négociables (y compris les obligations d'épargne du Canada et le Fonds de placement du régime de pensions du Canada), bons du Trésor, effets et prêts, et bons du Canada.

TABLEAU 12.8

DETTE NON ÉCHUE AU 31 MARS, DE 1983 À 1987, ET TAUX D'INTÉRÊT MOYEN EN VIGUEUR

			Obligations non négociables											
	Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Fonds de placement du régime de pensions du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total de la dette non échue	
	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen	Montant en circulation	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1987	100,294	10.90	44,309	8.35	1,796	10.00	76,950	7.87	5,097	9.82	1,045	5.81	229,491	9.34
1986	86,957	11.44	44,245	10.12	445	11.08	61,950	10.13	7,920	9.14			201,517	10.66
1985	71,373	11.76	41,960	11.25	205	10.81	52,300	10.89	7,059	9.86			172,897	11.31
1984	58,994	11.55	38,204	9.85	189	10.59	41,700	9.94	3,039	10.43			142,126	10.59
1983	51,713	11.18	32,641	12.00	171	10.48	29,125	10.15	1,825	10.19			115,475	11.14

Lorsque le taux d'intérêt varie, le taux d'intérêt applicable est celui en vigueur au 31 mars.

Le tableau 12.9 indique les taux maximaux et minimaux de rendement des bons du Trésor en adjudication ainsi que le rendement moyen des dernières émissions pour les exercices de 1982-83 à 1986-87 inclusivement.

TABLEAU 12.9

RENDEMENT MOYEN DES BONS DU TRÉSOR EN ADJUDICATION

Exercice clos le 31 mars	Taux maximal	Taux minimal	Dernière émission
	%	%	%
Bons à trois mois—			
1987	9.89	6.80	6.80
1986	11.85	8.52	10.19
1985	13.01	9.41	10.40
1984	10.53	9.02	10.53
1983	16.34	9.13	9.17
Bons à six mois—			
1987	9.67	6.94	6.94
1986	11.59	8.75	10.19
1985	13.81	9.49	10.71
1984	11.20	8.88	11.00
1983	16.82	9.00	9.52
Autres bons—			
1987	9.66	7.13	7.19
1986	10.96	8.38	9.89
1985	14.25	9.79	11.63
1984	11.67	8.91	11.67
1983	17.08	9.10	9.58

Échéance de la dette du gouvernement

Le tableau 12.10 présente le total de la dette non échue par ordre d'échéance.

TABLEAU 12.10

ÉCHÉANCE DE LA DETTE DU GOUVERNEMENT

	Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Bons du Trésor		Effets et prêts		Bons du Canada		Total	
Échéance	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen	Montant	Taux d'intérêt moyen
	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%	millions de $	%
1988	8,235	11.10	1,240	10.50	76,950	7.87	1,304	12.59	1,045	5.81	88,774	8.25
1989	5,648	9.20	6,852	10.50			653	10.88			13,153	9.96
1990	8,606	11.15	5,613	8.50			1,140	10.37			15,359	10.12
1991	7,236	10.37	5,816	7.75			173	5.13			13,225	9.15
1992	7.255	11.02	7,018	7.75							14,273	9.41
1993/97	31,574	10.88	17,770	7.75			1.827	7.56			51,171	9.67
1998/2002	8,439	11.19									8,439	11.19
2003/07	15,751	11.50									15,751	11.50
2008/12	7,550	10.57									7,550	10.57
	100,294	10.90	44,309	8.35	76,950	7.87	5,097	9.82	1,045	5.81	227,695	9.33
Moins: titres détenus par le gouvernement	22	8.12	858	7.75							880	7.76
	100,272	10.90	43,451	8.36	76,950	7.87	5,097	9.82	1,045	5.81	226,815	9.34

Note: ce tableau comprend la dette non échue émise par le gouvernement du Canada. Les emprunts des sociétés mandataires de la Couronne qui sont des obligations inconditionnelles du gouvernement, mais non comprises dans la dette non échue, sont présentés au tableau 12.11.

État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté

Le tableau 12.11 présente les renseignements exigés en vertu de l'article 40 de la Loi sur l'administration financière. Les opérations d'emprunt comprises dans ce tableau sont: les emprunts par le gouvernement pour fins générales; et les emprunts par les sociétés mandataires de la Couronne lesquels sont comptabilisés comme tels à l'état de l'actif et du passif du gouvernement, sauf si le gouvernement est le prêteur. Les emprunts par les sociétés non mandataires de la Couronne ne sont pas compris parce que de tels emprunts ne sont pas effectués pour le compte de Sa Majesté.

TABLEAU 12.11

ÉTAT DE TOUTES LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT POUR LE COMPTE DE SA MAJESTÉ
(en millions de dollars)

	1er avril 1986	Émissions/ Emprunts	Rembourse-ments	31 mars 1987
Dette non échue du gouvernement du Canada[1]	200,784	220,494	194,463	226,815
Emprunts des sociétés de la Couronne désignées comme mandataires de Sa Majesté[2]	14,623	52,915	51,771	15,767
Total	215,407	273,409	246,234	242,582

[1] On trouvera plus de précisions dans cette section.
[2] On trouvera plus de précisions à la section 8 (tableau 8.7) de ce volume.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1986-87

Autres renseignements relatifs aux états financiers

SOMMAIRE

	Page
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif—	
Fonds en transit	13.2
Caisse	13.2
Immobilisations	13.3
Déficit accumulé	13.3
Autres renseignements—	
Passif éventuel	13.4
Contrats de location-acquisition	13.6
Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne	13.8

AUTRES COMPTES INSCRITS À L'ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Cette section renferme des renseignements concernant les comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, qui ne sont pas compris ailleurs dans ce volume. Ces comptes sont:

—les fonds en transit;
—la caisse;
—les immobilisations; et,
—le déficit accumulé.

Fonds en transit

Le tableau 13.1 présente un sommaire des soldes et des opérations pour les fonds en transit.

TABLEAU 13.1

FONDS EN TRANSIT

					Variation nette	
	1er avril 1986	Crédits	Débits	31 mars 1987	1987	1986
	$	$	$	$	$	$
Fonds détenus par les percepteurs et en transit	1,596,313,103	1,596,313,103	1,379,192,187	**1,379,192,187**	- 217,120,916	- 202,832,576
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours	96,143,963	96,143,963	89,172,972	**89,172,972**	- 6,970,991	12,727,797
Total	1,692,457,066	1,692,457,066	1,468,365,159	**1,468,365,159**	- 224,091,907	- 190,104,779

Fonds détenus par les percepteurs et en transit

Ce compte sert à comptabiliser les deniers publics reçus par des fonctionnaires publics avant le 1er avril, mais qui ne sont pas déposés au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, avant cette date.

Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours

Ce compte enregistre les deniers publics reçus après le 31 mars, qui sont applicables à l'exercice clos à cette date.

Ce compte comprend les remboursements de dépenses de l'exercice écoulé, lesquels ont été effectués avant la fermeture des comptes, ainsi que les rentrées à porter au crédit des comptes d'actif, de passif et (dans des cas exceptionnels) de recettes, lorsque pour des raisons d'ordre et de cohérence, il est préférable de les passer à l'exercice écoulé.

Caisse

La caisse du gouvernement est constituée des deniers publics déposés au 31 mars au crédit du Receveur général du Canada, à la Banque du Canada, dans des banques à charte et dans d'autres établissements financiers.

La caisse du gouvernement dépend non seulement des opérations budgétaires, mais aussi des opérations non budgétaires, de change et de la dette non échue, lesquelles il faut tenir compte lorsqu'on considère l'ensemble des opérations financières du gouvernement.

Le tableau 13.2 présente un sommaire des soldes et des opérations reliés aux dépôts courants et spéciaux du Receveur général.

Les soldes de fin d'exercice libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens correspondants, aux taux de change de fermeture à la fin de l'exercice. Les devises étrangères détenues comprennent des livres sterling du Royaume-Uni, des dollars des États-Unis, des francs belges, suisses et français, des marks de l'Allemagne de l'Ouest, et des yen japonais.

TABLEAU 13.2

CAISSE

					Variation nette	
	1er avril 1986	Rentrées	Déboursés	31 mars 1987	1987	1986
	$	$	$	$	$	$
Receveur général						
Dépôts courants						
Monnaie canadienne	4,565,881,925	360,095,683,032	360,182,968,426	**4,478,596,531**	- 87,285,394	- 1,212,889,485
Devises étrangères	154,133,686	4,110,087,074	4,142,105,215	**122,115,545**	- 32,018,141	105,362,330
Dépôts spéciaux	24,258,012	842,515,883	849,571,915	**17,201,980**	- 7,056,032	- 5,808,848
Total	4,744,273,623	365,048,285,989	365,174,645,556	**4,617,914,056**	- 126,359,567	- 1,113,336,003

Dépôts courants du Receveur général

Les soldes mensuels en monnaie canadienne et en devises étrangères en dépôt pour les cinq derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants:

TABLEAU 13.3

CAISSE DES DÉPÔTS EN MONNAIE CANADIENNE
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars				
	1987	1986	1985	1984	1983
Avril	**3,491**	3,268	3,611	5,483	3,118
Mai	**4,874**	3,989	3,648	6,997	4,855
Juin	**2,951**	2,747	2,716	4,787	5,124
Juillet	**3,190**	2,437	2,710	4,737	3,329
Août	**2,474**	3,634	1,664	3,191	2,126
Septembre	**1,658**	4,527	2,334	2,699	1,664
Octobre	**5,104**	6,449	2,796	3,643	2,879
Novembre	**2,141**	10,566	5,291	8,522	8,483
Décembre	**3,343**	5,599	3,325	7,300	7,476
Janvier	**3,123**	3,953	4,001	6,892	5,516
Février	**4,075**	4,993	5,691	6,460	4,636
Mars	**4,479**	4,566	5,779	6,329	4,193

TABLEAU 13.4

CAISSE DES DÉPÔTS EN DEVISES ÉTRANGÈRES
(convertis en dollars canadiens)
(en millions de dollars)

À la fin du mois	Exercice clos le 31 mars				
	1987	1986	1985	1984	1983
Avril	**73**	30	50	16	42
Mai	**82**	29	34	29	15
Juin	**71**	37	33	35	33
Juillet	**83**	44	46	31	39
Août	**83**	72	44	42	34
Septembre	**63**	72	36	44	24
Octobre	**57**	43	15	42	27
Novembre	**81**	36	27	44	29
Décembre	**105**	90	41	35	48
Janvier	**79**	84	34	22	22
Février	**73**	86	24	15	22
Mars	**122**	154	49	54	28

Dépôts spéciaux du Receveur général

Ces dépôts comprennent les soldes détenus par les agents de trésorerie du gouvernement, pour l'achat ou le remboursement de titres du gouvernement, et pour le paiement d'intérêts.

Immobilisations

Les immobilisations sont constituées d'éléments d'actif corporels et de valeur durable, y compris les agrandissements majeurs ou les modifications afférentes, et sur ces biens sont tirés des revenus pendant leur durée utile.

Les immobilisations du gouvernement, qui comprennent les terrains, bâtiments, matériel et ouvrages (tels que les canaux, les ports et les routes), sont imputées aux dépenses budgétaires lors de leur acquisition ou construction, conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada, telles que décrites à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés (section 2 de ce volume). On reconnaît leur existence à l'état de l'actif et du passif, en les inscrivant à une valeur nominale de $1.

Déficit accumulé

Le compte du déficit accumulé inscrit le total net des déficits et excédents annuels du gouvernement du Canada depuis la Confédération, avec certaines sommes imputées ou créditées directement à ce compte. Le déficit accumulé correspond également à l'excédent du passif comptabilisé sur le total de l'actif financier.

Un état des recettes et dépenses et du déficit accumulé est publié dans la section 2 de ce volume.

Un état comparatif du déficit accumulé, en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, est présenté sur une échelle de cinq exercices comme suit:

TABLEAU 13.5

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ, EN FONCTION DE L'ENSEMBLE DU PASSIF ET DE L'ACTIF FINANCIER
(en millions de dollars)

Au 31 mars	Total du passif	*Moins:* total de l'actif financier	Déficit accumulé	
			Montant	Variation nette
1987	**302,744**	**38,643**	**264,101**	**30,605**
1986	269,286	35,790	233,496	34,404
1985	237,112	38,020	199,092	38,324
1984	199,497	38,729	160,768	32,399
1983	166,203	37,834	128,369	27,816

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Passif éventuel

Un élément de passif éventuel signifie un élément de passif possible qui peut se transformer en un élément de passif réel advenant un ou plusieurs événements futurs.

Le gouvernement du Canada à titre d'entité comptable se définit comme l'ensemble des ministères mentionnés à l'annexe A de la Loi sur l'administration financière; toute division ou direction de la Fonction publique du Canada, y compris toute commission nommée conformément à la Loi sur les enquêtes et désignée par le gouverneur en conseil comme ministère aux fins de la Loi sur l'administration financière; les employés du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement; ainsi que toute société mentionnée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sont exclues de cette définition les sociétés énumérées dans les parties I et II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, et les sociétés de la Couronne qui ne sont pas assujetties à la Loi sur l'administration financière. L'information portant sur le passif éventuel des sociétés de la Couronne apparaît dans le tableau 8.10—«Passif éventuel des sociétés de la Couronne», tandis que les précisions à l'égard des emprunts de celles-ci sont présentées dans les tableaux 8.7 et 8.8—«Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne» et «Emprunts effectués par les sociétés de la Couronne» respectivement. Certaines sociétés de la Couronne administrent également des programmes d'assurance. L'information concernant ces programmes d'assurance apparaît dans le tableau 13.10 de cette section.

Le passif éventuel du gouvernement comporte les garanties formelles par le gouvernement, qui comprennent les emprunts par des entités autres que les sociétés de la Couronne, provenant de sociétés mandataires de la Couronne de même que de celles non mandataires. De telles garanties formelles se composent de programmes de garantie du gouvernement, de garanties formelles par le gouvernement pour des prêts, arrangements financiers et autres éléments de passif possible, de programmes d'assurance du gouvernement et d'autres garanties formelles. Il comporte aussi les pertes possibles résultant de causes en instance et imminentes relatives à des demandes d'indemnités et d'évaluations à l'égard de l'inexécution de contrats, de dommages causés à des personnes et à un bien, et d'éléments connexes. Un montant total pour les causes en instance et imminentes est inscrit dans le tableau suivant. Ce tableau est également résumé dans la note 18 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 de ce volume.

TABLEAU 13.6

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1987

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[1]
	$	$	%
GARANTIES FORMELLES PAR LE GOUVERNEMENT POUR—			
Emprunts effectués par des entités autres que des sociétés de la Couronne—			
De sociétés mandataires—			
Prêts consentis aux Indiens par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole, pour habitations sur les réserves	350,000,000	76,155,273[2]	8.3
Prêts consentis à Nanisivik Mines Limitée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, pour l'aménagement d'une ville à Strathcona Sound, Île de Baffin	4,570,000	1,700,590	
	354,570,000	*77,855,863*	
De sociétés non mandataires[3]—			
Programmes de garantie du gouvernement—			
Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	4,282,466,670	2,195,028,995	4.4
Loi sur les prêts aux petites entreprises	725,143,000[4]	515,120,062	7.2
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	327,247,966[4]	126,187,690	0.6
Loi sur le paiement anticipé des récoltes	400,000,000	107,960,103	0.1
Programme d'expansion des entreprises, Office canadien pour un renouveau industriel et Programme entreprise atlantique	1,135,543,250	18,824,837[5]	20.5
Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	25,945,355[4]	9,773,040	18.6
Loi sur les subventions au développement régional	5,902,000	5,061,000	21.7
Dettes encourues par des transporteurs aériens concernant l'achat des aéronefs DHC-7 et DHC-8 de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited	726,375,000[6]	250,062,710[6]	2.8
Prêts consentis aux Indiens par des prêteurs agréés pour habitations sur les réserves	[7]	221,091,950[2]	0.5
Prêts consentis à des emprunteurs étrangers pour des biens ou services achetés d'exportateurs canadiens	8,000,000[8]	8,000,000	
Développement économique des Indiens	7,344,556	2,805,353[2]	25.0
Prêts pour encourager les activités commerciales des Esquimaux	5,000,000	1,373,956[9]	
	7,648,967,797	*3,461,289,696*	
Autres garanties formelles de prêts—			
Prêts pour la construction d'installations de manutention du charbon et de terminus par Ridley Terminals Inc	230,000,000	198,560,649	
Prêts à Marine Industries Limited pour l'acquisition de biens	40,000,000	40,000,000	
Prêts à Versitile Pacific Shipyards Inc pour l'exploitation de la société	13,000,000	[10]	
Prêts à Curragh Resources Corporation pour l'exploitation de la société	11,475,000	11,475,000	
Prêts pour la réorganisation de Maislin Industries Ltd	11,096,750[6]	11,096,750[6][11]	

TABLEAU 13.6

ÉTAT DU PASSIF ÉVENTUEL
AU 31 MARS 1987—*Fin*

	Limite autorisée (s'il y a lieu)	Passif éventuel	Rapport entre les indemnités nettes et les garanties en vigueur (s'il y a lieu)[1]
	$	$	%
Prêts à l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	2,000,000	112,500	
Prêts pour le financement de Cheticamp Fishermen's Co-operative Society Ltd	360,000	209,093	
	307,931,750	*261,453,992*	
Programmes d'assurance du gouvernement—			
Assurance en prévision des accidents aux installations nucléaires en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire[12]	675,000,000	641,068,858	
Comptes administrés par la Société pour l'expansion des exportations au nom du gouvernement—Assurances et garanties connexes	7,000,000,000[13]	369,000,000	
Assurance aux termes du régime d'assurance des bateaux de pêche[14]	11,081,735	429,860,000	
	7,686,081,735	*1,439,928,858*	
Autres garanties formelles—			
Garanties en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	262,813,557	262,813,557	[15]
Garanties en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	78,037,982	78,037,982	
Garanties en prévision de dommages ou de pertes qui peuvent être occasionnés par la location d'un avion	638,346[16]	638,346	
	341,489,885	*341,489,885*	
Total des garanties formelles	16,339,041,167	5,582,018,294	
CAUSES EN INSTANCE ET IMMINENTES		2,640,348,476[6][17]	
Total[18]		8,222,366,770	

[1] Représente le rapport au cours des cinq derniers exercices entre la moyenne des indemnités nettes et la moyenne des garanties en cours pour la même période, calculé au 31 mars 1987. Dans les cas où les données à l'origine ne sont pas facilement disponibles, les prévisions ministérielles ont été utilisées.

[2] Comprend des engagements de garanties concernant les prêts suivants à être effectués: aux Indiens pour habitations sur les réserves, $51,658,383—pour le développement économique des Indiens, $414,579. Aucun prêt n'avait été consenti en raison de ces montants au 31 mars 1987.

[3] Le ministre des Finances a émis des lettres d'accord présumé à la Banque du Canada en ce qui concerne des fonds avancés ou des garanties de prêts effectués par la Banque du Canada envers la Banque des règlements internationaux (BRI). Les lettres se rapportent à une facilité de crédit de soutien établie par la BRI en faveur du Fonds monétaire international (FMI) et une opération de financement complémentaire à court terme en faveur de l'Argentine. Le passif éventuel et le risque actuel du gouvernement pour le compte du FMI au 31 mars 1987 se sont élevés à 171.6 millions de Droits de tirage spéciaux ($220,600,000 É-U) et à $30,000,000 É-U envers l'Argentine.

[4] La Loi limite la somme maximum de la garantie pour prêts effectués par des prêteurs admissibles sur différentes périodes de prêts. La somme maximum de la garantie accordée à chaque prêteur est énoncée, d'après la Loi, comme étant un pourcentage du total des prêts consentis aux emprunteurs autorisés, et varie selon la valeur totale des prêts effectués par chaque prêteur. Les limites autorisées pour des périodes de prêts données sont comprises dans le chiffre divulgué jusqu'à ce que tous les prêts approuvés et consentis par les prêteurs admissibles dans la période donnée, soient réglés. Ces limites ne sont pas redressées par les remboursements de prêts ni par les paiements effectués par le gouvernement pour les montants garantis en souffrance.

[5] Comprend un montant de $1,786,474 imputable à l'Office canadien pour un renouveau industriel et de $2,930,800 au Programme entreprise atlantique.

[6] Montant libellé entièrement ou partiellement en devises étrangères et converti au cours du change en vigueur à la date de comptabilisation.

[7] La limite autorisée sur les prêts garantis pour habitations sur les réserves s'élève à $350,000,000 (voir ci-haut) pour les prêts effectués par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société du crédit agricole et par d'autres prêteurs agréés.

[8] La Loi sur l'expansion des exportations (LEE) autorise la Société pour l'expansion des exportations (SEE) à effectuer des prêts et des engagements divers à des emprunteurs étrangers au nom du gouvernement du Canada jusqu'à une limite maximale de $6 millards, après déduction des remboursements. Cette limite comprend les prêts en circulation effectués par d'autres prêteurs lesquels bénéficient d'un recours auprès de la SEE advenant un défaut par l'emprunteur. Par conséquent, la limite autorisée pour les prêteurs ayant recours dans les prêts à recevoir équivaudra au montant actuel du passif éventuel rapporté conformément aux exigences de la LEE.

[9] Comprend des engagements de garanties concernant les prêts non encore émis par l'emprunteur s'élevant à $12,000 au 31 mars 1987.

[10] Le contrat de l'emprunt n'avait pas été signé au 31 mars 1987 mais l'autorisation pour l'emprunt avait été obtenue.

[11] Maislin Industries Ltd a été placée sous séquestre le 11 juillet 1983 et a déclaré faillite le 19 octobre 1983. À la date de comptabilisation, le gouvernement a effectué des versements provisoires totalisant $18,500,000 É-U aux créanciers en vertu d'une garantie au montant de $27,000,000 É-U. On anticipe que le gouvernement devra effectuer un paiement final de $7,000,000 É-U pour régler les obligations restantes aux créanciers lors du règlement de certaines émissions au tribunal des faillites des États-Unis.

[12] Il n'y a eu aucune réclamation en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire depuis sa mise en vigueur en 1970. La Loi couvre 15 installations nucléaires canadiennes, dont 9 sont actives, au 31 mars 1987.

[13] La Loi sur l'expansion des exportations précise que la SEE peut conclure des contrats d'assurance, de réassurance, de garanties connexes et d'autres accords jusqu'à un maximum de $7 milliards, ce qui représente la limite autorisée.

[14] Le régime d'assurance des bateaux de pêche est administré par le gouvernement afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes en capital anormales. Un compte à fins déterminées est crédité de toutes les sommes encaissées à titre de primes et de recouvrements, ainsi que des avances au fonds par le gouvernement, de telles avances ne devant pas dépasser en tout temps $150,000. Le fonds est débité de remboursements de primes et du règlement des réclamations de dommages-intérêts envers des tiers pour collision, lorsque la collision met en cause un bateau assuré aux termes du régime. Au 31 mars 1987, la valeur déclarée des bateaux aux termes du régime se chiffrait à $429,860,000; le solde du fonds était de $10,931,735 et les réclamations non réglées au titre du fonds se sont élevées à $1,050,000.

[15] Moins de 0.1%.

[16] La Loi sur la production de défense permet au ministre d'Approvisionnements et Services Canada d'acheter ou autrement acquérir des approvisionnements de défense jusqu'à concurrence de $100 millions en excès des rentrées portées au crédit du Fonds renouvelable de la production de la défense, à moins qu'il ne soit autrement autorisé par le Parlement. Par conséquent, la limite autorisée de cet élément équivaudra au montant actuel du passif éventuel rapporté conformément au total des engagements autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense jusqu'à la limite totale approuvée.

[17] Comprend $1.7 milliard reliés aux engagements envers les autochtones par suite de statuts et traités. Ce montant représente les revendications des plaignants dans 46 causes en litige. Il y a 96 autres causes et règlements de revendications concernant les terrains pour les autochtones qui sont présentement sujets à négociation, et pour lesquels des montants ne sont pas énoncés dans les revendications; il est impossible de déterminer les montants qui pourraient être à payer en fin de compte.

[18] Gains éventuels. Un gain éventuel est un gain potentiel ou un recouvrement possible pouvant se matérialiser advenant un ou plusieurs événements futurs. Deux ministères ont déclaré des gains éventuels au 31 mars 1987 mais aucun montant estimable n'a pu être déterminé.

Contrats de location-acquisition

Le tableau 13.7 fournit des précisions concernant les engagements selon les contrats de location-acquisition, lesquels sont résumés dans la note 16 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 de ce volume. Un contrat de location-acquisition est un bail qui, du point de vue du gouvernement, transfère pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété d'un bien à celui-ci. Le tableau 13.8 présente les engagements selon les contrats de location-acquisition par ordre d'échéance. Au tableau 13.9 figure des précisions à l'égard des options d'achat exercées au cours de l'exercice.

TABLEAU 13.7

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION
(en milliers de dollars)

						Soldes au 31 mars 1987			
Identification par le département et l'organisme du contrat de location-acquisition	Date d'entrée en vigueur	Durée du bail en années	Juste valeur du bien loué à la date d'entrée en vigueur du bail	Total des versements estimatifs minimums en vertu de baux pour la pleine durée (non compris les frais accessoires)	Taux d'intérêt implicite (%)	Total des versements estimatifs minimums exigibles en vertu de baux	*Moins:* intérêts implicites, utilisant le taux d'intérêt implicite	*Moins:* frais accessoires	Engagements nets en vertu de contrats de location-acquisition
Communications									
Ordinateur Cyber (a)	9 sept 1985	4	880	1,083	8.7	656	89		567
Ordinateur Cyber (b)	2 févr 1985	4	1,458	1,906	10.5	1,434	270		1,164
			2,338	2,989		2,090	359		1,731
Emploi et Immigration									
Équipement sur le traitement électronique des données, Phase IV	12 oct 1982	5	2,069	3,387	18.0	629	81		548
Énergie, Mines et Ressources									
Équipement de bureau sur le traitement électronique des données	1er oct 1985	5.4	758	1,038	7.9	849	150		699
Système du centre des sciences	1er oct 1986	3	515	651	12.0	555	104		451
HP 3000 (a)	1er mai 1984	5	401	549	11.0	301	58		243
Système informatique Resource	1er avr 1984	5	348	398	4.7	177	13		164
			2,022	2,636		1,882	325		1,557
Pêches et Océans									
HP 3000—Halifax	31 janv 1985	5	470	686	13.4	409	90		319
Affaires indiennes et Nord canadien									
Ordinateurs Hewlett Packard	1er juill 1986	4.75	5,319	6,699	8.5	6,083	1,052		5,031
Revenu national									
Équipement sur le traitement électronique des données	1er janv 1986	3	590	842	18.5	537	119		418
Travaux publics									
Charlottetown, Immeuble DAC	1er avr 1984	35	15,600	78,365	14.2(2)	71,648	56,122		15,526
Complexe Guy Favreau, Montréal	1er déc 1983	35	87,600	422,950	12.7(2)	385,524	298,361		87,163
240 rue Sparks, Immeuble CD Howe	1er janv 1979	35	63,703	213,500	9.1(2)	163,175	102,792		60,383
L'Esplanade Laurier, Ottawa	1er juill 1975	35	60,374	222,715	9.4(2)	153,989	97,196		56,793
Place du Centre, Hull	1er déc 1977	30	26,201	96,600	11.2(2)	68,413	43,700		24,713
Terrasses de la Chaudière, Hull	1er juill 1977	35	146,084	564,230	9.7(2)	422,094	281,479		140,615
Cornwall, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	9,600	49,420	14.6(2)	46,125	36,556		9,569
Scarborough, Édifice fédéral	1er déc 1984	35	38,900	191,965	13.2(2)	179,834	141,061		38,773
Chatham, Édifice fédéral	1er juin 1985	35	4,940	20,783	11.8(2)	19,695	14,778		4,917
			453,002(1)	1,860,528		1,510,497	1,072,045		438,452
Expansion industrielle régionale									
Micro-ordinateurs	1er janv 1986	4.9	1,826	2,270	8.0	1,830	298		1,532
Secrétariat d'État									
Équipement sur le traitement électronique des données	1er mars 1985	3	354	448	12.7	137	15		122
Équipement sur le traitement électronique des données	1er janv 1984	4.25	729	1,093	17.5	258	38		220
			1,083	1,541		395	53		342
Total			468,719	1,881,578		1,524,352	1,074,422		449,930

(1) Juste valeur estimative.
(2) Le taux de financement du locateur/locataire, conformément au contrat de location, peut changer durant la durée du bail.

TABLEAU 13.8

ENGAGEMENTS SELON LES CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION PAR ORDRE D'ÉCHÉANCE
(en milliers de dollars)

	Paiements exigibles en											
Département et organisme	1988	1989	1990	1991	1992	1993 à 1997	1998 à 2002	2003 à 2007	2008 à 2012	2013 à 2017	2018 à 2022	Total
Communications												
Solde des paiements	674	674	742									2,090
Intérêts implicites	172	129	58									359
Engagements nets	502	545	684									1,731
Emploi et Immigration												
Solde des paiements	629											629
Intérêts implicites	81											81
Engagements nets	548											548
Énergie, Mines et Ressources												
Solde des paiements	599	597	429	257								1,882
Intérêts implicites	145	101	60	19								325
Engagements nets	454	496	369	238								1,557
Pêches et Océans												
Solde des paiements	128	128	153									409
Intérêts implicites	43	31	16									90
Engagements nets	85	97	137									319
Affaires indiennes et Nord canadien												
Solde des paiements	1,640	1,653	1,653	1,137								6,083
Intérêts implicites	427	325	212	88								1,052
Engagements nets	1,213	1,328	1,441	1,049								5,031
Revenu national												
Solde des paiements	243	294										537
Intérêts implicites	85	34										119
Engagements nets	158	260										418
Travaux publics												
Solde des paiements	50,219	50,219	50,219	50,219	50,219	251,095	251,095	251,095	251,772	171,679	82,666	1,510,497
Intérêts implicites	47,655	47,398	47,113	46,802	46,456	225,725	209,877	183,678	137,594	64,027	15,720	1,072,045
Engagements nets	2,564	2,821	3,106	3,417	3,763	25,370	41,218	67,417	114,178	107,652	66,946	438,452
Expansion industrielle régionale												
Solde des paiements	501	501	501	327								1,830
Intérêts implicites	123	92	59	24								298
Engagements nets	378	409	442	303								1,532
Secrétariat d'État												
Solde des paiements	395											395
Intérêts implicites	53											53
Engagements nets	342											342
Sommaire												
Solde des paiements	55,028	54,066	53,697	51,940	50,219	251,095	251,095	251,095	251,772	171,679	82,666	1,524,352
Intérêts implicites	48,784	48,110	47,518	46,933	46,456	225,725	209,877	183,678	137,594	64,027	15,720	1,074,422
Engagements nets	6,244	5,956	6,179	5,007	3,763	25,370	41,218	67,417	114,178	107,652	66,946	449,930

TABLEAU 13.9

CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION—OPTIONS D'ACHAT EXERCÉES AU COURS DE L'EXERCICE
(en milliers de dollars)

	Plan original en vertu du bail					Valeurs lorsqu'il y a option d'achat exercée				
Identification par le département et l'organisme des contrats de location-acquisition	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris les options finales d'achat	Intérêts implicites	Frais accessoires	Engagements nets	Total des paiements minimums exigibles en vertu d'un bail, y compris l'option d'achat exercée	Intérêts implicites	Paiements minimums nets exigibles en vertu d'un bail	Frais accessoires	Options d'achat exercées	Valeur marchande ou valeur estimative du bien acheté
Emploi et Immigration										
Micros Phase IV	928	346		582	787	226	158		403	S/O
Énergie, Mines et Ressources										
Unité de traitement Vax	880	410		470	700	287	177		236	S/O
Total	1,808	756		1,052	1,487	513	335		639	

S/O—Sans objet.

Programmes d'assurance des sociétés mandataires de la Couronne

À présent, trois sociétés de la Couronne administrent des programmes d'assurance en tant que mandataires de Sa Majesté. Un programme d'assurance est un programme par lequel un assuré (un tiers) verse des frais d'assurance qui sont alors crédités à un fonds d'assurance ou une provision administrés par la société. Le montant à verser comme frais est basé sur le montant prévu nécessaire pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation au titre du fonds d'assurance ou de la provision. Les programmes d'assurance administrés par les corporations privées tels que l'assurance collective des employés, les régimes dentaires, etc., sont exclus de cette définition.

Les programmes d'assurance sont conçus de façon à opérer sur une base autosuffisante, mais depuis quelques années, le gouvernement a fourni des prêts ou d'autre financement à ces sociétés pour satisfaire à leurs demandes d'indemnisation.

Des renseignements non vérifiés apparaissent dans le tableau 13.10 puisque les sociétés ont des exercices financiers autres que le 31 mars 1987. On peut retrouver les états financiers de ces sociétés dans le volume III des Comptes publics.

Un signe moins «-» dans le tableau 13.10 indique un déficit dans le fonds, un recouvrement ou un redressement des dépenses, ou une diminution ou perte au cours de l'exercice.

TABLEAU 13.10

SOMMAIRE DES PROGRAMMES D'ASSURANCE DES SOCIÉTÉS MANDATAIRES DE LA COURONNE AU 31 MARS 1987
(en millions de dollars)

	Société d'assurance-dépôts du Canada[1]		Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]						Société pour l'expansion des exportations[3]	
			Fonds d'assurance hypothécaire		Fonds de prêts pour l'amélioration des maisons		Fonds de garantie de loyer			
	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86
Assurance en vigueur à la date de déclaration	200,277	183,719	40,299	38,413	1	1	S/O	S/O	2,644	2,519
Solde d'ouverture du Fonds	- 1,259	- 827	- 472	- 812	1	8	11	27	32	24
Recettes pour l'exercice—										
Primes	217	58	114	92				1	8	6
Revenu de placement	3	3	17	11						
Crédits				248						
Autres recettes	5									
Recettes totales	225	61	131	351	(4)	(4)	(4)	1	8	6
Dépenses pour l'exercice—										
Pertes sur indemnités	145	420	41	- 32				- 2	6	- 2
Intérêts sur prêts	82	56								
Administration	8	17	36	43						
Fonds retournés au gouvernement						7		19		
Dépenses totales	235	493	77	11		7	(4)	17	6	- 2
Revenus nets/pertes nettes (-) pour l'exercice	- 10	- 432	54	340		- 7		- 16	2	8
Solde de clôture du Fonds	- 1,269	- 1,259	- 418	- 472	1	1	11	11	34	32
Montants nets des indemnités pour l'exercice[5]	107	854	- 26	170	(4)	(4)			2	3
Moyenne des montants nets des indemnités payées pour les cinq derniers exercices	192	229	67	77	(4)	(4)			6	6

S/O—Sans objet.

(1) La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) fournit une assurance, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant et par institution, sur les dépôts faits auprès des banques et compagnies de prêts et de fiducies membres. Depuis quelques années, les primes versées par les institutions membres n'étaient pas suffisantes pour satisfaire à toutes les demandes d'indemnisation faites auprès de la SADC aux termes du régime d'assurance. Ce déficit a été comblé en partie par des prêts du gouvernement de $1,203 millions au 31 mars 1987 ($935 millions au 31 mars 1986). Tout dernièrement, la Loi sur la SADC a été modifiée pour augmenter les primes versées par les institutions membres de 1/30 de 1% à 1/6 de 1% des dépôts assurés. De plus, le gouvernement continue d'examiner d'autres alternatives afin de permettre à la SADC d'éliminer avec le temps son déficit sans une aide budgétaire du gouvernement. Puisqu'il n'y a pas lieu de croire autrement, aucune provision n'a été établie dans les comptes du Canada pour les pertes subies par la SADC.

(2) La Société canadienne d'hypothèques et de logement administre trois fonds desquels seulement le Fonds d'assurance hypothécaire (FAH) est actif. Le FAH fournit de l'assurance, à titre onéreux, aux institutions de crédit du secteur privé afin de couvrir les prêts hypothécaires concernant le logement canadien. Tout en mettant en place un système par lequel les institutions privées peuvent accorder des prêts hypothécaires en toute confiance, le Fonds permet également qu'un approvisionnement continu de fonds hypothécaires soit disponible à moindre risque aux prêteurs et que le commerce secondaire d'hypothèques soit favorisé, tout ceci pour rendre le logement plus accessible aux Canadiens.

Quoique le solde du Fonds est présentement insuffisant pour satisfaire à toutes les demandes futures d'indemnisation à l'égard des affaires en vigueur, une étude actuarielle en 1985 sur le FAH indique que les activités entreprises depuis le mois de février 1985 sont comptabilisées sur une base de point mort. L'insuffisance actuarielle (soit de $454.3 millions au 30 septembre 1986) sera reflétée dans les comptes du gouvernement dans la mesure où un financement supplémentaire de cette insuffisance à même les crédits parlementaires soit nécessaire.

(3) La Société pour l'expansion des exportations (SEE) fournit de l'assurance aux entreprises canadiennes sur les investissements étrangers et sur les exportations afin de faciliter et de développer le commerce de l'exportation. Le fonds d'assurance a été suffisant afin de pourvoir pour le coût global des réclamations à date et pour établir une provision pour des réclamations futures basées sur l'expérience passée.

(4) Moins de $500,000.

(5) Se rapporte à l'écart entre les réclamations et les montants recouvrés sur les ventes de biens connexes et d'autres recouvrements.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1986-87

Index

INDEX

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Accord auxiliaire territorial de mise en valeur des ressources humaines, **9**•22, **9**•27
Accord de 1924 sur les terres de l'Ontario, **9**•11, **9**•17
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, **8**•39
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes, **8**•28, **8**•32
Actif, **2**•12
Actif et du passif, État de l', **2**•8
Actif et du passif, évaluation de l', **2**•12
Actif financier, **2**•8
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, **8**•9, **8**•17, **8**•21, **8**•23, **9**•9
Administration de pilotage de l'Atlantique, **8**•20, **8**•22
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, **8**•21, **8**•23
Administration de pilotage des Laurentides, **8**•21, **8**•23
Administration de pilotage du Pacifique, L', **8**•21, **8**•23
Administration du pont du port de Saint John (N-B), **8**•9, **8**•12, **8**•47, **8**•51
Administrations provinciales et territoriales
  prêts, dotations en capital et avances, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•28
Aéroport de Cartierville, Compte de l', **9**•23, **9**•28
Agence internationale de l'énergie atomique, **8**•39
Aide au développement international, **8**•34, **8**•35
  prêts et souscriptions, **2**•15
Aide financière aux sociétés de la Couronne provenant de crédits budgétaires, **8**•27
Air Canada, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•8, **8**•10
Alberta, province de l'
  prêts, dotations en capital et avances, **8**•30
Analyse des redressements d'insuffisances actuarielles pour 1986-87, **9**•5
Anciens combattants
  fonds de fiducie de l'administration et du bien-être, **9**•12, **9**•19
  Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux, **9**•12
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, **8**•28, **8**•32
Arsenaux canadiens Limitée, Les, **8**•9, **8**•12
Association internationale de développement, **8**•39, **8**•41
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa, **8**•47, **8**•51
Associations et organismes internationaux, **8**•39, **8**•42
Associés Mingan, Ltée, Les, **8**•9, **8**•15
Assurance-chômage
  Compte d', **6**•8, **7**•2
  cotisations et contributions d', **2**•7, **4**•4, **4**•6
  mandats d', **10**•3
Autorisation pour les dépenses concernant les opérations, **2**•12
Autorisations parlementaires de dépenser, **5**•2
Autorisations parlementaires disponibles, **5**•3
Autorisations pour les opérations, **2**•12
Autorisations pour les prêts, dotations en capital et avances, **2**•13
Autres comptes à fins déterminées, **2**•9, **6**•8, **9**•2, **9**•21
Autres comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, **13**•2
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF, **10**
Autres éléments de passif, **1**•9, **2**•9
  divers, **2**•9, **10**•2, **10**•4
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ÉTATS FINANCIERS, **13**
Autres sociétés de la Couronne, prêts, dotations en capital et avances, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•8

B

Bande des Chippewa de Kettlepoint, **8**•48, **8**•52
Banque africaine de développement, **8**•39, **8**•41
Banque asiatique de développement, **8**•39, **8**•41
Banque centraméricaine d'intégration économique, **8**•42
Banque Commerciale du Canada, **8**•47, **8**•48, **8**•51, **8**•55
Banque de développement des Caraïbes, **8**•39, **8**•41
  fonds de développement agricole, **8**•42
  régionale des Caraïbes du Commonwealth, **8**•42
  (Spécial), **8**•42
Banque du Canada, **4**•4, **4**•7, **8**•9, **8**•11
Banque fédérale de développement, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•4, **8**•5
Banque interaméricaine de développement, **8**•39, **8**•41
  Fonds des opérations spéciales, **8**•42
Banque internationale pour la reconstruction et le développement, (Banque mondiale), **8**•39, **8**•41
Besoins financiers, **1**•4
  non compris les opérations de change, **2**•6
Bibliothèque nationale, Compte spécial de fonctionnement, **9**•10, **9**•14
Biens culturels, **8**•47, **8**•49
Bons du Canada, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•10, **12**•11, **12**•12
  émissions et remboursements, **12**•10
Bons du Trésor, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•8, **12**•11, **12**•12
  émissions et remboursements de, **12**•9
  en adjudication, rendement moyen des, **12**•11
Bourses d'études Farquharson, **9**•11, **9**•18
Bourses méritoires—Diplômés de l'Académie Sir William Stephenson, **9**•12, **9**•18
Bourses scolaires—Académie Sir William Stephenson, **9**•12, **9**•18
British Yukon Railway Company, **8**•48, **8**•52
BUDGETS DES DÉPENSES ET CRÉDITS, **5**
Bureau des services techniques de Sheridan Park, **8**•8, **8**•11
Burgeo Leasing Limited, **8**•48, **8**•53

C

Caisse, **1**•9, **2**•8, **4**•7, **13**•2
  des dépôts en devises étrangères, **13**•3
  des dépôts en monnaie canadienne, **13**•3
  en fin d'exercice, **1**•6, **1**•11, **2**•6
  intérêts de dépôts bancaires, **4**•7
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
  avances à la, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•42
Caisse de pension de la Gendarmerie royale du Canada (personnes à charge), **9**•30
Canadair Limitée, **8**•8, **8**•48, **8**•54, **9**•9, **9**•13
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd, **8**•9, **8**•13, **9**•12, **9**•19
Canagrex, **8**•20, **8**•22
Canertech Inc, **8**•20, **8**•23
Catégories d'opérations financières, **2**•11
Cautionnements des candidats aux élections, **9**•10, **9**•14
Cautionnements pour frais, **9**•9, **9**•14
Centre de recherches pour le développement international, **8**•21, **8**•23
Centre international d'exploitation des océans, **8**•21, **8**•23
Centres de services agricoles, **8**•30, **8**•33
Chemins de fer nationaux du Canada, *Voir* Compagnie des et Réseau des
Chèques de comptes d'avance fixe, **10**•3
Chèques en circulation, **10**•3

C—*Suite*

Chèques et mandats en circulation, 2•9, 10•2, 10•3
Chine, 8•34, 8•35
Coast Ferries Limited, 8•48, 8•55
Colombie-Britannique, province de la
prêts, dotations en capital et avances, 8•30
Commissaires du port de Hamilton, 8•48, 8•55
Commission canadienne du blé, 8•20, 8•22
Commission canadienne du lait, 4•7, 8•9, 8•13, 8•20, 8•22
compte de la, 9•9, 9•13
Commission d'énergie du Nord canadien, 4•7, 8•9, 8•15
avances, 8•9, 8•15
fonds de roulement, 8•9, 8•16
prêts, 8•9, 8•15
Commission de la Capitale nationale, 8•9, 8•15
Commission des champs de bataille nationaux, 9•10, 9•15
Commission des pêches des Grands Lacs—Lutte contre la lamproie, 9•11, 9•16
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 8•48, 8•56
Commission du port de Port Alberni, 8•48, 8•56
Commission du port de Thunder Bay, 8•48, 8•56
Commissions provinciales des accidents du travail, 8•48, 8•53
Compagnie de navigation Canarctic Limitée, 8•44
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, 2•8, 4•7, 8•3, 8•8, 8•10
capital-actions, 8•8, 8•10
chemins de fer du gouvernement canadien—
Fonds de roulement, 8•8, 8•10
prêt consolidé, 8•8, 8•10
Compagnies d'assurance
intérêts sur obligations, 9•23, 9•28
Compte d'accroissement du taux de propriété canadienne, 7•2, 7•3
Compte d'assurance-chômage, 6•8, 7•2
états financiers vérifiés, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada en ce qui concerne le, 7•5
opérations du, 7•3
prêts portant intérêt, 7•2
Compte d'attente, justes salaires, 9•11, 9•17
Compte d'attente, Normes du travail, 9•11, 9•17
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens, 9•11, 9•17
Compte de capital Harbourfront, 9•10, 9•14
Compte de dépôt
Consommation et Corporations, 9•22, 9•26
Compte de fiducie de Mackenzie King, 9•10, 9•15
Compte de la Fondation du Canada, 9•10, 9•15
Compte de partage du revenu provenant des redevances d'exportation sur le pétrole, 7•2, 7•3, 9•22, 9•27
Compte de pension de retraite
de la Fonction publique, 9•5, 9•6
de la Gendarmerie royale du Canada, 9•5, 9•6, 9•7
des Forces canadiennes, 9•5, 9•6
Compte de pension pour les agents des rentes, 9•21, 9•25
Compte de pensions du personnel engagé sur place—Cotisant, 9•21, 9•26
Compte de prestations de décès
de la Fonction publique, 9•21, 9•24
des forces régulières, 9•21, 9•24
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement, 9•21, 9•25
Compte de prestations de retraite supplémentaires, 9•5, 9•6, 9•7, 9•8
Compte de prêts pour la production de défense, 8•48, 8•55
Compte de réassurance de la responsabilité nucléaire, 9•21, 9•23
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, 6•8, 7•2, 7•3
Compte des accords de perception fiscale avec les provinces, 2•9, 9•2, 9•20
Compte des rentes sur l'État, 2•9, 6•8, 9•2, 9•8, 9•34

C—*Fin*

Compte du fonds des changes, 4•4, 4•7
états financiers vérifiés, 11•4
Compte du régime de pensions du Canada, 2•9, 6•8, 9•2, 9•3, 9•4, 9•30
Compte supplémentaire de l'assurance-maladie, 9•21, 9•24
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES, 9
Comptes à fins déterminées, 1•9, 1•10, 2•6, 2•9, 6•8
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS, 7
Comptes à fins déterminées consolidés, 6•8, 7•2
Comptes d'assurance et de prestations de décès, 9•21
Comptes d'attente, 10•4
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés, 8•47, 8•49
Comptes débiteurs, 2•20
Comptes d'épargne des Indiens, 9•9, 9•14
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, 11
Comptes d'opérations de change, 1•9, 2•8, 4•7
Comptes de banque en fiducie des recettes des agences indiennes, 9•11, 9•16
Comptes de dépôt et de fiducie, 2•9, 6•8, 9•2, 9•8, 9•9
Comptes de fiducie
gérés, 9•12, 9•19
soins des anciens combattants, 9•12, 9•19
Comptes de pension de retraite, 1•12, 2•9, 2•17, 6•8, 9•2, 9•4, 9•5
Comptes de stabilisation des produits agricoles, 6•8, 7•2, 7•4
Comptes de succession des Indiens, 9•11, 9•17
Comptes inscrits à l'état de l'actif et du passif, 13•2
Comptes spéciaux des Indiens, 9•11, 9•17
Conseil canadien des normes, 8•21, 8•23
Conseil de coopération douanière, 8•39
Conseil de recherches en sciences humaines, fonds de fiducie, 9•23, 9•28
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
fonds de fiducie, 9•12, 9•18
fonds de fiducie pour dons, 9•12, 9•18
Conseil des Arts du Canada, 8•20, 8•22
Conseil des Indiens du Yukon, 8•48, 8•52
Conseil international de l'étain, 8•39, 8•42
Conseil national de recherches
fonds de fiducie, 9•23, 9•28
fonds spécial, 9•23, 9•28
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples, 8•47, 8•49
Construction de défense (1951) Limitée, 8•21, 8•23
Contrats de location-acquisition, 13•6
Options d'achat exercées au cours de l'exercice, 13•8
Contributions des Indiens au programme de logement subventionné, 9•9, 9•13
Convention internationale sur le caoutchouc naturel, 8•39, 8•42
Conventions comptables importantes, 2•11
Conversion des opérations de change, 2•12
Corporation commerciale canadienne, 8•9, 8•13, 9•9
Corporation de développement des investissements du Canada, 2•8, 8•3, 8•8, 8•10
Corporation de développement du Canada, 8•44, 9•10, 9•14
Corporation de la ville de Montréal, 8•48, 8•55
Corporation du Centre national des Arts, 8•21, 8•23
Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée, La, 8•21, 8•23
Corporation Place du Havre Canada, 8•20, 8•22
Cotisations et contributions d'assurance-chômage, 2•7, 4•4, 4•6
Cour fédérale
compte spécial de la, 9•11, 9•17
versements anticipés, 9•22, 9•27
Crédit d'impôt pour enfants, 2•13
Créditeurs, 2•9, 10•2, 10•3

D

Déficit, 2•6
accumulé, 1•9, 2•7, 2•8, 2•14, 13•3
en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, 13•3
Facteurs influençant le, 1•3
Déficit et dette nette, 1•2
DÉPENSES BUDGÉTAIRES, 6
Dépenses (budgétaires), 1•4, 1•8, 1•15, 2•6, 2•7, 2•11, 6•2
imputées sur les crédits statutaires, 6•9, 6•10
par article courant, 2•13
par enveloppe, 2•7, 6•2
par enveloppe et par source, 6•2
Dépenses imputées sur les crédits statutaires, 6•9, 6•10
Dépôt des fonds excédentaires pour achats militaires, 9•23, 9•28
Dépôts à l'égard de projets divers
Agriculture, 9•22, 9•26
Énergie, Mines et Ressources, 9•22, 9•27
Environnement, 9•22, 9•27
Pêches et Océans, 9•22, 9•27
Dépôts de garantie d'entrepreneurs, 9•10, 9•14
Dépôts de soumission, Compte pour, 9•10, 9•14
Dépôts en garantie
Affaires indiennes et Nord canadien, 9•9, 9•13
ressources des réserves, 9•9, 9•13
troupeaux prêtés aux Indiens, 9•9, 9•13
Agence canadienne de développement international, 9•22, 9•27
Agriculture, 9•9, 9•13
Douanes et Accise, 9•9, 9•14
Énergie, Mines et Ressources—Pétrole et gaz, 9•9, 9•13
Environnement, 9•9, 9•13
Pêches et Océans, 9•9, 9•13
Dépôts et fiducie *Voir* Comptes de dépôts et de fiducie
Dépôts temporaires reçus des importateurs, 9•9, 9•14
Détails des dépenses par enveloppe, 6•4
Dette échue, 10•2, 10•3
DETTE NON ÉCHUE, 12
Dette non échue, 1•9, 2•18
à payer en devises étrangères, 2•9, 6•8, 12•2
à payer en monnaie canadienne, 2•9, 6•8, 12•2
au 31 mars, de 1983 à 1987, et taux d'intérêt moyen en vigueur, 12•11
détenue par le gouvernement, 2•9, 4•7, 12•2
du gouvernement du Canada, 12•12
opérations de la, 2•6
Dette publique, 2•7
service de la, 6•8
Divers prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 4•7, 8•3, 8•47
Diverses avances comptables, 8•47, 8•49
caisse à montant fixe et avances permanentes, 8•47, 8•49
Dividendes non réclamés et avoirs non répartis
Loi sur la faillite, 9•10, 9•15
Loi sur les corporations commerciales canadiennes, 9•10, 9•15
Loi sur les liquidations, 9•10, 9•15
Dons aux fins de recherches, 9•11, 9•18
Droits d'accise, 4•4, 4•6
Droits de douane à l'importation, 2•7, 4•4, 4•6
Droits de tirage spéciaux, Allocations de, 2•8, 11•2, 11•3

E

Échéance de la dette du gouvernement, 12•12
Échéance des emprunts des sociétés de la Couronne, 8•25
Effets à payer
Fonds monétaire international, 2•8, 11•2, 11•3

E—*Suite*

institutions financières internationales, 8•39
organismes internationaux, 2•8, 8•3, 8•39
Effets et prêts, 12•9, 12•10, 12•11, 12•12
à payer en devises étrangères, 2•9, 6•8, 12•2, 12•10
à payer en monnaie canadienne, 6•8, 12•2, 12•10
Eldorado Mining and Refining Limited—Capital-actions non présenté, 10•4
Eldorado Nucléaire Limitée, 8•8, 8•10
Emploi d'été—Programme d'expérience de travail, 9•22, 9•26
Employés affectés au Canada, 8•47, 8•49
Employés en mission à l'étranger, 8•47, 8•49
Emprunts à être probablement remboursés par ces sociétés de la Couronne, 2•9, 10•2
Emprunts à être probablement remboursés par les sociétés mandataires de la Couronne, déclarés à l'état de l'actif et du passif, 8•24
Emprunts des sociétés de la Couronne désignées comme mandataires de Sa Majesté, 12•12
Emprunts des sociétés mandataires de la Couronne, 2•9, 2•17, 10•2
Emprunts effectués par les sociétés de la Couronne, 8•25
Emprunts effectués par les sociétés mandataires de la Couronne, 8•24
Énergie atomique du Canada, Limitée, 2•8, 4•7, 8•3, 8•8, 8•11
bureau des services techniques de Sheridan Park, 8•8, 8•11
capital-actions, 8•8, 8•11
capital d'apport, 8•8, 8•11
centrale nucléaire de Gentilly II, 8•8, 8•11
centrale nucléaire de Lepreau, 8•8, 8•11
division des produits commerciaux, 8•8, 8•11
habitation, 8•8, 8•11,
stock d'eau lourde, 8•8, 8•11
usine d'eau lourde de Bruce, 8•8, 8•11
Engagements selon les contrats de location-acquisition, 2•20, 13•6
par ordre d'échéance, 13•7
Entente-cadre sur le plan de développement, 8•29, 8•33
Entreprises de traitement de poissons de fond, 8•47, 8•51
Entreprises mixtes et en coparticipation
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 4•7, 8•3, 8•43
Entreprises Petro-Canada Inc—Actions, 9•12, 9•19
Escompte non amorti des
bons du Trésor, 2•9, 10•2, 10•3
bons du Canada, 2•9, 10•2, 10•3
Essence d'aviation et combustible diesel, 4•4, 4•6
État comparatif de l'actif financier et du passif, Présentation des Comptes publics, 1•9
État de l'actif et du passif, 2•8
État de la responsabilité, 2•5
État de l'emploi des crédits, 2•10, 2•13
État de toutes les opérations d'emprunt pour le compte de Sa Majesté, 12•12
État des opérations, 2•6
État des recettes et dépenses et du déficit accumulé, 2•7
État détaillé des opérations, Présentation des Comptes publics
Certains comptes à fins déterminées, 1•12
de change, de la dette non échue et de la caisse, 1•11
des dépenses, 1•8
des recettes, 1•7
non budgétaires, 1•10
État du déficit accumulé en fonction de l'ensemble du passif et de l'actif financier, 13•3
État du passif éventuel, 13•4
État sommaire des opérations
présentation des Comptes publics, 1•6
États financiers cumulés sommaires par secteur des sociétés de la Couronne, 8•19
États financiers sommaires des sociétés de la Couronne, 8•18

E—Fin

ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA, **2**
États supplémentaires, **6**•8, **7**•5, **8**•57, **9**•30, **12**•11
États-Unis d'Amérique, **9**•22
Étude du marché sur le non-usage du tabac, **9**•11, **9**•18
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd, **8**•48, **8**•53
Évaluation de l'actif et du passif, **2**•12
Évaluation de l'innocuité des produits chimiques, **9**•22, **9**•28
Exercice en rétrospective, **1**•2
Expansion du commerce d'exportation, **8**•34, **8**•37, **8**•47, **8**•50

F

Foires et délégations, **9**•9, **9**•13
Foires, expositions et consortiums, **9**•10, **9**•14
Fonction publique
  compte de pension de retraite, **9**•5, **9**•6
Fonds africain de développement, **8**•42
Fonds asiatique de développement, **8**•42
Fonds d'affiches Ted Harrison, **9**•11, **9**•18
Fonds d'assurance
  de la Fonction publique, **9**•21, **9**•23
  des anciens combattants, **9**•21, **9**•25
  des soldats de retour au pays, **9**•21, **9**•25
  des terres, **9**•21, **9**•24
Fonds d'indemnisation des acheteurs de titres, **9**•21, **9**•23
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver, **8**•28, **8**•32
Fonds de bienfaisance de l'armée, **9**•12, **9**•19
Fonds de compensation des Indiens, **9**•11, **9**•16
Fonds de fiducie
  Canagrex, **9**•10, **9**•14
  Claudia de Hueck, **9**•12, **9**•18
  Commission des champs de bataille nationaux, **9**•10, **9**•15
  des détenus, **9**•12, **9**•18
  naval Herbert Lott, **9**•11, **9**•17
  pour célébration Marconi, **9**•10, **9**•15
Fonds de garantie de l'immigration, **9**•9, **9**•13
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens, **8**•48, **8**•52
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax, **9**•11, **9**•16
Fonds de placement du régime de pensions du Canada, **2**•9, **6**•8, **9**•2, **9**•3, **9**•30, **12**•8, **12**•11
Fonds de prestations—Gendarmerie royale du Canada, **9**•12, **9**•18
Fonds de prêts aux Esquimaux, **8**•48, **8**•52
Fonds de prêts d'aide à l'immigration, **8**•47, **8**•49
Fonds de réassurance-récolte, **7**•2, **7**•4
Fonds de réclamations
  à l'étranger, **9**•11, **9**•15
  de guerre—Deuxième Guerre mondiale, **9**•11, **9**•16
Fonds de retraite, **9**•21, **9**•26
Fonds de successions, **9**•12, **9**•19
Fonds des bandes indiennes, **9**•11, **9**•16
  actions et certificats, **9**•11, **9**•16
  comptes de capital, **9**•11, **9**•16
  comptes de recettes, **9**•11, **9**•16
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec, **9**•11, **9**•15
Fonds détenus par les percepteurs et en transit, **13**•2
Fonds du développement économique des Indiens, **8**•48, **8**•52
Fonds en transit, **1**•9, **2**•8, **13**•2
Fonds excédentaires des sociétés de la Couronne, **9**•9, **9**•13
Fonds international pour le développement agricole, **8**•42
Fonds monétaire international, **8**•42
  effets à payer, **2**•8, **11**•2, **11**•3
  souscriptions, **2**•8, **4**•7, **11**•2, **11**•3
Fonds non réclamés dus à des marins canadiens, **9**•12, **9**•19

F—Fin

Fonds pour les boursiers de la Reine—Conseil de recherches en sciences humaines, **9**•23, **9**•28
Fonds renouvelable des approvisionnements, **4**•7
Forces canadiennes
  compte de pension de retraite, **9**•5, **9**•6
  fonds d'entraide du personnel, **9**•12, **9**•19
  projets d'habitations, **8**•48, **8**•53
Fraction non amortie des insuffisances actuarielles, **2**•9, **9**•2, **9**•5, **9**•21
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts, **6**•8

G

Gendarmerie royale du Canada
  caisse de pension des personnes à charge, **9**•21, **9**•26
    état financier vérifé, **9**•37
  compte de pension de retraite de la, **9**•5, **9**•6, **9**•7
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc, **8**•44, **8**•46
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, **8**•31, **8**•33
Gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable, **2**•11
Gouvernement du Territoire du Yukon, **8**•31, **8**•33
Gouvernements étrangers, **9**•22, **9**•27
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement
  prêts, dotations en capital et avances, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•34
Guide méthodologique—Évaluation critique des hôpitaux, **9**•11, **9**•18

H

Harbourfront Corporation, **8**•21, **8**•23
Hôpital de la zone de Sioux Lookout, **9**•11, **9**•18
Hôpital général d'Inuvik, **9**•11, **9**•18
Hôpital Ste-Anne, **9**•12, **9**•19
Hydro-Québec, Institut de recherche de l', **8**•47, **8**•50

I

Île-du-Prince-Édouard, province de l'
  prêts, dotations en capital et avances, **8**•28
Immobilisations, **2**•8, **2**•12, **13**•3
Importation de bulbes de Hollande, **9**•22, **9**•26
Importation du bétail étranger, frais payés à l'avance, **9**•22, **9**•26
Impôt sur le revenu, **2**•7, **4**•4, **4**•6
  des non résidents, **2**•7, **4**•4, **4**•6
  des particuliers, **2**•7, **4**•4, **4**•6
  des sociétés, **2**•7, **4**•4, **4**•6
Industrie canadienne de défense, **8**•48, **8**•54
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, **8**•20, **8**•23
Institutions de crédit, prêts, dotations en capital et avances aux sociétés de la Couronne, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•4
Institutions financières internationales, **8**•39, **8**•41
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité, **8**•28, **8**•32
Intérêt(s)
  courus, **10**•2, **10**•3
  de la dette non échue, taux d', **12**•11
  des dépôts bancaires, **4**•4, **4**•7
  échus, **10**•2, **10**•3
  sur placement *re:* achats militaires, **4**•7
Intérêt non perçu enregistré
  prêts, dotations en capital et avances, **8**•57
Intérêts et dette échue, **2**•9, **10**•2
Introduction, **1**•2

J

Jamaïque—Aide économique, **8**•34, **8**•35

L

Libérés conditionnels, **8**•48, **8**•55
Loi d'établissement de soldats et Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, **9**•12
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, **8**•34, **8**•35
Loi sur la continuation des paiements de Pioneer Trust, Compte de la, **9**•21, **9**•23
Loi sur la faillite
- dépôts de garantie, **9**•9, **9**•13
- dividendes non réclamés et avoirs non répartis, **9**•10, **9**•15
- revenus provenant de titres en fiducie, **9**•10, **9**•15
- titres en fiducie, **9**•10, **9**•15

Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique, **8**•28, **8**•32
Loi sur les corporations commerciales canadiennes—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, **9**•10, **9**•15
Loi sur les Indiens, amendes, **9**•22, **9**•27
Loi sur les liquidations—Dividendes non réclamés et avoirs non répartis, **9**•10, **9**•15
Loi sur les normes des produits agricoles du Canada—Dépôts en garantie, **9**•9, **9**•13
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants
- généralités, compte de fiducie, **9**•12, **9**•19

Lower Churchill Development Corporation Limitée, **8**•44, **8**•45

M

Mainland Investments Limited, **8**•28, **8**•32
Manitoba, province du
- prêts, dotations en capital et avances, **8**•30

Marine Atlantique S•C•C•, **8**•9, **8**•14
Méthodologie informatisée de programmation d'espace, **9**•22, **9**•28
Mines Baie Verte, **4**•7
Missions à l'étranger, **8**•47, **8**•49
Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée, **8**•44, **8**•45
Monnaie canadienne, **4**•4
Monnaie royale canadienne, **4**•7, **8**•9, **8**•16
- compte de la, **9**•10, **9**•14

Musées nationaux du Canada—Compte de fiducie, **9**•10, **9**•14

N

Nanisivik Mines Limitée, **8**•44, **8**•45
National Sea Products Limited, **8**•44, **8**•45
Newfoundland and Labrador Development Corporation Limitée, **8**•44, **8**•45
NewGrade Energy Inc, **8**•47, **8**•50
North Portage Development Corporation, **8**•44, **8**•46
Notes afférentes aux états financiers du gouvernement du Canada, **2**•11
Nouveau-Brunswick, province du
- prêts, dotations en capital et avances, **8**•29

Nouvelle-Écosse, province de la
- prêts, dotations en capital et avances, **8**•28

N•S• Holdco Limited, **8**•44, **8**•46

O

Obligations d'épargne du Canada, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•7, **12**•11, **12**•12

O—*Fin*

- détenues pour le compte du mode d'épargne sur le salaire, **12**•2
- détenues pour le compte du personnel, **12**•2
- versements (retenues sur la paie) effectués par les employés pour l'achat d', **9**•10

Obligations des Nations Unies, **8**•39
Obligations négociables, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•3, **12**•11, **12**•12
- à payer en devises étrangères, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•7
- à payer en monnaie canadienne, **2**•9, **6**•8, **12**•2, **12**•3

Obligations non négociables, **12**•11
Obligations spéciales non négociables, **6**•8, **12**•8
- détenues par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, **2**•9, **12**•2

OBSERVATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA, **3**
Office canadien des provendes, **8**•20, **8**•23
Office canadien du poisson salé, **8**•9, **8**•14
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **8**•9, **8**•14
Office d'expansion économique de l'Atlantique, projets reportés, **8**•28, **8**•32
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, **8**•28, **8**•32
125459 Canada Limited, **8**•44, **8**•46
Ontario, province de l'
- prêts, dotations en capital et avances, **8**•29

Opérations budgétaires, **1**•4, **1**•6, **1**•7, **1**•8, **2**•6
Opérations de change, **1**•6, **1**•11, **2**•6
Opérations de la dette non échue, **1**•6, **1**•11, **2**•6
Opérations des Comptes nationaux, **1**•13
Opérations non budgétaires, **1**•5, **1**•6, **1**•10, **2**•6
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Canada, **2**•22
Option d'achat d'actions de la compagnie, **8**•48, **8**•54
Or, **2**•16
Organisation consultative intergouvernementale de la navigation maritime, **8**•39
Organisation de l'aviation civile internationale, **8**•39
Organisation des Nations Unies, **8**•40
- pour l'éducation, la science et la culture, **8**•39
- pour le développement industriel, **8**•40

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), **9**•22, **9**•28
- autres projets, **9**•22
- dommages-intérêts—Sommes recouvrables, **8**•34, **8**•38
- projets d'infrastructures, **9**•22

Organisation internationale du travail, **8**•39
Organisation mondiale de la santé, **8**•40, **9**•22, **9**•28
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, **8**•39
Organismes internationaux, **2**•8, **4**•7, **8**•3, **8**•38, **8**•39
- compte de frais de voyage, **9**•11, **9**•15

Organismes non gouvernementaux, **9**•22, **9**•28
OTAN *Voir* Organisation du traité de l'Atlantique-Nord

P

Paiements d'incitation à l'expansion des marchés—Alberta, **9**•22, **9**•27
Passif, **2**•9, **2**•12
- autres éléments de, **2**•9, **10**•2
- état de l'actif et du, **2**•8
- éventuel, **2**•21, **13**•4
- éventuel des sociétés de la Couronne, **8**•26

Pays-Bas, **9**•22
Pays en voie de développement
- aide au développement international, **8**•34, **8**•35

P—*Fin*

Pêcheries Canada Inc, 8•9, 8•16
Pêcheurs d'aiglefin, 8•47, 8•51
Pertes et bénéfices de change, 4•4
Petro-Canada, 2•8, 4•7, 8•3, 8•8, 8•11
Pollution des Maritimes, fonds de réclamations, 9•21, 9•24
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les, 8•9, 8•17
Pouvoirs d'emprunt, 2•13, 2•19
Préface aux états financiers vérifiés du gouvernement du Canada, 2•3
Présentation des Comptes nationaux, 1•13
  état détaillé des opérations, des recettes et dépenses, 1•13
Présentation des dépenses par article courant, 2•13
Prêts aux pays en voie de développement, 2•15
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon, 8•31, 8•34
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES, 8
Prêts, dotations en capital et avances, 1•9, 1•10, 2•6, 2•8, 4•7, 8•2
Prêts et avances comptables, 8•47
Privilèges, licences et permis, 4•4
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés, 8•47, 8•51
Produits de placements, 2•7, 4•4, 4•7
Produits des ventes, 4•4
Programme concernant les ateliers d'orientation au travail, 9•22, 9•27
Programme de développement industriel et régional, 8•48, 8•55
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois, 8•28, 8•32
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique, 9•22, 9•27
Programme de stratégie de planification de l'emploi, 9•22, 9•26
Programme d'expansion des entreprises, 8•48, 8•54
Programme du Canada au travail, 9•22, 9•26
Programme spécial des prêts sur le développement, 8•28, 8•32
Programmes d'assurance, 2•20
Projets à frais partagés, 9•22, 9•28
Promotion des langues officielles, 9•23, 9•28
Provenance nette, 2•6
Provenance et utilisation des autorisations
  annuelles et statutaires, 5•3
Provision pour congés et indemnités de cessation d'emploi des employés, 2•9, 10•2, 10•3
Provision pour emprunts des sociétés mandataires de la Couronne à être probablement remboursés par le gouvernement, 2•9, 8•24, 10•2, 10•3
Provision pour évaluation, 2•8, 6•7, 8•3, 8•56
Provisions pour prestations conditionnelles, 8•43

Q

Quai servant de terminus à une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance, Terre-Neuve, 8•48, 8•53
Québec, province de
  prêts, dotations en capital et avances, 8•29

R

Rapprochement des Comptes publics et des Comptes nationaux, 1•14
RECETTES BUDGÉTAIRES, 4
Recettes (budgétaires), 1•4, 1•7, 1•15, 2•6, 2•7, 2•11, 4•2
  à valoir sur les crédits, 4•7
  fiscales, 2•7, 4•4, 4•6
  non fiscales, 2•7, 4•4, 4•7
  par catégorie principale et par source, 4•3
Recettes, dépenses et déficit, 1•3
Receveur général
  dépôts courants, 13•2, 13•3

R—*Fin*

  dépôts spéciaux, 13•2, 13•3
Recherches en dyskinésie et en torticolis, 9•11, 9•18
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents, 4•4
Redevances d'exportation sur le pétrole, 4•4, 4•6
Redevances d'indemnisation pétrolière, 4•4
Régime d'assurance des bateaux de pêche, 9•21, 9•24
Régime de pensions du Canada, 1•12, 2•16
Rémunérations de services, 4•4
Renseignements financiers supplémentaires, 1•6
République fédérale d'Allemagne, 9•22
  armée allemande, 9•22
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada, 8•20, 8•22
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes, 2•8, 11•2, 11•3
Retenues
  de garantie et autres retenues, 10•4
  sur traitements de divers ministères, 10•4
Revendicateurs autochtones, 8•48, 8•53
Revenu, impôt sur le *Voir* Impôt sur le revenu
Revenus, dépenses et autres changements dans l'avoir des sociétés de la Couronne, 8•22
Royaume-Uni
  armée britannique, 9•22
  Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, 8•34, 8•35
  sommes en capital reportées, 8•34, 8•35

S

Saskatchewan, province de la
  prêts, dotations en capital et avances, 8•30
  rénovations aux usines de traitement d'eau, 9•22, 9•26
Service canadien du renseignement de sécurité, 9•12
Service de la dette publique, 6•8
  relativement à la dette non échue, 6•8
Services militaires, successions, 9•11, 9•17
Situation financière des sociétés de la Couronne—Actif et passif, 8•20
SNC Defence Products Inc, 9•10, 9•14
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2•8, 4•4, 4•7, 8•3, 8•4, 8•5
  aide aux propriétaires, 8•4, 8•6
  capital-actions, 8•4, 8•5
  épuration des eaux-vannes, 8•4, 8•6
  habitation, 8•4, 8•5
  immeubles, 8•4, 8•6
  programme de rénovation urbaine, 8•4, 8•6
  projets d'habitations pour étudiants, 8•4, 8•6
  projets paritaires, 8•4, 8•6
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée, 8•9, 8•13
Société canadienne des paris sportifs,
  autres dettes en souffrance, 9•11, 9•17
Société canadienne des ports, 8•9, 8•12, 8•20, 8•22
  Administration du pont du port de Saint John, 8•9, 8•12
Société canadienne des postes, 8•20, 8•22
  Compte de la, 9•9, 9•13
Société coopérative de l'énergie, 8•44
Société d'assurance-dépôts du Canada, 2•8, 4•7, 8•3, 8•4, 8•6
Société de construction des Musées du Canada Inc, 8•20, 8•22
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 8•9, 8•13
Société de développement des Andes, 8•42
Société de développement du Cap-Breton, 8•9, 8•14
Société des Transports du Nord Limitée, 8•48, 8•55
Société du crédit agricole, 2•8, 4•4, 4•7, 8•3, 8•4, 8•7

S—*Fin*

capital d'apport, 8•4, 8•7
effets, 8•4, 8•7
caisse des prêts aux syndicats agricoles, 8•4, 8•7
Société du port de Halifax, 8•9, 8•14
Société du port de Montréal, 8•9, 8•15
Société du port de Prince Rupert, 8•9, 8•16
Société du port de Québec, 8•20, 8•22
Société du port de Saint John, 8•9, 8•16
Société du port de St-John's, 8•9, 8•17
Société du port de Vancouver, La, 4•7, 8•9, 8•17
Société financière internationale, 8•39, 8•41
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée, 8•20, 8•22
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée, 8•20, 8•22
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc, 8•20, 8•22
Société Inter-Port de Québec, 8•44, 8•46
Société Inuvialuit régionale, 8•48, 8•52
Société pour l'expansion des exportations, 2•8, 4•7, 8•3, 8•4, 8•7
Société Radio-Canada, 8•9, 8•12
Sociétés de la Couronne, 2•14
prêts, dotations en capital et avances, 2•8, 4•7, 8•3
Sociétés mandataires de la Couronne, Sommaire des programmes d'assurance des, 13•9
Sommaire des opérations relatives aux comptes de pension de retraite qui ont produit des imputations aux dépenses budgétaires, 9•6
Sommes reçues après le 31 mars mais applicables à l'exercice en cours, 13•2
Souscriptions au capital des institutions internationales de développement, 8•40
Souscriptions du Canada au capital de banques de développement, 8•39
Souscriptions et prêts aux organismes internationaux, 2•16
St Anthony Fisheries Limited, 8•21, 8•23
Statistique Canada, versements anticipés, 9•23, 9•28
Sydney Steel Corporation, 8•48, 8•53

T

Taux d'intérêt, 12•11
Taxe d'accise—Essence, 4•4, 4•6
Taxe de vente fédérale—Service correctionel, 9•23, 9•29
Taxe de vente provinciale
Archives publiques, 9•23, 9•29
Bibliothèque nationale, 9•23, 9•29
Énergie, Mines et Ressources, 9•23, 9•29
Gendarmerie royale du Canada, 9•23, 9•29
Service correctionnel, 9•23, 9•29
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne, 4•4, 4•6
sommes perçues dans le cadre d'une, 7•2
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz, 4•4, 4•6
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires, 4•4, 4•6
Taxe sur les ventes, 2•7, 4•4, 4•6
Taxes en matière d'énergie, 2•7, 4•4, 4•6
Taxes et droits d'accise, 2•7, 4•4, 4•6
Taxes *Voir* Impôt
Téléglobe Canada, 4•7, 8•9, 8•17
Télésat Canada, 8•44, 8•46
Terre-Neuve, province de
prêts, dotations en capital et avances, 8•28
Territoire du Yukon, Gouvernement du
prêts, dotations en capital et avances, 8•31, 8•33

T—*Fin*

Territoires du Nord-Ouest, Gouvernement des
prêts, dotations en capital et avances, 8•31, 8•33
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, 9•9, 9•13
Titres des provinces et territoires détenus par le Fonds de placement du régime de pensions du Canada, 2•9, 9•2, 9•3
Town of Oromocto Development Corporation, 8•47, 8•51
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—Bons du Trésor, 8•30, 8•33

U

125459 Canada Limited, 8•44, 8•46
Union de Berne, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 8•39
Union de Paris, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 8•39

V

Variation de la caisse, 2•6
Vérificateur général *Voir* Observations du, Opinion du
VIA Rail Canada Inc, 8•9, 8•18
Ville d'Oromocto, 8•29, 8•33, 8•47, 8•51
Vue financière globale, 1•2
VUE FINANCIÈRE GLOBALE ET RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES, 1

Y

«Y'a personne de parfait»—Projet à frais partagés, 9•22, 9•28
Yukon Power Corporation, 8•48, 8•53
Yukon, Territoire du, *Voir* Territoire du Yukon

Volume

2

Gouvernement du Canada Government of Canada

L'hon. Michel Côté
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1987

Volume II

Partie I
Détails des dépenses et des recettes

Canada

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1987-2-1F — au Canada: $23.40
ISBN 0-660-92089-1 — à l'étranger: $28.10

Prix sujet à changement sans préavis

VOLUME II (PARTIE I)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. Tableaux sommaires
2. Affaires des anciens combattants
3. Affaires extérieures
4. Affaires indiennes et Nord canadien
5. Agriculture
6. Approvisionnements et Services
7. Communications
8. Conseil privé
9. Conseil du Trésor
10. Consommation et Corporations
11. Défense nationale
12. Emploi et Immigration
13. Énergie, Mines et Ressources
14. Environnement
15. Expansion industrielle régionale
16. Finances
17. Gouverneur général
18. Justice
19. Parlement
20. Pêches et Océans
21. Revenu national
22. Santé nationale et Bien-être social
23. Sciences et Technologie
24. Secrétariat d'État
25. Solliciteur général
26. Transports
27. Travail
28. Travaux publics
29. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. La plupart des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous:

- **Provenance des autorisations**
  - *Disponibles des exercices précédents*
    Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des Fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
  - *Budgets des dépenses principal et supplémentaires*
    Comprennent:
    - les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires et approuvées dans les lois de crédits;
    - les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices précédents.
  - *Redressements et virements*
    Comprennent:
    - les virements de ou à d'autres ministères tels que les crédits pour éventualités du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
    - les virements à l'intérieur du ministère d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre activités, genres de dépenses ou paiements de transfert;
    - modifications aux montants statutaires suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés de la Couronne;
    - les affectations réservées pour couvrir le suremploi des crédits de l'exercice précédent.
  - *Total disponible pour emploi*
    Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).
- **Utilisation des autorisations**
  - *Employées au cours de l'exercice*
    Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).

- *Annulées (écart négatif)*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice subséquent.

- *Suremployées (écart positif)*
  Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.

- *Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents*
  Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice subséquent.

- *Employées au cours de l'exercice précédent*
  Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées). Pour les crédits, activités ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul en ligne avec l'énoncé «Crédits (activités ou éléments) non requis pour l'exercice en cours».

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit:

a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles:

Tableau 1 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère

Tableau 2 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère

Tableau 3 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires)

Tableau 4 présente les dépenses par ministère et par enveloppe

Tableau 5 présente les dépenses par ministère et par article courant

Tableau 6 présente les recettes par ministère et par catégorie principale

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents.

b) Sections ministérielles (sections 2 à 28)

Il y a une section pour chaque ministère. Les programmes des départements et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque ministère. Ces états sont:

- *Sommaire du ministère*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.

- *Programmes par activité*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).

- *Paiements de transfert*
  Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- *Détail des montants portés au crédit*
  Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- *Recettes*
  Cet état présente par programme la nature des recettes perçues pour chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon:

- les données de l'état des *paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité*, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *sommaire du ministère* (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du *sommaire du ministère* peuvent être retracées aux *tableaux sommaires* (tableaux 1, 2 et 3) de la section 1.
- Les données de l'état du *détail des montants portés au crédit* peuvent être retracées à l'état des *programmes par activité* et également au *tableau sommaire* 5 de la section 1.
- les données de l'état des *recettes* peuvent être retracées au *tableau sommaire* 6 de la section 1.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1986-87

Tableaux sommaires

SOMMAIRE

Page

Tableaux sommaires—
- Tableau 1—Sommaire général—Budgétaires (dépenses) 1.2
- Tableau 2—Sommaire général—Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) 1.9
- Tableau 3—Sommaire général—Autorisations votées et statutaires 1.13
- Tableau 4—Sommaire général—Dépenses par enveloppe 1.20
- Tableau 5—Sommaire général—Dépenses par article courant 1.26
- Tableau 6—Sommaire général—Recettes par catégorie principale 1.33

Appendices—
- Appendice 1—Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice 1.38
- Appendice 2—Autorisations disponibles des exercices précédents 1.62
- Appendice 3—Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice . 1.73

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)

Le tableau 1 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du ministère» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
...	**1,614,899**	(1)	**7,479**	**1,622,378**	**2**	**Affaires des anciens combattants**	**1,588,746**	**33,632**	**...**	**...**	**1,536,321**
					3	**Affaires extérieures**					
12,050	819,846	16,397	17,564	865,857		Département	827,928	26,904	(1,290)	12,315	775,893
...	16,095	...	...	16,095		Corporation commerciale canadienne	16,095	...	...	...	15,826
...	3,000	...	...	3,000		Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	3,000	...	...	...	2,500
...	1,923,566	(1)	189	1,923,755		Agence canadienne de développement international	1,900,755	23,000	...	...	1,268,674
...	4,200	...	...	4,200		Centre international d'exploitation des océans	4,000	200	...	...	...
...	95,000	5,000	...	100,000		Centre de recherches pour le développement international	100,000	...	...	...	86,000
...	3,495	...	27	3,522		Commission mixte internationale	3,438	84	...	...	3,181
12,050	**2,865,202**	**21,397**	**17,780**	**2,916,429**		**Total du ministère**	**2,855,216**	**50,188**	**(1,290)**	**12,315**	**2,152,074**
7,409	**2,434,798**	**208,226**	**23,311**	**2,673,744**	**4**	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**2,645,524**	**22,601**	**...**	**5,619**	**2,375,936**
					5	**Agriculture**					
24,663	1,706,372	618,674	860	2,350,569		Département	2,303,174	24,047	(1,308)	24,656	1,754,378
...	4,554	...	...	4,554		Commission canadienne du lait	4,442	112	...	...	3,773
...	19,701	...	...	19,701		Office canadien des provendes	17,156	2,545	...	...	16,771
...	...	5,000	...	5,000		Société du crédit agricole	5,000	...	...	...	...
24,663	**1,730,627**	**623,674**	**860**	**2,379,824**		**Total du ministère**	**2,329,772**	**26,704**	**(1,308)**	**24,656**	**1,774,922**

					6	**Approvisionnements et Services**					
248,751	492,293	36,235	20,763	798,042		Département	553,209	2,101	...	242,732	472,027
...	293,075	...	9,213	302,288		Statistique Canada	300,827	1,461	...	...	208,646
248,751	**785,368**	**36,235**	**29,976**	**1,100,330**		**Total du ministère**	**854,036**	**3,562**	**...**	**242,732**	**680,673**
					7	**Communications**					
16,664	265,225	12,207	(184)	293,912		Département	270,061	7,325	...	16,526	263,023
...	74,011	11,470	...	85,481		Conseil des Arts du Canada	85,481	...	...	...	74,244
...	869,523	...	...	869,523		Société Radio-Canada	855,101	14,422	...	...	857,347
...	77,810	29,050	53,078	159,938		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	85,972	73,966	...	...	75,928
...	25,702	...	632	26,334		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,988	346	...	...	25,030
...	15,038	...	...	15,038		Corporation du Centre national des Arts	14,828	210	...	...	16,574
988	64,476	...	(942)	64,522		Office national du film	61,222	261	...	3,039	65,075
...	31,413	3,380	2,002	36,795		Bibliothèque nationale	36,135	660	...	...	31,859
1,042	77,153	4,072	2,946	85,213		Musées nationaux du Canada	85,602	1	(1,374)	984	73,912
...	42,315	6,380	1,899	50,594		Archives publiques	53,351	...	(2,757)	...	40,095
18,694	**1,542,666**	**66,559**	**59,431**	**1,687,350**		**Total du ministère**	**1,573,741**	**97,191**	**(4,131)**	**20,549**	**1,523,087**
					8	**Conseil privé**					
...	41,280	6,207	389	47,876		Département	45,710	2,166	...	...	49,662
...	2,894	322	14	3,230		Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	3,050	180	...	...	2,870
...	3,293	5,300	1,069	9,662		Directeur général des élections	9,628	34	...	...	3,884
...	9,984	...	255	10,239		Commissaire aux langues officielles	10,093	146	...	...	9,512
...	8,793	...	170	8,963		Conseil économique du Canada	8,771	192	...	...	8,585
...	9,643	...	99	9,742		Commission des relations de travail dans la Fonction publique	8,552	1,190	...	...	8,876
...	876	372	7	1,255		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,231	24	...	...	1,002
...	**76,763**	**12,201**	**2,003**	**90,967**		**Total du ministère**	**87,035**	**3,932**	**...**	**...**	**84,391**
					9	**Conseil du Trésor**					
...	877,858	...	(395,977)	481,881		Secrétariat	293,562	188,319	...	...	267,524
...	13,025	...	124	13,149		Contrôleur général	12,920	229	...	...	11,599
...	...	7,639	2,259	9,898		Privatisation et affaires réglementaires	4,790	5,108	...	...	...
...	**890,883**	**7,639**	**(393,594)**	**504,928**		**Total du ministère**	**311,272**	**193,656**	**...**	**...**	**279,123**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					10	Consommation et Corporations					
...	165,740	...	5,245	170,985		Département	159,809	11,176	...	...	154,938
...	121,000	313,000	(3,019)	430,981		Société canadienne des postes	430,981	(1)	...	...	355,014
...	...	1,400	...	1,400		Tribunal de la concurrence	993	407	...	...	...
...	1,133	115	190	1,438		Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,362	76	...	...	1,420
...	6,935	...	...	6,935		Conseil canadien des normes	6,935	...	...	...	5,424
...	294,888	314,515	2,416	611,739		**Total du ministère**	600,080	11,659	...	...	516,796
...	9,955,000	1,161	33,004	9,989,165	11	Défense nationale	9,886,535	102,630	...	...	9,167,850
					12	Emploi et Immigration					
...	4,728,716	114,617	190,480	5,033,813		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,862,810	171,003	...	...	4,711,332
...	4,667	4,266	52	8,985		Commission d'appel de l'immigration	7,892	1,093	...	...	4,583
...	4,733,383	118,883	190,532	5,042,798		**Total du ministère**	4,870,702	172,096	...	...	4,715,915
					13	Énergie, Mines et Ressources					
21,443	1,625,164	...	478,784	2,125,391		Département	1,532,493	541,566	...	51,332	2,228,703
...	23,129	...	198	23,327		Commission de contrôle de l'énergie atomique	22,294	1,033	...	...	20,725
...	215,844	2,400	...	218,244		Énergie atomique du Canada, Limitée	217,581	663	...	...	275,121
...	26,484	...	290	26,774		Office national de l'énergie	25,565	1,209	...	...	25,055
18,205	...	...	...	18,205		Petro-Canada	...	...	...	18,205	...
...	56,900	...	...	56,900		Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	28,648	28,252	...	...	23,800
39,648	1,947,521	2,400	479,272	2,468,841		**Total du ministère**	1,826,581	572,723	...	69,537	2,573,404

...	**745,349**	**3,984**	**18,112**	**767,445**	**14**	**Environnement**	**761,507**	**6,210**	**(272)**	**...**	**700,798**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
...	1,105,465	(200)	(4,957)	1,100,308		Département	1,165,369	14,712	(79,773)	...	1,060,058
...	...	...	...	...		Société financière Canadair Inc.	...	...	...	...	1,188,166
...	161,561	6,600	...	168,161		Société de développement du Cap-Breton	163,882	4,279	...	...	120,099
97,400	37,126	28,000	(37,133)	125,393		Banque fédérale de développement	54,851	1,142	...	69,400	25,929
...	9,403	...	85	9,488		Investissement Canada	9,078	410	...	...	10,220
...	...	...	...	...		Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	...	...	...	...	50,000
97,400	**1,313,555**	**34,400**	**(42,005)**	**1,403,350**		**Total du ministère**	**1,393,180**	**20,543**	**(79,773)**	**69,400**	**2,454,472**
					16	**Finances**					
83,940	32,802,108	286,375	(376,085)	32,796,338		Département	32,716,926	1,017	...	78,395	31,852,864
...	44,543	...	439	44,982		Vérificateur général	44,210	772	...	...	42,433
...	27,673	...	(2,306)	25,367		Assurances	23,983	1,384	...	...	24,467
...	2,601	64	273	2,938		Commission du tarif	2,844	94	...	...	2,946
83,940	**32,876,925**	**286,439**	**(377,679)**	**32,869,625**		**Total du ministère**	**32,787,963**	**3,267**	**...**	**78,395**	**31,922,710**
...	**6,664**	**895**	**42**	**7,601**	**17**	**Gouverneur général**	**7,588**	**13**	**...**	**...**	**6,285**
					18	**Justice**					
...	164,011	18,259	5,200	187,470		Département	177,311	10,159	...	...	131,701
...	9,832	432	96	10,360		Commission canadienne des droits de la personne	9,497	863	...	...	8,802
...	107,558	4,600	251	112,409		Commissaire à la magistrature fédérale	112,296	113	...	...	106,605
...	9,839	557	90	10,486		Cour fédérale du Canada	9,883	603	...	...	8,521
...	4,799	...	24	4,823		Commission de réforme du droit du Canada	4,245	578	...	...	4,533
...	3,479	...	146	3,625		Bureau du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3,614	11	...	...	3,183
...	6,452	547	200	7,199		Cour suprême du Canada	7,141	58	...	...	6,419
...	3,670	...	25	3,695		Cour canadienne de l'impôt	3,432	263	...	...	3,213
...	**309,640**	**24,395**	**6,032**	**340,067**		**Total du ministère**	**327,419**	**12,648**	**...**	**...**	**272,977**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					19	**Parlement**					
...	28,375	...	484	28,859		Sénat	28,842	17	...	...	27,441
...	167,507	1,145	2,386	171,038		Chambre des communes	163,386	7,652	...	...	162,937
...	11,173	535	123	11,831		Bibliothèque du Parlement	11,790	41	...	...	10,653
...	**207,055**	**1,680**	**2,993**	**211,728**		**Total du ministère**	**204,018**	**7,710**	...	...	**201,031**
...	**555,335**	**11,677**	**14,621**	**581,633**	20	**Pêches et Océans**	**578,859**	**2,774**	...	...	**634,424**
					21	**Revenu national**					
...	451,820	...	14,501	466,321		Douanes et Accise	459,059	7,262	...	...	415,283
...	757,123	4,600	28,583	790,306		Impôt	777,034	13,272	...	...	700,265
...	**1,208,943**	**4,600**	**43,084**	**1,256,627**		**Total du ministère**	**1,236,093**	**20,534**	...	...	**1,115,548**
					22	**Santé nationale et Bien-être social**					
...	28,058,920	(299,410)	(134,919)	27,624,591		Département	27,612,295	13,427	(1,131)	...	26,198,707
...	161,597	6,303	40	167,940		Conseil de recherches médicales	167,934	7	(1)	...	161,330
...	**28,220,517**	**(293,107)**	**(134,879)**	**27,792,531**		**Total du ministère**	**27,780,229**	**13,434**	**(1,132)**	...	**26,360,037**
					23	**Sciences et Technologie**					
...	19,973	1,515	92	21,580		Département d'État	16,406	5,174	...	...	12,882
...	398,314	9,016	8,802	416,132		Conseil national de recherches du Canada	412,859	3,273	...	...	417,021
...	313,750	6,443	86	320,279		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	319,792	487	...	...	310,197
...	2,588	...	38	2,626		Conseil des sciences du Canada	2,625	1	...	...	4,302
...	**734,625**	**16,974**	**9,018**	**760,617**		**Total du ministère**	**751,682**	**8,935**	...	...	**744,402**

...	3,241,556	(67,465)	(25,592)	3,148,499	24	**Secrétariat d'État** Département	3,144,682	3,817	...	...	3,128,623
...	2,447	60	...	2,507		Conseil consultatif de la situation de la femme	2,507	(1)	...	...	2,424
9,292	123,843	...	7,880	141,015		Commission de la Fonction publique	124,849	7,031	...	9,135	117,343
...	63,711	6,300	53	70,064		Conseil de recherches en sciences humaines	69,845	219	...	...	63,210
...	2,743	...	27	2,770		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2,474	296	...	...	3,109
9,292	**3,434,300**	**(61,105)**	**(17,632)**	**3,364,855**		**Total du ministère**	**3,344,357**	**11,363**	...	**9,135**	**3,314,709**
...	189,369	(1)	238	189,607	25	**Solliciteur général** Département	140,414	49,193	...	...	119,838
...	113,852	18,992	9	132,853		Service canadien du renseignement de sécurité	132,256	597	...	...	115,891
...	760,601	...	20,955	781,556		Service correctionnel	759,083	22,473	...	...	729,689
...	15,505	...	800	16,305		Commission nationale des libérations conditionnelles	15,925	380	...	...	14,784
...	870,261	...	5,160	875,421		Gendarmerie royale du Canada	834,618	40,803	...	...	794,486
...	**1,949,588**	**18,992**	**27,162**	**1,995,742**		**Total du ministère**	**1,882,296**	**113,446**	...	...	**1,774,688**
144,237	2,543,813	(1)	50,521	2,738,571	26	**Transports** Département	2,435,558	146,252	(9,068)	165,829	2,677,230
...	15,602	...	137	15,739		Bureau canadien de la sécurité aérienne	15,394	345	...	...	18,164
...	901,582	(18,927)	2,969	885,624		Commission canadienne des transports	883,346	2,278	...	...	680,171
...	...	800	...	800		Tribunal de l'aviation civile	654	146	...	...	115
...	3,132	8,600	20	11,752		Administrateur de l'Office du transport du grain	3,154	8,598	...	...	2,245
...	645	...	...	645		Administration du pipe-line du Nord	409	236	...	...	861
144,237	**3,464,774**	**(9,527)**	**53,647**	**3,653,131**		**Total du ministère**	**3,338,515**	**157,855**	**(9,068)**	**165,829**	**3,378,786**
...	130,987	47,557	15,281	193,825	27	**Travail** Département	192,280	1,545	...	...	151,290
...	6,024	50	62	6,136		Conseil canadien des relations du travail	6,136	(1)	...	...	6,146
...	1,582,300	...	(1,582,300)	...		Société canadienne d'hypothèques et de logement(2)	...	...	...	...	...
...	7,736	...	327	8,063		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	[illegible],777	286	...	...	6,687
...	**1,727,047**	**47,607**	**(1,566,630)**	**208,024**		**Total du ministère**	**20[illegible],193**	**1,831**	...	...	**164,123**

TABLEAU 1

Sommaire général
Budgétaires (Dépenses)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					28	**Travaux publics**					
204,150	1,293,353	1,237	(29,284)	1,469,456		Département	1,151,751	90,694	...	227,011	1,203,682
...	...	2,300	1,581,620	1,583,920		Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]	1,454,286	129,634	...	...	1,454,268
...	88,260	...	1,463	89,723		Commission de la Capitale nationale	62,445	27,278	...	...	81,026
204,150	**1,381,613**	**3,537**	**1,553,799**	**3,143,099**		**Total du ministère**	**2,668,482**	**247,606**	**...**	**227,011**	**2,738,976**
890,234	**107,007,848**	**1,504,331**	**42,155**	**109,444,568**		**Total du gouvernement**	**106,697,621**	**1,918,743**	**(96,974)**	**925,178**	**103,164,458**

[1] Moins de $500.
[2] Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail à Travaux publics.

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)

Le tableau 2 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par ministère. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du ministère» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
442,978	...	...	...	442,978	2	Affaires des anciens combattants	(26,815)	...	...	**469,793**	**(31,299)**
					3	Affaires extérieures					
40,596	6,841	313	(7,775)	39,975		Département	(1,440)	1	...	41,414	9,885
10,000	...	...	...	10,000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10,000	...
1,923,667	(1)	(1)	182,701	2,106,368		Agence canadienne de développement international	306,178	187	...	1,800,003	397,980
8,938,983	313,000	(313,000)	(21,520)	8,917,463		Société pour l'expansion des exportations	(85,877)	...	...	9,003,340	(314,427)
10,913,246	**319,841**	**(312,687)**	**153,406**	11,073,806		**Total du ministère**	218,861	**188**	...	**10,854,757**	**93,438**
					4	Affaires indiennes et Nord canadien					
45,555	44,303	1,064	...	90,922		Département	32,658	144	...	58,120	17,685
...	11,654	...	...	11,654		Commission d'énergie du Nord canadien	11,600	54	...	...	3,900
45,555	**55,957**	**1,064**	...	102,576		**Total du ministère**	44,258	**198**	...	**58,120**	**21,585**
					5	Agriculture					
234,173	...	...	...	234,173		Commission canadienne du lait	(14,717)	...	...	248,890	(50,795)
60,000	...	...	...	60,000		Office canadien des provendes	...	...	...	60,000	...
859,019	...	...	(855,387)	3,632		Société du crédit agricole	(591,155)	...	...	594,787	(214,368)
1,153,192	...	...	**(855,387)**	297,805		**Total du ministère**	(605,872)	...	...	**903,677**	**(265,163)**

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					6	Approvisionnements et Services					
...	...	...	(15,000)	(15,000)		Département	(15,000)	...	...	...	15,000
5,658	...	...	...	5,658		Monnaie royale canadienne	(3,129)	...	...	8,787	18,241
5,658	...	...	**(15,000)**	(9,342)		**Total du ministère**	(18,129)	...	...	**8,787**	**33,241**
					7	Communications					
40,000	10	...	...	40,010		Département	...	10	...	40,000	...
53,078	...	...	(53,078)	...		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...
93,078	**10**	...	**(53,078)**	**40,010**		**Total du ministère**	...	**10**	...	**40,000**	...
					9	Conseil du Trésor					
...	...	...	397,456	397,456		Privatisation et affaires réglementaires	15,240	860	...	381,356	93,595
...	...	...	**397,456**	397,456		**Total du ministère**	**15,240**	**860**	...	**381,356**	**93,595**
					10	Consommation et Corporations					
500,000	...	...	...	500,000		Société canadienne des postes	...	...	...	500,000	...
500,000	...	...	...	**500,000**		**Total du ministère**	...	...	...	**500,000**	...
38,799	...	...	...	**38,799**	11	**Défense nationale**	**(6,825)**	...	...	**45,624**	**343**
					12	Emploi et Immigration					
2,363	...	5,000	25,000	32,363		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,360	...	...	28,003	2,811
2,363	...	**5,000**	**25,000**	32,363		**Total du ministère**	**4,360**	...	...	**28,003**	**2,811**

					13	**Énergie, Mines et Ressources**					
42,196	3,718	20,400	...	66,314		Département	20,400	3,718	...	42,196	5,371
3,857,728	...	...	...	3,857,728		Petro-Canada	...	...	...	3,857,728	...
3,899,924	**3,718**	**20,400**	**...**	**3,924,042**		**Total du ministère**	**20,400**	**3,718**	**...**	**3,899,924**	**5,371**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
11,748	16,400	500	(25,900)	2,748		Département	...	800	...	1,948	...
350,000	...	...	(350,000)	...		Corporation de développement du Canada	...	...	...	...	...
22,357	...	...	...	22,357		Société de développement du Cap-Breton	4,379	...	...	17,978	(10,799)
948	...	...	(948)	...		Eldorado Nucléaire Limitée	...	...	...	...	...
1,111,212	...	...	24,113	1,135,325		Banque fédérale de développement	(93,000)	...	...	1,228,325	(119,000)
1,496,265	**16,400**	**500**	**(352,735)**	**1,160,430**		**Total du ministère**	**(88,621)**	**800**	**...**	**1,248,251**	**(129,799)**
					16	**Finances**					
3,353,803	631	...	59,258	3,413,692		Département	276,382	349	...	3,136,961	425,236
565,000	...	17,000	(17,000)	565,000		Société d'assurance-dépôts du Canada	268,164	...	...	296,836	895,000
3,918,803	**631**	**17,000**	**42,258**	**3,978,692**		**Total du ministère**	**544,546**	**349**	**...**	**3,433,797**	**1,320,236**
					20	**Pêches et Océans**					
150	...	...	...	150		Département	...	...	...	150	...
32,577	...	...	...	32,577		Office canadien du poisson salé	6,577	...	...	26,000	5,088
11,848	...	...	...	11,848		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	(15,152)	...	...	27,000	2,142
44,575	**...**	**...**	**...**	**44,575**		**Total du ministère**	**(8,575)**	**...**	**...**	**53,150**	**7,230**
					25	**Solliciteur général**					
25	...	...	...	25		Service correctionnel	1	...	...	24	5
25	**...**	**...**	**...**	**25**		**Total du ministère**	**1**	**...**	**...**	**24**	**5**
					26	**Transports**					
20,000	...	...	...	20,000		Département	...	...	...	20,000	6,781
974,893	...	...	...	974,893		Air Canada	(20,509)	...	...	995,402	(31,581)
994,893	**...**	**...**	**...**	**994,893**		**Total du ministère**	**(20,509)**	**...**	**...**	**1,015,402**	**(24,800)**
					27	**Travail**					
...	...	...	375	375		Département	375	...	...	...	80
4,509,007	26,200	...	(4,535,207)	...		Société canadienne d'hypothèques et de logement[(2)]	...	...	...	...	...
4,509,007	**26,200**	**...**	**(4,534,832)**	**375**		**Total du ministère**	**375**	**...**	**...**	**...**	**80**

TABLEAU 2

Sommaire général
Non budgétaires (Prêts, dotations en capital et avances)—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Département ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					28	**Travaux publics**					
...	...	...	4,540,107	4,540,107		Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]	193,900	23,000	...	4,323,207	260,500
...	2,300	...	...	2,300		Commission de la Capitale nationale	...	2,300	...	...	...
...	**2,300**	**...**	**4,540,107**	**4,542,407**		**Total du ministère**	**193,900**	**25,300**	**...**	**4,323,207**	**260,500**
28,058,361	**425,057**	**(268,723)**	**(652,805)**	**27,561,890**		**Total du gouvernement**	**266,595**	**31,423**	**...**	**27,263,872**	**1,387,374**

[1] Moins de $500.
[2] Au cours de l'exercice, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail à Travaux publics.

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires

Le tableau 3 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par ministère et par genre d'autorisations (votées et statutaires). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du ministère» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires des anciens combattants**					
...	1,597,422	(1)	5,531	1,602,953		Budgétaires—Votées	1,569,321	33,632	...	...	1,515,507
...	17,477	...	1,948	19,425		Statutaires	19,425	...	...	...	20,814
...	**1,614,899**	**(1)**	**7,479**	**1,622,378**			**1,588,746**	**33,632**	**...**	**...**	**1,536,321**
442,978	**...**	**...**	**...**	**442,978**		Non budgétaires—Statutaires	**(26,815)**	**...**	**...**	**469,793**	**(31,299)**
					3	**Affaires extérieures**					
...	2,679,899	21,397	17,727	2,719,023		Budgétaires—Votées	2,670,125	50,188	(1,290)	...	2,116,324
12,050	185,303	...	53	197,406		Statutaires	185,091	...	...	12,315	35,750
12,050	**2,865,202**	**21,397**	**17,780**	**2,916,429**			**2,855,216**	**50,188**	**(1,290)**	**12,315**	**2,152,074**
1,767,611	8	313	193,469	1,961,401		Non budgétaires—Votées	304,244	188	...	1,656,969	404,839
9,145,635	319,833	(313,000)	(40,063)	9,112,405		Statutaires	(85,383)	...	...	9,197,788	(311,401)
10,913,246	**319,841**	**(312,687)**	**153,406**	**11,073,806**			**218,861**	**188**	**...**	**10,854,757**	**93,438**
					4	**Affaires indiennes et Nord canadien**					
337	2,402,620	205,291	241	2,608,489		Budgétaires—Votées	2,585,551	22,601	...	337	2,338,774
7,072	32,178	2,935	23,070	65,255		Statutaires	59,973	...	...	5,282	37,162
7,409	**2,434,798**	**208,226**	**23,311**	**2,673,744**			**2,645,524**	**22,601**	**...**	**5,619**	**2,375,936**
45,555	25,957	1,064	...	72,576		Non budgétaires—Votées	14,258	198	...	58,120	21,585
...	30,000	...	...	30,000		Statutaires	30,000	...	...	...	...
45,555	**55,957**	**1,064**	**...**	**102,576**			**44,258**	**198**	**...**	**58,120**	**21,585**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					5	**Agriculture**					
20,893	1,278,422	576,674	21,612	1,897,601		Budgétaires—Votées	1,851,312	26,704	(1,308)	20,893	1,371,837
3,770	452,205	47,000	(20,752)	482,223		Statutaires	478,460	...	...	3,763	403,085
24,663	**1,730,627**	**623,674**	**860**	**2,379,824**			**2,329,772**	**26,704**	**(1,308)**	**24,656**	**1,774,922**
1,153,192	**...**	**...**	**(855,387)**	**297,805**		Non budgétaires—Statutaires	**(605,872)**	**...**	**...**	**903,677**	**(265,163)**
					6	**Approvisionnements et Services**					
...	477,803	36,235	13,512	527,550		Budgétaires—Votées	523,988	3,562	...	...	395,870
248,751	307,565	...	16,464	572,780		Statutaires	330,048	...	...	242,732	284,803
248,751	**785,368**	**36,235**	**29,976**	**1,100,330**			**854,036**	**3,562**	**...**	**242,732**	**680,673**
5,658	**...**	**...**	**(15,000)**	**(9,342)**		Non budgétaires—Statutaires	**(18,129)**	**...**	**...**	**8,787**	**33,241**
					7	**Communications**					
1,042	1,515,377	66,559	59,091	1,642,069		Budgétaires—Votées	1,548,025	97,191	(4,131)	984	1,491,199
17,652	27,289	...	340	45,281		Statutaires	25,716	...	...	19,565	31,888
18,694	**1,542,666**	**66,559**	**59,431**	**1,687,350**			**1,573,741**	**97,191**	**(4,131)**	**20,549**	**1,523,087**
...	10	...	...	10		Non budgétaires—Votées	...	10	...	...	...
93,078	...	...	(53,078)	40,000		Statutaires	...	...	...	40,000	...
93,078	**10**	**...**	**(53,078)**	**40,010**			**...**	**10**	**...**	**40,000**	**...**
					8	**Conseil privé**					
...	69,068	6,901	336	76,305		Budgétaires—Votées	72,373	3,932	...	...	75,445
...	7,695	5,300	1,667	14,662		Statutaires	14,662	...	...	...	8,946
...	**76,763**	**12,201**	**2,003**	**90,967**			**87,035**	**3,932**	**...**	**...**	**84,391**

					9	**Conseil du Trésor**					
...	884,075	7,639	(402,437)	489,277		Budgétaires— Votées	295,621	193,656	...	...	283,676
...	6,808	...	8,843	15,651		Statutaires	15,651	...	...	...	(4,553)
...	**890,883**	**7,639**	**(393,594)**	**504,928**			**311,272**	**193,656**	**...**	**...**	**279,123**
...	...	...	42,956	42,956		Non budgétaires—Votées	15,240	860	...	26,856	93,595
...	...	...	354,500	354,500		Statutaires	...	...	...	354,500	...
...	**...**	**...**	**397,456**	**397,456**			**15,240**	**860**	**...**	**381,356**	**93,595**
					10	**Consommation et Corporations**					
...	262,017	203,515	3,820	469,352		Budgétaires—Votées	457,693	11,659	...	...	319,417
...	32,791	111,000	(1,404)	142,387		Statutaires	142,387	...	...	...	197,379
...	**294,808**	**314,515**	**2,416**	**611,739**			**600,080**	**11,659**	**...**	**...**	**516,796**
500,000	**...**	**...**	**...**	**500,000**		Non budgétaires—Statutaires	**...**	**...**	**...**	**500,000**	**...**
					11	**Défense nationale**					
...	9,168,098	1,161	13,100	9,182,359		Budgétaires—Votées	9,079,729	102,630	...	...	8,409,822
...	786,902	...	19,904	806,806		Statutaires	806,806	...	...	...	758,028
...	**9,955,000**	**1,161**	**33,004**	**9,989,165**			**9,886,535**	**102,630**	**...**	**...**	**9,167,850**
38,799	**...**	**...**	**...**	**38,799**		Non budgétaires—Votées	**(6,825)**	**...**	**...**	**45,624**	**343**
					12	**Emploi et Immigration**					
...	1,750,342	73,883	192,757	2,016,982		Budgétaires—Votées	1,844,886	172,096	...	...	1,687,879
...	2,983,041	45,000	(2,225)	3,025,816		Statutaires	3,025,816	...	...	...	3,028,036
...	**4,733,383**	**118,883**	**190,532**	**5,042,798**			**4,870,702**	**172,096**	**...**	**...**	**4,715,915**
2,363	**...**	**5,000**	**25,000**	**32,363**		Non budgétaires—Statutaires	**4,360**	**...**	**...**	**28,003**	**2,811**
					13	**Énergie, Mines et Ressources**					
...	1,830,481	2,400	290	1,833,171		Budgétaires—Votées	1,762,778	70,393	...	...	2,577,549
39,648	117,040	...	478,982	635,670		Statutaires	63,803	502,330	...	69,537	(4,145)
39,648	**1,947,521**	**2,400**	**479,272**	**2,468,841**			**1,826,581**	**572,723**	**...**	**69,537**	**2,573,404**
...	3,718	20,400	...	24,118		Non budgétaires—Votées	20,400	3,718	...	...	5,371
3,899,924	...	...	...	3,899,924		Statutaires	...	...	...	3,899,924	...
3,899,924	**3,718**	**20,400**	**...**	**3,924,042**			**20,400**	**3,718**	**...**	**3,899,924**	**5,371**

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Suite*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					14	**Environnement**					
...	695,128	3,984	12,659	711,771		Budgétaires—Votées	705,833	6,210	(272)	...	647,733
...	50,221	...	5,453	55,674		Statutaires	55,674	...	...	...	53,065
...	**745,349**	**3,984**	**18,112**	**767,445**			**761,507**	**6,210**	**(272)**	**...**	**700,798**
					15	**Expansion industrielle régionale**					
...	1,227,598	16,900	478	1,244,976		Budgétaires—Votées	1,304,206	20,543	(79,773)	...	1,160,254
97,400	85,957	17,500	(42,483)	158,374		Statutaires	88,974	...	...	69,400	1,294,218
97,400	**1,313,555**	**34,400**	**(42,005)**	**1,403,350**			**1,393,180**	**20,543**	**(79,773)**	**69,400**	**2,454,472**
30,553	16,400	500	(22,348)	25,105		Non budgétaires—Votées	4,379	800	...	19,926	(10,799)
1,465,712	...	...	(330,387)	1,135,325		Statutaires	(93,000)	...	...	1,228,325	(119,000)
1,496,265	**16,400**	**500**	**(352,735)**	**1,160,430**			**(88,621)**	**800**	**...**	**1,248,251**	**(129,799)**
					16	**Finances**					
...	127,511	415	1,212	129,138		Budgétaires—Votées	125,871	3,267	...	...	117,091
83,940	32,749,414	286,024	(378,891)	32,740,487		Statutaires	32,662,092	...	...	78,395	31,805,619
83,940	**32,876,925**	**286,439**	**(377,679)**	**32,869,625**			**32,787,963**	**3,267**	**...**	**78,395**	**31,922,710**
...	631	...	276,100	276,731		Non budgétaires—Votées	276,382	349	...	...	350,436
3,918,803	...	17,000	(233,842)	3,701,961		Statutaires	268,164	...	...	3,433,797	969,800
3,918,803	**631**	**17,000**	**42,258**	**3,978,692**			**544,546**	**349**	**...**	**3,433,797**	**1,320,236**
					17	**Gouverneur général**					
...	5,911	895	...	6,806		Budgétaires—Votées	6,793	13	...	...	5,519
...	753	...	42	795		Statutaires	795	...	...	...	766
...	**6,664**	**895**	**42**	**7,601**			**7,588**	**13**	**...**	**...**	**6,285**

					18	Justice					
...	193,025	19,795	4,527	217,347		Budgétaires—Votées	204,699	12,648	...	...	156,251
...	116,615	4,600	1,505	122,720		Statutaires	122,720	...	...	...	116,726
...	309,640	24,395	6,032	340,067			327,419	12,648	...	...	272,977
					19	Parlement					
...	143,591	1,680	...	145,271		Budgétaires—Votées	137,561	7,710	...	...	140,036
...	63,464	...	2,993	66,457		Statutaires	66,457	...	...	...	60,995
...	207,055	1,680	2,993	211,728			204,018	7,710	...	...	201,031
					20	Pêches et Océans					
...	520,602	11,677	11,844	544,123		Budgétaires—Votées	541,349	2,774	...	...	596,136
...	34,733	...	2,777	37,510		Statutaires	37,510	...	...	...	38,288
...	555,335	11,677	14,621	581,633			578,859	2,774	...	...	634,424
44,575	...	...	...	44,575		Non budgétaires—Votées	(8,575)	...	...	53,150	7,230
					21	Revenu national					
...	1,078,742	4,600	28,659	1,112,001		Budgétaires—Votées	1,091,467	20,534	...	...	979,951
...	130,201	...	14,425	144,626		Statutaires	144,626	...	...	...	135,597
...	1,208,943	4,600	43,084	1,256,627			1,236,093	20,534	...	...	1,115,548
					22	Santé nationale et Bien-être social					
...	1,101,220	38,893	3,623	1,143,736		Budgétaires—Votées	1,131,434	13,434	(1,132)	...	1,025,232
...	27,119,297	(332,000)	(138,502)	26,648,795		Statutaires	26,648,795	...	...	...	25,334,805
...	28,220,517	(293,107)	(134,879)	27,792,531			27,780,229	13,434	(1,132)	...	26,360,037
					23	Sciences et Technologie					
...	713,848	16,974	6,756	737,578		Budgétaires—Votées	728,643	8,935	...	...	722,130
...	20,777	...	2,262	23,039		Statutaires	23,039	...	...	...	22,272
...	734,625	16,974	9,018	760,617			751,682	8,935	...	...	744,402
					24	Secrétariat d'État					
...	721,347	11,929	6,510	739,786		Budgétaires—Votées	728,423	11,363	...	...	720,029
9,292	2,712,953	(73,034)	(24,142)	2,625,069		Statutaires	2,615,934	...	...	9,135	2,594,680
9,292	3,434,300	(61,105)	(17,632)	3,364,855			3,344,357	11,363	...	9,135	3,314,709
					25	Solliciteur général					
...	1,746,725	18,992	17,094	1,782,811		Budgétaires—Votées	1,669,365	113,446	...	...	1,571,170
...	202,863	...	10,068	212,931		Statutaires	212,931	...	...	...	203,518
...	1,949,588	18,992	27,162	1,995,742			1,882,296	113,446	...	...	1,774,688
25	...	...	...	25		Non budgétaires—Votées	1	...	...	24	5

TABLEAU 3

Sommaire général
Autorisations votées et statutaires—*Fin*
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Sur-employées	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
					26	**Transports**					
...	2,538,658	12,000	18,346	2,569,004		Budgétaires—Votées	2,425,620	152,452	(9,068)	...	2,742,889
144,237	926,116	(21,527)	35,301	1,084,127		Statutaires	912,895	5,403	...	165,829	635,897
144,237	**3,464,774**	**(9,527)**	**53,647**	**3,653,131**			**3,338,515**	**157,855**	**(9,068)**	**165,829**	**3,378,786**
...	...	...	...	...		Non budgétaires—Votées	...	...	...	...	6,781
994,893	...	...	...	994,893		Statutaires	(20,509)	...	...	1,015,402	(31,581)
994,893	...	...	...	**994,893**			**(20,509)**	...	...	**1,015,402**	**(24,800)**
					27	**Travail**					
...	1,651,520	5,657	(1,582,361)	74,816		Budgétaires—Votées	72,985	1,831	...	...	69,737
...	75,527	41,950	15,731	133,208		Statutaires	133,208	...	...	...	94,386
...	**1,727,047**	**47,607**	**(1,566,630)**	**208,024**			**206,193**	**1,831**	...	...	**164,123**
...	31,100	...	(31,100)	...		Non budgétaires—Votées	...	...	...	...	...
4,509,007	(4,900)	...	(4,503,732)	375		Statutaires	375	...	...	...	80
4,509,007	**26,200**	...	**(4,534,832)**	375			**375**	...	...	...	**80**
					28	**Travaux publics**					
...	1,089,001	1,237	1,597,486	2,687,724		Budgétaires—Votées	2,440,118	247,606	...	...	2,334,777
204,150	292,612	2,300	(43,687)	455,375		Statutaires	228,364	...	...	227,011	404,199
204,150	**1,381,613**	**3,537**	**1,553,799**	3,143,099			**2,668,482**	**247,606**	...	**227,011**	**2,738,976**
...	2,300	...	31,100	33,400		Non budgétaires—Votées	8,100	25,300	...	...	9,500
...	...	...	4,509,007	4,509,007		Statutaires	185,800	...	...	4,323,207	251,000
...	**2,300**	...	**4,540,107**	4,542,407			**193,900**	**25,300**	...	**4,323,207**	**260,500**

					Total du gouvernement					
22,272	37,470,051	1,367,283	52,413	38,912,019	**Budgétaires—Votées**	37,575,769	1,411,010	(96,974)	22,214	35,572,234
867,962	69,537,797	137,048	(10,258)	70,532,549	**Statutaires**	69,121,852	507,733	...	902,964	67,592,224
890,234	**107,007,848**	**1,504,331**	**42,155**	**109,444,568**		**106,697,621**	**1,918,743**	**(96,974)**	**925,178**	**103,164,458**
1,927,118	80,124	22,277	490,177	2,519,696	**Non budgétaires—Votées**	627,604	31,423	...	1,860,669	888,886
26,131,243	344,933	(291,000)	(1,142,982)	25,042,194	**Statutaires**	(361,009)	...	...	25,403,203	498,488
28,058,361	**425,857**	**(268,723)**	**(652,805)**	**27,561,890**		**266,595**	**31,423**	**...**	**27,263,872**	**1,387,374**
1,949,390	37,550,175	1,389,560	542,590	41,431,715	**Votées**	38,203,373	1,442,433	(96,974)	1,882,883	36,461,120
26,999,205	69,882,730	(153,952)	(1,153,240)	95,574,743	**Statutaires**	68,760,843	507,733	...	26,306,167	68,090,712
28,948,595	**107,432,905**	**1,235,608**	**(610,650)**	**137,006,458**	**Total du gouvernement**	**106,964,216**	**1,950,166**	**(96,974)**	**28,189,050**	**104,551,832**

(1) Moins de $500.

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par enveloppe

Le tableau 4 présente les dépenses par enveloppe pour chaque ministère. Le total des dépenses nettes par enveloppe est différencié entre les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement. De plus, le total des dépenses concernant les tiers est présenté tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes concernant les tiers représente les recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées avec des tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne «Total» de ce tableau présente le total des dépenses rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des dépenses rapporté par les ministères avec les dépenses rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, la provision pour évaluation et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. Le «Total des dépenses nettes» représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Dévelop-pement social	Développe-ment éco-nomique et régional	Défense	Arrange-ments fiscaux	Services gouver-nementaux	Aide et affaires extérieures	Parlement	Dette publique	Total
2	**Affaires des anciens combattants**	**1,588,746**	...	...	...	...	...	...	...	**1,588,746**
3	**Affaires extérieures**									
	Département	...	24,317	...	...	...	803,611	...	...	827,928
	Corporation commerciale canadienne	...	16,095	...	...	...	...	...	...	16,095
	Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	...	...	...	...	...	3,000	...	...	3,000
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	...	1,900,755	...	...	1,900,755
	Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	...	4,000	...	...	4,000
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	100,000	...	...	100,000
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	3,438	...	...	3,438
	Total du ministère	...	**40,412**	...	...	...	**2,814,804**	...	...	**2,855,216**
4	**Affaires indiennes et Nord canadien**	**2,645,524**	...	...	...	...	...	...	...	**2,645,524**

5	**Agriculture**									
	Département	...	2,303,174	...	...	...	...	...	...	2,303,174
	Commission canadienne du lait	...	4,442	...	...	...	...	...	...	4,442
	Office canadien des provendes	...	17,156	...	...	...	...	...	...	17,156
	Société du crédit agricole	...	5,000	...	...	...	...	...	...	5,000
	Total du ministère	**...**	**2,329,772**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,329,772**
6	**Approvisionnements et Services**									
	Département	...	18,705	...	255,615	278,889	...	...	...	553,209
	Statistique Canada	...	...	...	...	300,827	...	...	...	300,827
	Total du ministère	**...**	**18,705**	**...**	**255,615**	**579,716**	**...**	**...**	**...**	**854,036**
7	**Communications**									
	Département	106,248	163,813	...	...	...	...	...	...	270,061
	Conseil des Arts du Canada	85,481	...	...	...	...	...	...	...	85,481
	Société Radio-Canada	855,101	...	...	...	...	...	...	...	855,101
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	85,972	...	...	...	...	...	...	...	85,972
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25,988	...	...	...	...	...	...	...	25,988
	Corporation du Centre national des Arts	14,828	...	...	...	...	...	...	...	14,828
	Office national du film	61,222	...	...	...	...	...	...	...	61,222
	Bibliothèque nationale	36,135	...	...	...	...	...	...	...	36,135
	Musées nationaux du Canada	85,602	...	...	...	...	...	...	...	85,602
	Archives publiques	53,351	...	...	...	...	...	...	...	53,351
	Total du ministère	**1,409,928**	**163,813**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,573,741**
8	**Conseil privé**									
	Département	...	...	...	...	45,710	...	...	...	45,710
	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	3,050	...	...	...	3,050
	Directeur général des élections	...	...	...	...	9,628	...	...	...	9,628
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	10,093	...	...	...	10,093
	Conseil économique du Canada	...	...	...	...	8,771	...	...	...	8,771
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	...	...	...	...	8,552	...	...	...	8,552
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	1,231	...	...	...	1,231
	Total du ministère	**...**	**...**	**...**	**...**	**87,035**	**...**	**...**	**...**	**87,035**
9	**Conseil du Trésor**									
	Secrétariat	...	...	...	...	293,562	...	...	...	293,562
	Contrôleur général	...	...	...	...	12,920	...	...	...	12,920
	Privatisation et affaires réglementaires	...	...	...	...	4,790	...	...	...	4,790
	Total du ministère	**...**	**...**	**...**	**...**	**311,272**	**...**	**...**	**...**	**311,272**
10	**Consommation et Corporations**									
	Département	...	159,809	...	...	...	...	...	...	159,809
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	430,981	...	...	...	430,981
	Tribunal de la concurrence	...	993	...	...	...	...	...	...	993
	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	...	1,362	...	...	...	...	...	...	1,362
	Conseil canadien des normes	...	6,935	...	...	...	...	...	...	6,935
	Total du ministère	**...**	**169,099**	**...**	**...**	**430,981**	**...**	**...**	**...**	**600,080**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par enveloppe—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Dévelop-pement social	Développe-ment éco-nomique et régional	Défense	Arrange-ments fiscaux	Services gouver-nementaux	Aide et affaires extérieures	Parlement	Dette publique	Total
11	**Défense nationale**	...	...	**9,886,535**	...	...	...	...	...	**9,886,535**
12	**Emploi et Immigration**									
	Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	4,862,810	...	...	...	...	...	...	...	4,862,810
	Commission d'appel de l'immigration	7,892	...	...	...	...	...	...	...	7,892
	Total du ministère	**4,870,702**	...	...	...	...	...	...	...	**4,870,702**
13	**Énergie, Mines et Ressources**									
	Département	...	1,532,493	...	...	...	...	...	...	1,532,493
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	22,294	...	...	...	...	...	...	22,294
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	217,581	...	...	...	...	...	...	217,581
	Office national de l'énergie	...	25,565	...	...	...	...	...	...	25,565
	Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	28,648	...	...	28,648
	Total du ministère	...	**1,797,933**	...	...	...	**28,648**	...	...	**1,826,581**
14	**Environnement**	**761,507**	...	...	...	...	...	...	...	**761,507**
15	**Expansion industrielle régionale**									
	Département	...	1,165,369	...	...	...	...	...	...	1,165,369
	Société de développement du Cap-Breton	...	163,882	...	...	...	...	...	...	163,882
	Banque fédérale de développement	...	54,851	...	...	...	...	...	...	54,851
	Investissement Canada	...	9,078	...	...	...	...	...	...	9,078
	Total du ministère	...	**1,393,180**	...	...	...	...	...	...	**1,393,180**
16	**Finances**									
	Département	...	...	...	5,801,384	97,935	149,680	...	26,667,927	32,716,926
	Vérificateur général	...	...	...	...	44,210	...	...	...	44,210
	Assurances	...	...	...	...	23,983	...	...	...	23,983
	Commission du tarif	...	...	...	...	2,844	...	...	...	2,844
	Total du ministère	...	...	...	**5,801,384**	**168,972**	**149,680**	...	**26,667,927**	**32,787,963**
17	**Gouverneur général**	...	...	...	...	**7,588**	...	...	...	**7,588**

18	**Justice**									
	Département	177,311	...	...	...	...	...	...	...	177,311
	Commission canadienne des droits de la personne	9,497	...	...	...	...	...	...	...	9,497
	Commissaire à la magistrature fédérale	112,296	...	...	...	...	...	...	...	112,296
	Cour fédérale du Canada	9,883	...	...	...	...	...	...	...	9,883
	Commission de réforme du droit du Canada	4,245	...	...	...	...	...	...	...	4,245
	Bureau du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	3,614	...	...	...	...	...	...	...	3,614
	Cour suprême du Canada	7,141	...	...	...	...	...	...	...	7,141
	Cour canadienne de l'impôt	3,432	...	...	...	...	...	...	...	3,432
	Total du ministère	**327,419**	...	...	...	...	...	...	...	**327,419**
19	**Parlement**									
	Sénat	...	...	...	...	...	...	28,842	...	28,842
	Chambre des communes	...	...	...	...	...	...	163,386	...	163,386
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	...	11,790	...	11,790
	Total du ministère	...	...	...	...	...	...	**204,018**	...	**204,018**
20	**Pêches et Océans**	...	**578,859**	...	...	...	...	...	...	**578,859**
21	**Revenu national**									
	Douanes et Accise	...	...	...	...	459,059	...	...	...	459,059
	Impôt	...	...	...	...	777,034	...	...	...	777,034
	Total du ministère	...	...	...	...	**1,236,093**	...	...	...	**1,236,093**
22	**Santé nationale et Bien-être social**									
	Département	27,612,295	...	...	...	...	...	...	...	27,612,295
	Conseil de recherches médicales	167,934	...	...	...	...	...	...	...	167,934
	Total du ministère	**27,780,229**	...	...	...	...	...	...	...	**27,780,229**
23	**Sciences et Technologie**									
	Département d'État	...	16,406	...	...	...	...	...	...	16,406
	Conseil national de recherches du Canada	...	412,859	...	...	...	...	...	...	412,859
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	319,792	...	...	...	...	...	...	319,792
	Conseil des sciences du Canada	...	2,625	...	...	...	...	...	...	2,625
	Total du ministère	...	**751,682**	...	...	...	...	...	...	**751,682**
24	**Secrétariat d'État**									
	Département	3,144,682	...	...	...	...	...	...	...	3,144,682
	Conseil consultatif de la situation de la femme	2,507	...	...	...	...	...	...	...	2,507
	Commission de la Fonction publique	...	...	...	...	124,849	...	...	...	124,849
	Conseil de recherches en sciences humaines	69,845	...	...	...	...	...	...	...	69,845
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	2,474	...	...	...	...	...	...	...	2,474
	Total du ministère	**3,219,508**	...	...	...	**124,849**	...	...	...	**3,344,357**

TABLEAU 4

Sommaire général
Dépenses par enveloppe—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Dévelop-pement social	Développe-ment éco-nomique et régional	Défense	Arrange-ments fiscaux	Services gouver-nementaux	Aide et affaires extérieures	Parlement	Dette publique	Total
25	**Solliciteur général**									
	Département	140,414	...	...	...	...	...	...	...	140,414
	Service canadien du renseignement de sécurité	132,256	...	...	...	...	...	...	...	132,256
	Service correctionnel	759,083	...	...	...	...	...	...	...	759,083
	Commission nationale des libérations conditionnelles	15,925	...	...	...	...	...	...	...	15,925
	Gendarmerie royale du Canada	834,618	...	...	...	...	...	...	...	834,618
	Total du ministère	**1,882,296**	—	—	—	—	—	—	—	**1,882,296**
26	**Transport**									
	Département	...	2,435,558	...	...	...	...	...	...	2,435,558
	Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	15,394	...	...	...	...	...	...	15,394
	Commission canadienne des transports	...	883,346	...	...	...	...	...	...	883,346
	Tribunal de l'aviation civile	...	654	...	...	...	...	...	...	654
	Administrateur de l'Office du transport du grain	...	3,154	...	...	...	...	...	...	3,154
	Administration du pipe-line du Nord	...	409	...	...	...	...	...	...	409
	Total du ministère	—	**3,338,515**	—	—	—	—	—	—	**3,338,515**
27	**Travail**									
	Département	...	192,280	...	...	...	...	...	...	192,280
	Conseil canadien des relations du travail	...	6,136	...	...	...	...	...	...	6,136
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7,777	...	...	...	...	...	...	...	7,777
	Total du ministère	**7,777**	**198,416**	—	—	—	—	—	—	**206,193**
28	**Travaux publics**									
	Département	...	...	...	247,229	904,522	...	...	...	1,151,751
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454,286	...	...	...	...	...	...	...	1,454,286
	Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	62,445	...	...	...	62,445
	Total du ministère	**1,454,286**	—	—	**247,229**	**966,967**	—	—	—	**2,668,482**
	Total des dépenses ministérielles	**45,947,922**	**10,780,386**	**9,886,535**	**6,304,228**	**3,913,473**	**2,993,132**	**204,018**	**26,667,927**	**106,697,621**
	Comptes à fins déterminées consolidés—									
	Compte d'assurance-chômage—									
	Prestations d'assurance-chômage	10,521,719	...	...	...	...	...	...	...	10,521,719
	Dépenses d'administration	936,947	...	...	...	...	...	...	...	936,947
	Revirement des contributions gouvernementales au Compte	(2,911,583)	...	...	...	...	...	...	...	(2,911,583)
	Revirement des contributions gouvernementales en tant qu'employeur au Compte	(76,788)	(55,197)	(87,856)	...	(33,312)	(5,594)	(2,421)	...	(261,168)
	Intérêts crédités au Compte	...	...	...	...	...	...	...	(2,625)	(2,625)

Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest—									
Revirement de la contribution gouvernementale au Compte	...	(75,794)	...	...	...	...	...	...	(75,794)
Paiements effectués aux producteurs	...	854,800	...	...	...	...	...	...	854,800
Intérêts crédités au Compte	...	...	...	...	...	...	...	(1,600)	(1,600)
Fonds de réassurance-récolte—									
Paiements effectués aux provinces	...	287,403	...	...	...	...	...	...	287,403
Comptes de stabilisation des produits agricoles—									
Revirement de la contribution gouvernementale aux Comptes	...	(25,235)	...	...	...	...	...	...	(25,235)
Paiements effectués aux producteurs	...	4,173	...	...	...	...	...	...	4,173
Intérêts crédités aux Comptes	...	...	...	...	...	...	...	(1,610)	(1,610)
Sous-total	8,470,295	990,150	(87,856)	...	(33,312)	(5,594)	(2,421)	(5,835)	9,325,427
Provision pour évaluation	164,000	54,000	257,000	(2,000)	117,000	(95,000)	5,000	...	500,000
Total des comptes à fins déterminées consolidés et provision	8,634,295	1,044,150	169,144	(2,000)	83,688	(100,594)	2,579	(5,835)	9,825,427
Total des dépenses nettes	54,582,217	11,824,536	10,055,679	6,302,228	3,997,161	2,892,538	206,597	26,662,092	116,523,048
Dépenses internes du gouvernement	13,276	31,678	49,798	...	34,836	628	...	4,553	134,769
Total des dépenses nettes concernant les tiers	54,568,941	11,792,858	10,005,881	6,302,228	3,962,325	2,891,910	206,597	26,657,539	116,388,279
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	489,933	833,967	276,644	...	172,916	20,509	...	...	1,793,969
Total des dépenses brutes concernant les tiers	55,058,874	12,626,825	10,282,525	6,302,228	4,135,241	2,912,419	206,597	26,657,539	118,182,248

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant

Le tableau 5 présente les dépenses par article courant pour chaque ministère. La présentation des dépenses par article courant est reliée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués, par le gouvernement. Le total des dépenses est présenté tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits. Le tableau différencie également les dépenses concernant les tiers et les dépenses internes du gouvernement.

Dans ce tableau, les dépenses concernant les tiers représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées avec des tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les dépenses internes du gouvernement représentent les dépenses encourues suite à des opérations effectuées entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

Le «Total des dépenses brutes», avant les comptes à fins déterminées consolidés et la provision, représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. Le «Total des dépenses nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des recettes à valoir sur les crédits rapporté dans les comptes du Canada. Le «Total des dépenses nettes» avant les comptes à fins déterminées consolidés et la provision divulgue le total des dépenses rapporté pour chaque ministère aux sections ministérielles de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des dépenses rapporté par les ministères avec les dépenses rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, la provision pour évaluation et l'élimination des dépenses internes du gouvernement. Le «Total des dépenses nettes» représente toutes les dépenses budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Construction et acquisi-tion de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette pu-blique[5] (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits — Prove-nant de tiers	Internes du gouvernement	Total (13)	Total des dépenses nettes (1)-(13)
2	**Affaires des anciens com-battants**	**142,217**	**15,197**	**924**	**140,914**	**3,481**	**4,131**	**21,052**	**781**	**2,912**	**1,256,043**	...	**1,094**	**1,588,746**	...	...	...	**1,588,746**
3	**Affaires extérieures**																	
	Département	333,932	85,410	12,256	60,347	82,622	21,434	31,137	32,358	28,280	160,225	...	907	848,908	20,510	470	20,980	827,928
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16,095	16,095	...	...	...	16,095
	Institut canadien pour la paix et la sécurité mon-diales	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,000	3,000	...	...	...	3,000

Agence canadienne de développement international	55,493	8,008	1,634	8,480	3,017	527	1,095	...	2,234	1,820,208	...	59	1,900,755	...	...	...	1,900,755
Centre international d'exploitation des océans	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,000	4,000	...	...	...	4,000
Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100,000	100,000	...	...	...	100,000
Commission mixte internationale	1,978	380	175	489	225	26	90	...	59	...	...	16	3,438	...	...	...	3,438
Total du ministère	**391,403**	**93,798**	**14,065**	**69,316**	**85,864**	**21,987**	**32,322**	**32,358**	**30,573**	**1,980,433**	**...**	**124,077**	**2,876,196**	**20,510**	**470**	**20,980**	**2,855,216**
4 Affaires indiennes et Nord canadien	**250,430**	**27,971**	**2,539**	**42,658**	**26,419**	**10,398**	**21,003**	**61,826**	**5,442**	**2,156,749**	**...**	**40,674**	**2,646,109**	**585**	**...**	**585**	**2,645,524**
5 Agriculture																	
Département	551,082	36,940	8,264	56,367	6,514	7,737	51,233	64,191	48,434	1,201,696	...	284,550	2,317,008	13,285	549	13,834	2,303,174
Commission canadienne du lait	2,958	325	147	226	324	56	69	13	324	...	...	(1)	4,442	...	...	...	4,442
Office canadien des provendes	887	167	44	41	90	3	62	...	12	15,842	...	8	17,156	...	...	...	17,156
Société du crédit agricole	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	...	5,000
Total du ministère	**554,927**	**37,432**	**8,455**	**56,634**	**6,928**	**7,796**	**51,364**	**64,204**	**48,770**	**1,217,538**	**...**	**289,558**	**2,343,606**	**13,285**	**549**	**13,834**	**2,329,772**
6 Approvisionnements et Services																	
Département	386,171	213,847	74,267	134,070	46,614	9,645	99,198	...	16,823	257,164	...	70,346	1,308,145	58,316	696,620	754,936	553,209
Statistique Canada	203,760	17,335	6,611	75,330	5,661	4,040	5,509	...	5,146	71	...	23	323,486	5,779	16,880	22,659	300,827
Total du ministère	**589,931**	**231,182**	**80,878**	**209,400**	**52,275**	**13,685**	**104,707**	**...**	**21,969**	**257,235**	**...**	**70,369**	**1,631,631**	**64,095**	**713,500**	**777,595**	**854,036**
7 Communications																	
Département	106,353	136,443	3,118	21,182	4,128	4,987	7,242	2,174	8,684	68,615	...	55,916	418,842	11,466	137,315	148,781	270,061
Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	85,481	85,481	...	...	...	85,481
Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	855,101	855,101	...	...	...	855,101
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	85,972	85,972	...	...	...	85,972
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	20,626	1,495	1,792	980	339	146	297	...	299	...	...	14	25,988	...	...	...	25,988
Corporation du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14,828	14,828	...	...	...	14,828
Office national du film	36,163	5,466	1,107	9,976	9,500	1,083	5,856	...	2,298	359	...	415	72,223	8,931	2,070	11,001	61,222
Bibliothèque nationale	21,245	1,182	434	7,215	454	341	3,379	...	1,744	55	...	86	36,135	...	...	...	36,135
Musées nationaux du Canada	49,349	4,587	1,542	9,829	1,061	1,705	7,131	3	3,520	8,396	...	14	87,137	1,535	...	1,535	85,602
Archives publiques	30,758	1,307	611	8,042	159	1,720	5,813	...	4,338	...	...	603	53,351	...	...	...	53,351
Total du ministère	**264,494**	**150,480**	**8,604**	**57,224**	**15,641**	**9,982**	**29,718**	**2,177**	**20,883**	**77,425**	**...**	**1,098,430**	**1,735,058**	**21,932**	**139,385**	**161,317**	**1,573,741**
8 Conseil privé																	
Département	28,497	2,932	1,055	7,619	1,024	998	1,020	...	2,370	84	...	111	45,710	...	...	...	45,710
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	1,003	625	189	696	421	12	94	...	10	...	...	(1)	3,050	...	...	...	3,050
Directeur général des élections	4,089	779	1,396	925	315	86	1,000	...	928	106	...	4	9,628	...	...	...	9,628
Commissaire aux langues officielles	6,783	749	504	1,574	70	124	154	...	133	...	...	2	10,093	...	...	...	10,093
Conseil économique du Canada	6,692	423	217	886	58	63	190	...	239	...	...	3	8,771	...	...	...	8,771

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Construction et acquisi-tion de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette pu-blique[5] (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	*Moins*: recettes à valoir sur les crédits — Prove-nant de tiers	*Moins*: recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement	*Moins*: recettes à valoir sur les crédits — Total (13)	Total des dépenses nettes (1)-(13)
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	6,845	418	290	521	122	73	136	...	146	...	...	1	8,552	...	...	...	8,552
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	568	116	20	451	18	6	10	...	42	...	...	(1)	1,231	...	...	...	1,231
	Total du ministère	**54,477**	**6,042**	**3,671**	**12,672**	**2,028**	**1,362**	**2,604**	...	**3,868**	**190**	...	**121**	**87,035**	...	...	...	**87,035**
9	**Conseil du Trésor**																	
	Secrétariat	307,021	1,151	1,842	7,366	242	72	142	...	629	488	...	8,190	327,143	...	33,581	33,581	293,562
	Contrôleur général	9,545	185	385	989	3	1	40	...	148	...	...	1,624	12,920	...	...	...	12,920
	Privatisation et affaires réglementaires	2,136	325	236	1,546	22	6	110	...	409	...	...	(1)	4,790	...	...	...	4,790
	Total du ministère	**318,702**	**1,661**	**2,463**	**9,901**	**267**	**79**	**292**	...	**1,186**	**488**	...	**9,814**	**344,853**	...	**33,581**	**33,581**	**311,272**
10	**Consommation et Corporations**																	
	Département	98,679	8,481	2,371	9,448	571	1,721	3,024	...	5,078	30,035	...	401	159,809	...	...	...	159,809
	Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	430,981	430,981	...	...	...	430,981
	Tribunal de la concurrence	92	14	36	237	7	12	38	...	555	...	...	2	993	...	...	...	993
	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,106	30	125	83	8	1	8	...	...	...	...	1	1,362	...	...	...	1,362
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,935	6,935	...	...	...	6,935
	Total du ministère	**99,877**	**8,525**	**2,532**	**9,768**	**586**	**1,734**	**3,070**	...	**5,633**	**30,035**	...	**438,320**	**600,080**	...	...	...	**600,080**
11	**Défense nationale**	**4,466,622**	**388,691**	**22,199**	**467,675**	**61,191**	**615,203**	**1,200,466**	**162,256**	**2,267,888**	**474,696**	...	**60,086**	**10,186,973**	**276,644**	**23,794**	**300,438**	**9,886,535**
12	**Emploi et Immigration**																	
	Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	944,913	86,855	20,361	105,809	88,324	13,574	13,158	...	14,084	1,808,243	...	2,713,215	5,808,536	...	945,726	945,726	4,862,810
	Commission d'appel de l'immigration	6,028	704	49	521	67	57	105	...	357	...	...	4	7,892	...	...	...	7,892
	Total du ministère	**950,941**	**87,559**	**20,410**	**106,330**	**88,391**	**13,631**	**13,263**	...	**14,441**	**1,808,243**	...	**2,713,219**	**5,816,428**	...	**945,726**	**945,726**	**4,870,702**

13	**Énergie, Mines et Ressources**																	
	Département	229,805	23,359	9,755	124,650	12,824	13,080	20,214	1,142	30,575	1,085,427	...	465	1,551,296	9,723	9,080	18,803	1,532,493
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	14,587	1,456	109	4,394	173	177	282	...	542	570	...	4	22,294	...	...	...	22,294
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	217,581	217,581	...	...	...	217,581
	Office national de l'énergie	21,528	862	158	888	572	288	476	...	797	...	...	(4)	25,565	...	...	...	25,565
	Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	28,648	28,648	...	...	...	28,648
	Total du ministère	**265,920**	**25,677**	**10,022**	**129,932**	**13,569**	**13,545**	**20,972**	**1,142**	**31,914**	**1,085,997**	**...**	**246,694**	**1,845,384**	**9,723**	**9,080**	**18,803**	**1,826,581**
14	**Environnement**	**436,374**	**48,600**	**8,999**	**90,293**	**33,413**	**27,437**	**47,113**	**34,996**	**46,434**	**21,537**	**...**	**1,456**	**796,652**	**...**	**35,145**	**35,145**	**761,507**
15	**Expansion industrielle régionale**																	
	Département	142,187	17,954	31,927	38,082	3,694	1,856	3,019	...	3,422	921,960	...	1,268	1,165,369	...	...	...	1,165,369
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	163,882	163,882	...	...	...	163,882
	Banque fédérale de développement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	54,851	54,851	...	...	...	54,851
	Investissement Canada	6,314	510	641	678	136	162	310	...	324	...	...	3	9,078	...	...	...	9,078
	Total du ministère	**148,501**	**18,464**	**32,568**	**38,760**	**3,830**	**2,018**	**3,329**	**...**	**3,746**	**921,960**	**...**	**220,004**	**1,393,180**	**...**	**...**	**...**	**1,393,180**
16	**Finances**																	
	Département	44,181	5,455	2,250	7,164	1,310	1,180	38,393	...	1,722	5,951,064	26,667,927	5,909	32,726,555	...	9,629	9,629	32,716,926
	Vérificateur général	30,866	2,945	277	7,062	334	376	636	...	1,268	434	...	12	44,210	...	...	...	44,210
	Assurances	8,421	635	49	14,248	51	52	259	...	267	...	...	1	23,983	...	...	...	23,983
	Commission du tarif	2,292	120	67	166	70	28	47	...	49	...	...	5	2,844	...	...	...	2,844
	Total du ministère	**85,760**	**9,155**	**2,643**	**28,640**	**1,765**	**1,636**	**39,335**	**...**	**3,306**	**5,951,498**	**26,667,927**	**5,927**	**32,797,592**	**...**	**9,629**	**9,629**	**32,787,963**
17	**Gouverneur général**	**4,557**	**1,049**	**175**	**619**	**114**	**44**	**806**	**...**	**224**	**...**	**...**	**(1)**	**7,588**	**...**	**...**	**...**	**7,588**
18	**Justice**																	
	Département	69,366	5,255	1,779	10,205	329	803	2,214	...	2,524	84,772	...	64	177,311	...	...	...	177,311
	Commission canadienne des droits de la personne	7,425	693	183	687	61	128	121	...	199	...	...	(1)	9,497	...	...	...	9,497
	Commissaire à la magistrature fédérale	86,502	6,810	402	625	58	17	93	...	12	17,062	...	715	112,296	...	...	...	112,296
	Cour fédérale du Canada	6,846	588	2	1,034	128	146	558	...	570	...	...	11	9,883	...	...	...	9,883
	Commission de réforme du droit du Canada	1,786	412	242	1,531	59	16	129	...	70	...	...	(1)	4,245	...	...	...	4,245
	Bureau du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	2,783	171	128	393	15	5	42	...	76	...	...	1	3,614	...	...	...	3,614
	Cour suprême du Canada	3,912	342	280	830	120	74	648	...	398	532	...	5	7,141	...	...	...	7,141
	Cour canadienne de l'impôt	2,159	320	...	513	45	72	246	...	75	...	...	2	3,432	...	...	...	3,432
	Total du ministère	**180,779**	**14,591**	**3,016**	**15,818**	**815**	**1,261**	**4,051**	**...**	**3,924**	**102,366**	**...**	**798**	**327,419**	**...**	**...**	**...**	**327,419**
19	**Parlement**																	
	Sénat	20,191	2,867	1,504	1,069	673	186	764	...	641	926	...	21	28,842	...	...	...	28,842
	Chambre des communes	116,512	18,852	8,786	4,443	2,780	2,274	4,455	...	3,590	1,506	...	188	163,386	...	...	...	163,386
	Bibliothèque du Parlement	9,558	213	75	601	199	34	784	...	326	...	...	...	11,790	...	...	...	11,790
	Total du ministère	**146,261**	**21,932**	**10,365**	**6,113**	**3,652**	**2,494**	**6,003**	**...**	**4,557**	**2,432**	**...**	**209**	**204,018**	**...**	**...**	**...**	**204,018**

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Suite*

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette publique[5] (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	*Moins*: recettes à valoir sur les crédits — Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total (13)	Total des dépenses nettes (1)-(13)
20	**Pêches et Océans**	**283,290**	**29,384**	**4,196**	**64,320**	**21,896**	**33,631**	**46,354**	**44,600**	**34,204**	**15,058**	**...**	**5,274**	**582,207**	**...**	**3,348**	**3,348**	**578,859**
21	**Revenu national**																	
	Douanes et Accise	387,307	21,827	3,986	20,430	2,279	4,913	6,150	1,322	10,741	...	...	104	459,059	...	...	...	459,059
	Impôt	714,066	61,148	28,441	17,100	11,448	4,740	7,770	3	20,851	67	...	175	865,809	53,075	35,700	88,775	777,034
	Total du ministère	**1,101,373**	**82,975**	**32,427**	**37,530**	**13,727**	**9,653**	**13,920**	**1,325**	**31,592**	**67**	**...**	**279**	**1,324,868**	**53,075**	**35,700**	**88,775**	**1,236,093**
22	**Santé nationale et Bien-être social**																	
	Département	375,705	86,422	14,781	101,652	4,063	7,626	80,227	47,863	26,017	26,924,618	...	723	27,669,697	57,402	...	57,402	27,612,295
	Conseil de recherches médicales	2,308	846	187	254	14	40	72	...	225	163,990	...	(2)	167,934	...	...	...	167,934
	Total du ministère	**378,013**	**87,268**	**14,968**	**101,906**	**4,077**	**7,666**	**80,299**	**47,863**	**26,242**	**27,088,608**	**...**	**721**	**27,837,631**	**57,402**	**...**	**57,402**	**27,780,229**
23	**Sciences et Technologie**																	
	Département d'État	7,813	826	499	1,925	541	36	213	...	643	3,899	...	11	16,406	...	...	...	16,406
	Conseil national de recherches du Canada	168,780	12,802	4,327	36,689	10,638	7,307	33,942	11,670	43,102	107,836	...	(4)	437,089	18,666	5,564	24,230	412,859
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	5,719	1,857	523	2,410	398	241	155	...	424	308,065	...	(1)	319,792	...	...	...	319,792
	Conseil des sciences du Canada	1,740	281	135	364	16	37	50	...	4	...	...	(2)	2,625	...	...	...	2,625
	Total du ministère	**184,052**	**15,766**	**5,484**	**41,388**	**11,593**	**7,621**	**34,360**	**11,670**	**44,173**	**419,800**	**...**	**5**	**775,912**	**18,666**	**5,564**	**24,230**	**751,682**
24	**Secrétariat d'État**																	
	Département	126,962	8,416	11,087	27,152	2,268	1,340	6,661	...	4,233	2,956,516	...	47	3,144,682	...	...	...	3,144,682
	Conseil consultatif de la situation de la femme	1,585	335	90	395	34	6	39	...	23	...	...	...	2,507	...	...	...	2,507
	Commission de la Fonction publique	109,554	6,035	3,003	6,133	4,174	865	1,694	...	2,595	...	...	3,405	137,458	320	12,289	12,609	124,849
	Conseil de recherches en sciences humaines	3,896	533	155	351	89	56	122	...	219	64,424	...	...	69,845	...	...	...	69,845
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	1,737	190	95	270	37	39	79	...	26	...	...	1	2,474	...	...	...	2,474
	Total du ministère	**243,734**	**15,509**	**14,430**	**34,301**	**6,602**	**2,306**	**8,595**	**...**	**7,096**	**3,020,940**	**...**	**3,453**	**3,356,966**	**320**	**12,289**	**12,609**	**3,344,357**

25 Solliciteur général																	
Département	15,980	1,667	855	4,717	377	213	531	...	736	115,302	...	36	140,414	...	...	...	140,414
Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	132,256	132,256	...	...	...	132,256
Service correctionnel	454,124	18,402	208	91,787	2,314	10,486	66,764	77,289	22,257	1,267	...	14,185	759,083	...	...	...	759,083
Commission nationale des libérations conditionnelles	13,557	1,271	157	426	59	140	167	...	146	...	...	2	15,925	...	...	...	15,925
Gendarmerie royale du Canada	910,114	83,638	630	49,028	24,039	29,193	59,950	38,815	53,832	28,935	...	13,735	1,291,909	421,433	35,858	457,291	834,618
Total du ministère	**1,393,775**	**104,978**	**1,850**	**145,958**	**26,789**	**40,032**	**127,412**	**116,104**	**76,971**	**145,504**	**...**	**160,214**	**2,339,587**	**421,433**	**35,858**	**457,291**	**1,882,296**
26 Transports																	
Département	955,562	102,292	11,262	248,639	18,594	106,126	175,217	189,250	358,670	263,483	...	902,654	3,331,749	759,442	136,749	896,191	2,435,558
Bureau canadien de la sécurité aérienne	10,339	1,267	233	1,482	217	415	510	...	857	...	...	74	15,394	...	...	...	15,394
Commission canadienne des transports	35,661	2,945	609	1,901	324	136	465	...	498	840,718	...	89	883,346	...	...	...	883,346
Tribunal de l'aviation civile	303	109	10	110	3	2	17	...	99	...	...	1	654	...	...	...	654
Administrateur de l'Office du transport du grain	1,332	275	60	224	95	31	23	...	40	1,074	...	(1)	3,154	...	...	...	3,154
Administration du pipeline du Nord	357	13	3	32	...	2	2	...	...	...	...	...	409	...	...	...	409
Total du ministère	**1,003,554**	**106,901**	**12,177**	**252,388**	**19,233**	**106,712**	**176,234**	**189,250**	**360,164**	**1,105,275**	**...**	**902,818**	**4,234,706**	**759,442**	**136,749**	**896,191**	**3,338,515**
27 Travail																	
Département	87,123	3,666	1,757	12,524	343	511	963	...	2,590	102,714	...	1,474	213,665	21,385	...	21,385	192,280
Conseil canadien des relations du travail	4,682	619	141	399	134	26	115	...	15	...	...	5	6,136	...	...	...	6,136
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5,705	692	348	303	90	188	311	...	204	...	...	...	7,841	47	17	64	7,777
Total du ministère	**97,510**	**4,977**	**2,246**	**13,226**	**567**	**725**	**1,389**	**...**	**2,809**	**102,714**	**...**	**1,479**	**227,642**	**21,432**	**17**	**21,449**	**206,193**
28 Travaux publics																	
Département	319,055	17,798	4,489	291,019	419,777	256,509	140,491	541,824	19,358	273,798	...	442,446	2,726,564	55,425	1,519,388	1,574,813	1,151,751
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,454,286	1,454,286	...	...	...	1,454,286
Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	62,445	62,445	...	...	...	62,445
Total du ministère	**319,055**	**17,798**	**4,489**	**291,019**	**419,777**	**256,509**	**140,491**	**541,824**	**19,358**	**273,798**	**...**	**1,959,177**	**4,243,295**	**55,425**	**1,519,388**	**1,574,813**	**2,668,482**
Total des dépenses ministérielles	**14,356,529**	**1,653,562**	**326,795**	**2,474,703**	**924,490**	**1,213,278**	**2,230,524**	**1,312,376**	**3,120,279**	**49,516,629**	**26,667,927**	**8,354,270**	**112,151,362**	**1,793,969**	**3,659,772**	**5,453,741**	**106,697,621**
Comptes à fins déterminées consolidés—																	
Compte d'assurance-chômage	(261,168)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,625)	8,547,083	8,283,290	...	...	...	8,283,290
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,600)	779,006	777,406	...	...	...	777,406
Fonds de réassurance-récolte	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	287,403	287,403	...	...	...	287,403
Comptes de stabilisation des produits agricoles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,610)	(21,062)	(22,672)	...	...	...	(22,672)
Sous-total	(261,168)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(5,835)	9,592,430	9,325,427	...	...	...	9,325,427

TABLEAU 5

Sommaire général
Dépenses par article courant—*Fin*

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi-cations (2)	Information (3)	Services profession-nels et spéciaux[2] (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi-sionne-ments (7)	Construction et acquisi-tion de terrains, bâtiments et ouvrages[3] (8)	Construction et (ou) acquisition de machines et de matériel[3] (9)	Paiements de transfert[4] (10)	Service de la dette pu-blique[5] (11)	Toutes autres dépenses (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits — Prove-nant de tiers	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits — Internes du gouvernement	*Moins:* recettes à valoir sur les crédits — Total (13)	Total des dépenses nettes (1)-(13)
	Provision pour évaluation	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	500,000	500,000	...	...	...	500,000
	Total des dépenses	**14,095,361**	**1,653,562**	**326,795**	**2,474,703**	**924,490**	**1,213,278**	**2,230,524**	**1,312,376**	**3,120,279**	**49,516,629**	**26,662,092**	**18,446,700**	**121,976,789**	**1,793,969**	**3,659,772**	**5,453,741**	**116,523,048**
	Dépenses internes du gouvernement	...	1,758	306	2,523	1,070	1,376	21,288	3,841	36,283	56,343	4,553	5,428	134,769	...	...	...	134,769
	Recettes à valoir sur les crédits internes du gouvernement	298,695	280,482	86,526	1,635,363	181,852	10,142	77,661	9,041	21,587	...	...	1,058,423	3,659,772	...	3,659,772	3,659,772	...
	Total des dépenses concernant les tiers	**13,796,666**	**1,371,322**	**239,963**	**836,817**	**741,568**	**1,201,760**	**2,131,575**	**1,299,494**	**3,062,409**	**49,460,286**	**26,657,539**	**17,382,849**	**118,182,248**	**1,793,969**	**...**	**1,793,969**	**116,388,279**

(1) Moins de $500.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume II (partie II).
(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume II (partie II).
(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume II (partie II).
(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 8 du volume II (partie II).

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale

Le tableau 6 présente les recettes par catégorie principale pour chaque ministère tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes à valoir sur les crédits. Le tableau différencie également les recettes provenant de tiers et les recettes internes du gouvernement.

Dans ce tableau, les recettes provenant de tiers représentent les recettes provenant de tiers ne faisant pas partie de l'entité comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes du gouvernement représentent les recettes découlant d'opérations entre les organismes faisant partie de l'entité comptable. La définition du gouvernement du Canada en tant qu'entité comptable se retrouve à la note 1 afférente aux états financiers vérifiés à la section 2 du volume I.

Les recettes à valoir sur les crédits représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne «Total des recettes brutes» représente les recettes provenant de toutes sources, y compris les recettes à valoir sur les crédits. La colonne «Recettes internes du gouvernement» représente les recettes fiscales et non fiscales internes du gouvernement. La colonne «Total des recettes nettes» représente les recettes fiscales et non fiscales de sources externes et internes, non compris les recettes à valoir sur les crédits. Cette dernière divulgue le total des recettes ministérielles avant les comptes consolidés rapporté à l'état des «Recettes» dans chaque section ministérielle de ce volume.

La dernière partie de ce tableau concilie le total des recettes rapporté par les ministères avec les recettes rapportées à l'état vérifié des recettes et dépenses et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les recettes des comptes à fins déterminées consolidés, le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, et l'élimination des recettes internes du gouvernement. Le «Total des recettes nettes» représente toutes les recettes budgétaires inscrites dans les comptes du Canada conformément aux conventions comptables du gouvernement selon la note 1 afférente aux états financiers vérifiés du gouvernement à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales										Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits			Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
			Produits de placements[2]	Produits des ventes	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales		Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total		
2	**Affaires des anciens combattants**	...	**8,760**	**1,177**	**2,540**	...	**26,853**	...	...	**283**	**39,613**	**39,613**	...	...	...	**39,613**	**224**
3	**Affaires extérieures**																
	Département	...	854	125	13,847	19,740	132	...	...	8,150	42,848	42,848	20,510	470	20,980	63,828	1,089
	Agence canadienne de développement international	...	5,138	...	4,186	...	296	...	...	121	9,741	9,741	...	...	...	9,741	148
	Société pour l'expansion des exportations	...	45,569	...	...	...	...	...	...	8,926	54,495	54,495	...	...	...	54,495	...
	Commission mixte internationale	...	...	...	(1)	...	...	...	...	602	602	602	...	...	...	602	...
	Total du ministère	...	**51,561**	**125**	**18,033**	**19,740**	**428**	...	...	**17,799**	**107,686**	**107,686**	**20,510**	**470**	**20,980**	**128,666**	**1,237**
4	**Affaires indiennes et Nord canadien**	...	**26,743**	**555**	**2,437**	**9,005**	**664**	...	...	**351**	**39,755**	**39,755**	**585**	...	**585**	**40,340**	**521**

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Produits des ventes	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
5	**Agriculture**																
	Département	...	381,558	9,648	5,037	2,374	62,891	...	...	16,876	478,384	478,384	13,285	549	13,834	492,218	2,194
	Office canadien des provendes	...	...	4	149	...	...	...	...	...	153	153	...	...	...	153	...
	Total du ministère	**...**	**381,558**	**9,652**	**5,186**	**2,374**	**62,891**	**...**	**...**	**16,876**	**478,537**	**478,537**	**13,285**	**549**	**13,834**	**492,371**	**2,194**
6	**Approvisionnements et Services**																
	Département	...	46,917	108,436	1,765	...	15	...	...	6,132	163,265	163,265	58,316	696,620	754,936	918,201	17,260
	Statistique Canada	...	...	...	233	...	...	...	...	587	820	820	5,779	16,880	22,659	23,479	316
	Total du ministère	**...**	**46,917**	**108,436**	**1,998**	**...**	**15**	**...**	**...**	**6,719**	**164,085**	**164,085**	**64,095**	**713,500**	**777,595**	**941,680**	**17,576**
7	**Communications**																
	Département	...	1,500	28	1,321	44,460	2,375	...	...	20	49,704	49,704	11,466	137,315	148,781	198,485	276
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	12	38,363	...	...	...	59	38,434	38,434	...	...	...	38,434	3
	Office national du film	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,931	2,070	11,001	11,001	...
	Bibliothèque nationale	...	...	...	28	...	1,789	...	...	6	1,823	1,823	...	...	...	1,823	1,187
	Musées nationaux du Canada	...	...	(1)	313	...	802	...	...	4	1,119	1,119	1,535	...	1,535	2,654	184
	Archives publiques	...	...	...	118	...	254	...	...	8	380	380	...	...	...	380	94
	Total du ministère	**...**	**1,500**	**28**	**1,792**	**82,823**	**5,220**	**...**	**...**	**97**	**91,460**	**91,460**	**21,932**	**139,385**	**161,317**	**252,777**	**1,744**
8	**Conseil privé**																
	Département	...	...	...	256	...	...	...	...	11	267	267	...	...	...	267	39
	Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	1	(1)	...	...	...	...	1,352	1,353	1,353	...	...	...	1,353	...
	Directeur général des élections	...	...	5	2	...	...	...	...	1	8	8	...	...	...	8	...
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	6	...	...	...	...	...	6	6	...	...	...	6	3
	Conseil économique du Canada	...	...	...	4	...	...	...	...	(1)	4	4	...	...	...	4	...
	Commission des relations de travail dans la Fonction publique	...	...	...	27	...	...	...	...	(1)	27	27	...	...	...	27	1
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	(1)	...	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
	Total du ministère	**...**	**...**	**6**	**295**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,364**	**1,665**	**1,665**	**...**	**...**	**...**	**1,665**	**43**
9	**Conseil du Trésor**																
	Secrétariat	...	...	3	147	...	(1)	...	...	3,600	3,750	3,750	...	33,581	33,581	37,331	176
	Contrôleur général	...	...	...	36	...	(1)	...	...	62	98	98	...	...	...	98	...
	Privatisation et affaires réglementaires	...	...	128,357	...	...	...	...	...	...	128,357	128,357	...	...	...	128,357	...
	Total du ministère	**...**	**...**	**128,360**	**183**	**...**	**(1)**	**...**	**...**	**3,662**	**132,205**	**132,205**	**...**	**33,581**	**33,581**	**165,786**	**176**

10 Consommation et Corporations																
Département	...	...	...	374	59,880	1	...	...	253	60,508	60,508	...	...	...	60,508	98
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2	...
Total du ministère	**...**	**...**	**...**	**376**	**59,880**	**1**	**...**	**...**	**253**	**60,510**	**60,510**	**...**	**...**	**...**	**60,510**	**98**
11 Défense nationale	**...**	**1,316**	**...**	**36,223**	**...**	**...**	**...**	**...**	**6,195**	**43,734**	**43,734**	**276,644**	**23,794**	**300,438**	**344,172**	**...**
12 Emploi et Immigration																
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	...	830	...	11,276	...	14,930	...	...	6,769	33,805	33,805	...	945,726	945,726	979,531	2,195
Commission d'appel de l'immigration	...	...	(1)	1	...	...	...	...	1	2	2	...	...	...	2	...
Total du ministère	**...**	**830**	**(1)**	**11,277**	**...**	**14,930**	**...**	**...**	**6,770**	**33,807**	**33,807**	**...**	**945,726**	**945,726**	**979,533**	**2,195**
13 Énergie, Mines et Ressources																
Département	...	86,509	5,182	100,553	3,867	1,273	...	...	23,615	220,999	220,999	9,723	9,080	18,803	239,802	1,856
Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	...	18	1	12	...	...	30	61	61	...	...	...	61	42
Office national de l'énergie	106	...	3	22	...	208	...	...	19	252	358	...	...	...	358	29
Total du ministère	**106**	**86,509**	**5,185**	**100,593**	**3,868**	**1,493**	**...**	**...**	**23,664**	**221,312**	**221,418**	**9,723**	**9,080**	**18,803**	**240,221**	**1,927**
14 Environnement	**...**	**...**	**2,862**	**1,984**	**33,787**	**5,884**	**...**	**...**	**643**	**45,160**	**45,160**	**...**	**35,145**	**35,145**	**80,305**	**630**
15 Expansion industrielle régionale																
Département	...	52,204	...	73,237	...	9,778	...	...	2,148	137,367	137,367	...	...	...	137,367	52
Investissement Canada	...	...	...	326	...	(1)	...	...	...	326	326	...	...	...	326	...
Total du ministère	**...**	**52,204**	**...**	**73,563**	**...**	**9,778**	**...**	**...**	**2,148**	**137,693**	**137,693**	**...**	**...**	**...**	**137,693**	**52**
16 Finances																
Département	...	3,044,459	19	325	...	3,305	52,579	40,132	14,295	3,155,114	3,155,114	...	9,629	9,629	3,164,743	11,482
Vérificateur général	...	...	...	120	...	391	...	...	111	622	622	...	...	...	622	240
Assurances	1,550	...	...	12	...	18,619	...	...	14	18,645	20,195	...	...	...	20,195	413
Commission du tarif	...	...	...	2	...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2	...
Total du ministère	**1,550**	**3,044,459**	**19**	**459**	**...**	**22,315**	**52,579**	**40,132**	**14,420**	**3,174,383**	**3,175,933**	**...**	**9,629**	**9,629**	**3,185,562**	**12,135**
18 Justice																
Département	...	...	...	2,084	...	604	...	...	3,375	6,063	6,063	...	...	...	6,063	637
Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	9	9	9	...	...	...	9	...
Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	29	...	...	...	...	3,808	3,837	3,837	...	...	...	3,837	...
Cour fédérale du Canada	...	...	...	24	...	412	...	...	51	487	487	...	...	...	487	108
Cour suprême du Canada	...	...	42	(1)	...	11	...	...	44	97	97	...	...	...	97	1
Cour canadienne de l'impôt	...	...	4	3	...	...	...	...	...	7	7	...	...	...	7	3
Total du ministère	**...**	**...**	**46**	**2,140**	**...**	**1,027**	**...**	**...**	**7,287**	**10,500**	**10,500**	**...**	**...**	**...**	**10,500**	**749**
19 Parlement																
Sénat	...	...	4	3	(1)	9	...	...	39	55	55	...	...	...	55	7
Chambre des communes	...	...	...	223	(1)	...	...	...	410	633	633	...	...	...	633	...
Bibliothèque du Parlement	...	...	...	3	...	...	...	...	1	4	4	...	...	...	4	2
Total du ministère	**...**	**...**	**4**	**229**	**(1)**	**9**	**...**	**...**	**450**	**692**	**692**	**...**	**...**	**...**	**692**	**9**
20 Pêches et Océans	**...**	**3,347**	**3,696**	**1,946**	**14,121**	**514**	**...**	**...**	**5,828**	**29,452**	**29,452**	**...**	**3,348**	**3,348**	**32,800**	**1,005**

TABLEAU 6

Sommaire général
Recettes par catégorie principale—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Département ou organisme	Recettes fiscales	Recettes non fiscales: Produits de placements[2]	Produits des ventes	Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	Privilèges, licences et permis	Rémunérations de services	Monnaie canadienne	Pertes et bénéfices de change	Autres recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	*Plus:* recettes à valoir sur les crédits: Provenant de tiers	Internes du gouvernement	Total	Total des recettes brutes	Recettes internes du gouvernement
21	**Revenu national**																
	Douanes et Accise	20,630,985	133	2,013	554	330	4,912	...	...	13,977	21,919	20,652,904	...	...	...	20,652,904	53,799
	Impôt	49,733,502	...	1	971	...	6,226	...	...	2,837	10,035	49,743,537	53,075	35,700	88,775	49,832,312	1,054
	Total du ministère	**70,364,487**	**133**	**2,014**	**1,525**	**330**	**11,138**	**...**	**...**	**16,814**	**31,954**	**70,396,441**	**53,075**	**35,700**	**88,775**	**70,485,216**	**54,853**
22	**Santé nationale et Bien-être social**																
	Département	...	...	282	3,949	9	34,841	...	...	77,106	116,187	116,187	57,402	...	57,402	173,589	237
	Conseil de recherches médicales	...	...	...	283	...	...	...	...	...	283	283	...	...	...	283	...
	Total du ministère	**...**	**...**	**282**	**4,232**	**9**	**34,841**	**...**	**...**	**77,106**	**116,470**	**116,470**	**57,402**	**...**	**57,402**	**173,872**	**237**
23	**Sciences et Technologie**																
	Département d'État	...	...	...	8	...	...	...	...	1	9	9	...	...	...	9	...
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	1,365	...	...	...	...	51	1,416	1,416	18,666	5,564	24,230	25,646	888
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	708	...	(1)	...	...	(1)	708	708	...	...	...	708	...
	Total du ministère	**...**	**...**	**...**	**2,081**	**...**	**(1)**	**...**	**...**	**52**	**2,133**	**2,133**	**18,666**	**5,564**	**24,230**	**26,363**	**888**
24	**Secrétariat d'État**																
	Département	...	...	...	1,503	4,243	...	...	...	47,462	53,208	53,208	...	...	...	53,208	154
	Commission de la Fonction publique	...	...	...	77	...	270	...	...	135	482	482	320	12,289	12,609	13,091	269
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	...	756	...	...	...	...	(1)	756	756	...	...	...	756	...
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	5	...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5	5
	Total du ministère	**...**	**...**	**...**	**2,341**	**4,243**	**270**	**...**	**...**	**47,597**	**54,451**	**54,451**	**320**	**12,289**	**12,609**	**67,060**	**428**
25	**Solliciteur général**																
	Département	...	...	...	276	...	(1)	...	...	...	276	276	...	...	...	276	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	24	...	...	...	...	106	130	130	...	...	...	130	42
	Service correctionnel	...	...	17,576	1,219	227	1,854	...	...	354	21,230	21,230	...	...	...	21,230	8,318
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	5	...	...	...	...	1	6	6	...	...	...	6	...
	Gendarmerie royale du Canada	...	16	4,952	1,488	4,322	1	...	...	297	11,076	11,076	421,433	35,858	457,291	468,367	208
	Total du ministère	**...**	**16**	**22,528**	**3,012**	**4,549**	**1,855**	**...**	**...**	**758**	**32,718**	**32,718**	**421,433**	**35,858**	**457,291**	**490,009**	**8,568**

26 Transports																
Département	...	49,709	6,972	24,756	442	...	...	...	73,170	155,049	155,049	759,442	136,749	896,191	1,051,240	357
Bureau canadien de la sécurité aérienne	...	...	...	698	...	...	...	...	11	709	709	...	...	...	709	693
Commission canadienne des transports	...	...	(1)	549	7	7	...	...	...	563	563	...	...	...	563	290
Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	...	...	...	(1)	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Administrateur de l'Office du transport du grain	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	...	(1)	(1)	...	...	...	(1)	...
Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	10	...	...	...	...	261	271	271	...	...	...	271	106
Total du ministère	...	**49,709**	**6,972**	**26,013**	**449**	**7**	...	...	**73,442**	**156,592**	156,592	**759,442**	**136,749**	**896,191**	**1,052,783**	**1,446**
27 Travail																
Département	...	...	1	207	...	1	...	...	37	246	246	21,385	...	21,385	21,631	23
Conseil canadien des relations du travail	...	...	6	2	...	...	...	...	(1)	8	8	...	...	...	8	3
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	47	17	64	64	...
Total du ministère	...	...	**7**	**209**	...	**1**	...	...	**37**	**254**	254	**21,432**	**17**	**21,449**	**21,703**	**26**
28 Travaux publics																
Département	...	5,211	61,809	3,416	3,257	5,443	...	...	15,286	94,422	94,422	55,425	1,519,388	1,574,813	1,669,235	25,808
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	866,050	101	41,364	...	...	...	...	22,041	929,556	929,556	...	...	...	929,556	...
Commission de la Capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	3,500	3,500	3,500	...	...	...	3,500	...
Total du ministère	...	**871,261**	**61,910**	**44,780**	**3,257**	**5,443**	...	...	**40,827**	**1,027,478**	1,027,478	**55,425**	**1,519,388**	**1,574,813**	**2,602,291**	**25,808**
Total des recettes ministérielles avant les comptes consolidés	**70,366,143**	**4,626,823**	**353,864**	**345,447**	**238,435**	**205,577**	**52,579**	**40,132**	**371,442**	**6,234,299**	76,600,442	**1,793,969**	**3,659,772**	**5,453,741**	**82,054,183**	**134,769**
Comptes à fins déterminées consolidés[3]—																
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	9,558,032	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9,558,032	...	...	...	9,558,032	...
Taxe spéciale relative à l'accroissement du taux de propriété canadienne	(753)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(753)	...	...	...	(753)	...
Intérêts sur les prêts au Compte d'assurance-chômage	...	(836,734)	...	...	...	...	...	...	...	(836,734)	(836,734)	...	...	...	(836,734)	...
Fonds de réassurance-récolte	...	...	...	...	...	...	...	...	53,811	53,811	53,811	...	...	...	53,811	...
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	...	...	...	...	...	...	...	...	25,378	25,378	25,378	...	...	...	25,378	...
Comptes de stabilisation des produits agricoles	...	...	...	...	...	...	...	...	47,109	47,109	47,109	...	...	...	47,109	...
Redressement du Compte du fonds des changes[4]	...	470,974	...	...	...	...	...	...	...	470,974	470,974	...	...	...	470,974	...
Total des recettes consolidées	**79,923,422**	**4,261,063**	**353,864**	**345,447**	**238,435**	**205,577**	**52,579**	**40,132**	**497,740**	**5,994,837**	85,918,259	**1,793,969**	**3,659,772**	**5,453,741**	**91,372,000**	**134,769**
Recettes internes du gouvernement	(53,767)	(26,655)	(9,987)	(14,348)	(349)	(7,491)	...	...	(22,172)	(81,002)	(134,769)	...	(3,659,772)	(3,659,772)	(3,794,541)	(134,769)
Total des recettes nettes provenant de tiers	**79,869,655**	**4,234,408**	**343,877**	**331,099**	**238,086**	**198,086**	**52,579**	**40,132**	**475,568**	**5,913,835**	85,783,490[5]					
Recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers	356,713	21,220	174,825	...	187,789	889,275	...	696	163,451	1,437,256		1,793,969[5]		1,793,969[5]		
Total des recettes brutes provenant de tiers	**80,226,368**	**4,255,628**	**518,702**	**331,099**	**425,875**	**1,087,361**	**52,579**	**40,828**	**639,019**	**7,351,091**					**87,577,459**[5]	

(1) Moins de $500.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 11 du volume II (partie II).
(3) On trouvera plus de précisions à la section 7 du volume I.
(4) Afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.
(5) Le total des recettes brutes provenant de tiers est la somme du total des recettes nettes provenant de tiers et des recettes à valoir sur les crédits provenant de tiers.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
2		**Affaires des anciens combattants**		
		Département		
		Programme des affaires des anciens combattants		
	1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie, de recherches techniques et autres qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et destinées aux anciens combattants conformément à la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le Directeur y possède	280,970,470	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $12,455,999 du crédit 25 (Affaires des anciens combattants) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	503,022,000	
		Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants		
	10	Dépenses du programme	1,476,000	
		Programme du Conseil de révision des pensions		
	15	Dépenses du programme	1,514,000	
		Programme de la Commission canadienne des pensions		
	20	Dépenses de fonctionnement	17,145,000	
	25	Subventions inscrites au Budget et contributions, le montant inscrit à chacun des postes pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	788,389,000	
		Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
	30	Dépenses du programme	4,906,000	
	30c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $126,999 du crédit 20 (Affaires des anciens combattants) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Total du ministère—Budgétaire	**1,597,422,470**	**2**
		Non budgétaire	...	...
3		**Affaires extérieures**		
		Département		
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectées par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux, et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par lesdits organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays	537,610,000	

1a	Dépenses de fonctionnement		10,327,000
1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $17,967,000 du crédit 5 (Affaires extérieures) et de $809,000 du crédit 10 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,430,000
5	Dépenses en capital	98,110,000	
5a	Dépenses en capital		2,430,000
10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice financier en cours, des engagements ne dépassant pas $60,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements spécifiés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1985 à	157,306,106	
10a	Subventions inscrites au Budget, contributions		860,000
10c	Subventions inscrites au Budget, contributions		1
L15	Avances d'un montant de 14,451 francs suisses accordé au Fonds de roulement de l'union de Paris de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens, établi en octobre 1985 à	8,031	
L16a	Avance de $38,220 (É-U) accordée au Fonds de roulement de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en juillet 1986 à		54,000
L17c	Avance de $182,000 (É-U) accordée au Fonds de roulement de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO) même si le paiement est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en juillet 1986 à		259,000
L18c	Pour étendre la portée du crédit L46b (Industrie et Commerce) de la Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits afin d'autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties au cours des années financières 1986-87 et 1987-88		1
	Programme des expositions internationales		
20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	1,736,000	
20a	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		150,000
20c	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions		200,000
	Corporation commerciale canadienne		
25	Dépenses du programme	16,095,000	
	Agence canadienne de développement international		
30	Dépenses de fonctionnement et autorisation a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement; et b) de dispenser instruction et formation à des personnes des pays en développement, conformément au Règlement d'assistance aux stagiaires et coopérants adopté en vertu du décret en conseil CP 1978-1268 du 20 avril 1978, y compris les modifications ou tout autre règlement que peut adopter le gouverneur en conseil en ce qui concerne i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; ii) le soutien de personnes des pays en développement en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard; et iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement	70,492,000	
30a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $994,999 du crédit 35 (Affaires extérieures) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
35	Subventions et contributions inscrites au Budget, à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international, de l'aide humanitaire internationale et à d'autres fins précisées sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées et services	1,693,500,000	
35a	**Subventions et contributions inscrites au Budget**		1
40	**Paiement à la Banque asiatique de développement conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)**	2,600,000	
L45	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser $173,600,000, conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
L45a	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables. Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), faire passer de $173,600,000 à $237,600,000 la délivrance de billets à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales		1
L45c	Délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables. Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), faire passer de $237,600,000 à $280,600,000 la délivrance de billets à vue à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales		1
L50	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières): a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $11,800,000 en faveur de la Banque africaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de 8,400,000 unités de comptes;		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $10,000,000 en faveur de la Banque interaméricaine de développement, le montant en question ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,322,504 É-U; et		
		c) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, évalués à $3,800,000 en faveur de la Banque asiatique de développement	1	
		Centre international d'exploitation des océans		
	55	Paiements au Centre international d'exploitation des océans en vertu de la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans	4,200,000	
		Centre de recherches pour le développement international		
	60	Versements au Centre de recherches pour le développement international	95,000,000	
	60a	Paiements au Centre de recherches pour le développement international		5,000,000
		Commission mixte internationale		
	65	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	3,250,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,679,899,106**	**21,397,003**
		Non budgétaire	**8,033**	**313,003**
4		**Affaires indiennes et Nord canadien**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme	45,887,000	
		Programme des affaires indiennes et inuit		
	5	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au Ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; et e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec	256,099,000	
	6c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de: a) $14,219,135 soit les soldes en capital de 1,155 comptes dus par 892 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds du développement économique des Indiens conformément au crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits; et b) $569,864 soit les soldes en capital de 78 comptes dus par 78 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens conformément au crédit L51a (Nord canadien et Ressources nationales) de la Loi des subsides nº 9 de 1966		14,788,999

10	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du Ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; et c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le Ministre peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	70,557,000	
15	Subventions inscrites au Budget et contributions	1,238,640,000	
15a	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,282,850 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $24,952,129 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $9,510,800 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $1,357,500 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $3,500,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $9,223,000 du crédit 40 (Affaires indiennes et Nord canadien) et, de $220,000 du crédit 45 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		108,880,920
15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,020,000 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $13,750,800 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $1,200,000 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $3,430,000 du crédit 20 (Affaires indiennes et Nord canadien); et, de $1,000,000 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		19,083,100
	Programmes des affaires du Nord		
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	73,768,000	
20a	Dépenses de fonctionnement—Pour étendre la portée du crédit 20 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 pour a) porter de $9,900,000 à $5,000,000 le montant des prêts que le Ministre peut garantir conformément au crédit 25b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits, relativement aux prêts consentis à même la Caisse de prêts aux Esquimaux; et b) autoriser le virement au présent crédit de $2,327,500 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		13,399,360
21c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, s'élevant à $462,655, soit les soldes en capital de 51 comptes dus par 48 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds des prêts aux Esquimaux établi par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953		462,655
25	Dépenses en capital, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés	26,975,000	
30	Subventions inscrites au Budget et contributions	32,826,500	
30a	Subventions inscrites au Budget et contributions		6,901,200
30c	Subventions inscrites au Budget et contributions		
	Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux		
35	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon inscrits au Budget	160,000,000	
40	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest inscrits au Budget	477,000,000	
40c	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,092,333 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		547,000
	Programme des revendications des Autochtones		
45	Dépenses de fonctionnement	4,507,000	
45c	Dépenses de fonctionnement		284,844
50	Subventions inscrites au Budget et contributions	16,360,000	
50a	Subventions inscrites au Budget et contributions		23,254,180
50c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $206,107 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		17,689,154
L55	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	14,303,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	L56a	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon pour des indemnités provisoires aux anciens du Yukon d'ici à la conclusion d'un règlement		1,064,448
		Commission d'énergie du Nord canadien		
	L60	Prêts à la Commission d'énergie du Nord canadien pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien	11,654,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,402,619,500**	**205,291,413**
		Non budgétaire	**25,957,000**	**1,064,448**
5		Agriculture		
		Département		
		Programme de gestion et d'administration		
	1	Dépenses du programme et contributions	59,763,000	
		Programme agro-alimentaire		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris l'autorisation de verser des commissions pour services rendus conformément à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	446,792,000	
	5b	Dépenses de fonctionnement		3,985,000
	10	Dépenses en capital	112,766,000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	380,602,000	
	15a	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,581,000 du crédit 1 (Agriculture), de $72,551 du crédit 5 (Agriculture) et de $10,236,403 du crédit 10 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		76,436,246
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions		296,015,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $549,800 du crédit 5 (Agriculture), de $3,175,000 du crédit 10 (Agriculture) et de $3,737,000 du crédit 35 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		195,238,000
		Programme du service canadien des forêts		
	20	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	75,465,000	
	20a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,589,299 du crédit 10 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	25	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes de l'extérieur y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	19,308,000	
	25a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumés par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral—Pour autoriser le virement au présent crédit de $3,208,999 du crédit 10 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions	116,160,000	
	30a	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,752,299 du crédit 10 (Agriculture) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1

		Programme de la Commission canadienne des grains		
	35	Dépenses du programme et contribution	43,311,000	
		Commission canadienne du lait		
	40	Dépenses du programme	4,554,000	
		Office canadien des provendes		
	45	Dépenses de fonctionnement	1,601,000	
	50	Contributions	18,100,000	
		Société du crédit agricole		
	55c	Paiements à la Société du crédit agricole pour compenser les pertes subies sur les prêts pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1987		5,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,278,422,000**	**576,674,249**
		Non budgétaire	...	...
6		**Approvisionnements et Services**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, du fonds renouvelable des approvisionnements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année	183,887,470	
	1a	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, du fonds renouvelable des approvisionnements, et autorisation de dépenser les recettes de l'année		25,294,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		5,083,000
	5	Dépenses de fonctionnement et contributions y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherches et de développement spontanées, et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de $18,000,000 à l'égard desdites soumissions	23,415,000	
	5c	Dépenses de fonctionnement et contributions, subventions inscrites au Budget, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soumissions de recherches et de développement spontanées, et l'autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de $20,400,000 à l'égard desdites soumissions		5,857,500
		Statistique Canada		
	10	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	270,501,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**477,803,470**	**36,234,500**
		Non budgétaire	...	...
7		**Communications**		
		Département		
		Programme des communications et de la culture		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'année	124,011,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,199,999 du crédit 10 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	5	Dépenses en capital	11,166,000	
	5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,316,999 du crédit 1 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	61,729,000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,063,500 du crédit 1 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		12,207,000
	15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	55,093,000	
	L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	10,000	
		Conseil des Arts du Canada		
	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi	74,011,000	
	25a	Paiement au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 20 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la Loi		11,470,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Société Radio-Canada		
	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	797,095,000	
	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	68,428,000	
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	77,810,000	
	45a	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		29,050,000
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	50	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	23,260,000	
		Corporation du Centre national des Arts		
	55	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	15,038,000	
		Office national du film		
	60	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	64,050,000	
		Bibliothèque nationale		
	65	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	29,159,750	
	65a	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		3,380,000
		Musées nationaux du Canada		
	70	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1986-87 et 1987-88 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation	62,804,300	
	70a	Dépenses de fonctionnement		2,832,000
	70c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $456,000 du crédit 75 (Communications) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,240,318
	75	Subventions inscrites au Budget	8,852,700	
		Archives publiques		
	80	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	38,869,000	
	80a	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année		6,380,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,515,376,750**	**66,559,320**
		Non budgétaire	**10,000**	...
8		**Conseil privé**		
		Département		
		Programme du Conseil privé		
	1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement équivalant à celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les		

		traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes et au prorata, pour toute période inférieure à un an; subvention inscrite au Budget et contribution	37,628,000	
	1c	Dépenses du programme		6,207,300
		Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes		
	5	Dépenses du programme	2,768,000	
	5c	Dépenses du programme		322,000
		Directeur général des élections		
	10	Dépenses du programme	1,948,000	
		Commissaire aux langues officielles		
	15	Dépenses du programme	9,189,000	
		Conseil économique du Canada		
	20	Dépenses du programme	7,992,000	
		Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
	25	Dépenses du programme	8,731,000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	30	Dépenses du programme	812,000	
	30c	Dépenses du programme		372,000
		Total du ministère—Budgétaire	**69,068,000**	**6,901,300**
		Non budgétaire	...	...
9		Conseil du Trésor		
		Secrétariat		
		Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
	1	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget	57,619,000	
		Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		
	5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventions des fonctionnaires; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	350,000,000	
	10	Projets de création d'emplois—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits et fournir des ressources en vue de couvrir les frais se rapportant au placement de personnes et aux emplois et aux activités d'été pour les étudiants	205,000,000	
		Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	15	Contributions de l'État aux paiements et primes d'assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur des personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides nº 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides nº 5 de 1963, et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides nº 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l'État à des régimes de pensions et à des régimes de prestations de décès, d'assurance-maladie et d'autres régimes d'assurance et des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l'étranger, et autoriser le paiement aux employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 64(4) de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	259,229,000	
		Programme d'affectations temporaires		
	20	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	346,000	
		Contrôleur général		
	25	Dépenses du programme	11,881,000	
		Privatisation et affaires réglementaires		
	21a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,259,000 du crédit 1 de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87 et prévoir un montant supplémentaire de		7,639,000
		Total du ministère—Budgétaire	**884,075,000**	**7,639,000**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
10		**Consommation et Corporations**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	114,744,000	
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	39,316,000	
		Société canadienne des postes		
	10	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	100,000,000	
	10c	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales		99,000,000
	11c	Paiement à la Société canadienne des postes concernant les dépenses en capital et les frais reportés		103,000,000
	12c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $184,284,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1986 conformément au paragraphe 29(3) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*		1
		Tribunal de la concurrence		
	14c	Dépenses du programme		1,400,000
		Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
	15	Dépenses du programme	1,022,000	
	15c	Dépenses du programme		115,000
		Conseil canadien des normes		
	20	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 17 de la Loi sur le Conseil canadien des normes à utiliser aux fins générales de l'article 5 de la Loi	6,935,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**262,017,000**	**203,515,001**
		Non budgétaire	...	...
11		**Défense nationale**		
		Département		
		Programme des services de défense		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant $22,944,675,592 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement desdits engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de $13,498,000,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre desdits crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces organismes; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un quelconque ou l'autre desdits crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes perçues pendant l'année, aux fins de n'importe lequel desdits crédits	6,430,586,940	
	5	Dépenses en capital	2,584,088,000	
	5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $117,899,999 du crédit 1 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux fins de la préparation d'urgence et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	136,852,652	

	10a	Les subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,000,000 du crédit 1 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,161,031
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $39,801,189 du crédit 5 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Programme de construction de défense (1951) Limitée		
	15	Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien, pour le compte du ministère de la Défense nationale, et pour assurer l'exécution d'autres travaux de construction approuvés par le Conseil du Trésor	16,570,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**9,168,097,592**	**1,161,033**
		Non budgétaire	...	...
12		**Emploi et Immigration**		
		Département / Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
		Programmes des services généraux et spéciaux		
	1	Administration centrale—Dépenses du programme	6,806,000	
	1a	Administration centrale—Dépenses du programme		1,619,500
	5	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses du programme	30,982,000	
	5a	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Dépenses du programme		1,010,000
		Programme d'emploi et d'assurance		
	10	Dépenses de fonctionnement	73,932,000	
	15	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords conclus avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité	1,513,877,200	
	15a	Subventions inscrites au Budget, contributions et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité—Pour autoriser le virement au présent crédit de $16,874,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		36,096,000
	15c	Subventions inscrites au Budget et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers, en vertu d'accords avec le Ministre, pour la réalisation de projets destinés à procurer du travail à des chômeurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité		1
		Programme d'immigration		
	20	Dépenses de fonctionnement	86,691,000	
	20a	Dépenses de fonctionnement		12,960,000
	20c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,099,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	21c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier 14 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $37,482.96 concernant des prêts de transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration—Pour autoriser le virement au présent crédit de $37,482 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	25	Contributions	33,863,000	
	25a	Contributions		17,931,000
	25c	Contributions et subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,000,000 du crédit 15 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Commission d'appel de l'immigration		
	30	Dépenses du programme	4,191,000	
	30a	Dépenses du programme		4,266,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,750,342,200**	**73,882,504**
		Non budgétaire	...	...
13		**Énergie, Mines et Ressources**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	41,867,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans Budget des dépenses	Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme de l'énergie		
	5	Dépenses de fonctionnement	126,689,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	68,523,000	
	15	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Paiements aux fins de la Loi sur le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes	500,000	
	20	Programme canadien de remplacement du pétrole—Paiements aux fins de la Loi sur l'économie de pétrole et le remplacement du mazout	2,000,000	
	25	Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Paiements aux fins de la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier	950,000,000	
	L30	Prêts, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour aider au financement de l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	3,718,000	
	L31a	Prêts à la société NewGrade Energy Inc. pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd en Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine		20,400,000
		Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
	35	Dépenses de fonctionnement	261,543,000	
	40	Dépenses en capital	30,452,000	
	45	Subventions inscrites au Budget et contributions	31,050,000	
		Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	50	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	21,307,000	
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
	55	Dépenses de fonctionnement	197,952,000	
	55a	Dépenses de fonctionnement		2,400,000
	60	Dépenses en capital	17,892,000	
		Office national de l'énergie		
	65	Dépenses du programme	23,806,000	
		Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		
	70	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	56,900,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,830,481,000**	**2,400,000**
		Non budgétaire	**3,718,000**	**20,400,000**
14		**Environnement**		
		Département		
		Programme d'administration		
	1	Dépenses du programme et contributions	36,889,000	
	1a	Dépenses du programme et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $802,999 du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Programme des services de l'environnement		
	5	Dépenses de fonctionnement, y compris les dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, et autorisation au Ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions susmentionnées peuvent avoir besoin, au traitement que lesdites commissions peuvent déterminer; dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la		

		part que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul et la part que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur des frais des levés hydrométriques; et autorisation de dépenser les recettes de l'année	309,380,000	
	10	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	36,072,000	
	10a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $8,003,050 du crédit 5 (Environnement) et de $1,136,949 du crédit 25 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	18,516,000	
	15a	Subventions inscrites au Budget et contributions		2,389,250
	15c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $75,686 du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Programme Parcs Canada		
	20	Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	195,975,000	
	20c	Dépenses de fonctionnement, les subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $150,000 du crédit 5 et de $857,611 du crédit 25 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,595,389
	25	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux nouveaux parcs nationaux projetés, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	95,964,000	
	30	La Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	2,332,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**695,128,000**	**3,984,642**
		Non budgétaire	...	...
15		**Expansion industrielle régionale**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	228,699,829	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour s'assurer que le montant global de l'assurance en vigueur à tout moment concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de la société de Havilland aux fins prescrites au sous-alinéa (ii) du crédit 1a (Industrie et Commerce) de la Loi n° 1 de 1980-81 portant affectation de crédits ne dépasse pas $400,000,000 et $250,000,000 É-U; et pour prévoir un montant supplémentaire de		300,000
	2a	Pour autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, conformément aux modalités approuvées par le gouverneur en conseil, à conclure des ententes avec les prêteurs avec lesquels la Société financière Canadair Inc. a des dettes garanties par Sa Majesté, en vertu du crédit 6a (Industrie et Commerce) de la Loi n° 1 de 1980-81 portant affectation de crédits, tel que modifié, afin d'assumer ces obligations et, à cette fin, fournir selon la définition de la partie IV de la Loi sur l'administration financière, les garanties nécessaires; pour annuler ledit crédit 6a, tel que modifié		1
	5	Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	1,338,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	789,009,000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions		10,000,000
	15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	350,000	
	15a	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée—Pour autoriser le virement au présent crédit de $127,999 du crédit 1 (Expansion industrielle régionale) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	20	Paiements à Canadair Limitée pour le système de reconnaissance aérienne CL 289	10,292,000	
	L25	Pour autoriser, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil, a) l'achat, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, d'actions d'une société afin d'y exercer un droit d'option pris au nom de Sa Majesté du chef du Canada relativement à un prêt ou à l'assurance d'un prêt consenti, à une garantie de prêt ou à une contribution à la société lorsque: i) le droit d'option devrait être exercé afin de faire bénéficier Sa Majesté du chef du Canada de l'achat; ou ii) le droit d'option devrait être exercé en vue de protéger les fonds de l'État à l'égard d'un prêt consenti ou assuré ou d'une contribution faite; et b) la vente ou autre cession de tout capital-actions ainsi acquis	300,000	
	L25a	Étendre la portée du crédit L25 du ministère de l'Expansion industrielle régionale en vertu de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 pour annuler le paragraphe a) et le remplacer par ce qui suit: «a) l'acquisition, l'achat, l'utilisation, la cession ou la vente, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, d'actions d'une société dans le cadre d'un prêt, d'une assurance-prêt ou d'une contribution accordé à cette société par Sa Majesté en vertu d'un programme autorisé par le gouverneur en conseil lorsque, de l'avis du ministre,		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		i) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces actions pour que Sa Majesté la Reine du chef du Canada puisse en profiter;		
		ii) il est nécessaire d'acquérir, d'acheter, d'utiliser, de céder ou de vendre ces actions pour préserver les intérêts de l'État dans le cadre d'un prêt versé ou assuré ou d'une contribution accordée.»		1
	L26a	Prêts, conformément aux conditions prescrites par les règlements du gouverneur en conseil à toute personne qui se livre ou qui est sur le point de se livrer ou qui aide à une activité de fabrication, de transformation ou des industries de services au Canada afin d'y favoriser la mise sur pied, la modernisation, la croissance, l'efficacité ou la compétitivité sur le plan international ou de les aider dans leur restructuration financière tel que prévu au crédit L35 (Industrie et Commerce) de la Loi nº 2 de 1983-84 portant affectation de crédits		500,000
	L30	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique	16,100,000	
		Société de développement du Cap-Breton		
	35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter à la récupération des pertes subies durant l'exercice financier 1986-87, dans l'exploitation et l'entretien des houillères et entreprises connexes, acquises par la Société conformément à l'article 9 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, y compris les dépenses d'administration imputables à la Division des charbonnages	18,064,000	
	40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires	132,497,000	
	40c	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite société à des dépenses en capital, au relèvement et à l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires		6,600,000
	45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton	11,000,000	
		Banque fédérale de développement		
	50	Paiements à la Banque fédérale de développement aux termes des articles 21, 22 et 23 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	27,726,000	
		Investissement Canada		
	55	Dépenses du programme	8,622,445	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,227,598,274**	**16,900,003**
		Non budgétaire	**16,400,000**	**500,001**
16		**Finances**		
		Département		
		Programme des politiques financières et économiques		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'année	43,278,000	
	5	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: a) Paiement évalué à $1,100,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $776,000 É-U; b) Paiement évalué à $8,000,000 à la Société financière internationale, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $5,700,000 É-U	9,100,000	
	L6	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: a) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables évalués à $9,800,000 à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le montant ne devant pas dépasser l'équivalent de $6,984,000 É-U; b) délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $266,300,000 en faveur de l'Association internationale de développement	1	

		Programme du Tribunal canadien des importations		
	10	Dépenses du programme	2,186,000	
		Programme de l'Inspecteur général des banques		
	15	Dépenses du programme	3,705,000	
	15c	Dépenses du programme		351,000
		Programme spécial		
	20	Pour étendre la portée du crédit 22a (Finances) de la Loi des subsides nº 9 de 1966 afin d'autoriser le prélèvement sur la Caisse des réclamations étrangères du montant des frais des enquêtes et des rapports relatifs aux réclamations canadiennes avant la conclusion d'ententes avec les gouvernements des autres pays concernant le règlement de ces réclamations et d'autoriser un paiement à la Caisse des réclamations étrangères de	45,000	
	L25	Avances à l'égard d'un pont à péage traversant le port de Saint-John au Nouveau-Brunswick conformément aux conditions exposées dans une entente concernant le financement, la construction et l'exploitation du pont à péage, conclue entre le gouvernement fédéral, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, la ville de Saint-John et l'Administration du pont du port de Saint-John, approuvée par le gouverneur en conseil, a) à l'Administration du pont de Saint-John dont la création est mentionnée dans les statuts du Nouveau-Brunswick de 1961-62, c. 150; ou b) à un fiduciaire pour les détenteurs de valeurs émises par l'Administration; le montant total des avances pour l'exercice financier sera calculé d'après la différence pour l'année entre les coûts d'exploitation et de financement du pont à péage et les recettes réelles de l'Administration du pont, tel que déterminé conformément à l'entente, et remboursable si les recettes réelles de l'Administration du pont pour l'exercice financier dépassent le total des coûts d'exploitation et de financement pour une telle année	631,000	
		Vérificateur général		
	30	Dépenses du programme, subvention inscrite au Budget et contributions	40,470,000	
		Assurances		
	35	Dépenses du programme	26,384,000	
		Commission du tarif		
	40	Dépenses du programme	2,343,000	
	40a	Dépenses du programme		64,600
		Total du ministère—Budgétaire	**127,511,000**	**415,600**
		Non budgétaire	**631,000**	...
17		**Gouverneur général**		
		Département		
	1	Dépenses du programme et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	5,911,000	
	1c	Dépenses du programme		895,000
		Total du ministère—Budgétaire	**5,911,000**	**895,000**
		Non budgétaire	...	...
18		**Justice**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	79,046,350	
	1a	Dépenses de fonctionnement		5,259,851
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	77,110,650	
	5a	Subventions inscrites au Budget et contributions		3,199,000
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions		9,800,000
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	8,951,000	
	10a	Dépenses du programme		432,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Commissaire à la magistrature fédérale		
	15	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	2,942,000	
	15c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget		1
	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	320,000	
		Cour fédérale du Canada		
	25	Dépenses du programme	9,013,000	
	25a	Dépenses du programme		557,000
		Commission de réforme du droit du Canada		
	30	Dépenses du programme	4,574,000	
		Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
	35	Dépenses du programme	3,159,000	
		Cour suprême du Canada		
	40	Dépenses du programme	4,466,000	
	40a	Dépenses du programme		397,000
	40c	Dépenses du programme		150,000
		Cour canadienne de l'impôt		
	45	Dépenses du programme	3,443,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**193,025,000**	**19,794,852**
		Non budgétaire	...	...
19		**Parlement**		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, subventions inscrites au Budget et contributions	17,200,000	
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions; subventions inscrites au Budget et contributions	116,352,000	
	5a	Dépenses du programme, y compris une allocation de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le Vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions		1,145,000
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme	10,039,000	
	10c	Dépenses du programme		535,000
		Total du ministère—Budgétaire	**143,591,000**	**1,680,000**
		Non budgétaire	...	...

20		**Pêches et Océans**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement, participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part desdites commissions dans les programmes à frais partagés	423,577,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,159,000 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de $372,000 du crédit 10 (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		11,676,400
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	82,688,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	14,337,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**520,602,000**	**11,676,400**
		Non budgétaire	...	...
21		**Revenu national**		
		Douanes et Accise		
	1	Dépenses de fonctionnement	386,541,000	
	5	Dépenses en capital	19,878,000	
		Impôt		
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage	655,523,000	
	15	Dépenses en capital	16,800,000	
	15c	Dépenses en capital		4,600,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,078,742,000**	**4,600,000**
		Non budgétaire	...	...
22		**Santé nationale et Bien-être social**		
		Département		
		Programme de l'administration centrale		
	1	Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	40,952,000	
	1a	Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $350,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) et $35,000 du crédit 35 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	1c	Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget et contributions		901,000
		Programme des services et de la promotion de la santé		
	5	Dépenses de fonctionnement	22,143,000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	33,798,000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $145,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) et de $1,094,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	10c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $199,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Programme des services sociaux		
	15	Dépenses de fonctionnement	12,559,000	
	15a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,623,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions; autorisation d'effectuer des paiements aux provinces aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil qui couvrent partiellement le coût des services offerts dans les provinces aux jeunes contrevenants qui étaient sous la garde des autorités provinciales avant la proclamation de la Loi sur les jeunes contrevenants le 2 avril 1984 et qui ne sont pas visés par cette Loi, et qui relèvent des autorités correctionnelles au lieu des autorités de l'aide à l'enfance ou sont sous la garde de ces dernières, mais ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la loi de l'aide à l'enfance de la province en cause	106,250,000	
	20c	Subventions inscrites au Budget et contributions		13,500,000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme des services médicaux		
	25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions	395,229,000	
	25a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,231,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social), de $2,500,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social), de $1,000,000 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) et de $3,316,000 du crédit 55 (Santé nationale et bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		2,561,000
	25c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $600,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		13,884,000
	30	Dépenses en capital	29,012,000	
		Programme de la protection de la santé		
	35	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget	100,022,000	
	35a	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget		1
	35c	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $425,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social) et $570,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87		1
	40	Dépenses en capital	22,701,000	
		Programme de la sécurité du revenu		
	45	Dépenses du programme y compris des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	59,695,000	
		Programme de la condition physique et du sport amateur		
	50	Dépenses de fonctionnement	9,771,000	
	50c	Dépenses de fonctionnement		215,000
	55	Contributions	60,597,000	
	55c	Contributions		1,029,000
		Programme des XV^es Jeux Olympiques d'hiver		
	60	Dépenses de fonctionnement	1,317,000	
	60c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $500,000 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		500,000
	65	Dépenses en capital	19,892,000	
	70	Contributions	25,962,000	
		Conseil de recherches médicales		
	75	Dépenses de fonctionnement	3,384,000	
	75c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $249,999 du crédit 80 (Santé nationale et Bien-être social) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87		1
	80	Subventions inscrites au Budget	157,936,000	
	80a	Subventions inscrites au Budget		6,303,000
		Total du ministère—Budgétaire	**1,101,220,000**	**38,893,007**
		Non budgétaire	...	...

23		**Sciences et Technologie**		
		Département d'État		
	1	Dépenses de fonctionnement	9,799,000	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $500,000 du crédit 5 (Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,515,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	9,294,000	
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
		Conseil national de recherches du Canada		
		Programme de recherches scientifiques et industrielles		
	10	Dépenses de fonctionnement	216,398,000	
	15	Dépenses en capital	54,868,000	
	15a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de $6,359,000 du crédit 10 (Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		1,891,000
	15c	Dépenses en capital		4,245,000
	20	Subventions inscrites au Budget et contributions	108,038,000	
	20a	Subventions inscrites au Budget et contributions		1,000,000
	20c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1,880,000
		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	25	Dépenses de fonctionnement	12,273,000	
	30	Subventions inscrites au Budget	300,790,000	
	30c	Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $836,000 du crédit 25 (Sciences et Technologie) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		6,442,500
		Conseil des sciences du Canada		
	35	Dépenses du programme	2,388,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**713,848,000**	**16,973,501**
		Non budgétaire	...	...
24		**Secrétariat d'État**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	173,906,000	
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	367,258,000	
	5a	Subventions inscrites au Budget et contributions		4,978,000
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de $414,800 du crédit 1 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 et pour prévoir un montant supplémentaire de		590,200
		Conseil consultatif de la situation de la femme		
	10	Dépenses du programme	2,447,000	
	10c	Dépenses du programme		60,000
		Commission de la Fonction publique		
	15	Dépenses du programme	111,981,000	
		Conseil de recherches en sciences humaines		
	20	Dépenses de fonctionnement	5,698,000	
	25	Subventions inscrites au Budget	57,524,000	
	25a	Subventions inscrites au Budget		6,300,000
	25c	Subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $599,999 du crédit 20 (Secrétariat d'État) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	30	Dépenses du programme	2,533,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**721,347,000**	**11,928,201**
		Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
25		**Solliciteur général**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement	21,871,500	
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,421,999 du crédit 5 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	165,685,000	
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	10	Dépenses du programme	113,852,000	
	10a	Dépenses du programme		16,485,000
	10c	Dépenses du programme		2,507,000
		Service correctionnel		
	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions; et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées à même ladite caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; et d) autorisation au Ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	597,729,000	
	20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	109,072,000	
		Commission nationale des libérations conditionnelles		
	25	Dépenses du programme	13,928,000	
		Gendarmerie royale du Canada		
		Programme d'application de la loi		
	30	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'année	627,908,000	
	35	Dépenses en capital	96,679,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,746,724,500**	**18,992,002**
		Non budgétaire	...	...

26		**Transports**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport, d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; b) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; c) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la Loi sur l'aéronautique; d) sous réserve de l'alinéa e), autorisation de dépenser les recettes de l'année, sauf celles provenant d'activités ayant lieu dans le cadre de l'Activité des transports de surface; et e) autorisation de dépenser un montant de recettes reçues dans l'année au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction, montant qui soit égal, de l'avis du ministre du Revenu national, au montant net provenant, dans l'année, de l'impôt à payer en vertu de la partie II de la Loi sur la taxe d'accise, moins la partie de cette somme qui est créditée au Fonds renouvelable des aéroports		
	1a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $9,510,999 du crédit 5 (Transports) et de $1,400,000 du crédit 10 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87	678,830,000	
	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de $36,238,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	2c	Fonds renouvelable des magasins—Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, pour abroger l'article 30 de ladite Loi à compter du 31 mars 1987		1
	5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales, des entrepreneurs privés		1
	10	Les subventions inscrites au Budget et les contributions, y compris les paiements effectués à titre de supplément aux allocations de pension prévus dans la Loi sur la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard, de façon à porter le versement minimum au cours de l'année civile 1986 à $50 par mois plutôt qu'à $20 par mois comme le prévoit ladite Loi	828,304,000	
	10a	Subventions inscrites au Budget et les contributions	280,402,117	
	10c	Subventions inscrites au Budget et les contributions		1
	15	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction et l'exploitation d'une installation à la Jetée (C-B) à Vancouver (C-B), et d'un terminal pour navires de croisière, du Pavillon du Canada à l'Expo 86 et d'autres installations connexes		1
	15a	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de $4,279,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87	9,184,000	
	20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée à affecter par celle-ci au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Compagnie pour l'année civile 1986		1
	20c	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée—Pour autoriser le virement au présent crédit de $2,660,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87	2,116,000	
	25	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques Cartier et Champlain à Montréal		1
	25c	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,520,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87	2,488,000	
	26c	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal de Welland y compris des dépenses en capital nécessaires—Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,199,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	30	Paiement à la Société canadienne des ports concernant: a) le développement d'installations au port de Sept-Îles (Québec); et b) la construction d'un nouveau remorqueur pour le port de Churchill (Manitoba)		1
	30a	Paiement à la Société canadienne des ports a) creusage d'un poste de mouillage au port de Churchill au Manitoba et b) pour autoriser le virement au présent crédit de $5,450,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87	8,867,000	
	31c	Pour étendre la portée du crédit 39c (Transports) de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits en vue de faire passer de $205,000,000 à $230,000,000 le montant que le Ministre peut garantir à l'égard des prêts et d'autres arrangements financiers devant être conclus avec Ridley Terminals Inc.		1
	35	Paiement à la Commission du port de Hamilton pour aider à payer les coûts de la construction du complexe East Port, Hamilton (Ontario)	1,160,000	1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
	36c	**Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986 et pour l'acquisition d'un bateau pilote—Pour autoriser le virement au présent crédit de $724,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87**		1
	38c	**Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,549,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87**		1
	40	**Paiements à CN Marine Inc. conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté:** **a) relativement aux services subventionnés de transport maritime suivants: traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les états de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis) et terminus; traversiers entre Digby et Saint-John et terminus, et** **b) afin de payer les frais de jonction de transports ferroviaires et maritimes et de jonction de transports sur voie étroite et sur voie normale, ainsi que les frais de traversiers et de terminus**	146,106,000	
	40a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.—Pour autoriser le virement au présent crédit de $19,699,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	40c	Paiement à Marine Atlantique S.C.C.—Pour étendre la portée du crédit 40 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87 a) Pour autoriser l'acquisition de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada de tout le capital-actions émis d'une société à qui les avoirs reliés au chantier naval de St-John's auront été cédés par la compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; et b) Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,999,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	42c	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par eux relativement aux avantages accordés à leurs employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de $822,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	45	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux coûts de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus au sous-alinéa c)i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits, et paiements à une compagnie de chemin de fer à l'égard de la partie déterminée des frais engagés par la compagnie pour assurer des prestations de soutien du revenu, des indemnités de licenciement, des frais de réinstallation, des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces coûts sont engagés par suite de la mise en application des dispositions du marché ou de l'interruption d'un service ferroviaire voyageurs, conformément au sous-alinéa c)ii) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits	500,000,000	
	45c	Paiements à VIA Rail Canada Inc.—Pour autoriser le virement au présent crédit de $26,699,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Bureau canadien de la sécurité aérienne		
	50	Dépenses du programme	14,342,000	
		Commission canadienne des transports		
	55	Dépenses de fonctionnement	37,611,000	
	60	Contributions	25,704,000	
	60c	Contributions		2,600,000
		Tribunal de l'aviation civile		
	63a	Dépenses du programme		800,000

		Administrateur de l'Office du transport du grain		
	65	Dépenses du programme et contributions	2,944,000	
	65c	Dépenses du programme et contributions		8,500,000
		Administration du pipe-line du Nord		
	70	Dépenses du programme	600,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**2,538,658,117**	**12,080,017**
		Non budgétaire	...	...
27		**Travail**		
		Département		
	1	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	45,690,500	
	1a	Dépenses de fonctionnement		3,654,000
	1c	Dépenses de fonctionnement		115,000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	8,740,000	
	5a	Subventions inscrites au Budget et contributions		1,453,000
	5c	Subventions inscrites au Budget et contributions		385,000
		Conseil canadien des relations du travail		
	10	Dépenses du programme	5,453,000	
	10c	Dépenses du programme		50,000
		Société canadienne d'hypothèques et de logement[1]		
	15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dépenses engagés en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la Loi nationale sur l'habitation, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,583,900,000	
	L20	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue de l'acquisition, de la viabilisation, de l'aménagement, de la construction ou de l'amélioration de terrains ou de bâtiments, conformément à l'article 55 de la Loi nationale sur l'habitation	17,500,000	
	L25	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour les prêts approuvés selon les dispositions de l'article 37.1 de la Loi nationale sur l'habitation	13,600,000	
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	30	Dépenses du programme	7,736,000	
		Total du ministère—Budgétaire	**1,651,519,500**	**5,657,000**
		Non budgétaire	**31,100,000**	...
28		**Travaux publics**[1]		
		Département		
		Programme des services		
	1	Paiements au Fonds renouvelable des Travaux publics pour les dépenses de fonctionnement non recouvrées des ministères et organismes gouvernementaux	142,257,000	
	5	Dépenses en capital	16,753,000	
		Programme du logement		
	10	Dépenses de fonctionnement, fourniture de locaux, sur une base de recouvrement des frais, aux fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et autorisation de dépenser les recettes perçues durant l'année	492,963,000	
	15	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés ailleurs que sur une propriété fédérale et autorisation de rembourser les locataires de propriétés fédérales relativement aux améliorations autorisées par le Ministre	135,759,000	
	20	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc. à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital pour la construction du Musée des beaux-arts du Canada et du Musée national de l'Homme	80,310,000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires
			$	$
		Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale		
	25	Dépenses du programme et aide à l'Association récréative du Service civil d'Ottawa sous forme de services d'entretien relativement au Centre commémoratif W. Clifford Clark et subventions inscrites au Budget et contributions, y compris les subventions aux municipalités conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités relativement aux années de taxation se terminant le ou avant le 31 décembre 1979: a) sous réserve des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, subventions aux municipalités en remplacement des impôts d'application générale d'aménagement et de réaménagement qu'une municipalité impose ou prélève afin de financer le coût en capital des services, lorsque des biens du gouvernement fédéral en bénéficient; b) subventions aux provinces, devant être calculées de même manière que les subventions aux municipalités aux termes de la Loi sur les subventions aux municipalités, à l'égard de biens du gouvernement fédéral situés dans ces provinces, lorsqu'une taxe sur les biens immobiliers a été imposée ou prélevée sur des biens par une province relativement à une année de taxation se terminan le ou avant le 31 décembre 1979 pour financer des services que les municipalités assurent ordinairement dans tout le Canada; et c) pour autoriser des paiements relativement à certains biens établis comme étant des biens fédéraux pour les années de taxation des municipalités 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979	56,402,000	
	25c	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget—Pour autoriser le virement au présent crédit de $5,717,999 du crédit 15 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
	30	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	7,183,000	
	35	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	4,514,000	
	35a	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Québec) Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		437,000
	40	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	2,477,000	
	40a	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		800,000
	45	Paiements à la Harbourfront Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital et autorisation de dépenser les recettes perçues pendant l'année concernant les propriétés portuaires de Toronto appartenant à Sa Majesté	954,000	
		Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie		
	50	Dépenses du programme, y compris des dépenses pour des travaux sur des propriétés autres que fédérales	7,847,000	
	51c	Conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada des prêts au montant de $19,311,904 consentis conjointement et solidairement à la Provincial Refining Company Limited et à la Newfoundland Refining Company Limited—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,311,903 du crédit 5 (Travaux publics), de $9,100,000 du crédit 15 (Travaux publics), de $850,000 du crédit 50 (Travaux publics) et de $8,050,000 du crédit 60 (Travaux publics) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87		1
		Programme de la voirie et des autres travaux de génie		
	55	Dépenses de fonctionnement	25,706,000	
	60	Dépenses en capital, y compris les dépenses à l'égard d'ouvrages situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	27,616,000	

	Commission de la Capitale nationale		
65	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses de fonctionnement		
70	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les dépenses en capital et les contributions aux municipalités locales et autres autorités en ce qui concerne le coût des projets de ces municipalités ou autorités	30,649,000	
75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour couvrir les subventions et contributions, y compris les contributions aux municipalités ou autorités locales et autres organismes afin d'encourager le bilinguisme dans la région de la Capitale nationale	10,718,000	
L80	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, en conformité avec l'article 16 de la Loi sur la Capitale nationale, afin d'acquérir des propriétés dans la région de la Capitale nationale	2,300,000	
	Total du ministère—Budgétaire	**1,089,001,000**	**1,237,002**
	Non budgétaire	**2,300,000**	
	Total du gouvernement— Budgétaire	**37,470,050,479**	**1,367,282,552**
	Non budgétaire	**80,124,034**	**22,277,452**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail à Travaux publics au cours de l'exercice.

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
2		**Affaires des anciens combattants**	
		Département	
		Programme des affaires des anciens combattants	
	(S)	(L) Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Il peut être avancé, sur le Fonds du revenu consolidé, les montants nécessaires pour l'application des Parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par la Loi nº 3 de 1970, portant affectation de crédits, crédit L55, ne doit pas dépasser $605,000,000. (Net)	442,978,665
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**442,978,665**
3		**Affaires extérieures**	
		Département	
		Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
	(S)	Fonds renouvelable des passeports—Loi sur la régularisation des comptes, article 25. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,000,000 en aucun temps	12,049,820
	L12c	Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits. Pour porter de $10,000,000 à $14,500,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi nº 1 de 1971 portant affectation de crédits, le crédit L13c de la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. (Net)	5,124,440
	630	(L) Loi nº 2 de 1954 portant affectation de crédits. Pour porter de $19,500,000 à $30,000,000 le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides nº 2 de 1954, le crédit L14c de la Loi nº 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. (Net)	17,490,212
	(S)	(L) Loi nº 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties, au cours des années financières 1980-81, 1981-82, 1982-83, 1983-84, 1984-85 et 1985-86, pour participer aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel, conformément aux conditions de la Convention internationale sur le caoutchouc naturel de 1979, lesdits paiements et lesdites garanties ne devant pas dépasser au total $12,500,000. (Brut)	3,492,841
	L47b	Loi nº 3 de 1980-81 portant affectation de crédits. Pour autoriser le Ministre à effectuer des paiements et à émettre des garanties et des billets à ordre au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes afin d'acheter des actions dans le premier compte du fonds commun des denrées, conformément aux conditions de la Convention établissant le fonds commun des denrées, lesdits paiements, garanties et billets à ordre ne devant pas dépasser au total $10,380,000 (É-U). (Brut)	14,488,404
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 8(1). Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du fonds de revenu consolidé. (Net)	10,000,000
		Agence canadienne de développement international	
		Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque interaméricaine de développement	
	L55	Pour autoriser l'émission de billets à ordre sans intérêt et non négociables, selon la forme que déterminera le ministre des Finances, relativement à la souscription du Canada pour 1,928 actions versées et 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement, même si le montant est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens, pour confirmer et ratifier les achats déjà effectués d'actions versées du capital-actions de la Banque interaméricaine de développement. (Tout achat d'actions versées selon le crédit L55 a été payé). (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	1,072,460,755

	(L'engagement financier selon l'autorisation parlementaire de la Loi d'aide au développement international (institutions financières) a été augmenté d'une somme additionnelle de $650,894,560 (É-U) réévaluée à $830,606,548 (CAN), utilisant le taux de change de clôture à la fin de l'exercice ($1.3636 (CAN) - $1 (É-U)) pour la souscription au capital-actions de la Banque interaméricaine de développement pour un nombre additionnel de 2,428 actions versées du capital-actions et de 51,528 actions remboursables à vue supplémentaires, augmentant l'avoir des actionnaires à 125,202 actions. Ces augmentations d'actions, à être payées en quatre paiements annuels égaux de $7,322,504 (É-U) de 1983 à 1986).	
	Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque de développement des Caraïbes	
L50	Pour autoriser la souscription de 585 actions versées et de 878 actions remboursables à vue supplémentaires (l'autorisation totale des actions remboursables du capital-actions est de 5,355) de la Banque de développement des Caraïbes au montant de $7,315,000 (É-U) et pour confirmer et ratifier tout achat desdites actions déjà effectué. (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	45,084,369
	Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque asiatique de développement	
L36a	Loi n° 3 de 1977-78 portant affectation de crédits.	
	Les crédits autorisés, permettant, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, l'achat de 8,740 actions versées et 36,403 actions remboursables à vue de la Banque asiatique de développement pour la somme de $451,430,000 (É-U) conformes, quant au poids et au titre, aux normes établies le 31 janvier 1966 équivalant à $544,582,194 (É-U), y compris l'autorisation de payer, à l'égard des actions versées, par versements pour la présente année financière et les années financières subséquentes, conformément aux engagements pris par le Canada de souscrire à des actions de la Banque, lesdits versements devant être acquittés en espèces ou en billets à ordre non négociables et sans intérêt selon la forme que le ministre des Finances pourra déterminer, ou encore à la fois en espèces et en billets, même si le paiement est supérieur ou inférieur à l'équivalent en dollars canadiens. (Diverses lois portant affectation de crédits). (Brut)	612,962,207
(S)	(L) Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)—Banque africaine de développement	
	Au titre de la participation initiale du Canada à la Banque africaine de développement, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut souscrire:	
	a) 4,200 actions versées en cinq versements, et	
	b) 12,600 actions remboursables, de ladite banque d'une valeur totale de cent soixante-huit millions unités de compte (équivalant à environ deux cent quarante millions de dollars).	
	Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut émettre au profit de la Banque africaine de développement, en la forme fixée par le ministre des Finances, des billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant global représentant, en dollars canadiens, la contre-partie de huit millions quatre cent mille unités de compte, au titre du troisième versement des cinq versements visés à l'alinéa a) (équivalant à environ douze millions de dollars). (Brut)	193,159,648
	Société pour l'expansion des exportations	
(S)	(L) Loi sur l'expansion des exportations, telle que modifiée.	
	Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de $1,500,000,000. (Brut)	803,000,000
	Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14;	
	L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à dix fois le total obtenu en ajoutant:	
	a) au capital payé de la Société, et	
	b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour une année financière qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada	2,989,300,000
	Autorité selon les conditions prescrites à l'article 31, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 32 ne doit jamais dépasser $6,000,000,000. (Net)	5,146,683,000
	Total du ministère—Budgétaire	**12,049,820**
	Non budgétaire	**10,913,245,876**
4	**Affaires indiennes et Nord canadien**	
	Département	
	Programme des affaires indiennes et inuit	
(S)	Loi n° 4 de 1974 portant affectation de crédits.	
	Paiement du Fonds du revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de $30,000,000 *moins* l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1985-86 au montant de $24,948,947	5,051,053
L51a	Loi n° 9 de 1966 portant affectation de crédits.	
	Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide au logement des Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides n° 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $20,000,000. (Net)	15,177,385
L53b	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits.	
	Prêts consentis, au cours de la présente année financière et des années subséquentes, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation	

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		de garantir les prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte de progrès économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L20 de la Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $70,000,000. (Net)	21,079,703
		Programme des affaires du Nord	
	7a	Loi nº 9 de 1966 portant affectation de crédits (crédit 7a du Nord canadien et des ressources nationales).	
		Pour autoriser, au cours de la présente année financière et des années financières subséquentes selon les conditions et modalités prescrites par le gouverneur en conseil, des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord à des particuliers et à des sociétés afin d'aider à l'expansion des ressources minières et de l'économie dans le Nord canadien et autorisation de prendre, pour les subventions d'aide à l'expansion dans l'année courante et les années subséquentes, des engagements ne dépassant pas en tout $9,000,000. Le crédit 30b des Affaires indiennes et du Nord canadien de la Loi nº 7 de 1967 portant affectation de crédits porte à $18,000,000 le montant des subventions d'aide à l'exploitation des ressources minières du Nord. Le crédit 30c de la Loi nº 1 de 1968 portant affectation de crédits ramène le total des engagements autorisés à un montant ne dépassant pas au total la somme de $18,000,000	
	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, article 49.	336,764
		Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les prélèvements perçus des propriétaires de droits et pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé aux tiers exécutant des études sociales et de l'environnement, le montant total en dépôt ne peut excéder $15,000,000 en aucun temps	
	L40	Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits.	2,021,529
		Prêts au gouvernement du Yukon pendant l'année financière en cours et les années subséquentes, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du Territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est $320,000. (Brut)	
	546	(L) Loi nº 3 de 1953 portant affectation de crédits.	320,000
		Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides nº 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi nº 2 de 1978-79 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $7,072,000. (Net)	
	L81a	Loi nº 4 de 1969 portant affectation de crédits.	4,331,118
		Pour autoriser, à l'égard de la présente année financière et des années subséquentes, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon;	
		a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et	
		b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser $5,000,000. (Net)	4,646,413
		Total du ministère—Budgétaire	**7,409,346**
		Non budgétaire	**45,554,619**
5		**Agriculture**	
		Département	
		Programme agro-alimentaire	
	15c	Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits (Crédit 17b).	
		Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la Loi sur la Commission canadienne du blé, au cours de l'année financière 1971-72 et des années subséquentes, sur la réserve établie	20,893,095
	(S)	Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, article 29.	
		Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu de l'article 29(2) de la Loi est de $1,000,000 *moins* l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1985-86 au montant de $300,000	700,000
	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—Loi sur la régularisation des comptes, article 22.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $2,000,000 en aucun temps	3,069,803

		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16. À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés à l'alinéa 9(1) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser $300,000,000. (Net)	234,172,800
		Office canadien des provendes	
	(S)	(L) Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, article 17. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, à faire des avances à l'Office aux conditions dont il peut être convenu, le montant total des avances en cours consenties ne doit à aucun moment dépasser $50,000,000, et l'article 16 établit le Compte de l'Office canadien des provendes, un paiement en vertu du paragraphe (2) ne doit dépasser: a) ni le montant par lequel dix millions de dollars excèdent le solde du Compte, b) ni un montant quelconque, avancé en vertu de l'article 17. (Net)	60,000,000
		Société du crédit agricole	
	(S)	(L) Loi sur le crédit agricole.	
		Article 12. Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Fonds du revenu consolidé, des montants ne dépassant pas au total $225,000,000, et les montants ainsi versés constituent son capital. (Net)	6,667,000
		Article 13. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la société et du principal des prêts qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	836,524,131
	(S)	(L) Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, article 8. Le ministre des Finances peut, sur la demande de la Société et aux conditions qu'approuve le gouverneur en conseil, faire sur le Fonds du revenu consolidé des avances à la Société aux fins des prêts prévus par la présente loi, toute avance ne doit pas excéder le montant par lequel $25,000,000 excèdent le solde de la Caisse des prêts aux syndicats agricoles. (Net)	15,827,665
		Total du ministère—Budgétaire	**24,662,898**
		Non budgétaire	**1,153,191,596**
6		**Approvisionnements et Services**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements—Loi sur la régularisation des comptes, article 29. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de l'exploitation, le montant total ne peut excéder $200,000,000 en aucun temps	167,460,618
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—Loi sur la production de défense, article 15. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé dans le but de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne peut excéder en aucun temps $100,000,000 *moins* les prêts et avances du Compte de prêts pour la production de défense	81,290,572
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) Loi sur la Monnaie royale canadienne, articles 18 et 19. À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du Ministre, le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, consentir des prêts à la Monnaie, selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, aux fins:	
		Article 18(1). a) De faire face aux dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, le montant de ces prêts ne devant pas dépasser, au total $5,000,000; et b) de financer les frais des projets d'investissements.	
		Article 18(2). Le montant total non remboursé des prêts consentis en vertu du paragraphe (1) ne doit à aucun moment dépasser $35,000,000. (Net)	5,498,642
		Article 19(2). L'ensemble de tous les montants prêtés à la Monnaie à des fins temporaires et non remboursés ne doit en aucun moment dépasser $1,000,000. (Net)	160,000
		Total du ministère—Budgétaire	**248,751,190**
		Non budgétaire	**5,658,642**

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant $
7		**Communications**	
		Département	
		Programme des communications et de la culture	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Loi sur la régularisation des comptes, article 23. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder $19,000,000 en aucun temps	16,663,735
	(S)	(L) Télésat Canada, article 41. Sur recommandation du Ministre et selon les modalités approuvées par le gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut à l'occasion prêter de l'argent à la Société, le total impayé ne doit à aucun moment dépasser $40,000,000. (Net)	40,000,000
		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	
	(S)	(L) Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	53,077,642
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable—Loi sur la régularisation des comptes, article 27. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder $20,000,000 en aucun temps	987,805
		Musées nationaux du Canada	
	75	Loi nº 2 de 1981-82 portant affectation de crédits. Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des années financières 1985-86 et 1986-87 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproduction et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation. (Loi portant affectation de crédits nº 2 de 1982-83 (crédit 80), Loi portant affectation de crédits nº 2 de 1983-84 (crédit 70), Loi portant affectation de crédits nº 2 de 1984-85 (crédit 70c), Loi de crédits nº 2 de 1985-86 (crédit 75), Loi de crédits nº 2 de 1986-87 (crédit 70))	1,042,229
		Total du ministère—Budgétaire	**18,693,769**
		Non budgétaire	**93,077,642**
10		**Consommation et Corporations**	
		Société canadienne des postes	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des postes, article 28. Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Fonds du revenu consolidé. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser $500,000,000. (Net)	500,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**500,000,000**
11		**Défense nationale**	
		Département	
		Programme des services de défense	
	L15	Loi spéciale portant affectation de crédits, 1963. Prêts effectués lors de l'année financière en cours et des années subséquentes à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est $37,000,000. (Brut)	13,086,217

	L20b	Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits. Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'année financière en cours et les années subséquentes, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps tel que modifié par le crédit L16c, Loi nº 4 de 1984 portant affectation de crédits, ne devant pas dépasser $60,000,000. (Net)	25,712,799
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**38,799,016**
12		**Emploi et Immigration**	
		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada *Programme d'immigration*	
	(S)	(L) Loi sur l'immigration, 1976, article 121. Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié au c. 1, S.C. 1980-81, ne pourra à aucun moment dépasser $60,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net)	2,362,897
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**2,362,897**
13		**Énergie, Mines et Ressources**	
		Département *Programme de l'énergie*	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, article 87. Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000	19,331,674
	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, article 49. Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les prélèvements perçus des propriétaires de droits et pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé aux tiers exécutant des études sociales et de l'environnement, le montant total en dépôt ne peut excéder $15,000,000 en aucun temps	2,111,078
	(S)	(L) Loi sur les coopératives de l'énergie, article 24. Le Ministre peut, au profit de Sa Majesté du chef du Canada, souscrire des actions et des débentures à participation de la Société coopérative de l'énergie, les acquérir et les détenir conformément à l'Entente, et, à cette fin procéder, sur le Fonds du revenu consolidé, à des prélèvements ne dépassant pas au total $100,000,000. (Brut)	42,196,000
		Petro-Canada	
	(S)	Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada, article 10(1)a). Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d'une avance de fonds que cette Société a versée à Canertech Inc. L'autorisation maximale en vertu de la Loi est de $55,000,000 *moins* l'autorisation employée au montant de $36,839,532 à la fin de 1985-86	18,160,468
	(S)	Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada, article 10(1)b). Paiement à la Société Petro-Canada pour assurer la continuité du projet de Cold Lake de la Compagnie pétrolière impériale Limitée. L'autorisation maximale en vertu de la Loi est de $50,000,000 *moins* l'autorisation employée au montant de $49,955,084 à la fin de 1985-86	44,916
	(S)	(L) Loi sur la Société Petro-Canada, telle que modifiée. Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de $1,000,000,000. (Net)	27,228,147
		Article 5. Le Ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Fonds du revenu consolidé aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser $4,900,000,000. (Brut)	3,830,500,000
		Total du ministère—Budgétaire	**39,648,136**
		Non budgétaire	**3,899,924,147**

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
15		**Expansion industrielle régionale**	
		Département	
	L97b	Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits.	
		Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser $1,950,000. (Net)	1,948,436
	(S)	(L) Téléglobe Canada (Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines), article 12.	
		À la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, le ministre des Finances peut, à l'occasion, autoriser le paiement à la Société, à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, de sommes n'excédant pas, au total, $4,500,000, outre les deniers aux fins d'immobilisations. (Net)	4,500,000
		Corporation de développement du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Corporation de développement du Canada.	
		Articles 36(1)a) et 42(1). Le ministre des Finances peut consentir des avances sur le Fonds du revenu consolidé aux fins d'acquérir des actions de la Compagnie, le montant total que le gouvernement du Canada a ou s'est engagé à placer dans de telles actions ne doit dépasser $250,000,000, *plus* le montant de toutes actions ou valeurs acquises en vertu de l'article 39. (Net)	250,000,000
		Article 37. Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et selon les modalités que le gouverneur en conseil peut prescrire, consentir des prêts à la Compagnie et peut acquérir et détenir des valeurs de la Compagnie comme preuve de ces prêts. Le montant total non remboursé des prêts ne doit pas dépasser la somme de $100,000,000. (Net)	100,000,000
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits.	
		Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2).	
		Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Fonds du revenu consolidé, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la Division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, récemment modifié par le crédit L40a de la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits, ne doit pas excéder $25,000,000. (Net)	22,356,581
		Eldorado Nucléaire Limitée	
	L107e	Loi nº 4 de 1981-82 portant affectation de crédits.	
		Pour étendre la portée du crédit L107c (Énergie, Mines et Ressources) de la Loi nº 4 de 1980-81 portant affectation de crédits:	
		a) pour autoriser l'Eldorado Nucléaire Limitée à augmenter la totalité de ses emprunts en vertu des alinéas a) et b) dudit crédit, jusqu'à un montant ne pouvant dépasser en aucun temps la somme de $600,000,000; et	
		b) pour s'assurer que la présente autorisation prendra fin le 31 décembre 1988. (Net)	947,519
		Banque fédérale de développement	
	(S)	Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée, articles 28 et 31.	
		Paiements à la Banque fédérale de développement conformément à la Loi. Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Société, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)	97,400,000
	(S)	(L) Loi sur la Banque fédérale de développement, telle que modifiée.	
		Prêts consentis à la Banque fédérale de développement provenant du Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants: a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créance émis par la Corporation; et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser $3.2 milliards. (Net)	1,111,212,416
		Autorisations non budgétaires périmées	5,300,000
		Total du ministère—Budgétaire	**97,400,000**
		Non budgétaire	**1,496,264,952**

16		**Finances**	
		Département	
		Programme des politiques financières et économiques	
	(S)	(L) Loi sur les accords de Bretton Woods et autres lois connexes. Le ministre des Finances peut pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la manière et aux époques prévues par l'accord reproduit à la seconde annexe, d'une somme ou de sommes d'argent, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant aux souscriptions qui sont requises du Canada ou qui lui sont permises, soit $2,178,200,000 (É-U) du poids et du titre en vigueur le 1er juillet 1944, équivalant à $2,627,671,570 (É-U). (Brut)	3,351,802,943
		Programme spécial	
	(S)	Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, article 16. Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de Placements Hypothécaires CCB et de Norbanque relativement aux dépôts non assurés	83,940,020
	(S)	(L) Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada, article 3. Sont affectés à l'explication de l'article 2 (aide financière à la Banque Commerciale du Canada), des crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins. (Brut)	2,000,000
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37, telle que modifiée. Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Fonds du revenu consolidé, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder $1,500,000,000. (Net)	565,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**83,940,020**
		Non budgétaire	**3,918,802,943**
20		**Pêches et Océans**	
		Département	
	540	(L) Loi nº 5 de 1955 portant affectation de crédits. Loi des subsides nº 5 de 1955, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides nº 6 de 1956 et par le crédit L38b de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides nº 4 de 1954, portant affectation de crédits aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom de Régime d'assurance des bâtiments de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser $150,000; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision en mer, lorsque la collision met en cause un bâtiment assuré en vertu du Régime d'assurance des bâtiments de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et des Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les apparaux fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'année 1968-69. (Net)	150,000
		Office canadien du poisson salé	
	L23b	Ce compte a été établi pour y consigner les prêts consentis à l'Office canadien du poisson salé, créé en vertu de la Loi sur le poisson salé de 1969-70, et a été étendu par le crédit L23b, de la Loi nº 1 de 1976 portant affectation de crédits en vue de la réglementation du commerce interprovincial et du commerce d'exportation du poisson salé pour augmenter les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'article 17 de la Loi prévoit que le gouverneur en conseil peut selon les modalités qu'il peut prescrire, autoriser le ministre des Finances: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le CP 1973-1915 de juillet 1973 autorise au ministre des Finances d'effectuer à l'Office canadien du poisson salé des prêts afin de financer l'acquisition d'actif immobilisé autre que le fonds de roulement. Le solde global débiteur ne doit jamais dépasser $50,000,000 tel que modifié par le S.C. c. 44, 1984. (Net)	32,577,500

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Suite*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-69, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 17 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux: a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le crédit L30b, Loi nº 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 17 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser $30,000,000 telle que modifiée par le S.C. c. 43, 1984. (Net)	11,847,411
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**44,574,911**
24		**Secrétariat d'État**	
		Commission de la Fonction publique	
	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—Loi sur la régularisation des comptes, article 28. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder $4,500,000 en aucun temps	9,292,495
		Total du ministère—Budgétaire	**9,292,495**
		Non budgétaire	...
25		**Solliciteur général**	
		Service correctionnel	
	L103b	Loi nº 1 de 1969 portant affectation de crédits. Pour étendre la portée du compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi nº 1 de 1969 portant affectation de crédits: a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de $10,000 à $50,000 le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte. Loi nº 3 de 1983 portant affectation de crédits, tel qu'amendé par le crédit L14b de la Loi nº 3 de 1983 portant affectation de crédits. (Net)	25,363
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**25,363**
26		**Transports**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable des magasins—Loi sur la régularisation des comptes, article 30. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé au titre de l'acquisition, de la gestion, de la fabrication, de la production, du traitement ou du commerce de fournitures ou de matériaux pour le ministère des Transports, le montant total ne peut excéder $43,700,000 en aucun temps	4,895,177
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des ports, article 26, Partie I et article 28, Partie II, Annexe I. À la demande du Ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Fonds du revenu consolidé, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 26 et 28 ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000
	(S)	(L) Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 29. Le ministre des Finances, à la demande du Ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Fonds du revenu consolidé, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser $10,000,000. (Net)	10,000,000

	(S)	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—Loi sur la régularisation des comptes, article 31, modifiée par la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits.	
		Pour déposer au Fonds du revenu consolidé les recettes provenant de l'exploitation de certains aéroports et toutes les sommes allouées de temps à autre, et d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement de l'entretien et de l'amélioration de certains aéroports. Le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvé par le Parlement	139,341,718
		Air Canada	
	(S)	(L) Loi d'Air Canada de 1977.	
		Article 10. Le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter, au nom du Ministre, des actions de la Société et à les payer sur le Fonds du revenu consolidé. La Société a un capital autorisé de $750,000,000. (Brut)	420,991,000
		Article 16. Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société approuvée par le Ministre, consentir à la Société des prêts sur le Fonds du revenu consolidé, et le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à garantir, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, les dettes de la Société. Le montant total du principal non encore remboursé de ces prêts et garanties ne doit pas dépasser $750,000,000. (Net)	553,902,237
		Total du ministère—Budgétaire	**144,236,895**
		Non budgétaire	**994,893,237**
27		**Travail**	
		Société canadienne d'hypothèques et de logement[1]	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, telle que modifiée.	
		L'article 22 autorise des avances du Fonds du revenu consolidé à la Société telles que prescrites par les autorités contenues dans la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée.	
		L'article 25 réduit le montant des prêts ou des garanties donné par la Société à ces autorités en vertu de la Loi nationale sur l'habitation.	
		Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée.	
		Article 10. Autorisation d'un compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques, aucune avance ne devant dépasser $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)	100,000,000
		Article 21(1)a). Avances pour prêts directs en vertu de la Partie II, Partie IV-2, Partie VI, Partie VI-1 et les articles 58 et 59, le montant total ne devant dépasser $14,500,000,000. (Brut)	1,791,806,790
		Article 21.1(4). Avances, en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix, ne devant dépasser $40,000,000. (Brut)	38,500,000
		Article 26(3) réduit le montant total des avances, remboursements et paiements pour le réaménagement urbain, provincial et municipal à $351,000,000. (Brut)	286,000,000
		Article 27.6(2) réduit le montant total des avances pour fins de programme d'amélioration des quartiers à $302,000,000. (Brut)	249,500,000
		Article 34.14(2) réduit le montant total des avances pour la remise en état des immeubles résidentiels existants à $500,000,000. (Brut)	233,600,000
		Article 39(1) réduit le montant total des avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal à $25,000,000. (Brut)	9,000,000
		Article 40(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour projets de logement public conjoints à $2,700,000,000. (Brut)	831,000,000
		Article 45.1(7) réduit le montant total des avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérale-provinciales à $100,000,000. (Brut)	100,000,000
		Article 48(2) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de prêts pour des projets d'habitation d'étudiants à $550,000,000. (Brut)	111,000,000
		Article 53(3) réduit le montant total des avances et remboursements pour fins de projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable à $1,674,600,000. (Brut)	363,100,000
		Article 55(8) réduit le montant total des avances et des remboursements pour les projets d'habitation des autochtones et pour les projets ruraux unilatéraux à $400,000,000. (Brut)	395,500,000
		Total des autorisations brutes de l'article 21(1)a) à 55(8) est de $21,142,600,000.	
		Total du ministère—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**4,509,006,790**

APPENDICE 2

Autorisations disponibles des exercices précédents—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
28		**Travaux publics**[1]	
		Département	
		Programme des services	
	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—Loi sur la régularisation des comptes, article 26. Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement, le total ne peut excéder $300,000,000 en aucun temps	204,149,650
		Total du ministère—Budgétaire	**204,149,650**
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	**890,234,219**
		Non budgétaire	**28,058,361,296**

(S) Autorisation statutaire.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail à Travaux publics au cours de l'exercice.

APPENDICE 3

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
6		**Approvisionnements et Services**	
		Département	
	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—Loi sur la production de défense, article 15.	
		Pour effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé dans le but de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne peut excéder en aucun temps $100,000,000 *moins* les prêts et avances du Compte de prêts pour la production de défense.	
		Virement de l'autorisation du Compte de prêts pour la production de défense (Non budgétaire)	15,000,000
	(S)	(L) Loi sur la production de défense pourvoit pour un Compte de prêts provenant de l'autorisation du Fonds renouvelable de la production de défense, pour les prêts ou avances autrement qu'en vue d'aider à la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration par une personne quelconque, d'outillage fixe ou de biens de production. (Limité sous l'autorisation du Fonds renouvelable).	
		Virement de l'autorisation au Fonds renouvelable de la production de défense	**(15,000,000)**
		Total du ministère—Budgétaire	**15,000,000**
		Non budgétaire	**(15,000,000)**
7		**Communications**	
		Musées nationaux du Canada	
	70	Dépenses de fonctionnement, y compris une somme de $2,045,000 pour l'acquisition de pièces de collection par la Corporation au cours des exercices financiers 1986-87 et 1987-88 et autorisation de dépenser les recettes de l'année provenant de la vente au public de livres, brochures, reproductions et d'autres documents relatifs aux fins de la Corporation. (Loi n[os] 1 et 2 de 1986-87 portant affectation de crédits)	2,045,000
		Total du ministère—Budgétaire	**2,045,000**
		Non budgétaire	...
12		**Emploi et Immigration**	
		Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
		Programme d'immigration	
	(S)	(L) Loi sur l'immigration, 1976, article 121.	
		Le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par le S.C. 1986, chapitre 59, ne pourra à aucun moment dépasser $90,000,000. Le CP 1978-486 du 23 février 1978 contient les règlements qui, conformément au paragraphe 115(1) de la Loi, doivent régir le compte. (Net).	
		Cette autorisation a été augmentée au cours de l'exercice, passant de $60,000,000 à $90,000,000	30,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	...
		Non budgétaire	**30,000,000**

APPENDICE 3

Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Département ou organisme	Montant
			$
13		**Énergie, Mines et Ressources**	
		Département	
		Programme de l'énergie	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, article 87. Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000	50,000,000
		Total du ministère—Budgétaire	**50,000,000**
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	**67,045,000**
		Non budgétaire	**15,000,000**

SECTION 2

COMPTES PUBLICS
1986-87

Affaires des anciens combattants

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	2.2
Sommaire du ministère	2.4
Programmes par activité	2.7
Paiements de transfert	2.10
Détail des montants portés au crédit	2.13
Recettes	2.13

Département

Programme des affaires des anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants et des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités

Soutien financier
Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations aux anciens combattants, les allocations de guerre aux civils et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants. Exploitation de deux ateliers en milieu protégé pour la production de coquelicots et de couronnes commémoratives vendus à l'occasion de la campagne annuelle du coquelicot de la Légion royale canadienne et de divers autres événements commémoratifs.

Services sociaux et de santé
Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèse ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Gestion des contrats immobiliers
Assurer des services de gestion immobilière et autres, y compris un service d'orientation après l'emprunt, un service d'évaluation des propriétés immobilières, un service de prêts anticipés pour construire des immeubles et apporter d'autres améliorations à la propriété, et l'administration de contrats de vente relativement aux propriétés dont les titres sont au nom du Directeur, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Administration du ministère
Fonctionnement du cabinet du Ministre, des bureaux du sous-ministre et des sous-ministres adjoints, et des services de soutien administratif, à savoir: gestion financière, administration du personnel, services administratifs, relations publiques, et services de planification, de vérification et d'évaluation.

Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants

Objectif

Assurer aux anciens combattants et aux personnes à leur charge les avantages auxquels ils ont droit en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.

Description de l'activité

Appel, revue, décision et interprétation
Pourvoir aux dépenses de la Commission des allocations aux anciens combattants qui se prononce sur des appels de décisions prises dans des cas de requérants et de bénéficiaires, par le ministère des affaires des anciens combattants en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, Partie XI, et autres décrets pertinents, révise les décisions rendues par le ministère, décide de l'admissibilité dans des cas particuliers et interprète les lois et règlements.

Programme du Conseil de révision des pensions

Objectif

Assurer aux anciens membres admissibles des Forces canadiennes, à certains civils et aux personnes à leur charge respective la réception de toutes les prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur les pensions et des lois connexes.

Description de l'activité

Système de révision des pensions
Voir à l'examen et au jugement des cas portés en appel au sujet des décisions rendues par les comités d'examen ou d'évaluation de la Commission canadienne des pensions et à la détermination de toutes les questions d'interprétation de la Loi sur les pensions, et à l'examen et au jugement des cas portés en appel en vertu de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre, du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation, de la Loi sur la continuation des pensions de la GRC et de la Loi sur la pension de retraite de la GRC et des autres lois connexes.

Programme de la Commission canadienne des pensions

Objectif

Assurer le versement aux anciens membres admissibles des Forces canadiennes, à certains civils et aux personnes à leur charge respective, de prestations pour un décès ou une invalidité liés au service militaire.

Description de l'activité

Examen, jugement et administration des pensions
Assurer l'administration et le paiement de pensions et de prestations d'invalidité et de décès en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils, du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation, de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État ainsi que des lois et ordonnances qui s'y rattachent. Assurer le paiement d'une indemnisation en vertu de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre. Assurer de plus l'examen et le jugement de toutes les demandes de pensions et d'allocations, y compris les demandes en vertu de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada et de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Programme du Bureau de services juridiques des pensions

Objectif

S'assurer que les personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions et des lois connexes ou présenter un appel en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants ont accès à un service d'aide juridique professionnel indépendant qui fournit une relation d'avocat et de client.

Description de l'activité

Conseils et représentation juridiques
Ce Bureau fournit une aide juridique aux personnes qui veulent faire des demandes en vertu de la Loi sur les pensions, S. R., c. 207, art. 1, et des lois et ordonnances connexes ou présenter un appel à la Commission des allocations aux anciens combattants. Ce service est fourni par des avocats-conseils professionnels et un personnel de soutien à 19 endroits dans tout le Canada. Le Bureau doit accepter toutes les demandes d'aide provenant de personnes admissibles, anciens combattants ou personnes à charge des anciens combattants décédés. Les services du Bureau sont gratuits, mais les requérants peuvent employer un avocat privé à leurs frais ou être représentés par l'agent des services d'une association reconnue d'anciens combattants.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements	Provenance des autorisations: Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des affaires des anciens combattants				
...	280,970,470	...	...	280,970,470	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $12,455,999 du crédit 25 (Affaires des anciens combattants)				
...	...	...	12,455,999	12,455,999		Virement du: crédit 25				
...	...	...	5,000,000	5,000,000		CT, crédit 5(1)				
...	...	...	28,817	28,817		CT, crédit 10(1)				
...	280,970,470	1	17,484,816	298,455,287		Total—Crédit 1	289,752,971	8,702,316	...	266,283,627
...	503,022,000	...	...	503,022,000	5	Subventions et contributions	487,135,787	15,886,213	...	488,106,976
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre des Affaires des anciens combattants—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	102,000	...	(99,567)	2,433	(S)	Crédits de réadaptation et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de services de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,433	...	...	7,940
...	30,000	...	(23,240)	6,760	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	6,760	...	...	43,968
...	707,000	...	(86,706)	620,294	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	620,294	...	...	703,628
...	13,808,000	...	1,498,000	15,306,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,306,000	...	...	14,905,000
...	...	...	246,225	246,225	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	246,225	...	...	35,746
...	...	...	1,383	1,383	(S)	Réduction des avances consenties en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	1,383	...	...	16,029
...	...	...	107,189	107,189	(S)	Subventions concernant les terres provinciales et les terres fédérales	107,189	...	...	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,110,561
...	798,679,000	1	19,129,668	817,808,669		Total budgétaire	793,220,140	24,588,529	...	772,253,005

442,978,665	...	...	...	442,978,665	(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, Parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi nº 3 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $605,000,000. (Net)	(26,814,345)	...	469,793,010	(31,299,271)
...	**798,679,000**	**1**	**19,129,668**	**817,808,669**		**Total du programme— Budgétaire**	**793,220,140**	**24,588,529**	**...**	**772,253,005**
442,978,665	**...**	**...**	**...**	**442,978,665**		**Non budgétaire**	**(26,814,345)**	**...**	**469,793,010**	**(31,299,271)**
						Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				
...	1,476,000	...	...	1,476,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	10,000	10,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	1,476,000	...	10,000	1,486,000		Total—Crédit 10	1,427,163	58,837	...	1,316,417
...	183,000	...	20,000	203,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	203,000	...	...	198,000
...	**1,659,000**	**...**	**30,000**	**1,689,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,630,163**	**58,837**	**...**	**1,514,417**
						Programme du Conseil de révision des pensions				
...	1,514,000	...	...	1,514,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	30,000	30,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	1,514,000	...	30,000	1,544,000		Total—Crédit 15	1,444,809	99,191	...	1,407,027
...	186,000	...	20,000	206,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	206,000	...	...	141,000
...	**1,700,000**	**...**	**50,000**	**1,750,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,650,809**	**99,191**	**...**	**1,548,027**
						Programme de la Commission canadienne des pensions				
...	17,145,000	...	...	17,145,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	250,000	250,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	11,873	11,873		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(126,999)	(126,999)		Virement au crédit 30				
...	17,145,000	...	134,874	17,279,874		Total—Crédit 20	16,255,195	1,024,679	...	16,385,243
...	788,389,000	...	...	788,389,000	25	Subventions et contributions				
...	...	...	(12,455,999)	(12,455,999)		Virement au crédit 1				
...	788,389,000	...	(12,455,999)	775,933,001		Total—Crédit 25	768,170,771	7,762,230	...	737,218,059
...	1,776,000	...	193,000	1,969,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,969,000	...	...	1,984,000
...	**807,310,000**	**...**	**(12,128,125)**	**795,181,875**		**Total du programme—Budgétaire**	**786,394,966**	**8,786,909**	**...**	**755,587,302**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
...	4,906,000	...	...	4,906,000	30	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	30c	**Virement de $126,999 du crédit 20 (Affaires des anciens combattants)**				
...	...	...	126,999	126,999		**Virement du: crédit 20**				
...	...	...	200,000	200,000		**CT, crédit 5[1]**				
...	4,906,000	1	326,999	5,233,000		Total—Crédit 30	5,134,770	98,230	...	4,789,352
...	645,000	...	70,000	715,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	715,000	...	...	629,000
...	**5,551,000**	**1**	**396,999**	**5,948,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,849,770**	**98,230**	**...**	**5,418,352**
...	**1,614,899,000**	**2**	**7,478,542**	**1,622,377,544**		**Total du ministère— Budgétaire**	**1,588,745,848**	**33,631,696**	**...**	**1,536,321,103**
442,978,665	**...**	**...**	**...**	**442,978,665**		**Non budgétaire**	**(26,814,345)**	**...**	**469,793,010**	**(31,299,271)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des affaires des anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	19,367,000	1	5,028,817	11,736,999	178,240	...	36,311,057	Soutien financier	32,520,517	3,790,540	...	41,130,636
...	235,371,000	...	...	...	995,946	...	236,366,946	Services sociaux et de santé	232,285,107	4,081,839	...	200,255,186
...	6,263,000	...	...	...	74,283	...	6,337,283	Gestion des contrats immobiliers	5,897,985	439,298	...	6,534,994
...	31,397,000	...	...	...	498,707	...	31,895,707	Administration du ministère	31,043,160	852,547	...	31,097,419
...	292,398,000	1	5,028,817	11,736,999	1,747,176	...	310,910,993	Total—Fonctionnement	301,746,769	9,164,224	...	279,018,235
								Capital				
...	131,000	...	...	219,000	...	...	350,000	Soutien financier	320,040	29,960	...	464,722
...	2,082,000	...	...	(68,950)	...	...	2,013,050	Services sociaux et de santé	1,854,010	159,040	...	1,232,242
...	24,000	...	...	(1,000)	...	...	23,000	Gestion des contrats immobiliers	42,356	(19,356)	...	18,616
...	183,000	...	...	569,950	...	...	752,950	Administration du ministère	1,384,502	(631,552)	...	556,678
...	2,420,000	...	...	719,000	...	...	3,139,000	Total—Capital	3,600,908	(461,908)	...	2,272,258
								Paiements de transfert				
...	440,609,000	...	...	543,000	(209,513)	...	440,942,487	Soutien financier	435,056,127	5,886,360	...	462,050,988
...	63,252,000	...	...	(543,000)	...	...	62,709,000	Services sociaux et de santé	52,709,147	9,999,853	...	26,811,524
...	...	...	...	...	107,189	...	107,189	Gestion des contrats immobiliers	107,189	...	...	2,100,000
...	503,861,000	...	...	...	(102,324)	...	503,758,676	Total—Paiements de transfert	487,872,463	15,886,213	...	490,962,512
								Non budgétaire				
442,978,665	...	...	...	...	...	...	442,978,665	Prêts selon la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	(26,814,345)	...	469,793,010	(31,299,271)
								Sommaire du programme				
...	**460,107,000**	**1**	**5,028,817**	**12,498,999**	**(31,273)**	...	477,603,544	**Soutien financier**	**467,896,684**	**9,706,860**	...	**503,646,346**
...	**300,705,000**	...	...	**(611,950)**	**995,946**	...	301,088,996	**Services sociaux et de santé**	**286,848,264**	**14,240,732**	...	**228,298,952**
...	**6,287,000**	...	...	**(1,000)**	**181,472**	...	6,467,472	**Gestion des contrats immobiliers**	**6,047,530**	**419,942**	...	**8,653,610**
...	**31,580,000**	...	...	**569,950**	**498,707**	...	32,648,657	**Administration du ministère**	**32,427,662**	**220,995**	...	**31,654,097**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
442,978,665	...	...	...	...	...	...	442,978,665	**Prêts selon la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Non budgétaire**	(26,814,345)	...	469,793,010	(31,299,271)
								Total du programme—				
—	**798,679,000**	**1**	**5,028,817**	**12,455,999**	**1,644,852**	**—**	**817,808,669**	**Budgétaire**	**793,220,140**	**24,588,529**	**—**	**772,253,005**
442,978,665	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**442,978,665**	**Non budgétaire**	**(26,814,345)**	**—**	**469,793,010**	**(31,299,271)**
								Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				
								Fonctionnement				
...	1,657,000	...	10,000	...	20,000	...	1,687,000	Appel, revue, décision et interprétation	1,629,151	57,849	...	1,507,664
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Appel, revue, décision et interprétation	1,012	988	...	6,753
...	**1,659,000**	**...**	**10,000**	**...**	**20,000**	**...**	**1,689,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,630,163**	**58,837**	**...**	**1,514,417**
								Programme du Conseil de révision des pensions				
								Fonctionnement				
...	1,698,000	...	30,000	...	20,000	...	1,748,000	Système de révision des pensions	1,647,691	100,309	...	1,542,356
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Système de révision des pensions	3,118	(1,118)	...	5,671
...	**1,700,000**	**...**	**30,000**	**...**	**20,000**	**...**	**1,750,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,650,809**	**99,191**	**...**	**1,548,027**
								Programme de la Commission canadienne des pensions				
								Fonctionnement				
...	18,847,000	...	261,873	(126,999)	193,000	...	19,174,874	Examen, jugement et administration des pensions	18,152,827	1,022,047	...	18,213,185

								Capital				
...	74,000	...	...	...	...	...	74,000	Examen, jugement et administration des pensions	71,368	2,632	...	156.058
								Paiements de transfert				
...	788,389,000	...	...	(12,455,999)	...	...	775,933,001	Examen, jugement et administration des pensions	768,170,771	7,762,230	...	737,218,059
								Total du programme—				
...	**807,310,000**	**...**	**261,873**	**(12,582,998)**	**193,000**	**...**	**795,181,875**	**Budgétaire**	**786,394,966**	**8,786,909**	**...**	**755,587,302**
								Programme du Bureau de services juridiques des pensions				
								Fonctionnement				
...	5,529,000	1	200,000	126,999	70,000	...	5,926,000	Conseils et représentation juridiques	5,832,670	93,330	...	5,368,442
								Capital				
...	22,000	...	...	...	...	...	22,000	Conseils et représentation juridiques	17,100	4,900	...	49,910
								Total du programme—				
...	**5,551,000**	**1**	**200,000**	**126,999**	**70,000**	**...**	**5,948,000**	**Budgétaire**	**5,849,770**	**98,230**	**...**	**5,418,352**
								Total du ministère—				
...	**1,614,899,000**	**2**	**5,530,690**	**...**	**1,947,852**	**...**	**1,622,377,544**	**Budgétaire**	**1,588,745,848**	**33,631,696**	**...**	**1,536,321,103**
442,978,665	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**442,978,665**	**Non budgétaire**	**(26,814,345)**	**...**	**469,793,010**	**(31,299,271)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires des anciens combattants				
							Subventions				
							Soutien financier				
							Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils:				
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Armée de campagne du Nord-Ouest	632	368	...	737
...	33,000	...	...	...	...	33,000	Guerre sud-africaine	40,969	(7,969)	...	37,588
...	12,300,000	...	...	...	...	12,300,000	Première Guerre mondiale	10,849,635	1,450,365	...	11,909,715
...	394,488,000	...	...	(900,000)	...	393,588,000	Seconde Guerre mondiale et opération militaire de Corée	391,055,017	2,532,983	...	418,075,266
...	613,000	...	...	...	...	613,000	Service durant les deux guerres mondiales	534,600	78,400	...	586,655
...	24,000,000	...	...	...	...	24,000,000	Allocations de guerre pour les civils	22,921,129	1,078,871	...	23,295,745
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours	2,369,022	130,978	...	2,213,254
...	18,000	...	...	...	...	18,000	Fonds de bienfaisance de l'Armée	18,000	...	...	18,000
...	9,000	...	...	...	...	9,000	Légion royale canadienne	9,000	...	...	9,000
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni	1,000	...	...	1,000
							Autres prestations:				
...	1,115,000	...	...	...	...	1,115,000	Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation)	710,711	404,289	...	696,923
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Formation universitaire et professionnelle	80,198	19,802	...	53,357
...	60,000	...	...	40,000	...	100,000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	91,988	8,012	...	60,311
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants	...	2,000	...	...
...	2,000,000	...	...	503,000	...	2,503,000	Société dite Last Post Fund	2,344,196	158,804	...	1,817,033
...	2,500,000	...	...	900,000	...	3,400,000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	3,374,694	25,306	...	2,495,548
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Cimetière commémoratif des Nations-Unies en Corée	25,849	4,151	...	24,670
							Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre:				
...	2,000	...	...	...	(1,895)	105	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	105	...	...	451
...	100,000	...	...	...	(97,672)	2,328	(S) Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	2,328	...	...	7,489

...	30,000	...	...	...	(23,240)	6,760	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	6,760	...	...	43,968
...	707,000	...	...	...	(86,706)	620,294	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	620,294	...	...	703,628
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	650
...	440,609,000	...	...	543,000	(209,513)	440,942,487		435,056,127	5,886,360	...	462,050,988
							Services sociaux et de santé				
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants	193,885	6,115	...	183,298
...	3,639,000	...	...	(543,000)	...	3,096,000	Traitement et indemnités connexes	2,538,698	557,302	...	2,679,863
...	3,839,000	...	...	(543,000)	...	3,296,000		2,732,583	563,417	...	2,863,161
							Gestion des contrats immobiliers				
...	...	...	...	...	107,189	107,189	(S) Subventions concernant les terres provinciales et les terres fédérales	107,189	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	2,100,000
...	...	...	...	...	107,189	107,189		107,189	...	...	2,100,000
...	**444,448,000**	...	...	...	**(102,324)**	**444,345,676**	Total—Subventions	437,895,899	**6,449,777**	...	**467,014,149**
							Contributions				
							Services sociaux et de santé				
...	38,200,000	...	...	2,000,000	...	40,200,000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	32,099,867	8,100,133	...	13,570,959
...	21,213,000	...	...	(2,000,000)	...	19,213,000	Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	17,876,697	1,336,303	...	10,377,404
...	**59,413,000**	...	...	...	...	59,413,000	Total—Contributions	49,976,564	**9,436,436**	...	**23,948,363**
							Sommaire du programme par activité				
...	**440,609,000**	...	...	**543,000**	**(209,513)**	440,942,487	**Soutien financier**	435,056,127	**5,886,360**	...	**462,050,988**
...	**63,252,000**	...	...	**(543,000)**	...	62,709,000	**Services sociaux et de santé**	52,709,147	**9,999,853**	...	**26,811,524**
...	...	...	...	...	**107,189**	107,189	**Gestion des contrats immobiliers**	107,189	...	...	**2,100,000**
...	**503,861,000**	...	...	...	**(102,324)**	**503,758,676**	**Total du programme**	**487,872,463**	**15,886,213**	...	**490,962,512**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programme de la Commission canadienne des pensions				
							Subventions				
							Examen, jugement et administration des pensions				
							Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45-8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la Loi sur les pensions; indemnisation en vertu de la Loi d'indemnisation des anciens prisonniers de guerre; allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve et allocations d'inhumation:				
...	402,000	...	...	...	...	402,000	Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation	404,084	(2,084)	...	406,666
...	85,834,000	...	...	(6,455,999)	...	79,378,001	Première Guerre mondiale	75,626,458	3,751,543	...	81,161,715
...	629,672,000	...	...	...	...	629,672,000	Seconde Guerre mondiale	630,550,409	(878,409)	...	600,871,874
...	3,066,000	...	...	...	...	3,066,000	Civils, Seconde Guerre mondiale	2,220,473	845,527	...	2,137,452
...	50,810,000	...	...	(6,000,000)	...	44,810,000	Défense—Service en temps de paix	44,776,645	33,355	...	39,084,314
...	16,764,000	...	...	...	...	16,764,000	Opération militaire de Corée	12,817,717	3,946,283	...	11,964,542
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Indemnités spéciales—Terre-Neuve	17,102	1,898	...	19,138
...	1,728,000	...	...	...	...	1,728,000	Allocations d'inhumation	1,657,841	70,159	...	1,450,323
...	24,000	...	...	...	...	24,000	Récompenses pour bravoure—Seconde Guere mondiale et contingent spécial	29,504	(5,504)	...	27,744
—	788,319,000	—	—	(12,455,999)	—	775,863,001	Total—Subventions	768,100,233	7,762,768	—	737,123,768
							Contributions				
							Examen, jugement et administration des pensions				
—	70,000	—	—	—	—	70,000	Indemnisation pour perte de salaire	70,538	(538)	—	94,291
—	788,389,000	—	—	(12,455,999)	—	775,933,001	**Total du programme**	768,170,771	7,762,230	—	737,218,059
—	1,292,250,000	—	—	(12,455,999)	(102,324)	1,279,691,677	**Total du ministère**	1,256,043,234	23,648,443	—	1,228,180,571

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires des anciens combattants			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants Remboursement de prêts. (Net)	...	26,814,345	31,299,271
Total du programme—Non budgétaire	...	**26,814,345**	**31,299,271**
Total du ministère—Non budgétaire	...	**26,814,345**	**31,299,271**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des affaires des anciens combattants		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	8,753,005	10,577,988
Autres comptes—		
Divers—Autres	7,348	8,724
	8,760,353	10,586,712
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements d'allocations aux anciens combattants	915,685	1,355,829
Recouvrements des autres subventions et contributions	343,758	269,090
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	142,014	1,119,787
Produits des prestations conditionnelles abandonnées ou annulées	107,189	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	173,831	117,300
	1,682,477	2,862,006
Rémunérations de services—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	20,195,559	15,415,366
Autres services aux malades hospitalisés	5,861,574	4,947,057
Services de consultation externes	41,106	201,655
Services médicaux	355,937	350,720
Repas	337,714	318,015
Frais dentaires	60,574	267,176
Divers	1,115	93,708
	26,853,579	21,593,697
Produits des ventes—		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	1,170,991	1,198,097
Divers	5,270	8,034
	1,176,261	1,206,131
Autres recettes non fiscales—		
Divers	282,996	125,149
Total du programme	**38,755,666**	**36,373,695**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la Commission canadienne des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de pensions	855,660	1,213,300
Recouvrements des autres subventions et contributions	894	...
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	274	1,902
	856,828	1,215,202
Total du programme	856,828	1,215,202
Programme du Bureau de services juridiques des pensions		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements des fonds d'exploitation/d'entretien	166	...
Total du programme	166	...
Total du département	39,612,660	37,588,897
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	8,760,353	10,586,712
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,539,471	4,077,208
Rémunérations de services	26,853,579	21,593,697
Produits des ventes	1,176,261	1,206,131
Autres recettes non fiscales	282,996	125,149
Total du ministère	39,612,660	37,588,897

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1986-87

Affaires extérieures

Département
Corporation commerciale canadienne
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales
Agence canadienne de développement international
Société pour l'expansion des exportations
Centre international d'exploitation des océans
Centre de recherches pour le développement international
Commission mixte internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	3.2
Sommaire du ministère	3.5
Programmes par activité	3.11
Paiements de transfert	3.17
Détail des montants portés au crédit	3.27
Recettes	3.27

Département

Programme des intérêts du Canada à l'étranger

Objectif

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus spécifiquement, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, d'expansion du commerce, de paix et de sécurité, de souveraineté et d'identité nationales, de justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination
Coordination générale des différents aspects de la politique étrangère du Canada, gestion des opérations du ministère et allocation des ressources.

Expansion du commerce extérieur
Expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs et maintien des débouchés existants. Formulation, développement et coordination de politiques et d'initiatives de commercialisation à l'échelle internationale. Coordination du programme canadien de promotion du tourisme à l'étranger.

Politiques économiques et commerciales et aide au développement
Gestion des relations économiques internationales du Canada, y compris la participation du Canada à l'OCDE, au GATT, aux négociations commerciales multilatérales, à la CNUCED, aux sommets, et dimensions économiques des questions Nord-Sud et Est-Ouest. Investissements et coopération industrielle. Administration de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale
Élaboration, coordination et mise en œuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armements et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, les droits de la personne et d'autres secteurs connexes. Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada.

Affaires sociales et programmes
Élaboration d'un cadre général et coordination des activités liées aux programmes d'information et d'immigration. Élaboration et gestion générales des programmes concernant les affaires culturelles et consulaires. Coordination de la participation des provinces aux relations internationales. Élaboration des politiques et coordination des questions rattachées aux affaires sociales à l'échelle internationale. Gestion des relations du Canada avec les institutions francophones.

Relations et activités bilatérales
Gestion des relations bilatérales du Canada avec les divers pays et les diverses régions; gestion de l'ensemble des questions et intérêts en jeu, notamment en ce qui concerne les relations politiques, économiques et commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements. Mise en œuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'immigration, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme. Prestation de services consulaires, dans les missions à l'étranger. Analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens. Formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans les pays ou groupes de pays. Gestion et fourniture des installations et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Passeports
Délivrance de titres de voyage et fourniture d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration
Prestation de services de soutien administratif au ministère à Ottawa et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, les télécommunications, la gestion des archives, le traitement électronique des données, et les services de conseil en gestion. Élaboration et mise en œuvre de politiques et de programmes du ministère et de ses employés tant à Ottawa qu'à l'étranger.

Programme des expositions internationales

Objectif

Présentation d'une image du Canada qui illustre le développement du Canada aux points de vue industriel, culturel et social.

Description de l'activité

Expositions internationales
Gestion des relations du Canada avec le Bureau international des expositions et coordination de sa participation aux expositions internationales. Promotion des expositions internationales qui ont lieu au Canada.

Corporation commerciale canadienne

Objectif

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales

Objectif

Accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales d'un point de vue canadien.

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays du tiers monde en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement; et accorder une assistance humanitaire et, partant, favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Coopération de pays à pays
La coopération de pays à pays englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit à certains pays du tiers monde et à des institutions régionales. Elle comprend également l'aide au développement allouée par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux, des organisations non gouvernementales ainsi que d'institutions et de firmes privées canadiennes.

Initiatives internationales
Cette activité se subdivise en cinq éléments secondaires: coopération technique multilatérale, institutions financières internationales (IFI), organisations non gouvernementales internationales (ONGI), assistance humanitaire internationale et aide alimentaire multilatérale.

Services généraux
Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes:

- les services généraux de l'Agence, y compris les cabinets du président et du vice-président principal, les relations parlementaires et la vérification interne;
- les services de formulation et d'évaluation des politiques;
- les services de gestion financière, de comptabilité, de gestion de l'information et les systèmes de gestion;
- les services au personnel et les services administratifs; et
- les services d'information du public.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Faciliter et accroître le commerce d'exportation du Canada.

Centre international d'exploitation des océans

Objectif

Susciter, favoriser et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement en ce qui a trait au développement des ressources océaniques.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets:
- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;

- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite d'ententes internationales, à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends tenant à la frontière commune, et formuler les avis appropriés. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptibles de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international
Coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement d'autres frais occasionnés par des enquêtes et des relevés.

Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs
Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements dans l'application de l'accord; fonctionnement du bureau régional selon les arrangements conclus avec les États-Unis sur le partage des frais; aide requise au Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs et au Conseil consultatif scientifique.

Administration
Membres de la Commission et personnel de soutien; dépenses connexes de fonctionnement.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
...	537,610,000	...	...	537,610,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	10,327,000	...	10,327,000	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,430,000	...	2,430,000	1c	Virement de $17,967,000 du crédit 5 et de $809,000 du crédit 10 (Affaires extérieures)				
...	...	...	17,967,000	17,967,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	809,000	809,000		crédit 10				
...	...	...	15,558,657	15,558,657		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	13,100	13,100		CT, crédit 10[1]				
...	537,610,000	12,757,000	34,347,757	584,714,757		Total—Crédit 1	571,530,515	13,184,242	...	530,521,003
...	98,110,000	...	...	98,110,000	5	Dépenses en capital				
...	...	2,430,000	...	2,430,000	5a	Dépenses en capital				
...	...	...	(17,967,000)	(17,967,000)		Virement au crédit 1				
...	98,110,000	2,430,000	(17,967,000)	82,573,000		Total—Crédit 5	69,000,234	13,572,766	...	57,878,042
...	157,306,106	...	...	157,306,106	10	Subventions et contributions				
...	...	860,000	...	860,000	10a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	(809,000)	(809,000)		Virement au crédit 1				
...	157,306,106	860,001	(809,000)	157,357,107		Total—Crédit 10	158,646,532	(1,289,425)	...	156,755,324
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	145,000	...	41,906	186,906	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	186,906	...	...	172,735
...	500,000	...	(500,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada				
...	...	...	500,000	500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi				
...	500,000	...	...	500,000		Total	500,000	...	...	500,000
...	23,673,000	...	2,557,000	26,230,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26,230,000	...	...	25,384,333
12,049,820	658,000	...	(658,000)	12,049,820	(S)	Fonds renouvelable des passeports	(264,904)	...	12,314,724	(703,274)
...	...	...	42,471	42,471	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	42,471	...	...	55,577
12,049,820	818,041,636	16,047,001	17,556,702	863,695,159		Total budgétaire	825,912,852	25,467,583	12,314,724	770,603,270[2]

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	8,031	...	4,515	12,546	L15	Avances au fonds de roulement de l'union de Paris, de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle. (Brut)	12,546	...	...	1,191
...	...	54,000	...	54,000	L16a	Avances au fonds de roulement de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (Brut)	52,744	1,256	...	...
...	...	259,000	(9,112)	249,888	L17c	Avance accordée au fonds de roulement de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (UNIDO)	249,888	...	...	...
3,492,841	3,200,000	...	(3,200,000)	3,492,841	(S)	(L) Participation aux stocks régulateurs internationaux de caoutchouc naturel selon la Convention internationale sur le caoutchouc naturel. Limite $12,500,000. (Brut)	493,878	...	2,998,963	3,025,403
...	...	1	...	1	L18c	Pour étendre la portée du crédit L46b (Industrie et Commerce) de la Loi n° 3 de 1980-81 portant affectation de crédits	...	1	...	...
5,124,440	...	...	...	5,124,440	L13c	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite $14,500,000. (Net)	(536,492)	...	5,660,932	1,322,884
17,490,212	...	...	...	17,490,212	L14c	Avances de fonds de roulement relativement aux avances pour missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954. Limite $30,000,000. (Net)	(1,712,323)	...	19,202,535	5,535,249
14,488,404	...	...	(937,314)	13,551,090	L47b	Achat d'actions et émission de billets—Fonds commun des denrées. Limite $10,380,000 (É-U) ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3055 $(Can)). (Brut)	...	...	13,551,090	...
...	3,633,000	...	(3,633,000)	...	(S)	(L) Achat d'actions relativement à la participation du Canada dans le premier compte du Fonds commun de denrées.	...	...	...	...
40,595,897	6,841,031	313,001	(7,774,911)	39,975,018		Total non budgétaire	(1,439,759)	1,257	41,413,520	9,884,727
12,049,820	**818,041,636**	**16,047,001**	**17,556,702**	**863,695,159**		**Total du programme—Budgétaire**	**825,912,852**	**25,467,583**	**12,314,724**	**770,603,270**
40,595,897	**6,841,031**	**313,001**	**(7,774,911)**	**39,975,018**		**Non budgétaire**	**(1,439,759)**	**1,257**	**41,413,520**	**9,884,727**
						Programme des expositions internationales				
...	1,736,000	...	...	1,736,000	20	Dépenses du programme				
...	...	150,000	...	150,000	20a	Dépenses du programme				
...	...	200,000	...	200,000	20c	Dépenses du programme				
...	1,736,000	350,000	...	2,086,000		Total—Crédit 20	1,939,251	146,749	...	5,192,442

...	69,000	...	7,000	76,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76,000	...	...	97,000
...	**1,805,000**	**350,000**	**7,000**	**2,162,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,015,251**	**146,749**	...	**5,289,442**
12,049,820	**819,846,636**	**16,397,001**	**17,563,702**	**865,857,159**		**Total du département—Budgétaire**	**827,928,103**	**25,614,332**	**12,314,724**	**775,892,712**[2,5]
40,595,897	**6,841,031**	**313,001**	**(7,774,911)**	**39,975,018**		**Non budgétaire**	**(1,439,759)**	**1,257**	**41,413,520**	**9,884,727**
						Corporation commerciale canadienne				
...	16,095,000	...	...	16,095,000	25	Dépenses du programme	16,095,000	...	...	15,826,000
...	16,095,000	...	...	16,095,000		Total budgétaire	16,095,000	...	...	15,826,000
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 8(1). Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
...	**16,095,000**	...	...	**16,095,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**16,095,000**	...	...	**15,826,000**
10,000,000	...	...	...	**10,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**10,000,000**	...
						Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales[2]				
...	3,000,000	...	(3,000,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales				
...	...	...	3,000,000	3,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 29 a) de la Loi	3,000,000	...	...	2,500,000
...	**3,000,000**	...	...	**3,000,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,000,000**	...	...	**2,500,000**[2]
						Agence canadienne de développement international				
...	70,492,000	...	...	70,492,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	30a	Virement de $994,999 du crédit 35 (Affaires extérieures)				
...	...	...	994,999	994,999		Virement du: crédit 35				
...	...	...	2,120,140	2,120,140		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	35,200	35,200		CT, crédit 10[1]				
...	70,492,000	1	3,150,339	73,642,340		Total—Crédit 30	73,481,484	160,856	...	66,874,014
...	1,693,500,000	...	...	1,693,500,000	35	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	35a	Subventions et contributions				
...	...	...	(994,999)	(994,999)		Virement au crédit 30				
...	1,693,500,000	1	(994,999)	1,692,505,002		Total—Crédit 35	1,669,752,095	22,752,907	...	1,194,363,307
...	2,600,000	...	...	2,600,000	40	Paiement à la Banque asiatique de développement	2,513,584	86,416	...	...
...	116,900,000[3]	...	2,580,393	119,480,393	(S)	Paiements aux institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	119,480,393	...	...	...
...	11,800,000[3]	...	(89,912)	11,710,088	(S)	Paiement à la Banque africaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	11,710,088	...	...	...
...	4,400,000[3]	...	(23,211)	4,376,789	(S)	Paiement à la Banque asiatique de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	4,376,789	...	...	...
...	1,500,000[3]	...	(1,500,000)	...	(S)	Paiement à la Banque de développement des Caraïbes (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	...	...	...	...

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	15,500,000[3]	...	(3,624,660)	11,875,340	(S)	Paiement à la Banque interaméricaine de développement (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	11,875,340	...	...	...
...	500,000	...	(500,000)	...	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada				
...	...	...	500,000	500,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 31 de la Loi				
...	500,000	...	...	500,000		Total	500,000	...	...	500,000
...	6,374,000	...	691,000	7,065,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,065,000	...	...	6,937,000
...	1,923,566,000	2	188,950	1,923,754,952		Total budgétaire	1,900,754,773	23,000,179	...	1,268,674,321
						Institutions financières				
...	1	...	...	1	L50	Conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières). (Brut)	...	1	...	184,950,701
...	1	...	173,599,999	173,600,000	L45	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales. (Brut)				
...	...	1	63,999,999	64,000,000	L45a	Augmentation à $237,600,000				
...	...	1	42,999,999	43,000,000	L45c	Augmentation à $280,600,000				
...	1	2	280,599,997	280,600,000		Total—Crédit L45	280,533,004	66,996	...	161,644,813
						Banque interaméricaine de développement				
1,072,460,755	...	...	(69,381,864)	1,003,078,891	L55	Autorisation de souscrire pour 63,692 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3055 $(Can)). (Brut)	...	...	1,003,078,891	...
...	...	...	10,164,368	10,164,368	L50	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $7,322,504 (É-U)	10,164,368	...	...	9,994,486
						Banque de développement des Caraïbes				
45,084,369	...	...	(2,916,692)	42,167,677	L50	Autorisation de souscrire pour 5,355 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes. ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3055 $(Can)). (Brut)	...	...	42,167,677	...
						Banque asiatique de développement				
612,962,207	...	...	(39,655,028)	573,307,179	L36a	Autorisation de souscrire pour 36,403 actions remboursables à vue supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement ($(É-U) réévalué à $1(É-U) = 1.3055 $(Can)). (Brut)	...	...	573,307,179	...
...	...	...	3,800,000	3,800,000	L50	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de $3,800,000	3,770,376	29,624	...	3,770,376

						Banque africaine de développement				
193,159,648	...	...	(11,710,088)	181,449,560	(S)	(L) Souscription pour actions du capital-actions de la Banque africaine de développement. Limite 168,000,000 unités de compte (environ $240,000,000). (Brut)	...	...	181,449,560	...
...	...	...	11,800,000	11,800,000	L50	Délivrance de billets à vue ne devant pas dépasser l'équivalent de 8,400,000 unités de compte (évaluées $10,000,000)	11,710,088	89,912	...	11,710,088
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,909,700
1,923,666,979	2	2	182,700,693	2,106,367,676		Total non budgétaire	306,177,836	186,533	1,800,003,307	397,980,164
...	**1,923,566,000**	**2**	**188,950**	**1,923,754,952**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,900,754,773**	**23,000,179**	**...**	**1,268,674,321**
1,923,666,979	**2**	**2**	**182,700,693**	**2,106,367,676**		**Non budgétaire**	**306,177,836**	**186,533**	**1,800,003,307**	**397,980,164**
						Société pour l'expansion des exportations				
803,000,000	...	...	...	803,000,000	(S)	(L) Paiements pour souscription du capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations, article 11. Limite $1,500,000,000. (Brut)	...	...	803,000,000	9,000,000
2,989,300,000	...	...	46,682,400	3,035,982,400		Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis. (Net)	(48,991,600)	...	3,084,974,000	(72,720,054)
5,146,683,000	...	...	(68,202,575)	5,078,480,425		Responsabilité au titre de prêts selon l'article 31 et limités par l'article 32 à $6,000,000,000, les comptes administrés pour le Canada. (Net)	(36,885,575)	...	5,115,366,000	(250,706,478)
...	313,000,000	(313,000,000)	...	...	(S)	(L) Achat d'actions, prêts et garanties en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations. (Brut)	...	...	...	...
8,938,983,000	**313,000,000**	**(313,000,000)**	**(21,520,175)**	**8,917,462,825**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(85,877,175)**	**...**	**9,003,340,000**	**(314,426,532)**
						Centre international d'exploitation des océans[4]				
...	4,200,000	...	...	4,200,000	55	Paiements au Centre international d'exploitation des océans	4,000,000	200,000	...	...
...	**4,200,000**	**...**	**...**	**4,200,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,000,000**	**200,000**	**...**	**...**
						Centre de recherches pour le développement international				
...	95,000,000	...	...	95,000,000	60	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	...	5,000,000	...	5,000,000	60a	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
...	95,000,000	5,000,000	...	100,000,000		Total—Crédit 60	100,000,000	...	...	86,000,000
...	**95,000,000**	**5,000,000**	**...**	**100,000,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**100,000,000**	**...**	**...**	**86,000,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission mixte internationale				
...	3,250,000	...	...	3,250,000	65	Dépenses du programme	3,165,765	84,235	...	2,913,756
...	245,000	...	27,000	272,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	272,000	...	...	267,000
...	**3,495,000**	**...**	**27,000**	**3,522,000**		**Total du programme—Budgétaire**	3,437,765	**84,235**	**...**	**3,180,756**
12,049,820	**2,865,202,636**	**21,397,003**	**17,779,652**	2,916,429,111		Total du ministère—Budgétaire	2,855,215,641	**48,898,746**	**12,314,724**	**2,152,073,789[5]**
10,913,245,876	**319,841,033**	**(312,686,997)**	**153,405,607**	11,073,805,519		Non budgétaire	218,860,902	**187,790**	**10,854,756,827**	**93,438,359**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] L'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales a été créé en 1986-87. Les dépenses de l'exercice précédent apparaissaient en 1985-86 sous le programme des intérêts du Canada à l'étranger.

[3] Cet élément a été transféré d'autorisation non budgétaire à budgétaire.

[4] Le Centre international d'exploitation des océans a été créé en 1986-87. Les autorisations de dépenser apparaissaient en 1985-86 sous l'Agence canadienne de développement international.

[5] Une partie de l'ancien programme des céréales et des graines oléagineuses a été transférée à Agriculture. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de $3,576,601.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
								Fonctionnement				
...	19,023,000	...	333,000	2,333,000	248,910	...	21,937,910	Politique étrangère, priorités et coordination	20,992,679	945,231	...	18,973,040
...	36,024,000	...	359,000	(5,169,000)	(44,275)	...	31,169,725	Expansion du commerce extérieur	29,583,246	1,586,479	...	36,809,110
...	13,438,000	8,980,000	330,000	238,000	399,007	...	23,385,007	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	21,320,117	2,064,890	...	13,070,225
...	31,073,000	1,347,000	941,000	4,377,000	351,628	...	38,089,628	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	37,494,448	595,180	...	30,913,232
...	20,899,000	...	267,000	(796,000)	203,453	...	20,573,453	Affaires sociales et programmes	20,195,973	377,480	...	20,937,040
...	350,126,000	2,430,000	12,256,000	21,572,000	1,616,901	...	388,000,901	Relations et activités bilatérales	384,982,892	3,018,009	...	346,024,628
12,049,820	19,468,000	...	...	(514,683)	(199,000)	(19,269,000)	11,535,137	Passeports	(779,587)	...	12,314,724	(1,447,486)
...	90,741,530	...	1,085,757	(3,779,000)	(176,585)	...	87,871,702	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	83,274,729	4,596,973	...	89,273,168
...	(19,269,000)	...	...	...	...	19,269,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
12,049,820	561,523,530	12,757,000	15,571,757	18,261,317	2,400,039	...	622,563,463	**Total—Fonctionnement**	597,064,497	13,184,242	12,314,724	554,552,957
								Capital				
...	...	...	...	11,000	...	...	11,000	Politique étrangère, priorités et coordination	6,011	4,989	...	46,205
...	50,000	...	...	1,115,000	...	...	1,165,000	Expansion du commerce extérieur	1,122,828	42,172	...	381,067
...	25,000	650,000	...	300,000	...	...	975,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	959,992	15,008	...	580,678
...	1,455,000	20,000	...	...	...	...	1,475,000	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	1,395,497	79,503	...	1,631,002
...	70,000	...	...	...	...	...	70,000	Affaires sociales et programmes	23,704	46,296	...	45,397
...	90,349,000	1,760,000	...	(20,650,845)	...	...	71,458,155	Relations et activités bilatérales	58,485,118	12,973,037	...	46,294,684
...	459,000	...	...	514,683	(459,000)	...	514,683	Passeports	514,683	...	...	744,212

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	6,161,000	...	...	1,257,845	...	...	7,418,845	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	7,007,084	411,761	...	8,899,009
...	98,569,000	2,430,000	...	(17,452,317)	(459,000)	...	83,087,683	Total—Capital	69,514,917	13,572,766	...	58,622,254
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	15,000	...	...	15,000	Politique étrangère, priorités et coordination	15,000	...	...	4,500
...	33,993,000	...	...	(1,447,000)	...	...	32,546,000	Expansion du commerce extérieur	27,676,584	4,869,416	...	37,329,854
...	13,607,000	...	...	(173,000)	...	...	13,434,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	18,809,069	(5,375,069)	...	13,079,022
...	94,999,100	...	...	(202,000)	...	...	94,797,100	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	94,462,066	335,034	...	89,846,133
...	11,371,006	200,001	...	563,000	...	...	12,134,007	Affaires sociales et programmes	13,437,612	(1,303,605)	...	11,793,631
...	3,825,000	660,000	...	435,000	...	...	4,920,000	Relations et activités bilatérales	4,735,201	184,799	...	4,482,900
...	154,000	...	...	...	43,906	...	197,906	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	197,906	...	...	296,337
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	595,682
...	157,949,106	860,001	...	(809,000)	43,906	...	158,044,013	Total—Paiements de transfert	159,333,438	(1,289,425)	...	157,428,059
								Non budgétaire				
40,595,897	6,841,031	313,001	...	...	(7,774,911)	...	39,975,018	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	(1,439,759)	1,257	41,413,520	9,884,727
								Sommaire du programme				
...	19,023,000	...	333,000	2,359,000	248,910	...	21,963,910	Politique étrangère, priorités et coordination	21,013,690	950,220	...	19,023,745

...	70,067,000	...	359,000	(5,501,000)	(44,275)	...	64,880,725	Expansion du commerce extérieur	58,382,658	6,498,067	...	74,520,031
								Politiques économiques et commerciales et aide au développement—				
...	27,070,000	9,630,000	330,000	365,000	399,007	...	37,794,007	Budgétaire	41,089,178	(3,295,171)	...	26,729,925
40,595,897	6,841,031	313,001	...	...	(7,774,911)	...	39,975,018	Non budgétaire	(1,439,759)	1,257	41,413,520	9,884,727
...	127,527,100	1,367,000	941,000	4,175,000	351,628	...	134,361,728	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	133,352,011	1,009,717	...	122,390,367
...	32,340,006	200,001	267,000	(233,000)	203,453	...	32,777,460	Affaires sociales et programmes	33,657,289	(879,829)	...	32,776,068
...	444,300,000	4,850,000	12,256,000	1,356,155	1,616,901	...	464,379,056	Relations et activités bilatérales	448,203,211	16,175,845	...	396,802,212
12,049,820	658,000	...	...	...	(658,000)	...	12,049,820	Passeports	(264,904)	...	12,314,724	(703,274)
...	97,056,530	...	1,085,757	(2,521,155)	(132,679)	...	95,488,453	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	90,479,719	5,008,734	...	98,468,514
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours		...	...	595,682
								Total du programme—				
12,049,820	**818,041,636**	**16,047,001**	**15,571,757**	...	**1,984,945**	...	863,695,159	**Budgétaire**	825,912,852	**25,467,583**	**12,314,724**	**770,603,270**
40,595,897	**6,841,031**	**313,001**	...	...	**(7,774,911)**	...	39,975,018	**Non budgétaire**	(1,439,759)	**1,257**	**41,413,520**	**9,884,727**
								Programme des expositions internationales				
								Fonctionnement				
...	1,091,000	200,000	...	(50,000)	7,000	...	1,248,000	Expositions internationales	1,123,564	124,436	...	2,891,719
								Paiements de transfert				
...	714,000	150,000	...	50,000	...	...	914,000	Expositions internationales	891,687	22,313	...	2,397,723
								Total du programme—				
...	**1,805,000**	**350,000**	...	...	**7,000**	...	2,162,000	**Budgétaire**	2,015,251	**146,749**	...	**5,289,442**
								Total du département—				
12,049,820	**819,846,636**	**16,397,001**	**15,571,757**	...	**1,991,945**	...	865,857,159	**Budgétaire**	827,928,103	**25,614,332**	**12,314,724**	**775,892,712**
40,595,897	**6,841,031**	**313,001**	...	...	**(7,774,911)**	...	39,975,018	**Non budgétaire**	(1,439,759)	**1,257**	**41,413,520**	**9,884,727**
								Corporation commerciale canadienne				
								Fonctionnement				
...	16,095,000	...	...	...	...	...	16,095,000	Corporation commerciale canadienne	16,095,000	...	...	15,826,000
								Non budgétaire				
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	Corporation commerciale canadienne		...	10,000,000	...
								Total du programme—				
...	**16,095,000**	...	...	...	...	...	16,095,000	**Budgétaire**	16,095,000	...	...	**15,826,000**
10,000,000	...	...	...	...	...	...	10,000,000	**Non budgétaire**	...	...	**10,000,000**	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales				
								Paiements de transfert				
...	3,000,000	...	...	...	...	...	3,000,000	Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	3,000,000[1]	...	...	2,500,000
...	**3,000,000**	...	...	...	...	...	3,000,000	**Total du programme— Budgétaire**	**3,000,000**	...	...	**2,500,000**
								Agence canadienne de développement international				
								Fonctionnement				
...	38,065,000	1	1,314,487	840,397	422,339	...	40,642,224	Coopération de pays à pays	41,059,088	(416,864)	...	37,203,615
...	2,814,000	...	84,806	(75,562)	27,156	...	2,850,400	Initiatives internationales	2,779,166	71,234	...	2,748,816
...	35,170,000	...	756,047	(825,697)	241,505	...	35,341,855	Services généraux	34,474,239	867,616	...	32,761,558
...	76,049,000	1	2,155,340	(60,862)	691,000	...	78,834,479	Total—Fonctionnement	78,312,493	521,986	...	72,713,989
								Capital				
...	817,000	...	...	1,055,861	...	...	1,872,861	Services généraux	2,233,991	(361,130)	...	1,097,025
								Paiements de transfert				
...	1,313,900,000	1	...	(15,422,985)	...	...	1,298,477,016	Coopération de pays à pays	1,280,693,112	17,783,904	...	855,053,834
...	532,800,000	...	...	14,427,986	(2,657,390)	...	544,570,596	Initiatives internationales	539,515,177	5,055,419	...	339,809,473
...	1,846,700,000	1	...	(994,999)	(2,657,390)	...	1,843,047,612	Total—Paiements de transfert	1,820,208,289	22,839,323	...	1,194,863,307
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	...	...		Coopération de pays à pays		...	...	208,346,817
1,923,666,979	2	2	...	...	182,700,693	...	2,106,367,676	Initiatives internationales	306,177,836	186,533	1,800,003,307	189,633,347
1,923,666,979	2	2	...	...	182,700,693	...	2,106,367,676	Total—Non budgétaire	306,177,836	186,533	1,800,003,307	397,980,164
								Sommaire du programme				
								Coopération de pays à pays—				
...	1,351,965,000	2	1,314,487	(14,582,588)	422,339	...	1,339,119,240	**Budgétaire**	1,321,752,200	17,367,040	...	892,257,449
...	...	...	...	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	208,346,817
								Initiatives internationales—				
...	535,614,000	...	84,806	14,352,424	(2,630,234)	...	547,420,996	**Budgétaire**	542,294,343	5,126,653	...	342,558,289
1,923,666,979	2	2	...	...	182,700,693	...	2,106,367,676	**Non budgétaire**	306,177,836	186,533	1,800,003,307	189,633,347
...	35,987,000	...	756,047	230,164	241,505	...	37,214,716	**Services généraux**	36,708,230	506,486	...	33,858,583
								Total du programme—				
...	**1,923,566,000**	2	**2,155,340**	...	**(1,966,390)**	...	1,923,754,952	**Budgétaire**	1,900,754,773	**23,000,179**	...	**1,268,674,321**
1,923,666,979	2	2	...	...	**182,700,693**	...	2,106,367,676	**Non budgétaire**	306,177,836	**186,533**	**1,800,003,307**	**397,980,164**

								Société pour l'expansion des exportations				
								Non budgétaire				
8,938,983,000	313,000,000	(313,000,000)	...	...	(21,520,175)	...	8,917,462,825	Société pour l'expansion des exportations	(85,877,175)	...	9,003,340,000	(314,426,532)
8,938,983,000	**313,000,000**	**(313,000,000)**	**...**	**...**	**(21,520,175)**	**...**	**8,917,462,825**	**Total du programme—Non budgétaire**	**(85,877,175)**	**...**	**9,003,340,000**	**(314,426,532)**
								Centre international d'exploitation des océans				
								Fonctionnement				
...	4,200,000	...	...	...	...	...	4,200,000	Centre international d'exploitation des océans	4,000,000	200,000	...	...
...	**4,200,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**4,200,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,000,000**	**200,000**	**...**	**...**
								Centre de recherches pour le développement international				
								Fonctionnement				
...	49,100,000	5,000,000	...	...	...	...	54,100,000	Recherche en développement	54,100,000	...	...	47,000,000
...	6,400,000	...	...	...	...	...	6,400,000	Activités associées à la recherche	6,400,000	...	...	6,700,000
...	17,800,000	...	...	...	...	...	17,800,000	Aide opérationnelle à la recherche	17,800,000	...	...	19,800,000
...	7,900,000	...	...	...	...	...	7,900,000	Gestion générale	7,900,000	...	...	7,900,000
...	15,000,000	...	...	...	...	...	15,000,000	Programmes de coopération	15,000,000	...	...	12,500,000
								Fonds disponibles:				
...	...	...	...	...	...	...	...	Revenus de placements	...	...	...	(2,700,000)
...	(1,200,000)	...	...	...	...	...	(1,200,000)	Autres revenus	(1,200,000)	...	...	(1,400,000)
...	...	...	...	...	...	...	...	Revenus retenus des années antérieures	...	...	...	(3,800,000)
...	**95,000,000**	**5,000,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**100,000,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**100,000,000**	**...**	**...**	**86,000,000**
								Commission mixte internationale				
								Fonctionnement				
...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international	63,321	36,679	...	88,900
...	2,114,000	...	...	...	...	...	2,114,000	Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	1,792,578	321,422	...	1,728,763
...	1,246,000	...	...	...	27,000	...	1,273,000	Administration	1,522,999	(249,999)	...	1,332,358
...	3,460,000	...	...	...	27,000	...	3,487,000	Total—Fonctionnement	3,378,898	108,102	...	3,150,021

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
								Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les				
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Grands Lacs	30,279	(5,279)	...	30,735
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Administration	28,588 (1)	(18,588)	...	...
...	35,000	...	...	...	...	...	35,000	Total—Capital	58,867	(23,867)	...	30,735
								Sommaire du programme				
...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	**Part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu de son mandat international**	63,321	36,679	...	88,900
								Responsabilités découlant de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les				
...	2,139,000	...	...	...	...	...	2,139,000	**Grands Lacs**	1,822,857	316,143	...	1,759,498
...	1,256,000	...	...	...	27,000	...	1,283,000	**Administration**	1,551,587	(268,587)	...	1,332,358
...	3,495,000	...	...	...	27,000	...	3,522,000	**Total du programme—Budgétaire**	3,437,765	84,235	...	3,188,756
								Total du ministère—				
12,049,820	2,865,202,636	21,397,003	17,727,097	...	52,555	...	2,916,429,111	Budgétaire	2,855,215,641	48,898,746	12,314,724	2,152,073,789
10,913,245,876	319,841,033	(312,686,997)	...	...	153,405,607	...	11,073,805,519	Non budgétaire	218,860,902	187,790	10,854,756,827	93,438,359

(1) Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des intérêts du Canada à l'étranger				
							Subventions				
							Expansion du commerce extérieur				
...	405,000	...	...	...	...	405,000	Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international	405,000	...	...	405,000
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Commission internationale de protection contre les radiations	...	5,000	...	...
							Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale				
...	8,000	...	...	...	...	8,000	Conseil canadien de droit international	7,017	983	...	8,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement	100,000	...	...	100,000
...	105,000	...	...	...	...	105,000	Subvention pour l'aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	103,339	1,661	...	76,000
...	2,500,000	...	...	...	...	2,500,000	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	2,497,619	2,381	...	1,804,174
...	100	...	...	...	...	100	International Peace Academy	100	...	...	100
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Subvention en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	...	15,000	...	...
...	110,000	...	...	...	...	110,000	Association canadienne des Nations Unies	110,000	...	...	100,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	40,000	...	...	35,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	37,400
...	2,888,100	...	...	...	...	2,888,100		2,868,075	20,025	...	2,170,674

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Affaires sociales et programmes				
...	1,000	...	...	...	...	1,000	Association atlantique des jeunes dirigeants politiques	1,000	...	...	1,000
...	7,500	...	...	...	...	7,500	Atlantic Council of Canada	7,500	...	...	7,500
...	45,000	...	...	...	...	45,000	Institut canadien des affaires internationales	45,000	...	...	50,000
...	31,500	...	...	...	...	31,500	Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval	31,500	...	...	35,000
...	3,523,707	100,001	...	200,000	...	3,823,708	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	3,668,965	154,743	...	3,435,893
...	2,816,624	100,000	...	363,000	...	3,279,624	Subventions dans le domaine des relations culturelles	3,216,504	63,120	...	2,528,258
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Office du baccalauréat international	5,000	...	...	5,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	609,114
...	6,430,331	200,001	...	563,000	...	7,193,332		6,975,469	217,863	...	6,671,765
							Relations et activités bilatérales				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique	11,000	...	...	10,000
...	89,000	...	...	...	...	89,000	Centre d'échange législatif	89,000	...	...	89,000
...	500,000	...	...	...	...	500,000	(S) Subventions à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	...	610,000	...	...	...	610,000	Subventions à des fins de promotion dans la région de l'Asie et du Pacifique	610,000	...	...	705,000
...	...	50,000	...	...	...	50,000	Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique—Chaire d'études coréennes	50,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Subventions à la Chambre de commerce France-Canada	50,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Subventions au Comité d'hommes d'affaires France-Canada	50,000	...	...	...
...	600,000	660,000	...	100,000	...	1,360,000		1,360,000	...	...	1,304,000
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Subvention à l'Association de la communauté du service extérieur (ACSE)	11,000	...	...	10,500
...	143,000	...	...	...	43,906	186,906	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	186,906	...	...	172,735
...	154,000	...	...	...	43,906	197,906		197,906	...	...	183,235
...	**10,482,431**	**860,001**	**...**	**663,000**	**43,906**	**12,049,338**	Total—Subventions	**11,806,450**	**242,888**	**...**	**10,734,674**

							Contributions				
							Politique étrangère, priorités et coordination				
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Groupe canadien pour la Commission trilatérale	15,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,500
...	...	...	...	15,000	...	15,000		15,000	...	...	4,500
							Expansion du commerce extérieur				
...	1,641,000	...	...	...	...	1,641,000	Institut canadien international des céréales	1,634,447	6,553	...	1,508,000
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Conseil des grains du Canada	90,000	...	...	90,000
...	...	...	...	100,000	...	100,000	Conseil des maisons de commerce canadien	100,000	...	...	...
...	...	...	...	153,000	...	153,000	Institut canadien de gestion en télécommunication	43,275	109,725	...	...
...	347,000	...	...	...	...	347,000	Droits d'affiliation au Conseil international du blé	278,249	68,751	...	240,349
...	460,000	...	...	...	...	460,000	Programme d'échange de technologie[1]	319,780	140,220	...	...
...	30,000,000	...	...	(1,700,000)	...	28,300,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger	24,316,483	3,983,517	...	33,717,627
...	900,000	...	...	...	...	900,000	Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en développement	339,350	560,650	...	1,160,141
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales	150,000	...	...	150,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	58,737
...	33,588,000	...	...	(1,447,000)	...	32,141,000		27,271,584	4,869,416	...	36,924,854
							Politiques économiques et commerciales et aide au développement				
...	419,000	...	...	...	...	419,000	Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce	474,473	(55,473)	...	321,586
...	287,000	...	...	...	...	287,000	Conseil de coopération douanière (12,090,848 FB)	396,158	(109,158)	...	270,127
...	4,321,000	...	...	...	...	4,321,000	Agence internationale de l'énergie atomique ($3,152,727 É-U)	6,249,113	(1,928,113)	...	3,993,592
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Agence internationale de l'énergie (3,443,496 FF)	728,724	(228,724)	...	517,115
...	85,000	...	...	(35,000)	...	50,000	International Atomic Energy Agency for Nuclear Regulatory Training	43,608	6,392	...	15,000
...	424,000	...	...	...	...	424,000	Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau	424,001	(1)	...	424,249
...	1,589,000	...	...	...	...	1,589,000	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (2,726,270 FS)	2,491,196	(902,196)	...	1,824,084
...	224,000	...	...	...	...	224,000	Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (1,420,798 FF)	343,387	(119,387)	...	229,425
...	4,200,000	...	...	...	...	4,200,000	Organisation de coopération et de développement économiques (31,902,131 FF)	6,077,324	(1,877,324)	...	3,949,863
...	1,238,000	...	...	(138,000)	...	1,100,000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement ($903,000 É-U)	1,099,127	873	...	1,165,540

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	315,000	...	...	...	...	315,000	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (541,100 FS)	481,958	(166,958)	...	368,441
...	13,602,000	...	...	(173,000)	...	13,429,000		18,809,069	(5,380,069)	...	13,079,022
							Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale				
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Représentant canadien au Comité des droits de l'homme des Nations Unies	...	3,000	...	1,200
...	653,000	...	...	...	...	653,000	Fondation du Commonwealth (348,000 GBP)	688,170	(35,170)	...	625,797
...	135,000	...	...	...	...	135,000	Conseil des sciences du Commonwealth (71,988 GBP)	155,292	(20,292)	...	120,502
...	2,021,000	...	...	...	...	2,021,000	Secrétariat du Commonwealth (1,077,188 GBP)	2,088,369	(67,369)	...	1,772,535
...	890,000	...	...	...	...	890,000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (474,300 GBP)	411,720	478,280	...	748,148
...	98,000	...	...	...	...	98,000	Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures annexes (1,705,464 ATS)	148,642	(50,642)	...	108,119
...	638,000	...	...	...	...	638,000	Contribution pour la Conférence sur le contrôle des armements en Europe	319,886	318,114	...	371,048
...	...	...	...	41,000	...	41,000	Contribution à l'Université de Laval—IVième Conférence internationale de droit constitutionnel	41,000	...	...	...
...	575,000	...	...	(25,000)	...	550,000	Aide aux services de soutien de la défense accordée aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN	544,272	5,728	...	574,967
...	440,000	...	...	(208,000)	...	232,000	Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements	226,340	5,660	...	330,932
...	10,750,000	...	...	...	...	10,750,000	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ($8,339,868 É-U)	9,803,614	946,386	...	10,411,275
...	1,257,000	...	...	...	...	1,257,000	Organisation de l'aviation civile internationale ($969,440 É-U)	1,123,666	133,334	...	1,229,534
...	850,000	...	...	...	...	850,000	Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures	140,114	709,886	...	699,625
...	5,579,000	...	...	...	...	5,579,000	Organisation internationale du travail ($4,070,378 É-U)	5,351,773	227,227	...	5,404,539
...	184,000	...	...	...	...	184,000	Organisation maritime internationale ($134,000 É-U)	160,232	23,768	...	161,977
...	3,600,000	...	...	...	...	3,600,000	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile (182,049,586 FB)	5,016,235	(1,416,235)	...	4,337,509

...	1,100,000	...	...	...	...	1,100,000	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques (58,166,403 FB)	622,707	477,293	...	415,786
...	4,819,000	...	...	...	...	4,819,000	Organisation panaméricaine de la santé ($3,515,884 É-U)	4,892,352	(73,352)	...	4,423,405
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Cour permanente d'arbitrage (23,562 F)	11,222	(1,222)	...	7,954
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Remboursement aux organisations internationales des indemnités versées aux employés canadiens assujettis à l'impôt du Canada	...	50,000	...	8,951
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ($8,000 É-U)	8,150	2,850	...	5,920
...	8,552,000	...	...	...	...	8,552,000	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ($6,240,000 É-U)	7,488,065	1,063,935	...	7,745,989
...	...	...	...	2,387,779	...	2,387,779	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	2,387,779	...	...	...
...	75,000	...	...	(10,000)	...	65,000	Institut de formation et de recherches des Nations Unies	60,000	5,000	...	90,000
...	6,993,000	...	...	...	...	6,993,000	Force intérimaire des Nations Unies au Liban ($5,831,959 É-U)	7,681,654	(688,654)	...	5,920,610
...	30,500,000	...	...	(2,387,779)	...	28,112,221	Organisation des Nations Unies ($23,420,000 É-U)	30,599,431	(2,487,210)	...	30,118,062
...	1,905,000	...	...	...	...	1,905,000	Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement ($1,390,000 É-U)	1,466,151	438,849	...	1,500,840
...	10,423,000	...	...	...	...	10,423,000	Organisation mondiale de la santé ($7,605,395 É-U)	10,157,155	265,845	...	10,392,943
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	147,292
...	92,111,000	...	...	(202,000)	...	91,909,000		91,593,991	315,009	...	87,675,459
							Affaires sociales et programmes				
...	4,200,000	...	...	...	...	4,200,000	Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (31,130,600 FF)	5,676,498	(1,476,498)	...	4,350,437
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES) (6,357,280 CFA)	20,000	...	...	40,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité intergouvernemental pour les migrations	10,000	...	...	10,000
...	96,000	...	...	...	...	96,000	Organisation de coopération et de développement économiques (Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement) (609,441 FF)	133,506	(37,506)	...	87,452
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Institut panaméricain de géographie et d'histoire	10,000	...	...	10,000
...	568,675	...	...	...	...	568,675	Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	564,331	4,344	...	546,193
...	36,000	...	...	...	...	36,000	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (11,500,000 CFA)	47,808	(11,808)	...	27,784
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	4,940,675	...	...	...	...	4,940,675		6,462,143	(1,521,468)	...	5,121,866

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Relations et activités bilatérales				
...	...	...	...	185,000	...	185,000	Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique	183,611	1,389	...	75,000
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Secrétariat du Commonwealth pour le groupe de personnalités qui travaille sur l'Afrique du Sud	150,000	...	...	450,000
...	464,000	...	...	...	...	464,000	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (193,825 FS *plus* 5,121,845 ATS)	718,755	(254,755)	...	98,287
...	2,063,000	...	...	...	...	2,063,000	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture ($1,505,000 É-U)	1,750,216	312,784	...	1,840,028
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Institut international pour les sciences administratives (1,272,000 FB)	33,054	(3,054)	...	25,274
...	668,000	...	...	...	...	668,000	Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt Campobello ($487,300 É-U)	539,565	128,435	...	568,014
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	122,297
...	3,225,000	...	...	335,000	...	3,560,000		3,375,201	184,799	...	3,178,900
							Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	113,102
							Céréales et graines oléagineuses				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	595,682
...	147,[illegible]6,675	...	...	(1,472,000)	...	145,994,675	Total—Contributions	147,526,988	(1,532,313)	...	146,693,385
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Politique étrangère, priorités et coordination	15,000	...	...	4,500
...	33,993,000	...	...	(1,447,000)	...	32,546,000	Expansion du commerce extérieur	27,676,584	4,869,416	...	37,329,854
...	13,607,000	...	...	(173,000)	...	13,434,000	Politiques économiques et commerciales et aide au développement	18,809,069	(5,375,069)	...	13,079,022
...	94,999,100	...	...	(202,000)	...	94,797,100	Affaires politiques et juridiques et sécurité internationale	94,462,066	335,034	...	89,846,133
...	11,371,006	200,001	...	563,000	...	12,134,007	Affaires sociales et programmes	13,437,612	(1,303,605)	...	11,793,631
...	3,825,000	660,000	...	435,000	...	4,920,000	Relations et activités bilatérales	4,735,201	184,799	...	4,482,900
...	154,000	...	...	...	43,906	197,906	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines, et administration	197,906	...	...	296,337
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	595,682
—	**157,949,106**	**860,001**	—	**(809,000)**	**43,906**	**158,044,013**	**Total du programme**	**159,333,438**	**(1,289,425)**	—	**157,428,859**

							Programme des expositions internationales				
							Subventions				
...	**700,000**	**150,000**	...	**50,000**	...	**900,000**	Expositions internationales Expo 86, Vancouver	**879,820**	**20,180**	...	**2,386,552**
							Contributions				
...	**14,000**	...	...	...	...	**14,000**	Expositions internationales Droits d'affiliation du Canada au Bureau international des expositions	**11,867**	**2,133**	...	**11,171**
...	**714,000**	**150,000**	...	**50,000**	...	**914,000**	**Total du programme**	**891,687**	**22,313**	...	**2,397,723**
...	**158,663,106**	**1,010,001**	...	**(759,000)**	**43,906**	**158,958,013**	**Total du département**	**160,225,125**	**(1,267,112)**	...	**159,825,782**
							Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales				
							Subventions				
...	3,000,000	...	...	...	...	3,000,000	Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales	3,000,000[2]	...	...	2,500,000
...	**3,000,000**	...	...	...	...	**3,000,000**	**Total du programme**	**3,000,000**	...	...	**2,500,000**
							Agence canadienne de développement international				
							Subventions				
							Coopération de pays à pays				
...	10,000,000	...	...	(1,348,365)	...	8,651,635	Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth	8,047,211	604,424	...	5,465,492
...	500,000	...	...	7,400	...	507,400	Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international	507,400	...	...	500,000
...	771,000	...	...	(21,000)	...	750,000	Subventions versées à des organisations, institutions et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organisations et organismes ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes, projets et activités de coopération au développement et de sensibilisation au développement ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	750,000	...	...	...
...	500,000	...	...	...	...	500,000	(S) Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada	500,000	...	...	500,000
...	11,771,000	...	...	(1,361,965)	...	10,409,035		9,804,611	604,424	...	6,465,492

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Initiatives internationales				
...	136,000,000	...	...	8,675,000	...	144,675,000	Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	144,175,000	500,000	...	124,537,546
...	177,800,000	...	...	(5,700,000)	...	172,100,000	Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement internationales et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	168,952,198	3,147,802	...	156,520,646
...	46,200,000	...	...	7,000,000	...	53,200,000	Aide humanitaire et aide d'urgence en cas de désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	53,200,000	...	...	41,400,000
...	360,000,000	...	...	9,975,000	...	369,975,000		366,327,198	3,647,802	...	322,458,192
...	**371,771,000**	**...**	**...**	**8,613,035**	**...**	**380,384,035**	Total—Subventions	**376,131,809**	**4,252,226**	**...**	**328,923,684**
							Contributions				
							Coopération de pays à pays				
...	905,900,000	1	...	(75,475,537)	...	830,424,464	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, aux pays en développement, à leurs organisations et institutions ainsi que des contributions aux organisations et institutions de développement régional et international, aux institutions, organisations et organismes canadiens non gouvernementaux à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	814,492,889	15,931,575	...	476,107,293

...	167,629,000	...	...	22,614,517	...	190,243,517	Contributions versées à des organisations, institutions et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organisations et organismes ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes, projets et activités de coopération au développement et de sensibilisation au développement ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	190,207,198	36,319	...	153,369,478
...	40,600,000	...	...	(7,600,000)	...	33,000,000	Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organismes et organisations, aux institutions locales et régionales des pays en développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	32,356,083	643,917	...	27,826,285
...	188,000,000	...	...	46,400,000	...	234,400,000	Aide alimentaire fournie aux pays en développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	233,832,331	567,669	...	191,285,286
...	1,302,129,000	1	...	(14,061,020)	...	1,288,067,981		1,270,888,501	17,179,480	...	848,588,342
							Initiatives internationales				
...	4,000,000	...	...	(700,000)	...	3,300,000	Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	2,480,474	819,526	...	1,470,119
...	16,000,000	...	...	4,652,986	...	20,652,986	Contributions à des organisations non gouvernementales internationales à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	20,651,311	1,675	...	15,881,162
...	100,000	...	...	500,000	...	600,000	Aide humanitaire et aide d'urgence en cas de désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant	100,000	500,000	...	...
...	20,100,000	...	...	4,452,986	...	24,552,986		23,231,785	1,321,201	...	17,351,281
...	1,322,229,000	1	...	(9,608,034)	...	1,312,620,967	Total—Contributions	1,294,120,286	18,500,681	...	865,939,623

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Autres paiements de transfert				
							Initiatives internationales				
...	150,100,000	...	...	...	(2,657,390)	147,442,610	(S) Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leur fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)	147,442,610	...	...	...
...	2,600,000	...	...	...	...	2,600,000	Paiement à la Banque asiatique de développement conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)	2,513,584	86,416	...	...
...	**152,700,000**	...	...	...	(2,657,390)	150,042,610	Total—Autres paiements de transfert	149,956,194	**86,416**	...	...
							Sommaire du programme par activité				
...	**1,313,900,000**	**1**	...	**(15,422,985)**	...	1,298,477,016	**Coopération de pays à pays**	1,280,693,112	**17,783,904**	...	**855,053,834**
...	**532,800,000**	...	...	**14,427,986**	(2,657,390)	544,570,596	**Initiatives internationales**	539,515,177	**5,055,419**	...	**339,809,473**
...	**1,846,700,000**	**1**	...	**(994,999)**	**(2,657,390)**	**1,843,047,612**	**Total du programme**	**1,820,208,289**	**22,839,323**	...	**1,194,863,307**
...	**2,008,363,106**	**1,010,002**	...	(1,753,999)	**(2,613,484)**	**2,005,005,625**	**Total du ministère**	**1,983,433,414**	**21,572,211**	...	**1,357,189,089**

(S) Paiement de transfert statutaire.
(1) Antérieurement sous le Fonds d'aide à la collaboration internationale.
(2) Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des intérêts du Canada à l'étranger			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Passeports			
Frais de passeports	19,269,000	20,979,466	21,471,812
Total du programme—Budgétaire	**19,269,000**	**20,979,466**	**21,471,812**
Société pour l'expansion des exportations			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Société pour l'expansion des exportations			
Remboursement de prêts. (Net)	...	85,877,175	314,426,532
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**85,877,175**	**314,426,532**
Total du ministère—Budgétaire	**19,269,000**	**20,979,466**	**21,471,812**
Non budgétaire	**...**	**85,877,175**	**314,426,532**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des intérêts du Canada à l'étranger		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	3,528	17,537
Employés en mission à l'étranger	850,266	690,273
Autres comptes—		
Divers—Autres	...	3,178
	853,794	710,988
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Avances comptables	1,308,783	807,828
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	2,861,588	4,225,766
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	3,177,601	1,375,712
Divers	3,179,911	2,306,141
Radjustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,319,207	2,811,769
	13,847,090	11,527,216
Privilèges, licences et permis—		
Permis d'importation/exportation	1,165,695	1,080,489
Location de locaux à l'usage du personnel	13,624,926	11,992,239
Location d'automobiles de la Couronne et transport interchangeant	323,892	215,049
Recouvrement des coûts de visa	4,571,505	511,967
Divers	54,478	54,821
	19,740,496	13,854,565
Rémunérations de services—		
Frais de services consulaires	124,734	110,498
Divers	6,686	2,665
	131,420	113,163
Produits des ventes	124,707	16,690

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Services rendus au nom du Bureau des passeports	1,088,372	1,177,545
Part de loyer de location d'organismes internationaux	544,470	840,603
Remise de surplus de fonds—Programmes d'amélioration des pratiques de gestion de la trésorerie (Centre de recherches pour le développement international)	4,000,000	4,000,000
Divers	2,517,404	2,922,146
	8,150,246	8,940,294
Total du département	42,847,753	35,162,916
Agence canadienne de développement international		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Pays en voie de développement—Aide au développement international	5,138,032	6,688,025
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,983,131	2,670,577
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	203,191	96,371
	4,186,322	2,766,948
Rémunérations de services—		
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en voie de développement	296,303	248,424
Autres recettes non fiscales—		
Divers	120,628	96,998
Total du programme	9,741,285	9,800,395
Société pour l'expansion des exportations		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société pour l'expansion des exportations	8,646,319	14,999,529
Expansion du commerce d'exportation (Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement)	34,702,275	29,563,736
Expansion du commerce d'exportation (Divers)	2,220,707	25,768,027
	45,569,301	70,331,292
Autres recettes non fiscales	8,925,498	12,304,596
Total du programme	54,494,799	82,635,888

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission mixte internationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	154	1,500
Autres recettes non fiscales—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	602,464	491,465
Quote-part des États-Unis—Imprimerie		14,153
Diverses recettes	15	210
	602,479	505,828
Total du programme	602,633	507,328
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	51,561,127	77,730,305
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	18,033,566	14,295,664
Privilèges, licences et permis	19,740,496	13,854,565
Rémunérations de services	427,723	361,587
Produits des ventes	124,707	16,690
Autres recettes non fiscales	17,798,851	21,847,716
Total du ministère	107,686,470	128,106,527

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1986-87

Affaires indiennes et Nord canadien

Département
Commission d'énergie du Nord canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	4.2
Sommaire du ministère	4.5
Programmes par activité	4.10
Paiements de transfert	4.16
Détail des montants portés au crédit	4.27
Recettes	4.27

Programme d'administration

Objectif

Assurer la gestion efficace du ministère et de ses programmes d'une manière qui réponde à son mandat, aux priorités ministérielles et parlementaires, aux directions des agences centrales et aux besoins globaux des clients du ministère.

Description des activités

Direction
Fonctionnement du cabinet du Ministre, du bureau du sous-ministre, du bureau du sous-ministre adjoint (Orientations générales), le sous-ministre adjoint (Finances et services professionnels), le directeur général (Services du personnel), le directeur général (Gestion des communications) et leur personnel respectif.

Orientations générales
Définit le cadre stratégique à l'intérieur duquel les politiques ministérielles sont développées; recherche et élabore les politiques; gère les relations intergouvernementales du ministère; évalue l'efficacité des politiques et des programmes ministériels.

Finances et services professionnels
Prestation de services au sein du ministère: orientation de la gestion financière et administration; services des marchés et services techniques de l'administration centrale; systèmes de gestion et de services; services de traductions et contentieux; fonction de vérification interne.

Services du personnel
Prestation de développement de programmes et de politiques au sein du ministère dans le cadre de la gestion du personnel; prestation de direction des fonctions et contrôle des opérations du personnel dans les régions.

Communications
Fournit des conseils en communication à la gestion supérieure au ministère au moyen de l'élaboration de politiques de communication, de normes et de stratégies; fournit des services de direction des fonctions et d'opérations dans le cadre de publications, d'affiches, d'audio-visuel, de demandes de renseignements du grand public et des relations avec les médias par l'entremise des programmes ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Conformément aux principes d'autodéveloppement, d'accès aux possibilités, de responsabilité et de participation au sein de la société canadienne, aider les Indiens et les Inuit à satisfaire leurs aspirations et leurs besoins dans le domaine de l'éducation et sur le plan culturel et social de même qu'en ce qui concerne leur développement économique et communautaire, et veiller à ce que le Canada remplisse ses obligations et ses responsabilités constitutionnelles et légales envers les Indiens et les Inuit.

Description des activités

Réserves et fidéicommis
Fournit la gestion et le contrôle des terres indiennes et des ressources naturelles dans les réserves indiennes; administration, au nom des Indiens et des Inuit, des responsabilités fiduciaires énoncées dans la Loi sur les Indiens, inclut la mise à jour des listes des membres.

Enseignement primaire et secondaire
École maternelle, enseignement primaire et secondaire qui permet la stimulation de la dignité et de l'amour-propre au moyen de la prestation de services éducationnels se rattachant aux besoins sociaux, économiques, culturels et aux conditions des bandes indiennes et des Inuit.

Enseignement postsecondaire
Programme se rattachant à l'aide financière et aux services de soutien de l'enseignement aux individus inscrits dans les établissements postsecondaires.

Aide sociale
Fournit et prend des mesures en vue de la prestation de soutien du revenu et de services familiaux aux particuliers qui en ont besoin.

Services du bien-être
Aide et services afin de nourrir et protéger les enfants, les individus et les familles demeurant dans les réserves.

Autres services d'éducation et services sociaux
Aide fournie aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit afin de développer des services culturels pertinents par la création de centres culturels et éducationnels; aide visant à offrir un niveau de services sociaux et communautaires qui réponde à leurs besoins.

Développement économique
Aide fournie aux Indiens, aux bandes indiennes et aux Inuit en vue de créer des possibilités d'emploi et de développement commercial et socio-économique.

Gestion des bandes
Soutien aux bandes en ce qui a trait à l'auto-administration des programmes; aide pour accroître leur capacité à diriger leurs communautés.

Immobilisations et services communautaires
Soutien à l'amélioration matérielle et à la protection des communautés, y compris le logement, la protection et autres services communautaires essentiels ainsi que les installations récréatives et éducatives.

Gestion du programme
Prestation de l'élaboration de politiques, de coordination, de planification de programmes de la direction et de contrôle à l'administration centrale, au niveau régional et par district.

Administration du programme
Activités relatives à la prestation de services de consultation et de services de soutien à la gestion pour le programme dans les opérations régionales du ministère; inclus les services financiers et comptables du personnel, des communications et des systèmes de soutien des fonctions.

Programme des affaires du Nord

Objectif

En collaboration avec les autres ministères fédéraux et avec les gouvernements territoriaux, promouvoir l'évolution politique, le développement économique et social ainsi que l'épanouissement culturel des territoires du Nord, gérer efficacement l'utilisation, l'exploitation et la conservation ordonnées des richesses naturelles du Nord et protéger l'environnement du Nord au profit de tous les Canadiens et des habitants du Nord en particulier.

Description des activités

Évolution politique, développement social et épanouissement culturel
Gestion des relations entre le MAINC et les gouvernements territoriaux en ce qui concerne l'évolution politique, la délégation des responsabilités et les questions fiscales, la promotion de l'art et des artistes inuit, la promotion de la culture et des langues inuit, la prestation d'aide financière aux organismes autochtones pour leur permettre de faire valoir leur point de vue au sujet du développement économique et social et, enfin, le financement des gouvernements territoriaux pour leur permettre d'assumer les coûts liés à l'hospitalisation, aux soins médicaux et au logement (au Yukon) lorsque ces services sont offerts aux Indiens inscrits et aux Inuit.

Planification et développement économiques
Assurer l'analyse suivie de l'économie du Nord et l'établissement progressif d'une stratégie économique globale, ainsi que la réalisation de plans et d'analyses à cet égard, plus précisément en ce qui concerne les travaux de la Commission d'énergie du Nord canadien (CENC) et les subventions à la consommation d'énergie dans le Nord, négocier et mettre en œuvre des ententes de développement économique dans chacun des territoires, faire en sorte que les habitants du Nord tirent le maximum d'avantages des projets d'exploitation des ressources, promouvoir et appuyer les entreprises autochtones, planifier l'infrastructure nécessaire aux transports dans le Nord, construire des routes dans le Nord et coordonner l'examen et la réglementation, par le gouvernement fédéral, des grands projets d'exploitation des ressources.

Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement
Assurer, un peu à la manière d'un gouvernement provincial, la gestion des eaux, des forêts et des terres et la protection de l'environnement du Nord. Gérer les ressources renouvelables appartenant à l'État en veillant à l'application des lois et des règlements pertinents, soit en traitant les demandes présentées par des sociétés, des collectivités et des particuliers qui veulent obtenir le droit d'utiliser les ressources, en veillant au respect des droits en règle et en procédant à des inspections pour s'assurer que les modalités d'utilisation sont respectées. Pour assurer la gestion des ressources, le programme doit vérifier la quantité et la qualité des ressources renouvelables de façon à disposer des données nécessaires pour traiter efficacement les demandes d'utilisation. L'élément de planification dont il est question ici englobe aussi la lutte contre les incendies de forêt et les préparatifs nécessaires, l'élaboration de plans d'aménagement du territoire adaptés à diverses utilisations et propres à régler les différends à ce sujet, la mise en œuvre du Processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE) dans le Nord, la réglementation en ce qui concerne les répercussions sur l'environnement de l'utilisation des terres, plus précisément en ce qui a trait aux terres inoccupées de l'État et aux secteurs situés au large des côtes, et la réalisation de recherches appliquées liées à l'environnement.

Études environnementales
Financer des études à caractère environnemental et social, nécessaires pour déterminer quelles activités d'exploration ou d'exploitation pétrolière et gazière doivent être autorisées sur les terres fédérales dans le Nord, en intégrant les activités de gestion du programme directement liées au Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement et,

conformément au paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, en faisant des versements pour couvrir, dans une mesure raisonnable, les coûts liés aux études environnementales et sociales effectuées par quelque partie que ce soit et que le Ministre juge nécessaires, et, en vertu des paragraphes 4, 7 et 11 de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, en percevant des impôts auprès des personnes qui ont des intérêts dans les terres fédérales, selon les instructions données par le Ministre.

Gestion des ressources non renouvelables
Assurer, à peu près à la manière d'un gouvernement provincial, la gestion des richesses minérales du Nord en veillant à l'application des lois régissant l'acquisition, le maintien et l'inscription des droits miniers, en dispensant des services à caractère géologique et en faisant appliquer des lignes de conduite destinées à favoriser l'exploitation minière dans le Nord. On tient compte des intérêts et des préoccupations des habitants du Nord relativement à l'exploration et à l'exploitation pétrolières et gazières dans le cadre des activités de l'APCTC. Coordonner les recherches entreprises dans le cadre du programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord en prévision des grands projets d'exploitation des hydrocarbures, et mettre en œuvre l'entente sur les réserves commerciales prouvées de Norman Wells.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
Préparation de lois et règlements; négociation, aliénation et gestion des droits pétroliers et gaziers; approbation des plans d'exploitation et de production; supervision et réglementation des activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluation du potentiel pétrolier et gazier; négociation et contrôle des retombées pour les Canadiens; élaboration des conditions d'ordre écologique, incluant des plans d'urgence en cas de fuite de pétrole, en encourageant la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin coordination des efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Gestion du programme
Responsabilité liée à la gestion et à la direction du programme des affaires du Nord, à la coordination et à l'élaboration des lignes de conduite régissant l'ensemble du programme (c.à-d. celles qui touchent à plus d'un élément de planification), à la prestation de services en matière de finances, d'administration, de communications, de personnel et de gestion pour le programme, au rassemblement de connaissances et de données sur les questions qui touchent des pays circumpolaires et qui sont importantes pour le Canada et promotion des sciences nordiques.

Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux

Objectif

Verser des fonds aux gouvernements territoriaux conformément aux ententes entamées par le ministre des Finances avec l'approbation du gouverneur en conseil de la part du gouvernement du Canada et des commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de la part de leur gouvernement respectif.

Description de l'activité

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux
Paiements aux gouvernements territoriaux afin de compenser en partie les coûts des gouvernements territoriaux dans la prestation de services à leurs résidents.

Programme des revendications des Autochtones

Objectif

Permettre le règlement de revendications des Autochtones selon le processus de négociation.

Description des activités

Financement des revendicateurs des Autochtones
Aide financière pour la préparation, la présentation et la négociation des revendications acceptées.

Négociation des revendications
Processus de résolution pour le règlement de revendications acceptées des Autochtones.

Règlements
Indemnisation aux revendicateurs autochtones conformément aux ententes.

Commission d'énergie du Nord canadien

Objectif

Aménager des installations publiques et des réseaux de distribution autonomes dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et à d'autres endroits au Canada.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	45,887,000	...	...	45,887,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	8,724	8,724		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(3,302,850)	(3,302,850)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(206,107)	(206,107)		crédit 50				
...	45,887,000	...	(3,500,233)	42,386,767		Total—Crédit 1	39,025,598	3,361,169	...	40,795,822
...	...	...	19,500,000	19,500,000	(S)	Radiation d'un effet de la Société d'énergie du Yukon conformément à la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien	19,500,000	...	...	...
...	40,000	...	1,395	41,395	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	41,395	...	...	39,530
...	4,592,000	...	498,000	5,090,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,090,000	...	...	5,081,000
...	**50,519,000**	**...**	**16,499,162**	**67,018,162**		**Total du programme—Budgétaire**	**63,656,993**	**3,361,169**	**...**	**45,916,352**
						Programme des affaires indiennes et inuit				
...	256,099,000	...	...	256,099,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	184,208	184,208		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(38,702,929)	(38,702,929)		Virement au crédit 15				
...	256,099,000	...	(38,518,721)	217,580,279		Total—Crédit 5	212,344,061	5,236,218	...	211,239,301
...	...	14,788,999	...	14,788,999	6c	**Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, au montant de: a) $14,219,135 soit les soldes en capital de 1,155 comptes dus par 892 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds du développement économique des Indiens conformément au crédit L53b (Affaires indiennes et Nord canadien) de la Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits; et b) $569,864 soit les soldes en capital de 78 comptes dus par 78 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens conformément au crédit L51a (Nord canadien et Ressources nationales) de la Loi des subsides nº 9 de 1966**	14,723,142	65,857	...	...
...	70,557,000	...	...	70,557,000	10	**Dépenses en capital**				
...	...	...	(10,710,800)	(10,710,800)		**Virement au crédit 15**				
...	70,557,000	...	(10,710,800)	59,846,200		Total—Crédit 10	56,981,609	2,864,591	...	59,360,304

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	1,238,640,000	...	...	1,238,640,000	15	Subventions et contributions				
...	...	108,880,920	...	108,880,920	15a	Virement de $1,282,850 du crédit 1[er] (Affaires indiennes et Nord canadien); de $24,952,129 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $9,510,800 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $1,357,500 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $3,500,000 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $9,223,000 du crédit 40 (Affaires indiennes et Nord canadien); et, de $220,000 du crédit 45 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	19,083,100	...	19,083,100	15c	Virement de $2,020,000 du crédit 1[er] (Affaires indiennes et Nord canadien); de $13,750,800 du crédit 5 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $1,200,000 du crédit 10 (Affaires indiennes et Nord canadien); de $3,430,000 du crédit 20 (Affaires indiennes et Nord canadien); et, de $1,000,000 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	3,302,850	3,302,850		Virement du: crédit 1				
...	...	...	38,702,929	38,702,929		crédit 5				
...	...	...	10,710,800	10,710,800		crédit 10				
...	...	...	3,430,000	3,430,000		crédit 20				
...	...	...	2,357,500	2,357,500		crédit 25				
...	...	...	3,500,000	3,500,000		crédit 35				
...	...	...	9,223,000	9,223,000		crédit 40				
...	...	...	220,000	220,000		crédit 45				
...	...	...	16,100	16,100		CT, crédit 10[1]				
...	1,238,640,000	127,964,020	71,463,179	1,438,067,199		Total—Crédit 15	1,435,562,457	2,504,742	...	1,268,408,356
...	880,000	...	(23,484)	856,516	(S)	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	856,516	...	...	833,291
...	19,569,000	...	2,123,000	21,692,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21,692,000	...	...	22,114,000
...	...	...	397,042	397,042	(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	397,042	...	...	495,522
...	...	...	559,498	559,498	(S)	Paiement en vertu de prêts garantis aux Indiens—Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société du crédit agricole	559,498	...	...	493,092
5,051,053	...	...	...	5,051,053	(S)	Paiement du Fonds du revenu consolidé en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens	703,143	...	4,347,910	486,413
...	...	...	120,600	120,600	(S)	Arrêts de la Cour suprême	120,600	...	...	49,509
...	...	...	28,250	28,250	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	28,250	...	...	8,641
...	...	...	315,504	315,504	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	315,504	...	...	2,492
5,051,053	1,585,745,000	142,753,019	25,754,068	1,759,303,140		Total budgétaire	1,744,283,822	10,671,408	4,347,910	1,563,490,921

15,177,385	...	...	...	15,177,385	L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la Loi nº 2 de 1978 portant affectation de crédits. Limite $20,000,000. (Net)	(1,156,133)	...	16,333,518	333,871
21,079,703	...	...	...	21,079,703	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit L20 de la Loi nº 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $70,000,000. (Net)	(10,927,414)	...	32,007,117	2,415,240
36,257,088	...	...	...	36,257,088		Total non budgétaire	(12,083,547)	...	48,340,635	2,749,111
5,051,053	**1,585,745,000**	**142,753,019**	**25,754,068**	**1,759,303,140**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,744,283,822**	**10,671,408**	**4,347,910**	**1,563,490,921**
36,257,088	...	...	...	**36,257,088**		**Non budgétaire**	**(12,083,547)**	...	**48,340,635**	**2,749,111**
						Programme des affaires du Nord				
...	73,768,000	...	...	73,768,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	13,399,360	...	13,399,360	20a	Pour étendre la portée du crédit 20 (Affaires indiennes et Nord canadien) et pour autoriser le virement de $2,327,500 du crédit 25 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	2,327,500	2,327,500		Virement du: crédit 25				
...	...	...	31,968	31,968		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(3,430,000)	(3,430,000)		Virement au crédit 15				
...	73,768,000	13,399,360	(1,070,532)	86,096,828		Total—Crédit 20	83,596,999	2,499,829	...	64,879,455
...	...	462,655	...	462,655	21c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada certaines dettes envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada, s'élevant à $462,655, soit les soldes en capital de 51 comptes dus par 48 débiteurs, de prêts directs provenant du fonds de prêts aux Esquimaux établi par le crédit 546 de la Loi des subsides nº 3 de 1953	461,825	830	...	...
...	26,975,000	...	...	26,975,000	25	Dépenses en capital				
...	...	...	(2,357,500)	(2,357,500)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(2,327,500)	(2,327,500)		crédit 20				
...	26,975,000	...	(4,685,000)	22,290,000		Total—Crédit 25	20,927,396	1,362,604	...	18,618,045
336,764	32,826,500	...	...	33,163,264	30	Subventions et contributions				
...	...	6,901,200	...	6,901,200	30a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	30c	Subventions et contributions				
336,764	32,826,500	6,901,201	...	40,064,465		Total—Crédit 30	37,599,016	2,128,685	336,764	45,249,701
...	4,489,000	...	487,000	4,976,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,976,000	...	...	5,052,000
2,021,529	1,200,000	...	(1,200,000)	2,021,529	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	1,086,991[2]	...	934,538[2]	942,722
...	...	...	218,619	218,619	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	218,619	...	...	138,737
2,358,293	139,258,500	20,763,216	(6,249,913)	156,130,096		Total budgétaire	148,866,846	5,991,948	1,271,302	134,880,660

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
320,000	...	...	...	320,000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du Territoire aux termes de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $320,000. (Brut)	...	...	320,000	...
4,331,118	...	...	...	4,331,118	L55	Provision au fonds de prêts aux Esquimaux pour les prêts consentis aux Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953 et telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 2 de 1978-79 portant affectation de crédits. Limite $7,072,000. (Net)	(463,722)	...	4,794,840	(153,472)
4,646,413	...	...	...	4,646,413	L81a	Prêts destinés à l'établissement à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite $5,000,000. (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits). (Net)	(17,599)	...	4,664,012	(8,495)
9,297,531	...	...	...	9,297,531		Total non budgétaire	(481,321)	...	9,778,852	(161,967)
2,358,293	**139,258,500**	**20,763,216**	**(6,249,913)**	**156,130,096**		**Total du programme—Budgétaire**	**148,866,846**	**5,991,948**	**1,271,302**	**134,880,660**
9,297,531	**...**	**...**	**...**	**9,297,531**		**Non budgétaire**	**(481,321)**	**...**	**9,778,852**	**(161,967)**
						Programme de paiements de transferts aux gouvernements territoriaux				
...	160,000,000	...	...	160,000,000	35	Paiements de transfert au gouvernement du Yukon				
...	...	...	(3,500,000)	(3,500,000)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(1,092,333)	(1,092,333)		crédit 40				
...	160,000,000	...	(4,592,333)	155,407,667		Total—Crédit 35	155,407,666	1	...	138,788,215
...	477,000,000	...	...	477,000,000	40	Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et les subventions inscrites au Budget				
...	...	547,000	...	547,000	40c	Virement de $1,092,333 du crédit 35 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	1,092,333	1,092,333		Virement du crédit 35				
...	...	...	(9,223,000)	(9,223,000)		Virement au crédit 15				
...	477,000,000	547,000	(8,130,667)	469,416,333		Total—Crédit 40	469,416,333	...	...	447,390,000
...	**637,000,000**	**547,000**	**(12,723,000)**	**624,824,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**624,823,999**	**1**	**...**	**586,178,215**
						Programme des revendications des Autochtones				
...	4,507,000	...	...	4,507,000	45	Dépenses de fonctionnement				

...	...	284,844	...	284,844	45c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(220,000)	(220,000)		Virement au crédit 15				
...	4,507,000	284,844	(220,000)	4,571,844		Total—Crédit 45	4,034,448	537,396	...	8,307,018
...	16,360,000	...	...	16,360,000	50	Subventions et contributions				
...	...	23,254,180	...	23,254,180	50a	Subventions et contributions				
...	...	17,689,154	...	17,689,154	50c	Virement de $206,107 du crédit 1 (Affaires indiennes et Nord canadien)				
...	...	...	206,107	206,107		Virement du crédit 1				
...	16,360,000	40,943,334	206,107	57,509,441		Total—Crédit 50	55,470,537	2,038,904	...	35,737,633
...	1,000,000	...	...	1,000,000	(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale par suite du règlement compensatoire en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	1,000,000	...	...	1,000,000
...	408,000	...	44,000	452,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452,000	...	...	425,000
...	...	2,934,863	...	2,934,863	(S)	Paiements versés en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)	2,934,863	...	...	...
...	22,275,000	44,163,041	30,107	66,468,148		Total budgétaire	63,891,848	2,576,300	...	45,469,651
...	14,303,000	...	...	14,303,000	L55	Prêts à des revendicateurs autochtones pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications. (Brut)	14,171,308	131,692	...	14,104,825
...	...	1,064,448	...	1,064,448	L56a	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon, afin de verser des indemnités provisoires aux anciens du Yukon. (Brut)	1,051,808	12,640	...	992,601
...	30,000,000	...	...	30,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique. Limite $30,000,000. (Brut)	30,000,000	...	...	...
...	44,303,000	1,064,448	...	45,367,448		Total non budgétaire	45,223,116	144,332	...	15,097,426
...	22,275,000	44,163,041	30,107	66,468,148		**Total du programme—Budgétaire**	63,891,848	2,576,300	...	45,469,651
...	44,303,000	1,064,448	...	45,367,448		**Non budgétaire**	45,223,116	144,332	...	15,097,426
7,409,346	2,434,797,500	288,226,276	23,310,424	2,673,743,546		**Total du département—Budgétaire**	2,645,523,508	22,600,826	5,619,212	2,375,935,799
45,554,619	44,303,000	1,064,448	...	90,922,067		**Non budgétaire**	32,658,248	144,332	58,119,487	17,684,570
						Commission d'énergie du Nord canadien				
...	11,654,000	...	...	11,654,000	L60	Prêts à la Commission pour des dépenses en capital conformément à l'article 15 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. (Brut)	11,600,000	54,000	...	3,900,000
...	11,654,000	...	...	11,654,000		**Total du programme—Non budgétaire**	11,600,000	54,000	...	3,900,000
7,409,346	2,434,797,500	288,226,276	23,310,424	2,673,743,546		**Total du ministère—Budgétaire**	2,645,523,508	22,600,826	5,619,212	2,375,935,799
45,554,619	55,957,000	1,064,448	...	102,576,067		**Non budgétaire**	44,258,248	198,332	58,119,487	21,584,570

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) En 1986-87, une somme de $71,197 fut correctement créditée au compte du Fonds afin d'annuler le créditeur de la fin de l'exercice terminé (CAFE) le 31 mars 1986. La même somme fut cependant incorrectement débitée au compte. Cette somme et un autre montant de $25,000 représentant une erreur de codification en 1985-86, qui fut créditée au compte du Fonds, seront corrigés au cours de l'exercice 1987-88. Si ces corrections avaient été effectuées en 1986-87, l'autorisation non employée reportée aurait été d'un montant de $980,735.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Programme d'administration												
Fonctionnement												
Direction	...	2,948,000	...	1,561	(1,488,957)	28,785	...	1,489,389	4,781,492	(3,292,103)	...	3,475,170
Orientations générales	...	5,920,000	...	...	...	51,792	...	5,971,792	4,157,652	1,814,140	...	6,339,213
Finances et services professionnels	...	29,633,000	...	5,602	(2,020,000)	19,797,804	...	47,416,406	44,497,680	2,918,726	...	25,767,434
Services du personnel	...	8,158,000	...	...	...	99,102	...	8,257,102	7,120,678	1,136,424	...	6,829,250
Communications	...	3,760,000	...	1,561	...	21,912	...	3,783,473	2,788,351	995,122	...	3,029,424
Total—Fonctionnement	...	50,419,000	...	8,724	(3,508,957)	19,999,395	...	66,918,162	63,345,853	3,572,309	...	45,440,491
Capital												
Direction	...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	37,669	(33,669)	...	95,983
Orientations générales	...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	18,908	(6,908)	...	449
Finances et services professionnels	...	62,000	...	...	...	...	...	62,000	221,836	(159,836)	...	345,825
Services du personnel	...	18,000	...	...	...	...	...	18,000	15,705	2,295	...	20,095
Communications	...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	17,022	(13,022)	...	13,509
Total—Capital	...	100,000	...	...	...	...	...	100,000	311,140	(211,140)	...	475,861
Sommaire du programme												
Direction	...	**2,952,000**	...	**1,561**	**(1,488,957)**	**28,785**	...	1,493,389	4,819,161	(3,325,772)	...	**3,571,153**
Orientations générales	...	**5,932,000**	...	...	...	**51,792**	...	5,983,792	4,176,560	**1,807,232**	...	**6,339,662**
Finances et services professionnels	...	**29,695,000**	...	**5,602**	**(2,020,000)**	**19,797,804**	...	47,478,406	44,719,516	**2,758,890**	...	**26,113,259**
Services du personnel	...	**8,176,000**	...	...	...	**99,102**	...	8,275,102	7,136,383	**1,138,719**	...	**6,849,345**
Communications	...	**3,764,000**	...	**1,561**	...	**21,912**	...	3,787,473	2,805,373	**982,100**	...	**3,042,933**
Total du programme—Budgétaire	**—**	**50,519,000**	**—**	**8,724**	**(3,508,957)**	**19,999,395**	**—**	**67,018,162**	**63,656,993**	**3,361,169**	**—**	**45,916,352**
Programme des affaires indiennes et inuit												
Fonctionnement												
Réserves et fidéicommis	...	28,439,000	...	...	785,000	648,404	...	29,872,404	20,566,811	9,305,593	...	15,451,084
Enseignement primaire et secondaire	...	70,891,000	...	...	(12,612,358)	700,590	...	58,979,232	65,174,174	(6,194,942)	...	62,627,720
Enseignement postsecondaire	...	2,578,000	...	...	(2,393,800)	21,230	...	205,430	1,516,336	(1,310,906)	...	2,063,034
Aide sociale	...	8,609,000	...	...	(4,899,583)	42,460	...	3,751,877	5,850,572	(2,098,695)	...	6,882,488
Services du bien-être	...	3,409,000	...	...	(2,122,207)	...	...	1,286,793	3,045,162	(1,758,369)	...	2,734,601
Autres services d'éducation et services sociaux	...	637,000	...	...	...	...	...	637,000	225,957	411,043	...	599,926
Développement économique	5,051,053	12,713,000	14,219,135	184,208	(572,100)	578,575	...	32,173,871	26,550,297	1,275,664	4,347,910	11,321,258

...	10,994,000	..	...	(2,239,881)	84,920	...	8,839,039	Gestion des bandes	7,570,319	1,268,720	...	9,072,484
...	53,488,000	569,864	...	(14,648,000)	758,650	...	40,168,514	Immobilisations et services communautaires	37,777,962	2,390,552	...	40,184,041
...	41,688,000	...	..	...	411,845	...	42,099,845	Gestion du programme	44,235,115	(2,135,270)	...	42,919,573
...	42,222,000	..	...	...	297,220	...	42,519,220	Administration du programme	38,370,535	4,148,685	...	40,032,761
5,051,053	275,668,000	14,788,999	184,208	(38,702,929)	3,543,894	...	260,533,225	Total—Fonctionnement	250,883,240	5,302,075	4,347,910	234,888,970
								Capital				
...	224,000	...	...	...	...	...	224,000	Réserves et fidéicommis	12,250	211,750	...	21,362
...	...	...	...	...				Enseignement primaire et secondaire		...	...	2,714
...	..	...	...		...			Autres services d'éducation et services sociaux	84,801	(84,801)	...	123,409
...	68,193,000	...	...	(10,710,800)	...	...	57,482,200	Immobilisations et services communautaires	54,617,426	2,864,774	...	56,837,208
...	...	...	...	.	...	.		Gestion du programme	608,505	(608,505)	...	652,298
...	2,140,000	...	...	...	...	...	2,140,000	Administration du programme	1,658,627	481,373	...	1,723,313
...	70,557,000	...	...	(10,710,800)	...	...	59,846,200	Total—Capital	56,981,609	2,864,591	...	59,360,304
								Paiements de transfert				
...	15,062,000	12,098,600	..	1,071,398	(23,484)	..	28,208,514	Réserves et fidéicommis	28,206,194	2,320	...	15,581,740
...	337,731,000	12,398,147	...	12,964,569	...	...	363,093,716	Enseignement primaire et secondaire	363,093,716	...	...	329,033,087
...	68,563,000	17,366,800	...	10,740,712	...	...	96,670,512	Enseignement postsecondaire	96,351,451	319,061	...	71,633,739
...	249,838,000	14,123,618	...	12,496,514	...	...	276,458,132	Aide sociale	275,298,853	1,159,279	...	252,150,326
...	71,880,000	18,937,650	...	2,002,585	...	...	92,820,235	Services du bien-être	92,602,812	217,423	...	73,753,069
...	12,262,000	1,184,000	...	(3,197,670)	...	...	10,248,330	Autres services d'éducation et services sociaux	10,248,330	...	...	12,378,123
...	50,184,000	25,300,000	16,100	4,076,183	...	...	79,576,283	Développement économique	79,031,302	544,981	...	74,211,724
...	113,193,000	2,548,721	...	10,815,349	...	...	126,557,070	Gestion des bandes	126,295,392	261,678	...	118,610,023
...	320,807,000	24,006,484	...	20,477,439	...	...	365,290,923	Immobilisations et services communautaires	365,290,923	...	...	321,889,816
...	1,239,520,000	127,964,020	16,100	71,447,079	(23,484)	...	1,438,923,715	Total—Paiements de transfert	1,436,418,973	2,504,742	...	1,269,241,647
								Non budgétaire				
21,079,703	...	...	...	...	...	...	21,079,703	Développement économique	(10,927,414)	...	32,007,117	2,415,240
15,177,385	...	...	...	...	...	...	15,177,385	Immobilisations et services communautaires	(1,156,133)	...	16,333,518	333,871
36,257,088	...	...	...	...	...	...	36,257,088	Total—Non budgétaire	(12,083,547)	...	48,340,635	2,749,111
								Sommaire du programme				
...	**43,725,000**	**12,098,600**	...	**1,856,398**	**624,920**	...	58,304,918	**Réserves et fidéicommis**	48,785,255	**9,519,663**	...	**31,054,186**
...	**408,622,000**	**12,398,147**	...	**352,211**	**700,590**	...	422,072,948	**Enseignement primaire et secondaire**	428,267,890	**(6,194,942)**	...	**391,663,521**
...	**71,141,000**	**17,366,800**	...	**8,346,912**	**21,230**	...	96,875,942	**Enseignement postsecondaire**	97,867,787	**(991,845)**	...	**73,696,773**
...	**258,447,000**	**14,123,618**	...	**7,596,931**	**42,460**	...	280,210,009	**Aide sociale**	281,149,425	**(939,416)**	...	**259,032,814**
...	**75,289,000**	**18,937,650**	...	**(119,622)**	...	...	94,107,028	**Services du bien-être**	95,647,974	**(1,540,946)**	...	**76,487,670**
...	**12,899,000**	**1,184,000**	...	**(3,197,670)**	...	...	10,885,330	**Autres services d'éducation et services sociaux**	10,559,088	**326,242**	...	**13,101,458**
								Développement économique—				
5,051,053	**62,897,000**	**39,519,135**	**200,308**	**3,504,083**	**578,575**	...	111,750,154	**Budgétaire**	105,581,599	**1,820,645**	**4,347,910**	**85,532,982**
21,079,703	...	...	...	...	...	...	21,079,703	**Non budgétaire**	(10,927,414)	...	**32,007,117**	**2,415,240**
...	**124,187,000**	**2,548,721**	...	**8,575,468**	**84,920**	...	135,396,109	**Gestion des bandes**	133,865,711	**1,530,398**	...	**127,682,507**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Immobilisations et services communautaires—				
...	442,488,000	24,576,348	...	(4,881,361)	758,650	...	462,941,637	**Budgétaire**	457,686,311	5,255,326	...	418,911,065
15,177,385	...	...	...	...	...	...	15,177,385	**Non budgétaire**	(1,156,133)	...	16,333,518	333,871
...	41,688,000	...	...	...	411,845	...	42,099,845	**Gestion du programme**	44,843,620	(2,743,775)	...	44,571,871
...	44,362,000	...	...	...	297,220	...	44,659,220	**Administration du programme**	40,029,162	4,630,058	...	41,756,074
								Total du programme—				
5,051,053	1,585,745,000	142,753,019	200,308	22,033,350	3,520,410	...	1,759,303,140	**Budgétaire**	1,744,283,822	10,671,408	4,347,910	1,563,490,921
36,257,088	...	...	...	...	...	...	36,257,088	**Non budgétaire**	(12,083,547)	...	48,340,635	2,749,111
								Programme des affaires du Nord				
								Fonctionnement				
...	2,203,000	...	...	...	21,428	...	2,224,428	Évolution politique, développement social et épanouissement culturel	1,923,310	301,118	...	4,826,976
...	4,700,000	462,655	...	87,500	35,551	...	5,285,706	Planification et développement économiques	4,581,724	703,982	...	3,400,665
...	42,247,000	12,813,660	31,968	(100,000)	422,852	...	55,415,480	Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement	51,814,784	3,600,696	...	44,604,740
2,021,529	381,000	...	...	...	264,345	(2,081,000)	585,874	Études environnementales	(348,664)	...	934,538	(364,249)
...	6,831,000	...	...	...	67,513	...	6,898,513	Gestion des ressources non renouvelables	6,371,424	527,089		10,152,743
...	8,727,000	...	...	(1,090,000)	68,667	...	7,705,667	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	6,074,951	1,630,716		5,814,445
...	13,549,000	585,700	...	...	89,608	...	14,224,308	Gestion du programme	18,487,250	(4,262,942)		...
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours		...		
...	(2,081,000)	...	...	...	...	2,081,000		Recettes à valoir sur le crédit		...		1,270,624
2,021,529	76,557,000	13,862,015	31,968	(1,102,500)	969,964	...	92,339,976	Total—Fonctionnement	88,904,779	2,500,659	934,538	69,705,944
								Capital				
...	17,000	...	...	...	...	...	17,000	Évolution politique, développement social et épanouissement culturel	8,180	8,820		95,884
...	22,811,000	...	...	(4,685,000)	...	...	18,126,000	Planification et développement économiques	17,267,953	858,047		131,588
...	3,240,000	...	...	...	...	...	3,240,000	Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement	2,768,673	471,327		3,188,909
...	361,000	...	...	...	...	...	361,000	Gestion des ressources non renouvelables	254,643	106,357		469,718
...	53,000	...	...	...	...	...	53,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	272,387	(219,387)		30,600

...	493,000	...	...	...	...	...	493,000	Gestion du programme	355,560	137,440	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	14,701,346
...	26,975,000	...	...	(4,685,000)	...	...	22,290,000	Total—Capital	20,927,396	1,362,604	...	18,618,045
								Paiements de transfert				
336,764	22,777,000	240,001	...	8,509	...	...	23,362,274	Évolution politique, développement social et épanouissement culturel	22,701,659	323,851	336,764	20,703,406
...	4,472,000	3,900,000	...	(25,000)	...	...	8,347,000	Planification et développement économiques	7,694,707	652,293	...	18,814,016
...	1,551,000	12,500	...	16,491	...	...	1,579,991	Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement	1,567,143	12,848	...	860,117
...	2,900,000	...	...	...	(1,464,345)	...	1,435,655	Études environnementales	1,435,655	...	...	1,306,971
...	2,916,500	...	...	...	...	...	2,916,500	Gestion des ressources non renouvelables	2,705,743	210,757	...	2,533,270
...	1,110,000	2,748,700	...	...	...	...	3,858,700	Gestion du programme	2,929,764	928,936	...	1,326,891
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	1,012,000
336,764	35,726,500	6,901,201	...	...	(1,464,345)	...	41,500,120	Total—Paiements de transfert	39,034,671	2,128,685	336,764	46,556,671
								Non budgétaire				
9,297,531	...	...	...	...	...	...	9,297,531	Planification et développement économiques	(481,321)	...	9,778,852	(161,967)
								Sommaire du programme				
336,764	24,997,000	240,001	...	8,509	21,428	...	25,603,702	Évolution politique, développement social et épanouissement culturel	24,633,149	633,789	336,764	25,626,266
								Planification et développement économiques—				
...	31,983,000	4,362,655	...	(4,622,500)	35,551	...	31,758,706	Budgétaire	29,544,384	2,214,322	...	22,346,269
9,297,531	...	...	...	...	...	...	9,297,531	Non budgétaire	(481,321)	...	9,778,852	(161,967)
...	47,038,000	12,826,160	31,968	(83,509)	422,852	...	60,235,471	Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement	56,150,600	4,084,871	...	48,653,766
2,021,529	1,200,000	...	...	...	(1,200,000)	...	2,021,529	Études environnementales	1,086,991	...	934,538	942,722
...	10,108,500	...	...	...	67,513	...	10,176,013	Gestion des ressources non renouvelables	9,331,810	844,203	...	13,155,731
...	8,780,000	...	...	(1,090,000)	68,667	...	7,758,667	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	6,347,338	1,411,329	...	5,845,045
...	15,152,000	3,334,400	...	...	89,608	...	18,576,008	Gestion du programme	21,772,574	(3,196,566)	...	1,326,891
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	16,983,970
								Total du programme—				
2,358,293	**139,258,500**	**20,763,216**	**31,968**	**(5,787,500)**	**(494,381)**	—	156,130,096	**Budgétaire**	148,866,846	**5,991,948**	**1,271,302**	**134,880,660**
9,297,531	—	—	—	—	—	—	9,297,531	**Non budgétaire**	(481,321)	—	**9,778,852**	**(161,967)**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
								Paiements de transfert				
...	637,000,000	547,000	...	(12,723,000)	...	...	624,824,000	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	624,823,999	1	...	586,178,215
...	**637,000,000**	**547,000**	**...**	**(12,723,000)**	**...**	**...**	**624,824,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**624,823,999**	**1**	**...**	**586,178,215**
								Programme des revendications des Autochtones				
								Fonctionnement				
...	189,000	...	...	...	41,800	...	230,800	Financement des revendicateurs des Autochtones	23,786	207,014	...	18,100
...	4,725,000	284,844	...	(395,000)	2,200	...	4,617,044	Négociation des revendications	4,404,926	212,118	...	4,726,541
...	...	2,934,863	...	175,000	...	...	3,109,863	Règlements	2,987,576	122,287	...	3,973,103
...	4,914,000	3,219,707	...	(220,000)	44,000	...	7,957,707	Total—Fonctionnement	7,416,288	541,419	...	8,717,744
								Capital				
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Négociation des revendications	5,023	(4,023)	...	14,274
								Paiements de transfert				
...	4,529,000	...	...	...	...	...	4,529,000	Financement des revendicateurs des Autochtones	4,369,647	159,353	...	4,490,220
...	12,831,000	40,943,334	...	206,107	...	...	53,980,441	Règlements	52,100,890	1,879,551	...	32,247,413
...	17,360,000	40,943,334	...	206,107	...	...	58,509,441	Total—Paiements de transfert	56,470,537	2,038,904	...	36,737,633
								Non budgétaire				
...	14,303,000	...	...	...	...	...	14,303,000	Financement des revendicateurs des Autochtones	14,171,308	131,692	...	14,104,825
...	30,000,000	1,064,448	...	...	...	...	31,064,448	Règlements	31,051,808	12,640	...	992,601
...	44,303,000	1,064,448	...	...	...	...	45,367,448	Total—Non budgétaire	45,223,116	144,332	...	15,097,426

								Sommaire du programme				
								Financement des revendicateurs des Autochtones—				
...	4,718,000	...	...	...	41,800	...	4,759,800	Budgétaire	4,393,433	366,367	...	4,508,320
...	14,303,000	...	...	...	...	...	14,303,000	Non budgétaire	14,171,308	131,692	...	14,104,825
...	4,726,000	284,844	...	(395,000)	2,200	...	4,618,044	Négociation des revendications	4,409,949	208,095	...	4,740,815
...	12,831,000	43,878,197	...	381,107	...	...	57,090,304	Règlements— Budgétaire	55,088,466	2,001,838	...	36,220,516
...	30,000,000	1,064,448	...	...	...	...	31,064,448	Non budgétaire	31,051,808	12,640	...	992,601
								Total du programme—				
...	22,275,000	46,163,041	...	(13,893)	44,000	...	66,468,148	**Budgétaire**	63,891,848	2,576,300	...	45,469,651
...	44,303,000	1,064,448	...	...	...	...	45,367,448	**Non budgétaire**	45,223,116	144,332	...	15,097,426
								Total du département—				
7,409,346	2,434,797,500	208,226,276	241,000	...	23,069,424	...	2,673,743,546	Budgétaire	2,645,523,508	22,600,826	5,619,212	2,375,935,799
45,554,619	44,303,000	1,064,448	...	...	...	...	90,922,067	Non budgétaire	32,658,248	144,332	58,119,487	17,684,570
								Commission d'énergie du Nord canadien				
								Non budgétaire				
...	11,654,000	...	...	...	...	...	11,654,000	Aménagement d'installations publiques	11,600,000	54,000	...	3,900,000
								Total du programme—				
...	11,654,000	...	...	...	...	...	11,654,000	Non budgétaire	11,600,000	54,000	...	3,900,000
								Total du ministère—				
7,409,346	2,434,797,500	208,226,276	241,000	...	23,069,424	...	2,673,743,546	**Budgétaire**	2,645,523,508	22,600,826	5,619,212	2,375,935,799
45,554,619	55,957,000	1,064,448	...	...	...	...	102,576,067	**Non budgétaire**	44,258,248	198,332	58,119,487	21,584,570

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des affaires indiennes et inuit				
							Subventions				
							Réserves et fidéicommis				
...	880,000	...	...	...	(23,484)	856,516	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	856,516	...	...	833,291
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitant	300,000	...	...	300,000
...	2,000,000	...	...	500,000	...	2,500,000	Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration et à la mise en application d'un règlement d'appartenance à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens	2,497,680	2,320	...	...
...	...	5,500,000	...	...	...	5,500,000	Octrois à la bande indienne Miawpukek pour le financement des programmes déterminés	5,500,000	...	...	...
...	...	1,500,000	...	...	...	1,500,000	Subventions aux organismes des Autochtones pour leur permettre de conseiller les particuliers sur les critères d'admissibilité et les exigences relatives au recouvrement du statut d'Indien et à l'inscription des membres	1,500,000	...	...	2,000,000
...	3,180,000	7,000,000	...	500,000	(23,484)	10,656,516		10,654,196	2,320	...	3,133,291
							Enseignement primaire et secondaire				
...	1,846,000	48,000	...	91,941	...	1,985,941	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organisations pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation	1,985,941	...	...	1,663,474
							Enseignement postsecondaire				
...	28,968,000	4,451,000	...	(1,747,594)	...	31,671,406	Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit, et à des organismes pour le soutien de leur avancement dans le domaine de l'éducation	31,352,345	319,061	...	26,766,509
							Aide sociale				
...	62,230,000	8,025,600	...	(3,765,703)	...	66,489,897	Prestations d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	65,330,618	1,159,279	...	64,827,944

							Services du bien-être				
...	1,111,000	494,600	...	300,000	...	1,905,600	Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes	1,718,984	186,616	...	1,610,550
							Autres services d'éducation et services sociaux				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,600
							Développement économique				
...	1,569,000	1,140,000	...	...	...	2,709,000	Subventions à des particuliers et à des organismes pour le développement économique et les possibilités d'emploi des Indiens et des Inuit	2,180,803	528,197	...	2,770,746
...	...	620,000	...	...	...	620,000	Subvention à la Fondation de ressources pour les entrepreneurs et les collectivités autochtones aux fins du développement économique des Autochtones	619,316	684	...	158,857
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	81,446
...	1,569,000	1,760,000	...	...	...	3,329,000		2,800,119	528,881	...	3,011,049
							Gestion des bandes				
...	19,706,000	...	...	(7,924,955)	...	11,781,045	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration	11,781,045	...	...	11,032,705
...	...	...	...	326,886	...	326,886	Subvention à la bande indienne Sechelt conformément à la Loi sur l'autonomie gouvernementale des Sechelts	326,886	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	863,092
...	19,706,000	...	...	(7,598,069)	...	12,107,931		12,107,931	...	...	11,895,797
...	**118,610,000**	**21,779,200**	**...**	**(12,219,425)**	**(23,484)**	**128,146,291**	Total—Subventions	**125,950,134**	**2,196,157**	**...**	**112,914,214**
							Contributions				
							Réserves et fidéicommis				
...	425,000	600,000	...	(440,252)	...	584,748	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	584,748	...	...	615,445
...	221,000	...	...	(221,000)	...	...	Contributions aux commissions aux fins d'enquête, de négociations et de médiation à l'égard des revendications et griefs des Indiens et des Inuit	...	...	...	...
...	7,601,000	...	...	(916,730)	...	6,684,270	Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador	6,684,270	...	...	7,601,000
...	2,039,000	...	...	1,324,360	...	3,363,360	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés	3,363,360	...	...	2,738,289
...	1,296,000	...	...	(227,223)	...	1,068,777	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes	1,068,777	...	...	950,791
...	300,000	698,600	...	1,567,670	...	2,566,270	Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types	2,566,270	...	...	542,924

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	3,800,000	...	(515,427)	...	3,284,573	Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres organisations administratives pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale	3,284,573	...	...	...
...	11,882,000	5,098,600	...	571,398	...	**17,551,998**		**17,551,998**	...	...	12,448,449
							Enseignement primaire et secondaire				
...	310,197,000	12,350,147	...	12,646,068	...	**335,193,215**	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation	**335,193,215**	...	...	304,152,017
...	25,688,000	...	...	226,560	...	**25,914,560**	Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Indiens Cris et des Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois	**25,914,560**	...	...	23,217,596
...	335,885,000	12,350,147	...	12,872,628	...	**361,107,775**		**361,107,775**	...	...	327,369,613
							Enseignement postsecondaire				
...	39,595,000	12,915,800	...	12,488,306	...	**64,999,106**	Contributions aux bandes indiennes et inuit ou établissements d'enseignement pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation	**64,999,106**	...	...	44,867,230
							Aide sociale				
...	187,608,000	6,098,018	...	16,262,217	...	209,968,235	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non-Indiens résidant dans les réserves indiennes	209,968,235	...	...	187,322,382
							Services du bien-être				
...	70,769,000	18,443,050	...	1,702,585	...	90,914,635	Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, à des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention	90,883,828	30,807	...	72,142,519

							Autres services d'éducation et services sociaux				
...	12,262,000	1,184,000	...	(3,197,670)	...	10,248,330	Contributions aux Indiens, à leurs bandes, aux Inuit et à leurs agglomérations ou à des organismes pour le développement de services culturels et des services sociaux et communautaires	10,248,330	...	...	12,372,523
							Développement économique				
...	48,615,000	23,540,000	...	4,076,183	...	76,231,183	Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi	76,231,183	...	...	71,178,675
...	...	...	16,100	...	...	16,100	Défi 86	...	16,100	...	22,000
...	48,615,000	23,540,000	16,100	4,076,183	...	76,247,283		76,231,183	16,100	...	71,200,675
							Gestion des bandes				
...	73,708,000	1,648,721	...	16,452,143	...	91,808,864	Contributions aux bandes indiennes et aux conseils de tribu et aux agglomérations inuit pour les frais d'administration et les services de gestion	91,808,864	...	...	85,547,603
...	3,071,000	...	...	1,027,998	...	4,098,998	Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de la planification de l'aménagement local	4,098,998	...	...	3,171,234
...	10,200,000	650,000	...	(329,396)	...	10,520,604	Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière	10,258,926	261,678	...	12,617,746
...	3,935,000	...	...	(1,005,015)	...	2,929,985	Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés	2,929,985	...	...	2,005,240
...	2,573,000	250,000	...	2,267,688	...	5,090,688	Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social	5,090,688	...	...	3,372,403
...	93,487,000	2,548,721	...	18,413,418	...	114,449,139		114,187,461	261,678	...	106,714,226
							Immobilisations et services communautaires				
							Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et sociétés, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires:				
...	233,651,000	24,006,484	...	782,988	...	258,440,472	Capital	258,440,472	...	...	227,435,785
...	85,056,000	...	...	19,694,451	...	104,750,451	Entretien et fonctionnement	104,750,451	...	...	90,854,031
...	2,100,000	...	...	...	...	2,100,000	Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	2,100,000	...	...	3,600,000
...	320,807,000	24,006,484	...	20,477,439	...	365,290,923		365,290,923	...	...	321,889,816
—	1,128,910,000	106,184,820	16,100	83,666,504	—	1,318,777,424	Total—Contributions	1,318,468,839	308,585	—	1,156,327,433

Paiements de transfert—*Suite*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire du programme par activité											
Réserves et fidéicommis	...	15,062,000	12,098,600	...	1,071,398	(23,484)	28,208,514	28,206,194	2,320	...	15,581,740
Enseignement primaire et secondaire	...	337,731,000	12,398,147	...	12,964,569	...	363,093,716	363,093,716	...	...	329,033,087
Enseignement postsecondaire	...	68,563,000	17,366,800	...	10,740,712	...	96,670,512	96,351,451	319,061	...	71,633,739
Aide sociale	...	249,838,000	14,123,618	...	12,496,514	...	276,458,132	275,298,853	1,159,279	...	252,150,326
Services du bien-être	...	71,880,000	18,937,650	...	2,002,585	...	92,820,235	92,602,812	217,423	...	73,753,069
Autres services d'éducation et services sociaux	...	12,262,000	1,184,000	...	(3,197,670)	...	10,248,330	10,248,330	...	...	12,378,123
Développement économique	...	50,184,000	25,300,000	16,100	4,076,183	...	79,576,283	79,031,302	544,981	...	74,211,724
Gestion des bandes	...	113,193,000	2,548,721	...	10,815,349	...	126,557,070	126,295,392	261,678	...	118,610,023
Immobilisations et services communautaires	...	320,807,000	24,006,484	...	20,477,439	...	365,290,923	365,290,923	...	...	321,889,816
Total du programme	**—**	**1,239,520,000**	**127,964,020**	**16,100**	**71,447,079**	**(23,484)**	**1,438,923,715**	**1,436,418,973**	**2,504,742**	**—**	**1,269,241,647**
Programme des affaires du Nord											
Subventions											
Évolution politique, développement social et épanouissement culturel											
Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit	...	50,000	...	...	...	...	50,000	50,000	...	...	49,182
Subvention d'aide à l'exploitation minérale du Nord	336,764	...	...	...	...	...	336,764		...	336,764	...
Subvention au programme de travail sur place pour les étudiants de l'Institut scientifique des Territoires du Nord-Ouest	...	...	1	...	25,000	...	25,001	25,000	1	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...		...		60,000
	336,764	50,000	1	...	25,000	...	411,765	75,000	1	336,764	109,182
Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement											
Subvention à la Yukon Conservation Society afin de favoriser la conservation des ressources naturelles du Yukon	...	12,000	...	...	...	...	12,000		12,000		12,000
Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions	...	90,000	...	...	...	...	90,000	90,000		...	80,000
	...	102,000	...	...	...	...	102,000	90,000	12,000		92,000

							Gestion des ressources non renouvelables				
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Subventions de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection	40,000	...	...	40,000
...	6,500	...	...	...	...	6,500	Subvention de $5,000 à la Territories Accident Prevention Association et de $1,500 à la Northwest Territories Mine Safety Association	5,000	1,500	...	5,000
...	2,000	...	...	...	...	2,000	Association des prospecteurs du Yukon	2,000	...	...	2,000
...	48,500	...	...	...	...	48,500		47,000	1,500	...	47,000
							Gestion du programme				
...	825,000	...	...	...	...	825,000	Universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord	825,000	...	...	825,000
...	180,000	...	...	...	...	180,000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes	180,000	...	...	180,000
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Subvention sous forme de prix accordée à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente	5,000	...	...	5,000
...	1,010,000	...	...	...	...	1,010,000		1,010,000	...	...	1,010,000
							Planification économique du Nord				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
336,764	**1,210,500**	**1**	**...**	**25,000**	**...**	**1,572,265**	Total—Subventions	**1,222,000**	**13,501**	**336,764**	**1,268,182**
							Contributions				
							Évolution politique, développement social et épanouissement culturel				
...	14,758,000	...	...	(310,093)	...	14,447,907	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit	14,373,745	74,162	...	13,404,741
...	1,429,000	...	...	(208,591)	...	1,220,409	Gouvernement du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens	1,120,275	100,134	...	1,484,869
...	2,919,000	...	...	310,093	...	3,229,093	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit	3,229,093	...	...	2,620,744
...	577,000	...	...	...	...	577,000	Gouvernement du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens	461,777	115,223	...	367,088
...	208,000	...	...	...	...	208,000	Gouvernement du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique	195,287	12,713	...	269,410
							Associations des Autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'exécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées				

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	119,000	70,000	...	128,000	...	317,000	sur les questions relatives au développement du Nord	303,033	13,967	...	137,481
...	...	...	...	24,100	...	24,100	Pour les services de consultation inuit	24,059	41	...	...
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Conférence nationale des étudiants en études nordiques	39,973	27	...	...
...	454,000	...	...	...	...	454,000	Associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les ojectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone	454,000	...	...	454,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	15,000	...	...	15,000
...	431,000	...	...	...	...	431,000	Particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit pour la mise en œuvre de nouvelles stratégies de production et de commercialisation de l'art et de l'artisanat inuit	425,591	5,409	...	324,236
...	1,432,000	...	...	...	...	1,432,000	Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour établir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest	1,432,000	...	...	896,154
...	300,000	...	...	...	...	300,000	Contributions versées à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit	297,826	2,174	...	269,845
...	85,000	...	...	...	...	85,000	Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit	85,000	...	...	85,000
...	...	170,000	...	...	...	170,000	Contribution à la Conférence circumpolaire inuit	170,000	...	...	199,500
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	66,156
...	22,727,000	240,000	...	(16,491)	...	22,950,509		22,626,659	323,850	...	20,594,224
							Planification et développement économiques				
...	1,779,000	...	...	(395,247)	...	1,383,753	Gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique	778,960	604,793	...	120,696
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des Autochtones	40,000	...	...	40,000
...	1,138,000	...	...	197,260	...	1,335,260	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et autres bénéficiaires selon l'entente auxiliaire sur la mise en valeur des ressources naturelles	1,335,260	...	...	1,204,847

...	1,515,000	...	...	...	...	1,515,000	Particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens	1,467,500	47,500	...	6,693,000
...	...	3,525,000	...	238,402	...	3,763,402	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs domiciliaires d'électricité dans les communautés desservies par des génératrices fonctionnant au carburant diesel	3,763,402	...	...	3,459,214
...	...	50,000	...	(45,150)	...	4,850	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner le chauffage domiciliaire au mazout dans les collectivités isolées du Nord	4,850	...	...	...
...	...	325,000	...	(20,265)	...	304,735	Gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner la consommation de l'électricité par les petites entreprises commerciales non gouvernementales dans les collectivités isolées du Nord	304,735	...	...	265,769
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	..	7,030,490
...	4,472,000	3,900,000	...	(25,000)	...	8,347,000		7,694,707	652,293	...	18,814,016
							Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement				
...	24,000	...	...	...	...	24,000	Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	23,152	848	...	23,152
...	1,425,000	...	...	16,491	...	1,441,491	Encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et les organisations autochtones dans le programme d'aménagement des territoires du Nord	1,441,491	...	...	744,965
...	...	12,500	...	...	...	12,500	Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	12,500	...	...	...
...	1,449,000	12,500	...	16,491	...	1,477,991		1,477,143	848	...	768,117
							Études environnementales				
...	2,900,000	...	...	...	(1,464,345)	1,435,655	(S) En vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour de telles études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires	1,435,655	...	...	1,306,971
							Gestion des ressources non renouvelables				
...	2,868,000	...	...	...	...	2,868,000	Gouvernements territoriaux concernant le Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN)	2,658,743	209,257	...	2,486,270
							Gestion du programme				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures	30,000	70,000	...	14,936
...	...	2,748,700	...	...	...	2,748,700	Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organismes autochtones pour permettre la mise en œuvre de la convention définitive des Inuvialuit	1,889,764	858,936	...	301,955

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	100,000	2,748,700	...	...	...	2,848,700		1,919,764	928,936	...	316,891
...	...	...	...	...	...	...	Coordination et développement social du Nord Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,002,000
—	34,516,000	6,901,200	—	(25,000)	(1,464,345)	39,927,855	Total—Contributions	37,812,671	2,115,184	—	45,288,489
							Sommaire du programme par activité				
336,764	22,777,000	240,001	...	8,509	...	23,362,274	Évolution politique, développement social et épanouissement culturel	22,701,659	323,851	336,764	20,703,406
—	4,472,000	3,900,000	...	(25,000)	...	8,347,000	Planification et développement économiques	7,694,707	652,293	...	18,814,016
...	1,551,000	12,500	...	16,491	...	1,579,991	Gestion des ressources renouvelables et protection de l'environnement	1,567,143	12,848	...	860,117
...	2,900,000	...	...	...	(1,464,345)	1,435,655	Études environnementales	1,435,655	...	...	1,306,971
...	2,916,500	...	...	...	...	2,916,500	Gestion des ressources non renouvelables	2,705,743	210,757	...	2,533,270
...	1,110,000	2,748,700	...	...	...	3,858,700	Gestion du programme	2,929,764	928,936	...	1,326,891
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	1,012,000
336,764	35,726,500	6,901,201	—	—	(1,464,345)	41,500,120	**Total du programme**	39,034,671	2,128,685	336,764	46,556,671
							Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
							Autres paiements de transfert				
							Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux				
...	160,000,000	...	...	(4,592,333)	...	155,407,667	Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	155,407,666	1	...	138,788,215

Paiement au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant être calculés selon lesdits accords, et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice courant (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours)	...	477,000,000	547,000	...	(8,130,667)	...	469,416,333	469,416,333	...	...	447,390,000
Total du programme	...	**637,000,000**	**547,000**	...	**(12,723,000)**	...	**624,824,000**	**624,823,999**	**1**	...	**586,178,215**
Programme des revendications des Autochtones											
Subventions											
Règlements											
Subventions aux bandes cries et naskapies de la Baie James du Québec	...	11,831,000	3,862,323	...	...	...	15,693,323	14,073,216	1,620,107	...	12,667,665
(S) Subvention à la Société Inuvialuit régionale pour les compensations à l'égard des revendications en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique	...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	1,000,000	...	...	1,000,000
Subventions d'immobilisations aux bandes cries et naskapies de la Baie James du Québec	...	...	10,135,700	...	...	...	10,135,700	10,135,700	...	...	...
Subventions aux bandes indiennes pour les revendications foncières particulières	...	...	24,872,611	...	206,107	...	25,078,718	25,078,717	1	...	10,289,800
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,587,000
Total—Subventions	...	**12,831,000**	**38,870,634**	...	**206,107**	...	**51,907,741**	**50,287,633**	**1,620,108**	...	**38,544,465**
Contributions											
Financement des revendicateurs des Autochtones											
Contributions aux revendicateurs autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations	...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	4,369,647	159,353	...	4,490,220
Règlements											
Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de l'application de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	...	...	394,700	...	...	...	394,700	390,952	3,748	...	46,367

Paiements de transfert—*Fin*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlenent des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	...	...	1,678,000	...	...	...	1,678,000	1,422,305	255,695	...	1,656,581
	...	...	2,072,700	...	...	...	2,072,700	1,813,257	259,443	...	1,702,948
Total—Contributions	...	4,529,000	2,072,700	...	...	...	6,601,700	6,182,904	418,796	...	6,193,168
Sommaire du programme par activité											
Financement des revendicateurs des Autochtones	...	4,529,000	...	...	...	...	4,529,000	4,369,647	159,353	...	4,490,220
Règlements	...	12,831,000	40,943,334	...	206,107	...	53,980,441	52,100,890	1,879,551	...	32,247,413
Total du programme	—	17,360,000	40,943,334	—	206,107	—	58,509,441	56,470,537	2,038,904	—	36,737,633
Total du ministère	336,764	1,929,606,500	176,355,555	16,100	58,930,186	(1,487,829)	2,163,757,276	2,156,748,180	6,672,332	336,764	1,938,714,166

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des affaires indiennes et inuit			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Développement économique			
Fonds du développement économique des Indiens	...	10,927,414	...
Immobilisations et services communautaires			
Fonds des habitations hors réserve des Indiens	...	1,156,133	...
Total du programme—Non budgétaire	...	12,083,547	...
Programme des affaires du Nord			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Études environnementales			
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—Prélèvements	2,081,000	584,405	588,467
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Planification et développement économiques			
Remboursements (commerciaux) au fonds de prêts aux Esquimaux. (Net)	...	463,722	153,472
Remboursements pour prêts destinés aux petites entreprises du Yukon	...	17,599	8,495
	...	481,321	161,967
Total du programme—Budgétaire	**2,081,000**	584,405	**588,467**
Non budgétaire	...	481,321	**161,967**
Total du ministère—Budgétaire	**2,081,000**	584,405	**588,467**
Non budgétaire	...	12,564,868	**161,967**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements(1)—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission d'énergie du Nord canadien	14,809,459	23,869,790
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	34,312	84,339
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	27,071	31,691
	61,383	116,030
Rémunérations de services—		
Autres frais	2,352	1,450
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	1,041	5,250
Divers	...	142
	1,041	5,392
Total du programme	14,874,235	**23,992,662**
Programme des affaires indiennes et inuit		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements(1)—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	2,709,434	2,493,976
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens	...	875
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	541,669	483,601
Autres	135,516	117,045
Bande Stoney	58,442	...
	3,445,061	3,095,497
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	291,133	848,488
Frais de capital	29,706	39,233
Divers	404,539	243,035
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Fonctionnement et entretien	120,203	284,661
Frais de capital	12,744	18,075
Subventions et contributions	642,759	647,975
	1,501,084	2,081,467

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Privilèges, licences et permis—		
Logement et services	1,333,123	1,298,527
Redevances	16,874	33,389
Divers	24,909	57,687
	1,374,906	1,389,603
Rémunérations de services—		
Autres frais	4,932	6,438
Produits des ventes—		
Repas	...	351
Services publics	433,733	851,131
Autre	26,287	...
	460,020	851,482
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	296,658	150,515
Transferts d'administrations provinciales et territoriales	...	16,793
Divers	4,705	700
	301,363	168,008
Total du programme	**7,087,366**	**7,592,495**
Programme des affaires du Nord		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements(1)—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	28,020	32,358
Gouvernement du Territoire du Yukon	684,104	811,008
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	2,082	20,658
Nanisivik Mines Limitée—Autres	6,012,000	...
Canadian Arctic Producers Co-operative Limited	...	6,029
Fonds de prêts aux Esquimaux	227,939	259,341
Autres comptes—		
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—		
Intérêt	4,687	2,801
Autres	12	...
	6,958,844	1,132,195
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	272,278	220,660
Frais de capital	...	4,188
Divers	84,155	24,487
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Frais de fonctionnement et d'entretien	186,774	140,727
Frais de capital	197,708	26,996
Subventions et contributions	105,455	234,099
	846,370	651,157
Privilèges, licences et permis—		
Exploitation minière du Canada—		
Droits	3,730	20
Baux	406,690	411,433
Redevances	71,849	577,418
Charbon—Baux	4,332	11,212
Foresterie	58,494	19,034
Locations de terres, bâtiments et machine	13,078	605
Frais d'usage de terres	449,249	548,351
Logements et services	853,690	883,740
Métallique et non-métallique	45,396	47,872
Pétrole et gaz—Baux	76,472	...
Redevances	5,049,355	9,004,809
Redevances—Carrières	31,002	34,225
Locations d'eau	12,025	2,573
Exploitation minière du quartz au Yukon—		
Redevances	9,214	6,861
Droits et baux	529,012	621,944
Divers	16,010	2,873
	7,629,598	12,172,970
Rémunérations de services—		
Droits d'exploitation minière—Gisement	198,242	167,422
Droits d'exploitation minière du Canada	219,822	176,816
Frais d'inscription pour droits d'usage de terres	81,868	81,648
Frais d'usages de terres	79,304	92,393
Autres frais	77,363	115,763
	656,599	634,042
Produits des ventes—		
Produits des ventes	60,765	50,491
Publications	30,139	29,639
Divers	4,450	1,294
	95,354	81,424

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	5,898	3,233
Confiscations de pétrole et de gaz	42,270	32,233
Divers	41	5,837
	48,209	41,303
Total du programme	**16,234,974**	**14,713,091**
Programme des revendications des Autochtones		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société Inuvialuit régionale	1,045,479	...
Revendicateurs autochtones	484,476	237,920
	1,529,955	237,920
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	27,859	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	564	...
Divers		5,109,314
	28,423	5,109,314
Total du programme	1,558,378	**5,347,234**
Total du département	39,754,953	**51,645,482**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	26,743,319	**28,335,402**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,437,260	**7,957,968**
Privilèges, licences et permis	9,004,504	**13,562,573**
Rémunérations de services	663,883	**641,930**
Produits des ventes	555,374	**932,906**
Autres recettes non fiscales	350,613	**214,703**
Total du ministère	**39,754,953**	**51,645,482**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1986-87

Agriculture

Département
Commission canadienne du lait
Office canadien des provendes
Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	5.2
Sommaire du ministère	5.5
Programmes par activité	5.9
Paiements de transfert	5.14
Détail des montants portés au crédit	5.22
Recettes	5.22

Département

Programme de gestion et d'administration

Objectif

Assurer la direction et le soutien nécessaires pour une prestation efficiente et efficace de la politique, des programmes et des services du Ministère.

Description des activités

Direction supérieure et gestion générale
Cabinets du Ministre et du sous-ministre, du Secrétariat ministériel, des sous-ministres adjoints et des autres membres du Comité des cadres supérieurs; assurer la gestion centrale et la direction des politiques, des programmes, des priorités et des ressources du Ministère à l'aide des fonctions de planification stratégique, de coordination des politiques, d'évaluation des programmes et de vérification.

Services de gestion
Fournir des services du personnel au Ministère, notamment la dotation, la classification, les relations de travail, la formation, le perfectionnement et les langues officielles; soutenir le processus de gestion du Ministère en se chargeant de la planification et de l'information financières et opérationnelles, en augmentant la productivité et en améliorant la capacité des ressources ministérielles, en mettant au point et en appliquant des stratégies efficaces de gestion des actifs ainsi qu'en assurant l'entretien des installations du Ministère et la prestation de services de bibliothéconomie; fournir des services d'information et de relations publiques pour soutenir les activités du Ministère; prodiguer des conseils ainsi que des recommandations et coordonner les activités relatives aux projets d'aide du Ministère, en particulier dans les domaines du commerce et du développement.

Programme agro-alimentaire

Objectif

Promouvoir la croissance, la stabilité et la compétitivité du secteur agro-alimentaire en créant les politiques, les programmes et les services que l'État fédéral est le plus apte à offrir, de façon à ce que le secteur puisse contribuer pleinement à l'économie nationale.

Description des activités

Recherche et développement dans le domaine scientifique
Les recherches portent sur la mise au point de nouvelles techniques dans les domaines suivants: les sols, les ressources en eau utilisées en agriculture, les pratiques agricoles et les risques associés au climat, l'utilisation de l'énergie à tous les paliers du secteur agro-alimentaire, la dégradation du territoire agricole et les ressources biologiques utilisées en agriculture; l'amélioration du rendement des productions animales et végétales, de leur efficacité et de leur faculté d'adaptation au climat canadien; la baisse des coûts de production; l'amélioration du rendement des cultures, de leur qualité, de leur capacité d'adaptation et de leur résistance aux maladies; l'élaboration d'une stratégie pour la lutte contre les parasites, l'amélioration des méthodes de nutrition des plantes, l'évaluation des obstacles à la production végétale dans les nouvelles zones d'exploitation et la création de nouvelles variétés aux qualités supérieures; le perfectionnement des méthodes de culture et des techniques de récolte et de conservation; la mise au point et le transfert de nouvelles techniques portant sur l'extraction et l'utilisation des éléments des céréales, des oléagineux et d'autres cultures, la transformation des fruits et légumes, le contrôle de la qualité et la réduction des coûts de production ainsi que de la transformation des viandes et des produits carnés; isoler et éliminer les composés toxiques dans les aliments destinés à la consommation animale et humaine; recueillir et diffuser l'information sur la valeur nutritive de certaines cultures, la teneur en matières nutritives et l'innocuité des aliments, le métabolisme des graisses d'origine végétale et animale, les méthodes et les procédés relatifs aux nouveaux ingrédients et produits alimentaires ayant des possibilités commerciales, le recyclage et la valeur ajoutée des résidus de produits agro-alimentaires.

Inspection et réglementation
Les activités de surveillance relatives à l'incidence, à la répartition et aux retombées des principales maladies végétales et animales indigènes et étrangères ainsi qu'un transport des animaux; la réglementation et l'inspection des animaux, des végétaux, des produits animaux et des produits biologiques importés; les facteurs de production agricole, notamment les pesticides, les aliments du bétail, les engrais et les compléments alimentaires, de même que l'inspection, le classement et la classification des semences; la certification sanitaire des animaux, des plantes et des produits végétaux destinés à l'exportation; l'inspection avant et après l'abattage des animaux et des volatiles ainsi que la surveillance et l'enregistrement des établissements qui s'adonnent à la production, à la conservation ou au transport des aliments; le classement des carcasses de bestiaux et le contrôle des normes de classement des fruits et légumes; la recherche sur les maladies animales, l'éradication des maladies animales et végétales d'importance au Canada et la lutte contre celles-ci, et le soutien des services d'analyse en laboratoire; l'établissement et l'application de règlements pour les systèmes de pari mutuel, la prestation et la supervision des services de surveillance aux hippodromes de même que la recherche concernant les effets des drogues sur les chevaux.

Protection du revenu agricole
Le versement de paiements d'appoint pour stabiliser les prix des produits agricoles; le soutien des programmes provinciaux d'assurance-récolte qui protègent les producteurs contre les risques naturels et les pertes de récolte attribuables à d'autres facteurs (oiseaux aquatiques migrateurs); l'achat, la vente, l'importation, l'entreposage, le transport et la transformation des produits agricoles et paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Analyse et développement des marchés
Tenir et diffuser: des statistiques sur les produits et des prévisions sur les prix, des informations sur les marchés et l'économie, des données analytiques sur l'offre et la demande ainsi que des informations sur les pratiques commerciales étrangères, le flux des produits étrangers et leur impact sur le développement des marchés intérieurs et les débouchés commerciaux du Canada; analyser la structure et la performance du secteur agro-alimentaire dans l'économie canadienne; participer aux discussions bilatérales et multilatérales sur la réduction des entraves au commerce et l'expansion des marchés; en collaboration avec d'autres groupes, promouvoir la vente des produits agricoles et alimentaires canadiens sur le marché national, fournir une aide financière aux Canadiens qui désirent développer et exploiter de nouveaux marchés et mener des missions technico-commerciales à l'étranger; consentir des paiements anticipés pour les récoltes et fournir des garanties d'emprunt aux groupements de producteurs pour la vente coopérative de leurs produits; surveiller les activités des offices nationaux de commercialisation mis sur pied en vertu des dispositions de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, afin de s'assurer qu'ils se conforment à la réglementation établie; promouvoir la création de nouveaux offices et contrôler les coûts de production et les prix de vente des produits réglementés.

Développement régional
Mettre au point des stratégies agro-alimentaires régionales dans le cadre des programmes nationaux, des activités fédérales-provinciales et des projets fédéraux de développement économique régional, concevoir, mettre en œuvre et exécuter les programmes d'aide technique ou financière associés à ces activités; négocier et administrer les ententes auxiliaires fédérales-provinciales qui comportent des programmes visant à améliorer la qualité marchande du bétail, à perfectionner les techniques de production végétale et à diversifier davantage les cultures, à accroître l'efficacité de la gestion des ressources en sols et en eau et à valoriser les ressources humaines des régions rurales; fournir des analyses et des conseils sur les changements de politique et de stratégie susceptibles de stimuler la production et le développement des ressources dans les régions; mener à bien des programmes fédéraux-provinciaux de contrôle de rendement pour les bestiaux; administrer la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta et offrir des programmes favorisant la mise au point et l'adoption de techniques améliorées pour l'arboriculture, l'approvisionnement en eau, la conservation des ressources en sols et en eau, l'utilisation des terres et l'établissement sur les terres.

Programme du service canadien des forêts

Objectif

Promouvoir et améliorer l'utilisation économique soutenue des ressources forestières du Canada par un aménagement forestier qui respecte l'environnement et améliorer les bénéfices économiques et sociaux provenant des forêts publiques et privées ainsi que des activités pertinentes aux forêts du Canada.

Description des activités

Recherche forestière et services techniques
Mettre en valeur les ressources forestières par la découverte, la mise au point, la démonstration, l'application et le transfert de nouvelles techniques permettant de résoudre les problèmes et d'accroître l'efficacité et l'efficience de l'aménagement forestier; effectuer des recherches dans le domaine de l'environnement forestier, la production, l'utilisation et la protection des forêts contre les feux, les insectes et les maladies; publier les résultats; donner des conseils techniques et des informations scientifiques aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces, aux entreprises et aux établissements d'enseignement et aux autres pays, administrer des programmes spéciaux de recherche réalisés en collaboration; aider financièrement la recherche dans les universités et les autres établissements admissibles; assurer les services spécialisés aux ministères et aux organismes fédéraux, aux provinces et à l'industrie forestière.

Développement du secteur forestier
Favoriser le développement régional dans le secteur forestier et l'amélioration des ressources forestières; encourager et appuyer le renouvellement forestier, l'aménagement forestier intensif et l'accroissement de la productivité; négocier, mettre en œuvre et administrer des ententes fédérales-provinciales à frais partagés pour l'apport d'une aide financière aux entreprises privées et aux propriétaires de boisés privés en ce qui concerne le renouvellement forestier et l'aménagement forestier intensif; établir et appliquer des plans d'aménagement forestier pour les terres fédérales; établir et administrer des programmes de création d'emplois dans le secteur forestier.

Administration
Assurer l'orientation, la direction et les services communs du Service canadien des forêts; établir les politiques et les programmes; fournir des renseignements et des conseils économiques; s'occuper des questions, des sujets et des possibilités pertinentes au commerce international de l'industrie du secteur forestier.

Programme de la Commission canadienne des grains

Objectif

Assurer le contrôle de la qualité des céréales canadiennes tant pour les marchés intérieurs qu'extérieurs, pour le bien-être de l'agriculture canadienne.

Description des activités

Inspection des céréales
Services d'inspection des céréales aux silos-élévateurs terminus et de transfert à céréales autorisés; préparation et distribution d'échantillons courants de céréales; conseils sur la lutte contre les insectes dans les céréales entreposées.

Pesage des céréales
Contrôle officiel du pesage aux silos-élévateurs terminus et de transfert autorisés; pesage de contrôle des céréales aux silos-élévateurs terminus et aux silos de transfert; inspections des installations et des balances des silos-élévateurs.

Économie et statistique
Collecte, compilation et publication de statistiques sur les céréales; analyses économiques des fonctions de réglementation du programme; octroi de permis aux silos et aux marchands grainiers; services d'informatique, y compris un service de documentation sur les céréales passant par les silos terminus; inscription des récépissés d'entrepôt pour les céréales et attribution de wagonnées aux producteurs.

Contrôle des céréales et recherches
Mener des enquêtes sur la qualité des nouvelles récoltes de céréales et des céréales mises en marché, faire des études des variétés et effectuer des recherches fondamentales et appliquées.

Administration
Gestion au niveau de la direction générale et de la division; personnel de soutien des services financiers, administratifs et de planification.

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Office canadien des provendes

Objectif

Veiller à ce qu'il y ait un stock suffisant de céréales fourragères et assez d'espace d'entreposage pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique et contribuer à la stabilité raisonnable des prix de ces produits; aider à la péréquation des prix de ces céréales pour les éleveurs de l'Est du Canada et de la Colombie-Britannique.

Description des activités

Péréquation des frais de transport des céréales fourragères
Administration des subventions relatives au transport des céréales fourragères.

Stabilité de l'approvisionnement et des prix
Évaluation des besoins en céréales fourragères et de l'espace d'entreposage nécessaire, collecte et diffusion de renseignements connexes; négociations et coordination des activités relativement à l'entreposage, à la manutention, au transport et au prix des céréales fourragères; planification, orientation et administration des activités de l'Office.

Société du crédit agricole

Objectif

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de gestion et d'administration				
...	59,763,000	...	...	59,763,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	1,937,100	1,937,100		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	26,338	26,338		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,581,000)	(1,581,000)		Virement au crédit 15				
...	59,763,000	...	382,438	60,145,438		Total—Crédit 1	59,834,539	310,899	...	57,277,652
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Ministre de l'Agriculture—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	5,597,000	...	607,000	6,204,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,204,000	...	...	5,474,000
...	**65,400,000**	**...**	**990,536**	**66,390,536**		**Total du programme—Budgétaire**	**66,079,637**	**310,899**	**...**	**62,791,182**
						Programme agro-alimentaire				
...	446,792,000	...	...	446,792,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,985,000	...	3,985,000	5b	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16,069,600	16,069,600		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	1,077,962	1,077,962		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(622,351)	(622,351)		Virement au crédit 15				
...	446,792,000	3,985,000	16,525,211	467,302,211		Total—Crédit 5	455,919,960	11,382,251	...	420,329,895
...	112,766,000	...	...	112,766,000	10	Dépenses en capital				
...	...	...	(663,502)	(663,502)		Affectation réservée—Suremploi du crédit de l'exercice précédent				
...	...	...	(13,411,403)	(13,411,403)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(3,589,299)	(3,589,299)		crédit 20				
...	...	...	(3,208,999)	(3,208,999)		crédit 25				
...	...	...	(2,752,299)	(2,752,299)		crédit 30				
...	112,766,000	...	(23,625,502)	89,140,498		Total—Crédit 10	88,612,177	528,321	...	124,607,738
20,893,095	380,602,000	...	...	401,495,095	15	Subventions et contributions				
...	...	76,436,246	...	76,436,246	15a	Virement de $1,581,000 du crédit 1 (Agriculture), de $72,551 du crédit 5 (Agriculture) et de $10,236,403 du crédit 10 (Agriculture)				
...	...	296,015,000	...	296,015,000	15b	Contributions				
...	...	195,238,000	...	195,238,000	15c	Virement de $549,800 du crédit 5 (Agriculture), de $3,175,000 du crédit 10 (Agriculture) et de $3,737,000 du crédit 35 (Agriculture)				
...	...	...	1,581,000	1,581,000		Virement du: crédit 1				
...	...	...	622,351	622,351		crédit 5				

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	13,411,403	13,411,403		crédit 10				
...	...	...	3,737,000	3,737,000		crédit 35				
20,893,095	380,602,000	567,689,246	19,351,754	988,536,095		Total—Crédit 15	957,681,982	9,961,018	20,893,095	515,767,444
...	60,000,000	36,000,000	(11,834,029)	84,165,971	(S)	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux dispositions touchant le minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	84,165,971	...	...	24,547,462
...	205,000,000	16,000,000	(8,259,020)	212,740,980	(S)	Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte	212,740,980	...	...	198,185,985
...	4,700,000	...	514,057	5,214,057	(S)	Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	5,214,057	...	...	4,313,664
...	12,000,000	...	(2,113,433)	9,886,567	(S)	Paiements d'intérêts et garanties en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	9,886,567	...	...	11,951,278
700,000	200,000	...	(200,000)	700,000	(S)	Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	100,000	...	600,000	...
...	10,000,000	8,000,000	1,372,023	19,372,023	(S)	Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	19,372,023	...	...	9,690,247
...	96,000,000	(13,000,000)	(7,206,326)	75,793,674	(S)	Paiements relatifs à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	75,793,674	...	...	84,329,651
...	47,306,000	...	5,130,983	52,436,983	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52,436,983	...	...	52,573,667
3,069,803	...	...	...	3,069,803	(S)	Fonds renouvelable de la surveillance de hippodromes	(92,719)	...	3,162,522	(740,615)
...	...	...	3,890	3,890	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	3,890	...	...	333,122
24,662,898	**1,375,366,000**	**618,674,246**	**(10,340,392)**	**2,008,362,752**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,961,835,545**	**21,871,590**	**24,655,617**	**1,445,889,538**
						Programme du service canadien des forêts				
...	75,465,000	...	...	75,465,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20a	Virement de $3,589,299 du crédit 10 (Agriculture)				
...	...	...	3,589,299	3,589,299		Virement du: crédit 10				
...	...	...	2,532,400	2,532,400		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	631,600	631,600		CT, crédit 10[1]				
...	75,465,000	1	6,753,299	82,218,300		Total—Crédit 20	82,205,989	12,311	...	69,994,257
...	19,308,000	...	...	19,308,000	25	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	25a	Virement de $3,208,999 du crédit 10 (Agriculture)				

...	...	...	3,208,999	3,208,999		Virement du crédit 10				
...	19,308,000	1	3,208,999	22,517,000		Total—Crédit 25	22,251,724	265,276	...	25,545,609
...	116,160,000	...	...	116,160,000	30	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	30a	Virement de $2,752,299 du crédit 10 (Agriculture)				
...	...	...	2,752,299	2,752,299		Virement du crédit 10				
...	116,160,000	1	2,752,299	118,912,300		Total—Crédit 30	120,220,551	(1,308,251)	...	104,369,800
...	6,767,000	...	734,000	7,501,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,501,000	...	...	7,482,000
...	**217,700,000**	**3**	**13,448,597**	**231,148,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**232,179,264**	**(1,030,664)**	**...**	**207,391,666**
						Programme de la Commission canadienne des grains				
...	43,311,000	...	...	43,311,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	(3,737,000)	(3,737,000)		Virement au crédit 15				
...	43,311,000	...	(3,737,000)	39,574,000		Total—Crédit 35	37,986,088	1,587,912	...	33,400,381
...	4,595,000	...	498,000	5,093,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,093,000	...	...	4,904,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,359
...	**47,906,000**	**...**	**(3,239,000)**	**44,667,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**43,079,088**	**1,587,912**	**...**	**38,305,740**
24,662,898	**1,706,372,000**	**618,674,249**	**859,741**	**2,350,568,888**		**Total du département—Budgétaire**	**2,303,173,534**	**22,739,737**	**24,655,617**	**1,754,378,126**[2]
						Commission canadienne du lait				
...	4,554,000	...	...	4,554,000	40	Dépenses du programme	4,442,264	111,736	...	3,773,034
234,172,800	...	...	...	234,172,800	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $300,000,000. (Net)	(14,717,200)	...	248,890,000	(50,794,800)
...	**4,554,000**	**...**	**...**	**4,554,000**		**Total du programme— Budgétaire**	**4,442,264**	**111,736**	**...**	**3,773,034**
234,172,800	**...**	**...**	**...**	**234,172,800**		**Non budgétaire**	**(14,717,200)**	**...**	**248,890,000**	**(50,794,800)**
						Office canadien des provendes				
...	1,601,000	...	...	1,601,000	45	Dépenses de fonctionnement	1,314,797	286,203	...	1,315,954
...	18,100,000	...	...	18,100,000	50	Contributions	15,841,421	2,258,579	...	15,455,083
...	19,701,000	...	...	19,701,000		Total budgétaire	17,156,218	2,544,782	...	16,771,037
60,000,000	...	...	...	60,000,000	(S)	(L) Avances à l'Office en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme. Limites: article 17, $50,000,000 et article 16 $10,000,000. (Net)	...	...	60,000,000	...
...	**19,701,000**	**...**	**...**	**19,701,000**		**Total du programme— Budgétaire**	**17,156,218**	**2,544,782**	**...**	**16,771,037**
60,000,000	**...**	**...**	**...**	**60,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**60,000,000**	**...**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société du crédit agricole				
...	...	5,000,000	...	5,000,000	55c	Paiements à la Société du crédit agricole pour compenser les pertes subies sur les prêts pendant l'année financière se terminant le 31 mars 1987	5,000,000	...	...	...
					(S)	Loi sur le crédit agricole				
6,667,000	...	...	...	6,667,000		(L) Paiements de capital en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 12. Limite de $225,000,000. (Net)	...	...	6,667,000	...
836,524,131	...	...	(855,386,771)	(18,862,640)		(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur le crédit agricole, article 13. Le total ne doit dépasser vingt-cinq fois le capital de la Société. (Net)	(588,012,525)	...	569,149,885	(213,022,303)
15,827,665	...	...	...	15,827,665	(S)	(L) Prêts destinés aux syndicats agricoles en vertu de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, article 8. Limite $25,000,000. (Net)	(3,142,335)	...	18,970,000	(1,346,095)
859,018,796	...	...	(855,386,771)	3,632,025		Total non budgétaire	(591,154,860)	...	594,786,885	(214,368,398)
...	**...**	**5,000,000**	**...**	**5,000,000**		**Total du programme— Budgétaire**	**5,000,000**	**...**	**...**	**...**
859,018,796	**...**	**...**	**(855,386,771)**	**3,632,025**		**Non budgétaire**	**(591,154,860)**	**...**	**594,786,885**	**(214,368,398)**
24,662,898	**1,730,627,000**	**623,674,249**	**859,741**	**2,379,823,888**		Total du ministère— Budgétaire	**2,329,772,016**	**25,396,255**	**24,655,617**	**1,774,922,197**[2]
1,153,191,596	**...**	**...**	**(855,386,771)**	**297,804,825**		Non budgétaire	**(605,872,060)**	**...**	**903,676,885**	**(265,163,198)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Une partie du programme des céréales et des graines oléagineuses a été transférée des Affaires extérieures à ce ministère. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été ajustées par $3,576,601.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de gestion et d'administration				
								Fonctionnement				
...	11,629,000	...	353,419	(222,000)	103,136	...	11,863,555	**Direction supérieure et gestion générale**	11,618,262	245,293	...	10,953,995
...	52,758,000	...	1,610,019	(1,374,000)	504,962	...	53,498,981	**Services de gestion**	51,349,428	2,149,553	...	48,708,187
...	64,387,000	...	1,963,438	(1,596,000)	608,098	...	65,362,536	**Total—Fonctionnement**	62,967,690	2,394,846	...	59,662,182
								Capital				
...	53,000	...	...	...	...	...	53,000	**Direction supérieure et gestion générale**	66,700	(13,700)	...	422,100
...	879,000	...	...	...	...	...	879,000	**Services de gestion**	2,950,097	(2,071,097)	...	2,702,900
...	932,000	...	...	...	...	...	932,000	**Total—Capital**	3,016,797	(2,084,797)	...	3,125,000
								Paiements de transfert				
...	81,000	...	...	15,000	...	...	96,000	**Services de gestion**	95,150	850	...	4,000
								Sommaire du programme				
...	11,682,000	...	353,419	(222,000)	103,136	...	11,916,555	**Direction supérieure et gestion générale**	11,684,962	231,593	...	11,376,095
...	53,718,000	...	1,610,019	(1,359,000)	504,962	...	54,473,981	**Services de gestion**	54,394,675	79,306	...	51,415,087
...	**65,400,000**	**...**	**1,963,438**	**(1,581,000)**	**608,098**	**...**	**66,390,536**	**Total du programme—Budgétaire**	**66,079,637**	**310,899**	**...**	**62,791,182**
								Programme agro-alimentaire				
								Fonctionnement				
...	185,051,000	...	5,566,973	(1,438,000)	1,953,653	...	191,133,626	**Recherche et développement dans le domaine scientifique**	190,225,919	907,707	...	180,019,200
3,069,803	214,201,000	...	10,044,745	(2,478,238)	2,308,950	(13,492,000)	213,654,260	**Inspection et réglementation**	210,520,576	(28,838)	3,162,522	192,039,863
...	110,289,000	(9,015,000)	470,471	(327,000)	(7,206,326)	...	94,211,145	**Protection du revenu agricole**	89,675,635	4,535,510	...	96,867,639
...	17,361,000	...	135,012	(486,700)	153,930	...	17,163,242	**Analyse et développement des marchés**	16,869,352	293,890	...	17,387,500
...	76,383,000	...	930,361	4,107,587	718,340	...	82,139,288	**Développement régional**	76,770,306	5,368,982	...	70,511,518
...	(13,492,000)	...	...	...	...	13,492,000		**Recettes à valoir sur le crédit**		...	...	...
3,069,803	589,793,000	(9,015,000)	17,147,562	(622,351)	(2,071,453)	...	598,301,561	**Total—Fonctionnement**	584,061,788	11,077,251	3,162,522	556,825,720

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	52,992,000	...	...	(10,329,000)	...	...	42,663,000	Recherche et développement dans le domaine scientifique	39,873,307	2,789,693	...	74,532,600
...	28,935,000	...	...	(5,499,000)	(663,502)	...	22,772,498	Inspection et réglementation	24,882,563	(2,110,065)	...	32,437,802
...	1,339,000	...	...	(234,000)	...	...	1,105,000	Protection du revenu agricole	875,705	229,295	...	85,977
...	262,000	...	...	...	...	...	262,000	Analyse et développement des marchés	386,394	(124,394)	...	503,400
...	29,543,000	...	...	(6,900,000)	...	...	22,643,000	Développement régional	22,594,208	48,792	...	17,047,959
...	113,071,000	...	...	(22,962,000)	(663,502)	...	89,445,498	Total—Capital	88,612,177	833,321	...	124,607,738
								Paiements de transfert				
...	2,306,000	...	...	(4,900)	...	...	2,301,100	Recherche et développement dans le domaine scientifique	2,300,849	251	...	2,962,038
...	3,748,000	...	...	4,078,000	...	...	7,826,000	Inspection et réglementation	5,900,679	1,925,321	...	15,896,320
...	567,810,000	553,863,046	...	18,802,854	(20,093,049)	...	1,120,382,851	Protection du revenu agricole	1,116,684,890	3,697,961	...	539,668,868
700,000	23,966,000	8,000,000	...	(280,000)	(941,410)	...	31,444,590	Analyse et développement des marchés	30,617,035	227,555	600,000	23,861,230
20,893,095	74,672,000	65,826,200	...	(3,244,200)	514,057	...	158,661,152	Développement régional	133,658,127	4,109,930	20,893,095	182,067,624
21,593,095	672,502,000	627,689,246	...	19,351,754	(20,520,402)	...	1,320,615,693	Total—Paiements de transfert	1,289,161,580	9,961,018	21,493,095	764,456,080
								Sommaire du programme				
...	**240,349,000**	**...**	**5,566,973**	**(11,771,900)**	**1,953,653**	...	236,097,726	**Recherche et développement dans le domaine scientifique**	232,400,075	**3,697,651**	**...**	**257,513,838**
3,069,803	**233,392,000**	**...**	**10,044,745**	**(3,899,238)**	**1,645,448**	...	244,252,758	**Inspection et réglementation**	241,303,818	**(213,582)**	**3,162,522**	**240,373,985**
...	**679,438,000**	**544,848,046**	**470,471**	**18,241,854**	**(27,299,375)**	...	1,215,698,996	**Protection du revenu agricole**	1,207,236,230[1]	**8,462,766**	**...**	**636,622,484**
700,000	**41,589,000**	**8,000,000**	**135,012**	**(766,700)**	**(787,480)**	...	48,869,832	**Analyse et développement des marchés**	47,872,781	**397,051**	**600,000**	**41,752,130**
20,893,095	**180,598,000**	**65,826,200**	**930,361**	**(6,036,613)**	**1,232,397**	...	263,443,440	**Développement régional**	233,022,641	**9,527,704**	**20,893,095**	**269,627,101**
24,662,898	**1,375,366,000**	**618,674,246**	**17,147,562**	**(4,232,597)**	**(23,255,357)**	**...**	**2,008,362,752**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,961,835,545[1]**	**21,871,590**	**24,655,617**	**1,445,889,538**
								Programme du service canadien des forêts				
								Fonctionnement				
...	47,811,000	...	2,242,680	2,774,800	493,000	...	53,321,480	Recherche forestière et services techniques	55,302,575	(1,981,095)	...	52,063,996
...	18,180,000	1	409,520	986,599	129,000	(529,000)	19,176,120	Développement du secteur forestier	15,486,323	3,689,797	...	9,285,523
...	16,770,000	...	511,800	(172,100)	112,000	...	17,221,700	Administration	18,918,091	(1,696,391)	...	16,126,738
...	(529,000)	...	...	...	...	529,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	82,232,000	1	3,164,000	3,589,299	734,000	...	89,719,300	Total—Fonctionnement	89,706,989	12,311	...	77,476,257

								Capital				
...	767,000	...	...	...	..	...	767,000	Recherche forestière et services techniques	5,408,967	(4,641,967)	...	4,871,050
...	3,120,000	1	..	8,999	...	...	3,129,000	Développement du secteur forestier	2,988,970	140,030	...	3,275,950
...	15,421,000	...	...	3,200,000		...	18,621,000	Administration	13,853,787	4,767,213	...	17,398,609
...	19,308,000	1	...	3,208,999	..	...	22,517,000	Total—Capital	22,251,724	265,276	...	25,545,609
								Paiements de transfert				
...	19,592,000	...		(1,344,956)		...	18,247,044	Recherche forestière et services techniques	18,247,044	...	...	13,401,527
...	92,298,000	1		2,055,310	...	...	94,353,311	Développement du secteur forestier	95,661,563	(1,308,252)	...	85,194,391
...	4,270,000	...	...	2,041,945	...	...	6,311,945	Administration	6,311,944	1	...	5,773,882
...	116,160,000	1	...	2,752,299	...	...	118,912,300	Total—Paiements de transfert	120,220,551	(1,308,251)	...	104,369,800
								Sommaire du programme				
...	**68,170,000**	...	**2,242,680**	**1,429,844**	**493,000**	...	72,335,524	**Recherche forestière et services techniques**	**78,958,586**	**(6,623,062)**	...	**70,336,573**
...	**113,069,000**	**3**	**409,520**	**3,050,908**	**129,000**	...	116,658,431	**Développement du secteur forestier**	**114,136,856**	**2,521,575**	...	**97,755,864**
...	**36,461,000**	...	**511,800**	**5,069,845**	**112,000**	...	42,154,645	**Administration**	**39,083,822**	**3,070,823**	...	**39,299,229**
—	**217,700,000**	**3**	**3,164,000**	**9,550,597**	**734,000**	...	**231,148,600**	**Total du programme—Budgétaire**	**232,179,264**	**(1,030,664)**	—	**207,391,666**
								Programme de la Commission canadienne des grains				
								Fonctionnement				
...	21,010,000	...	...	(2,129,000)	248,600	..	19,129,600	Inspection des céréales	18,795,707	333,893	...	16,126,905
...	10,900,000	...	...	(1,151,200)	130,900	..	9,879,700	Pesage des céréales	9,166,582	713,118	...	8,047,467
...	4,315,000	...	...	(215,200)	57,100	...	4,156,900	Économie et statistique	4,075,362	81,538	...	3,712,134
...	5,868,000	...	...	(131,900)	44,700	...	5,780,800	Contrôle des céréales et recherches	5,767,282	13,518	...	5,286,267
...	2,586,000	...	...	(110,700)	16,700	...	2,492,000	Administration	2,630,965	(138,965)	...	2,338,078
...	44,679,000		...	(3,738,000)	498,000	...	41,439,000	Total—Fonctionnement	40,435,898	1,003,102	...	35,510,851
								Capital				
...	375,000		...	...	...	...	375,000	Inspection des céréales	858,017	(483,017)	...	941,300
...	433,000		...	(416,800)	...	...	16,200	Pesage des céréales	139,229	(123,029)	...	36,900
...	1,029,000	...	...	...	...	...	1,029,000	Économie et statistique	221,123	807,877	...	1,235,200
...	1,050,000	...	...	...	...	...	1,050,000	Contrôle des céréales et recherches	945,550	104,450	...	504,000
...	336,000	...	...	..	...	..	336,000	Administration	57,876	278,124	...	74,090
...	3,223,000	...	...	(416,800)	...	...	2,806,200	Total—Capital	2,221,795	584,405	...	2,791,490
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	416,800	...	...	416,800	Pesage des céréales	416,784	16	...	...
...	4,000	...	...	1,000	...	...	5,000	Contrôle des céréales et recherches	4,611	389	...	3,399
...	4,000	...	...	417,800	...	...	421,800	Total—Paiements de transfert	421,395	405	...	3,399
								Sommaire du programme				
...	**21,385,000**	...	...	**(2,129,000)**	**248,600**	...	19,504,600	**Inspection des céréales**	19,653,724	**(149,124)**	...	**17,068,205**
...	**11,333,000**	...	...	**(1,151,200)**	**130,900**	...	10,312,700	**Pesage des céréales**	9,722,595	**590,105**	...	**8,084,367**
...	**5,344,000**	...	...	**(215,200)**	**57,100**	...	5,185,900	**Économie et statistique**	4,296,485	**889,415**	...	**4,947,334**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
—	6,921,800	—	—	(130,900)	44,700	—	6,835,800	**Contrôle des céréales et recherches**	6,717,443	118,357	...	3,793,666
—	2,922,000	...	—	(110,700)	16,700	—	2,828,000	**Administration**	2,688,841	139,159	...	2,412,168
—	47,986,000	—	—	(3,737,000)	498,000	—	44,667,000	**Total du programme—Budgétaire**	43,079,088	1,587,912	—	38,385,740
24,662,898	1,706,372,000	618,674,249	22,275,000	—	(21,415,259)	—	2,350,568,888	**Total du département—Budgétaire**	2,303,173,534	22,739,737	24,655,617	1,754,378,126
								Commission canadienne du lait				
								Fonctionnement				
...	4,539,000	...	...	...	...	...	4,539,000	Commission canadienne du lait	4,104,222	434,778	...	3,739,034
								Capital				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Commission canadienne du lait	338,042	(323,042)	...	34,000
								Non budgétaire				
234,172,800	...	...	...	...	...	...	234,172,800	Commission canadienne du lait	(14,717,200)	...	248,890,000	(50,794,800)
								Total du programme—				
—	4,554,000	—	—	—	—	—	4,554,000	**Budgétaire**	4,442,264	111,736	—	3,773,034
234,172,800	—	—	—	—	—	—	234,172,800	**Non budgétaire**	(14,717,200)	—	248,890,000	(50,794,800)
								Office canadien des provendes				
								Fonctionnement				
—	483,000	...	...	...	...	...	483,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	468,061	14,939	...	470,135
...	1,109,000	...	...	...	...	...	1,109,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	835,713	273,287	...	831,488
...	1,592,000	...	...	...	...	...	1,592,000	Total—Fonctionnement	1,303,774	288,226	...	1,301,623
								Capital				
...	8,000	...	...	...	...	...	8,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	3,445	4,555	...	12,476
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	7,578	(6,578)	...	1,855
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Total—Capital	11,023	(2,023)	...	14,331
								Paiements de transfert				
...	18,100,000	...	...	...	...	...	18,100,000	Péréquation des frais de transport des céréales fourragères	15,841,421	2,258,579	...	15,455,083

60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Non budgétaire Péréquation des frais de transport des céréales fourragères		...	60,000,000	...
								Sommaire du programme Péréquation des frais de transport des céréales fourragères—				
...	18,591,000	...	...	...	...	...	18,591,000	Budgétaire	16,312,927	2,278,073	...	15,937,694
60,000,000	...	...	...	...	...	...	60,000,000	Non budgétaire	—	...	60,000,000	...
...	1,110,000	...	...	...	...	...	1,110,000	Stabilité de l'approvisionnement et des prix	843,291	266,709	...	833,343
								Total du programme—				
—	19,701,000	—	—	—	—	—	19,701,000	**Budgétaire**	17,156,218	2,544,782	—	16,771,837
60,000,000	—	—	—	—	—	—	60,000,000	**Non budgétaire**	...	—	60,000,000	—
								Société du crédit agricole				
...	...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	Fonctionnement Société du crédit agricole	5,000,000	...	...	...
859,018,796	...	...	...	...	(855,386,771)	...	3,632,025	Non budgétaire Société du crédit agricole	(591,154,860)	...	594,786,885	(214,368,398)
								Total du programme—				
—	—	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	**Budgétaire**	5,000,000	...	...	...
859,018,796	...	...	...	...	(855,386,771)	...	3,632,025	**Non budgétaire**	(591,154,860)	...	594,786,885	(214,368,398)
								Total du ministère—				
24,662,898	1,738,627,000	623,674,249	22,275,000	...	(21,415,259)	...	2,379,823,888	Budgétaire	2,329,772,016	25,396,255	24,655,617	1,774,922,197
1,153,191,596	—	—	...	—	(855,386,771)	...	297,804,825	Non budgétaire	(605,872,060)	...	903,676,885	(265,163,198)

[1] Un montant de $208,202,314 a été imputé à l'article courant 12.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de gestion et d'administration				
							Contributions				
							Services de gestion				
...	81,000	...	...	15,000	...	96,000	Contributions aux organisations afin d'appuyer les objectifs d'amélioration de la gestion et d'approvisionnement en produits pour les marchés nationaux et internationaux	95,150	850	...	4,000
—	**81,000**	—	—	**15,000**	—	**96,000**	**Total du programme**	**95,150**	**850**	...	**4,000**
							Programme agro-alimentaire				
							Subventions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
...	999,000	...	...	...	...	999,000	Subvention aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	998,875	125	...	998,980
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subvention à l'Organisation pour la coopération et le développement économique	25,000	...	...	25,000
...	400,000	...	...	...	...	400,000	Subvention au Conseil canadien des producteurs de canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada	400,000	...	...	400,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60,000
...	1,424,000	...	...	...	...	1,424,000		1,423,875	125	...	1,483,980
							Analyse et développement des marchés				
700,000	200,000	...	...	...	(200,000)	700,000	(S) Subvention aux offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme	100,000	...	600,000	...
							Développement régional				
...	...	6,000,000	...	(2,611,000)	...	3,389,000	Subventions en vertu du programme canadien de réorientation des agriculteurs	1,899,682	1,489,318	...	...
700,000	**1,624,000**	**6,000,000**	—	**(2,611,000)**	**(200,000)**	**5,513,000**	Total—Subventions	**3,423,557**	**1,489,443**	**600,000**	**1,483,980**

							Contributions				
							Recherche et développement dans le domaine scientifique				
...	882,000	...	...	(4,900)	...	877,100	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	876,974	126	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,478,058
...	882,000	...	...	(4,900)	...	877,100		876,974	126	...	1,478,058
							Inspection et réglementation				
...	525,000	...	...	688,000	...	1,213,000	Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux	878,114	334,886	...	459,828
...	140,000	...	...	50,000	...	190,000	Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	175,778	14,222	...	129,700
...	...	...	...	117,000	...	117,000	Financement de la participation des intervenants pour les personnes impliquées dans l'enquête du Comité d'examen de l'Alachlore	105,390	11,610	...	...
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites du charbon bactéridien	...	10,000	...	3,883
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Indemnisation en conformité avec la Loi sur l'indemnisation pour dommages causés par les pesticides et la Loi sur la quarantaine des plantes	...	10,000	...	...
...	67,000	...	...	208,000	...	275,000	Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux	273,429	1,571	...	...
...	1,600,000	...	...	...	...	1,600,000	Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	876,003	723,997	...	13,714,218
...	1,396,000	...	...	3,015,000	...	4,411,000	Paiement aux termes de l'accord avec l'Université de Guelph pour couvrir les frais d'un programme de construction et de rénovation conçu pour le Collège vétérinaire, à Guelph (Ontario), afin que le Collège puisse récupérer son accréditation complète	3,591,965	819,035	...	1,527,855
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60,836
...	3,748,000	...	...	4,078,000	...	7,826,000		5,900,679	1,925,321	...	15,896,320

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Protection du revenu agricole				
...	299,000,000	...	...	(10,395,100)	...	288,604,900	Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	286,628,424	1,976,476	...	307,357,112
...	689,000	...	...	(526,000)	...	163,000	Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés	161,748	1,252	...	3,546,225
...	3,121,000	...	...	2,404,000	...	5,525,000	Contributions aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs	5,525,000	...	...	5,576,511
...	60,000,000	36,000,000	...	...	(11,834,029)	84,165,971	(S) Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés conformément au minimum prévu par la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	84,165,971	...	...	24,547,462
...	205,000,000	16,000,000	...	...	(8,259,020)	212,740,980	(S) Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance récolte	212,740,980	...	...	198,185,985
...	...	...	...	9,943,000	...	9,943,000	Contributions aux producteurs de betteraves sucrières des provinces de l'Alberta et du Manitoba pour les coûts de la plantation de la récolte de 1986	9,942,875	125	...	...
...	...	...	...	1,799,000	...	1,799,000	Contributions aux producteurs de betteraves sucrières de la province de Québec pour choisir une production autre que la betterave sucrière par suite de la fermeture de la raffinerie de ce produit	1,796,167	2,833	...	...
...	...	6,000,000	...	3,130,000	...	9,130,000	Contributions aux provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick à l'égard des coûts des programmes de reconversion des stocks excédentaires de pommes de terre	9,130,000	...	...	...
...	...	4,610,046	...	(3,218,046)	...	1,392,000	Paiements en vertu du programme de prêts basés sur les prix	955,209	436,791	...	...
...	...	296,015,000	...	...	...	296,015,000	Contributions aux producteurs canadiens de grains pour la récolte de 1986 selon les conditions du programme spécial canadien pour les grains	296,015,000	...	...	...
...	...	195,238,000	...	13,122,000	...	208,360,000	Remboursement à la Commission canadienne du blé pour les déficits des comptes de mise en commun pour l'orge, le blé et l'avoine	208,202,314[(1)]	157,686	...	...
...	...	...	...	1,500,000	...	1,500,000	Contributions au processus d'examen de l'endettement agricole	377,622	1,122,378	...	...

...	...	...	...	1,044,000	...	1,044,000	Contributions aux producteurs de pommes de terre de la Colombie-Britannique sur les ventes de pommes de terre de 1985, pour les pertes encourues suite au dumping de produits importés	1,043,580	420	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	455,573
...	567,810,000	553,863,046	...	18,802,854	(20,093,049)	1,120,382,851		1,116,684,890	3,697,961	...	539,668,868
							Analyse et développement des marchés				
...	1,766,000	...	...	(280,000)	...	1,486,000	Contributions pour des projets de développement de la commercialisation des produits agricoles canadiens	1,258,445	227,555	...	...
...	12,000,000	...	...	...	(2,113,433)	9,886,567	(S) Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant: i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	9,886,567	...	...	11,951,278
...	10,000,000	8,000,000	...	...	1,372,023	19,372,023	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	19,372,023	...	...	9,690,247
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,219,705
...	23,766,000	8,000,000	...	(280,000)	(741,410)	30,744,590		30,517,035	227,555	...	23,861,230
							Développement régional				
							Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et socio-économique dans le secteur agro-alimentaire de chaque province:				
...	3,378,000	...	...	(56,000)	...	3,322,000	Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement	2,991,429	330,571	...	6,358,599
...	954,000	...	...	(305,000)	...	649,000	Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales	546,924	102,076	...	1,408,802
...	24,421,000	...	...	(8,034,778)	...	16,386,222	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique	15,422,828	963,394	...	9,221,778
...	6,241,000	...	...	340,000	...	6,581,000	Contributions pour les projets d'aide au développement de la production	6,179,116	401,884	...	...
...	4,700,000	...	...	...	514,057	5,214,057	(S) Garantie des prêts en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles	5,214,057	...	...	4,313,664
...	7,262,000	...	...	2,452,000	...	9,714,000	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	9,713,906	94	...	6,263,033

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,296,000	...	...	(575,000)	...	721,000	Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation	634,289	86,711	...	513,448
...	2,000,000	...	...	(200,000)	...	1,800,000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	1,483,287	316,713	...	1,256,064
...	22,000,000	...	...	(3,433,298)	...	18,566,702	Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans les provinces de l'Ouest du Canada	18,566,702	...	...	61,417,238
...	2,420,000	...	...	(1,900,000)	...	520,000	Aide aux exploitations agricoles victimes de la tempête qui a endommagé le centre de l'Ontario	409,598	110,402	...	393,732
...	...	...	...	940,885	...	940,885	Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation des vergers commerciaux	761,988	178,897	...	977,105
...	...	...	...	2,000,000	...	2,000,000	Contribution à la «Southern Ontario Tomato Co-operative, Inc.»	2,000,000	...	...	...
...	...	...	...	135,000	...	135,000	Contribution aux travaux de protection de digue dans la municipalité de Mersea comté d'Essex (Ontario)	44,965	90,035	...	...
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Contribution à Tarzanas Agri Produits Ltée.	281,523	18,477	...	...
...	...	...	...	350,000	...	350,000	Paiements de contribution à la Saskatchewan Credit Union Central, au nom de la Canadian Co-operative Implements Ltd., en vertu de l'Entente de refinancement de 1985	328,757	21,243	...	252,302
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Contribution à un projet tendant à éliminer les excédents de pommes de terre dans la région du Saguenay-Lac Saint-Jean, au Québec	29,886	114	...	...
...	...	...	...	2,750,000	...	2,750,000	Contribution à la Canadian Cooperative Implements Limited	2,750,000	...	...	...
...	...	57,826,200	...	3,146,921	...	60,973,121	Contributions fédérales aux producteurs de cultures fourragères de l'Alberta et de la Saskatchewan en vertu du programme d'aide aux victimes de la sécheresse	60,973,121	...	...	80,998,680
...	...	...	...	2,652,740	...	2,652,740	Contributions aux producteurs de cultures fourragères de la Colombie-Britannique selon une entente sur le partage des coûts en vertu du programme d'aide aux victimes de la sécheresse	2,652,740	...	...	4,566,160
...	...	2,000,000	...	(1,804,785)	...	195,215	Contributions en vertu du programme canadien de réorientation des agriculteurs	195,215	...	...	...
...	...	...	...	578,115	...	578,115	Contribution à l'Office de commercialisation du tabac jaune de l'Ontario	578,114	1	...	...

20,893,095	...	...	...	...	...	20,893,095	Programme de développement des petites fermes		...	20,893,095	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	4,127,019
20,893,095	74,672,000	59,826,200	...	(633,200)	514,057	155,272,152		131,758,445	2,620,612	20,893,095	182,067,624
20,893,095	**670,878,000**	**621,689,246**	...	**21,962,754**	**(20,320,402)**	1,315,102,693	Total—Contributions	1,285,738,023	**8,471,575**	**20,893,095**	**762,972,100**
							Sommaire du programme par activité				
...	**2,306,000**	...	...	**(4,900)**	...	2,301,100	**Recherche et développement dans le domaine scientifique**	2,300,849	**251**	...	**2,962,038**
...	**3,748,000**	...	...	**4,078,000**	...	7,826,000	**Inspection et réglementation**	5,900,679	**1,925,321**	...	**15,896,320**
...	**567,810,000**	**553,863,046**	...	**18,802,854**	**(20,093,049)**	1,120,382,851	**Protection du revenu agricole**	1,116,684,890	**3,697,961**	...	**539,668,868**
700,000	**23,966,000**	**8,000,000**	...	**(280,000)**	**(941,410)**	31,444,590	**Analyse et développement des marchés**	30,617,035	**227,555**	**600,000**	**23,861,230**
20,893,095	**74,672,000**	**65,826,200**	...	**(3,244,200)**	**514,057**	158,661,152	**Développement régional**	133,658,127	**4,109,930**	**20,893,095**	**182,067,624**
21,593,095	**672,502,000**	**627,689,246**	...	**19,351,754**	**(20,520,402)**	1,320,615,693	**Total du programme**	1,289,161,580	**9,961,018**	**21,493,095**	**764,456,000**
							Programme du service canadien des forêts				
							Subventions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Association forestière du Canada	50,000	...	...	50,000
...	...	...	...	10,500	...	10,500	Subvention au Oxford Forestry Institute	10,500	...	...	...
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Festival de la forêt	5,000	...	...	5,000
...	289,000	...	...	1,787,000	...	2,076,000	Subvention aux universités pour des projets spécifiques de recherches en foresterie	2,076,000	...	...	2,289,000
...	...	...	...	580,000	...	580,000	Programme des bourses du Canada	580,000	...	...	580,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	10,500
...	344,000	...	...	2,377,500	...	2,721,500		2,721,500	...	...	2,934,500
							Développement du secteur forestier				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	115,700
...	**344,000**	...	...	**2,377,500**	...	2,721,500	Total—Subventions	2,721,500	...	...	**3,050,200**
							Contributions				
							Recherche forestière et services techniques				
...	1,400,000	...	...	200,000	...	1,600,000	Institut canadien de recherches en génie forestier	1,600,000	...	...	1,600,000
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Contribution au Conseil du peuplier du Canada	7,000	...	...	7,000
...	172,000	...	...	240	...	172,240	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	172,240	...	...	171,821
...	4,600,000	...	...	...	...	4,600,000	Contribution à la société FORINTEK du Canada	4,600,000	...	...	4,400,000
...	100,000	...	...	(53,696)	...	46,304	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	46,304	...	...	46,304
...	12,969,000	...	...	(3,869,000)	...	9,100,000	Contribution au Maritime Forestry Complex Corporation	9,100,000	...	...	4,241,902
...	19,248,000	...	...	(3,722,456)	...	15,525,544		15,525,544	...	...	10,467,027

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Développement du secteur forestier				
...	92,298,000	1	...	2,055,310	...	94,353,311	Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement en vertu des ententes cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins du rajustement économique et socio-économique	95,661,563	(1,308,252)	...	85,078,691
							Administration				
...	500,000	...	...	(91)	...	499,909	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	499,909	...	...	743,659
...	2,860,000	...	...	1,712,036	...	4,572,036	Contribution pour l'école des gardes forestiers des provinces Maritimes	4,572,035	1	...	3,700,223
...	910,000	...	...	285,000	...	1,195,000	Contribution à l'Université de Moncton	1,195,000	...	...	1,150,000
...	...	...	...	45,000	...	45,000	Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique	45,000	...	...	180,000
...	4,270,000	...	...	2,041,945	...	6,311,945		6,311,944	1	...	5,773,882
...	**115,816,000**	**1**	...	**374,799**	...	**116,190,800**	Total—Contributions	**117,499,051**	**(1,308,251)**	...	**101,319,600**
							Sommaire du programme par activité				
...	19,592,000	...	...	(1,344,956)	...	18,247,044	**Recherche forestière et services techniques**	18,247,044	...	...	13,401,527
...	92,298,000	1	...	2,055,310	...	94,353,311	**Développement du secteur forestier**	95,661,563	(1,308,252)	...	85,194,391
...	4,270,000	...	...	2,041,945	...	6,311,945	**Administration**	6,311,944	1	...	5,773,882
...	**116,160,000**	**1**	...	**2,752,299**	...	**118,912,300**	**Total du programme**	**120,220,551**	**(1,308,251)**	...	**104,369,800**
							Programme de la Commission canadienne des grains				
							Contributions				
							Pesage de céréales				
...	...	...	...	416,800	...	416,800	Automatisation des opérations de pesage—Élévateur de Prince Rupert	416,784	16	...	...
							Contrôle des céréales et recherches				
...	4,000	...	...	1,000	...	5,000	Droits d'affiliation du Canada à l'Association internationale de chimie céréalière	4,611	389	...	3,399

							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	416,800	...	416,800	Pesage des céréales	416,784	16	...	...
...	4,000	...	...	1,000	...	5,000	Contrôle des céréales et recherches	4,611	389	...	3,399
...	4,000	...	...	417,800	...	421,800	**Total du programme**	421,395	405	...	3,399
21,593,095	788,747,000	627,689,247	...	22,536,853	(20,520,402)	40,045,793	**Total du département**	1,409,898,676	8,654,022	21,493,095	868,833,279
							Office canadien des provendes				
							Contributions				
							Péréquation des frais de transport des céréales fourragères				
...	18,100,000	...	...	...	...	18,100,000	Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil	15,841,421	2,258,579	...	15,455,083
...	18,100,000	...	...	...	...	18,100,000	**Total du programme**	15,841,421	2,258,579	...	15,455,083
21,593,095	806,847,000	627,689,247	...	22,536,853	(20,520,402)	1,458,145,793	Total du ministère	1,425,740,097	10,912,601	21,493,095	884,288,362

(S) Paiement de transfert statutaire.

[1] Ce montant a été imputé à l'article courant 12.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme agro-alimentaire			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Inspection et réglementation			
Surveillance des hippodromes			
Prélèvements pari-mutuels	13,492,000	13,282,095	12,860,895
Ventes d'atlas de drogues	...	3,012	1,202
Total du programme—Budgétaire	**13,492,000**	**13,285,107**	**12,862,097**
Programme du service canadien des forêts			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recherche forestière et services techniques			
Diverses récupérations pour services de recherche et services techniques	...	...	465,029
Développement du secteur forestier			
Recouvrements pour services fournis aux terres fédérales	529,000	549,184	...
Total du programme—Budgétaire	**529,000**	**549,184**	**465,029**
Total du département—Budgétaire	**14,021,000**	**13,834,291**	**13,327,126**
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts. (Net)	...	14,717,200	50,794,800
Total du programme—Non budgétaire	...	**14,717,200**	**50,794,800**
Société du crédit agricole			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Société du crédit agricole			
Remboursement de prêts. (Net)—Article 13	...	588,012,525	213,022,303
—Article 8	...	3,142,335	1,346,095
Total du programme—Non budgétaire	...	**591,154,860**	**214,368,398**
Total du ministère—Budgétaire	**14,021,000**	**13,834,291**	**13,327,126**
Non budgétaire	...	**605,872,060**	**265,163,198**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de gestion et d'administration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société du crédit agricole	371,673,728	402,725,837
Commission canadienne du lait	6,618,867	14,439,905
	378,292,595	417,165,742
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	23,019	68,532
Autres	21,667	1,705,815
	44,686	1,774,347
Privilèges, licences et permis	2,843	...
Rémunérations de services	810	636
Autres recettes non fiscales	4,620	92,607
Total du programme	**378,345,554**	**419,033,332**
Programme agro-alimentaire		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Centres de services agricoles	1,303,547	2,054,004
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—		
Bons du Trésor	141,000	258,700
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,799,347	1,975,305
Autres comptes—		
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Autres	21,653	25,195
	3,265,547	4,313,204
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,074,815	1,192,111
Autres	3,586,690	10,867,654
	4,661,505	12,059,765
Privilèges, licences et permis—		
Locations	1,320,909	1,199,646
Licences	674,052	226,098
Permis	129,530	219,775
	2,124,491	1,645,519

	Exercice en cours $	Exercice précédent $
Rémunérations de services—		
Pâturages communautaires—Frais	8,070,565	8,007,100
Frais recouvrés de travail supplémentaire d'emballeurs	2,525,294	2,757,154
Registre de rendement des services	1,929,731	1,853,920
Classement du bétail—porc, bœuf, veau et agneau	1,765,872	793,729
Recouvrement des provinces pour inspection des animaux	855,455	783,626
Inspections des fruits et légumes—frais et apprêtés	633,104	313,635
Main-d'œuvre et autres frais de services	604,018	801,476
Prises de sang—bovin et cheval	479,559	595,048
Inspection des récoltes de champs	441,725	15,802
Travail supplémentaire recouvré—Inspection des animaux importés et exportés	400,478	321,624
Autres	1,639,828	1,618,643
	19,345,629	17,861,757
Produits des ventes—		
Bétail et substances animales	4,806,486	5,419,948
Plantes et produits végétaux	731,241	613,153
Commission sur les produits agricoles	3,795,908	7,134,910
Autres	160,275	110,193
	9,493,910	13,278,204
Autres recettes non fiscales—		
Commission sur les produits agricoles	925,280	2,002,006
Recouvrement de paiements des provinces et municipalités	15,583,928	31,863,406
Autres	353,303	341,482
	16,862,511	34,206,894
Total du programme	55,753,593	83,365,343
Programme du service canadien des forêts		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	198,384	145,684
Autres	115,836	229,456
	314,220	375,1[illegible]
Privilèges, licences et permis	103,274	126,013
Produits des ventes	78,130	116,148
Autres recettes non fiscales	5,841	46
Total du programme	501,465	617,347

	Exercice en cours $	Exercice précédent $
Programme de la Commission canadienne des grains		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	9,444	13,610
Autres	6,414	23,400
	15,858	37,010
Privilèges, licences et permis	143,755	120,358
Rémunérations de services—		
Inspection	25,115,833	18,749,261
Inspection—Travail supplémentaire	685,086	505,554
Enregistrement	1,776,960	1,314,251
Annulation de récépissés d'entrepôt	1,765,619	1,325,063
Pesage	13,498,363	10,179,909
Autres	702,556	413,653
	43,544,417	32,487,691
Produits des ventes	75,573	64,159
Autres recettes non fiscales	3,504	3,762
Total du programme	43,783,107	32,712,900
Total du département	478,383,719	535,729,802
Office canadien des provendes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	149,269	213,213
Produits des ventes	3,862	245
Total du programme	153,131	213,458
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	381,558,142	421,478,946
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,185,538	14,459,475
Privilèges, licences et permis	2,374,363	1,891,890
Rémunérations de services	62,890,856	50,350,084
Produits des ventes	9,651,475	13,458,756
Autres recettes non fiscales	16,876,476	34,303,309
Total du ministère	478,536,850	535,942,460

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1986-87

Approvisionnements et Services

Département
Monnaie royale canadienne
Statistique Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	6.2
Sommaire du ministère	6.4
Programmes par activité	6.6
Paiements de transfert	6.9
Détail des montants portés au crédit	6.11
Recettes	6.11

Département

Objectif

Assurer l'exécution des programmes du Receveur général dans des domaines comme les services de paiement et de gestion bancaire et la tenue de la comptabilité fiscale centrale du gouvernement et des rapports qui s'y rattachent; fournir certains services au chapitre de la rémunération et dans le domaine de l'administration du personnel, enfin offrir selon un régime d'autofinancement des services communs relativement à la fourniture de biens et de certains services aux ministères et organismes, et à l'aliénation de matériel appartenant à l'État. La conduite de ces activités visera non seulement à améliorer l'efficacité, l'efficience et la rentabilité de l'administration gouvernementale, mais contribuera à la réalisation des objectifs nationaux.

Description des activités

Opérations d'approvisionnement
Fourniture de biens et prestation de services commerciaux et de nature à la fois technique et complexe; prestation au Parlement et aux ministères de services spécialisés ayant trait à l'imprimerie, au film et à la vidéo, aux expositions et à la publicité; gestion efficace et économique des travaux d'achat et d'approvisionnement exécutés dans le cadre des grands projets de l'État entrepris pour le compte des ministères et organismes; financement, au besoin, selon le principe du remboursement des coûts, de l'achat et de l'entreposage de fournitures de défense ou de matériels stratégiques, ainsi que prestation de services de soutien des approvisionnements dans le cadre des programmes des ministères.

Opérations régionales
Exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements du Receveur général; exploitation de systèmes de production et d'émission de paiements, de prestations (pensions et régimes d'avantages sociaux) pour la Fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; fourniture de biens et prestation de services, à l'échelle locale, au Canada et à l'étranger, ainsi qu'à la demande de la Corporation commerciale canadienne, pour le compte de gouvernements étrangers, et prestation de services d'aliénation du matériel excédentaire dont ont la garde des ministères, des organismes et des sociétés d'État.

Services de gestion et services opérationnels
Gestion du Trésor; tenue des comptes centraux du Canada et préparation des rapports sur les Comptes publics; administration de systèmes servant notamment de systèmes relatifs aux paiements, aux pensions et à d'autres régimes de prestations pour la Fonction publique, les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada; prestation de services de comptabilité, de consultation et d'informatique, à la demande des ministères, à l'intention de l'ensemble du gouvernement.

Imposition réciproque
Le versement de paiements (directement ou indirectement) par le gouvernement fédéral aux provinces participantes des paiements en remplacement de taxes et de frais provinciaux sur leur consommation ou utilisation de biens et de services (par exemple, les taxes de vente générales provinciales, les taxes sur le carburant moteur, le tabac et les amusements, et les frais d'immatriculation de véhicules automobiles). En retour, les gouvernements provinciaux participants paient la taxe de vente et la taxe d'accise fédérales sur leurs achats de biens.

Administration du programme
Prestation de services d'orientation et de contrôle en vue d'une exécution efficace et économique du Programme des approvisionnements et services et prestation de services de soutien, par exemple, élaboration et exploitation de systèmes de gestion financière et de systèmes d'information en matière de gestion, ainsi qu'élaboration de plans stratégiques; allocation et contrôle des ressources; formulation et tenue à jour des politiques; entretien de relations efficaces avec les clients et les fournisseurs; planification et perfectionnement des ressources humaines, élaboration et tenue à jour de politiques en matière de sécurité.

Initiatives de soutien de l'approvisionnement
Financer provisoirement, après étude, des propositions spontanées provenant du secteur privé, qui répondent aux besoins des ministères fédéraux en matière de sciences et de technologie; évaluer et appuyer des propositions qui sensibiliseront davantage le public aux sciences et à la technologie; assurer la diffusion gratuite ou subventionnée de certaines publications gouvernementales et de documents parlementaires choisis; fournir des services d'orientation téléphonique ainsi que des services de gestion des communications.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- Fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- Fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- Fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Statistique Canada

Objectif

Produire, à l'intention du public, des entreprises et des décideurs, de même que dans l'intérêt et pour l'information en général des Canadiens, des renseignements et des analyses statistiques sur la vie sociale et économique du Canada, de ses provinces, de ses régions, de ses entreprises, de ses institutions et de ses habitants, afin de mieux faire comprendre les divers aspects du pays et de fournir une base utile à l'élaboration, à l'examen et à l'évaluation des politiques et des programmes dans le domaine social et économique. Promouvoir un programme national de statistique par la coordination des programmes statistiques des ministères et organismes fédéraux avec ceux des provinces et des territoires.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale
Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes internationales et nationales de la performance économique du Canada et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique
Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers, et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale
Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, produire les données du recensement de la population et coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions
Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte de données sur les institutions avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique
Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale
Activité dont le principal objectif est de fournir des services centraux de direction et de gestion dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services de soutien administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du programme du Bureau.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	183,887,470	...	...	183,887,470	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	25,294,000	...	25,294,000	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,083,000	...	5,083,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	6,696,462	6,696,462		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	50,900	50,900		CT, crédit 10[1]				
...	183,887,470	30,377,000	6,747,362	221,011,832		Total—Crédit 1	219,719,750	1,292,082	...	170,773,127
...	23,415,000	...	...	23,415,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,857,500	...	5,857,500	5c	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, y compris les dépenses pour le compte des ministères et organismes fédéraux, pour les soummissions de recherches et de développement spontanées, et autorisation de prendre durant l'exercice financier en cours des engagements d'un montant de $20,400,000 à l'égard desdites soumissions				
...	23,415,000	5,857,500	...	29,272,500		Total—Crédit 5	28,463,974	808,526	...	33,759,552
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre des Approvisionnements et Services—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	25,971,470	...	2,816,530	28,788,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28,788,000	...	...	25,888,000
...	263,000,000	...	(7,385,455)	255,614,545	(S)	Imposition réciproque (Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé)	255,614,545	...	...	242,785,016
167,460,618	10,005,000	...	(10,005,000)	167,460,618	(S)	Fonds renouvelable des approvisionnements				
...	...	...	(647,189)	(647,189)		Virement du surplus accumulé				
167,460,618	10,005,000	...	(10,652,189)	166,813,429		Total—Fonds renouvelable des approvisionnements	21,021,271	...	145,792,158	(6,241,933)
81,290,572	(14,025,000)	...	14,025,000	81,290,572	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense				
...	...	...	15,000,000	15,000,000		Virement de l'autorisation du Compte de prêts pour la production de défense (Non budgétaire)				
81,290,572	(14,025,000)	...	29,025,000	96,290,572		Total—Fonds renouvelable de la production de défense	(649,949)	...	96,940,521	(2,543,871)
...	...	...	210,183	210,183	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	210,183	...	...	2,583,443
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,984,580
248,751,190	492,293,470	36,234,500	20,762,999	798,042,159		Total budgétaire	553,208,872	2,100,608	242,732,679	472,027,444

...	...	...	(15,000,000)	(15,000,000)	(S)	(L) Compte de prêts pour la production de défense autorisés par la Loi sur la production de défense. (Virement de l'autorisation au Fonds renouvelable de la production de défense.) (Net)	(15,000,000)	...	...	15,000,000
248,751,190	**492,293,470**	**36,234,500**	**20,762,999**	798,042,159		**Total du département—Budgétaire**	553,208,872	**2,100,608**	**242,732,679**	**472,027,444[2]**
...	**...**	**...**	**(15,000,000)**	(15,000,000)		**Non budgétaire**	(15,000,000)	**...**	**...**	**15,000,000**
						Monnaie royale canadienne				
					(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne:				
5,498,642	...	...	...	5,498,642		Article 18(1)a). Dépenses de fonctionnement, limite $5,000,000 et financement des frais des projets d'investissements, article 18(2), limite cumulée $35,000,000. (Net)	(3,128,736)	...	8,627,378	18,240,768
160,000	...	...	...	160,000		Article 19(2). Prêts temporaires, limite $1,000,000. (Net)	...	...	160,000	...
5,658,642	**...**	**...**	**...**	5,658,642		**Total du programme—Non budgétaire**	(3,128,736)	**...**	**8,787,378**	**18,240,768**
						Statistique Canada				
...	270,501,000	...	...	270,501,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	6,700,000	6,700,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	63,954	63,954		CT, crédit 10[1]				
...	270,501,000	...	6,763,954	277,264,954		Total—Crédit 10	275,804,112	1,460,842	...	186,352,899
...	22,574,000	...	2,449,000	25,023,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,023,000	...	...	22,293,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	22
...	**293,075,000**	**...**	**9,212,954**	302,287,954		**Total du programme—Budgétaire**	300,827,112	**1,460,842**	**...**	**208,645,921**
248,751,190	**785,368,470**	**36,234,500**	**29,975,953**	1,100,330,113		Total du ministère— Budgétaire	854,035,984	**3,561,450**	**242,732,679**	**680,673,365[2]**
5,658,642	**...**	**...**	**(15,000,000)**	(9,341,358)		Non budgétaire	(18,128,736)	**...**	**8,787,378**	**33,240,768**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).
[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.
[2] Une partie du programme des paiements de transfert fiscal a été transférée de Finances. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $242,785,016.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans		Redressements et virements				Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit						
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
248,751,190	466,438,000	5,670,500	...	(941,800)	19,020,000	...	738,937,890	Opérations d'approvisionnement	547,717,157	...	...	408,036,081
...	321,326,000	1,753,000	3,779,955	(1,504,950)	1,020,000	...	326,374,005	Opérations régionales	236,272,195	...	...	303,571,028
...	...	...	...	...	(647,189)	...	(647,189)	Fonds renouvelable des approvisionnements (Opérations d'approvisionnement et opérations régionales)	...	...	...	...
248,751,190	787,764,000	7,423,500	3,779,955	(2,446,750)	19,392,811	...	1,064,664,706	Total	783,989,352	37,942,675[1]	242,732,679[1]	711,607,109
...	143,778,000	28,624,000	1,596,135	2,816,350	1,189,000	...	178,003,485	Services de gestion et services opérationnels	180,491,860	(2,488,375)	...	144,330,793
...	71,989,470	...	1,371,272	(545,100)	609,098	...	73,424,740	Administration du programme	69,466,629	3,958,111	...	63,604,585
...	...	...	...	...	210,183	...	210,183	Arrêts de la Cour fédérale	210,183	...	...	2,583,443
...	(792,297,000)	...	...	...	...	...	(792,297,000)	Recettes à valoir sur le crédit[2]	(754,935,632)	(37,361,368)	...	(703,367,932)
248,751,190	211,234,470	36,047,500	6,747,362	(175,500)	21,401,092	...	524,006,114	Total—Fonctionnement	279,222,392	2,051,043	242,732,679	218,757,998
								Capital				
...	10,100,000	...	...	900,000	...	...	11,000,000	Opérations d'approvisionnement	10,958,759	...	...	2,443,024
...	4,076,000	...	...	(1,904,000)	...	...	2,172,000	Opérations régionales	2,164,830	...	...	1,672,610
...	14,176,000	...	...	(1,004,000)	...	...	13,172,000	Total	13,123,589	48,411[1]	...	4,115,634
...	2,005,000	...	...	1,409,000	...	...	3,414,000	Services de gestion et services opérationnels	3,413,569	431	...	4,234,290
...	691,000	...	...	(405,000)	...	...	286,000	Administration du programme	285,447	553	...	549,759
...	16,872,000	...	...	...	...	...	16,872,000	Total—Capital	16,822,605	49,395	...	8,899,683
								Paiements de transfert				
...	1,187,000	...	...	175,500	...	...	1,362,500	Opérations d'approvisionnement	1,362,330	...	...	1,584,747
...	1,187,000	...	...	175,500	...	...	1,362,500	Total	1,362,330	170[1]	...	1,584,747
...	263,000,000	...	...	...	(7,385,455)	...	255,614,545	Imposition réciproque	255,614,545	...	...	242,785,016
...	...	187,000	...	...	...	...	187,000	Initiatives de soutien de l'approvisionnement	187,000	...	...	...
...	264,187,000	187,000	...	175,500	(7,385,455)	...	257,164,045	Total—Paiements de transfert	257,163,875	170	...	244,369,763
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	(15,000,000)	...	(15,000,000)	Compte de prêts pour la production de défense	(15,000,000)	...	...	15,000,000

								Sommaire du département				
248,751,190	477,725,000	5,670,500	...	133,700	19,020,000	...	751,300,390	Opérations d'approvisionnement	560,038,246	...	...	412,063,852
...	325,402,000	1,753,000	3,779,955	(3,408,950)	1,020,000	...	328,546,005	Opérations régionales	238,437,025	...	...	305,243,638
...	...	...	...	...	(647,189)	...	(647,189)	Fonds renouvelable des approvisionnements	...	...	...	...
248,751,190	803,127,000	7,423,500	3,779,955	(3,275,250)	19,392,811	...	1,079,199,206	Total	798,475,271	37,991,256[1]	242,732,679[1]	717,307,490
...	145,783,000	28,624,000	1,596,135	4,225,350	1,189,000	...	181,417,485	Services de gestion et services opérationnels	183,905,429	(2,487,944)	...	148,565,083
...	263,000,000	...	...	...	(7,385,455)	...	255,614,545	Imposition réciproque	255,614,545	...	...	242,785,016
...	72,680,470	...	1,371,272	(950,100)	609,098	...	73,710,740	Administration du programme	69,752,076	3,958,664	...	64,154,344
...	...	187,000	...	...	...	...	187,000	Initiatives de soutien de l'approvisionnement	187,000	...	...	...
...	...	...	...	...	210,183	...	210,183	Arrêts de la Cour fédérale	210,183	...	...	2,583,443
...	(792,297,000)	...	...	...	...	...	(792,297,000)	Recettes à valoir sur le crédit[2]	(754,935,632)	(37,361,368)	...	(703,367,932)
...	...	...	...	...	(15,000,000)	...	(15,000,000)	Compte de prêts pour la production de défense—Non budgétaire	(15,000,000)	...	...	15,000,000
								Total du département—				
248,751,190	**492,293,470**	**36,234,500**	**6,747,362**	...	**14,015,637**	...	798,042,159	**Budgétaire**	553,208,872	**2,100,608**	**242,732,679**	**472,027,444**
...	...	...	...	...	**(15,000,000)**	...	(15,000,000)	**Non budgétaire**	(15,000,000)	...	...	**15,000,000**
								Monnaie royale canadienne				
								Non budgétaire				
5,658,642	...	...	...	...	...	...	5,658,642	Monnaie royale canadienne	(3,128,736)	...	8,787,378	18,240,768
								Total du programme—				
5,658,642	...	...	...	...	...	...	5,658,642	**Non budgétaire**	(3,128,736)	...	**8,787,378**	**18,240,768**
								Statistique Canada				
								Fonctionnement				
...	69,019,000	...	2,044,000	(343,000)	720,000	...	71,440,000	Statistique économique internationale et nationale	69,949,582	1,490,418	...	59,449,619
...	39,771,000	...	847,000	(2,579,000)	298,000	...	38,337,000	Statistique socio-économique	37,327,514	1,009,486	...	32,680,846
...	97,030,000	...	695,000	2,993,000	335,000	(2,509,000)	98,544,000	Recensement et statistique sociale	98,164,165	379,835	...	29,951,747
...	16,969,000	...	489,000	(375,000)	172,000	...	17,255,000	Statistique des institutions	16,350,504	904,496	...	15,328,071
...	63,058,000	...	3,490,000	1,535,000	700,000	(18,420,000)	50,363,000	Infrastructure technique	51,538,117	(1,175,117)	...	44,481,830
...	23,285,906	...	635,000	(1,231,000)	224,000	...	22,913,906	Services de gestion centrale	22,279,638	634,268	...	20,522,164
...	(19,429,000)	...	(1,500,000)	...	...	20,929,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	289,703,906	...	6,700,000	...	2,449,000	...	298,852,906	Total—Fonctionnement	295,609,520	3,243,386	...	202,414,277
								Capital				
...	556,000	...	...	...	...	...	556,000	Statistique économique internationale et nationale	338,709	217,291	...	...
...	73,000	...	...	...	...	...	73,000	Recensement et statistique sociale	55,853	17,147	...	150,338
...	2,644,000	...	...	...	...	...	2,644,000	Services de gestion centrale	4,751,879	(2,107,879)	...	5,876,035
...	3,273,000	...	...	...	...	...	3,273,000	Total—Capital	5,146,441	(1,873,441)	...	6,026,373

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	98,094	...	63,954	...	...	...	162,048	Services de gestion centrale	71,151	90,897	...	205,271
								Sommaire du programme				
...	69,575,000	...	2,044,000	(343,000)	720,000	...	71,996,000	Statistique économique internationale et nationale	70,288,291	1,707,709	...	59,449,619
...	39,771,000	...	847,000	(2,579,000)	298,000	...	38,337,000	Statistique socio-économique	37,327,514	1,009,486	...	32,680,846
...	94,594,000	...	695,000	2,993,000	335,000	...	98,617,000	Recensement et statistique sociale	98,220,018	396,982	...	30,102,085
...	16,969,000	...	489,000	(375,000)	172,000	...	17,255,000	Statistique des institutions	16,350,504	904,496	...	15,328,071
...	46,138,000	...	1,990,000	1,535,000	700,000	...	50,363,000	Infrastructure technique	51,538,117	(1,175,117)	...	44,481,830
...	26,028,000	...	698,954	(1,231,000)	224,000	...	25,719,954	Services de gestion centrale	27,102,668	(1,382,714)	...	26,603,470
								Total du programme—				
—	293,075,000	—	6,763,954	—	2,449,000	—	302,287,954	**Budgétaire**	300,827,112	1,460,842	—	288,645,921
								Total du ministère—				
248,751,199	785,368,470	36,234,500	13,511,316	...	16,464,637	...	1,100,330,113	Budgétaire	854,035,984	3,561,450	242,732,679	680,673,365
5,658,642	...	...	...	...	(15,000,000)	...	(9,341,358)	Non budgétaire	(18,128,736)	...	8,787,378	33,240,768

(1) Le détail par activité n'est pas disponible.
(2) Les montants portés au crédit ne sont pas répartis par activité.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Initiatives de soutien de l'approvisionnement				
...	...	100,000	...	...	...	100,000	La Fondation Sciences Jeunesse (FSJ)	100,000	...	...	...
...	...	87,000	...	...	...	87,000	Le Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS)	87,000	...	...	...
...	...	187,000	...	...	...	187,000	Total—Subventions	187,000	...	...	...
							Contributions				
							Opérations d'approvisionnement				
...	1,000,000	...	...	175,500	...	1,175,500	Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie	1,362,330	(186,830)	...	1,274,747
...	187,000	...	...	...	...	187,000	Contributions de la part de ministères fédéraux à des organismes ou à des particuliers afin de leur permettre d'entreprendre des projets de coopération pour sensibiliser le grand public aux activités qui s'inscrivent dans leurs mandats respectifs		187,000	...	310,000
...	1,187,000	...	...	175,500	...	1,362,500	Total—Contributions	1,362,330	170	...	1,584,747
							Autres paiements de transfert				
							Imposition réciproque				
...	263,000,000	...	...	...	(7,385,455)	255,614,545	(S) La Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé—Partie VIII	255,614,545	...	...	242,785,016
							Sommaire du département par activité				
...	1,187,000	...	...	175,500	...	1,362,500	Opérations d'approvisionnement	1,362,330	170	...	1,584,747
...	263,000,000	...	...	...	(7,385,455)	255,614,545	Imposition réciproque	255,614,545	...	...	242,785,016
...	...	187,000	...	...	...	187,000	Initiatives de soutien de l'approvisionnement	187,000	...	...	...
...	264,187,000	187,000	...	175,500	(7,385,455)	257,164,045	**Total du département**	257,163,875	170	...	244,369,763

Paiements de transfert—*Fin*

Disponibles des exercices précédents (Provenance des autorisations)	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Statistique Canada				
							Subventions				
							Services de gestion centrale				
...	40,628	...	...	...	...	40,628	Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique ($29,505 (É-U))	...	40,628	...	40,628
...	1,706	...	...	...	...	1,706	Institut international de statistique (2,630 FS)	2,178	(472)	...	1,706
...	1,787	...	...	...	...	1,787	International Association for Research in Income and Wealth ($1,298 (É-U))	1,787	...	...	1,787
...	3,973	...	...	...	...	3,973	Conférence des statisticiens du Commonwealth (2,000 GBP)	3,980	(7)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,220
...	48,094	...	...	...	...	48,094	Total—Subventions	7,945	40,149	...	52,341
							Contributions				
							Services de gestion centrale				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Massachusetts Institute of Technology ($36,311 (É-U))	...	50,000	...	50,000
...	...	...	63,954	...	...	63,954	Défi 86	63,206	748	...	72,930
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30,000
...	50,000	...	63,954	...	...	113,954	Total—Contributions	63,206	50,748	...	152,930
...	98,094	...	63,954	...	...	162,048	**Total du programme**	71,151	90,897	...	205,271
...	264,285,094	187,000	63,954	175,500	(7,385,455)	257,326,093	**Total du ministère**	257,235,026	91,067	...	244,575,034

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations d'approvisionnement			
Sommes recouvrées de la provision des ventes de biens et services à d'autres départements et organismes du gouvernement fédéral	470,015,000	...	395,884,369
Opérations régionales			
Sommes recouvrées d'acquisitions, de livraison, de provision et/ou de disposition de biens et services	212,838,000	...	193,388,913
Services de gestion et services opérationnels			
Sommes recouvrées de la provision de services pour l'appui à la fonction de Receveur général ainsi que dans les domaines de la rémunération, la dotation, la finance, la gestion, la consultation, la vérification et les services de conseil	68,741,000	...	78,686,625
Administration du programme			
Sommes recouvrées pour le coût des services administratifs généraux fournis au Fonds renouvelable des approvisionnements et pour d'autres départements du gouvernement fédéral	40,703,000	...	35,408,025
Total	792,297,000	754,935,632[1]	703,367,932
Total du département—Budgétaire	**792,297,000**	**754,935,632[1]**	**703,367,932**
Statistique Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recensement et statistique sociale			
Sommes recouvrées d'autres départements du gouvernement fédéral en vertu de l'accord du partage des coûts du recensement pour les services et les matériaux fournis	2,509,000	2,384,895	...
Infrastructure technique			
Sommes recouvrées d'autres gouvernements, d'autres départements du gouvernement fédéral et du secteur privé pour les services et matériaux fournis	16,920,000	20,274,367	...
Augmentation des recettes à valoir sur le crédit (CT 802232)	1,500,000	...	...
Départements et organismes du gouvernement fédéral	...	...	13,582,083
Recettes à valoir sur le crédit (Tiers)	...	...	5,146,315
Total du programme—Budgétaire	**20,929,000**	**22,659,262**	**18,728,398**
Total du ministère—Budgétaire	**813,226,000**	**777,594,894**	**722,096,330**

(1) Les montants réels portés au crédit de l'exercice en cours ne sont pas répartis par activité.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Monnaie royale canadienne—		
Intérêt	3,264,376	3,036,602
Virement des bénéfices	790,577	7,399,783
Compte de prêts pour la production de défense	1,112,671	...
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	5,861,461	5,277,652
Autres comptes—		
Intérêt sur placement *re*: achats militaires	24,186,526	20,700,508
Secteur des services de gestion et services opérationnels— Fonds du revenu consolidé—Autres	11,701,784	...
	46,917,395	36,414,545
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,423,906	624,319
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	340,613	(146,528)
	1,764,519	477,791
Rémunérations de services—		
Frais—Accès à l'information	15,307	4,549
Produits des ventes—		
Ventes de biens excédentaires de l'État	20,935,909	19,938,247
Vente—Les Arsenaux canadiens, Limitée	87,500,000	...
	108,435,909	19,938,247
Autres recettes non fiscales—		
Sommes restituées au fisc par remords de conscience	124,347	35,655
Don à l'État	246,776	136,014
Divers	5,760,723	2,663,293
	6,131,846	2,834,962
Total du département	**163,264,976**	**59,670,094**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Statistique Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	113,189	198,281
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	119,697	144,654
	232,886	342,935
Autres recettes non fiscales—		
Recettes de l'exercice précédent	293,470	...
Divers	294,023	360
	587,493	360
Total du programme	820,379	343,295
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements (1)	46,917,395	36,414,545
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,997,405	820,726
Rémunérations de services	15,307	4,549
Produits des ventes	108,435,909	19,938,247
Autres recettes non fiscales	6,719,339	2,835,322
Total du ministère	164,085,355	60,013,389

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 7

**COMPTES PUBLICS
1986-87**

Communications

**Département
Conseil des Arts du Canada
Société Radio-Canada
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Corporation du Centre national des Arts
Office national du film
Bibliothèque nationale
Musées nationaux du Canada
Archives publiques**

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	7.2
Sommaire du ministère	7.5
Programmes par activité	7.9
Paiements de transfert	7.15
Détail des montants portés au crédit	7.20
Recettes	7.21

Département

Programme des communications et de la culture

Objectif

Améliorer et élargir les services de communications offerts aux Canadiens et accroître la disponibilité et l'accès des activités et des produits culturels canadiens.

Description des activités

Télécommunications et informatique
Planifier et diriger des travaux de recherche et développement expérimentaux et appliqués; formuler des politiques concernant la réglementation des services et des installations de télécommunications; aider l'industrie canadienne à mettre au point et à exploiter des techniques perfectionnées dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, pour le marché intérieur et les marchés étrangers.

Agence des télécommunications gouvernementales
Planifier, coordonner et fournir les services et les installations de télécommunications aux ministères et organismes fédéraux.

Gestion du spectre et opérations régionales
Établir et mettre en œuvre des plans de fréquences radioélectriques et assigner les fréquences; administrer et appliquer les dispositions de la Loi sur la radio et de son Règlement d'application et de la Loi sur les télégraphes; à cette fin, élaborer et mettre en application des procédures et règlements régissant la délivrance des licences et des certificats; délivrer des certificats techniques aux requérants de licences de radiodiffusion, conformément à la Loi sur la radiodiffusion; protéger les droits et les intérêts canadiens en ce qui concerne l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques, par la négociation d'ententes et de règlements internationaux; assurer la représentation du Ministère dans les régions; établir et maintenir des programmes de télécommunications d'urgence; assurer l'homologation et la normalisation du raccordement de matériel terminal aux réseaux de télécommunications réglementés par le gouvernement fédéral.

Affaires culturelles et radiodiffusion
Formuler des politiques et concevoir et administrer des programmes dans les domaines de la radiodiffusion et de la câblodistribution, du cinéma et de la vidéo, de l'enregistrement sonore, de l'édition, du droit d'auteur, du patrimoine, de la littérature, des arts du spectacle et des arts visuels; donner des conseils au Ministre en ce qui à trait aux politiques et aux programmes fédéraux relevant du portefeuille culturel; administrer les programmes et les règlements dont l'exécution est confiée au Ministère et soutenir les industries et les organisations culturelles.

Coordination des politiques et gestion intégrée
Assurer la convergence et la direction stratégiques des activités et des programmes; coordonner toutes les politiques du Ministère et examiner l'efficacité des politiques et des programmes existants; s'occuper des relations du Ministère avec les autres gouvernements à l'échelle nationale et internationale; sensibiliser le public aux politiques et aux programmes du Ministère; faire en sorte que soient employées de saines pratiques de gestion au sein du Ministère; fournir au Ministère toute une gamme de services centralisés, notamment en ce qui concerne l'administration générale, l'informatique, les finances, le personnel, les langues officielles et la sécurité.

Conseil des Arts du Canada

Objectif

Appuyer la création artistique et la production d'œuvres d'art sous toutes leurs formes et rendre l'art accessible à tous; coordonner l'activité de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir aux Canadiens un service national de radiodiffusion dans les deux langues officielles et assurer un service international, soit deux services de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Encourager l'application des politiques nationales de radiodiffusion grâce à la réglementation et à la supervision des réseaux canadiens de radiodiffusion; et réglementer les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion
Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des conditions de licences et de respect des règlements.

Télécommunications
Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la Loi sur les chemins de fer, et, ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée sociologique, politique et scientifique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Administration
S'occuper de la haute direction et de l'administration du Conseil et fournir des conseils juridiques au CRTC.

Corporation du Centre national des Arts

Objectif

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Office national du film

Objectif

Illustrer la culture et la vie au Canada et assurer des services et de l'aide, sous forme de films, aux ministères et organismes du gouvernement.

Description des activités

Direction et services administratifs
Gestion centrale, services du personnel, services financiers et administratifs et services de soutien à l'exploitation.

Production de films et autres formes de présentations visuelles
Production de films et d'autre matériel visuel à l'intention du grand public et de groupes spéciaux, en particulier de la jeunesse; services généraux offerts aux ministères et organismes du gouvernement et soutien des programmes gouvernementaux d'importance primordiale pour le pays.

Distribution de films et autres formes de présentations visuelles
Distribution, par l'intermédiaire d'un réseau de bureaux et de divers autres débouchés au Canada et à l'étranger, par la vente, la location et le prêt de copies de films ou par leur cession à forfait aux salles de cinéma, aux entreprises de télévision et aux maisons de distribution.

Recherche et développement
Instauration et réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique des communications audio-visuelles.

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale
La Bibliothèque est divisée en trois secteurs de base pour faciliter la réalisation de son objectif.

- La gestion des collections comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, ainsi qu'à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques. Ces fonctions sont assumées par la Direction du développement des collections et la Direction du catalogage.
- Les services de bibliothèque comprennent les activités ayant trait à la prestation directe aux clients de la Bibliothèque de services consultatifs, d'information, de référence, de renvoi, de livraison de documents et de systèmes. Ces services sont fournis par la Direction des services au public et le Centre des systèmes de bibliothèque.
- Le secteur planification des politiques et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion globale de la Bibliothèque et est la responsabilité du personnel des bureaux du directeur général et du directeur général adjoint de la Bibliothèque.

Musées nationaux du Canada

Objectif

Mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Description des activités

Gestion centrale
Le Conseil d'administration, le secrétaire général et les activités de conseil, de vérification et d'évaluation qui les appuient.

Musée des beaux-arts du Canada
Le musée national d'envergure internationale, y compris le Musée canadien de la photographie contemporaine, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans le domaine des beaux-arts, y compris les arts décoratifs, et qui diffuse les connaissances connexes.

Musée canadien des civilisations
Le musée national d'envergure internationale, y compris le Musée canadien de la guerre, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de l'histoire (y compris l'histoire militaire), de l'ethnologie, de l'archéologie, de l'anthropologie physique et de la culture traditionnelle, et qui diffuse des connaissances connexes.

Musée national des sciences naturelles
Le musée national d'envergure internationale qui recueille, enregistre, conserve et cherche à comprendre des collections d'objets et diffuse des connaissances dans le domaine des sciences naturelles et physiques (y compris la botanique, la zoologie, la paléontologie, les sciences de la terre et l'astronomie).

Musée national des sciences et de la technologie
Le musée national d'envergure internationale, y compris une annexe et un Musée national de l'aviation autonome pour ses activités de conservation, qui recueille, enregistre, conserve et étudie des collections d'objets dans les domaines de la technologie et des sciences connexes, et qui diffuse des connaissances à ce sujet.

Programmes nationaux
Groupe de programmes nationaux qui fournissent une aide financière et des services et conseils muséologiques aux Musées nationaux, aux établissements similaires canadiens et étrangers et aux collectivités canadiennes.

Services à la Corporation
Groupe d'activités qui consistent à fournir des services, des systèmes, des contrôles et des conseils dans les domaines de la gestion, des techniques et de l'administration à tous les éléments constituants des Musées nationaux du Canada et à d'autres organismes canadiens et étrangers.

Archives publiques

Objectif

La préservation systématique des documents gouvernementaux et privés d'importance nationale pour le Canada, afin de faciliter non seulement l'efficacité et l'efficience des opérations du gouvernement du Canada et la recherche historique sur tous les aspects de la vie canadienne mais aussi la protection des droits et l'enrichissement du sentiment d'identité nationale par les archives, mémoire collective de la nation.

Description des activités

Opérations archivistiques
Acquisition, contrôle et conservation des documents gouvernementaux ayant une valeur historique à long terme et de diverses autres archives du secteur privé qui traitent de l'évolution du Canada et ont une valeur nationale durable. Service au public, au gouvernement et à d'autres établissements par l'entremise de services de recherche et de référence, par la diffusion de renseignements concernant les documents et par des conseils et de l'aide en matière archivistique.

Gestion des documents gouvernementaux
Aide aux établissements gouvernementaux afin qu'ils gèrent leurs documents avec un maximum d'efficacité; prestation de services et d'opérations micrographiques et gestion efficace et efficiente des documents transférés aux centres fédéraux de documents.

Services aux départements
Soutien administratif et technique aux programmes opérationnels des Archives publiques du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des communications et de la culture				
...	124,011,000	...	...	124,011,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $4,199,999 du crédit 10 (Communications)				
...	...	...	4,199,999	4,199,999		Virement du: crédit 10				
...	...	...	13,090	13,090		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(2,316,999)	(2,316,999)		Virement au: crédit 5				
...	...	...	(6,063,500)	(6,063,500)		crédit 10				
...	124,011,000	1	(4,167,410)	119,843,591		Total—Crédit 1	119,715,783	127,808	...	121,513,437
...	11,166,000	...	...	11,166,000	5	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	5a	Virement de $2,316,999 du crédit 1 (Communications)				
...	...	...	2,316,999	2,316,999		Virement du crédit 1				
...	11,166,000	1	2,316,999	13,483,000		Total—Crédit 5	13,469,914	13,086	...	21,876,348
...	61,729,000	...	...	61,729,000	10	Subventions et contributions				
...	...	12,207,000	...	12,207,000	10a	Virement de $6,063,500 du crédit 1 (Communications)				
...	...	...	6,063,500	6,063,500		Virement du crédit 1				
...	...	...	(4,199,999)	(4,199,999)		Virement au crédit 1				
...	61,729,000	12,207,000	1,863,501	75,799,501		Total—Crédit 10	68,615,078	7,184,423	...	51,822,614
...	55,093,000	...	...	55,093,000	15	Versements à la Société canadienne des postes	55,092,996	4	...	55,093,000
...	40,000	...	1,097	41,097	(S)	Ministre des Communications—Traitement et allocation pour automobile	41,097	...	...	32,507
...	11,667,000	...	1,266,000	12,933,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,933,000	...	...	12,870,128
16,663,735	1,519,000	...	(1,519,000)	16,663,735	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	138,175	...	16,525,560	(228,409)
...	...	...	55,299	55,299	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	55,299	...	...	43,031
16,663,735	265,225,000	12,207,002	(183,514)	293,912,223		Total budgétaire	270,061,342	7,325,321	16,525,560	263,022,656
40,000,000	...	...	...	40,000,000	(S)	(L) Télésat Canada—Prêts en vertu de la Loi de la Télésat Canada, article 41. Limite $40,000,000. (Net)	...	...	40,000,000	...

Sommaire du ministère—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations	Indiquées dans						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	10,000	...	...	10,000	L20	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels. (Brut)	...	10,000	...	...
40,000,000	10,000	...	...	40,010,000		Total non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...
16,663,735	**265,225,000**	**12,207,002**	**(183,514)**	**293,912,223**		**Total du département—Budgétaire**	**270,061,342**	**7,325,321**	**16,525,560**	**263,022,656**[3]
40,000,000	**10,000**	**...**	**...**	**40,010,000**		**Non budgétaire**	**...**	**10,000**	**40,000,000**	**...**
						Conseil des Arts du Canada				
...	74,011,000	...	...	74,011,000	25	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	...	11,470,000	...	11,470,000	25a	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
...	74,011,000	11,470,000	...	85,481,000		Total—Crédit 25	85,481,000	...	...	74,244,000
...	**74,011,000**	**11,470,000**	**...**	**85,481,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**85,481,000**	**...**	**...**	**74,244,000**
						Société Radio-Canada				
...	797,095,000	...	...	797,095,000	30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	782,673,000	14,422,000	...	789,638,000
...	4,000,000	...	...	4,000,000	35	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	...	...	2,500,000
...	68,428,000	...	...	68,428,000	40	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	68,428,000	...	...	65,209,000
...	**869,523,000**	**...**	**...**	**869,523,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**855,101,000**	**14,422,000**	**...**	**857,347,000**
						Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	77,810,000	...	53,077,642[2]	130,887,642	45	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	...	29,050,000	...	29,050,000	45a	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
...	77,810,000	29,050,000	53,077,642	159,937,642		Total—Crédit 45	85,971,412	73,966,230	...	75,928,575
...	77,810,000	29,050,000	53,077,642	159,937,642		Total budgétaire	85,971,412	73,966,230	...	75,928,575

53,077,642	...	...	(53,077,642)[2]	...	(S)	(L) Paiements à la Société devant servir aux fins prévues dans la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...
...	**77,810,000**	**29,050,000**	**53,077,642**	**159,937,642**		**Total du programme—Budgétaire**	**85,971,412**	**73,966,230**	...	**75,928,575**
53,077,642	...	...	**(53,077,642)**	...		**Non budgétaire**	...	...	...	...
						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
...	23,260,000	...	...	23,260,000	50	Dépenses du programme				
...	...	...	350,000	350,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	5,600	5,600		CT, crédit 10[1]				
...	23,260,000	...	355,600	23,615,600		Total—Crédit 50	23,269,394	346,206	...	22,230,589
...	2,442,000	...	264,762	2,706,762	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,706,762	...	...	2,685,000
...	...	...	12,072	12,072	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	12,072	...	...	114,002
...	**25,702,000**	...	**632,434**	**26,334,434**		**Total du programme—Budgétaire**	**25,988,228**	**346,206**	...	**25,029,591**
						Corporation du Centre national des Arts				
...	15,038,000	...	...	15,038,000	55	Paiements à la Corporation du Centre national des Arts	14,828,000	210,000	...	16,574,000
...	**15,038,000**	...	...	**15,038,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**14,828,000**	**210,000**	...	**16,574,000**
						Office national du film				
...	64,050,000	...	...	64,050,000	60	Fonds renouvelable de l'Office national du film—Déficit de fonctionnement				
...	...	...	10,900	10,900		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	64,050,000	...	10,900	64,060,900		Total—Crédit 60	63,799,908	260,992	...	60,825,349
987,805	426,000	...	(426,000)	987,805	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	(527,278)	(527,278)		Apport d'actif				
987,805	426,000	...	(953,278)	460,527		Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(2,578,147)	...	3,038,674	4,249,974
987,805	**64,476,000**	...	**(942,378)**	**64,521,427**		**Total du programme—Budgétaire**	**61,221,761**	**260,992**	**3,038,674**	**65,075,323**
						Bibliothèque nationale				
...	29,159,750	...	...	29,159,750	65	Dépenses du programme				
...	...	3,380,000	...	3,380,000	65a	Dépenses du programme				
...	...	...	1,748,033	1,748,033		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	10,200	10,200		CT, crédit 10[1]				
...	29,159,750	3,380,000	1,758,233	34,297,983		Total—Crédit 65	33,637,754	660,229	...	29,289,142
...	2,253,000	...	244,000	2,497,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,497,000	...	...	2,569,780
...	**31,412,750**	**3,380,000**	**2,002,233**	**36,794,983**		**Total du programme—Budgétaire**	**36,134,75[illegible]**	**660,229**	...	**31,858,922**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Musées nationaux du Canada				
1,042,229	62,804,300	...	...	63,846,529	70	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,832,000	...	2,832,000	70a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,240,318	...	1,240,318	70c	Virement de $456,000 du crédit 75 (Communications)				
...	...	...	456,000	456,000		Virement du: crédit 75				
...	...	...	2,216,516	2,216,516		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	133,000	133,000		CT, crédit 10[1]				
1,042,229	62,804,300	4,072,318	2,805,516	70,724,363		Total—Crédit 70	71,113,671	(1,373,982)	984,674	59,839,608
...	8,852,700	...	...	8,852,700	75	Subventions				
...	...	...	(456,000)	(456,000)		Virement au crédit 70				
...	8,852,700	...	(456,000)	8,396,700		Total—Crédit 75	8,396,345	355	...	8,334,578
...	5,496,000	...	596,000	6,092,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,092,000	...	...	5,738,004
1,042,229	**77,153,000**	**4,072,318**	**2,945,516**	**85,213,063**		**Total du programme—Budgétaire**	**85,602,016**	**(1,373,627)**	**984,674**	**73,912,190**
						Archives publiques				
...	38,869,000	...	...	38,869,000	80	Dépenses du programme				
...	...	6,380,000	...	6,380,000	80a	Dépenses du programme				
...	...	...	1,446,494	1,446,494		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	79,600	79,600		CT, crédit 10[1]				
...	38,869,000	6,380,000	1,526,094	46,775,094		Total—Crédit 80	49,532,248	(2,757,154)	...	36,281,080
...	3,446,000	...	373,000	3,819,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,819,000	...	...	3,813,956
...	**42,315,000**	**6,380,000**	**1,899,094**	**50,594,094**		**Total du programme—Budgétaire**	**53,351,248**	**(2,757,154)**	**...**	**40,095,036**
18,693,769	**1,542,665,750**	**66,559,320**	**59,431,027**	**1,687,349,866**		Total du ministère—Budgétaire	1,573,740,761	**93,060,197**	**20,548,908**	**1,523,087,293[3]**
53,077,642	**10,000**	**...**	**(53,077,642)**	**40,010,000**		Non budgétaire	...	**10,000**	**40,000,000**	**...**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) Cet élément a été transféré d'autorisation non budgétaire à budgétaire.

(3) Les paiements à la Société de construction des musées du Canada Inc apparaissent sous Travaux publics. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été ajustées de $46,500,000.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des communications et de la culture				
								Fonctionnement				
...	45,051,000	...	...	(4,089,581)	56,422	(3,900,000)	37,117,841	Télécommunications et informatique	35,013,853	2,103,988	...	41,925,048
16,663,735	154,649,000	...	...	(296,352)	(1,169,000)	(153,480,000)	16,367,383	Agence des télécommunications gouvernementales	(158,177)	...	16,525,560	(1,105,343)
...	50,193,000	...	...	(1,282,000)	492,383	(630,000)	48,773,383	Gestion du spectre et opérations régionales	48,134,516	638,867	...	46,282,320
...	64,346,000	...	...	546,000	72,162	...	64,964,162	Affaires culturelles et radiodiffusion	65,926,495	(962,333)	...	65,905,775
...	37,399,000	1	13,090	645,081	701,429	(1,648,000)	37,110,601	Coordination des politiques et gestion intégrée	38,763,311	(1,652,710)	...	35,438,960
...	(159,658,000)	...	...	...	...	159,658,000	..	Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
16,663,735	191,980,000	1	13,090	(4,476,852)	153,396	...	204,333,370	**Total—Fonctionnement**	187,679,998	127,812	16,525,560	188,446,760
								Capital				
...	4,589,000	1	...	2,267,999	...	...	6,857,000	Télécommunications et informatique	7,368,490	(511,490)	...	18,786,195
...	350,000	...	...	296,352	(350,000)	...	296,352	Agence des télécommunications gouvernementales	296,352	...	...	876,934
...	2,078,000	...	...	...	...	...	2,078,000	Gestion du spectre et opérations régionales	1,783,990	294,010	...	1,894,238
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Affaires culturelles et radiodiffusion	10,065	(65)	...	10,155
...	4,489,000	...	...	49,000	...	...	4,538,000	Coordination des politiques et gestion intégrée	4,307,369	230,631	...	1,185,760
...	11,516,000	1	...	2,613,351	(350,000)	...	13,779,352	**Total—Capital**	13,766,266	13,086	...	22,753,282
								Paiements de transfert				
...	33,378,000	...	...	(6,155,000)	...	...	27,223,000	Télécommunications et informatique	22,717,028	4,505,972	...	15,470,594
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Gestion du spectre et opérations régionales	25,000	...	...	25,000
...	25,215,000	12,207,000	...	6,017,001	...	...	43,439,001	Affaires culturelles et radiodiffusion	40,912,134	2,526,867	...	33,487,203

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	3,111,000	...	...	2,001,500			5,112,500	Coordination des politiques et gestion intégrée	4,960,916	151,584	...	2,839,817
...	61,729,000	12,207,000	...	1,863,501			75,799,501	Total—Paiements de transfert	68,615,078	7,184,423	...	51,822,614
								Non budgétaire				
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Affaires culturelles et radiodiffusion		10,000	...	...
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	Télésat Canada		...	40,000,000	...
40,000,000	10,000	...	...	...	...	...	40,010,000	Total—Non budgétaire	...	10,000	40,000,000	...
								Sommaire du département				
...	**79,118,000**	**1**	...	**(7,976,582)**	**56,422**	...	71,197,841	**Télécommunications et informatique**	65,099,371	**6,098,470**	...	**76,181,837**
16,663,735	**1,519,000**	...	...	...	**(1,519,000)**	...	16,663,735	**Agence des télécommunications gouvernementales**	138,175	...	**16,525,560**	**(228,409)**
...	**51,666,000**	...	...	**(1,282,000)**	**492,383**	...	50,876,383	**Gestion du spectre et opérations régionales**	49,943,506	**932,877**	...	**48,201,558**
								Affaires culturelles et radiodiffusion—				
...	**89,571,000**	**12,207,000**	...	**6,563,001**	**72,162**	...	108,413,163	**Budgétaire**	106,848,694	**1,564,469**	...	**99,403,133**
...	**10,000**	...	...	...	...	...	10,000	**Non budgétaire**	...	**10,000**	...	...
...	**43,351,000**	**1**	**13,090**	**2,695,581**	**701,429**	...	46,761,101	**Coordination des politiques et gestion intégrée**	48,031,596	**(1,270,495)**	...	**39,464,537**
40,000,000	...	...	...	...	...	...	40,000,000	**Télésat Canada—Non budgétaire**	...	...	**40,000,000**	...
16,663,735	**265,225,000**	**12,207,002**	**13,090**	...	**(196,604)**	...	**293,912,223**	**Total du département—Budgétaire**	**270,061,342**	**7,325,321**	**16,525,560**	**263,022,656**
40,000,000	**10,000**	...	...	...	...	...	**40,010,000**	**Non budgétaire**	...	**10,000**	**40,000,000**	...
								Conseil des Arts du Canada				
								Fonctionnement				
...	74,011,000	11,470,000	...	...		...	85,481,000	Conseil des Arts du Canada	85,481,000	...	...	74,244,000
...	**74,011,000**	**11,470,000**	...	...	...	...	**85,481,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**85,481,000**	...	...	**74,244,000**

								Société Radio-Canada				
								Fonctionnement				
...	797,095,000	...	...	...	...	...	797,095,000	Société Radio-Canada	782,673,000	14,422,000	...	789,638,000
								Fonds de roulement				
...	4,000,000	...	...	...	...	...	4,000,000	Société Radio-Canada	4,000,000	...	...	2,500,000
								Capital				
...	68,428,000	...	...	...	...	...	68,428,000	Société Radio-Canada	68,428,000	...	...	65,209,000
								Total du programme—				
...	**869,523,000**	...	...	...	...	...	869,523,000	**Budgétaire**	**855,101,000**	**14,422,000**	...	**857,347,000**
								Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne				
								Fonctionnement				
...	7,393,000	...	...	...	...	...		Administration		...	...	...
...	7,020,000	...	...	...				Placements, prêts, promotion et distribution		...	...	...
...	67,253,000	...	...	...		...		Fonds de développement pour la production d'émissions canadiennes		...	...	...
...	(3,856,000)	...	...	...	...	...		Revenus de placements anticipés		...	...	...
...	77,810,000	29,050,000[1]	...	53,077,642[1][2]	...	...	159,937,642[1]	Total—Fonctionnement	85,971,412[1]	73,966,230[1]	...	75,928,575[1]
								Non budgétaire				
53,077,642	...	...	...	(53,077,642)[2]	...	...		Placements, prêts, promotion et distribution		...	...	...
								Total du programme—				
...	**77,810,000**	**29,050,000[1]**	...	**53,077,642[1][2]**	...	...	159,937,642[1]	**Budgétaire**	**85,971,412[1]**	**73,966,230[1]**	...	**75,928,575[1]**
53,077,642	...	...	...	**(53,077,642)[2]**	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	...
								Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
								Fonctionnement				
...	13,301,000	...	173,600	...	145,751	...	13,620,351	Radiodiffusion	14,136,059	(515,708)	...	11,694,302
...	3,703,000	...	27,000	...	42,680	...	3,772,680	Télécommunications	3,422,975	349,705	...	3,179,091
...	8,539,000	...	155,000	...	88,403	...	8,782,403	Administration	8,130,392	652,011	...	9,829,772
...	25,543,000	...	355,600	...	276,834	...	26,175,434	Total—Fonctionnement	25,689,426	486,008	...	24,703,165
								Capital				
...	84,000	...	...	...	...	...	84,000	Administration	298,802	(214,802)	...	326,426
								Paiements de transfert				
...	75,000	...	...	...	...	...	75,000	Radiodiffusion		75,000	...	...
								Sommaire du programme				
...	**13,376,000**	...	173,600	...	145,751	...	13,695,351	**Radiodiffusion**	14,136,059	**(440,708)**	...	**11,694,302**
...	**3,703,000**	...	27,000	...	42,680	...	3,772,680	**Télécommunications**	3,422,975	**349,705**	...	**3,179,091**
...	**8,623,000**	...	155,000	...	88,403	...	8,866,403	**Administration**	8,429,194	**437,209**	...	**10,156,198**
								Total du programme—				
...	**25,702,000**	...	**355,600**	...	**276,834**	...	26,334,434	**Budgétaire**	**25,988,228**	**346,306**	...	**25,829,591**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Corporation du Centre national des Arts				
								Fonctionnement				
...	15,038,000	...	...	...	...	...	15,038,000	Corporation du Centre national des Arts	14,828,000	210,000	...	16,574,000
—	**15,038,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**15,038,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**14,828,000**	**210,000**	**...**	**16,574,000**
								Office national du film				
								Fonctionnement				
...	69,948,000	...	10,900	(120,000)	...	(8,400,000)	61,438,900	Opérations de l'Office national du film	61,142,314	296,586	...	57,364,596
987,805	426,000	...	...	...	(426,000)	...	987,805	Imputation nette additionnelle sur l'autorisation du Fonds renouvelable				
...	...	...	...	...	(527,278)	...	(527,278)	Apport d'actif				
987,805	426,000	...	...	...	(953,278)	...	460,527	Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(2,578,147)	...	3,038,674	4,249,974
...	(8,400,000)	...	...	...	...	8,400,000		Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
987,805	61,974,000	...	10,900	(120,000)	(953,278)	...	61,899,427	Total—Fonctionnement	58,564,167	296,586	3,038,674	61,614,570
								Capital				
...	2,208,000	...	...	...	...	...	2,208,000	Opérations de l'Office national du film	2,298,378	(90,378)	...	3,201,819
								Paiements de transfert				
...	294,000	...	...	120,000	...	...	414,000	Opérations de l'Office national du film	359,216	54,784	...	258,934
								Sommaire du programme				
...	**64,050,000**	...	**10,900**	...	...	...	64,060,900	**Opérations de l'Office national du film**	63,799,908	**260,992**	...	**60,825,349**
987,805	426,000	...	...	...	**(426,000)**	...	987,805	**Imputation nette additionnelle sur l'autorisation du Fonds renouvelable**	(2,578,147)	...	**3,038,674**	**4,249,974**
...	...	...	...	...	**(527,278)**	...	(527,278)	**Apport d'actif**	...	...	...	...
987,805	**64,476,000**	**—**	**10,900**	**—**	**(953,278)**	**—**	64,521,427	**Total du programme—Budgétaire**	61,221,761	**260,992**	**3,038,674**	**65,075,323**

								Bibliothèque nationale				
								Fonctionnement				
...	31,274,750	2,663,000	1,758,233	...	244,000	...	35,939,983	**Bibliothèque nationale**	34,336,365	1,603,618	...	31,271,219
								Capital				
...	93,000	717,000	...	...	...	...	810,000	**Bibliothèque nationale**	1,743,949	(933,949)	...	549,787
								Paiements de transfert				
...	45,000	...	...	...	...	...	45,000	**Bibliothèque nationale**	54,440	(9,440)	...	37,916
...	31,412,750	3,380,000	1,758,233	...	244,000	...	36,794,983	**Total du programme—Budgétaire**	36,134,754	660,229	...	31,858,922
								Musées nationaux du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,827,000	(46,000)	26,324	57,000	10,132	...	2,874,456	Gestion centrale	1,539,709	1,334,747	...	1,254,362
717,346	10,225,200	804,600	331,913	14,000	83,440	(520,000)	11,656,499	Musée des beaux-arts du Canada	11,412,973	(451,510)	695,036	9,079,372
194,156	12,076,000	594,000	525,101	494,000	113,836	(200,000)	13,797,093	Musée canadien des civilisations	15,316,207	(1,763,602)	244,488	11,571,924
(258)	8,264,000	(97,000)	293,407	427,000	81,652	(275,000)	8,693,801	Musée national des sciences naturelles	9,405,798	(712,315)	318	8,223,388
52,765	5,644,000	196,400	273,097	...	58,408	(105,000)	6,119,670	Musée national des sciences et de la technologie	6,555,653	(480,815)	44,832	5,259,566
...	12,513,100	35,000	333,365	(147,000)	96,552	...	12,831,017	Programmes nationaux	12,632,414	198,603	...	12,003,554
78,220	16,069,000	985,318	566,309	(389,000)	151,980	(300,000)	17,161,827	Services à la Corporation	16,820,344	341,483	...	16,010,094
...	(1,400,000)	...	...	...	...	1,400,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...		...	...
1,042,229	66,218,300	2,472,318	2,349,516	456,000	596,000	...	73,134,363	Total—Fonctionnement	73,683,098	(1,533,409)	984,674	63,402,260
								Capital				
...	95,000	...	...	...	...	...	95,000	Gestion centrale	13,728	81,272	...	28,331
...	156,000	1,294,400	...	...	...	...	1,450,400	Musée des beaux-arts du Canada	1,082,262	368,138	...	168,569
...	112,000	...	...	...	...	...	112,000	Musée canadien des civilisations	245,431	(133,431)	...	123,896
...	304,000	...	...	...	...	...	304,000	Musée national des sciences naturelles	328,787	(24,787)	...	837,081
...	233,000	305,600	...	...	...	...	538,600	Musée national des sciences et de la technologie	262,399	276,201	...	309,510
...	646,000	...	...	...	...	...	646,000	Programmes nationaux	637,456	8,544	...	348,050
...	536,000	...	...	...	...	...	536,000	Services à la Corporation	952,510	(416,510)	...	359,915
...	2,082,000	1,600,000	...	...	...	...	3,682,000	Total—Capital	3,522,573	159,427	...	2,175,352
								Paiements de transfert				
...	800	...	...	...	...	...	800	Musée des beaux-arts du Canada	800	...	...	...
...	8,851,900	...	...	(456,000)	...	...	8,395,900	Programmes nationaux	8,395,545	355	...	8,334,578
...	8,852,700	...	...	(456,000)	...	...	8,396,700	Total—Paiements de transfert	8,396,345	355	...	8,334,578

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	2,922,000	(46,000)	26,324	57,000	10,132	...	2,969,456	**Gestion centrale**	1,553,437	1,416,019	...	1,282,693
717,346	9,862,000	2,099,000	331,913	14,000	83,440	...	13,107,699	**Musée des beaux-arts du Canada**	12,496,035	(83,372)	695,036	9,247,941
194,156	11,988,000	594,000	525,101	494,000	113,836	...	13,909,093	**Musée canadien des civilisations**	15,561,638	(1,897,033)	244,488	11,695,820
(258)	8,293,000	(97,000)	293,407	427,000	81,652	...	8,997,801	**Musée national des sciences naturelles**	9,734,585	(737,102)	318	9,060,469
52,765	5,772,000	502,000	273,097	...	58,408	...	6,658,270	**Musée national des sciences et de la technologie**	6,818,052	(204,614)	44,832	5,569,076
...	22,011,000	35,000	333,365	(603,000)	96,552	...	21,872,917	**Programmes nationaux**	21,665,415	207,502	...	20,686,182
78,220	16,305,000	985,318	566,309	(389,000)	151,980	...	17,697,827	**Services à la Corporation**	17,772,854	(75,027)	...	16,370,009
1,042,229	**77,153,000**	**4,072,318**	**2,349,516**	...	**596,000**	...	85,213,063	**Total du programme—Budgétaire**	85,602,016	**(1,373,627)**	**984,674**	**73,912,190**
								Archives publiques				
								Fonctionnement				
...	16,972,000	2,471,000	667,978	...	129,431	...	20,240,409	Opérations archivistiques	20,089,756	150,653	...	16,028,059
...	9,514,000	588,000	385,325	...	82,806	...	10,570,131	Gestion des documents gouvernementaux	9,710,639	859,492	...	7,985,244
...	14,526,000	3,120,000	472,791	...	160,763	...	18,279,554	Services aux départements	19,213,041	(933,487)	...	13,877,406
...	41,012,000	6,179,000	1,526,094	...	373,000	...	49,090,094	Total—Fonctionnement	49,013,436	76,658	...	37,890,709
								Capital				
...	172,000	111,000	...	...	...	...	283,000	Opérations archivistiques	2,138,544	(1,855,544)	...	690,031
...	747,000	...	...	...	...	...	747,000	Gestion des documents gouvernementaux	883,633	(136,633)	...	905,612
...	384,000	90,000	...	...	...	...	474,000	Services aux départements	1,315,635	(841,635)	...	608,684
...	1,303,000	201,000	...	...	...	...	1,504,000	Total—Capital	4,337,812	(2,833,812)	...	2,204,327
								Sommaire du programme				
...	17,144,000	2,582,000	667,978	...	129,431	...	20,523,409	**Opérations archivistiques**	22,228,300	(1,704,891)	...	16,718,090
...	10,261,000	588,000	385,325	...	82,806	...	11,317,131	**Gestion des documents gouvernementaux**	10,594,272	722,859	...	8,890,856
...	14,910,000	3,210,000	472,791	...	160,763	...	18,753,554	**Services aux départements**	20,528,676	(1,775,122)	...	14,486,090
...	**42,315,000**	**6,380,000**	**1,526,094**	...	**373,000**	...	50,594,094	**Total du programme—Budgétaire**	**53,351,248**	**(2,757,154)**	...	**48,095,036**
								Total du ministère—				
18,693,769	**1,542,665,750**	**66,559,320**	**6,013,433**	53,077,642	339,952	...	1,687,349,866	Budgétaire	1,573,740,761	**93,060,197**	**20,548,908**	**1,523,087,293**
93,077,642	**10,000**	...	...	(53,077,642)	...	...	40,010,000	Non budgétaire	...	**10,000**	**40,000,000**	...

(1) Le détail par activité n'est pas disponible.
(2) Cet élément a été transféré d'autorisation non budgétaire à budgétaire.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations — Redressements et virements — Virements entre ministères	Provenance des autorisations — Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Provenance des autorisations — Redressements et virements — Redressements statutaires	Provenance des autorisations — Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations — Écart	Utilisation des autorisations — Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des communications et de la culture				
							Subventions				
							Gestion du spectre et opérations régionales				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Conseil canadien de planification technique de la radio	25,000	...	...	25,000
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	2,190,000	...	...	(1,389,000)	...	801,000	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	798,436	2,564	...	451,516
...	1,197,000	...	...	250,000	...	1,447,000	Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1,447,000	...	...	1,140,000
...	4,000,000	...	...	(2,358,750)	...	1,641,250	Subventions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale	1,641,250	...	...	4,350,113
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	598,138
...	7,387,000	...	...	(3,497,750)	...	3,889,250		3,886,686	2,564	...	6,539,767
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Centre pour le développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications	50,000	...	...	...
...	**7,412,000**	**...**	**...**	**(3,447,750)**	**...**	**3,964,250**	Total—Subventions	**3,961,686**	**2,564**	**...**	**6,564,767**
							Contributions				
							Télécommunications et informatique				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes	25,000	...	...	11,000
...	1,291,000	...	...	(137)	...	1,290,863	Contributions à des institutions et organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail	1,091,317	199,546	...	217,675
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions pour le programme de l'expansion de la technologie au service des marchés de communications	245,000	5,000	...	...

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	454,000	...	...	137	...	454,137	Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D	454,137	...	...	440,108
...	10,500,000	...	...	(1,446,000)	...	9,054,000	Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale	8,390,906	663,094	...	...
...	14,900,000	...	...	(3,463,000)	...	11,437,000	Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement du programme de grand satellite de télécommunications	8,143,721	3,293,279	...	12,352,996
...	3,250,000	...	...	269,000	...	3,519,000	Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication	3,482,380	36,620	...	...
...	2,690,000	...	...	(1,623,000)	...	1,067,000	Contributions à des associations, institutions et organismes canadiens destinées à financer le développement de technologies de communications et de l'information au Manitoba	758,567	308,433	...	...
...	18,000	...	...	1,000	...	19,000	Contributions à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur de normalisation des télécommunications)	19,000	...	...	18,000
...	...	...	...	107,000	...	107,000	Contributions à l'Agence spatiale européenne relativement au programme de développement commercial de navires spatiaux et d'expérimentation	107,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2,430,815
...	33,378,000	...	...	(6,155,000)	...	27,223,000		22,717,028	4,505,972	...	15,470,594
							Affaires culturelles et radiodiffusion				
...	695,000	...	...	...	...	695,000	Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles	695,000	...	...	695,000
...	13,056,000	...	...	1,662,432	...	14,718,432	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	14,700,766	17,666	...	16,399,916
...	300,000	...	...	(50,000)	...	250,000	Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo	249,998	2	...	227,254
...	500,000	...	...	(500,000)	...	...	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements culturels	...	...	...	400,000
...	2,677,000	...	...	(1,844,000)	...	833,000	Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba	...	833,000	...	519,792

...	600,000					600,000	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication	600,000	...	...	...
...		4,500,000		(783,931)		3,716,069	Contributions pour le programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	3,630,123	85,946	...	...
...	...	7,707,000		4,801,350		12,508,350	Contributions pour le programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne	10,920,661	1,587,689	...	8,705,474
...				6,228,900		6,228,900	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	6,228,900	...	...	...
...	17,828,000	12,207,000		9,514,751		39,549,751		37,025,448	2,524,303	...	26,947,436
							Coordination des politiques et gestion intégrée				
...	16,000	...			...	16,000	Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications	13,482	2,518	...	13,770
							Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)				
...	2,295,000	...	...	1,253,000	...	3,548,000		3,547,792	208	...	2,772,047
...	600,000	...	...	546,000	...	1,146,000	Contributions au Festival mondial des arts de la scène	1,136,525	9,475	...	54,000
...	200,000	...		...	...	200,000	Contribution pour la Conférence administrative régionale des radiocommunications de 1986	169,842	30,158	...	...
...	...	...		152,500		152,500	Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications	43,275	109,225	...	...
...	3,111,000	...		1,951,500		5,062,500		4,910,916	151,584	...	2,839,817
...	**54,317,000**	**12,207,000**	...	**5,311,251**	...	71,835,251	Total—Contributions	**64,653,392**	**7,181,859**	...	**45,257,847**
							Sommaire du département par activité				
...	33,378,000	...	...	(6,155,000)	...	27,223,000	**Télécommunications et informatique**	22,717,028	**4,505,972**	...	**15,470,594**
...	25,000	...	...	...	...	25,000	**Gestion du spectre et opérations régionales**	25,000	...	...	**25,000**
...	25,215,000	12,207,000	...	6,017,001	...	43,439,001	**Affaires culturelles et radiodiffusion**	40,912,134	**2,526,867**	...	**33,487,203**
...	3,111,000	...	...	2,001,500	...	5,112,500	**Coordination des politiques et gestion intégrée**	4,960,916	**151,584**	...	**2,839,817**
...	**61,729,000**	**12,207,000**	...	**1,863,501**	...	75,799,501	**Total du département**	**68,615,078**	**7,184,423**	...	**51,822,614**
							Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
							Subventions				
							Radiodiffusion				
	75,000	...			...	75,000	Suventions à la recherche, aux termes de l'article 18 de la Loi sur la radiodiffusion		75,000	...	...
...	**75,000**	...	...	...	...	75,000	**Total du programme**	...	**75,000**	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Office national du film				
							Subventions				
							Direction et services administratifs				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	10,000	...	...	8,500
							Contributions				
							Production de films et autres formes de présentations visuelles				
...	284,000	...	...	...	...	284,000	Paiements à la province de Québec en vertu des accords fiscaux réciproques	229,216	54,784	...	250,434
...	...	...	...	120,000	...	120,000	Contribution à l'Institut canadien du cinéma destinée à financer le programme national de formation dans le domaine du film et du vidéo	120,000	...	...	...
...	284,000	...	...	120,000	...	404,000	Total—Contributions	349,216	54,784	...	250,434
							Sommaire du programme par activité				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Direction et services administratifs	10,000	...	...	8,500
...	284,000	...	...	120,000	...	404,000	Production de films et autres formes de présentations visuelles	349,216	54,784	...	250,434
...	294,000	...	...	120,000	...	414,000	**Total du programme**	359,216	54,784	...	258,934
							Bibliothèque nationale				
							Subventions				
							Bibliothèque nationale				
...	11,000	...	...	...	...	11,000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11,000	...	...	11,000
...	34,000	...	...	...	...	34,000	Système international de données sur les publications en série	43,440	(9,440)	...	26,916
...	45,000	...	...	...	...	45,000	**Total du programme**	54,440	(9,440)	...	37,916
							Musées nationaux du Canada				
							Subventions				
							Musée des beaux-arts du Canada				
...	800	...	...	...	...	800	College Art Association of America	800	...	...	...

...	8,851,900	...	...	(456,000)	...	8,395,900	Programmes nationaux Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	8,395,545	355	...	8,334,578
							Sommaire du programme par activité				
...	**800**	...	...	...	...	800	**Musée des beaux-arts du Canada**	800	...	...	...
...	**8,851,900**	...	...	**(456,000)**	...	8,395,900	**Programmes nationaux**	8,395,545	**355**	...	**8,334,578**
...	**8,852,700**	...	...	**(456,000)**	...	**8,396,700**	**Total du programme**	**8,396,345**	**355**	...	**8,334,578**
...	**70,995,700**	**12,237,000**	...	**1,527,501**	...	**84,739,201**	Total du ministère	77,425,079	**7,305,122**	...	**60,454,842**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des communications et de la culture			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Télécommunications et informatique			
Recettes provenant des services de recherche et de développement	3,900,000	4,370,626	5,713,777
Agence des télécommunications gouvernementales			
Recettes à valoir sur le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	153,480,000	142,044,618	140,520,501
Gestion du spectre et opérations régionales			
Droits d'inspection des stations radio	630,000	610,000	565,099
Coordination des politiques et gestion intégrée			
Recettes provenant des services de recherche et de développement	1,383,000	1,696,852	...
Recettes provenant du Canada Harbour Place Corporation (CHPC) pour Expo 86	265,000	58,972	31,057
Total du département—Budgétaire	**159,658,000**	**148,781,068**	**146,830,434**
Office national du film			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Opérations de l'Office national du film			
Production et distribution de films et autres documents audiovisuels	8,400,000	11,000,914	11,618,336
Total du programme—Budgétaire	**8,400,000**	**11,000,914**	**11,618,336**

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Musées nationaux du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Musée des beaux-arts du Canada			
Ventes au public	520,000	504,690	462,211
Redevances et droits de reproduction	...	9,854	...
	520,000	514,544	462,211
Musée canadien des civilisations			
Ventes au public	200,000	322,909	223,758
Musée national des sciences naturelles			
Ventes au public	275,000		...
Musée national des sciences et de la technologie			
Ventes au public	105,000	197,723	125,392
Services à la Corporation			
Ventes au public	...	494,458	...
Redevances	300,000	5,756	146,944
	300,000	500,214	146,944
Total du programme—Budgétaire	**1,400,000**	**1,535,390**	**958,305**
Archives publiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion des documents gouvernementaux			
Services centraux du microfilm	...		1,720,639
Total du programme—Budgétaire	**...**	...	**1,720,639**
Total du ministère—Budgétaire	**169,458,000**	161,317,372	**161,127,714**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des communications et de la culture		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Télésat Canada—Dividendes	1,500,000	1,050,000
Biens culturels	159	...
	1,500,159	1,050,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements du Fonds du revenu consolidé provenant de la Société Radio-Canada—Paiement d'assurance pour l'annulation de la visite du pape à Fort Simpson		340,000
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,100,917	1,437,848
Divers	219,659	130,301
	1,320,576	1,908,149
Privilèges, licences et permis—		
Service général de radio	2,013,235	2,084,662
Service de radio amateur	542,000	530,912
Hyper-fréquence, fixe et amovible	38,806,028	38,888,395
Navires	1,533,096	1,321,873
Aéronef	625,132	623,226
Terrestre et spatial	818,919	749,251
Divers	121,833	90,747
	44,460,243	44,289,066
Rémunérations de services—		
Approbation de type et honoraires d'analyse	259,261	203,038
Authentification, analyse et étiquetage	1,069,375	1,117,144
Services facultatifs—Utilisation des installations	949,918	418,385
Divers	96,808	69,591
	2,375,362	1,808,158
Produits des ventes—		
Divers	27,476	25,875
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement du Fonds du revenu consolidé provenant de la Société Radio-Canada pour les fonds en capital non utilisés	...	254,696
Divers	20,138	35,040
	20,138	289,736
Total du département	**49,703,954**	**49,370,984**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,113	...
Divers	8,825	40,306
	11,938	40,306
Privilèges, licences et permis—		
Frais de licences en radiodiffusion	38,362,866	33,620,787
Autres recettes non fiscales—		
Divers	58,811	110
Total du programme	**38,433,615**	**33,661,203**
Bibliothèque nationale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	9,871	17,628
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	18,479	17,298
	28,350	34,926
Rémunérations de services—		
Reçus des services de duplication	1,789,174	1,430,138
Autres recettes non fiscales—		
Divers	6,007	6,240
Total du programme	**1,823,531**	**1,471,304**
Musées nationaux du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	198,809	39,149
Divers	114,556	62,793
	313,365	101,942
Rémunérations de services	801,562	80,124
Produits des ventes	93	5,165
Autres recettes non fiscales	3,606	25,874
Total du programme	**1,118,626**	**213,105**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Archives publiques		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	22,417	7,049
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	95,641	70,035
	118,058	77,084
Rémunérations de services—		
Reçus des services de photoduplication	254,275	180,189
Autres recettes non fiscales—		
Divers	8,077	14,428
Total du programme	**380,410**	**271,701**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,500,159	1,050,000
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,792,287	2,162,407
Privilèges, licences et permis	82,823,109	77,909,853
Rémunérations de services	5,220,373	3,498,609
Produits des ventes	27,569	31,040
Autres recettes non fiscales	96,639	336,388
Total du ministère	**91,460,136**	**84,988,297**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1986-87

Conseil privé

Département
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Directeur général des élections
Commissaire aux langues officielles
Conseil économique du Canada
Commission des relations de travail dans la Fonction publique
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	8.2
Sommaire du ministère	8.5
Programmes par activité	8.8
Paiements de transfert	8.11
Recettes	8.12

Département

Programme du Conseil privé

Objectif

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre
Fonctionnement du cabinet du Premier ministre, de sa résidence, et indemnités à l'ancien Premier ministre et à la veuve de l'ancien Premier ministre.

Cabinets de ministres
Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé
Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Bureau des relations fédérales-provinciales
Prestation auprès du Premier ministre de services de personnel aux fins de relations fédérales-provinciales et du processus d'examen de la question constitutionnelle.

Commissions d'enquête et groupes de travail
Fonds pour les commissions d'enquête, groupes de travail et autres personnes ou groupes de personnes nommées en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Administration
Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien aux réunions des premiers ministres ainsi qu'à des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de hauts fonctionnaires.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Planification, coordination et exécution des dispositions administratives nécessaires à la bonne marche des conférences, y compris la rédaction de l'ordre du jour et du programme des conférences; impression, traduction et distribution des documents relatifs aux conférences; organisation des services relatifs à l'interprétation, à la presse et à la sécurité; rédaction des comptes rendus textuels et autres des délibérations des conférences.

Services de documentation et d'information relatifs aux réunions intergouvernementales, y compris la codification et la garde des documents relatifs aux conférences, et un service de consultation de cette documentation offert aux gouvernements.

Directeur général des élections

Objectif

Assurer au corps électoral canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada, et des membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en conformité avec la Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, assurer le respect de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada, assurer une représentation des provinces à la Chambre des communes en conformité avec la Loi constitutionnelle de 1982 et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Description des activités

Élections
- Loi électorale du Canada—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des présidents d'élection des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux présidents d'élection lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.

- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitations des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.

Administration
Fonctionnement de l'administration centrale à Ottawa, y compris l'examen et l'étude des procédures électorales et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de cahiers d'instructions à l'intention des officiers d'élection, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles
Faire enquête sur les plaintes reçues et formuler des mesures propres à prévenir la répétition de contraventions à la Loi sur les langues officielles. Entreprendre des vérifications et des études visant à évaluer le rendement des organismes fédéraux en matière de langues officielles et leur recommander les correctifs appropriés. Négocier avec les organismes centraux ou d'autres organismes fédéraux. Présenter régulièrement au Parlement des rapports sur le respect de la LLO et sur toute modification qu'il faudrait apporter à cette Loi ou à son application. Établir une liaison avec des comités du Parlement, des ministères et d'autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, et coordonner l'information et l'expertise dans tous les secteurs connexes aux langues officielles. Concevoir et mettre en œuvre des programmes d'information publique.

Conseil économique du Canada

Objectif

Formuler des conseils et des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production efficace, à moyen et à long termes, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Description de l'activité

Travaux en cours au Conseil économique
Dans la vaste gamme de fonctions stipulées par la Loi, trois ensembles d'activités décrivent le programme:

- effectuer des recherches économiques et des analyses de politiques, organiser des consultations avec les représentants de tous les groupes socio-économiques et élaborer ses propres recommandations en matière de politique économique;
- faire connaître ses résultats et ses recommandations aux décideurs de tous les secteurs économiques pour qu'ils en tiennent compte dans l'élaboration de leurs propres politiques et stratégies ayant une incidence directe sur la performance de l'économie; et
- promouvoir une appréciation plus complète des questions et problèmes économiques dans tout le pays.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la Fonction publique, et procurer à ces parties des renseignements sur les taux de rémunération et autres conditions d'emploi au Canada.

Description des activités

Administration des relations de travail
La Commission des relations de travail dans la Fonction publique est le tribunal quasi judiciaire établi par la loi qui a été chargé d'appliquer la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Cette loi a créé un régime de négociation collective et une procédure de règlement des griefs dans la Fonction publique fédérale. La Commission est mandatée, en tant que tierce partie neutre, pour régler, par son aide ou par une décision, les différends liés à la négociation, à l'application et à l'interprétation des conventions collectives, à l'imposition de mesures disciplinaires et à toute autre affaire tombant sous le coup de la Loi.

La Commission abrite également le Conseil national mixte dans ses locaux et lui fournit des services de soutien administratif. Le CNM est un organisme consultatif composé de représentants de l'employeur et des employés et chargé des négociations sur les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation groupe par groupe.

Bureau de recherches sur les traitements
Le Bureau de recherches sur les traitements fait des enquêtes et des recherches sur les taux de rémunération, les avantages sociaux et les conditions de travail d'employés dont les fonctions sont comparables à celles de groupes d'employés dans la Fonction publique qui sont visés par le régime de négociation établi par la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique. Le Bureau fait aussi des travaux semblables à l'égard de groupes qui sont exclus de ce régime.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou de la sécurité nationale du Canada.

Description de l'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur en conseil.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme du Conseil privé				
...	37,628,000	...	...	37,628,000	1	Dépenses du programme				
...	...	6,207,300	...	6,207,300	1c	Dépenses du programme				
...	...	...	12,100	12,100		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	37,628,000	6,207,300	12,100	43,847,400		Total—Crédit 1	41,681,720	2,165,680	...	45,785,019
...	55,000	...	3,091	58,091	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	58,091	...	...	54,955
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Président du Conseil privé et Leader du gouvernement à la Chambre—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	22,000	...	(2,903)	19,097	(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocations pour automobile	19,097	...	...	19,501
...	40,000	...	200	40,200	(S)	Indemnité à l'ancien Premier ministre	40,200	...	...	40,200
...	8,000	...	333	8,333	(S)	Indemnité à la veuve de l'ancien Premier ministre	8,333	...	...	8,333
...	3,447,000	...	373,773	3,820,773	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,820,773	...	...	3,675,024
...	**41,280,000**	**6,207,300**	**388,790**	**47,876,090**		**Total du département—Budgétaire**	**45,710,410**	**2,165,680**	**...**	**49,662,092[2]**
						Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
...	2,768,000	...	...	2,768,000	5	Dépenses du programme				
...	...	322,000	...	322,000	5c	Dépenses du programme				
...	2,768,000	322,000	...	3,090,000		Total—Crédit 5	2,909,712	180,288	...	2,728,912
...	126,000	...	14,000	140,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	140,000	...	...	141,000
...	**2,894,000**	**322,000**	**14,000**	**3,230,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,049,712**	**180,288**	**...**	**2,869,912**
						Directeur général des élections				
...	1,948,000	...	...	1,948,000	10	Dépenses du programme				
...	...	...	72,000	72,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	1,948,000	...	72,000	2,020,000		Total—Crédit 10	1,985,425	34,575	...	1,724,846
...	105,000	...	3,750	108,750	(S)	Traitement du directeur général des élections	108,750	...	...	105,048

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	1,000,000	5,300,000	967,577	7,267,577	(S)	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	7,267,577	...	...	1,599,801
...	240,000	...	26,000	266,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	266,000	...	...	254,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200,421
...	**3,293,000**	**5,300,000**	**1,069,327**	**9,662,327**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,627,752**	**34,575**	...	**3,884,116**
						Commissaire aux langues officielles				
...	9,189,000	...	...	9,189,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	160,000	160,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	8,900	8,900		CT, crédit 10[1]				
...	9,189,000	...	168,900	9,357,900		Total—Crédit 15	9,211,897	146,003	...	8,662,785
...	795,000	...	86,000	881,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	881,000	...	...	849,000
...	**9,984,000**	...	**254,900**	**10,238,900**		**Total du programme—Budgétaire**	**10,092,897**	**146,003**	...	**9,511,785**
						Conseil économique du Canada				
...	7,992,000	...	...	7,992,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	83,000	83,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	7,992,000	...	83,000	8,075,000		Total—Crédit 20	7,883,160	191,840	...	7,717,767
...	801,000	...	87,000	888,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	888,000	...	...	867,000
...	**8,793,000**	...	**170,000**	**8,963,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,771,160**	**191,840**	...	**8,584,767**
						Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
...	8,731,000	...	...	8,731,000	25	Dépenses du programme	7,541,079	1,189,921	...	7,871,767
...	912,000	...	99,000	1,011,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,011,000	...	...	1,005,000
...	**9,643,000**	...	**99,000**	**9,742,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**8,552,079**	**1,189,921**	...	**8,876,767**

						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité[2]				
...	812,000	...	...	812,000	30	Dépenses du programme				
...	...	372,000	...	372,000	30c	Dépenses du programme				
...	812,000	372,000	...	1,184,000		Total—Crédit 30	1,159,816	24,184	...	954,542
...	64,000	...	7,000	71,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71,000	...	...	47,343
...	876,000	372,000	7,000	1,255,000		**Total du programme—Budgétaire**	1,230,816	24,184	...	1,001,885[2]
...	76,763,000	12,201,300	2,003,017	90,967,317		Total du ministère—Budgétaire	87,034,826	3,932,491	...	84,391,324

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Le comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a été établi en 1986-87. Les dépenses de l'exercice précédent ont été reportées en 1985-86 sous le programme du Conseil privé de ce ministère.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme du Conseil privé				
								Fonctionnement				
...	6,292,000	...	...	...	25,952	...	6,317,952	Cabinet du Premier ministre	5,744,061	573,891	...	6,665,762
...	4,565,000	...	...	...	(46,211)	...	4,518,789	Cabinets de ministres	3,426,543	1,092,246	...	5,653,734
...	11,425,000	...	3,600	...	154,287	...	11,582,887	Bureau du Conseil privé	11,433,038	149,849	...	10,504,282
...	4,419,000	...	8,500	...	(44,786)	...	4,382,714	Bureau des relations fédérales-provinciales	3,446,005	936,709	...	3,310,955
...	...	6,207,300	...	...	108,969	...	6,316,269	Commissions d'enquête et groupes de travail	5,187,548	1,128,721	...	8,913,813
...	12,210,000	...	...	...	178,479	...	12,388,479	Administration	14,019,344	(1,630,865)	...	12,864,124
...	38,911,000	6,207,300	12,100	...	376,690	...	45,507,090	Total—Fonctionnement	43,256,539	2,250,551	...	47,912,670
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Cabinet du Premier ministre	11,062	(11,062)	...	601
...	...	...	...	...	...	...	...	Cabinets de ministres	29,205	(29,205)	...	91,271
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau du Conseil privé	8,748	(8,748)	...	9,009
...	...	...	...	...	...	...	...	Bureau des relations fédérales-provinciales	...	...	...	14,961
...	...	...	...	...	...	...	...	Commissions d'enquête et groupes de travail	9,661	(9,661)	...	20,686
...	2,279,000	...	...	...	...	...	2,279,000	Administration	2,311,190	(32,190)	...	1,543,394
...	2,279,000	...	...	...	...	...	2,279,000	Total—Capital	2,369,866	(90,866)	...	1,679,922
								Paiements de transfert				
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Bureau du Conseil privé	19,005	5,995	...	4,500
...	65,000	...	...	...	...	...	65,000	Bureau des relations fédérales-provinciales	65,000	...	...	65,000
...	90,000	...	...	...	...	...	90,000	Total—Paiements de transfert	84,005	5,995	...	69,500
								Sommaire du département				
...	6,292,000	...	...	...	25,952	...	6,317,952	**Cabinet du Premier ministre**	5,755,123	562,829	...	6,666,363
...	4,565,000	...	...	...	(46,211)	...	4,518,789	**Cabinets de ministres**	3,455,748	1,063,041	...	5,745,005
...	11,450,000	...	3,600	...	154,287	...	11,607,887	**Bureau du Conseil privé**	11,460,791	147,096	...	10,517,791
...	4,484,000	...	8,500	...	(44,786)	...	4,447,714	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	3,511,005	936,709	...	3,390,916
...	...	6,207,300	...	...	108,969	...	6,316,269	**Commissions d'enquête et groupes de travail**	5,197,209	1,119,060	...	8,934,499
...	14,489,000	...	...	...	178,479	...	14,667,479	**Administration**	16,330,534	(1,663,055)	...	14,407,518
...	41,280,000	6,207,300	12,100	...	376,690	...	47,876,090	**Total du département—Budgétaire**	45,710,410	2,165,680	...	49,662,092

								Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
								Fonctionnement				
...	2,887,000	322,000	...	...	14,000	...	3,223,000	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,039,463	183,537	...	2,868,914
								Capital				
...	7,000	...	...	...	...	...	7,000	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	10,249	(3,249)	...	998
...	**2,894,000**	**322,000**	**...**	**...**	**14,000**	**...**	**3,230,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,049,712**	**180,288**	**...**	**2,869,912**
								Directeur général des élections				
								Fonctionnement				
...	1,000,000	5,300,000	...	...	(54,415)	...	6,245,585	Élections	6,245,585	...		1,662,652
...	2,261,000	...	72,000	...	29,750	...	2,362,750	Administration	2,348,249	14,501		2,078,848
...	3,261,000	5,300,000	72,000	...	(24,665)	...	8,608,335	Total—Fonctionnement	8,593,834	14,501		3,741,500
								Capital				
...	...	...	...	...	915,408	...	915,408	Élections	915,408	...	...	34,667
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Administration	11,926	20,074	...	5,046
...	32,000	...	...	...	915,408	...	947,408	Total—Capital	927,334	20,074	...	39,713
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	...	106,584	...	106,584	Élections	106,584	...	...	102,903
								Sommaire du programme				
...	1,000,000	5,300,000	...	...	967,577	...	7,267,577	Élections	7,267,577	...	...	1,800,222
...	2,293,000	...	72,000	...	29,750	...	2,394,750	Administration	2,360,175	34,575	...	2,083,894
...	**3,293,000**	**5,300,000**	**72,000**	**...**	**997,327**	**...**	**9,662,327**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,627,752**	**34,575**	**...**	**3,884,116**
								Commissaire aux langues officielles				
								Fonctionnement				
...	9,984,000	...	168,900	...	86,000	...	10,238,900	Commissaire aux langues officielles	10,092,897	146,003	...	9,511,785
...	**9,984,000**	**...**	**168,900**	**...**	**86,000**	**...**	**10,238,900**	**Total du programme—Budgétaire**	**10,092,897**	**146,003**	**...**	**9,511,785**
								Conseil économique du Canada				
								Fonctionnement				
...	8,747,000	...	83,000	...	87,000	...	8,917,000	Travaux en cours au Conseil économique	8,531,954	385,046	...	8,543,813
								Capital				
...	46,000	...	...	...	...	...	46,000	Travaux en cours au Conseil économique	239,206	(193,206)	...	40,954
...	**8,793,000**	**...**	**83,000**	**...**	**87,000**	**...**	**8,963,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**8,771,160**	**191,840**	**...**	**8,584,767**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	5,332,000	...	...	...	52,975	...	5,384,975	Administration des relations de travail	5,082,803	302,172	...	5,103,019
...	4,275,000	...	...	...	46,025	...	4,321,025	Bureau de recherches sur les traitements	3,323,822	997,203	...	3,639,554
...	9,607,000	...	...	...	99,000	...	9,706,000	Total—Fonctionnement	8,406,625	1,299,375	...	8,742,573
								Capital				
...	36,000	...	...	(7,000)	...	...	29,000	Administration des relations de travail	138,005	(109,005)	...	134,194
...	...	...	...	7,000	...	...	7,000	Bureau de recherches sur les traitements	7,449	(449)	...	...
...	36,000	...	...	...	...	...	36,000	Total—Capital	145,454	(109,454)	...	134,194
								Sommaire du programme				
...	5,368,000	...	...	(7,000)	52,975	...	5,413,975	Administration des relations de travail	5,220,808	193,167	...	5,237,213
...	4,275,000	...	...	7,000	46,025	...	4,328,025	Bureau de recherches sur les traitements	3,331,271	996,754	...	3,639,554
...	9,643,000	...	...	...	99,000	...	9,742,000	**Total du programme—Budgétaire**	8,552,079	1,189,921	...	8,876,767
								Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
								Fonctionnement				
...	861,000	372,000	...	...	7,000	...	1,240,000	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,188,552	51,448	...	892,897
								Capital				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	42,264	(27,264)	...	108,988
...	876,000	372,000	...	...	7,000	...	1,255,000	**Total du programme—Budgétaire**	1,230,816	24,184	...	1,001,885
...	76,763,000	12,201,300	336,000	...	1,667,017	...	90,967,317	**Total du ministère—Budgétaire**	87,034,826	3,932,491	...	84,391,324

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme du Conseil privé				
							Subventions				
							Bureau des relations fédérales-provinciales				
...	65,000	...	...	...	...	65,000	Institut des relations intergouvernementales, Université Queen	65,000	...	...	65,000
							Contributions				
							Bureau du Conseil privé				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Études sur l'administration publique canadienne	19,005	5,995	...	4,500
							Sommaire du département par activité				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	**Bureau du Conseil privé**	19,005	5,995	...	4,500
...	65,000	...	...	...	...	65,000	**Bureau des relations fédérales-provinciales**	65,000	...	...	65,000
...	90,000	...	...	...	...	90,000	**Total du département**	84,005	5,995	...	69,500
							Directeur général des élections				
							Contributions				
							Élections				
...	...	...	...	...	106,584	106,584	Remboursement des dépenses d'élection des candidats	106,584	...	...	102,903
...	...	...	...	...	106,584	106,584	**Total du programme**	106,584	...	...	102,903
...	90,000	...	...	...	106,584	196,584	Total du ministère	190,589	5,995	...	172,403

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme du Conseil privé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1984-85 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	86,035	263,207
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	92,386	113,360
Divers	78,023	121,584
	256,444	498,151
Autres recettes non fiscales—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires	1,381	621
Remboursement de la province de Terre-Neuve en vertu du recouvrement de 50% des dépenses encourues en 1985-86 par la Commission royale sur le désastre maritime de l'«Ocean Ranger»	...	261,933
Revenu provenant de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels	672	1,113
Divers	8,579	7,440
	10,632	271,107
Total du département	**267,076**	**769,258**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2	...
Divers	281	...
	283	...
Produits des ventes—		
Disposition des biens de la Couronne	741	...
Autres recettes non fiscales—		
Contributions au gouvernement provincial	1,351,637	1,098,671
Disposition des biens de la Couronne	...	60
	1,351,637	1,098,731
Total du programme	**1,352,661**	**1,098,731**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Directeur général des élections		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses en rapport avec l'achat de marchandises ou services, pour le fonctionnement	1,279	12,832
Produits des ventes—		
Rapport—Recettes fiscales des partis	3,554	919
Confiscation des dépôts d'élection des candidats	1,400	157,400
	4,954	158,319
Autres recettes non fiscales—		
Dons anonymes aux candidats	190	90
Autres	971	142
	1,161	232
Total du programme	**7,394**	**171,383**
Commissaire aux langues officielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,975	407
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,296	5,702
	6,271	6,109
Total du programme	**6,271**	**6,109**
Conseil économique du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	85	19,226
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,874	913
	3,959	20,139
Autres recettes non fiscales	124	44
Total du programme	**4,083**	**20,183**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Conseil national mixte de la Fonction publique du Canada—Contribution d'agents de négociation	25,000	25,500
Service central de voyages—Recouvrement de frais de transport	1,384	1,821
Recouvrement de contrat—Canadian System Group		549
Recouvrements divers	528	230
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)		849
	26,912	28,949
Autres recettes non fiscales—		
Accès à l'information	10	5
Total du programme	26,922	**28,954**
Conseil de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	107	...
Total du programme	107	...
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	295,255	**566,180**
Produits des ventes	5,695	**158,319**
Autres recettes non fiscales	1,363,564	**1,370,119**
Total du ministère	**1,664,514**	**2,094,618**

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1986-87

Conseil du Trésor

Secrétariat
Contrôleur général
Privatisation et affaires réglementaires

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	9.2
Sommaire du ministère	9.4
Programmes par activité	9.7
Paiements de transfert	9.10
Détail des montants portés au crédit	9.11
Recettes	9.11

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses
En se fondant sur l'analyse des projets et des programmes des ministères et dans le contexte du système de gestion des secteurs de dépenses, recommander au gouvernement l'acceptation ou la modification de propositions particulières relatives aux dépenses, afin

- de traduire la priorité que le gouvernement attribue aux objectifs;
- d'accroître l'efficacité des programmes actuels et envisagés;
- d'utiliser de façon plus efficace les années-personnes, les installations, l'équipement, le matériel et les approvisionnements destinés à l'exécution des programmes;
- d'établir le Budget des dépenses pour le soumettre au Parlement.

Gestion du personnel
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, des règlements, des normes, des systèmes et des conditions d'emploi pour permettre aux gestionnaires de gérer et retenir les ressources humaines nécessaires à la réalisation des programmes gouvernementaux.

Relations de travail
La mise au point et l'application de politiques favorisant des rapports efficients entre employeur et employés dans la Fonction publique fédérale.

Politique administrative
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques, règlements, normes et systèmes administratifs et des systèmes d'information afin de maintenir la probité et la prudence dans l'acquisition et l'utilisation des biens et services nécessaires à la réalisation efficace des programmes gouvernementaux.

Langues officielles
Élaborer, diffuser et évaluer des politiques et programmes de langues officielles dans la Fonction publique fédérale.

Secrétariat de la privatisation
Aider le Groupe d'étude ministériel sur la privatisation des sociétés d'État en ce qui a trait au désaisissement de façon coordonnée et méthodique des avoirs des sociétés qui ne répondent pas aux objectifs des politiques visant le grand public et fournir des services centralisés d'un groupe d'experts qui aideront d'autres ministères fédéraux en matière de privatisation des avoirs individuels.

Administration centrale
Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services d'information, des finances, du personnel et d'administration.

Bureau de gestion des biens immobiliers
L'amélioration de la gestion du portefeuille fédéral des propriétés immobilières et de l'efficacité des politiques régissant les services des propriétés immobilières et l'occupation de ces propriétés.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses urgentes et imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement
Fournir des fonds pour les dépenses salariales croissantes résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses principal.

Projets de création d'emplois
Fournir des fonds pour les projets approuvés pendant l'exercice financier dans le cadre de la stratégie d'emploi du gouvernement.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la Fonction publique
Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-chômage versée par les employés.

Pensions de la Fonction publique
Fournir, en vertu de la Loi de 1959 sur la mise au point des pensions du service public, les paiements de l'employeur prévus par les lois antérieures sur la pension et la retraite et les frais des régimes de pensions et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Programme d'affectations temporaires

Objectif

Fournir des cadres et des hauts fonctionnaires pour accomplir provisoirement des tâches hautement prioritaires, en réponse à des demandes de ministères et d'organismes.

Contrôleur général

Objectif

Voir à l'établissement et au maintien, au sein de l'administration fédérale, de pratiques de gestion valables, par l'élaboration de politiques et de normes en matière de planification, de rapports et de contrôles financiers et opérationnels, et par la promotion et le contrôle des perfectionnements apportés par les ministères et organismes dans leurs pratiques de gestion financière et opérationnelle.

Description des activités

Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion
L'objectif de cet élément de programme consiste à établir et à maintenir, au sein de l'administration fédérale, un système de comptabilité et de rapports valables concernant les finances et la gestion. Cet objectif est poursuivi en élaborant et en mettant en œuvre des politiques en matière de finances, de comptabilité et de rapports connexes, y compris des lignes directrices sur la présentation et la teneur du Budget des dépenses et des Comptes publics ainsi que des spécifications pour la mise au point de systèmes financiers; en assurant aux ministères et organismes un service d'interprétation de politiques et une aide pour leur mise en application; en participant au recrutement d'agents financiers et à leur perfectionnement; et en apportant une aide aux autres organismes centraux pour l'élaboration de mesures législatives et de politiques touchant le contrôle et l'obligation de rendre compte qui incombent aux ministères et aux sociétés d'État, afin que ces lois et politiques soient conformes aux principes mis de l'avant par le gouvernement en matière de comptabilité et de rapports.

Pratiques et processus de gestion
L'objectif de cet élément de planification consiste à faire établir et maintenir, par les ministères et les organismes, des processus et des systèmes de gestion valables concernant la planification stratégique et opérationnelle de même que les examens qui s'y rattachent. Cet élément englobe notamment les activités suivantes: la réalisation d'enquêtes et la collaboration à l'élaboration et à la mise en application, par les ministères et les organismes, de plans d'action touchant l'amélioration des pratiques de gestion; l'élaboration de politiques, de lignes directrices et de normes ayant trait à l'évaluation de programmes et à la vérification interne; la prestation d'une aide aux ministères et aux organismes pour la mise en œuvre des politiques d'évaluation et de vérification; le contrôle des pratiques d'évaluation et de vérification; la participation à la formation et au perfectionnement des gestionnaires, des évaluateurs de programmes et des vérificateurs internes; et l'élaboration, de concert avec les autres organismes centraux, de procédures qui devront être appliquées dans toute l'administration fédérale en vue d'assurer une demande de renseignements concernant l'évaluation et l'utilisation pertinente de ces renseignements.

Administration
Cet élément de programme comprend la gestion et le soutien des activités susmentionnées, ainsi que la prestation de services financiers, administratifs et du personnel.

Privatisation et affaires réglementaires

Objectif

Veiller à la coordination et au déroulement ordonné du dessaisissement des biens d'entreprise qui ne répondent pas à un objectif de politique connu et encourager une plus grande consultation et une plus grande participation du public en ce qui concerne le processus de réglementation.

Description de l'activité

Privatisation et affaires réglementaires
Offrir conseils et aide au ministre compétent concernant toutes les questions se rapportant à l'exécution efficace de ce mandat; concevoir des programmes d'information du public et les mettre en œuvre; offrir des services de communication et de gestion.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat				
						Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
...	57,619,000	...	...	57,619,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	(2,259,000)	(2,259,000)		Virement au crédit 21a				
...	57,619,000	...	(2,259,000)	55,360,000		Total—Crédit 1	54,392,743	967,257	...	54,090,178
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	4,911,000	...	533,000	5,444,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,444,000	...	...	5,270,000
...	...	...	5	5	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	5	...	...	...
...	**62,570,000**	**...**	**(1,724,897)**	**60,845,103**		**Total du programme—Budgétaire**	**59,877,846**	**967,257**	**...**	**59,399,708**
						Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
...	350,000,000	...	...	350,000,000	5	Éventualités du gouvernement				
...	...	...	(197,568,197)	(197,568,197)		Virements à ce ministère et aux autres ministères				
...	350,000,000	...	(197,568,197)	152,431,803		Total—Crédit 5	...	152,431,803	...	...
...	205,000,000	...	...	205,000,000	10	Projets de création d'emplois				
...	...	...	(205,000,000)	(205,000,000)		Virements aux autres ministères				
...	205,000,000	...	(205,000,000)	...		Total—Crédit 10	...	...	...	...
...	**555,000,000**	**...**	**(402,568,197)**	**152,431,803**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**152,431,803**	**...**	**...**
						Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
...	259,229,000	...	...	259,229,000	15	Assurances de la Fonction publique	224,309,793	34,919,207	...	218,367,094
...	310,000	...	24,418	334,418	(S)	Pensions de la Fonction publique	334,418	...	...	371,754
...	...	...	8,116,063	8,116,063	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	8,116,063	...	...	(11,877,409)
...	**259,539,000**	**...**	**8,140,481**	**267,679,481**		**Total du programme—Budgétaire**	**232,760,274**	**34,919,207**	**...**	**206,861,439**
						Programme d'affectations temporaires				
...	346,000	...	...	346,000	20	Dépenses du programme				
...	...	...	131,000	131,000		Virement du CT, crédit 5[1]				

...	346,000	...	131,000	477,000		Total—Crédit 20	476,494	506	...	834,159
...	403,000	...	44,000	447,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	447,000	...	...	429,000
...	**749,000**	**...**	**175,000**	**924,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**923,494**	**506**	**...**	**1,263,159**
...	**877,858,000**	**...**	**(395,977,613)**	**481,880,387**		**Total du Secrétariat—Budgétaire**	**293,561,614**	**188,318,773**	**...**	**267,524,306**
						Contrôleur général				
...	11,881,000	...	...	11,881,000	25	Dépenses du programme	11,651,893	229,107	...	10,384,532
...	1,144,000	...	124,000	1,268,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,268,000	...	...	1,214,000
...	**13,025,000**	**...**	**124,000**	**13,149,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**12,919,893**	**229,107**	**...**	**11,598,532**
						Privatisation et affaires réglementaires[2]				
...	...	7,639,000	...	7,639,000	21a	Dépenses du programme—Virement de $2,259,000 du crédit 1 (Conseil du Trésor)				
...	...	...	2,259,000	2,259,000		Virement du crédit 1				
...	...	7,639,000	2,259,000	9,898,000		Total—Crédit 21a	4,789,964	5,108,036	...	...
...	...	7,639,000	2,259,000	9,898,000		Total budgétaire	4,789,964	5,108,036	...	...
...	...	...	16,100,000[3]	16,100,000	L30	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique conformément à la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. (Brut)	15,240,000	860,000	...	93,595,000
					L107e	Total des emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée. Loi n° 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. Autorisation de prendre fin le 31 décembre 1988. Limite $600,000,000. (Net)				
...	...	...	25,908,963	25,908,963						
...	...	...	947,519	947,519		Transfert d'Expansion industrielle régionale				
...	...	...	26,856,482	26,856,482		Total—Crédit L107e	...	...	26,856,482	...
...	...	...	4,500,000[4]	4,500,000	(S)	(L) Paiements à Téléglobe Canada en vertu de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, article 12. Limite $4,500,000. (Brut)	...	...	4,500,000	...
...	...	...	250,000,000[4]	250,000,000	(S)	(L) Avances pour l'acquisition d'actions de la Corporation de développement du Canada en vertu de la Loi sur la Corporation de développement du Canada, articles 36(1) et 42(1). Limite $250,000,000 *plus* acquisitions en vertu de l'article 39. (Net)				

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annuiées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	100,000,000[4]	100,000,000	Prêts à la Corporation en vertu de l'article 37. Limite $100,000,000. (Net)				
...	...	...	350,000,000[4]	350,000,000	Total	...	...	350,000,000	...
...	...	...	397,456,482	397,456,482	Total non budgétaire	15,240,000	860,000	381,356,482	93,595,000
...	...	7,639,000	2,259,000	9,898,000	**Total du programme—Budgétaire**	4,789,964	5,108,036	...	...
...	...	...	397,456,482	397,456,482	**Non budgétaire**	15,240,000	860,000	381,356,482	93,595,000[3]
...	890,883,000	7,639,000	(393,594,613)	504,927,387	**Total du ministère—Budgétaire**	311,271,471	193,655,916	...	279,122,838
...	...	...	397,456,482	397,456,482	**Non budgétaire**	15,240,000	860,000	381,356,482	93,595,000[3]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

(2) Le programme de privatisation et de réglementation apparaissait au Budget des dépenses supplémentaires (A) comme un programme sous le Secrétariat du Conseil du Trésor. Il apparaît maintenant comme organisme (CP 1986-2788, daté le 11 décembre 1986).

(3) Les paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique ont été transférés de l'Expansion industrielle régionale. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de $93,595,000.

(4) Ces autorisations ont été transférées d'Expansion industrielle régionale.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses (Indiquées dans)	Budgets des dépenses supplémentaires (Indiquées dans)	Virements entre ministères (Redressements et virements)	Virements à l'intérieur du ministère (Redressements et virements)	Redressements statutaires (Redressements et virements)	Montants portés au crédit (Redressements et virements)	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Secrétariat				
								Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	12,015,000	...	...	(418,097)	131,168	...	11,728,071	Gestion des dépenses	10,879,559	848,512	...	10,452,515
...	15,061,000	...	...	(67,630)	141,000	...	15,134,370	Gestion du personnel	16,016,970	(882,600)	...	15,990,966
...	6,340,000	...	...	(219,230)	61,139	...	6,181,909	Relations de travail	6,193,089	(11,180)	...	5,770,660
...	7,229,000	...	...	(580,468)	54,235	...	6,702,767	Politique administrative	5,156,021	1,546,746	...	7,214,401
...	5,126,000	...	...	(62,202)	44,612	...	5,108,410	Langues officielles	4,678,736	429,674	...	4,843,746
...	2,354,000	...	...	(2,259,000)	10,000	...	105,000	Secrétariat de la privatisation	105,000	...	...	836,388
...	14,287,000	...	...	(22,244)	77,043	...	14,341,799	Administration centrale	14,612,704	(270,905)	...	13,439,974
...	...	...	...	740,881	14,906	...	755,787	Bureau de gestion des biens immobiliers	1,453,777	(697,990)	...	359,243
...	62,412,000	...	...	(2,887,990)	534,103	...	60,058,113	Total – Fonctionnement	59,095,856	962,257	...	58,907,893
								Capital				
...	...	...	...	234,097	...	...	234,097	Gestion des dépenses	234,097	...	...	107,234
...	...	...	...	67,630	...	...	67,630	Gestion du personnel	67,630	...	...	99,975
...	...	...	...	219,230	...	...	219,230	Relations de travail	219,230	...	...	19,057
...	...	...	...	9,468	...	...	9,468	Politique administrative	9,468	...	...	24,215
...	...	...	...	62,202	...	...	62,202	Langues officielles	62,202	...	...	49,335
...	...	...	...	22,244	...	...	22,244	Administration centrale	22,244	...	...	38,999
...	...	...	...	14,119	...	...	14,119	Bureau de gestion des biens immobiliers	14,119	...	...	...
...	...	...	...	628,990	...	...	628,990	Total – Capital	628,990	...	...	338,815
								Paiements de transfert				
...	158,000	...	...	...	...	...	158,000	Administration centrale	153,000	5,000	...	153,000
								Sommaire du programme				
...	**12,015,000**	...	...	**(184,000)**	**131,168**	...	11,962,168	**Gestion des dépenses**	11,113,656	**848,512**	...	**10,559,749**
...	**15,061,000**	...	...	...	**141,000**	...	15,202,000	**Gestion du personnel**	16,084,600	**(882,600)**	...	**16,090,941**
...	**6,340,000**	...	...	...	**61,139**	...	6,401,139	**Relations de travail**	6,412,319	**(11,180)**	...	**5,789,717**
...	**7,229,000**	...	...	**(571,000)**	**54,235**	...	6,712,235	**Politique administrative**	5,165,489	**1,546,746**	...	**7,238,616**
...	**5,126,000**	...	...	...	**44,612**	...	5,170,612	**Langues officielles**	4,740,938	**429,674**	...	**4,893,081**
...	**2,354,000**	...	...	**(2,259,000)**	**10,000**	...	105,000	**Secrétariat de la privatisation**	105,000	...	...	**836,388**
...	**14,445,000**	...	...	...	**77,043**	...	14,522,043	**Administration centrale**	14,787,948	**(265,905)**	...	**13,631,973**
...	...	...	...	**755,000**	**14,906**	...	769,906	**Bureau de gestion des biens immobiliers**	1,467,896	**(697,990)**	...	**359,243**
—	**62,570,000**	—	—	**(2,259,000)**	**534,103**	—	60,845,103	**Total du programme—Budgétaire**	59,877,846	**967,257**	—	**59,399,708**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	350,000,000	...	(197,437,197)	(131,000)	...	...	152,431,803	Éventualités du gouvernement	...	152,431,803	...	...
...	205,000,000	...	(205,000,000)	...	...	...		Projets de création d'emplois	...	...	...	...
...	**555,000,000**	**...**	**(402,437,197)**	**(131,000)**	**...**	**...**	**152,431,803**	**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**152,431,803**	**...**	**...**
								Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
								Fonctionnement				
...	279,208,000	...	...	...	...	(31,408,000)	247,800,000	Assurances de la Fonction publique	212,762,895	35,037,105	...	208,639,381
...	11,429,000	...	...	...	...	...	11,429,000	Pensions de la Fonction publique	11,546,898	(117,898)	...	9,727,713
...	...	...	...	...	8,116,063	...	8,116,063	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage	8,116,063	...	...	(11,877,409)
...	(31,408,000)	...	...	...	...	31,408,000		Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
...	259,229,000	...	...	...	8,116,063	...	267,345,063	Total—Fonctionnement	232,425,856	34,919,207	...	206,489,685
								Paiements de transfert				
...	310,000	...	...	...	24,418	...	334,418	Pensions de la Fonction publique	334,418	...	...	371,754
								Sommaire du programme				
...	247,800,000	...	...	...	...	...	247,800,000	**Assurances de la Fonction publique**	212,762,895	**35,037,105**	**...**	**208,639,381**
...	11,739,000	...	...	...	24,418	...	11,763,418	**Pensions de la Fonction publique**	11,881,316	**(117,898)**	**...**	**10,099,467**
...	...	...	...	...	8,116,063	...	8,116,063	**Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-chômage**	8,116,063	...	...	**(11,877,409)**
...	**259,539,000**	**...**	**...**	**...**	**8,140,481**	**...**	**267,679,481**	**Total du programme—Budgétaire**	**232,760,274**	**34,919,207**	**...**	**206,861,439**

								Programme d'affectations temporaires				
								Fonctionnement				
...	3,338,000	...	...	131,000	44,000	(2,589,000)	924,000	Affectations spéciales	923,494	506	...	1,263,159
...	(2,589,000)	...	...	...	...	2,589,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	**749,000**	...	...	**131,000**	**44,000**	...	924,000	**Total du programme—Budgétaire**	923,494	**506**	...	**1,263,159**
...	**877,858,000**	...	**(402,437,197)**	**(2,259,000)**	**8,718,584**	...	481,880,387	**Total du Secrétariat—Budgétaire**	293,561,614	**188,318,773**	...	**267,524,306**
								Contrôleur général				
								Fonctionnement				
...	5,595,000	...	...	...	50,000	...	5,645,000	Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	4,985,758	659,242	...	4,204,424
...	4,859,000	...	...	...	64,000	...	4,923,000	Pratiques et processus de gestion	5,252,739	(329,739)	...	4,900,881
...	2,571,000	...	...	...	10,000	...	2,581,000	Administration	2,533,565	47,435	...	2,394,974
...	13,025,000	...	...	...	124,000	...	13,149,000	Total—Fonctionnement	12,772,062	376,938	...	11,500,279
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...		Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion	98,907	(98,907)	...	37,854
...	...	...	...	...	...	...		Pratiques et processus de gestion	48,924	(48,924)	...	52,689
...	...	...	...	...	...	...		Administration		...	...	7,710
...	...	...	...	...	...	...		Total—Capital	147,831	(147,831)	...	98,253
								Sommaire du programme				
...	**5,595,000**	...	...	...	50,000	...	5,645,000	**Comptabilité et établissement de rapports en matière de finances et de gestion**	5,084,665	**560,335**	...	**4,242,278**
...	**4,859,000**	...	...	...	64,000	...	4,923,000	**Pratiques et processus de gestion**	5,301,663	**(378,663)**	...	**4,953,570**
...	**2,571,000**	...	...	...	10,000	...	2,581,000	**Administration**	2,533,565	**47,435**	...	**2,402,684**
...	**13,025,000**	...	...	...	**124,000**	...	13,149,000	**Total du programme—Budgétaire**	**12,919,893**	**229,107**	...	**11,598,532**
								Privatisation et affaires reglementaires				
								Fonctionnement				
...	...	7,639,000	...	1,850,281	...	...	9,489,281	Privatisation et affaires réglementaires	4,381,245	5,108,036	...	...
								Capital				
...	...	...	...	408,719	...	...	408,719	Privatisation et affaires réglementaires	408,719	...	...	...
								Non budgétaire				
...	...	...	371,547,519[1]	...	25,908,963	...	397,456,482	Privatisation et affaires réglementaires	15,240,000	860,000	381,356,482	93,595,000
								Total du programme—				
...	...	**7,639,000**	...	**2,259,000**	...	...	9,898,000	**Budgétaire**	**4,789,964**	**5,108,036**	...	...
...	...	...	**371,547,519**	...	**25,908,963**	...	397,456,482	**Non budgétaire**	**15,240,000**	**860,000**	**381,356,482**	**93,595,000**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Total du ministère—				
...	**890,883,000**	**7,639,000**	**(402,437,197)**	...	**8,842,584**	...	504,927,387	**Budgétaire**	311,271,471	**193,655,916**	...	**279,122,838**
...	...	...	**371,547,519**	...	**25,908,963**	...	397,456,482	**Non budgétaire**	15,240,000	**860,000**	**381,356,482**	**93,595,000**

[1] Ce montant a été transféré d'Expansion industrielle régionale.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Secrétariat				
							Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique				
							Subventions				
							Administration centrale				
...	155,000	...	...	...	...	155,000	Institut de l'administration publique du Canada	150,000	5,000	...	150,000
...	3,000	...	...	...	...	3,000	Institut fédéral de la gestion	3,000	...	...	3,000
...	**158,000**	...	...	...	...	158,000	**Total du programme**	**153,000**	**5,000**	...	**153,000**
							Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
							Subventions				
							Pensions de la Fonction publique				
...	10,000	...	...	...	(2,545)	7,455	(S) Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite	7,455	...	...	8,135
...	300,000	...	...	...	26,963	326,963	(S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	326,963	...	...	363,619
...	**310,000**	...	...	...	**24,418**	334,418	**Total du programme**	**334,418**	...	...	**371,754**
...	**468,000**	...	...	...	**24,418**	492,418	**Total du ministère**	**487,418**	**5,000**	...	**524,754**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Secrétariat			
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Assurances de la Fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	31,408,000	31,481,093	25,023,667
Total du programme—Budgétaire	**31,408,000**	**31,481,093**	**25,023,667**
Programme d'affectations temporaires			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Affectations spéciales			
Traitements des employés prêtés à d'autres départements et organismes	2,589,000	2,099,728	2,100,626
Total du programme—Budgétaire	**2,589,000**	**2,099,728**	**2,100,626**
Total du ministère—Budgétaire	**33,997,000**	**33,580,821**	**27,124,293**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secrétariat		
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	5,282	10,982
Voyage	...	902
Autres biens et services	1,053	10,102
Dépenses en capital	4,770	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	85,305	47,055
	96,410	69,041
Rémunérations de services—		
Demandes—Accès à l'information	261	472
Produits des ventes—		
Vente de publications	3,138	9,579
Autres recettes non fiscales—		
Frais de stationnement	3,510,141	2,373,129
Recouvrement de prestations des employés	18,382	23,431
Amendes disciplinaires	36,553	22,192
Recouvrement de dépense d'exercice précédent—Autres ministères et agences	29,054	...
Divers	3,082	11,207
	3,597,212	2,429,959
Total du programme	**3,697,021**	**2,509,051**
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	50,495	610
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement de prestations des employés	2,828	3,597
Total du programme	**53,323**	**4,207**
Programme d'affectations temporaires		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitements et bénéfices	...	5,325
Total du programme	...	**5,325**
Total du Secrétariat	**3,750,344**	**2,518,583**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Contrôleur général		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	111	579
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	35,953	25,078
	36,064	25,657
Rémunérations de services	20	5
Produits des ventes—		
Publications	..	80
Autres recettes non fiscales	62,019	14,472
Total du programme	98,103	40,214
Privatisation et affaires réglementaires		
Recettes non fiscales—		
Produits des ventes—		
Ventes des sociétés de la Couronne	128,356,379	...
Total du programme	128,356,379	...
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	182,969	100,633
Rémunérations de services	281	477
Produits des ventes	128,359,517	9,659
Autres recettes non fiscales	3,662,059	2,448,028
Total du ministère	132,204,826	2,558,797

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1986-87

Consommation et Corporations

Département
Société canadienne des postes
Tribunal de la concurrence
Commission sur les pratiques restrictives du commerce
Conseil canadien des normes

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	10.2
Sommaire du ministère	10.4
Programmes par activité	10.6
Paiements de transfert	10.8
Recettes	10.9

Département

Objectif

Promouvoir l'équité, l'efficience, la transparence et la concurrence au sein du marché canadien, promouvoir et protéger les intérêts du consommateur, et remplir les fonctions de Registraire général du Canada.

Description des activités

Consommation
Administrer des lois, des règlements et des politiques conçus pour assurer l'exactitude de la mesure et l'équité des transactions du marché fondées sur des mesures; assurer la qualité et les normes de composition pour un large éventail de produits de consommation; s'assurer d'une publicité, d'un étiquetage et d'un emballage appropriés des produits; protéger le consommateur des produits dangereux; diffuser l'information aux entreprises commerciales au sujet des lois, des règlements, et des politiques appliqués par le ministère; et promouvoir l'efficacité du consommateur sur le marché et la protection de ses intérêts.

Corporations
Administrer des lois, des règlements et des politiques dans les domaines des sociétés, des faillites et de l'insolvabilité et, enfin, de la propriété industrielle et intellectuelle. Permettre aux particuliers et aux sociétés insolvables d'avoir recours aux procédures de faillite, évaluer les activités des syndics de faillite privés, déceler les infractions et les abus dans les affaires de faillite et, enfin, enregistrer et publier des données sur les faillites. Réglementer la constitution en société, la continuation, la fusion et la dissolution de sociétés, enregistrer et réglementer l'utilisation des noms des sociétés, évaluer l'information sur les sociétés fournie conformément aux exigences législatives et la diffuser au grand public, faire enquête sur toute prétendue infraction à la loi par les sociétés, ouvrir des enquêtes sur toute transaction de valeurs inhabituelle et, enfin, intenter des poursuites dans les cas jugés appropriés. Examiner les demandes de brevets, de licences obligatoires et d'indemnisations pour l'utilisation de brevets par le gouvernement et les accepter ou les rejeter; enregistrer ou rejeter des marques de commerce, des droits d'auteur et des dessins industriels; classer, tenir et diffuser au grand public de l'information sur la propriété intellectuelle.

Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions
Appliquer la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, défendre la politique de concurrence dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques économiques, promouvoir la compréhension publique à l'égard de la loi ainsi que l'importance sociale et économique d'une politique de concurrence efficace, et représenter les intérêts du Canada dans les questions de politiques concurrentielles à l'échelle internationale.

Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde
Coordonner toutes les activités du gouvernement fédéral liées aux problèmes soulevés par la MIUF; administrer un programme d'aide financière et technique.

Administration
Assurer la direction de la gestion du ministère, la coordination des politiques et de la planification, ainsi que des services de soutien centraux à d'autres secteurs d'activités du ministère en effectuant des recherches, des analyses, des évaluations et des vérifications, élaborer des projets de loi et de politique, communiquer avec d'autres organismes du gouvernement et du secteur privé; fournir d'autres services tels que finances, administration, personnel, communications, secrétariat ministériel et coordination de la planification et contrôle; appliquer la politique du gouvernement régissant les conflits d'intérêts et enregistrer des documents officiels pour le compte du gouvernement du Canada.

Société canadienne des postes

Objectif

Les objectifs de la Société sont les suivants:

a) mettre sur pied et exploiter un service postal pour la levée, la transmission et la distribution des messages, de l'information, des fonds et des marchandises à l'intérieur du Canada et entre le Canada et l'étranger;
b) fabriquer et fournir des produits, et dispenser des services qui sont, de l'avis de la Société, nécessaires ou accessoires au service postal fourni par la Société; et

c) fournir aux ministères et organismes ou en leur nom, et aux sociétés appartenant au gouvernement du Canada ou contrôlées ou exploitées par lui, ou aux administrations provinciales, régionales ou municipales du Canada ou à toute autre personne les services qui, selon la Société, peuvent être fournis sans difficulté tout en remplissant les objectifs de la Société.

Tribunal de la concurrence

Objectif

Faire fonction de cour d'archives chargée d'entendre les demandes qui lui sont présentées au sujet de toutes questions se rattachant à la Partie VII de la Loi sur la concurrence.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence
Cette activité comprend l'administration du Tribunal de la concurrence.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce

Objectif

Favoriser le maintien de la libre concurrence dans l'économie de marchés du Canada et éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce.

Description de l'activité

Commission sur les pratiques restrictives du commerce
En tant qu'organisme quasi judiciaire, s'occuper en tant que Cour d'archives de statuts en action civile sur certaines infractions en vertu de la partie IV.1 de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, telle que modifiée le 1er janvier 1976, relativement à des pratiques particulières devant être examinées à la demande du directeur des enquêtes et des recherches. Exiger des dénonciations écrites, convoquer les témoins à un interrogatoire et présider aux auditions afin de recueillir les témoignages au cours des enquêtes dirigées par le directeur des enquêtes et des recherches. Agir comme tribunal impartial dans une enquête quant aux allégations du directeur des enquêtes et des recherches contenues dans un exposé de la preuve. Évaluer les exposés de la preuve produits dans le cadre d'enquêtes menées en vertu de l'article 47 de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et transmis à la Commission par le directeur des enquêtes et des recherches ou par le Ministre, et faire rapport de leur évaluation.

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	114,744,000	...	...	114,744,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3,603,000	3,603,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	38,900	38,900		CT, crédit 10[1]				
...	114,744,000	...	3,641,900	118,385,900		Total—Crédit 1	116,491,439	1,894,461	...	107,272,527
...	39,316,000	...	...	39,316,000	5	Subventions et contributions	30,034,891	9,281,109	...	29,594,534
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre de la Consommation et des Corporations—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	11,640,470	...	1,263,000	12,903,470	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,903,470	...	...	12,876,000
...	...	...	338,216	338,216	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	338,216	...	...	50,849
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,104,774
...	**165,740,000**	...	**5,244,684**	**170,984,684**		**Total du département—Budgétaire**	**159,809,114**	**11,175,570**	...	**154,938,214**
						Société canadienne des postes				
...	100,000,000	...	...	100,000,000	10	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spécicles				
...	...	99,000,000	...	99,000,000	10c	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales				
...	100,000,000	99,000,000	...	199,000,000		Total—Crédit 10	199,000,000	...	...	170,730,000
...	...	103,000,000	...	103,000,000	11c	Paiement à la Société canadienne des postes concernant les dépenses en capital et les frais reportés	103,000,000	...	...	...
...	...	1	...	1	12c	Rendre compte de la partie des frais de fonctionnement et des frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes de la Société canadienne des postes et dont le montant s'élève à $184,284,000 pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1986 conformément au paragraphe 29(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes	...	1	...	...
...	21,000,000	111,000,000	(3,019,150)	128,980,850	(S)	Frais de fonctionnement et frais imputables sur le revenu qui dépasse les recettes conformément aux paragraphes 29(1) et (2) de la Loi sur la Société canadienne des postes	128,980,850	...	...	184,284,000
...	121,000,000	313,000,001	(3,019,150)	430,980,851		Total budgétaire	430,980,850	1	...	355,014,000

500,000,000	...	...	...	500,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, article 28. Limite $500,000,000. (Net)	...		500,000,000	...
...	**121,000,000**	**313,000,001**	**(3,019,150)**	**430,980,851**		**Total du programme—Budgétaire**	**430,980,850**	**1**	...	**355,014,000**
500,000,000	...	...	...	**500,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...
						Tribunal de la concurrence				
...	...	1,400,000	...	1,400,000	14c	Dépenses du programme	992,820	407,180	...	...
...	...	**1,400,000**	...	**1,400,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**992,820**	**407,180**	...	...
						Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
...	1,022,000	...	...	1,022,000	15	Dépenses du programme				
...	...	115,000	...	115,000	15c	Dépenses du programme				
...	...	...	178,000	178,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	1,022,000	115,000	178,000	1,315,000		Total—Crédit 15	1,238,718	76,282	...	1,291,000
...	111,000	...	12,000	123,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	123,000	...	...	129,000
...	**1,133,000**	**115,000**	**190,000**	**1,438,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,361,718**	**76,282**	...	**1,420,000**
						Conseil canadien des normes				
...	6,935,000	...	...	6,935,000	20	Paiements au Conseil canadien des normes	6,935,000	...	...	5,424,000
...	**6,935,000**	...	...	**6,935,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,935,000**	...	...	**5,424,000**
...	**294,808,000**	**314,515,001**	**2,415,534**	**611,738,535**		**Total du ministère—Budgétaire**	**600,079,502**	**11,659,033**	...	**516,796,214**
500,000,000	...	...	...	**500,000,000**		**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	48,017,000	...	1,026,810	(167,855)	484,363	...	49,360,318	Consommation	49,155,729	204,589	...	46,379,441
...	27,002,000	...	1,305,290	259,720	695,428	...	29,262,438	Corporations	28,713,143	549,295	...	26,345,867
...	15,670,000	...	...	343,396	77,155	...	16,090,551	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	15,624,015	466,536	...	15,044,803
...	5,215,000	...	250,000	(937,326)	52,009	...	4,579,683	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	4,504,220	75,463	...	5,671,184
...	25,546,000	...	1,059,800	321,255	293,829	...	27,220,884	Administration	26,529,357	691,527	...	26,797,611
...	121,450,000	...	3,641,900	(180,810)	1,602,784	...	126,513,874	Total—Fonctionnement	124,526,464	1,987,410	...	120,238,906
								Capital				
...	4,531,000	...	...	(359,640)	...	...	4,171,360	Consommation	4,053,616	117,744	...	4,434,505
...	142,000	...	...	226,610	...	...	368,610	Corporations	529,685	(161,075)	...	118,206
...	60,000	...	...	42,000	...	...	102,000	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	96,574	5,426	...	82,305
...	...	...	...	...	...	...	...	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	...	...	...	4,669
...	241,000	...	...	271,840	...	...	512,840	Administration	567,884	(55,044)	...	465,089
...	4,974,000	...	...	180,810	...	...	5,154,810	Total—Capital	5,247,759	(92,949)	...	5,104,774
								Paiements de transfert				
...	1,816,000	...	...	...	...	...	1,816,000	Consommation	1,723,912	92,088	...	1,610,480
...	37,500,000	...	...	...	...	...	37,500,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	28,310,979	9,189,021	...	27,984,054
...	39,316,000	...	...	...	...	...	39,316,000	Total—Paiements de transfert	30,034,891	9,281,109	...	29,594,534

								Sommaire du département				
...	54,364,000	...	1,026,810	(527,495)	484,363	...	55,347,678	Consommation	54,933,257	414,421	...	52,424,426
...	27,144,000	...	1,305,290	486,330	695,428	...	29,631,048	Corporations	29,242,828	388,220	...	26,464,073
...	15,730,000	...	...	385,396	77,155	...	16,192,551	Politique de concurrence et enquêtes sur les coalitions	15,720,589	471,962	...	15,127,108
...	42,715,000	...	250,000	(937,326)	52,009	...	42,079,683	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	32,815,199	9,264,484	...	33,659,907
...	25,787,000	...	1,059,800	593,095	293,829	...	27,733,724	Administration	27,097,241	636,483	...	27,262,700
...	**165,740,000**	...	**3,641,900**	...	**1,602,784**	...	**170,984,684**	**Total du département—Budgétaire**	**159,809,114**	**11,175,570**	...	**154,938,214**
								Société canadienne des postes				
								Fonctionnement				
...	121,000,000	210,000,001	...	...	(3,019,150)	...	327,980,851	Société canadienne des postes	327,980,850	1	...	355,014,000
								Capital				
...	...	103,000,000	...	...	...	...	103,000,000	Société canadienne des postes	103,000,000	...	...	...
								Non budgétaire				
500,000,000	...	...	...	...	...	...	500,000,000	Société canadienne des postes		...	500,000,000	...
								Total du programme—				
...	**121,000,000**	**313,000,001**	...	...	**(3,019,150)**	...	**430,980,851**	**Budgétaire**	**430,980,850**	**1**	...	**355,014,000**
500,000,000	...	...	...	...	...	...	**500,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...
								Tribunal de la concurrence				
								Fonctionnement				
...	...	815,000	...	...	...	...	815,000	Tribunal de la concurrence	438,559	376,441		...
								Capital				
...	...	585,000	...	...	...	...	585,000	Tribunal de la concurrence	554,261	30,739	...	...
...	...	**1,400,000**	...	...	...	...	**1,400,000** [6]	**Total du programme—Budgétaire**	**992,820**	**407,180**	...	...
								Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
								Fonctionnement				
...	1,131,000	115,000	178,000	...	12,000	...	1,436,000	Commission sur les pratiques restrictives du commerce	1,361,718	74,282	...	1,420,000
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Commission sur les pratiques restrictives du commerce		2,000	...	...
...	**1,133,000**	**115,000**	**178,000**	...	**12,000**	...	**1,438,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**1,361,718**	**76,282**	...	**1,420,000**
								Conseil canadien des normes				
								Fonctionnement				
...	6,935,000	...	...	...	...	...	6,935,000	Conseil canadien des normes	6,935,000	...	...	5,424,000
...	**6,935,000**	...	...	...	...	...	**6,935,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,935,000**	...	...	**5,424,000**
								Total du ministère—				
...	**294,808,000**	**314,515,001**	**3,819,900**	...	**(1,404,366)**	...	**611,738,535**	**Budgétaire**	**600,079,502**	**11,659,033**	...	**516,796,214**
500,000,000	...	...	...	...	...	...	**500,000,000**	**Non budgétaire**	...	...	**500,000,000**	...

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Consommation				
...	**600,000**	...	...	...	...	600,000	Subventions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	541,160	**58,840**	...	**556,534**
							Contributions				
							Consommation				
...	1,216,000	...	...	...	...	1,216,000	Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1,182,752	33,248	...	1,053,946
							Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde				
...	37,500,000	...	...	...	...	37,500,000	Contributions aux propriétaires pour couvrir les coûts admissibles en relation avec les mesures correctives prescrites par le gouvernement	28,310,979	9,189,021	...	27,984,054
...	**38,716,000**	...	...	...	...	38,716,000	Total—Contributions	29,493,731	**9,222,269**	...	**29,038,000**
							Sommaire du département par activité				
...	**1,816,000**	...	...	...	...	1,816,000	Consommation	1,723,912	**92,088**	...	**1,610,480**
...	**37,500,000**	...	...	...	...	37,500,000	Programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde	28,310,979	**9,189,021**	...	**27,984,054**
...	**39,316,000**	...	...	...	...	39,316,000	**Total du département**	30,034,891	**9,281,109**	...	**29,594,534**
...	**39,316,000**	...	...	...	...	39,316,000	Total du ministère	30,034,891	**9,281,109**	...	**29,594,534**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	168,439	46,140
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	205,484	324,447
	373,923	370,587
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement des étiquettes des produits textiles	151,350	98,484
Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et poids et mesures	80,510	92,266
Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	3,307,792	3,090,005
Droits d'inspection des poids et des mesures	1,396,914	1,133,432
Opérations du bureau des brevets	22,894,453	18,579,998
Opérations du bureau des marques de commerce	11,715,435	9,152,124
Opérations du bureau des droits d'auteur	331,103	365,994
Opérations du bureau des dessins industriels	569,546	439,260
Opérations du bureau des sociétés	11,875,445	10,371,712
Faillites: licences de syndics	214,438	209,150
Saisies en vertu de la Loi sur la faillite	4,551,296	3,207,633
Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	1,566,742	459,818
Lois sur les amendes, l'électricité et gaz, et les poids et mesures	33,941	26,511
Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	21,692	22,722
Amendes, Loi sur les produits dangereux	6,110	8,946
Amendes, Loi sur les droits d'auteur	26,595	34,197
Amendes, Loi sur les sociétés commerciales canadiennes	3,896	4,868
Amendes, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions	1,131,502	936,930
Divers	1,292	26,558
	59,880,052	48,260,608
Rémunérations de services—		
Divers	687	719
Autres recettes non fiscales—		
Recettes provenant du Conseil canadien des normes	199,000	900,000
Pertes et bénéfices de change	25,705	26,177
Copies conformes	13,836	12,599
Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	5,369	3,561
Programme d'aide aux propriétaires concernant la mousse isolante urée-formaldéhyde	6,442	43,239
Divers	2,922	6,450
	253,274	992,026
Total du département	**60,507,936**	**49,623,940**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	2,400	...
Total du programme	2,400	—
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	376,323	370,587
Privilèges, licences et permis	59,880,052	48,260,608
Rémunérations de services	687	719
Autres recettes non fiscales	253,274	992,026
Total du ministère	60,510,336	49,623,940

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1986-87

Défense nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	11.2
Sommaire du ministère	11.4
Programmes par activité	11.6
Paiements de transfert	11.8
Détail des montants portés au crédit	11.10
Recettes	11.11

Département

Programme des services de défense

Objectif

Assurer la sécurité du Canada et contribuer au maintien de la paix dans le monde.

Description des activités

Forces maritimes
Cet élément englobe la création et le maintien de forces maritimes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour défendre, en collaboration avec les États-Unis et les forces de l'OTAN, les voies d'accès maritimes de l'Amérique du Nord et les zones maritimes vitales pour l'OTAN; remplir, en collaboration avec les forces des États-Unis, des missions de surveillance pour détecter, dépister et identifier les forces sous-marines stratégiques menaçant l'Amérique du Nord. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: protéger le territoire, les droits et intérêts canadiens contre toute menace d'attaque maritime; aider d'autres ministères et organismes gouvernementaux à faire respecter les lois et règlements canadiens dans les zones maritimes qui ressortissent au Canada; fournir un appui maritime dans le cadre d'accords internationaux pour empêcher ou prévenir des conflits hors du territoire de l'OTAN; contribuer au développement du pays.

Forces terrestres au Canada
Cet élément englobe la création et le maintien de forces terrestres, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour remplir de façon simultanée, la double mission de défendre, en collaboration avec les forces des États-Unis, l'Amérique du Nord contre toute menace militaire hostile et de détacher, en cas d'urgence, des forces terrestres supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: affermir la stabilité internationale en participant à des activités de maintien de la paix, en collaboration avec d'autres membres de la *collectivité internationale*; aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité du territoire canadien; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre; contribuer au développement du pays.

Forces aériennes au Canada
Cet élément englobe la création et le maintien de forces aériennes, régulières et de réserve, polyvalentes conçues essentiellement pour exécuter, de façon simultanée, la double mission de défendre l'Amérique du Nord, en collaboration avec les forces des États-Unis, contre toute menace aérospatiale et de détacher, en cas d'urgence, des forces aériennes polyvalentes supplémentaires pour la défense de l'Europe, dans le cadre des engagements envers l'OTAN. Cela comporte également la prestation d'un service de transport aérien pour appuyer les engagements militaires, au Canada et à l'étranger, des forces tactiques d'hélicoptères pour appuyer les besoins des forces terrestres au Canada, des forces aériennes *maritimes*, pour appuyer les forces maritimes du Canada et des forces de recherche et sauvetage. Les troupes levées à ces fins possèdent les capacités inhérentes indispensables pour remplir les autres missions qui leur sont confiées, plus exactement: aider les autorités civiles à assurer la surveillance, à conserver le contrôle et à veiller à la sécurité de l'espace aérien du Canada, aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre et contribuer au développement du pays.

Forces canadiennes en Europe
Cet élément englobe la création et le maintien de forces militaires en Europe afin d'empêcher ou de prévenir toute attaque armée contre le territoire européen de l'OTAN. Cela inclut la triple mission d'assurer la présence de forces terrestres et aériennes et de veiller au commandement et à l'appui national de toutes les forces canadiennes qui, en cas d'urgence, serviraient en Europe.

Services de communication
Cet élément englobe la création et le maintien de forces ayant pour mission de s'occuper de l'information sous la forme de services de communications stratégiques, à l'appui des missions des forces canadiennes et du gouvernement d'urgence. De plus, il fournit des services de recherche en communications et de radiogoniométrie à haute fréquence.

Soutien du personnel
Cet élément englobe la prestation des services requis pour le perfectionnement du personnel (recrutement, formation individuelle, instruction) et la gestion du personnel (administration, affectation professionnelle, appui spirituel, moral) ainsi que la prestation des services médicaux et dentaires, suivant les besoins, des membres militaires et civils du ministère.

Appui matériel
Cet élément englobe la prestation de services d'approvisionnement, de transport, de génie et d'entretien de l'équipement, de gestion des biens immobiliers et de recherche et de développement.

Direction des politiques et services de gestion
Cet élément englobe la formulation d'objectifs de défense et d'options en matière de politique, ainsi que les recommandations appropriées, et la mise au point d'énoncés clairs de politique de défense approuvés par le gouvernement, pour l'instauration de directives générales en vue de la planification relative au développement au ministère, et à la gestion du Programme des services de défense. D'importance égale est le rôle du commandement et du contrôle au sein duquel s'effectuent les préparatifs détaillés, sur le plan des opérations, du matériel, du personnel et des finances, en vue de périodes de crise ou de guerre. Ce rôle englobe également l'exercice du commandement et du contrôle à l'égard des opérations quotidiennes des forces canadiennes dont les responsables sont le chef de l'état-major de la Défense ou les commandants subalternes délégués. En ce qui concerne les services de gestion de caractère plus général, cet élément englobe la mise au point et la direction générale des systèmes d'information de gestion, la consultation, la vérification, l'évaluation, les services financiers et de comptabilité au sein du ministère conformément aux exigences des lois et règlements en vigueur.

Programme de construction de défense (1951) Limitée

Objectif

Aider le ministère de la Défense nationale dans le domaine de la construction et de l'entretien des propriétés.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services de défense				
...	6,430,586,940	...	...	6,430,586,940	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	13,100,000	13,100,000		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(117,899,999)	(117,899,999)		Virement au: crédit 5				
...	...	...	(5,000,000)	(5,000,000)		crédit 10				
...	6,430,586,940	...	(109,799,999)	6,320,786,941		Total—Crédit 1	6,285,943,237	34,843,704	...	5,929,143,670
...	2,584,088,000	...	...	2,584,088,000	5	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	5a	Virement de $117,899,999 du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	...	117,899,999	117,899,999		Virement du crédit 1				
...	...	...	(39,801,189)	(39,801,189)		Virement au crédit 10				
...	2,584,088,000	1	78,098,810	2,662,186,811		Total—Crédit 5	2,598,822,132	63,364,679	...	2,332,524,463
...	136,852,652	...	...	136,852,652	10	Subventions et contributions				
...	...	1,161,031	...	1,161,031	10a	Virement de $5,000,000 du crédit 1 (Défense nationale)				
...	...	1	...	1	10c	Virement de $39,801,189 du crédit 5 (Défense nationale)				
...	...	...	5,000,000	5,000,000		Virement du: crédit 1				
...	...	...	39,801,189	39,801,189		crédit 5				
...	136,852,652	1,161,032	44,801,189	182,814,873		Total—Crédit 10	181,763,887	1,050,986	...	133,853,971
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	63,864
...	39,530	...	1,567	41,097	(S)	Ministre associé de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	41,097	...	...	...
...	22,134	...	(1,906)	20,228	(S)	Pensions et rentes versées à des civils	20,228	...	...	21,216
...	646,918,000	...	4,454,440	651,372,440	(S)	Pensions militaires	651,372,440	...	...	607,242,346
...	139,883,000	...	15,387,000	155,270,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155,270,000	...	...	150,574,000
...	...	...	61,164	61,164	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	61,164	...	...	126,619
...	9,938,429,786	1,161,033	33,003,833	9,972,594,652		Total budgétaire	9,873,335,283	99,259,369	...	9,153,550,149

13,086,217	...	...	...	13,086,217	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. Loi spéciale portant affectation de crédits, 1963. Limite $37,000,000. (Brut)	...	...	13,086,217	...
25,712,799	...	...	...	25,712,799	L20b	Autorisation d'un compte d'avance de fonds de roulement. Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. Limite $60,000,000. (Net)	(6,825,135)	...	32,537,934	343,334
38,799,016	...	...	...	38,799,016		Total non budgétaire	(6,825,135)	...	45,624,151	343,334
...	**9,938,429,78€**	**1,161,033**	**33,003,833**	**9,972,594,652**		**Total du programme— Budgétaire**	**9,873,335,283**	**99,259,369**	...	**9,153,550,149**
38,799,016	...	...	...	**38,799,016**		**Non budgétaire**	**(6,825,135)**	...	**45,624,151**	**343,334**
						Programme de construction de défense (1951) Limitée				
...	16,570,000	...	...	16,570,000	15	Dépenses engagées en vue d'assurer l'exécution de travaux de construction et d'entretien liés à la défense	13,200,000	3,370,000	...	14,300,000
...	**16,570,000**	...	...	**16,570,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**13,200,000**	**3,370,000**	...	**14,300,000**
...	**9,954,999,786**	**1,161,033**	**33,003,833**	**9,989,164,652**		**Total du ministère— Budgétaire**	**9,886,535,283**	**102,629,369**	...	**9,167,850,149**
38,799,016	...	...	...	**38,799,016**		**Non budgétaire**	**(6,825,135)**	...	**45,624,151**	**343,334**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services de défense				
								Fonctionnement				
...	1,109,489,000	...	2,014,338	(18,897,872)	3,060,538	(18,039,000)	1,077,627,004	Forces maritimes	1,063,471,000	14,156,004	...	985,973,000
...	1,241,211,000	...	2,253,486	(21,141,486)	3,423,894	(65,322,000)	1,160,424,894	Forces terrestres au Canada	1,142,792,000	17,632,894	...	1,104,565,000
...	2,186,447,000	...	3,969,614	(37,241,645)	6,031,338	(82,809,000)	2,076,397,307	Forces aériennes au Canada	1,994,302,000	82,095,307	...	1,948,939,000
...	542,089,000	...	984,192	(9,233,376)	1,495,359	(16,090,000)	519,245,175	Forces canadiennes en Europe	583,354,000	(64,108,825)	...	484,700,000
...	298,231,000	...	541,455	(5,079,754)	822,674	(34,158,000)	260,357,375	Services de communication	226,102,000	34,255,375	...	230,027,000
...	905,677,000	...	1,644,306	(15,426,352)	6,777,335	(35,175,000)	863,497,289	Soutien du personnel	880,845,000	(17,347,711)	...	805,945,000
...	581,382,000	...	1,055,531	(9,902,651)	1,603,749	(2,765,000)	571,373,629	Appui matériel	589,590,000	(18,216,371)	...	558,890,000
...	350,900,000	...	637,078	(5,976,863)	967,961	(40,790,000)	305,738,176	Direction des politiques et services de gestion	319,361,145	(13,622,969)	...	299,273,818
...	(295,148,000)	...	...	...	...	295,148,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	6,920,278,000	...	13,100,000	(122,899,999)	24,182,848	...	6,834,660,849	Total—Fonctionnement	6,799,817,145	34,843,704	...	6,418,312,818
								Capital				
...	849,054,000	1	...	25,660,932	...	...	874,714,933	Forces maritimes	910,048,000	(35,333,067)	...	656,632,000
...	278,452,000	...	...	8,415,646	...	...	286,867,646	Forces terrestres au Canada	273,886,000	12,981,646	...	282,076,000
...	685,622,000	...	...	20,721,532	...	...	706,343,532	Forces aériennes au Canada	765,514,000	(59,170,468)	...	798,919,000
...	481,754,000	...	...	14,560,036	...	...	496,314,036	Forces canadiennes en Europe	380,696,000	115,618,036	...	374,315,000
...	87,696,000	...	...	2,650,434	...	...	90,346,434	Services de communication	54,020,000	36,326,434	...	39,003,000
...	115,945,000	...	...	3,504,202	...	...	119,449,202	Soutien du personnel	148,255,000	(28,805,798)	...	124,793,000
...	53,936,000	...	...	1,630,106	...	...	55,566,106	Appui matériel	41,114,000	14,452,106	...	37,779,000
...	31,629,000	...	...	955,922	...	...	32,584,922	Direction des politiques et services de gestion	25,289,132	7,295,790	...	19,007,463
...	2,584,088,000	1	...	78,098,810	...	...	2,662,186,811	Total—Capital	2,598,822,132	63,364,679	...	2,332,524,463
								Paiements de transfert				
...	297,211,134	...	...	...	(4,279,015)	...	292,932,119	Soutien du personnel	292,932,119	...	...	268,858,897
...	136,852,652	1,161,032	...	44,801,189	...	...	182,814,873	Direction des politiques et services de gestion	181,763,887	1,050,986	...	133,853,971
...	434,063,786	1,161,032	...	44,801,189	(4,279,015)	...	475,746,992	Total—Paiements de transfert	474,696,006	1,050,986	...	402,712,868
								Non budgétaire				
38,799,016	...	...	...	...	...	...	38,799,016	Direction des politiques et services de gestion	(6,825,135)	...	45,624,151	343,334

									Sommaire du programme				
	...	1,940,504,000	1	2,014,338	6,763,060	3,060,538	...	1,952,341,937	Forces maritimes	1,973,519,000	(21,177,063)	...	1,642,605,000
	...	1,454,341,000	...	2,253,486	(12,725,840)	3,423,894	...	1,447,292,540	Forces terrestres au Canada	1,516,678,000	30,614,540	...	1,386,641,000
	...	2,789,260,000	...	3,969,614	(16,520,113)	6,031,338	...	2,782,740,839	Forces aériennes au Canada	2,759,816,000	22,924,839	...	2,747,858,000
	...	1,007,753,000	...	984,192	5,326,660	1,495,359	...	1,015,559,211	Forces canadiennes en Europe	964,050,000	51,509,211	...	859,015,000
	...	351,769,000	...	541,455	(2,429,320)	822,674	...	350,703,809	Services de communication	280,122,000	70,581,809	...	269,030,000
	...	1,283,658,134	...	1,644,306	(11,922,150)	2,498,320	...	1,275,878,610	Soutien du personnel	1,722,032,139	(46,153,509)	...	1,199,596,897
	...	632,553,000	...	1,055,531	(8,272,545)	1,603,749	...	626,939,735	Appui matériel	630,704,000	(3,764,265)	...	596,669,000
									Direction des politiques et services de gestion—				
	...	478,591,652	1,161,032	637,078	39,780,248	967,961	...	521,137,971	Budgétaire	526,414,164	(5,276,193)	...	452,135,252
38,799,016		...	...	...	...	...	...	38,799,016	Non budgétaire	(6,825,135)	...	45,624,151	343,334
									Total du programme—				
	...	9,938,429,786	1,161,033	13,100,000	...	19,903,833	...	9,972,594,652	**Budgétaire**	9,873,335,283	99,259,369	...	9,153,550,149
38,799,016		...	...	...	...	...	...	38,799,016	**Non budgétaire**	(6,825,135)	...	45,624,151	343,334
									Programme de construction de défense (1951) Limitée				
									Fonctionnement				
	...	16,755,000	...	...	...	...	...	16,755,000	Programme de construction de défense (1951) Limitée				
	...	(185,000)	...	...	...	...	...	(185,000)	Recettes de la Société				
	...	16,570,000	...	...	...	...	...	16,570,000	Total	13,200,000	3,370,000	...	14,300,000
	...	16,570,000	...	...	...	...	...	16,570,000	**Total du programme—Budgétaire**	13,200,000	3,370,000	...	14,300,000
									Total du ministère—				
	...	9,954,999,786	1,161,033	13,100,000	...	19,903,833	...	9,989,164,652	Budgétaire	9,886,535,283	102,629,369	...	9,167,850,149
38,799,016		...	...	...	...	...	...	38,799,016	Non budgétaire	(6,825,135)	...	45,624,151	343,334

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des services de défense				
							Subventions				
							Soutien du personnel				
...	22,134	...	...	...	(1,906)	20,228	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (Loi nº 4 de 1968 portant affectation de crédits)	20,228	...	...	21,216
							Direction des politiques et services de gestion				
							Pensions et rentes versées à des civils:				
...	200	...	...	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	...	200
...	1,048	...	...	...	...	1,048	Mme Eleanor F Nixon	1,048	...	...	1,048
...	10,914	...	...	...	...	10,914	M R P Thompson	8,940	1,974	...	8,943
...	161,780	...	...	...	...	161,780	Conférence des associations de défense	161,780	...	...	161,780
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue des cadets de l'armée du Canada	126,720	...	...	126,720
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue des cadets de l'air du Canada	126,720	...	...	126,720
...	126,720	...	...	...	...	126,720	Ligue navale du Canada	126,720	...	...	126,720
...	9,490	...	...	...	...	9,490	Association de la Marine royale du Canada	9,490	...	...	9,490
...	25,690	...	...	...	...	25,690	Association des officiers de marine	25,690	...	...	25,690
...	34,255	...	...	...	...	34,255	Association de l'Aviation royale du Canada	34,255	...	...	34,255
...	10,285	...	...	...	...	10,285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	...	...	10,285
...	12,090	...	...	...	...	12,090	Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12,090	...	...	12,090
...	11,305	...	...	...	...	11,305	Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes	11,305	...	...	11,305
...	170,065	...	...	...	...	170,065	Sociétés de tir	162,697	7,368	...	159,849
...	30,370	...	...	...	...	30,370	Instituts militaires et des services unis	30,370	...	...	30,370
...	900,000	...	...	...	...	900,000	Universités canadiennes—Études de la science militaire	863,444	36,556	...	653,414
...	50,000	50,000	...	...	...	100,000	Institut canadien des études stratégiques	100,000	...	...	50,000
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Bourse de recherches—Planification d'urgence	47,038	12,962	...	51,554
...	...	...	...	5,000,000	...	5,000,000	Subvention à la province de Terre-Neuve pour le nettoyage des installations militaires	5,000,000	...	...	...
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Centre d'études sur les conflits	50,000	...	...	...
...	1,867,652	50,000	...	5,050,000	...	6,967,652		6,908,792	58,860	...	1,600,433
...	**1,889,786**	**50,000**	**...**	**5,050,000**	**(1,906)**	**6,987,880**	Total—Subventions	**6,929,020**	**58,860**	**...**	**1,621,649**

							Contributions				
							Soutien du personnel				
...	6,378,000	...	...	...	(91,403)	6,286,597	(S) Versements en vertu des Parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	6,286,597	...	...	6,510,569
...	290,811,000	...	...	...	(4,185,706)	286,625,294	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	286,625,294	...	...	262,327,112
...	297,189,000	...	...	...	(4,277,109)	292,911,891		292,911,891	...	...	268,837,681
							Direction des politiques et services de gestion				
...	49,691,000	...	...	23,000,000	...	72,691,000	Budgets militaires et agences de l'OTAN	56,724,738	15,966,262	...	47,735,942
...	68,305,000	1	...	9,000,000	...	77,305,001	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	94,508,976	(17,203,975)	...	66,829,880
...	8,418,000	...	...	...	...	8,418,000	Aide mutuelle	8,118,349	299,651	...	6,123,581
...	6,396,000	...	...	...	...	6,396,000	Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence	4,017,513	2,378,487	...	10,023,627
...	2,175,000	...	...	...	...	2,175,000	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux	1,988,298	186,702	...	1,540,508
...	...	1,111,031	...	7,751,189	...	8,862,220	Contributions aux provinces et territoires afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraînées les désastres naturels au Manitoba, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Alberta	8,962,221	(100,001)	...	...
...	...	...	...	...	...		Contribution au Québec pour le nettoyage des camps militaires	535,000	(535,000)	...	...
...	134,985,000	1,111,032	...	39,751,189	...	175,847,221		174,855,095	992,126	...	132,253,538
—	432,174,000	1,111,032	...	39,751,189	(4,277,109)	468,759,112	Total—Contributions	467,766,986	992,126	—	401,091,219
							Sommaire du programme par activité				
—	297,211,134	...	...	...	(4,279,015)	292,932,119	Soutien du personnel	292,932,119	...	...	268,858,897
—	136,852,652	1,161,032	...	44,801,189	...	182,814,873	Direction des politiques et services de gestion	181,763,887	1,050,986	...	133,853,971
—	434,063,786	1,161,032	—	44,801,189	(4,279,015)	475,746,992	**Total du programme**	474,696,006	1,050,986	—	402,712,868
—	434,063,786	1,161,032	...	44,801,189	(4,279,015)	475,746,992	Total du ministère	474,696,006	1,050,986	—	402,712,868

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services de défense			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Forces maritimes			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	12,500,000	13,331,005	12,698,724
Matériel et services fournis à d'autres ministères	360,000	317,104	413,814
Services médicaux et dentaires	40,000	45,878	43,982
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	382,000	322,506	309,430
Autres recouvrements	4,757,000	4,697,507	4,971,906
	18,039,000	18,714,000	18,437,856
Forces terrestres au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	29,600,000	29,242,000	28,164,171
Matériel et services fournis à d'autres ministères	29,767,000	37,480,000	31,441,659
Services médicaux et dentaires	35,000	35,513	34,047
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	800,000	646,962	620,728
Autres recouvrements	5,120,000	2,597,525	2,640,395
	65,322,000	70,002,000	62,901,000
Forces aériennes au Canada			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	51,027,000	49,064,000	47,581,877
Matériel et services fournis à d'autres ministères	19,000,000	24,304,000	19,338,425
Services médicaux et dentaires	1,250,000	1,275,115	1,222,430
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	4,000,000	3,159,568	3,031,450
Autres recouvrements	7,532,000	6,184,317	6,438,818
	82,809,000	83,987,000	77,613,000
Forces canadiennes en Europe			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	10,050,000	9,062,000	8,866,695
Services médicaux et dentaires	3,700,000	3,505,094	3,360,270
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	180,000	139,408	133,755
Autres recouvrements	2,160,000	1,850,498	1,885,280
	16,090,000	14,557,000	14,246,000
Services de communication			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	1,250,000	1,955,000	1,241,585
Matériel et services fournis à d'autres ministères	29,000,000	26,169,000	31,962,124
Services médicaux et dentaires	750,000	799,336	766,309
Autres recouvrements	3,158,000	207,664	297,982
	34,158,000	29,131,000	34,268,000
Soutien du personnel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	20,700,000	17,154,000	16,620,584
Matériel et services fournis à d'autres ministères	178,000	186,000	152,388
Services médicaux et dentaires	12,174,000	10,460,903	10,028,677
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	110,000	75,025	71,983
Autres recouvrements	2,013,000	1,737,902	1,461,368
	35,175,000	29,613,830	28,335,000
Appui matériel			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	2,400,000	1,827,000	2,067,795
Matériel et services fournis à d'autres ministères	10,000	11,000	9,148
Services médicaux et dentaires	8,000	8,665	8,307
Autres recouvrements	347,000	377,335	342,750
	2,765,000	2,224,000	2,428,000
Direction des politiques et services de gestion			
Retenues sur la solde des militaires pour le vivre, le logement et les vêtements	400,000	1,328,000	500,522
Matériel et services fournis à d'autres ministères	13,000,000	21,555,000	18,227,274
Services médicaux et dentaires	75,000	104,655	100,331
Personnel détaché	3,013,000	5,185,347	3,838,833
Bourses des établissements d'enseignement provinciaux et frais de scolarité	9,270,000	9,256,715	8,881,362
Autres recouvrements	15,032,000	14,779,283	20,219,045
	40,790,000	52,209,000	51,767,367
Total du programme—Budgétaire	**295,148,000**	**300,437,830**	**289,996,223**
Total du ministère—Budgétaire	**295,148,000**	**300,437,830**	**289,996,223**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services de défense		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	908,066	596,603
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	407,718	370,206
	1,315,784	966,809
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	36,222,927	27,346,667
Autres recettes non fiscales—		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	5,900,942	3,888,608
Vente de biens non excédentaires	294,700	106,788
	6,195,642	3,995,396
Total du département	43,734,353	32,308,872
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	1,315,784	966,809
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	36,222,927	27,346,667
Autres recettes non fiscales	6,195,642	3,995,396
Total du ministère	43,734,353	32,308,872

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1986-87

Emploi et Immigration

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
Commission d'appel de l'immigration

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	12.2
Sommaire du ministère	12.4
Programmes par activité	12.7
Paiements de transfert	12.11
Détail des montants portés au crédit	12.15
Recettes	12.15

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

Programme des services généraux et spéciaux

Objectif

Veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et des programmes et fournir un appui sur les plans stratégique, opérationnel et administratif afin de permettre à Emploi et Immigration Canada de remplir sa mission et d'autres fonctions qui lui sont attribuées.

Description des activités

Gestion et administration centrales du ministère
Comprend le cabinet du Ministre et les bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé, ainsi que politique stratégique et planification, affaires publiques et le contentieux.

Gestion et administration de la Commission
Comprend les bureaux des commissaires (employeurs et travailleurs) et des directeurs exécutifs et généraux des régions, ainsi que le Secrétariat exécutif et un certain nombre de services de soutien dont les Finances et l'Administration, les Services du personnel et le Bureau de la vérification interne.

Systèmes et procédures
Comprend la conception et l'administration des politiques, les plans et programmes ayant trait aux systèmes et installations de traitement électronique des données, ainsi que des systèmes manuels et de bureau s'y rapportant. Comprend aussi l'analyse de la gestion et la gestion des formules.

Administration des rentes sur l'État
Ce service spécial s'occupe de l'administration des marchés conclus avec des particuliers et des groupes en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État.

Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale
Ce service s'occupe de l'attribution et du contrôle des numéros d'assurance sociale pour le compte de certains programmes particuliers de l'État.

Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration
A trait au rôle consultatif du Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration.

Programme d'emploi et d'assurance

Objectif

Élaborer et mettre en œuvre un ensemble structuré de politiques et de programmes pour assurer le bon fonctionnement du marché du travail canadien. L'ensemble doit être conforme aux objectifs socio-économiques nationaux et viser à:

- préparer une main-d'œuvre qui puisse satisfaire aux besoins en compétences à l'échelle nationale;
- favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie, sans imposer de fardeau inutile aux particuliers, aux groupes et aux régions;
- donner à chacun les mêmes chances de se faire concurrence sur le marché du travail et d'obtenir un emploi.

Description des activités

Programmes de mise en valeur des ressources humaines
Accroître les compétences de la main-d'œuvre du Canada, afin de répondre aux besoins du marché du travail et d'augmenter les possibilités d'emploi et de gain des Canadiens.

Service national de placement
Fournir aux travailleurs, aux clients-employeurs et aux établissements les renseignements qui leur sont nécessaires pour aider le marché du travail à fonctionner efficacement; assortir l'offre et la demande de main-d'oeuvre pour que les employeurs trouvent efficacement et en temps voulu les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin; encourager le secteur privé à planifier des ressources humaines et fournir des services d'orientation et des conseils pour que les entreprises et les particuliers puissent s'adapter comme il se doit aux conditions changeantes du marché du travail; favoriser et appuyer l'égalité d'accès aux emplois pour tous les résidents du Canada.

Assurance-chômage
Favoriser la croissance et l'adaptation de l'économie sans que cela ne constitue un fardeau injustifiable pour les particuliers, les groupes et les régions, en fournissant un revenu d'appoint temporaire aux travailleurs admissibles.

Gestion du programme et services communs
Gérer la prestation des services au public, des services communs du programme et l'élaboration des politiques nécessaires pour l'application des lois et règlements et l'exécution des programmes.

Programme d'immigration

Objectif

Promotion des intérêts du Canada sur le plan économique, social, humanitaire et culturel et accomplissement des obligations du Canada sur le plan international, c'est-à-dire s'occuper de l'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que de l'établissement des immigrants et exercer un contrôle efficace à l'égard des personnes qui cherchent à entrer ou à demeurer au Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Description des activités

Opérations du programme
Admission des immigrants, des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et d'autres visiteurs en assurant la gestion et le contrôle de chaque mouvement; élaboration et mise en application des procédures, des directives et des instructions qui permettront aux agents du ministère des Affaires extérieures, à ceux de Douanes et Accise (Revenu Canada), à ceux de la Gendarmerie royale du Canada et à ceux de l'Immigration de déterminer si les non-Canadiens devraient être autorisés à entrer au Canada, à y demeurer ou à en être expulsés.

Établissement
Rendre plus facile l'établissement et l'adaptation des nouveaux résidents permanents (immigrants et réfugiés) afin qu'ils puissent devenir, le plus rapidement possible, des membres à part entière de la société canadienne, dans les limites de paramètres raisonnables et pratiques de ressources.

Arbitrage
Conduire des enquêtes pour déterminer si certaines personnes doivent être admises au Canada, être autorisées à y demeurer, en être renvoyées ou être détenues ou libérées.

Comité consultatif du statut de réfugié
De concert avec l'Immigration (EIC), remplir, envers les réfugiés au sens où l'entend la Convention, les obligations légales du Canada sur le plan international précisées aux articles 45 à 48 de la Loi sur l'immigration de 1976, et conseiller le Ministre sur les questions concernant la protection, au Canada, des réfugiés au sens où l'entend la Convention.

Gestion et élaboration de la politique
Exécution des fonctions voulues de direction, de planification, de contrôle et de coordination pour que les ressources affectées au Programme d'immigration soient utilisées de façon efficace, et élaboration des directives et des procédures concernant l'admission et le contrôle des immigrants, des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et des autres visiteurs, y compris la gestion des niveaux d'immigration et l'orientation de la politique en ce qui concerne le ministère des Affaires extérieures qui est chargé d'exécuter le programme à l'étranger.

Commission d'appel de l'immigration

Objectif

Mettre à la disposition des personnes qui sont sous le coup d'une ordonnance de renvoi du Canada, ou des personnes domiciliées au Canada et dont les parents se sont vu refuser l'admission au pays, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs non seulement juridiques mais discrétionnaires; et aussi entendre les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié.

Description de l'activité

La Loi sur l'immigration de 1976 accorde à la Commission, qui est une cour d'archives, des pouvoirs discrétionnaires étendus afin de permettre l'admission temporaire ou permanente de personnes, nonobstant les dispositions contraires de la Loi sur l'immigration.

Commission d'appel de l'immigration
Fonctionnement d'une commission d'appel de l'immigration, comme l'autorise la Loi sur l'immigration de 1976, et, en particulier, formalités juridiques et administratives que comportent: les appels interjetés par des particuliers contre un renvoi; les demandes de mise en liberté; les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié; et les refus d'admission à l'endroit de parents parrainés en vertu de la Loi ou du Règlement sur l'immigration.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada				
						Programme des services généraux et spéciaux				
...	6,806,000	...	...	6,806,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1,619,500	...	1,619,500	1a	Dépenses du programme				
...	...	...	2,100,000	2,100,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	167,057	167,057		CT, crédit 10[1]				
...	6,806,000	1,619,500	2,267,057	10,692,557		Total—Crédit 1	9,631,493	1,061,064	...	6,032,188
...	30,982,000	...	...	30,982,000	5	Dépenses du programme				
...	...	1,010,000	...	1,010,000	5a	Dépenses du programme				
...	...	...	2,800,000	2,800,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	1,132,625	1,132,625		CT, crédit 10[1]				
...	30,982,000	1,010,000	3,932,625	35,924,625		Total—Crédit 5	35,246,260	678,365	...	26,330,977
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	35,000	...	1,169	36,169	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36,169	...	...	36,327
...	16,233,470	...	1,760,530	17,994,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,994,000	...	...	17,411,000
...	**54,096,000**	**2,629,500**	**7,962,949**	**64,688,449**		**Total du programme—Budgétaire**	**62,949,020**	**1,739,429**	**...**	**49,850,022**
						Programme d'emploi et d'assurance				
...	73,932,000	...	...	73,932,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,200,000	1,200,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	31,802,974	31,802,974		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(16,874,000)	(16,874,000)		Virement au: crédit 15				
...	...	...	(2,099,999)	(2,099,999)		crédit 20				
...	...	...	(37,482)	(37,482)		crédit 21c				
...	73,932,000	...	13,991,493	87,923,493		Total—Crédit 10	82,874,256	5,049,237	...	584,422,415

...	1,513,877,200	...	...	1,513,877,200	15	Subventions et contributions				
...	...	36,096,000	...	36,096,000	15a	Virement de $16,874,000 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	1	...	1	15c	Subventions et contributions				
...	...	...	16,874,000	16,874,000		Virement du: crédit 10				
...	...	...	150,242,164	150,242,164		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(1,000,000)	(1,000,000)		Virement au crédit 25				
...	1,513,877,200	36,096,001	166,116,164	1,716,089,365		Total—Crédit 15	1,559,757,564	156,331,801	...	938,633,773
...	2,679,000,000	53,000,000	(21,818,083)	2,710,181,917	(S)	Contribution de l'État au compte d'assurance-chômage (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)	2,710,181,917	...	...	2,743,817,925
...	201,000,000	(8,000,000)	8,401,006	201,401,006	(S)	Contribution de l'État au titre de prestations versées aux pêcheurs (Loi de 1971 sur l'assurance-chômage)	201,401,006	...	...	176,354,761
...	76,314,000	...	8,278,000	84,592,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84,592,000	...	...	79,186,000
...	...	...	(1,240)	(1,240)	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	(1,240)	...	...	653
...	**4,544,123,200**	**81,096,001**	**174,967,340**	**4,800,186,541**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,638,805,503**	**161,381,038**	**...**	**4,522,415,527**
						Programme d'immigration				
...	86,691,000	...	...	86,691,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	12,960,000	...	12,960,000	20a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $2,099,999 du crédit 10 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	2,099,999	2,099,999		Virement du: crédit 10				
...	...	...	3,100,000	3,100,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	212,061	212,061		CT, crédit 10[1]				
...	86,691,000	12,960,001	5,412,060	105,063,061		Total—Crédit 20	102,895,329	2,167,732	...	87,777,774
...	...	1	...	1	21c	Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'administration financière, radier 14 dettes envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent globalement $37,482.96 concernant des prêts de transport émis selon l'article 121 de la Loi sur l'immigration—Pour autoriser le virement au présent crédit de $37,482 du crédit 10 (Emploi et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 de 1986-87				
...	...	...	37,482	37,482		Virement du crédit 10				
...	...	1	37,482	37,483		Total—Crédit 21c	32,631	4,852	...	...
...	33,863,000	...	...	33,863,000	25	Contributions				
...	...	17,931,000	...	17,931,000	25a	Contributions				
...	...	1	...	1	25c	Subventions—Virement de $1,000,000 du crédit 15 (Emploi et Immigration)				
...	...	...	1,000,000	1,000,000		Virement du crédit 15				
...	33,863,000	17,931,001	1,000,000	52,794,001		Total—Crédit 25	47,084,226	5,709,775	...	40,604,194

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	9,943,000	...	1,079,000	11,022,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,022,000	...	...	10,618,000
...	...	...	21,389	21,389	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	21,389	...	...	66,456
...	130,497,000	30,891,003	7,549,931	168,937,934		Total budgétaire	161,055,575	7,882,359	...	139,066,424
2,362,897	...	5,000,000	25,000,000	32,362,897	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'immigration, article 121. Limite $90,000,000. (Net)	4,360,375	...	28,002,522	2,811,432
...	**130,497,000**	**30,891,003**	**7,549,931**	**168,937,934**		**Total du programme—Budgétaire**	**161,055,575**	**7,882,359**	**...**	**139,066,424**
2,362,897	**...**	**5,000,000**	**25,000,000**	**32,362,897**		**Non budgétaire**	**4,360,375**	**...**	**28,002,522**	**2,811,432**
...	**4,728,716,200**	**114,616,504**	**190,480,220**	**5,033,812,924**		**Total du département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—Budgétaire**	**4,862,810,098**	**171,002,826**	**...**	**4,711,331,973**
2,362,897	**...**	**5,000,000**	**25,000,000**	**32,362,897**		**Non budgétaire**	**4,360,375**	**...**	**28,002,522**	**2,811,432**
						Commission d'appel de l'immigration				
...	4,191,000	...	...	4,191,000	30	Dépenses du programme				
...	...	4,266,000	...	4,266,000	30a	Dépenses du programme				
...	4,191,000	4,266,000	...	8,457,000		Total—Crédit 30	7,364,123	1,092,877	...	4,078,003
...	476,000	...	52,209	528,209	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	528,209	...	...	505,000
...	**4,667,000**	**4,266,000**	**52,209**	**8,985,209**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,892,332**	**1,092,877**	**...**	**4,583,003**
...	**4,733,383,200**	**118,882,504**	**190,532,429**	**5,042,798,133**		**Total du ministère—Budgétaire**	**4,870,702,430**	**172,095,703**	**...**	**4,715,914,976**
2,362,897	**...**	**5,000,000**	**25,000,000**	**32,362,897**		**Non budgétaire**	**4,360,375**	**...**	**28,002,522**	**2,811,432**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département/Commission de l'emploi et de l'Immigration du Canada				
								Programme des services généraux et spéciaux				
								Fonctionnement				
...	23,457,000	1,619,500	3,867,057	(1,300,000)	244,098	(16,145,000)	11,742,655	Gestion et administration centrales du ministère	10,857,713	884,942	...	8,255,999
...	239,865,000	1,010,000	8,482,625	(3,400,000)	1,518,000	(211,587,000)	35,888,625	Gestion et administration de la Commission	35,769,192	119,433	...	31,092,682
...	24,155,000	...	200,000	(1,000,000)	...	(17,942,000)	5,413,000	Systèmes et procédures	5,355,314	57,686	...	4,323,651
...	3,572,000	...	100,000	(600,000)	1,169	...	3,073,169	Administration des rentes sur l'État	2,862,086	211,083	...	2,768,318
...	3,354,000	...	500,000	87,000	...	(3,941,000)	...	Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	...	...	...
...	615,000	...	250,000	100,000	...	(598,000)	367,000	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	212,456	154,544	...	181,798
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(14,545,000)	...	(1,600,000)	...	...	16,145,000	...	Gestion et administration centrales du ministère	...	...	...	...
...	(206,737,000)	...	(4,850,000)	...	...	211,587,000	...	Gestion et administration de la Commission	...	...	...	...
...	(17,842,000)	...	(100,000)	...	...	17,942,000	...	Systèmes et procédures	...	...	...	...
...	(3,354,000)	...	(500,000)	(87,000)	...	3,941,000	...	Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	...	...	...
...	(448,000)	...	(150,000)	...	...	598,000	...	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	...	...	...	...
...	52,092,000	2,629,500	6,199,682	(6,200,000)	1,763,267	...	56,484,449	Total—Fonctionnement	55,056,761	1,427,688	...	46,622,448
								Capital				
...	176,000	...	...	1,300,000	...	...	1,476,000	Gestion et administration centrales du ministère	1,299,877	176,123	...	237,719
...	1,463,000	...	...	3,800,000	...	...	5,263,000	Gestion et administration de la Commission	5,198,912	64,088	...	1,461,716
...	353,000	...	...	1,099,600	...	...	1,452,600	Systèmes et procédures	1,392,098	60,502	...	1,528,139
...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	Administration des rentes sur l'État	...	11,000	...	...
...	87,000	...	...	(87,000)	...	...	...	Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	...	...	...	...

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	1,000	...	...	400	...	...	1,400	Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	1,372	28	...	...
...	(87,000)	...	...	87,000	...	...		Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
...	2,004,000	...	...	6,200,000	...	...	8,204,000	Total—Capital	7,892,259	311,741	...	3,227,574
								Sommaire du programme				
...	**9,088,000**	**1,619,500**	**2,267,057**	...	**244,098**	...	13,218,655	**Gestion et administration centrales du ministère**	12,157,590	**1,061,065**	...	**8,493,718**
...	**34,591,000**	**1,010,000**	**3,632,625**	**400,000**	**1,518,000**	...	41,151,625	**Gestion et administration de la Commission**	40,968,104	**183,521**	...	**32,554,398**
...	**6,666,000**	...	**100,000**	**99,600**	...	...	6,865,600	**Systèmes et procédures**	6,747,412	**118,188**	...	**5,851,790**
...	**3,583,000**	...	**100,000**	**(600,000)**	**1,169**	...	3,084,169	**Administration des rentes sur l'État**	2,862,086	**222,083**	...	**2,768,318**
...	**168,000**	...	**100,000**	**100,400**	...	...	368,400	**Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration**	213,828	**154,572**	...	**181,798**
—	**54,096,000**	**2,629,500**	**6,199,682**	—	**1,763,267**	—	**64,688,449**	**Total du programme—Budgétaire**	**62,949,020**	**1,739,429**	—	**49,850,022**
								Programme d'emploi et d'assurance				
								Fonctionnement				
...	128,289,000	...	29,258,000	(41,011,481)	1,276,760	...	117,812,279	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	117,098,538	713,741	...	637,994,644[1]
...	234,594,000	...	4,563,000	...	...	(224,956,000)	14,201,000	Service national de placement	14,201,000	...	...	6,442,173
...	3,012,973,000	53,000,000	32,037,000	...	(21,818,083)	(359,479,000)	2,716,712,917	Assurance-chômage	2,716,712,917	...	...	2,744,064,925
...	116,976,000	...	544,974	21,600,000	7,000,000	(113,021,000)	33,099,974	Gestion du programme et services communs	28,999,252	4,100,722	...	18,067,135
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(234,594,000)	...	9,638,000	...	...	224,956,000	...	Service national de placement		...	...	...
...	(333,726,000)	...	(25,753,000)	...	...	359,479,000		Assurance-chômage		...	...	...
...	(95,736,000)	...	(17,285,000)	...	...	113,021,000	...	Gestion du programme et services communs	...	...	...	...
...	2,828,776,000	53,000,000	33,002,974	(19,411,481)	(13,541,323)	...	2,881,826,170	Total—Fonctionnement	2,877,011,707	4,814,463	...	3,406,568,877
								Capital				
...	122,000	...	...	400,000	...	...	522,000	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	464,686	57,314	...	318,892
...	238,000	...	...	...	...	(238,000)	..	Service national de placement	.	...	...	...
...	1,816,000	...	(1,000,000)	...	...	(816,000)	..	Assurance-chômage	...	...	...	...
...	348,000	...	2,000,000	...	...	(2,000,000)	348,000	Gestion du programme et services communs	170,540	177,460	...	539,224
								Recettes à valoir sur le crédit:				
...	(238,000)	...	...	...	...	238,000	..	Service national de placement		...	...	...
...	(1,816,000)	...	1,000,000	...	...	816,000		Assurance-chômage	...	...	...	...

...	...	...	(2,000,000)	...	...	2,000,000	...	Gestion du programme et services communs	...	...	...	...
...	470,000	...	...	400,000	...	...	870,000	Total—Capital	635,226	234,774	...	858,116
								Paiements de transfert				
...	1,756,021,000	36,095,999	150,242,164	29,632,596	25,000,000	...	1,996,991,759	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	1,803,572,110	193,419,649	...	1,183,405,482(2)
...	144,856,200	2	...	(13,758,596)	8,000,000	...	139,097,606	Service national de placement	104,101,454	34,996,152	...	118,158,291
...	201,000,000	(8,000,000)	...	...	8,401,006	...	201,401,006	Assurance-chômage	201,401,006	...	...	176,354,761
								Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage:				
...	(360,000,000)	...	...	...	(25,000,000)	...	(385,000,000)	Les articles 38 et 39 relatifs à l'activité des Programmes de mise en valeur des ressources humaines	(324,230,000)	(60,770,000)	...	(343,386,000)
...	(27,000,000)	...	...	...	(8,000,000)	...	(35,000,000)	L'article 37 relatif à l'activité du Service national de placement	(23,686,000)	(11,314,000)	...	(19,544,000)
...	1,714,877,200	28,096,001	150,242,164	15,874,000	8,401,006	...	1,917,490,371	Total—Paiements de transfert	1,761,158,570	156,331,801	...	1,114,988,534
								Sommaire du programme				
...	**1,524,432,000**	**36,095,999**	**179,500,164**	**(10,978,885)**	**1,276,760**	...	1,730,326,038	**Programmes de mise en valeur des ressources humaines**	1,596,905,334	**133,420,704**	...	**1,478,333,018**
...	**117,856,200**	**2**	**14,201,000**	**(13,758,596)**	...	...	118,298,606	**Service national de placement**	94,616,454	**23,682,152**	...	**105,056,464**
...	**2,880,247,000**	**45,000,000**	**6,284,000**	...	**(13,417,077)**	...	2,918,113,923	**Assurance-chômage**	2,918,113,923	...	...	**2,920,419,686**
...	**21,588,000**	...	**(16,740,026)**	**21,600,000**	**7,000,000**	...	33,447,974	**Gestion du programme et services communs**	29,169,792	**4,278,182**	...	**18,606,359**
...	**4,544,123,200**	**81,096,001**	**183,245,138**	**(3,137,481)**	**(5,140,317)**	...	**4,800,186,541**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,638,805,503**	**161,381,038**	...	**4,522,415,527**
								Programme d'immigration				
								Fonctionnement				
...	79,550,000	9,108,001	212,061	1,129,999	504,000	...	90,504,061	Opérations du programme	89,563,119	940,942	...	79,641,761
...	1,406,000	1	800,000	137,482	146,389	...	2,489,872	Établissement	2,407,862	82,010	...	1,240,000
...	3,828,000	...	300,000	(180,000)	...	...	3,948,000	Arbitrage	3,887,911	60,089	...	3,898,000
...	1,614,000	1,262,000	100,000	...	50,000	...	3,026,000	Comité consultatif du statut de réfugié	2,491,678	534,322	...	1,975,000
...	9,849,000	1,848,000	1,900,000	180,000	400,000	...	14,177,000	Gestion et élaboration de la politique	13,901,420	275,580	...	9,563,000
...	96,247,000	12,218,002	3,312,061	1,267,481	1,100,389	...	114,144,933	Total—Fonctionnement	112,251,990	1,892,943	...	96,317,761
								Capital				
...	330,000	670,000	...	...	...	...	1,000,000	Opérations du programme	747,090	252,910	...	442,469
...	7,000	...	...	10,000	...	...	17,000	Établissement	8,219	8,781	...	...
...	16,000	...	...	10,000	...	...	26,000	Arbitrage	18,121	7,879	...	20,000
...	5,000	19,000	...	...	...	...	24,000	Comité consultatif du statut de réfugié	17,840	6,160	...	3,000
...	29,000	53,000	...	850,000	...	...	932,000	Gestion et élaboration de la politique	928,089	3,911	...	1,679,000
...	387,000	742,000	...	870,000	...	...	1,999,000	Total—Capital	1,719,359	279,641	...	2,144,469

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	33,863,000	17,931,001	...	1,000,000	...	...	52,794,001	Établissement	47,084,226	5,709,775	...	40,604,194
								Non budgétaire				
2,362,897	...	5,000,000	...	...	25,000,000	...	32,362,897	Établissement	4,360,375	...	28,002,522	2,811,432
								Sommaire du programme				
...	**79,880,000**	**9,778,001**	**212,061**	**1,129,999**	**504,000**	...	91,504,061	**Opérations du programme**	90,310,209	**1,193,852**	...	**80,084,230**
								Établissement—				
...	**35,276,000**	**17,931,002**	**800,000**	**1,147,482**	**146,389**	...	55,300,873	**Budgétaire**	49,500,307	**5,800,566**	...	**41,844,194**
2,362,897	...	**5,000,000**	...	...	**25,000,000**	...	32,362,897	**Non budgétaire**	4,360,375	...	**28,002,522**	**2,811,432**
...	**3,844,000**	...	**300,000**	**(170,000)**	...	...	3,974,000	**Arbitrage**	3,906,032	**67,968**	...	**3,918,000**
...	**1,619,000**	**1,281,000**	**100,000**	...	**50,000**	...	3,050,000	**Comité consultatif du statut de réfugié**	2,509,518	**540,482**	...	**1,978,000**
...	**9,878,000**	**1,901,000**	**1,900,000**	**1,030,000**	**400,000**	...	15,109,000	**Gestion et élaboration de la politique**	14,829,509	**279,491**	...	**11,242,000**
								Total du programme—				
—	**130,497,000**	**38,891,003**	**3,312,061**	**3,137,481**	**1,100,389**	**—**	**168,937,934**	**Budgétaire**	**161,055,575**	**7,882,359**	**—**	**139,066,424**
2,362,897	**—**	**5,000,000**	**—**	**—**	**25,000,000**	**—**	**32,362,897**	**Non budgétaire**	**4,360,375**	**—**	**28,002,522**	**2,811,432**
								Total du département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—				
...	**4,728,716,200**	**114,616,504**	**192,756,881**	...	**(2,276,661)**	...	5,033,812,924	**Budgétaire**	4,862,810,098	**171,002,826**	...	**4,711,331,973**
2,362,897	**—**	**5,000,000**	...	...	**25,000,000**	...	32,362,897	**Non budgétaire**	4,360,375	...	**28,002,522**	**2,811,432**
								Commission d'appel de l'immigration				
								Fonctionnement				
...	4,648,000	3,877,000	...	...	52,209	...	8,577,209	Commission d'appel de l'immigration	7,534,874	1,042,335	...	4,561,701
								Capital				
...	19,000	389,000	...	...	...	...	408,000	Commission d'appel de l'immigration	357,458	50,542	...	21,302
...	**4,667,000**	**4,266,000**	...	...	**52,209**	...	8,985,209	**Total du programme—Budgétaire**	7,892,332	**1,092,877**	...	**4,583,003**
								Total du ministère—				
...	**4,733,383,200**	**118,882,504**	**192,756,881**	...	**(2,224,452)**	...	5,042,798,133	**Budgétaire**	4,870,702,430	**172,095,703**	...	**4,715,914,976**
2,362,897	...	**5,000,000**	...	...	**25,000,000**	...	32,362,497	Non budgétaire	4,360,375	...	**28,002,522**	**2,811,432**

(1) Comprend $523,515,481 concernant l'acquisition des services de formation, qui a été reclassifiée comme étant un paiement de transfert en 1986-87.
(2) Ne comprend pas $523,515,481 concernant l'acquisition des services de formation, classifiée comme étant une dépense d'exploitation en 1985-86.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada				
							Programme d'emploi et d'assurance				
							Subventions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	...	1	...	3,299,999	...	3,300,000	Création d'emploi—Subventions	1,314,465	1,985,535	...	29,486,780
...	...	1	...	25,864,999	...	25,865,000	Subventions aux provinces et aux territoires pour les établissements de formation afin de répondre aux besoins de formation liée à l'emploi au gouvernement fédéral (Stratégie de planification de l'emploi)	19,141,799	6,723,201	...	...
...	...	2	...	29,164,998	...	29,165,000		20,456,264	8,708,736	...	29,486,780
							Service national de placement				
...	175,000	...	...	...	...	175,000	Frontier College of Canada	175,000	...	...	175,000
...	390,000	...	...	...	...	390,000	Subventions aux organismes bénévoles accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les Autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux	389,996	4	...	355,620
...	2,055,200	...	...	(2,000,000)	...	55,200	Centre canadien du marché du travail et de la productivité	...	55,200	...	2,053,900
...	34,520,000	...	...	(34,520,000)	...	...	Subventions aux sociétés de développement du Programme de développement des collectivités, sociétés qui sont formées d'organismes communautaires constitués en sociétés sans but lucratif	...	...	...	...
...	...	1	...	34,519,999	...	34,520,000	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés afin de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant le développement des entreprises locales	21,407,692	13,112,308	...	14,038,144
...	...	1	...	539,999	...	540,000	Subventions aux organismes bénévoles—Équipes d'alphabétisation	449,691	90,309	...	592,470
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000
...	37,140,200	2	...	(1,460,002)	...	35,680,200		22,422,379	13,257,821	...	17,265,134
...	**37,140,200**	**4**	**...**	**27,704,996**	**...**	**64,845,200**	Total—Subventions	**42,878,643**	**21,966,557**	**...**	**46,751,914**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Programmes de mise en valeur des ressources humaines				
...	1,396,021,000	21,485,997	150,242,164	15,077,598	...	1,582,826,759	Paiements aux provinces, aux municipalités, aux sociétés d'État qui ne sont pas principalement financées au moyen d'affectations, aux institutions provinciales et territoriales, aux sociétés, aux entreprises, aux organisations, aux établissements de formation et d'enseignement, aux groupes spéciaux et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le Ministre et les personnes morales ou physiques en application des accords établis aux fins de la formation, du développement de l'emploi ainsi que de l'acquisition d'une expérience de travail et des projets pilotes et de démonstration	1,458,885,846	123,940,913	...	810,532,702[1]
...	...	14,610,000	...	(14,610,000)	...	...	Programmes de mise en valeur des ressources humaines	...	...	...	...
...	1,396,021,000	36,095,997	150,242,164	467,598	...	1,582,826,759		1,458,885,846	123,940,913	...	810,532,702
							Service national de placement				
							Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'œuvre agricole du Canada pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs:				
...	57,018,000	...	...	(7,741,594)	...	49,276,406	Programme de développement des collectivités	42,054,718	7,221,688	...	54,303,000
...	1,012,000	...	...	(112,300)	...	899,700	Accords fédéraux-provinciaux de mise en valeur de la main-d'œuvre agricole	352,556	547,144	...	892,800
...	5,994,000	...	...	112,300	...	6,106,300	Services de main-d'œuvre agricole du Canada	6,033,849	72,451	...	5,617,256

...	14,887,000	...	...	(4,557,000)	...	10,330,000	Paiements aux provinces, aux employeurs, aux travailleurs, aux collectivités et aux comités d'aide à l'adaptation et au développement représentant des entreprises ou des collectivités non solvables à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil	7,990,694	2,339,306	...	9,476,687
							Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires à la politique du marché de travail:				
...	630,000	...	...	...	...	630,000	Amélioration de la gestion des entreprises	577,206	52,794	...	618,252
...	1,175,000	...	...	...	...	1,175,000	Options Nord	984,052	190,948	...	805,739
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,635,423
...	80,716,000	...	...	(12,298,594)	...	68,417,406		57,993,075	10,424,331	...	81,349,157
							Assurance-chômage				
...	201,000,000	(8,000,000)	...	...	8,401,006	201,401,006	(S) Contribution de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs	201,401,006	...	...	176,354,761
...	**1,677,737,000**	**28,095,997**	**150,242,164**	**(11,830,996)**	**8,401,006**	1,852,645,171	Total – Contributions	1,718,279,927	**134,365,244**	...	**1,068,236,620**
							Sommaire du programme par activité				
...	**1,396,021,000**	**36,095,999**	**150,242,164**	29,632,596	...	1,611,991,759	**Programmes de mise en valeur des ressources humaines**	1,479,342,110	**132,649,649**	...	**840,019,482**[1]
...	**117,856,200**	**2**	...	(13,758,596)	...	104,097,606	**Service national de placement**	80,415,454	**23,682,152**	...	**98,614,291**
...	**201,000,000**	**(8,000,000)**	...	...	8,401,006	201,401,006	**Assurance-chômage**	201,401,006	...	...	**176,354,761**
...	**1,714,877,200**	**28,096,001**	**150,242,164**	**15,874,000**	**8,401,006**	1,917,490,371	**Total du programme**	1,761,158,570	**156,331,801**	...	**1,114,988,534**

Programme d'immigration

Subventions

Établissement

...	...	1	...	**2,599,999**	...	2,600,000	Subvention à la province de Québec pour verser le soutien de revenu à l'intention des revendicateurs du statut de réfugié indigent à qui le droit d'établissement a été accordé aux termes de l'examen administratif et qui autrement seraient admissibles aux contributions d'aide à l'adaptation d'Emploi et Immigration	2,600,000	...	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Établissement				
...	29,719,000	16,981,000	...	(2,704,999)	...	43,995,001	Aide à l'adaptation	38,784,448	5,210,553	...	36,704,177
...	3,644,000	950,000	...	105,000	...	4,699,000	Établissement et adaptation des immigrants	4,500,319	198,681	...	3,580,452
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Programme d'accueil	439,800	60,200	...	319,565
...	...	...	...	1,000,000	...	1,000,000	Programme de cours de langue pour les immigrants	759,659	240,341	...	...
—	33,863,000	17,931,000	...	(1,599,999)	...	50,194,001	Total—Contributions	44,484,226	5,709,775	...	40,604,194
—	33,863,000	17,931,001	...	1,000,000	...	52,794,001	**Total du programme**	47,084,226	5,709,775	...	40,604,194
—	1,748,740,200	46,027,002	150,242,164	16,874,000	8,401,006	1,970,284,372	**Total du ministère**	1,808,242,796	162,041,576	...	1,155,592,728

(S) Paiement de transfert statutaire.
[1] Ne comprend pas $523,515,481 concernant l'acquisition des services de formation classifiée comme étant une dépense d'exploitation en 1985-86.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada			
Programme des services généraux et spéciaux			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion et administration centrales du ministère			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	16,145,000	15,997,999	14,202,000
Gestion et administration de la Commission			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	211,587,000	209,052,093	203,315,508
Systèmes et procédures			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	17,942,000	17,884,692	18,087,000
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	3,941,000	3,910,443	3,819,492
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	598,000	566,771	563,000
Total du programme—Budgétaire	**250,213,000**	**247,411,998**	**239,987,000**
Programme d'emploi et d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Service national de placement			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	225,194,000	224,699,000	215,867,813
Assurance-chômage			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	360,295,000	359,938,000	338,307,328
Gestion du programme et services communs			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	115,021,000	113,677,002	104,728,859
Stratégie de planification de l'emploi			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-chômage	...	...	8,965,000
Total du programme—Budgétaire	**700,510,000**	**698,314,002**	**667,869,000**
Total du ministère—Budgétaire	**950,723,000**	**945,726,000**	**907,856,000**

Note: Les chiffres comparatifs de 1985-86 présentés sous le Programme d'emploi et d'assurance ont été redressés pour refléter la structure de 1986-87.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
Programme des services généraux et spéciaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Traitement—Paiements en trop	1,193	...
Divers	195,643	47,958
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,098,213	1,159,340
	3,295,049	1,207,298
Rémunérations de services—		
Services spéciaux	...	427
Autres recettes non fiscales—		
Divers	3,159,819	6,023,030
Total du programme	**6,454,868**	**7,230,795**
Programme d'emploi et d'assurance		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments appartenant au ministère—Location	182,333	16,194
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de mauvaises créances	27,527	67,104
Traitement—Paiements en trop	9,193	19,321
Programme national de formation de l'industrie	21,535	18,483
Programme national de formation en établissement	1,301,973	1,047,011
Programme de la mobilité de la main-d'œuvre du Canada	42,623	30,050
Programme d'initiatives locales	2,626	8,253
Programme d'aide à la création locale d'emplois	266,064	249,404
Programme d'extension	222,447	109,411
Programme Canada au travail	659,991	1,928,917
Programme Jeunesse Canada au travail	121,105	76,731
Option formation des jeunes	189,078	6,091
Programme de services communautaires au Canada	9,327	15,304
Programme de développement communautaire au Canada	56,105	640,520
Programme d'aide locale au développement économique	490,836	37,799
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	...	2,722
Programme d'emploi d'été pour les jeunes	81,389	14,411
Programme d'emploi communautaire	56,432	50,849
Achats—Programme national de formation	...	84
Formation et expérience de travail	2,278	...
Divers	586,366	657,659
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,540,357	2,302,053
	7,687,252	7,282,177

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	1,004	727
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	1,006	1,083
Somme restituée au fisc par remords de conscience	716	110
Bâtiments appartenant à la Couronne	66,884	222,330
Amendes d'assurance-chômage	1,836,178	903,860
Divers	93,027	46,797
	1,997,811	1,174,180
Total du programme	**9,868,400**	**8,473,278**
Programme d'immigration		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	646,831	795,181
Autres comptes—		
Prêts aux étudiants tchèques	194	...
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	38	...
	647,063	795,181
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement principal—Prêts aux étudiants tchèques	183	...
Aide à l'adaptation recouvrable	10,297	6,277
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons	387	369
Aide à l'adaptation—Paiements en trop	5,490	4,022
Traitement—Paiements en trop	...	336
Dépenses d'expulsion	...	965
Divers	161,781	103,711
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	116,331	37,896
	294,469	153,576

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Frais d'application—		
Résidence permanente	8,570,655	524,153
Permis de travail	4,002,112	584,128
Permis de travail—Artistes de spectacles	222,811	33,528
Prorogation du statut de visiteur (Visa)	1,798,250	222,025
Modification/vérification de débarquement	296,825	36,200
Modification/vérification de débarquement (famille)	19,575	3,475
Taux de change différentiel	6,710	1,258
Services spéciaux	6,214	...
Télégrammes et câblogrammes payés d'avance	5,762	7,528
Divers	...	53
	14,928,914	1,412,348
Autres recettes non fiscales—		
Frais juridiques	2,318	53
Amendes—Immigration	364,121	439,442
Confiscations	595,600	656,690
Dépenses d'expulsions	645,388	864,031
Somme restituée au fisc par remords de conscience	76	...
Divers	4,061	12,706
	1,611,564	1,972,922
Total du programme	**17,482,010**	**4,334,027**
Total du département	**33,805,278**	**20,038,060**
Commission d'appel de l'immigration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	628	428
Produits des ventes	93	20
Autres recettes non fiscales	1,293	3
Total du programme	**2,014**	**451**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	829,396	811,375
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,277,398	8,643,479
Rémunérations de services	14,929,918	1,413,502
Produits des ventes	93	20
Autres recettes non fiscales	6,770,487	9,170,135
Total du ministère	**33,807,292**	**20,038,511**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1986-87

Énergie, Mines et Ressources

Département
Commission de contrôle de l'énergie atomique
Énergie atomique du Canada, Limitée
Office national de l'énergie
Petro-Canada
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	13.2
Sommaire du ministère	13.7
Programmes par activité	13.11
Paiements de transfert	13.17
Détail des montants portés au crédit	13.24
Recettes	13.24

Département

Programme d'administration

Objectif

Offrir des services d'orientation en matière de gestion, des services de soutien dans les domaines financier, administratif, du traitement des données, des ressources humaines et des communications qui contribueront à la réalisation des objectifs du ministère et du gouvernement fédéral dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre.

Description des activités

Orientation et coordination
Comprend les cabinets des ministres et les bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé; assurer l'orientation globale en matière de politique et de direction, y compris des fonctions telles que celles du secrétariat du ministère et la planification ministérielle, l'évaluation des programmes et la vérification interne.

Finances et administration
Comprend la Direction de la gestion financière, la Direction des services administratifs et le Centre des services d'ordinateur et fournit les systèmes et les services de soutien financiers, administratifs et informatiques utilisés dans le cadre des deux programmes opérationnels du ministère.

Gestion des ressources humaines
Responsable des questions relatives aux ressources humaines de l'ensemble du ministère, y compris la planification, la dotation en personnel, la formation et le perfectionnement, l'organisation et la classification, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, le programme des langues officielles et les programmes d'action positive.

Communications
Assurer un service complet en matière de communications aux ministres et aux programmes du ministère, afin d'informer le public dans les domaines de l'énergie, des minéraux et des sciences de la Terre; recueillir et analyser les opinions et attitudes du public à l'égard des politiques et des programmes du ministère; contrôler et évaluer les activités d'information.

Programme de l'énergie

Objectif

Élaborer et appliquer des politiques, des stratégies et des programmes efficaces visant à assurer l'approvisionnement suffisant d'énergie et de l'utilisation optimale des ressources énergétiques, tout en tenant compte d'autres objectifs sociaux et économiques.

Description des activités

Politique énergétique
Effectuer des analyses de la stratégie énergétique afin de déterminer les coûts et les avantages économiques d'autres options de politique énergétique avant de formuler des recommandations concernant la politique; effectuer des analyses financières et fiscales de la politique, notamment en ce qui a trait aux sociétés et aux projets en matière d'énergie; entreprendre des études spéciales de tous les aspects de la politique énergétique applicables aux grands secteurs de l'économie énergétique; effectuer des études macro-économiques de l'économie par rapport à l'énergie; participer à l'analyse de la situation énergétique sur la scène internationale et assurer la liaison sur le plan multilatéral et bilatéral, ainsi que la coordination du programme.

Hydrocarbures
Évaluer les ressources et besoins canadiens en pétrole; les conditions de leur utilisation et de leur mise en valeur; les besoins en pétrole étranger pour satisfaire aux besoins canadiens; l'adaptation des secteurs du raffinage, des produits pétrochimiques, du transport et de la commercialisation de l'industrie aux circonstances changeantes; la situation des marchés du pétrole et du gaz, au pays et à l'étranger, et l'analyse des facteurs qui touchent ces marchés. Ces études sont entreprises pour informer les planificateurs en énergie du gouvernement fédéral, les provinces productrices et consommatrices, l'industrie pétrolière et gazière et le public, et pour satisfaire à leurs besoins. L'élaboration et l'administration des initiatives visant à promouvoir la mise en valeur du pétrole et du gaz et l'expansion de leurs marchés ainsi que la mise en œuvre des ententes avec les gouvernements provinciaux en ce qui concerne la tarification du gaz et du pétrole. Ces activités comprennent la collecte de recettes au moyen de la redevance d'indemnisation pétrolière pour financer les paiements faits aux importateurs de pétrole et producteurs de nouveau pétrole brut classique et synthétique et le versement de subventions pour certains coûts de transport et d'échange liés à la livraison de pétrole brut canadien à l'est de Montréal; paiements d'appoint versés à la société Pipe Line Interprovincial Limitée lorsque les coûts définis dépassent les recettes de sa canalisation Sarnia-Montréal; le financement de projets de recherche, de développement et de démonstration relatifs aux huiles lourdes; redevances d'exportation de pétrole brut et de produits pétroliers; la gestion de l'offre de pétrole canadien; la tarification intérieure et la tarification à l'exportation de gaz naturel et l'expansion des réseaux de transport et de distribution de gaz.

Planification en cas d'urgence (y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie)
Établir, tenir à jour et mettre à l'essai des plans d'urgence pour des programmes de répartition et de rationnement obligatoires conformément à la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie, afin d'assurer une répartition équitable des approvisionnements en pétrole disponibles durant une crise nationale; élaborer et mettre à jour des plans en vue de l'établissement et de l'exploitation d'une régie nationale d'urgence pour l'énergie tel que le prescrit le Décret de 1981 sur la planification d'urgence, afin de contrôler et de réglementer la production d'énergie, sa distribution et son utilisation en cas d'urgence; représenter le Canada au sein des organismes de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et de l'Agence internationale de l'énergie chargés de la planification d'éventualités ayant trait aux crises pétrolières; et élaborer des mesures susceptibles de retarder le recours à un programme de réglementation en cas de crise nationale. En cas de déclaration d'une crise nationale, l'activité entreprend la mise en œuvre et l'exécution d'un programme obligatoire de répartition, et, au besoin, d'un programme de rationnement, tel que prescrit par la Loi d'urgence de 1979 sur les approvisionnements d'énergie.

Économies d'énergie et substituts du pétrole
Analyser la demande d'énergie dans les divers secteurs de l'activité économique, en vue de déterminer les possibilités d'économie d'énergie et de remplacement du pétrole; analyser la provenance des substituts du pétrole et des énergies de rechange et de leur utilisation; analyser la nécessité d'effectuer des recherches, de créer des produits, de hausser la capacité de l'industrie et d'accorder des encouragements financiers en vue de réaliser le potentiel susmentionné; établir des politiques et des programmes destinés à encourager l'économie d'énergie, le remplacement du pétrole et le développement de substituts du pétrole et d'énergies de rechange, par la diffusion de renseignements, la prestation de conseils, de subventions et de contributions, l'exécution de recherches et de projets de démonstration et un apport aux règlements.

Recherche et développement énergétiques
Élaborer les politiques du gouvernement fédéral en matière de recherche et de développement énergétiques pour soutenir les options stratégiques d'énergie au niveau national; recueillir des données sur la recherche, le développement et les activités de démonstration au sein des ministères et organismes gouvernementaux, des industries, des universités et au niveau international; fournir des conseils sur les allocations de ressources fédérales de recherche et de développement énergétiques; évaluer des programmes fédéraux de recherche et de développement énergétiques du point de vue technique; administrer des programmes de recherche et de développement énergétiques au moyen de contrats et d'ententes coopératives et procurer de l'information sur la recherche et le développement énergétiques au Canada.

Surveillance des sociétés d'énergie
Prélever, des sociétés qui présentent des rapports en vertu de la Loi sur la surveillance du secteur pétrolier, des données sur les réserves, la production, les revenus, les coûts et la rentabilité, le financement et le réinvestissement, les transactions avec les sociétés étrangères, la recherche et le développement, les politiques en matière d'achat et la propriété et le contrôle; analyser les données et rédiger des rapports publics; effectuer une vérification sélective des dossiers de sociétés particulières afin d'éclaircir les informations fournies et d'assurer la présentation de rapports conformes aux exigences; surveiller les tendances en matière de propriété étrangère dans l'industrie; fournir des conseils et des données pour l'application de divers programmes de canadianisation et mener des études périodiques des activités des grandes sociétés pétrolières.

Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières
Tenir à jour les politiques, les systèmes, les procédures et les règlements liés aux coûts admissibles et à la prévention des écoulements en vertu de la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier au cours de l'abolition progressive du programme; recevoir, analyser et traiter les demandes et demander le versement à des particuliers, à des sociétés de personnes et à des compagnies de contributions relatives aux puits faisant l'objet de droits acquis, et aux travaux d'exploration et d'exploitation effectués au cours de l'année précédente; tenir à jour les politiques, les systèmes, les procédures et les règlements afin d'assurer l'application de la Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens au cours de la réduction de sa portée; recevoir, traiter et vérifier les demandes de certificat de taux de participation canadienne et d'état de contrôle; traiter les demandes de prolongation de certificat du taux de participation canadienne aux termes de la Loi sur le programme d'encouragement du secteur pétrolier; effectuer des vérifications et des études pour déterminer l'intégrité des systèmes d'auto-évaluation et pour veiller au respect des lois, des règlements, interprétations des décisions; tenir des dossiers appropriés de toutes les activités.

Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
Préparer des règlements et des lois; négocier, aliéner et gérer les droits sur le pétrole et le gaz; approuver des plans de développement et de production; superviser et réglementer les activités se rapportant au pétrole et au gaz; évaluer le potentiel pétrolier et gazier; négocier et surveiller les avantages pour le Canada; élaborer les conditions en matière de protection de l'environnement, notamment les plans d'urgence en cas de déversement accidentel de pétrole; encourager la recherche appliquée sur le pétrole et le gaz relativement au processus d'approbation; enfin, coordonner les efforts interministériels et intergouvernementaux concernant la cogestion des ressources.

Gestion et appui du programme
Fournir l'orientation supérieure aux gestionnaires d'activité; assurer des services de personnel liés à la dotation, à la classification, à la rémunération et aux avantages sociaux; assurer des services financiers centraux, la coordination de la gestion financière et la budgétisation.

Étude de l'environnement
Subventionner les études environnementales et sociales nécessaires pour déterminer s'il convient d'autoriser des activités d'exploration pétrolière et gazière et d'aménagement dans les terres du Canada situées dans le Nord; c'est-à-dire incorporer au fonctionnement du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement la fonction de gestion du programme qui y est liée directement, en vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada; payer les dépenses raisonnables consécutives aux études sociales ou environnementales, si le Ministre les juge nécessaires; et, en vertu des paragraphes 49(4), (7) et (11) de ladite Loi, imposer aux propriétaires concernés un montant à verser selon les modalités prescrites par le Ministre.

Programme des minéraux et des sciences de la Terre

Objectif

Assurer la disponibilité, en temps opportun, de politiques, de stratégies et de programmes des minéraux conçus pour assurer la contribution maximale des secteurs des minéraux et des métaux à l'économie canadienne, et fournir en temps opportun des connaissances scientifiques, des données, des techniques et des conseils dans les domaines des sciences de la Terre et des minéraux et plus particulièrement dans le domaine des ressources minérales et énergétiques de la masse continentale canadienne et des régions situées au large des côtes.

Description des activités

Développement de l'industrie des minéraux
Élaborer des stratégies nationales de politique minérale et fournir des conseils au Ministre, au sous-ministre, à d'autres ministères fédéraux, à d'autres gouvernements et à l'industrie sur les produits minéraux, les marchés et l'économie des minéraux, y compris l'investissement, les finances, la fiscalité, les possibilités de développement économique et de création d'emplois qui découlent du secteur des minéraux; élaborer, négocier et administrer un programme d'ententes sur l'exploitation minérale conjointement avec les provinces; élaborer et mener des missions techniques et économiques axées sur des marchés étrangers des minéraux au profit de sociétés du secteur des minéraux et des métaux; servir de source principale de statistiques sur les minéraux canadiens pour les Comptes nationaux du Canada, et sur les minéraux mondiaux pour toutes les parties intéressées.

Application de la Loi sur les explosifs au Canada
Réglementer, partout au Canada, la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les usines et les dépôts et en délivrant des licences pertinentes; vérifier et autoriser les explosifs; fournir des conseils techniques aux autres organismes gouvernementaux (internationaux, fédéraux et provinciaux); et donner des cours sur la manutention des explosifs en toute sécurité.

Technologie des minéraux et de l'énergie
Mener des travaux de recherche et de développement technique en matière de technologie des minéraux et de l'énergie, notamment en ce qui concerne l'extraction de minerais et de minéraux et leur traitement, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux, ainsi que la fourniture, la conversion et l'utilisation de pétrole lourd, de sables bitumineux, de charbon, d'uranium et d'autres combustibles, conjointement avec des secteurs choisis des économies d'énergie et du transport des combustibles énergétiques; promouvoir, coordonner et soutenir la recherche et le développement dans l'industrie, les universités et les centres de recherche dans les domaines des minéraux et de l'énergie; découvrir de nouvelles voies technologiques dans les domaines de l'exploitation minière, de la métallurgie et de l'énergie; et faire connaître les progrès de la technologie au secteur privé.

Télédétection
Procéder à l'élaboration et à la démonstration de systèmes, de méthodes et d'instruments pour l'acquisition, la distribution et l'analyse des données de télédétection, provenant d'aéronefs et de satellites, à titre de contribution à l'élaboration de systèmes de gestion et d'information efficaces pour les ressources terrestres et océaniques et l'environnement du Canada.

Levés géologiques
Effectuer des recherches et des études géologiques, géophysiques et géochimiques; évaluer les ressources en minéraux et en énergies non renouvelables; étudier les phénomènes géologiques touchant les travaux de génie civil et l'environnement; perfectionner les technologies, y compris la technologie géophysique; établir des normes géoscientifiques nationales; encourager les activités canadiennes dans le domaine des sciences de la Terre au Canada et ailleurs; collaborer avec les provinces; donner des conseils au gouvernement; établir et diffuser des cartes et des rapports.

Physique du globe
Fournir des connaissances géophysiques fondamentales sur la structure, les processus dynamiques et les dangers de la masse continentale et des régions situées au large des côtes; exploiter des réseaux nationaux d'observatoires géophysiques et fournir des normes géophysiques.

Plateau continental polaire
Étudier les problèmes scientifiques propres à l'Arctique canadien et fournir un appui logistique coordonné aux groupes des secteurs public et privé qui mènent des études scientifiques dans l'Arctique; et procurer à la communauté scientifique et aux habitants de la région, des renseignements sur les travaux de nature scientifique effectués dans l'Arctique.

Levés et cartographie
Établir et entretenir un réseau national de repères planimétriques et altimétriques précis; rassembler et mettre à jour les renseignements topographiques et géographiques concernant la masse continentale canadienne; préparer, publier et diffuser des cartes topographiques, électorales et aéronautiques, des publications, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas du Canada; diriger et réglementer l'arpentage des propriétés des terres fédérales; et maintenir les frontières internationales.

Gestion et appui du programme
Gérer l'ensemble du programme, y compris les bureaux des sous-ministres adjoints (politique minérale, recherche et technologie, et sciences de la Terre); et fournir certains services administratifs et techniques communs.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

Contrôler l'énergie nucléaire dans l'intérêt de la santé et de la sécurité, ainsi que de la sécurité nationale.

Description de l'activité

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire
L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie nucléaire; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Énergie atomique du Canada, Limitée et l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Office national de l'énergie

Objectif

Veiller aux intérêts du Canada en matière de construction et d'exploitation sécuritaires et saines au niveau de l'environnement, des oléoducs, des gazoducs et des lignes de transport d'électricité relevant du gouvernement fédéral, en matière d'exportation, d'électricité, de gaz et de pétrole, et en matière d'importation de gaz et de pétrole.

S'assurer que les droits des sociétés pipelinières qui relèvent de la juridiction du gouvernement fédéral sont justes et raisonnables et que les services pipeliniers sont fournis sur une base continue, sans discrimination injuste et d'une manière efficace au point de vue des coûts.

Donner des avis sur le contrôle, la surveillance, l'économie, l'utilisation, la commercialisation et l'exploitation de l'énergie et des sources d'énergie. Assumer des responsabilités spécifiques aux termes de la Loi sur le pipe-line du Nord et de la Loi sur l'administration de l'énergie.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie
Analyse de l'économie et du marché; analyse financière des sociétés de pipe-lines; analyse technique des projets de construction de pipe-lines et de lignes de transport électriques; délivrance de certificats pour la construction et l'exploitation de pipe-lines et de lignes de transport électriques relevant du gouvernement fédéral; réglementation des droits et tarifs; inspection de la sûreté des pipe-lines; audiences publiques; fournir des conseils au ministre; services administratifs pour l'Office.

Petro-Canada

Objectif

Affecter des capitaux et des compétences canadiennes à la commercialisation efficace des ressources énergétiques du Canada, afin de répondre aux besoins énergétiques des Canadiens et d'atteindre les objectifs énergétiques du pays.

Description des activités

Activités à la demande du gouvernement
Activités entreprises pour le gouvernement selon ses ordres en vertu du paragraphe 7(2) et conformément à l'article 24 de la Loi sur Petro-Canada, et pour lesquelles sera fournie une compensation budgétaire directe.

Exploration et mise en valeur dans l'Ouest canadien
S'occuper de l'exploration et de la production du pétrole et du gaz et des produits connexes sur la masse continentale du Canada, particulièrement à court et à moyen termes, et favoriser une augmentation de ces travaux; s'occuper de la mise en valeur des sables bitumineux et faciliter ces travaux; promouvoir une meilleure récupération du pétrole classique, des huiles lourdes et des sables bitumineux; exécuter des travaux techniques et des recherches de qualité supérieure à l'appui de toutes ces activités.

Exploration et mise en valeur dans les régions pionnières
S'occuper de l'exploration et de la mise en valeur à long terme de sources de pétrole et de gaz dans les régions pionnières, en donnant la priorité à la production rapide de pétrole; accélérer la découverte, la délimitation et la mise en valeur des réserves connues de pétrole et de gaz, en particulier sur la côte Est et participer, dans des limites raisonnables, à certains projets internationaux d'exploration et de mise en valeur jugés rentables.

Investissement dans des projets spéciaux
Investissement dans des projets majeurs tels que le projet Syncrude, entreprise minière dont l'objectif est l'extraction et la valorisation du pétrole des sables bitumineux de l'Athabasca.

Division des produits de Petro-Canada
Établir et maintenir une présence autonome dans le secteur du raffinage en aval et de la commercialisation, dans toutes les régions du pays, c'est-à-dire améliorer la base d'activités de la Société, corriger les déséquilibres observés dans les systèmes régionaux de raffinage, de commercialisation et d'approvisionnement en produits pétroliers et fournir des produits et des services aux consommateurs canadiens dans le domaine des hydrocarbures, en faisant bien ressortir l'identité canadienne unique de Petro-Canada.

Postes pour la Société
Ces activités englobent le capital administratif, le service de la dette, l'achat d'actions, le paiement de dividendes et les autres dépenses d'exploitation de la Société.

Société Petro-Canada pour l'assistance internationale

Objectif

Aider les pays en développement à réduire ou à éliminer leur dépendance à l'égard du pétrole importé en entreprenant des travaux de prospection pétrolière ainsi que des activités connexes afin d'évaluer et de développer le potentiel en hydrocarbures des pays bénéficiaires.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	41,867,000	...	...	41,867,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	3,740	3,740		Virement du CT, crédit 10(1)				
...	41,867,000	...	3,740	41,870,740		Total—Crédit 1	40,530,943	1,339,797	...	37,315,548
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	3,364,440	...	364,560	3,729,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,729,000	...	...	3,598,000
...	...	...	2,916	2,916	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2,916	...	...	4,955
...	**45,270,970**	**...**	**372,784**	**45,643,754**		**Total du programme—Budgétaire**	**44,303,957**	**1,339,797**	**...**	**40,958,033**
						Programme de l'énergie				
...	126,689,000	...	...	126,689,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	22,440	22,440		Virement du CT, crédit 10(1)				
...	126,689,000	...	22,440	126,711,440		Total—Crédit 5	104,011,974	22,699,466	...	110,424,345
...	68,523,000	...	...	68,523,000	10	Subventions et contributions	68,498,185	24,815	...	140,371,501
...	500,000	...	...	500,000	15	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes	87,516	412,484	...	37,242,813
...	2,000,000	...	...	2,000,000	20	Programme canadien de remplacement du pétrole	471,364	1,528,636	...	112,068,909
...	950,000,000	...	...	950,000,000	25	Programme d'encouragement du secteur pétrolier	948,404,116	1,595,884	...	1,499,758,602
...	15,000,000	...	(4,794,935)	10,205,065	(S)	Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limited à l'égard des déficits subis relativement au prolongement du réseau jusqu'à Montréal	10,205,065	...	...	8,683,851
...	10,000,000	...	(10,000,000)	...	(S)	Paiement d'indemnisation pétrolière à des personnes en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, telle que modifiée				
...	...	...	500,000,000	500,000,000		Autorisation maximale annuelle en vertu de l'article 77 de la Loi, telle que modifiée				
...	10,000,000	...	490,000,000	500,000,000		Total	(2,330,521)	502,330,521	...	(136,003,527)
19,331,674	50,000,000	...	(50,000,000)	19,331,674	(S)	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières				

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Autorisation maximale de $50,000,000 à chacun des exercices 1984-85 à 1987-88 inclusivement *moins* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la Partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices subséquents. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder $200,000,000.				
...	...	...	50,000,000	50,000,000		Autorisation maximale non annulée conformément à l'article 87a) de la Loi				
...	...	...	...	...		*Moins:* le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements conformément à la Partie V de la Loi pour l'exercice 1986-87				
19,331,674	50,000,000	...	...	69,331,674		Total	18,579,972	...	50,751,702	80,668,326
...	10,000,000	...	(10,000,000)	...	(S)	Fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières—Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	...	...	...	4,855,978
...	6,467,000	...	701,000	7,168,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,168,000	...	...	8,493,000
2,111,078	...	...	...	2,111,078	(S)	Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement	1,531,405	...	579,673	1,553,040
...	...	...	292,178	292,178	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	292,178	...	...	85,314
21,442,752	1,239,179,000	...	476,220,683	1,736,842,435		Total budgétaire	1,156,919,254	528,591,806	51,331,375	1,868,202,152
...	3,718,000	...	...	3,718,000	L30	Prêts pour financer l'interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité. (Brut)	...	3,718,000	...	2,061,278
...	...	20,400,000	...	20,400,000	L31a	Prêts à la Société NewGrade Energy Inc. pour la construction d'une usine de valorisation du pétrole lourd en Saskatchewan et pour une étude se rapportant à cette usine. (Brut)	20,400,000	...	...	3,310,043
42,196,000	...	...	...	42,196,000	(S)	(L) Souscriptions des actions et des débentures de la Société coopérative de l'énergie en vertu de la Loi sur les coopératives de l'énergie, article 24. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	42,196,000	...
42,196,000	3,718,000	20,400,000	...	66,314,000		Total non budgétaire	20,400,000	3,718,000	42,196,000	5,371,321
21,442,752	**1,239,179,000**	**...**	**476,220,683**	**1,736,842,435**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,156,919,254**	**528,591,806**	**51,331,375**	**1,868,202,152**
42,196,000	**3,718,000**	**20,400,000**	**...**	**66,314,000**		**Non budgétaire**	**20,400,000**	**3,718,000**	**42,196,000**	**5,371,321**

						Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
...	261,543,000	...	...	261,543,000	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	263,920	263,920		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	261,543,000	...	263,920	261,806,920		Total—Crédit 35	253,044,716	8,762,204	...	244,034,283
...	30,452,000	...	...	30,452,000	40	Dépenses en capital	28,077,222	2,374,778	...	35,287,936
...	31,050,000	...	...	31,050,000	45	Subventions et contributions	30,551,737	498,263	...	21,338,364
...	17,669,000	...	1,917,000	19,586,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,586,000	...	...	18,877,000
...	...	...	9,736	9,736	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	9,736	...	...	5,359
...	**340,714,000**	**...**	**2,190,656**	**342,904,656**		**Total du programme—Budgétaire**	**331,269,411**	**11,635,245**	**...**	**319,542,942**
21,442,752	**1,625,163,970**	**...**	**478,784,123**	**2,125,390,845**		**Total du département—Budgétaire**	**1,532,492,622**	**541,566,848**	**51,331,375**	**2,228,703,127**
42,196,000	**3,718,000**	**20,400,000**	**...**	**66,314,000**		**Non budgétaire**	**20,400,000**	**3,718,000**	**42,196,000**	**5,371,321**
						Commission de contrôle de l'énergie atomique				
...	21,307,000	...	...	21,307,000	50	Dépenses du programme	20,273,963	1,033,037	...	18,691,516
...	1,822,000	...	198,000	2,020,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,020,000	...	...	2,033,000
...	**23,129,000**	**...**	**198,000**	**23,327,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**22,293,963**	**1,033,037**	**...**	**20,724,516**
						Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	197,952,000	...	...	197,952,000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,400,000	...	2,400,000	55a	Dépenses de fonctionnement				
...	197,952,000	2,400,000	...	200,352,000		Total—Crédit 55	199,689,283	662,717	...	244,892,753
...	17,892,000	...	...	17,892,000	60	Dépenses en capital	17,892,000	...	...	30,228,000
...	**215,844,000**	**2,400,000**	**...**	**218,244,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**217,581,283**	**662,717**	**...**	**275,120,753**
						Office national de l'énergie				
...	23,806,000	...	...	23,806,000	65	Dépenses du programme	22,597,235	1,208,765	...	22,094,314
...	2,678,000	...	290,000	2,968,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,968,000	...	...	2,961,000
...	**26,484,000**	**...**	**290,000**	**26,774,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**25,565,235**	**1,208,765**	**...**	**25,055,314**
						Petro-Canada				
18,160,468	...	...	...	18,160,468	(S)	Paiement à la Société Petro-Canada aux fins d'une avance de fonds que cette Société a versée à Canertech Incorporated conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	...	...	18,160,468	...
44,916	...	...	...	44,916	(S)	Paiement à la Société Petro-Canada pour assurer la continuité du projet de Cold Lake de la Compagnie pétrolière impériale Limitée, conformément à la Loi modifiant la Loi sur la Société Petro-Canada	...	...	44,916	...
18,205,384	...	...	...	18,205,384		Total budgétaire	...	...	18,205,384	...

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
27,228,147	...	...	...	27,228,147	(S)	(L) Avances pour emprunts ou achats d'actions privilégiées à la Corporation, en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 22. Limite $1,000,000,000. (Net)	...	...	27,228,147	...
3,830,500,000	...	...	...	3,830,500,000		Souscriptions d'actions ordinaires de la Corporation en vertu de la Loi sur la Société Petro-Canada, article 5. Limite $4,900,000,000. (Brut)	...	...	3,830,500,000	...
3,857,728,147	...	...	...	3,857,728,147		Total non budgétaire	...	...	3,857,728,147	...
18,205,384	...	...	...	**18,205,384**		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	**18,205,384**	...
3,857,728,147	...	...	...	**3,857,728,147**		**Non budgétaire**	...	...	**3,857,728,147**	...
						Société Petro-Canada pour l'assistance internationale				
...	56,900,000	...	...	56,900,000	70	Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	28,648,000	28,252,000	...	23,800,000
...	**56,900,000**	...	...	**56,900,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**28,648,000**	**28,252,000**	...	**23,800,000**
39,648,136	**1,947,520,970**	**2,400,000**	**479,272,123**	**2,468,841,229**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1,826,581,103**	**572,723,367**	**69,536,759**	**2,573,403,710**
3,899,924,147	**3,718,000**	**20,400,000**	...	**3,924,042,147**		**Non budgétaire**	**20,400,000**	**3,718,000**	**3,899,924,147**	**5,371,321**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	7,740,000	...	...	(429,407)	69,560	...	7,380,153	Orientation et coordination	6,738,513	641,640	...	7,485,691
...	27,375,000	...	...	(817,413)	188,961	(8,862,000)	17,884,548	Finances et administration	18,115,290	(230,742)	...	16,897,697
...	4,705,000	...	3,740	150,525	54,448	...	4,913,713	Gestion des ressources humaines	4,720,462	193,251	...	4,929,914
...	13,918,970	...	...	(774,989)	56,075	...	13,200,056	Communications	12,557,403	642,653	...	10,348,581
...	(8,862,000)	...	...	...	...	8,862,000		Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
...	44,876,970	...	3,740	(1,871,284)	369,044	...	43,378,470	Total—Fonctionnement	42,131,668	1,246,802	...	39,661,883
								Capital				
...	30,000	...	...	176,100	...	...	206,100	Orientation et coordination	187,118	18,982	...	150,122
...	327,000	...	...	1,418,009	...	...	1,745,009	Finances et administration	1,691,920	53,089	...	1,004,480
...	14,000	...	...	105,175	...	...	119,175	Gestion des ressources humaines	120,736	(1,561)	...	17,974
...	23,000	...	...	172,000	...	...	195,000	Communications	172,515	22,485	...	123,574
...	394,000	...	...	1,871,284	...	...	2,265,284	Total—Capital	2,172,289	92,995	...	1,296,150
								Sommaire du programme				
...	**7,770,000**	...	...	**(253,307)**	**69,560**	...	7,586,253	**Orientation et coordination**	6,925,631	**660,622**	...	**7,635,813**
...	**18,840,000**	...	...	**600,596**	**188,961**	...	19,629,557	**Finances et administration**	19,807,210	**(177,653)**	...	**17,902,177**
...	**4,719,000**	...	**3,740**	**255,700**	**54,448**	...	5,032,888	**Gestion des ressources humaines**	4,841,198	**191,690**	...	**4,947,888**
...	**13,941,970**	...	...	**(602,989)**	**56,075**	...	13,395,056	**Communications**	12,729,918	**665,138**	...	**10,472,155**
...	**45,270,970**	...	**3,740**	...	**369,044**	...	**45,643,754**	**Total du programme—Budgétaire**	**44,303,957**	**1,339,797**	...	**40,958,033**
								Programme de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	8,377,000	...	...	...	87,000	...	8,464,000	Politique énergétique	7,858,080	605,920	...	7,862,379
...	8,077,000	...	...	...	75,000	...	8,152,000	Hydrocarbures	6,460,440	1,691,560	...	6,991,426
...	1,433,000	...	...	...	10,000	...	1,443,000	Planification en cas d'urgence (y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie)	1,591,439	(148,439)	...	1,662,626
...	81,690,000	...	22,440	...	260,000	...	81,972,440	Économies d'énergie et substituts du pétrole	65,754,026	16,218,414	...	70,976,996
...	1,380,000	...	...	...	13,000	...	1,393,000	Recherche et développement énergétiques	1,003,002	389,998	...	1,829,037
...	1,644,000	...	...	...	11,000	...	1,655,000	Surveillance des sociétés d'énergie	1,447,870	207,130	...	1,208,736

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	19,304,000	...	...	...	435,195	...	19,739,195	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	18,106,261	1,632,934	...	18,893,675
...	8,918,000	...	...	...	83,983	...	9,001,983	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	6,287,204	2,714,779	...	6,599,959
...	1,439,000	...	...	...	18,000	...	1,457,000	Gestion et appui du programme	1,499,599	(42,599)	...	1,618,364
2,111,078	382,000	...	...	(2,088,528)	...	(382,000)	22,550	Étude de l'environnement	(557,123)	...	579,673	(2,034,140)
...	(382,000)	...	...	...	...	382,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
2,111,078	132,262,000	...	22,440	(2,088,528)	993,178	...	133,300,168	Total—Fonctionnement	109,450,798	23,269,697	579,673	115,609,058
								Capital				
...	34,000	...	...	...	...	...	34,000	Politique énergétique	158,545	(124,545)	...	158,324
...	62,000	...	...	...	...	...	62,000	Hydrocarbures	163,430	(101,430)	...	132,834
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Planification en cas d'urgence (y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie)	7,568	(3,568)	...	2,097
...	507,000	...	...	...	...	...	507,000	Économies d'énergie et substituts du pétrole	665,889	(158,889)	...	939,249
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Recherche et développement énergétiques	7,718	(2,718)	...	18,557
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Surveillance des sociétés d'énergie	38,660	(33,660)	...	28,997
...	198,000	...	...	...	...	...	198,000	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	134,591	63,409	...	48,803
...	54,000	...	...	...	...	...	54,000	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	271,470	(217,470)	...	30,600
...	25,000	...	...	...	...	...	25,000	Gestion et appui du programme	16,359	8,641	...	...
...	894,000	...	...	...	...	...	894,000	Total—Capital	1,464,230	(570,230)	...	1,359,461
								Paiements de transfert				
...	285,000	...	...	134,000	...	...	419,000	Politique énergétique	417,690	1,310	...	307,000
...	127,504,000	...	...	936,000	485,205,065	...	613,645,065	Hydrocarbures	99,822,268	513,822,797	...	43,855,816
...	56,533,000	...	...	10,907,000	...	...	67,440,000	Économies d'énergie et substituts du pétrole	61,474,468	5,965,532	...	241,406,782
...	300,000	...	...	709,000	...	...	1,009,000	Recherche et développement énergétiques	1,005,166	3,834	...	356,452
...	950,000,000	...	...	...	...	...	950,000,000	Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières	948,404,116	1,595,884	...	1,499,758,602
19,331,674	60,000,000	...	...	2,236,000	(10,000,000)	...	71,567,674	Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada	20,815,955	17	50,751,702	86,124,304
...	401,000	...	...	78,000	...	...	479,000	Gestion et appui du programme	475,757	3,243	...	386,972
...	...	...	...	2,088,528	...	...	2,088,528	Étude de l'environnement	2,088,528	...	...	3,587,180

	(89,000,000)	...	...	(15,000,000)	...	...	(104,000,000)	Fonds disponibles provenant de l'Alberta dans le cadre du programme d'incitation à l'expansion des marchés[1]	(88,499,722)	(15,500,278)	...	(124,549,475)
19,331,674	1,106,023,000	...	...	2,088,528	475,205,065	...	1,602,648,267	Total—Paiements de transfert	1,046,004,226	505,892,339	50,751,702	1,751,233,633
								Non budgétaire				
...	3,718,000	...	...	...	...	...	3,718,000	Économies d'énergie et substituts du pétrole		3,718,000	...	2,061,278
...	...	20,400,000	...	...	...	...	20,400,000	NewGrade Energy Inc.	20,400,000	...	...	3,310,043
42,196,000	...	...	...	...	...	...	42,196,000	Actions de la Société coopérative de l'énergie	...	...	42,196,000	...
42,196,000	3,718,000	20,400,000	...	...	...	...	66,314,000	Total—Non budgétaire	20,400,000	3,718,000	42,196,000	5,371,321
								Sommaire du programme				
...	8,696,000	...	...	134,000	87,000	...	8,917,000	**Politique énergétique**	8,434,315	482,685	...	8,327,703
...	135,643,000	...	...	936,000	485,280,065	...	621,859,065	**Hydrocarbures**	106,446,138	515,412,927	...	50,980,076
...	1,437,000	...	...	...	10,000	...	1,447,000	**Planification en cas d'urgence (y compris l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie)**	1,599,007	(152,007)	...	1,664,723
								Économies d'énergie et substituts du pétrole—				
...	138,730,000	...	22,440	10,907,000	260,000	...	149,919,440	**Budgétaire**	127,894,383	22,025,057	...	313,323,027
...	3,718,000	...	...	...	...	...	3,718,000	**Non budgétaire**	...	3,718,000	...	2,061,278
...	1,685,000	...	...	709,000	13,000	...	2,407,000	**Recherche et développement énergétiques**	2,015,886	391,114	...	2,204,046
...	1,649,000	...	...	...	11,000	...	1,660,000	**Surveillance des sociétés d'énergie**	1,486,530	173,470	...	1,237,733
...	969,502,000	...	...	...	435,195	...	969,937,195	**Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières**	966,644,968	3,292,227	...	1,518,701,080
19,331,674	68,972,000	...	...	2,236,000	(9,916,017)	...	80,623,657	**Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada**	27,374,629	2,497,326	50,751,702	92,754,863
...	1,865,000	...	...	78,000	18,000	...	1,961,000	**Gestion et appui du programme**	1,991,715	(30,715)	...	2,005,336
2,111,078	...	...	...	...	...	...	2,111,078	**Étude de l'environnement**	1,531,405	...	579,673	1,553,040
...	(89,000,000)	...	...	(15,000,000)	...	...	(104,000,000)	**Fonds disponibles provenant de l'Alberta dans le cadre du programme d'incitation à l'expansion des marchés[1]**	(88,499,722)	(15,500,278)	...	(124,549,475)
...	...	20,400,000	...	...	...	...	20,400,000	**NewGrade Energy Inc.—Non budgétaire**	20,400,000	...	...	3,310,043
42,196,000	...	...	...	...	...	...	42,196,000	**Actions de la Société coopérative de l'énergie—Non budgétaire**	...	42,196,000	...	
								Total du programme—				
21,442,752	**1,239,179,000**	...	**22,440**	...	**476,198,243**	...	1,736,842,435	**Budgétaire**	1,156,919,254	**528,591,886**	**51,331,375**	**1,868,202,152**
42,196,000	**3,718,000**	**20,400,000**	...	...	...	...	66,314,000	**Non budgétaire**	20,400,000	**3,718,000**	**42,196,000**	**5,371,321**
								Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
								Fonctionnement				
...	12,297,000	...	...	...	111,000	...	12,408,000	Développement de l'industrie des minéraux	10,594,147	1,813,853	...	9,415,164
...	2,110,000	...	...	...	23,000	...	2,133,000	Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,088,096	44,904	...	2,152,897

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations

	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi
	$	$	$	$	$	$	$	$
Technologie des minéraux et de l'énergie	...	70,837,000	...	18,700	(982,000)	471,836	...	70,345,536
Télédétection	...	24,266,000	...	16,830	782,000	98,015	...	25,162,845
Levés géologiques	...	83,972,000	...	179,770	(392,500)	546,000	...	84,305,270
Physique du globe	...	14,511,000	...	22,440	...	115,000	...	14,648,440
Plateau continental polaire	...	6,017,000	...	...	460,000	19,000	...	6,496,000
Levés et cartographie	...	57,178,000	...	26,180	(386,400)	490,885	...	57,308,665
Gestion et appui du programme	...	8,024,000	...	...	518,900	52,000	...	8,594,900
Total—Fonctionnement	...	279,212,000	...	263,920	...	1,926,736	...	281,402,656
Capital								
Développement de l'industrie des minéraux	...	109,000	...	...	87,652	...	...	196,652
Application de la Loi sur les explosifs au Canada	...	50,000	...	...	11,000	...	...	61,000
Technologie des minéraux et de l'énergie	...	6,949,000	...	...	(236,245)	...	...	6,712,755
Télédétection	...	7,299,000	...	...	(155,939)	...	...	7,143,061
Levés géologiques	...	4,208,000	...	...	1,104,000	...	...	5,312,000
Physique du globe	...	2,464,000	...	...	515,000	...	...	2,979,000
Plateau continental polaire	...	52,000	...	...	800,000	...	...	852,000
Levés et cartographie	...	9,030,000	...	...	(2,181,468)	...	...	6,848,532
Gestion et appui du programme	...	291,000	...	...	56,000	...	...	347,000
Total—Capital	...	30,452,000	...	...	...	...	...	30,452,000
Paiements de transfert								
Développement de l'industrie des minéraux	...	17,172,000	...	...	(813,000)	...	...	16,359,000
Technologie des minéraux et de l'énergie	...	369,000	...	...	10,500	...	...	379,500
Télédétection	...	8,100,000	...	...	1,458,903	...	...	9,558,903
Levés et cartographie	...	118,000	...	...	(42,000)	...	...	76,000
Gestion et appui du programme	...	5,291,000	...	...	(614,403)	...	...	4,676,597
Total—Paiements de transfert	...	31,050,000	...	...	...	...	...	31,050,000
Sommaire du programme								
Développement de l'industrie des minéraux	...	**29,578,000**	...	...	**(725,348)**	**111,000**	...	28,963,652
Application de la Loi sur les explosifs au Canada	...	**2,160,000**	...	...	**11,000**	**23,000**	...	2,194,000
Technologie des minéraux et de l'énergie	...	**78,155,000**	...	**18,700**	**(1,207,745)**	**471,836**	...	77,437,791

Utilisation des autorisations

	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$
Technologie des minéraux et de l'énergie	66,887,776	3,457,760	...	65,363,188
Télédétection	25,070,350	92,495	...	24,669,099
Levés géologiques	82,772,852	1,532,418	...	77,352,023
Physique du globe	14,473,023	175,417	...	15,860,407
Plateau continental polaire	6,468,904	27,096	...	7,136,105
Levés et cartographie	55,696,584	1,612,081	...	55,574,325
Gestion et appui du programme	8,585,488	9,412	...	5,393,434
Total—Fonctionnement	272,637,220	8,765,436	...	262,916,642
Capital				
Développement de l'industrie des minéraux	190,975	5,677	...	48,546
Application de la Loi sur les explosifs au Canada	60,893	107	...	80,419
Technologie des minéraux et de l'énergie	6,534,445	178,310	...	9,570,512
Télédétection	7,046,014	97,047	...	13,273,998
Levés géologiques	5,006,747	305,253	...	4,808,441
Physique du globe	2,833,917	145,083	...	2,911,604
Plateau continental polaire	718,544	133,456	...	49,923
Levés et cartographie	5,363,580	1,484,952	...	4,255,388
Gestion et appui du programme	325,339	21,661	...	289,105
Total—Capital	28,080,454	2,371,546	...	35,287,936
Paiements de transfert				
Développement de l'industrie des minéraux	15,941,255	417,745	...	8,731,701
Technologie des minéraux et de l'énergie	377,037	2,463	...	459,509
Télédétection	9,558,903	...	...	7,700,000
Levés et cartographie	76,000	...	...	76,000
Gestion et appui du programme	4,598,542	78,055	...	4,371,154
Total—Paiements de transfert	30,551,737	498,263	...	21,338,364
Sommaire du programme				
Développement de l'industrie des minéraux	26,726,377	**2,237,275**	...	**18,195,411**
Application de la Loi sur les explosifs au Canada	2,148,989	**45,011**	...	**2,233,316**
Technologie des minéraux et de l'énergie	73,799,258	**3,638,533**	...	**75,393,209**

...	39,665,000	...	16,830	2,084,964	98,015	...	41,864,809	Télédétection	41,675,267	189,542	...	45,643,097
...	88,180,000	...	179,770	711,500	546,000	...	89,617,270	Levés géologiques	87,779,599	1,837,671	...	82,160,464
...	16,975,000	...	22,440	515,000	115,000	...	17,627,440	Physique du globe	17,306,940	320,500	...	18,772,011
...	6,069,000	...	...	1,260,000	19,000	...	7,348,000	Plateau continental polaire	7,187,448	160,552	...	7,186,028
...	66,326,000	...	26,180	(2,609,868)	490,885	...	64,233,197	Levés et cartographie	61,136,164	3,097,033	...	59,905,713
...	13,606,000	...	...	(39,503)	52,000	...	13,618,497	Gestion et appui du programme	13,509,369	109,128	...	10,053,693
...	348,714,000	...	263,920	...	1,926,736	...	342,904,656	**Total du programme—Budgétaire**	331,269,411	11,635,245	...	319,542,942
								Total du département—				
21,442,752	1,625,163,970	...	290,100	...	478,494,023	...	2,125,390,845	**Budgétaire**	1,532,492,622	541,566,848	51,331,375	2,228,703,127
42,196,000	3,718,000	20,400,000	...	...	...	...	66,314,000	**Non budgétaire**	20,400,000	3,718,000	42,196,000	5,371,321
								Commission de contrôle de l'énergie atomique				
								Fonctionnement				
...	22,266,000	...	...	...	198,000	...	22,464,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	21,182,373	1,281,627	...	19,874,005
								Capital				
...	289,000	...	...	...	...	...	289,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	542,090	(253,090)	...	257,911
								Paiements de transfert				
...	574,000	...	...	...	...	...	574,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie nucléaire	569,500	4,500	...	592,600
...	23,129,000	...	...	...	198,000	...	23,327,000	**Total du programme—Budgétaire**	22,293,963	1,033,037	...	20,724,516
								Énergie atomique du Canada, Limitée				
								Fonctionnement				
...	197,952,000	2,400,000	...	...	...	...	200,352,000	Énergie atomique du Canada, Limitée	199,689,283	662,717	...	244,892,753
								Capital				
...	17,892,000	...	...	...	...	...	17,892,000	Énergie atomique du Canada, Limitée	17,892,000	...	...	30,228,000
...	215,844,000	2,400,000	...	...	...	...	218,244,000	**Total du programme—Budgétaire**	217,581,283	662,717	...	275,120,753

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Écart	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Office national de l'énergie				
								Fonctionnement				
...	26,326,000	...	...	...	290,000	...	26,616,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	24,768,456	1,847,544	...	24,727,294
								Capital				
...	158,000	...	...	...	...	...	158,000	Réglementation et consultation en matière d'énergie	796,779	(638,779)	...	328,020
—	**26,484,000**	**...**	**...**	**...**	**290,000**	**...**	**26,774,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**25,565,235**	**1,208,765**	**...**	**25,055,314**
								Petro-Canada				
								Fonctionnement				
18,205,384	...	...	...	...	...	...	18,205,384	Petro-Canada		...	18,205,384	...
								Non budgétaire				
3,857,728,147	...	...	...	...	...	...	3,857,728,147	Petro-Canada		...	3,857,728,147	...
								Total du programme—				
18,205,384	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**18,205,384**	**Budgétaire**	**...**	**...**	**18,205,384**	**...**
3,857,728,147	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**3,857,728,147**	**...**
								Société Petro-Canada pour l'assistance internationale				
								Fonctionnement				
...	56,900,000	...	...	...	...	...	56,900,000	Société Petro-Canada pour l'assistance internationale	28,648,000	28,252,000	...	23,800,000
—	**56,900,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**56,900,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**28,648,000**	**28,252,000**	**...**	**23,800,000**
								Total du ministère—				
39,648,136	**1,947,528,970**	**2,400,000**	**290,100**	**...**	**478,982,023**	**...**	2,468,841,229	Budgétaire	1,826,581,103	**572,723,367**	**69,536,759**	**2,573,403,710**
3,899,924,147	**3,718,000**	**20,400,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	3,924,042,147	Non budgétaire	20,400,000	**3,718,000**	**3,899,924,147**	**5,371,321**

[1] Les montants reçus dans le cadre du programme d'incitation à l'expansion des marchés ont été affectés à des contributions apparaissant sous les activités hydrocarbures et économies d'énergie et substituts du pétrole.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme de l'énergie				
							Subventions				
							Politique énergétique				
...	125,000	...	...	...	...	125,000	Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institut des ressources énergétiques	125,000	...	...	125,000
							Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada				
...	10,000,000	...	...	...	(10,000,000)	...	Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le fonds des recettes provenant des ressources pétrolières et gazières établi par la Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières	...	...	...	4,855,978
							Gestion et appui du programme				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	47,500	2,500	...	47,000
...	**10,175,000**	**...**	**...**	**...**	**(10,000,000)**	**175,000**	Total—Subventions	**172,500**	**2,500**	**...**	**5,027,978**
							Contributions				
							Politique énergétique				
...	160,000	...	...	...	...	160,000	Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études pour l'Université Laval	160,000	...	...	182,000
...	...	...	...	134,000	...	134,000	Contribution à la Coopérative de Saskatchewan pour amélioration	132,690	1,310	...	...
...	160,000	...	...	134,000	...	294,000		292,690	1,310	...	182,000
							Hydrocarbures				
...	584,000	...	...	(501,000)	...	83,000	Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes (1976)	82,505	495	...	87,738
...	8,000,000	...	...	(151,000)	...	7,849,000	Remplacement du pétrole—Programme d'expansion des réseaux	3,923,946	3,925,054	...	54,800,336

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	8,920,000	...	...	(1,330,000)	...	7,590,000	Programme de construction des embranchements	7,589,989	11	...	46,461,651
...	17,000,000	...	...	(9,284,000)	...	7,716,000	Programme d'aide à la commercialisation du gaz	480,066	7,235,934	...	18,234,748
...	4,000,000	...	...	(2,798,000)	...	1,202,000	Entente Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981)	1,201,495	505	...	2,465,369
...	64,000,000	...	...	15,000,000	...	79,000,000	Versement à la TransCanada Pipelines Limited d'un montant égal à l'augmentation des droits de transport qui a été approuvée par l'Office national de l'énergie, qui est entrée en vigueur le 1er novembre 1985 et que la TCPL a renoncé à percevoir	78,669,722	330,278	...	41,733,249
...	15,000,000	...	...	...	(4,794,935)	10,205,065	(S) Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Limitée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line	10,205,065	...	...	8,683,851
...	10,000,000	...	...	...	490,000,000	500,000,000	(S) Indemnisation pétrolière	6,540,521(1)	493,459,479(1)	...	957,330,419(1)
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,392,401
...	127,504,000	...	...	936,000	485,205,065	613,645,065		108,693,309(1)	504,951,756(1)	...	1,137,189,762(1)
							Économies d'énergie et substituts du pétrole				
...	10,225,000	...	...	6,906,000	...	17,131,000	Contributions à l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'une nouvelle technologie d'utilisation du charbon	17,130,625	375	...	23,893,026
...	3,132,000	...	...	...	...	3,132,000	Quote-part du gouvernement fédéral au programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité	3,132,000	...	...	3,028,000
...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	Contribution à l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire	4,977,174	22,826	...	4,925,507
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contribution à l'appui de la mise au point et de la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression	1,000,000	...	...	1,000,000
...	1,105,000	...	...	(451,000)	...	654,000	Contribution à l'appui du programme de démonstration dans les collectivités éloignées	653,353	647	...	165,849

...	80,000	...	...	(30,000)	...	50,000	Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides	50,000	...	...	104,960
...	1,585,000	...	...	2,099,000	...	3,684,000	Contribution à l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel	2,785,000	899,000	...	2,391,250
...	1,250,000	...	...	2,362,000	...	3,612,000	Contribution à l'appui de la conversion ou de l'achat de véhicules au gaz naturel	2,872,358	739,642	...	2,301,864
...	50,000	...	...	(14,000)	...	36,000	Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de normes pour des carburants de rechange dans le secteur des transports	35,830	170	...	50,000
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes: Contributions à des particuliers	87,516	412,484	...	37,242,813
...	810,000	...	...	(155,000)	...	655,000	Contributions à l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie	647,551	7,449	...	681,094
...	12,823,000	...	...	1,919,000	...	14,742,000	Contributions à l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité	14,741,460	540	...	10,607,334
...	2,000,000	...	...	4,400,000	...	6,400,000	Contributions à l'appui du programme d'assistance à la conversion industrielle	2,549,990	3,850,010	...	9,459,606
...	1,600,000	...	...	(450,000)	...	1,150,000	Contributions à l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie	1,147,800	2,200	...	734,892
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports	50,000	...	...	...
...	8,800,000	...	...	(4,363,200)	...	4,436,800	Contribution à l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles, aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels	4,437,690	(890)	...	3,749,612
...	1,586,000	...	...	(514,000)	...	1,072,000	Contribution à l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard	1,071,554	446	...	965,694
...	4,052,000	...	...	(1,665,000)	...	2,387,000	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	2,387,103	(103)	...	1,986,364
...	350,000	...	...	(350,000)	...	...	Contributions à l'appui des associations, des conférences, et des projets peu coûteux se rapportant aux initiatives relatives aux sources d'énergie renouvelables	...	...	...	...
...	535,000	...	...	(405,800)	...	129,200	Contribution à l'appui de la démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique	104,257	24,943	...	...

Paiements de transfert—*Suite*

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations —	Indiquées dans		Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	589,000	...	589,000	Contributions à l'appui de projets conjoints pour l'amélioration de rendement énergétique dans l'habitation	588,493	507	...	...
...	...	...	...	625,000	...	625,000	Contributions à l'appui de projets nationaux pour l'amélioration de rendement énergétique dans l'habitation	624,874	126	...	...
...	...	...	...	250,000	...	250,000	Contributions à l'appui de la recherche et du développement relatifs aux énergies renouvelables	248,822	1,178	...	...
...	...	...	...	4,000	...	4,000	Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel	3,600	400	...	913,756
...	...	...	...	151,000	...	151,000	Remplacement du pétrole—Aide à la conversion	147,418	3,582	...	110,339,202
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	26,865,959
...	56,533,000	...	...	10,907,000	...	67,440,000		61,474,468	5,965,532	...	241,406,782
							Recherche et développement énergétiques				
...	300,000	...	...	709,000	...	1,009,000	Contributions à l'Agence internationale de l'énergie ou à ses mandataires, pour des projets de recherche et de développement énergétiques ayant trait aux intérêts canadiens	1,005,166	3,834	...	356,452
							Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières				
...	950,000,000	...	...	...	...	950,000,000	Paiements d'encouragement du secteur pétrolier	948,404,116	1,595,884	...	1,499,758,602
							Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada				
19,331,674	50,000,000	...	...	...	...	69,331,674	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extra-côtière	18,579,972	...	50,751,702	80,668,326
...	...	...	...	2,236,000	...	2,236,000	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extra-côtière	2,235,983	17	...	600,000
19,331,674	50,000,000	...	...	2,236,000	...	71,567,674		20,815,955	17	50,751,702	81,268,326

...	351,000	...	...	78,000	...	429,000	Gestion et appui du programme Contribution à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques	428,257	743	...	339,972
...	...	...	...	2,088,528	...	2,088,528	Étude de l'environnement (S) En vertu de l'article 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour des études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires	2,088,528	...	...	3,587,180
...	(89,000,000)	...	...	(15,000,000)	...	(104,000,000)	Programme d'incitation à l'expansion des marchés[2] Programme d'incitation à l'expansion des marchés	(88,499,722)	(15,500,278)	...	(124,549,475)
19,331,674	**1,095,848,000**	...	...	**2,088,528**	**485,205,065**	1,602,473,267	Total—Contributions	1,054,702,767	**497,018,798**	**50,751,702**	**2,839,539,601**
							Sommaire du programme par activité				
...	285,000	...	...	134,000	...	419,000	**Politique énergétique**	417,690	1,310	...	**307,000**
...	127,504,000	...	...	936,000	485,205,065	613,645,065	**Hydrocarbures**	108,693,309[1]	504,951,756[1]	...	**1,137,189,762[1]**
...	56,533,000	...	...	10,907,000	...	67,440,000	**Économies d'énergie et substituts du pétrole**	61,474,468	5,965,532	...	**241,406,782**
...	300,000	...	...	709,000	...	1,009,000	**Recherche et développement énergétiques**	1,005,166	3,834	...	**356,452**
...	950,000,000	...	...	...	...	950,000,000	**Propriété, contrôle et subventions des sociétés pétrolières**	948,404,116	1,595,884	...	**1,499,758,602**
19,331,674	60,000,000	...	...	2,236,000	(10,000,000)	71,567,674	**Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada**	20,815,955	17	50,751,702	**86,124,304**
...	401,000	...	...	78,000	...	479,000	**Gestion et appui du programme**	475,757	3,243	...	**386,972**
...	...	...	...	2,088,528	...	2,088,528	**Étude de l'environnement**	2,088,528	...	...	**3,587,180**
...	(89,000,000)	...	...	(15,000,000)	...	(104,000,000)	**Programme d'incitation à l'expansion des marchés[2]**	(88,499,722)	(15,500,278)	...	**(124,549,475)**
19,331,674	**1,106,023,000**	...	...	**2,088,528**	**475,205,065**	1,602,648,267	**Total du programme**	1,054,875,267[1]	**497,021,298[1]**	**50,751,702**	**2,844,547,579[1]**
							Programme des minéraux et des sciences de la Terre				
							Subventions				
...	76,000	...	...	...	...	76,000	Levés et cartographie Institut canadien d'arpentage (FIG)	76,000	...	...	76,000
...	1,398,000	...	...	...	...	1,398,000	Gestion et appui du programme Subventions en vue d'encourager la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux	1,398,000	...	...	1,398,000
...	234,000	...	...	(79,550)	...	154,450	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	150,450	4,000	...	265,600
...	1,632,000	...	...	(79,550)	...	1,552,450		1,548,450	4,000	...	1,663,600
...	**1,708,000**	...	...	**(79,550)**	...	1,628,450	Total—Subventions	**1,624,450**	**4,000**	...	**1,739,600**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Développement de l'industrie des minéraux				
...	205,000	...	...	(10,000)	...	195,000	Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	195,000	...	...	196,000
...	1,250,000	...	...	1,000,000	...	2,250,000	Contribution à la stratégie relative à l'amiante	2,250,000	...	...	1,250,000
...	849,000	...	...	215,000	...	1,064,000	Contribution à la province de Terre-Neuve—Le programme géoscientifique	1,062,796	1,204	...	602,393
...	900,000	...	...	190,000	...	1,090,000	Contribution à la province de Colombie-Britannique MDA	1,011,382	78,618	...	387,478
...	1,358,000	...	...	(390,000)	...	968,000	Contribution à la province de l'Ontario MDA	953,653	14,347	...	206,340
...	11,950,000	...	...	(2,500,000)	...	9,450,000	Contribution à la province de Québec	9,194,314	255,686	...	5,982,850
...	260,000	...	...	147,000	...	407,000	Contribution à la province du Nouveau-Brunswick	407,000	...	...	...
...	400,000	...	...	408,000	...	808,000	Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse	798,044	9,956	...	100,000
...	...	...	...	77,500	...	77,500	Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard	64,066	13,434	...	6,640
...	...	...	...	49,500	...	49,500	Plan de développement de l'est du Québec	5,000	44,500	...	...
...	17,172,000	...	...	(813,000)	...	16,359,000		15,941,255	417,745	...	8,731,701
							Technologie des minéraux et de l'énergie				
...	369,000	...	...	(33,500)	...	335,500	Alberta Oil Sands Technology and Research Authority (AOSTRA)	333,537	1,963	...	393,009
...	...	...	...	19,000	...	19,000	CIM—Dixième Congrès mondial sur la préparation du charbon	18,500	500	...	19,000
...	...	...	...	25,000	...	25,000	CIM—Sixième Société internationale de mécanique des roches	25,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	47,500
...	369,000	...	...	10,500	...	379,500		377,037	2,463	...	459,509
							Télédétection				
...	8,100,000	...	...	1,458,903	...	9,558,903	Contribution à l'Agence spatiale européenne	9,558,903	...	...	7,700,000
							Levés et cartographie				
...	42,000	...	...	(42,000)	...		Cinquième conférence annuelle des Nations Unies sur la standardisation des noms géographiques	...	...	...	...

							Gestion et appui du programme				
...	3,659,000	...	...	(534,853)	...	3,124,147	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales	3,050,092	74,055	...	146,679
...	...	...	...	...	...		Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	2,560,875
...	3,659,000	...	...	(534,853)	...	3,124,147		3,050,092	74,055	...	2,707,554
—	29,342,000	—	—	79,550	...	29,421,550	Total—Contributions	28,927,287	494,263	—	19,598,764
							Sommaire du programme par activité				
—	17,172,000	...	...	(813,000)	...	16,359,000	Développement de l'industrie des minéraux	15,941,255	417,745	...	8,731,701
—	369,000	...	...	10,500	...	379,500	Technologie des minéraux et de l'énergie	377,037	2,463	...	459,509
...	8,100,000	...	...	1,458,903	...	9,558,903	Télédétection	9,558,903	...	...	7,700,000
...	118,000	...	...	(42,000)	...	76,000	Levés et cartographie	76,000	...	...	76,000
...	5,291,000	...	...	(614,403)	...	4,676,597	Gestion et appui du programme	4,598,542	78,055	...	4,371,154
—	31,050,000	—	—	—	—	31,050,000	**Total du programme**	30,551,737	498,263	—	21,338,364
19,331,674	1,137,073,000	—	—	2,088,528	475,205,065	1,633,698,267	**Total du département**	1,085,427,004	497,519,561	50,751,702	2,865,905,943
							Commission de contrôle de l'énergie atomique				
							Subventions				
—	12,000	—	...	...	...	12,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	7,500	4,500	...	2,500
							Contributions				
...	562,000	...	...	...	...	562,000	Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures de contrôle international de l'énergie atomique Contributions pour le programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	562,000	...	...	563,600
...	...	...	...	...	...		Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	26,500
—	562,000	...	...	...	...	562,000	Total—Contributions	562,000	...	...	590,100
—	574,000	...	...	...	...	574,000	**Total du programme**	569,500	4,500	...	592,600
19,331,674	1,137,647,000	...	...	2,088,528	475,205,065	1,634,272,267	Total du ministère	1,085,996,504	497,524,061	50,751,702	2,866,498,543

(S) Paiement de transfert statutaire.
(1) Ne comprend pas les recettes à valoir sur le crédit au montant de $8,871,041 pour 1986-87 et de $1,093,333,946 pour 1985-86.
(2) Les montants reçus dans le cadre du programme d'incitation à l'expansion des marchés ont été affectés à des contributions apparaissant sous les activités hydrocarbures et économies d'énergie et substituts du pétrole.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme d'administration			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Finances et administration			
Services et rémunération de services	8,862,000	9,107,160	8,625,048
Total du programme—Budgétaire	**8,862,000**	9,107,160	**8,625,048**
Programme de l'énergie			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Étude de l'environnement			
Autres recettes non fiscales	382,000	824,583	2,336,325
Indemnisation pétrolière			
Autres recettes non fiscales	...	8,871,041	1,093,333,946
Total du programme—Budgétaire	**382,000**	9,695,624	**1,095,670,271**
Total du ministère—Budgétaire	**9,244,000**	18,802,784	**1,104,295,319**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	54,949	20,581
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	498,762	47,988
	553,711	68,569
Privilèges, licences et permis	27	...
Rémunérations de services	1,667	1,806
Produits des ventes	352	107
Autres recettes non fiscales	107,512	99,094
Total du programme	663,269	**169,576**
Programme de l'énergie		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Énergie atomique du Canada, Limitée	62,964,667	67,657,616
Petro-Canada—Dividendes		50,000,000
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	22,333,416	14,287,159
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,210,975	1,253,233
	86,509,058	133,198,008
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens de fonctionnement ou de services	121,079	72,438,557
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	63,491,721	...
Remboursement de Canertech	9,039,532	...
Recouvrements de paiements de transfert aux personnes	642,670	...
Autres recouvrements	276,841	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	25,813,786	65,685,078
	99,385,629	138,123,635
Privilèges, licences et permis—		
Terrains publics—Redevances sur le pétrole et le gaz	2,325,912	4,493,764
Autres	454,582	119,487
	2,780,494	4,613,251
Produits des ventes	1,618	756

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Bail, Hydro Manitoba	15,000,000	...
Paiement en trop en rapport au programme d'encouragement du secteur pétrolier	7,718,291	...
Autres	749,564	18,828,741
	23,467,855	18,828,741
Total du programme	**212,144,654**	**294,764,391**
Programme des minéraux et des sciences de la Terre		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	221,075	521,804
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	393,060	389,003
	614,135	910,807
Privilèges, licences et permis	1,086,316	155,856
Rémunérations de services	1,271,890	970,001
Produits des ventes—		
Graphiques, cartes et plans	3,269,089	3,240,175
Photographies aériennes et impressions	825,294	913,620
Produits de la terre	627,485	591,745
Divers	458,299	375,930
	5,180,167	5,121,470
Autres recettes non fiscales	39,161	83,479
Total du programme	**8,191,669**	**7,241,613**
Total du département	**220,999,592**	**302,175,580**
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,134	48,922
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	10,762	57,014
	17,896	105,936
Privilèges, licences et permis	1,009	1,100
Rémunérations de services	11,390	8,771
Autres recettes non fiscales	30,316	18,530
Total du programme	**60,611**	**134,337**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Office national de l'énergie		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	111,122	356,198,787
Moins: exonérations/exemptions/réductions par décret du Conseil		18,361,507
exonérations/exemptions/réductions en attente d'un décret du Conseil		9,538,342
versements aux provinces gazogènes		141,782,403
recouvrement de paiement en trop	4,985	1,775,628
	4,985	*171,457,880*
Total des recettes fiscales	106,137	**184,740,907**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	14,835	18,866
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	6,661	5,883
	21,496	24,749
Rémunérations de services	207,698	243,509
Produits des ventes	3,615	4,908
Autres recettes non fiscales	19,180	26,802
Total des recettes non fiscales	251,989	**299,968**
Total du programme	358,126	**185,040,875**
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Redevances d'exportation sur le pétrole	106,137	184,740,907
Total des recettes fiscales	106,137	184,740,907
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	86,509,058	133,198,008
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	100,592,867	139,233,696
Privilèges, licences et permis	3,867,846	4,770,207
Rémunérations de services	1,492,645	1,224,087
Produits des ventes	5,185,752	5,127,241
Autres recettes non fiscales	23,664,024	19,056,646
Total des recettes non fiscales	221,312,192	302,609,885
Total du ministère	221,418,329	487,350,792

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS
1986-87

Environnement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	14.2
Sommaire du ministère	14.4
Programmes par activité	14.6
Paiements de transfert	14.8
Détail des montants portés au crédit	14.13
Recettes	14.13

Département

Programme d'administration

Objectif

Assurer l'orientation de la politique et la gestion du ministère, lui fournir des services et pourvoir à l'examen des évaluations environnementales.

Description des activités

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
Administration du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement (PEEE), prestation de conseils, de directives en matière de politiques et de règles administratives aux organismes participants pour la mise en application du processus, établissement de commissions indépendantes pour l'examen par le public des projets fédéraux pouvant avoir des incidences fâcheuses sur l'environnement, évaluation du rendement du PEEE et présentation de recommandations propres à améliorer la politique.

Administration
Cabinet du ministre de l'Environnement, bureaux du sous-ministre et du Conseil consultatif canadien de l'environnement; conseils sur la politique à suivre et moyens de l'élaborer, système de planification d'ensemble et coordination de la recherche et des affaires intergouvernementales; direction fonctionnelle et direction de la politique, coordination de la gestion financière et de la budgétisation, services du personnel, information, services d'amélioration de la gestion, services de biométrie et d'informatique, gestion du matériel et des biens-fonds et planification des mesures d'urgence.

Programme des services de l'environnement

Objectif

Promouvoir et entreprendre des programmes visant à protéger et à améliorer la qualité de l'environnement et des programmes conçus pour améliorer la gestion et l'utilisation économique soutenue des ressources fauniques et des eaux intérieures du pays.

Description des activités

Protection de l'environnement
Sur le plan national et international, activités de contrôle de la pollution de l'air et de l'eau et mesures de protection de l'environnement contre les activités perturbant des écosystèmes entiers; surveillance, inspection, analyse et mesures visant à assurer l'application efficace de règlements de lutte contre la pollution; instauration et élaboration d'actions conjointes avec les gouvernements provinciaux et d'autres gouvernements en vue de lutter contre la pollution; préparation technique et tenue de démonstrations sur les procédés antipollution; évaluation technique et méthodes d'approbation ou de rejet des demandes concernant les stimulants accordés à ceux qui font un effort de dépollution; coordination des mesures nationales pour parer aux crises survenant dans l'environnement; instauration, élaboration et mise en œuvre de recherches et de mesures de contrôle relatives à la gestion des déchets solides et à l'élimination des substances dangereuses; lutte contre la pollution dans les installations fédérales; gestion d'une structure régionale chargée du fonctionnement des programmes de protection de l'environnement.

Environnement atmosphérique
Apport de renseignements historiques, actuels et prévisionnels sur la météorologie, l'état des mers et des glaces dans toutes les régions du Canada et les eaux adjacentes; conseils et avis sur les répercussions des conditions atmosphériques, de l'état des mers et des glaces sur les activités de l'être humain et sur les applications des connaissances météorologiques dans des activités assujetties aux conditions atmosphériques; évaluations des répercussions des activités de l'être humain sur l'environnement atmosphérique; recherches sur le comportement de l'atmosphère et ses effets sur les autres éléments de l'environnement, les mécanismes du vent et des vagues et la dynamique de la glace dans les eaux navigables; élaboration, essai et étalonnage des instruments météorologiques normalisés; formulation d'objectifs nationaux sur la qualité de l'air ambiant; recherches et apport de renseignements, d'avis et de conseils sur les aspects météorologiques de la qualité de l'air ainsi que de l'intensité et la propagation du bruit; élaboration et réalisation de programmes de formation professionnelle et technique en météorologie; services de bibliothèque en météorologie; participation aux programmes scientifiques et opérationnels internationaux et études spéciales sur le terrain pour appuyer les programmes canadiens visant à aider certains pays particuliers.

Conservation de l'environnement
Instauration de programmes nationaux relatifs à la planification et à l'exécution de travaux d'exploitation des ressources en eau et de recherches sur la quantité et la qualité de l'eau; élaboration de politiques et de systèmes afférents au rassemblement des données hydrométriques et aux ensembles qu'elles constituent, aux relevés des eaux et des glaces et aux prévisions; gestion, recherches et rassemblement de données en vue de l'établissement d'un inventaire national et d'une banque de données sur le potentiel et l'utilisation des terres; participation aux programmes fédéraux-provinciaux de planification relative au potentiel et à l'utilisation des terres; mesures fédérales pour répondre aux besoins de recherches et de services connexes des gouvernements provinciaux; conservation et protection des oiseaux migrateurs; services consultatifs et renseignements relatifs à la faune pour le gouvernement et d'autres organismes; recherches, en égard à la faune, sur les produits chimiques toxiques, la pathologie, l'interprétation, l'information et la biométrie; recherches sur la faune et gestion des ressources fauniques avec la collaboration des gouvernements des provinces et des territoires; protection et développement des espèces rares ou menacées d'extinction; évaluation de l'effet sur la faune de l'exploitation des ressources et d'autres entreprises; gestion d'organisations régionales pour les activités relatives à la faune.

Programme Parcs Canada

Objectif

Sauvegarder les endroits qui constituent d'importants exemples du patrimoine naturel et culturel du Canada, pour le bénéfice, l'instruction et le plaisir des Canadiens, de manière à léguer ce patrimoine intact aux générations à venir.

Description des activités

Exploitation des parcs
La protection, la gestion des ressources, l'exploitation et l'entretien des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et d'autres aires du patrimoine, ainsi que la réalisation de programmes d'interprétation, d'information et d'accueil à l'intention du public.

Aménagement des parcs
L'élaboration et la mise en œuvre de la législation, de la politique, de la recherche et de la planification; la création, l'aménagement et la protection de nouvelles aires et ressources du patrimoine; l'achèvement ou l'amélioration des aires du patrimoine et des parcs existants.

Gestion du programme et services techniques
Direction administrative du programme et prestation de services en génie et en architecture ainsi que de services administratifs généraux.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme d'administration				
...	36,889,000	...	...	36,889,000	1	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	1a	Virement de $802,999 du crédit 5 (Environnement)				
...	...	...	802,999	802,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	650,000	650,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	26,274	26,274		CT, crédit 10[1]				
...	36,889,000	1	1,479,273	38,368,274		Total—Crédit 1	38,122,307	245,967	...	34,135,613
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	3,241,470	...	351,530	3,593,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,593,000	...	...	3,459,000
...	**40,170,000**	**1**	**1,832,371**	**42,002,372**		**Total du programme—Budgétaire**	**41,756,405**	**245,967**	**...**	**37,634,143**
						Programme des services de l'environnement				
...	309,380,000	...	...	309,380,000	5	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	7,200,000	7,200,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	555,577	555,577		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(802,999)	(802,999)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(8,003,050)	(8,003,050)		crédit 10				
...	...	...	(75,686)	(75,686)		crédit 15				
...	...	...	(150,000)	(150,000)		crédit 20				
...	309,380,000	...	(1,276,158)	308,103,842		Total—Crédit 5	303,840,066	4,263,776	...	284,019,760
...	36,072,000	...	...	36,072,000	10	Dépenses en capital				
...	...	1	...	1	10a	Virement de $8,003,050 du crédit 5 (Environnement) et $1,136,949 du crédit 25 (Environnement)				
...	...	...	8,003,050	8,003,050		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,136,949	1,136,949		crédit 25				
...	36,072,000	1	9,139,999	45,212,000		Total—Crédit 10	45,104,363	107,637	...	40,381,896
...	18,516,000	...	...	18,516,000	15	Subventions et contributions				
...	...	2,389,250	...	2,389,250	15a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	15c	Virement de $75,686 du crédit 5 (Environnement)				
...	...	...	75,686	75,686		Virement du crédit 5				
...	18,516,000	2,389,251	75,686	20,980,937		Total—Crédit 15	20,681,218	299,719	...	21,718,460

...	26,976,000	...	2,926,000	29,902,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29,902,000	...	...	28,523,614
...	**390,944,000**	**2,389,252**	**10,865,527**	**404,198,779**		**Total du programme—Budgétaire**	399,527,647	**4,671,132**	...	**374,643,730**
						Programme Parcs Canada				
...	195,975,000	...	...	195,975,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,595,389	...	1,595,389	20c	Virement de $150,000 du crédit 5 et de $857,611 du crédit 25 (Environnement)				
...	...	...	150,000	150,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	857,611	857,611		crédit 25				
...	...	...	3,745,000	3,745,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	482,460	482,460		CT, crédit 10[1]				
...	195,975,000	1,595,389	5,235,071	202,805,460		Total—Crédit 20	201,593,948	1,211,512	...	185,586,300
...	95,964,000	...	...	95,964,000	25	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,136,949)	(1,136,949)		Virement au: crédit 10				
...	...	...	(857,611)	(857,611)		crédit 20				
...	95,964,000	...	(1,994,560)	93,969,440		Total—Crédit 25	94,241,253	(271,813)	...	79,114,461
...	2,332,000	...	...	2,332,000	30	Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement	2,250,465	81,535	...	2,776,733
...	19,964,000	...	2,166,000	22,130,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,130,000	...	...	20,974,000
...	...	...	7,523	7,523	(S)	Remboursement de montants portés aux recettes d'exercices précédents	7,523	...	...	69,013
...	**314,235,000**	**1,595,389**	**5,414,034**	321,244,423		**Total du programme—Budgétaire**	320,223,189	**1,021,234**	...	**288,520,507**
...	**745,349,000**	**3,984,642**	**18,111,932**	767,445,574		Total du ministère—Budgétaire	761,507,241	**5,938,333**	...	**700,798,380**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme d'administration				
								Fonctionnement				
...	3,736,000	...	32,000	...	18,000	...	3,786,000	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	3,504,900	281,100	...	3,262,969
...	36,106,160	1	644,274	(865,001)	335,098	...	36,220,532	Administration	36,256,323	(35,791)	...	33,386,430
...	39,842,160	1	676,274	(865,001)	353,098	...	40,006,532	Total—Fonctionnement	39,761,223	245,309	...	36,649,399
								Capital				
...	6,000	...	...	29,000	...	...	35,000	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	35,000	...	...	56,700
...	176,000	...	...	1,619,000	...	...	1,795,000	Administration	1,794,362	638	...	789,086
...	182,000	...	...	1,648,000	...	...	1,830,000	Total—Capital	1,829,362	638	...	845,786
								Paiements de transfert				
...	145,840	...	...	20,000	...	...	165,840	Administration	165,820	20	...	138,958
								Sommaire du programme				
...	3,742,000	...	32,000	29,000	18,000	...	3,821,000	Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales	3,539,900	281,100	...	3,319,669
...	36,428,000	1	644,274	773,999	335,098	...	38,181,372	Administration	38,216,505	(35,133)	...	34,314,474
...	**40,170,000**	**1**	**676,274**	**802,999**	**353,098**	**...**	**42,002,372**	**Total du programme—Budgétaire**	**41,756,405**	**245,967**	**...**	**37,634,143**
								Programme des services de l'environnement				
								Fonctionnement				
...	57,115,000	...	1,351,130	836,814	471,000	...	59,773,944	Protection de l'environnement	59,315,377	458,567	...	53,449,340
...	204,989,000	...	3,470,288	(7,085,000)	1,503,000	(34,205,000)	168,672,288	Environnement atmosphérique	165,435,462	3,236,826	...	158,738,792
...	109,675,000	...	2,934,159	(2,783,549)	952,000	(1,218,000)	109,559,610	Conservation de l'environnement	108,991,227	568,383	...	100,355,242
...	(35,423,000)	...	...	...	...	35,423,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	336,356,000	...	7,755,577	(9,031,735)	2,926,000	...	338,005,842	Total—Fonctionnement	333,742,066	4,263,776	...	312,543,374
								Capital				
...	2,605,000	...	6,000	...	...	...	2,611,000	Protection de l'environnement	2,587,137	23,863	...	2,486,208
...	23,051,000	1	(185,000)	9,139,999	...	...	32,006,000	Environnement atmosphérique	31,888,778	117,222	...	20,938,468
...	10,416,000	...	179,000	...	...	...	10,595,000	Conservation de l'environnement	10,628,448	(33,448)	...	16,957,220
...	36,072,000	1	...	9,139,999	...	...	45,212,000	Total—Capital	45,104,363	107,637	...	40,381,896

								Paiements de transfert				
...	80,000	150,001	...	327,086	...	...	557,087	Protection de l'environnement	330,217	226,870	...	462,000
...	1,520,000	10,000	...	(263,600)	...	...	1,266,400	Environnement atmosphérique	1,258,816	7,584	...	1,469,294
...	16,916,000	2,229,250	...	12,200	...	...	19,157,450	Conservation de l'environnement	19,092,185	65,265	...	19,787,166
...	18,516,000	2,389,251	...	75,686	...	...	20,980,937	Total—Paiements de transfert	20,681,218	299,719	...	21,718,460
								Sommaire du programme				
...	**59,800,000**	150,001	1,357,130	1,163,900	471,000	...	62,942,031	**Protection de l'environnement**	62,232,731	709,300	...	**56,397,548**
...	**195,355,000**	10,001	3,285,288	1,791,399	1,503,000	...	201,944,688	**Environnement atmosphérique**	198,583,056	3,361,632	...	**181,146,554**
...	**135,789,000**	2,229,250	3,113,159	(2,771,349)	952,000	...	139,312,060	**Conservation de l'environnement**	138,711,860	600,200	...	**137,099,628**
...	**390,944,000**	**2,389,252**	**7,755,577**	**183,950**	**2,926,000**	...	**404,198,779**	**Total du programme—Budgétaire**	**399,527,647**	**4,671,132**	...	**374,643,730**
								Programme Parcs Canada				
								Fonctionnement				
...	155,830,000	1,595,389	2,827,460	1,043,004	1,473,523	...	162,769,376	Exploitation des parcs	161,768,088	1,001,288	...	149,618,073
...	17,045,903	...	800,000	...	400,000	...	18,245,903	Aménagement des parcs	18,148,600	97,303	...	16,654,540
...	44,568,000	...	600,000	...	300,000	...	45,468,000	Gestion du programme et services techniques	45,279,600	188,400	...	42,290,999
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours		...	...	69,013
...	217,443,903	1,595,389	4,227,460	1,043,004	2,173,523	...	226,483,279	Total—Fonctionnement	225,196,288	1,286,991	...	208,632,625
								Capital				
...	72,546,000	...	...	(1,994,560)	...	...	70,551,440	Exploitation des parcs	60,792,589	9,758,851	...	51,698,618
...	22,789,000	...	...	...	...	...	22,789,000	Aménagement des parcs	28,872,464	(6,083,464)	...	25,181,400
...	725,000	...	...	...	...	...	725,000	Gestion du programme et services techniques	4,672,200	(3,947,200)	...	2,250,900
...	96,060,000	...	...	(1,994,560)	...	...	94,065,440	Total—Capital	94,337,253	(271,813)	...	79,130,918
								Paiements de transfert				
...	385,600	...	...	(20,050)	...	...	365,550	Exploitation des parcs	363,638	1,912	...	277,715
...	345,497	...	...	(15,343)	...	...	330,154	Aménagement des parcs	326,010	4,144	...	359,749
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	119,500
...	731,097	...	...	(35,393)	...	...	695,704	Total—Paiements de transfert	689,648	6,056	...	756,964
								Sommaire du programme				
...	**228,761,600**	1,595,389	2,827,460	(971,606)	1,473,523	...	233,686,366	**Exploitation des parcs**	222,924,315	10,762,051	...	**201,594,406**
...	**40,180,400**	...	800,000	(15,343)	400,000	...	41,365,057	**Aménagement des parcs**	47,347,074	(5,982,017)	...	**42,195,689**
...	**45,293,000**	...	600,000	...	300,000	...	46,193,000	**Gestion du programme et services techniques**	49,951,800	(3,758,800)	...	**44,541,899**
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	**188,513**
...	**314,235,000**	**1,595,389**	**4,227,460**	**(986,949)**	**2,173,523**	...	**321,244,423**	**Total du programme—Budgétaire**	**320,223,189**	**1,021,234**	...	**288,528,507**
...	**745,349,000**	**3,984,642**	**12,659,311**	...	**5,452,621**	...	**767,445,574**	**Total du ministère—Budgétaire**	**761,507,241**	**5,938,333**	...	**700,798,380**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme d'administration				
							Subventions				
							Administration				
—	—	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	—	**6,500**
							Contributions				
							Administration				
...	145,840	...	...	...	...	145,840	Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	145,820	20	...	132,458
...	...	...	...	20,000	...	20,000	Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	20,000	...	...	...
—	**145,840**	...	...	**20,000**	...	**165,840**	Total—Contributions	**165,820**	**20**	—	**132,458**
—	**145,840**	...	...	**20,000**	...	**165,840**	**Total du programme**	**165,820**	**20**	—	**138,958**
							Programme des services de l'environnement				
							Subventions				
							Protection de l'environnement				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Comité canadien de l'Association internationale de la recherche sur la pollution de l'eau	5,000	...	...	5,000
...	75,000	...	...	...	...	75,000	Coalition canadienne contre les pluies acides	75,000	...	...	...
...	...	150,000	...	...	...	150,000	Les organismes environnementaux non gouvernementaux	150,000	...	...	...
...	80,000	150,000	...	...	...	230,000		230,000	...	...	5,000
							Environnement atmosphérique				
...	692,000	...	...	(250,000)	...	442,000	Subvention aux fins de recherches en météorologie	441,923	77	...	592,300
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Société canadienne de météorologie et d'océanographie	20,000	...	...	20,000
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe	10,000	...	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	75,000
...	712,000	10,000	...	(250,000)	...	472,000		471,923	77	...	697,300

							Conservation de l'environnement				
...	250,000	...	...	(90,000)	...	160,000	Subventions aux fins de recherches sur les ressources en eau	160,000	...	...	250,000
...	2,000	...	...	(2,000)	...	...	Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau	...	...	...	2,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne de la faune	10,000	...	...	10,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Fédération canadienne des naturalistes	10,000	...	...	10,000
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Creston Valley Wildlife Management	100,000	...	...	85,000
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Institut canadien de la fourrure	20,000	...	...	20,000
...	1,300,000	...	...	...	...	1,300,000	Fondation Habitat Faunique Canada	1,300,000	...	...	1,300,000
...	1,000,000	...	...	(113,000)	...	887,000	Fonds de toxicologie de la faune	886,252	748	...	510,766
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Nature Conservancy of Canada	10,000	...	...	10,000
...	7,000	...	...	...	...	7,000	Association canadienne des géographes	7,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15,000
...	2,709,000	...	...	(205,000)	...	2,504,000		2,503,252	748	...	2,212,766
...	**3,501,000**	**160,000**	...	**(455,000)**	...	**3,206,000**	Total—Subventions	**3,205,175**	**825**	...	**2,915,066**
							Contributions				
							Protection de l'environnement				
...	...	...	...	36,856	...	36,856	Affectation gelée—Accord de la Baie James	...	36,856	...	...
...	...	1	...	75,686	...	75,687	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques visant le contrôle par l'organisation des programmes concernant les produits chimiques toxiques et les déchets dangereux	75,687	...	...	57,000
...	...	...	...	214,544	...	214,544	Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	24,530	190,014	...	400,000
...	...	1	...	327,086	...	327,087		100,217	226,870	...	457,000
							Environnement atmosphérique				
...	728,000	...	...	(3,600)	...	724,400	Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	719,393	5,007	...	709,994
...	80,000	...	...	(10,000)	...	70,000	Bourses d'études pour le programme météorologique	67,500	2,500	...	62,000
...	808,000	...	...	(13,600)	...	794,400		786,893	7,507	...	771,994
							Conservation de l'environnement				
...	400,000	...	...	(88,000)	...	312,000	Contributions aux provinces destinées à d'autres projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	311,429	571	...	...
...	800,000	...	...	...	...	800,000	Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques	800,000	...	...	999,985
...	2,347,000	...	...	(568,000)	...	1,779,000	Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables	1,753,365	25,635	...	3,023,564
...	1,807,000	...	...	2,776,115	...	4,583,115	Contributions aux provinces dans le cadre du programme de construction d'usines de traitement des eaux usées	4,583,115	...	...	...
...	2,100,000	...	...	(540,000)	...	1,560,000	Contribution à la province de Terre-Neuve pour l'installation d'un système d'épuration à Channel-Port-aux-Basques	1,555,692	4,308	...	1,242,990

Paiements de transfert—*Suite*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques	...	793,000	...	...	(32,000)	...	761,000	759,620	1,380	...	680,242
Contributions à l'Institut canadien de la fourrure	...	582,000	...	...	...	...	582,000	582,000	...	...	500,000
Entente Canada-Ontario concernant la qualité de l'eau des Grands Lacs	...	1,868,000	2,229,250	...	(2,435,365)	...	1,661,885	1,661,000	885	...	4,520,000
Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James	...	95,000	...	...	...	...	95,000	68,994	26,006	...	94,993
Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	...	28,000	...	...	8,200	...	36,200	34,786	1,414	...	32,500
Contribution à la province du Manitoba—Delta Marsh	...	100,000	...	...	(100,000)	...	...	...	...	...	...
Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux	...	197,000	...			...	197,000	195,900	1,100	...	173,000
Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	...	15,000	...	...	...	...	15,000	15,000	...	...	15,000
Contributions aux provinces destinées à la mise en œuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques:											
Saskatchewan—Vallée Qu'Appelle	...	450,000	...	...	443,000	...	893,000	890,459	2,541	...	234,440
Colombie-Britannique—Maîtrise des crues du Fraser	...	2,500,000	...	...	622,000	...	3,122,000	3,121,323	677	...	2,022,000
Contribution au Centre d'interprétation faunique du Marais Wye	...	125,000	...	...	...	...	125,000	125,000	...	...	375,000
Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la porcupine	...	...	...	...	6,250	...	6,250	6,250	...	...	...
Contribution au Canadian Institute of Resources Law	...	...	...	...	25,000	...	25,000	25,000	...	...	25,000
International Ornithological Congress Inc.	...	...	...	...	100,000	...	100,000	100,000	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,635,686
	...	14,207,000	2,229,250	...	217,200	...	16,653,450	16,588,933	64,517	...	17,574,400
Total—Contributions	...	**15,015,000**	**2,229,251**	...	**530,686**	...	17,774,937	17,476,043	**298,894**	...	**18,803,394**
Sommaire du programme par activité											
Protection de l'environnement	...	80,000	150,001	...	327,086	...	557,087	330,217	226,870	...	462,000
Environnement atmosphérique	...	1,520,000	10,000	...	(263,600)	...	1,266,400	1,258,816	7,584	...	1,469,294
Conservation de l'environnement	...	16,916,000	2,229,250	...	12,200	...	19,157,450	19,092,185	65,265	...	19,787,166
Total du programme	...	**18,516,000**	**2,389,251**	...	**75,686**	...	**20,980,937**	**20,681,218**	**299,719**	...	**21,718,460**

							Programme Parcs Canada				
							Subventions				
							Aménagement des parcs				
...	30,000	...	...	...	...	30,000	Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba	30,000	...	...	30,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada	15,000	...	...	15,000
...	**45,000**	...	...	...	...	**45,000**	Total—Subventions	**45,000**	...	...	**45,000**
							Contributions				
							Exploitation des parcs				
...	15,600	...	...	...	...	15,600	Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper	15,600	...	...	15,600
...	50,000	...	...	(26,600)	...	23,400	Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt	23,152	248	...	23,152
...	250,000	...	...	...	...	250,000	Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs Canada	248,336	1,664	...	236,763
...	4,000	...	...	300	...	4,300	Contribution au Comité de la réserve de la biosphère des lacs de Waterton	4,300	...	...	2,200
...	66,000	...	...	...	...	66,000	Contribution à la Compagnie Franche de la Marine	66,000	...	...	...
...	...	...	...	6,250	...	6,250	Contribution au Conseil de la gestion de la harde de caribous de la porcupine	6,250	...	...	...
...	385,600	...	...	(20,050)	...	365,550		363,638	1,912	...	277,715
							Aménagement des parcs				
...	13,497	...	...	400	...	13,897	Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence	13,853	44	...	13,353
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	90,000	...	...	90,000
...	80,000	...	...	(2,843)	...	77,157	Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial	77,157	...	...	71,257
...	77,000	...	...	(38,900)	...	38,100	Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	36,649	1,451	...	77,000
...	40,000	...	...	...	...	40,000	Contribution au Conseil international des monuments et des sites	40,000	...	...	40,000
...	...	...	...	11,000	...	11,000	Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler	8,351	2,649	...	23,139
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Contribution à la York Historical Society	15,000	...	...	...
...	300,497	...	...	(15,343)	...	285,154		281,010	4,144	...	314,749
							Parcs nationaux				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	88,000
							Parcs et lieux historiques				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	31,500
...	**686,097**	...	...	**(35,393)**	...	**650,704**	Total—Contributions	**644,648**	**6,056**	...	**711,964**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	385,600	...	...	(20,050)	...	365,550	Exploitation des parcs	363,638	1,912	...	277,715
...	345,497	...	...	(15,343)	...	330,154	Aménagement des parcs	326,010	4,144	...	359,749
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	119,500
...	**731,097**	...	...	**(35,393)**	...	**695,704**	**Total du programme**	**689,648**	**6,056**	...	**756,964**
...	19,392,937	2,389,251	...	60,293	...	21,842,481	Total du ministère	21,536,686	305,795	...	22,614,382

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services de l'environnement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Environnement atmosphérique			
Coûts récupérés du département des Transports pour:			
Services météorologiques visant l'aviation	8,894,000	8,856,443	7,533,000
Services relatifs aux glaces	16,841,000	16,640,992	15,808,838
Coûts récupérés du département de la Défense nationale pour:			
Services météorologiques aux Forces canadiennes	8,026,000	8,313,377	7,678,317
Coûts récupérés d'autres départements fédéraux pour divers services	444,000	366,645	504,019
	34,205,000	34,177,457	31,524,174
Conservation de l'environnement			
Coûts récupérés du département des Affaires indiennes et du Nord canadien pour:			
Stations hydrométriques et de jaugeage—			
Yukon	244,000	155,710	155,710
Territoires du Nord-Ouest	720,000	640,000	625,000
Autres services	4,000		...
Coûts récupérés de Parcs Canada pour:			
Services hydrométriques	13,000	7,200	6,841
Services relatifs à la qualité des eaux	92,000	103,801	90,390
Coûts récupérés d'autres départements fédéraux pour divers services	145,000	61,101	59,533
	1,218,000	967,812	937,474
Total du programme—Budgétaire	**35,423,000**	35,145,269	**32,461,648**
Total du ministère—Budgétaire	**35,423,000**	35,145,269	**32,461,648**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	94,601	**97,308**
Divers	58,819	**42,748**
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	72,788	**252,204**
	226,208	**392,260**
Rémunérations de services—		
Location de terrain vacant	...	**215,208**
Autres services	244	**1,012**
	244	**216,220**
Autres recettes non fiscales	88,313	**9,098**
Total du programme	**314,765**	**617,578**
Programme des services de l'environnement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	230,175	**625,171**
Remboursement de dépenses en capital	3,440	**28,167**
Divers	13,492	**139,610**
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	762,674	**822,267**
	1,009,781	**1,615,215**
Privilèges, licences et permis—		
Logements	778,902	**575,287**
Licences—Taxidermiste et aviculture	30,369	**30,201**
Permis de chasse d'oiseaux	4,692,308	**209,457**
Permis de fenaison et de pâturage	52,465	**41,265**
Amendes et pénalités	75	**19,953**
Autres services	29,595	**52,171**
	5,583,714	**928,334**
Rémunérations de services—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	4,586,369	**4,185,307**
Autres recouvrements relatifs à l'eau	169,758	**371,262**
Recettes météorologiques	686,538	**1,177,960**
Autres services	430,662	**543,338**
Divers	...	**114,570**
	5,873,327	**6,392,437**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Publications, cartes et plans	264,653	30,539
Recettes provenant de services publics	1,856	1,702
Données météorologiques spéciales	33,753	52,434
Divers	392,490	115,162
	692,752	199,837
Autres recettes non fiscales—		
Concessions		201
Divers	306,943	269,492
	306,943	269,693
Total du programme	13,466,517	**9,405,516**
Programme Parcs Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	163,261	199,083
Remboursement de dépenses en capital	93,525	121,487
Divers	2,939	4,200
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	488,462	121,109
	748,187	445,879
Privilèges, licences et permis—		
Amendes et pénalités	23,358	66,625
Frais de stationnement	6,924,264	6,841,115
Location de terrains	6,562,218	6,933,660
Logements	1,711,032	1,660,602
Licences	1,187,321	1,171,632
Permis	7,690,605	6,277,882
Concessions	1,247,756	1,584,342
Recettes—Natation	1,799,403	1,408,084
Recettes—Golf	346,811	315,950
Divers	711,011	19,862
	28,203,779	26,279,754
Rémunérations de services	9,915	40,345

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Produit agricole	166,043	...
Publications, cartes et plans	65,359	55,783
Recettes provenant de services publics	1,837,751	1,725,318
Divers	99,967	41,100
	2,169,120	1,822,201
Autres recettes non fiscales	247,198	309,428
Total du programme	31,378,199	**28,897,607**
Total du département	**45,159,481**	**38,920,701**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,984,176	**2,453,354**
Privilèges, licences et permis	33,787,493	**27,208,088**
Rémunérations de services	5,883,486	**6,649,002**
Produits des ventes	2,861,872	**2,022,038**
Autres recettes non fiscales	642,454	**588,219**
Total du ministère	**45,159,481**	**38,920,701**

SECTION 15

COMPTES PUBLICS
1986-87

Expansion industrielle régionale

Département
Corporation de développement du Canada
Corporation de développement des investissements du Canada
Société financière Canadair Inc.
Société de développement du Cap-Breton
Eldorado Nucléaire Limitée
Banque fédérale de développement
Investissement Canada
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	15.2
Sommaire du ministère	15.4
Programmes par activité	15.8
Paiements de transfert	15.11
Détail des montants portés au crédit	15.13
Recettes	15.14

Département

Objectif

Accroître l'ensemble des activités industrielles, commerciales et touristiques dans toutes les régions du Canada et ce faisant réduire les disparités économiques au Canada.

Description des activités

Climat commercial
Favoriser l'établissement d'un climat commercial qui permettra d'encourager la mise au point de produits et de procédés nouveaux, l'esprit d'entreprise et la croissance économique; l'aide aux établissements, aux associations et autres ordres de gouvernement qui fournissent des renseignements et des services courants d'ordre général ainsi que des renseignements économiques et commerciaux précis au secteur privé; l'aide au titre des études, des colloques, des services courants, des établissements et centres économiques, commerciaux et technologiques en vue de maintenir un climat commercial favorable; l'établissement et la mise en œuvre des programmes d'infrastructure industrielle et autres programmes capitalistiques.

Innovation
Établir de vastes compétences d'innovation dans le secteur privé et inciter l'investissement dans des secteurs technologiques stratégiquement importants; fournir une aide au titre des études, de la recherche appliquée, de la mise au point et de la conception de produits et de procédés et des projets d'ingénierie qui contribuent à la mise au point de nouveaux produits et de procédés pour le marché.

Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme
Stimuler l'établissement d'entreprises canadiennes et insister tout particulièrement sur les questions d'emplacement; soutenir l'accroissement de la productivité et la modernisation de l'industrie canadienne, fournir une aide financière au titre des études, des machines, de l'équipement, des usines et du fonds de roulement, qui visent directement l'accroissement de la productivité, la modernisation ou l'expansion; soutenir la restructuration et le renouveau industriels des firmes et des collectivités qui nécessitent des mesures d'adaptation économique exceptionnelles; fournir un capital social accru en vue de faciliter le développement économique et socio-économique au niveau des secteurs et des régions pour lesquels il faut prendre des mesures spéciales; améliorer l'accès aux possibilités d'emploi par des programmes de développement socio-économique; l'analyse et l'évaluation de la compétitivité des attractions, des installations et des services canadiens dans le cadre du milieu touristique national et international; repérer les lacunes relativement à la performance de l'industrie et de l'exploitation des débouchés commerciaux; la coopération avec l'industrie privée et les provinces au niveau de l'établissement et de la formulation de politiques et des plans du développement de l'industrie touristique.

Commercialisation
Repérer, élaborer et exploiter les débouchés commerciaux canadiens et internationaux, les tendances et les développements au sein du marché du tourisme; soutenir une gamme d'activités de commercialisation, y compris la recherche de marchés; accroître la connaissance qu'ont les firmes canadiennes des débouchés de vente et faciliter la participation aux activités de promotion, tant au Canada qu'à l'étranger; identifier les marchés cibles très prometteurs pour les voyages à destination ou à l'intérieur du Canada; coopérer avec les gouvernements des provinces et des territoires et le secteur privé en vue de promouvoir les voyages au Canada auprès des visiteurs étrangers et sensibiliser la population à l'importance du tourisme pour l'économie.

Administration
Fournir un service de direction administrative et des services de soutien, y compris les services d'information.

Corporation de développement du Canada

Objectif

Mettre sur pied et entretenir des corporations solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé; élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces corporations de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.

Corporation de développement des investissements du Canada[(1)]

Objectif

Améliorer la gestion commerciale des avoirs de propriété publique et faciliter leur accession au domaine privé.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Stimuler le redressement et l'expansion économiques de l'île du Cap-Breton tout en rationalisant l'industrie houillère.

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable;

Promouvoir le développement industriel de l'île du Cap-Breton et, de concert avec le ministère de l'Expansion industrielle régionale et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, augmenter les possibilités d'emploi productif.

Eldorado Nucléaire Limitée

Objectif

Extraire et affiner l'uranium ainsi que fabriquer du combustible nucléaire destiné à la génération d'électricité.

Banque fédérale de développement

Objectif

Favoriser et faciliter la création et l'expansion d'entreprises au Canada en fournissant un concours financier, des services de conseils en gestion, des programmes de formation en gestion, des services d'information et de consultation, en particulier considérer les besoins des petites entreprises.

Investissement Canada

Objectif

Contribuer à l'expansion économique du Canada en agissant à titre de catalyseur et de centre névralgique des efforts déployés par les secteurs public et privé en vue d'accroître les investissements qui profitent au Canada.

Description de l'activité

Développement de l'investissement et stratégie
Inciter par des moyens appropriés les entreprises à investir; aider les entreprises canadiennes à exploiter les possibilités d'investissement et d'évolution technologique; effectuer des travaux de recherche et d'analyse sur l'investissement national et international; assurer des services d'information sur l'investissement et d'autres services en rapport avec l'investissement afin de faciliter l'essor économique au Canada; aider à formuler des politiques industrielles et économiques influant sur l'investissement au Canada; veiller à ce que les activités relatives aux avis et à l'examen des investissements soient menées comme l'exige la loi.

---

[1] La Société financière Canadair Inc., Eldorado Nucléaire Limitée et la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited sont des filiales de la Corporation de développement des investissements du Canada.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	228,699,829	...	...	228,699,829	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	300,000	...	300,000	1c	Dépenses de fonctionnement—Pour s'assurer que le montant global de l'assurance en vigueur à tout moment concernant les avions DHC-7 et DHC-8 de la Société de Havilland aux fins prescrites au sous-alinéa (ii) du crédit 1a (Industrie et Commerce) de la Loi nº 1 de 1980-81 portant affectation de crédits ne dépasse pas $400,000,000 et $250,000,000 US; et pour prévoir un montant supplémentaire de				
...	...	...	210,936	210,936		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(127,999)	(127,999)		Virement au crédit 15				
...	228,699,829	300,000	82,937	229,082,766		Total—Crédit 1	222,652,698	6,430,068	...	215,614,044
...	...	1	...	1	2a	Autorisation à conclure des ententes avec les prêteurs avec lesquels la Société financière Canadair Inc. a des dettes garanties par Sa Majesté	...	1	...	...
...	1,338,000	...	...	1,338,000	5	Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement	1,051,470	286,530	...	1,099,186
...	789,009,000	...	...	789,009,000	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10a	Subventions et contributions				
...	...	10,000,000	...	10,000,000	10c	Subventions et contributions				
...	789,009,000	10,000,001	...	799,009,001		Total—Crédit 10	878,782,237	(79,773,236)	...	710,431,340
...	350,000	...	...	350,000	15	Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée				
...	...	1	...	1	15a	Virement de $127,999 du crédit 1 (Expansion industrielle régionale)				
...	...	...	127,999	127,999		Virement du crédit 1				
...	350,000	1	127,999	478,000		Total—Crédit 15	478,000	...	...	350,000
...	10,292,000	...	...	10,292,000	20	Paiements à Canadair Limitée pour le système de reconnaissance aérienne CL289	2,295,984	7,996,016	...	7,773,250
...	39,530	...	(3,746)	35,784	(S)	Ministre de l'Expansion industrielle régionale—Traitement et allocation pour automobile	35,784	...	...	39,530
...	50,500,000	(10,500,000)	(2,939,827)	37,060,173	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	37,060,173	...	...	43,827,440
...	8,000,000	...	(4,178,700)	3,821,300	(S)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	3,821,300	...	...	24,573,930

...	17,236,636	...	1,870,000	19,106,636	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19,106,636	...	...	19,622,000
...	...	...	19,323	19,323	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	19,323	...	...	3,323
...	...	...	64,962	64,962	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	64,962	...	...	70,272
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	36,654,260
...	1,105,464,995	(199,997)	(4,957,052)	1,100,307,946		Total budgétaire	1,165,368,567	(65,060,621)	...	1,060,058,575
300,000	300,000	...	(300,000)	300,000	L25	Avances pour acquisition ou cession de capital-actions en vue de protéger la Couronne. (Brut)				
...	...	1	...	1	L25a	Étendre l'autorisation du crédit L25				
300,000	300,000	1	(300,000)	300,001		Total—Crédit L25	...	300,001	...	...
5,000,000	...	...	(5,000,000)	...	L25	Prêts en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional. (Brut)	...	...	...	...
...	...	500,000	...	500,000	L26a	Prêts d'aide aux industries pour fin de modernisation, compétitivité, ou restructuration financière. (Brut)	...	500,000	...	...
1,948,436	...	...	...	1,948,436	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi nº 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite $1,950,000. (Net)	...	...	1,948,436	...
...	16,100,000	...	(16,100,000)(2)	...	L30	Paiements relatifs à la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique par suite de la Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique. (Brut)	...	...	...	...
4,500,000	...	...	(4,500,000)(2)	...	(S)	(L) Paiements à Téléglobe Canada en vertu de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, article 12. Limite $4,500,000. (Brut)	...	...	...	...
11,748,436	16,400,000	500,001	(25,900,000)	2,748,437		Total non budgétaire	...	800,001	1,948,436	...
...	**1,105,464,995**	**(199,997)**	**(4,957,052)**	1,100,307,946		**Total du département—Budgétaire**	1,165,368,567	**(65,060,621)**	**...**	**1,060,058,575**
11,748,436	**16,400,000**	**500,001**	**(25,900,000)**	2,748,437		**Non budgétaire**	...	**800,001**	**1,948,436**	**...**(3)
						Corporation de développement du Canada(2)				
250,000,000	...	...	(250,000,000)(2)	...	(S)	(L) Avances pour l'acquisition d'actions de la Corporation de développement du Canada en vertu de la Loi sur la Corporation de développement du Canada, articles 36(1) et 42(1). Limite $250,000,000 *plus* acquisitions en vertu de l'article 39. (Net)	...	...	...	...
100,000,000	...	...	(100,000,000)(2)	...		Prêts à la Corporation en vertu de l'article 37. Limite $100,000,000. (Net)	...	...	...	...
350,000,000	**...**	**...**	**(350,000,000)(2)**	...		**Total du programme—Non budgétaire**	...	...	...	...
						Société financière Canadair Inc.				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,188,166,000
...	**...**	**...**	**...**	...		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	**1,188,166,000**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements	Provenance des autorisations: Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société de développement du Cap-Breton				
...	18,064,000	...	...	18,064,000	35	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton du déficit d'exploitation des mines en 1986-87	17,685,203	378,797	...	16,935,853
...	132,497,000	...	...	132,497,000	40	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital, le relèvement et l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires				
...	...	6,600,000	...	6,600,000	40c	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses en capital, le relèvement et l'expansion de ses charbonnages et de ses opérations ferroviaires				
...	132,497,000	6,600,000	...	139,097,000		Total—Vote 40	135,597,000	3,500,000	...	93,662,972
...	11,000,000	...	...	11,000,000	45	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton aux fins des articles 22 et 23 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton	10,600,000	400,000	...	9,500,000
...	161,561,000	6,600,000	...	168,161,000		Total budgétaire	163,882,203	4,278,797	...	120,098,825
22,356,581	...	...	...	22,356,581	L40a	Avances à la Société en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, article 19(2), telle que modifiée par la Loi nº 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite $25,000,000. (Net)	4,378,797	...	17,977,784	(10,798,825)
...	**161,561,000**	**6,600,000**	**...**	**168,161,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**163,882,203**	**4,278,797**	**...**	**120,098,825**
22,356,581	**...**	**...**	**...**	**22,356,581**		**Non budgétaire**	**4,378,797**	**...**	**17,977,784**	**(10,798,825)**
						Eldorado Nucléaire Limitée[2]				
947,519	...	...	(947,519)[2]	...	L107e	Total des emprunts de Eldorado Nucléaire Limitée. Loi nº 4 de 1980-81 portant affectation de crédits. Autorisation de prendre fin le 31 décembre 1988. Limite $600,000,000. (Net)	...	...	...	...
947,519	**...**	**...**	**(947,519)**[2]	**...**		**Total du programme—Non budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**...**

						Banque fédérale de développement				
...	27,726,000	...	...	27,726,000	50	Paiements à la Banque fédérale de développement				
...	...	...	266,525	266,525		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	27,726,000	...	266,525	27,992,525		Total—Crédit 50	26,850,855	1,141,670	...	25,928,598
97,400,000	9,400,000	28,000,000	(37,400,000)	97,400,000	(S)	Paiements à la Banque fédérale de développement en vertu des articles 28 et 31 de la Loi sur la Banque fédérale de développement	28,000,000	...	69,400,000	...
						Capital versé aux termes de l'article 28. Le versement de capital de la Corporation, tout en tenant compte de la somme de $79,000,000 versée à la Banque du Canada en vertu de l'article 52, ne doit pas dépasser $475,000,000. (Brut)				
97,400,000	37,126,000	28,000,000	(37,133,475)	125,392,525		Total budgétaire	54,850,855	1,141,670	69,400,000	25,928,598
1,111,212,416	...	...	24,112,229	1,135,324,645	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque fédérale de développement ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder $3.2 milliards. (Net)	(93,000,000)	...	1,228,324,645	(119,000,000)
97,400,000	**37,126,000**	**28,000,000**	**(37,133,475)**	125,392,525		**Total du programme—Budgétaire**	54,850,855	**1,141,670**	**69,400,000**	**25,928,598**
1,111,212,416	...	...	**24,112,229**	1,135,324,645		**Non budgétaire**	(93,000,000)	...	**1,228,324,645**	**(119,000,000)**
						Investissement Canada				
...	8,622,445	...	...	8,622,445	55	Dépenses du programme	8,212,560	409,885	...	9,379,479
...	781,000	...	84,842	865,842	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	865,842	...	...	841,000
...	**9,403,445**	...	**84,842**	9,488,287		**Total du programme—Budgétaire**	9,078,402	**409,885**	...	**10,220,479**
						Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited				
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000,000
...	...	...	...	...		**Total du programme—Budgétaire**	...	...	...	**50,000,000**
97,400,000	**1,313,555,440**	**34,400,003**	**(42,005,685)**	1,403,349,758		Total du ministère—Budgétaire	1,393,180,027	**(59,230,269)**	**69,400,000**	**2,454,472,477**
1,496,264,952	**16,400,000**	**500,001**	(352,735,290)	1,160,429,663		Non budgétaire	(88,621,203)	**800,001**	**1,248,250,865**	(129,798,825)[3]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] **Conseil du Trésor, crédit 10**—Projets de création d'emplois.

[2] **Ces autorisations ont été transférées** au Conseil du Trésor.

[3] **Les paiements relatifs à la** restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique ont été transférés au Conseil du Trésor. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $93,595,000.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	44,433,000	51,900	...	...	373,935	...	44,858,835	Climat commercial	41,914,902	2,943,933	...	38,124,636
...	28,745,000	33,570	...	...	241,869	...	29,020,439	Innovation	27,111,431	1,909,008	...	16,944,283
...	88,339,000	103,200	...	(10,292,000)	743,547	...	78,893,747	Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	81,049,254	(2,155,507)	...	67,777,131
...	51,701,000	60,390	...	127,999	307,106	...	52,196,495	Commercialisation	48,771,502	3,424,993	...	48,714,813
...	43,616,000	50,942	210,936	(127,999)	284,082	...	44,033,961	Administration	41,139,598	2,894,363	...	81,006,227
...	256,834,000	300,002	210,936	(10,292,000)	1,950,539	...	249,003,477	Total—Fonctionnement	239,986,687	9,016,790	...	252,567,090
								Capital				
...	180,000	...	...	...	...	...	180,000	Climat commercial	592,038	(412,038)	...	609,755
...	112,000	...	...	...	...	...	112,000	Innovation	382,943	(270,943)	...	381,097
...	314,000	...	...	...	...	...	314,000	Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	1,177,232	(863,232)	...	1,067,071
...	281,000	...	...	...	...	...	281,000	Commercialisation	688,886	(407,886)	...	952,742
...	234,995	...	...	...	...	...	234,995	Administration	581,087	(346,092)	...	800,303
...	1,121,995	...	...	...	...	...	1,121,995	Total—Capital	3,422,186	(2,300,191)	...	3,810,968
								Paiements de transfert				
...	104,563,000	(61,700)	...		(858,815)	...	103,642,485	Climat commercial	110,627,755	(6,985,270)	...	120,553,847
...	189,798,000	(111,950)	...		(1,634,573)	...	188,051,477	Innovation	245,433,595	(57,382,118)	...	164,246,973
...	522,908,000	(308,500)	...	10,292,000	(4,387,078)	...	528,504,422	Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	551,715,918	(23,211,496)	...	512,426,238
...	30,240,000	(17,849)	...	...	(238,061)	...	29,984,090	Commercialisation	14,182,426	15,801,664	...	6,453,459
...	847,509,000	(499,999)	...	10,292,000	(7,118,527)	...	850,182,474	Total—Paiements de transfert	921,959,694	(71,777,220)	...	803,680,517
								Non budgétaire				
11,748,436	16,400,000	500,001	(20,600,000)	...	(5,300,000)	...	2,748,437	Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme	...	800,001	1,948,436	...
								Sommaire du département				
...	149,176,000	(9,800)	...	...	(484,880)	...	148,681,320	Climat commercial	153,134,695	(4,453,375)	...	159,288,238
...	218,655,000	(78,380)	...	...	(1,392,704)	...	217,183,916	Innovation	272,927,969	(55,744,053)	...	181,572,353

								Développement de l'industrie, du commerce et du tourisme—				
...	611,561,000	(205,300)	...	...	(3,643,531)	...	607,712,169	Budgétaire	633,942,404	(26,230,235)	...	581,270,440
11,748,436	16,400,000	500,001	(20,600,000)	...	(5,300,000)	...	2,748,437	Non budgétaire	...	800,001	1,948,436	...
...	82,222,000	42,541	...	127,999	69,045	...	82,461,585	Commercialisation	63,642,814	18,818,771	...	56,121,014
...	43,850,995	50,942	210,936	(127,999)	284,082	...	44,268,956	Administration	41,720,685	2,548,271	...	81,806,530
								Total du département—				
...	**1,105,464,995**	**(199,997)**	**210,936**	...	**(5,167,988)**	...	**1,100,307,946**	**Budgétaire**	**1,165,368,567**	**(65,060,621)**	...	**1,068,858,575**
11,748,436	**16,400,000**	**500,001**	**(20,600,000)**	...	**(5,300,000)**	...	**2,748,437**	**Non budgétaire**	...	**800,001**	**1,948,436**	...
								Corporation de développement du Canada				
								Non budgétaire				
350,000,000	...	...	(350,000,000)	...	...	...		Corporation de développement du Canada		...		...
								Total du programme—				
350,000,000	...	...	**(350,000,000)**	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	...
								Société financière Canadair Inc.				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours				1,188,166,000
								Total du programme—				
...	...	...	...	...	...	...	...	**Budgétaire**	...	...	...	**1,188,166,000**
								Société de développement du Cap-Breton				
								Fonctionnement				
...	29,064,000	...	...	...	...	...	29,064,000	Société de développement du Cap-Breton	28,285,203	778,797		26,435,853
								Capital				
...	132,497,000	6,600,000	...	...	...	...	139,097,000	Société de développement du Cap-Breton	135,597,000	3,500,000		93,662,972
								Non budgétaire				
22,356,581	...	...	...	...	...	...	22,356,581	Société de développement du Cap-Breton	4,378,797		17,977,784	(10,798,825)
								Total du programme—				
...	**161,561,000**	**6,600,000**	...	...	...	...	**168,161,000**	**Budgétaire**	**163,882,203**	**4,278,797**	...	**120,098,825**
22,356,581	...	...	...	...	...	...	**22,356,581**	**Non budgétaire**	**4,378,797**	...	**17,977,784**	**(10,798,825)**
								Eldorado Nucléaire Limitée				
								Non budgétaire				
947,519	...	...	(947,519)	...	...	...		Eldorado Nucléaire Limitée				...
								Total du programme—				
947,519	...	...	**(947,519)**	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	...

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Banque fédérale de développement				
								Fonctionnement				
97,400,000	37,126,000	28,000,000	266,525	...	(37,400,000)	...	125,392,525	Banque fédérale de développement	54,850,855	1,141,670	69,400,000	25,928,598
								Non budgétaire				
1,111,212,416	...	...	...	...	24,112,229	...	1,135,324,645	Banque fédérale de développement	(93,000,000)	...	1,228,324,645	(119,000,000)
								Total du programme—				
97,400,000	**37,126,000**	**28,000,000**	**266,525**	...	**(37,400,000)**	...	125,392,525	**Budgétaire**	54,850,855	**1,141,670**	**69,400,000**	**25,928,598**
1,111,212,416	...	...	...	...	**24,112,229**	...	1,135,324,645	**Non budgétaire**	(93,000,000)	...	**1,228,324,645**	**(119,000,000)**
								Investissement Canada				
								Fonctionnement				
...	9,379,445	...	...	...	84,842	...	9,464,287	Développement de l'investissement et stratégie	8,755,027	709,260	...	9,850,037
								Capital				
...	24,000	...	...	...	...	...	24,000	Développement de l'investissement et stratégie	323,375	(299,375)	...	370,442
								Total du programme—				
...	**9,403,445**	...	...	...	**84,842**	...	9,488,287	**Budgétaire**	9,078,402	**409,885**	...	**10,220,479**
								Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited				
								Fonctionnement				
...	...	...	...	...	...	...		Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	50,000,000
								Total du programme—				
...	...	...	...	...	...	...	...	**Budgétaire**	...	...	...	**50,000,000**
								Total du ministère—				
97,400,000	**1,313,555,440**	**34,400,003**	**477,461**	...	**(42,483,146)**	...	1,403,349,758	**Budgétaire**	1,393,180,027	**(59,230,269)**	**69,400,000**	**2,454,472,477**
1,496,264,952	**16,400,000**	**500,001**	**(371,547,519)**	...	**18,812,229**	...	1,160,429,663	**Non budgétaire**	(88,621,203)	**800,001**	**1,248,250,865**	**(129,798,825)**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
...	771,000	...	...	(709,000)	...	62,000	Subventions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional	62,000	...	...	169,574
...	1,000,000	...	...	(458,778)	...	541,222	Subventions en vertu du programme de développement économique des Autochtones	541,222	...	...	829,575
...	500,000	...	...	(13,000)	...	487,000	Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques	487,000	...	...	268,500
...	6,000	...	...	(1,600)	...	4,400	Subventions en vertu du programme des prix d'excellence du Canada	4,400	...	...	...
...	...	...	...	52,250	...	52,250	Subvention à la Société d'initiative et de développement d'artères commerciales	52,250	...	...	...
...	...	1	...	19,183,440	...	19,183,441	Subvention à la Baie Verte Mines Inc.	19,183,441	...	...	...
...	...	...	...	1,000,000	...	1,000,000	Subvention à la Corporation Rendez-Vous '87	1,000,000	...	...	...
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Subvention à la Société zoologique de Saint-Félicien Inc.	300,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,598,930
...	2,277,000	1	...	19,353,312	...	21,630,313	Total—Subventions	21,630,313	...	...	11,866,579
							Contributions				
...	220,175,000	10,000,000	...	15,831,091	...	246,006,091	Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional et pour les engagements en vigueur en vertu de programmes antérieurs abolis	275,354,733	(29,348,642)	...	216,013,141
...	164,708,000	...	...	(8,285,695)	...	156,422,305	Contributions en vertu du programme de productivité de l'industrie du matériel de défense canadienne	169,752,131	(13,329,826)	...	173,721,380
...	193,596,000	...	...	(64,708,139)	...	128,887,861	Contributions aux termes des ententes auxiliaires faites en vertu des ententes pour le développement économique et régional/ententes-cadres de développement avec les provinces	146,858,218	(17,970,357)	...	174,521,655
...	21,900,000	...	...	(3,912,281)	...	17,987,719	Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole	18,908,958	(921,239)	...	21,182,509
...	29,000,000	...	...	(15,820,693)	...	13,179,307	Contributions en vertu du programme d'aide à l'industrie de la construction navale	13,806,658	(627,351)	...	19,864,326
...	14,169,000	...	...	(7,912,465)	...	6,256,535	Contributions en vue d'appuyer le programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest	6,749,307	(492,772)	...	2,353,613
...	3,115,000	...	...	(399,823)	...	2,715,177	Contributions à des organismes sans but lucratif et à des opérations commerciales en vue d'appuyer le tourisme	2,736,434	(21,257)	...	2,852,062

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	56,676,000	...	...	(14,357,528)	...	42,318,472	Contributions en vertu du programme de développement économique des Autochtones	42,734,904	(416,432)	...	7,326,038
...	...	...	...	87,088	...	87,088	Contributions à des organismes sans but lucratif	87,088	...	...	...
...	...	...	...	19,454,593	...	19,454,593	Contributions à la Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited	19,454,593	...	...	...
...	...	...	...	19,211,264	...	19,211,264	Contributions en vertu du programme Pétromont	19,211,264	...	...	...
...	...	...	...	665,922	...	665,922	Contributions au programme des industries de services	779,246	(113,324)	...	...
...	...	...	...	1,988,151	...	1,988,151	Contributions au Canadien National	1,988,151	...	...	...
...	...	...	...	2,931,017	...	2,931,017	Contributions pour les engagements en vigueur en vertu du programme des projets spéciaux de relance	4,149,726	(1,218,709)	...	14,347,708
...	...	...	...	299,498	...	299,498	Contributions au Fonds de secours Barrie	299,498	...	...	158,717
...	...	...	...	1,170,000	...	1,170,000	Contributions en vertu de «Rendez-Vous '87»	1,170,000	...	...	...
...	...	...	...	2,796,954	...	2,796,954	Contributions à «Innovation and Entrepreneur Management Corporation Inc. (TIEM Canada Inc.)»	2,796,954	...	...	4,138,000
...	...	...	...	40,000	...	40,000	Contributions au «Massachusetts Institute of Technology»	40,000	...	...	...
...	...	...	...	120,000	...	120,000	Contributions au programme SOCCRENT	140,059	(20,059)	...	...
...	...	...	...	180,000	...	180,000	Contributions à la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador, Limitée	180,000	...	...	...
...	...	...	...	285,898	...	285,898	Contributions aux projets pilotes tourisme-culture	535,898	(250,000)	...	...
...	...	...	...	125,000	...	125,000	Contributions au Conseil économique des provinces de l'Atlantique	125,000	...	...	...
...	...	...	...	220,000	...	220,000	Contributions aux conférences sur les occasions d'affaires au Canada	220,000	...	...	200,000
...	...	...	...	6,496,032	...	6,496,032	Contributions au programme de mise en valeur de la technologie	6,616,264	(120,232)	...	...
...	...	...	...	1,300	...	1,300	Contributions en vertu du «programme Entreprise Atlantique»	1,300	...	...	...
...	...	...	...	60,578	...	60,578	Contributions à l'Institut canadien du cuir et de la chaussure	60,578	...	...	...
...	...	...	...	22,891	...	22,891	Contributions au programme de recherche des possibilités technologiques en Europe	22,891	...	...	...
...	...	...	...	175,757	...	175,757	Contributions à Tricot Domino	175,757	...	...	...
...	...	...	...	479,709	...	479,709	Contributions au programme Pensons canadien	491,890	(12,181)	...	...
...	...	...	...	185,753	...	185,753	Contributions au Conseil économique Canada-Chine	185,753	...	...	...
...	...	...	...	2,036,632	...	2,036,632	Contributions à Air Bras D'Or, Limitée	2,036,632	...	...	...

...	...	...	...	138,948	...	138,948	Contributions en vertu du programme de l'Organisation mondiale du tourisme	138,948	...	...	...
...	72,000,000	...	...	(11,670,068)	...	60,329,932	Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien	73,188,629	(12,858,697)	...	49,605,077
...	6,393,000	...	...	(4,008,174)	...	2,384,826	Contributions pour les engagements en vigueur en vertu du programme d'adaptation de l'industrie	3,986,540	(1,601,714)	...	12,031,597
...	5,000,000	...	...	(3,782,522)	...	1,217,478	Contributions pour stimuler l'activité économique dans la zone désignée du Cap-Breton	1,667,922	(450,444)	...	...
...	50,500,000	(10,500,000)	...	...	(2,939,827)	37,060,173	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	37,060,173	...	...	43,827,440
...	8,000,000	...	...	...	(4,178,700)	3,821,300	(S) Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du développement industriel et régional	3,821,300	...	...	24,573,930
...	...	...	...	40,500,000	...	40,500,000	Contribution à Marine Industrie Limitée	40,500,000	...	...	...
...	...	...	...	10,292,000	...	10,292,000	Contributions à Canadair Financial Corporation	2,295,984	7,996,016	...	7,773,250
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	17,303,495
—	**845,232,000**	**(500,000)**	—	**(9,061,312)**	**(7,118,527)**	**828,552,161**	Total—Contributions	**900,329,381**	**(71,777,220)**	—	**791,813,938**
—	**847,509,000**	**(499,999)**	—	**10,292,000**	**(7,118,527)**	**850,182,474**	**Total du département**	**921,959,694**	**(71,777,220)**	—	**803,680,517**
—	**847,509,000**	**(499,999)**	—	**10,292,000**	**(7,118,527)**	**850,182,474**	**Total du ministère**	**921,959,694**	**(71,777,220)**	—	**803,680,517**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Société de développement du Cap-Breton			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Société de développement du Cap-Breton Remboursement de prêts. (Net)	...	...	10,798,825
Total du programme—Non budgétaire	—	...	**10,798,825**
Banque fédérale de développement			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Banque fédérale de développement Remboursement de prêts. (Net)	...	93,000,000	119,000,000
Total du programme—Non budgétaire	—	**93,000,000**	**119,000,000**
Total du ministère—Non budgétaire	...	**93,000,000**	**129,798,825**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Banque fédérale de développement	10,172,264	20,676,170
Téléglobe Canada— Intérêt	120,919	186,220
Dividendes	...	188,058,000
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	458,870	430,166
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	11,725,856	12,053,746
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	21,071,853	21,756,455
Mainland Investments Limited	70,000	105,000
Entente-cadre sur le plan de développement	900,352	913,311
Newfoundland and Labrador Development Corporation Limitée	23,777	2,625,000
Industrie canadienne de défense	...	498,787
Programme d'expansion des entreprises	150,644	186,957
Programme de développement industriel et régional	109,721	345,578
Autres comptes—		
Eldorado Nucléaire Limitée	1,198,595	1,198,595
Mines Baie Verte	6,201,477	...
	52,204,328	249,033,985
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	65,436,507	44,951,022
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	7,800,355	8,585,448
	73,236,862	53,536,470
Rémunérations de services—		
Garantie de prêts—Coûts	9,767,166	9,733,508
Accès à l'information—Coûts	522	1,266
Recherches de l'information sur le tourisme	9,778	...
	9,777,466	9,734,774
Autres recettes non fiscales—		
Projets—Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA) et les recouvrements divers	2,147,103	4,452,233
Pertes et bénéfices de change	723	2,780
	2,147,826	4,455,013
Total du département	**137,366,482**	**316,760,242**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Investissement Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	91,456	13,812
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	234,703	700
	326,159	14,512
Rémunérations de services	65	45
Total du programme	**326,224**	**14,557**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	52,204,328	249,033,985
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	73,563,021	53,550,982
Rémunérations de services	9,777,531	9,734,819
Autres recettes non fiscales	2,147,826	4,455,013
Total du ministère	**137,692,706**	**316,774,799**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS
1986-87

Finances

Département
Vérificateur général
Société d'assurance-dépôts du Canada
Assurances
Commission du tarif

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	16.2
Sommaire du ministère	16.4
Programmes par activité	16.8
Paiements de transfert	16.12
Détail des montants portés au crédit	16.13
Recettes	16.14

Département

Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques
L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les aspects économiques et financiers des points suivants:

- la conjoncture et les perspectives économiques nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions micro-économiques et financières de tous les programmes gouvernementaux (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces; et
- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales.

Monnaie canadienne
La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

Organismes financiers internationaux
La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration
Comprend la direction du ministère, les services de consultation et de communications; et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

Objectif

Prestation de fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt
La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie canadienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission
La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Programme des paiements de transfert fiscal

Objectif

Prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements de transfert fiscal
La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux en vertu des lois constitutionnelles, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique et d'autres textes législatifs.

Programme du Tribunal canadien des importations

Objectif

Déterminer si des importations de marchandises sous-évaluées ou subventionnées sont préjudiciables aux producteurs canadiens et procéder à des enquêtes sur d'autres questions du même genre qui lui sont renvoyées par le gouverneur en conseil.

Description de l'activité

Tribunal canadien des importations
La tenue d'enquêtes et d'audiences visant notamment à déterminer si l'importation de marchandises cause un préjudice sensible ou grave à l'industrie canadienne.

Programme de l'Inspecteur général des banques

Objectif

S'assurer que les dispositions de la Loi sur les banques et de la Loi sur les banques d'épargne du Québec sont dûment observées afin que la confiance du public dans le système bancaire canadien soit soutenue.

Description de l'activité

Inspecteur général des banques
L'application de la Loi sur les banques et la tenue d'examens et d'enquêtes au sujet des activités bancaires afin de s'assurer que les banques observent les dispositions de cette Loi et de la Loi sur les banques d'épargne du Québec et que leur situation financière soit saine.

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative
La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la loi. Cette tâche consiste à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Assurances

Objectif

Protéger le public contre les pertes financières pouvant résulter des opérations des organismes financiers enregistrés ou munis d'un permis en vertu d'une loi fédérale et des régimes de pensions enregistrés, et fournir des services actuariels au gouvernement et aux ministères.

Description des activités

Surveillance des compagnies
Surveillance des compagnies d'assurance, de secours mutuels, d'investissement, de fiducie, de prêt et des sociétés coopératives de crédit, enregistrées ou munies d'un permis en vertu d'une loi fédérale, et surveillance des régimes de pensions d'employés.

Services actuariels et autres
Services actuariels et techniques fournis aux autres ministères.

Administration
Direction et services centraux relativement à la gestion du travail et à la prestation de services administratifs au département; perception des impôts sur les primes en vertu de la Partie I de la Loi sur la taxe d'accise; application de la Loi sur l'assurance du service civil.

Commission du tarif

Objectif

Statuer sur les appels interjetés des décisions relatives aux douanes et à l'accise, rendues par le ministère du Revenu national et, à la demande du ministre des Finances, faire des études sur les dispositions du Tarif des douanes.

Description des activités

Appels
Les sept membres de la Commission du tarif sont nommés par le gouverneur en conseil et constituent une cour d'appel pour entendre les appels interjetés des décisions du ministère du Revenu national rendues en vertu des dispositions de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la taxe d'accise et de la Loi sur les mesures spéciales d'importation.

Renvois
À la demande du ministre des Finances, la Commission, avec l'aide de ses documentalistes, enquête et fait rapport à l'égard de questions se rapportant à des marchandises qui, lorsqu'elles sont importées au Canada, sont assujetties aux droits de douane et à la taxe d'accise ou en sont exemptes.

Administration
Services administratifs, financiers et du personnel.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des politiques financières et économiques				
...	43,278,000	...	...	43,278,000	1	Dépenses du programme				
...	...	...	960,321	960,321		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	43,278,000	...	960,321	44,238,321		Total—Crédit 1	43,998,575	239,746	...	47,235,268
...	9,100,000	...	...	9,100,000	5	Paiements conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et à la Société financière internationale	9,018,738	81,262	...	...
...	40,000	...	1,097	41,097	(S)	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	41,097	...	...	39,530
...	178,400,000	...	(37,739,000)	140,661,000	(S)	Paiements à l'association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	140,661,000	...	...	...
...	9,800,000	...	(9,800,000)	...	(S)	Paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	...	...	...	...
...	4,574,000	...	496,000	5,070,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,070,000	...	...	5,077,000
...	45,000,000	...	(8,391,348)	36,608,652	(S)	Achat de la monnaie canadienne	36,608,652	...	...	32,756,079
...	...	...	50,288	50,288	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	50,288	...	...	315
...	...	...	276,845	276,845	(S)	Paiement de dettes antérieurement prises en recettes	276,845	...	...	496,767
...	290,192,000	...	(54,145,797)	236,046,203		Total budgétaire	235,725,195	321,008	...	85,604,959
...	1	...	266,299,999	266,300,000	L6	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes: délivrance de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser $266,300,000 en faveur de l'Association internationale du développement	266,300,000	...	...	333,400,000
3,351,802,943	...	...	(216,841,815)	3,134,961,128	(S)	(L) Souscriptions à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes. Limite $2,627,671,570 (É-U). ($(É-U) réévalué à $1 (É-U) = 1.3055 $ (Can)). (Brut)	...	...	3,134,961,128	...
...	...	...	9,800,000	9,800,000	L6	Délivrance de billets ne devant pas dépasser $6,984,000 (É-U)	9,618,148	181,852	...	16,200,000

...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,800,000
3,351,802,943	1	...	59,258,184	3,411,061,128		Total non budgétaire	275,918,148	181,852	3,134,961,128	351,400,000
...	**290,192,000**	**...**	**(54,145,797)**	**236,046,203**		**Total du programme— Budgétaire**	**235,725,195**	**321,008**	**...**	**85,604,959**
3,351,802,943	**1**	**...**	**59,258,184**	**3,411,061,128**		**Non budgétaire**	**275,918,148**	**181,852**	**3,134,961,128**	**351,400,000**
						Programme du service de la dette publique				
...	27,000,000,000	275,000,000	(607,073,146)	26,667,926,854	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur l'administration financière)	26,667,926,854	...	...	25,505,083,566
...	**27,000,000,000**	**275,000,000**	**(607,073,146)**	**26,667,926,854**		**Total du programme—Budgétaire**	**26,667,926,854**	**...**	**...**	**25,505,083,566**
						Programme des paiements de transfert fiscal				
...	5,215,300,000	47,424,000	280,738,118	5,543,462,118	(S)	Paiements aux gouvernements provinciaux en vertu de lois constitutionnelles de 1867 à 1982, de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé et d'autres textes législatifs	5,543,462,118	...	...	5,160,119,427
...	290,000,000	(36,400,000)	4,322,009	257,922,009	(S)	Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	257,922,009	...	...	299,110,115
...	**5,505,300,000**	**11,024,000**	**285,060,127**	**5,801,384,127**		**Total du programme—Budgétaire**	**5,801,384,127**	**...**	**...**	**5,459,229,542**[2]
						Programme du Tribunal canadien des importations				
...	2,186,000	...	...	2,186,000	10	Dépenses du programme	1,881,095	304,905	...	1,805,343
...	255,000	...	28,000	283,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	283,000	...	...	280,000
...	**2,441,000**	**...**	**28,000**	**2,469,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,164,095**	**304,905**	**...**	**2,085,343**
						Programme de l'Inspecteur général des banques				
...	3,705,000	...	...	3,705,000	15	Dépenses du programme				
...	...	351,000	...	351,000	15c	Dépenses du programme				
...	3,705,000	351,000	...	4,056,000		Total—Crédit 15	3,665,056	390,944	...	3,221,569
...	425,000	...	46,000	471,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	471,000	...	...	280,000
...	**4,130,000**	**351,000**	**46,000**	**4,527,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,136,056**	**390,944**	**...**	**3,501,569**
						Programme spécial				
...	45,000	...	...	45,000	20	La Caisse des réclamations étrangères	45,000	...	...	85,000
83,940,020	...	...	...	83,940,020	(S)	Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières	5,544,633	...	78,395,387	791,059,980
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,214,126
83,940,020	45,000	...	...	83,985,020		Total budgétaire	5,589,633	...	78,395,387	797,359,106

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
2,000,000	...	...	...	2,000,000	(S)	(L) Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada. Limite $75,000,000. (Brut)	...	...	2,000,000	73,000,000
...	631,000	...	...	631,000	L25	Avances à l'Administration du pont du port de Saint John.	464,048	166,952	...	836,498
2,000,000	631,000	...	...	2,631,000		Total non budgétaire	464,048	166,952	2,000,000	73,836,498
83,940,020	**45,000**	**...**	**...**	**83,985,020**		**Total du programme— Budgétaire**	**5,589,633**	**...**	**78,395,387**	**797,359,106**
2,000,000	**631,000**	**...**	**...**	**2,631,000**		**Non budgétaire**	**464,048**	**166,952**	**2,000,000**	**73,836,498**
83,940,020	**32,802,108,000**	**286,375,000**	**(376,084,316)**	**32,796,338,204**		**Total du département—Budgétaire**	**32,716,925,960**	**1,016,857**	**78,395,387**	**31,852,864,085**[2]
3,353,802,943	**631,001**	**...**	**59,258,184**	**3,413,692,128**		**Non budgétaire**	**276,382,196**	**348,804**	**3,136,961,128**	**425,236,498**
						Vérificateur général				
...	40,470,000	...	...	40,470,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	6,200	6,200		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	40,470,000	...	6,200	40,476,200		Total—Crédit 30	39,704,399	771,801	...	38,096,395
...	124,000	...	4,559	128,559	(S)	Traitement du vérificateur général	128,559	...	...	124,257
...	3,949,000	...	428,000	4,377,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,377,000	...	...	4,212,000
...	**44,543,000**	**...**	**438,759**	**44,981,759**		**Total du programme—Budgétaire**	**44,209,958**	**771,801**	**...**	**42,432,652**
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
565,000,000	...	17,000,000	(17,000,000)	565,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37 telle que modifiée. Limite $1,500,000,000. (Net)	268,164,383	...	296,835,617	895,000,000
565,000,000	**...**	**17,000,000**	**(17,000,000)**	**565,000,000**		**Total du programme—Non budgétaire**	**268,164,383**	**...**	**296,835,617**	**895,000,000**
						Assurances				
...	26,384,000	...	...	26,384,000	35	Dépenses du programme	24,999,947	1,384,053	...	17,782,829
...	1,289,000	...	140,000	1,429,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,429,000	...	...	1,372,000
...	...	...	(2,446,189)	(2,446,189)	(S)	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	(2,446,189)	...	...	312,191
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,000,000
...	**27,673,000**	**...**	**(2,306,189)**	**25,366,811**		**Total du programme—Budgétaire**	**23,982,758**	**1,384,053**	**...**	**24,467,020**

						Commission du tarif				
...	2,343,000	...	...	2,343,000	40	Dépenses du programme				
...	...	64,600	...	64,600	40a	Dépenses du programme				
...	...	...	245,000	245,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	2,343,000	64,600	245,000	2,652,600		Total—Crédit 40	2,557,912	94,688	...	2,649,838
...	258,000	...	28,000	286,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	286,000	...	...	296,000
...	**2,601,000**	**64,600**	**273,000**	**2,938,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,843,912**	**94,688**	...	**2,945,838**
83,940,020	**32,876,925,000**	**286,439,600**	**(377,679,246)**	**32,869,625,374**		**Total du ministère— Budgétaire**	**32,787,962,588**	**3,267,399**	**78,395,387**	**31,922,709,595[2]**
3,918,802,943	**631,001**	**17,000,000**	**42,258,184**	**3,978,692,128**		**Non budgétaire**	**544,546,579**	**348,804**	**3,433,796,745**	**1,320,236,498**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] **Conseil du Trésor,** crédit 5—**Éventualités du gouvernement.**
Conseil du Trésor, crédit 10—**Projets de création** d'emplois.

[2] **Une partie du programme des paiements de transfert fiscal** a été transférée au ministère des Approvisionnements et Services. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $242,785,016.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des politiques financières et économiques				
								Fonctionnement				
...	31,473,000	...	576,193	...	308,000	...	32,357,193	Politiques financières et économiques	29,112,435	3,244,758	...	27,818,940
...	45,000,000	...	...	...	(8,391,348)	...	36,608,652	Monnaie canadienne	36,608,652	...	...	32,756,079
...	25,053,000	...	734,128	...	516,230	(9,919,000)	16,384,358	Administration	18,663,669	(2,279,311)	...	23,025,273
...	(9,569,000)	...	(350,000)	...	...	9,919,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	91,957,000	...	960,321	...	(7,567,118)	...	85,350,203	Total—Fonctionnement	84,384,756	965,447	...	83,600,292
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...		Politiques financières et économiques	763,191	(763,191)	...	648,232
...	935,000	...	...	...	...	...	935,000	Administration	897,510	37,490	...	1,356,435
...	935,000	...	...	...	...	...	935,000	Total—Capital	1,660,701	(725,701)	...	2,004,667
								Paiements de transfert				
...	197,300,000	...	...	...	(47,539,000)	...	149,761,000	Organismes financiers internationaux	149,679,738	81,262	...	...
								Non budgétaire				
3,351,802,943	1	...	...	...	59,258,184	...	3,411,061,128	Organismes financiers internationaux	275,918,148	181,852	3,134,961,128	351,400,000
								Sommaire du programme				
...	31,473,000	...	576,193	...	308,000	...	32,357,193	Politiques financières et économiques	29,875,626	2,481,567	...	28,467,172
...	45,000,000	...	...	...	(8,391,348)	...	36,608,652	Monnaie canadienne	36,608,652	...	...	32,756,079
								Organismes financiers internationaux—				
...	197,300,000	...	...	...	(47,539,000)	...	149,761,000	Budgétaire	149,679,738	81,262	...	...
3,351,802,943	1	...	...	...	59,258,184	...	3,411,061,128	Non budgétaire	275,918,148	181,852	3,134,961,128	351,400,000
...	16,419,000	...	384,128	...	516,230	...	17,319,358	Administration	19,561,179	(2,241,821)	...	24,381,708
								Total du programme—				
...	**290,192,000**	...	**960,321**	...	**(55,106,118)**	...	236,046,203	**Budgétaire**	235,725,195	**321,008**	...	**85,604,959**
3,351,802,943	**1**	...	...	...	**59,258,184**	...	3,411,061,128	**Non budgétaire**	275,918,148	**181,852**	**3,134,961,128**	**351,400,000**

								Programme du service de la dette publique				
								Fonctionnement				
...	26,730,000,000	275,000,000	...	...	(609,556,415)	...	26,395,443,585	Frais d'intérêt	26,395,443,585	...	...	25,165,437,705
...	270,000,000	...	...	...	2,483,269	...	272,483,269	Frais de service et d'émission	272,483,269	...	...	339,645,861
—	**27,000,000,000**	**275,000,000**	—	—	**(607,073,146)**	...	26,667,926,854	**Total du programme—Budgétaire**	26,667,926,854	—	—	**25,505,083,566**
								Programme des paiements de transfert fiscal				
								Paiements de transfert				
...	5,505,300,000	6,364,000	...	...	285,060,127	...	5,796,724,127	Paiements de transfert fiscal	5,796,724,127	...	...	5,459,229,542
...	...	360,000	...	...	...	...	360,000	Stabilisation fiscale	360,000	...	...	...
...	...	4,300,000	...	...	...	...	4,300,000	Paiements de revenu garanti	4,300,000	...	...	...
—	**5,505,300,000**	**11,024,000**	—	—	**285,060,127**	...	5,801,384,127	**Total du programme—Budgétaire**	5,801,384,127	—	—	**5,459,229,542**
								Programme du Tribunal canadien des importations				
								Fonctionnement				
...	2,441,000	...	...	...	28,000	...	2,469,000	Tribunal canadien des importations	2,161,935	307,065	...	2,062,500
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...		Tribunal canadien des importations	2,160	(2,160)	...	22,843
—	**2,441,000**	—	—	—	**28,000**	—	2,469,000	**Total du programme—Budgétaire**	2,164,095	**304,905**	—	**2,085,343**
								Programme de l'Inspecteur général des banques				
								Fonctionnement				
...	4,130,000	351,000	...	...	46,000	...	4,527,000	Inspecteur général des banques	4,076,797	450,203	...	3,457,897
								Capital				
...	...	...	...	...	...	...	...	Inspecteur général des banques	59,259	(59,259)	...	43,672
—	**4,130,000**	**351,000**	—	—	**46,000**	—	4,527,000	**Total du programme—Budgétaire**	4,136,056	**390,944**	—	**3,501,569**
								Programme spécial				
								Fonctionnement				
83,940,020	45,000	...	...	...	...	...	83,985,020	Programme spécial	5,589,633	...	78,395,387	797,359,106
								Non budgétaire				
2,000,000	631,000	...	...	...	...	...	2,631,000	Programme spécial	464,048	166,952	2,000,000	73,836,498
								Total du programme—				
83,940,020	**45,000**	—	—	—	—	...	83,985,020	**Budgétaire**	5,589,633	...	**78,395,387**	**797,359,106**
2,000,000	**631,000**	—	—	—	—	...	2,631,000	**Non budgétaire**	464,048	**166,952**	**2,000,000**	**73,836,498**
								Total du département—				
83,940,020	**32,002,108,000**	**286,375,000**	**960,321**	—	**(377,045,137)**	...	32,796,338,204	**Budgétaire**	32,716,925,960	**1,016,857**	**78,395,387**	**31,852,864,085**
3,353,002,943	**631,001**	...	...	...	**59,258,184**	...	3,413,692,128	**Non budgétaire**	276,382,196	**348,804**	**3,136,961,128**	**425,236,498**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Vérificateur général				
								Fonctionnement				
...	43,670,000	...	6,200	...	432,559	...	44,108,759	Vérification législative	42,508,393	1,600,366	...	40,980,455
								Capital				
...	438,000	...	...	...	...	...	438,000	Vérification législative	1,267,685	(829,685)	...	1,042,197
								Paiements de transfert				
...	435,000	...	...	...	...	...	435,000	Vérification législative	433,880	1,120	...	410,000
...	**44,543,000**	**...**	**6,200**	**...**	**432,559**	**...**	**44,981,759**	**Total du programme—Budgétaire**	**44,209,958**	**771,801**	**...**	**42,432,652**
								Société d'assurance-dépôts du Canada				
								Non budgétaire				
565,000,000	...	17,000,000	...	...	(17,000,000)	...	565,000,000	Société d'assurance-dépôts du Canada	268,164,383	...	296,835,617	895,000,000
565,000,000	**...**	**17,000,000**	**...**	**...**	**(17,000,000)**	**...**	**565,000,000**	**Total du programme—Non budgétaire**	**268,164,383**	**...**	**296,835,617**	**895,000,000**
								Assurances				
								Fonctionnement				
...	24,074,000	...	...	...	103,085	...	24,177,085	Surveillance des compagnies	22,528,711	1,648,374	...	20,874,356
...	1,589,000	...	...	...	7,380	...	1,596,380	Services actuariels et autres	1,567,125	29,255	...	1,369,584
...	1,996,000	...	...	...	29,535	...	2,025,535	Administration	2,065,786	(40,251)	...	1,886,673
...	...	...	...	...	(2,446,189)	...	(2,446,189)	Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique	(2,446,189)	...	...	312,191
...	27,659,000	...	...	...	(2,306,189)	...	25,352,811	Total—Fonctionnement	23,715,433	1,637,378	...	24,442,804
								Capital				
...	14,000	...	...	...	...	...	14,000	Administration	267,325	(253,325)	...	24,216
								Sommaire du programme				
...	24,074,000	...	...	...	103,085	...	24,177,085	**Surveillance des compagnies**	22,528,711	**1,648,374**	...	**20,874,356**
...	1,589,000	...	...	...	7,380	...	1,596,380	**Services actuariels et autres**	1,567,125	29,255	...	**1,369,584**
...	2,010,000	...	...	...	29,535	...	2,039,535	**Administration**	2,333,111	(293,576)	...	**1,910,889**
...	...	...	...	...	(2,446,189)	...	(2,446,189)	**Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la Fonction publique**	(2,446,189)	...	...	**312,191**
...	**27,673,000**	**...**	**...**	**...**	**(2,306,189)**	**...**	**25,366,811**	**Total du programme—Budgétaire**	**23,982,758**	**1,384,053**	**...**	**24,467,829**

								Commission du tarif				
								Fonctionnement				
...	552,000	...	51,450	...	5,880	...	609,330	Appels	573,293	36,037	...	618,626
...	1,636,000	64,600	154,350	...	17,640	...	1,872,590	Renvois	1,784,478	88,112	...	1,855,878
...	401,000	...	39,200	...	4,480	...	444,680	Administration	436,795	7,885	...	445,456
...	2,589,000	64,600	245,000	...	28,000	...	2,926,600	Total—Fonctionnement	2,794,566	132,034	...	2,919,960
								Capital				
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Administration	49,346	(37,346)		25,878
								Sommaire du programme				
...	552,000	...	51,450	...	5,880	...	609,330	Appels	573,293	36,037	...	618,626
...	1,636,000	64,600	154,350	...	17,640	...	1,872,590	Renvois	1,784,478	88,112	...	1,855,878
...	413,000	...	39,200	...	4,480	...	456,680	Administration	486,141	(29,461)	...	471,334
...	**2,601,000**	**64,600**	**245,000**	**...**	**28,000**	**...**	**2,938,600**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,843,912**	**94,688**	**...**	**2,945,838**
								Total du ministère—				
83,940,020	**32,876,925,000**	**286,439,600**	**1,211,521**	...	(378,890,767)	...	32,869,625,374	Budgétaire	32,787,962,588	3,267,399	78,395,387	31,922,709,595
3,918,802,943	**631,001**	**17,000,000**	...	...	42,258,184	...	3,978,692,128	Non budgétaire	544,546,579	348,804	3,433,796,745	1,320,236,498

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des politiques financières et économiques				
							Autres paiements de transfert				
							Organismes financiers internationaux				
...	1,100,000	...	...	...	...	1,100,000	Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	1,068,683	31,317	...	...
...	8,000,000	...	...	...	...	8,000,000	Paiement à la Société financière internationale conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	7,950,055	49,945	...	...
...	178,400,000	...	...	...	(37,739,000)	140,661,000	(S) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes	140,661,000	...	...	...
...	9,800,000	...	...	...	(9,800,000)	...	(S) Encaissement de billets à vue par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes		...	...	...
—	**197,300,000**	—	—	—	**(47,539,000)**	**149,761,000**	**Total du programme**	149,679,738	**81,262**	—	—
							Programme des paiements de transfert fiscal				
							Autres paiements de transfert				
...	35,900,000	(95,000)	...	...	(443)	35,804,557	Subventions législatives	35,804,557	...	...	35,804,557
...	5,376,400,000	43,683,000	...	...	282,085,000	5,702,168,000	Péréquation fiscale	5,702,168,000	...	...	5,155,797,000
...	65,000,000	...	...	...	...	65,000,000	Péréquation supplémentaire	65,000,000	...	...	220,000,000
...	290,000,000	(36,400,000)	...	...	4,322,009	257,922,009	Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	257,922,009	...	...	299,110,115
...	(262,000,000)	(824,000)	...	...	(1,423,749)	(264,247,749)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(264,247,749)	...	...	(251,489,706)
...	...	360,000	...	...	...	360,000	Stabilisation fiscale	360,000	...	...	...
...	...	4,300,000	...	...	...	4,300,000	Paiements de revenu garanti	4,300,000	...	...	...
...	...	...	...	...	77,310	77,310	Revenu de 1971 non réparti disponible	77,310	...	...	7,576
—	**5,505,300,000**	**11,024,000**	—	—	**285,060,127**	**5,801,384,127**	**Total du programme**	5,801,384,127	—	—	**5,459,229,542**
—	**5,702,600,000**	**11,024,000**	—	—	**237,521,127**	**5,951,145,127**	**Total du département**	5,951,063,865	**81,262**	—	**5,459,229,542**

							Vérificateur général				
							Subventions				
							Vérification législative				
...	5,000	...	...	...	...	5,000	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	4,200	800	...	4,000
							Contributions				
							Vérification législative				
...	430,000	...	...	...	...	430,000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	429,680	320	...	406,000
...	435,000	...	...	...	...	435,000	**Total du programme**	433,880	1,120	...	410,000
...	5,703,035,000	11,024,000	...	...	237,521,127	5,951,580,127	Total du ministère	5,951,497,745	82,382	...	5,459,639,542

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des politiques financières et économiques			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Frais de fonctionnement récupérés du Conseil du Trésor et du Bureau du Contrôleur général	9,569,000	9,569,000	8,949,540
Augmentation des recettes à valoir sur le crédit (CT 804465 et CT 805857)	350,000	60,000	...
Total du programme—Budgétaire	9,919,000	9,629,000	8,949,540
Total du ministère—Budgétaire	9,919,000	9,629,000	8,949,540

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des politiques financières et économiques		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société d'assurance-dépôts du Canada	79,939,707	32,756,661
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1,936,466,289	1,880,031,132
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	7,296,777	7,507,145
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	58,944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5,049,226	5,880,915
Programme spécial des prêts sur le développement	8,055,590	7,746,920
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	14,459,023	14,013,395
Ville d'Oromocto—Nouveau-Brunswick	191	4,076
Jamaïque—Programme spécial—Aide économique	902,852	3,526,599
Royaume-Uni—Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	13,907,154	14,456,546
Corporation de développement du Canada	81,226	...
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	12,760	14,228
Ville d'Oromocto	122	597
Town of Oromocto Development Corporation	14,019	15,359
Comptes d'opérations de change—		
Compte du fonds des changes—(Perte) profit	(104,743,164)	51,358,153
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	8,767,437	23,908,435
Caisse—		
Intérêts des dépôts bancaires	212,880,026	273,161,506
Comptes à fins déterminées consolidés—		
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage	836,733,949	223,936,124
Autres comptes—		
Fonds renouvelable des approvisionnements	5,650,302	5,778,586
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales	620,443	423,013
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	...	912,459
Fonds renouvelable de l'Imprimerie du gouvernement du Canada	658,619	1,293,554
	3,026,811,492	2,546,784,347

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	109,367	251,793
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	215,097	420,137
	324,464	671,930
Rémunérations de services—		
Amendes, peines et confiscation	4,162	7,200
Frais—Accès à l'information	751	372
	4,913	7,572
Monnaie canadienne	52,579,079	144,316,286
Produits des ventes	15,127	...
Pertes et bénéfices de change	40,132,523	4,321,853
Autres recettes non fiscales—		
Soldes non réclamés reçus de la Banque du Canada pour des banques à charte	205,937	185,021
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques	9,028	35,451
Chèques non réclamés	4,828,715	4,712,312
Traites non réclamées	...	670,650
Mandat en circulation sur les primes de porc	13,240	...
Quote-part du Canada des recettes d'exploitation du Pont Peace, Fort Érié (Ontario)	200,000	200,000
Recouvrement des frais par les retenues de rémunérations des employés	450	...
Lettres de crédit virées au Compte des rentes sur l'État	211,478	...
Diverses autres recettes de moins de $500 par article	306	358,175
Frais de transfert du Fonds monétaire international	8,400,297	6,324,339
Donations à la Couronne	...	538
Transfert du compte d'administration du Séquestre	...	1,303,138
Bénéfice de change	83,016	...
Recouvrement des prestations des employés	23,576	...
	13,976,043	13,789,624
Total du programme	**3,133,843,641**	**2,709,891,612**

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du service de la dette publique		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Dette non échue détenue par le gouvernement—		
Intérêt	17,705,118	20,494,715
(Perte) profit	(58,004)	8,999,931
	17,647,114	29,494,646
Autres recettes non fiscales—		
Virement de dette échue en circulation	319,500	...
Total du programme	**17,966,614**	**29,494,646**
Programme de l'inspecteur général des banques		
Recettes non fiscales—		
Rémunérations de services—		
Amendes, peines et confiscation	1,300	...
Frais d'inspections bancaires	3,273,420	1,838,342
Frais d'enregistrement de banque à l'étranger	25,500	27,500
	3,300,220	1,865,842
Produits des ventes	3,900	1,000
Total du programme	**3,304,120**	**1,866,842**
Total du département	**3,155,114,375**	**2,741,253,100**
Vérificateur général		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	103,252	47,906
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	17,165	24,448
	120,417	72,354
Rémunérations de services—		
Services de vérification fournis à des organismes	390,970	309,248
Autres recettes non fiscales	110,704	14,743
Total du programme	**622,091**	**396,345**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Assurances		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance:[2]		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	1,428,976	668,122
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	120,671	77,855
Total des recettes fiscales	**1,549,647**	**745,977**
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	11,801	22,751
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	.	38,644
	11,801	61,395
Rémunérations de services—		
Cotisations perçues de:[3]		
Compagnies d'assurances	14,633,233	8,936,278
Sociétés d'investissements	145,820	166,514
Compagnies de fiducie	1,416,093	916,874
Compagnies de prêt	1,097,770	761,891
Association coopérative de crédit	172,385	147,786
Services rendus à la Société d'assurance-dépôts du Canada	338,803	563,055
‡Services rendus au Régime de pensions du Canada	412,497	370,485
Droits perçus en vertu de la Loi sur les normes de prestations de pension	393,132	355,143
Amendes reçues de compagnies pour le retard dans la présentation de leurs états financiers	9,420	12,430
	18,619,153	12,230,456
Autres recettes non fiscales	13,518	114
Total des recettes non fiscales	**18,644,472**	**12,291,965**
Total du programme	**20,194,119**	**13,037,942**
Commission du tarif		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,200	...
Total du programme	**2,200**	—

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les primes d'assurance	1,549,647	745,977
Total des recettes fiscales	1,549,647	745,977
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	3,044,458,606	2,576,278,993
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	458,882	805,679
Rémunérations de services	22,315,256	14,413,118
Monnaie canadienne	52,579,079	144,316,286
Produits des ventes	19,027	1,000
Pertes et bénéfices de change	40,132,523	4,321,853
Autres recettes non fiscales	14,419,765	13,804,481
Total des recettes non fiscales	3,174,383,138	2,753,941,410
Total du ministère	**3,175,932,785**	**2,754,687,387**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) La partie I de la Loi sur la taxe d'accise (S.R. c. E-13, 1970) établit une taxe de 10% sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne. Une taxe de 10% sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

(3) Conformément à la Loi sur le département des Assurances (S.R. c. I-17, 1970), les dépenses effectuées par le gouvernement fédéral à chaque exercice financier, pour l'application des lois sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, les associations coopératives de crédit, les compagnies d'assurance étrangères, les compagnies de prêt, les compagnies fiduciaires, doivent être réparties entre les compagnies relevant desdites lois, selon le rapport des recettes nettes (suivant la définition de la Loi) ou des recettes nettes de chacune, de provenance canadienne, au total des recettes ou revenus de ce genre encaissés au Canada par l'ensemble de ces compagnies pendant l'année civile précédente. Conformément à la Loi sur les sociétés d'investissement (S.C. c. 33, 1970-71), les dépenses effectuées à chaque exercice financier, pour l'application des lois, doivent être réparties entre les compagnies desdites lois, selon le rapport de la moyenne des actifs (suivant la définition de la Loi) de chacune, au total de la moyenne des actifs de l'ensemble de ces compagnies.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS
1986-87

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	17.2
Sommaire du ministère	17.2
Programme par activité	17.3

Département

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada de remplir les fonctions que la constitution lui attribue et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général
Traitement du gouverneur général et les dépenses de fonctionnement du cabinet et de la résidence du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de voyage et de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques
Application des règlements sur l'Ordre du Canada, sur l'Ordre du Mérite militaire, sur les décorations canadiennes pour actes de bravoure, sur les médailles de police pour services distingués, sur les médailles pour service en milieu correctionnel, sur les médailles des pompiers pour services distingués, sur la Médaille du Service spécial et sur la Croix du Service méritoire.

Anciens gouverneurs généraux
Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	5,911,000	...	...	5,911,000	1	Dépenses du programme				
...	...	895,000	...	895,000	1c	Dépenses du programme				
...	5,911,000	895,000	...	6,806,000		Total—Crédit 1	6,792,926	13,074	...	5,518,748
...	49,000	...	21,000	70,000	(S)	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	70,000	...	...	70,000
...	192,000	...	20,345	212,345	(S)	Pensions payables en vertu de la Loi sur la pension de retraite du gouverneur général	212,345	...	...	204,278
...	512,000	...	461	512,461	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	512,461	...	...	491,496
...	**6,664,000**	**895,000**	**41,806**	**7,600,806**		**Total du ministère—Budgétaire**	**7,587,732**	**13,074**	**...**	**6,284,522**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.
(S) Autorisation statutaire.

Programme par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	4,318,000	895,000	...	853,312	21,461	...	6,087,773	Gouverneur général	6,077,578	10,195	...	4,647,704
...	1,888,000	...	...	(883,658)	...	...	1,004,342	Distinctions honorifiques	1,004,342	...	...	1,267,919
...	405,000	...	...	(140,549)	20,345	...	284,796	Anciens gouverneurs généraux	281,917	2,879	...	257,573
...	6,611,000	895,000	...	(170,895)	41,806	...	7,376,911	Total—Fonctionnement	7,363,837	13,074	...	6,173,196
								Capital				
...	50,000	...	...	173,895	...	...	223,895	Gouverneur général	223,895	...	...	111,326
...	3,000	...	...	(3,000)	...	...		Distinctions honorifiques		...	...	...
...	53,000	...	...	170,895	...	...	223,895	Total—Capital	223,895	...	...	111,326
								Sommaire du ministère				
...	**4,368,000**	895,000	...	1,027,207	21,461	...	6,311,668	**Gouverneur général**	6,301,473	10,195	...	**4,759,030**
...	**1,891,000**	...	...	(886,658)	...	...	1,004,342	**Distinctions honorifiques**	1,004,342	...	...	**1,267,919**
...	**405,000**	...	...	(140,549)	20,345	...	284,796	**Anciens gouverneurs généraux**	281,917	2,879	...	**257,573**
...	**6,664,000**	**895,000**	...	...	**41,806**	...	7,600,806	**Total du ministère—Budgétaire**	7,587,732	**13,074**	...	**6,284,522**

SECTION 18

COMPTES PUBLICS
1986-87

Justice

Département
Commission canadienne des droits de la personne
Commissaire à la magistrature fédérale
Cour fédérale du Canada
Commission de réforme du droit du Canada
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada
Cour suprême du Canada
Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	18.2
Sommaire du ministère	18.5
Programmes par activité	18.8
Paiements de transfert	18.12
Recettes	18.15

Département

Objectif

Conseiller le gouvernement du Canada, ses ministères et ses organismes sur les questions juridiques; surveiller l'administration de la justice au Canada dans tous les domaines qui ne relèvent pas de la compétence des provinces; et proposer de nouvelles mesures et de nouveaux programmes dans ce contexte.

Description des activités

Services juridiques
Fournir une gamme de services juridiques au gouvernement du Canada, à ses ministères et à un grand nombre d'organismes, à l'exclusion des services fournis par le secteur des services des contentieux et par celui des services législatifs.

Services des contentieux
S'occuper ou diriger les litiges auxquels Sa Majesté ou un ministère fédéral sont parties, dans les affaires qui relèvent de la compétence fédérale.

Services législatifs
Fournir des services législatifs au gouvernement par la rédaction et l'examen des projets de loi et des règlements, et par la révision et la codification des lois et des règlements fédéraux d'intérêt public.

Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique
Élaborer et administrer, dans le cadre des objectifs du Programme de la justice, des programmes et des politiques qui sont conformes à l'évolution des besoins de la population canadienne, dans la mesure où ces besoins concernent les lois fédérales, le système de droit ainsi que les activités, les pratiques et les politiques juridiques du gouvernement canadien.

Administration
Diriger et coordonner les activités du ministère de la Justice en matière de gestion et d'élaboration de politiques; fournir des services administratifs centraux au ministère de la Justice et à la Commission de réforme du droit du Canada; administrer le Bureau central d'enregistrement des divorces du Canada.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne
Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la Loi sur les droits de la personne qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration
Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature
Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la Loi sur les juges.

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges
Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures, des cours de comté et des cours de district des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de gratifications à leurs conjoints lorsqu'ils décèdent dans l'exercice de leurs fonctions et pensions aux conjoints et enfants des juges.

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir une cour de justice, d'équité et d'amirauté afin d'assurer une meilleure administration des lois du Canada.

Description de l'activité

Administration de la Cour fédérale du Canada
Administration de la Cour fédérale du Canada.

Commission de réforme du droit du Canada

Objectif

Étudier et revoir, de façon continuelle et systématique, les lois et autres textes législatifs qui constituent le droit du Canada, en vue de faire des propositions pour les améliorer, les moderniser et les réformer.

Description de l'activité

Commission de réforme du droit du Canada
Études et recherches relatives au droit, aux systèmes et institutions juridiques du Canada et d'ailleurs; publication, au gré de la Commission, d'études et de rapports préparés à son intention; formulation de recommandations pour l'amélioration, la modernisation et la réforme des lois; publication d'un rapport annuel de ses activités.

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information:
- s'assurer que les droits que la Loi sur l'accès à l'information accorde aux plaignants sont respectés et que les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers visés par une plainte ont des possibilités raisonnables de faire valoir leur point de vue devant le Commissaire à l'information;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la Loi sur l'accès à l'information; et
- soumettre à la Cour fédérale les questions d'interprétation de la Loi sur l'accès à l'information.

Commissaire à la protection de la vie privée:
- s'assurer que les droits que la Loi sur la protection des renseignements personnels confère aux plaignants sont respectés et que les renseignements personnels que détiennent les institutions fédérales sur les individus sont bien protégés; et
- inciter les institutions fédérales à adopter des méthodes équitables en matière de divulgation de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales, et ce, sur la foi de plaintes déposées par des individus qui soutiennent que des infractions à la Loi sur l'accès à l'information ont été commises ou sur la foi de plaintes dont le Commissaire prend lui-même l'initiative. Le Commissaire comparaît au nom des plaignants avec leur accord, ou à titre de partie, devant la Cour fédérale en cas de recours en révision de décisions des institutions fédérales qui ont refusé la communication de renseignements aux termes de la Loi. Le Commissaire rend compte directement de ses activités au Parlement chaque année et, à l'occasion, peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée
Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables d'institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions au plaignant. Le Commissaire examine les renseignements personnels contenus dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Avec l'accord du plaignant, il peut comparaître au nom de ce dernier devant la Cour fédérale en cas de recours en révision de la décision d'une institution de refuser l'accès à certains documents. Le Commissaire rend compte de ses activités au Parlement tous les ans et peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Le Commissaire peut également effectuer des études spéciales pour le compte du ministre de la Justice.

Administration
Fournir des services de soutien administratif centralisés au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges
Versement des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada et des pensions aux conjoints et aux enfants des juges sous le régime de la Loi des juges. L'activité prévoit également le versement de gratifications aux conjoints des juges décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou aux personnes à leur charge.

Administration
Comprend le bureau du registraire, la bibliothèque, le service des publications, le greffe, les services du personnel, les services financiers et d'autres services administratifs.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide et sans formalités des différends entre les contribuables et le ministre du Revenu national.

Description de l'activité

Administration de la Cour canadienne de l'impôt
Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	79,046,350	...	...	79,046,350	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	5,259,851	...	5,259,851	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	4,300,000	4,300,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	44,880	44,880		CT, crédit 10[1]				
...	79,046,350	5,259,851	4,344,880	88,651,081		Total—Crédit 1	83,829,272	4,821,809	...	73,485,226
...	77,110,650	...	...	77,110,650	5	Subventions et contributions				
...	...	3,199,000	...	3,199,000	5a	Subventions et contributions				
...	...	9,800,000	...	9,800,000	5c	Subventions et contributions				
...	77,110,650	12,999,000	...	90,109,650		Total—Crédit 5	84,771,959	5,337,691	...	49,804,538
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	7,814,000	...	848,000	8,662,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,662,000	...	...	8,368,000
...	...	...	6,550	6,550	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	6,550	...	...	2,256
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,558
...	**164,011,000**	**18,258,851**	**5,200,528**	**187,470,379**		**Total du département—Budgétaire**	**177,310,879**	**10,159,500**	**...**	**131,701,108**
						Commission canadienne des droits de la personne				
...	8,951,000	...	...	8,951,000	10	Dépenses du programme				
...	...	432,000	...	432,000	10a	Dépenses du programme				
...	8,951,000	432,000	...	9,383,000		Total—Crédit 10	8,519,771	863,229	...	7,896,013
...	881,000	...	96,302	977,302	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	977,302	...	...	906,000
...	**9,832,000**	**432,000**	**96,302**	**10,360,302**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,497,073**	**863,229**	**...**	**8,802,013**
						Commissaire à la magistrature fédérale				
...	2,942,000	...	...	2,942,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	15c	Dépenses de fonctionnement et subventions inscrites au Budget				
...	2,942,000	1	...	2,942,001		Total—Crédit 15	2,832,692	109,309	...	2,704,269
...	320,000	...	...	320,000	20	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	16,000	16,000		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	320,000	...	16,000	336,000		Total—Crédit 20	332,778	3,222	...	271,996

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	104,133,000	4,600,000	216,652	108,949,652	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges et pensions aux conjoints et enfants des juges	108,949,652	...	...	103,453,287
...	163,000	...	18,000	181,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	181,000	...	...	175,000
...	**107,558,000**	**4,600,001**	**250,652**	**112,408,653**		**Total du programme—Budgétaire**	**112,296,122**	**112,531**	**...**	**106,604,552**
						Cour fédérale du Canada				
...	9,013,000	...	...	9,013,000	25	**Dépenses du programme**				
...	...	557,000	...	557,000	25a	**Dépenses du programme**				
...	9,013,000	557,000	...	9,570,000		Total—Crédit 25	8,966,683	603,317	...	7,671,693
...	826,000	...	90,000	916,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	916,000	...	...	849,000
...	**9,839,000**	**557,000**	**90,000**	**10,486,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**9,882,683**	**603,317**	**...**	**8,520,693**
						Commission de réforme du droit du Canada				
...	4,574,000	...	...	4,574,000	30	**Dépenses du programme**	3,996,270	577,730	...	4,292,149
...	225,000	...	24,000	249,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249,000	...	...	241,000
...	**4,799,000**	**...**	**24,000**	**4,823,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,245,270**	**577,730**	**...**	**4,533,149**
						Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
...	3,159,000	...	...	3,159,000	35	**Dépenses du programme**				
...	...	...	110,730	110,730		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	3,159,000	...	110,730	3,269,730		Total—Crédit 35	3,258,852	10,878	...	2,857,934
...	320,000	...	35,000	355,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	355,000	...	...	324,988
...	**3,479,000**	**...**	**145,730**	**3,624,730**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,613,852**	**10,878**	**...**	**3,182,922**

						Cour suprême du Canada				
...	4,466,000	...	...	4,466,000	40	Dépenses du programme				
...	...	397,000	...	397,000	40a	Dépenses du programme				
...	...	150,000	...	150,000	40c	Dépenses du programme				
...	...	...	55,921	55,921		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	4,466,000	547,000	55,921	5,068,921		Total—Crédit 40	5,011,385	57,536	...	4,300,784
...	1,665,000	...	109,267	1,774,267	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,774,267	...	...	1,790,322
...	321,000	...	35,000	356,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	356,000	...	...	328,000
...	...	...	25	25	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	25	...	...	...
...	**6,452,000**	**547,000**	**200,213**	**7,199,213**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,141,677**	**57,536**	...	**6,419,106**
						Cour canadienne de l'impôt				
...	3,443,000	...	...	3,443,000	45	Dépenses du programme	3,179,863	263,137	...	2,966,414
...	227,000	...	25,000	252,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	252,000	...	...	247,000
...	**3,670,000**	...	**25,000**	**3,695,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,431,863**	**263,137**	...	**3,213,414**
...	**309,640,000**	**24,394,852**	**6,032,425**	**340,067,277**		**Total du ministère—Budgétaire**	**327,419,419**	**12,647,858**	...	**272,976,957**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans		Redressements et virements				Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit						
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	23,052,000	629,155	1,736,000	...	...	...	25,417,155	Services juridiques	24,716,578	700,577	...	23,651,715
...	30,185,000	1,428,624	1,780,880	(391,623)	...	...	33,002,881	Services des contentieux	30,311,616	2,691,265	...	26,611,290
...	7,861,000	...	295,000	...	...	...	8,156,000	Services législatifs	7,395,571	760,429	...	6,439,577
...	9,740,000	2,846,612	276,000	(145,045)	...	...	12,717,567	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	11,062,905	1,654,662	...	8,165,815
...	14,906,350	103,789	257,000	(188,559)	855,648	...	15,934,228	Administration	16,528,193	(593,965)	...	15,239,066
...	85,744,350	5,008,180	4,344,880	(725,227)	855,648	...	95,227,831	Total—Fonctionnement	90,014,863	5,212,968	...	80,107,463
								Capital				
...	83,000	13,842	...	...	...	...	96,842	Services juridiques	112,379	(15,537)	...	112,904
...	708,000	...	...	391,623	...	...	1,099,623	Services des contentieux	1,052,311	47,312	...	834,163
...	16,000	...	...	...	...	...	16,000	Services législatifs	198,460	(182,460)	...	106,253
...	22,000	237,829	...	145,045	...	...	404,874	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	384,265	20,609	...	103,405
...	327,000	...	...	188,559	...	...	515,559	Administration	776,642	(261,083)	...	632,382
...	1,156,000	251,671	...	725,227	...	...	2,132,898	Total—Capital	2,524,057	(391,159)	...	1,789,107
								Paiements de transfert				
...	77,110,650	12,999,000	...	...	...	...	90,109,650	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	84,771,959	5,337,691	...	49,804,538
								Sommaire du département				
...	23,135,000	642,997	1,736,000	...	...	...	25,513,997	Services juridiques	24,828,957	685,040	...	23,764,619
...	30,893,000	1,428,624	1,780,880	...	...	...	34,102,504	Services des contentieux	31,363,927	2,738,577	...	27,445,453
...	7,877,000	...	295,000	...	...	...	8,172,000	Services législatifs	7,594,031	577,969	...	6,545,830
...	86,872,650	16,083,441	276,000	...	...	...	103,232,091	Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique	96,219,129	7,012,962	...	58,073,758
...	15,233,350	103,789	257,000	...	855,648	...	16,449,787	Administration	17,304,835	(855,048)	...	15,871,448
—	164,011,000	18,258,851	4,344,880	—	855,648	—	187,470,379	Total du département—Budgétaire	177,310,879	10,159,500	—	131,701,108

							Commission canadienne des droits de la personne				
							Fonctionnement				
...	9,819,000	417,000	...	...	96,302	...	10,332,302	Commission canadienne des droits de la personne	9,298,298	1,034,004	...	8,705,107
							Capital				
...	13,000	15,000	...	...	...	...	28,000	Commission canadienne des droits de la personne	198,775	(170,775)	...	96,906
—	9,832,000	432,000	...	—	96,302	...	10,360,302	**Total du programme—Budgétaire**	9,497,073	863,229	—	8,802,013
							Commissaire à la magistrature fédérale				
							Fonctionnement				
...	2,999,000	1	...	(72,000)	17,640	...	2,944,641	Administration	2,864,358	80,283	...	2,739,914
...	330,000	...	16,000	1,000	360	...	347,360	Conseil canadien de la magistrature	344,533	2,827	...	282,888
...	84,783,000	4,600,000	...	...	2,630,105	...	92,013,105	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	92,013,105	...	...	87,735,380
...	88,112,000	4,600,001	16,000	(71,000)	2,648,105	...	95,305,106	Total—Fonctionnement	95,221,996	83,110	...	90,758,182
							Capital				
...	5,000	...	...	15,000	...	...	20,000	Administration	11,824	8,176	...	21,238
...	2,000	...	...	(1,000)	...	...	1,000	Conseil canadien de la magistrature	605	395	...	2,408
...	7,000	...	...	14,000	...	...	21,000	Total—Capital	12,429	8,571	...	23,646
							Paiements de transfert				
...	89,000	...	...	57,000	...	...	146,000	Administration	125,150	20,850	...	104,817
...	19,350,000	...	...	...	(2,413,453)	...	16,936,547	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	16,936,547	...	...	15,717,907
							Sommaire du programme				
...	3,093,000	1	...	...	17,640	...	3,110,641	Administration	3,001,332	109,309	...	2,865,969
...	332,000	...	16,000	...	360	...	348,360	Conseil canadien de la magistrature	345,138	3,222	...	285,296
...	104,133,000	4,600,000	...	...	216,652	...	108,949,652	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	108,949,652	...	—	103,453,287
—	107,558,000	4,600,001	16,000	—	234,652	—	112,408,653	**Total du programme—Budgétaire**	112,296,122	112,531	—	106,604,552

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Cour fédérale du Canada				
								Fonctionnement				
...	9,735,000	330,000	...	...	90,000	...	10,155,000	Administration de la Cour fédérale du Canada	9,312,602	842,398	...	8,232,831
								Capital				
...	104,000	227,000	...	...	...	...	331,000	Administration de la Cour fédérale du Canada	570,081	(239,081)	...	287,862
...	**9,839,000**	**557,000**	...	...	**90,000**	...	**10,486,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**9,882,683**	**603,317**	...	**8,520,693**
								Commission de réforme du droit du Canada				
								Fonctionnement				
...	4,786,000	...	...	...	24,000	...	4,810,000	Commission de réforme du droit du Canada	4,175,530	634,470	...	4,491,089
								Capital				
...	13,000	...	...	...	...	...	13,000	Commission de réforme du droit du Canada	69,740	(56,740)	...	42,060
...	**4,799,000**	...	...	...	**24,000**	...	**4,823,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,245,270**	**577,730**	...	**4,533,149**
								Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada				
								Fonctionnement				
...	1,328,000	...	...	141,000	13,300	...	1,482,300	Commissaire à l'information	1,507,421	(25,121)	...	1,017,926
...	1,142,000	...	110,730	(45,000)	12,950	...	1,220,680	Commissaire à la protection de la vie privée	1,230,432	(9,752)	...	1,087,810
...	947,000	...	...	(96,000)	8,750	...	859,750	Administration	800,384	59,366	...	1,012,185
...	3,417,000	...	110,730	...	35,000	...	3,562,730	Total—Fonctionnement	3,538,237	24,493	...	3,117,921
								Capital				
...	...	...	...	3,220	...	...	3,220	Commissaire à l'information	3,220	...	...	...
...	...	...	...	7,642	...	...	7,642	Commissaire à la protection de la vie privée	7,642	...	...	...
...	62,000	...	...	(10,862)	...	...	51,138	Administration	64,753	(13,615)	...	65,001
...	62,000	...	...	...	...	...	62,000	Total—Capital	75,615	(13,615)	...	65,001

								Sommaire du programme				
...	1,328,000	...	...	144,220	13,300	...	1,485,520	Commissaire à l'information	1,510,641	(25,121)	...	1,017,926
...	1,142,000	...	110,730	(37,358)	12,950	...	1,228,322	Commissaire à la protection de la vie privée	1,238,074	(9,752)	...	1,087,810
...	1,009,000	...	...	(106,862)	8,750	...	910,888	Administration	865,137	45,751	...	1,077,186
—	**3,479,000**	—	**110,730**	...	**35,000**	—	3,624,730	**Total du programme—Budgétaire**	3,613,852	**10,878**	—	**3,182,922**
								Cour suprême du Canada				
								Fonctionnement				
...	1,089,000	...	...	...	152,692	...	1,241,692	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,241,692	...	...	1,235,928
...	4,710,000	267,000	55,921	...	35,025	...	5,067,946	Administration	4,969,578	98,368	...	4,514,479
...	5,799,000	267,000	55,921	...	187,717	...	6,309,638	Total—Fonctionnement	6,211,270	98,368	...	5,750,407
								Capital				
...	77,000	280,000	...	...	...	...	357,000	Administration	397,832	(40,832)	...	114,305
								Paiements de transfert				
—	576,000	...	...	...	(43,425)	...	532,575	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	532,575	...	...	554,394
								Sommaire du programme				
...	1,665,000	...	...	...	109,267	...	1,774,267	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	1,774,267	...	...	1,790,322
...	4,787,000	547,000	55,921	...	35,025	...	5,424,946	Administration	5,367,410	57,536	...	4,628,784
—	**6,452,000**	**547,000**	**55,921**	—	**144,292**	—	7,199,213	**Total du programme—Budgétaire**	7,141,677	**57,536**	—	**6,419,106**
								Cour canadienne de l'impôt				
								Fonctionnement				
...	3,658,000	...	...	...	25,000	...	3,683,000	Administration de la Cour canadienne de l'impôt	3,356,557	326,443	...	2,997,004
								Capital				
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Administration de la Cour canadienne de l'impôt	75,306	(63,306)	...	216,410
—	**3,670,000**	—	—	—	**25,000**	—	**3,695,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,431,863**	**263,137**	—	**3,213,414**
—	**309,640,000**	**24,394,852**	**4,527,531**	—	**1,504,894**	—	**340,067,277**	**Total du ministère—Budgétaire**	**327,419,419**	**12,647,858**	—	**272,976,957**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	4,000	...	...	...	...	4,000	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration	4,000	...	...	4,000
...	25,000	...	...	(13,660)	...	11,340	Subvention à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche de la Conférence	5,123	6,217	...	1,107
...	18,500	...	...	...	...	18,500	Commission internationale des juristes	18,500	...	...	18,500
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,500	...	...	1,500
...	94,000	...	...	...	...	94,000	Subventions en vue d'encourager des étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois	87,497	6,503	...	81,279
...	312,600	...	...	...	...	312,600	Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique	236,874	75,726	...	257,302
...	95,550	...	...	...	...	95,550	Programme des bourses Duff-Rinfret	91,958	3,592	...	95,272
...	17,000	...	...	(850)	...	16,150	Subvention à l'Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	16,150	...	...	17,000
...	10,000	...	...	(500)	...	9,500	British Institute of International and Comparative Law (CLAS)	9,500	...	...	10,000
...	12,000	...	...	(600)	...	11,400	Académie de droit international de La Haye	11,400	...	...	12,000
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Subvention à l'égard de la construction d'installations de la salle du tribunal—Comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse	1,000,000	...	...	...
...	...	425,000	...	...	...	425,000	Subventions aux provinces, territoires et associations pour des programmes visant à combattre la conduite en état d'ébriété	122,020	302,980	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	60,000
—	590,150	1,425,000	—	(15,610)	—	1,999,540	Total—Subventions	1,604,522	395,018	—	557,960
							Contributions				
							Élaboration de la politique et des programmes en matière juridique				
...	64,964,200	9,800,000	...	...	...	74,764,200	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique	73,172,352	1,591,848	...	41,052,771

...	2,667,500	...	...	...	...	2,667,500	Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs programmes visant à indemniser les victimes d'actes criminels violents	2,518,030	149,470	...	2,455,800
...	250,000	...	...	(12,500)	...	237,500	Contributions en vue de promouvoir la recherche et les innovations dans le domaine de l'aide juridique	93,277	144,223	...	15,468
...	242,000	...	...	...	...	242,000	Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été	241,979	21	...	235,359
...	400,200	...	...	(20,000)	...	380,200	Conseil canadien de la documentation juridique	380,000	200	...	400,200
...	70,000	...	...	(2,500)	...	67,500	Association canadienne des juges des cours provinciales	67,500	...	...	70,000
...	2,260,500	...	...	(1,124,260)	...	1,136,240	Contributions en vue d'aider à la réforme du droit pénal	564,360	571,880	...	390,799
...	3,795,400	...	...	...	...	3,795,400	Contributions au programme d'aide juridique aux Autochtones et aux programmes relatifs aux Autochtones et aux responsables de l'administration de la justice	3,350,991	444,409	...	3,132,963
...	295,000	...	...	(12,000)	...	283,000	Fonds de consultation et de préparation	254,955	28,045	...	237,139
...	88,900	...	...	12,210	...	101,110	Programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa	101,109	1	...	89,600
...	36,800	...	...	(1,840)	...	34,960	Société canadienne des sciences judiciaires	34,960	...	...	18,460
...	400,000	...	...	(20,000)	...	380,000	Fonds pour la Loi sur les droits de la personne	257,226	122,774	...	340,554
...	550,000	...	...	147,500	...	697,500	Fonds d'éducation et d'informations juridiques	679,303	18,197	...	391,409
...	500,000	...	...	40,000	...	540,000	Exécutions des ordonnances de pensions alimentaires de la garde d'enfants	397,000	143,000	...	...
...	...	1,774,000	...	696,000	...	2,470,000	Contributions à des groupes de Métis et d'Indiens non inscrits pour les coûts des négotiations tripartites de l'autonomie gouvernementale	820,040	1,649,960	...	...
...	...	...	...	30,000	...	30,000	Manitoba Métis Association	30,000	...	...	...
...	...	...	...	283,000	...	283,000	Contributions—Conduite en état d'ébriété	204,355	78,645	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	416,056
—	76,520,900	11,574,000	—	15,610	—	88,110,110	Total—Contributions	83,167,437	4,942,673	—	49,246,578
—	77,110,650	12,999,000	—	—	—	90,109,650	**Total du département**	84,771,959	5,337,691	—	49,804,538
							Commissaire à la magistrature fédérale				
							Subventions				
							Administration				
...	89,000	...	...	57,000	...	146,000	Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions ou à des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor d'une équivalence au sixième du traitement annuel du juge au moment de son décès	125,150	20,850	...	104,817
							Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges				
...	19,350,000	...	...	...	(2,413,453)	16,936,547	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	16,936,547	...	...	15,717,907

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
—	89,000	...	...	57,000	...	146,000	Administration	125,150	20,850	...	104,817
—	19,350,000	...	...	...	(2,413,453)	16,936,547	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges	16,936,547	...	...	15,717,907
—	19,439,000	—	—	57,000	(2,413,453)	17,082,547	**Total du programme**	17,061,697	20,850	—	15,822,724
							Cour suprême du Canada				
							Subventions				
—	576,000	—	—	—	(43,425)	532,575	Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges (S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	532,575	—	—	554,394
—	576,000	—	—	—	(43,425)	532,575	**Total du programme**	532,575	—	—	554,394
—	97,125,650	12,999,000	...	57,000	(2,456,878)	107,724,772	Total du ministère	102,366,231	5,358,541	...	66,181,656

(S) Paiement de transfert statutaire.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non-fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de paiements de transfert aux provinces	1,249,192	3,470,669
Approvisionnements et Services—Service central de voyages	441,308	8,273
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	331,921	24,740
Divers	61,749	184,455
	2,084,170	3,688,137
Rémunérations de services	603,744	36,336
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement d'amendes—Cour du Québec	2,200,152	3,374,475
Autres amendes	892,397	613,969
Location de résidences et services publics	75,186	56,142
Autres	207,321	21,667
	3,375,056	4,066,253
Total du département	**6,062,970**	**7,790,726**
Commission canadienne des droits de la personne		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	8,664	10,280
Total du programme	**8,664**	**10,280**
Commissaire à la magistrature fédérale		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	28,715	...
Autres recettes non fiscales—		
Retenues au Compte de pension de retraite de la Fonction publique—Juges	3,807,866	3,520,102
Total du programme	**3,836,581**	**3,520,102**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour fédérale du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	23,826	11,371
Rémunérations de services—		
Frais de la Cour fédérale	386,361	161,427
Dépenses de la Cour	26,167	13,954
	412,528	175,381
Autres recettes non fiscales	50,562	15,749
Total du programme	**486,916**	**202,501**
Cour suprême du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	90	783
Rémunérations de services—		
Photocopies	9,513	8,741
Frais d'enregistrement	1,085	1,005
	10,598	9,746
Produits des ventes—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	7,101	7,270
Ventes de raisons d'arrêt	34,957	37,086
	42,058	44,356
Autres recettes non fiscales—		
Contributions des juges au Compte de pension de retraite de la Fonction publique	39,498	39,285
Virement du Compte de sécurité		14,349
Divers	4,940	4,773
	44,438	58,407
Total du programme	**97,184**	**113,292**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Cour canadienne de l'impôt		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		489
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,050	9,559
	3,050	10,048
Produits des ventes	4,458	3,858
Total du programme	**7,508**	**13,906**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,139,851	3,710,339
Rémunérations de services	1,026,870	221,463
Produits des ventes	46,516	48,214
Autres recettes non fiscales	7,286,586	7,670,791
Total du ministère	**10,499,823**	**11,650,807**

SECTION 19

COMPTES PUBLICS
1986-87

Parlement

Sénat
Chambre des communes
Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	19.2
Sommaire du ministère	19.4
Programmes par activité	19.5
Paiements de transfert	19.7
Recettes	19.8

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat de s'acquitter de son rôle constitutionnel.

Description des activités

Sénateurs
Traitements et indemnités versés aux sénateurs, contribution de l'État au compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et pensions aux sénateurs à la retraite.

Dignitaires du Sénat
Traitements et indemnités versés aux dignitaires du Sénat, y compris le Président du Sénat, le leader de l'opposition au Sénat, le greffier et les autres fonctionnaires du Bureau de la Chambre, le conseiller parlementaire, le personnel de soutien et autres frais d'administration connexes.

Administration
Administration du personnel et des services financiers, distribution de fournitures, divers services de soutien administratif; traitements du personnel de secrétariat et autres frais d'administration connexes.

Services législatifs
Comptes rendus des débats, révision et publication du Hansard, services de secrétariat et de consultation aux comités, ainsi que publication de leurs rapports; publication des documents officiels du Sénat.

Services d'entretien
Services d'entretien au Sénat, y compris le personnel de garde, les services de nettoyage et de pages.

Chambre des communes

Objectif

Aider les députés dans leur étude, dans les deux langues officielles, des lois et des prévisions de dépenses des ministères et organismes, et gérer les affaires de la Chambre.

Description des activités

Députés
Traitements et indemnités versés au Président, au Vice-président, au vice-président des comités, au vice-président adjoint des comités, aux chefs des partis de l'opposition, aux autres dignitaires politiques de la Chambre et aux députés de la Chambre des communes; traitements du personnel et dépenses relatives aux bureaux des dignitaires, des députés et des groupes de recherche des partis politiques; contribution de l'État en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement et en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.

Services de la procédure
Conseils, recherches et soutien en matière de procédure à l'intention du Président de la Chambre des communes et de la Chambre; préparation de l'ordre du jour officiel et des procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; maintien des documents et des dossiers de la Chambre, y compris la révision et la publication des journaux et d'autres documents de procédure; conseils relatifs à la procédure, aide en recherches et soutien administratif à l'intention des comités; et services d'information. S'ajoute aux services de la procédure: la responsabilité d'organiser la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires et aux échanges officiels.

Services d'entretien
Services comprenant la protection et la sécurité; l'entretien et le nettoyage; les pages et les messagers; le logement et les services connexes; les télécommunications, le carillonneur et la tribune de la presse.

Administration
Compte rendu, révision, publication et index des délibérations de la Chambre des communes et de ses comités; services de radiotélédiffusion et d'enregistrement électronique; gestion et contrôle financiers; vérification interne; gestion du personnel; le restaurant et les cafétérias; services de soutien administratif tels la formation linguistique, le service de santé, l'imprimerie, l'informatique, le service postal, le courrier interne et la diffusion des publications, les achats et la gestion du matériel.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de la documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre
Choix, repérage, commande, traitement et élagage de la documentation; diffusion de l'information verbalement et au moyen de prêts, de photocopies, de résumés, de compilations, d'index, de coupures de journaux, de bibliographies, de cassettes et de bases de données.

Travaux de recherches et personnel
Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant les témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques, d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration
Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Sénat				
...	17,200,000	...	...	17,200,000	1	Dépenses du programme	17,182,890	17,110	...	16,300,295
...	9,740,000	...	283,188	10,023,188	(S)	Sénateurs—Traitement et allocation pour automobile du Président du Sénat, paiements aux sénateurs en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	10,023,188	...	...	9,541,785
...	1,435,000	...	158,542	1,593,542	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,593,542	...	...	1,568,947
...	...	...	42,242	42,242	(S)	Remboursement de fonds de pension	42,242	...	...	29,613
...	**28,375,000**	**...**	**483,972**	**28,858,972**		**Total du programme—Budgétaire**	**28,841,862**	**17,110**	**...**	**27,440,640**
						Chambre des communes				
...	116,352,000	...	...	116,352,000	5	Dépenses du programme				
...	...	1,145,000	...	1,145,000	5a	Dépenses du programme				
...	116,352,000	1,145,000	...	117,497,000		Total—Crédit 5	109,845,193	7,651,807	...	114,285,746
...	40,078,000	...	(489,315)	39,588,685	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, et contribution de l'État au Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement et au Compte de prestations de retraite supplémentaires	39,588,685	...	...	35,068,580
...	11,077,000	...	1,202,000	12,279,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12,279,000	...	...	12,013,000
...	...	...	1,672,880	1,672,880	(S)	Prestations de retraite supplémentaires en excès des contributions pour les membres du Parlement	1,672,880	...	...	1,569,512
...	**167,507,000**	**1,145,000**	**2,385,565**	**171,037,565**		**Total du programme—Budgétaire**	**163,385,758**	**7,651,807**	**...**	**162,936,838**
						Bibliothèque du Parlement				
...	10,039,000	...	...	10,039,000	10	Dépenses du programme				
...	...	535,000	...	535,000	10c	Dépenses du programme				
...	10,039,000	535,000	...	10,574,000		Total—Crédit 10	10,533,195	40,805	...	9,450,175
...	1,134,000	...	123,000	1,257,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,257,000	...	...	1,203,000
...	**11,173,000**	**535,000**	**123,000**	**11,831,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**11,790,195**	**40,805**	**...**	**10,653,175**
...	**207,055,000**	**1,680,000**	**2,992,537**	**211,727,537**		**Total du ministère—Budgétaire**	**204,017,815**	**7,709,722**	**...**	**201,030,653**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sénat				
								Fonctionnement				
...	9,273,924	...	...	...	413,574	...	9,687,498	Sénateurs	9,681,675	5,823	...	9,160,829
...	1,387,000	...	...	...	...	...	1,387,000	Dignitaires du Sénat	1,182,979	204,021	...	1,097,788
...	6,797,998	...	...	...	158,542	...	6,956,540	Administration	7,386,261	(429,721)	...	6,991,680
...	5,544,000	...	...	...	...	...	5,544,000	Services législatifs	4,501,994	1,042,006	...	4,909,880
...	4,152,000	...	...	...	...	...	4,152,000	Services d'entretien	4,521,699	(369,699)	...	3,884,449
...	27,154,922	...	...	...	572,116	...	27,727,038	Total—Fonctionnement	27,274,608	452,430	...	26,044,626
								Capital				
...	142,000	...	...	...	...	...	142,000	Administration	640,727	(498,727)	...	261,895
								Paiements de transfert				
...	382,776	...	...	...	(88,144)	...	294,632	Sénateurs	294,632	...	...	323,568
...	695,302	...	...	...	...	...	695,302	Administration	631,895	63,407	...	810,551
...	1,078,078	...	...	...	(88,144)	...	989,934	Total—Paiements de transfert	926,527	63,407	...	1,134,119
								Sommaire du programme				
...	**9,656,700**	**...**	**...**	**...**	**325,430**	**...**	9,982,130	**Sénateurs**	9,976,307	**5,823**	**...**	**9,484,397**
...	**1,387,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	1,387,000	**Dignitaires du Sénat**	1,182,979	**204,021**	**...**	**1,097,788**
...	**7,635,300**	**...**	**...**	**...**	**158,542**	**...**	7,793,842	**Administration**	8,658,883	**(865,041)**	**...**	**8,064,126**
...	**5,544,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	5,544,000	**Services législatifs**	4,501,994	**1,042,006**	**...**	**4,909,880**
...	**4,152,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	4,152,000	**Services d'entretien**	4,521,699	**(369,699)**	**...**	**3,884,449**
—	**28,375,000**	**—**	**—**	**—**	**483,972**	**—**	**28,858,972**	**Total du programme—Budgétaire**	**28,841,862**	**17,110**	**—**	**27,440,640**
								Chambre des communes				
								Fonctionnement				
...	87,719,000	1,145,000	...	875,000	1,689,607	...	91,428,607	Députés	89,783,987	1,644,620	...	83,970,756
...	18,743,000	...	...	(796,900)	88,948	...	18,035,048	Services de la procédure	13,443,476	4,591,572	...	14,514,816
...	20,526,000	...	...	83,000	242,804	...	20,851,804	Services d'entretien	20,529,803	322,001	...	20,910,838
...	36,766,000	...	...	(1,011,600)	364,206	...	36,118,606	Administration	34,532,831	1,585,775	...	36,256,387
...	163,754,000	1,145,000	...	(850,500)	2,385,565	...	166,434,065	Total—Fonctionnement	158,290,097	8,143,968	...	155,652,797

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$			$	$	$	$
								Capital				
...	1,030,000	...	...	...	...	...	1,030,000	Députés	1,136,539	(106,539)	...	1,658,044
...	52,000	...	...	2,000	...	...	54,000	Services de la procédure	171,877	(117,877)	...	344,632
...	127,000	...	...	5,000	...	...	132,000	Services d'entretien	168,170	(36,170)	...	116,438
...	943,000	...	...	843,500	...	...	1,786,500	Administration	2,113,383	(326,883)	...	3,260,336
...	2,152,000	...	...	850,500	...	...	3,002,500	Total—Capital	3,589,969	(587,469)	...	5,379,450
								Paiements de transfert				
...	1,601,000	...	...	...	...	...	1,601,000	Services de la procédure	1,505,692	95,308	...	1,904,591
								Sommaire du programme				
...	**88,749,000**	1,145,000	...	875,000	1,689,607	...	92,458,607	**Députés**	90,920,526	**1,538,081**	...	**83,628,800**
...	**20,396,000**	...	...	(794,900)	88,948	...	19,690,048	**Services de la procédure**	15,121,045	**4,569,003**	...	**16,764,039**
...	**20,653,000**	...	...	88,000	242,804	...	20,983,804	**Services d'entretien**	20,697,973	**285,831**	...	**21,027,276**
...	**37,709,000**	...	...	(168,100)	364,206	...	37,905,106	**Administration**	36,646,214	**1,258,892**	...	**39,516,723**
—	**167,507,000**	**1,145,000**	**—**	**—**	**2,385,565**	**—**	**171,037,565**	**Total du programme—Budgétaire**	**163,385,758**	**7,651,807**	**—**	**162,936,838**
								Bibliothèque du Parlement				
								Fonctionnement				
...	5,537,000	...	...	...	...	...	5,537,000	Documentation imprimée et autre	5,223,439	313,561	...	4,906,682
...	3,607,000	...	...	...	...	...	3,607,000	Travaux de recherches et personnel	3,065,307	541,693	...	2,769,751
...	1,875,000	376,000	...	...	123,000	...	2,374,000	Administration	3,175,154	(801,154)	...	2,900,798
...	11,019,000	376,000	...	...	123,000	...	11,518,000	Total—Fonctionnement	11,463,900	54,100	...	10,577,231
								Capital				
...	154,000	159,000	...	...	...	...	313,000	Administration	326,295	(13,295)	...	75,944
								Sommaire du programme				
...	5,537,000	...	...	...	...	...	5,537,000	**Documentation imprimée et autre**	5,223,439	313,561	...	4,906,682
...	3,607,000	...	...	...	...	...	3,607,000	**Travaux de recherches et personnel**	3,065,307	541,693	...	2,769,751
...	2,029,000	535,000	...	...	123,000	...	2,687,000	**Administration**	3,501,449	(814,449)	...	2,976,742
—	**11,173,000**	**535,000**	**—**	**—**	**123,000**	**—**	**11,831,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**11,790,195**	**40,805**	**—**	**10,653,175**
...	207,055,000	1,680,000	...	...	2,992,537	...	211,727,537	Total du ministère—Budgétaire	204,017,815	7,709,722	...	201,030,653

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans		Redressements et virements			Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires						
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sénat				
							Subventions				
							Sénateurs				
...	382,776	...	...	...	(88,144)	294,632	(S) Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite	294,632	...	...	323,568
							Administration				
...	528,010	...	...	...	...	528,010	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	502,031	25,979	...	717,274
...	910,786	...	...	...	(88,144)	822,642	Total—Subventions	796,663	25,979	...	1,040,842
							Contributions				
							Administration				
...	167,292	...	...	...	...	167,292	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	129,864	37,428	...	93,277
							Sommaire du programme par activité				
...	382,776	...	...	...	(88,144)	294,632	**Sénateurs**	294,632	...	...	323,568
...	695,302	...	...	...	...	695,302	**Administration**	631,895	63,407	...	810,551
—	1,078,078	—	—	—	(88,144)	989,934	**Total du programme**	926,527	63,407	—	1,134,119
							Chambre des communes				
							Subventions				
							Services de la procédure				
...	1,210,000	...	...	...	...	1,210,000	Subventions aux associations parlementaires et de procédure	1,201,571	8,429	...	1,688,773
							Contributions				
							Services de la procédure				
...	391,000	...	...	...	...	391,000	Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements	304,121	86,879	...	215,818
...	1,601,000	...	...	...	...	1,601,000	**Total du programme**	1,505,692	95,308	...	1,904,591
...	2,679,078	...	...	...	(88,144)	2,590,934	**Total du ministère**	2,432,219	158,715	...	3,038,710

(S) Paiement de transfert statutaire.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sénat		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,138	5,579
Privilèges, licences et permis	150	...
Rémunérations de services—		
Salon de coiffure pour homme	5,542	5,863
Textes législatifs authentiques du Parlement	3,330	3,962
	8,872	9,825
Produits des ventes—		
Ventes d'actifs	3,411	5,487
Autres recettes non fiscales—		
Cotisation des sénateurs au Fonds du revenu consolidé en vertu de l'article 25 de la Loi d'allocations de retraite des membres du Parlement	35,339	39,582
Remboursement de quote-part de l'État—Cotisation sur la retraite	3,840	3,696
	39,179	43,278
Total du programme	54,750	64,169
Chambre des communes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	183,186	71,667
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	39,636	177,526
	222,822	249,193
Privilèges, licences et permis	150	75
Autres recettes non fiscales	410,374	3,368,084
Total du programme	633,346	3,617,352

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Bibliothèque du Parlement		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Services publics, fournitures et approvisionnements		2,240
Autres contrats, frais et paiements aux particuliers	2,336	...
Autre	874	...
	3,210	2,240
Autres recettes non fiscales—		
Photocopies	577	607
Autre	140	...
	717	607
Total du programme	3,927	2,847
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	229,170	257,012
Privilèges, licences et permis	300	75
Rémunérations de services	8,872	9,825
Produits des ventes	3,411	5,487
Autres recettes non fiscales	450,270	3,411,969
Total du ministère	692,023	3,684,368

SECTION 20

COMPTES PUBLICS
1986-87

Pêches et Océans

Département
Office canadien du poisson salé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	20.2
Sommaire du ministère	20.3
Programmes par activité	20.5
Paiements de transfert	20.7
Détail des montants portés au crédit	20.11
Recettes	20.11

Département

Objectif

Coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux océans; réaliser des politiques et des programmes à l'appui des intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et intérieures, et prendre des mesures pour la conservation, le développement et l'utilisation économique soutenue des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, à l'intention de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources.

Description des activités

Sciences et levés océaniques
Recherche et fourniture de données et de renseignements océanographiques en vue du développement et de l'utilisation des ressources marines renouvelables et non renouvelables du Canada; cueillette de données et établissement de cartes et de publications hydrographiques répondant aux besoins de la navigation dans les eaux du Canada; et coordination des politiques et des programmes du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux sciences et technologies océaniques.

Gestion des pêches de l'Atlantique
Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans la zone atlantique et les eaux adjacentes à Terre-Neuve, à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec et les eaux de la zone de pêche de 200 milles, ainsi que les eaux adjacentes, de la côte Atlantique du Canada, de même que les réseaux fluviaux et les lacs dans toutes ces provinces à l'exception du Québec; recherche et fourniture de renseignements et de conseils scientifiques pour la gestion et le développement des pêches et de l'habitat du poisson; la planification et l'exécution des fonctions par lesquelles le ministère gère les ressources halieutiques et le secteur primaire de l'industrie de la pêche dans l'Atlantique, l'élaboration et la promulgation des règlements nationaux du ministère et la direction des activités d'application des règlements du ministère.

Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces
Toutes les fonctions fédérales de gestion et de développement des pêches et de l'habitat dans les océans Pacifique et Arctique, en Colombie-Britannique, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario, y compris la recherche et la fourniture de renseignements et de conseils scientifiques pour la gestion et le développement des pêches et de l'habitat du poisson; la gestion des parties canadiennes des rivières transfrontières, la gestion partagée des pêches internationales ainsi que l'effort de pêche des professionnels, des sportifs et des Autochtones, sauf aux endroits où la gestion des pêches en eaux intérieures a été déléguée aux provinces. Comprend également la direction des fonctions du ministère en matière de gestion de l'habitat à l'échelle nationale.

Commercialisation, inspection et activités internationales
Prestation de services à l'industrie de la pêche dans la commercialisation du poisson et des produits de la pêche par des campagnes de promotion, et le développement et l'expansion de marchés; inspection des produits et des installations de pêche pour assurer la qualité et l'innocuité des produits du poisson; élaboration et gestion de programmes approuvés pour l'Office des prix des produits de la pêche (OPPP) et des services de soutien administratif à l'Office canadien du poisson salé (OCPS) et à l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce (OCPED); et, de concert avec les Affaires extérieures, conclusion d'ententes internationales pour faire avancer les intérêts canadiens en matière de conservation et de commerce.

Services intégrés et immobilisations
Coordination des politiques et des programmes fédéraux relatifs aux océans; direction administrative du programme, des services intégrés de gestion et des services administratifs, et gestion des immobilisations.

Office canadien du poisson salé

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson salé.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	423,577,000	...	...	423,577,000	1[2]	Dépenses de fonctionnement				
...	...	11,676,400	...	11,676,400	1c	Virement de $1,159,000 du crédit 5 (Pêches et Océans) et de $372,000 du crédit 10 (Pêches et Océans)				
...	...	...	1,159,000	1,159,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	372,000	372,000		crédit 10				
...	...	...	10,810,000	10,810,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	1,034,000	1,034,000		CT, crédit 10[1]				
...	423,577,000	11,676,400	13,375,000	448,628,400		Total—Crédit 1	446,637,345	1,991,055	...	440,432,182
...	82,688,000	...	...	82,688,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,159,000)	(1,159,000)		Virement au crédit 1				
...	82,688,000	...	(1,159,000)	81,529,000		Total—Crédit 5	81,010,276	518,724	...	127,534,853
...	14,337,000	...	...	14,337,000	10	Subventions et contributions				
...	...	...	(372,000)	(372,000)		Virement au crédit 1				
...	14,337,000	...	(372,000)	13,965,000		Total—Crédit 10	13,701,226	263,774	...	28,169,506
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre des Pêches et des Océans—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	33,380
...	2,500,000	...	(1,143,315)	1,356,685	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	1,356,685	...	...	3,507,084
...	32,193,470	...	3,491,530	35,685,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,685,000	...	...	34,556,000
...	...	...	338,119	338,119	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	338,119	...	...	29,280
...	...	...	89,587	89,587	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	89,587	...	...	162,025
...	555,335,000	11,676,400	14,621,489	581,632,889		Total budgétaire	578,859,336	2,773,553	...	634,424,310
150,000	...	...	...	150,000	L38b	Avances au Régime d'assurance des bâtiments de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955. Limite $150,000. (Net)	...	...	150,000	...
...	**555,335,000**	**11,676,400**	**14,621,489**	**581,632,889**		**Total du département—Budgétaire**	**578,859,336**	**2,773,553**	**...**	**634,424,310**
150,000	**...**	**...**	**...**	**150,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**150,000**	**...**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Office canadien du poisson salé				
32,577,500	...	...	...	32,577,500	L23b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur le poisson salé. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $50,000,000. (Net)	6,577,500	...	26,000,000	5,087,500
32,577,500	...	...	...	**32,577,500**		**Total du programme—Non budgétaire**	**6,577,500**	...	**26,000,000**	**5,087,500**
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
11,847,411	...	...	...	11,847,411	L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce. Le total de tous montants empruntés par l'Office est limité à $30,000,000. (Net)	(15,152,589)	...	27,000,000	2,142,384
11,847,411	...	...	...	**11,847,411**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(15,152,589)**	...	**27,000,000**	**2,142,384**
...	**555,335,000**	**11,676,400**	**14,621,489**	**581,632,889**		**Total du ministère— Budgétaire**	**578,859,336**	**2,773,553**	...	**634,424,310**
44,574,911	...	...	...	**44,574,911**		**Non budgétaire**	**(8,575,089)**	...	**53,150,000**	**7,229,884**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Comprend la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque du Canada.

Programmes par activité

	Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans		Redressements et virements				Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
		Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit					
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département												
Fonctionnement												
Sciences et levés océaniques	...	102,376,000	...	4,025,200	(9,634,500)	757,900	...	97,524,600	95,971,818	1,552,782	...	...
Gestion des pêches de l'Atlantique	...	171,406,000	...	3,242,000	(14,504,649)	1,250,149	...	161,393,500	164,831,170	(3,437,670)	...	...
Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces	...	112,573,000	11,676,400	2,148,100	(1,207,362)	941,362	...	126,131,500	126,935,064	(803,564)	...	...
Commercialisation, inspection et activités internationales	...	36,880,000	...	545,600	(4,005,700)	261,400	(3,500,000)	30,181,300	30,653,895	(472,595)	...	...
Services intégrés et immobilisations	...	36,075,000	...	1,883,100	30,883,211	709,993	...	69,551,304	64,399,202	5,152,102	...	...
Recettes à valoir sur le crédit	...	(3,500,000)	...	...	...	...	3,500,000			...	...	...
Total—Fonctionnement	...	455,810,000	11,676,400	11,844,000	1,531,000	3,920,804	...	484,782,204	482,791,149	1,991,055	...	475,212,867[1]
Capital												
Sciences et levés océaniques	...	8,287,000	...	...	(1,194,000)	...	...	7,093,000	7,235,218	(142,218)	...	...
Gestion des pêches de l'Atlantique	...	11,608,000	...	...	(2,477,100)	...	...	9,130,900	9,681,363	(550,463)	...	...
Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces	...	6,733,000	...	...	2,158,400	...	...	8,891,400	9,075,770	(184,370)	...	...
Commercialisation, inspection et activités internationales	...	564,000	...	...	(52,500)	...	...	511,500	503,505	7,995	...	...
Services intégrés et immobilisations	...	55,496,000	...	...	406,200	...	...	55,902,200	54,514,420	1,387,780	...	...
Total—Capital	...	82,688,000	...	...	(1,159,000)	...	...	81,529,000	81,010,276	518,724	...	127,534,853[1]
Paiements de transfert												
Sciences et levés océaniques	...	512,500	...	...	(27,000)	...	...	485,500	483,000	2,500	...	451,126
Gestion des pêches de l'Atlantique	...	11,755,000	...	...	790,900	...	...	12,545,900	12,285,723	260,177	...	13,333,197
Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces	...	...	...	...	50,000	...	...	50,000	50,000	...	...	...
Commercialisation, inspection et activités internationales	...	88,000	...	...	600,000	...	...	688,000	688,000	...	...	88,000
Services intégrés et immobilisations	...	4,481,500	...	...	(1,785,900)	(1,143,315)	...	1,552,285	1,551,188	1,097	...	5,072,321
Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...			...	...	12,731,946
Total—Paiements de transfert	...	16,837,000	...	...	(372,000)	(1,143,315)	...	15,321,685	15,057,911	263,774	...	31,676,590

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Non budgétaire				
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Plan d'assurance pour des bateaux de pêche		...	150,000	...
								Sommaire du département				
...	111,175,500	...	4,025,200	(10,855,500)	757,900	...	105,103,100	Sciences et levés océaniques	103,690,036	1,413,064	...	...
...	194,769,000	...	3,242,000	(16,190,849)	1,250,149	...	183,070,300	Gestion des pêches de l'Atlantique	186,798,256	(3,727,956)	...	...
...	119,306,000	11,676,400	2,148,100	1,001,038	941,362	...	135,072,900	Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces	136,060,834	(987,934)	...	...
...	34,032,000	...	545,600	(3,458,200)	261,400	...	31,380,800	Commercialisation, inspection et activités internationales	31,845,400	(464,600)	...	...
...	96,052,500	...	1,883,100	29,503,511	(433,322)	...	127,005,789	Services intégrés et immobilisations	120,464,810	6,540,979	...	...
150,000	...	...	...	...	...	...	150,000	Plan d'assurance pour des bateaux de pêche—Non budgétaire	...	...	150,000	...
								Total du département—				
...	**555,335,000**	**11,676,400**	**11,844,000**	**...**	**2,777,489**	...	581,632,889	**Budgétaire**	578,859,336	**2,773,553**	**...**	**634,424,310[1]**
150,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	...	150,000	**Non budgétaire**	...	**...**	**150,000**	**...**
								Office canadien du poisson salé				
								Non budgétaire				
32,577,500	...	...	...	...	...	...	32,577,500	Office canadien du poisson salé	6,577,500	...	26,000,000	5,087,500
								Total du programme—				
32,577,500	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	...	32,577,500	**Non budgétaire**	6,577,500	**...**	**26,000,000**	**5,087,500**
								Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
								Non budgétaire				
11,847,411	...	...	...	...	...	...	11,847,411	Office de commercialisation du poisson d'eau douce	(15,152,589)	...	27,000,000	2,142,384
								Total du programme—				
11,847,411	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	...	11,847,411	**Non budgétaire**	(15,152,589)	**...**	**27,000,000**	**2,142,384**
								Total du ministère—				
...	555,335,000	11,676,400	11,844,000	...	2,777,489	...	581,632,889	Budgétaire	578,859,336	2,773,553	...	634,424,310
44,574,911	...	...	...	...	...	...	44,574,911	Non budgétaire	(8,575,089)	...	53,150,000	7,229,884

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ne sont pas disponibles à cause de la répartition des nouvelles activités.

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Sciences et levés océaniques				
...	26,000	...	...	...	...	26,000	Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale	26,000	...	...	25,126
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Versement au Fonds de fiducie de la Commission océanographique intergouvernementale	15,000	...	...	...
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Conseil pour l'utilisation de la mer	15,000	...	...	15,000
...	360,000	...	...	...	...	360,000	Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans les domaines des pêches et de la mer	360,000	...	...	360,000
...	55,000	...	...	(2,000)	...	53,000	Subvention à l'Association canadienne des sciences géodésiques afin de financer la direction de la Fédération internationale des géomètres	53,000	...	...	51,000
...	471,000	...	...	(2,000)	...	469,000		469,000	...	...	451,126
							Gestion des pêches de l'Atlantique				
...	104,000	...	...	...	...	104,000	Subventions à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français	95,728	8,272	...	112,000
...	150,000	...	...	...	...	150,000	Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial (Terre-Neuve)	150,000	...	...	150,000
...	254,000	...	...	...	...	254,000		245,728	8,272	...	262,000
							Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25,000
							Services à l'industrie de la pêche				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5,959,494
...	**725,000**	**...**	**...**	**(2,000)**	**...**	**723,000**	Total—Subventions	**714,728**	**8,272**	**...**	**6,697,620**
							Contributions				
							Sciences et levés océaniques				
...	16,500	...	...	...	...	16,500	Aide à l'égard des coûts relatifs à une réunion et exposition internationale sur l'industrie océanique	14,000	2,500	...	...

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	25,000	...	...	(25,000)	...	...	Contribution à la «National Association for Business Development and Exports of Oceanic Technologies and Services (OCEANIC CANADA)» pour le développement de technologies océaniques et l'échange de l'information	...	...	...	...
...	41,500	...	...	(25,000)	...	16,500		14,000	2,500	...	...
							Gestion des pêches de l'Atlantique				
...	2,044,000	...	...	(1,425,000)	...	619,000	Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux	625,249	(6,249)	...	5,473,181
...	...	...	...	45,000	...	45,000	Contribution à l'Association des chasseurs de phoque du Canada	45,000	...	...	75,000
...	380,000	...	...	...	...	380,000	Contributions aux Autochtones ou groupes d'Autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche	380,000	...	...	327,951
...	1,062,000	...	...	(19,100)	...	1,042,900	Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et à l'échange de l'information	875,894	167,006	...	958,802
...	725,000	...	...	(5,000)	...	720,000	Contributions aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés, aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard	702,736	17,264	...	789,337
...	3,150,000	...	...	1,223,000	...	4,373,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Nouveau-Brunswick	4,079,086	293,914	...	4,553,242
...	800,000	...	...	(100,000)	...	700,000	Contributions aux programmes de développement des pêches au Labrador	700,000	...	...	...
...	920,000	...	...	(78,000)	...	842,000	Programme de rachat des permis de pêche commerciale du saumon de l'Atlantique	1,114,293	(272,293)	...	...
...	2,420,000	...	...	1,150,000	...	3,570,000	Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse	3,517,737	52,263	...	832,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	61,684
...	11,501,000	...	...	790,900	...	12,291,900		12,039,995	251,905	...	13,071,197

							Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces				
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Contribution à la «British Columbia Aboriginal Peoples' Fisheries Commission» pour l'amélioration du processus de consultation entre le département et les usagers autochtones et entre les usagers non autochtones et les usagers autochtones	50,000	...	...	...
							Commercialisation, inspection et activités internationales				
...	75,000	...	...	200,000	...	275,000	Contribution au «Fisheries Council of British Columbia» (FCBC) pour la promotion des espèces du Pacifique	275,000	...	...	88,000
...	...	...	...	400,000	...	400,000	Contribution au Conseil consultatif des fruits de mer en vue d'aider l'industrie de la pêche sur la côte Est et en eaux douces à promouvoir l'industrie du poisson et des fruits de mer canadiens dans le marché canadien	400,000	...	...	...
...	13,000	...	...	...	...	13,000	Contribution au «Ontario Council of Commercial Fisheries» (OCCF) pour la promotion d'espèces d'eau douce de l'Ontario	13,000	...	...	...
...	88,000	...	...	600,000	...	688,000		688,000	...	...	88,000
							Services intégrés et immobilisations				
...	1,980,000	...	...	(1,950,900)	...	29,100	Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale	29,503	(403)	...	1,563,737
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles	1,500	...	...	1,500
...	...	...	...	70,000	...	70,000	Contribution à Aqua West 86 en vue de l'aider à couvrir les frais de l'exposition de 1986	70,000	...	...	...
...	...	...	...	15,000	...	15,000	Contribution à la «Marine Technology Society» section de la Colombie-Britannique afin de permettre la tenue d'un symposium international sur la technologie et la mise en valeur des océans	13,500	1,500	...	...
...	...	...	...	80,000	...	80,000	Contribution à l'Association des chasseurs de phoque du Canada pour l'élaboration d'une stratégie à long terme concernant l'industrie de la chasse aux phoques de la côte Est	80,000	...	...	...
...	2,500,000	...	...	...	(1,143,315)	1,356,685	(S)Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche	1,356,685	...	...	3,507,084
...	4,481,500	...	...	(1,785,900)	(1,143,315)	1,552,285		1,551,188	1,097	...	5,072,321
							Gestion des pêches dans les Territoires du Nord-Ouest et en eaux douces				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8,000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Services à l'industrie de la pêche				
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours		...	...	6,739,452
...	**16,112,000**	...	...	**(370,000)**	**(1,143,315)**	14,598,685	Total—Contributions	14,343,183	**255,502**	...	**24,978,970**
							Sommaire du département par activité				
...	512,500	...	...	(27,000)	...	485,500	Sciences et levés océaniques	483,000	2,500	...	451,126
...	11,755,000	...	...	790,900	...	12,545,900	Gestion des pêches de l'Atlantique	12,285,723	260,177	...	13,333,197
...	...	...	...	50,000	...	50,000	Gestion des pêches dans le Pacifique et en eaux douces	50,000	...	...	...
...	88,000	...	...	600,000	...	688,000	Commercialisation, inspection et activités internationales	688,000	...	...	88,000
...	4,481,500	...	...	(1,785,900)	(1,143,315)	1,552,285	Services intégrés et immobilisations	1,551,188	1,097	...	5,072,321
...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours		...	...	12,731,946
...	**16,837,000**	...	...	**(372,000)**	**(1,143,315)**	15,321,685	**Total du département**	15,057,911	**263,774**	...	**31,676,590**
...	**16,837,000**	...	...	**(372,000)**	**(1,143,315)**	15,321,685	Total du ministère	15,057,911	**263,774**	...	**31,676,590**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Commercialisation, inspection et activités internationales			
Ventes des produits de la pêche par l'Office des prix des produits de la pêche	3,500,000	3,348,225	3,387,365
Total du département—Budgétaire	**3,500,000**	3,348,225	**3,387,365**
Total du ministère—Budgétaire	**3,500,000**	3,348,225	**3,387,365**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Office canadien du poisson salé	1,830,099	1,588,101
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1,326,145	1,422,434
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	160,098	113,158
Pêcheurs d'aiglefin	10,694	10,070
Autres comptes—		
Ports pour petites embarcations	...	24,673
Intérêt sur dette à long terme	19,480	21,372
	3,346,516	3,179,808
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement d'avances impayées	27,418	...
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,165,861	1,977,785
Divers	753,152	1,955,522
	1,946,431	3,933,307
Privilèges, licences et permis—		
Frais	4,139,064	3,393,491
Licences	8,056,285	6,790,037
Baux	58,824	49,682
Boette	20,404	10,415
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	1,846,120	1,701,778
	14,120,697	11,945,403
Rémunérations de services—		
Location de contenants isolés	71,849	447,125
Autres frais	442,574	131,942
	514,423	579,067
Produits des ventes—		
Produits des ventes de boettes	1,376,987	1,486,426
Produits des ventes de publications	1,567,419	1,454,583
Produits des ventes de filets de morue	274,275	934,047
Ventes diverses	477,489	412,882
	3,696,170	4,287,938

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres recettes non fiscales—		
Saisies et confiscations	497,010	291,522
Amendes	1,006,399	1,318,230
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	3,242,710	3,190,600
Licences	456,538	391,256
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	320,438	341,532
Divers	304,967	312,332
	5,828,062	5,845,472
Total du département	29,452,299	**29,770,995**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	3,346,516	**3,179,808**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,946,431	**3,933,307**
Privilèges, licences et permis	14,120,697	**11,945,403**
Rémunérations de services	514,423	**579,067**
Produits des ventes	3,696,170	**4,287,938**
Autres recettes non fiscales	5,828,062	**5,845,472**
Total du ministère	**29,452,299**	**29,770,995**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 21

COMPTES PUBLICS
1986-87

Revenu national

Douanes et Accise
Impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	21.2
Sommaire du ministère	21.3
Programmes par activité	21.4
Paiements de transfert	21.5
Détail des montants portés au crédit	21.6
Recettes	21.6

Douanes et Accise

Objectif

Faire en sorte que tous les droits, toutes les taxes et tous autres frais et prélèvements connexes soient correctement imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; contrôler, afin de protéger l'industrie et la société canadiennes, le déplacement des personnes, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, pour veiller au respect de la loi; protéger l'industrie canadienne des préjudices réels ou éventuels causés par l'importation effective ou prévue de marchandises sous-évaluées ou subventionnées et par le recours à d'autres formes de concurrence injuste de la part d'exportateurs étrangers.

Description des activités

Accise
Appliquer la Loi sur l'accise, la Loi sur la taxe d'accise et les autres lois pertinentes afin de voir ainsi à ce que les droits, les taxes et tous les autres prélèvements applicables soient imposés, perçus, et, le cas échéant, remboursés le plus économiquement possible pour le public et d'une manière qui assure, chez celui-ci, la plus haute confiance dans l'intégrité, l'efficience et l'équité de la démarche de l'accise.

Douanes
Appliquer la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur les mesures spéciales d'importation et d'autres lois et règlements pertinents et ainsi contrôler, pour la protection de l'industrie et de la société canadiennes, la circulation des gens, des marchandises et des moyens de transport qui entrent au Canada ou qui en sortent, et protéger l'industrie canadienne contre tout préjudice réel ou éventuel que peut causer l'importation effective ou envisagée de marchandises sous-évaluées ou subventionnées, ainsi que d'autres genres de concurrence étrangère déloyale.

Administration ministérielle
Assurer, au ministère, une orientation pour la gestion, une coordination de la planification et des services d'administration centraux.

Impôt

Objectif

Appliquer et faire respecter la Loi de l'impôt sur le revenu et les diverses lois fédérales et provinciales y afférentes, y compris certaines parties du Régime de pensions du Canada et de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage ainsi que divers régimes provinciaux de crédits d'impôt.

Description des activités

Traitement des déclarations
Les tâches mises en œuvre pour promouvoir l'autocotisation chez les contribuables. Ces tâches sont variées, allant de la communication de renseignements et de la distribution de formules aux contribuables afin de les aider à établir leur déclaration d'impôt ou de renseignements jusqu'au traitement de ces déclarations et des versements et à l'envoi des avis de cotisation, des chèques de remboursement ou des notes d'impôt à payer. On retrouve en outre les tâches qui concernent l'entreposage des déclarations et le traitement des demandes de redressement ou de modification provenant des contribuables.

Observation
Les fonctions qui font suite à l'établissement de la cotisation initiale et ont pour but de veiller à ce que les contribuables respectent les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu concernant la production d'une déclaration, la déclaration du revenu et le versement de l'impôt.

Avis d'opposition et appels
Une seconde évaluation, indépendante de la première, des cotisations ou des nouvelles cotisations dans les cas où le contribuable estime que sa cotisation est injuste ou inexacte.

Administration
La haute direction du bureau principal et des quatre bureaux régionaux et leur personnel de soutien, la division du bureau principal chargée d'établir la politique du ministère en matière de modification de la Loi et du Règlement de l'impôt sur le revenu et les services relatifs à la gestion, au personnel et à l'administration offerts par le bureau principal.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Douanes et Accise				
...	386,541,000	...	...	386,541,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	9,330,000	9,330,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	250,000	250,000		CT, crédit 10[1]				
...	386,541,000	...	9,580,000	396,121,000		Total—Crédit 1	396,039,526	81,474	...	359,061,002
...	19,878,000	...	...	19,878,000	5	Dépenses en capital	12,696,916	7,181,084	...	8,443,383
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	45,361,470	...	4,919,530	50,281,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50,281,000	...	...	47,724,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	14,959
...	**451,820,000**	...	**14,501,098**	**466,321,098**		**Total du programme—Budgétaire**	**459,058,540**	**7,262,558**	...	**415,282,874**
						Impôt				
...	655,523,000	...	...	655,523,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	18,829,260	18,829,260		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	250,000	250,000		CT, crédit 10[1]				
...	655,523,000	...	19,079,260	674,602,260		Total—Crédit 10	661,876,183	12,726,077	...	602,064,311
...	16,800,000	...	...	16,800,000	15	Dépenses en capital				
...	...	4,600,000	...	4,600,000	15c	Dépenses en capital				
...	16,800,000	4,600,000	...	21,400,000		Total—Crédit 15	20,854,253	545,747	...	10,382,207
...	84,800,000	...	9,328,000	94,128,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94,128,000	...	...	87,551,000
...	...	...	175,503	175,503	(S)	Arrêts de la Cour fédérale et de la Cour suprême	175,503[2]	...	...	267,207
...	**757,123,000**	**4,600,000**	**28,582,763**	**790,305,763**		**Total du programme—Budgétaire**	**777,033,939**	**13,271,824**	...	**700,264,725**
...	**1,208,943,000**	**4,600,000**	**43,083,861**	**1,256,626,861**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1,236,092,479**	**20,534,382**	...	**1,115,547,599**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Ce montant comprend $90,396 comme arrêts de la Cour fédérale, $25,938 comme arrêts de la Cour suprême et $59,169 comme frais d'arrêts de la Cour/Appels.

Programmes par activité

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Virements entre ministères	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Redressements statutaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Écart	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Douanes et Accise				
								Fonctionnement				
...	73,066,000	...	...	46,000	523,000	...	73,635,000	Accise	73,189,538	445,462	...	70,997,895
...	300,292,000	...	250,000	11,144,240	3,992,000	...	315,678,240	Douanes	316,743,954	(1,065,714)	...	282,900,756
...	58,584,000	...	9,330,000	(11,190,240)	406,098	...	57,129,858	Administration ministérielle	56,428,132	701,726	...	52,940,840
...	431,942,000	...	9,580,000	...	4,921,098	...	446,443,098	Total—Fonctionnement	446,361,624	81,474	...	406,839,491
								Capital				
...	577,000	...	...	...	...	...	577,000	Accise	586,436	(9,436)	...	300,688
...	5,479,000	...	...	(1,616,000)	...	...	3,863,000	Douanes	3,987,523	(124,523)	...	3,904,758
...	13,822,000	...	...	1,616,000	...	...	15,438,000	Administration ministérielle	8,122,957	7,315,043	...	4,237,937
...	19,878,000	...	...	...	...	...	19,878,000	Total—Capital	12,696,916	7,181,084	...	8,443,383
								Sommaire du programme				
...	73,643,000	...	...	46,000	523,000	...	74,212,000	Accise	73,775,974	436,026	...	71,298,583
...	305,771,000	...	250,000	9,528,240	3,992,000	...	319,541,240	Douanes	320,731,477	(1,190,237)	...	286,805,514
...	72,406,000	...	9,330,000	(9,574,240)	406,098	...	72,567,858	Administration ministérielle	64,551,089	8,016,769	...	57,178,777
...	**451,820,000**	**...**	**9,580,000**	**...**	**4,921,098**	**...**	**466,321,098**	**Total du programme—Budgétaire**	**459,058,540**	**7,262,558**	**...**	**415,282,874**
								Impôt				
								Fonctionnement				
...	368,155,000	...	7,793,191	...	3,817,951	...	379,766,142	Traitement des déclarations	358,531,560	21,234,582	...	320,464,478
...	388,171,000	...	9,749,625	...	4,751,683	...	402,672,308	Observation	409,533,095	(6,860,787)	...	375,006,827
...	23,400,000	...	620,500	...	305,958	...	24,326,458	Avis d'opposition et appels	23,028,732	1,297,726	...	23,515,009
...	51,221,000	...	915,944	...	627,911	...	52,764,855	Administration	53,794,129	(1,029,274)	...	45,386,777
...	830,947,000	...	19,079,260	...	9,503,503	...	859,529,763	Total—Fonctionnement	844,887,516	14,642,247	...	764,373,091
								Capital				
...	8,204,000	4,600,000	...	...	...	...	12,804,000	Traitement des déclarations	13,517,688	(713,688)	...	5,704,759
...	3,208,000	...	...	...	...	...	3,208,000	Observation	1,728,540	1,479,460	...	1,569,438
...	32,000	...	...	...	...	...	32,000	Avis d'opposition et appels	8,270	23,730	...	16,726
...	5,356,000	...	...	...	...	...	5,356,000	Administration	5,599,755	(243,755)	...	3,091,284
...	16,800,000	4,600,000	...	...	...	...	21,400,000	Total—Capital	20,854,253	545,747	...	10,382,207

...	70,000	...	...	...	...	...	70,000	Paiements de transfert Administration	67,279	2,721	...	52,958
...	(90,694,000)	...	...	...	...	...	(90,694,000)	Recettes à valoir sur le crédit[1]	(88,775,109)	(1,918,891)	...	(74,543,531)
								Sommaire du programme				
...	376,359,000	4,600,000	7,793,191	...	3,817,951	...	392,570,142	**Traitement des déclarations**	372,049,248	20,520,894	...	326,169,237
...	391,379,000	...	9,749,625	...	4,751,683	...	405,880,308	**Observation**	411,261,635	(5,381,327)	...	376,576,265
...	23,432,000	...	620,500	...	305,958	...	24,358,458	**Avis d'opposition et appels**	23,037,002	1,321,456	...	23,531,735
...	56,647,000	...	915,944	...	627,911	...	58,190,855	**Administration**	59,461,163	(1,270,308)	...	48,531,019
...	(90,694,000)	...	...	...	...	...	(90,694,000)	**Recettes à valoir sur le crédit**	(88,775,109)	(1,918,891)	...	(74,543,531)
—	757,123,000	4,600,000	19,079,260	—	9,503,503	—	790,305,763	**Total du programme—Budgétaire**	777,033,939	13,271,824	—	700,264,725
...	1,208,943,000	4,600,000	28,659,260	...	14,424,601	...	1,256,626,861	Total du ministère—Budgétaire	1,236,092,479	20,534,382	...	1,115,547,599

[1] Les montants portés au crédit ne sont pas répartis par activité.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Impôt				
							Contributions				
							Administration				
...	58,000	...	...	...	...	58,000	Centre interaméricain des administrateurs fiscaux	49,303	8,697	...	40,197
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth	17,976	(5,976)	...	12,761
...	70,000	...	...	...	...	70,000	**Total du programme**	67,279	2,721	...	52,958
...	70,000	...	...	...	...	70,000	Total du ministère	67,279	2,721	...	52,958

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Impôt			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Régime de pensions du Canada	51,261,000	53,075,000	45,491,000
Assurance-chômage	31,592,000	31,592,000	28,874,000
Statistique Canada (Recensement)	7,841,000	4,108,109	178,531
Total du programme—Budgétaire	**90,694,000**	**88,775,109**	**74,543,531**
Total du ministère—Budgétaire	**90,694,000**	**88,775,109**	**74,543,531**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Douanes et Accise		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les ventes—		
Produits domestiques	10,613,171,616	8,269,703,205
Produits importés	2,007,182,812	1,538,502,522
	12,620,354,428	*9,808,205,727*
Moins: prélèvements	15,465,293	12,832,047
remboursements	508,413,037	390,282,309
escompte	74,409,788	22,396,054
	598,288,118	*425,510,410*
	12,022,066,310	9,382,695,317
Droits de douane à l'importation	4,641,099,356	4,401,983,432
Moins: prélèvements	283,046,589	262,275,411
remboursements	166,767,592	164,752,925
	449,814,181	*427,028,336*
	4,191,285,175	3,974,955,096
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	510,088,741	496,930,675
Spiritueux non parvenus à maturité	6,394,496	6,545,321
Bière	399,902,425	372,746,115
Spiritueux rafraîchissant	73,792	...
Cigarettes	532,061,549	579,997,776
Cigares	1,618,247	1,938,501
Tabac manufacturé	18,887,707	15,158,584
Tabac canadien naturel en feuilles	15,022	13,537
Licences	381,993	33,916
	1,469,423,972	*1,473,364,425*
Moins: remboursements	46,678	324,781
	1,469,377,294	1,473,039,644
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz—		
Gaz naturel	1,435,367	84,932
Liquides du gaz	21,245	9,199
	1,456,612	*94,131*
Moins: remboursements	73,671	15,034,499
	1,382,941	(14,940,368)
Taxe d'accise—Essence	1,339,940,287	781,279,786
Moins: remboursements	61,238,543	52,411,981
	1,278,701,744	728,867,805

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation	83,747,843	20,330,445
Combustible diesel	206,244,113	76,927,617
	289,991,956	*97,258,062*
Moins: escompte	77,331,881	56,402,603
	212,660,075	40,855,459
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Cigarettes	1,048,788,510	1,010,741,214
Cigares	9,507,102	9,601,374
Tabac	49,144,384	43,526,530
Bijoux	60,118,634	59,444,643
Briquets	4,149,486	4,128,609
Automobiles	870,803	1,056,903
Allumettes	746,393	674,737
Jeux de cartes	1,404,263	1,533,943
Machines à sous	1,569,342	985,295
Accessoires pour fumeurs	699,649	738,493
Climatiseurs pour automobiles	54,871,690	54,073,337
Vins	99,687,586	102,051,341
Divers	4,369,994	5,000,914
	1,335,927,836	*1,293,557,333*
Services de programmation en télécommunications	80,766,614	52,361,582
Autres—		
Amendes	6,778,991	8,379,669
Intérêt	5,661,210	3,993,135
	12,440,201	*12,372,804*
Moins: prélèvements	695,928	303,360
remboursements sur les services de programmation en télécommunication	...	13,025
autres remboursements	9,468,156	3,724,323
	10,164,084	*4,040,708*
	1,418,970,567	1,354,251,011
Autre—		
Droit à l'exportation de produits de bois d'œuvre	36,541,326	...
Total des recettes fiscales	**20,630,985,432**	**16,939,723,964**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Bâtiments et terrains publics—Location	133,294	131,691
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	68,074	156,768
Rajustement des créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	486,111	433,286
	554,185	590,054
Privilèges, licences et permis—		
Licences de courtiers en douane	329,620	524,365
Rémunérations de services—		
Frais d'entrepôt de douane	2,004,346	1,689,776
Frais de services spéciaux	2,537,955	1,899,432
Autres frais	369,150	110,008
	4,911,451	3,699,216
Produits des ventes—		
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	1,207,246	1,570,299
Étiquettes de spiritueux (année)	538,517	575,915
Autres	267,377	110,357
	2,013,140	2,256,571
Autres recettes non fiscales—		
Amendes (douanes)	1,676,058	1,500,444
Saisies (douanes)	1,255,903	774,297
Services de saisies (enquête)	4,645,098	6,091,460
Saisies (ports)	5,572,839	5,522,741
Magasins exempts de droits	478,489	219,804
Autres	348,393	707,254
	13,976,780	14,816,000
Total des recettes non fiscales	**21,918,470**	**22,017,897**
Total du programme	**20,652,903,902**	**16,961,741,861**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Impôt		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers—		
Retenues à la source	27,379,676,897	24,081,408,927
Autres perceptions	10,498,137,359	8,926,386,974
	37,877,814,256	*33,007,795,901*
Des sociétés	9,884,957,519	9,210,106,290
Des non résidents	1,355,582,244	1,053,595,387
	49,118,354,019	43,271,497,578
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières—		
Pétrole et gaz	458,285,704	1,854,443,752
Redevance relative aux ressources	14,337,743	182,767,375
	472,623,447	2,037,211,127
Autres	142,524,062	124,939,632
Total des recettes fiscales	49,733,501,528	45,433,648,337
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	406,099	121,120
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	564,201	518,043
	970,300	639,163
Rémunérations de services—		
Frais réglés	673,875	644,087
Frais concernant le crédit fiscal des provinces	4,898,676	4,849,389
Débiteurs	404,825	340,439
Voyage à l'étranger	249,063	158,210
	6,226,439	5,992,125
Produits des ventes	640	504
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	2,672,655	2,737,295
Remboursements de frais judiciaires	....	1,144
Accès à l'information	3,730	2,009
Divers	161,489	188,955
	2,837,874	2,929,403
Total des recettes non fiscales	10,035,253	9,561,195
Total du programme	49,743,536,781	45,443,209,532

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère—		
Recettes fiscales—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	37,877,814,256	33,007,795,901
Des sociétés	9,884,957,519	9,210,106,290
Des non résidents	1,355,582,244	1,053,595,387
	49,118,354,019	*43,271,497,578*
Taxes et droits d'accise—		
Taxe sur les ventes	12,022,066,310	9,382,695,317
Droits de douanes à l'importation	4,191,285,175	3,974,955,096
Droits d'accise	1,469,377,294	1,473,039,644
Autres	1,418,970,567	1,354,251,011
Taxes en matière d'énergie—		
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	472,623,447	2,037,211,127
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	1,382,941	(14,940,368)
Taxe d'accise—Essence	1,278,701,744	728,867,805
Essence d'aviation et combustible diesel	212,660,075	40,855,459
	21,067,067,553	*18,976,935,091*
Autres	179,065,388	124,939,632
Total des recettes fiscales	70,364,486,960	62,373,372,301
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	133,294	131,691
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,524,485	1,229,217
Privilèges, licences et permis	329,620	524,365
Rémunérations de services	11,137,890	9,691,341
Produits des ventes	2,013,780	2,257,075
Autres recettes non fiscales	16,814,654	17,745,403
Total des recettes non fiscales	31,953,723	31,579,092
Total du ministère	70,396,440,683	62,404,951,393

SECTION 22

COMPTES PUBLICS
1986-87

Santé nationale et Bien-être social

Département
Conseil de recherches médicales

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	22.2
Sommaire du ministère	22.6
Programmes par activité	22.11
Paiements de transfert	22.17
Détail des montants portés au crédit	22.26
Recettes	22.26

Département

Programme de l'administration centrale

Objectif

Assurer la direction générale et fournir des services de gestion au ministère.

Description des activités

Direction du ministère
Cabinets du Ministre, du sous-ministre et du sous-ministre associé, bureaux du Conseiller spécial et de l'Infirmière-conseillère principale, et secrétariats du Conseil national du bien-être social et du Conseil consultatif national sur le troisième âge.

Politique, planification et information
Assurer des systèmes d'analyse de politique, de planification et d'information pour la direction du ministère et les directions générales des programmes.

Affaires intergouvernementales et internationales
Soutenir la direction du ministère et les directions générales des programmes, et coordonner les activités de liaison fédérale-provinciale et internationale du ministère.

Gestion ministérielle
Fournir des services de gestion à la direction du ministère, ainsi que des services de gestion et une orientation fonctionnelle aux directions générales des programmes, y compris des services de soutien en matière de gestion des ressources financières et humaines, d'évaluation, de vérification, d'administration et d'affaires publiques.

Programme des services et de la promotion de la santé

Objectif

Établir, promouvoir et appuyer des mesures visant à préserver et à améliorer la santé et le bien-être des Canadiens.

Description des activités

Assurance-santé
Verser aux provinces et aux territoires la contribution du gouvernement fédéral relative aux coûts des services de santé assurés ainsi qu'à certains services complémentaires de santé aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé; surveiller la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-santé aux critères du programme et aux conditions de paiement énoncées dans la Loi canadienne sur la santé.

Services et ressources en santé
Assurer la direction et la coordination, ainsi qu'un soutien technique et financier aux provinces, aux territoires, aux associations professionnelles et aux organisations internationales pour l'expansion et l'entretien des services et des installations de santé. Une aide financière et des services de consultation sont également fournis à des organismes bénévoles nationaux œuvrant dans le domaine de la santé, afin de les aider à se développer et d'améliorer la capacité de rendement et l'efficacité des services. Outre qu'elles entraînent une étroite collaboration avec les provinces et les territoires, la collecte et la diffusion d'information font partie intégrante de cette activité et y jouent un rôle important.

Recherche extra-muros
Favoriser et appuyer, par l'intermédiaire du Programme national de recherche et de développement en matière de santé, des recherches portant sur des questions de santé publique et d'autres entreprises scientifiques connexes, lesquelles complètent les programmes ministériels et constituent éventuellement autant de pas vers la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé. Les activités comprennent des projets de recherche, des études et des projets pilotes, la formation et le perfectionnement professionnel du personnel de recherche dans des disciplines pertinentes, ainsi que l'organisation de colloques dans le but de mettre au point des stratégies et des approches, et de faciliter la diffusion des résultats de la recherche.

Promotion de la santé
Élaborer et mettre en vigueur, en coopération avec les gouvernements provinciaux et les administrations territoriales et des organismes non-gouvernementaux, des programmes de promotion de la santé destinés à tous les résidents du Canada ainsi qu'à des groupes cibles particuliers, notamment ceux qui sont considérés comme vulnérables et ceux qui sont responsables de la planification et de la prestation de services sanitaires et sociaux.

Administration du programme
Orienter et planifier le programme, élaborer des politiques et fournir des services financiers et administratifs.

Programme des services sociaux

Objectif

Soutenir la prestation d'aide sociale et de services sociaux aux personnes dont les besoins fondamentaux restent insatisfaits en raison de causes économiques, ou dont la situation sociale les expose à la pauvreté, à l'isolement et au manque d'autonomie.

Description des activités

Régime d'assistance publique du Canada
Payer aux provinces et aux territoires 50% des coûts de l'aide sociale aux personnes nécessiteuses et des services de bien-être social aux personnes nécessiteuses ou susceptibles de le devenir, fournis dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada; et des programmes complets de réadaptation professionnelle destinés aux personnes handicapées physiquement ou mentalement aux termes de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides.

Développement social
Accorder des contributions aux organismes de service social, aux écoles de travail social, aux particuliers et à d'autres ordres de gouvernement pour leur permettre de mener des activités de recherche et des projets pilotes; verser des subventions de base aux organismes bénévoles nationaux de service social; fournir des services de consultation, d'information et de promotion aux organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux s'occupant de questions d'ordre social particulières et des services connexes. Les principaux secteurs d'activité comprennent notamment les personnes handicapées, la violence dans la famille, les garderies et les systèmes d'adoption à l'échelle nationale et internationale.

Nouveaux Horizons
Fournir des contributions, de l'aide ainsi que des services de consultation à des groupes de personnes retraitées pour leur permettre de préparer et de mener à bien des projets qui seront profitables tant pour eux-mêmes que pour leur collectivité.

Administration du programme
Assurer l'orientation, la planification du programme, l'élaboration de politiques, ainsi que des services de soutien financier et administratif.

Programme des services médicaux

Objectif

Protéger et améliorer la santé des Canadiens, dont le soin, en vertu de la loi ou selon la coutume, relève du ministère.

Description des activités

Services de santé des Indiens et du Nord
La prestation de services de santé aux Indiens et Inuit canadiens admissibles ainsi qu'à tous les autres résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, assurée par le personnel et dans les installations du ministère ou par le biais d'ententes contractuelles conclues avec des médecins de pratique privée et d'autres organismes, y compris les services de traitement actif, les programmes préventifs en matière de santé, les services de l'hygiène du milieu, les programmes visant la participation des Indiens et des Inuit à la prestation de leurs propres soins de santé et la prestation de conseils aux commissaires territoriaux sur toute question liée à la santé.

Services d'évaluation et de consultation en matière de santé
La prestation des services de quarantaine, d'immigration, d'hygiène du travail et de médecine aéronautique civile, ce qui comprend les inspections sanitaires liées aux modes de transport et aux voyageurs arrivant au Canada; la prestation de renseignements aux Canadiens et aux visiteurs sur les mesures propres à assurer le maintien d'une bonne santé; l'évaluation des candidats à l'immigration et d'autres Canadiens en vue de déterminer leur acceptabilité sur le plan de la santé; la prestation de conseils et d'assistance à diverses organisations lorsqu'il s'agit de questions d'ordre médical; la participation à des enquêtes portant sur les accidents d'aéronefs; la réalisation de travaux de recherche et de développement médicaux; la surveillance des facteurs liés à l'hygiène du travail et le maintien d'une bonne hygiène en ce domaine et la prestation de premiers soins et de traitement d'urgence aux fonctionnaires fédéraux.

Services de prothèse
La prestation de services de réadaptation aux anciens combattants et à d'autres Canadiens ayant besoin d'appareils de prothèse et d'orthèse et (ou) de chaussures orthopédiques, dont la consultation sur les services prothétiques et orthétiques, et la fabrication, la vente et l'ajustement d'appareils de prothèse et d'orthèse et d'autres dispositifs.

Services d'urgence
Planification, conseils, consultation et formation pour la prestation de services de santé et de bien-être social en cas d'urgence et maintien d'une réserve de matériel sanitaire et de bien-être social d'urgence.

Administration du programme
Assurer l'orientation et la planification des programmes, l'établissement des politiques et des services en matière de finance, de personnel et d'administration.

Programme de la protection de la santé

Objectif

Réduire les risques de maladie et de décès prématuré des Canadiens qui pourraient être imputables à des facteurs écologiques, soit naturels, soit artificiels.

Description des activités

Innocuité et qualité des aliments et nutrition
Réalisation de recherches et évaluation de données scientifiques sur les aliments existants et éventuels, les constituants alimentaires, les micro-organismes et les toxines microbiennes, les additifs, les produits chimiques agricoles et les contaminants par rapport à leur usage réel ou proposé et leur fréquence dans l'alimentation au Canada; création de normes et de lignes directrices sur la fabrication des denrées, les denrées elles-mêmes et les apports en principes nutritifs; promotion et mise en vigueur de ces normes auprès de l'industrie alimentaire canadienne et étrangère; communication de renseignements afin de sensibiliser l'industrie à l'innocuité et à la valeur nutritive des aliments, et d'inciter le grand public à les manipuler et à les consommer d'une façon qui ne présente pas de dangers.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments
Réalisation de recherches sur les dangers pour la santé liés à l'usage des médicaments; création de normes et de règlements sur leur innocuité, leur qualité et leur efficacité; évaluation des produits par rapport aux normes avant leur mise sur le marché; surveillance et promotion de la conformité des industries et des produits aux normes et règlements, et application des moyens coercitifs nécessaires; prestation de services d'analyse à l'intention du Solliciteur général; communication de renseignements aux professionnels de la santé afin de garantir la sécurité et l'efficacité d'emploi des produits pharmaceutiques, et aux consommateurs relativement à l'innocuité des médicaments; surveillance de l'usage des drogues dangereuses et détection des abus; limitation des fuites de drogues dangereuses du circuit licite vers le marché illicite.

Qualité et risques environnementaux
Évaluation et étude des effets des polluants de l'environnement sur la santé; évaluation et contrôle des équipements bio-médicaux, des sources de rayonnement et des produits dangereux; maîtrise des risques microbiens et chimiques liés à l'usage de matériels médicaux et de produits dangereux; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation des effets des contextes sociologique et technologique sur la santé.

Surveillance de la santé nationale
Évaluation et étude de la santé et de la morbidité chez les Canadiens, et prestation de services consultatifs dans ce domaine; service national de référence et prestation de réactifs de diagnostic pour l'identification des bactéries, virus et parasites pathogènes; et, de concert avec d'autres unités organisationnelles du ministère, évaluation et amélioration de la qualité des techniques de diagnostic mises en œuvre dans les laboratoires hospitaliers.

Administration du programme
Prestation des services liés à l'orientation du programme, à sa planification, à l'élaboration de la politique et au soutien administratif et scientifique.

Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Maintenir et améliorer la sécurité du revenu des Canadiens.

Description des activités

Allocations familiales
Fournir une aide financière aux familles ayant des enfants à charge et aux organismes de bien-être social, ministères gouvernementaux et établissements qui subviennent aux besoins d'enfants, afin de les aider à faire face aux dépenses qu'entraînent leur soin et leur éducation.

Sécurité de la vieillesse
Fournir aux Canadiens âgés de 65 ans ou plus un revenu de base auquel peut s'ajouter un autre revenu de retraite, ainsi qu'une aide sous forme de supplément du revenu aux bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse, à leurs conjoints âgés de 60 à 64 ans et aux personnes veuves âgées de 60 à 64 ans dont les autres revenus sont limités.

Administration du programme
Élaborer des plans et fournir des conseils en matière de politique au Ministre et aux hauts fonctionnaires; déterminer l'admissibilité aux prestations et les paiements aux bénéficiaires, tenir à jour des renseignements relatifs au Régime de pensions du Canada, aux programmes des Allocations familiales et de la Sécurité de la vieillesse et les diffuser au grand public et aux particuliers qui ont ou qui pourraient avoir droit aux prestations et fournir une orientation en matière de gestion. Toutes ces activités devront se dérouler de manière efficace et efficiente, en accord avec les droits des individus et conformément à la législation pertinente.

Programme de la condition physique et du sport amateur

Objectif

Susciter chez la population un ardent désir de participation à des activités physiques et sportives, de façon à contribuer à la bonne condition physique et au bien-être des Canadiens, et soutenir nos athlètes afin de les aider à atteindre le plus haut niveau de performance possible en sport international.

Description des activités

Sport amateur
Assurer la direction, l'orientation en matière de politique et l'aide financière nécessaires pour le développement du sport canadien aux niveaux national et international; susciter le plus haut niveau de performance possible par des Canadiens sur la scène internationale.

Condition physique
Fournir des services financiers, administratifs et techniques aux organismes nationaux et autres, et élaborer, coordonner et mettre en œuvre des programmes, des normes ainsi que des campagnes de motivation afin de hausser le niveau de condition physique des Canadiens par une participation accrue à des activités physiques, c'est-à-dire contribuer à leur santé, à leur bien-être et à leur capacité de s'acquitter des tâches quotidiennes.

Administration du programme
Assurer la direction générale, la planification et l'élaboration des politiques; fournir des services de soutien administratif et financier, ainsi que des services de promotion et de communication pour le programme de la condition physique et du sport amateur.

Programme des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver

Objectif

Contribuer à la planification et la présentation réussies des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver afin qu'ils soient une affaire de fierté nationale, et optimiser les avantages économiques, sportifs et culturels avant, pendant et après les Jeux.

Description de l'activité

XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver
Assurer le financement direct du fonctionnement, des dépenses en capital et du fonds de dotation pour permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en ce qui regarde sa participation à la planification et à la présentation des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver; prévoir la représentation au conseil de direction et au conseil d'administration du Comité organisateur des Jeux, ainsi qu'au conseil d'administration de la Calgary Olympic Development Association; assurer la coordination de la fourniture de tous les services fédéraux en vue des Jeux; et assurer au gouvernement du Canada la visibilité appropriée dans le cadre des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver avant, pendant et après ceux-ci.

Conseil de recherches médicales

Objectif

Permettre d'atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions pour permettre la mise en œuvre de travaux de recherche et l'achat de l'équipement nécessaire; soutien direct d'un nombre restreint de chercheurs et de stagiaires en recherche; subventions spéciales pour encourager le progrès de la recherche dans des domaines particulièrement fertiles où l'on prévoit des résultats d'importance ou dans des domaines ou régions où la recherche est encore peu avancée; subventions en vue de l'échange de scientifiques, l'organisation de symposiums et la participation à des activités scientifiques à l'échelle internationale.

Administration
Soutien administratif, scientifique et technique.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme de l'administration centrale				
...	40,952,000	...	...	40,952,000	1	**Dépenses du programme**				
...	...	1	...	1	1a	Virement de $350,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) et $35,000 du crédit 35 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	901,000	...	901,000	1c	Dépenses du programme et subventions				
...	...	...	350,000	350,000		Virement du: crédit 5				
...	...	...	35,000	35,000		crédit 35				
...	40,952,000	901,001	385,000	42,238,001		Total—Crédit 1	41,465,791	772,210	...	37,934,879
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	4,322,000	...	469,000	4,791,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,791,000	...	...	4,559,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	200
...	**45,314,000**	**901,001**	**855,098**	**47,070,099**		**Total du programme—Budgétaire**	**46,297,889**	**772,210**	**...**	**42,533,609**
						Programme des services et de la promotion de la santé				
...	22,143,000	...	...	22,143,000	5	**Dépenses de fonctionnement**				
...	...	...	13,464	13,464		**Virement du CT, crédit 10[1]**				
...	...	...	(350,000)	(350,000)		**Virement au: crédit 1**				
...	...	...	(145,000)	(145,000)		**crédit 10**				
...	22,143,000	...	(481,536)	21,661,464		Total—Crédit 5	21,502,479	158,985	...	19,545,989
...	33,798,000	...	...	33,798,000	10	**Subventions et contributions**				
...	...	1	...	1	10a	**Virement de $145,000 du crédit 5 (Santé nationale et Bien-être social) et $1,094,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	1	...	1	10c	**Virement de $199,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social)**				
...	...	...	145,000	145,000		**Virement du: crédit 5**				
...	...	...	199,999	199,999		**crédit 15**				
...	...	...	1,094,999	1,094,999		**crédit 20**				
...	33,798,000	2	1,439,998	35,238,000		**Total—Crédit 10**	34,787,123	**450,877**	...	**34,113,165**

...	6,805,000,000	(184,000,000)	(314,000)	6,620,686,000	(S)	Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	6,620,686,000	...	...	6,386,164,000
...	1,517,000	...	165,000	1,682,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,682,000	...	...	1,627,000
...	...	...	29,806	29,806	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	29,806	...	...	...
...	**6,862,458,000**	**(183,999,998)**	**839,268**	**6,679,297,270**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,678,687,408**	**609,862**	**...**	**6,441,450,154**
						Programme des services sociaux				
...	12,559,000	...	...	12,559,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	15a	Virement de $1,623,999 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	1,623,999	1,623,999		Virement du crédit 20				
...	...	...	(199,999)	(199,999)		Virement au: crédit 10				
...	...	...	(425,999)	(425,999)		crédit 35				
...	12,559,000	1	998,001	13,557,002		Total—Crédit 15	13,027,419	529,583	...	12,395,017
...	106,250,000	...	...	106,250,000	20	Subventions et contributions				
...	...	13,500,000	...	13,500,000	20c	Subventions et contributions				
...	...	...	(1,094,999)	(1,094,999)		Virement au: crédit 10				
...	...	...	(1,623,999)	(1,623,999)		crédit 15				
...	...	...	(1,231,000)	(1,231,000)		crédit 25				
...	106,250,000	13,500,000	(3,949,998)	115,800,002		Total—Crédit 20	108,295,799	7,504,203	...	94,186,423
...	4,059,400,000	...	(58,019,642)	4,001,380,358	(S)	Paiements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (Loi en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé)	4,001,380,358	...	...	3,876,104,674
...	1,374,000	...	149,000	1,523,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,523,000	...	...	1,541,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	40,632
...	**4,179,583,000**	**13,500,001**	**(60,822,639)**	**4,132,260,362**		**Total du programme—Budgétaire**	**4,124,226,576**	**8,033,786**	**...**	**3,984,267,746**
						Programme des services médicaux				
...	395,229,000	...	...	395,229,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	2,561,000	...	2,561,000	25a	Virement de $1,231,000 du crédit 20 (Santé nationale et Bien-être social), de $2,500,000 du crédits 40 (Santé nationale et Bien-être social), de $1,000,000 du crédit 45 (Santé nationale et Bien-être social) et de $3,316,000 du crédit 55 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	13,884,000	...	13,884,000	25c	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions—Virement de $600,000 du crédit 30 (Santé nationale et Bien-être social)				

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budget des dépenses	Provenance des autorisations: Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations: Redressements et virements	Provenance des autorisations: Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations: Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations: Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	1,231,000	1,231,000		Virement du: crédit 20				
...	...	...	600,000	600,000		crédit 30				
...	...	...	2,500,000	2,500,000		crédit 40				
...	...	...	1,000,000	1,000,000		crédit 45				
...	...	...	3,316,000	3,316,000		crédit 55				
...	...	...	100,202	100,202		CT, crédit 10[1]				
...	395,229,000	16,445,000	8,747,202	420,421,202		Total—Crédit 25	418,579,248	1,841,954	...	359,605,212
...	29,012,000	...	...	29,012,000	30	Dépenses en capital				
...	...	...	(600,000)	(600,000)		Virement au crédit 25				
...	29,012,000	...	(600,000)	28,412,000		Total—Crédit 30	28,820,636	(408,636)	...	23,110,902
...	14,289,000	...	1,550,000	15,839,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,839,000	...	...	15,634,000
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4,159
...	**438,530,000**	**16,445,000**	**9,697,202**	**464,672,202**		**Total du programme—Budgétaire**	**463,238,884**	**1,433,318**	**...**	**398,354,273**
						Programme de la protection de la santé				
...	100,022,000	...	...	100,022,000	35	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	35a	Dépenses de fonctionnement et subvention inscrite au Budget				
...	...	1	...	1	35c	Virement de $425,999 du crédit 15 (Santé nationale et Bien-être social) et $570,000 du crédit 40 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	425,999	425,999		Virement du: crédit 15				
...	...	...	570,000	570,000		crédit 40				
...	...	...	3,484,246	3,484,246		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	15,334	15,334		CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(35,000)	(35,000)		Virement au crédit 1				
...	100,022,000	2	4,460,579	104,482,581		Total—Crédit 35	105,205,439	(722,858)	...	94,098,156
...	22,701,000	...	...	22,701,000	40	Dépenses en capital				
...	...	...	(2,500,000)	(2,500,000)		Virement au: crédit 25				
...	...	...	(570,000)	(570,000)		crédit 35				
...	22,701,000	...	(3,070,000)	19,631,000		Total—Crédit 40	19,412,499	218,501	...	13,063,277
...	9,691,000	...	1,051,000	10,742,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,742,000	...	...	10,494,000
...	...	...	69,495	69,495	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'excercices précédents	69,495	...	...	64,427
...	**132,414,000**	**2**	**2,511,074**	**134,925,076**		**Total du programme—Budgétaire**	**135,429,433**	**(504,357)**	**...**	**117,719,860**

						Programme de la sécurité du revenu				
...	59,695,000	...	...	59,695,000	45	Dépenses du programme				
...	...	...	(1,000,000)	(1,000,000)		Virement du crédit 25				
...	59,695,000	...	(1,000,000)	58,695,000		Total—Crédit 45	57,462,077	1,232,923	...	62,127,147
...	2,531,000,000	5,000,000	(1,580,322)	2,534,419,678	(S)	Versements d'allocations familiales (Loi sur les allocations familiales)	2,534,419,678	...	...	2,500,560,654
...	9,510,000,000	25,000,000	(14,953,171)	9,520,046,829	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	9,520,046,829[2]	...	...	8,857,668,415[2]
...	3,566,000,000	(65,000,000)	(49,624,086)	3,451,375,914	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	3,451,375,914[2]	...	...	3,319,428,274[2]
...	605,000,000	(113,000,000)	(18,760,366)	473,239,634	(S)	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	473,239,634[2]	...	...	347,752,025[2]
...	10,649,000	...	1,155,000	11,804,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,804,000	...	...	11,991,000
...	**16,282,344,000**	**(148,000,000)**	**(84,762,945)**	**16,049,581,055**		**Total du programme—Budgétaire**	**16,048,348,132**	**1,232,923**	**...**	**15,099,527,515**
						Programme de la condition physique et du sport amateur				
...	9,771,000	...	...	9,771,000	50	Dépenses de fonctionnement				
...	...	215,000	...	215,000	50c	Dépenses de fonctionnement				
...	9,771,000	215,000	...	9,986,000		Total—Crédit 50	9,982,799	3,201	...	9,338,601
...	60,597,000	...	...	60,597,000	55	Contributions				
...	...	1,029,000	...	1,029,000	55c	Contributions				
...	...	...	(3,316,000)	(3,316,000)		Virement au crédit 25				
...	60,597,000	1,029,000	(3,316,000)	58,310,000		Total—Crédit 55	58,164,366	145,634	...	58,102,493
...	656,000	...	71,000	727,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	727,000	...	...	725,000
...	**71,024,000**	**1,244,000**	**(3,245,000)**	**69,023,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**68,874,165**	**148,835**	**...**	**68,166,094**
						Programme des XV[es] Jeux Olympiques d'hiver				
...	1,317,000	...	...	1,317,000	60	Dépenses de fonctionnement				
...	...	500,000	...	500,000	60c	Virement de $500,000 du crédit 70 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	500,000	500,000		Virement du crédit 70				
...	1,317,000	500,000	500,000	2,317,000		Total—Crédit 60	2,086,515	230,485	...	1,162,597
...	19,892,000	...	...	19,892,000	65	Dépenses en capital	19,553,355	338,645	...	23,419,955
...	25,962,000	...	...	25,962,000	70	Contributions				
...	...	...	(500,000)	(500,000)		Virement au crédit 60				
...	25,962,000	...	(500,000)	25,462,000		Total—Crédit 70	25,461,999	1	...	22,002,002
...	82,000	...	9,000	91,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	91,000	...	...	103,000
...	**47,253,000**	**500,000**	**9,000**	**47,762,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**47,192,869**	**569,131**	**...**	**46,687,554**
...	**28,058,920,000**	**(299,409,994)**	**(134,918,942)**	**27,624,591,064**		**Total du département—Budgétaire**	**27,612,295,356**	**12,295,708**	**...**	**26,198,706,805**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conseil de recherches médicales				
...	3,384,000	...	...	3,384,000	75	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	75c	Virement de $249,999 du crédit 80 (Santé nationale et Bien-être social)				
...	...	...	249,999	249,999		Virement du: crédit 80				
...	...	...	10,000	10,000		CT, crédit 5[1]				
...	3,384,000	1	259,999	3,644,000		Total—Crédit 75	3,636,446	7,554	...	3,326,829
...	157,936,000	...	...	157,936,000	80	Subventions				
...	...	6,303,000	...	6,303,000	80a	Subventions				
...	...	...	(249,999)	(249,999)		Virement au crédit 75				
...	157,936,000	6,303,000	(249,999)	163,989,001		Total—Crédit 80	163,989,989	(988)	...	157,699,700
...	277,000	...	30,000	307,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	307,000	...	...	304,000
...	**161,597,000**	**6,303,001**	**40,000**	**167,940,001**		**Total du programme—Budgétaire**	167,933,435	**6,566**	...	**161,330,529**
...	**28,220,517,000**	**(293,106,993)**	**(134,878,942)**	**27,792,531,065**		**Total du ministère—Budgétaire**	**27,780,228,791**	**12,302,274**	...	**26,360,037,334**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets de dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements						Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme de l'administration centrale				
								Fonctionnement				
...	4,299,000	...	...	741,000	45,098	(24,000)	5,061,098	Direction du ministère	4,906,184	154,914	...	5,210,368
...	8,254,000	200,000	...	(1,099,000)	21,000	(248,000)	7,128,000	Politique, planification et information	6,930,903	197,097	...	7,106,916
...	1,431,000	...	...	(63,999)	10,000	...	1,377,001	Affaires intergouvernementales et internationales	1,340,802	36,199	...	1,611,613
...	30,877,000	676,000	...	(2,104,000)	394,000	(1,252,000)	28,591,000	Gestion ministérielle	28,537,503	53,497	...	25,740,570
...	(1,524,000)	...	...	...	...	1,524,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	43,337,000	876,000	...	(2,525,999)	470,098	...	42,157,099	Total—Fonctionnement	41,715,392	441,707	...	39,669,467
								Capital				
...	14,000	...	...	200,000	...	...	214,000	Direction du ministère	205,690	8,310	...	150,133
...	3,000	...	...	150,000	...	...	153,000	Politique, planification et information	147,908	5,092	...	44,141
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Affaires intergouvernementales et internationales	1,395	3,605	...	11,260
...	81,000	...	...	1,950,000	...	...	2,031,000	Gestion ministérielle	2,015,881	15,119	...	461,551
...	103,000	...	...	2,300,000	...	...	2,403,000	Total—Capital	2,370,874	32,126	...	667,085
								Paiements de transfert				
...	1,770,000	...	...	...	...	...	1,770,000	Politique, planification et information	1,684,289	85,711	...	1,711,909
...	99,000	25,001	...	610,999	...	...	735,000	Affaires intergouvernementales et internationales	522,334	212,666	...	480,150
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Gestion ministérielle	5,000	...	...	4,998
...	1,874,000	25,001	...	610,999	...	...	2,510,000	Total—Paiements de transfert	2,211,623	298,377	...	2,197,057
								Sommaire du programme				
...	4,289,000	...	...	941,000	45,098	...	5,275,098	Direction du ministère	5,111,874	163,224	...	5,360,501
...	9,779,000	200,000	...	(949,000)	21,000	...	9,051,000	Politique, planification et information	8,763,100	287,900	...	8,862,966
...	1,535,000	25,001	...	547,000	10,000	...	2,117,001	Affaires intergouvernementales et internationales	1,864,531	252,470	...	2,103,023
...	29,711,000	676,000	...	(154,000)	394,000	...	30,627,000	Gestion ministérielle	30,558,384	68,616	...	26,207,119
...	**45,314,000**	**901,001**	**...**	**385,000**	**470,098**	**...**	**47,070,099**	**Total du programme—Budgétaire**	**46,297,889**	**772,210**	**...**	**42,533,609**

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets de dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Programme des services et de la promotion de la santé				
								Fonctionnement				
...	870,000	...	...	165,300	28,400	...	1,063,700	Assurance-santé	1,023,764	39,936	...	1,129,430
...	6,059,000	...	...	(183,400)	27,200	...	5,902,800	Services et ressources en santé	5,854,195	48,605	...	5,768,055
...	1,209,000	...	...	114,200	17,100	...	1,340,300	Recherche extra-muros	1,307,776	32,524	...	1,114,653
...	12,704,000	...	13,464	(979,600)	37,100	...	11,774,964	Promotion de la santé	11,757,974	16,990	...	10,433,301
...	2,802,000	...	...	229,500	85,006	...	3,116,506	Administration du programme	3,098,249	18,257	...	2,600,484
...	23,644,000	...	13,464	(654,000)	194,806	...	23,198,270	Total—Fonctionnement	23,041,958	156,312	...	21,045,923
								Capital				
...	...	...	...	1,000	...	...	1,000	Assurance-santé	42	958	...	7,269
...	...	...	...	29,000	...	...	29,000	Services et ressources en santé	28,835	165	...	21,370
...	...	...	...	16,000	...	...	16,000	Recherche extra-muros	15,169	831	...	2,512
...	...	...	...	26,000	...	...	26,000	Promotion de la santé	25,996	4	...	40,026
...	16,000	...	...	87,000	...	...	103,000	Administration du programme	102,285	715	...	55,889
...	16,000	...	...	159,000	...	...	175,000	Total—Capital	172,327	2,673	...	127,066
								Paiements de transfert				
...	6,805,000,000	(184,000,000)	...	...	(314,000)	...	6,620,686,000	Assurance-santé	6,620,686,000	...	...	6,386,164,000
...	8,249,000	...	...	(84,000)	...	...	8,165,000	Services et ressources en santé	8,162,180	2,820	...	9,034,500
...	21,309,000	1	...	243,999	...	...	21,553,000	Recherche extra-muros	21,128,418	424,582	...	20,773,602
...	4,240,000	1	...	1,279,999	...	...	5,520,000	Promotion de la santé	5,496,525	23,475	...	4,305,063
...	6,838,798,000	(183,999,998)	...	1,439,998	(314,000)	...	6,655,924,000	Total—Paiements de transfert	6,655,473,123	450,877	...	6,420,277,165
								Sommaire du programme				
...	6,805,870,000	(184,000,000)	...	166,300	(285,600)	...	6,621,750,700	Assurance-santé	6,621,709,806	40,894	...	6,387,300,699
...	14,308,000	...	...	(238,400)	27,200	...	14,096,800	Services et ressources en santé	14,045,210	51,590	...	14,823,925
...	22,518,000	1	...	374,199	17,100	...	22,909,300	Recherche extra-muros	22,451,363	457,937	...	21,890,767
...	16,944,000	1	13,464	326,399	37,100	...	17,320,964	Promotion de la santé	17,280,495	40,469	...	14,778,390
...	2,818,000	...	...	316,500	85,006	...	3,219,506	Administration du programme	3,200,534	18,972	...	2,656,373
...	**6,862,458,000**	**(183,999,998)**	**13,464**	**944,998**	**(119,194)**	**...**	6,679,297,270	**Total du programme—Budgétaire**	**6,678,687,408**	**609,862**	**...**	**6,441,450,154**
								Programme des services sociaux				
								Fonctionnement				
...	5,645,000	...	...	(190,000)	39,400	...	5,494,400	Régime d'assistance publique du Canada	5,276,178	218,222	...	5,060,472
...	2,234,000	1	...	348,001	35,700	...	2,617,702	Développement social	2,499,168	118,534	...	2,955,197
...	4,039,000	...	...	(11,000)	56,300	...	4,084,300	Nouveaux Horizons	3,904,605	179,695	...	3,836,100
...	1,991,000	...	...	650,000	17,600	...	2,658,600	Administration du programme	2,648,094	10,506	...	2,040,007
...	13,909,000	1	...	797,001	149,000	...	14,855,002	Total—Fonctionnement	14,328,045	526,957	...	13,891,776

								Capital				
								Régime d'assistance publique				
...	...	...	...	2,000	...	...	2,000	du Canada	1,863	137	...	7,747
...	...	...	...	4,000	...	...	4,000	Développement social	3,356	644	...	26,981
...	...	...	...	5,000	...	...	5,000	Nouveaux Horizons	4,906	94	...	6,735
...	24,000	...	...	190,000	...	...	214,000	Administration du programme	212,248	1,752	...	43,410
...	24,000	...	...	201,000	...	...	225,000	Total—Capital	222,373	2,627	...	84,873
								Paiements de transfert				
								Régime d'assistance publique				
...	4,144,002,000	13,500,000	...	...	(58,019,642)	...	4,099,482,358	du Canada	4,092,385,523	7,096,835	...	3,951,317,456
...	7,927,000	...	...	(228,998)	...	...	7,698,002	Développement social	7,308,048	389,954	...	6,846,937
...	13,721,000	...	...	(3,721,000)	...	...	10,000,000	Nouveaux Horizons	9,982,587	17,413	...	12,126,704
...	4,165,650,000	13,500,000	...	(3,949,998)	(58,019,642)	...	4,117,180,360	Total—Paiements de transfert	4,109,676,158	7,504,202	...	3,970,291,097
								Sommaire du programme				
								Régime d'assistance publique				
...	4,149,647,000	13,500,000	...	(188,000)	(57,980,242)	...	4,104,978,758	**du Canada**	4,097,663,564	7,315,194	...	3,956,385,675
...	10,161,000	1	...	123,003	35,700	...	10,319,704	**Développement social**	9,810,572	509,132	...	9,829,115
...	17,760,000	...	...	(3,727,000)	56,300	...	14,089,300	**Nouveaux Horizons**	13,892,098	197,202	...	15,969,539
...	2,015,000	...	...	840,000	17,600	...	2,872,600	**Administration du programme**	2,860,342	12,258	...	2,083,417
...	**4,179,583,000**	**13,500,001**	...	**(2,951,997)**	**(57,870,642)**	...	**4,132,260,362**	**Total du programme—Budgétaire**	**4,124,226,576**	**8,033,786**	...	**3,984,267,746**
								Programme des services médicaux				
								Fonctionnement				
								Services de santé des Indiens et				
...	269,062,000	14,616,000	100,202	10,695,900	1,534,000	...	296,008,102	du Nord	295,864,553	143,549	...	265,752,301
								Services d'évaluation et de con-				
...	23,758,000	...	...	2,482,000	(111,200)	...	26,128,800	sultation en matière de santé	26,123,738	5,062	...	24,078,440
...	2,280,000	...	...	(200,000)	(16,100)	...	2,063,900	Services de prothèse	2,015,774	48,126	...	2,228,613
...	2,384,000	...	...	(100,000)	31,400	...	2,315,400	Services d'urgence	2,156,584	158,816	...	1,937,936
...	13,030,000	...	...	660,000	111,900	...	13,801,900	Administration du programme	13,799,120	2,780	...	10,880,796
...	310,514,000	14,616,000	100,202	13,537,900	1,550,000	...	340,318,102	Total—Fonctionnement	339,959,769	358,333	...	304,878,086
								Capital				
								Services de santé des Indiens et				
...	26,647,000	...	...	(2,186,700)	...	...	24,460,300	du Nord	24,869,778	(409,478)	...	21,964,683
								Services d'évaluation et de con-				
...	1,057,000	...	...	(726,000)	...	...	331,000	sultation en matière de santé	330,247	753	...	617,155
...	50,000	...	...	(49,350)	...	...	650	Services de prothèse	622	28	...	65,288
...	16,000	...	...	(1,950)	...	...	14,050	Services d'urgence	14,030	20	...	16,621
...	1,242,000	...	...	2,364,000	...	...	3,606,000	Administration du programme	3,605,959	41	...	447,155
...	29,012,000	...	...	(600,000)	...	...	28,412,000	Total—Capital	28,820,636	(408,636)	...	23,110,902
								Paiements de transfert				
								Services de santé des Indiens et				
...	98,404,000	1,829,000	...	(8,690,900)	...	...	91,542,100	du Nord	90,058,479	1,483,621	...	69,615,285
...	600,000	...	...	3,800,000	...	...	4,400,000	Services de prothèse	4,400,000	...	...	750,000
...	99,004,000	1,829,000	...	(4,890,900)	...	...	95,942,100	Total—Paiements de transfert	94,458,479	1,483,621	...	70,365,285

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets de dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Sommaire du programme				
...	394,113,000	16,445,000	100,202	(181,700)	1,534,000	...	412,010,502	Services de santé des Indiens et du Nord	410,792,810	1,217,692	...	357,332,269
...	24,815,000	...	...	1,756,000	(111,200)	...	26,459,800	Services d'évaluation et de consultation en matière de santé	26,453,985	5,815	...	24,695,595
...	2,930,000	...	...	3,550,650	(16,100)	...	6,464,550	Services de prothèse	6,416,396	48,154	...	3,043,901
...	2,400,000	...	...	(101,950)	31,400	...	2,329,450	Services d'urgence	2,170,614	158,836	...	1,954,557
...	14,272,000	...	...	3,024,000	111,900	...	17,407,900	Administration du programme	17,405,079	2,821	...	11,327,951
...	**438,530,000**	**16,445,000**	**100,202**	**8,047,000**	**1,550,000**	...	**464,672,202**	**Total du programme—Budgétaire**	**463,238,884**	**1,433,318**	...	**398,354,273**
								Programme de la protection de la santé				
								Fonctionnement				
...	27,825,000	...	1,649,742	...	407,000	...	29,881,742	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	29,881,742	...	...	28,219,727
...	40,374,000	...	229,316	170,464	190,495	...	40,964,275	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	41,687,134	(722,859)	...	38,088,688
...	17,529,000	...	1,239,075	(54,999)	291,000	...	19,004,076	Qualité et risques environnementaux	19,004,076	...	...	17,240,176
...	10,589,000	1	...	825,535	155,000	...	11,569,536	Surveillance de la santé nationale	11,569,536	...	...	10,647,324
...	13,326,000	...	381,447	...	77,000	...	13,784,447	Administration du programme	13,784,447	...	...	10,387,668
...	109,643,000	1	3,499,580	941,000	1,120,495	...	115,204,076	Total—Fonctionnement	115,926,935	(722,859)	...	104,583,583
								Capital				
...	3,077,000	...	...	(20,000)	...	...	3,057,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	3,049,963	7,037	...	1,888,530
...	3,427,000	...	...	(959,000)	...	...	2,468,000	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	2,312,488	155,512	...	909,594
...	1,388,000	...	...	(421,000)	...	...	967,000	Qualité et risques environnementaux	943,027	23,973	...	1,455,808
...	1,366,000	...	...	(205,000)	...	...	1,161,000	Surveillance de la santé nationale	1,159,784	1,216	...	673,583
...	13,443,000	...	...	(1,465,000)	...	...	11,978,000	Administration du programme	11,947,236	30,764	...	8,135,762
...	22,701,000	...	...	(3,070,000)	...	...	19,631,000	Total—Capital	19,412,498	218,502	...	13,063,277
								Paiements de transfert				
...	15,000	...	...	...	...	...	15,000	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	15,000	...	...	15,000
...	55,000	1	...	19,999	...	...	75,000	Qualité et risques environnementaux	75,000	...	...	58,000
...	70,000	1	...	19,999	...	...	90,000	Total—Paiements de transfert	90,000	...	...	73,000

								Sommaire du programme				
...	30,917,000	...	1,649,742	(20,000)	407,000	...	32,953,742	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	32,946,705	7,037	...	30,123,257
...	43,801,000	...	229,316	(788,536)	190,495	...	43,432,275	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	43,999,622	(567,347)	...	38,998,282
...	18,972,000	1	1,239,075	(456,000)	291,000	...	20,046,076	Qualité et risques environnementaux	20,022,103	23,973	...	18,753,984
...	11,955,000	1	...	620,535	155,000	...	12,730,536	Surveillance de la santé nationale	12,729,320	1,216	...	11,320,907
...	26,769,000	...	381,447	(1,465,000)	77,000	...	25,762,447	Administration du programme	25,731,683	30,764	...	18,523,430
...	**132,414,000**	**2**	**3,499,580**	**(2,109,001)**	**1,120,495**	**...**	**134,925,076**	**Total du programme—Budgétaire**	**135,429,433**	**(504,357)**	**...**	**117,719,860**
								Programme de la sécurité du revenu				
								Fonctionnement				
...	105,824,000	...	...	(1,415,000)	1,155,000	(36,013,000)	69,551,000	Administration du programme	68,324,406	1,226,594	...	73,272,174
...	(36,013,000)	...	...	...	...	36,013,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	69,811,000	...	...	(1,415,000)	1,155,000	...	69,551,000	Total—Fonctionnement	68,324,406	1,226,594	...	73,272,174
								Capital				
...	800,000	...	...	415,000	...	(267,000)	948,000	Administration du programme	941,671	6,329	...	845,973
...	(267,000)	...	...	...	...	267,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	533,000	...	...	415,000	...	...	948,000	Total—Capital	941,671	6,329	...	845,973
								Paiements de transfert				
...	2,531,000,000	5,000,000	...	...	(1,580,322)	...	2,534,419,678	Allocations familiales	2,534,419,678	...	...	2,500,560,654
...	13,681,000,000	(153,000,000)	...	...	(83,337,623)	...	13,444,662,377	Sécurité de la vieillesse	13,444,662,377	...	...	12,524,848,714
...	16,212,000,000	(148,000,000)	...	...	(84,917,945)	...	15,979,082,055	Total—Paiements de transfert	15,979,082,055	...	...	15,025,409,368
								Sommaire du programme				
...	2,531,000,000	5,000,000	...	...	(1,580,322)	...	2,534,419,678	**Allocations familiales**	2,534,419,678	...	...	2,500,560,654
...	13,681,000,000	(153,000,000)	...	...	(83,337,623)	...	13,444,662,377	**Sécurité de la vieillesse**	13,444,662,377	...	...	12,524,848,714
...	70,344,000	...	...	(1,000,000)	1,155,000	...	70,499,000	**Administration du programme**	69,266,077	1,232,923	...	74,118,147
...	**16,282,344,000**	**(148,000,000)**	**...**	**(1,000,000)**	**(83,762,945)**	**...**	**16,049,581,055**	**Total du programme—Budgétaire**	**16,048,348,132**	**1,232,923**	**...**	**15,099,527,515**
								Programme de la condition physique et du sport amateur				
								Fonctionnement				
...	3,544,000	215,000	...	88,200	33,900	...	3,881,100	Sport amateur	3,881,045	55	...	3,425,091
...	2,215,000	...	...	6,100	13,900	...	2,235,000	Condition physique	2,234,938	62	...	2,229,109
...	4,636,000	...	...	(346,350)	23,200	...	4,312,850	Administration du programme	4,309,857	2,993	...	4,289,395
...	10,395,000	215,000	...	(252,050)	71,000	...	10,428,950	Total—Fonctionnement	10,425,840	3,110	...	9,943,595
								Capital				
...	...	...	...	119,700	...	...	119,700	Sport amateur	119,691	9	...	40,088
...	...	...	...	9,900	...	...	9,900	Condition physique	9,830	70	...	470
...	32,000	...	...	122,450	...	...	154,450	Administration du programme	154,438	12	...	79,448
...	32,000	...	...	252,050	...	...	284,050	Total—Capital	283,959	91	...	120,006

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets de dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	52,258,000	1,029,000	...	(2,617,000)	...	...	50,670,000	Sport amateur	50,558,340	111,660	...	50,534,428
...	8,339,000	...	...	(699,000)	...	...	7,640,000	Condition physique	7,606,026	33,974	...	7,568,065
...	60,597,000	1,029,000	...	(3,316,000)	...	...	58,310,000	Total—Paiements de transfert	58,164,366	145,634	...	58,102,493
								Sommaire du programme				
...	**55,802,000**	**1,244,000**	...	**(2,409,100)**	**33,900**	...	**54,670,800**	**Sport amateur**	**54,559,076**	**111,724**	...	**53,999,607**
...	**10,554,000**	...	...	**(683,000)**	**13,900**	...	**9,884,900**	**Condition physique**	**9,850,794**	**34,106**	...	**9,797,644**
...	**4,668,000**	...	...	**(223,900)**	**23,200**	...	**4,467,300**	**Administration du programme**	**4,464,295**	**3,005**	...	**4,368,843**
...	**71,024,000**	**1,244,000**	...	**(3,316,000)**	**71,000**	...	**69,023,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**68,874,165**	**148,835**	...	**68,166,094**
								Programme des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver				
								Fonctionnement				
...	1,399,000	500,000	...	500,000	9,000	...	2,408,000	XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	2,177,515	230,485	...	1,265,597
								Capital				
...	19,892,000	...	...	...	...	...	19,892,000	XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	19,553,355	338,645	...	23,419,955
								Paiements de transfert				
...	25,962,000	...	...	(500,000)	...	...	25,462,000	XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	25,461,999	1	...	22,002,002
...	**47,253,000**	**500,000**	...	...	**9,000**	...	**47,762,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**47,192,869**	**569,131**	...	**46,687,554**
...	**28,058,920,000**	**(299,409,994)**	**3,613,246**	...	**(138,532,188)**	...	**27,624,591,064**	**Total du département—Budgétaire**	**27,612,295,356**	**12,295,708**	...	**26,198,706,805**
								Conseil de recherches médicales				
								Fonctionnement				
...	3,649,000	...	10,000	...	30,000	...	3,689,000	Administration	3,718,414	(29,414)	...	3,613,181
								Capital				
...	12,000	1	...	249,999	...	...	262,000	Administration	225,032	36,968	...	17,648
								Paiements de transfert				
...	157,936,000	6,303,000	...	(249,999)	...	...	163,989,001	Subventions et bourses	163,989,989	(988)	...	157,699,700
								Sommaire du programme				
...	**157,936,000**	**6,303,000**	...	**(249,999)**	...	...	**163,989,001**	**Subventions et bourses**	**163,989,989**	**(988)**	...	**157,699,700**
...	**3,661,000**	**1**	**10,000**	**249,999**	**30,000**	...	**3,951,000**	**Administration**	**3,943,446**	**7,554**	...	**3,630,829**
...	**161,597,000**	**6,303,001**	**10,000**	...	**30,000**	...	**167,940,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**167,933,435**	**6,566**	...	**161,330,529**
...	**28,220,517,000**	**(293,106,993)**	**3,623,246**	...	**(138,502,188)**	...	**27,792,531,065**	**Total du ministère—Budgétaire**	**27,780,228,791**	**12,302,274**	...	**26,360,037,334**

Paiements de transfert

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Département											
Programme de l'administration centrale											
Subventions											
Affaires intergouvernementales et internationales											
Droits d'affiliation à des organismes internationaux	...	99,000	25,001	...	25,999	...	150,000	150,000	...	...	114,150
Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	...	...	...	...	585,000	...	585,000	372,334	212,666	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	366,000
	...	99,000	25,001	...	610,999	...	735,000	522,334	212,666	...	480,150
Gestion ministérielle											
Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain	...	5,000	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	4,998
Total—Subventions	...	**104,000**	**25,001**	...	**610,999**	...	**740,000**	**527,334**	**212,666**	...	**485,148**
Contributions											
Politique, planification et information											
Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	...	1,770,000	...	...	...	...	1,770,000	1,684,289	85,711	...	1,706,909
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,000
Total—Contributions	...	**1,770,000**	...	...	...	...	**1,770,000**	**1,684,289**	**85,711**	...	**1,711,909**
Sommaire du programme par activité											
Politique, planification et information	...	1,770,000	...	...	...	...	1,770,000	1,684,289	85,711	...	1,711,909
Affaires intergouvernementales et internationales	...	99,000	25,001	...	610,999	...	735,000	522,334	212,666	...	480,150
Gestion ministérielle	...	5,000	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	4,998
Total du programme	...	**1,874,000**	**25,001**	...	**610,999**	...	**2,510,000**	**2,211,623**	**298,377**	...	**2,197,057**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Programme des services et de la promotion de la santé				
							Subventions				
							Services et ressources en santé				
...	3,249,000	...	...	(406,800)	...	2,842,200	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	2,842,200	...	...	3,034,500
...	5,000,000	...	...	...	...	5,000,000	Subvention à la Société canadienne de la Croix-Rouge en vue de la construction de nouvelles installations pour loger le programme national de transfusion sanguine	5,000,000	...	...	5,000,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,000,000
...	8,249,000	...	...	(406,800)	...	7,842,200		7,842,200	...	...	9,034,500
							Recherche extra-muros				
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Subvention au John P Robarts Research Institute pour les coûts d'exploitation envers la recherche continue	2,000,000	...	...	2,000,000
...	**10,249,000**	...	...	**(406,800)**	...	**9,842,200**	Total—Subventions	**9,842,200**	...	...	**11,034,500**
							Contributions				
							Assurance-santé				
							(S) Contributions aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé				
...	5,664,000,000	(183,143,000)	...	...	2,164,000	5,483,021,000	Programme des services de santé assurés	5,483,021,000	...	...	5,311,457,000
...	1,141,000,000	(857,000)	...	...	(2,478,000)	1,137,665,000	Programme des services complémentaires de santé	1,137,665,000	...	...	1,074,707,000
...	6,805,000,000	(184,000,000)	...	...	(314,000)	6,620,686,000		6,620,686,000	...	...	6,386,164,000

							Services et ressources en santé				
...	...	...	...	290,000	...	290,000	Contributions à des organismes, à des groupes et à des individus pour traiter des problèmes éprouvés par les victimes d'actes criminels	287,456	2,544	...	...
...	...	...	...	32,800	...	32,800	Contribution au Centre canadien de consultation en pathologie oncologique de l'Hôpital Civic d'Ottawa pour faciliter la maîtrise du cancer	32,524	276	...	...
...	...	...	...	322,800	...	322,800		319,980	2,820	...	...
							Recherche extra-muros				
...	19,309,000	1	...	243,999	...	19,553,000	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	19,128,418	424,582	...	18,773,602
							Promotion de la santé				
...	4,240,000	...	...	480,000	...	4,720,000	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	4,696,525	23,475	...	4,305,063
...	...	1	...	799,999	...	800,000	Contributions à des organismes pour la recherche, la réalisation et la mise en marche de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues	800,000	...	...	...
...	4,240,000	1	...	1,279,999	...	5,520,000		5,496,525	23,475	...	4,305,063
...	**6,828,549,000**	**(183,999,998)**	...	**1,846,798**	**(314,000)**	6,646,081,800	Total—Contributions	6,645,630,923	**450,877**	...	**6,409,242,665**
							Sommaire du programme par activité				
...	6,805,000,000	(184,000,000)	...	...	(314,000)	6,620,686,000	Assurance-santé	6,620,686,000	...	...	6,386,164,000
...	8,249,000	...	...	(84,000)	...	8,165,000	Services et ressources en santé	8,162,180	2,820	...	9,034,500
...	21,309,000	1	...	243,999	...	21,553,000	Recherche extra-muros	21,128,418	424,582	...	20,773,602
...	4,240,000	1	...	1,279,999	...	5,520,000	Promotion de la santé	5,496,525	23,475	...	4,305,063
...	**6,838,798,000**	**(183,999,998)**	...	**1,439,998**	**(314,000)**	**6,655,924,000**	**Total du programme**	**6,655,473,123**	**450,877**	...	**6,420,277,165**
							Programme des services sociaux				
							Subventions				
							Développement social				
...	**3,677,000**	...	...	...	...	3,677,000	Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux	3,327,000	**350,000**	...	**3,387,757**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Régime d'assistance publique du Canada				
...	4,059,400,000	...	...	...	(58,019,642)	4,001,380,358	(S) Régime d'assistance publique du Canada—Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé	4,001,380,358	...	...	3,876,104,674
...	81,527,000	13,500,000	...	...	...	95,027,000	Réadaptation professionnelle des invalides—Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords conclus en vertu de cette Loi	89,080,575	5,946,425	...	74,231,909
...	3,000,000	...	...	...	...	3,000,000	Services offerts aux jeunes délinquants des provinces du Nouveau-Brunswick, de Québec, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Yukon—Autorisation d'effectuer des paiements aux provinces et territoires aux termes des accords approuvés par le gouverneur en conseil et devant être conclus entre le Canada et les provinces ou territoires, et sous réserve des règlements pouvant être établis à l'égard des paiements par le gouverneur en conseil qui couvrent partiellement le coût des services offerts dans les provinces ou territoires aux jeunes contrevenants qui étaient sous la garde des autorités provinciales ou territoriales avant la proclamation de la Loi sur les jeunes contrevenants le 2 avril 1984 et qui ne sont pas visés par cette Loi, et qui relèvent des autorités correctionnelles au lieu des autorités de l'aide à l'enfance ou sont sous la garde de ces dernières, mais qui ne sont pas assujettis à un décret du secrétaire provincial ordonnant que les jeunes délinquants soient traités en vertu de la Loi de l'aide à l'enfance de la province ou du territoire en cause	1,920,590	1,079,410	...	927,406

...	75,000	...	...	...	...	75,000	Recherche sur la réadaptation professionnelle des invalides—Contributions aux gouvernements provinciaux et aux administrations municipales, aux universités, à des compagnies, à des associations et à des particuliers aux fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides	4,000	71,000	...	53,467
...	4,144,002,000	13,500,000	...	...	(58,019,642)	4,099,482,358		4,092,385,523	7,096,835	...	3,951,317,456
							Développement social				
...	4,250,000	...	...	(228,998)	...	4,021,002	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social	3,981,048	39,954	...	3,001,102
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	458,078
...	4,250,000	...	...	(228,998)	...	4,021,002		3,981,048	39,954	...	3,459,180
							Nouveaux Horizons				
...	13,721,000	...	...	(3,721,000)	...	10,000,000	Contributions à des groupes de personnes du troisième âge à la retraite à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité	9,982,587	17,413	...	12,126,704
...	4,161,973,000	13,500,000	...	(3,949,998)	(58,019,642)	4,113,503,360	Total—Contributions	4,106,349,158	7,154,202	...	3,966,903,340
							Sommaire du programme par activité				
...	4,144,002,000	13,500,000	...	...	(58,019,642)	4,099,482,358	Régime d'assistance publique du Canada	4,092,385,523	7,096,835	...	3,951,317,456
...	7,927,000	...	...	(228,998)	...	7,698,002	Développement social	7,308,048	389,954	...	6,846,937
...	13,721,000	...	...	(3,721,000)	...	10,000,000	Nouveaux Horizons	9,982,587	17,413	...	12,126,704
...	**4,165,650,000**	**13,500,000**	...	**(3,949,998)**	**(58,019,642)**	**4,117,180,360**	**Total du programme**	**4,109,676,158**	**7,504,202**	...	**3,970,291,097**
							Programme des services médicaux				
							Subventions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	100,000	...	...	(17,100)	...	82,900	Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé	82,854	46	...	82,861
...	...	52,000	...	...	...	52,000	Subvention accordée à l'Organisation mondiale de la santé à l'appui du programme d'infirmières-sages-femmes	51,375	625	...	...
...	**100,000**	**52,000**	...	**(17,100)**	...	**134,900**	Total—Subventions	**134,229**	**671**	...	**82,861**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Services de santé des Indiens et du Nord				
...	7,068,000	...	...	270,000	...	7,338,000	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	7,337,723	277	...	3,936,351
...	701,000	...	...	10,000	...	711,000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit	704,520	6,480	...	684,000
...	30,076,000	1,777,000	...	(1,134,400)	...	30,718,600	Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales et aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les services suivants: Représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien	29,489,720	1,228,880	...	23,216,086
...	50,563,000	...	...	(6,562,400)	...	44,000,600	Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales en vertu du programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones	43,759,968	240,632	...	37,060,340
...	1,027,000	...	...	(30,700)	...	996,300	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	995,768	532	...	964,119
...	2,092,000	...	...	(324,300)	...	1,767,700	Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	1,764,184	3,516	...	1,247,8[illegible]
...	5,617,000	...	...	...	...	5,617,000	Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue de la construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife	5,617,000	...	...	1,374,071
...	1,160,000	...	...	(902,000)	...	258,000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay	255,367	2,633	...	1,049,609
...	98,304,000	1,777,000	...	(8,673,800)	...	91,407,200		89,924,250	1,482,950	...	69,532,424

Services de prothèse											
Contributions à des institutions privées ou publiques pour le transfert des centres de services de prothèse	...	600,000	...	...	3,800,000	...	4,400,000	4,400,000	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...		...	...	750,000
	...	600,000	...	...	3,800,000	...	4,400,000	4,400,000	...	...	750,000
Total—Contributions	...	**98,904,000**	**1,777,000**	...	**(4,873,800)**	...	95,807,200	94,324,250	**1,482,950**	...	**70,282,424**
Sommaire du programme par activité											
Services de santé des Indiens et du Nord	...	98,404,000	1,829,000	...	(8,690,900)	...	91,542,100	90,058,479	1,483,621	...	69,615,285
Services de prothèse	...	600,000	...	...	3,800,000	...	4,400,000	4,400,000	...	...	750,000
Total du programme	...	**99,004,000**	**1,829,000**	...	**(4,890,900)**	...	**95,942,100**	**94,458,479**	**1,483,621**	...	**70,365,285**
Programme de la protection de la santé											
Subventions											
Innocuité et qualité des aliments et nutrition											
Centre national de distribution des denrées alimentaires	...	15,000	...	...	...	...	15,000	15,000	...	...	15,000
Qualité et risques environnementaux											
Organisation mondiale de la santé	...	50,000	...	...	...	...	50,000	50,000	...	...	50,000
Commission internationale de protection contre les radiations	...	5,000	...	...	...	...	5,000	5,000	...	...	5,000
Subvention à la Conférence internationale des organismes de contrôle des instruments médicaux	...	...	1	...	19,999	...	20,000	20,000	...	...	...
	...	55,000	1	...	19,999	...	75,000	75,000	...	...	55,000
Total—Subventions	...	**70,000**	**1**	...	**19,999**	...	90,000	90,000	...	...	**70,000**
Contributions											
Qualité et risques environnementaux											
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	**3,000**
Sommaire du programme par activité											
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	...	15,000	...	...	...	...	15,000	15,000	...	...	15,000
Qualité et risques environnementaux	...	55,000	1	...	19,999	...	75,000	75,000	...	...	58,000
Total du programme	...	**70,000**	**1**	...	**19,999**	...	**90,000**	**90,000**	...	...	**73,000**
Programme de la sécurité du revenu											
Subventions											
Allocations familiales											
(S) Versements d'allocations familiales	...	2,531,000,000	5,000,000	...	...	(1,580,322)	2,534,419,678	2,534,419,678	...	...	2,500,560,654
Sécurité de la vieillesse											
(S) Versements de sécurité de la vieillesse	...	9,510,000,000	25,000,000	...	...	(14,953,171)	9,520,046,829	9,520,046,829[1]	...	...	8,857,668,415[1]
(S) Versements du supplément de revenu garanti	...	3,566,000,000	(65,000,000)	...	...	(49,624,086)	3,451,375,914	3,451,375,914[1]	...	...	3,319,428,274[1]
(S) Versements d'allocations au conjoint	...	605,000,000	(113,000,000)	...	...	(18,760,366)	473,239,634	473,239,634[1]	...	...	347,752,025[1]
	...	13,681,000,000	(153,000,000)	...	...	(83,337,623)	13,444,662,377	13,444,662,377	...	...	12,524,848,714

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du programme par activité				
...	2,531,000,000	5,000,000	...	...	(1,580,322)	2,534,419,678	**Allocations familiales**	2,534,419,678	...	...	2,500,560,654
...	13,681,000,000	(153,000,000)	...	...	(83,337,623)	13,444,662,377	**Sécurité de la vieillesse**	13,444,662,377	...	...	12,524,848,714
...	**16,212,000,000**	**(148,000,000)**	...	...	**(84,917,945)**	**15,979,082,055**	**Total du programme**	**15,979,082,055**	...	...	**15,025,409,368**
							Programme de la condition physique et du sport amateur				
							Contributions				
							Sport amateur				
...	37,530,000	1,029,000	...	(2,016,120)	...	36,542,880	Contributions aux coûts des projets et de l'administration des organismes de sport amateur afin d'aider à la promotion et au développement du sport pour les Canadiens	36,441,470	101,410	...	35,578,078
...	4,534,000	...	...	48,802	...	4,582,802	Contributions au Centre national du sport et de la récréation Inc. à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes	4,578,925	3,877	...	4,687,902
...	5,490,000	...	...	(502,000)	...	4,988,000	Contributions pour les frais de scolarité, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite	4,983,127	4,873	...	4,984,119
...	4,704,000	...	...	(147,682)	...	4,556,318	Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux, nationaux qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada	4,554,818	1,500	...	5,284,329
...	52,258,000	1,029,000	...	(2,617,000)	...	50,670,000		50,558,340	111,660	...	50,534,428
							Condition physique				
...	7,478,000	...	...	(699,000)	...	6,779,000	Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs physiques des Canadiens	6,745,026	33,974	...	6,707,065

...	861,000	...	...	...	...	861,000	Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participaction visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les segments de la population	861,000	...	...	861,000
...	8,339,000	...	...	(699,000)	...	7,640,000		7,606,026	33,974	...	7,568,065
							Sommaire du programme par activité				
...	52,258,000	1,029,000	...	(2,617,000)	...	50,670,000	Sport amateur	50,558,340	111,660	...	50,534,428
...	8,339,000	...	...	(699,000)	...	7,640,000	Condition physique	7,606,026	33,974	...	7,568,065
...	**60,597,000**	**1,029,000**	**...**	**(3,316,000)**	**...**	**58,310,000**	**Total du programme**	**58,164,366**	**145,634**	**—**	**58,102,493**
							Programme des XV[e] Jeux Olympiques d'hiver				
							Contributions				
							XV[e] Jeux Olympiques d'hiver				
...	25,962,000	...	...	(500,000)	...	25,462,000	Paiements pour les coûts de fonctionnement et les dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV[e] Jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988	25,461,999	1	...	22,002,002
...	**25,962,000**	**...**	**...**	**(500,000)**	**...**	**25,462,000**	**Total du programme**	**25,461,999**	**1**	**...**	**22,002,002**
...	**27,403,955,000**	**(315,616,996)**	**...**	**(10,585,902)**	**(143,251,587)**	**26,934,500,515**	**Total du département**	**26,924,617,803**	**9,882,712**	**...**	**25,568,717,467**
							Conseil de recherches médicales				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	157,936,000	6,303,000	...	(249,999)	...	163,989,001	Subventions et bourses pour appuyer la recherche	163,989,989	(988)	...	157,699,700
...	**157,936,000**	**6,303,000**	**...**	**(249,999)**	**...**	**163,989,001**	**Total du programme**	**163,989,989**	**(988)**	**...**	**157,699,700**
...	**27,561,891,000**	**(309,313,996)**	**...**	**(10,835,901)**	**(143,251,587)**	**27,098,489,516**	**Total du ministère**	**27,088,607,792**	**9,881,724**	**...**	**25,726,417,167**

(S) Paiement de transfert statutaire.
[1] La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme de l'administration centrale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Direction du ministère			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	24,000	24,000	106,000
Politique, planification et information			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	248,000	248,000	248,000
Gestion ministérielle			
Recouvrement des frais engagés au titre du Régime de pensions du Canada	1,252,000	1,252,000	1,147,794
Total du programme—Budgétaire	**1,524,000**	**1,524,000**	**1,501,794**
Programme de la sécurité du revenu			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration du programme			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	36,280,000	55,878,365	38,829,333
Total du programme—Budgétaire	**36,280,000**	**55,878,365**	**38,829,333**
Total du ministère—Budgétaire	**37,804,000**	57,402,365	**40,331,127**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme de l'administration centrale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne de paris sportifs—Intérêt	...	1,096,301
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	3,871	700
Divers	4,066	29,403
	7,937	30,103
Rémunérations de services—		
Logement du personnel	5,583	4,964
Autres recettes non fiscales—		
Rajustement des recouvrements d'exercices précédents—		
Régime de pensions du Canada	462,537	188,794
Transfert des comptes de dépôt et de fiducie—		
Société canadienne de paris sportifs	...	4,200,000
Divers	187,101	3,688
	649,638	4,392,482
Total du programme	**663,158**	**5,523,850**
Programme des services et de la promotion de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	55,674	98,945
Remboursements des achats de biens et de services	150,385	13,061
Recouvrements des paiements de transfert	59,392	172,424
Divers	522	1,732
	265,973	286,162
Autres recettes non fiscales—		
Divers	2,682	71,659
Total du programme	**268,655**	**357,821**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Progamme des services sociaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	4,320	2,794
Remboursements des achats de biens et de services	503	168
Recouvrements des paiements de transfert	1,518,316	303,973
	1,523,139	306,935
Autres recettes non fiscales—		
Divers	5	...
Total du programme	1,523,144	306,935
Programme des services médicaux		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	171,147	997,410
Remboursements des achats de biens et de services	188,254	931,339
Remboursements des dépenses en capital	46,958	17,633
Recouvrements des paiements de transfert	560,760	386,031
Divers	180,173	852,731
	1,147,292	3,185,144
Rémunérations de services—		
Services pour patients internes	18,579,140	18,826,002
Services pour patients externes	2,765,910	2,363,067
Frais professionnels—Patients	1,832,340	1,862,518
Accords à frais partagés	8,185,456	8,298,402
Services de prothèse	1,021,482	1,150,299
Logement du personnel	1,337,783	1,240,527
Concessions	103,220	76,061
Divers	131,047	137,733
	33,956,378	33,954,609
Produits des ventes—		
Recettes diététiques	201,291	197,539
Recettes pharmaceutiques	81,384	78,311
Divers	105	124
	282,780	275,974
Autres recettes non fiscales—		
Divers	225,146	210,285
Total du programme	35,611,596	37,626,012

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la protection de la santé		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursements des achats de biens et de services	33,043	50,845
Remboursements des dépenses en capital	3,649	18,459
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	15,536	...
Divers	470	74
	52,698	69,378
Privilèges, licences et permis—		
Contrôle des drogues	4,300	4,375
Licences d'affaires	4,325	4,375
	8,625	8,750
Rémunérations de services—		
Services de la dosimétrie de la radiation	879,134	911,034
Frais d'analyse: aliments et drogues	60	75
	879,194	911,109
Autres recettes non fiscales—		
Amendes: aliments et drogues	154,908	143,031
Saisies: aliments et drogues	56,717	42,586
Amendes: opium et narcotiques	3,008,805	3,213,400
Saisies: opium et narcotiques	1,658,562	1,855,773
Divers	5,390	8,220
	4,884,382	5,263,010
Total du programme	5,824,899	6,252,247
Programme de la sécurité du revenu		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	3,123
Remboursements des achats de biens et de services	9,014	20,466
Divers		1,361
	9,014	24,950
Autres recettes non fiscales—		
Divers	2,339	616
Total du programme	11,353	25,566

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de la condition physique et du sport amateur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,226	30,412
Remboursements des achats de biens et de services	2,521	2,757
Recouvrements des paiements de transfert	939,130	1,074,841
	942,877	1,108,010
Autres recettes non fiscales—		
Accords entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les procédures de loteries	71,341,374	69,758,524
Divers	40	...
	71,341,414	69,758,524
Total du programme	**72,284,291**	**70,866,534**
Total du département	**116,187,096**	**120,958,965**
Conseil de recherches médicales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de bourses d'exercices précédents	281,736	253,182
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,507	...
Divers	5	...
Total du programme	**283,248**	**253,182**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	...	**1,096,301**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	**4,232,178**	**5,263,864**
Privilèges, licences et permis	**8,625**	**8,750**
Rémunérations de services	**34,841,155**	**34,870,682**
Produits des ventes	**282,780**	**275,974**
Autres recettes non fiscales	**77,105,606**	**79,696,576**
Total du ministère	**116,470,344**	**121,212,147**

SECTION 23

COMPTES PUBLICS
1986-87

Sciences et Technologie

Département d'État
Conseil national de recherches du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie
Conseil des sciences du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	23.2
Sommaire du ministère	23.4
Programmes par activité	23.6
Paiements de transfert	23.9
Détail des montants portés au crédit	23.12
Recettes	23.12

Département d'État

Objectif

Encourager l'avancement et l'utilisation des sciences et de la technologie au service des objectifs nationaux.

Description de l'activité

Élaboration des politiques
Élaborer des politiques destinées au soutien des sciences et de la technologie; élaborer et formuler des politiques et des recommandations en vue de la meilleure application possible des ressources scientifiques et techniques aux questions nationales; favoriser l'utilisation des connaissances scientifiques et technologiques dans l'élaboration et la formulation d'une politique gouvernementale; prévoir un mécanisme de révision et d'évaluation des politiques et des programmes; fournir des services de secrétariat aux comités chargés de projets.

Conseil national de recherches du Canada

Programme de recherches scientifiques et industrielles

Objectif

Créer et acquérir des connaissances et de l'information scientifiques, techniques et en génie, et en promouvoir l'application pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social.

Description des activités

Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie
Recherche axée sur la création et le maintien de compétences nationales en sciences naturelles et en génie ainsi que sur l'acquisition de connaissances essentielles aux futures applications scientifiques et techniques.

Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale
Réalisation et encouragement de la recherche et du développement appliqués à la solution de problèmes d'importance économique et sociale dans des domaines tels que le bâtiment et la construction, l'énergie, l'état de l'environnement, l'alimentation, la santé, la sécurité publique et les transports.

Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels
Réalisation et encouragement de la recherche, du développement et d'activités connexes axés sur l'avancement technologique nécessaire à l'expansion industrielle par l'emploi de divers moyens incluant le transfert de technologie, l'aide financière, des projets conjoints et des services techniques susceptibles de renforcer directement la capacité de recherche, de développement et d'innovation de l'entreprise industrielle au Canada.

Services nationaux
Établissement d'installations nationales de recherche et de développement en vue d'assurer des services à l'intention de l'entreprise industrielle, des gouvernements et des universités.

Recherches et services relatifs à la normalisation physique
Recherche et services incluant le soutien d'activités nationales et internationales en matière de normalisation physique.

Information scientifique et technique
Sélection, acquisition, analyse, stockage, recherche et transfert d'informations scientifiques et techniques publiées et ordinolingues; établissement de bases de données numériques scientifiques validées; établissement et maintien d'un réseau canadien de services d'information scientifique et technique; élaboration de méthodes, de procédés et de normes d'échanges intersystèmes avec d'autres réseaux et services nationaux et internationaux; amélioration des procédés par l'emploi de techniques propres à accroître l'efficacité et la productivité; publication de journaux scientifiques canadiens.

Services de soutien administratif et spéciaux
Soutien administratif, y compris les services financiers et les services du personnel; services spéciaux, y compris l'exploitation et l'entretien des immeubles et installations du Conseil national de recherches; services de l'ordinateur central; tous les services nécessaires aux programmes du Conseil; et subventions en vue des affiliations à des activités et organismes scientifiques internationaux.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et appuyer le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de chercheurs qualifiés et des activités connexes.

Administration
Administration des programmes de subventions et bourses.

Conseil des sciences du Canada

Objectif

Évaluation des besoins scientifiques et technologiques du Canada, sensibilisation plus grande du public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et action consultative auprès de l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

Description de l'activité

Activités
Évaluation des ressources, des besoins et des possibilités scientifiques et technologiques du Canada et préparation de rapports et de recommandations à ce sujet; sensibilisation du public aux problèmes et aux possibilités scientifiques et technologiques du Canada et à l'interdépendance du public, des gouvernements, des industries et des universités en matière de développement et d'emploi des sciences et de la technologie. La publication des études et des rapports rédigés pour le Conseil est laissée à la discrétion de celui-ci. Le Conseil dispose d'un petit personnel fournissant des services de direction et des services scientifiques, administratifs et techniques.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département d'État				
...	9,799,000	...	...	9,799,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1,515,000	...	1,515,000	1a	Virement de $500,000 du crédit 5 (Sciences et Technologie)				
...	...	...	500,000	500,000		Virement du crédit 5				
...	9,799,000	1,515,000	500,000	11,814,000		Total—Crédit 1	11,534,973	279,027	...	8,659,697
...	9,294,000	...	...	9,294,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5c	Subventions et contributions				
...	...	...	(500,000)	(500,000)		Virement au crédit 1				
...	9,294,000	1	(500,000)	8,794,001		Total—Crédit 5	3,898,706	4,895,295	...	3,518,232
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	840,000	...	91,000	931,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	931,000	...	...	665,000
...	**19,973,000**	**1,515,001**	**92,098**	**21,580,099**		**Total du département d'État—Budgétaire**	**16,405,777**	**5,174,322**	**...**	**12,882,459**
						Conseil national de recherches du Canada				
						Programme de recherches scientifiques et industrielles				
...	216,398,000	...	...	216,398,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	6,739,743	6,739,743		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	...	...	(6,359,000)	(6,359,000)		Virement au crédit 15				
...	216,398,000	...	380,743	216,778,743		Total—Crédit 10	216,647,462	131,281	...	206,977,787
...	54,868,000	...	...	54,868,000	15	Dépenses en capital				
...	...	1,891,000	...	1,891,000	15a	Virement de $6,359,000 du crédit 10 (Sciences et Technologie)				
...	...	4,245,000	...	4,245 000	15c	Dépenses en capital				
...	...	...	6,359,000	6,359,000		Virement du crédit 10				
...	54,868,000	6,136,000	6,359,000	67,363,000		Total—Crédit 15	67,302,908	60,092	...	76,710,424
...	108,038,000	...	...	108,038,000	20	Subventions et contributions				
...	...	1,000,000	...	1,000,000	20a	Subventions et contributions				
...	...	1,880,000	...	1,880,000	20c	Subventions et contributions				
...	108,038,000	2,880,000	...	110,918,000		Total—Crédit 20	107,836,876	3,081,124	...	112,926,632

...	19,010,000	...	2,062,000	21,072,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21,072,000	...	...	20,406,000
...	**398,314,000**	**9,016,000**	**8,801,743**	**416,131,743**		**Total du programme—Budgétaire**	**412,859,246**	**3,272,497**	**...**	**417,020,843**
						Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
...	12,273,000	...	...	12,273,000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(836,000)	(836,000)		Virement au crédit 30				
...	12,273,000	...	(836,000)	11,437,000		Total—Crédit 25	10,954,093	482,907	...	10,471,751
...	300,790,000	...	...	300,790,000	30	Subventions				
...	...	6,442,500	...	6,442,500	30c	Virement de $836,000 du crédit 25 (Sciences et Technologie)				
...	...	...	836,000	836,000		Virement du crédit 25				
...	300,790,000	6,442,500	836,000	308,068,500		Total—Crédit 30	308,064,623	3,877	...	298,975,864
...	687,000	...	86,000	773,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	773,000	...	...	749,000
...	**313,750,000**	**6,442,500**	**86,000**	**320,278,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**319,791,716**	**486,784**	**...**	**310,196,615**
						Conseil des sciences du Canada				
...	2,388,000	...	...	2,388,000	35	Dépenses du programme				
...	...	...	13,000	13,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	3,600	3,600		CT, crédit 10[1]				
...	2,388,000	...	16,600	2,404,600		Total—Crédit 35	2,403,508	1,092	...	3,888,964
...	200,000	...	22,000	222,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	222,000	...	...	413,000
...	**2,588,000**	**...**	**38,600**	**2,626,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,625,508**	**1,092**	**...**	**4,301,964**
...	**734,625,000**	**16,973,501**	**9,018,441**	**760,616,942**		**Total du ministère—Budgétaire**	**751,682,247**	**8,934,695**	**...**	**744,401,881**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département d'État				
...	10,652,000	1,380,000	...	500,000	92,098	...	12,624,098	Fonctionnement Élaboration des politiques	11,864,390	759,708	...	8,780,176
...	27,000	135,000	...	...	...	...	162,000	Capital Élaboration des politiques	642,681	(480,681)	...	584,051
...	9,294,000	1	...	(500,000)	...	...	8,794,001	Paiements de transfert Élaboration des politiques	3,898,706	4,895,295	...	3,518,232
...	**19,973,000**	**1,515,001**	**...**	**...**	**92,098**	**...**	**21,580,099**	**Total du département d'État—Budgétaire**	**16,405,777**	**5,174,322**	**...**	**12,882,459**
								Conseil national de recherches du Canada				
								Programme de recherches scientifiques et industrielles				
								Fonctionnement				
...	39,784,000	...	1,225,285	(1,086,000)	248,000	(193,000)	39,978,285	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	38,213,273	1,765,012	...	36,620,037
...	35,396,000	...	1,133,625	(865,000)	(31,000)	(968,000)	34,665,625	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	32,382,181	2,283,444	...	37,135,038
...	71,532,000	...	2,175,589	(8,000)	1,307,000	(1,661,000)	73,345,589	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	78,890,761	(5,545,172)	...	68,700,069
...	19,851,000	...	483,914	(832,000)	125,000	(3,190,000)	16,437,914	Services nationaux	21,499,932	(5,062,018)	...	21,011,021
...	8,452,000	...	316,768	(102,000)	2,000	(266,000)	8,402,768	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	7,792,740	610,028	...	6,773,007
...	29,467,000	...	396,297	(1,000,000)	138,000	(4,403,000)	24,598,297	Information scientifique et technique	23,006,546	1,591,751	...	20,988,578
...	46,512,000	...	1,008,265	(2,466,000)	273,000	(4,905,000)	40,422,265	Services de soutien administratif et spéciaux	35,934,029	4,488,236	...	36,156,037
...	(15,586,000)	...	...	...	...	15,586,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	235,408,000	...	6,739,743	(6,359,000)	2,062,000	...	237,850,743	Total—Fonctionnement	237,719,462	131,281	...	227,383,787
								Capital				
...	6,509,000	...	...	...	...	...	6,509,000	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	5,500,975	1,008,025	...	4,095,006
...	4,116,000	...	...	...	...	(42,000)	4,074,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	2,403,988	1,670,012	...	3,767,005

...	20,377,000	6,136,000	...	6,359,000	...	(42,000)	32,830,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	40,114,813	(7,284,813)	...	46,265,062
...	20,542,000	...	...	...	...	(126,000)	20,416,000	Services nationaux	13,858,935	6,557,065	...	19,184,026
...	2,096,000	...	...	...	...	...	2,096,000	Recherches et services relatifs à la normalisation physique	994,995	1,101,005	...	1,659,002
...	129,000	...	...	...	...	...	129,000	Information scientifique et technique	350,221	(221,221)	...	192,321
...	1,309,000	...	...	...	...	...	1,309,000	Services de soutien administratif et spéciaux	4,078,981	(2,769,981)	...	1,548,002
...	(210,000)	...	...	...	...	210,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	54,868,000	6,136,000	...	6,359,000	...	...	67,363,000	Total—Capital	67,302,908	60,092	...	76,710,424
								Paiements de transfert				
...	44,000	...	...	68,000	...	...	112,000	Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie	111,538	462	...	82,485
...	2,667,000	...	...	1,078,000	...	...	3,745,000	Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale	3,720,066	24,934	...	9,165,994
...	71,370,000	2,845,000	...	494,000	...	...	74,709,000	Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels	71,723,431	2,985,569	...	71,947,871
...	30,643,000	...	...	(1,940,000)	...	...	28,703,000	Services nationaux	28,694,876	8,124	...	29,139,565
...	78,000	...	...	...	...	...	78,000	Information scientifique et technique	78,000	...	...	78,000
...	3,236,000	35,000	...	300,000	...	...	3,571,000	Services de soutien administratif et spéciaux	3,508,965	62,035	...	2,512,717
...	108,038,000	2,880,000	...	...	...	...	110,918,000	Total—Paiements de transfert	107,836,876	3,081,124	...	112,926,632
								Sommaire du programme				
...	**46,144,000**	...	**1,225,285**	**(1,018,000)**	**248,000**	...	46,599,285	**Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie**	43,825,786	**2,773,499**	...	**40,797,528**
...	**41,169,000**	...	**1,133,625**	**213,000**	**(31,000)**	...	42,484,625	**Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale**	38,506,235	**3,978,390**	...	**50,068,037**
...	**161,576,000**	**8,981,000**	**2,175,589**	**6,845,000**	**1,307,000**	...	180,884,589	**Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels**	190,729,005	**(9,844,416)**	...	**186,913,002**
...	**67,720,000**	...	**483,914**	**(2,772,000)**	**125,000**	...	65,556,914	**Services nationaux**	64,053,743	**1,503,171**	...	**69,334,612**
...	**10,282,000**	...	**316,768**	**(102,000)**	**2,000**	...	10,498,768	**Recherches et services relatifs à la normalisation physique**	8,787,735	**1,711,033**	...	**8,432,009**
...	**25,271,000**	...	**396,297**	**(1,000,000)**	**138,000**	...	24,805,297	**Information scientifique et technique**	23,434,767	**1,370,530**	...	**21,258,899**
...	**46,152,000**	**35,000**	**1,008,265**	**(2,166,000)**	**273,000**	...	45,302,265	**Services de soutien administratif et spéciaux**	43,521,975	**1,780,290**	...	**40,216,756**
...	**398,314,000**	**9,016,000**	**6,739,743**	...	**2,062,000**	...	416,131,743	**Total du programme—Budgétaire**	**412,859,246**	**3,272,497**	...	**417,020,843**
								Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
								Fonctionnement				
...	12,245,000	...	...	(836,000)	86,000	...	11,495,000	Administration	11,302,849	192,151	...	10,851,105

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	715,000	...	...	...	...	...	715,000	Administration	424,244	290,756	...	369,646
								Paiements de transfert				
...	300,790,000	6,442,500	...	836,000	...	...	308,068,500	Subventions et bourses	308,064,623	3,877	...	298,975,864
								Sommaire du programme				
...	300,790,000	6,442,500	...	836,000	...	...	308,068,500	Subventions et bourses	308,064,623	3,877	...	298,975,864
...	12,960,000	...	...	(836,000)	86,000	...	12,210,000	Administration	11,727,093	482,907	...	11,220,751
...	**313,750,000**	**6,442,500**	...	...	**86,000**	...	320,278,500	**Total du programme—Budgétaire**	319,791,716	**486,784**	...	**310,196,615**
								Conseil des sciences du Canada				
								Fonctionnement				
...	2,583,000	...	16,600	...	22,000	...	2,621,600	Activités	2,621,218	382	...	4,282,456
								Capital				
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Activités	4,290	710	...	19,508
...	**2,588,000**	...	**16,600**	...	**22,000**	...	**2,626,600**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,625,508**	**1,092**	...	**4,301,964**
...	**734,625,000**	**16,973,501**	**6,756,343**	...	**2,262,098**	...	**760,616,942**	**Total du ministère—Budgétaire**	**751,682,247**	**8,934,695**	...	**744,401,881**

Paiements de transfert

Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
Provenance des autorisations — Indiquées dans			Redressements et virements					Utilisation des autorisations			
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département d'État				
							Subventions				
							Élaboration des politiques				
...	5,000,000	1	...	(325,000)	...	4,675,001	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie	1,213,568	3,461,433	...	150,000
...	2,100,000	...	...	(175,000)	...	1,925,000	Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie	491,138	1,433,862	...	1,244,232
...	**7,100,000**	**1**	...	**(500,000)**	...	**6,600,001**	Total—Subventions	**1,704,706**	**4,895,295**	...	**1,394,232**
							Contributions				
							Élaboration des politiques				
...	**2,194,000**	...	...	...	...	2,194,000	Contribution en vue de couvrir les coûts de la participation du Canada au programme de l'Agence spatiale européenne	2,194,000	...	...	**2,124,000**
...	**9,294,000**	**1**	...	**(500,000)**	...	8,794,001	**Total du département d'État**	3,898,706	**4,895,295**	...	**3,518,232**
							Conseil national de recherches du Canada				
							Programme de recherches scientifiques et industrielles				
							Subventions				
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	583,000	35,000	...	...	...	618,000	Affiliations internationales	585,974	32,026	...	500,217
...	2,593,000	...	...	...	...	2,593,000	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	2,593,000	...	...	1,969,000
...	**3,176,000**	**35,900**	...	...	...	3,211,000	Total—Subventions	3,178,974	**32,026**	...	**2,469,217**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie				
...	44,000	...	...	18,000	...	62,000	Centre européen pour la recherche nucléaire	61,538	462	...	82,485
...	...	...	...	50,000	...	50,000	L'observatoire à neutrino de Sudbury	50,000	...	...	...
...	44,000	...	...	68,000	...	112,000		111,538	462	...	82,485
							Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale				
...	2,026,000	...	...	(589,000)	...	1,437,000	Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et de développement intéressant la fusion thermonucléaire contrôlée par confinement magnétique	1,436,708	292	...	6,760,000
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique	175,378	24,622	...	194,994
...	...	...	...	1,650,000	...	1,650,000	Fusion—Recherche et développement	1,649,980	20	...	...
...	...	...	...	17,000	...	17,000	Air Infiltration Centre	17,000	...	...	...
...	232,000	...	...	...	...	232,000	Centre de recherche du Manitoba sur le CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson	232,000	...	...	347,000
...	209,000	...	...	...	...	209,000	Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés	209,000	...	...	209,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,655,000
...	2,667,000	...	...	1,078,000	...	3,745,000		3,720,066	24,934	...	9,165,994
							Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels				
...	37,459,000	1,845,000	...	(7,226,000)	...	32,078,000	Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique	31,227,526	850,474	...	37,246,655
...	8,110,000	...	...	4,295,000	...	12,405,000	Contributions aux organismes chargés de fournir à l'industrie canadienne des services de consultation et des services d'aide en matière de recherche et technologie	12,025,737	379,263	...	7,614,373
...	22,897,000	...	...	2,012,000	...	24,909,000	Programme des projets entre l'industrie et les laboratoires	23,589,045	1,319,955	...	21,644,434
...	904,000	...	...	1,066,000	...	1,970,000	Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance	1,965,354	4,646	...	4,548,000
...	1,500,000	1,000,000	...	(1,200,000)	...	1,300,000	Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	938,774	361,226	...	894,409

...	500,000	...	...	(445,000)	...	55,000	Centre national et réseau d'information sur la technologie de la production industrielle	...	55,000	...	...
...	...	...	...	1,992,000	...	1,992,000	L'Institut national d'optique	1,976,995	15,005	...	...
...	71,370,000	2,845,000	...	494,000	...	74,709,000		71,723,431	2,985,569	...	71,947,871
							Services nationaux				
...	2,547,000	...	...	60,000	...	2,607,000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaii	2,602,030	4,970	...	2,424,565
...	28,096,000	...	...	(2,000,000)	...	26,096,000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	26,092,846	3,154	...	26,715,000
...	30,643,000	...	...	(1,940,000)	...	28,703,000		28,694,876	8,124	...	29,139,565
							Information scientifique et technique				
...	78,000	...	...	...	...	78,000	Institut canadien du film	78,000	...	...	78,000
							Services de soutien administratif et spéciaux				
...	60,000	...	...	...	...	60,000	Appui à des conférences scientifiques et techniques	29,991	30,009	...	43,500
...	...	...	...	300,000	...	300,000	Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton	300,000	...	...	...
...	60,000	...	...	300,000	...	360,000		329,991	30,009	...	43,500
...	**104,862,000**	**2,845,000**	...	...	...	107,707,000	Total—Contributions	104,657,902	**3,049,098**	...	**110,457,415**
							Sommaire du programme par activité				
...	44,000	...	...	68,000	...	112,000	**Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie**	111,538	462	...	82,485
...	2,667,000	...	...	1,078,000	...	3,745,000	**Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale**	3,720,066	24,934	...	9,165,994
...	71,370,000	2,845,000	...	494,000	...	74,709,000	**Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels**	71,723,431	2,985,569	...	71,947,871
...	30,643,000	...	...	(1,940,000)	...	28,703,000	**Services nationaux**	28,694,876	8,124	...	29,139,565
...	78,000	...	...	...	...	78,000	**Information scientifique et technique**	78,000	...	...	78,000
...	3,236,000	35,000	...	300,000	...	3,571,000	**Services de soutien administratif et spéciaux**	3,508,965	62,035	...	2,512,717
...	**108,038,000**	**2,880,000**	...	...	...	**110,918,000**	**Total du programme**	**107,836,876**	**3,081,124**	...	**112,926,632**
							Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	300,790,000	6,442,500	...	836,000	...	308,068,500	Subventions et bourses	308,064,623	3,877	...	298,975,864
...	**300,790,000**	**6,442,500**	...	**836,000**	...	308,068,500	**Total du programme**	308,064,623	**3,877**	...	**298,975,864**
...	**418,122,000**	**9,322,501**	...	**336,000**	...	427,780,501	Total du ministère	419,800,205	**7,980,296**	...	**415,420,728**

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Conseil national de recherches du Canada			
Programme de recherches scientifiques et industrielles			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Compétences nationales dans les domaines des sciences naturelles et du génie			
Essais et autres services scientifiques	193,000	125,697	199,997
Recherches portant sur des problèmes d'importance économique et sociale			
Essais et autres services scientifiques	1,010,000	1,837,792	909,986
Recherches en appui direct de l'innovation et du développement industriels			
Essais et autres services scientifiques	1,703,000	3,448,175	2,336,961
Services nationaux			
Essais et autres services scientifiques	3,316,000	1,657,050	1,324,964
Recherches et services relatifs à la normalisation physique			
Services de normalisation	266,000	476,254	317,996
Information scientifique et technique			
Produits de la vente des journaux scientifiques canadiens et autres publications	4,403,000	3,362,229	2,234,442
Services			
Interrogation en direct au Canada	...	786,897	566,753
Diffusion sélective de l'information au Canada	...	530,748	581,703
Prêts entre bibliothèques	...	815,739	968,462
Centre bibliographique des sciences de la santé	...	745,492	570,680
Recherche bibliographique	...	23,751	37,025
Autres	...	158,574	68,881
Services de soutien administratif et spéciaux			
Services informatiques à la Bibliothèque nationale et à d'autres. Frais d'inscription aux conférences et autres recettes et recouvrements divers	4,905,000	10,261,934	4,872,105
Total du programme—Budgétaire	**15,796,000**	**24,230,332**	**14,989,955**
Total du ministère—Budgétaire	**15,796,000**	**24,230,332**	**14,989,955**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département d'État		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	8,646	7,893
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	172	...
	8,818	7,893
Autres recettes non fiscales	501	...
Total du département d'État	**9,319**	**7,893**
Conseil national de recherches du Canada		
Programme de recherches scientifiques et industrielles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	278,955	574,588
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	1,024,238	841,170
Versements anticipés en circulation de d'autres ministères	61,769	...
	1,364,962	1,415,758
Autres recettes non fiscales—		
Divers	50,719	57,077
Total du programme	**1,415,681**	**1,472,835**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement de subventions et de bourses d'études	667,169	549,814
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	40,271	2,114
Divers	146	885
	707,586	552,813
Rémunérations de services	5	...
Autres recettes non fiscales	1	...
Total du programme	**707,592**	**552,813**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil des sciences du Canada		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	...	143
Total du programme	...	**143**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,081,366	1,976,607
Rémunérations de services	5	...
Autres recettes non fiscales	51,221	57,077
Total du ministère	**2,132,592**	**2,033,684**

SECTION 24

COMPTES PUBLICS
1986-87

Secrétariat d'État

Département
Conseil consultatif de la situation de la femme
Commission de la Fonction publique
Conseil de recherches en sciences humaines
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	24.2
Sommaire du ministère	24.6
Programmes par activité	24.8
Paiements de transfert	24.12
Détail des montants portés au crédit	24.17
Recettes	24.17

Département

Objectif

Renforcer le sentiment d'appartenance chez les Canadiens, d'aujourd'hui comme de demain, en les encourageant à assumer pleinement leur citoyenneté et en leur permettant de participer davantage, dans l'une ou l'autre langue officielle, aux dimensions éducatives, économiques, sociales et multiculturelles de la vie canadienne.

Description des activités

Langues officielles—Enseignement
Aide financière aux provinces et aux territoires pour les services d'éducation dans la langue de la minorité de langue officielle et pour l'enseignement de l'autre langue officielle, à tous les niveaux du système scolaire y compris bourses pour cours d'été en langues, moniteurs de langues officielles, bourses d'études supérieures et bourses provenant du Fonds de dotation de la reine Élisabeth, aide financière à des établissements, associations et organismes pour la collecte et la diffusion de renseignements sur les méthodes d'enseignement dans la langue de la minorité ou d'enseignement de l'autre langue ou pour la mise au point de ces méthodes.

Langues officielles—Promotion
Promotion de l'égalité de statut des deux langues officielles parmi les Canadiens; prestation d'une aide financière et technique aux organismes qui revendiquent l'égalité de statut des deux langues et l'adoption de politiques de bilinguisme. Prestation d'une aide financière et technique aux établissements, entreprises et organismes du secteur public non fédéral et du secteur privé, pour la mise en place d'établissements et pour la prestation de services dans la langue de la minorité.

Langues officielles—Services
Prestation de services de traduction, d'interprétation et de terminologie, dans toutes les langues, au Parlement, au Cabinet, à la Fonction publique, au judiciaire et à tous les organismes créés par le Parlement ou le gouverneur en conseil; coordination et gestion du développement des services linguistiques ainsi que de la recherche et des renseignements terminologiques; coordination et élaboration de politiques et de projets à l'appui du programme.

Aide à l'éducation
Coordination et élaboration des politiques et programmes du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation; administration des fonds versés aux provinces et aux territoires au titre de l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé; application de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants (1964), y compris les paiements d'intérêts aux provinces et l'exemption d'intérêts à l'intention des emprunteurs en chômage; coopération avec le ministère des Affaires extérieures afin d'assurer l'efficacité de la participation du Canada à des tribunes et à des activités internationales dans le domaine de l'enseignement.

Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme
Prestation de services et d'installations, pour l'octroi de la citoyenneté canadienne et la délivrance de certificats de citoyenneté, et promotion de la citoyenneté canadienne par des activités destinées à la faire apprécier et à en encourager l'acquisition et la conservation.

Développement de la citoyenneté
Prestation d'une aide financière et technique ainsi que de conseils à des particuliers, à des organismes bénévoles et à des établissements publics et privés, afin de permettre aux Canadiens de jouir pleinement de leur pouvoir d'action individuelle et collective, de les encourager à affirmer et à renforcer leur identité culturelle, à prendre conscience des problèmes qu'ils doivent affronter, à profiter des occasions qui se présentent, et, enfin, de concert avec les institutions et les pouvoirs publics, à rechercher des solutions et la création d'un climat social, culturel, économique et politique qui s'accorde avec leurs besoins et leurs aspirations; on porte actuellement une attention particulière aux femmes, aux Autochtones, aux handicapés et à la jeunesse. Promotion et coordination au plan fédéral et auprès des institutions et du secteur privé, touchant certaines questions sociales, afin de favoriser l'évolution des attitudes sociales et de réduire la discrimination.

Multiculturalisme
Instance chargée de l'application de la politique de multiculturalisme adoptée en 1971 par le gouvernement fédéral; mise en œuvre et coordination de programmes et d'activités liés au multiculturalisme, de concert avec d'autres ministères et organismes fédéraux, d'autres administrations et le secteur privé; activités de promotion destinées à sensibiliser davantage le public à la diversité culturelle et raciale du Canada et aux objectifs de la politique de multiculturalisme; octroi d'une aide financière à des groupements, des établissements et des particuliers pour des activités favorisant la poursuite des objectifs de la politique de multiculturalisme.

Culture canadienne
Promotion de la connaissance et de l'appréciation du Canada, de sa culture, de son histoire et de ses traditions; promotion de la participation des Canadiens à des manifestations d'envergure nationale, comme celles qui entourent la Fête du Canada; organisation de visites royales et exercice de responsabilités se rapportant à la Couronne et au cérémonial d'État.

Droits de la personne
Promotion des droits de la personne dans tous les secteurs de la société canadienne par l'organisation de colloques et de conférences sur la question aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental et la participation à ces manifestations; rédaction et diffusion de documents d'information; prestation de conseils relatifs aux droits de la personne à divers ministères, organismes et organisations qui élaborent des politiques, des programmes et d'autres mesures; aide financière pour des activités entreprises par des organismes bénévoles et non gouvernementaux et par des particuliers dans le domaine des droits de la personne; aide financière pour la saisie devant les tribunaux de causes-types relativement aux droits linguistiques énoncés dans la constitution en plus des actions en justice contestant des lois, des politiques ou des pratiques fédérales reliées à la charte canadienne des droits et libertés; coordination fédérale-provinciale-territoriale et rédaction de rapports sur l'exécution des engagements nationaux et internationaux pris par le Canada en matière de droits de la personne.

Opérations régionales
Gestion de toutes les activités du ministère dans les diverses régions du pays en accordant une attention spéciale aux besoins particuliers de chaque région; représentation des intérêts régionaux auprès des organismes privés et publics; représentation des intérêts du ministère dans les régions; gestion d'un réseau national de bureaux régionaux, y compris les cours régionales de la citoyenneté.

Administration
Haute direction du ministère par l'intermédiaire des cabinets du Secrétaire d'État, du ministre d'État au Multiculturalisme et du ministre d'État à la Jeunesse et du bureau du Sous-secrétaire d'État; coordination de l'élaboration des politiques et de la recherche; élaboration et exécution de politiques et de systèmes de gestion et prestation de services dans les domaines de la planification, de l'information de gestion, des finances, de l'administration, des communications, du soutien ministériel, du personnel et des services juridiques; comprend l'évaluation des programmes, la vérification interne et l'amélioration de la gestion.

Conseil consultatif de la situation de la femme

Objectif

Porter à l'attention du gouvernement et du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes.

Description de l'activité

Conseil consultatif de la situation de la femme
Formuler des recommandations au gouvernement sur les lois et les programmes qui sont de nature à améliorer la situation de la femme; entreprendre des recherches sur la situation de la femme au Canada; fournir des renseignements au public sur des secteurs d'intérêt particulier pour la femme et publier un rapport annuel sur les progrès réalisés relativement à l'amélioration de la situation de la femme.

Commission de la Fonction publique

Objectif

Veiller à satisfaire continuellement les besoins de la Fonction publique en personnel qualifié en conformité avec la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, particulièrement selon des méthodes de sélection se fondant sur le mérite; et, conformément aux accords conclus avec le Conseil du Trésor du Canada pour fixer les rôles et responsabilités en matière de gestion du personnel, améliorer la compétence professionnelle des fonctionnaires et leur permettre d'utiliser leur seconde langue officielle dans l'exercice des fonctions de leur poste actuel ou futur, ainsi que promouvoir la participation équitable des groupes sous-représentés au sein de la Fonction publique.

Description des activités

Programmes de la catégorie de la gestion
L'activité Programmes de la catégorie de la gestion comprend la prestation de services centralisés et spécialisés qui ont expressément pour but le ressourcement de l'ensemble des cadres de gestion; l'examen, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pertinentes; l'administration des programmes d'amélioration des ressources et de perfectionnement professionnel destinés à répondre aux besoins et aux exigences de la Fonction publique, des institutions canadiennes et des organisations étrangères; ainsi que la prestation de services de secrétariat et d'autres fonctions de coordination pour aider les cadres de direction et de gestion supérieure, qui possèdent un potentiel élevé, à établir leur plan de carrière en fonction des besoins de la Fonction publique, et pour conseiller les cadres supérieurs des ministères en vue de faciliter le déploiement des membres de la catégorie.

Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion

L'activité Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion comprend l'application de la Loi et du Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique; l'établissement des politiques et méthodes de dotation; l'établissement des normes de sélection, y compris les normes de sélection linguistiques, ainsi que des tests et des méthodes administratives connexes pour tous les ministères régis par la LEFP et pour tous les groupes et catégories à l'exception de la catégorie de la gestion; le recrutement et la présentation de candidats de l'extérieur de la Fonction publique; la conduite des activités de dotation se rapportant aux postes des catégories autres que celle de la gestion et ne faisant pas l'objet de pouvoirs délégués; l'administration des programmes de réaffectation des bénéficiaires de priorité législative ou administrative; le soutien des activités de dotation des ministères pour assurer l'application de la LEFP et du Règlement; la coordination des éléments du programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP; et l'administration des programmes d'égalité d'accès et d'action positive visant à promouvoir la participation des groupes sous-représentés au sein de la Fonction publique, notamment les Autochtones, les femmes et les personnes handicapées.

Vérification

L'activité Vérification comprend l'examen de la gestion de la dotation et des autres systèmes de gestion du personnel, y compris l'évaluation de l'efficacité et des répercussions des politiques, des pratiques, des procédures et des règlements sur ces systèmes. Les vérifications sont effectuées sur une base cyclique dans tous les ministères et organismes visés par la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique (LEFP). Les résultats sont utilisés, d'une part, par la Commission pour améliorer ses politiques et ses pratiques, pour déterminer le contenu et la durée des instruments de délégation des pouvoirs de dotation et pour rendre compte au Parlement chaque année de l'état de la délégation de la dotation aux termes de l'article 45 de la LEFP et, d'autre part, par le Conseil du Trésor du Canada pour évaluer l'administration ministérielle des politiques et systèmes de gestion du personnel.

Appels et enquêtes

L'activité Appels et enquêtes, grâce à la mise sur pied de comités indépendants, comporte l'audition d'appels des fonctionnaires à propos de présumées infractions à la Loi et au Règlement sur l'emploi dans la Fonction publique en ce qui concerne notamment les nominations, les rétrogradations et les renvois. En outre, les plaintes de présumées irrégularités dans les processus de dotation et de traitement inéquitable en milieu de travail font l'objet d'enquêtes. Les ministères et organismes reçoivent la formation, les conseils et l'aide nécessaires pour les questions qui précèdent.

Formation linguistique

L'activité Formation linguistique assure la prestation de cours de langue dans les deux langues officielles et de services connexes techniques et spécialisés, conformément aux politiques du gouvernement, pour répondre aux besoins des ministères et des organismes fédéraux et, occasionnellement, aux demandes de clients de l'extérieur (tels les juges, la GRC, etc.). Les cours sont destinés à faciliter chez les fonctionnaires-étudiants l'acquisition de la compétence linguistique requise ou le perfectionnement de cette compétence. Pour leur part, les services techniques et spécialisés visent essentiellement à permettre à la Fonction publique fédérale d'avoir des programmes de formation linguistique qui répondent le mieux à ses besoins.

Perfectionnement et formation du personnel

L'activité Perfectionnement et formation du personnel englobe la formation des cadres, des spécialistes, des gestionnaires et des superviseurs fédéraux dans l'ensemble du pays, ainsi que la prestation de services connexes conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours et des activités de formation adaptés aux besoins professionnels précis des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

Administration
L'activité Administration comprend les activités du Président et des Commissaires qui établissent la politique générale de la Commission en conformité de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique et fournissent une orientation d'ensemble aux activités de la Commission. Deux genres de services de soutien sont offerts au Président et aux Commissaires dans l'exercice de leurs activités: premièrement, les services de soutien assurés en vue de la réalisation des objectifs de la CFP grâce à la planification de la politique ministérielle et de la stratégie, à l'application de certaines exigences légales précises et à la publication du rapport annuel de la CFP; deuxièmement, les services spécialisés assurés à l'organisme dans les secteurs du personnel, des finances, de l'informatique, de l'administration, des affaires publiques, des systèmes de gestion ministérielle, et de l'évaluation et de la vérification; ainsi que les services de soutien visant à assurer que les ressources de la CFP sont acquises, utilisées, contrôlées et retirées de manière efficace et efficiente et que les politiques et systèmes de gestion de la CFP sont conformes aux politiques des organismes centraux.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses
Subventions et bourses octroyées à des individus, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration
Activités à l'appui des programmes de subventions.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'existence de chances égales pour les femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice
Formuler des conseils et des recommandations au ministre chargé de la condition féminine sur toutes les questions liées à l'exécution efficace de son mandat; fournir des renseignements et un service de liaison relativement aux programmes et politiques du gouvernement concernant la condition féminine.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	173,906,000	...	...	173,906,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	111,300	111,300		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	(414,800)	(414,800)		Virement au crédit 5				
...	173,906,000	...	(303,500)	173,602,500		Total—Crédit 1	170,225,664	3,376,836	...	165,284,321
...	367,258,000	...	...	367,258,000	5	Subventions et contributions				
...	...	4,978,000	...	4,978,000	5a	Subventions et contributions				
...	...	590,200	...	590,200	5c	Virement de $414,800 du crédit 1 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	414,800	414,800		Virement du crédit 1				
...	367,258,000	5,568,200	414,800	373,241,000		Total—Crédit 5	372,801,327	439,673	...	382,113,091
...	40,000	...	1,098	41,098	(S)	Secrétaire d'État—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	2,380,000,000	(116,000,000)	(31,704,000)	2,232,296,000	(S)	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces aux termes de la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé	2,232,296,000	...	...	2,277,795,375
...	304,248,000	42,966,000	4,036,058	351,250,058	(S)	Paiements d'intérêts, obligations contractées en vertu de prêts garantis et paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	351,250,058	...	...	285,512,763
...	463,000	...	258,518	721,518	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	721,518	...	...	696,641
...	115,000	...	7,099	122,099	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	122,099	...	...	115,202
...	35,000	...	18,739	53,739	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	53,739	...	...	45,106
...	15,491,000	...	1,680,000	17,171,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17,171,000	...	...	17,021,000
...	**3,241,556,000**	**(67,465,800)**	**(25,591,188)**	**3,148,499,012**		**Total du département—Budgétaire**	**3,144,682,503**	**3,816,509**	**...**	**3,128,623,029**
						Conseil consultatif de la situation de la femme				
...	2,447,000	...	...	2,447,000	10	Dépenses du programme				
...	...	60,000	...	60,000	10c	Dépenses du programme				
...	2,447,000	60,000	...	2,507,000		Total—Crédit 10	2,506,620	380	...	2,424,676
...	**2,447,000**	**60,000**	**...**	**2,507,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,506,620**	**380**	**...**	**2,424,676**

						Commission de la Fonction publique				
...	111,981,000	...	...	111,981,000	15	Dépenses du programme				
...	...	...	6,347,000	6,347,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	48,800	48,800		CT, crédit 10[1]				
...	111,981,000	...	6,395,800	118,376,800		Total—Crédit 15	111,345,790	7,031,010	...	104,660,610
...	12,040,000	...	1,306,000	13,346,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,346,000	...	...	13,391,000
9,292,495	(178,000)	...	178,000	9,292,495	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	157,014	...	9,135,481	(708,816)
9,292,495	**123,843,000**	**...**	**7,879,800**	**141,015,295**		**Total du programme—Budgétaire**	**124,848,804**	**7,031,010**	**9,135,481**	**117,342,794**
						Conseil de recherches en sciences humaines				
...	5,698,000	...	...	5,698,000	20	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(599,999)	(599,999)		Virement au crédit 25				
...	5,698,000	...	(599,999)	5,098,001		Total—Crédit 20	4,879,099	218,902	...	5,430,396
...	57,524,000	...	...	57,524,000	25	Subventions				
...	...	6,300,000	...	6,300,000	25a	Subventions				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $599,999 du crédit 20 (Secrétariat d'État)				
...	...	...	599,999	599,999		Virement du crédit 20				
...	57,524,000	6,300,001	599,999	64,424,000		Total—Crédit 25	64,423,999	1	...	57,233,821
...	489,000	...	53,000	542,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	542,000	...	...	546,000
...	**63,711,000**	**6,300,001**	**53,000**	**70,064,001**		**Total du programme—Budgétaire**	**69,845,098**	**218,903**	**...**	**63,210,217**
						Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
...	2,533,000	...	...	2,533,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	3,600	3,600		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	2,533,000	...	3,600	2,536,600		Total—Crédit 30	2,241,122	295,478	...	2,882,775
...	210,000	...	23,000	233,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	233,000	...	...	226,000
...	**2,743,000**	**...**	**26,600**	**2,769,600**		**Total du programme—Budgétaire**	**2,474,122**	**295,478**	**...**	**3,108,775**
9,292,495	**3,434,300,000**	**(61,105,799)**	**(17,631,788)**	**3,364,854,908**		Total du ministère—Budgétaire	3,344,357,147	**11,362,280**	**9,135,481**	**3,314,709,491**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	1,361,000	...	...	(155,011)	16,800	...	1,222,789	Langues officielles—Enseignement	1,160,429	62,360	...	1,216,458
...	1,543,000	...	...	31,657	16,800	...	1,591,457	Langues officielles—Promotion	1,468,097	123,360	...	3,181,199
...	85,602,000	...	4,488	(3,959,715)	856,800	...	82,503,573	Langues officielles—Services	80,444,352	2,059,221	...	87,025,045
...	10,440,000	...	4,488	(483,282)	50,399	...	10,011,605	Aide à l'éducation	9,820,433	191,172	...	8,868,306
...	7,353,000	...	...	776,940	67,200	...	8,197,140	Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	7,821,255	375,885	...	12,603,330
...	10,587,000	...	4,488	(2,436,706)	67,200	...	8,221,982	Développement de la citoyenneté	8,031,339	190,643	...	12,240,984
...	6,095,000	...	...	(451,473)	36,600	...	5,680,127	Multiculturalisme	5,698,113	(17,986)	...	6,456,797
...	12,115,000	...	...	1,132,892	282,664	...	13,530,556	Culture canadienne	13,522,445	8,111	...	11,006,705
...	842,000	...	2,244	(70,539)	13,800	...	787,505	Droits de la personne	823,052	(35,547)	...	1,328,347
...	26,168,000	...	79,884	(408,183)	285,600	...	26,125,301	Opérations régionales	26,081,447	43,854	...	10,127,569
...	26,364,000	...	15,708	5,608,620	253,098	...	32,241,426	Administration	29,062,293	3,179,133	...	25,142,934
.	188,470,000	...	111,300	(414,800)	1,946,961	...	190,113,461	Total—Fonctionnement	183,933,255	6,180,206	...	179,197,674
								Capital				
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Langues officielles—Enseignement	133	1,867	...	22,712
...	12,000	...	...	...	...	...	12,000	Langues officielles—Promotion	932	11,068	...	910
...	1,279,000	...	...	...	...	...	1,279,000	Langues officielles—Services	1,332,488	(53,488)	...	2,395,295
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Aide à l'éducation	275,559	(270,559)	...	40,419
...	27,000	...	...	...	...	...	27,000	Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	146,631	(119,631)	...	129,929
...	17,000	...	...	...	...	...	17,000	Développement de la citoyenneté	173,979	(156,979)	...	251,295
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Multiculturalisme	69,461	(65,461)	...	87,433
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Culture canadienne	80,070	(76,070)	...	57,478
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Droits de la personne	1,473	(473)	...	20,390
...	23,000	...	...	...	...	...	23,000	Opérations régionales	224,369	(201,369)	...	59,496
...	56,000	...	...	...	...	...	56,000	Administration	1,928,275	(1,872,275)	...	785,470
...	1,430,000	...	...	...	...	...	1,430,000	Total—Capital	4,233,370	(2,803,370)	...	3,850,827
								Paiements de transfert				
...	217,433,000	...	...	(191,763)	...	...	217,241,237	Langues officielles—Enseignement	217,225,240	15,997	...	214,459,407
...	24,636,000	...	...	1,533,711	...	...	26,169,711	Langues officielles—Promotion	25,955,909	213,802	...	24,930,896
...	2,686,248,000	(69,056,000)	...	125,000	(27,667,942)	...	2,589,649,058	Aide à l'éducation	2,589,597,262	51,796	...	2,571,617,813
...	4,868,000	590,200	...	2,782,389	...	...	8,240,589	Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	8,231,202	9,387	...	8,882,993
...	90,385,000	1,000,000	...	(561,706)	...	...	90,823,294	Développement de la citoyenneté	90,747,542	75,752	...	100,616,280
...	18,747,000	...	...	(870,339)	...	...	17,876,661	Multiculturalisme	17,846,921	29,740	...	16,138,999

...	5,840,000	...	...	(1,126,857)	18,493	...	4,731,636	Culture canadienne	4,700,512	31,124	...	7,885,909
...	3,499,000	...	...	(1,275,635)	...	...	2,223,365	Droits de la personne	2,211,290	12,075	...	1,042,231
...	3,051,656,000	(67,465,800)	...	414,800	(27,649,449)	...	2,956,955,551	Total—Paiements de transfert	2,956,515,878	439,673	...	2,945,574,528
								Sommaire du département				
...	218,796,000	...	...	(346,774)	16,800	...	218,466,026	Langues officielles—Enseignement	218,385,802	80,224	...	215,698,577
...	26,191,000	...	...	1,565,368	16,800	...	27,773,168	Langues officielles—Promotion	27,424,938	348,230	...	28,113,005
...	86,881,000	...	4,488	(3,959,715)	856,800	...	83,782,573	Langues officielles—Services	81,776,840	2,005,733	...	89,420,340
...	2,696,693,000	(69,056,000)	4,488	(358,282)	(27,617,543)	...	2,599,665,663	Aide à l'éducation	2,599,693,254	(27,591)	...	2,580,526,538
...	12,248,000	590,200	...	3,559,329	67,200	...	16,464,729	Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme	16,199,088	265,641	...	21,616,252
...	100,989,000	1,000,000	4,488	(2,998,412)	67,200	...	99,062,276	Développement de la citoyenneté	98,952,860	109,416	...	113,108,559
...	24,846,000	...	...	(1,321,812)	36,600	...	23,560,788	Multiculturalisme	23,614,495	(53,707)	...	22,683,229
...	17,959,000	...	...	6,035	301,157	...	18,266,192	Culture canadienne	18,303,027	(36,835)	...	18,950,092
...	4,342,000	...	2,244	(1,346,174)	13,800	...	3,011,870	Droits de la personne	3,035,815	(23,945)	...	2,390,968
...	26,191,000	...	79,884	(408,183)	285,600	...	26,148,301	Opérations régionales	26,305,816	(157,515)	...	10,187,065
...	26,420,000	...	15,708	5,608,620	253,098	...	32,297,426	Administration	30,990,568	1,306,858	...	25,928,404
...	**3,241,556,000**	**(67,465,800)**	**111,300**	...	**(25,702,488)**	...	**3,148,499,012**	**Total du département—Budgétaire**	**3,144,682,503**	**3,816,509**	...	**3,128,623,029**
								Conseil consultatif de la situation de la femme				
								Fonctionnement				
...	2,436,000	60,000	...	...	...	...	2,496,000	Conseil consultatif de la situation de la femme	2,483,155	12,845	...	2,330,491
								Capital				
...	11,000	...	...	...	...	...	11,000	Conseil consultatif de la situation de la femme	23,465	(12,465)	...	94,185
...	**2,447,000**	**60,000**	...	...	...	...	**2,507,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,506,620**	**380**	...	**2,424,676**
								Commission de la Fonction publique				
								Fonctionnement				
...	6,619,000	...	...	(6,619,000)	...	...	...	Programmes de la catégorie de la gestion		...	...	6,769,954
...	43,528,000	...	...	(43,528,000)	...	...		Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion		...	...	35,604,067
...	2,603,000	...	3,000	...	30,038	...	2,636,038	Vérification	2,563,121	72,917	...	2,439,474
...	4,447,000	...	460,000	...	56,158	...	4,963,158	Appels et enquêtes	4,797,044	166,114	...	4,501,902
...	36,701,000	...	3,056,000	...	459,712	...	40,216,712	Formation linguistique	38,684,289	1,532,423	...	36,374,897
...	2,885,000	...	...	...	...	...	2,885,000	Perfectionnement et formation du personnel—Subvention	2,835,000	50,000	...	2,784,163
9,292,495	13,975,000	...	...	(271,021)	428,000	(14,403,000)	9,021,474	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(114,007)	...	9,135,481	(1,005,392)
...	26,882,000	...	1,337,800	...	286,014	...	28,505,814	Administration	29,587,331	(1,081,517)	...	28,841,899
...	...	...	1,539,000	50,147,000	474,078	...	52,160,078	Programmes de dotation	43,901,392	8,258,686	...	...
...	(14,403,000)	...	...	...	...	14,403,000		Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
9,292,495	123,237,000	...	6,395,800	(271,021)	1,734,000	...	140,388,274	Total—Fonctionnement	122,254,170	8,998,623	9,135,481	116,310,964

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Capital				
...	2,000	...	...	(2,000)	...	...	...	Programmes de la catégorie de la gestion	...	...	...	71,162
...	105,000	...	...	(105,000)	...	...		Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion		...	...	224,901
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Vérification	15,271	(11,271)	...	13,927
...	9,000	...	...	...	...	...	9,000	Appels et enquêtes	47,578	(38,578)	...	25,679
...	93,000	...	...	...	...	...	93,000	Formation linguistique	118,598	(25,598)	...	132,064
...	250,000	...	...	271,021	(250,000)	...	271,021	Fonds renouvelabe du perfectionnement et de la formation du personnel	271,021	...	...	296,576
...	143,000	...	...	...	...	...	143,000	Administration	1,749,016	(1,606,016)	...	267,521
...	...	...	...	107,000	...	...	107,000	Programmes de dotation	393,150	(286,150)	...	...
...	606,000	...	...	271,021	(250,000)	...	627,021	Total—Capital	2,594,634	(1,967,613)	...	1,031,830
								Sommaire du programme				
...	6,621,000	...	...	(6,621,000)	...	...	...	Programmes de la catégorie de la gestion	...	...	...	6,841,116
...	43,633,000	...	...	(43,633,000)	...	...	...	Programmes de dotation des catégories autres que celle de la gestion	...	...	...	35,828,968
...	2,607,000	...	3,000	...	30,038	...	2,640,038	Vérification	2,578,392	61,646	...	2,453,401
...	4,456,000	...	460,000	...	56,158	...	4,972,158	Appels et enquêtes	4,844,622	127,536	...	4,527,581
...	36,794,000	...	3,056,000	...	459,712	...	40,309,712	Formation linguistique	38,802,887	1,506,825	...	36,506,961
...	2,885,000	...	...	...	...	...	2,885,000	Perfectionnement et formation du personnel—Subvention	2,835,000	50,000	...	2,784,163
9,292,495	(178,000)	...	...	...	178,000	...	9,292,495	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	157,014	...	9,135,481	(708,816)
...	27,025,000	...	1,337,800	...	286,014	...	28,648,814	Administration	31,336,347	(2,687,533)	...	29,109,420
...	...	...	1,539,000	50,254,000	474,078	...	52,267,078	Programmes de dotation	44,294,542	7,972,536	...	...
9,292,495	**123,843,000**	**...**	**6,395,800**	**...**	**1,484,000**	**...**	141,015,295	**Total du programme—Budgétaire**	**124,848,804**	**7,031,010**	**9,135,481**	**117,342,794**
								Conseil de recherches en sciences humaines				
								Fonctionnement				
...	6,156,000	...	...	(599,999)	53,000	...	5,609,001	Administration	5,202,124	406,877	...	5,748,244
								Capital				
...	31,000	...	...	...	...	...	31,000	Administration	218,975	(187,975)	...	228,152
								Paiements de transfert				
...	57,524,000	6,300,001	...	599,999	...	...	64,424,000	Subventions et bourses	64,423,999	1	...	57,233,821

								Sommaire du programme				
...	57,524,000	6,300,001	...	599,999	...	...	64,424,000	Subventions et bourses	64,423,999	1	...	57,233,821
...	6,187,000	...	...	(599,999)	53,000	...	5,640,001	Administration	5 421,099	218,902	...	5,976,396
...	**63,711,000**	**6,300,001**	...	...	**53,000**	...	**70,064,001**	**Total du programme—Budgétaire**	**69,845,098**	**218,903**	...	**63,210,217**
								Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
								Fonctionnement				
...	2,707,000	...	3,600	...	23,000	...	2,733,600	Bureau de la coordonnatrice	2,448,031	285,569	...	3,091,221
								Capital				
...	36,000	...	...	...	...	...	36,000	Bureau de la coordonnatrice	26,091	9,909	...	17,554
...	**2,743,000**	...	**3,600**	...	**23,000**	...	**2,769,600**	**Total du programme—Budgétaire**	**2,474,122**	**295,478**	...	**3,108,775**
9,292,495	**3,434,300,000**	**(61,105,799)**	**6,510,700**	...	**(24,142,488)**	...	**3,364,854,908**	**Total du ministère—Budgétaire**	**3,344,357,147**	**11,362,280**	**9,135,481**	**3,314,709,491**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Langues officielles—Promotion				
...	2,412,000	...	...	(565,563)	...	1,846,437	Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	1,829,923	16,514	...	1,848,661
...	19,389,000	...	...	(2,176,066)	...	17,212,934	Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association, institution et individu qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	17,206,965	5,969	...	17,055,684
...	21,801,000	...	...	(2,741,629)	...	19,059,371		19,036,888	22,483	...	18,904,345
							Développement de la citoyenneté				
...	23,144,000	...	...	(2,079,488)	...	21,064,512	Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et à des organisations pour des projets d'échange de jeunes	21,058,072	6,440	...	24,615,896
...	30,840,300	...	...	(5,116,366)	...	25,723,934	Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones	25,723,337	597	...	25,852,332
...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Subvention au Rick Hansen Man in Motion Canadian Trust Fund	1,000,000	...	...	...
...	53,984,300	1,000,000	...	(7,195,854)	...	47,788,446		47,781,409	7,037	...	50,468,228
							Multiculturalisme				
...	15,282,000	...	...	(544,002)	...	14,737,998	Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel	14,733,028	4,970	...	12,561,969

							Culture canadienne				
							Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale:				
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Terre-Neuve	15,000	...	...	15,000
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Île-du-Prince-Édouard	12,000	...	...	12,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Nouvelle-Écosse	15,000	...	...	15,000
...	15,000	...	...	...	...	15,000	Nouveau-Brunswick	15,000	...	...	15,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Québec	22,000	...	...	22,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Ontario	22,000	...	...	22,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Manitoba	19,000	...	...	19,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Saskatchewan	19,000	...	...	19,000
...	19,000	...	...	...	...	19,000	Alberta	19,000	...	...	19,000
...	22,000	...	...	...	...	22,000	Colombie-Britannique	22,000	...	...	22,000
...	2,645,000	...	...	(476,857)	...	2,168,143	Célébrations de la Fête du Canada	2,167,420	723	...	2,436,364
...	1,200,000	...	...	(612,093)	...	587,907	Subventions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	585,611	2,296	...	1,115,898
...	115,000	...	...	...	7,099	122,099	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	122,099	...	...	115,202
...	35,000	...	...	...	11,394	46,394	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	46,394	...	...	38,098
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,717,314
...	4,175,000	...	...	(1,088,950)	18,493	3,104,543		3,101,524	3,019	...	5,602,876
							Droits de la personne				
...	1,054,000	...	...	(91,200)	...	962,800	Subventions à des organismes, des établissements, des particuliers et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	962,725	75	...	571,775
...	**96,296,300**	**1,000,000**	**...**	**(11,661,635)**	**18,493**	**85,653,158**	Total—Subventions	**85,615,574**	**37,584**	**...**	**88,109,193**
							Contributions				
							Langues officielles—Enseignement				
...	215,684,000	...	...	(557,140)	...	215,126,860	Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	215,118,360	8,500	...	212,832,601
...	857,000	...	...	409,977	...	1,266,977	Contributions, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale	1,266,977	...	...	908,571

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	892,000	...	...	(44,600)	..	847,400	Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement	839,903	7,497	...	718,235
...	217,433,000	...	...	(191,763)	...	217,241,237		217,225,240	15,997	...	214,459,407
							Langues officielles—Promotion				
...	1,635,000	...	...	3,343,112	...	4,978,112	Contributions à des associations bénévoles sans but lucratif et à des administrations publiques autres que fédérales afin de favoriser l'utilisation des langues officielles	4,800,661	177,451	...	3,135,046
...	1,200,000	...	...	932,228	...	2,132,228	Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi qu'à tout autre groupe, association, institution et individu qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle	2,118,360	13,868	...	2,891,505
...	2,835,000	...	...	4,275,340	...	7,110,340		6,919,021	191,319	...	6,026,551
							Aide à l'éducation				
...	2,000,000	3,978,000	...	125,000	...	6,103,000	Contributions aux établissements post-secondaires et aux organismes bénévoles afin de créer ou d'accroître les possibilités de recherche et de développement	6,051,204	51,796	...	8,309,675
...	2,380,000,000	(116,000,000)	...	...	(31,704,000)	2,232,296,000	(S) Paiements pour l'enseignement post-secondaire faits aux provinces conformément à la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé	2,232,296,000	...	...	2,277,795,375
...	304,248,000	42,966,000	...	...	4,036,058	351,250,058	(S) Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	351,250,058	...	...	285,512,763
...	2,686,248,000	(69,056,000)	...	125,000	(27,667,942)	2,589,649,058		2,589,597,262	51,796	...	2,571,617,813

							Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme				
...	4,622,000	430,200	...	2,840,935	...	7,893,135	Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part assumée par le gouvernement provincial ou territorial concerné	7,891,807	1,328	...	8,098,137
...	246,000	160,000	...	(58,546)	...	347,454	Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langue pour les cours de préparation à la citoyenneté	339,395	8,059	...	784,856
...	4,868,000	590,200	...	2,782,389	...	8,240,589		8,231,202	9,387	...	8,882,993
							Développement de la citoyenneté				
...	10,030,000	...	...	1,071,350	...	11,101,350	Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes; OPCAN	11,049,052	52,298	...	24,633,001
...	26,370,700	...	...	5,562,798	...	31,933,498	Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil	31,917,081	16,417	...	25,515,051
...	36,400,700	...	...	6,634,148	...	43,034,848		42,966,133	68,715	...	50,148,052
							Multiculturalisme				
...	3,465,000	...	...	(326,337)	...	3,138,663	Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des institutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel	3,113,893	24,770	...	3,577,030
							Culture canadienne				
...	1,665,000	...	...	(37,907)	...	1,627,093	Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada	1,598,988	28,105	...	1,633,033
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	650,000
...	1,665,000	...	...	(37,907)	...	1,627,093		1,598,988	28,105	...	2,283,033

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Droits de la personne				
...	2,445,000	...	...	(1,184,435)	...	1,260,565	Contributions à des organismes, des établissements et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne	1,248,565	12,000	...	195,456
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	275,000
...	2,445,000	...	...	(1,184,435)	...	1,260,565		1,248,565	12,000	...	470,456
...	**2,955,359,700**	**(68,465,800)**	...	**12,076,435**	**(27,667,942)**	**2,871,302,393**	Total—Contributions	2,870,900,304	**402,089**	...	**2,857,465,335**
							Sommaire du département par activité				
...	**217,433,000**	...	...	(191,763)	...	217,241,237	**Langues officielles—Enseignement**	217,225,240	15,997	...	214,459,407
...	**24,636,000**	...	...	1,533,711	...	26,169,711	**Langues officielles—Promotion**	25,955,909	213,802	...	24,930,896
...	**2,686,248,000**	**(69,056,000)**	...	125,000	(27,667,942)	2,589,649,058	**Aide à l'éducation**	2,589,597,262	51,796	...	2,571,617,813
...	**4,868,000**	**590,200**	...	2,782,389	...	8,240,589	**Enregistrement de la citoyenneté et promotion du civisme**	8,231,202	9,387	...	8,882,993
...	**90,385,000**	**1,000,000**	...	(561,706)	...	90,823,294	**Développement de la citoyenneté**	90,747,542	75,752	...	100,616,280
...	**18,747,000**	...	...	(870,339)	...	17,876,661	**Multiculturalisme**	17,846,921	29,740	...	16,138,999
...	**5,840,000**	...	...	(1,126,857)	18,493	4,731,636	**Culture canadienne**	4,700,512	31,124	...	7,885,909
...	**3,499,000**	...	...	(1,275,635)	...	2,223,365	**Droits de la personne**	2,211,290	12,075	...	1,042,231
...	**3,051,656,000**	**(67,465,800)**	...	**414,800**	**(27,649,449)**	2,956,955,551	**Total du département**	**2,956,515,878**	**439,673**	...	**2,945,574,528**
							Conseil de recherches en sciences humaines				
							Subventions				
							Subventions et bourses				
...	57,524,000	6,300,001	...	599,999	...	64,424,000	Subventions à des individus, institutions et associations pour promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines	64,423,999	1	...	57,233,821
...	**57,524,000**	**6,300,001**	...	**599,999**	...	**64,424,000**	**Total du programme**	**64,423,999**	**1**	...	**57,233,821**
...	**3,109,180,000**	**(61,165,799)**	...	**1,014,799**	**(27,649,449)**	**3,021,379,551**	**Total du ministère**	**3,020,939,877**	**439,674**	...	**3,002,808,349**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Commission de la Fonction publique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel			
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	14,403,000	12,608,563	13,118,536
Total du programme—Budgétaire	**14,403,000**	**12,608,563**	**13,118,536**
Total du ministère—Budgétaire	**14,403,000**	**12,608,563**	**13,118,536**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiements de transfert aux provinces et territoires	571,505	688,859
Autres paiements de transfert	302,153	344,036
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	482,030	1,102,988
Divers	147,840	324,684
	1,503,528	2,460,567
Privilèges, licences et permis—		
Enregistrement pour citoyenneté	4,237,822	4,208,037
Divers	4,850	...
	4,242,672	4,208,037
Autres recettes non fiscales—		
Prêts aux étudiants du Canada—Capital	31,033,723	25,737,427
Prêts aux étudiants du Canada—Intérêt	16,158,139	11,605,431
Divers	269,924	106,734
	47,461,786	37,449,592
Total du département	**53,207,986**	**44,118,196**
Commission de la Fonction publique		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	72,119	107,147
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	4,534	3,658
	76,653	110,805
Rémunérations de services	269,590	247,282
Autres recettes non fiscales	135,718	130,586
Total du programme	**481,961**	**488,673**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de recherches en sciences humaines		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de paiements en trop et de sommes non dépensées provenant de paiements de transfert	741,553	629,778
Recouvrements de dépenses en fonctionnement de l'exercice précédent	2,282	24
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	11,906	5,022
	755,741	634,824
Autres recettes non fiscales	25	10
Total du programme	**755,766**	**634,834**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	837	871
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	4,111	...
Total du programme	**4,948**	**871**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,340,870	3,207,067
Privilèges, licences et permis	4,242,672	4,208,037
Rémunérations de services	269,590	247,282
Autres recettes non fiscales	47,597,529	37,580,188
Total du ministère	**54,450,661**	**45,242,574**

SECTION 25

COMPTES PUBLICS
1986-87

Solliciteur général

Département
Service canadien du renseignement de sécurité
Service correctionnel
Commission nationale des libérations conditionnelles
Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	25.2
Sommaire du ministère	25.4
Programmes par activité	25.6
Paiements de transfert	25.9
Détail des montants portés au crédit	25.13
Recettes	25.13

Département

Objectif

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour tous les programmes du ministère.

Description de l'activité

Administration ministérielle
Le Ministre, le sous-ministre et leur personnel immédiat, planification des politiques, évaluation des programmes, recherches, statistiques, communication et consultation, planification et analyse des services de police et de sécurité, le directeur général de l'administration, les conseillers juridiques et l'enquêteur correctionnel.

Service canadien du renseignement de sécurité

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité

Service canadien du renseignement de sécurité
Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Objectif

Administrer les peines imposées par les tribunaux et préparer les détenus à leur réinsertion sociale en tant que citoyens utiles.

Description des activités

Planification et gestion
Gestion de l'administration centrale, des administrations régionales et des établissements; élaboration de politiques et de plans, et contrôle de leur efficacité; établissement de bonnes communications et sensibilisation du public.

Garde des détenus
Sécurité et garde des détenus en vue de minimiser les possibilités, pour le détenu, de se faire du tort et de nuire à la population, au personnel et aux autres détenus.

Éducation, formation et emploi des détenus
Occasions de travail et de formation dans les domaines industriels, professionnels et scolaires en vue de préparer le détenu à occuper un emploi utile dans la collectivité et d'en faire un citoyen productif et conscient de ses obligations.

Gestion des cas des détenus
Orientation et direction des détenus en vue de leur réinsertion sociale; surveillance des détenus d'établissements fédéraux et provinciaux libérés sous condition, et aide aux libérés conditionnels et aux autres détenus de pénitenciers fédéraux remis en liberté.

Services de santé
Services médicaux, dentaires, psychiatriques et thérapeutiques pour les détenus.

Services techniques
Alimentation, vêtements et services aux établissements; entretien des pénitenciers et des installations de chauffage; services d'ingénierie et d'architecture.

Administration
Services reliés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission
Conformément aux dispositions de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Gendarmerie royale du Canada (GRC)

Programme d'application de la loi

Objectif

Appliquer la loi, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Application des lois et des décrets fédéraux

- Prévenir et déceler les infractions aux lois fédérales telles que la Loi sur les stupéfiants, la Loi sur la faillite, la Loi sur l'immigration et les lois fiscales.
- Effectuer certaines tâches relevant d'autres ministères fédéraux sur une base de recouvrement des frais comme, par exemple, la sécurité des aéroports.
- Assurer la protection des personnalités étrangères en visite au Canada, des diplomates et des hauts fonctionnaires canadiens.

Services canadiens de police
Exploitation de laboratoires judiciaires de recherche dans l'ensemble du pays ainsi que des principaux services d'identité, du Centre d'information de la police canadienne, du Collège canadien de police à Ottawa et des services des dossiers.

- Les laboratoires judiciaires de recherche de Halifax, de Sackville, d'Ottawa, de Winnipeg, de Régina, d'Edmonton et de Vancouver offrent une aide scientifique et technique aux corps policiers du Canada ainsi qu'aux agences judiciaires en ce qui a trait aux enquêtes judiciaires et aux questions de sécurité.
- Les services d'identité constituent le dépôt central des dossiers judiciaires et des renseignements sur la criminalité. Leur rôle est de recueillir, de tenir à jour, de classer et de préserver les données d'identité et les renseignements en provenance de tous les corps policiers et des pénitenciers du Canada, de même que d'organismes fédéraux et de simples particuliers; ils transmettent aux organismes dûment autorisés des renseignements relatifs à ces dossiers.
- Le Centre d'information de la police canadienne dispose d'un système intégré et automatisé d'information sur la criminalité afin de fournir une aide immédiate à tous les corps policiers du Canada dans l'exécution de leurs fonctions.
- Le Collège canadien de police donne des cours spécialisés de formation policière aux membres des services de police du Canada et d'agences policières de même qu'à des membres de services de police étrangers.
- Les services des dossiers offrent une gestion efficace des dossiers en vue d'aider la Gendarmerie dans l'exécution de ses fonctions administratives et de ses opérations.

Services de police à contrat
Accords de services de police à frais partagés, conclus en vue de l'application du Code criminel, des lois provinciales, des ordonnances territoriales et des règlements municipaux dans toutes les provinces, s'il y a lieu, à l'exception de l'Ontario et du Québec, dans certaines municipalités des provinces contractantes, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Administration
Bureau et personnel du commissaire, gestion centrale et divisionnaire, services de soutien administratif et formation des recrues et des membres.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	21,871,500	...	...	21,871,500	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1a	Virement de $2,421,999 du crédit 5 (Solliciteur général)				
...	...	...	2,421,999	2,421,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	44,782	44,782		CT, crédit 10[1]				
...	21,871,500	1	2,466,781	24,338,282		Total—Crédit 1	23,106,187	1,232,095	...	22,517,099
...	165,685,000	...	...	165,685,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	5c	Subventions et contributions				
...	...	...	(2,421,999)	(2,421,999)		Virement au crédit 1				
...	165,685,000	1	(2,421,999)	163,263,002		Total—Crédit 5	115,301,517	47,961,485	...	95,293,782
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
...	1,772,878	...	192,000	1,964,878	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,964,878	...	...	1,988,000
...	**189,368,908**	**2**	**238,350**	**189,607,260**		**Total du département—Budgétaire**	**140,413,680**	**49,193,580**	**...**	**119,838,411**
						Service canadien du renseignement de sécurité				
...	113,852,000	...	...	113,852,000	10	Dépenses du programme				
...	...	16,485,000	...	16,485,000	10a	Dépenses du programme				
...	...	2,507,000	...	2,507,000	10c	Dépenses du programme				
...	...	...	8,800	8,800		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	113,852,000	18,992,000	8,800	132,852,800		Total—Crédit 10	132,256,076	596,724	...	115,890,553
...	**113,852,000**	**18,992,000**	**8,800**	**132,852,800**		**Total du programme—Budgétaire**	**132,256,076**	**596,724**	**...**	**115,890,553**
						Service correctionnel				
...	597,729,000	...	...	597,729,000	15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	14,902,804	14,902,804		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	233,975	233,975		CT, crédit 10[1]				
...	597,729,000	...	15,136,779	612,865,779		Total—Crédit 15	597,865,976	14,999,803	...	537,798,139
...	109,072,000	...	...	109,072,000	20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital	101,598,860	7,473,140	...	133,974,849
...	184,000	...	(17,222)	166,778	(S)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	166,778	...	...	162,690

...	53,616,000	...	5,816,000	59,432,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59,432,000	...	...	57,700,000
...	...	...	11,709	11,709	(S)	Remise de prêts aux libérés conditionnels	11,709	...	...	19,259
...	...	...	7,915	7,915	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	7,915	...	...	34,116
...	760,601,000	...	20,955,181	781,556,181		Total budgétaire	759,083,238	22,472,943	...	729,689,053
25,363	...	...	...	25,363	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels. Loi nº 3 de 1983 portant affectation de crédits. Limite $50,000. (Net)	1,382	...	23,981	5,306
...	**760,601,000**	**...**	**20,955,181**	**781,556,181**		**Total du programme— Budgétaire**	**759,083,238**	**22,472,943**	**...**	**729,689,053**
25,363	**...**	**...**	**...**	**25,363**		**Non budgétaire**	**1,382**	**...**	**23,981**	**5,306**
						Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	13,928,000	...	...	13,928,000	25	Dépenses du programme				
...	...	...	600,000	600,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	..	29,184	29,184		CT, crédit 10[1]				
...	13,928,000	...	629,184	14,557,184		Total—Crédit 25	14,177,067	380,117	...	13,131,516
...	1,577,000	...	171,000	1,748,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,748,000	...	...	1,652,000
...	**15,505,000**	**...**	**800,184**	**16,305,184**		**Total du programme—Budgétaire**	**15,925,067**	**380,117**	**...**	**14,783,516**
						Gendarmerie royale du Canada				
						Programme d'application de la loi				
...	627,908,000	...	...	627,908,000	30	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,275,159	1,275,159		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	627,908,000	...	1,275,159	629,183,159		Total—Crédit 30	592,412,511	36,770,648	...	576,000,695
...	96,679,000	...	...	96,679,000	35	Dépenses en capital	92,646,926	4,032,074	...	76,563,276
...	132,903,000	...	2,499,867	135,402,867	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	135,402,867	...	...	126,768,067
...	12,771,000	...	1,385,000	14,156,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,156,000	...	...	15,154,000
...	**870,261,000**	**...**	**5,160,026**	**875,421,026**		**Total du programme—Budgétaire**	**834,618,304**	**40,802,722**	**...**	**794,486,038**
...	**1,949,587,908**	**18,992,002**	**27,162,541**	**1,995,742,451**		**Total du ministère— Budgétaire**	**1,882,296,365**	**113,446,086**	**...**	**1,774,687,571**
25,363	**...**	**...**	**...**	**25,363**		**Non budgétaire**	**1,382**	**...**	**23,981**	**5,306**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	23,587,908	1	44,782	2,327,999	193,568	...	26,154,258	**Administration ministérielle**	24,375,740	1,778,518	...	23,879,207
								Capital				
...	96,000	...	...	94,000	...	...	190,000	**Administration ministérielle**	736,423	(546,423)	...	665,422
								Paiements de transfert				
...	165,685,000	1	...	(2,421,999)	...	...	163,263,002	**Administration ministérielle**	115,301,517	47,961,485	...	95,293,782
—	**189,368,908**	**2**	**44,782**	**—**	**193,568**	**—**	**189,607,260**	**Total du département—Budgétaire**	**140,413,680**	**49,193,580**	**—**	**119,838,411**
								Service canadien du renseignement de sécurité				
								Fonctionnement				
...	113,852,000	18,992,000	8,800	...	...	...	132,852,800	**Service canadien du renseignement de sécurité**	132,256,076	596,724	...	115,890,553
—	**113,852,000**	**18,992,000**	**8,800**	**—**	**—**	**—**	**132,852,800**	**Total du programme—Budgétaire**	**132,256,076**	**596,724**	**—**	**115,890,553**
								Service correctionnel				
								Fonctionnement				
...	20,861,000	...	352,637	...	139,318	...	21,352,955	**Planification et gestion**	25,193,076	(3,840,121)	...	21,419,360
...	157,613,000	...	4,745,053	...	1,851,815	...	164,209,868	**Garde des détenus**	154,061,053	10,148,815	...	140,103,063
...	76,660,000	...	1,314,043	...	504,294	...	78,478,337	**Éducation, formation et emploi des détenus**	70,483,410	7,994,927	...	69,551,674
...	162,650,000	...	4,510,229	...	1,738,297	...	168,898,526	**Gestion des cas des détenus**	184,008,117	(15,109,591)	...	155,916,389
...	46,189,000	...	808,151	...	313,482	...	47,310,633	**Services de santé**	43,742,187	3,568,446	...	41,255,190
...	124,021,000	...	1,868,598	...	720,021	...	126,609,619	**Services techniques**	116,002,459	10,607,160	...	106,530,015
...	62,111,000	...	1,538,068	...	568,397	...	64,217,465	**Administration**	62,726,755	1,490,710	...	59,689,088
...	650,105,000	...	15,136,779	...	5,835,624	...	671,077,403	Total—Fonctionnement	656,217,057	14,860,346	...	594,464,779
								Capital				
...	507,000	...	...	...	...	...	507,000	**Planification et gestion**	3,538,674	(3,031,674)	...	231,081
...	198,000	...	...	...	...	...	198,000	**Garde des détenus**	142,193	55,807	...	332,472
...	3,588,000	...	...	...	...	...	3,588,000	**Éducation, formation et emploi des détenus**	1,787,039	1,800,961	...	2,406,350
...	748,000	...	...	...	...	...	748,000	**Gestion des cas des détenus**	318,085	429,915	...	485,892
...	171,000	...	...	...	...	...	171,000	**Services de santé**	118,367	52,633	...	290,088
...	102,835,000	...	...	...	...	...	102,835,000	**Services techniques**	95,172,762	7,662,238	...	129,231,026
...	1,025,000	...	...	...	...	...	1,025,000	**Administration**	521,740	503,260	...	997,940
...	109,072,000	...	...	...	...	...	109,072,000	Total—Capital	101,598,860	7,473,140	...	133,974,849

								Paiements de transfert				
...	1,027,000	...	...	...	...	...	1,027,000	Gestion des cas des détenus	999,463	27,537	...	990,691
...	397,000	...	...	...	(17,222)	...	379,778	Administration	267,858	111,920	...	258,734
...	1,424,000	...	...	...	(17,222)	...	1,406,778	Total—Paiements de transfert	1,267,321	139,457	...	1,249,425
								Non budgétaire				
25,363	...	...	...	...	...	...	25,363	Gestion des cas des détenus	1,382	...	23,981	5,306
								Sommaire du programme				
...	**21,368,000**	...	**352,637**	...	139,318	...	21,859,955	**Planification et gestion**	28,731,750	**(6,871,795)**	...	**21,650,441**
...	**157,811,000**	...	**4,745,053**	...	**1,851,815**	...	164,407,868	**Garde des détenus**	154,203,246	**10,204,622**	...	**140,435,535**
...	**80,248,000**	...	**1,314,043**	...	**504,294**	...	82,066,337	**Éducation, formation et emploi des détenus**	72,270,449	**9,795,888**	...	**71,958,024**
								Gestion des cas des détenus—				
...	**164,425,000**	...	**4,510,229**	...	**1,738,297**	...	170,673,526	**Budgétaire**	185,325,665	**(14,652,139)**	...	**157,392,972**
25,363	...	...	...	...	...	...	25,363	**Non budgétaire**	1,382	...	23,981	**5,306**
...	**46,360,000**	...	**808,151**	...	313,482	...	47,481,633	**Services de santé**	43,860,554	**3,621,079**	...	**41,545,278**
...	**226,856,000**	...	**1,868,598**	...	720,021	...	229,444,619	**Services techniques**	211,175,221	**18,269,398**	...	**235,761,041**
...	**63,533,000**	...	**1,538,068**	...	551,175	...	65,622,243	**Administration**	63,516,353	**2,105,890**	...	**60,945,762**
								Total du programme—				
—	**760,601,000**	—	**15,136,779**	—	**5,818,402**	—	781,556,181	**Budgétaire**	759,083,238	**22,472,943**	—	**729,689,053**
25,363	—	—	—	—	—	—	25,363	**Non budgétaire**	1,382	—	**23,981**	**5,306**
								Commission nationale des libérations conditionnelles				
								Fonctionnement				
...	15,476,000	...	629,184	...	171,000	...	16,276,184	Opérations de la Commission	15,778,880	497,304	...	14,690,128
								Capital				
...	29,000	...	...	...	...	...	29,000	Opérations de la Commission	146,187	(117,187)	...	93,388
—	**15,505,000**	...	**629,184**	...	**171,000**	...	16,305,184	**Total du programme—Budgétaire**	15,925,067	**380,117**	...	**14,783,516**
								Gendarmerie royale du Canada				
								Programme d'application de la loi				
								Fonctionnement				
...	314,776,000	...	...	...	1,901,809	(28,783,000)	287,894,809	Application des lois et des décrets fédéraux	271,206,411	16,688,398	...	211,427,271
...	90,780,000	...	...	...	536,781	(1,701,000)	89,615,781	Services canadiens de police	93,307,969	(3,692,188)	...	78,934,408
...	567,060,000	...	...	...	3,444,697	(379,719,000)	190,785,697	Services de police à contrat	152,571,385	38,214,312	...	133,059,806
...	178,739,000	...	1,275,159	...	1,061,846	...	181,076,005	Administration	195,949,738	(14,873,733)	...	151,887,025
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	114,890,562
...	(410,203,000)	...	...	...	...	410,203,000		Recettes à valoir sur le crédit		...	...	...
...	741,152,000	...	1,275,159	...	6,945,133	...	749,372,292	Total—Fonctionnement	713,035,503	36,336,789	...	690,199,072
								Capital				
...	18,375,000	...	...	...	...	...	18,375,000	Application des lois et des décrets fédéraux	18,629,704	(254,704)	...	12,400,009
...	12,303,000	...	...	...	...	...	12,303,000	Services canadiens de police	11,035,396	1,267,604	...	12,581,660
...	53,178,000	...	...	...	...	...	53,178,000	Services de police à contrat	39,607,657	13,570,343	...	45,081,013
...	12,823,000	...	...	...	...	...	12,823,000	Administration	23,374,169	(10,551,169)	...	6,500,594
...	96,679,000	...	..	...	...	...	96,679,000	Total—Capital	92,646,926	4,032,074	...	76,563,276

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Paiements de transfert				
...	10,032,000	...	...	...	(980,286)	...	9,051,714	Application des lois et des décrets fédéraux	9,051,714	...	...	...
...	2,790,000	...	...	...	(222,988)	...	2,567,012	Services canadiens de police	2,362,085	204,927	...	315,416
...	14,413,000	...	...	...	(1,408,379)	...	13,004,621	Services de police à contrat	13,004,621	...	...	...
...	5,195,000	...	...	...	(448,613)	...	4,746,387	Administration	4,517,455	228,932	...	27,408,274
...	32,430,000	...	...	...	(3,060,266)	...	29,369,734	Total—Paiements de transfert	28,935,875	433,859	...	27,723,690
								Sommaire du programme				
...	314,400,000	...	...	...	921,523	...	315,321,523	Application des lois et des décrets fédéraux	298,887,829	16,433,694	...	223,827,280
...	104,172,000	...	...	...	313,793	...	104,485,793	Services canadiens de police	106,705,450	(2,219,657)	...	91,831,484
...	254,932,000	...	...	...	2,036,318	...	256,968,318	Services de police à contrat	205,183,663	51,784,655	...	178,140,819
...	196,757,000	...	1,275,159	...	613,233	...	198,645,392	Administration	223,841,362	(25,195,970)	...	185,795,893
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	114,890,562
—	870,261,000	—	1,275,159	—	3,884,867	—	875,421,026	**Total du programme—Budgétaire**	834,618,304	40,802,722	—	794,486,038
								Total du ministère—				
...	1,949,587,908	18,992,002	17,094,704	...	10,067,837	...	1,995,742,451	Budgétaire	1,882,296,365	113,446,086	...	1,774,687,571
25,363	...	...	...	...	...	...	25,363	Non budgétaire	1,382	...	23,981	5,306

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Administration ministérielle				
...	50,000	...	...	(1,000)	...	49,000	Association canadienne des chefs de police	49,000	...	...	50,000
...	125,000	...	...	(2,500)	...	122,500	Société canadienne pour la prévention du crime	122,500	...	...	125,000
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Société John Howard	50,000	...	...	50,000
...	1,755,000	1	...	27,648	...	1,782,649	Organismes autorisés d'assistance postpénale	1,782,649	...	...	1,820,050
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,500,000
—	**1,980,000**	**1**	**—**	**24,148**	**—**	**2,004,149**	Total—Subventions	**2,004,149**	**—**	**—**	**14,545,050**
							Contributions				
							Administration ministérielle				
...	2,205,525	...	...	126,370	...	2,331,895	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	2,241,969	89,926	...	1,760,032
...	3,165,000	...	...	430,173	...	3,595,173	Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le Ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenue des dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants	2,239,231	1,355,942	...	1,683,243
...	158,046,000	...	...	(13,445,172)	...	144,600,828	Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard d'ententes approuvées par le gouverneur en conseil pour le partage de coûts des services juridiques pour les adolescents aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants	108,597,211	36,003,617	...	77,088,944
...	...	...	...	10,512,000	...	10,512,000	Affectation gelée		10,512,000	...	...
...	288,475	...	...	(69,518)	...	218,957	Financement de base—Organismes bénévoles nationaux	218,957	...	...	216,513
—	**163,705,000**	**—**	**—**	**(2,446,147)**	**—**	161,258,853	Total—Contributions	113,297,368	**47,961,485**	**—**	**80,748,732**
—	**165,685,000**	**1**	**—**	**(2,421,999)**	**—**	163,263,002	**Total du département**	115,301,517	**47,961,485**	**—**	**95,293,782**
							Service correctionnel				
							Subventions				
							Administration				
...	184,000	...	...	...	(17,222)	166,778	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	166,778	...	...	162,690

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	35,000	...	...	...	...	35,000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	49,133	(14,133)	...	57,672
...	178,000	...	...	...	...	178,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, aux survivants des employés du Service pénitentiaire et du Service national des libérations conditionnelles tués dans l'exercice de leurs fonctions	51,947	126,053	...	38,372
...	**397,000**	...	...	...	**(17,222)**	379,778	Total—Subventions	267,858	**111,920**	...	**258,734**
							Contributions				
							Gestion des cas des détenus				
...	**1,027,000**	...	...	...	...	1,027,000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	999,463	**27,537**	...	**990,691**
							Sommaire du programme par activité				
...	1,027,000	...	...	...	...	1,027,000	Gestion des cas des détenus	999,463	27,537	...	990,691
...	397,000	...	...	...	(17,222)	379,778	Administration	267,858	111,920	...	258,734
...	**1,424,000**	...	...	...	**(17,222)**	**1,406,778**	**Total du programme**	**1,267,321**	**139,457**	...	**1,249,425**
							Gendarmerie royale du Canada				
							Programme d'application de la loi				
							Subventions				
							Application des lois et des décrets fédéraux				
...	9,293,006	...	...	...	(1,123,811)	8,169,195	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	8,169,195	...	...	...
...	708,883	...	...	...	145,887	854,770	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	854,770	...	...	...
...	30,111	...	...	...	(2,362)	27,749	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	27,749	...	...	...
...	10,032,000	...	...	...	(980,286)	9,051,714		9,051,714	...	...	...

							Services canadiens de police				
...	2,113,900	...	...	...	(255,636)	1,858,264	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	1,858,264	...	...	...
...	161,251	...	...	...	33,185	194,436	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	194,436	...	...	...
...	6,849	...	...	...	(537)	6,312	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	6,312	...	...	...
...	2,282,000	...	...	...	(222,988)	2,059,012		2,059,012	...	...	...
							Services de police à contrat				
...	13,351,285	...	...	...	(1,614,582)	11,736,703	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	11,736,703	...	...	...
...	1,018,455	...	...	...	209,595	1,228,050	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	1,228,050	...	...	...
...	43,260	...	...	...	(3,392)	39,868	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	39,868	...	...	...
...	14,413,000	...	...	...	(1,408,379)	13,004,621		13,004,621	...	...	...
							Administration				
...	2,500	...	...	...	...	2,500	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	2,500	...	...	2,500
...	1,500	...	...	...	...	1,500	Association internationale des chefs de police	1,500	...	...	1,680
...	600,000	...	...	...	...	600,000	Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	371,068	228,932	...	362,589
...	4,252,810	...	...	...	(514,296)	3,738,514	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	3,738,514	...	...	24,499,357
...	324,410	...	...	...	66,763	391,173	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	391,173	...	...	2,449,139
...	13,780	...	...	...	(1,080)	12,700	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	12,700	...	...	83,009
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10,000
...	5,195,000	...	...	...	(448,613)	4,746,387		4,517,455	228,932	...	27,408,274
...	31,922,000	...	...	...	(3,060,266)	28,861,734	Total—Subventions	28,632,802	228,932	...	27,408,274

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Contributions				
							Services canadiens de police				
...	508,000	...	...	...	...	508,000	Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours au Collège canadien de police	303,073	204,927	...	315,416
							Sommaire du programme par activité				
...	10,032,000	...	...	...	(980,286)	9,051,714	**Application des lois et des décrets fédéraux**	9,051,714	...	...	...
...	2,790,000	...	...	...	(222,988)	2,567,012	**Services canadiens de police**	2,362,085	204,927	...	315,416
...	14,413,000	...	...	...	(1,408,379)	13,004,621	**Services de police à contrat**	13,004,621	...	...	...
...	5,195,000	...	...	...	(448,613)	4,746,387	**Administration**	4,517,455	228,932	...	27,408,274
...	32,430,000	...	...	...	(3,060,266)	29,369,734	**Total du programme**	28,935,875	433,859	...	27,723,690
...	199,539,000	1	...	(2,421,999)	(3,077,488)	194,039,514	Total du ministère	145,504,713	48,534,801	...	124,266,397

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Gendarmerie royale du Canada			
Programme d'application de la loi			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Application des lois et des décrets fédéraux			
Services de police à d'autres ministères	28,783,000	35,858,248	28,982,742
Services canadiens de police			
Système de récupération de renseignements judiciaires	1,701,000	1,782,386	515,765
Autres recettes provenant des services de police	...	62,502	94,264
	1,701,000	1,844,888	610,029
Services de police à contrat			
Contrats de services de police provinciale	238,106,000	266,841,176	220,470,535
Contrats de services de police municipale	120,109,000	131,469,316	116,127,453
Services de police des Territoires du Nord-Ouest	15,984,000	15,867,810	11,400,000
Services de police du Territoire du Yukon	5,520,000	5,410,096	4,832,970
	379,719,000	419,588,398	352,830,958
Total du programme—Budgétaire	**410,203,000**	**457,291,534**	**382,423,729**
Total du ministère—Budgétaire	**410,203,000**	**457,291,534**	**382,423,729**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	44,075	63,624
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	231,513	117,945
	275,588	181,569
Rémunérations de services	187	165
Total du département	**275,775**	**181,734**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	24,025	...
Autres recettes non fiscales	105,751	243,083
Total du programme	**129,776**	**243,083**
Service correctionnel		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Salaires et fonctionnement	334,460	781,535
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	884,462	3,849,801
	1,218,922	4,631,336
Privilèges, licences et permis—		
Locations	69,484	8,960
Chambre et pension pour détenus	139,402	172,981
Recouvrement de frais universitaires—Portion des détenus	17,864	14,419
	226,750	196,360
Rémunérations de services—		
Expédition par un véhicule de Service correctionnel du Canada	...	25,106
Service de blanchisserie	41,618	44,409
Contrat pour l'entretien des détenus—(Accords fédéraux-provinciaux)	1,255,694	206,819
Contrat pour services psychiatriques	545,641	319,361
Repas non tarifiés	...	2,591
Frais d'accès à l'information	499	240
Divers	10,455	9,012
	1,853,907	607,538

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Vente de produits agricoles	256,001	268,878
Vente de cantine des détenus	6,672,773	6,052,854
Vente de produits manufacturés	10,647,727	10,700,534
	17,576,501	17,022,266
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et confiscations	74,723	48,361
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	1,643	1,942
Vêtements fournis aux détenus—Y compris les prêts remboursés	250	2,383
Réclamations de la Couronne	11,834	29,411
Pénalité financière—Déduction à la source (salaire)	3,144	905
Pertes, bénéfices et change	2,098	...
Divers	260,165	438,544
	353,857	521,546
Total du programme	**21,229,937**	**22,979,046**
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de la taxe de vente du gouvernement de l'Ontario	1,896	...
Divers	2,729	6,833
	4,625	6,833
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrement de la taxe de vente du gouvernement de l'Ontario	849	...
Divers	56	110
	905	110
Total du programme	**5,530**	**6,943**
Gendarmerie royale du Canada		
Programme d'application de la loi		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	15,829	2,504
Virement des bénéfices	185	69
	16,014	2,573

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	203,061	169,251
Remboursement pour services rendus à d'autres ministères gouvernementaux	74,626	144,796
Remboursement pour réparation aux véhicules automobiles	290,359	225,110
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	325,842	423,708
Divers	594,138	661,413
	1,488,026	1,624,278
Privilèges, licences et permis—		
Location de bâtiments et terrains publics	4,322,075	3,780,391
Rémunérations de services—		
Accès à l'information	1,595	1,424
Produits des ventes—		
Vente de matériel aux manufacturiers	878,312	435,568
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	340,534	395,509
Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	107,817	677
Déductions sur la liste de paye—Mess de la GRC—Repas	1,100,272	604,081
Récépissés de caisse imposables—Mess de la GRC—Repas	963,091	934,964
Récépissés de caisse non imposables—Mess de la GRC—Repas	1,154,516	926,808
Versements de pension quotidienne aux mess	310,724	309,611
Vente de munitions aux membres	7,072	7,514
Vente de fourniture d'alcotest	7,357	...
Vente—Rapport d'accident/photo	60,428	...
Ventes diverses	21,729	123,560
	4,951,852	3,738,292
Autres recettes non fiscales—		
Paiement au fonds de pension des officiers de la GRC	31,146	31,823
Paiement pour représentations du Carrousel	1,159	60,500
Fixation de dommages imposés à des membres—Véhicules automobiles	5,819	5,019
Paiement pour services de formation au Dépôt	125,767	97,107
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	816	1,759
Remboursement d'assurance—Membres accidentés, blessés	35,655	...
Divers	96,448	39,654
	296,810	235,862
Total du programme	**11,076,372**	**9,382,820**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	16,014	2,573
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	3,011,186	6,444,016
Privilèges, licences et permis	4,548,825	3,976,751
Rémunérations de services	1,855,689	609,127
Produits des ventes	22,528,353	20,760,558
Autres recettes non fiscales	757,323	1,000,601
Total du ministère	32,717,390	32,793,626

SECTION 26

**COMPTES PUBLICS
1986-87**

Transports

Département
Air Canada
Bureau canadien de la sécurité aérienne
Commission canadienne des transports
Tribunal de l'aviation civile
Administrateur de l'Office du transport du grain
Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	26.2
Sommaire du ministère	26.5
Programmes par activité	26.11
Paiements de transfert	26.15
Détail des montants portés au crédit	26.22
Recettes	26.23

Département

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux, et en exploiter certains éléments.

Description des activités

Transport maritime
Ce programme comprend la fourniture des systèmes de navigation maritime, y compris les aides à la navigation de courte et de longue portée, les voies navigables, les services de trafic maritime, les communications de sécurité et de correspondance publique, la prestation de services d'aide dans les eaux recouvertes de glace; la surveillance et le contrôle des dangers potentiels de l'état des glaces; la fourniture d'installations et la prestation de services pour appuyer d'autres ministères et organismes; la coordination du ravitaillement des établissements dans le Nord; l'appui de la recherche et du développement dans l'Arctique; des services directs reliés à l'engagement du gouvernement fédéral vis-à-vis de la recherche et du sauvetage maritimes renforcés par le recours aux organismes canadiens auxiliaires de sauvetage maritime; l'encouragement de la sécurité aquatique; l'élaboration, la promulgation et la mise en vigueur de règlements et de normes relatifs au transport maritime; la planification d'urgence et le nettoyage des déversements polluants; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et ports publics. Le programme comprend aussi la prestation de services de pilotage dans les eaux canadiennes, grâce à la participation des sociétés d'État et d'autres entités; l'exploitation de la Voie maritime du Saint-Laurent de même que de plusieurs ponts sur le fleuve Saint-Laurent; l'aménagement, l'entretien de quinze ports et l'exploitation de neuf commissions de port, et l'exploitation du navire <<NM Arctic>>.

Transports aériens
La réglementation essentielle du système national de transport aérien civil pour la sécurité des aéronefs, des passagers et du fret aérien; l'élaboration et l'exploitation du système national de navigation aérienne civile; l'élaboration et l'exploitation du système national des aéroports civils, et la prestation des services d'aéronefs nécessaires aux opérations du programme des transports.

Transports de surface
L'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des politiques et programmes liés au transport urbain, notamment les projets de déplacement de chemins de fer et d'étagement des voies; la construction et l'amélioration des routes, la prestation de certains services de navires à vapeur côtiers et de traversiers à l'égard desquels le Canada a accepté la responsabilité; un réseau national de transport ferroviaire pour la prestation de services de transport des marchandises et des voyageurs; l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et des programmes de sécurité routière de même que la recherche nécessaire à l'établissement de ces politiques et programmes, la promulgation et la mise en vigueur des normes de sécurité, d'émission et d'économie du carburant pour les nouveaux véhicules à moteur et les composantes fabriqués au Canada ou importés par celui-ci.

Administration centrale
Cabinets du Ministre et du ministre d'État et bureaux du sous-ministre et du sous-ministre associé. Coordination des politiques, planification stratégique et recherche. Prestation des services dans les secteurs des finances, du personnel, de la formation, de la vérification interne, de l'évaluation et de l'examen des programmes, des ordinateurs, des systèmes de gestion, de la gestion du matériel et des contrats, de l'administration générale, de la sécurité, des affaires publiques et des conseils juridiques. Mise en œuvre d'un programme de transport des marchandises dangereuses.

Air Canada

Objectif

Exploiter le commerce de transport aérien, au Canada et à l'étranger.

Bureau canadien de la sécurité aérienne

Objectif

Promouvoir la sécurité aérienne.

Description de l'activité

Promotion de la sécurité aérienne
Exécution d'enquêtes, d'analyses et de rapports en ce qui a trait aux accidents, aux incidents et aux obstacles, touchant des aéronefs civils, qui permettent d'en dégager les causes et les facteurs en vue de formuler des recommandations sur les moyens d'éliminer ou de réduire les manquements à la sécurité.

Commission canadienne des transports

Objectif

Compte tenu de la politique nationale visant à établir un réseau de transport économique, efficient et adéquat, réglementer l'évolution et le fonctionnement des aspects du secteur du transport qui relèvent du gouvernement fédéral en vue de protéger les intérêts des usagers des moyens de transports, maintenir la prospérité et la croissance économique au Canada ainsi que coordonner et harmoniser les activités des transporteurs.

Réglementer la sécurité des services de transport ferroviaire au Canada, afin que ceux-ci soient exploités de manière à minimiser les risques de blessures aux employés et au public, ainsi que les dommages à la propriété.

Donner des renseignements et des conseils sur les aspects économique et social de tous les modes de transport à l'intérieur, à destination ou en provenance du Canada, et les communiquer au gouvernement fédéral.

Administrer, économiquement et efficacement, certains programmes fédéraux de subventions pour les services de transport.

Description des activités

Transport aérien
La réglementation économique des services aériens commerciaux au Canada par la délivrance de permis d'exploitation pour ces services, le contrôle et la surveillance des activités des transporteurs aériens, l'étude et le contrôle des tarifs, la révision des acquisitions et des fusions impliquant des transporteurs aériens ou des services aériens commerciaux, et les analyses d'ordre économique et financier de l'industrie; la participation à l'élaboration d'accords aériens internationaux et la consultation avec les autorités aéronautiques étrangères relativement au transport aérien régulier et aux affrètements; et l'administration des subventions accordées aux transporteurs aériens commerciaux.

Transport par chemin de fer
La réglementation économique des services ferroviaires au Canada par l'analyse, l'élaboration et la publication de méthodes comptables et de calcul du prix de revient, la vérification des comptes des compagnies ferroviaires, l'étude et l'analyse des tarifs, et la résolution des plaintes afférentes aux tarifs; le contrôle de la qualité des services de trains de marchandises et de voyageurs; l'autorisation d'abandon d'embranchements et des demandes de centralisation des dépôts de messageries; l'élaboration et la mise en application des règlements, des normes et méthodes de sécurité relatives à l'exploitation, au matériel et à l'infrastructure ferroviaires; et l'administration des subventions versées aux compagnies ferroviaires.

Transport par eau
La délivrance de permis aux transporteurs par eau dans des zones désignées; l'étude et l'approbation des tarifs; la révision concernant les acquisitions et les fusions impliquant des transporteurs par eau; les avis au ministre du Revenu national en ce qui a trait aux demandes relatives à l'utilisation de navires étrangers pour le cabotage; et l'analyse économique et la surveillance des questions ayant trait au transport maritime international et multimodal.

Transport par véhicule à moteur
L'examen des acquisitions et des fusions impliquant des services de transport par route; la réglementation économique du service d'autocars Roadcruiser du CN à Terre-Neuve; et l'administration des subventions versées aux camionneurs.

Recherche
L'élaboration de programmes d'études et de recherches afin de donner des informations et des conseils sur les répercussions économiques et sociales de tous les modes de transport à l'intérieur, à destination ou en provenance du Canada.

Gestion et administration
Les fonctions de direction et de gestion intégrée ainsi que des services administratifs liés aux activités de la Commission.

Tribunal de l'aviation civile

Objectif

Fournir aux milieux de l'aviation l'occasion d'en appeler des décisions concernant l'application de la Loi sur l'aéronautique ou les peines imposées en vertu de cette loi.

Description de l'activité

Révisions et appels
Prévoir le fonctionnement d'un tribunal de l'aviation civile indépendant pour répondre aux demandes provenant des milieux de l'aviation pour la révision des décisions concernant l'application de la Loi sur l'aéronautique et/ou les peines imposées par le ministre des Transports en vertu de cette loi; pour tenir des audiences au cours des appels; pour conseiller au Ministre de maintenir ses décisions, de les remplacer par des décisions du tribunal ou encore de revenir sur des décisions.

Administrateur de l'Office du transport du grain

Objectif

Assurer, en ce qui a trait à des aspects précis du système de manutention et de transport des céréales, le transport rapide, efficace et organisé à destination des céréales produites dans l'Ouest canadien à l'intérieur du pays et aux divers points d'exportation.

Description de l'activité

Administrateur de l'Office du transport du grain
Coordination et gestion de la manutention et du transport des céréales afin d'assurer le transport rapide, efficace et organisé des céréales pour servir le mieux possible les intérêts des céréaliculteurs. Ces activités comprennent notamment: l'affectation de wagons aux expéditeurs de céréales; la définition, l'élaboration et la mise en œuvre de mesures visant à assurer l'efficacité du système; l'élaboration et la mise en œuvre d'un système conceptuel d'évaluation des objectifs de rendement pour les participants au système; la gestion de la flotte de wagons-trémies du gouvernement; l'administration des ententes sur le transport routier; la prestation de fonctions de secrétariat, de services de recherche et de soutien au Comité supérieur du transport du grain; la mise sur pied d'un programme d'information publique à l'intention des céréaliculteurs et d'autres parties intéressées en ce qui a trait à l'évaluation et à la performance du système.

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel
Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec le gouvernement des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	678,830,000	...	...	678,830,000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1a	Virement de $9,510,999 du crédit 5 (Transports) et de $1,400,000 du crédit 10 (Transports)				
...	...	1	...	1	1c	Virement de $36,238,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	45,749,998	45,749,998		Virement du: crédit 5				
...	...	...	1,400,000	1,400,000		crédit 10				
...	...	...	16,400,000	16,400,000		CT, crédit 5[1]				
...	...	...	101,900	101,900		CT, crédit 10[1]				
...	678,830,000	2	63,651,898	742,481,900		Total—Crédit 1	733,545,539	8,936,361	...	857,475,074
...	828,304,000	...	...	828,304,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(45,749,998)	(45,749,998)		Virement au: crédit 1				
...	...	...	(4,279,999)	(4,279,999)		crédit 15				
...	...	...	(2,660,999)	(2,660,999)		crédit 20				
...	...	...	(1,520,999)	(1,520,999)		crédit 25				
...	...	...	(13,199,999)	(13,199,999)		crédit 26c				
...	...	...	(5,450,999)	(5,450,999)		crédit 30				
...	...	...	(724,999)	(724,999)		crédit 36c				
...	...	...	(1,549,999)	(1,549,999)		crédit 38c				
...	...	...	(33,699,998)	(33,699,998)		crédit 40				
...	...	...	(822,999)	(822,999)		crédit 42c				
...	...	...	(26,699,999)	(26,699,999)		crédit 45				
...	828,304,000	...	(136,360,987)	691,943,013		Total—Crédit 5	580,420,124	111,522,889	...	672,123,841
...	280,402,117	...	...	280,402,117	10	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10a	Subventions et contributions				
...	...	1	...	1	10c	Subventions et contributions				
...	...	...	(1,400,000)	(1,400,000)		Virement au crédit 1				
...	280,402,117	2	(1,400,000)	279,002,119		Total—Crédit 10	260,646,965	18,355,154	...	332,930,708
...	9,184,000	...	...	9,184,000	15	Paiements à la Corporation Place du Havre Canada				
...	...	1	...	1	15a	Virement de $4,279,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	4,279,999	4,279,999		Virement du: crédit 5				
...	...	...	158,133	158,133		CT, crédit 10[1]				
...	9,184,000	1	4,438,132	13,622,133		Total—Crédit 15	13,622,133	...	...	55,609,000

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	2,116,000	...	...	2,116,000	20	Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée				
...	...	1	...	1	20c	Virement de $2,660,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	2,660,999	2,660,999		Virement du crédit 5				
...	2,116,000	1	2,660,999	4,777,000		Total—Crédit 20	4,777,000	...	...	4,156,688
...	2,488,000	...	...	2,488,000	25	Paiement à la Société Les ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $1,520,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	1,520,999	1,520,999		Virement du crédit 5				
...	2,488,000	1	1,520,999	4,009,000		Total—Crédit 25	3,853,000	156,000	...	3,855,000
...	...	1	...	1	26c	Paiement à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent à l'égard d'un programme d'entretien accru pour le canal de Welland y compris des dépenses en capital nécessaires—Pour autoriser le virement au présent crédit de $13,199,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	13,199,999	13,199,999		Virement du crédit 5				
...	...	1	13,199,999	13,200,000		Total—Crédit 26c	13,200,000	...	...	...
...	8,867,000	...	...	8,867,000	30	Paiement à la Société canadienne des ports				
...	...	1	...	1	30a	Paiement à la Société canadienne des ports pour a) creusage d'un poste de mouillage au port de Churchill au Manitoba; et b) virement de $5,450,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	5,450,999	5,450,999		Virement du crédit 5				
...	8,867,000	1	5,450,999	14,318,000		Total—Crédit 30	12,992,556	1,325,444	...	14,126,655
...	...	1	...	1	31c	Pour étendre la portée du crédit 39c (Transports) de la Loi nº 4 de 1983-84 portant affectation de crédits en vue de faire passer de $205,000,000 à $230,000,000 le montant que le Ministre peut garantir à l'égard des prêts et d'autres arrangements financiers devant être conclus avec Ridley Terminals Inc.	...	1	...	...
...	1,160,000	...	...	1,160,000	35	Paiement à la Commission du port de Hamilton	1,160,000	...	...	2,000,000
					36c	Paiements à l'Administration de pilotage de l'Atlantique à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986 et pour l'acquisition d'un bateau pilote—Pour autoriser le virement au présent crédit				

...	...	1	...	1		de $724,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	724,999	724,999		Virement du crédit 5				
...	...	1	724,999	725,000		Total—Crédit 36c	459,735	265,265	...	611,111
...	...	1	...	1	38c	Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Administration pour l'année civile 1986—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,549,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	1,549,999	1,549,999		Virement du crédit 5				
...	...	1	1,549,999	1,550,000		Total—Crédit 38c	1,281,912	268,088	...	1,956,050
...	146,106,000	...	...	146,106,000	40	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.				
...	...	1	...	1	40a	Virement de $19,699,999 du crédit 5 (Transports)				
					40c	Paiement à Marine Atlantique S.C.C.—Pour étendre la portée du crédit 40 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
						a) pour autoriser l'acquisition de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada de tout le capital-actions émis d'une société à qui les avoirs reliés au chantier naval de St-John's auront été cédés par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada; et				
...	...	1	...	1		b) pour autoriser le virement au présent crédit de $13,999,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	33,699,998	33,699,998		Virement du crédit 5				
...	146,106,000	2	33,699,998	179,806,000		Total—Crédit 40	179,797,289	8,711	...	102,811,000
...	...	1	...	1	42c	En se conformant à la réglementation prescrite par le gouverneur en conseil, rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada d'une proportion déterminée des frais engagés par eux relativement aux avantages accordés à leurs employés qui sont affectés de façon défavorable par des changements permanents découlant de la réorganisation des services offerts à Terre-Neuve par la Division Terra Transport de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, changements qui seront effectués conformément aux dispositions approuvées par le gouvernement pour assurer les services de transport à Terre-Neuve—Pour autoriser le virement au présent crédit de $822,999 du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	822,999	822,999		Virement du crédit 5				
...	...	1	822,999	823,000		Total—Crédit 42c	812,544	10,456	...	927,732
...	500,000,000	...	...	500,000,000	45	Paiements à VIA Rail Canada Inc.				
...	...	1	...	1	45c	Virement de $26,699,999 du crédit 5 (Transports)				
...	...	...	26,699,999	26,699,999		Virement du crédit 5				
...	500,000,000	1	26,699,999	526,700,000		Total—Crédit 45	535,767,607	(9,067,607)	...	599,792,361

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budget des dépenses	Provenance des autorisations — Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Provenance des autorisations — Redressements et virements	Provenance des autorisations — Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Utilisation des autorisations — Annulées (suremployées)	Utilisation des autorisations — Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
4,895,177	2,600,000	...	(2,600,000)	4,895,177	(S)	Fonds renouvelable des magasins				
...	...	1	...	1	2c	Fonds renouvelable des magasins—Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, pour abroger l'article 30 de ladite Loi à compter du 31 mars 1987				
...	...	...	3,349,790	3,349,790	(S)	Cessation du Fonds renouvelable des magasins—Approuvée par le Conseil du Trésor pour annuler le déficit conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes				
4,895,177	2,600,000	1	749,790	8,244,968		Total—Fonds renouvelable des magasins	2,841,579	5,403,389	...	4,933,919
139,341,718	(21,134,000)	...	21,134,000	139,341,718	(S)	Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes	(26,486,758)	...	165,828,476	(107,264,863)
...	2,600,000	...	62,157	2,662,157	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963)	2,662,157	...	...	2,968,288
...	102,250,470	...	11,182,530	113,433,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113,433,000	...	...	111,699,000
...	...	...	307,979	307,979	(S)	Arrêts de la Cour fédérale	307,979	...	...	4,345,087
...	...	...	422,924	422,924	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	422,924	...	...	19,911
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	12,113,623
144,236,895	2,543,813,117	17	50,520,981	2,738,571,010		Total budgétaire	2,435,558,383	137,184,151	165,828,476	2,677,229,715
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, articles 26 et 28. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
10,000,000	...	...	...	10,000,000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 29. Limite $10,000,000. (Net)	...	...	10,000,000	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6,781,000
20,000,000	...	...	...	20,000,000		Total non budgétaire	...	...	20,000,000	6,781,000
144,236,895	**2,543,813,117**	**17**	**50,520,981**	**2,738,571,010**		**Total du département—Budgétaire**	**2,435,558,383**	**137,184,151**	**165,828,476**	**2,677,229,715**[2]
20,000,000	**...**	**...**	**...**	**20,000,000**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**20,000,000**	**6,781,000**
						Air Canada				
420,991,000	...	...	...	420,991,000	(S)	(L) Achat d'actions de la Société en vertu de la Loi d'Air Canada, article 10. Limite de capital autorisé $750,000,000. (Brut)	...	...	420,991,000	...

553,902,237	...	...	...	553,902,237	(S)	(L) Prêts et garanties de la Couronne en vertu de la Loi d'Air Canada, article 16. Limite $750,000,000. (Net)	(20,508,877)	...	574,411,114	(31,581,502)
974,893,237	**...**	**...**	**...**	**974,893,237**		**Total du programme—Non budgétaire**	**(20,508,877)**	**...**	**995,402,114**	**(31,581,502)**
						Bureau canadien de la sécurité aérienne				
...	14,342,000	...	...	14,342,000	50	Dépenses du programme	13,996,623	345,377	...	16,855,808
...	1,260,000	...	137,000	1,397,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,397,000	...	...	1,308,000
...	**15,602,000**	**...**	**137,000**	**15,739,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**15,393,623**	**345,377**	**...**	**18,163,808**
						Commission canadienne des transports				
...	37,611,000	...	...	37,611,000	55	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,644,681	1,644,681		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	41,400	41,400		CT, crédit 10[1]				
...	37,611,000	...	1,686,081	39,297,081		Total—Crédit 55	38,031,384	1,265,697	...	39,854,384
...	25,704,000	...	...	25,704,000	60	Subventions et contributions				
...	...	2,600,000	...	2,600,000	60c	Subventions et contributions				
...	25,704,000	2,600,000	...	28,304,000		Total—Crédit 60	27,291,089	1,012,911	...	24,422,250
...	706,100,000	(33,950,000)	(66,058)	672,083,942	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	672,083,942	...	...	496,362,053
...	69,660,000	4,530,000	(412,270)	73,777,730	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	73,777,730	...	...	47,187,946
...	58,361,000	7,893,000	1,311,730	67,565,730	(S)	Paiements à des compagnies de chemin de fer, maritimes et de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région Atlantique	67,565,730	...	...	67,454,564
...	4,146,000	...	450,000	4,596,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,596,000	...	...	4,890,000
...	**901,582,000**	**(18,927,000)**	**2,969,483**	**885,624,483**		**Total du programme—Budgétaire**	**883,345,875**	**2,278,608**	**...**	**680,171,197**
						Tribunal de l'aviation civile[2]				
...	...	800,000	...	800,000	63a	Dépenses du programme	654,506	145,494	...	114,867
...	**...**	**800,000**	**...**	**800,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**654,506**	**145,494**	**...**	**114,867[2]**
						Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	2,944,000	...	...	2,944,000	65	Dépenses du programme				
...	...	8,600,000	...	8,600,000	65c	Dépenses du programme et contributions				
...	2,944,000	8,600,000	...	11,544,000		Total—Crédit 65	2,946,064	8,597,936	...	2,031,995
...	188,000	...	20,000	208,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	208,000	...	...	213,000
...	**3,132,000**	**8,600,000**	**20,000**	**11,752,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**3,154,064**	**8,597,936**	**...**	**2,244,995**

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Administration du pipe-line du Nord				
...	600,000	...	...	600,000	70	Dépenses du programme	363,842	236,158	...	704,022
...	45,000	...	...	45,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45,000	...	...	157,000
...	**645,000**	**...**	**...**	**645,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**408,842**	**236,158**	**...**	**861,022**
144,236,895	**3,464,774,117**	**(9,526,983)**	**53,647,464**	**3,653,131,493**		**Total du ministère— Budgétaire**	**3,338,515,293**	**148,787,724**	**165,828,476**	**3,378,785,604**
994,893,237	**...**	**...**	**...**	**994,893,237**		**Non budgétaire**	**(20,508,877)**	**...**	**1,015,402,114**	**(24,800,502)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

(2) Le tribunal de l'aviation civile a été créé en 1986-87. Les dépenses de l'exercice précédent apparaissaient sous le département de Transports en 1985-86.

Programmes par activité

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	482,465,000	6	6,919,351	16,123,996	3,481,432	(8,650,000)	500,339,785	Transport maritime	464,805,085	35,534,700	...	469,015,470
139,341,718	955,463,000	...	6,792,572	5,071,000	122,580,495	(871,300,000)	357,948,785	Transports aériens	174,669,594	17,450,715	165,828,476	193,920,588
...	27,387,000	...	230,496	...	307,775	...	27,925,271	Transports de surface	24,650,656	3,274,615	...	727,354,339
4,895,177	757,912,000	9	2,717,614	116,565,991	2,486,089	(5,827,000)	878,749,880	Administration centrale	927,703,802	(48,953,922)	...	171,477,530
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	4,944,304
...	(885,777,000)	...	...	...	...	885,777,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
144,236,895	1,337,450,000	15	16,660,033	137,760,987	128,855,791	...	1,764,963,721	Total—Fonctionnement	1,591,829,137	7,306,108	165,828,476	1,566,712,231
								Capital				
...	347,446,000	...	...	(65,059,994)	...	...	282,386,006	Transport maritime	223,588,651	58,797,355	...	316,815,001
...	565,051,000	...	...	(71,474,993)	(95,057,000)	...	398,519,007	Transports aériens	337,472,358	61,046,649	...	435,761,871
...	2,210,000	...	...	...	...	...	2,210,000	Transports de surface	2,598,219	(388,219)	...	2,565,212
...	8,654,000	...	...	...	...	...	8,654,000	Administration centrale	16,586,896	(7,932,896)	...	12,307,085
...	...	...	...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	7,169,319
...	923,361,000	...	...	(136,534,987)	(95,057,000)	...	691,769,013	Total—Capital	580,246,124	111,522,889	...	774,618,488
								Paiements de transfert				
...	1,019,117	1	...	174,000	...	...	1,193,118	Transport maritime	1,648,402	(455,284)	...	1,013,672
...	41,817,000	...	...	...	...	...	41,817,000	Transports aériens	37,734,078	4,082,922	...	38,819,113
...	22,953,000	...	...	...	...	...	22,953,000	Transports de surface	8,834,624	14,118,376	...	81,056,483
...	217,213,000	1	...	(1,400,000)	62,157	...	215,875,158	Administration centrale	215,266,018	609,140	...	215,009,728
...	283,002,117	2	...	(1,226,000)	62,157	...	281,838,276	Total—Paiements de transfert	263,483,122	18,355,154	...	335,898,996
								Non budgétaire				
								Sociétés d'État:				
20,000,000	...	...	...	...	...	...	20,000,000	Transport maritime	...	...	20,000,000	6,781,000
								Sommaire du département				
								Transport maritime—				
...	822,280,117	7	6,919,351	(48,761,998)	3,481,432	...	783,918,909	**Budgétaire**	690,042,138	93,876,771	...	786,844,143
20,000,000	...	...	...	...	...	...	20,000,000	**Non budgétaire**	...	...	20,000,000	6,781,000
139,341,718	691,031,000	...	6,792,572	(66,403,993)	27,523,495	...	798,284,792	**Transports aériens**	549,876,030	82,580,286	165,828,476	668,501,572
...	52,550,000	...	230,496	...	307,775	...	53,088,271	**Transports de surface**	36,083,499	17,004,772	...	810,976,034
4,895,177	977,952,000	10	2,717,614	115,165,991	2,548,246	...	1,103,279,038	**Administration centrale**	1,159,556,716	(56,277,678)	...	398,794,343
...	...	...	...	...	...	...	...	**Activités non requises pour l'exercice en cours**	...	...	...	12,113,623

Programmes par activité—*Suite*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Total du département—				
144,236,895	**2,543,813,117**	**17**	**16,660,033**	**...**	**33,860,948**	**...**	**2,738,571,010**	**Budgétaire**	**2,435,558,383**	**137,184,151**	**165,828,476**	**2,677,229,715**
20,000,000	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**20,000,000**	**Non budgétaire**	**...**	**...**	**20,000,000**	**6,781,000**
								Air Canada				
								Non budgétaire				
974,893,237	...	...	...	...	...	...	974,893,237	Corporation Air Canada	(20,508,877)	...	995,402,114	(31,581,502)
								Total du programme—				
974,893,237	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**974,893,237**	**Non budgétaire**	**(20,508,877)**	**...**	**995,402,114**	**(31,581,502)**
								Bureau canadien de la sécurité aérienne				
								Fonctionnement				
...	14,742,000	...	...	...	137,000	...	14,879,000	Promotion de la sécurité aérienne	14,536,458	342,542	...	17,144,153
								Capital				
...	860,000	...	...	...	...	...	860,000	Promotion de la sécurité aérienne	857,165	2,835	...	1,019,655
								Total du programme—				
...	**15,602,000**	**...**	**...**	**...**	**137,000**	**...**	**15,739,000**	**Budgétaire**	**15,393,623**	**345,377**	**...**	**18,163,808**
								Commission canadienne des transports				
								Fonctionnement				
...	6,233,000	...	102,650	...	74,804	...	6,410,454	Transport aérien	6,098,523	311,931	...	7,126,879
...	17,564,000	...	1,103,400	...	177,290	...	18,844,690	Transport par chemin de fer	18,257,681	587,009	...	17,685,431
...	1,480,000	...	118,000	...	17,671	...	1,615,671	Transport par eau	1,620,958	(5,287)	...	1,861,796
...	1,618,000	...	91,750	...	24,149	...	1,733,899	Transport par véhicule à moteur	1,889,724	(155,825)	...	1,885,758
...	3,894,000	...	2,850	...	35,340	...	3,932,190	Recherche	3,247,558	684,632	...	3,921,886
...	10,884,000	...	267,431	...	120,746	...	11,272,177	Gestion et administration	11,014,460	257,717	...	11,810,534
...	41,673,000	...	1,686,081	...	450,000	...	43,809,081	Total—Fonctionnement	42,128,904	1,680,177	...	44,292,284
								Capital				
...	10,000	...	...	...	...	...	10,000	Transport aérien	19,352	(9,352)	...	62,586
...	24,000	...	...	...	...	...	24,000	Transport par chemin de fer	179,899	(155,899)	...	104,506
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Transport par eau	6,098	(2,098)	...	14,611
...	2,000	...	...	...	...	...	2,000	Transport par véhicule à moteur	3,739	(1,739)	...	11,065

...	3,000	...	...	...	...	...	3,000	Recherche	12,891	(9,891)	...	15,168
...	41,000	...	...	...	...	...	41,000	Gestion et administration	276,501	(235,501)	...	244,164
...	84,000	...	...	...	...	...	84,000	Total—Capital	498,480	(414,480)	...	452,100
								Paiements de transfert				
...	...	1,600,000	...	...	...	...	1,600,000	Transport aérien	1,600,000	...	...	600,000
...	814,223,000	(29,073,000)	...	...	(739,948)	...	784,410,052	Transport par chemin de fer	783,397,141	1,012,911	...	578,609,898
...	333,000	163,000	...	...	(32,684)	...	463,316	Transport par eau	463,316	...	...	370,720
...	45,269,000	8,383,000	...	...	1,606,034	...	55,258,034	Transport par véhicule à moteur	55,258,034	...	...	55,844,279
...	...	...	...	...	...	...	...	Recherche	...	...	...	1,916
...	859,825,000	(18,927,000)	...	...	833,402	...	841,731,402	Total—Paiements de transfert	840,718,491	1,012,911	...	635,426,813
								Sommaire du programme				
...	**6,243,000**	**1,600,000**	**102,650**	...	**74,804**	...	8,020,454	**Transport aérien**	7,717,875	**302,579**	...	**7,789,465**
...	**831,811,000**	**(29,073,000)**	**1,103,400**	...	**-(562,658)**	...	803,278,742	**Transport par chemin de fer**	801,834,721	**1,444,021**	...	**596,399,835**
...	**1,817,000**	**163,000**	**118,000**	...	**(15,013)**	...	2,082,987	**Transport par eau**	2,090,372	**(7,385)**	...	**2,247,127**
...	**46,889,000**	**8,383,000**	**91,750**	...	**1,630,183**	...	56,993,933	**Transport par véhicule à moteur**	57,151,497	**(157,564)**	...	**57,741,102**
...	**3,897,000**	...	**2,850**	...	**35,340**	...	3,935,190	**Recherche**	3,260,449	**674,741**	...	**3,938,970**
...	**10,925,000**	...	**267,431**	...	**120,746**	...	11,313,177	**Gestion et administration**	11,290,961	**22,216**	...	**12,054,698**
...	**901,582,000**	**(18,927,000)**	**1,686,081**	...	**1,283,402**	...	885,624,483	**Total du programme—Budgétaire**	883,345,875	**2,278,608**	...	**680,171,197**
								Tribunal de l'aviation civile				
								Fonctionnement				
...	...	690,000	...	...	...	...	690,000	Révisions et appels	555,691	134,309	...	114,867
								Capital				
...	...	110,000	...	...	...	...	110,000	Révisions et appels	98,815	11,185	...	...
...	...	**800,000**	...	...	...	...	800,000	**Total du programme—Budgétaire**	654,506	**145,494**	...	**114,867**
								Administrateur de l'Office du transport du grain				
								Fonctionnement				
...	2,894,000	...	...	...	20,000	...	2,914,000	Administrateur de l'Office du transport du grain	2,040,336	873,664	...	1,931,606
								Capital				
...	38,000	...	...	...	...	...	38,000	Administrateur de l'Office du transport du grain	39,959	(1,959)	...	86,250
								Paiements de transfert				
...	200,000	8,600,000	...	...	...	...	8,800,000	Administrateur de l'Office du transport du grain	1,073,769	7,726,231	...	227,139
...	**3,132,000**	**8,600,000**	...	...	**20,000**	...	**11,752,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**3,154,064**	**8,597,936**	...	**2,244,995**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans		Redressements et virements				Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit						
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Administration du pipe-line du Nord				
								Fonctionnement				
...	645,000	...	...	...	...	...	645,000	Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	408,842	236,158	...	861,022
...	**645,000**	...	...	...	...	...	645,000	**Total du programme—Budgétaire**	**408,842**	**236,158**	...	**861,022**
								Total du ministère—				
144,236,895	**3,464,774,117**	**(9,526,983)**	**18,346,114**	...	**35,301,350**	...	3,653,131,493	**Budgétaire**	3,338,515,293	**148,787,724**	**165,828,476**	**3,378,785,604**
994,893,237	...	...	...	...	...	...	994,893,237	**Non budgétaire**	(20,508,877)	...	**1,015,402,114**	**(24,800,502)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Transport maritime				
...	150	...	...	...	...	150	Subvention à la Writers' Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award	150	...	...	150
							Services nautiques—Subventions aux organismes d'aide aux marins:				
...	300	...	...	...	...	300	Welland Canal Mission for Sailors	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen, Toronto (Ontario)	300	...	...	300
...	200	...	...	...	...	200	Seamen's Mission Society, Saint John (N-B)	200	...	...	200
...	10,000	...	...	...	...	10,000	British Sailors' Society (Canada)	10,000	...	...	10,000
...	600	...	...	...	...	600	Mariners' House of Montreal, Montréal (Québec)	600	...	...	600
...	300	...	...	...	...	300	Mission to Seamen—Section de Lakehead	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Missions to Seamen—Sarnia et Windsor	300	...	...	300
...	300	...	...	...	...	300	Seafarer's Club—Prince Rupert (C-B)	300	...	...	300
...	1,667	...	...	...	...	1,667	Inspection de navires à vapeur—Subvention au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique	1,667	...	...	...
...	...	1	...	4,999	...	5,000	Subvention à l'Association des ports et havres du Canada	5,000	...	...	...
...	14,117	1	...	4,999	...	19,117		19,117	...	...	12,450
							Transports aériens				
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association royale canadienne des aéroclubs	25,000	...	...	18,750
							Transports de surface				
...	100,000	...	...	...	...	100,000	Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau	100,000	...	...	100,000
							Administration centrale				
...	93,000	1	...	28,599	...	121,600	Subventions aux universités, à d'autres organismes, aux étudiants universitaires et à d'autres personnes pour la recherche en matière de transports	119,600	2,000	...	1,123,225
...	20,000	...	...	...	...	20,000	Comité de la semaine nationale des transports	20,000	...	...	20,000
...	15,678,000	...	...	(178,599)	...	15,499,401	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	15,378,584	120,817	...	14,895,955

Paiements de transfert—*Suite*

	Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal	...	6,000,000	...	...	...	...	6,000,000	5,075,000	925,000	...	2,648,553
Subvention à la Prince Rupert Grain Ltd. pour reporter la démolition d'un vieil élévateur à grain	...	...	...	...	150,000	...	150,000	150,000	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,326,811
	...	21,791,000	1	...	...	...	21,791,001	20,743,184	1,047,817	...	24,014,544
Total—Subventions	...	21,930,117	2	...	4,999	...	21,935,118	20,887,301	1,047,817	...	24,145,744
Contributions											
Transport maritime											
Contribution à la Croix rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique	...	250,000	...	...	...	...	250,000	62,500	187,500	...	250,000
Paiement aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents	...	705,000	...	...	(4,999)	...	700,001	634,185	65,816	...	549,854
Contribution au Centre for Cold Oceans Resources Engineering (C-Core) pour son programme de recherche et de développement	...	50,000	...	...	...	...	50,000	50,000	...	...	50,000
Contributions pour étude aux comtés de Michipicoten et Sault Ste-Marie	...	...	...	...	...	...	...	65,650	(65,650)	...	...
Contribution pour le programme de protection des piliers du pont Laviolette en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des transports	...	...	...	...	...	...	...	642,950	(642,950)	...	...
Contribution pour la construction de quais de traversier à l'Île Verte (Québec)	...	...	...	...	174,000	...	174,000	174,000	...	...	...
Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	151,368
	...	1,005,000	...	...	169,001	...	1,174,001	1,629,285	(455,284)	...	1,001,222
Transports aériens											
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres	...	16,905,000	...	...	...	...	16,905,000	19,311,818	(2,406,818)	...	18,762,461
Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres des installations connexes:											

							Principales contributions—				
...	10,429,000	...	...	...	...	10,429,000	Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Port Hope Simpson, Postville et Hopedale)	5,574,760	4,854,240	...	8,605,577
...	2,081,000	...	...	...	...	2,081,000	Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit	5,223,507	(3,142,507)	...	2,811,262
...	11,493,000	...	...	...	...	11,493,000	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres, et des installations connexes	7,330,326	4,162,674	...	6,369,371
...	159,000	...	...	...	...	159,000	Contributions au CEGEP Saint-Jean sur le Richelieu	38,177	120,823	...	407,503
...	625,000	...	...	...	...	625,000	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aériennes et des voies aériennes	134,481	490,519	...	56,365
...	75,000	...	...	...	...	75,000	Contributions aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage	71,009	3,991	...	72,563
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage	25,000	...	...	25,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,690,261
...	41,792,000	...	...	...	...	41,792,000		37,709,078	4,082,922	...	38,800,363
							Transports de surface				
...	13,598,000	...	...	...	...	13,598,000	Paiements à l'appui du «Regina Rail Relocation Project», selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	...	13,598,000	...	...
...	7,508,000	...	...	...	...	7,508,000	Paiements à l'appui de croisements étagés dans les provinces de Québec, de l'Ontario et du Manitoba, approuvés selon les parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	7,968,228	(460,228)	...	4,500,000
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Paiements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour couvrir le coût de la déviation de voies ferrées à Fort Saskatchewan en accord avec les modalités approuvées par le gouverneur en conseil	...	1,000,000	...	...
...	500,000	...	...	...	...	500,000	Paiements à l'appui d'un projet de réalignement de la voie ferrée à Victoriaville (Québec)	700,000	(200,000)	...	...
...	160,000	...	...	...	...	160,000	Association des routes et transports du Canada	...	160,000	...	146,685
...	87,000	...	...	...	...	87,000	Contributions à des organismes de recherches choisis pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers	66,396	20,604	...	70,630
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	76,239,168
...	22,853,000	...	...	...	...	22,853,000		8,734,624	14,118,376	...	80,956,483

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements								
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Administration centrale				
...	3,950,000	...	...	...	...	3,950,000	Contributions aux provinces et organismes conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour des initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional	2,326,171	1,623,829	...	649,694
							Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional:				
...	1,882,000	...	...	...	...	1,882,000	Province de l'Île-du-Prince-Édouard (Entente sur le développement économique et régional)	348,827	1,533,173	...	6,270,732
...	13,700,000	...	...	...	...	13,700,000	Province du Nouveau-Brunswick (Entente sur le développement économique et régional)	10,077,228	3,622,772	...	12,681,201
...	10,510,000	...	...	...	...	10,510,000	Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	12,841,544	(2,331,544)	...	10,002,683
...	98,320,000	...	...	...	...	98,320,000	Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil	90,112,000	8,208,000	...	97,765,000
...	17,242,000	...	...	...	...	17,242,000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	17,261,730	(19,730)	...	16,222,093
...	90,000	...	...	...	...	90,000	Contributions au Conseil des grains du Canada pour l'établissement de la banque de données et du service d'information GRAINBASE	90,000	...	...	90,000
...	3,000,000	...	...	...	...	3,000,000	Contributions à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil aux fins d'un accord auxiliaire entre le Canada et la province du Manitoba pour l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill, en vertu de l'entente sur le développement économique et régional	2,503,038	496,962	...	3,198,767

...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	2,176,751	(176,751)	...	1,711,850
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1986 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés du chemin de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1986, le versement minimum à $50 par mois plutôt qu'à $20 comme le prévoit ladite Loi	3,231,087	(1,231,087)	...	2,965,885
...	2,600,000	...	...	...	62,157	2,662,157	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal (crédit 107, Loi des subsides nº 5 de 1963)	2,662,157	...	...	2,968,288
...	2,000,000	...	...	(1,400,000)	...	600,000	Paiements pour un programme d'assistance pour le transport des personnes handicapées	796,031	(196,031)	...	577,592
...	13,078,000	...	...	...	...	13,078,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes: les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard	10,011,040	3,066,960	...	23,157,310
...	1,000,000	...	...	...	...	1,000,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider au développement de la Gare du Palais de Québec aux fins du développement économique et régional	...	1,000,000	...	1,875,000
...	1,500,000	...	...	...	...	1,500,000	Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à l'implantation d'un système de contrôle de la circulation sur certains tronçons du réseau autoroutier, notamment dans la région de Montréal, aux fins du développement économique et régional	...	1,500,000	...	...
							Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional:				
...	20,550,000	...	...	...	...	20,550,000	Province de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique et régional)	19,074,279	1,475,721	...	9,323,825
...	2,000,000	...	...	...	...	2,000,000	Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional)	3,308,314	(1,308,314)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Réserve d'amélioration du système	8,156,469	(8,156,469)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Contribution à l'Association des routes et transport du Canada	184,706	(184,706)	...	...

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	...	...	...	...	...	...	Contribution aux chemins de fer du CN—Terre-Neuve	9,361,462	(9,361,462)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,535,264
...	195,422,000	...	...	(1,400,000)	62,157	194,084,157		194,522,834	(438,677)	...	190,995,184
...	**261,072,000**	...	...	**(1,230,999)**	**62,157**	**259,903,158**	Total—Contributions	**242,595,821**	**17,307,337**	...	**311,753,252**
							Sommaire du département par activité				
...	**1,019,117**	**1**	...	**174,000**	...	1,193,118	**Transport maritime**	1,648,402	**(455,284)**	...	**1,013,672**
...	**41,817,000**	...	...	...	...	41,817,000	**Transports aériens**	37,734,078	**4,082,922**	...	**38,819,113**
...	**22,953,000**	...	...	...	...	22,953,000	**Transports de surface**	8,834,624	**14,118,376**	...	**81,056,483**
...	**217,213,000**	**1**	...	**(1,400,000)**	**62,157**	215,875,158	**Administration centrale**	215,266,018	**609,140**	...	**215,009,728**
...	**283,002,117**	**2**	...	**(1,226,000)**	**62,157**	**281,838,276**	**Total du département**	**263,483,122**	**18,355,154**	...	**335,898,996**
							Commission canadienne des transports				
							Contributions				
							Transport aérien				
...	...	1,600,000	...	...	...	1,600,000	Versement de contributions aux transporteurs aériens régionaux à l'égard de services non rentables dans l'Est du Québec et les provinces de l'Atlantique	1,600,000	...	...	600,000
							Transport par chemin de fer				
...	15,704,000	...	...	(1,122,000)	...	14,582,000	Paiements aux compagnies ferroviaires en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	13,610,373	971,627	...	14,625,977
...	12,759,000	(653,000)	...	...	(261,620)	11,844,380	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	11,844,380	...	...	11,239,565
...	706,100,000	(33,950,000)	...	...	(66,058)	672,083,942	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	672,083,942	...	...	496,362,053
...	69,660,000	4,530,000	...	...	(412,270)	73,777,730	(S) Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des articles 256, 258, 261 et 272 de la Loi sur les chemins de fer	73,777,730	...	...	47,187,946
...	10,000,000	...	...	1,122,000	...	11,122,000	Contributions versées aux fins énoncées au paragraphe 20(1) de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer	11,080,716	41,284	...	8,998,492

...	...	1,000,000	...	...	...	1,000,000	Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux pour la réalisation d'un projet de déplacement des voies ferrées à Fort Saskatchewan (Alberta)	1,000,000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	195,865
...	814,223,000	(29,073,000)	...	...	(739,948)	784,410,052		783,397,141	1,012,911	...	578,609,898
							Transport par eau				
...	333,000	163,000	...	...	(32,684)	463,316	(S) Paiements à des compagnies maritimes en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	463,316	...	...	370,720
							Transport par véhicule à moteur				
...	45,269,000	8,383,000	...	...	1,606,034	55,258,034	(S) Paiements à des compagnies de camionnage en vertu de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	55,258,034	...	...	55,844,279
							Recherche				
...	...	...	...	...	...		Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,916
							Sommaire du programme par activité				
...	...	1,600,000	...	...	...	1,600,000	**Transport aérien**	1,600,000	...	...	600,000
...	814,223,000	(29,073,000)	...	...	(739,948)	784,410,052	**Transport par chemin de fer**	783,397,141	1,012,911	...	578,609,898
...	333,000	163,000	...	...	(32,684)	463,316	**Transport par eau**	463,316	...	...	370,720
...	45,269,000	8,383,000	...	...	1,606,034	55,258,034	**Transport par véhicule à moteur**	55,258,034	...	...	55,844,279
...	...	...	...	...	...	...	**Recherche**	...	...	...	1,916
...	**859,825,000**	**(18,927,000)**	...	...	**833,402**	**841,731,402**	**Total du programme**	**840,718,491**	**1,012,911**	...	**635,426,813**
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
							Contributions				
							Administrateur de l'Office du transport du grain				
...	200,000	...	...	...	...	200,000	Contributions à des entreprises de camionnage touchées défavorablement par la Loi sur le transport du grain de l'Ouest	20,270	179,730	...	223,457
...	...	8,600,000	...	...	...	8,600,000	Contributions pour de nouveaux moyens créateurs de transporter le grain dans l'Ouest canadien	1,053,499	7,546,501	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3,682
...	**200,000**	**8,600,000**	...	...	...	**8,800,000**	**Total du programme**	**1,073,769**	**7,726,231**	...	**227,139**
...	**1,143,027,117**	**(10,326,998)**	...	**(1,226,000)**	**895,559**	**1,132,369,678**	**Total du ministère**	**1,105,275,382**	**27,094,296**	...	**971,552,948**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Transport maritime			
Aides à la navigation			
Systèmes et services de gestion du trafic maritime	1,623,000	902,256	1,138,857
Déglaçage, Arctique et autres services maritimes	305,000	458,021	406,513
	6,722,000	10,770,283	11,557,149
	8,650,000	12,130,560	13,102,519
Transports aériens			
Aéroports et services au sol connexes—Composantes des principaux aéroports fédéraux			
Taxe de transport aérien	81,503,000	81,503,000	205,046,290
Location, concessions et taxe de stationnement	152,888,000	155,995,406	135,746,353
Taxe d'atterrissage	91,181,000	84,214,866	72,301,712
Taxe générale d'aérogare	57,673,000	63,987,757	45,425,422
Autres recettes	18,170,000	18,838,073	17,745,684
Coûts recouvrés auprès d'autres départements du gouvernement fédéral:			
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	117,000	61,256	68,505
	401,532,000	404,600,358	476,333,966
Aéroports et services au sol connexes			
Taxe de transport aérien	223,197,000	216,250,049	57,306,230
Location, concessions et taxe de stationnement	29,220,000	30,069,408	26,925,978
Taxe d'atterrissage	15,728,000	14,300,271	13,242,055
Taxe générale d'aérogare	5,301,000	6,041,237	4,652,180
Autres recettes	4,467,000	8,129,543	5,587,438
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de services de gestion	38,296,000	38,296,000	37,597,480
Coûts recouvrés auprès d'autres départements du gouvernement fédéral:			
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	539,000	458,650	493,394
	316,748,000	313,545,[illegible]58	145,804,755
Services de la navigation aérienne			
Taxe de transport aérien	51,300,000	50,089,340	44,134,069
Location, concessions et taxe de stationnement	875,000	1,101,931	762,259
Autres recettes	17,585,000	17,880,425	15,329,617

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de contrôle de la circulation aérienne	61,201,000	61,201,000	52,676,000
Coûts recouvrés auprès d'autres départements du gouvernement fédéral:			
Programme des transports maritimes—Hélicoptères de la Garde côtière et services de télécommunications	170,000	322,200	822,600
Programme des services environnementaux—Services météorologiques	827,000	654,500	624,076
	131,958,000	131,249,396	114,348,621
Services de réglementation			
Location, concessions et taxe de stationnement	16,000	1,718	4,826
Autres recettes	786,000	670,446	650,393
	802,000	672,164	655,219
Services aux aéronefs			
Location, concessions et taxe de stationnement	10,000	678	20,918
Autres recettes	641,000	38,836	426,249
Coûts recouvrés auprès d'autres départements du gouvernement fédéral:			
Programme des transports maritimes—Hélicoptères de la Garde côtière et services de télécommunications	12,605,000	11,869,493	11,666,917
	13,256,000	11,909,007	12,114,084
Direction et administration			
Location, concessions et taxe de stationnement	728,000	...	663,320
Autres recettes	42,000	9,299	88,345
Coûts recouvrés auprès des aéroports autonomes pour les frais de services de gestion	6,234,000	...	6,120,520
	7,004,000	9,299	6,872,185
	871,300,000	861,985,382	756,128,830
Administration centrale			
Administration et services communs			
Recouvrements des services de traitement électronique des données	3,090,000	3,015,618	3,166,713

Détail des montants portés au crédit—*Fin*

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Formation en transports			
Recouvrement des coûts de perfectionnement de la gestion et d'autres cours de formation au département	2,737,000	4,025,459	2,736,929
Magasins	23,400,000[1]	15,033,975	13,785,789
	29,227,000	22,075,052	19,689,431
Total du département—Budgétaire	**909,177,000**	**896,190,994**	**788,920,780**
Air Canada			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Corporation Air Canada			
Repaiement du prêt d'Air Canada. (Net)	...	20,508,877	31,581,502
Total du programme—Non budgétaire	**...**	**20,508,877**	**31,581,502**
Total du ministère—Budgétaire	**909,177,000**	**896,190,994**	**788,920,780**
Non budgétaire	**...**	**20,508,877**	**31,581,502**

[1] Ce montant apparaît dans la partie III du Budget des dépenses 1986-87.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Air Canada	13,838,143	15,763,758
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada—		
Intérêt	17,708,417	18,492,189
Dividendes	...	48,390,100
Société canadienne des ports—		
Intérêt	3,441,441	3,596,787
Dividendes	1,004,943	...
Administration du pont du port de Saint John	970,971	977,987
Société du port de Halifax—		
Intérêt	414,580	99,990
Dividendes	316,885	...
Société du port de Montréal—		
Intérêt	503,196	523,158
Dividendes	4,135,561	...
Société des transports du Nord Limitée	...	1,082,273
Société du port de Prince Rupert—		
Dividendes	778,959	...
Société du port de Québec—		
Dividendes	4,112	...
Société du port de St John's—		
Intérêt	146,149	150,585
Dividendes	152,474	...
Société du port de Vancouver, La—		
Intérêt	337,945	349,982
Dividendes	5,815,500	...
Corporation de la ville de Montréal	17,459	20,073
Commissaires du port de Hamilton	41,160	52,064
Commission du port de Port Alberni	61,012	70,306
Commission du port de Thunder Bay	19,885	25,117
Rampe de chargement, Yarmouth, N-É	...	1,147
	49,708,792	89,595,516
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Paiement reçu de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour remboursement de contributions pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	12,695,190	...
Paiement reçu de la Commission canadienne du blé pour remboursement de contributions pour l'acquisition et la location à bail de wagons trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	372,015	...
Paiement reçu de CP, CN et VIA Rail Canada Inc pour remboursement concernant la perte de revenu pour la mauvaise récolte de 1982-83	945,202	...
Paiement reçu de Terra Transport pour recouvrement en subventions pour embranchements	432,705	931,173

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Paiement reçu de la province du Nouveau-Brunswick sous le Programme des projets spéciaux de relance	163,654	733,411
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour remboursement de la contribution recouvrable	2,761,000	18,523,000
Paiement reçu du Fonds de réclamation de la pollution maritime pour recouvrement de l'écoulement d'huile de Cornwall	108,449	...
Paiement reçu de Raytheon Canada Ltd concernant un ajustement de prix sous le programme «Projet de modernisation de radars»	936,184	...
Paiement reçu de Campney et Murphy pour recouvrement de frais de pollution	...	450,000
Paiement reçu de la Société canadienne des ports pour recouvrement de prélèvements budgétaires du vote 35 et 35a (1983-84)	...	249,190
Paiement reçu des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée pour remboursement du surplus reçu dans le Budget des dépenses, 1984-85	...	213,584
Remboursement reçu de Northumber Ferries Ltd pour recouvrement en subvention	...	82,270
Paiement reçu de la province de Terre-Neuve sous le Programme des projets spéciaux de relance	...	1,458,848
Paiement reçu de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour recouvrement de paiement de subventions en double pour la période de janvier 1971 à décembre 1977	...	46,847,066
Paiement reçu de Northern Cruiser Ltd pour reprise de subventions pour la période du 1er avril 1982 au 31 mars 1984	...	112,222
Paiement reçu du comté de Frontenac sous le Programme des projets spéciaux de relance	...	71,277
Paiement reçu de la municipalité de York sous le Programme des projets spéciaux de relance	...	201,192
Paiement reçu de la ville de Mississauga pour remboursement de paiement en trop de dépenses en capital sous le Programme d'aide aux transports urbains	...	61,737
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)—		
Commission canadienne du blé	1,645,088	...
VIA Rail	...	24,030,700
Autres	1,967,147	3,498,788
Divers	2,729,439	1,234,990
	24,756,073	98,699,448
Privilèges, licences et permis—		
Location nolisée de traversiers pour autos	439,503	439,503
Divers	2,931	5,538
	442,434	445,041
Produits des ventes—		
Produits des ventes provenant de toutes les parts de la Société des Transports du Nord Limitée à 141606 Canada Limited	...	2,100,000

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes provenant de la vente de terrain à la ville de Chatham	363,083	...
Produits des ventes provenant de l'aéroport Cartierville à Canadair Ltd	6,494,720	...
Divers	114,388	3,965
	6,972,191	2,103,965
Autres recettes non fiscales—		
Frais	2,898,801	1,771,351
Amendes	144,549	48,611
Frais portuaires	948,349	715,075
Permis	100,229	274,005
Location	9,571,601	6,398,228
Droits d'accostage	1,257,091	961,983
Entreposage	299,345	180,954
Droits de terre-plein	4,781,795	3,345,986
Amarre du navire	48,627	45,888
Cotisations radiographiques	1,834,160	2,069,681
Paiement reçu de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'entretien des voies navigables	1,021,923	500,000
Paiement reçu de la Société canadienne des ports faisant partie de l'Exercice de recouvrements de fonds	47,239,136	64,477,000
Intérêt sur les avances pour le Programme de remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	1,229,575	1,752,491
Centre d'examen de véhicule de Blainville—Frais et services	175,057	74,182
Paiement reçu de la province de la Nouvelle-Écosse comme contribution au coût des services de transbordeur entre Yarmouth et Bar Harbour	621,000	600,000
Paiement reçu de la province du Manitoba pour le projet Manitoba-Churchill sous le programme «Entente sur le développement économique et régional»	...	124,489
Divers	998,013	407,525
	73,169,251	83,747,449
Total du département	**155,048,741**	**274,591,419**
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,214	683
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	692,878	...
	698,092	683
Autres recettes non fiscales	11,418	39,425
Total du programme	**709,510**	**40,108**

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne des transports		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	234,628	208,458
Recouvrements d'avances de voyage	4,794	3,640
Recouvrements des comptes de fournisseurs	309,038	28,601
	548,460	240,699
Privilèges, licences et permis—		
Licences pour bateaux	6,737	6,961
Rémunérations de services—		
Frais pour services rendus à des compagnies	7,765	3,456
Frais pour services rendus à d'autres organismes gouvernementaux	...	461
	7,765	3,917
Produits des ventes—		
Ventes diverses	240	207
Autres recettes non fiscales—		
Divers		1,456
Total du programme	563,202	253,240
Tribunal de l'aviation civile		
Recettes non fiscales—		
Autres recettes non fiscales	300	...
Total du programme	300	...
Administration du pipe-line du Nord		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	88,350
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	8,970	653,340
Recouvrements des coûts par arrangements contractuels	...	12,992
Divers	1,141	877
	10,111	755,559
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	126,337	527,658
Recouvrements des coûts par arrangements contractuels	105,849	139,077
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	27,594	27,594
Divers	1,012	2,488
	260,792	696,817
Total du programme	270,903	1,452,376
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrement de dépenses de publicité	78	...
Privilèges, licences et permis	115	...
Total du programme	193	...
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	49,708,792	89,595,516
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	26,012,814	99,696,389
Privilèges, licences et permis	449,286	452,002
Rémunérations de services	7,765	3,917
Produits des ventes	6,972,431	2,104,172
Autres recettes non fiscales	73,441,761	84,485,147
Total du ministère	156,592,849	276,337,143

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS
1986-87

Travail

Département
Conseil canadien des relations du travail
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	27.2
Sommaire du ministère	27.4
Programmes par activité	27.7
Paiements de transfert	27.10
Détail des montants portés au crédit	27.12
Recettes	27.13

Département

Objectif

Promouvoir et entretenir des relations de travail stables, la juste récompense des efforts fournis sur le lieu de travail, et un milieu de travail propice au bien-être physique et social; protéger les droits et les intérêts des parties engagées dans le monde du travail; encourager l'accès équitable aux possibilités d'emploi; susciter un climat favorable à de meilleures consultations et communications entre le gouvernement, les syndicats et le patronat.

Description des activités

Médiation et conciliation
Prestation de services de conciliation, de médiation et d'arbitrage pour le règlement de conflits dans le secteur privé de compétence fédérale; adoption de mesures préventives pour maintenir des relations patronales-syndicales stables; prestation de services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et la formulation de lois.

Services généraux aux travailleurs
Élaboration et exécution des programmes prévus par la loi pour assurer un milieu de travail sûr et salubre et des possibilités d'emploi justes; promotion et mise en œuvre d'activités non régies par la loi visant à l'établissement de relations constructives entre les syndicats et le patronat et une meilleure information des travailleurs sur les affaires syndicales et socio-économiques.

Politiques et communications
Prestation de services d'analyse, de gestion et d'orientation par l'intermédiaire des cabinets du Ministre et du sous-ministre et d'un groupe chargé des politiques et de la liaison; analyse et élaboration des politiques sociales et économiques rattachées aux questions du travail; communication et analyse de données sur le marché du travail; prestation de services de coordination et participation à des organisations internationales et fédérales-provinciales; encouragement et appui des efforts des femmes pour obtenir l'égalité sur le marché du travail; et communication des programmes, des politiques, des lois et des services du ministère.

Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs
Paiements en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie ou de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité et(ou) d'une région désignée, et frais d'administration connexes liés à l'exploitation de l'Office d'aide à l'adaptation des travailleurs, conformément aux exigences de la Loi sur les prestations d'aide à l'adaptation pour les travailleurs.

Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands
Paiements d'indemnités à des fonctionnaires fédéraux et(ou) des personnes à charge pour les accidents subis au travail, et paiements aux commissions provinciales d'indemnisation des accidents du travail pour le traitement des réclamations présentées par les fonctionnaires fédéraux, en vertu de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État; et versement d'indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands.

Administration
Prestation de services consultatifs et de soutien, y compris des services administratifs, financiers, de personnel, de traitement des données et des textes, de planification ministérielle, d'évaluation des programmes et de vérification interne, de bibliothèque, et de sécurité.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toutes affaires ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail
Exercer des pouvoirs légaux à l'égard des questions suivantes: les droits de négociation et leur établissement; l'enquête, la médiation et l'arbitrage relatifs aux plaintes prétendant qu'il y a eu contravention aux dispositions du Code canadien du travail; la définition des changements technologiques qui ont des répercussions sur les conditions de travail et la sécurité d'emploi, ainsi que l'exercice du pouvoir de redressement y afférent; pouvoirs d'ordonner de ne pas faire dans les cas de grève ou lock-out illégaux; la révision des décisions qui portent sur la sécurité et qui sont renvoyées au Conseil; le règlement des modalités d'une première convention collective; la communication d'avis et de recommandations dans le cadre des pouvoirs légaux du Conseil; les services administratifs requis à ces fins.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements et des conseils sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable, de manière à faciliter les prises de décisions concernant la prévention des maladies professionnelles et des accidents du travail.

Description des activités

Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif
Représentant les gouvernements fédéral et provinciaux de même que les travailleurs et les employeurs en général, le Conseil définit les objectifs, les politiques et le champ d'activité du Centre et établit les priorités et l'affectation d'ensemble de ses ressources. Il facilite la collaboration entre les divers intéressés et encourage l'amélioration des normes d'hygiène et de sécurité des personnes au travail. Il lance également des programmes favorisant la santé mentale et physique des travailleurs.

Le Bureau exécutif du Centre, présidé par le président et administrateur en chef, est composé de neuf gouverneurs, élus pour un an par le Conseil des gouverneurs et représentant ces derniers sur une base tripartite. Le Bureau exécutif est autorisé à agir au nom du Conseil entre les réunions de celui-ci.

Président et personnel du Centre
Mettre en œuvre les politiques et programmes établis par le Conseil des gouverneurs et le Bureau exécutif et assumer les fonctions d'ordre scientifique et technologique du Centre.

Sommaire du ministère

Disponibles des exercices précédents	Provenance des autorisations — Indiquées dans: Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
...	45,690,500	...	...	45,690,500	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	3,654,000	...	3,654,000	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	115,000	...	115,000	1c	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,200,000	1,200,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	12,000	12,000		CT, crédit 10[1]				
...	45,690,500	3,769,000	1,212,000	50,671,500		Total—Crédit 1	49,140,062	1,531,438	...	42,503,274
...	8,740,000	...	...	8,740,000	5	Subventions et contributions				
...	...	1,453,000	...	1,453,000	5a	Subventions et contributions				
...	...	385,000	...	385,000	5c	Subventions et contributions				
...	8,740,000	1,838,000	...	10,578,000		Total—Crédit 5	10,564,318	13,682	...	15,020,731
...	39,530	...	1,567	41,097	(S)	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	41,097	...	...	39,530
...	24,889,000	4,725,000	6,020,427	35,634,427	(S)	Paiements d'indemnités à des employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	35,634,427	...	...	29,615,928
...	47,375,000	37,225,000	7,541,628	92,141,628	(S)	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	92,141,628	...	...	59,678,479
...	4,252,970	...	461,030	4,714,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,714,000	...	...	4,429,000
...	...	...	44,222	44,222	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	44,222	...	...	2,580
...	130,987,000	47,557,000	15,280,874	193,824,874		Total budgétaire	192,279,754	1,545,120	...	151,289,522
...	...	...	375,000	375,000	(S)	(L) Avances de fonds d'exploitation aux commissions provinciales sur l'indemnisation afin d'administrer la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État, article 3(4). (Net)	375,000	...	...	80,000
...	**130,987,000**	**47,557,000**	**15,280,874**	**193,824,874**		**Total du département—Budgétaire**	**192,279,754**	**1,545,120**	...	**151,289,522**
...	...	...	**375,000**	**375,000**		**Non budgétaire**	**375,000**	...	...	**80,000**
						Conseil canadien des relations du travail				
...	5,453,000	...	...	5,453,000	10	Dépenses du programme				
...	...	50,000	...	50,000	10c	Dépenses du programme				
...	5,453,000	50,000	...	5,503,000		Total—Crédit 10	5,502,965	35	...	5,525,623
...	571,000	...	62,000	633,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	633,000	...	...	620,000
...	**6,024,000**	**50,000**	**62,000**	**6,136,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**6,135,965**	**35**	...	**6,145,623**

						Société canadienne d'hypothèques et de logement[2]				
...	1,583,900,000	...	(1,583,900,000)	...	15	Dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	(2,300,000)	...	2,300,000	...	(S)	Avances à la Société canadienne d'hypothèques et de logement selon les dispositions de l'article 8 de la Loi nationale sur l'habitation	...	...	...	...
...	700,000	...	(700,000)	...	(S)	Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	...
...	1,582,300,000	...	(1,582,300,000)	...		Total budgétaire	...	...	...	...
...	17,500,000	...	(17,500,000)	...	L20	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 55. (Brut)	...	...	...	...
...	13,600,000	...	(13,600,000)	...	L25	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 37.1. (Brut)	...	...	...	...
					(S)	(L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, article 22, telle que modifiée et de la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée, sont les suivants:				
100,000,000	...	...	(100,000,000)	...		Article 10. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques. Limite $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)	...	...	...	...
1,791,806,790	...	...	(1,791,806,790)	...		Article 21(1)a). Avances pour prêts directs en vertu des parties II, IV-2, VI, VI-1 et des articles 58 et 59. Limite $14,500,000,000. (Brut)	...	...	...	...
38,500,000	...	...	(38,500,000)	...		Article 21.1(4). Avances en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix. Limite $40,000,000. (Brut)	...	...	...	...
286,000,000	...	...	(286,000,000)	...		Article 26(3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite $351,000,000. (Brut)	...	...	...	...
249,500,000	...	...	(249,500,000)	...		Article 27.6(2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite $302,000,000. (Brut)	...	...	...	...
233,600,000	...	...	(233,600,000)	...		Article 34.14(2). Avances pour la remise en état des immeubles existants. Limite $500,000,000. (Brut)	...	...	...	...
9,000,000	...	...	(9,000,000)	...		Article 39(1). Avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal. Limite $25,000,000. (Brut)	...	...	...	...
831,000,000	...	...	(831,000,000)	...		Article 40(3). Avances et remboursements pour projets de logement public conjoints. Limite $2,700,000,000. (Brut)	...	...	...	...
100,000,000	...	...	(100,000,000)	...		Article 45.1(7). Avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérale-provinciales. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	...	...
111,000,000	...	...	(111,000,000)	...		Article 48(2). Avances et remboursements pour des projets d'habitation d'étudiants. Limite $550,000,000. (Brut)	...	...	...	...
363,100,000	...	...	(363,100,000)	...		Article 53(3). Avances et remboursements pour des projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable. Limite $1,674,600,000. (Brut)	...	...	...	...
395,500,000	...	...	(395,500,000)	...		Article 55(8). Avances et remboursements pour l'habitation rurale autochtone et unilatérale. Limite $400,000,000. (Brut)	...	...	...	...
						(Total des autorisations brutes de l'article 21(1)a) à 55(8) est de $21,142,600,000).				

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	(4,900,000)	...	4,900,000	...	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	...	...	...	...
4,509,006,790	26,200,000	...	(4,535,206,790)	...		Total non budgétaire	...	...	...	...
...	**1,582,300,000**	**...**	**(1,582,300,000)**	**...**		**Total du programme—Budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**...**[2]
4,509,006,790	**26,200,000**	**...**	**(4,535,206,790)**	**...**		**Non budgétaire**	**...**	**...**	**...**	**...**[2]
						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
...	7,736,000	...	...	7,736,000	30	Dépenses du programme				
...	...	...	327,645	327,645		Virement du CT, crédit 5[1]				
...	7,736,000	...	327,645	8,063,645		Total—Crédit 30	7,777,524	286,121	...	6,687,455
...	**7,736,000**	**...**	**327,645**	**8,063,645**		**Total du programme—Budgétaire**	**7,777,524**	**286,121**	**...**	**6,687,455**
...	**1,727,047,000**	**47,607,000**	**(1,566,629,481)**	**208,024,519**		**Total du ministère— Budgétaire**	**206,193,243**	**1,831,276**	**...**	**164,122,600**[2]
4,509,006,790	**26,200,000**	**...**	**(4,534,831,790)**	**375,000**		**Non budgétaire**	**375,000**	**...**	**...**	**80,000**[2]

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée à Travaux publics. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $1,454,268,090 (budgétaires) et de $260,500,000 (non budgétaires).

Programmes par activité

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Fonctionnement				
...	3,995,000	...	55,000	...	41,000	...	4,091,000	Médiation et conciliation	3,951,796	139,204	...	3,841,118
...	22,260,000	3,633,000	22,000	...	205,000	...	26,120,000	Services généraux aux travailleurs	23,054,500	3,065,500	...	17,153,057
...	10,928,000	115,000	489,000	...	100,000	...	11,632,000	Politiques et communications	11,245,112	386,888	...	11,506,200
...	575,000	...	10,000	...	4,000	...	589,000	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	473,469	115,531	...	460,618
...	52,287,000	4,725,000	10,000	...	6,093,801	(25,705,000)	37,410,801	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands	37,362,834	47,967	...	31,238,681
...	9,587,000	...	626,000	...	89,000	...	10,302,000	Administration	10,768,677	(466,677)	...	9,675,642
...	(25,705,000)	...	...	...	...	25,705,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	73,927,000	8,473,000	1,212,000	...	6,532,801	...	90,144,801	Total—Fonctionnement	86,856,388	3,288,413	...	73,875,316
								Capital				
...	4,000	...	...	...	...	...	4,000	Médiation et conciliation	43,513	(39,513)	...	83,374
...	854,000	21,000	...	...	...	...	875,000	Services généraux aux travailleurs	1,091,323	(216,323)	...	480,105
...	41,000	...	...	...	...	...	41,000	Politiques et communications	227,162	(186,162)	...	156,020
...	1,000	...	...	...	...	...	1,000	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	12,021	(11,021)	...	32,926
...	...	...	...	...	...	...	...	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands	15,077	(15,077)	...	15,630
...	31,000	...	...	...	...	...	31,000	Administration	1,319,880	(1,288,880)	...	1,936,676
...	931,000	21,000	...	...	...	...	952,000	Total—Capital	2,708,976	(1,756,976)	...	2,704,731
								Paiements de transfert				
...	681,000	1,453,000	...	5,045,000	...	...	7,179,000	Services généraux aux travailleurs	7,178,950	50	...	7,135,617
...	8,059,000	385,000	...	(5,045,000)	...	...	3,399,000	Politiques et communications	3,385,367	13,633	...	7,885,114
...	47,375,000	37,225,000	...	...	7,541,628	...	92,141,628	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	92,141,628	...	...	59,678,479

Programmes par activité —*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Redressements et virements: Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	14,000	...	...	...	(5,555)	...	8,445	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands	8,445	...	...	10,265
...	56,129,000	39,063,000	...	...	7,536,073	...	102,728,073	Total—Paiements de transfert	102,714,390	13,683	...	74,709,475
								Non budgétaire				
...	...	...	...	...	375,000	...	375,000	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands	375,000	...	...	80,000
								Sommaire du département				
...	3,999,000	...	55,000	...	41,000	...	4,095,000	Médiation et conciliation	3,995,309	99,691	...	3,924,492
...	23,795,000	5,107,000	22,000	5,045,000	205,000	...	34,174,000	Services généraux aux travailleurs	31,324,773	2,849,227	...	24,768,779
...	19,028,000	500,000	489,000	(5,045,000)	100,000	...	15,072,000	Politiques et communications	14,857,641	214,359	...	19,547,334
...	47,951,000	37,225,000	10,000	...	7,545,628	...	92,731,628	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	92,627,118	104,510	...	60,172,023
								Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands—				
...	26,596,000	4,725,000	10,000	...	6,088,246	...	37,419,246	Budgétaire	37,386,356	32,890	...	31,264,576
...	...	...	...	...	375,000	...	375,000	Non budgétaire	375,000	...	...	80,000
...	9,618,000	...	626,000	...	89,000	...	10,333,000	Administration	12,088,557	(1,755,557)	...	11,612,318
								Total du département—				
...	**130,987,000**	**47,557,000**	**1,212,000**	...	**14,068,874**	...	193,824,874	**Budgétaire**	**192,279,754**	**1,545,120**	...	**151,289,522**
...	...	...	...	...	**375,000**	...	375,000	**Non budgétaire**	**375,000**	...	...	**80,000**
								Conseil canadien des relations du travail				
								Fonctionnement				
...	6,018,000	50,000	...	...	62,000	...	6,130,000	Conseil canadien des relations du travail	6,120,711	9,289	...	5,978,118
								Capital				
...	6,000	...	...	...	...	...	6,000	Conseil canadien des relations du travail	15,254	(9,254)	...	167,505
...	**6,024,000**	**50,000**	...	...	**62,000**	...	**6,136,000**	**Total du programme—Budgétaire**	**6,135,965**	**35**	...	**6,145,623**

								Société canadienne d'hypothèques et de logement[1]				
								Fonctionnement				
...	1,582,300,000	...	(1,582,300,000)	...	...	...	...	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...
								Non budgétaire				
4,509,006,790	26,200,000	...	(4,535,206,790)	...	...	...	...	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...
								Total du programme[1]—				
...	**1,582,300,000**	...	**(1,582,300,000)**	...	...	...	...	**Budgétaire**	...	...	...	...
4,509,006,790	**26,200,000**	...	**(4,535,206,790)**	...	...	...	...	**Non budgétaire**	...	...	...	...
								Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
								Fonctionnement				
...	367,000	...	...	...	...	...	367,000	Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif	354,952	12,048	...	310,612
...	7,162,000	...	327,645	...	...	...	7,489,645	Président et personnel du Centre	7,218,438	271,207	...	6,250,651
...	7,529,000	...	327,645	...	...	...	7,856,645	Total—Fonctionnement	7,573,390	283,255	...	6,561,263
								Capital				
...	207,000	...	...	...	...	...	207,000	Président et personnel du Centre	204,134	2,866	...	126,192
								Sommaire du programme				
...	367,000	...	...	...	...	...	367,000	**Conseil des gouverneurs et Bureau exécutif**	354,952	12 048	...	310,612
...	7,369,000	...	327,645	...	...	...	7,696,645	**Président et personnel du Centre**	7,422,572	274,073	...	6,376,843
...	**7,736,000**	...	**327,645**	...	...	...	**8,063,645**	**Total du programme—Budgétaire**	**7,777,524**	**286,121**	...	**6,687,455**
								Total du ministère—				
...	**1,727,047,000**	**47,607,000**	**(1,580,760,355)**	...	**14,130,874**	...	208,024,519	Budgétaire	206,193,243	**1,831,276**	...	**164,122,600**
4,509,006,790	**26,200,000**	...	**(4,535,206,790)**	...	**375,000**	...	375,000	Non budgétaire	375,000	...	...	**80,000**

[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée à Travaux publics.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Subventions				
							Services généraux aux travailleurs				
...	16,000	...	...	...	...	16,000	Subventions pour financer les activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et d'hygiène au travail	16,000	...	...	16,000
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes	10,000	...	...	...
...	...	10,000	...	...	...	10,000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	10,000	...	...	...
...	...	25,000	...	...	...	25,000	Association canadienne des chefs de pompiers	25,000	...	...	...
...	26,000	35,000	...	...	...	61,000		61,000	...	...	16,000
							Politiques et communications				
...	40,000	...	...	(40,000)	...	...	Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (recherches spéciales)	...	...	...	40,000
...	62,000	...	...	(62,000)	...	...	Subventions afin d'appuyer les activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de Travail Canada	...	...	...	79,535
...	5,000,000	...	...	(5,000,000)	...	...	Centre canadien du marché du travail et de la productivité	...	...	...	5,000,000
...	10,000	...	...	(5,000)	...	5,000	Subventions afin d'aider financièrement des organisations de travailleurs et des centrales syndicales à organiser des activités de formation	5,000	...	...	8,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Subventions afin d'appuyer financièrement des projets spéciaux destinés principalement aux femmes au travail	25,000	...	...	10,000
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	30,000
...	5,137,000	...	...	(5,107,000)	...	30,000		30,000	...	...	5,167,535
							Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs				
...	47,375,000	37,225,000	...	...	7,541,628	92,141,628	(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, ou de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	92,141,628	...	...	59,678,479

...	14,000	...	...	...	(5,555)	8,445	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands (S) Indemnisation des marins marchands—Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	8,445	...	...	10,265
...	**52,552,000**	**37,260,000**	...	**(5,107,000)**	**7,536,073**	**92,241,073**	Total—Subventions	**92,241,073**	...	...	**64,872,279**
							Contributions				
							Services généraux aux travailleurs				
...	655,000	...	...	(655,000)	...	...	Projets relatifs à la qualité de la vie au travail	...	...	...	393,102
...	...	...	...	1,245,230	...	1,245,230	Contributions aux centrales et aux grandes organisations syndicales non affiliées au Congrès du travail du Canada et visant à promouvoir et à améliorer les programmes de formation syndicale	1,245,260	(30)	...	...
...	...	...	...	1,207,877	...	1,207,877	Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres de syndicats à des fins d'éducation syndicale	1,207,797	80	...	1,221,479
...	...	...	...	403,053	...	403,053	Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique	403,053	...	...	399,300
...	...	1,418,000	...	2,843,840	...	4,261,840	Contributions aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada	4,261,840	...	...	3,892,156
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1,213,589
...	655,000	1,418,000	...	5,045,000	...	7,118,000		7,117,950	50	...	7,119,617
							Politiques et communications				
...	2,173,000	...	...	(17,000)	...	2,156,000	Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique	2,167,454	(11,454)	...	1,832,317
...	749,000	...	...	(22,000)	...	727,000	Programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés	735,989	(8,989)	...	629,163
...	...	100,000	...	30,000	...	130,000	Contributions pour le programme d'affectation d'employés	110,441	19,559	...	...
...	...	285,000	...	9,000	...	294,000	Contributions pour le programme sur les répercussions de la technologie	280,000	14,000	...	...
...	...	...	...	62,000	...	62,000	Fonds d'aide pour les affaires du travail	61,483	517	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	256,099
...	2,922,000	385,000	...	62,000	...	3,369,000		3,355,367	13,633	...	2,717,579
...	**3,577,000**	**1,803,000**	...	**5,107,000**	...	10,487,000	Total—Contributions	**10,473,317**	**13,683**	...	**9,837,196**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Sommaire du département par activité				
...	681,000	1,453,000	...	5,045,000	...	7,179,000	Services généraux aux travailleurs	7,178,950	50	...	7,135,617
...	8,059,000	385,000	...	(5,045,000)	...	3,399,000	Politiques et communications	3,385,367	13,633	...	7,885,114
...	47,375,000	37,225,000	...	...	7,541,628	92,141,628	Programme de soutien du revenu d'adaptation pour les travailleurs	92,141,628	...	...	59,678,479
...	14,000	...	...	...	(5,555)	8,445	Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands	8,445	...	...	10,265
...	**56,129,000**	**39,063,000**	...	...	**7,536,073**	**102,728,073**	**Total du département**	**102,714,390**	**13,683**	...	**74,709,475**
...	56,129,000	39,063,000	...	...	7,536,073	102,728,073	Total du ministère	102,714,390	13,683	...	74,709,475

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours: Budgétés	Exercice en cours: Réels	Exercice précédent: Réels
	$	$	$
Département			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Indemnités d'accidents du travail versées à des employés de l'État et à des marins marchands			
Sommes recouvrables auprès des organismes d'État au titre du versement d'indemnités	25,705,000	21,385,364	21,956,244
Total du département—Budgétaire	**25,705,000**	**21,385,364**	**21,956,244**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Président et personnel du Centre			
Recouvrements de dépenses	...	52,498	...
Vente de publications et voyage	...	11,113	4,748
Total du programme— Budgétaire	...	**63,611**	**4,748**
Total du ministère— Budgétaire	**25,705,000**	**21,448,975**	**21,960,992**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	109,077	30,647
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	98,175	82,388
	207,252	113,035
Rémunérations de services	569	244
Produits des ventes	980	514
Autres recettes non fiscales—		
Amendes et pénalités remises par les tribunaux suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	18,420	325
Revenu Canada (Impôt)—Crédits à un régime de pension	18,970	21,710
Liquidation d'investissement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	24,862,217
	37,390	24,884,252
Total du département	**246,191**	**24,998,045**
Conseil canadien des relations du travail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,385	3,568
Produits des ventes	5,573	2,023
Autres recettes non fiscales	10	5
Total du programme	**7,968**	**5,596**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	...	56
Total du programme	...	**56**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	209,637	116,659
Rémunérations de services	569	244
Produits des ventes	6,553	2,537
Autres recettes non fiscales	37,400	24,884,257
Total du ministère	**254,159**	**25,003,697**[1]

[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée au ministère des Travaux publics. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $909,497,672.

SECTION 28

COMPTES PUBLICS
1986-87

Travaux publics

Département
Société canadienne d'hypothèques
et de logement
Commission de la Capitale nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectifs des programmes et description des activités	28.2
Sommaire du ministère	28.5
Programmes par activité	28.10
Paiements de transfert	28.14
Détail des montants portés au crédit	28.16
Recettes	28.16

Département

Programme des services

Objectif

Fournir les services professionnels et techniques et les services immobiliers qui sont requis par les ministères et organismes fédéraux et par les autres programmes du ministère pour la construction, l'acquisition, la gestion, le fonctionnement et l'aliénation de biens immobiliers; et fournir les services de gestion et d'administration requis par le ministère.

Description des activités

Services de l'immobilier
Services se rapportant à l'évaluation, à l'arpentage, à l'acquisition, à l'aménagement et à l'aliénation de biens immobiliers.

Services de gestion immobilière
Services se rapportant à la gestion, au fonctionnement et à l'entretien de biens immobiliers.

Services d'architecture et de génie
Services professionnels, techniques et opérationnels, services de gestion de projets et services consultatifs connexes qui sont requis pour le design et la construction d'immeubles et pour la réalisation de travaux maritimes et de voirie, ainsi que pour les activités de développement technique connexes.

Dragage et services de la flotte
Services de dragage et services de la flotte qui s'y rattachent, y compris l'acquisition, le fonctionnement et l'entretien de l'outillage flottant nécessaire et des installations terrestres connexes.

Services ministériels et administratifs
Services de gestion générale et d'orientation en matière de politique et services administratifs requis pour tous les programmes du ministère.

Programme du logement

Objectif

Fournir les locaux qui sont requis par les ministères et organismes fédéraux.

Description des activités

Acquisition et amélioration de l'actif
Activités requises pour l'acquisition, la construction ou l'amélioration d'installations appartenant à l'État et des éléments d'infrastructure correspondants, le tout faisant partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés de la Couronne
Activités requises pour le fonctionnement et l'entretien des installations appartenant à la Couronne qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés louées
Activités requises pour le paiement des loyers ainsi que pour le fonctionnement et l'entretien des installations louées qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Propriétés obtenues par bail-achat
Activités requises pour le versement des paiements annuels prévus et pour le fonctionnement et l'entretien des installations obtenues par bail-achat qui font partie du répertoire des installations du ministère.

Planification et contrôle du programme
Gestion du répertoire des installations, y compris l'établissement, la surveillance et le contrôle des plans d'acquisition d'immobilisations et des plans opérationnels relatifs au répertoire, afin de satisfaire les besoins de locaux des clients.

La Société de construction des musées du Canada, Inc.
Assurer la construction dans la région de la Capitale nationale d'immeubles devant abriter le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations ou tout autre musée national que le gouverneur en conseil peut ordonner de construire, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et l'aliénation des terrains requis à cette fin.

Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale

Objectif

Fournir au gouvernement les services de soutien requis pour qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités de contrôle et de gestion des biens immobiliers dans les domaines suivants: gestion foncière fédérale, technologie du design, de la construction et de l'immobilier, prévention des incendies, préparatifs d'urgence, projets spéciaux, versement de subventions en remplacement d'impôts aux autorités taxatrices locales et paiements à certaines sociétés d'État.

Description des activités

Gestion et aménagement fonciers fédéraux
Services consultatifs et services de mise en œuvre se rapportant à la gestion des terres et des biens fédéraux, et versement de contributions à l'appui de projets de développement réalisés en vertu d'ententes de développement économique et régional.

Technologie du design, de la construction et de l'immobilier
Activités de recherche, d'élaboration de normes, de diffusion de l'information et de soutien à la mise en œuvre réalisées relativement à des améliorations techniques se rapportant au design, à la construction, à l'entretien et au fonctionnement de biens immobiliers.

Prévention des incendies
Activités du Commissariat des incendies du Canada, qui est chargé d'assurer la prévention des incendies dans les propriétés appartenant au gouvernement fédéral ou contrôlées par celui-ci.

Préparatifs d'urgence
Activités de planification et de coordination requises pour que le ministère puisse s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu du décret fédéral sur la planification d'urgence.

Subventions aux municipalités
Administration et versement aux autorités taxatrices de subventions en remplacement d'impôts à l'égard des propriétés fédérales.

Projets spéciaux
Projets précis, réalisés selon les directives reçues, qui ont des incidences marquées sur le design, la construction, l'entretien ou le fonctionnement de biens immobiliers.

Sociétés d'État
Société immobilière du Canada (Mirabel) *Ltée*–Activités de gestion et d'aliénation des terres périphériques de Mirabel, réalisées afin de conserver un milieu normal pour les habitants tout en assurant la protection requise pour le fonctionnement de l'aéroport de Mirabel.

Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) *Inc.*–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans le Vieux-Port de Québec, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale du secteur.

Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) *Ltée*–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans le Vieux-Port de Montréal, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale du secteur.

Harbourfront Corporation–Activités de réaménagement et de gestion de propriétés situées dans la zone portuaire de Toronto, réalisées en tenant compte de la valeur patrimoniale de cette zone.

Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie

Objectif

Faciliter le transport maritime et contribuer à la réalisation d'objectifs de développement économique et social particuliers ayant rapport à ce domaine, en assurant la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certaines installations maritimes ainsi que l'octroi de subventions s'y rapportant.

Description des activités

Écluses et barrages
Activités requises pour la régularisation des niveaux d'eau et du débit de certains cours d'eau et pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de divers barrages et écluses de régularisation.

Bassins de radoub
Activités requises pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certains bassins de radoub et pour le versement de contributions en vertu de la Loi sur les subventions aux bassins de radoub.

Planification et contrôle du programme
Activités de gestion du programme, y compris la détermination des besoins et des priorités, l'établissement des plans d'immobilisations et des plans opérationnels ainsi que le contrôle des ressources affectées au programme.

Programme de la voirie et des autres travaux de génie

Objectif

Faciliter le transport terrestre et contribuer à la réalisation de certains objectifs de développement économique et social particuliers ayant rapport à ce domaine, en assurant la construction, la réfection et l'entretien de routes, de ponts et autres travaux de génie désignés.

Description des activités

Réseaux routiers
Travaux de construction, de réfection et d'entretien de réseaux routiers désignés, et travaux d'amélioration touchant les tronçons de la route transcanadienne qui traversent les parcs nationaux.

Ponts et autres travaux de génie
Activités requises pour la construction, la réfection, le fonctionnement et l'entretien de certains ponts et des autres travaux de génie désignés.

Planification et contrôle du programme
Activités de gestion du programme, y compris la détermination des besoins et des priorités, l'établissement des plans d'immobilisations et des plans opérationnels ainsi que le contrôle des ressources affectées au programme.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Commission de la Capitale nationale

Objectif

Aménager et entretenir une capitale qui serve de symbole d'identité et de source de fierté et d'inspiration pour tous les Canadiens.

Sommaire du ministère

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Département				
						Programme des services				
...	142,257,000	...	...	142,257,000	1	Paiements au fonds renouvelable des Travaux publics				
...	...	...	11,987,444	11,987,444		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	109,519	109,519		CT, crédit 10[1]				
...	142,257,000	...	12,096,963	154,353,963		Total—Crédit 1	154,226,995	126,968	...	140,770,432
...	16,753,000	...	...	16,753,000	5	Dépenses en capital				
...	...	...	(1,311,903)	(1,311,903)		Virement au crédit 51c				
...	16,753,000	...	(1,311,903)	15,441,097		Total—Crédit 5	11,133,139	4,307,958	...	5,678,292
...	39,530	...	1,568	41,098	(S)	Ministre des Travaux publics—Traitement et allocation pour automobile	41,098	...	...	39,530
204,149,650	...	...	...	204,149,650	(S)	Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion	(22,860,708)	...	227,010,358	86,652,752
...	...	...	44,947	44,947	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	44,947	...	...	168,106
204,149,650	**159,049,530**	**...**	**10,831,575**	**374,030,755**		**Total du programme—Budgétaire**	**142,585,471**	**4,434,926**	**227,010,358**	**233,309,112**
						Programme du logement				
...	492,963,000	...	...	492,963,000	10	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5,981	5,981		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	492,963,000	...	5,981	492,968,981		Total—Crédit 10	455,623,728	37,345,253	...	440,599,079
...	135,759,000	...	...	135,759,000	15	Dépenses en capital				
...	...	...	(5,717,999)	(5,717,999)		Virement au: crédit 25				
...	...	...	(9,100,000)	(9,100,000)		crédit 51c				
...	135,759,000	...	(14,817,999)	120,941,001		Total—Crédit 15	94,903,929	26,037,072	...	86,537,256
...	80,310,000	...	...	80,310,000	20	Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.	66,000,096	14,309,904	...	46,500,000
...	779,000	...	85,000	864,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	864,000	...	...	823,929
...	...	...	2,115,627	2,115,627	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	2,115,627	...	...	136,004
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19,460
...	**709,811,000**	**...**	**(12,611,391)**	**697,199,609**		**Total du programme—Budgétaire**	**619,507,380**	**77,692,229**	**...**	**574,615,728[2]**

Sommaire du ministère—*Suite*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
...	56,402,000	...	...	56,402,000	25	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	25c	Virement de $5,717,999 du crédit 15 (Travaux publics)				
...	...	...	5,717,999	5,717,999		Virement du crédit 15				
...	56,402,000	1	5,717,999	62,120,000		Total—Crédit 25	58,457,882	3,662,118	...	57,567,274
...	7,183,000	...	...	7,183,000	30	Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	6,823,052	359,948	...	8,047,000
...	4,514,000	...	...	4,514,000	35	Paiements à la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.				
...	...	437,000	...	437,000	35a	Paiements à la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.				
...	4,514,000	437,000	...	4,951,000		Total—Crédit 35	4,951,000	...	...	5,474,615
...	2,477,000	...	...	2,477,000	40	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée				
...	...	800,000	...	800,000	40a	Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée				
...	2,477,000	800,000	...	3,277,000		Total—Crédit 40	3,277,000	...	...	5,919,350
...	954,000	...	...	954,000	45	Paiements à la Harbourfront Corporation	954,000	...	...	6,092,000
...	290,950,000	...	(43,720,929)	247,229,071	(S)	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	247,229,071	...	...	239,366,362
...	...	...	14,414	14,414	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	14,414	...	...	...
...	604,000	...	66,000	670,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	670,000	...	...	651,988
...	**363,084,000**	**1,237,001**	**(37,922,516)**	**326,398,485**		**Total du programme—Budgétaire**	**322,376,419**	**4,022,066**	**...**	**323,118,589**
						Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
...	7,847,000	...	...	7,847,000	50	Dépenses du programme				
...	...	...	(850,000)	(850,000)		Virement au crédit 51c				
...	7,847,000	...	(850,000)	6,997,000		Total—Crédit 50	5,985,729	1,011,271	...	9,690,230
					51c	Conformément au paragraphe 18(2) de la Loi sur l'administration financière, radier des comptes du Canada des prêts au montant de $19,311,904 consentis conjointement et solidairement à la Provincial Refining Company Limited et à la				

...	...	1	...	1		Newfoundland Refining Company Limited—Pour autoriser le virement au présent crédit de $1,311,903 du crédit 5 (Travaux publics), de $9,100,000 du crédit 15 (Travaux publics), de $850,000 du crédit 50 (Travaux publics) et de $8,050,000 du crédit 60 (Travaux publics) de la Loi de crédits nº 2 de 1986-87				
...	...	...	1,311,903	1,311,903		Virement du: crédit 5				
...	...	...	9,100,000	9,100,000		crédit 15				
...	...	...	850,000	850,000		crédit 50				
...	...	...	8,050,000	8,050,000		crédit 60				
...	.	1	19,311,903	19,311,904		Total—Crédit 51c	19,311,904	...	...	...
...	180,000	...	...	180,000	(S)	Subventions à l'égard de bassins de radoub (Loi sur les subventions aux bassins de radoub)	180,000	...	...	180,000
...	...	...	1,000	1,000	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices précédents	1,000	...	...	...
...	36,000	...	4,000	40,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40,000	...	...	45,980
...	**8,063,000**	**1**	**18,466,903**	**26,529,904**		**Total du programme—Budgétaire**	**25,518,633**	**1,011,271**	**...**	**9,916,210**
						Programme de la voirie et des autres travaux de génie				
...	25,706,000	...	...	25,706,000	55	Dépenses de fonctionnement	24,411,891	1,294,109	...	24,629,846
...	27,616,000	...	...	27,616,000	60	Dépenses en capital				
...	...	...	(8,050,000)	(8,050,000)		Virement au crédit 51c				
...	27,616,000	...	(8,050,000)	19,566,000		Total—Crédit 60	17,326,793	2,239,207	...	38,063,762
...	23,000	...	2,000	25,000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25,000	...	...	29,052
...	**53,345,000**	**...**	**(8,048,000)**	**45,297,000**		**Total du programme—Budgétaire**	**41,763,684**	**3,533,316**	**...**	**62,722,660**
204,149,650	**1,293,352,530**	**1,237,002**	**(29,283,429)**	**1,469,455,753**		**Total du département—Budgétaire**	**1,151,751,587**	**90,693,808**	**227,010,358**	**1,203,682,299**[2]
						Société canadienne d'hypothèques et de logement[3]				
...	...	...	1,583,900,000	1,583,900,000	15	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	20,500	20,500		Virement du CT, crédit 10[1]				
...	...	...	1,583,920,500	1,583,920,500		Total—Crédit 15	1,454,285,967	129,634,533	...	1,378,181,805
...	...	2,300,000	(2,300,000)	...	(S)	Avances à la Société canadienne d'hypothèques et de logement selon les dispositions de l'article 8 (Loi nationale sur l'habitation)	...	...	...	...
...	...	...	700,000	700,000	(S)	Contributions pour la rénovation urbaine				
...	...	...	(700,000)	(700,000)		Redressement statutaire				
...	...	...	...	...		Total—Contributions pour la rénovation urbaine	...	...	...	86,285
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	76,000,000
...	...	2,300,000	1,581,620,500	1,583,920,500		Total budgétaire	1,454,285,967	129,634,533	...	1,454,268,090

Sommaire du ministère—*Fin*

Provenance des autorisations: Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Utilisation des autorisations: Employées au cours de l'exercice	Annulées (suremployées)	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
...	...	...	17,500,000	17,500,000	L20	Avances consenties à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 55. (Brut)	4,000,000	13,500,000	...	9,500,000
...	...	...	13,600,000	13,600,000	L25	Avances versées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la Loi nationale sur l'habitation, article 37.1 (Brut)	4,100,000	9,500,000	...	...
					(S)	(L) Prêts ou garanties par la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, article 22, telle que modifiée et de la Loi nationale sur l'habitation, telle que modifiée, sont les suivants:				
...	...	...	100,000,000	100,000,000		Article 10. Compte spécial appelé le Fonds d'achat de prêts et hypothèques. Limite $100,000,000 *moins* le solde du Fonds. (Net)	...	...	100,000,000	...
...	...	...	1,791,806,790	1,791,806,790		Article 21(1)a). Avances pour prêts directs en vertu des Parties II, IV-2, VI, VI-I et des articles 58 et 59. Limite $14,500,000,000. (Brut)	58,600,000	...	1,733,206,790	95,500,000
...	...	...	38,500,000	38,500,000		Article 21.1(4). Avances en vue de l'acquisition de terrains pour location à bas prix. Limite $40,000,000. (Brut)	...	...	38,500,000	...
...	...	...	286,000,000	286,000,000		Article 26(3). Avances pour le réaménagement urbain provincial et municipal. Limite $351,000,000. (Brut)	...	...	286,000,000	...
...	...	...	249,500,000	249,500,000		Article 27.6(2). Avances pour l'amélioration des quartiers. Limite $302,000,000. (Brut)	...	...	249,500,000	...
...	...	...	233,600,000	233,600,000		Article 34.14(2). Avances pour la remise en état des immeubles existants. Limite $500,000,000. (Brut)	11,600,000	...	222,000,000	19,000,000
...	...	...	9,000,000	9,000,000		Article 39(1). Avances pour l'élaboration de projets de recherches sur le logement et de l'aménagement communal. Limite $25,000,000. (Brut)	...	...	9,000,000	8,000,000
...	...	...	831,000,000	831,000,000		Article 40(3). Avances et remboursements pour projets de logement public conjoints. Limite $2,700,000,000. (Brut)	79,200,000	...	751,800,000	117,500,000
...	...	...	100,000,000	100,000,000		Article 45.1(7). Avances et remboursements pour des projets de collectivités nouvelles fédérale-provinciales. Limite $100,000,000. (Brut)	...	...	100,000,000	...
...	...	...	111,000,000	111,000,000		Article 48(2). Avances et remboursements pour des projets d'habitation d'étudiants. Limite $550,000,000. (Brut)	...	...	111,000,000	...
...	...	...	363,100,000	363,100,000		Article 53(3). Avances et remboursements pour des projets d'égoûts et d'approvisionnement en eau potable. Limite $1,674,600,000. (Brut)	8,900,000	...	354,200,000	6,500,000

...	...	...	395,500,000	395,500,000		Article 55(8). Avances et remboursements pour l'habitation rurale autochtone et unilatérale. Limite $400,000,000. (Brut)	27,500,000	...	368,000,000	4,500,000
						(Total des autorisations brutes de l'article 21(1)a) à 55(8) est de $21,142,600,000).				
...	...	...	(4,900,000)	(4,900,000)	(S)	(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation				
...	...	...	4,900,000	4,900,000		Redressement statutaire	...	...	...	...
...	...	...	4,540,106,790	4,540,106,790		Total non budgétaire	193,900,000	23,000,000	4,323,206,790	260,500,000
...	...	**2,300,000**	**1,581,620,500**	**1,583,920,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**1,454,285,967**	**129,634,533**	**...**	**1,454,268,090[3]**
...	...	...	**4,540,106,790**	**4,540,106,790**		**Non budgétaire**	**193,900,000**	**23,000,000**	**4,323,206,790**	**260,500,000[3]**
						Commission de la Capitale nationale				
...	46,893,000	...	...	46,893,000	65	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
...	...	...	1,367,000	1,367,000		Virement du: CT, crédit 5[1]				
...	...	...	95,500	95,500		CT, crédit 10[1]				
...	46,893,000	...	1,462,500	48,355,500		Total—Crédit 65	48,045,902	309,598	...	43,635,947
...	30,649,000	...	...	30,649,000	70	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital	3,681,000	26,968,000	...	30,945,000
...	10,718,000	...	...	10,718,000	75	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions	10,718,000	...	...	6,445,000
...	88,260,000	...	1,462,500	89,722,500		Total budgétaire	62,444,902	27,277,598	...	81,025,947
...	2,300,000	...	...	2,300,000	L80	Prêts à la Commission de la Capitale nationale, aux fins d'acquérir des propriétés en vertue de la Loi sur la Capitale nationale, article 16. (Brut)	...	2,300,000	...	...
...	**88,260,000**	...	**1,462,500**	**89,722,500**		**Total du programme—Budgétaire**	**62,444,902**	**27,277,598**	**...**	**81,025,947**
...	**2,300,000**	...	...	**2,300,000**		**Non budgétaire**	**...**	**2,300,000**	**...**	**...**
204,149,650	**1,381,612,530**	**3,537,002**	**1,553,799,571**	**3,143,098,753**		**Total du ministère—Budgétaire**	**2,668,482,456**	**247,605,939**	**227,010,358**	**2,738,976,336[2][3]**
...	**2,300,000**	...	**4,540,106,790**	**4,542,406,790**		**Non budgétaire**	**193,900,000**	**25,300,000**	**4,323,206,790**	**260,500,000[3]**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices précédents sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation statutaire.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, dotation en capital ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Projets de création d'emplois.

[2] Paiements à la Société de construction des musées du Canada Inc. apparaissaient en 1985-86 sous Communications. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de $46,500,000.

[3] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail (CP 1986-1604 daté du 30 juin 1986). Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées de $1,454,268,090 (budgétaires) et de $260,500,000 (non budgétaires).

Programmes par activité

Provenance des autorisations — Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans — Budget des dépenses	Indiquées dans — Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements — Virements entre ministères	Redressements et virements — Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements — Redressements statutaires	Redressements et virements — Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Utilisation des autorisations — Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
								Département				
								Programme des services				
								Fonctionnement				
204,149,650	1,284,070,530	...	12,096,963	(19,731,511)	46,515	(1,141,774,000)	338,858,147	Programme des services	111,720,821	126,968	227,010,358	227,481,925
...	(1,141,774,000)	...	...	...	...	1,141,774,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
204,149,650	142,296,530	...	12,096,963	(19,731,511)	46,515	...	338,858,147	Total—Fonctionnement	111,720,821	126,968	227,010,358	227,481,925
								Capital				
...	16,753,000	...	...	(1,311,903)	...	...	15,441,097	Programme des services	11,133,139	4,307,958	...	5,678,292
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	19,731,511	...	...	19,731,511	Programme des services	19,731,511	...	...	148,895
204,149,650	**159,049,530**	**...**	**12,096,963**	**(1,311,903)**	**46,515**	**...**	**374,030,755**	**Total du programme—Budgétaire**	**142,585,471**	**4,434,926**	**227,010,358**	**233,309,112**
								Programme du logement				
								Fonctionnement				
...	210,961,000	...	...	...	2,115,627	(101,619,000)	111,457,627	Propriétés de la Couronne	89,528,914	21,928,713	...	97,729,775
...	336,273,000	...	...	...	...	(69,670,000)	266,603,000	Propriétés louées	269,052,840	(2,449,840)	...	244,918,880
...	92,038,000	...	...	...	...	(3,998,000)	88,040,000	Propriétés obtenues par bail-achat	80,100,146	7,939,854	...	81,781,424
...	29,757,000	...	5,981	...	85,000	...	29,847,981	Planification et contrôle du programme	19,921,455	9,926,526	...	17,148,393
...	80,310,000	...	...	...	...	...	80,310,000	La Société de construction des musées du Canada, Inc.	66,000,096	14,309,904	...	46,500,000
...	(175,287,000)	...	...	...	...	175,287,000	...	Recettes à valoir sur le crédit	...	...	...	...
...	574,052,000	...	5,981	...	2,200,627	...	576,258,608	Total—Fonctionnement	524,603,451	51,655,157	...	488,078,472
								Capital				
...	135,759,000	...	...	(14,817,999)	...	...	120,941,001	Acquisition et amélioration de l'actif	94,903,929	26,037,072	...	86,537,256
								Sommaire du programme				
...	135,759,000	...	...	(14,817,999)	...	...	120,941,001	**Acquisition et amélioration de l'actif**	**94,903,929**	**26,037,072**	**...**	**86,537,256**
...	109,342,000	...	...	...	2,115,627	...	111,457,627	**Propriétés de la Couronne**	**89,528,914**	**21,928,713**	**...**	**97,729,775**
...	266,603,000	...	...	...	...	...	266,603,000	**Propriétés louées**	**269,052,840**	**(2,449,840)**	**...**	**244,918,880**
...	88,040,000	...	...	...	...	...	88,040,000	**Propriétés obtenues par bail-achat**	**80,100,146**	**7,939,854**	**...**	**81,781,424**
...	29,757,000	...	5,981	...	85,000	...	29,847,981	**Planification et contrôle du programme**	**19,921,455**	**9,926,526**	**...**	**17,148,393**
...	80,310,000	...	...	...	...	...	80,310,000	**La Société de construction des musées du Canada, Inc.**	**66,000,096**	**14,309,904**	**...**	**46,500,000**

...	**709,811,000**	...	**5,981**	**(14,817,999)**	**2,200,627**	...	**697,199,609**	**Total du programme—Budgétaire**	**619,507,380**	**77,692,229**	...	**574,615,728**
								Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
								Fonctionnement				
...	38,152,000	...	...	...	80,414	...	38,232,414	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	29,910,453	8,321,961	...	32,673,063
...	6,495,000	...	...	...	...	...	6,495,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	5,959,550	535,450	...	6,239,258
...	4,103,000	...	...	...	...	...	4,103,000	Prévention des incendies	...	4,103,000	...	3,359,026
...	1,212,000	...	...	...	...	...	1,212,000	Préparatifs d'urgence	548,272	663,728	...	483,518
...	1,899,000	...	...	...	...	...	1,899,000	Subventions aux municipalités	7,501,981	(5,602,981)	...	1,979,554
...	110,000	...	...	...	...	...	110,000	Projets spéciaux	1,272	108,728	...	49,090
...	15,128,000	1,237,000	...	...	...	...	16,365,000	Sociétés d'État	16,005,052	359,948	...	25,532,965
...	67,099,000	1,237,000	...	...	80,414	...	68,416,414	Total—Fonctionnement	59,926,580	8,489,834	...	70,316,474
								Capital				
...	1,879,000	1	...	3,467,999	...	...	5,347,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	6,025,350	(678,350)	...	4,159,667
...	48,000	...	...	...	...	...	48,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	112,658	(64,658)	...	27,373
...	21,000	...	...	...	...	...	21,000	Prévention des incendies	...	21,000	...	31,480
...	5,000	...	...	...	...	...	5,000	Subventions aux municipalités	...	5,000	...	15,065
...	2,935,000	...	...	...	...	...	2,935,000	Projets spéciaux	2,425,203	509,797	...	1,946,664
...	4,888,000	1	...	3,467,999	...	...	8,356,000	Total—Capital	8,563,211	(207,211)	...	6,180,249
								Paiements de transfert				
...	...	...	...	2,250,000	...	...	2,250,000	Gestion et aménagement fonciers fédéraux	6,653,015	(4,403,015)	...	7,020,504
...	62,000	...	...	...	...	...	62,000	Technologie du design, de la construction et de l'immobilier	...	62,000	...	...
...	35,000	...	...	...	...	...	35,000	Prévention des incendies	...	35,000	...	35,000
...	291,000,000	...	...	...	(43,720,929)	...	247,279,071	Subventions aux municipalités	247,233,613	45,458	...	239,566,362
...	291,097,000	...	...	2,250,000	(43,720,929)	...	249,626,071	Total—Paiements de transfert	253,886,628	(4,260,557)	...	246,621,866
								Sommaire du programme				
...	**40,031,000**	**1**	...	**5,717,999**	**80,414**	...	45,829,414	**Gestion et aménagement fonciers fédéraux**	**42,588,818**	**3,240,596**	...	**43,853,234**
...	**6,605,000**	...	...	...	...	...	6,605,000	**Technologie du design, de la construction et de l'immobilier**	**6,072,208**	**532,792**	...	**6,266,631**
...	**4,159,000**	...	...	...	...	...	4,159,000	**Prévention des incendies**	...	**4,159,000**	...	**3,425,506**
...	**1,212,000**	...	...	...	...	...	1,212,000	**Préparatifs d'urgence**	**548,272**	**663,728**	...	**483,518**
...	**292,904,000**	...	...	...	**(43,720,929)**	...	249,183,071	**Subventions aux municipalités**	**254,735,594**	**(5,552,523)**	...	**241,560,981**

Programmes par activité—*Fin*

Provenance des autorisations									Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements									
Disponibles des exercices précédents	Budget des dépenses	Budgets des dépenses supplémentaires	Virements entre ministères	Virements à l'intérieur du ministère	Redressements statutaires	Montants portés au crédit	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
...	3,045,000	...	...	...	...	...	3,045,000	Projets spéciaux	2,426,475	618,525	...	1,995,754
...	15,128,000	1,237,000	...	...	...	...	16,365,000	Sociétés d'État	16,005,052	359,948	...	25,532,965
...	**363,084,000**	**1,237,001**	**...**	**5,717,999**	**(43,640,515)**	**...**	**326,398,485**	**Total du programme—Budgétaire**	**322,376,419**	**4,022,066**	**...**	**323,118,589**
								Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
								Fonctionnement				
...	1,576,000	...	...	(775,000)	...	...	801,000	Écluses et barrages	1,278,562	(477,562)	...	959,441
...	3,875,000	...	...	(75,000)	...	...	3,800,000	Bassins de radoub	3,649,210	150,790	...	3,646,666
...	311,000	1	...	19,311,903	5,000	...	19,627,904	Planification et contrôle du programme	19,548,293	79,611	...	179,418
...	5,762,000	1	...	18,461,903	5,000	...	24,228,904	Total—Fonctionnement	24,476,065	(247,161)	...	4,785,525
								Capital				
...	2,062,000	...	...	...	...	...	2,062,000	Écluses et barrages	819,488	1,242,512	...	1,667,510
...	59,000	...	...	...	...	...	59,000	Bassins de radoub	43,080	15,920	...	3,283,175
...	2,121,000	...	...	...	...	...	2,121,000	Total—Capital	862,568	1,258,432	...	4,950,685
								Paiements de transfert				
...	180,000	...	...	...	...	...	180,000	Bassins de radoub	180,000	...	...	180,000
								Sommaire du programme				
...	3,638,000	...	...	(775,000)	...	...	2,863,000	**Écluses et barrages**	2,098,050	764,950	...	2,626,951
...	4,114,000	...	...	(75,000)	...	...	4,039,000	**Bassins de radoub**	3,872,290	166,710	...	7,109,841
...	311,000	1	...	19,311,903	5,000	...	19,627,904	**Planification et contrôle du programme**	19,548,293	79,611	...	179,418
...	**8,063,000**	**1**	**...**	**18,461,903**	**5,000**	**...**	**26,529,904**	**Total du programme—Budgétaire**	**25,518,633**	**1,011,271**	**...**	**9,916,210**
								Programme de la voirie et des autres travaux de génie				
								Fonctionnement				
...	22,932,000	...	...	...	...	...	22,932,000	Réseaux routiers	20,328,326	2,603,674	...	21,660,778
...	2,601,000	...	...	...	...	...	2,601,000	Ponts et autres travaux de génie	3,916,316	(1,315,316)	...	2,906,683
...	196,000	...	...	...	2,000	...	198,000	Planification et contrôle du programme	192,249	5,751	...	91,437

...	25,729,000	...	...	...	2,000	...	25,731,000	Total—Fonctionnement	**24,436,891**	1,294,109	...	24,658,898
								Capital				
...	27,603,000	...	...	(8,050,000)	...	...	**19,553,000**	Réseaux routiers	**17,326,019**	2,226,981	...	38,042,900
...	13,000	...	...	...	...	...	**13,000**	Ponts et autres travaux de génie	**774**	12,226	...	20,862
...	27,616,000	...	...	(8,050,000)	...	...	**19,566,000**	Total—Capital	17,326,793	2,239,207	...	38,063,762
								Sommaire du programme				
...	50,535,000	...	...	(8,050,000)	...	...	42,485,000	Réseaux routiers	37,654,345	4,830,655	...	59,703,678
...	2,614,000	...	...	...	...	...	2,614,000	Ponts et autres travaux de génie	3,917,090	(1,303,090)	...	2,927,545
...	196,000	...	...	...	2,000	...	198,000	Planification et contrôle du programme	192,249	5,751	...	91,437
...	**53,345,000**	**...**	**...**	**(8,050,000)**	**2,000**	**...**	**45,297,000**	**Total du programme— Budgétaire**	**41,763,684**	**3,533,316**	**...**	**62,722,660**
204,149,650	**1,293,352,530**	**1,237,002**	**12,102,944**	**...**	**(41,386,373)**	**...**	**1,469,455,753**	**Total du département— Budgétaire**	**1,151,751,587**	**90,693,808**	**227,010,358**	**1,203,682,299**
								Société canadienne d'hypothèques et de logement[1]				
								Fonctionnement				
...	...	2,300,000	1,581,620,500	...	...	...	1,583,920,500	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,454,285,967	129,634,533	...	1,454,268,090
								Non budgétaire				
...	...	...	4,535,206,790	...	4,900,000	...	4,540,106,790	Société canadienne d'hypothèques et de logement	193,900,000	23,000,000	4,323,206,790	260,500,000
								Total du programme—				
...	**...**	**2,300,000**	**1,581,620,500**	**...**	**...**	**...**	**1,583,920,500**	**Budgétaire**	**1,454,285,967**	**129,634,533**	**...**	**1,454,268,090**
...	**...**	**...**	**4,535,206,790**	**...**	**4,900,000**	**...**	**4,540,106,790**	**Non budgétaire**	**193,900,000**	**23,000,000**	**4,323,206,790**	**260,500,000**
								Commission de la Capitale nationale				
								Fonctionnement				
...	88,260,000	...	1,462,500	...	...	...	89,722,500	Commission de la Capitale nationale	62,444,902	27,277,598	...	81,025,947
								Non budgétaire				
...	2,300,000	...	...	...	...	...	2,300,000	Gestion immobilière	...	2,300,000	...	...
								Total du programme—				
...	**88,260,000**	**...**	**1,462,500**	**...**	**...**	**...**	**89,722,500**	**Budgétaire**	**62,444,902**	**27,277,598**	**...**	**81,025,947**
...	**2,300,000**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**2,300,000**	**Non budgétaire**	**...**	**2,300,000**	**...**	**...**
								Total du ministère—				
204,149,650	**1,381,612,530**	**3,537,002**	**1,595,185,944**	**...**	**(41,386,373)**	**...**	**3,143,098,753**	**Budgétaire**	**2,668,482,456**	**247,605,939**	**227,010,358**	**2,738,976,336**
...	**2,300,000**	**...**	**4,535,206,790**	**...**	**4,900,000**	**...**	**4,542,406,790**	**Non budgétaire**	**193,900,000**	**25,300,000**	**4,323,206,790**	**260,500,000**

[1] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail (CP 1986-1604 daté du 30 juin 1986).

Paiements de transfert

Provenance des autorisations								Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices précédents	Indiquées dans: Budget des dépenses	Indiquées dans: Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements: Virements entre ministères	Redressements et virements: Virements à l'intérieur du ministère	Redressements et virements: Redressements statutaires	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices subséquents	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$	$	$		$	$	$	$
							Département				
							Programme des services				
							Subventions				
							Programme des services				
...	...	...	...	**19,545,974**	...	19,545,974	Subventions en remplacement de taxes à la Société canadienne des postes	19,545,974	...	...	...
							Contributions				
							Programme des services				
...	...	...	...	35,537	...	35,537	Travaux de réparations maritimes déboursés au compte des ministères clients	35,537	...	...	139,895
...	...	...	...	150,000	...	150,000	Projet de canalisation de Shubenacadie déboursé au compte des ministères clients	150,000	...	...	...
...	...	...	...	-	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	9,000
...	...	...	...	**185,537**	...	185,537	Total—Contributions	185,537	...	...	**148,895**
...	...	...	...	**19,731,511**	...	19,731,511	**Total du programme**	19,731,511	...	...	**148,895**
							Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				
							Subventions				
							Gestion et aménagement fonciers fédéraux				
...	...	...	...	1,500,000	...	1,500,000	Subvention au Centre uni de la communauté chinoise de Montréal Inc. pour des rénovations à des bâtiments historiques cédés par la Couronne qui seront utilisés comme centre communautaire et résidence pour personnes âgées	1,500,000	...	...	...
...	...	...	...	750,000	...	750,000	Subvention à la Mission catholique chinoise Inc. pour des rénovations à une église historique cédée par la Couronne qui sera utilisée comme lieu de culte et à des fins sociales	750,000	...	...	...
...	...	...	...	2,250,000	...	2,250,000		2,250,000	...	...	...
							Prévention des incendies				
...	10,000	...	...	...	...	10,000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	...	10,000	...	10,000
...	25,000	...	...	...	...	25,000	Association canadienne des chefs de pompiers	...	25,000	...	25,000
...	35,000	...	...	...	...	35,000		...	35,000	...	35,000

							Subventions aux municipalités				
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	4,542	45,458	...	200,000
...	290,950,000	...	...	...	(43,720,929)	247,229,071	(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	247,229,071	...	...	239,366,362
...	291,000,000	...	...	...	(43,720,929)	247,279,071		247,233,613	45,458	...	239,566,362
...	**291,035,000**	...	...	**2,250,000**	**(43,720,929)**	**249,564,071**	Total—Subventions	**249,483,613**	**80,458**	...	**239,601,362**
							Contributions				
							Gestion et aménagement fonciers fédéraux				
...	...	...	...	...	...	...	Projet de canalisation de Shubenacadie	817,566	(817,566)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Projet de revitalisation du centre-ville de Moncton	2,660,990	(2,660,990)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Projet d'infrastructure de Sault Ste-Marie	924,459	(924,459)	...	...
...	...	...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7,020,504
...	...	...	...	...	...	...		4,403,015	(4,403,015)	...	7,020,504
							Technologie du design, de la construction et de l'immobilier				
...	12,000	...	...	...	...	12,000	Association canadienne de normalisation	...	12,000	...	...
...	50,000	...	...	...	...	50,000	Institut de formation en gestion de la construction	...	50,000	...	...
...	62,000	...	...	...	...	62,000		...	62,000	...	...
...	**62,000**	...	...	...	...	**62,000**	Total—Contributions	**4,403,015**	**(4,341,015)**	...	**7,020,504**
							Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	2,250,000	...	2,250,000	**Gestion et aménagement fonciers fédéraux**	6,653,015	(4,403,015)	...	7,020,504
...	62,000	...	...	...	...	62,000	**Technologie du design, de la construction et de l'immobilier**	...	62,000	...	...
...	35,000	...	...	...	...	35,000	**Prévention des incendies**	...	35,000	...	35,000
...	291,000,000	...	...	...	(43,720,929)	247,279,071	**Subventions aux municipalités**	247,233,613	45,458	...	239,566,362
...	**291,097,000**	...	...	**2,250,000**	**(43,720,929)**	**249,626,071**	**Total du programme**	**253,886,628**	**(4,260,557)**	...	**246,621,866**
							Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie				
							Subventions				
							Bassins de radoub				
...	180,000	...	...	...	...	180,000	(S) Subvention à l'égard de bassins de radoub—Canadian Vickers, Montréal	180,000	...	...	180,000
...	**180,000**	...	...	...	...	**180,000**	**Total du programme**	**180,000**	...	...	**180,000**
...	**291,277,000**	...	...	**21,981,511**	**(43,720,929)**	**269,537,582**	**Total du ministère**	**273,798,139**	**(4,260,557)**	...	**246,950,761**

(S) Paiement de transfert statutaire.

Détail des montants portés au crédit

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgétés	Réels	Réels
	$	$	$
Département			
Programme des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Programme des services			
Services de l'immobilier	23,390,000	44,496,922	20,387,735
Services de gestion immobilière	363,943,000	526,473,489	335,840,939
Services d'architecture et de génie	737,064,000	781,973,698	824,559,957
Dragage et services de la flotte	17,377,000	27,517,413	15,455,411
Services ministériels et administratifs	...	...	921,818
Total du programme—Budgétaire	**1,141,774,000**	**1,380,461,522**	**1,197,165,860**
Programme du logement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Propriétés de la Couronne	101,619,000	110,610,102	108,625,335
Propriétés louées	69,670,000	74,098,327	82,099,480
Propriétés obtenues par bail-achat	3,998,000	9,643,317	4,017,535
Total du programme—Budgétaire	**175,287,000**	**194,351,746**	**194,742,350**
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion et aménagement fonciers fédéraux	...	...	865
Total du programme—Budgétaire	...	...	**865**
Total du ministère—Budgétaire	**1,317,061,000**	**1,574,813,268**	**1,391,909,075**

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Département		
Programme des services		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Burgeo Leasing Limited	11,049	11,697
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	85,084	100,974
Autres comptes—		
Gulf Oil Canada, Ltée	294,437	310,495
Electrical Reduction Co Ltée	92,920	101,471
Ville de Mount Pearl	1,142	2,648
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	480	...
Autres locations	7,668	...
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	4,840	...
Divers	...	77,069
	497,620	604,354
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,271,281	861,552
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	432,312	3,627,011
	1,703,593	4,488,563
Privilèges, licences et permis—		
Divers	...	4,501
Rémunérations de services—		
Services—Loi sur l'Accès à l'information	280	4,704
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	4,576,117	2,042,573
	4,576,397	2,047,277
Produits des ventes—		
Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de la Couronne	302,026	864,040
Ventes d'immeubles	20,360,038	4,171,739
Ventes d'énergie	31,533	2,529,544
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	324	...
	20,693,921	7,565,323
Autres recettes non fiscales—		
Divers	14,478,094	2,694,363
Total du programme	**41,949,625**	**17,404,381**

Recettes—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme du logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	7,289	4,389,954
Édifices de bureau et d'administration	165,101	3,377,128
Autres locations	31,161	643,900
Concession du gouvernement—Propriétaire d'équipement—Autres	4,067	328,485
Divers—Autres	84,881	221,598
	292,499	8,961,065
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,521,135	3,178,468
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	235	280,394
	1,521,370	3,458,862
Privilèges, licences et permis—		
Divers	...	54
Rémunérations de services—		
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	8	1,530
Produits des ventes—		
Vente de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de la Couronne	(38,498)	...
Autres recettes non fiscales—		
Divers	237,377	...
Total du programme	2,012,756	12,421,511

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc	...	262,006
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	...	166,593
Revenu de location de propriétés—		
Immeubles résidentiels	2,191,415	...
Édifices de bureau et d'administration	2,208,705	...
Autres locations	18,713	...
Divers—Autres	...	5
	4,418,833	428,604
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	7,008	106,005
Rémunérations de services	126	...
Produits des ventes—		
Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de disposition des biens de la Couronne	...	562,072
Vente d'immeuble	39,747,374	24,600,635
Vente d'énergie	1,406,807	3,536,123
	41,154,181	28,698,830
Autres recettes non fiscales—		
Divers	563,810	24,546,624
Total du programme	46,143,958	53,780,063
Programme du transport maritime et des travaux connexes de génie		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Revenu de location de propriétés—		
Autres locations	605	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,763	...
Privilèges, licences et permis—		
Bénéfices de bassins de radoub	314,550	663,770
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	874	...
	315,424	663,770

Recettes—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Rémunérations de services—		
Bénéfices de bassins de radoub	866,431	647,207
Autres recettes non fiscales—		
Divers	6,547	...
Total du programme	**1,194,770**	**1,310,977**
Programme de la voirie et des autres travaux de génie		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements[1]—		
Autres comptes—		
Revenu de location de propriétés—		
Autres locations	1,121	...
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	177,832	84,127
Privilèges, licences et permis—		
New Westminster River Railway Bridge	2,941,416	...
Rémunérations de services—		
Frais de services crédités au Fonds du revenu consolidé	...	735,410
Autres recettes non fiscales—		
Divers	450	...
Total du programme	3,120,819	**819,537**
Total du département	94,421,928	**85,736,469**
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement—		
Intérêt	841,482,474	858,826,035
Virement des bénéfices	24,567,317	33,895,532
	866,049,791	892,721,567
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents—		
Factures excédentaires en vertu de la Section V de la Loi nationale sur l'habitation	5,211,034	2,628,544
Rajustement des Créditeurs de l'exercice précédent (CAFE)	36,153,439	1,963,763
	41,364,473	4,592,307

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits des ventes—		
Ventes de propriétés	100,854	111,393
Autres recettes non fiscales—		
Recouvrements—Rénovation urbaine	1,788,502	703,666
Divers	20,252,282	11,368,739
	22,040,784	12,072,405
Total du programme	929,555,902	**909,497,672**
Commission de la Capitale nationale		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements—		
Prêts, dotations en capital et avances—		
Commission de la Capitale nationale—Intérêt		572,347
Produits des ventes	...	1,500,000
Autres recettes non fiscales—		
Caisse, Directives du Conseil du Trésor	3,500,099	6,118,705
Total du programme	3,500,099	**8,191,052**
Sommaire du ministère		
Recettes non fiscales—		
Produits de placements	871,260,469	**903,287,937**
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	44,780,039	**12,729,864**
Privilèges, licences et permis	3,256,840	**668,325**
Rémunérations de services	5,442,962	**3,431,424**
Produits des ventes	61,910,458	**37,875,546**
Autres recettes non fiscales	40,827,161	**45,432,097**
Total du ministère	**1,027,477,929**	**1,003,425,193**[2]

[1] Intérêt sauf indication contraire.

[2] La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été transférée de Travail. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de $909,497,672.

SECTION 29

COMPTES PUBLICS
1986-87

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN CARACTÈRES GRAS RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Administrateur de l'Office du transport du grain, **26**
Administration, Programme d', **4, 13, 14**
Administration centrale, Programme de l', **22**
Administration centrale de la Fonction publique, Programme relatif à l', **9**
Administration du pipe-line du Nord, **26**
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS, **2**
Affaires des anciens combattants, Programme des, **2**
Affaires du Nord, Programme des, **4**
AFFAIRES EXTÉRIEURES, **3**
Affaires indiennes et inuit, Programme des, **4**
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN, **4**
Affectations temporaires, Programme d', **9**
Agence canadienne de développement international, **3**
AGRICULTURE, **5**
Agro-alimentaire, Programme, **5**
Air Canada, **26**
Application de la loi, Programme d', **25**
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES, **6**
Archives publiques, **7**
Assurances, **16**
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, **1**·38
Autorisations disponibles des exercices précédents, **1**·62
Autorisations qui ne s'annulent pas lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice, **1**·73
Autorisations votées et statutaires, Sommaire général, **1**·13

B

Banque fédérale de développement, **15**
Bibliothèque du Parlement, **19**
Bibliothèque nationale, **7**
Budgétaires (dépenses), Sommaire général, **1**·2
Bureau canadien de la sécurité aérienne, **26**
Bureau de services juridiques des pensions, Programme du, **2**
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, **18**

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **27**
Centre de recherches pour le développement international, **3**
Centre international d'exploitation des océans, **3**
Chambre des communes, **19**

C—*Suite*

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, **8**
Commissaire à la magistrature fédérale, **18**
Commissaire aux langues officielles, **8**
Commission canadienne des droits de la personne, **18**
Commission canadienne des grains, Programme de la, **5**
Commission canadienne des pensions, Programme de la, **2**
Commission canadienne des transports, **26**
Commission canadienne du lait, **5**
Commission d'appel de l'immigration, **12**
Commission d'énergie du Nord canadien, **4**
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **13**
Commission de la Capitale nationale, **28**
Commission de la Fonction publique, **24**
Commission de réforme du droit du Canada, **18**
Commission des allocations aux anciens combattants, Programme de la, **2**
Commission des relations de travail dans la Fonction publique, **8**
Commission du tarif, **16**
Commission mixte internationale, **3**
Commission nationale des libérations conditionnelles, **25**
Commission sur les pratiques restrictives du commerce, **10**
COMMUNICATIONS, **7**
Communications et de la culture, Programme des, **7**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **24**
Condition physique et du sport amateur, Programme de la, **22**
Conseil canadien des normes, **10**
Conseil canadien des relations du travail, **27**
Conseil consultatif de la situation de la femme, **24**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **7**
Conseil de recherches en sciences humaines, **24**
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **23**
Conseil de recherches médicales, **22**
Conseil de révision des pensions, Programme du, **2**
Conseil des Arts du Canada, **7**
Conseil des sciences du Canada, **23**
CONSEIL DU TRÉSOR, **9**
Conseil économique du Canada, **8**
Conseil national de recherches du Canada, **23**
CONSEIL PRIVÉ, **8**
Conseil privé, Programme du, **8**
CONSOMMATION ET CORPORATIONS, **10**
Construction de défense (1951) Limitée, Programme de, **11**
Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **9**
Contrôleur général, **9**
Corporation commerciale canadienne, **3**

C—*Fin*

Corporation de développement du Canada, **15**
Corporation du Centre national des Arts, **7**
Cour canadienne de l'impôt, **18**
Cour fédérale du Canada, **18**
Cour suprême du Canada, **18**

D

DÉFENSE NATIONALE, **11**
Dépenses par article courant, Sommaire général, **1**·26
Dépenses par enveloppe, Sommaire général, **1**·20
Description des activités, Objectifs des programmes et—*Voir section ministérielle appropriée*
Détail des montants portés au crédit—*Voir section ministérielle appropriée*
Directeur général des élections, **8**
Douanes et Accise, **21**

E

Eldorado Nucléaire Limitée, **15**
Emploi et d'assurance, Programme d', **12**
EMPLOI ET IMMIGRATION, **12**
Emploi et Immigration/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **12**
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES, **13**
Énergie, Programme de l', **13**
Énergie atomique du Canada, Limitée, **13**
ENVIRONNEMENT, **14**
Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **9**
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE, **15**
Expositions internationales, Programme des, **3**

F

FINANCES, **16**

G

Gendarmerie royale du Canada, **25**
Gestion et d'administration, Programme de, **5**
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, **17**

I

Immigration, Programme d', **12**
Impôt, **21**
Inspecteur général des banques, Programme de l', **16**

I—*Fin*

Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, **3**
Intérêts du Canada à l'étranger, Programme des, **3**
Investissement Canada, **15**

J

JUSTICE, **18**

L

Logement, Programme du, **28**

M

Minéraux et des sciences de la Terre, Programme des, **13**
Monnaie royale canadienne, **6**
Musées nationaux du Canada, **7**

N

Non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances), Sommaire général, **1** · 9

O

Objectifs des programmes et description des activités—*Voir section ministérielle appropriée*
Office canadien des provendes, **5**
Office canadien du poisson salé, **20**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **20**
Office national de l'énergie, **13**
Office national du film, **7**

P

Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée —Pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 Volume II (Partie II)*

P—*Fin*

Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, Programme de, **4**
Paiements de transfert fiscal, Programme des, **16**
Parcs Canada, Programme, **14**
PARLEMENT, **19**
PÊCHES ET OCÉANS, **20**
Petro-Canada, **13**
Politiques financières et économiques, Programme des, **16**
Privatisation et affaires réglementaires, **9**
Programmes par activité—*Voir section ministérielle appropriée*
Protection de la santé, Programme de la, **22**

Q

XV^{e} Jeux Olympiques d'hiver, Programme des, **22**

R

Recettes—*Voir section ministérielle appropriée*
Recettes par catégorie principale, Sommaire général, **1** · 33
Recherches scientifiques et industrielles, Programme de, **23**
Revendications des Autochtones, Programme des, **4**
REVENU NATIONAL, **21**

S

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL, **22**
SCIENCES ET TECHNOLOGIE, **23**
SECRÉTARIAT D'ÉTAT, **24**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, **8**
Sécurité du revenu, Programme de la, **22**
Sénat, **19**
Service canadien des forêts, Programme du, **5**
Service canadien du renseignement de sécurité, **25**
Service correctionnel, **25**
Service de la dette publique, Programme du, **16**
Services, Programme des, **28**
Services de défense, Programme des, **11**

S—*Fin*

Services de l'environnement, Programme des, **14**
Services et de la promotion de la santé, Programme des, **22**
Services généraux et spéciaux, Programme des, **12**
Services médicaux, Programme des, **22**
Services sociaux, Programme des, **22**
Société canadienne d'hypothèques et de logement, **28**
Société canadienne des postes, **10**
Société d'assurance-dépôts du Canada, **16**
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, **7**
Société de développement du Cap-Breton, **15**
Société de Havilland Aircraft of Canada, Limited, **15**
Société du crédit agricole, **5**
Société financière Canadair Inc., **15**
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale, **13**
Société pour l'expansion des exportations, **3**
Société Radio-Canada, **7**
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, **25**
Sommaire du ministère—*Voir section ministérielle appropriée*
Soutien à la gestion immobilière fédérale, Programme de, **28**
Spécial, Programme, **16**
Statistique Canada, **6**

T

Tableaux sommaires, **1**
Transport maritime et des travaux connexes de génie, Programme du, **28**
TRANSPORTS, **26**
TRAVAIL, **27**
TRAVAUX PUBLICS, **28**
Tribunal canadien des importations, Programme du, **16**
Tribunal de l'aviation civile, **26**
Tribunal de la concurrence, **10**

V

Vérificateur général, **16**
Voirie et des autres travaux de génie, Programme de la, **28**

Gouvernement du Canada / Government of Canada

L'hon. Michel Côté
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1987

Volume II

Partie II
Renseignements et analyses supplémentaires

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1/1987-2-2F	au Canada: $18.60
ISBN 0-660-92090-5	à l'étranger: $22.30

Prix sujet à changement sans préavis

VOLUME II (PARTIE II)

TABLE DES MATIÈRES

Section

Introduction

1. États financiers des Fonds renouvelables
2. États financiers des établissements publics et d'autres entités
3. Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière
4. Comptes débiteurs
5. Services professionnels et spéciaux
6. Construction et acquisition
7. Paiements de transfert
8. Service de la dette publique
9. Paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie
10. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
11. Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement
12. Autres renseignements divers
13. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement tandis que le **volume III** contient un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères ainsi qu'une énumération des sociétés d'État et des autres sociétés en coparticipation du Canada.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires. Le contenu de la **partie II** se résume comme suit:

- états financiers des Fonds renouvelables (section 1);
- états financiers des établissements publics et d'autres entités (section 2);
- renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière (section 3);
- comptes débiteurs (section 4);
- services professionnels et spéciaux (section 5);
- construction et acquisition de terrains, bâtiments, ouvrages, machines et matériel (section 6);
- paiements de transfert (section 7);
- service de la dette publique (section 8);
- paiements de dommages-intérêts, paiements à titre de faveur, arrêts de la Cour fédérale et paiements sans contrepartie (section 9);
- programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (section 10);
- autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement (section 11); et,
- autres renseignements divers (section 12).

SECTION 1

COMPTES PUBLICS
1986-87

États financiers des Fonds renouvelables

SOMMAIRE

	Page
Aéroports autonomes et services au sol connexes	1.2
Agence des télécommunications gouvernementales	1.8
Approvisionnements	1.13
Bureau des passeports	1.17
Étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien)	1.20
Étude de l'environnement (Énergie, Mines et Ressources)	1.23
Magasins	1.26
Office national du film	1.29
Perfectionnement et de la formation du personnel	1.34
Production de la défense	1.37
Surveillance des hippodromes	1.39
Travaux publics—Compte des services et de la gestion	1.43

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes en conformité avec les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. La responsabilité de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la Direction.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la Direction, compte tenu de leur importance. Afin de répondre aux exigences de rapport, différents comptes sont maintenus de façon décentralisée pour chacun des aéroports constituant le Fonds renouvelable, sous l'autorité fonctionnelle du Directeur, Administration financière, et sont remis aux sièges sociaux à Ottawa afin d'être révisés et consolidés. Dans le but de produire plus rapidement l'information, un système comptable commercial est en développement et sera implanté dans tous les neuf aéroports.

Les aéroports faisant partie du Fonds sont soumis aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne du ministère et aux politiques, pratiques et procédures qui sont nécessaires afin de faciliter le rapport des données financières du Fonds renouvelable selon les exigences du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds renouvelable.

La Direction recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation. De plus, les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Les états comptables et financiers du Fonds se sont développés au cours des années en fonction des changements, de l'évolution des normes de rapport financier au Canada et pour répondre aux exigences de rapport du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada.

Les aéroports du Fonds renouvelable sont opérés et maintenus selon les politiques, les normes et les procédures nationales prescrites, sur une base de recouvrement des coûts, de façon à fournir des installations sécuritaires et efficientes et des services qui visent la protection de l'environnement. Certains services essentiels à l'aviation, fournis par le groupe aviation touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs, sont imputés aux aéroports du Fonds.

À la demande du Sous-ministre des Transports, ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Canada. Le rôle du Vérificateur général est d'exprimer une opinion, à savoir si les états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds et les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Approuvé par:

Directeur, Administration financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
J. P. PARÉ

Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
NICK van DUYVENDYK

Directeur exécutif
Groupe de gestion des aéroports
D. C. McAREE

Sous-ministre des Transports
NICK MULDER

le 6 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
(Perte nette) bénéfice net pour l'exercice	62,390	(27,263)	123,842	56,737
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	53,801	135,752	57,758	147,217
Fonds provenant de l'exploitation	116,191	108,489	181,600	203,954
Acquisitions nettes d'immobilisations	(95,057)	(79,840)	(96,588)	(93,714)
Variation du fonds de roulement		18,396		11,733
Autres éléments		(20,559)		(14,708)
Autorisation fournie	21,134	26,486	85,012	107,265

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(124,722)	(77,677)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	57,377	51,342
Moins: montants crédités au con.pte du crédit après le 31 mars	18,483	33,007
Autorisation nette (fournie) à la fin de l'exercice	(85,828)	(59,342)
Limite de l'autorisation	80,000	80,000
Autorisation non employée reportée	165,828	139,342

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du surplus accumulé, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 août 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Débiteurs et revenus courus		
Gouvernement fédéral	19,599	34,818
Tiers au net de la provision pour les mauvaises créances	33,362	38,231
Stocks de fournitures et approvisionnements	5,263	5,279
	58,224	78,328
Immobilisations (note 4)	1,472,286	1,394,590
Moins: amortissement cumulé	535,211	485,300
	937,075	909,290
	995,299	987,618

PASSIF	1987	1986
À court terme		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement fédéral	2,839	3,253
Tiers	57,213	58,804
Retenues des entrepreneurs	2,915	3,074
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	2,159	1,703
	65,126	66,834
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	10,819	10,214
AVOIR DU CANADA (note 5)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(124,722)	(77,677)
Capital d'apport	991,607	908,515
Surplus accumulé	52,469	79,732
	919,354	910,570
	995,299	987,618

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Le Sous-ministre adjoint, Finances
NICK van DUYVENDYK

Le Sous-ministre des Transports
NICK MULDER

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenus		
Concessions	110,913	95,727
Droits d'atterrissage	83,958	74,831
Droits généraux de l'aérogare	62,063	49,529
Locations	32,089	29,266
Honoraires de services et frais divers	13,406	14,943
Imputations de l'essence d'aviation	12,453	12,727
	314,882	277,023
Dépenses		
Matériel, approvisionnements et services	98,402	89,827
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	83,304	81,795
Coûts de contrôle de l'aérogare	61,201	52,676
Traitements et salaires	58,808	56,864
Indemnités aux employés	9,838	9,016
Amortissement	51,828	53,369
Frais généraux de l'administration centrale et des bureaux régionaux	39,095	53,152
Subventions tenant lieu de taxes	21,157	25,954
Perte à l'aliénation d'immobilisations	159	154
Services (fournis) reçus gratuitement par les ministères (note 6)	(144)	1,612
Autre intérêt		913
	423,648	425,332
Perte d'exploitation	(108,766)	(148,309)
Taxe sur le transport aérien (note 3)	81,503	205,046
(Perte) bénéfice net pour l'exercice	(27,263)	56,737

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice (déjà établi)	78,126	21,635
Correction des erreurs des exercices antérieurs (note 9)	1,606	1,360
Solde au début de l'exercice, redressé	79,732	22,995
(Perte) bénéfice net pour l'exercice	(27,263)	56,737
Solde à la fin de l'exercice	52,469	79,732

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice	908,515	1,007,184
Cession d'immobilisations du Canada	410	820
Cession d'immobilisations au Canada	(478)	(1,447)
Services (fournis) reçus gratuitement par les ministères	(144)	1,612
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	83,304	81,795
Remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance		7,170
Frais généraux de l'administration centrale fournis gratuitement		10,002
Transfert de l'actif net des 14 aéroports retirés du Fonds et cédés à Transports Canada en 1985-86		(198,621)
Solde à la fin de l'exercice	991,607	908,515

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités d'exploitation:		
(Perte) bénéfice net pour l'exercice	(27,263)	56,737
Éléments sans incidence sur l'encaisse:		
Amortissement	51,828	53,369
Perte à l'aliénation d'immobilisations	159	154
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	605	285
Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds	83,304	81,795
Services (fournis) reçus gratuitement par les ministères	(144)	1,612
Frais généraux de l'administration centrale fournis gratuitement		10,002
	108,489	203,954
Variations de l'actif et du passif à court terme	18,396	11,657
Somme nette des liquidités provenant des activités d'exploitation	126,885	215,611
Activités d'investissement:		
Achat d'immobilisations	(79,840)	(93,714)
Somme nette des liquidités absorbées par les activités d'investissement	(79,840)	(93,714)
Activités de financement:		
Débiteurs et créditeurs de l'exercice précédent des 14 aéroports cédés à Transports Canada		(22,972)
Somme nette des liquidités absorbées par les activités de financement		(22,972)
Somme nette des liquidités fournies, au cours de l'exercice	47,045	98,925
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	77,677	(21,248)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	124,722	77,677

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et objectif

Les présents états financiers présentent la situation financière du Fonds renouvelable des aéroports ainsi que les résultats de son exploitation dans le cadre réglementaire prévu par la loi. Ils décrivent, en outre, la part que représente le recouvrement des coûts parmi les activités des aéroports du Fonds. Les frais et charges pouvant être recouvrés sont expliqués, ci-dessous, dans la note portant sur les conventions comptables importantes.

Le Fonds renouvelable des aéroports a été établi en 1969 et autorisé par le crédit L160 de la Loi n° 3 de 1969, 1968-69, chap. 36 portant affectation de crédits dans le but de financer l'exploitation et le développement de certains aéroports.

À compter du 1er avril 1980, le Parlement, par l'adoption de la Loi sur la régularisation des comptes, a établi le Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes comme une entité budgétaire qui jouit d'une autorisation statutaire de tirer $80 millions. De plus le Fonds a l'autorisation statutaire de dépenser les recettes accumulées de liquidités en excédent des déboursés de caisse. À la fin de l'exercice financier 1986-87 le Fonds avait des recettes de liquidités accumulées en excédent des déboursés de $86 millions, pour un total d'autorisation non utilisée de $166 millions.

Le 29 novembre 1984, le Conseil du Trésor a approuvé les modalités révisées régissant l'exploitation et le financement du Fonds, y compris la nécessité de faire approuver un plan financier annuel par le Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor a donné l'autorisation également visant un poste de $1 au sein du Budget supplémentaire (C) des dépenses de 1984-85 afin de modifier certaines dispositions de la Loi sur la régularisation des comptes afin de fournir le pouvoir en particulier de:

faire des dépenses en capital à même le Fonds; la fourniture de fonds de capital à partir de recettes, d'affectations de crédits ou de prélèvements; et une compensation annuelle pour les coûts défrayés en vue d'atteindre les objectifs non directement liés à l'exploitation des aéroports en tant qu'entité auto-suffisante.

Les termes et conditions révisés indiquent que le principe de base du Fonds est celui de son exploitation en tant qu'entité financière auto-suffisante, conformément aux termes et conditions suivantes:

(1) Le Fonds sera exploité sur la base de plans financiers à présenter chaque année au Conseil du Trésor pour approbation. Ce plan contiendra, entre autres, une revue du rendement antérieur face aux objectifs financiers et de gestion approuvés au préalable, les objectifs de rendement proposés, les changements apportés aux redevances, les dépenses en capital, ainsi que la répartition des revenus, les frais généraux et les frais indirects; une prévision quinquennale des revenus, des dépenses et de la rentabilité; et, des recommandations quant à la provenance et l'utilisation des fonds pour l'exercice suivant.

(2) Le Fonds récupérera toutes ses dépenses par l'entremise de ses revenus, sous réserve des conditions suivantes:
   a) les fonds en capital seront pris à même les revenus, les affectations ou le pouvoir statutaire, tel que déterminé au plan financier approuvé;
   b) les affectations en capital au Fonds doivent être recouvrées sous réserve des termes et conditions présentés dans le plan financier annuel approuvé par le Conseil du Trésor;
   c) sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, le Fonds aura droit à recevoir des paiements, par l'entremise d'affectations au Budget principal des dépenses, pour certaines dépenses occasionnées pour des activités dont les coûts ne seront pas recouvrés auprès des utilisateurs (ces dispositions n'ont pas été appliquées au cours de l'exercice); et
   d) dans tout exercice donné, jusqu'à 110% des revenus prévus au Budget principal des dépenses peut être dépensé sans recours supplémentaire au Conseil du Trésor.

(3) Tel qu'il est approuvé au plan financier, tout surplus annuel de liquidités réalisé par le Fonds, pourra être utilisé pour rembourser tout tirage statutaire accumulé contre l'autorité statutaire permanente, pour faire des paiements à titre de rendement sur l'apport en capital au Fonds du revenu consolidé (FRC) sur les paiements en capital effectués à même des crédits, ou encore, s'il n'existe pas de tirage statutaire, ce surplus pourra être retenu au FRC comme un crédit au Fonds.

(4) Les aéroports pourront être incorporés au Fonds, s'ils sont susceptibles de recouvrer, en moyenne, 90% de leurs coûts d'exploitation, y compris l'amortissement, pour une période de cinq ans soit en tant qu'entité distincte, soit en tant qu'aéroport complémentaire desservant une même région géographique.

(5) Les fonds en capital à l'intérieur du Fonds seront assujettis au contrôle des affectations conformément aux politiques du Conseil du Trésor.

(6) Sous réserve de ces termes et conditions, on peut compter que le Fonds sera exploité à l'intérieur des limites des pouvoirs du tirage statutaire approuvés par le Parlement.

2. Résumé des conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada.

a) Évaluation des stocks de fournitures et approvisionnements

Les stocks de fournitures et approvisionnements, conservés aux aéroports en prévision des réparations et de l'entretien, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

b) Immobilisations

Les immobilisations achetées par le Fonds sont enregistrées au prix coûtant. Les immobilisations cédées au Fonds antérieurement au 1er avril 1979 sont enregistrées à leurs valeurs d'expertise établies par le ministère des Transports conformément à la circulaire du Conseil du Trésor 1970-7 du 8 janvier 1970. Les immobilisations cédées au Fonds le 1er avril 1979 sont comptabilisées à leur valeur amortie à cette date. Toutes les cessions subséquentes d'immobilisations du Canada et au Canada sont comptabilisées à la valeur nette comptable à la date de la cession.

Les frais d'administration des projets, y compris les frais d'intérêt subis lors de la construction de nouveaux aéroports, sont capitalisés et insérés dans les frais d'aménagement des aéroports en autant que ces frais ne peuvent être reliés à des immobilisations particulières. Les ajouts, renouvellements et améliorations qui prolongent la durée économique des immobilisations sont capitalisés. L'entretien et les réparations sont imputés aux frais d'exploitation.

c) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est imputé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur la durée utile estimative des immobilisations.

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

Les taux d'amortissement utilisés pour les principales catégories d'immobilisations sont comme il suit:

Aérogares et installations	2.5% à 5.0%
Pistes et autres surfaces asphaltées	3.3% à 5.5%
Machinerie et matériel	4.0% à 20.0%
Frais d'aménagement des aéroports (excluant l'intérêt)	10.0%

d) Taxe sur le transport aérien

La taxe sur le transport aérien est prélevée en vertu de la partie II de la Loi sur la taxe d'accise par le ministre du Revenu national. En vertu de l'autorisation conférée par les lois portant affectation de crédits, la taxe reçue durant l'exercice est remise à Transports Canada. De cette taxe, 14.4% est crédité au service de la navigation aérienne, le solde est crédité au groupe de gestion des aéroports, qui comprend le Fonds. Ainsi que l'on déclare à la note 3, on a modifié la méthode de répartition.

e) Intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds

L'intérêt est attribué au capital d'apport versé au Fonds. Le taux d'intérêt (10.32% en 1986-87, 10.35% en 1985-86) est fondé sur les taux d'emprunt des sociétés d'État pondérés de la valeur comptable nette de l'acquisition en capital des vingt dernières années. La moyenne du solde en surplus d'apport défalquée de l'excédent de l'imputation nette accumulée sur le solde autorisé du Fonds au début et à la fin de l'exercice sert à calculer l'intérêt attribué.

f) Services (fournis) reçus gratuitement par les ministères

Le Fonds tient compte du coût des services gratuits reçus en provenance du ministère des Transports et d'autres ministères et fournis à ceux-ci.

g) Coûts de contrôle de l'aérogare

Les coûts de contrôle de l'aérogare sont des services de navigation aérienne touchant l'approche, l'atterrissage et le décollage d'aéronefs à un aéroport et le contrôle des vols d'aéronefs en route qui traversent une région de contrôle de l'aérogare. Les coûts des services du contrôle de l'aérogare comprennent les coûts directs et indirects et les frais d'amortissement des services de la circulation aérienne, des stations de données de vol, des services de soutien technique, de l'étalonnage des instruments de vol, et des services météorologiques.

h) Frais généraux de l'administration centrale et des bureaux régionaux

Les frais généraux de l'administration centrale et des bureaux régionaux comprennent les imputations par le ministère des Transports pour l'apport de services techniques et administratifs au Fonds. Ces frais ne peuvent être associés à des services particuliers et ils sont imputés au Fonds selon un pourcentage des frais directs d'exploitation et d'entretien du Fonds.

i) Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes, imposées aux aéroports du Fonds, sont accumulées à partir des évaluations municipales estimatives, établies conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le ministère des Travaux publics verse les subventions et les recouvre du Fonds.

Les subventions ne sont pas définitives tant que le ministère des Travaux publics ne les a pas vérifiées, ce qui prend souvent plusieurs années. Tous les rajustements lors de phase finale sont enregistrés dans les comptes de l'exercice du règlement.

j) Régime de retraite

Les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds sont assujettis à la Loi sur la pension de retraite de la Fonction publique et à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La participation du gouvernement du Canada au coût des pensions est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre de prestations aux employés. Le paiement de la pension comme tel est effectué à même le compte de pension de retraite de la Fonction publique.

k) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent pour les employés du ministère des Transports qui exploitent les aéroports du Fonds. Ces indemnités sont versées aux employés qui quittent leur emploi ou prennent leur retraite. Le coût de ces indemnités est porté aux dépenses de l'exercice au cours duquel elles ont été gagnées.

3. Modification à la répartition de la taxe sur le transport aérien

Pour le présent exercice, la somme répartie aux aéroports du Fonds renouvelable est calculée de pair avec le résultat des opérations afin de donner un rendement de 6% sur l'investissement du Canada au sein du Fonds. L'intérêt lié au capital d'apport n'était pas inclus dans le calcul. Lors des exercices antérieurs, la somme attribuée au Fonds était fondée sur le nombre de passagers embarqués et débarqués des avions. Ce changement a entraîné une diminution des revenus du Fonds d'environ $149 millions. Par après, la décision de comptabiliser l'intérêt sur les sommes attribuées au Fonds, a eu comme effet de déclarer une perte nette pour l'exercice 1986-87.

4. Immobilisations

	1987		1986	
	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement cumulé	Coût et valeurs d'expertise	Amortissement cumulé
	(en milliers de dollars)			
Terrains et frais d'aménagement des terrains	112,239		111,934	
Aérogares et installations	627,157	268,111	610,324	239,934
Pistes et autres surfaces asphaltées	433,360	171,023	415,082	153,411
Machinerie et matériel	59,302	31,655	56,547	29,028
Frais d'aménagement des aéroports	82,391	64,422	82,391	62,927
Construction en cours	157,837		118,312	
	1,472,286	535,211	1,394,590	485,300
Valeur comptable nette	937,075		909,290	

Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

5. Avoir du Canada

a) Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice regroupée dans l'Avoir du Canada, représente l'accumulation nette de toutes les opérations en espèces effectuées par l'entremise du Fonds du revenu consolidé.

Le Fonds du revenu consolidé est le compte central où sont enregistrés toutes les recettes et tous les débours du gouvernement. Toutes les opérations en espèces du Fonds sont donc effectuées par l'intermédiaire du Fonds du revenu consolidé. En vertu de sa mission, le Fonds est crédité de tous les revenus qu'il génère et il a le pouvoir, en vertu d'une autorisation statutaire, d'effectuer des prélèvements à même le Fonds du revenu consolidé lorsque ses revenus sont insuffisants.

Un prélèvement sur l'autorisation du Fonds survient lorsque les déboursés accumulés excèdent les encaissements accumulés (solde créditeur) et porte intérêt au taux fixé par le ministre des Finances. Un excédent accumulé d'encaissements sur les déboursés (solde débiteur) représente une autorisation supplémentaire de dépenser du Fonds.

b) Capital d'apport

Le capital d'apport comprend les valeurs assignées aux éléments d'actif cédés du Canada et au Canada, les services fournis et reçus gratuitement par les ministères du gouvernement, l'intérêt lié au capital d'apport versé au Fonds et le remboursement du Canada pour des projets entrepris dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance.

c) Surplus accumulé

Le compte du surplus accumulé à la fin de l'exercice contient l'accumulation nette des surplus et des déficits depuis la création du Fonds.

6. Opérations entre apparentés

Le Fonds, dans le cours normal de ses opérations, reçoit gratuitement des directives et des services administratifs du ministère des Transports et d'autres ministères fédéraux. Le coût de ces services s'élève à $4.0 millions ($6.7 millions en 1985-86) y compris $1.9 million ($2.5 millions en 1985-86) pour la taxe de vente versée aux provinces par le ministère des Finances.

Les aéroports fournissent des services au ministère des Transports et à des aéroports autres que ceux du Fonds. Le coût de ces services fournis gratuitement s'élève à $4.1 millions ($5.1 millions en 1985-86) y compris $3.6 millions ($4.3 millions en 1985-86) pour les droits d'atterrissage dont sont exemptés les appareils gouvernementaux et militaires.

7. Engagements contractuels

Le Fonds, au 31 mars 1987, s'était engagé à effectuer des dépenses d'environ $64.3 millions en vertu de contrats de construction et d'entretien d'immobilisations.

8. Passif éventuel

Le ministère des Transports doit se défendre dans certaines causes en instance et imminentes relativement à l'exploitation du Fonds. Le montant total des réclamations au 31 mars 1987 est d'environ $162.4 millions. Ces réclamations comprennent une poursuite légale enregistrée à la Cour fédérale du Canada par un groupe de principaux transporteurs aériens internationaux qui contestent la légalité du Règlement sur les taxes des services aéronautiques concernant la taxe d'atterrissage transocéanique prélevée en vertu de l'article 5 de la Loi sur l'aéronautique. Ils ont réclamé le remboursement de toutes les taxes d'atterrissage transocéanique payées depuis 1974. Un jugement favorable au Fonds a été rendu lorsque la cause fut entendue en février 1987, mais il y a toujours une éventualité vu le dépôt de l'avis d'appel par les transporteurs aériens. Tout règlement résultant du dénouement de ce passif éventuel sera comptabilisé en tant que rajustement d'une période antérieure.

9. Corrections des erreurs des exercices antérieurs

Des erreurs de calcul des frais d'amortissement à l'aéroport de Mirabel ont eu comme effet de sous-estimer les revenus des exercices antérieurs.

Le solde du surplus accumulé, au 31 mars 1987, a donc été redressé pour tenir compte d'une correction rétroactive d'une somme de $1.6 million. De cette somme, un montant de $0.2 million se rapporte à l'exercice terminé le 31 mars 1986 et par conséquent le revenu net de cet exercice a été redressé. Le solde de $1.4 million porte sur des exercices antérieurs à l'exercice 1986 et a été imputé au solde du surplus accumulé pour l'exercice terminé le 31 mars 1985.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour le présent exercice.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique et les procédures du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première concernant l'intégrité et l'objectivité des données contenues dans ces états financiers revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le sous-ministre adjoint, Gestion intégrée développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Celles-ci sont supportées par des systèmes et procédures additionnels qui sont élaborés et appliqués par la Division des finances et administration du Fonds. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les activités de vérification interne, ainsi que par des contacts fréquents avec les agents financiers et d'évaluation de programmes du ministère.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel comptable qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste de responsabilités et par un niveau élevé de communications internes visant à assurer que les règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'Agence.

Les systèmes comptables et les états financiers du Fonds ont évolués au cours des années afin de répondre aux changements. Un nouveau système intégré d'information financière faisant appel à des techniques et des logiciels de systèmes financiers de pointe, sera implanté durant l'année financière 1987-88 pour entrer en opération le 1er avril 1988. Le nouveau système est nécessaire afin de traiter le nombre et la complexité accrus des opérations financières du Fonds et de répondre aux besoins d'affectation et de recouvrement des coûts pertinents dans les délais prescrits, de contrôle budgétaire et de système de rapports financiers améliorés.

Approuvé par:

Directeur, Finances et administration
Agence des télécommunications gouvernementales
(Agent financier supérieur à plein temps)
H. B. SULLIVAN

Pour le sous-ministre adjoint, Gestion intégrée
Ministère des Communications
(Agent financier supérieur)
BARBARA BLOOR

le 30 juin 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net pour l'exercice		547,344		793,644
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	351,000	393,054	268,000	314,462
Fonds provenant de l'exploitation	351,000	940,398	268,000	1,108,106
Acquisitions nettes d'immobilisations	(350,000)	(311,316)	(174,000)	(886,685)
Variation du fonds de roulement	(1,520,000)	4,471,333	(1,605,000)	(4,600,767)
Autres éléments		(5,238,590)		4,607,755
Autorisation (employée) fournie	(1,519,000)	(138,175)	(1,511,000)	228,409

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5,690,341	10,596,018
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	11,358,937	11,511,589
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	14,574,838	19,771,342
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	2,474,440	2,336,265
Limite de l'autorisation	19,000,000	19,000,000
Autorisation non employée reportée	16,525,560	16,663,735

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	19,646,204	22,949,589
Tiers	2,020,058	935,130
Frais payés d'avance	9,568	5,794
	21,675,830	23,890,513
Immobilisations (note 3)		
Au coût	2,685,099	2,210,553
Moins: amortissement accumulé	1,181,384	807,985
	1,503,715	1,402,568
Autres		
Frais reportés	375,513	548,407
Revenus courus	83,965	
	459,478	548,407
	23,639,023	25,841,488

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	248,584	766,550
Tiers	11,121,795	10,971,321
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	34,229	62,658
Revenus reportés	3,133,684	538,439
Tranche à court terme de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	57,326	
	14,595,618	12,338,968
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	889,802	744,989
Revenus reportés—Contrats de services	877,904	1,200,992
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 4)	77,493	
	1,845,199	1,945,981
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5,690,341	10,596,018
Surplus accumulé	1,507,865	960,521
	7,198,206	11,556,539
	23,639,023	25,841,488

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Revenus		
Services des télécommunications:		
Personnalisés	65,834,614	63,278,529
Interurbain	64,469,515	66,250,766
Locaux	6,699,008	4,566,582
Données	4,909,068	6,055,111
Annuaire	904,608	728,419
Autres services du réseau	15,414	24,829
Autres revenus	2,206	2,704
Total des revenus	142,834,433	140,906,940
Frais		
Exploitation:		
Personnalisés	64,616,065	62,157,461
Interurbain	54,630,857	56,952,286
Locaux	4,575,212	3,683,437
Données	4,196,075	4,928,680
Annuaire	677,300	484,322
Autres services du réseau	6,325	14,528
	128,701,834	128,220,714
Planification et coordination:		
Traitements	1,456,217	1,438,056
Indemnités de cessation d'emploi	25,894	6,509
Location d'édifice et d'équipement	36,633	59,025
Services professionnels	21,284	70,396
Voyage	14,968	15,083
Téléphone et fret	13,581	7,103
Réparations	8,116	9,772
Fournitures et accessoires de bureau	5,208	815
Renseignements	4,278	4,658
Autre	70	9,992
	1,586,249	1,621,409
Gestion et administration:		
Traitements	7,312,371	7,021,840
Indemnités de cessation d'emploi	130,025	167,635
Location d'édifice et d'équipement	1,729,632	1,000,724
Services professionnels	1,123,510	828,702
Téléphone et fret	356,053	237,043
Réparations	173,924	70,080
Voyage	165,085	144,997
Amortissement	142,020	108,638
Fournitures et accessoires de bureau	139,690	99,292
Renseignements	89,472	154,685
Autre	6,663	7,928
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	5,645	172
	11,374,090	9,841,736
Frais d'intérêt sur le Fonds renouvelable	624,916	429,437
Total des frais	142,287,089	140,113,296
Profit net	547,344	793,644

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Activités de fonctionnement:		
Profit net pour l'exercice	547,344	793,644
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	155,919	174,144
amortissement	381,523	220,913
perte sur l'aliénation d'immobilisations	5,645	172
amortissement des frais reportés	182,698	180,366
Moins: amortissement des revenus reportés—Contrats de services	(332,731)	(261,133)
	940,398	1,108,106
Variations des disponibilités et exigibilités	4,471,333	(4,600,767)
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Frais reportés	(9,804)	(8,774)
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(11,106)	(49,694)
Revenus reportés—Contrats de services	9,644	421,763
Revenus courus	(83,965)	
	(95,231)	363,295
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités de fonctionnement	5,316,500	(3,129,366)
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achats	(311,316)	(886,685)
Acquisition d'immobilisations par l'intermédiaire de contrat de location-acquisition	(177,000)	
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(488,316)	(886,685)
Activités de financement:		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	177,000	
Paiements et variation des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	(99,507)	
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	77,493	
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	4,905,677	(4,016,051)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(10,596,018)	(6,579,967)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(5,690,341)	(10,596,018)

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Solde non redressé au début de l'exercice	960,521	166,261
Redressement affecté à l'exercice précédent		616
Solde redressé au début de l'exercice	960,521	166,877
Profit net pour l'exercice	547,344	793,644
Solde à la fin de l'exercice	1,507,865	960,521

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui le demandent. L'article 23 de la Loi sur la régularisation des comptes permet au Ministre d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devant pas excéder $8,000,000 en aucun temps. Cette autorisation a été augmentée à $12,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits, à $15,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits et à $19,000,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1984-85 portant affectation de crédits. En raison de paiements fait à Bell Canada pour un contrat terminé, un montant de $1,485,822 a été radié du Fonds en vertu du crédit 2c de la Loi n° 4 de 1982-83 portant affectation de crédits. Un montant de $741,781, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Dans la plupart des cas, l'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux suivants: automobiles (30%), équipement de bureau (20%), ameublement et aménagement (10%). L'équipement de télécommunications représente une catégorie spéciale d'éléments d'actifs amortis linéairement sur les cinq à sept premières années d'utilisation de l'équipement.

b) Actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition

Les baux par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés comme des acquisitions d'actifs et la prise en charge d'obligations qui correspondent à la juste valeur d'acquisition de l'actif (excluant les frais d'intérêt). L'actif est amorti et l'obligation, y compris l'intérêt sur celle-ci, est diminuée sur la durée du bail.

c) Frais reportés

Des contrats de services d'une valeur de $900,000 (1983-84) sont inclus dans cette catégorie. Ils sont reliés à des paiements à l'avance aux fournisseurs pour des services de télécommunications futurs et sont amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq années. En 1986-87, l'amortissement relatif aux contrats de services se chiffrait à $180,000 ($180,000 en 1985-86).

Les autres frais reportés ($9,804 ajoutés en 1986-87) se rapportent à l'acquisition d'équipement de télécommunications par l'Agence des télécommunications gouvernementales et sont amortis selon la méthode linéaire sur la même base que celle relative à l'actif. En 1986-87, l'amortissement se rapportant aux autres frais reportés se chiffrait à $2,698.

d) Revenus reportés—Contrats de services

Les paiements à l'avance des ministères et organismes-clients pour des services de télécommunications futurs sont inscrits à titre de revenus reportés et sont transférés aux revenus en montants égaux sur une période de cinq à sept exercices. En 1986-87, un montant de $332,731 a été gagné. Un montant de $9,644 a également été ajouté aux revenus reportés en 1986-87 et sera amorti sur la durée de l'utilisation de l'actif.

e) Revenus courus à long terme

Des plans de remboursement mensuels sont offerts aux ministères et agences afin de couvrir les frais d'implantation de services de télécommunications. En 1986-87, des clients présentant une balance de $97,237, choisirent la méthode de paiements mensuels échelonnés sur cinq années. La tranche à court terme de ces revenus courus (échéant en 1987-88) se chiffre à $13,272 et est incluse dans les débiteurs-gouvernement du Canada au bilan.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	797,556	250,614	13,429	1,034,741
Ameublement et aménagement	196,596	12,140	341	208,395
Automobiles	47,072	14,981		62,053
Équipement de télécommunications	1,169,329	33,581		1,202,910
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition		177,000		177,000
	2,210,553	488,316	13,770	2,685,099

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement de bureau	421,063	124,315	7,898	537,480
Ameublement et aménagement	118,300	9,032	226	127,106
Automobiles	33,144	8,673		41,817
Équipement de télécommunications	235,478	190,336		425,814
Équipement loué en vertu d'un contrat de location-acquisition		49,167		49,167
	807,985	381,523	8,124	1,181,384

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987—*Fin*

4. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Le 1[er] juin 1986, l'Agence des télécommunications gouvernementales a signé une entente avec BTE (Business Telecom Equipment) pour la location d'équipement de télécommunications en vertu d'un contrat de location-acquisition. L'actif fut capitalisé pour un montant de $177,000 tenant compte d'un taux d'intérêt de 13.63%. L'obligation correspondante est diminuée sur la durée du bail de 3 ans et est séparée au bilan entre les tranches à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu du bail pour 1987 ont totalisé $60,173, ce qui inclus un montant d'intérêt de $17,993 imputé aux résultats.

L'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition comprend:

	1987
	$
Paiements futurs exigibles en vertu du bail:	
1987-88	72,208
1988-89	72,208
1989-90	12,036
	156,452
Moins: intérêts	21,633
	134,819
Tranche à court terme	57,326
	77,493

Fonds renouvelable des approvisionnements

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des approvisionnements ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, conformément aux politiques du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux normes et aux exigences en matière de rapports du Receveur général du Canada.

Ces états ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements présentés ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes. La présentation des états financiers à été modifiée tel que détaillé à la note 3 et certains chiffres de l'exercice précédent ont par conséquant été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance.

Le secteur des finances, du personnel et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction générale du Contrôleur, qui élabore et propage les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le Ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Des programmes de vérification interne viennent s'ajouter aux systèmes de gestion financière et de contrôle internes.

Approuvé par:

Contrôleur intérimaire
G. J. CHARRON

Sous-ministre adjoint intérimaire
Finances, personnel et administration
R. J. NEVILLE

le 11 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
(Perte nette) profit net pour l'exercice	964,000	(12,657,368)	1,371,000	647,189
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	4,456,000	4,071,664	3,177,000	4,129,509
Fonds (utilisés pour) provenant de l'exploitation	5,420,000	(8,585,704)	4,548,000	4,776,698
Acquisitions nettes d'immobilisations	(13,719,000)	(6,688,431)	(13,234,000)	(4,741,463)
Variation du fonds de roulement	(1,706,000)	(42,072,582)	(9,896,000)	21,747,677
Autres éléments		36,325,446		(15,540,979)
Autorisation (employée) fournie	(10,005,000)	(21,021,271)	(18,582,000)	6,241,933

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	140,383,618	80,341,147
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	64,842,441	64,472,930
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	151,018,217	112,274,695
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	54,207,842	32,539,382
Limite de l'autorisation	200,000,000	200,000,000
Autorisation non employée reportée	145,792,158	167,460,618

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	146,298,639	120,844,011
Tiers	4,711,249	4,967,000
Tranche à court terme de l'investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	2,143,099	79,195
Stocks au coût (note 4)	17,874,253	22,602,627
Autres disponibilités	3,814,437	2,865,881
	174,841,677	151,358,714
Débiteurs à long terme		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED) (note 5)	2,257,501	208,936
Immobilisations au coût (note 6)	38,288,537	32,780,242
Moins: amortissement accumulé	21,029,418	18,307,697
	17,259,119	14,472,545
Améliorations locatives (nettes de l'amortissement)	1,807,753	1,977,560
Autres		
Droits de la Couronne à la valeur nominale	1	1
	196,166,051	168,017,756

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	14,751,860	10,612,151
Tiers	35,262,148	60,837,203
Revenus reportés	4,425,793	1,580,066
	54,439,801	73,029,420
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	140,383,618	80,341,147
Surplus accumulé	1,342,632	14,647,189
	141,726,250	94,988,336
	196,166,051	168,017,756

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Ventes (notes 3 et 7)		
Approvisionnements	407,226,442	392,166,956
Opérations régionales	171,410,115	184,138,976
Administration du programme		1,045,861
	578,636,557	577,351,793
Coût des ventes (note 7)	388,208,943	372,012,792
Marge bénéficiaire brute	190,427,614	205,339,001
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	104,393,149	104,356,116
Services professionnels et spéciaux	51,049,025	50,158,958
Locaux	16,845,164	16,677,164
Réparations, approvisionnements, divers	6,441,714	6,497,443
Intérêt	6,068,154	6,786,538
Fret à la vente	5,172,768	5,378,899
Communications	4,160,741	3,955,888
Voyages et déménagements	4,005,877	5,007,953
Amortissement	2,624,391	2,561,076
Locations	1,146,720	1,097,713
Information	847,590	1,707,913
Stocks et autres pertes	640,037	680,744
Escomptes de caisse	(325,525)	(327,022)
Perte sur aliénation d'immobilisations	15,177	152,429
	203,084,982	204,691,812
(Perte nette) profit net	(12,657,368)	647,189

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	14,647,189	36,763,154
(Perte nette) profit net pour l'exercice	(12,657,368)	647,189
	1,989,821	37,410,343
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(647,189)	(22,763,154)
Solde à la fin de l'exercice	1,342,632	14,647,189

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
(Perte nette) profit net	(12,657,368)	647,189
Plus: amortissement	3,545,747	3,478,390
amortissement des améliorations locatives	510,740	498,690
perte sur aliénation d'immobilisations	15,177	152,429
	(8,585,704)	4,776,698
Variations des disponibilités et exigibilités	(42,072,582)	21,747,677
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(50,658,286)	26,524,375
Activités d'investissement:		
Variations des autres éléments d'actif et de passif		
Investissement net dans des contrats de location d'équipement informatique (TED)	(2,048,565)	(57,380)
Immobilisations		
Achat d'équipement	(6,394,334)	(4,350,726)
Produits de cession (note 6a)	46,836	
Achat des améliorations locatives	(340,933)	(390,737)
	(6,688,431)	(4,741,463)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(8,736,996)	(4,798,843)
Activités de financement:		
Virement d'une partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(647,189)	(22,763,154)
Ressources financières nettes (employées) par les activités de financement	(647,189)	(22,763,154)
Ressources financières nettes (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(60,042,471)	(1,037,622)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(80,341,147)	(79,303,525)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(140,383,618)	(80,341,147)

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987

1. Objectif et autorisation

L'objectif du Fonds est d'acquérir et de fournir les biens et les services requis par les ministères et les organismes, compte tenu du rôle que jouent les achats dans la réalisation des objectifs nationaux, et d'offrir des services pour l'écoulement du matériel appartenant à l'État, le tout au moindre coût.

Le Fonds renouvelable des approvisionnements a été autorisé par le crédit L6 (Approvisionnements et Services) de la Loi de crédits n° 1 de 1975. Les modifications apportées à l'affectation ont autorisé le fusionnement des opérations du Fonds renouvelable des approvisionnements avec celles du Fonds renouvelable de l'imprimerie à compter du 1er avril 1975, avec le Fonds renouvelable de l'édition à compter du 1er avril 1976 et avec le Fonds renouvelable des expositions à compter du 1er avril 1977.

En date du 1er avril 1980, le Parlement, par le biais de la Loi sur la régularisation des comptes, a abrogé tous les crédits concernant les comptes du Fonds renouvelable des approvisionnements. L'article 29 de la Loi a établi le Fonds renouvelable des approvisionnements en tant qu'entité budgétaire, avec une autorisation législative permanente de $150 millions. La limite d'autorisation du Fonds a été ultérieurement portée de $150 millions à $200 millions en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits.

Un montant de $44,171,345, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et l'actif contribué au Fonds, a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, les surplus accumulés ont été transférés à l'autorisation du Fonds comme suit:

	$
1982-83	3,256,386
1983-84	4,888,134
1984-85	5,691,677
1985-86	22,763,154
1986-87	647,189
	37,246,540

2. Conventions comptables importantes

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont enregistrés selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf pour les écarts suivants:

i) La comptabilité d'exercice utilisée pour enregistrer certains revenus provenant d'acquisitions est basée sur des analyses statistiques détaillées et vérifiées du volume de travail. Cette convention a été adoptée afin d'éviter un système coûteux de tenue de livres tout en respectant l'obligation d'adhérer au principe comptable généralement reconnu de l'appariement des coûts et des revenus.

Cette politique a été passée en revue le 1er avril 1985. Par conséquent, pour les contrats de $200,000 à $50 millions, des frais initiaux équivalant à 50% de la valeur dans le cas des achats scientifiques et techniques et à 65% dans le cas des achats commerciaux et d'imprimerie sont imputés au moment de l'attribution du contrat, le reste des frais est imputé sur la durée du contrat. Certains autres contrats importants sont administrés selon la méthode de gestion de projet et le coût réel du projet est enregistré comme revenu au cours de chaque exercice pour toute la durée du projet. La Direction admet que certains revenus sont gagnés avant que le contrat ne soit accordé mais elle est d'avis qu'il n'y a pas entorse sérieuse au principe comptable de l'appariement des coûts et des revenus.

ii) Les prestations aux employés (indemnités de cessation d'emploi et indemnités de vacances) s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans les conventions collectives. Le passif couru correspondant n'est pas comptabilisé, le coût de ces prestations est donc imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Un tableau du passif non comptabilisé figure à la note 9.

b) Amortissement

L'amortissement des améliorations locatives est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail, soit une période maximale de 10 ans. L'amortissement des autres immobilisations, calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, commence l'année suivant l'acquisition et s'échelonne sur la durée de vie utile estimative, comme suit:

Améliorations locatives	10 ans
Ameublement	5 ans
Équipement informatique	5 ans
Véhicules motorisés	5 ans
Équipement d'entrepôt	10 ans
Équipement d'imprimerie	8 ans
Audio-vidéo	10 ans

3. Modifications de la présentation des états financiers

a) Le regroupement des ventes par service d'exploitation a été refait conformément aux exigences de présentation des rapports par activité, précisées dans le Budget des dépenses principal de 1986-87.

b) Les chiffres de 1986 ont été modifiés afin d'être conformes à la présentation de 1987.

4. Stocks

	1987	1986
	$	$
Matières premières et produits finis	16,894,636	20,686,944
Travaux en cours	979,617	1,915,683
	17,874,253	22,602,627

5. Investissement net dans des contrats de location de matériel informatique

Le 2 mars 1976, le Conseil du Trésor a autorisé le Fonds renouvelable des approvisionnements à acheter du matériel informatique spécifique tel qu'approuvé par le Conseil du Trésor pour les ministères clients. Le principal, l'intérêt et tous les autres frais sont remboursables par les ministères sur une période de un à cinq ans en vertu de contrats de location-financement. Le Fonds renouvelable des approvisionnements demeure propriétaire du matériel jusqu'à ce que celui-ci soit entièrement payé. Les paiements dûs par les ministères clients pour l'investissement à long terme dans des contrats de location sont les suivants: $1,318,312 en 1988-89, $559,696 en 1989-90, $187,743 en 1990-91 et $191,750 en 1991-92.

Fonds renouvelable des approvisionnements—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987—*Fin*

6. Immobilisations et amortissement accumulé

a) Des immobilisations représentant un montant net de $46,836 ont été vendues à la suite du transfert du Centre d'approvisionnement pour l'exportation, un organisme du MAS, à la Corporation commerciale canadienne.

b) Un amortissement de $1,432,096 est compris dans le coût des ventes de l'état de l'exploitation.

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	4,366,215	167,581	238,425	4,295,371
Équipement informatique	10,582,100	4,292,977	81,532	14,793,545
Véhicules motorisés	879,565	65,350	95,508	849,407
Équipement d'entrepôt	2,645,903	257,946	101,740	2,802,109
Équipement d'imprimerie	13,011,145	1,442,515	353,833	14,099,827
Audio-vidéo	1,295,314	167,965	15,001	1,448,278
	32,780,242	6,394,334	886,039	38,288,537

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement	2,761,830	561,463	225,663	3,097,630
Équipement informatique	4,376,711	1,791,265	56,058	6,111,918
Véhicules motorisés	517,881	117,792	83,632	552,041
Équipement d'entrepôt	1,288,677	521,346	99,328	1,710,695
Équipement d'imprimerie	8,654,855	444,693	346,705	8,752,843
Audio-vidéo	707,743	109,188	12,640	804,291
	18,307,697	3,545,747	824,026	21,029,418

7. Ventes et coût des ventes

À des fins de consolidation, les ventes et le coût des ventes au montant de $27,238,265 ($28,018,000 en 1986) ont été exclus.

8. Honoraires reportés de contrats d'acquisition

Conformément à la politique révisée du ministère en ce qui a trait à la répartition uniforme des revenus pour certains genres de contrats, laquelle est définie à la note 2a)i), la valeur des honoraires reportés concernant les contrats d'acquisition des travaux non complétés s'élevait à $12,388,161 au 31 mars 1987 ($14,211,618 en 1986).

9. Passif concernant les prestations aux employés

Le passif non comptabilisé concernant les prestations aux employés se compose d'indemnités de cessation d'emploi et d'indemnités de vacances.

	1987	1986
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	29,873,081	29,094,882
Indemnités de vacances	6,660,145	6,975,063
	36,533,226	36,069,945

10. Assurance

Le Fonds renouvelable des approvisionnements n'a aucune assurance sur ses biens ou sur ceux qui appartiennent à d'autres et qu'il conserve dans ses entrepôts. Cette mesure est conforme à la politique d'auto-assurance du gouvernement.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau des passeports tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La Division de l'administration des services financiers du Fonds se conforme aux conventions comptables et de gestion financière du ministère, développe les politiques relatives au Fonds et publie les manuels et les directives qui décrivent ces politiques et les procédures afférentes. Le Fonds maintient un système de vérification comptable interne qui permet aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées selon les autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé. Les systèmes sont renforcés par le biais des programmes de vérification interne du ministère.

Approuvé par:

Directeur général, Direction générale des Finances et des services administratifs
(Agent financier supérieur à plein temps)
ROBERT LEGROS

Sous-ministre adjoint, Finance et administration
(Agent financier supérieur)
ROGER MARSHAM

le 9 juillet 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice	(541,803)	317,914	1,304,176	1,102,141
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	420,000	649,817	364,400	458,311
Fonds provenant de (utilisés pour) l'exploitation	(121,803)	967,731	1,668,576	1,560,452
Acquisitions nettes d'immobilisations	(459,000)	(514,683)	(738,000)	(744,212)
Variation du fonds de roulement	(77,375)	(764,435)	(170,000)	86,880
Autres éléments		576,291		(199,846)
Autorisation fournie (employée)	(658,178)	264,904	760,576	703,274

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,080,631)	(10,445,489)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,840,438	2,421,571
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	74,531	25,902
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(8,314,724)	(8,049,820)
Limite de l'autorisation	4,000,000	4,000,000
Autorisation non employée reportée	12,314,724	12,049,820

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	80,191	31,192
Tiers	11,304	6,376
Stocks au coût et au prix coûtant moyen (note 3)	849,947	1,051,143
Frais payés d'avance	53,600	38,029
	995,042	1,126,740
Immobilisations (note 4)		
Au coût	2,605,839	2,114,696
Moins: amortissement accumulé	1,136,593	782,472
	1,469,246	1,332,224
	2,464,288	2,458,964

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	1,500,176	1,738,036
Tiers		
Créditeurs	352,923	1,041,740
Indemnités de congé	337,555	314,809
Revenus reportés	139,839	132,041
	2,330,493	3,226,626
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,524,124	1,305,439
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10,080,631)	(10,445,489)
Surplus accumulé	8,690,302	8,372,388
	(1,390,329)	(2,073,101)
	2,464,288	2,458,964

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Suite*

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Revenus		
Droits gagnés	20,965,938	21,513,784
Revenus divers	5,410	6,078
	20,971,348	21,519,862
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	10,988,224	10,907,980
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	272,156	130,422
Matériel de passeport et formules de demande	2,973,320	3,175,829
Logement	1,769,326	1,658,764
Services professionnels et spéciaux	1,387,060	1,352,677
Exploitation de passeport dans les postes à l'étranger	976,725	1,076,845
Services des postes et affranchissement	678,340	691,114
Télécommunications	476,699	489,873
Amortissement	373,043	301,740
Imprimerie, papeterie et approvisionnements	344,686	328,959
Fret, messageries et camionnage	182,947	172,680
Voyages et déménagements	133,416	58,405
Réparations et remplacements d'équipement et d'ameublement de bureau	62,728	40,408
Renseignements	30,146	5,876
Perte sur aliénation d'immobilisations	4,618	26,149
	20,653,434	20,417,721
Profit net	317,914	1,102,141

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net pour l'exercice	317,914	1,102,141
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	272,156	130,422
amortissement	373,043	301,740
perte sur aliénation d'immobilisations	4,618	26,149
	967,731	1,560,452
Variations des disponibilités et exigibilités	(764,435)	86,880
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(53,471)	(36,267)
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	149,825	1,611,065
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(514,683)	(744,212)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(514,683)	(744,212)
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(364,858)	866,853
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	10,445,489	9,578,636
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	10,080,631	10,445,489

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	8,372,388	7,270,247
Profit net pour l'exercice	317,914	1,102,141
Solde à la fin de l'exercice	8,690,302	8,372,388

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau des passeports a été constitué en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage appropriés à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé jusqu'à un total de $4,000,000 pour fins de fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés. Un montant de $745,893, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant et le stock des passeports en cours est évalué au prix coûtant moyen pour l'exercice.

b) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période du bail en cause. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'année d'acquisition, sur leur vie utile estimative, comme suit:

Ameublement	16 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	5 ans
Autres pièces d'équipement	10 ans

c) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit dans les comptes lorsque les bénéfices sont gagnés par les employés.

d) Les droits de passeports sont versés au moment de la demande et font l'objet d'une comptabilité d'exercice. Par revenus reportés on entend les droits reçus pour lesquels des services de passeport n'ont pas encore été rendus.

Fonds renouvelable du Bureau des passeports—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Stocks

	1987	1986
	$	$
Fournitures et approvisionnements	777,329	992,389
Travaux en cours	72,618	58,754
	849,947	1,051,143

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	175,136	217,538		392,674
Ameublement	408,247	77,956	3,083	483,120
Équipement TED	805,018	56,851		861,869
Autres équipements	726,295	162,338	20,457	868,176
	2,114,696	514,683	23,540	2,605,839

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Améliorations locatives	103,837	93,095		196,932
Ameublement	215,413	28,229	2,858	240,784
Équipement TED	178,910	171,134		350,044
Autres équipements	284,312	80,585	16,064	348,833
	782,472	373,043	18,922	1,136,593

5. Baux à long terme

En vertu de baux à long terme qui se terminent entre le 31 mars 1987 et le 31 août 1994, le Bureau des passeports occupe vingt locaux différents.

Les dépenses locatives se composent de:

	1987	1986
	$	$
Loyer	1,746,299	1,642,103
Services	23,027	16,661
	1,769,326	1,658,764

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement
(Affaires indiennes et Nord canadien)

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement ont été préparés selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données revient au Contrôleur de l'Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada (APGTC).

Ces états financiers ont été préparés à partir de données objectives détenues par le département et l'APGTC conformément à la lettre d'entente signée par Énergie, Mines et Ressources et Affaires indiennes et Nord canadien. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont définies dans les notes afférentes aux états financiers. Certains renseignements figurant dans les états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements des gestionnaires tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 1983-84. La gestion du Fonds est effectuée par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Le département développe et propage les politiques de gestion financière et comptable et le Fonds maintient un système de contrôle comptable interne pouvant fournir aux gestionnaires une assurance raisonnable de l'exécution et l'enregistrement des opérations conformément à leurs autorisations ainsi que la sauvegarde des actifs. Les opérations sont exécutées en conformité avec la Loi sur l'administration financière, les règlements et les directives du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada de façon à assurer la transparence, l'imputabilité et le contrôle nécessaires à l'exploitation du Fonds.

Approuvé par:

Directeur général des finances et sous-contrôleur intérimaires
(Agent financier supérieur à plein temps)
RODNEY MONETTE

Sous-ministre adjoint intérimaire, Finances et services professionnels
(Agent financier supérieur)
ALAN WILLIAMS

Administrateur, Administration du
pétrole et du gaz des terres du Canada
M. E. TASCHEREAU

le 2 octobre 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(1,200,000)	(1,024,727)	(2,886,000)	(971,998)
Utilisation des fonds	(1,200,000)	(1,024,727)	(2,886,000)	(971,998)
Variation du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		(23,249)		16,811
Autres éléments		(39,015)[(1)]		12,465[(2)]
Autorisation employée	(1,200,000)	(1,086,991)	(2,886,000)	(942,722)

(1) En 1986-87, une somme de $71,197 fut correctement créditée au compte du Fonds afin d'annuler les CAFE du 31 mars 1986. Cette somme fut cependant incorrectement débitée au compte ce qui eut pour effet d'inclure celle-ci ($71,197) dans le montant de ($39,015). Un ajustement sera effectué dans les Comptes du Canada au cours de l'exercice financier 1987-88.

(2) En 1985-86, une somme de $25,000 a été débitée au compte du Fonds dans les Comptes du Canada. Elle a également été incluse dans les frais du Fonds et constitue une partie de l'excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice financier 1985-86. Cette somme représentait un compte à payer au programme des affaires du Nord du département des Affaires indiennes et Nord canadien. Le total de $12,465 des autres éléments comprend une somme de $25,000 qui a été inscrite aux Comptes du Canada et incorrectement portée au crédit du compte du Fonds au lieu du crédit budgétaire dudit programme. Par conséquent, l'autorisation employée et mesurée dans les Comptes du Canada a été diminuée de $25,000 par erreur. Un ajustement sera effectué dans les Comptes du Canada pour l'exercice financier 1987-88.

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Autorisation nette accumulée du Fonds	1,137,218	2,185,194
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	156,483	188,665
Autres éléments	(46,197)[(1)]	25,000[(2)]
Autorisation non employée reportée	934,538	2,021,529

(1) Le montant de l'autorisation non employée disponible pour emploi dans les exercices subséquents divulgué dans les états ministériels (Volume II, partie I) est $934,538. Le montant divulgué devrait se lire $980,735. L'écart de $46,197 représente la différence entre un débit erroné de $71,197 fait en 1986-87 et le crédit erroné de $25,000 fait en 1985-86. Ces erreurs seront corrigées durant l'exercice financier 1987-88. Le montant de $71,197 est expliqué à la note (1) de l'état de l'autorisation employée.

(2) En 1985-86 une somme de $25,000 a été débitée au compte du Fonds dans les Comptes du Canada. Cette somme représentait un compte à payer au programme des affaires du Nord du département des Affaires indiennes et Nord canadien. La somme de $25,000 apparaissant à la conciliation ci-dessus, a été inscrite aux Comptes du Canada et incorrectement portée au crédit du compte du Fonds au lieu du crédit budgétaire dudit programme. Par conséquent, l'autorisation non employée reportée, qui est mesurée dans les Comptes du Canada et qui a été augmentée de $25,000 par erreur aurait dû se lire $1,996,529. Un ajustement sera effectué dans les Comptes du Canada pour l'exercice financier 1987-88.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Suite*
(Affaires indiennes et Nord canadien)

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	1,137,218	2,185,194
Débiteurs		
Tiers	58,978	67,911
	1,196,196	2,253,105

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada		25,000
Tiers	156,483	163,665
	156,483	188,665
PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	1,039,713	2,064,440
	1,196,196	2,253,105

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987									1986
	Régions									
	Yukon	MacKenzie	Keewatin	Baffin	Victoria	Ellesmere	Mer de Beaufort	Passage Lancaster	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres	4,067	45,008	2,747	1,540	1,457	24,930	557,887	9,109	646,745	559,191
Frais d'exploitation										
Études sociales et de l'environnement	7,213	99,873	874	88,257	35,662	220,901	941,529	41,422	1,435,731	1,306,971
Traitements et indemnités aux employés	7,463	34,830		6,220	6,220	34,830	34,829		124,392	154,397
Information	3,327	15,526		2,773	2,773	15,526	15,526		55,451	6,220
Services professionnels	1,756	8,196		1,464	1,464	8,196	8,196		29,272	34,755
Transport et communications	1,540	7,184		1,283	1,283	7,184	7,184		25,658	21,939
Fournitures et approvisionnements	57	271		49	49	271	271		968	6,907
	21,356	165,880	874	100,046	47,451	286,908	1,007,535	41,422	1,671,472	1,531,189
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(17,289)	(120,872)	1,873	(98,506)	(45,994)	(261,978)	(449,648)	(32,313)	(1,024,727)	(971,998)

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*
(Affaires indiennes et Nord canadien)

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,064,440	3,036,438
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(1,024,727)	(971,998)
Solde à la fin de l'exercice	1,039,713	2,064,440

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(1,024,727)	(971,998)
Variations des disponibilités et exigibilités (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)	(23,249)	16,811
Ressources financières nettes employées par les activités de financement	(1,047,976)	(955,187)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1,047,976)	(955,187)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	2,185,194	3,140,381
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1,137,218	2,185,194

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut autorisée en mars 1982. Les termes du Fonds ont été établis et approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement, qui sont nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Les prélèvements sont perçus des propriétaires de droits dans les régions prescrites, selon un taux fixé par le Ministre, et sont déposés au Fonds. Des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement dans ces régions, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne peut dépasser $15 millions en aucun temps. Suite aux changements structurels de compte rendu de la gestion, et selon les termes du document d'entente, l'administration financière du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement du département des Affaires indiennes et du Nord canadien a, en date du 5 novembre 1985, été transférée au Contrôleur de l'Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

2. Conventions comptables importantes

a) Les prélèvements sont facturés aux propriétaires de droits afin de rencontrer les exigences budgétaires des études sociales et de l'environnement choisies par le Conseil d'Administration des études environnementales. Un montant fondé sur le nombre d'hectares de terrains frontaliers dignes d'intérêt et situés dans les régions prescrites applicables, est prélevé des propriétaires de droits. Les prélèvements facturés à ces derniers, sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice tel que montré à l'état des résultats d'exploitation.

b) Les frais sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice et comprennent des montants estimatifs pour la portion des coûts d'études sociales et de l'environnement encourus mais non facturés avant la fin de l'exercice.

3. Engagements

Au 31 mars 1987, le solde des engagements contre les propositions d'études approuvées était de $221,727 et est composé comme suit:

	1987	1986
	$	$
Études non commencées	29,116	105,097
Études non complétées	192,611	963,953

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement
(Énergie, Mines et Ressources)

RAPPORT DE GESTION

Ces états financiers du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement ont été préparés selon la politique du Conseil du Trésor et les exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Les états financiers ont été préparés à partir de données objectives détenues par le ministère. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont définies dans les notes aux états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds a débuté ses opérations au cours de l'exercice financier 1983-84. La gestion du Fonds est effectuée par le maintien de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations du Fonds. Le ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et le Fonds maintient un système de contrôle comptable interne qui permet aux gestionnaires de s'assurer, de façon raisonnable, que les opérations sont inscrites et effectuées dans la mesure des autorisations accordées et que l'actif du Fonds est protégé. Les opérations sont exécutées en conformité avec la Loi sur l'administration financière, les règlements et les directives du Conseil du Trésor et du Receveur général du Canada de façon à assurer la transparence, la responsabilité et le contrôle nécessaires à l'exploitation du Fonds.

Approuvé par:

Directeur général, Gestion financière
(Agent financier supérieur à plein temps)
R. O. SORENSON

Sous-ministre adjoint, Finances et administration
(Agent financier supérieur)
S. MENSFORTH

Administrateur, Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada
M. E. TASCHEREAU

le 17 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice		(1,582,035)		(1,442,221)
Utilisation des fonds		(1,582,035)		(1,442,221)
Variation du fonds de roulement (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)		170,024		85,595
Autres éléments		(119,394)		(196,414)
Autorisation employée		(1,531,405)		(1,553,040)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Autorisation nette accumulée du Fonds	895,481	2,307,492
Moins: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	315,808	196,414
Autorisation non employée reportée	579,673	2,111,078

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Autorisation nette accumulée du Fonds	895,481	2,307,492
Débiteurs		
Tiers	43,005	93,635
	938,486	2,401,127

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers	315,808	196,414
PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS	622,678	2,204,713
	938,486	2,401,127

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement— *Suite*
(Énergie, Mines et Ressources)

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987								1986
	Régions								
	Queen Charlotte	Île de Vancouver	Baie d'Hudson	Labrador N.-E. T.-N.	Grand Banks	Golfe du St-Laurent	Banc de Nouvelle-Écosse	Total	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Prélèvements—Propriétaires de droits sur le pétrole et le gaz des terres	4,183	733	7,921	193,147	477,393	5,611	84,965	773,953	2,429,960
Frais d'exploitation:									
Études sociales et de l'environnement	94,280	14,578	130,893	496,108	804,397	110,674	437,598	2,088,528	3,569,996
Traitements et indemnités aux employés	7,251		20,303	18,853	39,156	20,303	39,157	145,023	131,331
Information	3,112		8,712	8,090	16,803	8,712	16,803	62,232	62,310
Transport et communications	1,498		4,195	3,895	8,091	4,195	8,091	29,965	75,411
Services professionnels	1,465		4,098	3,805	7,903	4,098	7,903	29,272	32,334
Fournitures et approvisionnements	50		135	126	261	135	261	968	799
	107,656	14,578	168,336	530,877	876,611	148,117	509,813	2,355,988	3,872,181
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(103,473)	(13,845)	(160,415)	(337,730)	(399,218)	(142,506)	(424,848)	(1,582,035)	(1,442,221)

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS NON EMPLOYÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	2,204,713	3,646,934
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(1,582,035)	(1,442,221)
Solde à la fin de l'exercice	622,678	2,204,713

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Excédent des frais sur les prélèvements pour l'exercice	(1,582,035)	(1,442,221)
Variations des disponibilités et exigibilités (excluant l'autorisation nette accumulée du Fonds)	170,024	85,595
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(1,412,011)	(1,356,626)
Ressources financières nettes employées et variation de l'autorisation nette accumulée du Fonds, au cours de l'exercice	(1,412,011)	(1,356,626)
L'autorisation nette accumulée du Fonds, au début de l'exercice	2,307,492	3,664,118
L'autorisation nette accumulée du Fonds, à la fin de l'exercice	895,481	2,307,492

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement a été constitué en vertu de l'article 49 de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, laquelle fut autorisée en mars 1982. Les termes du Fonds ont été établis et approuvés par le Conseil du Trésor en février 1983. L'objectif du Fonds est le financement des études sociales et de l'environnement qui sont nécessaires pour déterminer s'il y a lieu d'autoriser des activités d'exploration ou de développement relativement au pétrole et au gaz sur les terres du Canada. Les prélèvements sont perçus des propriétaires de droits dans les régions prescrites, selon un taux fixé par le Ministre, et sont déposés au Fonds. Des paiements sont effectués à même le Fonds aux tiers exécutant de telles études sociales et de l'environnement dans ces régions, tel qu'indiqué par le Ministre. Le montant total en dépôt au Fonds ne peut dépasser $15 millions en aucun temps. Suite aux changements structurels de compte rendu de la gestion, et selon les termes du document d'entente, l'administration financière du Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a, en date du 5 novembre 1985, été transférée au Contrôleur de l'Administration du pétrole et du gaz des terres du Canada.

2. Conventions comptables importantes

a) Les prélèvements sont facturés aux propriétaires de droits afin de rencontrer les exigences budgétaires des études sociales et de l'environnement choisies par le Conseil d'Administration des études environnementales. Un montant fondé sur le nombre d'hectares de terrains frontaliers dignes d'intérêt et situés dans les régions prescrites applicables, est prélevé des propriétaires de droits. Les prélèvements facturés à ces derniers sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice tel que montré à l'état des résultats d'exploitation.

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement—*Fin*
(Énergie, Mines et Ressources)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987—*Fin*

b) Les frais sont enregistrés selon la comptabilité d'exercice et comprennent des montants estimatifs pour la portion des coûts des études sociales et de l'environnement encourus mais non facturés avant la fin de l'exercice.

3. Engagements

Au 31 mars 1987, le solde des engagements contre les propositions d'études approuvées était de $819,615 et est composé de ce qui suit:

	1987	1986
	$	$
Études non commencées	14,258	78,237
Études non complétées	805,357	972,955

Fonds renouvelable des magasins

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada tels qu'autorisés par le Conseil du Trésor et selon les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Le ministère maintient une série de registre représentant un sommaire centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Fonds renouvelable des magasins de Transports Canada fonctionne principalement dans le but de pourvoir aux besoins courants de stock et d'entreposage nécessaires aux opérations à travers le Canada des Administrations de l'air, de la marine, de la surface et du ministère (siège social). Le coût d'opération, d'administration et de contrôle des activités d'approvisionnement du Fonds est assumé conjointement par les gestionnaires des administrations et du siège social, sous la surveillance immédiate du Directeur, matériel et services de contrats et du Sous-ministre adjoint, Finances.

Le Sous-ministre adjoint, Finances développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne.

Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels fournissant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Le ministère a cessé les opérations du Fonds dès la fin de l'exercice 1986-87. L'actif net du Fonds fut transféré à l'activité centrale du ministère pour une somme minimale de $1 dollar. Cette activité offre maintenant les services préalablement offerts par le Fonds.

Recommandé par:

Directeur, Services du matériel et des marchés
P. T. BRENNAE

Approuvé par:

Directeur, Administration financière,
(Agent financier supérieur à temps plein)
J. P. PARÉ

Pour le Sous-ministre adjoint, Finances
(Agent financier supérieur)
J. A. A. LOVINK

le 11 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice		121,692		(1,904,612)
Fonds provenant de (utilisés pour) l'exploitation		121,692		(1,904,612)
Variation du fonds de roulement	(2,600,000)	(1,803,625)	(3,600,000)	(2,212,614)
Autres éléments		(1,159,646)		(816,693)
Autorisation employée	(2,600,000)	(2,841,579)	(3,600,000)	(4,933,919)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	34,914,412	36,582,271
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	3,537,854	3,163,418
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	155,655	940,866
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	38,296,611	38,804,823
Limite de l'autorisation	43,700,000	43,700,000
Autorisation non employée reportée	5,403,389	4,895,177
Autorisation non employée abrogée[1]	(5,403,389)	

[1] Budget des dépenses supplémentaires C, 1986-87, crédit 2c—Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, l'article 30 de ladite Loi fut abrogé à partir du 31 mars 1987. L'autorisation statutaire non employée fut par conséquent abrogée. Pour de plus amples renseignements, se référer à la note 3.

Fonds renouvelable des magasins—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
	$	$		$	$
Disponibilités			Exigibilités		
Débiteurs (note 3)			Créditeurs et passif couru (note 3)		
Gouvernement du Canada		952,877	Gouvernement du Canada		1,131,504
Tiers		8,888	Tiers		2,032,289
Stocks au coût					3,163,793
Matériaux et approvisionnements (note 2)		35,312,817	AVOIR DU CANADA		
			Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 3)		36,582,271
			Déficit accumulé (note 3)		(3,471,482)
					33,110,789
		36,274,582			36,274,582

Les notes complémentaires et la cédule font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Ventes	15,047,535	13,777,812
Coûts des marchandises vendues	15,047,535	13,777,812
Marge brute		
Revenus divers	790	
Profit brut	790	
Frais d'exploitation		
Recouvrement (perte nette) d'inventaire dû à la désuétude et à des régularisations diverses	122,854	(1,874,839)
Mauvaises créances	(1,952)	(29,773)
	120,902	(1,904,612)
Profit net (perte nette)	121,692	(1,904,612)

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	(3,471,482)	(1,566,870)
Profit net (perte nette) pour l'exercice	121,692	(1,904,612)
	(3,349,790)	(3,471,482)
Virement d'une partie du déficit accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3,349,790	
Solde à la fin de l'exercice		(3,471,482)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net (perte nette) pour l'exercice	121,692	(1 904,612)
Variations des disponibilités et exigibilités	(1,803,623)	(2,212,614)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(1,681,931)	(4,117,226)
Activités de financement:		
Radiation du déficit à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3,349,790	
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	3,349,790	
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1,667,859	(4,117,226)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(36,582,271)	(32,465,045)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(34,914,412)	(36,582,271)
La cessation de l'autorisation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au 31 mars 1987 (note 3)	34,914,412	

Fonds renouvelable des magasins—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des magasins a été autorisé en vertu de la Loi sur la régularisation des comptes, S.C. 1980 c. 17, avec une autorisation de fonds de roulement de $30,000,000, qui a été augmentée à $35,700,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1981-82 portant affectation de crédits et à $43,700,000 en vertu de la Loi n° 4 de 1983-84 portant affectation de crédits. Un montant de $25,489,058, représentant l'actif net de «l'avance de fonds de roulement des magasins», fut pris en charge par le Fonds et imputé à cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

L'objectif du Fonds est d'établir un système central de contrôle et de responsabilité efficace sur les achats, les stocks et l'émission d'articles non récupérables, les articles maniables et l'entreposage du stock de rechange initial requis par le ministère.

L'autorisation statutaire du Fonds renouvelable des magasins a été abrogée le 31 mars 1987. Ceci fut autorisé par le Budget des dépenses supplémentaires C, 1986-87, crédit 2c qui se lit comme suit, «conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes, pour abroger l'article 30 de ladite Loi à compter du 31 mars 1987».

2. Conventions comptables importantes

a) Stocks

Les stocks sont évalués au coût.

b) Prix de vente

Les prix de vente aux consommateurs sont basés sur les coûts d'acquisition.

3. La cessation du Fonds renouvelable des magasins.

Selon les minutes du Conseil du Trésor numéro 804373, celles-ci ont autorisé:

a) l'abrogation de l'autorisation statutaire et des activités du Fonds renouvelable des magasins,

b) le transfert de l'actif net au ministère des Transports, et

c) la radiation du déficit accumulé.

Le Budget des dépenses supplémentaire C, crédit 2c a autorisé:

a) l'abrogation de l'article 30 de la Loi sur la régularisation des comptes,

b) l'abrogation de l'autorisation statutaire et des activités du Fonds renouvelable des magasins à compter du 31 mars 1987,

c) le transfert de l'actif net au ministère des Transports pour la somme de $1,

d) le transfert du déficit accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, et

e) la fermeture du compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

La cédule nous donne les soldes des comptes du Fonds renouvelable des magasins avant le transfert de l'actif net au ministère des Transports et la fermeture du compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au 31 mars 1987.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES
BILAN AU 31 MARS 1987
(avant la cessation)

CÉDULE

ACTIF	1987	PASSIF	1987
	$		$
Disponibilités		Exigibilités	
Débiteurs (note 3)		Créditeurs et passif couru (note 3)	
Gouvernement du Canada	141,743	Gouvernement du Canada	570,174
Tiers	49,614	Tiers	2,981,376
			3,551,550
Stocks au coût			
Matériaux et approvisionnements (note 2)	38,274,605		
		AVOIR DU CANADA	
		Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 3)	34,914,412
		Déficit accumulé (note 3)	
	38,465,962		38,465,962

Office national du film

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office national du film tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données revient à la gestion du Fonds. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements financiers renfermés dans ces états financiers ont été présentés au Conseil d'administration de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le Directeur de l'administration et des services financiers développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne permettant des contacts fréquents entre le personnel du Fonds renouvelable et celui du Bureau du Vérificateur général. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communications visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Approuvé par:

Conseiller financier, Services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
A. BRUNELLE

Directrice de la division finances; administration et personnel
(Agent financier supérieur)
BARBARA EMO

le 14 juillet 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévision	Chiffres réels	Prévision	Chiffres réels
	$	$	$	$
Autorisation annuelle qui s'annule				
Coût de l'exploitation pour l'exercice		(62,059,105)		(60,049,141)
Moins: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds		847,373		1,838,304
Fonds provenant de l'exploitation	(61,763,000)	(61,211,732)	(58,493,000)	(58,210,837)
Acquisitions nettes d'immobilisations	(2,298,000)	(2,245,436)	(3,202,000)	(2,957,252)
Remboursement d'une avance temporaire de 1985-86		(342,740)		342,740
Autorisation (employée)	(64,061,000)	(63,799,908)	(61,695,000)	(60,825,349)
Autorisation statutaire				
Variation du fonds de roulement	(426,000)	5,162,791	(1,248,000)	(5,435,798)
Autres éléments		(2,584,643)		1,185,824
Autorisation (employée) fournie	(426,000)	2,578,148	(1,248,000)	(4,249,974)
Total de l'autorisation (employée)	(64,487,000)	(61,221,760)	(62,943,000)	(65,075,323)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10,773,514	16,216,341
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	6,927,415	4,675,149
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	739,604	1,879,295
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	16,961,325	19,012,195
Limite de l'autorisation	20,000,000	20,000,000
Autorisation non employée reportée	3,038,675	987,805

Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de l'Office national du film au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit cumulé et l'état de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Encaisse	121,409	219,401
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	749,244	1,795,732
Tiers	2,526,179	3,491,237
Stocks (note 3)	3,062,011	3,507,071
Frais payés d'avance	546,455	412,343
	7,005,298	9,425,784
Avance à une société sans but lucratif (note 4)	790,179	456,257
Immobilisations (note 5)		
Coût	25,769,273	24,069,853
Moins: amortissement cumulé	13,292,388	12,120,245
	12,476,885	11,949,608
	20,272,362	21,831,649

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	2,759,309	949,995
Tiers	3,568,614	3,064,033
Salaires et avantages courus	3,577,517	2,795,084
Avances sur productions	164,819	518,842
Portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	320,000	320,000
	10,390,259	7,647,954
Passif à long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	5,654,871	5,727,162
	16,045,130	13,375,116
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable (note 6)	10,773,514	16,216,341
Déficit cumulé (note 7)	(6,546,282)	(7,759,808)
	4,227,232	8,456,533
	20,272,362	21,831,649

Approuvé par la Direction:

Directrice de la division finances, administration et personnel
BARBARA EMO

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
FRANÇOIS MACEROLA

Approuvé par l'Office:

Membre
MAURICE A. LÉGER

Membre
MARC DORION

Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses (note 8)		
Programmation anglaise		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	24,553,362	24,733,271
Production commanditée	1,684,454	5,354,282
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	7,633,893	7,554,798
	33,871,709	37,642,351
Programmation française		
Production de films et autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	14,723,457	12,835,730
Production commanditée	258,157	597,623
Mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles	3,242,813	2,886,177
	18,224,427	16,319,530
Services généraux		
Distribution et autres services	10,446,579	9,862,301
Recherche et développement	1,154,904	967,238
	11,601,483	10,829,539
Direction et services administratifs	8,749,732	8,829,658
	72,447,351	73,621,078
Revenus		
Production et mise en marché de films et autres formes de présentations visuelles		
Programmation anglaise	1,702,738	5,451,337
Programmation française	269,335	612,032
Copies de films, locations et redevances		
Distribution canadienne	2,279,719	1,791,601
Distribution internationale	3,077,465	2,289,039
Services et divers	3,058,989	3,427,928
	10,388,246	13,571,937
Coût de l'exploitation pour l'exercice	62,059,105	60,049,141

ÉTAT DU DÉFICIT CUMULÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	7,759,808	7,129,570
Coût de l'exploitation pour l'exercice	62,059,105	60,049,141
	69,818,913	67,178,711
Crédit parlementaire—Exploitation	(63,272,631)	(59,418,903)
Solde à la fin de l'exercice	6,546,282	7,759,808

ÉTAT DE L'IMPUTATION NETTE CUMULÉE SUR L'AUTORISATION DU FONDS RENOUVELABLE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation:		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(62,059,105)	(60,049,141)
Éléments n'affectant pas l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable		
Amortissement	1,752,117	1,562,280
Gain sur l'aliénation d'immobilisations	(33,958)	(11,474)
Diminution de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(72,291)	(350,326)
Diminution de la provision pour vacances courues	(132,184)	(28,487)
Augmentation (diminution) de la provision pour salaires rétroactifs courus	(666,311)	666,311
	(61,211,732)	(58,210,837)
Diminution (augmentation) des éléments provisionnés du fonds de roulement	5,961,286	(6,073,623)
	(55,250,446)	(64,284,460)
Activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	(2,298,378)	(3,201,819)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	52,942	244,567
Avance à une société sans but lucratif	(333,922)	(456,257)
	(2,579,358)	(3,413,509)
Activités de financement:		
Crédit parlementaire	63,799,908	60,825,349
Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations	(527,277)	(1,406,446)
	63,272,631	59,418,903
Augmentation (diminution) de l'exercice	(5,442,827)	8,279,066
Solde au début de l'exercice	16,216,341	7,937,275
Solde à la fin de l'exercice	10,773,514	16,216,341

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et objectif

L'Office national du film, constitué en 1950 en vertu de la Loi nationale sur le film, est établi pour entreprendre en premier lieu et favoriser la production et la distribution de films dans l'intérêt national, et notamment pour:

produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et pour en favoriser la production et la distribution;

représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses départements;

faire des recherches sur les activités en matière de film et en mettre les résultats à la disposition des personnes adonnées à la production de films;

émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités en matière de film; et

remplir, dans les activités en matière de film, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

Office national du film—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

Une autorisation permanente continue du Parlement, par voie d'un fonds renouvelable, permet à l'Office d'effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre de fonds de roulement et de financement temporaire des coûts d'exploitation et d'acquisition d'immobilisations et permet l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité. Celle-ci prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable des immobilisations ne doit jamais excéder $20 millions. Un crédit parlementaire est voté annuellement pour renflouer le fonds renouvelable du coût net des acquisitions d'immobilisations et des coûts admissibles d'exploitation. Ce crédit est comptabilisé dans l'exercice auquel il s'applique et tout solde non utilisé périme.

2. Conventions comptables importantes

Production de films et autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés aux résultats comme suit:

Programme de l'Office
Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions, de même que l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée
Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées, de même que la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Les revenus de production de films et autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commandités dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Copies de film

Le coût des copies destinées à la vente est comptabilisé aux stocks. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Stocks

Les productions en cours sont évaluées au montant cumulatif des coûts engagés dans chacune des productions, qui excède les avances facturées, jusqu'à concurrence du solde facturable au commanditaire. Par contre, tout excédent cumulatif des avances facturées sur les frais engagés est comptabilisé au poste avances sur productions.

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au prix coûtant moyen.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût direct moyen de fabrication et de leur valeur nette de réalisation.

Immobilisations

L'équipement, le matériel de bureau, le mobilier, les voitures automobiles et l'équipement de garage sont comptabilisés au prix coûtant. Ils sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, généralement de 5 à 10 ans. Aucun amortissement n'est pris en compte dans l'année d'acquisition.

Les améliorations locatives sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les coûts sont engagés.

L'Office passe des ententes pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation d'immobilisations par le biais de contrats de location. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Office ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Stocks

	1987	1986
	$	$
Productions en cours	1,166,837	1,662,243
Fournitures et approvisionnements	1,402,228	1,332,916
Copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente	492,946	511,912
	3,062,011	3,507,071

4. Avance à une société sans but lucratif

Au 31 mars 1987

Le Commissaire du gouvernement à la cinématographie et président de l'Office a présenté, dans un premier temps, au nom d'une société à être constituée, une demande au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vue d'obtenir des licences pour offrir des services de programmation à l'intention de la jeunesse canadienne.

En juin 1985, une société sans but lucratif, indépendante de l'Office, a été constituée pour poursuivre le projet. Par une entente signée avec cette société, l'Office a convenu:

d'assumer les frais de recherche, d'élaboration et de promotion engagés jusqu'au 15 mai 1985, soit $229,000 au cours de 1984-85 et $218,000 au cours de 1985-86;

d'avancer directement ou indirectement la somme de $1,000,000, remboursable sans intérêt avant ou à l'expiration de la première période complète des licences accordées par le CRTC, pour pourvoir aux frais de recherche, d'élaboration et de promotion jusqu'à ce que des ententes d'affiliation aient été signées avec des exploitants de câble desservant au moins trois millions d'abonnés canadiens, dont $790,179 fut avancé au 31 mars 1987; et

de fournir la somme non remboursable de $150,000 au cours des deux premières années de programmation pour assurer le bon fonctionnement de conseils consultatifs régionaux.

Office national du film—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

Événement subséquent

Le 29 mai 1987, après avoir examiné préliminairement des demandes de licences de réseaux de services canadiens d'émissions spécialisées, le CRTC a retiré les demandes incomplètes de certains requérants de l'ordre du jour de l'audience publique pour l'examen des demandes de licences dont celle de la société sans but lucratif ci-avant mentionnée.

Devant cette situation, l'Office estime que la récupération de son avance à cette société est douteuse et qu'il devra probablement la radier au cours de l'exercice 1987-88 en imputant toute perte qui pourrait en découler à ses dépenses d'exploitation.

5. Immobilisations

	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Équipement	18,801,731	1,615,917	506,991	19,910,657
Matériel de bureau et mobilier	5,151,803	662,557	77,045	5,737,315
Voitures automobiles et équipement de garage	116,319	19,904	14,922	121,301
	24,069,853	2,298,378	598,958	25,769,273

	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Amortissement cumulé	12,120,245	1,752,117	579,974	13,292,388

6. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

	1987	1986
	$	$
Dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor		342,740
Éléments provisionnés du fonds de roulement (négatif)	(2,493,550)	3,467,736
Valeur nette comptable des immobilisations	12,476,885	11,949,608
Avance à une société sans but lucratif	790,179	456,257
	10,773,514	16,216,341

7. Déficit cumulé

Constitué des dépenses non provisionnées suivantes:

	1987	1986
	$	$
Dépassement de l'autorisation du Conseil du Trésor		342,740
Vacances courues	571,411	703,595
Salaires rétroactifs courus		666,311
Prestations de cessation d'emploi		
À court terme	320,000	320,000
À long terme	5,654,871	5,727,162
	6,546,282	7,759,808

8. Dépenses

	1987	1986
	$	$
Salaires et avantages sociaux	37,060,390	37,887,827
Location	9,500,169	10,171,528
Services professionnels et spéciaux	7,339,702	8,065,116
Matériel et fournitures	5,793,197	4,779,014
Transport et communications	5,758,139	6,142,074
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	1,821,288	2,315,423
Amortissement	1,752,117	1,562,280
Information	1,147,545	979,415
Réparations et entretien	1,052,455	1,146,593
Divers	1,222,349	571,808
	72,447,351	73,621,078

9. Passif éventuel

L'Office est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice pour des montants totalisant $2,267,130. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

Commission de la Fonction publique—Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel

RAPPORT DE GESTION

Vous trouverez ci-joints les états financiers du Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, que nous avons dressés conformément à la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables ainsi qu'aux exigences et aux normes établies par le Receveur général du Canada concernant la production des rapports. Les gestionnaires du Fonds sont les premiers responsables de l'exactitude et de l'objectivité des données figurant dans ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et appliquées de la même façon que pour l'exercice précédent. Quelques-unes de ces politiques sont expliquées plus loin dans les notes faisant partie de ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. En vue de la production des rapports, le Fonds contient un ensemble de comptes qui constituent un dossier centralisé de toutes ses transactions financières. Sauf indication contraire, les renseignements financiers contenus dans les relevés ministériels et dans d'autres documents des Comptes publics sont conformes à l'information présentée dans ces états financiers.

La Direction des services financiers et le Contrôleur du Fonds qui, sur le plan fonctionnel, relève de l'agent financier supérieur à plein temps, élaborent et diffusent des politiques de comptabilité et de gestion financière et émettent les directives particulières favorisant l'application des normes de comptabilité et de gestion financière et de contrôle interne. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon les règles établies et conformément aux autorisations émanant du Parlement. Elles sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les activités des systèmes de gestion et de contrôle interne sont complétées par celles de la vérification interne et de la vérification permanente exercée par le Contrôleur du Fonds, les agents financiers et la Direction des services financiers. En outre, pour assurer l'objectivité et l'exactitude des données figurant dans ces états financiers, le Fonds sélectionne soigneusement des employés qualifiés, voit à leur formation et à leur perfectionnement, prend les mesures organisationnelles nécessaires à la répartition équitable des responsabilités et applique des programmes de communication de sorte que ses règlements, ses politiques, des normes et directives en matière de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur intérimaire des services financiers
(Agent financier supérieur à plein temps)
R. POWER

Directrice exécutive, Gestion ministérielle
(Agent financier supérieur)
MARY J. MURPHY

le 9 septembre 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net (perte nette) pour l'exercice	165,000	230,506	(113,000)	351,120
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	275,000	498,470	303,000	303,087
Fonds provenant de l'exploitation	440,000	728,976	190,000	654,207
Acquisitions nettes d'immobilisations	(250,000)	(275,510)	(250,000)	(312,635)
Variation du fonds de roulement	(12,000)	(748,238)	12,000	571,966
Autres éléments		137,759		(204,721)
Autorisation (employée) fournie	178,000	(157,013)	(48,000)	708,817

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3,973,126)	(4,267,898)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1,100,029	1,325,346
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1,762,385	1,849,943
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(4,635,482)	(4,792,495)
Limite de l'autorisation	4,500,000	4,500,000
Autorisation non employée reportée	9,135,482	9,292,495

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987 $	1986 $
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	2,097,096	1,928,143
Tiers	102,871	46,659
Avances comptables aux employés	425	425
Frais payés d'avance	274,626	213,473
	2,475,018	2,188,700
Immoblisations (note 4)		
Au coût	1,992,136	1,764,475
Moins: amortissement accumulé	701,364	486,510
	1,290,772	1,277,965
	3,765,790	3,466,665

PASSIF	1987 $	1986 $
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	730,106	1,156,908
Tiers		
Créditeurs	369,923	183,254
Indemnités de congé	383,792	655,438
Revenus reportés	97,308	47,449
	1,581,129	2,043,049
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,263,717	1,027,950
	2,844,846	3,070,999
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3,973,126)	(4,267,898)
Surplus accumulé	4,894,070	4,663,564
	920,944	395,666
	3,765,790	3,466,665

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Revenus		
Frais de cours et services	12,148,473	12,310,572
Pourvoyeur et logement	772,134	694,007
	12,920,607	13,004,579
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités des employés	7,615,886	7,923,469
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	235,767	56,398
Location	1,268,033	1,371,637
Services professionnels et spéciaux	1,108,498	868,716
Pourvoyeur et logement	861,999	831,758
Voyages et communications	404,301	497,061
Information	351,020	334,375
Fournitures et approvisionnements	309,449	305,833
Services financiers et administratifs	254,000	204,000
Amortissement	226,975	217,118
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	35,728	29,571
Réparations	10,988	1,888
Autres	7,457	11,635
	12,690,101	12,653,459
Profit net	230,506	351,120

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Activités de fonctionnement:		
Profit net	230,506	351,120
Plus: provision pour indemnités de cessation d'emploi	235,767	56,398
amortissement	226,975	217,118
perte sur l'aliénation d'immobilisations	35,728	29,571
	728,976	654,207
Variations des disponibilités et exigibilités	(748,238)	571,966
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Paiements et variation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi		(39,170)
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(19,262)	1,187,003
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(275,510)	(312,635)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(275,510)	(312,635)
Activités de financement:		
Redressements affectés aux exercices précédents		130,000
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement		130,000
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(294,772)	1,004,368
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	4,267,898	3,263,530
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	3,973,126	4,267,898

Commission de la Fonction publique— Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel—*Fin*

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde non redressé au début de l'exercice	4,663,564	4,182,444
Redressements affectés aux exercices précédents		130,000
Solde redressé au début de l'exercice	4,663,564	4,312,444
Profit net pour l'exercice	230,506	351,120
Solde à la fin de l'exercice	4,894,070	4,663,564

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel a été établi en vertu du crédit L120 de la Loi n° 3 de 1971 portant affectation de crédits en vue d'assurer la formation et le perfectionnement des fonctionnaires fédéraux.

La Loi sur la régularisation des comptes, S.C., 1980, c. 17, accorde au Fonds une autorisation permanente continue d'effectuer des versements à même le Fonds du revenu consolidé pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation dont le total ne doit jamais excéder $4,500,000. Conformément aux crédits 115a (1980-81) et 35c (1981-82), les déficits accumulés de $4,573,071 ont été supprimés des comptes. Un montant de $1,915,571, représentant le passif net pris en charge par le Fonds, a été imputé sur cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Conventions comptables importantes

a) Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec leurs années de service au gouvernement du Canada, tel que prévu dans leurs conventions collectives. Le coût de ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

b) Immobilisations et amortissement

En vigueur le 1er avril 1984, le Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel suit la convention comptable de la capitalisation des achats d'immobilisations et de l'imputation à l'exploitation de leur utilisation. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode du solde décroissant sur leur durée de vie utile depuis l'année d'acquisition, comme suit:

Mobilier de bureau et de salle de classe	10%
Matériel de bureau et de salle de classe	15%
Matériel informatique et de traitement de textes	25%

c) Frais payés d'avance

Suivant les termes de deux contrats, des paiements d'avances sont effectués auprès des fournisseurs de cassettes-vidéo éducatives et sont enregistrés comme frais payés d'avance au bilan. L'imputation de ces frais aux opérations du Fonds coïncide à la fourniture des services.

d) Revenus reportés

Les revenus reportés représentent les sommes reçues des clients pour des services à être rendus.

3. Opérations subventionnées

Au cours de 1986-87, des montants à même les crédits de $2,885,000 ont été versés au Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Ces montants ont été approuvés pour acquitter le coût des opérations permanentes qui n'est pas recouvrable. Cette somme s'élevait à $2,784,163 en 1985-86.

4. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	848,357	96,236	32,345	912,248
Matériel	449,004	33,631	5,054	477,581
Matériel informatique et de traitement de textes	467,114	145,643	10,450	602,307
	1,764,475	275,510	47,849	1,992,136

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Mobilier	151,889	76,651	6,146	222,394
Matériel	104,117	56,230	1,402	158,945
Matériel informatique et de traitement de textes	230,504	94,094	4,573	320,025
	486,510	226,975	12,121	701,364

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense ont été préparés par Approvisionnements et Services Canada, selon les politiques du Conseil du Trésor, la Loi sur la production de défense et les normes et exigences de rapports du Receveur général du Canada.

Les états financiers ont été préparés sur une base comparable à celle de l'exercice précédent et sont conformes aux renseignements apparaissant ailleurs dans les Comptes publics, ainsi que dans les états ministériels. Les conventions comptables importantes suivies dans la préparation des états financiers sont énoncées dans les notes afférentes.

Le secteur des finances, du personnel et de l'administration assume la principale responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états. Cette tâche échoit en particulier à la Direction du Contrôleur, qui élabore et propage les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes de comptabilité et de gestion financière. En outre, le ministère exerce des contrôles internes conçus pour déterminer les responsabilités respectives, fournir l'assurance que les biens sont protégés et que l'on tient des registres financiers fiables. Les systèmes de gestion financière et de contrôle internes sont appuyés par des programmes de vérification interne.

Approuvé par:

Contrôleur intérimaire
G. J. CHARRON

Sous-ministre adjoint intérimaire
Finances, personnel et administration
R. J. NEVILLE

le 11 août 1987

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE ET COMPTE DE PRÊTS POUR LA PRODUCTION DE DÉFENSE

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

		1987		1986	
		Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
		$	$	$	$
Variation du fonds de roulement					
Remboursement des prêts relatifs au compte de prêts pour la production de défense—Transfert de l'autorisation du compte de prêts pour la production de défense au Fonds renouvelable de la production de défense	$15,000,000				
Utilisation prévue de l'autorisation relativement au déficit	($975,000)	14,025,000	(177,183)	(2,000)	2,185,378
Autres éléments			827,132		358,493
Autorisation fournie (employée)		14,025,000	649,949	(2,000)	2,543,871

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,754,293	1,577,110
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars		1,036,049
Déduire: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	418,821	627,738
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	1,335,472	1,985,421
Limite de l'autorisation	98,275,993[1]	83,275,993[1]
Autorisation non employée reportée	96,940,521	81,290,572

COMPTE DE PRÊTS POUR LA PRODUCTION DE DÉFENSE

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Limite de l'autorisation	1,724,007[1]	16,724,007[1]
Autorisation nette employée	1,724,007	16,724,007
Autorisation non employée reportée		

[1] La limite d'autorisation continue commune pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le compte de prêts pour la production de défense est de $100,000,000 tel qu'indiqué à la note 1.

Fonds renouvelable de la production de défense—*Fin*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	331,849	1,482,257
Tiers	291,542	
	623,391	1,482,257
Débiteurs à long terme		
Tiers (note 3)	1,130,902	1,130,902
	1,754,293	2,613,159

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers		1,036,049
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1,754,293	1,577,110
	1,754,293	2,613,159

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Facturation pour fournitures de défense commandées par les ministères clients	3,300,387	6,606,560
Paiements aux fournisseurs pour fournitures de défense commandées par les ministères clients	3,300,387	6,606,560
Marge bénéficiaire brute		

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Variations des disponibilités et des exigibilités	(177,183)	2,185,378
Ressources financières nettes (employées) fournies par les activités de fonctionnement	(177,183)	2,185,378
Ressources financières nettes (employées) fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(177,183)	2,185,378
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(1,577,110)	(3,762,488)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(1,754,293)	(1,577,110)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987

1. Objectif et autorisation

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la Loi sur la production de défense. Il a été établi en 1951 dans le but:

a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat, les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être toutefois utilisés à titre de dépenses en capital; et

c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturées à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La Loi sur la régularisation des comptes (S.C. 1980, c.17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la Loi sur la production de défense, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le compte de prêts pour la production de défense ont une autorisation permanente et continue aux termes de la Loi sur la régularisation des comptes, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé, le total ne devant jamais dépasser de plus de $100 millions l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes. Un montant de $15,408,997 représentant l'actif net pris en charge par le Fonds a été imputé sur cette autorisation au moment où le Fonds est devenu budgétaire en 1981. En vertu d'une autorisation du Conseil du Trésor, l'excédent accumulé de $455,935 a été transféré à l'autorisation du Fonds en 1984-85.

2. Conventions comptables importantes

a) Paiements échelonnés aux fournisseurs

Les paiements échelonnés aux fournisseurs et la dette courue à leur égard au titre de fournitures de défense commandées par des ministères ou organismes gouvernementaux ou au titre de marchandises stockées, qui sont en cours et entreposées chez le fournisseur, sont enregistrés à titre de paiements échelonnés aux fournisseurs. En vertu des clauses des contrats, les fournisseurs sont débiteurs du Fonds tant que les fournitures n'ont pas été livrées.

b) Facturation échelonnée aux clients

La facturation aux clients pour des fournitures de défense commandées qui ne leur ont pas encore été livrées est enregistrée aux comptes à titre de facturation échelonnée aux clients.

3. Débiteur à long terme

En conformité avec les clauses d'une entente, le recouvrement du débiteur à long terme est fonction de la possibilité du récipiendaire d'effectuer des ventes. Si le montant des ventes est insuffisant pour rembourser le montant de la dette, le solde sera recouvré du ministère de la Défense nationale.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes ont été préparés tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en raison de l'intégrité et de l'objectivité des données revient à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies, telles qu'énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Les renseignements apparaissant dans les états financiers sont conformes à ceux figurant ailleurs dans les Comptes publics et dans les états ministériels. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds.

La Direction générale de la gestion intégrée du ministère développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques aux gestionnaires du Fonds renouvelable de façon à suivre les normes de comptabilité et de gestion financière.

La gestion financière et le contrôle interne du Fonds sont maintenus grâce à un partage juste des responsabilités, un processus de direction et d'évaluation de ceux rattachés à l'opération du Fonds ainsi que par des programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Directeur général intérimaire des finances
(Agent financier supérieur à plein temps)
BRUCE MITCHELL

Sous-ministre adjoint, direction générale
de la gestion intégrée
(Agent financier supérieur)
AIMÉE LEFEBVRE ANGLIN

le 14 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
	$	$	$	$
Profit net pour l'exercice	175.000	416.519	352.000	806.748
Plus: éléments ne requérant aucune utilisation de fonds	130.000	196.233		79.742
Fonds provenant de l'exploitation	305.000	612.752	352.000	886.490
Acquisitions nettes d'immobilisations	(305.000)	(543.792)	(352.000)	(130.148)
Variation du fonds de roulement		195.706		(165.056)
Autre élément		(171.947)		149.329
Autorisation fournie		92.719		740.615

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1.306.822)	(1.073.598)
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	933.020	758.175
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	788.720	754.380
Autorisation nette (fournie) à la fin de l'exercice	(1.162.522)	(1.069.803)
Limite de l'autorisation	2.000.000	2.000.000
Autorisation non employée reportée	3.162.522	3.069.803

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Tiers	788,720	754,843
Avances redevables consenties aux employés	9,308	8,845
	798,028	763,688
Immobilisations, évaluations *plus* acquisitions au coût (note 3)	1,278,300	786,488
Moins: amortissement accumulé	392,337	322,759
	885,963	463,729
	1,683,991	1,227,417

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Tiers		
Créditeurs	933,019	758,175
Indemnités de congé	137,219	113,459
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	31,442	
	1,101,680	871,634
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	303,168	259,935
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1,306,822)	(1,073,598)
Surplus accumulé	1,585,965	1,169,446
	279,143	95,848
	1,683,991	1,227,417

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Recettes		
Prélèvements sur paris mutuels	13,282,095	12,860,894
Autres	3,012	1,202
	13,285,107	12,862,096
Frais d'exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	3,372,878	3,140,615
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	74,675	(9,578)
Voyages et déménagements	308,165	249,526
Téléphone	88,767	59,494
Services professionnels		
Contrôle des drogues	4,184,659	4,111,354
Surveillance des courses	3,174,975	3,023,697
Photo d'arrivée	850,829	828,202
Recherches sur les drogues	300,484	168,055
Informatique	10,710	559
Frais de services du ministère d'Approvisionnements et Services Canada	24,122	79,122
Autres	40,303	45,068
Locaux	120,067	109,235
Réparations et entretien	24,254	33,039
Fournitures et approvisionnements	130,272	102,731
Amortissement	120,015	86,414
Divers	41,870	24,909
Pertes sur l'aliénation d'immobilisations	1,543	2,906
	12,868,588	12,055,348
Profit net	416,519	806,748

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,169,446	362,698
Profit net pour l'exercice	416,519	806,748
Solde à la fin de l'exercice	1,585,965	1,169,446

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Profit net	416.519	806.748
Plus: amortissement	120.015	86.414
perte sur l'aliénation d'immobilisations	1.543	2.906
provision pour indemnités de cessation d'emploi	74.675	(9.578)
	612.752	886.490
Variations des disponibilités et exigibilités	195.706	(165.056)
Variations des autres éléments d'actif et de passif:		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(31.442)	
Ressources financières nettes fournies par les activités de fonctionnement	777.016	721.434
Activités d'investissement:		
Immobilisations		
Achetées	(543.792)	(130.148)
Ressources financières nettes (employées) par les activités d'investissement	(543.792)	(130.148)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	233.224	591.286
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1.073.598	482.312
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1.306.822	1.073.598

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes a été établi en vertu de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices suivants selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds du revenu consolidé au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobiliers et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser $2.000.000.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les drogues destinées aux équidés et sur les techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Toutes les recettes provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être créditées au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le solde de cette dernière, qui représente la situation financière du Fonds renouvelable, est présenté au bilan sous Avoir du Canada. Il se compose du total des opérations au comptant nettes au Fonds du revenu consolidé, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1er avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par les agents du ministère, conformément à la circulaire de 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions subséquentes sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de l'année de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir:

Ameublement et matériel	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	3 ans
Bâtiments	25 ans

b) Régime de retraite

Les employés de la Division des hippodromes affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la Loi sur la pension de la Fonction publique et la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux des employés. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la Fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 1987—*Fin*

c) Indemnités de congé

L'élément de passif couru figurant au bilan représente le montant des crédits d'indemnités de congé en circulation à la fin de l'exercice.

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés quittant la Fonction publique touchent généralement une indemnité de cessation d'emploi correspondant à une semaine de paye pour chaque année complète de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de vingt-huit semaines. Toutefois, advenant une démission, cette indemnité n'est généralement payable qu'aux employés ayant dix ans ou plus de service continu et le montant auquel ils ont droit correspond à une demi-semaine de paye pour chaque année de service continu, jusqu'à concurrence d'une paye de treize semaines.

La provision à la fin de l'exercice représente une demi-semaine de paye selon les échelles de traitement courantes pour chaque année de service jusqu'à concurrence de treize semaines.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	188,393	23,833		212,226
Matériel informatique	125,460	94,674	4,231	215,903
Parc automobile	160,603	55,207	47,749	168,061
Bâtiments	208,269	370,078		578,347
Terrains	103,763			103,763
	786,488	543,792	51,980	1,278,300

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	$	$	$	$
Ameublement et matériel	101,778	36,467		138,245
Matériel informatique	86,688	36,126	4,231	118,583
Parc automobile	99,056	40,444	46,206	93,294
Bâtiments	35,237	6,978		42,215
	322,759	120,015	50,437	392,337

Fonds renouvelable des Travaux publics— Compte des services et de la gestion

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du Receveur général du Canada. La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données, revient à la gestion du Fonds. De plus, certaines opérations du Fonds renouvelable ont été vérifiées par le Vérificateur général lors de sa vérification annuelle des Comptes publics du Canada.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables établies et énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Des changements dans la présentation des états financiers ont été faits tel que décrit à la note 3, certains chiffres de l'exercice précédent dans les résultats d'exploitation et le bilan ont donc été reclassifiés afin d'être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion tout en tenant lieu de leur importance. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion du Fonds développe et propage les conventions comptables et de gestion financière et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le biais de programmes de vérification interne. Le Fonds recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs de personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

Les systèmes comptables ont été améliorés au cours des années afin de répondre aux changements. Des améliorations au système de prix de revient sont présentement en cours et seront mises en application au cours de l'exercice 1987-88. Il en résultera une meilleure ventilation et mesure des coûts ainsi qu'un meilleur compte rendu de la gestion.

Approuvé par:

Directeur général, Finances
(Agent financier supérieur à temps plein)
H. G. RICHARDS

Sous-ministre adjoint, contrôle de gestion
(Agent financier supérieur)
B. J. VEINOT

le 28 août 1987

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987		1986	
	Prévisions[1]	Chiffres réels	Prévisions[1]	Chiffres réels
	$	$	$	$
Variation du fonds de roulement		(5,275,056)		(124,897,732)
Autres éléments		28,135,764		38,244,980
Autorisation fournie (employée)		22,860,708		(86,652,752)

[1] Le Fonds renouvelable des Travaux publics fournit un financement intérimaire sur une base de recouvrement des coûts et les recouvrements sont toujours égaux aux dépenses, aucun profit n'est donc réalisé. Puisque le budget des dépenses n'inclus pas de conciliation entre les bases de comptabilité d'exercice et de caisse modifiée, aucun montant est inclus dans la colonne «Prévisions».

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	213,559,701	208,284,645
Plus: imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	151,189,307	47,393,430
Moins: montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	291,759,366	159,827,725
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	72,989,642	95,850,350
Limite de l'autorisation	300,000,000	300,000,000
Autorisation non employée reportée	227,010,358	204,149,650

Fonds renouvelable des Travaux publics— Compte des services et de la gestion—*Suite*

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Disponibilités		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	278,256,026	154,962,945
Tiers	13,465,140	4,826,580
	291,721,166	159,789,525
Travaux en cours		
Gouvernement du Canada	36,960,047	41,575,447
Tiers	36,029,595	54,274,903
	72,989,642	95,850,350
	364,710,808	255,639,875

PASSIF	1987	1986
	$	$
Exigibilités		
Créditeurs et passif couru		
Gouvernement du Canada	15,620,879	4,896,689
Tiers	135,568,428	42,496,741
	151,189,307	47,393,430
AVOIR DU CANADA		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	213,559,701	208,284,645
Déficit accumulé	(38,200)	(38,200)
	213,521,501	208,246,445
	364,710,808	255,639,875

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Recouvrements	1,380,465,113	1,197,128,895
Frais et imputations:		
Travaux en cours—Début de l'exercice	95,850,350	9,160,633
Frais—Exercice en cours:		
Personnel	311,027,948	291,536,350
Transports et communications	15,691,832	19,123,757
Information	4,324,041	4,411,197
Services professionnels et spéciaux	116,656,246	155,478,707
Location	47,237,491	43,929,050
Achat de services, de réparations et d'entretien	159,641,721	182,037,292
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	59,979,623	51,477,189
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	436,063,628	512,740,287
Construction et acquisition de machines et de matériel	8,760,177	8,387,220
Paiements de transfert	19,731,511	148,895
Toutes autres dépenses	178,490,187	14,548,668
Frais et imputations totaux	1,453,454,755	1,292,979,245
Moins: travaux en cours—Fin de l'exercice	72,989,642	95,850,350
	1,380,465,113	1,197,128,895
Profit net (perte nette)		

ÉTAT DU DÉFICIT ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	38,200	38,200
Profit net (perte nette) pour l'exercice		
Solde à la fin de l'exercice	38,200	38,200

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement:		
Variations de disponibilités et exigibilités	(5,275,056)	(124,897,732)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(5,275,056)	(124,897,732)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(5,275,056)	(124,897,732)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(208,284,645)	(83,386,913)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(213,559,701)	(208,284,645)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 MARS 1987

1. Objectif et autorisation

Selon les termes et conditions du procès-verbal du Conseil du Trésor 793370, le Fonds renouvelable des services de construction a été remplacé par le Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, en date du 1er avril 1985. Le Fonds a été constitué dans le but de financer des projets entrepris par le ministère des Travaux publics en faveur d'autres ministères et agences du gouvernement, d'autres gouvernements et locataires du secteur privé sur des propriétés appartenant à la Couronne ou louées.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Fonds du revenu consolidé, le total ne pouvant dépasser $300,000,000 en aucun temps.

La Loi sur la régularisation des comptes (Projet de loi C-22 daté du 3 juillet 1980) a autorisé le fonctionnement du Fonds renouvelable des services de construction pour l'année en cours et les années subséquentes, avec une limite statutaire de $55 millions.

Fonds renouvelable des Travaux publics
Compte des services et de la gestion—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Fin*

Conformément à l'article 33 de la Loi sur la régularisation des comptes et par le Budget Supplémentaire B 1983-84, le Fonds renouvelable des services de construction a été corrigé pour inclure les imputations aux autres programmes du ministère TPC et pour accroître l'autorisation financière de $55 millions à $150 millions.

Dans le Budget Supplémentaire final de 1984-85, l'autorisation de prélèvement du Fonds renouvelable des services de construction a été augmentée de $150 millions à $300 millions.

2. Conventions comptables importantes

Le Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, fournit le financement intérimaire sur une base de recouvrement des coûts. Les recouvrements égalent toujours les dépenses, aucun bénéfice n'est donc réalisé. Toutes les dépenses de fonctionnement du programme des services sont imputées au Fonds renouvelables des Travaux publics—Compte des services et de la gestion, et le Fond est crédité des recouvrements de tous les clients pour les services rendus.

Les états financiers ont été préparés selon les conventions comptables suivantes:

a) Identification des recouvrements

Les recouvrements sont enregistrés sur la base des encaissements selon les conventions comptables du gouvernement.

b) Identification des frais et des imputations

Toutes les dépenses sont enregistrées selon la méthode d'exercice en accord avec la convention comptable du gouvernement concernant les CAFE.

Les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont cependant enregistrées selon la méthode de caisse. Les frais et les imputations sont ajustés à la fin de l'exercice par les travaux en cours, du début et de la fin de l'exercice.

c) Travaux en cours

La base d'évaluation des travaux en cours est la suivante: les coûts encourus pour les travaux complétés ou les services rendus, non recouvrés des clients à la fin de l'exercice.

3. Modifications de la présentation des états financiers

a) Travaux en cours

Au cours des exercices précédents, les travaux en cours (TEC) de la fin de l'exercice, n'étaient pas divulgués au bilan ou à l'état de l'exploitation. Suite à une révision de ces derniers et à compter de l'exercice 1986-87, les travaux en cours de la fin de l'exercice sont divulgués séparément au lieu d'être inclus dans les débiteurs et les recouvrements.

b) Divulgation additionnelle—État de l'exploitation

La section des frais et des imputations de l'état de l'exploitation présente maintenant la valeur des TEC du début de l'exercice, la ventilation des frais et des imputations de l'exercice par articles courants et la valeur des TEC de la fin de l'exercice, reportés à l'exercice 1987-88.

c) Reclassification

Afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 1987, les chiffres pour l'exercice terminé le 31 mars 1986 ont été reclassifiés.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
À L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

Noms des clients	Frais, imputations et recouvrements
	$
Agriculture	43,106,138
Commission de contrôle de l'énergie atomique	140,016
Vérificateur général du Canada	160,061
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	6,523,551
Société canadienne d'hypothèques et de logement	569,241
Jeux Olympiques d'hiver du Canada	19,410,269
Société canadienne des postes	160,740,332
Radio-Canada	136,497
Garde côtière canadienne	6,237,954
Agence canadienne de développement international	588,698
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	1,745,833
Commission de surveillance des archivistes de renseignement de sécurité	2,507,996
Commission canadienne des transports	109,075
Communications	7,164,772
Consommation et Corporations	402,258
Service correctionnel Canada	53,519,098
Énergie, Mines et Ressources	6,487,280
Environnement	21,620,684
Affaires extérieures	3,247,721
Cour Fédérale du Canada	219,969
Finances	225,014
Pêches et Océans	56,120,104
Commission du Havre de Hamilton	1,868,394
Chambre des communes	1,588,758
Affaires indiennes et Nord canadien	46,770,410
Justice	315,957
Travail	592,130
Défense nationale	16,492,294
Office national de l'énergie	223,517
Santé nationale et Bien-être social	25,318,802
Bibliothèque nationale du Canada	136,146
Musées nationaux du Canada	1,062,722
Conseil national de recherches du Canada	11,763,314
Revenu Canada	6,455,018
Centre national du sport et de la récréation	114,149
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada	142,071
Commission d'énergie du Nord canadien	672,067
Parcs Canada	14,062,822
Conseil privé	611,875
Archives publiques Canada	1,555,810
Commission de la Fonction publique du Canada	665,773
Travaux publics Canada	670,433,100
Expansion industrielle régionale	4,570,107
Monnaie royale canadienne	108,259
Gendarmerie royale du Canada	53,342,939
Secrétariat d'État du Canada	876,240
Solliciteur général du Canada	627,655
Statistique Canada	1,458,423
Approvisionnements et Services	1,959,209
Transports	94,235,530
Conseil du Trésor	183,943
Affaires des anciens combattants	281,394
Autres ministères gouvernementaux	8,789,234
Autres clients extérieurs du gouvernement (tiers)	22,204,490
	1,380,465,113
Travaux en cours—Fin de l'exercice	72,989,642
Total	1,453,454,755

Fonds renouvelable des Travaux publics—Compte des services et de la gestion—*Fin*

ANALYSE DES TRAVAUX EN COURS
AU 31 MARS 1987

Noms des clients	Total
	$
Gouvernement du Canada	
Agriculture	1,284,560
Service correctionnel Canada	7,291,413
Énergie, Mines et Ressources	395,341
Environnement	441,848
Affaires extérieures	585,082
Pêches et Océans	2,738,240
Affaires indiennes et Nord canadien	4,821,839
Défense nationale	253,186
Santé nationale et Bien-être social	1,490,990
Conseil national de recherches du Canada	237,313
Revenu Canada	417,381
Parcs Canada	2,601,536
Archives publiques Canada	116,514
Travaux publics Canada	2,809,933
Gendarmerie royale du Canada	3,081,612
Solliciteur général du Canada	122,479
Approvisionnements et Services	4,294,935
Transports	1,226,231
Autres ministères[1]	2,749,614
	36,960,047
Tiers	
Commission d'énergie du Nord canadien	198,063
Commission du Havre de Hamilton	953,994
Jeux Olympiques d'hiver du Canada	1,067,828
Radio-Canada	397,957
Société canadienne des postes	33,365,633
Autres	46,120
	36,029,595
Total	72,989,642

[1] Inclus les ministères ayant moins de $100,000.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS 1986-87

États financiers des établissements publics et d'autres entités

SOMMAIRE

	Page
Établissements publics—	
Bureau canadien de la sécurité aérienne	2.2
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	2.5
Commission de contrôle de l'énergie atomique	2.7
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	2.11
Commission des champs de bataille nationaux	2.18
Conseil de recherches en sciences humaines	2.20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2.23
Conseil de recherches médicales	2.26
Conseil des sciences du Canada	2.30
Conseil économique du Canada	2.32
Conseil national de recherches du Canada	2.34
Directeur de l'établissement de soldats	2.37
Directeur des terres destinées aux anciens combattants	2.38
Musées nationaux du Canada	2.39
Office de stabilisation des prix agricoles	2.47
Office des prix des produits de la pêche	2.50
Autres entités—	
Commission canadienne des grains	2.54
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance	2.57
Office des produits agricoles	2.60

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Bureau canadien de la sécurité aérienne

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Bureau canadien de la sécurité aérienne ci-joints conformément aux normes et aux exigences de présentation de l'information du Receveur général du Canada. La Direction du Bureau est la principale responsable de l'exactitude et de l'objectivité des données de ces états financiers.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux politiques de comptabilité énoncées à la note 2. La Direction a dû recourir à son jugement et à des estimations au sujet de certains renseignements, mais a tenu dûment compte de leur pertinence. Pour respecter ses obligations redditionnelles, le Bureau tient un ensemble de comptes qui constitue un dossier centralisé de ses transactions financières. Les renseignements financiers donnés dans les états ministériels et autres états des Comptes publics sont conformes à ceux dans les états financiers, à moins d'indication contraire.

La division des finances du Bureau élabore et diffuse des lignes directrices de comptabilité et de gestion financière et publie des directives pour faire respecter les normes en la matière. Le Bureau est doté de systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, en respectant les autorisations parlementaires, et sont enregistrées en bonne et due forme pour faire la reddition des comptes des dépenses des fonds publics et préserver l'actif du Bureau. Le Bureau cherche également à assurer l'objectivité et l'exactitude des données de ses états financiers en choisissant, en formant et en perfectionnant avec soin du personnel qualifié, en prenant des arrangements organisationnels pour bien répartir les responsabilités et en appliquant des programmes de communication pour que ses règlements, les lignes directrices, normes et pouvoirs de gestion soient bien compris dans toute l'organisation.

Le Vérificateur général a examiné l'état des résultats en vue de formuler une opinion éclairée quant à la présentation, de façon juste et en conformité avec les lignes directrices de comptabilité énoncées, des transactions financières du Bureau.

Approuvé par:

Le Président
BERNARD DESCHÊNES

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

le 29 juin 1987

CONCILIATION AVEC L'EMPLOI DU CRÉDIT
31 MARS 1987

	1986-87	1985-86
	$	$
Coût net de l'exploitation	16,397,379	19,774,769
Plus: recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales	709,510	40,108
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	1,713,266	1,651,069
Emploi des crédits (note 3)	15,393,623	18,163,808

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE BUREAU CANADIEN DE LA SÉCURITÉ AÉRIENNE
ET LE
MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié l'état des résultats du Bureau canadien de la sécurité aérienne pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Bureau pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1987

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1986-87	1985-86
	$	$
Dépenses		
Bureau:		
Personnel	1,117,419	919,914
Services professionnels et spéciaux	117,112	92,373
Transport et communications	102,816	145,261
Locaux	58,344	70,207
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	14,140	
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	4,864	5,288
Autres dépenses	4,072	125
Information	2,781	3,637
Locations	1,021	288
Total—Bureau	1,422,569	1,237,093
Exploitation (note 5):		
Personnel	8,240,945	7,289,708
Services professionnels et spéciaux	1,133,487	757,285
Locations	942,821	5,824,449
Transport et communications	942,737	1,071,466
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	750,150	332,849
Locaux	557,301	638,739
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	454,377	298,356
Achat de services de réparation et d'entretien	396,227	79,708
Information	192,557	97,420
Autres dépenses	59,002	1,465
Total—Exploitation	13,669,604	16,391,445
Administration:		
Personnel	1,176,527	882,610
Services professionnels et spéciaux	231,220	128,030
Transport et communications	221,876	239,701
Locaux	94,496	113,709
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	92,875	686,806
Locations	79,944	25,133
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	50,958	53,743
Information	37,483	25,085
Achat de services de réparation et d'entretien	18,521	30,215
Autres dépenses	10,816	1,307
Total—Administration	2,014,716	2,186,339
Coût total de l'exploitation	17,106,889	19,814,877
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses des exercices précédents (note 5)	698,092	683
Prestations de services et cotisations	10,450	37,060
Produit des ventes	968	2,365
Total—Recettes non fiscales	709,510	40,108
Coût net de l'exploitation (note 3)	16,397,379	19,774,769

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

Le Président
BERNARD DESCHÊNES

Le Directeur exécutif
KEN JOHNSON

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et mission

Le Bureau canadien de la sécurité aérienne a été constitué en vertu de l'article 4 de la Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne et est un établissement public inscrit à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. La Loi sur le Bureau canadien de la sécurité aérienne a reçu la sanction royale le 17 novembre 1983 et a été proclamée le 18 avril 1984. Le Bureau a été officiellement établi le 1er mai 1984 et a commencé ses activités le 1er octobre 1984. La mission du Bureau est de promouvoir la sécurité aérienne en constatant les manquements à la sécurité mis en évidence par les faits aéronautiques, en procédant à des enquêtes indépendantes et, au besoin, à des enquêtes publiques sur des faits aéronautiques pour faire des constatations quant à leurs causes et autres facteurs en jeu et en faisant rapport publiquement de ses enquêtes indépendantes ou publiques et de ses constatations et en faisant des recommandations conçues pour éliminer ou réduire les manquements à la sécurité. Les dépenses du Bureau sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées d'après la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées sur une base de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées sur une base de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

d) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de l'achat.

e) Services fournis gratuitement par les ministères

Les coûts des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont compris dans les dépenses de chaque exercice financier.

Bureau canadien de la sécurité aérienne—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1986-87	1985-86
	$	$
Crédit 50 (crédit 95 en 1985-86)	14,342,000	20,663,375
Annulé	345,377	3,807,567
	13,996,623	16,855,808
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,397,000	1,308,000
Emploi des crédits	15,393,623	18,163,808
Plus: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	1,713,266	1,651,069
Moins: recettes non fiscales	709,510	40,108
Coût net de l'exploitation	16,397,379	19,774,769

4. Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

	1986-87	1985-86
	$	$
Services du Conseil du Trésor	174,929	111,888
Services d'Approvisionnement et Services Canada	20,939	16,526
Services de Transports Canada	807,257	700,000
Services de Travaux publics Canada	710,141	822,655
	1,713,266	1,651,069

5. Enquête de l'accident de Air India

a) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

L'augmentation des recouvrements de dépenses des exercices précédents est attribuable au fait que les dépenses de l'enquête de l'accident de Air India ont été sensiblement inférieures à celles inscrites aux comptes à payer au 31 mars 1986. Le montant estimatif de ces dépenses avait été établi initialement par les ministères et organismes du gouvernement qui ont fourni les services de soutien relatifs à l'enquête.

b) Les coûts exceptionnellement élevés de l'enquête de l'accident de Air India en 1985-86 sont responsables de la diminution majeure des dépenses d'exploitation en 1986-87.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Centre. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans ces états financiers ont été vérifiées par le comité de vérification du Centre.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Centre maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Centre. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers du Centre développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Centre maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Centre. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par les fréquents contacts entre le personnel du Centre et celui du Bureau du Vérificateur général. Le Centre vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats du Centre, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Centre selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par:

Le Président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

le 18 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	8.048.438	6.937.399
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	270.914	250.000
Emploi des crédits (note 3)	7.777.524	6.687.399

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DU CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE
ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
ET LE
MINISTRE DU TRAVAIL

J'ai vérifié l'état des résultats du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Centre pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1987

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail— *Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et avantages	5,189,521	4,423,730
Indemnités de cessation d'emploi	77,770	18,250
Transport et communications	567,187	503,879
Information	347,398	144,515
Locaux	318,111	307,498
Services publics, fournitures et approvisionnement	311,161	315,931
Services professionnels et spéciaux	222,803	264,795
Mobilier, matériel et améliorations locatives	204,134	126,193
Réparation et entretien	188,008	133,069
Locations	88,074	95,295
	7,514,167	6,333,155
Administration		
Traitements et avantages	351,175	336,361
Gouverneurs, conseil de direction et comités	213,121	178,285
Déplacements	26,808	25,395
Services professionnels et spéciaux	6,778	69,007
	597,882	609,048
	8,112,049	6,942,203
Recettes à valoir sur le crédit	63,611	4,804
Coût net de l'exploitation (note 3)	8,048,438	6,937,399

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état.

Approuvé par:

Le Président du Conseil
L'HONORABLE MARTIN O'CONNELL

Le Président et administrateur en chef
GORDON ATHERLEY

Le Secrétaire-trésorier
KASH MANCHUK

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectifs

Le Centre a été constitué le 20 avril 1978 en vertu de la Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, et est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les objectifs du Centre sont de promouvoir le droit fondamental des Canadiens de travailler dans des conditions saines et sûres et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs. Les dépenses d'exploitation du Centre sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, au cours de l'exercice de leur achat.

d) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Régime de pensions de retraite

Les employés participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre contribuent à parts égales envers le coût du Régime. Les contributions du Centre sont imputées aux dépenses sur une base de caisse.

3. Crédit parlementaire

	1987	1986
	$	$
Ministère du Travail		
Crédit 30	8,063,645	7,687,000
Somme périmée		
Affectation bloquée	200,000	70,500
Somme non utilisée	86,121	929,101
Emploi du crédit	7,777,524	6,687,399
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	270,914	250,000
Coût net de l'exploitation	8,048,438	6,937,399

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Les conventions comptables du gouvernement du Canada n'exigent pas la capitalisation des immobilisations. Des contrôles internes sont cependant maintenus afin de sauvegarder ces actifs et ceux-ci sont amortis sur leur durée de vie utile.

Immobilisations	31 mars 1986	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1987
	$	$	$	$
Matériel informatique	2,021,029	182,637		2,203,666
Mobilier et matériel	940,991	21,497		962,488
Améliorations locatives	632,719			632,719
	3,594,739	204,134		3,798,873

Amortissement cumulé	31 mars 1986	Amortissement	Diminution	31 mars 1987
	$	$	$	$
Matériel informatique	842,250	376,711		1,218,961
Mobilier et matériel	498,572	144,526		643,098
Améliorations locatives	614,633	18,086		632,719
	1,955,455	539,323		2,494,778

5. Passif

	31 mars 1987	31 mars 1986
	$	$
Créditeurs et frais courus	485,918	485,602
Rémunération de vacances accumulées	162,505	156,395
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	33,698	28,404
	682,121	670,401

Commission de contrôle de l'énergie atomique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion de la CCEA.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, la CCEA maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux qui apparaissent dans les états financiers.

La Direction de la planification et de l'administration de la CCEA développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. La CCEA maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de la CCEA. La CCEA vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le sous-vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats de la CCEA, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières de la CCEA selon les conventions comptables énoncées. Il est à noter que les crédits parlementaires utilisés, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes du Canada, sont plus élevés de $5,000 par rapport à la somme qui apparaît à la note 3 de l'état des résultats. La différence est expliquée dans une note infrapaginale de la conciliation de l'emploi des crédits. Il est à noter également que le passif éventuel de $13,950,000 qui figure à la note 6 de cet état financier a été réduit de $700,000 par suite d'événements qui se sont produits après le rapport du Vérificateur du 8 juin 1987.

Le système comptable et les états financiers de la CCEA se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et, plus récemment, pour rendre effective une recommandation ministérielle visant à améliorer le système de comptabilité de prix de revient. Cette amélioration fournira, au besoin, la base de facturations plus exactes et justes pour les titulaires de permis et les autres ministères gouvernementaux. De plus, une étude préliminaire des frais et de la composition des tarifs est présentement en cours.

Approuvé par:

Agent financier supérieur à plein temps
W. E. GREGORY

Agent financier supérieur
R. W. BLACKBURN

le 29 juillet 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	23,857,058[1]	22,156,539
Plus: recettes non fiscales	60,611	134,337
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	1,623,706	1,566,360
Emploi des crédits (note 3)	22,293,963[1]	20,724,516

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

[1] Il est à noter que le coût net de l'exploitation ($23,857,058) et l'emploi des crédits ($22,293,963) qui figurent dans les comptes du Canada, sont plus élevés chacun de $5,000 par rapport au coût de l'exploitation et au total des crédits utilisés, indiqués à la note 3 de l'état des résultats. La différence découle du fait que les Comptes du Canada ne tiennent pas compte d'un crédit interministériel de $5,000 relatif aux services professionnels et spéciaux avant la fin de l'exercice. L'opération sera enregistrée en 1988 comme recouvrement de dépenses de l'exercice précédent.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LA COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ET
LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission de contrôle de l'énergie atomique pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables décrites dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 8 juin 1987

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses (tableau 1)		
Subventions et contributions		
Programme à l'appui des garanties	562,000	563,600
Autre élément	7,500	29,000
	569,500	592,600
Fonctionnement		
Traitements et avantages sociaux	12,713,739	12,044,165
Indemnités de cessation d'emploi	69,226	56,753
Services professionnels et spéciaux	4,275,271	3,919,931
Loyer	1,352,706	1,348,360
Déplacements et relogement	1,004,316	1,002,944
Mobilier et matériel	542,090	257,911
Communications	413,270	401,767
Services publics, fournitures et approvisionnements	282,026	276,430
Réparation	177,292	171,399
Location de matériel	173,243	148,269
Renseignements	109,179	58,946
Dépenses diverses	3,375	243
	21,115,733	19,687,118
Administration		
Traitements et avantages sociaux	1,901,076	1,819,713
Indemnités de cessation d'emploi	4,174	
Dépenses des membres de la Commission	167,577	132,599
Services professionnels et spéciaux	143,490	46,829
Déplacements	11,119	12,017
	2,227,436	2,011,158
	23,912,669	22,290,876
Recettes non fiscales (tableau 1)		
Recouvrement d'avantages sociaux statutaires	30,316	18,529
Remboursement de dépenses des exercices antérieurs	17,896	105,936
Services et frais de service	11,390	8,771
Amendes et sanctions	1,009	1,100
Autre élément		1
	60,611	134,337
Coût net du fonctionnement (note 3)	23,852,058	22,156,539

Les notes et le tableau ci-joints font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé par:

Le Secrétaire
P. E. HAMEL

L'Administrateur financier principal
R. W. BLACKBURN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

La Commission de contrôle de l'énergie atomique (CCEA) a été établie en 1946 en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique. Elle constitue une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Elle fait rapport actuellement au Parlement par l'entremise du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

La CCEA a pour objectif l'exercice du contrôle sur l'énergie nucléaire dans l'intérêt de la santé, de la sûreté et de la sécurité nationale. Elle remplit sa mission grâce à son programme de contrôle de l'énergie atomique en réglementant la mise au point, l'application et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, et en participant, au nom du Canada, à des mesures internationales de contrôle.

La CCEA est également responsable de l'administration de la Loi sur la responsabilité nucléaire, notamment en ce qui a trait à la désignation des installations nucléaires et à la prescription d'assurances de base à contracter par les exploitants des installations nucléaires, et l'apport d'assurance supplémentaire pour chacune de ces exploitations. L'assurance de base et l'assurance supplémentaire totalisent 75 millions de dollars pour chaque installation désignée (voir note 8). Au cours de l'exercice, 15 installations nécessitaient une assurance.

Les subventions et contributions, les dépenses de fonctionnement et d'administration de la CCEA sont financées par une autorisation budgétaire annuelle. Les avantages sociaux des employés sont autorisés par un pouvoir statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont enregistrées d'après la comptabilité d'exercice, conformément à la politique comptable du gouvernement pour les CAPAFE, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congé qui sont enregistrées d'après la comptabilité de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont enregistrées d'après la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement lors de l'exercice de l'achat.

d) Services fournis gratuitement

Les sommes estimatives pour les services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont comprises dans les dépenses.

e) Remboursement de dépenses des exercices antérieurs

Le remboursement des dépenses des exercices antérieurs est enregistré aux recettes lors de leur encaissement et n'est pas porté en réduction des dépenses.

f) Cotisations au Régime de pension de retraite

Les employés de la CCEA participent au Régime de pension de retraite administré par le gouvernement du Canada à raison d'une cotisation envers le coût du régime égale à celle de la CCEA. Les cotisations de la CCEA sont portées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1987	1986
	$	$
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources		
Crédit 50	21,307,000	21,817,000
Crédit 50b		456,000
	21,307,000	22,273,000
Annulé	1,038,037	3,581,484
	20,268,963	18,691,516
Cotisations statutaires aux régimes d'avantages sociaux	2,020,000	2,033,000
Emploi total des crédits	22,288,963	20,724,516
Plus: services fournis gratuitement par les autres ministères	1,623,706	1,566,360
Moins: recettes non fiscales	60,611	134,337
Coût net du fonctionnement	23,852,058	22,156,539

4. Passif

À la fin de l'exercice, le passif s'établissait comme suit:

	1987	1986
	$	$
a) Comptes créditeurs		
Fournisseurs	1,348,142	1,816,778
Retenues de garantie	116,324	67,673
	1,464,466	1,884,451
Salaires à payer	358,245	272,612
	1,822,711	2,157,063

L'état des résultats tient compte des coûts représentés par les comptes créditeurs et les salaires à payer.

	1987	1986
	$	$
b) Autres éléments de passif		
Indemnités de congé	885,331	837,612
Indemnités de cessation d'emploi	1,376,046	1,257,689
	2,261,377	2,095,301

Les coûts associés aux autres éléments de passif ne font pas partie de l'état des résultats. Ces coûts ne sont comptabilisés qu'au moment du paiement (voir note 2a).

Les indemnités de congé représentent la somme des crédits pour les indemnités de congé accumulées à la fin de l'exercice.

Les indemnités de cessation d'emploi sont calculées d'après la méthode suivante: une demi-semaine de traitement pour chaque année de service continu jusqu'à concurrence de 13 semaines de traitement.

5. Obligation découlant de contrat de location-acquisition

Le 1[er] mai 1984, la CCEA a passé un accord pour louer un système informatique. Le système est évalué à $298,959, compte tenu d'un taux d'intérêt implicite de 12,5 pour 100 et l'obligation se terminera à la fin du bail de cinq ans. Le paiement minimum de location durant 1987 s'élevait à $79,200, y compris la somme de $22,427 payée en intérêts et imputée au fonctionnement.

Le 1[er] août 1986, la CCEA a modifié l'accord dans le but d'améliorer le système informatique. L'équipement supplémentaire loué est évalué à $102,112, compte tenu d'un taux d'intérêt implicite de 10 pour 100 et l'obligation se terminera à la fin du bail de 33 mois. Le paiement minimum de location durant 1987 s'élevait à $23,909, y compris la somme de $5,933 payée en intérêts et imputée au fonctionnement.

Les loyers minima futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

	1987	1986
	$	$
Exercice se terminant le 31 mars		
1987		79,200
1988	120,188	79,200
1989	120,188	79,200
1990	60,138	43,096
Total des loyers minima futurs	300,514	280,696
Moins: intérêts	57,543	67,292
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	242,971	213,404
Moins: tranche à court terme	94,837	54,569
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	148,134	158,835

6. Passif éventuel

Au 31 mars 1987, la CCEA était la défenderesse dans des poursuites judiciaires de $13,950,000 ($14,450,000 en 1986). Les poursuites exigent des dommages pour la violation d'obligations juridiques reliées au sol contaminé par la radioactivité. Tout règlement résultant du dénouement de ces procès sera versé à même le Fonds du revenu consolidé.

7. Opérations entre apparentés

La CCEA administre un programme spécial de recherche et de développement en commun avec l'Énergie atomique du Canada, Limitée (l'EACL) à l'appui du Programme des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pour l'exercice 1987, l'EACL a facturé la somme de $500,000 ($1,220,000 en 1986) à ce programme.

Dans l'état des résultats, les dépenses ont été réduites de $293,980 ($217,168 en 1986) et les recettes comprennent $41,667 ($26,778 en 1986) pour les services fournis par le Centre d'orientation de la CCEA au ministère des Affaires extérieures et à l'EACL.

8. Compte de réassurance de responsabilité nucléaire

Le Compte de réassurance de responsabilité nucléaire a été créé afin de se conformer à l'article 17 de la Loi sur la responsabilité nucléaire. D'après cette Loi, toutes les primes reçues des exploitants des installations nucléaires sont portées au crédit du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire qui fait partie du Fonds du revenu consolidé. Toute créance du Compte de réassurance de responsabilité nucléaire est payable à partir du Fonds du revenu consolidé et imputée au Compte. Il n'y a eu aucune créance ni paiement imputable au Compte de réassurance de responsabilité nucléaire depuis sa création. Le solde du compte de réassurance de responsabilité nucléaire au 31 mars 1987 est de $529,742 ($529,842 en 1986). Le solde du compte en 1987 est inférieur à celui de 1986 parce qu'un remboursement de prime de $100 a été payé au cours de l'exercice et que les primes de 1987 n'ont pas été reçues au cours de l'exercice.

Au 31 mars 1987, la couverture supplémentaire d'assurance fournie par le gouvernement du Canada en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire s'élève à $641,600,000 ($641,600,000 en 1986). La couverture de la réassurance comprend une classe de risque exclue des responsabilités des principaux assureurs et est réassurée par le gouvernement du Canada.

Commission de contrôle de l'énergie atomique—*Fin*

COÛT NET DU FONCTIONNEMENT SELON L'ACTIVITÉ
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

TABLEAU 1

	Bureau du Président et Secrétariat	Réglementation des réacteurs et des accélérateurs	Réglementation des installations de combustibles et des matières	Études normatives	Programme à l'appui des garanties	Planification et administration	Total 1987	Total 1986
	$	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses								
Subventions et contributions	7,500				562,000		569,500	592,600
Fonctionnement	1,165,225	5,176,306	6,347,417	4,623,481	794,892	3,008,412	21,115,733	19,687,118
Administration	167,577					2,059,859	2,227,436	2,011,158
	1,340,302	5,176,306	6,347,417	4,623,481	1,356,892	5,068,271	23,912,669	22,290,876
Recettes non fiscales								
Recouvrement d'avantages sociaux statutaires						30,316	30,316	18,529
Remboursement de dépenses des exercices antérieurs	125	202	685	14,668		2,216	17,896	105,936
Services et frais de service						11,390	11,390	8,771
Amendes et sanctions	1,009						1,009	1,100
Autre élément								1
	1,134	202	685	14,668		43,922	60,611	134,337
Coût net du fonctionnement	1,339,168	5,176,104	6,346,732	4,608,813	1,356,892	5,024,349	23,852,058	22,156,539

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) conformément aux exigences et aux normes du Receveur général du Canada en matière de rapports. La Direction de la CEIC est le principal responsable de l'intégralité et de l'objectivité des données contenues dans ces états financiers. Pour la plus grande objectivité possible, les données financières contenues dans ces états ont été examinées par la haute direction de la CEIC.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées dans la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Une partie de l'information contenue dans les états financiers est fondée sur les meilleures estimations possibles de la Direction et s'appuie sur son discernement; également, elle tient bien compte de l'importance des faits. Pour assumer ses responsabilités en matière de rapport, la CEIC tient une série de comptes qui sert de registre centralisé des opérations financières de la CEIC. L'information financière contenue dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics est identique à celle dans les états financiers, à moins d'indication contraire.

Les services financiers élaborent et diffusent des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité, et émettent des directives à l'appui des normes de comptabilité et de gestion financière. La CEIC tient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont effectuées conformément aux règlements prescrits, sans dépasser les crédits parlementaires, et sont enregistrées de façon appropriée afin que les fonds gouvernementaux puissent être justifiés et que les actifs de la CEIC soient sauvegardés. Aux systèmes de gestion financière et de contrôle interne viennent s'ajouter des programmes de vérification interne donnant lieu à des relations fréquentes entre le personnel de la CEIC et celui du Bureau du Vérificateur général. La CEIC cherche également à assurer l'objectivité et l'intégralité des données dans ses états financiers grâce à la sélection soignée, à la formation et au perfectionnement de personnel qualifié, grâce à des arrangements sur le plan de l'organisation qui permettront un partage approprié des responsabilités et grâce à des programmes de communication qui permettront de bien faire comprendre à toute l'organisation les règlements, les politiques, les normes et les autorisations en matière de gestion.

Approuvé par:

Président
GAÉTAN LUSSIER

Agent financier supérieur
PAUL GAUVIN

le 28 août 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Coût net de l'exploitation	4,816,971	4,682,977
Plus: recettes non fiscales	33,682	19,861
Emploi des crédits (note 3)	4,850,653	4,702,838

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Un état consolidé de toutes les activités financières sous la responsabilité de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et du ministère de l'Emploi et de l'Immigration figure sous la note 8.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Programme d'emploi et d'assurance		
Assurance-chômage	3,278,053	3,258,727
Mise en valeur des ressources humaines	1,596,905	1,487,298
Service national de placement	319,315	320,925
Gestion du programme et services communs	142,847	123,335
	5,337,120	5,190,285
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration de la Commission	250,020	235,870
Systèmes et procédures	24,632	23,939
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	3,910	3,819
Administration des rentes sur l'État	2,862	2,768
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	781	745
	282,205	267,141
Programme d'immigration		
Opérations du programme	90,310	80,084
Établissement	49,500	41,844
Gestion et élaboration de la politique	14,830	11,242
Arbitrage	3,906	3,918
Comité consultatif du statut de réfugié	2,510	1,978
	161,056	139,066
	5,780,381	5,596,492
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Recouvrement des frais d'administration du compte d'assurance-chômage	929,728	893,654
Recettes non fiscales		
Rémunération de services	14,930	1,414
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	11,154	8,466
Produits de placements	829	811
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	3,126	6,015
Amendes d'assurance-chômage	1,836	904
Amendes et confiscations de l'immigration	960	1,096
Recouvrement des frais d'expulsion	645	864
Autres	202	291
	963,410	913,515
Coût net des opérations	4,816,971	4,682,977

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectifs

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada a été créée en vertu de l'article 7 de la Loi régissant l'emploi et l'immigration de 1977 et est un établissement financier mentionné à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Toutes les dépenses de fonctionnement, les contributions et les subventions de la Commission sont financées par les autorisations budgétaires tombées en annulation tandis que les avantages sociaux des employés, les prestations de retraite supplémentaires des agents des rentes sur l'État et la contribution de l'État au compte d'assurance-chômage et au titre des prestations versées aux pêcheurs dépendent d'autorisations législatives. La Commission comprend trois secteurs de programmes dont voici les objectifs:

Programme de services généraux et spéciaux—Assurer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes, de fournir le soutien stratégique, opérationnel et administratif permettant à Emploi et Immigration Canada de remplir son mandat et de pourvoir à d'autres fonctions qui lui sont dévolues.

Programme d'emploi et d'assurance—Favoriser la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada en rendant toutes les ressources humaines pleinement productives tout en appuyant les initiatives personnelles de ceux qui désirent satisfaire leurs besoins économiques et, plus généralement, s'épanouir par le travail.

Programme d'immigration—Régler l'admission des immigrants et des visiteurs en fonction des intérêts économiques, sociaux, humanitaires et culturels du Canada.

En vertu d'une autorisation statutaire non budgétaire accordée par le ministre des Finances aux termes de l'article 121 de la Loi sur l'immigration, des prêts sont consentis aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé ne pourra à aucun moment dépasser 90 millions de dollars.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé conformément aux conventions comptables suivantes:

(i) Sont enregistrées les dépenses faites pour tous les biens reçus et les services fournis jusqu'au 31 mars, conformément à la politique comptable gouvernementale de paiement en fin d'exercice, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des indemnités de congés payés.

(ii) Les recettes sont enregistrées selon les méthodes de comptabilité de caisse, conformément aux conventions comptables gouvernementales.

(iii) Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice au cours de laquelle la dépense a été engagée.

(iv) Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par d'autres ministères gouvernementaux sont indiqués dans l'état des résultats d'exploitation.

(v) Les remboursements de dépenses d'exercices précédents sont inscrits comme recettes une fois reçus et ne sont pas soustraits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA
(en milliers de dollars)

	1986-87	1985-86
Programme d'emploi et d'assurance		
Crédit 10	87,924	607,054
Annulé	5,049	22,632
	82,875	584,422
Crédit 15	1,716,089	1,297,435
Annulé	156,332	358,801
	1,559,757	938,634
Contributions statutaires au compte d'assurance-chômage	2,710,182	2,743,818
Contributions statutaires au titre des prestations versées aux pêcheurs	201,401	176,355
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	84,592	79,186
Remboursements statutaires des montants portés aux recettes d'exercices précédents	(1)	1
Total du programme	4,638,806	4,522,416
Programme des services généraux et spéciaux		
Crédit 5	35,925	32,676
Annulé	678	6,345
	35,247	26,331
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	15,509	14,989
Prestations de retraite statutaires—Pensions des agents des rentes sur l'État	36	36
Total du programme	50,792	41,356
Programme d'immigration		
Crédit 20	105,063	90,208
Annulé	2,168	2,430
	102,895	87,778
Crédit 21	38	
Annulé	5	
	33	
Crédit 25	52,794	41,463
Annulé	5,710	859
	47,084	40,604
Contributions statutaires aux régimes d'avantages sociaux des employés	11,022	10,618
Remboursements statutaires de montants portés aux recettes d'exercices précédents	21	66
Total du programme	161,055	139,066
Emploi total des crédits	4,850,653	4,702,838

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les comptes débiteurs se composent des trop-payés en salaires, des frais et amendes que doivent payer les entreprises de transport en vertu de la Loi sur l'immigration, des amendes que doivent payer les prestataires en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage, les trop-payés dans les programmes d'emploi et de l'assurance-chômage, les prêts non remboursés accordés aux immigrants et d'autres montants divers à percevoir.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Suite*

	1986-87	1985-86
	(en milliers de dollars)	
Interministériel		
Tiers		
Emploi et assurance—Trop-payés		
Trop-payés des prestations d'assurance-chômage	104,990	96,933
Section 47—Assurance-chômage	16,139	14,311
Amendes d'assurance-chômage	4,542	4,566
Programme national de formation en établissement	4,013	2,556
Canada au travail	1,230	1,355
Développement de l'emploi	831	
Été Canada	820	1,028
Intégration professionnelle	815	
Remboursements de prestations	541	2,197
Programme de relance de l'aide à l'emploi	418	803
Programme d'aide à la création locale d'emplois	375	389
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail	363	69
Projets de développement communautaire du Canada	167	216
Programme extension	151	139
Programme de mobilité de la main-d'œuvre du Canada	151	143
Programme option formation jeunesse	92	120
Initiatives locales	76	134
Programme d'aide au développement économique local	72	324
Formation générale dans l'industrie	70	81
Services d'information de gestion	45	44
Projets de services communautaires du Canada	44	14
Accès-carrière	33	19
Autres programmes	30	40
Acquisition de compétences	30	
Programme d'emploi pour les innovations technologiques	25	103
Défi 86	23	
Programme compagnie de travailleurs	17	43
Jeunesse Canada au travail	16	19
Travail partagé d'assurance-chômage	15	
Programme à l'intention des personnes défavorisées sur le plan de l'emploi	14	10
Pénuries de main-d'œuvre	11	
Planification de l'emploi	8	
Formation dans les métiers en pénurie de main-d'œuvre	5	
Formation de la gestion des entreprises	5	
Programmes d'aide à l'adaptation des travailleurs		36
Programme d'emploi d'été des jeunes		8
Prestataires en fin de droit		5
Programme d'initiatives—Volontariat		18
Programme Défi 85		238
	136,177	125,961
Immigration		
Frais d'expulsion	3,443	2,469
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Intérêts à recevoir	699	720
Amendes infligées aux transporteurs	354	196
Trop-payés d'aide à l'adaptation	242	273
Autres	5	8
	4,743	3,666
Administration		
Détachements	127	
Divers	81	43
Trop-payés en salaires	29	29
	237	72
Total	141,157	129,699

5. Fonds en fiducie et comptes à fins déterminées

Il appartient également à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada d'administrer et de contrôler les fonds en fiducie et comptes à fins déterminées qui suivent.

a) Compte d'assurance-chômage

La Loi sur l'assurance-chômage prévoit un programme d'assurance-chômage contributif obligatoire qui s'applique à tous les employés, sous réserve d'exceptions mineures.

La Loi autorise l'existence d'un compte dans les Comptes du Canada désigné sous le nom de compte d'assurance-chômage.

La Loi porte que ce qui suit sera porté au crédit du compte d'assurance-chômage: a) les cotisations, amendes, pénalités et intérêts; b) la part gouvernementale des prestations versées; c) les remboursements des trop-payés de prestations, et les remboursements de prestations; d) les montants relatifs aux services fournis à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, ou au public; e) les montants fournis à toute autre fin liée à l'assurance-chômage et autorisés par un crédit géré par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada; et f) l'intérêt sur le solde du compte aux taux que le ministre des Finances peut autoriser. La Loi dispose également que ce qui suit soit porté au débit du compte: a) les prestations versées en vertu de la Loi; b) les frais d'administration de la Loi; et, c) l'intérêt sur les avances faites par le ministre des Finances.

Des prêts à intérêts sont faits au compte d'assurance-chômage, en vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, par suite des contributions insuffisantes des employeurs et des employés. Le taux d'intérêt annuel sur le solde du prêt non remboursé au 31 mars 1987 se situera entre 8,05% et 11,50% et ce solde devra être remboursé entre le 30 avril 1987 et le 31 mars 1989.

OPÉRATIONS DU COMPTE D'ASSURANCE-CHÔMAGE
(en millions de dollars)

	1986-87	1985-86
Solde au 1er avril (déficit)	(4,335)	(5,077)
Rentrées et autres crédits		
Contributions—		
Employeur et employé[1]	9,819	8,955
État[1]	2,912	2,920
Revenus d'investissements	3	5
	12,734	11,880
Paiements et autres débits		
Prestations[1]	10,522	10,010
Frais de fonctionnement	937	903
Intérêts	837	225
	12,296	11,138
Augmentation ou (diminution) nette	438	742
Solde au 31 mars (déficit)[2]	(3,897)	(4,335)

[1] Les prestations versées aux pêcheurs qui s'élèvent à 201 millions de dollars (en 1986, 189 millions de dollars), la contribution de l'État à cet égard qui atteint 185 millions de dollars (en 1986, 176 millions de dollars) et les cotisations des pêcheurs qui totalisent 16 millions de dollars (en 1986, 13 millions de dollars) sont compris dans cet état.

[2] En vertu du paragraphe 137(1) de la Loi sur l'assurance-chômage, des prêts à intérêts atteignant 3 milliards 606 millions de dollars (en 1986, 4 milliards 229 millions de dollars) ont été accordés aux fins du compte d'assurance-chômage, entraînant un solde déficitaire net de 291 millions de dollars au 31 mars 1987 (en 1986, 106 millions de dollars).

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Suite*

b) Compte des rentes sur l'État

Ce compte a été créé par la Loi relative aux rentes sur l'État et modifié par la Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État, qui mettait fin à la vente de ces rentes. Le compte est évalué chaque exercice selon les méthodes actuarielles, et le déficit ou l'excédent imputé au débit ou au crédit du Fonds de revenu consolidé. Les comptes du compte des rentes sur l'État sont tenus selon les principes de la comptabilité d'exercice.

La Loi relative aux rentes sur l'État a été adoptée afin d'aider les Canadiens à se préparer financièrement à leurs vieux jours en achetant des rentes sur l'État. La Loi sur l'augmentation du rendement des rentes sur l'État a accru le taux de rendement et la flexibilité des contrats de rentes sur l'État, et mis fin à la vente de rentes.

Les rentrées et autres crédits sont composés des cotisations reçues, des montants demandés au Fonds du revenu consolidé pour les rentiers non repérés auparavant, des intérêts gagnés et articles transférés des recettes des exercices précédents pour couvrir le déficit actuariel. Les paiements et autres débits représentent les rentes échues, la valeur de rachat des prestations de décès, les remboursements et retraits de cotisations, les excédents actuariels ainsi que les articles non demandés transférés aux recettes non fiscales. Les montants des rentes non demandées pour le motif que les rentiers ne peuvent pas être repérés, sont transférés aux recettes non fiscales.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES RENTES SUR L'ÉTAT
(en milliers de dollars)

	1986-87	1985-86
Solde au 1er avril	1,056,855	1,089,629
Rentrées et autres crédits		
Intérêt du Canada	70,254	72,555
Cotisations	610	840
Autres	78	71
	70,942	73,466
Paiements et autres débits		
Paiements de rentes	100,341	99,887
Remboursements de cotisations	2,752	2,914
Rentes non demandées	212	313
	103,305	103,114
Augmentation ou (diminution) nette	(32,363)	(29,648)
Excédent actuariel, excédent des rentes non payées enregistrées à la fin de l'exercice par rapport aux rentes non payées calculées	(2,159)	(3,126)
Solde au 31 mars	1,022,333	1,056,855

c) Compte des pensions des agents des rentes sur l'État

Ce régime de pensions verse des prestations de pension aux anciens fonctionnaires admissibles dont le travail consistait à vendre au public des rentes sur l'État. Pendant l'exercice, des intérêts atteignant $1,380, calculés au taux de 4% par année, ont été portés au crédit du compte et au débit de l'intérêt sur la dette publique. Les contributions de la Direction générale des rentes sur l'État, à titre d'ancien employeur, s'élevaient à $8,829 et les paiements et autres débits du compte s'élevaient à $16,241.

OPÉRATIONS DU COMPTE DES PENSIONS DES AGENTS DES RENTES SUR L'ÉTAT

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	41,002	47,801
Rentrées et autres crédits	10,209	10,712
Paiements et autres débits	16,241	17,511
Augmentation ou (diminution) nette	(6,032)	(6,799)
Solde au 31 mars	34,970	41,002

d) Fonds de garantie de l'immigration

Ce compte contient les montants recueillis et retenus en attendant leur disposition finale, c'est-à-dire soit le remboursement au dépositaire initial, soit leur saisie par la Couronne.

Au cours de l'exercice, les retraits ont totalisé $3,796,964 et étaient composés des remboursements aux dépositaires $3,517,914, des frais du ministère récupérés à partir des dépôts $2,677 et des saisies par la Couronne $276,373.

OPÉRATIONS DU FONDS DE GARANTIE DE L'IMMIGRATION
(en milliers de dollars)

	1986-87	1985-86
Solde au 1er avril	6,551	5,892
Rentrées et autres crédits	2,510	2,345
Paiements et autres débits	3,797	1,686
Augmentation ou (diminution) nette	(1,287)	659
Solde au 31 mars	5,264	6,551
Titres en fiducie au début de l'exercice	60	50
Titres reçus tout au long de l'exercice		10
Titres remboursés pendant l'exercice	10	
Moins: les titres en fiducie à la fin de l'exercice	50	60
Solde net au 31 mars	5,214	6,491

e) Programme de relance de l'aide à l'emploi

Le Programme de relance de l'aide à l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Ce compte a été fermé en 1985-86.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Suite*

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE RELANCE DE L'AIDE À L'EMPLOI

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril		44,760
Rentrées et autres crédits		6,438
Paiements et autres débits		51,198
Augmentation ou (diminution) nette		(44,760)
Solde au 31 mars		

f) Programme Canada au travail

Le Programme Canada au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Ce compte a été fermé pendant l'exercice.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	7,722	
Rentrées et autres crédits	8,011	243,506
Paiements et autres débits	15,733	235,784
Augmentation ou (diminution) nette	(7,722)	7,722
Solde au 31 mars		7,722

g) Programme d'emploi d'été/Expérience de travail

Le Programme d'emploi d'été/Expérience de travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $1,527,701 et les paiements $1,499,475 consistant en des paiements aux promoteurs de $1,453,982 et des remboursements aux provinces de $45,493.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'EMPLOI D'ÉTÉ/ EXPÉRIENCE DE TRAVAIL

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	46,215	
Rentrées et autres crédits	1,527,701	2,037,709
Paiements et autres débits	1,499,475	1,991,494
Augmentation ou (diminution) nette	28,226	46,215
Solde au 31 mars	74,441	46,215

h) Programme d'ateliers d'orientation au travail

Le Programme d'ateliers d'orientation au travail est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $112,444 et les paiements $105,242 consistant en paiements aux promoteurs de $99,989 et en remboursements aux provinces de $5,253.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ATELIERS D'ORIENTATION AU TRAVAIL

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	1,197	
Rentrées et autres crédits	112,444	12,000
Paiements et autres débits	105,242	10,803
Augmentation ou (diminution) nette	7,202	1,197
Solde au 31 mars	8,399	1,197

i) Programme de la planification de l'emploi

Le Programme de la planification de l'emploi est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux.

Ce compte contient les avances faites par les provinces, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $300,000 et les paiements $1,405,279 en des remboursements aux promoteurs.

OPÉRATIONS DU PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	1,795,849	
Rentrées et autres crédits	300,000	3,070,926
Paiements et autres débits	1,405,279	1,275,077
Augmentation ou (diminution) nette	(1,105,279)	1,795,849
Solde au 31 mars	690,570	1,795,849

j) Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines

Le Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines est financé conjointement par les gouvernements fédéral et territoriaux.

Ce compte contient les avances faites par les gouvernements territoriaux, au titre de leur part des coûts des projets, et détenues en fiducie en attendant les paiements aux promoteurs des projets. Pendant l'exercice, les dépôts ont totalisé $191,812 et les paiements $157,843 en des remboursements aux gouvernements territoriaux.

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Suite*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Suite*

OPÉRATIONS DU PROGRAMME D'ENTENTE AUXILIAIRE AVEC LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST POUR LE PERFECTIONNEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	(33,969)	
Rentrées et autres crédits	191,812	105,213
Paiements et autres débits	157,843	139,182
Augmentation ou (diminution) nette	33,969	(33,969)
Solde au 31 mars		(33,969)

6. Prêts, investissements et avances

Fonds de prêts d'aide à l'immigration—Emploi et Immigration

L'article 121 de la Loi sur l'immigration autorise l'accord de prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites.

Le montant total non remboursé autorisé ne peut dépasser à aucun moment 90 millions de dollars.

Voici les modalités relatives aux prêts, avec leurs soldes à la fin de l'exercice:

a) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 6 mois, à intérêts de 6% à 15% par année, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1987 et le 1er avril 1992 (solde à la fin de l'exercice: $5,399,859); et

b) remboursables par versements mensuels échelonnés sur 1 à 5 ans avec possibilité de report de 2 ans, sans intérêt, les derniers versements devant être faits entre le 1er avril 1987 et le 1er avril 1992 (solde à la fin de l'exercice: $56,597,619).

OPÉRATIONS DU FONDS DE PRÊTS D'AIDE À L'IMMIGRATION

	1986-87	1985-86
	$	$
Solde au 1er avril	57,637,103	54,825,671
Rentrées et autres crédits	13,928,242	16,306,928
Paiements et autres débits	18,288,617	19,118,360
Augmentation ou (diminution) nette	4,360,375	2,811,432
Solde au 31 mars	61,997,478	57,637,103

7. Passif éventuel

Treize poursuites ont été intentées contre la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Ces poursuites proviennent d'un client pour des lésions corporelles, trois pour bris de contrat venant d'un employé et de deux firmes privées; deux pour souffrances morales de la part d'un employé dans son milieu de travail et d'un citoyen suite à son arrestation; quatre poursuites pour perte de revenu, deux de la part d'employés et deux du secteur privé; trois poursuites de citoyens pour dommages généraux. Le montant total du passif éventuel s'élève à $7,680,316 et aucune date n'a encore été fixée pour l'audition de ces cas.

8. État consolidé des rentrées et sorties de fonds

Le présent état consolidé représente l'ensemble de toutes les activités financières associées au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, au compte d'assurance-chômage, au compte des rentes sur l'État et à d'autres fonds en fiducie et comptes à fins déterminées mentionnés dans la note 5 précédente. C'est un résumé de toutes les opérations d'Emploi et Immigration Canada.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES ET SORTIES DE FONDS POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1986-87	1985-86
Sorties de fonds		
Programme d'emploi et d'assurance		
Prestations d'assurance-chômage	10,521,719	10,009,602
Mise en valeur des ressources humaines	1,596,905	1,487,298
Paiements d'intérêts—Assurance-chômage	834,109	220,950
Assurance-chômage	366,469	338,554
Service national de placement	319,315	320,925
Gestion du programme et services communs	142,847	123,335
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Paiements et remboursements aux provinces	1,499	1,991
Programme de la planification de l'emploi—Paiements et remboursements aux provinces	1,405	1,275
Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines—Paiements et remboursements aux gouvernements territoriaux	158	139
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Paiements et remboursements aux provinces	105	11
Programme Canada au travail—Paiements et remboursements aux provinces	16	236
Programme de relance de l'aide à l'emploi—Paiements et remboursements aux provinces		51
Programme des services généraux et spéciaux		
Gestion et administration de la Commission	250,020	235,870
Paiements de rentes, etc.	103,321	103,132
Gestion et administration centrales du ministère	28,156	22,696
Systèmes et procédures	24,632	23,939
Administration de l'attribution des numéros d'assurance sociale	3,910	3,819
Administration des rentes sur l'État	2,862	2,768
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration	781	745
Programme d'immigration		
Opérations du programme	90,310	80,084
Établissement	49,500	41,844
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)	18,288	19,118
Gestion et élaboration de la politique	14,830	11,242
Arbitrage	3,906	3,918
Comité consultatif du statut de réfugié	2,510	1,978
Fonds de garantie de l'immigration—Remboursements et saisies	3,807	1,686
	14,381,380	13,057,206

Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—*Fin*

NOTES RELATIVES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Fin*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RENTRÉES
ET SORTIES DE FONDS
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE
31 MARS 1987—*Fin*
(en milliers de dollars)

	1986-87	1985-86
Rentrées de fonds		
Cotisations d'assurance-chômage	9,819,310	8,955,844
Intérêts sur les rentes, etc.	70,952	73,477
Rémunérations de services	14,930	1,414
Prêts d'aide à l'immigration (indemnité de passage)—Remboursements	13,928	16,307
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	11,277	8,643
Autres recettes		
Excédent des rentes sur l'État	3,126	6,015
Amendes d'assurance-chômage	1,836	904
Amendes et confiscations de l'immigration	960	1,096
Recouvrement des frais d'expulsion	645	864
Autres	202	291
Rajustement net des frais d'administration de l'assurance-chômage	8,669	4,489
Fonds de garantie de l'immigration—Dépôts	2,510	2,355
Programme d'emploi d'été/Expérience de travail—Dépôts du programme	1,527	2,038
Produits de placements	829	811
Programme de la planification de l'emploi—Dépôts du programme	300	3,071
Programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines—Dépôts du programme	192	105
Programme d'ateliers d'orientation au travail—Dépôts du programme	112	12
Programme Canada au travail—Dépôts du programme	8	244
Programme de relance de l'aide à l'emploi—Dépôts du programme		6
	9,951,313	9,077,986
Coût net des opérations	4,430,067	3,979,220

	1986-87	1985-86
	$	$
Rapprochement avec l'emploi des crédits		
Coût net des opérations	4,430,067	3,979,220
Recettes à valoir sur les comptes de recettes non fiscales		
Liées aux crédits	33,805	20,038
De l'excédent actuariel du compte des rentes sur l'État	2,159	3,126
Diminution (augmentation) du déficit en assurance-chômage	438,008	742,098
Diminution des rentes non payées	(34,528)	(32,781)
Augmentation du Fonds de garantie de l'immigration	(1,297)	669
Augmentation des prêts d'aide à l'immigration	(4,360)	(2,811)
Diminution du programme de relance de l'aide à l'emploi		(45)
Augmentation du programme Canada au travail	(8)	8
Augmentation du programme d'emploi d'été/Expérience de travail	28	47
Augmentation du programme d'ateliers d'orientation au travail	7	1
Augmentation du programme de la planification de l'emploi	(1,105)	1,796
Diminution du programme d'entente auxiliaire avec les Territoires du Nord-Ouest pour le perfectionnement des ressources humaines	34	(34)
Emploi des crédits	4,862,810	4,711,332

Commission des champs de bataille nationaux

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission des champs de bataille nationaux selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La Direction répond de l'intégrité et de l'objectivité de l'information donnée dans les états financiers du présent rapport. Les commissaires ont pour rôle de veiller à ce que la Direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables écrites à la note 2 sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour assumer sa responsabilité de rendre compte, la Direction maintient un système de contrôle interne qui vise à assurer dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'établissement. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers. La Commission vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le Vérificateur général du Canada a effectué une vérification de l'état des résultats pour les douze mois clos le 31 mars 1987 selon les normes de vérification généralement reconnues, son rôle étant d'exprimer un jugement avisé, à savoir si l'état financier présente fidèlement le résultat d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour la période.

L'opinion du Vérificateur général est ci-jointe.

Approuvé par:

Le Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Le Président
FERNAND TREMBLAY

le 23 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DU CRÉDIT 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	2,298,966	2,766,463
Plus: recettes non fiscales	37,280	14,870
Moins: services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,600	4,600
contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Crédit statutaire du Programme Parcs Canada	81,182	
Emploi du crédit	2,250,464	2,776,733

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état des résultats, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 mai 1987

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Paiements à titre gracieux (note 7)	660,865	989,943
Exploitation		
Traitements et indemnités	687,260	969,200
Indemnités de cessation d'emploi	10,279	3,783
Services professionnels	245,553	247,625
Entretien	149,268	31,823
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	131,900	153,179
Immobilisations	121,226	47,956
Information	39,136	10,467
Location	34,643	34,039
Transports et communications	15,701	20,994
	1,434,966	1,519,066
Administration		
Traitements et indemnités	188,242	198,783
Services professionnels	47,573	68,941
Services de comptabilité fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,600	4,600
	240,415	272,324
Total des dépenses	2,336,246	2,781,333
Recettes non fiscales		
Amendes et pénalités (note 8)	16,699	10,365
Vente d'équipement et de fournitures	14,294	
Divers	6,287	4,505
	37,280	14,870
Coût net de l'exploitation (note 3)	2,298,966	2,766,463

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par la Direction:

Secrétaire
MICHEL LEULLIER

Approuvé par la Commission:

Président
FERNAND TREMBLAY

Commission des champs de bataille nationaux—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987

1. Statut et objectifs

La Commission a été constituée en 1908 en vertu de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec dans le but d'acquérir, de préserver et d'aménager un parc des champs de bataille historiques de Québec.

La Commission est un établissement public inscrit à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi et les congés annuels qui le sont au moment du paiement.

b) Les acquisitions d'immobilisations, de fournitures et de petit outillage sont imputées aux dépenses d'exploitation l'année de leur achat.

c) Les dépenses comprennent des montants estimés pour les services reçus gratuitement d'un ministère du gouvernement.

d) Les recettes sont comptabilisées au moment de l'encaissement.

e) Les contributions au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada, pour services courants et antérieurs admissibles, sont imputées aux dépenses au moment du paiement. Tous les employés de la Commission participent à ce régime de retraite. Les employés et la Commission contribuent également au coût du régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Commission en regard de ce régime.

3. Crédit parlementaire

	1987	1986
	$	$
Commission des champs de bataille nationaux— Dépenses de fonctionnement		
Crédit 30	2,332,000	2,909,000
Annulé	(81,536)	(132,267)
Emploi du crédit	2,250,464	2,776,733
Plus: services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	4,600	4,600
contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés— Crédit statutaire du Programme Parcs Canada	81,182	
Moins: recettes non fiscales	(37,280)	(14,870)
Coût net de l'exploitation	2,298,966	2,766,463

4. Stocks de fournitures

Au 31 mars 1987, les stocks de fournitures détenus par la Commission étaient évalués à $37,352 ($48,620 au 31 mars 1986). La valeur des stocks a été établie selon la méthode du coût moyen pondéré.

5. Immobilisations

Le coût des immobilisations sous la responsabilité de la Commission se ventile comme suit:

	31 mars 1986	Acquisitions	Aliénations	31 mars 1987
	$	$	$	$
Terrains	724,710			724,710
Chaussées, promenades et aménagements	1,011,284	18,147		1,029,431
Bâtiments	299,936	56,373		356,309
Équipement	876,078	46,706	57,976	864,808
	2,912,008	121,226	57,976	2,975,258

6. Fonds spécial pour l'achat de terrains

Des fonds ont été reçus d'administrations provinciales, municipales et autres dans le but précis d'acquérir des terrains. Ces fonds ainsi que les intérêts provenant du placement de ces fonds sont comptabilisés dans un fonds spécial. Au 31 mars 1987, ce fonds spécial s'élève à $132,041 ($122,760 au 31 mars 1986) et est déposé auprès du Receveur général du Canada. Des intérêts se chiffrant à $9,281 furent gagnés en regard de l'exercice terminé à cette date ($12,020 en 1986).

7. Paiements à titre gracieux

Il a été décidé de retenir l'exemption contenue dans la Loi sur les subventions aux municipalités à l'égard des subventions en compensation d'impôts fonciers sur les parcs fédéraux dans les environnements urbains. Pour compenser la révocation des subventions versées antérieurement, le Conseil du Trésor a approuvé le versement de paiements à titre gracieux correspondant aux taxes municipales de 1985 pour l'exercice 1985-86, d'au plus les deux tiers de ces taxes pour l'exercice 1986-87 et d'au plus le tiers de ces taxes pour l'exercice 1987-88, les paiements cessant par la suite.

8. Amendes et pénalités

Pour une partie de l'exercice, les amendes et les pénalités imposées pour des infractions commises sur le territoire de la Commission ont été remises par les tribunaux directement au ministère de la Justice et déposées au Fonds du revenu consolidé. Les sommes ainsi remises et non comptabilisées par la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 se sont élevées à $7,608.

9. Engagement contractuel

Dans le cadre de ses activités, la Commission a conclu un contrat d'entretien pour l'exercice 1987-88 au montant de $117,122.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, la Commission est défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Commission.

Conseil de recherches en sciences humaines

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil de recherches en sciences humaines selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans ces états financiers ont été revues par le comité de vérification du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet les directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Approuvé par le Conseil:

Directeur, Services financiers et administratifs
P. OSBORNE

Trésorier
G. BOULIANE

le 25 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987 $	1986 $
Coût net de l'exploitation	69,826,000	63,028,000
Plus: recettes non fiscales	756,000	635,000
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	737,000	453,000
Emploi des crédits (note 3)	69,845,000	63,210,000

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES
ET LE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil de recherches en sciences humaines pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 25 juin 1987

Conseil de recherches en sciences humaines—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Subventions		
Bourses	23,571	19,697
Subventions de recherche	17,290	17,220
Subventions stratégiques	7,835	7,092
Subventions—Communication entre chercheurs	7,161	6,215
Subventions concertées	6,749	5,130
Subventions—Relations internationales	1,543	1,230
Subventions spéciales	235	611
Bourse «Jules et Gabrielle Léger»	40	39
	64,424	57,234
Exploitation		
Salaires et prestations aux employés	2,715	2,807
Indemnités de cessation d'emploi	11	108
Locaux	432	256
Dépenses pour le Conseil et ses comités	401	520
Services professionnels et spéciaux	219	243
Fournitures et approvisionnements	163	211
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	151	165
Communications et frais de voyage	126	127
Frais postaux et de transport	70	80
Publicité et publications	62	65
Location d'installations et de matériel	61	58
Réparation et entretien	6	29
	4,417	4,669
Administration		
Salaires et prestations aux employés	1,236	1,269
Indemnités de cessation d'emploi	24	24
Locaux	203	115
Acquisition d'ameublement de bureau et de matériel	68	63
Fournitures et approvisionnements	55	48
Services professionnels et spéciaux	54	125
Communications et frais de voyage	34	32
Frais postaux et de transport	31	36
Location d'installations et de matériel	28	27
Réparation et entretien	8	21
	1,741	1,760
	70,582	63,663
Recettes non fiscales		
Remboursements de dépenses d'exercices précédents	756	635
Coût net de l'exploitation (note 3)	69,826	63,028

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
W. E. TAYLOR

Le Trésorier
G. BOULIANE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1977 en vertu de la Loi du Conseil de recherches en sciences humaines et est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines.

Les dépenses de fonctionnement et de subventions sont financées par le biais d'autorisations budgétaires annuelles. Les contributions aux régimes de prestations des employés sont autorisées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, les dépenses de fonctionnement sont comptabilisées sur une base d'exercice, selon la convention comptable des comptes à payer à la fin de l'exercice du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'ameublement de bureau et de matériel est imputée aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement par d'autres ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement au Conseil par les ministères sont compris dans les dépenses de fonctionnement.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

e) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à part égale aux coûts du régime. Les contributions du Conseil sont enregistrées aux dépenses sur une base courante.

Conseil de recherches en sciences humaines—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont enregistrés lors de leur utilisation et tout montant non utilisé devient périmé en conformité avec l'article 30 de la Loi sur l'administration financière. Les crédits sont les suivants:

	Subventions		Dépenses de fonctionnement	
	1987	1986	1987	1986
	(en milliers de dollars)			
Secrétariat d'État				
Budget des dépenses principal				
Crédit 25 (45 en 86)	57,524	54,624		
Crédit 20 (40 en 86)			5,698	5,762
Budget des dépenses supplémentaire (A)	6,300			
Budget des dépenses supplémentaire (C)	600	2,900	(600)	
Contributions statutaires aux régimes de prestations des employés			542	546
	64,424	57,524	5,640	6,308
Montants périmés				
Montant non utilisé		(290)	(79)	(265)
Affectations réservées			(140)	(67)
Emploi des crédits	64,424	57,234	5,421	5,976
Ajouter: services fournis gratuitement par d'autres ministères			737	453
Déduire: recettes non fiscales			(756)	(635)
Coût net de l'exploitation	64,424	57,234	5,402	5,794

4. Renseignements supplémentaires

a) Débiteurs

Les comptes débiteurs des récipiendaires de subventions qui se chiffrent à $148,530 ($77,059 en 1986) ne sont pas présentés à l'état des résultats d'exploitation.

b) Fonds des bourses de la Reine

Le «Fonds des bourses de la Reine» consiste d'un montant de $250,000 déposé dans un compte en fiducie portant intérêt. L'intérêt gagné sert à verser des bourses à des étudiants diplômés dans certains secteurs d'études canadiennes. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats d'exploitation et sont comme suit:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	295	312
Ajouter—L'intérêt reçu	22	27
Déduire—Les bourses payées	(27)	(44)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	290	295

c) Fonds spécial en fiducie

Ce Fonds a été établi pour recevoir et débourser les fonds reçus du secteur privé pour des projets spéciaux dans le domaine des sciences humaines. Les opérations du Fonds ne sont pas présentées à l'état des résultats d'exploitation et sont comme suit:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	41	25
Ajouter —Don reçu	13	25
—L'intérêt reçu	2	3
Déduire —Les bourses payées	(38)	(12)
Solde à la fin de l'exercice, constitué de dépôts, au nom du Conseil, au Fonds du revenu consolidé	18	41

5. Engagements

Les subventions et les bourses accordées pour les exercices à venir sont assujetties à l'approbation des fonds par le Parlement. Le 31 mars 1987, les engagements pour les exercices à venir se répartissent comme suit:

	(en millions de dollars)
1988	56.9
1989	15.0
Exercices subséquents	7.6
	79.5

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des finances et de l'administration du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et les états financiers du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements des programmes de subventions et de bourses et améliorer le contrôle des dépenses et les rapports concernant les dépenses des programmes.

Approuvé par:

Trésorier
GILLES JULIEN

Contrôleur
FRED TURNER

le 30 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitaiton	320,323,781	310,751,654
Plus: recettes non fiscales	667,315	550,689
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	1,199,380	1,105,728
Emploi des crédits (note 3)	319,791,716	310,196,615

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE
ET LE
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986 (note 7)
	$	$
Dépenses		
Subventions et bourses (annexe I)		
Programmes de base	196,430,470	188,475,593
Programmes de bourses	54,176,386	55,024,074
Recherche orientée	49,821,553	44,546,225
Aide générale à la recherche et autres activités	7,636,214	10,929,972
	308,064,623	298,975,864
Exploitation		
Administration générale		
Salaires	4,800,079	4,675,419
Prestations aux employés	773,000	749,000
Indemnités de cessation d'emploi	146,401	109,090
	5,719,480	5,533,509
Services professionnels et spéciaux	2,157,904	2,079,393
Logement, services adminsitratifs et autres services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,199,380	1,105,728
Voyages, déplacements et communications	576,602	526,896
Information	522,088	654,735
Ordinateur, ameublement et autre matériel	424,244	369,646
Charges locatives	389,874	240,735
Réparation et entretien du matériel	241,279	154,052
Fournitures de bureau	155,366	173,754
	11,386,217	10,838,448
Conseil et de ses comités		
Voyages, déplacements et communications	1,280,005	1,174,602
Honoraires, services professionnels et spéciaux	251,216	299,849
Fournitures de bureau, charges locatives et information	9,035	13,580
	1,540,256	1,488,031
	12,926,473	12,326,479
	320,991,096	311,302,343
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	667,315	550,689
Coût net de l'exploitation (note 3)	320,323,781	310,751,654

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
A. W. MAY

Le Trésorier
GILLES JULIEN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil fut constitué en 1978 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et est un établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Son objectif est de promouvoir et de soutenir le développement et le maintien de la recherche ainsi que l'apport d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Les dépenses des subventions et bourses et d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les prestations aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et bourses sont imputées aux dépenses au fur et à mesure qu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toutes les autres dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, ce qui est conforme à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères et organismes gouvernementaux sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

e) Contributions au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à ce régime. Les cotisations relatives à des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations relatives à des services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, habituellement au cours d'une période équivalente au solde des années de service des employés concernés.

3. Crédits parlementaires

	1987	1986
	$	$
Science et technologie		
Crédit 25	12,273,000	11,259,000
Transféré au crédit 30	836,000	
Annulé	482,907	787,249
	10,954,093	10,471,751
Crédit 30	307,232,500	299,654,000
Transféré du crédit 25	836,000	
Annulé	3,877	678,136
	308,064,623	298,975,864
Contributions statutaires aux régimes de prestations aux employés	773,000	749,000
Total des crédits utilisés	319,791,716	310,196,615
Plus: services fournis gratuitement par des ministères et organismes gouvernementaux	1,199,380	1,105,728
Moins: recettes non fiscales	667,315	550,689
Coût net de l'exploitation	320,323,781	310,751,654

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU 31 MARS 1987—*Fin*

4. Engagements financiers

À la fin de l'exercice, le Conseil avait approuvé et s'était engagé à verser au cours des exercices futurs les subventions et bourses suivantes, à la condition que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement et que le Conseil donne son approbation finale:

	31 mars	
	1987	1986
	(en millions de dollars)	
Exercice de paiement		
1986-87		273.5
1987-88	294.9	147.9
1988-89	160.4	71.9
1989-90	73.5	9.3
1990-91	10.0	3.4
1991-92	1.7	
	540.5	506.0

5. Subventions et bourses administrées et versées au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

Les subventions et bourses administrées et versées par le Conseil au nom de ministères et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et non incluses dans l'état des résultats sont présentées en détail à l'annexe II. Pour la plupart, ces débours proviennent de fonds confiés annuellement au Conseil par des ministères et organismes gouvernementaux.

Le Conseil détenait en fiducie des fonds de subventions et bourses pour deux organismes non gouvernementaux (OTAN et EACL).

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	108,761	83,006
Fonds reçus	582,206	491,166
	690,967	574,172
Moins: déboursés de l'exercice courant	395,915	465,411
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	295,052	108,761

6. Fonds en fiducie résultant de dons

Ce compte fait état des sommes, titres et autres biens reçus sous forme de dons, de legs, ou autrement et approuvés par le Conseil. Les dons versés au compte et les paiements effectués sont assujettis aux conditions imposées lorsque les fonds ont été donnés, légués ou mis à la disposition du Conseil.

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	31,050	21,050
Dons reçus	30,150	10,000
	61,200	31,050
Moins: déboursés de l'exercice courant	28,580	
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	32,620	31,050

7. Chiffres comparatifs

Les chiffres des subventions et bourses de l'exercice 1986, présentés à des fins de comparaison, ont été modifiés en conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice 1987.

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 — ANNEXE I

	1987	1986 (note 7)
	$	$
Programmes de base		
Subventions pour dépenses courantes	151,195,964	151,753,001
Actions de recherche collective	10,138,484	7,609,470
Subventions d'appareillage	25,415,758	19,668,817
Subventions d'infrastructure	9,680,264	9,444,305
	196,430,470	188,475,593
Programmes de bourses		
Bourses de recherche du 1er cycle	7,257,793	7,463,244
Bourses d'études supérieures	29,481,363	30,443,843
Bourses de recherche	17,437,230	17,116,987
	54,176,386	55,024,074
Recherche orientée		
Subventions thématiques	31,963,856	32,480,790
Programmes conjoints universités-industrie	17,857,697	12,065,435
	49,821,553	44,546,225
Aide générale à la recherche et autres activités		
Subventions générales de recherche	1,974,445	6,170,220
Activités internationales	869,530	880,263
Autres programmes	4,792,239	3,879,489
	7,636,214	10,929,972
Total	308,064,623	298,975,864

ANNEXE DES SUBVENTIONS ET BOURSES ADMINISTRÉES ET DÉBOURSÉES POUR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, ET POUR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 — ANNEXE II

	1987	1986
	$	$
Bourses de recherche scientifique		
Agriculture Canada	1,206,667	1,228,203
Énergie, Mines et Ressources Canada	1,082,080	841,598
Pêches et Océans Canada	815,054	881,233
Conseil national de recherches Canada	451,111	564,005
Défense nationale	321,267	305,464
Environnement Canada	315,379	446,262
Santé et Bien-être social Canada	228,415	232,300
Communications Canada	146,364	95,635
L'Énergie atomique du Canada, Limitée	89,933	155,110
	4,656,270	4,759,810
Bourses en sciences de l'OTAN		
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	305,982	300,301
Bourses d'attachés de recherche ACDI/CRSNG		
Agence canadienne de développement international	226,360	244,967
Bourses		
Environnement Canada		62,000
Bourses postgrade en météorologie et sciences atmosphériques		
Environnement Canada		58,000
Total	5,188,612	5,425,078

Conseil de recherches médicales

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil de recherches médicales selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et à l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans les états financiers, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre détaillé des opérations financières du Conseil. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers, sauf indication contraire.

La Direction de la gestion intégrée du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives spécifiques qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût raisonnable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et de l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un pesonnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation a été vérifié par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables établies.

La Direction de la gestion intégrée a récemment mis en place un système de contrôle automatisé des engagements pris dans le cadre du programme des subventions de recherche et prévoit établir un système semblable pour les dépenses de fonctionnement du Conseil dans le prochain exercice financier. On a pris ces initiatives dans le but d'améliorer l'efficacité des systèmes de comptabilité du Conseil et la qualité des données dont dispose la gestion.

Approuvé par:

Le Directeur de la gestion intégrée
A. BELLIVEAU

Le Chef des services financiers
GUY D'ALOISIO

le 30 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Coût net de l'exploitation	168,023	161,348
Plus: recettes non fiscales	282	253
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	372	271
Emploi des crédits (note 3)	167,933	161,330

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES
ET LE
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil de recherches médicales pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juin 1987

Conseil de recherches médicales—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Subventions et bourses (tableau)		
Programme de subventions	135,156	131,587
Programme d'appui du personnel	27,946	25,520
Autres activités	888	592
	163,990	157,699
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	1,613	1,314
Indemnités de cessation d'emploi	2	16
Voyages (note 6)	599	568
Logement	263	169
Services professionnels et spéciaux	232	261
Mobilier et matériel	153	7
Publications	135	137
Communications	117	92
Fournitures et approvisionnements	49	38
Réparation et entretien du matériel	33	34
	3,196	2,636
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	739	912
Voyages (note 6)	75	85
Mobilier et matériel	73	10
Logement	59	63
Communications	54	40
Publications	50	67
Services professionnels et spéciaux	25	56
Fournitures et approvisionnements	23	23
Réparation et entretien du matériel	21	10
	1,119	1,266
	168,305	161,601
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	282	253
Coût net de l'exploitation (note 3)	168,023	161,348

Les notes et le tableau complémentaires font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
P. BOIS

Approuvé par la gestion:

Le Directeur, gestion intégrée
A. BELLIVEAU

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Conseil de recherches médicales a été constitué en 1969 en vertu de la Loi sur le Conseil de recherches médicales. Le Conseil est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Il a pour objectif d'aider à atteindre, dans les sciences de la santé, la qualité et le niveau de recherche essentiels au maintien et au perfectionnement des services de santé. Les dépenses de fonctionnement et de subventions du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été dressé conformément aux conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les subventions et les bourses sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées. À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances qui sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse, toute dépense de fonctionnement est comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cette pratique est conforme à la convention comptable du gouvernement concernant les comptes à payer à la fin de l'exercice financier.

b) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

c) Services fournis gratuitement par les ministères

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés au titre des recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social		
Crédit 80—Subventions	163,989	157,776
Annulé (dépassement)	(1)	77
	163,990	157,699
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement	3,644	3,432
Annulé	8	105
	3,636	3,327
Statutaire—Contributions aux régimes d'indemnités des employés	307	304
Total des crédits utilisés	167,933	161,330
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	372	271
Moins: recettes non fiscales	282	253
Coût net de l'exploitation	168,023	161,348

4. Fonds en fiducie

À la section 15.1 de la Loi sur le Conseil de recherches médicales, il est prévu que le Conseil administre certains fonds en fiducie séparément de ses activités financées par des crédits parlementaires. Le but et la comptabilité de ces fonds sont décrits ci-dessous:

a) En 1974, le Conseil a reçu $75,000 d'un donateur anonyme pour la création d'un fonds. L'intérêt reçu doit être utilisé pour verser des subventions pour la recherche dans les secteurs de la dyskinésie et du torticolis. D'autres dons reçus pendant l'exercice en cours et les exercices précédents non destinés à des projets particuliers ont aussi été portés au crédit de ce fonds. Les opérations effectuées à même ces fonds figurent ci-dessous:

Conseil de recherches médicales—*Suite*

NOTE AFFÉRENTES À L'ÉTAT
DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
31 MARS 1987—*Fin*

	1987	1986
	$	$
Solde en début d'exercice	82,326	79,079
Ajouter: intérêt reçu	6,328	6,933
dons	27	
Moins: subventions versées		3,686
Solde en fin d'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	88,681	82,326

b) En 1985, le Conseil a reçu un prix de distinction intitulé «The St Boniface General Hospital Research Foundation Award» qui comprenait un montant de $20,000. En reconnaissance de l'importance du prix, le Conseil, en accord avec la Fondation, a décidé d'utiliser la partie monétaire du prix pour établir un fonds en fiducie qui pourrait servir à financer des bourses d'été en recherche visant à encourager les étudiants diplômés de l'école secondaire, les étudiants de première année en prémédecine et les étudiants en médecine de première et deuxième année à s'engager dans la recherche biomédicale. Les bénéficiaires sont choisis par la Fondation, et deux bourses ont été versées en 1986-87. Les opérations effectuées à même ces fonds figurent ci-dessous:

	1987	1986
	$	$
Solde en début d'exercice	20,000	
Ajouter: dons reçus		20,000
intérêt reçu	956	
Moins: bourses d'été vesées	6,300	
Solde en fin d'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	14,656	20,000

c) Dans le cadre de la nouvelle politique des subventions de contrepartie, en février 1986, le gouvernement fédéral annonçait que le secteur privé qui veut accorder des fonds à la recherche médicale peut verser ses contributions soit aux universités soit au Conseil de recherches médicales. Lorsque le Conseil reçoit cet argent, il doit être déposé dans un compte de fiducie et les versements effectués conformément aux accords entre le donateur et le Conseil. Le Conseil a reçu une contribution de $100,000 en 1986 et un compte de fiducie a été établi selon la politique des subventions de contrepartie. Les versements effectués à partir de ce compte débuteront au cours du prochain exercice financier. Les opérations effectuées à même ces fonds, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1987, figurent ci-dessous:

	1987
	$
Contributions reçues	100,000
Intérêt reçu	1,719
Solde en fin d'exercice, en dépôt auprès du Receveur général du Canada	101,719

5. Engagements

Le Conseil s'est engagé à verser des bourses et des subventions au cours des prochains exercices, sous réserve de l'affectation de fonds par le Parlement. Les engagements des exercices à venir, au 19 juin 1987, s'établissent comme suit:

Exercice de versement	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
1986-87		154,695
1987-88	164,919	104,765
1988-89	110,283	52,168
1989-90	55,403	21,980
1990-91	22,904	10,349
1991-92	11,690	4,349
1992-93	4,349	
	369,548	348,306

6. Voyages

Les dépenses de voyage imputées à l'exploitation sont liées au processus d'évaluation par des pairs et ont été engagées par les membres des 24 comités de subventions, des 9 comités de bourses et par le personnel du Conseil, dans le but de se réunir pour examiner et évaluer les demandes de subventions et de bourses. En outre, les dépenses de voyage engagées par le Conseil, son comité exécutif et ses comités permanents et les autres membres du personnel consultatif qui ne sont pas des fonctionnaires sont également imputées à l'exploitation.

Les dépenses de voyage imputées à l'administration ont été engagées à l'égard du soutien général des activités administratives du Conseil, ce qui comprend les réunions des groupes consultatifs spéciaux établis pour étudier des questions particulières au nom du Conseil. En voici le détail:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Exploitation:		
Comités de subventions	395	359
Comités de bourses	63	65
Conseil et comité de direction	35	38
Groupe sur l'évaluation par les pairs	19	
Comités permanents	18	40
Non fonctionnaires	12	7
Fonctionnaires	57	59
	599	568
Administration:		
Groupes consultatifs	55	54
Fonctionnaires	20	31
	75	85

Tous les membres du Conseil et des comités susmentionnés ne touchent aucune rémunération. Le Conseil leur rembourse uniquement leurs frais de déplacement.

Conseil de recherches médicales—*Fin*

TABLEAU DES SUBVENTIONS ET BOURSES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Programme de subventions		
Subventions de recherches		
Fonctionnement	104,551	101,763
Appareils	3,768	6,181
Subventions de programme commun de recherche	7,299	6,342
Subventions de développement	4,365	4,365
Subventions de développement thématique	355	84
Subventions de développement des biotechnologies	318	301
Groupes du CRM	11,086	9,365
Projets spéciaux	2,399	2,086
Subventions générales de recherche	1,015	1,100
	135,156	131,587
Programmes d'appui du personnel		
Programme d'appui salarial		
Chercheurs de carrière	3,269	3,186
Chercheurs-boursiers	5,162	4,917
Scientifiques du CRM	1,824	1,416
Programmes de formation en recherche		
Bourses du Centenaire	1,097	764
Bourses de recherche	10,212	9,305
Bourses en recherche dentaire	130	91
Bourses de stagiaires de recherche	4,202	4,047
Formation supérieure et recyclage en biotechnologie	568	499
Bourses de recherche Farquharson	903	883
Voyages et échanges		
Scientifiques invités	291	198
Professeurs invités	33	30
Subventions de voyage	6	33
Ateliers et colloques	249	151
	27,946	25,520
Autres activités		
Fonds du Président	179	209
Conseil canadien de protection des animaux	337	253
Examens sur place et promotion	372	130
	888	592
	163,990	157,699

Conseil des sciences du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil des sciences du Canada (ci-après appelé le Conseil) selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil. Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'impartialité, les données financières renfermées dans ces états financiers ont été vérifiées par le comité de vérification et de contrôle du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintient de programmes de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

L'état des résultats d'exploitation ainsi que les notes afférentes à l'état ont été vérifiés par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que cet état des résultats d'exploitation du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées.

Le système comptable et les états financiers du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements. Le Conseil examine constamment ses politiques et pratiques en vue d'améliorer ses normes de comptabilité et de gestion financière.

Approuvé par:

La Directrice des finances
FERN CASEY

Le Président
STUART SMITH

le 29 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	3,119,682	4,803,498
Plus: recettes non fiscales		143
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	494,174	501,677
Emploi des crédits (note 3)	2,625,508	4,301,964

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA
ET LE
MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

J'ai vérifié l'état des résultats d'exploitation du Conseil des sciences du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

Conseil des sciences du Canada—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Traitements et indemnités aux employés	1,719,395	2,530,470
Indemnités de cessation d'emploi (note 4)	25,769	687,960
Locaux	461,894	449,981
Services professionnels et spéciaux	365,014	463,174
Publication de rapports et d'études	134,476	141,042
Dépenses des membres du Conseil	130,619	149,853
Communications	92,704	106,497
Déplacements et déménagements	68,018	75,008
Papeterie et fournitures de bureau	49,738	60,960
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	29,169	33,627
Divers	22,433	37,471
Location de matériel	16,163	48,090
Mobilier et matériel de bureau	4,290	19,508
	3,119,682	4,803,641
Recettes		
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents		143
Coût net de l'exploitation (note 3)	3,119,682	4,803,498

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé:

La Directrice des finances
FERN CASEY

Le Président
STUART SMITH

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectif

Le Conseil a été constitué en 1966 en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada et est un établissement public selon l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les dépenses d'exploitation du Conseil sont financées par le biais d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

L'objectif du Conseil est d'évaluer les besoins scientifiques et technologiques du Canada, de sensibiliser davantage le public à ces besoins et à l'interdépendance des divers groupes de la société à l'égard du développement et de l'emploi des sciences et de la technologie, et de conseiller l'État sur l'utilisation la plus judicieuse du potentiel scientifique et technologique.

2. Conventions comptables

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, qui sont comptabilisées sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, comptabilisée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Achats d'immobilisations

L'acquisition de mobilier et de matériel de bureau est imputée aux dépenses au cours de l'exercice de l'acquisition.

c) Cotisations au Régime de pension de retraite de la Fonction publique

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent également au coût du régime. Les cotisations du Conseil sont imputées aux dépenses sur une base courante.

d) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement sont inclus dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes non fiscales dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses. Ces fonds ont été remis au Receveur général du Canada.

3. Crédits parlementaires

	1987	1986
	$	$
Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie		
Crédit 35	2,388,000	4,583,000
Supplémenté par le Conseil du Trésor		
Crédit 5	13,000	
Crédit 10	3,600	4,862
	2,404,600	4,587,862
Annulé	1,092	698,898
	2,403,508	3,888,964
Cotisations statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	222,000	413,000
Total des crédits	2,625,508	4,301,964
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	494,174	501,677
Moins: recettes non fiscales		143
Coût net de l'exploitation	3,119,682	4,803,498

4. Indemnités de cessation d'emploi

En 1985-86, les dépenses du Conseil au chapitre des indemnités de cessation d'emploi se sont élevées à $687,960 et comprenaient les paiements versés en vertu de l'offre faite par le Conseil à 27 de ses employés mis en disponibilité dans le cadre du programme de retraite anticipée du Conseil du Trésor. Les dépenses de $25,769 encourues en 1986-87 représentent des paiements d'augmentations de salaires rétroactives sur les montants payés aux employés ayant quitté l'emploi du Conseil en 1985-86.

5. Legs de Claudia de Hueck

En 1986-87, le Conseil a reçu un legs de Madame Claudia de Hueck dans le but de promouvoir l'étude des humanités, tel que le Conseil peut l'entendre, et pour des fins éducatives en général. Les transactions relatives à ce compte ne sont pas incluses dans l'état des résultats d'exploitation. Elles sont les suivantes:

	1987
	$
Principal reçu au cours de l'exercice	325,545
Intérêt reçu au cours de l'exercice	20,340
	345,885
Déboursés faits au cours de l'exercice	
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	345,885

Conseil économique du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil économique du Canada selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe au fonctionnaire administratif supérieur du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. Les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers du Conseil établit et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne établis conformément aux normes de vérification interne du Conseil du Trésor du Canada et du Contrôleur général. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et à des programmes de communication destinés à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans tout l'organisme.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général du Canada, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que l'état des résultats du Conseil, pris dans son intégralité, présente fidèlement les opérations financières du Conseil selon les conventions comptables énoncées pour l'exercice terminé le 31 mars 1987.

Le système comptable et les états financiers du Conseil se sont développés au cours des années pour répondre aux changements et fournir les rapports requis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Conseil. Mettant à contribution son système informatisé pour le contrôle interne et la préparation des rapports financiers, le Conseil parvient maintenant à établir des prévisions plus exactes concernant ses projets futurs et ultimement afin d'améliorer son processus décisionnel continu. Comme première phase d'un plan quinquennal, on procède actuellement à une vérification interne complète visant à évaluer les contrôles financiers et la préparation des états financiers, et éventuellement à formuler des recommandations en vue de leur amélioration.

Approuvé par:

Agent financier supérieur
CATHERINE CHAPMAN

Agent financier supérieur à plein temps
MAURICE R. LACASSE

le 30 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS DU 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	9,727,528	9,500,222
Plus: recettes non fiscales	4,083	20,183
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	960,450	935,638
Emploi des crédits (note 3)	8,771,161	8,584,767

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA
ET LE
PREMIER MINISTRE DU CANADA

J'ai vérifié l'état des résultats du Conseil économique du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats d'exploitation du Conseil pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1987

Conseil économique du Canada—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Exploitation		
Traitements et indemnités aux employés	5,750,076	5,432,456
Logement	833,322	833,262
Services professionnels et spéciaux	793,214	744,552
Mobilier et matériel de bureau	239,206	40,954
Publicité, publication de rapports et d'études	217,323	232,420
Communications	194,652	220,757
Papeterie et fournitures de bureau	185,204	174,974
Voyages et déménagements	128,232	126,898
Location de matériel	56,600	44,932
Réparation du mobilier et du matériel de bureau	31,337	50,014
Réaménagement	30,931	33,993
Autres	9,558	8,829
	8,469,655	7,944,041
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	683,953	727,635
Dépenses du Conseil exécutif	281,970	418,510
Indemnités de cessation d'emploi	158,500	281,044
Services professionnels et spéciaux	107,843	120,868
Voyages	29,690	28,307
	1,261,956	1,576,364
	9,731,611	9,520,405
Recettes		
Recettes non fiscales		
Remboursements de dépenses des exercices précédents	3,959	20,138
Autres	124	45
	4,083	20,183
Coût net de l'exploitation (note 3)	9,727,528	9,500,222

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante de cet état.

Approuvé par le Conseil:

La Présidente
JUDITH MAXWELL

La Directrice, Finances et administration
CATHERINE CHAPMAN

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Conseil a été constitué en 1963 en vertu de la Loi sur le Conseil économique du Canada et est une société ministérielle nommée à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

L'objectif du Conseil est de renseigner le Premier ministre et de lui faire des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production utile afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu de croissance économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie.

Les fonds couvrant les dépenses de fonctionnement du Conseil proviennent d'une autorisation budgétaire annuelle. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'autorisations statutaires.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément à la convention comptable des CAPAFE du gouvernement, à l'exception des indemnités de cessation d'emploi et de vacances, lesquelles sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Acquisitions d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement de l'exercice d'acquisition.

c) Services fournis gratuitement

Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Remboursements de dépenses des exercices précédents

Les remboursements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés aux recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1987	1986
	$	$
Conseil privé		
Crédit 20	7,992,000	7,859,000
Complété par le Conseil du Trésor		
Crédit 5	83,000	268,899
	8,075,000	8,127,899
Montant périmé	191,839	410,132
	7,883,161	7,717,767
Contributions statutaires aux régimes d'indemnités aux employés	888,000	867,000
Total des crédits utilisés	8,771,161	8,584,767
Plus: services fournis gratuitement par les ministères	960,450	935,638
Moins: recettes non fiscales	4,083	20,183
Coût net de l'exploitation	9,727,528	9,500,222

4. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de l'exercice 1986 ont été modifiés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice 1987.

Conseil national de recherches du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers du Conseil national de recherches du Canada selon les normes et exigences de rendre compte du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion et tiennent compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de toute ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

La Direction des finances du Conseil développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. Le Conseil maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programme de vérification interne. Le Conseil vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Le système comptable et les états financiers du Conseil ont évolué au cours des années pour répondre aux conditions et besoins changeants. Un secteur où le degré d'activité s'est intensifié au cours de l'année écoulée est celui de la gestion de la trésorerie. La Direction des finances du Conseil, conjointement avec les organismes centraux, a mis au point un programme visant à améliorer les pratiques de gestion de la trésorerie et a étudié, par la même occasion, les moyens d'accélérer le recouvrement des sommes qui lui sont dues et, inversement, de s'assurer que les factures ne sont pas payées plus tôt qu'il ne le faut.

À cette fin, le système a été modifié pour tenir compte de la nouvelle politique du gouvernement sur le paiement des factures à la date d'échéance. Un projet de refonte et perfectionnement de l'actuel système automatisé des comptes débiteurs a été entrepris en vue d'améliorer la gestion des comptes et d'accélérer le processus de recouvrement. Le nouveau système était opérationnel en juin 1987. Un second projet, introduisant l'acceptation de cartes de crédit comme moyen de paiement pour les produits et services du CNRC, a débuté en octobre 1986.

Approuvé par:

Président
L. KERWIN

Contrôleur
J. K. PULFER

le 4 août 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	439,443,565	443,548,008
Plus: recettes non fiscales	1,415,681	1,472,835
Moins: services fournis gratuitement par le Conseil et d'autres ministères du gouvernement	28,000,000	28,000,000
Emploi des crédits (note 3)	412,859,246	417,020,843

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

Conseil national de recherches du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Subventions et contributions		
Subventions		
Subventions aux municipalités en conformité avec la Loi sur les subventions aux municipalités	2,593,000	1,969,000
Affiliations internationales	585,974	500,217
	3,178,974	2,469,217
Contributions		
Aide à l'industrie	66,842,308	66,505,462
Projet TRIUMF	26,092,846	26,715,000
Projets énergétiques	5,526,420	13,504,994
Autre	3,594,298	1,307,394
Quote-part canadienne des frais de la Société du télescope Canada-France-Hawaii	2,602,030	2,424,565
	107,836,876	112,926,632
Capital		
Programme des sciences spatiales	22,633,575	16,494,725
Dépenses d'immobilisations mineures	20,766,188	15,556,694
Institut de recherche en biotechnologie	10,335,936	19,231,215
Programme de remplacement d'immobilisations majeures	7,208,381	6,272,678
Autre	5,432,800	8,478,777
Institut de technologie en production industrielle	1,004,970	7,864,823
Système de télémanipulation	598,058	2,453,086
Dépenses en capital—Énergie		436,000
	67,979,908	76,787,998
Fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux des employés	136,604,593	131,788,689
Indemnités de cessation d'emploi	10,480,454	1,002,279
Services publics, fournitures et approvisionnements	33,715,080	30,861,109
Location	30,179,138	29,147,012
Services professionnels et spéciaux	19,080,351	22,892,100
Transports et communications	7,360,574	6,315,529
Information	4,212,318	3,483,860
Autre	203	12,386
	241,632,711	225,502,964
Administration		
Salaires et avantages sociaux des employés	22,838,086	22,000,599
Indemnités de cessation d'emploi	2,256,882	115,485
Services publics, fournitures et approvisionnements	7,604,640	7,479,897
Transports et communications	5,204,209	5,212,362
Location	4,844,189	3,442,560
Services professionnels et spéciaux	4,787,726	6,305,661
Information	86,664	217,902
Autre	17,687	18,738
	47,640,083	44,793,204
	465,089,578	460,010,798
Recettes		
Recettes à valoir sur le crédit		
Rémunération de services	15,468,085	11,890,437
Transfert du fonds spécial des exercices précédents	4,980,000	
Ventes de publications	3,782,247	3,099,518
	24,230,332	14,989,955
Recettes non fiscales		
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	1,364,962	1,415,758
Autres	50,719	57,077
	25,646,013	16,462,790
Coût net de l'exploitation (note 3)	439,443,565	443,548,008

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 MARS 1987

1. Autorisation et objectif

Le Conseil national de recherches du Canada a été constitué en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches 1966-67, et est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Les objectifs du Conseil sont de créer et d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques pour répondre aux besoins canadiens en matière de développement économique, régional et social et d'en promouvoir l'application et d'encourager l'utilisation par le public et le gouvernement canadiens de l'information scientifique et technique correspondant aux besoins nationaux en matière de développement économique, régional et social. Les dépenses de fonctionnement, en capital et de subventions du Conseil sont financées par le biais de crédits budgétaires tombés en annulation et de recettes à valoir sur le crédit. Les indemnités aux employés sont autorisées par le biais d'une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

L'état des résultats d'exploitation a été préparé en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Réalisations des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Réalisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement, l'année de leur achat.

d) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Recouvrements de dépenses d'exercices précédents

Les recouvrements de dépenses d'exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

Conseil national de recherches du Canada—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Fin*

3. Crédits parlementaires

	1987			1986
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Crédit 10	240,332,075	23,553,332	216,778,743	219,273,000
Annulé	(131,281)		131,281	12,295,213
	240,200,794	23,553,332	216,647,462	206,977,787
Crédit 15	67,573,000	210,000	67,363,000	90,300,000
Annulé	(406,908)	(467,000)	60,092	13,589,576
	67,979,908	677,000	67,302,908	76,710,424
Crédit 20	110,918,000		110,918,000	115,217,000
Annulé	3,081,124		3,081,124	2,290,368
	107,836,876		107,836,876	112,926,632
Contributions statutaires aux avantages sociaux des employés	21,072,000		21,072,000	20,406,000
Emploi total des crédits	437,089,578	24,230,332	412,859,246	417,020,843
Plus: services fournis gratuitement par le Conseil et d'autres ministères du gouvernement	28,000,000		28,000,000	28,000,000
Moins: recettes non fiscales		(1,415,681)	1,415,681	1,472,835
Coût net de l'exploitation	465,089,578	25,646,013	439,443,565	443,548,008

Pendant l'exercice courant la structure des crédits a été modifiée, le crédit 5 devenant le crédit 10, le crédit 10 devenant le crédit 15 et le crédit 15 devenant le crédit 20. Le crédit 20 de l'exercice précédent—Programme d'information scientifique et technique a été intégré aux crédits du programme de recherches scientifiques et industrielles. Il en résulte que le crédit 10 est passé de $187,164,209 à $206,977,787; le crédit 15 de $76,518,103 à $76,710,424; le crédit 20 de $112,848,632 à $112,926,632 et la contribution statutaire aux avantages sociaux des employés au sein du Programme de recherches scientifiques et industrielles est passée de $19,231,000 à $20,406,000.

4. Comptes débiteurs

À la fin de l'exercice, les montants à recevoir suite à la prestation de services et à la vente de publications s'établissent comme suit:

	1987	1986
	$	$
À court terme:		
Tierces parties	1,131,698	716,599
Gouvernement du Canada	3,981	3,616
	1,135,679	720,215

5. Comptes en fiducie

Le Conseil garde en fiducie des sommes d'argent qui lui ont été confiées par la Canadian Biological Society, le Shanghai Institute of Cell Biology, l'Énergie atomique du Canada Ltée et Diacel Chemical Industries Ltd.

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	63,587	24,999
Paiements effectués	13,140	43,866
Sommes d'argent reçues	218,252	82,454
Solde à la fin de l'exercice	268,699	63,587

6. Passif éventuel

Le Conseil est défendeur dans certains cas de litige reliés à ses opérations. Le montant des causes en instance et imminentes est évalué à $297,108.

7. Obligations contractuelles

Le Conseil a mis en branle des programmes de dépenses en capital s'élevant à $113,351,000 ($8,877,000 en 1987-88, $2,862,000 en 1988-89) aux fins de la modernisation et de l'agrandissement de ses laboratoires et de la modernisation de son matériel informatique. Au 31 mars 1987, le Conseil avait dépensé $101,612,000 sur ces programmes.

Directeur de l'établissement de soldats

LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT DE SOLDATS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Directeur des terres destinées aux anciens combattants

LE DIRECTEUR DES TERRES DESTINÉES AUX ANCIENS COMBATTANTS EST UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC NOMMÉ À L'ANNEXE B DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE, AUCUN REVENU ET AUCUNE DÉPENSE N'ONT ÉTÉ ENCOURUS AU COURS DE CET EXERCICE ET PAR CONSÉQUENT, AUCUN ÉTAT FINANCIER N'A ÉTÉ PRÉPARÉ POUR LES COMPTES PUBLICS.

Musées nationaux du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints des Musées nationaux du Canada, conformément aux normes et exigences établies par le Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données contenues dans ces rapports financiers revient à la Direction des MNC. Afin d'assurer une objectivité et une impartialité maximales, les données financières présentées dans ce document ont été tirées des états financiers au 31 mars 1987 publiés dans le rapport annuel des MNC et vérifiés par le Vérificateur général du Canada.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Certains des renseignements qui y figurent sont fondés sur les projections et les jugements les plus sûrs des membres de la Direction et tiennent compte, comme il se doit, de l'importance relative. Pour s'acquitter de leur responsabilité de rendre compte, les MNC tiennent une série de comptes qui constituent un dossier centralisé des transactions financières de la Société. À moins d'indication contraire, l'information financière qui figure dans les états ministériels des MNC et dans diverses sections des Comptes publics correspond à celle de ces rapports financiers.

La Direction des services financiers des MNC prépare et publie des politiques en matière de gestion financière et de comptabilité et émet des directives concernant le respect des normes en gestion financière et en comptabilité. Les MNC maintiennent des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées selon les règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et inscrites comme il se doit aux fins de la reddition des comptes du gouvernement et pour préserver les biens des MNC. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par des communications fréquentes entre le personnel des MNC et celui du Bureau du Vérificateur général. Les MNC cherchent aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données de leurs états financiers en veillant avec soin à la sélection, à la formation et au perfectionnement d'un personnel compétent, en prenant des arrangements organisationnels qui répartissent adéquatement les responsabilités et en mettant sur pied des programmes de communication visant à assurer la compréhension de leurs règlements, politiques, normes et responsabilités de gestion dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Secrétaire général adjoint
Service à la corporation
W. KOZAR

Secrétaire général
JOHN EDWARDS

le 27 août 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Coût net de l'exploitation	111,441	95,659
Plus: recettes non fiscales	1,119	213
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	26,958	21,960
Emploi des crédits (note 3)	85,602	73,912

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Opérations		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	49,614	44,031
Indemnités de cessation d'emploi	698	475
Locaux	25,873	21,125
Services professionnels et spéciaux	7,985	5,978
Fourniture et matériel de bureau	2,859	730
Déplacements	2,524	2,355
Services de protection	1,844	1,819
Réparations et entretien du matériel	1,705	2,003
Fournitures et approvisionnements	1,583	1,320
Location	1,061	938
Communications	1,013	1,122
Fret, messagerie et camionnage	800	214
Publications	486	644
Achat de livres	397	377
Publicité	256	169
Affranchissement	251	317
Comptabilité et émission de chèques	122	110
Edition et boutiques—Perte d'exploitation (annexe 2)	41	66
Divers	14	21
	99,126	83,814
Subventions et contributions		
Programmes nationaux	8,395	8,335
Musée des beaux-arts	1	
	8,396	8,335
Dépenses en capital	3,445	2,175
Acquisition de pièces de collections pour les Musées (note 7)	1,593	1,548
	5,038	3,723
	112,560	95,872
Recettes		
Services et frais de services	802	80
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	313	102
Autres	4	31
	1,119	213
Coût net de l'exploitation	111,441	95,659

Les notes ci-jointes font partie intégrante de cet état. Les notes n[os] 8, 9, 10, 11 et 12 ainsi que l'annexe 1 jointes aux états financiers vérifiés de cette section font également partie intégrante de cet état.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

CONCILIATION DU COÛT NET DE L'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Coût net de l'exploitation selon la méthode de la comptabilité d'exercice	110,740	95,959
Plus: acquisitions d'immobilisations	3,445	2,194
passif couru	131	105
augmentation (diminution) des débiteurs	(24)	60
variation du compte d'attente	20	11
rectification du compte d'attente (revenu)	8	
	3,580	2,370
Moins: amortissement	2,338	1,955
indemnités de cessation d'emploi courues	698	475
variation des stocks	(159)	229
variation des fonds en fiducie		11
rectifications de dépenses	2	
	2,879	2,670
Coût net de l'exploitation	111,441	95,659

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectifs

Les Musées nationaux sont un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière et ont été constitués en vertu de la Loi sur les musées nationaux en 1968.

Les MNC ont pour objectif de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres de l'homme ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, de façon à susciter l'intérêt envers le patrimoine naturel et culturel du Canada et à diffuser des connaissances à son sujet pour l'enrichissement des générations actuelles et futures.

Les MNC regroupent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

L'exploitation, les subventions et les contributions sont consolidées par l'autorisation d'annulation budgétaire et les avantages sociaux des employés sont autorisés statutairement.

2. Conventions comptables

a) Dépenses

Les dépenses sont enregistrées selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf les indemnités de cessation d'emploi, les congés payés et les transactions des comptes en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés sur une base de caisse, selon les conventions comptables du gouvernement du Canada.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses lors de l'exercice où elles ont été achetées.

d) Services fournis gratuitement

La valeur estimative des services fournis gratuitement par des ministères fédéraux est comprise dans les dépenses de fonctionnement.

e) Recouvrements de dépenses de l'exercice précédent

Les recouvrements de dépenses de l'exercice précédent sont enregistrés comme revenu lorsqu'ils sont reçus et ne sont pas déduits des dépenses.

f) Régime de retraite

Les employés des MNC participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et les MNC contribuent à part égale à ce régime. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus. Les contributions à l'égard des services antérieurs sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses de fonctionnement de l'édition et des boutiques ne comprennent pas les frais liés au personnel, aux déplacements, à l'entretien des locaux, aux loyers et aux services publics. Ces frais sont inclus dans les dépenses générales de fonctionnement.

3. Crédits parlementaires

	1987			1986
	Brut	Crédits	Net	Net
	$	$	$	$
Ministère des Communications				
Crédit 70 (75 en 1986)	72,259,753	1,535,390	70,724,363	63,604,128
Dépensé en trop (annulé)	1,373,982		1,373,982	(2,722,291)
Reporté	(984,674)		(984,674)	(1,042,229)
	72,649,061	1,535,390	71,113,671	59,839,608
Crédit 75 (80 en 1986)	8,396,700		8,396,700	8,852,700
Annulé	(355)		(355)	(518,122)
	8,396,345		8,396,345	8,334,578
Statutaire—Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,092,000		6,092,000	5,738,004
Total de l'emploi des crédits	87,137,406	1,535,390	85,602,016	73,912,190

4. Dépassement des dépenses sur le crédit parlementaire—Fonctionnement

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1987, les dépenses de fonctionnement ont dépassé de $1,373,000 le crédit parlementaire. Cette situation résulte principalement de l'acquistion de tous les biens du Pavillon du Canada à Expo 86 par la Corporation qui compte les utiliser dans l'aménagement des nouveaux musées. Ces biens, dont la valeur marchande est estimée à $4 millions par la gestion, ont été acquis au coût de $2 millions en vertu d'une entente contractuelle signée en août 1986.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

5. Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et brochures, dévalué sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de la désuétude.

Stocks en main à la fin de l'exercice:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions, etc.	1,201	898
Publications en cours	240	384
	1,441	1,282

6. Immobilisations et amortissement accumulé

Si les modifications comptables précédentes des MNC avaient été effectuées en conformité avec la capitalisation des immobilisations et l'enregistrement de l'amortissement accumulé, le solde serait:

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	4,966	2		4,968
Ameublement et matériel	9,800	2,252	1,073	10,979
Matériel informatique	1,352	925		2,277
Parc automobile	1,161	266	150	1,277
	17,279	3,445	1,223	19,501

Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Améliorations locatives	2,016	199		2,215
Ameublement et matériel	4,818	1,428	1,073	5,173
Matériel informatique	575	455		1,030
Parc automobile	632	255	150	737
	8,041	2,337	1,223	9,155

La durée estimative d'utilisation a été établie comme suit:

Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement et matériel	5 à 12 ans
Matériel informatique	5 ans
Parc automobile	5 ans

7. Acquisition de pièces de collections pour les musées

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Musées des beaux-arts du Canada	1,249	1,175
Musée canadien des civilisations	187	238
Musée national des sciences naturelles	74	75
Musée national des sciences et de la technologie	83	60
	1,593	1,548

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Ventes		
Édition	501	147
Boutiques	1,035	811
	1,536	958
Coût des ventes		
Édition	800	488
Boutiques	777	536
	1,577	1,024
Perte	41	66

Musées nationaux du Canada—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
MUSÉES NATIONAUX DU CANADA

J'ai vérifié le bilan des Musées nationaux du Canada au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et à comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, lesquelles ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus je déclare, ainsi qu'il est mentionné aux notes 5 et 6 afférentes aux états financiers, que la Société a dépassé son crédit parlementaire de fonctionnement, ce qui va à l'encontre des dispositions de la Loi sur l'administration financière.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 26 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	10,944	7,790
Débiteurs	327	315
Stocks (note 3)	1,441	1,282
	12,712	9,387
Compte en fiducie (annexe 1)	1,290	594
Collections	1	1
Biens immobiliers et matériel (note 4)	10,346	9,238
	24,349	19,220

PASSIF ET AVOIR	1987	1986
À court terme		
Créditeurs et frais courus	8,686	6,778
Montant dû à des ministères du gouvernement et à d'autres Sociétés d'état	3,533	2,348
Crédit parlementaire reporté (note 5)	983	1,041
Portion à court terme des prestations de cessation d'emploi courues	125	96
	13,327	10,263
Prestations de cessation d'emploi courues	4,498	3,830
Compte en fiducie (annexe 1)	1,290	594
Avoir	5,234	4,533
	24,349	19,220

Approuvé par la Direction:

Secrétaire général
JOHN EDWARDS

Secrétaire général adjoint
W. KOZAR

Approuvé par le Conseil:

Membre
RODRIGUE TREMBLAY

Membre
YVON PAGEAU

Musées nationaux du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Fonctionnement (annexe 2)	101,850	86,342
Subventions	8,396	8,335
Acquisition de pièces de collections par la Société (note 7)	1,644	1,548
	111,890	96,225
Revenus	1,150	266
Coût de l'exploitation	110,740	95,959
Financé par:		
Crédits parlementaires		
Dépenses de fonctionnement (note 5)	71,113	59,851
Subventions (note 5)	8,396	8,335
Contributions statutaires aux régimes de prestations des employés	6,093	5,738
	85,602	73,924
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement (note 8)	26,958	21,960
	112,560	95,884
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	1,820	(75)

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice	4,533	4,821
Excédent du financement sur le coût de l'exploitation (coût de l'exploitation sur le financement)	1,820	(75)
Revenus virés au Receveur général du Canada	(1,119)	(213)
Solde à la fin de l'exercice	5,234	4,533

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Rentrées (sorties) liées aux activités		
Exploitation	(79,003)	(71,281)
Investissement	(3,445)	(2,195)
Financement	85,602	73,924
Augmentation du dépôt auprès du Receveur général du Canada	3,154	448
Dépôt au début de l'exercice	7,790	7,342
Dépôt à la fin de l'exercice	10,944	7,790
Exploitation		
Coût de l'exploitation	(110,740)	(95,959)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	2,337	1,955
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	26,958	21,960
Provision de prestations de cessation d'emploi	668	519
Augmentation des composantes d'exploitation du fonds de roulement	2,893	457
Revenus virés au Receveur général du Canada	(1,119)	(213)
Sorties liées aux activités d'exploitation	(79,003)	(71,281)
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(3,445)	(2,195)
Financement		
Crédits parlementaires	85,602	73,924

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs, objectif et opérations

Les Musées nationaux du Canada est un établissement public, nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière, qui a été constitué en vertu de la Loi sur les musées nationaux en 1968.

L'objectif de la Société est de mettre en valeur les produits de la nature et les œuvres culturelles ayant trait plus particulièrement, mais non pas exclusivement, au Canada, et d'aider d'autres établissements à mettre en valeur ces produits et ces œuvres, de façon à susciter l'intérêt pour le patrimoine naturel et culturel du Canada et à en diffuser la connaissance pour l'enrichissement des générations présentes et futures.

Les opérations de la Société comprennent le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien des civilisations, le Musée national des sciences naturelles, le Musée national des sciences et de la technologie, les Programmes nationaux, la Gestion centrale et les Services à la Corporation.

2. Conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les dépenses et les revenus sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf les recouvrements des dépenses des exercices antérieurs et le compte en fiducie qui sont enregistrés selon la comptabilité de caisse. Les crédits parlementaires sont enregistrés au cours de l'exercice auquel ils s'appliquent.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

b) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, à l'exception du coût des livres et des brochures qui est amorti sur une période de cinq ans à un taux constant pour tenir compte de l'effet de la désuétude.

c) Biens immobiliers et matériel

Les biens immobiliers et le matériel sont présentés au prix coûtant et, compte tenu de leur durée estimative d'utilisation, sont amortis selon la méthode linéaire comme il suit:

Matériel	5 à 12 ans
Améliorations aux bâtiments	25 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

d) Collections

Les collections forment la plus grande part de l'actif de la Société mais elles sont déclarées à la valeur nominale de $1,000 au bilan vu les difficultés pratiques de les présenter à une valeur significative. Les pièces de collections acquises par la Société sont imputées aux dépenses dans l'exercice d'acquisition. Les pièces reçues sous forme de dons par la Société ne sont pas comptabilisées aux livres.

e) Services fournis gratuitement

Le coût des services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement est compris dans les dépenses de fonctionnement.

f) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Cette contribution représente l'obligation totale de la Société. Les contributions à l'égard des services courants sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel les services sont rendus. A l'égard des services antérieurs admissibles, les contributions sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées; les modalités de versement sont établies par les conditions de rachat qui s'appliquent.

g) Exploitation de l'édition et des boutiques

Les dépenses d'exploitation de l'édition et des boutiques, y compris les coûts qui se rapportent au personnel, aux déplacements, au transport, à la publicité, à l'entretien des édifices, au loyer et aux services d'utilité publique, sont incluses dans les dépenses générales de fonctionnement.

h) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Stocks

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Livres, brochures, reproductions et autres articles	1,201	898
Publications en cours	240	384
	1,441	1,282

4. Biens immobiliers et matériel

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	9,919	4,669	5,250	4,255
Améliorations aux bâtiments	4,968	2,215	2,753	2,949
Mobilier de bureau	4,614	2,271	2,343	2,034
	19,501	9,155	10,346	9,238

5. Crédits parlementaires

	Dépenses de fonctionnement		Subventions	
	1987	1986	1987	1986
	(en milliers de dollars)			
Ministère des Communications				
Crédit 70 (75 en 1986)	67,332	62,877		
Crédit 75 (80 en 1986)			8,396	8,853
Reporté de l'exercice précédent	1,041	544		
Complété par le Conseil du Trésor				
Crédit 5	2,217			
Crédit 10	133	182		
	70,723	63,603	8,396	8,853
Montant dépensé en trop (périmé)	1,373	(2,711)		(518)
Montant reporté	(983)	(1,041)		
Montant utilisé	71,113	59,851	8,396	8,335

Le montant reporté représente les fonds disponibles à la Société jusqu'à la fin du prochain exercice aux fins d'acquisition de pièces de collections.

Le crédit 70 (crédit 75 en 1986) comprend un montant de $4,746,000 ($816,000 en 1986) pour le déménagement dans les nouveaux musées.

6. Dépassement des dépenses sur le crédit parlementaire—Fonctionnement

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1987, les dépenses de fonctionnement ont dépassé de $1,373,000 le crédit parlementaire. Cette situation résulte principalement de l'acquisition de tous les biens du Pavillon du Canada à Expo 86 par la Corporation qui compte les utiliser dans l'aménagement des nouveaux musées. Ces biens, dont la valeur marchande est estimée à $4 millions, par la gestion, ont été acquis au coût de $2 millions en vertu d'une entente contractuelle signée en août 1986.

Musées nationaux du Canada—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

7. Pièces de collections pour la Société

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Crédit parlementaire reporté de l'exercice précédent	1,041	544
Crédit parlementaire reçu	2,045	2,045
	3,086	2,589
Acquisition de pièces de collections par la Société		
Musée des beaux-arts du Canada	1,290	1,175
Musée canadien des civilisations	187	238
Musée national des sciences naturelles	74	75
Musée national des sciences et de la technologie	93	60
	1,644	1,548
Transfert aux dépenses de fonctionnement	(459)	
Crédit parlementaire reporté au prochain exercice	983	1,041

8. Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Locaux	25,873	21,125
Prime d'assurance des employés	940	701
Comptabilité et service d'émission de chèques	122	110
Versements d'indemnités aux employés	23	24
	26,958	21,960

9. Engagements

a) Au 31 mars 1987, la Société était liée selon diverses ententes pour un montant total d'environ $2,706,000. Voici les versements minimums au cours des cinq prochains exercices:

	$
1988	866,000
1989	876,000
1990	964,000
1991	
1992	

b) Sous réserve de l'octroi des fonds par le Parlement, les versements pour les subventions approuvées s'échelonnent comme suit:

	(en milliers de dollars)
1988	7,562
1989	184
1990	19
	7,765

10. Éventualités

Des réclamations présentées à la Corporation ou pouvant l'être dans le contexte de ses opérations s'élèvent à environ $500,000, ne figurent pas dans les comptes. Il est impossible de prévoir à cette date, l'issue de ces réclamations. Les règlements éventuels de ces réclamations, s'il y en a, seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

11. Événement subséquent

Le 21 mai 1987, le Ministre des Communications a annoncé que le gouvernement avait décidé de procéder à l'élimination graduelle de la Corporation des Musées nationaux du Canada. En conséquence, les responsabilités, l'autorité et l'obligation de rendre des comptes des directeurs du Musée des beaux-arts du Canada, du Musée national des sciences et de la technologie, du Musée canadien des civilisations et du Musée national des sciences naturelles seront accrues. En outre, les Programmes nationaux seront transférés au ministère des Communications. Pour le moment, on ne peut prévoir les conséquences financières de cette décision.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation du présent exercice.

TRANSACTIONS DU COMPTE EN FIDUCIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ANNEXE I

	1987	1986
Recettes		
Dons et legs	662	531
Subventions en vertu de l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	383	
Intérêts créditeurs	53	54
	1,098	585
Déboursés		
Achat d'objets destinés aux collections de la Société	162	108
Autres	240	300
	402	408
Excédent des recettes sur les déboursés	696	177
Solde au début de l'exercice	594	417
Solde à la fin de l'exercice, constitué d'un dépôt auprès du Receveur général du Canada	1,290	594

Musées nationaux du Canada—*Fin*

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars) ANNEXE 2

	1987	1986
Coût du personnel	50,880	44,876
Locaux	25,873	21,125
Services professionnels et spéciaux	7,588	5,591
Fournitures et matériel de bureau	2,856	678
Déplacements	2,519	2,366
Amortissement	2,337	1,955
Services de protection	1,844	1,819
Réparations et entretien du matériel	1,705	1,984
Fournitures et approvisionnements	1,575	1,372
Location	1,060	938
Communications	1,013	1,122
Fret, messageries et camionnage	791	214
Publications	513	888
Achat de livres	397	377
Service de design et d'étalage	368	368
Publicité	255	180
Affranchissement	251	317
Comptabilité et service d'émission de chèques	122	110
Édition et boutiques—Perte (bénéfice) (annexe 3)	(108)	41
Divers	11	21
	101,850	86,342

RÉSULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'ÉDITION ET DES BOUTIQUES
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars) ANNEXE 3

	1987	1986
Ventes		
Édition	426	166
Boutiques	1,035	810
	1,461	976
Coût des ventes		
Édition	699	435
Boutiques	654	582
	1,353	1,017
Bénéfice (perte)	108	(41)

Office de stabilisation des prix agricoles

RAPPORT DE GESTION

En rapport avec la comptabilisation des opérations financières dans les Comptes du Canada et le compte rendu de l'information financière à inclure dans les Comptes publics, ayant trait à l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice clos le 31 mars 1987, nous faisons, au meilleur de notre connaissance et de notre conviction, les déclarations qui suivent.

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office de stabilisation des prix agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

Président
GILLES LAVOIE

le 21 septembre 1987

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié l'état des résultats de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présent fidèlement les renseignements conformément aux conventions comptables énoncées à la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comme l'explique la note 5 afférente à l'état des résultats, les dépenses comprennent une somme de $6.6 millions ($21 millions en 1986) qui a été utilisée pour financer certains coûts de commercialisation de la Commission canadienne du lait. Les lois portant affectation de crédits et le Budget des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 prévoient des fonds pour les versements aux producteurs en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles sans qu'il y ait mention du financement des coûts de commercialisation de la Commission.

À mon avis, à l'exception de la somme de $6.6 millions utilisée d'une manière non autorisée par le Parlement selon la description au paragraphe précédent, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification de l'état des résultats ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément aux lois portant affectation de crédits pour l'exercice terminé le 31 mars 1987, à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et à la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 25 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	374,857	334,727
Plus: recettes non fiscales	970	138
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	923	1,043
Emploi des crédits (note 3)	374,904	333,822

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

Office de stabilisation des prix agricoles—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Versements à la Commission canadienne du lait pour le bénéfice des producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (note 5)	284,825	301,000
Paiements d'appoint à l'égard de		
Maïs	28,650	284
Soya	14,434	17
Bétail de boucherie	8,015	9,713
Porcs	7,566	15,014
Betteraves sucrières	1,606	2,433
Orge	258	
Laine	104	5
Pêches	52	1,609
Pommes	23	10
Poires	21	1,270
Pruneaux	6	452
Haricots de couleur		47
Carottes		34
Oignons		9
Choux		4
Agneaux		4
	60,735	30,905
Paiements à des comptes de stabilisation nationale tripartite des prix (note 9)		
Porcs	14,298	
Bétail de boucherie	8,780	
Veaux à l'engraissement	2,105	
Agneaux	52	
	25,235	
Administration		
Traitements et indemnités aux employés	1,733	1,622
Indemnités de cessation d'emploi	24	28
Traitement des données	1,218	766
Matériel et accessoires	765	86
Services professionnels et spéciaux	375	30
Locaux	296	303
Affranchissement et fret	192	1
Publication et impression	169	18
Déplacements	115	35
Services publics, matériaux et fournitures	59	19
Services de comptabilité	9	5
Services de télécommunication	55	21
Locations	20	22
Conseil de direction	2	4
	5,032	2,960
	375,827	334,865
Recettes		
Recettes non fiscales		
Remboursements de dépenses des exercices antérieurs	970	138
	970	138
Coût net de l'exploitation (note 3)	374,857	334,727

Les notes ci-jointes font partie intégrante du présent état financier.

Approuvé:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Président
GILLES LAVOIE

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1987

1. Pouvoirs et buts

L'Office, qui a été établi en 1957 et fonctionne en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles (la «Loi»), est composé de trois membres nommés par le gouverneur en conseil. L'Office est un établissement public nommé à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière.

Les buts de l'Office sont de stabiliser les prix des produits agricoles afin d'aider l'industrie de l'agriculture à obtenir un juste rendement de son travail et de son investissement et de conserver un rapport équitable entre les prix perçus par les cultivateurs et le coût des marchandises et des services qu'ils se procurent.

Les dépenses d'administration et les contributions de l'Office envers des produits désignés et envers des produits nommés en excédent des niveaux minimums de la Loi, sont financées par une autorisation budgétaire annuelle. Les contributions pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi et pour les produits sur lesquels portent les ententes de stabilisation des prix agricoles établies en vertu de la Loi sont financées par une autorisation statutaire.

2. Conventions comptables importantes

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses d'administration et les contributions envers les produits désignés et envers les produits nommés en excédent des niveaux minimums de la Loi sont enregistrées selon la comptabilité de caisse, à l'exception des déboursés pour lesquels les documents en réclamation de paiement ont été reçus à moins de 45 jours de la fin d'exercice et qui sont portés aux frais courus conformément à la convention comptable du gouvernement du Canada pour l'enregistrement des comptes à payer à la fin de l'exercice. Les contributions financées à même une autorisation statutaire et les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont enregistrées selon la comptabilité de caisse.

b) Remboursements de dépenses des exercices antérieurs

Les remboursements de dépenses des exercices antérieurs sont enregistrés aux recettes lorsqu'ils sont encaissés.

c) Achats d'immobilisations

L'acquisition d'immobilisations est imputée aux dépenses d'administration lors de l'exercice de l'achat.

d) Services fournis gratuitement

Une estimation des sommes au titre des services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement est comprise dans les dépenses d'administration.

3. Utilisation des crédits parlementaires

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Programme de développement du secteur agro-alimentaire		
Crédit 15—Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil et pour les produits agricoles nommés, qui dépassent les niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles	286,628	307,357
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement	3,345	1,832
Crédit 10—Dépenses en capital	765	86

Office de stabilisation des prix agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
31 MARS 1987—*Fin*

Crédit statutaire—Paiements aux producteurs pour les produits nommés conformément aux niveaux minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles et les paiements à des comptes de stabilisation nationale tripartite des prix	84,166	24,547
Utilisation des crédits	374,904	333,822
Ajouter: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement (note 4)	923	1,043
Déduire: recettes non fiscales	970	138
Coût net de l'exploitation	374,857	334,727

4. Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Traitement des données	325	477
Locaux	296	303
Indemnités aux employés	245	238
Services de comptabilité	55	21
Conseil de direction	2	4
	923	1,043

5. Autorisation pour les versements à la Commission canadienne du lait

Les dépenses comprennent une somme de $6.6 millions ($21 millions en 1986) qui a été déboursée pour le financement des coûts de commercialisation payés par la Commission canadienne du lait. Quoique l'Office soit d'avis que la présente utilisation par la Commission soit conforme à l'approbation donnée par le gouverneur en conseil en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, celle-ci n'est pas conforme au motif pour lequel les fonds ont été votés par le Parlement. Les lois portant affectation de crédits et le Budget des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 prévoient des fonds pour le versement aux producteurs sans faire mention du financement des coûts de commercialisation payés par la Commission. Par conséquent, l'Office s'efforcera de faire en sorte que le libellé des autorisations à venir soit conforme aux intentions de dépenses.

6. Paiements enregistrés selon la comptabilité d'exercice

Si les paiements d'appoint et les paiements à des comptes de stabilisation nationale tripartite des prix étaient enregistrés complètement selon la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire, enregistrés lors de la période auxquels se rattachent les paiements, la somme agglomérée de ces paiements augmenterait par $67.8 millions pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 ($73.9 millions en 1986).

7. Événements postérieurs au bilan

En mai 1987, l'approbation fut donnée par le gouverneur en conseil pour la stabilisation des prix agricoles des produits désignés qui suivent:

	Coût estimatif (en milliers de dollars)
Pommes 1983 et 1984	12,500
Betteraves sucrières 1986	12,000
Petits haricots ronds blancs 1985-86	4,750
	29,250

Les paiements de stabilisation pour ces produits seront en substance effectués au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 1988.

Le gouvernement du Canada a également conclu une entente avec les gouvernements des provinces de l'Alberta (le 16 avril 1987) et du Manitoba (le 7 mai 1987) quant à une disposition de stabilisation nationale tripartite du prix des betteraves sucrières conformément à la Loi. De plus, le gouvernement du Canada a conclu une entente avec le gouvernement de la province de l'Ontario (le 27 mai 1987) quant à une disposition de stabilisation nationale tripartite du prix des haricots. Le coût de ces dispositions de stabilisation nationale tripartite des prix ne peut de façon raisonnable faire l'objet d'une estimation à ce moment-ci.

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été regroupés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée lors de l'exercice en cours.

9. Comptes de stabilisation nationale tripartite des prix

Au cours de 1986, les gouvernements du Canada et de certaines provinces ont paraphé des ententes en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles qui établissent des dispositions de stabilisation nationale tripartite des prix pour les porcs, le bœuf (le bétail de boucherie et les veaux à l'engraissement) et les agneaux. Le financement de chacune de ces dispositions est partagé à parts égales entre le Canada (ainsi que représenté par l'Office), les provinces participantes et les producteurs participants. Les primes des producteurs et les contributions des gouvernements fédéral et provinciaux reçues de même qu'effectuées par l'Office sont déposées dans un compte de stabilisation pour chaque disposition dans le Fonds du revenu consolidé du Canada. Les paiements de stabilisation aux producteurs sont versés à même ces comptes. Le ministre des Finances du Canada a autorisé le paiement d'intérêt sur les sommes qui apparaissent au crédit des comptes de stabilisation qui sont administrés par l'Office.

Voici les opérations qui se rattachent aux comptes de stabilisation pour l'exercice terminé le 31 mars:

	1987			
	Porcs	Bétail de boucherie	Veaux à l'engraissement	Agneaux
	(en milliers de dollars)			
Solde au début de l'exercice				
Ajouter: primes et contributions	42,076	23,798	6,314	155
intérêt	859	500	245	7
Déduire: paiements de stabilisation		4,173		
Solde à la fin de l'exercice	42,935	20,125	6,559	162

Chacune des dispositions fait l'objet d'un rapport distinct du Vérificateur général du Canada visant chacune leurs fins d'exercice, soit le 31 décembre pour les porcs et le bœuf, soit le 30 novembre pour les agneaux.

Office des prix des produits de la pêche

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office des prix des produits de la pêche selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une reclassification afin de se conformer au mode de divulgation de l'exercice courant. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières de l'Office. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans ces états financiers.

La Direction des services financiers de l'Office développe et propage les conventions comptables et de gestion financière, et émet des directives qui suivent les normes de comptabilité et de gestion financière. L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne à un coût convenable. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont renforcés par le maintien de programmes de vérification interne entraînant de fréquents contacts entre le personnel de l'Office et celui du Bureau du Vérificateur général. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ces états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers n'ont pas été vérifiés par le Vérificateur général. Le Vérificateur général a cependant vérifié les états financiers de l'Office préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et a exprimé l'avis que ces derniers présentent fidèlement, selon les conventions comptables énoncées, la situation financière de l'Office au 31 mars 1987.

Approuvé par:

Directeur exécutif
J. J. LEVERT

Agent financier
CHARLES BERGERON

le 2 juillet 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
(Bénéfice) de l'exploitation	(170,439)	(696,274)
Plus: recettes non fiscales	296,601	964,270
Moins: (bénéfice) de l'exploitation commerciale versé au Fonds du revenu consolidé	(19,673)	(98,839)
services fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans	145,835	133,441
Emploi des crédits (note 3)		233,394

Les notes complémentaires à l'état des résultats d'exploitation font aussi partie intégrante de cet état.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Recettes		
Vente de poisson	4,017,950	4,416,709
Frais de service		9,813
	4,017,950	4,426,522
Dépenses		
Achat de poisson	3,839,229	3,247,452
Entreposage et manutention	159,048	137,333
	3,998,277	3,384,785
(Bénéfice) de l'exploitation commerciale	(19,673)	(1,041,737)
Paiements compensatoires		233,394
Revenu d'intérêt	(19,480)	(21,372)
Autre revenu (note 4.2)	(277,121)	
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 5)	145,835	133,441
Bénéfice de l'exploitation	(170,439)	(696,274)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers. Les notes 3, 4 et 5 des états financiers vérifiés font aussi partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DU COÛT NET DES OPÉRATIONS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net des opérations selon la comptabilité d'exercice	120,584	736,152
Moins: diminution des stocks	12,905	801,352
Plus: augmentation (diminution) des débiteurs	(278,118)	(631,074)
Coût net des opérations	(170,439)	(696,274)

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office, institué en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, est une société de la Couronne qui figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un rapport équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux provenant d'autres occupations. L'Office a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans et le personnel de ce ministère exécute certaines de ses fonctions. Le financement des activités de l'Office est effectué par autorisation budgétaire annuelle du Parlement.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés en utilisant les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

À l'exception des indemnités de cessation d'emploi et des congés payés qui sont comptabilisés sur une base de caisse, toute dépense est, selon la convention comptable des CAFE du gouvernement, comptabilisée sur une base d'exercice.

b) Comptabilisation des recettes

Une recette est, selon les conventions comptables du gouvernement, comptabilisée sur une base de caisse.

c) Les montants estimatifs de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

d) Recouvrements de dépenses des exercices précédents

Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés à titre de recettes dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Crédits parlementaires

	1986-87	1985-86
	$	$
Ministère des Pêches et des Océans		
Crédit 10		250,000
Annulé		16,606
Total de l'utilisation des crédits		233,394

4. Stocks de fin d'exercice comptabilisés au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette

	1987	1986
	$	$
Produits du maquereau	3,376	16,281

5. Créances à court terme

	1987	1986
	$	$
Crédits débiteurs	173,010	451,128

Office des prix des produits de la pêche—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE
ET LE
MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office des prix des produits de la pêche au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	AVOIR DU CANADA	1987	1986
	$	$		$	$
Débiteurs (note 4)			Avoir à la fin de l'exercice	176,385	467,409
À court terme	38,093	5,361			
À long terme	134,916	445,767			
Stocks	3,376	16,281			
	176,385	467,409		176,385	467,409

Approuvé par l'Office:

Le Président
HAROLD COLLINS

Office des prix des produits de la pêche—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Revenus		
Ventes	4,017,993	3,984,853
Frais de service		4,927
	4,017,993	3,989,780
Dépenses		
Coût des ventes	3,852,134	4,048,804
Entreposage et manutention	158,996	137,333
	4,011,130	4,186,137
	(6,863)	196,357
Intérêts créditeurs	(18,388)	(26,733)
Coût (bénéfice) de l'exploitation commerciale	(25,251)	169,624
Perte lors de la réduction de valeur d'un compte débiteur		199,693
Paiements compensatoires		233,394
Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans (note 5)	145,835	133,441
Coût de l'exploitation financé à même le Fonds du revenu consolidé	120,584	736,152

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Encaisse provenant (utilisée par) des:		
Exploitation commerciale		
Coût de l'exploitation commerciale	(120,584)	(502,758)
Postes sans décaissement:		
Services administratifs fournis gratuitement	145,835	133,441
Perte lors de la réduction de valeur d'un compte débiteur		199,693
Diminution des débiteurs	278,119	431,381
Diminution des stocks	12,905	801,353
	316,275	1,063,110
Paiements compensatoires		(233,394)
	316,275	829,716
Activités de financement		
Crédit parlementaire pour les paiements compensatoires		233,394
Paiement au Fonds du revenu consolidé	316,275	1,063,110

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs, objectifs et activités

L'Office a été établi en 1944 en vertu de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche et est un établissement public qui figure à l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. Sur autorisation du gouverneur en conseil, l'Office est habilité à acheter des produits de la pêche pour son propre usage et à verser des paiements compensatoires aux producteurs de ces produits. La Loi exige que l'Office, en fixant les prix d'achat et en déterminant le taux des paiements compensatoires, tente d'établir un lien équitable entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent d'autres occupations. Il a ses bureaux au ministère des Pêches et des Océans, dont le personnel exécute certaines fonctions de l'Office.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans sont inclus dans les coûts d'exploitation.

Les stocks sont comptabilisés au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

3. Programme de maquereau en conserve

L'Office a servi d'agent d'approvisionnement en produits de la pêche pour les programmes d'aide alimentaire et de développement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le programme alimentaire mondial (PAM). Ce fut la seule activité de l'Office en 1986-87.

4. Comptes débiteurs

1. Pendant l'exercice financier 1985-86 un compte débiteur de $168,645 a été converti en créance à long terme. Un accord signé entre le producteur et l'Office prévoit le remboursement du principal en 5 paiements annuels égaux, à compter de décembre 1987.

   L'accord prévoit également le paiement d'intérêt à partir de décembre 1984, sur le solde dû à l'Office. L'intérêt est payable en décembre de chaque année et, au 31 décembre 1986, l'Office avait reçu des paiements d'intérêt de $40,851. L'intérêt couru, mais non payé par le producteur, figure dans les présents états financiers. L'intérêt couru du 1er janvier 1987 au 31 mars 1987 s'élève à $4,269.

2. Des créances à long terme de $277,121 ont été encaissées en 1986-87. Cette somme provenait du programme entrepris par l'Office en 1984-85 concernant des produits du hareng. Les résultats d'exploitation de ce programme ont été présentés dans les états financiers de 1984-85 et 1985-86. Voici les résultats définitifs du programme des produits du hareng de 1984-85:

	$
Perte déclarée dans l'exercice financier 1984-85	986,503
Perte déclarée dans l'exercice financier 1985-86	211,300
Perte totale du programme des produits du hareng pour 1984-85	1,197,803

5. Services administratifs fournis gratuitement par le ministère des Pêches et des Océans

	1987	1986
	$	$
Traitements	133,988	121,556
Voyages et honoraires	9,519	9,127
Autres	2,328	2,758
	145,835	133,441

ÉTATS FINANCIERS D'AUTRES ENTITÉS

Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de la Commission canadienne des grains conformément aux exigences et aux normes de présentation de l'information établies par le Receveur général du Canada. La Direction de la Commission assume la responsabilité primordiale de l'intégrité et de l'objectivité des données figurant aux états financiers.

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables énoncées dans la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant. La Commission, dans le cadre de ses responsabilités de rendre compte, maintient une série de comptes qui lui fournit un dossier centralisé des transactions financières. Les renseignements financiers que renferment les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes, à moins d'indications contraires, à ceux que renferment les états financiers.

La Direction des services financiers du ministère de l'Agriculture énonce et diffuse des conventions de comptabilité et de gestion financière et établit des directives qui suivent les normes de gestion financière et comptable. La Commission maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les transactions sont effectuées conformément aux règlements prescrits, dans le cadre des pouvoirs parlementaires, et sont comptabilisées correctement pour justifier l'utilisation des fonds du gouvernement et protéger les biens de la Commission. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont secondés par des programmes de vérification interne. La Commission veille aussi à garantir l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers par le choix, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par la prise de dispositions organisationnelles établissant des secteurs de responsabilité appropriés et par des programmes de communication visant à garantir que ses règlements, politiques, normes et pouvoirs directoriaux sont bien compris par tous les secteurs.

L'état des résultats a été vérifié par le Vérificateur général dont le rôle est d'exprimer une opinion informée à l'effet que l'état des résultats de la Commission, pris dans son ensemble, présente fidèlement, conformément aux conventions comptables énoncées, les transactions financières de la Commission.

Le système comptable et les états financiers de la Commission ont évolué au cours des années afin de s'adapter aux conditions changeantes.

Approuvé par:

Le Commissaire en chef
GEORGE G. LEITH

L'Agent financier principal
R. KULLMAN

le 26 juin 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	227,982	6,333,400
Ajouter: recettes portées directement aux recettes non fiscales	43,783,106	32,712,981
Déduire: services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	932,000	742,000
Emploi des crédits (note 4)	43,079,088	38,304,381

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE COMMISSAIRE EN CHEF ET LES COMMISSAIRES
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

J'ai vérifié l'état des résultats de la Commission canadienne des grains pour l'exercice terminé le 31 mars 1987. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les résultats de l'exploitation de la Commission pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente à l'état financier, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1987

Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses (annexe)		
Subventions et contributions	421,395	3,400
Exploitation		
Traitements et prestations aux employés	33,167,240	28,506,752
Indemnités de cessation d'emploi	268,602	432,973
Logement—Travaux publics Canada	2,005,877	1,887,237
Ameublement et matériel	1,579,396	2,406,687
Déplacements et réinstallations	1,221,963	1,223,436
Services d'utilité publique, matériaux et fournitures	671,692	570,055
Construction d'installations	477,800	176,365
Services professionnels et spéciaux	308,214	347,040
Télécommunications	288,482	217,888
Affranchissement et frais de transport	257,920	264,521
Réparation du matériel	236,625	213,023
Publications émises	150,463	125,320
Autres locations	131,974	175,838
Autres	48,591	31,737
Système de gestion de l'information financière	17,763	
Programme d'aide aux employés	12,090	
	40,844,692	36,578,872
Administration		
Traitements et prestations aux employés	1,814,567	1,603,349
Indemnités de cessation d'emploi	174,982	141,384
Déplacements et réinstallations	168,554	89,258
Logement—Travaux publics Canada	159,437	162,869
Affranchissement et frais de transport	84,996	82,118
Matériaux et fournitures	75,131	49,258
Télécommunications	58,914	105,710
Ameublement et matériel	33,685	71,624
Publications émises	26,547	37,059
Services professionnels	25,251	31,029
Autres	23,159	18,027
Construction d'installations	22,912	
Système de gestion de l'information financière	1,337	
Programme d'aide aux employés	910	
	2,670,382	2,391,685
	43,936,469	38,973,957
Recettes non fiscales (annexe)		
Honoraires de services	43,544,417	32,487,131
Permis	143,755	120,358
Produit des ventes	75,573	64,159
Recouvrements de dépenses des exercices précédents	15,858	37,011
Autres	3,503	4,322
	43,783,106	32,712,981
Application de la Loi sur les marchés de grains à terme	74,619	72,424
Coût net de l'exploitation (note 4)	227,982	6,333,400

L'annexe et les notes afférentes font partie intégrante de cet état.

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains a été établie en vertu de l'article 3 de la Loi sur les grains du Canada (1970) et a pour but d'établir et de réglementer la manutention des grains au pays afin de garantir une marchandise fiable sur les marchés intérieurs et d'exportation. La Commission opère dans le cadre de pouvoirs budgétaires, toutefois, il y a certains frais de personnel qui sont couverts par des pouvoirs réglementaires.

La Commission, en plus de se conformer à la Loi sur les grains du Canada, assume certaines de ses responsabilités en vertu des lois sousmentionnées ainsi qu'en vertu des règlements y afférents.

Loi sur l'administration financière
Loi sur les marchés de grains à terme
Loi sur les poids et mesures
Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest
Loi sur le transport du grain de l'Ouest

2. Principales conventions comptables

L'état des résultats a été préparé selon les conventions comptables suivantes:

a) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice pour tous les biens et services reçus et/ou exécutés jusqu'au 31 mars 1987, à l'exception des règlements de cessation d'emploi et des congés annuels, qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

b) Comptabilisation des recettes

Les recettes sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada. Les recettes sont portées directement au crédit des recettes non fiscales.

c) Achats d'immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont imputées aux dépenses de fonctionnement au cours de l'exercice de leur achat.

d) Les montants de services fournis gratuitement par les ministères sont compris dans les dépenses.

e) Les recouvrements de dépenses des exercices précédents sont comptabilisés, à titre de recettes, dès leur réception et ne sont pas déduits des dépenses.

3. Modifications à la présentation des états financiers

Les états financiers ont été modifiés pour faire ressortir les frais relatifs à l'application de la Loi sur les marchés de grains à terme ainsi que les indemnités de cessation d'emploi.

Les chiffres de l'exercice 1986, présentés pour fins de comparaison, ont été redressés pour qu'ils soient conformes à ceux de l'exercice 1987.

Commission canadienne des grains—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT DES RÉSULTATS DU 31 MARS 1987—*Fin*

4. Crédits parlementaires

	1987	1986
	$	$
Ministère de l'Agriculture		
Crédit 35 (Crédit 50, 1985-86)—		
Dépenses et contributions du programme	43,311,000	42,256,000
Déduire: crédits supplémentaires	3,737,000	
Montant annulé	1,587,912	8,855,619
	37,986,088	33,400,381
Statutaire—Contributions aux régimes de prestations des employés	5,093,000	4,904,000
Total des crédits utilisés	43,079,088	38,304,381
Ajouter: services fournis sans frais par les ministères du gouvernement	932,000	742,000
Déduire: recettes portées directement aux recettes non fiscales	43,783,106	32,712,981
Coût net de l'exploitation	227,982	6,333,400

5. Débiteurs

Au 31 mars 1987, les sommes à recouvrer de tierces personnes pour les services fournis par la Commission étaient de $4,078,239 (1986—$3,338,463).

6. Obligations en vertu de contrats de location

Les obligations en vertu de contrats de location-exploitation ayant une durée de plus d'un an totalisaient $11,452,354. Le total des versements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats, par exercice financier, est comme suit:

	$
1988	2,428,797
1989	2,371,309
1990	2,261,087
1991	2,233,964
1992 et après	2,157,197

7. Passif éventuel

La Commission, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 36 et 38 de la Loi sur les grains du Canada, a révoqué certains permis, ce qui comportait la réalisation de valeurs portées en garantie. Par la suite, la Commission a reçu des demandes de compensation et des poursuites ont été intentées contre elle.

La Commission a été avisée d'une réclamation alléguant que certains ministères, y compris la Commission, ont été négligents concernant les tests relatifs aux toxines contenues dans le blé d'hiver récolté en 1980. Le montant réclamé comprend les frais d'entreposage et de transport encourus suite à la prétendue négligence.

La Direction et les avocats de la Commission ont fait savoir qu'il n'était pas possible à l'heure actuelle d'établir le montant des pertes éventuelles. Par conséquent, les comptes de la Commission ne comportent aucune provision à ce titre.

COÛT NET DE L'EXPLOITATION PAR SECTEUR POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

ANNEXE

	Inspection	Pesée	Statistique	Recherche	Administration	Total 1987	Total 1986
	$	$	$	$	$	$	$
Dépenses							
Subventions et contributions		416,784		4,611		421,395	3,400
Exploitation	20,091,284	9,519,931	4,389,685	6,843,792	2,670,382	43,515,074	38,970,557
	20,091,284	9,936,715	4,389,685	6,848,403	2,670,382	43,936,469	38,973,957
Recettes non fiscales							
Honoraires de services	25,980,079	13,974,471	3,579,794		10,073	43,544,417	32,487,131
Permis			143,755			143,755	120,358
Produit des ventes	46,477		29,024		72	75,573	64,159
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	2,246	2,936		368	10,308	15,858	37,011
Autres	2,784			365	354	3,503	4,322
	26,031,586	13,977,407	3,752,573	733	20,807	43,783,106	32,712,981
Application de la Loi sur les marchés de grains à terme					74,619	74,619	72,424
Coût net de l'exploitation	(5,940,302)	(4,040,692)	637,112	6,847,670	2,724,194	227,982	6,333,400

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Conseil selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première, quant à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers revient à la gestion du Conseil.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers, sont fondés sur les meilleurs jugements et prévisions de la gestion tout en tenant compte de leur importance. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, le Conseil maintient une série de comptes représentant un registre centralisé des opérations financières du Conseil.

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil les services de secrétariat et autres arrangements et services administratifs et techniques, y compris le maintien des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Les opérations sont exécutées selon la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds et de sauvegarder les éléments d'actif du Conseil.

Ces états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général, son rôle étant d'exprimer une opinion avisée sur le fait que les états financiers du Conseil, pris dans leur intégralité, présentent fidèlement les opérations du Conseil selon les conventions comptables établies.

Approuvé par:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

le 30 juin 1987

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DE FIDUCIE
ET AU
MINISTRE DE LA SANTÉ NATIONALE ET DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

J'ai vérifié le bilan du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et du solde du Fonds et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées dans la note 2 afférente aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 22 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Encaisse	1,953	9,937
Placements en valeurs du gouvernement du Canada (note 4)	329,196	346,702
Intérêts courus	28,337	15,953
	359,486	372,592

PASSIF	1987	1986
	$	$
Provision pour les bourses aux scientifiques		37,500
SOLDE DU FONDS		
Solde à la fin de l'exercice	359,486	335,092
	359,486	372,592

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil:

Le Président
J. R. DUCHARME

Le Secrétaire
MARY-ANNE LIPKE

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SOLDE DU FONDS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Revenus		
Intérêts créditeurs	30,892	32,989
Gain lors de la vente de valeurs du gouvernement du Canada		1,850
	30,892	34,839
Dépenses		
Bourses de professeur invité (note 3)	5,018	
Frais de conférenciers	1,476	1,442
Autres	4	7
	6,498	1,449
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	24,394	33,390
Solde du Fonds au début de l'exercice	335,092	301,702
Solde du Fonds à la fin de l'exercice	359,486	335,092

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de fonctionnement		
Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice	24,394	33,390
Augmentation des intérêts courus	(12,384)	(11,229)
Paiement des bourses aux scientifiques	(37,500)	(50,000)
	(25,490)	(27,839)
Activités d'investissement		
Vente de valeurs du gouvernement du Canada	422,565	326,267
Achat de valeurs du gouvernement du Canada	(405,059)	(296,900)
	17,506	29,367
Augmentation (réduction) de l'encaisse	(7,984)	1,528
Encaisse au début de l'exercice	9,937	8,409
Encaisse à la fin de l'exercice	1,953	9,937

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Autorité et objectif

Le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance a été constitué en 1959 par la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II pour aider les particuliers ou les organismes à entreprendre ou à poursuivre des travaux de recherches sur les maladies de l'enfance, leur cause, leur prévention et leur traitement. La Loi a prévu une affectation initiale d'un million de dollars sur le Fonds du revenu consolidé et a établi le Conseil de fiducie, composé d'un président et de six autres fiduciaires que Sa Majesté a nommés par commission sous le grand sceau. Le Conseil doit gérer et administrer le Fonds en conformité et sous réserve de la Loi.

2. Conventions comptables

Revenu des, et placements en, valeurs du gouvernement du Canada

Les placements en valeurs du gouvernement du Canada sont enregistrés au prix coûtant. Les gains ou les pertes, y compris toutes primes ou tous escomptes à l'acquisition, sont comptabilisés comme revenus lorsque les valeurs sont vendues. Les intérêts créditeurs sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Bourses aux scientifiques et autres dépenses

Les bourses aux scientifiques font l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel elles sont approuvées. Toute augmentation ou diminution subséquente à une bourse fait l'objet d'une provision comptable dans l'exercice pendant lequel l'augmentation ou la diminution est approuvée. Les bourses annulées subséquemment à l'exercice de leur approbation sont comptabilisées comme revenus dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées. Les remboursements des bourses non dépensées sont inscrits comme revenus lorsqu'ils sont reçus. Les autres dépenses sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Services fournis gratuitement

Le Conseil de recherches médicales fournit au Conseil de fiducie, à titre gratuit, les services de secrétariat et autres facilités et services administratifs et techniques requis pour les objets de la Loi.

3. Bourses de professeur invité de la reine Elizabeth II

Au cours de sa réunion du 20 mars 1985, le Conseil de fiducie a décidé que, pour le moment, aucune nouvelle bourse aux scientifiques ne serait offerte. Au cours de cette même réunion, le Conseil a approuvé l'établissement d'une bourse qui sera connue sous le nom de Bourse de professeur invité de la reine Elizabeth II. Cette bourse vise à permettre à des départements canadiens de pédiatrie d'inviter des scientifiques de niveau international à leur rendre visite. Ceci a pour but de renforcer les travaux scientifiques et les recherches des départements de pédiatrie dans le domaine des maladies infantiles. Les bourses ont été offertes pour la première fois en 1986-87.

Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Elizabeth II sur les maladies de l'enfance—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

4. Placements en valeurs du gouvernement du Canada

	1987			1986		
	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande	Valeur nominale	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$	$	$
Obligations du gouvernement du Canada	150,000	138,000	147,938	150,000	138,000	144,750
Bons du Trésor du gouvernement du Canada	10,000	9,897	9,900	30,000	29,356	29,929
Coupons d'escompte du gouvernement du Canada	259,500	181,299	213,132	234,000	179,346	197,691
	419,500	329,196	370,970	414,000	346,702	372,370

En vertu des modalités de la Loi, le Conseil peut placer tous deniers du Fonds dans des obligations ou autres valeurs du gouvernement du Canada et peut vendre toutes semblables obligations et valeurs. Les valeurs détenues au 31 mars 1987 portent un taux d'intérêt allant de 6.35% à 10.67% par année. Vu que l'intérêt sur les coupons d'escompte du gouvernement du Canada est payé seulement à l'échéance, la valeur marchande des coupons d'escompte prend en considération l'intérêt couru, le taux d'intérêt courant et la période de temps jusqu'à l'échéance.

5. Changements apportés à la présentation des états financiers

Le format de l'état de l'évolution de la situation financière a été modifié en 1987 dans le but de se conformer aux normes courantes de présentation des états financiers.

Les chiffres de l'exercice 1986, présentés pour fins de comparaison, ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1987.

Office des produits agricoles

RAPPORT DE GESTION

En rapport avec la comptabilisation des opérations financières dans les Comptes du Canada et le compte rendu de l'information financière à inclure dans les Comptes publics, ayant trait à l'Office des produits agricoles pour l'exercice clos le 31 mars 1987, nous faisons, au meilleur de notre connaissance et de notre conviction, les déclarations qui suivent.

Nous avons préparé les états financiers ci-joints de l'Office des produits agricoles selon les normes et exigences de compte rendu du Receveur général du Canada. La responsabilité première tant qu'à l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, revient à la gestion de l'Office.

Ces états financiers ont été préparés selon les conventions comptables énoncées à la note 2, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains renseignements inclus dans les états financiers sont, tout en tenant compte de leur importance, fondés sur les meilleurs prévisions et jugements de la gestion. Pour s'acquitter de la responsabilité de rendre compte, l'Office maintient une série de comptes représentant un registre centralisé de ses opérations financières. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers renfermés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics sont conformes à ceux apparaissant dans les états financiers.

L'Office maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Selon notre opinion, les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires et sont comptabilisées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif de l'Office. L'Office vise également à s'assurer de l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers grâce à la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, grâce à des arrangements organisationnels permettant un juste partage des responsabilités et grâce à des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorités administratives sont compris dans toute l'organisation.

Approuvé par:

Secrétaire-gestionnaire
A. E. PROULX

Président
GILLES LAVOIE

le 21 septembre 1987

CONCILIATION DE L'EMPLOI DES CRÉDITS
31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net de l'exploitation	499,298	(901,300)
Plus: recettes non fiscales	4,710,316	9,136,660
Moins: services fournis gratuitement par les ministères	19,280	15,579
Emploi des crédits (note 6)	5,190,334	8,219,781

Les notes complémentaires à l'état des résultats font aussi partie intégrante de cet état.

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Achats de marchandises		
Raisins	5,107,683	8,157,459
Maïs		9,196
	5,107,683	8,166,655
Administration	101,931	68,705
	5,209,614	8,235,360
Recettes		
Recettes non fiscales		
Ventes de marchandises		
Raisins	4,123,716	6,800,898
Framboises	244,140	482,302
Pêches		332,196
Poires		575,524
Légumes en conserves	225,000	225,000
Fruits	75,000	75,000
Maïs		645,740
Recouvrement de dépenses de l'exercice précédent	42,460	
	4,710,316	9,136,660
Coût net de l'exploitation	499,298	(901,300)

Les notes 1 à 8 des états financiers vérifiés sont les mêmes pour cet état. Elles doivent être par conséquent considérées comme faisant partie intégrante de cet état.

CONCILIATION DU COÛT NET DES OPÉRATIONS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Coût net des opérations selon la comptabilité d'exercice	2,529,623	8,089,816
Moins: diminution des stocks		7,401,051
augmentation des recettes courues	2,063,155	1,590,065
	466,468	(901,300)
Plus: augmentation des stocks	32,830	
Coût net des opérations	499,298	(901,300)

Office des produits agricoles—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de l'Office des produits agricoles au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son avoir pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comme il est expliqué à la note 3, l'Office a conclu une entente qui exige qu'un agent ait un compte en fiducie dans une banque à charte pour la réception et le déboursé des fonds reçus de l'Office et des fonds reçus en provenance de la vente des produits en surplus lorsqu'il s'agit du programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1986. Une somme de $4,360,000 comptabilisée en tant qu'utilisation du crédit parlementaire par l'Office, a fait l'objet d'un dépôt dans ce compte en fiducie et a été déboursée pour les fins du programme. Une somme de $1,104,251 en plus comprenant le produit de la vente des produits en surplus, les remboursements des coûts de transformation et l'intérêt a fait également l'objet d'un dépôt dans ce compte. A même cette dernière somme, $914,939 ont été déboursés par la suite en provenance du compte en fiducie pour les fins du programme. La Loi sur l'Office des produits agricoles stipule que toutes les dépenses pour les besoins de la Loi soient défrayées à même les deniers affectés par le Parlement. La Loi sur l'administration financière stipule que les deniers publics doivent être déposés au crédit du Receveur général.

À mon avis, vu que l'Office a conclu une entente qui a eu pour résultat la tenue d'un compte en fiducie pour la réception et le déboursé des deniers publics et de l'argent affecté par le Parlement selon la description au paragraphe précédent, les opérations y reliées de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification n'ont pas été conformes, aux Lois n[os] 1 et 2 portant affectation de crédit (1986-87), à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et à la Loi sur l'Office des produits agricoles.

Le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 17 juillet 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse détenue par un agent (note 3)	189,312	
Débiteurs et effets à recevoir		
—Gouvernement du Canada		51,076
—Fraction à court terme des effets à long terme	300,000	300,000
—Province de l'Ontario	386,595	894,119
—Commerce	1,043,772	1,509,620
Stocks (note 4)	3,741,332	3,699,535
	5,661,011	6,454,350
À long terme		
Effets à recevoir (note 5)	1,225,522	1,434,851
	6,886,533	7,889,201

PASSIF ET AVOIR	1987	1986
	$	$
Créditeurs	1,078,733	51,076
Avoir du Canada	5,807,800	7,838,125
	6,886,533	7,889,201

Approuvé:

Le Secrétaire-gérant
A. E. PROULX

Le Président
GILLES LAVOIE

Office des produits agricoles—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Avoir au début de l'exercice	7,838,125	16,829,241
Perte pour l'exercice	(2,529,623)	(8,089,816)
Services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	19,280	15,579
Crédit parlementaire utilisé (note 6)	5,190,334	8,219,781
Recettes remises au Fonds du revenu consolidé	(4,710,316)	(9,136,660)
Avoir à la fin de l'exercice	5,807,800	7,838,125

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987			1986
	Ventes	Coût des ventes	Perte	Perte
	$	$	$	$
Opérations commerciales (notes 3 et 4):				
Raisins et produits du raisin	3,760,237	8,498,370	4,738,133	6,210,028
Concentré de framboise	244,140	244,140		2,396,521
Maïs				4,592
	4,004,377	8,742,510		
Perte sur les ventes			4,738,133	8,611,141
Récupération de la perte sur les ventes des produits du raisin en provenance de la province de l'Ontario			(2,157,424)	(495,308)
Intérêt gagné			(153,017)	(128,346)
Créances irrécouvrables radiées				33,624
Perte de l'exploitation			2,427,692	8,021,111
Dépenses d'administration			101,931	68,705
Perte pour l'exercice			2,529,623	8,089,816

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectif

L'Office des produits agricoles (l'Office), qui a été établi en 1951, fonctionne en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles et il se compose de quatre membres nommés par le gouverneur en conseil.

L'Office a pour objectif de stabiliser les prix des denrées agricoles au moyen de l'achat et de la vente des surplus de denrées lorsque les marchés sont à la baisse.

2. Conventions comptables

L'Office utilise la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que les activités de l'Office en matière de financement sont déclarées dans l'état de l'avoir et à la note 3.

3. Fonds administrés en fiducie

Le 15 novembre 1986, l'Office a conclu une entente avec l'Office de commercialisation des producteurs de raisin de l'Ontario, OCPRO («Ontario Grape Growers' Marketing Board, OGGMB») qui exige que l'OCPRO fournisse, par le biais d'un cabinet d'experts-comptables, des services de comptabilité à l'Office et un compte en fiducie dans une banque à charte pour la réception et le déboursé des fonds reçus de l'Office, des fonds provenant de la vente des produits en surplus et des fonds reçus de la province de l'Ontario par rapport au programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1986. Une somme de $4,360,000, comptabilisée en tant qu'utilisation du crédit parlementaire par l'Office, a fait l'objet d'un dépôt dans ce compte en fiducie de même que $1,793,000 en provenance de la Province. Une somme de $1,104,251 en plus comprenant le produit de la vente des produits en surplus, les remboursements des coûts de transformation et l'intérêt a fait également l'objet d'un dépôt dans ce compte. À même cette dernière somme, $914,939 ont été déboursés par la suite en provenance du compte en fiducie pour les fins du programme.

Le programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1986 a comporté la plupart des opérations de l'Office pour l'exercice terminé le 31 mars 1987.

4. Stocks

	1987		1986	
	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur	Valeur nette de réalisation	Réduction de la valeur
	$	$	$	$
Produits du raisin	3,741,332	2,993,530	3,455,395	1,151,472
Concentré de framboise			244,140	2,400,000
	3,741,332	2,993,530	3,699,535	3,551,472

La réduction de la valeur des stocks, afin de les déclarer à leur valeur nette de réalisation, a été imputée au coût des ventes dans l'état des résultats.

5. Effets à recevoir à long terme

Date d'échéance	Modalités de l'intérêt	1987	1986
		$	$
4 mai 1988		450,000	525,000
31 décembre 1992	Taux préférentiel annuel des banques commerciales, non composé	775,522	909,851
		1,225,522	1,434,851

6. Crédit parlementaire utilisé

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Achats, transformation et frais de possession		
Raisins	5,107,683	8,157,459
Maïs		9,196
	5,107,683	8,166,655
Administration	101,931	68,705
Déduire: les services fournis gratuitement par les ministères du gouvernement	(19,280)	(15,579)
Total des dépenses financées à même le crédit parlementaire—Crédit 5, Agriculture	5,190,334	8,219,781

Office des produits agricoles—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

7. Pertes qui dépassent la somme autorisée

   Au 31 mars 1987, l'Office avait subi des pertes dont le montant dépasse de $2.8 millions la limite autorisée par le gouverneur en conseil à l'égard du programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1984. L'Office demandera l'approbation du gouverneur en conseil quant aux pertes subies en excédent de la somme maxima approuvée à l'origine (voir la note 8).

8. Événement postérieur au bilan

   Le 20 août 1987, l'autorisation du gouverneur en conseil (CP 1987-1/1787) a été reçue quant aux pertes supplémentaires visant le programme du surplus de raisin de l'Ontario en 1984, ce qui porte le total des pertes autorisées au titre de ce programme à $5.85 millions.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS
1986-87

Renseignements supplémentaires exigés par la Loi sur l'administration financière

SOMMAIRE

	Page
Remises d'impôt, de droit ou de peine	3.2
Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises	3.39
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées	3.42
Pertes de deniers	3.59

Remises d'impôt, de droit ou de peine

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 17(8) de la Loi sur l'administration financière.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS

Remises partielle aux droits de marques de commerce:

	$
Alex E MacRae & Co	2,925
Barrigar & Oyen	1,575
Borden & Elliot	1,150
Bourre & Roberge	1,200
Cheadle Bryan Johnson Shanks & Shanks	1,225
North American Van Lines Inc	1,300
Peter E Steinmetz & Associates	1,550
Peterson & Purvis	1,300
Robic Robic & Associates	4,345
Selinger Kozandjan Heller	2,000
Remises inférieures à $1,000	8,775
Total Consommation et Corporations	27,345

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES

Remises représentant les taxes payables en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers:

	$
Husky Oil Operations Limited	36,000,000

Office national de l'énergie

Ordre respectant la remise de redevances de recouvrements en matière de carburant de soute aux vendeurs de carburant destiné aux aéronefs pour transporteurs aériens étrangers. En vertu du décret CP 1982-2955 du 22 septembre 1982:

	$
Imperial Oil Limited	919,428
Shell Canada Limited	9,266
	928,694
Total Énergie, Mines et Ressources	36,928,694

DÉFENSE NATIONALE

Remboursement des droits de douanes et taxes d'accise sur le rapatriement prochain des services canadiens:

	$
Backlin JA	2,535
Boisvert LR	2,404
Butler RH	2,376
Carrier CPW	2,545
Couturier JJ	1,046
D'Angelo A	1,775
Delaney PR	2,481
Delaney RG	5,750
Dubois JCD	1,151
Fardy WP	4,145
Fowler FM	6,367
Halliwell CR	3,908
MacKenzie GG	4,128
McNaughton RW	1,655
Mailett JA	2,710
Miller GE	1,669
Miller LA	2,953
Mueller HA	1,203
Proulx JM	1,595
Rathbone DM	5,496
Tousignant JJA	1,235
Tremblay JDN	2,015
Valade JA	1,029
Remises inférieures à $1,000	23,323
Total Défense nationale	85,494

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Remise de la taxe de 15 % retenue sur des prix d'argent payés à cinq fédérations nationales de Hockey sur glace et la Fédération Internationale de Hockey sur glace qui participèrent au Tournoi de Hockey Coupe Canada de 1984:

	$
International Ice Hockey Federation	60,000
Sweden National Ice Hockey Federation	31,500
Union of Soviet Socialist Republic National Ice Hockey Federation	27,750
United States of America National Ice Hockey Federation	25,500
West Germany National Ice Hockey Federation	24,750
Czechoslavakia National Ice Hockey Federation	22,500
Total Santé nationale et Bien-être social	192,000

REVENU NATIONAL— DOUANES ET ACCISE

Remise des droits et des taxes dépassant ceux payables sur 1/60ième de la valeur de certaines marchandises pour chaque mois ou fraction de mois où elles demeurent au Canada pendant l'exercice 1985-86; et lorsque le montant n'était pas inférieur à $25:

	$
113696 Canada Limited	8,396
151472 Canada Limited	6,504
3M Canada Incorporated	30,429
4428090 Ontario Limited	13,328
57284 Man Limited/Phoenix Plastics	1,341
A&A Anderson Tank Service	4,620
A&J Mixing Specialists	2,718
A&M Soil Service Limited	1,274
AAF Canada Limited	12,539
ABC Circle Films	434,248

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$		$
ABC Entertainment	4,689	American Standard	1,749
ADP Dealer Services Limited	2,690	American Sterilizer Canada	5,700
ADT Security Systems	12,727	American Tole	1,119
AEI Telecommunications	84,774	Amerock Incorporated	27,364
AES Data	3,591	Amersham Canada Limited	2,961
AIM Electronics Incorporated	28,533	Amertek	3,283
AMF Canada Limited	29,823	Amoco Fabrics Limited	1,118
ATXT Canada Incorporated	1,040	Ampex Canada Incorporated	59,837
A Stranger Waits Production Company Limited	3,050	Amphenol Canada Limited	2,286
Abbeyford Resources Limited	13,455	Analog Deign Memlo Park	15,809
ABC Plastics Moulding	16,231	Anchor Industrial Plastics	3,219
Abco Supply & Service Limited	1,062	Andrew Antenna Company Limited	2,021
Abitibi-Price Incorporated	15,389	Anglo Canadian Scientific	38,455
Acadia Paper Limited Partnership	1,630	Angus H H Associates Limited	1,273
Accent Home Products Limited	67,086	Ann Arbor Computer	1,889
Access Controls Incorporated	1,670	Ann of Green Cables Production	19,024
Accessories Outillage Limitée	29,484	Appleton Mills	31,475
Accuracy of Canada Limited	10,472	Applied Data Research Canada Limited	1,340
Acrylon Plastic (MB) 1983 Limited	2,780	Applied Electronics Limited	60,040
Actif de Supreca Incorporée	2,002	Applied Theory Incorporated	1,938
Adams Brands Incorporated	1,681	Applied Web Systems	20,691
Adanec Dr Bob	20,367	Aqua Chem Enterprise Limited	4,543
Adcom Electronics Limited	130,130	Aquablast Corporation	7,595
Adlam Tool & Supply Company	10,609	Arab America	4,338
Adler Richard Ringling Bros	4,217	Arctec Canada Limited	3,856
Adrian Edgen	3,878	Arctic Transport	17,212
Advanced Research Concepts	2,950	Argus Telecom	16,145
AEL Microtel Limited	5,263	Aries Inspection Services Limited	1,172
Aeronautical Electronics Limited	1,113	Armet Industries	5,776
After the Promise Productions	6,181	Armstrong World Industry	68,011
Aida Canada	14,252	Artic Offshore Limited	191,750
Aimco Limited	1,162	Artic Sciences	13,214
Air B C Limited	2,727	Arvak Management	1,604
Air Canada	26,906	Ascenseurs Re-No Limitée	8,112
Air King Limited	11,064	ASEA Limited	38,972
Air Liquid Canada Limited	23,212	Ashland Chemicals	1,187
Air New Zealand	127,973	Associated Tube Limited	1,361
Air Ontario Limited	4,924	Astronaut & Son Productions Limited	6,061
Air Products	19,198	AT&T International Canada Incorporated	56,527
Aircraft Appliances and Equipment Limited	2,332	Atelco Incorporated	117,489
Aircraft Propeller Service	2,220	Atlantic Alarm Services Limited	3,981
Akron Manufacturing Company	1,030	Atlantic Technical Sales	2,541
Alan Dick Incorporated	5,187	Atlantic Skyflight Production	15,933
Albarrie Canada Limited	1,558	Atlas Copco	1,057
Alberta Government Telephones	1,867	Atlas Polar Company Limited	8,469
Alberta Research Council	5,327	Atlas Steel Company Division Rio Algom Limited	2,519
Albis Canada Incorporated	1,764	Atmospheric Environment Service	11,563
Alcan Canada Products Limited	515,051	Atomic Energy of Canada Limited	2,420
Algoma Steel Corporation Limited The	21,437	ATS Automation Tooling Systems Incorporated	1,079
Alias Research Corporation	7,684	Auberge Mont-Gabriel	3,554
All Pro Motor Sports	12,578	Audio Visual Staging & Rentals	1,265
All Terrain Drilling Company	1,354	Auto Marine Electric Limited	13,004
Allan Crawford Associates	305,784	Auto Process Instruments (CDA) Limited	1,645
Allen Bradely Canada Limited	27,646	Auto-Tech Coatings Limited	1,091
Alliance Movie Corporation	6,995	Automated Design Services	1,933
Allibert Industry Limited	26,871	Automated Systems	17,142
Allied Chemical Canada Limited	4,856	Automation Industries CDA Limited	6,704
Allis Chalmers Canada Incorporated	5,108	Automation Machines	30,036
Alloy Sales Richmond	4,666	Autone	8,596
Alpha Laval Limited	10,712	Avant Garde Computing Incorporated	2,171
Alpha Visuals Incorporated	1,713	Avis Rent A Car	11,272
Aluminium Company of Canada Limited	2,014	Axion Technologies	5,851
Amdahl Limited	3,231	Axotec International Incorporated	1,213
American Biltrite Canada Limited	1,240	Ayerst McKenna and Harrison	14,601
American Can Canada	2,232	Aymers Medical Incorporated	2,998
American Canadian Tool Limited	13,866	B and S Rotary Drilling Corporation	10,209
American Drag Boat Association	2,439	BF Goodrich Canada Limited	2,320
American Gothic Films	3,786	BBC Brown Boveri Canada	134,075
American Motors Corporation	48,168	BCB Electronics Sales Limited	3,091
American Re—Insurance Company	9,499	BFR Industries Limited	5,072

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
BG Controls Limited	1,186
BMW Canada	8,745
Babcock and Wilcox Industries Limited	130,506
Babe-Winkelman Production	9,001
Babson Brothers Company (Canada) Limited	28,408
Baker Tubular Incorporated	3,320
Banctec Canada Limited	11,985
Bandag Canada Limited	68,527
Banque de Montréal	7,493
Barber Colman of Canada Limited	8,100
Barco Industries Incorporated	1,279
Basf Canada	2,372
Bata Engineering	3,305
Batten Technologies Limited	3,703
Batts John Thomas	14,175
Bauer Industries Limited	4,576
Bay Concrete Products Limited	3,334
Beckers Gene	3,197
Beckley Chet	2,657
Beckman Instruments Incorporated	13,287
Beckwith Design Services	1,328
Bekum Plastics	1,995
Bell Canada	53,716
Bell Northern Research Limited	16,604
Bell Productions	10,274
Bell Total Incorporated	1,117
Beloit Canada Limited	115,147
Bemelux Incorporated	3,140
Bendix Avelex Incorporated	3,430
Bendix Engine Components Limited	2,645
Bendix Heavy Vehicles	4,778
Bendix Safety Restraints Limited	4,988
Beneke Industries Limited	5,839
Berg Chilling Systems	1,449
Berminghammer Corporation Limited	3,041
Best Theatre Supply Canada Limited	1,736
Bestpipe Incorporated	11,170
Béton St-Paul (Division de Canfarge Limitée)	1,026
Betz Incorporated	4,305
Bicycling Association of British Columbia	6,289
Bill Moeller Associates Incorporated	17,150
Binder Tool and Mold Incorporated	38,432
Bingham International Canada	2,471
Bingham-Willamette Limited	17,150
Binney and Smith Canada Limited	72,743
Biocon Incorporated	16,672
Blackstone Industrial Products Limited	4,450
Bluebird Construction	15,034
BMW Distributors Eastern	8,568
Boardwalk Pictures Limited	5,873
Bob Banner Association	3,202
Bob Schonhoven World Wheels	2,185
Bob Talbot	3,271
Boeing of Canada Limited	5,705
Bogen Division	1,391
Boiler Inspection & Insurance of Canada Company	35,049
Bombardier Incorporée	29,799
Bonar Rosedale Western Limited	2,064
Border Tool & Die	2,014
Borg Warner Chemicals	2,045
Bourdeau Brothers	17,118
Bow Plastics Limited	4,663
Bowater Mersey Paper Company	6,355
Brac Productions	15,718
Bradbury The Company	4,365
Brian Engineering	1,150
Brian Hartford	9,755
Bristol Aerospace Limited	9,141
British Columbia District Telegraph Company	13,760
British Columbia Hydro and Power Authority	1,729
British Columbia Rail Limited	40,882
British Columbia Telephone Company	96,850
British Gas Corporation	18,331
Broadcast Video System Limited	3,486
Brockway Imco Canada	10,858
Brokenhead Shell Station	3,086
Brooks Film	84,656
Brooks Instrument Division	2,170
Brooks John Canada Limited	6,763
Brosnan Dr Morgan	4,441
Brosses Viking Limited	1,348
Brown Bags Foundry & Machine Company Limited	1,643
Brown Boveri Canada	5,966
Brown Sandy Associates Incorporated	1,349
Bruce Allen Talent	122,384
Bruel and Kjaer Canada	16,590
Bruker Spectro Spin Canada Limited	25,081
Brunswick Lions Gate Lanes	1,578
Buck Construction Incorporated	8,119
Buckhorn Canada Material Handling Products	12,677
Bucyrus-Erie Company of Canada Limited	63,359
Bud Canada	37,249
Buller Films Incorporated	2,889
Burban Controls	1,624
Burcan Industries Limited	2,706
Burke E Porter Machinery	3,605
Burlington Ceramics & Supply Limited	1,738
Burlington Die Casting	1,580
Burning Love Productions Incorporated	1,406
Burroughs Canada	39,529
Burroughs Corporation	5,593
Burroughs Memorex Incorporated	15,751
Butler Polymet	4,480
Bytes & Flights	2,270
Bytown Marine Limited	40,008
C & S Construction	2,918
CAE Electronics Limited	23,296
CIL Industries	24,788
CPF Dualam Limitée	15,178
CRT Corporation	2,492
CA Crosbie Shipping	5,040
CA Pemberton	11,422
CB Engineering Limited	1,817
CD Nova	15,256
CFRB Limited	1,573
CGR Canada Limited	11,640
CIBI Corning Diag	1,096
CIP Incorporée Division des Produits	3,402
CJ Plastics Engineering	2,400
CTS of Canada Limited	1,301
CVL Products	8,481
Cable Tech Wire Company Limited	9,264
Cabledata Limited	1,175
Cableshare Limited	2,486
Cadbury Schweppes Powell Incorporated	14,751
Cadnetix Corporation	18,852
CAE Magnesium Products	1,594
Caisse Enregistreuse Metro	3,541
Calgary Opera	2,084
Calgon Carbon Corporation	4,957
Caltec Scientific Limited	5,248
Calvanaire Industries Limited	6,733
Cambridge Incorporated	9,063
Cambridge Instruments Canada	1,938
Cambridge Medical Instruments	1,259
Camoplast Incorporated	94,176
Campbell Soup Company Limited	15,541
Can Am Instruments	1,955
Can Am Telecommunications	2,545
Can-Am Containers Limited	9,247

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Can-Arc Helicopters Limited	4,283
Canacast Incorporated	4,317
Canada Alloy Casting Incorporated	1,760
Canada Investment Castings Incorporated	3,023
Canada Packers	63,269
Canada Systems Group (EST) Limited	1,452
Canada Wire Cable Limited	10,101
Canada's Wonderland Limited	11,064
Canadian ADP	14,224
Canadian ASE Limited	1,579
Canadian Aircraft Products Limited	1,250
Canadian Astronautics Limited	18,417
Canadian Autorama Shows	20,009
Canadian Bank Note Company Limited	2,119
Canadian Broadcasting Corporation	395,789
Canadian Cinegraph	15,440
Canadian Conference of Teamster-Aviation	14,166
Canadian Escalator & Elevator Services	2,525
Canadian Feed Screws Manufacturing Limited	1,998
Canadian Fertilizers Limited	1,050
Canadian Furniture Lighting	3,107
Canadian General Electric Company Limited	151,625
Canadian General Tower Limited	4,626
Canadian Greetings	1,510
Canadian International Grains	1,880
Canadian Linalog Division	5,352
Canadian Liquid Air	59,960
Canadian Marconi	22,239
Canadian National Railways	17,493
Canadian Opera Company	277,172
Canadian Pacific Airlines	83,832
Canadian Pacific Limited	58,667
Canadian Pacific Railways	9,661
Canadian Performance Distributors	9,386
Canadian Refractories	3,126
Canadian Reynolds Metals Company	8,481
Canadian Security & Intelligence	3,741
Canadian Staging Projects Limited	3,920
Canadian Thermos Limited	72,689
Canadian Timken Limited	3,040
Canadian Totalisator Company	44,075
Canadian Worcester Controls Limited	4,352
Canaport Limited	1,331
Cancom Industries Incorporated	1,643
Cancoppas Limited	4,723
Cangeo Limited	2,728
Cannax Retail Systems Incorporated	2,101
Cannell Films of Canada	21,235
Canon Canada Incorporated	8,283
Canplas Industries Limited	19,571
Canroad Transportation Research Corporation	2,922
Cansica Incorporated	1,205
Cansite Surveys Limited	33,522
Cantech Corporation	2,500
Canviro Consultants Limited	9,248
Capalano Plastics Company Limited	14,914
Capital Records	1,931
Capsule Technology	2,253
Captel	1,198
Capwell Plastics Limited	37,621
Carborundum Environmental Systems Canada Limited	5,485
Carey Canada Incorporated	1,571
Carmody Don Productions	42,632
Carnation Incorporated	2,295
Carratech Incorporated	9,312
Carrier Air Conditioning	3,306
Carrier Canada Limited	31,283
Carrier Eastern Division Carrier Canada Limited	8,912
Carrier Vibrating Equipment (CDA) Limited	8,087
Carrier Western	10,504

	$
Cascade Incorporated	2,210
Casual Import Fairfield	2,137
Caterpillar of Canada Limited	34,846
Cavendish Farms	1,542
CD Johnson & Associates Limited	3,143
Cegep St-Jérôme	1,146
Celfort Limited	3,244
Cemar Electro	2,182
Cenquip Limited	3,487
Center Tool and Mould Company Limited	25,680
Central Engineering Company	1,478
Central Stampings	63,793
Central Trust Company	1,469
Centre de recherche Noranda	2,202
Centre de recherche pour la défense	12,605
Cerrillo Morris World Evangelism	2,450
Chadwick Baross Incorporated	17,090
Chalec Products Limited	1,613
Champion Forest Products	24,894
Champion Ship auto RCG TMS Incorporated	147,393
Champlain Product	1,092
Charbonneau Bolduc Longueuil	1,107
Chemagro Limited	2,484
Chemical Leaman Tank Lines Incorporated	16,846
Chesapeak & Ohio Railway	22,799
Chesebrough-Ponds (CDA) Incorporated	1,564
Chesterton AW Company Limited	2,342
Chevron Chemical (Canada) Limited	2,841
Chilliwack Cablenet Limited	2,534
Chip Clip Canada	13,472
Christmas Eve Productions Incorporated	27,400
Christopher Chapmant Limited	2,924
Chrysler Canada Limited	4,242
Chubb Canada	15,579
Chuck Kuhn Photography	1,747
Church of Scientology	7,790
Cimteck Division Bata Industries	1,527
Cincinnati-Milacron Canada Limited	7,488
Cinema Group Incorporated	43,586
Cineplex Odeon Films CDA Incorporated	1,121
Cinewest Entertainment	29,518
Cini Incorporated	6,148
CIP Incorporated	3,338
Circle Productions Limited	4,744
Circo Craft Company	62,016
Circus Vargas	1,444
City of Winnipeg Payroll Department	1,176
Clairol Canada	1,013
Clara Industrial	12,739
Clark Equipment of Canada Limited	7,279
Clay Mill Technical Systems	23,871
Clayton Environmental Consultants Limited	6,204
Clearflo Skimmers Incorporated	4,518
Club House Foods	5,741
Clum Price Canada	14,518
CNCP Telecommunications	3,534
Coastline Hovercraft Systems Incorporated	14,452
Coba Canada Limited	4,961
Cobra Productions	61,638
Coex Containers	4,079
Cold Spring Granite Limited	1,488
Coleco Canada Limited	167,834
Colgate Palmolive Company Limited	3,247
Collingwood Shipyards	2,219
Collins Canada Division	3,775
Colonel Sanders Kentuky Fried Chicken Limited	1,022
Colorgen	1,087
Colortech Incorporated	3,144
Colson Canada Limited	1,622
Columbia Frame Incorporated	15,505

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Comark Communications Incorporated	32,067
Combustion Engineering Superheater Limited	12,233
Comco Roots Compressor	2,561
Cominco Limited	12,728
Comixx Incorporated	1,347
Comlink Systems Incorporated	8,385
Commanding Officer Medley Alb	2,856
Commercial Industrial Photography	3,902
Communications Technology Canada Limited	18,015
Compagnie de Pavage d'Asphalte	13,302
Complax Corporation	7,513
Composant JV Canada	19,197
Compugraphic Canada Incorporated	4,582
Computer Assembly Systems Limited	6,035
Computer Association	1,073
Computer Board Repair Depot Limited	3,032
Computer Environmental	1,190
Computer Vision	17,545
Computer Visual Incorporated	9,051
Computrol Ridgefield	1,877
Comtrade Enterprises Limited	4,099
Conag Alignment Products Limited	4,065
Conair Aviation Limited	4,194
Concise Sales Company Limited	3,202
Conco Tellus	11,553
Conlin & Garrett	5,001
Connestoga Rovers	1,296
Consolidated Bathhurst Incorporated	6,154
Consolidated Bottle Company Limited	6,603
Consolidated Concrete Limited	3,863
Construction Canamont Incorporated	66,218
Construction Mica	12,697
Consumers Distributing Company Limited	2,694
Consumers Imco Incorporated	50,527
Contel Engineering Incorporated	10,585
Contel Executone	2,985
Contest Communications Products Limited	2,384
Continental Can Canada Company	17,867
Continental Industrial Supply & Service	4,767
Contro Valve Equipment	1,056
Control Data Canada Limited	21,623
Control Technologies	3,292
Conus Equipment	7,102
Cooler Corporation	2,916
Cooper Industries (Canada) Limited	15,389
Core-Tech Drilling Equipment Incorporated	1,263
Coro (Canada) Limited	1,137
Coro-Tech Incorporated	1,476
Corporation de l'Opéra de Montréal	79,546
Corporation of the City of Vancouver	8,668
Corunna Drilling Limited	2,296
Corvib Limited	1,599
Corvis Communications Incorporated	26,088
Cosel Canadian Offshore System Engineering Limited	2,614
Coulter Electronic of Canada Limited	20,555
Counterrisk Incorporated	1,760
Crabtree Vickers (CDA) Limited	1,442
Craig Dory Recordings Limited	12,652
Creative Workshop Limited	1,960
Crepescule Productions	13,360
Creswin Film Distributors	1,068
Crooks Mechanical	9,423
Crosby Value Limited	1,333
Crosfield Canada Incorporated	6,506
Crouse Hinds Canada Limited	7,608
Crowder Communications Limited	2,352
Crown Controls Manufacturing Limited	7,051
Crown Cork & Seal Canada	4,985
Crown Forest Industries Limited	29,663
Cura Care Incorporated	1,652
Current Records	22,011
Custodis—Cotrell Canada Incorporated	9,463
Custom Trim Limited	7,675
Cut-A-Die Limited	3,543
CWS Corporation Cyovac	3,157
Cyanamid Canada Inc	31,971
Cyntech Resource Services Limited	2,334
DMA Industries Incorporated	19,835
D&R Concrete Equipment Sales Limited	45,379
DBM Industries	75,109
DHL International Express Limited	2,747
DIC Enterprises	5,324
DM Aluminum Manufacturing & Installation Limited	1,024
DMR and Associates	1,333
DSL	6,272
DST Industries Limited	20,512
Daal Specialties Canada Limited	50,715
Danbrie Agri Products	1,199
Dantec Electro Medical	1,772
Data Business Forms	5,250
Data Card Canada Incorporated	1,015
Data Switch	4,162
Data Tech	1,067
Datagram Incorporated	2,183
Datapoint Canada Incorporated	15,118
Datasphere Sales Limited	2,461
Davey Tree Expert Company of Canada Limited	8,869
Dayco (Canada) Limited	1,213
Daymond A Division of Redpath	1,542
De Groot John Associated Incorporated	2,151
De Laval Turbine Canada Limited	12,557
Dearborn Chemical Company Limited	2,108
Deco Automotive Incorporated	18,532
Degussa Canada Limited	11,181
Dencan Marine	3,783
Dennison Manufacturing Canada Incorporated	8,090
Dentz-Allis	9,339
Desa Industries Limited	62,590
Design South	3,269
Di Electric Communications	4,771
Dico Automotive Industries Limited	11,672
Digi-Plus Incorporated	2,229
Digi Dyne Incorporated	2,694
Digit Communications	2,335
Digital Equipment of Canada Limited	454,072
Digital Video Systems Corporation	5,074
Dilor Industries	7,514
Dipix Systems Limited	7,055
Direct Promotions Limited	31,671
Distributor International Incorporated	4,757
Distributor Comp Syst Burlington	4,442
Diversified Electronics	3,086
Dix Distributors Limited	3,409
Do Ball Stear	3,599
Dofasco Incorporated	69,240
Domglas Incorporated	31,755
Dominion Automotive Industries	15,155
Dominion Cellulose Limited	1,317
Domtar Incorporated Domtar Chemicals	46,822
Domtar Packaging Company	2,650
Don Carmody Production Incorporated	14,752
Donald Rodney Fevillerat	15,787
Donlee Plastics	1,821
Donn Canada Limited	12,512
Double M Plastics Limited	2,157
Dough Delight	3,268
Dow Chemicals Canada Limited	6,263
Dow Corning Canada Limited	31,083
Dowell Schlumberger Canada Incorporated	8,819
Dresser Atlas Incorporated	34,805

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Dresser Canada Limited	10,633
Dresser Clark	38,350
Drummond Business	6,646
Drummond Equipment Incorporated	2,783
Drummond McCall	1,907
Du Pont Canada Incorporated	3,635
Duetz Allis Canada Limited	2,727
Duha Printers (Western) Limited	2,211
Dunlop Canada Limited	3,015
Duraco Products	16,855
Durham Bush of Canada Limited	1,549
Dux Machinery	4,736
Dynamic International	1,013
Dynapro Systems Incorporated	6,772
Dynatec Mining Limited	211,112
EJ Facaci & Associates	1,817
EB Eddy Forest Products	1,924
EEV Canada Limited	1,401
ER St Denis & Sons	1,283
ESC 30000143	6,263
Eagle Electric of Canada Limited	10,125
Ealing Scientific	13,626
Earnest Ainsley Evangelistic	4,541
Eastern Hydraulics	1,047
Eastern Independent Telecom	7,328
Eastman Chemical	4,750
Eastman Kodak Company	14,243
Ebco Industries Limited	15,106
Echlin Canada Incorporated	2,097
Eclipse Bescom	1,481
Ecodyne Limited	3,466
Ecolaire Canada Limited	10,835
Edgar J Sherick Associates Incorporated	21,514
Edgewind Sales and Manufacturing Limited	5,023
Edmonton Opera Association	33,394
Educational Systems Tech CDA Incorporated	1,612
Edward High Vacuum (Canada)	25,482
Effem Foods Limited	1,283
Ehrtech	4,605
Ekco Canada Limited	13,814
El Rancho Motor Hotel	2,029
Eldon Industries of Canada	56,742
Electric Field Productions	1,634
Electro Rent Corporation	213,283
Electroforge	4,703
Electrolab Limited	4,599
Electrolux Canada	1,843
Electronics Corporation of America	17,264
Electroniques Incospec	11,984
Elliot Industrial Equipment	9,953
Elm Plastics Limited	9,331
Emcon Emanation Control Limited	8,283
Emerald City Research Incorporated	2,255
Emerson Electric Canada Limited	20,090
Employment and Immigration	4,835
Emrick Plastics	5,821
Emulex Corporation	1,356
En Plas Incorporated	30,305
Endeco Canand Limited	1,021
Energy Chemicals	3,889
Energy Consultants of Canada Limited	2,877
Enervac Corporation	3,285
Enmasc Canada	19,469
Enterprises Beckwith—Bemis Incorporated	1,950
Enterprises St Louis & Fils Incorporated	1,780
Entreprises Mediatech	2,776
Envirocon Pacific	1,555
Environmental—Canada—Water Resources Branch	6,863
Environnement Illimite	2,748
Epic Data	3,960
Equipement Moderne R B Incorporated	12,399
Equipement Piedmont	7,425
Equipements Lefco Incorporated	13,036
Erco Division of Tenneco CDA Limited	4,421
Ericson Communications Limited	4,179
Ernest Angley Evangelistic Crusade Incorporated	25,727
Escom Distribution Limited	11,400
Eske Lab Supplies	10,088
Essex Manufacturing	3,681
Esso Petroleum Canada Division IOI	1,919,609
Ester Lauder Cosmetics Limited	4,981
Etco Manufacturing of Canada Limited	12,215
Ethyl Canada Incorporated	1,277
Euclid Canada	3,022
Euroclean Canada Incorporated	20,971
Euromac Imports	3,895
Europlastiques	13,318
Evertz Micro Systems Incorported	5,212
Excello Corporation	31,300
Exco Engineering Division	4,432
Experimental Tool Manufacturing Company Limited	3,351
Expo 86 Corporation	1,318
Export Tool & Welding	8,011
Extrusion Systems	5,591
F Jos Lamb Company Limited	281,915
FF Soucy Incorporated	4,375
FK Warren	1,048
F/O Television Production	2,777
Fabricated Plastics Limited	11,029
Fabrizone Cleaning Systems	3,069
Fag Bearings Limited	1,640
Fairchild Data Corporation	1,589
Fairlight Computers	1,709
Fairmont Railway Motors	9,662
Faithdivision Enterprises of Canada Limited	2,995
Falcon Jet Corporation	11,019
Famous Players Limited	2,824
Fauteux Building Supply	5,136
Fauver JN (Canada) Limited	6,410
Federal Products Corporation	5,975
Federal Security Systems Limited	3,505
Fedor Exposition Incorporated	2,332
Ferguson Supply	14,049
Ferro Technique	27,609
Fiberglass Canada Limited Incorporated	4,677
Fibronic	1,240
Fifth Dimension Dad Company	1,203
Film Line Production Incorporated	111,276
Finning Tractor Company Limited	59,342
Firestone Canada	23,892
Firstcom Marketing Incorporated	2,895
Fisher Controls Company of Canada	56,390
Fisher Scientific Company Limited	4,224
Fitz Patrick Construction	8,285
Flakt Canada	18,837
Flexibox (Canada) Incorporated	1,152
Flo-Lite Industries	3,915
Fly Productions The	6,266
FMC Canada Limited	2,946
Focus Kighting	2,325
Foratek International Incorporated	1,760
Ford Glass Limited	1,391
Ford du Canada Limitée	699,372
Foremost Foods Limited	2,423
Formules Mécanographiques	3,680
Foseco Canada Limited	1,196
Foster Wheel Limited	9,399
Foster Wheeler Energy Corporation	8,728
Four Seasons Hotels	1,665
Foxboro Canada Incorporated	4,743
Franklin Electric	2,370
Franklin Manufacturing Company (Canada) Limited	4,935

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Fraser Incorporated	28,983
Fraser River Pile Driving Company	1,803
Freedland Industries Limited	5,659
Freightliner of Canada Limited	11,969
Fries Entertainment	4,034
Frigidaire Division WCI	6,566
Frisco Bay Industries of Canada Limited	9,716
Fruehauf Canada Incorporated	2,218
Fulcrum Technologies Incorporated	7,636
Fuller Brush Company	2,353
Furmanite Canada Limited	3,349
Furst Manufacturing Corporation	2,367
GLC Canada Incorporated	3,992
GN Johnston Equipment Company	5,675
GTE Unistrut Limited	15,899
G&W Electric Company	1,759
GB Book Plastics Limited	56,154
GF Puhl Company	1,314
GH Johnson's Furniture	5,582
GPD Canada	1,406
GTE Data Services	3,472
GTE Sylvania Canada Limited	2,928
Galaxy Productions Incorporated	20,179
Gananoque Plastics Corporation	173,937
Gang Nail Corporation	3,062
Garage Philexpert	1,709
Garde Côtière canadienne	1,123
Garlock of Canada	1,243
Garrett General Airation Service Company	8,395
Garry Hedden Limited	25,499
Gate Film Productions Incorporated The	9,644
Gates Canada Incorporated	24,175
Gateway Packers (1968) Limited	5,565
Gaxt Fuller Limited	4,246
Gaz Metropolitain Incorporated	66,373
Gearbulk Shipping	2,681
Genemation Incorporated	1,063
General Electric	10,560
General Exhibit & Displays	1,753
General Motors	98,816
General Printing Ink Corporation Canada Limited	2,024
General Refractories Company of Canada Limited	1,040
General Tire and Rubber Company	11,926
Genetic Systems Corporation	3,002
Genigraphics Corporation	17,005
Genrad Limited	1,132
Genstar Costain Tie Company Limited	4,424
Genstar Rental Electronics Incorporated	263,230
Genstar Structures Limited	7,026
Geophysical Service Incorporated	14,752
George H Hewitt Company Limited	2,771
Gerber Camsco Incorporated	6,122
Gerber Scientific Instruments Company	4,142
Gerr Electro Acoustics Limited	5,033
Giga Tron Associates	51,679
Gilbarco Canada Limited	10,811
Gillco Company	2,638
Glattair Techniques	1,354
Glengarry Industries Limited	1,286
Gorman Rupp of Canada Limited	8,831
Gough Electronics Limited	2,137
Grace WR & Company of Canada Limited	2,655
Graco Canada Incorporated	8,486
Grand and Toy Limited	24,627
Grand Prix du Canada	10,018
Graphics Precision	1,286
Great Canada Colour Printing Limited	33,779
Great West Imports Limited	1,015
Green Monkey Production Incorporated	3,028
Grid Systems Canada Incorporated	3,404
Griffin Canada Incorporated	2,296
Grimmer Schmidt	2,064
Grosfillex Incorporated	35,247
Gross Machinery & Supply Company Limited	1,877
Grove Telecommunications	5,948
Grumman St Augustine Corporation	2,993
Guaranty Trust Company	1,880
Guillaume/Margo Productions	31,576
Gundle Lining Systems Limited	2,473
HA Simons (overseas)	3,396
HB Fuller Sesame Incorporated	1,308
HCD Health Care Diaper Incorporated	1,695
HDC Industries	2,151
Haden Technical Services Corporation	6,854
Haley Industries Limited	2,237
Hall AF Company	1,245
Hall Danny	9,664
Hallmark Cards	1,749
Halton Municipality of	4,392
Hamilton Gear	1,074
Hamson Materials Engineering	1,259
Hands Fireworks Incorporated	4,287
Harber Manufacturing Limited	1,409
Harbourfront Corporation	4,331
Harkness Jan	2,611
Harms Denton & Denton Harvesting	2,704
Harshaw Chemical of Canada Limited	23,798
Hasbro Canada	7,200
Hasyseen Manufacturing Company	2,161
Hathaway Corporation	2,960
Hayes-Dana Incorporated Ag-Master Products	3,127
Hayward Industrial Products Canada Incorporated	21,502
Hayward Pool Products Canada Incorporated	5,321
Hazzard's Farm Service Limited	4,012
Heiremann Electric Canada	1,664
Hemdale Film Productions	24,609
Heno-Hinum Productions	2,066
Henson Associates Incorporated	2,275
Hercules Canada Incorporated	3,045
Herman Miller of Canada Limited	2,953
Hershey Canada Incorporated	8,600
Hewlett-Packard (Canada) Limited	348,104
Hi-Wood Helicopters Limited	3,558
Hicks & Lawrence Limited	4,818
Higher Education Film Productions	1,344
Hill Refridgeration Corporated	1,495
Himont Canada	12,130
Hiross Canada Incorporated	1,316
Hitachi (HSC) Canada Incorporated	17,880
Hitech Canada Limited	1,113
Hobart Brothers of Canada Limited	2,194
Holman Boiler Works Incorporated	4,016
Home Mission Board	5,963
Honda Canada Inc	16,026
Honewell Amplitrol Incorporated	3,851
Honey Bee Sanitation	68,885
Honeywell Limited	17,604
Hôpital General Juif Sir MB	4,458
Hôpital St-François d'Assise	4,525
Horizon Medical	7,654
Hottinger Balwin	1,984
Hotwork Incorporated	3,349
Household Finance Corporation	10,813
HSAAN Systems International Limited	5,189
Hu-Well Farm Supply Limited	6,820
Humbolt Wedag Incorporated	24,764
Humdale Productions/Burning Love Productions	3,422
Hummingbird Communications Limited	1,011
Hunter Associates Lab	1,240
Hunter Environmental Service	25,452

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Huron Steel Products (Windsor) Limited	8,135
Husky Bow Valley	2,138
Husky Oil Operations	21,836
Huyck Canada Limited	7,638
Hydrade Precast	5,216
Hydraulic Servo Test Systems	1,420
Hydro Québec	53,352
Hydro Space Marine	5,872
I'll Take Manhattan Production Incorporated	171,909
ICI Acoustics	2,293
ICL Computer Canada Limited	9,564
IDI Electric Canada Limited	3,244
IMS Infrastructure Management	27,682
IMT Cranes Canada Limited	16,246
IPL Incorporated	2,979
IBM Canada Limited	13,542
Ideafest	65,591
Imed Canada Incorporated	1,527
Impact Tool & Manufacturing Limited	1,171
Imperial Clevite Canada Incorporated	10,411
Imperial Oil Limited	31,679
Impulse Limited	775,604
Inco Limited	7,718
Inco Metals Company	3,324
Indal Limited	2,234
Indal Wall Systems Limited	1,011
Industries Foresteel Limitée	7,009
Industries Griffin International Incorporated	6,297
Infolytica Corporated	7,253
Infomart	3,079
Infrastructure Management	79,324
Ingersoll GMBH Incorporated	12,129
Ingersoll-Rand Canada Incorporated	80,547
Inmont Canada	3,672
Inmotion Company	9,336
Innotech Aviation Limited	215,682
Innovative Biometric	1,015
Inproheat Industries Limited	2,180
Installations Sportives	1,093
Instrumental Rentals Canada Division	28,854
Insulated Masonry Block White	5,762
Intelledex Incorporated	4,872
Inter Technology	5,026
Inter Video Incorporated	1,865
Intera Technologies Limited	23,498
Interactive Entertainment	1,670
Interbake Foods Limited	6,466
Intercraft Industries of Canada Limited	1,832
Interfax Systems Incorporated	89,722
International Equipment	1,374
International Malleable Iron Company	5,767
International Sintered Metals—Guelph	3,431
International Wallcoverings	2,061
International Water Supply Company Limited	1,463
Inventure Development Incorporated	2,252
Iotech Corporation	2,998
Ipeco Incorporated	40,098
Ipsco Incorporated	6,254
Irving Oil Transport Limited	2,051
Irwin Toy Limited	291,721
Island of Bob-Lo	3,824
ITEX Composition Systems	1,674
ITT Industries of Canada Limited Communications Division	1,004
JI Case Canada Limited	32,247
J-Mar Electronics Limited	4,771
J Ford & Company	49,590
J Mulcahy Enterprises	3,315
JA Faguy	1,645
JE Baker Incorporated	1,771
JPS Microsystems Incorporation	1,350

	$
JR Ouimet Incorporated	32,125
JV Components Canada	2,267
Jacobsen Rodney	1,044
Jaddco Anderson Limited	33,267
Jaguar Canada Incorporated	69,264
James R Ernest Incorporated	2,786
Janber & Associated	22,703
Jansa Steve	24,611
Jay Plastics Company	1,110
Jay-Vee Waterbed Heaters Limited	2,468
Jeffrey Manufacturing Division Dresser	3,084
Jerome and Francis Company	2,384
John Bloomgarden Productions	25,700
John Deere Limited	34,705
John Kalbusz	4,808
Johns Broohs Company Limited	8,503
Johnson and Johnson Incorporated	20,237
Johnson GN Equipment Company Limited	31,204
Johnson SC & Son Limited	5,796
Johnston Environmental Equipment Limited	7,505
Joly Engineering Limited	1,772
Jonas & Erickson Limited	2,806
Jones 83 Manufacturing Company	3,154
Jouets Ritvik Incorporated	70,795
Journal of Commerce Limited	3,956
Joy Manufacturing Company of Canada Limited	2,738
Juno Lighting Limited	1,501
KD Engineering	5,887
KHD Canada Incorporated	7,800
KSH Canada Limited	8,026
KT Services Incorporated	2,124
Kajaani Incorporated Automation	7,726
Kallestad Laboratories Incorporated	2,630
Kamyr Construction	1,352
Kamyr Installation	3,055
Karlson Shipping	2,965
Kasle Steel of Canada Limited	31,335
Kaufman Footwear Division Wm H Kaufman Incorporated	1,141
Kautex of Canada Incorporated	3,779
Kavex Canada	1,758
Kayok Specialities	1,285
Kaytronics Incorporated	2,659
Kellogg Salada	18,683
Kelowna Flightcraft Air	1,676
Kendal Canada Division of CKR Incorporated	2,054
Kendall USA Incorporated Naples	15,201
Kenner Parker Toys	4,885
Kenner Products (Canada) Limited	52,712
Kenscott Limited	2,584
Kent Homes Limited	4,213
Kent Moore	1,018
Ket Network Centre	36,901
Kimberly Clark Canada	10,706
Kimbley George	2,289
King Equipment Manufacturing Incorporated	7,218
King Fifth Wheel Company Canada Limited	4,688
King Seagrave Incorporated	3,112
Kingpin Diesel	6,319
Kira Films	6,281
Kirby Tool & Mould	1,609
Klonker Ferromatic	3,854
Knorr Brake Limited	6,691
Kodak Canada Incorporated	107,262
Komline and Sanderson Limited	23,462
Kord Products Limited	22,401
Kraft Limited	19,455
Kramer Tractor Limited	1,551
Krautkramer Branson	2,781
Kuhlman Plastics of Canada	2,992
Kuhn Farm	3,682

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Kurzweil Computer Products Incorporated	3,124
Kwik Lok Limited	1,112
LM Equipment Limited	2,155
L'Hotel	9,138
LCF Manufacturing	1,895
LDJ Incorporated c/o Teledyne Canada	1,059
LGD Limited	1,854
LK Tools USA Incorporated	6,070
La Brasserie Labatt	4,141
Lab Volt Québec Limitée	10,050
Labeq Incorporated	3,467
Lactantia Limitée	3,369
Laidlaw Transport	1,298
Lake Ontario Steel Company Limited	2,821
Lakeside Plastics Limited	1,303
Lambton Pipe & Supply Limited	43,983
Lamco Die Cast	6,652
Lamko Tool & Mold	7,601
Lamson & Sessions	1,481
LaSalle Glass Blowing Company Limited	2,834
Laser Machining Centre Incorporated	2,648
Laser[illegible]od Incorporated	2,674
Laurentide Controls (1978) Limited	2,093
Lauzier and Little	2,203
Laval Tool & Mould	5,525
Law Engineering Industries Services	4,655
Lawson Falle Limited	5,311
Lazy Boy Canada	1,372
Lear Siegler Industry	15,601
Leasemetrics Canada Incorporated	73,243
Leco Industries Canada Limited	210,669
Leggat Incorporated	2,293
Leigh Metal Products Limited	4,201
Leitz Ernest Canada Limited	2,963
Lenoord Legere	1,259
Leq Measurements Limited	1,425
Les Auvents Metro Incorporated	20,324
Les Electroniques Incospec	18,931
Les Produits de Polissage	10,159
Les Produits Griffin (1982) Incorporated	1,285
Les Technologies Corfin Incorporée	8,274
Letts Industry Incorporated	2,640
Leyland Vehicles	12,859
Libbertt Concessions Incorporated	4,951
Libby St Clair Incorporated	1,275
Licol Company Limited	1,666
Lift Systems Incorporated	52,262
Liftow	23,241
Lincoln Electric Company of Canada	1,145
Linx Industries Incorporated	1,234
Lipton Thomas J Incorporated	8,958
Liquid Carbonic Incorporated	10,061
Litens Automotive	39,297
Litho Prestige 1980 Incorporated	3,716
Little Caesar Enterprises Incorporated	32,803
Little Tikes Company A Division of Rubbermaid	27,556
Litton Systems Canada	18,361
Lobsiger Associates Limited	2,317
Locite Canada Incorporated	1,017
Logan Production	34,664
Logicon Incorporated	4,148
Lokari Incorporated	5,483
London Machinery Company	16,549
London Nuclear Limited	65,155
Lonza Incorporated	3,401
Louis Albert Association Incorporated	7,075
LTPO—161154 Limited	24,649
LTS Sales Limited	6,918
Lubrizol of Canada Limited	4,304
MDA Technologies Limited	7,713
MSC Electronics Limited	38,396
MBB Helicopters Canada Limited	14,179
MCC Powers Unit of Mark	13,361
MSE Engineering System Limited	11,679
MT Chemical Limited	4,124
MW Industries Incorporated	6,760
Mabarex Incorporated	1,989
MacMillan Bloedel Limited	7,101
Macbeth Division of Kollmargen	9,638
Macdonald Dettwiler	8,078
Mack Trucks Canada Limited	3,225
MacLean Hunter Limited	3,463
MacMillan Bathurst Incorporated	12,134
Madelipeche Incorporated	10,481
Magna Advanced Resource	1,961
Magna International Incorporated	1,654
Magnetic Metals Limited	23,792
Man Data Service	3,025
Management Graphics Incorporated	3,724
Management Info Security Tempest	47,100
Manfor Limited	2,268
Manitoba Cancer Treatment	5,521
Manitoba Hydro	14,965
Manitoba Telephone System	3,613
Manitoulin Film Company	11,256
Manufacture Leviton Canada	4,608
Manville Canada Incorporated	28,111
Maple Electronics	1,227
Maple Roll Leaf Company Limited	1,228
Marden Fabricating	2,409
Marion Reese & Associates	1,370
Markem Products Limited	3,723
Markham Technologies Incorporated	1,846
Marshall A & Associates	1,419
Martin Brower of Canada Limited	6,097
Martin Feed Mills Limited	1,275
Masoneilan Operations (Dresser)	2,195
Massey Ferguson Industries Limited	4,508
Mastico Industries Limited	7,356
Matrix Science Corporation	24,578
Matrox Electronic System	5,806
Matsushita Electric of Canada Limited	1,607
Mattel Canada Incorporated	49,069
Maxwell Morton & Associates	1,985
Maynard I&B Scientific	1,441
McElhanney Surveying Group Limited	14,886
McCain Foods Limited	13,247
McCutcheon Graphics	22,219
McGraw Edison Limited	10,215
McIntosh Labs c/o Associated Audio	1,520
Measurex Canada Limited	7,815
Mechtion International	2,934
Medigas Manitoba Limited	1,459
Medrad Incorporated	1,375
Medtronics of Canada Limited	3,703
Medway Fisheries Limited	8,783
Megalith Optical Storage Tech	1,979
Meidinger Mervin	6,608
Melnor Manufacturing Limited	1,236
Melroe Equipment Limited	5,045
Memorex Canada Limited	7,040
Memoussime Laval Incorporated	5,852
Menasco Canada Limited	3,634
Menasha Corporation	31,277
Merrick Lee & Associates Limited	1,096
Merrill Lynch Royal Securities	2,044
Metallurg (Canada) Limited	17,698
Métaux Kosel Incorporated	5,283
Metcon Sales & Engineering Limited	3,343
Metcor Incorporated	2,091

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Metric Corporation c/o Trans Northern Pipe Line	7,380
Metro Transit Operating Company	65,315
Metroland Printing & Publishing Limited	15,290
Meyer Products Incorporated	1,318
Meyer Service & Supply Limited	1,009
Micra Systems	1,066
Microtel Limited	25,475
Mid-West Silo Systems Limited	6,501
Midtek Instruments Company	1,786
Millard Lister Sales Limited	5,362
Miller Scott Productions	17,451
Milliken Industries of Canada	17,775
Millipore Limited	12,380
Milthom	1,798
Milton Bradley Canada Incorporated	3,509
Miner Enterprises Incorporated	23,909
Minesco GR Limitée	1,351
Mini Micro Graphic	1,654
Minicom Data Corporation	7,079
Mining Services International	21,396
Ministère des Communications	1,232
Ministère de la Défense nationale	135,307
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources	29,418
Ministère des Pêches et des Océans	8,940
Ministère des Travaux publics	4,016
Miramichi Pulp & Paper	3,648
Miser Marketing Limited	1,442
Mitel Corporation	3,091
Mitsubishi Canada Limited	5,208
Mobil Chemical Canada Limited	1,202
Mobile Data International	2,205
Modcomp Canada Limited	2,387
Modern Dairies Limited	1,942
Molson Drag Boat Challenge	4,958
Monarch Plastics	1,272
Monroe Auto Equipment	8,144
Monsanto Canada Limited	7,524
Mont Blanc Films	24,933
Montreal Milling Cutter Company	6,588
Moore Business Forms Division of Moore Corporation Limited	5,789
Moore Corporation Limited	4,344
MorPak Limited	1,154
Morrow Crane Company	1,186
Morse Automotive	1,559
Morval Durafoam Limited	4,310
Motion Picture Video Corporation	1,683
Motion Shows	10,434
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	4,945
Motorola Canada Limited	1,552
Mountain King Productions	2,031
Mountain Slide Incorporated	1,414
Movac Impex Limited	3,450
Mr Mark Beach	4,542
MTD Products Limited	261,775
Muirhead Don	5,278
Mulcohy J Enterprises	4,775
Multilek Incorporated	7,153
Multipoint Communications	1,687
Multitest Electric	9,066
Multitone Electronics Limited	6,770
Mylec Canada Limited	117,092
N&W Brunswick Electric	2,199
NB Electric Power	1,748
NB Telephone Company Limited	3,167
NDex Instrument	4,609
NS Power Corporation	22,075
NBC Studios/Christmas Eve Productions	1,480
NCR Canada Limited	5,606
NEI Canada Limited	17,329

	$
NEI Parsons Limited	12,223
NS Tractors & Equipment	1,508
Nabisco Brands Limited	20,878
Nadin Mould	2,716
Nalpac Company	2,056
Namasco Limited	6,990
National Auto Radiator Company Limited	7,211
National Liquid Blasting Corporation	17,719
National Research Council of Canada Limited	44,213
National Restaurant Equipment	6,559
National Rubber	294,497
National School Services	3,385
National Standard	1,671
Navair Limited	61,977
Navigation Nutak Limited	8,752
Navistar International	38,369
NB Research & Productivity Council	3,708
NCR Canada Limited	7,181
Neles Canada	1,147
Neoplan USA Sales Incorporated	77,191
Neptune Meters Limited	17,841
Network Systems Corporation	12,379
New Mapak Limited	3,351
New World Television	1,754
New York Air Brake Company	8,140
Newfoundland & Labrador Hydro	2,406
Newfoundland Telephone Company	2,059
Newman Steel Company	2,783
Nexus Engineering Corporation	6,226
NFE Canada Limited	6,882
Niagara (les Industries)	2,173
Niagara Triad	3,156
Nichols RH Company Limited	13,502
Nicholson Murdie Machines Limited	11,675
Nicolet Instruments Canada Incorporated	3,457
Ninety-Nine Corporation	2,962
Nissei Sangyo Canada Incorporated	1,314
Nolisair International Incorporated	22,439
Nopak Canada	1,685
Noram Specialty Equipment Limited	2,900
Noranda Mines Limited	1,357
Norca Industries Limited	25,031
Norcast Incorporated	1,422
Nordair Incorporated	64,882
Nordic Fishing Company Limited	8,352
Nordson Canada Limited	3,906
Norfolk & Western Railway Company	3,922
Norpac Controls Limited	7,441
Norseman Plastics Limited	38,383
Nortec SGS Incorporated	3,279
North American Controls	9,101
North Canada Air	4,717
North Central Plywood	1,063
Northern Lighting Incorporated	11,795
Northern Mountain Helicopters	3,910
Northern Stores Division	1,549
Northern Telecom Canada Limited	64,849
Northwest Stagecraft Incorporated	3,376
Northwest Territorial Airways	1,652
Norwest Precision Limited	8,721
Nova An Alberta Group	22,493
Novacor Chemicals Limited	3,593
Nu-Dell Plastics Limited	2,215
Nusz Ron R	2,398
Nygard International	6,611
O&E McIntyre Limited	7,485
OEM Computer System	3,093
Ocean Steel & Corporation	1,468
Odomaster/Restorx Division Cashem	1,146

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Offshore Systems	2,893
Ohmart of Canada Limited	2,017
Okanagan Helicopters	23,334
Olivetti Canada	8,436
Olsonite Products Limited	27,701
Omark Canada Limited	19,419
Oneac Corporation	2,310
Onex Packaging Incorporated	2,001
Ontario Battery	2,451
Ontario Hydro Limited	68,946
Opcon Incorporated	1,605
Opera Hamilton	7,814
Opera Quebec	28,902
Optikon Corporation Limited	6,159
Optro Tech Incorporated	13,967
Ordingraphe	4,188
Ore Sorters Canada Limited	7,189
Ortho Pharmaceutical (Canada) Limited	3,787
Otis Elevator Company Limited	1,253
Otis Engineering Company Limited	1,037
Ottawa Cablevision Limited	1,128
PPG Industries Canada Limited	264,488
PC World Circuits Incorporated	1,004
PCL Pashen Pile A Joint Venture	9,929
PPD Hercules Incorporated	51,805
PTC Canada Incorporated	1,936
Paccard du Canada Limited	8,682
Pacific Communications Limited	1,494
Pacific Engine and Equipment	1,173
Pacific Truck and Trailer Limited	1,497
Pactek Systems Incorporated	1,766
Palco Welding Producers Canada	1,358
Palmer Kane	2,426
Palmer Gabe	2,841
Pan duit Canada Limited	3,190
Panel Clip of Canada	2,077
Pansophics Products Division	2,322
Papiers Perkins Limitée	27,324
Paradyne Canada Limited	18,607
Paramax	1,467
Paramedia Communication	8,630
Paramount Pictures Limited	5,053
Park Davis Canada Incorporated	13,390
Park Industries	1,338
Parker Brothers Limited Division of General Mills Canada	7,426
Parker Canada Division Kenner Parker	5,798
Parker Hannifin (Canada) Incorporated	1,304
Parr Industries Limited	7,999
Partco Incorporated	2,796
Patio Creation	18,577
Patons and Baldwins Canada Incorporated	5,130
Paxton Doug	8,029
Payton Scientific Limited	2,040
PCL & Eastern Packaging Limited	2,113
Peacock Brothers Limited	1,501
Peelco Manufacturing Limited	2,125
Peerless Cascade Plastics	1,152
Peinture International	2,868
Pelican Spruce Mills Limited	2,038
Pelsue Incorporated	2,215
Pennwalt Incorporated	24,546
Perception Incorporated	1,142
Perceptron Computing Incorporated	5,378
Performed Line Products (Canada) Limited	2,236
Pertron Controls Corporation	1,314
Petro Canada Exploration Incorporated	7,998
Petro Canada Products Incorporated	6,532
Petrosar Basic Chemical	30,269
Pfizer Canada Incorporated	4,772
Phillips Electronics Limited	31,566

	$
Picker International Canada	2,602
Picture Plant	2,275
Piebherr Container	8,751
Pier I Import of Canada	11,910
Pillsbury Canada Limited	1,995
Pirelli Cables	1,031
Plad Equipement Cie	10,623
Plastibeton Incorporated	4,226
Plasticap Limited	11,088
Plastics CMP Limited	4,765
Plastique DCN Incorporated	8,030
Plastiques Macaple Canada	40,222
Plastiques Modernes Limitée	9,782
Plax Division of Bradley-Fenn Enterprises Incorporated	43,760
PMS Consolidated	2,043
Polaroid Corporation of Canada	13,726
Police Academy Productions Incorporated	126,607
Police Association of Nova Scotia	6,633
Polyrim Manufacturing Limited	12,544
Polysar Limited	293,595
Powell Equipment	4,476
Power Distribution Incorporated	8,294
PPD Hercules Incorporated	3,505
PRA International	1,487
Prairie Equipment	2,732
Pratt and Whitney Aircraft of Canada Limited	26,640
Precious Plate Limited	1,048
Precision Spring of Canada Limited	5,247
Precision Value	4,228
Prime Computer of Canada	1,786
Procast Foundries Incorporated	1,471
Processing Technology Limited	1,712
Proctern & Redfern Limited	1,517
Proctor and Gamble Incorporated	24,647
Production Machinery Services Limited	1,013
Productions Boudrias-Pohrbach Incorporated	38,360
Produits Plastiques JAY	97,986
Promatek Systems D'Ordinateur	2,035
Protective Plastics Limited	2,278
Proto Manufacturing	9,359
Province of Manitoba	1,356
Province of Nova Scotia	1,523
Puritan-Bennett Canada Limited	6,354
QC Incorporated	40,857
Quad Tek Incorporated	2,130
Qualico Central Meat Packers	1,771
Quality Patterns	3,135
Quality Plastics Limited	5,453
Quantun Inspection & Testing Limited	10,241
Quebec Air Incorporated	74,895
Queen City Bedding Company	2,287
Quodromed Technologies Incorporated	2,328
R Mabit Incorporated	2,275
RBR Joint Venture	2,643
RCA Incorporated	3,642
RJR MacDonald Incorporated	5,452
RMC Equipment Limited	1,683
RNG Equipment Incorporated	1,921
Racal Canada Limited	3,041
Racal Redac	1,038
Radio Futura Limited	12,054
Radio NW Limited	2,366
Rafael Ramirez & Sons Incorporated	11,106
Rainbow Concrete Industrial Limited	3,386
Ralston Purina Canada Incorporated	2,221
Rama Housewares Sales Incorporated	21,983
Ramada Renaissance Hotel	1,979
Ratter Tony	1,042
Raychem Canada Limited	18,811
Rayonics Scientific	19,730

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Raytheon Canada Limited	3,959
Reactive Metals & Alloys	9,854
Recherches Contractuelles	1,910
Recognition Equipment (Canada) Limited	5,496
Red River Broadcasting GRP	8,385
Redirack Industries Limited	4,448
Redpath JS	1,591
Reed Limited	3,379
Reeves Brothers Canada Limited	3,372
Reflex Division of International Tools	4,158
Regional Die Casting Limited	66,536
Regional Municipality of Halton	1,293
Reimar Jergen Edward Fielder	2,127
Reinhausen Canada Limited	1,665
Religion Production Company The	1,993
Relmech Manufacturing Limited	11,026
Remanco Systems Incorporated	3,291
Remtec Incorporated	27,877
René Fibres de Verre Limited	1,008
Research Cotrell Canada Limited	5,753
Research Incorporated	7,045
Rexon Business Machine	1,449
Rhode and Schwartz Canada Limited	39,716
Richmond-Lax Equipment	9,500
Rieke Canada Limited	19,092
Rim One Incorporated	140,708
Ringo Fur	4,112
Risdon Cosmetic Containers Incorporated	5,461
Rising Glen Productions	8,770
Ritchie Smith Feeds Incorporated	1,063
Robert Begg Limited	20,163
Robert Mitchell Incorporated	7,586
Roberts Customs & Traffic (Conco Tellus)	12,487
Robertson Whitehorse Division of Procon Limited	1,587
Robertson Bruce	2,855
Rockwell International of Canada Limited	37,531
Rodman Downs	28,720
Roger Runlin	1,509
Rogers Cablevision	2,267
Rohm & Haas Canada Limited	12,348
Rolland Incorporated	2,153
Rolls Royce Motor Cars Limited	12,494
Rolm Canada Incorporated	13,119
Ronalds Rederated Limited	3,157
Ropak Capilano	33,965
Ror Associates Limited	2,604
Rose Productions	25,701
Ross Cunningham Automotive Incorporated	29,701
Rostar Precision Incorporated	1,240
Rotem Industrial Products Incorporated	2,904
Roto Precision	3,778
Royal Canadian Mounted Police	14,791
Royal Winnipeg Ballet	2,783
Rubbermaid Canada Incorporated	877,671
Rubenstein Brothers Company Limited	1,940
Rush Productions	479,890
Russel Brothers	1,907
Rustad Brother	2,331
Ryder Truck Rentals	7,651
Ryka Blow Molds Limited	2,340
S and C Electric Canada Limited	2,077
SC Johnson (Canada) Limited	4,674
SDRC Incorporated	12,493
SKF Canada Limited	9,937
SNC Incorporated	73,849
SRP Controls Systems Limited	4,084
Sabro Canada Limited	1,142
Sackville Downs	2,533
Safetech Incorporated	1,098
SAIC Canada	2,189

	$
Saint-John Shipbuilding Limited	1,213
Salem Industries Canada Limited	3,046
Sales Development Group The	1,710
Sand Technology Systems	20,721
Sanders Canada	5,643
Sandoz Canada Incorporated	9,047
Sanex Incorporated	1,930
Sango Canada Incorporated	2,110
Sanitherm Engineering Limited	1,306
Sanyo Industries Canada	12,530
Sartorius Filters Incorporated	2,745
Saskatchewan Power Corporation	1,203
Saturn Ding Incorporated	10,936
Saver Axels	1,945
Savoie Couvreurs Limitée	12,151
Sawan Kerpal Ruhani	7,365
Scardillo Cheese Limited	2,016
SCDT Maritimes	42,373
Sceptee Riedel Dawson	1,522
Sceptre Manufacturing Company Limited	1,055
Scherick Edgar J	2,931
Schering Canada	1,127
Schlegel Lining Technology Incorporated	26,088
Schuber Incorporated	149,967
Schulman A Canada Limited	4,857
Schulz Productions	6,815
Sciencetech Consultants Incorporated	2,356
Scientific Calculations Incorporated	4,075
Scot Page Company	26,912
Scott Paper Limited	17,557
Screen Gems Canada Limited	22,459
SDRC c/o Corner Brook Pulp & Paper	9,539
Seaboard Shipping Company	516,250
Second Source Computer Group	2,236
Sed Systems Incorporated	1,385
See Design and Production	29,479
Seer Canada	9,945
Selcan Limited	55,223
Seltron Electric Controls	1,409
Semicon Components Incorporated	1,767
Sentrol Systems Limited	1,674
Septre Controls Limited	7,783
Sesco Incorporated	1,355
Sharmill Products Incorporated	19,740
Shaw Festival Theatre Foundation	7,749
Shawingigan Lavalin Incorporated	25,870
Shell Canada Limited	20,140
Sheller Globe of Canada Limited	17,232
Shelley RG Limited	12,477
Shirwin Williams Canada	1,362
Shop Vac of Canada Limited	66,791
Show Associates World of Wheels	1,578
Show Maker	110,094
Showman	3,555
Sicht Pach Folt Box Incorporated	16,256
Sico & ses Filiales	4,891
Sidex Incorporated	2,677
Siemens Electric Limited	57,103
Sigma Sound Studios	3,413
Signatel Limited	1,335
Signatronics	2,672
Signode—Canada	1,385
Signtech Incorporated	2,078
Sihi Pumps	2,053
Silver Recovery Systems	1,851
Silvertree Sawmills	1,177
Simon Day Limited	1,338
Simplot Chemical Company Limited	2,988
Simpson AG Company Limited	1,219
Sisil Barnaby BC	7,301

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Skyswitch Satellite Communications	9,627
Skytronics Limited	4,672
Sloan WG Industries	3,037
SMI Support Measures Incorporated	1,601
Smidth FL and Company of Canada Limited	2,453
Smith Press Automation	8,787
Smithers Oasis Canada Limited	1,652
Société Canadienne de Conservation Québec—Mauricie	1,640
Société Petro Montreal	8,931
Société Radio Canada	42,697
Société Sette	11,036
Software Avocet International	1,720
Solar Chem Research	2,112
Solaray Division of Sunbeam Corporation (Canada) Limited	105,457
Solotech	11,430
Somerville Belkin Industries Limited	22,471
Sonco Steel	1,219
Sony of Canada Limited	74,001
Sound and Lighting Flash	2,717
Sound Power	5,497
Soundcraft Electronique Canada	4,392
Southern Ontario Tomato Cooperative	8,648
Spar Aerospace Limited	30,691
Spartan Controls Limited	1,188
Spartec Industrial Equipment	2,452
Speciality Cast Metal	2,326
Spectra Computer Services Limited	1,768
Spectragraphics Corporation	5,383
Spectrex Limited	6,638
Speed Sports Promotion	48,921
Sperry Incorporated	52,828
Sperry Univac Defence	43,142
Sprague Distributors	3,856
Sprague Schlumberger	7,545
Spruce Falls Power & Paper Company Limited	2,887
Square D Company of Canada Limited	4,070
St Anne Nachawic Pulp & Paper	1,012
St. Clair Plastics Division 513978 Ontario Limited	5,383
St Lawrence Manufacturing Canada Incorporated	15,631
St Lawrence Reactors Limited	6,694
St Thomas Knight	2,263
Stakeout Productions	22,123
Stamco Tool & Die	4,716
Standard Knitting Limited	3,640
Standard Tube	2,855
Stanley Door Systems Limited	1,223
Starcraft Recrational Products Limited	15,073
Starks Dale	1,103
Starrett The LS Company of Canada	1,497
State Farm Mutual Automobile	5,106
Stater Steel Corporation	1,122
Stearns Catalytic Limited Air Products Division	3,315
Steel Brothers Canada Limited	3,812
Steel Case Canada Limited	12,370
Steel Tile Company	5,046
Stelco Incorporated	15,593
Stephens Hepner Company Limited	1,001
Stevens & Sons Limited	2,495
Stone Fox Production Limited	2,999
Stone Risi	3,031
Storey James c/o Speed Sport	1,433
Storrington Industries Limited	1,238
Streamline Copper and Brass Limited	1,220
Streit Harvesting Incorporated	35,123
Studio Andre Perry Incorporated	9,305
Studio Marko 1983 Incorporated	3,022
Success Video	1,578
Sugra Limited	23,110
Suite Music Incorporated	45,083
Sulzer Canada Incorporated	46,328
Sumitomo Canada Limited	113,264
Summer Company Limited	2,104
Summit Technologies Incorporated	1,734
Sun Micro Syst Montreal	10,507
Suncor Commercial Incorporated	9,700
Sunds Defibrator	4,801
Sunohio	118,670
Supercart International Incorporated	5,632
Supercrete Precast	3,117
Superior Limited Partnership	2,531
Superior Performance (Canada) Products Incorporated	8,986
Supply and Services Canada	11,105
Sure Way Metals Limited	2,506
Surnav Corporation	8,790
Suspect Productions	1,107
Sutherland-Schultz Limited	2,108
Sweaney Dale	3,088
Sweaney Tom	2,709
Sydney Steel Corporation	2,633
Symbolics Canada Incorporated	19,261
Synchrotel Communications Limited	4,307
Synergetic Concepts	16,817
Syntex Diagnostics	4,277
Syntex Incorporated	2,056
Sypher Muller International	1,963
TDW Sales	3,972
TIR Systems Limited	1,187
TCI Superior	5,620
TRJ Control System Limited	9,551
TRW Data Systems	1,894
TVM Pape Machines	16,924
TVW Paper Machines Incorporated	6,313
Tac Incorporated	3,294
Taft Entertainment Television	21,942
Tandem Computer Canada	68,170
Tangibles Limited	2,345
Tappis Pulping	2,881
Tara Marketing Corporation	5,691
Tartini Musical Imports Limited	1,013
TAS Communication Limited	8,160
Tasman Scientific Incorporated	28,692
Taylor Forge Canada Limited	22,852
Taylor Soaps Perfumes Limited	2,833
Taylor Steel Incorporated	3,154
Tech Neurop Incorporated	2,070
Tech Rep Electronics Limited	7,948
Tech Sales Company	1,635
Technical Marketing Association Limited	101,805
Technitrol Expertise Incorporated	1,040
Teck News Agency	1,321
Tektronics Canada Incorporated	55,887
Tele Science Incorporated	2,065
Tele-Radio Systems Limited	12,126
Telecom Canada	39,734
Teledyne Canada Limited	5,379
Teleglobe Canada	17,646
Telepanel Incorporated	2,582
Telesat Canada	6,982
Telex Computer Products Limited	5,000
Telic Corporation	13,288
Tellabs Communications Canada Limited	10,110
Telsec Security Limited	3,760
Tempest Security Integrators	24,406
Tennant Company	11,911
Teradata Canada	50,679
Teredyac Corporation	20,066
Terrascience Systems Limited	22,403
Test Data Systems Canada Limited	6,393
Tetra Pak Incorporated	3,500
Tetreault Guy Agence	1,326

Remise d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Texas Freeport	7,081
Texas Instruments Limited	24,212
Texcan Communication Incorporated	12,339
Textron Canada	1,543
The Leader Post	2,384
The Ohmart Corporation	2,938
The Priviledge Company	4,387
The Rexroth Corporation	1,605
The Royal Winnipeg Ballet	3,080
Theatre Aquarius	13,668
Theatre Sans Fils Incorporated	157,202
Thermal Power Corporation	18,457
Thermo-Electric Canada Limited	1,489
Thermojet Incorporated	2,974
Thomas Equipment	3,084
Thompson CSF Canada Limited	26,352
Thunderbird Plastic	12,028
Tie Communications Canada Incorporated	1,124
Tillsonburg Church of Christ	2,273
Time Air Limited	1,202
Titanium Film	18,468
Titanium Industries	8,856
TMC Rock Contractors Limited	5,574
Tomy Canada Incorporated	10,584
Tonka Corporation Canada Limited	704,216
Toronto Free Theatre	1,114
Toronto General Hospital	5,842
Torremodo Limited	88,199
Torrington Incorporated	5,384
Toshiba International	3,436
Toshiba of Canada Limited	1,281
Total Inert Maintenance	4,144
Townsend Film Productions Incorporated	71,317
TPS Industries	1,455
Trane Company of Canada Limited	634,499
Trans Automated Equipment	20,579
Trans Canada Pipe Lines Limited	7,418
Trans Mountain Pipe Line	1,843
Transalta Energy Systems	1,384
Transformer Consultants SD Myer	47,309
Transport Canada	21,429
Travelers of Canada	2,510
Travelodge Viscount	3,351
Travenol Canada Limited	2,817
Tri Sure Products	1,169
Tri-Way Machine Limited	8,960
Tri-Mold Incorporated	1,040
Tricel Limited	2,212
Trident Automotive Products Incorporated	9,402
Triplex Engineering Company Limited	1,151
Trispec	20,143
Triump	318,087
Trow Rick Productions	11,072
TRW Canada Limited	5,379
Tucker Plastics Incorporated	20,428
Tulsa Computer	3,332
Tupperware Company A Division of Dart Industries Canada Limited	2,475,107
Turbo Systems International	7,211
Twentieth Century Fox Films Corporation	1,405
Twinpak Incorporated	35,729
Tyme Systems	11,521
Ulstain Maritime Limited	1,688
Ultimate Data Systems	1,205
Ungermann-Bass Incorporated	7,398
Unicor Industries	42,838
Union Carbide Canada Limited	16,958
Union Gas	1,293
Unique Mold Makers Limited	5,415
Unireco Industries Incorporated	37,775
Uniroyal Limited	18,723
Unistreet Building Systems	3,823
Unistrut Canada Limited	12,103
Unit Rig and Equipment	2,387
United McGill Corporation	3,558
United Technologies Automotive	6,001
United Video Limited	3,485
University of British Columbia	15,649
University of Saskatchewan	1,148
University of Waterloo	6,560
Unlimited Textures Company Limited	1,243
Upjohn Company of Canada	7,681
Upton Bradeen and James Incorporated	9,163
Urbanick Dale	1,255
Utility Vault of Canada Limited	19,963
Utlas International	5,739
V Crichton Enterprises Limited	1,478
VP Programs Incorporated	29,606
Valenite-Modco Limited	20,590
Valiant Machine & Tool	1,296
Valid Logic Systems	4,113
Valmet Dominion Limited	42,541
Van Beek Ed	4,799
Van Dresser Limited	31,468
Vancouver Coevorden Society	1,779
Vancouver Opera Association	119,259
Vancouver Ticket Centre	4,433
Vannatter Limited HE	1,669
Vantage Entertainment	1,519
Varta Batteries Limited	5,369
Velan Incorporated	2,214
Ventura Klondike	1,060
Venture Industries Canada Limited	1,133
Vermont Electric Power	1,052
Versatile Farm Equipment Company	4,298
Versatile Vickers	15,958
Verseau International	21,823
Vertigo Imagery Systems Incorporated	2,083
Vertigo Systems International	20,962
Vestshell Incorporated	1,940
Vetco Incorporated Pipeline Service	33,793
Via Poste Incorporated	9,961
Viacom Productions Incorporated	2,530
Vicon Western Canada	1,578
Victaulic Company of Canada	21,508
Victor Food Products Limited	1,912
Vida Systems	22,296
Video Genesis Incorporated	4,856
Video Know How Centers Incorporated	1,035
Vidi-Can Company	1,724
Vintan Limitée	2,854
Visual Inspection Technologies	6,718
Vital Plastics Incorporated	2,726
VME Equipment of Canada Limited	1,271
Voightman Steve	3,635
Voith Hydro Incorporated	8,142
VP Programs Incorporated	13,037
WR Grace and Company Limited	1,860
Wade James Eng	6,242
Wagner International Limited	7,495
Wajax Industries Limited	11,292
Walker Telecommunications Canada Incorporated	1,036
Walker Peggy	4,209
Wall CR & Company Incorporated	2,663
Wallace Equipment	17,740
Walsh & Brais Incorporated	8,693
Waltec Plastics	3,209
Walterscheid Agmaster Incorporated	2,755
Wandel & Goltermann	1,329
Wang Canada Limited	1,183

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Warner-Lambert Canada Incorporated	1,423
Waterville Cellular Products	1,458
Wean United Canada Limited	1,988
Webb Jervis B Limited	1,567
Weisbeck Holding Limited	2,519
Weld Process 83	1,445
Weldco Oxygen Incorporated	1,592
Wendy's Restaurant of Canada Limited	7,102
West Fraser Air	3,857
Westcoast Motorcycle	15,519
Westcoast Transmission Company Limited	9,678
Westech Industrial Limited	1,099
Western Approaches Limited	307,499
Western Caissons (Alta)	9,979
Western Greenhouse Growers Association	2,868
Western Lighting Fixture Company	3,991
Westinghouse Canada Limited	31,116
Westra Plastics (Ontario) Limited	1,486
Westsun Media Limited	22,011
Westwood Shipping Company	4,126
Weyhaeuser Company	11,039
White Radio Limited	6,735
Wickman AC Limited	1,999
Wicor Canada Incorporated	80,611
Wilcox	1,326
Wild & Hoeglund (Canada) Limited	2,420
Wild Leitz Canada	4,365
Willer Engineering Limited	141,811
William F White Limited	19,491
Williams Machinery Limited	15,765
Willson Machine	1,281
Wilmac Equipment	16,247
Wiltron Instruments	8,142
Windsor Match Plate & Tool Company	3,524
Windsor Plastic Products	13,552
Windsor Tool & Die	3,013
Wismer	1,870
WMC Verrette	4,104
Wood GH & Company	1,117
Woodbridge Foam	7,389
Woodstone Foods Division of James	2,008
Woodstream Corporation	65,248
Woodward Governor Company	6,968
Woodward Stores	1,042
Worthington Canada Incorporated	6,701
Wrigley Wm Jr Company Limited	7,007
Xanadu Film AG	4,653
Xerox of Canada Incorporated	19,423
Xytel Communications Incorporated	5,424
York The City of	5,425
Young Utility Equipment 1979 Limited	2,290
Yule Hyde Associated Limited	5,046
Z-Axis Exploration Incorporated	7,842
Zeiss Carl Canada Limited	19,881
Zellers Limitée	3,795
Zenith Radio Canada Limited	3,662
Zentronics	3,096
Remises inférieures à $1,000	395,485
	38,165,459

Remise des droits de douane et des taxes d'accise qui dépassent ceux payables sur 1/120ième de la valeur de divers navires et aéronefs pour chaque mois ou fraction de mois où ils demeurent au Canada:

	$
Artic Transportation Limited	183,883
Beaver Dredging Company Limited	22,181
Carino Company Limited	209,037
CIL Incorporated	10,144,751
Esso Petroleum Canada	8,165,136
Esso Resources Canada Limited	6,500,106
Fondation Boscoville	197,481
Impulse Limited	755,885
Les Mines Seleine Incorporated	1,723,021
McAllister Towing Salvage Limited	495,833
McIntyre Mines Limited	2,045,313
Noranda Sales Corporation Limited	1,612,748
Operation Mobilization	27,736
Petro Canada Exploration Incorporated	13,167,933
Petro Canada Products Incorporated	2,575,234
Petrosar Limited Basic Petro Chemical Division Polysar Limited	258,453
Polysar Limited	258,453
Rowan Companies Limited	9,293,308
Seaboard Shipping Company Limited	516,250
Secunda Marine Services	1,090,834
Shell Canada Resources	11,095,988
	70,339,564

Les numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3 prévoient que, lorsqu'il s'agit de l'importation au Canada des marchandises énumérées dans ces numéros, le gouverneur en conseil, sur l'avis du Ministre du Revenu national peut, s'il juge qu'il y va de l'intérêt public et qu'il n'est pas possible de se procurer ces marchandises en s'adressant à l'industrie canadienne, remettre les droits spécifiés dans ces numéros à l'égard desdites marchandises. Les droits applicables aux premiers $500 de la valeur imposable sont déduits de la remise des droits dans chaque cas. Les remises suivantes ont été accordées sur l'avis du Ministre du Revenu national et du Conseil du Trésor, en vertu des dispositions de ces numéros tarifaires, et représentent les droits de douane sur les machines et les pièces désignées dans les divers décrets de remise et leurs annexes; les montants indiqués représentent la partie de la remise applicable aux machines et aux pièces importées pendant la période allant du 1er avril 1986 au 31 mars 1987 inclusivement:

CP 1979-1421, 9 mai 1979	2,496
CP 1980-1129, 1er mai 1980	40,538
CP 1980-1362, 22 mai 1980	4,175
CP 1980-1518, 5 juin 1980	2,374
CP 1980-2621, 2 octobre 1980	8,255
CP 1980-3039, 6 novembre 1980	9,709
CP 1980-3040, 6 novembre 1980	3,514
CP 1980-3199, 27 novembre 1980	23,399
CP 1980-3200, 27 novembre 1980	28,750
CP 1981-0035, 8 janvier 1981	13,706
CP 1981-0036, 8 janvier 1981	2,304
CP 1981-0037, 8 janvier 1981	2,548
CP 1981-0038, 8 janvier 1981	2,219
CP 1981-0228, 29 janvier 1981	6,337
CP 1981-0235, 29 janvier 1981	4,138
CP 1981-0297, 5 février 1981	10,155
CP 1981-0592, 5 mars 1981	3,205
CP 1981-0593, 5 mars 1981	18,387
CP 1981-0666, 12 mars 1981	36,374
CP 1981-0667, 12 mars 1981	19,609
CP 1981-0837, 12 mars 1981	5,632
CP 1981-0905, 2 avril 1981	36,357
CP 1981-0978, 9 avril 1981	67,387
CP 1981-0979, 9 avril 1981	6,300
CP 1981-1183, 7 mai 1981	17,375
CP 1981-1184, 7 mai 1981	5,486
CP 1981-1185, 7 mai 1981	104,222
CP 1981-1495, 4 juin 1981	212,226
CP 1981-1496, 4 juin 1981	16,135
CP 1981-1497, 4 juin 1981	50,738
CP 1981-1555, 11 juin 1981	33,202
CP 1981-1649, 18 juin 1981	16,315
CP 1981-1734, 25 juin 1981	10,702
CP 1981-1961, 16 juillet 1981	15,763
CP 1981-1962, 16 juillet 1981	7,875
CP 1981-2130, 29 juillet 1981	14,249
CP 1981-2131, 29 juillet 1981	1,974

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1981-2244, 19 août 1981	7,256
CP 1981-2245, 19 août 1981	58,237
CP 1981-2246, 19 août 1981	11,020
CP 1981-2395, 3 septembre 1981	11,389
CP 1981-2458, 3 septembre 1981	10,673
CP 1981-2550, 16 septembre 1981	8,627
CP 1981-2630, 23 septembre 1981	13,520
CP 1981-2738, 8 octobre 1981	3,207
CP 1981-2739, 8 octobre 1981	5,548
CP 1981-3038, 29 octobre 1981	29,465
CP 1981-3137, 5 novembre 1981	24,205
CP 1981-3265, 19 novembre 1981	12,928
CP 1981-3360, 26 novembre 1981	33,795
CP 1981-3423, 3 décembre 1981	10,594
CP 1981-3563, 17 décembre 1981	10,411
CP 1981-3564, 17 décembre 1981	2,783
CP 1982-0082, 14 janvier 1982	5,085
CP 1982-0087, 14 janvier 1982	30,608
CP 1982-0204, 21 janvier 1982	15,268
CP 1982-0264, 28 janvier 1982	24,505
CP 1982-0347, 4 février 1982	69,175
CP 1982-0397, 11 février 1982	36,996
CP 1982-0612, 18 février 1982	55,701
CP 1982-0698, 4 mars 1982	51,420
CP 1982-0699, 4 mars 1982	17,291
CP 1982-0861, 18 mars 1982	19,405
CP 1982-0891, 18 mars 1982	34,445
CP 1982-1007, 1er avril 1982	30,432
CP 1982-1074, 8 avril 1982	60,000
CP 1982-1187, 22 avril 1982	45,294
CP 1982-1188, 22 avril 1982	107,060
CP 1982-1304, 29 avril 1982	25,629
CP 1982-1344, 6 mai 1982	12,916
CP 1982-1461, 13 mai 1982	36,715
CP 1982-1527, 20 mai 1982	201,268
CP 1982-1598, 27 mai 1982	146,425
CP 1982-1662, 3 juin 1982	28,310
CP 1982-1729, 10 juin 1982	27,075
CP 1982-1792, 17 juin 1982	28,773
CP 1982-1959, 30 juin 1982	54,251
CP 1982-2028, 8 juillet 1982	95,530
CP 1982-2029, 8 juillet 1982	33,336
CP 1982-2181, 22 juillet 1982	492,126
CP 1982-2265, 29 juillet 1982	53,916
CP 1982-2362, 5 août 1982	41,558
CP 1982-2485, 18 août 1982	192,889
CP 1982-2633, 3 septembre 1982	42,418
CP 1982-2634, 3 spetembre 1982	51,940
CP 1982-2759, 9 septembre 1982	153,931
CP 1982-2869, 22 septembre 1982	24,722
CP 1982-2984, 30 septembre 1982	99,037
CP 1982-3145, 14 octobre 1982	121,428
CP 1982-3202, 21 octobre 1982	9,972
CP 1982-3374, 4 novembre 1982	135,005
CP 1982-3375, 4 novembre 1982	71,266
CP 1982-3478, 18 novembre 1982	32,662
CP 1982-3596, 25 novembre 1982	66,297
CP 1982-3672, 2 décembre 1982	79,110
CP 1982-3792, 9 décembre 1982	232,343
CP 1982-3940, 23 décembre 1982	46,639
CP 1983-0027, 1er janvier 1983	32,072
CP 1983-0028, 13 janvier 1983	39,208
CP 1983-0217, 27 janvier 1983	106,270
CP 1983-0279, 3 février 1983	17,583
CP 1983-0459, 17 février 1983	54,608
CP 1983-0536, 24 février 1983	78,227
CP 1983-0668, 3 mars 1983	113,418
CP 1983-0669, 3 mars 1983	48,890
CP 1983-0710, 10 mars 1983	100,009
CP 1983-0767, 17 mars 1983	61,774

	$
CP 1983-0851, 24 mars 1983	71,676
CP 1983-0948, 31 mars 1983	63,688
CP 1983-1099, 14 avril 1983	30,248
CP 1983-1177, 21 avril 1983	412,271
CP 1983-1322, 5 mai 1983	132,074
CP 1983-1323, 5 mai 1983	78,318
CP 1983-1399, 12 mai 1983	74,850
CP 1983-1508, 19 mai 1983	106,757
CP 1983-1535, 26 mai 1983	81,203
CP 1983-1714, 9 juin 1983	148,814
CP 1983-1785, 16 juin 1983	106,951
CP 1983-1870, 23 juin 1983	99,812
CP 1983-2042, 30 juin 1983	224,899
CP 1983-2072, 7 juillet 1983	128,624
CP 1983-2345, 27 juillet 1983	257,317
CP 1983-2484, 10 août 1983	748,171
CP 1983-2599, 24 août 1983	953,645
CP 1983-2684, 1er septembre 1983	816,986
CP 1983-2803, 15 septembre 1983	362,322
CP 1983-2895, 15 septembre 1983	675,005
CP 1983-3168, 13 octobre 1983	495,332
CP 1983-3169, 13 octobre 1983	141,391
CP 1983-3170, 13 octobre 1983	215,176
CP 1983-3349, 27 octobre 1983	1,846,496
CP 1983-3423, 3 novembre 1983	353,102
CP 1983-3548, 17 novembre 1983	248,547
CP 1983-3549, 17 novembre 1983	258,112
CP 1983-3669, 24 novembre 1983	587,577
CP 1983-3744, 30 novembre 1983	488,615
CP 1983-3855, 8 décembre 1983	333,880
CP 1983-4021, 15 décembre 1983	587,814
CP 1983-4104, 22 décembre 1983	5,504,849
CP 1984-0050, 11 janvier 1984	832,008
CP 1984-0146, 19 janvier 1984	1,044,335
CP 1984-0147, 19 janvier 1984	1,115,913
CP 1984-0264, 26 janvier 1984	112,027
CP 1984-0433, 9 février 1984	1,245,337
CP 1984-0434, 9 février 1984	1,399,853
CP 1984-0525, 16 février 1984	539,112
CP 1984-0653, 23 février 1984	759,042
CP 1984-0780, 8 mars 1984	603,011
CP 1984-0874, 15 mars 1984	242,736
CP 1984-0987, 22 mars 1984	744,190
CP 1984-0988, 22 mars 1984	1,291,355
CP 1984-1076, 29 mars 1984	917,679
CP 1984-1158, 5 avril 1984	428,723
CP 1984-1243, 12 avril 1984	1,724,802
CP 1984-1327, 18 avril 1984	1,045,520
CP 1984-1454, 3 mai 1984	2,217,929
CP 1984-1556, 10 mai 1984	1,243,972
CP 1984-1685, 17 mai 1984	309,388
CP 1984-1772, 24 mai 1984	990,878
CP 1984-1984, 7 juin 1984	2,309,511
CP 1984-2053, 14 juin 1984	831,643
CP 1984-2189, 21 juin 1984	2,272,998
CP 1984-2314, 28 juin 1984	3,886,275
CP 1984-2511, 12 juillet 1984	1,004,158
CP 1984-2660, 25 juillet 1984	4,438,174
CP 1984-2725, 10 août 1984	1,361,322
CP 1984-2726, 10 août 1984	2,244,152
CP 1984-2834, 24 août 1984	1,815,413
CP 1984-2918, 31 août 1984	5,227,606
CP 1984-3156, 12 septembre 1984	2,027,174
CP 1984-3157, 12 septembre 1984	1,672,595
CP 1984-3394, 18 octobre 1984	3,610,052
CP 1984-3395, 18 octobre 1984	1,659,412
CP 1984-3396, 18 octobre 1984	3,645,859
CP 1984-3397, 18 octobre 1984	1,092,323
CP 1984-3635, 8 novembre 1984	2,589,229
CP 1984-3636, 8 novembre 1984	1,210,172

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
CP 1984-3747, 22 novembre 1984	746,681
CP 1984-3896, 6 décembre 1984	2,191,245
CP 1984-3978, 6 décembre 1984	3,271,462
CP 1984-4097, 20 décembre 1984	1,577,959
CP 1984-4098, 20 décembre 1984	2,501,553
CP 1984-4099, 20 décembre 1984	1,397,303
CP 1985-0102, 17 janvier 1985	5,758,354
CP 1985-0295, 31 janvier 1985	4,901,906
CP 1985-0481, 14 février 1985	913,024
CP 1985-0482, 14 février 1985	1,769,827
CP 1985-0483, 14 février 1985	2,258,838
CP 1985-0637, 28 février 1985	1,727,220
CP 1985-0670, 28 février 1985	2,849,662
CP 1985-1047, 28 février 1985	1,536,608
CP 1985-1048, 28 février 1985	896,352
CP 1985-1161, 4 avril 1985	3,460,428
CP 1985-1162, 4 avril 1985	1,585,405
CP 1985-1163, 4 avril 1985	2,988,886
CP 1985-1277, 18 avril 1985	1,917,720
CP 1985-1647, 16 mai 1985	1,173,652
CP 1985-1648, 16 mai 1985	2,200,669
CP 1985-1649, 16 mai 1985	2,303,690
CP 1985-1650, 16 mai 1985	1,627,842
CP 1985-1706, 23 mai 1985	1,467,778
CP 1985-1707, 23 mai 1985	3,529,304
CP 1985-1907, 13 juin 1985	4,613,353
CP 1985-2007, 20 juin 1985	1,975,636
CP 1985-2076, 27 juin 1985	2,621,777
CP 1985-2091, 27 juin 1985	3,876,776
CP 1985-2142, 4 juillet 1985	5,035,506
CP 1985-2300, 24 juillet 1985	2,451,459
CP 1985-2359, 24 juillet 1985	2,543,893
CP 1985-2474, 7 août 1985	994,127
CP 1985-2504, 7 août 1985	2,216,457
CP 1985-2690, 28 août 1985	4,828,908
CP 1985-2691, 28 août 1985	1,872,335
CP 1985-2775, 12 septembre 1985	2,332,065
CP 1985-2776, 12 septembre 1985	404,216
CP 1985-2825, 19 septembre 1985	2,049,356
CP 1985-2826, 19 septembre 1985	4,486,520
CP 1985-2876, 26 septembre 1985	2,865,676
CP 1985-2960, 3 octobre 1985	2,790,752
CP 1985-2961, 3 octobre 1985	1,675,248
CP 1985-3100, 10 octobre 1985	810,876
CP 1985-3205, 24 octobre 1985	793,466
CP 1985-3318, 7 novembre 1985	1,033,362
CP 1985-3319, 7 novembre 1985	1,868,963
CP 1985-3415, 21 novembre 1985	667,636
CP 1985-3416, 21 novembre 1985	1,026,327
CP 1985-3417, 21 novembre 1985	5,800,965
CP 1985-3530, 5 décembre 1985	3,500,771
CP 1985-3607, 12 décembre 1985	1,617,925
CP 1985-3608, 12 décembre 1985	2,652,856
CP 1985-3728, 19 décembre 1985	956,768
CP 1986-0048, 10 janvier 1986	1,516,246
CP 1986-0144, 16 janvier 1986	3,582,418
CP 1986-0208, 23 janvier 1986	11,238,062
CP 1986-0278, 30 janvier 1986	1,578,537
CP 1986-0347, 6 février 1986	1,561,767
CP 1986-0404, 13 février 1986	1,946,017
CP 1986-0500, 27 février 1986	5,701,898
CP 1986-0501, 27 février 1986	4,033,816
CP 1986-0567, 6 mars 1986	1,267,310
CP 1986-0623, 13 mars 1986	2,515,231
CP 1986-0686, 20 mars 1986	4,525,285
CP 1986-0853, 10 avril 1986	2,381,922
CP 1986-0854, 10 avril 1986	6,188,792
CP 1986-0948, 17 avril 1986	2,663,001
CP 1986-1016, 24 avril 1986	1,654,949
CP 1986-1071, 1er mai 1986	2,485,844
CP 1986-1121, 8 mai 1986	2,603,138
CP 1986-1171, 15 mai 1986	4,545,700
CP 1986-1210, 22 mai 1986	1,113,517
CP 1986-1356, 5 juin 1986	4,874,391
CP 1986-1420, 12 juin 1986	1,713,885
CP 1986-1487, 19 juin 1986	2,903,405
CP 1986-1570, 26 juin 1986	1,603,668
CP 1986-1727, 23 juillet 1986	2,646,463
CP 1986-1728, 23 juillet 1986	4,726,010
CP 1986-1902, 13 août 1986	1,401,173
CP 1986-1903, 13 août 1986	1,376,532
CP 1986-1904, 13 août 1986	2,174,375
CP 1986-2135, 11 septembre 1986	2,654,250
CP 1986-2136, 11 septembre 1986	218,641
CP 1986-2137, 11 septembre 1986	1,002,437
CP 1986-2200, 18 septembre 1986	1,246,833
CP 1986-2281, 2 octobre 1986	4,396,862
CP 1986-2282, 2 octobre 1986	1,177,956
CP 1986-2321, 9 octobre 1986	1,304,629
CP 1986-2383, 23 octobre 1986	851,341
Remises inférieures à $1,000	11,038
	309,655,101

Le décret CP 1971-2727 du 14 décembre 1971, modifié par le décret CP 1973-4030 du 18 décembre 1973, le décret CP 1974-547 du 12 mars 1974, le décret CP 1975-2943 du 18 décembre 1975, le décret CP 1977-2546 du 15 septembre 1977, le décret CP 1977-3373 du 1er décembre 1977, le décret CP 1979-3466 du 19 décembre 1979 et le décret CP 1981-69 du 15 janvier 1981, remet les droits payables en vertu de la Liste A du Tarif des douanes sur certaines pièces classées dans les numéros tarifaires 42700-1 et 42701-1 et entrées pour la consommation:

a) en 1986 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1976, 1977, 1978, 1979 ou 1980;

b) en 1987 et destinées à des machines ou à des accessoires ou pièces de machines qui ont été importés et qui étaient visés par une remise des droits autorisée en 1976, 1977, 1978, 1979, 1980—$3,758,853;

Le décret CP 1979-1200 du 8 juillet 1970 remet la taxe de vente payée ou payable sur les marchandises à l'égard desquelles les droits de douane ont été remis en conformité avec le numéro tarifaire 42700-1 et qui ont été entrées pour la consommation le 8 juillet 1970 ou après cette date, d'un montant égal à la différence entre la taxe de vente calculée sur la valeur à l'acquitté des marchandises et celle calculée sur la valeur imposable des marchandises—$5,155,229;

Numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3:

CP 1971-2727	3,758,853
CP 1970-1200	5,155,229
	8,914,082

Remise des droits et des taxes, en vertu du décret CP 1953-18/894 du 9 juin 1953, sur les importations de locomotives et divers matériels ferroviaires sur lesquels les droits n'ont pas été acquittés et qui ont été utilisés temporairement au Canada par des sociétés ferroviaires pendant l'exercice 1985-1986:

British Columbia Railway	82,667
Burlington Northern Railway	897,413
Canadian National Railway	147,531
Canadian Pacific Railway	4,591,247
Chessie System Railroads	1,520,708
Consolidated Rail Corporation	237,480
Napierville Junction Railway	34,703
	7,511,749

Le décret CP 1960-1600 du 25 novembre 1960, droits de douane et taxes d'accise ordinairement payables sur les marchandises achetées ou importées au Canada par le gouvernement des États-Unis, ou son mandataire autorisé pour

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

le compte de ce gouvernement, et devant servir dans le cadre de projets du gouvernement des États-Unis de projets conjoints du Canada et des États-Unis, ou dans des établissements du gouvernement des États-Unis au Canada:

	$
Atomic Energy of Canada Limited	110,328
Canada Centre for Inland Waters	77,733
Canadian Coast Guard	14,035
Canadian General Electric Company	7,166
Department of Commerce	10,928
Department of Energy, Mines and Resources	380,504
Department of National Defence	354,540
Department of Supply and Services	199,081
EEV Canada Limited	3,348
Environmental Canada	3,099
Health and Welfare Canada	18,298
MA Electronics Canada	15,782
Raytheon Canada Limited	1,209
Southern Research Institute	15,589
Subtec Limited	1,842
Transport Canada	7,719
Varian Canada Incorporated	26,506
Victrix Limited	10,069
Remises inférieures à $1,000	630
	1,258,406

Le décret CP 1970-1913, droits de douane et taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis d'Amérique:

	$
Advance Power (1984) Incorporated	7,132
Aircraft Appliances	16,580
Ameron Canada Incorporated	3,082
Amertek Incorporated	2,985
AMP of Canada Limited	3,620
Arseneaux Canada	41,695
Bachan Aerospace of Canada Limited	30,652
Bata Engineering	277,591
Bell Aerospace Canada Division of Textron Canada	47,913
Bell Northern Research	1,213
Bosal Canada Incorporated	50,854
BTL Division Allectropac Incorporated	73,869
CAE Electronics	40,954
C-Tech	194,593
Canadair	2,075
Central Sales	1,767
Cercast Incorporated	15,662
Chicopee Manufacturing	1,425
CHT Steel Company	155,863
Computing Devices Company	153,217
Diemaco Incorporated	4,602
Diemaster Tool Incorporated	5,659
Dowty Equipment of Canada	10,575
EG Lomas	3,952
Eastern Precision Casting	6,429
Ebco Industries Limited	15,298
Emtol Division of Linamar	15,220
Fleet Industries A Division of Ronyx Corporation	69,549
General Motors of Canada Limited	3,445,222
Greening Donald Company Limited	9,848
Hastech Division of Linamar	86,587
Hawker Siddeley Canada Limited	1,152
Hermes Electronics Limited	299,607
Heroux Limited	14,967
Indal Technologies Incorporated	99,707
Irvin Industries Canada Limited	22,599
Joly Engineering	8,309
Kab Electronic	1,475
La Compagnie D'Ingénerie Triplex Limited	4,284
Les Arsenaux Canadiens Limitée	115,686
Les Chantiers Davie Limitée	30,284
Linamar Machine Limited	172,623
Linex Division of Linamar	56,009
Litton Systems Canada Limited	26,129
Magline of Canada	131,766
Magna Electronics Limited	161,329
Marine Aerospace	1,712
Michelin Tires (Canada) Limited	7,168
Microtel	796,521
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	252,936
Novatronics of Canada Limited	1,533
Premco Machine Limited	17,760
RJ Stamping Company Incorporated	11,799
Raychem Canada Limited	75,644
Raytheon Canada Limited	522,836
Renfrew Precision Sheet Metal	16,806
Rockwell International of Canada Limited	12,897
Spar Aerospace Products Limited	1,105
Sperry Univac Incorporated	185,555
Technimeca Limited	2,469
Textron Canada Limited	5,215
Triplex Engineering Company	34,554
Verral Fabricators	1,027
Versatile Vickers	1,158,501
Vestshell Incorporated	97,222
West Heights Manufacturing Incorporated	45,400
Remises inférieures à $1,000	31,187
	9,221,456

Le décret CP 1975-3025 du 23 décembre 1975, remise des droits d'accise sur les spiritueux provenant du grain ou de source alimentaire autre que le vin aux fins d'expédition par des distillateurs à des fabricants en entrepôt munis de licence (vin):

	$
Great West Distillers Limited	3,999,054
Hiram Walker and Sons Limited	12,325
Les Distilleries Dumont Limitée	2,220,371
Les Vins André du Québec Limitée	524,563
McGuinness Distillers Limited	2,234,901
Melville Distilleries Limited	1,007,999
Potter Distilleries Limited	182,461
Rieder Distillery Limited	718,274
Schenley Canada Incorporated	78,610
St Lawrence Starch Company Limited	9,195,827
	20,174,385

Le décret CP 1976-958 du 27 avril 1976, remise des droits d'accise sur les spiritueux perdus à la suite de casse en entrepôt ou lors du transport:

	$
Alberta Liquor Control Board	3,064
British Columbia Liquor Distribution Branch	23,864
Manitoba Liquor Control Commission	4,960
New Brunswick Liquor Corporation	2,686
Nova Scotia Liquor Commission	5,114
Potter Distilleries Limited	47,895
Saskatchewan Liquor Board	3,221
Société des Alcools du Québec	65,416
The Seagram Company Limited	26,237
Remises inférieures à $1,000	145
	182,602

Le décret CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payées sur les pièces, les matières, le matériel et les vivres ainsi que les objets pour le confort des passagers, faits au Canada et importés, devant servir dans des aéronefs de transporteurs canadiens affectés à un service public intérieur et international:

	$
Air Canada	826,983
Canadian Pacific Air Lines Limited	834,249
Nordair Limitée	29,722
Pacific Western Airlines Limited	12,388
Wardair Canada (1975) Limited	214,906
Worldways Canada Limited	17,760
	1,936,008

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

Le décret CP 1979-615 du 1er mars 1979, remise des droits de douane sur les marchandises importées pour être traitées et exportées par la suite:

	$
123 051 Canada (Auto Pro)	7,522
AHA Manufacturing Company Limited	88,687
AMF Canada Limited	1,095
Aar-Kel Moulds Limited	731,854
Accurpress Manufacturing Limited	88,642
Acier Casteel	1,428
Advance Power (1984) Incorporation	58,206
Afton Operating Corporation	64,377
Air Canada	2,030,856
Alberta Distillers Limited	38,915
Alcan Canada Products Limited	1,393,982
Alcom	26,172
Aldura Trailer 7 Equipment (Kent) Manufacturing	13,629
All Bake Confection Limited	68,182
Aluminerie de Beaucancour Incorporated	73,915
Aluminium Company of Canada Limited	5,021
Amav Industries	33,220
American Hospital Supply Canada Incorporated	14,205
Amerisport Incorporated	52,955
Anchor Machine & Manufacturing	2,621
Aradco Management Limited	12,977
Arbour Dominion Limited	2,028,501
Arconas Corporation	50,923
ARD Industries Limited Division of Fricton Welding	13,832
Armstrong World Industries (Sonotrol Division)	74,926
Artopex	20,579
Arvid Machine Tools Limited	244,431
Arvid Productivity Systems Incorporated	2,394
Atco Industries (NA) Limited	376,896
Auto Pro Incorporated	154,246
Automation Services (ASE)	4,862
Aviation Electric Limited	10,279
B and X Industries	87,716
Bagatelle Incorporated	4,551
Baker & McMillan Control	1,363
Bay Mills Limited	166,624
Baycoat Limited	6,912
BCL Magnetics Limited	157,752
Beer Precast Concrete Limited	6,107
Beloit Canada Limitée	78,431
Bendix Avelex	17,445
Bernard Mold Limited	5,523
Best TH Printing Company Limited	10,758
Binder Tool and Mold Incorporated	1,185,701
Bingham International Incorporated	73,234
Blauer International	7,551
Blue Bird International Incorporated	1,750,563
Bombardier Incorporated	38,679,926
Bomen Incorporated	179,410
Bonne Bell of Canada Limited	31,058
Bose Canada Incorporated	509,528
Bradbury Company (455715) Ontario Limited	7,587
Brasserie Molson du Québec	11,417
Bristol-Myers Canada Incorporated	265,148
British American Bank Note Incorporated	13,060
Brookside Farms Limited	117,317
Budd Canada Incorporated	47,879
Build-A-Mold Limited	159,333
Burcan Industries Limited	21,254
Burke Canada Incorporated	9,296
Burroughs Memorex	91,829
Business Accessories Incorporated	22,104
Butler Polymet Plastics Division	106,989
CAE Electronics Limited	845,251
C-E Peg Incorporated	44,002
CIP Incorporated	68,546
CAE Machinery Limited	425,512
Camions Pierre Thibault Incorporated	317,447
Canada Allied Diesel Company	1,453
Canada Hair Cloth Company Limited	20,340
Canadelle Incorporated	58,210
Canadian Babbitt Bearings Incorporated	1,257
Canadian Feed Screws Manufacturing Limited	8,767
Canadian General Electric Company Limited	35,292
Canadian General Tower	462,182
Canadian Kenworth Company	109,386
Canadian Lukens Limited	85,562
Canadian Marconi	2,148,104
Canadian Mist Distillers Limited	2,555,166
Canadian Re Fractories	118,376
Canadian Steelmaster Company Limited	237,918
Canchilla Associates Limited	33,478
Canco Cranes Limited	50,657
Canron Incorporated Western Bridge Division	604,615
Canterra Engineering Limited	21,428
Capital Disposal Equipment Incorporated	90,192
Capsule Technology International Limited	98,657
Cardinal Clothes Incorporated	113,610
Carrington Distillers Limited	1,951
Casa Interiors Limited	20,419
Caterpillar of Canada Limited	261,729
Cavalier Tool and MEG Limited	356,929
Celanese Canada Limited	275,494
Center Tool and Mold Company Limited	69,327
Central Stampings Limited	182,265
Cercast (1979) Incorporated	292,393
Chemical Resin Incorporated	227,065
Chrysler Canada Limited	16,610,894
CHT Steel Company	166,919
CIE Minière Québec Cartier	199,970
Clay-Mill Technical Systems Incorporated	426,929
CML Northern Blower Incorporated	117,363
Cobra Machine Tool Company	59,738
Codalex	72,501
Coleco	386,825
Collaboration Santé Internationale	14,144
Cominco Limited	14,372
Compagnie Minière IOC Limitée	16,478
Computer Assembly Systems Limited	17,049
Computing Devices Company	22,008
Comtec International	82,535
Conross Corporation	110,223
Consoltex Incorporated	13,406
Continuous Colour Coat Company	379,838
Control Data Canada Limited	234,341
Convenience Mold	4,192
Cord Turbo Blowers Limited	44,889
Corma Incorporated	71,404
County Line Egg Products Limited	228,337
Craigs Machine Shop	36,644
Creations Américana Incorporée	334,624
Creo Electronics Corporation	9,159
Cross-Lasalle Machine Tool of Canada Limited	96,076
Cullen Detroit Diesel	16,231
Customs Trim Limited	682,238
Cyvex Corporation	382,940
Dafoe and Dafoe Incorporated	75,060
Dart Machinery of Windsor	13,116
Decoustics Limited	153,628
Degussa Canada Limited	547,219
Delta 70 Manufacturing Limited	32,346
Delta Furniture Company	21,947
Desmarais & Frères Limitée	5,661
DGB Assemblies Limited	437,083
DGM - Dominion General Manufacturing Limited	307,538
Diesel Equipment Limited	802,933
Digital Equipment of Canada Limited	204,545

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Dominion Bridge Sulzer Incorporated	341,651
Dominion General Manufacturing Limited	19,305
Dominion Sample Limited	19,490
Donlee Manufacturing Industries Limited	75,988
Dreco Group of Companies	90,263
Dresden Industrial Company (Canada) Limited	4,812
Dresser Canada	34,526
Drill Systems Limited	20,074
Drossback North America	2,544
Dyer Equipment Incorporated	65,688
EH Ferree Company Limited	144,777
ER St Denis and Sons Limited	101,733
EH Hansen Manufacturing Limited	2,242
Earth Systems Limited	3,013
Eastern Coated Papers Limited	37,723
Ebco Industries	337,096
Ecusta Fibres Limited	5,544
Edac Incorporated	102,595
El-Chem Construction Company	7,127
Electrical Contact Limitée	185,359
Emtol Manufacturing Limited	177,221
Enterprises Electropro	12,020
Eplett Dairies Company Limited	219,636
EPRO Machine Limited	6,539
Erco Industries Limited	591,919
Ernst Leitz Canada Limited	125,600
Esco Limited	30,150
Estée Lauder Cosmetics Limited	174,869
Ets Robovo Limitée	91,257
Euclid Canada Limited	2,014
Eureka Coach Company Limited	807,067
Evin Industries Limited	4,074
Exeltor Incorporated	286,903
FH Welding Machines Limited	8,803
FM Marine	11,294
Faber et Cie Incorporated	5,862
Fabricated Steel Products (Windsor) Limited	655,925
Fabtron Corporation	51,337
Fanco Products Incorporation	1,457
Ferranti-Packard Transformers Limited	6,717
Foxboro Canada	7,180
Frank W Horner Incorporated	78,545
Freedland Industries Limited	625,257
Freshwater Fish Marketing Corporation	95,155
Furnitrad Incorporated	32,107
GEC Diesels Incorporated	16,009
Gaco Systems Limited	284,866
Garlock du Canada Limitée	15,660
Gearcraft Machines Corporation	8,461
General Kinetics Engineering Corporation	29,256
General Motors of Canada Limited	2,007,317
Get Away Enterprises	15,517
Gilbraltar Mines Limited	20,667
Glegg Water Conditioning Incorporated	100,516
Glenayre Electronics	222,184
GPL Treatment Limited	68,419
GPL Yachting	8,812
Grand Falls Industries	25,202
Granville Island Brewing	1,370
Greater Canada Colour Printing Limited	433,618
Grimsby Stove & Furnace Limited	44,295
Group Cristie Limitée	627,642
HE Vannatter Limited	1,937,735
Hallmark Tools Limited	380,990
Harber Manufacturing Limited	2,543
Harricana Metal Incorporated	47,805
Hastech Incorporated	30,034
Hepburn John T Limited	17,154
Herro Machinery Limited	38,279
Heuga Canada Limited	91,782

	$
Highway Stamping (Windsor) Limited	38,496
Hiram-Walker & Sons Limited	5,282,273
Holiday Juice Company	2,270
Holmes Foundry Limited	58,628
Home & Park Motor Home Division	92,009
Hunt Refrigeration	61,355
Huron Steel Products (Windsor) Limited	59,995
Husky Injection Moulding Systems Limited	151,161
Hyundai Auto Canada Incorporated	3,357
IBM Canada Limited	2,412,821
Idacom Electronics Limited	25,631
Ideal Mold Incorporated	460,010
ILCO Unican Incorporation	35,955
Imapro Incorporated	16,046
Imasa Limited	159,448
IMO Foods Limited Canada	71,997
Imperial Flavours Incorporated	30,549
Indal Wahl Systems Limited	58,068
Industries Griffin	60,545
Industries Lavage Dentix Incorporation	326,365
Industries NRC Incorporée	117,843
Inovative Metal Incorporated	210,994
Interbake Foods Limited	339,703
Interfriction Canada	64,029
Interiors International Limited	213,679
International Controls Limited	44,389
International Tools (1973) Limited	4,470,336
Interoptics Limited	2,599
Intertape Systems Incorporated	197,704
IPL Incorporated	34,252
Isomedix Corporation	4,181,271
JIC Electric Canada	31,806
JTL Machine Limited	18,194
James J Brunelle Instruments	3,073
Jeep Corporation	6,259,326
John T Hepburn	7,469
Joseph E Seagram & Sons Limited	142,115
Judricks Enterprises Limited	59,463
Kable Tapes Limited	71,125
Kadet Engineering Incorporated	2,348
Kasle Steel	501,570
Kendan Manufacturing Limited	979,299
Keuffel and Esser Canada Incorporated	122,656
Kimberly Clark of Canada Limited	30,379
King Furniture Incorporated	22,814
Kolmar of Canada Limited	124,387
Kremco Knoll Rig & Equipment Manufacturing Company	66,851
Krug Furniture	92,602
LG Balfour Company Limited	40,959
La Compagnie Minière IOC	298,912
La Rechaperie Enregistrée	6,564
Lab Volt Limitée	74,013
Lamb Systems Group Division of F Jos Lamb Company Limited	5,195,568
Lamko Tool and Mold Incorporated	1,466,195
Lauzon Packaging Limited	21,492
Laval Tool and Mold Incorporated	87,304
Lawson & Jones Limited	74,242
Lawson Packaging Limited	54,296
LeBlanc and Royle Communications Incorporated	41,220
Leigh Navigation Systems Limited	92,914
Les Carrosseries Fontaine 1979 Limitée	5,386
Les Carrosseries Parco Incorporée	21,543
Les Entreprises Andre Tougas	101,439
Les Importations Prevues Limitée	11,111
Les Industries Sefina Limitée	1,919
Les Machineries Tenco	43,649
Les Manufactures Heeg Incorporated	5,914
Les Paneaux Vic Ply Incorporée	3,549
Linamar Machine Limited	285,600
Line Canada Machines Outils Limited	28,437

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Linex Manufacturing Limited	310,898
Little Kristy	48,608
Lockwood Manufacturing Incorporated	23,764
MA Brian Company Limited	6,207
MGW Controls Limited	9,314
MSB Plastics Manufacturing Limited	1,173
MacDonald Detweiler and Associates Limited	121,545
MacLine Fittings Limited	2,748
Magemite Incorporation	35,688
Magnum Distributing Limited	13,748
Maloney Steel Limited	31,964
Manufacturier Grandford Incorporée	283,913
Marimac Textiles	605,143
Marina Gagnon & Fils Limitée	72,648
Master Machine and Duplicating (Windsor) Incorporated	14,880
McGaw Manufacturing Division of McGaw Supply Limited	49,486
McInnis Material Handling Systems	28,590
McQueen's Boatworks Limited	95,706
MDA Technologies Limited	82,835
Mercedes Textiles Limited	24,799
Métal St-Jean Incorporée	37,817
Metalex Products Limited	32,811
Metalumen Manufacturing Incorporated	7,128
Metcor Incorporated	1,020
Metric Mold	2,292
Metropolitan Distribution Services	2,496
Meubles Delta	27,742
Meubles JPM Gervais Incorporée	98,043
Michelin Tires (Canada) Limited	2,718,851
Microtel Limited	265,666
Midwest Precision	97,906
Mikelly Diffusion Incorporation	1,786
Mitec Manufacturing Company Limited	17,648
Mitel Corporation	66,412
Miyec Manufacturing Limited	132,526
Modern Mold Limited	141,732
Mohawk Metal Products Limited	100,578
Moli Metal	18,401
Molson Breweries Ontario Limited	25,435
Montclair Nestle	11,485
Moosehead Breweries Limited	914,291
Moteurs Leroy Somer du Canada Limitée	391,314
Motor Coach Industries	127,576
MSA Tire Limited	243,678
Mux Lab Incorporation	12,339
Mylarz Mould Limited	163,182
National Liquidators Limited	25,040
National Sample Card Company	39,835
National Steel Car Limited	54,858
Nautilus Yachting Limitée	268,941
Nelbro Packing Limited	241,789
Neo Industries Limited	92,914
Nestle Division of Nestle	54,355
Nestle Enterprises Limited	12,561
Newcor Canada Limited	2,352
Nicholson Murdie	1,759
Noranda Metal Industries Limited	24,371
Nortek Computers Limited	5,024
Northern Telecom Canada Limited	3,612,862
Norton Canada Incorporated	167,605
Novacro Machining Incorporated	7,406
Novatel Communications	8,146
Nugget Drilling Limited	86,460
NYAB Vicom Division of General Signal Limited	4,784
Odessey Vans Corporation	20,729
Olan Mills of Canada Incorporated	81,358
Omega Tool Limited	269,083
Ontario Wire & Steel Corporation	9,656
Ontor Limited	1,453
Outils Coupants Internationals Incorporée	49,451
Pacer Industries Incoporated	36,259
Padinox Incorporated	1,372
Paragon Tool Division North American Plastics	2,188,724
Parco-Hesse Corporation Incorporated	54,625
Patella Construction Incorporated	1,907
Paul Demers et Fils	29,603
Pavesi International Incorporated	22,393
Peelco Manufacturing Limited	95,148
Philips Information Systems Limited	381,498
Pirelli Cables Limited	202,534
Plastiques Ronor	105,289
Polywrap Product of Canada	141,115
Potter Distilleries	2,545
Power Battery (Iberville) Limited	110,792
Precision Spring of Canada Limited	6,911
Prestcold North America	73,483
Protein Foods Corporation Limited	98,626
Pure Metal Galvanizing (PMT)	123,016
QNS Limitée	15,756
Quebec Gear Works Limited	44,792
RP Scherer (Canada)	4,889
Ram Air Manufacturing	239,195
Rand R Tool & Mold Incorporation	103,139
Raymond Industrial Equipment Limited	466,926
Re-Doe Mold Company Limited	17,735
REF Automation Limited	89,538
Regal Tool and Mold Limited	631,136
Regional Services Officer Department	97,213
Reko Tool & Mold Incorporated	27,560
Relcom Incorporated	25,037
Rex Tool and Mold Limited	16,984
Richler Hydraulics Incorporated	34,932
Richler Industries	36,948
Ricwil Limited	17,159
Robert Mitchell Incorporated	46,653
Rockwell International Limited	1,991,406
Romeo Machine Shop	1,987
Ross Ellis Limited	107,806
Rotario Limited	10,533
Royal/Amcan Plastics Limited	63,253
Rubans Adhesifs Vibac	675,481
Rumble Canada Limited	20,326
SWF Automotive Products	633,898
SR Telcom Incorporated	193,552
Schegel Canada Incorporated	37,688
SDI Steel Door Industries	20,884
Seabreeze Electric Corporation	25,461
Seebrum Metal Products Limited	245,383
Sefina Industries	6,525
Serigraphie Incorporated	3,586
Shaw Pipe Protection Limited	27,919
Shaw—Almex Industries Limited	16,889
Shell Canada Resources Limited	178,971
Shellcast Foundries Incorporated	26,624
Sherbrooke Bandag Incorporated	1,490
Shield Metal Industries Limited	7,039
Signtech Incorporated	186,353
Singer Company	5,657
Sivaco Quebec Division of Ivaco Incorporated	14,072
SKD Manufacturing Company Limited	806,937
Smith and Nephew Incorporated	643,536
Snazz Corporation	23,583
Sonotrol Division	19,117
Source Montclair/Labrador	7,794
Spar Aerospace Products Limited	511,469
Spartan	24,256
Spinig Manufacturing Company Limited	304,204
St Clair Tool and Die Limited	335,251
Standard Aero Limited	106,952
Standard Pipes Limited Coated Electrodes Division	45,045

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Standard Tube Canada Incorporation	52,421
Star Slipper Company Limited	101,716
Stephens Adamson Division of Allis-Chalmers Canada Incorporated	64,794
Sterile Pharmaceuticals Limited	101,631
Sterling Automotive Supplies Incorporated	32,019
Storburn Limited	1,654
Stowe Woodward Company Limited	12,502
Strudex Fibres Limited	28,755
Subaquatics Development Corporation	32,000
Sunstrip International Incorporated	4,165
Superior Emergency Equipment	3,655
Taltek Electronics Limited	169,958
Tannereye Limited	25,313
TCI Superior Division Mueller Canada Incorporated	8,569
Technitread Tire Company	13,510
Techwest	14,741
Tecton Industries	5,628
Telmeys Electronic Systems Incorporated	2,327
Tecumseh Products of Canada Limited	134,110
Texcom Marketing Incorporated	43,610
The Borden Company Limited	280,278
The Seagram Company Limited	3,729,458
The Upjohn Company of Canada	1,214
Thomas Built Buses of Canada Limited	2,110,046
Tidy Welders Limited	13,250
Tie Communication Canada Incorporated	1,152,723
Timberjack	175,489
Toledo Scale Division Reliance Electric Limited	202,436
Trane Company of Canada Limited	99,863
Transway Systems Incorporated	33,531
Trenton Works Division of Hawker Siddeley Canada Incorporated	18,871
Tri Steel Incorporated	4,705
Tri-Star Industries Limited	5,662
Tri-Tec Controls Limited (Division of John H Wilson Electric)	7,608
Tri-Way Machine Limited	289,414
Tricot Beaver Limitée	2,273
Trio Tool and Mold Limited	116,559
Tripar Incorporated	7,809
Triumf	3,163
TRW Vehicle Safety Systems	97,406
Unicell Limited	329,304
Unique Mould Makers Limited	43,136
Unique Tool and Gauge Incorporated	8,115
Uniroyal Limited	114,259
United Tire and Rubber Company	19,748
Univac Development	279,539
Universal Package	536,350
Unlimited Textures Company Limited	452,084
Utah Mines	628,438
Valera Electronics Incorporated	69,355
Valiant Machine and Tool Incorporated	157,684
Valley City Manufacturing	6,352
Valon Kone Canada Limited	20,876
Van Amera Industries	11,696
Vanderpol's Egg's Limited	28,403
Varta Batteries Limited	54,330
Velan Engineering	1,546,412
Veltri Stampling Corporation	6,867
Versatile Vickers Incorporated	9,135
Vestshell Incorporated	20,403
Vittforge Incorporated	15,003
VME Equipment of Canada Incorporated	140,363
Vonella-Angileri Clothing Manufacturing Incorporated	6,051
Vulcan Equipment Company Limited	39,758
Walinga Body and Coach Limited	174,177
Waterville Cellular Products Limited	113,240
Web Pax Incorporated	217,348
Weber Tool and Mold Limited	300,715
Welles Corporation Limited	510,975
Westar Timber	3,337
Westcan Electrical Manufacturing Incorporated	128,604
Westcott Fashions Limited	48,238
William Switzer and Associates Limited	27,945
Willow Glen Systems Limited	17,272
Wilson Machines Company	57,687
Windsor Match Plate and Tool Limited	9,057
Windsor Mold Incorporated	394,161
Wittke Iron Works Company Limited	22,186
Wolverine Division UOP Limited	86,064
Xypex Corporation	7,907
Remises inférieures à $1,000	17,296
	174,761,760

Le décret CP 1985-2071 du 27 juin 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise, des taxes d'accise et de la taxe de vente sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel, affectés au Canada à titre temporaire:

Alberta Liquor Control Board	58,877
British Columbia Liquor Distribution Branch	6,723
Liquor Control Board of Ontario	37,437
New Brunswick Liquor Corporation	14,690
Nova Scotia Liquor Commission	5,955
Remises inférieures à $1,000	507
	124,189

Général:

Le décret CP 1952-1945 du 4 avril 1952, vise les marchandises devant être vendues, utilisées ou distribuées gratuitement par les Nations Unies ou ses agents:

BMW Distributors Eastern Canada	3,799
Canadian Unicef Committee	47,694
	51,493

Le décret CP 1952-4282 du 15 octobre 1952, remise des droits de douanes et des taxes sur des marchandises originaires des pays qui bénéficient des privilèges du Tarif de préférence britannique:

Alliance Merchantile Incorporated	2,491
Concise Sales Company Limited	3,202
Donan Marketing Corporation	3,012
Remises inférieures à $1,000	789
	9,494

Le décret CP 1959-1624 du 22 décembre 1959, autorisait à l'égard des marchandises données par des personnes qui résident hors du Canada, à des institutions religieuses, charitables et éducatives au Canada, une remise des droits de douane et des taxes d'accise, et à l'égard des articles qui font partie des uniformes ou des équipements de milice qu'on ne peut obtenir au Canada, une remise des droits de douane qui seraient autrement payables à l'importation:

Calgary 86 National Games	5,852
Centennial College of Applied Arts & Technology	1,500
Chrysler Canada	1,639
Church of Jesus Christ Latter-Day Saints	22,368
City of Kelowna	2,677
City of Vancouver	18,022
Concordia College	64,575
Festival Mondial de Folklore	3,318
Frontier Foundation	17,741
Kelsey Institute of Applied Arts & Sciences	4,500
Les Apôtres de l'Amour Infinie	11,025
Lutheran Association of Edmonton	1,447
Marie Anne Novelties Incorporated	1,118

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Ministry Montreal	2,568
New Brunswick Community College	2,400
North American Indian Mission	1,754
Pacific Vocational Institute	1,500
Presbyterian Church	18,416
South Winnipeg Vocational Education Centre	5,100
Southern Alberta Institute of Technology	4,500
University of British Columbia	3,289
Vancouver Centennial Commission	3,844
Vancouver Cordovan Society	1,400
Vancouver Sea Festival Society	4,375
Remises inférieures à $1,000	153,361
	358,289

Le décret CP 1963-15/1854 du 20 décembre 1963, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des machines et appareils et leurs pièces (moteurs compris), d'une classe ou d'une espèce qui ne sont pas faits au Canada, et de la boue de forage, lorsque ce matériel est importé ou est utilisé à la seule fin d'extraire, par dissolution, de la potasse de gisements souterrains:

Kalium Chemicals Division of PPG Industries Canada Limited	4,097

Le décret CP 1966-2184 du 24 novembre 1966, remise des droits de douane et d'une partie des taxes sur les approvisionnements de défense:

Ministère de la Défense nationale	20,313,285
AEL Microtel Limited	2,261
Remises inférieures à $1,000	30
	20,315,576

Le décret CP 1966-19/2220 du 1[er] décembre 1966, autorisait la remise des droits de douane et des taxes d'accise sur le pain pascal (matzos) importé pour consommation au cours de la Pâque et déclaré à la douane au cours de la période commençant deux mois avant la veille de cette fête judaïque et se terminant le dernier jour de la période de fête:

Allied Food Distributors Incorporated	54,148
Best Kosher Products	4,207
Colonial Food Products Division	2,109
E Schwartz	2,263
Eden Manufacturing Company Limited	1,059
Export Packers Company Limited	1,421
Hattamovitch Kosher Imports	111,666
Holtzheuser Brothers Limited	4,077
Koffman Foods Limited	51,797
Kofman and Barenholtz Foods Limited	182,558
Loblaws Limited	1,267
Star Appetizer Limitée	10,656
Supreme Foods (Ontario) Limited	78,613
Remises inférieures à $1,000	23,305
	529,146

Le décret CP 1967-38/393 du 2 mars 1967, autorisait la remise, aux distillateurs canadiens, à partir du 1[er] janvier 1967, des droits payables sur les barils usagés en chêne blanc importés au Canada pour le whisky produit aux fins d'exportation, et du montant de la taxe de vente représentant la différence entre la taxe de vente payable sur la valeur à l'acquitté et celle calculée sur la valeur imposable:

Alberta Distillers	1,452
Canadian Mist Distillers Limited	18,339
Gilbey Canada Limited	2,056
Hiram Walker & Sons Limited	2,262
Remises inférieures à $1,000	3,024
	27,133

Le décret CP 1967-489 du 16 mars 1967, remise de tous les droits prévus par la liste A du Tarif des douanes et qui sont payables à l'égard des autobus et de leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires devant servir à la fabrication des carrosseries d'autobus:

	$
Motor Coach Industries Limited	3,201,889
Townsend Textron Canada Limited	11,811
Remises inférieures à $1,000	170
	3,213,870

Le décret CP 1967-24/1621 du 23 août 1967, remise des droits de douane et des taxes d'accise qui autrement seraient exigibles à l'égard du matériel (notamment les dragues, les péniches, les remorqueurs, les chalands ou les vaisseaux motorisés) et des matériaux et fournitures utilisés ou consommés dans le cadre de l'entretien des voies navigables de la partie internationale de la voie maritime du Saint-Laurent:

Canron Incorporated Eastern Structural	3,531
Robco Incorporated	4,646
	8,177

Le décret CP 1967-27/1778 du 3 octobre 1967, 65% des droits de douane et de la taxe d'accise payables par le ministère de la Défense nationale sur des pièces de rechange pour sept aéronefs Falcon C117:

Ministère de la Défense nationale	58,104

Le décret CP 1969-1224 du 17 juin 1969, remise des droits de douanes et des taxes d'accise payable à l'égard de certaines marchandises utilisées dans le cadre du Projet d'infrastructure OTAN:

Ministère de la Défense nationale	20,823
Remises inférieures à $1,000	435
	21,258

Le décret CP 1969-1785 du 17 septembre 1969, autorisait la remise pour les pièces de rechange et le matériel pour l'entretien au sol des aéronefs des lignes aériennes étrangères faisant escale au Canada lors de vols internationaux:

Delta Airlines Incorporated	14,434
Frontier Airlines Incorporated	6,584
Republic Airlines Incorporated	2,223
US Airlines	5,946
United Airlines Incorporated	30,389
Remises inférieures à $1,000	4,395
	63,971

Le décret CP 1970-958 du 2 juin 1970, remise des droits de douane sur les tissus utilisés dans la fabrication des chemises pour hommes et garçons:

Remises	200,382

Le décret CP 1970-1786 du 14 octobre 1970, remise des droits de douane et de la taxe de vente autrement payables sur les souliers de ballet et sur les souliers à bout pointu achetés par des écoles de ballet pour leurs élèves et par des troupes de ballet pour leurs représentations:

Alberta Ballet Company	1,509
Grands Ballets Canadiens Les	19,350
National Ballet of Canada (Guild) The	23,894
National Ballet School (NSB) The	5,923
Royal Winnipeg Ballet of Canada	11,626
Theatre Ballet of Canada	1,053
Remises inférieures à $1,000	140
	63,495

Le décret CP 1972-215 du 10 février 1972, remise des droits de douane sur les véhicules extra-routiers, leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires:

Aeroquip (Canada Limited)	4,837
Bata Engineering	108,277
Brute Manufacturing Limited	15,615
Ceco Sales Limited	47,392

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Cypress Equipment Company Limited	6,673
Dresser Canada Incorporated	5,376
Dycon Limited	1,318
Euclid Canada Limited	4,719,458
General Motors of Canada Limited	183,615
Ingersoll Rand Canada Incorporated	8,120
JN Fauver (Canada) Limited	1,597
Lincoln St Louis Canada Limited	17,153
MacDonald Steel (1976) Limited	1,211
Moxy Trucks	75,967
Pacific Truck and Trailer Limited	222,241
Patlon Aircraft & Industries Limited	1,524
Tracon Engineering Limited	20,014
Unit Rig and Equipment Company	15,877
VME Equipment of Canada Limited	168,810
Wabco Equipment of Canada	3,430,962
Woodstock Hydraulic Power	2,159
Remises inférieures à $1,000	3,577
	9,061,773

Le décret 1972-583 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés:

Aluminium Company of Canada Limited	3,119

Le décret CP 1972-585 du 28 mars 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Universal Handling Equipment	41,289

Le décret CP 1972-845 du 2 mai 1972, remise des droits de douane sur les équipements et les matériaux importés et utilisés dans la construction de navires exportés:

Saint John Shipbuilding Limited	22,474
Remises inférieures à $1,000	77
	22,551

Le décret CP 1972-1029 du 16 mai 1972, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Teal Manufacturing Limited	16,576

Le décret CP 1973-837 du 13 avril 1973, privilèges et immunités au Canada de l'Agence internationale de l'énergie atomique:

International Atomic Energy Limited	48,697
Remises inférieures à $1,000	541
	49,238

Le décret CP 1973-3568 du 13 novembre 1973, remise des droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes sur les fibres et filaments de carbone importés au Canada:

Bay Mills Limited	1,512
Fibres Armtex Limitée (Les)	10,823
Garlock of Canada Limited	18,794
Robco Incorporated	35,551
Remises inférieures à $1,000	1,378
	68,058

Le décret CP 1974-34 du 8 janvier 1974, remise d'une partie des droits de douane, de la taxe de vente et des taxes d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Australie:

Colorscans Party Limited	12,804
Continental Can Canada Incorporated	9,040

	$
Craftsmen Distribution Incorporated	1,653
Des Hockley Wheels Incorporated	3,939
Everfresh Meat Processors Limited	3,177
Fletchers Limited	2,490
Man-Tech Associates	1,467
MCA International	1,815
Midwest International Incorporated	5,612
Pacific Woolen Mills	5,520
Reed Incorporated General Paint	42,784
Ronald A Chisholm Limited	5,396
Sigal Brothers Limited	1,006
Remises inférieures à $1,000	5,515
	102,218

Le décret CP 1975-1024 du 6 mai 1975, remise d'une partie des droits de douane et de la taxe de vente payables sur les automobiles de fabrication étrangère par un fabricant qui a importé, pour installation sur ces automobiles, des pièces composantes fabriquées au Canada:

Honda Canada Incorporated	409,744
Volkswagen Canada Incorporated	544,714
	954,458

Le décret CP 1976-325 du 17 février 1976, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Pettibone (Canada) Limited	2,301
Tor Truck Corporation	96,398
Remises inférieures à $1,000	501
	99,200

Le décret CP 1976-1314 du 1er juin 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payables sur des pellicules canadiennes exposées et traitées et sur des bandes magnétoscopiques enregistrées canadiennes:

Asterisk Film & Videotape Productions	1,231
Boardwalk Motion Pictures Limited	2,564
Canadian Broadcasting Corporation	10,178
Ciné Group	9,020
Communication Claude Héroux	1,852
Dalton Fenske and Friends	1,733
Eureka Films Limited	2,923
Owl/TV Incorporated	1,412
Partners Film Company (The)	23,216
Pascoc R Productions Limited	1,209
Propeller Film Corporation	2,968
Rawifilm Incorporated	2,320
Salter Street Films	1,252
Schultz Bob Production Limited	15,530
Scollard Productions Limited	2,238
Société Radio Canada	8,376
Remises inférieures à $1,000	20,467
	108,489

Le décret CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, autorisait pour les cirques et les autres attractions foraines, la remise des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus de certains montants minimaux évalués pour la période où les marchandises demeurent au Canada:

21527361 Québec	2,489
Accoustiguide of Canada Limited	7,475
ALB Food	1,475
Bill Dillard Shows	53,475
C&B Concessions	7,944
Canadian Addition Foundation	1,275
China Pavilion Expo '86	16,184
Circus Vargus	11,024
Commission Exhibition	24,429

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Daniel Hanian	1,332
ER Johnson Donuts	3,446
Expo '86 Corporation	2,911
Footsie Wootsie	4,681
George Reiss Limited	14,096
Harlequin Amusement	5,420
Henry H Rickard	3,148
Imperial Palace	41,300
JE Weatherhead Distributors	10,045
JJ and Sons	8,083
Kasu Cody & Jill Wells	6,615
Korean Pavilion Expo '86	1,168
Libbertt Concessions Incorporated	9,951
Munich Festhaus Expo '86	20,388
Norway at Expo '86	4,266
Quirion Jules	4,018
Raymond Gates	3,552
Richard Wilhelm	1,549
Sells Floto Incorporated	20,676
Stanford Hotel	5,551
Studio 86	13,825
T&B Concessions	9,353
Televac Computer Company	5,146
Vanfare Joint Venture	1,284
Washington State Store	2,015
Western Fair Grounds	3,030
William & Marguerite Cox	12,741
Remises inférieures à $1,000	1,078,644
	1,424,004

Le décret CP 1977-297 du 10 février 1977, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autocars et les autobus, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Fauver JN (Canada) Limited	10,954
Ontario Bus Industries Incorporated	1,029,997
Parker-Hannifin (Canada) Incorporated	4,104
Saynor Electronics Limited	2,962
Martonair Canada Limited	1,364
Remises inférieures à $1,000	1,049
	1,050,430

Le décret CP 1978-749 du 16 mars 1978, remise des droits de douane sur les modèles usagés de fonderie et des gabarits et appareillages connexes:

ACF Grew Incorporated	242,616
Abex Industries of Canada Limited	9,676
Aqualine Incorporated	1,815
Archie McCoy Hamilton Limited	1,651
Associated Foundry	4,180
Bell City Foundry (Brantford) Limited	5,618
Benn Iron Foundry Limited	373,825
Birla Industries Incorporated	2,617
Black Clawson Kennedy	8,572
Browning Manufacturing Division of Emerson Electric	2,473
Canada Alloy Castings Limited	3,193
Canada Investment Castings	2,332
Canadian Steel Foundries	12,145
Canoe Cave Manufacturing	34,240
Cercast Incorporated	44,183
Cercor Incorporated	4,132
Clark Equipment	4,380
Cooper Yachts	11,816
Crowe Foundry Limited	4,079
Deloro Stellite	4,161
Dofasco Incorporated	2,139
Dorr-Oliver Canada Limited	14,270
Fonderie Saguenay Limitée	2,722
Heritage Industries Limited	12,867
Highland Foundry	4,128
Hudson Bay Diecasting Limited	93,700
Mariland Yacht Sales Limited	21,742
McCoy Foundry Company	61,890
Moulage Sous Pression de Lyster	2,202
Shellcast Foundries	2,071
Specialty Cast Metals Limited	7,129
St Stephen Foundry Limited	13,854
Thunder Craft Industries Incorporated	26,110
Western Foundry	2,142
Remises inférieures à $1,000	9,388
	1,054,058

Le décret CP 1978-842 du 23 mars 1978, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains yachts de plaisance:

AFC Grew Incorporated	253,437
Canoe Cave Manufacturing Limited	598,635
Cooper Yachts Limited	872,054
Les Bateaux Peterborough Incorporated	7,458
Marineland Yacht Sales Limited	1,090,202
McQueens Boat Works Limited	54,706
Thompson Boats Limited	44,993
Thundercraft Industries Limited	115,090
	3,036,575

Le décret CP 1978-1116 du 13 avril 1978, remise des droits de douane sur les anodes de titane:

BC Chemicals Limited	2,677
CIL Industrial Chemical Works	153,265
Canadian Occidental Petroleum	9,896
Canso Chemicals Limited	9,608
Chemetics International Limited	6,317
Clark Equipment of Canada	4,372
Dow Chemical Canada Incorporated	336,894
Electrode Corporation	15,391
Erco Industries Limited	44,779
FMC of Canada Limited	9,904
Industries PPG Canada Limitée	14,443
Purichlor Technology Limited	1,115
Quenord Chemicals Limited	112,758
Remises inférieures à $1,000	102,631
	824,050

Le décret CP 1978-1136 du 13 avril 1978, remise des droits de douane à l'égard des navires affrétés par la CN Marine Corporation pour l'Atlantic Region Ferry Service:

Air Sea Equipment Limited	2,245
Canadian National Railways	1,227,193
Remises inférieures à $1,000	46
	1,229,484

Le décret CP 1978-2185 du 5 juillet 1978, remise des droits de douane à l'égard de certains véhicules à moteurs, les pièces et accessoires et leurs pièces:

Thermo King Western (Calgary) Limited	32,780

Le décret CP 1978-2644 du 23 août 1978, remise des droits de douane sur le café soluble qui est produit dans des pays ayant droit aux avantages du Tarif de préférence général:

Sandra Tea and Coffee	3,759

Le décret CP 1978-2835 du 6 septembre 1978, remise des droits de douanes sur les véhicules commerciaux spécifiés:

Aluminum Company of Canada Limited	7,010

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

Le décret CP 1978-3117 du 12 octobre 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur des marchandises surannées ou excédentaires détruites au Canada:

	$
Remises	5,812,545

Le décret CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés sur les pièces, le matériel et autres articles devant servir aux transporteurs aériens au Canada à offrir un service aérien commercial international:

	$
Air Canada	168,762
Nordair Aircraft Combined Services	5,503
Pacific Western Airlines Limited	2,367
Wardair Canada Incorporated	53,741
	230,373

Le décret CP 1978-3839 du 21 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

	$
Central Truck Body Company Limited	6,126

Le décret CP 1979-28 du 18 janvier 1979, remise des droits de douane et des taxes sur certaines marchandises importées pour servir à la fabrication de l'aéronef CP-140 Aurora:

	$
Atlas Electronics Limited	2,414
CAE Electronics	1,865
Canadian Astronautics Limited	10,918
Crawford Allan Associated Limited	7,401
Department of National Defence	33,853
Digital Equipment of Canada	1,051
Electronics Wholesales	5,172
Entreprises d'Electricité JHT	13,545
Nucleonics Scientific Devices	18,693
Patton Aircraft & Industries	1,802
Raychem Canada Limited	2,023
Rockwell International of Canada Limited	119,506
Sanders Canada	32,018
Varian Canada Incorporated	13,548
Wackid Radio	2,197
Remises inférieures à $1,000	2,917
	268,923

Le décret CP 1980-7/1674 du 19 juin 1980, prévoyait la remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur des imprimés importés au Canada par un transporteur étranger ou en son nom pour servir exclusivement à la promotion ou à l'exploitation des services aériens offerts par ledit transporteur:

	$
Remises	533,318

Le décret CP 1980-2751 du 16 octobre 1980, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables sur des chargeurs à benne frontale et leurs pièces:

	$
Caterpillar of Canada Limited	11,044,279
Clark Equipment of Canada Limited	1,108,294
Crothers Limited	18,090
Dresser Canada Incorporated	1,725,999
Euclid Canada Limited	301,934
International Hough Division of Dresser	301,566
Melrose Equipment Limited	3,040
R Angus Alberta	13,669
VME Equipment of Canada Limited	613,395
Wabco Haulpac	2,541
Remises inférieures à $1,000	1,015
	15,133,822

Le décret CP 1980-3160 du 27 novembre 1980, remise d'une partie des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables sur les marchandises cultivées, produites ou fabriquées en Nouvelle-Zélande:

	$
Colin Campbell and Sons Limited	6,167
Exchange A Blade Limited	2,162
G & M Marketing Enterprises Limited	1,662
Johnson JB Coffee & Food	2,250
Marquis of London Manufacturing (1979)	7,511
Shepherd's House of Import	16,373
Slumberwood Canada	4,414
Remises inférieures à $1,000	6,696
	47,235

Le décret CP 1981-579 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Transit Van Bodies Inc sur les véhicules spécifiés, les pièces et accessoires et les pièces de ces éléments:

	$
Les Fourgons Transit	16,058

Le décret CP 1982-887 du 18 mars 1982, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs qui sont importés par Mitel Corporation:

	$
Mitel Semi-Conductor Incorporated	1,648

Le décret CP 1982-890 du 18 mars 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Bombardier Inc. division du matériel logistique:

	$
Bombardier Incorporated	498,535
Canrep Incorporated	2,997
Robert Bosch Canada Limited	4,297
Remises inférieures à $1,000	163
	505,992

Le décret CP 1982-993 du 1er avril 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18:

	$
AMP of Canada Limited	3,521
Bendix Avelex	43,878
CAE Electronics	161,945
Crawford Allan Associates Limited	8,423
Department of National Defence	1,842,541
Digital Equipment of Canada Limited	26,853
Electronic Wholesales Company	6,791
Godfrey Howden Incorporated	63,800
Gould Electronics	3,193
Howden Canada	144,381
Intertechnology Incorporated	19,671
JHT Electronics	2,906
Legère Industrial Supplies Limited	1,927
Leigh Engineering and Aerospace Division	1,202
Patlon Aircraft and Industries	5,639
Prelco Electronics	4,167
Rockwell International of Canada Limited	14,911
SMI Support Measures Limited	6,778
Sperry Incorporated	111,615
Victrix Limited	3,471
Virtual Prototypes	8,088
Remises inférieures à $1,000	7,521
	2,493,222

Le décret 1982-1164 du 22 avril 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises originaires de la République populaire de Chine:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Bob Dale Glove and Import Limited	7,097
Can A Division	3,293
Remises inférieures à $1,000	57
	10,447

Le décret CP 1982-1717 du 10 juin 1982, remise des droits de douanes sur certains implants servant à engraisser les bovins:

Eli Lilly Canada Incorporated	3,559
Syntex Agri Business Limited	36,215
	39,774

Le décret CP 1982-1893 du 23 juin 1982, remise des droits de douanes et des taxes de vente et d'accise sur les marchandises importées au Canada dans le cadre d'expéditions scientifiques:

McGill University	3,571
Nagoya University	1,451
Énergie, Mines et Ressources	1,704
	6,726

Le décret CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger:

Air Canada	9,703
Airtech Aviation	2,999
Brewers Warehousing Company Limited	6,862
British Columbia Forest Products	2,523
Dow Chemical	23,959
EA Janzen	4,102
Glassine Canada Incorporated	2,959
Goodyear CDA Incorporated	1,562
Hayes-Dana Incorporated	295,692
Home Oil Company Limited	9,771
Pan Canadian Petroleum Limited	667,200
Petro-Canada Incorporated	10,611
Quebec Cartier Mining Company	13,443
Sugra Limited	12,507
Trans Canada Pipe Lines Limited	1,031
Transport Canada	30,977
Remises inférieures à $1,000	10,220
	1,106,121

Le décret CP 1982-2182 du 22 juillet 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires fabriqués par la Funcraft Vehicles (1981) Limited:

Funcraft Vehicles (1981) Limited	1,049

Le décret CP 1982-2477 du 18 août 1982, remise des droits de douane sur le matériel utilisé par la Mitel Corporation dans le design, la mise au point, la vérification ou la fabrication de dispositifs semi-conducteurs:

Mitel Corporation	67,622

Le décret CP 1982-2623 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les machines à coudre importées par la Compagnie Singer du Canada Limitée:

Singer Company	536,093

Le décret CP 1982-2635 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains véhicules commerciaux de la Western Star Trucks Incorporated, leurs parties, leurs accessoires et les pièces de ces accessoires:

Western Star Trucks Incorporated	974,987

$

Le décret CP 1982-3142 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane sur les peaux de phoques capturés en Alaska dans le Pacifique Nord:

Corporation Des Fourrures	1,580
Fabulous Furs	11,332
Glassman & Maislin Fur Matching	4,858
Samual Grossman Furs Incorporated	4,455
Splendid Fur Manufacturing	5,431
Sheila's Furs Registered	1,827
Remises inférieures à $1,000	4,225
	33,708

Le décret CP 1982-3144 du 14 octobre 1982, remise des droits de douane sur les cylindres d'impression par rotogravure importés par DOMCO Industries Limited, de Farnham, (Québec):

DOMCO Industries Limited	16,115

Le décret CP 1982-3201 du 21 octobre 1982, remise des droits de douane sur les amandes et les pistaches conditionnées ou préparées:

Adams Brands	7,704
Bowes Company Limited	4,066
Canadian Pacific Airlines	1,949
Compass Food Sales Company Limited	6,539
F Archibald Brokerage	46,061
Galloways Specialty Food	2,421
General Foods Incorporated	10,712
Hotel Meridian	1,593
John Vince Foods	12,890
Johnsons JB Coffee and Food	2,420
Jonespac Company Limited	12,184
Laura Secord Limited	29,269
Lucerne Foods Limited	1,675
North American Impex Incorporated	10,295
RC Purdy Chocolates	2,341
Rowntree MacKintosh Canada Limited	15,800
Silverwood Dairies Limited	1,537
Targol Company Limited	2,399
Taylor Tracking Incorporated	27,340
Tenneco West Incorporated	8,880
Trophy Foods Limited	43,987
Warner Lambert Canada Incorporated	38,322
William Neilson Company Limited	6,056
Remises inférieures à $1,000	106,686
	403,126

Le décret CP 1982-3315 du 28 octobre 1982, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés sur des marchandises endommagées, détériorées ou détruites avant que le contrôle à leur égard ne soit levé par les douanes:

Remises	59,758

Le décret CP 1982-3470 du 18 novembre 1982, remise des droits de douane sur les marchandises utilisées dans la fabrication de satellites et de sous-systèmes de satellites pour l'exportation:

Apollo Microwaves Limited	18,039
CAE Electronics Limited	17,840
Com Dev Limited	300,491
Digital Equipment of Canada Limited	1,588
Spar Aerospace Products	2,222,582
Remises inférieures à $1,000	952
	2,561,492

Le décret CP 1982-3822 du 9 décembre 1982, remise des droits de douane sur certaines marchandises utilisées dans la production d'éléments pour certains aéronefs:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Boeing of Canada Limited	28,582
Dubois et Nadeau Incorporée	1,701
	30,283

Le décret CP 1982-3941 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces de la Commercial Vans Inc:

Commercial Van Lines Incorporated	10,469

Le décret CP 1982-3942 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Pollock Equipment Division of Pollock Rentals Limited:

IT&T Cranes	1,575
Pollock Rentals Limited	1,962
	3,537

Le décret CP 1982-3943 du 23 décembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la Red Top Equipment Company Limited:

IMT Cranes Canada Limited	7,190

Le décret CP 1983-21 du 13 janvier 1983, concernant la désignation des pays en développement les moins avancés:

Ateliers Aspasie Incorporée (Les)	25,244
Edmont Canada	36,861
	62,105

Le décret CP 1983-30 du 13 janvier 1983, remise des droits de douane sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires de la George C Doerr Body and Trailer Co.:

George C Doerr Body and Trailer Company	1,066

Le décret CP 1983-946 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Triangle Truck Equipment Limited:

Triangle Truck Equipment Limited	4,456

Le décret CP 1983-947 du 31 mars 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Childs Truck Bodies Limited:

Childs Truck Bodies Limited	23,371

Le décret CP 1983-2066 du 7 juillet 1983, remise des droits de douane sur les tubes-image de téléviseurs couleur importés par Mitsubishi Electronics Industries Canada Inc.:

Mitsubishi Electronics Industries Canada Incorporated	1,288,706

Le décret CP 1983-2333 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane, des taxes de vente et d'accise et des droits d'accise sur les marchandises importées par le personnel des forces étrangères:

Remises	53,858

Le décret CP 1983-2340 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les droits payés ou payables par Bastos du Canada Limitée sur les importations de filtres à cigarette:

Bastos Limitée	12,399

$

Le décret CP 1983-2374 du 27 juillet 1983, remise des droits de douane payés ou payables sur les marchandises importées retenues avant d'être remises à des organisations de bienfaisance au Canada:

Can Aide Foundation	69,047
Remises inférieures à $1,000	770
	69,817

Le décret CP 1983-2525 du 10 août 1983, prévoit la remise des droits de douane imposés sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt:

Alberta Distillers Limited	2,025,702
Canadian Mist Distillers Limited	9,568,422
Corby Distilleries Limited	2,328,190
Distillerie Dumont Limitée	29,064
Gilbey Canada Limited	809,313
Hiram Walker and Sons Limited	3,514,457
McGuiness Distillers Limited	1,924,696
Meaghers	165,279
Melville	203,829
Potter Distillers of Ontario Limited	152,728
Rieder Distillery Limited	328,725
Rumark Rums Canada Limited	1,585,598
Seagram	1,693,695
Société des Alcools du Québec	40,012
Remises inférieures à $1,000	236
	24,369,946

Le décret CP 1983-2797 du 15 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente à l'égard du matériel d'éclairage au xénon utilisé par le Niagara Falls Illumination Board pour l'éclairage des chutes Niagara:

Niagara Parks Commission	6,773

Le décret CP 1983-2988 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane sur le matériel et les pièces importés par la Bristol Aerospace Limited de Winnipeg (Manitoba) pour servir à la fabrication de véhicules de recherche des couches supérieures de l'atmosphère Black Brant:

Bristol Aerospace Limited	66,906

Le décret CP 1983-3138 du 6 octobre 1983, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur les catalogues officiels de compagnies aériennes importés par la Professional Courier Limited de Mississauga (Ont):

Professional Courier Limited	109,339

Le décret CP 1983-3141 du 6 octobre 1983, remise de tous les droits mentionnés dans la liste A du Tarif des douanes qui sont payables à l'égard de certains véhicules commerciaux spécifiés ainsi que toutes les pièces et accessoires, et leurs pièces, pour ces véhicules:

Mack Canada Incorporated	9,349,709

Le décret CP 1983-3414 du 3 novembre 1983, remise des droits de douane sur les toiles à ombrer importées à des fins d'horticulture:

Remises	168,698

Le décret CP 1983-3663 du 24 novembre 1983, remise des droits de douane sur les annonces publicitaires de référence pour la radio et d'une partie de la taxe de vente sur les annonces publicitaires pour la radio et la télévision:

Milton Bradley Canada Limited	2,263
Remises inférieures à $1,000	309
	2,572

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

$

Le décret CP 1983-3769 du 30 novembre 1983, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées ou achetées au Canada par des participants à l'Exposition internationale de 1986 sur les transports:

Remises	8,169,364

Le décret CP 1984-52 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires fabriqués par la Wiltsie Truck Bodies Ltd.:

Wiltsie Truck Bodies Limited	2,938

Le décret CP 1984-54 du 11 janvier 1984, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés:

Western Utilities Equipment Company Limited	10,593

Le décret CP 1984-331 du 2 février 1984, remise des droits de douane et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par diverses sociétés:

Sheller Globe of Canada Limited	15,499

Le décret CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane et des taxes d'accise et de vente sur des marchandises importées aux fins des réunions tenues au Canada par des organisations étrangères:

Remises	572,959

Le décret CP 1984-965 du 22 mars 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les articles de table en verre feuilleté:

Corning Canada Incorporated	1,142,751

Le décret CP 1984-1559 du 10 mai 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les châssis d'autobus et les véhicules commerciaux spécifiés de la International Harvester Canada Ltée, ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Navistar International Corporation of Canada	34,934,867

Le décret CP 1984-2048 du 14 juin 1984, remise des droits de douane sur les produits chimiques et les masques photographiques servant à la production de dispositifs semi-conducteurs, qui sont importés par la Mitel Corporation:

Mitel Corporation	3,842

Le décret CP 1984-2332 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par Bombardier Inc., division du matériel logistique:

Bosch Robert Incorporated	7,559
Bombardier Incorporated	4,725
Remises inférieures à $1,000	1,270
	13,554

Le décret CP 1984-2509 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la société Les Carrosseries Parco Inc., ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Carrosserie Parco Incorporée	102,610

Le décret CP 1984-2835 du 15 août 1984, remise des droits de douane sur des automobiles ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par American Motors Incorporated:

American Motors (Canada) Incorporated	26,796,087

$

Le décret CP 1984-3685 du 15 novembre 1984, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certains articles importés par la Pringle Booth Limited:

Pringle and Booth Limited	1,120

Le décret CP 1985-365 du 7 février 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles importées au Canada par certaines sociétés:

Sheller-Globe	1,730
Remises inférieures à $1,000	980
	2,710

Le décret CP 1985-479 du 14 février 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise payés ou payables par Westinghouse Canada Inc. sur les éléments et les systèmes de production d'énergie nucléaire importés au Canada pour y être testés:

Westinghouse Canada Incorporated	22,492

Le décret CP 1985-810 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la Honda Canada Inc.:

Honda Canada Incorporated	109,578

Le décret CP 1985-811 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la Jaguar Canada Incorporated:

Jaguar Canada Incorporated	28,091

Le décret CP 1985-814 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la Nissan Automobile Company (Canada) Limited:

Nissan Automobile Company (Canada) Limited	32,105

Le décret CP 1985-817 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de la Toyota Canada Incorporated:

Toyota Canada Incorporated	534,609

Le décret CP 1985-818 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de BMW Distributors Eastern Canada Limited et BMW Distributors (Western) Canada:

BMW Canada Incorporated	545,240

Le décret CP 1985-1408 du 25 avril 1985, remise des droits de douane sur certains légumes frais et transformés:

Libby McNeill & Libby of Canada	37,247

Le décret CP 1985-1571 du 9 mai 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées temporairement au Canada et remise des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises achetées au Canada par Expo 86 Corporation:

Expo 86 Corporation	1,387,791

Le décret CP 1985-1757 du 30 mai 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certaines marchandises dans le cadre du projet de la frégate canadienne de patrouille:

AEG Bayly Incorporated	29,521
AWSM Limited	1,334
Ascolectric Limited	4,215
CAE Electronics Limited	36,152
CR Control Marketing Limited	46,385

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Canadian General Electric	1,962
Canadian Marconi Company	2,183,449
Canadian Wire & Cable Company	29,920
Casual St Laurent	1,419
Central Engineering Company	43,558
Compair Canada Incorporated	6,790
Dresser Canada Incorporated	82,403
Electrovert Limited	3,467
Environac Incorporated Calgary	6,342
Fair Water Sales Candiac	24,822
Fram Canada Limited	1,473
Haward Industrial Products Canada Incorporated	4,904
Indal Technologies Incorporated	2,881
Ingersoll—Rand Canada Incorporated	21,549
Internav Limited	65,916
Joiner System	55,319
Leigh Engineering & Aerospace Division	85,119
Ontor Limited	14,576
Paramax Electronics Incorporated	3,001,034
Permaclad Products Limited	23,270
Philips Electronics	21,801
Pilgrim Technical Products Limited	3,416
Raytheon Canada Limited	582,457
Robert Mitchell Incorporated	74,592
Sandvik Canada	1,791
Slater Steel Corporation	5,694
Sperry Incorporated	41,873
St John Shipbuilding Limited	329,413
Stork Werkspoor Canada Limited	11,270
Tele-Radio Systems Limited	28,178
Versatile Vickers	2,030
Wagner Engineering	5,084
Westinghouse Canada Incorporated	25,434
Remises inférieures à $1,000	34,538
	6,945,351

Le décret CP 1985-1773 du 30 mai 1985, remise des droits antidumping payés ou payables à l'égard de l'acier inoxydable de qualité 304 et 316 ayant une épaisseur nominale de 0,010" × 36" importé par ou au nom de Childers Products Company Limited:

Compair Canada Incorporated	6,585

Le décret CP 1985-1931 du 13 juin 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de la FAD Industries Inc. ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

FAD Industries Incorporated	41,245

Le décret CP 1985-1932 du 13 juin 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Minoru Truck Bodies Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Minoru Truck Bodies Limited	1,134

Le décret CP 1985-2278 du 25 juillet 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains filés fabriqués au Canada qui sont retournés au Canada:

Spinette Yarns & Dryers Limited	15,386

Le décret CP 1985-2279 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les drogues expérimentales, les placebos et les drogues pour traitement d'urgence:

	$
3M Canada Incorporated	11,848
Adria Laboratories of Canada	5,935
Astra Pharmaceuticals Canada Limited	1,873
Atkemix Incorporated	2,261
Ayerst McKenna & Harrison Incorporated	1,687
Bochringer Ingelheim (Canada) Limited	65,913
Bristol Myers	44,234
Ciba Geigy Canada Limited	16,317
Eli Lilly Canada Incorporated	127,229
Fisons Corporation Limited	2,791
G D Searle & Company of Canada Limited	1,498
Glaxo Canada	2,578
Hoechst Canada Incorporated	18,303
Hoffman-LaRoche Limited	59,566
Janssen Pharmaceutical (Canada)	43,709
Leo Laboratories Limited	1,417
Miles Laboratories Limited	1,924
Ortho Pharmaceutical Canada Limited	16,635
Paramax Electronics	46,741
Pfizer Canada	21,664
Riker Canada Incorporated	1,327
Roussel Canada Incorporated	12,464
Sandoz Canada Incorporated	337,149
Syntex Incorporated	34,870
Warner-Lambert Canada Incorporated	18,139
Remises inférieures à $1,000	51,135
	949,207

Le décret CP 1985-2296 du 24 juillet 1985, remise des droits de douane sur les marchandises importées pour le système infra-rouge de détection et de désignation d'objectifs:

Spar Aerospace	355,564
Remises inférieures à $1,000	577
	356,141

Le décret CP 1985-2757 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

FJos Lamb Company Limited	28,276
Remises inférieures à $1,000	849
	29,125

Le décret CP 1985-2771 du 12 septembre 1985, remise des droits de douane payés ou payables à l'égard des marchandises utilisées pour la conception et la fabrication du télémanipulateur de la navette spatiale:

Spar Aerospace	142,214

Le décret CP 1985-2861 du 26 septembre 1985, remise des droits de douane sur le matériel servant à la reproduction ou à la duplication commerciale des audiocassettes:

CBS Records Canada Limited	30,050
Cinram Limited	33,127
Quality Records	8,429
	71,606

Le décret CP 1985-3099 du 10 octobre 1985, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés de Capital Disposal Equipment Inc. ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires:

Capital Disposal Equipment Incorporated	182,410

Le décret CP 1985-3254 du 31 octobre 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Volkswagen Canada Incorporated	4,262
Remisses inférieures à $1,000	607
	4,869

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

Le décret CP 1985-3395 du 21 novembre 1985, remise des droits de douane sur les composantes devant être utilisées par l'Énergie atomique du Canada Limitée pour la construction d'un spectromètre 8 Pi:

	$
Atomic Energy of Canada Limited	9,179
Crawford Allan Associates Limited	112,211
Remises inférieures à $1,000	20
	121,410

Le décret CP 1985-3598 du 12 décembre 1985, remise des droits de douane sur certains tissus importés par Albarrie Canada Ltd.:

Albarrie Canada Limited	150,634

Le décret CP 1985-3606 du 12 décembre 1985, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables à l'égard des marchandises importées temporairement pour la réalisation d'une mise en page:

Publ Grey & Rourke Sussman	1,239
Victoria Secret Justin Film	7,944
Remises inférieures à $1,000	1,485
	10,668

Le décret CP 1986-196 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane sur certains fruits et légumes, frais et semi-transformés, importés pour la transformation:

Berryland Canning Company	136,255
David Lord Limitée	18,406
Fraser Valley Frosted Foods Limited	10,047
Snowcrest Packers Limited	5,360
Snyder et Fils Incorporated	62,775
	232,843

Le décret CP 1986-198 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane sur les bottes de ski alpin et sur les pièces ou matériaux pour les bottes de ski alpin importés par la Warrington Incorporated:

Esprit Sports	24,244
Warrington Products Incorporated	261,487
	285,731

Le décret CP 1986-200 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

FJos Lamb Company Limited	20,279
Lasalle Machine Tool	8,599
Nickelson Tool & Die Company	4,523
Peerless-Cascade Plastics Limited	4,475
Remises inférieures à $1,000	253
	38,129

Le décret CP 1986-201 du 23 janvier 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Ford Motor Company of Canada Limited	1,581
International Harvester	1,961
Remises inférieures à $1,000	201
	3,743

Le décret CP 1986-331 du 6 février 1986, remise des droits de douanes sur les ampoules pour les guirlandes d'illumination de Noël:

	$
Alderbrook Industries Limited	25,803
Noma Canada Incorporated	164,433
Les Produits Électriques Universal	85,617
Yuletide Enterprises Canada	2,508
	278,361

Le décret CP 1986-409 du 13 février 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement à certaines sociétés:

Ford Motor Company of Canada	28,349

Le décret CP 1986-478 du 27 février 1986, remise des droits de douane payés ou payables sur certains matériaux à alliage de nickel devant servir à la fabrication de réservoirs sous pression:

Inco Alloys Canada Incorporated	43,431
Hymac Limited	6,023
	49,454

Le décret CP 1986-502 du 27 février 1986, remise des droits de douane et d'une partie des taxes de vente et d'accise payés ou payables à l'égard du matériel informatique importé pour servir à l'exécution de contrats de mise au point de logiciel:

Rhodnius Incorporated	5,144
Soft Quad	1,027
UX Software Incorporated	1,047
Remises inférieures à $1,000	15,904
	23,122

Le décret CP 1986-611 du 13 mars 1986, remise des droits de douane sur les films photographiques sensibilisés:

Kodak Canada Incorporated	3,620,788

Le décret CP 1986-681 du 20 mars 1986, remise des droits de douane et d'accise et des taxes de vente et d'accise sur les produits alcooliques et les produits du tabac pour l'exposition internationale de 1986:

Australia Pavilion	1,141
Belgian Pavilion	1,459
Cuba Pavilion	6,341
Hungarian Pavilion	1,509
Korea Pavilion	7,876
Yugoslavian Pavilion	2,452
Remises inférieures à $1,000	1,747
	22,525

Le décret CP 1986-7/1025 du 24 avril 1986, remise partielle des droits de douanes sur le M/V Federal Elbe:

Federal Commerce & Navigation	21,785

Le décret CP 1986-1102 du 8 mai 1986, remise des droits de douane sur les chemises à col façonné:

Chemise Empire Limitée	23,450
Len Jay	3,762
Mr Jeff Incorporated	18,837
Modern Shirt Industries	48,001
MWG Apparel Corporation	142,390
Remises inférieures à $1,000	295
	236,735

Le décret CP 1986-1147 du 15 mai 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

American Motors Canada Incorporated	26,298
Chrysler Canada Limited	34,060

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
General Motors of Canada Limited	63,097
National Auto Radiator Company Limited	2,213
Tri-Way Machine Limited	2,990
Remises inférieures à $1,000	1,718
	130,376

Le décret CP 1986-1148 du 15 mai 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

Chrysler Canada Limited	360,840
Motor Wheel Corporation of Canada Limited	105,039
Remises inférieures à $1,000	472
	466,351

Le décret CP 1986-1469 du 19 juin 1986, remise de droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

American Motors (Canada) Incorporated	80,068
Chemical Equipment Fabricators Limited	12,087
Ford Motor Company of Canada	360,393
General Motors of Canada Limited	54,425
Highway Stamping Limited	42,953
Tri-Way Machine Limited	3,008
Remises inférieures à $1,000	650
	553,584

Le décret CP 1986-1471 du 19 juin 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur les marteaux pour cloches et le système d'isolement:

Halifax Explosion Memorial Bell Committee	8,366

Le décret CP 1986-1852 du 13 août 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

American Motors (Canada) Incorporated	64,475
Chrysler Canada Limited	6,023
Ford Motor Company of Canada	6,435
	76,933

Le décret CP 1986-1/2156 du 11 septembre 1986, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur un drapeau importé au Canada de l'Allemagne:

Bavarian Dance Group GTEV Alpenroesl of Club Heidelberg	1,534

Le décret CP 1986-2/2156 du 11 septembre 1986, remise partielle des droits de douane sur un remorqueur de port:

Eastern Canada Towing Limited	210,435

Le décret CP 1986-8/2156 du 11 septembre 1986, remise des droits de douane payés ou payables par la Construction Aggregates Limited à l'égard de l'utilisation temporaire au Canada du M/V «Tinnes»:

Construction Aggregates Limited	13,958

Le décret CP 1986-9/2156 du 11 septembre 1986, remise de la taxe de vente sur les pièces importées en vertu d'une garantie, qui aurait pu être remise en vertu du Décret de remise sur les marchandises différentes de celles qui ont été commandées, n'eusse été du non-respect d'une exigence administrative:

Peter Dennis Motor Corporation	132,890

Le décret CP 1986-2173 du 18 septembre 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

	$
American Motors (Canada) Incorporated	98,421
General Motors of Canada Limited	20,752
Honda of Canada Manufacturing	433,410
Remises inférieures à $1,000	768
	553,351

Le décret CP 1986-2174 du 18 septembre 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

Beckers Lay Tech Incorporated	6,264
General Motors of Canada Limited	21,769
	28,033

Le décret CP 1986-2175 du 18 septembre 1986, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables sur certains suppléments alimentaires pour Monsieur Douglas Legate:

Douglas S Legate	1,148

Le décret CP 1986-4/2207 du 18 septembre 1986, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur un camion Dodge de 1977 importé au Canada:

FA Wilson	1,250

Le décret CP 1986-5/2207 du 18 septembre 1986, remise d'une partie des droits de douane payés sur certaines balances importées par la Kitchener Scale Service Limited:

Kitchener Scale Service Limited	1,078

Le décret CP 1986-2220 du 25 septembre 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables à l'égard des marchandises importées pour servir à l'installation du toit du Stade olympique de Montréal:

Fils a Coudre/Allied Threads	1,118
Socodec	457,930
	459,048

Le décret CP 1986-3/2221 du 25 septembre 1986, remise des droits de douane payés sur un véhicule Pisten Bully à préparer la neige sur les pentes de ski:

471665 Ontario Limited T/A Track Vehicle Repair	9,571

Le décret CP 1986-2322 du 9 octobre 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

American Motors (Canada) Incorporated	80,898
Honda of Canada Manufacturing	323,380
Remises inférieures à $1,000	599
	404,877

Le décret CP 1986-2357 du 16 octobre 1986, remise des droits de douane payés pour certaines marchandises importées faisant l'objet de demandes de drawback:

Babcock & Wilcox Canada	39,425
CAE Electronics Limited	17,840
L&R Bigras Holdings Limited	7,804
Les Evaporateurs Small Frères Incorporated	3,659
Percy Pierre & Associates	4,031
	72,759

Le décret CP 1986-2379 du 23 octobre 1986, remise des droits de douane sur les carbonates de sodium utilisés pour la fabrication de bouteilles en verre:

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Consumers Glass	448,364

Le décret CP 1986-1/2620 du 20 novembre 1986, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente sur la doublure en tissu pour le Linsday Park Aquatic Centre and Fieldhouse, Calgary (Alberta):

Birdair Structure Incorporated	45,831

Le décret CP 1986-2729 du 4 décembre 1986, remise des droits de douane sur un dispositif de chronométrage électronique:

Spruce Meadows	9,080

Le décret CP 1986-2732 du 4 décembre 1986, remise des droits de douane payés sur certaines importations de fil de filaments d'acétate:

Montreal Fast Print (1975)	4,036

Le décret CP 1986-6/2747 du 4 décembre 1986, remise de la taxe de vente sur les coquelicots et les couronnes produites et vendues entre le 1^{er} juillet 1985 et le 30 juin 1986:

Vetcraft Shops	118,492

Le décret CP 1986-2892 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement devant servir à la fabrication de pièces et d'accessoires d'origine pour automobiles et importés au Canada par certaines sociétés:

F Joseph Lamb Company	1,394
TRW Canada Limited	2,202
	3,596

Le décret CP 1986-9/2914 du 18 décembre 1986, remise des droits de douane sur certaines feuilles métalliques et pièces devant servir à la fabrication de condensateurs:

Aerovox Canada Limited	136,644

Le décret CP 1987-74 du 22 janvier 1987, remise des droits de douane sur des turbines à gaz semi-finies et leurs pièces devant servir à la fabrication au Canada de turbines à gaz destinées à l'exportation:

Westinghouse Canada Incorporated	2,307,054

Le décret CP 1987-442 du 12 mars 1987, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur certains livres et autres imprimés:

Remises	2,447,741

Le décret CP 1987-443 du 12 mars 1987, remise de droits de douane et de la taxe de vente sur les pièces d'ordinateurs et les semi-conducteurs:

Remises	1,059,805
Total Douanes et Accise	***850,907,627***

D'autres remises ont été accordées, comme suit:

	$
Le décret CP 1945-88/2969 du 25 avril 1945, remise des taxes d'accise payées ou payables par le Gouverneur général	(1)
Le décret CP 1954-26/1904 du 8 décembre 1954, remise accordée aux membres de l'OTAN pour les automobiles achetées au Canada	(1)
Le décret CP 1955-1/350 du 12 mars 1955, marchandises importées au Canada uniquement et exclusivement aux fins de construction, d'entretien et d'exploitation du réseau avancé de pré-alerte	(1)
Le décret CP 1964-235 du 3 février 1964, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les marchandises différentes de celles qui ont été commandées	(1)
Le décret CP 1970-1835 du 21 octobre 1970, prévoyait sous réserve des conditions prescrites, dans le cas des articles de fabrication canadienne exportés et réimportés, la remise de la totalité ou d'une partie des droits de douane et des taxes d'accise payables en sus des montants dûment imposés sur le coût des réparations effectuées, du traitement ou de l'équipement ajouté à l'extérieur du Canada	(1)
Le décret CP 1972-1244 du 6 juin 1972, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par les directions postales des douanes	(1)
Le décret CP 1973-228 du 30 janvier 1973, remise de la taxe de vente sur des aéronefs fabriqués au pays qui sont utilisés à des fins de démonstrations à des clients éventuels	(1)
Le décret CP 1973-745 du 27 mars 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de l'entrée temporaire de certains articles importés pour les usages spéciaux indiqués à l'annexe «A» du décret	(1)
Le décret CP 1973-2529 du 21 août 1973, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard de marchandises utilisées en cas d'urgence	(1)
Le décret CP 1974-2246 du 8 octobre 1974, remise des taxes d'accise aux diplomates et autres représentants de pays étrangers	(1)
Le décret CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur certains genres de matériel publicitaire	(1)
Le décret CP 1974-2523 du 19 novembre 1974, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons commerciaux importés temporairement aux fins d'exhibition ou de démonstration	(1)
Le décret CP 1975-287 du 11 février 1975, remise partielle de la taxe de vente sur les aéronefs exportés temporairement du Canada afin de respecter un contrat de service aérien commercial	(1)
Le décret CP 1975-1973 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer étranger importé pour assurer le service international (décret de remise n° 2 visant le matériel roulant de chemin de fer, service international)	(1)
Le décret CP 1975-1974 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer fabriqué au Canada et réimporté pour assurer un service international (décret de remise n° 3)	(1)
Le décret CP 1975-1975 du 27 août 1975, remise des droits de douane payés ou payables sur le matériel roulant de chemin de fer étranger qui entre au Canada pour assurer un service international (décret de remise n° 4)	(1)
Le décret CP 1976-957 du 27 avril 1976, remise des taxes de vente et d'accise sur les aéronefs importés et utilisés à des fins de démonstration à des clients éventuels	(1)
Le décret CP 1976-17/3066 du 9 décembre 1976, remise de la taxe de transport aérien payée ou payable en conformité avec la partie II de la Loi sur la taxe d'accise en ce qui concerne le transport aller-retour du personnel des États-Unis pour le projet de défense mixte du Canada et des États-Unis, le réseau avancé de pré-alerte, aux fins de construction, d'entretien ou d'exploitation	(1)

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Suite*

	$
Le décret CP 1976-1930 du 27 juillet 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise dus par suite d'une erreur sur une déclaration en douane.	(1)
Le décret CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise des droits de douane et des taxes d'accise payés ou payables sur les échantillons de valeur négligeable.	(1)
Le décret CP 1977-1682 du 16 juin 1977, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des biens mobiliers importés par un résident saisonnier.	(1)
Le décret CP 1977-2391 du 31 août 1977, remise des droits de douanes sur les transistors et autres dispositifs à semi-conducteurs.	(1)
Le décret CP 1978-2023 du 22 juin 1978, remise des droits de douane et des taxes d'accise sur les véhicules et bagages importés temporairement par des non résidents.	(1)
Le décret CP 1978-2963 du 27 septembre 1978, remise des taxes de vente et d'accise sur les véhicules automobiles achetés ou importés par les représentants diplomatiques et autres représentants de pays étrangers en franchise des taxes de vente et d'accise et affectés à un usage imposable après deux ans.	(1)
Le décret CP 1978-3279 du 26 octobre 1978, remise des amendes inférieures à $10 à l'égard du paiement tardif de la taxe imposée en conformité avec la partie III, IV ou V de la Loi sur la taxe d'accise.	(1)
Le décret CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales en vertu de garanties ou de rajustements de garanties.	(1)
Le décret CP 1980-278 du 25 janvier 1980, remise des droits de douane sur les véhicules commerciaux spécifiés, leurs pièces et accessoires et leurs pièces.	(1)
Le décret CP 1981-4/2723 du 8 octobre 1981, remise des droits de douane et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par diverses compagnies.	(1)
Le décret CP 1981-578 du 5 mars 1981, remise des droits de douane payables par la Remtec Inc. sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces et accessoires et les pièces d'accessoires.	(1)
Le décret CP 1982-4/1788 du 17 juin 1982, remise des droits de douane et des taxes payés à l'égard de la machinerie et de l'équipement importés par diverses sociétés.	(1)
Le décret CP 1982-1872 du 23 juin 1982, remise des droits de douane sur certains livres et imprimés.	(1)
Le décret CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la taxe de vente sur les aéronefs civils canadiens, les moteurs d'aéronefs canadiens, les simulateurs de vol canadiens et leurs pièces, qui sont réparés à l'étranger.	(1)
Le décret CP 1982-2622 du 3 septembre 1982, remise de 50% de la taxe de vente payée ou payable sur certaines balances de vente au détail pouvant être converties au système métrique et ayant été importées ou vendues au cours de la période commençant le 1^er^ juillet 1981 et se terminant le 31 décembre 1983.	(1)
Le décret CP 1982-2636 du 3 septembre 1982, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriquées par la Lennox Van Inc..	(1)

	$
Le décret CP 1983-5/1519 du 26 mai 1983, remise des droits de douane et des taxes payés à l'égard de la machinerie et de l'équipement importés par diverses sociétés.	(1)
Le décret CP 1983-189 du 27 janvier 1983, remise des droits de douane sur certains produits.	(1)
Le décret CP 1983-1250 du 28 avril 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les bières et cercueils importés.	(1)
Le décret CP 1983-1438 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les automobiles, leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Aurora Cars Limited.	(1)
Le décret CP 1983-1439 du 12 mai 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les autobus ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires, fabriqués par la Girardin Vehicles Industries.	(1)
Le décret CP 1983-2989 du 29 septembre 1983, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur la machinerie et l'équipement pour automobile importés au Canada par certaines sociétés.	(1)
Le décret CP 1983-3776 du 30 novembre 1983, remise de la taxe de transport aérien lorsque le transport commence et se termine en dehors du Canada et ne comprend aucune escale au Canada autre qu'une escale de correspondance ou une escale technique.	(1)
Le décret CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise des droits de douane et des taxes de vente sur des marchandises importées aux fins de réunions tenues au Canada par des organisations étrangères.	(1)
Le décret CP 1984-1760 du 24 mai 1984, remise des droits et des taxes sur la machinerie et l'équipement importés par certaines sociétés.	(1)
Le décret CP 1984-2331 du 28 juin 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés des industries SMI Canada Limited ainsi que leurs pièces, accessoires et pièces d'accessoires.	(1)
Le décret CP 1984-2508 du 12 juillet 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les véhicules commerciaux spécifiés de la Peabody Myers (Canada), division de Peabody International Canada Ltd. ainsi que leurs pièces.	(1)
Le décret CP 1984-3119 du 31 août 1984, remise de la taxe de vente payée ou payable sur certaines raquettes à neige produites ou fabriquées au Canada et vendues pendant la période commençant le 13 février 1984 et se terminant le 31 décembre 1984.	(1)
Le décret CP 1984-3798 du 29 novembre 1984, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur des marchandises importées dans le cadre de l'acquisition par le gouvernement du Canada des véhicules blindés polyvalents et des approvisionnements de défense connexes.	(1)
Le décret CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente sur les supports de transmission de données.	(1)
Le décret CP 1985-363 du 7 février 1985, remise de droits de douane et de la taxe de vente à certaines compagnies.	(1)
Le décret CP 1985-816 du 14 mars 1985, remise des droits de douane sur les automobiles de Subaru Auto Canada Ltd.	(1)
Le décret CP 1985-1826 du 6 juin 1985, remise des droits de douane et de la taxe de vente payés ou payables sur certains produits.	(1)

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
DOUANES ET ACCISE—*Fin*

	$
Le décret CP 1985-2071 du 27 juin 1985, remise des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe de vente et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel, affectés au Canada à titre temporaire.	(1)
Le décret CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées par la poste.	(1)
Le décret CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane et des taxes de vente et d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par services de messagerie.	(1)
Le décret CP 1985-3488 du 28 novembre 1985, remise des droits d'accise payés ou payables sur les eaux-de-vie de fabrication canadienne par tout organisme gouvernemental, y compris une régie ou une commission, qui, en vertu des lois d'une province est habilité à faire ou à autoriser la vente et la distribution de l'eau-de-vie.	(1)
Le décret CP 1985-3606 du 12 décembre 1985, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente payés ou payables à l'égard des marchandises importées temporairement pour la réalisation d'une mise en page.	(1)
Le décret CP 1986-1253 du 29 mai 1986, remise des droits de douane et des taxes payés ou payables sur certains produits.	(1)
Le décret CP 1986-1851 du 13 août 1986, remise d'une partie des taxes de vente et d'accise sur l'essence et le combustible diesel vendus, achetés ou importés pour servir à des fins agricoles entre le 1[er] mai 1986 et le 31 décembre 1986.	(1)
Le décret CP 1986-1999 du 20 août 1986, remise des droits de douane et d'une partie de la taxe de vente fédérale payés ou payables sur des comestibles importés au Canada pour Food Pacific '86.	(1)

IMPÔT

Remises d'impôt sur le revenu:

Aviation Turbine Fuel ..... (1)

Le décret CP 1986-2055 du 11 septembre 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables en vertu du paragraphe 69(7.1) de la Loi de l'impôt sur le revenu pour chaque année d'imposition se terminant après le 31 janvier 1982 et avant le 1[er] mai 1983.

Becker, Léonard 53,627

Le décret CP 1986-4/2221 du 25 septembre 1986, accordait à Léonard Becker une remise d'impôt sur le revenu de $9,077 pour l'année d'imposition 1979, de $6,487 pour l'année d'imposition 1980 et de $17,770 pour l'année d'imposition 1981, plus des intérêts de $20,293, relativement à une disposition de biens.

Buraglia, Gaétane 44,043

Le décret CP 1986-2895 du 18 décembre 1986, accordait une remise de $44,043, plus les intérêts pertinents, payables par Gaétane Buraglia en vertu de l'article 160 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Tournoi de hockey pour la coupe Canada 1984

Le décret CP 1986-1255 du 29 mai 1986, accordait une remise de $192,000 à Hockey Canada, somme représentant un honoraire prélevé en vertu du paragraphe 105(1) du Règlement de l'impôt sur le revenu sur des prix en argent payés à la Fédération internationale de hockey sur glace et aux fédérations nationales de hockey sur glace des pays dont les équipes nationales de hockey ont participé au tournoi de hockey pour la coupe Canada 1984.

$

Chamberlin, Elizabeth 2,079

Le décret CP 1986-8/1944 du 13 août 1986, accordait à Elizabeth Chamberlin une remise d'impôt sur le revenu de $2,079, plus les intérêts pertinents, pour l'année d'imposition 1982, relativement à l'application de prestations d'assurance.

Danis, Jean-Claude 3,099

Le décret CP 1986-9/1699 du 23 juillet 1986, accordait à Jean-Claude Danis une remise d'impôt de $2,438, plus des intérêts de $661, pour l'année d'imposition 1975, pour des raisons de cotisation en double.

Deverall, Lawrence 3,329

Le décret CP 1986-2/2469 du 30 octobre 1986, accordait à Lawrence Deverall une remise d'impôt sur le revenu de $1,974, plus des intérêts de $1,355, pour l'année d'imposition 1976, relativement à l'application d'un revenu d'entreprise.

Emberley, Mary Ann 1,409

Le décret CP 1987-3/328 du 19 février 1987, accordait à Mary Ann Emberley une remise d'impôt sur le revenu de $1,299, plus des intérêts de $110, pour l'année d'imposition 1985, relativement à l'application de prestations de pension de la sécurité de la vieillesse.

Godin, Gérard 19,754

Le décret CP 1986-4/2691 du 27 novembre 1986, accordait à Gérard Godin une remise d'impôt sur le revenu de $11,107, plus des intérêts de $8,647, pour l'année d'imposition 1979, relativement à l'affectation de biens de la corporation.

Grant, Howard Edward 10,861

Le décret CP 1986-6/2388 du 23 octobre 1986, accordait à Howard Edward Grant une remise d'impôt sur le revenu de $1,338, de $2,536, de $4,267, de $1,691 et de $1,029 pour les années d'imposition 1975 à 1979, relativement à la détermination du statut d'Indien.

Grant, Larry Michael Alfred 5,784

Le décret CP 1986-5/2388 du 23 octobre 1986, accordait à Larry Michael Alfred Grant une remise d'impôt sur le revenu de $60, de $166, de $425, de $544, de $523, de $685, de $723, de $565, de $681, de $902 et de $510 pour les années d'imposition 1968 à 1978, relativement à la détermination du statut d'Indien.

Guptill, Samuel K 13,888

Le décret CP 1986-7/1944 du 13 août 1986, accordait à Samuel K Guptill une remise d'impôt sur le revenu de $4,045 pour l'année d'imposition 1977, de $2,062 pour l'année d'imposition 1978 et de $4,880 pour l'année d'imposition 1979, plus des intérêts de $2,901, relativement à l'affectation de fonds pendant la liquidation d'une corporation.

Husky 40,680,452

Le décret CP 1986-1534 du 26 juin 1986, accordait une remise d'impôt de $27,604,144 pour l'année d'imposition 1985 et de $8,395,856 pour l'année d'imposition 1986, plus des intérêts de $4,680,452, payables par la compagnie Husky Oil Operations Ltd en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Avantages et indemnités accordés dans les postes isolés ..... (1)

Le décret CP 1986-1341 du 5 juin 1986, a modifié le Décret de remise visant les avantages et indemnités accordés dans les postes isolés qui a été établi par le décret 1980-1717 du 26 juin 1980, afin d'étendre son application, en ce qui concerne les avantages reçus en vertu de contrats d'emploi prescrits, à l'année d'imposition 1986.

Avantages au titre du logement et des déplacements accordés dans les postes isolés ..... (1)

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Suite*

REVENU NATIONAL—
IMPÔT—*Suite*

$

Le décret CP 1986-1342 du 5 juin 1986, a modifié le Décret de remise visant les avantages au titre du logement et des déplacements accordés dans les postes isolés qui a été établi par le décret 1984-3792 du 29 novembre 1984, afin d'étendre son application, en ce qui concerne les avantages au titre du logement et des déplacements que reçoivent les employés dans des postes isolés, à l'année d'imposition 1986.

Lowson Trust and Bandirran ..... (1)

Le décret CP 1986-1340 du 5 juin 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu par la Sir Ian Lowson Trust pour les années d'imposition 1976 à 1986 et par la Lady Lowson Trust and Bandirran Investments Inc pour l'année d'imposition 1986.

Mason, Florence Mabel 3,396

Le décret CP 1986-13/2914 du 18 décembre 1986, accordait à Florence Mabel Mason une remise d'impôt sur le revenu de $3,396, pour l'année d'imposition 1980, relativement à un revenu d'emploi.

Mehranvar, Mansoor 238,492

Le décret CP 1986-10/1944 du 13 août 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu en vertu de la partie XIII de la Loi de l'impôt sur le revenu au montant de $183,540, plus des intérêts de $54,952, payables par Mansoor Mehranvar.

Plante, Marcelle 4,401

Le décret CP 1986-9/1944 du 13 août 1986, accordait une remise d'intérêts de $4,401, relativement à l'impôt sur le revenu de 1976 et 1977, à payer par Marcelle Plante.

Redevances pétrolières ..... (1)

Le décret CP 1986-2603 du 20 novembre 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu par certaines entreprises des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest, en raison de la non-déductibilité de redevances pétrolières.

Tootoosis, Helen 7,860

Le décret CP 1986-3/2469 du 30 octobre 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu de $1,461 pour l'année d'imposition 1975, de $1,898 pour l'année d'imposition 1976 et de $1,240 pour l'année d'imposition 1977, plus des intérêts de $3,261, payables par Helen Tootoosis, relativement à un revenu d'emploi en tant qu'Indienne inscrite.

Ville de Gagnon ..... (1)

Le décret CP 1986-2918 du 19 décembre 1986, a modifié le Décret de remise visant la Ville de Gagnon qui a été établi par le décret 1985-1359 du 19 avril 1985, afin d'étendre la remise d'impôt à toutes les allocations de retraite liées à la fermeture des opérations minières de Fire Lake et de Lac Jeannine, au Québec.

Wabick, Josephine 3,323

Le décret CP 1986-4/2794 du 11 décembre 1986, accordait à Josephine Wabick une remise d'impôt sur le revenu de $1,943, plus une pénalité de $159 et des intérêts de $1,221, pour l'année d'imposition 1977, parce que le ministère du Revenu national a négligé de traiter sa déclaration pour 1977 avant la date de prescription.

Warr, Ada ..... (1)

Le décret CP 1987-5/421 du 5 mars 1987, accordait à Ada Warr une remise d'impôt sur le revenu de $402 pour l'année d'imposition 1977, de $165, pour l'année d'imposition 1978, de $181 pour l'année d'imposition 1979 et de $1,089 pour l'année d'imposition 1980, plus des intérêts de $9, relativement à des prestations d'assurance-chômage et à l'application du paragraphe 19(1) des RAIR.

$

Weedon, John 4,524

Le décret CP 1986-5/1180 du 15 mai 1986, accordait à John Weedon une remise d'impôt sur le revenu de $2,637, plus des intérêts de $1,887, pour l'année d'imposition 1979, relativement à une disposition de biens en immobilisations.

Chevron ..... (1)

Le décret CP 1984-1758 du 24 mai 1984, accordait une remise d'impôt sur le revenu de $90 millions à Chevron Standard Limited pour les années d'imposition 1975 à 1982. Cette remise visait à permettre à Chevron Canada Resources Limited de réduire les impôts par ailleurs payables pour les années d'imposition 1983 et suivantes d'un montant égal à la moindre des sommes suivantes: $15 millions ou l'impôt par ailleurs payable par la société pour l'année, jusqu'à ce que le plein montant des $90 millions ait été remis. Si le plein montant des $90 millions n'a pas été remis à la fin de l'année d'imposition 1988, le solde de l'impôt sera remis au cours de l'année d'imposition 1989.

Dettes obligataires à long terme du gouvernement et de corporations ..... (1)

Le décret CP 1985-3480 du 28 novembre 1985, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer sur le revenu en intérêts reçu par des non-résidents de résidents du Canada relativement à des dettes obligataires à long terme du gouvernement et de corporations contractées en 1986.

Compagnie de pétrole et de gas de la Baie d'Hudson ..... (1)

Le décret CP 1985-343 du 5 février 1985, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables par la Compagnie de pétrole et de gas de la Baie d'Hudson pour chaque année d'imposition se terminant après 1983 et avant 1991, relativement à l'acquisition d'actions du capital-actions par Dome Energy.

Revenu gagné au Québec ..... (1)

Le décret CP 1983-105 du 20 janvier 1983, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités, pour les années d'imposition 1983 et suivantes, relativement à certains revenus gagnés par des particuliers dans la province de Québec.

Indien ..... (1)

Le décret CP 1985-2446 du 7 août 1985, accordait une remise de certains impôts sur le revenu payables par un Indien, pour les années d'imposition 1983, 1984 et 1985, relativement à un revenu d'emploi gagné sur une réserve.

Avantages et indemnités accordés dans les postes isolés 7,224

Le décret CP 1984-3791 du 29 novembre 1984, a modifié le Décret de remise visant les avantages et indemnités accordés dans les postes isolés qui a été établi par le décret 1980-1717 du 26 juin 1980, afin d'étendre son application, en ce qui concerne les avantages reçus en vertu de contrats d'emploi prescrits, aux années d'imposition 1983, 1984 et 1985.

Avantages au titre du logement et des déplacements accordés dans les postes isolés

Le décret CP 1984-3792 du 29 novembre 1984, accordait une remise d'impôt sur les avantages au titre du logement et des déplacements reçus par les employés dans des postes isolés au cours des années d'imposition 1983, 1984 et 1985.

Liberian Iron Ore Limited ..... (1)

Le décret CP 1984-3527 du 1er novembre 1984, accordait une remise de certains impôts sur le revenu payables par la Liberian Iron Ore Limited pour les années d'imposition 1976 et suivantes, par suite du rachat des actions privilégiées de la série C du capital-actions de la Liberian American-Swedish Minerals Company que celle-ci possédait et qu'elle a acquises en échange de certaines débentures.

Lowy, Jacob M 74,838

Remises d'impôt, de droit ou de peine—*Fin*

REVENU NATIONAL—
IMPÔT—*Fin*

	$
Le décret CP 1976-8/3174 du 23 décembre 1976, permettait à Jacob M Lowy de déduire de son revenu imposable un total de $1,600,000 sur une période de dix ans pour avoir disposé d'une collection de livres en hébreu à titre de don à Sa Majesté.	
Fonds de stabilisation des caisses de crédit et des caisses populaires du Manitoba	103,456
Le décret CP 1985-1410 du 25 avril 1985, accordait une remise d'impôt à payer relativement à une certaine aide gouvernementale offerte au Fonds de stabilisation des caisses de crédit du Manitoba et au Fonds de sécurité des caisses populaires du Manitoba Ltée.	
Impôt de Mirabel et de Pickering sur des intérêts	13,735
Le décret CP 1980-2681 du 9 octobre, accordait une remise d'impôt d'intérêts et de pénalités relativement à des intérêts reçus par d'anciens propriétaires de terrains expropriés à Mirabel, au Québec, et à Pickering, en Ontario.	
Pechiney Québec, Inc	(1)
Le décret CP 1984-3581 du 1er novembre 1984, accordait une remise de certains impôts sur le revenu relativement à des intérêts à payer par Pechiney Québec, Inc.	
Impôt sur le montant d'étalement du Revenu du Québec—1982	13,318
Le décret CP 1984-2894 du 23 août 1984, accordait une remise d'impôt sur le revenu relativement au montant d'étalement du revenu gagné dans la province de Québec en 1982.	
Syncrude	22,056,680
Le décret CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer en vertu de la partie I de la Loi de l'impôt sur le revenu relativement à certaines réserves pour redevances.	
Ville de Gagnon	(1)
Le décret CP 1985-1359 du 19 avril 1985, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer relativement à des gains en capital, à la récupération de déductions pour amortissement et à des allocations de séparation par Sidbec Normines Inc, par suite de la fermeture des opérations minières de Fire Lake et de Lac Jeannine, au Québec.	
Résidents du Royaume-Uni	(1)
Le décret CP 1986-479 du 27 février 1986, accordait une remise d'impôt sur le revenu, d'intérêts et de pénalités payables par certains résidents du Royaume-Uni.	
Remises inférieures à $1,000	920
Total d'impôt	*63,370,492*
Total Revenu National	914,278,119

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Droits normalement payables en ce qui concerne les requêtes de preuve de citoyenneté canadienne enregistrées par un individu, suite à une invitation de la part d'un club ou d'un organisme à participer à une cérémonie pour la promotion de la citoyenneté:

	$
4H Club	1,355
Rotary Club	1,370
Total Secrétariat d'État	2,725

(1) Montants actuels non disponibles.

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises

Il y a trois genres d'autorisation pour la radiation ou la remise d'obligations, de dettes et de réclamations:

i) Autorisation ministérielle—

a) L'article 18(1) de la Loi sur l'administration financière (LAF) accorde aux ministres, conformément aux règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale de radier des comptes débiteurs (mémorandum) d'un ministère une dette, obligation ou une réclamation n'excédant pas la somme de $25,000.

b) D'autres lois du Parlement (e.g. Loi sur la faillite) accordent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la remise de dettes spécifiques, d'obligations ou de réclamations.

ii) Autorisation du Conseil du Trésor—

L'article 18(1) de la LAF accorde à un ministre, avec l'approbation spécifique du Conseil du Trésor, l'autorité de radier des comptes débiteurs (mémorandum), d'un ministère une dette, obligation ou une réclamation dont la somme excède $25,000. Certaines dettes, obligations ou réclamations inférieures à $25,000 peuvent nécessiter l'approbation du Conseil du Trésor pour être radiées.

iii) Autorisation du Parlement—

a) L'article 18(2) de la LAF exige que lorsqu'une dette, obligation ou réclamation incluse à l'état de l'actif et du passif du Canada doit être radiée, la radiation doit être spécifiée par le Parlement comme un item budgétaire dans une loi de crédits ou toute autre loi.

b) L'article 18(5) de la LAF stipule qu'une dette, ou obligation d'une société de la Couronne envers le gouvernement peut être remise par voie de crédit budgétaire dans une loi de crédits.

Le genre de comptes et le genre de sommes radiées sont codés comme suit:

Compte	Radiation	Code
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Sommes radiées	A
Compte-mémorandum pour comptes débiteurs	Remises	B
Comptes d'actif	Sommes radiées	C
Comptes d'actif	Remises	D

		Autorisation ministérielle		Autorisation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
ARTICLE 18 DE LA LAF—										
AGRICULTURE	A	189	417,228	2	258,530				191	675,758
COMMUNICATIONS—										
Département	A	227	74,247						227	74,247
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A	10	1,533						10	1,533
Bibliothèque nationale	A	14	886						14	886
Archives publiques	A	153	2,985						153	2,985
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	A	108	103,004						108	103,004
EMPLOI ET IMMIGRATION	A	27,402	7,664,814	1	15,506				27,403	7,680,320
	C					21c, 1986-87	14	32,631	14	32,631
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	A	2,351	515,416						2,351	515,416
ENVIRONNEMENT	A	78	7,306	3	1,430				81	8,736
AFFAIRES EXTÉRIEURES—										
Agence canadienne de développement international	A	12	7,062						12	7,062
PÊCHES ET OCÉANS	A	465	84,758						465	84,758

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Suite*

	Code[1]	Autorisation ministérielle — Nombre	Autorisation ministérielle — Montant	Autorisation du Conseil du Trésor — Nombre	Autorisation du Conseil du Trésor — Montant	Autorisation du Parlement — Numéro du crédit ou Loi	Autorisation du Parlement — Nombre	Autorisation du Parlement — Montant	Total — Nombre	Total — Montant
			$		$			$		$
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—										
Département	A	16	77,684	10	29,715				26	107,399
Prêts garantis servant à l'expansion économique des Indiens	A	69	280,486	21	4,460,578				90	4,741,064
Fonds de prêts aux Esquimaux (principal)	C					21c, 1986-87	50	461,825	50	461,825
(intérêt)	A		63,086[2]		415,791[2]					478,877
Aide domiciliaire aux Indiens (principal)[4]	C	595	397,042			6c, 1986-87	78	565,414	673	962,456
Fonds pour l'expansion économique des Indiens (principal)	C					6c, 1986-87	1,142	14,157,728	1,142	14,157,728
(intérêt)	A		2,007,124		9,341,175					11,348,299
Yukon Power Corporation (effet)	C					[3]	1	19,500,000	1	19,500,000
TRAVAIL	A	2	5,835						2	5,835
DÉFENSE NATIONALE	A	657	209,173						657	209,173
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	A	1,029	182,800						1,029	182,800
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accise	A	806	3,507,830	97	10,549,438				903	14,057,268
Impôt	A	53,532	199,177,754	3,368	291,995,039				56,900	491,172,793
TRAVAUX PUBLICS	A	26	408,652	1	39,413				27	448,065
	C					51c, 1986-87	1	19,311,904	1	19,311,904
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	A			2	5,251,600				2	5,251,600
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—										
Conseil national de recherches du Canada	A	37	1,688						37	1,688
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—										
Département	A	5,002	6,866,186						5,002	6,866,186
Conseil de recherches en sciences humaines	A	9	12,536						9	12,536
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—										
Service correctionnel	A	422	14,641						422	14,641
Libérés conditionnels[5]	D	395	11,709						395	11,709
Gendarmerie royale du Canada	A	20	4,531						20	4,531
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—										
Département	A	2,502	617,318						2,502	617,318
Statistique Canada	A	326	7,828						326	7,828
TRANSPORTS—										
Département	A	1,941	339,274	13	4,344,727				1,954	4,684,001
Bureau canadien de la sécurité aérienne	A	3	3,335						3	3,335
CONSEIL DU TRÉSOR	A	237	209,049	3	86,321				240	295,370
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	A	1,071	699,244	2	64,398				1,073	763,642
		99,706	*223,984,044*	*3,523*	*326,853,661*		*1,286*	*54,029,502*	*104,515*	*604,867,207*
LOI SUR LA FAILLITE—										
AGRICULTURE	A	109	2,808,865						109	2,808,865
REVENU NATIONAL—										
Douanes et Accises	A	28	64,926						28	64,926
Impôt	A	10,047	94,473,351						10,047	94,473,351
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	A	619	1,135,864						619	1,135,864
		10,803	*98,483,006*						*10,803*	*98,483,006*

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises—*Fin*

		Autorisation ministérielle		Autorisation du Conseil du Trésor		Autorisation du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	A	10,478	549,054						10,478	549,054
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	A	13,806	9,462,589						13,806	9,462,589
		134,793	332,478,693	3,523	326,853,661		1,286	54,029,502	139,602	713,361,856

[1] Voir l'introduction ci-dessus.

[2] Représente des intérêts radiés conformément au crédit 546 de la Loi n° 3 de 1953 portant affectation de crédits, telle que modifiée.

[3] Le crédit L103b de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour leur aider à se réhabiliter.

[4] Le crédit L51a de la Loi n° 9, 1966 portant affectation de crédits autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté à un Indien.

[5] Loi autorisant l'aliénation des biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon (article 7(2)).

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 31(3) de la Loi sur l'administration financière.

Sommaire des avances comptables en circulation

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1987		Avances réglées en avril 1987		Avances en circulation au 30 avril 1987*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE—						
Département	1,170	739,556	1,113	697,129	57	42,427
COMMUNICATIONS—						
Département	247	203,247	245	202,991	2	256
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	49	30,392	49	30,392		
Office national du film	244	215,740	103	38,885	141	176,855
Bibliothèque nationale	61	30,567	44	22,582	17	7,985
Musées nationaux du Canada	112	159,824	97	139,351	15	20,473
Archives publiques	51	29,614	27	22,151	24	7,463
	764	*669,384*	*565*	*456,352*	*199*	*213,032*
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—						
Département	835	348,105	795	319,215	40	28,890
Tribunal de la concurrence	1	150	1	150		
	836	*348,255*	*796*	*319,365*	*40*	*28,890*
EMPLOI ET IMMIGRATION—						
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	5,235	3,179,008	5,028	3,099,059	207	79,949
Commission d'appel de l'immigration	17	9,950	17	9,950		
	5,252	*3,188,958*	*5,045*	*3,109,009*	*207*	*79,949*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—						
Département	733	468,480	644	410,185	89	58,295
Commission de contrôle de l'énergie atomique	111	55,251	108	53,893	3	1,358
Office national de l'énergie	41	47,319	41	47,319		
	885	*571,050*	*793*	*511,397*	*92*	*59,653*
ENVIRONNEMENT	1,732	948,938	1,620	887,001	112	61,937
AFFAIRES EXTÉRIEURES—						
Département	3,098	5,628,098	1,445	2,469,395	1,653	3,158,703
Agence canadienne de développement international	182	263,820	141	208,429	41	55,391
	3,280	*5,891,918*	*1,586*	*2,677,824*	*1,694*	*3,214,094*
FINANCES—						
Département	167	62,157	148	49,406	19	12,751
Vérificateur général	220	301,666	220	301,666		
Assurances	22	21,669	20	19,744	2	1,925
	409	*385,492*	*388*	*370,816*	*21*	*14,676*
PÊCHES ET OCÉANS—						
Département	1,302	693,245	1,192	661,970	110	31,275
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	24	95,850	24	95,850		
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—						
Département	835	354,486	792	338,908	43	15,578
JUSTICE—						
Département	284	138,404	208	99,553	76	38,851
Commission canadienne des droits de la personne	38	16,363	23	11,563	15	4,800
Commissaire à la magistrature fédérale	379	530,229	236	306,107	143	224,122
Commission de réforme du droit du Canada	14	7,250	14	7,250		
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	2	665	2	665		
Cour suprême du Canada	3	1,020	3	1,020		
Cour canadienne de l'impôt	1	300			1	300
	721	*694,231*	*486*	*426,158*	*235*	*268,073*
TRAVAIL—						
Département	352	162,554	306	136,525	46	26,029
Conseil canadien des relations du travail	13	6,220	13	6,220		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7	14,462	1	727	6	13,735
	372	*183,236*	*320*	*143,472*	*52*	*39,764*

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1987		Avances réglées en avril 1987		Avances en circulation au 30 avril 1987*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—						
Département	1,684	675,208	1,462	595,948	222	79,260
Conseil de recherches médicales	6	730	6	730		
	1,690	*675,938*	*1,468*	*596,678*	*222*	*79,260*
REVENU NATIONAL—						
Douanes et Accise	1,424	795,346	1,405	788,512	19	6,834
Impôt	1,261	748,684	862	464,242	399	284,442
	2,685	*1,544,030*	*2,267*	*1,252,754*	*418*	*291,276*
PARLEMENT—						
Chambre des communes	81	45,288	81	45,288		
CONSEIL PRIVÉ—						
Département	47	16,856	45	16,301	2	555
Commissaire aux langues officielles	19	11,700	18	10,564	1	1,136
Conseil économique du Canada	3	491	3	491		
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	13	3,170	13	3,170		
	82	*32,217*	*79*	*30,526*	*3*	*1,691*
TRAVAUX PUBLICS—						
Département	608	256,803	478	187,386	130	69,417
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—						
Département	920	672,479	852	637,232	68	35,247
Investissement Canada	50	49,750	50	49,750		
	970	*722,229*	*902*	*686,982*	*68*	*35,247*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—						
Département d'État	28	12,105	28	12,105		
Conseil national de recherches du Canada	476	261,487	462	254,753	14	6,734
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	30	15,319	29	15,044	1	275
	534	*288,911*	*519*	*281,902*	*15*	*7,009*
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—						
Département	565	212,010	528	197,397	37	14,613
Commission de la Fonction publique	316	171,212	297	161,406	19	9,806
Conseil consultatif de la situation de la femme	2	2,500	2	2,500		
Conseil de recherches en sciences humaines	8	16,600	4	14,000	4	2,600
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	1	175	1	175		
	892	*402,497*	*832*	*375,478*	*60*	*27,019*
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—						
Département	123	72,502	63	46,301	60	26,201
Service canadien du renseignement de sécurité	7	500,000	7	500,000		
Service correctionnel	675	221,563	642	211,025	33	10,538
Commission nationale des libérations conditionnelles	41	16,543	30	11,539	11	5,004
Gendarmerie royale du Canada	3,090	2,450,089	3,090	2,450,089		
	3,936	*3,260,697*	*3,832*	*3,218,954*	*104*	*41,743*
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—						
Département	349	267,684	343	261,634	6	6,050
Statistique Canada	300	139,918	298	139,318	2	600
	649	*407,602*	*641*	*400,952*	*8*	*6,650*
TRANSPORTS—						
Département	3,686	2,598,362	3,597	2,568,486	89	29,876
Bureau canadien de la sécurité aérienne	101	62,962	39	37,537	62	25,425
Commission canadienne des transports	207	138,339	201	136,748	6	1,591
	3,994	*2,799,663*	*3,837*	*2,742,771*	*157*	*56,892*

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Sommaire des avances comptables en circulation—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 1987		Avances réglées en avril 1987		Avances en circulation au 30 avril 1987*	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
CONSEIL DU TRÉSOR—						
Secrétariat	61	25,134	59	24,734	2	400
Contrôleur général	29	10,825	29	10,825		
Privatisation et affaires réglementaires	8	6,745	5	5,821	3	924
	98	*42,704*	*93*	*41,380*	*5*	*1,324*
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	319	245,841	294	235,220	25	10,621
Total	34,120	25,489,019	30,043	20,791,522	4,077	4,697,497

*Voir les détails à l'état suivant—«Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987».

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987

Nom	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
Alexander ME	535
Arsenault G	1,531
Beaule B	1,400
Blair G	689
Boughton G	2,500
Clarke P	2,000
Cuff W	700
De Pauw R	2,500
Donaldson J	750
Dubiel B	1,400
Evans B	1,050
Farrell F	6,000
Fenety D	648
Girt J	2,000
Harbison S	2,750
Hogan G	1,600
Hopper B	1,400
Knox R	1,500
Mackay D	800
Martin M	781
Merchand J	1,750
Patterson R	2,750
Sheridan M	750
Stewart D	500
Warrell W	750
Avances inférieures à $500 (32)	3,393
	42,427
COMMUNICATIONS	
Département	
Avances inférieures à $500 (2)	256
Office national du film	
Adolphe M	958
Beaudry D	1,750
Bouchard S	2,645
Boucher D	1,441
Bulbulian M	1,443
Chamberland A	9,463
Daigneault C	8,800
Dandavino M	2,500
Dirse Z	700
Drouin J	5,883
Garcia C	6,000
Gaudreau A	4,000
Glendon R	4,100
Greenwald B	4,690
Grenier C	1,030
Halman L	816
Henault D	1,298
Hervieux M	3,108
Johansson S	593
Joutel J	6,165
Katadotis P	5,635
Kelson H	1,584
Kitzanuk A	840
Lapierre D	512
Letarte P	6,732
Malacket M	29,622
Massone N	9,842
May D	6,443
MacDonald D	618
MacDonald D	900
McCarthy M	3,218
Parker G	1,363
Payrastre G	1,250
Peccia A	900
Pennefather J	4,312
Phillips D	760
Roger M	550
Rowe J	997
Rutter T	500
St Germain R	4,110
Shannon K	2,232
Teska V	767
Thibeault R	1,946
Vander Donckt C	1,548
Veilleux P	4,170
Wenaus C	1,570
Wergen H	4,110
Avances inférieures à $500 (94)	12,441
	176,855
Bibliothèque nationale	
Barney S	798
Beaulieu G	540
Healy V	1,500
Kirkwood F	599
Thompson M	1,064
Webber R	1,064
Avances inférieures à $500 (11)	2,420
	7,985
Musées nationaux du Canada	
Arthur B	2,500
Boyle J	2,500
Brodo I	2,360
Cybulski J	1,200
Dugas M	500
Gault R	2,100
Goodwin Assoc	3,000
Haber E	1,485
Grey M	800
Rodriguez R	1,750
Smith G	1,800
Avances inférieures à $500 (4)	478
	20,473
Archives publiques	
Côté R	600
Cyr A	1,300
O'Farrell W	1,088
Van Leyen T	1,000
Avances inférieures à $500 (20)	3,475
	7,463
	213,032
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Département	
Buchanan JD	500
Cappe M	1,923
Childerson C	1,000
Hilchie J	6,000
Hiles R	600
Hough G	600
Lafleur JG	675
Lowe GT	6,300
Merrill L	500
Shank N	500
Sim W	4,978
Avances inférieures à $500 (29)	5,314
	28,890

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
Aldrige G	500
Armstrong J	719
Beauchamp P	1,254
Beaulieu E	2,000
Bélanger R	1,089
Bergevin S	600
Blackford G	697
Boisseneault J	2,200
Burstein M	3,000
Carmel D (2)	550
Charest R	1,600
Charette L (3)	4,575
Charette L	1,000
Chartier D	525
Contois R	826
Desloges P (2)	1,140
Dulac C (2)	750
Fortin D	2,091
Goodes C	3,000
Hudson M	1,000
Johnson T (4)	1,672
Lachapelle Y (2)	5,666
Lajoie C (2)	861
Lajoie G	642
Lamoureux R (2)	500
Laroche B	500
Larocque M (2)	829
Mallandain D	1,975
Marchand D	606
Martin CE	592
Mathieu S	700
Morin M	2,628
Patenaude D	1,761
Plante L	695
Robertson M	500
Sardachuk P (5)	3,500
Shipman N	500
Sirois P (4)	3,500
Talbot L	692
Trempe P	1,016
Turbide R	635
Whiteduck B	1,100
Avances inférieures à $500 (146)	19,763
	79,949
ÉNERGIE MINES ET RESSOURCES	
Département	
Adams JE	889
Asudeh I	547
Ballantyne SB	2,187
Bower M	2,000
Brown GA	2,500
Buckley D	1,000
Burns RA	769
Cameron E	1,100
Dallimore S	727
Dawson K (2)	1,315
des Rivières JT	1,400
Feininger T	4,350
Fowler MG	675
Good RL	611
Hill P	500
Hood PJ	2,000
Hughes JD	575
Hughes-Clarke J	1,800
Hunter JA	650
Josenhans H	500
Judge A (2)	2,000
Kurfurst P	854
McConnell RK	3,000
Mwenifumbo J	1,077
Palacky G	6,000
Pritchard G (2)	1,200
Procter R	660
Pullan S	650
Schmidt M	1,500
Sparkes R	1,070
Spencer C (2)	610
Stone PE	550
Williams G	691
Avances inférieures à $500 (52)	12,338
	58,295
Commission de contrôle de l'énergie atomique	
Gray S	750
Avances inférieures à $500 (2)	608
	1,358
	59,653
ENVIRONNEMENT	
Armstrong WE (2)	1,500
Bambrough A	1,800
Bourbonnais JA	2,140
Brimley W	600
Cole R	1,000
Dawson K	500
DeGonzague J	500
Dery R	1,500
Desjardins R	600
Drapeau T	500
Grenier M	1,000
Hazra A	1,500
Jeffries D	1,800
Kerbes R	196
Lukawesky A	1,125
Luxon E	1,800
Martin R	866
Mayo J	1,550
Millar D	1,000
Norrena E	1,000
Olding BJ	300
Pharo C	600
Prakash A	2,000
Rabinovitch B	590
Ricketts S	3,500
Roots EF	1,000
Scotter G	1,500
Simpson R	2,050
Speirs G	1,500
Turner B	500
Webb WJ	2,000
Avances inférieures à $500 (80)	23,920
	61,937

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Abernethy R (3)	5,325
Abols P	7,199
Adam G (2)	4,586
Adock D	3,342
Alarie P	3,786
Alexander DE (3)	6,702
Allard RP (2)	1,278
Allen EE (2)	5,624
Amadio EM (2)	17,414
Amissah L	2,104
Anderson RJ (2)	8,740
Aniol LM	3,360
Antis C	2,268
Apollon M	2,269
April S (2)	12,114
Arden E (2)	4,129
Argyris A	3,435
Armstrong H	3,405
Arnauld D	9,398
Arnould DC (2)	6,023
Arsenault FJ	5,530
Arsenault JFE (2)	5,236
Arsenault JM	1,959
Audette RS (2)	12,111
Ausman JL	2,269
Avari B	905
Bacon T	3,722
Baglietto C	901
Baker J	1,810
Banerjee N (2)	3,607
Banks Y (2)	3,214
Bannerman MW	800
Baran EI (2)	7,628
Barry A	3,500
Barsalou M	2,663
Barton JH	9,066
Barton PE	2,269
Bassi P (2)	3,953
Basu P	882
Bateman J	2,400
Bates G	2,269
Bates J	2,357
Beardley K	1,729
Beaton RM	6,649
Beaudoin P (3)	12,906
Beaulieu PJ (2)	1,949
Bechard G	1,462
Belair RW	2,269
Belanger G	691
Belanger MR (2)	2,769
Belcourt H	678
Bellec P	645
Beltran J (3)	11,622
Benson GE (2)	2,806
Beranger JG	2,637
Bergbush EJ (2)	5,218
Bergbush ET	1,002
Bernard C	1,541
Best JC	2,814
Bezanson K	666
Bigonesse R (2)	3,053
Billon PS	4,491
Bird WJ	1,462
Blackstock GE	575
Blackwell AT	9,056
Blackwood MB	2,269
Blair JE	7,265
Blake RB	5,262
Boehm PM	2,269
Bolick MW	560
Bonar JD (2)	4,262
Bonthron WJ (2)	2,887
Boor K	2,595
Bording T	1,257
Borsa O	1,301
Boucher L	2,626
Boucher R	1,000
Boulanger MF	3,726
Boulanger Y (2)	5,736
Bourgault L	1,846
Bourguiba L (2)	2,677
Boutet M	2,000
Bouzane W	2,287
Bowles GE	2,269
Brache JA	2,273
Brack RA (2)	3,788
Bradford JC	1,032
Brady S	12,900
Braia AM	2,566
Brantferger JE	950
Bray JH	572
Brazeau A (2)	13,927
Bredin J	510
Breton G	2,000
Brett W	1,180
Breuer A (2)	4,457
Brill RH	3,019
Brodeur Y	1,488
Brodowicz J	600
Brooks RJ	554
Brown B	2,259
Brown C	1,066
Brown DW	3,139
Brown HA	1,983
Brown SH (2)	4,502
Brown SL	2,259
Brownlee L	1,028
Bugailiskis A	2,100
Buller E	4,500
Burchell JW	4,332
Bureau L	1,950
Burger AF	2,268
Burke JB (3)	10,440
Burroughs JE	4,617
Burt AR	2,199
Butt DR	2,269
Cabana MJ	591
Caldato RA	2,269
Caldwell DC	2,269
Calvert P	7,362
Cameron D	2,269
Cameron J (2)	1,419
Carl D	1,199
Carney P	1,321
Carroll B	500
Catellier R	2,020
Caverly M	1,000
Cayer J (2)	2,500
Cazorla SL (2)	3,518
Chamberlain DJ (2)	6,140
Champoux LJ	2,762
Chamsi N	1,073
Chandler FEK	2,665
Chandler P	2,746
Chapin PH (2)	2,697

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
Chapman G (4)	6,889	Desilets F	2,269
Charpentier P (2)	3,129	Desiree D	1,372
Charron R (2)	5,533	Desjardins L	784
Cheh J	8,325	Desloges DAJ	2,538
Chemla D (4)	9,712	Di Bartolomeo B	4,270
Childs H	853	Dierckx JF (2)	2,609
Chisholm FG	1,704	Dimonte C	820
Chistoff O	2,269	Dobbin J	1,739
Chouinard JL (2)	3,469	Doe EW	900
Chretien R (4)	3,876	Dompierre M	2,269
Christopher A	616	Dore PE (2)	2,137
Clark HB (3)	6,403	Dorrett RH	1,201
Clark J (8)	10,439	Douglas W (2)	1,619
Clark MB	7,537	Dowswell W	700
Clark ML	3,810	Doyon S	1,344
Clark TG (3)	9,168	Drabble PH	1,537
Clarke WL (2)	8,100	Drappeau JH	1,899
Clement G	1,462	Drerup O (2)	7,800
Cockburn WF	556	Dubois A (2)	4,196
Cohen DR	5,998	Duchene M	2,500
Collett WJ	4,677	Duclos D (3)	3,752
Collinge D (2)	1,681	Duffield LJW	10,690
Collins K (3)	2,296	Dufresne JHJ	4,057
Collins M	554	Dugas AJ	690
Colten T	4,130	Duguay G	1,462
Consul DM (3)	2,091	Duguay GHJ	500
Cook D	611	Dumelie RV	2,122
Cordier C	2,185	Dumoulin M	4,600
Corning JD	3,195	Dunbar P	1,376
Cossette L	594	Dunlop BJ	3,677
Costy N	1,462	Dunseath R (3)	6,452
Court C	741	Dyke L	4,500
Couture D	1,238	Eddy J	1,467
Coyle DN (2)	3,490	Edwards B	655
Croteau C	3,926	Edwards H	804
Csik S	1,499	Edwards LG (3)	7,708
Cullen TE (3)	5,637	Edwards M (2)	3,786
Currie JW (3)	2,856	Elarte K	755
Curry GT	3,548	Elkerdoudi L (2)	2,748
Cusson PA	2,625	Ellenbogen M	693
Cutts J (2)	1,545	Emard M	657
Dann A (2)	3,081	England C (2)	2,291
Dann AM (2)	3,594	England S	1,055
Darechuk TL (2)	5,946	Ethier JC	868
Davidson RGA	2,342	Evans HG (2)	7,940
Davies J	837	Fafard A	3,003
Davis B (2)	2,353	Fanning JD (3)	4,246
Dawe P	972	Faragi I	1,850
Dawson JM (3)	2,737	Farrell R	560
Dawson RM	2,269	Farrell RG	1,462
De Banne G (2)	5,119	Fauteux P	613
De Blois C	814	Feldman E	2,269
De Corneille R	1,203	Fels HF	2,241
De Kerckhove F	2,000	Fenton GA (2)	1,469
De Quintana MA	655	Ferguson I	1,575
De Wolf KHG (2)	2,790	Ferland J	1,462
Dechant W	843	Fieldhouse J	695
Delorey E	1,135	Filteau P	884
Delorimier L	2,019	Fine M	3,270
Delorme J (3)	4,056	Flanagan RN (3)	9,580
Delorme P	2,269	Flechette LT	3,799
Delvoie LA	2,080	Flett R	3,117
Demers J	3,225	Fluet HS	2,204
Denton R	2,608	Fogerty A	2,093
Derouin L	886	Fontaine C	2,669
Des Rivieres G	6,053	Forget R	622
Desamore RF	2,269	Forgues L	1,123
Deschenes A	1,462	Fortier JC (2)	1,899

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
Fortin L	708	Guy HWR (2)	2,303
Foster GR (5)	6,318	Gwozdecky M	3,688
Foster JG (2)	6,919	Haack FE	3,284
Fountain B	856	Hack RHL	2,223
Fournier G	3,250	Hadwen JG	1,499
Fournier R	562	Haffey N	1,374
Fournier RB	1,127	Hahn PLK	2,111
Fournier-Savard J	622	Halawa R	12,031
Francis JR	3,048	Hall CO	684
Francis KD	507	Hall T	1,304
Francomb M (3)	8,395	Hamlin D	1,462
Frank Y (2)	3,875	Hancock PJA	1,299
Fraser JM	1,388	Hankey BG	2,269
Frechette J (2)	2,744	Hanna H	3,311
Frechette L	3,175	Harman GR	3,204
Frenette R	2,269	Harman JJ	3,322
Friesen B (2)	3,000	Hart RJ	3,166
Gaetan L	749	Harvey J (3)	5,049
Gagnon GJS	724	Hay JG	3,425
Gagnon H	4,239	Hebert M	2,718
Gagnon JL (2)	4,283	Hebert R	2,400
Gagosz B	1,520	Heddleston LRW (4)	5,197
Gailor BI (2)	1,351	Henderson DR (2)	8,491
Galko T (2)	2,481	Henderson S	8,514
Galpin AJ (2)	6,269	Henley G	2,000
Galpin ET (4)	12,038	Henneberry LP	914
Gandowitz BO	3,677	Henry P (2)	7,360
Garcia J	796	Hesse S	565
Gardiner DJ	5,600	Hetherington RE	10,440
Gaudreau J	713	Heuckroth L	2,014
Gauthier D	10,636	Hewett R	2,400
Gelinas M	1,881	Hewlett-Jobes KA	4,185
Gertsman S	3,900	Hey R (2)	3,693
Gesnot	2,537	Higham KR (2)	10,016
Gibbons SG	2,269	Himmelsbach H	2,379
Giberson DR	1,399	Hinson S (2)	3,943
Gingras E	500	Hladik MJ	1,500
Girard J	699	Hochowmeng P (2)	1,672
Giraud C	3,907	Hoel J	529
Giroux B (2)	10,726	Holbrook D	1,672
Gobeil JL	500	Holbrook J	10,504
Goddard SP (2)	2,450	Honegger URS (2)	3,785
Gombay JP	624	Hood BP	4,086
Gooch S	3,802	Hopton RI	3,056
Gordon B	3,422	Horton DL	1,410
Gordon JR	1,499	Hosley KC	2,107
Goresky DN	1,475	Houlden G (4)	5,659
Gorman JRP (3)	2,171	Houle NWT (2)	3,418
Goski V	663	Howell SC	1,019
Goulet J	810	Huard A (3)	16,053
Goulet R	2,931	Humphries KJ	1,404
Gow DG	2,269	Hunt PG	1,166
Graham J	1,462	Hunter V (2)	2,957
Graham R (3)	5,341	Hurst P	500
Granger C	4,500	Huxley DG	7,968
Granger P (3)	7,184	Inch LM (2)	8,557
Grant A	4,997	Isaac HR	2,300
Grantham JN (3)	8,465	Isham F	1,850
Graves B (5)	9,416	Jackson C (2)	5,387
Greatrix LG	2,083	Jackson G (2)	7,227
Green GN	2,269	Jacoby G	763
Greenshields C	500	James LA	1,797
Gregoire de Blois D	787	Jamieson DC	4,784
Greve T	3,295	Janusas E (3)	6,302
Griffiths V	6,206	Jaworskyj M	3,091
Guay L (3)	21,370	Jezewski P	5,325
Guillot H	2,188	Joanides M	6,542
Gusen WM (2)	4,642	Jobin Y	2,269
Gushulak BD (3)	6,312	Johnson AB	2,095

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
Johnston ER	937
Johnston KR	1,500
Johnston RM (3)	6,467
Johnston WW	1,600
Joly JC	1,040
Joly MJ	4,456
Jones G	2,484
Jones M	1,113
Joss D	13,000
Joyce M	2,269
Jurschewsky S	2,269
Kam M	1,427
Kashyup S	616
Kemball BD (6)	5,414
Kemp P	718
Kent DM	2,292
Kess TW	1,722
Keys HE	1,031
Khote K	1,027
Kingdon B	1,462
Kinsell M	596
Kneale J	914
Knockaert D (2)	6,648
Kolatacz H (2)	4,143
Kolbeins WH	3,305
Kolk GN (2)	5,528
Korth DC (3)	5,322
Kramer J	2,269
Kreklewetz M	2,269
Labelle M	1,812
Laberge JL	3,131
Laberge PE (3)	4,828
Labreche A	765
Labreche JAL	852
Labrie M	683
Lachanche P	2,726
Ladouceur D (2)	3,385
Ladouceur REA (3)	4,214
Lafortune H (3)	5,669
Lambert A	2,269
Lamy LM	700
Lancefield PA	4,380
Landry M	2,642
Landry SA	2,269
Langelier G (4)	9,020
Lanoy L	700
Lapointe CJ (5)	20,937
Lapointe PA (3)	6,048
Laporte PJH (2)	1,525
Laporte Rios E (2)	3,518
Larkin DJ	2,279
Laroche NT (2)	5,672
Larochelle F	1,182
Larocque N (2)	2,969
Lary DCM	3,140
Lauziere JA	2,920
Laverdure C	1,462
Lavergne M	3,919
Laviolette B (3)	5,178
Lawrie MD	700
Lawrie N (5)	17,346
Lawrie PA	1,864
Lazarus JB (2)	4,651
Leach JD	800
Leavitt DH	2,228
Lebars G (2)	2,974
Leblanc A	1,175
Leblanc RG (2)	4,000
Lee EG	800
Lee RC (2)	12,714
Lefebvre JP	2,752
Lefort M	748
Legarde RJ (3)	9,125
Legare J	1,193
Legault JM	2,941
Legault R	5,630
Legendre DE (3)	3,016
Leger B	2,269
Lejour R	3,129
Lemay GT (4)	8,384
Lemieux M	1,462
Lemire G	1,500
Lepage M	1,407
Lesage L (2)	3,764
Lesk P (2)	2,595
Letourneau G (2)	10,855
Levasseur D	530
Lindsay N	4,313
Lipman E (2)	1,553
Livermore D	1,924
Logie R (3)	4,081
Loignon F	3,093
Long J	1,197
Loosli J (2)	17,269
Lord W (2)	8,180
Louett J (2)	5,355
Lukie A	2,963
Lumley E	2,250
Lynn J (2)	2,719
Lyon A (2)	8,268
Mabley B (2)	10,171
MacAngus R (2)	6,187
MacArthur PJ	1,654
MacDonald D	1,400
MacDonald DS	12,018
MacDonald DSH (3)	7,570
MacDonald ML	2,744
MacKay DR (2)	2,499
MacKa[illegible] KD	5,946
MacKi[illegible]on KW (3)	9,152
MacLean AL	2,626
MacLellan MR (3)	8,351
Macleod DI	557
Madden G (2)	2,669
Magdalena Carreno E	3,518
Maher LJ	1,122
Maheux-Nadeau F (2)	4,734
Mailhot PH (3)	5,517
Mailloux R	2,268
Main R	4,426
Maldwyn-Thomas J	1,050
Malone JA (3)	2,091
Malott S	2,880
Marcil J	4,623
Marsden JB	2,600
Martel L	800
Martin MP	1,614
Martin VP (3)	12,339
Mason RP (2)	4,093
Massey DP	616
Massey JM	1,909
Mathews S	1,744
Maugey A	500
Maytum A	2,372
McAdam BC (2)	4,828
McAlpine RA	1,223
McCann J	2,188
McClelland G	2,794

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
McCracken D	2,977	O'Flaherty MC (2)	2,967
McCue D	1,047	O'Malley A (2)	4,842
McDonald L	3,041	O'Neil MC (2)	1,358
McDonald LJ	2,953	O'Neil PM	700
McGovern P (3)	3,704	Page M (2)	5,572
McKay KD	2,426	Pajunen SE	882
McKelvey S	2,923	Palmer L	500
McKelvey SJ, succession de	1,464	Palmer RHD	536
McKeown L (2)	4,519	Pan YC	1,462
McKnight J	1,798	Panchmatia A	2,850
McMaster C	3,615	Paquet JP	3,198
McMaster D	2,147	Parent M	1,993
McNab R	1,962	Parent PJ	2,269
McNamee J	1,794	Parent RJ	2,209
McNeish J	2,900	Paris F (2)	11,063
McNiven A	762	Parisien MA	1,194
Meier-Villa T	6,776	Parker WB (4)	20,468
Merner R	4,146	Parks ET	1,333
Methot-Dorais G	2,269	Parks JE	566
Meunier M	2,269	Parson GC	1,462
Mild F (2)	2,900	Parsons G (2)	6,136
Miller D	1,509	Paterson ME (2)	4,520
Mills H	800	Pattee SF (3)	1,624
Minville L	1,273	Pearce N	2,400
Minz AH (2)	4,046	Pearson KLM	6,474
Miskell LB	556	Penet N (4)	2,714
Mitchell WO	2,707	Periard L	2,450
Mohanna SS	2,752	Perks K	4,680
Molloy MJ (3)	16,952	Perlin J	3,579
Molsberry R (2)	8,849	Perrault M (2)	2,100
Montembault R	5,364	Perreault MJ	2,000
Mooney ER	1,600	Perret JG	9,337
Mooney T	2,100	Perret JH	9,337
Moore H	3,854	Perrier F (5)	3,379
Morency J	2,190	Perrier YO	1,030
Morgan HR (2)	3,900	Perron M	2,486
Morin ML	2,268	Petit P (2)	1,758
Morissette A	1,700	Phillips B	657
Morneau Y	1,737	Piatelli MJ (5)	8,920
Morrison JA	832	Picard S (3)	1,539
Morrison P (3)	4,638	Pigeon L	543
Munroe L	2,523	Pillarella FD	1,142
Murphy DJ	693	Pim R	526
Musgrove GH	1,462	Plamondon G	2,269
Mutosoit P	963	Ploshynsky W (2)	2,647
Myatt D (2)	6,266	Plowman RK	2,000
Nadeau F	1,000	Pochopsky L	1,500
Near B	4,613	Poetschke RW	2,269
Neergaard J	1,056	Poirier GF (2)	4,554
Neidy S (3)	2,338	Poirier GP	1,080
Newton H (2)	3,475	Poisson D	596
Newton T	2,268	Pollin S	1,110
Ngankam JC (2)	2,404	Pomerleau C	622
Nichol RM (2)	4,487	Pomerleau R	3,570
Nicholson A (2)	3,782	Potvin AR (4)	4,648
Nickerson WT	1,401	Pouliot L (2)	4,489
Noble R (2)	7,590	Pound WH	2,868
Noonan JD (2)	7,846	Preston D	969
Norguay S	1,000	Price AAG	2,382
Northgrave B	2,269	Priest WR (3)	11,400
Oastler RI (2)	2,724	Provost BA	1,500
Ogaick GJ	4,441	Pursey GEW	2,221
Ohyama H	2,202	Quan D (2)	2,540
Olohan MT (2)	6,806	Quarry W (3)	3,747
Olver SP	1,300	Rae-Brown J (2)	5,504
Orr RJ	546	Rainville C	8,000
Owens JM	2,635	Rannard RG	1,381
O'Connell TK (3)	6,583	Raymond H	1,462
O'Connor TP	1,262	Regimbal AM (2)	6,219

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant	Nom	Montant
	$		$
Reid C (2)	1,757	Smeatre FE	521
Reid S	9,566	Smith D (2)	6,482
Remus BE (3)	3,305	Smith DL	3,534
Ricard A	3,476	Smith ET (3)	5,782
Richer S	2,500	Smith G	11,625
Rickman H	2,269	Smith GB	1,119
Rioux G (2)	1,199	Smith HL	3,700
Ritchie D	523	Smith J (2)	8,237
Rivard G (3)	10,174	Smith KMC	549
Roberts A	800	Smith RC	2,800
Robichaud G (5)	6,468	Smith SA	1,433
Robinson W	660	Snidanko AJ	1,193
Robinson WR	1,450	Snider D	2,082
Roche D	3,998	Snow WE	1,207
Rodriguez CD	2,269	Sotvedt J (3)	2,207
Rodriguez E	3,854	Soucy M	2,269
Rolland L	3,250	Soutten MI	1,462
Romero L	2,731	Spiess D (3)	15,031
Romoff M	1,347	Splinter P (2)	3,357
Roozendaal S	3,834	Springett G (3)	9,187
Rose JA	3,691	Stackhouse R	1,205
Rosenthal DA	4,500	Steers BC	2,500
Ross CW	739	Stephens D (3)	5,859
Roston GH	1,213	Stephens HL (2)	1,004
Roue PI (2)	4,569	Stephens RJ	3,663
Rouleau OMY	2,269	Stevens RD	2,269
Rousseau JR	706	Stevens RW	1,600
Royer-Trutzel MF (3)	12,805	Stewart B	5,936
Russell CS	2,248	Stewart G (2)	9,575
Ryan ME (2)	5,817	Stewart RM	2,978
Saint-Jacques G (2)	5,094	Stiell R (2)	3,064
Sallery RDH (4)	9,083	Stockwell DM (2)	3,887
Sandilands BJ	2,322	Stolarik M	1,671
Sargeant J	500	Stone MS	624
Saunders P (2)	1,242	Stubbert RW	4,446
Savard RJ	1,499	St-Georges ML	2,056
Schramm RG	3,714	Sullivan T	5,011
Schreyer E (3)	10,960	Sulzenko OA (2)	2,389
Schroeder NJ (2)	9,250	Sutherland PH	3,249
Schuemann CA	902	Sutter H (3)	3,662
Schultz B (2)	2,517	Swainson H	6,242
Schwenger C	579	Tanner R	845
Scoffield PD (2)	5,419	Taylor LJ	2,405
Scott BF (2)	5,337	Taylor M	2,269
Scott JR	2,233	Temple M (2)	8,029
Scott LFM	2,269	Thomas B	1,201
Scown DR	2,269	Thomas JMT	1,360
Segovia J	1,200	Thomas P	999
Serre M	1,049	Thompson M	500
Seymour GW	898	Thomson CJM	2,269
Shacka R	2,500	Thomson I	2,269
Shadforth WH (2)	2,497	Thomson N	2,526
Shalka RJ (2)	4,729	Thomson P	707
Shannon GJ	10,311	Thomson R	2,400
Shannon JP (2)	2,634	Tiefenbrunner K	9,570
Sharp R	521	Tilsley R	2,252
Shellford J	1,500	Tipton J	3,615
Shepherd M	8,585	Tittley J	2,269
Sherry JE	1,408	Tovee C	2,645
Shorthouse DB (2)	12,006	Tremblay GJM	2,187
Showman R (2)	6,032	Tremblay GM	7,356
Shuckburgh A (3)	3,645	Tunis R	810
Siegrist JM	2,117	Tupper D	5,975
Sinasac RF (3)	5,194	Turcotte R	1,462
Sinclair JE	2,771	Turner C (2)	2,920
Sinclair J (2)	5,414	Uzumeri EY	2,400
Sirrs O	608	Valentino N	3,949
Skunta Z	3,227	Vamos Goldman A	2,269
Small M	3,395	Vandegraaf G (2)	1,576

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
Verbouen LMC (2)	4,463
Vermette MT (3)	6,095
Vernon-Jackson H	2,474
Vezina FJL	834
Villeneuve G	4,189
Villeneuve NJ	500
Vinas-Perez M	1,100
Visutskie JV (2)	4,038
Vlad MR (4)	4,002
Voisin D (3)	1,768
Von Finckenstein O	1,462
Von Nostitz MG	4,021
Voyer C	1,849
Vujnovich M (2)	4,788
Wade L (2)	13,190
Waisvisz J	2,269
Wakely W (4)	16,119
Walsh P	552
Waters B (4)	3,931
Watson L	864
Weinstein I	2,100
Wellburn G	1,600
Welsh J	2,269
Welton G	500
Wensel R	2,195
Whitters J	2,642
Whittleton J (2)	3,875
Wilkinson D	3,161
Williams FL	1,600
Willms G	2,268
Wilson GE (4)	12,282
Wismer D (3)	11,158
Wodinsky M	1,610
Wood G	3,543
Wood J	721
Wood T	1,462
Woolham R	800
Wynne D	3,800
Young W	1,054
Young WA	1,279
Zalite P (2)	6,534
Zerr PE	1,462
Avances inférieures à $500 (394)	198,941
	3,158,703
Agence canadienne de développement international	
Allard P	1,200
Bach M	2,801
Banerjee N	1,290
Bellemare F	3,000
Boulanger Y	819
Brilot R	865
Bugatsch R	635
Carle F	3,500
Dawes F	1,133
Dubuc G	863
Gervais Y	1,841
Godhue J	2,673
Goulet J	755
Haines P	826
Hanna F	4,863
Hughes R	1,465
Larivière R	687
Lepage M	565
Lessard R	2,926
Lovegrove C	1,420
Marsolais Y	3,000
Mensah M	4,500
Normandin H	1,300
Perinbam L	616
Redikop W	2,095
Ross B	2,773
Sicard G	2,500
Straby C	998
Taylor W	543
Thivierge R	867
Avances inférieures à $500 (11)	2,072
	55,391
	3,214,094
FINANCES	
Département	
Coleman J	1,265
Glorieux G	1,711
Nichols S	3,176
Robinson CW	1,965
Avances inférieures à $500 (15)	4,634
	12,751
Assurances	
Gibbons S	1,850
Avance inférieure à $500 (1)	75
	1,925
	14,676
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Aucoin A	875
Boldt DP	700
Cohns JL	2,700
Fleury C (3)	1,500
Gambrel L	850
Gear J	510
Hirst G	500
Hollaway G	500
Hopky G	600
McCuish R	1,350
Northrup JR	650
Oliver A	513
Piercy MC	800
Poulin R	1,300
Recalma K	1,258
St Jacques D	763
Specht R	1,350
Weber G	1,000
Whiteford W	1,000
York R	500
Avances inférieures à $500 (88)	12,056
	31,275
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
Angees M	679
Beardy E	686
Carr D	679
Copenace B	585
Cromarty A	639
Crow J	585
Davies M	575
Hanrath J	562
Hudson P	586
Locas R	1,424
Lotin H	850

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
Mcevoy T	500
Newman B	1,300
Avances inférieures à $500 (30)	5,928
	15,578
JUSTICE	
Département	
Bloom I	1,331
Campbell G	6,000
Cziraky P	6,000
Dickens C	525
Donahoe I	1,999
Evans R (2)	1,443
Evernden B	906
Maclean W (2)	1,215
Morrison C	1,000
Piragoff D	2,500
Talpis J	3,000
Waters DWM	3,300
Williams RE	873
Avances inférieures à $500 (61)	8,759
	38,851
Commission canadienne des droits de la personne	
Fairweather G	500
McDavid M	1,000
Avances inférieures à $500 (13)	3,300
	4,800
Commissaire à la magistrature fédérale	
Agrios J	1,700
Allen H	2,000
Anderson N	4,000
Anderson NR	500
Anderson W	3,375
Archambault M	2,500
Ayles L	514
Barkman G	2,500
Batten M	800
Bisaillon I	2,500
Bowlby J	930
Bracco J	1,200
Brennan W	2,000
Brooke J	2,000
Callaghan F	2,500
Campbell A	1,500
Carter F	2,500
Catzman M	2,500
Cooper R	3,000
Cosgrove P	1,345
Craig W	3,000
Daigle Z	556
Dandie G	800
Deschênes A	556
Desjardins A	2,500
de Weerdt M	5,050
Dilks A	2,000
DiSalle M	2,500
Dupont W	1,000
Dureault A	932
Durocher D	2,500
Eberle J	1,200
Egbert W	2,000
Esson W	3,000
Ewaschuk E	1,000
Fitzgerald P	3,000
Flynn B	2,500
Forestell M	2,000

Nom	Montant
	$
Gagnon Y	2,500
Geatros T	3,000
Glowaki T	1,000
Goodridge N	2,500
Gow J	600
Gratton F	615
Greenberg B	500
Halvorson K	1,700
Hannan J	2,500
Hartt E	1,000
Hoillett K	1,500
Holland R	2,500
Houghton J	2,600
Hugessen J	1,000
Killeen G	1,100
Kinsman G	4,000
Kent J	1,000
Kovacs F	2,500
Lacombe B	3,000
LaRue H	1,500
Lazier C	1,000
Lickerman S	2,500
Lissaman D	1,000
Logan H	2,750
Loukidelis E	1,221
Loukidelis S	1,500
MacKay K	2,500
MacKinnon A	1,700
Mahoney P	3,803
Marquis J	2,500
Marshall W	1,125
Matheson W	1,700
McKinnon B	3,500
Melançon V	4,000
Melvin F	1,000
Mercier P	5,000
Miller T	3,000
Monnin A	3,000
Moore G	943
Morrissey M	1,000
Nemetz N	3,000
Noonan M	1,000
O'Byrne M	3,000
O'Regan S	1,000
Paul R	1,412
Perras R	604
Proudfoot P	1,800
Provost J	2,500
Quinlan T	2,500
Reid R	2,000
Rice R	514
Richard G	1,400
Rutherford R	2,800
Salhany R	500
Sirois J	2,200
Sirois J	730
Soper L	1,000
Stone A	1,500
Startton S	1,700
Strayer S	3,000
Thompson D	1,500
Thorson I	2,500
Trainor W	2,500
Tremblay G	1,500
Trotter J	2,500
Turmel G	2,500
Tyndale W	1,800
Vaillancourt J	1,500
Wackowich G	2,500

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
Wilson J	1,750
Avances inférieures à $500 (35)	12,097
	224,122
Cour canadienne de l'impôt	
Avance inférieure à $500 (1)	300
	268,073
TRAVAIL	
Département	
Campbell D	500
Caron L	550
Gaudette T	700
Gravel J	3,100
Klein V	700
Moorhouse C	3,500
Valiquette M	1,200
Avances inférieures à $500 (39)	15,779
	26,029
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	
Dialog	11,421
U.S. Government Printing Office	537
N.R.C.	500
N.T.I.S.	227
Canadian Nurses Association	50
Dr. Atherley (C.E.O.)	1,000
	13,735
	39,764
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
Allen RJ	500
Bool J	1,080
Brady N	800
Champagne M	595
Corneil W	1,000
Davidson B	1,000
Dawson E	500
Decker M	1,900
Deneron B	510
Dickey S	500
Dockman C (2)	1,500
Donovan W	500
Duguay R	1,049
Foote B	500
Gabrie F (3)	1,920
Green M	500
Greenland W	500
Griffiths A	510
Harvey J	1,200
Hoffman A	800
Hubert C	600
Iles R	530
Jerome M	650
Kakfwi S	500
Kurien T	500
Leduc A (4)	2,200
Louttit E	1,000
Moores D (2)	2,550
Paul S	911
Pokiak A	500
Porter K (2)	2,050
Roy D	587
Sauve G	630

Nom	Montant
	$
Smith D	500
Smith E (2)	2,000
Smith G (2)	700
Sorensen O	800
Stall J	1,980
Stevens D	530
Tiktak M	1,000
Walkinshaw D (2)	715
Wilson B (4)	1,150
Wilson H (2)	600
Wood C (2)	4,700
Avances inférieures à $500 (162)	34,013
	79,260
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Gray B	550
Leishman W	2,800
Werlin A	500
Avances inférieures à $500 (16)	2,984
	6,834
Impôt	
Affleck, Sosna, Shaughnessy & Scott	2,000
Allen W (2)	590
Andreson P	1,100
Archer J	8,089
Asselin J	550
Aubert L	700
Ayotte B	1,800
Baird B (2)	875
Baker G	1,434
Barton K	500
Bedard A	700
Belisle PE	700
Belle Isle G	500
Bennett ML	1,260
Bergeron L	611
Bessette G	700
Bloom I (2)	18,317
Boucher D	1,350
Boudreau C (2)	500
Bourque C (2)	875
Brulotte R	700
Burdick M	945
Burke RG	600
Burton L	1,000
Carriere M	700
Chartrand A	1,000
Comtois N	700
Courcy C	700
Craig EF	791
Cziraky P (2)	4,504
D'Aurelio R	694
Daly M	812
Dauplaise J	1,450
Dealy W	528
Debelser M	525
Denierakos P	700
Desmeules S	700
Dion A	500
Doucet A (2)	500
Dubourt D	1,000
Duquette R	700
Emmell R	500
Fernet J (2)	1,400

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
Fillmore D	550
Finter Canada Corp	700
Forbes G	850
Forgues P	750
Fortier H	750
Frappier L (2)	1,800
Fullerton T	1,100
Gill DB	970
Grant C (2)	4,366
Grenier G	2,018
Grushka G	2,646
Gutman A (2)	1,417
Harding W (2)	14,087
Hayes T	3,482
Haynes K	639
Hickey U	625
Jacobucci C	3,000
James M (2)	4,504
Jolicoeur G	700
Joncas C	700
Jones A (2)	1,000
Joyal G	700
Kara S	1,000
Kennedy D	1,100
Khosla R (2)	912
Kirkbride Y	600
Kisser D	500
Kissner T	1,449
Kuet Leong P	700
Labossiere L	922
Laibida JL	1,550
Le Festin du Gouverneur	2,964
Leclerc A	1,000
Legere S	582
Lesage A	700
Lindsay D	710
Lorenz A	1,210
MacDougall L	795
Marcouiller D	537
Masse S	775
McCaughin B	550
McLeod R (2)	1,000
McNamara S (2)	3,606
Mellis DH	500
Miller B (2)	704
Ministre des finances, Province de C-B (2)	24,107
Ministre du Québec	2,889
Mitzel C	957
Morley BC	700
Mount L (2)	600
Mulasi JC	500
Mulcahy J	600
Municipalités Régionales de Comtés—Magog	2,012
Murphy K	1,063
92363 Canada Ltée	700
O'Grady D	1,009
115804 Canada Inc	700
121204 Canada Inc	700
O'Neil N	600
Ouellette F	1,370
Paradkar PT	1,474
Pare M	1,500
Pelletier D	1,386
Penner JA	670
Perreault R	1,137
Philibert J	500
Pizzi A	700
Placements Hedviga	700
Postelnik C	700

Nom	Montant
	$
Powell I	575
Prygiel E	1,000
Ransome R	775
Rheaume C	665
Riley EJ	827
Robert M	700
Ross E	550
Roy B	779
Rufus N	700
Saenz S (2)	1,400
Saulnier M	1,000
Schulz HE	1,900
Sellars E	606
Shérif de Beauce	1,400
Shérif de Chicoutimi	1,400
Shérif de Hauterive	700
Shérif de Québec	2,600
Shérif de Rimouski	700
Shérif de Roberval	700
Shérif de St-Maurice	700
Shérif du District de Joliette	500
Shérif du District de Montréal	700
Shérif de Hull (2)	1,500
Shérif de Peel (3)	1,650
Shérif de York (3)	3,450
Siconolfi K	500
Small B	500
Suter R	700
Teterenko G	1,150
Tomlyn D	1,606
Turcotte A	1,200
Viebig A	700
Westgate RE	1,900
Williamson T	900
Wilson J	570
Woodcock D	630
Young R	2,940
Young T	1,168
Zannis H	500
Zervos S	700
Avances inférieures à $500 (221)	57,507
	284,442
	291,276
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
Avances inférieures à $500 (2)	555
Commissaire aux langues officielles	
Cousineau M	1,136
	1,691
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
Beaudoin F	500
Butt T	775
Cabral A	600
Campbell L	600
Casaubon R	500
Charters H	1,300
DeLonghi J	512
Deragopian A	850
Deschênes Y	500
Hébert R	3,443
Job W	540
Johnson JR (2)	1,532
Kincaid R	1,050

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Suite*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Suite*

Nom	Montant
	$
LeBlanc JJ	513
Legault G	1,000
Livingston J	25,000
Martin J	1,000
Mintzler BW	750
Paquette N	500
Power WK (18)	7,451
Sentpetery R	628
Smart L	685
Tompkins DR	710
Varrieur S	500
Avances inférieures à $500 (88)	17,978
	69,417
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Cohn-Sfectu O	2,000
Doyle L	1,480
Earle JW	3,000
Fyfe D	1,238
Green GW	2,250
Heeney R	500
Huot C	2,000
Larose H	575
Lenouvel P	2,000
Mathu J	1,176
Mott DM	8,000
Nixon R	1,300
Scullion S	1,800
Waite DE	600
Williams J	500
Zechel B	1,000
Avances inférieures à $500 (52)	5,828
	35,247
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
Bondar RL	2,336
Goodrich LE	2,400
Hargrove CK	900
Avances inférieures à $500 (11)	1,098
	6,734
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
Avance inférieure à $500 (1)	275
	7,009
SECRÉTARIAT D'ÉTAT	
Département	
Bélanger R	3,369
Marchand M (2)	5,000
Sawh P	600
Tousignant M	662
Avances inférieures à $500 (32)	4,982
	14,613
Commission de la Fonction publique	
Ayoub E (3)	4,400
Hunt N	573
Mercer A	2,000
Watson B	1,121
Avances inférieures à $500 (13)	1,712
	9,806

Nom	Montant
	$
Conseil de recherches en sciences humaines	
Taylor W (2)	1,500
Laurin G	1,000
Avance inférieure à $500 (1)	100
	2,600
	27,019
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Département	
Benson G	800
Boucher R	500
Campbell M	750
Charles C (2)	875
Christie SM (2)	725
Coflin J	1,300
Constantineau E	1,200
Ferguson C	800
Fountain B	800
Gravelle-Dunberry O	875
Gravelle-Mineault S	530
Hayes J	500
Kelly P	500
Kulisek C (2)	1,400
Lloyd S	650
MacDonald DT	500
Marin RJ	1,000
McMullin C	600
Molloy A	600
Poirier G	500
Reid I	3,000
Sarides G	500
Stewart R	500
Stote D (2)	900
Sutton E	500
Wood J	500
Avances inférieures à $500 (30)	4,896
	26,201
Service correctionnel	
Cross D	3,000
Davidson J	581
Girard B	600
Hanley R	775
Lacelle D (2)	814
Mallette D	500
Sharpe T	1,000
Singh V	1,000
Avances inférieures à $500 (24)	2,268
	10,538
Commission nationale des libérations conditionnelles	
Baines F	874
Cloutier B	607
Siberry J	606
Simms R	576
Sutton J	500
Avances inférieures à $500 (6)	1,841
	5,004
	41,743
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
McLure G	3,500
Umlish G	800
Van Bergen JPA	1,000
Avances inférieures à $500 (3)	750
	6,050

Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées—*Fin*

Détails sur les avances comptables en circulation au 30 avril 1987—*Fin*

Nom	Montant
	$
Statistique Canada	
Avances inférieures à $500 (2)	600
	6,650
TRANSPORTS	
Département	
Burry H	511
Campbell D	6,050
Carroll R	888
Clarke S (2)	1,296
Crowell D	1,200
Dupuis D	1,378
Feller B	600
Gauthier G (2)	905
Hall T	600
Hardman W	550
Kaiser B	850
Lamondin D	900
Legare J	2,800
Matthews W	917
Morel P	640
Trenholm W	589
Wiseman J	635
Avances inférieures à $500 (70)	8,567
	29,876
Bureau canadien de la sécurité aérienne	
Abbott D	600
Allinson A	600
Bears RM	500
Borden DE	600
Dupont G	550
Dzus S	550
Heath GE	600
Kosmider K	550
Lemire S	500
Lung D	550
Maltais R	500
McConnell HC	500
Morrell S	550
Owen DR	500

Nom	Montant
	$
Pultz B	600
Rahn WJ	600
Ross CM	500
Storey T	550
Vance L	500
Veevers J	550
Avances inférieures à $500 (42)	14,475
	25,425
Commission canadienne des transports	
Belland AJ	500
Cairns M	500
Avances inférieures à $500 (4)	591
	1,591
	56,892
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Avances inférieures à $500 (2)	400
Privatisation et affaires réglementaires	
Avances inférieures à $500 (3)	924
	1,324
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
Bowes K	800
Caught R	930
Clancy A	800
Nguyen H	1,264
O'Brian J	1,135
Proulx H	700
Ross H	1,291
Avances inférieures à $500 (18)	3,701
	10,621
Total global	4,697,497

Pertes de deniers

Note: ces renseignements sont exigés en vertu de l'article 91.1 de la Loi sur l'administration financière.

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1986-87

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
AGRICULTURE					
Département					
Usage frauduleux des codes d'accès de l'ATG		6,000			6,000
COMMUNICATIONS					
Office national du film					
Usage non autorisé ou frauduleux des codes d'accès de l'ATG	Divers	165,000		165,000	
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Département					
Remaniement d'un émetteur de paiement	1	600	600		
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-chômage. Accord de travail partagé, article 37 de la Loi sur l'assurance-chômage	1	15,120			15,120
Prestations d'assurance-chômage obtenues frauduleusement	200,283	69,374,555	37,759,762		31,614,793
Détournement des fonds du projet, planification de l'emploi	1	5,512			5,512
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Département					
Demandes frauduleuses impliquant le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes (PITRC)	25	24,269		24,269	
Demandes frauduleuses impliquant le programme de conversion au propane	7	51,600		28,400	23,200
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Faux renseignements fournis en appliquant pour l'assistance sociale. Attendant l'action en justice et/ou la décision sur une cause	4	5,642			5,642
Usage non autorisé par le public d'une carte de crédit de téléphone perdue de l'ATG	1	308,917		308,917	
TRAVAIL					
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
Usage frauduleux des codes d'accès de l'ATG	2,953	9,746			9,746
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Département					
Fausses réclamations pour indemnités					
Allocation familiale	23	44,555	1,577		42,978
Pension de vieillesse	11	173,459	17,397		156,062
Régime de pension du Canada	1	3,034			3,034
Endossement forgé des émetteurs de paiements	1	18,768			18,768
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (chèques encaissés après le décès du bénéficiaire)	25	229,249	10,534		218,715
Vol de la petite caisse	2	48		48	
Usage non autorisé ou frauduleux d'un code d'appel téléphonique	1	2,019			2,019
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par représentation erronée de par les douanes		4,982,798		4,982,798	
Pertes de revenu causées frauduleusement ou par représentation erronée lors de déclarations de taxes fédérales de ventes	7	193,618	145,000	48,618	
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Service correctionnel					
Usage frauduleux d'une carte de crédit Bell Canada par des détenus	1	7,200	5,900		1,300

Pertes de deniers—*Suite*

Pertes de deniers suite à une fraude ou à une fausse représentation volontaire (par une personne autre qu'un fonctionnaire) en 1986-87—*Fin*

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES					
Receveur général—Direction de contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du Receveur général (incluant mandats inemployés et chèques de la Banque du Canada)					
Endossements falsifiés	10,752	3,062,247	2,915,911		146,336
Endossements irréguliers	373	105,663	105,663		
Décès du bénéficiaire	9,621	3,119,208	3,119,208		
Non endossés	285	118,008	118,008		
Autres	138	124,732	124,732		
Items contrefaits	41	229,680	229,680		
Société canadienne des postes					
Endossements falsifiés	11	2,567	2,567		
Comptes de banque ministériels					
Endossements falsifiés	2	3,290	3,290		
Autres	2	134	134		
	224,573	82,387,238	44,559,963	5,558,050	32,269,225

Pertes de deniers—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1986-87

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte $	Montant perçu en 1986-87 $	Montant non sujet à recouvrement $	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents $
AGRICULTURE					
Département					
Vol de la petite caisse, au Quartier général, station de recherches d'Ottawa, Ontario	5	54		54	
Vol de la petite caisse au ministère régional de Montréal, Division du personnel	1	35		35	
Vol de la petite caisse au bureau d'examen de l'endettement agricole, Toronto, Ontario	5	200		200	
CONSOMMATION ET CORPORATIONS					
Département					
Vol de la petite caisse	1	110		110	
Frais de voyage falsifiés	1	940	940		
Comptabilité incomplète pour avance	1	186		186	
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Département					
Vol de fonds par un caissier au CEC de Springdale	10	175			175
Réclamation frauduleuse de l'allocation d'entraînement	15	6,960	942		6,018
Vol de la petite caisse au EDB de Québec		60		60	
Perte de la petite caisse au CIC de Jean-Talon		10		10	
Vol de la petite caisse au CIC de Longueuil		20		20	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Galt		20		20	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Dorchester		20		20	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Jean-Talon		20		20	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Jean-Talon		5		5	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Rock Island		5		5	
Vol de la petite caisse au CIC de Lacolle CIC		56			56
Vol de la petite caisse au CEC de Frontenac		27		27	
Vol de reçus de numéros d'assurance sociale au CEC de Frontenac	10	180		180	
Déficit découvert en fermant le compte de banque du Centre de placements des immigrants		7		7	
Usage frauduleux des téléphones du gouvernement	10	416	416		
Réclamation frauduleuse des prestations de l'assurance-chômage	10	31,945	22,026		9,919
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Windsor Inland	20	10	10		
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Sarnia	20	50		50	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Toronto Est	20	25		25	
Perte de reçus du recouvrement des frais de services de l'immigration au CIC de Windsor (Bridge)	20	10		10	
Vol de la petite caisse au EDB de Hamilton	10	59		59	
Vol de la petite caisse au CEC de Sudbury	10	50	50		
Déficit de la petite caisse au RHQ de Régina	17	75		75	
Vol de la petite caisse au CEC de West Broadway	10	160		160	
Vols des frais de remplacement de numéros d'assurance-chômage au CEC de West Broadway	10	160		30	130
Vols des paiements en trop de l'assurance-chômage au CEC de West Broadway	10	26		26	
Remaniement d'un émetteur de paiement		350	350		
Détournement de la petite caisse		70	70		
Réclamation frauduleuse de frais de voyage et absence non autorisée		52	52		
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Département					
Usage frauduleux des cartes d'appels téléphoniques du gouvernement	5	355		355	
Avance d'argent volée du groupe sur place chambre de motel du chef, Frédéricton, N-B	35	410		410	

Pertes de deniers—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1986-87—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
ENVIRONNEMENT					
Département					
Perte de la petite caisse	5	40		40	
Vol de reçus	5	43		43	
Abus du système téléphonique	5	75		75	
Vol de la boîte métallique de la caisse	20	375		375	
Vol de la petite caisse à Trent-Severn	20	169		169	
Vol de fonds de caisse à Hogs Back	20	23		23	
Vol de dépôts garantis au Canal Rideau	20	500		400	100
Déficits de la caisse: total brut des déficits $4,292; surplus $2,686	20	1,606		1,606	
AFFAIRES EXTÉRIEURES					
Département					
Frais de voyage frauduleux	1	44,790			44,790
FINANCES					
Vérificateur général					
Perte d'une avance de voyage remboursée laquelle avait été placée dans un cabinet cadenassé et ne pouvait être retrouvée	30	500	400	100	
PÊCHES ET OCÉANS					
Département					
Usage personnel du téléphone du gouvernement	1	2,017	2,017		
Usage frauduleux de cartes de crédit du gouvernement	1	1,257	1,257		
Déficit de la caisse		70		70	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Département					
Réclamations frauduleuses et encaissement de chèques d'assistance sociale. Office du district, région de l'Atlantique, N-B	15	15,261		8,111	7,150
Réclamations frauduleuses et encaissement de chèques d'assistance sociale. Office du district, région de l'Atlantique, N-É	15	7,000		7,000	
Endossement frauduleux de chèques d'assistance sociale. District de Touchwood File Hills Qu'Appelle, région de la Saskatchewan	5	2,704	2,704		
Réclamation et réquisition frauduleuses d'un chèque d'assistance sociale: district de Touchwood File Hills Qu'Appelle, région de la Saskatchewan	5	712			712
Usage frauduleux du code d'accès de l'ATG	5	58,337		58,337	
Insuffisance dans le compte d'avances de la banque	5	8,377		8,377	
DÉFENSE NATIONALE					
Département					
Détournement d'argent, Station des forces canadiennes (SFC) Holberg		285	285		
Vol d'argent, BFC Kingston	1	200		200	
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, Base des forces canadiennes (BFC) Baden		376	376		
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Petawawa		2,823	2,823		
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Trenton	1	701		701	
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Greenwood		320			320
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Ottawa		3,000			3,000
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Ottawa		3,000			3,000
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, SFC Masset		740			740
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, SFC Masset		1,000			1,000
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Portage La Prairie		100			100
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Gagetown		986			986
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Valcartier		313			313
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, NDHQ/DIS		78			78
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Chatham		600			600
Déficits de la caisse: total $1,501. Cause non déterminée. Possibilités d'une erreur humaine, d'écriture, ou perte d'une pièce justificative existante:					
BFC Borden	1	100		100	
BFC Cold Lake	1	100		100	
BFC Edmonton	1	162		162	
BFC Halifax	1	120		120	
BFC Kingston	1	100		100	

Pertes de deniers—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1986-87—*Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
BFC Lahr	1	249		249	
BFC Montreal	1	100		100	
HMCS Ottawa	1	100		100	
BFC St-Jean	1	70		70	
BFC Toronto	1	100		100	
BFC Trenton	1	200		200	
BFC Winnipeg	1	100		100	
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Département					
Usage personnel des téléphones du gouvernement	25	2,016	2,016		
Réclamations frauduleuses des indemnités de la pension de vieillesse	Statutaire	25,166			25,166
Réclamations frauduleuses pour des dépenses d'entraînement, voyage, absences et de payes de travail supplémentaire	35	933	470		463
REVENU NATIONAL					
Douanes et Accise					
Achèvement frauduleux de présence et soumission d'une fausse réclamation d'heures supplémentaires	1	212	212		
Usage frauduleux du mot de passe du gouvernement pour le système Quick Law pour obtenir accès au système d'extraction informatique	5	4,583			4,583
Perte des fonds d'appoint de la caisse (2 cas)	1	50		50	
Vol des fonds d'appoint de la caisse	1	40		40	
Vol de la petite caisse	1	122		122	
Vol de reçus	1	964	100	864	
Appels interurbains non autorisés et perte de temps	1	1,000			1,000
Perte de reçus		200		200	
CONSEIL PRIVÉ					
Département					
Perte de la petite caisse	1	232		232	
TRAVAUX PUBLICS					
Département					
Vol de la petite caisse	4	209		209	
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Département					
Vol de reçus au bureau de Toronto (Spadina)	1	60		60	
Vol de reçus au centre de demandes de Scarborough	1	4,085			4,085
Vol de reçus au centre de demandes de Toronto Ouest	1	1,780			1,780
Vol de reçus à la Cour de citoyenneté de Halifax	1	4,850	4,850		
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Service canadien du renseignement de sécurité					
Usage frauduleux de cartes de crédit	10	1,066	60		1,006
Service correctionnel					
Vol d'argent	15	2,704		2,704	
Fausse interprétation d'une pièce de paiement	15	1,374	870		504
Caisse-recettes à déposer au Receveur général pas déposées. L'employé fût accusé de fraude	15	1,822			1,822
Gendarmerie royale du Canada					
Une avance comptable temporaire de voyage pour affaires gouvernementales fut versée à un membre. L'avance en argent fut perdue ainsi que des effets personnels et de l'argent du membre	25	400		400	

Pertes de deniers—*Suite*

Autres pertes de deniers—Survenues ou découvertes en 1986-87—*Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit	Montant de la perte	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$
TRANSPORTS					
Département					
Frais de déménagement frauduleux	1	18,579			18,579
Perte de reçus à l'aéroport de Whitehorse	1	1,643		1,643	
Perte de la petite caisse au bureau régional de Vancouver Nord	1	71	71		
Vol de la petite caisse à Inuvik	1	100			100
Perte de la petite caisse à l'aéroport du Fort McMurray	1	242			242
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Département					
Vol de la petite caisse—Office du district de Sherbrooke, Qué.		300		300	
		277,995	43,367	96,111	138,517

Pertes de deniers—*Suite*

Pertes de deniers et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
EMPLOI ET IMMIGRATION						
Département						
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1975-76	40,680	32,654	6,950		1,076
Falsification de documents afin de permettre à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1982-83	52,604	19,134	3,292	6,603	23,575
Soumission de fausses réclamations d'heures supplémentaires et mauvais usage de billets de taxi. L'employé a été congédié	1983-84	9,409	8,673	736		
Perte de la petite caisse au CEC d'Ottawa Sud	1984-85	192		192		
Conflit d'intérêts qui permit à une tierce personne de recevoir des prestations d'assurance-chômage	1985-86	15,620	7,185	3,135		5,300
Fausse déclaration en traitant une réclamation d'assurance-chômage pour une personne de la parenté	1985-86	6,261	770	791		4,700
Perte de la petite caisse au bureau régional de l'Ontario	1985-86	59		59		
Prestations d'assurance-chômage obtenues frauduleusement	1985-86	59,846,024	32,336,445	16,041,652		11,467,927
AFFAIRES EXTÉRIEURES						
Département						
Usage personnel des fonds de la petite caisse et de remboursements d'avances	1985-86	366		366		
Factures frauduleuses	1985-86	1,586		1,586		
Vol de revenu de passeport	1985-86	259			259	
Déficit dans le compte de la caisse au Poste à l'étranger—URSS	1984-85	758			758	
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN						
Département						
Vol des paiements d'allocation sociale	1984-85	43,862		4,143	39,719	
DÉFENSE NATIONALE						
Département						
Abus du système téléphonique, BFC Bagotville	1985-86	533	52	155	326	
Frauduleuse réclamation de déménagement, BFC Borden	1985-86	2,582		2,582		
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, BFC Moose Jaw	1985-86	200	100	100		
Vol d'argent, BFC Shearwater	1985-86	1,696			1,696	
Vol d'argent, BFC Comox	1985-86	289			289	
Vol d'argent du surveillant des comptes d'avance, NRHQ Yellowknife	1985-86	14,000		14,000		
Déficit de la caisse, BFC Valcartier	1985-86	501	403	98		
Réclamations frauduleuses de voyage, BFC Beaverlodge	1985-86	28[(1)]		28		
Soumission frauduleuse de reçus, BFC Shearwater	1985-86	[(2)]				
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL						
Département						
Réclamations frauduleuses pour indemnités						
Allocation familiale	1985-86	54,055[(1)]	4,163	4,373	1,547	43,972
Pension de vieillesse	1985-86	168,923	917	14,426	1,760	151,820
Régime de pension du Canada	1985-86	32,618		11,000	21,618	
Endossement forgé des émetteurs de paiements	1985-86	17,526	165	1,371		15,990
Endossement frauduleux des émetteurs de paiements (chèques encaissés après le décès du bénéficiaire)	1985-86	155,483[(1)]	21,642	35,990		97,851
Fabrication de contrats frauduleux pour des services à des individus de 1975 à 1980. L'employé fut congédié par le ministère d'État pour le développement social et a été par la suite accusé et reconnu coupable. La Cour ordonna la pleine restitution	1981-82	224,349	30,250	194,099		

Pertes de deniers—*Fin*

Pertes de deniers et de biens publics—Modifications aux cas rapportés dans les Comptes publics des exercices précédents—*Fin*

Brève description de la perte	Exercice de rapport de la perte dans les Comptes publics	Montant de la perte originale	Montant perçu dans les exercices précédents	Montant perçu en 1986-87	Montant non sujet à recouvrement	Montant prévu pour être perçu dans les exercices subséquents
		$	$	$	$	$
REVENU NATIONAL						
Douanes et Accise						
Réclamation frauduleuse de voyage	1985-86	319	273	46		
Usage frauduleux des services de téléphone par un employé d'un autre département	1985-86	2,395		2,085	310	
Perte d'argent due au vol de biens par un employé	1985-86	296		296		
Perte de revenu due à la négligence d'un employé	1985-86	100		100		
Impôt						
Vol de 31 remises d'impôts de contribuables s'élevant à $10,911 par un ex-caissier au bureau de district de Québec. $7,191 a été récupéré à même la pension de retraite de l'ancien employé et $1,040 sera vraisemblablement récupéré dans les exercices subséquents. Il est possible que deux autres items exigent des crédits aux comptes des contribuables. L'employé est accusé de fraude	1985-86	10,911		9,871		1,040
SECRÉTARIAT D'ÉTAT						
Commission de la Fonction publique						
Usage personnel de billets de taxi	1985-86	985			985	
Appels téléphoniques personnels du gouvernement	1985-86	435			435	
SOLLICITEUR GÉNÉRAL						
Service correctionnel						
Pertes de la petite caisse	1985-86	1,014			1,014	
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES						
Direction de contrôle du remboursement des chèques						
Chèques du Receveur général et de la Banque du Canada	1985-86	1,517,818	1,490,735	27,083		
Mandats non employés	1985-86	1,164,129	1,136,184	27,945		
TRANSPORTS						
Département						
Détournements de fonds publics par la modification de bordereaux de dépôt	1962-63	42,800	12,723	250		29,827
		63,431,665	35,102,468	16,408,800	77,319	11,843,078

(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(2) Réclamation pour les droits prouvés valides ($88).

SECTION 4

COMPTES PUBLICS
1986-87

Comptes débiteurs

SOMMAIRE

	Page
État des comptes débiteurs	4.2
Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs	4.3

État des comptes débiteurs

Conformément aux conventions comptables, les recettes du gouvernement sont généralement comptabilisées au titre de l'exercice au cours duquel elles ont été perçues. Par conséquent, les créances facturées mais non perçues et/ou non facturées et courues provenant de montants dus à un organisme gouvernemental pour impôts perçus à titre d'auto-cotisation, pour la location de ses actifs ou pour produits découlant de services rendus et des intérêts capitalisés, reportés, échus et courus, ne sont pas inscrits comme comptes débiteurs dans les comptes du Canada, ni déclarés comme éléments d'actif à l'état de l'actif et du passif. Ces éléments sont toutefois contrôlés à l'aide de comptes mémorandums maintenus par les organismes gouvernementaux et sont présentés dans cet état.

Les éléments présentés comme internes du gouvernement ne représentent pas des fonds à être perçus. Ce sont des montants mémorandums et ils ne sont pas inclus dans le total des comptes débiteurs nets.

Comptes débiteurs au 31 mars

Catégories de comptes débiteurs	Exercice en cours				Exercice précédent*
	Tiers	Provision pour créances douteuses	Comptes débiteurs nets en 1986-87	Internes du gouvernement	
	$	$	$	$	$
Recettes fiscales à percevoir—					
Impôt sur le revenu—					
Des particuliers	1,851,619,019	792,943,210	1,058,675,809		1,585,639,523
Des sociétés	1,103,935,505	488,345,682	615,589,823		845,528,427
Cotisations et contributions d'assurance-chômage	170,644,374[1]	51,615,108	119,029,266	117,261,534	641,776,519[1]
Des non résidents	59,518,092	31,107,164	28,410,928		43,670,809
	3,185,716,990	*1,364,011,164*	*1,821,705,826*	*117,261,534*	*3,116,615,278*
Taxes et droits d'accise[2]	249,847,153[3]	146,987,116	102,860,037	23,519[3]	210,650,865
Taxes en matière d'énergie—					
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières et taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	201,088,221	60,114,761	140,973,460		192,485,132
Redevances d'exportation sur le pétrole	2,982,295	2,726,094	256,201		1,166,835
Redevances d'indemnisation pétrolière	73,804,169		73,804,169	29,702	78,014,693
	527,721,838	*209,827,971*	*317,893,867*	*53,221*	*482,317,525*
Autres recettes fiscales à percevoir	24,813,305	6,901,697	17,911,608		14,583,782
Total des recettes fiscales à percevoir	3,738,252,133	1,580,740,832	2,157,511,301	117,314,755	3,613,516,585
Recettes non fiscales à percevoir—					
Produits de placements—					
Banque du Canada	422,000,000		422,000,000		387,000,000
Intérêts des dépôts bancaires	78,309,153		78,309,153		96,465,830
Autres produits de placements	545,807,110	22,131,715	523,675,395	37,019,551	519,694,786
	1,046,116,263	*22,131,715*	*1,023,984,548*	*37,019,551*	*1,003,160,616*
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	181,876,886	111,829,167	70,047,719	1,477,167	78,669,056
Privilèges, licences et permis	6,556,842	551,256	6,005,586	38,696	6,906,353
Rémunérations de services	45,410,361	1,476,105	43,934,256	184,964,019	45,868,539
Monnaie canadienne	67,000		67,000		
Produits des ventes	36,527,255	536,396	35,990,859	14,819,185	25,058,355
Autres recettes non fiscales à percevoir	544,359,602	62,174,144	482,185,458	40,597,850	373,992,624
Total des recettes non fiscales à percevoir	1,860,914,209	198,698,783	1,662,215,426	278,916,468	1,533,655,543
Autres comptes débiteurs à porter aux crédits	206,799,356	7,543,772	199,255,584	37,604,528	205,954,039
Total des comptes débiteurs	5,805,965,698	1,786,983,387	4,018,982,311	433,835,751	5,353,126,167

Comptes débiteurs au 31 mars—*Fin*

Catégories de comptes débiteurs	Exercice en cours				Exercice précédent*
	Tiers	Provision pour créances douteuses	Comptes débiteurs nets en 1986-87	Internes du gouvernement	
	$	$	$	$	$
NOTE 1					
Comptes débiteurs à long terme compris ci-dessus—					
Recettes fiscales à percevoir—					
Impôt sur le revenu—Cotisations et contributions d'assurance-chômage				18,267,898	30,223,933
Total des recettes fiscales à percevoir				18,267,898	30,223,933
Recettes non fiscales à percevoir—					
Produits de placements—					
Autres produits de placements	122,331,678		122,331,678		122,239,260
Recouvrements de dépenses d'exercices précédents	5,585,788	50,800	5,534,988		52,918
Privilèges, licences et permis	5,008	5,008			5,008
Rémunérations de services	597,838		597,838		597,838
Produits des ventes	1,373,996		1,373,996		1,623,001
Autres recettes non fiscales à percevoir	44,475,201	17,053,000	27,422,201		28,150,460
Total des recettes non fiscales à percevoir	174,369,509	17,108,808	157,260,701		152,668,485
Total des comptes débiteurs à long terme	174,369,509	17,108,808	157,260,701	18,267,898	182,892,418

* Les chiffres comparatifs pour l'exercice précédent ont été redressés.

Notes afférentes à l'état des comptes débiteurs

(1) Cet état comprend les comptes débiteurs du Compte d'assurance-chômage. Revenu national—Impôt a rapporté, $49,516,146 de comptes débiteurs relatifs à l'assurance-chômage au 31 mars 1987 ($58,117,941 au 31 mars 1986) lequel représente les déductions à la source.

(2) Des éventualités à recevoir estimées à $27,735,919 pour droits de douanes et droits d'accise concernant des véhicules moteurs et des pièces de véhicules moteurs importées par des fabricants d'automobiles qui ne sont pas entièrement soumis aux conditions spécifiées en vertu des programmes automobiles, ne sont pas comprises dans cet état.

(3) Les taxes et droits d'accise des comptes débiteurs (tiers et internes du gouvernement) au montant de $249,870,672 sont résumés au tableau suivant:

	Douanes	Accise	Total
	$	$	$
Créances actives	28,311,000	68,206,000	96,517,000
Cette catégorie comprend des créances autres que des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre actuellement en voie de recouvrements et des créances actuellement contestées ou en appel et qui attendent une décision en vertu des règlements et des lois y régissant.			
Il y a 20,862 comptes de ce genre.			
Créances actives/irrécouvrables	120,944,000	32,410,000	153,354,000
Cette catégorie comprend des créances de faillis ou de débiteurs sous séquestre qui attendent d'être réglées par les fiduciaires ou les syndics, ainsi que les créances qui attendent l'autorisation d'être soumises pour radiation par le Comité ministériel des comptes irrécouvrables.			
Il y a 1,807 comptes de ce genre.			
	149,255,000	100,616,000	249,871,000

SECTION 5

COMPTES PUBLICS
1986-87

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	5.4
Communications	5.5
Consommation et Corporations	5.7
Emploi et Immigration	5.8
Énergie, Mines et Ressources	5.10
Environnement	5.13
Affaires extérieures	5.14
Finances	5.15
Pêches et Océans	5.16
Gouverneur général	5.18
Affaires indiennes et Nord canadien	5.18
Justice	5.19
Travail	5.20
Défense nationale	5.20
Santé nationale et Bien-être social	5.24
Revenu national	5.27
Parlement	5.28
Conseil privé	5.28
Travaux publics	5.29
Expansion industrielle régionale	5.32
Sciences et Technologie	5.32
Secrétariat d'État	5.33
Solliciteur général	5.34
Approvisionnements et Services	5.37
Transports	5.38
Conseil du Trésor	5.42
Affaires des anciens combattants	5.42

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état qui suit présente un résumé des services professionnels et spéciaux par ministère et catégorie principale pour l'exercice clos le 31 mars 1987. Cette section présente également, pour chaque programme, le montant total dépensé pour chaque catégorie de services, de même qu'une liste détaillée a) des versements individuels de $50,000 ou plus; ou b) de l'ensemble des versements déboursés à un particulier ou organisme se chiffrant à $50,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 04) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

RÉSUMÉ DES SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX PAR CATÉGORIE PRINCIPALE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 1987

Ministère	Services de comptabilité	Services d'informatique	Services techniques (y compris recherche)	Services de santé et de bien-être	Services juridiques
	$	$	$	$	$
Agriculture	1,013,154	1,629,747	2,262,106	13,379	185,700
Communications	754,723	2,279,021	2,457,075	87	378,131
Consommation et Corporations	82	694,293	5,434	120	2,437,270
Emploi et Immigration	42,783,138	269,039	391,174	5,584,200	1,027,852
Énergie, Mines et Ressources	2,606,749	5,809,324	14,114,531	24,501	218,656
Environnement	779,089	2,039,860	21,703,758	115,400	411,595
Affaires extérieures	856,890	4,052,742	2,505,444	48,432	1,405,328
Finances	17,144,546	689,041			761,350
Pêches et Océans	620,569	3,758,696	2,695,926	9,414	1,567,352
Gouverneur général				22	
Affaires indiennes et Nord canadien	591,985	480,770	10,437,157	3,833,657	1,058,889
Justice	131,047	365,627		12,291	2,661,306
Travail	176,600	55,248	20	31,993	264,630
Défense nationale	145,870	5,818,642	91,818,131	23,645,262	333,057
Santé nationale et Bien-être social	1,839,124	2,926,365	323,657	62,884,065	9,058,473
Revenu national	57,226	34,580	417,226	553,380	1,561,637
Parlement	22,972	164,218			42,217
Conseil privé	140,774	1,680,492			2,137,300
Travaux publics	219,530	5,454,955	42,176,900	17,080	831,063
Expansion industrielle régionale	2,591,902	3,709,767	3,194		1,214,567
Sciences et Technologie	181,965	2,537,972	14,922,721	1,053	2,546
Secrétariat d'État	411,526	2,230,594			25,986
Solliciteur général	265,907	308,732	5,687	49,367,023	632,069
Approvisionnements et Services	3,926,395	880,256	17,271,460		151,177
Transports	655,534	4,978,489	23,304,932	956,139	901,602
Conseil du Trésor		106,514			6,380
Affaires des anciens combattants	36,012	288,401		127,690,690	19,134
Total	77,953,309	53,243,385	246,816,533	274,788,188	29,295,267

Services de protection	Services scientifiques (y compris recherche)	Enseignement et formation: Non-fonctionnaires	Enseignement et formation: Fonctionnaires	Autres services professionnels	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$
1,328,107	10,107,578	24,028	1,983,683	12,890,775	25,195,759	56,634,016
3,614,265	539,575	43,009	1,374,753	16,204,698	29,579,297	57,224,634
71,384	1,168,557		394,650	2,280,370	2,715,724	9,767,884
1,995,465			1,882,444	37,877,601	14,518,905	106,329,818
1,693,673	45,410,780	1,453,454	650,771	22,038,673	35,910,409	129,931,521
3,139,117	15,245,076	199,383	1,858,667	11,139,032	33,662,545	90,293,522
7,493,997	5,950	1,599,374	2,565,035	19,497,026	29,285,412	69,315,630
1,192,385		383,880	463,176	2,507,753	5,497,696	28,639,827
1,839,313	15,421,982	14,442	915,937	6,922,874	30,553,214	64,319,719
			11,126	204,537	402,678	618,363
4,010,483	1,505,066	2,172,734	824,934	9,128,284	8,614,153	42,658,112
883,679			719,189	6,386,324	4,658,948	15,818,411
140,630	20,459	2,630	458,137	2,762,116	9,313,698	13,226,161
29,533,074	2,432,740	60,938,368	19,915,514	50,810,296	182,284,299	467,675,253
1,262,505	5,659,122		1,342,705	4,725,754	11,884,028	101,905,798
4,820,620	71,281	4,182	2,041,819	4,369,819	23,598,860	37,530,630
29,811		23,885	474,516	3,609,830	1,745,605	6,113,054
775,975		600	261,700	3,587,877	4,087,334	12,672,052
13,042,264	66,878		1,159,922	7,750,257	220,300,241	291,019,090
635,589	10,360		1,119,550	18,188,797	11,286,621	38,760,347
1,320,457	2,224,695	68,681	716,713	9,639,662	9,771,129	41,387,594
400,126		3,635	3,231,843	13,793,631	14,203,234	34,300,575
16,245,325	176,146	13,243,752	1,454,839	14,219,438	50,039,265	145,958,183
2,769,123	19,561	115,336	2,664,204	70,041,941	111,560,814	209,400,267
42,657,370	878,452	342,505	6,861,183	45,838,730	125,012,683	252,387,619
250			301,755	4,235,137	5,250,664	9,900,700
1,084,003			578,785	1,390,410	9,826,184	140,913,619
141,978,990	100,964,258	80,633,878	56,227,550	402,041,642	1,010,759,399	2,474,702,399

AGRICULTURE $56,634,016

Département $56,366,775

PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $4,464,447

Services de comptabilité $485,912—Comprehensive Consultants Ottawa Ont $60,910, Coopers and Lybrand Consultants Ltd Ottawa Ont $80,076, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $146,512, Maheu Noiseux-Collins Barrow Ottawa Ont $80,379.

Services d'informatique $464,040—Comshare Ltd Rexdale Ont $170,633, Domus Software Ltd Ottawa Ont $143,546, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $58,851.

Services de santé et de bien-être $720

Services juridiques $35

Services de protection $146,516—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $140,980.

Services scientifiques (y compris recherche) $59,974

Enseignement et formation—Fonctionnaires $359,752—Kepner-Tregoe Associates Ltd Willowdale Ont $61,211.

Autres services professionnels $1,184,762—Comshare Ltd Rexdale Ont $639,552, Cotraco Ltd Orléans Ont $56,956, Intercambio Ltd Guelph Ont $75,000.

Autres services $1,762,736—Canada Systems Group Ottawa Ont $59,976, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $572,356, Domus Software Ltd Ottawa Ont $107,000, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $394,177.

PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $37,989,798

Services de comptabilité $238,237—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $106,041.

Services d'informatique $935,386—Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $103,810, Exocom Systems Corporation Ottawa Ont $253,650, Information Systems Group Ottawa Ont $79,950, Maxima Computer Ottawa Ont $74,365, The Laurier Group Ottawa Ont $85,025, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $131,170.

Services techniques (y compris recherche) $2,033,263—Associated Engineering (Sask) Ltd Régina Sask $179,610, Beckie Hydrogeologists Ltd Régina Sask $166,322, Catterall & Wright Ltd Saskatoon Sask $94,525, Epec Consulting (Sask) Ltd Régina Sask $69,445, Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Hull Qué $59,014, Montréal Qué $413,966, Ottawa Ont $117,685, W M Kachmaryk Windsor Ont $77,652, MR2 McDonald & Associates Régina Sask $51,169, Reid Crowther & Partners Ltd Régina Sask $73,530, Stanley Associates Engineering Ltd Régina Sask $50,374, U M A Engineering Ltd (Bureau chef) Vancouver C-B $392,821.

Services de santé et de bien-être $12,652

Services juridiques $144,735—Finnigan Henderson Washington DC É-U $119,669.

Services de protection $921,329—Corps canadien des commissionnaires Calgary Alb $142,595, Halifax N-É $55,927, Montréal Qué $207,184, Régina Sask $105,163, Saint John N-B $62,005, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $187,590.

Services scientifiques (y compris recherche) $4,362,327—BC Coast Vegetable Cooperative Assn Richmond C-B $73,226, Cantest Ltd Vancouver C-B $100,016, Carleton University Ottawa Ont $88,267, C I B C Slough Angleterre $80,838, Diversified Research Laboratories Toronto Ont $79,264, Gouvernement du Canada—Environnement Canada Toronto Ont $130,000, Inmarint Ottawa Ont $115,867, Institut Armand Frappier Laval-des-Rapides Qué $178,729, Knud Simonsen Industries Rexdale Ont $142,555, Lallemand Inc Montréal Qué $75,157, Lynn and Johnston Labs Inc Lachine Qué $95,420, Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont $97,958, Conseil national de recherches Ottawa Ont $50,000, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $512,655, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $77,187, P O S Pilot Plant Corp Saskatoon Sask $99,255, Rogers Engineering Inc Saskatoon Sask $56,607, St Lawrence Reactors Ltd Mississauga Ont $64,467, Université de: Alberta Edmonton Alb $68,434, Guelph Guelph Ont $164,369, Laval Québec Qué $163,803, McGill Montréal Qué $59,338, Saskatchewan Saskatoon Sask $255,232, Toronto Toronto Ont $71,065, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-Richelieu Qué $89,456.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $9,028

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,007,088—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $182,544.

Autres services professionnels $9,462,770—Acart Graphic Services Ottawa Ont $70,064, Bio Mega Inc Laval Qué $50,000, Cancare Canada Ottawa Ont $105,308, Canola Council of Canada Winnipeg Man $200,000, Comshare Ltd Rexdale Ont $180,851, Deloitte Haskins and Sells (Bureau chef) Toronto Ont $164,293, Douglas Scott and Company Toronto Ont $92,646, Ecological Services for Planning Ltd Guelph Ont $86,560, Gardner Pinfold Consulting and Economists Ltd Halifax N-É $73,500, S Garrod Guelph Ont $67,830, Gouvernement du Canada—Emploi et Immigration Ottawa Ont $180,000, K Grenier Nepean Ont $69,630, I E A Consulting Group Ltd Charlottetown Î-P-É $110,218, Intercambio Ltd Guelph Ont $137,500, Lethbridge Animal Clinic Lethbridge Alb $58,013, MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É $178,026, Maritime Testing (1985) Ltd Dartmouth N-É $197,937, Ministre des Finances du Québec Ste-Foy Qué $54,688, Nova Scotia Agricultural College Truro N-É $130,705, Price Waterhouse Management Consultants (Bureau chef) Toronto Ont $66,716, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $61,688, Research and Productivity Council Fredericton N-B $79,959, Roche Atlantic Ltd Ste-Foy Qué $59,394, Rowe Research and Engineering Alexandria Va É-U $85,371, Services Corporatifs Gérin-Lajoie Inc Ottawa Ont $55,900, Technical University of Nova Scotia Halifax N-B $146,700, Underwood McLellan Ltd Winnipeg Man $50,000, Université de: Laval Ste-Foy Qué $95,274, Manitoba Winnipeg Man $144,917, H Versteeg Ottawa Ont $82,240, Washburn and Gillis Associates Ltd Fredericton N-B $58,108, Westech Agriculture Ltd Alberton Î-P-É $69,899.

Autres services $18,862,983—Ambassador Building Maintenance Ltd Windsor Ont $65,236, Canada Systems Group Ottawa Ont $341,142, Canadian Linen Supply (Bureau chef) Minneapolis Minn É-U $94,593, Canadian Seed Growers Association Ottawa Ont $55,965, Cantest Ltd Vancouver C-B $1,117,671, Chateau-Gai Wines Niagara Falls Ont $116,858, Cleanbrite Technical Service Moose Jaw Sask $58,620, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $705,000, D W King Swift Current Sask $63,057, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $169,618, Travaux publics Canada Ottawa Ont $167,246, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,764,650, Ottawa Ont $376,843, Hector Jolicœur Inc Montréal Qué $137,874, Hippodrome Blue Bonnets Inc Montréal Qué $64,632, Leader Linen Supply Ltd Toronto Ont $138,726, Lynn and Johnston Labs Inc

AGRICULTURE—*Fin*

Lachine Qué $1,074,800, Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont $1,409,049, Manpower Temporary Services (Bureau chef) Toronto Ont $57,455, Mendelson Films Ltd Mississauga Ont $2,685,543, Université McGill Montréal Qué $211,669, Ministre des Finances Burnaby C-B $88,800, Moonlight Building Maintenance Richmond C-B $63,944, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $68,477, Network Personnel Inc Ottawa Ont $50,829, Nova Scotia Department of Agriculture and Marketing Truro N-É $57,254, Office Overload Winnipeg Man $58,024, Photo Lambert (1977) Inc Pointe-aux-Trembles Qué $1,340,261, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $62,448, Sunshine Uniform Supply Winnipeg Man $53,839, The Ontario Jockey Club Rexdale Ont $111,988, T G Bright & Co Ltd St Catharines Ont $95,008, United Cooperatives of Ontario Toronto Ont $62,015.

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $13,546,646

Services de comptabilité $213,886

Services d'informatique $205,367

Services techniques (y compris recherche) $228,813—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Edmonton Alb $74,923.

Services de santé et de bien-être $7

Services juridiques $468

Services de protection $255,710—Corps canadien des commissionnaires Edmonton Alb $55,885, Sault Ste Marie Ont $57,104, Ste-Foy Qué $57,298, Victoria C-B $61,349.

Services scientifiques (y compris recherche) $5,636,141—A B L Forest Science Inc Toronto Ont $63,141, Commonwealth Institute of Biological Control Berkshire Angleterre $124,400, Dalhousie University Halifax N-É $52,198, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $76,441, Vancouver C-B $542,568, Horton Forestry Services Ltd Stouffville Ont $63,245, Hunter and Associates Mississauga Ont $64,450, Jager Industries Inc Calgary Alb $104,854, Matcam Forestry Consultants Inc Sault Ste Marie Ont $73,299, Memorial University of Nfld St John's T-N $127,293, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $406,778, New Brunswick Research and Productivity Council Fredericton N-B $71,394, Silvacom Ltd Edmonton Alb $55,550, Université de: Alberta Edmonton Alb $213,859, Lakehead Thunder Bay Ont $57,189, Laval Ste-Foy Qué $76,304, New Brunswick Fredericton N-B $268,387, Toronto Toronto Ont $99,292, Western Ecological Services Edmonton Alb $75,541.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $15,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $496,893—D M R and Associates Ltd Ottawa Ont $71,168, Digital Equipment of Canada Vancouver C-B $102,021.

Autres services professionnels $2,131,991—CREF de l'Est du Québec Inc Causapscal Qué $61,442, D M R and Associates Ltd Ottawa Ont $93,900, Forest Engineering Research Institute of Canada Vancouver C-B $87,890, Forintek Canada Corp Vancouver C-B $103,105, Gouvernement du Canada—Agriculture Canada Ottawa Ont $66,000, Nova Scotia Department of Lands and Forests Halifax N-É $178,471, Price Waterhouse Toronto Ont $139,190, Conseil du Trésor Ottawa Ont $73,995, Woodbridge Reed and Associates Vancouver C-B $137,500.

Autres services $4,362,370—Digital Equipment of Canada Vancouver C-B $62,797, Emchuck Janitorial Co Victoria C-B $54,420, Federation of Woodlot Owners Fredericton N-B $411,675, MacLellan and Associates Ltd Antigonish N-B $89,548, Manpower Temporary Service Sudbury Ont $52,627, Network Personnel Inc Ottawa Ont $136,810, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $85,001, Ottawa Ont $478,694, Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $245,500, Silvicrew Ltd Fredericton N-B $59,979, Sunlite Floor Cleaners Ltd Sault Ste Marie Ont $82,922.

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $365,884

Services d'informatique $19,954

Services juridiques $265

Services scientifiques (y compris recherche) $49,136

Enseignement et formation—Fonctionnaires $75,455

Autres services professionnels $43,723

Autres services $177,351—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $79,229.

Commission canadienne du lait $226,148

Services de comptabilité $53,967

Services d'informatique $5,000

Services techniques (y compris recherche) $30

Services juridiques $40,197

Services de protection $4,552

Enseignement et formation—Fonctionnaires $42,000

Autres services professionnels $62,225

Autres services $18,177

Office canadien des provendes $41,093

Services de comptabilité $21,152

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,495

Autres services professionnels $5,304

Autres services $12,142

COMMUNICATIONS $57,224,634

Département $21,181,894

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE (excluant le Fonds renouvelable de l'agence des télécommunications gouvernementales) $19,489,211

Services de comptabilité $269,570

Services d'informatique $790,007—AIT Corporation Nepean Ont $77,811, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $137,163, Cerbo Informatique Inc Westmount Qué $77,638, Datacap Ottawa Ont $71,750, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $83,075, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $91,200, Synerlogic Inc Ottawa Ont $58,535, Telesat Canada Ottawa Ont $96,073.

Services techniques (y compris recherche) $2,148,712—ADGA System Ltd Ottawa Ont $239,471, Calian Technology Ltd Ottawa Ont $761,206, Com Dev Ltd Cambridge Ont $117,577, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $264,754, Kheraj Enterprises Ltd Yellowknife TN-O $92,818, Optotek Ltd Kanata Ont $169,462, Spar

COMMUNICATIONS—*Suite*

Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $81,554, Varian Canada Inc Georgetown Ont $128,402.

Services de santé et de bien-être $87

Services juridiques $294,728—Wanda M Noel Ottawa Ont $108,999, Victor Nabhan Ottawa Ont $107,759.

Services de protection $672,748—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $607,649.

Services scientifiques (y compris recherche) $285,302—Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $202,358.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $459,064—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $116,019.

Autres services professionnels $8,540,287—Canada Harbour Place Corp Vancouver C-B $60,000, Canadian Association for Adult Education Ottawa Ont $50,000, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $853,992, Com Dev Ltd Cambridge Ont $67,506, Coopers & Lybrand Consulting Group Pointe-Claire Qué $287,900, DPA Group Inc Vancouver C-B $53,850, Ekos Research Association Inc Ottawa Ont $208,471, Federal Business Development Bank Montréal Qué $98,000, Idon Corp Ottawa Ont $63,903, Monitek Ltd Concord Ont $72,384, Metaphrase Inc Ottawa Ont $59,658, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $259,800, Office national du film du Canada Montréal Qué $400,000, Paul Audley & Associates Ltd Toronto Ont $53,466, Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont $242,164, Rose Films Inc Abbotsford Qué $50,598, Simon Fraser University Burnaby C-B $51,115, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $663,376, Statistique Canada Ottawa Ont $98,767, Tridex Systems Inc Nepean Ont $176,138, T E S Contract Services Inc Toronto Ont $90,528, Université Laval Ste-Foy Qué $63,872.

Autres services $6,028,706—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $78,372, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $165,322, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $1,093,541, IST L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $100,573, Johnson & Meggins Willis Faber Ltd Toronto Ont $623,677, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $51,355, Travaux publics Canada Hull Qué $306,293, Quantum Management Services Montréal Qué $71,756, Approvisionnements et Services Canada/Commercial Acquisition Hull Qué $124,833, Approvisionnements et Services Canada/SPSP Acquisition Ottawa Ont $174,789, Approvisionnements et Services Canada/Science and Engineering Acquisition Hull Qué $65,935, Approvisionnements et Services/Personnel Applications Centre Hull Qué $74,435.

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE—FONDS RENOUVELABLE DE L'AGENCE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES $1,692,683

Services d'informatique $104,200—Systems Network Ottawa Ont $59,510.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $88,503

Autres services professionnels $46,709

Autres services $1,453,271—Canada Systems Group Ottawa Ont $516,026, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $149,373, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $359,200, Plan tel Inc Montréal Qué $128,339, Real Time Datapro Don Mills Ont $54,694, Telecommunications Service Bureau International Inc Etobicoke Ont $58,542.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes $980,020

Services d'informatique $124,495—Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont $58,441.

Services juridiques $29,845

Services de protection $61,292—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $61,292.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $43,009

Enseignement et formation—Fonctionnaires $23,175

Autres services professionnels $281,075

Autres services $417,129—BBM Bureau of Measurement Don Mills Ont $103,000, Crowntek Inc Markham Ont $118,781, Gouvernement du Canada—Département des Communications Ottawa Ont ($369,007), Steno Tran Services Inc Ottawa Ont $52,662.

Office national du film $9,976,173

Services de comptabilité $16,330

Services juridiques $53,558

Services de protection $314,406—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $303,561.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $232,500

Autres services professionnels $1,881,454—Econosult Inc Montréal Qué $66,016, Noralpha Productions Toronto Ont $90,000, Normex Electronic Co Ltd St-Laurent Qué $54,860, Softlansa GMBH Berlin Ouest Allemagne $51,922, Tigertec Electronics Inc Montréal Qué $95,208.

Autres services $7,477,925—Actra Fraternal Benefit Society Toronto Ont $61,353, Alter-Ciné Montréal Qué $57,000, International Psychomedia Vancouver C-B $109,428, Nashfilm Inc Montréal Qué $55,185, Rhombus Media Inc Toronto Ont $172,803.

Biliothèque nationale $7,215,169

Services d'informatique $733,223—Bell Canada Ottawa Ont $75,075, Computer Gateways Ottawa Ont $65,994, DMR and Associates Ottawa Ont $147,509, KAIF Informatics Ottawa Ont $179,622, Mercer W M Ottawa Ont $72,000.

Services techniques (y compris recherche) $60

Enseignement et formation—Fonctionnaires $152,767

Autres services professionnels $955,705—Canadian Institute for Historical Microreproduction Ottawa Ont $178,932, Tern Communication Ottawa Ont $55,193, Univesity of Toronto Toronto Ont $82,223, Université Laval Québec Qué $60,000.

Autres services $5,373,414—Computer Gateways Ottawa Ont $188,328, J C Bédard Ottawa Ont $68,865, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $50,207, Conseil national de recherches Ottawa Ont $4,129,395, Prologic Systems Ottawa Ont $94,403, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $175,618, Smith Irwin and Conley Smiths Falls Ont $61,769, University of Toronto (UTLAS) Toronto Ont $56,189.

Musées nationaux du Canada $9,829,110

Services de comptabilité $215,434—Bureau des services de vérification ASC (Services) Ottawa Ont $136,920.

Services d'informatique $175,735

COMMUNICATIONS—*Fin*

Services techniques (y compris recherche) $278,407—Commonwealth Historic Research Management Ltd Ottawa Ont $259,376.

Services de protection $1,844,069—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $294,227, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $1,548,601.

Services scientifiques (y compris recherche) $254,273

Enseignement et formation—Fonctionnaires $227,863—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $85,095.

Autres services professionnels $1,042,165—Bureau des conseillers en gestion ASC (Services) Ottawa Ont $124,133, DPA Group Ottawa Ont $63,877, Edward Miniats Vankleek Hill Ont $84,136.

Autres services $5,791,164—Associates of Science and Technology Ottawa Ont $74,984, Barbara Personnel Ltd Ottawa Ont $111,095, Corporation Place du Havre Canada Toronto Ont $200,000, Canada Systems Group Ottawa Ont $328,674, Craig Johnston Restorations Ottawa Ont $136,672, Glenbow Alberta Institute Calgary Alb $53,125, H L Goodwin Associates Ottawa Ont $598,158, Linnean Systems Los Angeles Calif É-U $63,440, Lott-Gatrill Partnership Vancouver C-B $107,300, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $363,932, Olsten Temporary Services Ottawa Ont $74,465, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $50,000, Special Events Planning Ottawa Ont $306,706, Stacey Personnel Ottawa Ont $98,956, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $639,637, UTLAS International Canada Toronto Ont $81,966, Victor Temporary Services Ottawa Ont $71,364.

Archives publiques $8,042,268

Services de comptabilité $253,389—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $211,171.

Services d'informatique $351,361—ASC Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $95,962, Comshare Ltd Rexdale Ont $76,304, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $94,477.

Services techniques (y compris recherche) $29,896

Services de protection $721,750—Corps des commissionnaires Ottawa Ont $696,176.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $190,881—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $71,460.

Autres services professionnels $3,457,303—Advanced Micrographic Services Nepean Ont $88,770, ASC/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $637,139, Carmichael Engineering Ottawa Ont $141,373, Chreod Associates Ottawa Ont $54,150, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $52,262, DFP Partners Ottawa Ont $52,320, Département des Affaires extérieures Ottawa Ont $72,396, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $67,415.

Autres services $3,037,688—ARC Industries Ottawa Ont $162,050, Comshare Ltd Rexdale Ont $153,229, ASC/Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $69,657, Canada Systems Group Ottawa Ont $240,986, Société Radio-Canada Ottawa Ont $272,936, Film House Group Toronto Ont $155,043, MacDonald and Brisson Ottawa Ont $157,795, Office national du film Montréal Qué $97,692, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $708,389, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $150,178.

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $9,767,884

Département $9,447,521

Services de comptabilité $82

Services d'informatique $672,543—Cadham Hayes Systems Inc Ottawa Ont $168,157, DMR Group Inc (DMR and Associates Ltd) Ottawa Ont $95,424, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $91,123, Jex Information Resource Management Ltd Nepean Ont $78,750, Synovators Ltd Gloucester Ont $93,300.

Services techniques (y compris recherche) $5,434

Services de santé et de bien-être $120

Services juridiques $2,370,536—Borden & Elliot Toronto Ont $57,712, Daley Black & Moreira Halifax N-É $62,425, Desjardins Ducharme Desjardins & Bourque Montréal Qué $276,897, Fraser & Beatty Ottawa Ont $142,591, Gowling & Henderson Ottawa Ont $67,952, Hickson Sirois Martin & Blanchard (Rivard Hickson) Sillery Qué $128,148, Holden Murdoch & Finlay Toronto Ont $122,329, Macleod Dixon Calgary Alb $74,444, McCaffery & Company Calgary Alb $608,252, Weir & Foulds Toronto Ont $62,169.

Services de protection $71,384—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $69,794.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,168,557—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $793,355, Conseil national de recherches du Canada Ottawa Ont $66,500, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $65,000.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $384,914—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $112,761.

Autres services professionnels $2,117,013—ABT Associates of Canada Ottawa Ont $50,615, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $56,365, MTT (Media Tapes and Transcripts) Ltd Ottawa Ont $60,565, Peat Marwick and Partners (Bureau chef) Toronto Ont $87,317, Pergamon Press Canada Ltd Willowdale Ont $55,973, R Schwindt MT Lehman C-B $59,927, Stevenson Kellogg Ernst & Whinney Toronto Ont $80,000, System Development Corp Toronto Ont $66,806, Touche Ross Management Consultants Toronto Ont $56,786.

Autres services $2,656,938—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $67,098, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $651,387, Service correctionnel du Canada Ottawa Ont $101,176, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $62,479, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $477,279.

Tribunal de la concurrence $237,323

Services d'informatique $21,750

Services juridiques $12,349

Enseignement et formation—Fonctionnaires $5,840

Autres services professionnels $150,795

Autres services $46,589

Commission sur les pratiques restrictives du commerce $83,040

Services juridiques $54,385—Lang Michener Cranston Farquharson & Wright Toronto Ont $51,851.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $3,896

Autres services professionnels $12,562

Autres services $12,197

EMPLOI ET IMMIGRATION $106,329,818

Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $105,808,656

PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX $23,143,024

Services de comptabilité $11,167,440—Bureau des services de vérification ASC Hull Qué $789,027, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $10,337,639.

Services d'informatique $188,274—Burroughs Canada North York Ont $65,998.

Services techniques (y compris recherche) $287,299—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $214,514.

Services de santé et de bien-être $815

Services juridiques $4,234

Services de protection $1,308,603—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $157,109, Saint John N-B $134,809, Ottawa Ont $982,575.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,045,783—Burroughs Canada Ottawa Ont $89,960, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $194,147, The National Centre for Health Promotion Ottawa Ont $62,125.

Autres services professionnels $3,234,861—Bureau des conseillers en gestion ASC Ottawa Ont $1,983,171, La Garderie du Portage Hull Qué $78,226, Les Communicateurs Associés Montréal Qué $74,175, J Phillip Nicholson Ottawa Ont $53,703, Rock Fortin International Sherbrooke Qué $53,703.

Autres services $5,905,715—Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $115,454, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $75,034, Société canadienne des postes Ottawa Ont $91,673, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $64,761, Computer Sciences Canada Ltd Willowdale Ont $76,713, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $89,375, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $845,693, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $209,750, Portage Personnel Ltd Hull Qué $61,692, Travaux publics Canada Ottawa Ont $145,411, Secor Inc Montréal Qué $104,000, Selective Placements (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $50,157, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $2,034,771, Toronto Ont $342,966.

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $74,698,181

Services de comptabilité $31,592,000—Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $31,592,000.

Services d'informatique $74,689

Services techniques (y compris recherche) $89,795—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $77,044.

Services de santé et de bien-être $1,854,903—The Read Clinic Toronto Ont $95,508, 411 Dunsmuir Seniors Society Vancouver C-B $70,020.

Services juridiques $744,160

Services de protection $563,908—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $157,237, St John's T-N $63,009, Toronto Ont $71,844.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $699,554—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $67,788.

Autres services professionnels $31,427,282—Ability Personnel Association Victoria C-B $81,753, Armstrong Enderby Youth Employment Association Armstrong C-B $97,289, Arthur Anderson and Company Ottawa Ont $82,500, Association des paraplégiques du Québec Montréal Qué $59,980, Association for Management of Unemployed Skills and Training for Youth Sydney N-É $168,288, Association of Canadian Community Colleges Toronto Ont $133,700, Battleford's Native Outreach North Battleford Sask $84,021, BC Native Women's Society Kamloops C-B $105,016, Blood Tribe Outreach Stand Off Alb $54,164, Bognar and Associates Vancouver C-B $54,675, Bureau des conseillers en gestion ASC Ottawa Ont $181,157, Burns Lake Community Development Association Burns Lake C-B $64,206, Canadian Congress for Learning Opportunities for Women Charlottetown Î-P-É $82,233, Canadian Facts Toronto Ont $263,201, Canadian Hearing Society Toronto Ont $52,605, Institut national des aveugles du Canada: Fredericton N-B $105,030, Outreach Régina Sask $98,865, Toronto Ont $134,387, Vancouver C-B $186,217, Winnipeg Man $70,249, Canadian Paraplegic Association Fredericton N-B $138,015, Career Opportunities Winnipeg Man $197,066, Carrefour commercial Le Moutier Longueuil Qué $96,555, Centre d'extension de la main-d'œuvre Lac Etchemin Qué $128,666, Centre d'orientation juif Montréal Qué $52,099, Centre de placement spécialisé du Portage Hull Qué $90,937, Centre de ressources pour délinquants Inc Sherbrooke Qué $144,498, Centre main-d'œuvre jeunesse chaleur Bonaventure Qué $89,889, Chilliwack Community Services Chilliwack C-B $69,706, Citizen's Action Group Hamilton Ont $232,779, City of Halifax/Social Planning Dept Halifax N-É $51,230, Club de recherche d'emploi St-Denis Montréal Qué $165,097, Coast Foundation Society Vancouver C-B $70,859, Committee for Supportive Action Bedford N-É $52,671, Continental Public Relations Ottawa Ont $91,300, Costi-Ilas Immigrant Services Toronto Ont $123,977, Council of Disabled Charlottetown Î-P-É $122,249, Creative Employment Services Calgary Alb $186,782, Criminal Justice Association of BC Vancouver C-B $169,556, Delta Youth Services Delta C-B $95,340, Disabled Persons Employment Service Régina Sask $151,392, Distinctive Employment Counsel Edmonton Alb $384,831, East End Boys and Girls Club Moncton N-B $51,703, Epilepsy Association Toronto Ont $59,275, Equality Employment Inc Winnipeg Man $179,496, Exit Ste-Thérèse-de-Blainville Qué $140,982, Extension Basse Côte-Nord Cté Duplessis Qué $92,030, Film 16-24 Montréal Qué $145,761, C Forget Montréal Qué $99,000, Fort Outreach Sponsor Committee Fort St James C-B $69,917, Frontier College Toronto Ont $193,604, Gander Chamber of Commerce Gander T-N $57,914, Gitksan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $97,654, Glengarry Inter-Agency Alexandria Ont $94,293, Golden Community Resources Society Golden C-B $61,911, Goût de vivre Drummondville Qué $87,067, Greater Barrie Chamber of Commerce Barrie Ont $54,572, Haliburton Highlands Chamber of Commerce Haliburton Ont $83,551, Immigrant Women's Association Winnipeg Man $86,274, Immigrant Women's Employment Counselling Winnipeg Man $149,131, Immigrant Women Toronto Ont $180,258, Informetrica Ltd Ottawa Ont $146,795, Jewish Vocational Services Toronto Ont $86,493, John Howard Society Kingston Ont $73,272, John Howard Society of New Brunswick Inc Saint John N-B $50,616, John Howard Society Victoria C-B $107,089, Jonathan Québec Qué $109,168, Kairos Community Resource Centre Thunder Bay Ont $57,466, Kativik Outreach Kuujjuak Qué $69,144, D R P Koopman Vancouver C-B $80,882, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $65,712, Lac la Biche Regional Employment Centre Lac la Biche Alb $91,304, La Croisée Québec Qué $113,422, La Jonction Québec Qué $139,050, Langley Family Services Association Langley C-B $110,787, L'Arbre Québec Qué $105,799, L'Enjeu Montréal Qué $216,468, Lethbridge and District Youth Employment Lethbridge Alb $110,202, Line 1000 Placement Inc Ottawa Ont $173,296, Lytton Indian Band Lytton C-B $64,685, Majie 16-24

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

Terrebonne Qué $117,203, March of Dimes Toronto Ont $62,273, Matsqui Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $66,616, Meadow Lake Native Outreach Meadow Lake Sask $60,690, Merritt Outreach Program Society Merritt C-B $69,966, Metro Service for the Deaf Halifax N-É $61,261, Ministère des Finances A/S Min de la Justice Ste-Foy Qué $171,672, Module jeunesse travailleurs Les Saules Qué $166,287, Mount Saint Vincent University Halifax N-É $79,321, Municipality of Metro Toronto Toronto Ont $225,247, Nakusp District Community Service Nakusp C-B $69,105, Nanaimo Women's Resource Society Nanaimo C-B $64,059, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $154,105, Native Employment Centre Régina Sask $216,035, Native Employment Services Winnipeg Man $263,878, Native Outreach Charlottetown Î-P-É $84,719, Norsask Native Outreach La Ronge Sask $413,666, Operation Spring Board Toronto Ont $114,024, Opex (via-travail) Chomedey Laval Qué $270,685, Options for Women Edmonton Alb $172,950, Option-travail Rouyn Qué $138,475, Orientation-Femmes Ste-Anne-des-Monts Qué $96,597, Outreach 69 Sponsor Board Parksville C-B $110,501, Parents Without Partners (Hubtown Chapter #612) and Children's Aid Society and Family Services of Colchester Co Truro N-É $54,798, Parkland Education Employment Coordinating Committee Yorkton Sask $59,083, Parkland Native Outreach Yorkton Sask $80,177, Parkland Pathfinders Dauphin Man $119,335, Partance A/S Caisse populaire Ste-Thérèse Drummondville Qué $86,311, Path Employment Services Hamilton Ont $133,463, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $157,865, Peninsula Community Association Sidney C-B $68,537, Pioneer Outreach Sponsor Committee Watson Lake TY $64,047, Polaris Board of Sponsors Burnaby C-B $171,429, Powell River Employment Program Society Powell River C-B $67,519, Prairie Employment Program North Battleford Sask $93,722, Prince Albert Native Outreach Prince Albert Sask $150,599, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $76,905, Reaching Out Employment Winnipeg Man $102,511, Red Deer Chamber of Commerce Red Deer Alb $132,122, Richmond Youth Services Agency Richmond C-B $73,534, Sagitawah Employment Services Whitecourt Alb $75,708, Saskatoon Native Outreach Saskatoon Sask $233,181, Second Chance Wellington Ont $70,708, Second Step Society Port Coquitlam C-B $71,195, Selkirk Outreach Selkirk Man $191,957, Senior Citizen's Job Bureau Winnipeg Man $92,836, Senior Employment Bureau Ottawa Ont $65,816, Service d'aide aux néo-québécois et immigrants Montréal Qué $206,509, Service d'emploi le démarrage A/S Banque Royale Joliette Qué $92,547, Service d'emploi Mayenne Côte-Nord Havre St-Pierre Qué $92,619, Service relance A/S Banque Nationale du Canada Alma Qué $130,216, Service réalisation Trinité-des-Monts Qué $68,541, Sherritt Gordon Mines Ltd Toronto Ont $99,943, Shoreline Community Association Victoria C-B $59,064, Shuswap Outreach Society Salmon Arm C-B $98,398, Skidegate Indian Band Council Queen Charlotte City C-B $71,518, SMOP Advisory Group Vancouver C-B $134,902, Special Needs Employment Services Inc Sarnia Ont $132,538, Statistique Canada Ottawa Ont $4,110,390, Surrey Work and Learn Society Surrey C-B $68,364, The Conference Board of Canada Ottawa Ont $105,000, The Pas Outreach The Pas Man $149,176, TIEM Mississauga Ont $168,000, Times Change Services Toronto Ont $153,520, Tonum Atoskiwin High Prairie Alb $68,123, Trans-Action Cté Témiscouata Qué $69,371, Conseil du Trésor Canada Ottawa Ont $172,708, Tribal Chiefs Association Outreach St Paul Alb $153,152, Tristat Resources Ltd Ottawa Ont $65,500, Truro Boys and Girls Club Truro N-É $71,117, United Native Nations Local 108 Vancouver C-B $110,352, Vision Calgary Canadian National Institute of the Blind Calgary Alb $51,455, Watershed Association Development Enterprises Dartmouth N-É $108,280, WECS Outreach Winnipeg Man $212,584, Western Community Outreach Society Victoria C-B $120,501, Western Institute for the Deaf and Blind Victoria C-B $95,518, Windsor Western Hospital Windsor Ont $115,421, Women at Work Saint John N-B $139,137, Women Power Inc London Ont $204,460, Women's Career Counselling Ottawa Ont $140,155, Women's Employment Opportunities Corner Brook T-N $50,795, Women's Unlimited Feminist Association Sydney N-É $73,997, Wood's Gordon Toronto Ont $64,691, Working for Women Saskatoon Sask $294,691, Yellowhead Native Employment Spruce Grove Alb $60,815, Yellowquill College Portage La Prairie Man $216,513, YMCA Halifax N-É $88,937, YMCA Toronto Ont $101,288, Youth Employment Centre Winnipeg Man $155,636, Youth Employment Services Prince Albert Sask $125,708, Youth Employment Services Toronto Ont $90,083, Youth Employment Strathcona 1985 Campbell River C-B $66,102.

Autres services $7,651,890—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $695,504, Computer Assess Halifax N-É $453,895, Service correctionnel Canada Ottawa Ont $52,338, Datacap Ltd Ottawa Ont $59,903, First City Capital Ltd Ottawa Ont $72,000, Harrington Temporary Services Ottawa Ont $78,891, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $346,411, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $1,296,225, Portage Personnel Ltée Hull Qué $76,244, Selective Placements Ltd Ottawa Ont $78,032, Statistique Canada Ottawa Ont $166,990, St Francis Xavier University Antigonish N-É $55,975, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $741,499, TIEM Canada Inc Mississauga Ont $113,000, Victor Temporary Services Ottawa Ont $56,516.

PROGRAMME D'IMMIGRATION $7,967,451

Services d'informatique $6,076

Services techniques (y compris recherche) $14,080

Services de santé et de bien-être $3,728,482—Agence centrale d'investigation et de sécurité Ltée Montréal Qué $449,891, Atlific Inc Ville St-Laurent Qué $226,385, Corps canadien des commissionnaires Toronto Ont $276,937, Ville de Vancouver Vancouver C-B $178,003, Ministère du Service correctionnel Toronto Ont $531,664, Pinkerton's Toronto Ont $529,741, Plaza Hotel Rexdale Ont $515,843, Province de la C-B Victoria C-B $147,056, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $193,873, Uniguard Services Toronto Ont $56,299, 389164 Ontario Ltd Toronto Ont $232,688.

Services juridiques $279,458—Alern Lalande Nuss Drymer Montréal Qué $96,632.

Services de protection $122,954

Enseignement et formation—Fonctionnaires $126,714

Autres services professionnels $2,889,052—D Boisvert Montréal Qué $56,891, Bureau des conseillers en gestion ASC Ottawa Ont $58,643, Compusec Business Services Toronto Ont $158,094, Copiconforme Inc Montréal Qué $151,077, S Davis Toronto Ont $59,425, A Kafai Ottawa Ont $56,900, J McCaffrey Alcove Qué $54,519, A Sarzatti Willowdale Ont $56,900, Woodgreen Centre Toronto Ont $85,400.

Autres services $800,635—Compusec Business Services Toronto Ont $73,726, Copiconforme Montréal Qué 293,540, Crowntek Inc Markham Ont $61,063, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $67,588.

Commission d'appel de l'immigration $521,162

Services de comptabilité $23,698

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,393

Autres services professionnels $326,406—International Reporting Inc Ottawa Ont $82,992.

Autres services $160,665

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $129,931,521

Département $124,649,473

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $7,615,040

Services de comptabilité $265,704—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $145,630, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $119,386.

Services d'informatique $1,699,957—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $109,372, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $114,832, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $138,300, DMR Group Inc Ottawa Ont $74,090, Netron Inc Downsview Ont $66,000, Sharon Professional Services Ottawa Ont $106,716, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $182,965, SRI Canada Ltd Ottawa Ont $93,150, Synerlogic Ottawa Ont $244,643.

Services de protection $271,638—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $244,511.

Enseignement et formation—Non fonctionnaires $45,925

Enseignement et formation—Fonctionnaires $281,305—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $70,179, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $96,812.

Autres services professionnels $1,014,240—The Coopers & Lybrand Consulting Group Calgary Alb $66,409, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $114,003, Paul Merrick Architects Vancouver C-B $66,575, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $131,419, RF Webb Corporation Ltd Ottawa Ont $54,500.

Autres services $4,036,271—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $113,129, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $81,657, Les Communicateurs Associés Montréal Qué $69,194, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $244,528, Prestige Mailing Systems Ltd Ottawa Ont $133,648, Saga Communications Ltd Halifax N-É $54,210, IP Sharp Associates Ltd Toronto Ont $117,496, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $631,165, Ottawa Ont $192,583, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $60,492, Victor Temporary Services Ottawa Ont $92,834.

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $45,813,468

Services de comptabilité $2,233,492—The Coopers & Lybrand Consulting Group Calgary Alb $68,150, James B Howe Bragg Creek Alb $155,758, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $429,907, Ottawa Ont $1,148,759, Touche Ross & Co Calgary Alb $79,963, Vennard Johannesen & Co Calgary Alb $83,499.

Services d'informatique $292,472—Gilroy Goss & Associates Ltd Ottawa Ont $139,865.

Services techniques (y compris recherche) $5,104,692—Acres International Ltd Niagara Falls Ont $126,721, Adkinson & Associates Pickering Ont $95,516, Alberta Agriculture Edmonton Alb $50,750, Canadian Solar Industries Assoc Inc Ottawa Ont $170,463, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $188,903, Chalifour Marcotte et Associés Inc Pointe-Claire Qué $62,421, The Cord Group Ltd Dartmouth N-É $120,000, D&S Petroleum Consulting Group Calgary Alb $120,454, Dessau Consultants Inc Laval Qué $60,450, Det Norske Veritas Canada Ltd Calgary Alb $50,094, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $73,533, Enerscan Engineering Inc Halifax N-É $57,031, Engineering Interface Ltd Willowdale Ont $147,936, Environnement Canada Ottawa Ont $50,000, Institut de recherche en technologie appropriée Clarence Creek Ont $65,950, Kent Marketing Services Ltd London Ont $80,334, Labatt Brewing Company Ltd London Ont $63,912, MEL Consultants Inc Willowdale Ont $50,726, Monenco Consultats Ltd Calgary Alb $466,353, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $491,717, Petro-Sun (R&D) Inc Longeuil Qué $202,050, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $149,578, Shawinigan Consultants Inc Montréal Qué $114,447, Solcan Ltd London Ont $73,899, Stone & Webster Canada Ltd Toronto Ont $124,878, Sunglo Solar Ltd Concord Ont $190,319, TES Contract Services Inc Toronto Ont $89,734, Thermo Dynamics Ltd Dartmouth N-É $58,531, Watercraft Offshore Canada Ltd Richmond C-B $74,900.

Services juridiques $132,751—RE Quesnel Ottawa Ont $51,574.

Services de protection $182,723—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $182,723.

Services scientifiques (y compris recherche) $7,797,782—Acadia University Wolfville N-É $70,000, Adecon Energy Systems Inc Weston Ont $80,675, Agriculture Canada Ottawa Ont $423,762, Ballard Technologies Corp North Vancouver C-B $128,105, BC Research Vancouver C-B $227,609, BTC Membranes Inc North Vancouver C-B $78,241, Buchan Lawton Parent Inc Ottawa Ont $52,205, Concordia University Montréal Qué $79,963, Enercan Inc Willowdale Ont $408,612, Environnement Canada Ottawa Ont $316,527, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $166,704, Fournelle Énergie & Technologie Inc Montréal Qué $102,897, Informetrica Ltd Ottawa Ont $52,500, Indal Technologies Inc Mississauga Ont $68,471, Institute of Man and Resources/AWTS Charlottetown Î-P-É $81,498, INRS-Énergie Varennes Qué $246,981, Institute for Hydrogen Systems Mississauga Ont $56,409, Tang G Lee Architect Calgary Alb $53,252, Conseil national de recherches Canada Ottawa Ont $233,706, Noranda Inc Pointe-Claire Qué $128,452, Nova Energy Ltd Dartmouth N-É $50,718, Oboe Engineering Ltd Ottawa Ont $143,394, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $227,201, Petro-Sun (R&D) Inc Longueuil Qué $220,683, Prairie Fibre Inc Tisdale Sask $168,542, Queen's University Kingston Ont $211,199, Research and Productivity Council Fredericton N-B $65,478, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $118,870, Simon Fraser University Burnaby C-B $51,279, Teixos Technology Corp Vancouver C-B $64,500, TPK Sola Systems Inc Nepean Ont $52,576, Transports Canada Ottawa Ont $193,327, Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières Qué $53,802, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $147,912, University of Waterloo Waterloo Ont $807,714, WL Wardrop and Associates Ltd Winnipeg Man $414,131.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $206,174—Coggan Douserv Assoc West Montréal Qué $65,100.

Enseignement et formation—Fonctionnaires ($634,985)—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $72,543, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $175,197.

Autres services professionnels $20,036,288—Association of Consulting Engineers of Canada Ottawa Ont $90,671, BC Research Vancouver C-B $694,415, Boreal Ecology Services Ltd Yellowknife TN-O $69,625, Société canadienne des postes Ottawa Ont $150,000, Canadian Standards Assoc Rexdale Ont $135,914, Canadian Wood Energy Institute Don Mills Ont $183,182, Frank Capewell London Ont $51,000, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $150,994, Chrysler Canada Ltd Windsor Ont $275,876, Datametrics Ltd Calgary Alb $94,173, CG Edge and Associates Burlington Ont $71,505, Electrofuel Manufacturing Co Toronto Ont $200,448, Energy Pathways Inc Ottawa Ont $357,067, Energy Technology Access Group Toronto Ont $135,914, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $574,858, Foster Research Ltd Calgary Alb $82,207, Govier Consulting Services Ltd Calgary Alb $52,875, Heating Refrigerating and Air Conditioning Institute of Canada Islington Ont $383,644, James F Hickling Management Consultants

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Ltd Ottawa Ont $273,173, Housing and Urban Development Association of Canada Toronto Ont $4,717,513, Hull Direct Marketing Toronto Ont $60,407, IEA Consulting Group Ltd Charlottetown Î-P-É $67,896, Imperial Oil Ltd Sarnia Ont $77,305, Intertech Engineering Ltd Markham Ont $90,838, Lemmex & Assoc Ltd Ottawa Ont $268,346, BH Levelton and Associates Vancouver C-B $93,233, Marbek Resource Consultants Ltd Ottawa Ont $55,884, Maunder & Britnell Engineering Ltd Markham Ont $173,818, NIECCA Ottawa Ont $1,127,122, Norsun Inc Manotick Ont $145,464, Northland Associates Ltd St John's T-N $69,862, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $292,012, Peat Marwick and Partners Management Consultants Ottawa Ont $137,986, Petro-Sun (R&D) Inc Longueuil Qué $95,200, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $105,055, Queen's University Kingston Ont $108,372, Resource Integration Systems Toronto Ont $107,879, Richardson Associates Charlottetown Î-P-É $78,108, Jack Roberts Ltd Don Mills Ont $416,325, Shawmont Newfoundland Ltd St John's T-N $52,667, KC Shen Technology International Ltd Ottawa Ont $127,996, SNC Inc Montréal Qué $164,659, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $264,358, Ottawa Ont $1,717,515, Sypher-Mueller Ottawa Ont $1,477,221, TES Contract Services Inc Toronto Ont $161,884, University of Toronto Toronto Ont $58,006, University of Waterloo Waterloo Ont $70,627, Morris Wayman Ltd Toronto Ont $100,817, GK Yuill & Associates Ltd Winnipeg Man $98,696.

Autres services $10,462,079—Boyd Moving and Storage Ltd Ottawa Ont $82,563, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $238,435, Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $4,262,554, Floater Staffing Inc Calgary Alb $96,811, Hydro Québec Montréal Qué $95,000, Kelly Services Ltd Toronto Ont $55,844, Marvin Shaffer & Assoc Ltd White Rock C-B $51,707, Stacey Personnel Ottawa Ont $65,368, Statistique Canada Ottawa Ont $190,074, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,261,545, Ottawa Ont $62,572, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $53,228, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $99,292, Victor Temporary Services Ottawa Ont $106,931.

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $71,220,965

Services de comptabilité $34,451

Services d'informatique $3,646,704—Ard Resource Consulting Ltd Calgary Alb $74,710, FG Bercha and Associates Ltd Ottawa Ont $643,579, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $65,000, Dendron Resource Surveys Ltd Ottawa Ont $59,466, Digim Inc Montréal Qué $174,323, Douserv Telecom Inc Montréal Qué $50,000, Evans Computer Applications Halifax N-É $60,957, Pêches et Océans Ottawa Ont $50,022, Gregory Geoscience Ltd Ottawa Ont $428,123, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $89,767, SED Systems Inc Saskatoon Sask $859,112.

Services techniques (y compris recherche) $8,104,814—Aerodat Ltd Mississauga Ont $170,765, Double R Drilling Co Ltd Spruce Grove Alb $75,677, Earth & Ocean Research Ltd Dartmouth N-É $195,543, Geophysical Surveys Inc Parc Jean-Talon Nord Montréal Qué $441,739, Hardy Associates (1978) Ltd Calgary Alb $115,279, Hasford Impey & Welser & Assoc Ltd Yellowknife TN-O $197,784, ICE Consulting Ltd Calgary Alb $135,533, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $772,152, M-C Surveys Joint Venture Calgary Alb $69,049, McElhanney Group Nepean Ont $586,552, McGregor Geoscience Ltd Dartmouth N-É $62,971, Midnight Sun Drilling Co Ltd Whitehorse TY $65,622, Midwest Drilling Winnipeg Man $52,495, Monaghan Delph Miller Ltd Downsview Ont $159,522, MPH Consulting Ltd Toronto Ont $91,695, Travaux publics Canada Ottawa Ont $58,101, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $284,649, Shawinigan Consultants Inc Montréal Qué $139,170, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $2,364,708, Techni Metric Inc Trois-Rivières Qué $134,939, Thomson Underwood McLellan Surveys Ltd Yellowknife TN-O $167,255, Conseil du Trésor de l'Alberta Lethbridge Alb $381,192, US Geological Survey Denver Colo É-U $67,569, University of Rhode Island Narragansett RI É-U $108,468, DA Watt Consulting Group Ltd Calgary Alb $146,934.

Services de santé et de bien-être $18,942

Services juridiques $65,567

Services de protection $1,155,291—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,033,491.

Services scientifiques (y compris recherche) $35,085,818—ADI Ltd Fredericton N-B $204,217, Aerodat Ltd Mississauga Ont $463,092, Alberta Research Council Edmonton Alb $78,165, AMCA International Ltd Kanata Ont $405,332, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $233,661, KE Ashton Kingston Ont $97,028, Atlantic Paleo Service Dartmouth N-É $56,231, Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont $245,184, Barringer Magenta Ltd Rexdale Ont $310,762, Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $116,404, Bondar Clegg and Co Ltd Ottawa Ont $609,161, Bujak Davies Group Calgary Alb $211,930, C&M Engineering Ltd Calgary Alb $73,950, C-CORE Memorial University of Newfoundland St John's T-N $429,785, Cal Data Ltd Victoria C-B $64,454, Calian Technology Ltd Ottawa Ont $273,952, Canada Cement Lafarge Ltd Montréal Qué $440,785, Canewf Resources Ltd St John's T-N $98,339, Société de développement du Cap-Breton Sydney N-É $227,218, Carleton University Ottawa Ont $348,253, Centre de recherche industrielle de Québec Ste-Foy Qué $78,409, CF Mineral Research Ltd Kelowna C-B $56,128, Chemical and Geological Laboratories Edmonton Alb $95,797, Chemex Labs Ltd North Vancouver C-B $166,005, Chimitec Ltée Ste-Foy Qué $51,035, Chromasco A Division of Timminco Ltd Haley Ont $245,151, Cogeo Consultants Inc Laval-sur-le-Lac Qué $64,391, Cominco Ltd Trail C-B $75,329, D'Eon Miller Associates Ltd Halifax N-É $58,043, Dalhousie University Halifax N-É $110,461, Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $80,331, Denison Mines Ltd Elliot Lake Ont $278,400, Denison Potacan Potash Co Sussex N-B $110,574, Designed Precision Castings Brampton Ont $115,686, Dome Mines Ltd South Porcupine Ont $152,478, Earth and Ocean Research Ltd Dartmouth N-É $43,091, Ecological and Resources Consultants Ltd Fredericton N-B $112,751, The Electrofuel Manufacturing Company Toronto Ont $93,364, Enertec Geophysical Services Ltd Calgary Alb $1,396,553, Energy Resources Conservation Board Calgary Alb $54,730, Environnement Canada Ottawa Ont $182,563, Falconbridge Ltd Falconbridge Ont $360,397, Pêches et Océans Ottawa Ont $70,000, Fluor Canada Calgary Alb $58,000, Foothills Pipeline (Yukon) Ltd Calgary Alb $50,022, Ford Drilling & Dredging Ltd Matlock Man $202,109, Foundex Explorations Ltd Surrey C-B $80,819, Geocon Inc Mississauga Ont $55,261, Geophoto Services Ltd Calgary Alb $1,767,992, Geophysics GPR International Inc Longueuil Qué $146,806, Geotechnical Resources Ltd Calgary Alb $94,402, Germac Enterprises Ltd Winnipeg Man $139,496, Geoterrex Ltd Ottawa Ont $560,915, Geotech Surveys Inc Lower Sackville N-É $60,481, Golder Associates Ltd Mississauga Ont $396,024, Louis A Gottheil Eng Mont-Royal Qué $62,327, Gregg River Resources Ltd Hinton Alb $90,000, Guelph Chemical Laboratories Guelph Ont $212,070, Gulf Canada Ltd Mississauga Ont $176,763, Hard Substance & Cutting Tool Ltd Ottawa Ont $121,211, Hardy Assocites Ltd Calgary Alb $191,635, Johannes R Hill Ottawa Ont $69,774, Hudson Bay Mining and Smelting Co Ltd Flin Flon Man $222,101, INCO Ltd Copper Cliff Ont $490,257, INCO Ltd Manitoba Division Thompson Man $136,366, INCO Metals Ltd Toronto Ont $88,741, INRS-Énergie Varennes Qué $60,375, Institut de recherche en exploration minérale Montréal Qué $315,523, Intera Technologies Ltd Ottawa

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Ont $940,932, Iron Ore Company of Canada Labrador City T-N $202,500, Lakefield Research Lakefield Ont $155,140, LEC Engineering Ltd Calgary Alb $102,000, Lentin International Biostratigraphic Calgary Alb $76,845, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Vancouver C-B $525,059, McElhanney Group Nepean Ont $198,529, McGill University Montréal Qué $177,289, McGregor Geoscience Ltd Halifax N-É $57,194, McMaster University Hamilton Ont $180,560, Melis Consulting Eng Ltd Saskatoon Sask $142,133, Midnight Sun Drilling Co Ltd Whitehorse TY $81,274, Midwest Drilling Winnipeg Man $59,695, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $164,001, C Mirza Engineering Inc Don Mills Ont $56,510, The Mitre Corporation Bedford Mass É-U $61,168, Monaghan Delph Miller Ltd Downsview Ont $268,422, Monenco Consultants Ltd Calgary Alb $248,448, Morris Magnetics Inc Lucan Ont $56,964, Conseil national de recherche Canada Ottawa Ont $339,105, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $162,724, Newgrade Energy Inc Régina Sask $51,812, Noranda Mines Ltd Pointe-Claire Qué $363,798, Nordco Ltd St John's T-N $62,671, North West Geographic Services Ltd Edmonton Alb $50,664, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $248,124, Nuclear Activation Services Ltd Hamilton Ont $63,606, Omalu Services Cambridge Bay TN-O $194,855, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $282,499, Paterson Grant & Watson Ltd Toronto Ont $97,665, David E Pearson & Associates Victoria C-B $112,543, Petro-Canada Inc Mississauga Ont $61,420, Polymath Energy Consultants Ltd Vancouver C-B $99,453, Potash Corporation of Saskatchewan Saskatoon Sask $127,905, PTL Research Ltd Oromocto N-B $78,235, Queen's University Kingston Ont $303,045, Questor Surveys Ltd Mississauga Ont $184,135, R&H Engineering Calgary Alb $55,000, Knud Rasmussen Drilling & Blasting Ltd Yellowknife TN-O $83,940, Research and Productivity Council Fredericton N-B $123,286, Royal Ontario Museum Toronto Ont $59,650, St Francis Xavier University Antigonish N-É $56,570, Volkmar Schmidt Calgary Alb $52,980, Sander Geophysics Ltd Kanata Ont $427,214, Senes Consultants Ltd Willowdale Ont $348,747, Serata Geomechanics Inc Toronto Ont $146,390, LE Shaw Ltd Lantz N-É $375,110, Sheridan Technical Assoc Inc Mississauga Ont $61,700, Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Sask $356,912, CA Shook Consulting Ltd Saskatoon Sask $85,190, SIAL Compagnie internationale de géophysique Inc Dorval Qué $383,280, SNC Inc Montréal Qué $56,269, Stearns Catalytic Ltd Calgary Alb $114,097, DB Stearns Engineering Ltd Calgary Alb $207,435, Steffen Robertson and Kirsten Inc Vancouver C-B $195,130, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $98,355, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $97,790, Techno Scientific Inc Downsview Ont $50,137, Tempest Geophysical Consultants Ltd Edmonton Alb $67,977, Université Laval Ste-Foy Qué $61,957, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $170,268, Université de: Alberta Edmonton Alb $395,706, Colombie-Britannique Vancouver C-B $512,322, Calgary Calgary Alb $252,172, Guelph Guelph Ont $83,193, Manitoba Winnipeg Man $92,975, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $150,081, Ottawa Ottawa Ont $214,453, Régina Régina Sask $133,226, Saskatchewan Saskatoon Sask $247,071, Toronto Toronto Ont $368,095, Waterloo Waterloo Ont $298,308, Western Ontario London Ont $130,080, Vadeko International Inc Mississauga Ont $103,633, Wabush Mines Montréal Qué $60,000, Welding Institute of Canada Oakville Ont $146,862, Witteck Development Inc Mississauga Ont $233,249, X-Ray Assay Laboratories Ltd Don Mills Ont $246,508, York University Downsview Ont $59,697, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $461,469, ZI Consulting Ltd Cochrane Alb $59,000.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,092,922—Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada Ottawa Ont $1,010,538.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $721,613—Maple Leaf Language Centre Ltd Ottawa Ont $58,079, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $191,707.

Autres services professionnels $883,979—Ashton Potter Ltd Toronto Ont $63,628, Cardinal Consulting Nepean Ont $66,000, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $50,000, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Vancouver C-B $179,713, Metropole Litho Inc Montréal Qué $74,876, Price Waterhouse & Associates Ottawa Ont $51,100, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $249,573, Surnav Corp Nepean Ont $145,173.

Autres services $20,410,864—Arctic Resources Ltd Montréal Qué $448,603, Ashton Potter Ltd Toronto Ont $147,390, Beauregard Printers Ltd Ottawa Ont $184,686, Béliveau Couture Ste-Foy Qué $987,237, Bradley Air Services Ltd Carp Ont $356,288, KG Campbell Corp Ottawa Ont $184,973, Denpha Custom Brokers Inc Montréal Qué $120,883, First City Capital Ltd Ottawa Ont $186,236, Pêches Océans Ottawa Ont $183,153, Frank's Janitorial Contracting Ltd Calgary Alb $72,038, Hauts Monts Inc Beauport Qué $91,177, Innotech Aviation Ltd Ottawa Ont $1,479,753, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $829,908, MacDonald Dettwiler and Assocaites Ltd Vancouver C-B $116,801, McElhanney Group Nepean Ont $80,886, Mutual Press Ltd Ottawa Ont $185,926, Narwhal Arctic Services Ltd Calgary Alb $87,482, North West Geographic Services Ltd Edmonton Alb $345,906, Photosur Inc Montréal Qué $757,367, Travaux publics Canada Ottawa Ont $293,482, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $76,256, Riley's Reproductions and Printing Ltd Calgary Alb $52,094, Sander Geophsics Ltd Kanata Ont $201,648, Slan Typesetting Ottawa Ont $55,314, Software Kinetics Ltd Nepean Ont $57,600, Spot Image Toulouse France $1,217,009, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $2,913,605, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $709,809, University of British Columbia Vancouver C-B $316,985, US Department of Commerce (NOAA) Rockville Md É-U $1,031,728, Victor Temporary Services Ottawa Ont $96,574.

Commission de contrôle de l'énergie atomique $4,393,851

Services de comptabilité $63,323—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $63,323.

Services d'informatique $144,428—Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $59,420.

Services techniques (y compris recherche) $855,075—Énergie atomique du Canada Limitée Ottawa Ont $500,381, Monserco Ltd Mississauga Ont $73,280.

Services de santé et de bien-être $5,559

Services juridiques $13,774

Services de protection $15,715

Services scientifiques (y compris recherche) $2,527,180—Atlantic Nuclear Services Ltd Fredericton N-B $93,911, Énergie atomique du Canada Ltée Ottawa Ont $297,202, Beak Consultants Ltd Mississauga Ont $143,956, Dension Mines Ltd Elliot Lake Ont $63,278, Econosult Inc Montréal Qué $91,900, Geologic Testing Consultants Ltd Ottawa Ont $61,673, Human Factors North Inc Toronto Ont $89,805, MacLaren Plansearch Inc Toronto Ont $183,911, Professional Loss Control Ltd Fredericton N-B $69,676, Province de l'Ontario Toronto Ont $53,000, Statistique Canada Ottawa Ont $148,585, Université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $74,640, Université d'Ottawa Ottawa Ont $86,088, University of Toronto Toronto Ont $76,251.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $108,433—Canadian Institute for Radiation Safety Toronto Ont $108,433.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

Enseignement et formation—Fonctionnaires $127,057

Autres services professionnels $48,747

Autres services $484,560—Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $50,000, Province de l'Ontario Toronto Ont $269,713, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $120,311.

Office national de l'énergie $888,197

Services de comptabilité $9,779

Services d'informatique $25,763

Services techniques (y compris recherche) $49,950

Services juridiques $6,564

Services de protection $68,306

Enseignement et formation—Fonctionnaires $155,781

Autres services professionnels $55,419

Autres services $516,635—Canada Systems Group Ottawa Ont $190,490, Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $55,017.

ENVIRONNEMENT $90,293,522

Département $90,293,522

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $4,978,512

Services de comptabilité $427,272—ASC/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $341,760, EAC Amy & Sons Ltd Ottawa Ont $59,100.

Services d'informatique $111,375—Homecom Learning Systems Ltd Toronto Ont $65,542.

Services techniques (y compris recherche) $11,085

Services juridiques $10,525

Services de protection $52,138—Pinkerton's of Canada Ottawa Ont $52,138.

Services scientifiques (y compris recherche) $616,276—S C S Consultants Inc Ottawa Ont $72,495.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $165,429—Lemmex and Assoc Ottawa Ont $52,070.

Autres services professionnels $1,486,672—ASC/Bureau des Conseillers en gestion Ottawa Ont $81,841, Strategie Communications Marketing Québec Qué $649,221, Synergistics Consulting Ltd Toronto Ont $80,435.

Autres services $2,097,740—Barbara Personnel Ottawa Ont $79,322, ASC/CPC Ottawa Ont $56,285, The 500 Selection Ottawa Ont $109,626, Conseil du Trésor Ottawa Ont $90,828.

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $48,519,242

Services de comptabilité $267,730—Victor Temporary Help Service Ottawa Ont $85,345.

Services d'informatique $1,771,599—Acres International Computer Software Toronto Ont $55,342, ACS Group Ottawa Ont $61,838, Canada Systems Group Mississauga Ont $157,218, Epix Inc Montréal Qué $65,814, Keytech Data Centres Ltd Toronto Ont $61,838, Martec Ltd Halifax N-É $55,894, Systemhouse Inc Ottawa Ont $315,734, Systemhouse Inc Toronto Ont $289,382, Tandem Computers Toronto Ont $197,950, LV Ursel and Associates Ottawa Ont $256,684.

Services techniques (y compris recherche) $4,519,190—ADGA Engineers and System Analysts Ottawa Ont $521,771, Agriculture Canada Ottawa Ont $105,522, Bristol Aerospace Ltd Scarborough Ont $86,357, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $69,007, MacDonald Dettwiler Richmond C-B $174,624, MPB Technologies Dorval Qué $578,105, Miller Communications & Engineers Kanata Ont $159,944.

Services de santé et de bien-être $13,207

Services juridiques $78,603

Services de protection $708,699—Corps canadien des commissionnaires Hamilton Ont $193,551, Montréal Qué $81,650, Saskatoon Sask $131,784, Toronto Ont $56,049.

Services scientifiques (y compris recherche) $14,097,680—Agrodev Ottawa Ont $182,278, W Andrews Powell River C-B $54,780, Angus Ltd Hamilton Ont $91,563, Atmospheric Conditions Port-aux-Basques T-N $83,845, K M Bird Cartwright T-N $68,253, Bonavista Contract Services Bonavista T-N $70,810, Burgeo Meteorology Burgeo T-N $73,493, Cantest Ltd Vancouver C-B $55,738, Canviro Ltd Kitchener Ont $153,759, Chemex Labs Ltd North Vancouver C-B $50,596, Cirrus Enterprises Nipawin Sask $176,184, Concord Scientific Downsview Ont $102,728, Draper Foster Geraldton Ont $70,442, Dryden Municipal Airport Commission Dryden Ont $54,374, Environnement Québec Québec Qué $372,687, Environmental Protection Agency Pittsburg Pa É-U $964,250, Environmental Sciences Ltd Vancouver C-B $95,191, W Fairbairn Biggar Sask $105,331, GMK Company Ottawa Ont $134,462, J Guenet Squamish C-B $52,272, L Gunn Alta Lake C-B $56,856, R Hennessy Burns Lake C-B $53,184, Interior Weather Services Blue River C-B $54,744, Jean Béland & Assoc Inc Neufchatel Qué $62,720, Jeffkins Verzell Gore Bay Ont $66,999, A Jones Québec Qué $50,084, LJM Meteorological Services Winnipeg Man $117,105, J Landry Jacques Québec Qué $53,990, Lavallin Inc Toronto Ont $502,760, BH Levelton and Associates Ltd Vancouver C-B $55,000, MEP Company Markham Ont $194,448, MacLaren Plansearch Halifax N-É $138,256, Mann Testing Labs Ltd Mississauga Ont $93,275, I Martin Ltd Hamilton Ont $66,434, McGill University Montréal Qué $96,063, Metropolitan Authority of Halifax Halifax N-É $150,000, Monenco Ltd Toronto Ont $65,072, Normet Services Chetwynd C-B $57,228, Norwegian Inst for Scientific Water Research Olso Norvège $60,000, PHD Associates Rexdale Ont $55,940, Province du Manitoba Winnipeg Man $175,969, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $87,000, S L Ross Ltd Ottawa Ont $92,974, Royal Society of Canada Commission on Lead in the Environment Toronto Ont $111,422, J R Salmon Toronto Ont $55,927, H L Snook Mary's Harbour T-N $77,391, Toonoonik-Sansonik Pond Inlet TN-O $176,690, Université de la C-B Vancouver C-B $81,143, University of Guelph Guelph Ont $68,000, Vicom Ltd Edmonton Alb $333,367, Wentzell Peggy Daniels Harbour T-N $62,340, West Baffin Co-op Cape Dorset TN-O $152,984, A N Whiting Princeton C-B $56,508, Wilderness Valley Mackenzie C-B $58,752, York University Toronto Ont $133,459, Zenon Inc Burlington Ont $112,891, 603928 Ontario Inc Dundas Ont $146,397.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $34,132

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,094,952

Autres services professionnels $7,026,310—Alberta Research Edmonton Alb $59,503, DMER Ltd Scarborough Ont $50,000, Electronics Systems Inc Kirkland Qué $194,452, Environmental Applications

ENVIRONNEMENT—*Fin*

Group Ltd Willowdale Ont $76,498, Ernst & Whinney Mgmt Consultants Toronto Ont $123,697, Heritage Canada Foundation Ottawa Ont $55,420, Kel Research Corp Downsview Ont $53,523, McGill University Montréal Qué $134,900, Scientific Instrumentation Ltd Saskatoon Sask $221,443, Seabord Ltd Vancouver C-B $69,894, Service Network Systems Maple Ont $220,770, Unisearch Associates Concord Ont $52,960.

Autres services $18,907,140—Angus Employment Agency Hamilton Ont $215,335, Roy Ball Ltd Ottawa Ont $123,377, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $74,029, Comshare Ltd Ottawa Ont $57,474, Consultchem Ottawa Ont $74,940, Crowntek Inc Markham Ont $529,615, Digital Equipment Ltd Ottawa Ont $55,878, Energie, Mines et Ressources Ottawa Ont $290,447, Fur Institute of Canada Toronto Ont $53,000, Highroad Personnel Burlington Ont $64,961, Huttons Farm Landscaping Milgrove Ont $78,203, Johnson Controls Saskatoon Sask $73,750, A R Kennedy & Associates Lindsay Ont $157,662, MacDonald Brisson Ltd Ottawa Ont $52,956, Manpower Temporary Services Régina Sask $55,491, Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B $64,368, Richardson Marketing Toronto Ont $50,968, Simon Fraser University Burnaby C-B $56,683, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $512,940, Telesat Electronic Ottawa Ont $373,676, White Star Janitorial Service Hamilton Ont $202,224.

PROGRAMME PARCS CANADA $36,795,768

Services de comptabilité $84,087

Services d'informatique $156,886

Services techniques (y compris recherche) $17,173,483—KG Campbell Corp Ottawa Ont $94,714, Delcun-De Leuw Cather Canada Ltd Ottawa Ont $193,435, Haillissey Asselin Daigle Inc Québec Qué $99,231, Hamel Beaulieu and Associates Drummondville Qué $63,212, IBL Group Calgary Alb $52,597, Jerrett and Associates Bay Roberts T-N $144,090, Nolan Davis and Associates Halifax N-É $56,950, Travaux publics Canada Ottawa Ont $11,595,935, Reid and Crowthers Calgary Alb $84,918, Shoalts Bros Construction Ltd Welland Ont $198,156, Wagg and Hambleton Architects Victoria C-B $64,383.

Services de santé et de bien-être $102,193—Associated Ambulance Mayerthorpe Alb $95,652.

Services juridiques $322,467—DE Stewart Toronto Ont $79,763.

Services de protection $2,378,280—Agence de sécurité Mauricienne Inc Shawinigan Nord Qué $81,084, Burns International Security Services Moncon N-B $96,873, Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $405,576, Montréal Qué $89,394, Québec Qué $179,762, Saint John N-B $133,314, St John's T-N $188,442, Windsor Ont $90,341, Winnipeg Man $104,298, National Protective Services Co Ltd Ottawa Ont $100,839, Netherwood Properties Charlottetown Î-P-É $141,849.

Services scientifiques (y compris recherche) $531,120

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $165,251—Prince Albert Rural School Division N° 56 Prince Albert Sask $86,282.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $598,286

Autres services professionnels $2,626,050—Beak Associates Consulting Ltd Calgary Alb $60,000, W Cameron and M McDougall-Maude Toronto Ont $60,000, Goss Gilroy and Associates Ltd Ottawa Ont $52,850, WD Laflamme Ltd Ottawa Ont $346,974, Les Recherches Arkhis Inc Québec Qué $237,303, Market Facts of Canada Ltd Toronto Ont $97,120, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $279,636.

Autres services $12,657,665—Agriculture Canada Ottawa Ont $50,571, Airport Transfer Dartmouth N-É $249,420, Ambassador Building Maintenance Windsor Ont $57,783, Baddeck Public Library Baddeck N-É $115,369, Big Horn Transport Calgary Alb $118,814, Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Hull Qué $340,686, Chemins de fer nationaux du Canada Toronto Ont $109,645, Chatham Coach Lines Chatham Ont $239,068, City of Calgary Calgary Alb $51,871, Crowntek Inc Markham Ont $217,110, Environnement Canada Ottawa Ont $54,260, Forter Associates Inc Ltd Nisku Alb $74,539, Friends of the Citadel Society Halifax N-É $216,155, Island Coastal Services Ltd Charlottetown Î-P-É $230,603, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $61,800, PIC 50 Heron Bay Band Janitorial Services Haittie Cove Ont $52,000, Société Historique St Boniface Man $71,247, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,548,717, The Colorful 5 Whitehorse TY $51,840, A Turbide Richibucto N-B $88,629.

AFFAIRES EXTÉRIEURES $69,315,630

Département $60,347,080

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER (excluant le Fonds renouvelable des passeports) $57,895,940

Services de comptabilité $502,532—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $422,742.

Services d'informatique $854,730—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $72,000, Market Opinion Research Washington DC É-U $61,148.

Services techniques (y compris recherche) $2,495,352—Arthur Erickson Associates Toronto Ont $977,624, Contracting Installations Engineering and Trading Company Montréal Qué $71,780, Dubois & Plumb Associates Toronto Ont $435,192, M Perrazone Architects Kinshasa Zaïre $214,257.

Services de santé et de bien-être $48,432

Services juridiques $1,395,361—Miller and Chevalier Washington DC É-U $96,800.

Services de protection $7,239,917—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,243,532, Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $1,939,262.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,599,374—Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $69,473.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,376,211—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $240,319.

Autres services professionnels $17,201,100—AMS Management Systems Canada Inc Ottawa Ont $69,500, Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $183,703, Bidnet Rockville Md É-U $87,552, Biolink Ottawa Ont $131,563, Caldwell Partners Toronto Ont $97,359, Chambre de commerce du Canada Ottawa Ont $61,474, Computer Company Richmond VA É-U $211,530, Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $78,000, W C Hood Vienna Va É-U $52,299, Institute for Research on Public Policy Ottawa Ont $110,000, Industrial Life Technical Services Montréal Qué $2,239,118, Service international de traduction simultanée Montréal Qué $52,183, H R Jay Ottawa Ont $80,000, Charles W King and Associates Chicago Ill É-U $77,083, Ladner Downs Vancouver C-B $158,800, Market Opinion Research Washington DC É-U $300,000, Niva Inc Ottawa Ont $50,000, O'Melveny and Myers Washington DC É-U $83,628, Promex Communication Montréal Qué $59,650, Riviera Hartling Kingston Ont $184,250, Shawinigan Integ Inc Vancouver

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

C-B $475,367, Spar Aerospace Ste-Anne-de-Bellevue Qué $482,284, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $53,572, Updata Information Network Ottawa Ont $52,225, Yangtze Joint Venture Montréal Qué $105,159.

Autres services $25,182,931—Association of Universities and Colleges of Canada Ottawa Ont $95,178, Société Radio-Canada Ottawa Ont $300,000, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $134,823, Digital Equipment of Canada Ottawa Ont $52,283, Standards Concil of Canada Ottawa Ont $341,000, Synerlogic Ottawa Ont $155,990, The Longwoods Research Group Ltd Toronto Ont $121,270, World University Service of Canada Ottawa Ont $74,396.

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER—FONDS RENOUVELABLE DES PASSEPORTS $2,281,740

Services de comptabilité $140,824—Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $111,648.

Services de protection $229,618—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $58,049, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $80,586.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $21,761

Autres services professionnels $2,688

Autres services $1,886,849—Société canadienne des postes Ottawa Ont $719,238, Crowntek Ltd Ottawa Ont $105,291, Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $976,724, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $64,787.

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $169,400

Autres services professionnels $16,184

Autres services $153,216

Agence canadienne de développement international $8,479,767

Services de comptabilité $158,530—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $158,530.

Services d'informatique $3 198,012—ACS Information Systems Inc Ottawa Ont $82,625, APG Inc Montréal Qué $92,910, AQR Management Services Inc Gloucester Ont $64,173, Canadian Systems Group Ltd Ottawa Ont $208,696, Davies Flaman Partner Management Systems Ottawa Ont $430,602, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $124,897, P Dupuis Orléans Ont $124,106, Exocom Systems Corp Ottawa Ont $129,232, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $218,110, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $120,810, IOTA Consulting Ltd Nepean Ont $327,609, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $281,478, Norman L Reid Consulting Services Ltd Vancouver C-B $59,500, Quality Management Consultants Gloucester Ont $59,070, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $102,861, Synerlogic Inc Ottawa Ont $146,619, E Waghorn Ottawa Ont $82,950, R White Gloucester Ont $78,650.

Services techniques (y compris recherche) $10,092

Services juridiques $9,967

Services de protection $24,462

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,152,445—L Boychuk Ottawa Ont $85,005, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $187,845.

Autres services professionnels $2,205,879—JC Desmarais Montréal Qué $81,094, Département des Affaires extérieures Ottawa Ont $66,327, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $82,148, Expo-Graphics and Displays Hull Qué $62,296, G Dunn Records Management Services Inc Ottawa Ont $270,668, Impacts Management Inc Ottawa Ont $51,500, JC Cooper and Associates Inc Ottawa Ont $62,850.

Autres services $1,720,380—Barbara's Office Personnel Ottawa Ont $211,936, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $113,427, Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $756,594, The 500 Selection Services Ottawa Ltd Ottawa Ont $59,807.

Commission mixte internationale $488,783

Services de comptabilité $55,004

Services scientifiques (y compris recherche) $5,950

Enseignement et formation—Fonctionnaires $14,618

Autres services professionnels $71,175

Autres services $342,036

FINANCES $28,639,827

Département $7,163,411

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $6,586,045

Services de comptabilité $123,674—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $123,647.

Services d'informatique $25,223

Services juridiques $282,174—Osler Hoskin and Harcourt Toronto Ont $126,125.

Services de protection $1,169,370—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $1,163,136.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $127,061—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $53,639.

Autres services professionnels $1,296,924—Clarkson Gordon Consultants Toronto Ont $91,600, Conference Board of Canada Ottawa Ont $68,000, Coopers and Lybrand Toronto Ont $66,600 Morgan Grenfell Co Ltd Londres Angleterre $160,000, Peat Marwick Mitchell and Co Ottawa Ont $96,196, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $343,922.

Autres services $3,561,619—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $132,340, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $108,134, Conference Board of Canada Ottawa Ont $320,954, Data Resources Inc Toronto Ont $161,051, Info Centre Network Toronto Ont $67,921, IP Sharp and Associates Ltd Toronto Ont $63,419, Les Distributions SBIII Montreal Qué $64,502, L'Industrielle-Services Techniques Montréal Qué $60,384, Maxima Computer Management Ottawa Ont $126,862, Plan Tel Inc Montréal Qué $74,988, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $66,390, Quantum Management Services Inc Montréal Qué $161,484, Statistique Canada Ottawa Ont $109,137, Systemhouse Inc Ottawa Ont $51,180, Temporarily Yours Toronto Ont $137,734, T E S Contract Services Toronto Ont $69,524.

FINANCES—*Fin*

PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS $107,589

Services d'informatique $295

Services juridiques $13,920

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,703

Autres services professionnels $75,754

Autres services $15,917

PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES $441,810

Services juridiques $128,681—Campbell Godfrey and Lewtas Toronto Ont $125,302.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,900

Autres services professionnels $216,484—Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $52,361.

Autres services $85,745

PROGRAMME SPÉCIAL $27,967

Autres services professionnels $27,967

Vérificateur général $7,061,975

Services de comptabilité $3,487,888—JC Cooper and Associates Inc Ottawa Ont $57,018, WP Cunningham Ottawa Ont $72,862, E R A Consultants Inc Ottawa Ont $77,515, Esgore Associates Inc Ottawa Ont $70,986, T C Kellough Woodview Ont $67,750, Maheu Noiseux Montréal Qué $58,705, Maheu Noiseux Collins Barrow Ottawa Ont $113,006, Mallette Benoit Boulanger Rondeau & Associés Montréal Qué $92,593, R O Moore Willowdale Ont $56,025, Nolan Norton & Company Boston Mass É-U $196,026, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $227,374, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $69,955, Peat Marwick and Partners Toronto Ont $59,971, Raymond Chabot Martin Paré Montréal Qué $117,105, Raymond Chabot Martin Paré & Associés Hull Qué $79,447, Samson Bélair Montréal Qué $68,401, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $60,118, Stevenson Kellogg Ernst & Whinney Toronto Ont $311,170, STJ Resources Inc Dollard-des-Ormeaux Qué $73,795.

Services d'informatique $656,023—Federal Systems of Canada Ottawa Ont $53,500, The Laurier Group Ottawa Ont $52,068, Minasu Information Systems (1983) Ltd Ottawa Ont $97,780, Price Waterhouse Toronto Ont $121,450, Silver Management Consulting Inc Nepean Ont $114,747.

Services juridiques $230,205—Gowling & Henderson Ottawa Ont $134,619.

Services de protection $23,015

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $383,880—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $60,455, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $60,455.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $265,366—Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $83,688.

Autres services professionnels $890,624—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $188,641.

Autres services $1,124,974—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $71,916, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $97,639, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $82,306, Institute of Chartered Accountants of Ontario Toronto Ont $53,520, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $124,578, Victor Temporary Services Ottawa Ont $99,947.

Assurances $14,248,114

Services de comptabilité $13,532,984—Clarkson & Gordon Toronto Ont $271,784, Price Waterhouse Toronto Ont $782,448, Coopers & Lybrand Toronto Ont $10,120,874, Ernst & Whinney Toronto Ont $2,327,317.

Services d'informatique $7,500

Services juridiques $101,065—Blaney McMurtry Stapells Arrons & Watsons Toronto Ont $65,407.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $50,551

Autres services $556,014—Canada Systems Group Ottawa Ont $243,477, I P Sharp Ottawa Ont $91,667.

Commission du tarif $166,327

Services juridiques $5,305

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,595

Autres services $153,427

PÊCHES ET OCÉANS $64,319,719

Département $64,319,719

Services de comptabilité $620,569—Deloitte Haskins & Sells Associates Ottawa Ont $117,519, ASC/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $233,602.

Services d'informatique $3,758,696—Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $106,094, Beothuk Data Systems St John's T-N $61,954, Canada Systems Group Ottawa Ont $129,999, Compucraft Systems Ltd Ottawa Ont $69,667, Comshare Ottawa Ont $328,639, Comshare Ltd Ottawa Ont $63,835, Service correctionnel Canada Ottawa Ont $70,000, Evans Computer Applications Ltd Halifax N-É $83,658, L'industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $240,093, Information Systems Group Consultants Ottawa Ont $59,450, Interact Research & Development Ltd Victoria C-B $212,121, Internatinal Datacasting Company Ottawa Ont $317,691, Peat Marwick & Partners Ottawa Ont $50,000, Quester Tangent Corp Victoria C-B $50,000, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $80,847, Universal Systems Fredericton N-B $89,997, Université de Moncton Moncton N-B $518,650, University of New Brunswick Fredericton N-B $104,680, Wycove Systems Ltd Whynacht's Point Tantallon N-É $104,451.

Services techniques (y compris recherche) $2,695,926—A L Professional Services Ltd Shediac N-B $53,723, Alliance Engineering Victoria C-B $84,678, Architects Four Ltd Moncton N-B $77,107, Eng and Wright Partners Vancouver C-B $107,102, Gascons Vigneault Dumais & Associates Montréal Qué $193,861, Idon Corp Ottawa Ont $80,114, Jacques Boucher Architect Bathurst N-B $76,945, Massicotte Gillon Gagnon Guy Letellier Ross Rivière-du-Loup Qué $1,002,450, NS Dép des Pêches Halifax N-É $73,927, R J Pickett and Associates Ltd Riverview N-B $68,790, S A Taylor Bldg Ltd Petitcodiac N-B $59,000.

Services de santé et de bien-être $9,414

Services juridiques $1,567,352—Gowling & Henderson Ottawa Ont $143,166, Mercer MacNab & Vavasour St John's T-N $127,825, Young Doiron & Lavoie Tracadie N-B $52,410.

PÊCHES ET OCÉANS—*Suite*

Services de protection $1,839,313—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $485,278 Corps canadien des commissionnaires: Halifax N-É $349,982, Saint John N-B $214,690, St John's T-N $233,795, Victoria C-B $304,654, Winnipeg Man $59,479, Montréal Qué $57,866.

Services scientifiques (y compris recherche) $15,421,982—Anger Drouin & Simard Associés Ste-Foy Qué $56,304, Aqualife Diagnostics Nanaimo C-B $70,520, Aquatic Resources Nanaimo C-B $168,291, Archipelago Marine Resources Victoria C-B $60,719, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $389,622, Atlantic Salmon Federation St Andrews N-B $360,000, Baie Verte Peninsula Economic Development Assoc Baie Verte T-N $50,000, Banthotech Ltd St Andrews N-B $51,952, Bio-Conseil Inc Ste-Foy Qué $182,295, G A Borstad Vancouver C-B $74,608, Bytown Marine Ltd Nepean Ont $52,658, Canpolar Consultants Toronto Ont $59,903, Centre de Recherche Industrielle du Québec Ste-Foy Qué $79,276, Community Improvement Corp Frederiction N-B $60,241, Dalhousie University Halifax N-É $210,355, Département d'Environnement Vancouver C-B $125,000, E V S Consultants North Vancouver C-B $94,018, Electro-Magnetic Sensing Winnipeg Man $62,425, Envirocon Pacific Burnaby C-B $349,802, Evans Yetman & Endal Assoc Dartmouth N-É $58,110, Géophysique G P R International Inc Longueil Qué $86,110, Geotech Ltd Markham Ont $607,909, Helix Biotech Richmond C-B $61,130, Huntsman Marine Laboratory St Andrews N-B $94,894, Institut national de la recherche scientifique Ste-Foy Qué $70,569, Ken Lee Research Ltd Dartmouth N-É $57,135, Kitimat Business Overload Kitimat C-B $56,877, L G L Ltd Victoria C-B $508,715, Lee & Associates Nanaimo C-B $234,051, Limnotek Research Vancouver C-B $82,809, Logimer Inc Québec Qué $135,314, Marvin Shaffer & Assoc White Rock C-B $74,048, G McClelland Boutler's Point N-É $86,752, McElhanney & Group Vancouver C-B $66,192, Metocean Data Systems Dartmouth N-É $51,231, Ministère des Forêts Victoria C-B $52,400, Conseil national de recherches Ottawa Ont $176,768, Nortech Surveys (Can) Ltd Calgary Alb $65,833, North/South Consultants Winnipeg Man $52,526, Office Assistance Vancouver C-B $635,833, Office Overload Vancouver C-B $92,993, Poulin & Associates Vancouver C-B $55,000, Reid Crowther & Partners North Vancouver C-B $122,741, Salmon Association of Eastern Nfld St John's T-N $158,974, Seaken Oceanography Sidney C-B $114,876, Seastar Instrument Sidney C-B $87,790, Seimac Ltd Bedford N-É $138,787, Sheshaht Band Council Port Alberni C-B $57,893, Sprytech Biological Services Elmsdale N-É $53,802, Statistique Canada Ottawa Ont $143,999, Strait Lines Drafting Parksville C-B $51,161, Unicore Services Burnaby C-B $1,245,080, Universal Systems Fredericton N-B $128,020, Université Laval Ste-Foy Qué $76,320, University of BC Vancouver C-B $342,309, Université du Manitoba Winnipeg Man $75,286, Washburn and Gillis Associates Ltd Fredericton N-B $58,939, Whitehead Mussel Farms Blue Hill Maine É-U $50,309.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $14,442

Enseignement et formation—Fonctionnaires $915,937—Institut de Memramcook Memramcook N-B $53,683.

Autres services professionnels $6,922,874—A L Professional Services Ltd Shediac Bridge N-B $109,576, Association québécoise de l'Industrie de la pêche Québec Qué $660,000, Baynes Communications Inc Ottawa Ont $51,072, Beothuk Data Halifax N-É $1,228,948, Bermback & Associates Summerland C-B $64,519, Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $138,607, Canadian Facts Ottawa Ont $75,681, Canadian Saltfish Corp St John's T-N $110,515, JSV Carolsfeld Victoria C-B $51,072, Cleaner & Walkingshaw Ottawa Ont $197,400, D J Davies Victoria C-B $516,962, DPA Group Inc Halifax N-É $55,054, Fishery Products Internatinal St John's T-N $150,080, Glover Business Communications Vancouver C-B $214,588, Grove Telecommunications Ltd St John's T-N $70,000, Impacts Management Inc Ottawa Ont $51,193, L G L Ltd Victoria C-B $55,746, L G L Ltd Ottawa Ont $60,000, Dr D Menton Guelph Ont $55,442, Nfld & Labrador Institute of Fisheries & Marine Technology St John's T-N $134,783, Nordco Ltd St John's T-N $85,000, Dr Y Ouellet Ste-Foy Qué $57,000, Peat Marwick and Partners Ottawa Ont $79,700, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $64,645, Travaux publics Canada Vancouver CB $85,555, Robert Allain Ltd Vancouver C-B $220,015, Gendarmerie royale du Canada Ottawa Ont $60,518, Salmon Association of Eastern Nfld St John's T-N $59,114, Sigma Engineering Vancouver C-B $53,653, Streamline Consulting Ladysmith C-B $166,479, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $62,046, Université de Moncton Moncton N-B $99,904, Université Laval Ste-Foy Qué $63,039.

Autres services $30,553,214—Alphatext Ottawa Ont $93,065, Amma Networks Ltd Prince Rupert C-B $92,280, Associated Freezers Mount Pearl T-N $82,567, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $78,547, BC Institute of Technology Burnaby C-B $138,316, Bee Clean Winnipeg Man $117,024, Beothuk Data Systems St John's T-N $2,421,101, Block Brothers Data Centre Vancouver C-B $164,746, Bon Accord Enterprises Parksville C-B $196,230, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $183,634, Clayoquot Indian Band Tofino C-B $80,851, Community Improvement Corp Fredericton N-B $259,000, Comshare Ltd Toronto Ont $504,889, Comshare Ottawa Ont $427,299, Comshare Rexdale Ont $230,203, Conook Enterprises Bowser C-B $83,533, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $430,659, Cowichan Indian Band Duncan C-B $180,110, Dataline Inc Toronto Ont $248,638, Départment des Travaux publics Halifax N-É $98,343, Digital Equipment Canada Richmond C-B $71,767, Diversified Ova-Tech Merrit C-B $250,002, Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $686,276, Environcon Pacific Burnaby C-B $948,657, Forceten Halifax N-É $170,360, G & M Enterprises St John's T-N $125,746, Gestion Baie-Trinité Baie-Trinité Qué $83,355, J A Gill Burnaby C-B $110,936, Gough Communications Ltd Ottawa Ont $51,320, Hartley Bay Indian Band Hartley Bay C-B $70,041, Heiltsuk Indian Band Waglisla C-B $120,400, Horizon Maintenance (Sparkle) Co Dartmouth N-É $93,443, Household Movers & Shippers Ltd Ottawa Ont $94,257, Infomart Toronto Ont $200,873, International Simultaneous Translation Service Ottawa Ont $54,775, K G Campbell Corp Ottawa Ont $55,257, Kenny Aquaculture Port Alberni C-B $58,416, Kincolith Indian Band Kincolith C-B $105,837, Kispiox Indian Band Hazelton C-B $173,434, Kitasoo Indian Band Klemtu C-B $98,751, Kitimat Business Overload Kitimat C-B $157,983, Kitsumkalum Indian Band Terrace C-B $77,584, L G L Ltd St John's T-N $59,998, Logimer Inc Québec Qué $220,140, M A Rudd Mariculture Lantzville C-B $105,229, Manpower Temporary Services St John's T-N $171,519, Manpower Temporary Services Moncton N-B $118,798, Masset Indian Band Masset C-B $147,019, Moonlight Building Maintenance Richmond C-B $73,971, Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B $187,233, Navimar Corp Ltée Québec Qué $331,023, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $65,414, Newfoundland and Labrador Computer Services St John's T-N $626,480, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $197,072, North Thompson Indian Band Barriere C-B $102,298, North Vancouver Island Salmonid Enhancement Society Port Hardy C-B $135,556, Office Assistance Vancouver C-B $454,045, Office Overload Vancouver C-B $92,223, Oweekeno Indian Band Port Hardy C-B $86,210, P & M Personnel Maple Ridge C-B $76,122, Pacific Int'l Mapping Corp Victoria C-B $77,451, Partners in Crime Lantzville C-B $67,312, Powell River Salmon Society Powell River C-B $124,192, Qualicum Indian

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

Band Qualicum Beach C-B $116,227, Quantum Research Ltd Vancouver C-B $64,766, J Roche St John's T-N $175,598, San Juan Enhancement Society Port Renfrew C-B $92,828, Sea Spring Salmon Farm Chemainus C-B $98,662, Seawave Hatchery Campbell River C-B $51,882, Sechelt Indian Band Sechelt C-B $125,142, Services Argos Paris France $65,457, Skidegate Indian Band Queen Charlotte C-B $87,222, Sliammon Indian Band Powell River C-B $130,572, Southwest Harbour Service Richmond C-B $84,000, SSC Marine Inspection Ottawa Ont $447,472, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,581,490, Techno-Navigation Ltée Sillery Qué $631,533, Temporarily Yours Vancouver C-B $180,365, Terra Surveys Sidney C-B $1,069,450, Terrace/Kitimat Salmonid Enhancement Society Terrace C-B $170,083, Thornton Creek Enhancement Society Ucluelet C-B $120,873, Toboggan Creek Salmonid Enhancement Society Smithers C-B $87,535.

GOUVERNEUR GÉNÉRAL $618,363

Département $618,363

Services de santé et de bien-être $22

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,126

Autres services professionnels $204,537—Conference Aide Ottawa Ont $62,434, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $86,306.

Autres services $402,678

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $42,658,112

Département $42,658,112

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $2,661,167

Services de comptabilité $361,017—Coopers and Lybrand Edmonton Alb $117,045, Ward Malette Ottawa Ont $75,930.

Services d'informatique $39,720

Services techniques (y compris recherche) $102,050—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $60,115.

Services de santé et de bien-être $10,526

Services de protection $39,338

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $15,440

Enseignement et formation—Fonctionnaires $124,429

Autres services professionnels $1,071,849—Borden and Elliott Toronto Ont $50,201, E T Jackson and Associates Ottawa Ont $50,000, Price Waterhouse Ottawa Ont $106,575.

Autres services $896,798—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $178,608, Industrial Life Technical Services Montréal Qué $122,788.

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $27,709,407

Services de comptabilité $103,238—Touche and Ross Co Calgary Alb $56,974.

Services d'informatique $373,343—Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $84,426, Systemhouse Inc Ottawa Ont $80,527.

Services techniques (y compris recherche) $9,500,221—Associated Engineering (BC) Ltd Burnaby C-B $105,050, RJ Burnside and Associates Orangeville Ont $61,865, Coles Nikiforuk Pennell Associates Calgary Alb $60,600, Euroway Industrial Services Winnipeg Man $61,261, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $157,059, Environnement Canada Hull Qué $59,050, Travaux publics Canada Ottawa Ont $5,936,050 Marshall Macklin Monaghan Don Mills Ont $98,545, McKale Sirois et Associés Maniwaki Qué $61,250, Picard Grenier & Associés Beauport Qué $130,186, Stanley Associates Engineering Ltd Vancouver C-B $84,823, Western Land Surveys Ltd Pilot Butte Sask $59,500.

Services de santé et de bien-être $3,814,787—Acropolis Manor Prince Rupert C-B $58,239, Ashern Personal Care Home Ashern Man $107,464, Braemore Home Sydney N-É $98,785, Bulkley Lodge Smithers C-B $52,619, Cape Breton Transition House Sydney N-É $61,047, Centre de services sociaux Richelieu Longueuil Qué $55,041, Cowichan District Hospital Duncan C-B $68,688, Erickdale Personal Care Home Erickdale Man $56,386, Extendicare (Alberta) Ltd Edmonton Alb $208,645, Halifax County Regional Rehabilitation Centre Halifax N-É $51,062, Le centre Garry Taylor Beaconville Man $93,031, Mountain View Lodge Lillooet C-B $56,514, Simon Fraser Lodge Prince George C-B $84,009.

Services juridiques $948,895—Caule and Mattews St John's T-N $90,968, D R Colborne Thunder Bay Ont $56,825, Davis and Co in Trust Vancouver C-B $291,610, Edwards Kenny & Bray Vancouver C-B $83,909.

Services de protection $3,970,359—Gouvernement du Canada—GRC Ottawa Ont $3,875,805.

Services scientifiques (y compris recherche) $241,378—AMH Resource Management Ltd Calgary Alb $69,200, Serendipity Geological Co Calgary Alb $60,688.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $1,371,975—Drumheller Valley School Drumheller Alb $119,232.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $540,906—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $75,946, Hewlett Packard Rexdale Ont $148,592.

Autres services professionnels $2,438,473—Del Support Centre Toronto Ont $65,653, Forest Technology School Hinton Alb $62,685, Gouvernement du Canada—Société canadienne d'hypothèques et de logement Vancouver C-B $61,217, Statistique Canada Ottawa Ont $130,119, Martin Petroleum Vancouver C-B $70,224, R Tassé Ottawa Ont $60,375.

Autres services $4,405,832—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $1,039,201, IST Montréal Qué $1,738,608, Thorocare Carpet and Upholstery Cleaning Services Inc Brantford Ont $55,672, Utlas International Canada Toronto Ont $55,200.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $11,562,335

Services de comptabilité $127,730

Services d'informatique $67,707

Services techniques (y compris recherche) $819,486—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $515,310.

Services de santé et de bien-être $8,344

Services juridiques $95,971

Services de protection $786

Services scientifiques (y compris recherche) $1,263,688—Gouvernement du Canada—Environnement Canada Régina Sask $1,027,432.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $785,219—OJT Training Program Whitehorse TY $421,105.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $155,161—Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $133,649.

Autres services professionnels $4,975,079—Archean Engineering Vancouver C-B $134,208, Arctic Laboratories Ltd Sidney C-B $57,437, Arctic Transportation Ltd Calgary Alb $186,965, R Banta Ottawa Ont $120,328, Canarctic Shipping Co Ltd Ottawa Ont $58,550, EBA Engineering Calgary Alb $305,387, ESL Ltd Vancouver C-B $66,502, Focus Mineral Sudbury Ont $82,105, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $199,670, Environnement Canada Hull Qué $61,750, Pêches et Océans Ottawa Ont $181,745, Approvisionnnements et Services Canada Hull Qué $132,555, Statistique Canada Ottawa Ont $69,328, Transports Canada Hay River TN-O $293,916, Hardy BBT Ltd Calgary Alb $85,053, Indigeneous Survival International Ottawa Ont $95,000, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $59,232, Keewatin Wildlife Federation Keewatin TN-O $70,756, LGL Ltd King City Ont $226,557, Peat Marwick Mitchell Calgary Alb $53,395, Trésorier provincial de l'Alberta Edmonton Alb $58,133, Resource Management Consultant Yellowknife TN-O $55,897, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $59,864, Sigma Resources Vancouver C-B $103,475, Tesso International Agincourt Ont $105,000, Touche Ross & Partners Calgary Alb $125,000, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $87,170, Wold Wildlife Fund Toronto Ont $60,000.

Autres services $3,263,164—Arctic Painting Ltd Inuvik TN-O $100,434, Boatel Remote Site Feeding Richmond C-B $61,721, Fitz Smith Native Development Corporation Fort Smith TN-O $238,287, Gouvernement du Canada—Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $138,996, Approvisionnements et Services Hull Qué $255,724, Gouvernement du TN-O Yellowknife TN-O $51,538, Industrial Life Technological Services Montréal Qué $161,379, Kusawa Contracting Vancouver C-B $329,186, Nishi Khon Forest Service Rae Edzo TN-O $376,903, Nogha Enterprises Ltd Fort Simpson TN-O $84,951, Smitty's Secretarial Services Yellowknife TN-O $66,271, Tu Cho Gha Contracting Ltd Hay River TN-O $53,094.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES $725,203

Services techniques (y compris recherche) $15,400

Services juridiques $14,023

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $100

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,438

**Autres services professionnels $642,883*—Canadian Knowledge System Toronto Ont $103,891, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $75,704, MacDermid and Co Saskatoon Sask $89,555, Smith Lyons Torrance Stev Ottawa Ont $151,950.

Autres services $48,359

JUSTICE $15,818,411

Département $10,205,663

Services de comptabilité $80,735—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Hull Qué $80,715.

Services d'informatique $249,575—Exocom Systems Corp Ottawa Ont $64,206, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $84,974.

Services de santé et de bien-être $9,481

Services juridiques $1,973,310—Bull Housser and Tupper Vancouver C-B $163,660, Canadian Law Information Council Ottawa Ont $706,734, MacCauley McColl Vancouver C-B $391,278.

Services de protection $428,006—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $422,924.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $351,854—Permax Inc Ottawa Ont $55,950, The Hague Conference on International Law La Haye Pays-Bas $66,467.

Autres services professionnels $4,077,146—A B T Associates Ottawa Ont $86,974, Canadian Law Information Council Ottawa Ont $698,319, D H Access Research Associates Inc Ottawa Ont $53,274, Environics Toronto Ont $74,806, Focus Consultants Victoria C-B $58,955, J and J Research Associates Ltd Fredericton N-B $137,838, Research Group Toronto Ont $57,334, R L Sloan Associates Inc Winnipeg Man $79,557, Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Hull Qué $1,656,074.

Autres services $3,035,556—Barbara Personnel Ottawa Ont $76,811, Barreau du Québec Montréal Qué $113,202, Bradson Personnel Ottawa Ont $85,982, Law Society of British Columbia Vancouver C-B $82,269, Law Society of Upper Canada Toronto Ont $261,937, Network Personnel Ottawa Ont $51,000, Q L Systems Ltd Kingston Ont $155,406, Quantum Personnel Montréal Qué $79,342, Approvisionnements et Services Hull Qué $648,249.

Commission canadienne des droits de la personne $687,417

Services de comptabilité $20,333

Services de santé et de bien-être $2,810

Services juridiques $119,711—Blake Cassells and Graydon Toronto Ont $61,940.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $26,558

Autres services professionnels $394,632

Autres services $123,373

Commissaire à la magistrature fédérale $624,639

Services de protection $907

Enseignement et formation—Fonctionnaires $249,714—Carel Inc Montréal Qué $123,730.

Autres services professionnels $211,939

Autres services $162,079

Cour fédérale du Canada $1,033,449

Services de protection $295,975—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $252,135.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $28,673

Autres services professionnels $151,274

Autres services $557,527

Commission de réforme du droit du Canada $1,531,346

Enseignement et formation—Fonctionnaires $15,706

JUSTICE—*Fin*

Autres services professionnels $1,281,842—Stanley A Cohen Ottawa Ont $67,600, Patrick Fitzgerald Consultants Ltd Ottawa Ont $67,456, Clifford Gray Associates Ottawa Ont $68,358, Mockle et Associés Ottawa Ont $55,760, Patrick G Robardet et Associés Ottawa Ont $62,366.

Autres services $233,798

Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada $393,386

Services juridiques $203,541

Services de protection $1,440

Enseignement et formation—Fonctionnaires $16,368

Autres services professionnels $126,572

Autres services $45,465

Cour suprême du Canada $829,912

Services de comptabilité $29,979

Services d'informatique $47,191

Services juridiques $364,744

Services de protection $157,351—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $157,351.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $19,660

Autres services professionnels $74,596

Autres services $136,391

Cour canadienne de l'impôt $512,599

Services d'informatique $68,861—Systemhouse Ltd Ottawa Ont $68,861.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $10,656

Autres services professionnels $68,323

Autres services $364,759—Allwest Reporting Ltd Vancouver C-B $70,464, Nethercut & Company Ltd Toronto Ont $67,784, Mackay Morin Maynard & Associés Montréal Qué $78,423.

TRAVAIL $13,226,161

Département $12,524,259

Services de comptabilité $176,600—Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $176,600.

Services techniques (y compris recherche) $20

Services de santé et de bien-être $31,993

Services juridiques $120,901—A Ross Ottawa Ont $69,339.

Services de protection $93,433—Travaux publics Canada Ottawa Ont $80,422.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $383,958—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $108,917.

Autres services professionnels $2,646,167—Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $332,885, Quantum Information Resources Ottawa Ont $127,825, Sharon Professional Services Ottawa Ont $152,292, Somapro Ltd Ottawa Ont $121,202.

Autres services $9,071,187—Département des Approvisionnements et Services Hull Qué $125,311, Commission des accidents du travail de: Alb $959,346, C-B $819,542, Man $325,776, N-B $124,213, T-N $74,196, N-É $330,828, Ont $2,958,104, Qué $1,233,516, Sask $298,629.

Conseil canadien des relations du travail $399,114

Services d'informatique $32,525

Services juridiques $143,729

Enseignement et formation—Fonctionnaires $17,701

Autres services $205,159—International Simultaneous Translation Service Montréal Qué $73,191, ISTS Verbatim Montréal Qué $54,640.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail $302,788

Services d'informatique $22,723

Services de protection $47,197

Services scientifiques (y compris recherche) $20,459

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $2,630

Enseignement et formation—Fonctionnaires $56,478

Autres services professionnels $115,949

Autres services $37,352

DÉFENSE NATIONALE $467,675,253

Département $467,675,253

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $467,675,253

Services de comptabilité $145,870—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $140,338.

Services d'informatique $5,818,642—ACS Consulting Services Ltd Ottawa Ont $77,708, Atkinson Tremblay & Associates Ottawa Ont $127,200, C G Inc Ottawa Ont $67,391, Digi-Plus Inc Verdun Qué $93,511, DMR and Associates Ltd Ottawa Ont $791,552, Domus Software Ottawa Ont $265,082, Drouin Painchaud Longchamps & Associés Montréal Qué $148,878, Exocom Systems Corp $83,621, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $98,253, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $390,248, Honeywell Ltd North York Ont $744,182, IDL Integrated Data Ltd Ottawa Ont $208,026, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $146,023, Laurier Group Inc Ottawa Ont $82,490, LGS Data Processing Ottawa Ont $166,593, Protocoles Standards de Communication Ottawa Ont $311,773, S and S Software Ottawa Ont $67,255, SHL Systemhouse Ltd Ottawa Ont $374,171, Software Kinetics Ltd Stittsville Ont $78,925, Synerlogic Inc Ottawa Ont $557,529, Systems Network Inc Ottawa Ont $315,306.

Services techniques (y compris recherche) $91,818,131—Adamson & Associates Architects Toronto Ont $92,789, ADGA Ltd Ottawa Ont $1,962,129, Aircom Consultant Winnipeg Man $114,649, AMCA International Ltd Kanata Ont $50,192, AMTEK Management Inc Ottawa Ont $1,095,752, ARTEC Canada Ltd Kanata Ont $77,507, Associated Engineering Alberta Ltd Calgary Alb $54,467, Bank of America San Leandro Calif É-U $163,974, BBT Geotechnical Consultants Edmonton Alb $69,653, Bell Canada Don Mills Ont $77,447, Bell Northern Research Ltd Ottawa Ont $59,142,

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

Bemi Pye Richards Ottawa Ont $102,211, Bendix Avelex Inc Montréal Qué $256,756, Bergeron Beaulieu Drouin Architects St-Jean-sur-Richelieu Qué $57,647, BETA Machinery Analysis Ltd Calgary Alb $92,764, Boeing of Canada Ltd Arnprior Ont $785,572, Bombardier Inc Valcourt Qué $89,739, Bond Architects & Engineers Ltd St John's T-N $74,662, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $819,391, Bundeskasse Bei D Allemagne $1,004,057, Burroughs Canada North York Ont $183,089, Burroughs Memorex Inc North York Ont $59,554, Cadhamhayes Systems Inc Ottawa Ont $127,195, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $1,061,276, Canadair Ltd Montréal Qué $5,454,685, Canadian Arsenals Ltd Ville-Le-Gardeur Qué $580,434, Canadian General Electric Toronto Ont $2,310,096, Canadian Marconi Co Montréal Qué $115,139, Chan Technologies Inc Kirkland Qué $73,878, C J P Architects Carlberg Jackson Partner New Westminster C-B $191,622, Cognos Service Inc Toronto Ont $136,618, Computertime Network Corp St-Laurent Qué $106,740, Cytechnics Ltd Nepean Ont $51,584, Dalla-Lana/Griffin Architects Vancouver C-B $269,540, Datacap Ltd Ottawa Ont $201,473, Construction de défense (1951) Ltée Ottawa Ont $94,445, De Havilland Aircraft Co Downsview Ont $301,633, Design Workshop (N-B) Ltd Moncton N-B $767,410, Devonshire Technical SVS Ltd Armdale N-É $52,612, DEW Engineering and Development Ottawa Ont $767,467, Diemaco Inc Kitchener Ont $301,580, Digital Equipment of Canada Kanata Ont $69,605, DMR and Associates Ottawa Ont $195,192, Dolmaco Canada Inc Saint-Jean-sur-Richelieu Qué $115,395, Douglas H Urquhart Architects Ltd Halifax N-É $53,603, Douserv Group Inc Ottawa Ont $72,776, Dumaresq and Byrne Ltd Halifax N-É $63,337, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $2,993,845, Fathom Oceanology Ltd Mississauga Ont $123,963, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $11,040,337, Ferranti Computer Systems Ltd Berkshire Angleterre $50,148, Field Aviation Calgary Alb $141,571, Fiset Miller Vinois Architects Montréal Qué $109,817, Fleetway Consulting Service Ottawa Ont $590,534, Gastops Ltd Gloucester Ont $334,768, General Motors of Canada Ltd London Ont $103,200, Geocon Inc Montréal Qué $51,849, George Archer Consulting Engineer Montréal Qué $960,382, G F Duffus and Co Ltd Halifax N-É $77,839, Giroux Vadnais Architectes St-Jean-sur-Richelieu Qué $167,752, G Levett and Associates Ottawa Ont $71,749, Golder Associates (Eastern Canada) Ltd Ottawa Ont, St John's T-N, London Ont, Halifax N-É $99,066, Good Key Weedmark & Associates Ottawa Ont $180,408, Hamilton Standard Conn É-U $163,088, Harris Corporation Government Support Systems Division Syosset NY É-U $1,471,896, Hartt and Page Ottawa Ont $237,052, Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont $1,651,943, Honeywell Info Systems Scarborough Ont $174,532, Hovey Industries Ltd Ottawa Ont $574,921, Howard Yano Architects Vancouver C-B $61,297, Hughes Aircraft Los Angeles Calif É-U $193,412, Ian Martin and Associates Toronto Ont $65,317, IMP Group Ltd Dartmouth N-É $2,646,762, Indal Technologies Mississauga Ont $157,392, Intelco Norval Ont $93,100, Iotek Inc Halifax N-É $66,292, Irvin Industries Canada Ltd Fort Érié Ont $52,534, Johnson and Higgins Willis Faber Toronto Ont $544,611, Jones and Manning Architects Charlottetown Î-P-É $91,667, Keen Engineering Co Ltd Vancouver C-B Victoria C-B $72,806, Krauss Maffei AG Allemagne de l'Ouest $615,004, Krauss Maffei Corp Rim Div Grand Rapids Mi É-U $233,071, Laboratoire B-Sol (1981) Ltée Baie-Comeau Qué $66,461, Lansdowne Integrated Systems Ottawa Ont $61,700, Gilles Lavigueur Architecte Montréal Qué $63,450, Leigh Instruments Ltd Carleton Place Ont $128,621, Les Entreprises Locarel Inc St-Pierre-de-Sorel Qué $103,493, Les Maîtres d'Oeuvres Inc Chicoutimi Qué $64,873, Litton Systems (Canada) Etobicoke Ont $1,729,739, Lockheed Aircraft Calif É-U $1,048,196, Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont $79,020, Marshall Goldsworthy Associates Victoria C-B $196,179, McDonnell Douglas Corp St-Louis Mo É-U $2,957,952, McGregor-Allsop Ltd Markham Ont $92,571, MDS Aero Support Corp Boucherville Qué $918,731, MIL Systems Engineering Inc Ottawa Ont $253,272, Morrison Hershfield Ltd North York Ont $62,426, M R Byrne and Associates Ltd Burlington Ont $51,082, Murray and Murray Associates Ottawa Ont $54,945, Conseil national de recherches Ottawa Ont $71,007, NATO Seasparrow Project Washington DC É-U $437,709, Newfoundland Design Associates Ltd St John's T-N $734,038, New North Consultants St John's T-N $3,878,994, Nor Red Engineering Ltd Niagara Falls Ont $182,684, Northrop Corp Aircraft Div Hawthorn Calif É-U $171,903, Northwest Industries Ltd Edmonton Alb $198,576, OCERG Nautronic Inc Maryland É-U $144,673, Ogilvie and Hogg Architects Ottawa Ont $91,264, Peacock Inc Montréal Qué $4,733,444, Perin-Lomax Inc Hull Qué $80,892, Phillips Barratt Engineers and Architects Vancouver C-B $65,289, Pratt & Whitney Aircraft of Canada Ltd Longueuil Qué $184,477, Gouvernement du Canada—Travaux publics Ottawa Ont $110,536, Pye and Richards Architects Ottawa Ont $355,265, Rediffusion Dartmouth N-É $577,385, Reid Crowther and Partners Ltd Edmonton Alb $112,135, Jacques Roy Ltd Moncton N-B $51,415, Sanders Associates Inc Ottawa Ont $149,183, Sharon Professional Services Ottawa Ont $201,544, SHM Marine International Inc Victoria C-B $104,106, Shore Tilbe Henschel Irwin Peters Architects & Engineers Toronto Ont $106,416, Singer Co Silver Spring Colo É-U $67,347, Software Kinetics Ltd Stittsville Ont $647,674, Solar Turbines Canada Ltd Edmonton Alb $208,276, Spar Aerospace Toronto Ont $267,593, Spectrum Engineering Corp Ltd Peterborough Ont $118,216, Spencer Environmental Management Services Ltd Edmonton Alb $61,831, Sperry Inc Winnipeg Man $114,025, Standard Aero Ltd Winnipeg Man $150,243, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $88,155, Swan Wooster Engineering Co Ltd Vancouver C-B $146,875, Synerlogic Inc Ottawa Ont $181,648, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $53,888, Technican International Ltd Scarborough Ont $158,871, Tecsult Inc Montréal Qué $582,099, T E S Engineering Research Ltd Ottawa Ont $696,281, Thomson CSF Canada Ltd Ottawa Ont $131,870, Triton Engineering Ltd Halifax N-É $76,513, UMA Engineering Ltd Winnipeg Man, Edmonton Alb, Calgary Alb $204,557, Valcom Ltd Ottawa Ont $782,982, Versatile Vickers Inc Ottawa Ont $2,208,534, Vezina Fortier & Associés Montréal Qué $153,716, Wade Williams Partnership-Architects Victoria C-B $145,894, Wagg & Hambleton Architects Victoria C-B $81,870, Whitman Benn & Associates Halifax N-É $991,091, Willis Cunliffe Tait Dalcan Victoria C-B $434,210, W L Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb $148,041, W M Salter Architect Barrie Ont $66,990, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $75,252.

Services de santé et de bien-être $23,645,262—Bioscientia GMBH Allemagne $295,926, Société Radio-Canada Montréal Qué $595,519, Everett Chalmers Fredericton N-B $80,953, R Bowerman Port Alberni C-B $67,617, V Crawford Ottawa Ont $82,082, Criterion Pictures Corp Ltd Vancouver C-B, Kingston Ont, Toronto Ont $421,291, Paul Devlin Vancouver C-B $57,936, Sylvie Duchaine St-Hubert Qué $53,415, Dumanic Enr Beauport Qué $114,713, N Evans Ottawa Ont $61,315, G W Gray Toronto Ont $97,097, Health Science Center Winnipeg Man $264,690, Hospital of: Belleville General Belleville Ont $71,688, Brandon General Brandon Man $61,394, Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $104,228, Dufferin Area Orangeville Ont $304,987, Foothills Calgary Alb $109,318, Grace General Winnipeg Man $56,693, Grace Maternity Halifax N-É $71,996, Greater Victoria Victoria C-B $214,586, Hôpital du St-Sacrement Québec Qué $57,158, James Paton Memorial Gander T-N $72,498, Kingston General Kingston Ont $220,885, Kreiskrankenhaus Lahr Allemagne $72,412, Metro Calgary & Rural General Calgary Alb $199,742, Metro Edmonton Edmonton Alb $178,724, Misericordia Edmonton Alb $68,220, Oromocto Public Oromocto N-B $115,536, Ottawa Civic Ottawa Ont $390,988, Ottawa General Ottawa Ont $245,431,

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

Princess Margaret Toronto Ont $525,589, Providence Moose Jaw Sask $68,571, Red Deer Regional Red Deer Alb $74,703, Royal Alexandra Edmonton Alb $141,515, Royal Ottawa Ottawa Ont $108,328, Royal Victoria Barrie Ont $61,917, St Joseph's London Ont $73,012, St Joseph's General Comox C-B $109,501, St Joseph's General North Bay Ont $55,637, Sunnybrook Toronto Ont $175,471, University of Alberta Edmonton Alb $235,701, Vancouver General Vancouver C-B $87,697, Victoria General Halifax N-É $218,172, Victoria Hospital Corporation London Ont $55,733, Wainwright General Wainwright Alb $87,145, Fernand C Lemire Ste-Foy Qué $59,300, Leon Mazurek Medley Alb $56,122, J O'Donnell North Bay Ont $51,741, Para-Med Health Services Inc Toronto Ont $99,612, Paramount Pictures Corp Canada Toronto Ont $180,333, O T Portner Ottawa Ont $148,917, Press News Ltd Toronto Ont $54,459, E M Prest Ottawa Ont $215,075, M N Ray Toronto Ont $60,418, B Reddy Ottawa Ont $56,184, Hervé Séguin Courcelette Qué $77,544, Colan M Stevenson Fredericton N-B $55,605, G A Thomas Ottawa Ont $77,786, Ultima Plus Scarborough Ont $55,000, Universal Films (Canada) Willowdale Ont $196,004, Jean-Paul Vezina Lorretteville Qué $67,313, Warner Bros Distribution (Canada) Ltd Toronto Ont $69,476, Wilson Medical Centre Hamilton Ont $59,162.

Services juridiques $333,057

Services de protection $29,533,074—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $907,828, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $27,468,692, National Protective Service Ottawa Ont $136,457, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $396,270, Siba Bewachungs Allemagne $476,473, Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O $143,162.

Services scientifiques (y compris recherche) $2,432,740—ADGA Ltd Ottawa Ont $91,932, Ballistech Systems Inc St-Hubert Qué $65,313, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $138,836, Ducros Meilleur Roy & Associés Ottawa Ont $114,594, Easams Ltd Surrey Angleterre $88,864, I P Sharp Associates Ltd Ottawa Ont $266,407, Oliphant Management Services Medicine Hat Alb $106,719, Pertronics Technology Inc Ottawa Ont $98,789, Prior Data Sciences Ltd Kanata Ont $221,957, S&S Software Ottawa Ont $111,187, Sharon Professional Services Ottawa Ont $217,716, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $299,252, Software Kinetics Ltd Stittsville Ont $260,797, W E Thorp Associates Ltd Ottawa Ont $188,710.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $60,938,368—Annapolis District School Board Annapolis Royal N-É $203,911, Armstrong School District Armstrong C-B $77,504, Assiniboine South School Board Winnipeg Man $50,626, Black Forest Officer's Mess Allemagne $54,041, Brandon School Division No 40 Brandon Man $113,591, Calgary Board of Education Calgary Alb $711,568, Carleton Board of Education Nepean Ont $1,306,442, City of Dartmouth Dartmouth N-É $314,882, Colchester-East Hants Amalgamated School Board Truro N-É $79,800, Commission des écoles de Montréal Montréal Qué $124,172, Commission régionale du Golfe Sept-Îles Qué $76,330, Commission scolaire: Baldwin Pointe-Claire Qué $71,808, Baie des Ha! Ha! La Baie Qué $1,079,438, Barraute-Senneterre Senneterre Qué $99,072, De Mille Ville de Laval Qué $145,539, Eastern Quebec Sillery Qué $153,624, Lakeshore Beaconsfield Qué $102,560, Laurentian Lachute Qué $70,187, Laurenval Duvernay Laval Qué $131,352, Régionale d'Aylmer Aylmer Qué $124,952, Régionale de Chibougamau Qué $203,129, St-Jean St-Jean Qué $67,437, St-Joseph Beauce Qué $68,086, Saint-Laurent Québec Qué $96,163, Service Ressources Financiers St-Jean Qué $234,815, Coquitlam School District Coquitlam C-B $92,132, County of Parkland School Board Stony Plain Alb $81,375, CSR Protestante South Shore St-Lambert Qué $52,601, Deutsche Bank Allemagne $182,676, Dufferin-Peel Catholic School Board Mississauga Ont $68,766, Durham Board of Education Oshawa Ont $185,176, Dryden Board of Education Dryden Ont $139,662, Dryden District Separate School Board Dryden Ont $71,518, Edmonton Public School Board Edmonton Alb $191,043, Edmonton Roman Catholic School Board Edmonton Alb $117,203, Fredericton District Board of School Trustees Fredericton N-B $153,705, Frontenac County Board of Education Kingston Ont $816,331, Frontenac-Lennox and Addington School Board Kingston Ont $126,770, Greater Victoria School District Victoria C-B $93,971, Halifax County Bedford District Halifax N-É $122,984, Halton Board of Education Burlington Ont $332,924, Halton Separate School Board Burlington Ont $118,004, Hastings County Board of Education Belleville Ont $740,965, Hastings Prince Edward County Board of Education Belleville Ont $176,652, Kapuskasing Board of Education Kapuskasing Ont $111,503, Kindersley School Division Stone Horse N-É $83,242, Kings County District School Board Kentville N-É $742,962, Lakeland Public School Bonnyville Alb $172,819, Lakeshore School Division Eriksdale Man $688,585, Langley School District Langley C-B $50,254, Lethbridge School District Lethbridge Alb $96,531, London Board of Education London Ont $538,095, Medicine Hat School District Medicine Hat Alb $52,478, Metropolitan Separate School Board Toronto Ont $296,860, Moose Jaw Board of Education Moose Jaw Sask $912,413, Moose Jaw Roman Catholic School Board Moose Jaw Sask $64,932, Nanaimo School District Nanaimo C-B $158,736, Nipissing Board of Education North Bay Ont $224,409, Nipissing District Separate School Board North Bay Ont $77,119, North Vancouver School District North Vancouver C-B $81,332, Ontario Teachers Insurance Plan Waterloo Ont $125,608, Oromocto Board of School Trustees Oromocto N-B $165,500, Ottawa Board of Education Ottawa Ont $641,843, Ottawa Separate School Board Ottawa Ont $507,293, Peel Board of Education Mississauga Ont $84,575, Perth County Board of Education Stratford Ont $89,866, Peterborough County Board of Education Peterborough Ont $69,607, Portage La Prairie School Division Portage La Prairie Man $197,531, Red Deer Public School Board Red Deer Alb $134,919, Regina School Division Régina Sask $119,848, Réseau scolaire de Chomedey Laval-Des-Rapides Laval Qué $97,914, St Albert Protestant Separate School Board St Albert Alb $67,188, St Vital School Division Winnipeg Man $106,141, Saskatoon Board of Education Saskatoon Sask $138,402, Saskatoon East School Board Saskatoon Sask $104,993, Saskatoon Separate School Board of Education Saskatoon Sask $72,478, Shape International School Belgique $68,132, Simcoe County Board of Education Barrie Ont $120,916, Stormont Dundas and Glengarry County School Board Cornwall Ont $115,389, Sudbury Board of Education Sudbury Ont $155,770, Summerside Board of School Trustees Summerside Î-P-É $122,730, Upsala District School Area Upsala Ont $52,697, Vancouver School District Vancouver C-B $292,494, Vernon School District Vernon C-B $89,825, Wabush Separate School Board Wabush T-N $51,851, Wainwright Roman Catholic Separate School Board Wainwright Alb $98,170, Wakaw School Board Wakaw Sask $616,154, Waterloo County School Board Waterloo Ont $66,306, Welland County Separate School Board Welland Ont $51,440, Wellington County Board of Education Guelph Ont $98,137, Yukon Government Whitehorse TY $51,947.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $19,915,514—Aetos International Training Group Inc Ottawa Ont $224,451, Canadair Ltd Montréal Qué $258,085, Carel Inc Montréal Qué $187,447, College Ahuntsic Montréal Qué $96,600, Consolidated Fluid Power Lower Sackville N-É $77,588, Datacap Ltd Ottawa Ont $69,270, Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont, Winnipeg Man, Halifax N-É, Vancouver C-B, Calgary Alb, Montréal Qué

DÉFENSE NATIONALE—*Suite*

$281,795, E A C Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $527,472, Econosult Inc Montréal Qué $185,184, Flight Safety International Charlotte NC É-U $118,767, Highland Helicopters Richmond C-B $99,592, IBM Canada Ltd Toronto Ont $66,577, Integrated Computer Systems Nepean Ont $73,458, Bill Jones Ottawa Ont $90,897, Lafleur Bosse and Assoc Bainsville Ont $70,247, Life Skill Inc Clement Port N-É $62,927, Massachusetts Institute of Technology Cambridge Mass É-U $57,053, Memex Inf Technologies Ltd Ottawa Ont $56,508, Okanagan Helicopter Ltd Richmond C-B $104,287, Oncourse Learning Centres Inc Ottawa Ont $72,913, Pan American World Airline Miami Floride É-U $167,464, Permax Management Consultants Ottawa Ont $77,382, Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $624,159, Seneca College North York Ont $143,213, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $645,686, Turmot Inc St-Eustache Qué $67,630, Université de: Alberta Edmonton Alb $54,289, Colombie-Britannique Vancouver C-B $73,804, Dalhousie Halifax N-É $113,980, George Washington Washington DC É-U $5,270,183, Manitoba Winnipeg Man $208,689, Ottawa Ottawa Ont $69,378, Queen's Kingston Ont $59,957, Toronto Toronto Ont $73,615, Western Ontario London Ont $74,078, Yourdon Canada Ottawa Ont $154,566.

Autres services professionnels $50,810,296—AASS Aerospace Inc Downsview Ont $366,246, A/D Computing Instruments Victoria C-B $95,769, ADGA System International Ltd Ottawa Ont $426,587, Advance Information Technologies Ottawa Ont $50,641, Alcrons Occupational Hygiene Ottawa Ont $100,551, Anachemia Canada Lachine Qué $81,860, Analogic Corp Wakefield Mass É-U $61,345, Andyne Computing Kingston Ont $161,843, Applied Microelectronic Institute Halifax N-É $111,093, Asecor Ltd Manotick Ont $131,272, Atlantis Flight Research Inc Woodbridge Ont $158,304, Énergie atomique du Canada Chalk River Ont $77,434, Ballard Research Inc North Vancouver C-B $125,785, Ballard Technologies Corp North Vancouver C-B $229,887, Ballistech Systems Inc St-Hubert Qué $654,241, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $64,393, Barrodale Computing Services Victoria C-B $414,348, Becterm Inc Lévis Qué $94,978, Bell Northern Research Ottawa Ont $91,846, Biokinetics & Associated Ltd Ottawa Ont $204,112, Bio Research Laboratories Ltd Senneville Qué $121,294, Boeing of Canada Winnipeg Man $803,185, Bomem Inc Ville de Vanier Qué $162,851, Boonton International Sales Randolph NJ É-U $489,561, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $122,843, Brome Laboratories Inc Cowansville Qué $78,619, CAE Electronics Ltd Montréal Qué $51,459, Calmos Systems Inc Kanata Ont $168,567, Canadair Ltd Montréal Qué $78,499, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $260,295, Canadian General Electric Co Ltd Rexdale Ont $85,339, Canadian Marconi Co Kanata Ont $221,549, Capital Applied Research Victoria C-B $137,591, Combustion Dynamics Medicine Hat Alb $137,159, Com Dev Ltd Cambridge Ont $1,083,638, Communications Canada Ottawa Ont $5,477,394, Computing Devices Co Ottawa Ont $116,250, Conseillers en Gestion et Informatique Québec Qué $67,520, Craig O'Neil & Associates Halifax N-É $80,112, Crestline Coach Ltd Saskatoon Sask $60,983, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $144,086, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $114,684, De Havilland Aircraft Co Downsview Ont $298,289, DMR and Associates Ltd Ottawa Ont $51,552, Domus Software Ottawa Ont $54,065, Drouin Painchaud Longchamps Québec Qué $73,715, DSMA International Inc Toronto Ont $56,392, DY-4 Systems Inc Ottawa Ont $211,905, Econotech Services Ltd New Westminster C-B $75,423, Eyretechnics Ltd Ottawa Ont $227,819, Farrington Lockwood Co Ltd Ottawa Ont $365,940, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $432,391, Focal Marine Ltd Bedford N-É $177,144, Fullerton Sherwood Engineering Ltd Mississauga Ont $171,718, G A Grant Scientific Consultants Ltd Nepean Ont $104,740, Gastops Ltd Gloucester Ont $103,676, George A May and Associates Ltd Sooke C-B $53,272, Gingko Design & Comm Ltd Toronto Ont $52,030, Gouvernement du Canada—Département des Communications Ottawa Ont $804,652, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $86,107, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $650,201, Hawker Siddeley Canada Ltd Toronto Ont $211,098, Hermes Electronic Ltd Dartmouth N-É $828,382, H G Engineering Ltd Don Mills Ont $78,200, Hewlett Packard (Canada) Ltd Edmonton Alb $123,592, High Tech Victoria C-B $77,693, Honeywell Calgary Alb $311,139, Honeywell Info Systems Scarborough Ont $88,702, Horizons Technology Inc San Diego Calif É-U $66,674, INRS-EAU Ste-Foy Qué $97,794, Interactive Circuits and Systems Ltd Ottawa Ont $310,993, Interscience Industries Group Victoria C-B $80,300, Iotek Inc Halifax N-É $63,395, I P Sharp & Associates Ltd Ottawa Ont $540,837, IT & A Invers Theory and Applications Richmond C-B $54,540, Jasco Research Ltd Sidney C-B $60,411, Peter J Kindree Ottawa Ont $54,457, Les Associées STS Inc Westmount Qué $102,270, Litton Systems (Canada) Ltd Etobicoke Ont $265,364, London Research & Development London Ont $104,295, LSI Logic Corp of Canada Calgary Alb $50,369, Lutech Inc Lafayette Calif É-U $59,388, MacDonald Dettwiler Richmond C-B $344,974, Maltech Research Corp Oakville Ont $140,000, Manitoba Hydro Winnipeg Man $93,302, Martec Ltd Halifax N-É $376,620, MEL Defence Systems Ltd Stittsville Ont $441,692, Mining Resource Engineering Ltd Kingston Ont $369,024, Moniteq Ltd Concord Ont $259,152, Motorola Information Systems Toronto Ont $167,526, Mount Sinai Hospital Toronto Ont $59,765, MPB Technologies Inc Dorval Qué $894,133, Conseil national de recherches Ottawa Ont $2,865,964, Netherlands Ship Model Basin Wageningen Pays-Bas $525,028, Nova Scotia Research Foundation Dartmouth N-É $137,047, NTT Systems Inc Don Mills Ont $161,015, Offshore System Ltd North Vancouver C-B $84,164, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $661,887, Optech Incorporated Downsview Ont $230,665, Optotek Ltd Ottawa Ont $373,436, Pacific Microcircuits Ltd White Rock C-B $133,001, Pall Canada Ltd Brockville Ont $201,352, Peat Marwick and Partners Management Consultants Ottawa Ont $66,534, Pertronics Technology Inc Ottawa Ont $117,937, Philip A Lapp Ltd Toronto Ont $102,295, Pratt & Whitney Canada Inc Longueuil Qué $57,516, Prior Data Science Ltd Kanata Ont $332,280, Purolator Courier Ltd Ottawa Ont $911,780, Pylon Electronic Development Co Ltd Ottawa Ont $72,614, Quandra Logic Tech Inc Vancouver C-B $169,509, Research & Productivity Council Fredericton N-B $79,264, Roy Ball & Associates Ottawa Ont $86,531, RSI Robotic Systems Sidney C-B $174,248, S & J Engineering Inc Scarborough Ont $149,256, Saskatchewan Research Saskatoon Sask $68,005, Sciencetek Inc Beauport Qué $160,699, Scintrex Ltd Concord Ont $76,608, Siltronics Ltd Kanata Ont $146,741, Skeye Industries Inc Salmon Arm C-B $74,968, Software Kinetic Ltd Stittsville Ont $119,130, Somapro Ltée Montréal Qué $55,029, Spar Aerospace Ltd Toronto Ont $825,558, Sparton of Canada Ltd London Ont $772,131, Synerlogic Inc Ottawa Ont $643,482, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $147,699, Techno Scientific Inc Woodbridge Ont $140,577, Tektrend International Inc Lachute Qué $54,823, Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont $679,717, The Job Farm Ottawa Ont $74,050, Toronto Western Hospital Toronto Ont $66,098, Tridex Systems Inc Nepean Ont $82,208, Unicef West Hill Ont $229,915, Uniroyal Ltd Guelph Ont $50,865, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $287,888, Calgary Calgary Alb $82,905, Carleton Ottawa Ont $354,297, Concordia Montréal Qué $210,688, Dalhousie Halifax N-É $117,706, Laval Ste-Foy Qué $259,450, McGill Montréal Qué $508,457, Manitoba Winnipeg Man $98,659, McMaster Hamilton Ont $435,931, Ottawa Ottawa Ont $664,793, Queen's Kingston Ont $913,455, Saskatchewan Saskatoon Sask $92,813, Sherbrooke Sherbrooke Qué $148,624, Toronto Toronto Ont $1,042,791, Waterloo Waterloo Ont $204,380, Western Ontario London Ont $100,978, Windsor Windsor Ont $203,582, York Downsview Ont $217,889,

DÉFENSE NATIONALE—*Fin*

Varian Canada Georgetown Ont $114,897, Welding Institute of Canada Oakville Ont $71,800, Wellesley Hospital Toronto Ont $82,589.

Autres services $182,284,299—Air Cadet League Ottawa Ont $462,551, Allgemeine Ortskrankenkasse Allemagne $258,260, Allied Maintenance Service Division Scarborough Ont $80,113, Alphatext Ltd Ottawa Ont $161,344, Altec Ltd Medicine Hat Alb $531,059, Atmospheric Environment Services Downsview Ont $8,206,980, Bagnells Launderers Truro N-É $55,813, Bale Holliday Waste Disposal North Bay Ont $81,187, Base Fund CFB Suffield Ralston Alb $105,884, Beaver Foods Ltd Fredericton N-B $315,698, Beaver Food Services Edmonton Alb $249,588, Bee Clean Co of Canada Edmonton Alb $447,513, Boaden Catering Ltd Mississauga Ont $257,325, Boatel Remote Site Feeding Ltd Richmond C-B $153,198, Bradson Personnel Ottawa Ont $111,649, Bridgewater Laundry & Dry Cleaners Bridgewater N-É $75,862, Brighton Laundry Toronto Ont $295,456, Browning-Ferris Industries Victoria C-B, Medicine Hat Alb, Dartmouth N-É $540,706, Buanderie Arvida Ltée Jonquière Qué $185,717, Burzer Allemagne $89,104, Cal Van Canus Catering Ltd Vancouver C-B $868,593, Canada Catering Toronto Ont $303,192, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $585,155, Canadian Commercial Corporation Ottawa Ont $70,305, Canadian Forces Exchange Allemagne $89,981, Canadian Linen Supply Régina Sask $63,929, Carpet Masters Inc Alliston Ont $143,757, Cartwright Cleaners Weston Ont $57,151, Charlotte Laundry St Andrews N-B $113,885, Chermont Holdings Princeton C-B $66,774, Clyde Shipping Tugs Ltd Greenock Pa É-U $51,465, Collins Bay Institution Kingston Ont $61,217, Commercial Towel and Linen Supply Co Victoria C-B $172,793, Commission scolaire de Chicoutimi Chicoutimi Qué $180,487, Communications Canada Ottawa Ont $1,663,836, Concorde Maintenance Ltd Toronto Ont $145,901, Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $167,610, Corp du Mont St-Sacrement Village Valcartier Qué $225,304, Corp Mont-Benilde Ste-Angèle-de-Laval Qué $465,526, Corporation Workwear Québec Québec Qué $18,273,791, Courtesy Disposal Inc Mississauga Ont $104,846, Crystal Building Services Etobicoke Ont $82,171, Dalmar Foods Ltd Toronto Ont $843,565, Digital Equipment of Canada Ottawa Ont $243,884, Domaine de la Jeunesse Inc Jonquière Qué $316,670, D R E P Social Activities Association Victoria C-B $60,734, Miki Dunphy Douglas Man $74,102, Fabric Care Cleaners and Associates Ltd Edmonton Alb $218,505, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $52,776, Fair Disposals Ltd Sardis C-B $89,431, Federal Reserve Bank of New York New York NY É-U $690,228, Fortier Associates International Nisku Alb $326,685, Gen Tec Inc Ste-Foy Qué $50,000, Gouvernement du Canada—Société canadienne d'hypothèques et de logement Ottawa Ont $61,170, Département des Communications Ottawa Ont $224,868, Affaires extérieures Canada Ottawa Ont $133,635, Travaux publics Canada Ottawa Ont $376,915, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $68,128,412, Groom & Able Building Maintenance Aldergrove C-B $63,359, Groupe Admari Inc Québec Qué $407,011, Guay Transport Inc St-Blaise Qué $75,603, International Tele Film Interprises Toronto Ont $74,817, Joannes Dry Cleaners Humbolt Sask $872,127, Kelly Services Ltd Toronto Ont $81,671, Lacey Garbage Disposal Courtney C-B $118,611, Laidlaw Waste System Ltd Kitchener Ont, Edmonton Alb, Winnipeg Man $570,853, Landratsamt Ortenaukreis Allemagne $218,320, Les Buanderies Dextraze Inc Granby Qué $196,572, Les Nettoyeurs Extra Granby Qué $57,997, Ligue Navale de Cap-Chat Cap-Chat Qué $574,891, Maintenance Eureka Ltée Thetford Mines Qué $197,104, Maritime Sanitation Services Ltd Moncton N-B $240,112, Matiowski Management Ltd Gimli Man $306,133, Micromedia Ltd Toronto Ont $343,700, Mittelbadisch Muellabfuhr Allemagne $654,239, Modern Building Cleaning Halifax N-É, Fredericton N-B, Winnipeg Man $1,485,708, Modern Cleaners & Launderers Ltd Toronto Ont $56,209, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $192,572, Muell Transport Haag GMBH Allemagne $402,371, Nelsons Linen & Industrial Supply Vancouver C-B $107,500, Nettoyeur Shefford Inc Granby Qué $50,399, Network Personnel Inc Ottawa Ont $74,814, Northmount Food Services Ltd Vancouver C-B $57,631, Ocean Disposal Ltd Sidney C-B $55,093, Ottawa Personnel Consultants Ottawa Ont $61,186, Pacific Coast Cleaners Courtenay C-B $85,786, P Ferland Teinturier Enr Québec Qué $307,304, Parsons Cleaners Belleville Ont $95,603, Paul Pollack Personnel Ltd Ottawa Ont $204,586, Perth Services Ltd Winnipeg Man, Brandon Man, Kenora Ont, Thunder Bay Ont $262,920, Point Gebaudere Allemagne $254,746, Precision Processing Ottawa Ont $63,744, Printz Faerberei Allemagne $344,133, Queen's University Kingston Ont $146,305, Queloz & Associates Inc Ancienne Lorette Qué $156,152, Quinte Sanitation Services Ltd Belleville Ont $202,369, Royal Canadian Flying Clubs Ottawa Ont $225,879, Sani Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $54,342, Sani John Inc Stonehouse Qué $65,289, Service Sanitaire Champlain Ste-Foy Qué $175,158, Service Sanitaire Saguenay Enr Jonquière Qué $66,981, Services Alimentaires CUC Montréal Qué $451,809, Services Sound and Vision Corp Bucks Angleterre $63,198, Sheppards Laundry & Dry Cleaners Happy Valley Labrador $61,575, Somapro Ltée Montréal Qué $98,589, S P I Consultants Ottawa Ont $75,707, Stacey Personnel Ottawa Ont $80,722, Standortkasse Sigmaringen Allemagne $222,784, Terod Enterprises Deep River Ont $80,954, Sussex Informatics Ottawa Ont $197,693, Technican International Support Services Ottawa Ont $92,957, Temporarily Yours Philark Halifax N-É $101,286, T E S Contract Services Inc Ottawa Ont $77,317, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $118,902, The Job Farm Ottawa Ont $53,456, Tricil Ltd Kingston Ont Sarnia Ont Régina Sask $238,868, TSC Computer Ltd Scarborough Ont $55,193, Upper Valley Disposal Pembroke Ont $178,909, Utlas Inc Toronto Ont $114,752, Valcom Ltd Ottawa Ont $87,294, Valley Caterers Arnprior Ont $204,879, Wendy's Reliable Ltd Halifax N-É $175,413, White Star Laundry Summerside Î-P-É $70,639, Work Wear Corp of Canada Toronto Ont $139,581, York University North York Ont $264,991.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $101,905,798

Département $101,651,980

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $2,706,848

Services de comptabilité $18,775

Services d'informatique $61,061

Services de protection $182,452—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $177,089.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $140,834—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $59,231.

Autres services professionnels $1,599,150—Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $190,865, Institute for Research on Public Policy Ottawa Ont $98,700, Resomax Management Inc Ottawa Ont $74,200.

Autres services $704,576—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $217,500.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $3,200,441

Services de comptabilité $112,105—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $110,505.

Services d'informatique $44,238

Services techniques (y compris recherche) $1,895

Services de santé et de bien-être $716

Services scientifiques (y compris recherche) $2,241,745—Building Diagnostics Inc Montréal Qué $56,937, Canyltec Ottawa Ont $61,695, Consumer Research Services Montréal Qué $62,366, Continental Public Relations Ltd Toronto Ont $74,725, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $125,400, Approvisionnement et Services/Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $204,914, Intertask Ltd Ottawa Ont $53,000, Manifest Communications Ltd Toronto Ont $115,577, J P Nicholson Ottawa Ont $235,205, Wilson Young and Associates Ottawa Ont $137,613.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $40,722

Autres services professionnels $123,765—AMS Management Systems Canada Inc Ottawa Ont $99,818.

Autres services $635,255—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $275,414.

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $2,017,651

Services de comptabilité $794,585—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $780,736.

Services d'informatique $18,059

Services de santé et de bien-être $130

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,356

Autres services professionnels $604,611—SNI Systems Network Inc Ottawa Ont $132,600, AMS Management Systems Canada Inc Ottawa Ont $80,750, SRI Canada Ltd Ottawa Ont $162,650, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $53,800.

Autres services $587,910—Gouvernement du Canada—Office national du film Ottawa Ont $63,698, Approvisionnements et Services/Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $164,668, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $259,505.

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $71,855,044

Services de comptabilité $813,309—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services/Bureau des services de vérification Ottawa Ont $170,000, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $435,636, Manitoba Health Organization Winnipeg Man $182,041.

Services d'informatique $406,926—Control Data Canada Ltd Mississauga Ont $137,660, Synerlogic Inc Ottawa Ont $62,782.

Services techniques (y compris recherche) $390

Services de santé et de bien-être $62,247,853—Alberta Hospital Edmonton Edmonton Alb $646,403, Alberta Hospitals and Medical Care Edmonton Alb $4,787,336, J Alexander Edmonton Alb $55,153, Allen's Enterprises Ltd Inuvik TN-O $118,611, B Ashley Fort Nelson C-B $61,486, Associated Radiologists Edmonton Alb $79,861, K Baffoe The Pas Man $97,514, Baker Memorial Centre Calgary Alb $69,890, D Bourne St Albert Alb $117,665, J Boyko Ste-Rose-du-Lac Man $63,542, I Bruce Winnipeg Man $70,668, Cameron Dental Clinic Yellowknife TN-O $310,758, L Cardinal Cornwall Ont $77,376, Cariboo Memorial Hospital Williams Lake C-B $53,108, P Cassidy Lillooet C-B $67,988, J Cheever Wetaskiwin Alb $107,480, G Chilibeck Duncan C-B $64,655, R Chrusch Powerview Man $94,116, E Church Meadow Lake Sask $55,274, Clark Dental Clinic Inuvik TN-O $297,545, C Constabel Williams Lake C-B $78,715, Cowichan District Hospital Duncan C-B $57,554, D Crane Caledonia Ont $163,906, H Cross Winnipeg Man $61,482, M Crozier Flin Flon Man $65,860, D Czerniecki Williams Lake C-B $62,079, R Czyz High Prairie Alb $66,818, B Danylchuk Fort Frances Ont $91,355, R Diamond Winnipeg Man $78,029, B Dickson Burns Lake C-B $54,090, Delta House Inuvik TN-O $134,820, Direct Dental Services Inuvik TN-O $142,559, B Duncan Ohsweken Ont $109,458, E Enns Kamloops C-B $57,325, D Gaudes Winnipeg Man $70,840, B Goldberg Lillooet C-B $62,982, A G[illegible]hling Prince Rupert C-B $64,191, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $588,206, Greater Victoria General Hospital Victoria C-B $65,115, H Griesbach Fort MacLeod Alb $60,952, Hay River Dental Clinic Hay River TN-O $431,864, Health Education Centre Bella Coola C-B $138,416, Health Sciences Centre Winnipeg Man $147,877, A Hokhold Fort St James C-B $246,683, Hospital for Sick Children Toronto Ont $313,953, G Houston Waglisla C-B $145,917, HTB Management Services Hay River TN-O $272,128, Inuvik Dental Clinic Inuvik TN-O $112,153, D Kalra Vancouver C-B $75,693, S King Winnipeg Man $160,408, Klondike Dental Clinic Whitehorse TY $232,301, W Korzinowski Norman Wells TN-O $67,874, L Lanteigne Moncton N-B $68,361, R Larson Cardston Alb $86,165, L Louie Prince Rupert C-B $107,088, A MacLeod Sydney N-É $74,261, Marsh and McLennan Ltd Toronto Ont $219,159, C McConnell St Paul Alb $54,800, Medical Services Plan of BC Victoria C-B $4,415,206, Merck Frost Canada Ltd Dorval Qué $204,960, Metropolitan Dental Group Winnipeg Man $63,542, C Meyers Prince Albert Sask $64,087, Michener Centre Red Deer Alb $736,511, L Miller Grenfell Sask $70,504, Mills Memorial Hospital Terrace C-B $67,997, T Mokelby Prince Albert Sask $79,910, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $52,456, R Myers Meadow Lake Sask $108,224, D Neal Sidney C-B $55,918, Nengayni Treatment Centre 150 Mile House C-B $60,234, Northwestern Health and Social Services High Level Alb $62,345, R Nowak Winnipeg Man $68,678, W Olson Cardston Alb $132,349, Ontario Dental Association Toronto Ont $173,295, V O'Reilly Wikwemikong Ont $50,407, Opti-Mark Optical Services Ltd St Paul Alb $53,320, Parson's Air Service Flin Flon Man $51,973, Peace Air Ltd Peace River Alb $121,178, J Philip Duncan C-B $61,695, P Poon Winnipeg Man $54,020, O Powell Terrace C-B $72,368, Prince George Regional Hospital Prince George C-B $60,744, Prince Rupert Regional Hospital Prince Rupert C-B $78,311, F Pyde Prince Rupert C-B $143,533, I Radeka Winnipeg Man $121,080, J Radue Spiritwood Sask $140,062, A Roth Wetaskiwin Alb $52,842, Royal Inland Hospital Kamloops C-B $65,577, R Ruzicka Victoria C-B $123,187, St John Ambulance Yellowknife TN-O $92,656, Saskatchewan Health Régina Sask $727,964, C Shaw Perth N-B $55,279, R Sims Chilliwack C-B $64,750, Stanton Yellowknife Hospital Yellowknife TN-O $218,078, M Steed Pincher Creek Alb $68,564, M Sullivan Edmonton Alb $58,027, R Taillon Calgary Alb $74,453, P Tataryn Saskatoon Sask $79,691, R Thomas Halifax N-É $58,445, T Tomlinson Prince Albert Sask $63,229, R Tratch Wetaskiwin Alb $62,319, K Trefz Lacombe Alb $67,730, Universités: Alberta Edmonton Alb $387,813, Manitoba Winnipeg Man $3,668,777, Queen's Kingston Ont $892,927, Saskatchewan Saskatoon Sask $503,146, Toronto Toronto Ont $2,266,466, Western Ontario London Ont $161,117, University of Minnesota Hospital Minneapolis É-U Minn $150,159, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $64,524, A Visarra Winnipeg

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Man $63,808, M Vodrey Winnipeg Man $58,156, L Vos Brantford Ont $67,919, K Walters Vancouver C-B $148,637, K Wan Vancouver C-B $58,052, A Wang Duncan C-B $68,177, Water's Dental Laboratory Ltd Régina Sask $59,738, M White Fort Qu'Appelle Sask $63,229, Whitehorse Dental Clinic Whitehorse TY $153,588, R Weibe Chilliwack C-B $91,963, R Wilson Masset C-B $106,575, Wrinch Memorial Hospital Hazelton C-B $160,866, Yellowknife Dental Clinic Yellowknife TN-O $296,174, J Zucchiatti Terrace C-B $107,341.

Services juridiques $2,023

Services de protection $453,511—Northsite Security Ltd Winnipeg Man $113,750, Ralson Construction Ltd North Bay Ont $224,242.

Services scientifiques (y compris recherche) $18,239

Enseignement et formation—Fonctionnaires $824,367—Dalhousie University Halifax N-É $301,683.

Autres services professionnels $937,381—Canadian Public Health Association Ottawa Ont $97,111.

Autres services $6,151,045—Canada Catering Company Toronto Ont $779,729, Gouvernement du Canada—Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $1,033,809, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $225,778, Inuvik Laundry and Drycleaning Ltd Inuvik TN-O $105,081, Ralson Construction Ltd North Bay Ont $718,806, VS Services Ltd Toronto Ont $460,973.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $15,784,991

Services d'informatique $232,329

Services techniques (y compris recherche) $321,372—Gouvernement du Canada—Travaux publics Canada Ottawa Ont $202,068, Rowan Williams Davies and Irwin Inc Guelph Ont $97,118.

Services de santé et de bien-être $7,721

Services juridiques $8,912,116—Aylward Morris and Pittman St John's T-N $89,285, Baker Newby and Co Chilliwack C-B $103,418, Barlow Sperry and Bell Trail C-B $51,578, L Boulais St-Jean-sur-Richelieu Qué $61,461, Bourne and Lyall Vancouver C-B $55,636, I B Cowan Mississauga Ont $123,104, Crampton Brown and Arndt Terrace C-B $107,333, R G Debou Vancouver C-B $69,412, Doig Baily McLean Greenbank and Murdoch Burnaby C-B $80,196, P H Ennis Hamilton Ont $71,128, Fortier Leblanc and Poulson Sudbury Ont $51,548, Fowler Rose and Pike St John's T-N $148,852, Gordon Smith and McCrimmon Medicine Hat Alb $66,206, Goult McElmoyle and McKinnon Victoria C-B $119,877, Harris Campbell Threlfall and O'Neill Burnaby C-B $71,839, Heather Sadler and Jenkins Prince George C-B $66,881, J D Humphreys Oshawa Ont $56,801, R W Jacobs Surrey C-B $57,550, Jones Emery and MacDonald Victoria C-B $344,326, I F Kaatz Kamloops C-B $133,312, Kinsman and Co Penticton C-B $242,129, MacCallum Douglas and McIntyre Langley C-B $89,527, Morin et Roy St-Georges-de-Beauce Qué $60,422, Mousseau Law Firm Windsor Ont $89,753, Murray and Courtis Thunder Bay Ont $191,342, Nundal Cheerington Easingwood and Kearl Fort Langley C-B $78,542, Palmer O'Connell Léger and Co Saint John N-B $79,981, Parlee and McLaws Edmonton Alb $58,538, D Pickering St Catharines Ont $57,675, Ramsay Thompson and Lampman Nanaimo C-B $90,128, Rendek Kaufman and Embury Régina Sask $58,840, Riopelle Chornyj and Carr Timmins Ont $50,161, Rodnunsky and Co Grande Prairie Alb $90,852, Scales Jenkins and McQuaid Charlottetown Î-P-É $117,076, Schnell Lawrence MacSween and Hardy Red Deer Alb $77,192, Schwartz and Goulding Grand Falls T-N $72,149, Scott and Smith Calgary Alb $83,830, Shirkey Ottenbreit and McIntyre Régina Sask $84,810, Stewart and Esten Barrie Ont $61,312, Tinker Kueng and Co Kelowna C-B $51,043, Walsh and Young Calgary Alb $469,092, W C West Hamilton Ont $83,585, D H Whitson Victoria C-B $52,492, M F Woolcott Waterloo Ont $71,462, Woolliams Korman Moore and Wittman Calgary Alb $65,470.

Services de protection $544,971—Corps canadien des commissionnaires: Montréal Qué $76,965, Ottawa Ont $327,831 (Payé $342,512 récupéré $2,542 de la Commission de contrôle de l'énergie atomique, $3,012 d'Énergie, Mines et Ressources, $1,560 de Travail Canada et $7,567 du Conseil national de recherches) et Toronto Ont $99,102.

Services scientifiques (y compris recherche) $3,399,138—Barringer Magenta Rexdale Ont $58,489, Concord Scientific Downsview Ont $367,116, Institut Armand Frappier Laval Qué $69,945, Labstat Incorporated Kitchener Ont $219,611, P B Little Belwood Ont $57,375, Mann Testing Laboratories Ltd Mississauga Ont $72,140 (Payé $92,140 récupéré $20,000 d'Énergie, Mines et Ressources), Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $228,415, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $59,409, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $155,500, Universités: Alberta Edmonton Alb $87,382, Colombie-Britannique Vancouver C-B $59,589, Harvard Boston MA É-U $217,755, Ottawa Ottawa Ont $59,395, Simon Fraser Burnaby C-B $63,516, Toronto Toronto Ont $50,246 et Waterloo Waterloo Ont $143,660.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $192,099

Autres services professionnels $229,393

Autres services $1,945,852—Barbara Personnel Ottawa Ont $53,534, Canada Systems Group Ottawa Ont $547,716, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Ottawa Ont $475,875, Technical Overload Ottawa Ont $65,072.

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $4,044,472

Services d'informatique $2,028,777—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $1,738,388, Polaris Toronto Ont $64,800, Systems Network Inc Ottawa Ont $168,059.

Services de santé et de bien-être $627,645—Commission des accidents du travail Toronto Ont $50,960.

Services juridiques $33,303

Services de protection $73,188—Corps canadien des commissionnaires Québec Qué $73,188.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $105,705

Autres services professionnels $504,991—Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $86,125, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $70,000, Conseil du Trésor Secrétariat Ottawa Ont $72,828, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $69,200.

Autres services $670,863—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $452,497.

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $1,265,469

Services de comptabilité $91,000—Deloitte Haskins and Sells Ottawa Ont $71,000.

Services d'informatique $134,975—Systems Network Inc Ottawa Ont $103,600.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

Services juridiques $77,244

Services de protection $4,030

Enseignement et formation—Fonctionnaires $23,695

Autres services professionnels $230,798

Autres services $703,727—Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Hull Qué $91,224, Département de la Défense nationale Ottawa Ont $100,000.

PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $777,064

Services de comptabilité $9,350

Services juridiques $33,787

Enseignement et formation—Fonctionnaires $505

Autres services professionnels $341,843—Palmer Jarvis and Associates Calgary Alb $93,500.

Autres services $391,579—Gouvernement du Canada—Département des Approvisionnements et Services Ottawa Ont $217,500.

Conseil de recherches médicales $253,818

Services de protection $4,353

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,422

Autres services professionnels $153,822—The Association of Canadian Medical Colleges Ottawa Ont $94,900.

Autres services $93,221

REVENU NATIONAL $37,530,630

Douanes et Accise $20,430,261

Services d'informatique $34,300

Services techniques (y compris recherche) $406,882—Société canadienne des postes Ottawa Ont $208,667, Travaux publics Canada Hull Qué $136,359.

Services de santé et de bien-être $163,941—C F Consultants Montréal Qué $156,318.

Services juridiques $239,769

Services de protection $1,127,778—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $650,517, Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont $242,328, National Protective Service Company Ltd Ottawa Ont $147,012, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $58,693.

Services scientifiques (y compris recherche) $71,281

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $4,182

Enseignement et formation—Fonctionnaires $898,184—Centre des Langues Feuille d'érable Limitée Ottawa Ont $294,880, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $101,799.

Autres services professionnels $1,031,632—Coopers and Lybrand Consulting Group Ottawa Ont $249,940, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $152,435, Touche Ross Management Consultants Ottawa Ont $311,980.

Autres services $16,452,312—Accutech Computer Systems Ltd Ottawa Ont $74,028, Alphatext Ltd Toronto Ont $323,754, Arthur Andersen and Company Ottawa Ont $249,483, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $86,500, Société canadienne des postes Ottawa Ont $300,053, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $138,733, C G I Incorporated Ottawa Ont $1,292,498, Crawley and McCraken Company Ltd Montréal Qué $310,433, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $1,559,745, Datacap Ltd Ottawa Ont $165,456, Datagat Inc Gatineau Qué $72,411, Département de l'Expansion industrielle régionale Ottawa Ont $159,531, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $485,496, Hartt and Page Ltd Ottawa Ont $1,053,828, Honeywell Ltd North York Ont $296,002, H S T Information Systems Ltd Ottawa Ont $649,569, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $133,502, Integrated Data Ltd Ottawa Ont $77,567, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $389,978, I S G Consultants Ltd Ottawa Ont $81,755, Lemmex and Associates Ltd Ottawa Ont $130,520, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $221,442, Network Personnel Inc Ottawa Ont $78,478, Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont $62,552, Nortak Software Ltd Ottawa Ont $132,480, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $77,010, Polaris Computer Systems Ltd Toronto Ont $780,553, Protocols Standards and Communication Inc Ottawa Ont $89,875, Travaux publics Canada Ottawa Ont $290,987, Q L Systems Ltd Kingston Ont $367,000, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $528,626, RCA Metrosystem Inc Ottawa Ont $80,154, Sharon Professional Services Ottawa Ont $264,602, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $438,666, Software Kinetics Ltd Stittsville Ont $114,282, S P I Consultants Ottawa Ont $85,824, Staffing Consultants (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $52,228, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $935,094, Synerlogic Inc Ottawa Ont $342,294, Systematix Ltd Ottawa Ont $164,702, Systemhouse Inc Ottawa Ont $422,196, Systems Network Inc Ottawa Ont $453,766, Temporarily Yours Toronto Ont $61,546, The 500 Selection Services Ottawa Ont $60,970, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $323,212, Veritaag Technology House Inc Ottawa Ont $292,307.

Impôt $17,100,369

Services de comptabilité $57,226

Services d'informatique $280

Services techniques (y compris recherche) $10,344

Services de santé et de bien-être $389,439

Services juridiques $1,321,868—Clarkson Gordon Inc Halifax N-É $61,249, Département de la Justice Ottawa Ont $180,864, Harrison Elwood London Ont $60,954, Kitcheware Stainless Steel Co Ltd Toronto Ont $78,189, Ogilvy Renault Montréal Qué $60,233.

Services de protection $3,692,842—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $383,526, Corps canadien des commissionnaires Québec Qué $175,951, Montréal Qué $422,889, Toronto Ont $195,609, Winnipeg Man $319,812, Ste-Foy Qué $293,153, St John's T-N $211,449, Jonquière Qué $262,356, Sudbury Ont $320,286, National Protective Service Co Ltd Ottawa Ont $259,876, Pinkerton's of Canada Ltd Ottawa Ont $414,977.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,143,635—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $163,179.

Autres services professionnels $3,338,187—Amdahl Ltd Toronto Ont $63,000, Environics Research Group Ltd Toronto Ont $51,403, Fountain Technical Services Ottawa Ont $52,915, Information Systems Group Consultants Ltd Ottawa Ont $130,674, Renaissance Business Association Ottawa Ont $56,938, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $58,097, Silico Computer Systems Ltd Ottawa Ont $83,367, SNI Systems Network Inc Ottawa Ont $341,476, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $165,391, TM Thomson and Associates Ltd Victoria C-B $79,511.

REVENU NATIONAL—*Fin*

Autres services $7,146,548—Beacon Services Coquitlam C-B $60,499, Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada Ottawa Ont $2,740,000, Société canadienne des postes Ottawa Ont $362,998, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $322,608, Harrington Marketing Ltd Ottawa Ont $83,844, SPL Messenger Inc Hull Qué $52,690, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $1,727,110, The Canadian Bankers Association Toronto Ont $59,157.

PARLEMENT $6,113,054

Sénat $1,068,706

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $23,885

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,613

Autres services professionnels $731,266—C G Management Ottawa Ont $73,582, Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $260,700, Sperry Inc Ottawa Ont $51,374, P Pageau Gatineau Qué $69,600.

Autres services $300,942—Parliamentary Restaurant Ottawa Ont $51,830.

Chambre des communes $4,443,659

Services de comptabilité $4,972

Services d'informatique $164,218—SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $119,893.

Services juridiques $42,217

Services de protection $29,811

Enseignement et formation—Fonctionnaires $443,352—Caron School of Languages Ltd Ottawa Ont $80,602.

Autres services professionnels $2,828,954—Dean Clay Associates Kanata Ont $53,797, David Cuthbertson Ottawa Ont $60,000, Robert W Harris Oakville Ont $74,550, Peter B Ohrt Consultants Inc Bromont Qué $61,887, Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade Ottawa Ont $398,943.

Autres services $930,135—Bradson Personnel Services Ottawa Ont $131,270, Network Personnel Inc Ottawa Ont $131,657, Parliamentary Restaurant Ottawa Ont $145,248.

Bibliothèque du Parlement $600,689

Services de comptabilité $18,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $18,551

Autres services professionnels $49,610

Autres services $514,528—Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $184,990.

CONSEIL PRIVÉ $12,672,052

Département $7,618,757

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $4,423,002

Services de comptabilité $1,605

Services d'informatique $1,555,971—ACS Group Ltd (The) Ottawa Ont $186,709, Exocom Systems Corp Ottawa Ont $104,851, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $156,950, Information Systems Group Consultants Ltd Ottawa Ont $100,665, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $207,170, Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $134,598.

Services juridiques $60,662

Services de protection $619,413—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $608,636.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $139,470

Autres services professionnels $540,023

Autres services $1,505,858—Ottawa Personnel Consultants Ottawa Ont $115,205.

COMMISSION D'ENQUÊTE CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS LIÉES À LA BANDE INDIENNE DE WESTBANK $360,111

Services de comptabilité $66,321

Services juridiques $171,207—J F Rowan Vancouver C-B $117,354.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $450

Autres services professionnels $57,375

Autres services $64,758

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES FAITS RELIÉS À DES ALLÉGATIONS DE CONFLIT D'INTÉRÊT CONCERNANT L'HONORABLE SINCLAIR M STEVENS $1,575,517

Services d'informatique $8,300

Services juridiques $846,653—Gowling and Henderson Toronto Ont $236,125, Ruby and Edward Toronto Ont $238,171, Scott and Aylen Ottawa Ont $326,213.

Services de protection $23,829

Enseignement et formation—Fonctionnaires $900

Autres services professionnels $568,857—Peat Marwick Mitchell and Co Toronto Ont $398,265.

Autres services $126,978

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR CERTAINES OPÉRATIONS BANCAIRES $330,571

Services de comptabilité $14,235

Services juridiques $205,442—Stickman Elliot Toronto Ont $111,963.

Autres services professionnels $72,426

Autres services $38,468

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CRIMINELS DE GUERRE $912,678

Services juridiques $497,874—McMaster Meighen Toronto Ont $109,313, Ogilvy Renault Montréal Qué $126,126.

Services de protection $75,768

Autres services professionnels $77,711

Autres services $261,325

CONSEIL PRIVÉ—*Fin*

COMMISSION ROYALE SUR LE DÉSASTRE MARIN L'«OCEAN RANGER» $2,084

Services de comptabilité $2,084

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'UNION ÉCONOMIQUE CANADIENNE ET LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT $14,794

Autres services professionnels $1,955

Autres services $12,839

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes $695,633

Services de protection $49,645

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,608

Autres services professionnels $107,238—International Simultaneous Translation Service Montréal Qué $52,856.

Autres services $532,142—Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N $84,958.

Directeur général des élections $925,433

Services de comptabilité $13,118

Services juridiques $91,801

Services de protection $7,320

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,762

Autres services professionnels $653,690—CGI Inc Ottawa Ont $415,374, Approvisionnements et Services/Services d'administration de marchés Ottawa Ont $71,810, Approvisionnements et Services/Services de conseillers en gestion Ottawa Ont $62,994.

Autres services $147,742

Commissaire aux langues officielles $1,573,967

Services de comptabilité $20,000

Services d'informatique $50,950—Insta-Systems Inc Ottawa Ont $50,950.

Services juridiques $72,605—Johnston and Buchan Ottawa Ont $60,421.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $30,051

Autres services professionnels $682,973—Alphascript Ottawa Ont $62,414, R W Graham and Associates Consulting Inc Gloucester Ont $54,450, Living Dimensions Ltd Perth Ont $80,295.

Autres services $717,388—Statistique Canada Ottawa Ont $51,560, Département des Approvisionnements et Services/Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $98,600.

Conseil économique du Canada $886,057

Services de comptabilité $1,017

Enseignement et formation—Fonctionnaires $39,774

Autres services professionnels $477,482

Autres services $367,784—L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $191,852.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique $521,167

Services de comptabilité $22,394

Services d'informatique $65,271

Services juridiques $22

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $600

Enseignement et formation—Fonctionnaires $31,790

Autres services professionnels $133,680

Autres services $267,410—Canada Systems Group Ottawa Ont $184,275.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité $451,038

Services juridiques $191,034

Enseignement et formation—Fonctionnaires $895

Autres services professionnels $214,467

Autre services $44,642

TRAVAUX PUBLICS $291,019,090

Département $291,019,090

PROGRAMME DES SERVICES $116,880,892

Services de comptabilité $137,645

Services d'informatique $5,453,211—ADGA Ltd Ottawa Ont $103,977, Adida Informatique Inc Montréal Qué $143,196, Automation Centre of Ottawa Ltd Ottawa Ont $95,183, Canada Systems Group Limited Don Mills Ont $181,401, Candaplan Hamilton Ont $93,767, Comtek Data System Ltd Ottawa Ont $625,596, Data Cap Ltd Ottawa Ont $261,925, Data General Canada Ltd Mississauga Ont $84,090, Delta EDP System Kanata Ont $252,675, DFP Partners Ottawa Ont $67,625, DMR and Associates Ottawa Ont $235,234, Hexagon Computer Systems Inc Ottawa Ont $85,703, Laurier Group of Systems and Management Ltd Ottawa Ont $86,327, LGS Consultants Ltd Ottawa Ont $59,000, Loecus Information Inc Ottawa Ont $286,610, Maxima Computer Management Ottawa Ont $109,821, Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont $64,859, Ourscan Group Inc Ottawa Ont $173,571, Polaris Computer Services Ltd Ottawa Ont $122,452, Ross F Meriwether San Antonio Texas É-U $66,559, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $699,715, Silico Computer Systems Ltd Nepean Ont $89,771, Somapro Ottawa Ont $257,023, Synerlogic Inc Ottawa Ont $204,913, S&S Software Ltd Ottawa Ont $109,207, Veritaaq Technology Inc Ottawa Ont $150,600.

Services techniques (y compris recherche) $42,124,395—A L Professional Services Ltd Shediac N-B $254,743, Adamson Associates Toronto Ont $642,340, Albery Pullerits Dickson & Associates Don Mills Ont $118,334, Allward & Gouinlock Architects Don Mills Ont $325,604, Arcade Albert Architect Ltd Shediac N-B $141,035, Architects Four Ltd Moncton N-B $53,354, BFL Consultants St John's T-N $116,445, Blood Hughes Marshalls Ottawa Ont $503,574, Bolter Parish Trimble Edmonton Alb $53,535, Bregman & Hamann Toronto Ont $78,713, C D Dawson & Co Ltd Halifax N-É $60,599, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $180,403, CBCL Ltd St John's T-N $364,969, Cohos Evamy Partnership Calgary Alb $642,440, Coles Associates Ltd Charlottetown Î-P-É $80,778, Consortium McNeely Engineering Gatineau Qué

TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

$74,717, D Perry Short Architects Sault Ste Marie Ont $136,406, Dominion Soil Investigation Inc Thunder Bay and Scarborough Ont $52,735, Dunlop Farrow Aitken Cansfield Inc Toronto Ont $270,802, Duschene & Fish Associates Saint John N-B $221,317, Duschenes & Fish & Neil & Gunter Ltd in Partnership Saint John N-B $219,734, E J Gaboury & Associates Winnipeg Man $100,876, Eastcan Consultants Ltd Moncton N-B $176,218, Engineering Interface Ltd Willowdale Ont $63,638, Gavin & Savoie Architects Ltd Bathurst N-B $161,894, GBR & MNP Architects Winnipeg Man $87,510, Giffels Associates Ltd Rexdale Ont $418,272, I D Engineering Co Winnipeg Man $86,104, Imperial Floors Edmonton Alb $87,203, J L Richards & Associates Ltd Ottawa et Sudbury Ont $282,374, James F Hickling Management Consultants Ottawa Ont $141,702, L F Consultants Inc Ottawa Ont $55,990, Lamb McManus Associates Ltd Calgary Alb $134,128, Lambur Scott Jossa Edmonton Alb $176,598, Le Groupe Bram CDG Design Laval Qué $66,862, Lombard North Group Calgary Alb $62,703, M M Dillon Ltd Régina Sask $65,976, MacLaren Engineering Inc: Ottawa Ont $50,000, Toronto Ont $93,137, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $253,785, Mathers & Haldenby Toronto Ont $72,824, Matsui Baer Vanstone Inc Toronto Ont $297,527, McCudden Goldie & Morley Architects Régina Sask $62,395, McFawn & Rogers Architects Halifax N-É $165,431, Mie Marine Ltd Toronto Ont $69,068, Mill & Ross Architects Kingston Ont $152,493, Murray Murray & Hershfield Associates North York Ont $187,109, Newfoundland Design St John's T-N $104,597, Newplan Consultants St John's T-N $55,124, Nixon Plumbing & Heating Ltd Saskatoon Sask $90,042, Nolan Davis & Assoc Ltd Halifax N-É $66,366, Norbert J Schuller Architects London Ont $410,639, Number 10 Architectural Group Winnipeg Man $135,738, Ogilvie & Hogg Architects Ottawa Ont $324,607, Olympia & York Development Toronto Ont $55,345, Paul Merrick Architect Vancouver C-B $58,784, Peter Dobbing Architect Ottawa Ont $74,697, R J Burnside & Associates Ltd Orangeville Ont $164,657, R J Pickett & Associates Ltd Riverview N-B $361,130, Raines Finlayson Barrett Architects Calgary Alb $110,333, Ranta & Tett Architects Thunder Bay Ont $140,483, Sheppard Hedges & Green Gander T-N $119,432, Sims & Gavel Ltd Sydney N-É $232,110, Smith Carter Partners Winnipeg Man $82,002, The LM Architectural Group Ottawa Ont $74,025, Trow Ltd Brampton and London Ont $71,969, U M A Engineering Ltd Saskatoon Sask $139,344, Underwater Services Charlottetown Î-P-É $56,403, W L Wardrop & Associates Ltd Winnipeg Man $68,495, Werner Jappsen Architect Ltd Edmonton Alb $80,907, William Kachmaryk Architect Windsor Ont $67,654.

Services de santé et de bien-être $17,080

Services juridiques $824,054— National Trust Company Toronto Ont $70,000.

Services de protection $3,046,545—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $76,762, Corps canadien des commissionnaires: Hamilton Kingston et Toronto Ont $86,159, Ottawa Ont $158,205.

Services scientifiques (y compris recherche) $66,773

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,024,467—Gouvernement du Canada—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $57,418.

Autres services professionnels $7,428,217—Archibald Management Nepean Ont $59,300, Array Professional Canada Ottawa Ont $153,760, Candaplan Group Inc Hamilton Ont $190,434, Coles Associates Charlottetown Î-P-É $80,778, Coopers & Lybrand Ottawa Ont $62,500, Gouvernement du Canada—Expansion industrielle régionale Ottawa Ont $50,000, Approvisionnements et Services Ottawa Ont $292,492, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $68,000, Hinds Brian Reimer & Associates Limited Ottawa Ont $97,533, Marine Air Cargo Inuvik TN-O $126,162, Narwahl Arctic Services Resolute TN-O $146,533, Price Waterhouse Associates Ottawa Ont $75,173, Saskatchewan Department of Labour Régina Sask $56,811, W H Crandall & Associates (Management) Ltd Moncton N-B $102,393.

Autres services $56,758,505—7-24 Classic Building Care Ltd Toronto Ont $64,604, Acres International Ltd Toronto Ont $235,000, ADGA Ltd Ottawa Ont $120,243, Alphatext Inc Toronto Ont $58,471, Ambrosie Lighting Services Ltd Winnipeg Man $50,450, Angela Mate Goose Bay T-N $108,883, Atlas Building Cleaning Hamilton Ont $214,326, B T Floor Service Mississauga Ont $119,497, Bee-Clean Company of Canada Edmonton Alb $147,284, BI & I Technical Services Toronto Ont $90,641, Bordeaux Maintenance Services (Maritime) Ltd Moncton N-B $107,345, Britania Janitorial Services Mississauga Ont $120,183, Burden's Janitorial Services Goose Bay T-N $134,458, Canada Catering Co Ltd Toronto Ont $1,777,541, Canada Systems Group Limited Don Dills Ont $668,347, Canada's Capital Building Services Ltd Vanier Ont $918,050, Corps canadien des commissionnaires Winnipeg Man $83,482, CBCL Ltd Halifax N-É $254,037, Champ Landscaping Scarborough Ont $55,645, Cleanway Building Maintenance Co Scarborough Ont $113,873, Comtek Data Systems Ltd Ottawa Ont $105,895, Cook Culham Montgomery Calgary Alb $574,061, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $1,358,034, Data Cap Ltd Ottawa Ont $72,400, Data General Canada Inc Mississauga Ont $81,349, Double MM Janitorial Services London Ont $125,911, Eastern Services Co Ltd St John's T-N $113,908, Ernies Cleaning Services Ltd Peterborough Ont $57,278, Federated Building Maintenance Co Ltd Toronto Ont $411,099, Gailland Maintenance Limited Ajax Ont $132,292, Gordon A MacEachern Services Ltd Scarborough Ont $108,127, Gouvernement du Canada—Département du Travail Halifax N-É $61,300, National Research Council Ottawa Ont $134,641, Approvisionnements et Services: Ottawa Ont $1,040,676, Vancouver C-B $116,398, Ottawa Ont $79,891, Hallmark Housekeeping Services Weston Ont $125,401, IBM Canada Ltd Toronto Ont $82,589, Irving Methe Caron and Associates Ltd Ottawa Ont $108,553, J Phillip Vaughan Engineering Halifax N-É $577,595, Jasam Janitorial Ltd London Ont $68,489, Kevin Steel Landscaping & Contracting Inc Ridgeway Ont $85,369, Kings Northern Cleaning Ltd Thunder Bay Ont $127,872, Modern Building Cleaning Inc Kingston London et Sarnia Ont $641,802, North York Maintenance Limited Toronto Ont $417,878, Nova Scotia Power Corporation Halifax N-É $78,950, Olsten of Ottawa Ottawa Ont $60,864, Otis Canada Inc Oakville Ont $127,515, Oxford Building Maintenance Company Winnipeg Man $250,562, Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B $166,191, Paul Depasquale Investments Ltd St George Ont $50,356, Polar Construction St John's T-N $518,256, Pritchard Building Services Ltd Oakville et Scarborough Ont $86,402, Promain Systems Inc Mississauga Ont $62,602, Quantum Management Services Montréal Qué $57,707, Quest Enterprises Elliot Lake Ont $71,763, Reid Crowther & Partners Ltd Calgary Alb $324,770, Rose Building Maintenance Ltd St Albert Alb $150,330, ServPro Cleaning Ltd Calgary Alb $189,990, Shell-Tair Maintenance Services Ltd St Catharines Ont $153,377, Silico Computer Systems Ltd Ottawa Ont $74,802, Slate Personnel Edmonton Alb $58,964, Staffing Consultants (Ottawa) Toronto Ont $87,000, Synerlogic Inc Ottawa Ont $155,658, S&S Software Ltd Ottawa Ont $74,741, TES Contract Service Inc Toronto Ont $64,989, The 500 Selection Services (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $300,193, The Ambassador Building Maintenance Ltd Windsor Ont $253,859, Tom Bursey Cleaners Ltd St John's T-N $107,810, Toronto Terminals Railway Co Toronto Ont $73,181, Western Programmetry Edmonton Alb $166,729, Winnipeg Clean & Tidy Winnipeg Man $57,810.

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

PROGRAMME DU LOGEMENT $138,543,190

Services de comptabilité $81,885

Services d'informatique $1,744

Services techniques (y compris recherche) $17,123

Services juridiques $7,009

Services de protection $9,523,892—Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $122,668, Corps canadien des commissionnaires: Calgary Alb $307,291, Edmonton Alb $50,879, Hamilton London et Ottawa Ont $667,499, Montréal Qué $913,098, Ottawa Ont $324,532, Ste-Foy Qué $240,774, Winnipeg Man $202,217, Pinkerton's of Canada Vancouver C-B $264,585.

Services scientifiques (y compris recherche) $105

Enseignement et formation—Fonctionnaires $133,515

Autres services professionnels $304,738—Elron Developments Ltd London Ont $194,620.

Autres services $128,473,179—561309 Ontario Ltd Ottawa Ont $73,446, Allen Maintenance Ltd Ottawa Ont $55,667, Allied Maintenance Halifax N-É $66,422, Aménagement Granrive Hull Qué $944,256, Articlean Janitorial Inuvik TN-O $52,703, Atelier du Martin Pêcheur Inc Clermont Qué $274,351, Atelier Poly Teck Inc Sherbrooke Qué $122,150, A&A Services Co Vancouver C-B $165,173, Bordeaux Maintenance Services (Maritimes) Ltd Moncton N-B $313,601, Campeau Corporation Ottawa Ont $53,886, Canada Permanent Trust Toronto Ont $1,775,637, Canada Trust Toronto Ont $1,850,237, CAP Building Maintenance Inc Edmonton Alb $120,085, Centrap (Mitis) Inc Mont-Joli Qué $69,619, Clark's Trucking & Excavating Paradise T-N $91,768, Clean View Janitorial Services Ottawa Ont $62,260, Cleanway Building Mantenance Co Scarborough Ont $232,284, Contract 80 Kentville N-É $87,155, Coplar Inc Montréal Qué $217,048, Cordel Development Corp Ltd Cornwall Ont $367,398, Corporation Sanibec Ste-Foy Qué $55,213, Crystal Building Services Etobicoke Ont $268,824, Derko Ltee Ste-Foy Qué $70,074, Dover Corporation Canada Ltd Toronto Ont $226,203, Dunrite Cleenitors Yellowknife TN-O $57,125, Duroc Enterprises Ltd Ottawa Ont $292,365, Dynamic Maintenance Ltd Richmond C-B $88,708, Elron Developments Ltd London Ont $143,139, Entretien City Crown Ltee St-Laurent Qué $128,360, Entretien G L Enr Loretteville Qué $58,761, Entretien Chevalier Greenfield Park Qué $115,000, Entretien Chevalier Louiseville Qué $57,650, Federated Building Maintenance Toronto Ont $229,855, First Choice Building Maintenance Sudbury Ont $175,681, Gerku Investment Ltd Toronto Ont $150,020, Groupe Admari Inc Charlesbourg Qué $65,343, Honeywell Ltd Scarborough Ont $56,120, Island General Cleaning Charlottetown Î-P-É $67,898, JMP Maintenance Ltd Laval Qué $234,616, JMP Maintenance Ltd Mont-Royal Qué $599,735, King's Northern Cleaning Ltd Thunder Bay Ont $133,320, Les Services d'Entretien Inter-Bec Inc St-Laurent Qué $50,574, London Floor Service Ltd London Ont $98,846, Maritime Custodian Services Saint John N-B $57,037, Metcalfe Realty Company Ltd Ottawa Ont $331,246, Modern Building Cleaning: Régina Sask $55,956, Vancouver C-B $56,733, Modern Building Cleaning Inc: Saskatoon Sask $57,220, Winnipeg Man $64,444, Modern Building & Cleaning St John's T-N $177,456, Montgomery Elevator Co Ltd Toronto Ont $123,197, Moonlight Building Maintenance Ltd Richmond C-B $72,782, Commission de la capitale nationale Ottawa Ont $609,141, North York Maintenance Ltd Toronto Ont $654,248, Olympia & York Development Ltd Toronto Ont $5,315,495, Otis Canada Inc: Oakville Ont $368,311, Vancouver C-B $97,442, Otis Elevator Company Ltd Hamilton Ont $87,224, Oxford Building Cleaning Inc Winnipeg Man $105,856, Oxford Building Maintenance London Ont $64,383, Oxford Building Maintenance Co Winnipeg Man $92,652 Pacific Building Richmond C-B $252,000, Prime Building Maintenance Delta C-B $130,127, Pritchard Building Services Ltd Scarborough Ont $154,247, Travaux publics Canada—Fonds renouvelable Montréal Qué $12,161,054, Travaux publics Canada—A&E Services: Ottawa Ont $87,213, Toronto Ont $1,127,713, Travaux publics Canada—RMS Services: Ottawa Ont $106,105, Toronto Ont $9,325,323, Rampart Enterprises Ltd Toronto Ont $511,658, Service d'Édifice Atlas Montréal Qué $90,665, Service Star Building Cleaning Ottawa Ont $84,512, Société Sanitaire Laval Ltee Laval Qué $68,073, Sumico Inc Montréal Qué $333,753, Televator Corporation Westmount Qué $50,043, The Ambassador Building Maintenance Ltd Windsor Ont $57,714, The Hunt Bros Ltd Peterborough Ont $65,236, Tom Bursey Cleaners Ltd St John's T-N $58,165, Toronto Terminals Railway Co Toronto Ont $82,762, VCI Controls Nepean Ont $61,475, Western Building Cleaning Inc Winnipeg Man $126,274, Western Elevators Mont-Royal Qué $52,565, Yves Marleau Inc Saint-Clet Qué $142,297.

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $27,401,565

Services de protection $325,730

Enseignement et formation—Fonctionnaires $380

Autres services professionnels $16,342

Autres services $27,059,113—Kevin Steel Landscaping & Contracting Inc Ridgeway Ont $119,620, Travaux publics Canada—Fonds renouvelable Montréal Qué $2,029,867 Travaux publics—A&E Services Ottawa Ont $5,245,099, Travaux publics—RES Services Toronto Ont $814,382, Travaux publics—RMS Services: Ottawa Ont $61,731, Toronto Ont $234,238.

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $3,766,232

Services techniques (y compris recherche) $19,000

Services de protection $113,027—Corps canadien des commissionnaires Victoria C-B $113,026.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $690

Autres services professionnels $960

Autres services $3,632,555—Travaux publics—Fonds renouvelable Montréal Qué $1,478,251, Travaux publics—A&E Services Toronto Ont $235,763.

PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE $4,427,211

Services techniques (y compris recherche) $16,382

Services de protection $33,070

Enseignement et formation—Fonctionnaires $870

Autres services $4,376,889—Travaux publics Canada—A&E Services Toronto Ont $537,786.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $38,760,347

Département $38,081,845

Services de comptabilité $2,591,902—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,472,922.

Services d'informatique $3,709,767—Atkinson Tremblay & Associates Inc Ottawa Ont $54,500, Canada Systems Group Ottawa Ont $947,608, Dataline Systems Ltd Toronto Ont $92,250, Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $100,272, Dun & Bradstreet Canada Ltd Toronto Ont $66,123, Dynakey Corp Ottawa Ont $186,235, Exocom Systems Corp Ottawa Ont $106,681, Hartt & Page Ltd Ottawa Ont $464,609, HST Information Systems Ltd Ottawa Ont $88,695, Informetrica Ltd Ottawa Ont $56,750, LGS Data & Consultants Ottawa Ont $172,675, Microtime Inc Nepean Ont $68,960, Newven Consulting Group Inc Ottawa Ont $54,868, Protocols Standards & Communication Ottawa Ont $114,448, Quantum Information Resources Ltd Ottawa Ont $123,110, Revenu Canada Impôt (Dynakey) Ottawa Ont $232,048, SNI Systems Network Inc Ottawa Ont $71,617, Systemhouse Ltd Ottawa Ont $63,595, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $470,706.

Services techniques (y compris recherche) $3,194

Services juridiques $1,190,168—Cox Downie & Goodfellow Halifax N-É $142,216, Goodman and Goodman Toronto Ont $353,730, McCarthy & McCarthy Toronto Ont $172,409, McDonald & Hayden Toronto Ont $54,014.

Services de protection $614,362—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $614,362.

Services scientifiques (y compris recherche) $10,360

Enseignement et formation—Fonctionnaires $1,074,092—Demtek Training Systems Ltd Ottawa Ont $84,691, Human Resources Information Product Group Ottawa Ont $78,511, James F Hickley Ottawa Ont $79,092, Commission de la Fonction publique du Canada Ottawa Ont $216,039.

Autres services professionnels $18,018,936—Beauregard Hutchinson McCoy Montréal Qué $50,154, Canadian Pacific Air Lines Vancouver C-B $246,183, Canadian Urban Transit Association Toronto Ont $75,000, Chase Manhattan Capital Markets Corp New York NY É-U $69,968, Coopers & Lybrand Vancouver C-B $82,418, Econosult Inc Montréal Qué $55,074, Federal Business Development Bank Montréal Qué $300,000, First City Capital Ltd Toronto Ont $2,880,385, Forecast Associates Inc Newton Conn É-U $67,542, Frank Wolman Associates Inc Toronto Ont $50,486, Gherzi Simpson Inc Montréal Qué $54,900, Goss Gilroy & Associates Ltd Ottawa Ont $95,648, Hutchinson-Reid Ltd Toronto Ont $339,800, Krisam Group Inc Washington DC É-U $125,001, L'Industrielle-Service Techniques Inc Montréal Qué $163,957, Mallette Major Martin Montréal Qué $91,786, Market Facts of Canada Ltd Toronto Ont $369,102, Media Tapes & Transcripts Ltd Ottawa Ont $107,285, Murray Nicholas & Associates Ltd Ottawa Ont $67,890, Nantel et Associés Inc Montréal Qué $64,490, Conseil national de recherches Ottawa Ont $122,216, Native Council of Canada Ottawa Ont $82,977, Phillip Nicholson Policy & Management Ottawa Ont $55,500, Peat Marwick Mitchell & Co Ottawa Ont $1,367,600 Toronto Ont $59,651, Price Waterhouse & Associates Ottawa Ont $147,849, Province de: Manitoba Winnipeg Man $147,347, Terre-Neuve St John's T-N $208,450, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $182,217, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $108,548, Saskatchewan Saskatoon Sask $101,940, Statistique Canada Ottawa Ont $1,350,394, Stevenson Kellogg Ernst & Whinney Toronto Ont $69,226, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,530,678, TES Contract Services Inc Toronto Ont $55,944, The Economic Planning Group of Canada Mississauga Ont $55,522, The Quentin Bell Organization Ltd Londres Angleterre $123,351, Total Employment Services Ottawa Ont $123,479, Tourism Industry Association of Canada Ottawa Ont $57,540, UMA Engineering Ltd Halifax N-É $55,410, Venture Economics Canada Ltd Toronto Ont $50,455, Woods Gordon Toronto Ont $74,878.

Autres services $10,869,064—Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $269,388, Batterton Mail Service (1981) Ltd Ottawa Ont $64,480, Boyd Moving & Storage Ottawa Ont $61,185, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $161,743, Business Rescue Association Ltd Ottawa Ont $53,828, Canada Systems Group Ottawa Ont $151,638, Harrington Temporary Services Ottawa Ont $117,441, Kelly Services Ltd Toronto Ont $86,418, Les Services de Gestion Quantum Ltée Montréal Qué $143,432, Manpower Temporary Services Sudbury Ont $58,808, Office national du film Montréal Qué $50,000, Network Personnel Inc Ottawa Ont $228,015, Norrell Temporary Services of Canada Inc Toronto Ont $57,405, Office Assistance Vancouver C-B $52,909, Selective Placements (Ottawa) Ltd Ottawa Ont $53,917, Statistique Canada Ottawa Ont $313,512, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,432,372, TES Contract Services Inc Toronto Ont $91,755, Telbec Telecommunications Montréal Qué $59,472, The 500 Ottawa Ont $151,045, Victor Temporary Services Ottawa Ont $274,709.

Investissement Canada $678,502

Services juridiques $24,399

Services de protection $21,227

Enseignement et formation—Fonctionnaires $45,458

Autres services professionnels $169,861—Conference Board of Canada Ottawa Ont $50,000.

Autres services $417,557

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $41,387,594

Département d'État $1,924,463

Services de comptabilité $2,625

Services d'informatique $76,436—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $58,353.

Services techniques (y compris recherche) $200

Services juridiques $115

Services de protection $56,748

Services scientifiques (y compris recherche) $320,855

Enseignement et formation—Fonctionnaires $70,131

Autres services professionnels $814,768—Bedford Research Centre Toronto Ont $64,870, Statistique Canada Ottawa Ont $61,015, SRI International Menlo Park Calif É-U $128,981, The Caldwell Partners International Toronto Ont $105,000.

Autres services $582,585—Network Personnel Ottawa Ont $70,294, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $83,219, Victor Temporary Services Ottawa Ont $93,023.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

Conseil national de recherches du Canada $36,689,541

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $36,689,541

Services de comptabilité $179,340—Peat Marwick & Partners Management Consultants Ottawa Ont $64,127.

Services d'informatique $1,209,181—ADGA Ltd Ottawa Ont $64,579, Computertime Montréal Qué $96,000, DMR Group Inc Ottawa Ont $147,515, Kylain Technologies Inc Ottawa Ont $154,664, Microstar Software Ltd Nepean Ont $52,367, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $100,000, Sharon Professional Services Ottawa Ont $66,014.

Services techniques (y compris recherche) $14,922,521—AASS Aerospace Inc Downsview Ont $50,558, ADGA Ottawa Ont $166,184, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $338,244, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $248,308, Freeman Fox and Partners Londres Angleterre $101,219, G E Bemi & Associates Ltd Ottawa Ont $98,350, Gastops Ltd Gloucester Ont $121,204, Hierogam Assoc Ltd Ottawa Ont $286,383, Monenco Consultants Ltd Montréal Qué $86,012, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $164,974, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $169,857, Petro-Canada Inc Calgary Alb $70,150, Sed Systems Inc Saskatoon Sask $2,146,366, Spar Aerospace Ltd Weston Ont $10,038,415, University of British Columbia Vancouver BC $76,779.

Services de santé et de bien-être $1,053

Services juridiques $2,431

Services de protection $1,258,647—Corps canadien des commissionnaires Halifax N-É $65,998, Ottawa Ont $755,717, St John's T-N $136,680, Victoria C-B $141,603, Montréal Qué $73,191.

Services scientifiques (y compris recherche) $1,444,686—Canada France Hawaii Telescope Corp Hawaii É-U $215,445, Welding Institute of Canada Oakville Ont $62,269.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $68,681

Enseignement et formation—Fonctionnaires $614,461

Autres services professionnels $8,599,109—Acart Graphic Services Inc Ottawa Ont $72,951, Association of Canadian Medical Colleges Ottawa Ont $66,000, Canadair Montréal Qué $140,365, Carleton University Ottawa Ont $297,297, C-CORE St John's T-N $60,046, Coopers and Lybrand Ottawa Ont $60,000, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $97,710, DMR Group Ottawa Ont $127,161, Déménagement & Entreposage Kenwood Inc Pointe-Claire Qué $118,304, École Polytechnique Montréal Qué $209,200, Forintek Canada Ottawa Ont $298,819, Gouvernement de Terre-Neuve St John's T-N $981,015, Hymarc Engineering Ltd Nepean Ont $109,141, Jones R Winnipeg Man $61,253, Labatt Brewing Company Ltd London Ont $128,799, Manitoba HVDC Research Centre Winnipeg Man $63,798, McMaster University Hamilton Ont $99,958, McGill University Montréal Qué $483,631, MPB Technologies Inc Dorval Qué $117,408, Office national du film Ottawa Ont $167,320, Peat Marwick & Partners Management Consultants Ottawa Ont $121,175, Queen's University Kingston Ont $100,422, Sciences et Technologie Montréal Qué $254,000, Secor Inc Montréal Qué $57,533, Standard Aero Ltd Winnipeg Man $61,468, Approvisionnements et Services/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $92,786, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $117,176, Université Laval Ste-Foy Qué $163,080, Université de: Alberta Edmonton Alb $133,939, C-B Vancouver C-B $122,872, Calgary Calgary Alb $93,228, Guelph Guelph Ont $84,143, Terre-Neuve, St John's T-N $54,758, Ottawa Ottawa Ont $112,786, Régina Régina Sask $52,612, Saskatchewan Saskatoon Sask $255,219, Toronto Toronto Ont $63,799, Welding Institute of Canada Oakville Ont $90,936.

Autres services $8,389,431—Academic Press Inc Berkeley Calif É-U $142,164, Allied Maintenance Services Halifax N-É $66,167, Brandson Personnel Services Inc Ottawa Ont $72,452, Centre du film et de la vidéo du gouvernement canadien Ottawa Ont $84,323, Carleton University Ottawa Ont $55,714, Collins Joan Gloucester Ont $198,309, Compucraft Systems Ltd Ottawa Ont $63,458, Crawley and McCracken Company Ltd Montréal Qué $99,464, Énergie, Mines et Ressources Canada Ottawa Ont $102,000, Harbourfront Corp Toronto Ont $50,864, International Union of Immunology Societies Berne Suisse $50,000, Metro Toronto Convention Centre Toronto Ont $77,571, Mid-Night Catering Oakville Ont $50,000, Modern Building Cleaning Saskatoon Sask $64,841, National Aeronautics & Space Administration Washington DC É-U $139,000, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $437,000, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie Ottawa Ont $376,064, Travaux publics Canada: Halifax N-É $130,922, Ottawa Ont $129,775, Winnipeg Man $187,645, Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont $763,671, Steven K Kertlitz Inc New York NY É-U $54,506, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,953,359, Toronto Transit Commission Toronto Ont $53,624, Université de: Alberta Edmonton Alb $166,661, Calgary Calgary Alb $80,202, Saskatchewan Saskatoon Sask $93,511, Victoria Victoria C-B $58,255, Wallaceburg Bookbinding & MFG Co Ltd Wallaceburg Ont $136,395, York Quay Catering Toronto Ont $129,867.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $2,409,120

Services d'informatique $1,251,900—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $255,663, LGS Data Processing Consultants Inc Ottawa Ont $315,398, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $168,065, S & S Software Ltd Ottawa Ont $77,834, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $248,651, SNI System Network Inc Ottawa Ont $123,527.

Services de protection $5,062

Services scientifiques (y compris recherche) $163,610

Enseignement et formation—Fonctionnaires $24,329

Autres services professionnels $191,508—DPA Group Inc Ottawa Ont $83,000.

Autres services $772,711—Conseil national de recherches Canada Ottawa Ont $385,027, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $99,851.

Conseil des sciences du Canada $364,470

Services d'informatique $455

Services scientifiques (y compris recherche) $295,544—William G Hutchison & Company Ltd North York Ont $54,360.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $7,792

Autres services professionnels $34,277

Autres services $26,402

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $34,300,575

Département $27,151,754

Services de comptabilité $392,987—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $323,136.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

Services d'informatique $1,650,998—Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $169,297, Lemmen and Associates Ltd Ottawa Ont $201,873, LGS Data Processing Consultants Inc Ottawa Ont $203,368, Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $69,557, Lougheed and Associates Ottawa Ont $70,233, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $161,525, Statistique Canada Ottawa Ont $68,300, Systems and Software Consultants Ottawa Ont $62,242, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $65,340.

Services juridiques $25,811

Services de protection $10,598

Enseignement et formation—Fonctionnaires $410,103—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $190,285.

Autres services professionnels $12,129,100—Arnaud De K Varent Montréal Qué $51,451, Brujac Communications Ottawa Ont $71,126, Burson-Marsteller Ltd Toronto Ont $65,322, CAT Communications and Services Ltd Chelsea Qué $66,819, Centre du Français d'Ottawa Inc Ottawa Ont $74,476, Claude Pardons Fredericton N-B $98,923, Cotraco Ltée Orléans Ont $60,933, Craidig Kanata Ont $71,224, François M Gobeil Hull Qué $50,760, Gaston Chamaillard Montréal Qué $50,807, Javier Gomez Hull Qué $50,853, Jay Walsh Inc Ottawa Ont $88,532, Juricom Montréal Qué $65,072, Kevin MacLeod Ottawa Ont $64,456, Les Traductions Devinat et Associés Ottawa Ont $114,517, Les Traductions Metatext Translation Inc Ottawa Ont $114,032, Les Traductions Tessier SCC Ottawa Ont $63,286, Les Traductions Translex JDR Ottawa Ont $230,347, Lexiconsult Inc Ottawa Ont $92,853, Logos Canada Ltd Montréal Qué $78,200, Marguerite Howey-Fairbairn Ottawa Ont $53,951, Marie-Christine Baudoin Montréal Qué $60,862, Metaphrase Inc Ottawa Ont $89,354, Osgoode Technical Translations Toronto Ont $275,525, Pierre Turmel Aylmer Qué $50,613, Public and Industrial Relations Toronto Ont $52,771, Société Gamma Inc Ottawa Ont $131,434, Sogestran Inc Ottawa Ont $81,427, Spica Translation Inc Ottawa Ont $65,963, Syntax Technical and Industrial Translators Kingston Ont $52,846, Termicar Ltée Aylmer Qué $83,400, Tradinter Inc Ottawa Ont $114,254, Traductions B et B 1978 Ltée Montréal Qué $191,337, Traductions Lavertu Inc Aylmer Qué $62,582, Traduction Metrix Inc Montréal Qué $51,662, Traduction Nevrem Enr Ottawa Ont $92,772, Traduction Renaud et Angers Inc Chelsea Qué $69,892, Traductions Scientifiques CH-Kay Montréal Qué $88,029, Traductions Transfert Westmount Qué $55,150, Trans-Clef Austin Qué $53,374, Transcomm Traductions Inc Ottawa Ont $164,758, Translaw Inc Ottawa Ont $61,576, William H Clarke Ottawa Ont $70,441.

Autres services $12,532,157—500 Selections Services Ottawa Ont $56,929, Barbara Personnel Services Inc Ottawa Ont $147,088, Boyd Moving and Storage Ottawa Ont $160,675, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $66,613, Commonwealth Historic Resource Management Ltd Ottawa Ont $59,990, Crowntek Inc Markham Ont $2,791,999, Decima Research Ltd Toronto Ont $55,072, Dynakey Corp Ottawa Ont $50,185, Media Tapes and Transcripts Ottawa Ont $71,289, Metro Toronto Convention Centre Toronto Ont $86,245, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $368,805, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $199,374, Commission de la Capitale nationale Ottawa Ont $337,850, Office national du film Montréal Qué $66,250, Newfoundland Exchequer Account St-John's T-N $185,327, Pan Pacific Vancouver Hotel Vancouver C-B $60,089, Trésorier provincial de la province de: Alberta Edmonton Alb $682,322, Manitoba Winnipeg Man $180,256, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $370,542, Ontario Toronto Ont $1,498,481, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $62,477, Saskatchewan Régina Sask $159,746, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $56,661, SPR Associates Inc Toronto Ont $54,345, Statistique Canada Ottawa Ont $501,421, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $1,196,340, Conseil du Trésor Ottawa Ont $73,522, Utlas International Canada Toronto Ont $52,135.

Conseil consultatif de la situation de la femme $394,637

Enseignement et formation—Fonctionnaires $14,522

Autres services professionnels $319,318

Autres services $60,797

Commission de la Fonction publique $6,133,107

Services d'informatique $579,596—ASC Group Associates Ottawa Ont $80,000, RCA Metrosystems Inc Ottawa Ont $56,288, Systematix Ottawa Ont $55,869, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $154,215.

Services juridiques $175

Services de protection $372,024—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $84,567, Pinkerton's Ottawa Ont $234,649.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $3,635

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,781,817—Centre des jeunes Sudbury Ont $80,350, Éducation permanente Ottawa Ont $57,714, Ministère des Finances Ottawa Ont $251,223, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $436,673, University of New Brunswick Fredericton N-B $99,775, University of Moncton Moncton N-B $168,459.

Autres services professionnels $1,061,410—Le Groupe Stages Montréal Qué $57,965, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $105,665.

Autres services $1,334,450—Barbara Personnel Ottawa Ont $83,227, Bradson Personnel Ottawa Ont $124,350, Campbell KG Corp Ottawa Ont $80,795, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $257,755, The 500 Selection Services Ottawa Ont $109,543, Conseil du Trésor Ottawa Ont $67,000, Victor Temporary Services Ottawa Ont $54,836.

Conseil de recherches en sciences humaines $350,657

Services de comptabilité $17,539

Services de protection $17,504

Enseignement et formation—Fonctionnaires $19,384

Autres services professionnels $139,045—Price Waterhouse Ottawa Ont $73,900.

Autres services $157,185

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice $270,420

Services de comptabilité $1,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,017

Autres services professionnels $144,758

Autres services $118,645

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $145,958,183

Département $4,717,033

Services de comptabilité $53,529

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

Services d'informatique $157,753—Midland Micro Computers Ottawa Ont $105,271.

Services juridiques $44,307

Services de protection $297,957—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $297,957.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $104,164

Autres services professionnels $1,867,723—ABT Association of Canada Ottawa Ont $58,338, Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont $51,971, Commissaires—GRC Ottawa Ont $50,572, Dr Marlene Dalley Ottawa Ont $56,570, Statistique Canada Ottawa Ont $100,534, The Research Group Toronto Ont $284,069.

Autres services $2,191,600—Barbara's Office Personnel Services Ottawa Ont $116,300, Control Data Canada Ottawa Ont $78,861, Miss Hall's Personnel Services Ottawa Ont $71,600, Statistique Canada Ottawa Ont $250,000, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $95,347, Synergistics Ottawa Ont $63,447, The 500 Selection Services Ottawa Ont $51,302.

Service correctionnel $91,786,457

Services de comptabilité $18,500

Services de santé et de bien-être $35,535,170—Agence spécialisée de Hull Hull Qué $215,815, Alberta Seventh Step Society Calgary Alb $371,360, Alberta Solicitor General Edmonton Alb $1,606,186, Alcohol & Drug Problem Inst Inc Charlottetown Î-P-É $63,608, Alcoholism & Drug Dependency Fredericton N-B $100,595, All Care Belleville Ont $56,042, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $202,301, Archibald W P Toronto Ont $292,018, Arid Group Homes Thorold Ont $121,919, BC Borstal Association Vancouver C-B $98,245, Bold Park Lodge Inc Hamilton Ont $99,594, Brown Dr R Kingston Ont $50,764, C R C Amos Amos Qué $51,393, Carrefour Nouveau-Monde Montréal Qué $389,295, Cope Dr R A Innisfail Alb $59,209, Dismas Society Truro N-É $155,105, Edmison House Peterborough Ont $286,233, Elizabeth Fry Society: Hamilton Ont $95,442, Kingston Ont $152,213, Toronto Ont $83,863, Vancouver C-B $100,986, Emmanuel House St John's T-N $120,451, Exodus Link Toronto Ont $328,053, GMA Radiologistes Inc Laval Qué $58,684, Hatfield Society Vancouver C-B $171,410, Hiltz Dr D W Riverview N-B $52,194, Hope Mission Edmonton Alb $50,368, Hôpital Cité de la Santé Laval Qué $390,665, Horizon House Inc Ottawa Ont $80,741, Hôtel Dieu Hospital Kingston Ont $340,856, House of Hope Ottawa Ont $250,905, Howard House Association Sydney N-É $160,223, Hutton Dr E J Chilliwack C-B $55,397, Institut Philippe Pinel Montréal Qué $9,315,692, John Howard CRC Moncton Inc Moncton N-B $241,348, John Howard Society: Calgary Alb $160,554, Edmonton Alb $215,339, Halifax N-É $107,145, Kelowna C-B $247,918, Montréal Qué $81,403, Prince George C-B $83,618, Saint John N-B $238,645, St John's T-N $285,797, Stephenville T-N $88,188, Surrey C-B $183,850, Toronto Ont $326,697, Vernon C-B $181,397, Victoria C-B $182,871, Joins-toi Granby Qué $139,732, Département de la Justice Régina Sask $55,722, Kingston General Hospital Kingston Ont $75,489, Kirkpatrick House Ottawa Ont $236,680, Landry Jean-Guy Ste-Thérèse Qué $59,840, Laren House Society Victoria C-B $55,327, Le Portage Montréal Qué $66,912, Maison Cross Roads Montréal Qué $300,149, Maison Painchaud Québec Qué $76,892, Maison Radisson Trois-Rivières Qué $132,059, Maison Transition de Montréal Montréal Qué $328,027, MDS Laboratories Rexdale Ont $74,663, Mental Health Centre Penetanguishene Ont $207,139, Middleton Dr K White Rock C-B $54,827, Moncton Hospital Moncton N-B $131,003, Murray Dr Kenneth R & Associates Delta C-B $147,467, Native Clan Organization Inc Winnipeg Man $308,203, Native Counselling Services Edmonton Alb $333,538, New Hope Therapeutic Society Delta C-B $185,896, Newbery House Sudbury Ont $96,145, Operation Springboard Toronto Ont $546,640, Pines Community Resource Centre Kenora Ont $97,166, Prince County Addiction Services Inc Summerside Î-P-É $63,735, Prince George Activators Society Prince George C-B $199,695, Red Deer Regional Hospital Red Deer Alb $95,084, Résidence Emmanuel Grégoire Montréal Qué $934,729, Résidence Lafleur Prémont Qué $62,506, Rockstro Dr R F Sackville N-B $62,370, Royal Alexandra Hospital Edmonton Alb $51,803, Armée du salut: Dartmouth N-É $241,657, Moncton N-B $67,712, Saskatoon Sask $63,763, St John's T-N $74,875, Toronto Ont $73,872, Victoria C-B $110,137, Winnipeg Man $112,786, Saskatchewan University Saskatoon Sask $100,822, Secamed Ltée Montréal Qué $64,048, Serenity House of Quinte Belleville Ont $79,191, Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke Sherbrooke Qué $229,099, Seventh Step Society New Westminster C-B $117,895, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $57,906, Simcoe County Muskoka Halfway House Orillia Ont $58,829, Social Orientation Services Calgary Alb $139,044, St Leonard's House: Halifax N-É $175,822, London Ont $295,758, Windsor Ont $137,702, St Leonard's Society: Bramalea Ont $266,517, Brantford Ont $282,133, Hamilton Ont $421,356, Sudbury Ont $114,383, Toronto Ont $351,406, Vancouver C-B $108,900, St Norbert Foundation Manitoba Inc St Norbert Man $93,354, St Patrick's House Society Prince George C-B $55,555, Stonehenge Therapeutic Community Guelph Ont $53,353, The Bridge Prince Albert Sask $52,696, United Church Halfway Homes Winnipeg Man $237,936, Université du Manitoba Winnipeg Man $59,722, Upjohn Health Care Services Don Mills Ont $79,739, VIA Travail Montréal Qué $104,938, Victoria General Hospital Halifax N-É $62,295, Warner Dr D F Red Deer Alb $96,930, Wilson Dr Lowen Drumheller Alb $56,923, YMCA Halifax N-É $70,243.

Services juridiques $204,797

Services de protection $2,529,633—Burns International Ltée Montréal Qué $92,942, Corps canadien des commissionnaires: Calgary Alb $204,999, Halifax N-É $209,943, Kingston Ont $408,214, Montréal Qué $370,159, Ottawa Ont $184,992, Québec Qué $59,722, Saint John N-B $263,823, Toronto Ont $150,562, Vancouver C-B $243,147, Llewellyn Kennels Inc Morristown Ont $68,300.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $12,559,459—Alberta Vocational College Edmonton Alb $175,000, Athabasca University Athabasca Alb $174,912, Camosun College Victoria C-B $151,814, Coalition Supportive Services Halifax N-É $124,000, Cybershare Ltd Winnipeg Man $182,199, Département de l'éducation Halifax N-É $502,000, Drumheller Valley S D 62 Drumheller Alb $388,647, Fraser Valley College Abbotsford C-B $532,375, Frontenac County Bd of Education Kingston Ont $1,520,305, Frontier College Toronto Ont $309,037, Galryc Ltd Moncton N-B $101,532, Jackson John A Coquitlam C-B $72,025, John Howard Society: St John's T-N $50,000, Victoria C-B $52,000, Kingston Learning Centre (548495 Ontario Inc) Kingston Ont $96,480, Loyalist College Belleville Ont $414,515, Memramcook Institute St Joseph N-B $323,638, Ministère de l'éducation: Montréal Qué $162,577, Québec Qué $387,708, Ministère des finances: Montréal Qué $66,022, Québec Qué $356,017, Nadeau Décor & Entretien Ltée Montréal Qué $73,346, New Brunswick Community College Moncton N-B $576,640, Northern Institute of Technology Prince Albert Sask $55,226, Prince Albert Community College Prince Albert Sask $363,909, Queen's University Kingston Ont $127,536, Red Deer College Red Deer Alb $200,844, Red River Community College Winnipeg Man $73,685, Saskatoon Region Community College Saskatoon Sask $85,743, Scott Paper International Inc: New Glasgow N-É $179,524, Pictou N-É $100,731, Seradep Inc: Bonsecours Qué $1,237,995, Montréal Qué $323,311, Québec Qué $270,660, Simon Fraser University Burnaby

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Suite*

C-B $594,691, Winnipeg School Division No 1 Winnipeg Man $177,545.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $530,937—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $113,975.

Autres services professionnels $12,072,088—ADGA Limited Ottawa Ont $50,563, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $66,900, Anglican Church of Canada Toronto Ont $62,330, APRA Advance Planning and Research Vancouver C-B $56,956, Archer Food Ltd Saskatoon Sask $132,229, BC Corrections Association Vancouver C-B $89,940, Bechtel Québec Ltée Québec Qué $186,095, Bulmer G Ross Vancouver C-B $53,075, CACI Canada Ltd Edmonton Alb $381,379, Canadian Training Institute Downsview Ont $75,285, Coopers & Lybrand Ottawa Ont $106,639, Dataline Inc Toronto Ont $76,709, Decision Management Consultants Ottawa Ont $55,551, Domus Software Limited Ottawa Ont $102,417, Douserv Consultants Inc Ottawa Ont $70,677, Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $102,000, Fogarty Patrick J Moncton N-B $66,851, Franmed Consultants Ltd Toronto Ont $74,006, Gabriel Dumont Institute Régina Sask $58,035, Ian Martin Assoc Ltd Toronto Ont $67,767, International Catering Services Montréal Qué $215,397, JSI Systems Engineering Ottawa Ont $652,941, Keith K Paget Eng Ltd Calgary Alb $100,772, Lutheran Council in Canada Toronto Ont $84,091, MacGillivray Consultants Nepean Ont $57,577, Manpower Temporary Services Kingston Ont $82,400, Miller Dan Scarborough Ont $61,314, Monenco Enterprises Ltd Québec Qué $143,521, MSA Hospital Abbotsford C-B $56,800, National Council on Crime and Delinquency Madison É-U $98,351, Opex 82 Montréal Qué $118,553, Overhill Engineering Ltd Ottawa Ont $88,151, Professional Loss Control Ltd Fredericton N-B $66,120, Travaux publics Canada Québec Qué $104,803, Real Opportunities for Prisoners Halifax N-É $99,300, Reid John J Kingston Ont $79,993, Roman Catholic Diocese of Kingston Kingston Ont $69,094, Roy Ball Assoc Ltd Ottawa Ont $270,011, Saskatchewan University Saskatoon Sask $124,960, Service Sanitaire St-Antoine Mirabel Qué $78,325, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $145,067, Sisters of Charity Burnaby C-B $61,454, Stevens Dr Harry A Surrey C-B $82,720, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $164,315, Synerlogic Inc Ottawa Ont $104,885, Systems Dynamics Corp Markham Ont $54,341, Tecksol Inc Ste-Foy Qué $267,221, Thorne Stevenson & Kellogg Toronto Ont $71,287, United Church of Canada Toronto Ont $233,916, V S Services Kingston Ont $117,632, Versabec Inc Montréal Qué $135,990, WMI du Québec Montréal Qué $60,962, Woods Gordon Toronto Ont $81,375, Wyse Lucy J Vancouver C-B $56,724.

Autres services $28,335,873—Alberta Solicitor General Edmonton Alb $7,196,733, Arthur Page Excavation St-Basile Qué $100,620, Barbara's Office Personnel Ltd Ottawa Ont $72,163, Bell Canada Montréal Qué $68,750, Bradson Personnel Pool Ottawa Ont $65,323, Bryker Data Systems Ltd Don Mills Ont $603,262, Kingston Heritage Job Fund Kingston Ont $58,735, Les Sables Fournel & Fils Inc Ste-Anne-des-Plaines Qué $144,253, MacDonald and Brisson Personnel Ottawa Ont $60,002, Manitoba Province Winnipeg Man $165,482, Ministre des finances: Fredericton N-B $50,906, Régina Sask $1,640,556, Ste-Foy Qué $5,208,685, Ministry of Attorney General BC Victoria C-B $1,748,186, Miramichi Leasing Newcastle N-B $68,195, Governement de Terre-Neuve St John's T-N $1,589,094, Norfolk Personnel Services Burnaby C-B $60,986, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $587,270, Pacific Building Maintenance Richmond C-B $52,374, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $128,377, Quantum Ltée Montréal Qué $52,518, Secamed Ltée Montréal Qué $51,885, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $4,964,123, The 500 Selection Services Ottawa Ont $56,576, Trésorier de l'Ontario Scarborough Ont $1,838,006, Victor Temporary Services Ottawa Ont $55,541.

Commission nationale des libérations conditionnelles $426,521

Services de comptabilité $3,700

Services juridiques $1,126

Services de protection $57,461—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $56,449.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $36,549

Autres services professionnels $158,771

Autres services $168,914—SHL Systemhouse Ottawa Ont $87,597.

Gendarmerie royale du Canada $49,028,172

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $49,028,172

Services de comptabilité $190,178—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $141,608.

Services d'informatique $150,979

Services techniques (y compris recherche) $5,687

Services de santé et de bien-être $13,831,853—Cie d'Assurance-vie Great West Westmount Qué $256,449, Dr B Casey Ottawa Ont $51,576, Great West Life Ins Co Ottawa Ont $692,258, Great West Life Ass Co Winnipeg Man $1,609,576, Health Sciences Complex St John's T-N $73,560, Hospital Reddy Memorial Westmount Qué $58,031, National Defence Medical Center Ottawa Ont $426,690, Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont $56,492, Ottawa General Hospital Ottawa Ont $61,817, Dr E Rudnicki Toronto Ont $82,231, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $63,015, Vancouver Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $67,418, Victoria General Hospital Halifax N-É $74,249.

Services juridiques $381,839

Services de protection $13,360,274—Barnes Security Service Vancouver C-B $630,837, Corps des commissionnaires de la C-B Vancouver C-B $606,025, Burns International Security Moncton N-B $187,378, Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $8,605,457, Can West Investigation Winnipeg Man $98,552, Danfield Security Services Calgary Alb $137,507, Metropol Base Fort Security Yellowknife TN-O $108,856, Pinkerton's of Canada Ltd Montreal Qué $631,748, Pinkerton's of Québec Montréal Qué $1,468,199, Twilite Security Ltd Yellowknife TN-O $121,506.

Services scientifiques (y compris recherche) $176,146

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $684,293—Jain Training & Consulting Ottawa Ont $52,575.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $783,189—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $84,873.

Autres services professionnels $120,856

Autres services $19,342,878—Banque du Canada Ottawa Ont $452,760, Bee Clean Winnipeg Man $98,110, Federal Systems of Canada Ottawa Ont $57,333, Gouvernement de: Alberta $345,349, Colombie-Britannique $151,452, Manitoba $137,592, Nouveau-Brunswick $143,075, Territoires du Nord-Ouest $73,479, Nouvelle-Écosse $157,236, Ontario $475,726, Québec $330,008, Saskatchewan $143,422, Manpower Services Régina Sask $324,738, Ministre des Finances Vancouver C-B $63,650, Modern Building Cleaning Régina Sask $105,240, Newfoundland (Exchequer A) St John's T-N $91,975, Newson Lorne Victoria C-B $111,946, Nichols R Distributors Montréal Qué $72,059, Travaux publics Canada Ottawa Ont $4,120,601, Sani Building Maintenance Edmonton Alb

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

$105,600, Sharp Lt Associates Toronto Ont $142,700, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $2,475,518, Sûreté du Québec Montréal Qué $147,146, United Video Ltd Ottawa Ont $62,000, Vancouver (Ville de) Vancouver C-B $66,576, Vesaterm Systems Ltd Ottawa Ont $100,900.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $209,400,267

Département $134,069,725

Services de comptabilité $3,926,395—Lucid Services Ottawa Ont $52,455, SA Kelly Management Ottawa Ont $91,810, Stevenson Kellogg Ernst & Whinney Ottawa Ont $169,500, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $153,645, Synerlogic Ottawa Ont $278,825, Systems Network Ottawa Ont $391,462, Thorne Stevenson & Kellogg Toronto Ont $58,100, Wesley Management Corp Ottawa Ont $148,275, GK Yuill & Associates Winnipeg Man $90,489.

Services d'informatique $6,981

Services techniques (y compris recherche) $17,271,460—Acadia University Institute Wolfville N-É $59,844, Advanced Information Technologies Corp Ottawa Ont $75,000, Age Instruments Inc Ottawa Ont $130,113, Agriforest Technologies Ltd Kelowna C-B $68,537, Air Liquide Canada Ltée Montréal Qué $60,085, AIRBC Division of Jim Pattison Industries Ltd Richmond C-B $75,000, Alberta Wheat Pool Vancouver C-B $207,066, John Arnott and Associates Ltd Toronto Ont $240,625, Arctic Laboratories Ltd Sidney C-B $263,822, ATCO Ltd Calgary Alb $179,468, Atlantic Airways Ltd St John's T-N $158,200, AII Transportation Technology Ltd Kingston Ont $86,835, Babcock & Wilcox Canada Cambridge Ont $66,506, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $93,284, Biostar Inc Saskatoon Sask $99,759, CAE Electronics Ltd Saint-Laurent Qué $93,438, Canviro Consultants Ltd Kitchener Ont $575,226, Creo Electronics Corporation Burnaby C-B $332,273, KR Croasdale and Associates Ltd Calgary Alb $62,457, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $520,000, Dalhousie University Halifax N-É $188,810, Dearborn Environmental Consulting Services Mississauga Ont $451,883, Det Norske Veritas (Canada) Calgary Alb $141,000, DIGIM Montréal Qué $108,467, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $52,992, Femto Electronics Ltd Sackville N-B $60,940, Focal Marine Ltd Bedford N-É $113,621, FORINTEK Canada Corp Vancouver C-B $350,000, Gendron Lefebvre Consultants Laval Qué $62,154, Geortec Ltd St John's T-N $57,642, Geotech Ltd Markham Ont $116,195, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $535,630, Guelph Chemical Laboratories Ltd Guelph Ont $50,000, Hard Substance & Ceramic Cutting Tools Ltd Ottawa Ont $332,444, Hardy Associates (1978) Ltd Burnaby C-B $64,201, Hatfield Consultants Ltd Vancouver C-B $60,558, Hurley Fisheries Consulting Dartmouth N-É $54,618, IDON Corporation Kemptville Ont $175,000, Indal Technologies Inc Mississauga Ont $164,043, Institut national de la recherche scientifique Ste-Foy Qué $261,342, Interact Research & Development Corporation Victoria C-B $137,660, International Datacasting Corporation (IDC) Ottawa Ont $468,000, International Forestech Systems Ltd Richmond C-B $158,300, ISE International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B $374,849, Jasco Research Ltd Sidney C-B $50,003, Knudsen Engineering Ltd Stittsville Ont $111,754, Lakefield Research Lakefield Ont $50,000, Université Laval Ste-Foy Qué $149,136, MacDonald Dettwiler and Associates Ltd Richmond C-B $264,505, MacLaren Plansearch Ltd Halifax N-É $149,997, McElhanney Group Ltd Calgary Alb $74,788, Melville Shipping Ltd Ottawa Ont $67,000, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $58,659, The MEP Company Markham Ont $229,078, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $334,000, Moniteq Ltd Concord Ont $80,678, MEL Defence Systems Ltd Stittsville Ont $74,000, Nautel (Nautical Electronic Laboratories Ltd) Halifax N-É $175,561, Nordco Ltd St John's T-N $254,000, Nortech Surveys (Canada) Inc Calgary Alb $160,000, Nova Scotia Research Foundation Corporation Dartmouth N-É $97,263, Novatec Consultants Inc Vancouver C-B $72,121, Oceanprobe Systems Manufacturing Inc Sidney C-B $69,961, Offshore Systems Ltd Vancouver C-B $173,441, VA Poulin & Associates Vancouver C-B $142,139, Prescience Systems Inc Ottawa Ont $285,000, Prior Data Sciences Ltd Nepean Ont $200,000, Proctor and Redfern Ltd Don Mills Ont $70,401, Quester Tangent Corp Victoria C-B $51,000, RSI-Robotic Systems International Ltd Sidney C-B $59,926, Scintrex Ltd Concord Ont $144,990, Seaconsult Marine Research Ltd Vancouver C-B $170,353, Seakem Oceanography Ltd Dartmouth N-É $90,722, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $101,920, Seastar Instruments Ltd Dartmouth N-É $138,854, Seastar Instruments Ltd Sidney C-B $111,519, Sea-1 Research Canada Ltd Sidney C-B $86,650, Seimac Ltd Bedford N-É $327,857, Shako Enrg Montréal Qué $55,277, KC Shen Technology International Ltd Ottawa Ont $215,930, Gilles Shoner & Associés Ltd Loretteville Qué $55,476, Simon Fraser University Burnaby C-B $52,842, Solarchem Corp Willowdale Ont $75,000, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $54,961, Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont $110,000, Timberline Vancouver C-B $50,000, Tricil Ltd Mississauga Ont $125,600, University of British Columbia Vancouver C-B $78,000, Université de Toronto Toronto Ont $69,836, Varian Canada Inc Georgetown Ont $8[illegible]1,838, Wartsila Arctic Inc Vancouver C-B $50,000, Witteck Development Inc Mississauga Ont $60,718, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $187,304.

Services juridiques $151,177

Services de protection $1,790,847—Corps canadien des commissionnaires: Saint John N-B $84,206, Ottawa Ont $1,085,260.

Services scientifiques (y compris recherche) $19,561

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $115,336—L Moosleitner Ottawa Ont $57,045.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $2,079,137—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $396,847, AES Data Inc Ottawa Ont $647,608, Lemmex & Associates Ottawa Ont $107,026, EAC Amy & Sons Ltd Ottawa Ont $188,611.

Autres services professionnels $67,993,273—ACF Communications Ltd Ottawa Ont $271,386, Dannis Management Ltd Ottawa Ont $407,310, CH Payne Marine Consultants Gloucester Ont $270,774, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $54,306,814.

Autres services $40,715,558—Aaski Management Inc Navan Ont $61,500, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $113,302, Berger & Associates Ottawa Ont $384,843, Bradson Personnel Services Ottawa Ont $260,180, Canada Systems Group Ottawa Ont $2,188,362, Compucraft Systems Ltd Ottawa Ont $357,492, Data Kinetics Ltd Ottawa Ont $59,400, DE Systems Ltd Ottawa Ont $2,161,170, Domicity Ltd Toronto Ont $75,000, First City Capital Ltd Ottawa Ont $150,870, German Marine Inc Montréal Qué $75,885, Hart & Page Ltd Ottawa Ont $140,043, Hexagon Computer Systems Inc Ottawa Ont $214,924, Indigo Software Ltd Ottawa Ont $54,799, M5 Advertising Ltd St John's T-N $52,963, MacDonald & Brisson Personnel Ottawa Ont $74,253, Mirco Com Systems Ltd Vancouver C-B $88,581, Omnifacts Research Ltd Halifax N-É $94,604, PMF Editorial Services Inc Ottawa Ont $122,634, Polmac Communications Inc Regina Sask $64,727, Portage Personnel Hull Qué $83,627, Prologic Systems Ltd Ottawa Ont $59,460, Selective Placements Ottawa Ont $670,111, SHL Systemhouse Inc Ottawa Ont $308,613, Somapro Ltée Montréal Qué $126,457, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $9,797,239,

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—*Fin*

Synerlogic Inc Ottawa Ont $234,724, Ultracom Consulting Services Ottawa Ont $181,917, Veritaaq Technology House Ottawa Ont $455,321, Victor Temporary Services Ottawa Ont $52,964, Williams and Wilson Public Edmonton Alb $187,218.

Statistique Canada $75,330,542

Services d'informatique $873,275—The Binomial Group Ltd Manotick Ont $59,929, CGI Information Systems Ottawa Ont $130,800, Honneywell Bull Ltd North York Ont $94,015, Newfoundland and Labrador Computer Services Ltd St John's T-N $52,300, Synerlogic Inc Halifax N-É $69,462, Ultracom Consulting Services Ltd Ottawa Ont $76,980.

Services de protection $978,276—Corps canadien des commissionnaires Ottawa Ont $876,478.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $585,067—On Course Learning Centres Inc Ottawa Ont $54,132, Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $106,130.

Autres services professionnels $2,048,668—Acres International Ltd Toronto Ont $65,650, Price Waterhouse Ottawa Ont $52,579, A B Sunter Research Design and Analysis Inc Ottawa Ont $68,000, Janet Swinamer Kingston Ont $61,728.

Autres services $70,845,256—Bell Canada Ottawa Ont $61,953, Bradson Personnel Ottawa Ont $89,108, Computrex Centres Ltd Calgary Alb $168,117, Crowntek Communications Inc Willowdale Ont $86,289, Lorne Murphy Foods Ltd Ottawa Ont $51,265, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $63,769, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $4,220,245, Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $686,536, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $166,417, Victor Temporary Services Ottawa Ont $51,510.

TRANSPORTS $252,387,619

Département $248,638,551

Services de comptabilité $621,282—Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $373,471.

Services d'informatique $4,787,260—ADGA Ltée Ottawa Ont $65,926, D I Associates Inc Toronto Ont $259,293, Datacap Ltd Ottawa Ont $122,960, DMR and Associates Ottawa Ont $110,118, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $102,463, Les Consultants VFP Inc Montréal Qué $67,416, Maxima Computer Management Consultants Ltd Ottawa Ont $153,621, Quantum Management Services Ltd Montréal Qué $74,190, Roland Carriere and Associates Ltd Ottawa Ont $82,230, S & S Software Ltd Ottawa Ont $218,212, Silico Computer Systems Inc Nepean Ont $150,760, SNI Systems Network Inc Ottawa Ont $66,351, Systematix Ottawa Ont $61,790, Veritaaq Technology House Inc Ottawa Ont $89,079.

Services techniques (y compris recherche) $23,283,802—Accuratus Engineering Ltd Vancouver C-B $82,099, Adi Ltd Halifax N-É $181,790, AMCA International Ltd Kanata Ont $84,039, Architectural and Engineering Services Ltd St John's T-N $62,236, Arcop Associates Ltd Vancouver C-B $70,110, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $100,939, Arthur J Arseneau Architects Ltd Halifax N-É $56,378, Associated Engineering Services Ltd Vancouver C-B $423,519, Atlantic Engineering Consulting Ltd Halifax N-É $57,248, B Hou Architects Ltd Edmonton Alb $59,175, Bahl Lalonde Inc Montréal Qué $66,500, Bain Burroughs Hanson Ltd Vancouver C-B $147,592, Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué $177,296, Beckie Hydrogeol Consultants Ltd Winnipeg Man $64,823, BFL Consultants Ltd Halifax N-É $93,548, C J Radford Engineering Ltd Toronto Ont $119,646, Chandler Kennedy Dandyk Kilpatrick Calgary Alb $189,241, Charleson Engineering Ltd Winnipeg Man $85,283, Cogemat Inc Montréal Qué $55,622, Cohos Evamy Partnership Edmonton Alb $125,175, Collins Fulker McDonell Malby Vancouver C-B $119,786, Communication Garo Inc Montréal Qué $72,578, Contrôle Technique de Couverture Ltée Montréal Qué $70,470, Crandall and Associates Ltd Moncton N-B $120,912, CRS Inc Montréal Qué $52,100, D S Lea Associates Ltd Winnipeg Man $119,871 Dayton and Knight Ltd Vancouver C-B $190,375, Delcan Deleuw Western Ltd Edmonton Alb $234,299, Deleuw Cather Canada Ltd Winnipeg Man $178,234, Dessau Environnement Ltée Montréal Qué $55,669, DS Lea Associates Ltd Winnipeg Man $79,303, Duncan and Associates Engineering Ltd Nanaimo C-B $391,713, Dupont Desmeules et Associés Inc Montréal Qué $870,633, Dupuis Routhier Riel and Associates Ltée Laval Qué $176,314, EBA Engineering Consultants Ltd Calgary Alb $58,312, Eldred Barr Edmonton Alb $54,429, Eyretechnics Ltd Kanata Ont $61,976, Fairbanks Architects Ltd Vancouver C-B $57,249, Fenco Engineering Inc Toronto Ont $105,134, Fenco Lavalin Corp Vancouver C-B $200,772, GCG Dillon Consulting Ltd Edmonton Alb $56,826, Gendron Lefebvre et Associés Ltée Montréal Qué $255,134, George J Yamazaki Toronto Ont $56,592, German and Milne Inc Montréal Qué $217,756, Hamel Beaulieu et Associés Ltée Montréal Qué $146,892, Harry S Peterson Company of Canada Ltd Toronto Ont $90,047, ID Engineering Consultants Ltd Winnipeg Man $237,441, Ingetec Firme D'Inspection Ltée Montréal Qué $62,449, Island Engineering Ltd Halifax N-É $89,935, J S I Systems Engineering Ltd Toronto Ont $65,800, Kamrus Construction Ltd Toronto Ont $66,100, Kenaidan Construction Ltd Toronto Ont $263,222, Ker Priestman and Associates Ltd Vancouver C-B $59,726, Killich Metz Bowen Rose Vancouver C-B $86,505, KLM Engineering Ltd Vancouver C-B $88,669, Lalonde Valois Lamarre Associates Inc Montréal Qué $157,808, Larose Laliberté Petrucci Montréal Qué $94,288, Lemay Leclerc Architectes Inc Montréal Qué $140,748, Les Consultants BCPTA Inc Montréal Qué $111,563, Les Consultants Dessau Inc Montréal Qué $182,754, Les Laboratoires Ville-Marie Inc Ville-Marie Qué $274,849, MacDonald Cockburn McFeetors Winnipeg Man $357,783, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont $77,017, McElhanney Engineering Services Ltd Vancouver C-B $182,597, MM Dillon Ltd Winnipeg Man $69,775, Monenco Consultants Ltd Edmonton Alb $104,325, Monette Leclerc St-Denis Montréal Qué $168,440, Murray & Murray Griffiths and Rankin Toronto Ont $481,390, National Research Canada Ottawa Ont $66,238, National Research Council Ottawa Ont $199,511, ND Lea and Associates Ltd Vancouver C-B $751,633, Norr Airport Planning Associates Ltd Toronto Ont $54,732, Ocean Chem Labs Ltd Dartmouth N-É $53,609, Oliver Mangione McCalla and Associates Ltd Nepean Ont $55,632, Omni Engineering Inc Vancouver C-B $75,344, Peat Marwick and Partners Management Consultant Montréal Qué $146,226, Peterson and Lester Architects Vancouver C-B $410,315, Phillips Barratt Kaiser Engineering Ltd Vancouver C-B $266,432, Pinchin Harris and Associates Ltd Vancouver C-B $122,561, Polytech Inc Montréal Qué $171,354, Travaux publics Canada: Edmonton Alb $494,886, Montréal Qué $207,116, Read Jones Christoffersen Ltd Edmonton Alb $71,300, Reid Crowther and Partners Ltd: Edmonton Alb $172,492, Vancouver C-B $157,110, René Séguin et Associés Ltée Montréal Qué $177,758, Robert Freundlich and Associates Ltd Vancouver C-B $94,869, Roche Associés Ltée Montréal Qué $52,708, Shawmont Nfld Ltd St John's T-N $50,054, Sheppard Hedges and Green Ltd Gander T-N $428,543, St Lawrence Seaway Authority Cornwall Ont $51,935, Stanley Associates Engineering Ltd Kamloops C-B $494,627, Technisol Inc Montréal Qué $96,989, Tecsult Inc Montréal Qué $55,197, The BAE Group Halifax N-É $72,078, Thompson Berwick Pratt and Partners Vancouver C-B $75,193, Torchinsky Consulting 1976 Ltd Edmonton Alb $54,833, Tremblay Deschênes et Associés Ltée Montréal Qué $55,300, UMA Engineering Ltd Edmonton Alb $190,595, Urban Systems Ltd Kamloops

TRANSPORTS—*Suite*

C-B $148,149, Versatile Systems Engineering Inc Halifax N-É $73,520, Victor Engineering Ltd Winnipeg Man $64,337, W L Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb $53,086, Willis Cunliffe Tait and Company Ltd New Westminster C-B $127,490, Winklaar Howard and Associates Ltd Edmonton Alb $108,272, WL Wardrop and Associates Ltd Edmonton Alb $172,214.

Services de santé et de bien-être $951,806

Services juridiques $832,450—McLennon Ross Edmonton Alb $239,651, Travaux publics Canada Vancouver C-B $103,081.

Services de protection $42,612,463—Agence de Sécurité et D'Investigation Inc Montréal Qué $80,757, A&B Office Services Ltd Vancouver C-B $52,648, BC Corps of Commissionaires Vancouver C-B $1,929,681, Corps canadien des commissionnaires: Edmonton Alb $387,930, Halifax N-É $1,990,195, Kingston Ont $667,741, Montréal Qué $3,218,691, Ottawa Ont $687,989, Saint John N-B $241,563, St John's T-N $377,981, Ste-Foy Qué $163,841, Toronto Ont $1,329,989, Vancouver C-B $198,752, Victoria C-B $206,976, Windsor Ont $50,825, Winnipeg Man $1,448,360, Ville de Calgary Calgary Alb $1,711,395, Ville d'Edmonton Edmonton Alb $168,019, Groupe Admari Inc Montréal Qué $126,231, Help International Ltd Edmonton Alb $91,455, Klondike Security Services Ltd Edmonton Alb $65,313, Metropol Base Fort Security Group Ltd Edmonton Alb $153,307, Metropol Security Ltd: Halifax N-É $150,965, St John's T-N $241,801, Municipal Regional of Peel Peel Ont $338,821, Olsen Security Services Ltd Edmonton Alb $62,744, Pinkerton du Québec Ltée Montréal Qué $97,048, Gendarmerie royale du Canada: Edmonton Alb $3,374,493, Halifax N-É $1,181,802, Montréal Qué $6,523,216, St John's T-N $1,558,062, Toronto Ont $9,423,131, Vancouver C-B $1,845,913, Winnipeg Man $1,454,659, Wackenhut Toronto Ont $366,071.

Services scientifiques (y compris recherche) $875,820—Environnement Canada Ottawa Ont $165,000, Lasalle Hydraulic Laboratory Ltd Lasalle Qué $196,476, Défence nationale Ottawa Ont $152,045, TES Ltd Ottawa Ont $80,111, Thomson-Tremblay Inc Montréal Qué $91,042.

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $325,035

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,533,045—Air Canada Winnipeg Man $308,289, Canadian Pacific Airlines Ltd Vancouver C-B $98,164, CEGEP Rimouski Qué $56,133, Corrigan Instrumentation Ltd Georgetown Ont $75,026, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $79,295, Department of Transportation—Federal Aviation Administration Oklahoma City Ok É-U $97,706, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $78,168, Execaire Inc Montréal Qué $143,831, Flight Safety International Flushing NY É-U $511,314, Nordair Ltd Dorval Qué $69,749, Northern Alberta Institute of Technology Edmonton Alb $92,175, Public Service Commission of Canada Ottawa Ont $738,650, Softwords Division of Press Ltd Ottawa Ont $69,120, The Training Group Toronto Ont $63,365, Transports Canada Ottawa Ont $573,006.

Autres services professionnels $45,320,644—A J Robinson and Associates Inc Toronto Ont $86,739, Adi Ltd Ottawa Ont $127,457, AII Transportation Technology Kingston Ont $159,865, Air BC Richmond C-B $129,908, AIT Advanced Information Technologies Corp Ottawa Ont $64,175, Alberta Terminals Ltd Edmonton Alb $100,000, Alcan International Ltd Montréal Qué $76,097, Ampower Canada 1982 Ltd St Catharines Ont $80,225, Aqua-Marine Quebec Inc Québec Qué $578,991, Arctec Canada Ltd Kanata Ont $1,239,434, Arctic Institute of North America Edmonton Alb $59,255, Arctic Sciences Ltd Sidney C-B $244,094, Arthur Andersen and Co Ottawa Ont $61,976, Arthur Nash Dunrobin Ont $52,650, Association du Camionnage du Québec Montréal Qué $55,023, Audioval Communication Inc Montréal Qué $197,978, Aviation Planning Associates Ltd Montréal Qué $115,164, BC Corps of Commissionaires Vancouver C-B $67,135, BC Hydro Surrey C-B $113,830, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $93,284, Bazin Dumas Dupre Sormany Montréal Qué $54,374, Biokinetics and Associates Ltd Ottawa Ont $247,480, Bombardier Inc Montréal Qué $192,513, Brian H Longson Scarborough Ont $63,866, British Columbia Railway Vancouver C-B $199,884, British Rail Engineering Ltd Derby Angleterre $117,222, CAE Electronics Ltd St Laurent Qué $93,438, Canada Ports Corp Ottawa Ont $150,437, Canadian Astronautics Ltd Ottawa Ont $291,041, Canadian Broadcasting Corp Ottawa Ont $1,247,428, Canadian Chemical Producers Association Ottawa Ont $63,370, Corps canadien des commissionnaires: Halifax N-É $128,841, St John's T-N $110,561, Toronto Ont $542,160, Canadian Standards Association Rexdale Ont $297,788, Canadian Transport Commission Ottawa Ont $251,898, Canarctic Shipping Company Ltd Ottawa Ont $1,896,307, Celanese Canada Inc Mississauga Ont $52,704, Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb $348,270, Ville d'Edmonton Edmonton Alb $65,748, Ville de Mississauga Mississauga Ont $81,354, Claude G Leclerc Montréal Qué $51,000, Cole Sherman Transmark Transportation System Consultants Willowdale Ont $59,460, Communication Tower Services Ltd Toronto Ont $68,860, Communications Gillies Inc St-Lambert Qué $56,661, Comshare Ltd Rexdale Ont $118,505, Concord Scientific Corp Toronto Ont $79,090, Coopers and Lybrand Consulting Group Ottawa Ont $151,761, CTF Systems Inc Port Coquitlam C-B $149,312, Dale et Compagnie Ltee Montréal Qué $52,063, De Havilland Aircraft Co Downsview Ont $131,643, Deleuw Cather Canada Ltd Ottawa Ont $124,555, Delcan Deleuw Cather Canada Ltd Toronto Ont $119,860, Det Norske Veritas Calgary Alb $323,307, DMR and Associates Ltd Ottawa Ont $96,607, Donald Carter D Sc Ste-Foy Qué $82,500, Donald Leitch and Associates Inc Winnipeg Man $113,603, E A C Amy and Sons Ltd Ottawa Ont $400,797, Econosult Inc Montréal Qué $67,682, EER Technologies Corp Ottawa Ont $65,550, Ekos Research Associates Inc Ottawa Ont $82,318, Engineering International Toronto Ont $69,974, Environnement Canada Ottawa Ont $50,000, Epix Inc Montréal Qué $114,015, Ezee Parc Ltd Montréal Qué $54,116, Fairhall Moffatt and Woodland Ltd Toronto Ont $56,790, Fisheries Resource Development Ltd Halifax N-É $80,000, Focal Marine Ltd Bedford N-É $81,558, Fodor Engineering Ltd Toronto Ont $106,484, Forest Engineering Research Institute Pointe-Claire Qué $169,193, Fridev-Concool Brossard Qué $148,384, Gentec Inc Ste-Foy Qué $66,115, German Marine Inc Montréal Qué $573,950, Hartley and Ferguson Ltd Toronto Ont $61,327, Hawk International Group Winnipeg Man $66,039, Hiett and Associates Ltd Toronto Ont $95,745, Horton Ball Walter and Associates Toronto Ont $57,679, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $103,545, ID Engineering Company Ltd Winnipeg Man $63,874, Informetrica Ltd Ottawa Ont $88,000, Intellitech Canada Ltd Ottawa Ont $64,200, Intera Technologies Ltd Calgary Alb $285,338, J L Richards and Associates Ltd Toronto Ont $123,710, J R Moore and Associates Ltd Edmonton Alb $57,565, James F Hickling Management Consultants Ltd Ottawa Ont $1,232,762, James R Hughes Management Calgary Alb $78,891, JL Richards and Associates Ltd Ottawa Ont $109,023, John Arnott and Associates Ltd Toronto Ont $234,244, Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont $110,312, Kenting Earth Sciences Ltd Toronto Ont $56,697, Lamorte Williams and Associates Vancouver C-B $51,742, Le Groupe Ecotone Inc Montréal Qué $74,990, Les Systemes de Securite Penna Inc Dollard-des-Ormeaux Qué $100,877, Loecus Informatics Inc Ottawa Ont $92,482, MacLaren Engineers Inc Toronto Ont $214,634, Marshall Macklin Monaghan Ltd Toronto Ont $173,159, Martec Ltd Halifax N-É $52,676, Maunder and Britnell Engineering Ltd Markham Ont $58,990, Maxtower Company Ltd Toronto Ont $67,596, McCormick Rankin and Associates Ltd Toronto Ont $95,986,

TRANSPORTS—*Suite*

McLean Peister Ltd Toronto Ont $125,825, McLennan Ross Edmonton Alb $99,419, Melville Shipping Ltd Calgary Alb $138,000, Melville Shipping Ltd Ottawa Ont $166,983, Monaghan Delph Ltd Toronto Ont $55,467, Monenco Consultants Ltd Calgary Alb $53,247, Monteith and Sutherland Ltd Toronto Ont $54,759, National Research Council Canada Ottawa Ont $70,206, Nordco Ltd St John's T-N $72,701, Norland Science and Engineering Ltd Ottawa Ont $107,212, Norr Airport Planning Associates Ltd Toronto Ont $351,515, Offshore Systems Ltd North Vancouver C-B $173,353, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $387,663, Oracle Communications Inc Burnaby C-B $293,526, Peat Marwick Mitchell and Co Toronto Ont $215,455, PLR Consultants 139599 Canada Inc Ottawa Ont $65,338, Port Arthur Shipbuilding Co Thunder Bay Ont $62,129, Potentia Consultants Ltd Ottawa Ont $77,899, Price Warehouse Ottawa Ont $239,028, Price Waterhouse Ltd Vancouver C-B $486,873, Prince Rupert Water Taxi Ltd Prince Rupert C-B $156,023, Proctor and Redfern Group Toronto Ont $133,727, Progressive Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $200,225, Provost Cartage Montréal Qué $120,032, Travaux publics Canada: Hull Qué $180,108, Ottawa Ont $2,487,344, Toronto Ont $82,450, Qualserv Ltd Nepean Ont $96,634, Quantalytics Inc Vancouver C-B $56,546, Queen's University Kingston Ont $305,097, Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont $89,000, Roads and Transportation Association of Canada Ltd Ottawa Ont $205,433, Ronalds Printing Montréal Qué $155,000, Roy Ball Associates Ltd Ottawa Ont $96,151, Rutenberg Design Inc Dorval Qué $188,261, Sable Maritime Ltd Kanata Ont $55,138, Seatronics Technologies Ltd Burnaby C-B $59,254, Seshadri Sankar Inc Brossard Qué $92,713, Shako Engineering Montréal Qué $55,277, Shell Canada Products Ltd Don Mills Ont $55,429, Signalcom Canada Corp Brampton Ont $69,503, Sperling Associates Ltd Ottawa Ont $54,050, Statistique Canada Ottawa Ont $554,097, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $2,667,298, Svedas Koyanagi Architects Toronto Ont $51,000, Sypher Mueller International Inc Ottawa Ont $199,859, Telecommunication Sans Fils Inc Montréal Qué $102,043, Temas Management Ltd Nepean Ont $54,000, TES Ltd Ottawa Ont $248,755, The Pass Group Ottawa Ont $171,215, The Trade and Transportation Group Ottawa Ont $78,612, Thompson Lightsone and Co Ltd Toronto Ont $106,389, Tizzard Enterprises Ltd St John's T-N $65,432, Touche Ross Management Consultants Ottawa Ont $139,074, Tradewind Scientific Ltd Ottawa Ont $109,868, Transports Canada Ottawa Ont $1,354,473, Transport Provost Inc Montréal Qué $74,538, Université de: Manitoba Winnipeg Man $92,123, Saskatchewan Saskatoon Sask $296,188, Toronto Toronto Ont $245,952, Waterloo Waterloo Ont $69,935, Urbanics Consultants Ltd Vancouver C-B $58,280, UTDC Inc Kingston Ont $449,275, VIA Rail Canada Inc Montréal Qué $77,753, Virtual Prototypes Inc Montréal Qué $119,000, W R Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $263,177, Wartsila Arctic Inc Vancouver C-B $125,066, World Weatherwatch Toronto Ont $168,357, Young and Wiltshire Management Consultants Ottawa Ont $98,199.

Autres services $122,494,944—100921 Canada Inc Dorval Qué $1,478,031, A & A Services Co Ltd Vancouver C-B $68,718, AKW Homes Sydney N-É $380,210, Alvin J Scott Douglastown N-B $62,950, Av-Tech Inc Montréal Qué $53,377, B C Corps of Commissionaires Vancouver C-B $912,506, B O T Construction Ltd Toronto Ont $656,814, B & M Paving Ltd Gander T-N $335,952, Barbara Personnel Inc Ottawa Ont $108,380, Base Fort Security Group Edmonton Alb $79,191, Behr Investment Corp Winnipeg Man $120,577, Best Cleaners Ltd Montreal Qué $93,948, Best Cleaners & Contractors Ltd Montréal Qué $506,679, Bordeaux Maintenance Services Ltd Moncton N-B $946,618, Bradson Personnel Services Inc Ottawa Ont $363,254, Business Rescue Association Ltd Ottawa Ont $419,585, C A F A's Inc Montréal Qué $144,459, C P Personnel Services Ltd St John's T-N $56,308, Can Dive Services Ltd Vancouver C-B $151,725, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $337,321, Canada's Capital Building Services Ltd Vanier Ont $2,659,153, Canadian Conference of Motor Transport Administrators Ottawa Ont $52,624, Corps canadien des commissionnaires: Edmonton Alb $226,240, Montréal Qué $102,679, Ottawa Ont $78,071, Winnipeg Man $331,388, Canadian Locker Company Ltd Montréal Qué $223,516, Canadian Medical Association Ltd Ottawa Ont $58,760, Candace C Friesen Edmonton Alb $67,366, Capital Arborist Ltd Toronto Ont $122,436, Capital City Maintenance Ltd Toronto Ont $688,381, Car Park Management Services Ltd Halifax N-É $52,498, Carrier Canada Ltd Calgary Alb $767,671, Carriere Mirabel Inc Montréal Qué $113,816, Cassidy Construction Ltd Edmonton Alb $87,475, Century Parking Service Ltd Calgary Alb $179,561, City of North Battleford North Battleford Sask $118,472, Civil Aviation Authority-Aviation House Edinburgh Écosse $149,348, Clintar Groundskeeping Services Ltd Toronto Ont $141,990, Computer Sciences Canada Ltd Winnipeg Man $58,914, Concorde Maintenance Ltd Calgary Alb $1,165,012, Construction Edec Inc Montréal Qué $163,808, Construction Maintenance Repairs Ltd Shearwater N-É $203,811, Cornwall Regional Hospital Linen Service Cornwall Ont $128,418, Corporation of the Township of Golden Balmertown Ont $178,500, Cree Band Council Eastmain Montréal Qué $128,945, Cree Band Council of Waskaganish Qué $108,863, Cree Band Council Wemindji Montréal Qué $138,086, Crowntek Communications Inc Markham Ont $245,554, D & V Traders Ltd Toronto Ont $446,957, Dale & Compagnie Ltée Montréal Qué $57,963, Datacap Ltd Ottawa Ont $61,064, Dataways Corporation Ltd Winnipeg Man $63,361, Département des Communications Ottawa Ont $610,000, Département du Tourisme Halifax N-É $94,582, Derko Ltd Ste-Foy Qué $85,197, Digital Equipment of Canada Ltd Kanata Ont $595,919, Dufferin Construction Company Ltd Toronto Ont $111,332, Dynamic Maintenance Ltd Vancouver C-B $1,211,325, East-Can Maintenance Ltd Dartmouth N-É $345,610, Echo Bay Mines Ltd Edmonton Alb $139,200, École Polytechnique de Montréal Montréal Qué $181,509, Entreprises Paysagiste Gaspard Inc Montréal Qué $62,924, Environnement Canada: Downsview Ont $16,640,992, Edmonton Alb $2,721,277, Halifax N-É $800,701, Montréal Qué $1,583,200, Ottawa Ont $905,503, Toronto Ont $574,775, Vancouver C-B $1,615,023, Winnipeg Man $656,430, Evans Building Cleaning Ltd Calgary Alb $80,028, Fairbairn Executive Services Ltd Ottawa Ont $51,233, Federated Building Maintenance Ltd Toronto Ont $83,018, Focus Building Services Ltd Edmonton Alb $71,350, Fred H Ross & Associates Ltd Yellowknife TN-O $498,794, G & M Development Ltd Lower Sackville N-É $143,583, Galt Western Personnel Ltd Vancouver C-B $122,755, Gazzola Paving Ltd Toronto Ont $147,648, Groupe Admari Inc Montréal Qué $533,470, H M Aquablast Ltd Toronto Ont $126,690, H & H Enterprises Ltd Wabush T-N $54,905, Holiday Building Cleaning Co Ltd Montréal Qué $1,096,976, Honeywell Ltée Montréal Qué $164,787, Hughes Guérette Cacouna Qué $67,800, Huron Aviation Inc Toronto Ont $436,757, I P Sharp Associates Ltd Toronto Ont $245,367, Indesco Ltd Toronto Ont $58,768, Inuvik Inn Ltd Inuvik TN-O $126,310, Iota Consulting Ltd Ottawa Ont $80,150, ITT Felec Services Colorado Springs Colo É-U $52,653, J R Carpet (82) Ltd Edmonton Alb $50,170, Jarzab Enterprises Ltd Winnipeg Man $210,979, Jet Janitor Services Ltd Stephenville T-N $227,425, Jim Neary Heavy Equipment Ltd Portugal Cove T-N $75,356, Johnson Controls Ltd Calgary Alb $53,274, Kelly Services Ltd Toronto Ont $140,161, King's Northern Cleaning Ltd North Bay Ont $170,525, La Sagouine Produits Ltée Montréal Qué $320,920, Laidlaw Waste Systems Ltd Montréal Qué $123,610, Les Services D'Entretien CDJ Inc Montréal Qué $86,931, Les Systèmes sur Mesure PB Inc Montréal $246,816, Lighter Than Air Exhibition Vancouver C-B $80,000, Manpower Temporary Services Ltd Toronto Ont $77,411, McGill University Montréal Qué $208,329, Metropolitan

TRANSPORTS—*Fin*

Maintenance & Cleaning Ltd Toronto Ont $86,571, Metropolitan Parking Inc: Montréal Qué $205,568, Toronto Ont $1,331,178, Michel Miller Inc Montréal Qué $166,883, Mille Iles Personnel Services Ste-Thérèse Qué $76,730, Modern Building Cleaning Newfoundland Ltd St John's T-N $300,333, Monselet Construction and Equipment Ltd Montréal Qué $686,372, Motorola Information Systems Toronto Ont $89,257, MTT Media Tapes and Transcripts Ltd Ottawa Ont $86,795, Nanisivik Mines Ltd Winnipeg Man $78,413, National Defence Ottawa Ont $111,893, Network Personnel Inc Ottawa Ont $70,318, Office Overload Ltd: Edmonton Alb $54,525, Winnipeg Man $78,819, Ottawa Parking Services Ltd Ottawa Ont $172,747, Oxford Building Maintenance Co Ltd Winnipeg Man $334,810, Pacific Building Maintenance Ltd Richmond C-B $936,870, Penetang Midland Coach Lines Inc Midland Ont $283,089, Premar Inc Montréal Qué $67,730, Progressive Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $154,346, Travaux publics Canada: Cap-Diamant Qué $418,251, Charlottetown Î-P-É $325,306, Halifax N-É $490,593, London Ont $377,105, Montreal Qué $2,237,356, Québec Qué $1,824,629, Saint John N-B $697,084, Toronto Ont $1,630,655, Vancouver C-B $2,477,982, Quantum Management Services Ltd Ottawa Ont $334,659, Randy Barlow Winnipeg Man $66,429, Rose Building Maintenance Ltd Edmonton Alb $864,804, Service Star Building Cleaning Inc Ottawa Ont $873,298, Services Québecair Inc Montréal Qué $83,962, Shade Aviation Services Ltd Edmonton Alb $304,437, Snow/Moore Grate Sand & Gravel Co Ltd Halifax N-É $66,090, Socanav Inc Montréal Qué $100,079, Société Sanitaire Laval Ltée Laval Qué $172,588, Société Sogsabec Ltd St-Laurent Qué $951,416, Soulard Window Cleaning Inc Ottawa Ont $78,446, St Leonard Airport Commission St Leonard N-B $308,400, Stacey Personnel Ottawa Ont $55,772, Staffing Consultants Ottawa Ont $139,511, Statistique Canada Ottawa Ont $960,571, Suggars News Distributors Ltd Cornwall Ont $80,369, Sunlite Floor Cleaners Ltd Toronto Ont $52,429, Approvisionnements et Services Canada: Hull Qué $12,957,110, Ottawa Ont $919,688, Sydney Contractors Ltd Sydney N-É $51,855, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $273,776, Tecksol Inc: Montréal Qué $1,059,119, Ste-Foy Qué $60,650, Temporarily Yours Vancouver C-B $167,895, Temporary Office Services Inc Toronto Ont $223,112, TES Ltd Toronto Ont $80,821, The 500 Selection Services Montréal Qué $99,195, Total Employment Services Ltd Toronto Ont $64,175, Tower Arctic Ltd Frobisher Bay TN-O $1,861,516, Transports Canada: Ottawa Ont $12,052,824, Winnipeg Man $129,300, Transports Bravo Inc Montréal Qué $146,074, Université de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $204,643, Calgary Calgary Alb $185,798, Manitoba Winnipeg Man $136,807, New Brunswick Fredericton N-B $168,846, Saskatchewan Saskatoon Sask $173,071, Toronto Toronto Ont $77,091, Western Ontario London Ont $203,005, Victor Temporary Services Ltd Ottawa Ont $362,958, Volker and Stevins Contracting Ltd Edmonton Alb $85,033, Wakshinsky Bros Ltd Winnipeg Man $90,333, Whistle Cleaning Ltd Winnipeg Man $91,676, Winnipeg Convention and Visitors Association Winnipeg Man $60,020, Y & R Paquette Inc St-Jérôme Qué $798,265.

Bureau canadien de la sécurité aérienne $1,481,822

Services d'informatique $112,385—ASC/Centre d'information en technologie Ottawa Ont $82,117.

Services techniques (y compris recherche) $3,007

Services de santé et de bien-être $4,333

Services juridiques $18,581

Services de protection $2,655

Services scientifiques (y compris recherche) $2,632

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $16,862

Enseignement et formation—Fonctionnaires $199,212

Autres services professionnels $77,143—ASC/Bureau des conseillers en gestion Hull Qué $77,142.

Autres services $1,045,012—Hewlett Packard Ottawa Ont $51,870, Prior Data Sciences Kanata Ont $155,253, Quantum Montréal Qué $69,750, Staffing Consultants Toronto Ont $66,344, Victor Temporary Services Ottawa Ont $53,623.

Commission canadienne des transports $1,901,262

Services d'informatique $40,500

Services techniques (y compris recherche) $18,123

Services juridiques $34,963

Services de protection $42,252

Enseignement et formation—Non-fonctionnaires $608

Enseignement et formation—Fonctionnaires $115,293

Autres services professionnels $295,207

Autres services $1,354,316—Comshare Rexdale Ont $106,666, L'Industrielle-Services Techniques Inc Montréal Qué $368,345, Gouvernement du Canada—Statistique Canada Ottawa Ont $237,170, Gouvernement du Canada—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $89,079, Gouvernement du Canada—Transports Canada Ottawa Ont $250,000.

Tribunal de l'aviation civile $109,509

Services d'informatique $27,726

Services juridiques $13,608

Enseignement et formation—Fonctionnaires $399

Autres services professionnels $65,126

Autres services $2,650

Administrateur de l'Office du transport du grain $223,900

Services de comptabilité $8,399

Services d'informatique $10,618

Services juridiques $2,000

Enseignement et formation—Fonctionnaires $13,234

Autres services professionnels $77,915

Autres services $111,734

Administration du pipe-line du Nord $32,575

Services de comptabilité $25,853

Autres services professionnels $2,695

Autres services $4,027

CONSEIL DU TRÉSOR $9,900,700

Secrétariat $7,365,443

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $7,353,161

Services d'informatique $76,000

Services juridiques $6,380

Services de protection $250

Enseignement et formation—Fonctionnaires $178,118—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $144,217.

Autres services professionnels $2,391,407—Alphatext Ltd Toronto Ont $67,833, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $364,483, Société canadienne des postes Ottawa Ont $53,262, Coopers & Lybrand Toronto Ont $62,225, Jules Pleau Piedmond Qué $62,076, Sobeco Montréal Qué $75,900, Statistique Canada Ottawa Ont $651,000, A Szlazak Ottawa Ont $67,833.

Autres services $4,701,006—Alphatext Ltd Toronto Ont $305,664, Barbara Personnel Ottawa Ont $110,679, Fairbain Executive Services Ottawa Ont $56,651, I P Sharp & Associates Ltd Toronto Ont $109,804, Quantum Mgt Services Ltd Ottawa Ont $88,746, Personal Application Centre—Approvisionnements et Services Canada Ottawa Ont $3,534,425, The 500 Selection Ottawa Ont $64,311.

PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES $12,282

Enseignement et formation—Fonctionnaires $12,252

Autres services $30

Contrôleur général $988,964

Services d'informatique $30,514

Enseignement et formation—Fonctionnaires $77,005

Autres services professionnels $764,737—Arthur Anderson and Company Toronto Ont $133,319, Price Waterhouse Management Consultants Ottawa Ont $164,500, Approvisionnements et Services Canada/Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $121,933.

Autres services $116,708

Privatisation et affaires réglementaires $1,546,293

Enseignement et formation—Fonctionnaires $34,380

Autres services professionnels $1,078,993—Dominion Securities Ames Toronto Ont $250,000, McLeod Young Weir Ltd Toronto Ont $135,000, Pemberton Houston Willoughby Vancouver C-B $100,000, Salomon Brothers Inc New York NY É-U $117,100, Thorne Ernst and Whinney Ottawa Ont $119,600.

Autres services $432,920

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $140,913,619

Département $140,913,619

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $139,884,111

Services de comptabilité $36,012

Services d'informatique $222,345—DMR Associates Halifax N-É $55,419, Online Support Charlottetown Î-P-É $71,925.

Services de santé et de bien-être $127,037,335—Alberta Hospital Edmonton Alb $78,156, Alberta Hospital and Medical Care Health Care Edmonton Alb $74,831, Blue Cross Moncton N-B $420,441, Brockville Psychiatric Hospital Brockville Ont $58,915, Budget Drug Mart Clarenville T-N $71,336, Burns Lake District Hospital Burns Lake C-B $88,122, Cabot Pharmacy Clarenville T-N $67,358, Camp Hill Hospital Halifax N-É $7,343,983, Calgary Coop Assoc Calgary Alb $79,847, Calgary District Hospital Group Calgary Alb $63,492, Institut national des aveugles du Canada Toronto Ont $88,217, Centre Hospitalier Université Laval Ste-Foy Qué $2,255,897, Claresholm Care Centre Claresholm Alb $80,005, Deer Lodge Centre Winnipeg Man $8,520,314, Dr Everett Chalmers Hospital Fredericton N-B $2,211,134, Dr George Dumont Hospital Moncton N-B $1,520,743, Dr P Hong Toronto Ont $114,232, Dr S Kashyap London Ont $54,927, EM Found Health Centre Charlottetown Î-P-É $88,250, Fisherman's Memorial Hospital Lunenburg N-É $1,215,000, Foreign Countries Ottawa Ont $534,683, General Hospital Corporation St John's T-N $3,425,058, Glace Bay General Hospital Glace Bay N-É $858,000, Greens Pharmacy Badgers Quay T-N $105,796, Greenshields Windsor Ont $467,529, Halifax Infirmary Halifax N-É $60,441, Hoods Pharmacy Charlottetown Î-P-É $51,740, Hotel Dieu Hospital Kingston Ont $50,616, Kelowna General Hospital Kelowna C-B $114,208, Kelway's Pharmacy Ltd Gander T-N $68,353, Laboratoire Dentaire Esthestic Montréal Qué $68,363, Lions Gate Hospital North Vancouver C-B $129,033, Mabon Drug Montague Î-P-É $55,522, Medical Services Plan of BC Victoria C-B $936,446, Metro Calgary and Rural General Hospital District 93 Calgary Alb $1,019,761, Ministre des Finances Victoria C-B $131,142, Mirimachi Senior Citizens Home Chatham N-B $544,600, Mount Pearl Optical and Hearing Aid Centre Mount Pearl T-N $92,401, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $661,860, Northside Harbour View Sydney Mines N-É $1,779,624, OXY-Med Lindsay Ont $52,181, Parkdale Pharmacy 1981 Ltd Charlottetown Î-P-É $74,289, Parkwood Hospital London Ont $10,603,941, Respicare Inc Ottawa Ont $86,313, Riverview Hospital Port Coquitlam C-B $231,004, Royal Inland Hospital Kamloops C-B $83,334, Royal Jubilee Hospital Victoria C-B $756,171, Saint John Regional Hospital Saint John N-B $3,056,715, Saint Vincent Hospital Ottawa Ont $53,928, St Paul's Hospital Vancouver C-B $56,441, Shaughnessy Hospital Vancouver C-B $3,435,951, Shoppers Drug Mart 102 Charlottetown Î-P-É $79,789, Shoppers Drug Mart Montague Î-P-É $79,688, Shoppers Drug Mart Souris Î-P-É $57,740, Shoppers Drug Mart Summerside Î-P-É $71,582, Sir Arthur Pearson Napanee Ont $110,086, Soldiers Memorial Hospital Campbellton N-B $1,167,067, Soldiers Memorial Hospital Middleton N-É $1,155,350, Sunnybrook Hospital Toronto Ont $7,606,755, Sunnybrook Hospital (University of Toronto Clinic) Toronto Ont $50,308, Surrey Memorial Hospital Surrey C-B $53,651, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $82,244, University Hospital London Ont $142,827, Université de l'Alberta Edmonton Alb $809,061, Vancouver General Hospital Vancouver C-B $166,251, Vernon Jubilee Hospital Vernon C-B $54,746, Victoria General Hospital Halifax N-É $124,978, Victoria Hospital Corporation London Ont

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—*Fin*

$8,147,624, Victorian Order of Nurses Hamilton Ont $189,885, Victorian Order of Nurses Kingston Ont $53,186, Victorian Order of Nurses London Ont $134,784, Victorian Order of Nurses Ottawa Ont $112,830, Victorian Order of Nurses Peterborough Ont $78,372, Victorian Order of Nurses St John N-B $57,156, Victorian Order of Nurses Willowdale Ont $284,172, Waites Drug Mart Summerside Î-P-É $56,469, Wascana Hospital Régina Sask $1,441,440, Waterford Hospital St John's T-N $63,875.

Services juridiques $15,752

Services de protection $1,084,003—Corps canadien des commissionnaires Montréal Qué $541,893, Ottawa Ont $98,113, Saint John N-B $310,808, Saskatoon Sask $62,361.

Enseignement et formation—Fonctionnaires $522,182—Commission de la Fonction publique Ottawa Ont $113,503.

Autres services professionnels $1,390,110—Bureau des services de vérification Ottawa Ont $552,672, ASC/BCG Ottawa Ont $227,843, Donald H Harrison Charlottetown Î-P-É $51,773, Peat Marwick Toronto Ont $61,277.

Autres services $9,576,372—Buanderie et Nettoyeur Reine Parisienne Montréal Qué $103,613, Canada Systems Group Ltd Ottawa Ont $980,374, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $2,044,000, Crown Tek Markham Ont $2,022,404, Les Nettoyeurs Crown Lachine Qué $505,348, Manpower Temporary Services Moncton N-B $94,237, Centre médical de la Défense nationale Ottawa Ont $52,628, Ottawa Personnel Consultants Ottawa Ont $50,971, Roger Laverdure Service Buanderie Montréal Qué $143,145, Sherbrooke Community Centre Saskatoon Sask $51,959, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $615,947, Sunnybrook Hospital Toronto Ont $61,863, Systemhouse Inc Ottawa Ont $54,351, Systems Network Ottawa Ont $130,807.

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS $19,720

Enseignement et formation—Fonctionnaires $11,250

Autres services $8,470

PROGRAMME DU CONSEIL DE RÉVISION DES PENSIONS $13,730

Services de santé et de bien-être $817

Enseignement et formation—Fonctionnaires $6,415

Autres services $6,498

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $862,633

Services d'informatique $66,056

Services de santé et de bien-être $578,128

Services juridiques $3,382

Enseignement et formation—Fonctionnaires $34,899

Autres services professionnels $300

Autres services $179,868—Manpower Temporary Services Moncton N-B $68,612.

PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS $133,425

Services de santé et de bien-être $74,410

Enseignement et formation—Fonctionnaires $4,039

Autres services $54,976

SECTION 6

COMPTES PUBLICS
1986-87

Construction et acquisition

SOMMAIRE

	Page
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	6.3
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel	6.30

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

Cet état fournit les dépenses totales de chaque programme pour l'exercice en cours, de même que les détails pour les contrats de $250,000 ou plus ($25,000 ou plus pour les contrats au coût plus honoraires fixes). Dans cet état:

- un astérisque (*) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique que les montants énoncés dans les Comptes publics de l'exercice précédent ont été modifiés dans l'exercice en cours;
- deux astérisques (**) vis-à-vis du nom et lieu de l'entrepreneur indiquent les contrats adjugés par l'entremise du département des Travaux publics;
- trois astérisques (***) vis-à-vis des montants sous la colonne montant du contrat indiquent les contrats au coût plus honoraires fixes; et
- un (*f*) vis-à-vis des montants sous la colonne dépenses à ce jour indique les contrats terminés dans l'exercice en cours.

Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 08) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
AGRICULTURE $64,204,208				
Département $64,190,707				
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $127,321				
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $51,661,134				
Abcott Construction Ltd Brantford Ont**	Centre de recherches équines Ont	304,000	304,000	304,000(*f*)
Altrav Mechanical Ltd Saskatoon Sask	Traitement de l'eau et pompage Sask	282,604	96,978	277,480(*f*)
L M Arch/Smith Carter Partners Morden Man**	Bureau/laboratoire Man	960,000	11,751	675,713
Arnason Industries Ltd Winnipeg Man	Agrandissement de l'usine pour le traitement des eaux usées Sask	1,980,835	591,625	591,625
Ball Brothers Ltd Kitchener Ont**	Construction du laboratoire de Guelph Ont	3,580,447	335,635	3,577,205(*f*)
Berge Construction Ltd Prince Albert Sask	Réservoir d'eau Sask	414,861	375,512	375,512
Bomac Construction (1978) Ltd Prince Albert Sask	Agrandissement de l'usine pour le traitement de l'eau Sask	972,708	620,391	620,391
Cardin Ventilation Laval Qué	Bureau/laboratoire Qué	889,880	813,183	813,183
Cee Gee Earthmoving Ltd Medicine Hat Alb	Construction d'une digue Alb	384,260	304,533	304,533
CGV Builders Co Ltd Cochrane Ont	Bâtiment des services, Ferme expérimentale Ont	528,777		487,000
CJP Architects (rapporté antérieurement sous COP Architects) New Westminster C-B**	Bureau/laboratoire C-B	2,912,000	264,523	2,701,074
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bureau/laboratoire Alb	12,426,642	474,098	2,419,757
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bureau/laboratoire et plans et devis Alb	1,930,000	133,501	1,007,770
Cohos Evamy & Partners Calgary Alb**	Bâtiment à environnement contrôlé Alb	360,000	61,000	346,712(*f*)
Construction MRC Ltée St-Léonard Qué**	Pathologie vétérinaire—Laboratoire Qué	12,982,000	2,101,749	12,981,552(*f*)
Construction Geoffroy Sherbrooke Qué	Bureau/laboratoire Qué	74,083(1)	74,083	74,083(*f*)
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Bureau/laboratoire Qué	10,482,351	1,776,930	10,482,351
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Bureau/laboratoire Qué	7,261,829	62,614	7,261,829(*f*)
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	18,359,368	1,405,855	17,365,398
Construction Paval Inc St-Léonard Qué**	Aménagement paysager, Centre de recherches alimentaires Qué	713,939	358,689	713,939(*f*)
Dallas Contracting Ltd Humbolt Sask	Bassin servant de réservoir pour eau brute Sask	295,865	177,031	177,031
David Boulva Cleeve Brodeur & Tanguay Montréal Qué**	Construction—Laboratoire Qué	1,900,000	336,116	1,412,034
Delmar Kirtzinger Saskatoon Sask	Réseau d'évacuation des eaux usées Sask	316,850	311,092	311,062
Delorme & Morin Montréal Qué**	Construction—Bureau et laboratoire Qué	950,000	14,022	894,157*(*f*)
Dorval et Fortin Québec Qué**	Consolidation des édifices de recherche Qué	396,000	170,966	319,347
Dumajev Montréal Qué**	Construction—Laboratoire Qué	135,000(1)	11,020	119,720
Gibraltar Construction Ltd Martensville Sask	Agrandissement de l'usine pour le traitement de l'eau Sask	339,470	313,620	313,620
Graham Construction and Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine pour le traitement de l'eau Sask	2,266,432		
Graham Construction and Engineering (1985) Ltd Saskatoon Sask	Usine de traitement de l'eau, rénovations Sask	2,276,340	1,431,714	1,500,000
Hansed Eng Ltd Vancouver C-B**	Minoterie C-B	253,900	22,178	250,778*(*f*)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction—Fondation Qué	2,660,846		2,660,645*(*f*)
G M Laplante Inc St-Pascal Qué	Consolidation des édifices de recherche Qué	2,090,490	1,974,222	1,974,222

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Lemoine & Associés St-Hyacinthe Qué**	Construction d'un Centre de recherches Qué	2,950,000	408,548	2,836,418*
Lockerbie and Hole Company Ltd Edmonton Alb	Station de pompage et équipement Sask	322,300	314,400	314,400
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Usine de traitement de l'eau et station de pompage Sask	756,300	348,660	661,900
Logan Stevens Construction (1981) Ltd Yorkton Sask	Usine de traitement de l'eau et station de pompage Sask	632,600	516,900	549,487
Marchand Excavating Ltd Rosetown Sask	Agrandissement de la lagune des eaux usées Sask	374,765	300,955	300,955
Mierau Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construction d'une minoterie C-B	3,482,045	20,028	3,476,271*
Miners Construction Co Ltd Saskatoon Sask	Traitement de l'eau et réservoir Sask	504,300	461,618	461,618
MJB Excavating Ltd Medicine Hat Alb	Améliorer les installations de l'eau usée Sask	437,192	436,376	436,376(*f*)
Paul Martin Inc Lapocatière Qué**	Construction—Bureau et laboratoire Qué	2,607,722	345,460	2,607,722*(*f*)
Paul Martin Inc Lapocatière Qué**	Consolidation des édifices de recherche Qué	470,497	330,612	330,612
PCL Construction Management Inc and Maxim Calgary Alb	Réparations et modifications au barrage Bassano Alb	12,737,540	4,318,492	11,901,083*
PCL Construction Management Inc and Maxim Calgary Alb	Bureau/laboratoire—Centre de recherches C-B	21,649,821	3,903,541	21,637,461(*f*)
Penticton Construction Ltd Penticton C-B**	Bureau/laboratoire C-B	174,000(1)	121,192	121,192
Piggott Project Ltd Calgary Alb	Institut de recherches vétérinaires Alb	20,215,765	8,172,444	18,383,267
JP Pierman Construction Sault Ste Marie Ont	Grange d'isolement Ont	428,534		427,700(*f*)
Pinecone Construction Lethbridge Alb**	Construction du bâtiment à environnement contrôlé Alb	3,667,960	1,736,688	3,666,556(*f*)
Public Works Canada Toronto Ont**	Construction d'un nouveau bureau/laboratoire Ont	11,976,700		11,976,700*(*f*)
Roman Equipment Service (1973) Ltd Regina Sask	Puits et prise d'eau de l'aqueduc de Red River Man	260,000		252,415(*f*)
Roy & Associés Montréal Qué**	Laboratoire, technique consultative Qué	322,000	3,609	246,003
N J Schuller London Ont	Bureau/laboratoire Ont	1,039,654	415,855	788,210
Stuart Olson Construction Inc Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine pour le traitement de l'eau Sask	3,119,121	177,031	177,031
Tétreault Parent Languedoc Saskatoon Sask**	Bureau/laboratoire Qué	1,425,000	70,134	1,386,865*
Underwood McLellan Ltd Winnipeg Man**	Minoterie Alb	413,850		410,818(*f*)
Ursel Construction Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement de l'usine pour le traitement de l'eau Sask	1,739,915	881,697	881,697
Wappel Construction Co Ltd Regina Sask	Services pour le traitement des eaux usées Sask	993,368	45,704	958,661*
Young & Wright Toronto Ont**	Laboratoire de pathologie vétérinaire Ont	464,497	42,497	311,998(*f*)
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $11,901,540				
Bomac Construction Saskatoon Sask**	Construction du système d'irrigation de la station de pompage à la pépinière de Big River Sask	384,309	73,574	384,309*(*f*)
Cana Construction Victoria C-B**	Bureau/laboratoire C-B	7,998,479	4,207	7,990,480*(*f*)
Erskine Building Corp Toronto Ont**	Ajouts et modifications au Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	11,047,501	159,554	11,047,501(*f*)
Gauthier Guite & Roy Ste Foy Qué**	Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	2,441,676	513,798	2,218,683
George Stone & Sons Sault Ste Marie Ont**	Améliorations des laboratoires au Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	1,529,000	1,276,433	1,529,000*(*f*)
Hervé Pomerleau Québec Qué**	Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	2,487,503	1,498,538	1,498,538
Humbolt Lumber Mart Humbolt Sask**	Construction du bâtiment frigorifique pour la pépinière de Big River Sask	1,807,459	979,112	1,807,459(*f*)
Janin Construction Québec Qué**	Phase IV, Centre de recherche forestière des Laurentides Qué	10,966,892	5,531,388	9,519,187
Pele Construction Co Winnipeg Man**	Construction de deux serres/pavillon de serre pour le programme des jeunes plants Man	513,303	11,603	513,303(*f*)
Perry Short Consultant Sault Ste Marie Ont	Centre de recherche forestière des Grands Lacs Ont	1,450,000	136,406	1,372,812(*f*)
Wade Williams & Partners Victoria C-B	Bureau/laboratoire C-B	1,430,000	20,596	1,397,883(*f*)
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $500,712				
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations aux installations Thunder Bay Ont	410,000	196,717	408,404*(*f*)
Commission canadienne du lait $13,501				
COMMUNICATIONS $2,177,316				
Département $2,174,790				
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $2,174,790				
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont**	Baie 3, ajout au laboratoire David Florida Ont	2,580,254		2,550,954(*f*)
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont**	Ajout du côté ouest du laboratoire David Florida Ont	1,462,673 }	815,262	1,324,525(*f*)
681344 Ontario Inc Ottawa Ont**	Ajout du côté ouest du laboratoire David Florida Ont		138,148	138,148(*f*)
Musées nationaux du Canada $2,526				
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $1,141,993				
Département $1,141,993				

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $94,945				
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $1,047,048				
Brunet Ed et Fils Hull Qué**	Aménagement du satellite de dépistage de l'est Qué	495,242		495,242(*f*)
Erskine Building Corporation Toronto Ont**	Construction du Centre de recherches d'Elliot Lake Ont	5,038,036	22,915	5,038,035
Gugula Smedley and Barban Architects and Engineers Sault Ste Marie Ont**	Consultants pour le design, Centre de recherches d'Elliot Lake Ont	599,500	6,390	560,782
Mirtren Contractors Ltd Calgary Alb**	Ajout à l'entrepôt pour l'emmagasinage de noyau Alb	1,409,873		1,372,677(*f*)
ENVIRONNEMENT $34,995,418				
Département $34,995,418				
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $4,567,993				
Antler Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un bureau et d'un entrepôt TY	479,912	416,275	416,275
Les Entreprises Guy Letarte Inc Beauport Qué**	Déménagement de la station météorologique Qué	1,196,171	1,255	1,196,171(*f*)
H N Construction Ltd Toronto Ont**	Rénovation à la salle principale pour ordinateur Ont	293,319	71,872	293,319(*f*)
101430 Canada Inc Westmount Qué**	Pré-soumission du système d'alimentation ininterrompue en énergie Qué	1,567,880	119,834	1,567,880
101430 Canada Inc Westmount Qué**	Installation du système d'alimentation ininterrompue en énergie Qué	876,055	100,779	876,055
Pan Western Construction Ltd Saskatoon Sask**	Institut national de recherche en hydrologie Sask	12,691,484	674,385	12,691,484
PROGRAMME PARCS CANADA $30,427,425				
Argus Installations Ltd Vancouver C-B	Construction d'une usine de traitement des eaux usées Alb	4,079,487		4,079,487
Bay Developers Ltd Corner Brook T-N**	Rénovations à un pont T-N	678,473	555,539	555,539
Gerald Best Excavating Ltd Lansdowne Ont	Reconstruction d'un quai Ont	303,468	97,436	303,468(*f*)
Caminiti Construction Ltd Montréal Qué	Aménagement paysager au Canal Lachine Qué	807,306		807,306*(*f*)
Collier Pavey Construction Canmore Alb	Construction des installations pour salles de toilette Alb	378,034		378,034(*f*)
Construction Lane (1982) Inc Longueuil Qué	Réparer un pont Qué	1,407,091		1,407,091(*f*)
Construction Maurice Desrosiers Rimouski Qué	Construction d'un Centre d'interprétation Qué	1,622,956		1,622,956(*f*)
Construction Pisapia Limitée Montréal Qué	Construction d'un pont Qué	1,653,518	1,482,321	1,653,518
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É	Réaménagement de l'aire de fréquentation diurne Stanhope Î-P-É	568,622	106,483	462,139*(*f*)
Dalcon Inc Québec Qué	Stabilisation du Bastion des Ursulines et Courtine Esplanade Qué	3,263,760	1,610,322	1,967,012
Danric Construction Ltd Cranbrook C-B	Remise en état du terrain de camping C-B	348,399	348,399	348,399(*f*)
Fenka Construction Ltd Airdrie Alb	Construction d'unités de logement pour le personnel Alb	847,837	234,376	847,837
Gillett Construction (Calgary) Ltd Calgary C-B	Améliorations du réservoir d'eau Alb	1,842,192		1,842,192
Guenther's Landscaping Service Ltd Banff Alb	Remise en état du terrain de camping pour tentes Alb	391,247	288,568	391,247(*f*)
Handy Andy Construction Ltd Edmonton Alb	Construire des maisons et des entrepôts Alb	857,000	800,114	800,114
Ikoy Partnership Regina Sask	Dessein architectural pour les installations contemporaines Sask	251,210	15,821	232,595*
JRB Construction Ltd Gloucester Ont	Reconstruction de l'écluse Kilmarnock Ont	721,892		721,892*(*f*)
KER Pipeline Ltd Calgary Alb	Améliorations de l'eau, édifice de la chloruration Alb	874,320		872,669*
Maple Engineering and Construction Canada Ltd Brampton Ont	Reconstruction du barrage Young's Point Ont	1,429,345	53,810	1,429,345(*f*)
Martells Construction Ltd North Sydney N-É**	Réfection de la route N-É	4,440,049	2,627,963	3,796,878
D W Matheson & Sons Contracting Ltd Little Narrows N-É**	Stabilisation d'urgence des roches de la route N-É	633,255	63,755	633,255*(*f*)
D W Matheson & Sons Contracting Ltd Little Narrows N-É**	Pavage de la route N-É	250,348	250,348	250,348(*f*)
McNally Contractors Ltd Lethbridge Alb	Réaménagement de l'avenue Waterton Alb	372,014	141,005	141,005
McNamara Construction Ltd St John's T-N	Gradation et système d'écoulement des eaux des routes T-N	3,255,712		3,255,712(*f*)
Modern Construction Ltd Moncton N-B**	Réparations au pavé N-B	610,935	610,935	610,935
Newfoundland Department of Transportation St John's T-N	Pavage de la route T-N	442,400	442,400	442,400
O'Brien Contracting Canada Ltd Airdrie Alb	Réaménagement de la rivière Fiddle Alb	442,439	120,456	442,439(*f*)
PCL Maxam a joint venture Saskatoon Sask**	Dessein et construction de nouvelles installations d'entretien Sask	5,696,900	2,800,151	3,062,515
PCL Maxam a joint venture Saskatoon Sask	Construction de l'édifice d'entretien «VRC» Sask	2,883,718	16,163	2,883,718*(*f*)
Penney Construction Co Ltd St John's T-N**	Réparations au pavé T-N	319,732	319,732	319,732(*f*)
Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B	Acquisition de terrains/intérêts du bois, bord du Pacifique C-B	25,000,000	8,000,000	8,000,000
Ron Engineering and Construction (Eastern) Ltd Ottawa Ont	Reconstruction de l'écluse Nicholson nº 19 Ont	743,372	56,271	743,372*(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Skiftun Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'un immeuble abritant des cabinets de toilette et douche Sask	425,930		424,610
Taplen Construction (1979) Ltd Ottawa Ont	Rénovations de l'immeuble de contrôle des écluses et magasin Commissariat Ont	738,441	2,000	738,441*(/)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb	Logements pour personnel célibataire au lac Louise Alb	2,248,187	1,451,128	1,451,128
Western Construction Co Ltd Stephenville Crossing T-N**	Réparations au pavé T-N	737,501	737,501	737,501
West Kootenay Mechanical Ltd Trail C-B	Système de recouvrement de la chaleur C-B	254,274		254,274
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N	Construction de l'aire de fréquentation diurne T-N	375,150	327,723	374,399
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Restauration et réparation N-É	2,756,533	77,295	2,756,533(/)
AFFAIRES EXTÉRIEURES $32,358,218				
Département $32,358,218				
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $32,358,218				
Arriscraft Corporation Cambridge Ont	Fournir plaque de marbre, construction d'une chancellerie Washington DC É-U	4,959,284	493,221	532,900
Arthur Erickson Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction d'une chancellerie Washington DC É-U	3,750,000		2,635,768(/)
Bylander Misr Corporation Le Caire Égypte	Rénover une chancellerie Le Caire Égypte	564,000		24,503(/)
Consortium CRS Ste-Foy Qué	Fournir et ériger une chancellerie préfabriquée Bridgetown Barbade	2,705,950		2,685,950
Diplomatic Corps Services Bureau Moscou URSS	Acquisition d'un terrain pour le complexe de l'Ambassade Moscou URSS	1,201,770		729,306
Diplomatic Services Bureau Beijing Chine	Construction du complexe de l'Ambassade Beijing Chine	14,192,513	8,304,789	8,304,789
Dubois Plumb & Associates Toronto Ont	Plans et devis et construction du complexe de l'Ambassade Beijing Chine	2,022,334		1,731,196(/)
Foundation Company of Canada Toronto Ont	Approvisionnement de matériel pour le complexe de l'Ambassade Beijing Chine	4,665,524	2,571,117	3,069,546
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Lagos Nigéria	882,000		467,725(/)
Hanscomb Consultants Toronto Ont	Plans et devis du complexe de l'Ambassade Washington DC É-U	376,000		268,362(/)
Hunter & Partners Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	1,251,000		1,076,073(/)
Hyman Construction Co Washington DC É-U	Construction d'une chancellerie Washington DC É-U	54,681,000	17,263,534	17,829,534
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Construction de la résidence officielle Londres Angleterre	1,435,000		1,395,416(/)
Kyle Stewart Ltd Londres Angleterre	Rénovations à la chancellerie «MacDonald House» Londres Angleterre	9,908,000	358,788	9,382,275*(/)
Laing Wimpey Alireza Riyad Arabie Saoudite	Construction d'une chancellerie Riyad Arabie Saoudite	22,675,000		21,759,258(/)
Neish Owen Rowland & Roy Toronto Ont	Construction d'une chancellerie Lagos Nigéria	2,968,000		2,186,512(/)
Perrazone Marc Architects Kinshasa Zaïre	Construction d'une nouvelle chancellerie Kinshasa Zaïre	294,000		135,477(/)
Sankey Partnership Architects Toronto Ont	Plans et devis et construction d'un complexe diplomatique Riyad Arabie Saoudite	3,468,000		3,419,416(/)
SBBM et SIX Construction Kinshasa Zaïre	Construction d'une chancellerie Kinshasa Zaïre	1,695,333	1,163,863	1,163,863(/)
PÊCHES ET OCÉANS $44,599,319				
Département $44,599,319				
A C Landry & Fils Ltée Caraquet N-B**	Dragage du port de plaisance N-B	250,140		250,140(/)
Acadian Construction Ltd Associate Builders Ltd Joint Adventure Moncton N-B**	Centre de pêches de la région du Golfe N-B	5,682,587	2,023,254	5,682,587
Aknor Construction Company Ltd Orillia Ont**	Construction de brise-lames Ont	588,969		588,969(/)
B & M Comeau Construction Co Ltd Little Brook N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	357,400	357,400	357,400
Bay Chaleau Construction (1981) Ltd Shippegan N-B**	Services mécaniques et électriques N-B	746,964	114,948	746,964
BC Hydro Vancouver C-B	Aménagement d'un système électrique C-B	800,000	689,701	689,701
Beauséjour Management Ltd Caraquet N-B**	Dragage du quai public, classe B N-B	1,021,146		1,021,146(/)
Beaver Marine Construction Ltd HNPS Halifax N-É	Dragage N-É	410,500	163,030	163,030
Belmont Construction Ltd Burnaby C-B**	Construction du laboratoire de Pêches et Océans C-B	6,918,438	6,348,990	6,482,007
Bilco Construction Ltd Lantzville C-B**	Dragage C-B	758,726		758,726
Blunden Construction Ltd Halifax N-É**	Amélioration de la sécurité contre les incendies N-É	382,996	302,911	382,996
Bondy E Excavating & Trucking Ltd Amherstburg Ont**	Construction, développement du port de plaisance Ont	920,089	36,500	920,089
CCM Construction (Nfld) Ltd St John's T-N**	Agrandissement du quai, phase 1 T-N	460,303		460,303(/)
CCM Construction (Nlfd) Ltd St John's T-N**	Reconstruction du quai T-N	341,229	56,422	341,229(/)
CCM Construction St John's T-N**	Agrandissement de l'entrepôt des appâts T-N	928,573	(716)	928,573*(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	480,830		480,830(/)
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	2,115,370		2,115,370(/)
Cimco Industries Ltée Montréal Qué	Fabriquer des unités de fabrication et de conservation de glace Qué	708,738		708,738(/)
Climair Inc Rimouski Qué	Fournir et installer des systèmes de réfrigération pour la conservation de glace Qué	490,433		490,433(/)
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Fermont Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	432,446		432,446(/)
Coffrage Ste-Foy (1984) Inc Mont-Joli Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	764,636		764,636(/)
Comeau & Savoie Construction Ltd Caraquet N-B**	Nouveau quai secondaire N-B	506,640	277,860	506,640(/)
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un quai des pêcheurs Qué	376,060		376,060(/)
Construction Canamot Inc Montréal Qué**	Port de Mer (phase III) Qué(2)	8,604,548	1,399,079	8,604,548
Construction Fernand Landry Ltd Étang du Nord IM Qué**	Réparations au quai de la Coop Qué	434,615	428,615	428,615
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Services à quai (Block «E») Qué	297,201		297,201(/)
Construction Jean et Robert Ltée Gascons Qué**	Services à quai Qué	347,618	61,710	347,618(/)
Covex Inc Ancienne Lorette Qué**	Nouveau havre de pêche Qué	3,906,283		2,259,528
Curran & Briggs Ltd Summerside Î-P-É**	Reconstruction du quai secondaire Î-P-É	400,894	355,753	355,753
D Robinson Contracting Ltd Nanaimo C-B**	Reconstruire les flotteurs existants C-B	939,981		939,981(/)
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage Ont	262,529		262,529
Edward Collins Cont Ltd Jerseyside T-N**	Prolongement du brise-lames T-N	511,150	399,970	399,970
Égide Jean Inc Rimouski Qué**	Reconstruction du quai Qué	2,321,037	991,939	2,276,065
Elphège Arseneau Cap-aux-Meules IM Qué**	Jetée contre l'ensablement Qué	470,089	150,750	470,089*(/)
F W Sawatsky Winnipeg Man**	Traitement des eaux, Institut des eaux douces Man	1,795,649		1,795,649(/)
Fahey LD Construction Co Ltd Goose Bay Labrador**	Immeuble du Centre de services pour pêcheurs Labrador	1,893,576	68,943	1,861,683
Floyd's Construction Ltd Rocky Harbour T-N**	Reconstruction d'un quai T-N	307,965	272,138	272,138
Fundy Contractors Ltd Leonardville N-B**	Reconstruire et réparer le quai N-B	762,398		762,398(/)
Gaffney Quebec Ltd Stratford Ont**	Promenade du Parc Lakefront, brise-lames du port de plaisance, étape 4 Ont	523,391	523,391	523,391(/)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué**	Équipement à quai (Block «A») Qué	477,714		477,714(/)
Gentra Construction Inc Québec Qué**	Construction d'un brise-lames Qué	805,130		805,130
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Développement portuaire Labrador	442,531	55,236	442,530(/)
Grossi T & Son Construction Ltd Leamington Ont**	Construction, édifice du havre et bassin de service Ont	344,300		344,300(/)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Bâtiment niveau inférieur, fondation et charpente, phase V Qué	7,771,343	115,651	7,735,167
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Filtres, raccordement de plomberie/mécanique/électricité, équipement de levage, membrane hydrofuge, (Institut Maurice Lamontagne, phase 13) Qué	1,625,968	200,000	200,000
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Réservoir d'eau (phase IV) Qué	2,727,292	612,596	2,727,292
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Travaux généraux, phase VI Qué	14,506,635	4,210,392	14,506,635
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Travaux sur le site et paysager (Institut Maurice Lamontagne, phase 7) Qué	1,967,760	780,127	1,967,760
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Pavage (Institut Maurice Lamontagne, phase 11) Qué	442,332	440,332	440,332
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Ouest Qué**	Unité à atmosphère contrôlée, (Institut Maurice Lamontagne, phase 12) Qué	362,600	59,621	59,621
Hynes Construction Ltd Dunville PB T-N**	Prolongement du quai de brise-lames T-N	394,613		389,826(/)
Industries P B L Inc Cap-Rouge Qué	Fournir et installer sur 21 sites, un abri métallique de protection sur machines à glace Qué	301,002		301,002(/)
J R Edgett Excavating Comox C-B	Digue des chenaux et travaux de prise d'eau C-B	652,096	652,096	652,096(/)
La Compagnie GIW Inc Longueuil Qué	Fournir et installer deux silos à glace Qué	259,141		259,141(/)
Landry Construction Inc Natashquan Qué**	Équipement à quai Qué	281,135	33,582	281,135(/)
Landry Construction Inc Natashquan Cté Manicouagan Qué**	Dragage d'un quai de pêche Qué	568,140		568,140(/)
Lemay Vican Inc Victoriaville Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,537,756		2,537,756(/)
Les Constructions Gart Inc Laval Qué	Fondation d'un silo à glace Qué	258,166	30,000	258,166*(/)
Les Entreprises Kiewit Ltée Lachine Qué**	Réparations aux ouvrages de protection Qué	2,149,885	318,492	2,149,885(/)
M E C Richard Inc Havre-aux-Maisons Qué	Fabriquer les systèmes de manutention et de conservation de glace et de poissons Qué	715,609		715,609(/)
Marogna Bros Construction Ltd Prince Rupert C-B**	Sourdough Bay, station maritime et quai de lancement C-B	1,604,022	9,273	1,601,372(/)
Mosher & Rawding Enterprises Ltd Liverpool N-É**	Reconstruction d'un quai N-É	256,551	256,551	256,551
N & L Construction Ltd Stephenville T-N**	Centre de services pour les pêcheurs T-N	924,891	1,820	924,891
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	3,726,173		3,726,173(/)
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	2,930,034		2,930,034(/)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Paul Martin Inc La Pocatière Qué	Fabriquer des systèmes préfabriqués de congélation et conservation de Bouëtte Qué	1,766,818		1,766,818(*f*)
Precision Builders (Windsor) Ltd Windsor Ont**	Développement du port de plaisance Ont	1,238,232	32,817	1,238,232
Quadra Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Améliorations portuaires, construction du quai n° 7 C-B	451,560	114,833	451,560(*f*)
Quadra Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Remplacement du brise-lames flottant C-B	907,471	859,316	859,316
Rocois Construction Inc Ange-Gardien Qué**	Ameublement intégré de laboratoire et service alimentaire Institut Maurice Lamontagne, phase 9 Qué	1,071,106	931,368	1,071,106
Rosedale Construction Ltd Glovertown T-N**	Prolongement du brise-lames (phase I) T-N	375,531	195,000	195,000
Sass Manufacturing Limited Chatham Ont**	Installation de flotteurs Ont	365,374		365,374(*f*)
Sintra Inc Montréal Qué**	Améliorations portuaires Qué	4,952,979		4,952,979
Solid Holdings Ltd Corner Brook T-N**	Phase II, bâtiments du Centre de services pour les pêcheurs T-N	1,871,598	5,735	1,871,598
Straight Shore Construction Musgrave Hb T-N**	Reconstruction d'un quai T-N	311,269	171,997	311,269
Time Construction Co Ltd St Bride's T-N**	Reconstruire quai pour palangre T-N	734,308	36,099	697,317*
Veasey Banks Excavating Ltd Nanaïmo C-B**	Réparations de brise-lames et construction d'un terrain de stationnement C-B	509,864	77,314	509,864(*f*)
Voyageur Marine Construction Co Ltd Dorion Qué**	Brise-lames de moellons N-B	279,122	279,122	279,122(*f*)
W & A Contracting Campbell River C-B	Aménagement du chenal pour le frai du saumon C-B	623,908	623,908	623,908(*f*)
Youngs Construction Ltd Lourdes T-N**	Réparations de brise-lames T-N	300,527	175,197	175,197
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É**	Brise-lames de moellons N-É	2,092,764		1,993,682
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $61,825,957				
Département $61,825,957				
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $43,065,017				
Aim Electric Ltd Saskatoon Sask**	Système électrique dans une école Sask	251,770	102,686	251,770*(*f*)
Anaheim Construction Ltd Saskatoon Sask**	Système d'aqueduc, dans une école à la Réserve indienne Beardy Okanasis Sask	2,275,391	155,240	2,275,391(*f*)
Anaheim Construction Ltd Saskatoon Sask	Construction d'une caserne de pompiers, Réserve indienne Thunderchild Sask	369,956	1,306	370,320(*f*)
Arnasson Industries Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	2,274,731	673,665	2,019,346
Beacon Mechanical Construction Ltd Port Coquitlam C-B**	Mécanique et électricité dans une école C-B	685,797		593,480
R M Bélanger Ltd Chelmsford Ont**	Construction d'un système d'égouts Ont	5,857,007	4,441,980	4,441,980
Bird Construction Co Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	4,201,590	3,539,386	3,539,386
Boless Inc Thetford Mines Qué**	Construction d'une école Qué	998,971	960,705	960,705
Construction Leclerc & Pelletier Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'une école Qué	1,448,968	1,244,082	1,244,082
Construction Ondel Inc Beauport Qué**	Électrification centrale Qué	550,594	474,842	474,842
Cox Excavating Marine and General Contractors Tillsonburg Ont**	Construction du réseau d'adduction d'eau Ont	2,353,413	242,858	2,353,413*
Cox Excavating a Division of 349538 Ont Ltd Tillsonburg Ont**	Réseaux d'eau et d'égouts Ont	2,938,402	2,038,455	2,881,933*
Empire Iron Works Ltd Winnipeg Man**	Infrastructure Sask	335,360	22,000	22,000
Fincan Construction Ltd Sault Ste Marie Ont**	Nouvelle école et système septique Ont	315,787		315,787(*f*)
Gafney Quebec Ltd Stratford Ont**	Construction de quais pour traversiers Ont	1,138,510	1,138,510	1,138,510(*f*)
Hayward Burry Ltd Gloverton T-N**	Construction du réseau d'adduction d'eau Ont	814,421	814,421	814,421(*f*)
K&T Contractors Raymore Sask**	Louer de l'équipement pour l'école Sask	399,449	389,449	389,449
Kingsgrove Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'une école et d'une résidence d'enseignants Man	9,704,038	2,955,642	9,388,516*
Kraft Construction Ltd Winnipeg Man**	École primaire Man	1,893,786		1,893,786
Maritime Builders Ltd Sydney N-É**	Construction d'une école N-É	1,228,000		1,228,000(*f*)
C A McDowell Centralia Ont	Réseau d'adduction d'eau Pic Mobert Ont	270,956	43,389	250,487(*f*)
Miners Construction Ltd Saskatoon Sask	Rénovations, école St Phillips Sask	269,800		269,800(*f*)
Norco Plumbing and Heating Winnipeg Man	Construire une résidence d'enseignants de quatre logements Man	310,209	14,020	310,155
640788 Ontario Ltd Hearst Ont**	Ajout à une école, construction Ont	550,880	550,880	550,880(*f*)
P&M Construction Edmonton Alb**	Construction d'une école Man	2,201,487		2,195,000
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Construction d'une école Man	2,340,969	32,782	2,340,969*
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Construction d'un ajout à une école Ont	6,717,825	123,279	6,717,825(*f*)
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	École Man	8,755,998	7,205,181	7,549,401
Hervé Pomerleau Inc St-Georges Qué**	Construction d'une école Qué	2,302,878		2,206,123(*f*)
Protask Management Ltd Saskatoon Sask**	École Man	4,492,011	4,255,283	4,255,283
Travaux publics Canada Willowdale Ont**	Ajout à une école Ont	3,620,000		3,452,102(*f*)
Ring Contracting Ltd Parksville C-B**	Préparation du terrain C-B	850,235		844,025
River North Construction Prince Albert Sask**	Rénovation de la structure d'une école Sask	399,029	399,029	399,029(*f*)
River North Construction Prince Albert Sask**	Construction d'une école primaire Sask	1,340,000	654,297	654,297
J Sid Corp Construction (rapporté antérieurement sous James Smith Band Heavy Construction) Melfort Sask**	Eau et égouts Sask	590,000	9,583	574,559*

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
J Sid Corp Construction Melfort Sask**	Eau et égouts Sask	261,000	139,189	254,363
R A Smith Plumbing and Heating Co Ltd Nanaimo C-B**	Mécanique et plomberie C-B	278,160	121,001	278,163*(*f*)
Square M Contractors Ltd Edmonton Alb**	Construction d'une école Sask	289,927	289,927	289,927(*f*)
Spring Point Management Ltd Kelowna C-B	Construction des réseaux d'eau et d'égouts C-B	962,260	962,260	962,260(*f*)
Stuart Olson Industrial Construction Ltd Saskatoon Sask**	Construction d'une usine de traitement des eaux usées Sask	287,799	264,653	264,653
Transwest Roofing Ltd Surrey C-B**	Toiture d'une école C-B	258,757	70,788	258,237(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Eau et égouts Sask	973,702		973,702*(*f*)
Verigin Construction Ltd Vancouver C-B**	École Man	6,701,852	1,883,622	6,701,852
Wormald Fire Systems Calgary Alb	Système d'arroseur automatique à une école Sask	279,935	258,678	258,678(*f*)
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $18,760,940				
Antler Construction Co Ltd Prince George C-B**	Réfection de l'autoroute, bornes kilométriques 255.1 à 264.6 TY	2,455,463	144,142	2,455,463*(*f*)
Deh Cho Corporation Ltd Fort Simpson TN-O**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux, route Mackenzie-Wrigley, bornes kilométriques 692.8 à 697.7 TN-O	2,613,498	9,276	2,613,498*(*f*)
Deh Cho Corporation Ltd Fort Simpson TN-O**	Hérisson de la route Mackenzie, bornes kilométriques 679.7 à 687.5 TN-O	2,644,437	2,232,531	2,644,437(*f*)
General Enterprises Construction Ltd Whitehorse TY**	Broyage et stockage, borne kilométrique 643 TY	574,110	5,113	574,110(*f*)
Hilbar-Rockline J V Vancouver C-B	Route Klondike sud, bornes kilométriques 41-67 TY	2,534,910	2,139,904	2,139,904
Hovat Construction Ltd Yellowknife TN-O	Pont de la route Little Buffalo TN-O	923,249	923,249	923,249(*f*)
Impact Industries Lacombe Alb	Route Dempster, bornes kilométriques 358, 381, 396 TY	568,870	516,314	516,314(*f*)
E Lobe Contracting Whitehorse TY	Réfection de la route Dempster, bornes kilométriques 41-67 TY	3,172,192	3,172,192	3,172,192(*f*)
M & R Mechanical Construction Ltd Whitehorse TY**	Ajout à l'Édifice forestier TY	314,090	695	314,090*(*f*)
Melberg Verrico Contracting Ltd Whitehorse TY**	Bornes kilométriques 105.7 à 116.7, route Klondike TY	999,752		999,752(*f*)
Riverton Boat Works Ltd Riverton Alb	Conversion au traversier TN-O	2,176,252	2,002,152	2,002,152
Robinson Trucking Ltd Yellowknife TN-O**	Route Mackenzie, bornes kilométriques 656.6 et 692.1 TN-O	379,915	379,915	379,915(*f*)
Rowes Construction Ltd Hay River TN-O	Travaux à l'emplacement et fondation de béton à la Base Tanker TN-O	267,440	254,196	254,196
RWK Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction du Bureau de Fort Smith TN-O	501,576	6,840	501,576(*f*)
W A Soychuck Contracting Ltd Fort St John C-B**	Dégagement, gradation et système d'écoulement des eaux de l'autoroute, bornes kilométriques 190.3 à 207.8 TN-O	2,720,986		2,712,986
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction du Bureau de Frobisher Bay TN-O	582,147		582,147(*f*)
Wescon Enterprises Whitehorse TY	Route Dempster, bornes kilométriques 67 à 80 et 84 à 87 TY	2,564,508	5,145	2,564,508(*f*)
Wescon Enterprises Whitehorse TY	Route Dempster, bornes kilométriques 50 à 67 TY	417,968	113,279	417,968(*f*)
DÉFENSE NATIONALE $162,256,596				
Département $162,256,596				
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $162,256,596				
Al-Jen Construction Ltd Collingwood Ont	Agrandissement des installations—Formation des services d'alimentation Ont	5,500,369	1,057,578	1,057,578
Alberta Energy Co Ltd Calgary Alb	Construction et achèvement de la source de développement Alb	302,800	6,895	227,887
Alta Surety Co (rapporté antérieurement sous A & A Special Construction Ltd) Montréal Qué	Agrandissement du «Curtis Hall CFCSC» Ont	4,519,439	2,403,235	3,176,944
Amtron Construction Inc St-Laurent Qué	Construction d'une salle pour ordinateurs Qué	259,249	233,136	259,249(*f*)
ATA Construction Ltd Norman Wells TN-O	Fondations du terminal de satellite TN-O	763,278	740,760	740,760
ATA Construction Ltd Norman Wells TN-O	Fondations du terminal de satellite TN-O	786,386	602,182	602,182
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B	Route d'accès T-N	9,790,170	5,335,052	6,831,408
Bach-McDougall Eng & Contractors Ltd London Ont	Construire une route d'accès, fondation pour une antenne et radôme, fournir et installer des bâtiments préfabriqués Ont	338,422	261,590	338,422(*f*)
Bela Vista Homes Construction Ltd Medicine Hat Alb	Construire un centre de décontamination Alb	754,930	73,987	754,930(*f*)
Bic Enterprises Ltd Dartmouth N-É	5 logements pour le personnel marié N-É	485,649	349,373	485,649(*f*)
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont	Éclairage d'approche Alb	449,235	247,520	449,235(*f*)
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations à un bâtiment N-É	908,887	5,999	908,887(*f*)
Blunden Construction (1984) Ltd Halifax N-É	Rénovations à des bâtiments N-É	1,805,898	12,399	1,805,898(*f*)
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É	Installations pour laver les aéronefs N-É	284,416	283,365	283,365

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Boyd & Garland Construction Ltd Dartmouth N-É	Conception et construction de 54 logements pour le personnel marié N-É	4,090,690	8,000	4,090,690(*f*)
Braemar Developments Ltd Medicine Hat Alb	Construire 26 logements pour célibataires Alb	811,701	315,539	315,539
Brulé Construction Ltd Ottawa Ont	Nouvelle chapelle catholique romaine Ont	1,019,996	748,643	972,061
Dwight Burley Construction Ltd Kemble Ont	Logements Ont	493,520	4,060	493,520(*f*)
Calor Mechanical Contracting Ltd Ottawa Ont	Rénovations, diverses pièces Ont	658,289	31,389	658,289(*f*)
Cambrian Construction Ltd Montréal Qué	Équipements et améliorations de la jetée N-É	272,589	272,589	272,589(*f*)
Campbell Construction Ltd Victoria C-B	Centre de formation des armes de surface C-B	934,684	57,681	934,684(*f*)
Campbell Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement au magasin de plomberie et soudure C-B	299,488	50,292	299,488(*f*)
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Construction d'un hôpital et d'une clinique dentaire C-B	6,554,595	55,000	6,554,241
Cana Construction Co Ltd Richmond C-B	Améliorations des services d'une jetée du chantier maritime C-B	3,964,988	206,090	3,964,061
Canada Fence & Pipe Ltd Calgary Alb	Clôture de sécurité Alb	710,000	109,832	710,000(*f*)
Central Canadian Structures Ltd Fort Whyte Man	Ajout d'un garage à un bâtiment Man	888,493	581,051	888,493(*f*)
Chubb Security Systems a Div of Chubb Industries Ltd Mississauga Ont	Améliorer le système de signal d'alarme et de suppression N-É	1,049,593	87,358	1,049,593(*f*)
J D Coad Construction Co Ltd Trenton Ont	Ajouts et modifications à un bâtiment Ont	377,517	9,888	377,517(*f*)
Construction G C P Inc Québec Qué	Nouvelles installations sanitaires Qué	394,563	1,000	394,563(*f*)
Construction G C P Inc Québec Qué	Modifications et ajout au poste de garde Qué	554,604	151,637	151,637
Les Constructions René Bélisle Inc Limoilou Qué	80 logements pour célibataires Qué	2,374,559	1,352,354	1,352,354
Cote & Ryde Construction Ltd Ottawa Ont	Aire d'essaie intérieur pour armes Ont	2,888,327	370,636	370,636
C Cottingham Construction Comox C-B	Ajout et modifications au bâtiment «CE» C-B	370,538	365,123	365,123
Cupido Construction Ltd Kingston Ont	Ajout au bâtiment «CE» Ont	411,096	391,297	411,096(*f*)
Les Déboisements Dufour Inc St-Félicien Qué	Contrôle de la brousse de l'aire de formation Qué	693,185	474,577	693,185(*f*)
Delta Aggregates Ltd Delta C-B	Manège militaire de pré-chargement C-B	794,800	794,800	794,800(*f*)
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Hôpital des Forces canadiennes N-É	18,341,450	313,092	18,341,450(*f*)
Dineen Construction (Atlantic) Ltd Dartmouth N-É	Construire l'extension au syncrolift N-É	8,575,268	741,428	8,572,337
Ediltec Construction Inc Montréal Qué	Mégastructure—Piscine Qué	894,689	38,356	894,689(*f*)
Elf Construction and Management Services a Div of Modern Cabinet Industries Ottawa Ltd Nepean Ont	Rénover pour la formation des gardes de cérémonies et troupes Ont	1,181,498	18,955	1,173,178
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont	Édifice renfermant des renseignements sensibles Ont	325,031	319,075	319,075
Les Entreprises Québec Hab Ltée Québec Qué	Nouvelles installations pour la simulation environnementale Qué	646,518	607,929	607,929
Les Entreprises Québec Hab Ltée Québec Qué	Construire clinique dentaire Qué	852,616	676,392	850,616
Erskine Bldg Ltd Halifax N-É	298 logements pour célibataires N-É	6,425,877	4,996,233	6,243,761
Erskine Bldg Corp Toronto Ont	100 logements de célibataires pour officiers Ont	3,377,490	2,623,419	3,272,467
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Pavage Alb	345,772	343,110	343,110
Excavation de Chicoutimi Inc Chicoutimi Qué	Construire un campement pour élèves Qué	260,440	200,893	200,893
Farad Enterprises Ltd Waterloo Ont	Nouvel édifice d'administration et de formation Ont	480,295	313,895	480,295(*f*)
Farmer Construction Ltd Victoria C-B	Bâtiment des services d'ingénierie de la Base C-B	4,257,722	53,675	4,257,722(*f*)
Foundation Maritime a Div of The Foundation Co of Canada Ltd Eastern Passage N-É	Services/améliorations à la jetée 8 N-É	18,033,076	39,301	18,033,076*(*f*)
Fraser-Brace Maritimes Division of Pigott Construction Ltd Halifax N-É	Construire l'Immeuble du quartier général N-É	15,063,932	2,129,619	14,950,197
Gardon Construction Ltd Winnipeg Man	Musée de l'aviation royale canadienne Man	474,646	38,481	474,646(*f*)
Garvey Construction Ltd Ottawa Ont	Rénover des logements Ont	384,963	54,595	384,963(*f*)
The General Accident Assurance of Canada & Kelly Leduc Ltd Ottawa Ont	Approvisionnement de quincaillerie Qué	316,632		315,921
Genisag Construction (1985) Inc Chicoutimi Qué	Construire un dépôt pour oxygène liquide et refaire le revêtement d'une route Qué	385,114	382,287	382,287
Genisag Construction (1985) Inc Chicoutimi Qué	Construire un entrepôt pour le CF-18 Qué	679,200		
Gil-Bern-Charles Corp Ltd Nepean Ont	Construction d'un bâtiment pour police militaire Ont	800,042	1,433	800,042(*f*)
Grand Falls Milling Co Ltd Grand Falls N-B	Manège militaire de Grand Falls N-B	499,176	498,250	498,250
Greyleith Engineering and Construction Ltd Ottawa Ont	Bâtiment pour l'entretien des terrains Ont	783,564	717,856	783,564(*f*)
Harbour Pile Driving Co Ltd Nanaimo C-B	Relocaliser les flotteurs de la jetée «C» C-B	329,885	109,428	109,428
Herb Bate Ltd Victoria C-B	Services pour le traitement des égouts C-B	485,000	6,148	485,000(*f*)
Houle Electric Ltd Vancouver C-B	Installer chauffage électrique C-B	468,556	282,406	467,256
Les Immeubles P H B Enr Beauceville Qué	Emplacement pour le manège militaire Qué	673,410	473,410	473,410
J & M Electric Ltd Medicine Hat Alb	Installation du système de chauffage, d'alarmes contre les incendies et d'interception des pompes Alb	279,511	12,477	279,511(*f*)
J S A Construction Co Ltd North Bay Ont	Piscine et clôture Ont	780,917	767,148	767,148
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Construire les installations d'entretien de la Base Ont	11,470,923	1,391,829	11,442,819
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Bâtiment pour véhicules blindés Ont	463,572	12,113	463,572(*f*)
Janin Bldg & Civil Works (1983) Ltd Toronto Ont	Immeuble principal CETT Ont	13,626,908	1,364,613	13,561,982
Kaland Construction Ltd Calgary Alb	136 logements pour célibataires Alb	2,895,100	833,747	2,893,963

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont	Bâtiment Ont	2,156,482	1,283,483	2,103,454
Kerkhoff Construction Group Ltd Chilliwack C-B	226 logements pour célibataires C-B	3,909,656	732,516	3,891,916
E C King Contracting Div of Miller Paving Ltd Owen Sound Ont	Construire emplacement du bivouac Ont	428,000	303,983	303,983
Kirkmount Builders Ltd Dartmouth N-É	Rénover le bâtiment N-É	326,135	223,602	223,602
Laflèche Construction Ltd Dartmouth N-É	Ajout au bâtiment pour le carburant OTTO N-É	1,860,700	165,660	165,660
Lakh Construction Corp St Albert Alb	Ajout au magasin pour l'entretien des missiles Alb	400,350	25,541	400,350(*f*)
Laval Fortin Limitée Alma Qué	Construire 100 logements pour le personnel marié Qué	7,878,878	7,078,734	7,078,734
Laval Fortin Limitée Alma Qué	Installation du radar à grande autonomie TN-O	27,056,907	10,288,388	10,288,388
Alain Lavoie Ltée Chicoutimi Qué	Services d'entretien d'emploi multiple Qué	6,816,147	50,442	6,816,147(*f*)
Lear Construction Services Ltd Calgary Alb	Baie pour lavage des véhicules Alb	1,105,904	69,619	1,105,904(*f*)
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Ajout d'un troisième étage C-B	530,725	83,588	526,496
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Édifices des installations C-B	317,674	309,118	309,118
Liddell Contracting Ltd Victoria C-B	Rénovations à un édifice C-B	581,875	351,213	351,213
Lisgar Construction Co Div United Shelters Ltd Bolton Ont	438 logements pour célibataires Ont	8,200,308	5,736,712	7,976,824
D J Lowe (1980) Ltd Deep Brook N-É	Réparations de bateaux/bâtiment d'entrepôt N-É	340,670	219,632	340,670(*f*)
Abel Madsen Enterprises Ltd Winnipeg Man	Chaudières pour 2 édifices Man	309,283	309,283	309,283(*f*)
Markus and Son Ltd Pembroke Ont	Agrandissement à la caserne de pompiers Ont	276,142	154,573	276,142(*f*)
Markus and Son Ltd Pembroke Ont	Agrandir l'atelier Ont	321,844	82,779	82,779
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont	Rénover l'édifice pour logement des gardes de cérémonies Ont	345,071	37,700	345,071(*f*)
W G McDonald Construction Co Ltd Ottawa Ont**	Chambre blindée Ont	678,449	4,396	678,449(*f*)
M J B Excavating Ltd Medicine Hat Alb	Édifice à compartiment multiple pour armement Alb	292,568	282,417	282,417
Michael Monteith Enterprises Ltd Orillia Ont	Annexe au Mess des officiers Ont	4,218,314	1,375,304	1,375,304
Multi-Ventures Ltd Tracy N-B	Agrandissement à la caserne de pompiers N-B	320,088	298,264	298,264
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb	Agrandissement aux logements des officiers Alb	302,089	11,649	302,089(*f*)
R J Nicol Construction (1975) Ltd Ottawa Ont	Installations Ont	1,498,000		
Olivit Construction Ltd Maple Ridge C-B	Bâtiment pour l'entretien des bateaux C-B	251,554	4,627	251,554(*f*)
OMSAC Developments Ltd Calgary Alb	Bâtiment NCSM Tecumseh Alb	5,370,623	3,951,380	5,275,792
Papirnik Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement à un édifice Alb	325,380	325,380	325,380(*f*)
PCL Civil Constructors Inc Edmonton Alb	Installation du radar à grande autonomie T-N	20,149,669	5,694,012	5,694,012
PCL Construction Ltd Winnipeg Man	Construction du quartier général du commandement aérien Man	19,660,159	1,272,137	19,633,174
PCL Constructors Western Inc Richmond C-B	Manège militaire pour le bataillon des services C-B	5,798,000	403,896	403,896
PDI Structures (Ottawa) Inc Ottawa Ont**	Modifications au centre d'ordinateurs Ont	1,153,493	61,492	1,153,493
Pentagon Bldg Corp Ltd Edmonton Alb	Garage pour véhicules Alb	754,957	314,470	754,957(*f*)
Perma Construction Ltd Victoria C-B	Rénovations à un bâtiment C-B	654,934	485,704	654,934(*f*)
J Euclide Perron Ltée Chicoutimi Qué	Installation pour l'entreposage des missiles Qué	800,041		
La Compagnie de Construction Gaston Picard Inc Charny Qué	Construire 360 logements pour célibataires Qué	8,447,076	4,347,641	8,331,491
Pillar Construction Ltd Vancouver C-B	Édifice de l'entretien C-B	499,000		
Prime Industries Victoria Inc Saanichton C-B	Ajout du deuxième et troisième étage à un édifice C-B	388,752	150,053	150,053
Red Lake Construction Co Ltd Winnipeg Man	Rénover les magasins de métal pour hangar Man	334,184	334,184	334,184(*f*)
D Robinson Contracting Ltd Nanaimo C-B	Construire un bâtiment de communication C-B	382,895	55,190	382,895(*f*)
Roscoe Construction Ltd Cambridge Station N-É	Rénovations au Mess des officiers N-É	1,425,414	100,230	1,425,414(*f*)
R W K Construction Co Ltd Edmonton Alb	Agrandissement à un bâtiment Alb	397,367	276,245	397,367(*f*)
S & S Electric Ltd Chilliwack C-B	Améliorer le système de distribution d'énergie primaire C-B	425,537	9,789	425,537(*f*)
Sagonaska Builders Ltd Belleville Ont	Agrandissement à un bâtiment Ont	483,411	21,521	483,411(*f*)
Sharcon Construction Reg'd Div of 369949 Ontario Ltd Ottawa Ont	Installation de réservoir toute saison pour lavage N-B	782,484	2,075	782,484(*f*)
Simmchen Construction Ltd Moncton N-B	Nouveau mess-cuisine N-B	949,800	141,312	141,312
Smiths Construction Co Arnprior Ltd Arnprior Ont	Améliorations des routes Ont	325,692	227,006	227,006
Solimec Ltd Rimouski Qué	Emplacement—Réserve de la marine Qué	850,000	850,000	850,000
Spanryle Ltd Ottawa Ont	Construire des bâtiments comprenant des salles de douches Ont	324,764	309,964	309,964
Spence Bros Construction Ltd Langley C-B	Construire un garage C-B	305,498	72,184	305,498(*f*)
St Lawrence Construction Ltd Beauport Qué	Installation du radar à grande autonomie T-N	26,457,132	12,006,872	12,006,872
Réal Ste-Marie Ltée Montréal Qué	Contrôle de la brousse Qué	956,620	888,337	888,337
Sun Construction Co Ltd Bedford N-É	Aménagement paysager et travaux de génie civil, Quartier général du Commandement maritime N-É	846,413	794,942	794,942
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Ajout d'une cuisine C-B	358,760	5,036	358,760(*f*)
Swagger Construction Ltd Abbotsford C-B	Polygone de tir, classification 600 mètres C-B	1,114,456	399,974	1,114,456(*f*)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb	Aire de stationnement, lavage des véhicules et ajout au Mess Alb	988,097	45,505	988,097(*f*)
Teknion Furniture Systems Inc Downsview Ont	Écrans acoustiques N-É	684,837	684,837	684,837(*f*)
Tidewater Construction Co Ltd Lower Sackville N-É	Nouvelle caserne de pompiers de la Base N-É	1,496,685	791,602	791,602
TRD Building Sales Ltd Medicine Hat Alb	Ajout à une école de la Défense nationale Alb	613,117	585,544	585,544
Union des Carrières et Pavages Limitée Charlesbourg Qué	Services extérieurs pour installation de simulation Qué	343,615	209,292	343,615(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Universal Industries Ltd Lloydminster Alb	Améliorations des installations «POL» Alb	434,370	384,175	384,175
Construction J M Valle Inc Brossard Qué	Construction d'un entrepôt pour munitions Qué	297,115	9,278	297,115(*f*)
Van Boxmeer Construction Co Ltd Lucan Ont	Agrandissement à une chapelle Ont	274,482	2,367	274,482(*f*)
D J Venasse Construction Ltd North Bay Ont	Installations pour terminal Ont	734,658	633,388	633,388
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont**	Rénovations à la salle d'ordinateurs Ont	601,259	589,408	601,259
W V Wallans Contracting Ltd Carrying Place Ont	Ajout d'un théâtre de lecture Ont	410,463	408,064	408,064
Western Plumbing and Heating Co Ltd Dartmouth N-É	Chaudière additionnelle N-É	1,111,119	960,854	1,102,741
Westland Construction Ltd Winnipeg Man	Rénover une partie d'un édifice pour l'unité «CE» Man	1,180,482	1,160,121	1,160,121
George Wimpey (Canada) Ltd Toronto Ont	Bâtiment de l'École d'administration et de logistique des Forces canadiennes Ont	4,502,902	3,437	4,502,902(*f*)
A H Winter & Son Construction Ltd Victoria C-B	Système de traitement des eaux usées C-B	401,904	260,391	401,904(*f*)
514054 Ontario Ltd O/O Nordman Construction Co (rapporté antérieurement sous Central Perma Coatings Ltd) Barrie Ont	Rénover un édifice Ont	345,774	1,885	345,774(*f*)
514054 Ontario Ltd 0/0 Nordman Construction Co Barrie Ont	Construire un édifice des cuisines Ont	400,872	390,347	390,347
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $47,862,468				
Département $47,862,468				
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $18,748,715				
Agrena Arctic Ltd Peterborough Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,856,153		1,856,153(*f*)
R Berg Construction Management Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,457,982	221	1,457,982(*f*)
E D Brunet et Fils Ltée Hull Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	796,000	317,149	317,149
Centre de Rénovation PDG Inc Val d'Or Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	251,148	130,188	251,148(*f*)
Con-Pro Industries (Man) Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	2,029,637		2,029,637*(*f*)
Construction J M Vallée Inc Brossard Qué**	Construction d'un poste de soins infirmiers Qué	1,138,136	496,213	1,138,436
Cox Excavating Tillsonburg Ont**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,674,835	389,206	389,206
Paul Daoust Construction Ltd Ottawa Ont**	Rénovations à un poste de soins infirmiers TN-O	394,079	649	394,079(*f*)
Great Northwest Insulation Surrey C-B**	Rénovations à un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	622,321	564,535	564,535
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,619,548	3,205	1,619,548(*f*)
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction d'une unité de quatre logements Ont	583,217		583,217(*f*)
Hembruff & Dambrowitz Ltd Matheson Ont**	Construction d'une unité de cinq logements pour célibataires Ont	570,516		570,516
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb	Rénovations à un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,616,833	1,366,606	1,366,606
Mardsen's Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,229,406	666	1,229,406(*f*)
Northern Systems Contracting Hearst Ont**	Réparations à un hôpital Ont	561,067	561,067	561,067
PCL Construction Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,383,396	476,743	1,383,396(*f*)
A K Penner and Sons Ltd Blumenort Man**	Construction d'un poste de soins infirmiers Ont	1,227,264	1,227,264	1,227,264
P & M Construction Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers TN-O	1,782,884	82,253	1,782,884(*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Sask	1,291,000	799,142	1,275,961
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'un poste de soins infirmiers Man	427,500		9,917(*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction d'un poste de soins infirmiers Man	492,660	492,660	492,660
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Construction par travail journalier d'une résidence Man	805,432		707,737(*f*)
Travaux publics Canada Ottawa Ont	Rénovations par travail journalier d'une résidence Man	805,731		582,842(*f*)
Southridge Construction St Albert Alb**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,214,838	196,556	1,214,838
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Construction d'une unité de six logements TN-O	1,406,405	27,064	1,406,405(*f*)
Trade North Contracting Whitehorse TY**	Modifications et ajouts à un centre de santé TY	865,305	865,305	865,305(*f*)
Treeline Construction Ltd/Madsen's Ltd Yellowknife TN-O**	Construction d'un poste de soins infirmiers et résidence TN-O	1,561,256	1,561,256	1,561,256(*f*)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb**	Construction d'un centre de santé Alb	1,364,167	1,207,325	1,207,325
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $9,560,398				
Cayouette et Saïa Architectes Montréal Qué**	Services architecturaux—Nouveau service de retenue et amélioration des systèmes existants pour l'air Qué	300,000	187,245	187,245

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
C D Davison Co Ltd Halifax N-É**	Services architecturaux et techniques—Installation de laboratoires et bureaux N-É	835,000	81,999	271,140
Dunlop Farrow Aitken Cansfield Inc Toronto Ont**	Services architecturaux et techniques—Nouveau service de retenue et amélioration des systèmes existants pour l'air Ont	1,332,500	270,801	270,801
Mathers and Haldenby Architects Incorporated Toronto Ont**	Services architecturaux et techniques—Ajout à l'Édifice du laboratoire de protection contre la radiation Ont	1,093,000	113,939	470,360
P C L Constructors Western Inc Winnipeg Man**	Construire un laboratoire et installation de bureau Man	11,330,000	6,183,361	6,183,361
Unecon Partnership Vancouver C-B**	Services architecturaux et techniques—Installation de laboratoires et bureaux C-B	881,692	98,271	881,692(*f*)
Voth Brothers Construction Ltd Abbotsford C-B**	Construire des installations de laboratoires et bureaux C-B	9,107,854	1,658,745	9,107,854
PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $19,553,355				
Cana Management Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,635,439	192,233	1,635,439
Cook Culham Montgomery Pederson & Valentine Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	600,000		475,095
Elan Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,516,240	1,514,240	1,514,240
Energroup Systems Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	597,953	574,483	597,953
The Foundation Company of Canada Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,901,345	2,868,210	2,868,210
GMD Muella Lifts Ltd Vernon C-B**	Parc Olympique Canada Alb	1,424,689	1,424,689	1,424,689
KVN Heavy Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	7,093,729	835,276	7,054,785
Menac Electrical-Mechanical System Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,475,358	802,455	2,454,358
Newklas Construction Canada Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	4,934,476	1,248,344	1,248,344
Reid Crowther & Partners Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,250,000		1,142,442
Riverton Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,467,919		2,435,449*
R W Landmark Construction Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,936,801	2,914,801	2,914,801
Sonmor Excavating Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	307,722	44,140	307,722
WA Stephenson Construction (Western) Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,175,754	1,175,754	1,175,754
WA Stephenson Construction (Western) Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	5,943,680	323,277	5,943,680
WA Stephenson Construction (Western) Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	856,460	854,210	854,210
Stone & Webster Canada Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	1,150,000		1,135,314
Stuart Olson Industrial Contractors Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	516,272	7,352	516,272(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	3,681,068	304,287	3,601,046
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb**	Parc Olympique Canada Alb	2,083,524	1,790,092	1,790,092
REVENU NATIONAL $1,325,282				
Douanes et Accise $1,322,362				
Mireau Construction Limited Abbotsford C-B**	Construction de nouvelles installations C-B	637,678	52,155	52,155
M R B Contractors Fredericton N-B**	Construction de nouvelles installations pour Douanes N-B	414,000	192,429	349,607
Silcher Construction (1976) Limited Medicine Hat Alb**	Construction d'un nouvel auvent, cabinet de toilette et rampe pour les handicapés, restaurations et réparations de deux (2) résidences Alb et Sask	255,992	544	255,941(*f*)
Impôt $2,920				
TRAVAUX PUBLICS $541,824,203				
Département $541,824,203				
PROGRAMME DES SERVICES $436,314,537[(3)]				
Alumicor Ltd Bedford N-É	Remplacement de fenêtres, annexe d'un immeuble du gouvernement du Canada N-B	303,092		303,092(*f*)
Blackrock Construction Ltd Sydney N-É	Rénovations, Immeuble de la science N-É	814,103		814,103(*f*)
Donalco Inc Scarborough Ont	Enlèvement de l'amiante N-B	696,388		696,388(*f*)
Dover Corporation Ltd Saint John N-B	Améliorations des élévateurs, Immeuble de l'Impôt N-B	274,933		274,933(*f*)
Lakeporte Construction Ltd Dartmouth N-É	Aménagement du terrain, Canal Shubenacadie N-É	317,877	317,877	317,877
J W Lindsay Enterprises Ltd Dartmouth N-É	Remplacement du toit, Édifice Ralston N-É	359,260		359,260(*f*)
Lundrigans Construction Ltd Dartmouth N-É	Centre interprétatif, Canal Shubenacadie N-É	865,063	555,704	865,063
Maritime Builders Ltd Sydney N-É	Améliorations intérieures/extérieures Édifice des Arts de Sydney N-É	544,500	57,106	57,106

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Amélioration et optimisation de l'espace Î-P-É	401,515	17,660	401,515(*f*)
Trizec Equities Ltd Halifax N-É	Aménagement du 19[ième] étage, Centre maritime N-É	1,205,581	506,344	506,344
PROGRAMME DU LOGEMENT $84,813,564				
Acco Canadian Materiel Handling Burlington Ont	Construction du GEP Qué	4,435,522	1,000	4,435,522(*f*)
Alberto's Boutiques Ltd Vancouver C-B	Bail, aménagement, Centre Sinclair C-B	769,709	636,173	636,173
Aman Building Corp Sherwood Park Alb	Rénover, Immeuble du gouvernement du Canada Alb	668,723	661,618	661,618
A Merge Construction Inc Laval Qué	Rénovations et réparations à un édifice Qué	580,311	336,886	336,886
Armenia Rugs Ltd Ottawa Ont	Place du Portage Phase I, remplacer les tapis Qué	281,357	246,772	246,772
Arteco Concept Construction Inc Montréal Qué	Ajout à un immeuble Qué	438,363	193,283	438,363*
Asbestos Covering Co Ltd Toronto Ont	Édifice Wellington, enlèvement de l'amiante Ont	267,870	252,740	252,740
Asbestos Covering Co Ltd Toronto Ont	Édifice Wellington, rénovation au plafond et épreuve du feu Ont	273,127	273,127	273,127(*f*)
Bach-McDougall Engineers London Ont	Améliorations intérieures Ont	250,487	105,933	105,933
Bach-McDougall Engineers London Ont	Évaluation technique Ont	831,844	831,844	831,844(*f*)
Bennett and Wright Ltd Ottawa Ont	Édifice Lester B Pearson, installations du système de gicleurs Ont	1,168,742	842,588	1,168,742(*f*)
Black and McDonald Limited Ottawa Ont	Place du Portage Phase IV, installation de 400 kw, système «UPS» Qué	273,143		273,143(*f*)
Boilard & Boilard Inc Saint-David Qué	Améliorations intérieures et optimisation de l'espace Qué	304,535	4,644	304,535(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du premier étage, phase I Qué	308,411	101,486	308,411(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du premier étage Qué	396,509	396,509	396,506(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du deuxième étage Qué	651,156	651,156	651,156(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du deuxième étage Qué	355,824	355,824	355,824
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du troisième étage Qué	353,279	353,279	353,279
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du troisième étage Qué	411,796	91,673	411,796(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du quatrième étage Qué	661,835	661,835	661,835
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du quatrième étage Qué	491,352	491,352	491,352
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, aménagement du sixième étage Qué	367,223	69,983	367,233(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, système central de refroidissement Qué	592,420	592,420	592,420(*f*)
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, réseau électrique auxiliaire pour ordinateurs Qué	377,324	377,324	377,324
Bourque Pierre et Fils Ottawa Ont	Édifice Louis Saint-Laurent, système auxiliaire pour la salle d'ordinateurs Qué	1,117,358	1,117,358	1,117,358(*f*)
Ed Brunet et Fils Hull Qué	Voie de l'est, station satellite Qué	488,091	1,118	488,091(*f*)
Caminiti Construction Inc Montréal Qué	Stations de pompage et postes de garde Qué	491,595	12,235	491,595
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	31,453,490	309,904	31,453,490(*f*)
Campeau Corporation Montréal Qué	Construction du complexe Qué	11,697,145	463,369	11,697,145(*f*)
Consor Inc Hull Qué	Colline du Parlement, consolidation des versants et plantage Ont	336,010	64,160	64,160
Construction Genac Inc Ville Vanier Qué	Remise en état du deuxième étage «GMC» Qué	328,671	277,025	277,025
Construction L Grenier Inc Charlemagne Qué	Rejoindre la brique et la pierre Qué	315,031	315,031	315,031(*f*)
Construction Paval Inc Saint-Léonard Qué	Remise en état, phase «B» Qué	18,005,554	3,930,190	3,930,190
Construction Pie IX Inc Montréal Nord Qué	Rénovation Qué	654,033	403,599	637,403
Construction Roger Blouin Inc Vanier Qué	Extérieur d'un immeuble fédéral Qué	2,908,536	2,016	2,908,536
Construction Valbrice Inc Saint-Léonard Qué	Aménagement de l'espace de bureau Qué	1,656,842	1,632,771	1,632,771
Crawford & Murray Electric Ltd Operating as C & M Electric Nepean Ont	Parc Plouffe, nouvelle distribution d'électricité Ont	468,526	468,526	468,526(*f*)
DIBCO Underground Limited Mississauga Ont	Nouveau tunnel, Château Laurier à l'Édifice Connaught Ont	796,385	796,385	796,385
Dorn Construction Ottawa Ont	Modifications Ont	7,748,661	7,748,661	7,748,661
Duron (BC) Ltd Burnaby C-B	Remplacer le toit, Centre des données de l'Impôt C-B	581,609	530,345	530,345
Eastern Construction Co Ltd Toronto Ont	Rénovations/ajouts Ont	31,204,030	13,257,837	13,257,837
Ellis-Don Ltd Vancouver C-B	Développement héritage, Centre Sinclair C-B	28,271,171	3,466,648	28,271,171*
E Lobe Contracting Ltd Whitehorse TY	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	5,907,701	3,221,400	3,221,400
Exco Construction Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute C-B	4,317,286	4,311,951	4,311,951(*f*)
Falla Construction Ltd Hamilton Ont	Rénovations au CEIC Ont	511,455	3,925	511,455*(*f*)
Franki Canada Ltd Mont-Royal Qué	Installation de boîtes Qué	1,109,372		1,109,372(*f*)
Gabriel Savard Inc Chicoutimi Qué	Aménagement paysager Qué	541,147	70,351	541,148(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Gateway Building Supply Limited Thunder Bay Ont	Rénovations Ont	822,307	674,254	822,307(f)
Grinnell Fire Protection Systems Co Ltd Ottawa Ont	Édifice La Promenade, améliorations au système de protection contre l'incendie Ont	295,906		295,906
Guelpha Construction Ltd Courtenay C-B	Rénovations, immeuble fédéral C-B	2,452,969	878,746	2,452,969(f)
Hearn Stratton Construction Edmonton Alb	Inspection des animaux et quarantaine Alb	865,215	480,924	865,215(f)
Hector Lang Construction (Yukon) Ltd Whitehorse TY	Ponceau et approches de Cracker Creek, autoroute de l'Alaska TY	281,715	281,715	281,715(f)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué	Rénovation et transformation Qué	21,136,940	16,385,742	18,719,378
Impact Industries (Western) Ltd Lacombe Alb	Concassage et stockage, autoroute de l'Alaska C-B	514,180	421,192	421,192
Janin Construction Inc Québec Qué	Nouvel immeuble Qué	1,850,333		1,850,333(f)
Kamrus Construction Ltd Don Mills Ont	Entrepôt thermique de nappes acquifères Ont	1,597,567		1,471,762
Kentron Construction Ltd Kitimat C-B	Concassage et stockage, autoroute de l'Alaska C-B	318,545	318,545	318,545
J Lewin Inc Montréal Qué	Aménagement, phase B Qué	544,000		544,000
La Commission Scolaire Régionale de l'Outaouais Hull Qué	Achat d'une école Qué	26,288,426	1,304,232	16,832,744
Les Constructions Deschênes Ltée Aylmer Qué	Reconstruire les entrées et chaussées Qué	253,278	(767)	253,278(f)
Les Pavages de Nicolet Inc Saint-Grégoire Qué	Rénovations au Vieux-Port Qué	1,627,907	1,590,200	1,590,200
Les Terrassements de Jonquière Chicoutimi Qué	Rénovations au Vieux-Port et aménagement paysager Qué	422,346	422,346	422,346
Lionel Maldemay et Fils Ltée Gaspé Qué	Rénovation d'un immeuble fédéral Qué	795,955	217,955	795,958(f)
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Ajouts au laboratoire David Florida Ont	2,580,254		2,580,254
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Ajouts au laboratoire David Florida Ont	1,528,197	815,262	1,324,525
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Rideau Hall, rénovations à la cuisine principale Ont	527,580	1,333	527,580(f)
Massicotte Bros Ltd Vanier Ont	Édifice Wellington, modifications Ont	1,163,531	702,409	1,163,531(f)
Master Plumbing & Heating Co Winnipeg Man	Améliorations pour la sécurité contre les incendies, immeuble fédéral Man	313,580	313,580	313,580(f)
S McNally and Sons Limited Hamilton Ont	Prolongement des conduites principales d'eau froide et de vapeur Ont	4,049,330	32,307	4,049,330(f)
Mount Royal Concrete Floor Ltd Nepean Ont	Place du Portage Phase I, étanchement du podium Qué	294,786	294,786	294,786
Claude Morin Inc Montréal Qué	Rénovation du Centre d'éducation physique Qué	981,282	31,349	981,282(f)
Murphy and Morrow Ltd Aylmer Qué	Place du Portage Phase IV, rénovations d'un bureau Qué	1,343,265	90,707	1,341,049
New Dimension Building Products Edmonton Alb	Remplacer fenêtres TN-O	330,105	11,953	330,105(f)
New Dimension Building Products Edmonton Alb	Remplacer fenêtres TN-O	278,555	278,555	278,555(f)
Northal Construction Ltd Montreal Qué	Rénovation et transformation Qué	2,955,963	496,704	2,955,963
P & M Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'un immeuble TN-O	3,896,307	1,696,436	3,892,867
Precision Manufacturing Inc Lachine Qué	Édifice Louis Saint-Laurent, fournir et installer des écrans Qué	415,995	403,681	403,681
Precision Manufacturing Inc Lachine Qué	Édifice Louis Saint-Laurent, fournir et installer des écrans Qué	1,069,300	81,139	1,056,511
RAHM Construction Ottawa Ont	Conseil national de recherches, ajouts à l'immeuble de chimie Ont	3,914,866	614,707	3,914,866*
RAHM Construction Ottawa Ont	Édifice Sir Alex Campbell, conversion de l'annexe «C» Ont	1,911,656	117,669	1,911,656
Rampart Enterprises Limited Toronto Ont	Scarborough (bail-achat) Ont	3,068,882	216,099	3,068,882(f)
Rescon Construction Ltd C-B	Agriculture, services pour inspection C-B	405,248	16,080	405,248*
Structure Ediltec Inc Montréal Qué	Fondation et charpente Qué	3,060,220	1,619,332	2,967,020
Sunan Houseman Ltd Waterloo Ont	Place du Portage Phase IV, fournir et installer des écrans Qué	387,337	379,777	379,777
Thomas Fuller Construction Co Ltd Ottawa Ont	Construction du Musée national de l'aviation Ont	17,099,017	1,189,483	17,099,017
Thor Construction Calgary Alb	Rénovations à un immeuble Alb	286,422	15,909	286,422(f)
312630 British Columbia Ltd Kamloops C-B	Concassage et stockage d'agrégats, autoroute de l'Alaska C-B	278,359	278,359	278,359(f)
Tony Leite Roofing & Sheet Metal Ltd Mississauga Ont	Colline du Parlement, refaire le toit de l'Édifice du centre Ont	762,000	446,846	446,846
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Édifice de la Cour suprême, améliorations aux systèmes d'urgence contre l'incendie et de sauvetage Ont	555,406	3,497	555,406(f)
Vipond Automatic Sprinkler Co Ltd Nepean Ont	Centre de conférences, nouveaux systèmes de gicleurs et d'alarme contre les incendies Ont	751,936	38,839	38,839
Voth Brothers Construction (1974) Ltd Abbotsford C-B	Autoroute du Pacifique, poste de frontière, phase 3 C-B	9,237,485	58,055	9,237,485*(f)
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $5,345,656				
Construction Roger Blouin Inc Vanier Qué	Enveloppe et division intérieure Qué	4,243,647	360	4,243,647(f)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $335,236				
Gafney Quebec Limited Stratford Ont	Inspecter/investigation Ont	461,594	456,894[4]	456,894
Northern Construction Co Ltd Vancouver C-B	Bassin de radoub d'Esquimalt, reconstruction du quai de débarquement sud C-B	8,542,294		8,542,294(*f*)
Simard & Beaudry Inc Montréal Qué	Reconstruction, caisson flottant Qué	3,875,976		3,875,976(*f*)
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE $15,015,210				
Arctic Construction Ltd Fort St John C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	547,868	391,067	391,067
Banff Horticultural Services Banff Alb	Ensemencement et fertilisant, hydrolique, autoroute transcanadienne Alb	393,404	393,403	393,403(*f*)
Drain Bros Construction Ltd Blairmore Alb	Construction de l'autoroute transcanadienne Alb	1,958,450	23,523	1,958,450(*f*)
Fedderson Engineering Ltd Calgary Alb	Construction de l'autoroute Alb	585,212	39,987	585,212(*f*)
Geddes Construction Ltd Kelowna C-B	Construction de l'autoroute Alb	4,872,259	29,396	4,872,259(*f*)
Geddes Contracting Ltd Kelowna C-B	Construction de l'autoroute Alb	2,428,886	1,350,159	1,350,159
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un pont Alb	637,103	(2,431)	637,103*(*f*)
Graham Construction Ltd Calgary Alb	Construction d'un passage inférieur Alb	584,690	7,368	584,690(*f*)
Hebert Trucking Ltd Prince George C-B	Concassage et stockage, autoroute de l'Alaska C-B	1,573,010		894,265
Hydramach Crane Ltd Nisku Alb	Construction de l'autoroute Alb	1,838,474	16,657	1,838,474(*f*)
Impact Industries (Western) Ltd Lacombe Alb	Autoroute de l'Alaska, concassage et stockage d'agrégats C-B	1,195,162		1,195,162(*f*)
Lahrman Construction Ltd Calgary Alb	Surface en asphalte et construction de l'autoroute transcanadienne Alb	3,766,400	750,077	3,766,400(*f*)
Miann Construction Ltd Prince George C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,872,055	16,884	3,872,055(*f*)
Sherwood Park Paving Ltd Sherwood Park Alb	Améliorations des entrées Alb	606,198	(2,432)	603,766(*f*)
Spring Point Management Kelowna C-B	Construction de l'autoroute de l'Alaska C-B	3,646,145	62,906	3,644,045*(*f*)
SCIENCES ET TECHNOLOGIE $11,670,071				
Conseil national de recherches du Canada $11,670,071				
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $11,670,071				
Black & MacDonald Ottawa Ont	Installation de l'usine de réfrigération au laboratoire de l'édifice M-17 Ont	499,279		499,279(*f*)
Bregman and Hamann Ottawa Ont**	Agrandissement du laboratoire de l'édifice M-14 Ont	637,000	169,839	627,481
Construction Château St-Marc Inc Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	22,642,455	2,210,509	22,642,455*(*f*)
David Dimacopoulos Edward Montréal Qué**	Biotechnologie Qué	2,387,000	236,595	2,322,317
Elf Construction and Management Services Ottawa Ont	M10, installation pour les essais de l'altitude Ont	618,145	24,560	618,145(*f*)
Erskine Building Corp Toronto Ont**	Agrandissement du laboratoire des sciences biologiques, édifice M-14 Ont	5,571,772	3,539,401	3,539,401
Ferguson Folstad & Friggstad Saskatoon Sask**	Institut de biotechnologie Sask	375,000		353,849(*f*)
Thomas Fuller Construction (58) Company Ltd St-John's T-N**	Phase II et III, services de recherche sur les navires arctiques T-N	34,185,094		34,185,094(*f*)
GBR & MMP Architects Collaborative Winnipeg Man**	Institut pour la technologie en production industrielle Man	2,000,000	87,510	1,864,232
V K Mason Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction, Institut pour la technologie en production industrielle Man	18,693,536	281,693	18,693,536
Massicotte Bros Construction Ltd Vanier Ont	Restauration de la coulisse nord, M-36 Ont	608,881	266,911	608,811(*f*)
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Ajout à l'Édifice de chimie M-12, Laboratoire du Chemin de Montréal Ont	482,250	19,714	445,897
Ogilvie & Hogg Ottawa Ont**	Services de recherche sur les navires arctiques T-N	4,904,843		4,907,843*(*f*)
Rahm Construction Ltd Ottawa Ont**	Ajout à l'Édifice M-12, Laboratoire du Chemin de Montréal Ont	3,914,866		3,914,866(*f*)
Trident Construction Ltd Winnipeg Man**	Construction d'un laboratoire Man	1,805,237		1,805,237(*f*)
SOLLICITEUR GÉNÉRAL $116,103,768				
Service correctionnel $77,288,808				
Abcon Limited Kingston Ont**	Revêtement extérieur édifice C-26 Ont	432,250		432,250*(*f*)
Adomi Construction Inc Edmonton Alb**	Ligne de flottaison régionale Alb	298,629	298,629	298,629(*f*)
T A Andre & Sons (Ontario) Ltd Kingston Ont**	Rénover les cuisines Ont	397,392	170,032	170,032
Atlantic Fabricators Quebec Inc St-Pierre Qué**	Logement temporaire Ont	486,500	4,500	486,500*(*f*)
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Unité d'isolement protecteur, établissement à sécurité maximale N-B	17,137,800	1,137,780	17,137,800

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Usine de chauffage et porte N-B	964,210	33,740	964,210(*f*)
Ken Bangma Construction Company Limited Westbrook Ont**	Rénover cuisine principale Ont	321,717		321,717(*f*)
G Beaudet et Compagnie Ltée Warwick Qué**	Agrandissement du CRR—Lot #2 Qué	7,915,271***	7,562	7,917,227
Cana Management Ltd Calgary Alb**	R-3 Edifice de récréation Alb	1,332,487	165,473	1,332,487(*f*)
Canadian Marconi Co Montréal Qué	Système périmétrique de détection des intrusions Sask	317,922	9,476	317,922(*f*)
Cavan Construction Ltd Edmonton Alb**	Services de dessein général Sask	8,626,962		8,626,962*(*f*)
Century Plumbing and Heating Ltd Chilliwack C-B**	Construction de cuisines C-B	745,587	45,652	757,255
C J Services Ltd Truro N-É**	Modification—Chemins et clôtures N-É	276,847	276,847	276,847
Construction Angem Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice «B», phase 1 Qué	2,444,898	(600)	2,444,898
Construction & Pavage Portneuf Inc St-Marc des Carrières Qué**	Construction (travaux extérieurs, lot 10-2) Qué	3,000,863	1,943,340	3,000,863
Construction Gaston Picard Inc Charny Qué**	Construction, fondation, édifice principal Qué	397,941		397,941
Les Constructions B L H Inc Sept-Îles Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	2,952,685	2,952,274	2,952,274
H R Doornekamp Construction Ltd Odessa Ont**	Redresser la clôture Ont	310,636	99,798	310,636(*f*)
Eastern Independent Telecommunications Ltd Brockville Ont	Système téléphonique Qué	1,198,816	68,179	1,196,077*
Eastern Independent Telecommunications Ltd Brockville Ont	Système téléphonique Ont	392,421	301,573	389,293
Ediltec Inc Montréal Qué**	Unité résidentielle, édifice «C», phase 1.7 Qué	2,697,739		2,697,739
Emmons & Mitchell Construction Ltd Kingston Ont**	Générateur d'urgence Ont	323,000	9,584	9,584
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	17,606,663	5,566,791	5,566,791
Entreprises Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	7,481,914	2,390,527	2,390,527
Les Entreprises Savino Inc Montréal Qué**	Modification—Clôture périmétrique Qué	956,889	917,000	917,000
Excavation de Chicoutimi Inc Chicoutimi Qué**	Construction d'un pénitencier Qué	2,349,809	416,297	416,297
Forewest Construction Ltd Abbotsford C-B**	Phase 1 de la construction d'un établissement à sécurité maximale C-B	1,376,900	11,311	1,376,901
Forewest Construction Ltd Abbotsford C-B**	Centre psychiatrique régional C-B	637,918	637,918	637,918
Frenco Construction Ltd Abbotsford C-B**	Réorganisation, étape 2 C-B	489,661	494,875	494,875
G B C M Ltée Saint-Élie-d'Oxford Qué**	Éclairage périmétrique Qué	352,906	352,906	352,906
Gionet Construction Ltd Caraquet N-B**	Aménagement paysager N-B	2,727,700	1,938,985	2,727,700
Gionet Construction Ltd Caraquet N-B**	Installations pour traitement des eaux usées N-B	920,377	7,070	920,377(*f*)
Greene Construction Ltd Drumheller Alb**	Rénovation d'un édifice Alb	2,719,015	2,719,015	2,719,015
Greene Construction Ltd Drumheller Alb**	Améliorer la loge de garde Alb	253,738	253,738	253,738
Hi Lite Electric Ltd Moncton N-B**	Distribution électrique N-B	329,156		329,156(*f*)
Hillside Enterprises Ltd Moncton N-B**	Clôture périmétrique N-B	1,699,313	304,174	1,699,313(*f*)
Industrial Electrical Contractors Limited Weston Ont**	Améliorer le système d'alarme contre les incendies Ont	769,000	734,000	757,000
James Kemp Construction Ltd Hamilton Ont**	Rénovations—Remplacer les contrôles des portes Ont	858,087	52,671	858,087(*f*)
JSI Systems Eng Ottawa Ont	Services d'ingénieur pour projets dans plusieurs provinces	928,000	86,163	927,279
LEC Mechanical Contractors Ltd Winnipeg Man**	Améliorations du système de protection contre les incendies Man	412,765	17,059	412,765(*f*)
Lewin Kingston Division of Brousseau & Robidoux Enterprises Ltd Kingston Ont**	Eau chaude aux cellules Ont	392,803	259,363	392,803(*f*)
J W Lindsay Enterprises Ltd Moncton N-B**	Système de protection contre les incendies N-B	305,556	189,996	189,996
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Unités de logements, établissement de sécurité maximale N-B	11,528,474	163,842	11,484,511
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Réservoir d'eau N-B	2,120,755	368,620	2,120,755
Martell Bros Sheet Metal Ltd North Vancouver C-B**	Refaire la toiture C-B	260,350	260,350	260,350
MSE Engineering Systems Ltd Downsview Ont	Système périmétrique de détection des intrusions—Système d'alarme de télévision à circuit fermé, établissement de Collins Bay Ont	254,854	2,834	254,854(*f*)
MSE Engineering Systems Ltd Downsview Ont	Installer télévision à circuit fermé, établissement de la région de l'Atlantique N-B	405,527	389,236	396,238
Newco Construction Ltd Moncton N-B**	Canalisation de vapeur et de condensation N-B	844,461	844,461	844,461
Norco Industries Ltd Winnipeg Man**	Rénovations à une cuisine Man	260,498	208,815	208,815
Northside Construction Ltd Red Deer Alb**	Agrandissement de la lagune Alb	460,423		460,423(*f*)
Ontario Electrical Construction Co Ltd Toronto Ont**	Améliorer le système d'alarme contre les incendies Ont	282,682	259,494	282,682(*f*)
Pan Western Construction Ltd Calgary Alb**	Construction—Unités de logements Alb	11,795,585		11,795,585(*f*)
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Construction, charpente et béton Qué	9,274,805	405,039	9,274,805
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Construction, réservoir d'eau et filtration Qué	926,063	5,658	926,063
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Travail général de construction, lot 8, édifice C10 Qué	8,293,490	748,989	8,293,490
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Construction, clôture de sécurité et routes périphériques Qué	1,548,795	1,148	1,548,795

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Hervé Pomerleau Inc St-Georges de Beauce Qué**	Construction (travaux généraux, lot 9) Qué	1,005,195	178,152	1,005,195
RCA Inc Ste-Anne de Bellevue Qué	Système périmétrique de détection des intrusions/télévisions à circuit fermé, établissement Donnacona Qué	561,554	529,276	529,276
RCA Inc Ste-Anne de Bellevue Qué	Système d'appel pour détenus, établissement Donnacona Qué	420,097	415,097	415,097
RCA Inc Ste-Anne de Bellevue Qué	Installer le système de sonorisation, établissement de la région de l'Atlantique N-B	432,614	397,114	397,114
RCA Inc Ste-Anne de Bellevue Qué	Installer le système d'appel dans les cellules des détenus, établissement de la région de l'Atlantique N-B	312,607	292,107	292,107
RCA Inc Montréal Qué	Système périmétrique de détection des intrusions et télévision à circuit fermé Qué	276,222	14,456	276,222(*f*)
RCA Inc North York Ont	Évaluation d'un système de télévision à circuit fermé Ont	303,012	3,513	303,012(*f*)
Rocois Construction Inc L'Ange Gardien Qué**	Construction, travail général, édifice général Qué	12,712,904	821,205	12,712,904
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions, unité d'intégration, établissement Donnacona Qué	413,180	164,919	408,180
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions, unité d'intégration, établissement de la région de l'Atlantique N-B	531,420	264,834	526,420
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions C-B	367,864		367,864(*f*)
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions Man	273,639	1,025	250,721*
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions Ont	321,759	8,486	321,759*(*f*)
Senstar Corporation Kanata Ont	Sécurité point fixe, appels entre les cellules des détenus Alb	446,463	321	446,463*(*f*)
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions Sask	389,449	192,810	389,449*(*f*)
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions Ont	315,131	211	315,131*(*f*)
Senstar Corporation Kanata Ont	Système périmétrique de détection des intrusions Qué	324,109	11,402	324,109*(*f*)
Shannon & Sims Developments Edmonton Alb**	Ajouts à l'édifice d'entretien Alb	496,460	9,299	496,460
Sidelco (1983) Inc Loretteville Qué**	Entretien du système d'alarme contre les incendies, lot 8C Qué	394,000	40,525	394,000(*f*)
Tarad Industries Ltd Edmonton Alb**	Ajout et modifications à la loge de garde Alb	838,593	838,593	838,593
Télésystème National Ltée Ste-Foy Qué	Systèmes de sonorisation et d'appels limités, établissement Donnacona Qué	270,762	251,578	251,578
Toiture P Laurin Ltée Montréal Qué**	Réparations à la toiture, édifice «U» Qué	278,160		278,160(*f*)
Trend Construction Ltd Edmonton Alb**	Modifications aux cuisines Alb	2,482,795	25,556	2,482,795(*f*)
Western Bitulithic Ltd Edmonton Alb**	Routes Alb	654,411	653,688	653,688
Western Grater Contr Ltd Victoria C-B**	Construction des installations établissement William Head C-B	528,439	209,607	528,439(*f*)
Gendarmerie royale du Canada $38,814,960				
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $38,814,960				
Alberco Construction Ltd St Albert Alb**	Sous-division de la GRC Alb	2,337,666	2,015,087	2,015,087
Alberta Ltd (334070) Edmonton Alb**	Complexe de la GRC Alb	296,786	282,703	282,703
Atlas Construction Maritimes Ltd Fredericton N-B**	Détachement de la GRC N-B	1,711,946	89,877	89,877
Herb Bate Ltd Victoria C-B**	Détachement compact C-B	771,911		771,911*
Black & McDonald Ltd Ottawa Ont**	Unité motrice pour ordinateurs Ont	272,805		272,805(*f*)
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Détachement de la GRC T-N	336,033		336,033*
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Détachement de la GRC T-N	758,417	685,899	685,899
Bomac Construction (1978) Ltd Saskatoon Sask**	Détachement de la GRC Sask	510,169	6,413	510,169(*f*)
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É**	Détachement de la GRC N-É	617,861	617,861	617,861
Burnetts Construction Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	357,430	2,213	357,430(*f*)
D G S Construction Company Ltd Surrey C-B**	Détachement de la GRC C-B	2,000,321	1,601,787	1,601,787
N D Dobbin Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,457,128	35,878	1,457,128
Doyle Construction Co Ltd Vancouver C-B**	Remplacement de la ligne de vapeur C-B	554,493	(2,463)	554,493(*f*)
Elliston Development Ltd St John's T-N**	Détachement de la GRC T-N	669,562	(300)	669,562*(*f*)
Emery Construction Ltd St John's T-N**	Hangar pour aéronefs Labrador	1,293,249	943,935	943,935
Yvon Godin Ltd Lower Neguac N-B**	Détachement de la GRC N-B	518,293	783	518,293(*f*)
Grinnell Fire Protection Ltd St-Laurent Qué**	Installation du système de gicleurs Qué	395,696	1,815	395,696*(*f*)
Gil Hansen and Co Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	509,579	393,189	393,189
Gil Hansen and Co Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	484,855	365,728	365,728
Hansen Construction Co Winnipeg Man**	Détachement de la GRC Man	688,698	(6,158)	688,698*(*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Logements pour le personnel marié TN-O	284,655		284,655(*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC TN-O	407,638	7,945	407,638(*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC TN-O	409,730	6,999	409,730(*f*)
Jaemar Construction Canada Ltd Surrey C-B**	Logements pour le personnel marié de la GRC TN-O	295,573	10,205	295,573(*f*)
Key Engineering Ltd Delta C-B**	Complexe Fairmont—GRC C-B	387,198	285,632	285,632
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man**	Édifice du quartier général de la GRC Sask	15,550,549	7,537	15,550,549(*f*)
Lakh Construction Corporation St Albert Alb**	Construction d'un détachement TY	793,150	541,600	541,600
L & R Construction Ltd Stewiacke N-É**	Rénovations—GRC N-É	299,062	299,062	299,062

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Lundrigans Construction Ltd Saint John N-B**	Édifice du quartier général N-B	17,472,332	12,030,062	13,086,264
Niagara Relocatable Building Ltd Grimsby Ont**	Centre de formation Ont	1,782,997		1,782,997(√)
Norcan Construction 83 Inc Prince George C-B**	Détachement de la GRC C-B	596,325	534,799	534,799
Stuart Olson Industrial Ltd Calgary Alb**	Rénovations à une sous-division de la GRC Alb	262,625	262,625	262,625
Olympic Construction Ltd St John's T-N**	Sous-division de la GRC T-N	2,715,691	25,969	2,715,691*
Omar Construction Ltd Surrey C-B**	Détachement de la GRC C-B	410,088	385,508	385,508
Oord's Construction Limited Agassiz C-B**	Détachement de la GRC C-B	389,665	295,970	295,970
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	470,383	(153)	470,383
Pace Greentree Builders Inc Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	709,092	7,353	709,092
PCL Constructions Western Inc Winnipeg Man**	Laboratoire pour détection de crimes Man	5,676,271	446,493	5,676,271*
Penn-Co Construction Calgary Alb**	Complexe de la GRC Alb	873,165	248,839	248,839
Percon Construction Mgmt Ltd Richmond C-B**	Détachement de la GRC C-B	394,928	(9,175)	378,567
Rada Construction & Mgt Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	1,835,898	453,003	453,003
Red Lake Construction Company Ltd Winnipeg Man**	Immeuble de détachement Man	627,656	208	627,656
Rescom Construction Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	955,447	100,633	100,633
Richard & B A Ryan Ltd Edmonton Alb**	Détachement de la GRC Alb	624,121	4,679	623,950(√)
Saunders Howell & Co Ltd Carbonear T-N**	Détachement de la GRC T-N	1,040,451	69,207	1,034,209*
Spracklin's Bldg Supplies Ltd St John's T-N**	Logements pour le personnel marié T-N	1,147,212	662,164	662,164
Steinco Contracting Ltd Calgary Alb**	Détachement de la GRC Alb	546,713	530,669	530,669
J A Tate Construction Ltd Antigonish N-É**	Détachement de la GRC N-É	293,291	1,445	293,291(√)
Torontario Engineering Division of Torontario and Electrical Co Ltd Toronto Ont**	Modifications intérieures Ont	472,170	20,385	472,170
Tower Arctic Ltd Montréal Qué**	Logements pour le personnel marié TN-O	328,894		328,894(√)
Ron Vogel Construction Ltd Didsbury Alb**	Détachement de la GRC Alb	518,788	10,276	518,788(√)
Whites Construction Ltd Stephenville Crossing T-N**	Logements pour le personnel marié de la GRC T-N	277,879		277,879(√)
J C Wilson Construction Ltd Leaf Rapids Man**	Détachement de la GRC Man	813,338		813,338(√)
Winkler Building Supplies (1981) Ltd Winkler Man**	Unités de logements Man	514,806	507,067	507,067
TRANSPORTS $189,249,948				
Département $189,249,948				
499168 Ontario Inc o/b Taurus Corp St Catharines Ont**	Réparations au quai sud, étape 5 Ont	400,721	131,242	400,721(√)
Air Canada Dorval Qué	Fournir et installer les ponts d'embarquement pour passagers à l'aérogare d'Ottawa Ont	1,807,300	1,297,083	1,297,083
Airway Texturing & Insulation Ltd Edmonton Alb	Toiture du garage, aéroport de Williams Lake C-B	362,257	362,257	362,257(√)
Aklavik Construction Ltd Aklavik TN-O	Aménagement de l'aéroport TN-O	392,900		323,948
Antigonish Construction Ltd Antigonish N-É	Améliorer l'emplacement de dépôt pour le schiste N-É	622,650	203,587	203,587
ARC Enterprises 1976 Ltd Winnipeg Man	Réparations à la fondation de l'aérogare Man	536,992		511,103(√)
Argo Industries Kamloops C-B	Services de l'emplacement du complexe de l'aérogare, phase 2 à l'aéroport de Kamloops C-B	2,030,600		2,030,600(√)
Armeco Construction Ltd Vancouver C-B	Modification et agrandissement à l'aérogare de l'aéroport de Victoria C-B	8,843,655	4,989,846	8,717,115
Arnott Construction Limited Collingwood Ont**	Installations de disposition Ont	250,501	250,501	250,501(√)
Arnott MacPhail Associates Ltd Regina Sask	Administration du contrat et supervision des non résidents à la construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sask	1,776,000		1,332,336
Arrow Building Corporation Ltd Dartmouth N-É	Remplacer l'aérogare N-É	2,501,295	2,394,498	2,394,498
Arteco Concept Construction Inc Montréal Qué	Réaménager l'aéroport, phase III Qué	2,156,700	2,072,500	2,072,500
Asbestos Covering Co Ltd Toronto Ont	Enlèvement et remplacement de matériel non combustible à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	827,853	827,853	827,853
ASL Paving Ltd Saskatoon Sask	Voies de circulation «B» et «C» Sask	421,243	276,546	276,546
Atco Construction Ltd Newcastle N-B**	Rénovations au hangar de transit existant N-B	464,392	18,005	464,392(√)
Avalon Construction & Engineering St John's T-N**	Reconstruction de la voie d'accès, réparations du quai Labrador	285,313		285,313(√)
B Lawrence Contracting Limited Kelowna C-B	Rénovations de la route d'accès principale à l'aéroport de Williams Lake C-B	287,733	287,733	287,733
B Lawrence Contracting Limited Kelowna C-B	Agrandissement de l'aire de trafic à l'aéroport de Williams Lake C-B	452,548	452,548	452,548
BA Construction Ltd Regina Sask	Reconstruction de la voie de circulation et de l'aire de trafic à l'aéroport de Regina Sask	809,048		795,940
BA Construction Ltd Winnipeg Man	Phase II, construction de l'aire de trafic à l'aéroport international de Winnipeg Man	799,276	784,285	784,285
Bailey Controls Division of Babcock and Wilcox Ind Inc Burlington Ont	Mesurer l'énergie et combustion du générateur à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	290,791		290,791(√)
Baker Lake Contracting and Supplies Baker Lake TN-O	Nouvelles maisons—Phase 2 TN-O	499,683	499,683	499,683

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Bau-Québec Ltée Brossard Qué	Travaux d'aménagement paysager et signalisation à l'aéroport international de Montréal Qué	597,700		597,700(*f*)
Beaver Asphalt Montréal Qué	Prolongement de la route périphérique Qué	314,497	314,497	314,497
Beaver Asphalt Ottawa Ont	Installations pour le stationnement économique à l'aéroport international d'Ottawa Ont	728,712	331,145	331,145
Beaver Asphalt Ottawa Ont	Aménagement du parc Delta de Gloucester à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,181,467	388,139	1,083,280
Beaver Construction Co Ltd Richmond C-B	Voie de raccordement «N» et travaux connexes C-B	700,624		700,624
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Prolongement du quai public N-É	1,298,837		1,298,837*(*f*)
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Reconstruction d'un quai Î-P-É	1,860,342	1,707,668	1,860,342(*f*)
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Dragage N-É	539,575	539,575	539,575
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Étude du chenal, terminus pour traversier N-É	277,699	277,699	277,699(*f*)
Beaver Marine Construction Halifax N-É**	Dragage du chenal d'entrée Î-P-É	1,879,600		1,879,600*(*f*)
Beck Construction Ltd St John's T-N**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine T-N	3,640,423		141,106(*f*)
Bel Construction Limited Surrey C-B	Améliorations au réseau d'égout à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,074,814	390,785	390,785
Bennett Mechanical Installations Ltd Hamilton Ont	Améliorer les systèmes de distribution d'eau et de feu—Phase 2 Ont	640,455	44,942	44,942
Bermingham Construction Ltd Hamilton Ont**	Construction—Développement du port est, construction d'un quai, étape 1-D Ont	1,663,336		1,663,336(*f*)
Bernard & Gerald Lombard Ltd Weymouth N-É**	Améliorations du quai N-É	473,750	360,050	360,050
Bird Construction Winnipeg Man	Remplacement du régulateur du centre de commande d'éclairage à l'aéroport de Winnipeg Man	362,983	199,155	328,955
Bird Construction Winnipeg Man	Travaux paysagers de la route, travaux connexes, phase V à l'aéroport de Winnipeg Man	1,307,170	1,232,371	1,232,371
Black and McDonald Ltd Ottawa Ont	Remise en état du réseau de la centrale électrique T-N	765,546	390,873	749,668(*f*)
BLH Construction Sept-Îles Qué	Amélioration au système d'eau Qué	740,300		740,300(*f*)
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N	Feux de piste et de voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	357,824	129,210	346,437
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N	Refaire une partie de la toiture du bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de Deer Lake T-N	374,800		374,800
Bluebird Investments Ltd Grand Falls T-N**	Hangar d'entreposage T-N	667,100	175,000	175,000
Blue-Con Construction Inc London Ont	Construire système d'égout à l'aéroport de London Ont	318,923	(14)	316,486(*f*)
Boless Inc Thetford Mines Qué	Aérogare, stationnement public Qué	1,843,300		1,843,300(*f*)
Boless Inc Thetford Mines Qué	Agrandir édifice polyvalente Qué	696,900		717,700(*f*)
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage d'entretien Qué	284,400		284,400
Bologna Construction Inc St-Lambert Qué	Garage et aérogare Qué	484,100		484,100
Boyd and Garland Construction Dartmouth N-É	Construire une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Charlottetown Î-P-É	4,702,621	57,792	4,695,227
Boyd and Garland Construction Dartmouth N-É	Construire un bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	1,798,217	44,000	1,798,149
Bruno's Contracting (Thunder Bay) Ltd Thunder Bay Ont	Construction de l'agrandissement de la piste Ont	465,571		465,571(*f*)
Burns and Whyte Construction Ltd Cranbrook C-B	Nouvelle caserne de pompiers et travaux connexes à l'aéroport de Cranbrook C-B	763,067	763,067	763,067
Burns and Whyte Construction Ltd Cranbrook C-B	Rénovations et ajouts à la Station d'information de vol à l'aéroport de Cranbrook C-B	511,869	511,869	511,869
C & I Construction Ltd Mayo TY	Améliorer la piste à l'aéroport de Mayo TY	457,065	461,021	461,021(*f*)
Campeau Corporation Ottawa Ont	Rénovations au 6[ième] étage, Tour C, Place de Ville Ont	577,260	577,260	577,260(*f*)
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Rénovations, quai sud, étayage de l'agrandissement du havre Ont	1,428,087	135,049	1,428,087(*f*)
Canadian Dredge and Dock Co Ltd Toronto Ont**	Dragage—Agrandissement du havre Ont	920,498	(9,195)	920,498*(*f*)
Canfrage Ltée Montréal Qué	Travaux divers à l'aéroport international de Montréal Qué	1,551,000		1,551,000(*f*)
Caniwi Enterprises Ltd Whitehorse TY	Construction de casernes de pompiers et d'un entrepôt à l'aéroport d'Inuvik TY	1,394,000		1,332,972(*f*)
Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot nº 2 à l'aéroport de Dorval Qué	5,118,278		3,960,427(*f*)
Caribou Construction Ltd Peace River Alb	Système d'approvisionnement en eau à l'aéroport de Fort St John C-B	397,716	359,784	359,784(*f*)
Cartier Construction Corp Whitby Ont**	Reconstruction d'un quai, terminus maritime Î-P-É	6,013,456	964,339	6,010,956
Cartier Construction Corp Whitby Ont**	Dragage d'entretien du bassin Ont	334,535	334,535	334,535(*f*)
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Installations d'élimination Mission Bay, cellule de couverture #2 Ont	386,670	335,070	335,070
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Agrandissement du havre Ont	291,014	287,127	287,127(*f*)
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Dragage d'entretien Ont	504,577	504,577	504,577
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Construction d'un nouveau quai—Agrandissement havre Ont	5,750,720	1,991,835	5,750,720

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Cartier-McNamara Corp Whitby Ont**	Dragage, Bassin «Elevator» Ont	1,904,169	269,040	1,904,169(*f*)
Celeb Construction Ltd Candiac Qué	Aménagement d'un accès verticial Qué	936,756	815,617	931,756*
Charles Duranceau Ltée Montréal Qué	Réfection des routes «A», «B», «C» et élargissement de la route «B», aéroport international de Montréal Qué	1,578,160		1,540,451
Cie de Construction Sept Frères Inc Montréal Qué	Construction d'un stationnement étagé, de passerelles et de marquises, à l'aéroport international de Montréal Qué	14,611,783		6,743,533
Cie de Pavage D'Asphalte Beaver Montréal-Nord Qué	Travaux d'implantation du programme de sécurité de l'aéroport de Dorval Qué	1,267,000	912,000	912,000
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal-Nord Qué	Installation de clôtures et barrières de sécurité Qué	363,600	356,200	356,200
Cie de Pavage d'Asphalte Beaver Montréal-Nord Qué	Installation d'une clôture de sécurité Qué	383,300	383,300	383,300
Clareview Landscaping Ltd Edmonton Alb	Développement paysager incluant irrigation à l'aéroport de Regina Sask	1,200,211	336,250	1,167,401
Clayco Construction Ltd St John's T-N**	Réparations à un quai T-N	278,895	278,895	278,895(*f*)
Cloran Trades Ltd Dartmouth N-É**	Jetée «C» N-É	275,687	262,730	262,730
Columbia Bitulithic Limited Coquitlam C-B	Recouvrement des voies de circulation «D» et «E» et aires de trafic à l'aéroport d'Abbotsford C-B	833,818	833,818	833,818(*f*)
Columbia Bitulithic Limited Prince George C-B	Asphalter les aires de trafic I et III à l'aéroport Prince George C-B	1,382,146	1,382,146	1,382,146(*f*)
Columbia Bitulithic Limited Vancouver C-B	Remettre en état la piste 15-33 et de la voie de circulation à l'aéroport de Kelowna C-B	1,595,283	1,569,211	1,569,211
Comeau & Savoie Construction Ltd Caraquet N-B**	Réparations du quai et défense N-B	4,397,316	629,730	4,397,316*(*f*)
Condor Construction Ltd Caraquet N-B**	Hangar de transit N-B	1,355,600		1,355,600(*f*)
Connac Western Industries Calgary Alb	Recouvrement de la voie de circulation «X» et une partie de la voie de circulation «A» à l'aéroport international de Calgary Alb	259,997	189,561	189,561
Con-Pro Industries Ltd Winnipeg Man	Construction d'un abri pour passagers à l'aéroport de Chesterfield TN-O	375,461		375,461(*f*)
Constructeurs Sceptre-Riedel-Dawson Ltée Longueuil Qué**	Dragage d'entretien, traverse nord Qué	2,153,891	2,153,891	2,153,891(*f*)
Construction A Parisée Inc Sept-Îles Qué**	Reconstruction du hangar Qué	373,030		373,030(*f*)
Construction ASLK Canada Ltée Québec Qué**	Réfection des faces d'accostage du quai Qué	2,100,265	1,672,901	1,672,901
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot n° 1 à l'aéroport de Dorval Qué	507,688		507,688(*f*)
Construction Canvar Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux à l'aéroport international de Montréal Qué	4,958,100		4,958,100(*f*)
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Recouvrir piste 16-34 et voie de circulation Qué	2,398,500		2,045,600(*f*)
Construction DCL Ltée St-Hubert Qué	Construction de la piste 08-26 Qué	2,413,100		499,900(*f*)
Construction et Pavage Portneuf Inc St-Marc des Carrières Qué**	Réparation au pavage, quai de la Reine Qué	1,261,549	14,985	1,261,549(*f*)
Construction et Pavage Portneuf Inc St-Marc des Carrières Qué**	Améliorations à l'approche du quai Qué	1,657,271	84,804	1,657,271(*f*)
Construction G Desrosiers (Sept-Îles) Inc Sept-Îles Qué**	Réparations urgentes au quai Qué	375,794	239,057	375,794(*f*)
Construction Kigiak Westmount Qué	Approvisionnement en gravier Qué	539,100		422,000(*f*)
Construction Lang Ltée Sept-Îles Qué	Recouvrir en béton piste, voie de circulation, aire de trafic Qué	1,551,300		1,507,700(*f*)
Construction PH Grager Inc Aylmer Qué **	Amélioration du quai Qué	417,502	417,502	417,502(*f*)
Contruction Québec-Labrador Inc Sept-Îles Qué	Construire un nouvel aéroport Qué	429,400		403,700(*f*)
Cooper Construction Etobicoke Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle Ont	2,941,518	503,550	2,912,583
Cooper Construction Company Limited Etobicoke Ont	Construction de l'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	4,005,121	12,066	4,005,121(*f*)
Coopers & Lybrand Ltd Campbell River C-B	Prolongement de l'aire de trafic à l'aéroport de Campbell River C-B	336,999	336,999	336,999(*f*)
Couvreurs Savoie Ltée Montréal Qué	Réfection de la toiture de l'aérogare, phase II Qué	680,200	680,200	680,200(*f*)
Crown Paving and Engineering Edmonton Alb	Réparations à l'aire de trafic I à l'aéroport international d'Edmonton Alb	562,133	581,405	581,405
Crown Paving and Engineering Edmonton Alb	Restauration du pavé, des bordures de trottoir et réparation du caniveau à l'aéroport international d'Edmonton Alb	323,547	323,547	323,547
Custom Paving Div Ace Enterprises Ltd Chatham Head N-B**	Pavage, hangar de transit N-B	272,300	1,004	272,300(*f*)
D G Smith Engineering Ltd Langley C-B	Recouvrement de la piste, construction de plate-forme anti-souffle et recouvrement de la voie de circulation à l'aéroport de Fort Nelson C-B	953,162	35,309	953,162(*f*)
Datron Electric Ltd Nanticoke Ont	Construire route d'accès et systèmes de pouvoir électriques à l'aéroport de Hamilton	289,121	289,121	289,121(*f*)
Dawco Electric Inc Halifax N-É**	Pouvoir—Berge N-É	279,145	279,145	279,145

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Dawson Construction Limited Kamloops C-B	Protection du bord de la rivière, bief 1 et 2 à l'aéroport de Kamloops C-B	806,146	102,913	806,146(/)
De Leuw Cather Western Ltd Regina Sask	Aménagement des voies de circulation Sask	845,000		843,090
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Reconstruction de la Base Ont	2,678,267		2,678,267(/)
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Dragage d'entretien Ont	641,908	388,200	388,200
Dean Construction Co Ltd Tecumseh Ont**	Construction du quai, phase 2 Ont	2,628,879		2,409,400(/)
Delta Aggregates Limited Delta C-B	Améliorations du drainage sud et ouest à l'aéroport international de Vancouver C-B	1,076,296	290,668	290,668
Dibblee Construction Ottawa Ont	Travaux côté piste et d'infrastructure, agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottawa Ont	5,811,934		5,322,585
Dibblee Construction Ottawa Ont	Recouvrir 23m de la piste 0422 à l'aéroport international d'Ottawa Ont	285,773	284,410	284,410(/)
Donovan Associates Inc Saint John N-B	Remplacer le système de d'éclairage de l'aérodrome à l'aéroport de Stephenville T-N	301,194	304,355	304,355(/)
Doran Construction Ltd Ottawa Ont	Démolition partielle, modifications à l'édifice T-78 à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,550,000	509,061	509,061
Dragage St-Maurice Ltée Notre-Dame de Pierreville Qué**	Dragage d'entretien Qué	400,401	400,401	400,401(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Modifications à l'aire 2, étape 2 (voie de circulation Mike) Ont	664,503		664,503(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Voie de circulation Roméo Ont	3,420,359		3,071,629(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparation de la voie de circulation Foxtrot à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	295,954		295,954(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Aire de trafic 1 de l'aérogare, phase 3 Ont	2,647,188	461,889	1,707,278
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Améliorer les systèmes hydrauliques Ont	231,786		255,084(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparations majeures—Aire de trafic TI—Phase III à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	513,881		498,023(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction de la piste 12L-30 et voies de circulation connexes à l'aéroport de Hamilton Ont	8,749,633	8,632	8,502,776(/)
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction des routes d'accès et voie d'intervention rapide Ont	473,520		457,264
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Construction et réparation de la piste à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	437,074	437,074	437,074
Dufferin Construction Co Oakville Ont	Réparation au système de drainage à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	877,457	625,821	625,821
Efco Enterprises Ltd Stephenville T-N	Refaire la toiture des édifices 265, 5-5, 172, 174, 1020 et travaux connexes à l'aéroport de Goose Bay Labrador	656,270	553,904	553,904
EGM Cape and Company Ltd Don Mills Ont**	Construction de l'édifice principal, phase II Ont	5,746,701	67,649	5,746,701
Elliston Development Ltd St John's T-N	Construire garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	3,446,159	27,795	3,511,939
Elphège Arseneault Cap-aux-Meules Qué**	Correction au problème de terrassement Qué	320,513	59,170	320,513(/)
Enasco Ltd Waterloo Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de London Ont	675,874		663,123
Enco Limited St John's T-N	Construire un bâtiment des services regroupés T-N	3,598,924	371,068	3,770,766
Entrepreneur Maldec (ICE) Ltée Montréal Qué	Construction d'un édifice à bureaux, lot n° 3 à l'aéroport de Dorval Qué	8,029,200		8,029,200(/)
Entreprises du Bon Conseil Ltée Ancienne-Lorette Qué**	Extension du quai Qué	4,961,961	1,283,978	4,961,961(/)
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	10,305,096	386,674	10,289,000
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	4,060,931	486,243	4,060,931
Erskine Buildings Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Atelier, phase III N-É	4,122,690	3,013,500	3,013,500
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle route d'accès pour l'aérogare, stationnement et aire de trafic à l'aéroport de Fort McMurray Alb	2,204,094	12,173	2,231,300(/)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Pavage de la route d'accès de l'aérogare, terrains de stationnement, plate-forme antisouffle à l'aéroport de Fort McMurray Alb	343,125	(1,080)	372,865(/)
Everall Construction Ltd Edmonton Alb	Remettre en état la piste 13-31 et asphalter la piste 04/22 et voie de circulation à l'aéroport de Hay River TN-O	366,774	358,609	358,609(/)
Everall Construction Ltd Fort McMurray Alb	Construction de la voie de circulation et routes à l'aéroport de Fort McMurray Alb	425,994	446,267	446,267(/)
F A Tucker (Atlantic) Ltd Truro N-É	Construire une piste Î-P-É	6,072,567	15,000	5,698,594*(/)
Facon Ltd (rapporté antérieurement sous L D Fahey) Goose Bay Labrador	Construire une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	1,154,491	868,690	1,109,228

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Facon Ltd (rapporté antérieurement sous L D Fahey) Goose Bay Labrador	Construire un bâtiment des services regroupés et travaux connexes à l'aéroport de St anthony T-N	1,248,433	750,843	1,189,365
Falk Bros Industries Ltd Abbotsford C-B	Caserne de pompiers C-B	690,677	2,300	689,510
Falk Brothers Industries Ltd Abbotsford C-B	Hangar pour hélicoptères à la Base de la Garde côtière de Prince Rupert C-B	1,094,050		1,026,174(*f*)
Federal Electric Ottawa Ont	Améliorations côté piste et d'infrastructures à l'aéroport d'Ottawa Ont	791,864	164,084	785,864
Fermar Paving Rexdale Ont	Construire une courbe au seuil de la piste 06 Ont	322,849		317,757(*f*)
Fermar Paving Rexdale Ont	Développement de l'aire 2, phase 2, route Airside Ont	677,222		656,768(*f*)
Fermar Paving Rexdale Ont	Asphalter la piste 24R, phase II à l'aéroport de Lester B Pearson Ont	809,475	788,013	788,013
Fernand Gilbert Ltée Chicoutimi Qué	Préparation du site RAMP Qué	777,200	504,900	504,900
Fidelity Blasting Co Ltd Victoria C-B**	Pavage et drainage C-B	280,700	296,927	296,927
Fodor Engineering Don Mills Ont	Plans et devis des modifications mécaniques T-2 à l'aéroport international de Lester B Pearson Ont	341,815	45,361	45,361
Foundation Company of Canada Ltd Toronto Ont**	Reconstruction du quai Qué	9,498,606	8,043,453	8,043,453
Foundation Company of Canada Ltd Toronto Ont**	Réparations au quai nord Ont	316,227	289,539	289,539
Foundation Company of Canada Ltd Toronto Ont	Reconstruction du quai Qué	9,123,063	8,043,500	9,123,063(*f*)
Franklin Construction Gander T-N	Rénover le bâtiment du transmetteur et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	364,202	9,202	359,202(*f*)
Fraser River Piledriving Co Ltd New Westminster C-B**	Réparations de jetées au nord de la rivière Fraser C-B	926,643	926,643	926,643(*f*)
G W Carlson Construction Ltd Nanaimo C-B	Construction d'une station d'information de vol et travaux connexes à l'aéroport de Nanaimo C-B	605,846		605,846(*f*)
Gaffney Québec Ltd Stratford Ont**	Agrandissement des installations imperméables Ont	1,873,720	830,854	830,854
GAP Construction North Bay Ont	Installer le système d'atterrissage aux instruments piste #8 à l'aéroport de North Bay Ont	800,965	36,476	800,959(*f*)
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Reconstruire une partie de l'aire de trafic T2 Ont	399,114		342,303(*f*)
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Remplacement du système d'atterrissage aux instruments, piste #6 à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	255,348		255,348(*f*)
Gazzola Paving Ltd Concord Ont	Réparations majeures à l'aire de trafic, phase 5 à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	853,970	753,431	753,431
Gely Construction Inc Ancienne-Lorette Qué	Installation de clôture de sécurité Qué	465,400	465,400	465,400
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Construction d'une piste Qué	2,206,300		2,206,300(*f*)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,708,700	18,200	1,708,700(*f*)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Aménagement de l'aéroport de Wemindji Qué	1,999,600		1,999,600(*f*)
Gely Construction Inc Ste-Foy Qué	Pavage de la piste 08-26 et amélioration au drainage Qué	2,784,800	1,522,400	2,784,800
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du quai T-N	735,194		735,194(*f*)
Gid Sacrey Ltd Mount Pearl T-N**	Reconstruction du quai Labrador	1,193,326	1,062,631	1,062,631
Good-Con Acadia Ltd Bridgewater N-É	Construire aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	2,128,251	5,772	2,128,251(*f*)
Goodbrand Construction Ltd Aldergrove C-B	Améliorations au système d'égout et travaux connexes à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,040,761		2,005,309
Goodbrand and Construction Ltd Aldergrove C-B	Éclairage du terrain et service de courant C-B	764,836		764,836(*f*)
Goodyear Paving Ltd Moncton N-B	Recouvrir piste 15-33 à l'aéroport de Halifax N-É	2,331,068		2,294,764(*f*)
H J O'Connell Construction Ltd Wabush Labrador	Remise en état de la conduite principale d'eau, des détecteurs de chaleur, des lumières de rue et des boîtiers extérieurs et travaux connexes à l'aéroport de Wabush Labrador	439,612	439,041	439,041
H R Paquin Ltée Blanc Sablon Qué	Construction d'un hangar Qué	458,813	325,900	458,813(*f*)
H R Paquin Ltée Matane Qué**	Construction d'un hangar Qué	473,519	325,901	325,901
Harbour Developments Ltd Dartmouth N-É**	Dragage du quai ouest N-B	728,126	63,776	728,126
Harbour Developments Ltd Dartmouth N-É**	Dragage T-N	2,878,455	1,699,355	2,878,155(*f*)
Harbour Developments Div Atlantic Towing Dartmouth N-É**	Dragage du chenal Courtney Bay N-B	2,658,610	2,445,921	2,445,921
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb	Logements de Baker Lake TN-O	491,194	44,077	491,194(*f*)
Hearn Stratton Construction Ltd Edmonton Alb	Garage d'entretien TN-O	1,512,033	138,000	138,000
Henrey's Excavating Ltd North Bay Ont	Connection à l'aqueduc de la ville et au réseau d'égouts de la ville à l'aéroport de North Bay Ont	879,590	817,469	817,469
Heuchert Electric Ltd St Albert Alb	Regroupement des installations de communication à l'aéroport de Yellowknife TN-O	303,309	45,670	336,552(*f*)
High Line Construction Saskatoon Sask	Abri pour les passagers TN-O	403,853	403,853	403,853
Huber Electric Inc Edmonton Alb	Centrale électrique/source d'alimentation à interruption à l'aéroport de Fort Smith TN-O	746,000	610,940	760,940
Huber Electric Inc Edmonton Alb	Centrale électrique et travaux connexes à l'aéroport de Yellowknife TN-O	692,735	230,882	855,873

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Hugh Munro Construction Ltd Fort Whyte Man	Améliorations, système d'évacuation des eaux de pluie à l'aéroport international de Winnipeg Man	2,526,330	323,560	2,245,712
Hunter Construction Ltd Victoria C-B	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Campbell River C-B	576,913	388,812	388,812
Hynes Construction Co Ltd Dunville T-N**	Reconstruction du quai T-N	460,813		460,813*(*f*)
Imperial Paving Limited Burnaby C-B	Recouvrement de la pise, voies de circulation et aire de trafic à l'aéroport de Pitt Meadows C-B	849,938	115,307	849,938(*f*)
J G Construction Ltd Gander T-N	Remplacer phares de danger et travaux connexes à l'aéroport de Stephenville T-N	638,000	117,852	638,000
J G Construction Ltd Gander T-N	Plans et devis et construire nouvel entrepôt et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	442,600	170,000	170,000
J M Meunier Inc St-Augustin de Desmaures Qué	Addition d'un étage à la FSS Qué	320,500		320,500(*f*)
J Oviatt Contracting Ltd Kitimat C-B	Route d'accès principale à l'aéroport de Smithers C-B	331,070	50,607	50,607
J P Pierman Construction Ltd Sault Ste Marie Ont	Développement du complexe de l'aérogare, stationnement Ont	3,213,795	53,200	3,213,795(*f*)
Jack Cewe Ltd Coquitlam C-B	Voie de circulation «A», étape 1, aéroport international de Vancouver C-B	406,582		406,582
Jack Williamson Paving Limited Crescent Valley C-B	Reconstruire l'aire de trafic I à l'aéroport de Castlegar C-B	401,919	400,245	400,245
Jaenar Construction Ltd Edmonton Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport d'Inuvik TY	2,563,000	5,999	2,322,059
Joneljim Concrete Construction Ltd Sydney N-É**	Hangar de transit, aménagement du quai N-É	599,035	419,237	598,532(*f*)
Joneljim Concrete Construction Ltd Sydney N-É**	Rénovations, bloc C, phase IV N-É	270,000	125,353	125,353
Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont**	Réparations du brise-lames ouest, phase 5 Ont	321,833		321,833(*f*)
Kenaiden Contracting Ltd Toronto Ont	Clôture de sécurité périphérique à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	562,120	557,977	557,977
Kerna Construction Ltd Calgary Alb	Raccord de l'égout principal régional à l'aéroport international d'Edmonton Alb	750,000	675,057	675,057
Kinetic Construction Ltd Victoria C-B	Construction de l'édifice d'entreposage de l'équipement de lutte contre la pollution de l'huile C-B	494,080	400,600	400,600
King Paving and Material Ltd Burlington Ont	Recouvrement du stationnement et de la route d'accès de l'aérogare à l'aéroport de Hamilton Ont	1,306,673		1,277,307(*f*)
Klondike Construction Ltd Edmonton Alb	Centrale électrique/source d'alimentation à interruption, services d'électricité souterrains et travaux d'emplacement à l'aéroport de Fort Nelson C-B	897,135	705,599	705,599(*f*)
Kodiak Earthmovers Ltd Fort St John C-B	Système d'égout à l'aéroport de Fort Nelson C-B	1,217,010	188,966	1,152,992
Kraft Construction Co (1978) Ltd Winnipeg Man	Phase II—Fondation de pilotis et travaux connexes pour le projet du centre de contrôle à Winnipeg Man	1,353,774		1,326,349*(*f*)
L & R Communications Western Ltd Langley C-B	Relocalisation de PAL/FSS C-B	291,794	291,568	291,568
La Cie de Construction Sept-Frères Inc Montréal Qué	Construction d'un stationnement étagé et de 2 passerelles à l'aéroport international de Montréal Qué	14,798,900		14,798,900(*f*)
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,686,500	31,600	1,686,500
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,431,100	56,900	1,431,100(*f*)
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	2,005,500	95,400	2,005,500(*f*)
La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée Montréal Qué	Aménagement d'un aéroport Qué	1,739,300	1,739,300	1,739,300
Labrador Construction Ltd St John's T-N	Construire une route d'accès Labrador	608,227	608,227	608,227
Labrador Construction Ltd St John's T-N	Recouvrir la piste 08-26, voies de circulation A, B, C, et F et réparations aux pistes 16-34 et travaux connexes Labrador	2,783,535	939,999	939,999
Laflèche Construction Ltd Dartmouth N-É	Rénover et agrandir l'aire d'arrivée des vols internationaux à l'aéroport international de Halifax N-É	534,640	301,095	301,095
Lahr Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport de Whitehorse TY	5,992,348	5,071	5,992,348
LAKH Construction Corp St Albert Alb	Construction de l'édifice d'administration et de télécommunications TN-O	823,684	823,684	823,684(*f*)
Lancet Construction Ltd Edmonton Alb	Construction d'une caserne de pompiers à l'aéroport de Lethbridge Alb	612,600	416,868	653,966
Landry & Sexton Nouvelle Qué**	Recouvrir les parois du quai Qué	1,100,641	276,724	276,724
Lang Construction Sep-Îles Qué	Pavage de la piste, voie de circulation et aire de trafic Qué	1,727,400		1,727,400(*f*)
Laval Fortin Ltée Alma Qué	Construction d'un édifice polyvalent Qué	1,222,400	1,207,400	1,207,400
Laval Fortin Ltée Alma Qué**	Construction de l'édifice de la GCC Qué	874,595		874,595(*f*)
Lavallée's Electrical and Construction Ltd Stephenville T-N	Améliorer les systèmes d'éclairage de l'aérodrome et travaux connexes à l'aéroport de Wabush T-N	868,435	69,534	841,133(*f*)
Leclerc & Pelletier Inc Sept-Îles Qué	Construction d'une aérogare Qué	588,500		588,500(*f*)
Les Constructeurs Kigiak Inc Westmount Qué	Relocaliser FSS Qué	890,200		890,200(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Les Constructions Desourdy Inc St-Hubert Qué	Reconstruire la voie de circulation Kilo Qué	675,300		675,300(*f*)
Les Construction GART Inc Laval Qué**	Système de défense Qué	1,011,086	388,086	1,026,086
Les Entreprises JAF Enr St-Bruno Qué	Remplacement des trottoirs et main-courantes Qué	898,400	898,400	898,400(*f*)
Les Excavations GR Drouin Inc Frampton Qué	Conduite d'alimentation d'eau Qué	300,500	280,700	280,700
Les Fondations Geodex Inc Pointe-Claire Qué**	Réparations au quai, mur est Qué	2,595,764	1,484,102	2,538,977
Les Pavages Laurentiens (1982) Inc Rimouski Qué	Repaver piste 07-25 Qué	617,100		608,800(*f*)
Lévis Construction Inc St-David de Lévis Qué**	Centre d'entraînement pour les urgences de la marine Qué	1,594,237		1,594,237(*f*)
Lingen Construction Ltd Sydney N-É	Agrandir l'aire d'étiquetage de l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Sydney N-É	366,179	38,497	366,179(*f*)
Lundrigans Construction Ltd Burlington Ont**	Reconstruction de la Base de la GCC Ont	9,866,598	1,338,079	9,842,934
Lundrigans Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	5,895,248		5,895,248*(*f*)
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Contrat pour l'édifice principal—Complexe de l'aérogare à l'aéroport Kamloops C-B	2,034,080		2,034,080
M Battel Construction Ltd Cache Creek C-B	Complexe de l'aérogare C-B	1,975,101		80,825
M Sullivan & Son Ltd Sydney N-É**	Rénovations à l'édifice académique, phase IV au collège de la Garde côtière de Point Edward N-É	643,313	643,313	643,313
M Sullivan & Son Ltd Sydney N-É**	Phase III, complexe de la Base maritime Ont	1,183,051	1,012,350	1,012,350
M Sullivan & Son Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Installations pour le conditionnement physique N-É	5,798,327		5,798,327*(*f*)
MacAlpine Construction Ltd Fort McMurray Alb	Ajout d'une passerelle d'embarquement Alb	368,000	337,026	337,026
MacFawn and Rogers Architects Ltd Halifax N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	1,436,262		1,182,050
Malmute Saloon Ltd Whitehorse TY	Abri pour passager/cargaison TY	256,983		256,983
Mandrax Enterprises Ltd Kelowna C-B	Amélioration du système électrique à l'aéroport de Castlegar C-B	378,385	284,617	284,617
Maple Leaf Construction Winnipeg Man	Recouvrir les routes 1-6 Man	470,759	464,899	464,899
Marquis Contracting Ltd Victoria C-B	Recouvrir la piste et la voie de circulation à l'aéroport de Port Hardy C-B	1,016,636		1,016,636
Marquis Contracting Ltd Victoria C-B	Remise en état des voies de circulation et pistes à l'aéroport de Victoria C-B	1,580,151	14,275	1,580,151(*f*)
Matassa Contractors Ltd Windsor Ont	Améliorations du garage à l'aéroport de Windsor Ont	538,981	350,919	350,919
Maxim Airfield Lighting Systems Ltd Ajax Ont	Éclairage de la voie de circulation et travaux connexes à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	252,524		185,033
MCC Powers (A Unit of Mark Controls) Edmonton Alb	Gestion pour l'énergie à Grande Prairie, Lethbridge et bureau régional Alb	417,159		310,840
McCurdy Construction & Equipment Rentals Ltd Gander T-N	Remise en état du système d'aqueduc et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	313,419	311,974	311,974
McNamara Construction Company St John's T-N**	Améliorations du havre T-N	1,052,651	1,052,651	1,052,651(*f*)
Meret Construction Inc Tecumseh Ont	Rénovations intérieures de l'aérogare à l'aéroport de Windsor Ont	275,920	275,920	275,920
MeyKnecht-Lischer Contractors Ltd Ottawa Ont	Travaux d'aménagement paysager à l'aéroport d'Ottawa, projet d'agrandissement de l'aérogare Ont	332,067	14,537	416,382
Mihalco Enterprises Ltd St Albert Alb	Enlèvement de l'amiante, aire des bagages à l'aéroport international de Vancouver C-B	531,510	103,839	531,510(*f*)
Miller Contracting Limited Langley C-B	Remplacer les cuves de régularisation et les stations de pompage à l'aéroport international de Vancouver C-B	1,777,223	1,422,733	1,422,733
Mississauga Hydro Mississauga Ont	Dessin et installations du système d'électricité à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	546,840		359,421(*f*)
Mitchell Construction Ltd Markham Ont	Construire une nouvelle tour de contrôle à l'aéroport Toronto Island Ont	2,263,244	512,303	512,303
Modern Paving Ltd Goulds T-N	Paver l'aire de trajectoire à l'aéroport de St John's T-N	336,947	303,839	303,839(*f*)
Modern Paving Ltd Goulds T-N	Prolongement du quai T-N	1,221,723	1,038,461	1,038,461
Morrison & McRae Ltd St Eleanors Î-P-É	Construire route d'accès, parc de stationnement et travaux connexes à l'aéroport de Charlottetown Î-P-É	1,280,324	32,442	1,290,623(*f*)
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man	Route périphérique à l'aéroport international de Winnipeg Man	941,170	541,752	541,752
Mulder Construction & Materials Ltd Winnipeg Man	Recouvrement de la piste à l'aéroport de The Pas Man	1,738,761	1,498,631	1,498,631
Municipal Ready-Mix Ltd Sydney N-É	Clôture périphérique à l'aéroport de Sydney N-É	587,785	664,977	664,977
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Aéroport international d'Edmonton Alb	4,233,941	18,364	4,233,941
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Agrandissement de la voie d'accès de l'aire de l'aviation et recouvrement à l'aéroport international d'Edmonton Alb	273,865	1,556	302,624(*f*)
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Amélioration du système de drainage de l'aire de l'aviation générale à l'aéroport international de Calgary Alb	2,439,007	139,133	2,452,016

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Mustang Eng and Construction Ltd Nisku Alb	Construction de la fondation de l'aérogare à l'aéroport de Fort McMurray Alb	279,014		273,883(*f*)
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Réaménager aéroport, phase II Qué	3,166,800	3,050,800	3,050,800
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Installation de clôture de sécurité et système Qué	913,000	797,600	797,600
Neilson Excavation Inc Bernières Qué	Installation de clôture de sécurité Qué	442,400	442,400	442,400
Newfoundland Engineering and Construction Co Ltd St John's T-N	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international de Gander T-N	2,864,894		2,857,968(*f*)
Newman Bros Ltd Sault Ste Marie Ont	Aménagement du complexe de l'aérogare à l'aéroport de Sault Ste Marie Ont	915,171	137,907	915,171(*f*)
Norlon Builders London Ltd London Ont	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de London Ont	881,148	1,489	881,148*(*f*)
North Shore Construction Ltd Newcastle N-B**	Pavage, hangar en transit N-B	342,562	14,330	342,562(*f*)
Ocean Paving Limited Port Hawkesbury N-É**	Pavage et éclairage N-É	386,593		187,571(*f*)
Olivit Construction Ltd Maple Ridge C-B	Nouveaux ascenseurs publics—Aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	497,709	15,683	497,709(*f*)
Olympic Construction Ltd St John's T-N	Refaire une partie de la toiture de l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de St John's T-N	339,942		339,942(*f*)
Ontario Electrical Construction North Bay Ont	Améliorer le système d'électricité à l'aéroport de North Bay Ont	340,871		340,871(*f*)
Ontario Electrical Construction Toronto Ont	Points d'accès automatique de l'aérogare/côté piste Ont	331,000		318,575(*f*)
Ontario Hydro Beachville Ont	«27 6/16 KV» approvisionnement à l'emplacement du radar à l'aéroport de London Ont	284,880	226,043	226,043
OORDS Construction Limited Willowdale Ont	Améliorations au réseau d'aqueduc à l'aéroport de Smithers C-B	383,009	383,009	383,009
Opron Maritimes Construction Saint John N-B	Rénover l'aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Saint John N-B	1,399,484		1,399,484*
Ottawa-Greenbelt Construction Co Ltd Gloucester Ont	Travaux d'améliorations d'infrastructure à l'aéroport international d'Ottawa Ont	1,778,763		1,778,358
P & M Construction Edmonton Alb	Construire nouvelle aérogare TN-O	5,951,400		6,039,000
PH Granger Construction Inc Masson Qué	Améliorations du quai Qué	411,200	241,500	411,200
Pacific Piledriving Ltd Sidney C-B	Nouveau système de défense C-B	655,593	631,363	631,363
Pave-Al and Orlando Corp Mississauga Ont	Développement de l'aire 5 Ont	1,054,324		797,637(*f*)
Pave-Al Limited Mississauga Ont	Développement de l'aire 2, phase 2 Ont	1,138,742		685,736(*f*)
PCL Civil Constructors Inc Edmonton Alb	Recouvrir voies de circulation «A», «B», «C» et aire de trafic à l'aéroport de Peace River Alb	436,995	469,126	469,126(*f*)
PCL Construction Winnipeg Man	Construction du Centre «CASS» à l'aéroport international de Winnipeg Man	469,349	165,145	165,145
PCL Constructors Western Inc Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international de Winnipeg Man	26,778,244	8,465,479	23,579,617
PCL Maxam a joint venture Calgary Alb	Construction d'un garage d'entretien à l'aéroport de Lethbridge Alb	1,158,702	1,059,677	1,059,677
PCL Maxam a joint venture Regina Sask	Travaux divers à l'aéroport de Regina Sask	657,318	631,155	631,155
PCL Road Contractors Inc Edmonton Alb	Agrandissement du stationnement de l'aire de trafic et d'aéronefs et pavage de béton à l'aéroport d'Inuvik TN-O	1,076,800	900	1,076,527(*f*)
Pennecon Ltd St John's T-N**	Améliorations du quai T-N	1,861,402	(3,506)	1,834,606*(*f*)
Penney Construction Ltd St John's T-N	Services d'emplacement et travaux connexes à l'aéroport de St Anthony T-N	1,429,285	697,791	1,483,299
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Centrale électrique à l'aéroport de Saint John N-B	673,734		680,486(*f*)
Phase Electric Ltd Rothesay N-B	Centrale électrique à l'aéroport de Saint John N-B	434,193		361,198(*f*)
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Modifications et services d'inspection du système de gicleurs de l'aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,785,363	21,162	2,785,363(*f*)
Phased Construction Ltd North Vancouver C-B	Tunnel des arrivées et foyer en-transit de l'aérogare à l'aéroport international de Vancouver C-B	730,169	3,431	730,169(*f*)
Phoenix Power Installation Ltd Qualicum Beach C-B	Reconstruire les services d'éclairage du terrain à l'aéroport de Prince Rupert C-B	642,403		636,029
Piggott Construction (1969) Ltd Saskatoon Sask	Agrandissement du stationnement de l'aire de trafic d'aéronefs Sask	582,339		512,900
Pile Foundations Ltd Edmonton Alb**	Terminus maritime Alb	733,875		733,875(*f*)
Pitts Atlantic Construction Ltd Markham Ont**	Améliorations du havre T-N	2,462,628	194,208	2,462,628(*f*)
Pitts International Inc Toronto Ont**	Dragage d'entretien Ont	777,819	297,668	297,668
Potium Scott Contractors Thunder Bay Ont	Contrat global de travaux civils Ont	512,269	37,355	512,269(*f*)
Potzus Construction Ltd Yorkton Sask	Construire voies de circulation "E" et "F" et travaux connexes à l'aéroport de La Ronge Sask	360,965	360,965	360,965(*f*)
Progressive Contracting Ltd Richmond C-B	Rampes d'accès à l'aéroport international de Vancouver C-B	2,268,779	196,888	2,268,779(*f*)
Proman Projects Ltd Prince Albert Sask	Système d'aqueduc C-B	280,160		247,915

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
R M Belanger Ltd Chelmsford Ont	Aménager l'aire d'aviation générale—Phase 1A à l'aéroport de North Bay Ont	1,821,191		1,758,568(*f*)
Randall Plumbing and Heating Ltd Winnipeg Man	Installer chaufferie/refroidisseur à l'aéroport international de Winnipeg Man	325,942	31,747	325,942(*f*)
Rays Contracting Ltd Dalhousie N-B**	Contenus pour déblais au quai est N-B	647,758		647,758(*f*)
Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont	Fournir et installer l'équipement à l'emplacement de radars pour RAMP Ont	71,979,707	310,633	310,633
Regina Associates Brockville Ont**	Entrepôt chauffé Ont	592,254		592,254*(*f*)
Rescom Construction Ltd Edmonton Alb	Rénovations et enlèvement de l'amiante au 8ième étage à l'aéroport international d'Edmonton Alb	349,648	346,909	346,909
River North Construction Ltd Prince Albert Sask	Construction d'une aérogare et travaux connexes à l'aéroport de Prince Albert Sask	580,445		580,445
Robb Engineering Amherst N-É**	Nouveau niveau supérieur du pont, terminus de traversiers T-N	1,497,997		1,497,997*(*f*)
Robert Bérubé Électricien Inc Rimouski Qué	Achat et installation d'un LOC/DME Qué	641,200		650,000
Robert McAlpine Limited Halifax N-É	Construction du Centre de trafic d'Halifax N-É	691,080		203,314(*f*)
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Passerelle d'embarquement des passagers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	588,569		588,569
Robert Mitchell Inc Ville St-Laurent Qué	Dessin, approvisionnement et installation d'une passerelle d'embarquement pour passagers et travaux connexes à l'aéroport de Saskatoon Sask	508,004		508,004
Robinson's Trucking Ltd Yellowknife TN-O	Aire de trafic et parc de stationnement, aéroport d'Inuvik TN-O	2,349,813	80,896	2,349,813(*f*)
Ron's Engineering and Construction Ottawa Ont	Tour de contrôle à l'aéroport de Thunder Bay Ont	2,327,486	630,849	2,316,355
Rosaire Côté Inc Lotbinière Qué**	Modifications aux infrastructures Qué	947,759	171,887	947,759
Roy Construction and Supply Co Ltd Timmins Ont	Construire trois ajouts au garage d'équipement et remplacer les portes de la caserne de pompiers à l'aéroport de Timmins Ont	756,287		753,287(*f*)
Royal Fence Ltd London Ont	Installer clôture de sécurité à l'aéroport de Windsor Ont	259,834	396,156	396,156
S Boyd Contracting Ltd Dartmouth N-É**	Rénovations et ajout à la station radio de la marine N-É	557,249	146,139	557,249(*f*)
S & S Electric Ltd Chilliwack C-B	Améliorer le réseau électrique auxiliaire à l'aéroport d'Abbotsford C-B	682,433	682,433	682,433
Sceptre Dredging Ltd Longueuil Qué**	Améliorations portuaires Qué	2,564,923		2,552,550
Sceptre Riedel Dawson Longueuil Qué**	Remanier les déblais du dragage Ont	728,679	56,077	728,679(*f*)
Sceptre Riedel Dawson Longueuil Qué**	Dragage—Phase 2 Ont	1,602,382	1,176,962	1,602,382(*f*)
Sceptre Riedel-Dawson Construction Richmond C-B**	Dragage de la rivière Fraser, dragage du bas Steveston C-B	2,806,132	898,218	2,806,132*(*f*)
Sceptre Riedel-Dawson Construction Contracting Richmond C-B**	Dragage zones 1, 2, 3 C-B	602,134		602,134(*f*)
Schurman Construction Summerside Î-P-É	Construire un édifice des opérations et tour de contrôle Î-P-É	2,261,406		2,261,205
Security Fence Industries Winnipeg Man	Améliorer la clôture de sécurité à l'aéroport international de Winnipeg Man	880,071		76,790(*f*)
Security Mechanical Ltd Saint John N-B	Automatisation de la centrale thermique, Collège de la Garde côtière N-B	257,169	257,169	257,169(*f*)
Services Can-Dive (Québec) Ltée Longueuil Qué**	Réparation aux caissons Qué	803,147	308,881	308,881
Simard-Beaudry Inc Montréal Qué	Préparation du site RAMP Qué	341,900	329,300	329,300
Simon Lemaire Inc Montréal Nord Qué	Refroidisseurs de la centrale thermique Qué	1,320,300	1,272,600	1,272,600
Sims and Gavel Architects Ltd Sydney N-É**	Collège de la Garde côtière Point Edward—Résidence N-É	757,667		534,048
Sintra Inc (Région Estrie) Sherbrooke Qué	Repaver piste 14-32 et voie de circulation et aire de trafic Qué	1,205,100		1,205,100(*f*)
Skookum Construction Ltd Whitehorse TY	Construction de routes, terrains de stationnement, distribution d'électricité à l'aéroport de Fort Nelson C-B	1,278,813	107,839	1,311,442*(*f*)
Skookum Construction Ltd Whitehorse TY	Aménagement paysager et développement de l'emplacement à l'aéroport de Whitehorse TY	738,548	204,066	860,821
Skookum Construction Ltd Whitehorse TY	Recouvrir la piste 06-24 et voie de circulation C-B	784,485	761,736	761,736(*f*)
Smook Bros (Thompson) Ltd Thompson Man	Remise en état de l'aire de trafic «C» à l'aéroport de Thompson Man	406,978	345,306	345,306
Standard Electric Markham Ont	Terminal 2 des sources d'électricité à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	402,566		402,168(*f*)
Standard General Construction Ltd Calgary Alb	Recouvrir la piste 07-25, aire de trafic I et voies de circulation à l'aéroport de Springbrook Alb	299,703	299,703	299,703(*f*)
Standard General Construction Ltd Calgary Alb	Améliorations du système d'évacuation des eaux, phase II, hangar est à l'aéroport international de Calgary Alb	1,476,579	1,216,869	1,216,869
Strap Enterprise Inc Toronto Ont	Enlever l'amiante dans le garage d'équipement et isoler à neuf à l'aéroport de North Bay Ont	297,742		297,742(*f*)

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Suite*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Stuart Olson Industry Contractors Ltd Edmonton Alb	Construction d'une aérogare, contrat général, aéroport de Fort McMurray Alb	3,433,828	51,393	3,433,828
Sun Construction Co Ltd Calgary Alb	Agrandissement de l'aérogare à l'aéroport de Regina Sask	17,232,096	469,763	17,219,641
Tendev Construction Surrey C-B	Agrandissement de l'atelier C-B	387,061	108,823	387,061(*f*)
The Cohos Evamy Partnership Calgary Alb	Tour de contrôle, dessin préliminaire et supervision—Aéroport international de Calgary Alb	1,107,069	127,774	432,142
The GCG Eng Partnership Edmonton Alb	Agrandissement de l'aire de trafic—Phase 1—Aéroport international d'Edmonton Alb	700,630	10,535	539,824
The Ikoy Partnership Winnipeg Man	Agrandissement de l'aérogare, phases II et III à l'aéroport international de Winnipeg Man	2,398,500		1,726,209
The Lundrigan Group Ltd Corner Brook T-N	Paver le boulevard de l'aéroport et renforcer la voie de circulation «B» et travaux connexes à l'aéroport international de Gander T-N	919,663	924,250	924,250(*f*)
Thomas Engineering Ltd Vancouver C-B	Nouveaux transporteurs de bagages de l'aérogare sud à l'aéroport international de Vancouver C-B	447,872	91,012	447,872(*f*)
Thomas Fuller Construction Ltd Ottawa Ont	Projet d'agrandissement de l'aérogare à l'aéroport international d'Ottwa Ont	31,216,381	8,879,862	19,080,392*
Thompson Brewick Pratt and Partners Vancouver C-B	Améliorations, agrandissement et travaux connexes de l'aérogare—Aéroport de Fort Nelson C-B	726,800	29,663	623,022
Torontario Mechanical & Electrical Ltd Toronto Ont	Modification à la jetée T-1, élévateur dans la jetée 4 à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	472,300	144,345	144,345
Towland Heuiston Construction Downsview Ont	Prolongement de l'aire de trafic I Ont	408,277	389,904	389,904
Trend Construction Ltd Edmonton Alb	Construire nouvelle caserne de pompiers à l'aéroport international d'Edmonton Alb	761,306		761,306(*f*)
Tristar Electric Inc Mississauga Ont	Construction d'une route d'accès, préparation de l'emplacement et installation de l'alimentation électrique à l'aéroport de Lester B Pearson Ont	508,438	83,615	149,889
Trottoirs & Chaines Pilote Inc Ville de Vanier Qué	Agrandissement de l'autopark et aire de trafic à l'aéroport de Québec Qué	1,713,100		1,713,100(*f*)
UGS Contractors Limited Maple Ridge C-B	Agrandir la piste à l'aéroport de Pitt Meadows C-B	752,668	198,432	752,668(*f*)
Underwood McLellan Ltd Winnipeg Man	Administration de contrat, supervision et contrôle de la qualité de la reconstruction de l'aire de trafic I (phase I) à l'aéroport de Winnipeg Man	332,600	103,492	318,132*
Union des Carrières et Pavages Ltée Québec Qué	Construction d'une nouvelle zone d'aviation générale Qué	1,460,100		1,338,600(*f*)
Vandongen Construction Ltd Kamloops C-B	Bâtiment des opérations à l'aéroport de Kamloops C-B	765,914	8,388	765,914(*f*)
Vandongen Construction Ltd Kamloops C-B	Construction du bâtiment de services regroupés à l'aéroport de Sandpit C-B	1,950,878	1,600,883	1,600,883
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage d'entretien Ont	760,286		760,286(*f*)
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage du roc Qué	258,376	258,376	258,376(*f*)
Verreault Navigation Inc Matane Qué**	Dragage du haut-fond off-shore Ont	290,820	290,820	290,820(*f*)
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont	Construction d'un centre d'essai pour aides à la navigation Ont	372,160		369,560(*f*)
Vie-Bilt General Contractors Ottawa Ont	Bâtiment pour les services de transports au sol à l'aéroport international d'Ottawa Ont	258,441	176,701	258,441(*f*)
VK Mason Construction Management Inc Calgary Alb	Modification et agrandissement des installations des services d'inspection canadiens à l'aéroport international de Calgary Alb	4,464,000	4,132,889	4,132,889
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Améliorations du système d'égout à l'aéroport de Fort Smith TN-O	304,417		299,442(*f*)
Volker Stevin Contracting Ltd Calgary Alb	Construction du système d'aqueduc à l'aéroport de Yellowknife TN-O	1,503,764	1,503,764	1,503,764
W Rourke Ltée Québec Qué	Agrandir l'aérogare, aire de trafic et stationnement Qué	4,045,400		4,031,700
Waverly Construction Co Ltd Fredericton N-B**	Entrepôt N-B	335,658	6,988	326,268(*f*)
Webb and Trace Limited Victoria C-B	Gradation et pavage de l'aérogare, aéroport de Victoria C-B	527,332	(1,600)	527,332*(*f*)
Wells Construction Ltd Lethbridge Alb	Recouvrir piste 05-23, 12-30 et voie de circulation «A» à l'aéroport de Lethbridge Alb	1,120,543	755,562	755,562
Western Integrated Electrical Ltd Burnaby C-B	Systèmes de détection de feu à l'aéroport international de Vancouver C-B	349,440	4,408	349,440(*f*)
Westgate Mechanical Contractors Ltd Burnaby C-B	Édifice des services—Modifications mécaniques à l'aéroport international de Vancouver C-B	292,123		292,123
Westinghouse Canada Inc Ottawa Ont	Centre de pouvoir électrique de l'aérodrome, phase II à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	823,855	22,252	823,855
Westinghouse Canada Inc Ottawa Ont	Centre de pouvoir électrique de l'aérodrome, phase I à l'aéroport international Lester B Pearson Ont	849,791	26,297	845,526
Whyte Construction Ltd Prince George C-B	Construction d'un abri pour passagers/cargaison à l'aéroport de Fort Liard TN-O	358,592	358,592	358,592

Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages—*Fin*

Nom et lieu de l'entrepreneur	Brève description et province du projet	Montant du contrat	Dépenses 1986-87	Dépenses à ce jour
		$	$	$
Windsor Construction Delta C-B**	Ajouts et modifications à la Base de la Garde côtière Kitsilano C-B	279,359	13,082	279,359(*f*)
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É**	Réparations à la chaussée du quai, Base de la Garde côtière N-É	517,090		517,090(*f*)
Woodlawn Construction Ltd Dartmouth N-É	Construire service extérieur et travaux connexes à l'aéroport de Yarmouth N-É	2,153,461	268,070	2,153,461(*f*)
Yellowridge Construction Ltd Port Moody C-B	Caserne de pompiers et garage d'entretien et travaux connexes à l'aéroport de Quesnel C-B	1,483,368		1,483,368(*f*)
Zayas Electrical Systems Ltd Mississauga Ont	Remplacer l'éclairage sur la piste à l'aéroport international d'Ottawa Ont	403,907	401,637	401,637(*f*)
Zutphen Brothers Construction Ltd Port Hood N-É	Installation de rails et camions de la Garde côtière N-É	619,857		619,857

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $781,819

Département $781,819

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $781,819

* Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.

** Adjugé par l'entremise des Travaux publics.

*** Contrat au coût plus honoraires fixes.

(*f*) Contrat terminé.

(1) Ayant rapport à un projet de plus de $250,000.

(2) Projet paritaire entre Pêches et Océans et Transports Canada. Les dépenses de l'exercice en cours par Pêches et Océans étaient de $1,396,119 et par Transports Canada de $2,960.

(3) Le montant de $436,314,537 comprend le Fonds renouvelable des Travaux publics. Puisque le Fonds renouvelable des Travaux publics fournit, sur une base de recouvrements des coûts, des services de construction aux autres programmes, départements et organismes du gouvernement du Canada, l'information détaillée pour inclusion dans cet état est donc soumise par les entités qui ont reçu ces services.

(4) Un montant de $325,933 a été imputé à l'article courant 06.

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel

Cet état fournit une analyse des dépenses de l'exercice en cours (article courant 09) par catégorie principale de machines et de matériel pour l'exercice clos le 31 mars 1987. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
AGRICULTURE—				
Département—				
Programme de gestion et d'administration	32,667		245,561	2,425,898
Programme agro-alimentaire	4,497,195		2,382,672	7,293,512
Programme du service canadien des forêts	1,188,241		300,879	4,955,688
Programme de la Commission canadienne des grains			90,623	188,405
Commission canadienne du lait			41,112	42,695
Office canadien des provendes				1,347
	5,718,103		3,060,847	14,907,545
COMMUNICATIONS—				
Département—				
Programme des communications et de la culture	511,993		1,436,394	4,048,819
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	16,181		34,553	221,325
Office national du film				494,263
Bibliothèque nationale			33,737	1,254,068
Musées nationaux du Canada	265,675		414,217	924,880
Archives publiques	25,093		560,840	1,967,671
	818,942		2,479,741	8,911,026
CONSOMMATION ET CORPORATIONS—				
Département	1,382,409		107,198	1,552,480
Tribunal de la concurrence	34,326			107,405
	1,416,735		107,198	1,659,885
EMPLOI ET IMMIGRATION—				
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada—				
Programme des services généraux et spéciaux	497,619		1,141,154	3,934,165
Programme d'emploi et d'assurance	269,431		634,226	2,798,087
Programme d'immigration	363,905		74,244	775,370
Commission d'appel de l'immigration			766	157,456
	1,130,955		1,850,390	7,665,078
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—				
Département—				
Programme d'administration	49,349		228,273	1,821,260
Programme de l'énergie			80,179	1,165,131
Programme des minéraux et des sciences de la Terre	419,206		1,747,927	10,989,614
Commission de contrôle de l'énergie atomique	31,453		44,327	269,771
Office national de l'énergie				741,523
	500,008		2,100,706	14,987,299

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
927	137,250			46,072	1,101	2,889,476
12,624,707	913,401	820,383	764,048	384,702	4,499,460	34,180,080
2,004,566	415,116	140,103	150,903	26,452	569,372	9,751,320
758,202	355,130	164,957	16,260		39,823	1,613,400
	212,021			28,713		324,541
	4,502				5,174	11,023
15,388,402	2,037,420	1,125,443	931,211	485,939	5,114,930	48,769,840
1,169,804	350,478	22,300	145,804	84,995	913,119	8,683,706
	26,743					298,802
	40,867			81,353	1,681,895	2,298,378
682	64,796		6,389	282,140	102,137	1,743,949
484,766	177,454	151,572	41,361		1,060,122	3,520,047
5,827	163,103	104,951	24,668	284,058	1,201,601	4,337,812
1,661,079	823,441	278,823	218,222	732,546	4,958,874	20,882,694
1,818,729	98,409	17,918		85,503	15,573	5,078,219
	324,897			10,187	77,446	554,261
1,818,729	423,306	17,918		95,690	93,019	5,632,480
10,009	1,742,094		447	566,771		7,892,259
16,313	355,846			398,315		4,472,218
26,955	140,983		90	337,812		1,719,359
	159,708			39,528		357,458
53,277	2,398,631		537	1,342,426		14,441,294
	60,763			3,424	9,220	2,172,289
13,318	37,488				73,169	1,369,285
8,762,022	362,577	706,835	452,064	57,721	3,535,440	27,033,406
123,110	55,801				17,628	542,090
	26,947			28,309		796,779
8,898,450	543,576	706,835	452,064	89,454	3,635,457	31,913,849

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[(1)]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
ENVIRONNEMENT—				
Programme d'administration	31,933		60,182	1,490,352
Programme des services de l'environnement	1,433,276		2,149,819	16,101,525
Programme Parcs Canada	3,377,041		558,972	3,166,900
	4,842,250		2,768,973	20,758,777
AFFAIRES EXTÉRIEURES—				
Département—				
Programme des intérêts du Canada à l'étranger	3,127,805		3,473,884	5,182,113
Agence canadienne de développement international				1,546,954
Commission mixte internationale				46,730
	3,127,805		3,473,884	6,775,797
FINANCES—				
Département—				
Programme des politiques financières et économiques	17,838		13,614	1,036,854
Programme du Tribunal canadien des importations				2,160
Programme de l'Inspecteur général des banques				46,468
Vérificateur général	16,950		69,851	1,019,847
Assurances				189,248
Commission du tarif				
	34,788		83,465	2,294,577
PÊCHES ET OCÉANS	18,677,445		1,067,637	6,167,635
GOUVERNEUR GÉNÉRAL				217,085
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—				
Programme d'administration	582		5,047	199,489
Programme des affaires indiennes et inuit	141,321		75,052	1,242,179
Programme des affaires du Nord	306,104		99,377	404,960
Programme des revendications des Autochtones				
	448,007		179,476	1,846,628
JUSTICE—				
Département	47,239			1,852,942
Commission canadienne des droits de la personne			18,888	104,217
Commissaire à la magistrature fédérale				
Cour fédérale du Canada	44,625			
Commission de réforme du droit du Canada				1,360
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	15,336			48,700
Cour suprême du Canada	11,200		2,218	242,464
Cour canadienne de l'impôt				40,891
	118,400		21,106	2,290,574

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
25,306	110,601	229	2,101	18,660	89,997	1,829,361
10,165,388	959,156	896,729	665,388	59,510	678,498	33,109,289
938,022	548,944	713,806	353,888	76,904	1,761,478	11,495,955
11,128,716	1,618,701	1,610,764	1,021,377	155,074	2,529,973	46,434,605
1,687,925	9,909,488		2,830,514	1,932,932	135,004	28,279,665
	501,315			185,722		2,233,991
	12,137					58,867
1,687,925	10,422,940		2,830,514	2,118,654	135,004	30,572,523
	451,511		7,680	133,204		1,660,701
						2,160
	12,116			676		59,260
	136,151				24,886	1,267,685
	77,040			1,038		267,326
	10,687			38,659		49,346
	687,505		7,680	173,577	24,886	3,306,478
4,147,017	760,937	239,202	784,121	694,447	1,665,995	34,204,436
	6,810					223,895
3,789	17,193	400	6,181	78,398	61	311,140
782,730	475,555	57,474	164,937	188,833	162,468	3,290,549
100,970	67,698	61,153	66,889	94,111	634,178	1,835,440
	783			4,240		5,023
887,489	561,229	119,027	238,007	365,582	796,707	5,442,152
	468,278			155,597		2,524,056
	68,495				7,175	198,775
	5,239			7,190		12,429
	392,599			60,042	72,815	570,081
	24,043			44,337		69,740
	10,840			739		75,615
54,330	73,720			13,900		397,832
	34,415					75,306
54,330	1,077,629			281,805	79,990	3,923,834

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
TRAVAIL—				
Département				2,096,634
Conseil canadien des relations du travail				11,887
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	16,773		1,018	182,637
	16,773		1,018	2,291,158
DÉFENSE NATIONALE—				
Programme des services de défense	1,431,294,092	476,056,792	113,838,851	50,721,516
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—				
Département—				
Programme de l'administration centrale	17,640		9,102	2,146,968
Programme des services et de la promotion de la santé			225	100,916
Programme des services sociaux				200,675
Programme des services médicaux	1,280,830		198,287	4,760,895
Programme de la protection de la santé	235,980		87,484	5,284,539
Programme de la sécurité du revenu			379,262	2,134,708
Programme de la condition physique et du sport amateur				263,169
Conseil de recherches médicales				220,807
	1,534,450		674,360	15,112,677
REVENU NATIONAL—				
Douanes et Accise	729,618		979,625	7,044,881
Impôt			1,760,114	13,525,446
	729,618		2,739,739	20,570,327
PARLEMENT—				
Sénat				
Chambre des communes	153,916		1,504,318	609,518
Bibliothèque du Parlement				159,923
	153,916		1,504,318	769,441
CONSEIL PRIVÉ—				
Département—				
Programme du Conseil privé	113,452		179,764	1,975,533
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			2,594	2,730
Directeur général des élections	9,645			829,402
Commissaire aux langues officielles			507	82,212
Conseil économique du Canada				213,493
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	17,136		3,499	116,515
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			2,150	32,232
	140,233		188,514	3,252,117

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
	403,997			89,041		2,589,672
	2,579			788		15,254
	3,706					204,134
	410,282			89,829		2,809,060
86,894,932	22,968,716	20,684,953	2,039,068	10,663,510	52,725,757	2,267,888,187
12,957	134,608	425	4,612	40,701	3,861	2,370,874
	14,274		282	56,232	398	172,327
	13,884	185	120	6,981	528	222,373
2,086,509	915,411	116,645	319,371	282,655	111,317	10,071,920
3,664,615	231,550	135,925	123,704	42,471	45,832	9,852,100
2,492	408,407		742	94,321	23,234	3,043,166
	8,204				12,586	283,959
	3,521				704	225,032
5,766,573	1,729,859	253,180	448,831	523,361	198,460	26,241,751
167,427	783,360		80,678	160,534	794,766	10,740,889
	4,965,939			445,805	154,029	20,851,333
167,427	5,749,299		80,678	606,339	948,795	31,592,222
	268,989			371,738		640,727
	917,032		33,220	359,419	12,546	3,589,969
	25,105			141,267		326,295
	1,211,126		33,220	872,424	12,546	4,556,991
	38,167		67	14,730	48,153	2,369,866
	4,075			850		10,249
	65,417			22,870		927,334
	36,568		5,176	9,073		133,536
	17,762			7,951		239,206
	7,573			731		145,454
	2,467		499	1,760	3,156	42,264
	172,029		5,742	57,965	51,309	3,867,909

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Suite*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/ bureautique
	$	$	$	$
TRAVAUX PUBLICS—				
Programme des services	3,233,399		561,822	7,083,397
Programme du logement	29,250		4,541	137,780
Programme de soutien à la gestion immobilière fédérale				2,699
	3,262,649		566,363	7,223,876
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—				
Département	120,067		139,418	2,743,852
Investissement Canada			5,100	258,790
	120,067		144,518	3,002,642
SCIENCES ET TECHNOLOGIE—				
Département d'État	20,342		4,914	535,892
Conseil national de recherches du Canada—				
Programme de recherches scientifiques et industrielles	356,616		801,532	13,833,736
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			6,683	384,690
Conseil des sciences du Canada				
	376,958		813,129	14,754,318
SECRÉTARIAT D'ÉTAT—				
Département			150,410	3,032,733
Conseil consultatif de la situation de la femme			17,830	
Commission de la Fonction publique	17,100		204,360	2,087,070
Conseil de recherches en sciences humaines			215,088	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			993	14,057
	17,100		588,681	5,133,860
SOLLICITEUR GÉNÉRAL—				
Département	19,254		157,329	429,368
Service correctionnel	2,222,823	95,282	9,025,023	2,703,876
Commission nationale des libérations conditionnelles	17,503		1,319	94,600
Gendarmerie royale du Canada—				
Programme d'application de la loi	25,117,732		14,044,655	8,540,910
	27,377,312	95,282	23,228,326	11,768,754
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—				
Département	109,327		7,363,237	6,106,797
Statistique Canada			184,471	4,212,605
	109,327		7,547,708	10,319,402

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
2,408,621	1,570,849	196,655	1,500,910	133,341	2,212,977	18,901,971
	86,922	25,133	95,579	825	60,944	440,974
	1,727		5,020		5,400	14,846
2,408,621	1,659,498	221,788	1,601,509	134,166	2,279,321	19,357,791
	228,357		6,600	84,123	99,770	3,422,187
	46,734		44	8,632	4,075	323,375
	275,091		6,644	92,755	103,845	3,745,562
	61,650		166	18,351	1,366	642,681
26,158,822	483,126	1,735,943	652,130	3,562	(923,711)	43,101,756
	32,095				776	424,244
			4,290			4,290
26,158,822	576,871	1,735,943	656,586	21,913	(921,569)	44,172,971
	542,817			506,910	500	4,233,370
	5,635					23,465
	226,211		5,650	1,788	52,455	2,594,634
	3,887					218,975
	2,433			8,608		26,091
	780,983		5,650	517,306	52,955	7,096,535
	85,837			12,995	31,640	736,423
	810,002	4,638,537		521,886	2,239,107	22,256,536
	29,764			3,001		146,187
2,503,203	1,120,019	73,553	59,656	468,235	1,904,003	53,831,966
2,503,203	2,045,622	4,712,090	59,656	1,006,117	4,174,750	76,971,112
	333,245	1,279,954		624,761	1,005,284	16,822,605
	140,960			172,250	436,155	5,146,441
	474,205	1,279,954		797,011	1,441,439	21,969,046

Construction et/ou acquisition de machines et de matériel—*Fin*

Département et organisme	Machinerie et matériel de transport[1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communications	Matériel électronique/bureautique
	$	$	$	$
TRANSPORTS—				
Département	178,689,083		131,344,915	16,387,176
Bureau canadien de la sécurité aérienne	30,884		890	273,944
Commission canadienne des transports			11,782	382,166
Tribunal de l'aviation civile				68,979
Administrateur de l'Office du transport du grain				39,959
	178,719,967		131,357,587	17,152,224
CONSEIL DU TRÉSOR—				
Secrétariat—				
Programme relatif à l'administration centrale de la Fonction publique			5,000	607,190
Contrôleur général				147,831
Privatisation et affaires réglementaires	11,500		3,579	268,647
	11,500		8,579	1,023,668
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—				
Programme des affaires des anciens combattants	153,651		68,823	1,576,569
Programme de la Commission des allocations aux anciens combattants				465
Programme du Conseil de révision des pensions				
Programme de la Commission canadienne des pensions			5,390	9,954
Programme du Bureau de services juridiques des pensions				10,015
	153,651		74,213	1,597,003
Total	1,680,851,051	476,152,074	300,469,327	253,174,889

(1) Cette catégorie comprend navires et bateaux, $819,854,083; aéronefs, $709,525,048; véhicules militaires routiers automobiles, $53,338,187; véhicules non militaires routiers automobiles, $96,110,363; et, véhicules divers, $2,023,370.

(2) Cette catégorie comprend les articles tels que instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; matériel de sécurité et d'hygiène, dispositifs d'alarme et de signalisation; etc.

(3) Cette catégorie comprend les articles tels que matériel de transport, élévatoire et de manutention; instruments et machines agricoles; appareils de cuisson d'aliments; tracteurs agricoles; etc.

Matériel spécialisé[2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Appareils électriques, de chauffage, de climatisation et de réfrigération	Machines et matériel de bureau (à l'exclusion de matériel électronique/ bureautique)	Autres équipements et machinerie[3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
5,748,426	3,003,100	345,829	14,239,662	2,135,574	6,776,323	358,670,088
3,862	87,302			45,343	414,940	857,165
33,868	33,815			36,849		498,480
	10,547			19,289		98,815
						39,959
5,786,156	3,134,764	345,829	14,239,662	2,237,055	7,191,263	360,164,507
	6,844			9,955		628,989
						147,831
	80,854			44,139		408,719
	87,698			54,094		1,185,539
117,555	221,431	7,562	78,088	169,746	425,665	2,819,090
	547					1,012
	3,118					3,118
	37,775		1,344	16,905		71,368
	5,158			1,927		17,100
117,555	268,029	7,562	79,432	188,578	425,665	2,911,688
175,528,703	62,906,197	33,339,311	25,740,411	24,397,617	87,719,371	3,120,278,951

SECTION 7

COMPTES PUBLICS
1986-87

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	Page
Ministère—	
Agriculture	7.2
Communications	7.5
Consommation et Corporations	7.8
Emploi et Immigration	7.8
Énergie, Mines et Ressources	7.28
Environnement	7.32
Affaires extérieures	7.33
Finances	7.44
Pêches et Océans	7.45
Affaires indiennes et Nord canadien	7.46
Justice	7.68
Travail	7.69
Défense nationale	7.70
Santé nationale et Bien-être social	7.70
Revenu national	7.77
Parlement	7.77
Conseil privé	7.77
Travaux publics	7.78
Expansion industrielle régionale	7.79
Sciences et Technologie	7.89
Secrétariat d'État	7.97
Solliciteur général	7.103
Approvisionnements et Services	7.104
Transports	7.104
Conseil du Trésor	7.108
Affaires des anciens combattants	7.108
Appendices	7.109

Note: cette section présente, pour chaque programme, le total des dépenses par bénéficiaire ou catégorie de bénéficiaires, de même qu'une liste détaillée des versements individuels de $50,000 ou plus. Un sommaire des dépenses totales pour l'exercice en cours (article courant 10) par département et organisme est fourni à la section 1 (tableau 5) du volume II (partie I).

AGRICULTURE $1,217,537,783

Département $1,201,696,362

PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION $95,150

Contributions aux organisations afin d'appuyer les objectifs d'amélioration de la gestion et d'approvisionnement en produits pour les marchés nationaux et internationaux $95,150—World Food Day Association of Canada Ottawa Ont $60,000.

PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE $1,080,959,266

Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada $998,875—Universités de: British Columbia Vancouver C-B $60,000, Guelph Guelph Ont $230,000, Laval Québec Qué $100,000, Manitoba Winnipeg Man $110,000, McGill Montréal Qué $130,000, Saskatchewan Saskatoon Sask $58,875.

Subventions à l'organisation de coopération et de développement économiques $25,000

Conseil canadien des producteurs de Canola pour améliorer les procédés de fabrication des produits de la graine de colza du Canada $400,000

Offices établis conformément à la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme $100,000

Subventions en vertu du Programme canadien de réorientation des agriculteurs $1,899,682—Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont $1,899,682.

Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles $876,974—Canadian Agricultural Research Council Ottawa Ont $73,455, Commonwealth Agricultural Bureau Slough Angleterre $791,584.

Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur les maladies et la protection des animaux $878,114—Cattleland Ontario Ltd Petersburg Ont $73,447, Pickford R Blackfoot Alb $74,031, Sawyer C Saskatoon Sask $67,375.

Contributions aux provinces, conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage $175,778—Trésorier provincial Toronto Ont $173,364.

Financement de la participation des intervenants pour les personnes impliquées dans l'enquête du Comité d'examen de l'alachlore $105,390

Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occupent de promouvoir les objectifs reliés à la santé des végétaux et des animaux $273,429—International Congress of Pesticide Chemistry Ottawa Ont $50,000, Office International des Épizooties Paris France $61,117.

Conformément à l'entente conclue avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, ces paiements sont versés à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour l'acquittement des coûts de conception et de construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) $876,003—Atlantic Veterinary College PEI Charlottetown Î-P-É $876,003.

Paiement aux termes de l'accord avec l'Université de Guelph, pour couvrir les frais d'un programme de construction et de rénovation conçu pour le Collège vétérinaire, à Guelph (Ontario) afin que le Collège puisse récupérer son accréditation complète $3,591,965—Ontario Veterinary College Guelph Ont $2,638,937, Université de Guelph Guelph Ont $953,028.

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles désignés par le gouverneur en conseil, et pour les produits agricoles dénommés dépassant le pourcentage minimum de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $286,628,424

Paiements en vertu de la Loi sur les prêts agricoles bonifiés $161,748—Farm Credit Corporation Ottawa Ont $161,748.

Contribution aux provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, selon des ententes fédérales-provinciales, afin d'indemniser les producteurs de céréales et de grandes cultures des dommages causés par les oiseaux aquatiques migrateurs $5,525,000—Provinces de: Alberta $1,904,541, Manitoba $511,877, Saskatchewan $3,108,578.

Paiements aux producteurs pour les produits agricoles dénommés, conformément aux prévisions minimums de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles $84,165,971

Contributions aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte $212,740,980—Provinces de: Alberta $72,306,120, Colombie-Britannique $4,692,278, Manitoba $23,094,597, Nouveau-Brunswick $1,166,110, Terre-Neuve $56,598, Nouvelle-Écosse $252,436, Ontario $17,824,052, Île-du-Prince-Édouard $1,276,796, Québec $9,391,446, Saskatchewan $82,680,545.

Contributions aux producteurs de betteraves sucrières des provinces de l'Alberta et du Manitoba pour les coûts de la plantation de la récolte de 1986 $9,942,875

Contributions aux producteurs de betteraves sucrières de la province de Québec pour choisir une production autre que la betterave sucrière par suite de la fermeture de la raffinerie de ce produit $1,796,167—G Alix St-Luc Qué $65,579, Entreprises Bert Bec Inc St-Pie Qué $66,676, Ferme Flandria Inc La Présentation Qué $70,343, Ferme Grand Rang 1977 Inc La Présentation Qué $95,919, J L Napert St-Charles Qué $55,200.

Contributions aux provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick à l'égard des coûts des programmes de reconversion des stocks excédentaires de pommes de terre $9,130,000

Contributions aux producteurs canadiens de grains pour la récolte de 1986 selon les conditions du Programme spécial canadien pour les grains $296,015,000

Paiements en vertu du Programme de prêts basés sur les prix $955,209

Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole $377,622

Contributions aux producteurs de pommes de terre de la Colombie-Britannique sur les ventes de pommes de terre de 1985, pour les pertes encourues suite au dumping de produits importés $1,043,580

Contributions pour des projets de développement de la commercialisation des produits agricoles canadiens $1,258,445—Belle Plaine

AGRICULTURE—*Suite*

Storage Inc Belle Plaine Sask $233,000, Canadian Meat Council Islington Ont $50,000, Canada Grains Council Winnipeg Man $90,000, Canadian Seed Potato Export Agency Frédériction N-B $90,648, C A Hunter & Sons Ltd Florenceville N-B $77,790, Nova Agri Associates Ltd Kings County N-É $200,000, Thomas Orchards Ltd Woodstock N-B $73,807.

Paiements à des organisations de producteurs de montants équivalant: (i) à l'intérêt payé ou à payer à l'égard des sommes empruntées par les organisations et utilisées en vue d'effectuer des paiements anticipés aux producteurs pour les récoltes; et (ii) aux montants que les producteurs ont omis de rembourser relativement aux avances garanties par le ministre de l'Agriculture, conformément à la Loi sur le paiement anticipé des récoltes $9,886,567—Alberta Treasury Branch Edmonton Alb $179,863, Banque de Montréal (Siège social) Montréal Qué $630,516, Bank of Nova Scotia (Siège social) Toronto Ont $1,239,721, Banque Nationale (Siège social) Montréal Qué $56,213, Caisse Populaire (Siège social) Montréal Qué $1,494,122, Canadian Imperial Bank of Commerce (Siège social) Toronto Ont $4,788,814, Royal Bank of Canada (Siège social) Toronto Ont $1,450,698.

Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies $19,372,023—Commission canadienne du blé Winnipeg Man $19,372,023.

Contributions en vue de réaliser les possibilités de développement convenues afin de promouvoir le développement économique et régional dans le secteur agro-alimentaire: Initiatives en vertu des ententes-cadres de développement $2,991,429—Agricultural Research Institute Truro N-É $110,984, Cobi Foods Inc Berwick N-É $72,591, Nova Scotia Cattlemen's Assoc Truro N-É $79,394, Nova Scotia Fruit Growers Assoc Kentville N-É $54,104, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $56,179, Nova Scotia Winter Grain Marketing Board Canning N-É $50,702.

Initiatives en vertu des programmes dans les zones spéciales $546,924—Université Laval Québec Qué $212,304.

Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional, du plan d'aide pour la province de Québec en matière d'innovation et de transfert technologique $15,422,828—Agrilus Enr Île-Perrot Qué $54,467, Canola Council of Canada Winnipeg Man $189,761, Community Improvement Corp Frédériction N-B $1,252,069, Crystal Lake Soil Conservation Cooperative Stenen Sask $77,286, Dalhousie University Halifax N-É $59,324, Deerwood Soil and Water Management Assoc Miami Man $68,698, District #6 Agricultural Extension Board Conservation Farming Practices Project Indian Head Sask $61,993, Joppe Eliza Miscouche Î-P-É $62,627, Last Mountain Soil Conservation Assoc Inc Duval Sask $65,050, Lawton's Produce Inc Pownal Î-P-É $75,852, Melfort Agriculture Society Melfort Sask $50,000, Mid Isle Farms Albany Î-P-É $51,202, New Brunswick Potato Agency Grand Falls N-B $185,156, PEI Bean Growers Cooperative Charlottetown Î-P-É $50,790, PEI Cattlemen's Assoc Auburn Î-P-É $55,031, PEI Hog Commodity Marketing Board Charlottetown Î-P-É $246,945, PEI Soil and Crop Improvement Assoc Charlottetown Î-P-É $78,576, Pembina Valley Development Corporation Altona Man $131,424, Prince Edward Island Department of Agriculture Charlottetown Î-P-É $2,372,241, Prince Edward Island Horticultural Assoc Inc Charlottetown Î-P-É $120,441, Prince Edward Island Potato Marketing Board Charlottetown Î-P-É $275,178, Province of British Columbia Victoria C-B $761,574, Rural Municipality of Mountain View Herschel Sask $70,997, Saskatchewan Safety Council Regina Sask $50,000, Turtle River Watershed Conservation District Ste Rose du Lac Man $54,209, University of Manitoba Winnipeg Man $1,240,748, University of PEI Atlantic Veterinary College Charlottetown Î-P-É $287,185, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $1,925,651, Vanag Consulting Lacombe Alb $80,025, Veterinary Infectious Disease Organization Saskatoon Sask $52,415, Western Fertilizer and Chemical Dealers Assoc Brandon Man $86,462, Wheathland Conservation Area Inc Swift Current Sask $293,438, Wilkie Soil Conservation Wilkie Sask $61,885.

Contributions pour les projets d'aide au développement de la production $6,179,116—Alberta Dairy Herd Improvement Services Assoc Edmonton Alb $77,717, Canadian Grains Council Winnipeg Man $59,240, Canadian 4-H Council Ottawa Ont $63,636, Canadian National Livestock Records Ottawa Ont $50,000, Canadian Western Agribition Regina Sask $100,000, Centre de Promotion de l'industrie Agricole et Alimentaire du Quebec Inc Montréal Qué $81,500, Ontario Dairy Herd Improvement Corporation Toronto Ont $2,211,048, Trésorier Provincial Province de l'Ontario O M A F Toronto Ont $78,320, Royal Agricultural Winter Fair Assoc Toronto Ont $150,931.

Garantie des prêts en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles $5,214,057—Banque de Montréal (Siège social) Montréal Qué $600,685, Bank of Nova Scotia (Siège social) Toronto Ont $475,371, Banque Nationale du Canada (Siège social) Montréal Qué $82,674, Canadian Imperial Bank of Commerce (Siège social) Toronto Ont $1,876,894, Royal Bank of Canada (Siège social) Toronto Ont $1,522,642, Toronto-Dominion Bank (Siège social) Toronto Ont $609,059.

Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau $9,713,906—Alberta Agriculture Edmonton Alb $150,000, Altona Rural Water Services Corp Ltd Altona Man $147,290, Chevrefils District Waterworks Coop Pine Falls Man $119,517, The Coderre Users Assoc Coderre Sask $62,540, County of Warner No 5 Warner Alb $790,009, East Sundial Water Users Assoc Turin Alb $65,500, Halbstadt Marais Water Co-op Ltd Emerson Man $90,222, The Landerville Water Co-op Lac du Bonnet Man $57,981, McGregor Water Users Coop Ltd Lomond Alb $220,000, Municipal District of Westlock Westlock Alb $152,509, The Riverland Water Co-op Ltd Lac du Bonnet Man $57,027, Rural Municipality of Rhineland Altona Man $123,354, Village of Foremost Foremost Alb $450,000, Village of Munson Munson Alb $217,420.

Versements aux meuniers de l'Ouest canadien en compensation des frais d'arrêt en transit déboursés entre l'Est et l'Ouest du Canada pour les céréales transformées en farine destinées à l'exportation $634,289—Maple Leaf Mills Calgary Alb $265,361, Ogilvie Mills Medicine Hat Alb $72,604, Robin Hood Flour Willowdale Ont $126,975, Saskatchewan Wheat Pool Saskatoon Sask $85,527.

Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA) $1,483,287

Contributions aux éleveurs de bestiaux victimes de la sécheresse dans les provinces de l'Ouest du Canada $18,566,702—McIntyre Ranching Co Ltd Lethbridge Alb $50,575.

Aide aux exploitations agricoles victimes de la tempête qui a endommagé le centre de l'Ontario $409,598

AGRICULTURE—*Suite*

Contribution aux pomiculteurs en compensation des pertes causées par le gel et pour la mise en place d'installations pour l'exploitation des vergers commerciaux $761,988

Contribution à la "Southern Ontario Tomato Co-operative" $2,000,000

Contribution aux travaux de protection de digue dans la municipalité de Mersea, comté d'Essex Ontario $44,965

Contribution à Tarzanas Agri-Produits Ltée $281,523—Tarzanas Agri-Produits Ltée Ste-Bétrix Qué $281,523.

Paiements de contribution à Saskatchewan Credit Union Central de la part de Canadian Co-operative Implements Ltd en vertu de l'entente de refinancement de 1985 $328,757—Saskatchewan Cooperative Credit Union Society Regina Sask $328,757.

Contribution à un projet tendant à éliminer les excédents de pommes de terre dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec $29,886

Contribution à la "Canadian Co-operative Implements Limited" $2,750,000—Canadian Co-operative Implements Ltd Winnipeg Man $2,750,000.

Contributions fédérales aux producteurs en culture fourragère des provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte $60,973,121— Asuchak Farms Ltd Fort MacLeod Alb $51,041, G. W. Murray Ranches Ltd Tilley Alb $63,038, Granum Colony Granum Alb $72,111, Hutterian Brethren Church of Elkwater Irvine Alb $7?,494, Milford Hutterian Brethren Raymond Alb $72,736, Nish Lynn Cardston Alb $63,988, Stewart Randy Cardston Alb $53,813, Sunnyland Farms Ltd Wrentham Alb $98,498, U7U Holdings Ltd Priddis Alb $51,153, Western Farms Division of 313023 Alberta Ltd Lethbridge Alb $90,758.

Contributions aux producteurs en culture fourragère en vertu d'une entente sur le partage des coûts avec la Colombie-Britannique en vertu du programme d'aide pour les pertes de récolte $2,652,740

Contributions en vertu du Programme canadien de réorientation des agriculteurs $195,215—Emploi et Immigration Canada Ottawa Ont $195,215.

Contribution à l'Office de commercialisation du tabac jaune de l'Ontario $578,114

PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS $120,220,551

Subvention à l'Association forestière du Canada Ottawa Ont $50,000

Subvention au Programme de bourses du Canada $580,000

Subvention au festival de la forêt $5,000

Subvention au Oxford Forestry Institute $10,500

Subventions aux universités pour des travaux de recherches particulières sur les forêts $2,076,000—Universités de: Lakehead Thunder Bay Ont $346,000, Alberta Edmonton Alb $346,000, British Columbia Vancouver C-B $346,000, Laval Québec Qué $346,000, New Brunswick Frédéricton N-B $346,000, Toronto Toronto Ont $346,000.

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $46,304

Contribution à l'Institut canadien de recherches en génie forestier du Canada Pointe-Claire Qué $1,600,000

Contribution à la Société FORINTEK du Canada Ottawa Ont $4,600,000

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie $172,240— Battelle Northwest Richland Washington DC É-U $68,172, Swedish University of Agricultural Sciences Garpenberg Suède $57,554.

Contribution au Conseil du peuplier du Canada $7,000

Contributions aux organismes provinciaux et aux personnes en ce qui a trait aux initiatives de développement prises en vertu des ententes-cadres sur le développement et des ententes auxiliaires aux fins de rajustement économique et socio-économique $95,661,563— AFC Research Sidney C-B $56,730, Abitibi-Price Inc Pine Falls $506,050, Abitibi Price Inc Thunder Bay Ont $306,200, Alberta Forestry Service Edmonton Alb $611,903, Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont $54,503, Athol Cooperative Ltd Nappan N-É $368,475, Baddeck Valley Woodproducers Cooperative Ltd Baddeck N-É $433,501, Balco Reforestation Centre Kamloops C-B $58,300, Bande de Obedjiwan Obedjiwan Qué $57,417, Bowater Mersey Paper Company Ltd Liverpool N-É $170,209, Brookfield Lumber Co Ltd Brookfield N-É $56,174, C E Harrison and Sons Ltd Parrsboro N-É $92,000, Carrier Sekani Band Prince George C-B $54,240, Celtic Isle Forestry Ltd East Bay N-É $101,670, C I P Inc Saanichton C-B $57,071, Coastal Woodlands Ltd Tangier N-É $220,433, Comité de Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $71,881, Conform Ltd Middle Musquodoboit N-É $419,306, Conseil de bande de Weymontachie Laviolette Qué $52,266, Denysdale Woodproducers Cooperative Ltd River Denys N-É $203,401, Department of Parks Recreation and Culture Prince Albert Sask $784,202, Domtar Inc Trenton Ont $158,806, East Guysborough Forest Owners Company Ltd Guysborough N-É $282,702, Federation of Woodlot Owners Frédéricton N-B $1,578,612, Forchu Forest Management Company Ltd Yartmouth N-É $272,723, Fraser Inc Plaster Rock N-B $92,764, Ian Dennison Victoria Î-P-É $57,312, J D Irving Saint John N-B $368,923, La Fôret Acadienne Ltée Church Point N-É $100,808, Lunenburg County Forest Management Group Ltd Bridgewater N-É $280,139, Mac Can Forestry Cumberland Forestry Ltd Mahone Bay N-É $145,234, Macmillan Bloedel Ltd Nanaimo C-B $113,987, Manfor Ltd The Pas Man $416,100, Manitoba Natural Resources Forestry Branch Winnipeg Man $322,367, Mississauga Band #8 Blind River Ont $67,537, Musgamagw BandAlbert Bay C-B $66,910, Nipissing Band of Ojibways Sturgeon Falls Ont $89,164, Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont $61,000, North Colchester Forest Cooperative Ltd Tatamagouche N-É $236,581, North Inverness Forest Management Company Ltd Margaree Forks N-É $471,245, North Mountain Woodlands Ltd Middleton N-É $231,015, North Nova Forest Owners Ltd Pugwash N-É $330,257, Nuu Chah Nulth Band Port Alberni C-B $70,190, Office des producteurs de bois de la région de la Pocatière La Pocatière Qué $658,101, 502133 Ontario Ltd Fort Frances Ont $98,908, Provinces de: Colombie-Britannique Victoria C-B $15,136,643, Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $5,798,216, Terre-Neuve St John's T-N $7,225,000, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $7,664,080, Ontario Toronto Ont $13,537,096, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $2,243,813, Restigouche Band Council Restigouche Qué $117,874, River Desert Indian Band Maniwaki Qué $93,200, Route 223 Forest Management Cooperative Ltd Iona N-É $295,152, Ryan Enterprises Ltd Fort Augustus Î-P-É $75,322, Saskatchewan Forest Products Corporation Prince Albert Sask $110,376, Scott Paper International Ltd New Glasgow N-É $586,826, Secretariat aux affaires intergouvernementales Québec Qué $20,282,100, Silviculture Institute of BC Surrey C-B $103,523, Sissiboo Forest Management Ltd Digby N-É $229,528, Stora forest Industries Port Hawkesbury

AGRICULTURE—*Fin*

N-É $112,341, Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie New Richmond Qué $893,162, Syndicat des producteurs de bois du Bas St-Laurent Rimouski Qué $2,513,397, University of BC Vancouver C-B $123,933, University of Victoria Victoria C-B $100,782, Waswanipi Band Council Waswanipi Qué $172,285, West Pictou Forest Owners Ltd Pictou N-É $213,632, Weyerhaeuser Canada Ltd Prince Albert Sask $311,852.

Contribution à la Société du Centre forestier des Maritimes Fredericton N-B $9,100,000

Contribution à la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes Fredericton N-B $4,572,035

Contribution à l'université de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $499,909

Contribution à l'université de Moncton Moncton N-B $1,195,000

Contribution au Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique $45,000

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS $421,395

Droits d'affiliation à l'Association internationale de chimie céréalière $4,611

Automatisation du fonctionnement des balances au silo de Prince Rupert $416,784

Office canadien des provendes $15,841,421

Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil $15,841,421—Borden Mercantile Company Victoria C-B $82,957, Border Feedlot Surrey C-B $81,569, J N Brochu Inc St-Isidore Qué $82,581, Buckerfield's Ltd Vancouver C-B $926,336, Burgess Feeds Ltd Agassiz C-B $148,449, Canada Packers Ltd Bridgewater N-É $20,469, Edmonton Alb $5,393, Montréal Qué $60,383, Port Williams N-É $742,856, Red Deer Alb $1,023, St-Romuald Qué $11,247, Summerside Î-P-É $231,382, Sussex N-B $461,142, St-Mary's Ont $18,487, Truro N-É $375,960, Wetaskiwin Alb $3,162, Chaîne Coopérative du Saguenay St-Bruno Qué $130,152, Clarence (Kloosterhof) Farm Service Truro N-É $263,366, Clearbrook Grain & Milling Company Ltd Clearbrook C-B $257,865, Co-Op Atlantic Moncton N-B $1,244,250, Coopérative Fédérée de Québec Montréal Qué $711,078, Coopérative de Services Agricoles d'Abitibi Ouest Lasarre Qué $83,591, East Chilliwack Fruit Growers Co-Op Assoc Chilliwack C-B $1,157,987, Ewos Surrey C-B $92,050, Fung Livestock & Farming Inc Surrey C-B $62,553, Gibson John & Son Ltd Fredericton N-B $59,643, W A Flemming Ltd Truro N-É $276,361, Hillcrest Farms Ltd St John's T-N $593,267, Maple Leaf Mills Ltd Calgary Alb $34,778, Cavan Ont $27,398, Edmonton Alb $7,996, Guelph Ont $15,752, Kensington Î-P-É $27,249, Prescott Ont $441, Mic Mac Feeds Port Williams N-É $125,387, Moulées Nadeau Feeds Ltd Clair N-B $242,490, Moulin Agricole Kénogami Kénogami Qué $91,805, Otter Farm & Home Co-Op Aldergrove C-B $264,177, Phillips Feed Service Ltd Charlottetown Î-P-É $55,753, Prince Edward Island Elevator Corp Kensington Î-P-É $162,177, Ralston Purina of Canada Ltd Drummondville Qué $46,436, Montréal Qué $46,948, St-Romuald Qué $132,731, Ritchie Smith Feeds Inc Abbotsford C-B $830,688, Robin Hood Multifood Inc Willowdale Ont $876,589, St-Pierre Antonin Inc Normandin Qué $52,581, Scotia Farm Services Ltd Kentville N-É $229,627, Scotsburn Co-Op Services Ltd Scotsburn N-É $83,683, Sure Crop Feeds Ltd Grindrod C-B $168,981, Sussex & Studholm Agricultural Society Sussex N-B $71,364, Top Shelf Feeds Inc Duncan C-B $365,468, United Feeds Armstrong C-B $74,271, Edmonton Alb $28,384, Midnapore Alb $779, Valley Feeds Ltd Burtt's Corner N-B $181,333, Wall & Redekop Feeds Ltd Abbotsford C-B $186,062.

COMMUNICATIONS $77,425,071

Département $68,615,078

PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE $68,615,078

Subvention au Conseil canadien de planification technique de la radio $25,000

Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 29 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels $798,436— Musée canadien de la Guerre Ottawa Ont $100,500, Bibliothèque nationale du Canada Ottawa Ont $50,000, Musées nationaux du Canada Ottawa Ont $274,000, Archives publiques du Canada Ottawa Ont $79,549, Royal Ontario Museum Toronto Ont $63,000.

Subvention au groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown Î-P-É $1,447,000

Subventions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour le perfectionnement des cadres et pour certaines activités culturelles d'importance nationale $1,641,250— Canadian Assoc of Youth Orchestras Banff Alb $180,000, Canadian Music Centre Vancouver C-B $150,000, Commission du centenaire du génie professionnel du Canada Aylmer Qué $250,000, Contemporary Dancers Canada Winnipeg Man $65,000, Festival d'été de Lanaudière Joliette Qué $120,000, Glenbow Museum Calgary Alb $250,000, Guelph Spring Festival Guelph Ont $50,000, Heritage Festival Society Vancouver C-B $70,000, Quinzaine internationale du théâtre Québec Qué $150,000, Sculptors Society of British Columbia Vancouver C-B $50,000.

Subvention au centre pour le développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications Genève Suisse $50,000

Contributions destinées à financer les associations de télécommunications ainsi que la tenue de conférences, de séminaires et de colloques parrainés par des universités canadiennes $25,000

Contributions à des institutions et organismes canadiens pour l'avancement de leurs activités de recherche dans le domaine de l'informatisation du travail $1,091,317— Douserv Telecom Inc Montréal Qué $90,562, Kentex Ottawa Ont $58,664, Office Smith Ottawa Ont $211,624, Université de Montréal Montréal Qué $152,451, Université de Moncton Faculté des Arts Moncton N-B $59,736.

Contributions pour le Programme de l'expansion de la technologie au service des marchés de communications $245,000— Canadian Marconi Company Kanata Ont $245,000.

Contribution à Télésat Canada pour l'acquisition, au Canada, de l'engin spatial Anik-D $454,137— Télésat Canada Ottawa Ont $454,137.

Contributions pour le programme de développement de l'industrie spatiale $8,390,906— Spar Aerospace Ltd Kanata Ont $8,390,906.

Contribution versée à l'Agence spatiale européenne relativement aux étapes du développement, de l'élaboration et du fonctionnement

COMMUNICATIONS—*Suite*

du Programme de grand satellite de télécommunications $8,143,721— Agence spatiale européenne Paris France $8,143,721.

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication $3,482,380— 4C Technical Montréal Qué $200,000, ACRTF Montréal Qué $85,000, Budget Secrétariat Montréal Qué $54,952, Canal Montréal Qué $100,959, Cefrio Québec Qué $250,000, Corporation pour L'infographie immobilière inc Hull Qué $302,200, Cosmo Vision Ville St-Georges-Ouest Qué $50,000, Crawley's Hull Qué $300,000, CTQC Montréal Qué $888,329, ECM Mississauga Ont $55,748, Econosult Montréal Qué $64,813, Gestion Médipress Montréal Qué $290,000, Lavalin Bell Géomat inc Montréal Qué $77,650, Logidisque Montréal Qué $60,000, Positron Montréal Qué $200,000, Studio Centre-ville Montréal Qué $141,941.

Contributions à l'Agence spatiale européenne pour le programme de développement de charge utile et de véhicules spaciaux et d'expérience $107,000— Agence spatiale européenne Paris France $107,000.

Contribution à l'Association canadienne de normalisation (Comité directeur de normalisation des télécommunications) $19,000

Contributions aux organismes nationaux d'activités artistiques et culturelles $695,000— Canadian Conference of the Arts Ottawa Ont $555,000, Canadian Crafts Council Ottawa Ont $140,000.

Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications $14,700,766— 40 Below Mime Inc Winnipeg Man $81,300, Art Gallery of Nova Scotia Halifax N-É $146,920, Art Gallery of Ontario Toronto Ont $220,000, Associates of Science and Technology Inc Ottawa Ont $340,000, Association of Community Colleges of Canada Toronto Ont $80,000, Bi-Capitol St John N-B $702,051, Canadian Centre for Advanced Film Studies Toronto Ont $180,000, Canadian Opera Company Toronto Ont $450,000, Carnaval Souvenir de Chicoutimi Inc Chicoutimi Qué $50,000, Centre canadien d'architecture Montréal Qué $1,521,050, Centre international d'art Contemporain de Montréal Montréal Qué $95,250, Citadel Theatre Edmonton Alb $81,500, Cité des arts et des nouvelles technologies de Montréal Montréal Qué $54,000, City of Vancouver Vancouver C-B $50,000, Commission du centenaire de L'ingénierie inc Aylmer Qué $250,000, Contemporary Dancers in Canada Winnipeg Man $58,500, Concours de musique du Canada Montréal Qué $172,945, Conference internationale des arts de la scène Montréal Qué $81,212, Conseil de promotion et de diffusion de la culture Moncton N-B $55,954, Corporation de l'Archifête Montréal Qué $50,000, Corporation of the City of Kingston Kingston Ont $333,600, Council for the Arts in Ottawa Ottawa Ont $54,000, Encore Encore Toronto Ont $260,150, Ex Terra Foundation Edmonton Alb $69,000, Factory Theatre Toronto Ont $88,000, Fédération culturelle des Canadiens-français Ottawa Ont $105,564, Festival by the Sea St John N-B $50,000, Festival d'été de Lanaudière Joliette Qué $181,045, Festival d'été de Québec Québec Qué $154,000, Festival de théâtre des Amériques Montréal Qué $102,500, Festival international de jazz de Montréal Montréal Qué $124,000, Festival Juste pour Rire Montréal Qué $140,000, Forum Video Montréal Inc Montréal Qué $90,000, Harbourfront Corporation Toronto Ont $50,000, Heritage Festival Society Vancouver C-B $76,500, Jeux du Canada Games 87 Sydney N-É $70,000, Lyceum Heritage Society Sydney N-É $95,300, Marine Museum of the Great Lakes at Kingston Kingston Ont $62,000, Mediawatch/Evaluation-Medias Vancouver C-B $90,000, Mont Royal College Calgary Alb $50,000, Musée de Sept-Îles Sept-Îles Qué $175,000, Music Gallery Toronto Ont $81,150, National Ballet School Toronto Ont $920,307, National Screen Institute Canada Edmonton Alb $108,000, North Bay Arts Centre North Bay Ont $135,000, Bureau des congrès et du tourisme du Grand Montréal Montréal Qué $250,000, Ontario Museum Assoc Toronto Ont $84,577, Owen Sound Little Theatre Owen Sound Ont $72,797, Prince Edward Island Council of the Arts Charlottetown Î-P-É $66,113, Province of Newfoundland & Labrador St John's T-N $118,332, Quesnel & District Museum Quesnel C-B $76,500, Rainbow Stage Inc Winnipeg Man $70,564, Rendez-vous 87 Québec Qué $90,000, Robert McLaughlin Gallery Oshawa Ont $143,000, Royal Winnipeg Ballet Winnipeg Man $381,489, Saidy Bronfman Centre Montréal Qué $272,000, Salon international du livre de Québec Ste-Foy Qué $160,000, Seagram Museum Waterloo Ont $90,000, Shaw Festival Theatre Foundation Niagara on the Lake Ont $135,000, Stratford Festival Stratford Ont $250,000, Theatre and Arts Community Centre North Bay Ont $185,000, Toronto International Jazz Festival Toronto Ont $50,000, Vancouver Partnership for Business of the Arts Vancouver C-B $225,001, Vie en Rose Montréal Qué $100,000, Young Peoples Theatre Toronto Ont $101,641.

Contributions afin d'appuyer les organismes nationaux de services dans le domaine du film et du vidéo $249,998—Academy of Canadian Cinema Toronto Ont $73,000, Canadian Film Institute Ottawa Ont $50,000.

Contributions destinées à financer le développement de l'infrastructure des entreprises culturelles au Manitoba $758,567—Cybershare Ltd Winnipeg Man $51,394, Infomart Toronto Ont $97,881, Manitoba Computer Assisted Winnipeg Man $236,248, Norlus Inc Winnipeg Man $300,000.

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication $600,000— ASCI Québec Qué $60,000, Consortel Pointe-Claire Qué $500,000.

Contributions pour le Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore $3,630,123—Assoc du disque et de l'industrie du spectacle Québécois Montréal Qué $84,475, Canadian Independent Record Production Assoc Toronto Ont $109,700, Canadian Music Centre Toronto Ont $80,077, Factor CTL Musicaction Canada Toronto Ont $3,112,324.

Contributions pour le Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne $10,920,661—91439 Canada ltée opérant Boucherville Qué $64,206, Aquila Communications Ltd Toronto Ont $52,331, Assoc of Canadian Publishers Toronto Ont $260,887, Assoc of Manitoba Book Publishers Winnipeg Man $106,056, Assoc pour l'exportation du livre canadien Ottawa Ont $694,725, Boston Mills Press Erin Ont $55,171, Breakwater Books Ltd St John's T-N $75,877, Canada Publishing Corp Agincourt Ont $425,742, Canadian Book Publishers Council Toronto Ont $80,323, Corp des éditions Fides Montréal Qué $72,403, Courte échelle Montréal Qué $69,904, Diffulivre inc St Laurent Qué $114,861, Douglas & McIntyre Ltd Vancouver C-B $256,978, Éditions Anne Sigier inc Ste-Foy Qué $51,330, Éditions Beauchemin ltée Montréal Qué $140,927, Éditions du Boréal Express Montréal Qué $77,991, Éditions d'Acadie ltée Moncton N-B $55,457, Éditions du renouveau pédagogique Montréal Qué $249,779, Éditions FM inc Laval Qué $63,246, Éditions Héritage inc St Lambert Qué $238,032, Éditions Hurtubise HMH ltée Lasalle Qué $85,350, Éditions internationales Alain Stanké ltée Montréal Qué $70,470, Éditions La Presse ltée Montréal Qué $89,088, Éditions Leméac inc Outremont Qué $50,930, Éditions Libre Expression ltée Montréal Qué $111,506, Éditions Québec Montréal Qué $143,260, Éditions Yvon Blais inc Montréal Qué $125,925, Fitzhenry & Whiteside Ltd Markham Ont $96,679, Formac Publishing Company Ltd Halifax

COMMUNICATIONS—*Fin*

N-É $50,072, Gaétan Morin éditeur ltée Chicoutimi Qué $153,171, General Publishing Company Don Mills Ont $123,961, Grosvenor House Press Inc Montréal Qué $76,734, Guérin éditeur ltée Montréal Qué $373,117, Hancock House Publishers Ltd Surrey C-B $64,672, Hayes Publishing Ltd Burlington Ont $66,306, Hurtig Publishers Ltd Edmonton Alb $547,582, International Self Counsel Press Ltd North Vancouver C-B $117,918, Irwin Publishing Inc Richmond Ont $99,797, Key Porter Books Ltd Toronto Ont $153,410, Lidec inc Outremont Qué $231,209, McClelland and Stewart Ltd Toronto Ont $208,898, McClelland-Bantam Inc Toronto Ont $89,958, McGill-Queen's University Press Montréal Qué $64,554, Modulo éditeurs Montréal Qué $73,424, Mondia éditeur inc Laval Qué $116,602, NC Press Ltd Toronto Ont $52,518, Nelson Canada Scarborough Ont $100,000, New Star Books Ltd Vancouver C-B $53,705, Nimbus Publishing Company Halifax N-É $76,362, Novalis (Le Droit) Ottawa Ont $107,930, Optium Publishing Int (1984) Montréal Qué $55,796, Paperjacks Ltd Markham Ont $58,417, Press Porcepic Victoria C-B $154,348, Presses de l'Université de Montréal Montréal Qué $68,645, Presses de l'Université du Québec Ste-Foy Qué $62,999, Presses de l'Université Laval Québec Qué $120,590 Richard de Boo Publishers Don Mills Ont $82,271, Sablier inc Boucherville Qué $80,920, Société de développement du livre et de périodique Montréal Qué $54,726, Sogides ltée Montréal Qué $357,430, Tundra Books Inc Montréal Qué $56,053, University of British Columbia Vancouver C-B $62,951, University of Toronto Press Toronto Ont $185,126, Weigl Educational Publishers Inc Régina Sask $90,790, Welch Publishing Inc Burlington Ont $101,462, Western Producer Prairie Books Saskatoon Sask $91,060, Whitecap Books Ltd North Vancouver C-B $90,074.

Contributions en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Ontario pour le développement culturel $6,228,900—International Telecommunications Brantford Ont $250,000, Royal Ontario Museum Toronto Ont $4,478,900, TV Ontario Toronto Ont $1,500,000.

Contribution à la Conférence interaméricaine des télécommunications $13,482

Part des frais d'administration d'organismes internationaux de radio, de téléphone et de télégraphie assumés par le Canada: Union internationale des télécommunications, Genève Suisse $3,547,792

Contributions au Festival mondial des arts de la scène $1,136,575—Les Grands ballets canadiens Montréal Qué $65,000, National Ballet of Canada Toronto Ont $62,937, Royal Winnipeg Ballet Winnipeg Man $65,000, Vancouver Opera Assoc Vancouver C-B $209,000, Vancouver Playhouse Assoc Vancouver C-B $200,000, Vancouver Symphony Orchestra Vancouver C-B $107,750, Vancouver Symphony Society Vancouver C-B $147,500.

Contribution pour la Conférence administrative régionale des radiocommunications de 1986 $169,842—International Telecommunications Union Genève Suisse $169,842.

Contribution à l'Institut canadien de formation des cadres en gestion de télécommunications $43,275

Office national du film $359,216

Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration $10,000

Contribution à l'Institut canadien du cinéma Edmonton, Alberta pour aider à financer le programme du film et du vidéo $120,000

Paiements de transfert au Québec en vertu des accords fiscaux réciproques $229,216

Bibliothèque nationale $54,440

Subvention à la fédération internationale des associations de bibliothécaires $11,000

Subvention au système international de données sur les publications en série $43,440

Musées nationaux du Canada $8,396,337

Appui total aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, projets spéciaux, formation, enregistrement, achat de matériel et construction d'installations $8,395,545—Appui pour les programmes publics $4,126,700—Art Gallery of Greater Victoria Victoria C-B $91,000, Art Gallery of Ontario Toronto Ont $214,000, British Columbia Provincial Museum Victoria C-B $144,000, Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $175,000, Confederation Centre Art Gallery Charlottetown Î-P-É $60,000, Edmonton Art Gallery Edmonton Alb $149,000, Glenbow-Alberta Institute Calgary Alb $144,000, Manitoba Museum of Man and Nature Winnipeg Man $187,000, McCord Museum Montréal Qué $150,000, Montreal Museum of Fine Arts Montréal Qué $197,000, Musée d'art contemporain Montréal Qué $117,000, Musée du Québec Ville de Québec Qué $70,000, Museum of Anthropology University of British Columbia Vancouver C-B $200,000, New Brunswick Museum Saint John N-B $157,000, Newfoundland Museum Historical Research St John's T-N $125,000, Norman MacKenzie Art Gallery Regina Sask $96,000, Nova Scotia Museum Halifax N-É $197,000, Provincial Museum of Alberta Edmonton Alb $187,000, Royal Ontario Museum Toronto Ont $176,000, Saskatoon Gallery and Conservatory Saskatoon Sask $96,000, Vancouver Art Gallery Vancouver C-B $192,000, Vancouver Museums and Planetarium Vancouver C-B $107,000, Western Development Museum Saskatoon Sask $80,000, Winnipeg Art Gallery Winnipeg Man $193,000; Programme d'appui pour l'amélioration et les achats d'équipement $1,302,761—Art Gallery of St Thomas Elgin St Thomas Ont $80,800, Beaverbrook Art Gallery Fredericton N-B $52,400, Centre canadien d'architecture Montréal Qué $270,000, Musée des Sept-Îles Sept-Îles Qué $52,000, Queen's University Kingston Ont $57,000, Wellington County Museum Fergus Ont $171,000; Programme d'appui pour l'enregistrement $778,134—Manitoba Museum of Man and Nature Winnipeg Man $86,900, Montreal Museum of Fine Arts Montréal Qué $93,200, Musée de la Civilisation Ville de Québec Qué $98,400, Prince Edward Island Museum and Heritage Foundation Charlottetown Î-P-É $63,100, Western Development Museum Saskatoon Sask $51,200; Programme d'appui pour les expositions $1,032,950—Art Gallery of Hamilton Hamilton Ont $60,815, Musée du Québec Québec Qué $97,400, Museum of the History of Medecine Toronto Ont $68,200, Oakville Galleries Oakville Ont $54,000, Royal Ontario Museum Toronto Ont $72,000; Programme d'appui pour les activités spéciales $39,200; Programme d'appui pour la formation $745,975—Canadian Museums Assoc Ottawa Ont $123,200, Ontario Museums Assoc Toronto Ont $52,000, University of British Columbia—Museum of Anthropology Vancouver C-B $77,850, University of Toronto Toronto Ont $64,410; Programme d'appui pour la conservation $369,825.

College Art Association of America $792

CONSOMMATION ET CORPORATIONS $30,034,891

Département $30,034,891

Subventions à l'Association des consommateurs du Canada $200,000—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $200,000.

Subventions à des organismes de consommateurs $200,000—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $100,000, The Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $100,000.

Subventions pour l'expansion du mouvement $141,160—Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $50,000.

Contributions à des organismes de consommateurs $1,182,752—Canadian Toy Testing Council Ottawa Ont $52,330, Association des consommateurs du Canada Ottawa Ont $498,041, Service d'aide au consommateur Shawinigan Qué $50,000, The Public Interest Advocacy Centre Toronto Ont $257,000.

Contributions au programme d'aide aux propriétaires d'habitations isolées à la mousse isolante d'urée-formaldéhyde $28,310,979

EMPLOI ET IMMIGRATION $1,808,242,796

Département /Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada $1,808,242,796

PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE $1,761,158,570

Création d'emploi $1,314,465:

Région du Québec—

Assoc des hommes d'affaires de La Tuque La Tuque $99,492, Régie intermunicipale d'alimentation en eau potable Pierreville $1,106,165.

Subventions aux provinces et aux territoires pour les établissements de formation afin de répondre aux besoins de formation liée à l'emploi au gouvernement fédéral (Stratégie de planfication de l'emploi) $19,141,799:

Région de Terre-Neuve—

Newfoundland Exchequer St John's $861,613;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax $911,177;

Région du Québec—

Gouvernement du Québec St-Amable $13,100,000;

Région du Manitoba—

Ministre des Finances Province du Manitoba Winnipeg $1,014,788;

Région de la Saskatchewan—

Province de la Saskatchewan Régina $581,557;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Gouvernement de l'Alberta Edmonton Alb $1,954,764, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $482,669;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Territoire du Yukon Whitehorse TY $180,669.

Frontier College of Canada Toronto Ont $175,000

Subventions aux organismes bénévoles à but non lucratif accordées au titre des activités qui permettront d'employer davantage de Canadiens de certains groupes comme les personnes handicapées, les autochtones, les femmes, les jeunes et les membres d'autres groupes spéciaux $389,996:

Quartier général national—

Institut canadien pour les aveugles Ottawa Ont $68,000.

Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés afin de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant le développement des entreprises locales $21,407,692:

Région de la Nouvelle-Écosse—

Annapolis Ventures Ltd Middleton $220,000, Cumberland Development Corporation Ltd Amherst $179,628, Growth Opportunities Ltd Digby $280,012, Incor Investments Ltd Mabou $219,660, Northside Economic Development Assistance Corporation North Sydney $220,000, Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay $153,797, Pictou County Business Opportunities Ltd Stellarton $80,546, Richmond County Development Corporation Louisdale $199,595, Sydney Ventures Ltd Sydney $230,007, Yarmouth Regional Business Corporation Ltd Yarmouth $219,999;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Eastern Ventures and Development Georgetown $249,320, West Prince Ventures Ltd O'Leary $250,000;

Région du Québec—

Aide au développement économique local Haute-Gatineau incorporée Maniwaki $234,600, Agence de développement économique régionale de la Matapédia inc Amqui $152,500, Centre de concertation et d'aide technique Arthabaska inc Arthabaska $260,000, Clé Pontiac inc Campbell's Bay $253,000, Fonds de relance industrielle et commerciale inc Chambly $220,000, Société Clé Barraute Senneterre Lebel-sur-Quévillon Senneterre $165,000, Société Clé Chaudière inc Sainte-Marie $100,000, Société Clé de Beauce Saint-Georges-Ouest $220,000, Société Clé de Champlain inc Cap-de-la-Madeleine $220,000, Société Clé de l'amiante Thetford-Mines $155,000, Société Clé de la région de Matane Matane $220,000, Société Clé de la région de Mégantic Lac Mégantic $235,000, Société Clé de Portneuf inc Cap-Santé $220,000, Société Clé de Waterloo Waterloo $230,000, Société Clé du Haut-Richelieu inc Saint-Jean-sur-Richelieu $128,000, Société du Haut-Yamaska inc Granby $202,000, Société Clé du Kamouraska inc La Pocatière $201,000, Société Clé du Saint-Jérôme métropolitain inc Saint-Jérôme $220,000, Société Clé du Témiscouata inc Ville Dégélis $275,000, Société Clé Gesfipro inc Amos $175,000, Société Clé Memphrémagog Magog $142,900, Société Clé Mont-Laurier Mont-Laurier $237,000, Société Clé Montmagny-L'Islet Montmagny $177,000, Société Clé Nicolet-Bécancour inc Bécancour $190,140, Société Clé région des Basques Trois-Pistoles $111,000, Société Clé Val Saint-François Windsor $220,000, Société Clé Ville de

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

la Baie Bas-Saguenay Ville de la Baie $100.000, Société de développement Bonavignon inc New Richmond $157,000, Société de développement Papineau inc Buckingham $292,000, Société de développement touristique des Laurentides Saint-Jérôme $220,000, Soficar centre Maurice inc Shawinigan $290,000;

Région de l'Ontario—

Centre de Services Hawkesbury $110,000, Chatham Small Business Support Corp Chatham $220,000, East Algoma Business Development Corp Spragge $90,000, East Algoma Small Business Development Corp Thessalon $170,000, Elgin Local Emp Assist & Development Corp St Thomas $220,000, Georgina Assoc for Business Sutton West $280,000, Georgian Triangle Econ Development Corp Collingwood $149,760, Haliburton County Development Corp Minden $220,000, Keleda Kirkland Lake Lead Corp Kirkland Lake $300,000, Lacloche Manitoulin Business Assist Corp Gore Bay $190,000, Lake of Woods Business Incentive Corp Kenora $210,000, Lands O Lakes Small Business Corp Sharbot Lake $275,000, Near North Economic Development Assoc Sturgeon Falls $220,000, Northumberland Business Development Assist Corp Cobourg $220,000, North Simcoe Development Corp Inc Penetanguishene $110,000, Orillia Area Lead Corp Orillia $90,000, Peterboro County Lead Corp Peterborough $303,000, Port Colborne Wainfleet Economic Resource Centre Port Colborne $309,568, Renfrew County Small Business Corp Pembroke $110,000, South Bruces Lakeshore Lead Corp Kincardine $160,000, SSM Business Development Sault Ste Marie $62,500, The Greater Fort Erie Lead Corp Fort Erie $193,642, The Corp of the Township of Ear Falls Ear Falls $220,000, Welland Lead Corp Welland $309,657;

Région du Manitoba—

Brandon Industrial Commission Brandon $94,419, Northeast Interlake Riverton $106,180, Selkirk Development Corp Selkirk $220,000, Southeast Resource Dev Council Winnipeg $111,097, St Boniface Lead Corp Winnipeg $125,000, Yellowquill College Portage la Prairie $209,322;

Région de la Saskatchewan—

East Central Business Development Centre Broadview $53,750, East Central L E A D Corporation Broadview $155,000, North Central L E A D Corporation North Battleford $220,000, Northwest L E A D Corporation North Battleford $350,000;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Drumheller and District Development Drumheller Alb $145,000, Hay River Area Business Development Corp Hay River TN-O $250,000, High River Economic Development Corp High River Alb $203,823, Lac la Biche Regional Investment Corporation Lac la Biche Alb $160,000, Slave Lake Business Development Centre Slave Lake Alb $220,000;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $253,000, Kootenay Regional Employment Development Assoc Nelson C-B $223,000, Nanaimo Community Employment Advisory Society Nanaimo C-B $350,000, Nicola Valley Indian Development Corp Merritt C-B $111,000, North Coast Economic Development Corp Prince Rupert C-B $330,000, North Fraser Employment Development Society Mission C-B $185,000, North Okanagan Development Corp Vernon C-B $230,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $90,000, Okanagan Similkameen Community Development Penticton C-B $285,000, Peace Liard Employment Development Fort St John C-B $260,000, Shuswap Employment Development Assoc Salmon Arm C-B $230,000, Strathcona Employment Development Campbell River C-B $200,000, Williams Lake Community Development Williams Lake C-B $227,000, Yukon Indian Development Corp Whitehorse TY $205,000.

Subventions aux organismes bénévoles—Équipes d'alphabétisation $449,691—Laubach Literacy of Canada Saint John N-B $60,000.

Paiements aux provinces, aux municipalités, aux sociétés d'État qui ne sont pas principalement financées au moyen d'affectations, aux institutions provinciales et territoriales, aux sociétés, aux entreprises, aux organisations, aux établissements de formation et d'enseignement, aux groupes spéciaux et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le Ministre et les personnes morales ou physiques en application des accords établis aux fins de la formation, du développement de l'emploi ainsi que de l'acquisition d'une expérience de travail et des projets pilotes et de démonstration $1,458,885,846:

Région de Terre-Neuve—

Alexander Bay Terra Nova Development Assoc General Delivery Glovertown $79,385, Anglican Parish of Bell Island Church Road Bell Island $50,000, Baie Verte Peninsula Economic Council Baie Verte $122,386, Barachois Development Assoc St George's $132,342, Bay Bulls Fishermen's Committee General Delivery Bay Bulls $79,000, Bay Bulls Local of Southern Shore General Delivery Bay Bulls $54,081, Bay D'Espoir Development Assoc St Alban's $324,450, Bay of Islands North Shore Development Corner Brook $171,890, Bay of Islands South Shore Development General Delivery Frenchmen's Cove $282,193, Bay St George Community Employment Stephenville $62,876, Bay St George South Area Development General Delivery St Fintans $271,627, Bonavista Area Regional Development Catalina $58,100, Bonne Bay Development Assoc Woody Point $169,572, Branch Fishermen's Committee Point Lance $79,048, Brighton Recreation Committee Brighton $81,768, Broad Cove Small Point Community Assoc General Delivery Broad Cove $64,048, Burin Town Council Burin $52,093, Canadian Assoc for the Mentally Handicapped Gander $80,778, Canadian Mental Health Assoc St John's $80,000, Cape Shore Area Development Assoc General Delivery St Bride's $135,947, Cape Shore Area Folk Arts Council General Delivery Branch $63,121, Carbonear Cattle & Horsemen's Assoc Carbonear $54,000, Central Development Assoc Parsons Pond $227,870, Codroy Fishermen's Committee Codroy $55,948, Codroy Valley Development Assoc Doyles $76,092, Community of Bide Arm General Delivery Bide Arm $66,339, Community of Fox Harbour Fox Harbour $72,000, Community of Leading Tickle Leading Tickle $85,235, Community of Lushes Bight Lushes Bight Beaumont $61,588, Community of Nipper's Harbour Nipper's Harbour $121,694, Community of Steady Brook Corner Brook $60,460, Community of Trout River Trout River $76,732, Community of York Harbour General Delivery York Harbour $51,707, Community Council of Plate Cove General Delivery Plate Cove $65,559, Community Services Council St John's $346,164, East Shore Labrador Development Assoc General Delivery Port Hope Simpson $121,712, Environment Resource Management Committee Grand Falls $76,669, Exploits Valley Development Assoc Grand Falls $114,135, Fairhaven Rural Development Committee General Delivery Fairhaven $50,656, Fermeuse Community Council Fermeuse $80,500, Fishermen's Committee of l'Anse au Loup l'Anse au Loup $56,698, Fishermen's Committee of Plate Cove Plate Cove West $59,500, Flowers Cove Fishermen's Committee General Delivery Flowers Cove $88,207, Fogo Island Co-operative Society Seldom $136,724, Fortune Bay East Development Assoc Little Bay East $67,988, Fortune Bay North Shore Development Assoc English Harbour West $93,054, Gambo Indian Bay Development Assoc Dover

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$105,861, Gander Bay Hamilton Sound Development Assoc Carmanville $281,065, Girl Friday Ltd St John's $445,898, Glenburnie Water Supply Committee Woody Point $54,000, Greater Lamaline Area Development Assoc Lamaline $54,368, Green Bay Economic Development Springdale $72,393, Green Island Brook Development Assoc Green Island Brook $74,750, Guards Athletic Assoc St John's $102,070, Harbour Grace Recreation Centre Harbour Grace $51,047, Hawkes Bay Development Committee General Delivery Hawkes Bay $84,217, Holy Cross Anglican Church Eastport $63,833, HUB Physically Handicapped St John's $133,314, Humber Valley Assoc for the Mentally Handicapped Corner Crook $80,119, Humber Valley Bay of Islands Mental Health Corner Brook $166,106, Humber Valley Development Assoc Deer Lake $318,251, Humber Valley Pasture Committee Deer Lake $50,000, Indian Band Community Council General Delivery Indian Bay $64,500, John Howard Society of Newfoundland Stephenville $59,627, John Howard Society of Newfoundland St John's $78,856, Joint Apprenticeship and Training St John's $90,138, Kinsmen's Club of Bishops Falls Bishops Falls $100,963, Labrador Chamber of Commerce Wabush $52,863, Labrador Inuit Alcohol and Drug Abuse General Delivery North West River $52,424, Lewisporte Area Development Assoc Lewisporte $362,498, Local Development Committee General Delivery Port Hope Simpson $106,674, Local Service District Committee Little St Lawrence $70,294, Local Service District Committee O'Donnell's $72,000, Local Service District of Barachois Stephenville Crossing $57,771, Local Service District of Deep Bay $59,803, Local Service District of Ship Harbour Port au Port $79,388, Long Harbour Development Assoc Long Harbour $128,916, Lower Trinity South Development Assoc General Delivery Winterton $62,271, Loyal Orange Assoc Bonavista $60,574, M U N Council of the Students Union M U N St John's $70,730, Middle Arm Development Committee General Delivery Middle Arm $52,455, Mount Cashel Boy's Residence St John's $354,068, Musgrave Harbour Fishermen's Committee General Delivery Musgrave Harbour $69,096, Naskapi Montagnais Innu Assoc Sheshatshit $65,095, New Start Foundation St John's $235,923, Newfoundland Historical Society Colonial Building St John's $53,254, Newtown Fishermen's Committee General Delivery Newtown $58,975, Newville Local Service District Newville $65,666, Norman Putt St John's $50,000, North Shore Bay of Islands Corner Brook $73,285, North West River Health Committee North West River $52,967, Northern Travel Inc General Delivery l'Anse au Clair $54,000, Northland Associates Ltd St John's $289,486, O'Regans Regional Pasture Committee Doyles $74,186, Open Hall Fishermen's Committee General Delivery Open Hall $67,500, Parish Building Improvement Renews $50,650, Penguin Area Development Assoc Burgeo $137,854, Placentia Area Development Assoc Jerseyside $176,691, Placentia West Development Assoc Rushoon $88,139, Port au Port Economic Development Assoc Port au Port $372,347, Port Blandford Winter Brook Development Assoc Musgravetown $76,356, Pouch Cove Fishermen's Committee Pouch Cove $65,230, Pride Assoc of Western Newfoundland Corner Brook $168,139, Queen's Cove Development Committee Queen's Cove $50,220, Quidi Vidi Fishermen's Committee St John's $81,817, Quidi Vidi/Rennies River Development Assoc St John's $127,600, Red Indian Lake Development Assoc Buchans $117,057, Reefs Harbour Development Committee Reefs Harbour $51,984, Roman Catholic Parish Hall Long Harbour $88,625, Rushoon Community Council Rushoon $64,816, Rushoon Parish Skill Development Committee Rushoon $75,189, Salmon Assoc of Eastern Newfoundland St John's $186,677, South West Coast Development Assoc Port aux Basques $110,866, Southern Avalon Development Assoc St Shotts $51,347, Southern Shore Arena Assoc Calvert $90,585, Southern Shore Development Assoc Fermeuse $70,840, Southwest Arm Development Assoc Hillview $106,640, St Anne's Parish Steering Committee Fortune Harbour $96,403, St Barbe Development Committee Plum Point $119,902, St Bride's Community Council St Bride's $74,647, St Francis of Assisi Parish Outer Cove $62,960, St John's Assoc for the Mentally Handicapped St John's $219,698, St John's Board of Trade St John's $62,068, St John's Recreational Softball League St John's $128,794, St John's YMCA-YWCA St John's $245,307, St Joseph's Fishermen's Committee St Joseph's $73,291, St Joseph's Parish Council Windsor $68,442, St Mary's Bay Centre Development St Mary's $120,560, St Mary's Bay North Regional Development Colinet $146,343, St Patrick's Church St John's $98,150, St Thomas of Villa Nova Parish Topsail $67,871, Terrenceville Recreation Committee Terrenceville $67,994, Torbay Town Council Torbay $54,100, Town of Belleoram Belleoram $54,085, Town of Botwood Botwood $129,452, Town of Buchans Buchans $174,935, Town of Channel Port aux Basques Port aux Basques $186,205, Town of Conception Bay Manuels $53,275, Town of Dover Dover $57,836, Town of Dunville Dunville $125,962, Town of Durrell Durrell $54,621, Town of Fortune Fortune $56,816, Town of Gander Gander $252,454, Town of Glenwood Glenwood $81,415, Town of Glovertown Glovertown $76,221, Town of Jerseyside Jerseyside $102,299, Town of Joe Batts Arm Joe Batts Arm $61,980, Town of Kippens Kippens $120,046, Town of Labrador City Labrador City $92,182, Town of Lewisporte Lewisporte $89,902, Town of Long Harbour Mount Carmel Long Harbour $82,665, Town of Marystown Marystown $156,287, Town of Mt Moriah Mt Moriah $86,233, Town of Musgrave Harbour Musgrave Harbour $52,682, Town of Pasadena Pasadena $142,394, Town of Placentia Plancentia $74,320, Town of Port West Aguathuna $94,941, Town of Roddickton Roddickton $66,860, Town of Springdale Springdale $55,083, Town of St Alban's St Alban's $122,730, Town of St George's St George's $57,655, Town of Stephenville Crossing Stephenville Crossing $91,632, Town of Triton Triton $100,249, Town of Twillingate Twillingate $51,734, Town of Wabana Bell Island $88,496, Town Council of Fortune Fortune $263,167, Town Council of Grand Bank Grand Bank $55,900, Town Council of Harbour Main Harbour Main $71,636, Town Council of Lawn Lawn $96,734, Town Council of Ramea Ramea $63,000, Town Council of Sunnyside Sunnyside $53,735, Town Council of Wabana Bell Island $51,884, Town of Witless Bay Witless Bay $64,402, Trepassey Volunteer Fire Department Trepassey $101,250, Twillingate N W I Change Island Newville $151,645, United Church Trustee Board Elliston $58,500, Upper Island Cove Recreation Committee Upper Island Cove $50,684, Upper Trinity South Regional Development Committee Green's Harbour $172,902, Valiant Orange Lodge Change Islands $58,211, Wabana Boys & Girls Club Bell Island $60,323, Waterville Recreation Committee Clarenville $55,171, White Bay Central Development Assoc Main Brook $185,082, White Bay North Development Assoc St Anthony $231,567, White Bay South Development Assoc Pollards Point $293,170, William Bailey St John's $57,393;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Acadia University Wolfville $105,474, Adult Vocational Training Centre Dartmouth $244,953, Animal Friend Society Halifax $62,655, Annapolis Royal Development Commission Annapolis Royal $61,830, Better Business Bureau Halifax $72,266, Braemore Home Corp Sydney $72,891, Bridgewater Lions Club Bridgewater $253,932, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Amherst $64,711, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Halifax $55,673, Société de développement du Cap-Breton Sydney $95,080, Cape Breton District School Board Sydney $89,098, Cape Breton N S 1987 Jeux Canada Games Sydney $340,720, City of Dartmouth Dartmouth $57,053, City of Halifax Halifax $66,371, Cobequid Neighborhood Activity Centre Truro $315,589, Comité Radio communautaire de Clare Clare $74,176, Commercial Safety College Truro $304,974, Control Data Canada Ltd Halifax $93,650, Crossley Karastan Truro $54,218, Dalhousie University Halifax $499,437, Dominion Chair (1985) Ltd Dominion $57,391, Dominion Textile Inc Yarmouth $57,189, E Généreux and Associates Halifax $68,498, Ecum Secum/Moser River Homemakers Inc Ecum Secum $64,915, Eddy Groups Truro $50,908, Eskasoni Band Council Eskasoni $283,506, Family Services of Colchester Truro $57,035, Family and Children Services Kentville

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

$56,231, Family and Children Services Annapolis $65,320, H B Vincent and Associates Halifax $61,131, Halifax Board of Trade Halifax $325,821, Halifax County/Bedford District School Board Halifax $58,934, Halifax County Community Schools Bedford $60,793, Halifax Micmac Native Friendship Centre Halifax $345,210, Hawker Siddleley Canada Ltd Trenton $95,271, Iona Volunteer Fire Department Iona $66,902, Izaak Walton Killam Hospital Halifax $53,445, Industrial Cape Breton Board of Trade Sydney $299,855, Jet Pro Halifax $57,252, Kings Regional Rehabilitation Centre Kentville $82,299, Kiwanis Club of Weymouth Weymouth $53,113, Knights of Columbus Halifax $54,233, Lunenburg County District School Board Bridgewater $50,435, Maritime Fishermen's Union Halifax $54,200, Mental Health NS Halifax $371,261, Membertou Band Council Sydney $69,881, Michelin Tire Ltd New Glasgow $71,941, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax $26,382,846, Mount Saint Vincent University Halifax $314,854, Municipality of the County of Digby Digby $69,331, Municipality of the County of Halifax Halifax $88,945, National Sea Products Ltd Lunenburg $148,825, Nova Scotia Forestry Assoc Truro $108,072, Nova Scotia Power Corporation Port Hawkesbury $75,760, Nova Scotia Teachers Union Halifax $183,708, Northwood Inc Halifax $71,185, O'Leary and Associates Sydney $318,980, Pictou District School Board Pictou $77,310, Pictou Landing Band Council Pictou $80,479, Promac Systems Halifax $101,545, Sackville Chamber of Commerce Lower Sackville $253,001, Scott Maritimes Ltd New Glasgow $200,000, Sharon MacDougall Halifax $64,546, Shubenacadie Band Council Shubenacadie $147,733, South Central Nova Housing Assoc New Glasgow $71,308, South Shore Tourism Assoc Bridgewater $55,107, St Francis Xavier University Antigonish $100,323, St Joseph's Playground Committee Halifax $60,400, St Mary's University Halifax $100,721, Stora Forest Industries Port Hawkesbury $93,711, TEO Systems Inc Halifax $111,250, Town of New Glasgow New Glasgow $113,771, Town of Trenton Trenton $124,556, Town of Sydney Mines Sydney Mines $54,778, Technical University of Nova Scotia Halifax $76,473, Union of Nova Scotia Indians Sydney $58,463, United Assoc of Plumbers and Pipefitters Halifax $76,341, University College of Cape Breton Sydney $190,020, Université Sainte-Anne Digby $282,415, Wagmatcook Band Council Baddeck $75,920, Watershed Area Development Enterprises Dartmouth $155,808, Whycocomagh Band Council Whycocomagh $88,750, Wolfville Area Interchurch Housing Society Wolfville $98,750, Workers' Compensation Board of Nova Scotia Halifax $111,793, Yarmouth Arts Regional Council Yarmouth $53,542, YMCA Halifax $318,793, YWCA Halifax $143,077;

Région du Nouveau-Brunswick—

ACDM Shippagan Inc Shippagan $67,039, A D Rockwork Ltd Saint John $59,427, Activités Jeunesse (1980) Inc Moncton $64,531, Aitken Bicentennial Exhibition Centre Inc Saint John $90,512, Amana House Inc Saint John $69,220, Amulet Consulting Ltd Fredericton $187,645, Assoc protectrice de chasse et pêche Edmundston $53,949, Assoc canadienne pour les déficients Caraquet $143,515, Atlantic Salmon Federation St Andrews $104,137, B Palmer & Associates Moncton $53,007, Bi Capital Project Inc Saint John $285,891, Big Cove Band Council Big Cove $172,214, Board of School Trustees District #8 Newcastle $68,446, Board of School Trustees District #20 Saint John $67,753, Camp Jeunesse Richelieu Inc Tracadie $58,044, Carleton Victoria Wood Producers Assoc Bristol $69,936, Canadian Railroad Historical Assoc Hillsborough $60,940, Centre de Plein-Air de Kedgwick Kedgwick $66,391, Centre Universitaire St-Louis-Maillet Edmundston $63,979, Challenge for Change Inc Saint John $96,171, Chambre de Commerce d'Edmunoston Edmundston $173,809, City of Bathurst Bathurst $92,547, City of Campbellton Campbellton $95,323, City of Fredericton Fredericton $178,662, City of Moncton Moncton $152,353, Club nautique de Cocagne Inc Cocagne $52,683, Club Richelieu Tracadie Inc Tracadie $59,872, Co-op Atlantic Moncton $205,040, Comité général de la vallée de Memramcook Saint-Joseph $111,509, Commission d'aménagement et de planification de la péninsule Caraquet $71,382, Compagnie des jeunes travailleurs du Nord-Ouest Edmundston $272,994, Connors Brothers Ltd Blacks Harbour $145,528, Conseil scolaire District #39 Richibucto $88,774, Conseil scolaire Gerald-Ferguson District #7 Tracadie $109,695, Conseil scolaire #5 Caraquet $89,232, Coopérative de Montagnes Ltée Grand-Sault $110,007, Dr John McLaughlin Fredericton $59,726, E Généreux & Associates Moncton $111,508, East End Boys & Girls Club Inc Moncton $247,230, Eel Ground Indian Band Newcastle $62,353, Electrical Contractors Assoc Fredericton $57,500, Employment & Training Agency Campbellton $145,900, Fédération des agriculteurs Edmundston $150,694, Festival by the Sea Saint John $79,357, Fredericton Branch Canadian Assoc for Mentally Retarded Fredericton $126,899, Fredericton YM-YWCA Fredericton $56,817, Fundy Weir Fishermen's Assoc Inc St Andrews $109,692, Galryc Ltd Moncton $81,166, Gants Canada Gloves Ltée Petit-Rocher $53,844, Hamilton Carter Fredericton $298,838, Home Support Services Inc St Stephen $50,787, Human Development Council Inc Saint John $420,953, Huntsman Marine Laboratory St Andrews $214,543, Indian Band Planning Fredericton $67,725, Institut de poterie Bathurst $89,981, International Brotherhood of Electrical Workers Local 2166 Fredericton $51,368, James Meagher Bathurst $99,560, John Howard Community Residential Centre Moncton $307,993, K G C Sportswear Ltd St-Quentin $85,780, Kent County Human Services Rexton $54,164, Kent Line Ltd Saint John $164,597, Kingsclear Indian Band Kingsclear $107,954, Kouchibouguac National Park Kouchibouguac $153,031, L'Assoc des handicapés physiques de la péninsule acadienne Inc Bertrand $57,921, L'Atelier RADO Workshop Inc Edmundston $117,643, Laubach Literacy Saint John $53,597, Le Comité industriel Campbellton $52,661, Les Entreprises Davinci Inc Edmundston $122,564, Les Planchers Héritage Ltée Kedgwick $80,888, Lincourt Manor Inc St Stephen $71,924, L'Institut de Co-op Bathurst $110,376, Maritime Fishermen's Union/Union des pêcheurs des Maritimes Shédiac $61,824, Maritime Forest Ranger School Fredericton $166,535, McAdam Lions Club McAdam $62,255, Memramcook Institute Moncton $106,316, Ministre des Finances Fredericton $16,326,362, Miramichi Foods Ltd Saint John $62,532, Miramichi Pulp & Paper Newcastle $354,069, Miramichi Region Development Corporation Inc Newcastle $341,050, Moncton Employment & Training Services Inc Moncton $50,666, Mount Allison University Sackville $62,574, NB Electric Power Fredericton $99,717, NBIP Forest Products Inc Dalhousie $71,157, NB Tel Company Ltd Saint John $52,326, NB Wildlife Federation Inc Moncton $115,489, Nadeau & Nadeau (1984) Ltée Saint-François-de-Madawaska $72,244, Nancy Reid Moncton $68,513, Nepisiquit Salmon Assoc Bathurst $58,937, New Brunswick Pipe Trades Assoc Fredericton $200,000, New Directions Inc Saint John $61,739, New Lease Inc Saint John $198,584, Newcastle Business Assoc Inc Newcastle $59,894, North Shore Forestry Syndicate Inc Bathurst $134,958, Nurses Assoc of NB Fredericton $145,913, Oromocto Indian Nation Oromocto $59,274, Oromocto Youth Training Project Inc Oromocto $310,387, Paroisse Notre-Dame-de-Lourdes Atholville $51,770, Prude Inc Saint John $227,759, RMDP Training Trust Moncton $200,000, Radio Péninsule Inc Inkerman $86,715, Red Bank Indian Band Red Bank $117,434, Saint John Shipbuilding Saint John $782,780, Saint John YM-YWCA Saint John $122,119, Saint Mary's Indian Band Fredericton $174,450, Samco Forestry & Ornamentals Tech Serv St-Joseph-de-Madawaska $52,281, Skills Development Saint John $73,211, South East NB Forest Product Marketing Board Shediac $106,241, St Joseph's Hospital Saint John $100,489, St Stephen Development St Stephen $52,073, Student Representative Council (Daycare) Saint John $83,677, The Carleton Memorial Hospital Woodstock $136,760, The Moncton Hospital Moncton $84,653, Tobique Indian Band Perth-Andover $357,308, Town of Riverview Riverview $103,338, Town of St Stephen St Stephen $125,820, Un Pas de l'Avant Inc Bathurst $210,419, Union of New Brunswick Indians Fredericton $59,450, University of New Brunswick Frederiction $100,849, Village de Saint-

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Basile Saint-Basile $96,104, Village de Sheila Sheila $120,088, Ville de Caraquet Caraquet $158,123, Ville de Dieppe Dieppe $58,451, Ville de Lameque Lameque $142,472, Ville de Tracadie Tracadie $64,800, Walkers Investigation Moncton $86,497, Woodstock Indian Community Woodstock $67,411, Workers' Compensation Board Saint John $873,500, York Sunbury Charlotte Forest Products Market St Stephen $97,433;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Advanced Medical Charlottetown $75,702, Canadian Mental Health Charlottetown $64,709, Central Prince Forestry Wellington $51,359, Chamber of Commerce Charlottetown $122,646, Chamber of Commerce Summerside $81,310, Charlottetown Area Regional Planning Board Charlottetown $71,939, City of Charlottetown Charlottetown $56,212, Construction Assoc of PEI Charlottetown $286,026, Credit Union of PEI Charlottetown $54,190, Curry Curry & Assoc Charlottetown $88,534, Delcom Consultants Summerside $99,760, Ellis Birt Ltd Sherwood $62,763, Environmental & Structural Design Charlottetown $79,378, E Généreux & Associates Frédéricton N-B $60,799, Holland College Charlottetown $194,569, Holland College West Prince Elmsdale $85,319, Industrial Commission Baie Acadienne Wellington $92,400, Island Computer Ltd Charlottetown $101,665, John Howard Society Charlottetown $63,263, Kinkora Community Kinkora $65,112, Mann House Corp Charlottetown $50,753, Minegoo Indian Arts & Crafts Charlottetown $75,713, Municipality of North River North River $51,250, Padinox Inc West Royalty $56,023, Prov de l'Î-P-É Ministre des Finances Charlottetown $4,568,566, St Thomas Aquinas Summerside $57,349, Souris Parks & Recreation Souris $55,811, Tannereye Ltd Charlottetown $63,262, Three Rivers Industrial Commission Georgetown $73,374, Town of Borden Borden $144,218, Town of Summerside Summerside $71,653, TIA PEI Charlottetown $309,156, University of PEI Charlottetown $73,904, West Prince Community Advisory Board O'Leary $122,662, Wilmot Community Wilmot $68,511, Women In Need Kensington $66,865, Workers' Compensation Board Charlottetown $222,998;

Région du Québec—

Abitibi Price Alma $59,732, Abitibi Price Jonquière $272,585, Action emploi Papineau inc Buckingham $208,500, Action intéraction jeunesse Laval $178,595, Action jeunesse Pie IX Longueuil inc Longueuil $63,901, Action travail Denis Riverin Ste-Anne-des-Monts $223,445, Action travail jeunesse des Moulins inc Terrebonne $142,996, Aide et intégration jeunesse au travail Beloeil $293,000, Aliments Fidas Ltée Cap-Chat $56,678, Alipêche inc Sept-Îles $154,003, Allard et Leblanc inc Québec $62,721, Alliance panaméricaine (ALPA) Montréal $76,161, Amis de la sylviculture du Saguenay inc Chicoutimi $275,090, Amitié chinoise de Montréal Montréal $53,043, Approche sécurisante des polytoxicomanes Montréal-Nord $85,278, Artisans de l'aide incorporée St-Eustache $54,398, Assoc canadienne d'hydrographie du secteur du Québec Québec $1,117,462, Assoc canadienne pour la santé mentale de l'Outaouais inc Hull $235,652, Assoc coopérative économie familiale du centre de Montréal Montréal $50,508, Assoc coopérative économie familiale du Nord de Montréal Montréal $52,712, Assoc coopérative économie familiale du Sud-Ouest de Montréal Montréal $100,282, Assoc d'aide et intégration des agriculteurs latino Montréal $59,006, Assoc d'échange charité Canada-Afrique Montréal $66,612, Assoc de basket-ball jeunesse Rosemont inc Montréal $57,940, Assoc de chasse et pêche nordique Québec $59,533, Assoc des jeunes innovateurs regroupés Rawdon $107,810, Assoc des jeunes progressistes Montréal $75,054, Assoc des handicapés gaspésiens inc Matane $54,933, Assoc des handicapés mentaux du Haut-Richelieu Iberville $87,605, Assoc des locataires de Villeray inc Montréal $53,313, Assoc des musiciens artistes canadiens Montréal $52,516, Assoc des myticulteurs madelinois Étang-du-Nord $153,369, Assoc des parents du centre Joie-Pie IX inc Laval $54,117, Assoc des pêcheurs côtiers de Rivière-au-Renard inc Rivière-au-Renard $128,005, Assoc des pêcheurs côtiers de St-Godefroi St-Godefroi $121,588, Assoc des pêcheurs de l'Anse-à-Valleau Anse-à-Valleau $134,353, Assoc des pêcheurs de Lourdes et Blanc-Sablon Manicouagan $68,625, Assoc des personnes handicapées de la vallée du Richelieu Beloeil $56,776, Assoc des petites et moyennes entreprises (PME) du centre du Québec Québec $50,653, Assoc des pourvoyeurs du Québec Montréal $99,073, Assoc des sports pour les aveugles de Montréal inc Montréal $55,438, Assoc des résidents de la maison Lucie Bruneau Montréal $61,788, Assoc forestière du Sagucnay-Lac-St-Jean Grand-Mère $65,296, Assoc gnostique internationale de recherches Montréal $50,258, Assoc loisirs chasse et pêche Franquelin Franquelin $56,656, Associés Marie-Selek inc Montréal $176,819, Assoc nautique Navire Fantôme New Carlisle $192,452, Assoc pour la présentation du Lac Magog Deauville $107,322, Assoc québécoise des techniques de l'aménagement cynégétique halieutique Baie-Comeau $100,710, Assoc québécoise des techniques de l'eau Montréal $51,598, Assoc provinciale des constructeurs d'habitation du Québec inc Anjou $89,668, Assoc régionale de soccer et football Concordia Montréal $57,940, Assoc techniciens forestiers du Québec Ste-Foy $184,779, Assoc touristique des Laurentides St-Jérôme $99,585, Assoc touristique du Bas-St-Laurent inc Rivière-du-Loup $55,512, Atelier d'éducation populaire Montréal $65,248, Atelier de préparation à l'emploi (APE) inc Charlesbourg $272,118, Atelier de travail jeunesse 01 inc Rimouski $286,000, Automatisation industrielle et le transfert de Haute technologie La Pocatière $101,314, Atelier des lettres Montréal $54,071, Atelier 16-17 inc Québec $353,000, Avant-départ Laval $96,757, Banque d'épargne Montréal $87,966, Base de plein air Beauvallon Sabrevois $52,404, Baylin Edward Pierrefonds $51,125, Becteron inc Lévis $54,111, Belle au bois inc Ste-Aimé-des-Lacs $55,687, Belle couture inc St-Ubald $60,246, Bivoie inc Alma $256,861, Bois de l'Est du Québec Matane $61,228, Boîte aux lettres de Longueuil inc Longueuil $57,683, Bombardier inc division du transport en commun La Pocatière $89,616, Bonardelli John Étang-du-Nord $85,520, Boulot vas Montréal $87,236, Brault Gréco Nicole Verdun $51,946, Bureau de consultation jeunesse inc Montréal $75,294, Cabonara Verdun $67,458, Camions Pierre Thibault inc Pierreville $112,580, Canadair Ltd St-Laurent $82,348, Canadian International Paper Gatineau $101,078, Canadian National Rail St-Laurent $81,700, Office canadien du poisson salé Lourdes-de-Blanc-Sablon $174,005, Canards illimité Canada Québec $109,010, Carrefour multi-ethnique St-Laurent $85,601, Castillons inc Godbout $59,392, Centrale des syndicats démocratiques Montréal $266,253, Centre agro-forestier Pohénégamook inc Pohémégamook $151,470, Centre canadien d'architecture Montréal $62,523, Centre communautaire Boulanges St-Polycarpe $60,622, Centre communautaire des jeunes sans emploi de l'Outaouais inc Gatineau $351,865, Centre communautaire polyvalent de la Métis Mont-Joli $66,597, Centre d'accueil Denis Benjamin Viger Île-Bizard $56,857, Centre d'accueil des Laurentides Ste-Agathe $84,889, Centre d'accueil Lanaudière Repentigny $59,838, Centre d'accueil Shawinigan-Sud inc Shawinigan-Sud $75,746, Centre d'accueil St-Joseph-de-Joliette Joliette $54,513, Centre d'adaptation de la main-d'œuvre aérospaciale au Québec (C A M A Q) Montréal $125,000, Centre d'aide aux adolescents Le Pont incorporé St-Luc $52,445, Centre d'aide aux victimes d'agression Trois-Rivières $58,069, Centre d'aiguillage de l'Estrie inc Sherbrooke $346,000, Centre d'alphabétisation Villeray Montréal $59,671, Centre d'enseignement et de recherche en forêt Ste-Foy $58,475, Centre d'enseignement et recherche de Ste-Foy inc Ste-Foy $111,120, Centre d'orientation en couture enr Anjou $56,154, Centre de formation option-travail Ste-Foy Ste-Foy $187,500, Centre de la femme Rond-Point de la Maurice Trois-Rivières $328,000, Centre de la montagne inc Montréal $87,977, Centre de référence pour les jeunes Thetford Mines $74,044, Centre de recherches appliquées pour ordinateur Montréal $600,583, Centre de sylvichimie de l'Outaouais Gatineau $70,248, Centre de travail les audacieuses inc Montréal $61,461, Centre de tir Elan Laval Laval $70,334, Centre des femmes de Rivière-des-Prairies Montréal $58,163, Centre

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

des femmes du plateau Mont-Royal Montréal $64,579, Centre des services communautaires et culturels Repentigny $55,138, Centre Emersion Baie-Comeau $311,700, Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs Maria $60,549, Centre hospitalier de Saint-Laurent Saint-Laurent $257,813, Centre hospitalier St-Joseph-de-Trois-Rivières Trois-Rivières $81,188, Centre international d'art contemporain Montréal Montréal $231,534, Centre international de documentation et information haitienne Montréal $69,947, Centre Lanaudière d'emploi pour femmes Joliette $240,000, Centre de recyclage et d'employabilité de la main-d'œuvre de l'Estrie Sherbrooke $264,000, Centre objectif travail de l'Estrie Sherbrooke $341,611, Centre sportif de l'Est inc Montréal $54,652, Centre ressources jeunesse Rouyn-Noranda $220,000, Cercle Joseph-Octave Dion Chambly $63,349, Chambre de commerce de la Rive-Sud Longueuil $77,410, Chambre de commerce de Lévis Lévis $1,415,721, Chambre de commerce de Mont-Laurier Mont-Laurier $175,504, Chambre de commerce de Murdochville Murdochville $67,479, Chambre de commerce de Rimouski Rimouski $66,373, Chambre de commerce de Salaberry Valleyfield $216,685, Chambre de commerce développement de St-Paul inc St-Paul-de-Montmagny $314,508, Chambre de commerce senior de St-Raymond St-Raymond $69,167, Chiffonniers des aboiteaux inc St-Pascal $67,020, Ciment Québec inc Portneuf $93,512, Ciment Roy inc La Durontaye $129,003, Ciment St-Laurent Québec $113,761, Clinique d'architecture de Québec Québec $69,193, Club de golf Bellechasse inc St-Damien $76,824, Club de golf de l'Islet Sud St-Pamphile St-Pamphile $74,517, Centre d'observateur des oiseaux de Marie-Victorin inc Montréal-Québec $50,702, Club de recherche d'emploi Montréal Centre-ville Montréal $318,500, Club de recherche d'emploi des Laurentides St-Jérôme $246,000, Club de recherche d'emploi de Montréal-Ouest Montréal $188,000, Club de recherche d'emploi de Sherbrooke Sherbrooke $102,000, Club de recherche d'emploi de l'Est St-Léonard $202,000, Club de recherche d'emploi de Thetford Mines Thetford Mines $196,000, Coffre incorporé St-Jean-sur-Richelieu $327,709, Collectif formation travail Kamouraska-Rivière-du-Loup-Témiscouata-Basques (KRTB) St-Cyprien $264,879, Comité aménagement exploitation plage St-Étienne Chicoutimi $69,504, Comité de la condition féminine du Témiscaming Ville-Marie $51,621, Comité de Villebois Val-Paradis et Beaucanton Québec $60,912, Comité défense des droits usagers LaSalle $64,486, Comité des loisirs de Coteau-du-Lac inc Coteau-du-Lac $69,243, Comité organisation de la finale des jeux du Québec St-Jérôme $60,661, Comité organisation de la finale des jeux du Québec de Val-d'Or Val-d'Or $86,599, Comité sida aide Montréal Montréal $51,910, Commission scolaire de St-Jérôme St-Jérôme $58,157, Commission scolaire du Cap-de-la-Madeleine Cap-de-la-Madeleine $59,353, Commission scolaire Normandin St-Tite $72,351, Communauté économique régionale de Chapais et Chibougamau Chibougamau $86,872, Communauté urbaine de Montréal Montréal $50,230, Compagnie de théâtre Trouvarin inc Laval $53,813, Compagnie des jeunes travailleurs de Chicoutimi inc Chicoutimi $377,295, Compagnie minière Québec-Cartier Port-Cartier $541,184, Confection Branka inc St-Alfred $50,007, Confection Merlin Armach $100,274, Confédération des syndicats nationaux (C S N) Montréal $78,630, Conseil de bande de Meringan Meringan $77,309, Conseil de bande de Natashquan Natashquan $66,827, Conseil de développement de la Haute-Mauricie La Tuque $72,072, Conseil de la nation huronne Village-des-Hurons $66,763, Conseil de promotion économique de la rive Bécancour $53,649, Conseil des Montagnais du Lac-St-Jean Pointe-Bleue $78,572, Conseil des Montagnais Uashat et Maliotenan Manicouagan $51,786, Conseil Obedjunan Obedjunan $63,852, Conseil de l'âge d'or région de Laval Laval $72,938, Coopérative forestière de Girardville Girardville $91,620, Coopérative forestière de la Haute-Côte-Nord Grandes-Bergeronnes $108,144, Coopérative forestière de Portneuf St-Raymond $160,447, Coopérative forestière de Laterrière Laterrière $66,673, Coopérative forestière de Ste-Rose-du-Nord de Laval St-Rose-du-Nord $62,010, Coopérative forestière des Hautes-Laurentiennes Mont-Laurier $58,341, Corp de développement de Guyennes Guyennes $85,079, Corp de formation et de développement en explorations minières Rouyn-Noranda $116,000, Corp de l'aménagement de la rivière l'Assomption Joliette $66,544, Corp développement des Tourbières-Norbec Port-Cartier $160,600, Corp du 150[e] anniversaire du premier chemin St-Jean-sur-Richelieu $79,048, Corp du centre d'art de Lévis inc Lévis $62,452, Corp habitat de Verdun Verdun $64,285, Corp municipale de St-Pacôme St-Pacôme $56,194, Corp municipale de Vanier Vanier $123,091, Corp municipale du Lac-St-Charles Lac-St-Charles $55,369, Corp pour la mise en valeur Montmagny $65,070, Corp pour le développement de l'Île Quentin Trois-Rivières $81,259, Création des enfants Montréal $100,195, CRIEE Groupe de communications Centre-Sud Montréal $54,306, Devise création et communication inc Sept-Îles $50,051, Développement touristique Beauport-Ste-Anne-de-Beaupré $135,613, Division forestière de St-Maurice La Tuque $215,550, District Bedford Corp for Community Development Cowansville $105,839, Dominion textiles inc Drummondville $231,236, Dominion textiles "Tissage" Magog $53,955, Domtar Windsor $620,240, Domtar inc Montréal $903,641, Donohue inc Charlevoix $453,109, Doyon Carol Vallée Jonction $50,899, Eastern Township School Board Lennoxville $68,000, Éconopneu inc Lévis $55,904, Éditions communiqu'elles Montréal $51,558, Électronique industries Ltée St-Laurent $53,932, Elles du Nord St-Jérôme $160,475, Émile Généreux et associés Ltée Hull $641,736, Emploi Beauce-jeunesse inc St-Georges $188,472, Epoc Montréal Inc Montréal $990,775, Extermination transmétropole Dorval $64,291, Evenements bizebodé inc Montréal $52,039, Fédération de l'union protectrice des automobilistes de la Gaspésie New Richmond $496,862, Fédération développement aménagement Lac Maison de Pierre Ascension $54,687, Ferme Carnaval inc St-Léonard $75,631, Fêtes populaires de Matane inc Matane $59,746, Folies Fraîches Montréal $65,573, Fondation de l'hôpital Fleury Montréal $117,913, Fondation du Cégep de Trois-Rivières Trois-Rivières $85,877, Fondation emploi jeunesse Québec inc Longueuil $107,778, Fondation Lucie Bruneau Montréal $87,299, Fondation Roger Talbot inc Granby $132,237, Forgauroc inc Beaucanton $177,638, Front d'action populaire en réaménagement urbain Montréal $79,880, Garderie des petites fleurs Montréal $54,958, Général Motors du Canada Ltée Boisbriand $107,614, Générale Électrique Bromont $162,423, Génération travail YMCA de Montréal Montréal $154,410, Genpak East-Angus $80,888, Gestion et service de Laval enregistré Laval $64,935, Gestion jeunesse inc Québec $214,179, Groupe action Groulx inc Ste-Thérèse $208,960, Groupe Admari inc Québec $86,318, Groupe assoc des personnes handicapées de la Rive-Sud Longueuil $52,646, Groupe d'action civique de St-Patrice inc St-Patrice-de-Beaurivage $90,865, Groupe d'action développement économique et culturel Lourdes-de-Blanc-Sablon $57,261, Groupe information travail Montréal $240,000, Groupement agro-forestier de la Restigouche Ascension de la Matapédia $73,546, Groupement agro-forestier Lotbinière-Mégantic Ste-Agathe Lotbinière $177,407, Groupement économique de Beauce-Centre inc St-Joseph $65,882, Groupement forestier agricole de la vallée St-Alfred $116,701, Groupement forestier de l'Islet St-Jean-Port-Joli $126,890, Groupement forestier de Montmagny inc St-Jean-Port-Joli $84,648, Groupement forestier de Nicolet Yamaska inc Ste-Gertrude $78,012, Groupement forestier du Haut-St-Maurice inc La Tuque $79,047, Habitation populaire de St-Michel St-Léonard $52,629, Habitation populaire Desjardins de Montréal du Québec Montréal $52,773, Hôpital des Monts Ste-Anne-des-Monts $53,721, Hôpital Rivières-des-Prairies Montréal $124,901, Houle Bernard & Fils inc Montréal $61,894, Human Social Foundation inc Westmount $94,228, Hydro-Québec LG-3 Baie-James $60,912, Image 2 information Montréal $86,383, Impulsion travail Montréal-Nord $220,000, Industrie C-Mac inc Sherbrooke $149,294, Industrie céramique Maple Leaf 1967 ltée St-Laurent $68,143, Industries Tréfil inc St-Hubert $59,414, Industrie Trou inc St-Pamphile $125,340, Immo-Centre Québec Boucherville $87,150, Institut Contrôle-Data Montréal $419,549, Institut Grâce Montréal $92,115, Intégration jeunesse 15-24 Montréal $717,602, Integrated Office Services inc Montréal $56,216, Jeunes virtuoses de Montréal inc Montréal $187,480, Jeunesse inc Huntingdon $205,000,

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Jeunesse inc St-Georges-Ouest $53,935, Journal liaison St-Louis Montréal $51,613, Kativik Regional Government Kuujjuaq $279,887, Kruger inc Montréal $131,179, Laboratoire Mag Canada ltée Québec $53,066, Ligue des droits et libertés Montréal $73,887, Ligue des femmes du Québec Montréal $64,245, Logement Pointe St-Charles Montréal $59,183, Logimer inc Québec $62,020, Loisirs St-Maurice St-Maurice-de-Echaurie $142,238, Maghemite inc Port-Cartier $99,943, Maillage La Pocatière $63,642, Maison de Siloe Ste-Thérèse $72,300, Maison des jeunes «Au coin de la rue» Montréal $66,098, Maisons des jeunes «Le Dôme» inc St-Jean-sur-Richelieu $59,774, Maison industries commerce tourisme Rive-Sud Longueuil $92,787, Maison le coin des jeunes inc Sept-Îles $66,279, Maranda et Labrecque Ltée Québec $76,516, Medias-Électronifique Robert Desvignes Montréal $203,880, Menard Monsieur Serge Dorval $58,808, Mine Noranda inc Rouyn-Noranda $58,297, Mine Selbaie Joutel $86,117, Mines Segma ltée Val d'Or $77,350, Mistassini boulevard Courval Mistassini $61,160, Mohawk Council of Akwesasme Cornwall Ont $350,773, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake $266,530, Mouvement des jeunes au travail de la municipalité régionale du comté des Deux-Montagnes St-Eustache $260,000, Multi-Femmes inc Montréal $50,583, Munic-Levage inc Laval $63,026, Municipalité de Plaisance Plaisance $56,693, Municipalité de St-Faustin St-Faustin $147,711, Municipalité Ste-Marguerite-du-Lac-Masson Lac-Masson $111,435, Municipalité régionale du comté d'Austray Berthierville $63,034, Municipalité régionale du comté de Beauce St-Georges $53,758, Municipalité régionale du comté de Bécancour Gentilly $74,964, Municipalité régionale du comté de Bellechasse St-Lazare $56,843, Municipalité régionale du comté de Francheville St-Ambroise-de-Kildan $80,788, Municipalité régionale du comté de Mekinac St-Tite $82,909, Municipalité régionale du comté de Kamouraska St-Pascal $52,236, Musée régional de Vaudreuil-Soulanges Vaudreuil $62,358, Nardeux Canada Matane $93,377, National Council of YMCA's of Canada Montréal $100,966, National Lead Chem Canada inc Varennes $168,959, Nationair Canada Mirabel $78,791, Nettoyeurs et teintures de fourrures Laval $50,099, Nouvelle expression Montréal $52,721, Nara Mavaldi Anjou $62,708, Normick Perron inc LaSarre $177,170, Nustshimium Atessen Sept-Îles $274,000, Nutri-centre Médina Côte St-Luc $60,000, Office des producteurs de bois de la région de Québec Québec $136,360, Office des producteurs de bois de la région de la Pocatière St-Jean-Port-Joli $54,306, Office développement tourisme et congrès Chomedey $101,441, Office producteurs de bois région La Pocatière La Pocatière $53,388, Oka Band Council Oka $61,411, Opportunité 85 Calonara Verdun $56,584, Options non traditionnelles Longueuil $296,000, Orchestre symphonique de Québec Québec $58,214, Orientation jeunesse des Basses-Laurentides Ste-Thérèse $78,884, Orientation travail inc Québec $258,000, Outils coupants International Beebe $79,797, Oxy-jeunes inc Montréal $120,379, Papeterie Reed ltée Québec $78,109, Papiers fins Domtar Windsor $106,905, Paier journal Domtar Dolbeau $138,028, Paroisse de St-Adelphe St-Adelphe $51,651, Parrinage civique de l'Estrie Mansonville $203,783, Parrainage civique de la banlieue-ouest de Montréal Pointe-Claire $58,681, Passage travail Rive-Sud Lévis $235,000, Passage Yamaska Cowansville $210,000, Pinkerton's du Québec ltée Montréal $59,984, Poirier Bourassa inc Vaudreuil $173,222, Pollock David/Nancy Armstrong Montréal $74,653, Pontiac County Forest Product Producers Shawville $190,797, Port-Alfred Club inc La Baie $60,228, Production Louise Grenier ltée Montréal $320,331, Productions Tel-Art ltée Montréal $55,084, Produits forestiers Domtar Dolbeau $50,665, Programme d'organisation au travail inc Outremont $345,248, Programme de portage relatif à la dépendance de la drogue inc Montréal $135,370, Projet changement Montréal $51,199, Projet de loisirs '80 inc Montréal $52,690, Projet opportunité Huntingdon $85,589, Publications aéroscope inc Montréal $55,627, Publications Omest inc Rivière-du-Loup $81,177, Puce communautaire Montréal inc Montréal $169,849, Radio communautaire de la Rive-Sud inc Longueuil $74,049, Radio communautaire de l'Estrie Sherbrooke $88,079, Radio communautaire de l'Est inc Montréal $62,217, Recherche développement robotique Roy inc Baie d'Urfé $60,909, Régie intermunicipale parc régional St-Timothée St-Timothée $50,242, Régie intermunicipale Rivière Ste-Marguerite Sacré-Cœur $93,068, Regroupement des jeunes de Lourdes-de-Blanc-Sablon Lourdes-de-Blanc-Sablon $52,595, Réhabilitation de Beauce inc Vallée-Jonction $60,226, Relance ateliers de réadaptation au travail inc Hull $302,000, Résidence des Pellerins inc Rivière-du-Loup $69,131, Résidence Emmanuel Grégoire inc Montréal $135,738, Restaurant Frigault Grande-Vallée $84,019, Restigouche Band Council Restigouche $142,309, Resto Stop Montréal $76,422, Revue zone libre Montréal $92,624, River Desert Band Maniwaki $149,562, Rond Point 16-18 inc Montréal-Nord $280,111, Saurev Sillery $100,751, Santé micro-corporation Canada ltée Montréal $300,000, Schok béton Québec inc St-Eustache $57,398, Scieries Saguenay ltée La Baie $68,542, Service d'aide à l'emploi de l'Est inc Montréal $292,832, Service d'aide au consommateur Shawinigan $81,979, Service humanitaire canin Laval $58,569, Service travail jeunesse inc Arthabaska $345,000, Sevec Ottawa Ont $238,694, Shawbridge Youth Center Montréal $124,875, Sheffrin's Hides & Skins Ltd Varennes $61,609, Shell Canada Ltée Montréal-Est $50,000, Shermag inc Sherbrooke $63,815, Soccrent Saguenay/Lac-St-Jean $60,000, Soc canadienne de protection des animaux Montréal $181,468, Soc Chapichau inc Montréal $102,630, Soc d'aménagement de l'Estrie St-Malo $389,602, Soc d'aménagement de la Haute-Côte-Nord Grandes-Bergeronnes $64,751, Soc d'aménagement des Ressources Rivière Métis Ste-Flavie $119,538, Soc d'expansion économique de Portneuf St-Raymond $68,079, Soc d'exploitation des ressources de la Haute-Mauricie La Tuque $70,508, Soc de conservation et recherches d'Île-Berthier Ste-Geneviève-de-Berthier $155,997, Soc de gestion St-Étienne Chicoutimi $61,990, Soc développement ressources de St-Éloi St-Éloi $55,273, Soc économique régionale l'Amiante Thetford Mines $52,687, Soc Tor-Syl Barraute $51,091, Soc Forestière du Témiscaming Témiscaming $109,962, Soc historique Côte-Nord Baie-Comeau $71,041, Soc sylvicole Arthabaska Drummond inc Victoriaville $83,772, Soc sylvicole de Chambord Chambord $136,575, Soc sylvicole de Mistassini ltée Delisle $427,160, Soc sylvicole de la Haute-Gatineau ltée Maniwaki $133,615, Soref Côte-Nord inc Port-Cartier $195,031, Sprint Trois-Rivières inc Trois-Rivières $225,000, Station de ski la Valinouet inc Jonquière $68,587, St Lawrence Valley Natural History Soc Ste-Anne-de-Bellevue $80,450, Sucre Lantic Montréal $78,657, Syndicats des producteurs de bois de la Gaspésie Bonaventure $68,825, Syndicats des producteurs de bois de la région de Longueuil Longueuil $203,783, Syndicats des producteurs de bois de la région des Laurentides Masson $214,982, Syndicats des producteurs de bois des Laurentides Masson $241,361, Syndicats spécialisés des producteurs de bois New Richmond $346,219, Système graphique inc Hull $98,530, Table de concertation intervenant jeunesse Thetford Mines $58,910, Téo Systems inc St-Laurent $310,227, Théâtre les dix neuf roses Montréal $78,398, Tie communications inc Sherbrooke $68,255, Tissage Magog Magog $55,255, Transition «Elle» inc St-Romuald $244,585, Travail non-traditionnel Montréal $329,657, Travailleurs potentiels du Saguenay Jonquière $372,762, Traversée internationale du Lac St-Jean inc Roberval $55,906, Tremplin travail vallée de la Matapédia inc Amqui $232,309, Union des producteurs agricoles Longueuil $98,341, Université Laval Ste-Foy $167,088, Université de Sherbrooke Sherbrooke $94,290, Université du Québec à Montréal Montréal $119,580, Université du Québec à Montréal Montréal $126,743, Université du Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières $91,669, Valon Inc St-Laurent $156,164, Ville d'Aylmer Aylmer $56,446, Ville de Beauport Beauport $75,853, Ville de Brossard Brossard $104,452, Ville de Clermont Clermont $55,460, Ville de Deux-Montagnes Deux-Montagnes $221,817, Ville de Hampstead Hampstead $60,078, Ville de Jonquière Jonquière $79,200, Ville de Le Gardeur Le Gardeur $52,782, Ville de Lévis Lévis $58,776, Ville de Maniwaki Maniwaki $60,744, Ville de Québec Québec $77,325, Ville de Québec Québec $84,262, Ville de Shawinigan Shawinigan $58,294,

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Ville de Shawinigan-Sud St-Maurice $53,933, Ville de Schefferville Schefferville $74,391, Ville de Sillery Sillery $94,514, Ville de St-Bruno-de-Montarville St-Bruno-de-Montarville $55,815, Ville de Tracy Tracy $69,496, Ville du Cap-de-la-Madeleine Cap-de-la-Madeleine $72,054, YMCA de Montréal Montréal $330,000, YMCA de Québec Québec $71,689, Youth Horizons Foundations Westmount $56,772, Zinc électrolytique du Canada Valleyfield $204,141;

Région de l'Ontario—

A Towing Toronto $78,559, Absolute Pallet and Crate Niagara Falls $327,947, Access Community Services Inc Port Hope $55,872, ACFO Windsor $98,576, ACFO de l'Estrie Cornwall $81,881, ACFO Régional du Grand-Nord Inc Hearst $57,327, Acord Inc Rockland $51,275, Ad Hoc Lawyer's Committee Toronto $55,200, Ajax-Whitby Public Library Network Ajax $242,378, Albany Free Traders New Osnabourg $51,930, Alcohol Counsellor Training Brantford $80,798, Aldeville Trading Post Craft Co-op Inc Warkworth $151,678, Aldeville Trading Post Craft Co-op Inc Hastings $164,725, Algoma Fish and Recreation Assoc Ltd Thessalon $393,672, Algoma and Steel Corp Sault Ste Marie $63,560, Algonquin Golden Lake Band Golden Lake $329,142, Alive Canada Windsor $54,317, Alliston & District Assoc for Mentally Retarded Alliston $136,045, Almaguin Nippissing Travel Assoc Inc North Bay $106,673, Alternative Computer Training for the Disabled Toronto $449,629, American Motors Corp Brampton $271,944, Amertek Inc Woodstock $137,786, Anigawnczig Institute Peterborough $54,401, API Ecole Corpus Christie Notre-Dame Oshawa $92,215, Arbor Theatre Peterborough $58,732, Arnold Manufacturing Windsor $141,104, ARP Track Production Stoney Creek $57,122, Arthritis Windsor $62,400, Arts & Culture Timmins $106,999, Assoc canadienne française Hamilton $176,135, Assoc for Developing Employ Opportunities Akikokan $70,406, At your Service Food Services Training Project Ottawa $364,096, Atach Precision St Catharines $53,552, Atikokan Friendship Centre Atikokan $77,110, Au Chateau Home for the Aged Sturgeon Falls $86,250, Ausable Bayfield Conservation Authority Ausable Bayfield $125,059, Baggot's Brass Beds Ltd St Catharines $60,063, Barnes Security Services Ltd Concord $172,079, Barrie & District United Way Barrie $101,312, Baseline Pre School Ltd Maidstone $67,519, Batchewana Indian Band Rankin Reserve $112,182, BDM Co-operative Warehouse Ltd Ottawa $220,869, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Reserve $104,348, Beausoleil Band Council Christian Island $60,987, Belleville Family YMCA Belleville $50,875, Belleville Tree Services Napanee $76,828, Big Grassy Indian Band Big Grassy Reserve $217,568, Big Trout Lake Band Big Trout Lake $511,444, Black Business & Professional Assoc Toronto $77,411, Boilermakers Education & Training Fund Toronto $53,395, Boys' & Girls' Club Toronto $196,079, Brant Computer Services Ltd Burlington $67,235, Brant County Roman Catholic Separate Private School Board Brantford $96,424, Briarmeer Pipes Ltd Brockville $50,572, Bricklayers & Allied Craftsman Brantford $424,302, Brinkmen & Assoc Reforestation Ltd Surnaby $90,803, Brock University St Catharines $137,795, Bruin Engineered Parts Inc Midland $53,260, Bulimia Anorexia Nervosa Assoc Windsor $62,347, Burlington Engineering Ltd Burlington $64,393, Burwash Native Peoples' Project Burwash $109,684, Butler Metals Cambridge $113,580, Byck Ted and Pannott Haileybury $151,773, Bytown Fine Bridge Ottawa $119,870, C & A Waterbeds Wallaceburg $67,520, Calabogie Peaks 1983 Inc Calabogie Peaks $50,323, Cambridge College of Applied Arts Sudbury $55,208, Camp Summerland Orillia $161,832, CAN CAR Thunder Bay $178,764, Canadian African Newcomer Aid Centre Toronto $135,474, Canadian Artist Representation Ontario Toronto $80,255, Canadian Centre for Advanced Film Studies Toronto $200,000, Canadian Co-ordinating Council Defence Ottawa $53,622, Canadian Council for Native Business Toronto $215,285, Canadian Diabetes Assoc Ont London $113,802, Canadian Foundation for the Caribbean Develop Ottawa $63,143, Canadian Gen Tower Training Trust Fund Cambridge $284,959, Canadian Guide Dogs for the Blind Gloucester $64,533, Canadian Horticultural Council Toronto $113,566, Canadian Institute of Forestry Chalk River $148,062, Canadian Mental Health Assoc Brampton $305,113, Canadian National Institute for the Blind Belleville $93,443, Canadian Opera Company Toronto $94,811, Canadian Red Cross Society Mississauga $112,124, Canadian Steels Trade Toronto $53,000, Canadian Warplane Heritage Museum Inc Mount Hope $165,533, Canadian Youth Self Help London $262,692, Canadore College of Applied Arts & Tech North Bay $307,754, Carleton University Ottawa $175,458, Carlington Community Resource Centre Ottawa $231,559, Carpenters Local 27 Toronto $145,384, Case Ind Education Council Kingston $116,850, Cassellholme Home for the Aged North Bay $61,821, Cat Lake Band Cat Lake $55,365, Cataraqui Region Conservation Authority Kingston $60,833, Catfish Creek Conservation Authority Catfish Creek $109,015, Catholic Youth Organization Toronto $62,953, Gawthra Square Cafe Toronto $68,688, Centennial College Scarborough $205,813, Central Airway Corp Kingston $51,217, Central Canada Grocers Inc Brampton $71,729, Centre culturel St-Cyr Essex County $116,317, Centre culturel La Ronda Inc Timmins $286,681, Centre d'accès pour femmes de l'Est ontarien Ottawa $327,011, Centre d'activités françaises Penetanguishane $129,463, Centre de services aux entreprises Hawkesbury $194,197, Centre For Advancement In Work & Living Toronto $418,311, Centre franco-ontarien de ressources Ottawa $102,246, Champion Road Machinery Ltd Goderich $2,515,338, Chapleau Area Bands Chapleau $167,678, Chatham Chamber of Commerce Chatham $140,572, Chatham Health Care Chatham $104,741, Chatham Kent Women's Centre Inc Chatham $54,263, Chatham Plastic Finishing Chatham $65,188, Chatham Small Business Support Corp Chatham $344,516, Chedoke McMaster Hospital Hamilton $142,997, Children's Aid Society Toronto $238,895, Chippewas of Kettle and Stoney Point Kettle Point Reserve $132,368, Chippewas of the Thames First Nation Chippewas of the Thames Reserve $55,306, Chrysler Canada Windsor $51,942, Citizens Action Group Hamilton $86,540, City of Chatham Chatham $235,514, City of Sault Ste Marie Sault Ste Marie $140,746, C L Polk Forestry Consulting Ltd Admaston Township $87,996, Clinton Public Hospital Clinton $53,079, Cn- I- MIS Community Services Inc Couchiching Reserve $62,973, Coftm/Centre francophone Toronto $67,260, Comité de développement Alfred $80,804, Committee for Skill Dev Kenora $228,094, Community Resource Services of Halton Burlington $57,241, Community Services Centre Ottawa $66,064, Compu-Aide Blind River $53,424, Confederation College of Applied Arts & Tech Thunder Bay $58,787, Conna Moro and Donna Champagne Windsor $148,595, Conseil des organismes francophones Toronto $61,346, Continental Canada Inc Toronto $235,961, Convexco Ltd Pickering/Ajax $102,736, Co-operative Housing Federative Hamilton $78,558, Coopers & Lybrand Co Ottawa $141,822, Corp of the City of Burlington Burlington $304,837, Corp of the Township of Spanish River Township of Spanish $69,528, Corp of the City of Sault Ste Marie Sault Ste Marie $400,432, Corp of the City of Thunder Bay Thunder Bay $83,657, Corp of the City of Windsor Windsor $93,808, Corp of the County of Lambton St Thomas $177,325, Corp of the County of Oxford Woodstock $60,713, Corp of the Town of Dunnville Dunnville $90,552, Corp of the Township of Hawkesbury Hawkesbury $55,460, Council on Continuing Education Brantford $61,115, County of Huron Goderich $69,990, County of Northumberland Roseneath $284,525, County of Renfrew Renfrew $101,488, County of Victoria Lindsay $81,725, Course for Orientation and Preparation Windsor $408,957, Creations Unlimited Hamilton $89,174, Credit Valley Conservation Authority Mewdowvale $54,413, Cross Cultural Communication Centre Toronto $84,241, Curve Lake Band Curve Lake $297,341, Cyanamid Canada Inc Toronto $75,531, Data Business Forms Brampton $54,242, Dancer Transition Centre Toronto $219,368, Designer Classics Carpet Manufacturing Ltd Waterloo $52,664, Direct Group Inc Weston $76,509, Direction Jeunesse Ottawa $66,055, Doherty & Doherty Professional Services Inc Sault Ste Marie $56,773, Dokis Indian Band #9 Dokis Indian Reserve $139,037, Domtar Fine Papers Malton $111,260, Dorion's Valu Mart

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Manitouwadge $54,547, Dougherty Allamberg $55,361, Dryden Forest Improvement Dryden $125,058, Dryden Native Friendship Centre Dryden $111,514, Dundas Art and Craft Assoc Dundas $60,890, Dundas Public Library Dundas $105,281, Dupont Canada Inc Toronto $143,390, Durham Community Industrial Training Durham $84,258, Durham House Child & Family Centre Oshawa $103,258, Eagle Lake Band #27 Eagle River $180,049, East Algoma Community Industrial Training Elliott Lake $73,505, East Algoma Small Business Develop Sault Ste Marie $280,359, East Metro Community Industrial Training Toronto $98,945, Economic Develop Corp Sault Ste Marie $81,840, Edmison House Peterborough $68,497, Education/Design/Preparation Hamilton $50,993, Elgin County St Thomas $74,812, Elgin Local Employ and Assistance Corp St Thomas $170,248, Elgin Sewing Circle St Thomas $710,933, Elizabeth Fry Society of Toronto $78,232, Energy Pathways Inc Ottawa $499,622, Entrepreneurship Inst of Canada Waterloo $199,000, Espanola Youth Council Espanola $325,397, Essex County Library Essex County $62,028, Essex Manufacturing Co Windsor $100,323, Essex County RCSS Board St Mary's Maidstone $112,489, Essex County Roman Catholic Separate School Board Emeryville $129,362, Essex Region Conservation Authority Essex County $293,877, Esso Petro Sarnia $114,354, Etobicoke Board of Education Etobicoke $58,962, Everglade Marina & Resort Pefferlaw $81,980, F Pingue Construction Co Ltd Niagara Falls $115,265, Family & Children Services Midhurst $81,203, Fanshawe College Tillsonburg $58,915, Ferlandi Builders Incorp Marathon $103,160, Festival franco-ontarien Ottawa $60,203, Fib Pak Division of Bulk Lift Ltd Hawkesbury $69,930, Fibre Optics Technicians Training Toronto $76,847, Flemington Neighbourhood Services Toronto $65,701, Foam Rite Tube St Thomas $50,959, Forest Renewal Whitefish Bay $116,799, Forestry Management Training Program Lambton $106,566, Form Rite London $52,902, Fort Erie Native Friendship Centre Fort Erie $81,497, Fort Frances Rainy River Board of Education Fort Frances $89,707, Foundation for International Training for 3rd Toronto $69,800, Four Winds Metis and Non-Status Indian Assoc Iron Bridge $60,264, Fraster Inc Thorold $77,207, Friends of Muskoka Pioneer Village Huntsville $50,730, Friends of Academic Ste Cecile Windsor $231,499, Frontenac County Board of Education Kingston $167,068, Frontenac Lennox and Addington RCSS Kingston $54,271, Frontiers Foundation Inc Toronto $122,087, Future Creatives Hamilton $101,297, Garlock of Canada Ltd Etobicoke $83,866, Ganett Canada Rexdale $54,439, Gauthier-Smith Forestry Services Petawawa $103,507, Gekayden Information & Communication Thunder Bay $74,436, Geneva Park YMCA Conference Orillia $53,860, George Brown College Foundation Inc Toronto $427,003, Georgian Bay Lumber Ltd Lafontane $63,810, Georgian Triangle Economic Development Georgian Triangle $130,874, Georgian Assoc For Business Sutton $313,632, Glencoe Meat Products Ltd Burlington $98,709, Good Neighbour Salvage Assoc Sudbury $200,544, Grand River Conservation Authority Cambridge $688,258, Grassy Narrows Band #21 Grassy Narrows Reserve $156,307, Great Lakes Forest Thunder Bay $65,088, Great Northern Apparel Inc Cornwall $193,262, Greater Niagara General Hospital Niagara Falls $78,960, Grey Bruce Owen Sound $56,260, Grey Bruce Tourist Assoc Springton $84,510, Grey Sable Conservation Authority Bruce & Grey County $66,418, Gullwing Forestry Ltd Dryden $50,089, Haliburton Develop Corp Haliburton County $415,605, Haliburton Highlands Hospitality Training Haliburton $58,848, Halton Board of Education Hamilton $623,237, Halton Region Conservation Authority Burlington $244,543, Halton & Peel Inc CITC Halton Region $152,103, Halton Work Program Halton Region $54,986, Hamilton Civic Hospital Hamilton $53,550, Hamilton East Kiwanis Non-Profit Homes Inc Hamilton $240,496, Hamilton Modular Building Inc Beamsville $93,584, Hamilton Philharmonic Society Hamilton $139,037, Hamilton-Wentworth Third Sector Employ Hamilton $522,347, Hamilton Wentworth CITC Hamilton $842,918, Hamilton West Kiwanis Homes Inc Hamilton $76,861, Handicapped Action Group Thunder Bay $81,002, Hastings County Board of Education Belleville $122,486, Hearing Ear Dogs of Canada Incorp Ancaster $61,794, Henderson Barwick Brockville $83,028, Highlands Hospitality Training Committee Haliburton $292,487, Holdenbank Consulting Ltd Mississauga $61,960, Hôpital Montfort Ottawa $118,387, Hornepayne Board of Education Hornepayne $223,582, Horsemen's Benevolent & Protection Assoc Rexdale $51,260, Hospici Kingston $65,291, Hotel Dieu Hospital Kingston $65,354, Hotinohsini Inc Brantford $59,696, Housing Expansion Cape Croker $102,805, Humber College of Applied Arts & Tech Toronto $235,924, Huron County Pioneer Museum Goderich $147,486, Husky Injection Bolton $133,636, INCO Ltd Sudbury $154,859, Indian Friendship Centre Sault Ste Marie $107,331, Industrial Training Centre for Women Sudbury $440,898, Interbrake Foods Ltd London $111,915, International Union of Operating Engineers Training Funds Toronto $186,361, International Women's Week Committee Ottawa $69,015, Jamieson School Assoc Six Nations $116,311, J D Barnes Ltd Toronto $60,169, Jewish Vocational Service of Metropolitan Toronto Toronto $61,944, Jirek Macheh Ltd Sault Ste Marie $99,570, John Howard Society Toronto $91,288, Kaleidscope Council of the National Capital Ottawa $152,476, Kapuskasing and District Assoc Mentally Retarded Kapuskasing $59,232, Kashechewan Band Council Kashechewan $133,329, Kawartha Region Conservation Authority Fenelon Falls $66,081, Kellogs Salada Toronto $58,858, Kelda Corp Kirkland Lake $300,000, Kenora Area CITC Kenora $276,044, Kent County Catholic Separate School Board Chatham $72,315, Kettle & Stony Point Band Council Kettle and Stony Point $159,564, Keywood Walkely Non-Profit Corp Ottawa $363,718, Kiashke River Native Development Inc Gull Bay $109,110, Kidney Foundation of Canada Thunder Bay $70,888, Kilien Manufacturing Ltd Etobicoke $66,496, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake $78,367, Kingsbridge Theatre Niagara Falls $62,898, Kingston Area Visitor & Convention Bureau Kingston $61,273, Kingston General Hospital Kingston $96,593, Kingston Public Library Kingston $60,938, Kitchener Waterloo CITC Kitchener $246,696, Kirkland Lake & Area Community Industrial Training Committee Kirkland Lake $383,905, Kirkland Lake & District Assoc Mentally Retarded Kirkland Lake $58,949, Kiwanis Club of West Toronto Toronto $56,050, Knechtel Millwork Ltd London $69,696, La fédération des femmes canadiennes Oshawa $161,215, Labourers Local 506 Training Fund Toronto $145,535, Labourers Local 837 Training Fund Hamilton $63,016, Labourers Local 783 Training & Rehabilitation Toronto $97,115, Lac Seul Band Lac Seul Reserve $153,733, Lacloche Manitoulin Business Assist Corp Gore Bay $282,108, Lake of the Woods Business Corp Kenora $313,562, Lakehead University Thunder Bay $148,527, Lake O'Lakes Small Business Corp Sharbot Lake $435,213, Lakeview Montessori School St Clair Beach $129,767, Lambton CITC Sarnia $93,468, Lambton College Sarnia $188,903, Lambo Tool & Mould London $64,823, Lansdonne House Indian Band Lansdonne $99,062, Laurentian University Sudbury $468,730, Lead Corp of Welland Welland $449,527, Learning Enrichment Foundation Toronto $209,090, Les Éditions L'Interligne Ottawa $63,745, Linamar Machine Guelph $71,049, Lindsay Public Library Lindsay $54,296, Llewellyn Kennels Incorp Morriston $69,344, London CITC London $297,732, London District Chief Council Lambeth $96,478, London Urban Resource Centre London $83,514, Long Lake Indian Band Longlac $66,540, Long Point Region Conservation Authority Township of Delhi Norfolk $198,509, Lovesick Lake Native Women's Assoc Burleigh Falls $51,965, Lower Thames Valley Conservation Authority Chatham $178,541, Magna Technical Concord $638,751, Mohawks of Bay of Quinte Deseronto $109,396, Mahkwa Develop Corp Lac Seul Reserve $56,818, Mallette Kraft Pulp Powder Smooth Rock Falls $67,052, Manitoulin Pottery School Sudbury $99,363, Mary Green Ed Tate and Shirley Anne Sudbury $57,103, Maryvale Windsor $76,190, Mary Designs Inc Kingston $124,496, Mattawa Knitwear Guld Mattawa $158,093, McMaster University Hamilton $102,486, McMichael Canadian Collection Kleinberg $140,420, Medical Data Systems Inc

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

North York $50,418, Mensen Enterprises Ltd Cobourg $61,628, Mercer Union Toronto $83,670, Merricraft Inc Merrickville $273,989, Metro Toronto & Region Conservation Authority Downsview $234,730, Michipicoten Golf Club Ltd Wawa $80,881, Microchip Youth Training Assoc of Toronto Toronto $678,333, Midland YMCA Midland $76,119, Mime Co Unlimited Theatre Foundation Toronto $62,106, Mining Assoc of Canada Ottawa $341,200, Mississauga of the New Credit Council New Credit Reserve $120,222, Mississauga Reserve Band #8 Mississauga $288,204, Mississipi Valley Conservation Authority Mississipi Valley $244,978, Mitel Corp Toronto $59,530, Mohawk College Hamilton $199,509, Mohawk Council of Akwesasne St Regis $293,544, Mold Masters Georgetown $59,936, Monarch Youth Auto Refinishers Project Ajax $328,294, Mouvement D'implication francophone d'Orléans Orléans $79,948, Movel Restaurants Toronto $55,573, Muller's Meats Ltd Niagara Falls $122,513, Muncey of the Thames Band Muncey $191,370, Municipality of Caimir Jennin G S and Appleby St Charles $54,740, Municipality of Dysartelal Haliburton $189,124, Municipality of Metro Toronto Toronto $82,268, Murray Merkley Sportswear Ltd Scarborough $87,666, Muskoka Internal House Bracebridge $85,087, Muskrat Dam Reserve Muskrat Dam Reserve $177,616, Nasha Gazette Ottawa $95,063, National Council of Burbadian Ottawa $68,854, National Council of Jewish Women of Canada Willowdale $97,569, National Indian Technology Institute Ottawa $144,081, Native Employment Opportunities Thunder Bay $259,533, Native Indian & Inuit Photographers Assoc Hamilton $60,397, Native Men's Residence Toronto $56,882, Native People Development Corp of Thunder Bay Thunder Bay $142,928, Native Workskills Committee Serpent River $66,132, Native Women's Resource Centre Toronto $57,694, Navcatchewenin Band Navcatchewenin $102,948, Nartel Canada Inc Toronto $52,754, NCC Greenbelt Improvement Gloucester $154,891, Near North Economic Development Sturgeon Falls $265,468, New Experience for Refugee Women Toronto $142,836, New Opportunity for Women Kenora $190,871, Niagara Child Development Centre Welland $94,029, Niagara CITC St Catharines $145,259, Niagara College of Applied Arts & Tech Welland $128,779, Niagara & Midwestern Ont Travel Assoc St Catharines $51,855, Niagara Falls YMCA Niagara Falls $51,856, Niagara Region Development Corp Thorold $89,585, Niagara South Board of Education Niagara Falls $61,934, Nipissing C I T C North Bay $135,806, Nishnawbe Friendship Centre Inc Sioux Lookout $148,024, Nishnawbe Nation Toronto $113,714, Nokee Kive Occupational Skills Development Inc London $280,566, Nordican Boat Company Inc Thunder Bay $92,855, Norfolk Assoc for the Mentally Retarded Simcoe $53,353, Norman Turcotte Chalk River $330,878, North Algoma CITC Sault Ste Marie $81,866, North Algoma Industrial Training Wawa $73,005, North American Black Historical Museum Amherstberg $106,116, North American Indian Travelling College Cornwall Island $74,593, North Bay Mattawa Conservation Authority North Bay $150,020, North Caribou Lake Band Weagamori Lake $85,166, North Channel Engineering Gore Bay $59,703, North Shore Native Workskills Committee Massey $53,928, North Simcoe Arts Committee Midland $54,334, North Simcoe Development Corp Penetanguishene $35,000, North Spirit Lake Band Council North Spirit Lake $78,115, North York CITC North York $180,990, Northern College Timmins $51,739, Northern Community Development Services Fort Frances $567,506, North Shore Native Workskills Committee Massey $75,343, Northumberland Business Development Assis Northumberland $347,576, Nacro Technics Ltd Toronto $81,004, Objectif d'emploi Ottawa $356,074, Ogwatsih Artisans Ltd St Catharines $183,732, Ojibway Cree Cultural Timmins $56,148, Ojibways of Onegaming Band Onegaming Reserve $139,450, Ojibways Shepherders West Bay Reserve $57,623, Ojibways Tribal Fam Serv Kenora $357,790, Oneida of the Thames London $522,256, Ontario March of Dimes Toronto $154,909, Ont Mauna Operators Assoc Essex $76,540, Ontario Museum Assoc Toronto $165,166, Ontario Private Campground Assoc Essex $95,168, Ontario Social Development Council Toronto $51,395, Ontario Wheelchair Sports Assoc North York $86,752, Operation Pride Toronto $221,832, Operation Rowika Midland $88,237, Operation Youth Toronto $351,000, Orillia Area Corp Orillia $570,730, Orillia Development Corp Orillia $131,763, Orillia YMCA Longford Mills $87,000, Otonabee Region Conservation Authority Peterborough $398,367, Ottawa Street Business Improvement Assoc Hamilton $145,543, Ottawa Women's Financial Training Project Ottawa $320,429, Ottawa YMCA Ottawa $861,296, Oxford CITC Woodstock $143,912, Parent Preschool Network Cumberland $54,551, Parry Island Indian Band Parry Sound $97,415, Participation Projects Sudbury and District Sudbury $119,948, Peninsula Fence and Landscaping Inc Niagara Falls $97,208, People Labelled with a Mentally Handicapped Toronto $174,950, Perth Machinery Listowel $185,308, Peterborouth Artists Inc Peterborough $82,096, Peterborouth County Employment Dev Agency Peterborough $423,699, Petrosar Sarnia $62,166, Phantom Industries Toronto $76,340, Pic Mobert Indian Band Mobert $102,472, Pic 50 Heron Bay Indian Band Heron Bay $83,112, Pietro Pumo and Assoc Toronto $54,059, Pine Tree Native Centre of Brantford Brantford $114,220, Plummer Memorial Public Hospital Sault Ste Marie $78,930, Port Colborne Retail Merchants Assoc Port Colborne $76,197, Port Colborne Dist Assoc for the Mentally Retarded Port Colborne $63,673, Port Colborne Retail Merchants Assoc Port Colborne $98,485, Port Colborne-Wainfleet Chamber of Commerce Port Colborne $108,211, Port Colborne-Wainfleet Economic Resource Centre Port Colborne $309,199, Preservation of Agricultural Lands Society St Catharines $58,990, Pres Theatre Niagara Region Inc Niagara Falls $174,826, Prescott Welding Program Inc Prescott $453,114, Prima Chrome Furniture Ltd Toronto $62,337, Proctor & Gamble Hamilton $324,771, Porcupine Trailers Timmins $54,439, Progress Place Rehabilitation Centre North York $83,977, PWL Manufacturing Inc Waterloo $329,508, Quinte Dance Centre Belleville $61,961, Quinte Full Growth Development Inc Belleville $134,625, Quinte Insulators Ltd Bloomfield $98,935, Queen's University Kingston $139,134, Radio de L'Épinette Inc Hearst $122,060, Rainbow Ceramics Inc Collingwood $57,528, Rainbow County Travel Assoc Sudbury $70,436, Rainy River Fort Frances $82,838, Rat Portage Band Rat Portage Reserve $522,842, Rawlings Fishing Systems Ltd Atikokan $51,626, Ray's Septic Services Ltd Sturgeon Falls $57,053, Red Lake Economic Develop Corp Red Lake $322,710, Red Rock Indian Band Lake Helen Reserve $56,175, Regional Municipality of Ottawa-Carleton Nepean $115,753, Regional Municipality of Waterloo Kitchener $100,718, Regional Municipality of Sudbury Sudbury $51,383, Rehabilitation Foundation for the Disabled Toronto $64,905, Rehabilitation Foundation for the Disabled Timmins $217,953, Reichold Ltd North Bay $67,080, Relcon Inc Rexdale $53,924, Renfrew Small Business Dev Corp Pembroke $110,000, Renfrew County Ventures Corp Pembroke $76,781, Renfrew County Travel Assoc Pembroke $84,232, Rexdale Community Skills Develop Centre Rexdale $481,693, Rideau Valley Conservation Authority Perth $101,556, Rondeau Yacht Club Kent $52,729, Rotosoft Foam Inc Toronto $66,354, Royal Botanical Gardens Hamilton $111,657, Ryerson Polytechnical Institute Toronto $68,799, Sachigo Lake Band Sachigo Lake $155,126, Salvation Army Toronto $91,222, Sarnia Goodwill Ind Inc Sarnia $55,215, Saugeen Economic Development Assoc Hanover $50,402, Saugeen Nation Band Savant Lake $99,200, Sault & District Anglers Assoc Sault Ste Marie $67,312, Sault College of Applied Arts & Technology Sault Ste Marie $67,297, Sault Ste Marie Chamber of Commerce Sault Ste Marie $75,448, Sault Ste Marie CITC Sault Ste Marie $66,093, Sault Ste Marie Mental Retardation Assoc Sault Ste Marie $87,813, Sault Ste Marie Region Conservation Auth Sault Ste Marie $178,680, Sault Ste Marie YMCA Sault Ste Marie $372,724, Science North Sudbury $119,477, Scotts Plains Recycling Peterborough $310,509, Searvale Inc L'Auberge $67,820, Seaway Valley Tourist Council Cornwall $50,307, Seine River Band Sudbury $79,753, Seneca College North York $87,262, Services à la jeunesse Inc Hearst $104,577, Services & Materials Co Thunder Bay $89,527, Serviplan Ltd Corunia $166,541, Signs North

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Ltd North Bay $69,055, Simcoe Dist Child Care Barrie $69,340, Sir Stanford Fleming College Lindsay $293,895, Six Nations Band Council Six Nations Reserve $426,683, Skilter Assoc North Bay $384,859, Society for Educational Visits Ottawa $212,399, South Bruce Lakeshore Lead Corp North Bay $228,172, South East Grey Support Services North Bay $54,198, South Lake Simcoe Conservation Authority Newmarket $53,506, South Nation River Conservation Authority Berwick $253,694, Spanish River Band of Ojibways Spanish River $252,596, Special Services for Special People Six Nations Reserve $134,679, St Catharines and Dist Chamber of Comm St Catharines $274,905, St Catharines Gen Hosp St Catharines $183,382, St Catharines Karate St Catharines $50,610, St Catharines YMCA St Catharines $349,283, St Clair Region Conservation Authority St Clair $51,023, St Lawrence College Kingston $220,800, St Leonard's Society Brantford $320,080, St Leonard's Society Chatham $68,683, St Joseph's Hospital Brantford $175,562, Stratford Festival Stratford $365,742, Stratford Gen Hospital Stratford $180,587, Sucker Creek Band Sucker Creek $179,035, Sudbury Arts Festival Assoc Sudbury $60,928, Sudbury Algoma Hospital Sudbury $57,034, Sudbury Community Ajust Committee Sudbury $397,101, Sudbury General Hospital Sudbury $58,233, Sudbury Job Development For Social Assis Recipients Sudbury $133,448, Sudbury Multicultural Folk Arts Assoc Sudbury $223,228, Sudbury Program for Action on Learning Disability Sudbury $77,211, Sudbury Women's Centre Sudbury $97,908, Superior Partnership Sault Ste Marie $324,334, Tamtac Technologies Inc Kingsway $52,270, Tara Industries Campbellford $50,241, Tatra Shoes Mfg Inc Dunnville $83,682, Tee Kay Apparel Ltd Thunder Bay $172,479, Telekom Corps Windsor $86,230, The Black Secretariate Toronto $64,091, The Canadian Hearing Society Toronto $69,513, The Centre for Advancement Etobicoke $123,040, The Child's Place Windsor $117,392, The Governing Council of the Salvation Army Malton $93,177, The Greater Fort Erie Corp Fort Erie $268,608, The Learning Enrichment Foundation Toronto $222,910, The Manitoulin Tourist Little Current $95,893, The Municipality of Metropolitan Toronto Toronto $1,389,845, The Perth Museum Perth $86,242, The Wayside House of St Catharines St Catharines $149,146, Theatre on the Move Toronto $68,885, Theatre Ontario Toronto $92,983, Third World Resource Centre of Windsor Windsor $52,885, Thompson Electric Ltd Seeley's Bay $51,549, Thunder Bay CITC Thunder Bay $72,019, Thunder Bay Public Library Thunder Bay $82,330, Thunder Bay Economic Dev Corp Thunder Bay $56,433, Timberjack Inc Woodstock $104,442, Timiskaming Board of Education New Liskeard $60,550, Timmins CITC Timmins $67,797, Toronto Community Videostore Toronto $59,482, Toronto Disarmament Network Toronto $53,570, Toronto Free Theatre Toronto $91,222, Toronto Office Skills Toronto $981,709, Toronto Studio Players Toronto $50,434, Toronto Tarcet CITC Toronto $260,932, Town of Brighton Brighton $58,311, Town of Carleton Place Carleton Place $60,165, Town of Ear Falls Ear Falls $313,662, Town of Ganonoque Ganonoque $57,521, Town of Gore Bay Gore Bay $432,705, Town of Hearst Hearst $65,822, Town of Huntsville Huntsville $214,697, Town of Leamington Leamington $50,791, Town of Wallaceburg Wallaceburg $51,934, Township of Wainfleet Wainfleet $102,836, Township of Atikokan Atikokan $117,777, Township of Red Rock Red Rock $52,146, Township of Casimin Jenkins & Appleby St Charles $91,842, Training Trust Fund Plan S4 (Continental Can Inc) Toronto $90,000, Trésorier de l'Ontario Toronto $57,320,135, Unemployed Help Centre of Windsor Windsor $136,391, Unemployed Help Centre St Catharines $50,928, Union Carbide Toronto $53,314, Union culturel des franco-ontariennes Essex $64,714, Union culturel des franco-ontariennes Clarence Creek $184,840, Union of Ontario Indians Bruce County $82,727, United Counties of Leeds & Grenville Leeds County $194,427, United Steel Workers Hamilton $118,200, United Way of Windsor Essex Windsor $124,490, Unity Trim and Lumber Co Ltd St Catharines $84,561, University of Guelph Guelph $158,850, Université d'Ottawa Ottawa $368,352, University of Toronto Toronto $664,250, University of Waterloo Waterloo $250,152, University of Western Ont London $90,988, University of Windsor Windsor $830,168, Upper Thames River Conservation Authority London $95,154, Vaughan Public Libraries Richmond Hill $53,947, Vending Unlimited Inc Windsor $79,324, Victoria County CITC Lindsay $92,900, Victoria County Employment Development Group Lindsay $469,702, Village of Iron Bridge Iron Bridge $61,278, V R Business Brokers London $56,824, Wabigoon Band #27 Wabigoon Reserve $121,083, Wahogoshig Band Abitibi Reserve $82,950, Walpole Island Band Council Walpole Island Reserve $58,248, Wahagamis Bay Band Washagamis Reserve $83,501, Wawa & District Chamber of Commerce Wawa $79,226, Wawa Tay Native Society Sioux Lookout $518,197, Waxman Larose Inc Toronto $57,350, Way to Go Car Care Centres Inc Weston $51,268, Wayside House Hamilton $58,235, Welland Canals Assoc St Catharines $232,571, Welland County R C School Bd Welland $99,550, Welland Dist Injured Workers Assoc Welland $78,387, Welland Dist Assoc for Community Living Welland $55,205, Wesley Urban Ministries Hamilton $66,683, West Bay Band West Bay $77,089, West End Machinery Toronto $428,841, Whitefish Bay 32A Band Whitefish Bay $81,492, Whitesand Resources Dev Corp Armstrong $106,632, Whitney Community Dev Corp Whitney $263,960, Wickes Kayser Roth Canada Ltd London $51,743, Wigmanem Inc Toronto $66,900, Wikwemikong Develop Commission Wikwemikong $325,506, Wallowridge Training Wheels Rexdale $395,626, Wilfred Laurier University Waterloo $97,787, Windsor & Area Recreation Guild Windsor $118,575, Windsor Catholic School Board Windsor $55,425, Windsor Coalition for Development Windsor $65,718, Windsor Essex Society for Autistic Children Windsor $60,959, Windsor Roman Catholic Separate School Board Windsor $190,175, Windsor Western Hospital Centre Windsor $296,747, Winrise Yachts Inc Belleville $51,361, Women & Children's Crisis Centre Barrie $58,238, Women Immigrants of London London $125,569, Womynly Way Productions Toronto $61,545, Woodarts Ltd Peterborough $50,389, Woodland Indian Cultural Education Centre Brantford $109,142, Working Skills Centre of Ontario Toronto $461,016, Worldwise Inc St Catharines $87,533, Women's Inventory Project Windsor $85,123, Wormald Canada Inc Mississauga $80,533, Wumnumin Lake Band Wumnumin Lake $66,419, YMCA Toronto $383,139, York North Job Find Inc Aurora $221,574, York Region Bd of Education York Region $101,665, York University North York $285,465, Youth Employment Services Toronto $1,441,812, Youth Opportunities London $472,968, Youth Science Foundation Ottawa $163,716, 604956 Ontario Ltd Brancroft $69,934, 630647 Ontario Ltd Fort Erie $51,569, 148024 Canada Inc London $55,955;

Région du Manitoba—

Abitibi Price Inc Pine Falls $120,900, Allen Martens Kleefeld $61,765, Anderson Management Services Winnipeg $179,847, Anicinabe Resource Centre Pine Falls $133,064, Anicinabe Respect Winnipeg $203,133, Applied Linguistics Winnipeg $550,986, Bema Training Corps Winnipeg $79,591, Brandon University Brandon $140,364, Canadian National Railways Winnipeg $180,395, CDN Assoc for Mental Retardation Winnipeg $148,749, Chamber of Commerce Winnipeg $350,000, Children's Home of Winnipeg Winnipeg $320,501, Citizenship Council of Manitoba Winnipeg $90,000, Community Income Tax Winnipeg $79,855, Conseil jeunesse provinciale Winnipeg $60,948, Cross Lake Band Thompson $136,511, Dante Day Care Nursery Inc Winnipeg $57,343, Dauphin Leather Dauphin $184,312, Dauphin Ochre Rec Dist Dauphin $143,109, David Livingstone Parent Coun Winnipeg $64,244, Dept Civil Engineering Winnipeg $329,014, Don Ayre & Associates 1984 Inc Winnipeg $273,312, Driedger Lois Morden $83,560, Eco Soft Winnipeg $81,673, Educare Winnipeg $129,861, Employment Preparation Project Winnipeg $294,475, Flin Flon School Div Flin Flon $67,725, Foundation Tutoring Winnipeg $139,474, GB Graphics Ltd Winnipeg $66,058, Gimli and Dist Rec Centre Gimli $1,717,000, Habitat Research Winnipeg $114,466, Health Sciences Centre Winnipeg $64,719, Highway Truck Services

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Winnipeg $51,453, Jastrebski Jack Rorketon $224,917, Kevin Cash Winnipeg $111,663, Kirkness Adult Learning Centre Winnipeg $818,917, Limestone Training Agency Sundance $2,891,469, Lucie Demers Winnipeg $56,990, Man Child Care Assoc Inc Winnipeg $287,627, Museums of Man & Nature Winnipeg $83,978, Man Teachers Society Winnipeg $85,705, Mancin Consultants Winnipeg $275,388, Manitoba Hydro Winnipeg $123,965, Manitoba Rolling Mills Can Selkirk $56,577, Manitoba Underwater Council Winnipeg $51,591, Marine Mus of Man Selkirk $58,649, Marymound Inc Winnipeg $102,055, MB Assoc PF Arts Councils Inc Holland $85,454, McCluskey Ken Selkirk $65,525, Mennonite Village Museum Inc Steinbach $78,626, Moose Lake Community Council The Pas $54,942, Native Communications Inc Winnipeg $83,704, Norquay School Parent Advisory Grp Winnipeg $59,625, Oxford House Band Council Oxford House $61,500, Parklands Institute Dauphin $90,321, Patal Educational Consult Winnipeg $177,797, Pembina Valley Dev Corp Altona $103,157, Pluri Elles Winnipeg $99,110, Prairie Environmental Consultants Winnipeg $113,654, Prairie Theatre Exchange Winnipeg $117,803, Principal 10 Brandon Brandon $147,317, Province of Manitoba Winnipeg $21,372,890, Ram Agency Winnipeg $243,600, Red Path Centre Inc Portage la Prairie $106,391, Riverton Recreation Riverton $101,939, Riverview Ashland Child Care Centre Winnipeg $58,875, Roth Gail Miami $90,095, Royal Canadian Legion Winnipeg $115,448, Rural Munic of Lawrence Rorketon $112,989, Rural Municipality of Rockwood Stonewall $101,065, Selkirk Recreation Foundation Selkirk $100,000, Selkirk Training Plant Selkirk $257,839, Sherrit Gordon Mines Ltd Lynn Lake $2,235,918, Shoal Lake Community Complex Shoal Lake $107,050, Simplot Chemical Co Ltd Brandon $52,330, Sir Hugh John MacDonald Trng Prog Winnipeg $364,420, Social Skills Winnipeg $263,451, Society for the Adv Native Studies Brandon $305,688, South Interlake Golf & Country Club Warren $11,628, Southeast Resource Development Winnipeg $317,602, Success Commercial College Winnipeg $252,029, Swan River Cham Swan River $55,853, Swan River Life Skills Swan River $332,772, T L Trainers Winnipeg $146,375, The Pas Band Public Works Dept The Pas $66,030, Thompson Crisis Centre Thompson $62,884, Tourism Manitoba Dauphin $63,442, Trainex Industries Winkler $81,166, U of M Dept of Animal Science Winnipeg $208,777, University of Winnipeg Winnipeg $332,634, Westbran Human Resource Brandon $245,734, Westwin Personnel Winnipeg $245,637, Women Working Winnipeg $99,061, Winnipeg Human Resources Opport Centre Winnipeg $457,907, Winnipeg Municipal Hospital Winnipeg $189,895, X Kalay Industries Winnipeg $175,973, Yellowquill College Portage la Prairie $67,386, YMCA of Winnipeg Winnipeg $208,502, YMCA South Family Branch Winnipeg $130,078, Youth Business Learning & Dev Ctre Winnipeg $630,310;

Région de la Saskatchewan—

A M N S I S Western Region 3 Régina $106,637, A M N S I S West Central Region II Prince Albert $84,759, Assoc jeunesse fransaskoise Inc Saskatoon $117,960, Assoc culturelle franco-canadienne de la Sask Régina $67,178, Assoc franco-canadienne de la Trinité St-Denis $51,714, Assoc culturelle de Bellevue St-Isidore-de-Bellevue $75,744, Athabasca Regional Training Council Fond du Lac $82,261, B S D Training Resources Ltd Saskatoon $135,060, Battleford's Agricultural Society North Battleford $90,350, Board of Education Regina School Division No 4 Régina $78,877, Bridging Program Women Learning Working Régina $93,531, Canadian National Institute for the Blind Régina $68,469, Canadian National Institute for the Blind Saskatoon $82,362, Canadian Congress of Learning Opportunities for Women Régina $158,250, Canadian Mental Health Assoc of Sask North Battleford $111,602, Careers Régina $103,530, Chief and Council Whitebear Band Carlyle $181,985, Christian Centre of Qu'Appelle Qu'Appelle $105,442, Compucollege Regina Régina $84,708, Coteau Range Community College Moose Jaw $205,840, Cypress Hills Community College Swift Current $75,389, Evergreen Centre Inc Nipawin $132,673, File Hills Agri Energy Inc Balcarres $50,981, First Nations Law and Government Development Corporation Inc Prince Albert $130,768, Fishing Lake Band Wadena $109,706, Flying Dust Band Meadow Lake $185,902, Gabriel Dumont Institute Régina $117,568, Gibson Urton and Engele Associates Saskatoon $181,388, Hamlet of Pelican Narrows Pelican Narrows $56,287, Headstart Employment Corporation Régina $100,830, Hudson Bay Heritage Park Hudson Bay $64,948, Hunter's Manufacturing Ltd North Battleford $299,520, I P S C O Inc Régina $109,872, International Minerals and Chemical Corporation Canada Ltd Esterhazy $92,615, John Howard Society (Youth Diversion) Saskatoon $140,965, John Howard Society Prince Albert $57,647, Kawula Consulting Prince Albert $68,200, Key Lake Mining Saskatoon $130,207, Kikinahk Friendship Centre La Ronge $168,174, La Ronge Lions Club La Ronge $107,373, Lac la Ronge Indian Band La Ronge $194,812, Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake $422,164, Meadow Lake Tribal Council Meadow Lake $68,620, Meewasin Valley Authority Saskatoon $76,963, Melfort Agriculture Society Melfort $60,451, Mental Health Assoc in Sask Saskatoon $280,808, Methy Construction and Maintenance La Loche $113,344, Montreal Lake Band Montreal Lake $230,552, Muskowekan Band Lestock $115,730, Native Co-ordinating Council Prince Albert $83,197, Nikaneet Indian Band Maple Creek $53,846, North Battleford District Chiefs North Battleford $100,323, Northbridge Industries Inc Onion Lake $85,338, Northern Teacher Education Program La Ronge $188,632, Northern Village of Denare Beach Denare Beach $59,218, Northwest Metis Development Corp Ile a la Crosse $210,186, P A District Chiefs Management Company Prince Albert $489,513, Parkland Education and Employment Co-ordinating Committee Yorkton $220,890, Pasqua Band #79 Fort Qu'Appelle $51,912, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows $89,671, Piapot Indian Reserve Cupar $106,341, PMS and Associates Régina $121,387, Prince Albert and District Community Service Centre Prince Albert $124,791, Prince Albert Exhibition Assoc Prince Albert $118,840, Prince Albert Training and Employment Prince Albert $59,023, Province de la Saskatchewan Régina $21,491,611, Red Pheasant Band Cando $50,319, Regina Open Door Society Régina $216,433, Regional Employment and Development Committee Saskatoon $196,878, Richards Autobody and Paint Shop Régina $69,153, Riel Local Inc Régina $321,784, SACALD (Saskatchewan Assoc for Children and Adults with Learning Disabilities) Saskatoon $194,722, Sandy Bay Native Women Sandy Bay $74,561, Sask Assoc for Mentally Retarded Saskatoon $123,500, Sask Co-ordinating Council on Social Planning Saskatoon $62,838, Sask Indian Community College Saskatoon $71,119, Sask Research Council Saskatoon $188,891, Sask Valley School Division #49 Warman $73,190, Sask Workers' Compensation Board Régina $231,208, Saskatchewan Technical Institute Moose Jaw $131,908, Saskatchewan Writers Guild Régina $110,813, Saskatoon Board of Education Saskatoon $66,902, Saskatoon District Chiefs Saskatoon $90,375, Saskatoon East School Division #41 Saskatoon $126,495, Saskatoon Family YMCA Saskatoon $173,292, Saskatoon Open Door Society Saskatoon $55,965, Saskatoon Region Community College Saskatoon $261,896, Self-help and Recreation/Education P A Inc Prince Albert $71,236, Shellbrook Agency Cree Council Shellbrook $77,641, Shoal Lake Band Pakwaw Lake $82,498, St Tropez Salon Saskatoon $59,813, Stoney Rapids Band Black Lake $54,812, Sweet Grass Band Gallivan $66,117, Touchwood File Hills Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle $69,961, University of Regina Régina $150,721, University of Saskatchewan Saskatoon $202,154, Wallis Treherne (WISE) Regina $91,112, WICCA Training and Consulting Régina $327,240, YWCA Nanny Program Regina $64,979, Yorkton District Chiefs Yorkton $122,739, Yorkton Leathercraft Society Inc Yorkton $70,075, Youth Unlimited of Regina Régina $278,017;

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Alberta College Interpreter Service Edmonton Alb $70,737, Alberta Gas Ethylene Company Ltd Red Deer Alb $86,135, Alberta Museums Assoc Edmonton Alb $267,981, Alberta School for Office Automation Edmonton Alb $60,715, Alberta Theatre Projects Calgary Alb $161,819, Alberta Vocational Centre Lac la Biche Alb $431,834, Alexander Band Morinville Alb $108,524, Alexis Indian Band Glenevis Alb $374,120, Arts Administration Resource Centre Edmonton Alb $62,677, Assoc jeunesse francophone Edmonton Alb $52,459, Assoc of Scouts of Canada Edmonton Alb $103,041, Athabasca Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $91,544, Athabasca University Athabasca Alb $104,566, BP Resources Canada Ltd Bonnyville Alb $59,811, Barry Watson and Partners Edmonton Alb $114,713, Battle River Tourist Assoc Camrose Alb $146,803, Bernard C Vinge and Associates Edmonton Alb $280,052, Blackfoot Band Administration Gleicher Alb $266,326, Blood Tribe Administration Stand Off Alb $145,823, Blue Quills Native Education Council St Paul Alb $135,528, Bridgehead Trading Calgary Assoc Calgary Alb $61,402, Building Owners and Managers Calgary Alb $119,202, Calgary Aero Space Museum Assoc Calgary Alb $189,538, Calgary Assoc for Mentally Handicapped Calgary Alb $192,382, Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb $161,071, Calgary Catholic Schools Calgary Alb $50,987, Calgary City Ballet Society Calgary Alb $183,870, Calgary Society Science and Technology Calgary Alb $58,809, Calgary Seniors Showcase Calgary Alb $127,784, Canadian Career Center Edmonton Alb $282,842, Canmore I D 8 Family and Community Support Canmore Alb $50,639, Career Connections Ltd Edmonton Alb $101,014, Career Training Center Calgary Alb $267,715, Catholic Hungarian Assoc Edmonton Alb $83,620, Center Eye Photographic Society Calgary Alb $77,045, Center Stag Red Deer College Calgary Alb $112,523, City of Calgary Village Square Leisure Calgary Alb $59,155, City of Edmonton Parks and Recreation Edmonton Alb $85,692, City of St Albert St Albert Alb $54,403, Cold Lake Twilight Recreation Club Cold Lake Alb $51,587, Coleman Legion Building Society Coleman Alb $74,560, Construction and General Workers Edmonton Alb $51,653, Dene Nation Yellowknife TN-O $58,086, Dene Tha Tribal Administration Assumption Alb $70,411, Dene Tha Tribal Administration Chateh Alb $104,648, Department of Education Yellowknife TN-O $4,918,800, Double C Enterprises Edmonton Alb $77,740, Doug Frenette Calgary Alb $179,035, D[r] James Battle and Associates Edmonton Alb $61,560, Driftpile River Indian Band Driftpile Alb $132,393, East Prairie Waskayigun Assoc High Prairie Alb $121,820, Edmonton Big Sister Society Edmonton Alb $95,488, Edmonton Catholic Society Services for Immigrants Edmonton Alb $128,109, Edmonton Chamber of Commerce Edmonton Alb $50,200, Edmonton Mennonite Society Edmonton Alb $75,197, Edmonton Pipe Trades Education Trust Fund Edmonton Alb $169,090, Employment Development Services Edmonton Alb $320,112, Entheos Lodge Foundation Calgary Alb $137,021, Enviros Wilderness Schools Calgary Alb $156,395, ESSO Resources Canada Ltd Calgary Alb $118,360, Ferns Tree Craft Specialties Ltd Edmonton Alb $86,640, Fitz Smith Native Band Fort Smith TN-O $70,639, Foothills Academy Calgary Alb $57,945, Fort Good Hope Housing Society Fort Good Hope TN-O $79,874, Fort McPherson Dene Band Fort McPherson TN-O $64,436, Four Band Enterprises Hobbema Alb $51,931, Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man $103,314, Glenbow Museum Calgary Alb $135,203, Grande Prairie Friendship Center Grande Prairie Alb $98,061, Grant MacEwan Community College Edmonton Alb $230,081, Gregoire Lake Native Project Fort McMurray Alb $67,5[illegible]4, Grey and Associates Calgary Alb $114,087, Gulf Canada Resources Incorporate Calgary Alb $55,680, Hamlet of Coral Harbour Coral Harbour TN-O $80,907, Harcourt Matthews and Associates Edmonton Alb $63,135, Hay River Band Council Hay River Reserve TN-O $110,138, Henderson College of Business Calgary Alb $278,043, Herman Meyniere Barrhead Alb $62,872, High Prairie and District Museum High Prairie Alb $65,609, Holy Spirit Roman Catholic Parish Calgary Alb $200,000, Inuit Broadcasting Ottawa Ont $160,552, Inuvialuit Communications Inuvik TN-O $59,282, Jack Bredin Community Institutes Edmonton Alb $303,633, Jack Gerard Lethbridge Alb $70,876, John Howard Society of Alberta Red Deer Alb $51,101, K and D Associates Edmonton Alb $129,697, Kara Family Support Centre Edmonton Alb $60,205, Kehewin Tribal Administration Bonnyville Alb $259,390, Kikino Metis Settlement Assoc Kikino Alb $67,847, Lakeland College St Paul Alb $173,948, Learning Assistants Leduc Alb $63,775, Lethbridge Community College Lethbridge Alb $436,600, Life Skills Training Centre Edmonton Alb $211,946, Little Buffalo Lake Jobs Training Peace River Alb $144,845, Little Red River Band High Level Alb $433,040, Local Enterprises Trust Society Lethbridge Alb $128,795, Loose Moose Theatre Society of Calgary Calgary Alb $71,962, Marion Carlson Red Deer Alb $318,874, Martech Training Experience Edmonton Alb $262,576, McKay Computer College Edmonton Alb $114,643, McMan Youth Services Assoc Edmonton Alb $367,056, Medicine Hat College Medicine Hat Alb $330,879, Mennonite Center for New Comers Edmonton Alb $71,197, Metis Assoc of Edson Edson Alb $57,986, Metis Indian Town Alcohol Assoc High Prairie Alb $84,582, Mobile Oil Canada Ltd Calgary Alb $95,096, Morgan Educational Consultants Grande Prairie Alb $87,235, Mount Royal College Calgary Alb $83,201, Mountainview Assoc for the Mentally Handicapped Olds Alb $82,757, Multiplus International Development Corp Edmonton Alb $308,750, Muskwachees Ambulance Authority Hobbema Alb $75,932, Native Women's Assoc of Northwest Territories Yellowkife TN-O $191,357, Newalta Oil and Gas Ltd Calgary Alb $68,221, Northwest Utilities Ltd Edmonton Alb $51,978, Novacor Chemicals Ltd Calgary Alb $68,375, Novatel Communications Ltd Lethbridge Alb $61,577, Nunatext Publishing Corporation Frobisher Bay TN-O $105,984, Northwest Territories Council for Disabled Persons Yellowknife TN-O $79,249, O'Chiese Indian Band Rocky Mountain House Alb $163,788, Office Assistance Vancouver C-B $130,008, Old Strathcona Foundation Edmonton Alb $71,025, Olds Historical Society Olds Alb $62,543, On Site Placement Services Ltd Edmonton Alb $266,345, Paddle Prairie Waskayigun Assoc Paddle Prairie Alb $106,966, Peign Band Pincher Creek Alb $319,730, Performance Plus Systems Edmonton Alb $141,027, Petro Canada Resource Calgary Alb $102,939, Pincher Creek Economic Development Pincher Creek Alb $59,782, Pincher Creek Film Society Pincher Creek Alb $53,931, Poundmakers Lodge Edmonton Alb $68,925, Trésorier provincial Edmonton Alb $39,914,294, Quarter Horse Assoc of Alberta Calgary Alb $50,192, Randy Woods Edmonton Alb $72,004, Red Deer College Red Deer Alb $251,022, Rehabilitation Society of Calgary Calgary Alb $79,770, Rex Rainsforth In Trust Calgary Alb $339,281, Robin Hood Assoc Edmonton Alb $86,627, Rondar Associates Edmonton Alb $148,674, S E Alta Community Centre Resource Medicine Hat Alb $51,819, Saddle Lake Band 125 Saddle Lake Alb $188,213, SAIT Calgary Alb $500,075, Sarcee Nations Calgary Alb $202,845, Settlement Sooniyaw Corporation Edmonton Alb $576,538, Shell Chemicals Styrene Fort Saskatchewan Alb $177,141, Sherrit Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Alb $193,970, Sport for Every Child Club Edmonton Alb $93,166, Sprung Environdonics Ltd Calgary Alb $76,540, St Vladimars Ukrainian Orthodox Calgary Alb $84,088, Stony Tribal Administration Morley Alb $230,686, Sunchild Tribal Administration Rocky Mountain House Alb $160,991, Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $59,266, Texaco Canada Resources Calgary Alb $80,103, The Alberta Block Heritage Study Assoc Edmonton Alb $59,819, The Entrance Society of Calgary Calgary Alb $214,937, The John Howard Society Edmonton Alb $350,000, The University of Calgary Calgary Alb $499,400, Town of Hay River Hay River TN-O $63,712, Town of Innisfail Innisfail Alb $64,199, Town of Strathmore Strathmore Alb $54,901, Trout Unlimited Bow River Chapter Calgary Alb $68,888, Tungavik Federation of Nunavut Ottawa Ont $100,485, University of Alberta Edmonton Alb $398,950, Western Industrial Research Edmonton Alb $173,140, Westerra Institute of Technology Stony Plain Alb $903,419, Workers Compensation Board Edmonton

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Alb $367,394, YMCA Out of School Care Edmonton Alb $470,913, YMCA of Lethbridge Lethbridge Alb $248,188, YMCA Calgary Alb $339,148, 256110 Alberta Club Mt Norquay Calgary Alb $64,546;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Aboriginal Peoples Business Assoc Vancouver C-B $98,561, Adams Lake Indian Band Chase C-B $52,737, Ahousaht Indian Band Council Ahousaht C-B $105,725, Airborne Data Systems Richmond C-B $89,355, Alan Clapp and Associates Vancouver C-B $84,502, Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $318,730, Alexandria Indian Bank Quesnel C-B $56,691, Alexis Creek Indian Band Chilanko Forks C-B $148,426, Alkali Lake Indian Band Williams Lake C-B $101,379, Allied Indian and Metis Society Vancouver C-B $336,508, American Can Canada Incorporated Vancouver C-B $149,246, Anaham Indian Band Alexis Creek C-B $82,266, E Anderson Sidney C-B $51,951, Armstrong Enderby Assoc for the Mentally Retarded Armstrong C-B $113,286, Art Gallery of the South Okanagan Penticton C-B $62,315, Arts Sciences and Technology Centre Vancouver C-B $202,683, Ashcroft Ranchers Assoc Ashcroft C-B $65,055, BC School of Art Therapy Assoc Victoria C-B $63,123, D C Backman Burnaby C-B $170,815, R E Bailey Nanaimo C-B $98,867, Barker Business School Coquitlam C-B $216,712, Bernard C Vinge and Associates Vancouver C-B $314,701, BC Blind Sports and Recreation Assoc Vancouver C-B $54,112, BC Ferry Corporation Victoria C-B $602,993, BC Film and Video Industry Assoc Mission C-B $86,942, BC Forest Products Honeymoon Bay C-B $106,481, BC Forest Products Graphic Information Vancouver C-B $151,150, BC Forest Products Ltd Crofton C-B $72,688, BC Forest Products Limited Mackenzie C-B $83,296, BC Forestry Assoc Cranbrook C-B $180,907, BC Forestry Assoc Vancouver C-B $328,167, BC Institute of Technology Burnaby C-B $109,502, BC Mentally Handicapped Peoples Assoc Vancouver C-B $97,564, BC Native Women's Society Kamloops C-B $216,018, Blanshard Advisory Committee Victoria C-B $141,342, Bonaparte Indian Band Cache Creek C-B $106,507, Bowen Island Rod and Gun Club Bowen Island C-B $105,163, Boys and Girls Club Vernon C-B $134,915, Boys and Girls Club Kelowna C-B $168,170, Bright Angel Park Board Duncan C-B $52,581, Brinkman and Associates Burnaby C-B $100,071, Britannia Community Services Centre Vancouver C-B $149,348, British Columbians Mental Health Assoc Vancouver C-B $122,153, Broman Lake Indian Band Burns Lake C-B $53,862, G Brown Prince Rupert C-B $71,642, Burnaby Assoc for the Mentally Handicapped Burnaby C-B $59,795, Burnaby Career Centre Burnaby C-B $430,962, Burnaby Chamber of Commerce Burnaby C-B $64,351, Business and Industrial Development Victoria C-B $481,583, Business Council of British Columbia Vancouver C-B $92,197, Byron Creek Collieries Sparwood C-B $149,261, C A E Machinery Vancouver C-B $53,405, Camosun College Victoria C-B $183,815, Campbell River and District Museum Campbell River C-B $69,514, Campbell River Indian Band Council Campbell River $57,554, Canada Harbour Place Corporation Vancouver C-B $290,879, Canada Language Centre Ltd Vancouver C-B $703,640, Canadian Forest Products Ltd Vancouver C-B $78,476, Canadian Forestry Assoc of British Columbia Cranbrook C-B $118,318, Canadian Holistic Healing Assoc Vancouver C-B $71,260, Canadian Homebuilders Assoc Vancouver C-B $104,610, Canadian Mental Health Assoc North Vancouver C-B $109,618, Canadian Mental Health Assoc Vernon C-B $54,803, Canadian Mental Health Assoc Victoria C-B $122,791, Canadian Mental Health Assoc Vancouver C-B $112,437, Canadian Museum of Flight and Transportation Surrey C-B $115,167, Canadian National Institute for the Blind Vancouver C-B $140,679, Canadian National Institute for the Blind Kelowna C-B $66,017, Canal Flats Wilderness Assoc Cranbrook C-B $88,263, Canim Lake Indian Band 100 Mile House C-B $110,395, Canwood Furniture Factory Inc Penticton C-B $120,195, Cape Mudge Indian Band Council Quathiaski C-B $78,420, Capilano College North Vancouver C-B $343,922, Capilano Outdoor Recreation Department North Vancouver C-B $69,207, Capital Mental Health Assoc Victoria C-B $108,043, Cariboo College Kamloops C-B $247,916, Cariboo Friendship Centre Williams Lake C-B $98,639, Cariboo Training Centre 100 Mile House C-B $146,488, Carnarvon Community School Advisory Service Vancouver C-B $54,750, Carousel Theatre Society Vancouver C-B $62,999, Carpentry Apprenticeship Board Vancouver C-B $141,741, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $228,950, Castlegar and District Development Society Castlegar C-B $74,894, Central Interior Loggers Sports Prince George C-B $78,409, Central Interior Tribal Council Kamloops C-B $203,822, Central Islands Arts Alliance Courtenay C-B $51,817, Central Okanagan Indian Friendship Centre Kelowna C-B $81,479, Chase and District Chamber of Commerce Chase C-B $289,086, Cheam Indian Band Rosedale C-B $88,452, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $87,975, Chemainus Indian Band Council Ladysmith C-B $236,180, Chevron Canada Burnaby C-B $58,248, Chief Dan George Memorial Foundation North Vancouver C-B $99,131, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $103,619, Chilliwack Community Services Chilliwack C-B $77,728, Chilliwack Museum and Historical Society Chilliwack C-B $56,073, Christian Conciliation Service Burnaby C-B $88,792, CIP Inc Vancouver C-B $51,284, City of Dawson Creek Dawson Creek C-B $100,206, City of Vancouver Vancouver C-B $99,822, City of White Rock White Rock C-B $64,731, R Clarke Qualicum C-B $80,208, Clayoquot Indian Band Council Tofino C-B $111,350, Clinton and District Cattlemen's Assoc Cache Creek C-B $55,207, Coast Foundation Society Vancouver C-B $218,773, College of New Caledonia Mackenzie C-B $65,671, College of New Caledonia Prince George C-B $138,463, Community Council of Greater Victoria Victoria C-B $210,708, Conifer Enterprises Ltd Nanaimo C-B $235,769, Construction and General Labourers Training Trust Maple Ridge C-B $112,574, Contact Women's Group Society Williams Lake C-B $109,018, Control Data Institute Vancouver C-B $404,869, Coop Fishermen's Guild Local 80 Prince Rupert C-B $107,937, Cooper Smith Ltd Courtenay C-B $72,420, Coopers Yachts Ltd Maple Ridge C-B $105,326, Corporation of the Village of Pemberton Pemberton C-B $72,655, Cowichan Community Centre Duncan C-B $50,192, Cowichan Indian Band Council Duncan C-B $99,884, Cowichan Valley Committee Duncan C-B $74,258, Cranbrook Archives Museum and Land Society Cranbrook C-B $66,145, Cranbrook Chamber of Commerce Cranbrook C-B $50,907, Creston Chamber of Commerce Creston C-B $57,077, H Cunningham Quesnel C-B $56,325, Dave Ellison Forest Services Cobble Hill C-B $60,093, David Thompson Support Society Nelson C-B $73,099, Dawson Creek and District Chamber of Commerce Dawson Creek C-B $52,963, Deep Cove Dollarton Community Program North Vancouver C-B $60,576, Delta Chamber of Commerce Delta C-B $59,417, Delta Community Career and Living Society Delta C-B $64,604, Delta Recycling Society Delta C-B $53,631, Dexter Wallace and Associates Vancouver C-B $136,652, Dibnah and Armstrong Port Coquitlam C-B $63,980, District of North Cowichan Duncan C-B $173,199, District of Surrey Surrey C-B $87,190, Ditidaht Band Council Port Alberni C-B $70,597, Divorce Lifeline Victoria C-B $58,448, Doh Day De Claa Indian Friendship Centre Prince George C-B $95,495, Douglas College New Westminster C-B $233,446, Downtown Eastside Economic Benevolent Society Vancouver C-B $136,170, Downtown Eastside Residents Assoc Vancouver C-B $152,536, Ducks Unlimited Kamloops C-B $53,391, E C A BC Shared Employees Training Burnaby C-B $200,000, East Kootenay Hunters Cranbrook C-B $83,361, T Eckland Mission C-B $117,799, Ehattesaht Indian Band Council Campbell River C-B $98,395, Electrical Industrial Joint Training Committee Burnaby C-B $381,453, Enderby and District Chamber of Commerce Enderby C-B $58,087, Eva M Waldona and Associates Vancouver C-B $170,001, Executive Secretarial College Victoria C-B $161,545, Expo 86 Corporation Vancouver C-B $218,586, Faith Alive Fellowship Prince George C-B $157,685, Falkland Community

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Assoc Falkland C-B $122,279, Family Resource Institute Vancouver C-B $187,724, Family Services of Greater Vancouver Vancouver C-B $51,602, Farwest Systems Corp Vancouver C-B $121,980, Fédération des Franco-colombiens Vancouver C-B $172,648, Federation of Mountain Clubs of British Columbia Vancouver C-B $453,728, P Fee Vancouver C-B $71,861, Firehall Theatre Society Vancouver C-B $79,899, Fleming Watt Associates Aldergrove C-B $54,374, P Foote Terrace C-B $94,152, Forest for the World Advisory Committee Prince George C-B $66,421, Fort Babine Enterprises Smithers C-B $74,861, Fountain Indian Band Lillooet C-B $56,032, Fraser Correctional Resource Society Burnaby C-B $157,367, Fraser Valley College Abbotsford C-B $479,927, Fraser Valley Louis Riel Metis Assoc Surrey C-B $64,318, Fraser Valley Woodland Owners Maple Ridge C-B $69,769, Gal Holdings Ltd Nelson C-B $83,500, N Gayou Nanaimo C-B $63,187, Gitanmaax Indian Band Council Hazelton C-B $50,516, Gitksan Wetsuweten Tribal Council Hazelton C-B $68,850, Glen Vowell Indian Band Council Hazelton C-B $170,849, Gordon Neighbourhood House Vancouver C-B $307,025, Gordon S Bonner Associates Vancouver C-B $345,417, Gorman Brothers Lumber Westbank C-B $84,412, B Grant Nanaimo C-B $83,022, Greater Coquitlam Volunteer Bureau Coquitlam C-B $57,023, Greater Kamloops Chamber of Commerce Kamloops C-B $157,610, Greater Vancouver International Film Festival Vancouver C-B $63,982, Greater Vancouver Mental Health Society Vancouver C-B $65,718, Greater Vancouver Regional District Burnaby C-B $101,154, Greater Victoria Tourist and Convention Bureau Victoria C-B $133,389, Greater Victoria Water District Victoria C-B $389,049, Gwa Sala-Nakwaxda'xw Tribal Council Port Hardy C-B $66,307, Ha Ho Payuk School Port Alberni C-B $127,262, Hal Klein and Associates Burnaby C-B $156,814, Halalt Indian Band Council Chemainus C-B $78,178, Hall Management Corp Inc Vancouver C-B $84,698 A N Hally Nanaimo C-B $86,484, Harbour City Trade School Nanaimo C-B $96,697, Hartley Bay Indian Band Council Hartley Bay C-B $124,371, Hazelton Area Chamber of Commerce New Hazelton C-B $66,769, Hazelton Labour Development Council Hazelton C-B $52,233, Heiltsuk Tribal Council Waglisla C-B $160,509, M Henigman Nanaimo C-B $55,078, Heritage Festival Society Vancouver C-B $64,870, Herizon Consulting Kamloops C-B $78,482, R H Herlinveaux Sidney C-B $114,625, D Hickey Delta C-B $165,348, Homalco Indian Band Campbell River C-B $153,384, Hong Kong Bank of Canada Vancouver C-B $61,118, Horizon College Vancouver C-B $190,228, Horticulture Centre of the Pacific Victoria C-B $106,867, Hospitality Industry Education Advisory Council Vancouver C-B $281,883, R Hutton Salmon Arm C-B $73,071, ITEC Industrial Training Centre Richmond C-B $719,333, Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B $175,403, Impact Training Inc Trail C-B $129,896, Insurance Agents Assoc of British Columbia Vancouver C-B $110,411, Interior Indian Friendship Centre Kamloops C-B $77,729, Interior Native Alcohol and Drug Committee Armstrong C-B $56,283, International Brotherhood of Electricians Burnaby C-B $290,690, International Stage Lines Richmond C-B $62,430, Iskut Indian Band Council Iskut C-B $50,783, Island Office Trends Sidney C-B $93,176, James Evans and Associates Ltd Victoria C-B $100,000, J Jarvis Burnaby C-B $79,317, Jewish Festival of the Arts Society Vancouver C-B $91,784, Jewish Historical Society Vancouver C-B $51,413, John Howard Society Prince George C-B $270,426, John Howard Society Campbell River C-B $55,309, Joslin and Associates Ltd White Rock C-B $62,615, T A Juhasz Victoria C-B $105,264, K and D Consulting Associates Vancouver C-B $91,238, Kakawis Family Development Centre Tofino C-B $67,469, Kamploops Art Gallery Kamploops C-B $72,171, Kamloops Cariboo Immigrants Society Kamloops C-B $103,007, Kamloops Community Arts Council Kamloops C-B $51,271, Kamloops Society for the Mentally Handicapped Kamloops C-B $136,018, Kamloops Trades Training Society Kamloops C-B $187,007, Kamloops Volunteer Service Kamloops C-B $50,331, Kaslo Community Forest Enhancement Kaslo C-B $69,339, Katzie Indian Band Pitt Meadows C-B $130,609, Kekuli Audio Visual Society Surrey C-B $50,058, Kelowna Economic Recovery Employment Society Kelowna C-B $453,872, Kelowna Women's Resource Centre Kelowna C-B $93,338, Ker Priestman and Associates Ltd Victoria C-B $54,683, Kermode Friendship Centre Terrace C-B $129,860, KFP Workers Adjustment Committee Nelson C-B $156,488, Kimberley Bavarian Society Kimberley C-B $67,141, Kinsmen Club of Kamloops Kamloops C-B $82,235, Kispiox Indian Band Council Hazelton C-B $122,868, Kitamaat Village Council Kitamaat C-B $103,851, Kitanmaax School of Northwest Indian Art Hazelton C-B $64,158, Kitsilano Neighbourhood House Vancouver C-B $70,204, Kitsumkalum Indian Band Council Terrace C-B $58,769, Kiwassa Neighbourhood Service Assoc Vancouver C-B $122,818, Kolumbia Inn Daycare Society New Westminster C-B $70,146, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $70,844, Kootenay Museum Assoc and Historical Society Nelson C-B $64,680, Kootenay Savings Credit Union Trail C-B $102,390, Kootenay Woodlot Educ Society Cranbrook C-B $50,323, Kwantlen College Surrey C-B $50,750, Lakahahmen Indian Band Deroche C-B $53,467, Lakalzap Indian Band Council Greenville C-B $70,772, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $61,168, Langley Assoc for the Handicapped Langley C-B $136,685, Langley Family Services Assoc Langley C-B $225,783, Langley Stepping Stone Rehabilitation Society Langley C-B $51,173, Lax Kwalaams Indian Band Council Port Simpson C-B $55,337, Le Centre culturel colombien Vancouver C-B $58,649, Learning Systems Vancouver C-B $89,005, Lifeline Society Burnaby C-B $62,668, Lillooet District Recreational Centre Lillooet C-B $150,067, Lillooet Tribal Council Lillooet C-B $144,203, Little Shuswap Lake Indian Band Chase C-B $55,853, A Loggia Kitimat C-B $59,570, Logical Actions Victoria C-B $80,159, B B Lowen Nanaimo C-B $141,479, Lower Fraser Valley Habilitation and Vocational Society for Retarded Persons Delta C-B $68,229, Lower Mainland Assoc of Regular Baptist Churches Vancouver C-B $65,479, Lower Mainland Wildlife Rescue Assoc Burnaby C-B $88,139, Lyackson Indian Band Ladysmith C-B $50,097, MOSAIC Vancouver C-B $517,038, V Maglid Nelson C-B $57,902, Malaspina College Powell River C-B $85,740, Malaspina College Circle K Club Nanaimo C-B $103,860, Malaspina College Parksville Parksville C-B $68,982, Man In Motion World Tour Vancouver C-B $76,201, Maple Ridge Athletic Assoc Maple Ridge C-B $50,216, Maple Ridge Pitt Meadows Community Assoc Maple Ridge C-B $65,986, Marie Tomko Commercial College New Westminster C-B $95,265, Marjen Management and Associates Kelowna C-B $86,869, H R Martin Nanaimo C-B $58,346, Massett Indian Band Council Massett C-B $130,304, Matsqui Abbotsford Community Services Abbotsford C-B $331,944, J W McDonald Sidney C-B $109,330, Media Training Institute Terrace C-B $114,167, Mennonite Central Committee Clearbrook C-B $108,711, Merritt and District Chamber of Commerce Merritt C-B $89,855, Metlakatla Indian Band Council Prince Rupert C-B $66,577, Mission Chamber of Commerce Mission C-B $189,633, Mission Community Services Society Mission C-B $173,583, Mission Workshop Assoc Mission C-B $77,015, Mohawk Oil Company Limited Burnaby C-B $68,563, Moricetown Indian Band Council Moricetown C-B $149,290, Mount Currie Indian Band Council Mount Currie C-B $157,085, Mountain Dance Theatre Society Vancouver C-B $59,589, Mowachant Indian Band Council Gold River C-B $52,074, MSA Museum Society Abbotsford C-B $50,824, Musgamagw Tribal Council Alert Bay C-B $88,712, Musqueam Weavers Vancouver C-B $139,124, Muto Holdings Kelowna C-B $85,154, Nanaimo Community Employment Advisory Committee Nanaimo C-B $255,800, Nanaimo Indian Band Administration Nanaimo C-B $86,411, Nanaimo Skills Training Centre Nanaimo C-B $65,769, Nanaimo Technical and Trade School Nanaimo C-B $92,324, Nanaimo Youth Service Assoc Nanaimo C-B $97,670, Nanoose Indian Band Council Lantzville C-B $63,554, Native Adult Education Centre Vancouver C-B $750,125, Native Communications Society Vancouver C-B $59,969, Native Education

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Centre Vancouver C-B $296,571, Native Indian Youth Advisory Vancouver C-B $91,781, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $56,794, Nee Tahli Buhn Band Burns Lake C-B $90,584, Neil Squire Foundation Vancouver C-B $163,786, Nelson Business Services and Training Nelson C-B $80,692, Nelson District Community Resources Nelson C-B $199,019, Nemiah Valley Indian Band Nemiah Valley C-B $89,518, Neskainlith Indian Band Chase C-B $103,075, New Hope Therapeutic Society Surrey C-B $87,625, New Play Centre Vancouver C-B $58,019, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $192,993, Nimpkish Indian Band Council Alert Bay C-B $78,631, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $122,091, Nlakapxm Nation Tribal Council Lytton C-B $214,147, North Island College Comox C-B $291,499, North Island Forest Improvement Sointula C-B $73,580, North Island Women's Service Society Courtenay C-B $104,303, North Okanagan Development Corp Vernon C-B $384,317, North Shore Assoc for the Physically Handicapped North Vancouver C-B $117,881, North Shore Continuing Education North Vancouver C-B $290,490, North Shore Information and Volunteer Centre North Vancouver C-B $51,409, North Star Range Project Jaffray C-B $59,675, North Thompson Indian Band Barrier C-B $57,426, Northern BC Museum Assoc Prince Rupert C-B $55,499, Northern BC Winter Games Vanderhoof C-B $53,186, Northern Lights College Fort Nelson C-B $130,009, Northern Native Broadcasting Whitehorse TY $144,632, Northern Nuu Chah Nulth Indian Band Campbell River C-B $73,191, Northwest Baptist College Vancouver C-B $187,800, Northwest Community College Terrace C-B $189,809, Nuxalk Indian Band Administration Bella Coola C-B $159,182, Obair Economic Society Dawson Creek C-B $56,275, B Oddo Fort St John C-B $55,539, Office Assistance Canada Vancouver C-B $339,464, Ohamil Indian Band Sardis C-B $93,535, Okanagan College Kelowna C-B $179,706, Okanagan Indian Education Resources Society Penticton C-B $106,562, Okanagan Similkameen Park Society Summerland C-B $107,594, Okanagan Symphony Society Kelowna C-B $53,743, Okeefe Ranch and Interior Heritage Society Vernon C-B $82,500, Oliver Heritage Society Museum Oliver C-B $57,583, One Way Adventure Foundation Hedley C-B $58,780, Open Space Arts Society Victoria C-B $76,964, Operating Engineers Burnaby C-B $87,192, Osoyoos Indian Band Oliver C-B $94,003, Oweekeno Indian Band Council Port Hardy C-B $117,626, Pacific Damen Products Ltd Surrey C-B $74,960, Pacific Group Policy Alternatives Vancouver C-B $108,397, Pacific Legal Education Assoc Vancouver C-B $267,475, Pacific Screenprint Inc Vancouver C-B $60,645, Painting Industrial Joint Trades Burbaby C-B $117,852, Pan Pacific Vancouver Hotel Vancouver C-B $70,062, G Pasek Nanaimo C-B $66,454, Pauquachin Indian Band Council Brentwood Bay C-B $87,138, Pearson Computer Centre Vancouver C-B $119,454, Pemberton and District Museum and Archives Pemberton C-B $62,797, Penelakut Indian Band Council Chemainus C-B $122,941, Peninsula Community Assoc Sidney C-B $56,273, Penticton and District Jaycees Penticton C-B $104,645, Penticton and District Community Assoc Penticton C-B $90,673, Penticton and District Society for the Mentally Handicapped Penticton C-B $211,335, Penticton Chamber of Commerce Penticton C-B $75,385, Penticton District Social Planning Penticton C-B $67,064, Penticton Indian Band Penticton C-B $94,103, Pierre Dubrulle Cullinary School Vancouver C-B $442,054, Piping Industry Apprenticeship Board Burnaby C-B $110,353, Pitman Business College Vancouver C-B $90,089, PJE Counselling Associates Vancouver C-B $195,813, Pocomo Community Enterprises Port Moody C-B $52,256, Port Alberni Community Development Society Port Alberni C-B $233,603, Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B $52,378, Powell River Employment Program Society Powell River C-B $84,516, Powell River Regional District Powell River C-B $131,150, B Powell Creston C-B $65,134, Practical Dynamics Victoria C-B $78,110, Presentation House North Vancouver C-B $76,799, Prince George Crisis Intervention Prince George C-B $66,470, Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B $384,524, Prince George Restaurant Assoc Prince George C-B $141,462, Prince George Women's Resource Centre Prince George C-B $177,834, Province of British Columbia Victoria C-B $45,947,360, Public Education for Peace Society New Westminster C-B $110,992, Punch Tools Coquitlam C-B $63,973, Quadra Island Recreation Society Quathiaski Cove C-B $95,132, Qualicum Bay Lions Qualicum Beach C-B $57,799, Quatsino Indian Band Council Coal Harbour C-B $62,794, Queen Alexandra Hospital for Children Victoria C-B $119,748, Quesnel and District Chamber of Commerce Quesnel C-B $76,151, Quesnel Indian Band Quesnel C-B $74,543, Quesnel Women's Resource Centre Quesnel C-B $82,982, Quintette Coal Limited Tumbler Ridge C-B $60,550, Redstone Community Club Alexis Creek C-B $130,292, Retech Victoria C-B $66,143, Richmond Opportunity Workshop Richmond C-B $86,587, Richmond Youth Services Agency Richmond C-B $67,263, Ridge Meadows Assoc for the Mentally Handicapped Maple Ridge C-B $69,680, Ridge Meadows Recycling Maple Ridge C-B $60,255, Rotary Club Salmon Arm C-B $230,770, Royal City 86 Tourist Assoc New Westminster C-B $59,016, RSF Energy Smithers C-B $61,736, Rye Stoelting Salmon Arm C-B $65,401, S Sowden and Associates Ltd Victoria C-B $89,298, Sail and Life Training Society Victoria C-B $84,449, Salmon Arm Chamber of Commerce Salmon Arm C-B $157,993, Salmon Arm Flying Club Salmon Arm C-B $54,700, Saltspring Island Community Society Ganges C-B $83,278, Sancom Software Corporation Richmond C-B $216,963, Sandy Waldo Grazing Project Jaffray C-B $101,953, School District 33 Chilliwack C-B $104,558, School District 34 Clearbrook C-B $307,653, School District 35 Langley C-B $117,631, School District 36 Surrey C-B $71,876, School District 37 Delta C-B $124,000, School District 38 Richmond C-B $75,662, School District 40 New Westminster C-B $247,800, School District 43 Coquitlam C-B $128,593, School District 66 Lake Cowichan C-B $121,844, Schubert Community Centre Vernon C-B $53,403, Scott Paper Limited New Westminster C-B $90,087, Scowlitz Indian Band Lake Errock C-B $52,560, Sculptors Society of British Columbia Vancouver C-B $115,398, Seabird Island Indian Band Agassiz C-B $76,556, Seaspan International North Vancouver C-B $70,651, Sechelt Indian Band Sechelt C-B $147,242, Secwepemc Cultural Education Society Kamloops C-B $78,436, Selkirk College Castlegar C-B $232,108, Sexual Assault Recovery Anonymous Surrey C-B $89,698, Share Services Program Port Moody C-B $77,669, Sheshaht Indian Band Council Port Alberni C-B $64,999, Shoreline Community School Assoc Victoria C-B $51,816, Simon Fraser Society for the Mentally Handicapped New Westminster C-B $87,260, Simon Fraser University Burnaby C-B $712,690, T L Simonson Vancouver C-B $84,013, Skeena Labour Market Development Committee Terrace C-B $1,647,333, Skeetchestn Indian Band Council Savona C-B $59,055, Skidegate Indian Band Council Queen Charlotte City C-B $162,401, Sliammon Indian Band Powell River C-B $163,464, Smithers Indian Friendship Centre Smithers C-B $65,080, Society for Critical Arts Publications Vancouver C-B $84,251, Soda Creek Indian Band Williams Lake C-B $93,910, Solkan Enterprises Surrey C-B $88,461, Sonlight House Mission Society Vancouver C-B $67,559, Sooke Regional Historical Society Sooke C-B $103,902, Soowahlie Indian Band Vedder Crossing C-B $93,408, South Island Professional Centre Victoria C-B $143,381, South Peace Community Resource Society Dawson Creek C-B $50,308, South Vancouver Neighbourhood House Vancouver C-B $168,642, Spallumcheen Indian Band Enderby C-B $90,408, Specialty Manufacturing Ltd Vancouver C-B $88,131, Spectrum Community School Society Victoria C-B $50,570, Sprott Shaw College of Business Victoria C-B $82,480, Squamish and Howe Sound Chamber of Commerce Squamish C-B $60,328, Squamish Indian Band Squamish C-B $219,061, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $259,883, Start Committee Quesnel C-B $78,687, S Stebbins Nanaimo C-B $65,934, Stellaquo Indian Band Fraser Lake C-B $100,931, Stepping Stones Learning System Coquitlam C-B $59,658, Sterling Wood Group Victoria C-B $53,215, Stewart

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Community Club Stewart C-B $115,818, Sto Lo Nation Sardis C-B $95,748, Stoney Creek Elders Cultural Society Vanderhoof C-B $70,893, Stoney Creek Indian Band Vanderhoof C-B $54,184, Strathcona Community Centre Assoc Vancouver C-B $244,170, Strathcona Employment Development Council Campbell River C-B $222,228, Success Ltd Nanaimo C-B $82,223, Success Vancouver C-B $76,344, Success Unlimited Burnaby C-B $53,308, Sunshine Coast Employment Development Council Sechelt C-B $109,146, Sunshine Coast Tourism Assoc Sechelt C-B $54,663, Sunshine Hills Surrey C-B $113,228, Surrey Love in Action Society Surrey C-B $91,580, Surrey Rehabilitation Society Surrey C-B $179,219, I Szabo Sidney C-B $81,504, T Plecas and Associates Vancouver C-B $231,446, TIPS Inc New Westminster C-B $258,425, TIPS Inc Surrey C-B $56,508, Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B $184,347, Taku River Tlingits Atlin C-B $56,891, Tanizul Timber Ltd Fort St James C-B $94,616, Teamsters Local 213 International Vancouver C-B $130,156, Teknos Career Institute Vancouver C-B $123,626, Ten Star Beverages Port Coquitlam C-B $54,436, Tenants Rights Coalition Vancouver C-B $129,968, Terrace and District Chamber of Commerce Terrace C-B $94,577, Terrace Regional Museum Society Terrace C-B $53,156, Terrace Women's Resource Centre Society Terrace C-B $79,638, Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,668,664, Tetrahadron Ski Club Gibsons C-B $53,988, Theatre Terrific Vancouver C-B $55,185, Theatre BC Victoria C-B $62,655, B Thom Port Coquitlam C-B $144,887, Thompson Nicola Manufacturing Assoc Kamloops C-B $120,357, Thompson Valley Training and Development Society Kamloops C-B $200,000, Thurber Consultants Ltd Victoria C-B $61,930, Tillicum Haus Native Friendship Centre Nanaimo C-B $149,453, D Tosczak Victoria C-B $160,702, Tourism Comox Valley Courtenay C-B $73,858, Tsartlip Indian Band Council Brentwood Bay C-B $70,770, Tsawataineuk Indian Band Council Kingcome Inlet C-B $115,290, Tsawout Indian Band Council Saanichton C-B $125,495, Tseycum Indian Band Council Sidney C-B $163,366, Turba Associates Prince George C-B $148,673, Underwater Technology School North Vancouver C-B $154,630, Unemployment Action Centre Penticton C-B $61,690, Union Bay Commerce Assoc Union Bay C-B $128,730, United Aboriginal Housing Society Quesnel C-B $50,401, United Fishermen and Allied Workers Richmond C-B $243,452, United Nations Assoc in Canada Burnaby C-B $67,325, United Native Nations Local 108 Vancouver C-B $117,520, United Native Nations Vernon C-B $121,481, University of British Columbia Vancouver C-B $378,975, University of British Columbia Maple Ridge C-B $294,625, University of British Columbia Research Campbell River C-B $74,651, University of Victoria Victoria C-B $654,376, Upper Lake Economic Development Society Nakusp C-B $96,179, Urban Images for Native Women Society Vancouver C-B $247,982, Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B $62,281, Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B $103,211, Vancouver Community College Vancouver C-B $865,658, Vancouver East Cultural Centre Vancouver C-B $58,461, Vancouver Island Industrial Education Centre Nanaimo C-B $66,970, Vancouver Island Providence Society Duncan C-B $98,656, Vancouver Lesbian Connection Vancouver C-B $64,298, Vancouver Life Skills Society Vancouver C-B $164,615, Vancouver Neurological Centre Vancouver C-B $74,545, Vancouver Public Aquarium Vancouver C-B $82,178, Vancouver School Board Vancouver C-B $335,776, Vancouver Status of Women Vancouver C-B $58,777, Vancouver Women's Health Collective Vancouver C-B $75,851, Vanderhoof Chamber of Commerce Vanderhoof C-B $65,298, Vernon District Chamber of Commerce Vernon C-B $124,996, Vernon Women's Transition House Vernon C-B $77,316, Victoria Career Development Society Victoria C-B $159,975, Victoria Cool Aid Society Victoria C-B $60,429, Victoria Handicapped Recreation Society Victoria C-B $100,533, Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B $101,787, Victoria Technical Training Centre Victoria C-B $53,844, Victoria Vocational College Victoria C-B $236,469, Victoria Skills Upgrading Victoria C-B $78,505, Village of Alert Bay Alert Bay C-B $108,121, Village of Fraser Lake Fraser Lake C-B $171,482, Village of Nakusp Nakusp C-B $57,663, Village of Silverton Silverton C-B $63,788, Voice of Cerebral Palsy of Greater Vancouver C-B $116,615, Weldwood of Canada Vancouver C-B $136,257, Wells and District Chamber of Commerce Wells C-B $52,147, West Coast Legal Literacy Society Vancouver C-B $50,507, West Kootenay Cerebral Palsy Assoc Trail C-B $67,853, West Kootenay Power and Light Trail C-B $228,113, West Kootenay Women's Assoc Nelson C-B $161,826, West Vancouver Chamber of Commerce West Vancouver C-B $217,735, Westar Mining Ltd Sparwood C-B $154,075, Westbank Indian Band Kelowna C-B $121,942, Western Community Outreach Society Victoria C-B $153,378, Western Institute for the Deaf and Dumb Vancouver C-B $91,643, Western Society for Senior Citizens New Westminster C-B $61,826, Western Women's Landscaping Project Vancouver C-B $108,862, Weyerhauser Canada Ltd Kamloops C-B $73,723, Whe La La U Area Tribal Council Alert Bay C-B $50,573, White Rock Coordinating Centre White Rock C-B $522,148, White Rock Exhibition Society White Rock C-B $55,186, Whuneez Economic Development Corp Vanderhoof C-B $121,805, W B Long and Associates Burnaby C-B $90,098, Williams Lake Chamber of Commerce Williams Lake C-B $91,670, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $50,299, Women's Skill Development Society Burnaby C-B $80,781, XED Limited Vancouver C-B $81,550, Xitolacw Community School Mount Currie C-B $51,450, Young Men's Young Women's Christian Assoc Burnaby C-B $60,895, Young Men's Young Women's Christian Assoc West Vancouver C-B $111,725, Young Men's Young Women's Christian Assoc Vancouver C-B $646,544, Youth Attendance Program Kelowna C-B $68,942, Zanzibar Holdings Vancouver C-B $80,901, 100 Mile House Employees Community Assoc 100 Mile House C-B $153,881, 108 Resort 100 Mile House C-B $91,186;

Quartier général national—

Canadian Assoc for Cooperative Education Toronto Ont $107,546, Cooperative Career Work Education Assoc of Canada Saskatoon Sask $70,143, Sedgewick Tomenson Inc Ottawa Ont $172,000 YMCA of Canada Toronto Ont $552,292.

Paiements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des services de main-d'œuvre agricole du Canada pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'œuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs—$48,441,123:

Région de Terre-Neuve—

Baie Verte Peninsula Community Futures Committee Baie-Verte $50,000, Innovative Regional Community Futures Committee Port-aux-Basques $90,094, Labrador Community Futures Committee Labrador City $50,000;

Région de la Nouvelle-Écosse—

Annapolis Valley Canada Farm Labour Pool Kentville $94,500, Annapolis Ventures Ltd Middleton $132,137, Cumberland Development Corp Ltd Amherst $110,922, Northside Economic Development Assistance Corp North Sydney $106,495, Glace Bay Economic Action Team Glace Bay $152,028, Growth Opportunities Ltd Digby $80,565, Incor Investments Ltd Mabou $100,000, Louisburg Harbourfront Park Ltd Louisburg $52,940, Membertou Band Council Membertou $265,053, Mulgrave Guysborough Canso Development Incentives Ltd

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Guysborough $83,412, New Deal Development Ltd Sydney $59,165, Oceanside Assistance Group Ltd Glace Bay $94,383, Pictou County Business Opportunities Ltd Stellarton $70,702, Richmond County Development Corp Louisdale $128,515, Scotsburn Canada Farm Labour Pool Pictou $94,500, Sydney Ventures Ltd Sydney $86,969, Uenooweg Development Group Inc Sydney $130,000, Vision Community Initiatives for Regional Development Sydney $73,930, Yarmouth Regional Business Corp Ltd Yarmouth $121,434;

Région du Nouveau-Brunswick—

Adel Kent Leda Buctouche $185,169, Capitol Films Inc Fredericton $330,493, Centennial Park Tourism Project Grand Falls $211,848, Comité permanent de développement du juvénat de Petit-Rocher Petit-Rocher $87,433, Commission de l'aéroport régional du Nord-Ouest du N-B Saint-Léonard $81,145, Miramichi Lead Inc Chatham $70,102, New Brunswick Native Indian Women's Council Inc Fredericton $293,970, Recreaplex Inc Dalhousie $108,276, Regional Assoc of Physically Handicapped Persons of Grand Falls Grand Falls $201,773, Salem & Hillsborough Railroad Hillsborough $335,501, Southwest Valley Development Inc Harvey $83,456, Town of Newcastle Newcastle $197,078, Town of Sackville Sackville $62,835, Whirlteq Ltd Fredericton $56,284;

Région de l'Île-du-Prince-Édouard—

Charlottetown Farm Labour Pool Charlottetown $96,122, Eastern Ventures Georgetown $160,223, Four Ports Marine Morell $59,620, Minigoo Indian Arts & Crafts Charlottetown $58,563, PC Industries Ltd Summerside $105,346, Prince County Farm Labour Pool Summerside $94,000, Tissue Culture of PEI Bloomfield $65,368;

Région du Québec—

Aide au développement économique local Haute-Rivière Inc Maniwaki $123,000, Agence de développement économique régional de la Matapédia inc Amqui $145,000, Assoc des pêcheurs de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts $66,952, Centre civique de Dolbeau inc Dolbeau $134,312, Centre de concentration et d'aide technique Arthabaska inc Arthabaska $138,000, Centre de diffusion des arts de Val-David Val-David $116,000, Centre de plein air de Cap-Chat inc Cap-Chat $63,375, Centre de récupération régionale du comté de Richmond-Wolfe Asbestos $61,827, Centre régional d'expertise touristique des Laurentides Mont-Rolland $69,000, Chambre de commerce d'industrie et du tourisme Rivière-du-Loup $335,760, Champignons Régal Ste-Perpétue $131,000, Chaumière portneuviennes inc Cap-Santé $460,000, Clé Pontiac inc Campbell's Bay $118,806, Club de golf de Val-Neigette inc Rimouski $56,336, Club de ski Murdochville inc Murdochville $113,021, Comité de relance du radar de Senneterre Senneterre $89,000, Comité des sports de Cap-Seize enr Cap-Seize $57,058, construction concepts Matane $197,606, Coopérative des travailleurs Les Champignons de Waterloo Waterloo $130,000, Corp de développement socio-économique de Fatima inc Îles-de-la-Madeleine $54,090, Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles inc Sept-Îles $88,467, Corp municipale de Biencourt Biencourt $128,700, Corp municipale de Carleton Carleton $90,456, Corp municipale de Marsoui Marsoui $83,983, Corp municipale de Tourelles Tourelles $58,174, Faunique et culturel «Faucus» Corp développement touristique de Causapscal Causapscal $73,478, Fonds de relance industrielle et commerciale inc (FRIC) Chambly $115,000, Ligue navale de Cap-Chat Cap-Chat $127,761, Parc du Mont-Cômi St-Donat $301,352, Pépinière Métis inc Ste-Flavie $192,000, Plastiques Frédéric St-Frédéric $56,000, Productions Laurentides inc St-Sauveur $195,000, Produits plastiques La Tuque $81,000, Relance Moisie Massey Park $76,540, Salmoniculture de l'Est du Québec Carleton $236,050, Services de main-d'œuvre agricole du Canada Montréal $1,085,336, Société Clé Barraute Senneterre Lebel-sur-Quévillon Senneterre $105,000, Société Clé Chaudière inc Ste-Marie $121,181, Société Clé de Beauce St-Georges-Ouest $130,000, Société Clé de Champlain inc Cap-de-la-Madeleine $130,000, Société Clé de l'Amiante Thetford-Mines $136,000, Société Clé de la région de Matane Matane $123,045, Société Clé de la région de Mégantic Lac-Mégantic $109,000, Société Clé de Portneuf inc Cap-Santé $130,000, Société Clé de Waterloo Waterloo $116,000, Société Clé du Haut-Richelieu inc St-Jean-sur-Richelieu $110,000, Société Clé du Haut-Yamaska inc Granby $130,000, Société Clé du Kamouraska inc La Pocatière $126,508, Société Clé du St-Jérôme métropolitain inc St-Jérôme $88,000, Société Clé du Témiscouata inc Ville Dégélis $120,000, Société Clé Gesfipro inc Amos $96,000, Société Clé Memphrémagog Magog $125,000, Société Clé Montmagny-l'Islet Montmagny $114,000, Société Clé Mont-Laurier Mont-Laurier $105,000, Société Clé Nicolet-Bécancour inc Ville de Bécancour $152,000, Société Clé de la région des Basques Trois-Pistoles $125,500, Société Clé Val St-François Windsor $130,000, Société Clé Ville de la Baie Bas-Saguenay Ville de La Baie $80,000, Société d'aménagement Shick Shock Cap-Chat $53,810, Société développement touristique Denis Riverin inc Ste-Anne-des-Monts $51,296, Société de développement Bonavignon inc New-Richmond $142,946, Société de développement Papineau inc Buckingham $107,562, Société de développement touristique des Laurentides St-Jérôme $130,000, Société de services industriels et forestiers Dolbeau-Mistassini Mistassini $260,000, Soficar Centre-Mauricie inc Shawinigan $120,000, Sogain inc St-Jérôme $190,000, Ville de Ste-Anne-des-Monts Ste-Anne-des-Monts $498,349, Wenendji Fur Farming Val d'Or $71,750;

Région de l'Ontario—

Assoc for Developing Employment Opportunities in Atikokan Atikokan $70,406, Canadian Posture Seating Centre Kitchener $91,067, Centre de services de Hawkesbury Hawkesbury $66,357, Chatham Small Business Support Corp Chatham $124,516, Cochrane Mistik Wood Products Inc Cochrane $60,356, Corp of Hawkesbury Hawkesbury $51,280, Corp Township of Ear Falls Ear Falls $50,460, Corp of the Township of Gananoque Gananoque $57,521, Corp of the Town of Gore Bay Gore Bay $329,923, Eagle Lake Band Eagle River $55,000, East Algoma Small Business Corp Thessalon $99,313, East Central Port Perry $92,949, Eastern Countries Vankleek $78,703, Elgin Local Employment Assist Development Corp St Thomas $122,248, Elgin Sewing Circle St Thomas $369,733, Espanola Youth Council Espanola $101,089, Essex County Leamington $161,103, Frontenac Leeds Athens $78,500, Georgina Assoc for Business Sutton West $133,358, Georgian Triangle Econ Develop Corp Collingwood $116,955, Greater Fort Erie Lead Corp Fort Erie $71,089, Grey Bruce Owen Sound $134,591, Haldimand and Area Cayuga $63,000, Heritage Homes Inc Lindsay $70,000, Insul Quilt Mfg Ltd Haileybury $151,773, Kent and Area Chatham $158,000, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake $78,367, Kleda Corp Kirkland Lake $178,312, Lacloche Manitoulin Business Assist Corp Gore Bay $80,032, Lake of Woods Business Incentive Corp Kenora $95,427, Land O'Lakes Small Business Corp Sharbot Lake $141,279, London Dist Chiefs Council Lambeth $96,478, Mahkwa Develop Corp Lac Seul $56,818, Mattawa Knitwear Guild Mattawa $158,093, Near North Economic Develop Assoc Sturgeon Falls $101,891, Niagara Region St Catharines $81,999, Niagara Regional Develop Corp Thorold $89,565, North Simcoe Development Corp Penetanguishene $118,614, Northumberland Cobourg $149,030, Northumberland Business Develop Assist Corp Cobourg $93,764, Ogwatsih Artisans Ltd North Bay $174,189, Orillia Area Leap Corp Orillia $129,295, Ottawa Valley Stittsville $107,483, Peterborough County Economic Develop Committee Peterborough $96,086, Port Colborne Wainfleet Econ Resource Centre Inc Port Colborne $158,110, Prescott-Russell Develop Committee Clarence Creek $82,801, Prince Edward County Develop Committee Picton $48,490, Quinte Belleville $75,280, Quinte Full Growth Development Belleville $134,625, Rainy River Business Develop Corp Rainy River $112,737,

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Suite*

Renfrew County Small Business Corp Pembroke $66,230, Saugeen Economic Develop Committee Walkerton $50,402, Sault Ste Marie Community Futures Committee Sault Ste Marie $76,385, Serpent River Band Culter $100,320, Simcoe Area Delhi $131,000, Six Nations Band Council Ohsweken $70,282, Sole Support Parent Foundation Barrie $60,500, South Bruce Lakeshore Lead Corp Kincardine $68,172, Stormont-Dundas Chesterville $90,083, The Greater Fort Erie Lead Corp Fort Erie $108,460, The Welland Lead Corp Welland $118,380, Township of Georgia Keswick $169,100, Tri County Tillsonburg $164,000, Victoria County Employ Develop Group Lindsay $116,036, Walpole Island Band Walpole Island $255,400, Waterloo Wall Duff Fergus $85,500, Whitney Community Development Corp Whitney $130,710, York Simcoe 38776 Newmarket $71,848;

Région du Manitoba—

Brandon Industrial Commission Brandon $102,703, Canada Farm Labour Pool Brandon $88,820, Canada Farm Labour Pool Dauphin $88,966, Canada Farm Labour Pool Portage la Prairie $111,522, Canada Farm Labour Pool Selkirk $90,542, Canada Farm Labour Pool Steinbach $62,935, Canada Farm Labour Pool Winkler $93,881, Central Plains Development Corp Portage la Prairie $100,000, Creative Playroom Workshop Winnipeg $117,100, Dakota Manufacturing Portage la Prairie $130,774, Dakota Plains Green Dakota Plains $126,280, Fleece Line Ventures Brandon $119,349, Manitoba Women's Newspaper Winnipeg $225,515, Mistik Woodcrafts Inc Leaf Rapids $82,126, North Country Archery Emerson $245,869, North West Development Lynn Lake $69,731, Northeast Interlake Riverton $124,576, Northwest Manitoba Community Winnipeg $86,849, Sandy Bay Tackel Amaranth $65,227, Selkirk Development Corp Selkirk $130,000, Southeast Resource Dev Council Winnipeg $129,253, Yellowquill College Portage la Prairie $180,500, St Boniface Lead Corp Winnipeg $54,222;

Région de la Saskatchewan—

Canada Farm Labour Pool Moose Jaw $83,259, Canada Farm Labour Pool North Battleford $101,152, Canada Farm Labour Pool Prince Albert $101,492, Canada Farm Labour Pool Saskatoon $82,266, Canada Farm Labour Pool Weyburn $59,549, Canada Farm Labour Pool Yorkton $79,562, Cote Leathercraft Centre Kamsack $68,616, East Central LEAD Corporation Broadview $102,716, Joseph Bighead Cafe Arcade and Gas Bar Pierceland $53,413, Kitsaki Development Corp La Ronge $61,303, Meadow River Services Inc Meadow Lake $53,556, Montreal Lake Band Development Montreal Lake $221,448, North Central LEAD Corp North Battleford $106,075, Northwest LEAD Corp North Battleford $180,000, Ochapowace Ski Resort Broadview $59,716, Sakimay Land Authority Grenfell $201,178, Whitebear Handicraft Centre Carlyle $60,683;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Athabasca Cree Indian Band Fort Chipewyan Alb $53,706, Camrose Regional Economic Development Camrose Alb $88,746, Canada Farm Labour Pool Brooks Alb $63,760, Canada Farm Labour Pool Calgary Alb $92,455, Canada Farm Labour Pool Camrose Alb $63,540, Canada Farm Labour Pool Drumheller Alb $63,779, Canada Farm Labour Pool Edmonton Alb $90,855, Canada Farm Labour Pool Grande Prairie Alb $89,000, Canada Farm Labour Pool Lethbridge Alb $97,415, Canada Farm Labour Pool Red Deer Alb $83,485, Canada Farm Labour Pool Vegreville Alb $66,350, Canada Farm Labour Pool Wetaskiwin Alb $68,395, Drumheller and District Development Drumheller Alb $133,706, Fruit Growers Society of Alta Hythe Alb $350,023, Fort Chipewyan Regional Tourism Fort Chipewyan Alb $332,752, Hay River Area Community Futures Committee Hay River TN-O $140,599, High River Development Corporation High Prairie Alb $100,545, Inuvialuit Communications Inuvik TN-O $142,744, Regional Business Corporation Lac la Biche Alb $61,999, Regional Economic Development Council Lac la Biche Alb $66,640, Snow Goose Industries Wildwood Alb $403,848, Town of Slave Lake Slave Lake Alb $134,349, Village of Alix Alix Alb $399,860;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Alberni Clayoquot Development Society Port Alberni C-B $143,047, Armstrong Spallumcheen Chamber of Commerce Armstrong C-B $65,012, G Bean Abbotsford C-B $200,000, G W Benson Kelowna C-B $153,000, Campbell River Indian Band Council Campbell River C-B $107,093, A Cayford Armstrong C-B $70,000, Central Coast Fishermen's Protection Society Bella Coola C-B $98,873, City of Nelson Nelson C-B $76,199, M Coles Victoria C-B $112,000, D Grant Penticton C-B $190,000, Greater Trail Community Futures Committee Trail C-B $58,069, Hazelton Area Historical Assoc Hazelton C-B $251,182, Heiltsuk Tribal Council Waglisla C-B $217,960, Hesquiat Indian Band Council Tofino C-B $50,542, High Country Guiding Expeditions Terrace C-B $168,607, Highland Valley Outdoor Assoc Logan Lake C-B $76,255, Homalco Indian Band Campbell River C-B $98,476, Kitamaat Village Council Kitamaat C-B $100,494, Kitasoo Indian Band Council Klemtu C-B $132,171, Kootenay Regional Employment Development Assoc Nelson C-B $129,755, Kootenay Westwood Design Nelson C-B $225,747, Lions Club Tahsis C-B $89,206, Logan Lake Golf Club Logan Lake C-B $194,149, Mainland Enhancement of Salmonid Species Society Alert Bay C-B $82,887, Nanaimo Community Employment Advisory Committee Nanaimo C-B $153,112, Nelson International School Inc Nelson C-B $62,204, Nicola Valley Indian Development Corp Merritt C-B $172,916, Nimpkish Indian Band Council Alert Bay C-B $157,255, North Coast Economic Development Corp Prince Rupert C-B $131,103, North Fraser Employment Development Society Mission C-B $121,341, North Okanagan Development Corp Vernon C-B $128,029, Northern Aspen Cooperative 100 Mile House C-B $200,314, Northern Vancouver Island Salmonid Enhancement Society Port Hardy C-B $90,645, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $572,452, Nuxalk Indian Band Administration Bella Coola C-B $60,238, Okanagan Similkameen Community Development Society Penticton C-B $83,340, Oyster River Enhancement Society Campbell River C-B $93,711, Peace Liard Employment Development Assoc Fort St John C-B $125,219, Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $320,641, Public Advisory Committee to the Creston Valley Wildlife Management Area Creston C-B $59,865, Quadra Island Salmon Enhancement Society Quathiaski Cove C-B $94,150, Rotary Club Salmon Arm C-B $53,825, Salmon Arm Wharf Community District Salmon Arm C-B $105,358, Saulteau Indian Band Chetwynd C-B $79,175, Sayward Fish And Game Club Sayward C-B $55,374, D Scotthorne Duncan C-B $107,000, Seabird Island Indian Band Agassiz C-B $128,693, Shuswap Employment Development Assoc Salmon Arm C-B $128,018, Shuswap North Okanagan Community Adjustment Committee Salmon Arm C-B $76,400, Sooke Conservation Society Sooke C-B $71,130, Strathcona Employment Development Corporation Campbell River C-B $133,277, Thornton Creek Enhancement Society Ucluelet C-B $64,831, Tobacco Plains Indian Band Grasmere C-B $93,163, Toosey Indian Band Riske Creek C-B $258,335, United Fishermen and Allied Workers Quathiaski Cove C-B $59,623, Upper Lake Development Society New Denver C-B $142,040, Vancouver Island Resources Society Campbell River C-B $69,875, Williams Lake Community Development Society Williams Lake C-B $166,306, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $147,152, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $124,245.

Paiements aux provinces, aux employeurs, aux travailleurs, aux collectivités et aux comités d'aide à l'adaptation et au développement représentant des entreprises ou des collectivités non solvables à l'égard des primes d'encouragement à la mobilité de la

EMPLOI ET IMMIGRATION—*Fin*

main-d'œuvre et aux études de main-d'œuvre, en conformité avec le règlement approuvé par le gouverneur en conseil $7,990,694

Paiements à des organisations ou à des particuliers à titre de soutien d'activités complémentaires à la politique du marché du travail $1,561,258:

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Dene En Deh Development Corp Yellowknife TN-O $59,310, Fort Simpson Local Education Society Fort Simpson TN-O $79,248, Inuvialuit Development Corp Inuvik TN-O $63,000, Kitikmeot Regional Council Cambridge Bay TN-O $55,043, Native Women's Assoc Yellowknife TN-O $68,439, Northwest Territories Assoc for Children and Adults with Learning Disabilities Yellowknife TN-O $59,983, Northwest Territories Construction Assoc Yellowknife TN-O $81,000, Northwest Territories Mental Health Assoc Inuvik TN-O $74,071, Salvation Army Harbour Light Centre Yellowknife TN-O $64,074, Slave River Sawmill Fort Resolution TN-O $61,047, Tuuvik Alcohol & Drug Counselling Frobisher Bay TN-O $55,088.

Contributions de l'État au titre des prestations versées aux pêcheurs $201,401,006

PROGRAMME D'IMMIGRATION $47,084,226

Subvention à la province de Québec pour verser le soutien de revenu à l'intention des revendicateurs du statut de réfugié indigent à qui le droit d'établissement a été accordé aux termes de l'examen administratif et qui autrement seraient admissibles aux contributions d'aide à l'adaptation d'Emploi et Immigration $2,600,000

Aide à l'adaptation $38,784,448:

Région de la Nouvelle-Écosse—

Metropolitan Immigrant Settlement Assoc Halifax $71,282, Nothing Fancy Stores Lower Sackville $77,759, Sterling Hotel Halifax $161,488;

Région de l'Ontario—

Amity Goodwill Industries Hamilton $166,193, Atlas Ltd Ottawa $143,566, Bad Billy Furniture St Catharines $57,445, Baron's Motor Inn Kitchener $149,964, Beacon Arms Motel Ottawa $172,344, Big Bills Bargains Warehouse Kitchener $99,807, Dimitri Menkov and Margaret Latch Waterloo $60,550, Evergreen Motel Mississauga $73,273, Holiday Inn Windsor $205,873, Hotel Esquire Ltd London $105,889, K Mart Ottawa $74,678, Leonard Hotel St Catharines $81,624, Sears Canada Inc Hamilton $57,053, Seven Star Furniture & Appliances Ltd London $138,338, The Days Inn Cambridge $52,212, Towers Ltd Mississauga $69,449, Town Manor Motel Hamilton $113,396, Woodlawn Motel Guelph $61,269, Woolco Department Store Toronto $160,000, Zellers Ltd London $58,792, Zellers Ltd Ottawa $64,068, Zellers Ltd Windsor $163,350;

Région du Manitoba—

Balmoral Hotel Winnipeg $381,380, Big Four Sales Winnipeg $221,645, J Werier and Sons Winnipeg $408,190;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Army and Navy Department Stores Ltd Vancouver C-B $335,648, English Bay Apartment Hotel Vancouver C-B $273,211, GranTree Furniture Ltd Vancouver C-B $330,820.

Établissement et adaptation des immigrants $4,500,319:

Région du Québec—

Centre social d'aide aux immigrants Montréal $113,958, Service des interprètes auprès des réfugiés indochinois Montréal $58,680;

Région de l'Ontario—

Canadian African Newcomer Aid Centre of Toronto Toronto $55,000, Canadian Cambodian Assoc of Ontario Toronto $54,000, Catholic Immigrant Centre Ottawa $80,361, Centre for Spanish Speaking People Toronto $54,747, Chinese Interpreter and Information Services Toronto $50,000, Costi IIAS Immigrant Services Toronto $82,230, Kitchener-Waterloo YMCA Kitchener $65,390, Latin American Comm Centre Toronto $57,613, London Cross Cultural Learner Centre London $72,410, Nueva Esperanza Mississauga $50,665, Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization Ottawa $168,085, Polish/Immigrant Aid Centre Toronto $53,164, Portuguese Social Service Centre Toronto $50,000, Toronto Organization for Domestic Workers Toronto $60,169, Vietnamese Assoc Toronto $75,000, Windsor Essex County Family Windsor $69,520, Woodgreen Community Centre Toronto $57,604, Woodgreen Red Door Family Shelter Toronto $83,286, Working Women Community Centre Toronto $57,850;

Région du Manitoba—

Mennonite Cent Comm (MAN) Winnipeg $50,835, Immigrant Women's Assoc Winnipeg $178,552;

Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest—

Calgary Catholic Immigration Society Calgary Alb $95,452, Calgary Immigrant Aid Society Calgary Alb $103,407, Edmonton Catholic Social Services Immigration Edmonton Alb $142,650, Edmonton Immigration Services Assoc Edmonton Alb $70,763;

Région de la Saskatchewan—

Regina Open Door Society Régina $66,990;

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B $128,000, MOSAIC Vancouver C-B $115,000, OASIS Vancouver C-B $89,000, SUCCESS Vancouver C-B $98,130, Surrey Delta Immigrant Service Society Surrey C-B $53,450.

Programme d'accueil $439,800:

Région de la Colombie-Britannique et Territoire du Yukon—

Immigrant Services Society of British Columbia Vancouver C-B $50,000.

Programme de cours de langue pour les immigrants $759,659

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES $1,085,996,504

Département $1,085,427,004

PROGRAMME DE L'ÉNERGIE $1,054,875,267

Université de Calgary pour l'Institut des ressources énergétiques $125,000

À l'appui d'un programme de bourses d'étude pour l'Université Laval $160,000

À l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux ressources énergétiques $475,757—Canadian Institute of Resources Law Calgary Alb $75,000, Canadian National Committee World Energy Conference Ottawa Ont $75,000, Canadian Wood Energy Institute Don Mills Ont $75,000, Petroleum Resources Communication Foundation Calgary Alb $50,000.

À l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière $18,579,972—Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $18,579,972.

Fonds pour les paiements d'incitation à l'expansion des marchés ($88,499,722)

Programme de construction des embranchements $7,589,989—Gaz Métropolitain Ste-Foy Qué $7,589,989.

Programme d'aide à la commercialisation du gaz $480,066—Gaz Métropolitain Inc Ste-Foy Qué $480,066.

Programme Canada-Saskatchewan de recherche, de développement et de démonstration pour les combustibles fossiles (1981) $1,201,495—Saskatchewan Department of Energy and Mines Regina Sask $1,201,495.

Paiements à l'Interprovincial Pipe Line Ltd relativement aux déficits subis par ladite société dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de l'Interprovincial Pipe Line $10,205,065

Indemnités à payer en vertu de la Loi sur l'administration de l'énergie, partie IV, division 1, en conformité du Règlement sur le programme d'indemnisation pétrolière $6,540,521— Alberta Petroleum Marketing Commission Calgary Alb ($375,780), Corexcal Calgary Alb $105,222, Douanes et Assise Ottawa Ont $5,472,814, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $1,407,735, Imperial Oil Ltd Calgary Alb ($233,057), Imperial Oil Ltd North York Ont ($150,420), Mobile Oil Calgary Alb $231,525, Petro-Canada Products Inc Montréal Qué $262,537, Province de la Saskatchewan Regina Sask ($225,152), Shell Canada Ltd North York Ont ($172,680), Texaco Canada North York Ont $151,960.

Versements à la TransCanada Pipelines $78,669,722—TransCanada Pipelines Toronto Ont $78,669,722.

À l'appui de la mise au point et de la commercialisation d'un nouvelle technologie d'utilisation du charbon $17,130,625—Canadian Electrical Assoc Montréal Qué $100,000, Société de développement du Cap-Breton Sydney N-É $1,714,857, Maritime Electric Co Ltd Charlottetown Î-P-É $3,108,927, New Brunswick Electric Power Commission Fredericton N-B $12,206,840.

Quote-part du gouvernement fédéral au Programme de recherche et de développement de l'Association canadienne de l'électricité $3,132,000

À l'appui des projets de démonstration de chauffage solaire $4,977,174—Conserval Engineering Inc Downsview Ont $312,645, Energy Cutback Guelph Ont $57,100, Norsun Inc Manotick Ont $576,017, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $3,152,601, Solcan Ltd London Ont $169,665, Thermo-Dynamics Ltd Dartmouth N-E $346,848.

Remplacement du pétrole—Aide à la conversion $147,418

À l'appui de la mise au point et la démonstration du procédé de gazéification du bois sur lit fluidisé sous pression $1,000,000—Nouveler Inc and Canertech Inc Montréal Qué $1,000,000.

Contribution à l'appui de la mise au point de spécifications et de standards pour des carburants de rechange dans le secteur des transports $35,830

Contribution à l'appui des activités conjointes du gouvernement et de l'industrie relatives à la mise au point de nouveaux carburants liquides $50,000—Canadian Oxygenated Fuels Assoc Ottawa Ont $50,000.

À l'appui de la mise sur pied d'installations de distribution de gaz naturel $2,785,000—John F Adams & Son Ltd Burnaby C-B $50,000, CNG Fuel Systems Mississauga Ont $200,000, Columbia Natural Gas Company Vancouver C-B $50,000, Consumers' Gas Co Ltd Willowdale Ont $400,000, Dominion Propane Corp Toronto Ont $50,000, Esso Petroleum Canada Vancouver C-B $50,000, First Pioneer Investments Ltd Burlington Ont $50,000, Hamilton Yellow Cab Company Ltd Hamilton Ont $50,000, ICG Liquid Gas Ltd North York Ont $50,000, IMW Industries Ltd Chilliwack C-B $250,000, Inland Natural Gas Company Ltd Vancouver C-B $250,000, Les Carburant NC Inc Montréal Qué $150,000, Les Carburant Ultra-GNV Enr Montréal Qué $150,000, NP Leasing Inc Chilliwack C-B $50,000, Pacific Press Ltd Vancouver C-B $50,000, Petro Canada Products Ltd Don Mills Ont $100,000, Pétroles Esso Canada Montréal Qué $100,000, Shell Canada Ltd Vancouver C-B $50,000, Shell Canada Products Ltd North York Ont $150,000, SuperFuel Systems Inc Calgary Alb $100,000, Tundra Turbo Inc Fort St John C-B $50,000.

À l'appui des véhicules au gaz naturel $2,872,358

Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—Contributions à des particuliers $87,516

À l'appui de démonstrations de résidences superéconomiques en énergie $1,147,800

À l'appui des initiatives peu coûteuses en matière d'économie d'énergie $647,551—CIPEC Council Montréal Qué $94,000, Health Care Task Force Ottawa Ont $67,500, Real Estate Institute of Canada Commercial TF Don Mills Ont $75,290, Manitoba Trucking Assoc Winnipeg Man $58,679.

À l'appui des organisations en vue de promouvoir l'utilisation de déchets du bois comme combustible au lieu des combustibles conventionnels et pour produire simultanément de la chaleur et de l'électricité $14,741,460—3M Canada Inc London Ont $1,009,876, Blue Ridge Lumber Ltd Edmonton Alb $363,683, Chapleau Co-Generation Ltd Chapleau Ont $2,126,813, Consolidated Bathurst Inc Montréal Qué $468,318, Kimberly-Clark of Canada Inc Terrace Bay Ont $65,908, Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Hamilton Ont $692,067, Vancouver Drainage/Sewerage District Vancouver C-B $5,590,867, Victoria Hospital Corp London Ont $4,150,985, Weldwood of Canada Ltd Vancouver C-B $236,900.

Programme d'aide à la conversion industrielle $2,549,990—CN Rail Montréal Qué $266,826, Celanese Canada Inc Drummondville Qué $122,808, Inco Ltd—Phase I (Port Colborne) Toronto Ont

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

$177,743, Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltd Jonquière Qué $1,605,261, Stelco Inc Hamilton Ont $63,951.

À l'appui du Programme de démonstration dans les collectivités éloignées $653,353—The City of Whitehorse Whitehorse TY $238,163, Hydro-Québec Montréal Qué $152,690.

À l'appui de l'élaboration et de la démonstration de nouvelles techniques associées aux sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par des carburants conventionnels $4,437,690—Air Liquide Canada Ltd Montréal Qué $302,505, BC Telephone Victoria C-B $98,438, BIO Gas Industries Inc Vancouver C-B $101,369, Celanese Canada Inc Montréal Qué $200,000, Cupar Memorial Rink Assoc Cupar Sask $146,991, Cryogas Engineering Ltd West Vancouver C-B $233,183, Flair Homes (Manitoba) Ltd Winnipeg Man $216,667, Ford Motor Company of Canada Ltd Oakville Ont $310,429, Gouvernement de Terre-Neuve/Labrador St John's T-N $155,893, Irving Pulp & Paper Ltd St John N-B $136,047, Investissement Trized Ltd Montréal Qué $120,000, Ministre des Finances du Québec Québec Qué $467,350, Ottawa-Carleton Regional Transit Commission Ottawa Ont $65,365, Province de Québec Québec Qué $203,947, Radio MF Charlevoix et la Caisse Populaire St-Hilarion St-Hilarion Qué $77,844, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $248,347, Southam Communications Ltd Don Mills Ont $258,320, Ville de Coaticook Coaticook Qué $74,441.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—Caisse $704,866,778—128383 Canada Ltd Toronto Ont $115,079, 131096 Canada Inc Toronto Ont $553,545, 327106 Alberta Inc Calgary Alb $227,549, 568052 Saskatchewan Ltd Estevan Sask $64,877, 568053 Saskatchewan Ltd Regina Sask $34,479, 60494 Manitoba Ltd Virden Man $43,114, 637145 Ontario Ltd Toronto Ont $83,381, AB Resources Joint Venture #6 Esterhazy Sask $190,665, Abeterra Energy Ltd Calgary Alb $42,407, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $1,748,575, Ajax Resources Ltd Vancouver C-B $108,292, Alberta Energy Company Ltd Edmonton Alb $6,133,252, Allheart Resources Inc Calgary Alb $116,204, APL Oil and Gas Ltd Calgary Alb $183,640, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $18,494,895, Atlantic Offshore Oil and Gas Ltd Victoria C-B $283,519, Audax 1985-I Partnership Calgary Alb $112,403, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $142,489, Avanti Petroleum Ltd Calgary Alb $74,946, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $4,981,282, Bedford Petroleums Ltd Calgary Alb $143,663, Bonanza Resources Ltd Calgary Alb $74,551, Bounty Developments Ltd Calgary Alb $235,627, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $57,842,714, BP Canadian Holdings Ltd Toronto Ont $791,676, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $363,200, Bralorne Resources Ltd Calgary Alb $123,947, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $38,419, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $632,869, Canadian Futurity Oils Ltd Calgary Alb $69,921, Canadian Jorex Ltd Calgary Alb $71,703, Canadian Pencrown Resources Ltd Montréal Qué $479,270, Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $468,732, Candor Investment Ltd Calgary Alb $235,897, Cantech Controls Ltd Calgary Alb $129,233, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $24,491,458, Carlyle Energy Ltd Calgary Alb $114,465, Chalmers Wallace Gordon Toronto Ont $129,988, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $65,939, Chevron Canada Petroleum Ltd Calgary Alb $589,474, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $2,763,249, CMP Oil and Gas 1984 Ltd Partnership Kanata Ont $89,882, CMP Oil and Gas 1985 Ltd Partnership Kanata Ont $170,056, CN Exploration Ltd Montréal Qué $2,335,176, Coho Resources Ltd Calgary Alb $1,205,799, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $261,545, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $839,022, Conoco Canada Ltd Calgary Alb $79,552, Consumer's Cooperative Refineries Ltd Saskatoon Sask $1,044, Cooperative Energy Development Corp Calgary Alb $837,888, Cormorant Resources Ltd Calgary Alb $16,214, Corvair Oils Ltd Edmonton Alb $68,210, Corvallis Resources Ltd Calgary Alb $154,393, Cromwell Resources Inc Edmonton Alb $143,360, CU Enterprises Inc Calgary Alb $522,644, DM Wolcott and Associates Ltd Calgary Alb $55,844, Decus Enterprises Ltd Calgary Alb $222,489, Del Rio Resources Ltd Calgary Alb $125,043, Devran Petroleums Ltd Willowdale Ont $147,842, Durham Resources Inc Toronto Ont $4,966,784, East Coast Energy Ltd Halifax N-É $28,314, Encore Energy Corp Ltd Calgary Alb $23,223,994, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $13,868,002, Exco Energy Ltd Calgary Alb $260,143, Exploration Soquip Alberta Inc Calgary Alb $99,736, Exploration Soquip Inc Ste-Foy Qué $461,330, Forward 1984-2 Drilling Program Calgary Alb $1,082,903, Fossil Resources 84-A Ltd Partnership Calgary Alb $148,761, Fossil Resources Ltd Calgary Alb $149,520, Frobisher Developments Edmonton Alb $44,249, Gane Energy 85-86 Development Fund Calgary Alb $149,335, Gane Energy Corp Ltd Calgary Alb $116,055, Geo-Ven Ltd Partnership Calgary Alb $51,054, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $578,364, Geocrude Energy—85 Partnership Calgary Alb $173,593, Grand Bow Petroleum Ltd Calgary Alb $57,992, Grayon Developments Ltd Calgary Alb $80,236, Gulf Canada Corp Calgary Alb $89,370,119, Gulf Canada Resources Inc Calgary Alb $3,224,405, Hillcrest Resources Ltd Calgary Alb $29,185, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $34,295,389, Hudmac Ltd Partnership #2 Calgary Alb $57,913, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $109,849,401, ICG Resources Ltd Calgary Alb $388,826, Inverness Petroleum Ltd Calgary Alb $42,941, Investors Oil and Gas (1982 Tri-Link) Ltd Part Calgary Alb $71,907, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $47,290, Junius Investments Ltd Calgary Alb $100,314, Karon Resources Inc Calgary Alb $14,179, Kerr Addison Mines Ltd Toronto Ont $181,763, Kiseputinow Holdings Ltd Hobbema Alb $329,400, L and H 1985 Development Program Vancouver C-B $257,950, Labrador Mining and Exploration Company Ltd Calgary Alb $2,855,307, Laurel Explorations Ltd Vancouver C-B $97,943, Linray Energy Inc Calgary Alb $227,549, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $1,665,689, Lockerbie and Hole Western Ltd Edmonton Alb $33,977, Loprin Resources Inc Toronto Ont $156,975, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $2,999,781, MacKenzie Delta Energy Ltd Calgary Alb $400,297, Madison Oils and Gas Ltd Calgary Alb $49,940, Margay Exploration Ltd Calgary Alb $88,277, McDonald HF Toronto Ont $64,904, McKeown Oil and Gas Inc Calgary Alb $166,434, Mead Petroleums and Farms Ltd Virden Man $23,163, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $614,464, Midale Petroleums Ltd Midale Sask $51,575, Mineral Resources International Ltd Calgary Alb $191,416, Mobile Oil Canada Ltd Calgary Alb $4,951,130, Mon-Oil Ltd Calgary Alb $142,702, Mosswood Oil and Gas Ltd Calgary Alb $41,654, Mount Royal Petroleums Ltd Calgary Alb $24,075, NSM Resources Ltd Calgary Alb $179,267, Netmore Ltd Calgary Alb $62,116, Newscope Resources Ltd Calgary Alb $717,137, Noramex Energy Ltd Calgary Alb $58,353, Noranda Inc Toronto Ont $1,236,238, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb $6,865,550, Norcen International Ltd Calgary Alb $672,150, Norpet Oil and Gas Ltd Calgary Alb $42,821, North American Life Assurance Company Toronto Ont $55,551, North Canadian Oils Ltd Calgary Alb $201,189, North West Pipe and Supply Co Ltd Calgary Alb $113,499, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $12,218,946, Northern Developments Co Ltd Calgary Alb $109,457, Northern Badger Oil and Gas Ltd Calgary Alb $103,380, Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É $5,278,176, Nova An Alberta Corp Calgary Alb $57,887, OGY Petroleum Ltd Vancouver C-B $204,946, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $9,609,354, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $1,307,455, Onexco Oil and Gas Ltd

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

Toronto Ont $550,409, Panarctic Oils Ltd Calgary Alb $2,685,558, Paramount Resources Ltd Calgary Alb $2,109,958, Parex A General Partnership Calgary Alb $6,104,343, Pembina Exploration Co Ltd Calgary Alb $475,383, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $110,842, Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb $301,918, Petro-Canada Inc Calgary Alb $148,322,128, Petro-Canada Petroleum Calgary Alb $510,028, Petrolia Oil and Gas Ltd Calgary Alb $98,179, Petroventures Resources Ltd Calgary Alb $86,897, Pioneer Energy Resources Ltd Winnipeg Man $10,320, Pipestone Petroleum Inc Vancouver C-B $6,081, Placer Development Ltd Calgary Alb $2,998,904, Poco Petroleums Ltd Calgary Alb $813,805, Postell Energy Co Ltd Calgary Alb $74,696, Prairie Oil Royalties Company Ltd Calgary Alb $14,859, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $33,360, Precision Drilling Ltd Calgary Alb $63,612, R Bruce Bailey and Associates Ltd Calgary Alb $85,284, Ram Harris Exploration Partnership Toronto Ont $124,784, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $120,229, Reflection Resources Ltd Calgary Alb $42,074, Reliant Resources Ltd Vancouver C-B $105,582, Resman Oil and Gas Ltd Calgary Alb $93,325, Resources Income Exploration Calgary Alb $203,053, Rife Resources Ltd Calgary Alb $434,136, Rim Resources 85-1 Calgary Alb $123,447, Rio Alto Exploration Ltd Calgary Alb $145,414, Roy-L Oil and Gas Ltd Toronto Ont $144,639, Ryerson Oil and Gas Ltd Calgary Alb $431,133, Saan Stores Ltd Calgary Alb $227,862, Sabre Petroleums Ltd Calgary Alb $11,917, Sadelle Holdings Ltd Calgary Alb $104,489, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $310,265, Scotia Energy Resources Ltd Halifax N-É $5,327,151, Scurfield Sonia Calgary Alb $77,580, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $16,711,450, Shatto Construction Company Ltd Calgary Alb $27,711, Shell Canada Resources Ltd Calgary Alb $8,855,527, Shell Explorer Ltd Calgary Alb $1,525,658, Silver Bay Resources Ltd Calgary Alb $178,352, Snowhawk Energy Inc Red Deer Alb $92,660, Stanley Reef Resources Ltd Toronto Ont $53,960, Step by Step Resources Ltd Edmonton Alb $2,052, Sulbath Exploration Ltd Calgary Alb $192,040, Summit Resources Ltd Calgary Alb $90,674, Suncor Inc Toronto Ont $269,212, TAI Resources Ltd Calgary Alb $119,918, TCPL Resources Ltd Calgary $20,671, Teachers Retirement Resources Inv Corp Winnipeg Man $3,799, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $2,924, Teck Frontier Corp Calgary Alb $26,480, Télé-Métropole Inc Montréal Qué $101,839, Tevere Exploration Ltd Vancouver C-B $69,431, Texaco Canada Resources Ltd Calgary Alb $363,564, The Charter Partnership 85-1 Montréal Qué $85,658, Thomson Jensen Energy Calgary Alb $140,962, Trans Mountain Petroleums Ltd Vancouver C-B $225,502, Tri-Link Resources Ltd Calgary Alb $199,817, Trillium Exploration Corp Calgary Alb $18,410,472, Trimble Oil Company Ltd Calgary Alb $68,930, Triweb Resources Ltd Calgary Alb $45,816, Ultrapete Resources Ltd Calgary Alb $111,703, Unicorp Resources Ltd Calgary Alb $521,710, Universal Explorations (83) Ltd Calgary Alb $224,456, West Delta Resources Ltd Vancouver C-B $57,176, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $276,518, Westburne Petroleum and Minerals Ltd Calgary Alb $48,141, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $5,377,760, Western Decalta Petroleum (1977) Ltd Calgary Alb $80,828, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $69,656, Woolley Resources Ltd Calgary Alb $84,866, YXZ Enterprises Ltd Delta C-B $86,989.

Paiements d'encouragement du secteur pétrolier—CAFE $243,537,338—128383 Canada Ltd Toronto Ont $4,451, 131096 Canada Inc Toronto Ont $12,571, 320773 Ltd Partnership 1985 Calgary Alb $493,416, 337692 Ltd Partnership 1985 Calgary Alb $866,330, 343210 Ltd Partnership 1986 Calgary Alb $613,763, AT and S Exploration Ltd Calgary Alb $611,726, Abaterra Energy Ltd Calgary Alb $8,476, Aberford Resources Ltd Calgary Alb $231,695, Albas-Trans-Dominion Ltd Partnership Calgary Alb $239,630, Alberta Energy Co Ltd Edmonton Alb $2,121,341, American Eagle Petroleum Ltd Calgary Alb $69,936, Amoco Canada Petroleum Co Ltd Calgary Alb $259,234, Asamera Inc Calgary Alb $419,229, Audax Gas and Oil Ltd Calgary Alb $2,775, BP Canadian Holdings Ltd Toronto Ont $20,268, BP Resources Canada Ltd Calgary Alb $347,887, Beau Canada Exploration Ltd Calgary Alb $869,254, Beaufort Oil and Gas Ltd Calgary Alb $286,669, Bedford Petroleums Ltd Calgary Alb $12,738, Birch Exploration Ltd Calgary Alb $172,962, Bow Valley Industries Ltd Calgary Alb $3,847,435, Bralorne Resources Ltd Calgary Alb $6,227, Brosco Fund Ltd Winnipeg Man $85,633, CN Exploration Inc Montréal Qué $175,054, Canada Northwest Energy Ltd Calgary Alb $286,702, Canadian Futurity Oils Ltd Calgary Alb $31,047, Canadian Pencrown Resources Ltd Montréal Qué $174,071, Canadian Roxy Petroleum Ltd Calgary Alb $1,408,323, Candor Investments Ltd Calgary Alb $383, Canterra Energy Ltd Calgary Alb $3,890,276, Canterra Exploration Ltd Calgary Alb $643,309, Chauvco Resources Ltd Calgary Alb $3,134, Chevron Canada Petroleum Ltd Calgary Alb $138,216, Chevron Canada Resources Ltd Calgary Alb $1,544,474, Coho Resources Ltd Calgary Alb $138,675, Columbia Gas Development of Canada Ltd Calgary Alb $436,937, Comaplex Resources International Ltd Calgary Alb $822, Consumers' Cooperative Refineries Ltd Saskatoon Sask $86,830, Cooperative Energy Development Corp Calgary Alb $357,323, Cormorant Resources Calgary Alb $1,421,190, Corvair Oils Ltd Edmonton Alb $22,322, Corvallis Resources Ltd Calgary Alb $91,875, Coseka Resources Ltd Calgary Alb $92,262, CU Enterprises Inc Calgary Alb $57,497, Del Rio Resources Ltd Calgary Alb $103,463, Dome Petroleum Ltd Calgary Alb $784,202, Dome Realty Calgary Alb $118,927, Domego Resources Ltd Toronto Ont $57,797, Dunbair Oil Ltd Calgary Alb $67,412, Durham Resources Inc Toronto Ont $8,086, East Coast Energy Ltd Halifax N-É $372,002, Encore Energy Corp Ltd Calgary Alb $23,864,236, Esso Resources Canada Ltd Calgary Alb $465,081, Exco Energy Ltd Calgary Alb $345,945, Frobisher Developments Ltd Edmonton Alb $26,886, Geo-Chemical Petroleum Exploration Ltd Partnership Toronto Ont $82,000, Geocrude Energy Inc Calgary Alb $96,248, Geocrude Energy-85 Partnership Calgary Alb $243,227, Grand Bow Petroleum Ltd Calgary Alb $2,923, Grayon Developments Ltd Calgary Alb $27,072, Gulf Canada Corp Calgary Alb $8,898,184, Gulf Canada Resources Ltd Calgary Alb $395,037, Hillcress Resources Ltd Calgary Alb $23,222, Home Oil Company Ltd Calgary Alb $10,464,765, Husky Oil Operations Ltd Calgary Alb $5,464,490, ICG Resources Ltd Calgary Alb $912,301, Imco Energy Resources Ltd Calgary Alb $52,892, Inland Gas and Oil Ltd Vancouver C-B $296,571, Interlake Development Corp Calgary Alb $192,916, Investors Oil and Gas 86 Ltd Partnership Calgary Alb $85,106, JC International Petroleum Ltd Calgary Alb $21,466, Karon Resources Ltd Calgary Alb $178,053, Kerr Addison Mines Ltd Toronto Ont $212,729, Labrador Mining and Exploration Co Ltd Calgary Alb $1,401,828, Lariat Oil and Gas Ltd Calgary Alb $98,940, Liberty Petroleums Inc Calgary Alb $85,479, Lochiel Exploration Ltd Calgary Alb $2,667,750, Lockerbie and Hole Western Ltd Edmonton Alb $232,338, MLC Oil and Gas Ltd Calgary Alb $1,793,375, Madison Oils and Gas Ltd Calgary Alb $10,316, Mannville Oil and Gas Ltd Calgary Alb $500,941, Mead Petroleums and Farms Ltd Virden Man $41,857, Merland Explorations Ltd Calgary Alb $22,619, Mobil Oil Canada Ltd Calgary Alb $22,597,884, Morgan Hydrocarbon Inc Calgary Alb $67,120, Mosswood Oil and Gas Ltd Calgary Alb $17,905, Mount Royal Petroleums Ltd Calgary Alb $122,664, NSM Resources Ltd Calgary Alb $448,011, Nespema Resources Ltd Calgary Alb $56,656, Netmore Ltd Calgary Alb $9,984, Noranda Inc Toronto Ont $1,418,206, Norcen Energy Resources Ltd Calgary Alb

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Suite*

$4,111,010, Norcen International Ltd Calgary Alb $483,922, Norpet Oil and Gas Ltd Calgary Alb $78,366, North American Life Assurance Co Toronto Ont $147,163, North Canadian Oils Ltd Calgary Alb $2,201,672, Northcor Energy Ltd Calgary Alb $1,812,786, Nova Scotia Resources (Ventures) Ltd Halifax N-É $2,645,972, Nova An Alberta Corp Calgary Alb $53,147, Oakwood Petroleums Ltd Calgary Alb $437,316, Omega Hydrocarbons Ltd Calgary Alb $253,093, Pan Canadian Petroleum Ltd Calgary Alb $2,530,915, Parex A General Partnership Calgary Alb $2,529,722, Pembina Resources Ltd Calgary Alb $156,047, Penn West Petroleum Ltd Calgary Alb $7,652, Petro-Canada Inc Calgary Alb $82,153,456, Petrolia Oil and Gas Ltd Calgary Alb $38,779, Petroventures Resources Ltd Calgary Alb $646, Pioneer Energy Resources Ltd Winnipeg Man $87,501, Pipestone Petroleums Inc Vancouver C-B $95,015, Place Gas and Oil Ltd Toronto Ont $145,061, Placer Development Ltd Calgary Alb $1,828,944, Poco Petroleums Ltd Calgary Alb $437,399, Postell Energy Company Ltd Calgary Alb $5,417, Prairie Oil Royalties Co Ltd Calgary Alb $641,980, Precambrian Shield Resources Ltd Calgary Alb $239,503, Provo Gas Producers Ltd Calgary Alb $1,480,641, Quedco Exploration Calgary Alb $97,062, Ram Petroleums Ltd Toronto Ont $222,793, Ranchmen's Resources (1976) Ltd Calgary Alb $23,398, Reflection Resources Ltd Calgary Alb $15,123, Reliant Resources Ltd Vancouver C-B $5,163, Rife Resources Ltd Calgary Alb $34,126, Rio Alto Exploration Ltd Calgary Alb $90,674, Roy-1 Oil and Gas Ltd Toronto Ont $33,149, Saan Stores Ltd Calgary Alb $2,199, Sabre Petroleums Ltd Calgary Alb $57,511, Saskatchewan Oil and Gas Corp Regina Sask $924,237, Saskoil Resources Inc Regina Sask $53,843, Sceptre Resources Ltd Calgary Alb $811,411, Sceptre Saskatchewan (1980) Program Calgary Alb $72,648, Scurry Rainbow Oil Ltd Calgary Alb $5,771,964, Shatto Construction Company Ltd Calgary Alb $40,278, Shell Canada Resources Calgary Alb $13,200,000, Sorrel 1985 Ltd Partnership Calgary Alb $130,239, Step by Step Resources Ltd Edmonton Alb $64,988, Summit Resources Ltd Calgary Alb $106,718, TCPL Resources Ltd Calgary Alb $2,203,235, Teachers Retirement Res Inv Corp Winnipeg Man $112,574, Teck Corp Oil and Gas Division Calgary Alb $66,735, Teck Frontier Corp Calgary Alb $27,210, Tevere Exploration Ltd Vancouver C-B $11,639, Texaco Canada Resources Ltd Calgary Alb $1,026,125, The Charter Partnership 85-1 Montréal Qué $188,504, The Consumer's Gas Company Ltd Toronto Ont $3,672,605, Thompson Jensen Energy Calgary Alb $117,199, Trillium Exploration Corp Calgary Alb $6,374,021, Trimble Oil Company Ltd Calgary Alb $2,317, Triweb Resources Ltd Calgary Alb $47,916, Ultrapete Resources Ltd Calgary Alb $7,120, Union Gas Ltd Chatham Ont $81,375, United Canso Oil and Gas Calgary Alb $729,699, Universal Explorations (83) Ltd Calgary Alb $30,207, Versatile Corp Vancouver C-B $51,044, Westar Petroleum Ltd Calgary Alb $178,161, Westburne Petroleum and Minerals Ltd Calgary Alb $177,814, Westcoast Petroleum Ltd Calgary Alb $704,018, Western Decalta Petroleum 1977 Ltd Calgary Alb $219, Westmin Resources Ltd Calgary Alb $2,115,589, Réserve Générale pour les montants réclamés en surplus de l'admissibilité dans les demandes non évaluées ($11,400,000).

Contribution à l'Agence internationale de l'énergie et agents $1,065,166—Elkraft Power Company Ltd Copenhague Danemark $107,910, Hydrogen Industry Council Montréal Qué $200,000, IEA Coal Research Londres Angleterre $129,087, IEA Heat Pump Centre Karlsruhe Allemagne de l'Ouest $134,840, Netherlands Energy Research Foundation La Haye Pays-Bas $358,386.

À l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle $2,387,103— Aluminum Reduction Company Concord Ont $125,457, CIP Research Ltd Hawkesbury Ont $88,377, Canadian Applied Technology Concord Ont $53,617, Canadian General Electric Peterborough Ont $505,674, Metals and Alloys Co Ltd Toronto Ont $93,603, Powerplex Technologies Inc Downsview Ont $844,051, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $151,477, RAB Dedesco Ltd Kanata Ont $81,390, Stackpole Ltd Toronto Ont $267,101.

À l'appui de systèmes de combustion biomassique à l'Île-du-Prince-Édouard $1,071,554— PEI Energy Corp Charlottetown Î-P-É $450,187, Regional Administrative Unit No 4 School Board Montague Î-P-É $209,892, University of PEI Charlottetown Î-P-É $133,202.

Contributions pour la mise sur pied d'un groupe de travail sur l'économie de l'énergie dans le secteur des transports $50,000— Canadian Gas Assoc Don Mills Ont $50,000.

Démonstration à l'échelle commerciale de la production avancée d'hydrogène électrolytique $104,257— University of Toronto Toronto Ont $89,256.

Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extracotière $2,235,983—Province de Terre-Neuve et Labrador St John's T-N $2,235,983.

Remplacement du pétrole—Accroissement des réseaux de distribution $3,923,946— Consumers Gas Company Ltd Willowdale Ont $107,488, Inland Natural Gas Company Ltd Vancouver C-B $248,386, Northern & Central Gas Corp Ltd Willowdale Ont $3,448,225, Union Gas Chatham Ont $104,686.

Programme conjoint Canada-Saskatchewan de mise au point des techniques de récupération des huiles lourdes (1976) $82,505— Saskatchewan Department of Energy and Mines Regina Sask $82,505.

Contributions à l'appui de projets conjoints pour l'amélioration de rendement énergétique dans l'habitation $588,493— Provinces de: Alberta Edmonton Alb $90,000, Terre-Neuve St John's T-N $70,078, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $70,476, Ontario Toronto Ont $127,480, Québec Québec Qué $224,709.

Contributions à l'appui de projets nationaux pour l'amélioration de rendement énergétique dans l'habitation $624,874— Energy Conservation Contractors Corporation Winnipeg Man $624,874.

Contributions à l'appui de la recherche et du développement relatifs aux énergies renouvelables $248,822— L'Institut de recherche de l'Hydro-Québec Varennes Qué $50,000, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $84,475, Techtrol St-Laurent Qué $83,140.

Aide aux propriétaires de véhicules commerciaux pour stimuler l'utilisation du propane comme carburant au lieu de l'essence ou du diesel $3,600

Usine de valorisation de la Saskatchewan Co-op $132,690

Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement $2,088,528— Contributions pour le paiement des études $2,088,528.

PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE $30,551,737

Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources $195,000

Institut canadien d'arpentage FIG $76,000

À l'appui de la recherche sur les sciences de la Terre, l'énergie et les minéraux $1,398,000— Carleton University Ottawa Ont $50,700, École Polytechnique Montréal Qué $66,600, McGill University Montréal Qué $134,072, McMaster University Hamilton Ont

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—*Fin*

$65,422, Memorial University St John's T-N $83,320, Queen's University Kingston Ont $65,460, Université Laval Québec Qué $82,609, University of Alberta Edmonton Alb $73,700, University of British Columbia Vancouver C-B $98,900, University of Calgary Calgary Alb $60,940, University of Toronto Toronto Ont $119,690, University of Waterloo Waterloo Ont $52,220.

Institut canadien des mines et métallurgie $18,500

Institut d'Asbestos $2,250,000

Trésorerie de Terre-Neuve $1,062,796

Alberta Oil Sands Technology and Research Authority $333,537

Agence spatiale européenne $9,558,903

À l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités liées à la technologie des sciences de la Terre et aux ressources minérales $3,200,542— National Science Foundation Washington DC É-U $2,786,750.

Contribution à la province de la Nouvelle-Écosse dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $798,044

Contribution à la province de Québec dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $9,194,314

Contribution à la province de la Colombie-Britannique dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $1,011,382

Contribution à la province de l'Ontario dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $953,653

Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $64,066

Contribution à la province du Nouveau-Brunswick dans le cadre d'une entente conjointe sur l'exploitation minérale $407,000

Contribution au plan de développement de l'Est du Québec $5,000

CIM—Sixième Congrès de la Société internationale de mécanique des roches $25,000

Commission de contrôle de l'énergie atomique $569,500

Subventions à certaines organisations à but non lucratif nationales ou internationales qui font avancer le développement des normes de la sécurité nucléaire $7,500

Contributions à l'Agence internationale de l'énergie atomique; elles doivent servir à maintenir le Programme d'aide en main-d'œuvre pour le Programme canadien d'appui des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique $562,000— Agence internationale de l'énergie atomique Vienne Autriche $562,000.

ENVIRONNEMENT $21,536,686

Département $21,536,686

PROGRAMME D'ADMINISTRATION $165,820

Contribution au Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement $145,820

Contribution au Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest $20,000

PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT $20,681,218

Subventions aux organismes environnementaux non gouvernementaux $150,000

Subvention à la Coalition canadienne contre les pluies acides $75,000

Subvention à l'association canadienne des géopgraphes $7,000

Subventions aux fins de recherches sur les ressources en eau $160,000

Subvention à la Fédération canadienne de la faune $10,000

Subvention à la Fédération canadienne des naturalistes $10,000

Subvention à la Creston Valley Wildlife Management $100,000

Subvention à l'Institut canadien de la fourrure $20,000

Subvention à la Fondation Habitat Faunique du Canada $1,300,000

Subvention à Nature Conservancy of Canada $10,000

Subvention pour le fonds de toxicologie de la faune $886,252—Universités de: Manitoba Winnipeg Man $58,793, Québec Montréal Qué $55,000, Toronto Toronto Ont $182,548.

Subvention au Comité canadien de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau $5,000

Programme coopératif de surveillance et d'évaluation du transport à grande distance des polluants atmosphériques de la Commission économique pour l'Europe $10,000

Société canadienne de météorologie et d'océanographie $20,000

Recherches en météorologie $441,923

Contributions aux provinces destinées à des études sur la réduction des dommages causés par les crues et à l'établissement des cartes des régions inondables $1,753,365—Manitoba Winnipeg Man $73,378, Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $72,408, Terre-Neuve St John's T-N $102,352, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $50,275, Ontario Toronto Ont $635,040, Québec Québec Qué $701,604, Saskatchewan Saskatoon Sask $118,307.

Contributions à la province de Québec—Accord sur les relevés hydrométriques $759,620

Contributions à la province de l'Ontario en vertu de l'accord Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs $1,661,000

Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction $34,786

Contribution à la province de Québec aux fins des accords de contrôle de la qualité des eaux $195,900

Contribution au conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contributions aux provinces destinées à la mise en œuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques: Saskatchewan— Vallée Qu'Appelle $890,459

Contributions aux provinces destinées à la mise en œuvre des recommandations visant la planification des ressources hydrologiques: Colombie-Britannique— Maîtrise des crues du Fraser $3,121,323

Contributions aux provinces pour compenser les dévastations de récoltes par les oiseaux aquatiques $800,000—Alberta Edmonton Alb $371,754, Manitoba Winnipeg Man $138,746, Saskatchewan Regina Sask $289,500.

Contribution à l'Institut canadien de la fourrure $582,000

ENVIRONNEMENT—*Fin*

Contribution à la province de Terre-Neuve pour l'installation d'un système d'épuration—Channel-Port-aux-Basques $1,555,692

Contribution au Centre d'interprétation faunique du Marais Wye $125,000

Contribution au conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $6,250

Contribution au Canadian Institute of Resources Law $25,000

Contribution au comité d'organisation du XIX International Ornithological Congress Incorporated $100,000

Contributions aux provinces destinées à d'autres projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau $311,429

Contribution à la province de Québec—Accord de la Baie James $68,994

Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économiques visant le contrôle par l'organisation des programmes concernant les produits chimiques toxiques et les déchets dangereux $75,687

Contribution à la province de Nouvelle-Écosse concernant le nettoyage des étangs bitumineux de Sydney $24,530

Contributions aux provinces dans le cadre du programme de construction d'usines de traitement des eaux usées $4,583,115

Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale $719,393

Bourses d'études pour le programme météorologique $67,500

PROGRAMME PARCS CANADA $689,648

Subvention pour l'aménagement du Jardin international de la paix au Manitoba $30,000

Subvention à l'Association des parcs nationaux et provinciaux du Canada $15,000

Contribution à la Conférence fédérale-provinciale des parcs pour le financement d'un bureau de coordination des activités de la Conférence $13,853

Contribution à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles $90,000

Contribution canadienne au Fonds du patrimoine mondial $77,157

Contributions aux associations coopératives des activités de Parcs Canada $248,336

Contribution pour l'acquisition et la rénovation de la Maison Trestler $8,351

Contribution au conseil de la gestion de la harde de caribous de la Porcupine $6,250

Contribution au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels $36,649

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $23,152

Contribution au Comité du lotissement urbain de Jasper $15,600

Contribution au Conseil international des monuments et des sites $40,000

Contribution au Comité de la réserve de la biosphère des lacs de Waterton $4,300

Contribution à la Compagnie Franche de la Marine $66,000

Contribution à la Société historique de la ville de York $15,000

AFFAIRES EXTÉRIEURES $1,980,433,414

Département $160,225,125

PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER $159,333,438

Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones $5,676,498

Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Association atlantique des jeunes dirigeants politiques $1,000

Atlantic Council of Canada $7,500

Conseil des grains du Canada $90,000

Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement $100,000

Chambre de commerce du Canada pour la coopération économique dans la région du Pacifique $183,611

Chambre de commerce du Canada pour le Comité de coopération Canada-Pacifique $11,000

Conseil canadien de droit international $7,017

Groupe canadien pour la commission trilatérale $15,000

Institut canadien des affaires internationales $45,000

Institut canadien international des céréales $1,634,447

Centre de recherches du secteur privé sur la gestion des relations commerciales internationales $150,000

Centre d'échange législatif $89,000

Centre québécois de relations internationales de l'Université Laval $31,500

Fondation du Commonwealth $688,170

Conseil des sciences du Commonwealth $155,292

Secrétariat du Commonwealth $2,088,369

Secrétariat du Commonwealth pour le groupe des personnalités qui travaillent sur l'Afrique du Sud $150,000

Programme du Commonwealth pour la jeunesse $411,720

Conférence sur le désarmement en Europe $319,886

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe $718,755

Conférence sur la réduction mutuelle des forces et des armes en Europe centrale et des mesures connexes $148,642

Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur $20,000

Contribution à l'Université Laval—IVième Conférence internationale de droit constitutionnel $41,000

Contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations en vue de favoriser l'augmentation des ventes de produits canadiens à l'étranger $24,316,483—Acres International Ltd Toronto Ont $105,749, Almax International Inc Montréal Qué $131,304, Arriscraft Corporation Cambridge Ont $53,529, Babcock & Wilcox Canada Cambridge Ont $126,214, Ballistech Systems Inc St-Hubert Qué $55,377, BBGL (Belzile Brassard Gallienne Lavoie) Québec Qué $98,750, Blauer International Ltd Montréal Qué $63,208, Boeing Fabrication & Services Co of

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Canada Winnipeg Man $126,824, Cae Machinery Ltd Vancouver C-B $52,992, Canada Packers Inc Int'l Trade Div Toronto Ont $54,440, Canadian Assoc of Fish Exporters Ottawa Ont $91,300, Canadian Food Processors Assoc Ottawa Ont $55,096, Canadian General Electric Co Ltd Lachine Qué $222,300, Canadian International Construction Corp Ottawa Ont $87,512, Canagro Techniques inc St-Eustache Qué $55,244, Canron Inc—Pipe Division Mississauga Ont $66,395, Cegir (Canada) Inc Montréal Qué $78,675, Clevemont Industries Ltd Montréal Qué $92,097, Combustion Engineering Canada Inc Ottawa Ont $128,871, Compagnie d'équipement Idéal ltée Montréal Qué $74,159, Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont $97,915, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $792,247, Construction Canamont inc Montréal Qué $64,299, Corma Inc Concord Ont $79,503, Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É $97,356, Dy-4 Systems Inc Nepean Ont $58,160, Ecco Heating Products Ltd Burnaby C-B $78,067, Fisheries Council of British Columbia Vancouver C-B $115,067, Fishery Products International Ltd St John's T-N $1,073,765, G & B Automated Equipment Ltd Downsview Ont $159,861, Gestion GVA inc Montréal Qué $70,764, Gestion Vibec inc Victoriaville Qué $142,526, H A Simons Ltd Vancouver C-B $88,778, Halcyon Waterbed Inc Downsview Ont $138,758, Imax Systems Corporation Toronto Ont $84,718, Indusmin div of Falconbridge Ltd Toronto Ont $52,857, Interimco Projects Engineering Corp Ottawa Ont $70,000, Kockums Cancar Inc Vancouver C-B $76,652, Lavalin International Inc Vancouver C-B $555,084, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $106,008, Madison Chemical Industries Milton Ont $100,000, Management Video Publications Ltd Toronto Ont $55,592, Mitten Vinyl Inc Cambridge Ont $90,584, Monenco Ltd St Catharines Ont $122,900, National Sea Products Ltd Halifax N-É $2,029,994, Paperjacks Ltd Markham Ont $71,211, Quadro Engineering Inc Waterloo Ont $59,619, Ralph McKay (Canada) Ltd Régina Sask $56,823, Raytheon Canada Ltd Waterloo Ont $78,336, Redwood Plastics Corp Surrey C-B $80,447, Reid Crowther and Partners Ltd Calgary Alb $535,292, Sandwell Swan Wooster Inc Vancouver C-B $131,322, Seafood Exporters Corp of Nfld & Labrador St John's T-N $126,511, Sogex International inc Montréal Qué $77,130, Stream-Flo Industries Ltd Edmonton Alb $113,837, Swecan International ltée Lanoraie Qué $63,185, The McElhanney Group Ltd Vancouver C-B $110,749, United Maritime Fishermen Cooperative Moncton N-B $100,494, Urban Transportation Development Corp Toronto Ont $185,967, Versatile Pacific Shipyards Inc Vancouver C-B $121,172, W P London and Associates Ltd Niagara Ont $157,242, Zenon Environment Inc Burlington Ont $51,315, Zimmcor Company Lachine Qué $168,312.

Contributions à des personnes, groupes de personnes, instituts et autres organismes dont le but est d'aider et de favoriser l'expansion des entreprises et du commerce $474,473—International Coffee Organization Londres Angleterre $78,140, International Customs Tariff Bureau Bruxelles Belgique $81,429, International Sugar Organization Londres Angleterre $50,672, International Tin Council Londres Angleterre $96,703, OECD/Steel Paris France $51,750.

Conseil des maisons de commerce canadien $100,000

Conseil de coopération douanière $396,158

Aide aux services de soutien de la défense accordés aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN $544,272

Droits d'affiliation au Conseil international du blé $278,249

Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $103,339

Aide financière dans le domaine de la défense et du contrôle des armements $226,340

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture $9,803,614

Association de la communauté du service extérieur $11,000

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce $2,491,196

Subventions à des fins de promotion du commerce dans la région de l'Asie et du Pacifique $610,000

Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil $2,497,619—Corp de la ville d'Ottawa Ottawa Ont $1,626,682, Corp de la ville de Vancouver Vancouver C-B $111,016, Village de Rockcliffe Park Rockcliffe Park Ont $607,103.

Subventions au Comité d'hommes d'affaires France-Canada $50,000

Subventions à la Chambre de commerce France-Canada $50,000

Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique—Chaire d'étude coréenne $50,000

Subvention dans le domaine des relations avec les universités $3,668,965—Council of Ministers of Education Toronto Ont $55,000, International Council for Canadian Studies Ottawa Ont $113,000, World University Service of Canada Ottawa Ont $555,907.

Subventions dans le domaine des relations culturelles $3,216,504—AISEC Canada inc Montréal Qué $119,500, Conseil des Arts du Canada Ottawa Ont $90,500, General Arts Management Inc Toronto Ont $123,500, Gestion artistique mondiale inc Montréal Qué $122,000, Les Grands ballets canadiens Montréal Qué $114,770, Professional Art Dealers Assoc of Canada Inc Toronto Ont $60,000, Skalgioannis Arts Management Montréal Qué $75,511, The National Arts Centre Orchestra Ottawa Ont $58,000, The National Ballet Toronto Ont $65,000, The Toronto Symphony Toronto Ont $158,000, Toronto Dance Theatre Toronto Ont $65,500.

Subventions accordées à certaines personnes ou organisations pour aider au perfectionnement du personnel spécialisé ou à l'enseignement dans les domaines importants de l'expansion du commerce international $405,000—Dalhousie University Halifax N-É $82,740, Écoles des hautes études commerciales Montréal Qué $84,234, University of BC Vancouver C-B $73,526, University of Manitoba Winnipeg Man $84,500, University of Western Ontario London Ont $80,000.

Comité intergouvernemental pour les migrations $10,000

Agence internationale de l'énergie atomique $6,249,113

International Atomic Energy Agency for Nuclear Regulatory Training $43,608

Office du baccalauréat international $5,000

Organisation de l'aviation civile internationale $1,123,666

Organisation de l'aviation civile internationale—Remboursement de l'indemnité accordée à ses employés canadiens à l'égard de l'impôt sur le revenu des provinces pour les années d'imposition antérieures $140,114

Agence internationale de l'énergie $728,724

Institut international pour les sciences administratives $33,054

Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau $424,001

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Organisation internationale du travail $5,351,773

Organisation maritime internationale $160,232

International Peace Academy $100

Institut interaméricain pour la coopération en agriculture $1,750,216

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Frais de l'administration civile $5,016,235

Organisation du traité de l'Atlantique Nord—Programmes scientifiques $622,707

Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire $343,387

Organisation de coopération et de développement économiques $6,077,324

Organisation de coopération et de développement économiques (Centre pour la recherche et l'innovation) $133,506

Organisation panaméricaine de la santé $4,892,352

Institut panaméricain de géographie et d'histoire $10,000

Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale $564,331—Assoc des universités partiellement et entièrement de langue française Montréal Qué $150,000, Centre international de recherches d'échanges et de coopération pour les Caraïbes et l'Amérique latine Québec Qué $100,000.

Versement à la Commission du parc international Roosevelt de Campobello, sous réserve et aux fins des dispositions de la Loi concernant la Commission établie pour administrer le parc international Roosevelt de Campobello $539,565

Paiements, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, en vue de faciliter la vente à crédit du grain et des produits du grain aux pays en développement $339,350—Royal Bank of Canada Winnipeg Man $248,154, Toronto-Dominion Bank Toronto Ont $89,014.

Paiement en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique $186,906

Cour permanente d'arbitrage $11,222

Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française $47,808

Fonds pour le programme d'échange de technologie $319,780

Institut canadien de gestion en télécommunications $43,275

Association canadienne des Nations Unies $110,000

Comité des Nations Unies pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale $8,150

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture $7,488,065

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel $2,387,779

Institut de formation et de recherches des Nations Unies $60,000

Force intérimaire des Nations Unies au Liban $7,681,654

Organisation des Nations Unies $30,599,431

Organisation des Nations Unies—Quote-part établie du Canada aux dépenses de la Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement $1,466,151

Fonds de fiducie des Nations Unies pour l'Afrique du Sud $40,000

Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement $1,099,127

Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture $10,000

Organisation mondiale de la santé $10,157,155

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle $481,958

PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES $891,687

Droits d'affiliation du Canada au bureau international des expositions $11,867

Exposition internationale Expo 86, Vancouver C-B $879,820

Agence canadienne de développement international $1,820,208,289

Bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth $8,047,211—Assoc des Université et Collèges du Canada Ottawa Ont $7,145,468, Chedoke-McMaster Hospitals Hamilton Ont $57,887, Revenu Canada Impôt Ottawa Ont $344,071.

Bourses d'études accordées par l'ACDI à des Canadiens qui font des études se rattachant à l'aide au développement international $507,400

Subventions versées à des organisations, institutions et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organisations et organismes ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes, projets et activités de coopération au développement et de sensibilisation au développement ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $750,000—North-South Institute Ottawa Ont $750,000.

Subvention à la Fondation Asie-Pacifique du Canada $500,000

Aide au développement aux organismes et institutions de développement international pour leur fonctionnement et leurs programmes généraux, pour les programmes et projets précis ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $144,175,000—Agence de coopération culturelle et technique/Programme spécial du développement Paris France $1,650,000, Assoc des universités partiellement ou entièrement de langue française/Fonds international de coopération universitaire Montréal Qué $910,000, Commonwealth Fund for Technical Cooperation Londres Angleterre $16,800,000, Département des Affaires Extérieures Ottawa Ont $297,542, International Atomic Energy Agency Montréal Qué $1,271,850, International Board for Plant Genetic Resources Genève Suisse $450,000, International Board for Soil and Research Management Bangkok Thailande $425,000, International Centre for Agricultural Research in Dry Areas Genève Suisse $1,000,000, International Centre for Tropical Agriculture New York NY É-U $1,700,000, International Council for Research in Agroforestry Ottawa Ont $865,000, International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics Cobourg Ont $1,850,000, International Food Policy Research Institute Ottawa Ont $425,000, International Institute for Educational Planning Paris France $220,000, International Institute for Tropical Agriculture Cobourg Ont $1,850,000, International Laboratory for Research on Animal Diseases Cobourg Ont $1,000,000, International Livestock Centre for Africa New York NY E-U $1,000,000, International Maize and Wheat Improvement Centre Chicago Ill É-U $1,765,000, International Potatoe Centre Cobourg Ont $1,200,000, International Rice Research Institute Manilles Philippines $1,700,000, International Service for National Agricultural Research La Haye Pays-Bas $375,000,

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

International Trade Centre Genève Suisse $1,100,000, Onchocerciasis Control Program New York NY É-U $1,700,000, Secrétariat général de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports Québec Qué $581,890, Secrétariat technique-permanent/Programme de bourses canadiennes Dakar Sénégal $130,000, Tropical Diseases Research Program New York NY É-U $1,800,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $17,144,230, United Nations Department for Technical Cooperation for Development New York NY É-U $242,172, United Nations Development Fund for Women New York NY É-U $1,500,000, United Nations Development Program New York NY É-U $65,905,769, United Nations Education Scientific Cultural Organization New York NY É-U $135,000, United Nations Educational and Training Program for South Africa New York NY É-U $350,000, United Nations Fund for Namibia New York NY É-U $200,000, United Nations Fund for Population Activities New York NY É-U $14,910,000, United Nations Headquarters New York NY É-U $70,000, West African Rice Development Assoc Washington DC É-U $770,000, World Commission on Environment and Development Genève Suisse $400,000, World Health Organization Vancouver C-B $400,000.

Aide alimentaire fournie à des organismes non gouvernementaux internationaux ou à des institutions de développement international et destinée à des bénéficiaires de pays en développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $168,952,198—Agricultural Development Corporation of Saskatchewan Regina Sask $139,858, Alberta Wheat Pool Bow Island Alb $1,664,973, Allstate Grain Co Ltd Surrey C-B $132,000, Assistance médicale internationale Montréal Qué $292,339, Bergerco Canada Agriculture Ltd Moose Jaw Sask $109,946, BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man $298,525, Brett Young Seeds Ltd Winnipeg Man $154,120, Canada Packers Ltd Toronto Ont $3,798,136, Canadian Dairy Commission Ottawa Ont $12,014,625, Canadian International Grains Institute Winnipeg Man $162,160, Canadian Wheat Board Winnipeg Man $60,870,805, Canbra Foods Ltd Lethbridge Alb $1,711,641, Cammar Grain Inc Regina Sask $95,770, Cargill Ltd Winnipeg Man $126,115, Connors Bros Ltd Blacks Harbour N-B $5,957,550, Cook's Division of Gerbo Inc Hensall Ont $740,851, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $5,127,225, Dover Flour Mills Cambridge Ont $1,146,888, Ellison Milling Co Lethbridge Alb $886,900, Ferguson Bros and Associates Ltd Scarborough Ont $159,750, Fisheries Prices Support Board Ottawa Ont $3,202,350, Food Agriculture Organization Rome Italie $345,000, Great Canadian Bean Co Inc Ailpa Craig Ont $195,580, Harder's Seed Service Ltd Plum Coulee Man $348,287, Hensall District Cooperative Inc Hensall Ont $551,840, International (Sea Path) Projects Inc Montréal Qué $309,212, Manitoba Pool Elevators Winnipeg Man $934,948, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $8,936,331, Maple Leaf Monarch Toronto Ont $1,342,567, Maritime Agency Ltd West Vancouver C-B $107,727, MMB Rural Development Corp Ottawa Ont $81,582, Northern Sales Co Ltd Vancouver C-B $55,682, Ogilvie Flour Co Ltd Montréal Qué $11,053,189, Parrish & Heimbecker Ltd Toronto Ont $2,273,324, Proctor & Gamble Inc Toronto Ont $767,484, Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué $9,105,988, Rogers Foods Ltd Armstrong C-B $528,133, Roy Legumex Inc St Jean Baptiste Man $548,491, Rozon Milling Inc Montréal Qué $403,796, Soo Line Mills (1969) Ltd Winnipeg Man $1,070,015, Approvisionnements et Services Canada Hull Qué $661,434, WG Thompson & Sons Ltd Blenheim Ont $377,903, World Food Program Rome Italie $29,870,220.

Aide humanitaire et contingence, aux désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $53,200,000—Canadian Council of Churches Toronto Ont $955,000, Canadian Hellenic Congress of Toronto Toronto Ont $100,000, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $210,000, Canadian Red Cross Society Ottawa Ont $11,056,322, Collaboration santé internationale Québec Qué $50,000, Département de Santé Nationale et Bien-être social Ottawa Ont $246,044, Horizons of Friendship Cobourg Ont $410,900, International Committee of the Red Cross Cobourg Ont $825,000, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $395,000, Oxfam-Canada Ottawa Ont $447,900, Pan-American Health Organization Washington DC É-U $1,319,243, United Nations Border Relief Operations New York NY É-U $1,000,000, United Nations Children's Fund New York NY É-U $5,350,000, United Nations Commissioner for Refugees Genève Suisse $18,155,000, United Naitons Disaster Relief Organization New York NY É-U $2,404,500, United Nations Relief & Works Agency for Palestinian Refugees Genève Suisse $9,900,000, World Health Organization Vancouver C-B $200,000, World Vision Canada Mississauga Ont $58,000.

Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les Lois de crédits antérieures, aux pays en développement, à leurs organisations et institutions ainsi que des contributions aux organisations et institutions de développement régional et international, aux institutions, organistions et organismes canadiens non gouvernementaux à l'appui de projets, programmes et activités locales et régionales, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $814,492,889— 135944 Canada Inc Outremont Qué $73,213, 96718 Canada Inc Montréal Qué $87,317, A B Sunter Resource Design Analinc Ottawa Ont $64,192, A J Graham Engineering Consultant Ltd Ottawa Ont $150,693, AB Chance Co of Canada Ltd Scarborough Ont $179,197, Abex Industry Inc Toronto Ont $1,122,984, Acier Casteel Inc Longueuil Qué $59,869, Aciers Marshall Chomedey Qué $79,000, Acklands Ltd Ottawa Ont $185,595, Acres International Toronto Ont $793,857, ACS Group Ltd Ottawa Ont $99,729, Adam Clark Co Ltd Hamilton Ont $58,309, Adam Gauthier Thériault Shea St-Lambert Qué $75,000, Adelard Enterprises Ltd Nepean Ont $119,841, ADS Associés Ltée Ste-Foy Qué $191,692, African Medical and Research Foundation Pickering Ont $1,496,678, Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont $1,000,000, AGRI Consultants Inc Montréal Qué $80,681, Agricultural Development Corp of Saskatchewan Regina Sask $3,513,521, Agriculture Air Inc Ste-Cécile-de-Milton Qué $970,000, Agro Strategies International Inc Hull Qué $109,822, Agrodev Canada Inc Ottawa Ont $605,609, Agrovet Inc Montréal Qué $79,163, Air British Columbia Richmond C-B $293,349, Air Drilling Services (Inter) Ltd Calgary Alb $742,243, Akhurst Machinery Ltd Vancouver C-B $113,119, Alberta Advanced Education Edmonton Alb $1,045,598, Alcan Canada Montréal Qué $11,648,578, Alcan Wire and Cable Toronto Ont $3,090,855, Algonquin College of Applied Arts and Technology Ottawa Ont $135,076, Allan Buyers Equipment Ltd Orillia Ont $50,496, Altrows L Toronto Ont $62,922, Amalgamated Railway Supplies Montréal Qué $577,177, Ambassade du Royaume du Maroc Ottawa Ont $703,693, AMP of Canada Ltd Markham Ont $51,760, Anema FF Angers Qué $60,652, Angaladian H Montréal Qué $113,993, Anixter Canada Inc Lachine Qué $57,754, Apotex Inc Weston Ont $65,727, Appui Inc Sherbrooke Qué $1,294,285, ARA Consultant Toronto Ont $3,056,989, Arbex Forest Development Co Ltd Ottawa Ont $69,454, Architectes Robillard Jetté Montréal Qué $71,607, Armstrong G Ottawa Ont $53,091, Arvida-Maritime Shipping Ltd Toronto Ont $71,882, ASEA Inc St-Laurent

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Qué $786,447, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $6,193,908, Assoc Gaucher Pringle Econosult Montréal Qué $716,219, Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $1,635,758, Associated Engineering International Ltd Burnaby C-B $1,057,182, Asstech Conseils Ltd Québec Qué $148,038, Atlas Copco Canada Ltd Pointe-Claire Qué $633,278, Audor Communications Inc Ottawa Ont $944,530, Automateur Terrebonne Ltée Montréal Qué $113,677, B and T McFarlane Ottawa Ltd Nepean Ont $95,400, B Helm Associates Ltd Toronto Ont $75,222, Babcock and Wilcox Canada Cambridge Ont $2,512,128, Babcock-BSH Badherfeld Allemagne $186,827, Bacon GB Frédéricton N-B $60,735, Banque de Montréal Montréal Qué $2,556,307, Barber Hydraulic Turbine Inc Port Colborne Ont $337,277 Barclays Bank of Canada Toronto Ont $482,696, Bastien L Montréal Qué $82,639, Bata Library—Trent University Peterborough Ont $71,110, Baudin BP Chambly Qué $69,954, BC Hydro & Power Authority Vancouver C-B $1,297,336, BC Ministry of Education Victoria C-B $280,569, Beauchemin Beaton Lapointe Inc Montréal Qué $94,851, Belize $3,206,202, Belize Estate and Produce Co Ltd Belize City Belize $177,018, Bell Canada International Inc Ottawa Ont $1,414,268, Belzile Brassard Gallienne Lavoie Architects Québec Qué $70,652, Benharrosh GM Montréal Qué $84,532, Berg Chilling System Ltd Scarborough Ont $260,748, BG Checo International Ltd Montréal Qué $240,100, Biopharm sociétés d'analyses Montréal Qué $54,900, Bissett Resources Consultants Ltd Calgary Alb $127,393, Black Dragon River Consortium Edmonton Alb $1,549,177, Blais McNeil Lussier et Associés Ste-Foy Qué $1,317,180, Boileau et Associés Inc Gatineau Qué $100,697, Bois et Placages Généraux Ltée Longueuil Qué $2,586,927, Bombardier Ltd Montréal Qué $1,759,358, Bondar-Clegg and Co Ltd Ottawa Ont $342,887, Boone Plumbing Supply Ottawa Ont $88,898, Both Belle Robb Ltd Westmount Qué $77,982, Bourbonnière G Gloucester Ont $63,470, Breton Banville & Associés Mont St-Hilaire Qué $59,854 Brosz & Associates Scarborough Ont $114,900, Brown Boveri (Canada) Ltd Pointe-Claire Qué $1,212,221, Brown Boveri Zimbabwe (PVY) Ltd Harare Zimbabwe $159,439, Brozostek TB Rimouski Qué $71,662, Bureau universitaire tunisien Ottawa Ont $487,250, Burloak Mechanical Ltd Oakville Ont $94,839, Buteau D Sillery Qué $70,429, Butler Manufacturing Co (Canada) Ltd Burlington Ont $344,706, Cain PA Toronto Ont $82,354, Camion Inter-Anjou Inc Anjou Qué $208,253, Can-Mag International Construction Managers Ltd Beaconsfield Qué $181,414, Canac Consultants Ltd Montréal Qué $1,741,424, Canada Tractor Mississauga Ont $614,184, Canada Wire & Cable International Ltd Don Mills Ont $5,106,967, Canadex Scarborough Ont $586,671, Canadian Commercial Corporation Ottawa Ont $10,674,784, Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont $571,897, Canadian Executive Service Organization Toronto Ont $61,750, Canadian Fishery Consultants Ltd Halifax N-É $200,858, Canadian General Electric Co Ltd Toronto Ont $5,011,375, Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont $3,322,558, Canadian International Project Managers Ltd Montréal Qué $3,991,054, Canadian International Water Energy Consultants Niagara Falls Ont $3,638,068, Canadian Marconi Company Montréal Qué $1,214,247, Canadian Medical Assoc Ottawa Ont $111,000, Canadian Organization through Development & Education Ottawa Ont $852,560, Canadian Overseas Airlines Ltd Richmond C-B $525,000, Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $1,980,376, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $111,689, Canadian Seed Trade Assoc Ottawa Ont $255,000, Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué $96,671, Canbar Products Ltd Waterloo Ont $137,504, Canpotex Inc Saskatoon Sask $32,782,839, Canron Inc Toronto Ont $503,682, Canterra Engineering Ltd Calgary Alb $91,765, Capital Equipment Inc Rexdale Ont $180,192, Care Canada Ottawa Ont $4,756,741, Caron G Rivière-du-Loup Qué $55,668, Carrier G Gatineau Qué $110,340, Carrière Lapointe et Associés Hull Qué $214,299, Carte Electric Ltd Winnipeg Man $83,158, Casteel Inc Longueuil Qué $189,341, Caterpillar of Canada Mississauga Ont $680,472, CBCL Ltd Halifax N-É $266,915, Cegelec Alsthom Canada Inc Brossard Qué $298,306, Cégep de Victoriaville Victoriaville Qué $148,600, CEGIR Inc Montréal Qué $1,646,766, Centennial Centre of Science & Technology Don Mills Ont $825,000, Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué $4,255,756, Centro International De Agricultura Tropical New York NY É-U $512,520, Cerac Inc Sillery Qué $68,680, Chaleur Fertilizer Ltd Petit Rocher N-B $1,507,725, Chamera Constructors (SNC) Montréal Qué $11,384,413, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $4,795,423, Charbonneau J Napierville Qué $74,345, Chasen RR St-Léonard Qué $92,929, Chemagro Ltd Mississauga Ont $351,050, Chicoine JP Longueuil Qué $52,770, Chipman Inc Stoney Creek Ont $172,192, Chouinard J Beauport Qué $90,418, Christian Reform World Relief Committee Canada Burlington Ont $283,746, CI Power Services Ltd Mississauga Ont $196,784, Cie Canada Allied Diesel Ltée St-Laurent Qué $325,724, CIT Alcatel Paris France $76,331, CJ MacLellan & Associates Ltd Antigonish N-É $154,196, Clark JOS North Vancouver C-B $166,533, Clarkson G Ottawa Ont $95,952, Club ⅔ Inc Montréal Qué $913,287, CO-GENAR Regor Ltée Ottawa Ont $2,783,330, Coady International Institute Antigonish N-É $820,759, Cocoa Project Management Board Grenade $250,814, Cogesult Inc Montréal Qué $1,083,076, Collavino Inc Windsor Ont $320,151 Comac-T Inc Beauce-Sud Qué $631,811, Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont $1,724,212, Consortium intercollégiale développement en éducation Ste-Anne-de-Bellevue Qué $1,070,000, Consortium Interfor Inc Québec Qué $419,197, Consortium M A N Sometal Pointe-Claire Qué $3,363,311, Consortium SDS Hydrogeo Canada Montréal Qué $2,438,123, Constructions Beauce-Altas Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué $59,970, Consultants HQI-LGL-LMBDS Montréal Qué $615,596, Consultants Jacques Roy & Associés Montréal Qué $67,846, Consultation Nadeau International Inc Montréal Qué $87,681, Contra-Lec Winnipeg Man $76,365, Conviron Products Co Winnipeg Man $57,100, Cooper Industries Canada Inc Sudbury Ont $194,885, Coopérative d'animation et de consultation Montréal Qué $94,012, Cooperative Development Foundation Ottawa Ont $228,585, Corrosion Service Co Ltd Downsview Ont $74,392, Crippen International Ltd North Vancouver C-B $185,925, Crosscurrents Consulting Wakefield Qué $84,199, Cullent Detroit Diesel Allison Burnaby C-B $63,330, Cummins Ontario Ltd Oakville Ont $58,264, CUSO Ottawa Ont $5,581,651, D & S Petroleum Consulting Group Ltd Calgary Alb $1,627,582, D E L Equipment Toronto Ont $64,442, D'Aoust-Martin C Kanata Ont $83,718, Dancose J Aylmer Qué $74,309, David Tighe Inc Montréal Qué $54,382, Davies Flaman Partner Management Systems Ottawa Ont $55,917, De Hann SC Roseau Dominique République Dominicaine $78,458, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $97,137, Degremont Infilco Ltée Montréal Qué $317,604, Delcanda Engineers Planners and Economists International Ltd Don Mills Ont $4,643,342, Deloitte Haskins and Sells Associates Toronto Ont $188,450, Department of Agricultural & Rural Development of NB Frédéricton N-B $2,261,308, Department of Agricultural Research Education of India New Delhi Inde $98,608, Département de l'Agriculture Ottawa Ont $3,912,324, Département des Communications Ottawa Ont $993,516, Département de l'Énergie, Mines et Ressources Ottawa Ont $391,184, Département des Affaires Extérieures Ottawa Ont $75,989,715, Département des Pêches et Océans Ottawa Ont $259,034, Département du Revenu National Impôt Ottawa Ont $926,213, Département du Secrétariat d'État Hull Qué $77,775, Département des Transports Ottawa Ont

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

$7,255,291, Desloges C Québec Qué $81,392, Desrosiers B Belize ville Belize $57,863, Desseau et Associés International Ltée Laval Qué $122,011, Desy International St-Romuald Qué $2,476,623, Dictaphone Canada Ltd Nepean Ont $255,338, Digim (1983) Inc Montréal Qué $478,260, Digital Equipment of Canada Ltd Ottawa Ont $422,672, DLM Consortium Ottawa Ont $512,548, Dominica $250,355, Dominion Bridge-Sulzer Inc Lachine Qué $68,123, Dominion Engineering Works Co Ltd Lachine Qué $402,793, Dominion Raw Materials Ltd Ottawa Ont $13,523,398, Dominion Textile Inc Montréal Qué $1,887,271, Domtar Inc Montréal Qué $1,202,760, Donn Risk Equipment Ltd Concord Ont $145,801, Douserv Group Inc Montréal Qué $10,086,166, DPA Group Inc Halifax N-É $307,427, Drummond McCall Inc Hamilton Ont $433,665, Dufour C Aylmer Qué $97,471, Dupont Canada Inc Mississauga Ont $1,412,041, Dur-O-Wall Ltd Mississauga Ont $53,059, Durocher JE Québec Qué $58,293, Dussault C Calgary Alb $65,416, Dutech Consultants Inc Montréal Qué $82,455, Dynapac Ltd Mississauga Ont $150,746, E D S Inter Inc Montréal Qué $81,885, E S S A Ltd Vancouver C-B $76,481, E T Jackson & Associates Ltd Ottawa Ont $115,610, Ecodyne Ltd Oakville Ont $1,525,571, École des hautes études commerciales Montréal Qué $1,119,634, École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué $2,709,086, École polytechnique de Montréal Montréal Qué $3,866,150, Ecologistics Ltd Waterloo Ont $50,000, Econolynx International Ltd Ottawa Ont $179,503, Éconosult Inc Montréal Qué $972,550, Éconotec Inc Montréal Qué $55,512, Edpra Consulting Inc Ottawa Ont $310,173, Elastic Spike Corporation of America Stewartson PA É-U $774,454, Elliott HC Halifax N-É $64,858, Elmac World Transport Ltdé Montréal Qué $206,726, Elston Industry Ltd Toronto Ont $89,968, Enervac Corporation Cambridge Ont $69,082, Envirocom International Ltd Vancouver C-B $1,613,003, Equifab Inc Boucherville Qué $51,265, Équipa International Brossard Qué $239,708, Équipement Rapco Inc St-Laurent Qué $138,511, Equipment Sales and Services Ltd Rexdale Ont $277,861, Evaplan Consultation Inc Gloucester Ont $92,538, Experco Ltée Drummondville Qué $360,851, FX Drolet Inc Québec Qué $194,609, Fairmont Railway Motors Ltd Mississauga Ont $495,288, Fairview Toyota Pointe-Claire Qué $65,448, Family Service Canada Ottawa Ont $91,600, Federal Pioneer Ltd Toronto Ont $1,480,920, Fenco Engineers Inc Toronto Ont $107,229, Fenton JK Olds Alb $53,433, Ferranti Packard Ltd Toronto Ont $64,410, Firestone Canada Inc Stoneycreek Ont $80,791, Fish Technology Consultant St John's T-N $68,551, Fisher Scientific Co Ltd Ottawa Ont $175,957, Flygt Canada Vancouver C-B $350,304, Food and Agriculture Organization Rome Italie $154,357, Forestal International Ltd Vancouver C-B $298,358, Foster Refrigerator of Canada Drummondville Qué $165,566, Fouillard A Ottawa Ont $74,538, Foundation for International Training Don Mills Ont $352,000, Foundation Skanska Joint Venture Danderad Suède $2,279,142, G & G Frères Inc Noranda Qué $58,332, Gadbois G Montréal Qué $65,827, Gagnair Consultants Ltée Montréal Qué $145,648, Gagnon G Laval Qué $91,932, Gainer WD Edmonton Alb $98,280, Garand International Telecommunications Ltd Edmonton Alb $60,252, Gaucher Pringle Consultants Ltd Montréal Qué $80,630, GEC Canada Ltd Mississauga Ont $205,844, GEC Diesels Inc Etobicoke Ont $122,099, Geneq Inc Anjou Qué $77,065, General Motors Canada Truck Center Montréal Qué $289,076, General Motors Canada Diesel Division London Ont $7,335,431, General Motors of Canada Ltd Montréal Qué $18,860,061, Geomines Ltée Montréal Qué $1,307,388, Géophysique GPR International Longueuil Qué $539,548, George M Fraser Ltd Scarborough Ont $122,237, Geyay BJ Montréal Qué $122,586, Giroux M Ottawa Ont $56,703, Golder Associates Eastern Canada Ltd Rexdale Ont $67,688, Gonzales F St-Luc Qué $58,054, Gonzalez C Gatineau Qué $70,803, Goodyear Canada Inc Islington Ont $429,954, Goss Gilroy and Associates Ltd Ottawa Ont $67,018, Gralen Technology Stittsville Ont $56,196, Grant Phipps Tsutsumi & Associates Ltd Calgary Alb $86,839, Greaves F Calgary Alb $52,129, Gretsinger LE Pine Falls Man $81,070, Groupe Poulin Thériault Ltée Québec Qué $4,130,387, Guillevin International St-Laurent Qué $65,220, Guitard A Montréal Qué $82,809, H A Simons Ltd Vancouver C-B $76,000, H J Saaltink and Associates Ltd Mount Lehman C-B $60,225, H N Engineering Inc Burnaby C-B $866,899, H Thomas Patterson Aviation Consultant Inc Willowdale Ont $55,058, Hanneson W Victoria C-B $76,113, Harris Farinon Canada Inc Dorval Qué $279,428, Harris GW Winnipeg Man $57,175, Harris RK Toronto Ont $58,871, Hawker Siddeley Canada Inc Trenton N-É $8,106,389, Henry KA West Vancouver C-B $57,044, Hewitt Equipment Ltd Pointe-Claire Qué $2,817,217, Hewlett Packard Canada Ltd Montréal Qué $135,552, Hewlyn Corporation Willowdale Ont $430,200, High Commission of India Ottawa Ont $4,511,211, Highland Motors (Maxville) Ltd Maxville Ont $56,189, Hitesi Products Inc Varennes Qué $415,327, Holland College Charlottetown Î-P-É $54,445, Honco Inc Bernières Qué $658,989, Hope International Development Agency New Westminster C-B $400,000, Horizons of Friendship Cobourg Ont $100,000, Hoskin Scientific Ltd Oakville Ont $76,039, Hotel Plaza de la Chaudière Hull Qué $50,306, Hugh Ayers Engineering Ltd Guelph Ont $56,572, Hydro-Québec International Montréal Qué $4,380,636, Hydrosult Inc Montréal Qué $166,824, I C M Ltée Montréal Qué $103,644, Iezzi Raymond Iezzi Consulting Inc Longueuil Qué $81,802, Imopac International Inc Ville St-Laurent Qué $94,177, Imtrex Commodity Inc Oakville Ont $1,833,472, Industrie Vallée St-Alban Qué $111,950, Ingersoll-Rand Canada Inc Montréal Qué $141,996, Inmanex Inc Nepean Ont $68,457, Inspectra Ltd Montréal Qué $50,959, Institut international de la communication Montréal Qué $1,621,269, Institute for Research on Public Policy Victoria C-B $91,819, Intagro Inc Montréal Qué $731,894, Inter Pares Ottawa Ont $894,998, Inter traffic Québec Ltée Montréal Qué $116,820, Interimco International Ottawa Ont $944,768, International Aeradio (North America) Ltd Richmond Hill Ont $2,086,811, International Bank Reconstruction & Development Ottawa Ont $168,500, International Briefing Associates Inc Vancouver C-B $168,500, International Centre for Diarrhoeal Disease Research Bangladesh Dhaka Bangladesh $1,070,000, International Council for Research in Agro-Forestry Nairobi Kenya $384,300, International Development Associates Ottawa Ont $14,339,910, International Development Research Center Ottawa Ont $1,612,688, International Maize and Wheat Improvement Center Mexico Mexique $3,335,793, International Rice Research Institute Manille Philippines $385,012, International Services for National Agricultural Research La Haye Pays-Bas $167,119, International Union for Conservation of Nature and Natural Resources Gland Suisse $174,700, Intertask Ltd Ottawa Ont $92,437, Ironwood Consulting Services Almonte Ont $58,457, J Pascal Inc Montréal Qué $314,158, JA Faguy & Sons Ltd St-Laurent Qué $52,781, Jackson WB Calgary Alb $105,877, Jacuzzi Canada Ltd Rexdale Ont $418,907, JAK International Toronto Ont $63,838, James F Hickling Management Consultants Inc Ottawa Ont $338,086, Janin Construction Ltd Montréal Qué $365,827, JE Austin & Associates Vine Yard Haven Mass É-U $50,227, JH Ryder Machinerie Ltée Pointe-Claire Qué $81,113, John M Henderson Assoc Ltd Frédéricton N-B $53,085, John Van Nostrand Associates Ltd Toronto Ont $195,191, Johnson Mattey Ltd Toronto Ont $831,221 Johnston DHD Oakville Ont $116,306, Jolicœur P Montréal Qué $68,343, Jones DJ Montréal Qué $57,922, JR Wellington International Trading Montréal Qué $905,600, K Bird Project Kathmandu Népal $1,676,765, K Hardtke Associates Ltd Willowdale Ont $94,165, Kalucki AJ Côte-St-Luc Qué $82,808, KB Watson Engineering Inc Kanata Ont $58,760, Keith International Project Inc Regina

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Sask $117,757, Kelly GF Pointe-Claire Qué $60,404, Kenting Earth Science Ltd Ottawa Ont $906,951, Kenya $3,990,517, Ker Priestman & Associates Ltd Victoria C-B $251,938, Kleinfeldt Consultants Ltd Brampton C-B $143,935, Koch Engineering Co Ltd Agincourt Ont $700,289, Kone Inc Laval Qué $100,099, Koot Consolidated International Ltd Ottawa Ont $134,819, Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué $709,172, Kutzler & Associates Kakabeka Falls Ont $64,667, Labon AL Toronto Ont $55,939, Lagacé B Hull Qué $68,033, Lalonde C Halifax N-É $91,131, Lalonde Girouard Letendre et Associés Montréal Qué $1,157,484, Landry JP Dubuisson Qué $73,590, Lantagne M McMasterville Qué $80,788, Lapierre JR St-Bruno-de-Montarville Qué $85,078, Lapp HM Winnipeg Man $61,997, Latour C St-Eustache Qué $64,200, Lauzier Little Inc La Salle Qué $584,616, Lavalin International Inc Montréal Qué $3,890,126, Laventhol and Horwath Toronto Ont $103,593, Leblanc H Ottawa Ont $87,044, Leclerc R Issoudun Qué $67,176, Legere Industrial Supplies Ltd Ottawa Ont $73,246, Lemerise MJ Upton Qué $73,160, Les Industries PAK Inc Laprairie Qué $375,950, Liftow Ltd Dartmouth N-É $159,564, Livingston International Inc Toronto Ont $402,909, Lloyd J Baron Associates Ltd Vancouver C-B $63,890, Logtrans Ltd Montréal Qué $645,719, Loubser Consultants Inc Manotick Ont $92,819, Lu J Ste-Foy Qué $78,203, Lunenburg Foundry & Engineers Ltd Lunenburg N-É $123,976, Mac Don Industry Winnipeg Man $175,184, MacCosham Edmonton Alb $163,701, MacDonald Dettwiller & Associates Ltd Richmond C-B $7,747,790, MacLaren Engineering Inc Ottawa Ont $163,753, MacLeod J Ottawa Ont $65,298, MacNam Inc Mississauga Ont $57,129, Madill JT Pointe-Claire Qué $65,612, Maheux Noiseux & Cie Montréal Qué $173,072, Many G Conakry Guinée $75,936, Malawi $1,271,539, Mallette Major Martin Montréal Qué $469,626, Manac Inc St-Georges-de-Beauce Qué $84,640, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $99,645, Manson Insulation Inc Etobicoke Ont $1,868,911, Marbeck Resource Consultants Ottawa Ont $106,005, Marine Industries Ltd Sorel Qué $6,354,993, Markham Electric Ltd Markham Ont $6,010,048, Marshall Macklin Monaghan Ltd Don Mills Ont $1,062,717, Martec Ltd Halifax N-É $72,322, Marubeni Corp Tokyo Japon $74,993, Massey Combines Corporation Brantford Ont $2,163,307, MBL International Contractors Inc Windsor Ont $632,169, McElhanney Group Ltd Vancouver C-B $818,693, Mennonite Economic Development Assoc of Canada Winnipeg Man $194,692, Mercier J Nepean Ont $59,569, Met-Chem Canada Inc Montréal Qué $229,000, Metcan Fabrication Inc Ottawa Ont $395,615, Methot PE Pointe-Calumet Qué $67,840, Metzger Engineering Ltd Abbotsford C-B $93,516, Ministère des relations internationales du Québec Québec Qué $276,649, Mitchell RJ Ottawa Ont $56,025, Mitel Corp Kanata Ont $75,375, MM Dillon Ltd Willowdale Ont $283,770, MMB Rural Development Corp Ottawa Ont $168,070, Monitec Consultants International Inc Hull Qué $55,734, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $2,187,032, Morrison Waterwells Ltd Thunder Bay Ont $142,147, Motor Coils Manufacturing Co Brockville Ont $232,895, Motorola Canada Ltd Willowdale Ont $520,291, MT Ellis and Associates Ltd Ottawa Ont $75,448, Mueller Canada Inc Milton Ont $72,255, Multilab Inc Varennes Qué $149,600, Multitest Electro Ltd Toronto Ont $52,965, Murr & Murr Griff Rank Ottawa Ont $50,000, National Hydraulics Co Ltd Concord Ont $125,850, National Film Board of Canada Montréal Qué $506,516, National Research Council Ottawa Ont $238,869, Nautel Electronic Laboratory Tantallon N-É $277,004, ND Lea and Associates Vancouver C-B $727,361, Neil & Gunter Ltd Frédéricton N-B $109,750, Neptune Meters Ltd Toronto Ont $187,546, Neron A Baie Comeau Qué $66,201, Norenco Associates Ltd Winnipeg Man $191,744, Normand Filiatrault & Associés Laval Qué $55,937, Normand McNeil Consultant Inc Laval Qué $75,565, North West Survey Corporation (Yukon) Edmonton Alb $154,800, Northern Telecom Canada Ltd Montréal Qué $2,745,927, Northwest Hydraulic Consultants Vancouver C-B $995,027, Nortrak Ltd Richmond C-B $100,253, Norwest Engineering Ltd Calgary Alb $97,041, Nova Port Ltd Halifax N-É $355,063, Nowsco Well Services Ltd Calgary Alb $1,786,298, NS Inter Enr Montréal Qué $140,310, NSI Industry Inc Aurora Ont $64,398, Nutrite Inc Brossard Qué $830,554, Office of the Auditor General Ottawa Ont $1,155,264, Ontario Hydro Toronto Ont $4,447,568, Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont $60,790, Ontario International Cooperative Toronto Ont $538,247, Ontario Ministry of Agriculture and Food Toronto Ont $1,991,297, Ontario Ministry of Natural Resources Toronto Ont $1,712,312, Open Learning Institute of BC Richmond C-B $926,283, Operation Improvement Ltd Edmunston N-B $123,428, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué $300,000, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $350,000, Organization for Cooperation in Overseas Development Winnipeg Man $152,145, Organization for Economic Co-operation and Development Paris France $200,000, Ottawa Civic Hospital Ottawa Ont $281,667, Ouellet EG Laval Qué $81,471, Ouellet G Sillery Qué $54,993, Outboard Marine Corp of Canada Peterborough Ont $104,523, Overseas Canadian Project Management Planning Inc Charlottetown Î-P-É $95,617, Oxfam-Québec Montréal Qué $82,873, P V U Inc Victoriaville Qué $1,533,578, Paccard International du Canada Ste-Thérèse Qué $877,493, Pagnotta & Associés Laval Qué $106,502, Panalpina Inc Montréal Qué $1,441,809, Parker Pacific Equipment Sales Langley C-B $174,432, Patterson BT Ottawa Ont $60,958, Paul Egli Inc Baie d'Urfé Qué $60,599, Peel Engine Services Co Ltd Mississauga Ont $157,398, Perrault M Nepean Ont $60,346, Petro Canada Calgary Alb $4,219,905, Phaneuf Gravelle Blain and Associates Montréal Qué $165,035, Phar-Mell Inc Montréal Qué $575,002, Phillips Cables Ltd Brockville Ont $156,724, Photosur Inc Montréal Qué $1,486,166, Piteau and Associates Ltd Vancouver C-B $666,919, Plan Tel Inc Montréal Qué $83,756, Plenty Canada Lanark Ont $476,630, Pluritec-Shawinigan Inc Montréal Qué $1,403,879, Pneus M C Inc Thetford-Mines Qué $50,043, Pneutool Parts & Services Rexdale Ont $50,754, Pomerleau L Hull Qué $59,623, Posgate DW Victoria C-B $65,676, Potash and Phosphate Institute of Canada Toronto Ont $200,000, Potash Co of America Inc Toronto Ont $3,543,168, Potash Co of Canada Ltd Toronto Ont $5,264,432, Powell Equipment (1978) Ltd Winnipeg Man $178,767, Power Plan Consultants Inc Westmount Qué $152,810, Preault P Gloucester Ont $88,001, Pri-Tec Construction Ltd Kanata Ont $393,943, Price Waterhouse Canada Montréal Qué $101,029, Profreight International Inc Ottawa Ont $53,761, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $1,471,021, Pueblito Canada Incorporated Toronto Ont $73,000, Québec Téléphone Rimouski Qué $110,524, R Angus Alberta Ltd Edmonton Alb $61,358, R L Walker and Partners Ltd Ottawa Ont $192,366, R M B Technical Services Verdun Qué $59,030, R S Wallace & Associates Ltd Manotik Ont $50,000, Réfrigération Master Ltée Montréal Qué $96,340, Regor International Inc Montréal Qué $482,390, Rehau Industries Inc Burlington Ont $64,455, Reid Collins and Associates Ltd Vancouver C-B $1,089,781, Reid Crowthers International Ltd Calgary Alb $111,872, Renewable Energy Resources Information Centre Bangkok Thailande $688,473, Republic of Indonesia Jakarta Indonésie $334,818, Reynolds Aluminium Canada Ltd Montréal Qué $554,783, Robert S Broughton Consultant Inc Beaconsfield Qué $121,563, Roche Ltée Groupe Conseil Ste-Foy Qué $1,853,982, Roctest Ltd St-Lambert Qué $81,431, Rousseau Sauvé Warren Inc Montréal Qué $229,614, Royal Architectural Institute of Canada Ottawa Ont $516,216, Ryerson Polytechnic Institute Toronto Ont $1,157,261, S R Telecom Inc St-Laurent

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Qué $55,747, S S Steamship Co Ltd Montréal Qué $113,996, SAB Nife Corporation Scarborough Ont $103,497, Saga Transport Canada Inc Montréal Qué $169,899, Salasan Associates Inc Winnipeg Man $157,183, Salvation Army Toronto Ont $70,000, Sandwell Swan Wooster Inc Vancouver C-B $55,064, Sarioglu G Calgary Alb $97,859, SCAC Transport Canada Inc Lachine Qué $2,417,756, Scandian Shipbrokering & Agency Montréal Qué $693,822, Scepter Manufacturing Company Ltd Scarborough Ont $103,905, Schenck Trebel Corp Deer Park NY É-U $114,120, Schneider F Milner C-B $76,298, Scintrex Ltd Concord Ont $694,880, Scoralin-Dillingham Joint Venture North Vancouver C-B $2,043,502, Scott WL Harriston Ont $77,775, Semex Canada Guelph Ont $302,389, Service Québecair Inc St-Laurent Qué $1,849,919, Sessenwein Inc Dorval Qué $50,760, Shaver Poultry Breeding Farms Cambridge Ont $77,140, Shawinigan Consultants Inc Montréal Qué $3,590,658, Shell Canada Ltée Montréal Qué $3,274,653, Shuna-Sofiden Candiac Qué $114,872, Sidebec-Dosco Inc Montréal Qué $257,162, Sigesco Ltée St-Basile-Le-Grand Qué $267,718, Signal Ford (1982) Inc Montréal Qué $142,633, Simons Resource Consultants Vancouver C-B $1,173,632, Sinclair Radio Laboratory Ltd Aurora Ont $51,590, Sintra Ltée Ville St-Laurent Qué $4,268,478, Sintra-Transelec-Belt St-Laurent Qué $2,989,171, Slacan Hamilton Ont $96,938, Smart K Witless Bay T-N $68,947, Smith R Côte St-Luc Qué $69,750, SNC Deseau Montréal Qué $621,155, SNC Inc Montréal Qué $7,049,818, SNC/Acres Chamera Suppliers Montréal Qué $12,586,338, Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Que $720,372, Société d'ingénierie Pelletier Internationale Longueuil Qué $78,946, Société de développement international Desjardins (1985) Lévis Qué $1,870,080, Sofrecom Paris France $50,967, Sontiens LJ Yarmouth County N-É $69,750, South East Asian Ministry of Education Organization Bangkok Thaïlande $787,080, Spar Aerospatiale Ltée Ste-Anne-de-Bellevue Qué $1,436,894, Spilsbury Communication Ltd Vancouver C-B $130,039, SR Télécom Inc St-Laurent Qué $220,000, ASC—Direction des services de la comptabilité Ottawa Ont $1,135,353, ASC—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $7,845,101, ASC—Services d'imprimerie du gouvernement Hull Qué $154,159, ASC—Services généraux Hull Qué $129,036, ASC—Approvisionnements Hull Qué $2,139,874, ASC—Programme de service Ottawa Ont $357,658, St Kitts $57,353, St-Lambert Hydrogeo Canada Montréal Qué $2,158,055, St-Lawrence College of Applied Arts Halifax N-É $302,000, St-Mary's University Student's Assoc Halifax N-É $338,152, Standard Chartered Bank Montréal Qué $870,012, Stanley & Associates Engineering Ltd Edmonton Alb $1,808,340, Stelco Inc Hamilton Ont $60,077, Stothert Group Inc Vancouver C-B $106,712, Strategic Management Systems International Ottawa Ont $201,451, Sulmar Canada Ltd Calgary Alb $3,205,676, Surrette Battery Co Ltd Springhill N-É $67,349, Swan-Lea-Interail Vancouver C-B $1,467,596, Sweco Stockholm Suède $58,200, Sydney Steel Corp Sydney N-É $21,780,743, Sylvestre BE Niamey Niger $79,594, T Pringle & Sons Ltd Montréal Qué $645,822, Talisman Land Resources Consulting Vancouver C-B $128,239, Tassé R Bourget Ont $65,082, TE Body and Associates Ltd Ottawa Ont $226,364, TE Whinney Ottawa Ont $111,622, Techni-Transport International Inc Montréal Qué $684,334, Techteach Vancouver C-B $54,893, Tecina SA Port-au-Prince Haïti $185,361, Tecsult International Ltd Montréal Qué $118,346, Teknica Resource Development Ltd Calgary Alb $165,451, Teleconsult Ltd Vancouver C-B $343,367, Telehigue M Montréal Qué $58,317, Tembec Inc Montréal Qué $3,735,074, Tenneco Canada Inc Coquitlam C-B $67,756, Terra Surveys Ltd Ottawa Ont $221,528, Thibault N La Plaine Qué $60,905, Thibeault DA Lima Pérou $61,911, Thomas N Mallorytown Ont $71,495, Thomas Skinner & Sons Vancouver C-B $101,281, Thompson JY Trois-Rivières Qué $68,437, Thompson K Ottawa Ont $68,770, Thomson S Ottawa Ont $58,895, Timberjack Inc Woodstock Ont $399,219, TM Thomson and Associates Ltd Victoria C-B $2,303,376, TPS Industries Inc Tillsonburg Ont $1,494,489, Transconsult Ltd Montréal Qué $326,041, Tremblay CJ Rockforest Qué $70,978, Tremblay L Lac St-Jean Qué $81,556, Tri Ocean Engineering Ltd Calgary Alb $63,712, Unigec Experts-Conseils Chicoutimi Qué $52,710, Union internationale des télécommunications Genève Suisse $153,136, Union of Canada Co-op Ottawa Ont $562,054, Uniroyal Ltd Kitchener Ont $168,910, United Nations Children's Fund Toronto Ont $22,457,508, United Nations Development Program New York NY É-U $2,774,254, United Nations Economic Commission for Latin America Project Trust Fund New York NY É-U $964,908, United Nations Fund for Drug Abuse Control Vienne Autriche $500,000, United Nations Fund for Population Activities New York NY É-U $779,705, Universal Paper Export Co Ltd Montréal Qué $6,701,156, Universalia Management System Ltd Montréal Qué $244,122, Universités de: Laval Québec Qué $2,624,808, Montréal Montréal Qué $382,506, Québec à Montréal Montréal Qué $313,090, Sherbrooke Sherbrooke Qué $1,679,820, Alberta Edmonton Alb $495,133, Colombie-Britannique Vancouver C-B $851,216, Calgary Calgary Alb $222,947, Carleton Ottawa Ont $1,542,536, College of Cape Breton Sydney N-É $80,000, Dalhousie Halifax N-É $2,909,208, Guelph Guelph Ont $2,188,565, Manitoba Winnipeg Man $1,373,437, McGill Montréal Qué $2,013,000, McMaster Hamilton Ont $258,440, Memorial St John's Nfld $473,460, New Brunswick Frédéricton N-B $599,075, Ottawa Ottawa Ont $1,335,801, Queen's Kingston Ont $646,522, Saskatchewan Saskatoon Sask $200,809, Simon Fraser Burnaby C-B $149,517, St-Mary's Halifax N-É $1,255,226, Toronto Toronto Ont $1,291,719, Waterloo Waterloo Ont $73,308, Western Ontario London Ont $451,289, Windsor Toronto Ont $153,797, York North York Ont $718,548, Urgel Delisle et Associés St-Charles-sur-le-Richelieu Qué $61,092, Usinages industriels ltée Montréal Qué $189,792, Veronics Instruments Inc Oakville Ont $58,250, Versatile Farm Equipment Co Winnipeg Man $75,373, Vetrepharm Inc London Ont $923,938, Vic Metal Corp Victoriaville Qué $83,307, Vigrass ME Ottawa Ont $68,059, Wabco Ltd Hamilton Ont $257,388, Wackid Radio Ottawa Ont $122,098, Wajax Industrial Ltd Mississauga Ont $103,610, Wallace & Tiernan Scarborough Ont $54,685, Walsh & Brais Satom Brossard Qué $10,609,110, Wardrop-Deloitte Winnipeg Man $126,273, Wascana International Assistance Corp Regina Sask $75,000, Washburn & Gillis Associates Ltd Frédéricton N-B $150,046, Water Development Technical Assistance Project Roseau Dominica $53,300, Wescom Communication Studies Research Vancouver C-B $51,989, Western Photogrammetry Edmonton Alb $378,775, Western Star Trucks Inc Mississauga Ont $570,864, Westinghouse Canada Inc Don Mills Ont $1,044,642, Wild Leitz Canada Willowdale Ont $179,171, Wiliam G Matthews Associates Ottawa Ont $84,703, Wilson D Mississauga Ont $60,515, Wilson DR Ottawa Ont $67,621, Wilson DL Halifax N-É $82,732, Wilson J Ottawa Ont $71,195, WL Wardrop and Associates Ltd Winnipeg Man $1,319,479, World Concern Canada Associates Richmond C-B $50,000, World Health Organization Zurich Suisse $500,000, World Relief Canada Willowdale Ont $540,000, World University Services Canada Ottawa Ont $10,139,039, World Vision Mississauga Ont $686,175, Worldview International Foundation Genève Suisse $104,995, Worthington Canada Inc Brantford Ont $329,821, Wright E Ottawa Ont $53,034, Wyeth Ltd Windsor Ont $2,539,034, YMCA Toronto Ont $367,688, Yves C Dubé Inc Montréal Qué $67,293.

Contributions versées à des organisations, institutions et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, aux gouvernements de pays en développement, à leurs

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

organisations et organismes ainsi qu'aux gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes, projets et activités de coopération au développement et de sensibilisation au développement ainsi que pour le paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $190,207,198—Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont $718,674, Africa Evangelical Fellowship Willowdale Ont $50,000, African Inland Missions Scarborough Ont $441,038, African Medical Research Foundation Pickering Ont $68,000, African Wildlife Husbandry Development Mississauga Ont $405,000, Aga Khan Foundation Canada Toronto Ont $1,558,750, Aide médicale internationale à l'enfance La Pocatière Qué $82,524, Ailes de l'espérance (Québec) Inc Montréal Qué $88,870, Anglican Church of Canada Toronto Ont $1,117,391, Asian Institute of Management Manille Philippines $227,534, Assistance médicale internationale Montréal Qué $733,400, Assoc carrefour international Montréal Qué $71,955, Assoc des villes jumelées Granby Qué $103,080, Assoc internationale des maires francophones Québec Qué $166,500, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $3,583,182, Assoc des Universités et Collèges du Canada Ottawa Ont $694,365, Assoc pour le développement participé Longueuil Qué $370,402, Assoc québécoise des organismes de coopération internationale Montréal Qué $336,550, Assoc québécoise pour l'avancement des Nations Unies Gatineau Qué $193,076, Au carrefour des cèdres Montréal Qué $166,491, Banff School of Advanced Management Banff Alb $94,224, Boy Scouts of Canada Ottawa Ont $221,321, Calmeadow Charitable Foundation Toronto Ont $98,000, Camrose International Institute Camrose Alb $529,500, Canada-India Village Aid Assoc Vancouver C-B $149,529, Canadian Aid for Southern Africa Vancouver C-B $50,000, Canadian Assoc for Adult Education Trieste Italie $200,000, Canadian Baptist Federation Toronto Ont $110,312, Canadian Baptist Overseas Mission Board Toronto Ont $64,082, Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont $411,200, Canadian Commission for Unesco Toronto Ont $350,000, Canadian Comprehensive Audit Foundation Ottawa Ont $462,520, Canadian Council for International Cooperation Ottawa Ont $3,352,863, Canadian Council of Churches Toronto Ont $287,760, Canadian Crossroads International Toronto Ont $1,250,000, Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $4,020,000, Canadian Federation of Deans of Management & Administration Studies Saskatoon Sask $597,155, Canadian Foundation for Caribbean Development & Cooperation Inc Ottawa Ont $53,575, Canadian Friends Services Committee Toronto Ont $113,413, Canadian Home Economics Assoc Ottawa Ont $308,050, Canadian Hunger Foundation Ottawa Ont $342,188, Canadian Institute of Cultural Affairs Toronto Ont $100,000, Canadian Jesuit Mission Toronto Ont $75,000, Canadian Labour Congress Ottawa Ont $1,273,984, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $2,354,000, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $173,484, Canadian Nurses Assoc Ottawa Ont $395,052, Canadian Organization for Development through Education Ottawa Ont $3,290,040, Canadian Organization for Rehabilitation through Training Montréal Qué $799,962, Canadian Physicians for Aid and Relief Toronto Ont $80,000, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $10,491,574, Canadian Red Cross Society Ottawa Ont $524,451, Canadian Rotary Committee for International Development Guelph Ont $835,500, Canadian Saints Outreach New Liskeard Ont $64,170, Canadian Save the Children Fund Toronto Ont $1,839,302, Canadian School Trustees' Assoc Ottawa Ont $74,650, Canadian Society for Civil Engineering Montréal Qué $73,140, Canadian Society for Non Destructive Testing Foundation Hamilton Ont $67,521, Canadian Teacher's Federation Toronto Ont $1,100,680, Cardinal Léger et ses œuvres Montréal Qué $2,063,549, Care Canada Ottawa Ont $3,233,913, Carrefour de solidarité international Sherbrooke Qué $182,825, Carrefour Tiers-Monde Inc Québec Qué $118,000, Cégep de Rivière-du-Loup Rivière-du-Loup Qué $380,559, Centre canadien d'études et de coopération internationale Montréal Qué $7,691,768, Centre d'amitié de solidarité internationale de la région de l'amiante Thetford Mines Qué $150,035, Centre d'information de document Mozambique africain Montréal Qué $65,519, Centre missionnaire des Oblats Montréal Qué $633,455, Centre solidarité d'Alma Alma Qué $81,200, Christian Children's Fund of Canada Toronto Ont $98,825, Christian Reform World Relief Committee Burlington Ont $1,018,120, Club ⅔ Inc Montréal Qué $1,686,134, Coady International Institute Antigonish N-É $929,668, Collaboration santé internationale Québec Qué $530,625, Collège de Maisonneuve Montréal Qué $150,000, Collège Lionel Groulx Ste-Thérèse Qué $125,425, Commonwealth Assoc of Tax Administrators Londres Angleterre $55,200, Compassion of Canada London Ont $196,802, Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec Lévis Qué $122,530, Conseil canadien de coopération Lévis Qué $90,600, Consumer's Assoc of Canada Ottawa Ont $50,000, Cooperative Development Foundation Ottawa Ont $4,080,677, Coopérative Nord-Sud en éducation Montréal Qué $143,570, Croix d'Or Montréal Qué $192,925, CUSO Ottawa Ont $17,967,126, Customs Cooperation Council/Revenue Canada Bruxelles Belgique $124,000, Département des Affaires Extérieures Ottawa Ont $125,132, Developing Countries Farm Radio Guelph Ont $195,000, Development Education Centre Toronto Ont $194,744, Development Education Coordination Council of Alta Calgary Alb $545,079, Eastern and Southern African Management Institute Arusha Tanzanie $347,675, École des hautes études commerciales Montréal Qué $253,614, École nationale d'administration publique Ste-Foy Qué $281,000, École polytechnique de Montréal Montréal Qué $300,000, Economic Development International Vancouver C-B $129,000, Emmanuel Relief and Rehabilitation International Stouffville Ont $292,680, Entraide Missionnaire Inc Montréal Qué $142,000, Fairview College Ste-Foy Qué $150,000, Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont $369,620, Fondation Crudem Canado-Haiti Rosemere Qué $194,264, Fondation de La Salle Lachine Qué $82,644, Fondation Internationale Roncalli Montréal Qué $404,029, Forum Fisheries Agency Honiara Salomon Islands $248,896, Foster Parents Plan of Canada Toronto Ont $5,710,138, Foundation for International Training Don Mills Ont $86,124, Frontiers Foundation Inc Toronto Ont $75,000, Germa Group Rimouski Qué $86,650, Girl Guide of Canada Toronto Ont $110,002, Global ED/Medical Supplies (Canada) Toronto Ont $143,296, Global Village (Nanaimo) Nanaimo C-B $56,900, Gouvernement Provincial du Québec Qué $90,520, Government of Western Samoa Apia West Samoa $85,960, Guelph International Resource Center Guelph Ont $66,367, Gurka Welfare Trust Canada Toronto Ont $349,500, Help A Village Effort Minden Ont $54,411, Help the Aged Ottawa Ont $110,223, Holy Ghost Father Toronto Ont $102,000, Hope International Development Agency New Westminster C-B $689,922, Horizons Development Agency Cobourg Ont $61,320, Horizons of Friendship Cobourg Ont $835,097, Indian Institute of Management Ahmedabad Vastrapur Inde $74,570, Institut canadien d'éducation des adultes Cobourg Ont $348,440, Institut Fame Pereo Montréal Qué $631,000, Institute for Development Education through the Arts Ottawa Ont $100,000, Institut international de la communication Montréal Qué $120,802, Institut recherche-clinique à Montréal Montréal Qué $80,000, Institute for Study and Application of Integrated Development Toronto Ont $255,608, Inter Pares Victoria Ont $1,038,109, Interchurch Fund for International Development Toronto Ont $2,099,371, International Assoc for the Transformation of Man Victoria C-B $58,000, International Child Care of Canada St Catharines Ont $425,450, International Council on Social Welfare Ottawa Ont $53,105, International Defence Aid Fund Southern Africa

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Ottawa Ont $719,930, International Development Education Resources Assoc Vancouver C-B $85,610, Jamaica Self-Help Organization Peterborough Ont $122,600, Jeunesse Canada Monde Montréal Qué $8,685,890, Jeunesse du Monde Québec Qué $323,573, Journées du cinéma africain au Québec Montréal Qué $50,530, K-W Overseas Aid Inc Waterloo Ont $100,000, Leprosy Mission of Canada Don Mills Ont $317,662, Lester B Pearson College Victoria C-B $380,000, Lethbridge University Lethbridge Alb $86,624, London Cross-Cultural Learner Center London Ont $206,819, Maheux Noiseux & Cie Montréal Qué $57,650, Malaspina College Nanaimo C-B $100,000, Manitoba Council for International Cooperation Winnipeg Man $315,214, Manitoba Institute of Management Winnipeg Man $543,785, Match International Centre Ste-Anne-de-Bellevue Qué $390,553, Memorial University of Newfoundland St John's T-N $175,335, Mennonite Brethren Mission and Service Winnipeg Man $428,613, Mennonite Central Committee Canada Winnipeg Man $2,838,715, Mennonite Economic Development Assoc Canada Winnipeg Man $878,093, Mission Aviation Fellow of Canada Guelph Ont $214,035, Nipissing University College North Bay Ont $103,000, Nova Scotia Agricultural College Halifax N-É $170,000, Ontario 490813 Ltd Petrolia Ont $113,515, Ontario Leader in Education Administration Toronto Ont $56,000, Open Learning Institute of British Columbia Richmond C-B $209,284, Operation Eyesight Universal Calgary Alb $1,466,547, Organisation canadienne pour la solidarité et le développement Montréal Qué $4,717,380, Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix Montréal Qué $8,249,685, Organization for Cooperation in Overseas Development Winnipeg Man $701,485, Oxfam-Canada Ottawa Ont $1,302,450, Oxfam-Québec Montréal Qué $853,044, Plan Nagua Inc Charlesbourg Qué $162,326, Plenty Canada Lanark Ont $614,347, Presbyterian Church of Canada Don Mills Ont $575,413, Proveda FIC Inc Montréal Qué $711,929, Provincial Government of Nova Scotia Halifax N-É $69,029, Pueblito Canada Inc Toronto Ont $357,290, Rooftops Canada Toronto Ont $140,000, Ryerson Polytechnical Institute Ottawa Ont $131,648, S I M Canada Scarborough Ont $369,055, Salvation Army Toronto Ont $679,178, Saskatchewan Agriculture Regina Sask $365,658, Saskatchewan Council for International Cooperation Regina Sask $422,265, Saskatchewan Indian Federated College Regina Sask $100,000, Save a Family Plan London Ont $174,278, Save the Children Fund of British Columbia Vancouver C-B $353,080, SECOR Montréal Qué $77,910, Secours aux lépreux Montréal Qué $338,900, Share Agriculture Foundation Inc Milton Ont $60,161, Sir Edmund Hillary Foundation Toronto Ont $119,957, Société de coopération et de développement internationale Sillery Qué $1,159,444, Société de développement international Desjardins (1985) Montréal Qué $4,660,240, Sopar-Limbour Limbour Qué $355,172, South Asia Partnership Ottawa Ont $2,258,220, St Clair College of Applied Arts and Technology Windsor Ont $192,000, St John's Oxfam Committee St John's T-N $112,350, Terre des Hommes St-Laurent Qué $114,641, The Hunger Project Montréal Qué $200,000, Third World Resource Centre Windsor Ont $72,965, Tibetan Refugee Aid Society Vancouver C-B $173,467, Unitarian Service Commission of Canada Ottawa Ont $911,368, United Church of Canada Toronto Ont $2,008,611, United Nations Assoc of Canada Ottawa Ont $490,022, United Nation Children's Fund Canada Toronto Ont $5,100,145, United Nations Environment Program Nairobi Kenya $54,712, Universités de: Alberta Edmonton Alb $603,600, British Columbia Vancouver C-B $193,258, Calgary Calgary Alb $483,605, Carleton Ottawa Ont $697,332, College of Cape Breton Sydney N-É $118,346, Dalhousie Halifax N-É $181,701, du Québec à Hull Hull Qué $60,000, Guelph Guelph Ont $1,162,681, Laval Québec Qué $383,769, Manitoba Winnipeg Man $306,613, McGill Montréal Qué $768,756, McMaster Hamilton Ont $197,816, Moncton Moncton N-B $271,540, Montréal Montréal Qué $137,700, Mount St-Vincent Halifax N-É $112,500, New Brunswick Frédéricton N-B $134,520, Ottawa Ottawa Ont $202,870, Québec à Montréal Montréal Qué $158,429, Québec à Trois-Rivières Trois-Rivières Qué $232,580, Queen's Kingston Ont $246,172, Saskatchewan Saskatoon Sask $267,908, Sherbrooke Sherbrooke Qué $173,546, South Pacific/Isias Suva Fidji $90,000, St Mary's Halifax N-É $214,021, St-Paul Ottawa Ont $66,222, Toronto Toronto Ont $359,295, Trent Peterborough Ont $500,000, Victoria Victoria C-B $100,000, Waterloo Waterloo Ont $230,200, Western Ontario London Ont $304,860, Winnipeg Winnipeg Man $209,496, York Downsview Ont $498,191, Victoria International Development Education Assoc Victoria C-B $82,049, Village Aid Toronto Ont $60,000, World Concern Canada Assoc Richmond C-B $371,647, World Food Day Assoc of Canada Ottawa Ont $149,500, World Inter-Action Ottawa Ottawa Ont $76,100, World Literacy of Canada Toronto Ont $55,815, World Relief Canada Willowdale Ont $330,900, World University Services Canada Ottawa Ont $4,934,023, World Vision Mississauga Ont $1,272,698, Wycliffe Bible Translators Canada Inc Calgary Alb $440,450, Young Men's Christian Assoc of Canada Ottawa Ont $498,191, Young Women's Christian Assoc of Canada Toronto Ont $314,758, Zimbabwe Institute of Public Administration & Management Harare Zimbabwe $104,400.

Encouragements aux investisseurs, institutions et organisations du secteur privé du Canada, aux institutions internationales, aux gouvernements de pays en développement, à leurs organismes et agences, aux institutions locales et régionales des pays en développement, ainsi qu'aux organisations à l'appui de programmes et projets de coopération industrielle, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $32,356,083—A C D S Graphic Systems Inc Hull Qué $50,000, A F S International Inc Calgary Alb $105,000, Acres Davy McKee Engineering Inc Toronto Ont $284,189, Acres International Ltd Niagara Falls Ont $225,581, Agro système international Inc Montréal Qué $85,300, Agrodev Canada Inc Beaconsfield Qué $374,916, Agrovet Inc Boucherville Que $116,100, Airways Compressor Inc Calgary Alb $120,000, Aqua Pura Technologies Inc Calgary Alb $143,625, Ardec Consulting Engineers Toronto Ont $57,235, Atlas-Gest Inc Toronto Ont $57,063, Aviation Planning Services Ltd Montréal Qué $184,472, BC Hydro Vancouver C-B $184,472, B I R O Inc Québec Qué $205,800, Bélair Samson Sherbrooke Qué $90,000, Bell Canada International Ottawa Ont $376,550, Bennett Environmental Consultant Vancouver C-B $226,719, Biopreserve Inc Ville de Laval Qué $149,500, Brazil-Canada Chamber of Commerce Toronto Ont $133,923, Brian Helm Associates Ltd Toronto Ont $235,901, CD Schultz and Company Ltd Vancouver C-B $200,436, C I L Inc Calgary Alb $65,821, C-Tech Ltd Cornwall Ont $52,769, Cambrian Engineering Group Ltd Mississauga Ont $378,420, Canada-India Business Council Ottawa Ont $68,572, Canadian Council of Professional Engineers Ottawa Ont $169,000, Canadian Energy Development Systems Toronto Ont $180,165, Canadian Export Assoc Ottawa Ont $354,953, Canadian Farm Tech Systems Waterloo Ont $57,212, Canadian International Project Manager Ltd Montréal Qué $393,999, Canadian International Technical Exchange Corp Willowdale Ont $249,309, Canadian Manufacturers' Assoc Ottawa Ont $241,703, Canadian National Consultants Ltd Montréal Qué $451,842, Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $464,835, Canedcom International Ltd Scarborough Ont $95,215, Canrede Ltd Willowdale Ont $158,652, Cardinal International Cattle Co Cardinal Ont $75,038, Caribbean Project Development Facility International Ltd Washington DC É-U $390,000, Champion Road Machinery Group Ltd Goderich Ont $122,226, Conference Board of Canada

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Suite*

Ottawa Ont $393,140, Conseiller Cofiam Inc Montréal Qué $190,657, Consultasia Inc Montréal Qué $309,209, Continental Laboratories (1985) Calgary Alb $56,874, Coopérative fédérée du Québec Montréal Qué $76,005, Cowater International Inc Ottawa Ont $380,853, D A F Indal Ltd Mississauga Ont $300,000, D P A Group Inc Halifax N-É $69,465, Delcanda International Ltd Don Mills Ont $176,231, Demers Gordon Baby Montréal Qué $108,656, Dominion Textile Inc Montréal Qué $92,545, E A C Amy & Sons Ltd Ottawa Ont $225,972, Econofitech Ltée Montréal Qué $177,023, Edmonton Irrigation Specialists Edmonton Alb $199,000, Educansult Ltd Toronto Ont $108,186, Electrolyser Corporation Ltd Etobicoke Ont $82,009, Elinca Communications Ltd Ottawa Ont $199,020, Environmental Monitoring and Control Ltd Rexdale Ont $56,950, Equipments Reid Inc Montréal Qué $54,796, Foundation for International Training Don Mills Ont $780,152, Gamma Processing International Ltd Ottawa Ont $60,200, Ganaraska Agricultural Supply Ltd Port Hope Ont $277,508, Gas Metro International Inc Montréal Qué $240,448, Geomines Ltée Montréal Qué $241,277, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $96,140, Groupe Poulin Thériault Ltée Québec Qué $140,000, Groupe-Conseil S M Incorporée Ltée Longueuil Qué $148,730, Groupe-Conseil Tredec Inc Montréal Qué $64,640, H A Simons Ltd Vancouver C-B $52,501, Hartfield Biotechnology Ltd West Vancouver C-B $122,736, Himalayan Power Consultants Toronto Ont $830,000, Howe International Ltd Ottawa Ont $235,547, Hydro Québec International Montréal Qué $151,879, Hydrogeo Canada Montréal Qué $100,000, Imperial Flavours Inc Mississauga Ont $64,022, International Finance Corp Washington DC É-U $131,236, Janin Construction Ltée Montréal Qué $85,925, Judriks Enterprises Ltd Windsor Ont $72,000, Kenting Earth Sciences Ltd Ottawa Ont $50,057, Laferrière et Associés Inc Montréal Qué $610,000, Lambert Lepage Labbé Inc Montréal Qué $56,658, Lavalin International Inc Montréal Qué $823,790, Ledesco Industries Inc L'Assomption Qué $116,051, Ligna Technologies Ltd Don Mills Ont $75,000, LMBDS-Sidam Inc Montréal Qué $132,000, M A Electronics Canada Ltd Mississauga Ont $68,316, MacLean Hunter Ltd Toronto Ont $102,773, Madsen Electronics Canada Ltd Oakville Ont $80,000, Magee Robertson Inc Vancouver C-B $1,778,705, Maheu Noiseux & Co Montréal Qué $233,710, Mar Land Engineering Ltd Markham Ont $131,250, Maria Cioni V Associates Inc Toronto Ont $90,000, Met-Chem Canada Inc Montréal Qué $267,474, Mondo-Tech du Canada Ltée St-Léonard Qué $87,553, Montreal Engineering Co Ltd Montréal Qué $175,000, Noranda Inc Toronto Ont $224,350, North West Resource Consultants Ltd Calgary Alb $100,000, North West Survey Corp Edmonton Alb $103,000, Novacorp International Consulting Calgary Alb $101,050, Novaport Ltd Halifax N-É $126,063, OBOE Engineering Ltd Ottawa Ont $250,360, Open Learning Institute of British Columbia Richmond C-B $93,342, P C O International Ottawa Ont $78,583, P Preston and Associates Ottawa Ont $68,687, Pelican International Inc Fabreville-Laval Qué $247,000, Philipps Barratt Kaiser Engineer Vancouver C-B $100,000, Price Waterhouse Montréal Qué $350,000, Proctor and Redfern International Don Mills Ont $65,000, Projecto International Inc Beaconsfield Qué $223,007, Provigo Inc Montréal Qué $86,543, Raymond Chabot International Inc Montréal Qué $233,966, Redma Consultants Ltd Toronto Ont $292,713, Roche et Associés International Ste-Foy Qué $684,192, Roy et Associés Montréal Qué $72,000, S I R T E C Inc Montréal Qué $272,323, S N C Inc Montréal Qué $754,332, S O G I Informatique Ltée Trois-Rivières Qué $124,000, Sandwell Swan Wooster Inc Vancouver C-B $667,647, Sem-Engineering Ltd Ottawa Ont $160,957, Semi-Tech Microelectronics Corp Markham Ont $67,625, Services Québecair St-Laurent Qué $95,035, Société d'ingénierie Cartier Ltée Montréal Qué $90,000, Solar Systems Industries Ltd Richmond C-B $90,000, Sotrabira Montréal Qué $105,250, Southam Communications Ltd Don Mills Ont $91,529, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $59,003, ASC—Bureau des conseillers en gestion Ottawa Ont $69,244, Stablex Canada Inc Ste-Thérèse-de-Blainville Qué $83,071, Stream-Flo Industries Ltd Edmonton Alb $81,809, Super Steel Structure International Montréal Qué $133,850, Technonet Asia Singapore Singapore $54,587, Tecsult International Ltée Montréal Qué $278,198, Trade Facilitation Office Canada Ottawa Ont $907,632, Trim React Ltd Calgary Alb $80,000, United Tire and Rubber Co Rexdale Ont $75,000, Université du Québec à Chicoutimi Chicoutimi Qué $100,000, WP London and Associates Ltd Niagara Falls Ont $63,975, Walsh Inc Montréal Qué $160,808, Washington Mills Ltd Niagara Falls Ont $50,000, Wescom Communications Studies and Research Ltd Vancouver C-B $53,540, Wood Gundy Inc Toronto Ont $135,000, Wright Engineers Ltd Vancouver C-B $182,487.

Aide alimentaire fournie aux pays en voie de développement, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ou à des organismes non gouvernementaux canadiens et destinée à des bénéficiaires de pays en voie de développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $233,832,331— Adventist Development and Relief Agency Oshawa Ont $105,000, Affiliated Customs Brokers Ltd Montréal Qué $235,444, Agarwala VK Ottawa Ont $328,142, Alberta Food Products Fort Saskatchewan Sask $10,800,775, American Navigation Inc Montréal Qué $1,923,415, Anglo Canadian Shipping Co Vancouver C-B $1,240,987, B Terfloth and Co Canada Inc Montréal Qué $2,438,178, BP Kent Flour Mills Ltd Virden Man $154,371, C S P Foods Ltd Winnipeg Man $18,885,112, Caleb Brett Canada Ltd Longueuil Qué $62,308, Canada Packers Ltd Toronto Ont $6,185,975, Canadian Dairy Commission Ottawa Ont $8,084,032, Canadian Food for Children Toronto Ont $368,554, Canadian Foodgrains Bank Association Montréal Qué $16,000,000, Canadian Lutheran World Relief Winnipeg Man $2,356,500, Canadian Salt Fish Corp St John's T-N $5,837,147, Canadian Wheat Board Winnipeg Man $86,071,944, Canbra Foods Lethbridge Alb $233,910, Care Canada Ottawa Ont $996,000, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $4,457,848, Cook's Division of Gerbo Inc Hensall Ont $1,033,175, Département des Affaires Extérieures Ottawa Ont $842,045, Dover Flour Mills Cambridge Ont $1,271,550, Ellison Milling Co Lethbridge Alb $319,300, Ferguson Brothers of St Thomas St Thomas Ont $137,670, Great Canadian Bean Co Inc Ailpa Craig Ont $204,438, Hensall District Coop Inc Hensall Ont $152,206, Hope International Development Agency New Westminster C-B $278,000, International (Sea Path) Projects Inc Montréal Qué $1,029,982, International Logistics Montréal Qué $585,198, K & N Fisheries Ltd Shelb N-É $690,047, Kuehne and Nagel International Ltd Montréal Qué $447,894, Maple Leaf Mills Ltd Toronto Ont $2,029,592, Maple Leaf Monarch Toronto Ont $535,587, Maritime Agency Ltd West Vancouver C-B $2,868,721, Mennonite Central Committee of Canada Winnipeg Man $440,550, Narp Processors Ltd Sexsmith Alb $5,615,210, Ogilvie Flour Co Ltd Montréal Qué $1,561,662, Ontario Wheat Producers Chatham Ont $16,516,993, Oxfam Québec Montréal Qué $100,000, Parrish and Heimbecker Ltd Toronto Ont $2,210,072, Proctor & Gamble Inc Toronto Ont $611,079, Protos Shipping Ltd Montréal Qué $651,474, R A Chisholm Ltd Toronto Ont $521,559, R I Smith Co Ltd Shag Harbour N-É $2,755,695, Robin Hood Multifoods Ltd Montréal Qué $1,187,343, Rogers Foods Ltd Armstrong C-B $131,519, Sable Fish Packers Ltd Clark's Harbour N-É $918,006, Saga Transport Canada Inc Montréal Qué $1,699,790, SCAC Transport Canada Lachine Qué $4,010,607, Scandian Shipbrokering &

AFFAIRES EXTÉRIEURES—*Fin*

Agency Montréal Qué $3,015,544, Soo Line Mills 1969 Ltd Winnipeg Man $390,220, ASC—Fonds du revenu Approvisionnements Hull Qué $591,892, United Oil Seed Products Ltd Lloydminster Alb $8,823,466, W G Thompson and Sons Ltd Bleinheim Ont $798,634, World Concern Canada Assoc Richmond C-B $107,810, World Food Program Oshawa Ont $1,495,414.

Contributions versées à des institutions et organisations de développement international à l'appui de programmes et projets précis d'aide au développement, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $2,480,474—African Development Bank $1,463,706, Caribbean Development Bank $251,801, World Bank $474,069.

Contributions à des organismes non gouvernementaux internationaux à l'appui de programmes et de projets d'aide au développement et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $20,651,311—African Assoc for Literacy and Adult Education Ottawa Ont $226,000, Aga Khan University Foundation Montréal Qué $85,000, Agency for Co-operation and Research in Development Londres Angleterre $380,000, Approtech Asia Manille Philippines $62,500, Asian Cultural Forum Development Bangkok Thailande $78,800, Asian Institute for Rural Development Bangalore Inde $157,000, Assoc développement faim recherche éducation Afrique Québec Qué $250,000, Assoc mondiale de la prospective sociale Genève Suisse $70,000, Assoc of Commonwealth Universities Londres Angleterre $194,000, Assoc of Geoscientists for International Development Londres Angleterre $62,700, Assoc pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains Ouagadougou Haute Volta $232,502, Caribbean Conservation Assoc St Michael Barbades $50,000, Comité international liaison corps pour l'alimentation Waltham Ma É-U $300,000, Commonwealth Engineer Council Londres Angleterre $56,626, Consejo De Education De Adultos De America Latina Santiago Chili $355,000, Disabled People's International Winnipeg Man $304,800, E T Jackson & Associates Ltd Ottawa Ont $56,494, Environment Liaison Center Nairobi Kenya $268,000, Foundation for International Training Don Mills Ont $274,656, Global Committee of Parliamentarians on Population and Development New York NY É-U $285,000, Innovations et réseaux pour le développement Genève Suisse $95,000, Institut africain pour le développement Abidjan Côte D'Ivoire $450,000, Inter-American Institute of Human Rights Genève Suisse $60,000, Inter-American Legal Services Assoc Bogota Colombie $95,000, Inter-American University Assoc Ste-Foy Qué $350,000, Inter-Press Service Rome Italie $156,500, International Centre for Diarrhoeal Disease Research Dhaka Bangladesh $200,000, International Communication Management Population Program Selangor Malaisie $177,605, International Council for Adult Education Toronto Ont $515,100, International Council for Voluntary Agencies Genève Suisse $170,000, International Development Law Institute Rome Italie $135,000, International Federation for Family Life Promotion Washington DC É-U $140,000, International Federation Institute for Advanced Study Trieste Italie $200,000, International Federation of Agricultural Producers Paris France $50,000, International Institute for Environment and Development Washington DC É-U $332,000, International Ocean Institute Halifax N-É $210,000, International Organization of Consumers' Union La Haye Pays-Bas $75,000, International Planned Parenthood Federation Londres Angleterre $8,897,274, International Savings Bank Institute Genèva Suisse $95,000, International Union Conservation of Nature Gland Suisse $112,500, International Union for the Scientific Study of Population Liege Belgique $82,900, International Women's Tribune Center New York NY É-U $148,800, Intosai Development Initiative Ottawa Ont $100,000, ISIS International Montréal Qué $80,000, Latin American Institute for Transnational Studies Victoriaville Qué $70,000, Network Community Oriented Education Institute Health Sciences Maastricht Paye-Bas $70,000, Obor Inc Clinton Conn É-U $144,000, Pan African Institute for Development Genève Suisse $570,000, Project Counselling Service San Jose Costa Rica $120,000, Society for International Development Washington DC É-U $209,500, Third World Academy of Sciences Trieste Italie $150,000, Women's World Banking New York NY É-U $1,390,000, World Council of Indigenous People Ottawa Ont $110,000, World Organization of Scout Movement Genève Suisse $55,000, World Resources Institute Calgary Alb $67,000, World University Services International Genève Suisse $57,090, World Young Women Christian Assoc Genève Suisse $63,500.

Aide humanitaire et aide d'urgence en cas de désastres aux pays, à leurs organismes et à des personnes de ces pays, ainsi qu'à des institutions internationales et des organisations non gouvernementales canadiennes et internationales à l'égard d'opérations et de programmes, projets, activités et appels généraux et particuliers, et paiement de dépenses administratives particulières s'y rapportant $100,000—United Nations High Commissioner for Refugees Genève Suisse $100,000.

Encaissement de billets délivrés à des institutions financières internationales et à leur fonds d'aide conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) $147,442,610—African Development Bank $11,710,088, African Development Fund $36,000,758, Asian Development Bank $4,376,789, Asian Development Fund $56,192,000, Caribbean Development Bank—Special Development Fund $290,540, Inter-American Development Bank $11,875,340, Inter-American Development Bank—Fund for Special Operations $16,539,095, International Fund for Agricultural Development $10,458,000.

Paiement à la Banque asiatique de développement conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) $2,513,584

FINANCES $5,951,497,745

Département $5,951,063,865

PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES $149,679,738

Paiement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes $1,068,683

Paiement à la Société financière internationale conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes $7,950,055

Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes $140,661,000

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL $5,801,384,127

Subventions aux provinces (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 et autres autorisations législatives) $35,804,557—Terre-Neuve $9,744,145, Île-du-Prince-Édouard $667,674, Nouvelle-Écosse $2,250,724, Nouveau-Brunswick $1,823,587, Québec $4,730,503, Ontario $6,057,479, Manitoba $2,192,784, Saskatchewan $2,175,375, Alberta $3,646,455, Colombie-Britannique $2,515,831.

Paiements aux provinces en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les

FINANCES—*Fin*

contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé $5,706,905,310—Paiements de péréquation $5,702,168,000—Terre-Neuve $736,182,000, Île-du-Prince-Édouard $148,021,000, Nouvelle-Écosse $681,840,000, Nouveau-Brunswick $632,762,000, Québec $2,891,426,000, Manitoba $443,359,000, Saskatchewan $168,578,000; *Paiements en vertu de la partie II à l'égard de la stabilisation fiscale $360,000*—Colombie-Britannique $360,000; *Paiements en vertu de la partie IV à l'égard du revenu garanti $4,300,000*—Saskatchewan $4,300,000; *Paiements en vertu de la partie V à l'égard de revenu non réparti disponible $77,310*—Ontario $77,310.

Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique $257,922,009—Terre-Neuve $11,602,374, Île-du-Prince-Édouard $3,977,531, Québec $3,959,599, Ontario $13,511,886, Manitoba $4,058,883, Saskatchewan $57,214, Alberta $220,007,737, Colombie-Britannique $11,925, Territoires du Nord-Ouest $115,070, Yukon $619,790.

Recouvrement en vertu de la Loi de 1964, c. 26, Sec. 6, sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, Loi sur les allocations aux jeunes ($264,247,749)—Québec ($264,247,749).

Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur les paiements de péréquation supplémentaires 1982-87 $65,000,000—Manitoba $65,000,000.

Vérificateur général $433,880

Contribution à la Fondation canadienne pour la vérification intégrée $429,680

Subvention à l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances $4,200

PÊCHES ET OCÉANS $15,057,911

Département $15,057,911

Aide conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour la construction de chalutiers à l'égard de laquelle aucune subvention d'équipement n'est payable en vertu de quelque autre autorisation fédérale $29,503

Aide à l'égard des coûts relatifs à une réunion et exposition internationale sur l'industrie océanique $14,000

Programme de rachat des permis de pêche commerciale du saumon de l'Atlantique $1,114,293

Subventions aux universités canadiennes et bourses d'études à des recherchistes particuliers à l'appui de la recherche marine et aquatique et des recherches économiques dans les domaines des pêches et de la mer $360,000

Contributions au développement technologique des pêches de l'Atlantique et au transfert d'information $875,894—Centre spécialisé en pêches Grande-Rivière Qué $88,000, Holland College Charlottetown Î-P-É $76,000, Nordco Ltd St John's T-N $53,414, Tavel Ltd Halifax N-É $87,474, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $70,846.

Contribution à Aqua West 86 en vue de l'aider à couvrir les frais de l'exposition 86 $70,000—Aqua West 86 Sechelt C-B $70,000.

Contribution aux pêcheurs de la Côte-Nord, du Bas Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine qui détiennent des permis commerciaux $625,249—E Allain Grande-Rivière Qué $136,798, R Beauchamps Newport Qué $53,100, B Poirier Havre-aux-Maisons Qué $120,000, J-Y Thibault Port-Cartier Qué $225,000.

Contributions aux Autochtones ou groupes d'Autochtones du Nord du Québec, relativement à leurs activités de chasse et pêche $380,000—Corporation of the Northern Village of Kangirsuk Kangirsuk Qué $150,000, Northern Village of Kangirsualujuaq Kangirsualujuaq Qué $150,000, Wemindji Band Council Wemindji Qué $80,000.

Contributions aux usines enregistrées de transformation du poisson, aux sociétés, aux entreprises individuelles ou aux groupes de particuliers, qui travailleront dans les secteurs de l'exploitation, de la transformation, de la commercialisation ou du transport au sein de l'industrie de la pêche à l'Île-du-Prince-Édouard $702,736—PEI Fishermen Assoc Charlottetown Î-P-É $59,786, PEI Groundfish Buyers Charlottetown Î-P-É $80,000, Prince County Fishermen Assoc Alberton Î-P-É $142,000, Prince County Shellfish Assoc Ellerslie Î-P-É $119,000.

Contribution à la «British Columbia Aboriginal Peoples' Fisheries Commission» pour l'amélioration du processus de consultation entre le Département et les usagers autochtones et entre les usagers non autochtones et les usagers autochtones $50,000—British Columbia Aboriginal Peoples' Commission Vancouver C-B $50,000.

Contribution à la «Marine Technology Society» section de la Colombie-Britannique afin de permettre la tenue d'un symposium international sur la technologie et la mise en valeur des océans $13,500

Contribution à l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques afin de financer les coûts relatifs à l'attribution d'un prix annuel pour la rédaction d'articles dans le domaine des sciences et des ressources naturelles $1,500

Contribution à l'Association des chasseurs de phoques du Canada pour l'élaboration d'une stratégie à long terme concernant l'industrie de la chasse aux phoques de la côte Est $80,000—Association des chasseurs de phoques St John's T-N $80,000.

Contribution au comité d'étude des phoques et de leur chasse $45,000

Contribution au Fisheries Council de la Colombie-Britannique pour la promotion des espèces du Pacifique $275,000—Fisheries Council of British Columbia Vancouver C-B $275,000.

Contribution au «Ontario Council of Commercial Fisheries» (OCCF) pour la promotion d'espèces d'eau douce de l'Ontario $13,000

Contribution au Conseil consultatif des fruits de mer en vue d'aider l'industrie de la pêche sur la côte Est et en eaux douces à promouvoir l'industrie du poisson et des fruits de mer canadiens dans le marché canadien $400,000— Conseil consultatif des fruits de mer Ottawa Ont $400,000.

Contribution aux programmes de développement des pêches du Labrador $700,000—Canadian Saltfish Corporation St John's T-N $72,370, East Shore Labrador Development Assoc Port Hope Simpson Labrador T-N $70,650, Government of Nfld and Labrador St John's T-N $500,000.

Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches de la Nouvelle-Écosse $3,517,737—Allied Fisheries Sable River Shelburne Co N-É $59,797, Aucoin Enterprises Ltd Chéticamp N-B $63,156, Canso Sea Products Canso N-É $50,324, Cape Sable Ice (1985) Ltd McGray's Shelburne Co N-É $125,000, C K Fisheries Ltd Meteghan Digby Co N-É $121,461, Comeau & Saulnier Ltd Comeauville Digby Co N-É $50,000, C L Deveau & Son Ltd Salmon River Digby Co N-É $125,000, Fisherman's Market Halifax N-É $125,000, MS

PÊCHES ET OCÉANS—*Fin*

for Fisheries Meteghan Digby Co N-É $52,857, G M Newall Fisheries Newellton Shelburne Co N-É $121,715, Passage Fisheries Ltd Sandy Cove Digby Co N-É $124,575, Seabrook Fisheries Ltd Seabrook Digby N-É $89,715, Howard Turner & Sons Ltd Marie Joseph Guysborough Co N-É $116,769, Victoria Co-op Fisheries Neils Harbour Victoria Co N-É $91,285.

Contribution en vertu de l'entente auxiliaire pour le développement des pêches du Nouveau-Brunswick $4,079,086—Baie Ste-Anne Co-op Ltée Baie Ste-Anne N-B $63,019, Caraquet Ice Co Ltd Caraquet N-B $62,500, Centre de Recherche sur les aliments Moncton N-B $79,996, Community Improvement Corporation Fredericton N-B $2,482,037, Connors Bros Blacks Harbour N-B $50,000, Ellis Seafood Ltd Bathurst N-B $50,000, Maritime Fishermen's Union Shediac N-B $90,000, W Matthews Campobello N-B $50,000, NB Wildlife Federation Moncton N-B $55,500, F Newman Campobello N-B $50,000, Salmonid Seaculture Ltd St George N-B $345,974.

Subvention à l'Association canadienne des sciences géodésiques afin de financer la direction de la Fédération internationale des géomètres $53,000— Association canadienne des sciences géodésiques Ottawa Ont $53,000.

Subvention à des étudiants en biologie pouvant suivre des cours et travailler en français $95,728

Fonds de fiducie de la Commission océanographique intergouvernementale $15,000

Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche $1,356,685—Bank of Montreal Ottawa Ont $270,490, Bank of Nova Scotia Ottawa Ont $197,236, Canadian Imperial Bank of Commerce Ottawa Ont $289,429, Royal Bank of Canada Ottawa Ont $156,554, Toronto Dominion Bank Ottawa Ont $63,874.

Laboratoire de recherches sur les sciences de la mer de l'Université Memorial (Terre-Neuve) $150,000—Université Memorial St John's T-N $150,000.

Droits d'affiliation à l'Organisation hydrographique internationale $26,000

Conseil pour l'utilisation de la mer $15,000

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN $2,156,748,180

Département $2,156,748,180

PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT $1,436,418,973

Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités $856,516

Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique en remplacement des rentes par habitants $300,000

Subventions aux bandes indiennes pour aider à l'élaboration d'un règlement d'appartenance à la bande à la suite de l'élimination des dispositions discriminatoires de la Loi sur les Indiens $2,497,680—Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $99,000, North Shore Tribal Council Cutler Ont $50,500, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $56,100, Sto Lo Nation Society Sardis C-B $76,000, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $66,000, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $68,000.

Octrois à la bande indienne Miawpukek pour le financement des programmes déterminés $5,500,000—Miawpukek Band of Indians Conne River T-N $5,500,000.

Subventions aux organismes des autochtones pour leur permettre de conseiller les particuliers sur les critères d'admissibilité et les exigences relatives au recouvrement du statut d'Indien et à l'inscription des membres $1,500,000—Assembly of First Nations Ottawa Ont $177,084, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $72,640, Metis Association of NWT Yellowknife TN-O $126,875, Native Alliance of Quebec Hull Qué $67,074, Native Council of Canada Ottawa Ont $109,739, Native Council of Canada (Alberta) Edmonton Alb $60,835, Ontario Metis & Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $143,750, Quebec Native Women's Inc Montréal Qué $69,287, United Native Nations Vancouver C-B $108,157.

Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit et à des organismes pour le soutien de leur épanouissement culturel et de leur avancement dans le domaine de l'éducation $1,985,941

Subventions à des particuliers, Indiens et Inuit et à des organismes pour le soutien de leur avancement dans le domaine de l'éducation $31,352,345—Afton Band of Indians Afton N-É $70,598, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $489,169, Chapel Island Band of Indians St Peters N-É $109,015, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-É $98,011, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $72,823, Membertou Band of Indians Sydney N-É $198,082, Millbrook Band of Indians Truro N-É $163,661, Oromocto Band of Indians Oromocto N-B $54,486, Pictou Landing Band of Indians Pictou Landing N-É $61,534, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $94,396, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $312,161, St Mary's Band of Indians Frédéricton N-B $434,200, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $66,350, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $90,804, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $288,921.

Prestations d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens résidant dans les réserves indiennes $65,330,618—Edmunston Band of Indians St-Basile N-B $77,201, Papineau Band of Indians Bathurst N-B $67,250.

Subventions à des particuliers pour protéger les enfants indiens et inuit, les particuliers et les familles demeurant sur les réserves indiennes $1,718,984

Subventions à des particuliers et à des organismes aux fins de développement économique et d'emploi destinés aux Indiens et aux Inuit $2,180,803—Native Business Summit Foundation of Canada Toronto Ont $319,316.

Subvention à la Fondation des ressources pour les entrepreneurs et les collectivités autochtones aux fins du développement économique des autochtones $619,316

Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils régionaux et aux agglomérations inuit à l'appui de leur administration $11,781,045—Alexander Band Morinville Alb $63,663, Alexis Band Glenevis Alb $55,842, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $69,157, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $53,179, Beardy's Band Duck Lake Sask $69,157, Beausoleil Band Cedar Point Ont $69,597, Big River Band Debden Sask $69,157, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $55,842, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $69,157, Blackfoot Band Gleichen Alb $69,157, Blood Band Stand Off Alb $69,157, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $50,500, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $66,494, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $63,831, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $61,168,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Chippewas of Rama Band Rama Ont $52,616, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $61,393, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $69,157, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $66,494, Constance Lake Band Constance Lake Ont $58,505, Cote Band Kamsack Sask $69,157, Couchiching Band Fort Frances Ont $55,842, Cowessess Band Broadview Sask $69,157, Cree Band Fort Chipewyan Alb $63,831, Curve Lake Band Curve Lake Ont $58,505, Dene Tha Band Chateh Alb $69,157, English River Band Patuanak Sask $50,500, Enoch Band Winterburn Alb $61,168, Ermineskin Band Hobbema Alb $69,157, Fishing Lake Band Wadena Sask $55,842, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $58,505, Fort Albany Band Fort Albany Ont $61,168, Fort Hope Band Pickle Lake Ont $69,157, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $50,516, Frog Lake Band Heinsburg Alb $63,831, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $61,168, Golden Lake Band Golden Lake Ont $53,179, Gordon Band Punnichy Sask $69,157, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $53,179, Island Lake Band Loon Lake Sask $50,500, Islington Band Whitedog Ont $62,124, James Smith Band Kinistino Sask $69,157, John Smith Band Birch Hills Sask $50,516, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $55,842, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $50,516, Kashechewan Band Kashechewan Ont $69,157, Keeseekoose Band Kamsack Sask $61,168, Kehewin Band Bonnyville Alb $61,168, Key Band Norquay Sask $50,516, Lac la Ronge Band Lac la Ronge Sask $69,157, Lac Seul Band Hudson Ont $69,157, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $334,928, Liard Indian Band Watson Lake TY $69,341, Little Pine Band Paynton Sask $58,505, Little Red River Band High Level Alb $69,157, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $53,179, Louis Bull Band Hobbema Alb $58,505, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $50,500, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $58,505, Mistawasis Band Leask Sask $63,831, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $69,157, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $69,157, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $69,157, Moose Factory Band Moose Factory Ont $69,157, Moosomin Band Cochin Sask $53,179, Moravian of The Thames Band Thamesville Ont $50,156, Mosquito Band Cando Sask $50,516, Muscowpetung Band Edenwold Sask $50,516, Muskeg Lake Band Leask Sask $53,179, Muskowekwan Band Lestock Sask $53,179, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $61,914, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $55,842, Nut Lake Band Rose Valley Sask $69,157, Ochapowace Band Broadview Sask $53,179, One Arrow Band Batoche Sask $53,179, Oneidas of The Thames Band Southwold Ont $69,157, Onion Lake Band Lloydminster Sask $69,157, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $58,505, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $58,505, Paul Band Duffield Alb $61,168, Peepeekisis Band Balcarres Sask $66,494, Peigan Band Brocket Alb $69,157, Pelican Lake Band Leoville Sask $53,179, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $69,157, Piapot Band Cupar Sask $61,168, Pikangikum Band Pikangikum Ont $66,494, Poorman Band Quinton Sask $68,550, Poundmaker Band Cutknife Sask $53,179, Rainy River Band Emo Ont $50,516, Red Earth Band Carrot River Sask $50,516, Red Pheasant Band Cando Sask $55,582, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $69,157, Sakimay Band Grenfell Sask $55,842, Samson Band Hobbema Alb $69,157, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $69,157, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $69,157, Sarcee Band Calgary Alb $55,842, Saugeen Band Southampton Ont $61,168, Saulteaux Band Cochin Sask $50,516, Serpent River Band Cutler Ont $50,516, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $69,157, Spanish River Band Massey Ont $69,157, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $61,879, Stoney Band Morley Alb $69,157, Stony Rapids Band Black Lake Sask $55,842, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $63,831, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $50,516, Sweetgrass Band Gallivan Sask $55,842, Thunderchild Band Turtleford Sask $63,831, United Chiefs & Councils of Manitoulin Island West Bay Ont $113,225, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $69,157, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $55,800, Wepekeka Band Angling Lake Ont $82,899, West Bay Band Excelsior Ont $66,494, White Bear Band Carlyle Sask $69,200, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $50,516, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $69,157, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $69,157, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $169,000.

Subvention à la bande indienne Sechelt conformément à la Loi sur l'autonomie gouvernementale des Sechelts $326,886—Sechelt Indian Band Sechelt C-B $326,886.

Contributions aux bandes indiennes pour la sélection de terres $584,748—Federation of Sask Indians Saskatoon Sask $50,000, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $65,500, Westbank Band Westbank C-B $71,316.

Contributions à la province de Terre-Neuve pour pourvoir aux programmes et services offerts aux Autochtones résidant dans cette province et au Labrador $6,684,270—Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $6,684,270.

Contributions aux bandes indiennes pour la gestion foncière et des propriétés $3,363,360—Blood Band Stand Off Alb $86,500, Dion Joe Edmonton Alb $210,000, Ministre des Finances Victoria C-B $639,328, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $68,079, Peigan Band Brocket Alb $128,500, Province du Manitoba Winnipeg Man $91,855, Saskatchewan Parks and Renewable Resources Prince Albert Sask $245,105, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $50,000, Treasurer of Ontario Toronto Ont $372,722.

Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'effectif des bandes $1,068,777—Mistawasis Band Leask Sask $62,645.

Contributions à des particuliers, à des bandes et à des associations indiennes pour le financement de procès types $2,566,270—Gitksan Wet' Suwet' En Tribal Council Vancouver C-B $1,501,400, Murray W Ross Toronto Ont $200,000, Watts and Woodward Vancouver C-B $635,000.

Contributions versées aux bandes indiennes et inuit et aux établissements, aux conseils tribaux, aux conseils de district et aux autres organisations administratives pour faciliter leurs négociations relatives à l'autonomie gouvernementale $3,284,573—Assembly of First Nations Ottawa Ont $110,000, Comprehensive Claim Coalition Ottawa Ont $100,000, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $3,049,483.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit, à leurs conseils scolaires, aux gouvernements provinciaux, à des particuliers et autres organismes pour le soutien de l'éducation et les services relatifs à l'éducation $335,193,215—502133 Ontario Ltd Corporation Fort Frances Ont $80,287, Abegweit Band of Indians Cornwall Î-P-É $204,768, Abitibiwinni Band Amos Qué $729,473, Adams Lake Band Chase C-B $119,153, Afton Band of Indians Afton N-É $131,214, Ahousaht Band Ahousaht C-B $791,959, Alberta School for The Deaf Edmonton Alb $99,521, Alderville Band Roseneath Ont $173,586, Alexander Band Morinville Alb $1,487,167, Alexis Band Glenevis Alb $260,519, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $155,005, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $404,015, Anaham Band Alexis Creek C-B $266,530, Anspayax School Society Hazelton C-B $494,607, Antigonish District School Board Antigonish County N-É $136,388, Arcola School Division 72 Arcola Sask $112,243, Athol Murray College of Notre Dame Wilcox Sask $73,968, Atlantic Provinces Special Education Authority Amherst N-É $107,128, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$618,182, Balcarres School Division 87 Balcarres Sask $387,025, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $406,987, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $580,311, Battleford School Division 58 Battleford Sask $77,610, Beardy's Band Duck Lake Sask $1,352,542, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $123,165, Beausoleil Band Cedar Point Ont $281,100, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $334,183, Bella Bella Community School Society Port Hardy C-B $1,385,078, Bella Coola Band Bella Coola C-B $414,915, Berens River Band Berens River Man $1,043,110, Betsiamites Band Betsiamites Qué $2,328,959, Big C Band La Loche Sask $506,500, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $1,358,989, Big Grassy Band Morson Ont $312,413, Big Island Band Morson Ont $70,380, Big River Band Debden Sask $303,606, Biggar School Division 50 Biggar Sask $409,082, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $449,406, Birdtail Sioux Band Beulah Man $400,803, Blackfoot Band Gleichen Alb $172,431, Blaine Lake School Div 57 Biggar Sask $548,858, Blood Band Stand Off Alb $319,000, Blood Reserve School Bus Co-op Ltd Cardston Alb $1,972,571, Bloodvein Band Bloodvein Man $625,180, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $1,671,887, Blueberry River Band Buick C-B $149,750, Bonaparte Band Cache Creek C-B $77,302, Broadview School Division 18 Broadview Sask $687,461, Brokenhead Band Scanterbury Man $169,688, Brunswick House Band Chapleau Ont $123,741, Buffalo River Band Buffalo River Sask $195,700, Bull S Goodfish Lake Alb $138,167, Burnt Church Band of Indians Legaceville N-B $1,112,221, Commission scolaire de l'Industrie Joliette Qué $219,559, Commission scolaire Deux-Montagnes St-Joseph-du-Lac Qué $68,783, Commission scolaire du Littoral Sept-Îles Qué $990,671, Commission scolaire Lac Témiscamingue Ville-Marie Qué $321,541, Commission scolaire Laurenval Laval Qué $209,185, Commission scolaire Louis Joliet-Havre-St-Pierre Qué $57,279, Commission scolaire Miguasha Carleton Qué $107,183, Commission scolaire Moyenne Côte-Nord Havre-St-Pierre Qué $144,061, Commission scolaire Régionale de La Mauricie Shawinigan Qué $50,579, Commission scolaire Régionale du Golfe Sept-Îles Qué $142,108, Commission scolaire Régionale La Verendrye Val d'Or Qué $605,662, Commission scolaire Val d'Or Val d'Or Qué $671,802, Calgary Board of Educ Calgary School Dist #19 Calgary Alb $645,398, Calgary Catholic Board of Educ CGY Sch Dist #1 Calgary Alb $619,683, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $543,505, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $75,200, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $268,000, Canora School Division 37 Canora Sask $55,946, Canyon City Band Terrace C-B $50,496, Cape Breton District School Board Cape Breton County N-É $457,189, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $104,168, Cardston School Division No 2 Cardston Alb $2,928,225, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $138,000, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $64,638, Cat Lake Band Cat Lake Ont $76,501, Central Algoma Board of Education Richards Landing Ont $219,508, Chapel Island Band of Indians St Peters N-É $465,541, Chapleau Ojibway Band Chapleau Ont $58,607, Chehalis Band Agassiz C-B $563,734, Chemainus Band Ladysmith C-B $217,133, Chemawawin Band Easterville Man $262,802, Chemawawin Education Authority Easterville Man $533,151, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $85,008, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $222,580, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $148,741, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $509,075, Chippewas of Rama Band Rama Ont $166,100, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $265,128, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $544,389, Chippewas of The Thames Band Southwold Ont $114,283, Clayoquot Band Tofino C-B $103,339, Colchester East Hants District School Board Colchester County N-É $1,072,270, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $133,961, Coldwater Band Merritt C-B $329,710, Comite Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $241,542, Constance Lake Band Constance Lake Ont $1,222,736, Coqualeetza Education Training Centre Sardis C-B $55,000, Cote Band Kamsack Sask $217,014, Couchiching Band Fort Frances Ont $235,103, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $141,661, County of Lac Ste Anne No 28 Sangudo Alb $448,773, County of Newell No 4 Brooks Alb $196,128, County of Parkland No 31 Stony Plain Alb $1,677,214, County of Ponoka No 3 Ponoka Alb $1,481,458, County of Smoky Lake No 13 Smoky Lake Alb $340,861, County of St Paul No 19 St Paul Alb $1,959,404, County of Vulcan No 2 Vulcan Alb $421,783, County of Wetaskiwin No 10 Wetaskiwin Alb $633,519, County of Wheatland No 16 Strathmore Alb $812,503, Cowessess Band Broadview Sask $112,829, Cowichan Band Duncan C-B $851,803, Crane River Band Crane River Man $100,881, Cross Lake Band Cross Lake Man $1,366,345, Cumberland House Band Cumberland House Sask $261,300, Cupar School Division 28 Cupar Sask $657,682, Curve Lake Band Curve Lake Ont $642,500, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $378,082, Dakota Plains Band Edwin Man $141,587, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $83,070, Dauphin Ochre School Division Dauphin Man $120,881, Dauphin River School Division #1 Dauphin Man $201,492, Deer Lake Band Deer Lake Ont $275,785, Dene Tha Band Chateh Alb $61,600, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $131,907, Ditidaht Band Port Alberni C-B $79,520, Dokis Band Monetville Ont $267,722, Doore L Cluny Alb $86,927, Drumheller Valley School Division No 62 Drumheller Alb $185,717, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $324,236, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $138,442, Écoles Séparées Catholiques Témiscaming New Liskeard Ont $76,646, Edmonton Roman Catholic Separate School Dist #7 Edmonton Alb $50,582, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $157,718, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $161,251, Ehattesaht Band Campbell River C-B $120,788, English River Band Patuanak Sask $389,600, Enoch Band Winterburn Alb $200,668, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $3,212,644, Exshaw School District No 1699 Exshaw Alb $602,203, Fed of Saskatchewan Indians Prince Albert Sask $434,505, First Nation Technical Institute Deseronto Ont $63,000, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $78,000, Fisher River Educ Authority Koostatak Man $1,326,712, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $543,150, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $780,400, Foothills School Division No 38 High River Alb $165,323, Fort Albany Band Fort Albany Ont $173,455, Fort Babine Education Society Smithers C-B $172,600, Fort Frances Board of Education Fort Frances Ont $1,482,271, Fort Frances District Roman Catholic Separate School Board Fort Frances Ont $294,116, Fort Hope Band Pickle Lake Ont $533,733, Fort La Bosse School Division #1 Virden Man $56,700, Fort McMurray Roman Catholic Separate Sch Dist #32 Fort McMurray Alb $126,788, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $150,800, Fort Severn Band Fort Severn Ont $57,734, Fort Vermilion School Division No 52 Fort Vermilion Alb $2,668,988, Fort Ware Band Fort Ware C-B $61,800, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $159,187, Fountain Band Lillooet C-B $76,586, Four Bands of Hobbema Hobbema Alb $259,903, Fox Lake Band Gillam Man $82,500, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $81,086, Frog Lake Band Heinsburg Alb $826,869, Frontier School Division Winnipeg Man $11,152,377, Garden Hill Band Island Lake Man $225,341, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $991,901, Geraldton Board of Education Geraldton Ont $208,901, Geraldton District Roman Catholic Separate School Board Geraldton Ont $78,456, Gibson Band Bala Ont $119,345, Gitanmaax Band Hazelton C-B $71,600, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $70,810, Gitsegukla Native Education Society South Hazelton C-B $55,000, Gitsegukla Band South Hazelton C-B $376,000, Gitwangak Band Kitwanga C-B $103,400, Glen Avon Protestant Separate School Dist No 5

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

St Paul Alb $192,506, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $320,432, God's River Band God's River Man $128,076, Golden Lake Band Golden Lake Ont $375,510, Gordon Band Punnichy Sask $274,199, Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B $137,406, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $175,092, Grenfell School Division 92 Grenfell Sask $58,742, Gull Bay Band Gull Bay Ont $77,483, Gwasala Nakwaxdaxw Band Port Hardy C-B $317,358, Halfway River Band Wonowon C-B $55,950, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $101,442, Hastings County Board of Education Belleville Ont $459,876, Heart Lake Band Lac la Biche Alb $232,290, Henvey Inlet Band Pickerel Ont $151,649, Hesquiaht Band Tofino C-B $130,512, Hiawatha Band Keene Ont $110,185, Hobbema Transport Ltd Ponoka Alb $1,263,669, Hollow Water Band Wanipigow Man $853,748, Houle Cardinal bus Lines Ltd St Paul Alb $561,296, Indian Head School Division 19 Indian Head Sask $659,300, Indian Island Band of Indians Rexton N-B $53,592, Indian Way School Kahnawake Qué $87,657, Ingenika Band Prince George C-B $107,100, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $2,161,010, Inverness District School Board Inverness County N-É $100,896, Iskut Band Iskut C-B $107,211, Island Lake Band Loon Lake Sask $411,200, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $1,893,557, Islington Band Whitedog Ont $869,975, James Smith Band Kinistino Sask $1,298,000, John Smith Band Birch Hills Sask $380,701, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $645,500, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $141,862, Kamloops Band Kamloops C-B $104,254, Kamsack School Division 35 Kamsack Sask $956,375, Kanesatake Band Council Oka Qué $292,808, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $163,405, Kashechewan Band Kashechewan Ont $576,976, Keeseekoose Band Kamsack Sask $169,850, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $391,294, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $1,991,904, Kehewin Band Bonnyville Alb $1,004,227, Kelsey School Division #48 The Pas Man $253,845, Kenora Board of Education Kenora Ont $430,932, Kenora District Roman Catholic Separate School Board Kenora Ont $288,293, Kent County Board of Education Chatham Ont $1,017,361, Key Band Norquay Sask $61,980, Kilkenny District School Board Nakina Ont $157,200, Kincolith Band Kincolith C-B $215,168, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $348,646, Kinistino Band Chagoness Sask $472,003, Kinistino School Div 55 Kinistino Sask $85,526, Kipawa Band Council Temiscaming Qué $91,193, Kitamaat Band Kitamaat C-B $285,843, Kitasoo Band Klemtu C-B $304,044, Kitkatla Band Kitkatla C-B $102,635, Kitwancool Band Kitwanga C-B $521,293, Kluskus Band Quesnel C-B $120,980, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $78,000, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $56,432, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $84,574, Kyuquot Band Kyuquot C-B $65,129, La Romaine Band La Romaine Qué $175,351, Lac la Biche School Division No 51 Lac la Biche Alb $68,861, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $150,826, La la Hache Band Wollaston Sask $61,300, Lac la Ronge Band Lac la Ronge Sask $2,943,055, Lac Seul Band Hudson Ont $67,369, Lac Simon Band Lac Simon Qué $513,243, Lakalzap Band Greenville C-B $81,629, Lake Babine Band Burns Lake C-B $698,600, Lake Manitoba Education Authority Vogar Man $947,445, Lake St Martin Band Gypsumville Man $272,554, Lakehead Board of Education Thunder Bay Ont $285,290, Lakehead District Roman Catholic Separate School Board Thunder Bay Ont $250,531, Lakehead Superior Board of Education Thunder Bay Ont $256,490, Lakeland Public School District No 5460 Bonnyville Alb $202,123, Lakeland Roman Catholic Separate School Dist #150 Bonnyville Alb $200,188, Lambton County Board of Education Lambeth Ont $1,135,606, Last Mountain School Division 29 Govan Sask $1,129,049, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $172,617, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $245,836, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $6,936,500, Lethbridge Catholic Separate School District No 9 Lethbridge Alb $155,138, Lethbridge School District No 51 Lethbridge Alb $208,239, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $211,490, Little Black Bear Band Goodeve Sask $148,574, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $67,946, Little Pine Band Paynton Sask $442,046, Little Red River Band High Level Alb $2,530,626, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $195,675, London Board of Education London Ont $768,638, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $568,030, Long Lake No 77 Band Longlac Ont $307,120, Long Plain Band Edwin Man $1,025,177, Long Point Band Council Winneway River Qué $876,418, Lower Kootenay Band Creston C-B $66,486, Lower Nicola Band Merritt C-B $328,837, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $62,026, Lytton Band Lytton C-B $269,501, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $1,271,500, Manitoba Indian Education Association Incorporated Winnipeg Man $766,935, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $78,000, Manitoulin Board of Education Little Current Ont $248,125, Mannawanis Private School St Paul Alb $98,456, Manouane Band Manouane Qué $527,583, Many Bears D Cluny Alb $55,368, Maple Creek School Division 17 Maple Creek Sask $101,392, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $1,817,648, Masset Band Masset C-B $196,181, Mathias Columb Band Pukatawagan Man $572,501, Mattagami Band Gogama Ont $120,939, McLeod Lake Band Prince George C-B $81,200, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $2,780,191, Meadow Lake School Division 66 Meadow Lake Sask $86,998, Melville Comp School Melville Sask $74,506, Melville School Div 108 Melville Sask $50,886, Membertou Band of Indians Sydney N-É $227,047, Metchewais M Grand Centre Alb $133,194, MicMacs of Maria Band Council Maria Qué $411,097, Middlesex County Board of Education London Ont $268,525, Millbrook Band of Indians Truro N-É $211,389, Mine Centre District School Mine Centre Ont $456,846, Mingan Band Mingan Qué $122,438, Ministre des Finances Victoria C-B $27,818,920, Ministre des Finances Province du N-B Frédéricton N-B $2,042,620, Ministre des Finances Province du N-B Bande #11 Frédéricton N-B $234,850, Ministre des Finances Province du N-B Bande #16 Frédéricton N-B $269,010, Mississauga Band Blind River Ont $375,129, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $58,782, Mistawasis Band Leask Sask $452,609, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $1,258,472, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $3,629,242, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $640,153, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $136,672, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $3,010,873, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $215,085, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $565,377, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $2,532,836, Montana Adventist Private School Hobbema Alb $155,777, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $1,280,500, Moose Deer Point Band Mactier Ont $246,130, Moose Factory Band Moose Factory Ont $2,883,077, Moose Lake Band Moose Lake Man $192,097, Moose Woods Band Saskatoon Sask $151,646, Moosomin Band Cochin Sask $284,341, Moravian of The Thames Band Thamesville Ont $130,862, Moricetown Band Smithers C-B $796,600, Mosquito Band Cando Sask $275,293, Mount Currie Band Mount Currie C-B $988,630, Muscowpetung Band Edenwold Sask $64,881, Muskeg Lake Band Leask Sask $588,544, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $1,153,670, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $54,970, Musqueam Band Vancouver C-B $194,905, Naicatchewein Band Delvin Ont $125,414, Nanaimo Band Nanaimo C-B 104,383, Natashquan Band Natashquan Qué $202,203, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $1,111,136, Nazko Band Quesnel C-B $52,575, Necoslie Band

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Fort St James C-B $523,661, Nelson House Education Authority Nelson House Man $1,925,754, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $132,675, Neskainlith Band Chase C-B $52,216, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $121,114, Nimpkish Band Alert Bay C-B $539,288, Nipigon Red Rock Board of Education Red Rock Ont $247,128, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $697,286, Nipissing Board of Education North Bay Ont $199,379, North Battleford Management Association North Battleford Sask $499,787, North Battleford School Division 103 North Battleford Sask $448,185, North Battleford Separate School Div 16 North Battleford Sask $232,906, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $138,197, North Superior Dist School Board Schreiber Ont $318,628, North of Superior Roman Catholic Separate School Board Sault Ste Marie Ont $97,716, North Thompson Band Barriere C-B $75,744, Northern District School Area Board Armstrong Ont $79,367, Northern Lakes School Division 64 Spiritwood Sask $779,596, Northern Lights School Division 113 Prince Albert Sask $2,975,118, Northern Nishnawbe Education Council Sioux Lookout Ont $3,993,108, Northland School Division No 61 Peace River Alb $7,706,975, Northside Victoria District School Board Victoria County N-É $86,745, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $180,895, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $134,619, Norway House Band Norway House Man $171,387, Nut Lake Band Rose Valley Sask $268,654, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $119,500, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $402,050, Obedjiwan Band Roberval Qué $320,902, Ochapowace Band Broadview Sask $127,532, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $86,393, Odanak Band Odanak Qué $157,693, Ojibway Cree Cultural Centre Moose Factory Ont $227,017, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $627,314, Okanagan Band Vernon C-B $269,947, Okanagan Indian Education Society Penticton C-B $50,000, Okanagan Indian Educational Resource Society Penticton C-B $165,000, Okanese Band Balcarres Sask $98,181, One Arrow Band Batoche Sask $601,268, Oneidas of The Thames Band Southwold Ont $657,213, Onion Lake Band Lloydminster Sask $2,508,866, Ontario Institute of Studies Toronto Ont $155,876, Ontario Native Education Counselling Association Hastings Ont $131,305, Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man $1,974,879, Oromocto Band of Indians Oromocto N-B $110,514, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $111,011, Osoyoos Band Oliver C-B $59,189, Oxford House Band Oxford House Man $215,817, Parkland School Division 63 Shellbrook Sask $785,649, Parry Island Band Parry Sound Ont $514,105, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $129,359, Paul Band Duffield Alb $299,263, Pavilion Band Cache Creek C-B $80,890, Paynton School Division 102 Paynton Sask $68,505, Peepeekisis Band Balcarres Sask $281,381, Peguis School Board Hodgson Man $2,324,492, Peigan Band Brocket Alb $1,349,184, Pelican Lake Band Leoville Sask $134,659, Penelakut Band Chemainus C-B $67,708, Penticton Band Penticton C-B $107,671, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $2,235,831, Piapot Band Cupar Sask $277,036, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $128,744, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $275,616, Pictou District School Board Pictou County N-É $207,077, Pictou Landing Band of Indians Pictou Landing N-É $177,952, Pikangikum Band Pikangikum Ont $254,139, Pincher Creek School Division No 29 Pincher Creek Alb $604,534, Pincher Creek St Michael's Roman Catholic Sep Sch Dist No 18 Pincher Creek Alb $222,327, Pine Creek Education Authority Camperville Man $716,288, Ponoka Roman Catholic Separate School Dist No 95 Ponoka Alb $287,853, Poorman Band Quinton Sask $1,116,948, Poplar River Band Negginan Man $126,009, Poundmaker Band Cutknife Sask $565,813, Prince Albert Comprehensive High School Prince Albert Sask $360,413, Prince Albert District Chiefs Management Co Ltd Prince Albert Sask $3,112,750, Prince Albert Roman Catholic Separate School Division 6 Prince Albert Sask $324,924, Prince Albert Rural School Division 56 Prince Albert Sask $209,477, Prince Albert School Division 3 Prince Albert Sask $533,455, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $2,201,443, R J D Williams School for Deaf Saskatoon Sask $249,439, Rainy River Band Emo Ont $571,464, Rat Portage Band Kenora Ont $77,405, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $133,852, Red Earth Band Carrot River Sask $670,500, Red Earth Shoal Lake Education Authority Prince Albert Sask $695,700, Red Pheasant Band Cando Sask $505,313, Red Rock Indian Band Nipigon Ont $56,095, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $124,097, Régina East School Division 77 Régina Sask $179,842, Régina Roman Catholic Separate School Régina Sask $153,500, Régina School Division 4 Régina Sask $65,141, Regional School Board of Gaspesie New Carlisle Qué $214,338, Restigouche Band Council Restigouche Qué $1,745,428, River Desert Band Council Maniwaki Qué $1,816,055, Rocky Bay Indian Band Macdiarmid Ont $80,948, Rocky Mountain School Division No 15 Rocky Mountain House Alb $130,198, Rockyview School District No 41 Calgary Alb $259,666, Rolling River Band Erickson Man $409,005, Roseau River Band Ginew Man $1,091,670, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $339,897, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $80,115, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,376,680, Saddle Lake Full Gospel Church Christian School Saddle Lake Alb $241,875, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $2,512,388, Sakimay Band Grenfell Sask $81,671, Samson Adventist Private School Hobbema Alb $164,240, Sandy Bay Education Authority Marius Man $2,486,406, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $447,598, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $368,129, Sarcee Band Calgary Alb $352,870, Sask Valley School Div 49 Warman Sask $98,297, Saskatoon Board of Education Sask Saskatoon $287,434, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $1,290,800, Saugeen Band Southampton Ont $680,000, Saulteaux Band Cochin Sask $568,636, Seabird Island Band Agassiz C-B $437,208, Sechelt Band Sechelt C-B $73,981, Secwepemc Cultural Education Society Kamloops C-B $50,000, Seine River Band Mine Centre Ont $153,269, Serpent River Band Cutler Ont $312,377, Seton Lake Band Shalalth C-B $354,512, Shamattawa Band Shamattawa Man $62,368, Shawanga Band Nobel Ont $142,164, Sheguiandah Band Sheguiandah Ont $131,962, Sheshaht Band Port Alberni C-B $276,788, Sheshegwaning Band Sheshegwaning Ont $150,890, Shoal Lake Band Carrot River Sask $501,100, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $429,500, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $104,156, Shoal River Band Pelican Rapids Man $763,391, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $294,422, Sioux Valley Education Board Griswold Man $1,430,192, Skidegate Band Queen Charlotte City C-B $50,238, Skwah Band Chilliwack C-B $67,304, Smallboy Camp School Hinton Alb $64,853, Soda Creek Band Williams Lake C-B $61,140, Southeast Tribal Division School Inc Winnipeg Man $2,785,506, Southern Sask School Bus Transp Yorkton Sask $73,750, Spallumcheen Band Enderby C-B $251,280, Spanish River Band Massey Ont $1,519,211, Split Lake Band Split Lake Man $130,169, Squamish Band North Vancouver C-B $289,265, St Joseph's School Chemainus C-B $108,974, St Mary's Band of Indians Fredericton N-B $257,919, St Paul Regional High School District No 1 St Paul Alb $130,438, St Paul School District No 2228 St Paul Alb $198,621, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $224,292, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $228,929, Starblanket Band Balcarres Sask $165,332, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $62,732, Stone Band Hanceville C-B $170,820, Stoney Band Morley Alb $1,970,189, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $230,800, Stony Rapids Band Black Lake Sask $1,016,600, Stormont Dundas and Glengarry County BD of Educ Cornwall Ont $1,135,336, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $467,858, Sturgeon Lake

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Spruce Home Sask $1,153,100, Sturgeon School District No 24 Morinville Alb $250,874, Sturgis School Division 45 Sturgis Sask $95,514, Sucker Creek Band Little Current Ont $379,448, Summer Beaver District School Board Summer Beaver Ont $93,031, Summer Beaver Settlement Band Summer Beaver Ont $650,361, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $146,327, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $81,466, Swan Lake Band Swan Lake Man $472,530, Swan Valley School Division #35 Swan River Man $150,804, Sweetgrass Band Gallivan Sask $478,124, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $52,177, Takla Lake Band Takla Landing C-B $129,002, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $633,431, Temagami Band Temagami Ont $209,618, Teulon Residences Inc Teulon Man $55,000, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $213,380, The Brantford County Board of Education Brantford Ont $463,517, The Haldimand Board of Education Cayuga Ont $1,714,676, The Simcoe County Board of Education Barrie Ont $297,560, The Simcoe County Roman Catholic Board of Educ Barrie Ont $114,616, Thibeault Roman Catholic Separate Sch Dist No 35 Morinville Alb $74,673, Thunderchild Band Turtleford Sask $823,231, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $103,716, Timmins Board of Education Timmins Ont $179,224, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $403,819, Toosey Band Riske Creek C-B $51,636, Trésorier de l'Ontario Toronto Ont $139,833, Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B $60,600, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $146,000, Turtleford School Division 65 Turtleford Sask $177,357, Ucluelet Band Ucluelet C-B $64,329, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $252,425, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $156,955, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $88,375, University of Western Ontario London Ont $307,822, Upper Nicola Band Merritt C-B $437,771, Valley River Band Shortdale Man $331,341, Wabigoon Band Dinorwic Ont $234,973, Wadena School Division 46 Wadena Sask $642,556, Wagmatcook Band of Indians Baddeck N-É $324,338, Wahpeton Band Prince Albert Sask $751,950, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $814,365, Wasagamack Band Wasagamack Man $156,245, Waterchief M Gleichen Alb $60,250, Waterhen Band Skownan Man $89,556, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $939,300, Waywayseecappo Education Authority Rossburn Man $1,101,205, Webequie Settlement Band Webequie Ont $259,208, Weenusk Band Winisk Ont $74,511, Wepekeka Band Angling Lake Ont $67,001, West Bay Band Excelsior Ont $1,222,015, West Parry Sound Board of Education Parry Sound Ont $94,301, West Region Tribal Council Dauphin Man $674,753, Westbank Band Kelowna C-B $71,722, Wetaskiwin Roman Catholic Separate Sch Dist No 15 Wetaskiwin Alb $229,203, Wetaskiwin School District No 264 Wetaskiwin Alb $834,398, Weymontachie Band Sanmaur Qué $977,269, White Bear Band Carlyle Sask $853,534, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $1,143,160, Whitefish Lake Band Naughton Ont $326,071, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $206,061, Whitefish River Band Birch Island Ont $329,124, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $543,626, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $1,375,484, Wilkie School Division 59 Wilkie Sask $535,367, Williams Lake Band Williams Lake C-B $93,957, Willowcreek School Division No 28 Claresholm Alb $1,375,184, Winnipeg L Gleichen Alb $76,758, Winnipeg School Division #1 Winnipeg Man $50,936, Witchekan Lake Band Spiritwood Sask $51,345, Wolseley School Division 25 Wolseley Sask $88,841, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $118,511, Yorkton District Chiefs Yorkton Sask $56,250.

Contribution à la province de Québec relativement à l'éducation des Indiens Cris et Inuit, conformément à la Convention de la Baie James et du Nord québécois $25,914,560—Ministère de l'Éducation Québec Qué $25,914,560.

Contributions aux bandes indiennes et Inuit ou établissements d'enseignement pour le soutien et l'éducation et les services relatifs à l'éducation $64,999,106—Adams Lake Band Chase C-B $155,837, Ahousaht Band Ahousaht C-B $85,743, Alderville Band Roseneath Ont $133,550, Algonquin de l'Ouest du Québec Conseil Val d'Or Qué $68,248, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $95,175, Anaham Band Alexis Creek C-B $97,244, Anishinaabe Child & Family Services Inc Ashern Man $407,000, Anspayax School Society Hazelton C-B $246,545, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $166,000, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $640,024, Beardy's Band Duck Lake Sask $102,050, Beausoleil Band Cedar Point Ont $189,595, Bella Bella Community School Society Port Hardy C-B $465,400, Bella Coola Band Bella Coola C-B $111,032, Betsiamites Band Betsiamites Qué $556,028, Big Grassy Band Morson Ont $107,426, Big Island Band Morson Ont $56,218, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $247,500, Blood Band Stand Off Alb $99,573, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $1,706,782, Bonaparte Band Cache Creek C-B $211,190, Brandon University Brandon Man $70,000, Burnt Church Band of Indians Legacéville N-B $176,900, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $120,719, Canyon City Band Terrace C-B $71,935, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $237,100, Chehalis Band Agassiz C-B $129,131, Chemainus Band Ladysmith C-B $54,448, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $242,073, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $88,200, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $55,430, Chippewas of Rama Band Rama Ont $469,800, Clayoquot Band Tofino C-B $50,868, Coldwater Band Merritt C-B $192,790, Constance Lake Band Calstock Ont $139,800, Cooks Ferry Band Spences Bridge C-B $85,773, Couchiching Band Fort Frances Ont $869,204, Cowichan Band Duncan C-B $169,358, Cross Lake Band Cross Lake Man $362,282, Curve Lake Band Curve Lake Ont $260,750, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $1,593,466, Dalhousie University Halifax N-É $185,256, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $100,665, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $142,906, Enoch Band Winterburn Alb $162,500, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $295,440, First Nation Technical Institute Deseronto Ont $832,920, Fisher River Education Authority Koostatak Man $323,453, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $247,245, Fountain Band Lillooet C-B $105,000, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $337,631, Gibson Band Bala Ont $131,574, Gitanmaax Band Hazelton C-B $371,439, Gitksan Carrier Education Society Hazelton C-B $53,700, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $211,666, Gitsegukla Native Education Society South Hazelton C-B $97,300, Gitsegukla Band South Hazelton C-B $108,612, Gitwangak Band Kitwanga C-B $208,129, Glen Vowell Band Hazelton C-B $54,181, Goldon Lake Band Golden Lake Ont $222,935, Hagwilget Band New Hazelton C-B $226,317, Hiawatha Band Keene Ont $90,800, Institut Éducatif et Culturel Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $345,439, Interlake Tribal Division For Schools Inc Ashern Man $491,417, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $733,420, Islington Band Whitedog Ont $102,500, Kamloops Band Kamloops C-B $178,280, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $109,690, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $448,415, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $92,800, Kitamaat Band Kitamaat C-B $135,885, Kitasoo Band Klemtu C-B $64,900, Kitwancool Band Kitwanga C-B $255,428, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $79,648, Lakahahmen Band Deroche C-B $54,948, Lakalzap Band Greenville C-B $104,108, Lake Babine Band Burns Lake C-B $482,100, Lax Kw' Alaams Band Port Simpson C-B $151,451, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,226,000, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $144,000, Little Red River Band High Level Alb $89,554, Long Point Band Council Winneway River Qué

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$121,272, Lower Nicola Band Merritt C-B $303,064, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $190,454, Lytton Band Lytton C-B $561,253, Magnetwan Band Britte Ont $64,536, Manitoba Indian Education Association Incorporated Winnipeg Man $262,115, Maritime School of Social Work Halifax N-É $56,965, Maskwachees Cultural College Hobbema Alb $180,279, Masset Band Masset C-B $90,618, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $91,710, McLeod Lake Band Prince George C-B $128,000, Mississauga Band Blind River Ont $188,022, Mohawk College Hamilton Ont $87,291, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $1,478,887, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $1,633,414, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $572,500, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $385,945, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $65,820, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $434,930, Moose Factory Band Moose Factory Ont $1,071,271, Moricetown Band Smithers C-B $430,333, Mount Currie Band Mount Currie C-B $315,905, Musqueam Band Vancouver C-B $153,187, Naicatchewein Band Delvin Ont $86,902, Nanaimo Band Nanaimo C-B $172,680, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $489,057, Necoslie Band Fort St James C-B $152,900, Nelson House Education Authority Inc Nelson House Man $242,245, Neskainlith Band Chase C-B $70,000, New Post Band Cochrane Ont $51,105, Nicickousemenecaning Band Fort Frances Ont $264,514, Nimpkish Band Alert Bay C-B $280,156, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $405,287, Nipissing University College North Bay Ont $73,739, Nodaitch Band Merritt C-B $80,902, North Thompson Band Barriere C-B $197,828, Northcoast Tribal Council Prince Rupert C-B $213,045, Northern College South Porcupine Ont $62,000, Northern Nishnawbe Education Council Sioux Lookout Ont $1,550,400, Northern Teachers Education Program La Ronge Sask $596,466, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $50,179, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $73,250, Norway House Band Norway House Man $317,977, Odanak Band Odanak Qué $178,877, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $285,265, Okanagan Band Vernon C-B $374,031, Old Sun Community College Gleichen Alb $255,811, Onion Lake Band Lloydminster Sask $549,998, Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man $546,581, Opetchesaht Band Port Alberni C-B $57,351, Osoyoos Band Oliver C-B $71,411, Oweekano Band Port Hardy C-B $61,268, Parry Island Band Parry Sound Ont $183,000, Pavilion Band Cache Creek C-B $116,478, Peguis School Board Hodgson Man $943,135, Peigan Band Brocket Alb $68,131, Penelakut Band Chemainus C-B $74,216, Penticton Band Penticton C-B $160,496, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $137,365, Rainy River Band Emo Ont $156,338, Red Earth Shoal Lake Education Authority Prince Albert Sask $316,285, Restigouche Band Council Restigouche Qué $882,516, River Desert Band Council Maniwaki Qué $815,419, Rocky Bay Indian Band MacDiarmid Ont $88,971, Roseau River Band Ginew Man $78,566, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $133,228, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $1,652,300, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $1,172,291, Sask Indian Community College Saskatoon Sask $567,840, Saskatchewan Indian Federated College Régina Sask $3,716,087, Saugeen Band Southampton Ont $222,800, Seabird Island Band Agassiz C-B $84,540, Sechelt Band Sechelt C-B $200,000, Seine River Band Mine Centre Ont $75,674, Serpent River Band Cutler Ont $146,954, Shackan Band Merritt C-B $112,783, Sheshaht Band Port Alberni C-B $65,994, Shuswap Band Invermere C-B $101,020, Simon Fraser University Burnaby C-B $107,714, Skeetchestn Band Savona C-B $59,922, Skawah Band Chilliwack C-B $102,891, Southeast Tribal Division School Inc Winnipeg Man $719,742, Spallumcheen Band Enderby C-B $240,137, Spanish River Band Massey Ont $297,604, Squamish Band North Vancouver C-B $240,000, St Mary's Band Cranbrook C-B $108,479, St Thomas University Frédéricton N-B $165,608, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $147,400, Stone Band Hanceville C-B $53,462, Stoney Band Morley Alb $354,800, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $64,800, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $138,606, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $413,500, Sucker Creek Band Little Current Ont $73,786, Temagami Band Temagami Ont $83,069, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $78,000, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $921,839, University of British Columbia Vancouver C-B $364,532, University of Calgary Calgary Alb $128,086, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $215,078, University of Western Ontario London Ont $147,647, Upper Nicola Band Merritt C-B $330,299, Urban Native Indian Education Society Vancouver C-B $145,000, West Bay Band Excelsior Ont $461,166, West Region Tribal Council Dauphin Man $750,958, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $170,850, Whitefish Lake 128 Goodfish Alb $499,000, Whitefish Lake Band Naughton Ont $148,099, Whitefish Lake Band #128 Goodfish Lake Alb $277,700, Whitefish River Band Birch Island Ont $252,976, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $1,433,997, Williams Lake Band Williams Lake C-B $104,197, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $797,501.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements ou organismes provinciaux pour l'aide sociale, y compris les prestations aux non Indiens résidant dans des réserves indiennes $209,968,235—Abegweit Band of Indians Cornwall Î-P-É $182,324, Acadia Band of Indians South Brookfield N-É $116,418, Adams Lake Band Chase C-B $313,760, Afton Band of Indians Afton N-É $480,649, Ahousaht Band Ahousaht C-B $667,894, Alberta Social Services and Community Health Edmonton Alb $1,898,268, Alexander Band Morinville Alb $318,320, Alexandria Band Quesnel C-B $71,047, Alexis Band Glenevis Alb $432,056, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $347,285, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $344,145, Anaham Band Alexis Creek C-B $793,269, Annapolis Valley Band of Indians Cambridge Station N-É $88,089, Ashcroft Band Ashcroft C-B $53,945, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $454,438, Barren Lands Band Brochet Man $392,180, Bear River Band of Indians Bear River N-É $51,949, Beardy's Band Duck Lake Sask $994,265, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $66,631, Beausoleil Band Cedar Point Ont $118,912, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $90,757, Beecher Bay Band Sooke C-B $139,193, Bella Coola Band Bella Coola C-B $740,253, Berens River Band Berens River Man $1,067,621, Betsiamites Band Betsiamites Qué $126,540, Big C Band La Loche Sask $62,828, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $2,197,908, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $1,810,272, Birdtail Sioux Band Beulah Man $248,407, Blackfoot Band Gleichen Alb $2,564,038, Blood Band Stand Off Alb $4,998,326, Bloodvein Band Bloodvein Man $418,091, Blueberry River Band Buick C-B $221,621, Bonaparte Band Cache Creek C-B $255,075, Boothroyd Band Boston Bar C-B $143,165, Boston Bar Band Boston Bar C-B $50,256, Brokenhead Band Scanterbury Man $72,312, Buffalo River Band Buffalo River Sask $560,267, Burnt Church Band of Indians Legaceville N-B $1,363,960, Burrard Band North Vancouver C-B $82,621, Campbell River Band Campbell River C-B $72,899, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $455,947, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $245,068, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $557,886, Canyon City Band Terrace C-B $99,500, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $73,572, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $112,499, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $845,850, Cat Lake Band Cat Lake Ont $165,260, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $185,191, Chapel Island Band of Indians St Peters N-É $457,434, Chehalis Band

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Agassiz C-B $361,714, Chemainus Band Ladysmith C-B $773,670, Chemawawin Band Easterville Man $375,960, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $832,160, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $119,599, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $73,500, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $131,116, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $152,940, Churchill Band Tadoule Lake Man $280,400, City of Brandon Brandon Man $245,239, City of Thompson Thompson Man $283,582, City of Winnipeg Winnipeg Man $2,321,332, Clayoquot Band Tofino C-B $279,013, Coldwater Band Merritt C-B $491,905, Comox Band Courtenay C-B $86,384, Constance Lake Band Calstock Ont $127,800, Cooks Ferry Band Spences Bridge C-B $69,019, Cote Band Kamsack Sask $860,704, Cowessess Band Broadview Sask $232,238, Cowichan Band Duncan C-B $2,154,677, Crane River Band Crane River Man $269,114, Cross Lake Band Cross Lake Man $3,196,215, Cumberland House Band Cumberland House Sask $286,914, Curve Lake Band Curve Lake Ont $110,392, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $148,248, Dakota Plains Band Edwin Man $143,604, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $94,398, Dawson Indian Band Dawson City TY $89,547, Day Star Band Punnichy Sask $174,370, Dene Tha Band Chateh Alb $1,041,023, Département de la Santé nationale Ottawa Ont $19,393,253, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $657,167, Ditidaht Band Port Alberni C-B $62,689, Doig River Band Rose Prairie C-B $147,605, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $784,966, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $648,004, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $509,635, Ehattesaht Band Campbell River C-B $73,313, English River Band Patuanak Sask $491,991, Enoch Band Winterburn Alb $193,440, Ermineskin Band Hobbema Alb $154,266, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $4,071,970, Fairford Band Fairford Man $1,047,757, Fisher River Band Koostatak Man $653,505, Fishing Lake Band Wadena Sask $288,593, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $354,836, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $715,782, Fort Albany Band Fort Albany Ont $198,565, Fort Alexander Band Pine Falls Man $840,387, Fort Hope Band Pickle Lake Ont $315,662, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $131,386, Fort Severn Band Fort Severn Ont $83,846, Fountain Band Lillooet C-B $267,933, Fox Lake Band Gillam Man $242,283, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $171,948, Frog Lake Band Heinsburg Alb $619,329, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $57,647, Gitanmaax Band Hazelton C-B $338,194, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $489,068, Gitsegukla Band South Hazelton C-B $431,936, Gitwangak Band Kitwanga C-B $270,870, Glen Vowell Band Hazelton C-B $190,060, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $1,006,445, God's River Band God's River Man $304,738, Gordon Band Punnichy Sask $923,369, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $159,068, Grand Lac Victoria Band Louvicourt Qué $433,361, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $258,476, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $79,000, Gull Bay Band Gull Bay Ont $52,600, Gwasala Nakwaxdaxw Band Port Hardy C-B $422,556, Hagwilget Band New Hazelton C-B $199,053, Halalt Band Chemainus C-B $184,203, Halfway River Band Wonowon C-B $152,299, Heiltsuk Band Waglisa C-B $1,230,532, Hesquiaht Band Tofino C-B $51,891, Hollow Water Band Wanipigow Man $433,310, Indian Birch Band Birch River Man $153,277, Indian Island Band of Indians Rexton N-B $152,892, Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man $227,590, Iskut Band Iskut C-B $186,117, Islington Band Whitedog Ont $198,000, Jackhead Band Dallas Man $175,752, James Smith Band Kinistino Sask $66,562, John Smith Band Birch Hills Sask $234,575, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $508,651, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $405,527, Kamloops Band Kamloops C-B $406,457, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $85,916, Kashechewan Band Kashechewan Ont $444,216, Keeseekoose Band Kamsack Sask $626,013, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $354,511, Kehewin Band Bonnyville Alb $301,132, Key Band Norquay Sask $139,623, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $79,451, Kingsclear Band of Indians Fredericton N-B $498,944, Kinistino Band Chagoness Sask $218,252, Kispiox Band Hazelton C-B $381,798, Kitamaat Band Kitamaat C-B $276,627, Kitasoo Band Klemtu C-B $281,654, Kitsumkalum Band Terrace C-B $165,116, Kitwancool Band Kitwanga C-B $222,895, Kluskus Band Quesnel C-B $102,866, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $362,957, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $68,353, Kyuquot Band Kyuquot C-B $91,248, Lac la Hache Band Wollaston Lake Sask $671,787, La la Ronge Band Lac la Ronge Sask $2,984,522, Lac Seul Band Hudson Ont $96,776, Lac Simon Band Lac Simon Qué $757,458, Lakalzap Band Greenville C-B $614,370, Lake Babine Band Burns Lake C-B $1,014,384, Lake Manitoba Band Vogar Man $740,488, Lake St Martin Band Gypsumville Man $731,625, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $540,987, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $245,498, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $3,691,190, Liard Indian Band Watson Lake TY $541,032, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $332,112, Little Black Bear Band Goodeve Sask $145,575, Little Black River Band O'Hanley Man $221,106, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $1,055,410, Little Pine Band Paynton Sask $720,045, Little Red River Band High Level Alb $69,593, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $284,116, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $216,927, Little Shuswap Band Chase C-B $177,301, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $69,100, Long Plain Band Edwin Man $644,914, Long Point Band Council Winneway River Qué $244,457, Lower Nicola Band Merritt C-B $596,573, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $491,715, Lubicon Lake Band Peace River Alb $308,978, Lytton Band Lytton C-B $525,516, Malahat Band Mill Bay C-B $122,071, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $979,990, McLeod Lake Band Prince George C-B $169,793, Membertou Band of Indians Sydney N-É $723,383, Millbrook Band of Indians Truro N-É $886,028, Mississauga Band Blind River Ont $50,782, Mistassini Band Council Baie-du-Poste Qué $327,205, Mistawasis Band Leask Sask $516,512, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $1,158,912, Mohawk Council of Kahanawake Kahanawake Qué $2,471,109, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $74,070, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $1,286,841, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $68,819, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $93,536, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $1,397,170, Moose Factory Band Moose Factory Ont $306,326, Moose Lake Band Moose Lake Man $534,861, Moravian of The Thames Band Thamesville Ont $62,599, Moricetown Band Smithers C-B $580,954, Mosquito Band Cando Sask $62,637, Mount Currie Band Mount Currie C-B $988,122, Mowachat Band Gold River C-B $163,325, Muskeg Lake Band Leask Sask $232,530, Musqueam Band Vancouver C-B $518,836, Na-Cho Ny'A'K Dun Band Mayo TY $175,070, Nanaimo Band Nanaimo C-B $516,614, Nanoose Band Lantzville C-B $116,724, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $213,549, Nazko Band Quesnel C-B $156,637, Necoslie Band Fort St James C-B $568,883, Nelson House Band Nelson House Man $2,480,126, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $272,633, Neskainlith Band Chase C-B $413,873, Nicomen Band Lytton C-B $60,470, Nimpkish Band Alert Bay C-B $436,855, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $55,945, Nooaitch Band Merritt C-B $144,745, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $136,743, North Thompson Band Barriere C-B $129,371, Northcoast Tribal Council Prince Rupert C-B $2,324,410, Northland Band Lac Brochet Man $611,656,

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Norway House Band Norway House Man $2,667,984, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $345,182, Ochapowace Band Broadview Sask $483,756, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $213,747, Ohiaht Band Bamfield C-B $66,734, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $88,454, Okanagan Band Vernon C-B $651,201, Okanese Band Balcarres Sask $183,645, Old Crow Indian Band Old Crow YT $177,551, Oneidas of The Thames Band Southwold Ont $171,295, Onion Lake Band Lloydminster Sask $2,110,619, Opetchesaht Band Port Alberni C-B $112,657, Oromocto Band of Indians Oromocto N-B $206,448, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $62,780, Osoyoos Band Oliver C-B $498,988, Paul Band Duffield Alb $470,883, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $213,710, Pavilion Band Cache Creek C-B $165,370, Peguis Band Hodgson Man $2,207,172, Peigan Band Brocket Alb $1,919,445, Penelakut Band Chemainus C-B $464,184, Penticton Band Penticton C-B $535,191, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $2,744,825, Piapot Band Cupar Sask $485,214, Pictou Landing Band of Indians Pictou Landing N-É $441,240, Pine Creek Band Camperville Man $519,309, Poorman Band Quinton Sask $980,971, Poplar River Band Negginan Man $778,199, Poundmaker Band Cutknife Sask $489,113, Prophet River Band Fort Nelson C-B $71,221, Province du Manitoba Winnipeg Man $7,574,483, Quatsino Band Coal Harbour C-B $222,041, Quesnel Band Quesnel C-B $125,473, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $467,045, Red Earth Band Carrot River Sask $668,338, River Desert Band Council Maniwaki Qué $756,494, Rolling River Band Erickson Man $148,342, Roseau River Band Ginew Man $726,809, Ross River Indian Band Ross River TY $226,063, Rural Municipality of North Norfolk MacGregor Man $75,160, Rural Municipality of Westbourne Gladstone Man $70,608, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $63,998, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $256,807, Sakimay Band Grenfell Sask $244,890, Samson Band Hobbema Alb $103,248, Sandy Bay Band Marius Man $117,157, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $716,108, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $116,859, Sarcee Band Calgary Alb $284,746, Saugeen Band Southampton Ont $103,000, Saulteau Band Chetwynd C-B $96,616, Saulteaux Band Cochin Sask $415,958, Seabird Island Band Agassiz C-B $556,402, Sechelt Band Sechelt C-B $326,282, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $197,661, Seton Lake Band Shalalth C-B $253,563, Shackan Band Merritt C-B $131,527, Shamattawa Band Shamattawa Man $595,915, Sheshaht Band Port Alberni C-B $475,652, Shoal Lake Band Carrot River Sask $317,594, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $89,200, Shoal River Band Pelican Rapids Man $531,530, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $1,356,007, Sioux Valley Band Griswold Man $966,088, Siska Band Lytton C-B $58,591, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $245,900, Skeetchesin Band Savona C-B $98,905, Soda Creek Band Williams Lake C-B $158,756, Songhees Band Victoria C-B $270,633, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $133,676, Spallumcheen Band Enderby C-B $845,071, Spanish River Band Massey Ont $97,089, Split Lake Band Split Lake Man $1,605,241, Squamish Band North Vancouver C-B $1,119,501, St Marys Band Cranbrook C-B $195,074, St Marys Band of Indians Frédéricton N-B $1,241,857, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $2,458,845, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $440,520, Starblanket Band Balcarres Sask $141,518, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $113,922, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $458,233, Stone Band Hanceville C-B $296,284, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $482,203, Stony Rapids Band Black Lake Sask $884,964, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $494,695, Sumas Band Abbotsford C-B $138,358, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $275,623, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $104,411, Swan Lake Band Swan Lake Man $199,660, Sweetgrass Band Gallivan Sask $525,082, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $192,222, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $55,365, Teslin Indian Band Teslin TY $107,940, The Pas Band The Pas Man $1,048,184, Thunderchild Band Turtleford Sask $814,543, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $526,250, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $1,205,574, Toosey Band Riske Creek C-B $78,550, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $518,254, Tsewataineuk Band Kingcome Inlet C-B $69,629, Tsawout Band Saanichton C-B $407,058, Tsawwassen Band Delta C-B $99,089, Tseycum Band Sidney C-B $63,011, Ucluelet Band Ucluelet C-B $275,514, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $436,489, Upper Nicola Band Merritt C-B $779,393, Valley River Band Shortdale Man $237,955, Wabigoon Band Dinorwic Ont $72,000, Wagmatcook Band of Indians Baddeck N-É $568,375, Wahpeton Band Prince Albert Sask $145,988, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $169,199, Wasagamack Band Wasagamack Man $939,632, Waswanipi Band Council Waswanipi River Qué $251,803, Waterhen Band Skownan Man $498,218, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $778,327, Waywayseecappo Band Rossburn Man $982,073, Wepekeka Band Angling Lake Ont $50,074, West Bay Band Excelsior Ont $67,617, Westbank Band Kelowna C-B $789,991, Whe La La U Area Council Alert Bay C-B $184,119, White Bear Band Carlyle Sask $970,843, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $74,000, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $791,294, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $181,993, Williams Lake Band Williams Lake C-B $121,979, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $294,886, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $67,436, York Factory Band York Landing Man $166,860.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit, à leurs organisations et aux gouvernements provinciaux ou a leurs organismes, a des particuliers et autres organisations pour les services de soins, de réadaptation et de prévention $90,883,828— Afton Band of Indians Afton N-É $58,038, Alberta Social Services and Community Health Edmonton Alb $6,889,283, Alexander Band Morinville Alb $67,889, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $80,000, Anishinaabe Child & Family Services Inc Ashern Man $1,657,388, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $1,635,565, Awasis Agency of Northern Manitoba Thompson Man $5,663,005, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $680,521, Blackfoot Band Gleichen Alb $972,412, Blood Band Stand Off Alb $139,250, Bosco Homes Regina Sask $145,715, Burnt Church Band of Indians Legacéville N-B $329,585, Commission scolaire de: Abitibi Témiscaming Amos Qué $1,063,712, Côte-Nord Baie-Comeau Qué $1,188,425, De l'Outaouais Hull Qué $610,015, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine Gaspé Qué $1,160,242, Laurentides Lanaudière Ste-Thérèse Qué $388,174, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $61,388, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $62,425, Comité Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $993,743, Cote Band Kamsack Sask $170,836, Dakota Ojibway Child & Family Services Inc Brandon Man $2,144,928, Dene Tha Band Chateh Alb $53,990, Departement de la Santé nationale Ottawa Ont $14,575,273, Department of Social Services NB Band #7 Frédéricton N-B $51,753, Department of Social Services NS Halifax N-É $474,302, Department of Social Services NS Band #19 Halifax N-É $57,762, Department of Social Services NS Band #23 Halifax N-É $106,967, Department of Social Services NS Band #24 Halifax N-É $59,038, Department of Social Services NS Band #25 Halifax N-É $152,666, Department of Social Services NS Band #29 Halifax N-É $88,976, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $164,854, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $83,448, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $331,810, First Nations Confederacy Inc Winnipeg

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Man $106,126, Gouvernement de la Colombie-Britannique Victoria C-B $323,318, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $1,051,155, Kamloops Band Kamloops C-B $94,300, Kehewin Band Bonnyville Alb $72,306, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $251,929, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,365,509, Liard Indian Band Watson Lake TY $61,916, Lytton Band Lytton C-B $80,282, Manitoba Association Inc Koostatak Man $480,820, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $125,172, Membertou Band of Indians Sydney N-É $54,544, MicMac Child and Family Services Shubenacadie N-É $1,082,290, Millbrook Band of Indians Truro N-É $77,038, Ministre des Finances Victoria C-B $18,500,664, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $73,035, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $619,600, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $896,834, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $653,700, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $121,349, Neskainlith Band Chase C-B $53,075, Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont $118,104, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $120,300, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $311,200, Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont $1,556,546, Onion Lake Band Lloydminster Sask $110,000, Oxford House Band Oxford House Man $71,381, Peguis Senior Centre Inc Hodgson Man $286,686, Peigan Band Brocket Alb $116,062, Pinaow Wachi Inc Norway House Man $470,499, Pinecrest District of Kenora Home for the Aged Kenora Ont $89,423, Pinewood Court Home for the Aged Thunder Bay Ont $88,331, Province du Manitoba Winnipeg Man $3,378,081, Rainycrest Home for the Aged Fort Frances Ont $216,958, Ranch Ehrlo Society Pilot Butte Sask $57,283, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $110,663, Rod McGillvary Memorial Care Home The Pas Man $876,963, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $236,612, Sagkeeng Child & Family Services Inc Pine Falls Man $506,149, Sagkeeng Personal Care Home Inc Pine Falls Man $836,643, Saskatchewan Social Services Regina Sask $1,329,691, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $59,810, Southeast Child & Family Services Committee Inc Winnipeg Man $1,960,609, Spallumcheen Band Enderby C-B $450,798, Split Lake Band Split Lake Man $124,975, St Mary's Band of Indians Fredericton N-B $249,866, The Dakota Oyate Lodge Inc Griswold Man $535,884, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $372,002, West Region Child & Family Services Committee Inc Dauphin Man $1,847,077, Westbank Band Kelowna C-B $259,656, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $81,899, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $76,211, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $276,885.

Contributions aux bandes indiennes, aux agglomérations inuit ou à des organismes pour le développement de services culturels et de services sociaux et communautaires $10,248,330—Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $97,061, Avataq Cultural Institute Inukjuak Qué $106,006, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $50,782, Blackfoot Band Gleichen Alb $50,500, Blood Band Stand Off Alb $63,000, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $61,600, Coqualeetza Education Training Centre Sardis C-B $258,676, Cowichan Band Duncan C-B $54,030, Cree Regional Authority Chisasibi Qué $200,146, Cross Lake Band Cross Lake Man $53,534, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $156,501, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $73,464, Institut educatif et culturel Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $416,994, Interlake Reserve Tribal Council Ashern Man $139,627, Lake of the Woods Ojibway Cultural Centre Kenora Ont $113,458, Leonard Miles Memorial Centre Shamattawa Man $53,500, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $68,000, Manitoba Indian Cultural Education Centre Winnipeg Man $197,261, Maskwachees Cultural College Hobbema Alb $134,972, MicMac Association of Cultural Studies Sydney N-É $179,842, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $255,493, Mount Currie Band Mount Currie C-B $50,193, Nimpkish Band Alert Bay C-B $84,328, Ninastako Centre Cardston Alb $164,559, Nishnawbe Aski Nations Toronto Ont $62,745, Norway House Indian Band Norway House Man $70,005, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $76,900, Ojibway and Cree Cultural Centre Timmins Ont $430,882, Ojibway Cultural Foundation West Bay Ont $215,170, Old Sun Society Gleichen Alb $89,372, Oldman River Cultural Centre Brocket Alb $53,724, Onake Corporation Cornwall Ont $276,236, Peguis Indian Band Hodgson Man $79,774, Rat Portage Band Kenora Ont $88,300, Restigouche Indian Band Restigouche Qué $50,847, Saddle Lake Indian Band Saddle Lake Alb $96,318, Sagkeeng Cultural Centre Inc Pine Falls Man $79,249, Saskatchewan Indian Cultural College Saskatoon Sask $1,475,301, Secwepemc Culture & Education Society Kamloops C-B $73,416, Six Nations Band Council Ohsweken Ont $691,696, Stoney Indian Band Morley Alb $64,016, Union of Ontario Indians Toronto Ont $55,276, West Region Tribal Council Dauphin Man $73,463, Whitefish Lake Band #128 Goodfish Lake Alb $58,385, Yukon Indian Cultural Education Society Whitehorse TY $62,521.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations, à leurs sociétés, aux provinces et autres organisations aux fins du développement économique et de l'emploi $76,231,183—455457 Ontario Ltd Corporation Rama Ont $50,000, 502133 Ontario Ltd Fort Frances Ont $437,688, Abegweit Band of Indians Cornwall Î-P-É $82,434, Abenakis Wolinak Band Bécancour Qué $63,651, Abitibiwinni Band Amos Qué $81,248, Aklavik Band Council Aklavik TN-O $70,000, Alberta Indian Agricultural Development Corp Calgary Alb $835,850, Alexander Band Morinville Alb $214,200, Alexis Band Glenevis Alb $120,398, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $52,525, Algonquin de l'Ouest du Québec Conseil Val d'Or Qué $123,780, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $83,978, Anaham Band Alexis Creek C-B $94,556, Arise the Corporation Lambeth Ont $62,500, Ashcroft Band Ashcroft C-B $84,342, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $103,659, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $154,440, Barren Lands Band Brochet Man $130,000, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $77,334, BC Aboriginal Peoples Fisheries Commission Vancouver C-B $108,000, Beardy's Band Duck Lake Sask $52,426, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $50,773, Beausoleil Band Cedar Point Ont $61,315, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $65,000, Bella Coola Band Bella Coola C-B $129,505, Betsiamites Bande Betsiamites Qué $196,096, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $136,131, Big Island Band Morson Ont $78,510, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $377,701, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $175,318, Blackfoot Band Gleichen Alb $299,509, Blood Band Stand Off Alb $670,935, Boothroyd Band Boston Bar C-B $54,024, Brant & Brant Native Consultant Deseronto Ont $80,300, Buffalo River Band Buffalo River Sask $53,950, Burns Lake Native Development Corporation Burns Lake C-B $62,300, Burnt Church Band of Indians Legaceville N-B $56,835, Burrard Band North Vancouver C-B $52,008, Canadian Council For Native Business Toronto Ont $64,189, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $90,000, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $244,000, Centre For Indian Training And Research Vancouver C-B $78,000, Chemainus Band Ladysmith C-B $88,500, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $203,161, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $71,048, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $199,048, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $153,441, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $136,057, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $66,666, Chisasibi Band Council Chisasibi

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Qué $58,000, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $122,710, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $200,000, Cowessess Band Broadview Sask $58,685, Cowichan Band Duncan C-B $332,229, Cree Band Fort Chipewyan Alb $129,500, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $506,000, Cree Trappers Association Val d'Or Qué $78,000, Cumberland House Band Cumberland House Sask $52,478, Curve Lake Band Curve Lake Ont $63,323, Dakota Ojibway Development Group Inc Winnipeg Man $151,381, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $134,388, Dalles Indian Band Kenora Ont $68,500, Deh Cho Regional Council Fort Simpson TN-O $84,900, Dene Tha Band Chateh Alb $197,585, Denedeh Development Corporation Yellowknife TN-O $218,750, Dogrib Rae Band Council Fort Rae TN-O $60,000, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $68,650, Entreprise Fountaine & Associes Maliotenam Qué $50,000, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $183,696, Federal Business Development Bank Edmonton Alb $62,700, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $276,000, First Nation Technical Consultants Deseronto Ont $65,000, First Nation Technical Institute Deseronto Ont $100,000, Fitz Smith Native Band Fort Smith TN-O $52,743, Fort Albany Band Fort Albany Ont $57,448, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $108,530, Fort Franklin Band Council Fort Franklin TN-O $63,865, Fort Good Hope Community Council Fort Good Hope TN-O $164,730, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $152,020, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $83,495, Fort Severn Band Fort Severn Ont $52,705, Fort Simpson Band Council Fort Simpson TN-O $56,379, Fort Ware Band Fort Ware C-B $54,500, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $80,750, Fountain Band Lillooet C-B $67,903, Four B Manufacturing Ltd Deseronto Ont $85,738, Freshwater Fish Marketing Corporation Winnipeg Man $151,610, Frog Lake Band Heinsburg Alb $124,770, Gitanmaax Band Hazelton C-B $70,051, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $148,300, Gitwangak Band Kitwanga C-B $114,571, Golden Lake Band Golden Lake Ont $50,986, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $851,000, Grand Conseil Nation Waban Aki Bécancour Qué $84,000, Grand Lac Victoria Band Louvicourt Qué $56,000, Grand Rapids Special Forebay Committee Inc Winnipeg Man $246,000, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $128,671, Haida Tribal Society Massett Haada Gwaii C-B $178,425, Hay River Band Council Hay River TN-O $152,796, Heart Lake Band Lac la Biche Alb $58,160, Heiltuk Band Waglisa C-B $308,224, Hiawatha Band Keene Ont $357,229, Homalco Band Campbell River C-B $57,634, Iliqvik Corporation Dorval Qué $806,448, Indian Agriculture Program Lambeth Ont $200,000, Indian Art-I-Craft of Ontario Toronto Ont $155,000, Indian Business Development Services Ltd Edmonton Alb $325,000, Indian Equity Foundation Edmonton Alb $212,030, Indigenous Survival International Ottawa Ont $210,000, Institut de Formation Autochtone du Québec Pointe-Bleue Qué $215,060, Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man $265,905, Inuvik Native Band Council Inuvik TN-O $69,225, Iskut Band Iskut C-B $122,895, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $191,214, Kamloops Indian Band Kamloops C-B $119,977, Kanesatake Band Council Oka Qué $107,387, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $74,216, Kashechewan Band Kashechewan Ont $116,829, Kativik Regional Development Kuujuaq Qué $91,000 Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $503,366, Kehwin Band Bonnyville Alb $110,080, Keyano College Fort McMurray Alb $50,000 Killinid Fisheries Inc Quadiad Qué $73,600, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $66,154, Kispiox Band Hazelton C-B $63,630, Kitamaat Band Kitamaat C-B $113,250, Kitasoo Band Klemtu C-B $91,487, Kitsumkalum Band Terrace C-B $70,500, Kitwancool Band Kitwanga C-B $63,377, La Romaine Band La Romaine Qué $101,161, Labrador Inuit Assoc Labrador T-N $75,000, Lac la Ronge Band La Ronge Sask $111,310, Lac Seul Band Hudston Ont $104,604, Lac Simon Band Lac Simon Qué $67,489, Lakahahmen Band Deroche C-B $68,500, Lakalzap Band Greenville C-B $80,100, Lake Babine Band Burns Lake C-B $94,400, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $74,336, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $937,999, Lethbridge Community College Lethbridge Alb $111,587, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $203,583, Little Red River Band High Level Alb $176,000, Long Point Band Council Winneway River Qué $54,412, Lubicon Lake Band Peace River Alb $79,000, Lutsel Ke Dene Band Snowdrift TN-O $72,305, Mackenzie Delta Regional Council Inuvik TN-O $135,500, Manitoba Indian Agricultural Program Winnipeg Man $1,945,000, Manitoba Indian Education Association Incorporated Winnipeg Man $75,000, Manouane Band Manouane Qué $51,639, Masset Band Masset C-B $59,521, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $115,000, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $405,800, MicMacs of Maria Band Council Maria Qué $68,244, Mingan Band Mingan Qué $402,978, Ministry of Natural Resources Toronto Ont $219,720, Mississauga Band Blind River Ont $52,969, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $85,500, Mistassini Band Council Baie-du-Poste Qué $115,000, Mistowasis Band Leask Sask $54,832, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $289,298, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $616,149, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $86,745, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $281,219, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $235,747, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $87,929, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $238,406, Moose Factory Band Moose Factory Ont $225,817, Moose Woods Band Saskatoon Sask $86,448, Moravian of The Thames Band Thamesville Ont $62,512, Moricetown Band Smithers C-B $104,968, Muncey of The Thames Band Thamesville Ont $139,424, Musgamagw Tribal Council Comox C-B $97,700, Muskeg Lake Band Leask Sask $53,680, Muskegog Cree Council Moose Factory Ont $75,000, Musqueam Band Vancouver C-B $57,817, Nanaimo Band Nanaimo C-B $79,400, Natashquan Band Natashquan Qué $195,911, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $269,431, National Indian Arts & Crafts Ottawa Ont $3,343,233, Native Brotherhood of BC Vancouver C-B $168,000, Native Business Summit Foundation of Canada Toronto Ont $300,000, Native Education Centre Vancouver C-B $66,883, Native Employment Opportunity Program Thunder Bay Ont $77,228, Native Fishing Assoc Vancouver C-B $4,370,000, New Post Band Cochrane Ont $110,327, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $118,715, Nimpkish Band Alert Bay C-B $144,200, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $52,826, Nlaka Pamux Nation Tribal Council Lytton C-B $243,734, Nor-Win Construction Company Winnipeg Man $125,000, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $66,076, Northcoast Tribal Council Prince Rupert C-B $1,031,000, Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man $1,848,603, Northern Manitoba Native Lodges Inc Winnipeg Man $120,500, Northern Native Fisheries Assoc Sioux Lookout Ont $82,850, Northern Nishnawbe Educ Council Sioux Lookout Ont $66,564, Norway House Band Norway House Man $50,024, Nunasi Corp Ottawa Ont $70,000, Nut Lake Band Rose Valley Sask $76,130, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $617,320, O'Leary Associates O'Leary Î-P-É $203,480, Obedjiwan Band Obedjiwan Qué $55,212, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $93,240, Odanak Bande Odanak Qué $82,972, Ojibway Tribal Family Services Kenora Ont $179,000, Okanagan Band Vernon C-B $59,177, Old Sun Community College Gleichen Alb $340,000, Oneidas of The Thames Band Southwold Ont

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$271,760, Onion Lake Band Lloydminster Sask $101,670, Ontario Indian Wild Rice Fort Frances Ont $270,800, Ontario Regional Liaison Council Toronto Ont $287,200, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $139,089, Oweekano Band Port Hardy C-B $54,318, Oxford House Band Oxford House Man $145,000, Parcs Canada Cornwall Ont $96,478, Peguis School Board Hodgson Man $115,859, Peigan Band Brocket Alb $294,200, Penelakut Band Chemainus C-B $52,500, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $59,000, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $75,400, Pikangikum Band Pikangikum Ont $97,791, Prince Albert District Chiefs Management Company Prince Albert Sask $717,275, Province du Manitoba Winnipeg Man $1,320,000, Qu'Appelle Valley Indian Development Authority Régina Sask $73,800, Rainy River Band Emo Ont $121,220, Rat Portage Band Kenora Ont $110,470, Red Rock Indian Band Nipigon Ont $75,050, Resdevco Fort Qu'Appelle Sask $126,000, Restigouche Band Council Restigouche Qué $369,482, River Desert Band Council Maniwaki Qué $255,692, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $79,472, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $325,582, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $122,874, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $81,659, Sarcee Band Calgary Alb $74,000, Sask Indian Equity Foundation Régina Sask $150,000, Sask Indian Women's Assoc Prince Albert Sask $113,100, Saskatchewan Indian Agriculture Program Régina Sask $2,482,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $1,203,321, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $74,250, Saskatoon District Chiefs Development Corporation Saskatoon Sask $75,000, Saugeen Band Southampton Ont $129,847, Saulteaux Band Cochin Sask $80,145, Serpent River Band Cutler Ont $194,910, Sheila S Furs Regional Ste-Philomène Qué $77,573, Shekoncike Inc Winnipeg Man $50,000, Shellbrook Agency Chiefs Shellbrook Sask $61,350, Shihta Regional Council Norman Wells TN-O $55,000, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $79,295, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $263,137, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $122,040, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $245,462, Sliammon Band Powell River C-B $60,000, Société Makivik Corporation Kuujuaq Qué $108,500, Southeast Resource Development Council Corp Dauphin Man $65,000, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $220,318, Spanish River Band Massey Ont $61,518, St Augustin Band Council St-Augustin Qué $58,056, Sto Lo Nation Society Sardis C-B $54,060, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $83,550, Stoney Band Morley Alb $272,158, Stony Rapids Band Black Lake Sask $55,390, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $64,800, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $107,340, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $207,821, Tahltan Tribal Council Dease Lake C-B $210,600, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $62,300, Tanizul Timber Ltd Fort St James C-B $102,800, TFHQ District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $500,198, The Alliance Tribal Council Vancouver C-B $50,000, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $54,795, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $111,942, Treasurer of Ontario Toronto Ont $141,344, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $62,000, Tsawwassen Band Delta C-B $159,837, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $61,175, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $98,977, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $114,875, United Native Nations Vancouver C-B $50,000, Wabigoon Band Dinorwic Ont $74,739, Wahgoshig Band Cochrane Ont $94,555, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $283,440, West Bay Band Excelsior Ont $78,047, West Region Tribal Council Dauphin Man $277,686, West Region Tribal Council Inc Dauphin Man $98,738, Westbank Band Kelowna C-B $67,868, Western Indian Agriculture Corp Vancouver C-B $694,060, Weymontachie Band Sanmaur Qué $73,827, White Bear Band Carlyle Sask $128,885, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $239,020, Whitefish Lake Band #128 Goodfish Lake Alb $268,900, Whitefish River Band Birch Island Ont $88,820, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $56,285, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $140,965, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $205,298, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $210,000, Yorkton District Chiefs Council Yorkton Sask $223,380, Yukon Indian Development Corporation Whitehorse TY $217,400.

Contributions aux bandes indiennes et aux conseils de tribu et aux agglomérations inuit pour les frais d'administration et les services de soutien de la gestion $91,808,864— Abegweit Band of Indians Cornwall Î-P-É $113,436, Abitibiwinni Band Amos Qué $180,284, Acadia Band of Indians South Brookfield N-É $59,693, Adams Lake Band Chase C-B $184,217, Afton Band of Indians Afton N-É $106,040, Ahousaht Band Ahousaht C-B $220,272, Aklavik Band Council Aklavik TN-O $101,334, Alderville Band Roseneath Ont $75,969, Alexander Band Morinville Alb $219,340, Alexis Band Glenevis Alb $146,543, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $147,220, Alkali Kale Band Williams Lake C-B $145,474, Anaham Band Alexis Creek C-B $212,889, Anderson Lake Band Darcy C-B $62,537, Annapolis Valley Band of Indians Cambridge Station N-É $54,556, Arctic Red River Band Council Arctic Red River TN-O $56,736, Ashcroft Band Ashcroft C-B $72,269, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $363,041, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $684,252, Barren Lands Brochet Man $188,893, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $153,304, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $133,428, Beardy's Band Duck Lake Sask $221,830, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $148,834, Beausoleil Band Cedar Point Ont $161,013, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $195,412, Beecher Bay Band Sooke C-B $51,899, Bella Coola Band Bella Coola C-B $293,544, Berens River Band Berens River Man $263,015, Betsiamites Band Betsiamites Qué $389,579, Big C Band La Loche Sask $127,307, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $469,346, Big Grassy Band Morson Ont $61,402, Big Island Morson Ont $55,699, Big River Band Debden Sask $103,505, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $263,218, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $331,584, Birdtail Sioux Band Beulah Man $126,444, Blackfoot Band Gleichen Alb $472,290, Blood Band Stand Off Alb $542,122, Bloodvein Band Bloodvein Man $197,978, Blueberry River Band Buick C-B $87,804, Bonaparte Band Cache Creek C-B $142,900, Boothroyd Band Boston Bar C-B $79,547, Boston Bar Band Boston Bar C-B $67,154, Boyer River Band High Level Alb $60,912, Bridge River Band Lillooet C-B $69,715, Brokenhead Band Scanterbury Man $136,065, Buffalo River Band Buffalo River Sask $145,719, Burnt Church Band of Indians Legaceville N-B $380,607, Burrard Band North Vancouver C-B $73,854, Campbell River Band Campbell River C-B $116,402, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $192,440, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $108,617, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $131,889, Canyon City Band Terrace C-B $110,307, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $188,695, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $70,802, Caribou Tribal Council Williams Lake C-B $329,020, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $253,600, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $126,844, Cat Lake Band Cat Lake Ont $125,099, Cayoose Creek Band Lillooet C-B $55,160, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $84,694, Chapel Island Band of Indians St Peters N-É $145,153, Cheam Band Rosedale C-B $61,261, Chehalis Band Agassiz C-B $193,974, Chemainus Band Ladysmith C-B $211,859, Chemawawin Band Easterville Man $168,615, Cheslatta Band Burns Lake C-B $77,770, Chilcotin Ulkatcho Kluskas Nations Williams Lake C-B $178,800, Chilliwack Area Indian Council Chilliwack C-B $81,000, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $54,877, Chippewas of Kettle and

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Stoney Point Band Forest Ont $177,350, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $139,228, Chippewas of Rama Band Rama Ont $133,000, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $128,278, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $208,837, Churchill Band Tadoule Lake Man $186,340, Clayoquot Band Tofino C-B $128,772, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $298,913, Coldwater Band Merritt C-B $171,074, Columbia Lake Band Windermere C-B $68,301, Comité Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $180,890, Comox Band Courtenay C-B $78,427, Constance Lake Band Calstock Ont $162,031, Cooks Ferry Band Spences Bridge C-B $74,003, Cote Band Kamsack Sask $157,756, Couchiching Band Fort Frances Ont $145,477, Cowessess Band Broadview Sask $114,086, Cowichan Band Duncan C-B $336,334, Crane River Band Crane River Man $188,567, Cree Band Fort Chipewyan Alb $157,334, Cross Lake Band Cross Lake Man $407,262, Cumberland House Band Cumberland House Sask $110,028, Curve Lake Band Curve Lake Ont $150,600, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $675,875, Dakota Plains Band Edwin Man $75,712, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $115,986, Dauphin River Band Gypsumville Man $59,455, Dawson Indian Band Dawson City TY $66,979, Deer Lake Band Deer Lake Ont $144,796, Dene Tha Band Chateh Alb $245,545, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $122,200, Ditidaht Band Port Alberni C-B $84,226, Dogrib Rae Band Council Fort Rae TN-O $144,343, Doig River Band Rose Prairie C-B $83,948, Dokis Band Monetville Ont $72,559, Douglas Band Mission C-B $50,163, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $63,231, Ebb & Flow Band Ebb & Flow Man $167,100, Edmunston Band of Indians St-Basile N-B $62,570, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $223,178, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $175,225, Ehatteshat Band Campbell River C-B $76,124, English River Band Patuanak Sask $139,085, Enoch Band Winterburn Alb $114,122, Ermineskin Band Hobbema Alb $87,974, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $713,340, Fairford Band Fairford Man $150,586, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $251,200, Fisher River Band Koostatak Man $215,249, Fishing Lake Band Wadena Sask $96,150, Fitz Smith Native Band Fort Smith TN-O $122,762, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $119,202, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $295,117, Fort Albany Band Fort Albany Ont $189,126, Fort Alexander Band Pine Falls Man $296,641, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $92,525, Fort Franklin Band Council Fort Franklin TN-O $168,681, Fort George Band Prince George C-B $72,362, Fort Good Hope Community Council Fort Good Hope TN-O $167,931, Fort Hope Band Pickle Lake Ont $258,400, Fort Liard Band Council Fort Liard TN-O $91,607, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $58,217, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $55,074, Fort McPherson Band Council Fort McPherson TN-O $103,894, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $150,565, Fort Norman Band Council Fort Norman TN-O $118,750, Fort Providence Band Council Fort Providence TN-O $97,046, Fort Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $277,100, Fort Resolution Band Council Fort Resolution TN-O $111,254, Fort Severn Band Fort Severn Ont $142,383, Fort Simpson Band Council Fort Simpson TN-O $131,626, Fort Ware Band Fort Ware C-B $113,629, Fort Williams Indian Band Thunder Bay Ont $127,050, Fountain Band Lillooet C-B $198,656, Fox Lake Band Gillam Man $199,364, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $91,148, Frog Lake Band Heinsburg Alb $321,376, Garden Hill Band Island Lake Man $322,733, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $146,726, Gibson Band Bala Ont $58,381, Gitanmaax Band Hazelton C-B $200,770, Gitksan Wet-Suwet' En Tribal Council Hazelton C-B $154,700, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $232,825, Gitsequkla Band South Hazelton C-B $170,663, Gitwangak Band Kitwanga C-B $205,460, Glen Vowell Band Hazelton C-B $97,788, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $366,905, God's River Band God's River Man $207,399, Golden Lake Band Golden Lake Ont $165,520, Gordon Band Punnichy Sask $188,224, Grand Lac Victoria Band Louvicourt Qué $80,480, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $163,918, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $142,622, Gull Bay Band Gull Bay Ont $94,199, Gwasala Nakwaxdawx Band Port Hardy C-B $153,524, Hagwilget Band New Hazelton C-B $113,534, Halfway River Band Wonowon C-B $65,730, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $148,324, Hay River Band Council Hay River TN-O $100,628, Heart Lake Band Lac la Biche Alb $98,854, Heiltsuk Band Waglisa C-B $433,775, Hesquiaht Band Tofino C-B $93,933, Hiawatha Band Keene Ont $58,749, Hollow Water Band Wanipigow Man $180,209, Homalco Band Campbell River C-B $86,939, Hope Band Hope C-B $71,536, Indian Birch Band Birch River Man $58,335, Ingenika Band Prince George C-B $108,213, Interlake Reserves Tribal Council Inc Ashern Man $343,958, Inuvik Native Band Council Inuvik TN-O $52,785, Iskut Band Iskut C-B $157,772, Island Lake Band Loon Lake Sask $113,623, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $340,832, Islington Band Whitedog Ont $191,285, Jackhead Band Dallas Man $117,116, James Smith Band Kinistino Sask $283,218, Janvier Band Chard Alb $75,157, John Smith Band Birch Hills Sask $117,714, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $160,832, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $98,352, Kamloops Band Kamloops C-B $191,442, Kanesatake Band Council Kanesatake Qué $190,178, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $212,236, Kashechewan Band Kashechewan Ont $304,510, Katzie Band Pitt Meadows C-B $103,291, Keeseekoose Band Kamsack Sask $147,453, Keeseekoowewin Band Elphinstone Man $146,950, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $413,841, Kehewin Band Bonnyville Alb $283,625, Key Band Norquay Sask $61,491, Kincolith Band Kincolith C-B $199,100, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $97,009, Kingsclear Band of Indians Frédéricton N-B $249,702, Kinistino Band Chagoness Sask $70,560, Kipawa Band Council Témiscaming Qué $67,599, Kispiox Band Hazelton C-B $181,156, Kitamaat Band Kitamaat C-B $234,684, Kitasoo Band Klemtu C-B $317,280, Kitkatla Band Kitkatla C-B $171,224, Kitsumkalum Band Terrace C-B $81,636, Kitwancool Band Kitwanga C-B $145,808, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $57,083, Kluskus Band Quesnel C-B $66,331, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $301,300, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $129,650, Kwakiutl District Council Port Hardy C-B $255,000, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $125,474, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $73,852, Kyuquot Band Kyuquot C-B $102,947, La Romaine Band La Romaine Qué $241,671, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $86,667, Lac la Hache Band Wollaston Lake Sask $186,881, Lac la Ronge Band Lac la Ronge Sask $433,849, Lac Seul Band Hudson Ont $186,283, Lac Simon Bande Lac Simon Qué $116,430, Lakahahmen Band Deroche C-B $63,475, Lakalzap Band Greenville C-B $203,661, Lake Babine Band Burns Lake C-B $352,390, Lake Manitoba Band Vogar Man $92,305, Lake St Martin Band Gypsumville Man $198,292, Lansdowne House Settlement Band Via Pickle Lake Ont $110,081 Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $251,212, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $152,569, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,812,199, Liard Indian Band Watson Lake TY $139,040, Liard Indian Reserve #3 Lower Post C-B $63,005, Lillooet Band Lillooet C-B $56,826, Lillooet District Indian Council Lillooet C-B $150,100, Lillooet Tribal Council Lillooet C-B $163,463, Little Black Bear Band Goodeve Sask $63,320, Little Black River Band O'Hanley Man $126,020, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $243,041, Little Pine Band Paynton Sask $136,084, Little Red River Band High Level Alb $276,910, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

TY $107,564, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $142,459, Little Shuswap Band Chase C-B $93,224, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $106,438, Long Lake No 77 Band Longlac Ont $52,401, Long Plain Band Edwin Man $237,675, Long Point Band Council Winneway River Qué $132,425, Lower Kootenay Band Creston C-B $59,438, Lower Nicola Band Merritt C-B $173,552, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $133,540, Lubicon Lake Band Peace River Alb $74,099, Lytton Band Lytton C-B $202,753, Makwa Saghaiehcan Band Loon Lake Sask $153,710, Malahat Band Mill Bay C-B $63,152, Mamalillikulla Band Campbell River C-B $52,424, Manouane Band Manouane Qué $195,280, Martin Falls Band Ogoki Post Ont $90,514, Masset Band Masset C-B $235,054, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $360,778, McLeod Lake Band Prince George C-B $104,887, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $474,892, Membertou Band of Indians Sydney N-É $214,884, Metlakatla Band Prince Rupert C-B $88,636, MicMacs of Maria Band Council Maria Qué $174,977, Millbrook Band of Indians Truro N-É $227,348, Mingan Band Mingan Qué $143,173, Mississauga Band Blind River Ont $152,532, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $137,288, Mistawasis Band Leask Sask $145,224, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $333,323, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $492,438, Mohawks of The Bay of Quinte Band Cornwall Ont $251,100, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $313,934, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $76,244, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $248,802, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $357,211, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $218,174, Moose Deer Point Band Mactier Ont $58,415, Moose Factory Band Moose Factory Ont $394,822, Moose Lake Band Moose Lake Man $194,181, Moosomin Band Cochin Sask $116,871, Moravian of The Thames Band Thamesville Ont $98,281, Moricetown Band Smithers C-B $296,621, Mosquito Band Cando Sask $118,641, Mount Currie Band Mount Currie C-B $374,105, Mowachat Band Gold River C-B $86,956, Muscowpetung Band Edenwold Sask $100,139, Musgamagw Tribal Council Comox C-B $50,600, Muskeg Lake Band Leask Sask $114,446, Muskowekwan Band Lestock Sask $96,634, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $74,340, Musqueam Band Vancouver C-B $179,423, Na-Cho Ny'A'K Dun Band Mayo TY $91,639, Naicatchewein Band Delvin Ont $74,964, Nanaimo Band Nanaimo C-B $185,856, Natashquan Band Natashquan Qué $234,372, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $207,875, Nazko Band Quesnel C-B $84,840, Necoslie Band Fort St James C-B $224,281, Nelson House Band Nelson House Man $291,444, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $120,880, Neskainlith Band Chase C-B $120,714, New Post Band Cochrane Ont $73,188, Nicola Valley Indian Administration Merritt C-B $279,200, Nicomen Band Lytton C-B $52,808, Nimpkish Band Alert Bay C-B $310,032, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $176,119, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $154,100, Nlaka Pamux Nation Tribal Council Lytton C-B $333,600, Nooaitch Band Merritt C-B $70,961, North Battleford District Chiefs North Battleford Sask $196,700, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $149,874, North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont $83,646, North Thompson Band Barriere C-B $169,357, Northcoast Tribal Council Prince Rupert C-B $411,400, Northland Band Lac Brochet Man $238,621, Northwest Angle No 33 Band Angle Inlet Minn É-U $67,043, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $55,052, Norway House Band Norway House Man $327,968, Nut Lake Band Rose Valley Sask $121,724, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $599,300, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $119,332, Obedjiwan Band Roberval Qué $195,869, Ochapowace Band Broadview Sask $138,460, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $97,874, Odanak Band Odanak Qué $143,917, Ohiaht Band Bamfield C-B $81,635, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $120,334, Okanagan Band Vernon C-B $268,175, Okanagan Tribal Council Kelowna C-B $249,000, Okanese Band Balcarres Sask $61,430, Old Crow Indian Band Old Crow TY $110,873, One Arrow Band Batoche Sask $98,028, Oneidas of The Thames Band Southwold Ont $217,684, Onion Lake Band Lloydminster Sask $311,178, Opetchesaht Band Port Alberni C-B $51,816, Oromocto Band of Indians Oromocto N-B $124,085, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $108,304, Osoyoos Band Oliver C-B $145,367, Oweekano Band Port Hardy C-B $101,723, Oxford House Band Oxford House Man $346,449, Pabineau Band of Indians Bathurst N-B $53,871, Parry Island Band Parry Sound Ont $115,249, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $100,881, Paul Band Duffield Alb $132,400, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $67,857, Pavilion Band Cache Creek C-B $140,941, Peepeekisis Band Balcarres Sask $148,727, Peguis Band Hodgson Man $327,007, Peigan Band Brocket Alb $334,565, Pelican Lake Band Leoville Sask $111,244, Penelakut Band Chemainus C-B $146,668, Penticton Band Penticton C-B $146,828, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $437,352, Piapot Band Cupar Sask $132,370, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $91,119, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $75,989, Pictou Landing Band Of Indians Pictou Landing N-É $137,489, Pikangikum Band Pikangikum Ont $200,939, Pine Creek Band Camperville Man $165,902, Police Amérindienne Conseil Village-des-Hurons Qué $468,100, Poorman Band Quinton Sask $184,294, Poplar Hill Band Via Pickle Lake Ont $68,559, Poplar River Band Negginan Man $220,131, Poundmaker Band Cutknife Sask $125,915, Prince Albert District Chiefs Management Corp Prince Albert Sask $454,970, Prophet River Band Fort Nelson C-B $73,171, Quatsino Band Coal Harbour C-B $76,674, Quesnel Band Quesnel C-B $65,443, Rainy River Band Emo Ont $100,909, Rat Portage Band Kenora Ont $82,103, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $174,468, Red Earth Band Carrot River Sask $196,558, Red Pheasant Band Cando Sask $115,227, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $249,922, Restigouche Band Council Restigouche Qué $353,266, River Desert Band Council Maniwaki Qué $305,844, Rocky Bay Indian Band MacDiarmid Ont $74,843, Rolling River Band Erickson Man $130,772, Roseau River Band Ginew Man $243,044, Ross River Indian Band Ross River TY $94,250, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $135,098, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $434,600, Sakimay Band Grenfell Sask $125,494, Samson Band Hobbema Alb $228,537, Sandy Bay Band Marius Man $230,644, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $350,620, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $156,600, Sarcee Band Calgary Alb $143,293, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $236,920, Saugeen Band Southampton Ont $141,435, Saulteau Band Chetwynd C-B $93,527, Saulteaux Band Cochin Sask $130,958, Scowlitz Band Lake Errock C-B $64,832, Seabird Island Band Agassiz C-B $159,915, Sechelt Band Sechelt C-B $173,786, Seine River Band Mine Centre Ont $78,241, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $65,489, Serpent River Band Cutler Ont $117,576, Seton Lake Band Shalalth C-B $160,576, Shackan Band Merritt C-B $108,518, Shamattawa Band Shamattawa Man $283,920, Shellbrook Agency Chiefs Shellbrook Sask $145,500, Sheshaht Band Port Alberni C-B $149,295, Shoal Lake Band Carrot River Sask $176,430, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $66,314, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $61,424, Shoal River Band Pelican Rapids Man $172,168, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $247,238, Shuswap Band Invermere C-B $77,251, Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B $265,300, Sioux Valley Band Griswold Man $204,171, Siska Band Lytton C-B $61,120, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $520,738, Skeetchestn Band Savona

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

C-B $134,756, Skidegate Band Queen Charlotte City C-B $169,509, Skwah Band Chilliwack C-B $78,088, Sliammon Band Powell River C-B $133,777, Snowdrift Band Council Snowdrift TN-O $88,917, Société Makivik Corporation Fort Chimo Qué $246,750, Soda Creek Band Williams Lake C-B $94,615, Songhees Band Victoria C-B $68,000, Soowahlie Band Vedder Crossing C-B $50,726, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $457,898, Spallumcheen Band Enderby C-B $162,242, Spanish River Band Massey Ont $220,437, Split Lake Band Split Lake Man $269,555, Squamish Band North Vancouver C-B $279,751, St-Augustin Band Council St-Augustin Qué $98,186, St Mary's Band Cranbrook C-B $62,167, St Mary's Band of Indians Fredericton N-B $243,852, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $373,471, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $93,114, Starblanket Band Balcarres Sask $62,094, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $94,883, Sto Lo Nation Society Sardis C-B $52,500, Sto Lo Tribal Council Sardis C-B $108,313, Stone Band Hanceville C-B $104,143, Stoney Band Morley Alb $265,610, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $198,894, Stony Rapids Band Black Lake Sask $326,143, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $259,233, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $208,443, Sucker Creek Band Little Current Ont $110,320, Sumas Band Abbotsford C-B $97,779, Summer Beaver Settlement Band Summer Beaver Ont $117,305, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $175,667, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $326,956, Swan Lake Band Swan Lake Man $181,176, Sweetgrass Band Gallivan Sask $147,012, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $144,244, Takla Lake Band Takla Landing C-B $176,324, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $53,506, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $110,752, Temagami Band Temagami Ont $60,419, Teslin Indian Band Teslin TY $74,636, The Pas Band The Pas Man $247,532, Thunderchild Band Turtleford Sask $182,960, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $146,177, Tobacco Plains Band Grasmere C-B $54,655, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $267,866, Toosey Band Riske Creek C-B $81,488, Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B $387,200, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $131,284, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $171,957, Tsawout Band Saanichton C-B $109,644, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $62,193, Ucluelet Band Ucluelet C-B $102,587, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $247,637, United Native Nations #167 Good Hope Lake C-B $63,861, Upper Nicola Band Merritt C-B $184,374, Valley River Band Shortdale Man $142,168, Wabigoon Band Dinorwic Ont $69,431, Wagmatcook Band of Indians Baddeck N-É $192,667, Wahpeton Band Prince Albert Sask $57,343, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $241,170, Wasagamack Band Wasagamack Man $291,696, Waterhen Band Skownan Man $154,248, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $215,305, Waywayseecappo Band Rossburn Man $185,129, Webiquie Settlement Band Webiquie Ont $180,486, Weenusk Band Winisk Ont $182,271, Wepekeka Band Angling Lake Ont $95,506, West Bay Band Excelsior Ont $177,589, West Region Tribal Council Dauphin Man $347,316, Westbank Band Kelowna C-B $181,223, Weymontachie Band Sanmaur Qué $198,434, Whe La La U Area Council Alert Bay C-B $81,916, Whispering Pines Band Kamloops C-B $50,549, White Bear Band Carlyle Sask $232,453, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $208,930, Whitefish Lake Band Naughton Ont $88,304, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $326,566, Whitefish River Band Birch Island Ont $142,009, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $268,890, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $307,293, Williams Lake Band Williams Lake C-B $147,800, Witchekan Lake Band Spiritwood Sask $69,804, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $172,151, Wrighley Band Council Fort Wrigley TN-O $77,517, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $120,733, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $348,971, Yellowknife B Band Council Yellowknife TN-O $107,216, York Factory Band York Factory Landing Man $200,588, Yorkton District Chiefs Yorkton Sask $275,200.

Contributions aux bandes indiennes et aux agglomérations inuit aux fins de planification de l'aménagement local $4,098,998—Alexander Band Morinville Alb $75,000, Blackfoot Band Gleichen Alb $64,000, Blood Band Stand Off Alb $65,000, Comité Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $104,000, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $59,900, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $77,753, Muskegog Cree Council Moose Factory Ont $125,000, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $96,300, Ontario Regional Liaison Council Toronto Ont $50,000, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $52,000, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $71,620, Treaty 8 Tribal Association Fort St John C-B $53,200, Waterhen Band Skownan Man $61,500, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $50,000.

Contributions aux bandes et aux associations indiennes pour l'élaboration de politiques et la consultation en cette matière $10,258,926—Alexander Band Morinville Alb $112,500, Algonquin de l'Ouest du Québec Conseil Val d'Or Qué $70,734, Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $280,920, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $209,000, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $75,741, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $125,480, Chiefs of Ontario Office Toronto Ont $403,200, Comité de Coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $59,179, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $83,961, Curve Lake Band Curve Lake Ont $55,500, Dakota Nations of Canada Prince Albert Sask $150,000, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $618,750, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $62,643, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $50,000, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $301,151, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $97,000, Indian Association of Alberta Edmonton Alb $846,750, Indian Commission of Ontario Toronto Ont $364,012, Indian Homemakers of BC Vancouver C-B $53,916, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $151,000, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $78,000, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $314,448, Lake Babine Band Burns Lake C-B $76,000, Manitoba Kewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $116,846, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $92,300, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $200,000, Naskapi Band of Quebec Schefferville Qué $60,000, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $885,173, Native Council of Manitoba Winnipeg Man $75,210, Native Women's Association of Canada Ottawa Ont $337,810, Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont $481,679, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $50,300, Ontario Regional Liaison Council Toronto Ont $150,000, Prince Albert District Chiefs Management Corp Prince Albert Sask $131,000, Rat Portage Band Kenora Ont $75,000, Sandy Bay Band Marius Man $60,000, Saskatchewan Indian Women's Association Saskatoon Sask $125,000, Sechelt Band Sechelt C-B $255,343, Secrétariat des Premières Nations du Québec Village-des-Hurons Qué $137,100, Shuswap Nation Tribal Council Kamloops C-B $55,168, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $122,810, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $196,000, The Alliance Tribal Council Vancouver C-B $63,507, The Pas Band The Pas Man $60,000, Tribal Chiefs Assoc of NE Alberta St Paul Alb $55,000, Union of New Brunswick Indians Frédéricton N-B $74,238, Union of Ontario Indians Toronto Ont $426,116, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $55,000.

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Contributions aux bandes indiennes pour les régimes d'avantages sociaux des employés $2,929,985—Ahousaht Band Ahousaht C-B $53,202, Algonquin de l'Ouest du Québec Conseil Val d'Or Qué $50,000, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $413,576, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $63,700, Lac Simon Band Lac Simon Qué $104,852, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $136,453, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $354,215, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $150,434, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $69,258, Nelson House Education Authority Nelson House Man $93,518, Onion Lake Band Lloydminster Sask $171,527, Peguis School Board Hodgson Man $118,031, Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué $80,000, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $187,700, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $57,100.

Contributions aux bandes indiennes pour les programmes relatifs au perfectionnement de la gestion indienne et à la formation paraprofessionnelle en développement social $5,090,688—Canadian Executive Services Overseas Toronto Ont $1,665,765, Fort Qu'Appelle District Chiefs Fort Qu'Appelle Sask $75,600, Great Whale River Band Hudson Bay Qué $377,618, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $56,500, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $68,969, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $73,300, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $69,000.

Contributions aux Indiens et aux Inuit, à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Capital $258,440,472—Abegweit Band of Indians Cornwall Î-P-É $195,478, Abenakis Wolinak Band Bécancour Qué $126,157, Abitibiwinni Band Amos Qué $96,158, Adams Lake Band Chase C-B $175,000, Afton Band of Indians Afton N-É $224,500, Ahousaht Band Ahousaht C-B $556,500, Alderville Band Roseneath Ont $385,306, Alexander Band Morinville Alb $472,564, Alexandria Band Quesnel C-B $133,249, Alexis Band Glenevis Alb $304,000, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $157,056, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $116,200, Anaham Band Alexis Creek C-B $335,261, Anderson Lake Band Darcy C-B $62,048, Annapolis Valley Band of Indians Cambrige Station N-É $133,969, Ashcroft Band Ashcroft C-B $108,500, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $1,309,287, Barren Lands Band Brochet Man $281,064, Barrière Lake Band Council Rapid Lake Qué $129,200, Batchewana Band Sault Ste Marie Ont $70,686, Beardy's Band Duck Lake Sask $492,800, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $626,100, Beausoleil Band Cedar Point Ont $904,623, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $313,024, Bella Bella Community School Society Port Hardy C-B $208,000, Bella Coola Band Bella Coola C-B $2,097,982, Berens River Band Berens River Man $527,298, Betsiamites Band Betsiamites Qué $241,305, Big C Band La Loche Sask $348,180, Big Cove Band of Indians Rexton N-B $1,228,940, Big Grassy Band Morson Ont $118,500, Big Island Band Morson Ont $88,875, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $3,671,100, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $794,730, Birdtail Sioux Band Bulah Man $152,190, Blackfoot Band Gleichen Alb $4,138,300, Blood Band Stand Off Alb $1,870,000, Bloodvein Band Bloodvein Man $307,943, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $330,000, Blueberry River Band Buick C-B $153,900, Bonaparte Band Cache Creek C-B $202,400, Boyer River Band High Level Alb $315,320, Brokenhead Band Scanterbury Man $55,073, Brunswick House Band Chapleau Ont $89,076, Buctouche Band of Indians Buctouche N-B $66,230, Buffalo River Band Buffalo River Sask $451,100, Burns Lake Band Burns Lake C-B $64,749, Burnt Church Band of Indians Legaceville N-B $831,300, Burrard Band North Vancouver C-B $561,582, Campbell River Band Campbell River C-B $281,325, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $1,610,000, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $355,092, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $318,280, Canyon City Band Terrace C-B $234,531, Cape Mudge Band Quathiaski Cover C-B $467,044, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $70,012, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $451,960, Cat Lake Band Cat Lake Ont $264,600, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $458,898, Chapel Island Band of Indians St Peter N-É $180,300, Chapleau Ojibway Band Chapleau Ont $59,384, Cheam Band Rosedale C-B $141,738, Chehalis Band Agassiz C-B $310,926, Chemainus Band Ladysmith C-B $296,671, Chemawawin Band Easterville Man $478,652, Cheslatta Band Burns Lake C-B $132,498, Chippewas of Georgina Island Band Sutton West Ont $55,694, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $361,300, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $339,394, Chippewas of Rama Band Rama Ont $153,716, Chippewas of Sarnia Band Sarnia Ont $190,560, Chippewas of the Thames Band Southwold Ont $325,600, Churchill Band Tadoule Lake Man $826 020, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $892,991, Coldwater Band Merritt C-B $163,000, Columbia Lake Band Windermere C-B $378,000, Comox Band Courtenay C-B $164,022, Constance Lake Band Calstock Ont $3,639,400, Cote Band Kamsack Sask $538,840, Couchiching Band Fort Frances Ont $83,457, Cowessess Band Broadview Sask $447,704, Cowichan Band Duncan C-B $1,210,676, Crane River Band Crane River Man $121,314, Cree Band Fort Chipewyan Alb $450,000, Cree Regional Authority Ottawa Ont $150,000, Cross Lake Band Cross Lake Man $1,373,904, Cumberland House Band Cumberland House Sask $337,020, Curve Lake Band Curve Lake Ont $413,600, Dakota Plains Band Edwin Man $58,715, Dakota Tipi Band Portage La Prairie Man $64,200, Dauphin River Band Gypsumville Man $78,876, Dawson Indian Band Dawson City TY $273,964, Deer Lake Band Deer Lake Ont $2,591,300, Dene Tha Band Chateh Alb $1,392,929, Ditidaht Band Port Alberni C-B $202,680, Doig River Band Rose Prairie C-B $185,100, Dokis Band Monetville Ont $100,000, Douglas Band Mission C-B $109,672, Driftpile Band Driftpile Alb $1,897,200, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $220,290, Edmundston Band of Indians St-Basile N-B $163,060, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $331,291, Eel River Band of Indians Dalhousie N-B $244,070, Ehattesaht Band Campbell River C-B $52,500, English River Band Patuanak Sask $371,290, Ermineskin Band Hobbema Alb $700,000, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $1,252,493, Fairford Band Fairford Man $535,108, First Nation Technical Institute Deseronto Ont $300,000, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $311,609, Fisher River Band Koostatak Man $853,113, Fishing Lake Band Wadena Sask $147,053, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $147,920, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $745,620, Fort Albany Band Fort Albany Ont $624,800, Fort Alexander Band Pine Falls Man $2,293,930, Fort Chipewyan Band Fort Chipewyan Alb $141,252, Fort George Band Prince George C-B $129,749, Fort Port Hope Band Pickle Lake Ont $1,056,400, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $238,025, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $597,700, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $108,200, Fort Severn Band Fort Severn Ont $330,200, Fort Ware Band Fort Ware C-B $167,790, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $131,000, Fountain Band Lillooet C-B $252,540, Four Bands of Hobbema Hobbema Alb $668,499, Fox Lake Band Gillam Man $131,688, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $309,598, Frog Lake Band Heinsburg Alb $469,000, Frontier School Division Winnipeg Man $553,497, Garden Hill Band Island Lake Man $1,789,895, Garden River

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Sault Ste Marie Ont $372,210, Gibson Band Bala Ont $78,741, Gitanmaax Band Hazelton C-B $501,565, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $797,793, Gitsegukla Band South Hazelton C-B $732,690, Gitwangak Band Kitwanga C-B $243,293, Glen Vowell Band Hazelton C-B $133,233, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $4,240,470, God's River Band God's River Man $572,614, Golden Lake Band Golden Lake Ont $141,080, Gordon Band Punnichy Sask $887,880, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $387,997, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $493,100, Gull Bay Band Gull Bay Ont $195,400, Gwasala Nakwaxdaxw Band Port Hardy C-B $97,392, Hagwilget Band New Hazelton C-B $490,898, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $963,170, Heart Lake Band Lac la Biche Alb $574,736, Heiltsuk Band Waglisa C-B $1,989,085, Henvey Inlet Band Pickerel Ont $54,000, Hiawatha Band Keene Ont $199,537, Hollow Water Band Wanipigow Man $424,721, Hope Band Hope C-B $357,769, Indian Birch Band Birch River Man $103,156, Indian Island Band of Indians Rexton N-B $138,230, Interlake Tribal Division For Schools Inc Ashern Man $373,442, Iskut Band Iskut C-B $602,676, Island Lake Band Loon Lake Sask $240,500, Islington Band Whitedog Ont $88,900, Jackhead Band Dallas Man $249,314, James Smith Band Kinistino Sask $865,320, Janvier Band Chard Alb $194,023, John Smith Band Birch Hills Sask $251,660, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $178,900, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $253,155, Kamloops Band Kamloops C-B $60,000, Kanesatake Band Council Oka Qué $759,391, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $1,086,537, Kashechewan Band Kashechewan Ont $478,489, Katzie Band Pitt Meadows C-B $81,738, Keeseekoose Band Kamsack Sask $231,691, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $116,145, Kehewin Band Bonnyville Alb $317,600, Key Band Norquay Sask $106,990, Kincolith Band Kincolith C-B $506,150, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $177,700, Kingsclear Band of Indians Fredericton N-B $291,104, Kinistino Band Chagoness Sask $163,560, Kipawa Band Council Temiscaming Qué $55,000, Kispiox Band Hazelton C-B $302,885, Kitamaat Band Kitamaat C-B $457,277, Kitasoo Band Klemtu C-B $427,050, Kitkatla Band Kitkatla C-B $528,130, Kitsumkalum Band Terrace C-B $69,878, Kitwancool Band Kitwanga C-B $113,122, Klahoose Band Powell River C-B $78,462, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $74,682, Kluskus Band Quesnel C-B $77,930, Kwa Wa Aineuk Band Sullivan Bay C-B $51,126, Kwakiutl Band Port Hardy C-B $401,682, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $1,885,301, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $56,999, Kyuquot Band Kyuquot C-B $84,420, La Romaine Band La Romaine Qué $1,072,300, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $760,200, Lac la Hache Band Wollaston Lake Sask $393,800, Lac la Ronge Band Lac la Ronge Sask $1,598,013, Lac Seul Band Hudson Ont $923,500, Lac Simon Band Lac Simon Qué $1,225,656, Lakahahmen Band Deroche C-B $142,938, Lakalzap Band Greenville C-B $230,320, Lake Babine Band Burns Lake C-B $267,143, Lake Manitoba Band Vogar Man $227,575, Lake St Martin Band Gypsumville Man $619,936, Lansdowne House Settlement Band Via Pickle Lake Ont $674,400, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $1,422,040, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $165,642, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $1,535,100, Liard Indian Band Watson Lake TY $504,437, Liard Indian Reserve #3 Lower Post C-B $193,834, Lillooet Band Lillooet C-B $115,930, Little Black Bear Band Godeve Sask $96,359, Little Black River Band O'Hanley Man $52,073, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $876,775, Little Pine Band Paynton Sask $251,880, Little Red River Band High Level Alb $2,157,810, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $204,102, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $188,084, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $149,400, Long Lake No 77 Band Longlac Ont $109,400, Long Plain Band Edwin Man $501,832, Long Point Band Council Winneway River Qué $275,620, Lower Nicola Band Merritt C-B $190,000, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $78,000, Lubicon Lake Band Peace River Alb $140,120, Lytton Band Lytton C-B $501,682, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $184,900, Manitoba Hydro Winnipeg Man $2,355,535, Manouane Band Manouane Qué $291,030, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $55,000, Martin Falls Band Ogoki Post Ont $346,600, Masset Band Masset C-B $471,330, Matachewan Band Matachewan Ont $54,000, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $1,525,123, McLeod Lake Band Prince George C-B $231,298, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $426,650, Membertou Band of Indians Sydney N-É $237,000, Metlakatla Band Prince Rupert C-B $88,956, MicMacs of Maria Band Council Maria Qué $386,110, Millbrook Band of Indians Truro N-É $398,088, Mingan Band Mingan Qué $244,801, Ministre des Finances Province du N-B Frédéricton N-B $223,056, Ministère de l'Environnement Ste-Foy Qué $84,015, Ministère des Finances Québec Qué $257,406, Mississauga Band Blind River Ont $207,384, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $417,300, Mistawasis Band Leask Sask $385,460, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $1,190,080, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $2,055,154, Mohawks of The Bay of Quinte Band Cornwall Ont $346,100, Mohawks of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $2,980,900, Montagnais Lac-St-Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $1,872,368, Montagnais Les Escoumins Conseil Les Escoumins Qué $138,974, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $351,442, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $1,560,036, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $763,949, Moose Deer Point Band Mactier Ont $164,694, Moose Factory Band Moose Factory Ont $1,245,327, Moose Lake Band Moose Lake Man $133,476, Moose Woods Band Saskatoon Sask $197,800, Moosomin Band Cochin Sask $291,900, Moravian of the The Thames Band Thamesville Ont $126,900, Moricetown Band Smithers C-B $208,600, Mosquito Band Cando Sask $202,900, Mount Currie Band Mount Currie C-B $1,146,709, Muscowpetung Band Edenwold Sask $236,600, Muskeg Lake Band Leask Sask $308,880, Muskowekwan Band Lestock Sask $264,448, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $120,000, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $891,000, Musqueam Band Vancouver C-B $162,095, Na-Cho Ny'A'K Dun Band Mayo TY $354,896, Naicatchewein Band Delvin Ont $76,700, Nanaimo Band Nanaimo C-B $280,011, Naskapi Band of Québec Schefferville Qué $514,200, Natashquan Band Natashquan Qué $2,263,716, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $305,127, Nazko Band Quesnel C-B $211,000, Necoslie Band Fort St James C-B $370,294, Nee Tahi Buhn Band Burns Lake C-B $88,249, Nelson House Band Nelson House Man $572,572, Nelson House Education Authority Nelson House Man $436,500, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $165,259, Neskainlith Band Chase C-B $91,500, New Post Band Cochrane Ont $1,139,500, Nikaneet Band Maple Creek Sask $110,500, Nimpkish Band Alert Bay C-B $471,281, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $178,772, Nooaitch Band Merritt C-B $55,600, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $353,800, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $140,724, North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont $183,700, North Thompson Band Barriere C-B $307,200, Northern Flood Committee Inc Winnipeg Man $6,257,824, Northern Lights School Div 113 Prince Albert Sask $326,600, Northland Band Lac Brochet Man $275,064, Northlands School Division No 61 Peace River Alb $1,507,235, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $71,300, Norway House Band Norway House Man $1,031,712, Nuchatlaht Band Port Alberni C-B $132,962, Nut Lake Band Rose Valley Sask $772,100, Nuu Chah Nulth Tribal Council Port

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Alberni C-B $849,100, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $97,044, Obedjiwan Band Roberval Qué $575,790, Ochapowace Band Broadview Sask $94,400, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $291,930, Odanak Bande Odanak Qué $438,137, Ohiaht Band Bamfield C-B $87,267, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $93,875, Okanagan Band Vernon C-B $432,000, Okanese Band Balcarres Sask $130,880, Old Crow Indian Band Old Crow TY $490,143, One Arrow Band Batoche Sask $264,900, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $791,900, Onion Lake Band Lloydminster Sask $658,460, Ontario Hydro Toronto Ont $1,491,599, Oromocto Band of Indians Oromocto N-B $232,119, Osnaburgh Band New Osnaburgh Ont $771,700, Osoyoos Band Oliver C-B $51,500, Oweekano Band Port Hardy C-B $337,843, Oxford House Band Oxford House Man $1,550,835, Pabineau Band of Indians Bathurst N-B $89,090, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $305,900, Paul Band Duffield Alb $126,700, Pavilion Band Cache Creek C-B $370,396, Peepeekisis Band Balcarres Sask $379,405, Peguis Band Hodgson Man $2,496,900, Peguis Education Authority Hodgson Man $54,790, Peigan Band Brocket Alb $1,281,700, Pelican Lake Band Leoville Sask $329,640, Penelakut Band Chemainus C-B $313,033, Penticton Band Penticton C-B $120,000, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $1,473,650, Piapot Band Cupar Sask $420,060, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $392,200, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $116,200, Pictou Landing Band Of Indians Pictou Landing N-É $286,000, Pikangikum Band Pikangikum Ont $703,100, Pine Creek Band Camperville Man $211,752, Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Que $417,000, Poorman Band Quinton Sask $491,200, Poplar Hill Band Via Pickle Lake Ont $195,000, Poplar River Band Negginan Man $482,298, Poundmaker Band Cutknife Sask $318,400, Prince Albert District Chiefs Management Co Ltd Prince Albert Sask $185,500, Prophet River Band Fort Nelson C-B $200,900, Province du Manitoba Winnipeg Man $2,584,930, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $85,400, Quatsino Band Coal Harbour C-B $107,444, Quesnel Band Quesnel C-B $156,000, Red Bank Band of Indians Red Bank N-B $150,029, Red Earth Band Carrot River Sask $1,688,508, Red Pheasant Band Cando Sask $877,900, Red Rock Indian Band Nipigon Ont $117,200, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $475,267, Restigouche Band Council Restigouche Que $1,360,497, River Desert Band Council Maniwaki Que $1,110,139, Rocky Bay Indian Band MacDiarmid Ont $110,300, Rolling River Band Erickson Man $145,145, Roseau River Band Ginew Man $333,865, Ross River Indian Band Ross River TY $315,732, Saanich Indian School Board Brentwood Bay C-B $126,700, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $530,200, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $971,599, Sakimay Band Grenfell Sask $208,878, Sandy Bay Band Marius Man $718,085, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $1,097,500, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $733,460, Sarcee Band Calgary Alb $532,640, Sask Power Corp Regina Sask $1,000,000, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $90,100, Saugeen Band Southampton Ont $317,874, Saulteaux Band Chetwynd C-B $189,700, Saulteaux Band Cochin Sask $221,420, Scowlitz Band Lake Errock C-B $145,000, Seabird Island Band Agassiz C-B $206,107, Secrétariat des Affaires Autochtones Québec Qué $80,000, Seine River Band Mine Centre Ont $120,000, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $321,157, Serpent River Band Cutler Ont $208,884, Seton Lake Band Shalalth C-B $298,790, Shackan Band Merritt C-B $100,000, Shamattawa Band Shamattawa Man $408,934, Shawanaga Band Nobel Ont $69,362, Sheshaht Band Port Alberni C-B $81,500, Sheshegwaning Band Sheshegwaning Ont $103,600, Shoal Lake Band Carrot River Sask $225,820, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $51,300, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont $275,000, Shoal River Band Pelican Rapids Man $170,312, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $693,364, Shuswap Band Invermere C-B $187,605, Sioux Valley Band Griswold Man $467,280, Siska Band Lytton C-B $185,000, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $1,475,000, Skeetchestn Band Savona C-B $196,500, Skidegate Band Queen Charlotte City C-B $1,511,190, Skookumchuck Band Mission C-B $154,022, Skuppah Band Lytton C-B $118,000, Sliammon Band Powell River C-B $170,688, Société Makivik Corporation Fort Chimo Qué $150,000, Soda Creek Band Williams Lake C-B $249,800, Songhees Band Victoria C-B $91,102, Soowahlie Band Vedder Crossing C-B $59,600, Southeast Resource Development Council Corp Winnipeg Man $110,000, Southeast Tribal Division School Inc Winnipeg Man $567,151, Spallumcheen Band Enderby C-B $68,000, Spanish River Band Massey Ont $561,036, Split Lake Band Split Lake Man $670,303, Spuzzum Band Yale C-B $128,100, Squamish Band North Vancouver C-B $175,995, St-Augustin Band Council St-Augustin Qué $1,261,800, St Mary's Band of Indians Fredericton N-B $284,206, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $993,346, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $236,600, Starblanket Band Balcarres Sask $157,980, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $222,048, Stone Band Hanceville C-B $64,628, Stoney Band Morley Alb $250,000 Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $228,249, Stony Rapids Band Black Lake Sask $541,480, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $472,194, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $732,984, Sturgeon Lake Band Valleyview Alb $114,747, Sucker Creek Band Little Current Ont $72,984, Sucker Creek Band Enilda Alb $91,300, Sumas Band Abbotsford C-B $119,738, Summer Beaver Settlement Band Summer Beaver Ont $408,600, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $724,916, Swan Lake Band Swan Lake Man $138,860, Swan River Band Kinuso Alb $132,500, Sweetgrass Band Gallivan Sask $[illegible]9,600, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $150,663, Takla Lake Band Takla Landing C-B $181,360, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $227,464 Tallcree Band Fort Vermilion Alb $2,068,870, Temagami Band Temagami Ont $61,384, Teslin Indian Band Teslin TY $268,280, The Pas Band The Pas Man $377,850, Thessalon Band Thessalon Ont $149,000, Thunderchild Band Turtleford Sask $209,461, Thunderchild Technical Institute Turtleford Sask $108,000, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $227,124, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $1,087,487, Toosey Band Riske Creek C-B $236,249, Tsartlip Band Brentwood Bay C-B $197,118, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $233,890, Tsawout Band Saanichton C-B $286,600, Tsawwassen Band Delta C-B $281,787, Turnor Lake Band Turnor Lake Sask $131,040, Ucluelet Band Ucluelet C-B $270,000, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $269,233, United Native Nations #167 Good Hope Lake C-B $213,577, Upper Nicola Band Merritt C-B $77,000, Valley River Band Shortdale Man $206,645, Wa-Wa-Taik Building Supplies Hollow Water Man $992,455, Wabigon Band Dinorwic Ont $791,900, Wabuskan Band Kenora Ont $59,200, Wagmatcook Band of Indians Baddeck N-É $172,364, Wahgoshig Band Cochrane Ont $699,790, Wahpeton Band Prince Albert Sask $55,500, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $3,104,637, Wasagamack Band Wasagamack Man $558,651, Waskaganish Band Council Waskaganish Qué $50,903, Waterhen Band Skownan Man $194,190, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $1,259,080, Waywayseecappo Band Rossburn Man $346,818, Webequie Settlement Band Webequie Ont $587,400, Weenusk Band Winisk Ont $10,086,540, Wepekeka Band Angling Lake Ont $68,500, West Bay Band Excelsior Ont $460,329, West Moberley Lake Band Moberley Lake C-B $290,900, Westbank Band Kelowna C-B $147,000, Weymontachie Band Sanmaur Que $458,100, Whe La La U Area Council Alert Bay C-B $124,875, White Bear

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Band Carlyle Sask $440,700, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $1,014,700, Whitefish Lake Band Naighton Ont $53,700, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $788,700, Whitefish Lake Band 459 Atikameg Alb $68,800, Whitesand Band Armstrong Ont $183,000, Whycocomagh Band Of Indians Whycocomagh N-É $385,660, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $1,524,604, Williams Lake Band Williams Lake C-B $196,600, Witchekan Lake Band Spiritwood Sask $196,760, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $190,180, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $352,301, Yale Band Hope C-B $53,869, York Factory Band York Landing Man $155,500.

Contributions aux Indiens et aux Inuit à leurs bandes, à leurs agglomérations et corporations, aux gouvernements provinciaux et à d'autres organismes en vue d'aider à la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation des services, des installations et des logements communautaires—Entretien et fonctionnement $104,750,451—Abitibiwinni Band Amos Qué $87,402, Adams Lake Band Chase C-B $68,330, Ahousaht Band Ahousaht C-B $189,878, Alberta Municipal Affairs Fort McMurray Alb $205,073, Alexander Band Morinville Alb $310,010, Alexis Band Glenevis Alb $173,508, Alexis Creek Band Chilanko Forks C-B $61,180, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $172,390, Anaham Band Alexis Creek C-B $160,710, Anspayax School Society Hazelton C-B $89,515, Attawapiskat Band Attawapiskat Ont $528,389, Attikamek Montagnais Conseil Village-des-Hurons Qué $92,000, Barriere Lake Band Council Rapid Lake Qué $89,805, Beardy's Band Duck Lake Sask $306,436, Bearskin Lake Band Bearskin Lake Ont $167,630, Beausoleil Band Cedar Point Ont $68,300, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $271,500, Bella Bella Community School Society Port Hardy C-B $300,652, Bella Coola Band Bella Coola C-B $196,168, Berens River Band Berens River Man $143,542, Betsiamites Band Betsiamites Qué $519,494, Big C Band La Loche Sask $149,800, Big Cove Band of Indians Rexton C-B $643,822, Big River Band Debden Sask $72,826, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $689,428, Bigstone Cree Band Desmarais Alb $225,800, Birdtail Sioux Band Beulah Man $98,300, Blackfoot Band Gleichen Alb $918,944, Blood Band Stand Off Alb $1,679,813, Bloodvein Band Bloodvein Man $283,335, Blue Quills Native Education Centre St Paul Alb $395,590, Blueberry River Band Buick C-B $57,197, Bonaparte Band Cache Creek C-B $73,558, Boyer River Band High Level Alb $130,039, Brokenhead Band Scanterbury Man $78,000, Buffalo Point Band Middleboro Man $55,598, Buffalo River Band Buffalo River Sask $211,800, Burnt Church Band of Indians Legacéville N-B $393,231, Canim Lake Band 100 Mile House C-B $244,050, Canoe Creek Band Dog Creek C-B $77,170, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $149,300, Canyon City Band Terrace C-B $84,824, Cape Mudge Band Quathiaski Cove C-B $59,831, Carcross/Tagish Indian Band Carcross TY $61,500, Carry The Kettle Band Sintaluta Sask $159,338, Cat Lake Band Cat Lake Ont $142,000, Champagne/Aishihik Indian Band Haines Junction TY $183,098, Chapel Island Band of Indians St Peters N-É $107,973, Chehalis Band Agassiz C-B $158,405, Chemainus Band Ladysmith C-B $82,906, Chemawawin Education Authority Easterville Man $159,370, Chippewas of Kettle and Stoney Point Band Forest Ont $519,320, Chippewas of Nawash Band Wiarton Ont $185,831, Chippewas of Rama Band Rama Ont $81,150, Chippewas of The Thames Band Muncey Ont $140,698, Churchill Band Tadoule Lake Man $66,000, Cité de Fredericton Fredericton N-B $190,783, City of Sydney Sydney N-É $137,088, Cold Lake First Nations Band Grand Centre Alb $267,900, Coldwater Band Merritt C-B $93,887, Constance Lake Band Calstock Ont $115,580, Cote Band Kamsack Sask $233,432, Cowessess Band Broadview Sask $153,053, Cowichan Band Duncan C-B $157,772, Crane River Band Crane River Man $235,776, Cree Band Fort Chipewyan Alb $115,728, Cross Lake Band Cross Lake Man $607,111, Cumberland House Band Cumberland House Sask $91,073, Curve Lake Band Curve Lake Ont $58,722, Dakota Ojibway Tribal Council Inc Brandon Man $825,760, Dauphin River School Division No 1 Dauphin Man $73,100, Dawson Indian Band Dawson City TY $64,000, Deer Lake Band Deer Lake Ont $136,133, Dene Tha Band Chateh Alb $285,271, Ditidaht Band Port Alberni C-B $70,338, Dokis Band Monetville Ont $77,529, Eagle Lake Band Eagle Lake Ont $63,300, Ebb and Flow Band Ebb and Flow Man $107,600, Eel Ground Band of Indians Newcastle N-B $198,741, English River Band Patuanak Sask $165,700, Eskasoni Band of Indians Eskasoni N-É $559,912, Fairford Band Fairford Man $187,486, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $512,250, First Nations Housing Society of BC Vancouver C-B $246,000, First Nations of South Island Tribal Council Mill Bay C-B $50,000, Fisher River Band Koostatak Man $133,000, Fisher River Education Authority Koostatak Man $249,700, Fishing Lake Band Wadena Sask $70,321, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $120,300, Fond du Lac Band Prince Albert Sask $331,957, Fort Albany Band Fort Albany Ont $171,628, Fort Alexander Band Pine Falls Man $370,922, Fort Hope Band Pickle Lake Ont $286,200, Fort McKay Band Fort McMurray Alb $107,552, Fort McMurray Band Fort McMurray Alb $102,635, Fort Nelson Band Fort Nelson C-B $93,015, Fort Qu'Appelle District Chiefs Council Fort Qu'Appelle Sask $76,500, Fort Severn Band Fort Severn Ont $247,650, Fort Ware Band Fort Ware C-B $228,788, Fort William Indian Band Thunder Bay Ont $252,036, Fountain Band Lillooet C-B $86,436, Fox Lake Band Gillam Man $74,062, Fraser Lake Band Fort Fraser C-B $70,960, Frog Lake Band Heinsburg Alb $406,341, Garden Hill Band Island Lake Man $125,006, Garden River Band Sault Ste Marie Ont $93,685, Gitanmaax Band Hazelton C-B $70,342, Gitlakdamix Band New Aiyansh C-B $120,485, Gitsegukla Band South Hazelton C-B $118,594, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $326,650, God's River Band God's River Man $83,300, Gordon Band Punnichy Sask $297,997, Grand Rapids Band Grand Rapids Man $152,314, Grassy Narrows Band Grassy Narrows Ont $249,060, Gwasala Nakwaxdaxw Band Port Hardy C-B $63,462, Hagwilget Band New Hazelton $60,926, Halalt Band Chemainus C-B $89,157, Halfway River Band Wonowon C-B $113,287, Hartley Bay Band Hartley Bay C-B $156,744, Heart Lake Band Lac la Biche Alb $119,700, Heiltsuk Band Waglisa C-B $220,460, Hesquiaht Band Tofino C-B $80,249, Hollow Water Band Wanipigow Man $583,061, Indian Birch Band Birch River Man $50,300, Ingenika Band Prince George C-B $85,400, Interlake Tribal Division for Schools Inc Ashern Man $232,000, Iskut Band Iskut C-B $121,696, Island Lake Band Loon Lake Sask $130,700, Island Lake Tribal Council Inc Winnipeg Man $184,800, Islington Band Whitedog Ont $172,878, Jackhead Band Dallas Man $141,200, James Smith Band Kinistino Sask $386,516, Janvier Band Chard Alb $132,790, John Smith Band Birch Hills Sask $134,028, Joseph Bighead Band Pierceland Sask $118,000, Kahkewistahaw Band Broadview Sask $112,856, Kamloops Band Kamloops C-B $107,358, Kanesatake Band Council Oka Qué $83,064, Kasabonika Band Kasabonika Lake Ont $275,404, Kashechewan Band Kashechewan Ont $380,374, Keeseekoose Band Kamsack Sask $219,441, Keeseekoowenin Band Elphinstone Man $73,350, Keewatin Tribal Council Inc Thompson Man $74,500, Kehewin Band Bonnyville Alb $436,836, Key Band Norquay Sask $96,961, Kincolith Band Kincolith C-B $107,628, Kingfisher Lake Band Kingfisher Lake Ont $166,920, Kingsclear Band of Indians Fredericton N-B $189,825, Kinistino Band Chagoness Sask $88,799, Kispiox Band Hazelton C-B $63,654, Kitamaat Band Kitamaat C-B $205,555, Kitasoo Band Klemtu C-B $264,496, Kitkatla Band Kitkatla C-B $67,134, Kitsumkalum Band Terrace

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

C-B $89,021, Kitwancool Band Kitwanga C-B $84,612, Kluane Tribal Council Burwash Landing TY $92,000, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $432,519, Kwicksutaineuk Band Simoon Sound C-B $50,096, Kyuquot Band Kyuquot C-B $81,493, La Romaine Band La Romaine Qué $68,431, Lac la Croix Band Fort Frances Ont $133,157, Lac la Hache Band Wollaston Lake Sask $94,137, Lac la Ronge Band Lac la Ronge Sask $710,818, Lac Seul Band Hudson Ont $114,300, Lac Simon Band Lac Simon Qué $78,903, Lakalzap Band Greenville C-B $93,167, Lake Babine Band Burns Lake C-B $106,204, Lake Manitoba Band Vogar Man $71,400, Lake Manitoba Education Authority Vogar Man $220,200, Lake St Martin Band Gypsumville Man $132,700, Landsdowne House Settlement Band Via Pickle Lake Ont $83,300, Lax Kw'Alaams Band Port Simpson C-B $221,344, Lennox Island Band of Indians Lennox Island Î-P-É $96,316, Lesser Slave Lake Indian Regional Council Slave Lake Alb $973,804, Liard Indian Band Watson Lake TY $186,625, Liard Indian Reserve #3 Lower Post C-B $116,738, Little Black Bear Band Goodeve Sask $70,849, Little Black River Band O'Hanley Man $127,031, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $99,770, Little Pine Band Paynton Sask $194,948, Little Red River Band High Level Alb $1,564,409, Little Salmon/Carmacks Indian Band Carmacks TY $109,000, Little Saskatchewan Band Gypsumville Man $144,447, Long Lake No 58 Band Longlac Ont $75,400, Long Lake No 77 Band Longlac Ont $114,425, Long Plain Band Edwin Man $325,329, Long Point Band Council Winneway River Qué $219,148, Lower Nicola Band Merritt C-B $70,515, Lower Similkameen Band Keremeos C-B $64,231, Lubicon Lake Band Peace River Alb $55,100, Lytton Band Lytton C-B $127,665, Magnetwan Band Britte Ont $118,960, Makwa Sahgaiehcan Band Loon Lake Sask $143,800, Manouane Band Manouane Qué $202,934, Marieval Community Education Centre Yorkton Sask $296,067, Martin Falls Band Ogoki Post Ont $228,000, Masset Band Masset C-B $114,064, Mathias Colomb Band Pukatawagan Man $579,636, Mattagami Band Gogama Ont $51,710, Meadow Lake District Chiefs Management Co Ltd Meadow Lake Sask $246,800, Metlakatla Band Prince Rupert C-B $52,323, Mic-Macs of Maria Band Council Maria Qué $110,842, Mingan Band Mingan Qué $145,135, Ministre des Finances Province du N-B Frédéricton N-B $172,314, Ministère des Finances Québec Qué $8,000,000, Mississauga of The New Credit Band Hagersville Ont $65,000, Mistawasis Band Leask Sask $210,849, Mohawk Council of Akwesasne Band Cornwall Ont $564,330, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $1,683,895, Mohawks Of The Bay of Quinte Band Deseronto Ont $301,170, Montagnais Lac St Jean Conseil Pointe-Bleue Qué $697,557, Montagnais Schefferville Conseil Schefferville Qué $104,295, Montagnais Sept-Îles Maliotenam Conseil Sept-Îles Qué $505,831, Montreal Lake Band Prince Albert Sask $354,354, Moose Factory Band Moose Factory Ont $88,026, Moose Lake Band Moose Lake Man $391,054, Moosomin Band Cochin Sask $213,847, Moricetown Band Smithers C-B $287,394, Mosquito Band Cando Sask $137,887, Mount Currie Band Mount Currie C-B $299,146, Muscowpetung Band Edenwold Sask $117,450, Muskeg Lake Band Leask Sask $134,868, Muskowekwan Band Lestock Sask $80,497, Muskowekwan Education Centre Lestock Sask $240,000, Muskrat Dam Band Via Pickle Lake Ont $154,760, Na-Cho Ny'A'K Dun Band Mayo TY $74,000, Nanaimo Band Nanaimo C-B $62,135, Natashquan Band Natashquan Qué $168,839, Nation huronne Wendat Conseil Village-des-Hurons Qué $286,976, Nazko Band Quesnel C-B $71,530, Necoslie Band Fort St James C-B $80,102, Nelson House Band Nelson House Man $271,364, Nelson House Education Authority Nelson House Man $254,000, Nemaiah Valley Band Nemaiah Valley C-B $79,010, Nikaneet Band Maple Creek Sask $50,993, Nimpkish Band Alert Bay C-B $188,895, Nipissing Band Sturgeon Falls Ont $459,492, North Caribou Lake Band Weagamow Lake Ont $192,966, North Spirit Lake Band North Spirit Lake Ont $57,900, North Thompson Band Barriere C-B $58,286, Northland Band Lac Brochet Man $194,357, Northwest Angle No 37 Band Oak Island Minn É-U $79,310, Norway House Band Norway House Man $488,395, Nut Lake Band Rose Valley Sask $135,586, Oak Lake Sioux Band Pipestone Man $79,500, Obedjiwan Bande Roberval Qué $245,221, Ochapowace Band Broadview Sask $211,697, Ochiese Band Rocky Mountain House Alb $153,500, Odanak Bande Odanak Qué $58,565, Ojibways of Onegaming Band Nestor Falls Ont $165,317, Okanagan Band Vernon C-B $147,017, Okanese Band Balcarres Sask $56,305, Old Crow Indian Band Old Crow TY $180,000, One Arrow Band Batoche Sask $115,517, Oneidas of the Thames Band Southwold Ont $307,560, Onion Lake Band Lloydminster Sask $672,702, Opasquiak Educational Authority Inc The Pas Man $84,558, Osnaburgh Band New Osnaburg Ont $79,579, Oweekano Band Port Hardy C-B $185,909, Oxford House Band Oxford House Man $323,100, Parry Island Band Parry Sound Ont $280,120, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $131,099, Paul Band Duffield Alb $185,357, Pauquachin Band Brentwood Bay C-B $60,118, Pavilion Band Cache Creek C-B $100,829, Peepeekisis Band Balcarres Sask $179,148, Peguis Band Hodgson Man $452,175, Peguis School Board Hodgson Man $433,700, Peigan Band Brocket Alb $677,800, Pelican Lake Band Leoville Sask $108,393, Penelakut Band Chemainus C-B $122,059, Penticton Band Penticton C-B $60,360, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $556,080, Piapot Band Cupar Sask $183,861, Pic Heron Bay Band Heron Bay Ont $55,323, Pic Mobert Indian Band Mobert Ont $76,771, Pictou Landing Band of Indians Pictou Landing N-É $58,862, Pikangikum Band Pikangikum Ont $544,942, Pine Creek Band Camperville Man $115,700, Pine Creek Education Authority Camperville Man $136,600, Police Amérindienne Conseil Pointe-Bleue Qué $3,251,947, Poorman Band Quinton Sask $283,893, Poplar River Band Negginan Man $81,841, Poundmaker Band Cutknife Sask $202,797, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $575,476, Prophet River Band Fort Nelson C-B $90,057, Qu'Appelle Indian Residential School Lebret Sask $340,700, Rainy River Band Emo Ont $164,520, Rat Portage Band Kenora Ont $87,260, Red Bank Band Of Indians Red Bank N-B $161,239, Red Earth Band Carrot River Sask $378,629, Red Pheasant Band Cando Sask $150,258, Red Sucker Lake Band Red Sucker Lake Man $77,100, Restigouche Band Council Restigouche Qué $523,432, River Desert Band Council Maniwaki Qué $464,496, Rolling River Band Erickson Man $180,200, Roseau River Band Ginew Man $314,200, Ross River Indian Band Ross River TY $87,500, Sachigo Lake Band Sachigo Lake Ont $216,180, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $800,290, Sagkeeng Education Authority Pine Falls Man $448,900, Sakimay Band Grenfell Sask $144,179, Sandy Bay Band Marius Man $228,000, Sandy Bay Education Authority Marius Man $284,300, Sandy Lake Band Via Favourable Lake Ont $782,042, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $211,083, Sarcee Band Calgary Alb $307,556, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $90,000, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $357,410, Saugeen Band Southampton Ont $68,021, Saulteau Band Chetwynd C-B $50,914, Saulteaux Band Cochin Sask $143,990, Seabird Island Band Agassiz C-B $101,033, Sechelt Band Sechelt C-B $84,086, Selkirk Indian Band Pelly Crossing TY $75,500 Serpent River Band Cutler Ont $132,999, Seton Lake Band Shalalth C-B $85,749, Shamattawa Band Shamattawa Man $52,200, Sheshaht Band Port Alberni C-B $68,227, Shibogama Tribal Council Sioux Lookout Ont $117,000, Shoal Lake Band Carrot River Sask $140,240, Shoal Lake No 39 Band Kejick Ont $107,200, Shoal Lake No 40 Band Kejick Ont

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

$66,580, Shoal River Band Pelican Rapids Man $90,000, Shubenacadie Band of Indians Shubenacadie N-É $142,002, Sioux Valley Band Griswold Man $190,400, Sioux Valley Education Board Griswold Man $104,600, Six Nations of The Grand River Band Ohsweken Ont $665,800, Skeetchestn Band Savona C-B $55,626, Skidegate Band Queen Charlotte City C-B $101,490, Sliammon Band Powell River C-B $103,237, Soda Creek Band Williams Lake C-B $56,890, Solicitor General of Ontario Toronto Ont $4,345,926, Southeast Tribal Division-School Inc Winnipeg Man $570,900, Spallumcheen Band Enderby C-B $90,301, Spanish River Band Massey Ont $184,336, Split Lake Band Split Lake Man $285,680, Squamish Band North Vancouver C-B $79,612, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $125,507, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $142,928, Starblanket Band Balcarres Sask $54,948, Stellaquo Band Fraser Lake C-B $61,836, Stone Band Hanceville C-B $65,290, Stoney Band Morley Alb $623,400, Stoney Creek Band Vanderhoof C-B $126,665, Stony Rapids Band Black Lake Sask $344,031, Stuart-Trembleur Band Fort St James C-B $274,833, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $297,663, Sucker Creek Band Little Current Ont $127,597, Sunchild Band Rocky Mountain House Alb $296,700, Swampy Cree Tribal Council Inc The Pas Man $102,000, Swan Lake Band Swan Lake Man $211,478, Sweetgrass Band Gallivan Sask $232,913, Tahltan Band Telegraph Creek C-B $53,236, Takla Lake Band Takla Landing C-B $82,860, Taku River Tlingit Band Atlin C-B $57,000, Tallcree Band Fort Vermilion Alb $270,184, Teslin Indian Band Teslin TY $76,000, The Pas Band The Pas Man $375,325, Thunderchild Band Turtleford Sask $432,973, Temiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $55,818, Tobique Band of Indians Perth-Andover N-B $430,424, Town of Truro Truro N-É $201,320, Treasurer of Ontario Toronto Ont $82,419, Tsawataineuk Band Kingcome Inlet C-B $88,632, Ulkatcho Band Anahim Lake C-B $144,180, United Native Nations #167 Good Hope Lake C-B $139,400, Upper Nicola Band Merritt C-B $50,340, Valley River Band Shortdale Man $143,120, Ville de Schefferville Schefferville Qué $95,000, Wabigoon Band Dinorwic Ont $62,860, Wagmatcook Band of Indians Baddeck N-É $114,924, Wahgoshig Band Cochrane Ont $84,000, Wahpeton Band Prince Albert Sask $149,555, Walpole Island Band Wallaceburg Ont $289,647, Wasagamack Band Wasagamack Man $163,000, Waterhen Band Skownan Man $237,648, Waterhen Lake Band Waterhen Lake Sask $145,300, Waywayseecappo Band Rossburn Man $267,649, Waywayseecappo Education Authority Rossburn Man $212,000, Webequie Settlement Band Webequie Ont $88,490, Weenusk Band Winisk Ont $183,815, Wepekeka Band Angling Lake Ont $78,810, West Bay Band Excelsior Ont $235,768, West Region Tribal Council Dauphin Man $72,041, Weymontachie Bande Sanmaur Qué $302,404, White Bear Band Carlyle Sask $395,922, Whitefish Bay Band Pawitik Ont $281,700, Whitefish Lake Band Naughton Ont $53,690, Whitefish Lake Band 128 Goodfish Lake Alb $336,100, Whitefish River Band Birch Island Ont $74,596, Whycocomagh Band of Indians Whycocomagh N-É $176,767, Wikwemikong Band Wikwemikong Ont $500,455, Williams Lake Band Williams Lake C-B $86,463, Windigo Tribal Council Sioux Lookout Ont $241,878, Woodstock Band of Indians Woodstock N-B $57,670, Wunnumin Lake Band Wunnumin Lake Ont $239,510, York Factory Band York Landing Man $137,565.

Contributions à la province de Québec relativement aux logements des Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois $2,100,000—Ministère des Finances Québec Qué $2,100,000.

PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD $39,034,671

Subventions à des particuliers ou à des organisations pour l'avancement de la culture indienne et de la culture inuit $50,000

Subventions au programme de travail sur place pour les étudiants de l'Institut scientifique des Territoires du Nord-Ouest $25,000

Subvention au Comité canadien des ressources de l'Arctique en vue de promouvoir l'analyse, par un organisme indépendant, des questions relatives au Nord et des propositions de l'industrie et du gouvernement à l'égard de ces questions $90,000—Canadian Arctic Producers Ltd Ottawa Ont $90,000.

Subvention de $20,000 à la Yukon Chamber of Mines; $20,000 à la Northwest Territories Chamber of Mines pour aider au fonctionnement des cours de formation de prospecteurs et au maintien de bureaux permanents en vue d'instruire et d'aider toutes les personnes intéressées par la prospection $40,000

Subvention de $5,000 à la Territories Accident Prevention Association $5,000

Subvention à l'Association des prospecteurs du Yukon $2,000

Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation relative à la recherche scientifique dans le Nord $825,000—Université de: Edmonton Edmonton Alb $55,000 Laval Québec Qué $56,500, McGill Montréal Qué $59,500, Toronto Toronto Ont $56,500.

Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques en vue de coordonner les activités scientifiques touchant le Nord dans les universités canadiennes $180,000—Association of Canadian Universities Ottawa Ont $180,000.

Subvention sous forme de prix accordé à une personne dont la contribution aux sciences du Nord est jugée éminente $5,000

Contribution au Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens et aux Inuit $14,373,745—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $14,373,745.

Contribution au Gouvernement du Territoire du Yukon pour les soins hospitaliers dispensés aux Indiens $1,120,275—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $1,120,275.

Contribution au Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'assurance-maladie des Indiens et des Inuit $3,229,093—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $3,229,093.

Contribution au Gouvernement du Territoire du Yukon pour l'assurance-maladie des Indiens $461,777—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $461,777.

Contribution au Gouvernement du Territoire du Yukon pour la location ou l'achat de maisons à prix modique $195,287—Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $195,287.

Contributions aux associations des autochtones du Nord pour leur permettre d'effectuer des recherches et d'éxécuter des projets susceptibles d'étayer leurs intérêts et afin de leur permettre d'obtenir des conseils et d'être consultées sur les questions relatives au développement du Nord $303,033—Inuit Circumpolar Conference, Ottawa Ont $100,000, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $120,000.

Contributions aux services de conseillers pour les Inuit $24,059

Contributions à la Conférence étudiante canadienne sur les études nordiques $39,973

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Suite*

Contributions aux associations inuit pour leur permettre d'exécuter des programmes selon les objectifs et les critères établis pour le programme des centres d'éducation en culture autochtone $454,000—Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O $400,000, Labrador Inuit Association Nain T-N $54,000.

Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou $15,000

Contributions à des particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit pour la mise en œuvre de stratégies de production et de commercialisation de l'art et de l'artisanat inuit $425,591—La Fédération des co-op du Nouveau-Québec Montréal Qué $148,988, Tuttavik Federation Mississauga Ont $80,000, West Baffin Eskimo Co-operative Ltd Toronto Ont $97,500.

Contributions à l'Alliance constitutionnelle des Territoires du Nord-Ouest pour établir un consensus sur la division des Territoires du Nord-Ouest $1,432,000—Nunavut Constitutional Forum Yellowknife TN-O $650,000, Western Constitutional Forum Yellowknife TN-O $782,000.

Contributions à des organisations inuit pour promouvoir l'épanouissement linguistique et culturel des Inuit $297,826—Avatag Cultural Institute Inukjuak Qué $59,450, Inuit Cultural Institute Eskimo Point TN-O $193,744.

Contribution au Conseil canadien des arts esquimaux pour subvenir à leurs coûts de fonctionnement afin de leur permettre de renseigner les gouvernements et les organisations inuit au sujet du développement et de la protection de l'art inuit $85,000—Conseil canadien des arts esquimaux Ottawa Ont $85,000.

Contribution à la Conférence circumpolaire inuit $170,000—Conférence circumpolaire inuit Ottawa Ont $170,000.

Contribution au gouvernement du Yukon relativement à l'entente Canada/Yukon sur le développement économique $778,960—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $778,960.

Contribution au Conseil des Indiens du Yukon, pour prendre part à la formation et à l'embauche des autochtones $40,000

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et autres bénéficiaires selon l'entente auxiliaire sur la mise en valeur des ressources naturelles $1,335,260—Conrad Plamondon Fort Smith TN-O $79,000, Dendron Resources Surveys Ottawa Ont $73,750, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $423,423, Iglookik Eskimo Co-operative Iglookik TN-O $130,363, Pangnitung Hunters and Trappers Assoc Pangnitung TN-O $85,832, Patterson Enterprises Ltd Hay River TN-O $54,000.

Contributions à des particuliers, groupes, associations, sociétés ou coopératives inuit aux fins du développement économique des Inuit canadiens $1,467,500—Canadian Arctic Co-operative Ltd Winnipeg Man $1,207,500, Illigittut Corporation Yellowknife TN-O $100,000, Nunasi Corporation Ottawa Ont $160,000.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner les consommateurs domiciliaires d'électricité dans les communautés desservies par les génératrices au carburant diesel $3,763,402—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $2,598,743, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $1,164,659.

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner le chauffage domiciliaire au mazout dans les collectivités isolées du Nord $4,850

Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour subventionner la consommation de l'électricité par les petites entreprises commerciales non-gouvernementales dans les collectivites isolées du Nord $304,735—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $188,495, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $116,240.

Contribution au Centre intergouvernemental de protection contre les incendies de forêt $23,152

Contribution en vue d'encourager et soutenir la participation directe des gouvernements des territoires et les organisations autochtones dans le programme d'aménagement des Territoires du Nord $1,441,491—Committee for Aboriginal Peoples Entitlement Inuvik TN-O $254,000, Dene Nation Yellowknife TN-O $212,188, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $475,000, Metis Assoc of NWT Yellowknife TN-O $216,000, Tungavik Federation of Nunavut Ottawa Ont $152,505.

Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine $12,500

Contributions en vertu du paragraphe 49(9) de la Loi sur le pétrole et le gaz du Canada pour de telles études environnementales ou sociales que le Ministre juge nécessaires $1,435,655— Arctic Institute of North America Calgary Alb $100,523; Canadian Marine Drilling Ltd Calgary Alb $152,250, Dobrocky Seatech Ltd Sidney C-B $92,678, ESL Environmental Sciences Ltd Vancouver C-B $142,935, Geoterrex Ltd Sidney C-B $64,737, S L Ross Environmental Research Ltd Ottawa Ont $159,668, Seaconsult Marine Research Ltd St John's T-N $265,708, Seakem Oceanography Ltd Sidney C-B $143,404.

Contribution aux gouvernements territoriaux concernant le Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord (PIPGN) $2,658,743— Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $2,044,757, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $613,986.

Contribution à des groupes autochtones et autres, pour leur permettre de se préparer et de participer à la revue publique des propositions sur le transport d'hydrocarbures $30,000

Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organismes autochtones pour permettre la mise en œuvre de la convention définitive des Inuvialuit $1,889,764— Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,373,255, Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $516,509.

PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX $624,823,999

Paiements au gouvernement du Yukon conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada et le commissaire du Yukon, au nom du gouvernement du Yukon, les paiements au gouvernement du Yukon devant être calculés selon lesdits accords; autorisation de paiements provisoires au gouvernement du Yukon avant la signature de l'accord pour l'exercice financier en cours (le montant payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $155,407,666—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $155,407,666.

Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, conformément aux accords conclus entre le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, au nom du gouvernement du Canada, et le commissaire des Territoires du Nord-Ouest, au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest devant

AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN—*Fin*

être calculés selon lesdits accords et autorisation de paiements provisoires au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest avant la signature de l'accord pour l'exercice courant (le montant payable en en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires pour l'exercice financier en cours) $469,416,333—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $469,416,333.

PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES $56,470,537

Subventions aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec $14,073,216—Chisasibi Band Fort George Qué $1,228,893, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $4,187,145, Eastmain Band Eastmain Qué $727,838, Great Whale River Band Nouveau-Québec Qué $1,000,439, Mistassini Band Mistassini Lake Qué $1,372,161, Nemaska Band Nemaska Qué $694,262, Naskapi Band Schefferville Qué $911,498, Waskaganish Band Rupert House Qué $979,146, Waswanipi Band Desmaraisville Qué $807,590, Wemindji Band Wemindji Qué $2,164,244.

Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région de l'ouest de l'Arctique $1,000,000—Inuvialuit Regional Corporation Inuvik TN-O $1,000,000.

Subventions d'immobilisations aux bandes indiennes cries et naskapies du Québec $10,135,700—Chisasibi Band Fort George Qué $926,900, Cree Regional Authority Val d'Or Qué $462,815, Eastmain Band Eastmain Qué $574,600, Great Whale River Band Nouveau-Québec Qué $1,149,200, Mistassini Band Mistassini Lake Qué $2,582,515, Nemaska Band Nemaska Qué $674,600, Waskaganish Band Rupert House Qué $1,129,000, Waswanipi Band Desmaraisville Qué $1,331,870.

Subventions aux bandes indiennes pour les revendications territoriales particulières $25,078,717—Cree Band of Fort Chipewyan Fort Chipewyan Alb $9,959,153, Garden River Indian Band Garden River Ont $2,530,000, Peigan Band Brocket Alb $5,200,000, The Pas Band The Pas Man $206,107, Whitebear Indian Band Carlyle Sask $7,183,457.

Contributions aux revendicateurs des Autochtones pour la préparation et la présentation de réclamations $4,369,647—Aboriginal Council of British Columbia Vancouver C-B $420,000, Alliance of Tribal Councils Lytton C-B $130,000, Assoc of Iroquois & Allied Indians London Ont $180,000, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $75,000, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $537,500, Grand Council Treaty #3 Kenora Ont $280,000, Indian Assoc of Alberta Edmonton Alb $425,000, Naskapi Band Schefferville Qué $98,696, Nishnawake-Aski Nation Toronto Ont $207,000, N'I'Akapam Nation Tribal Council Lytton C-B $100,000, Six Nations Council Ohsweken Ont $175,000, Treaties & Aboriginal Rights Research Centre Winnipeg Man $312,500, Union of British Columbia Indian Chiefs Vancouver C-B $317,420, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $160,000, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $77,112, Union of Ontario Indians Toronto Ont $550,000.

Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour le suivi de l'implantation de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec $390,952—Cree/Naskapi Commission Montréal Qué $390,952.

Contributions aux organisations considérées ou mises en place pour appliquer la convention définitive des Inuvialuit pour les coûts uniques et courants pour l'application de la Loi sur le règlement des revendications Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique $1,422,305—Inuvialuit Regional Corporation Inuvik TN-O $1,422,305.

JUSTICE $102,366,231

Département $84,771,959

Contributions aux provinces et aux territoires, en conformité avec les accords conclus avec le Ministre au nom du Canada, pour les aider à soutenir leurs régimes d'aide juridique $63,743,141—Trésoriers provinciaux de: Alberta $4,961,392, Colombie-Britannique $5,420,535, Manitoba $2,483,631, Nouveau- Brunswick $980,190, Terre-Neuve $824,123, Territoires du Nord-Ouest $1,172,394, Nouvelle-Écosse $1,745,214, Ontario $21,319,074, Île-du-Prince-Édouard $129,875, Saskatchewan $2,158,316, TY $220,000, Québec $22,328,397.

Contributions au programme d'échange d'étudiants en droit civil et en droit coutumier durant l'été $241,979

Contributions au Conseil canadien de la documentation juridique $380,000

Contributions à l'Association canadienne des juges des cours provinciales $67,500

Contributions à des Associations de Métis et d'Indiens non inscrits $820,040—Assoc of Metis and Non-Status Indians Saskatoon Sask $220,000, Inuit Committee on National Issues Ottawa Ont $65,000, Manitoba Metis Federation Winnipeg Man $125,000, Metis Assoc of Alberta Edmonton Alb $75,000, Metis National Council Ottawa Ont $125,000, National Indian Brotherhood Ottawa Ont $88,000, Native Council of Canada Ottawa Ont $100,000.

Contributions au programme d'aide juridique aux autochtones et aux programmes relatifs aux autochtones et aux responsables de l'administration de la justice $3,350,991—Alberta $783,730, Colombie-Britannique $585,093, Manitoba $121,200, Terre-Neuve $73,965, Territoires du Nord-Ouest $151,361, Ontario $458,706, Québec $444,510, Saskatchewan $409,115, TY $174,021.

Contributions à la réforme du droit pénal—Fonds de condamnation $237,435—Gouvernement du Yukon Whitehorse TY $64,890, R L Sloan Winnipeg Man $63,450.

Contributions au Fonds d'information juridique $671,602—Trésorier provincial du Manitoba Winnipeg Man $63,750.

Contributions au programme d'aide juridique des jeunes délinquants $9,429,212—Alberta $1,239,460, Colombie-Britannique $1,207,864, Manitoba $451,416, Nouveau-Brunswick $96,976, Terre-Neuve $220,500, Territoires du Nord-Ouest $250,000, Nouvelle-Écosse $347,670, Ontario $2,564,777, Île-du-Prince-Édouard $75,189, Québec $2,229,945, Saskatchewan $745,415.

Contributions au Fonds de consultation et de préparation $254,955—Conseil canadien de la documentation juridique Ottawa Ont $57,000, Family Mediation Canada Ottawa Ont $82,919.

Contribution à la Société canadienne des sciences judiciaires $34,960

Contribution à l'Année internationale de la jeunesse $7,701

Contribution au Fonds pour la Loi sur les droits de la personne $257,226—Fondation canadienne des droits de la personne Montréal Qué $79,050, Université d'Ottawa Ottawa Ont $77,500.

Contribution au programme de rédaction des lois de l'Université d'Ottawa $101,109

JUSTICE—*Fin*

Contributions en vue de fournir des renseignements sur la conduite en état d'ébriété au Canada $204,355—Traffic Injury Research Foundation Ottawa Ont $67,909.

Contributions en vue d'aider à l'exécution des ordonnances touchant les pensions alimentaires et la garde d'enfants $397,000—Alberta $60,000, Nouveau-Brunswick $112,000, Ontario $100,000, Saskatchewan $100,000.

Contribution en vue de payer le coût des litiges en matières constitutionnelles auquel le Canada et le Manitoba font partie $30,000

Contribution aux projets spéciaux d'aide juridique $93,277

Contributions au Fonds de réforme du droit pénal $326,924

Contributions au programme de justice pour les victimes d'actes criminels violents $2,518,030—Alberta $234,880, Colombie-Britannique $289,250, Manitoba $106,960, Nouvelle-Écosse $88,070, Ontario $906,620, Saskatchewan $101,950, Québec $658,070, Yukon $54,814.

Subventions à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour aider à payer les frais d'administration $4,000

Subventions à la Conférence sur l'uniformisation des lois canadiennes pour les fins de recherche $5,123

Subvention à la Commission internationale des juristes $18,500

Subvention à l'Institut international de droit d'expression française (IDEF) $1,500

Subventions au programme de bourses Duff-Rinfret $91,958

Association canadienne des chefs de police $16,150

Académie de droit international de la Haye $11,400

Subventions en vue d'encourager les étudiants à se spécialiser dans la rédaction des lois $87,497

Subventions en vue d'encourager l'accès des Autochtones à la profession juridique $236,874

Subventions au «British Institute of International and Comparative Law» $9,500

Subvention pour le Fonds de conduite en état d'ébriété en vue d'offrir d'autres programmes de lutte contre la conduite en état d'ébriété $122,020

Subvention pour la construction du palais de justice de Pictou $1,000,000

Commissaire à la magistrature fédérale $17,061,697

Gratifications versées au conjoint survivant d'un juge qui décède dans l'exercice de ses fonctions, où a des personnes à charge en vertu de l'approbation du Conseil du Trésor, d'une somme équivalente au sixième du traitement du juge au moment de son décès $125,150

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $16,936,547

Cour suprême du Canada $532,575

Pensions aux termes de la Loi sur les juges $532,575—P Abbott Ottawa Ont $75,306, E Hall Saskatoon Sask $82,380, R Martland Ottawa Ont $71,220, R Ritchie Ottawa Ont $72,629, W F Spence Ottawa Ont $80,577.

TRAVAIL $102,714,390

Département $102,714,390

Subventions à des fins de travaux spéciaux de recherches dans le domaine du travail (prévention des accidents) $16,000

Subventions afin d'appuyer les organismes responsables de l'élaboration des normes $10,000

Subventions au comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies $10,000

Subventions à l'association canadienne des chefs de pompiers $25,000

Subventions afin d'aider financièrement des organisations de travailleurs et des centrales syndicales à organiser des activités de formation $5,000

Subvention en vue de financer des projets spéciaux qui mettent l'accent sur les femmes dans la population active $25,000

Paiement de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence de la part des importateurs, de la restructuration d'une industrie ou de graves perturbations économiques au niveau d'une industrie ou d'une région $92,141,628

Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins $8,445

Contributions aux centrales et aux grandes organisations de travailleurs non affiliées au Congrès du travail du Canada en vue de promouvoir et d'améliorer les programmes d'éducation syndicale $1,245,260—Canadian Conference of Teamsters Ottawa Ont $163,862, Canadian Federation of Labour Ottawa Ont $403,501, Centrale de l'enseignement du Québec Ste-Foy Qué $162,834, Centrale des Syndicats Démocratiques Montréal Qué $110,724, Confédération des Syndicats Nationaux Montréal Qué $404,339.

Contributions aux syndicats non affiliés à une organisation centrale de travailleurs et aux membres des syndicats à des fins d'éducation syndicale $1,207,797—Alberta Teachers' Assoc Edmonton Alb $58,806, British Columbia Teachers' Federation Vancouver C-B $55,990, Ontario Nurses' Assoc Toronto Ont $82,035, Ontario Secondary School Teachers' Federation Toronto Ont $67,084, Syndicat des Fonctionnaires provinciaux du Québec Québec Qué $81,756, United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America Willowdale Ont $81,775.

Contributions au Centre d'éducation syndicale de la région de l'Atlantique $403,053

Contribution aux programmes d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada $4,261,840—Congrès du travail du Canada Ottawa Ont $4,261,840.

Contributions au Fonds de recherche sur les répercussions du changement technologique $2,167,454—Assoc des ingénieurs et scientifiques (Marconi) Montréal Qué $74,668, Assoc professionnelle des technologistes médicaux du Québec Montréal Qué $52,498, BC and Yukon Territory Building and Construction Trades Council Burnaby C-B $75,715, BC Federation of Labour Burnaby C-B $104,905, Brotherhood of Railway and Airline Clerks Ottawa Ont $74,533, Canadian Paperworkers Union Montréal Qué $79,350, Fédération de la métallurgie Montréal Qué $51,863, Fédération des Syndicats du secteur de l'aluminium inc Jonquière Qué $52,030, Fédération des travailleurs du Québec Montréal Qué $59,040, International Brotherhood of Electrical Workers New Westminster C-B $54,053, International Institute for Transportation and Ocean Policy Studies Halifax

TRAVAIL—*Fin*

N-É $65,764, International Ladies' Garment Workers' Union Toronto Ont $58,171, International Union United Automobile Aerospace and Agriculture Implement Willowdale Ont $57,522, Labour Council of Metropolitan Don Mills Ont $65,106, Manitoba Teachers' Society Winnipeg Man $50,551, National Federation of Nurses' Union Thompson Man $60,412, National Union of Provincial Government Employees Ottawa Ont $50,419, Ontario Secondary School Teachers' Federation Toronto Ont $57,799, United Food and Commercial Workers Union New Westminster C-B $66,750, United Steelworkers of America Sudbury Ont $83,395, University of Western Ontario London Ont $83,265, York University Staff Assoc North York Ont $63,494.

Contributions au programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés $735,989—Canadian Federation of Labour Ottawa Ont $103,189, Confédération des Syndicats Nationaux Montréal Qué $135,823, International Assoc of Machinists and Aerospace Workers Ottawa Ont $58,021, Newfoundland Fisherman Food and Allied Workers Union St John's T-N $60,207, Public Service Alliance of Canada Ottawa Ont $99,548, United Steel Workers of America Sudbury Ont $59,692.

Contributions pour le programme d'affectation d'employés $110,441

Contributions pour le programme sur les répercussions de la technologie $280,000

Contributions au Fonds d'aide pour les affaires du travail $61,483

DÉFENSE NATIONALE $474,696,006

Département $474,696,006

PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE $474,696,006

Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique $20,228

M^me^ Mary Whittington $200

M^me^ Eleanor F Nixon $1,048

M R P Thompson $8,940

Conférence des associations de défense Ottawa Ont $161,780

Ligue des cadets de l'armée du Canada Ottawa Ont $126,720

Ligue des cadets de l'air du Canada Ottawa Ont $126,720

Ligue navale du Canada Ottawa Ont $126,720

Association de la Marine royale du Canada Toronto Ont $9,490

Association des officiers de marine Toronto Ont $25,690

Association de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $34,255

Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada Ottawa Ont $10,285

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada Ottawa Ont $12,090

Caisse d'assistance au personnel des Forces canadiennes $11,305

Sociétés de tir $162,697—Dominion of Canada Rifle Association Ottawa Ont $128,000.

Instituts militaires et des services unis $30,370

Universités canadiennes—Études de la science militaire $863,444—Acadia Wolfville N-É $50,000, British Columbia Vancouver C-B $90,000, Calgary Calgary Alb $90,000, Carleton Ottawa Ont $50,000, Dalhousie Halifax N-É $90,000, Laval Québec Qué $90,000, Manitoba Winnipeg Man $50,000, Montréal Montréal Qué $50,000, Queen's Kingston Ont $90,000, York Toronto Ont $90,000.

Institut canadien d'études stratégiques $100,000

Bourse de recherches—Planification d'urgence $47,038

Centre d'études sur les conflits $50,000

Budgets militaires et agences de l'OTAN $56,724,738

Infrastructure de l'OTAN $94,508,976

Production de matériel devant être transféré au titre de l'aide mutuelle $8,118,349

Contributions aux provinces et aux territoires aux fins de la préparation d'urgence $4,017,513—Terre-Neuve $216,750, Île-du-Prince-Édouard $69,494, Nouvelle-Écosse $94,821, Québec $277,726, Ontario $1,900,000, Manitoba $649,373, Saskatchewan $273,969, Alberta $149,188, Colombie-Britannique $145,761, Territoires du Nord-Ouest $197,543.

Subvention à la province de Terre-Neuve pour le nettoyage des installations militaires $5,000,000

Contribution à la province de Québec pour le nettoyage des installations militaires $535,000

Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'avances de capitaux $1,988,298—Gander T-N $118,039, Trenton Ont $144,347, Calgary Alb $367,000, Wainwright Alb $120,046, Ottawa Ont $215,000, Winnipeg Man $598,701, Esquimalt C-B $61,480, Aldergrove C-B $57,801, Chilliwack C-B $191,550.

Contributions aux provinces et territoires afin de les aider à acquitter les dépenses qu'ont entraînées les désastres naturels $8,962,221—Manitoba $1,117,221, Territoires du Nord-Ouest $345,000, Alberta $7,500,000

Versements en vertu des parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense $6,286,597

Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $286,625,294

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL $27,088,607,792

Département $26,924,617,803

PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE $2,211,623

Subventions à des organismes bénévoles de services sociaux et de santé en vertu du prix Thérèse Casgrain $5,000

Subventions aux organismes internationaux $150,000—Assoc internationale de la sécurité sociale Genève Suisse $150,000.

Subvention au Centre international de recherche sur le cancer Lyon France $372,334

Contributions aux provinces et aux territoires en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des systèmes d'information en matière de bien-

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

être social $1,684,289—British Columbia Ministry of Health Victoria C-B $130,000, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $85,000, Manitoba Community Services and Corrections Winnipeg Man $99,200, Manitoba Employment Services and Economic Security Winnipeg Man $325,000, New Brunswick Health and Community Services Frédéricton N-B $335,000, Newfoundland Dept of Social Services St John's T-N $250,089, Newfoundland Ministry of Health St John's T-N $60,000, Nova Scotia Social Services Halifax N-É $200,000, Québec Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu Québec Qué $200,000.

PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ $6,655,473,123

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $2,842,200— Alzheimer Society of Canada Toronto Ont $83,400, Arthritis Society Toronto Ont $88,000, Canadian Council on Smoking and Health Ottawa Ont $55,600, Canadian Cystic Fibrosis Foundation Toronto Ont $100,000, Canadian Diabetes Assoc Toronto Ont $74,200, Canadian Friends of Schizophrenics Don Mills Ont $65,000, Canadian Hemophilia Society Hamilton Ont $97,300, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $74,200, Canadian Liver Foundation Toronto Ont $55,600, Canadian Lung Assoc Ottawa Ont $60,300, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $162,300, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $143,700, Canadian Red Cross Society Toronto Ont $69,500, Canadian Sickle Cell Society Toronto Ont $55,600, Des Actions/Canada Montréal Qué $51,900, Huntington Society of Canada Cambridge Ont $92,900, Kidney Foundation of Canada Montréal Qué $97,300, Multiple Sclerosis Society of Canada Toronto Ont $111,200, Muscular Dystrophy Assoc of Canada Toronto Ont $55,600, Non-Smoker's Rights Assoc Toronto Ont $76,400, Osteoporosis Society of Canada Toronto Ont $55,600, Palliative Care Foundation Toronto Ont $102,000, Planned Parenthood Federation of Canada Ottawa Ont $139,200, Serena Canada Ottawa Ont $83,400, Victorian Order of Nurses for Canada Ottawa Ont $55,600.

Versements en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé pour le Programme des services de santé assurés $5,483,021,000 (*voir* **APPENDICE 1**)

Paiements en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé pour le Programme des services complémentaires de santé $1,137,665,000 (*voir* **APPENDICE 1**)

Subventions à la Société canadienne de la Croix-Rouge en vue de la construction de nouvelles installations pour loger le Programme canadien du sang $5,000,000

Subvention au John P Robarts Research Institute pour les coûts d'exploitation envers la recherche continue London Ont $2,000,000

Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique $19,128,418—Addiction Research Foundation Toronto Ont $95,925, Alberta Cancer Board Edmonton Alb $126,454, Alberta Children's Hospital Calgary Alb $73,280, British Columbia Ministry of Health Vancouver C-B $250,000, Canadian Hospital Assoc Ottawa Ont $58,640, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $223,708, Canadian Red Cross Blood Transfusion Service Ottawa Ont $254,944, Cancer Control Agency of British Columbia Vancouver C-B $205,946, Centre hospitalier de l'Université Laval Ste-Foy Qué $66,468, Children's Hospital of Eastern Ontario Ottawa Ont $181,540, Clarke Institute of Psychiatry Toronto Ont $166,215, Connaught Laboratories Ltd Willowdale Ont $100,674, Diagnospine Research Inc St-Lambert Qué $66,000, Gage Research Institute Toronto Ont $55,733, Hôpital Douglas Verdun Qué $71,831, Hôpital Sainte-Justine Montréal Qué $65,553, Hospital for Sick Children Toronto Ont $699,476, Hugh MacMillan Medical Centre Toronto Ont $97,660, Institut Armand-Frappier Laval Qué $312,989, Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué $70,000, Institut de Réadaptation de Montréal Montréal Qué $50,388, Institut de Recherches Cliniques de Montréal Montréal Qué $266,017, Labstat Kitchener Ont $92,229, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $114,224, Montreal General Hospital Montréal Qué $208,912, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $900,000, Neil Squire Foundation Vancouver C-B $57,500, St Boniface General Hospital Winnipeg Man $52,012, St Paul's Hospital Vancouver C-B $123,525, Sir Mortimer B Davies-Jewish General Hospital Montréal Qué $387,139, Surrey Place Centre Toronto Ont $55,585, Thestledown Regional Centre for Children and Adolescents Rexdale Ont $56,498, Toronto General Hospital Toronto Ont $117,470, Universités de: Alberta Edmonton Alb $313,023, British Columbia Vancouver C-B $1,338,981, Calgary Calgary Alb $566,810, Carleton Ottawa Ont $120,639, Concordia Montréal Qué $308,282, Dalhousie Halifax N-É $472,315, Guelph Guelph Ont $82,943, Laval Québec Qué $602,591, Manitoba Winnipeg Man $1,430,634, McGill Montréal Qué $1,371,406, McMaster Hamilton $651,351, Memorial St John's T-N $231,017, Montréal Montréal Qué $703,859, New Brunswick Frédéricton N-B $99,745, Ottawa Ottawa Ont $317,146, Queen's Kingston Ont $222,355, Saskatchewan Saskatoon Sask $281,006, Toronto Toronto Ont $1,874,808, Victoria Victoria C-B $78,686, Waterloo Waterloo Ont $193,886, Western Ontario London Ont $441,140, Victoria General Hospital Halifax N-É $160,410.

Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation, et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche $4,696,525—AIDS Calgary Awareness Assoc Calgary Alb $58,565, AIDS Committee of Toronto Toronto Ont $150,000, AIDS Network of Edmonton Edmonton Alb $82,038, AIDS Vancouver Vancouver C-B $112,226, Alberta Council on Aging Edmonton Alb $50,890, British Columbia Coalition of Disabled Vancouver C-B $108,296, British Columbians for Mentally Handicapped People Vancouver C-B $61,700, Canadian Assoc for the Mentally Retarded Dartmouth N-É $53,912, Canadian Dental Hygienists' Assoc Ottawa Ont $69,777, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $196,365, Canadian Public Health Assoc Ottawa Ont $958,994, Comité Sida Aide Montréal Montréal Qué $106,000, Community Occupational Therapy Assoc Toronto Ont $69,500, Conseil Jeunesse Provinciale de la Nouvelle-Écosse assoc des acadiennes de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $59,851, Department of Health Government of Northwest Territories Yellowknife TN-O $56,532, Department of Public Health City of Toronto Toronto Ont $79,371, Health League of Canada Toronto Ont $80,250, Le centre des femmes de l'Estrie Sherbrooke Qué $66,605, London Cross Cultural Learner Centre London Ont $69,627, Northern Options for Women (CO-OP) Inc Churchill Man $59,000, Opportunity for Advancement Weston Ont $92,985, Palliative Care Foundation Toronto Ont $90,879, Persons United for Self-Help Central Region Toronto Ont $56,494, Planned Parenthood Newfoundland/Labrador St John's T-N $84,269, Société Alzheimer Society Winnipeg Man $91,609, Winnipeg Gay Community Health Centre Winnipeg Man

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

$50,938, Women Today Clinton Ont $68,460, Women Working with Immigrant Women Health Committee Toronto Ont $50,750.

Contributions à des organisations, groupes et particuliers afin d'aider à régler les problèmes auxquels font face les victimes de la violence $287,456

Contribution au Centre canadien de consultation en pathologie oncologique de l'Hôpital Civique d'Ottawa pour faciliter la maîtrise du cancer $32,524

Contributions à des organismes pour la recherche, la réalisation et la mise en marche de programmes améliorés d'éducation, de traitement et de prévention dans le domaine de l'abus de l'alcool et des autres drogues $800,000—La Maison Jean Lapointe Montréal Qué $600,000, Père Aquin Laurentides Qué $200,000.

PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX $4,109,676,158

Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts d'exploitation des bureaux nationaux $3,327,000—Autism Society Canada Toronto Ont $75,000, Big Brothers of Canada Burlington Ont $95,000, Boys and Girls Clubs of Canada Willowdale Ont $150,000, Canadian Assoc for Community Living Downsview Ont $190,000, Canadian Association of Schools of Social Work Ottawa Ont $57,000, Canadian Assoc of the Deaf Toronto Ont $75,000, Canadian Assoc on Gerontology Winnipeg Man $68,000, Canadian Cerebral Palsy Assoc Toronto Ont $58,000, Canadian Co-ordinating Council on Deafness Ottawa Ont $133,000, Canadian Council of Homemaker Services Toronto Ont $75,000, Canadian Council of the Blind London Ont $60,000, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $100,000, Canadian Council on Rehabilitation and Work Winnipeg Man $125,000, Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $623,000, Canadian Deaf-Blind and Rubella Assoc Meaford Ont $55,000, Canadian National Institute for the Blind Toronto Ont $168,000, Canadian Paraplegic Assoc Toronto Ont $126,000, Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $142,000, Epilepsy Canada Montréal Qué $80,000, Family Service Canada Ottawa Ont $150,000, International Social Service Canada Ottawa Ont $165,000, Learning Disabilities Assoc of Canada Ottawa Ont $119,000, National Anti-Poverty Organization Ottawa Ont $200,000, The National Council of YMCAs of Canada Toronto Ont $50,000, United Way Canada Ottawa Ont $60,000, Young Women's Christian Assoc of Canada Toronto Ont $105,000.

Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social, et à des particuliers, en vue d'appuyer des travaux d'intérêt national visant à l'amélioration des services de bien-être social $3,981,048—G Allan Roeher Institute Downsview Ont $50,000, Alberta Children's Hospital Calgary Alb $61,532, British Columbia Federation of Foster Parent Assoc Vancouver C-B $85,630, Canadian Assoc for Community Living Downsview Ont $86,562, Canadian Assoc of Social Workers Ottawa Ont $75,701, Canadian Assoc of Toy Libraries Toronto Ont $62,153, Canadian Child Day Care Federation Ottawa Ont $58,837, Canadian Child Welfare Assoc Ottawa Ont $54,452, Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $488,927, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $112,868, Canadian Pediatric Society Ottawa Ont $51,050, Central Volunteer Bureau of Ottawa-Carleton Ottawa Ont $83,903, Centre de formation à l'auto-gestion du Haut-Richelieu Inc Saint-Jean-sur-Richelieu Qué $138,340, Community Services Council of Newfoundland and Labrador St John's T-N $50,000, Department of Health and Social Services-Provincial Government of Prince Edward Island Charlottetown Î-P-É $104,038, Family Service Canada Ottawa Ont $94,230, Family Services of Greater Vancouver Vancouver C-B $124,942, Le Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-Ville Inc Québec Qué $92,218, Neil Squire Foundation of Vancouver Vancouver C-B $80,000, Royal Ottawa Regional Rehabilitation Centre Ottawa Ont $104,050, Shawbridge Foundation Montréal Qué $52,000, Social Planning Council of Metropolitan Toronto Toronto Ont $57,486, Universités de: Laurentian Sudbury Ont $96,140, Montréal Montréal Qué $328,108, Manitoba Winnipeg Man $178,596, Regina Regina Sask $191,009, Toronto Toronto Ont $64,807, Vocational and Rehabilitation Research Institute Calgary Alb $143,225.

Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada $4,001,380,358 (voir **APPENDICE 2)**

Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides et des accords conclus en vertu de cette loi $89,080,575

Paiements aux provinces et territoires aux termes des accords à l'égard du coût des services offerts aux jeunes délinquants qui relèvent des autorités correctionnelles $1,920,590

Contributions pour fins de recherches conformément à l'article 6 de la Loi sur la réadaptation professionnelle des invalides $4,000

Contributions à l'égard des projets visant à aider les gens qui se sont retirés du marché du travail à s'aider eux-mêmes, à aider d'autres Canadiens et la collectivité $9,982,587 (voir **APPENDICE 3)**

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX $94,458,479

Subventions sous forme de bourses à des individus d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans des études débouchant sur une carrière dans le domaine de la santé $82,854

Subvention accordée à l'Organisation mondiale de la santé à l'appui du programme d'infirmières sages-femmes $51,375

Contributions au nom des Indiens ou des Inuit en vue du coût de la construction, l'agrandissement ou la rénovation d'hôpitaux, d'installations de distribution des soins et d'autres établissements ainsi qu'en vue de l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe $7,337,723— Afton Indian Band Afton N-É $85,000, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $55,530, Chippewas of Georgina Island Sutton Ont $154,716, Dene Tha Band Chateh Alb $522,563, Ebb and Flow Indian Band Ebb and Flow Man $125,000, English River Band Patuanak Sask $860,868, Maidstone Union Hospital Maidstone Sask $86,800, Moosomin Band Cochin Sask $177,438, Muskegog Cree Tribal Council Moose Factory Ont $125,900, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $464,550, Pasqua Band Fort Qu'Appelle Sask $140,000, Peguis Indian Band Hodgson Man $356,395, Pine Creek Indian Band Camperville Man $74,604, Rae Edzo Dene Band Rae Edzo TN-O $1,369,941, Red Earth Band Red Earth Sask $254,680, Restigouche Band Council Restigouche Qué $268,721, Sarcee Band Calgary Alb $286,000, Saugeen Indian Band Southampton Ont $198,298, Seine River Indian Band Mine Centre Ont $191,268, Sydney Indian Band Sydney N-É $100,000, Washagamis Indian Band Keewatin Ont $100,575, Whitefish Lake Band Naughton Ont $303,911, Whycocomagh Indian Band Whycocomagh N-É $90,000, Wikwemikong Indian Band Wikwemikong Ont $145,352, Wilp Si'Satxw House of Purification Society Hazelton C-B $58,873, Wunnummin Indian Band Wunnummin Ont $106,663.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Contributions au gouvernement de Terre-Neuve en vue du coût de distribution des soins aux communautés indiennes et inuit $704,520

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens et inuit ou aux administrations locales pour les services suivants: représentants en santé communautaire, transport à des fins médicales, professionnels de la santé, promotion de la santé et services de soutien $29,489,720—Afton Indian Band Afton N-É $63,230, Ahousat Band Council Ahousat C-B $121,589, Alberta Indian Health Commission Edmonton Alb $911,704, Alexander Band Morinville Alb $52,171, Alexis Band Council Glenevis Alb $139,011, Battleford Indian Health Centre North Battleford Sask $1,388,294, Beardy's Indian Band Duck Lake Sask $57,789, Bearskin Lake Indian Band Bearskin Lake Ont $93,964, Beaver Lake Treatment Centre Lac la Biche Alb $202,655, Berens River Band Berens River Man $144,515, Big Cove Indian Band Big Cove NB $76,054, Big River Band Shellbrook Sask $62,692, Bigstone Band Desmarais Alb $58,242, Big Trout Lake Indian Band Big Trout Lake Ont $99,372, Blackfoot Tribal Administration Gleichen Alb $76,050, Blood Tribal Administration Stand Off Alb $235,534, Burnt Church Indian Band Burnt Church NB $192,047, Cat Lake Indian Band Cat Lake Ont $58,127, Chapel Island Indian Band Chapel Island N-É $56,153, Chemainus Indian Band Ladysmith C-B $88,981, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $53,755, Chipewyan Indian Band Fort Chipewyan Alb $79,494, Chippewas of Rama Indian Band Rama Ont $136,889, Cold Lake Tribal Administration Cold Lake Alb $906,239, Comité de coordination Attikamek Sipi La Tuque Qué $140,268, Conne River Indian Band Conne River T-N $459,442, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $431,616, Conseil de bande Barriere Lake Rapid Lake Qué $63,806, Conseil de bande de Bersimis Betsiamites Qué $95,000, Conseil de bande du Lac Simon Lac Simon Qué $53,475, Conseil de bande Mohawk de Kahnawake Kahnawake Qué $149,978, Conseil de bande de Restigouche Restigouche Qué $60,874, Constance Lake Indian Band Calstock Ont $52,619, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $161,121, Cowichan Band Council Duncan C-B $142,864, Crane River Band Crane River Man $113,262, Cree Indian Band Fort Chipewyan Alb $136,862, Cross Lake Band Cross Lake Man $139,860, Curve Lake Indian Band Curve Lake Ont $80,762, The Dene Nation Yellowknife TN-O $193,631, Dene Tha Band Chateh Alb $99,044, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $71,556, Driftpile Band Driftpile Alb $55,046, Fairford Indian Band Fairford Man $74,444, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $80,111, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $322,831, Fisher River Band Koostatak Man $81,532, Fort Alexander Health Care Inc Pine Falls Man $186,009, Fort Hope Indian Band Eabamet Lake Ont $78,761, Fort Severn Indian Band Fort Severn Ont $74,926, Frog Lake Band Frog Lake Alb $96,876, Garden Hill Indian Band Island Lake Man $84,165, Garden River Indian Band Sault Ste Marie Ont $71,919, God's Lake Band God's Lake Narrows Man $115,365, God's River Band God's River Man $86,761, Gouvernement des TN-O Yellowknife TN-O $987,716, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $77,226, Hobbema Indian Health Services Hobbema Alb $173,193, Hollow Water Band Wanipigow Man $124,352, Indian and Inuit Nurses of Canada Ottawa Ont $75,000, Indian Birch Indian Band Birch River Man $75,704, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $64,500, Iroquois of St Regis Indian Band Cornwall Ont $130,508, James Smith Indian Band Kinistino Sask $149,073, Kapown Centre Grouard Alb $146,580, Kasabonika Lake Band Kasabonika Ont $97,609, Keewatin Inuit Assoc Rankin Inlet TN-O $52,827, Keewatin Tribal Council Thompson Man $102,500, Kitikmeot Inuit Assoc Cambridge Bay TN-O $53,898, La Bande de Sept-Îles et Maliotenam Sept-Îles Qué $71,945, Labrador Inuit Health Commission Happy Valley T-N $316,016, Lac la Ronge Band La Ronge Sask $60,339, Lakalzap Band Council Greenville C-B $65,163, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $120,725, Lake Manitoba Band Vogar Man $87,059, Lake St Martin Band Gypsumville Man $82,430, Lax'Kwalaams Band Council Masset C-B $58,666, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $53,430, Little Red River Band High Level Alb $171,838, Long Plains Indian Band Edwin Man $95,205, Manitoba Keewatinowi Okemakanac Inc Thompson Man $63,861, Masset Band Council Masset C-B $73,982, Mathias Colomb Indian Band Pukatawagan Man $80,166, Mattagami Indian Band Gogama Ont $60,081, Meadow Lake District Chiefs Meadow Lake Sask $82,004, Mohawks of the Bay of Quinte Band Deseronto Ont $96,873, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $53,190, Moose Factory Indian Band Moose Factory Ont $89,884, Moricetown Indian Band Moricetown C-B $60,831, Mount Currie Indian Band Mount Currie C-B $105,290, Muskrat Dam Indian Band Muskrat Dam Ont $57,974, Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B $71,053, Nelson House Band Nelson House Man $63,544, New Osnaburgh Indian Band New Osnaburgh Ont $72,118, Nimpkish Indian Band Alert Bay C-B $368,621, Nipissing Indian Band Sturgeon Falls Ont $76,531, Nishga Tribal Council New Aiyansh C-B $244,854, Nishnawbe-Aski Nation Grand Council Treaty No 9 Timmins Ont $316,997, Nishnawbe-Gamic Friendship Centre Sioux Lookout Ont $176,923, Northern Innu Health Council Northwest River T-N $117,094, Norway House Band Norway House Man $83,624, NuuChahNulth Tribal Council Port Alberni C-B $186,769, Oxford House Band Oxford House Man $57,679, Peguis Indian Band Hodgson Man $190,941, Peigan Band Brocket Alb $62,256, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $142,612, Pikangikum Indian Band Pikangikum Ont $110,477, Pine Creek Band Camperville Man $134,126, Poorman Band Quinton Sask $51,572, Prince Albert District Chiefs Prince Albert Sask $193,677, Quatsino Indian Band Coal Harbour C-B $59,104, Rae Dene Band Fort Rae TN-O $61,293, Rainy River Indian Band Emo Ont $144,433, Sachigo Indian Band Sachigo Lake Ont $67,521, Saddle Lake Band Saddle Lake Alb $278,749, Sandy Bay Band Marius Man $443,017, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $114,590, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $165,835, Shamattawa Indian Band Shamattawa Man $121,966, Shoal River Band Pelican Rapids Man $106,991, Sioux Valley Band Griswold Man $77,231, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $209,232, South Indian Lake Community Council South Indian Lake Man $50,904, Spanish River Serpent River and Mississauga Indian Bands Massey Ont $68,984, Split Lake Band Split Lake Man $108,352, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $87,099, Standing Buffalo Band Fort Qu'Appelle Sask $78,535, Stand Off Health Centre Stand Off Alb $130,000, Stoney Tribal Administration Morley Alb $446,139, Stuart Trembleur Indian Band Fort St James C-B $72,185, Sturgeon Lake Band Spruce Home Sask $101,148, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $262,917, The Pas Band The Pas Man $148,351, Thunderchild Indian Band Turtleford Sask $90,183, Tobique Indian Band Tobique N-B $131,691, Touchwood File Hills District Chiefs Fort Qu'Appelle Sask $57,299, Tree of Peace Yellowknife TN-O $94,390, Tsawataineuk Indian Band Kingcome Inlet C-B $109,635, Union of British Columbia Indian Chiefs Vancouver C-B $77,570, Union of New Brunswick Indians Fredericton N-B $65,976, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $160,833, Union of Ontario Indians Toronto Ont $303,395, Waasagomach Indian Band Waasagomach Bay Man $82,003, Waterhen Band Skownan Man $156,541, Waterhen Band Waterhen Lake Sask $57,062, Waywayseecappo Indian Band Rossburn Man $51,226, Webequie Indian Band Webequie Ont $88,391, Wequedong Lodge Thunder

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Bay Ont $198,511, Whitebear Band Carlyle Sask $98,080, Whitefish Bay Band No 32A Pawitik Ont $61,765, Whitefish Lake Band No 459 Atikameg Alb $58,195, Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb $58,632, Wikwemikong Indian Band Wikwemikong Ont $74,869, Windigo Council Weagamow Lake Ont $123,806, Yellowhead Tribal Council Spruce Grove Alb $74,000.

Contributions à des bandes indiennes et à des associations ou groupes indiens ou inuit en vertu du Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les Autochtones $43,759,968—Abegweit Band Cornwall Î-P-É $73,879, Aklavik Alcohol Action Committee Aklavik TN-O $89,369, Alcohol Drug Coordinating Council Yellowknife TN-O $58,758, Alberta Indian Health Care Commission Edmonton Alb $115,465, Alexander Alcohol Program Morinville Alb $64,820, Alkali Lake Band Williams Lake C-B $83,803, API Infolink Consultants Inc Ottawa Ont $89,437, Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $159,718, Battleford's Indian Health Centre North Battleford Sask $730,717, Beaver Lake Band Lac la Biche Alb $696,892, Bella Coola Indian Band Bella Coola C-B $74,038, Berens River Indian Band Berens River Man $79,595, Big Cove Indian Band Big Cove N-B $164,302, Bigstone Alcohol Program Desmarais Alb $104,838, Big Trout Lake Band Big Trout Lake Ont $119,736, Blackfoot-Siksika Indian Band Stand Off Alb $146,177, Blood Tribal Department of Health Stand Off Alb $123,554, Bloodvein Indian Band Bloodvein Man $52,952, Brokenhead Indian Band Scanterbury Man $54,884, Burnt Church Indian Band Burnt Church N-B $77,912, Canoe Lake Band Canoe Narrows Sask $65,676, Cape Dorset Education Society CapeDorset TN-O $84,700, Carcross Indian Band Carcross TY $51,741, Centre Hospitalier de la Baie d'Hudson et des Services Sociaux Povungnituk Qué $332,170, Centre Hospitalier et des Services Sociaux de l'Ungava Nouveau-Comptoir Qué $313,686, Champagne-Aishihik Band Champagne TY $60,016, Chehalis Indian Band Agassiz C-B $58,736, Chemahawin Indian Band Easterville Man $54,274, Chilliwack Area Indian Council Sardis C-B $156,380, Cold Lake Counselling Services Grand Centre Alb $66,783, Comite de Coord Attikamek Sipi Inc La Tuque Qué $119,229, Conne River Indian Band Conne River T-N $108,885, Conseil Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Qué $320,775, Conseil de Bande de Betsiamites Betsiamites Qué $54,087, Conseil des Montagnais de Sept-Îles Sept-Îles Qué $56,479, Cote Indian Band Kamsack Sask $198,544, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $198,672, Cowessess Indian Band Broadview Sask $128,925, Cowichan Indian Band Duncan C-B $118,575, Cree Board of Health and Social Services of James Bay Nouveau-Comptoir Qué $418,480, Cross Lake Band Cross Lake Man $92,380, Crossroads Indian Band Whitehorse TY $151,020, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $54,020, Dawson Indian Band Dawson City TY $61,608, Dene Tha Alcohol Program High Level Alb $108,203, Desolation Sound Tribal Council Powell River C-B $64,035, Eel Ground Indian Band Newcastle N-B $132,113, Enoch Counselling Services Winterburn Alb $71,794, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $106,682, Fond du Lac Band Fond du Lac Sask $128,209, Fort Chipewyan Alcohol Program Fort Chipewyan Alb $91,650, Fort Franklin Indian Band Fort Franklin TN-O $99,520, Fort George Indian Band Prince George C-B $127,546, Fort Good Hope Dene Band Fort Good Hope TN-O $100,062, Fort Hope Indian Band Pickle Lake Ont $59,125, Fort McMurray Indian Band Fort McMurray Alb $91,375, Fort Norman Indian Band Fort Norman TN-O $103,381, Fort Simpson Indian Band Fort Simpson TN-O $73,896, Frog Lake Alcohol Program Frog Lake Alb $431,780, Garden River Indian Band Garden River Ont $50,714, Gitakdamix Council New Aiyansh C-B $56,728, Gitksan Carrier Tribal Council Hazelton C-B $160,235, God's Lake Indian Band God's Lake Narrows Man $58,807, Grassy Narrows Indian Band Grassy Narrows Ont $139,518, Gwa Sala-Nakwaxda'xw Council Port Hardy C-B $54,625, Hay River Alcohol and Drug Abuse Program Hay River TN-O $77,030, Hay River Dene Alcohol and Drug Abuse Program Hay River TN-O $68,702, Hobbema Indian Board of Health Hobbema Alb $303,719, Hollow Water Indian Band Wanipigow Man $64,459, Interior Native Alcohol and Drug Abuse Society Vernon C-B $264,039, Interlake Reserve Tribal Council Ashern Man $250,612, Inuit Broadcasting Corporation Ottawa Ont $99,921, Inuvik Alcohol Committee Inuvik TN-O $76,229, Islington Indian Band Whitedog Ont $134,992, James Smith Indian Band Kinistino Sask $181,103, Kamsack Union Hospital Kamsack Sask $95,229, Kapown Treatment Centre Grouard Alb $526,967, Katimavik Society Cambridge Bay TN-O $210,156, Kativik Regional Board of Health and Social Services Nouveau-Comptoir Qué $84,727, Keewatin Tribal Council Thompson Man $53,715, Kehewin Counselling Services Bonnyville Alb $77,278, Kincolith Indian Band Kincolith C-B $54,933, Kingsclear Indian Band Kingsclear N-B $66,285, Kootenay Indian Area Council Cranbrook C-B $145,997, Kwanlin Dun Indian Band Whitehorse TY $61,894, Labrador Inuit Alcohol and Drug Abuse Program Happy Valley T-N $1,245,096, Lac La Ronge Indian Band La Ronge Sask $101,255, Lake Babine Indian Band Burns Lake C-B $66,198, Lansdowne House Settlement Council Lansdowne House Ont $88,717, Lennox Island Indian Band Lennox Island Î-P-É $87,564, Lesser Slave Lake Alcohol Program Lesser Slave Lake Alb $119,022, Lift Indian Future Training Society Vancouver C-B $51,351, Lillooet District Council Lillooet C-B $69,904, Little Grand Rapids Band Little Grand Rapids Man $73,696, Long Lake Indian Band No 58 Longlac Ont $54,521, Long Lake Indian Band No 77 Longlac Ont $52,321, Loon Lake Indian Band Meadow Lake Sask $243,766, Lutsel K'E Alcohol Program Snowdrift TN-O $53,035, Lytton Indian Band Lytton C-B $61,656, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Indian Band Thompson Man $131,242, Masset Band Council Masset C-B $70,918, Mathias Colomb Indian Band Pukatawagan Man $66,482, Mayo Indian Band Mayo TY $59,124, Meadow Lake Indian Band Meadow Lake Sask $56,104, Micmac Native Friendship Centre Halifax N-É $68,288, Micmacs of Maria Band Maria Qué $125,885, Mohawk Council of Akwesasne Cornwall Ont $52,794, Mohawk Council of Kahnawake Kahnawake Qué $970,658, Mohawk Council of Kahnawake and Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Oka Qué $495,547, Montreal Lake Band Montreal Lake Sask $97,271, Moose Factory Band Moose Factory Ont $113,919, Moose Lake Indian Band The Pas Man $63,294, Mount Currie Band Council Mount Currie C-B $78,885, Muscowpetung Three Band Alcohol Project Edenwold Sask $125,197, Naicatchewenin Band Devlin Ont $51,944, Nanaimo Indian Band Nanaimo C-B $71,217, National Alcoholism Council of Manitoba Winnipeg Man $331,956, National Native Advisory Council on Alcohol and Drug Abuse Ottawa Ont $437,004, National Native Alcohol Program of Davis Inlet Davis Inlet T-N $90,983, National Native Association of Treatment Directors Saskatoon Sask $274,239, Native Alcohol and Drug Abuse Program of Nova Scotia Eskasoni N-É $1,185,250, Native Training Institute Society Spences Bridge C-B $329,000, Nechi Institute on Alcohol and Drug Education Edmonton Alb $449,498, Necoslie Indian Band Fort St James C-B $56,728, Nelson House Band Nelson House Man $222,219, Nengayni Treatment Centre Society 150 Mile House C-B $360,765, New Dawn Valley Centre Fort San Sask $1,019,959, Nimpkish Band Council Alert Bay C-B $156,803, Nipissing Band of Ojibways Sturgeon Falls Ont $60,053, Northern Addiction Services Yellowknife TN-O $103,210, Northern Superior Ojibway Chiefs Council Thunder Bay Ont $76,250, Northwest Territories Medical Health Assoc Yellowknife TN-O $182,184, Norway House Band Norway House Man $109,278,

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

Nuu Chah Nulth Tribal Council Port Alberni C-B $219,535, TN-O Mental Health Assoc Yellowknife TN-O $177,268, O'Chiese Alcohol Program Rocky Mountain House Alb $53,963, Okanagan Tribal Council Kelowna C-B $93,510, Oneida Indian Band Southwold Ont $91,591, Onion Lake Band Lloydminster Sask $143,536, Oromocto Indian Nation Oromocto N-B $83,397, Osnaburgh Indian Band Osnaburgh Ont $194,513, Parry Island Indian Band Parry Sound Ont $56,767, Paul Band Alcohol Program Duffield Alb $62,997, Pedahbun Lodge Toronto Ont $456,299, Peel River Alcohol Society Fort McPherson TN-O $141,654, Peguis Indian Band Hodgson Man $1,455,951, Peigan Counselling Services Brocket Alb $123,941, Peter Ballantyne Band Pelican Narrows Sask $119,091, Pond Inlet Health and Social Services Pond Inlet TN-O $67,149, Poorman Band Quinton Sask $50,826, Portage Friendship Centre Inc Portage La Prairie Man $69,569, Rainy River Indian Band Emo Ont $82,567, Red Earth Indian Band Red Earth Sask $71,159, Restigouche Band Council Restigouche Qué $545,200, River Desert Band Council of Maniwaki Maniwaki Qué $65,037, Rosseau River Band Ginew Man $105,244, Saddle Lake Counselling Services Saddle Lake Alb $105,782, Sagkeeng Alcohol Rehabilitation Centre Pine Falls Man $1,015,938, Saint Marys Indian Band Saint Marys N-B $80,366, Sandy Bay Indian Band Marius Man $90,013, Sandy Lake Indian Band Sandy Lake Ont $199,300, Sandy Lake Indian Band Shell Lake Sask $1,111,474, Sappujjijit Awareness Program Rankin Inlet TN-O $76,208, Sarcee Counselling Services Calgary Alb $68,051, Sarcee Old Agency Lodge Calgary Alb $389,500, Saskatchewan Indian College Saskatoon Sask $249,377, Saskatoon District Chiefs Saskatoon Sask $334,405, Saugeen Indian Band Chippewa Hill Ont $64,738, Seneca Productions Ottawa Ont $65,500, Service de formation Autochtone de Québec Inc Village-des-Hurons Qué $128,869, Shellbrook Indian Agency Shellbrook Sask $159,880, Sheshashit Indian Band Sheshashit T-N $57,723, Shibogama Area Tribal Council Kasabonika Ont $270,846, Sioux Valley Band Griswold Man $110,633, Six Nations of the Grand River Reserve Band Ohsweken Ont $201,332, Six Nations Traditional Hereditary Chiefs Council Oka Qué $154,645, Southeast Resource Development Council Winnipeg Man $87,706, Spallumcheen Indian Band Enderby C-B $170,053, Spanish River Indian Band Massey Ont $158,322, Squamish Indian Band North Vancouver C-B $57,898, Standing Buffalo Indian Band Fort Qu'Appelle Sask $55,787, Stoney-Eden Valley Alcohol Program Longview Alb $81,316, Stoney Medicine Lodge Morley Alb $250,437, Stoney Rapids Band Black Lake Sask $54,673, St Paul's Treatment Centre Cardston Alb $1,254,893, St Regis Indian Band Cornwall Ont $203,837, St Theresa Point Band St Theresa Point Man $62,176, Stuart Trembleur Lake Band Fort St James C-B $96,162, Sunchild Alcohol Program Rocky Mountain House Alb $62,247, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $72,612, Swan Lake Indian Band Swan Lake Man $67,556, Témiscaming Band Council Notre-Dame-du-Nord Qué $50,715, Teslin Indian Band Teslin TY $56,934, The Pas Band The Pas Man $85,761, Thompson Crisis Centre Thompson Man $131,476, Thunderchild Indian Band Turtleford Sask $63,336, Tobique Indian Band Tobique N-B $277,400, Touchwood Drop-In Centre Punnichy Sask $119,757, Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $106,065, Tsartlip Indian Band Brentwood Bay C-B $71,993, Tsow-Tun Le'Lum Treatment Centre Society Nanaimo C-B $838,233, Tuktoyaktuk Alcohol Centre Tuktoyaktuk TN-O $85,010, Turvik Alcohol and Drug Counselling Committee Frobisher Bay TN-O $235,736, Union of New Brunswick Indians Frédéricton N-B $64,798, Union of Ontario Indians Toronto Ont $50,700, University of Lethbridge Lethbridge Alb $382,441, Upper Liard Indian Band Upper Liard TY $70,566, Upper Nicola Indian Band Merritt C-B $104,195, Walpole Island Indian Band Wallaceburg Ont $121,143, West Region Tribal Council Dauphin Man $64,210, Whitebear Indian Band Carlyle Sask $60,327, Whitefish Bay Band No 32A Pawitik Ont $109,183, Whitefish Lake Band Goodfish Lake Alb $104,633, Whitefish Lake Band Naughton Ont $52,925, Whitefish River Band Birch Island Ont $51,239, Wikwemikong Unceded Reservation Band Wikwemikong Ont $417,743, Windigo Tribal Council Weagamow Lake Ont $263,715, Zhati-Koe Alcohol Program Fort Providence TN-O $55,061.

Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit $995,768—National Indian Brotherhood Ottawa Ont $995,768.

Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest en vue du transfert du contrôle opérationnel et administratif de l'hôpital général de Frobisher Bay $255,367

Contributions à des universités, des collèges et d'autres organismes dans le but d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuit à des programmes d'étude débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé $1,764,184—Blue Quills Education Centre St Paul Alb $88,063, Dalhousie Uiversity Halifax N-É $67,667, Lakehead University School of Nursing Thunder Bay Ont $68,268, Nishga Valley Health Board Society New Aiyansh C-B $178,000, Old Sun College Gleichen Alb $251,000, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $52,562, Saskatchewan Indian Federated College Regina Sask $280,000, Swampy Cree Tribal Council The Pas Man $126,056, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $129,206, University of Toronto Toronto Ont $146,169, Urban Native Education Society Vancouver C-B $50,310.

Contribution au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour la construction de l'hôpital Stanton—Yellowknife $5,617,000

Contributions à des institutions privés ou publiques pour le transfer des centres de services de prothèse $4,400,000—Deer Lodge Centre Inc Winnipeg Man $1,300,000, L'Institut de réadaptation de Montreal Montreal Qué $800,000, Shaughnessy Hospital Society Vancouver C-B and Greater Victoria Hospital Society Victoria C-B $2,300,000.

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ $90,000

Subvention à la Commission internationale de protection contre les radiations $5,000

Subvention à la Conférence internationale des organismes de contrôle des instruments médicaux $20,000

Subvention au Centre national de distribution des denrées alimentaires $15,000

Subvention à l'Organisation mondiale de la santé Genève Suisse $50,000

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU $15,979,082,055

Allocations familiales $2,534,419,678 (*voir* **APPENDICE 4**)

Sécurité de la vieillesse $9,520,046,829 (*voir* **APPENDICE 5**)

Supplément de revenu garanti $3,451,375,914 (*voir* **APPENDICE 5**)

Allocation au conjoint $473,239,634 (*voir* **APPENDICE 5**)

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR $58,164,366

Contributions aux organismes de sport amateur à l'appui des coûts des projets et de l'administration afin d'aider à la promotion et au développement du sport amateur pour les Canadiens

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Suite*

$36,441,470—Aquatic Federation of Canada Oakville Ont $297,329, Athlete Information Bureau Vanier Ont $848,000, Basketball Canada Vanier Ont $1,149,444, Canada Sports Hall of Fame Toronto Ont $117,100, Canadian Amateur Bobsleigh and Luge Association Vanier Ont $290,697, Canadian Amateur Boxing Assoc Rothesay N-B $539,588, Canadian Amateur Diving Assoc Vanier Ont $514,804, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $249,589, Canadian Amateur Hockey Assoc Vanier Ont $710,260, Canadian Amateur Rowing Assoc Vanier Ont $1,033,557, Canadian Amateur Softball Assoc Vanier Ont $363,915, Canadian Amateur Speed Skating Assoc Vanier Ont $255,741, Canadian Amateur Swimming Assoc Vanier Ont $1,215,551, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $592,900, Canadian Amateur Wrestling Assoc Vanier Ont $591,700, Canadian Assoc of Disabled Skiing Kimberley C-B $50,989, Canadian Assoc of Sports Sciences Vanier Ont $83,823, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $439,871, Canadian Blind Sports Assoc Vanier Ont $108,065, Canadian Canoe Assoc Vanier Ont $764,227, Canadian Colleges Athletic Assoc Vanier Ont $155,815, Canadian Cricket Assoc Toronto Ont $106,233, Canadian Curling Assoc Vanier Ont $53,279, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $696,570, Canadian Equestrian Federation Vanier Ont $604,161, Canadian Federation of Amateur Baseball Vanier Ont $344,953, Canadian Federation of Sports Organizations for the Disabled Vanier Ont $113,627, Canadian Fencing Assoc Vanier Ont $353,532, Canadian Field Hockey Assoc Vanier Ont $382,450, Canadian Figure Skating Assoc Vanier Ont $930,365, Canadian Five Pin Bowlers Assoc Gloucester Ont $121,192, Canadian Gymnastic Federation Vanier Ont $867,486, Canadian Interuniversity Athletic Union Vanier Ont $993,998, Canadian Lacrosse Assoc Vanier Ont $194,700, Canadian Ladies Golf Assoc Vanier Ont $122,929, Canadian Olympics Assoc Montréal Qué $501,167, Canadian Orienteering Federation Vanier Ont $154,881, Canadian Racquetball Assoc Vanier Ont $209,816, Canadian Rhythmic Sportive Gymnastics Federation Vanier Ont $376,270, Canadian Rugby Union Vanier Ont $261,087, Canadian Ski Assoc Vanier Ont $57,177, Canadian Ski Assoc (Alpine Skiing) Vanier Ont $519,013, Canadian Ski Assoc (Biathlon) Vanier Ont $172,082, Canadian Ski Assoc (Cross-Country Skiing) Vanier Ont $405,395, Canadian Ski Assoc (Freestyle Skiing) Vanier Ont $251,997, Canadian Ski Assoc (Nordic Combined) Vanier Ont $91,856, Canadian Ski Assoc (Ski Jumping) Vanier Ont $262,861, Canadian Soccer Assoc Vanier Ont $851,675, Canadian Sport Parachuting Assoc Vanier Ont $143,512, Canadian Squash Racquets Assoc Vanier Ont $243,555, Canadian Table Tennis Assoc Vanier Ont $481,400, Canadian Team Handball Federation Vanier Ont $308,130, Canadian Tennis Assoc Downsview Ont $405,965, Canadian Tenpin Federation Vancouver C-B $56,724, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $1,922,725, Canadian Volleyball Assoc Vanier Ont $963,688, Canadian Water Polo Assoc Vanier Ont $488,263, Canadian Water Ski Assoc Vanier Ont $241,062, Canadian Weightlifting Federation Vanier Ont $326,993, Canadian Wheelchair Sports Assoc Vanier Ont $147,278, Canadian White Water Assoc Oakville Ont $53,698, Canadian Women's Field Hockey Assoc Vanier Ont $594,278, Canadian Yachting Assoc Vanier Ont $713,237, Coaching Assoc of Canada Vanier Ont $2,698,442, Commonwealth Games Assoc Pierrefonds Qué $350,000, Curl Canada Vanier Ont $242,747, Federation of Canadian Archers Vanier Ont $219,473, Federation of Silent Sports of Canada Edmonton Alb $70,322, Hockey Canada Toronto Ont $550,000, Judo Canada Vanier Ont $556,336, Lawn Bowls Canada Vanier Ont $160,565, National Karate Assoc Scarborough Ont $59,624, National Sport and Recreation Centre Inc (Professional Development Program for Association Managers) Vanier Ont $81,882, National Sport and Recreation Centre Inc (Technical Translation) Vanier Ont $116,730, National Sport and Recreation Centre Inc (Women's Program) Vanier Ont $189,000, Ringette Canada Vanier Ont $186,942, Royal Canadian Golf Assoc Oakville Ont $74,236, Shooting Federation of Canada Vanier Ont $591,340, Sport Information Resource Centre Vanier Ont $525,457, Sport Marketing Council Vanier Ont $400,780, Sport Medicine Council of Canada Vanier Ont $1,153,244, Sports Federation of Canada Vanier Ont $73,461, University of Alberta Edmonton Alb $55,325.

Contribution au Centre national du sport et de la récréation Inc Vanier Ont à l'appui des coûts des services fournis aux organisations résidentes et non résidentes $4,578,925

Contributions en vue des frais scolaires, de subsistance et d'entraînement des sportifs amateurs d'élite $4,983,127

Paiements, conformément aux ententes, aux organismes omnisport commanditaires, tant régionaux et nationaux, qu'internationaux, à l'appui des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des jeux tenus au Canada et pour les dépenses de fonctionnement des championnats internationaux d'une seule discipline tenus au Canada $4,554,818—Canada Summer Games 1989 Saskatoon Sask $2,675,000, Cape Breton Nova Scotia Jeux Canada Games 1987 Sydney N-É $1,411,818, Canadian Amateur Speed Skating Assoc Vanier Ont $60,000, Canadian Canoe Assoc Vanier Ont $70,000, Canadian Equestrian Federation Vanier Ont $60,000, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $95,000.

Contributions à l'appui des coûts de projets ayant pour but d'élever le niveau de la forme physique des Canadiens et contributions aux associations et organismes nationaux des loisirs à l'appui des coûts de projets et d'administration afin d'aider à la promotion et au développement des loisirs des Canadiens $6,745,026—Basketball Canada Vanier Ont $70,300, Canadian Amateur Football Assoc Vanier Ont $75,007, Canadian Amateur Synchronized Swimming Assoc Vanier Ont $98,668, Canadian Assoc for Health Physical Education and Recreation Vanier Ont $480,771, Canadian Assoc of Sport Sciences Vanier Ont $177,792, Canadian Badminton Assoc Vanier Ont $52,610, Canadian Blind Sports Assoc Vanier Ont $59,438, Canadian Cycling Assoc Vanier Ont $103,930, Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute Ottawa Ont $1,066,918, Canadian Hostelling Assoc Vanier Ont $108,610, Canadian Intramural Assoc Vanier Ont $546,122, Canadian Oldtimers Hockey Assoc Vanier Ont $53,400, Canadian Parks/Recreation Assoc Vanier Ont $126,132, Canadian Parks/Recreation Assoc Secretariat for Fitness in the Third Age Vanier Ont $131,000, Canadian Recreational Canoeing Assoc Hyde Park Ont $77,620, Canadian Red Cross Society (Program for the Aged) Toronto Ont $65,256, Canadian Red Cross Society (Safety Services) Toronto Ont $90,630, Canadian Ski Assoc (Cross-Country) Vanier Ont $91,360, Canadian Ski Council Toronto Ont $158,673, Canadian Ski Patrol System Ottawa Ont $113,605, Canadian Special Olympics Inc Toronto Ont $65,856, Canadian Tennis Assoc Downsview Ont $69,938, Canadian Track and Field Assoc Vanier Ont $118,412, Chamber of Commerce of Canada Ottawa Ont $235,000, Girl Guides of Canada Toronto Ont $81,826, National Sport and Recreation Centre Inc Vanier Ont $704,906, Participaction Special Projects Toronto Ont $613,000, Royal Life Saving Society of Canada Toronto Ont $82,100, YMCA of Canada Toronto Ont $140,894.

Contribution aux dépenses de fonctionnement de la campagne Participation visant à susciter chez les Canadiens une prise de conscience des effets bénéfiques des loisirs physiques et à stimuler un mode de vie sain à tous les niveaux de la population $861,000—PARTICIPaction Inc Toronto Ont $861,000.

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL—*Fin*

PROGRAMME DES XV^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER $25,461,999

Paiements relatifs aux coûts de fonctionnement et aux dépenses en capital afin de permettre au gouvernement du Canada d'atteindre ses objectifs en vue de la planification et de la présentation des XV^{es} jeux Olympiques d'hiver qui auront lieu à Calgary en 1988 $25,461,999—Ville de Calgary Calgary Alb $105,717, XV Olympic Winter Games Organizing Committee Calgary Alb $10,985,770, University of Calgary Calgary Alb $14,370,512.

Conseil de recherches médicales $163,989,989

Subventions et bourses visant à promouvoir la recherche et la formation pour la recherche dans les centres d'étude de la santé des universités canadiennes et dans d'autres facultés lorsque le projet de recherche est associé de très près à la santé humaine $163,242,675—Universités et institutions: Carleton University Ottawa Ont $256,202, Centre hospitalier Côte-des-Neiges Montréal Qué $282,565, Concordia University Montréal Qué $188,873, Dalhousie University Halifax N-É $5,717,107, Douglas Hospital Toronto Ont $204,076, Hôpital Louis-H Lafontaine Montréal Qué $87,233, Hôpital Maisonneuve-Rosemont Montréal Qué $666,668, Hôpital Notre-Dame Montréal Qué $939,187, Hôpital Sacré-Cœur Montréal Qué $69,129, Hôpital Ste-Justine Montréal Qué $524,662, Hospital for Sick Children Toronto Ont $6,964,664, Institut Armand-Frappier Laval-des-Rapides Qué $379,636, Institut de Cardiologie de Montréal Montréal Qué $125,607, Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué $3,770,803, Institut du Cancer de Montréal Montréal Qué $425,594, Institut National de la recherche scientifique Ste-Foy Qué $218,370, Jewish General Hospital-Sir Mortimer B Davis Montréal Qué $744,450, McGill University Montréal Qué $19,078,086, McMaster University Hamilton Ont $7,632,061, Memorial University St John's T-N $1,594,487, Montreal Children's Hospital Montréal Qué $1,598,147, Mount Sinai Hospital Toronto Ont $2,004,411, Princess Margaret Hospital Toronto Ont $1,396,175, Queen's University Kingston Ont $5,649,098, Simon Fraser University Burnaby C-B $96,125, Toronto General Hospital Toronto Ont $515,747, Toronto Western Hospital Toronto Ont $521,404, Université de Montréal Montréal Qué $8,569,099, Université de Sherbrooke Sherbroke Qué $3,930,486, Université d'Ottawa Ottawa Ont $4,257,928, Université du Québec Montréal Qué $115,915, Université Laval Québec Qué $5,785,156, University of Alberta Edmonton Alb $6,921,432, University of British Columbia Vancouver C-B $13,440,581, University of Calgary Calgary Alb $5,941,496, University of Guelph Guelph Ont $748,554, University of Manitoba Winnipeg Man $8,183,638, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $4,047,055, University of Toronto Toronto Ont $20,494,211, University of Victoria Victoria C-B $247,807, University of Waterloo Waterloo Ont $368,463, University of Western Ontario London Ont $9,800,539, York University Downsview Ont $217,258.

Subventions aux organisations nationales $537,145—Canadian Council on Animal Care Ottawa Ont $337,145, National Cancer Institute of Canada Toronto Ont $200,000.

Subventions aux organisations internationales $210,169—International Agency for Research on Cancer Lyon France $210,169.

REVENU NATIONAL $67,279

Impôt $67,279

Contribution à l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth Londres Angleterre $17,976

Contribution au Centre interaméricain des administrateurs fiscaux Panama Panama $49,303

PARLEMENT $2,432,220

Sénat $926,528

Sénateurs—Pensions aux sénateurs à la retraite $294,632

Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth $105,482

Groupe canadien de l'Union interparlementaire $69,384

Association parlementaire canadienne de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord $105,000

Section canadienne du comité parlementaire mixte canado-américain $46,050

Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française $69,900

Association parlementaire Canada-France $32,986

Association parlementaire Canada-Europe $45,000

Association parlementaire Canada-Japon $27,390

Association des épouses des parlementaires $840

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $129,864

Chambre des communes $1,505,692

Subventions aux associations parlementaires et de procédure $1,201,571—Association parlementaire Canada-Europe Ottawa Ont $105,000, Association interparlementaire Canada-France Ottawa Ont $76,968, Association interparlementaire Canada-Japon Ottawa Ont $63,910, Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth Ottawa Ont $246,124, Groupe canadien de l'Union interparlementaire Ottawa Ont $161,895, Association parlementaire canadienne de l'OTAN Ottawa Ont $245,000, Section canadienne de l'Association internationale des parlementaires de langue française Ottawa Ont $163,100, Section canadienne du groupe interparlementaire Canada-États-Unis Ottawa Ont $107,450.

Dépenses des délégués assistant à des conférences interparlementaires et dépenses relatives aux visites des délégués d'autres parlements ou aux visites à d'autres parlements $304,121

CONSEIL PRIVÉ $190,589

Département $84,005

PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ $84,005

Subvention à l'Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's Kingston Ont $65,000

Contribution aux études sur l'administration publique canadienne $19,005

Directeur général des élections $106,584

Remboursement des dépenses d'élection des candidats $106,584

TRAVAUX PUBLICS $273,798,138

Département $273,798,138

PROGRAMME DES SERVICES $19,731,511

Subventions aux municipalités $19,545,973—St John's ville T-N $258,212, Halifax ville N-É $812,640, Kentville cité N-É $74,172, Laval cité Qué $95,000, Mont-Laurier cité Qué $53,724, Montréal ville Qué $1,673,396, Québec ville Qué $326,330, St-Jean-sur-Richelieu cité Qué $53,547, St-Laurent cité Qué $779,800, Ottawa ville Ont $1,505,232.

Travaux de réparations maritimes $35,538

Projet de canalisation de Shubenacadie $150,000

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE $253,886,627

Subventions aux municipalitiés $247,233,612—Central Labrador School Taxing Authority Labrador T-N $357,705, Gander cité T-N $320,000, Gander Regional School Taxing Authority Gander T-N $222,050, Happy Valley Goose Bay cité T-N $250,000, St John's cité T-N $1,764,215, St John's School Taxing Authority St John's T-N $380,361, Wabush ville T-N $76,784, Fredericton cité N-B $17,403,778, Amherst ville N-É $81,264, Bedford ville N-É $440,891, Colchester comté N-É $105,850, Cape Breton comté N-É $565,375, Inverness comté N-É $120,000, Victoria comté N-É $57,430, Dartmouth cité N-É $1,000,000, Shelburne District N-É $72,078, Glace Bay ville N-É $86,018, Halifax ville N-É $6,562,360, Halifax comté municipalité N-É $3,231,745, Kentville ville N-É $674,419, Barrington municipalité N-É $67,312, County of Cape Breton municipalité N-É $253,191, Comté de Kings municipalité N-É $769,500, Comté de Victoria municipalité N-É $122,320, Yarmouth municipalité N-É $69,570, Springhille ville N-É $838,927, Sydney cité N-É $524,647, Truro ville N-É $87,244, Yarmouth ville N-É $146,300, Charlottetown cité Î-P-É $1,360,373, Ancienne-Lorette Conseil scolaire Ancienne-Lorette Qué $51,585, Aylmer Conseil scolaire Aylmer Qué $53,111, Blainville ville Qué $198,000, Chibougamau ville Qué $107,906, Chicoutimi ville Qué $50,842, Cowansville ville Qué $234,130, Davignon Conseil scolaire Davignon Qué $51,161, Donnacona ville Qué $463,448, Dorval cité Qué $2,945,000, Drummondville ville Qué $527,820, Farnham ville Qué $93,530, Gaspé ville Qué $83,596, Gatineau ville Qué $82,000, Greater Hull Protestant School Board Hull Qué $1,144,160, Havre St-Pierre municipalité Qué $65,759, Hull ville Qué $10,068,479, Jonquière ville Qué $393,235, Kirkland ville Qué $54,495, Kuujjuaq village Qué $101,578, La Baie ville Qué $1,101,687, La Macaza municipalité Qué $121,280, Lachine ville Qué $123,654, LaSalle ville Qué $104,318, Lauzon cité Qué $70,417, Laval ville Qué $995,371, Les Écorces Conseil scolaire Les Écorces Qué $52,936, Longueuil ville Qué $128,701, Matane ville Qué $148,446, Mirabel ville Qué $1,544,859, Moisie ville Qué $85,072, Montréal ville Qué $6,971,844, Oka paroisse Qué $113,740, Outaouais-Hull Conseil scolaire Hull Qué $1,315,256, Pierrefonds ville Qué $56,454, Pointe-Claire ville Qué $93,834, Portneuf Conseil scolaire Portneuf Qué $68,675, Québec ville Qué $4,060,670, Rimouski ville Qué $38,995, Rouyn ville Qué $99,545, Ste-Anne-des-Plaines paroisse Qué $471,931, Ste-Anne-de-Bellevue ville Qué $275,467, Ste-Flavie paroisse Qué $50,000, Ste-Foy ville Qué $846,200, Ste-Madeleine-de-Rigaud paroisse Qué $76,000, St-Gabriel-de-Valcartier municipalité Qué $408,000, St-Hubert ville Qué $1,312,216, Ste-Hyacinthe ville Qué $74,100, St-Jean-sur-Richelieu ville Qué $3,203,935, St-Jérôme Conseil scolaire Qué $286,255, St-Laurent ville Qué $620,200, Senneterre ville Qué $113,987, Sept-Îles ville Qué $255,500, Shannon municipalité Qué $180,000, Shawinigan-Sud ville Qué $289,836, Sherbrooke ville Qué $101,216, Sorel ville Qué $152,000, Trois-Rivières ville Qué $131,529, Val Bélair ville Qué $188,718, Verdun ville Qué $52,016, Westmount ville Qué $179,998, Barrie ville Ont $75,184, Belleville ville Ont $252,588, Brantford ville Ont $139,902, Brighton commune Ont $462,822, Burlington ville Ont $494,463, Chatham ville Ont $121,060, Colchester sud commune Ont $155,050, Cornwall ville Ont $2,013,504, Elliot Lake ville Ont $65,251, Ernestown commune Ont $479,383, Essa commune Ont $587,702, Etobicoke cité Ont $110,865, Georgian Bay commune Ont $59,319, Gloucester ville Ont $3,070,851, Goulborn commune Ont $51,014, Gravenhurst ville Ont $51,120, Guelph ville Ont $59,566, Hamilton ville Ont $309,254, Kanata cité Ont $58,563, Kenora ville Ont $57,841, Kingston cité Ont $1,141,355, Kingston commune Ont $917,802, Kitchener cité Ont $148,841, Lincoln ville Ont $88,108, London cité Ont $1,261,903, Markham ville Ont $187,712, Mersea comté Ont $98,100, Mississauga cité Ont $4,947,950, Nepean cité Ont $1,683,769, Niagara Falls cité Ont $61,424, Niagara on the Lake ville Ont $99,239, Norfolk commune Ont $103,101, North Bay cité Ont $1,064,554, North York cité Ont $5,150,224, Oakville ville Ont $55,726, Oshawa cité Ont $56,384, Ottawa ville Ont $52,053,554, Ottawa-Carleton municipalité régionale Ont $740,897, Owen Sound cité Ont $86,402, Parry Sound ville Ont $56,880, Petawawa commune Ont $651,329, Petawawa village Ont $72,663, Peterborough cité Ont $237,780, Pickering ville Ont $765,467, Pittsburgh commune Ont $1,705,621, Prescott ville Ont $156,829, Ralph Buchanan Wylie and McKay commune Ont $149,932, St Catharines cité Ont $168,500, Sandwich South commune Ont $138,639, Sarnia cité Ont $237,293, Sault Ste Marie cité Ont $605,133, Scarborough cité Ont $140,269, Sidney commune Ont $466,280, Sioux Lookout ville Ont $113,675, Smith Falls ville Ont $95,036, Stratford cité Ont $73,838, Sudbury cité Ont $915,650, Thunder Bay cité Ont $659,389, Timmins cité Ont $138,235, Toronto ville Ont $7,249,000, Tosorontio commune Ont $95,532, Uxbridge commune Ont $77,254, Vanier cité Ont $59,688, Welland cité Ont $516,100, West Nissouri commune Ont $93,772, Windsor cité Ont $555,943, District d'Alonsa gouvernement local Man $83,383, Brandon cité Man $248,037, Cornwallis municipalité rurale Man $190,000, North Cypress municipalité rurale Man $216,000, District of Churchill gouvernement local Man $186,029, St Andrews municipalité rurale Man $72,220, South Cypress municipalité rurale Man $64,000, District of Grahamdale gouvernement local Man $50,000, Portage La Prairie cité Man $66,500, Portage La Prairie municipalité rurale Man $133,000, Rockwood municipalité rurale Man $444,808, Northern Manitoba Affairs Commissioner Man $86,209, Winnipeg cité Man $10,006,134, Swift Current municipalité rurale Sask $151,541, Banff district scolaire Alb $375,000, Bonnyville district municipal Alb $1,086,000, Calgary cité Alb $7,593,616, Cypress district municipal Alb $630,000, Drumheller cité Alb $400,000, Edmonton cité Alb $3,000,000, Edmonton Improvement District Alb $87,000, Comté de Grande Prairie Alb $169,673, Jasper district scolaire Alb $223,200, Lake Louise district scolaire Alb $123,000, Comté de Leduc Alb $740,983, Lethbridge cité Alb $134,124, Comté de Lethbridge Alb $484,450, Sturgeon district municipal Alb $507,749, Red Deer cité Alb $85,582, Comté de Red Deer Alb $435,000, Wainwright district municipal Alb $245,000, Ministre des finances de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $2,070,320, Burnaby District C-B $212,846, Campbell River district C-B $73,163, Chilliwack district C-B $664,317, Colwood cité C-B $681,345, Dawson Creek cité C-B $54,829, Delta District C-B $460,059, Esquimalt commune C-B $4,600,407, Kamloops cité C-B $440,065, Kelowna cité C-B $76,886, Kent district C-B $314,109, Kitimat district C-B $63,771, Langley commune C-B $105,388, Masset

TRAVAUX PUBLICS—*Fin*

village C-B $154,972, Matsqui district C-B $398,600, Metchosin district C-B $370,147, Mission district C-B $243,046, Nanaimo cité C-B $445,866, Nelson cité C-B $81,534, New Westminster cité C-B $289,579, North Saanich district C-B $1,499,739, Penticton cité C-B $165,161, Pitt Meadows district C-B $54,300, Port Alberni cité C-B $50,367, Port Hardy district C-B $111,249, Prince George cité C-B $212,993, Prince Rupert cité C-B $230,193, Richmond commune C-B $4,741,863, Saanich district C-B $583,144, Smithers ville C-B $68,098, Surrey district C-B $539,250, Ucluelet village C-B $50,390, Vancouver ville C-B $4,153,823, Vernon cité C-B $123,478, Victoria cité C-B $1,288,524, West Vancouver district C-B $168,122, Fort Simpson village TN-O $110,000, Fort Smith ville TN-O $101,850, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest TN-O $59,076, Hay River ville TN-O $167,477, Inuvik ville TN-O $380,000, Yellowknife cité TN-O $672,960, Dawson cité TY $90,000, Watson Lake commune TY $57,000, Whitehorse cité TY $800,000, Yukon gouvernement territorial TY $1[illegible]5,000.

Subvention au Centre uni de la communauté chinoise de Montréal Inc $1,500,000

Subvention à la Mission catholique chinoise Inc $750,000

Contribution au projet du canal Shubenacadie $817,566

Projet de revitalisation du centre-ville de Moncton $2,660,990

Projet d'infrastructure de Sault Ste Marie $924,459

PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE $180,000

Subvention à l'égard de bassins de radoub Canadian Vickers Ltd. Montréal Qué $180,000

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE $921,959,693

Département $921,959,693

Subventions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional $62,000

Subventions en vertu du Programme de développement économique des autochtones $541,222—Canadian Council for Native Business Toronto Ont $159,000, Canadian Northern Studies Ottawa Ont $125,000, Native Women's Association of Canada Ottawa Ont $70,335, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $171,887.

Subventions à des organismes sans but lucratif pour favoriser la coopération et le développement économiques $487,000— Société de Promotion Investissement Étranger Challenge Montréal Qué $200,000, The Niagara Institute Niagara on the Lake Ont $259,000.

Subvention à la Baie Verte Mines Inc $19,183,441— Baie Verte Mines Inc Baie Verte T-N $19,183,441.

Subvention à la Société d'initiative et de développeemnt d'artères commerciales $52,250— Sidac Promenade Ontario Montréal Qué $52,250.

Subvention à Corporation Rendez-Vous '87 $1,000,000— Corporation Rendez-Vous '87 Québec Qué $1,000,000.

Subvention à la Société Zoologique de St-Félicien $300,000—Société Zoologique de St-Félicien Inc St-Félicien Qué $300,000.

Subventions en vertu du Programme des prix d'excellence du Canada $4,400

Contributions en vertu de la Loi sur le développement industriel et régional $317,944,743— A Lacroix & Fils Granit Ltée St-Sébastien Qué $135,921, A Lapointe et Fils Ltée St-Romain Qué $70,642, A Lassonde & Fils Inc Rougemont Qué $237,500, AD Bernier Inc Lambton Qué $109,688, AMH Ltée Rimouski Qué $60,955, Abitibi-Price Inc Grand Falls T-N $2,100,800, Acos Graphic Systems Ltd Hull Qué $208,083, ACIC (1983) Ltd Toronto Ont $69,098, Acier Salaberry Inc Valleyfield Qué $58,360, Acrylica Inc Ste-Marie Qué $165,056, Adru Granite Inc Beebe Qué $177,831, Aeropropulsion PTT Inc Ste-Foy Qué $74,089, Aerospace Industries Assoc of Canada Ottawa Ont $100,391, AES Data Inc Lachine Qué $2,569,198, Agropur Coop Agro-alimentaire Montréal Qué $573,243, Airtech Canada Ltd Peterborough Ont $94,350, Alberni Engineering and Shipyard Ltd Port Alberni C-B $64,611, Alberta Livestock Transplants Ltd Calgary Alb $63,699, Alberta Transportation Edmonton Alb $188,765, Aliments Humpty Dumpty Ltée (Les) Lachine Qué $561,709, Alipeche Inc Sept-Îles Qué $219,375, Allsco Building Supplies Ltd Moncton N-B $67,153, Almex Inc Ste-Foy Qué $63,950, Alpe Picard (Manufacture Kabir Kouba Eng) Village des Hurons Qué $121,870, Alpha Technologies Ltd Burnaby C-B $54,801, Alsask Group Inc Nisku Alb $134,144, Amalgamated Dairies Ltd Summerside Î-P-É $81,748, Amav Industries Ltd Montréal Qué $111,375, Amca International Ltd Amherst N-É $195,311, American Motors (Cda) Inc Sarnia Ont $41,659,039, Apollo Microwaves Ltd Dorval Qué $176,110, Aqua Health Ltd West Royalty Î-P-É $221,599, Armco Westeel Inc Guelph Ont $1,062,510, Arrow Metal Products Ltd Moncton N-B $52,546, Arvin Special Machinery Ltd Chatham N-B $99,302, Assoc des Man de Bois de Sciage du Québec Québec Qué $179,429, Assoc Coop des Pêcheurs Carleton Carleton Qué $337,983, Atelier d'usinage Soudure Val d'Or Inc Val d'Or Qué $85,353, Atelier Dionne & Associés Inc Baie-Comeau Qué $90,145, Ateliers Wood Inc Sept-Îles Qué $135,056, Atlantic Canada Plus Assoc Halifax N-É $79,587, Atlantic Industries (NB) Ltd Sackville N-B $492,379, Atlantic Mussel Growers Corp Ltd Murray Harbour Î-P-É $73,415, Atlantic Waferboard Inc Chatham N-B $3,150,000, Atlas Copco MCT-Atlas Copco Cda Inc Baie d'Urfé Qué $65,246, BW Creative Wood Industries Ltd Maple Ridge C-B $59,906, B&B Tool & Mould Ltd Oldcastle Ont $69,603, Babcock & Wilcox Canada Ltd Cambridge Ont $365,249, Baily Controls Burlington Ont $66,347, Balcan Plastics Ltd Montréal Qué $348,594, Barkman Concrete Ltd Steinbach Man $66,359, Barrys Ltd Corner Brook T-N $160,594, Bartek Chemical Company Limited Burlington Ont $87,652, Bateaux du Golfe Ltée (Les) Caraquet N-B $209,142, Bavarian Specialities (Canada) Ltd Riverview N-B $104,194, Beckers Lay-Tech Inc Kitchener Ont $53,384, Bell & Howell Ltd Montréal Qué $787,589, Belstar Ltée Mégantic Qué $564,882, Bexel Inc et Coop Fédérée de Québec Ste-Rosalie Qué $77,070, Big 8 Beverages Ltd Stellarton N-É $394,894, Bijouterie Continental Jewellery Inc Montréal Qué $775,687, Billiton Canada Ltd St George N-B $172,645, Billots Selects Mégantic Inc Lac Mégantic Qué $52,032, Bio-Bois Inc Lac Mégantic Qué $119,359, Bioself Canada Inc St-Lambert Qué $66,066, Boa-Franc (1983) Ltée St-Georges-de-Beauce Qué $183,744, Bois Brunite Ltée (Les) Amos Qué $82,100, Bois Caman Inc St-Juste-de-Bretenières Qué $77,427, Bois de Plancher PG Inc (Les) St-Édouard Qué $72,928, Bolton Industries Ltd Knowlton Qué $171,747, Bolzanc Tool & Die Co Ltd Oldcastle Ont $56,531, Bombardier Inc La Pocatière Qué $4,483,870, Bomen Inc Vanier Qué $188,041, Bonar Rosedale Plastics Ltd Lindsay Ont $175,215, Bose Canada Inc Ste-Marie-de-Beauce Qué $124,273, Boulangerie Fin'Croute Inc

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Cap-aux-Meules Qué $57,656, Brampton Foundries Ltd Brampton Ont $125,251, Brique Citadelle Ltée Québec Qué $214,289, Bruin Engineered Parts Midland Ont $230,948, Bucyrus Blades of Canada Ltd Bramalea Ont $121,124, Build-A-Mold Ltd Windsor Ont $171,223, Burgess Power Train & Mfg Inc Sudbury Ont $62,973, Cabletest International Inc Markham Ont $64,018, Cadoret & Frères Inc St-Augustin Qué $88,199, Cameron Publications Ltd Kentville N-É $121,468, Camions Pierre Thibault Inc Pierreville Qué $105,554, Can-Am Containers Ltd Springhill N-É $105,470 Canada-China Trade Council Toronto Ont $185,753, Canada Packers Inc Summerside Î-P-É $51,616, Canadian Automotive Radiator Exchange & Manufacturing Ltd Debert N-É $450,444, Canadian Construction Mgmt Development Institute Willowdale Ont $54,750, Canadian Contract Lens Laboratories Ltd Montréal Qué $56,234, Canadian Electrical Assoc Montréal Qué $95,710, Canadian Forest Products Ltd Vancouver C-B $124,766, Canadian General Electric Co Ltd Lachine Qué $323,810, Canadian General Electric (Nuclear Prod) Toronto Ont $476,114, Canadian Sporting Goods Assoc Montréal Qué $58,545, Canadian Tool and Die Works Ltd Winnipeg Man $159,043, Canadiana Outdoor Products Brampton Ont $250,871, Canaspen Manufacturing Ltd Prince George C-B $106,302, Cancoil Thermal Corporation Kingston Ont $81,800, Canlec Industries Ltd Coquitlam C-B $131,101, Canwood Furniture Factory Inc Penticton C-B $281,522, Cari-All Inc Montréal Qué $370,407, Carol Ann Furniture Mfg Co Ltd Ville d'Anjou Qué $195,489, Casey Manufacturing Inc Amherst N-É $89,571, Cavalier Tool Manufacturing Ltd Windsor Ont $129,225, Cavendish Farms Moncton N-B $124,609, Cecutti's Bakeries (1983) Ltd Sudbury Ont $54,879, Ceeco Machinery Manufacturing Ltd Concord Ont $69,532, Centennial Steel Products Ltd Winnipeg Man $54,766, Centre de Ski et Développement Ste-Agathe Qué $274,558, CGN Videodisc Development Corp Toronto Ont $71,944, Champion Road Machinery Ltd Goderich Ont $395,855, Châteauguay Machine Parts Ltd Châteauguay Qué $103,360, Chippin Brothers Limited Fredericton N-B $117,228, Circo Craft Co Inc Pointe-Claire Qué $535,334, Circul-Aire Inc St-Laurent Qué $75,091, Clarence (Klodsterhof) Farm Services Truro N-É $133,644, Clay-Mill Technical Systems Inc Windsor Ont $98,700, Clément Roy Inc La Durantaye Qué $154,081, Clevemont Industries Ltd Ville d'Anjou Qué $127,652, Clivent Inc Québec Qué $78,989, CML Northern Blower Inc Winnipeg Man $182,812, Cobi Foods Inc Bloomfield Ont $593,900, Comact Inc St-Georges Qué $64,223, Commutron Ltd Scarborough Ont $73,956, Compagnie d'Équipement Idéal Ltée Montréal Qué $83,330, Compagnie de Remonte-Pente Doppelmay Saint-Jérôme Qué $230,040, Comterm Inc Pointe-Claire Qué $1,433,172, Concool Refrigeration Ltd Pointe-Claire Qué $72,072, Confection Normand Inc Disraeli Qué $88,224, Connors Brothers Ltd Black's Harbour N-B $285,089, Consulab Inc Beauport Qué $96,953, Continuous Mining Systems Ltd Sudbury Ont $526,744, Contrôles Hydrauliques Sept-Îles Ltée Sept-Îles Qué $50,647, Cormier & Sons Bottling Works Ltd Bathurst N-B $85,500, Corporation of the Village of Lillooet Lillooet C-B $250,000, Corporation of the Village of Pemberton Pemberton C-B $627,324, Cortech Systems Ltd Saskatoon Sask $50,096, Côté & Côté Inc Montmagny Qué $78,273, Council of Forest Industries of BC Vancouver C-B $1,931,513, Cremerio des Trois-Rivières Trois-Rivières Qué $180,000, Crustacés de Gaspé Ltée (Les) Grande-Rivière Qué $104,875, CSP Foods Ltd Winnipeg Man $313,334, CVDS Inc St-Laurent Qué $433,949, Cybernex Ltd Ottawa Ont $72,539, DP Digital Precision Inc Laval-des-Rapides Qué $51,032, D&F Furniture Ltd St-Léonard Qué $86,794, Dare Foods Ltd Kitchener Ont $159,841, Datagram Inc Boucherville Qué $151,247, Davidson Rubber Company Port Hope Ont $191,653, DBM Reflex Enterprises Inc St-Laurent Qué $78,910, Dead River Ltd Fredericton N-B $573,636, Debroni Distributors Ltd Winnipeg Man $51,599, Degussa Canada Ltd Burlington Ont $540,493, Deloro Satellite Inc Belleville Ont $318,955, Deltx Windpump Corporation Ltd Calgary Alb $88,193, Developpement Owl's Head Inc Mansonville Qué $365,648, Développements Mont Habitant (Les) St-Sauveur Qué $287,951, Didak Manufacturing Ltd Arnprior Ont $66,259, Diners Delite Foods Limited Niagara Falls Ont $121,151, Dometal Inc Montréal Qué $71,718, Domglas Inc Mississauga Ont $324,150, Dominion Chair Company Ltd Bass River N-É $56,877, Dominion Granite Ltd Beebe Qué $206,818, Double M Plastics Ltd Windsor Ont $207,000, Downeast Plastics Ltd Cape Pele N-B $127,000, Dowty Canada Electronics Ltd Peterborough Ont $101,682, Draco Ltee Repentigny Qué $68,750, Drummonod Brewing Company Ltd Red Deer Alb $175,243, Duchesne et Fils Ltée Yamachiche Qué $441,189, Duff Industries Inc Blainville Qué $151,804, Buba Printers (Western) Ltd Winnipeg Man $61,888, Durolam Inc St-Jovite Qué $61,383, Dynapro Systems Inc Vancouver C-B $344,887, Eicon Technology Corporation St-Laurent Qué $179,742, Electrohome Ltd Kitchener Ont $166,805, Electromed International Ltée St-Eustache Qué $66,832, Electrovert Ltd Montréal Qué $321,848, Emerald Lake Chalets Ltd Calgary Alb $1,049,625, Emerson Electric Ltd Markham Ont $89,118, Emery International Developments Ltd Toronto Ont $113,871, Enerquin Air Inc Montréal Qué $96,035, Engineered Plastics Corp Mississauga Ont $138,739, Enheat Inc Sackville N-B $65,006, Entreprises de Stoneham Inc (Les) Stoneham Qué $200,169, Entreprises Jean-Yves Dubé Inc (Les) Asbestos Qué $68,906, Équipement Doyon & Frères Inc Linière Qué $108,071, Équipement Labrie Ltée Beaumont Qué $100,000, Équipements Denis Inc Ste-Hyacinthe Qué $64,526, Erco Div of Tenneco Cda Inc Islington Ont $1,548,293, Eroctweld Company Ltd Oakville Ont $64,176, Essilor Canada Ltée Ville St-Laurent Qué $128,250, Exeltor Inc Bedford Qué $100,376, Expanded Metal Corp Iberville Qué $273,375, Fabrication Labrie Inc St-Nicolas Qué $51,990, Fairmont Hot Springs Resort Ltd Hot Springs C-B $56,250, Faiveley (Canada) Inc Longueuil Qué $101,081, Falconbridge Ltd Toronto Ont $1,489,943, Farley Windows Inc Alexandria Ont $82,000, Federation of Canadian Municipalities Ottawa Ont $107,063, Fernand Bélanger Ltd L'Assomption Qué $70,080, First Canadian Specialty Automotive Ltd Trail C-B $117,108, Fisher Gauge Ltd Peterborough Ont $106,990, Fisons Western Corp Elma Man $189,518, Fogo Island Co-Operative Society Ltd Fogo T-N $57,789, Fonderie Saguenay Ltée Chicoutimi Qué $131,771, Footwear and Leather Institute of Canada Montréal Qué $60,578, Forex Inc Val d'Or Qué $695,700, Foundation Instruments Inc Nepean Ont $63,567, Fourrures Gauthier Ltée Chicoutimi Qué $90,000, Fraser Inc Thorold Ont $1,622,922, Freshwater Fish Marketing Board Winnipeg Man $81,937, Friendly Supply Ltd Woodstock N-B $108,000, Fruits de Mer Côte-Nord Inc Baie-Trinité Qué $196,158, Futurtex Communication Inc Montréal Qué $78,825, GM Associates Bramalea Ont $57,304, Gateway Soap & Chemical Company Winnipeg Man $51,182, GEAC Computer Corporation Markham Ont $610,976, General Signal Ltée St-Léonard Qué $246,008, Genfoot Inc Montréal Qué $99,287, Genpak Canada Inc Cookshire Qué $142,302, Gentec Inc Ste-Foy Qué $111,662, Georgian College of Applied Arts & Technology Barrie Ont $208,850, Gérard Lagacé Ltée Biencourt Qué $360,000, Gestofor Inc St-Raymond Qué $174,375, Glenayre Electronics Ltd Vancouver C-B $480,326, Gordex Minerals Ltd Saint John N-B $199,402, Grand Master's Wine Agency Ltd Downsview Ont $161,061, Granit Bussière Inc St-Sébastien Qué $337,374, Granite Center Beebe Inc Beebe Qué $63,180, Grant Waferboard Ltd Englehart Ont $283,593, Greater Canada Colour Printing Ltd Stevensville Ont $2,593,664, Green Seafoods Ltd Winterton T-N $61,896, Grenon Frères Ltée Ville de la Baie Qué $274,219, Grondin J Paul Ste-Aurélie Qué $238,972, Guérette & Frère Ltd

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Longueuil Qué $135,761, Gully Fish and Food Products Co Ltd Shippegan N-B $83,956, HA Fawcett & Sons Ltd Petitcodiac N-B $50,625, Hagen Industries Ltd Ville St-Laurent Qué $123,137, Harricana Metal Inc Amos Qué $311,456, Harris Farinon Canada Inc Dorval Qué $478,800, Harvestcorp Foods Inc Coldbrook N-É $110,390, Hazel Wylde Draperies Ltd Glace Bay N-É $56,860, Heath and Sherwood (1964) Ltd Kirkland Lake Ont $60,851, Héroux Inc Longueuil Qué $151,798, Hibar Systems Ltd Richmond Hill Ont $66,970, Highland Fisheries Ltd Glace Bay N-É $2,187,586, Hike Metal Products Ltd Wheatley Ont $54,000, Hillebrand Estates Winery Niagara On the Lake Ont $85,432, Hoplab Inc Québec Qué $52,765, Hotel Tadoussac (1984) Inc Tadoussac Qué $147,722, Howden Group Canada Ltd Scarborough Ont $296,946, Hub Meat Packers Ltd Moncton N-B $364,045, Hyd-Mech Engineering Ltd Woodstock Ont $65,422, Hymac Ltd Laval Qué $656,102, Ilco Unican Inc Montréal Qué $153,732, Imprimerie Gagné Ltée Louiseville Qué $322,774, Imprimerie Héon & Nadeau Ltée Victoriaville Qué $53,900, Imprimerie Interglobe Ltée Beauceville Qué $266,055, Imprimerie Journal Outaouais Ltée Hull Qué $97,260, Inco Ltd Toronto Ont $836,929, Industrial Developers Assoc of Canada Mississauga Ont $50,000, Industrial Welding Ltd Cheticamp N-É $252,607, Industrie Trefil Inc St-Hubert Qué $152,770, Industries Aston Inc St-Léonard d'Aston Qué $80,940, Industries Couture Ltée Chicoutimi Qué $62,492, Industries DEC Ltée (Les) Lachine Qué $88,291, Industries GLP Inc (Les) St-Jean-sur-Richelieu Qué $143,959, Industries Grondin Ltée Ste-Marie Qué $81,484, Industries PBL Inc Duberger Qué $111,293, Industries PPD Inc (Les) Ascot Qué $69,635, Industries Plastiques Polar Ltée (Les) St-Laurent Qué $641,851, Industries SMI Canada Ltée Bathurst N-B $232,354, Industries Unicor Inc Ville d'Anjou Qué $215,924, Ingersoll-Rand Canada Inc Cambridge Ont $260,737, Intermetco Ltd Mississauga Ont $184,064, International Paints Cda Ltd Baie d'Urfé Qué $900,000, International Tools Windsor Ont $50,554, Invotek Instruments Inc Scarborough Ont $221,089, Ionizing Energy Company of Canada Ltd Fredericton N-B $75,000, IPL Inc St-Damien Qué $1,310,359, Ipsco Inc Regina Sask $60,138, Island Breweries Ltd Milton Î-P-É $52,291, Island Metal Fabricators Ltd Charlottetown Î-P-É $51,670, Ivaco Inc Marieville Qué $470,000, J D Irving Limited St John N-B $369,000, J & P Poultry Distributors Ltd St Catharines Ont $88,200, J Albert Poulin Ltée Lac Drolet Qué $111,375, JLM Usinage de Précision Inc Montréal Qué $58,129, JN Brochu Inc St-Isidore Qué $230,960, J&E Press Control Systems Inc Markham Ont $209,071, John T Hepburn Ltd Toronto Ont $303,459, Johnson & Johnson Inc Montréal Qué $134,877, Joiner Systems JSC Canada Ltd Ville St-Laurent Qué $105,573, Kadem Technology Inc Windsor Ont $82,300, Karhu Canada Inc Cowansville Qué $417,123, Kautex of Canada Inc Toronto Ont $1,184,533, KB Electronics Ltd Bedford N-É $179,679, Kenhar Products Inc Guelph Ont $162,926, Kenroc Tools Corp North Bay Ont $270,000, Kent Homes Ltd Debert N-É $70,901, King Fifth Wheel Company Orillia Ont $233,763, Kohler International Ltd Debert N-É $56,997, Krause Manufacturing Ltd Kelowna C-B $108,934, Kuriyama Canada Inc Brantford Ont $265,714, La Compagnie de Portes Industrielles St-Hubert Qué $68,515, Laboratoires Omega Ltée (Les) Montréal Qué $72,083, Lake Okanagan Resort Kelowna C-B $129,251, Lakewood Graphics Ltd Keewatin Ont $148,410, Lar Machinery (1983) Inc Metabetchouan Qué $148,550, Larcan Communications Equipment Inc Mississauga Ont $57,801, Latmeg St-Romain Qué $71,334, Laval Tool and Mould Ltd Maidstone Ont $123,838, Leby Fixtures and Interiors Ltd Moncton N-B $101,924, Lecours Lumber Co Ltd Hearst Ont $67,250, Leedye Inc Lachine Qué $208,130, Legal Alfalfa Products Ltd Legal Alb $98,050, Legalware Inc Toronto Ont $115,190, Les Aliments A & B (Wing Fung) Inc Montréal Qué $102,994, Les Aliments le Chien d'Or Inc Vanier Qué $130,746, Les Bâtiments du Lac St-Jean Inc Roberval Qué $150,469, Les Bois La-Co Inc La Patrie Qué $63,738, Les Breuvages Nora Inc Montréal Qué $812,812, Les Cuisines Gaspésiennes Matane Ltée Matane Qué $68,638, Les Entreprises GSM Inc St-Barthelemy Qué $59,786, Les Entreprises Migneault & Fils Ltée Chibougamau Qué $105,664, Les Fromages Saputo Ltée Montréal Qué $183,643, Les Industries Almac Ltée Pointe-aux-Trembles Qué $92,110, Les Industries C-Mac Inc Montréal Qué $354,776, Les Industries Chimiques Jolan Inc St-Jérôme Qué $78,023, Les Industries Coul Sous-Pression Darona St-Jean Qué $76,782, Les Industries Ling Inc Warwick Qué $113,453, Les Industries MKE Inc Candiac Qué $56,551, Les Industries Paquet Inc St-Théophile Qué $58,884, Les Industries Rancourt Ltée St-Georges Qué $193,220, Les Industries Tanguay Ltée St-Prime Qué $180,298, Les Industries Willco Corp St-Eustache Qué $67,860, Les Laboratoires Bio-Recherches Ltée Senneville Qué $1,817,250, Les Panneaux de Bois Kennebec Ltée St-Georges Qué $85,823, Les Panneaux Thermo Briques Inc Lotbinière Qué $79,988, Les Placages Goudreault Inc Nicolet Qué $56,941, Les Placages St-Raymond Ltée St-Raymond Qué $102,369, Les Plastiques Daniel Leblanc Ltée St-Romuald Qué $112,218, Les Plastiques Rawdon BC Inc Rawdon Qué $61,003, Les Pliages Maskinongé Inc Louiseville Qué $88,516, Les Pommes de Terre du Témiscaming Inc St-Eugène-de-Guigues Qué $52,563, Les Portes Baillargeon Inc St-Ephrem Qué $52,563, Les Produits d'Acier l'Assomption Ltée Sainte-Anne-des-Plaines Qué $58,102, Les Produits de Bois BAS Inc St-Théophile Qué $60,797, Les Rôtisseries de Café du Quartier Inc Ste-Foy Qué $128,382, Les Séchoirs à Bois René Bernard Ltée Beauceville Qué $78,727, Le Tricot Domino (1986) Ltée Daveluyville Qué $175,757, Linear Technology Inc Burlington Ont $484,215, Lorenzo Industries Inc Montréal Qué $61,692, Lorne Metropolit Whitehorse TY $86,152, Lukian Plastic Closures (Québec) Ltd Pointe-Claire Qué $425,791, Lumonics Inc Kanata Ont $184,426, Lyo-San Inc Lachute Qué $72,583, MIL Vickers Inc Montréal Qué $66,878, Macdon Industries Ltd Winnipeg Man $109,798, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $342,137, Machineries Tenco Ltée (Les) St-Valérien Qué $107,550, MacMillan Bloedel Limited Vancouver C-B $284,632, MacMillan Bloedel Research Division Vancouver C-B $1,086,303, Madelon Boulangerie la Fin'Croute Inc Îles-de-la-Madeleine Qué $57,656, Magna International Inc Markham Ont $9,060,846, Manfor Ltd The Pas Man $1,005,812, Manitoba Rolling Mills Selkirk Man $465,363, Mansour Mining Supply Inc Sudbury Ont $79,933, Manufacture de Lambton Ltée Lambton Qué $149,505, Manufactures St-Laurent Canada Inc Beauport Qué $177,394, Manuplast Inc Alma Qué $81,443, Mapei Canada Inc Laval Qué $100,879, Marcel Bonneau Inc Mont St-Grégoire Qué $193,725, Marcel Lauzon Inc East Hereford Qué $224,297, Marine Industrie Ltée Tracy Qué $40,519,509, Martin's Industrial Supplies Ltd St John's T-N $95,478, Matrox Electronic Systems Ltd Dorval Qué $702,677, Matsushita Industrial Canada Limited Toronto Ont $302,940, Maurice Guillemette Inc St-Grégoire Qué $52,115, McAllister Instrumentation Ltd Calgary Alb $96,594, McAsphalt Industries Ltd West Hill Ont $55,800, McCain Foods Ltd Florenceville N-B $283,212, P M McGuire Transfer & Storage Ltd Sydney N-É $88,305, Memotec Data Inc St-Laurent Qué $331,886, Mesotec Inc Sherbrooke Qué $53,128, Metal Marquis Inc La Sarre Qué $112,500, Métallurgie Frontenac Ltée ThetfordMines Qué $284,800, Métallurgie Pelchat Inc St-Romuald Qué $90,082, Metarom Canada Inc Granby Qué $57,384, Metrex Instruments Ltd Brampton Ont $53,654, Meuble et du Bois Ouvre Victoriaville Qué $67,500, Meubles Carrier Granby Qué $100,038, Meubles Daveluyville Ltée Daveluyville Qué $124,037, Meubles Drouin Ltée (Les) Ste-Agathe Qué $86,667, Meubles du Québec Inspiration XIXE Ltée Ste-Agathe-Des-Monts Qué $96,750, Microtel Ltd Vancouver C-B $3,056,595, Mid-Isle Farms Albany

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Î-P-É $144,463, Milgram & Company Ltd Montréal Qué $161,031, Miroirs Laurier Ltée Laurier-Station Qué $148,018, Mitsubishi Electronics Ind Can Inc Midland Ont $1,408,996, Moderco Partitions Inc Boucherville Qué $53,069, Moli Energy Ltd Burnaby C-B $392,276, Moloney Electric Corp Sackville N-B $109,363, Monitor Equipment Inc St-Eustache Qué $52,283, Mont-Sutton Inc Sutton Qué $556,148, Montenay Service d'Ascenseurs MSA Inc Montréal Qué $67,073, Mosaid Inc Kanata Ont $57,833, Motel Le Menhir Inc Bromont Qué $69,371, Motel Savoie Ltée Caraquet N-B $159,757, Moteurs Leroy-Somer Canada Ltée Granby Qué $548,688, Moulage Sous Pression de Lyster Ltée Lyster Qué $310,219, Moules & Matrices de Précision Inc Ste-Foy Qué $53,270, Mousse du Québec (La) Woburn Qué $52,964, MTC Suspension Inc Chambly Qué $92,190, Murray Harbour Seafoods Inc Murray Harbour Î-P-É $109,688, M USA C Promotions Inc Pointe-Claire Qué $742,278, New Brunswick Seed Growers Co-operative Ltd Hartland N-B $99,751, Nabob Foods Ltd Vancouver C-B $65,634, Nabu Manufacturing Corp Mississauga Ont $738,815, Nadeau Ferme Avicole Ltée Saint-François N-B $160,208, Nardeau Canada Ltée Matane Qué $311,688, National Socket Screw Mfg Ltd Beamsville Ont $85,500, Neelon Casting Ltd Sudbury Ont $371,727, Neldo Marine Development Co Ltd Argentina T-N $68,421, Nemco Resources Ltd Winnipeg Man $56,961, Nexus Engineering Corp Burnaby C-B $68,828, Niagara Piston Inc St-Catharines Ont $184,100, Nickel City Welding Ltd Sudbury Ont $75,096, Nicolet Plastique Ltée Nicolet Qué $105,469, Nilus Leclerc Inc L'Isletville Qué $97,206, Noram Electrical Ltd Woodbine Qué $143,312, Nord Viande Inc St-Félicien Qué $220,557, Normick Perron Inc Senneterre Qué $555,750, Norstar Instruments Ltd Calgary Alb $117,913, North American Forest Products Ltd St Quentin N-B $119,000, North Star Cement Ltd Corner Brook T-N $1,431,571, Northern Wood Preservers Ltd Thunder Bay Ont $232,285, Norward Energy Services Ltd Calgary Alb $58,486, Norwest Precision Limited Weston Ont $109,691, Numetrix Ltd Toronto Ont $63,160, Nutech Inc Disraeli Qué $68,473, Officesmiths Inc Ottawa Ont $84,712, Omniglass Ltd Winnipeg Man $67,693, Ontario Bus Industries Inc Mississauga Ont $130,226, Orlick Industries Ltd Hamilton Ont $59,615, Outillages Ricci Inc (Les) Rivière-des-Prairies Qué $88,971, Outils Coupants Int'l Inc Beebe-Plain Qué $361,711, Outils Gladu Inc (Les) St-Léonard Qué $78,283, Oxford Frozen Foods Ltd Oxford N-É $373,539, PWI Industries Inc Richelieu Qué $56,857, Pacemaker Holdings Ltd St Albert Alb $73,016, Pamap Graphics Ltd Victoria C-B $65,489, Papeterie Reed Ltée Scierie Leduc St-Émile Qué $162,000, Papier Kingsey Falls Inc Kingsey Falls Qué $155,125, PCV Investments Ltd Dunrobin Ont $270,949, Performance Printing Ltd Smith Falls Ont $192,403, Petro-Sun International Inc Longueuil Qué $264,674, Philips Information Systems Ltd Montréal Qué $5,882,000, Picard Industries Inc St-Pierre-de-Montmagny Qué $172,797, Pioneer Ready Mix Ltd Sydney N-É $181,943, Placage de l'Estrie St-Louis-de-Blandford Qué $55,971, Placages Roy Inc (Les) Tring-Jonction Qué $95,308, Plandata Electronics Ltd Montréal Qué $51,101, Plastibeton Inc Montréal Qué $79,560, Plastique Amicron Inc Ste-Claire Qué $216,686, Pluswood Mfg Ltd Atikokan Ont $158,425, Poisson Salé Gaspestien Ltée Grande-Rivière Qué $51,396, Pollack Personnel Ottawa Ont $87,195, Poly-Flex Printers Ltd Winnipeg Man $53,026, Polyforme Québec Inc Alma Qué $120,667, Polymer International (NS) Ltd Truro N-É $278,110, Polymos Inc Terrasse-Vaudreuil Qué $110,388, Pope & Talbot Ltd Grand Forks C-B $1,332,829, Portes Garaga 2000 Inc & Garaga Iso Inc St-Georges Qué $228,822, Positron Inc Montréal Qué $234,594, Poulies Maska Inc Ste-Claire Qué $112,500, Power Motion Mfg London Ont $962,664, PPD Recherche Inc Waterville Qué $456,235, PRA International Inc London Ont $57,049, Prairie Fibre Inc Tisdale Sask $82,754, Precision Photomask Inc St-Laurent Qué $395,652, Premier West Peat Moss Ltd St Anne Man $59,979, Pressenk Instruments Inc St-Laurent Qué $66,528, Prevost Car Inc Ste-Claire Qué $921,857, Prime Mover Controls Inc Burnaby C-B $66,859, Profilages Cresswell Inc Granby Qué $136,609, Pro-Meubles Inc Granby Qué $308,632, Process Technology Limited Oromocto N-B $2,672,774, Produits Forestiers Saucier Ltée Champneuf Qué $487,827, Produits Forestiers Maniwaki Inc Maniwaki Qué $85,742, Produits Montjoie Inc Boucherville Qué $142,735, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $559,991, Pyradia Inc Longueuil Qué $66,011, Pyrocel Inc Montréal Qué $501,017, Quenor Inc & Kemanobel A B Magog Qué $2,804,580, Quesnel Forest Products Richmond C-B $339,552, Quinlan Brothers Ltd Bay de Verde T-N $74,440, R B Stamping Inc Drummondville Qué $86,735, RCA Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $3,765,861, Récupération St-Laurent Inc Boisbriand Qué $180,722, Re-Doe Mold Co Ltd Windsor Ont $82,836, Red River Quality Seeds Ltd Altona Man $70,629, Reed Inc Toronto Ont $229,579, Rene Fibre de Verre Ltée St-Ephrem-de-Beauce Qué $73,868, Repap International Inc Montréal Qué $37,800,000, Ressorts Liberté Inc Montmagny Qué $264,723, Rhone-Poulenc Pharma Inc Montréal Qué $264,723, Richardson Foods Ltd St Marys Ont $84,017, Robin Hood Multifoods Inc Donovans T-N $134,209, Rolls-Royce (Canada) Ltd Montréal Qué $1,907,964, Ronalds Printing Atlantic Ltd Saint John N-B $241,000, Rosaire Bédard Ltée St-Étienne Qué $103,918, Rossborough Canada Ltée Baie-Comeau Qué $66,523, Roto-SNA Inc Thetford Mines Qué $219,716, Rotobec Inc Ste-Justine Qué $638,868, Rousseau Metal Inc St-Jean-Port-Joli Qué $602,287, Saint John Fundy Region Development Commission Inc Saint John N-B $63,393, Salaisons Brochu Inc (Les) Saint-Henri-de-Lévis Qué $214,889, Salerno Sacs Transparents Ltée Châteauguay Qué $118,790, Sanyo Canada Inc Montréal Qué $177,560, Saskatoon Fresh Pack Potatoes Ltd Saskatoon Sask $111,262, Saturn Disq Inc St-Laurent Qué $174,696, Scana Industries Ltd Prince George C-B $68,349, Scierie Fernand Rancourt Inc Lac Mégantic Qué $58,996, Scierie Lamontagne Inc St-Prime Qué $105,469, Scierie Mitis Inc Matane Qué $815,616, Scotia Marine Products (1983) Inc Scarborough Ont $140,625, Screen Print Display Ltd Winnipeg Man $52,814, Seagull Pewter and Silversmiths Ltd Pugwash N-É $51,750, Securiplex Systems Inc Pointe-Claire Qué $101,507, Serviplast Ltée Boucherville Qué $107,568, Shamrock Industries Canada Ltd Norwich Ont $66,420, Shermag Inc Disraeli Qué $543,022, Silicart Inc Montréal Qué $112,735, Siltronics Ltd Kanata Ont $57,361, Simmons Group of Companies (The) Calgary Alb $175,157, Sitraco Inc St-Joseph-de-Beauce Qué $132,035, Skiing Louise Ltd Calgary Alb $84,434, Slocan Forest Products Ltd Richmond C-B $69,169, Smith & Nephew Inc Lachine Qué $183,295, Snyder et Fils Inc Bedford Qué $226,695, Société Breck's (1983) International Inc Sherbrooke Qué $50,488, Société des Parfums Français (PFG) Lachine Qué $106,468, Société Zoologique de St-Félicien Inc St-Félicien Qué $617,516, Sogevex (1984) Inc Pointe-Lebel Qué $274,500, South River Veneer Inc North Bay Ont $247,500, Spectube Inc Chicoutimi Qué $179,280, SR Telecom Inc St-Laurent Qué $683,334, St Andrew Poultry Ltd Toronto Ont $161,100, St Stephen Foundry Ltd St Stephen N-B $397,124, Stahlin Industries Ltd Dexter Michigan É-U $491,159, Station Val d'Irène Inc Ste-Irénée Qué $71,994, STC Canada Inc Rexdale Ont $787,589, Stellar Moulding Inc Stellarton N-É $88,762, Stora Forest Industries Ltd Port Hawkesbury N-É $3,106,820, Superior Logging Ltd Springdale T-N $188,352, Superior Sausage Company Ltd River Ryan N-É $68,535, Surrette Battery Company Ltd Springhill N-É $82,275, Systèmes de Drainage

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Modernes Inc (Les) Les Cèdres Qué $69,813, Tamtac Technologies Inc South Porcupine Ont $70,470, TG Bright & Co Ltd Niagara Falls Ont $58,722, TP Downey & Sons Ltd Hillsborough N-B $104,118, Techno-Moules PLC Inc St-Damien Qué $78,632, Télésystème National Ltée Ste-Foy Qué $79,190, Tembec Inc Montréal Qué $264,645, Temfor Inc Ville-Marie Qué $191,790, Termaco Ltée St-Jean-sur-Richelieu Qué $114,111, Terra Nova Shoes Ltd Harbour Grace T-N $68,325, Tesam Consultants Inc Dorval Qué $104,257, The Complax Corporation Cobourg Ont $269,780, Therrien Inc (JE/Normick Perron Inc) Amos Qué $1,341,928, Thibault Inc St-Damien Qué $119,898, Thomas & Betts Ltd Iberville Qué $54,200, Thomas Equipment Ltd Centreville N-B $158,539, Thomson Meats Ltd Melfort Sask $79,766, Threadfast Manufacturing Ltd North Vancouver C-B $117,734, Tilly Manufacturer (1973) Ltd St-Jean-sur-Richelieu Qué $100,576, Tisbek Vertical Ltée St-Georges Qué $110,790, Tolko Industries Ltd Vernon C-B $1,188,744, Torcan Chemical Ltd Aurora Ont $624,256, Trans-Canada Resources Ltd Calgary Alb $147,024, Trebor Canada (1977) Ltée Granby Qué $479,616, Tri-Metal Fabricators Inc Delta C-B $125,000, Tri-Steel Inc Montréal Qué $251,670, Triangle Kitchen Ltd Dieppe N-B $93,244, Tribec Metals Ltd St-Laurent Qué $73,483, Trigon Technologies Toronto Ont $367,848, Triple M Great West Feeds Ltd Red Deer Alb $278,438, Triplex Engineering Co Ltd Pointe-Claire Qué $120,925, Tye-Sil Corporation Ltd St-Léonard Qué $432,243, UES Plastique & Metal Cie Ltée Montréal Qué $306,591, Union Carbide Canada Ltd Toronto Ont $846,286, Uniroyal Goodrich Canada Inc North York Ont $3,810,740, Unités Préfabriquées St-Luc Ltée St-Luc Qué $53,157, Unitron Industries Ltd Kitchener Ont $56,000, University of Western Ontario London Ont $1,405,883, Univision Industries Ltd Biggar Sask $66,107, Usine Produits Marins Fumés JYP Inc Les Méchins Qué $137,740, Utlas International Canada Toronto Ont $80,617, Versatile Farm Equipment Company Winnipeg Man $132,492, Vertico Industries Inc Lachine Qué $58,442, Vicon Inc Portage La Prairie Man $263,320, Vigneault & Frères Inc St-Ferdinand Qué $55,902, Waferboard Assoc Don Mills Ont $72,910, Waferboard Corp Ltd Timmins Ont $73,178, Wanzl Manufacturing Inc Mississauga Ont $95,237, Watercraft Offshore Canada Ltd Richmond C-B $118,528, WCI Manufacturing Ltd Mississauga Ont $530,666, Welding Institute of Canada Oakville Ont $216,817, Wesco Dairy & Poultry Corner Brook T-N $200,133, West River Wood Products Limited West River N-É $106,875, Western Foundry Company Ltd Wingham Ont $582,799, Westhead Industrial Systems Corp Rexdale Ont $102,241, Westinghouse Canada Inc Hamilton Ont $360,079, Weston Plastics Ltd Winnipeg Man $76,107, Wing's Foods of Alberta Ltd Edmonton Alb $86,612, Winpak Ltd Winnipeg Man $267,500, Wong Wing Foods Inc Montréal Qué $81,870, World Comnet Inc Halifax N-É $292,082.

Contributions en vertu des règlements pour un renouveau industriel canadien $73,188,629—Aliments Monte-Carlo Inc (Les) Montréal Qué $1,061,101, Ambertex Inc Beaconsfield Qué $340,750, Amour Hosiery Mfg Inc Montréal Qué $193,395, Another Tech Corporation Brampton Ont $119,040, Astra Sprinklers Ltd Sherbrooke Qué $63,983, Avalon Hosiery Ltd Montréal Qué $133,088, Ballin Inc & Saar Holdings Ltd Montréal Qué $728,705, Barmish Inc Montréal Qué $67,655, Barrday Inc Cambridge Ont $281,725, BASF Canada Ltd Cornwall Ont $154,758, Bata Industries Ltd Toronto Ont $516,190, Bauer Industries Ltd Waterloo Ont $150,000, Bay Mills Ltd Oakville Ont $1,912,373, Beckwith-Bemis Ltée Sherbrooke Qué $183,422, Bertrand Croft Inc Chicoutimi Qué $59,560, Beton Vibre Ltée Trois-Rivières Qué $125,100, Blondo Inc Loretteville Qué $66,827, Bonneterie Zephyr Inc Montréal Qué $109,021, Boutique Tricot Inc Montréal Qué $174,569, Britex Ltd Bridgetown N-É $151,214, Bulk-Lift Canada Ltd Hawkesbury Ont $350,310, Calko (Canada) Inc Montréal Qué $78,877, Cambrai Clothing Co Ltd Scarborough Ont $262,119, Canada Hair Cloth Company Ltd St Catharines Ont $242,026, Canadelle Inc Montréal Qué $703,187, Canadian Buttons Ltd Montréal Qué $50,435, La Salle Qué $99,712, Canadian General-Tower Ltd Cambridge Ont $2,060,187, Celanese Canada Ltd Carpets Division Montréal Qué $595,460, Celfort Ltd Grande-Île Qué $2,322,819, Cercueils Atlas Inc Victoriaville Qué $149,062, Château Lingerie Manufacturing Inc Montréal Qué $155,060, Chaussures Faber Inc Québec Qué $66,519, Chemise C Roy Inc St-Théophile Qué $146,764, Christina Canada Inc Montréal Qué $140,733, Chromolit Inc Toronto Ont $2,022,140, Cleyn & Tinker Inc Huntingdon Qué $613,971, Combustion Engineering Canada Inc Sherbrooke Qué $328,105, Consoltex Inc Montréal Qué $852,200, Confection Troy Ltée Weedon Qué $53,724, Cookshiretex Inc Cookshire Qué $537,367, Coppley Noyes and Randall Ltd (The) Hamilton Ont $73,928, Cornwall Machine & Welding Ltd Cornwall Ont $73,782, Coronet Carpets Ltd Farnham Qué $502,337, Créations Daisy Fresh Inc Québec Qué $83,930, Cuisine Idéale Inc Sherbrooke Qué $110,421, Dales Inc Montréal Qué $319,246, Diverbec Inc Drummondville Qué $52,631, Dominion Tanners & Wickett & Craig Ltd Winnipeg Man $161,316, Dominion Textile Inc Montréal Qué $2,076,359, Dorothea Knitting Mills Ltd Toronto Ont $237,633, Doubletex Inc & Seagate Investments Ltd Toronto Ont $323,861, Drospo Inc Mégantic-Compton Qué $53,925, Drummex Inc Drummondville Qué $53,167, Ébénisterie Pelletier Inc Grand'Mère Qué $56,010, Entreprises ETMW Ltée (Les) Sherbrooke Qué $248,926, Entreprises Polyclar Inc (Les) Ville d'Anjou Qué $119,588, Extrusion de l'Est Inc Drummondville Qué $60,440, Feldcoma Knitting Mills Inc Ville d'Anjou Qué $170,171, Fibres Armtex Inc Magog Qué $106,852, Foresbec Inc Drummondville Qué $113,460, Frank Heller et Co Ltée Acton Ont $58,184, Futurama Knitting Mills (1971) Ltd Toronto Ont $84,040, Genfoot Inc Montréal Qué $95,578, Glendale Spinning Mills (1981) Ltd Hamilton Ont $443,113, Gordon Yarn Dyers Ltd Montréal Qué $116,801, Grace Knitting (1982) Ltd Montréal Qué $134,740, Grant Emblems Limited Toronto Ont $271,061, Graybec Ltée Shawinigan Qué $73,000, Greb Footwear Mississauga Ont $752,507, Groupe Laperièrre & Verreault Inc Trois-Rivières Qué $78,800, Guelph Elastic Hosiery Co Ltd Guelph Ont $86,699, Harding Carpets Ltd Brantford Ont $750,345, Harley Inc Montréal Qué $424,679, Harvey Woods Ltd Woodstock Ont $447,491, Hector Caya (SEF) Notre-Dame-du-Bon-Conseil Qué $73,936, Huntingdon Mills Ltd Huntingdon Qué $418,542, I Miller Shirts Inc Montréal Qué $214,045, Industries Dettson Inc (Les) Sherbrooke Qué $565,200, Industries Keystone (1970) Ltée Montréal Qué $71,566, Innopack Inc Hawkesbury Ont $455,894, Iroquois Chemicals Ltd Cornwall Ont $59,647, JG Field & Co Ltd Stratford Ont $81,867, JL de Ball Canada Inc Montréal Qué $380,015, J Ostroff & Son Clothing Mfg Co Ltd Montréal Qué $53,864, Jantzen Canada Inc Vancouver C-B $128,411, Jeno Neuman & Fils Inc Ste-Thérèse Qué $267,977, Jérôme Houle & Fils Inc Drummondville Qué $133,489, Jomac Inc Beebe Qué $69,106, Karnuk Marble Industries Inc Cornwall Ont $220,055, Katescorp Inc Montréal Qué $95,539, Kaufman Footwear Kitchener Ont $447,141, Kendall Canada Division CKR Inc Toronto Ont $721,607, Kohler Co Kohler Wisconsin É-U $2,934,440, KRC Rolls (Canada) Inc Hawkesbury Ont $1,125,900, LP Royer Inc Lac Drolet Qué $169,418, La Chemise JML Ltée Edmundston N-B $61,975, Lady Sandra of Canada Ltd Montréal Qué $57,742, Lamoureux & Fils Inc Magog Qué $114,593, Lenox Incorporated Lawrenceville New Jersey É-U $109,613, Les Bois JM Arbour Inc Shawinigan Qué $54,881, Les Camions Inter-Estrie Inc Sherbrooke Qué $116,000, Les Distributions Quimpex Ltée Drummondville Qué $150,913, Les Emballages Cascades Inc Victoriaville Qué

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

$50,641, Les Fromages Princesse Inc Plessisville Qué $55,933, Les Industries C-Mac Inc Sherbrooke Qué $1,351,440, Les Industries ETSG Inc Sherbrooke Qué $89,444, Les Industries Qualitech Inc Cap-de-la-Madeleine Qué $138,573, Les Lainages Victor Ltée St-Victor Qué $261,883, Les Modes Contempra Internationales Ltée St-Léonard Qué $222,622, Les Papiers Peints Berkley Inc Sherbrooke Qué $321,393, Les Pinceaux Universels Clic Inc Matane Qué $74,393, Les Produits de Bois Valco Ltée St-Georges Qué $594,000, Les Tissus Hafner du Canada Ltée Granby Qué $711,186, Les Tricots Harris Inc & Fainer Knitting Inc Montréal Qué $147,858, Les Vêtements de Sport RGR Inc Beauce Qué $147,858, Leslie Belle Ltd and Ellabee Modes Inc Montréal Qué $81,062, L'Hotellier Montrichard Valleyfield Qué $70,388, Lincoln Fabrics Limited St Catharines Ont $70,086, Lingerie C & G Inc Montréal Qué $97,840, Lingerie Patricia (1981) Inc Montréal Qué $53,403, Lowney Inc Sherbrooke Qué $303,198, Lutfy Ltd/Ltée St-Laurent Qué $188,899, M É-U C Promotions Inc Valleyfield Qué $791,772, Main Knitting Mills Inc/Tricots Main Inc Montréal Qué $163,179, Majestic Industries (Canada) Ltd Montréal Qué $113,711, Majorie Hamilton Ltd Vancouver C-B $62,548, Martin Feed Mills Ltd Elmira Ont $521,691, Matador Convertisseurs Cie Ltée Montréal Qué $188,763, McGregor Hosier Mills Toronto Ont $330,000, Mercury Knitting Mills Scarborough Ont $110,656, Métal Expert Inc Shawinigan Qué $141,751, Mister Leonard Ltd Toronto Ont $340,236, Mode Enfantine Kiddo Ltée Montréal Qué $76,183, Moise Cadorette Inc Grand'Mère Qué $95,000, Mr Jax Fashions Inc Vancouver C-B $110,686, Mustad International Group BV Zug Suisse $63,961, MWG Apparel Corp Winnipeg Man $114,610, Nancy G Dress Corp Montréal Qué $53,826, NEI Canada Ltée Montréal Qué $223,979, Niagara Lockport Inc Trois-Rivières Qué $674,526, Nieder Ltée Coaticook Qué $106,163, Nova Scotia Textiles Ltd Windsor N-É $73,463, Nutritherm Inc Sherbrooke Qué $59,412, Omnitex (77) Ltd Montréal Qué $55,772, Pace Setter Swim and Gym Wear Inc Winnipeg Man $215,624, Pantel Inc PM Mfg Ltd Montréal Qué $193,803, Paris Star Knitting Mills Inc Montréal Qué $62,378, Peerless Carpet Corporation Montréal Qué $2,019,035, Pellon Chemotextiles Inc Cornwall Ont $277,341, Phil Carry Sportswear Ltd Toronto Ont $59,620, Produits Carsterntube (1985) Inc Drummondville Qué $89,870, Produits Nautiques Altra Inc Princeville Qué $180,000, Quality Elastics Ltd Montréal Qué $99,219, Quositex Inc Ville d'Anjou Qué $148,441, Rayonese Textile Inc St-Jérôme Qué $137,917, Reliable Hosiery Mfg Inc Montréal Qué $81,749, Rentex Mills Inc Montréal Qué $271,686, Riviera Slacks Inc Toronto Ont $70,140, Rol Manufacturing (Canada) Ltd Laval Qué $641,807, Rosita Shoe (Cda) & Alexandria Footwear Montréal Qué $220,096, Salaison Orford Inc Magog Qué $93,000, San Remo Knitting Mills Inc Montréal Qué $182,630, Satexil (1982) Inc Montréal Qué $925,249, Servaas Rubber Canada Inc Cornwall Ont $159,874, Sheldon (HA) Inc Scarborough Ont $112,622, Silpit Industries Ltd Winnipeg Man $304,005, Sodisco Inc Victoriaville Qué $51,578, Sol Heitner & Fils Inc Montréal Qué $88,831, Souliers La Vallée Inc Beauce Qué $486,256, Standard Knitting Ltd Winnipeg Man $63,845, Stedfast Inc Red Deer Alb $59,732, Structure CQS Inc Trois-Rivières Qué $97,994, Structures Lamerain Inc Drummondville Qué $128,600, Strudex Fibres Ltd Waterloo Ont $295,764, Sun Ice Ltd Calgary Alb $153,804, Tan Jay International Ltd Winnipeg Man $1,926,103, Technova Inc Drummondville Qué $112,500, Tender Tootsies Ltd London Ont $302,799, Terra Nova Shoes Ltd Mississauga Ont $287,456, Tex Dye Industries (1980) Inc Montréal Qué $61,249, Texel Inc St-Elzéar Qué $545,451, Textiles Dionne Inc Ste-Foy Qué $247,172, Texturon Inc Montréal Qué $142,500, The Cambridge Towel Corp Cambridge Ont $369,705, The Hood Company Inc Victoria Ont $84,191, Thona Inc Magog Qué $471,335, Tie/Communications Canada Incorporated Markham Ont $1,407,482, Tiny Tots Knitting Mills Inc Brampton Ont $80,306, Torfeaco Industries Ltd Toronto Ont $139,816, Tri-Star Textiles Ltd Montréal Qué $86,947, Tricot Richelieu Inc Sorel Qué $79,483, Tricots Parktown Inc (Les) Montréal Qué $221,998, Trois-Rivières Remorqueurs Ltée Trois-Rivières Qué $200,000, Tuiles Duromer Canada Inc Magog Qué $431,725, Union Felt Products (Ont) Ltd Downsview Ont $201,551, Unitcast Canada Inc Sherbrooke Qué $79,509, Universal Knitting Ltd Toronto Ont $124,130, Vendair Drummond Ltée Drummondville Qué $75,738, Venmar Inc Drummondville Qué $100,227, Vic Design Inc Victoriaville Qué $61,100, Vinaflex Canada Ltd Hamilton Ont $328,202, Vogue Brassière Inc Willowdale Ont $133,098, Waferboard Corporation Ltd St-Georges-de-Champlain Qué $639,246, Warnaco of Canada Ltd Boinick Division Montréal Qué $92,064, Wescott Fashions Ltd Winnipeg Man $84,139, West Coast Woollen Mills Ltd Vancouver C-B $64,504, Westcan Electrical Manufacturing Inc Brandford Ont $267,629, Western Garment Manufacturing Ltd Winnipeg Man $282,091, Wings Neckwear Ltd Toronto Ont $98,230, 141056 Assoc Canada Inc Montréal Qué $136,521, 2416-5391 Québec Inc Drummondville Qué $368,786.

Contributions pour développer et soutenir la compétence technologique de l'industrie canadienne de la défense, en vue de vendre à l'étranger du matériel de défense ou des articles destinés à la consommation civile $189,206,724—Airborne Gear & Machine Ltd Montréal Qué $252,589, Alta Precision Inc St-Léonard Qué $179,679, Applied Physics Specialties Ltd Don Mills Ont $69,457, Atelier d'Usinage Areli Ltée Montréal Qué $94,999, Atelier d'Usinage B & D Ltée St-Hubert Qué $124,139, ATS Automated Tooling Systems Inc Kitchener Ont $208,236, Bell Helicopter Textron Laval Qué $16,633,791, Bendix Avelex Inc St-Laurent Qué $832,603, Boeing of Canada Ltd Downsview Ont $1,343,612, Bolriet Technologies Carleton Place Ont $216,240, Bombardier Inc Valcourt Qué $1,330,486, Bristol Aerospace Ltd Winnipeg Man $328,057, CAE Electronics Ltd St-Laurent Qué $2,258,519, Calmos Systems Inc Kanata Ont $318,950, Canada Forgings Inc Welland Ont $55,274, Canadair Ltd Montréal Qué $12,132,285, Canadian Marconi Company Montréal Qué $7,893,490, Chicopee Manufacturing Ltd Kitchener Ont $2,088,239, CNC Precision Machining Corp Vancouver C-B $65,900, Cominco Ltd Trail C-B $220,911, Computing Devices Co Div Control Data Ottawa Ont $848,611, Corp d'Usinage Métro Montréal Qué $802,144, Cyclone Manufacturing Inc Mississauga Ont $62,565, Designed Precision Castings Brampton Ont $98,723, Diemaster Tool Inc Mississauga Ont $440,204, Dipix Systems Ltd Nepean Ont $562,913, Donlee Manufacturing Industries Ltd Toronto Ont $405,026, Dowty Equipment of Canada Ltd Ajax Ont $1,160,457, EBCO Industries Ltd Richmond C-B $2,275,396, Ernst Leitz Canada Limited Midland Ont $848,990, EXCO Eng Div of Technologies Ltd Markham Ont $600,691, Fag Bearings Ltd Stratford Ont $75,132, Fathom Oceanology Ltd Mississauga Ont $250,740, Firan Corp Scarborough Ont $89,143, Garrett Manufacturing Ltd Rexdale Ont $1,990,623, General Kinetics Engineering Corp Bramalea Ont $646,932, Gruhle Mfg Ltd Kitchener Ont $209,500, Helix Circuits Inc Montréal Qué $97,167, Toronto Ont $321,820, Hermes Electronics Ltd Dartmouth N-É $1,904,965, Héroux Inc Longueuil Qué $1,357,410, International Submarine Engineering Ltd Port Moody C-B $256,129, ITT Industries of Canada Ltd Whitby Ont $143,552, Leesta Industries Ltd St-Laurent Qué $80,788, Leigh Instruments Ltd Don Mills Ont $446,661, Carleton Place Ont $869,678, Levy-Russell Ltd Toronto Ont $70,696, Liburdi Engineering Ltd Hamilton Ont $138,028, Linamar Machine Ltd Ariss Ont $1,827,058, Litton Systems Canada Ltd Rexdale Ont $8,241,295, MEL Defence Systems Ltd Stittsville Ont $144,442, MIL Vickers Inc Montréal Qué $51,384, MacDonald Dettwiler

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

& Associates Ltd Richmond C-B $7,191,318, Matrox Electronic Systems Ltd Dorval Qué $249,598, MBB Helicopter Canada Ltd Fort Erie Ont $3,411,027, Menasco Aerospace Ltd Oakville Ont $780,793, Microtel Pacific Research Ltd Burnaby C-B $50,000, Myrias Research Corp Edmonton Alb $1,365,221, Optotek Ltd Kanata Ont $266,237, Patenaude Industries Inc Montréal Qué $51,593, Pratt & Whitney Canada Longueuil Qué $70,023,792, Pulsar Circuits Div of Jannock Ltd Pointe-Claire Qué $50,895, Reil Industrial Enterprises Ltd Mississauga Ont $58,150, Rohde & Schwarz Canada Inc Nepean Ont $368,645, Sciex Division of MDS Health Group Ltd Toronto Ont $548,833, Scintrex Ltd Concord Ont $142,957, Shellcast Foundries Inc Montréal Qué $118,054, Spar Aerospace Ltd Ste-Anne-de-Bellevue Qué $6,234,972, Technimeca Ltée St-Laurent Qué $448,326, Telemus Electronic Systems Inc Nepean Ont $82,309, Teutech Industries Inc Guelph Ont $53,942, The de Havilland Aircraft Company of Canada Downsview Ont $19,626,216, UDT Industries Inc Montréal Qué $328,296, Ulstein Maritime Ltd Vancouver C-B $74,688, Unisys Defence Products (Sperry) Winnipeg Man $857,636, Vac Developments Ltd Rexdale Ont $170,608, Vestshell Inc Montréal Qué $108,840, WR Davis Engineering Ltd Ottawa Ont $91,363, Wellington Machine Co Ltd Guelph Ont $135,630, 442711 Ontario Ltd Toronto Ont $500,950.

Contribution à Canadair Ltée Montréal Qué $2,295,984

Contributions en vertu du Programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre $3,986,540—Diffracto Ltd Windsor Ont $128,500, Epton Industries Inc Kitchener Ont $481,532, Gaelic Tech Inc Markham Ont $96,683, Hayes-Dana Inc Thorold Ont $371,060, MacMillan Bloedel Ltd Port Alberni C-B $433,333, Pebra Inc Kitchener Ont $80,152, Rio Algom Ltd Atlas Specialty Steel Tracy Qué $179,786, Valiant Machine & Tool Inc Windsor Ont $259,485, Waterloo Metal Stampings Ltd Kitchener Ont $411,925, Waterville Cellular Products Ltd St-Jérôme Qué $887,233, WCI Manufacturing Ltd Mississauga Ont $290,354.

Contributions en vertu du Programme de développement économique des autochtones $42,734,904—ACR Systems Inc Surrey C-B $142,331, All Nations Trust Company Kamloops C-B $100,000, Artic Co-Operative Ltd Winnipeg Man $150,000, Ashcroft Band Development Corp Ashcroft C-B $265,000, Assoc of Reserves for Improving Social Economics Lambeth Ont $775,650, Bay St George Indian Economic Development Corp Port-au-Port T-N $61,290, Bella Bella Bowling Lanes Port Hardy C-B $87,174, Big Sand Lake Lodge Ltd Winnipeg Man $592,441, Blanche MacDonald Inc Vancouver C-B $81,022, Canadian Council for Native Business Toronto Ont $100,000, CGLS Holdings Coquitlam C-B $318,769, Chief Dan George Memorial Foundation Vancouver C-B $125,862, Conseil Attikamek-Montagnais Inc Village-des-Hurons Qué $147,505, FDB Holding Corp Meadow Lake Sask $222,296, Gillam Cleaning Centre Inc Gillam Man $396,000, Herman Edward Styres Ohsweken Ont $153,500, Hilltop Construction Ltd Cambridge N-É $80,548, Ilagiiktut Ltd Eskimo Point TN-O $375,000, Indian Agricultural Program of Ontario Lambeth Ont $1,556,670, Inuit Communications Systems Ltd Ottawa Ont $55,820, Iskut Indian Band Iskut C-B $169,929, Jean Rock Simon Laval Qué $146,300, Kaska Dena Council Watson Lake TY $92,814, Keewatin Tribal Council Thompson Man $131,091, Ki-Wi-Ci-Ti-Min Development Group Inc Ashern Man $83,971, Kitasoo Band Store Ltd Vancouver C-B $248,353, Labrador Inuit Development Corp Goose Bay Labrador $1,102,356, Libau Trading Post Inc Winnipeg Man $257,450, Manitoba Indian Agriculture Program Winnipeg Man $1,975,000, Marcel Sidui Village-des-Hurons Qué $121,870, Mermaid Oyster Producers Ltd Powell River C-B $192,250, Metis Economic Development Foundation Regina Sask $1,200,000, Mikmakik Development Corp Truro N-É $68,602, Montreal Lake Development Corp Montreal Lake Sask $77,331, Moricetown Indian Band Moricetown C-B $158,200, Naskapi Band Council Montréal Qué $115,135, Native Business Summit Foundation of Canada Toronto Ont $396,000, Native Council of Canada Ottawa Ont $73,000, Nishnawbe-Aski Development Fund Toronto Ont $3,025,550, Nisto Development Authority Inc The Pas Man $102,690, Northwest Hospitality Ltd Sault Ste Marie Ont $240,249, Nunasi Corp Ottawa Ont $113,990, NWT Cooperative Business Development Fund Yellowknife TN-O $4,759,776, Ontario Metis & Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $335,607, Ookpik Air Ltd Kuujjuak Qué $61,000, Ozhushk-Onegaming Corp Kenora Ont $154,077, PADC Transportation Ltd Prince Albert Sask $123,593, Parc du Rocher Fendu (Le) Hull Qué $264,439, Paul Kenneth Francis Castle Bay N-É $100,000, Peigancraft Ltd Brocket Alb $150,000, PGN Reproductions Ltd Saskatoon Sask $75,000, Prince Albert Development Corp Prince Albert Sask $83,870, Pukatawagan Development Corp Winnipeg Man $382,210, Richland Planer Mill Inc Vernon C-B $90,250, Kewayosh Wallaceburg Ont $77,692, Saskatchewan Indian Arts/Crafts Corp Regina Sask $50,000, Saskatchewan Indian Equity Foundation Regina Sask $1,300,000, Saskatchewan Indian Loan Company Ltd Regina Sask $1,300,000, Saskatchewan Native Economic Development Regina Sask $2,039,860, SDC Development Corp Saskatoon Sask $101,266, Settlement Investment Corporation Edmonton Alb $1,575,000, Shawny Express Ltd Winnipeg Man $153,000, Shekoncike Inc Winnipeg Man $966,551, Southeast Resource Development Council Inc Winnipeg Man $77,000, Sumas Clay Products Ltd Abbotsford C-B $254,200, Taltan Nation Development Corp Terrace C-B $97,951, Tanizul Timber Ltd Fort St James C-B $730,596, Triple T Enterprises 1986 Ltd Regina Sask $642,213, Ulnooweg Development Group Inc Eskasoni N-É $1,342,743, Wabanaki Enterprises Inc Fredericton N-B $358,310, Waskaganish Enterprise Development Corp Montréal Qué $108,000, Yukon Indian Arts & Crafts Co-Operative Whitehorse TY $1,759,850, 359030 Alberta Ltd Calgary Alb $3,000,000, 653121 Ontario Inc Toronto Ont $999,000, 72902 Manitoba Ltd Winnipeg Man $300,000, 74018 Manitoba Ltd Thompson Man $131,091, 74713 Manitoba Ltd Winnipeg Man $998,559.

Contributions en vue d'appuyer le Programme de développement industriel lié au transport dans l'Ouest $6,749,307—AGRA Industries Ltd Saskatoon Sask $220,698, Carlea Alfalfa Processors Aylsham Sask $70,546, City Bread Co Ltd Winnipeg Man $111,136, Custom Agriculture Services Inc Saskatoon Sask $52,883, Datacopi Inc Regina Sask $124,373, Develcon Electronics Ltd Saskatoon Sask $865,857, Edmonton Potato Growers (1971) Ltd Edmonton Alb $101,250, Gus Bader & Son Agri Products Inc Moose Jaw Sask $119,783, Heli-Fab Ltd Winnipeg Man $86,693, Industrial Machine & Mfg Ltd Saskatoon Sask $67,314, Inspira Systems Ltd Edmonton Alb $89,844, Lawtek Computer Systems Inc Saskatoon Sask $73,726, Mercury Graphics Corporation Saskatoon Sask $131,305, Permatrack Systems Inc Vancouver C-B $68,384, Prairie Malt Ltd Biggar Sask $65,909, Saskatoon Oilfield Man Ltd Partnership Saskatoon Sask $83,285, SED Systems Inc Saskatoon Sask $1,607,662, Springhill Farms Limited Neepawa Man $973,125, Standard Tube Can Ltd Winnipeg Man $80,325, Sullivan Strong Scott Ltd Winnipeg Man $88,704, Sunland Industries Co Ltd Edmonton Alb $95,588, Town and Country Meats (1986) Ltd Estevan Sask $52,905, Univision Industries Ltd Biggar Sask $103,199.

Contributions pour l'achat d'équipement en ce qui a trait à la construction de navires commerciaux et de bateaux de pêche, et pour venir en aide à l'industrie de la construction navale $13,806,658—Allied Shipbuilders Ltd Vancouver

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

C-B $1,608,500, Canadian Shipbuilding & Engineering Ltd Collingwood Ont $389,169, Marine Atlantic Moncton N-B $1,693,741, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $208,310, Port Weller Dry Docks St Catharines Ont $111,772, Saint John Shipbuilding Ltd Saint John N-B $4,292,741, Versatile Davie Inc Lévis Qué $1,473,008, Versatile Pacific Shipyard Inc Vancouver C-B $3,896,684.

Contributions en vertu du Programme de projets spéciaux de relance $4,149,726—Community Improvement Corp Fredericton N-B $2,759,528, District of Tofino Tofino C-B $79,677, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $1,269,797.

Contributions en vertu de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole—Spécial ARDA $18,908,957—Alexandria Indian Band Quesnel C-B $128,709, Alkali Lake Indian Band Alkali Lake C-B $55,151, Arctic Fishing Lodges and Outfitters Yellowknife TN-O $61,637, Assu (Brian) Campbell River C-B $52,000, BC Aboriginal Peoples Fisheries Commission Vancouver C-B $168,531, Beluga Transportation Equipment Purchase Inuvik TN-O $68,250, Black Tower Pizza Restaurant Beauséjour Man $67,791, Canadian Executive Services Overseas Vancouver C-B $57,833, Canadian Pickles Corporation Stony Mountain Man $52,000, Canoe Creek Indian Band Dog Creek C-B $155,200, Cardeager Ford Mercury Sales Ltd Roblin Man $110,977, Chickite Ken Quathiaski Cove C-B $55,200, Chief Dan George Memorial Society Vancouver C-B $140,969, Crosley (Willis Arthur) Delta C-B $52,000, Corporation of the Village of Lillooet Lillooet C-B $250,000, Dakota Manufacturing Ltd Portage La Prairie Man $82,101, Dan-Way Transportation Ltd Winnipeg Man $50,823, Debbie's Confectionary Ltd Prince Albert Sask $56,950, Dena Ku Company Ltd Whitehorse TY $50,000, Denendeh Development Corp Yellowknife TN-O $66,651, Dick (Ralph) Campbell River C-B $55,161, Dwyer's Store Wabowden Man $60,701, Elliott (Robert Edmund) Ladysmith C-B $60,000, Enokhok Development Corp Cambridge Bay TN-O $96,357, Eskimo Point Lumber/Airport Services Ltd Eskimo Point TN-O $54,200, Everett's Truck Stop Ltd Meadow Lake Sask $84,786, Federation of Saskatchewan Indians Saskatoon Sask $57,542, Fisher River Personal Care Koostatak Man $176,605, Fort Norman Contracting (1986) Ltd Fort Norman TN-O $125,000, Fort Norman Metis Enterprises Ltd Fort Norman TN-O $57,075, Fort Smith HTA Fort Smith TN-O $147,650, Freida Loutit Hay River TN-O $53,200, Gilbert T Quock Whitehorse TY $70,500, Gitwangak Band Council Kitwanga C-B $460,745, God's Country Lodge Ltd God's River Man $75,455, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,622,630, Hartley Bay Band Whistler C-B $194,598, Hesquiaht Indian Band Tofino C-B $58,873, Holman Eskimo Co-Operative Holman Island TN-O $71,620, Huntinghawk Enterprises Erickson Man $92,950, Ikahauk Co-operative Ltd Sachs Harbour TN-O $132,999, Island Equipment Ltd Pangirtung TN-O $125,000, Kingo-Ans Sporting Goods Thompson Man $67,180, Kitsaki Development Corp La Ronge Sask $55,133, Klein Margaret and Eugene Pelican Narrows Sask $56,835, Kossack's Allied Hardware Ltd Teulon Man $109,049, Lafreniere Logging Winnipegosis Man $68,172, Lake Manitoba Narrows Lodge Oakview Man $52,703, Liard Logging Corp Watson Lake TY $65,824, Loon Air Ltd Fort Smith TN-O $100,918, Manton Building Supplies (1986) Ltd Fort Smith TN-O $225,000, Minister of Finance of Manitoba Winnipeg Man $727,466, Montréal Lake Band Enterprises Ltd Montréal Lake Sask $58,643, Mowat Sales Ltd Norway House Man $78,054, Muskego Air Ltd Norway House Man $87,220, Nemiah Valley Indian Band Nemiah Valley C-B $124,580, North Thompson Feed Lots Ltd Kamloops C-B $59,000, Northern Breed Log Builders Fort Resolution TN-O $67,030, Nunasi Corp Ottawa Ont $85,137, Parland Sleds & Wheels Dauphin Man $109,059, Pashe Transport Inc (TBI) Portage la Prairie Man $68,110, Paul Brothers Welding Ltd Yellowknife TN-O $65,000, Polar Oils Ltd La Loche Sask $72,018, Province of Saskatchewan Regina Sask $291,311, Quillik Investment Corp Frobisher Bay TN-O $126,950, Sandy Lake Band Shell Lake Sask $68,341, Shild Ranch & Riding Stables Shild Man $61,111, Shirley's Restaurant Flin Flon Man $74,420, Stony Rapids Indian Band Black Lake Sask $116,450, Stuart-Trembleur Band Youth Org Fort St James C-B $119,556, Tahltan Band Council Telegraph Creek C-B $60,524, Tahltan Tribal Council Telegraph Creek C-B $79,052, Target North Services Ltd Fort Smith TN-O $55,000, Tena Marketing Ltd Whitehorse TY $55,000, Tooma & Leonard Netser Coral Harbour TN-O $51,500 Toosey Indian Band Kitwanga C-B $177,593, Tugalik Ltd Eskimo Point TN-O $64,188, Tununiq Properties Ltd Pond Inlet TN-O $90,000, Turjormivik Hotel Igloolik TN-O $72,500, Two Nation Society Inc North Battleford Sask $60,424, V & L Doke Holdings Ltd North Battleford Sask $72,880, Western Indian Agricultural Corp Ltd Vancouver C-B $66,164, White Bear Lake Development Carlyle Sask $65,414, Williams Lake Indian Band Williams Lake C-B $84,936, Wilson (Barbara J) Masset C-B $51,383, Winder's Moving (1986) Ltd North Battleford Sask $82,394, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $207,259, 129888 Canada Inc Inuvik TN-O $180,000, 821423 NWT Holdings Norman Wells TN-O $59,000, 861969 NWT Ltd Yellowknife TN-O $59,000.

Contributions pour le développement touristique $3,411,281—Auberge du Parc Paspébiac Qué $75,371, Centre Naturanimo Vallée Matapédia Inc St-Cléophas Qué $105,419, Château de Rêves (RDL) Inc Rivière-du-Loup Qué $197,953, Check Inns Ltd Halifax N-É $117,898, Comité des Loisirs de St-Hubert Inc St-Hubert Qué $74,633, Conference Board of Canada Ottawa Ont $200,000, Gestion GAM Inc Amqui Qué $52,511, Les Entreprises Jocnel Ltée Matane Qué $103,360, Metro Toronto Visitors & Convention Assoc Toronto Ont $250,000, Motel Fraser Inc Pabas Mills Qué $53,973, Motel Levesque Inc Rivière-du-Loup Qué $145,053, Parc du Mont-Comi Inc St-Donat-de-Rimouski Qué $505,300, Station Val d'Irène Inc Ste-Irénée Qué $541,014, Winnipeg Image Now Incorporated Winnipeg Man $149,000, World Tourism Organization Madrid Espagne $138,948.

Contributions au Fonds de secours Barrie $299,498—John A Cockburn Barrie Ont $53,358, Tews Investments Ltd Barrie Ont $71,607, Weston Bakeries Barrie Ont $75,000.

Contributions à Opportunités Canada $220,000—Canadian Marketing Group Ltd Mississauga Ont $220,000.

Contributions à «TIEM Canada» $2,796,954—The Innovation & Entrepreneur Management Corp Mississauga Ont $2,796,954.

Contributions à Pétromont Inc $19,211,264— Pétromont Inc Montréal Qué $19,211,264.

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada $1,988,151— Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $1,988,151.

Contributions en vertu du Programme des industries de services $779,246—Institute for Research on Public Policy Victoria C-B $299,679, The Fraser Institute Vancouver C-B $479,567.

Contribution à Corporation Rendez-Vous'87 $1,170,000—Corporation Rendez-Vous'87 Québec Qué $1,170,000.

Contribution à Air Bras D'Or $2,036,632—Air Bras D'Or Ltd Sydney N-É $2,036,632.

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Contribution au Conseil économique des provinces de l'Atlantique $126,300— Conseil économique des provinces de l'Atlantique Halifax N-É $125,000.

Contribution à la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador $180,000—Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N $180,000.

Contributions au Programme Pensons canadien $491,890— Canadian Advanced Technology Assoc Ottawa Ont $93,313, Canadian Assoc of Data & Professional Service Organizations Toronto Ont $79,174, Canadian Manufacturers Assoc Toronto Ont $80,000, CCFM Promotions Inc Ottawa Ont $59,321.

Contributions en vertu du Programme de mise en valeur de la Technologie $6,616,263—Alberta Laser Applied Science & Engineering Research Institute Edmonton Alb $369,424, Applied Microelectronics Halifax N-É $200,000, Atlantic Coal Institute Sydney N-É $350,000, Atlantic Institute of Biotechnology Halifax N-É $665,188, BC Microelectronics Society Burnaby C-B $100,000, CADMI Microelectronics Inc Fredericton N-B $100,000, Canadian Centre for Advanced Instrumentation Saskatoon Sask $200,000, Canadian Industrial Innovation Centre Waterloo Ont $1,000,000, Canadian Institute of Fisheries Technology Halifax N-É $200,000, Canadian Plastics Institute Don Mills Ont $200,000, Centre for Frontier Engineering Research Edmonton Alb $200,000, Centre Innovation Industrielle Montréal Qué $1,043,128, Conseil de l'Industrie de l'Hydrogène Montréal Qué $149,736, Industrial Applications Microelectronics Winnipeg Man $100,000, NB Research and Productivity Council Fredericton N-B $402,455, Ontario Centre for Advanced Manufacturing Rexdale Ont $78,795, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $475,000, University of Toronto Toronto Ont $200,000, Waterloo Centre for Process Development Waterloo Ont $337,892.

Contributions en vertu du Programme de recherches des possibilités technologiques en Europe $22,891

Paiements d'ententes-cadres de développement $146,858,218—AJ Holleman Engineering Ltd St John's T-N $145,831, Abitibi-Price Inc Grand Falls T-N $1,452,098, Acadian Seaplants Ltd Dartmouth N-É $215,189, Acanada Wild Rice Company The Pas Man $73,936, Advanced Education and Manpower La Ronge Sask $75,000, Agriborealis Ltd Yellowknife TN-O $114,092, Almicro Electronics Inc Winnipeg Man $54,050, Anchor Inn Motel (1984) Ltd Twillingate T-N $56,204, Art Fong Holdings Ltd Carbonear T-N $78,214, Atlantic Microbiology Ltd Saint John NB $424,276, Auberge Mont-Gabriel Inc Mont-Rolland Qué $374,645, Big Valley Developments Inc Regina Sask $77,819, Bombardier Inc Montréal Qué $1,616,130, Brooke Ocean Technology Ltd Halifax N-É $105,557, Buckingham's Machinery Fabricating Work St John's T-N $53,395, CMP/Barnard Associates Toronto Ont $160,657, Canada Mortgage and Housing Corp Winnipeg Man $1,190,954, Cartel Electronics Inc Moose Jaw Sask $50,000, Cascades Inc East Angus Qué $466,760, Jonquière Qué $188,144, Kingsey Falls Qué $199,765, Centre de Ski et Développement Mont St-Sauveur St-Sauveur-des-Monts Qué $655,248, CF Environmental Systems Ltd Halifax N-É $100,000, City of Winnipeg Winnipeg Man $1,042,052, Club du Tremblant (1985) Inc Mont-Tremblant Qué $113,850, Community Improvement Corp Fredericton N-B $4,589,622, Compagnie de Papier QNS Ltée (La) Baie-Comeau Qué $228,196, Compagnie James Maclaren Ltée (La) Buckingham Qué $1,230,031, Consolidated-Bathurst Inc Montréal Qué $1,196,234, Corner Brook Pulp & Paper Ltd Corner Brook T-N $10,835,643, Cortech Systems Ltd Saskatoon Sask $466,352, Cross Lake Indian Band Cross Lake Man $50,985, Crown Forest Industries Ltd Vancouver C-B $2,220,259, Deerhurst Resorts Ltd Huntsville Ont $637,799, Department of Culture Recreation and Youth St John's T-N $70,227, Department of Development & Tourism St John's T-N $2,439,397, Detroit Diesel Allison Indianapolis Ind É-U $147,000, Dominion Diving Limited Dartmouth N-É $138,996, Domtar Inc Montréal Qué $8,551,191, Donohue Inc Québec Qué $1,126,897, EB Eddy Forest Products Ltd Ottawa Ont $681,206, EDA Secrétariat Administration Yellowknife TN-O $95,655, Entreprises de Stoneham Inc (Les) Stoneham Qué $433,055, Fishery Products International Ltd Burin T-N $2,896,846, Flying Dust Band Meadow Lake Sask $86,913, Focal Marine Ltd Bedford N-É $340,160, Gateway Assoc for Transportation & Employment Port-aux-Basques T-N $59,192, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,615,287, Grand Prix Labatt du Canada (Le) Montréal Qué $75,000, Grove Telecommunications Ltd St John's T-N $174,116, Helgi Einarsson Gypsumville Man $107,430, Himont Canada Inc Mississauga Ont $2,255,043, Horseshoe Valley Resort Barrie Ont $445,481, Hospitality Newfoundland and Labrador St John's T-N $95,316, Hotel Gander Ltd Gander T-N $180,000, Innovative Research Inc Regina Sask $92,605, Instant Foods Inc Winnipeg Man $245,625, Interscience Industries Group Ltd Regina Sask $200,000, J Kneeland Montréal Qué $328,164, James Paul August Winnipeg Man $85,800, Ki-Wi-Ci-Ti-Min Development Group Inc Ashern Man $60,479, Kikinak Friendship Centre La Ronge Sask $158,714, Kitsaki Development Corp La Ronge Sask $83,914, KWV Lodges Ltd Whitehorse TY $125,000, La Compagnie Price Ltée Québec Qué $62,634, La Ronge Region Community College La Ronge Sask $65,017, Ma-Mow-We-Tak Friendship Centre Inc Thompson Man $72,401, MacDonald Dettwiler & Associates Ltd Richmond C-B $704,359, Maclaren Plansearch Ltd Halifax N-É $90,861, Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc Thompson Man $57,330, Manitoba Registered Trappers Assoc Grand Rapids Man $50,720, Manucab Ltd Toronto Ont $918,309, Martec Ltd Halifax N-É $52,160, Marystown Shipyard Ltd Marystown T-N $375,675, Matheson Island Community Council Matheson Island Man $65,000 Meewasin Valley Authority Saskatoon Sask $85,756, Melville Shipping Ltd Ottawa Ont $630,452, Metik Enterprises Ltd Berens River Man $93,348, Metocean Data Systems Limited Dartmouth N-É $51,536, Mid-North Development Corp Cross Lake Man $303,847, Mill River Fun Park Ltd Alberton Î-P-É $74,935, Moncton Developmenmt Initiatives Board Moncton NB $200,000, Mont-Blanc Ski Resort Mont-Blanc Qué $316,315, National Petroleum & Marine Cons Ltd St John's T-N $303,003, Newfoundland Ocean Industries Ltd St John's T-N $56,009, NL Chem Canada Inc Montréal Qué $2,700,000, Nordco Ltd St John's T-N $130,429, Norsk Hydro AS Montréal Qué $250,000, North East Community College Creighton Sask $59,586, North End Women's Centre Winnipeg Man $73,391, Northeast Economic Development Assoc Sandy Bay Sask $61,023, Northern Assoc of Community Councils Winnipeg Man $146,433, Northern Lights Lodge Ltd Flin Flon Man $52,858, Northern Metis Investments Inc Thompson Man $54,365, Northern Saskatchewan Outfitters Assoc Prince Albert Sask $131,609, Northland Processors Inc Saskatoon Sask $380,333, Norway House Indian Band Norway House Man $60,272, Norway House Logging & Milling Ltd Norway House Man $170,233, Orion Electronics Ltd Church Point N-É $92,030, Papiers Perkins Ltée (Les) Candiac Qué $256,551, Percy and Irene Okimow God's River Man $76,620, Physical Distribution Advisory Service Moncton NB $400,000, Points North Freight Forwarding Inc La Ronge Sask $72,384, Province de: Alberta Edmonton Alb $2,873,253, Colombie Britannique Victoria C-B $2,919,244, Manitoba Winnipeg Man $10,543,037, Terre-Neuve St John's T-N $6,139,321, Nouvelle-Écosse Halifax N-É $18,519,399, Ontario Toronto Ont $457,236, Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $4,975,716, Saskatchewan Regina Sask $361,592, Pukatawagan Development Corp Pukatawagan

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Suite*

Man $91,000, Quantified Signal Imaging Inc Toronto Ont $51,498, Rainbow Valley Ltd Kensington Î-P-É $72,951, Reed Inc Québec Qué $226,857, Regina Centre Hotel Ltd Partnership Vancouver C-B $256,012, Regina Convention & Visitors Bureau Regina Sask $97,811, Rolland Inc Montréal Qué $74,040, Saskatchewan Indian Agriculture Program Regina Sask $51,899, Saskatchewan Indian Community College Saskatoon Sask $65,295, Saskatchewan Wild Rice Council Inc La Ronge Sask $230,289, Saskatoon Visitor & Convention Bureau Saskatoon Sask $93,257, Sci-Tec Instruments Inc Saskatoon Sask $174,480, Scientific Instrumentation Ltd Saskatoon Sask $90,000, Seakem Oceanography Ltd Bedford N-É $86,087, Seastar Instruments Ltd Bedford N-É $205,133, Secrétariat aux Affaires Intergouvernementales Québec Qué $7,021,220, Seimac Ltd Bedford N-É $104,557, Soucy Inc (FF) Rivière-du-Loup Qué $786,016, St Lawrence Fluorspar Limited St Lawrence T-N $3,111,796, St Anne-Nackawic Pulp & Paper Co Ltd Nackawic N-B $245,579, Station de Ski Bromont Inc Bromont Qué $566,470, Stewart J Clatworthy Winnipeg Man $176,257, Survival Systems Ltd Dartmouth N-É $61,435, Systems Engineering Ltd St John's T-N $164,591, Tembec Inc Temiscaming Qué $301,606, The Corporation of the Town of Pasadena Pasadena T-N $93,000, Town of La Ronge La Ronge Sask $87,079, Travel Industry Assoc NWT Yellowknife TN-O $157,500, Trinity Loop Enterprises Ltd Trinity Bay T-N $78,429, Waterhen Wood Bison Ranches Ltd Skonan Man $158,389, West Side Community College Beauval Sask $437,724, Western Glove Works Ltd Winnipeg Man $1,140,000, Willann Investments Ltd Collingwood Ont $1,240,694, Winnipeg Core Area Initiative Winnipeg Man $794,864, Wooley Dale & Dingwall In Trust Toronto Ont $477,405, Yukon Territorial Government Whitehorse TY $733,905, 96692 Canada Ltd Bromont Qué $222,300.

Paiement de pertes en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises $37,060,173—Bank LEUMI Le Israel (Canada) for 137101 Canada Inc Montréal Qué $64,135, Bank of British Columbia for Mount Arrowsmith Soils Ltd Richmond C-B $99,031, Bank of Montréal for 115695 Canada Ltd Montréal Qué $79,408, 123960 Canada Inc St-Laurent Qué $54,710, 131861 Canada Inc Laval Qué $97,826, 273545 Alberta Ltd Edmonton Alb $75,786, 91074 Canada Ltd Montréal Qué $71,345, Accommodation Rejean Inc Québec Qué $79,934, Astral Food Products Inc Toronto Ont $71,420, Bar 226 (1983) Inc Amqui Qué $104,507, Brownies Fried Chicken Lethbridge Alb $60,951, Candentina Investments Ltd Saskatoon Sask $59,497, CFH Donuts Inc Montréal Qué $73,325, Credit Rectrac Inc Sept-Îles Qué $56,294, Dan-Am Investment & Management Ltd Vancouver C-B $101,186, Dick's Paving Ltd Victoria C-B $100,502, Dixon Valley Developments Ltd Kamloops C-B $62,821, Enfoprise Inc St-Laurent Qué $56,662, Epicerie Super Service Inc Thetford Mines Qué $53,309, Estevan Air Services Ltd Estevan Sask $54,945, Felortech Internationale Ltée Québec Qué $104,548, Fleuriste Quatre Saisons Inc Québec Qué $56,089, Fruits à Tout Enrg Ste-Foy Qué $74,251, GCL Trucking Merritt C-B $59,773, Georges & Marion Ritchie/Lakeside Motel Nelson C-B $108,980, Gestion Informatique Manic (GIM) Inc Baie-Comeau Qué $58,703, Gorge Food Services Ltd Victoria C-B $52,582, Gray Formby At The Wharf Ltd Vancouver C-B $84,590, Hicks Dennis Langley C-B $63,766, Hofbrauhaus Holdings Ltd Edmonton Alb $73,057, Holt Enterprises Ltd Regina Sask $75,875, Linda Dufours T/A Robins Donuts Regina Sask $62,622, MacLay Holdings (Abbotsford) Ltd Abbotsford C-B $98,464, Magnetic Reclaimers Ltd Toronto Ont $80,469, Marché LGR Inc Québec Qué $72,155, Marché Saxby Enrg Granby Qué $74,095, Mullins Enterprises Ltd Kelowna C-B $86,245, Olga Tiessen Surrey C-B $54,236, On Site Concrete Services Ltd Kelowna C-B $67,977, PAB Ltd Grand Falls T-N $61,232, Shir-Al Holdings Ltd Vernon C-B $102,847, The Three Kids Holdings Ltd North York Ont $115,559, Theresa Felker COB Body Boutique Hamilton Ont $61,505, Valleymaid Foods Ltd Castlegar C-B $67,506, Wells General Store (1980) Ltd Quesnel C-B $78,640, Bank of Nova Scotia for 129661 Canada Inc Val d'Or Qué $69,361, Bush Walk Timber Inv Thunder Bay Ont $83,878, Ceasar Nassie Vanier Ont $89,702, JBR Enterprises Ltd Kentville N-É $71,131, Représentation Professionnelle Spécialisée RPS Inc Valleyfield Qué $91,258, Revolution Records and Tapes Inc Vancouver C-B $60,413, Ricci Arnaldo Ottawa Ont $73,404, Banque D'Épargne pour 2171-3003 Québec Inc Laval Qué $53,100, Poulardière et Tournebroche Inc St-Léonard Qué $78,175, Prisme des Meubles et des Objets Inc Laval Qué $63,781, Caisse Populaire pour 2157-0726 Québec Inc Drummondville Qué $61,717, Atelier d'Usinage CGS Inc St-Félix-de-Kingsey Qué $58,554, Bar 64 Inc Trois-Pistoles Qué $59,263, Boulangerie JP&A Trudel Inc Joliette Qué $93,218, Imprimerie Anjou Inc Montréal Qué $55,419, Les Papiers Finesse Inc Jonquière Qué $56,491, Les Serres VA-RO Enr Chicoutimi Qué $63,206, Meubles Amqui 1984 Inc Amqui Qué $62,448, Canada Trust for 562498 Ontario Ltd c/o Paddy O'Brien's Restaurant Burlington Ont $112,094, Canadian Imperial Bank of Commerce for 131362 Canada Ltd Ottawa Ont $85,142, 495430 Ontario Ltd Toronto Ont $52,689, 517492 Ontario Ltd o/a Jay Dee's Restaurant Toronto Ont $65,426, Ameco Mfg & Industrial Ltd Delta C-B $56,191, BSB Nine Enterprises Ltd Trail C-B $65,975, CAS Research Corp Victoria C-B $77,757, Case Pedro Restaurant Ltd Calgary Alb $60,300, Centre de Végétation Jonquière Inc Chicoutimi Qué $115,295, Consulter Canada Ltd Vancouver C-B $55,934, Danny's Sport Shop Ltd Watson Lake TY $52,037, Distribution GF Ceasar Inc Lévis Qué $139,980, Dumancic Entreprises Ltd Richmond C-B $52,151, Fotam Enterprises Ltd Edmonton Alb $91,600, Galloco's Restaurants Ltd Toronto Ont $59,485, Genie Amusements (1983) Ltd Lloydminster Sask $78,645, Giesbrecht Earl Rosthern Sask $55,737, Houle Jean-Lévis St-Ferdinand-d'Halifax Qué $60,612, Kun-Sik Choi T/A Choi Video Toronto Ont $110,064, K-Zar Enterprises Ltd Delta C-B $64,987, La Grotta Enterprises Inc Regina Sask $77,265, Lakeland Foods Inc Lloydminster Sask $57,431, Les Investissements Lelus Inc Montréal Qué $63,481, Mills Inc Toronto Ont $98,817, Mobile Carpet Cleaners (1982) Ltd Vancouver C-B $50,152, Monte Carlo Investments Ltd & Kavoukis Enterprise Ltd o/a Four Seasons Motor Inn Kelowna C-B $91,320, Mr Meatpie Inc Westdale Ont $64,195, M&G Service Station Ltd Lewisport T-N $60,072, Nashibo Enterprises Ltd Kelowna C-B $60,027, PEI Mussel King Inc Montague Î-P-É $107,206, Philin's International Franchising Ltd Ottawa Ont $86,348, Sapper's Bridge Restaurant Ltd Ottawa Ont $92,665, Scott Evans-Scotties Entertainment Centre Coronach Sask $81,367, Temasco Holdings Ltd o/a Beefsters Mississauga Ont $138,093, Transcorp Holdings Ltd Calgary Alb $56,606, Video Vending Kelowna C-B $51,463, Wager Investments Ltd Kamloops C-B $104,162, Yonge-Steels Ltd Partnership York Ont $91,376, Continental Bank of Canada for 2160-9029 Quebec Inc Granby Qué $56,960, National Bank of Canada for 127540 Canada Inc St-Jean Qué $69,218, 132569 Canada Inc Montréal Qué $68,213, 132598 Canada Inc Neufchatel Qué $70,187, 2158-8751 Quebec Inc-Bar/Salon Ti-Québec Rimouski Qué $95,376, 2316-5251 Quebec Inc Québec Qué $86,162, Bar La Nonnerie Ltd St-Joseph-du-Lac Qué $113,669, Boulangerie du Boulevard (1984) Inc St-Léonard Qué $70,277, Brasserie Champlain Enrg Trois-Rivières Qué $96,210, CDM Canada Ltée St-Léonard Qué $90,807, Club de Raquetball Manicouagan Inc Hauterive Qué $51,492, Doris Germaine Mode Elle & Lui Inc Ste-Foy Qué $89,104, Entreprises Immobilières Rivest Lafortune Joliette Qué $72,221, Etape Super Cantine Inc Ville de Tracy Qué $54,352, Fernance Girard Joliette Qué $65,439, Galley of

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—*Fin*

Suits Ltd Moncton N-B $57,858, Investissements Sofal Ltée Longueuil Qué $84,600, Les Entreprises Gaston St-Louis Inc Mont-Laurier Qué $67,630, Les Entreprises Gérard Lacelle Inc Alma Qué $74,702, Les Entreprises Murales Chambly Ltée St-Bruno Qué $57,113, Les Placements RSW Inc Montréal Qué $65,288, Marché D'Alimentation LT Inc Ste-Foy Qué $67,832, Marché JP Inc Carleton Qué $56,558, Patisserie du Boulevard (1984) Inc St-Léonard Qué $81,336, Pneus Portage Inc St-Félicien Qué $52,642, Restaurant Onaassis Inc Montréal Qué $64,501, Saint John Seafood Diner Inc Saint John N-B $60,998, Studio D'Enregistrement Crea-Son Inc Brossard Qué $65,915, Tourbière Michel Légaré & Fils Donnacona Qué $50,114, VivaFoods Inc/Zesta Restaurant Montréal Qué $89,449, Vrac Pac STL Inc Dorval Qué $85,734, Royal Bank of Canada for 124574 Canada Inc Candiac Qué $52,223, 126148 Canada Inc Hull Qué $71,165, 127765 Canada Inc Laval Qué $88,406, 132184 Canada Inc St-Léonard Qué $84,655, 133294 Canada Ltd Ste-Foy Qué $103,819, 1862-0666 Quebec Inc Trois-Rivières Qué $66,037, 2158-8348 Quebec Inc Valleyfield Qué $73,992, 305740 Alberta Ltd o/a Chameleon Restaurant Calgary Alb $84,387, 306655 Alberta Ltd Calgary Alb $54,361, 307663 Alberta Ltd Lloydminster Sask $51,374, 391356 Ontario Ltd Toronto Ont $51,509, 476825 Ontario Inc Toronto Ont $51,813, 565618 Ontario Ltd Hamilton Ont $63,866, 62872 Manitoba Ltd (Valley Auto Body) Minnedosa Man $59,011, AJJ Boehem Enterprises Ltd Stephenville T-N $108,584, Alnaf Food Corp Scarborough Ont $101,219, Armstrong Lanes Ltd Vernon C-B $87,503, Bader's Dutch Bisuits Ltd Vancouver C-B $64,350, Bardell Enterprises Inc Port Coquitlam C-B $77,713, Big Valley Foods Ltd Elkford C-B $98,430, Bois et Branches Vai Racine Inc Sherbrooke Qué $58,904, Brass Rail Enterprises (1979) Ltd Kamloops C-B $71,039, Cambridge Dunbrick Ltd Erin Ont $85,451, Canyon View Collision Ltd Revelstoke C-B $60,508, Chinatown Photo King Inc Vancouver C-B $64,031, Ciccio's Italian Ice Cream Parlour Ltd Kelowna C-B $55,094, Columbia Vending Services Ltd Kamloops C-B $107,897, Cool Food Holdings Ltd Penticton C-B $100,779, Corbuch Enterprises Ltd Weston Ont $96,226, Crisbro Holdings Ltd Regina Sask $67,543, Dapko Holdings Ltd Kelowna C-B $59,999, D Rolfe Enterprises Inc Saskatoon Sask $112,556, Eyetec Computer Inc Montréal Qué $63,834, Gabby's Best of Six Worlds Foods Ltd New Westminster C-B $66,313, Geo & Jayne Ross/Trails End Lodge Sault Ste-Marie Ont $65,365, Gibson Cornell International Ltd Toronto Ont $74,499, Green Acre Equipment Ltd Carlyle Sask $71,111, Handyman Concrete & Excavating Ltd Prince George C-B $67,271, Hildebrandt-Liegmann Investments Ltd Vancouver C-B $109,830, Hudson Bay Wood Processors Ltd Smithers C-B $102,498, Investech Management Ltd Winnipeg Man $76,071, Investissements Tounkara Inc Montréal Qué $106,368, JA Murray Pickering Ont $55,317, Kaslo Hotel Ltd Edmonton Alb $87,406, Kil Martin Enterprises Ltd Kelowna C-B $54,653, La Terrine Enr Rimouski Qué $59,221, Les Comptoirs Horace Inc Drummondville Qué $60,538, Les Entreprises JP Du Nord (1982) Inc St-Antoine Qué $86,131, Les Entreprises Bérangère Giroux Inc Granby Qué $50,872, Les Entreprises Roger Faucher Inc St-Georges-de-Beauce Qué $94,784, Les Placements Kenneth Ing Ltée Chicoutimi Qué $105,520, Marv Crombie Equipment Ltd Vernon C-B $57,459, Matus Enterprises Ltd Yorkton Ont $59,118, Metlyn Enterprises Richmond Ont $59,730, M&L Squires Investments Ltd Timmins Ont $74,829, Naliburton Forest Products Ltd Markham Ont $74,098, OCK Holdings Ltd Saskatoon Sask $68,547, Porky's Restaurants Ltd Elkford C-B $98,471, Prince Rupert Professional Building Inc Prince Rupert C-B $71,998, Quad Ventures (1984) Inc Saskatoon Sask $80,485, Restaurant Larry Langis Location D'Auto Inc Sept-Îles Qué $51,007, Seachest Restaurant Ltd Frédéricton N-B $61,463, Smitty's Place Ltd Burnaby C-B $72,830, Surrey Public Car Auctions Ltd Vancouver C-B $59,955, The Food Basket Bakery & Deli Ltd Calgary Alb $56,338, WA Printworks Ltd Regina Sask $70,117, West's Family Restaurant Ltd Vancouver C-B $69,178, Wick Enterprises Ltd Alberni C-B $87,193, Standard Chartered Bank of Canada for Caffee Entertainment Ltd Toronto Ont $80,455, Toronto-Dominion Bank for 141888 Canada Inc Montréal Qué $59,550, 391076 Ontario Ltd Kingston Ont $87,850, 454514 Ontario Ltd Toronto Ont $52,855, 598078 Ontario Ltd (Café de France) London Ont $56,410, 600745 Ontario Inc T/A Phylly Mignon Mississauga Ont $75,291, 604319 Ontario Inc Mississauga Ont $50,095, 627847 Ontario Ltd o/a The Food Counter Toronto Ont $68,390, Aliments Cornucopia Inc Montréal Qué $86,704, Amanda Holdings Ltd Langley C-B $102,763, Andver Developments Ltd Williams Lake C-B $78,807, Complus Communications Inc Montréal Qué $100,784, CWC Investments Inc Saskatoon Sask $63,759, D&D Amusements Ltd Kelowna C-B $83,308, Fred Dalley Bridgewater N-É $124,511, Georgine Holdings Ltd Langley C-B $66,115, G&L Food Services Inc Vancouver C-B $51,137, Interior Racquetor Courts Inc Kamloops C-B $104,133, Kama Industries Ltd Langley C-B $98,000, Les Triperies Canada Inc Laval Qué $63,866, Lively Lighting Ltd Kamloops C-B $60,089, L&Y Hyun Enterprises Ltd Coquitlam C-B $69,947, Malani's Restaurant Holdings Ltd Ottawa Ont $82,849, Martin Woof Langley C-B $60,192, Mrs Goodies Ltd Ottawa Ont $98,331, Norbert Machinery Inc Lake Cowichan C-B $80,518, Number 300 Enterprises Ltd Langley C-B $90,596, Pacific Stereo West Edmonton Mall Ltd Edmonton Alb $72,963, Sifran Inc Québec Qué $86,186, South Mechako Investments Ltd Prince George C-B $87,369, The Holding Toronto Ont $54,305, The Record People West Edmonton Mall Ltd Edmonton Alb $61,028, Western Moorbad Resort Inc Surrey C-B $92,857, Treasury Branch of Alberta for 262277 Alberta Ltd Edmonton Alb $112,378.

Paiement au Programme d'expansion des entreprises—Pertes d'assurance $3,821,300—Bank of Nova Scotia for Corvelle Textiles Ltd Grand'Mère Qué $80,201, Canadian Imperial Bank of Commerce for Les Manufacturer's St-Laurent Inc Beauport Qué $642,780, Produits Forestiers Saguenay Ltée Saguenay Qué $2,000,000, Sharon Plastics Inc Brantford Ont $103,228, National Bank of Canada for Deschenes & Martin Ltd Kedgwick N-B $176,999, L Martin & Fils Inc Rivière-du-Loup Qué $52,470, Royal Bank of Canada for Nadeau & Nadeau (1984) Ltd St-François-de- Madawaska N-É $350,100, Société D'Entraide Économique de Val d'Or pour Forminor Inc Val d'Or Qué $127,995, Toronto-Dominion Bank for Creative Cubes (1978) Ltd Red Deer Alb $65,950.

Contributions à des organismes sans but lucratif $87,088

Contributions au Massachusetts Institute of Technology $40,000

Contributions à SOCCRENT $140,059—Société en Commandite SOCCRENT Jonquière Qué $140,059.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE $419,800,205

Département d'État $3,898,706

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de Québec en vertu de l'entente auxiliaire Canada/Québec sur les sciences et la technologie $1,213,568—Laboratory of Electrochemical and Electrotechnological Technologies (Hydro-Québec) Shawinigan Qué $454,528, Sperry Inc Dorval Qué $75,000, Tecrad Inc Ancienne-Lorette Qué $58,853, National Optics Institute Ste-Foy Qué $500,000.

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Subventions accordées à des établissements, des particuliers et d'autres organismes de la province de la Colombie-Britannique en vertu de l'entente Canada/Colombie-Britannique sur les sciences et la technologie $491,138—Advanced Systems Institute Burnaby C-B $139,600, Universités de: Colombie-Britannique Vancouver C-B $201,538, Simon Fraser Burnaby C-B $75,000, Victoria Victoria C-B $75,000.

Contribution en vue de couvrir les coûts de la participation du Canada au Programme de l'Agence spatiale européenne Paris France $2,194,000

Conseil national de recherches du Canada $107,836,876

PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES $107,836,876

Affiliations internationales $585,974—International Bureau of Weights and Measures Paris France $261,065.

Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités $2,593,000—Ville de Boucherville Boucherville Qué $146,620, Ville de Gloucester Gloucester Ont $931,853, Ville d'Halifax Halifax N-É $117,787, Ville de Saskatoon Saskatoon Sask $106,837, Ville de St John's St John's T-N $435,626, Ville de Winnipeg Winnipeg Man $234,670, District of Saanich Saanich C-B $112,456, Township of Ramsay Ramsay Ont $59,817.

Centre européen pour la recherche nucléaire $61,538—Centre européen pour la recherche nucléaire Genève Suisse $61,538.

L'observatoire à neutrino de Sudbury $50,000

Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de recherches et développement intéressant la fusion thermo-nucléaire contrôlée par confinement magnétique $1,436,708—Hydro-Québec Varennes Qué $1,436,708.

Centre sur l'infiltration d'air $17,000

Contribution à la recherche sur les matières de fusion $1,649,980—Ontario Hydro Corporation Toronto Ont $1,649,980.

L'Institut de l'homme et des ressources pour la mise en opération du site d'essai éolien de l'Atlantique $175,378—The Institute of Man and Resources Charlottetown Î-P-É $175,378.

Centre de recherches du Manitoba sur CCHT—Transmission du CC sous HT—Projet de la rivière Nelson $232,000—Centre de recherches du Manitoba sur CCHT Winnipeg Man $232,000.

Conseil canadien pour la réadaptation des handicapés $209,000—Canadian Rehabilitation Council for the Disabled Toronto Ont $209,000.

Aide à l'industrie canadienne pour la recherche appliquée et l'innovation technologique $31,227,526—Abitibi-Price Inc Mississauga Ont $86,402, Advanced Medical Technologies Charlottetown Î-P-É $66,448, Agropur Coopérative Granby Qué $91,033, Alberta Wheat Pool Calgary Alb $158,285, Almax Industries Ltd Lindsay Ont $82,600, AMCA International Ltd Kanata Ont $50,269, Andronics Devices Ltd Vancouver C-B $65,835, B M High Tech Inc Collingwood Ont $70,300, Barringer Research Ltd Rexdale Ont $293,517, Bell Northern Research Ltd Ottawa Ont $288,091, Canadian Canners Ltd Burlington Ont $132,000, Canadian Forest Products Ltd Vancouver C-B $69,125, Canadian Semiconductor Ottawa Ont $416,319, Château des Charmes Wines Ltd Niagara on the Lake Ont $109,471, CIBA-Geigy Seeds Ltd Hyde Park Ont $111,779, CIMTECH Div of Bata Engineering Batawa Ont $585,427, Coplanam ltée Montréal Qué $257,000, Coreco inc Longueuil Qué $71,500, Cuddy Farms Ltd Strathroy Ont $81,251, Data Images Ottawa Ont $97,855, Diffracto Ltd Windsor Ont $257,251, Dominion Cellulose Ltd Toronto Ont $68,022, Erectoweld Company Ltd Oakville Ont $123,365, Exprot Packers Co Ltd Bramalea Ont $228,331, Faplex Industries Inc Weston Ont $73,937, Fisheries Resource Development Halifax N-É $186,000, Fulcrum Technologies Inc Ottawa Ont $77,500, Geona Scientific & Industrial Mississauga Ont $83,278, Geona Enterprises Ltd Calgary Alb $283,400, Griffith Laboratories Ltd Scarborough Ont $377,284, Groupe Christie ltée St-Eustache Qué $64,989, Guertin Bros Coating & Sealants Ltd Winnipeg Man $96,699, H J Heinz Co of Canada Ltd North York Ont $57,045, Holiday Juice Ltd Windsor Ont $92,102, Hybrid Turkeys (1981) Ltd Kitchener Ont $66,149, Hydracine Fluid Power Ltd Downsview Ont $91,673, J D Irving Ltd St John N-B $232,003, Jolden Diagnostics Agincourt Ont $61,000, Lanpar Technologies Inc Markham Ont $667,900, Litton Systems Canada Rexdale Ont $220,089, Lumonics Ltd Kanata Ont $81,147, MacDonald Dettwiler & Assoc Richmond C-B $368,863, MacMillan Bloedel Inc Vancouver C-B $55,500, Mark Hot Inc Longueuil Qué $81,143, Mark Hot Inc Ste-Foy Qué $61,400, Microsim Petroleum Software Corp Calgary Alb $203,042, MPB Technologies Inc Dorval Qué $57,700, National Dry Co Ltd Weston Ont $60,771, Nitrex Métal inc St-Laurent Qué $52,974, Noranda Inc Pointe-Claire Qué $106,500, Nova Crystals Ltd Halifax N-É $73,000, Okananagan Turbo Sprayers Ltd Penticton C-B $63,730, Omicron Telesystems Inc Pointe-Claire Qué $72,407, Otto Pick & Sons Seeds Ltd Richmond Hill Ont $126,580, Petro-Canada Inc Toronto Ont $140,466, Powerplex Technologies Inc Downsview Ont $86,200, Prochem Ltd Brampton Ont $87,505, Promis Systems Corp Toronto Ont $761,000, PTL Research Ltd Oromocto N-B $207,767, QRL Analysis Corp Nepean Ont $67,000, RDRR inc Baie-d'Urfé Qué $55,500, Radionics Medical Inc Scarborough Ont $152,790, Safer Agro-Chem Ltd Victoria C-B $166,600, Saskatchewan Wheat Pool Ltd Saskatoon Sask $119,601, Selco Photoreceptors Ltd Montréal Qué $57,639, Semico inc Ste-Rosalie Qué $150,000, Senstar Corp Kanata Ont $50,800, Services TMG inc St-Honoré Qué $123,447, Sherritt Gordon Mines Ltd Fort Saskatchewan Alb $209,204, Société carto-numérique Beauport Qué $61,997, T G Bright & Co Ltd Niagara Falls Ont $74,048, Technifluids/NMC Inc Calgary Alb $81,400, Tecrad inc Québec Qué $100,000, Teknica Resource Development Ltd Calgary Alb $315,000, Thompson W G & Sons Ltd Blenheim Ont $122,698, Trench Electric Ltd Scarborough Ont $61,300, Tridon Ltd Oakville Ont $80,700, Warner-Lambert Canada Ltd Scarborough Ont $56,466, Welding Institute of Canada Oakville Ont $74,198, Willowglen Systems Ltd Calgary Alb $100,692.

Contributions aux organismes de recherches provinciaux et aux établissements de recherches pour la communication d'informations techniques et la prestation de services régionaux $12,025,737—Assoc des organisations provinciales du Canada Ste-Foy Qué $187,500, Assoc of Consulting Engineers of Canada Ottawa Ont $917,220, Alberta Research Council Edmonton Alb $696,500, Alberta Microelectronics Center Edmonton Alb $62,500, Applied Microelectronics Institute Halifax N-É $62,500, British Columbia Microelectronics Center Burnaby C-B $69,250, British Columbia Research Council Vancouver C-B $924,597, C-CORE (Newfoundland) St John's T-N $63,148, C-FER Edmonton Alb $56,250, Canadian Industrial Innovation Center Waterloo Ont $73,500, Canadian Institute of Metalworking Ancaster Ont $72,435, Canadian Food Products and Development Center Portage La Prairie Man $55,100, Canadian Industrial Innovation Center Waterloo Ont $50,002, Canadian Institute of Fisheries

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Technologies Halifax N-É $81,650, Canadian Institute Metalworking (Ancaster) Ancaster Ont $86,625, Canadian Plastics Institute Toronto Ont $108,412, Centre de recherche industrielle du Québec Ste-Foy Qué $1,125,950, Center for Advanced Resource Technologies Prince George C-B $92,750, Centre québécois de productivité de textiles Ste-Hyacinthe Qué $92,750, Centre québécois de productivité du vêtement Montréal Qué $125,872, Centre d'innovation industrielle de Montréal Montréal Qué $167,000, Centre du Québec de productivité de meuble Victoriaville Qué $59,062, Discovery Foundation Burnaby C-B $73,942, Forintek Canada Corp Ottawa Ont $247,500, Groupe québécois d'entreprises Drummondville Qué $184,000, Harwill Technologies Ottawa Ont $70,091, Holland College Technology Center Charlottetown Î-P-É $185,500, Laser Institute Edmonton Alb $65,250, Manitoba Research Council Winnipeg Man $669,875, Marine Institute (Newfoundland) St John's T-N $112,000, New Brunswick Manufacturing Technology Center Frédéricton N-B $110,500, New Brunswick Research and Productivity Center Frédéricton N-B $657,550, Newfoundland and Labrador Development Corp Ltd St John's T-N $255,500, Nordco Ltd (Newfoundland) St John's T-N $63,150, Nova Scotia Research Foundation Corp Dartmouth N-É $750,300, Ontario Center for Advanced Manufacturing—CAD/CAM Cambridge Ont $92,750, Ontario Center for Advanced Manufacturing—Robotics Peterborough Ont $92,750, Ontario Center for Automotive Parts Technology St Catharines Ont $92,750, Ontario Center for Farm Machinery and Food Processing Technology Chatham Ont $112,000, Ontario Center for Microelectronics Ottawa Ont $92,750, Ontario Center for Resource Machinery Sudbury Ont $92,750, Ontario Research Foundation Mississauga Ont $839,373, Productivity of Engineering Research Assoc Melton Marbray Angleterre $100,000, Saskatchewan Research Council Saskatoon Sask $747,000, Welding Institute of Canada Oakville Ont $303,750.

Programme de projets entre l'industrie et les laboratoires $23,589,045—ABCO Plastics Division Mahone Bay N-É $71,063, Acadian Sea Plants Ltd Dartmouth N-É $232,031, ACDS Graphic Systems Inc Hull Qué $274,482, Adecon Energy Systems Inc Weston Ont $65,488, Agrinove Coopérative agro-alimentaire Ste-Claire Qué $106,036, Agropur Coopérative agro-alimentaire Granby Qué $121,720, Allelix Inc Mississauga Ont $1,079,420, Applied Microsystems Ltd Sidney C-B $56,750, Aqua Health Ltd Willowdale Ont $136,750, BC Salmon Farmers Assoc Garden Bay C-B $123,168, Baynes Sound Oyster Company Ltd Union Bay C-B $110,088, Bel-Tronics Ltd Mississauga Ont $159,494, Bell Northern Research Ottawa Ont $2,203,923, Bio-Endo inc Montréal Qué $52,186, Bio-Mega inc Laval Qué $315,395, Bio-Research Laboratories Ltd Senneville Qué $135,012, Blueberry Acres Ltd Kings County N-É $140,087, Bolreit Technologies Inc Carleton Place Ont $271,284, Bombardier Valcourt Qué $91,686, BOMEM Inc Vanier Qué $67,080, CAE Electronics St-Laurent Qué $113,295, Cametoid Ltd Whitby Ont $93,795, Canada Packers Inc Mississauga Ont $144,691, Canadian Construction Information Systems Ltd Ottawa Ont $436,500, Canadian General Electric Co Ltd Toronto Ont $51,537, Canadian Marconi Company Montréal Qué $103,207, Canadian Seed Coaters Ltd North Battleford Sask $81,946, Cangene Corp Mississauga Ont $173,330, CANSTAR Communications Scarborough Ont $522,730, Carratech Inc Charlottetown Î-P-É $195,470, Cassiar Mining Corp Cassiar C-B $279,808, Cegelec Industrie inc Laprairie Qué $214,546, Clay Nurseries Inc Langley C-B $135,279, Cognos Inc Ottawa Ont $507,363, Color Your World Toronto Ont $51,000, Cominco Ltd Vancouver C-B $67,484, Cominco Ltd Vancouver C-B $166,244, Connaught Research Institute Willowdale Ont $313,152, Corona Vacuum Coaters Inc Port Coquitlan C-B $65,077, CREO Electronics Corp Burnaby C-B $257,942, Cymbol Cybernetics Corp (Accugraph) Ottawa Ont $70,498, Dalsa Inc Waterloo Ont $106,282, Dantec Electronics Ltd Waterloo Ont $69,991, De Havilland Aircraft of Canada Ltd Downsview Ont $204,059, Denison Mines Ltd Elliot Lake Ont $124,513, Diagnospine Research Inc St-Laurent Qué $168,991, Diagnostic Chemicals Ltd Charlottetown Î-P-É $92,221, Diffracto Ltd Windsor Ont $64,156, Dipix Systems Ltd Nepean Ont $109,094, DY-4 Systems Inc Ottawa Ont $138,905, EDA Instruments Inc Toronto Ont $152,655, Electromed International ltée St-Eustache Qué $85,884, Engine Control Systems Ltd Aurora Ont $99,858, Équipement Moniteur inc St-Eustache Qué $245,000, Filtran Microcircuits inc Ottawa Ont $65,861, Fortress Scientific Limited Downsview Ont $82,430, Furst Manufacturing Corp Cambridge Ont $121,878, Futurtex Communications inc Montréal Qué $178,331, George Weston Ltd Toronto Ont $146,796, Glenn Seed Ltd Blenheim Ont $54,825, Global Thermoelectric Bassano Alb $165,800, Hawboldt Industries Chester N-É $71,731, I.A.F. Production inc Laval-des-Rapides Qué $89,868, ICAM Technologies Pointe-Claire Qué $65,404, Ideal Equipment Co Ltd Montréal Qué $57,528, Identicard Ltd Rexdale Ont $100,000, IDON Corp Ottawa Ont $71,126, INCO Ltd Toronto Ont $169,013, Indescor Hydrodynamics Inc Concord Ont $206,261, Informas Québec Qué $121,160, Instantel Inc Kanata Ont $150,726, INSTAR Corp Calgary Alb $53,222, Intellitech Canada Ltd Windsor Ont $243,002, Interact Computing Services Ltd Sidney C-B $224,615, Interactive Image Technologies Toronto Ont $59,679, International Tools (1973) Ltd Windsor Ont $215,727, J D Barnes Ltd Surveyors Willowdale Ont $170,429, King Grain Ltd Chatham Ont $108,473, Knowledge House Halifax N-É $107,560, LAB-Volt Quebec Ltd Ste-Foy Qué $330,000, Labatt Brewing Co Ltd London Ont $144,039, Langford Research Laboratories Ltd Guelph Ont $75,587, Les Serres Dion ltée Boisbriand Qué $57,682, Linear Technology Inc Burlington Ont $61,944, Longlife of Canada Ltd Weston Ont $112,880, Lumonics Inc Kanata Ont $202,893, MA Electronics Canada Inc Mississauga Ont $126,722, MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B $266,279, MacMillan Bloedel Ltd Vancouver C-B $77,147, McGill University Montréal Qué $90,026, Memorial University St John's T-N $80,620, Metavision inc Montréal Qué $150,000, Mitec Manufacturing Ltd Pointe-Claire Qué $62,130, MPB Technologies Inc Dorval Qué $99,640, Nexus Engineering Corp Burnaby C-B $65,000, Norpak Corp Kanata Ont $115,108, Nutrition Technology Canada Inc St Thomas Ont $117,368, Olds AG-TECH Industries Ltd Olds Alb $50,431, OMEGA Laboratories Ltd Montréal Qué $204,992, Omnibus Computer Graphics Toronto Ont $108,230, P-CAN Robotics Inc Rexdale Ont $82,198, Paladin Hybrids Inc Brampton Ont $246,334, PAMAP Graphics Ltd Victoria C-B $61,476, Perceptron Computing Inc Downsview Ont $186,752, Phero Tech Ltd Vancouver C-B $91,518, Philom Bios Inc Saskatoon Sask $79,216, Phoenix Geophysics Ltd Markham Ont $105,124, Plastic Engine Technology Corp Ottawa Ont $55,000, Polysar Ltd Sarnia Ont $278,431, Precision Photomask Ltd St-Hubert Qué $168,729, Prince Rupert Fishermen's Co-operative Assoc Prince Rupert C-B $188,056, Production Equipment Ltd St John N-B $64,943, Pylon Electronic Development Co Ltd Nepean Ont $60,545, Pyrotenax of Canada Ltd Trenton Ont $80,444, Quadra Logic Technologies Inc Vancouver C-B $176,663, Rougier inc Montréal Qué $122,917, Safer Agro-Chem Ltd Victoria C-B $204,946, Scintrex Ltd Concord Ont $85,649, Seaboy Marine Services Ltd Sidney C-B $86,244, Servo-Robot inc Boucherville Qué $143,388, Silonex inc Montréal Qué $50,779, Starnav Corp Ottawa Ont $135,414, Synerlogic Inc Calgary Alb $55,609, Taurus Computer Products Inc Ottawa Ont $161,160, Technical University of Nova Scotia Halifax N-É $51,509, Techno-Scientific Inc Toronto Ont $118,422, Tourbières Premier ltée Rivière-du-Loup Qué $76,953, Uniport Systems Inc Cornwall Ont $61,251, Uniroyal Ltd Guelph Ont $237,092, United Grain

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Growers Ltd Winnipeg Man $197,389, Université Laval Québec Qué $61,190, University of Calgary Calgary Alb $97,560, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $54,765, Ursel Systems Ltd Ottawa Ont $67,250, Ursel Systems Ltd Ottawa Ont 64,963, W H E Process Systems Ltd Downsview Ont $220,137, Waterloo Scientific Inc Waterloo Ont $212,492, WEGA-D Geophysical Ltd Calgary Alb $163,074, Willowglen Systems Ltd Calgary Alb $112,900, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $50,497, Zenon Environmental Inc Burlington Ont $99,067.

Institut de recherche d'Hydro-Québec—Programme de construction d'une génératrice éolienne à axe vertical de grande puissance $1,965,354— Hydro-Québec Varennes Qué $1,965,354.

Programme de recherche biotechnologique $938,774—Bio-Mega inc Montréal Qué $55,224, Domtar inc Montréal Qué $249,093, Institut de recherches cliniques de Montréal Montréal Qué $111,440, Pulp and Paper Research Institute of Canada Pointe-Claire Qué $223,000, SNC inc Montréal Qué $69,709, Xerox Research Center of Canada Mississauga Ont $180,228.

L'institut national d'optique $1,976,995—L'Institut national d'optique Ste-Foy Qué $1,976,995.

Quote-part canadienne des frais de la Corporation du Téléscope Canada-France-Hawaï $2,602,030—Corporation du Téléscope Canada-France- Hawaï Hawaï É-U $2,602,030.

Universités de l'Alberta, Colombie-Britannique, Simon Fraser et Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF $26,092,846— Universités de: Alberta Edmonton Alb, Colombie-Britannique Vancouver C-B, Simon Fraser Vancouver C-B et Victoria Victoria C-B $26,092,846.

Institut canadien du film $78,000—Institut canadien du film Ottawa Ont $78,000.

Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton $300,000—Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton Ottawa Ont $300,000.

Appui à des conférences scientifiques et techniques $29,991

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie $308,064,623

Subventions et bourses pour promouvoir et encourager le développement et l'entretien de la recherche et l'assurance de la main-d'œuvre hautement qualifiée en sciences naturelles et en génie $308,064,623—P C Aïtcin Sherbrooke Qué $447,968, M G AbouHaidar Toronto Ont $84,260, D R Absolom Toronto Ont $84,321, R G Ackman Halifax N-É $175,317, P F Adams Vancouver C-B $127,000, E L Adler Montréal Qué $66,500, J P A Adoul Sherbrooke Qué $100,347, V K Agarwal Montréal Qué $170,936, M G Akben Montréal Qué $82,560, A E Aksu St John's T-N $115,450, A M Al Taweel Halifax N-É $86,500, W P Alford London Ont $108,152, H Alper Ottawa Ont $83,519, I Altosaar Ottawa Ont $76,938, G H Anderson Toronto Ont $59,000, J B Anderson Toronto Ont $79,078, R C Anderson Guelph Ont $67,940, D F Andrews Toronto Ont $87,088, C D Anger Calgary Alb $285,400, J B Armstrong Ottawa Ont $52,638, R L Armstrong Vancouver C-B $193,860, R L Armstrong Toronto Ont $71,040, J T Arnason Ottawa Ont $146,628, D R Arnold Halifax N-É $65,279, R Aroca Windsor Ont $59,870, A S Arrott Burnaby C-B $75,900, H W Arthurs Downsview Ont $329,843, G O Aspinall Downsview Ont $106,223, Assoc canadienne-française Montréal Qué $52,800, A Astbury Victoria C-B $867,500, D L Atherton Kingston Ont $120,910, B G Atkinson London Ont $66,600, Atmospheric Environment Services of Environment Canada Montréal Qué $120,000, H L Atwood Toronto Ont $79,303, F Aubke Vancouver C-B $83,362, W A Aue Halifax N-É $52,800, G L Austin Montréal Qué $224,750, M M Avedesian Montréal Qué $74,450, W A Ayer Edmonton Alb $144,426, P R Bélanger Montréal Qué $258,500, L A Babiuk Saskatoon Sask $168,968, R F W Bader Hamilton Ont $53,759, R M Baecker Toronto Ont $122,000, D C Bailey Toronto Ont $68,050, D L Baillie Burnaby C-B $53,028, M C Baird Kingston Ont $78,273, M H I Baird Hamilton Ont $58,736, R J Balahura Guelph Ont $351,880, Baldwin London Ont $430,000, C W Bale Montréal Qué $100,516, G Ballivy Sherbrooke Qué $62,280, K G Balmain Toronto Ont $53,000, H P Baltes Edmonton Alb $225,783, G M Bancroft London Ont $102,120, A D Bandrauk Sherbrooke Qué $116,193, E W Banister Burnaby C-B $55,930, L I Barber Régina Sask $83,940, R C Barber Winnipeg Man $76,347, M Baril Québec Qué $83,300, C R Barnes St John's T-N $801,400, R H Bartels Waterloo Ont $85,233, G L Baskerville Frédéricton N-B $100,000, P Basu Halifax N-É $57,790, H S Bayley Guelph Ont $55,000, A Bazergui Montréal Qué $70,860, C G Bazuin Québec Qué $92,000, F W H Beamish Guelph Ont $51,372, A R Beaudoin Sherbrooke Qué $137,012, D Beaulieu Québec Qué $53,524, A Beaulnes Laval-des-Rapides Qué $294,872, C Beaumont Halifax N-É $114,080, W Beckel Ottawa Ont $186,864, H A Becker Kingston Ont $86,190, G Bell Montréal Qué $52,246, B Belleau Montréal Qué $91,200, B Benard Sherbrooke Qué $415,698, J M Bergeron Sherbrooke Qué $73,177, Bertrand Régina Sask $77,000, M Bertrand Montréal Qué $75,110, J R Bettany Saskatoon Sask $51,533, K J Betteridge Guelph Ont $60,437, T J Beveridge Guelph Ont $50,170, J D Bewley Guelph Ont $247,947, J K Bewtra Windsor Ont $85,720, R Billinton Saskatoon Sask $64,400, P P Biringer Toronto Ont $52,100, P C Birkemoe Toronto Ont $79,600, G M Birtwistle Calgary Alb $153,209, T Bjerkelund Frédéricton N-B $76,400, M W Blades Vancouver C-B $104,824, R W Blake Vancouver C-B $78,939, E G Bligh Halifax N-É $93,205, M Bloom Vancouver C-B $204,016, P T Boag Kingston Ont $54,675, B Bobee Québec Qué $64,320, G V Bochman Montréal Qué $254,092, J P Bogart Guelph Ont $56,548, D K Bohme Downsview Ont $57,600, J Boisvert Montréal Qué $57,600, C T Bolton Toronto Ont $61,760, F J Bonn Sherbrooke Qué $87,216, K S Booth Waterloo Ont $205,347, A R Boothroyd Ottawa Ont $55,296, J H Borden Burnaby C-B $283,672, A B Borodin Toronto Ont $51,446, T K Bose Trois-Rivières Qué $54,781, B Bosnich Toronto Ont $88,320, F Bottomley Frédéricton N-B $539,629, M I Boulos Sherbrooke Qué $72,953, R Bouthillette Montréal Qué $147,926, R G Boutilier Halifax N-É $54,170, A J Bowen Halifax N-É $101,760, S R Bowley Guelph Ont $73,350, B P Brandhorst Montréal Qué $56,617, A S Bregman Montréal Qué $127,150, J H Brewer Vancouver C-B $74,364, J K Brimacombe Vancouver C-B $553,405, C E Brion Vancouver C-B $126,036, F R Brisse Montréal Qué $54,720, D E Brodie Waterloo Ont $90,300, A G Brook Toronto Ont $52,799, C Brooks Montréal Qué $69,000, J A Brown St John's T-N $50,235, L C Brown Vancouver C-B $148,780, R S Brown Edmonton Alb $50,305, R A Browse Kingston Ont $58,955, D H Bruce St Catharines Ont $72,300, L T Bruton Calgary Alb $55,700, D A Bryman Victoria C-B $513,869, T A Brzustowski Waterloo Ont $201,455, J G Buchanan-Smith Guelph Ont $58,432, R B Buckland Montréal Qué $90,000, R T Bui Chicoutimi Qué $76,467, E Buncel Kingston Ont $55,596, F J Burkowski Waterloo Ont $196,134, E B Burnside Guelph Ont $57,176, M D B Burt Frédéricton N-B $51,440, W Bushuk Winnipeg Man $95,286, A H Bussey Montréal Qué $134,702, R M Bustin Vancouver C-B $158,008, I S Butler Montréal Qué $117,019, J A Buzacott Waterloo Ont $194,947, A Cabana Sherbrooke Qué $204,038, S E Calvert Vancouver C-B $96,960, T W Calvert Burnaby C-B $58,149, J M Cameron Edmonton Alb $531,531, R G Campanella Vancouver C-B $224,180, C K Campbell Hamilton Ont $70,162, J L Campbell Guelph Ont $76,836, P G C Campbell Québec Qué $82,180, D T Canvin

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Kingston Ont $89,085, C E Capjack Edmonton Alb $66,020, H S Caplan Saskatoon Sask $1,942,400, H C Card Winnipeg Man $232,562, A Cardinal Québec Qué $115,900, C Carignan Montréal Qué $120,664, R Carignan Québec Qué $52,000, R K Carnegie Ottawa Ont $784,419, F Carreau Montréal Qué $134,327, P J Carreau Montréal Qué $400,930, R L Carroll Montréal Qué $53,481, A J Carty Waterloo Ont $125,297, Castaigne Québec Qué $110,000, A Castonguay Québec Qué $111,560, J P Cavanagh Montréal Qué $78,968, P B Cavers London Ont $50,600, Cdn Council Anim Ottawa Ont $361,195, Cdn Math Society Toronto Ont $70,000, Cdn Soc/Chem En Ottawa Ont $67,000, N J Cercone Burnaby C-B $196,757, E Cerny Montréal Qué $112,000, A C D Chaklader Vancouver C-B $125,590, S G Chamberlain Waterloo Ont $50,592, M J Chamerlain London Ont $79,000, C H Champness Montréal Qué $58,924, T H Chan Montréal Qué $57,600, J S Chang Hamilton Ont $192,952, T M S Chang Montréal Qué $72,000, A Charette Chicoutimi Qué $85,872, M E Charles Toronto Ont $170,310, G Charlet Québec Qué $120,132, A Chatt Halifax N-É $88,585, M C Chaturvedi Winnipeg Man $52,896, I Chatzis Waterloo Ont $69,581, C Chavarie Montréal Qué $90,210, J D N Cheeke Sherbrooke Qué $124,797, R M H Cheng Montréal Qué $61,396, J A Cherry Waterloo Ont $235,714, W Chesworth Guelph Ont $219,805, G Chevalier Montréal Qué $165,255, F S Chia Edmonton Alb $64,500, R F Childs Hamilton Ont $145,025, S L Chin Québec Qué $387,351, E Chornet Sherbrooke Qué $248,975, A Chow Winnipeg Man $65,585, Y L Chow Burnaby C-B $91,499, Y S Chung Montréal Qué $53,322, J Cizek Waterloo Ont $50,700, M T Clandinin Edmonton Alb $203,566, H C Clark Guelph Ont $52,799, H C Clark Halifax N-É $399,551, J Clark St John's T-N $83,370, T A Clark Calgary Alb $67,335, F H Clarke Montréal Qué $237,282, G K C Clarke Vancouver C-B $111,414, M J Clouter St John's T-N $75,000, G Cloutier Montréal Qué $458,563, R M Clowes Vancouver C-B $201,614, P W Codding Calgary Alb $80,687, R F Code Toronto Ont $66,762, K Colbow Burnaby C-B $70,176, K M Cole Vancouver C-B $68,000, G J Collin Chicoutimi Qué $76,732, M F Collins Hamilton Ont $940,500, M P Collins Toronto Ont $101,590, B Colman Downsview Ont $55,739, P Comtois Montréal Qué $55,360, S Conetti Montréal Qué $214,168, G E Connell Toronto Ont $1,369,778, B E Conway Ottawa Ont $243,878, S A Cook Toronto Ont $55,008, F Cooke Kingston Ont $118,320, W B H Cooke Régina Sask $283,000, P Copper Sudbury Ont $101,800, E A Cossins Edmonton Alb $59,666, J W F Costerton Calgary Alb $382,364, J A Coxon Halifax N-É $154,714, F I M Craik Toronto Ont $58,234, J H Crocket Hamilton Ont $86,799, B A Croy Guelph Ont $61,470, M Csörgö Ottawa Ont $55,483, W R Cullen Vancouver C-B $126,598, J F Currie Montréal Qué $160,541, F L Curzon Vancouver C-B $191,328, M S Cynader Halifax N-É $59,326, G M T D'Eleuterio Toronto Ont $55,873, A D'Iorio Ottawa Ont $302,188, V Dahl Burnaby C-B $72,325, B P Dancik Edmonton Alb $79,500, W R Datars Hamilton Ont $154,981, A G Davenport London Ont $178,700, K G Davey Downsview Ont $122,880, E J Davison Toronto Ont $61,000, N E Davison Winnipeg Man $66,826, E De Jong Saskatoon Sask $83,949, D C R De Kee Windson Ont $166,948, H I De Lasa London Ont $108,376, P De Mayo London Ont $52,799, R De Mori Vancouver C-B $56,300, J De la Noüe Québec Qué $78,140, J M DeMan Guelph Ont $103,300, J M Dealy Montréal Qué $86,562, M C Delfour Montréal Qué $66,350, G Y Delisle Québec Qué $130,216, G Delmas-Patterson Montréal Qué $137,144, D T Dennis Kingston Ont $101,485, J B Derbyshire Guelph Ont $50,000, E E Derenyi Frédéricton N-B $122,719, P Deslongchamps Sherbrooke Qué $310,902, J E Desnoyers Québec Qué $97,800, J I Dickson Montréal Qué $176,930, F Dicosmo Toronto Ont $137,000, M J Dignam Toronto Ont $54,719, W H Dilger Calgary Alb $60,332, G I Dmitrienko Waterloo Ont $71,156, G S Dobby Toronto Ont $83,150, J J Dodson Québec Qué $108,245, P C Dodwell Kingston Ont $63,468, M A Dokainish Hamilton Ont $104,415, D H Dolphin Vancouver C-B $172,423, R W Donaldson Vancouver C-B $101,984, R Dore Montréal Qué $56,600, J Dostal Halifax N-É $58,200, N Dovichi Edmonton Alb $122,799, A E R Downe Kingston Ont $104,500, R G H Downer Waterloo Ont $401,160, J Downey Frédéricton N-B $235,521, R W Doyle Halifax N-É $61,500, T E Drake Toronto Ont $128,898, R A L Drew Montréal Qué $115,624, G Drouin Montréal Qué $66,710, J R Drummond Toronto Ont $84,000, M S DuBow Montréal Qué $76,922, H W Duckworth Winnipeg Man $63,074, W W Duley Downsview Ont $50,000, E B Dumbroff Waterloo Ont $51,171, D J Dunlop Toronto Ont $66,326, G Durocher Montréal Qué $74,080, M B Dusseault Waterloo Ont $61,200, G G S Dutton Vancouver C-B $51,936, J G Eales Winnipeg Man $97,928, A R Eastham Kingston Ont $85,800, K W Edwards Ottawa Ont $75,154, R N Edwards Toronto Ont $70,860, P A Egelstaff Guelph Ont $96,000, R F Egerton Edmonton Alb $352,800, A Eisenberg Montréal Qué $65,279, F El-Hawary Halifax N-É $59,184, M E El-Hawary Halifax N-É $68,600, B E Ellis Guelph Ont $68,600, R M Ellis Vancouver C-B $57,579, H A Elmaraghy Hamilton Ont $119,770, M I Elmasry Waterloo Ont $177,352, J D Embury Hamilton Ont $429,310, W J Emery Vancouver C-B $58,560, Eng Centennial B Montréal Qué $50,000, A M English Montréal Qué $75,154, N Epstein Vancouver C-B $51,000, P G Estabrooks Ottawa Ont $70,000, B C Eu Montréal Qué $127,661, T Z Fahidy Waterloo Ont $52,000, W Faig Frédéricton N-B $270,792, D D Falconer Ottawa Ont $70,736, A G Fallis St John's T-N $117,108, J B Falls Toronto Ont $70,848, G W Farnell Montréal Qué $66,496, P P Fazio Montréal Qué $95,821, R Fedosejevs Edmonton Alb $82,297, K Feher Ottawa Ont $159,200, D Feldman Montréal Qué $52,000, J C Fentress Halifax N-É $80,391, G Ferguson Guelph Ont $58,890, J A Ferland Montréal Qué $84,267, J D Fernie Toronto Ont $121,120, J A Finch Montréal Qué $188,590, W D Finn Vancouver C-B $55,008, D G Fisher Edmonton Alb $120,620, D G Fleming Vancouver C-B $223,134, R J Fleming Saskatoon Sask $303,280, G L Fletcher St John's T-N $115,235, R A Fletcher Guelph Ont $77,821, M A Florian Montréal Qué $87,397, G Fontaine Montréal Qué $109,798, D C Ford Hamilton Ont $66,326, R E Foreman Victoria C-B $206,400, A Forer Downsview Ont $62,268, C W Forsberg Guelph Ont $105,616, M Fortier Québec Qué $140,448, E Fortin Ottawa Ont $70,720, J A Fortin Québec Qué $136,892, R O Foschi Vancouver C-B $256,793, L C Fowke Saskatoon Sask $94,458, J M J Fréchet Ottawa Ont $94,300, D Francis Montréal Qué $70,626, D A S Fraser Toronto Ont $107,407, R R Fraser Ottawa Ont $68,254, C Frasson Montréal Qué $91,869, R C Frecker Toronto Ont $203,536, G R Freeman Edmonton Alb $57,698, J D Friesen Toronto Ont $94,987, W R Frisken Downsview Ont $101,653, P Fritz Waterloo Ont $146,360, A C Frosst Hamilton Ont $371,000, D L Frost Montréal Qué $111,029, B J Fryer St John's T-N $55,032, J H Fullard Toronto Ont $51,085, C A Fyfe Guelph Ont $83,202, W S Fyfe London Ont $102,979, J M Gagné Montréal Qué $62,375, B R Gaines Calgary Alb $97,200, A Galibois Québec Qué $113,000, J J Ganczarczyk Toronto Ont $113,687, C Gariepy Montréal Qué $60,700, C J R Garrett Halifax N-É $67,104, D E Gaskin Guelph Ont $55,837, E M Gates Edmonton Alb $162,380, R Gauvin Montréal Qué $152,354, W H Gauvin Montréal Qué $58,900, N D Georganas Ottawa Ont $128,700, E L Ghali Québec Qué $105,672, D Ghista Hamilton Ont $53,598, D J Gifford Edmonton Alb $81,025, R Gilbert Kingston Ont $137,466, R Gilbert Montréal Qué $71,200, J E Gillott Calgary Alb $64,270, P C Gilmore Vancouver C-B $262,250, G Gingras Montréal Qué $64,318, Y M Giroux Québec Qué $567,224, A D M Glass Vancouver C-B $111,779, I I Glass Toronto Ont $56,160, B R Glick

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Waterloo Ont $58,040, B W Glickman Downsview Ont $196,146, A K Goff Montréal Qué $124,667, J A Goldak Ottawa Ont $110,230, A Goldenberg Toronto Ont $56,362, G H Gonnet Waterloo Ont $130,598, E D Goodman Vancouver C-B $96,000, D I Gough Edmonton Alb $64,320, T E Gough Waterloo Ont $240,129, C K Govind Toronto Ont $88,770, J R Grace Vancouver C-B $74,000, F L Graham Hamilton Ont $94,900, J Graham Winnipeg Man $76,220, W A G Graham Edmonton Alb $91,299, C G Gray Guelph Ont $105,615, B R Green Vancouver C-B $58,479, H J Green Waterloo Ont $57,800, M W Green Edmonton Alb $83,204, B Greenwood Toronto Ont $178,849, H J Greenwood Vancouver C-B $86,272, B C Gregory Québec Qué $90,360, T A Grigliatti Vancouver C-B $97,320, B Grodzinski Guelph Ont $98,376, J E Gruzleski Montréal Qué $177,230, R Guardo Montréal Qué $73,000, J E Guillet Toronto Ont $225,226, L V Gusta Saskatoon Sask $96,056, J P Guthrie London Ont $56,172, R I L Guthrie Montréal Qué $269,200, O F Häusser Burnaby C-B $105,600, R Haas Waterloo Ont $115,000, A A Haasz Toronto Ont $178,720, W G Habashi Montréal Qué $98,540, D Haccoun Montréal Qué $90,520, R L Haedrich St John's T-N $59,364, R R Haering Vancouver C-B $85,834, B K Hall Halifax N-É $83,000, J M Hall Halifax N-É $150,939, L D Hall Vancouver C-B $88,800, V C Hamacher Toronto Ont $262,183, A E Hamielec Hamilton Ont $123,420, R E W Hancock Vancouver C-B $63,334, D Handelman Ottawa Ont $134,393, Hanessian Montréal Qué $200,800, W N Hardy Vancouver C-B $168,619, L Harris St John's T-N $160,767, R Harris Montréal Qué $76,856, A G Harrison Toronto Ont $94,080, D J Harrison Edmonton Alb $71,406, J P Harrison Kingston Ont $111,140, P J HarrisonVancouver C-B $80,789, J F Harrod Montréal Qué $63,739, S Harvey Edmonton Alb $50,810, M D Hasinoff Vancouver C-B $86,407, J W Haslett Calgary Alb $91,200, F P Hassani Montréal Qué $54,512, A Haurie Montréal Qué $105,514, E B Hawbolt Vancouver C-B $322,694, C W Hawryshyn Hamilton Ont $73,030, A E Hay St John's T-N $163,005, J F Hayes Montréal Qué $181,622, M A Hayes Guelph Ont $101,010, S S Haykin Hamilton Ont $186,344, R H Haynes Downsview Ont $89,880, I B Heath Downsview Ont $74,204, M C Heath Toronto Ont $52,800, P D N Hebert Windsor Ont $138,217, J A Heddle Downsview Ont $104,280, J A Hellebust Toronto Ont $52,963, B R Henry Winnipeg Man $61,953, J W Hepburn Waterloo Ont $91,020, L G Hepler Edmonton Alb $50,879, V J Higgins Toronto Ont $89,290, O E Hileman Hamilton Ont $55,000, P G Hill Vancouver C-B $98,321, R D Hill Winnipeg Man $77,755, C Hillaire-Marcel Montréal Qué $113,576, O Hindsgaul Edmonton Alb $78,125, A Hirose Saskatoon Sask $178,200, C Hiruki Edmonton Alb $72,300, V S Hoa Montréal Qué $100,105, P W Hochachka Vancouver C-B $143,214, W J R Hoefer Ottawa Ont $93,580, D A Holden Waterloo Ont $65,700, H L Holland St Catharines Ont $67,180, E L Holmes Waterloo Ont $211,334, J L Holmes Ottawa Ont $114,402, B A Holmlund Saskatoon Sask $185,200, R C Holt Toronto Ont $56,057, B J Holub Guelph Ont $52,690, R D Hooton Toronto Ont $76,981, G Horlick Edmonton Alb $54,883, V Hornof Ottawa Ont $53,101, M Horowitz Edmonton Alb $529,852, R N S Horspool Victoria C-B $128,057, S E Hrudey Edmonton Alb $137,300, W W Hsieh Vancouver C-B $106,000, P M Huang Saskatoon Sask $148,782, R E Huber Calgary Alb $56,438, J Hubert Montréal Qué $155,223, R R Hudgins Waterloo Ont $52,350, J B Hudson Vancouver C-B $50,000, P C Hughes Toronto Ont $176,655, D J Hume Guelph Ont $56,057, N P A Huner London Ont $63,300, L A Hunt Guelph Ont $74,742, W Hunte Montréal Qué $83,240, D A Hutchins Kingston Ont $70,275, B G Hutchinson Waterloo Ont $120,000, T C Hutchinson Toronto Ont $268,403, S G Hutton Vancouver C-B $67,863, J B Hyne Calgary Alb $90,650, D R Idler St John's T-N $375,234, R G Ingram Montréal Qué $139,460, K A Innanen Downsview Ont $239,480, W E Inniss Waterloo Ont $89,973, R J Ireland Sackville N-B $59,228, D E Irish Waterloo Ont $51,632, G A Irons Hamilton Ont $100,442, J C Irwin Burnaby C-B $66,600, M S Q Isaacson Vancouver C-B $104,180, N Isgur Toronto Ont $118,096, V N Iyer Ottawa Ont $66,438, K R Jackson Toronto Ont $60,000, P W M Jacobs London Ont $119,851, B R James Vancouver C-B $121,536, N P James St John's T-N $72,945, D G Jamieson Calgary Alb $101,459, E G Janzen Guelph Ont $103,314, Jay Frédéricton N-B $144,046, R L Jefferies Toronto Ont $76,650, D J A Jenkins Toronto Ont $188,400, M A G Jenkins Kingston Ont $200,518, S E Jensen Edmonton Alb $64,643, M H Jericho Halifax N-É $220,871, M E Jernigan Waterloo Ont $99,643, R E Jervis Toronto Ont $422,199, J C Jofriet Guelph Ont $59,535, G P Johari Hamilton Ont $96,045, D A Johnson Ottawa Ont $56,862, R R Johnson Vancouver C-B $80,389, D Johnston Montréal Qué $757,244, C R Jolicoeur Sherbrooke Qué $105,900, J J Jonas Montréal Qué $165,044, D R Jones Vancouver C-B $84,657, G Jones Vancouver C-B $356,947, H W Jones Halifax N-É $76,064, J B Jones Toronto Ont $181,919, W E Jones Halifax N-É $138,240, I J Jordan St John's T-N $50,600, R B Jordan Edmonton Alb $80,664, E V Jull Vancouver C-B $51,960, N G Juma Edmonton Alb $161,530, G Just Montréal Qué $52,799, E Käfer Montréal Qué $82,164, P Kabal Montréal Qué $112,740, P K Kaiser Edmonton Alb $87,280, J Kalff Montréal Qué $82,670, S C F Kaliaguine Québec Qué $134,545, M R Kamal Montréal Qué $113,985, T Kameda Burnaby C-B $122,568, J W Kamphuis Kingston Ont $117,040, E R Kanasewich Edmonton Alb $66,133, L W Kannenberg Guelph Ont $121,480, H Kaplan Ottawa Ont $65,000, J G Kaplan Edmonton Alb $53,472, F W Karasek Waterloo Ont $164,241, G A Karim Calgary Alb $133,782, K J Kasha Guelph Ont $154,314, M Katz Downsview Ont $59,000, W W Kay Victoria C-B $150,552, B H Kaye Sudbury Ont $77,116, A J Kayll Thunder Bay Ont $100,000, P Keast Halifax N-É $53,240, R A B Keates Guelph Ont $56,190, P Kebarle Edmonton Alb $308,321, J F Keffer Toronto Ont $63,124, W B Kendrick Waterloo Ont $70,520, J B P Kennedy Windsor Ont $56,000, R Kennedy Vancouver C-B $198,500, G A Kenney-Wallace Toronto Ont $195,019, P J Kenniff Montréal Qué $196,105, R Kerrich London Ont $120,826, K A Kershaw Hamilton Ont $124,500, R A Khan St John's T-N $65,708, F C Khanna Edmonton Alb $55,720, R F Kiefl Vancouver C-B $69,406, D Kimura London Ont $51,960, G J King Guelph Ont $90,600, J King Saskatoon Sask $90,617, J D King Toronto Ont $70,398, J S Kirkaldy Hamilton Ont $76,000, D Kluepfel Laval-des-Rapides Qué $76,724, D R Knott Saskatoon Sask $72,340, R Knowles Montréal Qué $65,873, J A Koningstein Ottawa Ont $57,600, Z Koran Trois-Rivières Qué $89,950, R G Korteling Burnaby C-B $89,941, G Kotovych Edmonton Alb $304,470, K I Krakow Montréal Qué $76,915, L Krause Windsor Ont $330,691, M O Krause Fredericton N-B $52,777, C J Krebs Vancouver C-B $449,551, A J Kresge Toronto Ont $120,639, L Kristjanson Saskatoon Sask $100,454, T E Krogh Toronto Ont $268,160, P P Kronberg Toronto Ont $86,510, H R Krouse Calgary Alb $102,893, J A Kuehner Hamilton Ont $763,471, H Kunov Toronto Ont $73,292, B A Kunz Winnipeg Man $54,180, D J Kushner Ottawa Ont $62,268, J P Kutney Vancouver C-B $263,484, J C T Kvak Halifax N-É $101,088, T K Kyser Saskatoon Sask $129,853, G L'Espérance Montréal Qué $55,600, B Ladanyi Montréal Qué $152,700, J G Lafontaine Québec Qué $62,268, E Z Lajtai Winnipeg Man $82,440, Laneville Sherbrooke Qué $117,063, C H Langford Montréal Qué $158,637, R B Langley Fredericton N-B $54,000, J Y Lapointe Montréal Qué $67,449, M Lapointe Trois-Rivières Qué $74,780, J S Laskowski Vancouver C-B $126,999, L W M Lau London Ont $192,000, R H Lau Kingston Ont $92,300, P Laurin Trois-Rivières Qué $200,895, J D Lavers Toronto Ont $167,600, H G Lawford

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Toronto Ont $54,000, P D Lawrence Vancouver C-B $372,035, R J Le Roy Waterloo Ont $72,469, P H LeBlond Vancouver C-B $159,528, E F LeDrew Waterloo Ont $50,530, R M Leblanc Trois-Rivières Qué $415,939, M J Lechowicz Montréal Qué $90,952, A Leduy Québec Qué $102,056, A Lee Hamilton Ont $590,524, G M C Lee Halifax N-É $74,000, J H S Lee Montréal Qué $53,618, J K P Lee Montréal Qué $297,456, L Lee Windsor Ont $55,000, S Leeson Guelph Ont $66,596, L Legendre Québec Qué $135,362, W C Leggett Montréal Qué $129,510, P Legzdins Vancouver C-B $68,212, R U Lemieux Edmonton Alb $117,720, J G Lenard Fredericton N-B $75,822, M Lenning Québec Qué $154,500, J R Lepock Waterloo Ont $92,438, F Lepore Montréal Qué $52,451, C Leroy Montréal Qué $131,700, J R Leslie Kingston Ont $572,141, J Lessard Sherbrooke Qué $87,008, L Lessard Montréal Qué $632,535, K T Leung Waterloo Ont $89,241, A B P Lever Downsview Ont $212,985, M D Levine Montréal Qué $259,365, J G Levy Vancouver C-B $116,400, M Lewis Halifax N-É $231,524, C A Lin Montréal Qué $104,240, C Linton Fredericton N-B $109,360, J Lipkowski Guelph Ont $91,905, R List Toronto Ont $93,640, A E Litherland Toronto Ont $223,980, K Y Lo London Ont $63,000, F H Lochovsky Toronto Ont $158,964, M Locke London Ont $97,185, D Lord Chicoutimi Qué $122,080, K E Louden Halifax N-É $110,426, L E Lowe Vancouver C-B $51,180, J W Lown Edmonton Alb $158,303, B C Y Lu Ottawa Ont $67,584, W K Lu Hamilton Ont $55,392, G J Luste Toronto Ont $167,965, J G MacGregor Edmonton Alb $62,400, A F MacKenzie Montréal Qué $86,462, G A MacKinnon Antigonish N-É $98,328, D B MacLean Hamilton Ont $103,920, G MacLean Sackville N-B $53,625, R A MacLeod Montréal Qué $77,465, I B MacNeill London Ont $68,480, R Maciejko Montréal Qué $137,894, D Mackay Toronto Ont $116,000, G O Mackie Victoria C-B $74,556, S A Macko St John's T-N $345,293, A K Mackworth Vancouver C-B $53,043, G Maclachlan Montréal Qué $83,219, I A Macleod Kingston Ont $74,418, S Mahmoud Ottawa Ont $221,240, K Mailer Halifax N-É $72,833, S Mak Hamilton Ont $77,721, T W Mak Toronto Ont $138,620, O P Malik Calgary Alb $82,740, F D Manchester Toronto Ont $75,700, R S J Manley Montréal Qué $79,200, A H Manson Saskatoon Sask $80,204, R J Mapletoft Saskatoon Sask $83,200, C Marche Montréal Qué $815,300, A Margaritis London Ont $59,137, R R Marquardt Winnipeg Man $99,980, W D Marshall Montréal Qué $68,867, W S Marshall Antigonish N-É $65,389, T A Marsland Edmonton Alb $95,775, J F Martin Toronto Ont $2,324,060, J P Martin Montréal Qué $259,330, L G Mason Québec Qué $83,056, S G Mason Montréal Qué $58,000, S E Masry Fredericton N-B $71,232, Y Masui Toronto Ont $50,000, A T Matheson Victoria C-B $72,960, B C Matthews Guelph Ont $406,705, D S Mavinic Vancouver C-B $92,674, L A Mayer Halifax N-É $53,546, E A McBean Waterloo Ont $76,553, D R McCalla Hamilton Ont $135,411, G I McCalla Saskatoon Sask $54,521, R A McClelland Toronto Ont $63,873, P L P McComber Chicoutimi Qué $54,287, J W McConkey Windsor Ont $62,592, M E McCully Ottawa Ont $80,686, M R McDermott Hamilton Ont $75,000, W J McDonald Edmonton Alb $64,449, C A McDowell Vancouver C-B $122,573, R C McGinnis Winnipeg Man $250,000, N S McIntyre London Ont $196,880, J S C McKee Winnipeg Man $391,651, B D McKersie Guelph Ont $165,226, P J McLane Kingston Ont $89,949, A McLean Toronto Ont $207,000, B R McMahon Calgary Alb $83,080, T B McMahon Waterloo Ont $119,034, J N McNeil Québec Qué $108,500, R H McNutt Hamilton Ont $112,461, D F Measday Vancouver C-B $129,297, W J Meath London Ont $50,831, A Meisen Vancouver C-B $104,300, A Mellors Guelph Ont $58,040, R Melzack Montréal Qué $75,000, E Menipaz Ottawa Ont $75,942, T K Menon Vancouver C-B $153,600, A J Merer Vancouver C-B $116,415, A R Mermut Saskatoon Sask $67,321, D F Mettrick Toronto Ont $80,971, J Meyer Vancouver C-B $100,000, P G Mezey Saskatoon Sask $74,560, G J Michaud Montréal Qué $53,952, J M Miller St Catharines Ont $117,800, J R Miller Downsview Ont $82,660, M H Miller Guelph Ont $118,378, W A Miller Toronto Ont $154,817, W C Miller Windsor Ont $50,617, L P Milligan Guelph Ont $425,500, E F Milone Calgary Alb $69,120, Mirza Montréal Qué $68,100, A Mitchell Vancouver C-B $104,696, D E Mitchell Halifax N-É $60,156, K A R Mitchell Vancouver C-B $739,979, R H Mitchell Thunder Bay Ont $53,481, V J Modi Vancouver C-B $186,460, P B Moens Downsview Ont $52,668, J B Moffat Waterloo Ont $120,720, G J Mogenson London Ont $66,288, M Moisan Montréal Qué $104,193, M L Molle Toronto Ont $308,827, B Montreuil Trois-Rivières Qué $91,700, M Moo-Young Waterloo Ont $328,988, T W Moon Ottawa Ont $69,851, R G Moore Calgary Alb $163,905, T R Moore Montréal Qué $52,100, P Morand Ottawa Ont $79,520, N Moray Toronto Ont $64,076, N R Morgenstern Edmonton Alb $113,280, S D Morgera Montréal Qué $52,800, J A Morisset Sherbrooke Qué $76,300, S Morisette Sherbrooke Qué $69,388, A H Morrish Winnipeg Man $104,900, J A Morrison Hamilton Ont $206,999, S R Morrison Burnaby C-B $70,000, M R Morrow St John's T-N $83,067, M Moskovits Toronto Ont $80,950, N Mrosovsky Toronto Ont $56,622, A Mucci Montréal Qué $155,300, D B Muggeridge St John's T-N $54,840, W E Muir Winnipeg Man $118,800, J I Munro Waterloo Ont $441,376, B B Murdock Toronto Ont $89,955, B D Murphy Saskatoon Sask $143,600, P J Murphy Edmonton Alb $290,000, E D Murray Winnipeg Man $88,928, J Mylopoulos Toronto Ont $52,055, L A Mysak Vancouver C-B $240,966, J S Nadeau Vancouver C-B $88,070, J P Nadreau St John's T-N $56,784, Naimark Winnipeg Man $440,939, S Nakai Vancouver C-B $144,337, A J Naldrett Toronto Ont $77,568, G M Narbonne Kingston Ont $59,420, National Science Foundation—Ocean Drilling Program Marketing DC É-U $600,000, D Naylor Lethbridge Alb $55,000, R N Nazar Guelph Ont $313,308, K W Neale Sherbrooke Qué $137,477, D E Nelson Burnaby C-B $81,600, R J Neufeld Montréal Qué $112,320, A W Neumann Toronto Ont $113,560, M M Newborn Montréal Qué $82,642, G Newkirk Halifax N-É $84,240, D M Nicholls Downsview Ont $69,500, P Nicholls St Catharines Ont $62,378, R W Nicholls Downsview Ont $170,680, P S Nicholson Hamilton Ont $203,704, P N Nikiforuk Saskatoon Sask $58,599, I Nirdosh Thunder Bay Ont $86,300, E G Nisbet Saskatoon Sask $117,728, D O Northwood Windsor Ont $100,920, P J O'Brien St John's T-N $52,800, R K O'Dor Halifax N-É $53,282, K F O'Driscoll Waterloo Ont $68,064, O'Shaughnessy Québec Qué $82,880, B A Oaks Hamilton Ont $56,206, A C Oehlschlager Burnaby C-B $102,665, A A Offenberger Edmonton Alb $294,200, K K Ogilvie Montréal Qué $90,068, R W Olafson Victoria C-B $204,356, W K Oldham Vancouver C-B $109,440, P H Oosthuizen Kingston Ont $58,627, I Orchard Toronto Ont $54,000, D P Ormrod Guelph Ont $132,736, F D Otto Edmonton Alb $87,280, Y B Ouellet Québec Qué $60,040, J N Owens Victoria C-B $59,510, G A Ozin Toronto Ont $122,394, K Ozman Halifax N-É $58,713, H Pépin Québec Qué $279,580, M P Paidoussis Montréal Qué $55,200, A U Paivio London Ont $57,600, Paldus Waterloo Ont $60,124, J G Paquet Québec Qué $280,899, J Paris Montréal Qué $60,200, D Parkinson Calgary Alb $145,070, D L Parnas Kingston Ont $120,142, R R Parsons Vancouver C-B $89,866, W R Paskievici Montréal Qué $60,365, P M Patel Montréal Qué $92,293, J Patera Montréal Qué $67,496, D D Patterson Montréal Qué $60,479, T J F Pavlasek Montréal Qué $133,728, S Payette Québec Qué $91,970, T H Pearce Kingston Ont $54,720, R E Pearlman Downsview Ont $73,628, Pedersen London Ont $386,284, W R Peltier Toronto Ont $75,000, A D Pelton Montréal Qué $199,710, J L Penner Toronto Ont $50,000, P W Percival Burnaby C-B $66,432, A S Perlin Montréal Qué $69,839, H E Petch Victoria C-B $211,678, R E Peter Edmonton

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Suite*

Alb $72,732, E Peters Vancouver C-B $77,000, G B Peters St John's T-N $111,200, R H Peters Montréal Qué $92,600, C A Peterson Waterloo Ont $71,343, R L Peterson Guelph Ont $131,891, M Pezolet Québec Qué $53,529, R P Pharis Calgary Alb $120,300, C R Phillips Toronto Ont $273,328, J E Phillips Vancouver C-B $101,777, J P Phillips Guelph Ont $90,005, Piche Québec Qué $56,820, J J C Picot Frédéricton N-B $105,245, G R Piercy Hamilton Ont $60,900, E Piers Vancouver C-B $69,520, M M Pintar Waterloo Ont $65,700, B M Pinto Burnaby C-B $132,223, D L Piron Montréal Qué $55,455, G L Plaa Montréal Qué $96,871, R C Plowright Toronto Ont $54,720, R B Podesta London Ont $125,304, A J Poe Toronto Ont $52,800, G G Poirier Québec Qué $124,654, M Poirier Sherbrooke Qué $51,099, J C Polanyi Toronto Ont $221,400, B H Pomeranz Toronto Ont $59,520, R K Pomeroy Burnaby C-B $59,910, G S Pond Vancouver C-B $176,595, R J Poole Montréal Qué $161,609, R Popovic Trois-Rivières Qué $79,525, U Poslunszny Guelph Ont $68,553, Possmayer London Ont $81,272, W D Powrie Vancouver C-B $52,900, R K Prichard Ste-Anne-de-Bellevue Qué $50,800, H O Pritchard Downsview Ont $78,700, R E Prud'homme Québec Qué $123,395, M Ptito Trois-Rivières Qué $55,747, R J Puddephatt London Ont $100,600, R E Pugh Toronto Ont $1,511,146, G R Purdy Hamilton Ont $91,932, R M Quigley London Ont $53,000, R Racine Montréal Qué $173,000, V G S Raghavan Montréal Qué $117,747, A Rahimtula St John's T-N $89,571, M A Rahman St John's T-N $69,738, V Rajagopalan Trois-Rivières Qué $54,768, R P Rand St Catharines Ont $54,654, D J Randall Vancouver C-B $97,000, W H Rapson Toronto Ont $72,000, N C Rawlings Saskatoon Sask $66,340, D M Regan Downsview Ont $94,687, J Reid Hamilton Ont $142,500, L D Reid Toronto Ont $63,521, W F Reynolds Toronto Ont $205,650, E Rhodes Waterloo Ont $100,000, M J Risk Hamilton Ont $61,396, J C Ritchie Toronto Ont $72,300, P Robert Montréal Qué $161,407, R J Robertson Kingston Ont $91,500, M J Robins Edmonton Alb $67,842, C W Robinson Waterloo Ont $126,308, M Robinson Calgary Alb $57,600, P T Robinson Halifax N-É $160,930, J C Roder Toronto Ont $118,000, A L Rollin Montréal Qué $89,700, M R Ro.. Halifax N-É $59,500, J Rossant Toronto Ont $59,520, G Rostoker Edmonton Alb $60,000, D J Roulston Waterloo Ont $670,913, J M Rousseau Montréal Qué $171,432, J Rousselle Montréal Qué $122,240, Roy Québec Qué $68,500, C Roy Sherbrooke Qué $249,600, P H Roy Québec Qué $67,507, R S Roy Montréal Qué $89,199, Royal Soc of Can Ottawa Ont $52,000, L J Rubin Toronto Ont $266,602, Rudin Waterloo Ont $200,678, A D Russell Vancouver C-B $130,330, R D Russell Vancouver C-B $102,566, D M Ruthven Frédéricton N-B $57,120, D E Ryan Halifax N-É $117,240, R G Saint-Jacques Québec Qué $107,372, D R Salahub Montréal Qué $53,545, C A T Salama Toronto Ont $558,980, A S M Saleuddin Downsview Ont $71,216, I V Samarasekera Vancouver C-B $299,626, J C Samson Edmonton Alb $51,135, K E Sanderson Calgary Alb $74,420, C Sandorfy Montréal Qué $72,000, S Sankar Montréal Qué $320,968, D Sankoff Montréal Qué $55,584, N Santoro Ottawa Ont $110,915, H I H Saravanamuttoo Ottawa Ont $62,564, R A Savidge Frédéricton N-B $119,200, L Savoie Québec Qué $53,000, R Savoie Québec Qué $59,200, M Sayer Kingston Ont $171,010, W G Saywell Burnaby C-B $309,848, C M Scarfe Edmonton Alb $553,139, T P Schaefer Winnipeg Man $81,639, J R Scheffer Vancouver C-B $127,400, H I Schiff Downsview Ont $115,417, H H Schloessin London Ont $62,682, M H Schneider Frédéricton N-B $88,176, D J Schoen Montréal Qué $68,800, H P Schreiber Montréal Qué $132,262, G J Schrobilgen Hamilton Ont $64,030, H P Schwarcz Hamilton Ont $102,824, G Scoles Waterloo Ont $134,081, D B Scott Halifax N-É $113,040, J D Scott Edmonton Alb $101,680, R N Scott Frédéricton N-B $52,440, S D Scott Toronto Ont $175,745, G G E Scudder Vancouver C-B $77,657, W D Seabrook Frédéricton N-B $128,630, E R Seaquist Toronto Ont $54,720, M V Sefton Toronto Ont $114,408, H J J Seguin Edmonton Alb $191,816, A P S Selvadurai Ottawa Ont $50,000, A Semlyen Toronto Ont $79,144, J Sergent Montréal Qué $51,021, K C Sevcik Toronto Ont $70,000, L Shafai Winnipeg Man $125,976, A Shaver Montréal Qué $120,753, A U H Sheikh Ottawa Ont $58,252, D P Shelton Winnipeg Man $61,465, G G Shepherd Downsview Ont $250,000, P E Shewen Guelph Ont $72,940, I Shih Montréal Qué $129,580, Y M Shin Saskatoon Sask $74,959, B Shizgal Vancouver C-B $101,420, M J Shulman Toronto Ont $54,200, S Siegel Hamilton Ont $52,995, E A Silver Calgary Alb $54,720, P L Silveston Waterloo Ont $98,970, J S Sim Edmonton Alb $50,000, R E Simard Québec Qué $68,338, J J Simpson Guelph Ont $67,200, A R Sinclair Vancouver C-B $61,300, R S Singh Hamilton Ont $77,842, J P Sislian Toronto Ont $58,620, H M Skarsgard Saskatoon Sask $170,300, R J Slobodrian Québec Qué $237,964, W W Smeltzer Hamilton Ont $151,373, D C Smith Kingston Ont $573,481, D R Smith Hamilton Ont $664,000, R W Smith Kingston Ont $194,300, T K Smith Guelph Ont $86,294, V H Smith Kingston Ont $173,861, J P Smol Kingston Ont $68,000, P R Smy Edmonton Alb $109,954, V A Snieckus Waterloo Ont $205,680, G J Sofko Saskatoon Sask $119,520, I D Sommerville Toronto Ont $66,090, T S Sorensen Calgary Alb $373,960, P G Sorenson Saskatoon Sask $97,556, F Soumis Montréal Qué $71,350, G R South St Andrews N-B $281,312, V Souza Machado Guelph Ont $51,280, R Sowerby Hamilton Ont $51,808, A N Spencer Edmonton Alb $55,161, M E Spencer Edmonton Alb $70,862, I D Spenser Hamilton Ont $70,079, E T C Spooner Toronto Ont $128,280, J B Sprague Guelph Ont $55,041, M St-Jacques Montréal Qué $59,561, C A St-Pierre Québec Qué $74,365, L E St-Pierre Montréal Qué $73,040, S A St-Pierre Québec Qué $100,000, D G Stairs Montréal Qué $684,000, D W Stanley Guelph Ont $104,946, R G Stanton Winnipeg Man $73,000, T Stathopoulos Montréal Qué $73,000, B W Statt Toronto Ont $70,123, Y Stepanenko Waterloo Ont $89,428, K J Stevenson Calgary Alb $66,291, R M W Stevenson Guelph Ont $51,839, F R Steward Frédéricton N-B $92,050, J W B Stewart Saskatoon Sask $172,091, H F Stich Vancouver C-B $77,466, M E Stiles Edmonton Alb $50,177, M J Stillman London Ont $96,628, B P Stoicheff Toronto Ont $96,200, P M Stokes Toronto Ont $91,800, Storey Ottawa Ont $85,509, J B Stothers London Ont $59,182, D Strangway Vancouver C-B $689,650, D W Strangway Toronto Ont $99,053, G W Stratton Truro N-É $59,835, N A Straus Toronto Ont $67,482, J Strom-Olsen Montréal Qué $111,898, D F Strong St John's T-N $117,600, R E Subden Guelph Ont $58,850, C Y Suen Montréal Qué $119,175, J D Summers Guelph Ont $86,446, R J Sutherland Lethbridge Alb $58,058, J C Sutton Guelph Ont $152,417, H J Swatland Guelph Ont $64,675, M Sylvestre Laval-des-Rapides Qué $102,676, B Szabados Hamilton Ont $106,700, W A Szarek Kingston Ont $140,679, J Toth Edmonton Alb $105,020, B Tabarrok Toronto Ont $128,158, D D Tanner Edmonton Alb $155,860, P Taras Montréal Qué $175,952, S E Tavares Kingston Ont $135,780 F A Tavenas Québec Qué $54,000, S Tavoularis Ottawa Ont $53,507, D E Taylor Edmonton Alb $74,558, F J R Taylor Vancouver C-B $56,600, G J Taylor Edmonton Alb $67,280, I E P Taylor Vancouver C-B $50,422, P A Taylor Hamilton Ont $64,500, M Tetu Québec Qué $60,271, M L W Thewalt Burnaby C-B $180,384, D A Thompson Hamilton Ont $149,385, J E Thompson Waterloo Ont $171,132, L K Thompson St John's T-N $173,424, M Thompson Toronto Ont $294,560, T A Thorpe Calgary Alb $220,050, T Timusk Hamilton Ont $104,096, S S Tobe Toronto Ont $84,538, J M Toguri Toronto Ont $139,000, F W Tompa Waterloo Ont $547,928, B Y P Tong London Ont $94,852, G H N Towers Vancouver C-B $151,777, S D Tremaine Toronto Ont $325,200, R Tremblay Québec Qué

SCIENCES ET TECHNOLOGIE—*Fin*

$82,500, D Tromans Vancouver C-B $56,792, J Trotter Vancouver C-B $290,710, W K Tso Hamilton Ont $85,200, J K Tsotsos Toronto Ont $374,709, B Tuchweber Montréal Qué $53,474, J Tulip Edmonton Alb $215,456, E Tulving Toronto Ont $58,233, M A Tung Vancouver C-B $78,482, C J Turner Toronto Ont $54,255, D H Turpin Kingston Ont $70,183, B W Unger Calgary Alb $96,780, W Unruh Vancouver C-B $70,004, J P Valleau Toronto Ont $55,679, H M Van Driel Toronto Ont $176,354, M H Van Emden Waterloo Ont $184,820, W T H Van Oers Winnipeg Man $150,215, C H Vanderwolf London Ont $77,130, J F Vaneldik Edmonton Alb $51,980, S A Vanstone Waterloo Ont $125,325, J M Varah Vancouver C-B $85,440, J C Vederas Edmonton Alb $56,821, J Veizer Ottawa Ont $54,144, J E S Venart Frédéricton N-B $71,297, A N Venetsanopoulos Toronto Ont $139,540, D P S Verma Montréal Qué $315,233, J P Villeneuve Québec Qué $348,307, L C Vining Halifax N-É $81,521, J Valchopoulos Hamilton Ont $93,610, E W Vogt Vancouver C-B $74,364, R C Von Borstel Edmonton Alb $126,472, Z G Vranesic Toronto Ont $174,450, J C Waddington Hamilton Ont $61,440, N Wagner Calgary Alb $361,231, D C Walker Vancouver C-B $74,063, R G Walker Hamilton Ont $111,706, S C Wallace Toronto Ont $162,773, J Walsh St John's T-N $139,335, C J Walters Vancouver C-B $134,965, W L Waltz Saskatoon Sask $106,311, J K S Wan Kingston Ont $106,580, S E Wanke Edmonton Alb $107,504, M A Ward Calgary Alb $114,940, J Warkentin Hamilton Ont $78,685, B G Warner Waterloo Ont $57,280, R A J Warren Vancouver C-B $101,684, A P Watkinson Vancouver C-B $55,240, A K Watson Ste-Anne-de-Bellevue Qué $217,600, G C Weatherly Toronto Ont $137,472, G R B Webster Winnipeg Man $50,838, G F Weetman Vancouver C-B $65,786, W H Wehlau London Ont $66,240, J A Weil Saskatoon Sask $52,890, L Weiler Vancouver C-B $76,098, R W Wein Frédéricton N-B $119,100, F Weinberg Vancouver C-B $354,222, W G Wellington Vancouver C-B $52,372, D E Wells Frédéricton N-B $126,500, M R Wertheimer Montréal Qué $81,800, G F West Toronto Ont $66,720, D W S Westlake Edmonton Alb $101,862, N P C Westwood Guelph Ont $51,630, B L White Vancouver C-B $148,728, D S Wilkinson Hamilton Ont $89,735, H Williams St John's T-N $63,360, J P Williams Toronto Ont $128,978, P F Williams Frédéricton N-B $50,764, D J Wilson Edmonton Alb $77,712, F R Wilson Frédéricton N-B $113,000, M A Winnik Toronto Ont $258,816, I H Witten Calgary Alb $56,000, S Wolfe Kingston Ont $170,000, C M Wood Hamilton Ont $111,495, P E Wood Hamilton Ont $76,500, R J Woodham Vancouver C-B $76,355, R T Woodhams Toronto Ont $87,845, J Woods Lethbridge Alb $142,596, R J Woods Saskatoon Sask $97,500, C M Woodside Ottawa Ont $281,673, D W Wright Waterloo Ont $700,584, G R Wyatt Kingston Ont $65,717, R C Wyndham Toronto Ont $96,812, J R Wynnyckyj Waterloo Ont $80,786, K Yates Toronto Ont $65,280, P Yates Toronto Ont $55,679, I Yellowley Hamilton Ont $50,805, G L Yip Montréal Qué $107,670, R N Yong Montréal Qué $58,080, T S Yoon Toronto Ont $244,660, D York Toronto Ont $102,979, Young Vancouver C-B $76,100, R P Young Kingston Ont $84,000, M M Yovanovich Waterloo Ont $156,380, M Zentilli Halifax N-É $56,400, J V Zidek Vancouver C-B $55,738, A Zielinski Victoria C-B $91,836, P D Ziogas Montréal Qué $106,800, S W Zucker Montréal Qué $178,320.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT $3,020,939,877

Département $2,956,515,878

Subventions à des associations bénévoles sans but lucratif afin de favoriser l'utilisation des langues officielles $1,829,923—Assoc du Barreau Canadien Ottawa Ont $60,000, Canadian Parents for French Ontario Toronto Ont $87,400, Canadian Parents for French Ottawa Ont $171,050, Canadian Parents for French British Columbia Branch Vancouver C-B $76,300, Centre International de Recherche sur le Bilinguisme Québec Qué $127,490, National Sport and Recreation Centre Inc Vanier Ont $149,400.

Subventions pour aider les fédérations nationales, les associations provinciales ainsi que tout autre groupe, association, institution et individu qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $17,206,965—ACFA Régionale d'Edmonton Edmonton Alb $85,300, Activités-Jeunesse (1980) Inc Moncton N-B $214,500, Alliance Québec Montréal Qué $1,125,000, Alliance Québec Inc Hull Qué $90,000, Assemblée des Centres Culturels de l'Ontario North Bay Ont $53,500, Assoc Canadienne-Française de l'Ontario Vanier Ont $855,950, Assoc Canadienne-Française de l'Alberta Calgary Alb $76,480, Assoc Canadienne-Française de l'Alberta Edmonton Alb $305,400, Assoc Canadienne-Française de l'Alberta Régionale de Rivière-la-Paix Falher Alb $71,500, Assoc Canadienne-Française de l'Alberta Régionale de Saint-Paul Saint-Paul Alb $60,300, Assoc Culturelle du Haut St-Jean Saint-Basile N-B $79,375, Assoc Culturelle Franco-Ténoise Yellowknife TN-O $147,900, Assoc Culturelle Franco-Canadienne de la Saskatchewan Régina Sask $456,400, Assoc de la Presse Francophone Hors Québec Ottawa Ont $345,503, Assoc des Franco-Yukonnais Whitehorse TY $72,645, Assoc des Francophones du Nord-Ouest de l'Ontario Thunder Bay Ont $83,000, Assoc des Parents du Programme Cadre de Français Vancouver C-B $50,000, Assoc des Scouts du Canada Centre National Montréal Qué $103,918, Assoc Française des Conseils Scolaires de l'Ontario Régionale 1 Cornwall Ont $64,000, Assoc Francophone de St John's St John's T-N $66,750, Assoc Francophone du Labrador Labrador City T-N $99,865, Assoc Jeunesse Fransaskoise Inc Saskatoon Sask $113,920, Assoc of Quebec Regional English Media Ste-Anne-de-Bellevue Qué $110,450, Centre Culturel Franco-Manitobain Saint-Boniface Man $195,750, Centre Culturel la Ronde Inc Timmins Ont $70,000, Centre d'Activités Françaises Penetanguishene Ont $76,000, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Assoc Huntingdon Qué $84,000, Commission Culturelle Fransaskoise Inc Régina Sask $113,290, Committee for Anglophone Social Action New Carlisle Qué $104,500, Conseil Canadien de la Coopération Lévis Qué $130,025, Conseil de la Coopération de la Saskatchewan Régina Sask $59,570, Conseil de Promotion et de Diffusion de la Culture Moncton N-B $98,000, Conseil des Organismes Francophones du Toronto Métropolitain Toronto Ont $102,600, Conseil Économique du Nouveau-Brunswick Moncton N-B $54,400, Conseil Jeunesse Provincial Inc Saint-Boniface Man $143,000, Direction Jeunesse Ottawa Ont $204,250, English-Speaking Townshippers' Assoc Sherbrooke Qué $219,000, Fédération des Assoc de Parents et Instituteurs de Langue Française-Ontario Ottawa Ont $80,750, Fédération Acadienne Nouvelle-Écosse Halifax N-É $842,964, Fédération Culturelle des Canadiens-Français Ottawa Ont $403,150, Fédération des Élèves du Secondaire Franco-Ontarien Ottawa Ont $119,200, Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises Ottawa Ont $346,406, Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador St John's T-N $176,345, Fédération des Francophones Hors Québec Ottawa Ont $668,287, Fédération des Jeunes Canadiens Français Inc Ottawa Ont $319,924, Fédération des Parents Acadiens de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $53,175, Fédération des Scouts de l'Atlantique Moncton N-B $61,750, Fédération Provinciale des Comités de Parents Winnipeg Man $131,000, Festival Franco-Ontarien Ottawa Ont $65,000, Francophonie Jeunesse de l'Alberta Edmonton Alb $99,100, Guides Catholiques du Canada Secteur Français Montréal Qué $146,737, Jeunesse Acadienne Ltée Wellington Î-P-É $78,850, La Société Saint-Thomas d'Aquin Summerside Î-P-É $387,750, La Troupe de la Seizième

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Vancouver C-B $63,000, Le Centre des Jeunes de Sudbury Inc Sudbury Ont $114,000, Les Terres Neuviens Français Péninsule de Port-au-Port T-N $88,090, Quebec Farmer's Assoc Ste-Anne-de-Bellevue Qué $76,000, Quebec Young Farmers' Provincial Federation Ste-Anne-de-Bellevue Qué $57,000, Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick Petit-Rocher N-B $633,350, Société des Jeux de l'Acadie Inc Petit-Rocher N-B $108,400, Société Franco-Manitobaine Saint-Boniface Man $590,000, Société Nationale des Acadiens Shédiac N-B $139,942, Société Saint-Pierre Chéticamp N-É $57,000, Théâtre Action Ottawa Ont $84,550, Théâtre du P'tit Bonheur Toronto Ont $53,200, Voice of English Quebec Ville de Québec Qué $117,000.

Subventions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des groupes et à des organisations pour des projets d'échange de jeunes $21,058,072—Action Child Care Inc Saskatoon Sask $66,725, Air India Memorial Fund Don Mills Ont $50,000, Alberta Status of Women Action Committee (ASWAC) Lethbridge Lethbridge Alb $116,200, Alberta Women's Newsmagazine Edmonton Alb $60,000, Assoc des Femmes Collaboratrices St-Hubert Qué $120,083, Assoc Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS) Montréal Qué $84,100, British Columbia Coalition of the Disabled Vancouver C-B $66,900, Calgary Assoc for Independent Living Calgary Alb $65,000, Canadian Assoc for Community Living Downsview Ont $69,000, Canadian Assoc for the Advancement of Women and Sport Ottawa Ont $75,000, Canadian Day Care Advocacy Assoc Ottawa Ont $200,536, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $92,860, Canadian Research Institute for the Advancement of Women Criaw Ottawa Ont $344,000, Canadian Woman Studies—Les Cahiers de la Femme Downsview Ont $125,460, Chambre de Commerce de Montréal pour le Comité de Promotion Féminine Montréal Qué $79,000, Congress of Black Women of Canada Regina Sask $64,998, Conseil d'Intervention pour l'Accès des Femmes au Travail Montréal Qué $55,667, Consumer Organization of Disabled People of Newfoundland and Labrador St John's T-N $73,220, Corner Brook Status of Women Council Corner Brook T-N $58,688, Council for Canadian Unity Montréal Qué $250,000, École Secondaire de Povungnituk Povungnituk N-B $50,127, Fédération des Dames d'Acadie Inc Campbellton N-B $53,175, Fédération des Femmes du Québec Montréal Qué $92,000, Fédération Nationale des Femmes Canadiennes-Françaises Ottawa Ont $132,065, Fort McMurray Family YMCA Fort McMurray Alb $100,000, Frontiers Foundation Inc Toronto Ont $300,000, Gestion Sportive et Culturelle de Baie-Comeau Inc Baie-Comeau Qué $100,000, Grant MacEwan Community College (Volunteer Management Program) Edmonton Alb $103,000, Immigrant Women's Assoc of Manitoba Inc Winnipeg Man $62,431, Institut Canadien d'Éducation des Adultes Montréal Qué $149,625, L'R des Centres de Femmes Montréal Qué $59,090, Manitoba Action Committee on the Status of Women Winnipeg Man $120,844, New Brunswick Women's Network Fredericton N-B $67,838, Naissance-Renaissance Inc Montréal Qué $80,000, National Assoc of Women and the Law Ottawa Ont $225,500, National Council of YMCA's of Canada Ottawa Ont $89,360, National Voluntary Organizations Ottawa Ont $119,700, National Watch on the Images of Women in the Media Inc Vancouver C-B $213,817, Neil Squire Foundation Vancouver C-B $51,176, New Brunswick Assoc of Independent Living Inc Chatham N-B $60,000, Northwestern Ontario Women's Decade Council Thunder Bay Ont $93,500, Nouveau Départ Montréal Qué $53,925, Ontario Assoc of Interval and Transition Houses Toronto Ont $60,320, Regroupement Provincial des Maisons d'Hébergement et Transition pour Femmes Victimes de Violence Montréal Qué $83,540, Relais-Femmes de Montréal Montréal Qué $95,327, Resources for Feminist Research Centre for Women's Studies in Education Toronto Ont $63,000, Salon International de la Jeunesse ABC Montréal Qué $50,000, Saskatchewan Action Committee Status of Women Regina Sask $142,500, Saskatchewan Women's Resources Regina Sask $89,945, St John's Status of Women Council St John's T-N $102,309, The Canadian Assoc for Adult Education Toronto Ont $149,625, Vancouver Status of Women Vancouver C-B $75,400, Women Healthsharing Toronto Ont $63,430, Women's Planning Committee Consultation 86 Ottawa Ont $75,210, Women's Information Centre of Toronto Toronto Ont $74,671, Women's Network Inc Charlottetown Î-P-É $62,000, Women's Research Centre Vancouver C-B $127,680, Women's Studies Outreach Advisory Council Athabasca Alb $60,000.

Subventions aux centres d'accueil, aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux groupes communautaires autochtones ainsi qu'aux sociétés de communications autochtones et aux journaux autochtones $25,723,337—Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb $448,592, Alliance Autochtone du Québec Inc Hull Qué $452,610, Assoc of Iroquois and Allied Indians London Ont $122,749, Assoc of Metis and Non-Status Indians of Saskatchewan Regina Sask $762,296, Atikokan Native Friendship Centre Atikokan Ont $87,599, Battleford's Indian and Metis Friendship Centre North Battleford Sask $197,710, Bonnyville Canadian Native Friendship Centre Bonnyville Alb $187,409, Calgary Native Friendship Society Calgary Alb $201,953, Can-Am Indian Friendship Centre of Windsor Windsor Ont $89,977, Canadian Native Friendship Centre Edmonton Alb $213,489, Carrier Sekani Tribal Council Prince George C-B $53,405, Centre d'Amitié Autochtone de La Tuque La Tuque Qué $60,000, Centre d'Amitié Autochtone de Montréal Inc Montréal Qué $194,908, Centre d'Amitié Autochtone du Québec Loretteville Qué $168,990, Centre d'Entraide et d'Amitié Autochtone de Senneterre Inc Senneterre Qué $126,224, Centre Indien Cri de Chibougamau Chibougamau Qué $165,918, Committee for Aboriginal Peoples Entitlement Inuvik TN-O $301,981, Conseil Attikamek-Montagnais Village-des-Hurons Qué $140,011, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $556,833, Dauphin Friendship Centre Inc Dauphin Man $153,841, Deh Cho Society Friendship Centre Fort Simpson TN-O $146,658, Dene Nation Yellowknife TN-O $346,514, Federation of Newfoundland Indians St Georges T-N $91,552, Femmes Autochtones du Québec Inc Montréal Qué $131,770, Flin Flon Indian-Metis Friendship Assoc Inc Flin Flon Man $188,228, Fort Erie Native Cultural Centre Fort Erie Ont $113,615, Fort Nelson-Liard Native Friendship Society Fort Nelson C-B $108,494, Fort St John Friendship Society Fort St John C-B $130,027, Friendship House Assoc of Prince Rupert Prince Rupert C-B $131,123, Grand Council of the Crees of Quebec Val d'Or Qué $100,388, Grand Council Treaty No 3 Kenora Ont $144,850, Grande Prairie Friendship Centre Grande Prairie Alb $156,107, Hamilton Regional Indian Centre Hamilton Ont $163,477, High Level Native Friendship Centre Society High Level Alb $93,939, High Prairie Native Friendship Centre High Prairie Alb $128,186, Indian Assoc of Alberta Edmonton Alb $431,529, Indian Friendship Centre in Sault Ste Marie Sault Ste Marie Ont $136,521, Indian News Media Stand Off Alb $287,128, Indian Youth Friendship Society Thunder Bay Ont $203,205, Indian-Metis Friendship Centre of Prince Albert Prince Albert Sask $214,604, Indigenous Women's Collective of Manitoba Inc Winnipeg Man $55,700, Ingamo Hall Friendship Centre Inuvik TN-O $220,026, Ininew Friendship Centre Cochrane Ont $147,675, Interior Indian Friendship Society Kamloops C-B $178,962, Inuit

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Broadcasting Corp Ottawa Ont $212,488, Keewatin Inuit Assoc Rankin Inlet TN-O $299,585, Kermode Friendship Society Terrace C-B $143,518, Kikinahk Friendship Centre Inc La Ronge Sask $161,392, Kitikmeot Inuit Assoc Cambridge Bay TN-O $122,000, Labrador Friendship Centre Goose Bay Labrador T-N $189,508, Labrador Inuit Assoc Labrador T-N $273,546, Ma-Mow-We-Tak Friendship Centre Inc Thompson Man $198,768, Makivik Corp Westmount Qué $306,346, Manitoba Assoc for Native Languages Inc Winnipeg Man $85,000, Mannawanis Native Friendship Centre Society St Paul Alb $109,337, Metis Assoc of Alberta Edmonton Alb $459,303, Metis Assoc of the NWT Yellowknife TN-O $328,313, Micmac Native Friendship Centre Halifax N-É $183,618, Mohawk Nation of Québec Kahnawake Qué $102,443, Moose Jaw Native Friendship Centre Corp Moose Jaw Sask $144,529, Moosonee Native Friendship Centre Moosonee Ont $113,924, N'Amerind London Friendship Centre London Ont $200,400, N'Swakamok Native Friendship Centre Sudbury Ont $163,477, Napi Friendship Assoc Pincher Creek Alb $124,661, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $496,455, National Indian Brotherhood Assembly of First Nations Ottawa Ont $132,000, Native Canadian Centre of Toronto Toronto Ont $235,465, Native Communications Inc Thompson Man $59,912, Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É $253,410, Native Communications Society of the Western NWT Yellowknife TN-O $249,210, Native Council of Nova Scotia Truro N-É $251,746, Native Council of PEI Charlottetown Î-P-É $184,395, Native Media Network Inc Winnipeg Man $50,000, Ne-Chee Friendship Centre Kenora Ont $136,863, New Brunswick Assoc of Metis and Non-Status Indians Fredericton N-B $284,038, Niagara Regional Native Centre Niagara on the Lake Ont $177,238, Nishnawbe-Gamik Friendship Centre Inc Sioux Lookout Ont $172,420, North Bay Indian Friendship Centre North Bay Ont $159,476, North Coast Tribal Council Prince Rupert C-B $62,346, North-West Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask $175,757, Odawa Native Friendship Centre Inc Ottawa Ont $139,175, Okalakatiget Society Nain Labrador T-N $130,617, Parry Sound Indian Friendship Centre Parry Sound Ont $125,839, Pauktuutit Inuit Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $68,500, Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B $154,876, Portage Friendship Centre Portage la Prairie Man $173,966, Prince George Native Friendship Centre Prince George C-B $156,709, Qu'Appelle Valley Friendship Centre Inc Fort Qu'Appelle Sask $100,762, Quesnel Tillicum Society Quesnel C-B $156,872, Red Lake Indian Friendship Centre Red Lake Ont $213,303, Regina Friendship Centre Corp Regina Sask $208,410, Regroupement des Centres d'Amitié Autochtone du Québec Montréal Qué $50,000, Riverton and District Friendship Centre Inc Riverton Man $87,648, Rocky Native Friendship Centre Society Rocky Mountain House Alb $128,527, Sagitawa Friendship Centre Society Peace River Alb $124,661, Sappujjijit Friendship Centre Rankin Inlet TN-O $55,788, Saskatchewan Native Communications Wheta Natowin Corporation Regina Sask $128,384, Saskatchewan Native Women's Associations Regina Sask $110,516, Saskatoon Indian and Metis Friendship Centre Inc Saskatoon Sask $197,710, Selkirk Friendship Centre Inc Selkirk Man $187,775, Sik-Ooh-Kotok Friendship Society Lethbridge Alb $159,706, Slave Lake Native Friendship Centre Slave Lake Alb $159,479, Smithers Indian Friendship Centre Society Smithers C-B $129,187, Soaring Eagle Friendship Centre Hay River TN-O $119,180, Swan River Indian Metis Friendship Centre Inc Swan River Man $180,513, The Pas Friendship Centre Inc The Pas Man $178,654, Thunderbird Friendship Centre Geraldton Ont $118,629, Tillicum Haus Society Nanaimo C-B $129,187, Timmins Native Friendship Centre Timmins Ont $114,661, Tree of Peace Friendship Centre Yellowknife TN-O $253,518, Uncle Gabe's Friendship Centre Fort Smith TN-O $182,280, Union of Nova Scotia Indians Sydney N-É $226,569, Union of British Columbia Indians Chiefs Vancouver C-B $261,037, Union of New Brunswick Indians Fredericton NB $268,525, Union of Ontario Indians Toronto Ont $213,957, United Native Friendship Centre Fort Frances Ont $158,552, United Native Nations Vancouver C-B $528,132, United Native Nations Friendship Society Vernon C-B $114,284, Valley Native Friendship Centre Society Duncan C-B $129,187, Victoria Native Friendship Centre Victoria C-B $203,011, Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont $322,768, West Coast Professional Native Women's Assoc Vancouver C-B $60,560.

Subvention au Rick Hansen Man in Motion Canadian Trust Fund $1,000,000—Rick Hansen Man in Motion Canadian Trust Fund Vancouver C-B $1,000,000.

Subventions à des groupes bénévoles, universités, institutions et particuliers, pour promouvoir le développement culturel $14,733,028—Canadian Ethnocultural Council Ottawa Ont $164,500, Canadian Federation of Vietnamese Assoc Ottawa Ont $60,700, Canadian Jewish Congress Montréal Qué $205,000, Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne, Caraibienne et Afro-Canadienne Montréal Qué $55,000, Centro Canadese Scuola E Cultura Italiana Toronto Ont $169,135, Chinese Canadian National Council Toronto Ont $68,000, Chinese Lingual Cultural Centre of Canada Toronto Ont $53,600, Cross Cultural Communication Centre Toronto Ont $80,000, Folk Arts Council of St Catharines St Catharines Ont $50,000, German-Canadian Congress Ottawa Ont $63,000, Government of Alberta Cultural Heritage Division Edmonton Alb $80,000, Greek Community of Metropolitan Toronto Inc Toronto Ont $138,697, Hamilton and District Multicultural Council Hamilton Ont $50,000, Helenic Federation of Parents and Guardians of Greater Montréal Montréal Qué $51,245, Hutterian Education Committee Tourond Man $66,800, Immigrant Women's Assoc of Manitoba Inc Winnipeg Man $53,000, Jewish Education Council of Montréal Montréal Qué $64,672, Multicultural Council of Windsor and Essex County Windsor Ont $52,000, National Assoc of Canadians Origin in India Ottawa Ont $95,000, National Congress of Italian Canadians Ottawa Ont $63,000, National Federation of Pakistani-Canadians Ottawa Ont $65,100, Ontario Council of Agencies Serving Immigrants Toronto Ont $92,000, Ontario Institute for Studies in Education Toronto Ont $87,594, Orientation Adjustment Services for Immigrants Society Vancouver C-B $59,000, Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization Ottawa Ont $52,000, Pacific Immigrant Resources Society Vancouver C-B $55,620, Patronat Italo-Canadien pour l'Assistance aux Immigrants Inc Montréal Qué $66,500, PEI Multicultural Council Charlottetown Î-P-É $67,800, Regina Open Door Society Inc Regina Sask $57,000, Surrey Delta Immigrant Services Society Surrey C-B $53,790, Thunder Bay Multicultural Assoc Thunder Bay Ont $63,000, Toronto Board of Jewish Education Willowdale Ont $306,705, Ukrainian Canadian Committee Alberta Provincial Council Edmonton Alb $115,000, United Way of Greater Toronto Toronto Ont $66,300.

Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale $180,000

Célébrations de la Fête du Canada $2,167,420—Comité de la Fête du Canada Québec Qué $75,000, Conseil pour l'Unité canadienne Montréal Qué $230,000, Vancouver Centennial Commission Vancouver C-B $100,000.

Subventions à des organismes bévévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des étude

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

sur le Canada $585,611—Assoc for Canadian Studies Ottawa Ont $149,000, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $210,000, Canadian Learning Materials Centre Charlottetown Î-P-É $50,000.

Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs $122,099

Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents $46,394

Subventions à des organismes, des établissements, des particuliers et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne $962,725—Canadian Human Rights Foundation Montréal Qué $88,000, Canadian Rights and Liberties Federation Ottawa Ont $65,000, Human Rights Research and Education Centre Ottawa Ont $82,000, Ligue des Droits et Libertés Montréal Qué $55,000.

Contributions, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale, y compris les programmes de bourses d'été pour l'apprentissage des langues et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes $215,118,360—Collège Notre Dame Sudbury Ont $62,034, Conseil des Ministres de l'Éducation Canada Toronto Ont $16,372,167, Écoles privées de l'Ontario Ottawa Ont $125,920, Federation of Independent School Assoc of British Columbia Vancouver C-B $390,334, Manitoba Federation of Independent Schools Inc Winnipeg Man $133,959, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $26,369,609, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $8,871,058, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Regina Sask $4,464,618, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $78,452,328, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $3,760,270, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $7,457,808, Trésorier provincial Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $4,417,590, Trésorier provincial Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,331,386, The Toronto French School Toronto Ont $188,597, Trésorier Provincial de l'Ontario Toronto Ont $54,946,922, Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $7,291,109.

Contributions, selon des conditions approuvées par le gouverneur en conseil, à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence territoriale $1,266,977—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $562,739, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $704,238.

Contributions à des établissements, associations et organismes à des fins de collecte et de diffusion d'information et de développement de techniques reliées aux langues officielles dans l'enseignement $839,903—Assoc Canadienne d'Éducation de Langue Française Sillery Qué $53,870, Canadian Assoc of Second Language Teachers Winnipeg Man $283,842, Canadian Modern Language Review Welland Ont $51,550, Canadian Parents for French Ottawa Ont $142,960, Centre International de Recherche sur le Bilinguisme Québec Qué $83,750, Commission Nationale des Parents Francophones St Adolphe Man $50,000.

Contributions à des association bénévoles sans but lucratif et à des administrations publiques autres que fédérales afin de favoriser l'utilisation des langues officielles $4,800,661—British Columbia School Trustees Vancouver C-B $54,365, Centre de Recherche en Droit Privé Montréal Qué $136,000, Centre de Traduction et de Documentation Juridiques Ottawa Ont $263,000, Centre de Traduction et de Terminologie Juridiques Moncton N-B $370,000, Fitness and Amateur Sport Ottawa Ont $75,941, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $176,316, Institut Joseph Dubuc Inc Winnipeg Man $110,010, Le Gouvernement de l'Ontario Toronto Ont $54,625, Ministre des Finances Gouvernement du Manitoba Winnipeg Man $500,000, Ministère des Affaires Civiques et Culturelles l'Office de la Télévision Toronto Ont $72,000, Minister of Finance Province of New Brunswick Fredericton N-B $547,205, Ministry of Attorney General Toronto Ont $260,016, Ministry of Community and Social Services Toronto Ont $118,200, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $250,000, Trésorier provincial de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $54,567, Société d'Aménagement Régional Fredericton N-B $109,713, Trésorier Province de l'Ontario Toronto Ont $300,000, United Way of Canada Ottawa Ont $61,510.

Contributions aux fédérations nationales et aux associations provinciales ainsi qu'à tout autre groupe, association, institution et individu qui concourt au développement des communautés minoritaires de langue officielle $2,118,360—Assoc Culturelle Franco-Canadienne de la Trinité St Denis Sask $56,700, Canada Trust en Fidéicommis pour la Fondation du Quotidien Francophone du Nouveau-Brunswick Saint John N-B $700,000, Centre Culturel Colombien Vancouver C-B $136,000, Centre Régional des Loisirs Culturels Inc Kapuskasing Ont $95,000, Conseil Communautaire Beausoleil Inc Newcastle N-B $82,500, Conseil Communautaire Samuel de Champlain Saint John N-B $90,000, Fédération des Franco-Colombiens Vancouver C-B $477,400, Le Cercle Français de Fredericton Inc Fredericton N-B $77,500, Les Productions de l'Étoile Inc Caraquet N-B $57,000, Théâtre Français d'Edmonton Edmonton Alb $60,000.

Contributions aux établissements postsecondaires et aux organismes bénévoles pour la création de possibilités nouvelles ou accrues de recherche et de développement $6,051,204—Asia Pacific Business Centre University of BC Vancouver C-B $378,108, Centre de Recherche Informatique de Montréal Inc Montréal Qué $79,165, Dalhousie University Halifax N-É $141,510, Laurentian University of Sudbury Sudbury Ont $872,878, Queen's University at Kingston Kingston Ont $750,000, Saint Mary's University Halifax N-É $332,843, The University of Alberta Edmonton Alb $120,336, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $600,000, Université Laval Québec Qué $277,750, University of Ottawa Ottawa Ont $85,750, University of Saskatchewan Saskatoon Sask $1,988,190, University of Waterloo Waterloo Ont $68,481, University of Western Ontario London Ont $90,000, University of Windsor Windsor Ont $51,921.

Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces aux termes de la partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement post-secondaire et de santé $2,232,296,000—Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $3,809,125, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $2,281,000, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $92,187,750, Ministre des Finances Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $13,340,125, Ministre des Finances et de l'Industrie Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $75,134,000, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $311,586,000, Ministre des Finances Province de Québec Québec Qué $434,803,000, Newfoundland Exchequer Account St John's T-N $60,212,000, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $207,367,000, Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $112,455,000, Trésorier provincial Province de la Saskatchewan Regina Sask $109,255,000, Trésorier Province de l'Ontario Toronto Ont $809,866,000.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

Octroi de crédits pour les paiements d'intérêts, les obligations contractées et les paiements de remplacement aux provinces en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants $351,250,058

Contributions à l'égard des frais liés à l'acquisition de la citoyenneté canadienne et à l'enseignement des langues aux immigrants équivalant à la moitié de la part de l'administration provinciale ou territoriale concernée $7,891,807—Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $2,407,074, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Regina Sask $90,731, Ministre des Finances Province de Québec Montréal Qué $1,103,757, Trésorier provincial Province de l'Ontario Toronto Ont $2,380,848, Trésorier provincial Province du Manitoba Winnipeg Man $368,971, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alb $1,537,055.

Contributions aux provinces et aux territoires destinées à couvrir le coût des manuels de langues pour les cours de préparation à la citoyenneté $339,395—Trésorier provincial Province de l'Ontario Toronto Ont $145,000, Trésorier provincial Province de l'Alberta Edmonton Alta $133,065.

Contributions à des groupes s'occupant de la situation de la femme, à des groupes s'occupant de l'unité canadienne et à des organismes visant à promouvoir le développement et la compréhension entre groupes pour des projets destinés à encourager la participation entière des citoyens dans la société canadienne, à des organismes bénévoles pour des projets d'échange de jeunes; OPCAN $11,049,052—Action Éducation des Femmes Ottawa Ont $115,000, Assoc of Canadian Community Colleges Toronto Ont $200,000, Canadian Bureau for International Education Ottawa Ont $217,639, Canadian Congress for Learning Opportunities for Women Toronto Ont $264,744, Canadian Council of Christians and Jews Toronto Ont $365,310, Canadian Council on Children and Youth Ottawa Ont $1,000,000, Canadian Legal Advocacy Information and Research Assoc of the Disabled Ottawa Ont $100,000, Canadian 4-H Council Ottawa Ont $393,134, Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped Winnipeg Man $400,000, Council for Canadian Unity Ottawa Ont $760,000, Interchange on Canadian Studies Halifax N-É $157,470, National Action Committee on the Status of Women Toronto Ont $540,071, OPCAN Katimavik Montréal Qué $3,643,046, Productions des Années '80 Inc Montréal Qué $74,500, Rehabilitation Resource Centre Calgary Alb $267,209, Society for Educational Visits and Exchanges in Canada (SEVEC) Ottawa Ont $823,420, University of Manitoba and University of Winnipeg Winnipeg Man $500,000, Women's Legal Education and Action Fund Toronto Ont $260,248, YMCA of Metropolitan Toronto Toronto Ont $700,000.

Contributions aux associations autochtones, aux groupes de femmes autochtones, aux sociétés de communications autochtones, aux centres d'accueil et participation aux dépenses d'immobilisations des centres d'accueil $31,917,081—Aboriginal Multi-Media Society of Alberta Edmonton Alb $56,000, Aboriginal Radio Television Society Edmonton Alb $513,600, Alberta Native Women's Assoc Region 6 Edmonton Alb $85,000, Baffin Region Inuit Assoc Frobisher Bay TN-O $312,128, Brandon Friendship Centre Inc Brandon Man $183,973, Buffalo Narrows Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask $95,094, Cariboo Friendship Society Williams Lake C-B $156,872, Central Okanagan Indian Friendship Society Kelowna C-B $148,138, Centre D'Amitié Autochtone de La Tuque La Tuque Qué $82,275, Centre d'Entraide Autochtone de Val d'Or Val d'Or Qué $178,015, Conayt Friendship Society Merritt C-B $120,284, Council for Yukon Indians Whitehorse TY $67,000, Federation of Saskatchewan Indian Nations Saskatoon Sask $533,002, First Nations Confederacy Inc Winnipeg Man $184,762, Georgian Bay Native Friendship Centre Midland Ont $87,497, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $1,981,300, High Level Native Friendship Centre High Level Alb $120,100, Indian and Metis Friendship Centre of Winnipeg Winnipeg Man $196,181, Indian Council of First Nations of Manitoba Inc Winnipeg Man $79,723, Indian News Media Stand Off Alb $61,714, Inuit Broadcasting Corp Ottawa Ont $2,358,109, Inuit Committee on National Issues Ottawa Ont $1,220,250, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $713,669, Inuvialuit Communications Society Inuvik TN-O $777,213, James Bay Cree Communications Val d'Or Que $487,549, Kitikmeot Inuit Assoc Cambridge Bay TN-O $168,085, Lillooet Friendship Centre Society Lillooet C-B $114,285, Lloydminster Native Friendship Centre Inc Lloydminster Sask $100,762, Louis Riel Metis Assoc of British Columbia Dawson Creek C-B $63,000, Lynn Lake Friendship Centre Lynn Lake Man $154,190, Ma-Mow-We-Tak Friendship Centre Thompson Man $291,450, Manitoba Keewatinowi Okimakanac Inc Thompson Man $240,080, Manitoba Metis Federation Winnipeg Man $638,504, Metis National Council Saskatoon Sask $1,074,246, Mic Mac Social and Economic Development Assoc Bay d'Espoir T-N $64,617, Mikisew Broadcasting Corp Inc Thompson Man $1,081,490, Missinipi Broadcasting Corp La Ronge Sask $620,000, Mission Indian Friendship Centre Society Mission C-B $129,187, Moose Mountain Friendship Centre Carlyle Sask $100,762, Naskapi Montagnais Inuit Assoc Northwest River T-N $124,216, National Aboriginal Communications Society Ottawa Ont $296,293, National Assoc of Friendship Centres Ottawa Ont $336,200, National Indian Brotherhood Assembly of First Nations Ottawa Ont $1,670,787, Native Communications Society Northern Broadcasting Terrace C-B $487,700, Native Communications Society of British Columbia Vancouver C-B $240,216, Native Communications Society of Nova Scotia Sydney N-É $51,349, Native Communications Society of the Western Northwest Territories Yellowknife TN-O $655,568, Native Council of Canada Ottawa Ont $1,610,054, Native Council of Canada-Alberta Edmonton Alb $82,414, Native Women's Assoc of Canada Ottawa Ont $387,000, Nawican Friendship Centre Dawson Creek C-B $129,187, Nishnawbe Aski Nation Toronto Ont $202,665, Nistawoyou Assoc Friendship Centre Fort McMurray Alb $141,284, North-West Friendship Centre Inc Meadow Lake Sask $117,000, Northern Native Broadcasting Yukon Whitehorse TY $1,609,000, Okalakatiget Communications Society Nain T-N $646,023, Ontario Metis Non-Status Indian Assoc Sault Ste Marie Ont $695,284, Pauktuutit (Inuit Women's Assoc) Ottawa Ont $283,000, Port Alberni Friendship Centre Port Alberni C-B $207,700, Red Deer Friendship Society Red Deer Alb $87,497, Sappujjijit Friendship Centre Ranklin Inlet TN-0 $55,788, Saskatchewan Native Communications Wheta Matowin Corp Regina Sask $51,084, Skoo Kum Jim Friendship Centre Whitehorse TY $140,571, Société de Communication Attikamek Montagnais Village-des-Hurons Que $1,030,000, St John's Native Friendship Centre St John's T-N $86,014, Tansi Friendship Centre Society Chetwynd C-B $111,666, Taqramiut Nipingat Inc Dorval Qué $1,729,610, Vancouver Indian Centre Society Vancouver C-B $203,011, Wawatay Native Communications Society Sioux Lookout Ont $1,898,420, Ye-Sa-To Communications Society Whitehorse TY $175,230, Yorkton Friendship Centre Yorkton Sask $162,713, Zhati Koe Friendship Centre Fort Providence TN-O $104,889.

Contributions aux provinces, à des groupes bénévoles, à des universités, des intsitutions et des particuliers pour promouvoir le développement culturel $3,113,893—Affiliation of Multicultural Societies and Service Agencies of British Columbia Vancouver C-B $67,450, Black Community Council of Quebec Inc Montreal Qué $50,000, Calgary Multicultural Centre Service Group Calgary Alb $50,000, Canadian Arab Federation Islington Ont

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Suite*

$66,850, Canadian Association of Chiefs of Police Ottawa Ont $87,628, Canadian Council for Multicultural and Intercultural Education Armdale N-É $140,000, Canadian Folk Arts Council Toronto Ont $152,282, Canadian Heritage Services Group Toronto Ont $125,000, Canadian Hispanic Congress Islington Ont $64,800, Canadian Mental Health Assoc Toronto Ont $126,056, Centre Interculturel Monchanin Montréal Qué $60,500, Citizenship Council of Manitoba Inc Winnipeg Man $110,000, Commission des Droits de la Personne du Québec Montréal Qué $50,000, Gouvernement de la Colombie-Britannique Vancouver C-B $293,239, Harambee Centres Canada Toronto Ont $102,000, Inter-Cultural Assoc of Greater Victoria Victoria C-B $66,675, League for Human Rights of B'nai Brith Canada Downsview Ont $68,705, Maison Internationale de la Rive-Sud Brossard Qué $60,000, Multicultural Council of Saskatchewan Inc Regina Sask $87,000, National Multicultural Theatre Assoc Toronto Ont $95,000, Society for the Protection and Preservation of Black Culture in Nova Scotia Dartmouth N-É $70,000, Sudbury Multicultural-Folk Arts Assoc Sudbury Ont $69,750, University of British Columbia Vancouver C-B $350,000.

Contributions à des organismes bénévoles, à des institutions non gouvernementales et à des particuliers pour promouvoir des études sur le Canada $1,598,988—Centre d'Étude en Enseignement du Canada Québec Qué $820,920, Université d'Ottawa Ottawa Ont $55,500, University of British Columbia Vancouver C-B $98,100, Vancouver Centennial Commission Vancouver C-B $150,000.

Contributions à des organismes, des établissements et des groupes s'occupant des activités liées aux droits de la personne $1,248,565—Canadian Council on Social Development Ottawa Ont $1,248,565.

Conseil de recherches en sciences humaines $64,423,999

Parachèvement du doctorat $38,335

Parachèvement du doctorat—Renouvellement $73,370

Bourses de réorientation en gestion—Renouvellement $9,650

Institut canadien pour la microreproduction $250,000

Subventions pour la diffusion de la recherche $3,000

Subventions du programme $44,651

Revues savantes $2,519,172

Conférences savantes $928,830

Bourses de Travail libre $2,895,274

Bourses de doctorat $5,720,931

Bourses de doctorat—Renouvellement $7,426,940

Bourses de développement de la recherche de gestion $300,000

Bourses de recherche du Canada $3,510,000

Bourses post-doctoral $1,315,225

Bourses post-doctoral—Renouvellement $1,563,157

Bourses spéciales de maîtrise $1,139,670

Bourse universitaire Jules et Gabrielle Léger $40,000

Conférences internationales $716,206

Secrétariats internationaux au Canada $68,740

Collaboration scientifique internationale $60,063

Conférence internationales au Canada $111,355

Chercheurs étrangers $73,285

Conférences à l'étranger $18,753

Représentation internationale $185,907

Échanges bilatéraux—Japon $45,481

Échanges bilatéraux—Hongrie $24,930

Échanges bilatéraux—Chine $59,078

Échanges bilatéraux—France $41,645

Petites universités $535,000

Identification—Thèmes $4,210

Subventions pour recherche $15,308,366—Steve Hunka Edmonton Alb $73,129, Melvin Wiebe Kingston Ont $58,641, John Holladay Toronto Ont $62,282, Ernest Walker Saskatoon Sask $50,380, Peter Daley Montréal Qué $62,805, Gilles Dussault Hull Qué $76,186, Beverly Cavanaugh Kingston Ont $64,365, Réjean Landry Ste-Foy Qué $62,434, Jane Gaskell Vancouver C-B $59,560, Joseph Shaw Toronto Ont $50,500, Francine Mayer Montréal Qué $50,746, Melvin Lerner Waterloo Ont $52,360, Raymond Mougeon Toronto Ont $55,871, Jon Shapiro Vancouver C-B $65,279, Thomas Bruneau Montréal Qué $55,494, Mary McDonald Toronto Ont $74,630, Paul Healey Peterborough Ont $65,971, Paul Crépeau Montréal Qué $60,888, Ronald Schlegel Waterloo Ont $58,068, Timothy Hartnagel Edmonton Alb $77,638, John McLeod Saskatoon Sask $65,010, James Pesando Toronto Ont $78,834, James Pendergast Merrickville Ont $59,096, Richard Apostle Halifax N-É $66,680, Edith Deleury Ste-Foy Qué $65,747, Marcel Simard Toronto Ont $75,181, Louise Paradis Montréal Qué $62,188, Paul Tolstoy Montréal Qué $85,582, Peter Snow London Ont $70,616, Denise Couture Montréal Qué $65,234, Yves Morin Montréal Qué $52,745, Réal Ouellet Québec Qué $62,029, Harold Kalman Ottawa Ont $54,637, Jean-Pierre Deslauriers Chicoutimi Qué $50,210, Kenneth Blackwell Hamilton Ont $69,512, Gary Crawford Mississauga Ont $51,501.

Subventions pour recherche de grande envergure $1,982,072—Maurice Lemire Québec Qué $90,957, Ronald Lambert Waterloo Ont $53,226, Hermut Kallmann Ottawa Ont $113,560, Douglas Jackson London Ont $97,786, Gérard Bouchard Chicoutimi Qué $201,851, Donald Redford Toronto Ont $133,076, Mary Edwards Ottawa Ont $90,924, Jacques Légaré Montréal Qué $240,447, Alexandra Johnston Toronto Ont $100,000, Ashley Amos Toronto Ont $248,927, Philip Winne Burnaby C-B $97,284, Paul Sniderman Toronto Ont $201,357, Jonathan Kaye Montréal Qué $171,506, John Robson Toronto Ont $97,465.

Subventions-président $231,538

Instituts canadiens de recherche à l'étranger $137,500—Canadian Mediterranean Institute Ottawa Ont $100,000.

Subventions pour travaux d'édition de grande envergure $3,831,246—University of Toronto Press Toronto Ont $1,352,283, University of Toronto Toronto Ont $1,454,419, Université Laval Ste-Foy Qué $314,865, Paul Hébert Poirier Québec Qué $119,538, Université d'Ottawa Ottawa Ont $165,180, University of Victoria Victoria C-B $226,424, Université de Sherbrooke Sherbrooke Qué $157,799.

Subventions pour recherche générale $2,872,629—University of Alberta Edmonton Alb $91,168, University of British Columbia Vancouver C-B $101,956, University of Calgary Calgary Alb $62,028, Carleton University Ottawa Ont $59,366, Concordia

SECRÉTARIAT D'ÉTAT—*Fin*

University Montréal Qué $53,457, Université Laurentienne Sudbury Ont $52,107, University of Manitoba Winnipeg Man $75,467, McGill University Montréal Qué $71,542, Memorial University St John's T-N $51,325, University of New Brunswick Frédéricton NB $56,985, Queen's University Kingston Ont $57,849, University of Toronto Toronto Ont $133,051, University of Waterloo Waterloo Ont $52,360, University of Western Ontario London Ont $79,135, University of Windsor Windsor Ont $64,852, York University Downsview Ont $91,416, Université Laval Ste-Foy Qué $90,831, Université de Montréal Montréal Qué $97,549, Université d'Ottawa Ottawa Ont $67,994, Université du Québec à Montréal Montréal Qué $57,094.

Publications savantes $820,398—Social Science Federation of Canada Ottawa Ont $328,656, Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont $491,742.

Aide pour la participation aux associations savantes $959,690—Canadian Psychological Assoc Old Chelsea Qué $52,494.

Aide aux associations savantes $1,933,136—Social Science Federation of Canada Ottawa Ont $448,247, Canadian Federation for the Humanities Ottawa Ont $466,971.

Femmes et travail $894,611—Marianne Ainley Montréal Qué $54,130, Mary Maxwell Kingston Ont $60,713, M Connelly Halifax N-É $67,203, Marjorey Lang Vancouver C-B $75,059, Julie White Ottawa Ont $82,818, Charles Jones Toronto Ont $84,562, Kathleen Lahey Windsor Ont $65,818.

Éducation et travail $246,917—Guy Côté Outremont Qué $52,810.

Outils de recherche pour les études canadiennes $1,846,100—Howard Fink Montréal Qué $83,265, BC Library Assoc Vancouver C-B $75,000, Canadian Nurses Assoc Ottawa Ont $63,681, Fernand Harvey Québec Qué $66,976, Canadian Women's Indexing Group Toronto Ont $65,626, Daniel Hickey Moncton NB $52,438, Ukrainian Museum of Canada Saskatoon Sask $75,000, Laurier Turgeon Québec Qué $65,246, Université de Moncton Moncton N-B $60,305, Loren Singer Montréal Qué $69,415

Vieillissement de la population $969,469—University of Manitoba Winnipeg Man $70,000, University of Toronto Toronto Ont $85,000, Gilbert Leclerc Sherbrooke Qué $56,698, Ellen Gee Burnaby C-B $52,167, Léandre Bouffard Sherbrooke Qué $50,879, Bryan Spencer Hamilton Ont $75,840, Université de Moncton Moncton N-B $100,000.

Collections spécialisées $838,261—University of Western Ontario London Ont $50,000, University of British Columbia Vancouver C-B $50,000.

Gestion de l'organisation au Canada $484,806—Canadian Federation of Deans of Management and Administration Studies Ottawa Ont $50,000.

Famille et socialisation des enfants $815,427—Hildy Ross Waterloo Ont $80,545, Bernard Terrisse Montréal Qué $66,191, Richard Tremblay Montréal Qué $56,385.

Contexte humain de science et technologie $528,975—William Leiss Burnaby C-B $64,610, René Laperrière Montréal Qué $54,457, Brigitte Schroeder Gudehus Montréal Qué $51,074.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL $145,504,713

Département $115,301,517

Subvention à l'Association canadienne des chefs de police $49,000

Subventions à la Société canadienne pour la prévention du crime $122,500

Subvention à la Société John Howard $50,000

Subventions aux organismes autorisés d'assistance postpénale $1,782,649—Assoc des services de réhabilitation sociale Québec Montréal Qué $142,100, Canadian Assoc of Elizabeth Fry Societies Ottawa Ont $590,597, Canadian Criminal Justice Assoc Ottawa Ont $112,700, Church Council on Justice Ottawa Ont $53,900, John Howard Society of Canada Ottawa Ont $616,400, Prison Arts Foundation Brantford Ont $60,760, Salvation Army Toronto Ont $88,200, St Leonard's Society of Canada Windsor Ont $117,992.

Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général $2,241,969—Canadian Council on Social Development and Canadian Criminal Justice Assoc Ottawa Ont $50,000, Elizabeth Fry Society Toronto Ont $59,369, Expansion Femmes de Québec Ste-Foy Qué $87,177, Kent County Task Force on Family Violence Chatham Ont $50,745, National Joint Commission of the CACP and the FCS Ottawa Ont $143,255, Saanich Native Women's Society Saanichton C-B $72,477, Simon Fraser University Burnaby C-B $55,000, Université de Montréal Montréal Qué $149,283, Université d'Ottawa Ottawa Ont $82,020, University of Toronto Toronto Ont $119,899, Working for Women Inc of Saskatoon Saskatoon Sask $62,364.

Financement de base aux organismes bénévoles nationaux $218,957—Canadian Training Institute Downsview Ont $93,100, National Assoc Active in Criminal Justice Ottawa Ont $67,057, Seventh Step Society of Canada Calgary Alb $58,800.

Contributions aux provinces et aux territoires en conformité avec les accords conclus avec le ministre pour les aider à élaborer des programmes et des systèmes d'information et de tenues de dossiers prévus par la Loi sur les jeunes contrevenants $2,239,231—Central Interior Society for Correctional Tasks Prince George C-B $57,074, Children's Home of Winnipeg Winnipeg Man $70,851, Dakota Ojibway Tribal Council Brandon Man $95,595, Fraser Correctional Resource Society Burnaby C-B $75,623, Inuit Tapirisat of Canada Ottawa Ont $70,907, Province of British Columbia Ministry of Attorney General Department of Finance Victoria C-B $67,853, Province of Manitoba Department of Attorney General Winnipeg Man $69,051, Province of Manitoba Department of Social Services Winnipeg Man $303,074, Province of Newfoundland Department of Social Services St John's T-N $222,700, Département des services sociaux de la province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $325,491, Ministère du Procureur général de la province de l'Ontario Toronto Ont $119,326, Ministère des Services communautaires et sociaux de la province de l'Ontario Toronto Ont $69,078, Ministère de la Justice de la province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $59,272, Département des Services sociaux de la province de la Saskatchewan Régina Sask $219,532.

Contributions aux provinces et aux territoires à l'égard d'ententes approuvées par le gouverneur en conseil pour le partage des coûts des services juridiques pour les adolescents aux termes de la loi sur les jeunes contrevenants $108,597,211—Ministre des Finances Province de l'Alberta Edmonton Alb $14,788,284, Ministre des Finances Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $14,455,953, Ministre des Finances Province du Manitoba Winnipeg Man $11,030,000, Ministre des Finances Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $3,463,797, Ministre des Finances Province de Terre-Neuve St John's T-N $5,542,800, Ministre des Finances Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $4,966,234, Ministre des Finances Province de l'Île-du-

SOLLICITEUR GÉNÉRAL—*Fin*

Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $502,775, Ministre des Finances Province de la Saskatchewan Régina Sask $7,685,122, Trésorier de l'Ontario Province de l'Ontario Toronto Ont $46,162,246.

Service correctionnel $1,267,321

Pensions et autres prestations des employés $166,778

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents $49,133

Paiements, sous forme d'indemnités, pour accidents du travail, aux survivants des employés du service pénitenciaire $51,947

Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus, l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires $999,463—Allied Indian and Metis Society Native Liaison Program Vancouver C-B $134,500, ARCAD Laval Qué $52,426, Canadian Training Institute Toronto Ont $125,700, M2W2 Abbotsford C-B $55,000, Native Clan Organization Inc Winnipeg Man $113,737, Native Counselling Services of Alberta Edmonton Alb $185,626, N'Shikewizwug Inc Kingston Ont $105,000, Operation Springboard Toronto Ont $77,605.

Gendarmerie royale du Canada $28,935,875

PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI $28,935,875

Subvention à l'Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada $2,500

Subvention à l'Association internationale des chefs de police $1,500

Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions $371,068

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada $10,478,832

Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions $2,668,429

Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions $86,629

Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police $303,073

Rentes de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires $15,023,844

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES $257,235,026

Département $257,163,875

Paiements de transfert aux provinces signataires dans le programme de l'accord de réciprocité fiscale—Taxe de vente et de consommation $240,006,534

Paiements de péréquation $11,367,000

Frais d'enregistrement pour automobiles $4,241,011

Subvention à la Fondation Science Jeunesse (FSJ) $100,000

Subvention au Conseil de développement du loisir scientifique (CDLS) $87,000

Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers relativement à des projets visant à éduquer le grand public et à le sensibiliser à la science et à la technologie $1,362,330—The Young Naturalist Foundation Toronto Ont $50,000, Association of Science and Technology Ottawa Ont $50,000.

Statistique Canada $71,151

Conférence des statisticiens du Commonwealth pour les Fonds de voyage $3,980

Institut international de statistique $2,178

International Association for Research in Income and Wealth $1,787

Défi 86 Programme d'emploi d'été pour étudiants Ottawa Ont $63,206

TRANSPORTS $1,105,275,382

Département $263,483,122

Subvention à la Writer's Federation of Nova Scotia pour le Evelyn Richardson Memorial Literary Award $150

Subventions aux organismes d'aide aux marins $12 300

Subvention au Conseil canadien de la sécurité pour la promotion de la sécurité nautique $1,667

Subvention à l'association des ports et havres du Canada $5,000

Subvention au Comité de l'opération gar-O-train en vue d'appuyer un programme de sécurité des passages à niveau $100,000—Operation gar-O-train Montréal Qué $100,000.

Subvention à l'Association royale canadienne des aéroclubs $25,000

Subventions à des universités, à d'autres organismes, à des étudiants d'universités et à d'autres particuliers aux fins de recherche sur les transports $119,600

Subvention au Comité de la semaine nationale des transports $20,000

Subvention à la province de la Colombia-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $15,378,584—Province de la Colombie-Britannique Victoria C-B $15,378,584.

Subvention au gouvernement du Québec pour l'amélioration des trains de banlieue de la région de Montréal $5,075,000—Gouvernement du Québec Québec Qué $5,075,000.

Subvention à la Prince Rupert Grain Ltd pour reporter la démolition d'un vieil élévaleur à grain $150,000—Prince Rupert Grain Ltd Vancouver C-B $150,000.

Contribution à la Croix Rouge canadienne pour son programme de sécurité nautique $62,500—Croix Rouge canadienne Toronto Ont $62,500.

Contribution au Centre for Cold Oceans Resource Engineering (C-CORE) à l'appui de son programme de recherche et de développement $50,000—C-CORE St John's T-N $50,000.

Contribution aux cantons de Michipicoten et Sault Ste Marie $65,650

Contribution pour la construction de quais d'embarquement à Isle-Verte Qué $174,000—Chambre de Commerce d'industrie et de tourisme de Grand Portage Inc Rivière-du-Loup Qué $174,000.

TRANSPORTS—*Suite*

Contribution aux associations régionales du Service auxiliaire de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique par des programmes d'éducation et de prévention des accidents $634,185—Canadian Marine Rescue Auxiliary Vancouver C-B $634,185.

Contribution pour le programme de protection des piliers du pont Laviolette en vertu de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des transports $642,950—Secretariat aux Affaires Intergouvernementales Canadiennes Grande-Allée Est Québec Qué $642,950.

Paiements de contribution à l'appui de croisements étagés dans les provinces de Québec, de l'Ontario et du Manitoba, approuvés selon les parties II et III de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer $7,968,228—Ville de Burlington Burlington Ont $780,952, Ville de Etobicoke Etobicoke Ont $817,638, Ville de London London Ont $1,000,000, Ville de Scarborough Scarborough Ont $1,000,000, Corporation de la ville de Brampton Brampton Ont $1,000,000, Gouvernement du Québec Québec Qué $130,000, Province de l'Ontario Downsview Ont $1,363,729, Regional Municipality of Durham Oshawa Ont $512,659, Regional Municipality of Peel Brampton Ont $1,363,250.

Paiments de contribution à l'appui d'un projet de réalignement de la voie ferrée à Victoriaville Québec $700,000—Gouvernement du Québec Québec Qué $700,000.

Contributions à des organismes de recherches choisis, pour les aider à entreprendre des travaux de recherches et des études dans le cadre du Programme d'élaboration de mesures préventives contre les accidents routiers $66,396

Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres $19,311,818—Blanc-Sablon Qué $194,163, Brandon Man $411,437, Broughton Island TN-O $67,000, Campbell River C-B $393,654, Cape Dorset TN-O $59,000, Charlevoix Qué $90,500, Charlo N-B $1,021,725, Chevery Qué $135,300, Churchill Falls Corp Ltd St John's T-N $580,555, Cranbrook C-B $541,316, Dauphin Man $170,625, Dawson Creek C-B $667,400, District of Lynn Lake Man $306,758, District of Mystery Lake Thompson Man $514,572, Dryden Ont $686,372, Flin Flon Man $210,213, Fort Frances Ont $240,179, Gaspé Qué $389,400, Gouvernement du Manitoba Winnipeg Man $203,502, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest Yellowknife TN-O $4,018,974, Gouvernement du Territoire du Yukon Whitehorse TY $2,480,901, Hamilton Ont $842,000, Havre St-Pierre Qué $155,000, Kelowna C-B $205,897, Lake Harbour TN-O $59,000, Manitoba Hydro Winnipeg Man $242,657, Moosonee Ont $115,673, Natashquan Qué $193,700, Pangnirtung TN-O $64,000, Peace River C-B $432,981, Pembroke Ont $197,000, Pond Inlet TN-O $70,000, Prince Albert Sask $284,085, Trésorier provincial de l'Alberta Transports Département du Revenu Accounting Finance Services Edmonton Alb $250,600, Rouyn Qué $735,437, Sanikiluaq TN-O $66,000, Sarnia Ont $79,113, Sudbury Ont $1,013,587, The Toronto Harbour Commission Toronto Ont $767,573.

Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres des installations connexes: Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown, Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour et Hopedale) $5,574,760—Black Tickle Labrador $326,767, Cartwright Labrador $163,653, Charlottetown Square Labrador $464,763, Fogo Island Labrador $176,299, Fox Harbour Labrador $204,794, Hopedale Labrador $3,748,864, Paradise River Labrador $279,260, Autres paiements au Labrador $135,284.

Contribution à Québec—Nouveau Québec: aéroports inuit $5,223,507—Gouvernement du Québec Québec Qué $5,152,912, Laprade Victoriaville Qué $70,595.

Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux locaux ou autres, et des installations connexes $7,330,326—Brandon Man $322,750, Collingwood Ont $63,744, Clanwilliam Erickson Man $373,694, Digby N-É $498,000, Estechazy Man $203,494, Kincardine Ont $1,055,700, La Régie Intermunicipale de l'Aéroport de Pabock Chandler Qué $150,000, La Régie Intermunicipale de l'Aéroport de Dolbeau-St-Méthode $70,000, Oshawa Ont $50,000, Powell River C-B $70,000, Qualicum Beach C-B $338,984, Rainbow Lake Alb $79,463, Rhineland Altona Man $370,000, Salmon Arm C-B $178,894, Steinback Man $499,000, Tisdale Man $65,593, Thetford Mines Qué $65,000, Trenton N-É $280,909, Vegreville Alb $105,897, Vernon C-B $272,023, Victoriaville Qué $1,221,723, Village Parent Qué $133,000, Woodstock N-B $129,279.

Contributions au CÉGEP St-Jean-sur-Richelieu pour l'entraînement au contrôle de la circulation aérienne $38,177

Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes $134,481—International Civil Aviation Organization Montréal Qué $134,481.

Contribution aux aéroclubs, aux écoles et aux instructeurs de pilotage $71,009—Association royale canadienne des aéroclubs Ottawa Ont $71,009.

Contribution à la Ligue des cadets de l'air du Canada—Bourse de formation en pilotage $25,000

Contributions aux provinces et organismes conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil pour des initiatives de promotion du transport prises en vertu d'ententes connexes aux ententes sur le développement économique et régional $2,326,171—Province du Manitoba Winnipeg Man $2,326,171.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique régional dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick (Entente sur le développement économique et régional) $10,426,055—Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $348,827, Province du Nouveau-Brunswick Frédéricton N-B $10,077,228.

Contributions pour la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs $12,841,544—Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,400,000, Coastal Transport Ltd Saint John N-B $259,000, Northern Cruiser Co Ltd St John's T-N $1,133,000, Northumberland Ferries Ltd Charlottetown Î-P-É $6,238,152, Puddister Trading Co Ltd St John's T-N $521,758, Sail Labrador Ltd St John's T-N $372,698, Traversier CTMA Ferry Cap-aux-Meules Qué $1,916,936.

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, au Canadien Pacifique Limitée et à la Northern Alberta Railway Company pour payer les dépenses en capital en vue de la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil $90,112,000—Compagnie des chemins de fer nationaux du

TRANSPORTS—*Suite*

Canada Montréal Qué $47,355,000, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $42,757,000.

Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien $17,261,730—Commission canadienne du blé Winnipeg Man $17,261,730.

Contributions au Conseil des grains du Canada pour l'établissement de la banque de données et du service d'information GRAINBASE $90,000—Conseil des grains du Canada Winnipeg Man $90,000.

Contributions à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil aux fins d'un accord auxiliaire entre le Canada et la province du Manitoba pour l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill, en vertu de l'entente sur le développement économique et régional $2,503,038—Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,503,038.

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada $2,176,751—Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,176,751.

Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard—Paiement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard du déficit de ladite caisse pour 1986 et remboursement à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada des montants versés à titre de supplément aux pensions prévues par la Loi sur la Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer de l'Intercolonial et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de porter, pour l'année civile 1986, le versement minimum à $50 par mois plutôt qu'à $20 comme le prévoit ladite Loi $3,231,087—Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $3,231,087.

Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal $2,662,157— Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $2,662,157.

Paiements pour un programme d'assistance pour le transport des personnes handicapées $796,031— Canadian Urban Transit Association Toronto Ont $50,000, Prevost Car Inc Sainte-Claire Qué $50,000, Progressive Building Maintenance Ltd Vancouver C-B $50,400, Seniors Transport Service Inc Winnipeg Man $60,279.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la rénovation et à l'amélioration des routes: les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard $10,011,040— Province du Nouveau-Brunswick Fredericton N-B $3,351,286, Province de la Nouvelle-Écosse Halifax N-É $5,537,757, Province de l'Île-du-Prince-Édouard Charlottetown Î-P-É $1,121,996.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique régional dans la province de Terre-Neuve (Entente sur le développement économique et régional $19,074,279—Province de Terre-Neuve St John's T-N $19,074,279.

Contributions selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil pour aider à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès provinciales en vue d'un développement économique et régional: Province de Québec (Entente sur le développement économique et régional) $3,308,314— Canadian Pacific Consulting Services Ltd Montréal Qué $140,978, Gouvernement du Québec Québec Qué $498,075, International Aviation Management Training Institute Montréal Qué $160,000, Province de Québec Québec Qué $2,346,600, SNC/Deluc/ Co-Enterprises Montréal Qué $71,723.

Réserve pour l'amélioration du réseau $8,156,469— BC Rail Ltd Vancouver C-B $6,250,000, Central Western Railway Corporation South Edmonton Alb $1,906,469.

Contributions à l'Association des routes et transports du Canada $184,706— Association des routes et transports du Canada Ottawa Ont $184,706.

Contributions à CN-Newfoundland Railway $9,361,462— Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $9,361,462.

Commission canadienne des transports $840,718,491

Contribution à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada pour la réalisation d'un projet de déplacement des voies ferrées à Fort Saskatchewan (Alberta) $1,000,000— Chemins de fer nationaux du Canada Alb $1,000,000.

Contributions en vertu de la Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer $11,080,716—Chemins de fer nationaux du Canada Edmonton Alb $786,874, Moncton N-B $437,969, Montréal Qué $2,868,673, St John's T-N $119,457, Toronto Ont $1,205,912, Winnipeg Man $790,589, Canadian Pacific Ltd Toronto Ont $3,820,279, Ville de Niagara Falls Niagara Falls Ont $71,340, Département des Transports Fredericton N-B $119,462, Ministère des Transports Québec Qué $148,742, Toronto Hamilton & Buffalo Rly Co Hamilton Ont $82,000, Ville de Montréal-Nord Montréal-Nord Qué $60,994, Ville De Lery Ville De Lery Qué $140,000.

Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes $13,610,373— Canada and Gulf Terminal Railway Mont-Joli Qué $171,855, Canadian National Express Toronto Ont $755,086, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $10,965,298, Canadian Pacific Express Co Ltd Toronto Ont $586,523, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $802,577, Dominion Atlantic Railway Montréal Qué $280,190.

Versements de subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux $1,600,000— Eastern Provincial Airways Ltd Vancouver C-B $543,465, Québécair St-Laurent Qué $1,056,535.

Paiements à des compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest $672,083,942— BC Rail Vancouver C-B $3,482,144, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $360,806,082, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $307,795,716.

Paiements à des compagnies de chemins de fer et de transport en vertu des provisions de la Loi sur les chemins de fer $73,777,730— Algoma Central Railway Sault Ste Marie Ont $2,388,554, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $52,516,332, Canadien Pacifique Ltée Montréal Qué $16,743,243, Quebec North Shore & Labrador Rly Sept-Îles Qué $2,129,600.

Paiements à des compagnies de chemins de fer maritimes et de camionnage en vertu des provisions de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique $67,565,730— A & M Transport Ltd Havelock N-B $186,087, Albany Cartage Co Ltd Havelock N-B $128,322, Robert A

TRANSPORTS—*Suite*

Archibald Truck Ltd Amherst N-É $52,729, G M Armour & Son Ltd Moncton N-B $281,991, Thomas L Armstrong & Sons Ltd Apohaqui N-B $50,777, Atcar Transport Ltd St Stephen N-B $53,750, Atlantic Searoute Ltd Halifax N-É $380,685, Bakery Transport Inc Halifax N-É $119,595, Gerald Battest Trucking Ltd Pictou N-É $126,015, J W Baughan Ltd Sackville N-B $203,329, Bedford Transport Ltd Halifax N-É $282,212, Bel Mont Transit Inc Rimouski Qué $52,731, O Belanger Transport Inc St-Côme Linière Qué $58,402, Big Wheels Transport & Leasing Ltd Kensington Î-P-É $845,532, L Bilodeau & fils Ltée Bellechasse Qué $98,893, Bimet Transport Inc Shediac N-B $54,140, Black's Harbour Transfer Ltd Black's Harbour N-B $114,140, BMC Ltd St John N-B $183,613, David Brown United Ltd Waterville N-É $245,041, Burgess Transfer & Storage Ltd Dartmouth N-É $122,978, Burns Foods Transport Ltd Calgary Alb $77,806, Brunswick Petroleums Transport Ltd Dartmouth N-É $305,185, Brunswick Transportation Ltd Campbellton N-B $75,994, Burgess Contracting Ltd Havelock N-B $113,509, Caldwell Transport Ltd Florenceville N-B $139,375, Canadian National Express Etobicoke Ont $4,062,076, Chemins de fer nationaux du Canada Montréal Qué $3,936,557, Canadian Pacific Express Ltd Willowdale Ont $452,370, Canadian Pacific Express & Transport Ltd Willowdale Ont $1,308,622, Canadian Pacific Rail Montréal Qué $675,243, Cape Breton Bulk Carriers Ltd Sydney N-É $182,070, Cape Breton Development Corp Sydney N-É $2,813,960, Caron et Fils Transport Inc Montmagny Qué $117,655, Cement Cartage Co Ltd Havelock N-B $189,093, Chabot et Desmarais Inc St-Agapit Qué $69,832, CMR Transport Inc Ste-Perpétue Qué $88,515, Commercial Highway Services Ltd Elmsdale N-É $96,017, Conrad's Transport Ltd Dartmouth N-É $93,149, Constructions F Morin Inc Pohenegamook Qué $175,707, Day & Ross Ltd Hartland N-B $4,872,980, Day & Ross Nfld Ltd St John's T-N $82,699, DMR Transport Ltd Saint John N-B $65,199, Desvraco Inc Degelis Qué $143,580, Dominion Atlantic Rail Montréal Qué $151,268, Diamond's Transfer Ltd Moncton N-B $50,998, M & N Dore Trucking Ltd Nackawic N-B $51,643, Jean Claude Dumais Inc Luceville Qué $244,705, Léo Dussault Transport Ltée Donnacona Qué $139,691, Easson's Transport Ltd Berwick N-É $299,379, EDF Transport Ltd Scotsburn N-É $100,875, Fitz Ennis Cement Carriers Ltd St John's T-N $111,317, Equipement Asselin Inc St-Georges-de-Champlain Qué $67,764, Falls Transport Ltd Grand Falls N-É $81,280, H E Fisher Ltd Sackville N-B $95,083, Florist Transport Ltd Falmouth N-É $135,962, Jules Fournier Inc Val Brillant Qué $71,452, R E & J E Friars Ltd St John N-B $54,963, Raymond Gauvin St-Adalbert Qué $50,177, Ken Giberson Transport Ltd Newcastle N-B $54,634, Gloucester Transport Ltée Cocagne N-B $54,202, Noël Godbout Transport Ltée St-Quentin N-B $108,684, Fernand Gosselin Inc St-Romuald Qué $318,424, Grand Falls Central Railway Co Ltd Grand Falls T-N $189,265, John R Gunn Moto Express Inc Charlottetown Î-P-É $95,031, William Gregan Ltd Chatham N-B $158,269, Halifax Transfer Co Ltd Bedford N-É $52,771, Boyd B Harding Ltd Plaster Rock N-B $51,728, Higgins Trucking Ltd Chipman N-B $151,632, Hillmans Transfer Sydney N-É $138,555, Holland's Carriers Ltd New Germany N-É $66,062, Household Movers & Shippers Ltd St John's T-N $349,231, Hoyt's Moving & Storage Ltd Armdale N-É $81,059, Hoyt's Moving & Storage N-B Ltd St John N-B $70,814, Interlait Inc St-Agapit Qué $160,382, Jardine Transport Ltd Fredericton N-B $259,771, Jeric Transport Ltd Fredericton N-B $177,473, Jumbo Motor Express Ltd Etobicoke Ont $764,929, King Freight Lines Ltd Pictou N-É $127,552, Larivière & Fils de Beauce Inc St-Zacharie Qué $66,901, L'Islet Express Inc St-Eugène Qué $77,262, Joseph Lefrançois Inc Amqui Qué $102,860, Harold B Legge Port Williams N-É $173,791, Leigh Nickerson Trucking Ltd Stoney Island N-É $69,481, Leonard Pineault & Fils Inc St-Alexis Qué $67,691, Les Déménagements Bellechasse Ancienne-Lorette Qué $63,063, Les Entreprises Lionel Dionne Inc St-Alexandre Qué $52,603, Les Entreprises Forestières St-Magloire Inc St-Magloire Qué $61,907, Les Entreprises H Jalbert Inc St-Pamphile Qué $100,695, Les Entreprises Roland Joyal & Fils Inc Yamaska Est Qué $66,692, Les Entreprises Yvon Levesque Inc Mont-Joli Qué $74,935, Les Entreprises E Normand Inc Ste-Angèle-de-Merici Qué $59,654, Les Industries Alex Couture Inc St-Romuald Qué $116,089, Les Transports Fraser Ville Inc Rivière-du-Loup Qué $337,362, Lunenburg Transport Ltd Lunenburg N-É $57,025, M R MacLaughlin Enterprises Ltd Antigonish N-É $65,630, John E MacLean Enterprises Ltd Margaree Harbour N-É $80,902, J P MacInnis Trucking Ltd Whycocomagh N-É $74,127, Maritime Ontario Freight Lines Ltd Mississauga Ont $1,152,171, Maritime Warehousing & Transfer Co Ltd Dartmouth N-É $94,015, Matane Gaspésie Transport Inc Matane Qué $299,908, Herve Matte & Fils Camionneurs Ltée Donnacona Qué $110,487, McCully & Soy Ltd Debert N-É $75,517, McNeil's Transport Ltd Mount Pearl T-N $66,810, Midland Transport Ltd Moncton N-B $3,483,196, Milltown Trucking Co Ltd St Stephen N-B $118,731, Murphy Brothers Ltd Corner Brook T-N $51,752, Terrence O'Brien Stephenville T-N $77,716, O'Donnell Trucking Ltd Millerton N-B $67,259, Donald R O'Neill Baie-Ste-Anne N-B $68,466, Parent Lumber Ltd St-Quentin N-B $99,902, Pike's Ltd St John's T-N $217,499, Pole Star Transport Ltd Hantsport N-B $403,913, Quinnsway Transport Ltd Mount Pearl T-N $54,704, R & G Milk Trucking Co Ltd Sussex N-B $178,727, Refrigerated Carryall Ltd Moncton N-B $367,368, Restigouche Transport Ltd Campbellton N-B $433,199, Vincent Rice Green Bay T-N $59,497, V A Ross Trucking Ltd Boiestown N-B $160,744, Roy's Midway Ltd St John N-B $491,374, S & G Transport Ltd Fredericton N-B $133,183, Shediac Dairy Ltd Shediac N-B $53,180, Southwest Trucking Ltd Stephenville T-N $72,069, St Lambert Transport Inc Bernières Qué $64,659, Léon St-Onge et Fils Ltée Cté Kamouraska Qué $56,570, Summers Transport Ltd Mount Pearl T-N $280,279, Sunbury Transport Ltd Fredericton N-B $347,275, Syndicat des Producteurs de lait de Québec Québec Qué $156,484, F M Taylor Trucking Ltd Debert N-É $94,686, Thompson's Transfer Co Ltd Middleton N-É $455,407, Trans Ali Inc St-Georges Est Qué $100,315, Transbois (Canada) Ltée St-Pamphile Qué $289,087, Trans Viande Temis Inc Notre-Dame-du-Lac Qué $100,154, Transport ADS Inc St-Henri-de-Lévis Qué $226,484, Transport Alimentaire du bas St-Laurent Inc Matane Qué $200,433, Transport AMC Inc ND des Auxiliaires Buckland Qué $78,669, Transport Amical Amqui Qué $114,050, Transport De La Matapédia Inc Causapscal Qué $67,085, Transport Denis Bérubé Inc Price Qué $89,566, Transport Bruno Boulianne Ltée St-Georges Qué $128,456, Transport E J Bourque Ltée Mont-Joli Qué $68,629, Transport J Bujold Inc Pointe-au-Père Qué $148,972, Transport Cabano Inc Rivière-du-Loup Qué $288,102, Transport Chabot & Tanguay Inc Ste-Justine Qué $214,992, Transport D'Anjou Inc Rivière-du-Loup Qué $873,255, Transport D'Allaires Ltée Montmagny Qué $115,937, Transport Dionne Ltée Mont-Joli Qué $97,317, Transport Guérette Inc Degelis Qué $140,118, Transport Félix Huard & Fils Ltée Luceville Qué $105,780, Transport Jenkins Ltée Amqui Qué $51,783, Transport L Rodrigue Inc St-Méthode Qué $57,934, Transport Lac des Aigles Ltée Lac des Aigles Qué $109,419, Transport PA Lessard Inc Beauce Qué $128,681, Transport Guy Levasseur Inc Estcourt Qué $69,094, Transport A Lord Inc Ste-Perpétue Qué $63,032, Transport Mont-Joli Inc Mont-Joli Qué $120,701, Transport Morneau Inc St-Arsène Qué $168,755, Transport Gérald Pelletier Ltée Isle-Verte Qué $238,402, Transport Régis Harrission Inc Ste-Félicité Qué $163,893, Transport Route Canada Inc Etobicoke Ont $119,019,

TRANSPORTS—*Fin*

Transport Samson Inc Québec Qué $351,382, Transport Jean Soucy Inc St-Alexandre Qué $159,727, Transport Speribel Inc Montréal Qué $1,901,156, Transport St-François Ltd St-François N-B $82,933, Transport Ste-Marie Inc Rougemont Qué $60,322, Transport Thebarge Ltée Rimouski Qué $197,830, Transport Y Thebarge Inc Rimouski Qué $236,047, Transport JH Thibeault & Fils Inc St-Narcisse Qué $50,375, Translait Inc Ste-Claire Qué $214,380, Truro Feed & Grain Transport Ltd Truro N-É $57,387, Wallace Ware & Cartage Ltd Moncton N-B $98,085, Westfield Transport Ltd Truro N-É $66,178.

Administrateur de l'Office du transport du grain $1,073,769

Contributions à un nombre limité d'entreprises de camionnage, touchées défavorablement par la Loi sur le transport du grain de l'Ouest pour le transport de cultures d'appoint, conformément aux conditions et stipulations prescrites par le Ministre pour la période du 1er avril 1986 au 31 mai 1986 $20,270

Contributions dans le cadre de la Réserve pour l'amélioration du réseau $1,053,499—Central Western Railway Stettler Alb $850,147, Kelsey Trail Trucking Ltd Tisdale Sask $51,396, Motrux Inc Burnaby C-B $50,522.

CONSEIL DU TRÉSOR $487,418

Secrétariat $487,418

PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE $153,000

Subvention à l'Institut de l'administration publique du Canada $153,000

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE $334,418

Paiements en vertu des lois antérieures sur la pension et la retraite $7,455

Paiements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public $326,963

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $1,256,043,234

Département $1,256,043,234

PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS $487,872,463

Armée de campagne du Nord-Ouest $632

Guerre sud-africaine $40,969

Première Guerre mondiale $10,849,635

Seconde Guerre mondiale et opération militaire de Corée $391,055,017

Service durant les deux guerres mondiales $534,600

Allocations de guerre pour les civils $22,921,129

Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le Fonds de secours $2,369,022

Fonds de bienfaisance de l'Armée $18,000

Subvention à la Légion royale canadienne $9,000

Enfants des morts de la guerre (aide à l'éducation) $710,711

Formation universitaire et professionnelle $80,198

Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer $91,988

Société dite Last Post Fund $2,344,196

Association canadienne des anciens combattants au Royaume-Uni $1,000

Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre: Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 $105

Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants $2,328

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays $6,760

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants $620,294

Commission de sépultures de guerre du Commonwealth $3,374,694

Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée $25,849

Allocations de traitements et prestations connexes $2,538,698

Subventions à diverses provinces relativement à la prestation de services de prothèse aux anciens combattants $193,885

Contributions à diverses provinces conformément aux accords relatifs au transfert des hôpitaux du ministère $32,099,867

Prévision d'une réserve pour des prestations conditionnelles, Loi sur les terres destinées aux anciens combattants $107,189

Contributions accordées aux anciens combattants âgés, afin de les aider à défrayer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux $17,876,697

PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS $768,170,771

Décret sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation $404,084

Première Guerre mondiale $75,626,458

Seconde Guerre mondiale $630,550,409

Civils, Seconde Guerre mondiale $2,220,473

Défense—Service en temps de paix $44,776,645

Opération militaire de Corée $12,817,717

Indemnités spéciales—Terre-Neuve $17,102

Allocations d'inhumation $1,657,841

Récompenses pour bravoure $29,504

Indemnisation pour perte de salaire $70,538

APPENDICE 1

Paiements aux termes de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matières d'enseignement postsecondaire et de santé (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Services de santé assurés	Services complé-mentaires de santé	Total 1986-87
Terre-Neuve	140,613	25,797	166,410
Île-du-Prince-Édouard	31,107	5,725	36,832
Nouvelle-Écosse	214,925	39,438	254,363
Nouveau-Brunswick	181,475	32,173	213,648
Québec	1,085,629	294,503	1,380,132
Ontario	2,002,812	407,344	2,410,156
Manitoba	262,586	48,139	310,725
Saskatchewan	254,591	45,461	300,052
Alberta	515,509	106,396	621,905
Colombie-Britannique	779,349	129,389	908,738
Total des provinces	5,468,596	1,134,365	6,602,961
Territoires du Nord-Ouest	9,067	2,261	11,328
Territoire du Yukon	5,358	1,039	6,397
Total	5,483,021	1,137,665	6,620,686

Les contributions du fédéral en aide aux services de soins de santé provinciaux et territoriaux sont versées en conformité avec la Partie VI de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. Ces contributions se transforment en un transfert d'un nombre prédéterminé de points relatifs à l'impôt (et à la péréquation qui y est associée) qui ont été évalués à $5.3 milliards en 1986-87, en plus du versement d'un montant d'argent prédéterminé et fondé sur la croissance du produit national brut et de la population (tel que décrit ci-dessus). Le paiement des contributions pécuniaires est également assujetti aux différentes dispositions de la Loi canadienne sur la santé. Pour que l'on puisse payer la pleine contribution pécuniaire, les provinces doivent satisfaire les critères des programmes de la gestion publique, d'intégralité, d'universalité, de transférabilité et d'accessibilité pendant toute l'année fiscale, et de reconnaître également des contributions et montants versés par le Canada en vertu de la Loi canadienne sur la santé.

En plus, la Loi exige que les provinces ne permettent pas la surfacturation par un médecin ou par un dentiste ni la vérification de frais modérateurs par un hôpital. Si une province ne se conforme pas à ces conditions, des retenues seront effectuées automatiquement des contributions pécuniaires en vertu de la Loi.

La Loi stipule aussi que si une province élimine la surfacturation ou les frais modérateurs avant le 31 mars 1987, le montant déduit doit être remboursé à la province.

Toutes les provinces ont pris action afin d'éliminer la surfacturation ou les frais modérateurs conformément à la Loi canadienne sur la santé. À l'exception de la déduction pour la surfacturation du Nouveau-Brunswick, tous les remboursements ont été faits.

Durant l'année, les transactions en conformité avec les déductions et les remboursements de surfacturation et de frais modérateurs se présente comme suit:

Provinces	Déductions non remboursées au 31 mars 1986	Déductions 1986-87 Surfac-turation	Déductions 1986-87 Frais modérateurs	Rembour-sements 1986-87	Déductions non remboursées au 31 mars 1987
	(en milliers de dollars)				
Nouveau-Brunswick	6,384	206	296	(6,533)	353[1]
Québec	14,032			(14,032)	
Ontario	93,324	13,332		(106,656)	
Alberta	21,792	5,878	1,362	(29,032)	
Colombie-Britannique	53,417		31,332	(84,749)	
Total	188,949	19,416	32,990	(241,002)	353

[1] À être remboursés durant l'exercice financier de 1987-88.

APPENDICE 2

Paiements sur le Régime d'assistance publique du Canada (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars		Augmentation ou diminution (–)
	1987	1986	
Terre-Neuve	85,460	75,694	9,766
Île-du-Prince-Édouard	19,780	20,734	(954)
Nouvelle-Écosse	124,405	104,476	19,929
Nouveau-Brunswick	145,108	136,906	8,202
Québec[1]	1,107,757	1,198,334	(90,577)
Ontario	1,132,191	1,052,343	79,848
Manitoba	154,581	141,306	13,275
Saskatchewan	160,705	148,630	12,075
Alberta	427,333	389,773	37,560
Colombie-Britannique	632,056	593,473	38,583
Total des provinces	3,989,376	3,861,669	127,707
Territoires du Nord-Ouest	12,004	11,576	428
Territoire du Yukon		2,860	(2,860)
Total	4,001,380	3,876,105	125,275

La Loi sur le Régime d'assistance publique du Canada autorise le gouvernement à conclure des accords avec les provinces et les deux territoires afin de partager les frais des services d'assistance sociale de bien-être aux personnes dans le besoin. Le fédéral verse 50% des frais admissibles et partageables.

[1] La province de Québec a opté de recevoir les fonds spéciaux au lieu de partager les coûts avec le Régime d'assistance publique du Canada, en accord avec la Partie VII à l'égard des programmes spéciaux de bien-être de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. D'après ces dispositions, la province de Québec a droit à une partie en espèces et une partie en unités de réduction d'impôt équivalent aux paiements qui auraient été faits si la province avait choisi de participer au Régime d'assistance publique du Canada.

Les montants au Québec étaient:

	1986-87	1985-86
	(en milliers de dollars)	
En espèces	1,107,757	1,198,334
5 unités en réduction d'impôt (valeur estimative)	438,040	407,445
	1,545,797	1,605,779

APPENDICE 3

Détails des paiements Nouveaux Horizons (Santé nationale et Bien-être social)
(en milliers de dollars)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1987 — Nombre de projets financés	Exercice clos le 31 mars 1987 — Paiements	Exercice clos le 31 mars 1986 — Nombre de projets financés	Exercice clos le 31 mars 1986 — Paiements
Terre-Neuve	41	209	48	235
Île-du-Prince-Édouard	20	65	17	96
Nouvelle-Écosse	87	394	99	518
Nouveau-Brunswick	80	309	71	381
Québec	636	2,429	583	2,939
Ontario	565	3,582	468	4,334
Manitoba	74	495	73	631
Saskatchewan	156	489	193	607
Alberta	134	739	122	834
Colombie-Britannique	234	1,257	227	1,541
Total des provinces	2,027	9,968	1,901	12,119
Territoires du Nord-Ouest	2	15	1	6
Territoire du Yukon			1	2
Total	2,029	9,983	1,903	12,127

Le programme Nouveaux Horizons a été établi en 1972 pour encourager les Canadiens retirés à prendre une part plus active dans la communauté. Cet objectif devient possible, grâce à l'aide professionnelle et à l'apport financier à des groupes de personnes âgées, leur permettant de planifier et de développer des projets en accord avec leurs intérêts et leurs talents. Ces projets aident ceux qui y participent à demeurer socialement actifs et leur donnent une opportunité de s'impliquer dans les services communautaires qui aident plusieurs personnes du troisième âge à prolonger un mode de vie indépendant.

APPENDICE 4

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)

Exercice clos le 31 mars	Nombre de bénéficiaires (en milliers)	Nombre d'enfants (en milliers)	Paiements (en millions de dollars)
1987	3,659	6,592	2,534
1986	3,645	6,585	2,501
1985	3,635	6,586	2,418
1984	3,638	6,622	2,326
1983	3,642	6,672	2,231

Les paiements d'allocations familiales sont effectués par le fédéral à l'intention des enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans. Bien que le versement soit habituellement fait au nom de la mère, il peut être adressé à toute autre personne ayant assumé la garde de l'enfant. Des allocations spéciales sont versées pour des enfants qui sont à la charge d'organismes ou d'institutions. La Loi prévoit l'indexation annuelle du montant de l'allocation en janvier selon l'accroissement des prix à la consommation étant supérieure à 3%. Le taux fédéral mensuel était de $31.58 par enfant en 1986 et $31.93 en 1987. Les allocations familiales spéciales étaient de $47.12 par mois en 1986 et $47.64 en 1987.

Le gouvernement d'une province peut demander au gouvernement fédéral de varier les taux payables dans cette province selon l'âge ou le nombre d'enfants dans une famille ou les deux, pouvru que le versement mensuel le plus petit dans cette province soit d'au moins 60% du taux fédéral et que le montant mensuel moyen versé à l'intention de tous les enfants de cette province soit égal au taux fédéral mensuel. Le Québec et l'Alberta ont choisi cette dernière option.

En mars 1987, 3,659,017 familles et organismes recevaient en moyenne $58.22 au nom des 6,591,974 enfants admissibles.

Crédit d'impôt pour enfants est un revenu dont les prestations ont été vérifiées et choisi pour aider les familles aux revenus qui sont bas ou moyens. Le montant de base en 1986 pour le crédit d'impôt pour enfants était $454.00 par enfant. Le total du crédit d'impôt payable est réduit par 5% sur le revenu de la famille au-dessus de $23,500. Les paiements attribuables aux années d'imposition 1984, 1985 et 1986, faits du 1er avril 1986 au 31 mars 1987, s'élevaient à $20,138,204, $804,566,476, et $535,777,436 respectivement, pour un total de $1,360,482,116.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur les allocations familiales (Santé nationale et Bien-être social)
(tous les montants en milliers)

Provinces et territoires	Exercice clos le 31 mars 1987			Exercice clos le 31 mars 1986		
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Paiements
Terre-Neuve	96	180	69,853	97	186	71,104
Île-du-Prince-Édouard	19	36	13,692	19	36	13,618
Nouvelle-Écosse	129	231	88,625	129	233	88,567
Nouveau-Brunswick	110	198	76,251	111	201	76,563
Québec	940	1,623	624,879	939	1,630	614,855
Ontario	1,289	2,306	884,983	1,276	2,285	870,292
Manitoba	154	292	111,916	153	291	110,468
Saskatchewan	148	295	113,098	147	295	111,982
Alberta	358	676	261,353	358	674	256,155
Colombie-Britannique	403	728	279,025	403	727	276,322
Total des provinces	3,646	6,565	2,523,675	3,632	6,558	2,489,926
Territoires du Nord-Ouest	9	20	7,944	9	20	7,905
Territoire du Yukon	4	7	2,801	4	7	2,730
Total	3,659	6,592	2,534,420	3,645	6,585	2,500,561

APPENDICE 5

Sommaire des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(en millions de dollars)

	Exercice clos le 31 mars				
	1987	1986	1985	1984	1983
Pension de sécurité de la vieillesse (PSV)	9,520	8,858	8,216	7,649	7,005
Supplément de revenu garanti (SRG)	3,452	3,319	2,953	2,524	2,416
Allocation au conjoint (AAC)	473	348	249	233	222
	13,445	12,525	11,418	10,406	9,643

Des paiements de sécurité de la vieillesse sont effectués sur une base entière ou partielle à toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans ou plus et satisfaisant certaines normes de résidence.

Des paiements du supplément de revenu garanti sont des montants additionnels payés aux retraités ayant peu ou aucun autre revenu que la pension de sécurité de la vieillesse. L'admissibilité est fondée sur le revenu de la précédente année civile et calculée en accord avec la Loi de l'impôt sur le revenu. Là où un couple marié est concerné, chacun est considéré afin d'avoir une demie de leur revenu combiné.

L'allocation au conjoint est payable au conjoint du retaité si le conjoint est entre 60 et 64 ans et aux veufs et veuves âgés entre 60 et 64 ans. Les bénéficiaires doivent satisfaire certaines normes de résidence. L'admissibilité est fondée sur le revenu.

Le programme des prestations de sécurité de la vieillesse peut changer en janvier, avril, juillet et octobre de chaque année selon les changements causés par l'indexation des prix à la consommation.

À compter du 1[er] avril 1987, les prestations en vigueur étaient comme suit:

Prestations mensuelles

	$
Versement de base PSV	300.34
Versement maximal SRG	
Célibataire ou personne mariée dont le conjoint ne reçoit pas de PSV ou VAC	356.94
Couple marié, les deux retraités—Chacun	232.47
Allocation maximale au conjoint	532.81
Bénéficiaires veufs	588.24

En mars 1987, on comptait 2,748,504 retraités qui recevaient des paiements de sécurité de vieillesse, de ce nombre 1,345,391 ou 50% recevaient aussi un supplément de revenu garanti; la moyenne du supplément payé était de $219.50. En plus, 143,764 conjoints des retraités recevaient des allocations au conjoint. Une moyenne de $286.56 était payée au conjoint.

Détails des paiements aux termes de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Santé nationale et Bien-être social)
(tous les montants en milliers)

	Exercice clos le 31 mars 1987		Exercice clos le 31 mars 1986	
Provinces et territoires	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**	Nombre de bénéficiaires*	Paiements**
Terre-Neuve	57	316,218	55	296,145
Île-du-Prince-Édouard	17	91,235	17	86,591
Nouvelle-Écosse	112	565,935	110	532,245
Nouveau-Brunswick	87	444,767	85	417,679
Québec	710	3,504,897	688	3,278,881
Ontario	1,050	4,603,570	1,013	4,276,499
Manitoba	142	665,395	139	627,966
Saskatchewan	136	639,460	133	602,554
Alberta	201	923,892	193	854,821
Colombie-Britannique	365	1,625,943	350	1,503,226
Total des provinces	2,877	13,381,312	2,783	12,476,607
Territoires du Nord-Ouest	1	9,691	1	8,715
Territoire du Yukon	1	4,645	1	4,217
International	13	49,014	9	35,310
Total	2,892	13,444,662	2,794	12,524,849

* Y compris les bénéficiaires de l'allocation au conjoint.

** Y compris la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS
1986-87

Service de la dette publique

SOMMAIRE

	Page
Service de la dette publique	8.2

Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend l'intérêt sur la dette non échue (y compris les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes, les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations, et les frais de service afférents à la dette publique.

L'état suivant présente le détail du service de la dette publique pour l'exercice en cours.

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
P 1—1936-96	3	55,000,000	1,650,000
T 15—1956-96/98 (emprunt de conversion)	3¾	197,045,000	7,389,186
AT 21—1963-88	5	100,000,000	5,000,000
CT 9—1964-88	5	50,000,000	2,500,000
CT 12—1964/65-90	5¼	225,000,000	11,812,500
F 6—1966/67-92	5¾	225,000,000	12,937,498
F 12—1967-90	5¼	125,000,000	6,562,500
F 23—1967-94	6¼	125,000	7,813
F 33—1968-95	6½	100,000,000	6,500,000
F 47—1969/70/77-86 (échue le 1er oct 1986)	8		16,550,119
F 61—1971-89	6¾	150,000,000	10,125,000
F 79—1980-87	8	7,000	558
F 85—1974/75/76/77-94	9½	727,545,000	68,803,583
F 97—1975/76-95	10	690,625,000	69,070,360
J 2—1976/78-2001	9½	1,379,000,000	131,017,688
J 7—1977-2002	8¾	240,000,000	21,226,901
J 9—1977/78-97	9¼	984,000,000	91.030,644
J 11—1977-87	8¼	525,000,000	43,312,500
J 13—1977-99	9	592,750,000	53,947,711
J 15—1978-88	8¾	125,000,000	10,937,500
J 18—1978-2003	9½	751,500,000	72,047,805
J 22—1978-2000	9¾	537,500,000	52,052,312
J 24—1979-2004	10¼	2,200,000,000	225,500,000
J 25—1979-2002	10	1,850,000,000	185,000,000
J 26—1979/85-89	10	450,000,000	45,000,000
J 29—1979/80/83-89	10½	775,000,000	81,375,000
J 30—1979-2004	10½	600,000,000	63,000,000
J 33—1979/80/83/84-89	11¼	1,075,000,000	120,937,500
J 34—1979/80/83-2002	11¼	1,625,000,000	182,812,500
J 35—1980/83-2003	11¾	2,700,000,000	317,250,000
J 38—1980-90	13¾	839,453,000	115,424,788
J 39—1980/81/82-2000	13¾	1,050,000,000	144,375,000
J 41—1980-90	13	1,784,422,000	231,974,860
J 42—1980/81-2001	13	1,325,000,000	172,250,000
J 49—1980-90	12½	22,539,000	2,817,375
J 53—1980-99	13½	400,000,000	54,000,000
J 56—1981-91	12½	718,974,000	89,871,750
J 58—1981-89	13¾	442,320,000	60,819,000
J 60—1981-90	13¼	592,912,000	78,560,840
J 61—1981-86 (échue le 1er mai 1986)	14½		99,597
J 62—1981-91	14½	490,857,000	71,192,713
J 64—1981-86 (échue le 1er juin 1986)	15¼		122,111
J 65—1981-93	15¼	895,006,000	136,496,713
J 66—1981-2001	15¾	425,000,000	66,937,500
J 68—1981-86 (échue le 1er juill 1986)	14¾		–615,361
J 69—1981-93	14¾	445,459,000	66,492,141
J 70—1981-2000	15	175,000,000	26,250,000
J 72—1981-86 (échue le 1er oct 1986)	18		978,434
J 73—1981-91	18	392,685,000	70,368,627
J 75—1982-87 (échue le 1er févr 1987)	15½		52,404,695
J 76—1982-92	15½	1,246,186,000	141,251,366
J 78—1982-87 (échue le 15 mars 1987)	15		114,739,726
J 79—1982-2002	15½	350,000,000	54,250,000
J 81—1982-87	14¾	250,000,000	36,875,000
J 82—1982-92	15	200,000,000	30,000,000

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
[3] J 84—1982-87	15	6,592,000 }	41,940,242
J 85—1982-92	15	393,408,000 }	18,059,757
[3] J 87—1982-87	14¼	544,881,000 }	87,037,518
J 88—1982-92	14¼	105,119,000 }	5,587,482
J 90—1982-87	13	450,000,000	58,500,000
J 91—1982-92	13½	400,000,000	54,000,000
J 92—1982/84-87	12	475,000,000	57,000,000
J 93—1982-92	12¾	500,000,000	63,750,000
J 95—1982/83-92	11¾	2,050,000,000	240,875,000
J 96—1982/83/84-87	11	900,000,000	99,000,000
J 98—1983-88	10¼	500,000,000	51,250,000
J 99—1983-93	11¼	1,850,000,000	208,125,000
H 2—1983/85-88	10½	875,000,000	91,875,000
H 3—1983-93	10¾	1,050,000,000	112,875,000
H 5—1983/85-90	10¾	550,000,000	59,125,000
H 6—1983/85-2005	12¼	1,375,000,000	168,437,500
H 8—1983/84-93	11¾	1,025,000,000	120,437,500
H 9—1983/84-2005	12	1,775,000,000	213,000,000
H 11—1983/85-88	10¾	825,000,000	88,687,500
H 12—1983/84-93	11½	850,000,000	97,750,000
H 14—1983/84-86 (échue le 15 déc 1986)	10		14,191,781
H 15—1984-89	11	200,000,000	22,000,000
H 17—1984/85-94	12	700,000,000	84,000,000
H 18—1984/85-2006	12½	975,000,000	121,875,000
H 20—1984-89	12½	575,000,000	71,875,000
H 21—1984-94	13	1,025,000,000	133,250,000
H 22—1984-2004	13½	550,000,000	74,250,000
H 23—1984-87	12¼	650,000,000	79,625,000
H 24—1984-89	13¼	525,000,000	69,562,500
H 25—1984-94	13¾	1,200,000,000	165,000,000
H 26—1984-2006	14	1,025,000,000	143,500,000
H 27—1984-87	13	375,000,000	48,750,000
H 28—1984-86 (échue le 6 juin 1986)	13		9,015,411
H 29—1984-94	13½	250,000,000	33,750,000
H 30—1984-2007	13¾	325,000,000	44,687,500
H 31—1984-87	13½	150,000,000	20,250,000
H 32—1984-89	13½	150,000,000	20,250,000
H 36—1984-2007	13	700,000,000	91,000,000
H 37—1984-86 (échue le 5 sept 1986)	12¼		21,009,589
H 39—1984-94	12¾	475,000,000	60,562,500
H 40—1984-89	12¼	325,000,000	39,812,500
H 41—1984-2008	12¾	750,000,000	95,625,000
H 42—1984-94	12½	900,000,000	112,500,000
H 43—1984/85-90	12	400,000,000	48,000,000
H 44—1984/85-95	12¼	725,000,000	88,812,500
H 45—1984/85-88	11¾	350,000,000	44,552,083
H 46—1984-86 (échue le 5 déc 1986)	10¾		29,573,944
H 47—1984-91	11½	225,000,000	25,875,000
H 48—1984-95	11¾	475,000,000	55,812,500
H 49—1985-89	10¾	350,000,000	37,625,000
H 51—1985-95	11½	375,000,000	43,125,000
H 52—1985-2008	11¾	725,000,000	85,187,500
H 54—1985-95	11¼	1,350,000,000	151,875,000
H 55—1985-87 (échue le 5 mars 1987)	12		44,580,822
H 56—1985-90	11¾	150,000,000	17,625,000
H 57—1985-91	11	425,000,000	46,750,000
H 58—1985-2009	11½	400,000,000	46,000,000
H 59—1985-87	10	450,000,000	45,000,000
H 61—1985-92	10¼	750,000,000	76,875,000
H 62—1985-95	10½	1,850,000,000	194,250,000
H 63—1985-2009	10¾	1,000,000,000	107,500,000
H 64—1985-88	10	625,000,000	62,500,000
H 65—1985-90	10½	1,100,000,000	117,398,630
H 66—1985-87	9¾	500,000,000	48,750,000
H 67—1985-95	10¾	950,000,000	102,125,000
H 68—1985-2009	11	625,000,000	68,750,000
H 69—1985/86-88	9¾	475,000,000	52,997,260
H 70—1985-90	10¼	375,000,000	41,640,625

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
H 71—1985-87	9¼	500,000,000	43,046,875
H 72—1985/86-89	9¾	275,000,000	25,085,864
H 73—1985/86-91	9¼	550,000,000	50,431,507
H 74—1985-2008	10	325,000,000	32,455,480
H 75—1986-91	9⅜	625,000,000	63,899,248
H 76—1986-96	10¼	350,000,000	35,875,000
H 77—1986-90	10	500,000,000	50,000,000
H 78—1986-88	9⅜	550,000,000	53,625,000
H 79—1986-2010	9¾	325,000,000	31,817,721
H 80—1986-96	9¼	475,000,000	42,553,165
H 81—1986-2010	9½	325,000,000	29,986,808
H 82—1986-89	8½	1,175,000,000	63,077,554
H 83—1986-91	8½	1,700,000,000	127,465,034
H 84—1986-96	8⅜	1,975,000,000	112,209,771
H 85—1986-2010	8⅜	325,000,000	26,256,004
H 86—1986-88	8½	550,000,000	38,104,452
H 87—1986-2011	9	1,300,000,000	59,936,290
H 88—1986-90	9	500,000,000	31,068,493
H 89—1986-91	8⅜	1,600,000,000	65,589,049
H 90—1986-88	8⅜	550,000,000	27,490,582
H 91—1986-88	8½	600,000,000	16,208,219
H 93—1986-94	8⅝	250,000,000	6,352,740
H 94—1987-92	8½	550,000,000	17,675,342
H 95—1987-90	8	600,000,000	4,504,109
H 96—1987-94	8¼	800,000,000	7,910,958
H 97—1987-97	8⅝	1,125,000,000	10,425,513
H 98—1987-2011	8½	750,000,000	4,890,411
H 99—1987-89	8	600,000,000	3,419,178
A 1—1987-92	7⅜	600,000,000	2,420,548
Escomptes ou primes			85,234,038
Commissions			42,995,656
		94,425,910,000	*10,142,139,806*
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
1962-87	5	58,486,400	3,052,841
1968-88	6⅝	130,550,000	9,292,250
1978-98	8⅜	326,375,000	29,127,703
1978-98	9¼	456,925,000	43,661,303
1981-86 (échue le 3 nov 1986)	16¼		39,655,210
1985-89	9⅛	587,475,000	37,151,994[5]
1985-95	10⅛	587,475,000	38,808,974[5]
1985-95	10	652,750,000	40,901,813[5]
1986-96	9	1,305,500,000	119,139,600
		4,105,536,400	*360,791,688*
Marks allemands[6]—			
1982-89	8½	144,360,000	12,696,223
Francs suisses[7]—			
1979-89	3⅜	217,728,000	8,194,748
1984-92	5¼	172,800,000	9,250,241
		390,528,000	*17,444,989*
Yen japonais[8]—			
1986-91	6⅛	535,052,073	35,926,871[5]
1986-93	5⅜	692,968,674	27,430,071[5]
		1,228,020,747	*63,356,942*
		5,868,445,147	***454,289,842***
		100,294,355,147	10,596,429,648

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
Obligations d'épargne du Canada—			
S 32—1977-86 (échue le 1er nov 1986)	10½		46,014,838
S 34—1979-86 (échue le 1er nov 1986)	10½		159,781,026
S 35—1980-87	10½	1,239,786,200	190,340,103
S 36—1981-88	10½	6,851,778,000	935,184,052
S 37—1982-89	10-8½	5,612,837,400	593,132,523
S 38—1983-90	10-8½-7¾	5,816,493,100	581,439,748
S 39—1984-91	10-8½-7¾	7,017,932,700	698,259,507
S 40—1985-92	10-8½-7¾	9,178,906,100	871,091,325
S 41—1986-93	7¾	8,591,910,500	266,006,175
Commissions			78,161,120
		44,309,644,000	4,419,410,417
Obligations spéciales non négociables—			
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	divers	1,795,680,000[9]	136,414,204
Bons du Trésor—			
Solde non amorti reporté au 31 mars 1986			1,491,381,625
Amortissement de l'escompte des émissions de 1986-87		76,950,000,000	4,309,226,416
		76,950,000,000	5,800,608,041
Effets et prêts—			
À payer en devises étrangères—			
Dollars des États-Unis[4]—			
Banques américaines	divers		5,350,932
Banques canadiennes	divers		23,809,176
Dettes assumées de la Société financière Canadair Inc (maintenant appelée Société financière Cartierville Inc)	divers	332,902,500	43,951,830
1982-87	14⅜	979,125,000	141,801,828
1983-88	10⅞	652,750,000	73,421,022
1985-90	11½	652,750,000	40,128,313[5]
		2,617,527,500	*328,463,101*
Francs suisses[7]—			
1982-87 (échue le 8 mars 1987)	7¼		23,736,387
1984-87	4⅛	259,200,000	12,955,191
1984-89	5⅜	259,200,000	15,175,966
1984-90	5⅛	172,800,000	9,194,814
		691,200,000	*61,062,358*
Yen japonais[8]—			
1979-89 (rachetée le 19 août, 1986)	7.1		5,886,772
1979-99 (rachetée le 19 août, 1986)	7½		9,281,226
1984-92	7.9	1,072,680,000	85,594,222
1985-93	7	715,120,000	48,487,190
		1,787,800,000	*149,249,410*
		5,096,527,500	538,774,869
Bons du Canada—			
Amortissement de l'escompte des émissions de 1986-87		1,045,358,237	30,167,471
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			66,092,455
Total du service de la dette publique relativement à la dette non échue		**229,491,564,884**	**21,587,897,105**

Service de la dette publique—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES—			
Compte de régime de pensions du Canada	divers	34,232,706,028	155,506,661
Compte de pension de retraite de la Fonction publique	divers	24,769,356,677	2,498,791,833
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	16,110,864,205	1,607,099,354
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	2,406,918,195	237,886,943
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers	2,703,476,464	216,968,100
Forces canadiennes	divers	678,394,000	55,024,933
Services diplomatiques	divers		-1,342
Juges	divers		501,775
Lieutenants-gouverneurs	divers		7,052
Compte des rentes sur l'État	divers	1,024,319,792	70,254,277
Comptes de dépôt—			
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	divers	13,000,000	1,549,850
Comptes d'épargne des Indiens	divers	128,520,953	10,771,630
Compte de capital Harbourfront	divers	-669,733	578,199
Dépôt de garantie d'entrepreneurs	divers	20,540,016	1,953,347
Compte pour dépôts de soumissions	divers	9,765,360	297,150
Comptes de fiducie—			
Musées nationaux du Canada—Comptes de fiducie	divers	1,289,547	46,146
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	276,215	19,800
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers	127,611	9,251
Fonds des écoles publiques—			
Ontario	5	1,502,256[10]	76,662
Québec	5	1,175,515[10]	57,226
Fonds de réclamations à l'étranger	divers	140,074	34,881
Fonds de pension, explosion de 1917, Halifax	divers	958,630	62,443
Fonds des bandes indiennes	divers	828,148,042	75,562,091
Comptes de succession des Indiens	divers	17,246,827	1,494,366
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	7,031,940	572,875
Dons aux fins de recherches	divers	101,719	1,091
Recherches en dyskinésie et en torticolis	divers	88,681	6,955
Bourses d'études Farquharson	divers	14,656	956
Fonds de fiducie Claudia de Hueck	divers	345,885	13,040
Académie Sir William Stephenson—			
Bourses méritoires des diplômés	divers	11,557	700
Bourses scolaires	divers	15,840	697
Fonds de fiducie des détenus	divers	4,593,923	232,159
Fonds de prestations de la Gendarmerie royale	divers	2,013,063	143,101
Fonds de bienfaisance de l'armée	divers	964,636	125,431
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens combattants	divers	602,004	271,338
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Fonds d'assurance des terres	divers	987,234	22,633
Compte de prestations de décès des forces régulières	divers	74,962,206	7,470,757
Fonds de réclamations—Pollution des Maritimes	divers	124,562,427	10,438,717
Compte de prestations de décès de la Fonction publique	divers	377,802,561	36,342,006
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	34,970	997
Compte de prestations de retraite des membres du Parlement	divers	26,566,825	2,681,302
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	15,752,958	1,641,123
Autres comptes—			
Programme de recouvrement des coûts pour assistance technique	divers	189,546	34,385
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	289,661	47,284
Fonds de fiducie	divers	17,671	10,746
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées		**83,585,006,637**	**4,994,610,921**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Compte d'assurance-chômage	divers		2,625,174
Compte de stabilisation concernant le grain de l'Ouest	divers		1,599,740
Comptes de stabilisation des produits agricoles	divers		1,610,119
Total du service de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés			**5,835,033**

Service de la dette publique—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital[1]	Montant dépensé en 1986-87[2]
	%	$	$
AUTRES COMPTES—			
Droits de tirage spéciaux affectés par le Fonds monétaire international	divers		79,583,795
Total du service de la dette publique relativement aux autres comptes			**79,583,795**
TOTAL DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		**313,076,571,521**	**26,667,926,854**
Sommaire—			
Intérêt			20,564,668,073
Escompte sur les bons du Trésor			5,800,608,041
Escomptes ou primes			85,234,038
Commissions			121,156,776
Frais de service et d'émission de nouveaux emprunts			66,092,455
Escompte sur les bons du Canada			30,167,471
			26,667,926,854

(1) Pour la dette non échue, le montant de capital représente le solde de fermeture au 31 mars 1987. Pour les comptes à fins déterminées et les autres comptes, le montant de capital représente le solde net de fermeture au 31 mars 1987.

(2) Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts (i.e. intérêts sur la dette non échue (y compris l'escompte sur les bons du Trésor et les bons du Canada), sur les comptes à fins déterminées et sur les autres comptes) sauf indication contraire.

(3) Échangeables au gré du détenteur contre des obligations d'une valeur nominale égale et portant le même taux d'intérêt.

(4) Converti en $ 1 É-U = $1.3055 canadien.

(5) Ces montants comprennent des frais et des rentrées pour les accords de SWAP qui correspondent à ces émissions de dettes.

(6) Converti en 1 DM = $.7218 canadien.

(7) Converti en 1 FS = $.8640 canadien.

(8) Converti en 1 Y = $.008939 canadien.

(9) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du département des Assurances et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(10) On distribue l'intérêt de ce solde aux provinces de l'Ontario et du Québec d'après leur population.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS
1986-87

Paiements de dommages-intérêts,
Paiements à titre de faveur,
Arrêts de la Cour fédérale et
Paiements sans contrepartie

SOMMAIRE

	Page
Paiements de dommages-intérêts	9.2
Paiements à titre de faveur	9.14
Arrêts de la Cour fédérale	9.20
Paiements sans contrepartie	9.22

Paiements de dommages-intérêts

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements de dommages-intérêts de $1,000 ou plus. Les paiements inférieurs à $1,000 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations. Un paiement de dommages-intérêts est une réclamation dont la Couronne était responsable en vertu de la Loi sur la responsabilité de la Couronne.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Dustbane	2,407
Ray V	1,889
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne dans la province de l'Ontario—	
Klein, Falconi and Associates	18,001
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne dans la province du Manitoba—	
The Manitoba Public Insurance Company	2,188
Propriété privée endommagée par un véhicule de la Couronne—	
Medicine Hat Travel Lodge	1,350
Autorisation—Département de la Justice	
Propriété privée endommagée suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Insurance Corporation of British Columbia	1,009
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Manitoba Public Insurance Corporation	2,297
Manitoba Public Insurance Corporation	2,124
Manitoba Public Insurance Corporation	1,017
Manitoba Public Insurance Corporation	11,185
Réclamations inférieures à $1,000 (35)	11,532
	54,999
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Traveller's Canada	2,544
Canada Post Corporation	3,376
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	2,056
	7,976
	62,975
COMMUNICATIONS	
Département	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	*1,663*
Office national du film	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*685*
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Franklin C	1,138
United States Fidelity and Guaranty Insurance Company of Canada	2,743
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	613
	4,494
Archives publiques	
Réclamations inférieures à $1,000 (2)	*367*
	7,209

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
CONSOMMATION ET CORPORATIONS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un accident de voiture—	
The Co-operators	4,262
Dominion Insurance Corporation	4,762
Flech Brothers Ltd	1,357
Règlement pour biens personnels endommagés lors d'une inspection—	
John's Parkland Oil and Gas	1,066
Réclamations inférieures à $1,000 (15)	5,784
	17,231
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Réclamations inférieures à $1,000 (8)	*1,759*
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—Ministérielle	
Accident de voiture pour lequel la Couronne a été tenue responsable—	
Warner Bross Distributing Ltd	2,318
Réclamations inférieures à $1,000 (4)	2,239
	4,557
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement à l'amiable des frais juridiques—	
Jackman B pour Vega M J	*12,000*
Commission d'appel de l'immigration	
Autorisation—Ministérielle	
Biens endommagés durant le déménagement—	
Chambers E	*1,093*
	19,409
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Treasurer of Ontario	5,025
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	593
	5,618
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
VIA Rail Canada	1,708
Édifice endommagé par du matériel de laboratoire—	
Public Works Canada	5,232
Autorisation—Ministérielle	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Waddell J	1,410
Réclamations inférieures à $1,000 (10)	3,655
	12,005

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Commission de contrôle de l'énergie atomique	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
The Phoenix Assurance Company of Canada	2,871
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	250
	3,121
	20,744
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Réclamations inférieures à $1,000 (3)	*1,188*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Département de la Justice	
Accident de voiture—	
Cormi, Kennedy, conseillers légaux pour Gunderman J	5,332
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
A-I Auto Body	1,983
Travellers Canada Insurance Co	1,465
Autorisation—CT 802678	
Indemnisation pour propriété endommagée par une inondation—	
Brown D	2,442[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (20)	8,223
	19,445
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—Département de la Justice	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Canadian Home Assurance	1,638
Chateau Jasper	2,400
Fiedt Robert et Susan	5,498
Green W G	1,747
Haluschak K B	5,945
Hart R	2,200
Howell, Fleming, Rishor, White et Pakenham	22,500
Hunter R D	1,037
Insurance Bureau of BC	9,872
Kindrat M	5,316
Last G	2,432
Squires J	1,487
Sulpetro Ltd	2,662
Tilden-Rent-A-Car	1,671
Wawanesa Mutual Ins Co	1,279
Bateau endommagé au canal de Chambly—	
Houles J	2,700
Règlement suite à des noyades au canal de Lachine—	
Beauchamps en fiducie pour Monquin R	5,000
Beauchamps en fiducie pour Monquin J	5,000
Règlement suite à une conduite d'eau saillante—	
Soltys E	2,000
Règlement suite à une chute sur un trottoir tortueux—	
Campbell C L	1,512
Tuyau à gaz endommagé lors d'une excavation pour la pose de conduites d'eau—	
Canadian Western Natural Gas	1,100
Autorisation—Ministérielle	
Bateau endommagé lors d'un accident à la porte d'écluse #31—	
Dominion of Canada Insurance Co	1,908
Bateau endommagé à Big Chute Marine Railway—	
Lloyd F	1,134
Accident de voiture—	
Roberts B	2,800

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Marinson A	1,483
Réclamations inférieures à $1,000 (69)	18,816
	111,137
	131,770
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte des effets personnels de son défunt mari lorsqu'il était en transit en provenance de l'étranger—	
Aracki V	*1,948*
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—Département de la justice	
Réclamation pour annulation de contrat par National and International Technical Consultants Ltd—	
Nichols et Mullaly en fiducie	43,000
Règlement par E Dauvillier-Prins re mort de J Prins dans un écrasement d'avion—	
Ogilvy, Renault en fiducie	25,000
Règlement pour l'intérêt sur les réclamations soumises depuis le début du projet—	
Lavalin International Inc	94,955
	162,955
	164,903
FINANCES	
Vérificateur général	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	974
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Bélanger R	4,506
Bergen C	1,566
Brem J	8,420
Chambers F	1,290
Cole R	1,024
Connolly N	10,718
Co-operators General Insurance Co	1,150
Halifax Insurance Company	1,716
Insurance Corp of BC	3,902
Roberts J	1,148
Roop C	1,493
Rosenau M	26,348
Rushton T	2,000
Société mutuelle de réassurance du Québec	2,113
Tilden rent-a-car	1,920
Accident impliquant une équipe de recherche—	
Anderson E	4,200
Temps perdu suite à de mauvaises instructions fournies par des employés du département—	
Coté H	6,015
Accusations relatives au refus d'accorder un permis pour la chasse aux phoques—	
Arseneau S	1,200
Perte de filet de pêche—	
Hellum A	3,314

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Réclamations pour dépenses re fausse déclaration—	
Habart R	1,500
Esquif à hareng endommagé—	
Wesley F	2,106
Filet de pêche endommagé—	
Jacoubsen G	2,656
Réclamation pour la perte d'équipement—	
Arctic Sciences Ltd	18,505
Indemnisation pour le redressage d'un barrage à hareng—	
Brown W	10,000
Règlement pour griefs en suspens—	
Rodgers E G	30,000
Réclamations inférieures à $1,000 (67)	22,764
	171,574
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 799518	
Indemnisation pour relocalisation—	
Steele J G	4,200[1]
Autorisation—CT 804358	
Diffusion d'un accord en commun entre la tribu de White Bear et la division scolaire D'Arcola—	
Division scolaire d'Arcola	208,020[1]
Autorisation—Ministérielle	
Accord de règlement—	
Makokis B W	7,190[1]
Makokis D N	7,190[1]
Makokis G L	6,827[1]
Makokis H	7,226[1]
Makokis J O	7,192[1]
Makokis R L	7,194[1]
Makokis T L	7,181[1]
Indemnisation pour le remboursement au réclamant pour la perte/vol d'œuvres d'arts—	
Banque artistique du Conseil des Arts du Canada	110[1]
Autorisation—Arrêt T-1217-86	
Indemnisation pour frais de Cour—	
Davis and Company en fiducie	783[2]
Autorisation—Arrêt T-3340-81	
Dommages, intérêt et débours avant et après jugement—	
Kaufman, Cassidy en fiducie	313,773[2]
Autorisation—Arrêt T-201-86	
Indemnisation pour frais de Cour—	
Laforme, Henderson, Jones en fiducie	948[2]
Réclamations inférieures à $1,000 (8)	2,959
	580,793
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*985*
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	
Autorisation—CP 1986-1717	
Règlement de réclamations pour pollution au mercure—	
Tribu de Grassy Narrows	1,467,431[1]
Tribu d'Islington	1,467,431[1]
	2,934,862
	3,516,640

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CT 694982	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules du département—	
Bell Canada	3,114
Bell P E	1,181
Benoit P	1,380
Boissonneault S	5,340
Brazeau C	2,530
Brown R	3,000
Campbell C D	1,362
Ville de St John's	1,469
Colpitts L	2,437
Crane K J	2,494
Crow M	1,306
Davies D R	4,400
Elliott R	2,778
Etobicoke Hydro	1,557
Finn M	1,841
Gagnon M	2,350
Hiscock C	1,460
Horsley G W	1,351
Jenkins D R	2,088
Julian Taxi Cab Ltd	1,289
Lamoureux J	2,420
Lapointe T E	1,751
Lauzière G	3,000
Legacy M	3,047
Legere E	1,550
Mabee R	1,391
Marker M R	1,017
MacLean C H	1,242
MacLeod L G	2,379
MacPherson D	1,012
Mills A C	1,626
Ministère des Transports (Québec)	2,452
The New Brunswick Electric Power Commission	1,254
O C Transpo	2,036
Paul's Hauling Ltd	7,393
Pinsonneault N	5,077
Plante J	2,236
Roy, Johanne, Novandoc et Leosina Ltd, Arpen S	6,093
Ryder Truck Rental Canada Ltd	2,735
Saskatchewan Government Insurance	1,042
44822 Saskatchewan Ltd	4,356
Shaw J A	1,292
Shell Canada	3,941
Ultramar Canada Ltd	2,330
Valois Fleuriste	2,317
Veino E D	1,148
Weiland S	1,574
Campbell, Godfrey et Lewtas en fiducie (re Mr et M[me] Davis)	3,750
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département lequel a endommagé la propriété de High-wood Holdings—	
Code Hunter en fiducie	23,500
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département lequel a causé des blessures à Mr Vrabel—	
Commission des accidents du travail	3,634
Règlements suite à des accidents impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à—	
Achorn E	
Allstate Insurance Co	2,851
Kasa A	
Baker, Newby and Co	1,588

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Caron M	
Canadian Provincial Insurance Co	1,586
Elliott R	
CN Route	5,246
Barsi G	
Commercial Union Assurance Co	1,749
Kovacs J	
Commercial Union Assurance Co of Canada	1,985
Becker S A	
The Co-operators	1,066
Bowes F J	
The Co-operators	1,759
Foster G	
The Co-operators General Insurance Co	2,924
Malik M A	
The Co-operators	1,391
Martin C	
The Co-operators	5,159
Points North Transportation Inc	
The Co-operators	10,489
Savage G	
The Co-operators	1,188
Shaw J A	
The Co-operators	1,292
Pochailo C	
The Dominion of Canada General Insurance Co	1,027
Kelly W T	
E B Eddy Forest Products Ltd	6,393
Hogan R D	
Economical Mutual Insurance Co	2,314
Kelly W T	
The General Accident Assurance Co of Canada	53,759
Lacey N	
Green et Spencer en fiducie (re F Frost et D Purchase)	8,000
Hardy L	
Gold Circle	2,062
Lacey N	
Guardian Insurance Co of Canada	11,060
Stokes J R	
Guardian Insurance Co of Canada	6,587
Warren K L	
Guardian Insurance Co of Canada	1,502
Green S	
The Halifax Insurance Co	2,447
Nielson A	
Insurance Corp of British Columbia	1,219
Thompson W	
Insurance Corporation of Newfoundland	2,544
Oleander Cycles	
Kish, Kathleen	10,650
Frank J H	
Kutz et Hotzel en fiducie	2,100
Angel B	
The Manitoba Public Insurance	1,119
Bluhm G F	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,749
Clark P S	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,396
Clowes B	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,585
Cyrenne J	
The Manitoba Public Insurance Corp	1,690
Farrell G	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,585
Gauthier E	
Manitoba Public Insurance Corp	1,099
Martin P	
The Manitoba Public Insurance Corp	2,458
Ross J E	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,579

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Short J	
The Manitoba Public Insurance Corp	3,767
Maroney V	
Maroney H	1,389
Stickles D P	
McKelvey, MacAuley, Machum	25,000
Plume K E	
Miller, Lehane et Wild en fiducie	28,245
Lortie M	
Nova Scotia General Ins Co	2,797
Daniel R	
Ottawa Ford Sales	1,081
Black T C	
The Personal Insurance Co of Canada	4,129
Calvaruso N	
Prousky & Biback en fiducie	2,670
Schnaidman A	
Royal Insurance	2,580
Julian G	
Saskatchewan Government Insurance	3,407
Smeu T	
Security National Insurance	2,798
Chopp L	
Spencer, Romberg en fiducie	59,022
Dexter M	
Stephenson W G en fiducie	10,000
Clifton B	
State Farm Mutual	1,118
Bergeron F	
Traders General Insurance Co	1,717
Jarvis N	
Travelers Canada	1,424
Province de l'Ontario	
Trésorier de l'Ontario	1,646
Reardon S	
The Wawanesa Mutual Insurance Co	1,250
Young I	
Zurich Insurance Co	10,000
Règlements suite à des accidents impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par—	
Orto J	
Smith H M	
Département de la santé de la Colombie-Britannique	3,750
Missionary Church	
Danz D A	
Brotherhood Mutual Insurance Co	28,829
Indacom Electronics	
Glaser M	
Canadian Home Assurance Co	1,042
Hoard R H	
Hoard R	
Cass, Ronald W en fiducie	22,000
Assuncao W	
Assuncao R	
Constitution Insurance Co of Canada	4,032
Cox Frank	
Payne E	
Cox F	1,495
Daigle Lumber Ltd	
Deveau P	
Daigle Lumber Ltd	6,955
Weston Auto Lease	
Kruse P	
The Dominion of Canada General Insurance	2,475
Assuncao W J	
Assuncao R M	
Fetherston D W	10,300
Irving Oil Ltd	
Gray G	
Gilbert, McGolan, Gillis en fiducie	1,497

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Flint D	
Cuffley T	
Liberty Mutual Insurance Co	3,082
Robichaud C J	
Robichaud J C	
Liberty Mutual Insurance Co	2,907
Ford Credit Co	
Carlson N A	
The Manitoba Public Insurance Co	1,371
Manitoba Telephone System	
Hallatt K	
The Manitoba Public Insurance Co	1,303
Smerdon J	
Smerdon C	
The Manitoba Public Ins Co	3,900
Wagner M A	
Wagner D M	
Maplex General Insurance Co	3,222
Goldsmith A	
Goldsmith D A	
Norman Insurance	1,445
Perryman I	
Perryman D	
Perryman D	6,321
Daigle Lumber Ltd	
Deveau P	
Phoenix Continental Management Ltd	48,129
Points North Transportation	
Baturian M H	
Points North Transportation Inc	3,045
Jack Carter Chev Olds Ltd	
Kosten S P	
Royal Insurance Co of Canada	2,136
Gerber M	
Gerber E	
Royal Insurance Co	6,350
Whates D	
Whates F	
State Farm Mutual Automobile Ins Co	1,177
McKeenan P	
Nesbitt Mr	
Wing, Stewart and Co en fiducie	60,000
Règlement d'une réclamation pour blessures subies suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par—	
Economical Mutual	
Fox G	
Buckley B	2,500
Règlements pour effets personnels endommagés—	
Adams J A	1,439
Alward J H	1,824
Atkinson P W	2,491
Baird W R	2,238
Barton W D	1,268
Beaudry A et Ferland M	20,000
Belliveau J M	1,349
Beno W C	1,696
Bilodeau J A	1,360
Blake O E	1,438
Bourgeois J	1,565
Bradley J	3,057
Browne N H	1,498
Brunel R W	3,697
Burns B A	2,991
Burton G J	1,854
Byrne T R	3,146
Callacott R G	3,373
Camp G	1,229
Clegg J W	3,500
Clemons R R	3,000
Copus P E	1,211

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Cox P J	2,321
Crépeault J L	4,770
Dandurand J J	2,931
Demers J	1,383
Diaczenko A	1,962
Doane J A	1,307
Donovan C T	1,403
Doucet D	1,019
Doucet J	2,388
Drolet R	1,178
Dube J D A	1,027
Duncan D J	4,492
Fardy W P	1,228
Ferland M et Beaudry A	11,285
Fluet J	1,425
Francoeur J G	1,200
Fugere J E S	2,360
Gold Circle Insurance Co	1,679
Grant C F	1,144
Greatrix L	5,146
Haavisto B A	1,500
Hache J R R	1,039
Hemphill B L	2,526
Henderson C C	2,811
Hogan J B	2,514
Hokke J	2,135
Holtz D A	1,154
James G D	4,332
Jensen G E	1,253
Johnson P J	3,194
King G R J	1,029
Knighton D P	1,245
Kwok S W	1,702
Kyte B R	2,658
Labonté J R	1,780
Laforest Y D J	2,649
Lamontagne P N	3,551
Lesage G E	1,452
Lewis D G	1,215
Libby A	2,135
Logan I M	2,325
Lockhart J A	3,570
Martin F J	1,590
Mason D S	1,053
MacAulay A C	1,108
Macauley R G	1,937
McCumber P R	1,137
MacDonald K	3,317
Moreau D C	2,670
Murchinson R W	1,124
Noel C	2,128
Obst J C L	1,545
O'Donnell P J	1,049
O'Neill H J	3,177
O'Neill W K	2,477
Parker R L	1,380
Poirier A J	1,859
Romanini O M	1,471
St Aubin d'Ancey I A	1,108
St Martin R L	1,151
Shuya P J	1,142
Slegers A P	1,425
Sorsdahl R C	1,110
Spears D C	1,329
Stansbury D W	6,315
Sundvall A J	1,027
Tellier D A	1,500
Tetarenko S F	1,626
Van Tassel J E	1,035
Verschoor J W	1,034
Walker R E	1,351
Wesley W	1,236

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Wessels L E	1,450
White G J	1,208
Wickert J C	1,248
Wilson D R	2,866
Woodland S P	1,260
Wootton G E	1,232
Wright R W	3,115
Autorisation—CT 694982	
Règlement suite au survol d'un avion des Forces canadiennes re Vandestadt—	
Messrs Greenfield et Barrie	42,000
Règlements suite au survol d'un avion des Forces canadiennes—	
Aide E	3,800
Bennett F	5,408
Capon L	2,750
Gallant H	10,796
Kyplain G	2,500
Poitras J	43,543
Williams B	19,176
Règlement pour effets personnels endommagés re J C MacDonald—	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	5,209
Règlements pour propriété personnelle endommagée—	
Mattinson, Shirley et Guy	2,400
Miller P G	1,585
Wilson D J	1,005
Règlement pour la perte de biens—	
Hicks D P	1,183
Règlement pour équipement de pêche endommagé—	
Anderson, Huestis et Jones en fiducie	4,412
Règlement pour blessures entraînant la mort de R McKinnon—	
Beaumont Church, avocats	5,000
Règlements pour câbles téléphoniques endommagés—	
Bell Canada	1,329
Bell Canada	15,169
Règlement suite à l'annulation d'une réservation—	
Best Western International Inn	2,137
Règlement pour une cheminée endommagée par des vibrations lors d'activités aériennes—	
Bowering I	2,165
Règlement pour véhicule endommagé par une souche dissimulée dans un terrain de stationnement—	
Bouchard D	3,694
Règlement en rapport à un paiement en défaut, S Trudeau—	
Fillion, Brisson, Coté et Coté en fiducie	2,543
Règlement pour la perte de compensation pour perte d'emploi—	
Finlayson M E	2,449
Règlement pour fausse déclaration au sujet de l'emploi dans les Forces canadiennes—	
Gagnon M L	2,182
Règlement pour blessures suite à un accident impliquant un véhicule du département re Frost et Purchase—	
Green et Spencer en fiducie	8,000
Règlement pour propriété endommagée lors de l'atterrissage d'un hélicoptère—	
Guenette G	14,990
Règlement pour services rendus par D^r K M Goodwin-Lahr Allemagne—	
Gowling et Henderson en fiducie	2,023
Règlement pour dommages suite à des plaintes au sujet du bruit—	
Hennig M	7,968

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement pour la perte et le recouvrement de Whalers Bay of Fundy NS—	
Hudson, Earl B	3,169
Remboursement de frais légaux et immobiliers—	
Mack W	5,975
Règlement pour l'endommagement d'une route d'exploitation des bois et forêts—	
Ian MacLeod General Trucking Ltd	1,232
Règlement suite à l'inondation de champs de foins—	
Rutledge Ranching Co Ltd	75,000
Règlement pour dommage causé au poste de mouillage II—	
St John's Port Corp	7,984
Règlement pour les frais d'examen et d'évaluation—	
Sangoma Technologies Inc	1,750
Règlement pour dommage causé à un toit d'un appartement-terrasse—	
Sears Canada Inc	4,329
Règlement pour le remboursement de frais juridiques et immobiliers—	
Stewart E D	4,729
Règlement pour l'engloutissement du bateau de pêche «Lady Marjorie»—	
Stewart, MacKeen et Covert en fiducie	885,000
Règlement pour récupération n° 5 Ho Ming—	
Cooper T et Stibbard	5,416
Règlement pour maison endommagée lors de l'atterrissage d'un hélicoptère—	
Tessier G	2,461
Règlement suite à l'annulation d'une affectation re vente d'une maison—	
Vaillancourt V en fiducie	4,500
Règlement pour dépenses encourues suite à un changement d'affectation re vente d'une maison—	
Waller R C	10,000
Règlement suite à la perte de revenu—	
Wilson M E	1,000
Règlement suite à la contrefaçon d'un brevet canadien—	
Yachetti, Lanza et Restivo en fiducie pour Pathfinder Camping Products Ltd	15,000
Règlement pour blessures et dommages causés suite à la chute de gradins—	
Goulet P en fiducie	1,300
Tremblay-Martineau D	1,000
Autorisation—CP 1970-10/907	
Règlements suite à des accidents impliquant un hélicoptère du département—	
Allinson W et H	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,160
Banks T et S	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,842
Richard E K Colpitts	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,000
Crossman B	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,100
Morehouse B et S	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,309
Purdy K	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,125
Rathburn W et A	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,425
Autorisation—CT 802631	
Règlements suite à un feu (Gagetown)—	
Adams N	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	45,700
Albert Enterprises Ltd	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	21,919

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Allen B et K	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,493
Allen C et M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	30,966
Allen L et R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	18,706
Allen M C	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,000
Église Anglicane du Canada	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,450
Arseneault R et J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	5,864
Banks B et J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	62,050
Banks K	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	156,300
Boone C et A	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,200
Boone C et B	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,200
Boone Junior R et P	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,796
Bridges E	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,000
Bridges S	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,000
Burgess T et A	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,300
Burns G et G	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	18,700
Chase E et L	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	17,900
Chase G et H	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,275
Coy A	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	19,500
Coy C et E	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	74,650
Coy E T	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	45,386
Coy W et J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	75,355
Despres E	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,996
Dugas W	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	20,050
Gordon R et E	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	8,300
Guthrie C W and Son Ltd	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	27,600
Hamilton I et M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,570
Hartt R et R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	10,049
Latham E C H	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	5,400
London H et J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	34,200
Mallery M et Colby J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	105,700
Mallery M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,000
McElman E et J	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	45,400
McFarlane G	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,550
Nash R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	6,350
NB Electric Power Commission	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	15,000
NB Telephone Co	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	66,129
Pelletier O	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	5,020
Randall D et R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	4,200
Rice K et M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	43,288
Rice P	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,500
Scott E et M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	11,800
Vail C W	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	5,900
Verwer A et M	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,450
Wall G et R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,100
Warren D et D	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	7,450
Wheaton R et R	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	3,705
Wilson D	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	2,500
Wilson F G	
Underwriters Adjustment Bureau Ltd	1,850
Autorisation—Arrêt T-793-85	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant et conduit par—	
Bélanger S	
Co d'assurance Provinces-Unies	
Compagnie d'assurance Provinces-Unies	1,027[2]
Autorisation—Règlements et Ordres de la Reine 210.05	
Règlements pour effets personnels endommagés—	
Freeman R	2,500[1]
Goulette E J	5,624[1]
Miszkiel M J A	1,000[1]
Sheppard M M	2,213[1]
Remboursement de la quote-part du Canada de 75 % des réclamations de dommages payées par la «British Claims Agency» pour le Canada en vertu des termes de l'Article VIII des statuts des Forces de l'OTAN signé le 4 avril 1949, aux gouvernements suivants—	
Allemagne 4,042 réclamations de $2,443,305; France 7 réclamations de $11,434; Belgique 1 réclamation de $1,374; Pays-Bas 14 réclamations de $4,525; et Luxembourg 1 réclamation de $601	2,461,239
Réclamations inférieures à $1,000 (1,704)	460,433
	6,220,278

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Département

PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX

Autorisation—Département de la Justice

Énoncé et bénéficiaire	Montant
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Co-operators General Insurance Company	3,593
Locke R J	5,724
Norris D L	1,328
Roach's Taxi (1979) Ltd	8,811
Vaughan P	20,000
Waterloo Insurance Company	2,100
Welch R A	2,000
Réclamations inférieures à $1,000 (18)	6,109
	49,665

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU	
Autorisation—Ministérielle	
Photocopieur endommagé dans un bureau de la région de Halifax—	
Pitney Bowes	1,500
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	225
	1,725
	51,390
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement pour blessures causées par un chien entraîné pour la cherche de drogue—	
Pilon V	2,000
Règlements suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
The Manitoba Public Insurance Corporation	7,952
The Manitoba Public Insurance Corporation	6,150
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Anderson J B	4,312
Atlantic Insurance Company	4,248
Canadian Automobile Association	2,639
Insurance Corporation of British Columbia	4,103
McAdam Insurance Company	3,628
Pilot Insurance Company	1,189
Royal Insurance Company	1,291
Règlements suite à la vente de biens par inadvertance lors d'encans aux Douanes—	
Pluim C	1,937
Rai G K	2,712
Réclamations inférieures à $1,000 (93)	17,260
	59,421
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Ministérielle	
Règlements suite à des accidents de voitures—	
Canadian Indemnity Co	28,591
Walsh S	1,789
Garnier R	1,447
Peyton S	1,223
Lapointe M B	2,000
Brownlie P L	5,682
McEachern I J	2,807
Règlement pour dommage causé à un téléphone portatif auto-tel de location—	
The New Brunswick Telephone Company Ltd	3,688
Règlement pour dommage causé à un quai lors d'un accident—	
Happy Adventure Sea Products	3,607
Règlement suite à la perte d'équipement ainsi qu'à un bateau de pêche endommagé—	
Gettel L F	1,048
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Allstate Insurance	1,469
Indemnisation pour gaspillage lors de la drague du canal Mamquam—	
Pêches et Océans Canada	30,000
Indemnisation pour l'enlèvement d'arbres à J K Berry Farms Ltd afin d'éliminer les obstacles aux envolées à l'aéroport d'Abbotsford en Colombie-Britannique—	
Linley and Duignan and Company en fiducie	7,500
Indemnisation à la British Columbia Telephone Company pour câbles de téléphone endommagés submergés dans le canal Morey de la rivière Fraser—	
Farris, Vaughan, Wills et Murphy en fiducie	45,592
Règlement pour blessures subies lors d'un accident de voiture—	
Kirwin P D	3,725
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement pour restauration et réparation nécessaires après avoir vider les lieux—	
Danish Canadian Club	31,317
Règlement d'une réclamation pour embêtement causé par le bruit, la poussière et les vibrations et pour dommage causé à la propriété lors de la construction du parc olympique à Calgary—	
Hawes W J	6,000
Règlement suite à la collision d'un véhicule du département équipé pour faire de la levée marine avec un feu de normalisation—	
Trésorier de l'Ontario	2,111
Réclamations inférieures à $1,000 (42)	11,428
	191,024
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour escalateur endommagé par des extincteurs d'incendie brisés au Complexe Guy-Favreau Montréal Québec—	
Place Desjardins Inc	11,580
Règlement suite à des blessures subies—	
Hewitt, Hewitt, Nesbitt, Reid; avocats en fiducie	2,389
Abelson E	9,000
Philp D	1,000
Réclamations inférieures à $1,000 (21)	5,016
	28,985
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement pour blessures subies lors d'une chute d'un escalier à l'extérieur—	
Decarie P	*68,309*
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*275*
	288,593
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES	
Réclamations inférieures à $1,000 (7)	2,711
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Service correctionnel	
Autorisation—Département de la justice	
Indemnisation pour dommages encourus dans des accidents de voitures—	
Aetna Casualty Company	2,878
Beta Tronic Industries	1,026

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Compagnie d'Assurance Guardian du Canada		1,052
The Co-operators		1,326
Economical Mutual Insurance Company		4,459
Eddy Kam Entreprises Limited		1,618
General Accident Company		1,529
Hartford Insurance		2,043
Johnson D L		10,000
Liberty Mutual Compagnie d'Assurance		2,668
La Prudentielle		2,253
Sloane Hay Jesperson et Sloane		8,200
Commission des accidents du travail		3,000
Réclamations contre la Couronne par Ms J Bethune—		
Brewin M en fiducie (règlement)		49,500
Brewin M en fiducie (frais juridiques)		4,500
Règlement d'une réclamation contre la Couronne par un employé après avoir été déchargé du Service correctionnel—		
D'Andrade F		10,500
Receveur général pour le Canada (Impôt re F D'Andrade)		4,500
Commission d'enquête re M Gaw—		
Harris, Campbell, Threlfall, O'Neil		51,478
Harris G J en fiducie		5,000
Premiere Verbatim		4,319
Règlement hors-cour re K McIlvride v la Couronne—		
Kopyto H en fiducie		4,000
Vincenzo de Maria v Commission de classification régionale et Ken Payne re paiement des frais juridiques du détenu—		
Martin et Gemmel		1,487
Règlements en rapport à des plaintes portées à la Commission canadienne des droits de la personne alléguant une discrimination sur l'emploi selon l'âge et le sexe—		
Saint-Georges L		10,000
Thompson P A		15,000
Paiements à titre de faveur (28)		64,022[1]
Réclamations inférieures à $1,000 (334)		35,880
		302,238
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Autorisation—CT 780720		
Règlements pour dommages suite à des accidents de voitures—		
ABC Rental Agency	$ 956	
Kerrisdale Physio Clinic	142	
Kerrisdale Physiotherapy Clinic	110	1,208
A D H General Contracting Ltd		5,295
Advance School Equipment Ltd		1,374
Aiken, Capp en fiducie		6,299
Alberta Motor Association Insurance Co	$ 1,208	
Stamatakis N	100	1,308
Baker, Newby et Company en fiducie	$ 6,342	
Baker, Newby et Company en fiducie	7,772	14,114
Barlow David P		1,112
Bassie, Kantor et Plupek en fiducie		4,976
Battista Murphy en fiducie		11,750
Blackfoot Band Tribal Administration		1,387
Bremner Jim		1,027
British Columbia Telephone Company		2,217
Budget Car and Truck Rental		2,826
Bueckert J G	$ 651	
Saskatchewan Government Insurance	2,025	2,676
Butterworth Dennis		2,500
Canadian Auto Body	$ 500	
Saskatchewan Government Insurance	832	1,332
Cie d'Assurance Missisquoi et Rouville		2,335
Clark, Wilson en fiducie		89,309
Code Hunter, avocats		3,326
Cole Kimberly Ann		1,059
Commercial Credit Corp Ltd et G E Barbour Co Ltd		5,898
Commercial Union Insurance	$ 1,110	
Neilson Sheilalea	250	1,360
Co-operators, The	$ 1,029	
Godbold Colin	250	
Godbold Colin	177	1,456
Co-operators, The		1,076
Custom Auto Body		1,049
Cusveller Johannes		2,567
Desjardins Maurice	$ 1,119	
ABC Rental Agency	548	
Richter Auto Body Ltd	120	1,787
Desjardins W R		1,074
Greffier régional, Cour suprême	$ 8,000	
Insurance Corp of British Columbia	230	8,230
Dollis Plenert Seale Pope et Higson en fiducie		75,000
Dominion of Canada General Insurance Co		5,211
Dominion of Canada General Insurance Co	$ 1,235	
Kennedy M	250	1,485
Economical Mutual Insurance Company	$ 1,713	
Bonczuk Michael	100	1,813
Ekosky Margaret		12,000
Elliott, Douglas		6,500
Embassade de la Turquie		1,099
Ens Toyota Body Shop	$ 500	
Saskatchewan Government Insurance	1,093	1,593
Garton et Harris en fiducie		29,800
General Accident Assurance		1,334
Goldline Collision		1,572
Green Larry		1,500
Groupe Commerce—Cie d'assurance		4,002
Groupe Desjardins Ass Générales		5,228
Harris, Campbell, Threlfall, O'Neill en fiducie		5,480
Hunt, Robert W	$ 590	
Saskatchewan Government Insurance	1,463	2,053
Hydro C B		1,945
Insurance Corporation of British Columbia		2,089
Insurance Corporation of British Columbia		3,238
Insurance Corporation of British Columbia		1,349
Insurance Corporation of British Columbia		3,204
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,366	
Seywerd, Cristel	200	1,566
Insurance Corporation of British Columbia	$ 16,391	
Howald Gail	29	16,420
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,842	
McCarthy D W	100	1,942
Insurance Corporation of British Columbia	$ 4,293	
Jim Patteson Lease	5,447	
Kerrisdale Physio Clinic	66	
SCS Insurance Adjusters Ltd	1,019	10,825
Impala Collision Ltd		2,199
Insurance Corporation of British Columbia		1,416
Insurance Corporation of British Columbia		1,383
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,779	
Tarnowski J	100	1,879
Insurance Corporation of British Columbia	$ 1,784	
Bryson W A	300	2,084

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Insurance Corporation of British Columbia		1,510
Insurance Corporation of British Columbia		3,742
Insurance Corporation of British Columbia		2,545
Insurance Corporation of British Columbia		2,151
Insurance Corporation of British Columbia		1,585
Insurance Corporation of British Columbia	$ 3,198	
Multiland Richmond Toyota	300	3,498
Insurance Corporation of British Columbia		1,352
Insurance Corporation of British Columbia	$ 2,804	
Albrecht J	200	3,004
Insurance Corporation of British Columbia		1,295
Insurance Corporation of British Columbia		4,073
International Plaza Hotel		1,477
Jaguar Plus		2,584
Jarvis, Gerbrandt, Cave en fiducie		20,411
Karcare Body Shop		2,909
Kelowna Cabs et Gabriel Bernier		1,777
Levert Luke	$ 832	
Insurance Corporation of British Columbia	665	1,497
Lloyd's Non Marine Underwriters		4,318
Lucas Bishop et Fraser en fiducie		3,500
Lucas Bishop et Fraser en fiducie		1,407
Macdonald Pontiac Buick GMC Ltd		2,970
MacIsaac Clark et Company en fiducie		6,466
Maier McLeod et Bowen en fiducie		4,450
Manitoba Public Insurance Corp	$ 399	
Manitoba Public Insurance Corp	1,268	
Furgale et Compagnie en fiducie pour M^me^ Powell	4,159	5,826
Manitoba Public Ins Corp	$ 1,017	
Surowy M	100	1,117
Martin A R	$ 100	
Saskatchewan Government Insurance	1,216	1,316
Mills, Dymond et Hussey en fiducie		6,081
Newell G		1,848
Nichols J et H		3,297
Nuttall D en fiducie		9,000
O'Neill M		1,428
Commission de transport régional d'Ottawa-Carleton		1,146
Ramsay Thompson Lampman en fiducie		16,545
Richards Buell Sutton en fiducie		7,500
Richardson F	$ 250	
Canadian Home Assurance Company	1,716	1,966
Rich's Auto Body		1,051
Roach P J		3,750
Safeco Insurance Companies		4,815
Saskatchewan Government Insurance	$ 7,600	
Khosla R	200	7,800
Saskatchewan Government Insurance	$ 2,629	
Wright C	500	3,129
Saskatchewan Government Insurance	$ 2,817	
Castellan D	250	3,067
Saskatchewan Government Insurance	$ 1,086	
Miller N P	324	1,410
Saskatchewan Government Insurance	$ 789	
Fineday L	500	1,289
Sask Government Insurance	$ 593	
Towne Auto Body Ltd	500	1,093
Schaefer et McMillan en fiducie		3,577
Price Shimizu en fiducie		19,400
Shoctor, Hill, Mousseau et Starkman		3,899
Sloane et associés en fiducie		14,000
Société Mutuelle d'Assurance contre l'incendie de Napierville et La Prairie		4,468

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Stagg M D		3,224
State Farm Insurance		1,440
State Farm Mutual Automobile Insurance Co	$ 955	
Venner J A	100	1,055
Stuart H		1,100
Swan R		5,081
Talon Entreprises Ltd	$ 38	
Hamdon-Smale S	188	
Travelers Canada	1,796	
Home Insurance Company	1,421	3,443
Terminal Auto Body (Parksville) Ltd		2,104
Thiessen	$ 500	
Saskatchewan Government Insurance	700	1,200
Thornton H		15,000
Town Centre Chevrolet Oldsmobile Ltd		10,606
Travelers Canada Inc	$ 2,010	
Rofani R	100	2,110
Le Trésorier de la municipalité de la Métropole de Toronto		1,000
Turnham, Green, Higinbotham, Woodland en fiducie		13,596
Unifund Assurance Company	$ 1,240	
Cooper J	250	1,490
Verklan Motors Ltd	$ 500	
Saskatchewan Government Insurance	1,242	1,742
Waldock O		3,300
Tom O Wall en fiducie		1,688
Wawanesa Cie D'Assurance		1,495
Wawanesa Mutual Insurance Co	$ 1,754	
Hebert B	100	1,854
Wawanesa Mutual Insurance Co	$ 1,193	
Niemetz D C	436	1,629
Wilson C en fiducie		13,723
Zalapski et Pahl en fiducie		3,986
Zurich Insurance Company		1,695
Règlements pour propriété endommagée—		
Jardins du parc de Carleton		1,142
Région de Coquitlam		1,564
Don May Construction Inc	$ 5,022	
Ben Bow Strata	100	5,122
Plomp R		1,357
Règlements pour litiges civils (assaut, arrestation)—		
Arbour et Belkin en fiducie		6,000
Bolton et Muldoon en fiducie		29,900
Braidwood, Mackenzie et Co en fiducie		17,708
Corrigan, Bernardino, Dorman et Baker en fiducie		1,500
Crane, Paterson, Kilfoil en fiducie		7,500
Dobell, Rands en fiducie		8,000
Duffie, Friel, Godbout et Ouellet en fiducie		2,082
DuMoulin Black en fiducie		17,500
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest		34,068
Harrop, Phillips, Powell et Gibbons en fiducie		1,000
Huneault M et M^me^ E		2,500
Milne Harris en fiducie		2,500
Minuk R M		6,000
Milne, Selkirk, Nordman, Corbould et Todd en fiducie		6,850
Public Trustee		3,750
Indemnisation pour biens endommagés dans le transport en provenance de l'étranger—		
Hoffman L D		1,230
Hummell F		1,387
Savoie C P		1,431
Règlement de litige civil selon la recommandation du département de la Justice—		
Chetty Pab C en fiducie pour Lawrence Adams		10,874
Chmielak D		1,543

Paiements de dommages-intérêts—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
Co-operators, The	$ 1,437	
Bell J E	100	1,537
Guardian Insurance Company of Canada	$ 1,106	
Robinson T	100	1,206
Jazvac W P	$ 2,750	
Arapoglou M A	999	3,749
Lee Fireman et Regan en fiducie		50,000
MacKenzie et MacKenzie, avocats en fiducie pour G Coleman		2,500
Maxwell, Larsen et Co en fiducie		3,131
Pacific Rim Accident Reconstruction Ltd	$ 3,679	
Pacific Rim Accident Reconstruction Ltd	150	3,829
Pedersem, Norman, McLeod et Todd		20,000
Commission des services publics de la ville de Barrie	$ 2,765	
State Farm Insurance Company	2,346	
Aviscar Inc	12,853	17,964
Saskatchewan Government Insurance		1,700
Shabbir Khan		1,217
Sinclair et Edmond	$ 3,760	
Aikins, MacAulay et Thorvaldson	(1,765)	1,995
Sun Alliance Insurance Co	$ 8,097	
Municipal Financial Leasing Corp	250	
Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton	28	8,375
Règlement d'une réclamation comprenant les frais d'hospitalisation—		
Campbell Mitchell en fiducie	$ 7,000	
Campbell Mitchell en fiducie	5,000	12,000
Halyk, Brent et Dovell en fiducie		277,000
Hamilton, Duncan and Company en fiducie		21,550
Ministre des Finances de la province de la Colombie-Britannique		8,291
Ministre des Finances de la province de la Colombie-Britannique		1,096
Ministre des Finances de la province de la Colombie-Britannique		1,412
Département de la santé de la province de la Colombie-Britannique		2,369
Moldowan U A M		1,688
Rosenberg, Rosenberg et Woodward en fiducie		42,000
Schaefer et McMillan en fiducie		5,200
Simpson and Company en fiducie		4,100
Szolga E		4,350
Vickers et Palmer en fiducie		13,032
Règlement d'une réclamation pour le remplacement d'un bien du gouvernement—		
Burry's Marine Division Ltd		1,630
Réclamation pour une somme globale suite à une erreur administrative dans sa pension—		
Mattar Guy A en fiducie		15,779
Réclamations inférieures à $1,000 (518)		150,163
		1,542,407
		1,844,645
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
Autorisation—Ministérielle		
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—		
Federation Insurance Company of Canada		4,371
Wright G		375
Insurance Corporation of British Columbia		1,006
Tichauer R		200
Réclamations inférieures à $1,000 (4)		1,520
		7,472

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—CT 802161, CP 1986-1315	
Indemnisation pour frais encourus dans l'anticipation d'un projet de démonstration proposé par le Ministre du département—	
Milner et Steer en fiducie	196,000[1]
Autorisation—Ministérielle	
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Allstate Insurance Company	1,780
Commercial Union Assurance Group	1,664
Compagnie d'Assurance Zurich	1,140
Travelers Canada	1,152
Unifund Assurance Company	4,218
Véhicule de location endommagé—	
Budget Rent-a-Car	1,000
Blessures subies—	
Rueben F en fiducie	3,000
Autorisation—Arrêt T-8425-82	
Règlement du contrat de dragage de Miramichi—	
Lydon Dredging and Construction Company	200,000[2]
Autorisation—CT 805433	
Règlement du contrat de dragage de Gros Cacouna et du contrat de construction de murs marins—	
Sceptre Dredging Limited	1,040,000
Autorisation—CT 803024	
Règlement en rapport aux dépenses encourues lors des délais à débuter la drague du port d'Oshawa—	
Lantic Sugar Limited	66,500
Autorisation—Département de la Justice	
Filet de pêche endommagé—	
DeArburn R	3,600
Accidents causant des blessures—	
Campbell, Godfrey et Lewtas en fiducie	2,500
Carrel, Pustina, Whent et Knutsen en fiducie	2,500
Dutton, Brock, Somers, MacIntyre et Collice en fiducie	18,836
Farris, Vaughan, Wills et Murphy en fiducie	3,208
Lansdowne Physiotherapy Clinic	1,540
Lapierre L	2,856
Leblanc C	3,500
Mold V	7,104
Nadeau R W	1,000
Poole, Althouse, Clarke, Thompson and Thomas et Thomas en fiducie	5,000
Savoury R	5,652
Snyder and Company en fiducie	9,676
Sunquist A	4,500
Turnbull C	1,685
Verani G	2,500
Waenink J W	7,500
Voitures endommagées—	
Gahan R	1,450
The Wawanesa Mutual Insurance Company	1,205
Hélicoptères endommagés—	
Nova Helicopters Limited	9,558
Versatile Air Services Limited	37,059
Équipement endommagé—	
Rutenberg Design Incorporated	1,918
Bien perdu/volé—	
Olympic Mat Services	1,000
Accidents impliquant des véhicules de la Couronne—	
Adams D	1,048
Allstate Insurance Company	2,249
Assurance Royale du Canada	1,037
Assurance Royale du Canada	1,253
BC Telephone Company	2,025

Paiements de dommages-intérêts—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Bowley, Cuffari et Flumian en fiducie	11,841
Economical Mutual Insurance Company	2,505
Furlotte J	1,085
Groupe Commerce	1,265
Insurance Corporation of BC	1,318
J Louis Levesque Stables Inc	36,351
Lyon M et A	3,166
McSween L W	1,151
Autorisation—Arrêt SCO 2840/83	
Dommages pour diffamation—	
Reisler A C J en fiducie	76,923
Autorisation—CT 803144	
Affection nuisible à la santé selon la Loi sur l'aéronautique—	
Grant Materials and Equipment Limited	363,620
Autorisation—Arrêt T-1807-84	
Dommages suite à l'établissement d'un plan de zonage pour la piste d'envol 27 à l'aéroport de Fredericton—	
MacKler, Allen et Dixon en fiducie	31,056[2]
Réclamations inférieures à $1,000 (277)	73,460
	2,263,154
Commission canadienne des transports	
Autorisation—Département de la Justice	
Perte d'emploi suite à son rejet durant la période de probation—	
Macenko F	*46,000*
Administrateur de l'Office du transport du grain	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	*380*
	2,309,534
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Réclamation inférieure à $1,000 (1)	232
Total global	14,897,705

[1] Des détails sont également présentés sous «Paiements à titre de faveur».
[2] Des détails sont également présentés sous «Arrêts de la Cour fédérale».

Paiements à titre de faveur

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements à titre de faveur de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre de faveur est un paiement à l'égard duquel on ne reconnaît aucune obligation, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non, et qui n'est, en réalité, qu'un don fait dans l'intérêt public.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour veston endommagé par un produit dispersant pour photocopieur durant son travail—	
Lacasse T	145
Paiement inférieur à $100 (1)	10
	155
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement des frais de pré-inscription—	
Tsang C P W	260
Paiements inférieurs à $100 (3)	93
	353
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la perte d'effets personnels endommagés durant leur travail—	
Levasseur W	123
Morrier K	149
	272
	780
COMMUNICATIONS	
Département	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Ministérielle	
Perte d'équipement découvert à la réception de la marchandise—	
United Video Limited	*276*
Bibliothèque nationale	
Paiements inférieurs à $100 (3)	*119*
Musées nationaux du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Accident dans un véhicule de location (a négligé de prendre une assurance collision)—	
Ferguson G	1,000
Paiements inférieurs à $100 (3)	142
	1,142
	1,537
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Autorisation—Ministérielle	
Règlement d'une plainte en rapport aux droits de la personne—	
Emberly N	350
Indemnisation pour une paire de lunettes brisées accidentellement—	
Thériault R	119
	469
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—CP 1986-2/1127	
Indemnisation suite à la décision d'annuler un paiement en trop (remboursement des indemnités de chômage déjà repayés)—	
Millard M	514
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour couvrir l'indemnité découlant de la remise à plus tard du Programme de formation industrielle nationale—	
Beaulne P	140
Indemnisation pour couvrir les frais de location découlant de la remise à plus tard du Programme de formation industrielle nationale—	
Dubé J	150
Indemnisation pour la perte de revenu découlant de la remise à plus tard du Programme de formation industrielle nationale—	
Lupien F	404
Indemnisation pour une erreur administrative (re couverture pour l'assurance médicale et chirurgicale)—	
Lévesque J	140
Indemnisation à un officier pour veston de cuir et chemise déchirés lors de sa visite des lieux de l'employeur—	
Chase B A	188
Indemnisation pour couvrir les frais juridiques et autres dépenses encourues lorsqu'elle essaya de renverser une suspension imposée contre elle—	
Lazdins R	200
Remplacement d'une paire de souliers endommagés lors de l'enquête d'un accident de voiture au centre d'emploi de la rue Hornby—	
McIlveen B	110
Paiements inférieurs à $100 (7)	389
	2,235
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Paiement inférieur à $100 (1)	*47*
	2,751
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE	
Autorisation—CP 1986-2272	
Indemnisation pour la perte de l'allocation du programme d'isolation thermique des résidences—	
Bullen B	415
Autorisation—CP 1986-2273	
Indemnisation pour la perte de l'allocation du programme d'isolation thermique des résidences—	
Van De Wal R	277

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—CP 1986-2274	
Indemnisation pour la perte de l'allocation du programme d'isolation thermique des résidences—	
Mac Oke M	400
Autorisation—CP 1986-2775	
Indemnisation pour la perte de l'allocation du programme d'isolation thermique des résidences—	
Hawkins B	380
	1,472
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour la réparation d'une paire de lunettes de sécurité prescrite—	
Martin A	111
Paiement inférieur à $100 (1)	92
	203
Office national de l'énergie	
Paiement inférieur à $100 (1)	*64*
	1,739
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
Paiement inférieur à $100 (1)	*48*
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour le remplacement d'une paire de lunettes brisées lors d'observations météorologiques en mer houleuse—	
Fequet D R L	162
Hilchie R M	220
Indemnisation pour la perte d'effets personnels—	
Turpin W T	162
Autorisation—CT 802678	
Indemnisation pour biens endommagés lors d'une inondation—	
Brown D	2,442(1)
Paiements inférieurs à $100 (2)	108
	3,094
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—CT 797596	
Indemnisation pour l'arrêt de subventions tenant lieu d'impôts pour 1986-87 (Commission des champs de bataille nationaux)—	
Ville de Québec	656,650
Sillery	3,320
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour une paire de lunettes endommagées—	
Herzog T	156
Indemnisation pour la perte d'aliments causée par le fonctionnement défectueux du réfrigérateur des employés—	
McBurney S	105
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour blessures subies lors d'une chute sur un terrain excavé—	
Pearson M L	670
Autorisation—CP 1985-5/1416	
Indemnisation pour l'acquisition ou la disposition de bâtiments sur la réserve du parc national de l'archipel de Mingan—	
Cormier R	1,180
Paiements inférieurs à $100 (12)	681
	662,762
	665,904
AFFAIRES EXTÉRIEURES	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour vol de biens personnels—	
Allen S	269
Autorisation—CP 1986-3/2207	
Indemnisation pour les frais de réparation au Consulat général de la Pologne à Montréal suite à des démonstrations—	
Gouvernement de la Pologne	1,007
	1,276
Agence canadienne de développement international	
Autorisation—CP 1987-177, CT 803651	
Indemnisation pour la location d'équipement lourd utilisé pour le nettoyage de la carrière Mkequmba en Tanzanie—	
MBL International Contractors Inc	37,904
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour une paire de lunettes endommagées au travail—	
Pichette M	171
Simard M	133
	38,208
	39,484
FINANCES	
Vérificateur général	
Paiement inférieur à $100 (1)	35
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Indemnisation pour la perte d'une paire de lunettes prescrite lors de travaux de recherche sur l'océan Atlantique—	
Lewis E	130
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour saumon saisi—	
Demerchant V	923
Vêtements endommagés de l'employé—	
Gosse J	138
Réclamation pour nourriture gaspillée—	
Lunn B	589
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de la Couronne—	
Fletcher D	308
Paiements inférieurs à $100 (4)	283
	2,371
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—CT 799518	
Indemnisation pour relocalisation—	
Steele J G	4,200(1)
Autorisation—CT 804358	
Diffusion d'un accord en commun entre la tribu de White Bear et la division scolaire d'Arcola—	
Division scolaire d'Arcola	208,020(1)
Autorisation—Ministérielle	
Accord de règlement—	
Makokis B W	7,190(1)
Makokis D N	7,190(1)
Makokis G L	6,827(1)
Makokis H	7,226(1)
Makokis J O	7,192(1)

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Makokis R L	7,194[1]
Makokis T L	7,181[1]
Indemnisation pour le remboursement au réclamant pour la perte/vol d'œuvres d'arts—	
Banque artistique du Conseil des Arts du Canada	110[1]
	262,330
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES	
Autorisation—CP 1986-1717	
Règlement de réclamations pour pollution au mercure—	
Tribu de Grassy Narrows	1,467,431[1]
Tribu d'Islington	1,467,431[1]
	2,934,862
	3,197,192
JUSTICE	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Effets personnels endommagés—	
Kobernick C	197
Taylor R	193
Paiements inférieurs à $100 (2)	89
	479
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—CP 1986-4/2620	
Indemnisation pour blessures subies sur le champ d'entraînement militaire de Sarcee Alberta—	
Big Plume D	13,500
Simon S	1,500
Autorisation—CP 1964-20/435	
Paiement à titre de faveur de $75 par mois suite à un accident de natation causant une quadraplégie permanente lorsque fréquentant un camp d'été au poste FRCA d'Aylmer Ontario—	
Delage E	900
Autorisation—CP 1985-2105	
Réparation en rapport à un grief—	
Haight D C	7,298
Autorisation—CP 1985-3271	
Indemnisation pour renvoi injustifié—	
Thivierge R M	23,000
Autorisation—CP 1986-2/2794	
Indemnisation pour invalidité causée par une blessure de balle alors qu'il était un cadet—	
Turgeon L	1,000
Autorisation—Règlements et Ordres de la Reine 210.05	
Indemnisation pour effets personnels endommagés—	
Barton W D	348
Freeman R	2,500[1]
Goulette E J	5,624[1]
Miszkiel M J A	1,000[1]
Sheppard M M	2,213[1]
Whittaker A D	634
Indemnisation pour frais juridiques—	
Stillwell C T	2,066
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour effets personnels endommagés—	
Barbeau G	110
Bernier M	190
Bouchard A	142
Bouchard C	150
Bourassa A	132
Burns E	111
Caron J C	146
Davidson L	233
Gauthier M F	765
Henderson J T	103
Larivée R	114
Martel G	128
Montgrain J P	196
Racine M	128
Robson T A W	210
Savard F	208
Skotnicki J	123
Tremblay L	216
Vachon F	409
Verreault M	154
Paiements inférieurs à $100 (26)	1,133
	66,684
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL	
Département	
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	
Paiement inférieur à $100 (1)	*20*
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ	
Paiement inférieur à $100 (1)	*48*
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX	
Paiements inférieurs à $100 (3)	*166*
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour les vêtements endommagés d'un employé en visite au domicile d'un client—	
Caron J	225
Indemnisation pour la perte de biens en voyage—	
Tamagno E	443
	668
	902
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour une paire de lunettes endommagées au travail—	
Koller A	110
Paiements inférieurs à $100 (8)	356
	466
Impôt	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour le déductible de l'assurance payé à la suite d'un accident durant son travail—	
Rodrigue R	100
Sit R	100
Indemnisation pour dommage causé par un chauffard qui a pris la fuite alors que sa voiture était stationnée sur la propriété de la GRC durant son travail—	
Young B	100
Paiements inférieurs à $100 (46)	1,564
	1,864
	2,330

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
CONSEIL PRIVÉ	
Département	
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ	
Autorisation—CP 1987-19/630	
Paiement pour venir en aide à la tribu indienne de Westbank pour sa participation dans la Commission d'enquête en rapport à certaines affaires à son sujet et pour les frais juridiques encourus par leurs anciens directeurs lors de la Commission d'enquête—	
Conseil de la tribu indienne de Westbank	50,000
McAfee, Peyton, McDade et Hattori	35,000
Paiement inférieur à $100 (1)	21
	85,021
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation pour une réclamation de harcèlement par un employé du département—	
Honeywell Wotherspoon	50,000
Autorisation—CP 1986-1922, CT 800797	
Indemnisation pour déménager, construire et rétablir son commerce à mille 195 de la route de l'Alaska suite à la construction d'une nouvelle partie de la route—	
Trutch Mountain Lodge	139,200
	189,200
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—CT 801614	
Impôts des années 1979 à 1985 inclusivement pour Place du Portage—	
Commission scolaire Outaouais-Hull	23,253
Hull, cité de	87,254
Hull, Conseil scolaire de	887
	111,394
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE	
Autorisation—CT 799855	
Paiement à certaines municipalités de l'Ontario pour l'année d'imposition 1985 en rapport à des subventions en remplacement d'impôts scolaires—	
Brockville, cité de	7,040
Cornwall, cité de	22,408
Gloucester, cité de	264,570
Kanata, cité de	37,233
Nepean, cité de	172,779
Osgoode, municipalité de	256
Ottawa, cité d'	1,550,000
Ottawa, cité d'	106,336
Pembroke, cité de	5,941
West Carleton, municipalité de	45,091
Autorisation—CP 1986-1734, CT 799855	
Indemnisation pour subventions en remplacement d'impôts scolaires à certaines municipalités de l'Ontario situées sur des propriétés du département de la Défense nationale—	
Ameliasburg, municipalité d'	3,518
Athol, municipalité d'	2,998
Aurora, municipalité d'	2,507
Barrie, cité de	6,580
Belleville, cité de	13,242
Bosanquet, municipalité de	47,638
Brampton, cité de	3,404
Brantford, cité de	7,139
Cambridge, cité de	6,594
Chatham, cité de	7,044
Grimsby, ville de	2,262
Guelph, cité de	22,054
Halton Hills, ville de	508
Hamilton, cité de	113,892
Hillier, municipalité de	424
Kapuskasing, ville de	156
Kingston, cité de	119,958
Kitchener, cité de	1,826
London, cité de	214,930
Niagara Falls, cité de	6,040
Niagara-On-The-Lake, ville de	7,993
Nickel Center, ville de	1,373
North Bay, cité de	24,069
North York, cité de	1,575,000
North York, cité de	25,000
Oakville, ville d'	41,498
Oshawa, cité d'	15,685
Owen Sound, cité d'	10,585
Peterborough, cité de	16,901
Raleigh, municipalité de	2,238
Sarnia, cité de	9,058
Sault-Ste-Marie, cité de	52,155
Simcoe, ville de	3,839
Sophiasburgh, municipalité de	18,923
St Catharines, cité de	16,936
St Thomas, cité de	4,122
St Vincent, municipalité de	67,946
Stratford, cité de	8,775
Sudbury, cité de	13,565
Sunnidale, municipalité de	11,575
Sydenham, municipalité de	4,019
Thunder Bay, cité de	47,088
Thurlow, cité de	201
Timmins, cité de	5,670
Toronto, cité de	467,730
Trenton, cité de	124
Val Rita-Harty, municipalité de	174
Windsor, cité de	63,764
Paiement inférieur à $100 (1)	70
	5,310,444
	5,611,038
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Autorisation—CP 1986-2406	
Frais juridiques en rapport à une Commission d'enquête—	
Stevens Hon S M	350,000
Autorisation—CP 1986-1421	
Indemnisation au compte de pension—	
Slade G	26,989
Paiements inférieurs à $100 (3)	54
	377,043
Investissement Canada	
Paiement inférieur à $100 (1)	*60*
	377,103
SCIENCES ET TECHNOLOGIE	
Département d'État	
Paiement inférieur à $100 (1)	*75*
Conseil national de recherches du Canada	
PROGRAMME DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE	
Paiements inférieurs à $100 (2)	*85*
	160

Paiements à titre de faveur—*Suite*

Énoncé et bénéficiaire		Montant
		$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Commission de la Fonction publique		
Autorisation—CT 801931		
Paiement pour le règlement de la réclamation de E G Rodgers—		
Power N en fiducie		30,000
Autorisation—Ministérielle		
Indemnisation pour une paire de lunettes brisée—		
Bouffard M		112
Larabie J		135
Paiements inférieurs à $100 (4)		211
		30,458
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Service correctionnel		
Autorisation—CP 1974-4/1946		
Indemnisation pour effets personnels perdus ou endommagés durant le travail—		
Caron D		100
L'Italien A		129
Weston S L		166
Indemnisation pour véhicules endommagés—		
Gauthier C		178
Giguere R		122
Paiement d'indemnisation au compte de pension du Commissaire pour la perte d'avantages suite à un changement d'emploi—		
Receveur général du Canada		61,796
Paiements inférieurs à $100 (23)		1,531
		64,022[1]
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Autorisation—CP 1974-4/1946		
Indemnisation pour propriété immobilière endommagée—		
Chénier S		280
De Blois J Y		186
Dhaliwal		187
Hansen T R		198
Heckl Maison Enr		233
Heringa Hans		230
Le Sans Soucy Enr		195
Matheson H		162
Mc'Kay B		959
Montecalvo M		250
Plomberie Poly-mecanique		115
Hôpital général public		1,495
Simco Management		130
Timex Realty		469
Victor S P		155
Indemnisation pour voitures endommagées—		
Bert Dennis		101
Société de la cité d'Ottawa		504
J and J Cycle and Marine Ltd		176
Leigh R		312
Manitoba Public Insurance Corp		491
Parti PC du Canada		589
Polar Industries Ltd		238
St Amour A		524
Savoie M		169
Silzer D H		195
Spectrum Paint and Body Ltd		600
Swinwood A D		213
Tarrant Don		107
Travelers Canada	$ 243	
Labelle Guy	250	493

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
Indemnisation pour biens perdus ou endommagés—	
Andrew I R	166
Brack B A	229
Curtain R G	130
Demers J S	192
Gibbons P J	107
Gosselin J S M	122
Joyce G	115
Michele L	175
Pruden D M	310
Runnal C	197
Skinner F L	287
Indemnisation pour une paire de lunettes perdue ou endommagée—	
Chytiris T	130
Doon A E	103
Turey J	153
Impetial Optical Company Ltd	115
Lindsay A	171
MacKinnon L B	168
Mc Mahon T M	115
Purcell W L	144
Raymond J J G	108
Tysowski J L	132
Indemnisation pour vêtements perdus ou endommagés—	
Belhumeur R	169
Blair R M G	193
Chartrand E	152
Dare G J	176
German R W	104
Langlois L	120
Laurin C	400
Morin L	218
Paré A	123
Vikanes G B	215
Whitehead	115
Indemnisation suite à l'annulation d'une vente—	
Swiderski M	145
Indemnisation pour frais d'entreposage—	
Kirk J	103
Remboursement des frais encourus dans une poursuite judiciaire—	
Ramsay Thompson Lampman en fiducie	250
Remboursement des frais de bottes—	
Simmons F G	100
Remboursement du billet d'avion suite à une annulation—	
Morwood-Clark	100
Quenneville M P L	100
Autorisation—CP 1986-10/1299	
Règlement versé à un employé municipal renvoyé—	
Cité de Castlegar	9,103
Indemnisation pour frais encourus—	
Jaymor Corporation Ltd	239
Paiements inférieurs à $100 (167)	7,092
	32,542
	96,564
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Statistique Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Indemnisation pour la réparation ou le remplacement d'effets personnels endommagés au travail—	
Lackey R	233
McConkey B	126
Prentice J	149
Paiements inférieurs à $100 (11)	472
	980

Paiements à titre de faveur—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—CP 1986-10/656	
Indemnisation pour frais juridiques encourus pour obtenir la clarification d'une ordonnance de probation—	
Gendall W E	706
Autorisation—CT 802161, CP 1986-1315	
Indemnisation pour frais encourus dans l'anticipation d'un projet de démonstration proposé par le Ministre du département—	
Milner et Steer en fiducie	196,000[1]
Autorisation—CP 1974-4/1946	
Règlement pour une paire de lunettes endommagée—	
Earl D J	388
Kapcala J	115
Vezina R	255
Woods J	100
Indemnisation pour biens endommagés—	
Bailey R	115
Duncan G	138
Fraser D	407
Hay A	176
Hepworth G	190
Restall C	471
Spurrell A R	103
Tasca A	100
Woodland R L	334
Indemnisation pour attirail de pêche endommagé—	
Atwood W	450
Carter L	287
Harrie M	100
Morris T	250
Indemnisation pour appareil photographique endommagé—	
Topple E	249
Indemnisation pour la perte d'une paire de lunettes—	
Gover M	104
Mitchell H	106
Westwood D	142
Indemnisation pour pneu endommagé—	
Olsen B A	133
Paiements inférieurs à $100 (13)	707
	202,126
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	
Autorisation CP 1986-9/2259	
Indemnisation pour allocation qui aurait été versée selon la Loi sur les allocations de retraite des députés—	
Saltsman D	163,758
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Paiements inférieurs à $100 (7)	344
Total global	10,549,740

[1] Des détails sont également présentés sous «Paiements de dommages-intérêts».

Arrêts de la Cour fédérale

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les arrêts de la Cour fédérale payés au cours de l'exercice. Cet état ne comprend pas les autres arrêts de cour.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
COMMUNICATIONS	
Département	
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE	
Autorisation—Arrêt A-1736-83	
Adjudication des frais de cour lors d'une action civile—	
Lount Corporation, Atlific Inc, Satel Cons Ltd	4,558
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES	
Département	
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement suite à un procès—	
Prairie Surveys Ltd	11,497
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Arrêt T-1423-75	
Suite à l'établissement de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce—	
Kucher Bros Ltd	72,872
Autorisation—Arrêt A-1120-83 (T-5792-79)	
Réclamation par l'entrepreneur original en rapport à la variation dans le matériel dragué—	
Construction Maxum (Québec) Inc et Western Caissons Ltd	252,023
Autorisation—Arrêt T-31-85	
Réclamation pour dommages prétendument causés par la négligence d'un fonctionnaire—	
R A Roberts Fishing Ltd	13,077
Autorisation—Arrêt T-525-84	
Déductions selon l'ordonnance de la Cour pour le régime de pensions, les prestations de décès et l'assurance invalidité—	
Merb P	147
	338,119
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Arrêt T-1217-86	
Indemnisation pour les frais de Cour—	
Davis and Company en fiducie	783[1]
Autorisation—Arrêt T-3340-81	
Dommages, intérêt avant et après jugement et débours—	
Kaufman, Cassidy en fiducie	313,773[1]
Autorisation—Arrêt T-201-86	
Indemnisation pour frais de Cour—	
Laforme, Henderson, Jones en fiducie	948[1]
	315,504

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—Arrêt T-2563-84	
Règlement pour un conflit d'un contrat de construction—	
A P Green Refractories (Canada)	59,631
Autorisation—Arrêt T-793-85	
Règlement suite à un accident impliquant un véhicule du département et un véhicule appartenant à et conduit par—	
Bélanger S	
Co d'assurance Provinces-Unies	
Compagnie d'assurance Provinces-Unies	1,027[1]
Gagnon, DeBilly et Associés	506
	61,164
REVENU NATIONAL	
Impôt	
Frais de la Cour fédérale adjugés en vertu de la Loi sur les Douanes—	
Autorisation—Arrêts:	
T-963-82, A-1389-84	
Aikins, MacAulay et Thorvaldson—	
B B Fast and Sons Distributors Ltd	1,892
T-4215-81	
Bell Felesky Flynn—	
Terra Mining and Exploration Limited (N P L)	375
T-1716-82, A-1649-83	
Birnie, Sturrock et Bowden—	
Goodwin Johnson (1960) Ltd	25,677
T-500-79, T-502-79, T-503-79, T-505-79, A-757-80, A-758-80, A-759-80, A-769-80	
Birnie, Sturrock et Bowden—	
Golden E	
Golden G	
Leemar Holdings Ltd	
McGuckin J	16,028
T-400-82	
Bishop et McKenzie—	
Pinnell B	702
T-5171-81	
Braul, Gaffney, Watson—	
Hennig R	80
T-4485-81, A-456-83	
Casimiro Angelo Maiocco—	
Yates M	
Yates W	6,202
T-4293-79	
Church W—	
Brown H A	959
T-1277-84, A-133-86	
Consumers' Gas Company Ltd	10,330
T-1365-84	
Cox, Downie et Goodfellow—	
Jeromel H H	4,474
T-505-85, T-507-85, A-1010-85, A-1011-85	
LeBlanc et Specht en fiducie—	
Wiebe R J	
Bastien R	2,202

Arrêts de la Cour fédérale—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
T-5821-80	
MacKimmie, Matthews— Succession de Cleo E Reilly	926
T-706-83	
Martineau, Walker— Hébert G	750
T-2923-83	
McCarthy W G D— Terauds A O	341
T-337-79, A-161-81	
McCarthy et McCarthy— Bomag Canada Ltd	600
T-4530-81, T-4531-81	
McDonald et Hayden en fiducie— Fairhaven Estates Limited Jodare Limited	1,987
T-1981-83	
Mendelsohn Rosentzveig Shacter— Dominion Metal and Refining Works Ltd	1,127
T-2095-82	
Mitchell W J A— Magilb Development Corp Ltd	925
T-1998-83	
Porter et Poslums— Canadian Trotting Association	5,685
T-892-83	
Rivard, Hickson— Garant I	700
T-4109-79	
Signer B N— Biles W B	75
T-1736-83, T-1737-83, T-1738-3	
Craig Sturrock— Busby V	1,010
T-9529-82, A-913-85	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson— Oceanspan Carriers Limited	2,870
T-4751-81, A-1759-83	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson— Demco Management Limited	3,286
T-1584-82	
Thorsteinsson, Mitchell, Little, O'Keefe et Davidson— Naden Harbour Timber Limited	1,091
T-1312-84, T-1173-86	
Weiler, Maloney, Nelson— Buchanan Forest Products Ltd	102
	90,396
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Autorisation—Arrêt T-1056-83	
Intérêt re règlement d'une réclamation pour traitement— Kealey R en fiducie	472
Autorisation—Arrêt T-2473-81	
Paiement accordé en rapport à l'annulation d'un contrat— Osler Hoskin et Harcourt en fiducie	64,962
	65,434
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Frais juridiques— CAE Industries Ltd et CAE Aircraft Ltd	210,183
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—Arrêt T-8425-82	
Règlement du contrat de dragage de Miramichi— Lydon Dredging and Construction Company	200,000[1]
Autorisation—Arrêt T-1807-84	
Dommages suite à l'établissement d'un plan de zonage pour la piste d'envol 27 à l'aéroport de Fredericton— Mackler, Allen et Dixon en fiducie	31,056[1]
	231,056
Total global	1,327,911

[1] Des détails sont également présentés sous «Paiements de dommages-intérêts».

Paiements sans contrepartie

Cet état fournit, par ministère et par programme, les détails de tous les paiements sans contrepartie de $100 ou plus. Les paiements inférieurs à $100 sont présentés en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement sans contrepartie est un paiement qui est effectué sans qu'aucun avantage ou service n'ait été reçu, mais à l'égard duquel on reconnaît avoir une obligation.

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE	
Département	
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour le billet d'avion—	
Lousley D E	150
Paiement inférieur à $100 (1)	10
	160
COMMUNICATIONS	
Archives publiques	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais concernant l'annulation d'un contrat—	
Varley Reprographic Ltd	17,004
EMPLOI ET IMMIGRATION	
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada	
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX	
Paiement inférieur à $100 (1)	*20*
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE	
Autorisation—CT 801315	
Vol de petite caisse re fonds reçus avec des demandes pour numéros d'assurance sociale et des remboursements de paiements en trop—	
Centre d'emploi Rive-Sud	583
Paiement inférieur à $100 (1)	22
	605
PROGRAMME D'IMMIGRATION	
Paiement inférieur à $100 (1)	*11*
	636
ENVIRONNEMENT	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour dommages causés à la voiture d'un employé lorsqu'un panneau s'est détaché du mur de l'édifice—	
Laroche J	164
Paiement des frais en rapport à des accidents de voitures—	
Allstate	3,256
Guitard L	359
Voyageur Pontiac	340
Règlement à l'amiable en rapport à des accidents impliquant des véhicle de la Couronne—	
Burchell MacDougall et Gruchy en fiducie	10,500
Paiement des frais en rapport à la perte d'un cylindre de nitrogène—	
Borstad Welding Supplies Ltd	209
Autorisation—Département de la Justice	
Accident de voiture (employé jugé responsable)—	
Manitoba Public Insurance Co	862
Assurance State Farm au nom de Mr Prescatore (proriétaire du véhicule)	986
Guardian of Canada au nom de Menard S	367
Paiement inférieur à $100 (1)	45
	17,088
PROGRAMME PARCS CANADA	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement de l'intérêt sur le dépôt de soumission/exécution—d'un contrat	
Tana Contracting Ltd	*158*
	17,246
FINANCES	
Vérificateur général	
Autorisation—Ministérielle	
Indemnisation suite à la perte de traitement pour ne pas avoir été désigné à un poste—	
Truong P T	3,000
Paiement inférieur à $100 (1)	25
	3,025
PÊCHES ET OCÉANS	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Remboursement pour le vol d'équipement loué par le département—	
Motorola Ltd	7,412
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT	
Autorisation—Département de la Justice	
Paiement pour le règlement de bail—	
Egan R et D	500
Graham R et I	583
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais émanant de la résiliation de contrats—	
Wang Canada Limited	19,200
	20,283
JUSTICE	
Cour suprême du Canada	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais émanant de la résiliation d'un contrat—	
Philips Information Systems Limited	1,626

Paiements sans contrepartie—*Fin*

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
DÉFENSE NATIONALE	
Département	
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE	
Autorisation—Ministérielle	
Réclamation payée selon la Loi pour les droits de la personne—	
Arbuckle K	2,000
Dejager D J	41,244
Autorisation—CP 1986-3/2620	
Réclamation payée selon la Loi pour les droits de la personne—	
Campbell B	500
Autorisation—CP 1986-3/2794	
Réclamation payée selon la Loi pour les droits de la personne—	
Janowitz F	500
Autorisation—CP 1986-3/2388	
Réclamation payée selon la Loi pour les droits de la personne—	
Lowen M	4,677
Autorisation—CP 1986-4/2356	
Réclamation payée selon la Loi pour les droits de la personne—	
Palmer D	1,053
	49,974
REVENU NATIONAL	
Douanes et Accise	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement des frais additionnels encourus suite à son rappel étant en congé annuel—	
Schieman M	389
Impôt	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement à l'amiable d'un litige—	
Soloway, Wright, Houston, Greenberg, O'Grady, Morin	5,000
	5,389
TRAVAUX PUBLICS	
Département	
PROGRAMME DU LOGEMENT	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais médicaux et pour le remplacement de ses verres lors d'une chute d'un escalier extérieur couvert de glace—	
Schroth G	226

Énoncé et bénéficiaire	Montant
	$
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE	
Département	
Autorisation—Département de la Justice	
Règlement de réclamations arriérées—	
Northern Ontario Development Corp	1,137
Paiement inférieur à $100 (1)	84
	1,221
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	
Gendarmerie royale du Canada	
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI	
Autorisation—Ministérielle	
Remboursement pour la perte d'équipement en location—	
Distacom Pacific Ltd	265
Règlement pour équipement en location endommagé—	
Princeton Emergency Program	572
Werner P H	176
Paiements inférieurs à $100 (5)	297
	1,310
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES	
Statistique Canada	
Autorisation—Département de la Justice	
Paiement des dommages causés à une voiture en location suite à du vandalisme (un déductible de $500 est inclus dans le contrat de location)—	
City Motors, Yellowknife	348
TRANSPORTS	
Département	
Autorisation—Ministérielle	
Paiement des frais au sujet d'une discrimination pour l'âge—	
Dogg D	2,000
Paiement inférieur à $100 (1)	2
	2,002
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Département	
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Département de la Justice	
Paiement versé en fiducie à l'avocat du vétéran pour le règlement des dommages encourus lors de la contestation du titre de propriété—	
Rotelle, Rotelle et associés en fiducie	7,000
Paiement inférieur à $100 (1)	56
	7,056
Total global	134,918

SECTION 10

COMPTES PUBLICS
1986-87

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Agriculture	10.2
Communications	10.4
Emploi et Immigration	10.4
Énergie, Mines et Ressources	10.4
Environnement	10.6
Pêches et Océans	10.8
Affaires indiennes et Nord canadien	10.8
Justice	10.10
Défense nationale	10.12
Santé nationale et Bien-être social	10.12
Travaux publics	10.12
Expansion industrielle régionale	10.12
Sciences et Technologie	10.14
Secrétariat d'État	10.14
Transports	10.14

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGRICULTURE				
Développement agricole	... **...** *577*[f]	... **...** ...	... **...** ...	... **...** *33*[f]
Contributions pour les traitements de la rage	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** *5*
Contributions aux producteurs en culture fourragère	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Contributions aux cercles 4-H	8 **8** *63*	6 **6** *43*	14 **14** *89*	7 **7** *45*
Pertes de récoltes occasionnées par les oiseaux migrateurs	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Assurance-récolte	57 **64** *295*	1,277 **1,284** *10,920*	252 **219** *2,374*	1,166 **1,272** *6,103*
Aide pour la sécheresse dans l'Ouest du Canada	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Développement économique et régional	... **...** ...	2,372 **2,218** *5,336*	... **...** ...	1,315 **416** *1,762*
Entente sur le développement du secteur forestier	... **13,078** *59,691*[1][f]	... [1] ...	... [1] *6,130*[1][f]	... [1] *22,174*[1][f]
Entente auxiliaire sur le développement du secteur forestier[1]	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Ententes sur le renouvellement des forêts[1]	... **...** ...	... **...** ...	7,664 **2,074**[1] *9,738*[1]	5,798 **5,479**[1] *13,278*[1]
Entente sur le développement des ressources forestières[1]	7,225 **...** *7,225*	1,980 **1,610**[1] *6,473*[1]	... **...** ...	... **...** ...
Transport du bétail, aller et retour, à la Foire royale d'hiver, Toronto	... **...** ...	10 **25** *63*	3 **2** *26*	6 **...** *19*
Fonds pour le développement de nouvelles récoltes	... **21** *21*[1][f]	... **7** *7*[1][f]	... **...** ...	... **...** ...
Total du ministère	7,290 **13,171** *67,872*	5,645 **5,150** *22,842*	7,933 **2,309** *18,357*	8,292 **7,174** *43,419*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	(23)	...	...	...	(23)	...	...	(23)
—	—	**2,566**	—	—	**26**	**2,592**	—	—	**2,592**
6,181[f]	...	*6,403*[f]	...	...	*11,338*[1][f]	*24,532*	...	...	*24,532*[f]
2	173	1	...	...	...	176	...	...	176
—	**130**	—	—	—	—	**130**	—	—	**130**
127	*1,546*	*24*	*18*	*1*	...	*1,721*	...	...	*1,721*
...	...	...	...	...	1,326	1,326	...	...	1,326
—	—	—	—	—	**2,283**	**2,283**	—	—	**2,283**
...	...	...	...	...	*3,609*[f]	*3,609*	...	...	*3,609*[f]
12	78	18	26	33	17	219	...	...	219
12	**78**	**24**	**26**	**33**	—	**208**	—	—	**208**
33	*548*	*172*	*196*	*236*	*80*	*1,505*	...	...	*1,505*
...	...	512	3,109	1,904	...	5,525	...	...	5,525
—	—	**530**	**3,325**	**1,722**	—	**5,577**	—	—	**5,577**
...	...	*2,132*	*9,737*	*7,264*	...	*19,133*	...	...	*19,133*
9,391	17,824	23,095	82,681	72,306	4,692	212,741	...	...	212,741
11,383	**20,954**	**21,390**	**77,455**	**59,795**	**4,369**	**198,185**	—	—	**198,185**
75,139	*186,040*	*155,089*	*603,904*	*428,606*	*30,607*	*1,499,077*	...	...	*1,499,077*
...	...	...	(25)	6,872	277	7,124	...	...	7,124
—	—	—	**15,124**	**28,968**	**2,178**	**38,270**	—	—	**38,270**
...	...	...	*15,099*[f]	*27,840*[f]	*2,455*[f]	*45,394*	...	...	*45,394*[f]
...	...	2,692	3,928	...	990	11,297	...	...	11,297
—	—	**846**[1]	**3,385**[1]	—	—	**6,865**	—	—	**6,865**
...	...	*3,563*[1]	*7,509*[1]	...	990	*19,160*	...	...	*19,160*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
[1]	**5,434**[1]	[1]	[1]	[1]	[1]	**18,512**	—	—	**18,512**[1]
193,400[1][f]	*35,694*[1][f]	[1][f]	[1][f]	[1][f]	*30,500*[1][f]	*347,589*	...	...	*347,589*[1][f]
20,454	...	...	...	...	15,137	35,591	...	...	35,591
20,363[1]	—	—	—	—	**8,800**[1]	**29,163**	—	—	**29,163**
40,817[1]	...	...	...	...	*23,937*[1]	*64,754*	...	...	*64,754*
...	...	2,076	...	...	...	15,538	...	...	15,538
—	—	**2,904**[1]	—	—	—	**10,457**	—	—	**10,457**
...	...	*7,702*[1]	...	...	...	*30,718*	...	...	*30,718*
...	14,799	...	4,565	2,930	...	31,499	...	...	31,499
—	**11,096**[1]	—	**2,726**[1]	**1,315**[1]	—	**16,747**	—	—	**16,747**
...	*33,812*[1]	...	*7,680*[1]	*4,259*[1]	...	*59,449*	...	...	*59,449*
33	13	19	7	20	1	112	...	...	112
26	**13**	**24**	**2**	**30**	**11**	**133**	—	—	**133**
160	*49*	*172*	*64*	*165*	*26*	*744*	...	...	*744*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
46	**294**	**84**	**105**	**41**	**61**	**659**	—	**34**	**693**
46[1][f]	*294*[1][f]	*84*[1][f]	*105*[1][f]	*41*[1][f]	*61*[1][f]	*659*	...	*34*[1][f]	*693*[1][f]
29,892	32,887	28,390	94,291	84,065	22,440	321,125	...	...	321,125
31,830	**37,999**	**28,368**	**102,148**	**83,904**	**17,728**	**329,781**	—	**34**	**329,815**
315,903	*257,983*	*175,341*	*644,312*	*468,412*	*103,603*	*2,118,044*	...	*34*	*2,118,078*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
COMMUNICATIONS				
Développement économique et régional	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Développement de l'emploi dans le secteur agricole	...	...	...	7
	...	**4**	**...**	**14**
	...	*809*	*858*	*562*
Stratégie de planification de l'emploi	71,827	15,783	61,400	60,829
	34,954	**5,193**	**21,959**	**23,439**
	106,781	*20,976*	*83,359*	*84,268*
Total du ministère	71,827	15,783	61,400	60,836
	34,954	**5,197**	**21,959**	**23,453**
	106,781	*21,785*	*84,217*	*84,830*
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Alberta Oil Sands Technology and Research Authority	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures dans la zone extra-côtière	2,236	...	...	...
	600	**...**	**...**	**...**
	2,836	*...*	*...*	*...*
Huiles lourdes Canada-Saskatchewan	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Comité pour le contrôle sur le sol et préparatifs d'urgence	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Planification pour le développement de l'est du Québec	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Résidences en copropriétées	70	...	70	...
	...	**...**	**...**	**...**
	70	*...*	*70*	*...*
Initiatives peu coûteuses	...	...	39	5
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*39*	*5*
Exploitation minérale	3,760	64	3,702	3,479
	2,817	**7**	**2,543**	**1,816**
	7,756	*71*	*7,257*	*5,776*
Programme de démonstration dans les collectivités éloignées	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Sources d'énergie renouvelables et non conventionnelles et aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole	156	...	51	...
	23	**...**	**6**	**76**
	179	*...*	*57*	*76*
Recherche et développement de l'énergie renouvelable	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	6,222	64	3,862	3,484
	3,440	**7**	**2,549**	**1,892**
	10,841	*71*	*7,423*	*5,857*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
4,114	6,229	987	...	...	...	11,330	...	...	11,330
2,117	**—**	**635**	**—**	**—**	**—**	**2,752**	**—**	**—**	**2,752**
6,231	*6,229*	*1,641*	...	...	...	*14,101*	...	...	*14,101*
313	6	27	...	...	...	353	...	...	353
517	**330**	**13**	**13**	**—**	**3**	**894**	**—**	**—**	**894**
6,899	*10,060*	*2,768*	*2,175*	*3,464*	*2,413*	*30,008*	...	...	*30,008*
374,061	419,485	63,350	53,780	116,656	200,302	1,437,473	...	...	1,437,473
116,261	**91,210**	**13,617**	**8,922**	**28,124**	**67,156**	**410,835**	**—**	**—**	**410,835**
490,322	*510,695*	*76,967*	*62,702*	*144,780*	*267,458*	*1,848,308*	...	...	*1,848,308*
374,374	419,491	63,377	53,780	116,656	200,302	1,437,826	...	...	1,437,826
116,778	**91,540**	**13,630**	**8,935**	**28,124**	**67,159**	**411,729**	**—**	**—**	**411,729**
497,221	*520,755*	*79,735*	*64,877*	*148,244*	*269,871*	*1,878,316*	...	...	*1,878,316*
...	...	...	...	334	...	334	...	...	334
—	**—**	**—**	**—**	**393**	**—**	**393**	**—**	**—**	**393**
...	...	...	...	*1,150*	...	*1,150*	...	...	*1,150*
...	...	...	...	...	...	2,236	...	...	2,236
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**600**	**—**	**—**	**600**
...	...	...	...	...	...	*2,836*	...	...	*2,836*
...	...	...	1,284	...	...	1,284	...	...	1,284
—	**—**	**—**	**2,553**	**—**	**—**	**2,553**	**—**	**—**	**2,553**
...	...	...	*12,523*	...	...	*12,523*	...	...	*12,523*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
—	**23**	**—**	**—**	**—**	**—**	**23**	**—**	**—**	**23**
...	*42*	...	...	...	...	*42*	...	...	*42*[1]
9	...	...	...	...	...	9	...	...	9
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
9	...	...	...	...	...	*9*	...	...	*9*
225	127	1	...	90	...	583	...	...	583
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
225	*127*	*1*	...	*90*	...	*583*	...	...	*583*
21	...	...	...	...	...	65	...	...	65
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
21	...	...	...	...	...	*65*	...	...	*65*
9,194	3,098	3,954	804	...	1,011	29,066	...	555	29,621
5,983	**568**	**2,881**	**678**	**—**	**388**	**17,681**	**—**	**488**	**18,169**
15,177	*3,666*	*7,800*	*1,718*	...	*1,399*	*50,620*	...	*1,043*	*51,663*
...	...	...	4	...	...	4	9	...	13
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**22**	**—**	**22**
...	...	...	*4*	...	...	*4*	*196*	*62*	*262*
717	59	...	...	...	17	1,000	...	...	1,000
—	**183**	**245**	**—**	**—**	**—**	**533**	**—**	**—**	**533**[1]
717	*242*	*245*	...	...	*17*	*1,533*	...	...	*1,533*
29	...	...	...	...	...	29	...	...	29
—	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
29	...	...	...	...	...	*29*	...	...	*29*
10,195	3,284	3,955	2,092	424	1,028	34,610	9	555	35,174
5,983	**774**	**3,126**	**3,231**	**393**	**388**	**21,783**	**22**	**488**	**22,293**
16,178	*4,077*	*8,046*	*14,245*	*1,240*	*1,416*	*69,394*	*196*	*1,105*	*70,695*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
ENVIRONNEMENT				
Sentier Alexander Mackenzie	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Accord Canada-Manitoba de coopération sur les castors	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Programme avec les provinces sur le climat	98	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	98	*...*	*...*	*...*
Accords de partage des frais pour ressources en eau	208	31	119	209
	186[1]	**29**[1]	**120**[1]	**219**[1]
	1,557[1]	*355*[1]	*1,235*[1]	*2,330*[1]
Dévastations de récoltes	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Acquisition de terrains riverains au centre-ville de Winnipeg et environnant—Accord «ARC»	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Revue de l'évaluation de l'environnement du projet de développement d'Hibernia	...	...	...	...
	152	**...**	**...**	**...**
	152	*...*	*...*	*...*
Établissement des cartes des régions inondables	102	...	50	72
	171	**...**	**68**	**93**
	654	*...*	*657*	*1,385*
Maîtrise des crues du Fraser	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Station d'épuration des eaux au charbon actif en grains	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Qualité de l'eau des Grands Lacs	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Église de Ste Trinité	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Améliorations des réserves en eau dans la ville de Channel-Port-aux-Basques	1,556	...	...	...
	1,243	**...**	**...**	**...**
	2,828	*...*	*...*	*...*
Accord de la Baie-James	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Études de mercure du réseau de dérivation de la rivière Churchill	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Secrétariat de la réglementation de la rivière Ottawa	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Vallée Qu'Appelle	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Digues périphériques à la rivière Rouge	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	8	8	...	...	8
...	...	...	...	...	**24**	**24**	...	...	**24**
...	...	...	...	...	*223*	*223*	...	...	*223*
...	...	18	...	...	...	18	...	...	18
...	...	**18**	...	...	...	**18**	...	...	**18**
...	...	*85*	...	...	...	*85*	...	...	*85*
373	...	...	...	...	...	471	...	...	471
327	...	...	...	...	...	**327**	...	...	**327**
3,231	...	...	...	...	...	*3,329*	...	...	*3,329*
956	787	222	230	446	...	3,208	...	...	3,208
853(1)	**768**(1)	**194**(1)	**226**(1)	**427**(1)	...	**3,022**	...	...	**3,022**(1)
8,915(1)	*7,272*(1)	*2,143*(1)	*1,905*(1)	*3,715*(1)	...	*29,427*	...	...	*29,427*(1)
...	...	139	289	372	...	800	...	...	800
...	...	**214**	**429**	**357**	...	**1,000**	...	...	**1,000**
...	...	*2,263*	*4,609*	*5,216*	...	*12,088*	...	...	*12,088*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	**134**	...	...	...	**134**	...	...	**134**
...	...	*2,988*	...	...	...	*2,988*	...	...	*2,988*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	...	...	**340**(1)	**492**	...	...	**492**
...	...	...	...	...	*533*(1)	*685*	...	...	*685*(1)
702	635	74	118	...	...	1,753	...	...	1,753
2,254	**324**	**114**	...	...	...	**3,024**	...	...	**3,024**
7,892	*4,943*	*1,422*	*1,132*	...	...	*18,085*	...	...	*18,085*
...	...	...	...	...	3,121	3,121	...	...	3,121
...	...	...	...	...	**2,022**	**2,022**	...	...	**2,022**
...	...	...	...	...	*62,328*	*62,328*	...	...	*62,328*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	**3,008**	...	...	**3,008**	...	...	**3,008**
...	...	...	*5,000*	...	...	*5,000*	...	...	*5,000*(1)
...	1,661	...	...	...	...	1,661	...	...	1,661
...	**1,400**	...	...	...	...	**1,400**	...	...	**1,400**
...	*10,987*	...	...	...	...	*10,987*	...	...	*10,987*
...	...	...	19	...	...	19	...	...	19
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	...	*119*(1)	...	...	*119*	...	...	*119*(1)
...	...	...	...	...	...	1,556	...	...	1,556
...	...	...	...	...	...	**1,243**	...	...	**1,243**
...	...	...	...	...	...	*2,828*	...	...	*2,828*
69	...	...	...	...	...	69	...	...	69
95	...	...	...	...	...	**95**	...	...	**95**
482	...	...	...	...	...	*482*	...	...	*482*
...	...	23	...	...	...	23	...	...	23
...	...	**89**	...	...	...	**89**	...	...	**89**
...	...	*271*	...	...	...	*271*	...	...	*271*(1)
53	53	...	...	...	...	106	...	...	106
87(1)	**87**(1)	...	...	...	...	**174**	...	...	**174**(1)
282(1)	*282*(1)	...	...	...	...	*564*	...	...	*564*(1)
...	...	...	890	...	...	890	...	...	890
...	...	...	**234**	...	...	**234**	...	...	**234**
...	...	...	*7,630*	...	...	*7,630*	...	...	*7,630*
...	...	289	...	...	...	289	...	...	289
...	...	**489**	...	...	...	**489**	...	...	**489**
...	...	*1,383*	...	...	...	*1,383*	...	...	*1,383*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Nettoyage des étangs bitumineux de Sydney	...	...	25	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*25*	*...*
Comité de révision pour la région côtière de l'Ouest	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	1,964	31	194	281
	1,752	**29**	**188**	**312**
	5,289	*355*	*1,917*	*3,715*
PÊCHES ET OCÉANS				
Ruisseau Carnation	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement économique et régional	...	1,363	1,010	5,319
	...	**1,702**	**340**	**8,263**
	...	*3,305*	*1,350*	*13,587*
Programme d'expansion industrielle	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	5,973(f)	*716*(f)	*2,904*(f)	*2,060*(f)
Projet du barrage de la rivièreNicola	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	...	1,363	1,010	5,319
	...	**1,702**	**340**	**8,263**
	5,973	*4,021*	*4,254*	*15,647*
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Aménagement communautaire à l'intérieur et à l'extérieur des réserves	6,685	...	...	...
	7,601	**...**	**...**	**...**
	68,773(f)	*...*	*...*	*...*
Infrastructure communautaire	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Indiens Cris—Conseil scolaire du Katimavik (Baie-James)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Administration régionale des Indiens Cris	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Association des trappeurs Indiens Cris	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement économique	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Protection des forêts	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Lignes hydro-électriques de surface	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services de police dans les réserves	27	21	148	...
	...	**18**	**128**	**...**
	128	*193*	*808*	*...*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	...	...	...	...	25	...	...	25
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
...	...	...	...	...	...	*25*	...	...	*25*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**340**	**340**	**...**	**...**	**340**
...	...	...	...	...	*533*	*533*	...	...	*533*
2,153	3,136	765	1,546	818	3,129	14,017	...	...	14,017
3,616	**2,579**	**1,252**	**3,897**	**784**	**2,726**	**17,135**	**...**	**...**	**17,135**
20,802	*23,484*	*10,555*	*20,395*	*8,931*	*63,617*	*159,060*	...	...	*159,060*
...	...	...	...	...	75	75	...	...	75
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
...	...	...	...	...	*75*	*75*	...	...	*75*
...	...	...	...	...	...	7,692	...	...	7,692
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**10,305**	**...**	**...**	**10,305**
...	...	...	...	...	...	*18,242*	...	...	*18,242*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**21**	**...**	**...**	**...**	**...**	**21**	**...**	**...**	**21**
915[f]	*757*[f]	*14*[f]	...	...	*482*[f]	*13,821*	...	...	*13,821*[f]
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**456**	**456**	**...**	**...**	**456**
...	...	...	...	...	*456*[f]	*456*	...	...	*456*[f]
...	...	...	...	...	75	7,767	...	...	7,767
...	**21**	**...**	**...**	**...**	**456**	**10,782**	**...**	**...**	**10,782**
915	*757*	*14*	...	...	*1,013*	*32,594*	...	...	*32,594*
...	...	...	...	...	...	6,685	...	...	6,685
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**7,601**	**...**	**...**	**7,601**
...	...	...	...	...	...	*68,773*	...	...	*68,773*[f]
...	...	...	...	...	262	262	...	...	262
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**560**	**560**	**...**	**...**	**560**
...	...	...	...	...	*822*[f]	*822*	...	...	*822*[f]
32,239	...	...	...	...	...	32,239	...	...	32,239
31,085	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**31,085**	**...**	**...**	**31,085**
195,602	...	...	...	...	...	*195,602*	...	...	*195,602*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
300	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**300**	**...**	**...**	**300**
300	...	...	...	...	...	*300*	...	...	*300*
70	...	...	...	...	...	70	...	...	70
426	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**426**	**...**	**...**	**426**
496	...	...	...	...	...	*496*	...	...	*496*
...	...	...	...	...	...	...	1,335	...	1,335
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,799**	**...**	**1,799**
...	...	...	...	...	...	...	*5,500*	...	*5,500*
...	376	...	...	...	...	376	...	...	376
...	**203**	**...**	**...**	**...**	**...**	**203**	**...**	**...**	**203**
...	*2,038*	...	...	...	...	*2,038*	...	...	*2,038*
...	...	1,938	...	...	...	1,938	...	...	1,938
175	**...**	**1,941**	**...**	**...**	**...**	**2,116**	**...**	**...**	**2,116**
1,000	...	*9,495*	...	...	...	*10,495*	...	...	*10,495*
...	4,346	656	802	778	1,024	7,802	114	306	8,222
...	**3,741**[1]	**547**	**645**	**749**	**930**	**6,758**	**97**	**255**	**7,110**
...	*25,411*[1]	*3,657*	*5,736*	*5,643*	*6,313*	*47,889*	*567*	*1,535*	*49,991*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Logements pour Inuit (Baie-James)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Relocalisation des Inuit (Amiujaq)	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente de la Baie-James et le Nord québécois	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
École conjointe—Affaires indiennes et inuit	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement des ressources naturelles	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Entente du Nord-Est du Québec	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Inondations du Nord	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Développement rural du Nord de l'Ontario	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Routes des réserves et routes d'accès	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Routes de Sioux Lookout	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Adultes et garderies	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services sociaux—Entente sur les soins aux enfants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Services tripartis aux Indiens	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Réservoir d'eau—Témiscaming	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*...*	*...*	*...*
Total du ministère	6,712	21	148	...
	7,601	**18**	**128**	**—**
	68,901	*193*	*808*	*...*
JUSTICE				
Indemnisation aux victimes d'actes criminels	21	...	88	36
	29	**—**	**87**	**36**
	149	*...*	*388*	*417*
Aide juridique criminelle	1,045	205	2,093	1,077
	1,026	**133**	**2,008**	**932**
	6,553	*1,239*	*13,124*	*8,512*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
2,100	...	...	...	...	...	2,100	...	...	2,100
3,600	—	—	—	—	—	**3,600**	—	—	**3,600**
14,600	...	...	...	...	...	*14,600*	...	...	*14,600*
80	...	...	...	...	...	80	...	...	80
...	—	—	—	—	—	...	—	—	...
80	...	...	...	...	...	*80*	...	...	*80*
8,000	...	...	...	...	...	8,000	...	...	8,000
8,000	—	—	—	—	—	**8,000**	—	—	**8,000**
49,247	...	...	...	...	...	*49,247*	...	...	*49,247*
...	...	932	...	...	...	932	...	...	932
—	—	**479**	—	—	—	**479**	—	—	**479**
...	...	*16,918*	...	...	...	*16,918*	...	...	*16,918*
...	250	...	...	...	...	250	...	...	250
—	**231**[1]	—	—	—	—	**231**	—	—	**231**[1]
...	*4,934*	...	...	...	...	*4,934*	...	...	*4,934*
1,061	...	...	...	...	...	1,061	...	...	1,061
1,842	—	—	—	—	—	**1,842**	—	—	**1,842**
27,560	...	...	...	...	...	*27,560*	...	...	*27,560*
...	...	25	...	...	...	25	...	...	25
—	—	**86**	—	—	—	**86**	—	—	**86**
...	...	*323*	...	...	...	*323*	...	...	*323*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
—	**212**	—	—	—	—	**212**	—	—	**212**
...	*698*[f]	...	...	...	...	*698*	...	...	*698*[f]
...	...	1,711	...	...	...	1,711	...	...	1,711
—	—	**1,571**	—	—	—	**1,571**	—	—	**1,571**
...	...	*10,513*	...	...	...	*10,513*	...	...	*10,513*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
...	*29,000*[1][f]	...	...	...	...	*29,000*	...	...	*29,000*[1][f]
...	19,393	...	...	...	...	19,393	...	...	19,393
—	**17,082**[1]	—	—	—	—	**17,082**	—	—	**17,082**[1]
...	*165,686*[1]	...	...	...	...	*165,686*	...	...	*165,686*[1]
...	14,575	...	...	...	...	14,575	...	...	14,575
—	**12,989**[1]	—	—	—	—	**12,989**	—	—	**12,989**
...	*64,355*[1]	...	...	...	...	*64,355*	...	...	*64,355*
...	364	...	...	...	...	364	...	...	364
—	**226**	—	—	—	—	**226**	—	—	**226**
...	*1,645*	...	...	...	...	*1,645*	...	...	*1,645*
154	...	...	...	...	...	154	...	...	154
127	—	—	—	—	—	**127**	—	—	**127**
334	...	...	...	...	...	*334*	...	...	*334*
43,704	39,304	5,262	802	778	1,286	98,017	1,449	306	99,772
45,555	**34,684**	**4,624**	**645**	**749**	**1,490**	**95,494**	**1,896**	**255**	**97,645**
289,219	*293,767*	*40,906*	*5,736*	*5,643*	*7,135*	*712,308*	*6,067*	*1,535*	*719,910*
658	907	107	102	235	289	2,443	20	55	2,518
654	**895**	**106**	**101**	**234**	**287**	**2,429**	**23**	**5**	**2,457**
6,394	*9,510*	*1,152*	*1,032*	*2,067*	*2,941*	*24,050*	*237*	*142*	*24,429*
24,558	23,884	2,935	2,904	6,201	6,628	71,530	1,422	220	73,172
7,042	**15,996**	**2,111**	**2,021**	**4,772**	**4,357**	**40,398**	**415**	**239**	**41,052**
89,873	*132,750*	*16,586*	*14,364*	*33,039*	*38,932*	*354,972*	*4,587*	*1,646*	*361,205*

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Aide juridique aux autochtones	74 **70** *525*	... **...** *52*	... **...** *70*	... **...** ...
Total du ministère	1,140 **1,125** *7,227*	205 **133** *1,291*	2,181 **2,095** *13,582*	1,113 **968** *8,929*
DÉFENSE NATIONALE				
Planification d'urgence	217 **2,538** *5,619*	69 **47** *748*	95 **77** *3,449*	15 **931** *5,364*
Restauration d'installations militaires	5,000,000 **...** *5,000,000*	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Total du ministère	5,000,217 **2,538** *5,005,619*	69 **47** *748*	95 **77** *3,449*	15 **931** *5,364*
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Régime d'assistance publique du Canada	85,460 **75,694** *875,004*	19,780 **20,734** *200,855*	124,405 **104,476** *1,036,846*	145,108 **136,906** *1,245,151*
Services offerts aux jeunes délinquants	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** *5,247*
Réadaptation professionnelle des invalides	3,739 **1,300** *13,150*	279 **208** *2,784*	2,791 **3,043** *27,876*	4,357 **4,494** *31,186*
Total du ministère	89,199 **76,994** *888,154*	20,059 **20,942** *203,639*	127,196 **107,519** *1,064,722*	149,465 **141,400** *1,281,584*
TRAVAUX PUBLICS				
Construction de l'hôtel Market Square et du centre commercial de Saint-Jean (maximum de $8,086,000)	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** *16,586*
Location de terrains et habitations rurales autochtone et logements de location à bas prix	13,451 **7,550** *122,388*	3,821 **2,946** *18,090*	13,650 **11,390** *104,174*	8,160 **(771)** *48,016*
Coût d'entretien du pont Perley et du pont MacDonald-Cartier	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Revitalisation du centre de Moncton	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	2,661 **1,514** *8,000*
Programme d'infrastructure de Sault Ste Marie	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...	... **...** ...
Total du ministère	13,451 **7,550** *122,388*	3,821 **2,946** *18,090*	13,650 **11,390** *104,174*	10,821 **743** *72,602*
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE				
Développement industriel et régional—Autres(3)	35,568 **46,713** *602,059*	5,373 **7,192** *307,511*	21,323 **23,181** *570,621*	11,232 **13,414** *525,116*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
445	470	185	434	788	590	2,986	306	59	3,351
356	**425**	**206**	**382**	**758**	**536**	**2,753**	**267**	**63**	**3,083**
1,561	*3,731*	*1,943*	*3,736*	*6,588*	*6,155*	*24,361*	*2,009*	*455*	*26,825*
25,661	25,261	3,227	3,440	7,224	7,507	76,959	1,748	334	79,041
8,052	**17,316**	**2,423**	**2,504**	**5,764**	**5,200**	**45,580**	**705**	**307**	**46,592**
97,828	*145,991*	*19,681*	*19,132*	*41,694*	*48,028*	*403,383*	*6,833*	*2,243*	*412,459*
278	1,900	1,767	274	7,649	146	12,410	542	28	12,980
1,201	**1,768**	**607**	**1,219**	**595**	**827**	**9,810**	**164**	**50**	**10,024**
22,305	*28,245*	*6,818*	*4,398*	*15,367*	*10,959*	*103,272*	*1,230*	*297*	*104,799*
535,000	...	...	...	...	...	5,535,000	...	...	5,535,000
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
535,000	...	...	...	...	...	*5,535,000*	...	...	*5,535,000*[1]
535,278	1,900	1,767	274	7,649	146	5,547,410	542	28	5,547,980
1,201	**1,768**	**607**	**1,219**	**595**	**827**	**9,810**	**164**	**56**	**10,024**
557,305	*28,245*	*6,818*	*4,358*	*15,367*	*10,959*	*5,638,272*	*1,230*	*297*	*5,639,799*
1,107,757	1,132,191	154,581	160,705	427,333	632,056	3,989,376	12,004	...	4,001,380
1,198,334	**1,052,343**	**141,306**	**148,630**	**389,773**	**593,473**	**3,861,669**	**11,576**	**2,860**	**3,876,105**
7,516,672	*9,359,410*	*1,282,931*	*1,347,837*	*3,069,453*	*5,054,773*	*30,988,932*	*104,178*	*20,836*	*31,113,946*
...	...	1,921	...	...	...	1,921	...	...	1,921
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**922**	**922**	**...**	**5**	**927**
65,040	*178,248*	*1,921*	...	...	*14,082*	*264,538*	...	*3,107*	*267,645*
...[2]	33,130	5,990	4,144	21,641	12,573	88,644	437	...	89,081
...	**30,677**	**5,928**	**3,710**	**11,965**	**11,447**	**72,772**	**402**	**1,058**	**74,232**
...	*283,602*	*51,295*	*41,842*	*114,714*	*69,835*	*636,284*	*3,209*	*5,644*	*645,137*
1,107,757	1,165,321	162,492	164,849	448,974	644,629	4,079,941	12,441	...	4,092,382
1,198,334	**1,083,020**	**147,234**	**152,340**	**401,738**	**605,842**	**3,935,363**	**11,978**	**3,923**	**3,951,264**
7,581,712	*9,821,260*	*1,336,147*	*1,389,679*	*3,184,167*	*5,138,690*	*31,889,754*	*107,387*	*29,587*	*32,026,728*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
...	...	...	...	...	...	*16,586*	...	...	*16,586*
31,521	166,552	20,839	11,397	37,245	9,622	316,258	37,890	49	354,197
44,675	**157,673**	**22,400**	**15,037**	**28,938**	**9,008**	**298,846**	**37,630**	**49**	**336,525**
142,423	*570,086*	*89,552*	*255,311*	*113,421*	*42,021*	*1,505,482*	*131,176*	*17,490*	*1,654,148*
...	151	...	...	...	...	151	...	...	151
...	**166**[1]	**...**	**...**	**...**	**...**	**166**	**...**	**...**	**166**[1]
...	*3,714*	...	...	...	...	*3,714*	...	...	*3,714*
...	...	...	...	...	...	2,661	...	...	2,661
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1,514**	**...**	**...**	**1,514**
...	...	...	...	...	...	*8,000*	...	...	*8,000*
...	924	...	...	...	...	924	...	...	924
...	**4,381**	**...**	**...**	**...**	**...**	**4,381**	**...**	**...**	**4,381**
...	*19,764*	...	...	...	...	*19,764*	...	...	*19,764*
31,521	167,627	20,839	11,397	37,245	9,622	319,994	37,890	49	357,933
44,675	**162,220**	**22,400**	**15,037**	**28,938**	**9,008**	**304,907**	**37,630**	**49**	**342,586**
142,423	*593,564*	*89,552*	*255,311*	*113,421*	*42,021*	*1,553,546*	*131,176*	*17,490*	*1,702,212*
34,616	2,944	19,614	681	4,092	3,549	138,992	4,052	1,046	144,090
45,785	**9,511**	**22,961**	**1,363**	**2,470**	**2,333**	**174,923**	**5,481**	**1,132**	**181,536**
1,145,730	*263,866*	*280,928*	*173,236*	*97,733*	*147,195*	*4,113,995*	*18,429*	*9,121*	*4,141,545*[3]

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Tourisme	31	11	343	81
	7	**11**	**128**	**23**
	315	*404*	*3,733*	*506*
Total du ministère	35,599	5,384	21,666	11,313
	46,720	**7,203**	**23,309**	**13,437**
	602,374	*307,915*	*574,354*	*525,622*
SCIENCES ET TECHNOLOGIE				
Développement économique et régional	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
SECRÉTARIAT D'ÉTAT				
L'enseignement des langues aux immigrants	...	3	...	...
	...	**3**	**18**	**...**
	72	*14*	*154*	*2*
Manuels de langues pour les immigrants	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	*1*	*6*	...
Langues officielles dans l'enseignement	4,010	1,331	4,418	26,370
	3,235	**1,340**	**4,383**	**30,876**
	24,040	*11,074*	*42,808*	*240,458*
Paiements pour l'enseignement postsecondaire—77	60,212	13,340	92,188	75,134
	60,611	**13,273**	**91,688**	**75,106**
	472,206	*101,787*	*712,822*	*581,896*
Total du ministère	64,222	14,674	96,606	101,504
	63,846	**14,616**	**96,089**	**105,982**
	496,318	*112,876*	*755,790*	*822,356*
TRANSPORTS				
Aide à la rénovation et à l'amélioration des routes	...	1,122	5,538	3,351
	1,042	**2,956**	**9,545**	**10,657**
	66,781	*15,440*	*70,544*	*68,136*
Aide à la construction, à la rénovation et à l'amélioration des autoroutes, des routes secondaires et des routes d'accès	19,074	349	...	10,077
	9,324	**6,271**	**...**	**12,681**
	28,398	*7,753*	...	*28,955*
Construction de pierres de revêtement et travaux connexes	...	...	392	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	*392*	...
Construction de croisements étagés	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Amélioration de l'infrastructure ferroviaire à Churchill	...	...	...	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	...	...
Reconstruction du brise-lames de Yarmouth Bar	...	...	25	...
	...	**...**	**...**	**...**
	...	...	*274*(1)	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
202 **395** *2,233*	1,124 **287** *7,224*	256 **67** *2,451*	59 **64** *443*	283 **244** *1,575*	144 **331** *4,078*	2,534 **1,557** *22,962*	2 **3** *185*	15 **5** *216*	2,551 **1,565** *23,363*
34,818 **46,180** *1,147,963*	4,068 **9,798** *271,090*	19,870 **23,028** *283,379*	740 **1,427** *173,679*	4,375 **2,714** *99,308*	3,693 **2,664** *151,273*	141,526 **176,480** *4,136,957*	4,054 **5,484** *18,614*	1,061 **1,137** *9,337*	146,641 **183,101** *4,164,908*
1,271,528 **150,000** *1,421,528*	... ...	... ...	... ...	... ...	493,450 **1,244,232** *1,737,682*	1,764,978 **1,394,232** *3,159,210*	... ...	... ...	1,764,978 **1,394,232** *3,159,210*
1,104 **1,417** *10,396*	2,381 **2,239** *27,146*	369 **374** *2,791*	91 **30** *651*	1,537 **947** *8,818*	2,407 **3,070** *16,262*	7,892 **8,098** *66,306*	... ...	... ...	7,892 **8,098** *66,306*
26 **27** *579*	145 **237** *2,180*	35 **38** *207*	... **3** *64*	133 **100** *1,245*	... **380** *891*	339 **785** *5,173*	... ...	... ...	339 **785** *5,173*
78,452 **80,860** *1,302,764*	72,478[4] **66,276**[5] *749,361*	7,425 **6,622** *64,964*	4,465 **3,798** *28,435*	7,458 **6,857** *59,704*	9,261 **8,885** *71,004*	215,668 **213,132** *2,594,612*	563 **311**[1] *2,005*[1]	704 **598**[1] *2,944*[1]	216,935 **214,041** *2,599,561*
434,803 **461,172** *3,631,334*	809,866 **832,078** *6,669,701*	112,455 **111,699** *872,011*	109,255 **120,804** *857,740*	207,367 **205,676** *1,500,525*	311,586 **299,225** *2,109,248*	2,226,206 **2,271,332** *17,509,270*	3,809 **4,218** *34,850*	2,281 **2,245** *16,197*	2,232,296 **2,277,795** *17,560,317*
514,385 **543,476** *4,945,073*	884,870 **900,830** *7,448,388*	120,284 **118,733** *939,973*	113,811 **124,635** *886,890*	216,495 **213,580** *1,570,292*	323,254 **311,560** *2,197,405*	2,450,105 **2,493,347** *20,175,361*	4,372 **4,529** *36,855*	2,985 **2,843** *19,141*	2,457,462 **2,500,719** *20,231,357*
... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	10,011 **24,200** *220,901*	... ...	... ...	10,011 **24,200** *220,901*
2,845 ... *2,845*	... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	32,345 **28,276** *67,951*	... ...	... ...	32,345 **28,276** *67,951*
... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	392 ... *392*	... ...	... ...	392 ... *392*
... **2,000** *3,000*	... **2,500** *3,500*	... ...	... ...	... ...	... ...	... **4,500** *6,500*	... ...	... ...	... **4,500** *6,500*
... ...	... ...	2,503 **3,199** *5,750*	... ...	... ...	... ...	2,503 **3,199** *5,750*	... ...	... ...	2,503 **3,199** *5,750*
... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	... ...	25 ... *274*	... ...	... ...	25 ... *274*[1]

Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés—*Fin*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Initiatives de promotion du transport	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*	... **...** *...*
Total du ministère	19,074 **10,366** *95,179*	1,471 **9,227** *23,193*	5,955 **9,545** *71,210*	13,428 **23,338** *97,091*
Total global	5,316,917 **270,057** *7,482,916*	68,590 **67,217** *717,019*	341,896 **277,497** *2,704,257*	365,871 **327,893** *2,967,016*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 1986-87.
Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 1985-86.
Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 1986-87).
(f) Programme complété.
(1) Modifie l'énoncé des Comptes publics de l'exercice précédent.
(2) Aucun paiement n'a été fait au Québec sous cette législation. Cependant, les paiements sont effectués en vertu du Régime d'assistance publique du Canada afin de contribuer au financement de la réadaptation des invalides.
(3) Comprend les programmes concernant les projets compréhensifs de développement économique rural, la Loi spéciale sur l'aménagement rural et le développement agricole, l'exploitation des possibilités de développement, l'entente de formation en gestion des provinces de l'Atlantique et les services consultatifs de la répartition physique des provinces de l'Atlantique, et la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Ne comprend pas le montant de $32,006 depuis l'inauguration puisque ce montant n'est pas affecté par province.
(4) Un montant de $16,372,167 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.
(5) Un montant de $15,527,863 a été émis au Conseil des ministres de l'éducation (Canada). Ces fonds sont ensuite distribués aux provinces. Répartition non disponible.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Territoire du Yukon	Total
...	...	2,326	...	...	...	2,326	...	...	2,326
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	*2,326*	...	...	...	*2,326*	...	...	*2,326*
2,845	...	4,829	...	...	...	47,602	...	...	47,602
2,000	**2,500**	**3,199**	...	...	...	**60,175**	...	...	**60,175**
5,845	*3,500*	*8,076*	...	...	...	*304,094*	...	...	*304,094*
3,988,225	2,753,378	436,044	447,022	924,703	1,710,561	16,353,207	62,505	5,318	16,421,030
2,199,797	**2,345,049**	**369,259**	**416,018**	**767,283**	**2,269,280**	**9,309,350**	**62,408**	**9,086**	**9,380,844**
17,046,146	*19,419,090*	*2,999,864*	*3,478,654*	*5,656,719*	*9,772,713*	*72,244,394*	*308,358*	*80,769*	*72,633,521*

SECTION 11

COMPTES PUBLICS
1986-87

Autres renseignements relatifs à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	Page
Dépenses budgétaires par affectation	11.2
Commissions	11.20
Frais de congés d'étude	11.40
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1986-87	11.41
Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens	11.43
Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1986-87	11.45
Produits de placements	11.47
Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	11.52

Dépenses budgétaires par affectation

Cet état présente les dépenses budgétaires par affectation telle qu'approuvée par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 24 de la Loi sur l'administration financière.

	Affectations	Dépenses
	$	$
AGRICULTURE		
Département		
PROGRAMME DE GESTION ET D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	41,708,647	41,708,647
Réserve pour rajustements de rémunération	64,414	
Autres frais de fonctionnement	18,205,582	17,959,098
Défi 86	166,795	166,794
	60,145,438	*59,834,539*
Montants statutaires	*6,245,098*	*6,245,098*
	66,390,536	66,079,637
PROGRAMME AGRO-ALIMENTAIRE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	356,033,591	353,022,457
Réserve pour rajustements de rémunération	362,587	
Autres frais de fonctionnement	119,751,306	112,165,894
Recherche et développement énergétiques	2,265,000	1,743,879
Défi 86	2,375,297	2,272,837
Gelées	6,430	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	13,492,000	13,285,107
	467,302,211	*455,919,960*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	89,420,000	88,241,942
Recherche et développement énergétiques	384,000	370,235
Moins: affectation réservée	663,502	
	89,140,498	*88,612,177*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	699,536,095	671,374,172
Subventions (laitier)	278,500,000	278,184,253
Mise en marché (laitier)	8,500,000	6,640,270
Contribution à SOC usine-pilote protéines, huile et amidon	2,000,000	1,483,287
	988,536,095	*957,681,982*
Montants statutaires	*463,383,948*	*459,621,426*
	2,008,362,752	1,961,835,545
PROGRAMME DU SERVICE CANADIEN DES FORÊTS		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	51,563,400	51,637,047
Autres frais de fonctionnement	29,030,818	28,965,044
Recherche et développement énergétiques	643,886	643,886
Défi 86	1,509,196	1,509,196
Moins: recettes à valoir sur le crédit	529,000	549,184
	82,218,300	*82,205,989*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	22,492,000	22,227,787
Recherche et développement énergétiques	25,000	23,937
	22,517,000	*22,251,724*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	118,740,300	120,048,311
Recherche et développement énergétiques	172,000	172,240
	118,912,300	*120,220,551*
Montant statutaire	*7,501,000*	*7,501,000*
	231,148,600	232,179,264
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	29,936,136	29,489,221
Réserve pour rajustements de rémunération	7,864	
Autres frais de fonctionnement	9,630,000	8,496,867
	39,574,000	*37,986,088*
Montant statutaire	*5,093,000*	*5,093,000*
	44,667,000	43,079,088
Sous-total—Département	2,350,568,888	2,303,173,534
Commission canadienne du lait		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,970,857	2,957,758
Réserve pour rajustements de rémunération	10,330	
Autres frais de fonctionnement	1,484,513	1,484,506
Gelées	88,300	
	4,554,000	4,442,264
Office canadien des provendes		
Crédit 45—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,038,401	887,551
Réserve pour rajustements de rémunération	3,290	
Autres frais de fonctionnement	559,309	427,246
	1,601,000	*1,314,797*
Crédit 50—Contributions	*18,100,000*	*15,841,421*
	19,701,000	17,156,218
Société du crédit agricole		
Crédit 55c—Paiements pour les pertes subies sur les prêts—		
Autres frais de fonctionnement	5,000,000	5,000,000
Total du ministère	2,379,823,888	2,329,772,016

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
COMMUNICATIONS		
Département		
PROGRAMME DES COMMUNICATIONS ET DE LA CULTURE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	84,529,133	84,360,274
Autres frais de fonctionnement	41,141,881	42,078,869
Défi 86	13,090	13,090
Gelées	337,487	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	6,178,000	6,736,450
	119,843,591	*119,715,783*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	*13,483,000*	*13,469,914*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	41,204,177	41,203,215
Programme d'initiatives culturelles	16,342,016	16,342,016
Ententes pour le développement économique et régional	11,000,690	11,069,847
Gelées	7,252,618	
	75,799,501	*68,615,078*
Crédit 15—Versements à la Société canadienne des postes—		
Autres frais de fonctionnement	*55,093,000*	*55,092,996*
Montants statutaires	*29,693,131*	*13,167,571*
Sous-total—Département	293,912,223	270,061,342
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 25—Paiements au Conseil des Arts du Canada—		
Autres frais de fonctionnement	85,481,000	85,481,000
Société Radio-Canada		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	782,673,000	782,673,000
Gelées	14,422,000	
	797,095,000	*782,673,000*
Crédit 35—Paiements—Fonds de roulement—		
Autres frais de fonctionnement	*4,000,000*	*4,000,000*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	*68,428,000*	*68,428,000*
	869,523,000	855,101,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
Crédit 45—Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—		
Autres frais de fonctionnement	159,937,642	85,971,412
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	17,900,684	17,898,828

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	72,316	
Autres frais de fonctionnement	5,369,000	5,350,183
Défi 86	5,600	5,600
Programme d'enseignement coopératif	18,000	14,783
Gelées	250,000	
	23,615,600	*23,269,394*
Montants statutaires	*2,718,834*	*2,718,834*
	26,334,434	25,988,228
Corporation du Centre national des Arts		
Crédit 55—Paiements à la Corporation du Centre national des Arts—		
Autres frais de fonctionnement	14,828,000	14,828,000
Gelées	210,000	
	15,038,000	14,828,000
Office national du film		
Crédit 60—Fonds renouvelable—Déficit de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	37,931,176	37,931,176
Réserve pour rajustements de rémunération	51,857	
Autres frais de fonctionnement	25,857,932	25,857,832
Défi 86	10,900	10,900
Gelées	209,035	
	64,060,900	*63,799,908*
Montant statutaire	*460,527*	*(2,578,147)*
	64,521,427	61,221,761
Bibliothèque nationale		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	18,580,502	18,373,094
Réserve pour rajustements de rémunération	13,531	
Autres frais de fonctionnement	15,321,522	14,889,561
Défi 86	120,428	112,276
Programme d'enseignement coopératif	262,000	262,823
	34,297,983	*33,637,754*
Montant statutaire	*2,497,000*	*2,497,000*
	36,794,983	36,134,754
Musées nationaux du Canada		
Crédit 70—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	42,958,589	42,914,493
Autres frais de fonctionnement	28,822,093	29,392,284
Défi 86	343,681	342,284
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,400,000	1,535,390
	70,724,363	*71,113,671*
Crédit 75—Subventions	*8,396,700*	*8,396,345*
Montant statutaire	*6,092,000*	*6,092,000*
	85,213,063	85,602,016
Archives publiques		
Crédit 80—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	26,614,960	26,579,566
Réserve pour rajustements de rémunération	37,534	

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	19,763,640	22,592,766
Défi 86	327,588	328,544
Programme d'enseignement coopératif	31,372	31,372
	46,775,094	*49,532,248*
Montant statutaire	*3,819,000*	*3,819,000*
	50,594,094	53,351,248
Total du ministère	1,687,349,866	1,573,740,761
CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	86,510,700	85,515,789
Réserve pour rajustements de rémunération	143,770	
Autres frais de fonctionnement	30,681,995	30,337,460
Défi 86	226,385	218,612
Programme d'enseignement coopératif	182,050	177,096
Fusions	500,000	242,482
Gelées	141,000	
	118,385,900	*116,491,439*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,816,000	1,723,912
Mousse isolante d'urée-formaldehyde	36,668,000	28,310,979
Gelées	832,000	
	39,316,000	*30,034,891*
Montants statutaires	*13,282,784*	*13,282,784*
Sous-total—Département	170,984,684	159,809,114
Société canadienne des postes		
Crédit 10—Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales—		
Autres frais de fonctionnement	*199,000,000*	*199,000,000*
Crédit 11c—Paiement pour les dépenses en capital et les frais reportés—		
Autres frais de fonctionnement	*103,000,000*	*103,000,000*
Crédit 12c—Rendre compte de frais qui dépasse les recettes—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Montant statutaire	*128,980,850*	*128,980,850*
	430,980,851	430,980,850
Tribunal de la concurrence		
Crédit 14c—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	141,000	91,596
Autres frais de fonctionnement	1,259,000	901,224
	1,400,000	992,820
Commission sur les pratiques restrictives du commerce		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,034,186	983,405
Réserve pour rajustements de rémunération	3,814	

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	266,000	255,313
Gelées	11,000	
	1,315,000	*1,238,718*
Montant statutaire	*123,000*	*123,000*
	1,438,000	1,361,718
Conseil canadien des normes		
Crédit 20—Paiements versés au Conseil canadien des normes—		
Autres frais de fonctionnement	6,935,000	6,935,000
Total du ministère	611,738,535	600,079,502
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Département/Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		
PROGRAMME DES SERVICES GÉNÉRAUX ET SPÉCIAUX		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	19,494,310	18,541,452
Réserve pour rajustements de rémunération	37,172	
Autres frais de fonctionnement	6,954,018	6,743,585
Défi 86 (années-personnes non contrôlées)	352,057	344,455
Moins: recettes à valoir sur le crédit	16,145,000	15,997,999
	10,692,557	*9,631,493*
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	124,186,663	124,017,311
Réserve pour rajustements de rémunération	104,499	
Autres frais de fonctionnement	145,132,838	142,122,205
Défi 86 (années-personnes non contrôlées)	568,625	520,743
Moins: recettes à valoir sur le crédit	234,068,000	231,413,999
	35,924,625	*35,246,260*
Montants statutaires	*18,071,267*	*18,071,267*
	64,688,449	62,949,020
PROGRAMME D'EMPLOI ET D'ASSURANCE		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	597,420,660	596,667,225
Réserve pour rajustements de rémunération	275,340	
Autres frais de fonctionnement	178,664,663	174,590,443
Défi 86 (années-personnes non contrôlées)	10,035,974	9,930,590
Gelées	2,036,856	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	700,510,000	698,314,002
	87,923,493	*82,874,256*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,617,449,365	1,541,188,360
Bénéficiaires de l'aide sociale	98,640,000	18,569,204
	1,716,089,365	*1,559,757,564*
Montants statutaires	*2,996,173,683*	*2,996,173,683*
	4,800,186,541	4,638,805,503

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME D'IMMIGRATION		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	82,162,112	81,419,922
Réserve pour rajustements de rémunération	31,888	
Autres frais de fonctionnement	22,457,000	21,093,775
Défi 86 (années-personnes non contrôlées)	412,061	381,632
	105,063,061	*102,895,329*
Crédit 21c—Radier des dettes—		
Autres frais de fonctionnement	*37,483*	*32,631*
Crédit 25—Contributions	*52,794,001*	*47,084,226*
Montants statutaires	*11,043,389*	*11,043,389*
	168,937,934	161,055,575
Sous-total—Département	5,033,812,924	4,862,810,098
Commission d'appel de l'immigration		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,499,305	5,499,305
Autres frais de fonctionnement	1,957,695	1,864,818
Gelées	1,000,000	
	8,457,000	*7,364,123*
Montant statutaire	*528,209*	*528,209*
	8,985,209	7,892,332
Total du ministère	5,042,798,133	4,870,702,430
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	24,272,000	24,271,071
Autres frais de fonctionnement	24,287,590	24,268,353
Recherche et développement énergétiques	26,000	21,397
Étude accommodation	695,000	695,000
Défi 86	382,300	382,282
Gelées	1,315,010	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	9,107,160	9,107,160
	41,870,740	*40,530,943*
Montants statutaires	*3,773,014*	*3,773,014*
	45,643,754	44,303,957
PROGRAMME DE L'ÉNERGIE		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	45,541,651	44,596,670
Réserve pour rajustements de rémunération	107,076	
Autres frais de fonctionnement	51,618,296	47,008,605
Recherche et développement énergétiques	11,133,970	10,428,050
Coopération nucléaire Canada-États-Unis	1,444,000	1,444,000
Défi 86	534,649	534,649
Gelées	16,331,798	
	126,711,440	*104,011,974*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	145,846,722	145,846,551
Recherche et développement énergétiques	7,576,000	7,551,356
Moins: paiements d'incitation à l'expansion des marchés	84,899,722	84,899,722
	68,523,000	*68,498,185*
Crédit 15—Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes—		
Subventions et contributions	250,000	87,516
Gelées	250,000	
	500,000	*87,516*
Crédit 20—Programme canadien de remplacement du pétrole—		
Subventions et contributions	6,475,000	4,071,364
Gelées	1,525,000	
Moins: paiements d'incitation à l'expansion des marchés	6,000,000	3,600,000
	2,000,000	*471,364*
Crédit 25—Programme d'encouragement du secteur pétrolier—		
Subventions et contributions	*950,000,000*	*948,404,116*
Montants statutaires	*589,107,995*	*35,446,099*
	1,736,842,435	1,156,919,254
PROGRAMME DES MINÉRAUX ET DES SCIENCES DE LA TERRE		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	125,492,656	125,488,430
Réserve pour rajustements de rémunération	139,344	
Autres frais de fonctionnement	100,098,000	100,089,096
Recherche et développement énergétiques	20,929,000	20,927,601
Services (locataires)	2,674,000	2,671,569
Défi 86	3,866,220	3,863,093
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	25,000	4,927
Gelées	8,582,700	
	261,806,920	*253,044,716*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	21,805,652	21,794,150
Recherche et développement énergétiques	5,289,000	5,145,905
Réinstallation à Sherbrooke (direction, levées et cartographie)	2,400,000	1,137,167
Gelées	957,348	
	30,452,000	*28,077,222*
Crédit 45—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	30,222,000	30,199,700
Recherche et développement énergétiques	353,000	352,037
Gelées	475,000	
	31,050,000	*30,551,737*
Montants statutaires	*19,595,736*	*19,595,736*
	342,904,656	331,269,411
Sous-total—Département	2,125,390,845	1,532,492,622

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations $	Dépenses $
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	13,027,375	12,566,911
Réserve pour rajustements de rémunération	36,625	
Autres frais de fonctionnement	8,078,000	7,707,052
Gelées	165,000	
	21,307,000	*20,273,963*
Montant statutaire	*2,020,000*	*2,020,000*
	23,327,000	22,293,963
Énergie atomique du Canada, Limitée		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	*200,352,000*	*199,689,283*
Crédit 60—Dépenses en capital—		
Capital	*17,892,000*	*17,892,000*
	218,244,000	217,581,283
Office national de l'énergie		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	19,078,232	18,559,847
Réserve pour rajustements de rémunération	47,768	
Autres frais de fonctionnement	4,586,000	4,037,388
Gelées	94,000	
	23,806,000	*22,597,235*
Montant statutaire	*2,968,000*	*2,968,000*
	26,774,000	25,565,235
Petro-Canada		
Montant statutaire	18,205,384	
Société Petro-Canada pour l'assistance internationale		
Crédit 70—Paiements à la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale—		
Autres frais de fonctionnement	28,650,000	28,648,000
Gelées	28,250,000	
	56,900,000	28,648,000
Total du ministère	2,468,841,229	1,826,581,103
ENVIRONNEMENT		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	23,556,007	23,477,249
Réserve pour rajustements de rémunération	92,463	
Autres frais de fonctionnement	14,432,530	14,381,639
Recherche et développement énergétiques	40,000	19,643
Défi 86	107,274	106,727
Programme d'enseignement coopératif	140,000	137,049
	38,368,274	*38,122,307*
Montants statutaires	*3,634,098*	*3,634,098*
	42,002,372	41,756,405

	Affectations $	Dépenses $
PROGRAMME DES SERVICES DE L'ENVIRONNEMENT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	200,017,904	198,264,204
Réserve pour rajustements de rémunération	300,990	
Autres frais de fonctionnement	135,450,567	133,352,873
Recherche et développement énergétiques	4,958,300	4,853,060
Défi 86	1,478,577	1,475,433
Programme d'enseignement coopératif	1,042,000	1,039,765
Moins: recettes à valoir sur le crédit	35,144,496	35,145,269
	308,103,842	*303,840,066*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	44,906,000	44,799,003
Recherche et développement énergétiques	306,000	305,360
	45,212,000	*45,104,363*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	20,944,081	20,681,218
Gelées	36,856	
	20,980,937	*20,681,218*
Montant statutaire	*29,902,000*	*29,902,000*
	404,198,779	399,527,647
PROGRAMME PARCS CANADA		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	146,185,822	146,106,749
Réserve pour rajustements de rémunération	106,071	
Autres frais de fonctionnement	55,549,107	54,538,235
Défi 86	872,460	862,762
Programme d'enseignement coopératif	92,000	86,202
	202,805,460	*201,593,948*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	93,445,440	93,719,682
Programme d'enseignement coopératif	524,000	521,571
	93,969,440	*94,241,253*
Crédit 30—Commission des champs de bataille nationaux—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	819,107	804,599
Autres frais de fonctionnement	1,512,893	1,445,866
	2,332,000	*2,250,465*
Montants statutaires	*22,137,523*	*22,137,523*
	321,244,423	320,223,189
Total du ministère	767,445,574	761,507,241
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Département		
PROGRAMME DES INTÉRÊTS DU CANADA À L'ÉTRANGER		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	294,128,380	292,811,244

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	497,747	
Autres frais de fonctionnement	279,447,530	270,389,541
Coopération nucléaire entre le Canada et les États-Unies	1,444,000	1,444,000
Défi 86	126,100	109,729
Programme d'enseignement coopératif	21,000	17,241
Bureau des négociations commerciales	9,050,000	6,758,760
	584,714,757	*571,530,515*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	81,623,000	68,050,927
Bureau des négociations commerciales	950,000	949,307
	82,573,000	*69,000,234*
Crédit 10—Subventions et contributions	*157,357,107*	*158,646,532*
Montants statutaires	*39,050,295*	*26,735,571*
	863,695,159	825,912,852
PROGRAMME DES EXPOSITIONS INTERNATIONALES		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	493,694	398,217
Réserve pour rajustements de rémunération	3,306	
Autres frais de fonctionnement	1,589,000	1,541,034
	2,086,000	*1,939,251*
Montant statutaire	*76,000*	*76,000*
	2,162,000	2,015,251
Sous-total—Département	865,857,159	827,928,103
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	16,095,000	16,095,000
Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales		
Montant statutaire	3,000,000	3,000,000
Agence canadienne de développement international		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	48,130,840	48,130,780
Autres frais de fonctionnement	25,210,170	25,053,805
Défi 86	107,800	105,033
Programme d'enseignement coopératif	193,530	191,866
	73,642,340	*73,481,484*
Crédit 35—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,672,955,002	1,669,752,095
Gelées	19,550,000	
	1,692,505,002	*1,669,752,095*
Crédit 40—Paiement à la Banque asiatique—		
Subventions et contributions	*2,600,000*	*2,513,584*
Montants statutaires	*155,007,610*	*155,007,610*
	1,923,754,952	1,900,754,773
Centre international d'exploitation des océans		
Crédit 55—Paiements au Centre international d'exploitation des océans—		
Autres frais de fonctionnement	4,000,000	4,000,000
Gelées	200,000	
	4,200,000	4,000,000
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 60—Versements au Centre de recherches pour le développement international—		
Autres frais de fonctionnement	100,000,000	100,000,000
Commission mixte internationale		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,745,311	1,701,432
Réserve pour rajustements de rémunération	4,689	
Autres frais de fonctionnement	1,500,000	1,464,333
	3,250,000	*3,165,765*
Montant statutaire	*272,000*	*272,000*
	3,522,000	3,437,765
Total du ministère	2,916,429,111	2,855,215,641
FINANCES		
Département		
PROGRAMME DES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,088,589	34,062,349
Réserve pour rajustements de rémunération	79,202	
Autres frais de fonctionnement	19,862,530	19,565,226
Gelées	127,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	9,919,000	9,629,000
	44,238,321	*43,998,575*
Crédit 5—Paiements à la Banque internationale pour la construction et le développement et à la Société financière internationale—		
Subventions et contributions	*9,100,000*	*9,018,738*
Montants statutaires	*182,707,882*	*182,707,882*
	236,046,203	235,725,195
PROGRAMME DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE		
Montant statutaire	26,667,926,854	26,667,926,854
PROGRAMME DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FISCAL		
Montants statutaires	5,801,384,127	5,801,384,127
PROGRAMME DU TRIBUNAL CANADIEN DES IMPORTATIONS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,816,720	1,640,592

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	10,280	
Autres frais de fonctionnement	359,000	240,503
	2,186,000	*1,881,095*
Montant statutaire	*283,000*	*283,000*
	2,469,000	2,164,095
PROGRAMME DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES BANQUES		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,615,868	2,614,186
Réserve pour rajustements de rémunération	7,132	
Autres frais de fonctionnement	1,433,000	1,050,870
	4,056,000	*3,665,056*
Montant statutaire	*471,000*	*471,000*
	4,527,000	4,136,056
PROGRAMME SPÉCIAL		
Crédit 20—La Caisse des réclamations étrangères—		
Autres frais de fonctionnement	*45,000*	*45,000*
Montant statutaire	*83,940,020*	*5,544,633*
	83,985,020	5,589,633
Sous-total—Département	32,796,338,204	32,716,925,960
Vérificateur général		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	40,470,000	39,698,199
Défi 86	6,200	6,200
	40,476,200	*39,704,399*
Montants statutaires	*4,505,559*	*4,505,559*
	44,981,759	44,209,958
Assurances		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,441,176	9,438,633
Réserve pour rajustements de rémunération	12,824	
Autres frais de fonctionnement	16,930,000	15,561,314
	26,384,000	*24,999,947*
Montants statutaires	*(1,017,189)*	*(1,017,189)*
	25,366,811	23,982,758
Commission du tarif		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,076,208	2,005,808
Réserve pour rajustements de rémunération	9,792	
Autres frais de fonctionnement	566,600	552,104
	2,652,600	*2,557,912*
Montant statutaire	*286,000*	*286,000*
	2,938,600	2,843,912
Total du ministère	32,869,625,374	32,787,962,588

	Affectations	Dépenses
	$	$
PÊCHES ET OCÉANS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	244,744,674	243,585,801
Réserve pour rajustements de rémunération	409,371	
Autres frais de fonctionnement	198,206,100	197,738,119
Recherche et développement énergétiques	4,731,400	4,698,119
Défi 86	3,100,000	3,075,113
Programme d'enseignement coopératif	900,000	888,418
Gelées	36,855	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	3,500,000	3,348,225
	448,628,400	*446,637,345*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	80,738,000	80,284,571
Recherche et développement énergétiques	791,000	725,705
	81,529,000	*81,010,276*
Crédit 10—Subventions et contributions	*13,965,000*	*13,701,226*
Montants statutaires	*37,510,489*	*37,510,489*
Total du ministère	581,632,889	578,859,336
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,763,238	3,762,527
Réserve pour rajustements de rémunération	10,195	
Autres frais de fonctionnement	3,032,567	3,030,399
	6,806,000	*6,792,926*
Montants statutaires	*794,806*	*794,806*
Total du ministère	7,600,806	7,587,732
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Département		
PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	32,689,669	32,427,316
Réserve pour rajustements de rémunération	84,801	
Autres frais de fonctionnement	9,538,464	6,589,736
Défi 86	23,833	8,546
Gelées	50,000	
	42,386,767	*39,025,598*
Montants statutaires	*24,631,395*	*24,631,395*
	67,018,162	63,656,993
PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUIT		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	146,473,000	146,472,183
Autres frais de fonctionnement	70,557,540	65,502,193

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Loi pour enlever la discrimination de la Loi sur les Indiens	263,211	83,157
Défi 86	286,528	286,528
	217,580,279	*212,344,061*
Crédit 6c—Radier des comptes—		
Autres frais de fonctionnement	*14,788,999*	*14,723,142*
Crédit 10—Dépenses en capital—		
Capital	59,816,200	56,981,609
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	30,000	
	59,846,200	*56,981,609*
Crédit 15—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1,405,411,299	1,404,378,698
Loi pour enlever la discrimination de la Loi sur les Indiens	26,017,000	24,909,835
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	6,622,800	6,257,824
Défi 86	16,100	16,100
	1,438,067,199	*1,435,562,457*
Montants statutaires	*29,020,463*	*24,672,553*
	1,759,303,140	1,744,283,822
PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,078,814	33,894,568
Réserve pour rajustements de rémunération	60,186	
Autres frais de fonctionnement	53,073,942	49,027,566
Défi 86	379,186	367,576
Convention définitive Inuvialuit	585,700	307,289
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,081,000	
	86,096,828	*83,596,999*
Crédit 21c—Radier des comptes—		
Autres frais de fonctionnement	*462,655*	*461,825*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	*22,290,000*	*20,927,396*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	37,315,765	35,709,252
Convention définitive Inuvialuit	2,748,700	1,889,764
	40,064,465	*37,599,016*
Montants statutaires	*7,216,148*	*6,281,610*
	156,130,096	148,866,846
PROGRAMME DE PAIEMENTS DE TRANSFERT AUX GOUVERNEMENTS TERRITORIAUX		
Crédit 35—Paiements de transfert au gouvernement du Yukon—		
Subventions et contributions	*155,407,667*	*155,407,666*
Crédit 40—Paiements de transfert au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—		
Subventions et contributions	*469,416,333*	*469,416,333*
	624,824,000	624,823,999
PROGRAMME DES REVENDICATIONS DES AUTOCHTONES		
Crédit 45—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,987,000	2,970,248
Autres frais de fonctionnement	1,584,844	1,064,200
	4,571,844	*4,034,448*
Crédit 50—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	55,831,441	54,048,232
Convention définitive Inuvialuit	1,678,000	1,422,305
	57,509,441	*55,470,537*
Montants statutaires	*4,386,863*	*4,386,863*
	66,468,148	63,891,848
Total du ministère	2,673,743,546	2,645,523,508

JUSTICE

Département

	Affectations	Dépenses
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	61,093,721	60,481,162
Réserve pour rajustements de rémunération	31,749	
Autres frais de fonctionnement	25,321,771	22,216,462
Révision et consolidation des statuts	1,996,000	957,037
Défi 86	166,435	160,886
Programme d'enseignement coopératif	14,550	13,725
Gelées	26,855	
	88,651,081	*83,829,272*
Crédit 5—Subventions et contributions	*90,109,650*	*84,771,959*
Montants statutaires	*8,709,648*	*8,709,648*
Sous-total—Département	187,470,379	177,310,879

Commission canadienne des droits de la personne

	Affectations	Dépenses
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,656,412	6,447,408
Réserve pour rajustements de rémunération	15,588	
Autres frais de fonctionnement	2,711,000	2,072,363
	9,383,000	*8,519,771*
Montant statutaire	*977,302*	*977,302*
	10,360,302	9,497,073

Commissaire à la magistrature fédérale

	Affectations	Dépenses
Crédit 15—Dépenses de fontionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,107,439	1,104,634
Autres frais de fonctionnement	1,793,561	1,728,058
Gelées	41,001	
	2,942,001	*2,832,692*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 20—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	114,500	114,077
Autres frais de fonctionnement	221,500	218,701
	336,000	*332,778*
Montants statutaires	*109,130,652*	*109,130,652*
	112,408,653	112,296,122
Cour fédérale du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,007,790	5,929,984
Réserve pour rajustements de rémunération	4,210	
Autres frais de fonctionnement	3,558,000	3,036,699
	9,570,000	*8,966,683*
Montant statutaire	*916,000*	*916,000*
	10,486,000	9,882,683
Commission de réforme du droit du Canada		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,602,848	1,536,821
Réserve pour rajustements de rémunération	6,152	
Autres frais de fonctionnement	2,826,000	2,459,449
Gelées	139,000	
	4,574,000	*3,996,270*
Montant statutaire	*249,000*	*249,000*
	4,823,000	4,245,270
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,438,730	2,427,851
Autres frais de fonctionnement	831,000	831,001
	3,269,730	*3,258,852*
Montant statutaire	*355,000*	*355,000*
	3,624,730	3,613,852
Cour suprême du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,402,442	2,402,348
Autres frais de fonctionnement	2,666,479	2,609,037
	5,068,921	*5,011,385*
Montants statutaires	*2,130,292*	*2,130,292*
	7,199,213	7,141,677
Cour canadienne de l'impôt		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,922,710	1,899,718
Réserve pour rajustements de rémunération	1,290	
Autres frais de fonctionnement	1,481,000	1,272,389

	Affectations	Dépenses
	$	$
Programme d'emplois d'été pour étudiants	8,000	7,756
Gelées	30,000	
	3,443,000	*3,179,863*
Montant statutaire	*252,000*	*252,000*
	3,695,000	3,431,863
Total du ministère	340,067,277	327,419,419
TRAVAIL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,163,786	34,254,306
Réserve pour rajustements de rémunération	62,835	
Autres frais de fonctionnement	16,157,030	14,885,756
Défi 86	287,849	
	50,671,500	*49,140,062*
Crédit 5—Subventions et contributions	*10,578,000*	*10,564,318*
Montants statutaires	*132,575,374*	*132,575,374*
Sous-total—Département	193,824,874	192,279,754
Conseil canadien des relations du travail		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,043,739	4,048,792
Réserve pour rajustements de rémunération	35,261	
Autres frais de fonctionnement	1,424,000	1,454,173
	5,503,000	*5,502,965*
Montant statutaire	*633,000*	*633,000*
	6,136,000	6,135,965
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,722,645	5,705,916
Autres frais de fonctionnement	2,141,000	2,071,608
Gelées	200,000	
	8,063,645	7,777,524
Total du ministère	208,024,519	206,193,243
DÉFENSE NATIONALE		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES DE DÉFENSE		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements des civils	1,080,633,133	1,080,633,133
Traitements des militaires	2,828,069,275	2,828,069,275
Autres frais de fonctionnement	2,649,096,692	2,657,368,987
Gelées (dépassement année financière 1985-86)	11,603,685	
Défi 86	18,021,952	18,021,952
Programme d'enseignement coopératif	2,287,720	2,287,720
Gelées	31,512,314	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	300,437,830	300,437,830
	6,320,786,941	*6,285,943,237*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Gelées (Dépassement année financière 1985-86)	12,022,121	
Capital	2,585,887,215	2,598,431,805
Recherche et développement énergétiques	390,327	390,327
Gelées	63,887,148	
	2,662,186,811	*2,598,822,132*
Crédit 10—Subventions et contributions	181,763,887	181,763,887
Gelées	1,050,986	
	182,814,873	*181,763,887*
Montants statutaires	*806,806,027*	*806,806,027*
	9,972,594,652	9,873,335,283
PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE		
Crédit 15—Construction de défense (1951) Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	13,200,000	13,200,000
Gelées	3,370,000	
	16,570,000	13,200,000
Total du ministère	9,939,164,652	9,886,535,283
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Département		
PROGRAMME DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	29,550,232	29,424,095
Réserve pour rajustements de rémunération	78,238	
Autres frais de fonctionnement	13,933,531	13,547,844
Bénéficiaires de l'aide sociale	200,000	17,852
Moins: recettes à valoir sur le crédit	1,524,000	1,524,000
	42,238,001	*41,465,791*
Montants statutaires	*4,832,098*	*4,832,098*
	47,070,099	46,297,889
PROGRAMME DES SERVICES ET DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ		
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,100,000	11,075,318
Autres frais de fonctionnement	10,311,464	10,179,938
Défi 86	32,300	32,297
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	217,700	214,926
	21,661,464	*21,502,479*
Crédit 10—Subventions et contributions	*35,238,000*	*34,787,123*
Montants statutaires	*6,622,397,806*	*6,622,397,806*
	6,679,297,270	6,678,687,408
PROGRAMME DES SERVICES SOCIAUX		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,610,179	9,448,937

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	15,822	
Autres frais de fonctionnement	3,931,001	3,578,482
	13,557,002	*13,027,419*
Crédit 20—Subventions et contributions	*115,800,002*	*108,295,799*
Montants statutaires	*4,002,903,358*	*4,002,903,358*
	4,132,260,362	4,124,226,576
PROGRAMME DES SERVICES MÉDICAUX		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	115,124,200	115,069,060
Autres frais de fonctionnement	199,576,800	199,490,242
Subventions et contributions	95,942,145	94,458,479
Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba	175,000	140,265
Défi 86	171,802	171,802
Mise en œuvre de la Loi C31	9,300,000	9,155,000
Gelées	36,855	
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	94,400	94,400
	420,421,202	*418,579,248*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Capital	*28,412,000*	*28,820,636*
Montant statutaire	*15,839,000*	*15,839,000*
	464,672,202	463,238,884
PROGRAMME DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ		
Crédit 35—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	72,038,246	71,995,500
Autres frais de fonctionnement	30,772,001	31,539,252
Recherche et développement énergétiques	817,000	817,000
Défi 86	15,334	15,334
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	840,000	838,353
	104,482,581	*105,205,439*
Crédit 40—Dépenses en capital—		
Capital	*19,631,000*	*19,412,499*
Montants statutaires	*10,811,495*	*10,811,495*
	134,925,076	135,429,433
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DU REVENU		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	85,667,047	84,558,755
Réserve pour rajustements de rémunération	24,631	
Autres frais de fonctionnement	28,694,651	28,594,651
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	187,036	187,036
Moins: recettes à valoir sur le crédit	55,878,365	55,878,365
	58,695,000	*57,462,077*
Montants statutaires	*15,990,886,055*	*15,990,886,055*
	16,049,581,055	16,048,348,132

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,618,000	4,615,481
Autres frais de fonctionnement	5,316,426	5,315,744
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	51,574	51,574
	9,986,000	*9,982,799*
Crédit 55—Contributions	*58,310,000*	*58,164,366*
Montant statutaire	*727,000*	*727,000*
	69,023,000	68,874,165

PROGRAMME DES XV^es JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 60—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	583,000	582,958
Réserve pour rajustements de rémunération	4,000	
Autres frais de fonctionnement	1,730,000	1,503,557
	2,317,000	*2,086,515*
Crédit 65—Dépenses en capital—		
Capital	*19,892,000*	*19,553,355*
Crédit 70—Contributions	*25,462,000*	*25,461,999*
Montant statutaire	*91,000*	*91,000*
	47,762,000	47,192,869
Sous-total—Département	27,624,591,064	27,612,295,356

Conseil de recherches médicales

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 75—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,991,000	1,988,234
Autres frais de fonctionnement	1,641,000	1,635,332
Programme d'emplois d'été pour étudiants	12,000	12,880
	3,644,000	*3,636,446*
Crédit 80—Subventions	*163,989,001*	*163,989,989*
Montant statutaire	*307,000*	*307,000*
	167,940,001	167,933,435
Total du ministère	27,792,531,065	27,780,228,791

REVENU NATIONAL

Douanes et Accise

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	332,370,256	332,298,950
Autres frais de fonctionnement	59,064,744	59,055,229
Défi 86	250,000	250,000
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	4,436,000	4,435,347
	396,121,000	*396,039,526*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	15,378,000	12,696,916
Gelées	4,500,000	
	19,878,000	*12,696,916*
Montants statutaires	*50,322,098*	*50,322,098*
	466,321,098	459,058,540

Impôt

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	627,316,687	619,178,201
Réserve pour rajustements de rémunération	817,573	
Autres frais de fonctionnement	133,239,000	130,713,266
Défi 86	450,000	444,141
Programme d'emplois d'été pour étudiants	330,000	315,684
Gelées	3,143,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	90,694,000	88,775,109
	674,602,260	*661,876,183*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	*21,400,000*	*20,854,253*
Montants statutaires	*94,303,503*	*94,303,503*
	790,305,763	777,033,939
Total du ministère	1,256,626,861	1,236,092,479

PARLEMENT

Sénat

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,490,123	11,273,294
Autres frais de fonctionnement	5,709,877	5,909,596
	17,200,000	*17,182,890*
Montants statutaires	*11,658,972*	*11,658,972*
	28,858,972	28,841,862

Chambre des communes

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	115,896,000	108,339,501
Autres frais de fonctionnement	1,601,000	1,505,692
	117,497,000	*109,845,193*
Montants statutaires	*53,540,565*	*53,540,565*
	171,037,565	163,385,758

Bibliothèque du Parlement

	Affectations $	Dépenses $
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,446,000	8,279,142
Autres frais de fonctionnement	2,128,000	2,254,053
	10,574,000	*10,533,195*
Montant statutaire	*1,257,000*	*1,257,000*
	11,831,000	11,790,195
Total du ministère	211,727,537	204,017,815

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
CONSEIL PRIVÉ		
Département		
PROGRAMME DU CONSEIL PRIVÉ		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	24,520,187	24,456,669
Réserve pour rajustements de rémunération	187,320	
Autres frais de fonctionnement	19,127,793	17,212,951
Défi 86	12,100	12,100
	43,847,400	*41,681,720*
Montants statutaires	*4,028,690*	*4,028,690*
Sous-total—Département	47,876,090	45,710,410
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	896,791	862,678
Réserve pour rajustements de rémunération	3,209	
Autres frais de fonctionnement	2,190,000	2,047,034
	3,090,000	*2,909,712*
Montant statutaire	*140,000*	*140,000*
	3,230,000	3,049,712
Directeur général des élections		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,784,717	1,774,386
Réserve pour rajustements de rémunération	3,283	
Autres frais de fonctionnement	232,000	211,039
	2,020,000	*1,985,425*
Montants statutaires	*7,642,327*	*7,642,327*
	9,662,327	9,627,752
Commissaire aux langues officielles		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,897,000	5,896,810
Autres frais de fonctionnement	3,310,000	3,309,664
Défi 86	5,900	5,423
Gelées	145,000	
	9,357,900	*9,211,897*
Montant statutaire	*881,000*	*881,000*
	10,238,900	10,092,897
Conseil économique du Canada		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,764,905	5,760,480
Réserve pour rajustements de rémunération	11,795	
Autres frais de fonctionnement	2,145,000	2,079,421
Programme d'enseignement coopératif	43,300	43,259
Gelées	110,000	
	8,075,000	*7,883,160*
Montant statutaire	*888,000*	*888,000*
	8,963,000	8,771,160

	Affectations	Dépenses
	$	$
Commission des relations de travail dans la Fonction publique		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,479,827	5,833,753
Réserve pour rajustements de rémunération	29,173	
Autres frais de fonctionnement	2,129,000	1,707,326
Gelées	93,000	
	8,731,000	*7,541,079*
Montant statutaire	*1,011,000*	*1,011,000*
	9,742,000	8,552,079
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	502,685	496,661
Autres frais de fonctionnement	664,315	663,155
Gelées	17,000	
	1,184,000	*1,159,816*
Montant statutaire	*71,000*	*71,000*
	1,255,000	1,230,816
Total du ministère	90,967,317	87,034,826
TRAVAUX PUBLICS		
Département		
PROGRAMME DES SERVICES		
Crédit 1—Paiements au fonds renouvelable des Travaux publics—		
Autres frais de fonctionnement	154,244,444	154,117,476
Défi 86	109,519	109,519
	154,353,963	*154,226,995*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	12,253,000	11,133,139
Gelées	3,188,097	
	15,441,097	*11,133,139*
Montants statutaires	*204,235,695*	*(22,774,663)*
	374,030,755	142,585,471
PROGRAMME DU LOGEMENT		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,560,146	5,240,978
Réserve pour rajustements de rémunération	17,854	
Autres frais de fonctionnement	652,600,000	644,728,515
Défi 86	5,981	5,981
Gelées	10,072,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	175,287,000	194,351,746
	492,968,981	*455,623,728*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	110,696,001	94,903,929
Gelées	10,245,000	
	120,941,001	*94,903,929*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 20—Paiements à la Société de construction des musées du Canada, Inc.—		
Subventions et contributions	*80,310,000*	*66,000,096*
Montants statutaires	*2,979,627*	*2,979,627*
	697,199,609	619,507,380
PROGRAMME DE SOUTIEN À LA GESTION IMMOBILIÈRE FÉDÉRALE		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,393,432	823,104
Réserve pour rajustements de rémunération	3,568	
Autres frais de fonctionnement	59,090,000	56,001,778
Recherche et développement énergétiques	1,633,000	1,633,000
	62,120,000	*58,457,882*
Crédit 30—Paiements à la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	7,148,552	6,823,052
Gelées	34,448	
	7,183,000	*6,823,052*
Crédit 35—Paiements à la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*4,951,000*	*4,951,000*
Crédit 40—Paiements à la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*3,277,000*	*3,277,000*
Crédit 45—Paiements à la Harbourfront Corporation—		
Autres frais de fonctionnement	*954,000*	*954,000*
Montants statutaires	*247,913,485*	*247,913,485*
	326,398,485	322,376,419
PROGRAMME DU TRANSPORT MARITIME ET DES TRAVAUX CONNEXES DE GÉNIE		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	260,000	174,701
Autres frais de fonctionnement	6,737,000	5,811,028
	6,997,000	*5,985,729*
Crédit 51c—Radier des prêts—		
Autres frais de fonctionnement	*19,311,904*	*19,311,904*
Montants statutaires	*221,000*	*221,000*
	26,529,904	25,518,633
PROGRAMME DE LA VOIRIE ET DES AUTRES TRAVAUX DE GÉNIE		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	164,000	147,771
Autres frais de fonctionnement	24,542,000	24,264,120
Gelées	1,000,000	
	25,706,000	*24,411,891*
Crédit 60—Dépenses en capital—		
Capital	18,566,000	17,326,793
Gelées	1,000,000	
	19,566,000	*17,326,793*
Montant statutaire	*25,000*	*25,000*
	45,297,000	41,763,684
Sous-total—Département	1,469,455,753	1,151,751,587
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
Marché hypothécaire	85,026,000	77,943,108
Logement social	1,446,912,000	1,347,525,883
Aide au logement	33,670,000	28,613,016
Recherche et développement énergétiques	405,000	184,199
Défi 86	20,500	19,761
Gelées	19,170,000	
Moins: propriétés immobilières et services à des tiers	1,283,000	
	1,583,920,500	1,454,285,967
Commission de la Capitale nationale		
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	31,186,977	31,186,977
Réserve pour rajustements de rémunération	59,598	
Autres frais de fonctionnement	17,013,425	16,763,425
Défi 86	95,500	95,500
	48,355,500	*48,045,902*
Crédit 70—Dépenses en capital—		
Capital	5,649,000	3,681,000
Gelées	25,000,000	
	30,649,000	*3,681,000*
Crédit 75—Subventions et contributions	*10,718,000*	*10,718,000*
	89,722,500	62,444,902
Total du ministère	3,143,098,753	2,668,482,456
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	121,757,788	121,682,232
Réserve pour rajustements de rémunération	563,682	
Autres frais de fonctionnement	105,864,360	100,374,387
Défi 86	646,936	596,079
Gelées	250,000	
	229,082,766	*222,652,698*
Crédit 2a—Ententes—Société financière Canadair—Dettes garanties—		
Autres frais de fonctionnement		
Crédit 5—Commission du textile et du vêtement—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	833,000	782,002
Autres frais de fonctionnement	505,000	269,468
	1,338,000	*1,051,470*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	798,972,146	878,782,237
Gelées	36,855	
	799,009,001	*878,782,237*
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*478,000*	*478,000*
Crédit 20—Paiements à Canadair Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*10,292,000*	*2,295,984*
Montants statutaires	*60,108,178*	*60,108,178*
Sous-total—Département	1,100,307,946	1,165,368,567
Société de développement du Cap-Breton		
Crédit 35—Paiements du déficit d'exploitation des mines en 1986-87—		
Autres frais de fonctionnement	*18,064,000*	*17,685,203*
Crédit 40—Paiements pour les dépenses en capital—		
Capital	135,597,000	135,597,000
Gelées	3,500,000	
	139,097,000	*135,597,000*
Crédit 45—Paiements aux fins des articles 22 et 23—		
Subventions et contributions	10,600,000	10,600,000
Gelées	400,000	
	11,000,000	*10,600,000*
	168,161,000	163,882,203
Banque fédérale de développement		
Crédit 50—Paiements à la Banque fédérale de développement—		
Autres frais de fonctionnement	26,626,000	26,584,330
Défi 86	266,525	266,525
Gelées	1,100,000	
	27,992,525	*26,850,855*
Montant statutaire	*97,400,000*	*28,000,000*
	125,392,525	54,850,855
Investissement Canada		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,565,686	5,430,053
Réserve pour rajustements de rémunération	16,314	
Autres frais de fonctionnement	3,022,345	2,764,517
Défi 86	18,100	17,990
	8,622,445	*8,212,560*
Montant statutaire	*865,842*	*865,842*
	9,488,287	9,078,402
Total du ministère	1,403,349,758	1,393,180,027
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Département d'État		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	6,961,960	6,840,786

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	65,510	
Autres frais de fonctionnement	4,786,530	4,694,187
	11,814,000	*11,534,973*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	7,480,000	3,898,706
Gelées	1,314,001	
	8,794,001	*3,898,706*
Montants statutaires	*972,098*	*972,098*
Sous-total—Département d'État	21,580,099	16,405,777
Conseil national de recherches du Canada		
PROGRAMME DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELLES		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	146,296,163	146,281,279
Autres frais de fonctionnement	92,506,912	92,391,779
Recherche et développement énergétiques	101,000	101,000
Programme d'emplois d'été pour étudiants	1,428,000	1,426,736
Moins: recettes à valoir sur le crédit	23,553,332	23,553,332
	216,778,743	*216,647,462*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	68,040,000	67,979,908
Moins: recettes à valoir sur le crédit	677,000	677,000
	67,363,000	*67,302,908*
Crédit 20—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	107,556,000	104,499,498
Recherche et développement énergétiques	3,362,000	3,337,378
	110,918,000	*107,836,876*
Montant statutaire	*21,072,000*	*21,072,000*
	416,131,743	412,859,246
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	5,040,000	4,946,480
Autres frais de fonctionnement	6,397,000	6,007,613
	11,437,000	*10,954,093*
Crédit 30—Subventions	*308,068,500*	*308,064,623*
Montant statutaire	*773,000*	*773,000*
	320,278,500	319,791,716
Conseil des sciences du Canada		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,515,000	1,514,580
Autres frais de fonctionnement	886,000	885,749
Défi 86	3,600	3,179
	2,404,600	*2,403,508*
Montant statutaire	*222,000*	*222,000*
	2,626,600	2,625,508
Total du ministère	760,616,942	751,682,247

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	109,575,654	108,814,345
Réserve pour rajustements de rémunération	116,075	
Autres frais de fonctionnement	60,287,230	58,180,673
Défi 86	213,157	196,205
Publicité dans les médias ethniques	3,400,000	3,024,057
Programme d'enseignement coopératif	10,384	10,384
	173,602,500	*170,225,664*
Crédit 5—Subventions et contributions	*373,241,000*	*372,801,327*
Montants statutaires	*2,601,655,512*	*2,601,655,512*
Sous-total—Département	3,148,499,012	3,144,682,503
Conseil consultatif de la situation de la femme		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	2,507,000	2,506,620
Commission de la Fonction publique		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	92,059,945	88,064,462
Réserve pour rajustements de rémunération	564,377	
Autres frais de fonctionnement	24,392,478	23,025,039
Défi 86	130,000	127,064
Programme d'enseignement coopératif	130,000	129,225
Gelées	1,100,000	
	118,376,800	*111,345,790*
Montants statutaires	*22,638,495*	*13,503,014*
	141,015,295	124,848,804
Conseil de recherches en sciences humaines		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	3,355,830	3,353,974
Réserve pour rajustements de rémunération	30,170	
Autres frais de fonctionnement	1,602,001	1,525,125
Gelées	110,000	
	5,098,001	*4,879,099*
Crédit 25—Subventions	*64,424,000*	*64,423,999*
Montant statutaire	*542,000*	*542,000*
	70,064,001	69,845,098
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,513,451	1,501,143
Réserve pour rajustements de rémunération	1,309	
Autres frais de fonctionnement	955,000	736,379

	Affectations	Dépenses
	$	$
Défi 86	3,600	3,600
Gelées	63,240	
	2,536,600	*2,241,122*
Montant statutaire	*233,000*	*233,000*
	2,769,600	2,474,122
Total du ministère	3,364,854,908	3,344,357,147
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	13,650,000	13,638,005
Autres frais de fonctionnement	9,770,241	9,132,526
Défi 86	355,041	335,656
Gelées	563,000	
	24,338,282	*23,106,187*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	152,751,002	115,301,517
Gelées	10,512,000	
	163,263,002	*115,301,517*
Montants statutaires	*2,005,976*	*2,005,976*
Sous-total—Département	189,607,260	140,413,680
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Autres frais de fonctionnement	126,465,000	126,043,276
Défi 86	8,800	8,800
Logement	6,204,000	6,204,000
Gelées	175,000	
	132,852,800	132,256,076
Service correctionnel		
Crédit 15—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	394,708,691	394,060,964
Réserve pour rajustements de rémunération	234,132	
Autres frais de fonctionnement	213,497,062	203,385,552
Défi 86	425,894	419,460
Gelées	4,000,000	
	612,865,779	*597,865,976*
Crédit 20—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital—		
Capital	68,718,000	67,430,393
Capital délégué	34,904,000	34,168,467
Gelées	5,450,000	
	109,072,000	*101,598,860*
Montants statutaires	*59,618,402*	*59,618,402*
	781,556,181	759,083,238
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	11,884,040	11,758,639
Autres frais de fonctionnement	2,398,000	2,368,284

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Défi 86	50,144	50,144
Gelées	225,000	
	14,557,184	*14,177,067*
Montant statutaire	*1,748,000*	*1,748,000*
	16,305,184	15,925,067
Gendarmerie royale du Canada		
PROGRAMME D'APPLICATION DE LA LOI		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	772,919,675	786,558,885
Réserve pour rajustements de rémunération	78,325	
Autres frais de fonctionnement	249,413,000	260,890,706
Défi 86 (militaires)	1,200,000	1,196,878
Défi 86 (civils)	75,159	57,599
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	494,800	494,800
Programme d'emplois d'été pour étudiants non axés sur la carrière	505,200	505,177
Gelées	10,600,000	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	406,103,000	457,291,534
	629,183,159	*592,412,511*
Crédit 35—Dépenses en capital—		
Capital	93,179,000	92,646,926
Gelées	3,500,000	
	96,679,000	*92,646,926*
Montants statutaires	*149,558,867*	*149,558,867*
	875,421,026	834,618,304
Total du ministère	1,995,742,451	1,882,296,365
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	192,552,618	192,519,929
Réserve pour rajustements de rémunération	290,209	
Autres frais de fonctionnement	158,091,105	162,519,835
Défi 86	50,900	50,900
Moins: recettes à valoir sur le crédit	129,973,000	135,370,914
	221,011,832	*219,719,750*
Crédit 5—Dépenses de fonctionnement comprenant sousmissions spontanées—		
Soumissions spontanées	17,000,000	16,990,344
Programme de connaissance publique	1,694,500	1,688,187
Autres frais de fonctionnement	10,578,000	9,785,443
	29,272,500	*28,463,974*
Montants statutaires	*547,757,827*	*305,025,148*
Sous-total—Département	798,042,159	553,208,872
Statistique Canada		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	155,627,982	155,433,642
Réserve pour rajustements de rémunération	131,316	
Autres frais de fonctionnement	58,278,000	59,925,431
Recensement	82,791,702	81,741,702

	Affectations	Dépenses
	$	$
Défi 86	63,954	63,206
Programme d'emplois d'été axés sur la carrière	1,301,000	1,299,393
Moins: recettes à valoir sur le crédit	20,929,000	22,659,262
	277,264,954	*275,804,112*
Montant statutaire	*25,023,000*	*25,023,000*
	302,287,954	300,827,112
Total du ministère	1,100,330,113	854,035,984
TRANSPORTS		
Département		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	758,004,170	750,745,397
Réserve pour rajustements de rémunération	2,600,743	
Autres frais de fonctionnement	460,541,231	455,682,080
Recherche et développement énergétiques	5,442,000	3,579,914
Défi 86	101,900	101,900
Gelées	36,856	
Moins: recettes à valoir sur le crédit	484,245,000	476,563,752
	742,481,900	*733,545,539*
Crédit 2c—Fonds renouvelable des magasins—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	580,442,009	580,420,124
Gelées	111,501,004	
	691,943,013	*580,420,124*
Crédit 10—Subventions et contributions	*279,002,119*	*260,646,965*
Crédit 15—Paiements à la Corporation Place du Havre Canada—		
Autres frais de fonctionnement	13,464,000	13,464,000
Défi 86	158,133	158,133
	13,622,133	*13,622,133*
Crédit 20—Paiement à la Compagnie de navigation Canarctic Limitée—		
Autres frais de fonctionnement	*4,777,000*	*4,777,000*
Crédit 25—Paiement à la Société Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée—		
Autres frais de fonctionnement	*4,009,000*	*3,853,000*
Crédit 26c—Paiements à l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent—		
Autres frais de fonctionnement	*13,200,000*	*13,200,000*
Crédit 30—Paiement à la Société canadienne des ports—		
Réfection des installations portuaires	11,718,000	10,404,630
Remorqueur Churchill	2,600,000	2,587,926
	14,318,000	*12,992,556*
Crédit 31c—Garantir des prêts—Ridley Terminals Inc.—		
Autres frais de fonctionnement	*1*	
Crédit 35—Paiement à la Commission du port de Hamilton—		
Autres frais de fonctionnement	*1,160,000*	*1,160,000*

Dépenses budgétaires par affectation—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 36c—Paiement à l'Administration de pilotage de l'Atlantique— Autres frais de fonctionnement	*725,000*	*459,735*
Crédit 38c—Paiement à l'Administration de pilotage des Laurentides— Autres frais de fonctionnement	*1,550,000*	*1,281,912*
Crédit 40—Paiements à Marine Atlantique S.C.C.— Autres frais de fonctionnement	*179,806,000*	*179,797,289*
Crédit 42c—Rembourser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada— Autres frais de fonctionnement	*823,000*	*812,544*
Crédit 45—Paiements à VIA Rail Canada Inc.— Autres frais de fonctionnement	*526,700,000*	*535,767,607*
Montants statutaires	*264,453,843*	*93,221,979*
Sous-total—Département	2,738,571,010	2,435,558,383
Bureau canadien de la sécurité aérienne		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	9,082,597	8,942,023
Réserve pour rajustements de rémunération	21,403	
Autres frais de fonctionnement	5,238,000	5,054,600
	14,342,000	*13,996,623*
Montant statutaire	*1,397,000*	*1,397,000*
	15,739,000	15,393,623
Commission canadienne des transports		
Crédit 55—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	31,357,863	30,816,853
Réserve pour rajustements de rémunération	87,818	
Autres frais de fonctionnement	7,581,000	6,967,114
Défi 86	201,900	187,785
Programme d'enseignement coopératif	64,500	59,632
Gelées	4,000	
	39,297,081	*38,031,384*
Crédit 60—Subventions et contributions	27,347,000	27,291,089
Gelées	957,000	
	28,304,000	*27,291,089*
Montants statutaires	*818,023,402*	*818,023,402*
	885,624,483	883,345,875
Tribunal de l'aviation civile		
Crédit 63a—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	300,000	303,383
Autres frais de fonctionnement	500,000	351,123
	800,000	654,506
Administrateur de l'Office du transport du grain		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,354,046	1,124,402
Réserve pour rajustements de rémunération	6,954	
Autres frais de fonctionnement	1,583,000	768,163
Subventions et contributions	3,000,000	1,053,499
Gelées	5,600,000	
	11,544,000	*2,946,064*
Montant statutaire	*208,000*	*208,000*
	11,752,000	3,154,064
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 70—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	313,492	311,545
Réserve pour rajustements de rémunération	12,508	
Autres frais de fonctionnement	262,000	52,297
Gelées	12,000	
	600,000	*363,842*
Montant statutaire	*45,000*	*45,000*
	645,000	408,842
Total du ministère	3,653,131,493	3,338,515,293

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

	Affectations	Dépenses
PROGRAMME RELATIF À L'ADMINISTRATION CENTRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	34,537,470	34,534,890
Autres frais de fonctionnement	19,772,358	19,771,681
Programme d'enseignement coopératif	86,172	86,172
Gelées	964,000	
	55,360,000	*54,392,743*
Montants statutaires	*5,485,103*	*5,485,103*
	60,845,103	59,877,846
PROGRAMME DES ÉVENTUALITÉS DU GOUVERNEMENT ET PROGRAMMES FINANCÉS PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE		
Crédit 5—Éventualités du gouvernement— Gelées	152,431,803	
PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS DE L'EMPLOYEUR AUX RÉGIMES D'ASSURANCE		
Crédit 15—Assurance de la Fonction publique—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	290,637,000	255,790,886
Moins: recettes à valoir sur le crédit	31,408,000	31,481,093
	259,229,000	*224,309,793*
Montants statutaires	*8,450,481*	*8,450,481*
	267,679,481	232,760,274
PROGRAMME D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,965,473	2,560,938

Dépenses budgétaires par affectation—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Réserve pour rajustements de rémunération	42,527	
Autres frais de fonctionnement	58,000	15,283
Moins: recettes à valoir sur le crédit	2,589,000	2,099,727
	477,000	*476,494*
Montant statutaire	*447,000*	*447,000*
	924,000	923,494
Sous-total—Secrétariat	481,880,387	293,561,614
Contrôleur général		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	8,283,900	8,277,245
Autres frais de fonctionnement	3,412,100	3,374,648
Gelées	185,000	
	11,881,000	*11,651,893*
Montant statutaire	*1,268,000*	*1,268,000*
	13,149,000	12,919,893
Privatisation et affaires réglementaires		
Crédit 21a—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	2,722,000	2,136,073
Autres frais de fonctionnement	6,676,000	2,653,891
Gelées	500,000	
	9,898,000	4,789,964
Total du ministère	504,927,387	311,271,471
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Département		
PROGRAMME DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	104,150,443	103,066,751
Réserve pour rajustements de rémunération	54,027	
Autres frais de fonctionnement	43,458,159	41,852,680
Achat de services de santé	148,037,000	144,279,234
Défi 86	557,800	554,306
Gelées	2,197,858	
	298,455,287	*289,752,971*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	494,422,000	487,135,787
Gelées	8,600,000	
	503,022,000	*487,135,787*
Montants statutaires	*16,331,382*	*16,331,382*
	817,808,669	793,220,140

	Affectations	Dépenses
	$	$
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,314,222	1,313,805
Réserve pour rajustements de rémunération	5,778	
Autres frais de fonctionnement	163,000	113,358
Gelées	3,000	
	1,486,000	*1,427,163*
Montant statutaire	*203,000*	*203,000*
	1,689,000	1,630,163
PROGRAMME DU CONSEIL DE RÉVISION DES PENSIONS		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	1,353,397	1,316,863
Réserve pour rajustements de rémunération	8,603	
Autres frais de fonctionnement	161,500	117,810
Défi 86	10,500	10,136
Gelées	10,000	
	1,544,000	*1,444,809*
Montant statutaire	*206,000*	*206,000*
	1,750,000	1,650,809
PROGRAMME DE LA COMMISSION CANADIENNE DES PENSIONS		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	12,953,944	12,721,328
Réserve pour rajustements de rémunération	23,056	
Autres frais de fonctionnement	4,177,649	3,492,932
Défi 86	41,100	40,935
Gelées	84,125	
	17,279,874	*16,255,195*
Crédit 25—Subventions et contributions	*775,933,001*	*768,170,771*
Montant statutaire	*1,969,000*	*1,969,000*
	795,181,875	786,394,966
PROGRAMME DU BUREAU DE SERVICES JURIDIQUES DES PENSIONS		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Traitements, salaires et autres frais touchant le personnel	4,815,156	4,753,061
Réserve pour rajustements de rémunération	844	
Autres frais de fonctionnement	412,000	381,709
Gelées	5,000	
	5,233,000	*5,134,770*
Montant statutaire	*715,000*	*715,000*
	5,948,000	5,849,770
Total du ministère	1,622,377,544	1,588,745,848

Commissions

Renseignements généraux par commission

L'état suivant a pour but de présenter des renseignements généraux pour toutes les commissions faisant partie du gouvernement du Canada à titre d'entité comptable, ainsi que pour toutes les commissions financées au moins à 50% par le gouvernement du Canada. Les montants en *italique* représentent les estimés des dépenses de l'exercice en cours et les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours.

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
COMMUNICATIONS					
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	*180,000*[1] 167,400[1]	*240,000* 235,901	*20,523,362* 20,458,573	*5,391,072* 5,126,354	*26,334,434* 25,988,228
Le Conseil a été institué en vertu de la partie I de la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, chap. 49, 1975. Il est constitué d'au plus neuf membres à temps plein et dix membres à temps partiel assignés par le gouverneur en conseil. Son mandat est d'encourager la mise en œuvre de la politique de radiodiffusion nationale à travers la réglementation et la supervision du système de radiodiffusion canadienne; et de fixer les taux et autres aspects des services offerts dans le domaine des télécommunications sujets à la juridiction fédérale. Le Conseil est permanent.					
Musées nationaux du Canada					
Conseil d'administration	*98,325* 89,728	*75,000* 67,765			*173,325* 157,493
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la Loi sur les Musées nationaux (1967-68, c. 21, s. 1). Son mandat est d'agir en tant qu'autorité dirigeante et légale pour la Corporation des Musées nationaux et de voir à ce que les fonctions de la Corporation telles que décrites à la Section 5 de la Loi sur les Musées nationaux soient respectées. Terme indéterminé.					
Office national du film	*15,000* 14,055	*50,000* 31,842	*14,000* 13,653	*27,000* 45,804	*106,000* 105,354
Le Conseil d'administration a été établi en vertu de la partie IV de la Loi sur l'Office national du film, 1950, constitué d'un président et de huit autres membres assignés par le gouverneur en conseil. Le Conseil est permanent.					
CONSOMMATION ET CORPORATIONS					
Commission sur les pratiques restrictives du commerce[2]	277,697	722	828,708	254,592	1,361,719
La Commission a été établie par une Loi, afin de modifier la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel le 4 juillet 1952. L'objectif de la Commission est de maintenir la concurrence libre dans l'économie du marché canadien et éliminer certaines pratiques visant à limiter le commerce. La Commission est en processus de dissolution.					
EMPLOI ET IMMIGRATION					
Commission d'appel de l'immigration	*3,322,004* 2,585,101	*416,000* 367,750	*2,977,301* 2,914,204	*1,741,695* 1,497,068	*8,457,000* 7,364,123
La Commission d'appel de l'immigration est un corps juridique indépendant établi par la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, proclamée le 13 novembre 1967.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Cette Loi fut annulée le 10 avril 1978 quand la Loi d'immigration de 1976 entra en vigueur. La Commission continue à agir en vertu de cette Loi et y dérive sa juridiction. L'objectif de la Commission est de mettre à la disposition des personnes qui se sont vues refuser l'entrée ou qui ont reçu l'ordre de quitter le Canada, ou à la famille de citoyens canadiens à qui la demande d'entrer au pays fut rejetée par les autorités d'Emploi et Immigration Canada, un organisme indépendant auprès duquel lesdites personnes peuvent en appeler de telles décisions, en invoquant des motifs juridiques et équitables. En plus, la Commission a le pouvoir de considérer toutes les demandes de réexamen des revendications du statut de réfugié qui ont été refusées par le Ministre de l'Emploi et de l'Immigration.					
Commission d'enquête sur l'Assurance-chômage	*221,250* 212,000	*95,625* 62,549	*421,000* 500,184	*1,642,125* 1,691,617	*2,380,000* 2,466,350
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-2162 du 4 juillet 1985. Son mandat était de faire enquête sur le rôle du Programme d'assurance-chômage dans le contexte d'un système de sécurité sociale canadien dans le but de promouvoir le marché du travail au Canada, supporter de façon plus efficace le développement de l'économie canadienne, contrôler les finances du Programme et rechercher de nouvelles et meilleures opportunités pour les Canadiens à la recherche d'emploi, spécifiquement ceux vivant une période d'arrêt de travail temporaire. La Commission a terminé son mandat le 30 novembre 1986 tel que spécifié par le décret CP 1986-2256.					
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES					
Commission de contrôle de l'énergie atomique[2]	118,496	27,791		90	146,377
La Commission a été instituée en vertu de la partie III de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, A-19, 1946. Son mandat est de contrôler l'énergie atomique dans l'intérêt de la santé et de la sécurité nationale.					
Commission de la frontière internationale	*65,450* 64,450	*5,855* 5,855			*71,305* 71,305
La Commission a été établie conformément au Traité de Washington du 11 avril 1908 et du 24 février 1925. Ses pouvoirs sont définis dans la Loi sur la Commission de la frontière internationale, SRC 1970, c. I-19. Son mandat est de maintenir de façon efficace une ligne de démarcation des eaux et des terres entre le Canada et les États-Unis, et de réglementer la construction entre les frontières. La Commission est une organisation permanente.					
Office national de l'énergie	*1,000,000*[3] 843,988[3]	*70,000* 56,246	*18,126,000*[3] 17,715,859[3]	*4,610,000* 3,981,142	*23,806,000* 22,597,235
L'Office national de l'énergie a été établi selon la partie I de la Loi sur l'Office national de l'énergie, c. N-6, 1974. Ses objectifs sont: a) s'assurer que les meilleurs intérêts du Canada sont exploités dans la construction et l'opération des conduites d'huile et de gaz et des lignes de pouvoir sujettes à la juridiction fédérale, l'exportation et l'importation de la gazoline, l'exportation du pouvoir électrique et dans l'exportation et l'importation de l'huile; b) s'assurer également de la construction et de l'opération sécuritaires des lignes de pouvoir et des pipelines sujets à la juridiction fédérale; c) gérer le contrôle, la supervision, la conservation, l'utilité, le marketing et le développement de l'énergie et des sources énergétiques.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
ENVIRONNEMENT					
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada	*58,000*	*50,000*	*38,842*	*20,887*	*167,729*
	63,500	48,729	38,842	15,716	166,787
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement					*500,000*
	9,340	18,310			27,650
Conseil consultatif canadien de l'environnement					*206,300*
	56,500	69,648			126,148
PÊCHES ET OCÉANS					
Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège					
Commission du phoque à fourrure du Pacifique					

Commission des lieux et des monuments historiques du Canada : La Commission a été instituée en vertu de la section 6 de la Loi sur les lieux et monuments historiques par l'Ordre du Conseil CP 1969-2/1876 du 1er octobre 1969. La Commission des lieux et des monuments historiques du Canada est une commission statutaire nommée par le gouverneur en conseil afin d'aviser le Ministre de l'Environnement sur la commémoration de notre histoire nationale. Terme indéterminé.

Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement : Le mandat du Conseil est de promouvoir la recherche en évaluation de l'impact environnemental. Les nominations, effectuées par le Président exécutif, sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées.

Conseil consultatif canadien de l'environnement : Le Conseil consultatif canadien de l'environnement a été établi en 1972 dans le but de promouvoir entente et communication parmi les divers groupes d'intérêts de la société ainsi qu'entre ces dits groupes et le Ministre de l'Environnement. Son mandat principal est de conseiller le Ministre de l'Environnement en fonction de ces objectifs. Les nominations sont généralement pour une durée de trois ans, sujettes à une cessation avant échéance par l'une ou l'autre des parties, et peuvent être renouvelées ou prolongées.

Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège : La Commission a été instituée en vertu de l'article 3 d'un traité entre le Gouvernement du Canada et celui de la Norvège sur la chasse au phoque et la conservation des approvisionnements dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, signé à Ottawa le 15 juillet 1971 et entré en vigueur le 22 décembre 1971. La Commission a été établie afin d'administrer l'entente et de soumettre des propositions aux parties concernées, sur la chasse au phoque, la conservation des approvisionnements, les quotas nationaux, les dates d'ouverture et de fermeture, les méthodes humaines de chasse, l'inspection et les procédures de contrôle. La Commission a une durée de vie indéterminée.

Commission du phoque à fourrure du Pacifique : La Commission a été instituée en vertu d'une Convention sur la conservation du phoque à fourrure du Nord en 1957 d'après la Loi de convention sur le phoque à fourrure du Pacifique de 1957, c. 31, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-33. Son mandat est de s'assurer que les populations de phoques à fourrure se maintiennent à un

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
certain niveau en prévision de la récolte (chasse) annuelle en respectant leur relation envers la productivité de d'autres ressources maritimes vivaces et de coordonner les investigations scientifiques afin d'assurer la réalisation de cet objectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission du saumon du Pacifique[4]	*105,000* 104,150	*50,000* 49,792			*155,000* 153,942
La Commission a été instituée en vertu de la Loi de convention des pêches du saumon du Pacifique de 1957, c. 11, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-19, s. 1 et un décret de 1986. La Convention offre l'unique opportunité de résoudre les problèmes d'interception des provisions, de réduire la suractivité de la pêche des provisions exploitées internationalement et d'ouvrir des voies pour un surcroît de production du saumon à travers le développement, la conservation des provisions et la reconstruction. La Convention crée un nouveau cadre institutionnel de façon à coordonner la gestion, le développement et la recherche sur le saumon entre le Canada et les États-Unis. La Convention établit des limites spécifiques concernant l'interception des pêches, engage les deux pays dans des activités de recherche accrues, engage un processus de négociations pour mettre en œuvre ses propres objectifs et crée un système indépendant d'arbitrage pour trancher les différends techniques. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches des Grands Lacs	*2,000* 1,650	*9,000* 3,181			*11,000* 4,831
La Commission a été instituée en 1955 en vertu de la Loi sur la convention des pêches des Grands Lacs de 1955, c. 34, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC 1970, c. F-15. Son mandat est de diriger des investigations sur la pêche dans les Grands Lacs, d'installer des panneaux lumineux dans les zones appropriées pour le contrôle de la lamproie. La Commission est composée de sections canadiennes et américaines, chacune composée de quatre commissaires assignés par leur gouvernement respectif. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord	*7,500* 7,000	*10,500* 10,270			*18,000* 17,270
La Commission a été instituée en vertu de la Convention internationale pour les pêches en haute mer dans le nord de l'Océan Pacifique. Loi sur la convention des pêches du Pacifique Nord, 1952-53, c. 44, s. 1 maintenant SRC 1970, c. F-16. Son mandat est de mener à bien les provisions de la Convention internationale des pêches en haute mer dans le Pacifique Nord; vérifier les intérêts des pêcheries afin qu'ils soient maintenus à un niveau maximum de productivité; promouvoir et coordonner les études scientifiques essentielles à la conservation des mesures requises et de recommander ces mesures aux partis concernés. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale du flétan du Pacifique					
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la convention de la pêche au flétan du Pacifique Nord de 1952-53, c. 43, s. 1 amendée et consolidée dans les SRC					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
1970, c. F-17. Son mandat est de mener des enquêtes scientifiques et de faire des recommandations aux gouvernements sur les mesures réglementaires requises pour une gestion appropriée des ressources du flétan dans le nord de l'Océan Pacifique. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique					
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pêcheries, ss. 34, 69 et une Convention adhérant au Canada devenue effective en 1968. Son mandat est de faire l'étude des populations de thon et des espèces semblables dans l'Océan Atlantique et les océans adjacents et de faire des recommandations aux parties concernées sur les mesures requises afin de maintenir la population de ces pêcheries à un niveau optimum de bonne prise. Le présent Conseil est formé de membres provenant du Canada, de la France, de la Côte d'Ivoire, du Japon, du Maroc, du Portugal, de l'Espagne et des États-Unis. Chacune des parties concernées est représentée par ces commissaires sans plus. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque	*23,000* 21,402	*5,000* 4,755		*447,000* 442,183	*475,000* 468,340
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes afin de faire l'investigation et des recommandations sur tous les aspects de la gestion des ressources de phoque et de la chasse au phoque au Canada et spécialement sur la viabilité économique de l'industrie de la fourrure. Le rapport final a été remis au gouverneur en conseil au mois de septembre 1986.					
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans	*145,000* 154,722	*198,000* 16,156		*14,000* 13,684	*357,000* 184,562
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans. Son mandat est de conseiller le Ministre sur les cas s'y référant tels: la recherche sur les pêcheries et la science de la mer, y compris les progrès technologiques faits dans ces domaines; la portée et la convenance des politiques et des programmes scientifiques du ministère des Pêches et des Océans relatifs aux pouvoirs et fonctions de ce ministère ainsi que des politiques scientifiques et des obligations internationales du gouvernement du Canada; et la coordination des programmes de recherches et de développement dans les domaines des recherches sur les pêcheries et des sciences de la mer. Le Conseil est permanent.					
Conseil international de l'exploration de la mer					
La Commission a été instituée en vertu du décret CP 2967-1696. Son mandat est d'encourager et de coordonner les études en milieu marin et en particulier sur les ressources de vie de la mer dans l'Atlantique Nord. Le Conseil n'a pas de pouvoir réglementaire mais il peut émettre ses avis scientifiques aux demandes qui lui parviennent de membres du gouvernement, de groupes ou de commissions internationales. La Commission a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Office des prix des produits de la pêche	*70,000* 65,650	*6,500* 6,322	*75,000* 70,588	*4,000* 3,275	*155,500* 145,835
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur l'Office des prix des produits de la pêche SRC 1970, c. F-23. Son mandat est de prescrire en temps voulu avec l'approbation du gouverneur en conseil les prix auxquels la Commission peut acheter des produits de la pêche; de faire l'achat directement ou indirectement de produits de la pêche; et de débourser de façon directe ou indirecte la différence entre le prix du marché et celui de la Commission aux producteurs. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique	*1,000* 900	*2,800* 2,047			*3,800* 2,947
La Commission a été instituée en vertu d'une Convention adhérant au Canada devenue effective le 1er janvier 1979 et de règlements faits en vertu de la Loi sur les pêcheries. Son mandat est de promouvoir la conservation et l'utilisation maximale des ressources de la pêche dans le Nord-Ouest de l'Atlantique et d'encourager la coopération internationale et la consultation à l'égard de ces ressources. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord	*5,500* 5,250	*16,000* 15,230			*21,500* 20,480
La Commission a été instituée en vertu de la Convention sur la conservation du saumon dans le nord-ouest de l'Océan Atlantique, le 1er octobre 1983, ratifiée par le décret CP 1983-2893. Son mandat est de promouvoir la conservation, la restauration, l'accroissement et la gestion rationnelle d'approvisionnements de saumons dans le nord de l'Océan Atlantique par l'entremise de la coopération internationale. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries		*5,000* 4,672			*5,000* 4,672
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les corporations du Canada de 1964-65, c. 52, s. 2 et de lettres patentes (152950) provenant du Secrétariat d'État en juillet 1957. Son mandat est d'administrer les pensions et autres politiques de bénéfices pour les employés et leurs dépendants des Commissions internationales des pêcheries établies et soutenues par le Canada et les États-Unis. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN					
Commission sur les Indiens de l'Ontario	*47,867* 46,666	*32,000* 32,000	*151,589* 152,789	*132,557* 132,558	*364,013* 364,013
Établie par l'union fédérale-provinciale de l'Ordre du Conseil et résolution de tous les Chefs de l'Ontario en 1978. Ordre du Conseil fédéral en cours CP 1986-4/767 du 1er avril 1985 au 31 mars 1989. Son mandat est d'assister les gouvernements fédéral et ontarien et les représentants de la communauté indienne afin de développer un gouvernement indien autonome et de résoudre les litiges de la vie commune normalement de nature juridic-					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
tionnelle. Les montants correspondants ne représentent pas la totalité des coûts, la Commission étant subventionnée à la fois par le gouvernement fédéral (⅔) et provincial (⅓).					
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest	*100,000* 97,965	*30,000* 27,174			*130,000* 125,139
L'Office a été institué en vertu de la Section 7 de la Loi sur les eaux intérieures du Nord, 1969-70, c. 66 et consiste en non moins de trois et au plus neuf membres désignés par le Ministre. Son mandat est de préconiser la conservation, le développement et l'utilisation des ressources en eau des Territoires du Nord-Ouest dans le but d'obtenir l'optimum de bénéfice pour tous les Canadiens et en particulier les résidents des Territoires du Nord-Ouest. Le Conseil est permanent.					
Office des eaux du Territoire du Yukon	*67,520* 66,391	*13,700* 6,281		*3,000* 592	*84,220* 73,264
Le mandat de l'Office des eaux du Territoire du Yukon est de fournir des services professionnels. L'Office des eaux est chargé de réglementer l'utilisation des eaux du Territoire du Yukon en vertu de la Loi sur les eaux intérieures du Nord de 1970. Chacun des membres de l'Office est désigné par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour un terme s'échelonnant sur trois années. L'Office sera en fonction tant que la Loi sur les eaux intérieures du Nord sera en vigueur.					
Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes	*1,100* 1,025	*1,700* 1,534			*2,800* 2,559
Le Programme a été établi en vertu de l'autorisation du Conseil du Trésor Minute #801402. Son mandat est de conseiller le ministre ou son représentant sur la meilleure utilisation possible des fonds et d'assister celui-ci lors de la révision et des recommandations des projets relatifs au Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes. Terme: du 26 mars 1986 au 31 mars 1988.					
JUSTICE					
Commissaire à la magistrature fédérale					
Commission sur le traitement et les avantages des juges, 1986	*30,750* 16,930	*14,475* 14,023		*12,150* 3,760	*57,375* 34,713
La Commission a été instituée en vertu de la Section 19.3 de la Loi sur les juges. Son mandat était d'enquêter sur la conformité des traitements et autres montants payables en vertu de la Loi sur les juges ainsi que sur la convenance des allocations des juges en général. Un rapport de la Commission devait être soumis au plus tard six mois après la date de nomination des commisssaires.					
Commission canadienne des droits de la personne	*274,800* 244,083	*55,000* 40,615	*131,209* 144,288	*25,750* 14,534	*486,759* 443,520

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
La Commission a été instituée en vertu de la Loi canadienne des droits de la personne. Son mandat est de recevoir et d'enquêter toutes plaintes de discrimination, d'obtenir une résolution ou une réclamation là où il y a discrimination et de réduire les pratiques et politiques discriminatoires au moyen de programmes d'information, d'éducation du public et de recherches. La Commission a une durée de vie indéterminée.					
Commission canadienne sur la détermination de la peine.......	*80,052* 117,024	*65,700* 87,924	*147,423* 165,649	*351,825* 345,054	*645,000* 715,651
La Commission canadienne sur la détermination de la peine a été établie le 10 mai 1984 en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes du Canada. La Commission a pour mandat d'examiner les aspects suivants de la détermination de la peine, soit les peines maximales et les peines minimales obligatoires prescrites par le Code criminel et les lois connexes; les différentes méthodes d'aborder l'élaboration des lignes directrices en matière de détermination de la peine compte tenu du contexte canadien; le rapport qui devrait exister entre ces lignes directrices et le pouvoir discrétionnaire des instances de la poursuite, les négociations portant sur les chefs d'accusation et les plaidoyers de même que la libération conditionnelle et la réduction de la peine prévue par la loi et enfin les systèmes d'information nécessaires à l'application et la mise à jour des lignes directrices. La Commission avait un mandat de deux ans et devait remettre son rapport final en mai 1986. Son mandat a toutefois été prolongé jusqu'au 25 mars 1987.					
Commission de réforme du droit du Canada..........................	*333,200* 306,758	*90,000* 75,781	*1,524,800* 1,479,063	*2,875,000* 2,383,668	*4,823,000* 4,245,270
La Commision a été instituée en vertu de la Loi sur la Commission de réforme du droit du Canada. Son mandat est de faire l'étude et la révision des lois du Canada dans le but d'émettre des recommandations afin de les améliorer, de les moderniser et de les rectifier. La Commission est permamente.					
TRAVAIL					
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs..........................	*42,800* 32,750	*19,200* 14,688	*300,000* 296,936	*139,000* 100,252	*501,000* 444,626
L'Office a été institué en vertu de la Loi sur les prestations d'adaptation aux travailleurs. Son mandat est de déterminer si les particuliers sont éligibles à réclamer d'Emploi et Immigration Canada des prestations en vertu de la Loi. La date finale pour les applications désignées nationales sous la Loi était le 17 août 1986 et celles désignées régionales (7 communautés seulement) la date finale était le 12 février 1987. Bien que le programme soit maintenant terminé, le conseil se rencontre régulièrement pour régler les cas de congédiement qui cadrent avec les dates du programme alors qu'aucune date finale n'a été approuvée.					
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL					
Comité consultatif du régime de pensions du Canada[2].........	11,062	24,793		7,116	42,971

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Le Comité a été institué en vertu de la partie III, section 117, de la Loi sur le Régime de pensions du Canada (Ordre du Conseil CP 1965-799 du 5 mai 1965). Son mandat est de réviser le fonctionnement de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, la condition du Fonds d'investissement du Régime de pensions du Canada et la suffisance de la couverture et des avantages du régime. Le Comité a une durée de vie indéterminée.					
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur(2)	2,700	17,132	7,978	3,136	30,946
Le Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur a été créé en 1961 en vertu de la Loi sur la santé et le sport amateur, SRC 1970, c. F-25. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives à la santé et au sport amateur. Les comités formés de membres sont créés lorsqu'une étude particulière concernant le gouvernement fédéral se fait sentir. La Loi identifie le Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social comme étant le ministre responsable. Celui-ci, cependant, a désigné le Ministre d'État de la santé et du sport amateur comme ayant une responsabilité opérationnelle. Le Conseil se rapporte donc à lui. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil consultatif national du troisième âge(2)	11,500	18,289	160,104	133,961	323,854
Le Conseil a été institué en vertu de l'Ordre du Conseil CP 1980-1195 du 1er mai 1980 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est d'assister et de conseiller le ministre sur les questions relatives à la qualité de vie du troisième âge. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
Conseil national du bien-être social(2)	16,750	33,452	140,824	128,867	319,893
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi sur l'organisation du gouvernement de 1969 en tant que corps consultatif des citoyens au Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Son mandat est de conseiller le ministre sur les questions relatives aux politiques de bien-être social. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.					
CONSEIL PRIVÉ					
Commission d'enquête sur les criminels de guerre			*380,000* 461,950	*1,550,300* 1,369,925	*1,930,300* 1,831,875
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-348 du 7 février 1985. Le rapport final a été déposé par le Commissaire le 30 décembre 1986.					
Commission d'enquête sur certaines opérations bancaires		807	*72,500* 83,423	*674,500*(5) 515,110	*747,000* 599,340
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1985-2932 du 29 septembre 1985. Le rapport final a été déposé le 20 octobre 1986.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission d'enquête concernant certaines questions liées à la bande indienne de Westbank	57,375	4,165	*44,600* 37,842	*600,400*[5] 474,599	*645,000* 573,981
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1986-1816 du 12 août 1986. Le rapport final doit être déposé au cours de l'exercice 1987-88.					
Commission d'enquête sur les faits reliés à des allégations de conflits d'intérêts concernant l'honorable Sinclair M. Stevens			*267,000* 252,474	*2,718,000* 1,879,566	*2,985,000* 2,132,040
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1986-1139 du 15 mai 1986. Le rapport final doit être déposé au cours de l'exercice 1987-88.					
Commission royale d'enquête sur l'union économique canadienne et les perspectives de développement[2]			31,467	26,422	57,889
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-3581 du 5 novembre 1982.					
Commission royale sur le désastre marin «Ocean Ranger»[2]				2,084	2,084
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes faisant suite au décret CP 1982-819 du 17 mars 1982.					
Commission des relations de travail dans la Fonction publique	*1,302,000* 849,203	*228,000* 147,086	*6,421,000* 6,071,100	*1,791,000* 1,484,690	*9,742,000* 8,552,079
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique de 1966-67. Son mandat est de fournir un cadre à l'intérieur duquel les divers droits et responsabilités des membres de la convention collective de la Fonction publique doivent être exercés et d'informer les participants sur les taux du salaire et autres conditions d'emploi au Canada.					
Conseil économique du Canada		70,631	*5,820,000* 5,803,740	*2,255,000* 2,008,790	*8,075,000* 7,883,161
Le Conseil a été institué en 1963 par la Loi sur le Conseil économique du Canada en plus d'être une société de la Couronne en vertu de l'annexe B de la Loi sur l'administration financière. L'objectif du Conseil est d'aviser et de recommander au Premier Ministre par quel moyen le Canada peut parvenir au plus haut niveau possible dans le domaine de l'emploi et de la production par lesquels le pays pourrait jouir d'un niveau économique élevé et compatible pour que les Canadiens puissent vivre une hausse de qualité de vie appréciable.					
Directeur général des élections					
Commissions sur les limites électorales	*191,913* 191,913		*1,187,200* 1,187,200	*2,725,918* 2,725,918	*4,105,031* 4,105,031

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Les Commissions en vertu de la Loi sur le réajustement des limites électorales ont été instituées suite au décret CP 1982-1536 du 20 mai 1982. Les frais pour les membres et autres membres du personnel ont été établis suite au décret CP 1982-837 du 18 mars 1982 et suite au procès-verbal nº 782567 du Conseil du Trésor du 19 avril 1982. Onze commissions ont été nommées et un président et deux membres ont été attitrés pour chaque commission.					
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE					
Commission du textile et du vêtement	*30,000* 27,581	*35,000* 32,530			*65,000* 60,111
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi du Parlement nº 19-20 Elizabeth II chapitre 39. Son mandat est d'enquêter sur les plaintes de l'industrie en rapport à l'importation. Le Conseil poursuivra ses fonctions indéfiniment.					
SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Conseil des sciences du Canada		*120,000* 105,054		*3,500* 3,500	*123,500* 108,554
Le Conseil des sciences du Canada a été institué en vertu de la Loi sur le Conseil des sciences du Canada, 1966-67, c. 19, s. 1. Son mandat est d'évaluer les exigences scientifiques et technologiques du Canada, de stimuler l'intérêt du public sur ces exigences et l'interdépendance de certains groupes de la société sur le développement et l'utilisation de la science et de la technologie et recommander au gouvernement la meilleure utilisation possible de la science et de la technologie. Le Conseil des sciences du Canada est permanent.					
SECRÉTARIAT D'ÉTAT					
Conseil consultatif canadien de la situation de la femme	*262,800* 257,281	*153,900* 107,009			*416,700* 364,290
Le Conseil consultatif canadien de la situation de la femme a été institué en 1973 en tant qu'organisme indépendant consolidé par le gouvernement. Le Conseil a reçu un statut légal par arrêté ministériel PC 1976-781. Son mandat est de rapporter au gouvernement fédéral et au public toutes matières d'intérêt et d'importance sur la femme; et de conseiller le Ministre au sujet de questions relatives au statut de la femme pour que le Ministre puisse référer aux considérations du Conseil ou pour que le Conseil en juge à propos. Le Conseil est permanent.					
SOLLICITEUR GÉNÉRAL					
Commission nationale des libérations conditionnelles(2)	3,005,022	483,702			3,488,724(7)
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. Son mandat est d'accorder et de contrôler la libération conditionnelle de personnes subissant une sentence d'emprisonnement et d'émettre des recommandations sur les grâces et l'exercice de la prérogative royale de clémence. La Commission est permanente.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Suite*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
TRANSPORTS					
Bureau canadien de la sécurité aérienne	*470,494* 546,029	*80,000* 101,897	*78,428* 96,407	*70,500* 42,483	*699,422* 786,816
Le Conseil a été institué en vertu de la Loi canadienne sur la sécurité aérienne. Son mandat est de faire progresser la sécurité aérienne en: i) identifiant les déficiences sécuritaires ainsi évitées par les incidents aériens; ii) menant des enquêtes indépendantes et, si nécessaire, des enquêtes publiques sur les incidents aériens pour en découvrir les facteurs et les causes; et iii) rendant compte publiquement sur ses investigations et enquêtes et faisant des recommandations pour éliminer ou réduire les déficiences. Le Conseil est permanent.					
Commission canadienne des transports					*885,624,483* 883,345,875
La Commission a été instituée en vertu de la partie I de la Loi sur le transport national, 1966-67, c. 69, s. 2, constituée d'au plus dix-sept membres assignés par le gouverneur en conseil.					
Commission d'enquête sur l'accident ferroviaire de Hinton		*6,726* 6,726		*990,871* 990,871	*997,597* 997,597
La Commission a été établie en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes. Son mandat est de faire enquête sur la collision survenue entre le train numéro 4 de VIA Rail Canada Inc et le train numéro 413 des Chemins de fer nationaux du Canada dans la subdivision de Edson, dans la province de l'Alberta, le 8 février 1986. Le terme de la Commission: du 12 février 1986 au 28 février 1987.					
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS					
Bureau de services juridiques des pensions	*73,400* 72,987	16,581	*4,742,600* 4,680,073	*1,132,000* 1,080,129	*5,948,000* 5,849,770
Le Bureau a été institué en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de fournir un service de consultation aux requérants et retraités avec le respect qui leur est dû concernant la Loi ou tout autre loi octroyant l'attribution d'allocations; d'assister les requérants dans la préparation de leurs demandes et de prendre les dispositions nécessaires pour que les requérants et retraités soient représentés par le service juridique des pensions lors d'auditions de témoignages tenues en vertu de la Loi. Le Bureau a une durée de vie indéterminée.					
Commission canadienne des pensions	*1,719,704* 1,720,686	*467,000* 430,658	*11,257,296* 11,000,641	*5,804,874* 5,072,210	*19,248,874* 18,224,195
La Commission a été instituée en vertu de la Loi sur les pensions. Son mandat est de juger les réclamations d'indemnisation pour cause de décès ou d'invalidité survenu au cours du service militaire et autre service. La Commission a une durée de vie indéterminée.					

Commissions—*Suite*

Renseignements généraux par commission—*Fin*

	Membres				
	Salaires	Indemnités de déplacement et de subsistance*	Autres salaires	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission des allocations aux anciens combattants	*486,528* 443,235	*12,000* 11,026	*833,472* 873,628	*357,000* 302,274	*1,689,000* 1,630,163
Conseil de révision des pensions	*724,388* 720,843	*10,000* 8,775	*637,612* 596,020	*378,000* 325,171	*1,750,000* 1,650,809

Le cadre statutaire dans lequel la Commission puise ses fonctions provient de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, les règlements concernant les allocations aux anciens combattants, la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Ces lois et règlements décrivent les termes et conditions d'éligibilité aux bénéfices selon la loi. L'objectif du programme est de s'assurer que les anciens combattants et leurs dépendants perçoivent à juste titre leurs droits en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants et la partie XI de la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils. Terme: la Commission des allocations aux anciens combattants est un organisme indéterminé institué en vertu de la Loi en 1936.

Le Conseil de révision des pensions a été institué en vertu de la Loi sur les pensions. Le Conseil détient la juridiction finale en vertu de la Loi sur les pensions et son mandat englobe les jugements en appel contre les décisions des conseils d'évaluation ou d'admissibilité de la Commission canadienne des pensions, ainsi que l'interprétation de la Loi sur les pensions et les statuts s'y référant. Le Conseil a une durée de vie indéterminée.

* Pour les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours, voir l'état intitulé—«Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance».
(1) N'inclut pas les salaires des membres à temps plein. Une note relative au décret des Ordres du Conseil stipule que «le salaire spécifique de toute personne nommée à la cédule est confidentiel».
(2) Montants estimés non disponibles.
(3) N'inclut pas de crédits statutaires.
(4) La Commission du saumon du Pacifique remplace la Commission internationale des pêches du saumon du Pacifique laquelle fut dissoute par un décret de 1976. Elle cessa d'être en vigueur le 15 août 1986.
(5) Comprend les indemnités de déplacement et de subsistance.
(6) Comprend les salaires et les indemnités de déplacement et de subsistance des membres.
(7) Les coûts ci-dessus n'incluent pas les coûts de membre du Conseil de communauté régionale. Ceux-ci sont inclus comme services professionnels.

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance

L'état suivant présente des renseignements détaillés pour chaque membre de commissions. Le statut par membre et l'autorité fixant le taux de déplacement et de subsistance sont codés comme suit:

Statut	Code
Membre à temps plein faisant partie de la Fonction publique	1
Membre à temps plein ne faisant pas partie de la Fonction publique	2
Membre à temps partiel faisant partie de la Fonction publique	3
Membre à temps partiel ne faisant pas partie de la Fonction publique	4

Autorité fixant le taux	Code
Gouverneur en conseil	A
Statut(s) de la Commission	B
Règlement(s) interne(s) de la Commission	C

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
COMMUNICATIONS				
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
Baker R J	4	C	45/jour	20,328
Barrie M E	4	C	45/jour	14,979
Bureau A (Président)	1		dépenses encourues	30,627
Carrier N	4	C	45/jour	13,867
Coupal M	1	C	45/jour	8,772
de la Chevrotière J	4	C	45/jour	6,414
Gervais M (retiré le 20 mai 1986)	4	C	45/jour	2,764
Gower R	1	C	45/jour	13,748
Iacobaccio A (nommé le 11 juin 1986)	4	C	45/jour	7,147
Lawrence J (Vice-président)	1	C	45/jour	9,930
McRae P	1	C	45/jour	7,034
Merchant S	4	C	45/jour	20,673
Mongeau J P	1	C	45/jour	8,102
Patrick S C	4	C	45/jour	10,358
Raines M (retiré le 20 mai 1986)	4	C	45/jour	1,799
Robson J R	1	C	45/jour	15,962
Sherman L R	1	C	45/jour	14,218
Therrien R (Vice-président)	1	C	45/jour	10,333
Warren P	4	C	45/jour	18,846
				235,901(1)
Musées nationaux du Canada				
Conseil d'administration				
Alway R	4	C	dépenses encourues	6,020
Campbell G	4	C	dépenses encourues	5,013
Cyr L	4	C	dépenses encourues	10,078
Goldfarb G	4	C	dépenses encourues	5,995
Hould C	4	C	dépenses encourues	3,772
Nantel B (Vice-président)	4	C	dépenses encourues	3,361
Pageau Y	4	C	dépenses encourues	2,838
Pelletier G (Président)	4	C	dépenses encourues	4,445
Pincombe C	4	C	dépenses encourues	2,634
Spivak M	4	C	dépenses encourues	9,454
Tovell R	4	C	dépenses encourues	7,445
Tremblay R	4	C	dépenses encourues	6,710
				67,765
Office national du film				
Barabash E	4	C	dépenses encourues	5,406
Dorion M	4	C	dépenses encourues	851
Leger M	4	C	dépenses encourues	8,473
Manchevsky N	3	C	dépenses encourues	1,843
Shain M	4	C	dépenses encourues	4,635
Sirois J (Vice-président)	4	C	dépenses encourues	9,016
Watson P	4	C	dépenses encourues	1,618
				31,842
CONSOMMATION ET CORPORATIONS				
Commission sur les pratiques restrictives du commerce				
Holden R B	1	A	dépenses encourues	603
Roseman F	1	A	dépenses encourues	

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Stoner O G	1	A	dépenses encourues	
Wilson L R	1	A	dépenses encourues	119
				722
EMPLOI ET IMMIGRATION				
Commission d'appel de l'immigration				
Ahara R	1	B	dépenses encourues	5,853
Anderson D	1	B	dépenses encourues	15,449
Ange D	1	B	dépenses encourues	6,023
Ariemma P A	1	B	dépenses encourues	5,289
Arkin K (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	5,448
Arpin H M	1	B	dépenses encourues	20,299
Arsenault P	1	B	dépenses encourues	3,679
Bell S	1	B	dépenses encourues	8,078
Benedetti U B	1	B	dépenses encourues	4,699
Blumer J S (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	4,302
Brown E A	1	B	dépenses encourues	1,999
Busque P A	1	B	dépenses encourues	979
Cardinal J P	1	B	dépenses encourues	3,010
Chambers E M (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	8,454
Chu I	1	B	dépenses encourues	2,332
Davey D (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	4,225
Davey P	1	B	dépenses encourues	11,589
DeMorais C A N	1	B	dépenses encourues	3,276
Doré M	1	B	dépenses encourues	2,400
Durand M	1	B	dépenses encourues	5,800
Eglington G C	1	B	dépenses encourues	19,749
Falardeau-Ramsay M (Président)	1	B	dépenses encourues	23,709
Fatsis V	1	B	dépenses encourues	5,586
Gillanders J	1	B	dépenses encourues	8,751
Glogowski F (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	3,270
Goodspeed L J G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	16,037
Hlady W M	1	B	dépenses encourues	
Houle J P	1	B	dépenses encourues	
Howard B A T	1	B	dépenses encourues	7,088
Jew T V	1	B	dépenses encourues	2,917
Julien R	1	B	dépenses encourues	2,152
Lefebvre C	1	B	dépenses encourues	7,597
Loiselle G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	4,378
MacLeod J E	1	B	dépenses encourues	5,556
Mawani N N (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	5,580
Morgan G T (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	3,363
Petryshyn J S	1	B	dépenses encourues	19,233
Rayburn B J	1	B	dépenses encourues	7,418
Rotman E A	1	B	dépenses encourues	3,192
Sherman I H	1	B	dépenses encourues	2,777
Singh N	1	B	dépenses encourues	8,530
Suppa B	1	B	dépenses encourues	5,405
Teitelbaum E	1	B	dépenses encourues	9,140
Tisshaw G M	1	B	dépenses encourues	6,353
Townshend E W A (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	5,059
Tremblay E F R	1	B	dépenses encourues	7,003
Vidal G H	1	B	dépenses encourues	18,696
Warrington T D	1	B	dépenses encourues	4,540
Weisdorf J (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	8,168

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Wlodyka A Z	1	B	dépenses encourues	6,013
Wright F W	1	B	dépenses encourues	17,307
				367,750
Commission d'enquête sur l'Assurance-chômage				
Bennett R F	2	A	125/jour	4,312
Forget C E (Président)	2	A	125/jour	14,383
Morgan M O	2	A	125/jour	15,140
Munro J J	2	A	125/jour	3,247
Saucier G	2	A	125/jour	3,738
Soboda F	2	A	125/jour	21,729
				62,549(1)
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES				
Commission de contrôle de l'énergie atomique				
Farvolden R	4		dépenses encourues	2,226
Fedoruk S	4		dépenses encourues	5,424
Jennekens J (Président et rédacteur en chef)	1		dépenses encourues	19,077
Kerwin L	3			
Levesque R	4		dépenses encourues	1,064
				27,791
Commission de la frontière internationale				
McEwen Dr A C	1	A	dépenses encourues	5,855
Office national de l'énergie(2)				
Brooks R F (Vice-président)	1	A		8,483
Farmer J	1	A		4,386
Gilmour A B	1	A		7,781
Horner R B	1	A		5,353
Hunt A D (Vice-président associé)	1	A		1,371
Jenkins J R	1	A		1,654
Priddle R (Président)	1	A		18,375
Scotland W R (ancien Vice-président associé)	1	A		1,843
Senneville C	1	A		525
Stewart W G	1	A		2,271
Thur L M (Vice-président associé)	1	A		4,204
				56,246
ENVIRONNEMENT				
Commission des lieux et des monuments historiques du Canada				
Bélanger N	4	(3)	dépenses encourues	3,195
Careless J M S	4	(4)	dépenses encourues	1,527
Cowan T	2	A	dépenses encourues	4,535
Daigle J	4	(5)	dépenses encourues	2,075
Desilets A	2	A	dépenses encourues	2,550
Grover R	4	(6)	dépenses encourues	4,963
Humphries C	2	A	dépenses encourues	5,741
Jérome S	2	A	dépenses encourues	1,779
Maclean R A	2	A	dépenses encourues	2,654
O'Dea S	2	A	dépenses encourues	3,259
Rogers I L	2	A	dépenses encourues	1,347
Shaw G	2	A	dépenses encourues	3,544

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Smith D E	2	A	dépenses encourues	3,907
Storey E H	4	(7)	dépenses encourues	2,893
Symons T H B	2	A	dépenses encourues	4,760
				48,729
Conseil canadien de la recherche en évaluation de l'environnement				
Armour A	4		dépenses encourues	3,888
Baskerville G	4		dépenses encourues	
Bell R K	4		dépenses encourues	1,190
Brouzes R J P	4		dépenses encourues	1,903
Davies K S	4		dépenses encourues	329
Glazier G T	4		dépenses encourues	3,285
Hanson A J	4		dépenses encourues	1,495
Hoos R A W	4		dépenses encourues	24
Jacobs P	4		dépenses encourues	440
Marsan A	4		dépenses encourues	2,221
Patterson G	4		dépenses encourues	3,535
				18,310
Conseil consultatif canadien de l'environnement				
Beck T (Président)	4	A	dépenses encourues	25,283
Canover S (Vice-président)	4	A	dépenses encourues	6,643
Coolican M	4	A	dépenses encourues	2,070
Fryer J	4	A	dépenses encourues	1,016
Gardner Dr J A F	4	A	dépenses encourues	5,389
Giroux Me L	4	A	dépenses encourues	977
Griffin D	4	A	dépenses encourues	3,295
Hubert B A	4	A	dépenses encourues	3,904
Lepage L B	4	A	dépenses encourues	1,665
MacKay Dr D	4	A	dépenses encourues	1,444
Page R	4	A	dépenses encourues	6,493
Rowe J S (Vice-président)	4	A	dépenses encourues	11,469
				69,648
PÊCHES ET OCÉANS				
Commission de la chasse au phoque Canada-Norvège			dépenses encourues	
Commission du phoque à fourrure du Pacifique				
Bigg M	3	B	dépenses encourues	
Commission du saumon du Pacifique				
Atleo C	4	A	dépenses encourues	939
Birch E	4	A	dépenses encourues	394
Clifton H	4	A	dépenses encourues	482
Clifton R	4	A	dépenses encourues	2,436
Davis T	4	A	dépenses encourues	1,933
Douglas D	4	A	dépenses encourues	
Duncan B	4	A	dépenses encourues	653
Forand M	4	A	dépenses encourues	1,625
Forrest M	4	A	dépenses encourues	1,790
Fowler R	4	A	dépenses encourues	1,921
Gosnell J	4	A	dépenses encourues	1,700
Green L P	4	A	dépenses encourues	2,774
Griswold M	4	A	dépenses encourues	2,060
Hewlitt S	4	A	dépenses encourues	1,085
Hill J	4	A	dépenses encourues	1,711
Hunter M	4	A	dépenses encourues	1,022
Iverson L	4	A	dépenses encourues	684
Jaltema G	3	A	dépenses encourues	
Jones G	3	A	dépenses encourues	
Kendall R	4	A	dépenses encourues	1,009
Kendel R	4	A	dépenses encourues	3,181
Kremer M	3	A	dépenses encourues	

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Larson E	4	A	dépenses encourues	1,970
LeFaux-Valentine B	4	A	dépenses encourues	1,819
LeNic J J	4	A	dépenses encourues	387
Malcolm J	4	A	dépenses encourues	1,917
Matsuzaki H	4	A	dépenses encourues	1,080
Maxwell D	4	A	dépenses encourues	962
Morley R	3	A	dépenses encourues	
Nichol J	4	A	dépenses encourues	1,743
Penland F	4	A	dépenses encourues	577
Peterson W	4	A	dépenses encourues	1,777
Ronneseth A	4	A	dépenses encourues	1,596
Safarik E	4	A	dépenses encourues	
Shinners W	3	A	dépenses encourues	
Sprout P	3	A	dépenses encourues	
Steele S	3	A	dépenses encourues	
Tanaka F	4	A	dépenses encourues	1,759
Tribe G	4	A	dépenses encourues	2,231
Wick L	4	A	dépenses encourues	1,672
Williams M	4	A	dépenses encourues	1,016
Wright B	4	A	dépenses encourues	1,887
				49,792
Commission internationale des pêches des Grands Lacs				
Falkner W	3	B	dépenses encourues	
Holder A S	4	B	dépenses encourues	431
Lefebvre-Anglin A	4	B	dépenses encourues	
Regier H A	4	B	dépenses encourues	2,750
				3,181
Commission internationale des pêches du Pacifique Nord				
Florian M	4	B	dépenses encourues	600
Garcia J	4	B	dépenses encourues	2,448
Lefebvre-Anglin A	3	B	dépenses encourues	
Miller D	4	B	dépenses encourues	7,222
Morgan R	4	B	dépenses encourues	
				10,270
Commission internationale du flétan du Pacifique				
Brynjolfson S	4	B	dépenses encourues	
Jones G	4	B	dépenses encourues	
McLeod D	4	B	dépenses encourues	
Commission internationale sur la conservation du thon de l'Atlantique				
Cormier A D	3	B	dépenses encourues	
McFadden R	4	B	dépenses encourues	
Parsons L S	3	B	dépenses encourues	
Commission royale sur les phoques et les industries de la chasse au phoque				
Allen K R	3	A	dépenses encourues	323
Barsh R	3	A	dépenses encourues	
Guilland J	3	A	dépenses encourues	
Malouf A (Président)	4	A	dépenses encourues	3,203
McAllister R	3	A	dépenses encourues	1,197
Templeman W	3	A	dépenses encourues	32
				4,755
Conseil consultatif de recherches sur les pêcheries et les océans				
Antonescul J	1	B	dépenses encourues	434
Clark C W	4	B	dépenses encourues	230
Ewing G N	1	A	dépenses encourues	5,045

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Filteau G	4	B	dépenses encourues	1,047
Fournier R O	4	B	dépenses encourues	597
Gilbert J	4	B	dépenses encourues	710
Guignard R	4	B	dépenses encourues	1,174
Lebel J	4	B	dépenses encourues	2,003
Levelton C R	4	B	dépenses encourues	266
McInerney J E	4	B	dépenses encourues	407
McLaren I A	4	B	dépenses encourues	251
Munro G R	4	B	dépenses encourues	649
Recalma A P	4	B	dépenses encourues	320
Shortt C M	4	B	dépenses encourues	77
Studney A P	4	B	dépenses encourues	1,592
Vaisey-Genser M	4	B	dépenses encourues	1,354
				16,156
Conseil international de l'exploration de la mer				
Muir B S	3	A	dépenses encourues	
Parsons L S	3	A	dépenses encourues	
Office des prix des produits de la pêche				
Best T	2	B	dépenses encourues	1,322
Billard A	2	B	dépenses encourues	975
Collins H (Président)	1	B	dépenses encourues	
Cottrell B	2	B	dépenses encourues	1,218
Harding K F (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	1,432
Hyndman P (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	1,375
				6,322
Organisation des pêches du Nord-Ouest de l'Atlantique				
McCurdy E	4	B	dépenses encourues	1,550
Meyboom Dr P	3	B	dépenses encourues	
Murphy W M	4	B	dépenses encourues	497
				2,047
Organisme de conservation du saumon de l'Atlantique Nord				
Carter W A	4	A	dépenses encourues	1,740
McCurdy E	4	A	dépenses encourues	4,944
Nadeau G A	4	A	dépenses encourues	8,546
Rowat W A	3	A	dépenses encourues	
				15,230
Société de la caisse de retraite des Commissions internationales des pêcheries				
Clark H D	3	B	dépenses encourues	1,447
Martin J C	3	B	dépenses encourues	2,890
Pethick D	3	B	dépenses encourues	
Scholey W A	3	B	dépenses encourues	335
				4,672
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN				
Commission sur les Indiens de l'Ontario				
Jamieson R L	2	A	dépenses encourues	32,000
Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest				
Arden D	4	B	dépenses encourues	7,061
Billingsley D	4	B	dépenses encourues	5,901
Case W	4	B	dépenses encourues	211

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Ikpakohak F	4	B	dépenses encourues	7,076
MacLachlan L	4	B	dépenses encourues	1,892
Warner G (Président)	4	B	dépenses encourues	5,033
				27,174
Office des eaux du Territoire du Yukon				
Byram K M	4	C	dépenses encourues	121
Fekete T	4	C	dépenses encourues	378
Gordon J	4	C	dépenses encourues	186
Granger D (Président)	4	C	dépenses encourues	1,466
Jim M J	4	C	dépenses encourues	10
Pauls M	4	C	dépenses encourues	2,529
Stutter M (Vice-président)	4	C	dépenses encourues	1,591
				6,281
Programme des stratégies de mise en valeur des ressources humaines dans les communautés indiennes				
Arrowmaker A	4	B	dépenses encourues	258
Barnaby C	4	B	dépenses encourues	90
Blondin G	4	B	dépenses encourues	295
Byrne B	4	B	dépenses encourues	10
Doctor R	4	B	dépenses encourues	238
Fish F	4	B	dépenses encourues	249
Fraser P	4	B	dépenses encourues	10
Sangris J	4	B	dépenses encourues	16
Simpson H	4	B	dépenses encourues	295
Zoe J B	4	B	dépenses encourues	73
				1,534
JUSTICE				
Commissaire à la magistrature fédérale				
Commission sur le traitement et les avantages des juges, 1986				
Crawford E H	2	B	dépenses encourues	510
Guthrie H D (Président)	2	B	dépenses encourues	1,141
Rousseau J M	2	B	dépenses encourues	3,098
Sandell H (Secrétaire exécutif)	1	B	dépenses encourues	187
Woolliams E M	2	B	dépenses encourues	9,087
				14,023
Commission canadienne des droits de la personne				
Fairweather G	1	B	dépenses encourues	18,651
Cadieux R	1	B	dépenses encourues	3,360
Boissinot D	4	B	dépenses encourues	1,438
Henteleff Y	4	B	dépenses encourues	3,763
Imai G	4	B	dépenses encourues	1,989
Kambeitz G	4	B	dépenses encourues	5,232
MacDonell M	4	B	dépenses encourues	2,116
Quenneville R	4	B	dépenses encourues	2,017
Ubale B	4	B	dépenses encourues	2,049
				40,615
Commission canadienne sur la détermination de la peine				
Archambault O	2	A	125/jour	23,353
	2	A	redistribution conformément au manuel de politique administrative du Conseil du Trésor	21,678

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Bisson C	4	A	indemnité de dépenses de juges fédéraux	2,948
Chartrand A	4	A	125/jour	7,102
Doob A	4	A	125/jour	4,332
Hayes F	4	A	125/jour	4,338
Langdon E	4	A	125/jour	5,665
Pateras B	4	A	125/jour	2,478
Wong R	4	A	indemnité de dépenses de juges fédéraux	10,379
Young G	4	A	125/jour	5,651
				87,924
Commission de réforme du droit du Canada				
Frecker R	1	B	dépenses encourues	22,074
Lemelin L	1	B	dépenses encourues	2,386
Létourneau G (Vice-président)	1	B	dépenses encourues	10,163
Linden A M (Président)	2	B	dépenses encourues	36,298
Maingot J	1	B	dépenses encourues	4,860
				75,781
TRAVAIL				
Office d'aide à l'adaptation des travailleurs				
de Merlis G	4	B	dépenses encourues	
Deschamps L A (représentant l'employeur)	4	B	dépenses encourues	
Kunka G (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	
Marshall W (représentant l'employé)	4	B	dépenses encourues	6,741
Morris J (Président)	4	B	dépenses encourues	7,947
				14,688
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL				
Comité consultatif du régime de pensions du Canada				
Apsey R	2	B	dépenses encourues	457
Atkinson H	2	B	dépenses encourues	3,591
Baldwin R (Président)	2	B	dépenses encourues	592
Block W A	2	B	dépenses encourues	1,256
Harris W J	2	B	dépenses encourues	1,474
Kelly S	2	B	dépenses encourues	2,743
Le Houillier M (Vice-président)	2	B	dépenses encourues	1,133
Madsen R	2	B	dépenses encourues	1,731
Moore R	2	B	dépenses encourues	3,127
Munroe L	2	B	dépenses encourues	1,577
Prevalnig J	2	B	dépenses encourues	1,119
Romano F	2	B	dépenses encourues	770
Smith H	2	B	dépenses encourues	2,400
Thoem V	2	B	dépenses encourues	2,823
				24,793
Conseil consultatif national de la santé et du sport amateur				
Andrews A	4	B	dépenses encourues	527
Bernier S	4	B	dépenses encourues	310
Berretta G	4	B	dépenses encourues	67
Corneli F	4	B	dépenses encourues	241
Fiveash V	4	B	dépenses encourues	489
Fraser G	4	B	dépenses encourues	632
Gregoire F	4	B	dépenses encourues	748
Guy G	4	B	dépenses encourues	757
Innes G	4	B	dépenses encourues	743
Jones G	4	B	dépenses encourues	1,285
Kryczka K	4	B	dépenses encourues	67

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Lantz B	4	B	dépenses encourues	660
Marinier J	4	B	dépenses encourues	246
Mawby H	4	B	dépenses encourues	1,212
Merry J	4	B	dépenses encourues	607
Nattrass S	4	B	dépenses encourues	989
Roy D	4	B	dépenses encourues	67
Sheardown E	4	B	dépenses encourues	1,784
Steen D	4	B	dépenses encourues	439
Taylor B (Président)	4	B	dépenses encourues	2,162
Tkachuck S	4	B	dépenses encourues	1,469
Tucker W	4	B	dépenses encourues	67
Turcotte R	4	B	dépenses encourues	882
Watson T	4	B	dépenses encourues	436
Zavorsky Z	4	B	dépenses encourues	246
				17,132
Conseil consultatif national du troisième âge				
Bonin M	4	A	dépenses encourues	199
Capobianco A	4	A	dépenses encourues	500
Desai K	4	A	dépenses encourues	538
Francoeur L	4	A	dépenses encourues	25
Gagné R	4	A	dépenses encourues	189
Gold Y	4	A	dépenses encourues	4,348
Lalonde F	4	A	dépenses encourues	124
Matthews C (Président)	4	A	dépenses encourues	1,261
McKillop M	4	A	dépenses encourues	1,761
Moir P	4	A	dépenses encourues	1,816
Murphy J	4	A	dépenses encourues	666
Rich W	4	A	dépenses encourues	2,661
Ruth S	4	A	dépenses encourues	482
Scambler T	4	A	dépenses encourues	914
Smoler W	4	A	dépenses encourues	1,664
Sparks G	4	A	dépenses encourues	871
Tassé Y R	4	A	dépenses encourues	270
				18,289
Conseil national du bien-être social				
Barreiro T	4	A	dépenses encourues	946
Boudreau J M	4	A	dépenses encourues	1,542
Carr R	4	A	dépenses encourues	2,173
Cumbo R	4	A	dépenses encourues	1,68[illegible]
Di Georgio S	4	A	dépenses encourues	1,018
Fernet-Gervais S	4	A	dépenses encourues	603
Gagnon A	4	A	dépenses encourues	267
Gilchrist James G (Président)	4	A	dépenses encourues	959
Hedges V	4	A	dépenses encourues	3,858
Helmcken G	4	A	dépenses encourues	2,077
Kert J	4	A	dépenses encourues	1,390
Kruger M	4	A	dépenses encourues	2,713
Landry N	4	A	dépenses encourues	1,899
McFetridge A	4	A	dépenses encourues	5,548
McPherson M	4	A	dépenses encourues	1,892
Morin M	4	A	dépenses encourues	296
Newall G	4	A	dépenses encourues	1,676
Reid R	4	A	dépenses encourues	711
Walker J	4	A	dépenses encourues	563
White R	4	A	dépenses encourues	1,640
				33,452
CONSEIL PRIVÉ				
Commission d'enquête sur les criminels de guerre				
Deschênes J (l'Honorable)	2	A	dépenses encourues	
Commission d'enquête sur certaines opérations bancaires				
Estey W Z (l'Honorable)	2	A	dépenses encourues	807

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Commission d'enquête concernant certaines questions liées à la bande indienne de Westbank				
Hall J E	2	A	125/jour	4,165
Commission d'enquête sur les faits reliés à des allégations de conflits d'intérêts concernant l'honorable Sinclair M. Stevens				
Parker W D (l'Honorable)	2	A	dépenses encourues	
Commission royale d'enquête sur l'union économique canadienne et les perspectives de développement[8]				
Commission royale sur le désastre marin «Ocean Ranger»[8]				
Commission des relations de travail dans la Fonction publique				
Ashworth H	4	A	dépenses encourues	422
Bays R V	4	A	dépenses encourues	13
Bedard M	4	A	dépenses encourues	802
Bendel M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	12,313
Brown J H (Président)	1	A	dépenses encourues	1,165
Brown T	1	A	dépenses encourues	13,421
Cantin J M (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	21,958
Cameron D	4	A	dépenses encourues	1,425
Cunningham W B	4	A	dépenses encourues	669
D'Avignon G R (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	4,723
Deans I (Président)	1	A	dépenses encourues	4,140
Galipeault J	1	A	dépenses encourues	19,153
Gallagher C	4	A	dépenses encourues	2,729
Gilligan D	4	A	dépenses encourues	220
Gostony P M	4	A	dépenses encourues	163
Gotthill A	4	A	dépenses encourues	104
Hopper J M	4	A	dépenses encourues	2,166
Illing H R	4	A	dépenses encourues	1,448
Jessop J	4	A	dépenses encourues	69
Joyce R D	4	A	dépenses encourues	442
Korngold Wexler M I	1	A	dépenses encourues	10,714
Kwavnick D	1	A	dépenses encourues	15,731
McWilliam G R	4	A	dépenses encourues	659
Nisbet W L (Vice-président)	1	A	dépenses encourues	14,402
Oliver W H	4	A	dépenses encourues	678
Pageau F	4	A	dépenses encourues	354
Preston K W	4	A	dépenses encourues	508
Scott V E	4	A	dépenses encourues	310
Shuttleworth W D	4	A	dépenses encourues	22
Stanley J P	4	A	dépenses encourues	585
Sylvestre A	4	A	dépenses encourues	320
Teplitsky M	4	A	dépenses encourues	1,137
Young R	1	A	dépenses encourues	14,121
				147,086
Conseil économique du Canada				
Ayre M	4	B	dépenses encourues	4,802
Barter P	4	B	dépenses encourues	2,100
Beauchemin R	4	B	dépenses encourues	1,330
Bellemare D	4	B	dépenses encourues	2,041
Bennett J	4	B	dépenses encourues	731
Chernin M	4	B	dépenses encourues	2,681
Cohen D	4	B	dépenses encourues	2,102
Cornell P (Directeur)	1	B	dépenses encourues	2,136
Cornish-Kehoe M	4	B	dépenses encourues	2,549
Fortin P	4	B	dépenses encourues	3,565
Guérard Y	4	B	dépenses encourues	1,246
Hosek C	4	B	dépenses encourues	561

Commissions—*Suite*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Suite*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Johnson C	4	B	dépenses encourues	740
Kaplansky K	4	B	dépenses encourues	3,399
Key G	4	B	dépenses encourues	4,323
Koskie R	4	B	dépenses encourues	2,667
Latraverse M	4	B	dépenses encourues	1,190
Maxwell J (Président)	1	B	dépenses encourues	9,971
Nelson R	4	B	dépenses encourues	2,882
Passaris C	4	B	dépenses encourues	3,642
Pestieau C (Directeur)	1	B	dépenses encourues	132
Podovinikoff P	4	B	dépenses encourues	2,934
Ross A	4	B	dépenses encourues	3,615
Shimbashi P	4	B	dépenses encourues	3,834
Thompson S	4	B	dépenses encourues	5,057
Wilson G	4	B	dépenses encourues	401
				70,631

Directeur général des élections

Commissions sur les limites électorales

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
Barnhard G L	4	A		
Bergeron R	4	A		
Cadieux J	4	A		
Carruthers N H (Président)	1	A	dépenses encourues	
Carter G L	4	A		
Chevalier F (Président)	1	A	dépenses encourues	
Coell D R	4	A		
Courtney J C	4	A		
Cummings H H (Président)	1	A	dépenses encourues	
Dyck F S	4	A		
Elliot G F	4	A		
Hall G C (Président)	1	A	dépenses encourues	
Hughes S H S (Président)	1	A	dépenses encourues	
Kelly F B W (Président)	1	A	dépenses encourues	
Lechat R	4	A		
Leger I L (Président)	1	A	dépenses encourues	
Legerwood P D	4	A		
Monkley G L	4	A		
Montgomery L L	4	A		
Muggah A D	4	A		
Paquin L P	4	A		
Reagh E S	4	A		
Sinclair W R	4	A		
Smith J I	4	A		
Soberman D A	4	A		
Stefanson T E	4	A		
Thompson N	4	A		
Tyrwhitt-Drake M L (Président)	1	A	dépenses encourues	
Warren S R	4	A		
Whelan D F	4	A		
Willis R T	4	A		
Wimmer C C (Président)	1	A	dépenses encourues	

EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Commission du textile et du vêtement

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
Hawkins W L	4	A	dépenses encourues	7,608
St-Laurent J	4	A	dépenses encourues	7,596
Thur O (Président)	1	A	dépenses encourues	17,326
				32,530

SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Conseil des sciences du Canada

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
Arrison N L	4	B	dépenses encourues	4,167
Arseneau D F	4	B	dépenses encourues	2,581
Bachynski M P	4	B	dépenses encourues	2,064
Burt M D B	4	B	dépenses encourues	1,803

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Case W	4	B	dépenses encourues	3,301
Craig D B	4	B	dépenses encourues	4,472
Curry S J S W	4	B	dépenses encourues	261
Cutt J	4	B	dépenses encourues	8,263
Fournier R O	4	B	dépenses encourues	6,840
Garant J-P	4	B	dépenses encourues	3,552
Gilson J C	4	B	dépenses encourues	800
Kenney-Wallace G A	4	B	dépenses encourues	8,154
Leduc B M	4	B	dépenses encourues	3,392
Lock G S H	4	B	dépenses encourues	6,306
MacQuarrie I G	4	B	dépenses encourues	4,868
Nasser K W	4	B	dépenses encourues	3,330
Reil W H	4	B	dépenses encourues	1,944
Scriver C	4	B	dépenses encourues	1,394
Sheinin R	4	B	dépenses encourues	1,648
Simek S	4	B	dépenses encourues	4,203
Smith S L (Président)	1	B	dépenses encourues	16,519
Szonyi A J	4	B	dépenses encourues	1,887
Vikis-Freibergs V (Vice-président)	3	B	dépenses encourues	5,252
Webster J M	4	B	dépenses encourues	6,823
Wynne-Edwards H R	4	B	dépenses encourues	1,230
				105,054

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Conseil consultatif canadien de la situation de la femme

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
Bernard M	4	A	dépenses encourues	1,968
Bernstein M	4	A	dépenses encourues	1,397
Boyle M H (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	2,057
Codere C	4	A	dépenses encourues	1,749
Codere C (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	13,207
Cohen E	4	A	dépenses encourues	1,420
Cooper P (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	15,346
Cooper S	4	A	dépenses encourues	3,051
Cugnat J A	4	A	dépenses encourues	2,118
D'Aigle H	4	A	dépenses encourues	2,891
Daly E	4	A	dépenses encourues	1,715
Edinboro L	4	A	dépenses encourues	1,985
Enge A	4	A	dépenses encourues	852
Gibson K	4	A	dépenses encourues	3,346
Gill M	4	A	dépenses encourues	3,102
Gold S (Président)	2	A	dépenses encourues	10,418
Hampton J M	4	A	dépenses encourues	628
Hinchey A	4	A	dépenses encourues	3,219
Johnson V	4	A	dépenses encourues	1,260
Matte M	4	A	dépenses encourues	3,454
McGavin R	4	A	dépenses encourues	1,845
Oliver L	4	A	dépenses encourues	1,351
Perron M	4	A	dépenses encourues	3,303
Pitt L	4	A		
Pepino J	4	A	dépenses encourues	3,819
Rémillard-Beaudry C	4	A	dépenses encourues	3,938
Richard A	4	A	dépenses encourues	3,210
Strongitharm M	4	A	dépenses encourues	5,799
Taylor M	4	A	dépenses encourues	2,051
Tweddle A	4	A	dépenses encourues	2,972
Voisey E	4	A	dépenses encourues	3,538
				107,009

SOLLICITEUR GÉNÉRAL

Commission nationale des libérations conditionnelles[9]

TRANSPORTS

Bureau canadien de la sécurité aérienne

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
Bobbitt N	1	B	dépenses encourues	3,866
Deschênes B	1	B	dépenses encourues	24,496
Filotas L	1	B	dépenses encourues	1,063

Commissions—*Fin*

Détails sur les indemnités de déplacement et de subsistance—*Fin*

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Lacroix J R	1	B	dépenses encourues	21,726
MacEachern W M	1	B	dépenses encourues	2,167
Mussallem D	4	B	dépenses encourues	6,916
Portelance A	1	B	dépenses encourues	27,554
Pultz B	1	B	dépenses encourues	5,861
Stevenson R	1	B	dépenses encourues	8,040
Thurston F	4	B	dépenses encourues	208
				101,897
Commission canadienne des transports(10)				
Armstrong M D	1	A		
Bourret J L	1	A		
Chapman D H	1	A		
Drainville J G (Président du Comité)	1	A		
Dubé Y (Vice-président de la recherche)	1	A		
Jones D H (Président du Comité)	1	A		
Lambert M	1	A		
Landers M	1	A		
Langlois P (Président du Comité)	1	A		
McDonough J M (Président)	1	A		
Munro J C	1	A		
Nielsen E H (Président)	1	A		
Orange R J	1	A		
Thompson J D (Vice-président de la Loi)	1	A		
Trahan A M (Président du Comité)	1	A		
Walter J F (Président du Comité)	1	A		
Wolfe B R	1	A		
Commission d'enquête sur l'accident ferroviaire de Hinton				
Foisy R P	2	B	dépenses encourues	6,726
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS				
Bureau de services juridiques des pensions(11)				
Lemieux A (Avocat en chef des pensions)	2			16,581
Commission canadienne des pensions				
Caron Y	2	A	dépenses encourues	24,976
Chartier M	2	A	dépenses encourues	15,497
Chatwood A	2	A	dépenses encourues	19,373
Chiasson J C	2	A	dépenses encourues	5,250

Nom et fonction des membres	Statut*	Autorité fixant le taux*	Taux et base	Dépenses en 1986-87
			$	$
Cleary R	2	A	dépenses encourues	20,583
Douglas C	2	A	dépenses encourues	22,770
Ferguson J W C	2	A	dépenses encourues	23,855
Gadbois Y	2	A	dépenses encourues	8,930
Gogan D J	2	A	dépenses encourues	30,024
Jones R G	2	A	dépenses encourues	13,840
Lee J M	2	A	dépenses encourues	
Levesque J	2	A	dépenses encourues	9,263
MacDonald M M	2	A	dépenses encourues	29,107
MacFarlane M L (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	5,636
McCabe C	2	A	dépenses encourues	18,452
Mitchell R B	2	A	dépenses encourues	
Morison J B	2	A	dépenses encourues	1,423
Morrison W C	2	A	dépenses encourues	17,835
Poirier E	2	A	dépenses encourues	17,469
Rivard J G	2	A	dépenses encourues	8,426
Rolfe O E	2	A	dépenses encourues	16,073
Sinclair G V	2	A	dépenses encourues	19,467
Théoret M	2	A	dépenses encourues	18,329
Thérrien A	2	A	dépenses encourues	24,905
Walsh P	2	A	dépenses encourues	26,773
Wolfe J P (Président)	2	A	dépenses encourues	7,867
Wood J	2	A	dépenses encourues	24,535
				430,658
Commission des allocations aux anciens combattants				
Brehaut J H	2	A	dépenses encourues	967
Campbell R C	2	A	dépenses encourues	
Caught R	2	A	dépenses encourues	
Doiron J A	2	A	dépenses encourues	
Favreau J M (Vice-président)	2	A	dépenses encourues	
MacFarlane A M	2	A	dépenses encourues	
Thompson D M (Président)	2	A	dépenses encourues	10,059
Wither G B	2	A	dépenses encourues	
				11,026
Conseil de révision des pensions(11)				
Beckett J	2			
Blain C (Vice-président)	2			1,166
Craig N	2			
Diamond J	2			
Letellier J (Président)	2			7,609
MacArthur R	2			
MacKay G	2			
McKenna B	2			
Ménard J	2			
Pimlott N	2			
Whalen T	2			
				8,775

* Voir l'introduction à l'état ci-dessus.
(1) Inclut des frais de transports.
(2) En accord avec la politique du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.
(3) Contrat No. 86-096.
(4) Contrat No. 86-017.
(5) Contrat No. 86-098.
(6) Contrat No. 86-097.
(7) Contrat No. 86-099.
(8) Aucune indemnité de déplacement ou de subsistance n'est présentée, les commissaires ayant terminé leur mandat durant l'exercice 1985-86.
(9) Détails non disponibles.
(10) En accord avec les règlements du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement.
(11) En accord avec la Directive du Conseil du Trésor sur les indemnités de déplacement, chapitre 370.

Frais de congés d'étude

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements	Montants des indemnités tenant lieu de traitements	Frais de déplacement	Frais de subsistance	Frais de scolarité et autres frais	Indemnités pour livres	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$	$	$	$
Agriculture	139	1,004,654[1]	2,529,059	56,322	15,300	214,234	12,050	11,708	3,843,327
Communications—									
Département	4		21,061			500			21,561
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2	14,591[2]		61	4,837				19,489
Office national du film	1	4,700							4,700
Musées nationaux du Canada	1		5,201						5,201
Consommation et Corporations	1			690		188	675		1,553
Emploi et Immigration	20		82,646			7,755	958	78	91,437
Énergie, Mines et Ressources	11	42,850[3]	166,044	14,211		19,792	3,459	4,924	251,280
Environnement	55	105,002[4]	404,089	7,249		30,243	5,326	3,680	555,589
Affaires extérieures—									
Département	6		17,577			159			17,736
Agence canadienne de développement international	5		98,317			7,400		3,484	109,201
Finances	2		42,000	2,906		4,487	1,491		50,884
Pêches et Océans	14	108,336[5]	167,364	9,382	422	13,737	1,672		300,913
Affaires indiennes et Nord canadien	7	40,075	143,008	21,631		6,028	2,150		212,892
Justice	1	33,664							33,664
Travail	1		11,416			1,407	908		13,731
Défense nationale	36		696,514[6]	16,500		19,690	3,688		736,392
Santé nationale et Bien-être social	44		551,374	45,108		317,782	791		915,055
Revenu national—									
Impôt	1	25,497				2,295	533		28,325
Conseil privé—									
Commissaire aux langues officielles	1		19,169			1,428	374		20,971
Expansion industrielle régionale	4	4,532[7]	34,110	7,156		2,172	1,028	45	49,043
Sciences et Technologie—									
Conseil national de recherches du Canada	3		62,772	3,088		11,208			77,068
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	55,687							55,687
Secrétariat d'État—									
Département	3		16,798			1,407	1,352		19,557
Commission de la Fonction publique	11	20,577[2]	163,580[8]			2,335			186,492
Solliciteur général—									
Service correctionnel	24	30,883	273,211	7	1,601	17,059	3,426		326,187
Gendarmerie royale du Canada	1	18,461[2]				1,464	275		20,200
Approvisionnements et Services—									
Département	3	1,883[9]	4,493			9,388	813		16,577
Statistique Canada	5	25,550[10]		1,200		2,590	545		29,885
Transports	11	39,630[11]	10,142[12]			5,254	546	244	55,816
Conseil du Trésor	3		50,413			14,800	467		65,680
Affaires des anciens combattants	4	9,336[3]	17,768			3,574	699	280	31,657
Total	425	1,585,908	5,588,126	185,511	22,160	718,376	43,226	24,443	8,167,750

(1) Trente-quatre employés ont reçu des traitements.
(2) Un employé a reçu un traitement.
(3) Deux employés ont reçu des traitements.
(4) Six employés ont reçu des traitements.
(5) Quatre employés ont reçu des traitements.
(6) Trente-deux employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.
(7) Un employé a reçu 50% de son traitement.
(8) Neuf employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.
(9) Un employé a reçu douze jours de traitements.
(10) Trois employés ont reçu des traitements.
(11) Cinq employés ont reçu des traitements
(12) Quatre employés ont reçu des indemnités tenant lieu de traitements.

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1986-87 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1987)

La Loi sur la révision du capital des chemins de fer nationaux du Canada de 1952 a énoncé que «Le ministre doit inclure annuellement dans les Comptes publics un état sommaire de toute l'aide, y compris les concessions de terrains, les garanties et les subventions de capital, mais sans comprendre les allocations consenties d'après des statuts en vue du soulagement du chômage, fournie à quelque époque par le gouvernement du Canada à chacun des suivants: a) le réseau du National (Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada), y compris les compagnies auxquelles il a succédé, b) les chemins de fer du Pacifique (Canadien Pacifique Limitée) selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien, y compris les compagnies auxquelles ils ont succédé, et c) tout autre chemin de fer».

L'état suivant présente l'aide financière budgétaire et non budgétaire en montrant les paiements annuels et cumulatifs. L'aide budgétaire cumulative comprend divers programmes de dépenses dont les sociétés ont bénéficiés. Seuls les paiements individuels de $50,000 ou plus sont reportés dans cet état.

Les chemins de fer ont été interprétés dans le but d'inclure ce qui suit dans cet état: i) pour les Chemins de fer nationaux du Canada—toutes les compagnies possédées, opérées ou gérées par le Canadien National, ii) pour le Canadien Pacifique—seulement les compagnies engagées dans le transport, les communications et les activités hôtelières.

L'aide non budgétaire représente la variation nette concernant les prêts, dotations en capital et avances.

L'aide budgétaire représente une imputation aux crédits budgétaires qui agit sur le déficit ou l'excédent annuel du gouvernement.

	1986-87	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1987
	$	$
RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA[(1)(2)]		
Non budgétaire		
Remboursements de prêts et avances	−23,553,331	195,168,743
Capital-actions émis[(3)]	−327,558,000	2,298,319,732
Total	*−351,111,331*	*2,493,488,475*
Budgétaire		
Allocation aux employés de Terre-Neuve transférés aux Chemins de fer nationaux du Canada	812,544	
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	7,998,633	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	47,355,000	
CN—Chemins de fer de Terre-Neuve	9,361,462	
Loi sur l'administration de l'énergie (s)	2,510,230	
Service de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	2,400,000	
Assistance à la conversion industrielle	266,826	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	11,720,384	
Infrastructure ferroviaire à Churchill	2,503,038	
Réalignement de la voie ferrée à Fort Saskatchewan	1,000,000	
Loi sur les chemins de fer (s)	52,516,332	
Caisse de prévoyance des employés des chemins de fer	3,231,087	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	5,422,600	
Expansion industrielle régionale	1,988,151	
Abolition des péages sur le Pont Victoria (s)	2,662,157	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	360,806,082	
Total	*512,554,526*	*4,196,200,455*
CANADIEN PACIFIQUE LIMITÉE[(2)]		
Budgétaire		
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (s)	2,436,235	
Coût des immobilisations pour la remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies	42,757,000	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes	1,389,100	
Loi sur les chemins de fer (s)	16,743,243	
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer	3,820,279	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest (s)	307,795,716	
Total	*374,941,573*	*1,833,930,012*
VIA RAIL CANADA INC.		
Non budgétaire		
Capital-actions[(4)]		*9,300,000*
Budgétaire		
Coûts d'exploitation et aide au travail	*535,767,607*	*4,290,672,760*
BRITISH YUKON RAILWAY COMPANY		
Non budgétaire		
Remboursement de prêt		*4,500,000*

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1986-87 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1987)—*Suite*

		1986-87	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1987
		$	$
AUTRES CHEMINS DE FER			
Budgétaire			
Algoma Central Railway—			
Loi sur les chemins de fer	(s)	2,388,554	19,132,184
BC Rail—			
Réserve pour l'amélioration du réseau		6,250,000	
Loi sur le transport du grain de l'Ouest	(s)	3,482,144	10,638,526
British Northern Railway			32,836
Burlington Northern Inc.—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			271,424
Canada and Gulf Terminal Railway[5]—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		171,855	900,306
Central Western Railway—			
Réserve pour l'amélioration du réseau		2,756,973	2,756,973
Chesapeake and Ohio Railway Company—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			308,334
Consolidated Rail Corporation			1,039,225
Devco Railway (Cumberland Railway Company)—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer			137,375
Dominion Atlantic Railway[6]—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	151,268	
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes		280,190	2,235,053
Essex Terminal Railway			30,616
Grand Falls Central Railway Co. Ltd.—			
Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	(s)	189,265	938,904
Napierville Junction Railway			255,572
Northern Alberta Railway[5]			19,551,776
Ontario Northland			52,401
Penn Central Corporation			153,691
Quebec Central Railway[6]—			
Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes			260,896
Quebec North Shore and Labrador Railway—			
Loi sur les chemins de fer	(s)	2,129,600	5,095,600
Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company[6]—			
Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemin de fer		82,000	1,060,574
Total		*17,881,849*	*64,852,266*
AUTRES			
Budgétaire			
Albert Southern Railway, Nouveau-Brunswick			50,460
Brantford, Waterloo and Lake Erie Railway			57,600
Bruce Mines and Algoma Railway			53,920
Canada Central Railway—Pont de la rivière de la Paix			175,000
Central Railway of Canada, Québec			30,145
Colchester Coal and Railways Company			12,800
Dominion Coal Company, Nouvelle-Écosse			87,808
Edmonton, Dunvegan and British Columbia Railway			338,382
Erie and Huron Railway			96,000
Ha Ha Bay Railway, Nouveau-Brunswick			231,462
Harvey Branch Railway, Nouveau-Brunswick			5,554
Joggins Railway, Nouvelle-Écosse			37,500
Klondyke Mines Railway			197,184
Lake Erie, Essex and Detroit Railway			118,400
Lake Erie and Detroit River Railway			357,451
L'Assomption Railway, Québec			11,200
Leamington and St Clair Railway			51,200
Maritime Coal and Railway Company			3,200
Minudie Coal Company, Nouvelle-Écosse			18,544
North Railway			250,000
North Shore Railway Company, Beersville Coal and Railway Company			27,616
Northern New Brunswick Seaboard Railway Company			108,160
Ottawa and New York Railway			262,384
Pacific Great Eastern Railway			2,478,500
Phillipsburg Junction and Quarry Company			23,712
Pontiac and Renfrew Railway			13,600
Terminal du Port Nelson			6,240,096
Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway			96,000
Reliquat du coût du vapeur Sheba			78,611
Schomberg and Aurora Railway			46,144
St Lawrence and Adirondack Railway			149,482
St Louis Richibucto Railway			22,400
Temiskaming and Northern Ontario Railway			2,134,080
Total			*13,864,595*
Total—Non budgétaire		−351,111,331	2,507,288,475
Budgétaire		1,441,145,555	10,399,520,088

Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1986-87 (avec chiffres cumulatifs jusqu'au 31 mars 1987)—*Fin*

	1986-87	Aide budgétaire et non budgétaire cumulative au 31 mars 1987
	$	$
AUTRES AIDES FINANCIÈRES		
Remise des droits et taxes d'accise (1986-87 seulement)		
British Columbia Railway	82,667	
Burlington Northern Railway	897,413	
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	155,024	
Canadian Pacific Limited	5,577,646	
Chesapeake and Ohio Railway Company	22,799	
Consolidated Rail Corporation	237,480	
Napierville Junction Railway	34,703	
	7,007,732	

(s) Autorisation statutaire.
(1) La Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada. La Société est bénéficiaire de garanties de prêts par le gouvernement au montant de $93.6 millions en 1987 ($94.8 millions en 1986).
(2) Les concessions de terrains cumulatifs donnés au Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada incluant les compagnies antérieures et compagnies affiliées, et à la Compagnie des Chemins de fer du Pacifique canadien et à d'autres compagnies dans ce réseau sont de 5,728,912 et 32,848,477 acres respectivement.
(3) Total des actions émises: 5,868,786 actions sans valeur au pair. 655,116 actions ont été annulées en raison du transfert, au gouvernement du Canada, de toutes les actions ordinaires de CN Marine Inc. maintenant connue sous le nom de Marine Atlantique SSC., et de certains éléments d'actif détenus par la Compagnie, conformément à la Loi autorisant l'acquisiton de Marine Atlantique S.C.C. adoptée le 27 juin 1986.
(4) Total des actions émises: 93,000 actions sans valeur au pair.
(5) Contrôlé par les Chemins de fer nationaux du Canada.
(6) Contrôlé par le Canadien Pacifique Limitée.

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé

En général, le gouvernement n'assure pas les biens meubles et immeubles. Par conséquent, il absorbe les pertes lorsqu'elles se présentent.

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Agriculture	156,020			113,919	12,846(1)	282,785
Communications—						
Département			25,872(2)	4,997		30,869
Musées nationaux du Canada			2,883(3)	8,657	4,095(4)	15,635
Consommation et Corporations			7,444(5)	13,689		21,133
Emploi et Immigration		321,763	19,615(6)	1,486		342,864
Énergie, Mines et Ressources			1,257	12,778(7)		14,035
Environnement	2,873	8,135	48,987(8)	98,171(9)	13,304(10)	171,470
Affaires extérieures			21,160	45,350		66,510
Pêches et Océans	60,000	30,000	169,254(11)	494,713	7,610(12)	761,577
Affaires indiennes et Nord canadien			12,000(13)	45,528(14)		57,528
Justice					2,956(15)	2,956
Travail			2,330(16)		3,089(17)	5,419
Défense nationale	560,782	105,091	183,456	1,449,862	342,573(18)	2,641,764
Santé nationale et Bien-être social				48,735		48,735
Revenu national—						
Douanes et Accise			1,711			1,711
Impôt					8,728(19)	8,728
Conseil privé—						
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					3,330	3,330
Travaux publics		934	51,509(20)	32,173	9,492	94,108
Expansion industrielle régionale			28,954		3,551(21)	32,505
Sciences et Technologie—						
Conseil national de recherches du Canada			12,099(22)	2,101		14,200
Secrétariat d'État—						
Commission de la Fonction publique			10,453(23)		2,500(24)	12,953
Solliciteur général—						
Service correctionnel	4,220	44,962	31,365	74,829		155,376
Gendarmerie royale du Canada	1,017		39,571(25)	1,010,677	7,200	1,058,465
Approvisionnements et Services—						
Département			2,946(26)			2,946

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens qui auraient été normalement couverts par une assurance si pareille assurance avait existé—*Fin*

Ministère et organisme	Bâtiments	Contenu	Équipement	Véhicules	Divers	Total
	$	$	$	$	$	$
Transports—						
Département			137,529[27]	90,675	88,855[28]	317,059
Administrateur de l'Office du transport du grain				1,443		1,443
Affaires des anciens combattants			8,437			8,437
Total	784,912	510,885	818,832	3,549,783	510,129	6,174,541

(1) Comprend le vol des articles suivants: machine à écrire IBM Selectric (1) $1,062; balances (4) $7,579; treuil (1) $1,950; système de treuil (1) $1,461; appareils photographiques (2) $682; et multimètre (1) $112.
(2) Comprend le vol des articles suivants: calculatrice (1) $1,936; téléviseur (1) $1,000; et décodeur Télidon (1) $1,500.
(3) Comprend le vol des articles suivants: magnétoscope Panasonic VHS (1) $500; magnétoscope Beta MAX (1) $500; appareil photographique (1) $190; récepteur AM/FM (1) $269; platine à cassette Sonny (1) $224; et plaquette de circuits pour ordinateur (1) $1,200.
(4) Comprend le vol des articles suivants: canards appelants (18) $2,700; et enseigne pour pylône (1) $1,395.
(5) Comprend le vol des articles suivants: caméra (1) $1,250; machines à écrire (2) $2,128; enregistreur avec caméra vidéo (1) $1,355; et petits articles divers (3) $190.
(6) Comprend le vol d'une caméra vidéo et accessoires $1,800.
(7) Comprend le vol d'un véhicule $4,600.
(8) Comprend le vol des articles suivants: appareils photographiques (3) $809; cassette vidéo (1) $969; équipement pour appareil photographique (3) $4,401; radio portative (1) $1,347; moteurs hors-bord (2) $5,416; terminal portatif (1) $1,980; équipement stéréophonique (3) $3,200; artefacts (10) $3,190; équipement scientifique Titrator (1) $1,411; et ordinateurs personnels COMPAQ (2) $10,000.
(9) Comprend le vol des articles suivants: pare-choc avant et treuil (1) $1,200; pneu de camion (1) $275; roue (1) $160; enjoliveurs (4) $160; et plaques d'immatriculation (2) $10.
(10) Comprend le vol des articles suivants: outillages (14) $116; parka arctique (1) $180; bateau en aluminium (1) $2,785; et essence pour automobile $4,749.
(11) Comprend le vol des articles suivants: balance Mettler (1) $2,000; balance Toledo (1) $420; balances électroniques (2) $3,505; chargeur à pile (1) $40; jumelles (1) $47; compas de calibre (1) $160; compas (1) $40; combinaison de flotteur (1) $188; aimant (1) $200; lecteurs de microfiche (5) $1,502; multimètre (1) $217; oscillateur (1) $400; moteurs haors-bord (3) $3,867; cellule énergétique (1) $300; enregistreur graphique (1) $1,000; jeu de douilles (1) $475; chronomètres (2) $36; coffres à outils (2) $35; outillages $407; magnétoscope (1) $1,995; et bottes cuissardes imperméables (1) $45.
(12) Comprend le vol des articles suivants: réservoirs à poissons (9) $3,163; et treuil de pare-choc automobile (1) $1,500.
(13) Comprend le vol des articles suivants: caméra vidéo Panasonic (1) $3,200; appareil photographique Pentax 35 mm (1) $400; enregistreur Califone (1) $400; jumelles (2) $200; terminal Texas Instrument (1) $1,400; ordinateur Apple II (1) $3,000; outillages $400; et sac de couchage (1) $300.
(14) Comprend le vol d'un camion $8,000.
(15) Comprend le vol des articles suivants: micom FAX 1001 (1) $1,310; magnétoscope (1) $809; lampe (1) $305; calculatrice (1) $15; toge et gilet d'avocat (1) $375; et magnétophone à cassette (1) $142.
(16) Comprend le vol des articles suivants: dictaphone (1) $216; machines à écrire (1) $571; calibreur (1) $908; et compteur à gaz (1) $635.
(17) Comprend le vol des articles suivants: magnétoscope (1) $575; caméra et attache (1) $634; four à micro-ondes (1) $400; et calculatrices (12) $741.
(18) Comprend le vol des articles suivants: génératrices (6) $17,873; pièces d'automobile $16,443; trousses d'outils (23) $12,140; outillages $10,256; chariots (2) $3,168; piles (2) $184; chargeurs à piles (3) $764; chasse-neige (1) $1,511; radios (4) $38,216; munitions $2,931; téléviseurs (2) $1,936; magnétoscopes (6) $7,388; caméras pour vidéo (2) $4,575; producteur de vidéo (1) $2,280; enregistreur sonore (1) $125; producteur de disquette sonore (1) $206; dinghy d'entraînement (1) $1,620; machines à écrire (2) $1,828; boîtes de ration (477) $1,828; équipement de camping $1,322; appareils de vision nocturne (2) $7,000; baleinier (1) $9,902; nourriture $1,170; jumelles (3) $2,893; pistolet à peinture (1) $1,595; balance électronique (1) $1,834; vêtements $5,569; et moteurs hors-bord (2) $2,675.
(19) Comprend le vol des articles suivants: calculatrices (4) $205; et serviette pour documents (1) $8.
(20) Comprend le vol des articles suivants: moteur hors-bord Johnson 15 C.V. (1) $1,500; scies à chaîne model Partner K650 (2) $1,125; indicateur AGA Thermovision 782 (1) $17,000; lecteur optique et lentille 17_0 (1) $23,000; lentille 20_0 (1) $3,000; magnétoscope modèle Panasonic #8420 (1) $1,500; et source énergitique NV-B58 (1) $1,500.
(21) Comprend le vol des articles suivants: téléviseur (1) $800; ordinateur (1) $1,464; magnétoscopes (2) $1,128; et dictaphone (1) $159.
(22) Comprend le vol des articles suivants: balance (1) $2,337; compteur à rayon-X de relevé (1) $800; coffre à outils (1) $700; et télévision (1) $569.
(23) Comprend le vol des articles suivants: mélangeur Realistic (1) $169; magnétophones à cassettes (4) $1,110; appareil photographique et trépied (1) $225; platine de tourne-disques (1) $250; magnétoscopes (5) $7,781; contrôle de téléviseur (1) $462; et centreurs (2) $456.
(24) Comprend le vol des articles suivants: chariot à main (1) $150; massicot (1) $35; rouleaux de cable co-axial (3) $2,000; téléphone (1) $65; et tabouret (1) $250.
(25) Comprend le vol de radios (4) $6,900.
(26) Comprend le vol des articles suivants: magnétoscopes (2) $2,011; caméra (1) $120; convertisseur et contrôle à distance (1) $120; syntonisateur/chronométreur (1) $445; adapteur AC (1) $150; et câbles $100.
(27) Comprend le vol des articles suivants: oscilloscopes Philips (2) $5,092; génératrice (1) $1,100; analyseur spectrale Hewlett-Packard (1) $3,900; poste d'essai trans/reflection Hewlett-Packard (1) $3,700; analyseur de réseau Hewlett-Packard (1) $18,850; compteur Systron-Donner (1) $2,953; diviseur de courant (1) $1,316; analyseur spectrale à fiche (1) $10,000; et enregistreur graphique (1) $1,000.
(28) Comprend le vol des articles suivants: canot de sauvetage (1) $3,000; moteur hors-bord 25 CV (1) $1,459; théodolite (1) $1,500; magnétoscope (1) $1,035; appareil photographique Nikon (1) $1,127; et radio Motorola (1) $1,700.

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1986-87

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Agriculture—						
Département		18,149		126,544	859,094	21,671
Communications—						
Département		5,891		8,476	164,329	5,829
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	775	48	11,623	1,131	8,064	115
Office national du film	22,354	377	2,024	320	3,580	5
Bibliothèque nationale					723	
Musées nationaux du Canada			3,150	737	63,376	529
Archives publiques	9,500	1,675	15,140	6,257	64,066	282,984
Consommation et Corporations	275,255	16,568	141,941	33,388	266,554	13,086
Emploi et Immigration	183,500	17,104	202,000	25,150	116,368	27,809
Énergie, Mines et Ressources—						
Département	326,160	9,060	395,865	43,985	80,447	28,601
Commission de contrôle de l'énergie atomique			28,439	206	659	
Énergie atomique du Canada, Limitée		2,450		26,068	20,989	7,014
Office national de l'énergie					4,693	166
Environnement	546,685	13,209	568,589	91,096	835,913	67,753
Affaires extérieures—						
Département		7,311		341,715	1,144,270	2,552
Corporation commerciale canadienne			840	840	8,205	47
Agence canadienne de développement international					7,421	75
Commission mixte internationale		110			270	
Finances—						
Département				567	70,636	1,613
Vérificateur général			8,700		1,307	
Assurances			13,368	461	1,283	
Commission du tarif			33,473	1,438		
Pêches et Océans		5,916		655,171(1)	904,707(1)	28,573
Affaires indiennes et Nord canadien	1,414	79	57,834	32,056	173,961	14,937
Justice—						
Département				15,877	5,736	4,813
Commission canadienne des droits de la personne			705	1,000	2,925	
Commissaire à la magistrature fédérale	231	100	7,743	160		
Cour fédérale du Canada					602	
Bureaux du Commissaire à l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada			105	53		
Cour suprême du Canada			9,985	1,177		
Cour canadienne de l'impôt				2,072	587	150
Travail—						
Département	1,491	132	45,974	1,447	5,669	4,306
Conseil canadien des relations du travail			8,185	138	1,540	
Défense nationale	14,655,360	447,066	8,834,035	284,890	4,059,769	3,339,329
Santé nationale et Bien-être social	11,277	5,351	136,066	41,000	261,610	24,257
Revenu national—						
Douanes et Accise	27,732	996	1,410	348	177,837	25,073
Impôt		575	431,591	8,710	76,606	12,061
Parlement—						
Sénat				175	4,126	
Chambre des communes		14,242		24,946	63,790	12,281
Bibliothèque du Parlement		131			395	
Conseil privé—						
Département				11,706	39,897	1,679
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	625	50			1,237	
Directeur général des élections		75		3,505		1,563
Commissaire aux langues officielles			918	72	312	82
Conseil économique du Canada	2,961	427	7,967	1,747	45	
Commission des relations de travail dans la Fonction publique			11,523		3,964	
Travaux publics—						
Département	34,996	2,516	1,818,914	127,449	363,257	334,936
Société canadienne d'hypothèques et de logement		603		117,841	59,747	9,478
Expansion industrielle régionale	11,670	2,709	102,918	18,771	72,347	2,666
Sciences et Technologie—						
Département d'État				97		829
Conseil national de recherches du Canada		297		266,508	56,436	13,894
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			57,934	1,475		
Secrétariat d'État—						
Département	9,000	4,555	48,415	4,378	21,483	4,684
Conseil consultatif de la situation de la femme					681	199
Commission de la Fonction publique			114,203	9,303	53,779	22,603
Conseil de recherches en sciences humaines		16		1,493		100
Solliciteur général—						
Département				20	22,073	
Service canadien du renseignement de sécurité	150	150	67,046	21,220	60,209	2,903
Service correctionnel	928,347	28,581	576,269	141,334	295,999	66,013
Commission nationale des libérations conditionnelles					3,187	
Gendarmerie royale du Canada	20,260	6,618	36,704	24,157	4,271,090	151,242

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1986-87—*Fin*

Ministère et organisme	Désuet mais utilisable		Excédentaire mais utilisable		Excédentaire mais réparable	Rebut
	Coût	Valeur obtenue	Coût	Valeur obtenue	Valeur obtenue	Valeur obtenue
	$	$	$	$	$	$
Approvisionnements et Services—						
Département	55,945	13,449	193,627	58,393	97,568	234,470
Statistique Canada		1,677		3,735	80,624	482
Transports—						
Département	3,379,962	154,311	6,826,825	246,354	1,941,986	181,553
Bureau canadien de la sécurité aérienne		20		858	847	827
Commission canadienne des transports		300		1,070	5,154	
Administrateur de l'Office du transport du grain			1,200	230		
Affaires des anciens combattants	41,782	5,204	281,647	20,815	114,578	8,518
Total	20,547,432	788,098	21,104,895	2,860,130	17,028,607	4,964,350

(1) Comprend la vente de poissons excédentaires.

Produits de placements

		Montant réalisé en 1986-87[1]	Montant investi au 31 mars 1987[2]
		$	$
PRÊTS, DOTATIONS EN CAPITAL ET AVANCES—			
Sociétés de la Couronne—			
INSTITUTIONS DE CRÉDIT—			
Banque fédérale de développement		10,172,264	345,000,000
Société canadienne d'hypothèques et de logement			9,411,384,737
Intérêt	$ 841,482,474		
Virement des bénéfices	24,567,317		
		866,049,791	
Société d'assurance-dépôts du Canada		79,939,707	1,203,164,382
Société du crédit agricole		371,673,728	3,522,838,779
Société pour l'expansion des exportations		8,646,319	777,000,000
Total des institutions de crédit		*1,336,481,809*	*15,259,387,898*
AUTRES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE—			
Air Canada		13,838,143	504,597,885
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada		17,708,417	2,493,488,475
Corporation de développement des investissements du Canada			395,658,315
Énergie atomique du Canada, Limitée		62,964,667	709,588,733
Petro-Canada			4,299,126,174
		94,511,227	*8,402,459,582*
Autres—			
Banque du Canada			5,920,000
Virement des bénéfices		1,936,466,289	
Société canadienne des ports			19,473,147
Intérêt	$ 3,441,441		
Dividendes	1,004,943		
		4,446,384	
Administration du pont du port de Saint John		970,971	14,097,524
Société Radio-Canada			33,000,000
Corporation commerciale canadienne			10,000,000
Commission canadienne du lait		6,618,867	51,110,000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne			6,313,935
Canadian National (West Indies) Steamships Ltd			325,000
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée			296,199
Office canadien du poisson salé		1,830,099	24,000,000
Société de développement du Cap-Breton			7,022,216
Office de commercialisation du poisson d'eau douce		1,326,145	3,000,000
Société du port de Halifax			29,955,762
Intérêt	$ 414,580		
Dividendes	316,885		
		731,465	
Marine Atlantique S.C.C.			327,558,000
Société du port de Montréal			140,706,607
Intérêt	$ 503,196		
Dividendes	4,135,561		
		4,638,757	
Commission d'énergie du Nord canadien		14,809,459	129,341,702
Pêcheries Canada Inc			31,499,900
Société du port de Prince Rupert			27,084,979
Dividendes		778,959	
Société du port de Québec—			
Dividendes		4,112	
Monnaie royale canadienne			27,212,622
Intérêt	$ 3,264,376		
Virement des bénéfices	790,577		
		4,054,953	
Société du port de Saint John			58,332,598
Société du port de St John's			1,514,454
Intérêt	$ 146,149		
Dividendes	152,474		
		298,623	
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent			624,950,000
Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, Les			59,752,867
Téléglobe Canada		120,919	2,027,871
Société du port de Vancouver, La			80,827,863
Intérêt	$ 337,945		
Dividendes	5,815,500		
		6,153,445	
VIA Rail Canada Inc			9,300,000
		1,983,249,447	*1,724,623,246*
Total des autres sociétés de la Couronne		*2,077,760,674*	*10,127,082,828*
Total des sociétés de la Couronne		3,414,242,483	25,386,470,726
Administrations provinciales et territoriales—			
TERRE-NEUVE—			
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		266,536	3,661,214
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		274,436	5,043,535
Programme spécial des prêts sur le développement		631,493	6,700,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		350,918	6,989,312
Expansion industrielle régionale—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		88,318	973,495
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		5,868,531	75,418,663
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		4,104,843	32,368,022
		11,585,075	*131,154,241*
NOUVELLE-ÉCOSSE—			
Énergie, Mines et Ressources—			
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité		316,304	2,502,736
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		200,477	2,289,502
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		89,126	1,257,985
Programme spécial des prêts sur le développement		324,220	4,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		799,635	4,036,953
Expansion industrielle régionale—			
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique		304,858	3,811,966
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique		3,098,575	39,710,279
Mainland Investments Limited		70,000	500,000
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes		2,795,428	20,977,067
		7,998,623	*79,386,488*
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—			
Finances—			
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois		20,260	178,332
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités		40,732	698,650
Programme spécial des prêts sur le développement		26,178	161,847
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver		138,825	1,011,425

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1986-87(1)	Montant investi au 31 mars 1987(2)
	$	$
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	1,793	22,757
Entente-cadre sur le plan de développement	900,352	11,217,514
	1,128,140	*13,290,525*
NOUVEAU-BRUNSWICK—		
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	595,157	4,739,336
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	433,148	6,079,874
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		2,352,000
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	305,457	5,404,556
Programme spécial des prêts sur le développement	404,556	5,375,000
Ville d'Oromocto	191	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	769,436	9,400,605
Expansion industrielle régionale—		
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	63,901	799,794
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	2,758,750	39,623,128
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	3,216,730	37,646,542
	8,547,326	*111,420,835*
QUÉBEC—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	4,523,998	61,300,779
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58,944	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	2,522,821	44,155,303
Programme spécial des prêts sur le développement	4,952,180	70,300,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	7,663,057	91,314,928
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	10,336,004	97,295,054
	30,057,004	*364,366,064*
ONTARIO—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	658,736	8,605,916
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	993,150	13,593,617
Programme spécial des prêts sur le développement	101,234	1,338,080
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	2,827,456	28,768,842
	4,580,576	*52,306,455*
MANITOBA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts	673,756	6,152,306
Énergie, Mines et Ressources—		
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité	21,421,955	105,049,319
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	268,736	3,406,126
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	203,678	3,025,150
Programme spécial des prêts sur le développement	249,620	3,384,651
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	197,969	2,266,980
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	344,102	2,668,766
	23,359,816	*125,953,298*
SASKATCHEWAN—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts	616,687	5,613,642
Travaux sur la rivière Saskatchewan-Sud—		
Bons du Trésor	141,000	
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	52,987	666,385
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	72,207	907,323
	882,881	*7,187,350*
ALBERTA—		
Agriculture—		
Centres de services agricoles—		
Prêts	13,104	
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	210,320	2,720,304
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	238,788	3,514,063
Programme spécial des prêts sur le développement	414,000	4,000,000
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	326,815	3,603,969
Expansion industrielle régionale—		
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	274,746	2,410,742
	1,477,773	*16,249,078*
COLOMBIE-BRITANNIQUE—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	658,715	8,452,474
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	308,831	4,762,604
Programme spécial des prêts sur le développement	952,109	12,493,486
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1,336,155	12,770,355
	3,255,810	*38,478,919*
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—		
Finances—		
Programme de prêts fédéral-provincial pour la création d'emplois	2,864	16,103
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	48,757	230,934
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	28,020	308,119
	79,641	*555,156*
TERRITOIRE DU YUKON—		
Affaires indiennes et Nord canadien—		
Gouvernement du Territoire du Yukon	684,104	7,057,916
Prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon	2,082	335,988
	686,186	*7,393,904*
Total des administrations provinciales et territoriales	93,638,851	947,742,313

Produits de placements—*Suite*

	Montant réalisé en 1986-87[(1)]	Montant investi au 31 mars 1987[(2)]
	$	$
Gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement—		
Chine—Finances		49,426,118
Jamaïque—		
Finances—		
Programme spécial—Aide économique	902,852	25,000,000
Royaume-Uni—		
Finances—		
Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni	13,907,154	456,545,657
Sommes en capital reportées		94,990,863
Pays en voie de développement—		
Affaires extérieures—Agence canadienne de développement international—		
Aide au développement international	5,136,032	3,198,800,129
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)—Affaires extérieures	34,702,275	579,740,842
Défense nationale—		
Organisation du traité de l'Atlantique Nord—		
Dommages-intérêts—Sommes recouvrables		70,031
Total des gouvernements étrangers y compris les pays en voie de développement	54,650,313	4,404,573,640
Organismes internationaux—		
Institutions financières internationales		740,697,155
Associations et organismes internationaux—		
Obligations des Nations Unies	3,528	
Autres		5,559,678
Autres organismes internationaux		1,959,041,164
Total des organismes internationaux	3,528	2,705,297,997
Avances à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	8,753,005	134,590,023
Entreprises mixtes et en coparticipation—		
Corporation de développement du Canada—Conseil du Trésor	81,226	93,168,914
Société coopérative de l'énergie—Énergie, Mines et Ressources		57,804,000
Lower Churchill Development Corporation Limitée—Énergie, Mines et Ressources		14,750,000
Nanisivik Mines Limitée—Affaires indiennes et Nord canadien—Autres	6,012,000	
Newfoundland and Labrador Development Corporation Limitée—Expansion industrielle régionale	23,777	24,500,200
N.S. Holdco Limited—Conseil du Trésor		59,540,000
125459 Canada Limited—Conseil du Trésor		167,570,000
Société Inter-Port de Québec—Expansion industrielle régionale		400
Télésat Canada—Communications		30,000,000
Dividendes	1,500,000	
Total des entreprises mixtes et en coparticipation	7,617,003	447,333,514
Divers—		
Prêts et avances comptables—		
Affaires extérieures—		
Employés en mission à l'étranger	850,266	8,839,068
Missions à l'étranger		10,797,466
	850,266	*19,636,534*
Défense nationale—		
Comptes d'avances fixes, avances permanentes et prêts autorisés		27,462,066
Expansion industrielle régionale—		
Employés affectés au Canada		1,563
Approvisionnements et Services—		
Diverses avances comptables		5,052,368
Conseil du Trésor—		
Diverses avances comptables, caisse à montant fixe et avances permanentes		5,512,028
Total des prêts et avances comptables	*850,266*	*57,664,559*
Autres divers—		
Agriculture—		
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1,799,347	21,038,620
Communications—		
Biens culturels	159	2,920
Emploi et Immigration—		
Fonds de prêts d'aide à l'immigration	646,831	61,997,478
Énergie, Mines et Ressources—		
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	1,210,975	12,088,305
NewGrade Energy Inc.		23,710,043
	1,210,975	*35,798,348*
Affaires extérieures—		
Expansion du commerce d'exportation (prêts administrés par la Société pour l'expansion des exportations)	2,220,707	96,185,093
Finances—		
Banque commerciale du Canada		72,936,360
Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa	12,760	260,191
Administration du pont du port de Saint John		12,988,011
Villle d'Oromocto	122	
Town of Oromocto Development Corporation	14,019	212,470
	26,901	*86,397,032*
Pêches et Océans—		
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	160,098	416,716
Entreprises de traitement de poissons de fond		192,889
Pêcheurs d'aiglefin	10,694	1,358,426
	170,792	*1,968,031*
Affaires indiennes et Nord canadien—		
British Yukon Railway Company		4,500,000
Bande des Chippewa de Kettlepoint		65,000
Conseil des Indiens du Yukon		5,851,164
Fonds de prêts aux Esquimaux	227,939	2,277,161
Fonds du développement économique des Indiens	2,709,434	37,992,882
Fonds de l'aide domiciliaire aux Indiens		3,666,482
Société Inuvialuit régionale	1,045,479	30,000,000
Revendicateurs autochtones	484,476	100,530,123
Yukon Power Corporation		56,000,000
	4,467,328	*240,882,812*
Travail—		
Commissions provinciales des accidents du travail		4,970,000
Défense nationale—		
Projets d'habitations des Forces canadiennes	908,066	14,515,385
Travaux publics—		
Burgeo Leasing Limited	11,049	138,810
Eurocan Pulp and Paper Co Ltd	85,084	900,000
Sydney Steel Corporation		5,218,162
	96,133	*6,256,972*
Expansion industrielle régionale—		
Canadair Limitée		445,715
Industrie canadienne de défense		6,165,961
Programme d'expansion des entreprises	150,644	1,396,500
Programme de développement industriel et régional	109,721	1,250,000
	260,365	*9,258,176*

Produits de placements—*Suite*

		Montant réalisé en 1986-87[(1)]	Montant investi au 31 mars 1987[(2)]
		$	$
Solliciteur général—			
Libérés conditionnels			15,407
Approvisionnements et Services—			
Banque Commerciale du Canada			15,189,000
Compte de prêts pour la production de défense		1,112,671	1,724,007
		1,112,671	*16,913,007*
Transports—			
Coast Ferries Limited			100,000
Corporation de la ville de Montréal		17,459	472,442
Commissaires du port de Hamilton		41,160	757,740
Société des transports du Nord Limitée			7,000,000
Commission du port de Port Alberni		61,012	722,886
Commission du port de Thunder Bay		19,885	211,296
		139,516	*9,264,364*
Affaires des anciens combattants—			
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth			73,710
Total des autres divers		*13,059,791*	*605,537,355*
Total, divers		13,910,057	663,201,914
Total des prêts, dotations en capital et avances		**3,592,815,240**	**34,689,210,127**[(3)]
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—			
Réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes			8,212,351,127
(Perte)		(104,743,164)	
Fonds monétaire international—Souscriptions			4,936,144,990
Virement des bénéfices		8,767,437	
Total des comptes d'opérations de change		**(95,975,727)**	**13,148,496,117**
CAISSE—			
Intérêts des dépôts bancaires		**218,741,487**	**4,617,914,056**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS—			
Intérêt sur prêts au Compte d'assurance-chômage—Finances		**836,733,949**	**3,606,000,000**
AUTRES COMPTES—			
Intérêt sur placement *re:* achats militaires—Approvisionnements et Services		24,186,526	407,936,821
Dette non échue détenue par le gouvernement			880,650,332
Intérêt	$ 17,705,118		
(Perte)	(58,004)		
		17,647,114	
Secteur des services de gestion et services opérationnels—Fonds du revenu consolidé—Approvisionnements et Services—			
Autres		11,701,784	
Fonds renouvelable des approvisionnements—Approvisionnements et Services		6,308,921	
Mines Baie Verte—Expansion industrielle régionale		6,201,477	

		Montant réalisé en 1986-87[(1)]	Montant investi au 31 mars 1987[(2)]
		$	$
Revenu de location de propriétés—Travaux publics—			
Location—			
Immeubles résidentiels	$ 2,199,184		
Édifices de bureau et d'administration	2,373,806		
Autres locations	59,268		
		4,632,258	
Eldorado Nucléaire Limitée—Expansion industrielle régionale		1,198,595	
Recouvrement—Prêts garantis en souffrance—Divers—Affaires indiennes et Nord canadien—			
Intérêt	$ 546,356		
Autres	135,528		
		681,884	
Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales—Communications		620,443	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger—Défense nationale		407,718	
Gulf Oil Canada, Ltée—Travaux publics		294,437	
Bâtiments appartenant au ministère—Emploi et Immigration—			
Location		182,333	
Bâtiments et terrains publics—Revenu national—			
Location		133,294	
Electrical Reduction Co. Ltée—Travaux publics		92,920	
Bande Stoney—Affaires indiennes et Nord Canadien		58,442	
Intérêt sur vente de terrain irrigué—Agriculture—			
Autres		21,653	
Intérêt sur dette à long terme—Pêches et Océans		19,480	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—Gendarmerie royale du Canada—Solliciteur général—			
Intérêt	$ 15,829		
Virement des bénéfices	185		
		16,014	
Société immobilière du Canada (Vieux Port de Québec)—			
Travaux publics		4,840	
Concession du gouvernement—Propriétaire d'équipement—Travaux publics—			
Autres		4,067	
Ville de Mount Pearl—Travaux publics		1,142	
Prêts aux étudiants tchèques—Emploi et Immigration		194	
Aide à l'égard des frais de voyage pour les colons—Emploi et Immigration		38	

Produits de placements—*Fin*

	Montant réalisé en 1986-87[1]	Montant investi au 31 mars 1987[2]
	$	$
Divers—Travaux publics—		
Autres	84,881	
Divers—Affaires des anciens combattants—		
Autres	7,348	
Total des autres comptes	**74,507,803**	**1,288,587,153**
TOTAL DES PRODUITS DE PLACEMENTS	**4,626,822,752**	**57,350,207,453**

	Montant réalisé en 1986-87[1]	Montant investi au 31 mars 1987[2]
	$	$
Sommaire—		
Intérêt	2,724,408,535	
Virement des bénéfices	1,865,790,637	
Dividendes	13,708,434	
Revenu de location de propriétés	4,947,885	
Autres	17,967,261	
Total	**4,626,822,752**	

[1] Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.
[2] Les montants inscrits sous cette colonne représentent les soldes des comptes d'éléments d'actif au 31 mars 1987. Ils ne représentent pas toujours les montants de principal sur lesquels l'intérêt a été calculé et/ou les dividendes payés.
[3] Ce montant n'a pas été déduit de la provision pour évaluation au montant de $9.7 milliards.

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE		
Ministres—		
Hon J Wise	1	58,076
Hon G Merrithew	20	55,587
Secrétaires parlementaires—		
P Blais	1	5,831
M Champagne	1	1,909
Dr L Greenaway	20	4,277
COMMUNICATIONS		
Ministres—		
Hon M Masse	1	1,323
Hon F MacDonald	1	5,102
Secrétaire parlementaire—		
J Edwards	1	2,663
CONSOMMATION ET CORPORATIONS		
Ministres—		
Hon H Andre	1	50,122
Hon M Côté	1	19,527
Secrétaires parlementaires—		
G Bertrand	1	400
B Domm	1	1,574
EMPLOI ET IMMIGRATION		
Ministres—		
Hon B Bouchard	1	51,239
Hon A Champagne	1	7,373
Hon J Charest	1	66,849
Hon F MacDonald	1	4,281
Hon W McLean	1	14,110
Hon G Weiner	1	29,620
Secrétaires parlementaires—		
G Gurbin	1	999
G Weiner	1	2,938
ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES		
Ministres—		
Hon P Carney	1	30,437
Hon R Layton	1	6,997
Hon M Masse	1	103,492
Secrétaires parlementaires—		
G Fretz	1	469
J McDermid	1	5,638
J Shields	1	1,544
ENVIRONNEMENT		
Ministre—		
Hon T McMillan	1	43,861
Secrétaires parlementaires—		
P Browes	1	463
G Gurbin	1	15,229
AFFAIRES EXTÉRIEURES		
Ministres—		
Hon P Carney	1	55,950
Rt Hon J Clark	1	42,196
Hon J Kelleher	1	9,396
Hon M Landry	1	13,067
Hon M Vézina	1	4,523
Secrétaires parlementaires—		
C Cook	1	5,117
R Clinch	1	5,257
J G Hudon	1	26,660
M Landry	1	2,564
J McDermid	1	15,657
Agence canadienne de développement international		
Secrétaires parlementaires—		
J MacDougall	30	5,278
W McLean	30	3,499
L Murray	30	2,657
J Murta	30	3,236
FINANCES		
Ministres—		
Hon B McDougall	1	17,926
Hon T Hockin	1	22,855
Hon M Wilson	1	28,844
Secrétaire parlementaire—		
P H Vincent	1	5,102

	Crédit	Montant
		$
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministre—		
Hon T E Siddon	1	11,350
Secrétaires parlementaires—		
P Binns	1	3,108
M Gass	1	4,711
AFFAIRES INDIENNES ET NORD CANADIEN		
Ministres—		
Hon D Crombie	1	16,045
Hon W McKnight	1	55,060
Secrétaire parlementaire—		
S Schellenberger	1	1,806
JUSTICE		
Ministres—		
Hon J C Crosbie	1	5,851
Hon R Hnatyshyn	1	16,455
Secrétaire parlementaire—		
C Speyer	1	3,212
TRAVAIL		
Ministres—		
Hon P H Cadieux	1	24,393
Hon B McKnight	1	4,265
Secrétaire parlementaire—		
J Price	1	2,555
DÉFENSE NATIONALE		
Ministres—		
Hon P Beatty	1	51,683
Hon E Nielsen	1	1,781
Ministres associés—		
Hon P Dick	1	23,733
Hon H Andre	1	2,918
Secrétaire parlementaire—		
R Wenman	1	926
SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL		
Ministre—		
Hon J Epp	1	108,867
Secrétaires parlementaires—		
G Bertrand	1	269
M B Tardif	1	259
PROGRAMME DE LA CONDITION PHYSIQUE ET DU SPORT AMATEUR		
Ministre—		
Hon O Jelinek	50	56,512
REVENU NATIONAL		
Douanes et Accise		
Ministre—		
Hon E MacKay	1	41,290
Secrétaires parlementaires—		
J Cossitt	1	459
B Valcourt	1	317
CONSEIL PRIVÉ		
Premier Ministre—		
Rt Hon B Mulroney	1	16,026
Premier Ministre suppléant et Président du Conseil privé—		
Hon D F Mazankowski	1	17,674
Leader du gouvernement au Sénat—		
Hon L Murray	1	11,481
TRAVAUX PUBLICS		
Ministres—		
Hon R LaSalle	1	9,628
Hon S McInnes	1	20,019
Secrétaires parlementaires—		
C Lanthier	1	2,672
R Stewart	1	549
EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE		
Ministres—		
Hon A Bissonnette	1	27,364
Hon M Côté	1	75,802

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
Hon D Mazankowski	1	1,833
Hon J Murta	1	72,643
Hon S Stevens	1	11,110
Hon B Valcourt	1	55,126
Secrétaires parlementaires—		
M Forrestall	1	1,104
M Tardiff	1	245
SCIENCES ET TECHNOLOGIE		
Ministre—		
Hon F J Oberle	1	17,980
Secrétaire parlementaire—		
G Towers	1	3,060
SECRÉTARIAT D'ÉTAT		
Ministres—		
Hon B Bouchard	1	35,710
Hon D Crombie	1	14,157
Hon O Jelinek	1	4,718
Secrétaires parlementaires—		
V Della Noce	1	1,621
J Scott	1	2,784
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Ministre—		
Hon W McLean	30	14,483
SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
Ministres—		
Hon P Beatty	1	19,735
Hon J Kelleher	1	14,550
Secrétaires parlementaires—		
M Cardiff	1	146
G Towers	1	3,291
APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES		
Ministres—		
Hon S McInnes	1	3,212
Hon M Vezina	1	48,273
Secrétaire parlementaire—		
B Bradley	1	960
TRANSPORTS		
Ministres—		
Hon J Crosbie	1	28,131
Hon D Mazankowski	1	3,990
Hon A Bissonnette (État)	1	1,500
Secrétaires parlementaires—		
M Forrestall	1	2,922
D Kilgour	1	137
CONSEIL DU TRÉSOR		
Ministre—		
Hon R de Cotret	1	32,901
Privatisation et affaires réglementaires		
Ministre—		
Hon B McDougall	1	16,222
AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS		
Ministre—		
Hon G Hees	1	5,899
Secrétaire parlementaire—		
D MacKenzie	1	600

SECTION 12

COMPTES PUBLICS
1986-87

Autres renseignements divers

SOMMAIRE

	Page
Répartition des dépenses de fonctionnement et en capital pour 1986-87 (Affaires extérieures)	12.2
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.4
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures)	12.5
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail)	12.7
État d'exonération des droits de douane (Revenu national)	12.8
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement)	12.9
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87 (Parlement)	12.11
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé)	12.14
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé)	12.15
État des dépenses—Prochaine élection générale (Conseil privé)	12.15
État des dépenses par établissement (Solliciteur général)	12.16
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor)	12.18

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Répartition des dépenses de fonctionnement et en capital pour 1986-87

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Administration centrale	94,756,134	97,317,547	192,073,681	9,445,847	201,519,528
POSTES DIPLOMATIQUES—					
Algérie	1,683,877	1,592,108	3,275,985	215,311	3,491,296
Argentine	1,140,568	1,056,203	2,196,771	2,095,170	4,291,941
Australie	1,490,648	1,141,984	2,632,632	160,124	2,792,756
Autriche	2,757,200	3,471,052	6,228,252	316,569	6,544,821
Bangladesh	1,238,109	1,060,919	2,299,028	133,050	2,432,078
Barbade	1,624,287	1,423,382	3,047,669	228,426	3,276,095
Belgique	3,382,086	5,097,425	8,479,511	1,068,206	9,547,717
Brésil	1,317,442	1,140,788	2,458,230	240,808	2,699,038
Bretagne	11,393,197	7,549,579	18,942,776	1,882,623	20,825,399
Cameroun	1,386,287	1,673,523	3,059,810	204,979	3,264,789
Chili	1,025,521	886,845	1,912,366	147,194	2,059,560
Chine, République populaire de	2,909,787	1,473,699	4,383,486	7,755,701	12,139,187
Colombie	1,359,470	840,041	2,199,511	124,060	2,323,571
Costa Rica	1,380,378	1,122,584	2,502,962	166,356	2,669,318
Cuba	1,315,090	1,220,959	2,536,049	193,860	2,729,909
Tchécoslovaquie	1,300,223	753,601	2,053,824	188,990	2,242,814
Danemark	1,192,724	601,746	1,794,470	121,976	1,916,446
Équateur	531,945	536,464	1,068,409	18,967	1,087,376
Égypte, République Arabe d'	2,229,641	1,929,616	4,159,257	1,250,497	5,409,754
Éthiopie	806,462	787,515	1,593,977	149,033	1,743,010
Finlande	712,436	316,637	1,029,073	34,380	1,063,453
France	9,321,918	9,600,349	18,922,267	997,907	19,920,174
Gabon	361,529	394,384	755,913	43,438	799,351
Allemagne	4,971,538	3,401,837	8,373,375	472,027	8,845,402
Ghana	828,432	879,770	1,708,202	155,605	1,863,807
Grèce	1,430,284	891,160	2,321,444	124,044	2,445,488
Guatemala	643,258	689,129	1,332,387	100,355	1,432,742
Guyane	864,190	1,263,566	2,127,756	191,781	2,319,537
Haïti	1,457,661	962,265	2,419,926	280,638	2,700,564
Saint-Siège	608,295	428,402	1,036,697	120,373	1,157,070
Hongrie	836,569	790,750	1,627,319	134,946	1,762,265
Inde	4,148,290	3,645,376	7,793,666	761,268	8,554,934
Indonésie	1,876,461	2,388,953	4,265,414	203,701	4,469,115
Iran	230,994	496,253	727,247	3,179	730,426
Irak	1,123,589	1,012,626	2,136,215	194,370	2,330,585
Irlande	885,355	659,374	1,544,729	86,631	1,631,360
Israël	1,999,572	2,285,504	4,285,076	230,452	4,515,528
Italie	4,073,952	4,092,952	8,166,904	715,413	8,882,317
Côte d'Ivoire	2,072,412	1,970,504	4,042,916	192,520	4,235,436
Jamaïque	1,754,142	1,806,635	3,560,777	289,801	3,850,578
Japon	10,758,084	8,456,966	19,215,050	1,391,442	20,606,492
Jordanie	787,586	1,057,929	1,845,515	99,529	1,945,044
Kenya	1,835,731	1,547,837	3,383,568	242,135	3,625,703
Corée	1,536,976	3,222,585	4,759,561	234,603	4,994,164
Koweït	892,211	1,097,488	1,989,699	63,194	2,052,893
Liban	57,711	19,578	77,289	11,475	88,764
Malaisie	1,105,779	1,326,875	2,432,654	163,084	2,595,738
Mexique	2,057,066	1,840,725	3,897,791	519,615	4,417,406
Maroc	942,099	522,492	1,464,591	74,040	1,538,631
Pays-Bas	2,122,677	1,398,767	3,521,444	112,418	3,633,862
Nouvelle-Zélande	696,810	689,508	1,386,318	75,335	1,461,653
Nigeria	1,328,385	968,239	2,296,624	499,493	2,796,117
Norvège	1,007,790	870,645	1,878,435	140,526	2,018,961
Pakistan	2,115,791	1,119,606	3,235,397	261,512	3,496,909
Pérou	1,411,391	1,258,796	2,670,187	330,766	3,000,953
Philippines	1,789,670	1,727,317	3,516,987	222,646	3,739,633
Pologne	1,511,554	1,581,437	3,092,991	286,985	3,379,976
Portugal	975,274	917,282	1,892,556	388,077	2,280,633
Roumanie	1,101,839	1,486,024	2,587,863	111,477	2,699,340
Arabie Saoudite	1,627,245	1,033,811	2,661,056	266,397	2,927,453
Sénégal	1,161,213	1,312,379	2,473,592	140,455	2,614,047
Singapour	1,686,240	1,593,259	3,279,499	413,328	3,692,827
Afrique du Sud	1,061,121	818,573	1,879,694	106,445	1,986,139

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Répartition des dépenses de fonctionnement et en capital pour 1986-87—*Suite*

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
Espagne	1,396,547	902,838	2,299,385	328,579	2,627,964
Sri Lanka	856,768	810,866	1,667,634	116,256	1,783,890
Suède	1,349,702	1,254,833	2,604,535	78,663	2,683,198
Suisse	1,830,675	1,050,004	2,880,679	145,465	3,026,144
Syrie	532,691	2,490,643	3,023,334	451,023	3,474,357
Tanzanie	969,760	905,339	1,875,099	324,926	2,200,025
Thaïlande	2,388,718	2,143,163	4,531,881	305,238	4,837,119
Trinité et Tobago	1,641,911	1,366,043	3,007,954	244,511	3,252,465
Tunisie	907,634	662,583	1,570,217	75,102	1,645,319
Turquie	874,175	914,347	1,788,522	172,471	1,960,993
Union des Républiques Socialistes Soviétiques	2,798,921	1,910,930	4,709,851	537,249	5,247,100
États-Unis d'Amérique	9,014,875	7,505,682	16,520,557	21,564,080	38,084,637
Vénézuela	1,150,761	870,055	2,020,816	94,260	2,115,076
Yougoslavie	1,939,896	1,725,501	3,665,397	296,067	3,961,464
Zaïre	1,166,273	853,477	2,019,750	1,386,695	3,406,445
Zambie	716,090	526,766	1,242,856	206,713	1,449,569
Zimbabwe	979,206	732,692	1,711,898	117,101	1,828,999
POSTES CONSULAIRES—					
Atlanta, É-U	1,430,374	1,382,516	2,812,890	298,068	3,110,958
Boston, É-U	1,927,049	1,915,840	3,842,889	147,060	3,989,949
Buffalo, É-U	1,152,781	636,679	1,789,460	188,131	1,977,591
Chicago, É-U	1,920,963	1,846,217	3,767,180	159,737	3,926,917
Cleveland, É-U	1,332,317	904,909	2,237,226	89,355	2,326,581
Dallas, É-U	1,517,906	1,311,132	2,829,038	122,673	2,951,711
Dayton, É-U	55,268	312	55,580		55,580
Détroit, É-U	1,558,835	1,344,932	2,903,767	339,780	3,243,547
Dusseldorf, Allemagne	716,319	609,539	1,325,858	10,601	1,336,459
Glasgow, RÉ		16,170	16,170		16,170
Hamburg, Allemagne	811,107	642,274	1,453,381	13,334	1,466,715
Houston, É-U	56,415	1,472	57,887		57,887
Los Angeles, É-U	2,206,714	2,768,529	4,975,243	617,269	5,592,512
Lyon, France		37,476	37,476		37,476
Marseille, France	881,985	501,836	1,383,821	110,457	1,494,278
Melbourne, Australie	595,820	565,429	1,161,249	29,221	1,190,470
Milan, Italie	1,186,791	1,049,782	2,236,573	34,842	2,271,415
Minneapolis, É-U	1,088,531	1,255,418	2,343,949	403,215	2,747,164
Munich, Allemagne	560,048	969,066	1,529,114	3,648	1,532,762
New York, É-U	4,194,830	5,878,050	10,072,880	194,208	10,267,088
Osaka, Japon		21,943	21,943	13,670	35,613
Philadelphie, É-U	982,654	1,276,263	2,258,917	33,328	2,292,245
San Francisco, É-U	1,588,738	1,420,331	3,009,069	170,664	3,179,733
Sao Paulo, Brésil	728,544	667,185	1,395,729	76,084	1,471,813
Seattle, É-U	1,661,579	869,027	2,530,606	123,930	2,654,536
Chang-hai, République populaire de Chine	138,746	174,850	313,596	87,365	400,961
Strasbourg, France	151,270	27,404	178,674		178,674
Sydney, Australie	1,050,995	1,175,347	2,226,342	129,827	2,356,169
Berlin Ouest, Allemagne	361,096	302,396	663,492	19,132	682,624
DÉLÉGATIONS AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES—					
Conseil de l'Atlantique Nord, Bruxelles	1,982,285	919,625	2,901,910	91,010	2,992,920
Organisation de coopération et de développement économiques, Paris	947,263	425,774	1,373,037	33,221	1,406,258
Délégation permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation scientifique et culturelle	275,659	233,666	509,325	17,922	527,247
Mission permanente du Canada auprès de la Conférence sur le désarmement	205,066	220,236	425,302	29	425,331
Mission permanente du Canada auprès des Communautés européennes, Bruxelles	1,405,509	502,103	1,907,612	28,006	1,935,618
Mission permanente du Canada auprès des Organisations internationales, Vienne	292,796	238,019	530,815	148,899	679,714
Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des États américains, Washington	271,919	209,454	481,373	3,302	484,675
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, Genève	2,793,396	2,530,485	5,323,881	202,519	5,526,400
Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York	2,050,171	2,688,735	4,738,906	88,953	4,827,859

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Répartition des dépenses de fonctionnement et en capital pour 1986-87—*Fin*

	Dépenses de fonctionnement				
	Frais de rémunération	Autres	Total	Dépenses en capital	Total
	$	$	$	$	$
AUTRES POSTES—					
Abu Dhadi, Émirats Arabes Unis	534,622	708,769	1,243,391	911	1,244,302
Bamako, Mali	325,059	416,307	741,366	39,346	780,712
Bombay, Inde	6,342	1,274	7,616		7,616
Conakry, Guinée	373,505	541,841	915,346	61,003	976,349
Francfort, Allemagne	347,611	476,949	824,560	4,863	829,423
Kigali, Rwanda	352,563	518,399	870,962	58,243	929,205
Niamey, Niger	402,872	462,213	865,085	72,445	937,530
Perth, Australie	256,183	206,505	462,688	3,557	466,245
Rangoon, Birmanie	8,223	40,223	48,446	1,152	49,598
Victoria, Hong Kong	3,632,967	4,641,243	8,274,210	689,303	8,963,513
Total	292,828,485	278,702,030	571,530,515	69,000,235	640,530,750

Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Conférences et réunions	Montant
	$
Agence de coopération culturelle et technique—Conférence générale extraordinaire	14,898
Convention sur les armes biologiques et toxiques	22,173
Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth sur l'Afrique du Sud	67,240
Réunion des hauts fonctionnaires du Commonwealth	3,802
Conférence des ministres de la Jeunesse et des sports	50,573
Conférence des ministres de l'Éducation	41,029
Conférence internationale de l'Éducation	58,165
Conférence des spécialistes qualifiés sur l'éducation	9,313
Conférence sur la sécurité et la coopération—Réunion des spécialistes sur les rapports humains	11,889
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe—Réunion à suivre	43,563
Conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique	10,187
Sommet économique	479,724
Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Ministériel	32,051
Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Groupe de planification nucléaire	3,521
Organisation de coopération et de développement économiques—Ministériel	57,676
Réunion des ministres du commerce quadrilatéral	23,806
Conférence sur la coordination du développement sud-africain	34,079
Réunion des ministres du commerce	14,175
Commission des Nations Unies sur les droits de la personne	42,816
Assemblée générale des Nations Unies	617,388
Session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique	31,158
Conférences et réunions diverses	3,204
Total	1,672,430

AFFAIRES EXTÉRIEURES
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales

Agence de coopération culturelle et technique—Conférence générale extraordinaire—$13,017
Membre de la Chambre des communes
Landry Hon M.
Agence canadienne de développement international
Lévesque M.
Affaires extérieures
Bouchard L, Hubert J-P, Theauvette C.
Gouvernements provinciaux
Carrier J-P, Duhaime C, Giguère P-A, Leduc R, Martin N, Ouellet J-P, Ouellet R, Rémillard G, Ricard D, Rioux F, Roy J-L.

Convention sur les armes biologiques et toxiques—$21,135
Affaires extérieures
Després A A, McKinnon P M, Mundell I.
Santé nationale et bien-être social
Kennedy M E.
Défense nationale
White L.

Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth sur l'Afrique du Sud—$54,447
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B.
Affaires extérieures
Bergsbusch E J, Norton R, Taylor J H, White J.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Boucher L, Clark A, Doucet J A, Fox W, Gratton M, Lortie M, Morden R, Murray S, Pristanski W.

Réunion des hauts fonctionnaires du Commonwealth—$3,802
Affaires extérieures
Beattie W F S, Sullivan A W, Vincent A J.
Bureau du Conseil privé
Morden J R, Tellier P M.

Conférence des ministres de la Jeunesse et des sports—$50,169
Membre du Sénat
Asselin Hon M.
Agence canadienne de développement international
Lévesque M.
Affaires extérieures
Paquet G.
Gouvernements provinciaux
Beland L, Bernier P, Bouchard G, Dufresne C, Lamoureux P, Leduc R, Ouellette R, Thorsen J, Turgeon C, Vallerand A.
Autres
Baillargeon C, Decarie C, Routhier H.

Conférence des ministres de l'Éducation—$33,646
Affaires extérieures
Dussault B, Morantz A, Paquet G, St-Pierre C.
Gouvernements provinciaux
Bernard Y, Bérubé M, Gilles N, Haeberle R, Leduc R, Olivier J-P, Parent M, Pinet A, Roy G.

Conférence internationale de l'Éducation—$45,869
Affaires extérieures
de Chantal R.
Secrétariat d'État
Lemoine H.
Gouvernements provinciaux
Buller E, Douglas J T, Fisher H K, Hearn L, Hogue M, Lapous A, Lucier P, Martin N, Robertson H J.

Conférence des spécialistes qualifiés sur l'éducation—$8,834
Gouvernements provinciaux
Benjamin C, Bosetti R.

Conférence sur la sécurité et la coopération—Réunion des spécialistes sur les rapports humains—$11,889
Membres de la Chambre des communes
King F, McDonald L.
Affaires extérieures
Bauer W E, Beattie S, Duval M, McKay D, Tovee C.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe—Réunion à suivre—$43,563
Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Jewett P, Johnston D, King F, Speyer C.
Affaires extérieures
Chambers W, Desrochers J, Griffith F, Johnston V, Mason P, Mathys F, Sullivan A.

Conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique—$10,187
Agence canadienne de développement international
Lévesque M.
Affaires extérieures
Hubert J-P.
Gouvernements provinciaux
Duhaime C, Leduc M R, Ouellet R, Rémillard G, Ricard D, Rioux F, Roy J-L.

Sommet économique—$364,468
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Mulroney Rt Hon B, Wilson Hon M.
Affaires extérieures
Bjarnason H J, Brady S, Burney D, Chambers C B, Comeau C, Durnan N, Erlich B, Grauer R, Lehouillier R, McCloskey J, Morden J R, Ostry S, Redmond R G, Schaefer P, Sullivan A W, Treleaven J, Wright D S.
Bureau du Premier ministre/Bureau du Conseil privé
Bertschi C, Boucher L, Brownlee B, Chant B, Charron A, Charron F, Clerk A, Dion E, Doucet J A, Faubert M, Fortier J, Fowler R, Fox W, Godbout G, Gratton M, Groulx P, Khan A, Leboeuf N, Locatelli S, Lortie M, McMillan C, Norquay G, Pristanski B, Richardson L, Robillard L.
Finances
Coleman J C, Drabble B J, Hartt S.
Autres
Burn P, Gagnon H, Gosselin L, Martell W, Rémillard R, Rysen R J, Wawryk W.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales—*Fin*

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Ministériel—$25,449
Membre de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J.
Affaires extérieures
Chambers W, Desrochers J, Johnstone V, Mason P, Mathys F, Peel D, Sullivan A.
Défense nationale
Doupe G.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Groupe de planification nucléaire—$3,521
Membres de la Chambre des communes
Beatty Hon P.
Affaires extérieures
Karsgaard D, Smith G.
Défense nationale
Atkins G M, Badali S, Carpenter F S, Fowler R, Lefebvre L, Lessard E G, Lindsey G R, Liston T, Manson P, Pigeon M A, Rivet J.

Organisation de coopération et de développement économiques—Ministériel—$40,407
Membres de la Chambre des communes
Clark Rt Hon J, Kelleher Hon J, Wilson Hon M.
Affaires extérieures
Bailey M, Brady S, Elder D C, Fortin Y, Kneale J, McIlroy J, Morden J R, Ostry S, Weekes J, White J.
Finances
Hartt S H, Shannon G, McCutchan D.

Réunion des ministres du commerce quadrilatéral—$23,117
Membre de la Chambre des communes
Carney Hon P.
Affaires extérieures
Beesley H A, Gifford M, Lee D, Ménard M, Ostry S, Shannon G E, Thomas C, Triantafilipoulos E, Weekes J M.

Conférence sur la coordination du développement sud-africain—$33,136
Membres de la Chambre des communes
McLean Hon W, Weiner Hon G
Affaires extérieures
Weynerowski W.
Autre
Beardsley K.

Réunion des ministres du commerce—$14,175
Chambre des communes
Carney Hon P.
Affaires extérieures
Boucher C, Johnstone V, Lee D, Ostry S, Thomas C, Weekes J, Witters J.

Commission des Nations Unies sur les droits de la personne—$37,284
Membres de la Chambre des communes
Collins M, de Corneille R, Stackhouse R.
Affaires extérieures
Cleary M, Hammond T, Hynes R, Lafortune H.
Commissaire canadien des droits de la personne
Fairweather G.
Secrétariat d'État
Page E.
Gouvernements provinciaux
Kinsella N, Lafleur P.

Assemblée générale des Nations Unies—$551,040
Membres de la Chambre des communes
Almand W, Attewell W, Cassidy M, Clark Rt Hon J, Clifford T, Cochrane D, Collins M, Crosby H, Dantzer V, Daubney D, Dorin M, Gormley J, Jewett P, Laurence A, Layton R, MacLellan R, MacLean W, Nowlan P, Stackhouse R, Landry Hon M.
Membres du Sénat
Cogger Hon M, Fairbairn Hon J.
Affaires extérieures
Ausman J, Bezeredi A, Braid M, Britten P, Butler E R, Chambers W, Cleary M, Fauteux P, Hadwen J, Johnstone B V, Kirsch P, Kozicz G, Larkin J, LeBlanc J, Lema M, Livermore J D, Loranger J, Mathys F, Miller B, Niemann L, Perrauly M, Picard L, Pillarella F, Robertson A W, Roche D, Sheehan T B, Sullivan A, Taylor J.
Défense nationale
O'Brien W.
Observateurs et conseillers spéciaux
Conley M, Haire M, Halstead J, McRae D, Reford R, Robichaud S, Williams S.

Session spéciale des Nations Unies sur l'Afrique—$26,388
Membres de la Chambre des communes
Desjardins G, Hudon J G, Manly J, Vézina Hon M.
Agence canadienne de développement international
Catley-Carlson M, Fowler M, McMaster C, Murray R, Voyer C.
Affaires extérieures
Brault M, Cloutier J, Demers C, Hobson T, Letendre R.
Finances
Fiori P.
Gouvernements provinciaux
Langlois R.
Autres
Dagenais C, Lacoste R, Plewes B.

TRAVAIL
Paiements d'indemnités et frais d'administration

Détails	Paiements d'indemnités	Frais d'administration	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve	435,488	69,129	504,617
Île-du-Prince-Édouard	223,374	36,904	260,278
Nouvelle-Écosse—Fédéral	2,063,365	330,828	2,394,193
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	8,300,937	692,493	8,993,430
Nouvelle-Écosse—SDCB (Article 9a)	3,772,535	165,923	3,938,458
Nouvelle-Écosse—Vieille silicose	730,513	27,680	758,193
Nouveau-Brunswick	763,528	129,280	892,808
Québec	9,325,138	1,286,138	10,611,276
Ontario	13,087,628	2,959,589	16,047,217
Manitoba	1,310,019	325,776	1,635,795
Saskatchewan	1,871,586	298,629	2,170,215
Alberta	3,682,678	959,346	4,642,024
Colombie-Britannique	2,473,429	819,542	3,292,971
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada	19,994		19,994
Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands et aux enfants à leur charge	8,445		8,445
Indemnisations à des employés occasionnels du Québec CT 1979-29	40,776		40,776
Remboursements à la Commission des accidents du travail (CAT) pour paiements en trop	112		112
Sommes excédentaires versées à des réclamants (cas de subrogation)	365,142		365,142
Salaires recouvrés et retournés à d'autres ministères du gouvernement (cas de subrogation)	326,029		326,029
Frais juridiques, médicaux et professionnels (cas de subrogation)	64,580		64,580
Indemnisations à des détenus	53,238		53,238
	48,918,534	8,101,257	57,019,791
Moins: recouvrements			
Frais d'administration recouvrés des organismes de l'État		1,435,742	1,435,742
Coûts de réclamations recouvrés des organismes de l'État	18,912,733		18,912,733
Montants recouvrés de tiers responsables (subrogation)	982,989		982,989
Surplus de sommes versées à titre d'indemnisation recouvrés des réclamants	1,096		1,096
Recouvrement d'indemnités versées à des détenus	52,804		52,804
	19,949,622	1,435,742	21,385,364
Dépenses nettes	28,968,912[1]	6,665,515[2]	35,634,427

[1] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant:
a) les employés de l'État (Loi sur l'indemnisation des employés de l'État);
b) les marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands); et,
c) les employés des mines qui ont contracté la silicose avant l'acquisition desdites mines par SDCB.

[2] Représente la quote-part du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales des accidents de travail.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral. Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et le Territoire du Yukon se règlent par l'intermédiaire de la CAT de l'Alberta.

REVENU NATIONAL
Douanes et Accise
État d'exonération des droits de douane

Note: cet état présente le détail d'exonération des droits de douane de $1,000 ou plus tel qu'exigé en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'exonération de droits

	$
L'article 11 de la Loi sur l'exonération de droits (LED) stipule que le ministre du Revenu national peut établir une liste des machines et appareils classés dans les numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3 qui ne sont pas produits au Canada et sur lesquels aucun droit n'est exigible. Le ministre du Revenu national a établi une liste de machines et appareils, liste qui est entrée en vigueur le 30 octobre 1986 et le montant de droits qui suit n'a pas été payé sur ces marchandises à compter de la date d'entrée en vigueur jusqu'au 31 mars 1987 inclusivement	9,407,647
L'article 13 de la Loi sur l'exonération de droits (LED) stipule que le ministre du Revenu national peut remettre les droits, sur les machines et appareils classés dans les numéros tarifaires 41100-1, 42700-1, 42700-2, 42700-3, 42700-4, 42700-5, 42700-9, 42700-10, 42700-11, 42700-12, 42700-13, 42700-14, 42700-15, 42700-16, 42701-1, 42701-2 et 42701-3 et qui ne sont pas produits au Canada. Les droits applicables aux premiers $500 de la demande sont déduits de la remise des droits. Les remises suivantes ont été accordées sur l'avis du ministre du Revenu national, en vertu des dispositions de l'article 13, les montants indiqués représentent la partie de la remise applicable aux machines et aux pièces importées pendant la période allant du 30 octobre 1986 au 31 mars 1987 inclusivement:	
LED 1986-0036, 10 novembre 1986	1,918,467
LED 1986-0037, 10 novembre 1986	1,050,607
LED 1986-0038, 14 novembre 1986	1,065,501
LED 1986-0039, 24 novembre 1986	1,100,894
LED 1986-0040, 1er décembre 1986	415,382
LED 1986-0041, 15 décembre 1986	694,022
LED 1986-0042, 15 décembre 1986	1,393,878
LED 1986-0043, 22 décembre 1986	2,084,293
LED 1986-0044, 9 janvier 1987	338,559
LED 1987-0001, 16 janvier 1987	323,560
LED 1987-0002, 26 janvier 1987	194,854
LED 1987-0003, 13 février 1987	1,025,651
LED 1987-0004, 25 février 1987	199,860
LED 1987-0005, 6 mars 1987	82,087
	11,887,615
Total	21,295,262

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Bertrand G	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre de la Consommation et des Corporations du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Binns P	Ministre des Pêches et Océans du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Blais P	Ministre de l'Agriculture du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Premier ministre adjoint et Président du Conseil privé du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Bradley B	Ministre des Approvisionnements et Services du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre de la Défense nationale du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Browes P	Ministre de l'Environnement du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Cardiff M	Solliciteur général du Canada du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Champagne M	Ministre de l'Agriculture du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Clinch R	Ministre des Relations extérieures du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Cook C	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986, et Président du Conseil du Trésor du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Cossitt J	Ministre du Revenu national du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Della Noce V	Ministre d'État (Condition physique et sport amateur) et Ministre d'État (Multiculturalisme) du 22 avril 1986 au 14 octobre 1986, et Secrétaire d'État et Ministre responsable du Multiculturalisme du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	8,902
Dick P	Président du Conseil du Trésor du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	2,350
Domm B	Ministre de la Consommation et des Corporations du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986	5,054
Edwards J	Ministre des Communications du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	5,054
Forrestall J M	Ministre des Transports du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre de l'Expansion industrielle régionale du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Fretz G	Ministre d'État (Mines) du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	5,054
Gass M	Ministre des Pêches et Océans du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986	5,054
Gérin F	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Greenaway L	Ministre d'État (Mines et forêts) du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Gurbin G M	Ministre de l'Environnement du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Gustafson L	Premier ministre du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1987	9,450
Hudon J-G	Ministre des Relations extérieures du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986, et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Kilgour D	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986, et Ministre des Transports du 15 octobre 1986 au 7 avril 1987	9,450
Landry M	Ministre du Commerce international du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	2,350
Lanthier C	Ministre d'État aux Sciences et à la Technologie du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986, et Ministre des Travaux publics du 15 octobre 1986 au 16 octobre 1987	9,450
Lewis D	Président du Conseil privé du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1987, et Premier ministre adjoint du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Mailly C	Ministre des Communications du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
McDermid J	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et ministre du Commerce international du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
McKenzie D	Ministre des Affaires des anciens combattants du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1987	9,450
Price J	Ministre du Travail du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1987	9,450
Schellenberger S	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Scott G	Secrétaire d'État du Canada du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	5,054
Shields J	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	4,396
Speyer C	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986	5,054
Stewart R	Ministre des Travaux publics du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre des Approvisionnements et Services du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450

PARLEMENT
Chambre des communes
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres—*Fin*

Noms	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Tardif M B	Ministre de l'Expansion industrielle régionale du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Towers G	Solliciteur général du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986, et Ministre d'État aux Sciences et à la Technologie du 15 octobre 1986 au 14 octobre 1987	9,450
Valcourt B	Ministre du Revenu national du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	2,350
Vincent P H	Ministre des Finances du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1987	9,450
Weiner G	Ministre de l'Emploi et de l'Immigration du 25 novembre 1985 au 14 octobre 1986	2,350
Wenman G	Ministre de la Défense nationale du 1er novembre 1984 au 14 octobre 1986	5,054
		272,136

PARLEMENT
Sénat
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87

Honorables sénateurs	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Adams W	55,425	9,050	29,733	94,208
Anderson M	55,425	9,050	9,615	74,090
Argue H	55,425	9,050	33,210	97,685
Asselin M	55,425	9,050	15,747	80,222
Atkins NK	42,053	6,800	10,477	59,330
Austin J	55,425	9,050	52,694	117,169
Balfour J	55,425	9,050	25,600	90,075
Barootes EW	55,425	9,050	30,885	95,360
Barrow AI	54,825	8,450	11,654	74,929
Bazin J	14,802	2,372	3,048	20,222
Bélisle R	55,425	9,050	12,215	76,690
Bell AEH	55,425	9,050	8,778	73,253
Bielish M	55,425	9,050	13,857	78,332
Bonnell L	55,425	9,050	19,499	83,974
Bosa P	55,425	9,050	8,833	73,308
Buckwold S L	54,825	8,470	19,853	83,148
Cameron D	55,425	9,050		64,475
Charbonneau G	55,425	9,050		64,475
Indemnité à titre d'Orateur du Sénat	27,250			27,250
Cochrane E	21,084	3,400	16,142	40,626
Cogger M B	50,935	8,275	11,743	70,953
Cools A	55,425	9,050	23,816	88,291
Corbin E	55,425	9,050	14,958	79,433
Cottreau E	55,425	9,050	13,959	78,434
Croll D A	55,425	9,050	10,730	75,205
Davey K	55,425	9,050	9,285	73,760
David P P	55,425	9,050	2,895	67,370
De Bané P	55,425	9,050	5,333	69,808
Denis A	55,425	9,050	4,787	69,262
Doody C W	55,425	9,050	19,703	84,178
Indemnité à titre de président en chef du gouvernement	13,175			13,175
Doyle R J	55,425	9,050	6,152	70,627
Everett D D	54,225	7,850	16,643	78,718
Fairbairn J	55,425	9,050	33,318	97,793
Flynn J	55,425	9,050	8,966	73,441
Frith R	55,425	9,050	15,194	79,669
Indemnité à titre de président en chef de l'Opposition	8,425			8,425
Gigantès P D	55,425	9,050	22,086	86,561
Giguère L De G	39,604	6,052	3,885	49,541
Godfrey J M	55,065	8,690	20,023	83,778
Grafstein J S	55,425	9,050	10,560	75,035
Graham B A	55,425	9,050	47,381	111,856
Guay J-P	55,425	9,050	25,953	90,428
Haidasz S	55,425	9,050	14,504	78,979
Hastings E	55,425	9,050	34,120	98,595
Hays D P	55,425	9,050	31,520	95,995
Hébert J	55,425	9,050	11,862	76,337
Hicks H D	55,425	9,050	23,782	88,257
Inman F E	9,350	1,500		10,850
Kelly W M	55,425	9,050	19,628	84,103
Kenny C	55,425	9,050	17,292	81,767
Kirby M	55,425	9,050	17,435	81,910
Kolber L	55,425	9,050	2,000	66,475
Lafond P C	55,425	9,050		64,475
Lang D A	54,075	7,760	5,533	67,368
Langlois L	55,425	9,050	3,098	67,573
Lapointe R	41,384	6,799	1,952	50,135
Lawson E M	55,005	8,630	14,378	78,013
Leblanc F	55,425	9,050	6,662	71,137
LeBlanc R	55,425	9,050	10,191	74,666
Lefebvre T	55,425	9,050	3,081	67,556
LeMoyne J	55,425	9,050	1,312	65,787
Lewis P D	55,065	8,690	19,831	83,586
Lucier P	55,425	9,050	25,958	90,433
MacDonald F	55,425	9,050	16,936	81,411
MacDonald J M	55,425	9,050	9,849	74,324
MacEachen A J	55,425	9,050	14,926	79,401
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	21,100			21,100
Macquarrie H	55,425	9,050	9,744	74,219
Marchand L	55,425	9,050	34,564	99,039
Marsden L	55,425	9,050	13,813	78,288
Marshall J	55,425	9,050	16,542	81,017
McElman C	55,425	9,050	10,033	74,508
McGrand F A	55,425	9,050		64,475
Molgat G L	55,425	9,050	24,062	88,537
Molson H de M	54,585	8,210	1,955	64,750
Muir R	55,425	9,050	10,756	75,231
Murray L	55,425	9,050	5,810	70,285
Neiman J	55,425	9,050	11,393	75,868
Nurgitz N	55,425	9,050	30,310	94,785
Olson H A	55,425	9,050	28,468	92,943
Perrault R J	55,425	9,050	34,394	98,869
Petten W J	55,425	9,050	24,262	88,737
Indemnité à titre de whip de l'Opposition	4,425			4,425
Phillips O H	55,425	9,050	21,038	85,513
Indemnité à titre de whip du gouvernement	6,725			6,725
Pitfield P M	55,425	9,050	191	64,666
Riel M	55,125	8,750	6,551	70,426
Rizzuto P	55,425	9,050	4,081	68,556
Robertson B M	55,425	9,050	30,717	95,192
Robichaud L J	55,425	9,050	13,683	78,158
Roblin D	55,425	9,050	12,113	76,588
Rossitter E	21,084	3,400	6,061	30,545
Rousseau Y	55,425	9,050	3,832	68,307
Rowe F W	55,425	9,050	22,364	86,839
Sherwood C B	55,425	9,050	9,405	73,880
Simard J-M	55,425	9,050	11,640	76,115
Sinclair I	55,425	9,050	11,330	75,805
Sparrow H O	55,425	9,050	21,418	85,893
Spivak M	21,084	3,400	12,397	36,881
Stanbury R J	54,945	8,570	12,328	75,843
Steuart D G	55,425	9,050	14,929	79,404
Stewart J B	55,425	9,050	16,354	80,829
Stollery P	55,425	9,050	6,794	71,269
Thériault L N	55,425	9,050	31,621	96,096
Thompson A	55,425	9,050		64,475
Tremblay A	55,425	9,050	12,640	77,115
Turner C	55,425	9,050	7,685	72,160
Van Roggen G	55,425	9,050	34,752	99,227
Walker D	55,425	9,050	6,069	70,544
Watt C	55,425	9,050	24,999	89,474
Wood D	55,425	9,050	7,592	72,067
Succession du défunt Yuzyk P	18,700	2,472	1,949	23,121
	5,730,895	915,890	1,575,699	8,222,484

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87—*Suite*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Allmand Hon W	55,425	18,800	11,697	85,922
Althouse V	55,425	18,800	36,843	111,068
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	2,922			2,922
Andre Hon H	55,425	18,800	16,308	90,533
Angus I	55,425	18,800	32,086	106,311
Attewell W	55,425	18,800	16,522	90,747
Axworthy Hon L	55,425	18,800	35,722	109,947
Baker G	55,425	23,125	37,255	115,805
Beatty Hon P	55,425	18,800	5,260	79,485
Belsher R	55,425	18,800	49,223	123,448
Benjamin L	55,425	18,800	40,603	114,828
Berger D	55,425	18,800	9,546	83,771
Bernier G	55,425	18,800	29,089	103,314
Indemnité à titre de whip du gouvernement	3,123			3,123
Bertrand G	55,425	18,800	10,197	84,422
Binns P	55,425	18,800	31,603	105,828
Bissonnette L'hon A	55,425	18,800	9,717	83,942
Blackburn D	55,425	18,800	19,702	93,927
Blackburn J-P	55,425	18,800	27,241	101,466
Blaikie B	55,425	18,800	38,686	112,911
Blais P	55,425	18,800	29,990	104,215
Blais-Grenier L'hon S	55,425	18,800	7,779	82,004
Blenkarn D	55,425	18,800	21,696	95,921
Blouin A	55,425	18,800	20,760	94,985
Bosley Hon J W	55,425	18,800	13,496	87,721
Indemnité à titre d'Orateur de la Chambre des communes	21,400			21,400
Bouchard L'hon B	55,425	18,800	16,477	90,702
Boudria D	55,425	18,800	21,246	95,471
Bourgault L	55,425	18,800	13,408	87,633
Boyer P	55,425	18,800	22,534	96,759
Bradley B	55,425	18,800	24,871	99,096
Brightwell A H H	55,425	18,800	22,986	97,211
Brisco B	55,425	18,800	59,649	133,874
Broadbent Hon E	55,425	18,800	6,551	80,776
Indemnité à titre de chef d'un parti	25,950			25,950
Browes P	55,425	18,800	27,424	101,649
Caccia Hon C L	55,425	18,800	20,103	94,328
Cadieux P H	55,425	18,800	4,298	78,523
Caldwell J	55,425	18,800	23,307	97,532
Cardiff M	55,425	18,800	25,261	99,486
Carney Hon P	55,425	18,800	6,958	81,183
Cassidy M	55,425	18,800	7,977	82,202
Champagne L'hon A	55,425	18,800	11,631	85,856
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	4,750			4,750
Champagne M	55,425	18,800	17,180	91,405
Charest J J	55,425	18,800	9,134	83,359
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	2,350			2,350
Chartrand G	55,425	18,800	9,901	84,126
Chrétien L'hon J			548	548
Clark Rt Hon J	55,425	23,125	13,590	92,140
Clark L	55,425	18,800	41,137	115,362
Clifford T	55,425	18,800	28,644	102,869
Clinch R	55,425	18,800	35,906	110,131
Coates Hon R C	55,425	18,800	39,934	114,159
Cochrane D H	55,425	18,800	23,324	97,549
Collins M	55,425	18,800	60,214	134,439
Comeau G	55,425	18,800	36,531	110,756
Cook C	55,425	18,800	65,545	139,770
Cooper A	55,425	23,125	35,561	114,111
Copps S	55,425	18,800	21,025	95,250

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Corbett R	55,425	18,800	23,901	98,126
Corriveau L			866	866
Cossitt J	55,425	18,800	7,471	81,696
Côté C	55,425	18,800	42,163	116,388
Côté L'hon M	55,425	18,800	4,549	78,774
Crofton P	55,425	18,800	32,393	106,618
Crombie Hon D	55,425	18,800	3,313	77,538
Crosbie Hon J C	55,425	18,800	10,513	84,738
Crosby H	55,425	18,800	33,623	107,848
Crouse L R	55,425	18,800	14,370	88,595
Danis M	55,425	18,800	13,851	88,076
Indemnité à titre d'Orateur et président des comités de la Chambre	22,625			22,625
Dantzer V	55,425	18,800	46,272	120,497
Darling S	55,425	18,800	10,251	84,476
Daubney D	55,425	18,800	7,335	81,560
Deans I	23,375	7,792	7,218	38,385
Indemnité à titre de chef d'un parti	3,750			3,750
de Corneille R	55,425	18,800	15,169	89,394
de Cotret L'hon R	55,425	18,800	6,628	80,853
de Jong S	55,425	18,800	51,034	125,259
Della Noce V	55,425	18,800	8,170	82,395
Desjardins G	55,425	18,800	36,219	110,444
Desrosiers E	55,425	18,800	12,960	87,185
Dick P	55,425	18,800	13,718	87,943
Dingwall D	55,425	18,800	32,479	106,704
Domm B	55,425	18,800	23,039	97,264
Dorin M	55,425	18,800	47,105	121,330
Duguay L	55,425	18,800	27,719	101,944
Duplessis S	55,425	18,800	18,438	92,663
Edwards J	55,425	18,800	60,310	134,535
Ellis J R	55,425	18,800	13,720	87,945
Elzinga P	2,493	831	2,596	5,920
Epp E	55,425	23,125	32,297	110,847
Epp Hon J	55,425	18,800	13,828	88,053
Fennell S	55,425	18,800	21,275	95,500
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	11,750			11,750
Ferland M	55,425	18,800	18,684	92,909
Finestone S	55,425	18,800	14,291	88,516
Fontaine G	55,425	18,800	28,626	102,851
Forrestall J M	55,425	18,800	38,857	113,082
Foster M	55,425	18,800	39,912	114,137
Fraleigh S	55,425	18,800	23,335	97,560
Fraser Hon J A	55,425	18,800	33,236	107,461
Indemnité à tire d'Orateur de la Chambre des communes	21,650			21,650
Fretz G	55,425	18,800	27,913	102,138
Friesen B	55,425	18,800	46,388	120,613
Frith Hon D C	55,425	18,800	23,861	98,086
Fulton J	55,425	23,125	44,294	122,844
Gagliano A	55,425	18,800	17,863	92,088
Gagnon P	55,425	18,800	36,103	110,328
Garneau R	55,425	18,800	5,998	80,223
Gass M	55,425	18,800	27,230	101,455
Gauthier J-R	55,425	18,800	4,805	79,030
Indemnité à titre de whip en chef de l'Opposition	11,750			11,750
Gérin F	55,425	18,800	29,012	103,237
Gervais A	55,425	18,800	38,861	113,086
Girard A	55,425	18,800	28,367	102,592
Gormley J	55,425	23,125	40,040	118,590
Gottselig B	55,425	18,800	35,103	109,328
Graham S	55,425	18,800	48,770	122,995
Gravel M	55,425	18,800	3,731	77,956

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87—*Suite*

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Gray D L	55,425	18,800	28,078	102,303
Gray Hon H	55,425	18,800	19,660	93,885
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	21,100			21,100
Greenaway L	55,425	23,125	46,109	124,659
Grisé R	55,425	18,800	17,230	91,455
Grondin G	28,431	9,554	7,134	45,119
Guilbault J	55,425	18,800	6,370	80,595
Guilbault J-G	55,425	18,800	17,658	91,883
Gurbin G M	55,425	18,800	19,433	93,658
Gustafson L	55,425	18,800	42,519	116,744
Halliday B	55,425	18,800	15,825	90,050
Hamelin C	55,425	18,800	39,834	114,059
Hamilton Hon A	55,425	18,800	17,547	91,772
Hardey E	55,425	18,800	21,212	95,437
Harvey A	55,425	18,800	26,988	101,213
Hawkes J	55,425	18,800	36,176	110,401
Heap D	55,425	18,800	23,610	97,835
Hees Hon G	55,425	18,800	1,249	75,474
Henderson G	55,425	18,800	20,541	94,766
Hicks B	55,425	18,800	38,181	112,406
Hnatyshyn Hon R	55,425	18,800	14,428	88,653
Hockin T	55,425	18,800	24,174	98,399
Holtmann F	55,425	18,800	56,396	130,621
Hopkins L	55,425	18,800	15,546	89,771
Horner B	55,425	18,800	16,925	91,150
Hovdebo S J	55,425	18,800	37,927	112,152
Howie Hon J F	55,425	18,800	35,735	109,960
Hudon J-G	55,425	18,800	13,063	87,288
Isabelle G	55,425	18,800	1,080	75,305
Jacques C	55,425	18,800	17,223	91,448
James K	55,425	18,800	27,261	101,486
Jardine W R B	55,425	18,800	32,265	106,490
Jelinek Hon O	55,425	18,800	10,527	84,752
Jepson J	55,425	18,800	22,294	96,519
Jewett P	55,425	18,800	30,889	105,114
Johnson M	55,425	23,125	44,176	122,726
Johnston L'hon D J	55,425	18,800	12,781	87,006
Joncas J-L	55,425	18,800	31,460	105,685
Jourdenais F	55,425	18,800	16,408	90,633
Kaplan Hon B	55,425	18,800	25,306	99,531
Keeper C	55,425	18,800	29,495	103,720
Kelleher Hon J	55,425	18,800	5,500	79,725
Kempling B	55,425	18,800	23,944	98,169
Kilgour D	55,425	18,800	33,000	107,225
Killens T	55,425	18,800	21,241	95,466
Kindy A	55,425	18,800	49,936	124,161
King F	55,425	18,800	57,314	131,539
Ladouceur F	55,425	18,800	13,662	87,887
Landry M	55,425	18,800	13,322	87,547
Langdon S W	55,425	18,800	39,962	114,187
Lanthier C	55,425	18,800	12,565	86,790
Lapierre L'hon J	55,425	18,800	22,406	96,631
La Salle L'hon R	55,425	18,800	238	74,463
Lawrence Hon A	55,425	18,800	23,532	97,757
Layton Hon B	55,425	18,800	6,662	80,887
Leblanc N	55,425	18,800	6,103	80,328
Lesick B	55,425	18,800	47,028	121,253
Lewis D	55,425	18,800	19,298	93,523
Lopez R	55,425	18,800	11,614	85,839
MacDonald Hon F	55,425	18,800		74,225
MacDougall J	55,425	23,125	24,627	103,177
MacKay Hon E M	55,425	18,800	21,473	95,698
MacLellan R	55,425	18,800	30,568	104,793
Mailly C	55,425	18,800	12,447	86,672
Indemnité à titre de whip en chef du gouvernement	3,602			3,602
Malépart J-C	55,425	18,800	5,889	80,114
Malone A	55,425	18,800	49,002	123,227

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Manly J	55,425	18,800	40,081	114,306
Mantha M	55,425	18,800	15,873	90,098
Marchi S	55,425	18,800	22,861	97,086
Marin C E	55,425	18,800	25,324	99,549
Martin S	55,425	18,800	18,524	92,749
Masse L'hon M	55,425	18,800	4,091	78,316
Mayer L'hon C	55,425	18,800	12,803	87,028
Mazankowski Hon D	55,425	18,800	7,724	81,949
McCain F	55,425	18,800	19,348	93,573
McCrossan W P	55,425	18,800	19,204	93,429
McCuish L	55,425	23,125	20,285	98,835
McCurdy H	55,425	18,800	28,502	102,727
McDermid J	55,425	18,800	19,116	93,341
McDonald L	55,425	18,800	12,618	86,843
McDougall Hon B	55,425	18,800	7,896	82,121
McGrath Hon J A	23,375	7,792	21,057	52,224
McInnes Hon S	55,425	18,800	11,996	86,221
McKenzie D	55,425	18,800	30,800	105,025
McKinnon Hon A B	55,425	18,800	55,498	129,723
McKnight Hon B	55,425	18,800	15,057	89,282
McLean Hon W	55,425	18,800	31,007	105,232
McMillan Hon T	55,425	18,800	5,396	79,621
Merrithew Hon G S	55,425	18,800	12,718	86,943
Minaker G	55,425	18,800	33,521	107,746
Mitchell M	55,425	18,800	25,178	99,403
Mitges G	55,425	18,800	16,477	90,702
Moore B	55,425	18,800	22,558	96,783
Mulroney Rt Hon B	55,425	23,125	1,033	79,583
Murphy R	55,425	23,125	29,361	107,911
Indemnité à titre de whip en chef d'un parti	3,803			3,803
Murta Hon J	55,425	18,800	25,694	99,919
Nicholson A	55,425	18,800	14,904	89,129
Nicholson R	55,425	18,800	27,075	101,300
Nickerson D	55,425	24,825	34,693	114,943
Nielsen Hon E	43,544	18,261	18,992	80,797
Nowlan P	55,425	18,800	32,044	106,269
Nunziata J V	55,425	18,800	20,871	95,096
Nystrom L	55,425	18,800	40,258	114,483
O'Neil L I	55,425	18,800	49,536	123,761
Oberle F	55,425	23,125	10,245	88,795
Oostrom J	55,425	18,800	20,345	94,570
Orlikow D	55,425	18,800	33,016	107,241
Ouellet L'hon A	55,425	18,800	9,013	83,238
Paproski Hon S E	55,425	18,800	42,734	116,959
Indemnité à titre de vice-président des comités de la Chambre	9,450			9,450
Parry J	55,425	23,125	43,046	121,596
Penner K	55,425	23,125	42,410	120,960
Pennock B	55,425	18,800	30,742	104,967
Pépin L	55,425	18,800	10,383	84,608
Peterson P	55,425	18,800	14,523	88,748
Pietz A	55,425	18,800	23,818	98,043
Plamondon L	55,425	18,800	13,290	87,515
Plourde A	55,425	18,800	28,279	102,504
Porter B	55,425	18,800	46,709	120,934
Price J	55,425	23,125	38,296	116,846
Prud'homme M	55,425	18,800	5,006	79,231
Ravis D	55,425	18,800	32,267	106,492
Redway A	55,425	18,800	18,752	92,977
Reid J	55,425	18,800	20,177	94,402
Reimer J	55,425	18,800	20,956	95,181
Ricard G	55,425	18,800	16,221	90,446
Riis N A	55,425	18,800	58,257	132,482
Indemnité à titre de chef d'un parti	5,125			5,125
Roberts Hon J			2,915	2,915
Robichaud F	55,425	18,800	29,247	103,472
Robinson S J	55,425	18,800	50,259	124,484

PARLEMENT
Chambre des communes
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87—*Fin*

Députés	Indemnités	Allocation pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Rodriguez J R	55,425	18,800	17,531	91,756
Roman T	55,425	18,800	14,199	88,424
Rompkey Hon W	55,425	23,125	29,126	107,676
Rossi C	55,425	18,800	12,292	86,517
Indemnité à tire de whip en chef de l'Opposition	6,725			6,725
Schellenberg T	55,425	18,800	54,521	128,746
Schellenberger S	55,425	18,800	26,062	100,287
Scott G	55,425	18,800	21,407	95,632
Scott W C	55,425	18,800	12,283	86,508
Scowen J	55,425	23,125	50,731	129,281
Shields J	55,425	23,125	75,691	154,241
Siddon Hon T	55,425	18,800	12,332	86,557
Simmons R			10,055	10,055
Skelly R	55,425	23,125	89,615	168,165
Sparrow B	55,425	18,800	29,806	104,031
Speyer C	55,425	18,800	16,367	90,592
St. Germain G	55,425	18,800	50,876	125,101
St-Julien G	55,425	23,125	28,121	106,671
Stackhouse R	55,425	18,800	15,985	90,210
Stevens Hon S	55,425	18,800	11,001	85,226
Stewart R	55,425	18,800	23,885	98,110
Suluk T	55,425	24,825	97,116	177,366
Tardif A	55,425	18,800	26,211	100,436
Tardif M B	55,425	18,800	11,400	85,625
Taylor G	55,425	18,800	44,806	119,031
Thacker B A	55,425	18,800	51,174	125,399
Tobin B	55,425	23,125	32,126	110,676

Députés	Indemnités	Allocations pour dépenses	Frais de voyage	Total
	$	$	$	$
Toupin R	55,425	18,800	14,728	88,953
Towers G	55,425	18,800	42,374	116,599
Tremblay M	55,425	18,800	23,139	97,364
Tremblay M R	55,425	18,800	20,943	95,168
Tupper B	55,425	18,800	16,186	90,411
Turner B	55,425	18,800	7,921	82,146
Turner Rt Hon J N	55,425	18,800	20,389	94,614
Indemnité à titre de chef de l'Opposition	43,050			43,050
Valcourt B	55,425	18,800	8,677	82,902
Van De Walle W	28,431	9,554	30,718	68,703
Vankoughnet B	55,425	18,800	14,607	88,832
Vézina L'hon M	55,425	18,800	23,236	97,461
Vincent P H	55,425	18,800	22,632	96,857
Waddell I	55,425	18,800	40,796	115,021
Warner N	55,425	18,800	5,887	80,112
Weiner G	55,425	18,800	10,629	84,854
Wenman R	55,425	18,800	64,938	139,163
White B	55,425	18,800	50,862	125,087
Wilson G	55,425	18,800	57,104	131,329
Wilson Hon M	55,425	18,800	6,924	81,149
Winegard W C	55,425	18,800	18,429	92,654
Wise Hon J	55,425	18,800	15,226	89,451
Witer A	55,425	18,800	17,043	91,268
Young N	55,425	18,800	15,791	90,016
	15,727,249	5,368,584	7,090,773	28,186,606

CONSEIL PRIVÉ
Traitements et indemnités aux Ministres d'État

Noms des Ministres d'État	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
Hon A Bissonnette	35,448	1,833	37,281
Hon A Champagne	9,383	500	9,883
Hon J J Charest	29,715	1,500	31,215
Hon T Hockin	29,715	1,500	31,215
Hon O J Jelinek	39,098	2,000	41,098
Hon R LaSalle	29,715	1,500	31,215
Hon R E Layton	9,383	500	9,883
Hon C J Mayer	39,098	2,000	41,098
Hon B J McDougall	39,098	2,000	41,098
Hon W F McLean	9,383	500	9,883
Hon G S Merrithew	39,098	2,000	41,098
Hon J B Murta	9,383	500	9,883
Hon B Valcourt	29,715	1,500	31,215
Hon G Weiner	29,715	1,500	31,215
Total	377,947	19,333	397,280

CONSEIL PRIVÉ
Bureau du directeur général des élections
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires

	Services prélimi-naires	Directeurs du scrutin	Commis d'élec-tions	Diverses dépenses d'élec-tions	Énumé-ration et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circons-criptions électorales	Règlements spéciaux de votation	Dépenses d'élections des Ter-ritoires du Nord-Ouest	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Élections générales											
Élections générale de 1984	1,463			863		164				310	2,800
Prochaine élection générale	6,015	2,315		654	1,656	123,784	19,116		2,012		155,552
Élection complémentaire de 1986											
St-Maurice		26,659	7,384	68,949	127,215	69,684					299,891
Pembina	329	41,420	14,020	49,334	191,600	111,324					408,027
Yukon					185						185
Quartier général d'Ottawa	5,668	89				274	2,212,781	4,106,754		36,166	6,361,732
Projet spécial (QG)							33,125				33,125
Projet spécial (40[e] anniversaire de nationalité de Montréal)							6,265				6,265
	13,475	70,483	21,404	119,800	320,656	305,230	2,271,287	4,106,754	2,012	36,476	7,267,577

État des dépenses—Prochaine élection générale

	Services prélimi-naires	Directeurs du scrutin	Commis d'élec-tions	Diverses dépenses d'élec-tions	Énumé-ration et révision	Bureaux de scrutin	Quartier général d'Ottawa	Loi sur la révision des limites des circons-criptions électorales	Règlements spéciaux de votation	Dépenses d'élections des Ter-ritoires du Nord-Ouest	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sommaire											
Prochaine élection générale											
Ontario	88										88
Québec	1,096	1,090									2,186
Nouvelle-Écosse	208										208
Colombie-Britannique	391										391
Saskatchewan	187										187
Alberta		1,225			297						1,522
Territoires du Nord-Ouest	48										48
Quartier général d'Ottawa	3,997			654	1,359	123,784	19,116		2,012		150,922
	6,015	2,315		654	1,656	123,784	19,116		2,012		155,55

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Administration centrale nationale, Ottawa, Ont	102,212,636	27,621,563	129,834,199
Administration régionale, Moncton, N-B	6,991,747	531,076	7,522,823
Établissement Springhill,. Springhill, N-É	15,825,404	1,221,592	17,046,996
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	17,853,999	2,396,525	20,250,524
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	4,806,115	724,696	5,530,811
Établissement Atlantic, Renous N-B	5,807,860	9,192,646	15,000,506
Bureau de district de la Nouvelle-Écosse, Halifax, N-É	4,616,378	79,532	4,695,910
Centre de libération de la région de Moncton, Moncton, N-B	3,305,390	130,630	3,436,020
Bureau de St John's T-N, St John's, T-N	1,421,609	11,051	1,432,660
Administration régionale, Montréal, Qué	17,494,081	581,666	18,075,747
Collège du personnel de correction du Québec, Laval, Qué	2,331,553	64,709	2,396,262
Centre La Ferrière CCC, St-Jérôme, Qué	460,665	47,579	508,244
Établissement Montée St-François, Laval, Qué	4,918,063	749,490	5,667,553
Établissement Laval, Laval, Qué	16,233,045	265,070	16,498,115
Centre fédéral de formation, Laval, Qué	12,556,651	294,592	12,851,243
Établissement Donnacona Maximum, Donnacona, Qué	7,598,062	8,945,229	16,543,291
Centre sud de libération, Montréal, Qué	367,138		367,138
Centre nord de libération, Montréal, Qué	698,937		698,937
Centre de libération de Décarie, Montréal, Qué	837,892		837,892
Centre de libération de Longueuil, Longueuil, Qué	414,722		414,722
Établissement Leclerc, Laval, Qué	16,721,922	990,836	17,712,758
Établissement Archambault, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	13,685,110	527,619	14,212,729
Établissement Ste-Anne-des-Plaines, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	8,150,190	713,893	8,864,083
Centre régional de réception, Ste-Anne-des-Plaines, Qué	17,758,352	329,647	18,087,999
Établissement de Drummondville, Drummondville, Qué	10,740,064	881,167	11,621,231
Établissement Cowansville, Cowansville, Qué	15,026,765	2,101,270	17,128,035
Établissement Lamacaza, L'Annonciation, Qué	9,052,895	411,980	9,464,875
Centre de développement correctionnel, Laval, Qué		74,622	74,622
Établissement Port Cartier, Port Cartier, Qué	6,096	15,185,436	15,191,532
Bureau du district de Montréal, Montréal, Qué	321,318	2,640	323,958
Centre Martineau CCC, Montréal, Qué	437,431	65,297	502,728
Centre Ogilvy CCC, Montréal, Qué	378,928	17,885	396,813
Centre Pie IX CCC, Montréal, Qué	381,317		381,317
Centre Sherbrooke CCC, Montréal, Qué	370,039	5,067	375,106
Centre Hochelaga CCC, Montréal, Qué	89,656		89,656
Centre de libération Acadie, Montréal, Qué	409,532		409,532
Centre Langelier CCC, St-Léonard, Qué	1,744,976		1,744,976
Centre de libération de la ville de Québec, Québec, Qué	559,867	820	560,687
Centre de libération de Granby, Granby, Qué	1,069,045	488	1,069,533
Centre de libération de Rimouski, Rimouski, Qué	175,658	100	175,758
Centre de libération de Chicoutimi, Chicoutimi, Qué	215,631	615	216,246
Centre de libération de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qué	587,746	1,826	589,572
Centre Benoit XV CCC, Québec, Qué	315,446	14,126	329,572
Bureau du district est du Québec, Ste-Foy, Qué	185,763	2,592	188,355
Bureau du district de St-Jérôme, St-Jérôme, Qué	271,205	36,891	308,096
Centre de libération Duvernay, Laval, Qué	730,780		730,780
Centre de libération Rouyn-Noranda, Rouyn, Qué	177,982		177,982
Centre de libération Hull, Hull, Qué	508,247		508,247
Centre de libération Fabre, Laval, Qué	498,250		498,250
Centre de libération des Laurentides, St-Jérôme, Qué	738,724	134,880	873,604
Centre de libération Ste-Thérèse, Ste-Thérèse, Qué	429,817		429,817
Centre de libération L'Annonciation, L'Annonciation, Qué	234,583		234,583
Administration régionale, Kingston, Ont	10,684,179	851,544	11,535,723
Collège du personnel de correction de l'Ontario, Kingston, Ont	2,326,304	34,921	2,361,225
Centre régional de psychiatrie, Kingston, Ont	3,580,530	5,990	3,586,520
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ont	16,762,068	2,735,130	19,497,198
Établissement Millhaven, Bath, Ont	17,981,987	627,148	18,609,135
Établissement Bath, Bath, Ont	1,480,129	11,856	1,491,985
Prison pour femmes, Kingston, Ont	6,221,951	159,093	6,381,044
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	15,495,524	1,671,083	17,166,607
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	3,339,811	132,888	3,472,699
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	2,159,568	88,057	2,247,625
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	16,889,214	562,445	17,451,659
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	2,907,133	201,786	3,108,919
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	15,592,224	875,730	16,467,954
Centre de libération du district de l'est, Kingston, Ont	156,310	26,148	182,458
Centre de libération du district de Kingston, Kingston, Ont	1,576,722		1,576,722
Centre de libération Peterborough, Peterborough, Ont	1,217,673		1,217,673
Centre Portsmouth CCC, Kingston, Ont	283,939		283,939

SOLLICITEUR GÉNÉRAL
Service correctionnel
État des dépenses par établissement—*Fin*

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	$	$	$
Centre de libération de la région d'Ottawa, Ottawa, Ont	1,326,161		1,326,161
Centre de libération du district central, Toronto, Ont	2,667,495	26,040	2,693,535
Centre Keele CCC, Toronto, Ont	415,813		415,813
Centre de libération du district de Toronto, Toronto, Ont	425,646		425,646
Centre de libération de la région de Scarborough, Scarborough, Ont	367,664		367,664
Centre de libération de la région d'Etobicoke, Toronto, Ont	461,253		461,253
Centre Montgomery CCC, Toronto, Ont	434,902		434,902
Centre de libération de la région de Sudbury, Sudbury, Ont	638,860		638,860
Centre de libération du district de l'Ouest, London, Ont	162,231	13,673	175,904
Centre de libération du district de London, London, Ont	662,377		662,377
Centre de libération de la région de Guelph, Guelph, Ont	325,677		325,677
Centre de libération de la région de Hamilton, Hamilton, Ont	1,177,073	998	1,178,071
Centre de libération de la région de Windsor, Windsor, Ont	393,949		393,949
Centre de libération de Ste-Catharine, Ste-Catharine, Ont	359,372		359,372
Centre de libération de la région de Brantford, Brantford, Ont	481,405		481,405
Administration régionale, Saskatoon, Sask	16,733,731	890,074	17,623,805
Collège du personnel de correction des Prairies, Saskatoon, Sask	979,457	3,841	983,298
Centre régional de psychiatrie, Saskatoon, Sask	9,600,770	530,366	10,131,136
Centre Osborne CCC, Winnipeg, Man	371,960	120	372,080
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	16,015,394	996,188	17,011,582
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	1,829,929	209,939	2,039,868
Pénitencier Saskatchewan, Prince Albert, Sask	15,019,517	2,398,369	17,417,886
Ferme Saskatchewan, Prince Albert, Sask	2,433,584	194,705	2,628,289
Unité spéciale de renforcement de Saskatchewan, Prince Albert, Sask	4,011,992	12,246	4,024,238
Centre Oskana CCC, Regina, Sask	341,906	10,064	351,970
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	14,024,544	2,652,908	16,677,452
Centre Altadore CCC, Calgary, Alb	174,738		174,738
Maison Portal CCC, Calgary, Alb	364,352	1,005	365,357
Centre Grierson CCC, Edmonton, Alb	1,350,748	18,557	1,369,305
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	13,304,317	5,627,762	18,932,079
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	12,666,692	557,325	13,224,017
Centre de libération de Winnipeg, Winnipeg, Man	2,128,321	14,478	2,142,799
Centre de libération Brandon, Brandon, Man	268,401	12,750	281,151
Centre de libération Thunder Bay, Thunder Bay, Ont	106,886		106,886
Bureau de la région de Winnipeg, Winnipeg, Man	64,992		64,992
Centre de libération Prince Albert, Prince Albert, Sask	760,706	12,435	773,141
Centre de libération de Régina, Regina, Sask	607,729		607,729
Centre de libération de Saskatoon, Saskatoon, Sask	341,812		341,812
Centre de libération de Lethbridge, Lethbridge, Alb	58,630		58,630
Centre de libération d'Edmonton, Edmonton, Alb	2,185,448	1,038	2,186,486
Centre de libération de Calgary, Calgary, Alb	747,047		747,047
Centre de libération Red Deer, Red Deer, Alb	322,539		322,539
Centre de libération Kenora, Kenora, Ont	186,378		186,378
Centre de libération Thompson, Thompson, Man	138,781	14,685	153,466
Centre de libération Yellowknife, Yellowknife, TN-O	224,085	13,272	237,357
Administration régionale, Abbotsford, C-B	7,778,699	949,205	8,727,904
Collège du personnel de correction du Pacifique, Mission, C-B	1,037,385	9,958	1,047,343
Établissement William Head, Victoria, C-B	7,554,082	429,838	7,983,920
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	12,979,537	720,819	13,700,356
Centre régional de psychiatrie, Abbotsford, C-B	9,604,838	988,345	10,593,183
Établissement Mountain Prison, Agassiz, C-B	8,032,312	554,325	8,586,637
Établissement Kent, Agassiz, C-B	13,385,563	343,959	13,729,522
Établissement Elbow Lake, Harrison Mills, C-B	1,768,305	86,092	1,854,397
Établissement Ferndale, Mission, C-B	2,138,495	198,622	2,337,117
Établissement Mission, Mission, C-B	9,991,854	748,626	10,740,480
Centre de libération de Vancouver, Vancouver, C-B	2,651,654	5,752	2,657,406
Centre de libération de Victoria, Victoria, C-B	1,232,278		1,232,278
Centre de libération Abbotsford, Abbotsford, C-B	4,283,564	9,319	4,292,883
Total	657,484,378	101,598,860	759,083,238

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor — Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Agriculture			
Département—			
Administration	1	1,937,100	26,338
Programme agro-alimentaire			
Fonctionnement	5	16,069,600	1,077,962
Programme du service canadien des forêts			
Fonctionnement	20	2,532,400	631,600
Communications			
Département—			
Communications et culture			
Fonctionnement	1		13,090
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	50	350,000	5,600
Office national du film	60		10,900
Bibliothèque nationale	65	1,748,033	10,200
Musées nationaux du Canada			
Fonctionnement	70	2,216,516	133,000
Archives publiques	80	1,446,494	79,600
Consommation et Corporations			
Département—			
Fonctionnement	1	3,603,000	38,900
Commission sur les pratiques restrictives du commerce	15	178,000	
Emploi et Immigration			
Département—			
Administration centrale	1	2,100,000	167,057
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada			
Administration	5	2,800,000	1,132,625
Emploi et assurance			
Fonctionnement	10		31,802,974
Subventions et contributions	15		150,242,164
Immigration			
Fonctionnement	20	4,300,000	212,061
Énergie, Mines et Ressources			
Département—			
Administration	1		3,740
Énergie			
Fonctionnement	5		22,440
Minéraux et sciences de la Terre			
Fonctionnement	35		263,920
Environnement			
Département—			
Administration	1	650,000	26,274
Services de l'environnement			
Fonctionnement	5	7,200,000	555,577
Parcs Canada			
Fonctionnement	20	3,745,000	482,460
Affaires extérieures			
Département—			
Intérêts du Canada à l'étranger			
Fonctionnement	1	15,558,657	13,100
Agence canadienne de développement international			
Fonctionnement	30	2,120,140	35,200
Finances			
Département—			
Politiques financières et économiques	1	960,321	
Vérificateur général	30		6,200
Commission du tarif	40	245,000	
Pêches et Océans			
Département—			
Fonctionnement	1	10,810,000	1,034,000

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Suite*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Affaires indiennes et Nord canadien			
Département—			
Administration	1		8,724
Affaires indiennes et inuit			
Fonctionnement	5		184,208
Subventions et contributions	15		16,100
Affaires du Nord			
Fonctionnement	20		31,968
Justice			
Département—			
Administration de la justice			
Fonctionnement	1	4,300,000	44,880
Conseil canadien de la magistrature			
Fonctionnement	20	16,000	
Bureaux du Commissaire de l'information et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	35	110,730	
Cour suprême du Canada	40	55,921	
Travail			
Département—			
Fonctionnement	1	1,200,000	12,000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	30	327,645	
Défense nationale			
Département—			
Services de défense			
Fonctionnement	1		13,100,000
Santé nationale et Bien-être social			
Département—			
Services de la promotion et de la santé			
Fonctionnement	5		13,464
Services médicaux			
Fonctionnement	25		100,202
Protection de la santé			
Fonctionnement	35	3,484,246	15,334
Conseil de recherches médicales			
Fonctionnement	75	10,000	
Revenu national			
Douanes et Accise			
Fonctionnement	1	9,330,000	250,000
Impôt			
Fonctionnement	10	18,829,260	250,000
Conseil privé			
Département	1		12,100
Directeur général des élections	10	72,000	
Commissaire aux langues officielles	15	160,000	8,900
Conseil économique du Canada	20	83,000	
Travaux publics			
Département—			
Services			
Fonctionnement	1	11,987,444	109,519
Logement			
Fonctionnement	10		5,981
Dépenses en capital	15		20,500
Commission de la Capitale nationale	65	1,357,000	95,500
Expansion industrielle régionale			
Département—			
Fonctionnement	1		210,936
Banque fédérale de développement	50		266,525

CONSEIL DU TRÉSOR
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits—*Fin*

Département et organisme	Crédit visé	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Sommes virées du Conseil du Trésor: Crédit 10 Projets de création d'emplois
		$	$
Sciences et Technologie			
Conseil national de recherches du Canada			
Recherches scientifiques et industrielles			
Fonctionnement	10	6,739,743	
Conseil des sciences du Canada	35	13,000	3,600
Secrétariat d'État			
Département—			
Administration et opérations régionales	1		111,300
Commission de la Fonction publique	15	6,347,000	48,300
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	30		3,600
Solliciteur général			
Département—			
Fonctionnement	1		44,782
Service canadien du renseignement de sécurité	10		8,800
Service correctionnel			
Fonctionnement	15	14,902,804	233,975
Commission nationale des libérations conditionnelles	25	600,000	29,184
Gendarmerie royale du Canada			
Application de la Loi			
Fonctionnement	30		1,275,159
Approvisionnements et Services			
Département—			
Approvisionnements			
Fonctionnement	1	6,696,462	50,900
Statistique Canada	10	6,700,000	63,954
Transports			
Département—			
Administration centrale			
Fonctionnement	1	16,400,000	101,900
Corporation place du havre Canada	15		158,133
Commission canadienne des transports			
Fonctionnement	55	1,644,681	41,400
Conseil du Trésor			
Secrétariat—			
Affectations temporaires	20	131,000	
Affaires des anciens combattants			
Fonctionnement	1	5,000,000	28,817
Commission des allocations aux anciens combattants	10	10,000	
Conseil de révison des pensions	15	30,000	
Commission canadienne des pensions			
Fonctionnement	20	250,000	11,873
Bureau de services juridiques des pensions	30	200,000	
Total		197,568,197	205,000,000

SECTION 13

COMPTES PUBLICS
1986-87

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRE GRAS** RENVOIENT AUX SECTIONS

A

Aéroports autonomes et services au sol connexes, Fonds renouvelable des, **1** • 2
Agence des télécommunications gouvernementales, Fonds renouvelable de, **1** • 8
Aide financière fournie aux chemins de fer par le gouvernement du Canada en 1986-87, **11** • 41
Approvisionnements, Fonds renouvelable des, **1** • 13
Arrêts de la Cour fédérale, **9** • 20
AUTRES RENSEIGNEMENTS DIVERS, **12**
AUTRES RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, **11**
Avances comptables non remboursées, non rendues compte ou non recouvrées, **3** • 42

B

Bureau canadien de la sécurité aérienne, **2** • 2
Bureau des passeports, Fonds renouvelable du, **1** • 17

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **2** • 5
Commission canadienne des grains, **2** • 54
Commission de contrôle de l'énergie atomique, **2** • 7
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, **2** • 11
Commission des champs de bataille nationaux, **2** • 18
Commissions, **11** • 20
COMPTES DÉBITEURS, **4**
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élizabeth II sur les maladies de l'enfance, **2** • 60
Conseil de recherches en sciences humaines, **2** • 20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **2** • 26
Conseil de recherches médicales, **2** • 26
Conseil des sciences du Canada, **2** • 30
Conseil économique du Canada, **2** • 32
Conseil national de recherches du Canada, **2** • 34
CONSTRUCTION ET ACQUISITION, **6**
Construction et acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages, **6** • 3
Construction et/ou acquisition de machines et de matériel, **6** • 30

D

Dépenses budgétaires par affectation, **11** • 2
Dépenses pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12** • 4
Détails des sommes virées à d'autres ministères pour ajouter à d'autres crédits (Conseil du Trésor), **12** • 18
Directeur de l'établissement de soldats, **2** • 37
Directeur des terres destinées aux anciens combattants, **2** • 38

E

État d'exonération des droits de douane (Revenu national), **12** • 8
État des comptes débiteurs, **4** • 2
État des dépenses—Élections générales et élections complémentaires (Conseil privé), **12** • 15
État des dépenses par établissement (Solliciteur général), **12** • 16
État des dépenses—Prochaine élection générale (Conseil privé), **12** • 15
État des indemnités, allocations et frais de voyage payés en 1986-87 (Parlement), **12** • 11

E—*Fin*

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, **2**
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, **1**
Étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien), Fonds renouvelable de l', **1** • 20
Étude de l'environnement (Énergie, Mines et Ressources), Fonds renouvelable de l', **1** • 23

F

Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales, **1** • 8
Fonds renouvelable de la production de défense, **1** • 37
Fonds renouvelable de la surveillance des hippodromes, **1** • 39
Fonds renouvelable de l'Office national du film, **1** • 29
Fonds renouvelable des aéroports autonomes et services au sol connexes, **1** • 2
Fonds renouvelable des approvisionnements, **1** • 13
Fonds renouvelable des magasins, **1** • 26
Fonds renouvelable des Travaux publics, **1** • 43
Fonds renouvelable du Bureau des passeports, **1** • 17
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, **1** • 34
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement (Affaires indiennes et Nord canadien), **1** • 20
Fonds renouvelable pour l'étude de l'environnement (Énergie, Mines et Ressources), **1** • 23
Frais de congés d'étude, **11** • 40
Frais de voyage pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales (Affaires extérieures), **12** • 5

I

Indemnités de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, **11** • 52

M

Magasins, Fonds renouvelable des, **1** • 26
Musées nationaux du Canada, **2** • 39

O

Obligations, dettes, réclamations ou créances retranchées ou remises, **3** • 39
Office de stabilisation des prix agricoles, **2** • 47
Office des prix des produits de la pêche, **2** • 50
Office des produits agricoles, **2** • 60
Office national du film, Fonds renouvelable de l', **1** • 29

P

Paiements à titre de faveur, **9** • 14
Paiements de dommages-intérêts, **9** • 2
PAIEMENTS DE DOMMAGES-INTÉRÊTS, PAIEMENTS À TITRE DE FAVEUR, ARRÊTS DE LA COUR FÉDÉRALE ET PAIEMENTS SANS CONTREPARTIE, **9**
PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Voir section ministérielle appropriée dans le volume II (Partie I)—pour bénéficiaires ou catégories de bénéficiaires—Voir la section 7 de ce volume.*
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Travail), **12** • 7
Paiements sans contrepartie, **9** • 22
Perfectionnement et de la formation du personnel, Fonds renouvelable du, **1** • 34
Pertes de deniers, **3** • 59

P—*Fin*

Pertes de $1,000 ou plus occasionnées par la destruction ou l'endommagement accidentel de biens, **11** • 43
Production de la défense, Fonds renouvelable de la, **1** • 37
Produits de placements, **11** • 47
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, **10**

R

Rapport sur le matériel excédentaire éliminé en 1986-87, **11** • 45
Remise d'impôt, de droit ou de peine, **3** • 2
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉS PAR LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE, **3**
Répartition des dépenses de fonctionnement et en capital pour 1986-87, (Affaires extérieures), **12** • 2

S

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE, **8**
SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, **5**
Sommaire des programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés (par ministère), **10** • 8
Surveillance des hippodromes, Fonds renouvelable de la, **1** • 39

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres (Parlement), **12** • 9
Traitements et indemnités aux Ministres d'État (Conseil privé), **12** • 14
Travaux publics—Compte des services et de la gestion, Fonds renouvelables, **1** • 43

Volume

3

Gouvernement du Canada — Government of Canada

L'hon. Michel Côté
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1987

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue P51-1-/1987-3F	au Canada: $15.90
ISBN 0-660-92091-3	à l'étranger: $19.10

Prix sujet à changement sans préavis

Pour renseignements concernant le contenu de ce volume, contactez
Division des systèmes et de l'information
Direction générale des sociétés d'État
Ministère des Finances et Conseil du Trésor du Canada
Téléphone, 613-957-0111

Gouvernement du Canada / Government of Canada

L'hon. Michel Côté
Receveur général du Canada

comptes publics du canada

1987

Volume III

Le Président du Conseil du Trésor :

Rapport annuel au Parlement sur les sociétés d'État et les autres sociétés en coparticipation du Canada

Canada

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS

Nature des Comptes publics

Les Comptes publics constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le Receveur général, comme l'exige l'article 55 de la Loi sur l'administration financière.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir des données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les départements et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le Receveur général, et qui résume les opérations de tous les départements et organismes. Chaque département et organisme est responsable de l'accord de ses comptes avec les comptes de contrôle du Receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices précédents.

Présentation des Comptes publics

Les Comptes publics sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement. Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par ministère, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des renseignements et analyses supplémentaires.

Le **volume III** donne suite aux exigences du paragraphe 153(1) de la Partie XII de la Loi sur l'administration financière, stipulant que le président du Conseil du Trésor doit présenter au Parlement un rapport annuel global des activités de toutes les sociétés d'État mères. Le rapport énumère les sociétés d'État et les autres sociétés dans lesquelles l'État détient des actions ou dans lesquelles des actions sont détenues au nom de l'État ou d'une société d'État, à une date particulière. On retrouve également dans ce volume plusieurs renseignements, dont des données sur l'effectif et les finances ainsi que sur le total des emprunts des sociétés d'État.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

J'ai l'honneur de présenter au Parlement, conformément au paragraphe 153(1) de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), le quatrième rapport annuel global sur les activités des sociétés d'État mères du Canada. Par souci d'exhaustivité, le rapport inclut comme l'an dernier des données sur les huit sociétés d'État mères qui sont exemptées des exigences en matière de rapports et de la plupart des autres dispositions de la partie XII de la LAF.

Comme dans le passé, ce rapport est divisé en deux parties. La première fournit des renseignements d'ordre financier et autre sur toutes les sociétés d'État, provenant des rapports que chacune a présentés à la fin de son exercice, soit le 31 juillet 1987 ou avant cette date. La seconde renferme une liste de toutes les sociétés dont les actions sont détenues, en totalité ou en partie, par Sa Majesté, une société d'État, ou pour leur compte ou en fiducie pour elles.

Le portefeuille

D'après les données les plus récentes, en date du 1er septembre 1987, le portefeuille se compose de 58 sociétés d'État, toutes incluses dans ce rapport. Quarante-six d'entre elles sont énumérées à l'annexe C de la LAF et sont donc tenues de gérer leurs activités en tenant compte de cette loi et de ses règlements d'application. Le gouverneur en conseil a demandé à quatre autres sociétés de rendre compte de leurs activités comme si elles étaient énumérées à l'annexe C. Il s'agit de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale et des trois filiales en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada Limitée. En outre, tel qu'indiqué précédemment, les données sur les huit sociétés qui sont exemptées de l'application de la partie XII figurent dans ce rapport. Enfin, trois sociétés énumérées à l'annexe sont en voie de dissolution. Il s'agit de Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd., Canagrex et Les Associés Mingan Ltée.

Faits saillants de l'année

À la fin de leur exercice, les sociétés qui composent le portefeuille (à l'exception de la Banque du Canada) détenaient un actif total de 59,6 milliards de dollars, celui des institutions financières représentant 42 p. 100 de ce montant.

Les données pour la même période indiquent que toutes les sociétés d'État et leurs filiales en propriété exclusive employaient 183 000 personnes, ce qui représente une réduction de 17 000 employés, ou 8,5 p. 100 de l'effectif, par rapport au dernier rapport. Cette diminution est surtout attribuable à la privatisation de Canadair Limitée et de The de Havilland Aircraft of Canada, Limited (filiales de la Corporation de développement des investissements du Canada) ainsi qu'à une légère baisse générale de l'emploi au cours de l'année.

Le financement budgétaire accordé à toutes les sociétés a totalisé 4,7 milliards de dollars au cours de la période de référence, soit 0,8 milliard de moins que l'an dernier. Cette baisse découle d'une réduction du financement accordé à Canadair Limitée et à The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, qui ont été privatisées au cours de la période, et à la Société canadienne d'hypothéques et de logement, de même qu'à d'autres variations relativement peu importantes. Le financement versé aux huit sociétés exemptées a été de 1,2 milliard de dollars, une augmentation de 9,3 p. 100 en comparaison du dernier rapport.

Des données plus complètes sur les sociétés d'État mères figurent dans leurs rapports annuels déposés au Parlement conformément au paragraphe 152(1) de la partie XII de la LAF.

Faits saillants de l'exercice des sociétés

Même si les questions relatives à la privatisation ont occupé une grande place dans les activités liées aux sociétés d'État, d'autres événements importants se sont produits durant l'année écoulée.

Le gouvernement du Canada a ainsi récupéré 133 millions de dollars de la Société canadienne des ports et des sociétés portuaires locales en décembre 1986. Cette somme représente le solde du montant qu'il restait à récupérer dans le cadre des mesures annoncées dans le Budget de 1985. Toujours en décembre 1986, le Port de Saint John (N.-B.) est devenu une société portuaire locale. La Société canadienne des ports demeure responsable de la gestion de sept ports non constitués en sociétés et de la surveillance du réseau portuaire national.

En mai, le gouvernement a annoncé sa décision d'allouer 361 millions de dollars à VIA Rail Canada Inc. pour la remise en état des voitures longs parcours, l'acquisition de locomotives de forte puissance, la poursuite des travaux de modernisation des gares, l'amélioration de l'infrastructure et la construction d'installations d'entretien. On s'attend que ces investissements contribueront à accroître le confort des voyageurs et la fiabilité du matériel.

Grâce aux faibles prix du carburant, à un programme de réduction des coûts de 150 millions de dollars et à une forte demande attribuable à Expo 86, Air Canada a réalisé un bénéfice record pendant les six derniers mois de 1986, ce qui lui a permis d'enregistrer un bénéfice net de 40,4 millions pour l'année. Comme les revenus provenant du transport des voyageurs demeurent élevés, la société prévoit réaliser un bénéfice net encore plus important en 1987.

En 1986, Marine Atlantique S.C.C. n'a reçu du gouvernement fédéral que 123 millions de dollars en subventions d'exploitation, par rapport à 143 millions en 1985. Ses dépenses d'exploitation n'ont pas augmenté, tandis que ses revenus commerciaux se sont accrus de 12 p. 100. Le nombre de voyageurs a augmenté, surtout à destination de Terre-Neuve, en raison de la mise en service du nouveau traversier M.V. Caribou.

En novembre 1986, le gouvernement a approuvé un programme de 175 millions de dollars et d'une durée de sept ans pour la rénovation du canal Welland, lequel relève de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Au cours de l'année, des dépenses de 14,3 millions de dollars ont été engagées pour le soulèvement et la réparation des murs d'écluses, la stabilisation des bords du canal et la rénovation des structures auxiliaires.

Le capital de la Société du crédit agricole a été épuisé à cause des pertes de 132,5 millions de dollars qu'elle a essuyées au cours de l'année et qui ont résulté en un déficit de 124,8 millions de dollars de l'avoir des actionnaires au 31 mars 1987.

La Société canadienne des postes, qui vise l'autonomie financière en 1988-1989, est en bonne voie d'atteindre son objectif. Elle a ramené son déficit d'exploitation de 210 millions de dollars en 1985-1986 à 129 millions en 1986-1987, ce dernier montant représentant 4 p. 100 de ses dépenses totales. Le volume du courrier a continué à augmenter légèrement.

La Commission de la Capitale nationale a reçu comme nouveau mandat de faire de la capitale un lieu de rencontre pour tous les Canadiens, de faire connaître le Canada à ses habitants et de protéger et préserver la capitale. Ses responsabilités à l'égard du développement de la capitale ont été confirmées et renforcées par la directive qui lui a été donnée de faire de la capitale un symbole national. En outre, le gouvernement a décidé de confier à la Commission la responsabilité des résidences officielles du Canada dans la Région de la Capitale nationale.

La performance financière de Petro-Canada s'est améliorée considérablement par rapport à l'année précédente, son bénéfice après impôts ayant augmenté de 28 p. 100 pour atteindre 123 millions de dollars. Cette amélioration découle de mesures de réduction des coûts prises par la société et d'une légère remontée des prix du pétrole sur les marchés internationaux. En mars 1987, la société a annoncé qu'elle procéderait à l'exploration du gisement pétrolier Terra Nova, situé au large des côtes de Terre-Neuve. Le forage de deux puits de délimitation à l'été de 1987 pourrait donner lieu à l'établissement d'un plan d'exploitation pour ce gisement en 1988.

En 1986, la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a vendu sa filiale de camionnage CN Route à un groupe d'investisseurs privés canadiens. Au début de 1987, elle a vendu son chantier naval de Terre-Neuve à Marine Atlantique S.C.C. et en juillet 1987, elle a annoncé qu'elle avait fait appel à des mandataires pour vendre les Hôtels du CN. Le produit de la vente servira à réduire la dette de la société.

Au cours de 1986, la Société d'assurance-dépôts du Canada a dû rembourser des dépôts assurés à la suite des difficultés financières éprouvées par trois institutions membres: la Columbia Trust Company, la Banque de la Colombie-Britannique et la North West Trust Company. Plus récemment, la liquidation d'une autre institution membre, la Principal Savings and Trust Company, a été ordonnée et la Société devra effectuer des paiements à cet égard.

Le Centre international d'exploitation des océans, dont les activités portent exclusivement sur la gestion de la zone côtière économique de 200 milles, vient de terminer sa deuxième année d'exploitation. Le Centre joue un rôle unique dans le milieu de l'aide au développement, tant au Canada qu'à l'étranger. Il aide les pays en développement à se créer des institutions et à élaborer des politiques et des plans d'exploitation à long terme pour leurs secteurs maritimes.

Privatisation

La création, en décembre 1986, du Bureau de privatisation et affaires réglementaires, à l'appui de la ministre d'État (Privatisation), a maintenu l'impulsion imprimée au programme de privatisation du gouvernement.

Depuis la nomination de l'honorable Barbara McDougall en juin 1986, 11 sociétés d'État ont été privatisées, et plusieurs autres font l'objet d'études sérieuses à cette fin.

Depuis la présentation du dernier rapport, les sociétés suivantes ont été privatisées:

— Nanisivik Mines Limitée. En octobre 1986, le gouvernement a vendu à Mineral Resources International Limited sa participation de 18 p. 100 dans la société, pour la somme de 6 millions de dollars.

— CN Route. La société a été vendue en décembre 1986 à Route Canada Holdings Inc., pour la somme de 29 millions de dollars.

— Canadair Limitée. En décembre 1986, le gouvernement a vendu la société à Bombardier Inc. pour la somme de 120 millions de dollars plus des redevances à venir sur les ventes de Challenger.

— Commission d'énergie du Nord canadien. En mars 1987, les activités de la société au Yukon ont été cédées au gouvernement du Territoire pour la somme de 19,5 millions de dollars en espèces et des billets d'une valeur de 56 millions.

— Téléglobe Canada. La société a été vendue en avril 1987 à Memotec Data Inc. pour la somme de 488,3 millions de dollars en espèces, ainsi que des dividendes de 106 millions de dollars et des actions de 16,6 millions.

— Fisheries Products International. Une vente des actions au public a été effectuée en avril 1987, ce qui a permis au gouvernement de réaliser un produit net de 104,4 millions de dollars.

— Corporation de développement du Canada. Deux ventes d'actions au public ont été effectuées: la première, en septembre 1986, s'est soldée par la vente de 21,8 millions d'actions ayant rapporté un produit net de 246 millions de dollars; la seconde, en juin 1987, a permis la vente de 1,4 million d'actions pour la somme de 15,8 millions de dollars.

Ces dessaisissements et la privatisation antérieure de quatre autres sociétés d'État fédérales (Société des transports du Nord Limitée, The de Havilland Aircraft of Canada, Limited, Pêcheries Canada Inc. et Les Arsenaux canadiens Limitée) ont permis au gouvernement de réaliser un produit net de plus de 1,3 milliard de dollars.

Le gouvernement envisage sérieusement la possibilité de vendre, en 1987-1988 et les années suivantes, ses avoirs dans d'autres sociétés d'État. Tous les aspects des activités et des objectifs des sociétés d'État dont on envisage la privatisation sont examinés attentivement avant la présentation au Cabinet de recommandations par la ministre d'État (Privatisation).

Politiques d'intérêt public

Langues officielles

Les sociétés d'État mères et leurs filiales en propriété exclusive sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les langues officielles*. Elles sont donc tenues d'offrir leurs services au public dans les deux langues officielles, à leur siège social, dans la Région de la Capitale nationale et là où la demande est importante. En général, les services offerts en anglais sont satisfaisants, ceux dispensés en français se sont améliorés, mais il reste toujours des correctifs à apporter dans les régions autres que la Capitale nationale et le Québec où la demande est importante.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor continue d'aider les sociétés d'État à mettre en œuvre les objectifs du gouvernement touchant les langues officielles. Les principales sociétés d'État ont été consultées en ce qui concerne le projet de loi C-72 que le gouvernement a déposé le 25 juin 1987 pour modifier la *Loi sur les langues officielles*.

Équité en matière d'emploi

Le Conseil du Trésor a reçu au cours de l'année le premier rapport annuel des sociétés d'État sur l'équité en matière d'emploi. Celles-ci, comme le démontrent leurs rapports, ont déployé des efforts afin d'atteindre les buts du programme, en dépit de la diversité de leurs mandats et des contraintes auxquelles elles doivent souvent faire face.

Les sociétés d'État ont continué de se réunir périodiquement l'an dernier pour discuter de questions et de projets d'intérêt commun ayant trait à la mise en œuvre de ce programme et pour s'informer sur les faits nouveaux communiqués par le Conseil du Trésor et d'autres organismes concernés. Au cours de l'été de 1987, les recommandations découlant des rapports annuels des sociétés d'État ont été soumises à l'approbation du Conseil. Les faits saillants des activités des sociétés sont indiqués ci-après.

Marine Atlantique S.C.C.—L'industrie maritime fait partie de ces industries où la tradition prévaut. L'élaboration d'un plan d'action concernant l'équité en matière d'emploi a permis à Marine Atlantique de démontrer son esprit de créativité et d'initiative. Son plan comporte l'élargissement d'un programme d'enseignement coopératif visant à ce qu'au moins 50 p. 100 des personnes placées soient des femmes. Cette initiative pourrait servir d'exemple à d'autres sociétés œuvrant dans des secteurs d'activités semblables.

Société Radio-Canada—La Société Radio-Canada a établi, il y a quelques années, un programme de formation d'annonceurs autochtones dans le Nord et a collaboré avec d'autres organismes à la création d'un cours de journalisme d'une durée de deux ans au collège de l'Arctique. Les premiers étudiants ont été admis en septembre 1987. De plus, la société a notamment commencé à mener des études internes afin de trouver parmi les membres des minorités visibles des personnes possédant les compétences voulues pour occuper des postes au sein de son organisation.

Construction de défense (1951) Limitée—Cette société est de taille beaucoup plus restreinte que la majorité des sociétés d'État tenues de présenter un plan d'action. Dans son plan touchant les personnes handicapées, la société a proposé des projets visant l'accroissement du taux de participation des membres de ce groupe désigné dans tous les milieux de travail. Ces projets comprennent la suppression des obstacles physiques superflus, la fourniture d'aides techniques selon les besoins et la nomination d'un représentant de ce groupe désigné aux jurys de sélection.

Bien qu'il s'agisse là de réalisations individuelles, toutes les sociétés d'État ont déployé des efforts pour appliquer le principe de l'équité en matière d'emploi. Grâce à l'engagement soutenu de la haute direction, des coordonnateurs de l'équité en matière d'emploi et de tous les employés, je crois que les sociétés d'État vont être en mesure de jouer un rôle de chef de file dans le domaine de l'équité en matière d'emploi.

Entreprises mixtes et en coparticipation

Comme je l'ai mentionné précédemment, la deuxième partie du présent rapport renferme une liste des sociétés qui n'appartiennent qu'en partie au Canada. Les investissements du Canada dans ces sociétés étaient évalués en juillet 1987 à environ 265 millions de dollars, une réduction d'environ 400 millions depuis le 1er avril 1986; cette dernière est surtout attribuable à la vente des actions de la Corporation de développement du Canada et à la privatisation de la Fisheries Products International. Il y a maintenant 13 entreprises mixtes et en coparticipation, soit une de moins que lors du rapport précédent.

Pendant l'année écoulée, le Conseil du Trésor a instauré une politique qui a permis d'améliorer le régime des rapports présentés par les sociétés mixtes et en coparticipation. Les rapports annuels de ces sociétés seront maintenant déposés au Parlement. La présentation au Conseil du Trésor de rapports financiers trimestriels fait également partie des nouvelles exigences. Un plan d'entreprise quinquennal sera également exigé des sociétés qui sollicitent des capitaux propres ou qui reçoivent une aide financière importante du gouvernement du Canada.

Règlements

Voici les règlements qui ont été promulgués depuis la présentation du dernier rapport annuel:

Règlement sur les modalités de temps du dépôt des résumés des sociétés d'État—29 décembre 1986, DORS/87-37 (remplace le Règlement sur les modalités de—24 janvier 1984, DORS/85-128).

Voici une liste des autres règlements promulgués conformément à la partie XII de la LAF:

Règlement général sur les sociétés d'État (avis, aliénation des biens des sociétés mandataires, rémunération et règlements administratifs)—31 août 1984, DORS/84-743, modifié le 5 juillet 1985, DORS/85-643.

Règlement sur les emprunts des sociétés d'État (transactions, approbations, exemptions)—31 août 1984, DORS/84-742, modifié le 7 mars 1985, DORS/85-230, modifié le 12 septembre 1985, DORS/85-902.

Règlement sur les emprunts des sociétés d'État—modifié le 16 janvier 1986, DORS/86-143.

Règlement sur les plans d'entreprise et les budgets des sociétés d'État (présentation matérielle, contenu, date de présentation et période visée)—29 juillet 1986, DORS/86-828.

Conclusion

Deux principaux facteurs continuent à influer sur le milieu dans lequel évoluent les sociétés d'État: la privatisation et l'application de la partie XII de la LAF. Il ne fait aucun doute que le gouvernement a réussi à respecter son engagement à l'égard de la privatisation et qu'il continuera à poursuivre cet objectif.

Les effets de la mise en œuvre du régime amélioré de contrôle et d'imputabilité inhérent à la partie XII de la LAF et à ses règlements d'application ont une portée tout aussi importante. La partie XII est maintenant en vigueur depuis trois ans et je suis heureux de signaler que les sociétés d'État continuent d'améliorer la qualité de leurs documents tout en les présentant dans de meilleurs délais. Les plans d'entreprise, les budgets et les rapports annuels sont devenus les principaux instruments du contrôle et de l'obligation de rendre compte prévus par la loi. Ils renferment des renseignements d'une importance capitale sur la performance des sociétés en général. On peut donc dire que des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne l'imputabilité des sociétés d'État envers le Parlement.

Don Mazankowski

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I Rapport global des activités de toutes les sociétés d'État mères **Page**

1. Introduction à la Partie I 3

2. Renseignements financiers des sociétés d'État mères, à la fin de leurs exercices, établis conformément à l'art. 153 de la LAF

   —Description des Tableaux 5

   —Tableau 1: Situation financière 6

   —Tableau 2: Emploi, emprunts et paiements budgétaires du Canada 8

3. Renseignements financiers des sociétés d'État mères au 31 mars 1987

   —Description du Tableau 11

   —Tableau 3: Renseignements financiers au 31 mars 1987 12

4. Pages récapitulatives et états financiers vérifiés des sociétés d'État mères

   Administration de la voie maritime du Saint-Laurent 18
   Administration de pilotage de l'Atlantique 30
   Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée 35
   Administration de pilotage des Laurentides 39
   Administration de pilotage du Pacifique 43
   Air Canada 47
   Arsenaux canadiens Limitée, Les 53
   Associés Mingan Ltée, Les 62
   Banque du Canada 64
   Banque fédérale de développement 68
   Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. 73
   Canagrex 76
   Centre de recherches pour le développement international 79
   Centre international d'exploitation des océans 84
   Commission canadienne du blé 89
   Commission canadienne du lait 109
   Commission de la Capitale nationale 116
   Commission d'énergie du Nord canadien 121
   Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada 127
   Conseil canadien des normes 137
   Conseil des Arts du Canada 141
   Construction de défense (1951) Limitée 149
   Corporation commerciale canadienne 153
   Corporation de développement des investissements du Canada 157
   Corporation du Centre national des Arts 168
   Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La 175
   Corporation Place du Havre Canada 178
   Énergie atomique du Canada, Limitée 183
   Harbourfront Corporation 189
   Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales 196
   Marine Atlantique S.C.C. 200
   Monnaie royale canadienne 205
   Office canadien des provendes 210
   Office canadien du poisson salé 214
   Office de commercialisation du poisson d'eau douce 219
   Petro-Canada 223
   Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée 234

Page

Société canadienne des ports 238
Société canadienne des postes 245
Société canadienne d'hypothèques et de logement 251
Société d'assurance-dépôts du Canada 261
Société de construction des musées du Canada Inc. 267
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 272
Société de développement du Cap-Breton 276
Société du crédit agricole 283
Société du port de Halifax 288
Société du port de Montréal 292
Société du port de Prince Rupert 296
Société du port de Québec 300
Société du port de Saint John 304
Société du port de St. John's 308
Société du port de Vancouver 312
Société immobilière du Canada Limitée 316
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée 321
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée 323
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc. 327
Société pour l'expansion des exportations 335
Société Radio-Canada 341
St. Anthony Fisheries Limited 347
Téléglobe Canada 349
VIA Rail Canada Inc. 363

PARTIE II Sociétés d'État et autres participations

1. Introduction à la Partie II 371

2. Résumé statistique 372

3. Répertoire des sociétés et entreprises:

.1 Sociétés d'État mères, filiales en propriété exclusive, autres filiales et sociétés affiliées 373
.2 Entreprises mixtes et en coparticipation 381
.3 Autres entités 382
.4 Organismes internationaux 384
Annexe A: Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées 385

4. Renseignements sur les sociétés

.1 Entreprises mixtes et en coparticipation 388
.2 Autres entités 391
.3 Organismes internationaux 397

PARTIE I

RAPPORT GLOBAL DES ACTIVITÉS DE TOUTES LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

1. INTRODUCTION À LA PARTIE I

La Partie I de ce Rapport annuel consigne comme suit les activités financières des sociétés d'État mères:

- Les tableaux 1 et 2 présentent, conformément à l'alinéa 153(3)*b* de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), des données d'ensemble sur la situation financière et l'effectif de 60 sociétés d'État, soit:
    - 49 sociétés d'État mères énumérées à l'annexe C de la LAF au cours des 12 mois se terminant le 31 juillet 1987;
    - quatre filiales de ces sociétés, lesquelles, par décrets du gouverneur en conseil en vertu de l'article 97(2) de cette loi, doivent faire rapport comme des sociétés d'État mères;
    - sept sociétés d'État mères que l'article 96(1) de la loi exempte de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la LAF.
- Le tableau 3 présente les données financières de ces 60 sociétés d'État. Contrairement aux deux tableaux précédents, les données concernent toute la période se terminant le 31 mars 1987.
- La Partie I comprend également, pour la période indiquée, les états financiers vérifiés de chacune des 60 sociétés susmentionnées et de la Banque du Canada.
- Une page récapitulative présentant des renseignements essentiels sur la société et un sommaire financier relatif à plusieurs années de fonctionnement précède chaque série d'états vérifiés.

Les tableaux 1 et 2 montrent qu'à la fin de la période couverte par leur rapport, l'actif total des 60 sociétés s'établissait à 60.2 milliards de dollars, et l'effectif, à 181,000 employés. Pendant cette période, leurs nouveaux emprunts nets du secteur privé ont augmenté de 1.25 milliard de dollars tandis que leurs obligations envers le Canada ont diminué de 1.41 milliard de dollars.

Les paiements budgétaires aux sociétés se montaient à 4.7 milliards de dollars, soit 0.8 milliard de moins que dans le Rapport précédent. La diminution est due à une baisse du financement accordé à la Société canadienne d'hypothèques et de logement et aux sociétés aéronautiques filiales de la Corporation de développement des investissements du Canada qui ont été cédées au secteur privé au cours de la période couverte par ce Rapport.

2. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES, À LA FIN DE LEURS EXERCICES.

Tableaux 1 et 2

Les tableaux 1 et 2 ci-après donnent suite à l'exigence de la *Loi sur l'administration financière* (LAF) voulant que soient présentées les données financières de chaque société, y compris les données ayant trait à l'emploi et au total des emprunts. Cette exigence de la Loi se rapporte aux «exercices financiers se terminant au plus tard le 31 juillet» 1987, et les totaux ne se rapportent donc pas à une seule et même période de 12 mois.

Les données portent sur 60 sociétés, soit: 49 inscrites à l'annexe C de la LAF au cours de la période visée; quatre filiales, La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale et trois filiales de la Société immobilière du Canada Limitée, ayant reçu la directive de faire rapport comme des sociétés mères; et sept des huit sociétés qui, en vertu de l'article 96 de la LAF, ne doivent pas être inscrites aux annexes. La dernière société exempte, la Banque du Canada, ne figure pas aux tableaux à cause de la nature unique de ses données financières (voir page récapitulative).

Les données s'accordent aux principes suivants:

- **Fins d'exercices:** Les exercices clos le 31 décembre se rapportent à 1986; les autres fins d'exercices se rapportent à 1987, sauf pour les exceptions annotées.

- **Données sur l'emploi:** Les données portent sur le personnel à plein temps. Elles se rapportent aux sociétés mères et à toutes leurs filiales. Les «Notes» indiquent les cas spéciaux. La Banque du Canada (2,320 employés) est exclue.

- **Données sur les nouveaux emprunts nets:** Les données comprennent les changements au cours de l'exercice de chaque société dans les montants de principal impayé relatifs aux emprunts à court et à long termes, et aux locations-acquisitions. Dans la mesure du possible, elles ne tiennent pas compte des ajustements résultant des variations dans les taux de change ou des transferts d'actifs et de dettes connexes, comme ceux ayant eu lieu entre les administrations des ports.

- **Paiements budgétaires:** Ces paiements comprennent les fonds versés aux sociétés mères ainsi que les fonds versés directement à leurs filiales. Sont exclus les paiements versés à une classe générale de récipiendaires. (Des exemples de tels paiements exclus sont les coûts de remise en état de l'embranchement ferroviaire des Prairies et les paiements d'encouragement du secteur pétrolier.) Les données pour la Société canadienne des postes incluent les subsides pour les envois de catégorie culturelle.

- **Avoir des actionnaires:** Dans le cas de quatre sociétés, soit la Commission canadienne du lait, le Conseil des Arts du Canada, la Commission canadienne du blé et l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, leur mandat et leur fonctionnement justifient que l'excédent de l'actif sur le passif figure comme surplus distribuable aux clients et non comme avoir du Canada.

Tableau 1

Situation financière des sociétés d'État mères

(Données de la fin de l'année financière pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1987)

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Actif total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir des actionnaires
			(en millions de dollars)		
C-I[6]:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	652.8	13.8	221.7	417.3
Administration de pilotage de l'Atlantique	31 décembre	1.4	0.7	1.0	(0.3)
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	31 décembre	5.2	2.7	3.5	(1.0)
Administration de pilotage des Laurentides	31 décembre	7.9	6.5	0.6	0.8
Administration de pilotage du Pacifique	31 décembre	4.4	1.3	0.5	2.6
Arsenaux canadiens Limitée, Les [2]	31 mars	135.9	61.3	12.6	62.0
Associés Mingan Ltée, Les	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	1,920.2	818.5	860.1	241.6
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	1.1	0.3	négl.	0.8
Canagrex	31 mars	0.2	négl.	négl.	0.2
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	0.1	0.1	négl.	négl.
Commission canadienne du lait[2]	31 juillet	259.8	259.8	néant	néant
Commission de la Capitale nationale	31 mars	298.3	26.0	5.2	267.1
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	142.9	17.8	100.2	24.9
Conseil canadien des normes	31 mars	3.0	0.8	0.3	1.9
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	1.5	1.6	2.8	(2.9)
Corporation commerciale canadienne	31 mars	493.8	461.7	0.7	31.4
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La	31 décembre	8.9	8.9	néant	négl.
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	86.0	5.7	néant	80.3
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	1,018.1	150.9	671.5	195.7
Harbourfront Corporation	31 mars	37.1	35.7	négl.	1.4
Marine Atlantique S.C.C.	31 décembre	339.4	27.2	318.1	(5.9)
Monnaie royale canadienne	31 décembre	116.8	84.6	31.2	1.0
Office canadien des provendes	31 mars	2.4	2.0	0.1	0.3
Office canadien du poisson salé	31 mars	24.4	27.9	0.7	(4.2)
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30 avril	18.9	18.9	néant	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	0.8	0.6	0.2	négl.
Société canadienne des postes	31 mars	2,628.5	643.2	386.9	1,598.4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	9,815.1	237.8	9,527.3	50.0
Société d'assurance-dépôts du Canada[3]	31 décembre	1,530.0	279.8	2,495.5	(1,245.3)
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	173.2	15.8	néant	157.4
Société de développement du Cap-Breton	31 mars	581.0	69.9	néant	511.1
Société du crédit agricole	31 mars	4,914.1	603.9	4,435.0	(124.8)
Société immobilière du Canada Limitée	31 mars	négl.	négl.	négl.	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	31 mars	5.4	5.4	néant	néant
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	31 mars	0.6	0.6	néant	néant

Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.	31 mars	1.8	1.6	néant	0.2
Société pour l'expansion des exportations	31 décembre	7,176.1	2,553.3	3,724.9	897.9
St. Anthony Fisheries Limited	31 mars	néant	néant	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	970.6	219.5	7.9	743.2
C-I, Total[6]		33,377.7	6,666.1	22,808.5	3,903.1
C-II:					
Air Canada	31 décembre	2,922.9	646.5	1,722.9	553.5
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	7,842.6	1,498.2	3,339.8	3,004.6
Corporation de développement des investissements du Canada	31 décembre	336.4	49.7	néant	286.7
Petro-Canada	31 décembre	8,139.0	1,034.0	3,394.0	3,711.0
Société canadienne des ports[5]	31 décembre	100.0	6.6	26.2	67.2
Société du port de Halifax	31 décembre	60.6	2.0	35.4	23.2
Société du port de Montréal	31 décembre	212.2	16.0	243.8	(47.6)
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	80.7	0.7	86.4	(6.4)
Société du port de Québec	31 décembre	65.9	3.4	0.7	61.8
Société du port de Saint-Jean	31 décembre	92.5	2.5	88.4	1.6
Société du port de St. John's	31 décembre	14.4	0.6	1.9	11.9
Société du port de Vancouver	31 décembre	236.9	11.6	109.1	116.2
Téléglobe Canada	31 décembre	502.4	112.2	99.9	290.3
C-II, Total		20,606.5	3,384.0	9,148.5	8,074.0
Annexe C, Total		53,984.2	10,050.1	31,957.0	11,977.1
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	14.3	8.9	2.8	2.6
Commission canadienne du blé[2]	31 juillet	5,234.4	1,281.1	3,953.3	néant
Conseil des Arts du Canada	31 mars	157.6	26.9	130.7	néant
Corporation du Centre national des Arts	31 août	6.7	5.1	0.5	1.1
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	1.6	0.2	néant	1.4
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	35.7	6.9	0.3	28.5
Société Radio-Canada	31 mars	754.6	164.6	129.5	460.5
Total, sociétés exemptes		6,204.9	1,493.7	4,217.1	494.1
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada		60,189.1	11,543.8	36,174.1	12,471.2

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Tableau 2

Sociétés d'État mères

Emploi, emprunts et paiements budgétaires des sociétés d'État mères
(pour les exercices se terminant au plus tard le 31 juillet 1987)

Annexe de la LAF	Exercice clos le	Emplois	Durant les exercices — Nouveaux emprunts nets plus locations-acquisitions — du (remboursés au) secteur privé	Durant les exercices — Nouveaux emprunts nets plus locations-acquisitions — du (remboursés au) Canada	Durant les exercices — Paiements budgétaires du Canada
			(en millions de dollars)		
C-I[6]:					
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31 mars	1,197	néant	néant	13.2
Administration de pilotage de l'Atlantique[5]	31 décembre	77	(0.2)	négl.	0.7
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée[5]	31 décembre	130	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides[5]	31 décembre	286	0.1	néant	1.3
Administration de pilotage du Pacifique[5]	31 décembre	165	néant	négl.	néant
Arsenaux canadiens Limitée, Les[2]	31 mars	néant	2.8	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	31 mars	1,251	379.2	(93.0)	54.8
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	31 décembre	néant	néant	néant	néant
Canagrex	31 mars	néant	néant	néant	néant
Centre international d'exploitation des océans	31 mars	22	néant	néant	4.0
Commission canadienne du lait[2,5]	31 juillet	69	31.7	(108.0)	292.2
Commission de la Capitale nationale	31 mars	795	néant	néant	62.4
Commission d'énergie du Nord canadien	31 mars	317	néant	(133.6)	néant
Conseil canadien des normes	31 mars	72	néant	néant	6.7
Construction de défense (1951) Limitée	31 mars	208	néant	(1.1)	13.2
Corporation commerciale canadienne	31 mars	111	néant	néant	16.1
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La	31 décembre	35	néant	néant	23.5
Corporation Place du Havre Canada	31 mars	18	néant	néant	13.6
Énergie atomique du Canada, Limitée	31 mars	4,992	(1.3)	(23.3)	217.6
Harbourfront Corporation	31 mars	157	néant	néant	1.0
Marine Atlantique S.C.C.	31 décembre	2,056	néant	néant	127.0
Monnaie royale canadienne	31 décembre	667	(0.2)	(3.7)	néant
Office canadien des provendes	31 mars	20	néant	néant	17.2
Office canadien du poisson salé	31 mars	42	néant	6.6	néant
Office de commercialisation du poisson d'eau douce[5]	30 avril	228	0.5	(13.8)	néant
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	31 mars	26	néant	néant	0.5
Société canadienne des postes[4]	31 mars	52,760	néant	néant	486.1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	31 décembre	2,724	néant	(246.5)	1,355.1
Société d'assurance-dépôts du Canada	31 décembre	41	(33.7)	9.0	néant
Société de construction des musées du Canada Inc.	31 mars	24	néant	néant	66.0

Société de développement du Cap-Breton	31 mars	3,662	néant	4.4	163.9
Société du crédit agricole	31 mars	573	591.8	(591.2)	néant
Société immobilière du Canada Limitée	31 mars	néant	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée[1]	31 mars	23	néant	néant	6.8
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	31 mars	21	néant	néant	3.3
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.	31 mars	30	néant	néant	5.0
Société pour l'expansion des exportations[4]	31 décembre	539	(47.3)	(74.5)	néant
St. Anthony Fisheries Limited	31 mars	néant	néant	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	31 décembre	5,491	3.8	néant	506.0
C-I, Total[6]		78,829	927.2	(1,268.7)	3,457.2
C-II:					
Air Canada	31 décembre	22,577	201.1	(20.5)	néant
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	31 décembre	54,748	241.7	(56.5)	19.8
Corporation de développement des investissements du Canada[5]	31 décembre	1,056	(143.9)	néant	néant
Petro-Canada	31 décembre	9,156	(305.0)	néant	néant
Société canadienne des ports[5]	31 décembre	167	néant	(65.5)	13.0
Société du port de Halifax	31 décembre	98	néant	4.4	néant
Société du port de Montréal	31 décembre	665	néant	(0.4)	néant
Société du port de Prince Rupert	31 décembre	12	néant	néant	néant
Société du port de Québec	31 décembre	85	néant	néant	néant
Société du port de Saint-Jean	31 décembre	94	néant	néant	néant
Société du port de St. John's	31 décembre	18	néant	négl.	néant
Société du port de Vancouver	31 décembre	200	néant	(0.2)	0.5
Téléglobe Canada	31 décembre	1,110	(9.4)	(1.3)	néant
C-II, Total		89,986	(15.5)	(140.0)	33.3
Annexe C, Total		168,815	911.7	(1,408.7)	3,490.5
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):					
Centre de recherches pour le développement international	31 mars	436	néant	néant	100.0
Commission canadienne du blé[2,5]	31 juillet	482	367.1	néant	58.0
Conseil des Arts du Canada	31 mars	233	3.8	néant	85.5
Corporation du Centre national des Arts[(5)]	31 août	288	(0.5)	néant	14.8
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	31 mars	26	néant	néant	3.0
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	31 mars	116	néant	néant	86.0
Société Radio-Canada	31 mars	10,778	0.9	néant	855.1
Total, sociétés exemptes		12,359	371.3	néant	1,202.4
Total, sociétés d'État mères (à l'exception de la Banque du Canada 2,320 emplois)		181,174	1,283.0	(1,408.7)	4,692.9

Voir «Notes» suivant ces tableaux.

Notes afférentes aux tableaux 1 et 2

1. Aucun état financier consolidé vérifié n'était disponible pour certaines sociétés pour la période visée au moment de la mise sous presse du Rapport. Par conséquent, des *données provisoires* sont fournies à l'égard de la Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée.

2. Les données des sociétés nommées ci-dessous sont tirées d'états financiers vérifiés couvrant une période autre que celle visée par ce rapport:

   Les Arsenaux canadiens Limitée – 12 mois se terminant le 31 mars 1986

   La Commission canadienne du lait – 12 mois se terminant le 31 juillet 1986

   La Commission canadienne du blé – 12 mois se terminant le 31 juillet 1986.

3. L'avoir de la Société d'assurance-dépôts du Canada tient compte du Fonds d'assurance-dépôts de la société.

4. Les données sur le financement de la Société pour l'expansion des exportations se rapportent au compte corporatif. Les paiements budgétaires à la Société canadienne des postes incluent les subsides à l'égard des envois des catégories culturelle et spéciale.

5. Les données sur l'emploi:

   - de la Commission canadienne du lait, de la Corporation du Centre national des Arts, de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et de la Commission canadienne du blé datent du 31 décembre 1986;
   - de la Corporation de développement des investissements du Canada incluent les emplois de Eldorado Nucléaire Limitée, outre ceux de la société mère;
   - de la Société canadienne des ports n'incluent pas les emplois dans les sociétés de ports locales nommées dans ces tableaux;
   - des quatre administrations de pilotage incluent les pilotes contractuels.

6. La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale ainsi que trois filiales de la Société immobilière du Canada Limitée figurent parmi les sociétés de l'annexe C-I bien qu'elles ne soient pas inscrites à l'annexe C. Elles ont en effet reçu la directive, en vertu de l'article 97(2) de la *LAF*, de faire rapport comme les sociétés d'État mères de l'annexe C-1.

3. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES AU 31 MARS 1987

Tableau 3

Le tableau 3 présente des renseignements de base sur les sociétés figurant aux tableaux 1 et 2 mais, à l'encontre de ces derniers, les présente en fonction d'une date unique, soit le 31 mars 1987, date de fin d'exercice du gouvernement.

Les données comprennent:

- la valeur de l'actif total et la valeur du capital impayé pour les emprunts à court et à long termes, les emprunts bancaires, les effets à payer et les locations-acquisitions. Les montants indiqués sont tirés des états financiers vérifiés et, dans le cas des sociétés dont l'exercice se termine à une date autre que le 31 mars, des échéanciers approuvés par les vérificateurs des sociétés;
- la valeur, telle qu'inscrite dans les comptes du Canada, du principal impayé des prêts, dotations en capital et avances du Canada aux sociétés. Cette valeur constitue un actif du Canada, avant que soient prises en considération les réserves connexes consignées dans ces comptes pour présenter fidèlement la situation financière du Canada. La valeur globale des réserves pour toutes les sociétés est indiquée au bas de la colonne correspondante.

Tableau 3

Renseignements financiers des sociétés d'État mères au 31 mars 1987 (en millions de dollars)

Annexe de la LAF	Montants tirés des états financiers des sociétés			Actif du Canada inscrit dans les comptes du Canada
		Engagements		
	Actif total	envers le secteur privé	envers le Canada	
	(en millions de dollars)			
C-I:				
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	652.8	néant	210.0	684.7
Administration de pilotage de l'Atlantique	1.4	0.2	0.3	néant
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	2.5	néant	néant	néant
Administration de pilotage des Laurentides	3.9	0.4	néant	néant
Administration de pilotage du Pacifique	5.1	néant	néant	néant
Arsenaux canadiens Limitée, Les[2]	néant	néant	néant	néant
Associés Mingan Ltée, Les	0.4	néant	néant	néant
Banque fédérale de développement	1,920.2	1,563.0	51.0	345.0
Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd.	1.2	néant	néant	0.3
Canagrex	0.2	néant	néant	néant
Centre international d'exploitation des océans	0.1	néant	néant	néant
Commission canadienne du lait	137.5	néant	51.1	51.1
Commission de la Capitale nationale	298.3	néant	néant	néant
Commission d'énergie du Nord canadien	142.9	néant	103.2	129.3
Conseil canadien des normes	3.0	néant	néant	néant
Construction de défense (1951) Limitée	1.5	néant	0.3	néant
Corporation commerciale canadienne	493.8	néant	néant	10.0
Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, La	8.9	néant	néant	néant
Corporation Place du Havre Canada	86.0	néant	néant	néant
Énergie atomique du Canada, Limitée	1,018.1	23.0	626.0	709.6
Harbourfront Corporation	37.1	néant	néant	néant
Marine Atlantique S.C.C.	327.5	5.1	néant	327.6
Monnaie royale canadienne	112.9	néant	82.2	27.2
Office canadien des provendes	2.4	néant	néant	néant
Office canadien du poisson salé	24.4	néant	24.0	24.0
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	20.9	néant	0.4	3.0
Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée	0.8	néant	néant	0.3
Société canadienne des postes	2,628.5	néant	néant	néant
Société canadienne d'hypothèques et de logement	9,588.0	néant	9,386.4	9,411.4
Société d'assurance-dépôts du Canada	1,018.5	987.8	1,229.5	1,203.2
Société de construction des musées du Canada Inc.	173.2	néant	néant	néant
Société de développement du Cap-Breton	580.9	néant	7.0	7.0
Société du crédit agricole	4,914.1	1,599.8	3,305.0	3,522.8
Société immobilière du Canada Limitée	négl.	néant	néant	néant

Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée	5.4	néant	néant	néant
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée	0.6	néant	0.1	néant
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.	1.8	néant	0.9	néant
Société pour l'expansion des exportations	7,155.9	4,466.5	80.0	777.0
St. Anthony Fisheries Limited	néant	néant	néant	néant
VIA Rail Canada Inc.	896.6	néant	néant	80.8
C-I, Total	32,267.3	8,645.8	15,157.4	17,314.3
C-II:				
Air Canada	2,893.8	1,455.3	175.6	504.6
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	7,806.4	3,037.7	195.2	2,493.5
Corporation de développement des investissements du Canada	333.4	néant	néant	395.7
Petro-Canada[1]	8,329.2	1,995.0	néant	4,299.1
Société canadienne des ports	96.6	néant	19.5	19.5
Société du port de Halifax	60.3	néant	35.0	30.0
Société du port de Montréal	209.7	néant	140.4	140.7
Société du port de Prince Rupert	81.2	néant	27.1	27.1
Société du port de Québec	65.2	néant	néant	néant
Société du port de Saint John	93.2	néant	58.4	58.3
Société du port de St. John's	14.2	néant	1.5	1.5
Société du port de Vancouver	236.9	néant	80.8	80.8
Téléglobe Canada	517.8	54.3	2.0	2.0
C-II, Total	20,737.9	6,542.3	735.5	8,052.8
Annexe C, Total	53,005.2	15,188.1	15,892.9	25,367.1
Sociétés exemptes (non inscrites aux annexes de la Loi):				
Centre de recherches pour le développement international	14.3	néant	néant	néant
Commission canadienne du blé[1]	4,583.3	4,555.5	néant	néant
Conseil des Arts du Canada	157.6	néant	néant	néant
Corporation du Centre national des Arts	6.4	néant	néant	néant
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales	1.6	néant	néant	néant
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	35.7	néant	6.3	6.3
Société Radio-Canada	754.6	1.0	33.0	33.0
Total, sociétés exemptes	5,553.5	4,556.5	39.3	39.3
Total, sociétés d'État mères à l'exception de la Banque du Canada	58,558.7	19,744.6	15,932.2	25,406.4
Réserve totale établie dans Les comptes du Canada en vertu de l'article 54(2) de la LAF				3,800.0
Total net, de l'actif inscrit du Canada				21,606.4

Voir «Notes» suivant ce tableau.

Notes au tableau 3.

1. Les engagements envers le secteur privé:

—de la Commission canadienne du blé incluent le financement fourni par des agents;

—de Petro-Canada incluent les actions privilégiées rachetables d'une filiale qui pourraient être portées au débit de la société d'État mère.

2. La société Les Arsenaux canadiens Limitée a été vendue six semaines après la date à laquelle les données dans ce tableau s'appliquent. Par conséquent, nulle valeur n'est indiquée pour cette société.

4. PAGES RÉCAPITULATIVES ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES

Une page récapitulative précède les états financiers vérifiés de chacune des sociétés d'État (57 sociétés d'État mères et quatre filiales).

Chaque page récapitulative présente des renseignements de base relatifs au mandat de la société, à ses origines et à sa situation actuelle, ainsi que les noms de ses cadres supérieurs en date du 18 septembre 1987. De plus, le sommaire financier présente, entre autres, des renseignements ayant trait aux engagements (qui représentent le montant impayé du capital des emprunts à court et à long termes et les autres fonds à rembourser, plus les locations-acquisitions) et des détails sur l'argent fourni à la société et à ses filiales par le Canada. Les sommes non budgétaires qui figurent au sommaire comprennent les infusions de capital social ainsi que le financement de prêts.

Le mot *reformulé* figurant avec les données financières propres à une année indique que les changements qu'une société a apportés à ses données financières vérifiées après la publication de son rapport annuel pour cette année-là ont été pris en considération dans le sommaire financier.

Les valeurs entre parenthèses (   ) représentent un déficit dans le cas des actifs ou des avoirs et un versement net au Fonds du revenu consolidé dans le cas de l'argent reçu du Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

MANDAT

Construire, exploiter et entretenir les canaux, les ponts, les ouvrages et autres biens immobiliers ayant un rapport avec la voie navigable en eau profonde située entre le Port de Montréal et le lac Érié, connue sous le nom de Voie maritime du Saint-Laurent.

ANTÉCÉDENTS

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été créée en 1954 afin de construire et d'exploiter la voie maritime de concert avec une administration appropriée des États-Unis et de construire, entretenir et exploiter des ponts et autres ouvrages et biens immobiliers connexes, comme le gouverneur en conseil le juge nécessaire. L'Administration exploite 13 écluses et 20 ponts mobiles au Canada le long de la voie ainsi que 4 ponts surélevés qui franchissent le fleuve Saint-Laurent. Deux écluses aux États-Unis sont exploitées par la Saint-Lawrence Seaway Development Corporation.

Une filiale à part entière, la Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée a été créée en 1962 afin d'administrer le pont international à Cornwall (Ontario). Une seconde filiale à part entière, les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, a été créée afin d'administrer les deux ponts surélevés à Montréal lorsque la responsabilité de ceux-ci a été transférée du Conseil des ports nationaux en 1978. Une troisième filiale à part entière, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée, est une société d'État mère aux fins de la *Loi sur l'administration financière*. La travée canadienne du pont des Mille-Îles à Lansdowne (Ontario) est directement administrée par l'Administration depuis la cession de cette propriété au Canada en 1976.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	360, rue Albert Ottawa (Ontario) K1R 7X7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1954; article 3 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* (S.R.C. 1970, c. S-1)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	William A. O'Neil
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	652.8	645.3	668.9	668.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	210.0	210.0	210.0	210.0
Avoir du Canada	417.2	407.7	432.5	434.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
—budgétaire	13.2	néant	3.0	3.0
—non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	9,071	2,248
Dépôt en fidéicommis (note 3)	1,863	1,863
Obligations du Canada		13,296
Débiteurs	8,340	1,526
Intérêts courus à recevoir	985	1,726
Stocks de fournitures	2,889	2,779
	23,148	23,438
Débiteurs à long terme (note 4)	257	309
Placements		
Placements à long terme (note 5)	17,604	15,810
Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé (note 6)	13,000	13,000
Filiales (note 7)	10	10
	30,614	28,820
Immobilisations (note 8)	598,739	592,760
	652,758	645,327

PASSIF	1987	1986
À court terme		
Créditeurs	4,339	4,869
Frais courus (note 3)	9,470	10,468
	13,809	15,337
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	11,718	12,250
Intérêts reportés (note 9)	210,000	210,000
	221,718	222,250
	235,527	237,587
Éventualités (note 12)		
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport (note 9)	638,150	624,950
Déficit	(220,919)	(217,210)
	417,231	407,740
	652,758	645,327

Approuvé:

Le Président
W. A. O'NEIL

Le Contrôleur et Trésorier
R. J. FORGUES

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987					1986
	Secteur Montréal-lac Ontario	Secteur Welland	Total Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Revenus						
Péage	24,874	27,133	52,007		52,007	47,798
Baux et permis	490	2,030	2,520	90	2,610	2,376
Autres	1,308	464	1,772	992	2,764	1,816
	26,672	29,627	56,299	1,082	57,381	51,990
Dépenses						
Exploitation	6,352	10,098	16,450		16,450	17,183
Entretien	8,926	12,376	21,302	113	21,415	24,823
Administration	4,442	4,784	9,226	326	9,552	9,217
Bureau central	3,998	4,586	8,584	36	8,620	8,575
Amortissement	4,652	5,708	10,360	32	10,392	9,079
Prestations de cessation d'emploi	331	458	789		789	1,487
	28,701	38,010	66,711	507	67,218	70,364
Bénéfice (perte) d'exploitation avant les éléments inhabituels	(2,029)	(8,383)	(10,412)	575	(9,837)	(18,374)
Éléments de récupération (dépense) inhabituels (note 13)	(2,882)	1,455	(1,427)		(1,427)	(12,274)
Bénéfice (perte) d'exploitation	(4,911)	(6,928)	(11,839)	575	(11,264)	(30,648)
Revenus de placement	2,153	2,471	4,624	78	4,702	5,893
Bénéfice (perte) pour l'exercice avant le poste extraordinaire	(2,758)	(4,457)	(7,215)	653	(6,562)	(24,755)
Recouvrement d'une réclamation d'assurance (note 13)		2,853	2,853		2,853	
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(2,758)	(1,604)	(4,362)	653	(3,709)	(24,755)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987			1986
	Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Déficit (bénéfices non répartis) au début de l'exercice	219,251	(2,041)	217,210	192,455
Perte (bénéfice net) pour l'exercice	4,362	(653)	3,709	24,755
Déficit (bénéfices non répartis) à la fin de l'exercice	223,613	(2,694)	220,919	217,210

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987			1986
	Voie Maritime	Pont des Mille-Îles	Total	Total
Encaisse en provenance (utilisée pour) des				
Activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) pour l'exercice avant le poste extraordinaire	(7,215)	653	(6,562)	(24,755)
Ajouter les éléments sans incidence sur l'encaisse				
Amortissement	10,360	32	10,392	9,079
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	789		789	1,487
Variation nette des composantes du fonds de roulement autres que l'encaisse et les quasi-espèces	(8,347)	(685)	(9,032)	1,417
Recouvrement d'une réclamation d'assurance	2,853		2,853	
Encaisse utilisée à des activités d'exploitation	(1,560)		(1,560)	(12,772)
Activités de financement				
Capital d'apport	13,200		13,200	
Encaisse provenant des activités de financement	13,200		13,200	
Activités d'investissement				
Réduction des débiteurs à long terme	52		52	146
Achat de bons du trésor	(3,732)		(3,732)	
Achat de certificats de placement à long terme	(5,000)		(5,000)	
Immobilisations	(16,654)		(16,654)	(4,357)
Produits à l'aliénation de placements	6,938		6,938	20,748
Produits à l'aliénation d'immobilisations	283		283	175
Encaisse en provenance (utilisée pour) des activités d'investissement	(18,113)		(18,113)	16,712
Augmentation (diminution) de la situation de l'encaisse	(6,473)		(6,473)	3,940
Situation de l'encaisse au début de l'exercice	17,407		17,407	13,467
Situation de l'encaisse à la fin de l'exercice	10,934		10,934	17,407
Composantes de l'encaisse				
Encaisse et dépôts à terme	9,071		9,071	2,248
Dépôt en fidéicommis	1,863		1,863	1,863
Obligations du Canada				13,296
	10,934		10,934	17,407
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice				
Actif à court terme	23,148		23,148	23,438
Passif à court terme	15,198	(1,389)	13,809	15,337
	7,950	1,389	9,339	8,101

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et objectifs

L'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a été constituée en 1954 en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et elle est classifiée en tant que société d'État mère à l'annexe «C» de la partie I de la Loi sur l'administration financière.

L'Administration a été constituée dans le but de construire et d'exploiter une voie navigable en eau profonde entre le port de Montréal et le lac Érié et les installations et autres propriétés tels les ponts qui font partie d'une voie navigable en eau profonde, selon les exigences du gouverneur en conseil.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici un sommaire des principales conventions comptables.

a) Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent du matériel et des fournitures utilisés à l'exploitation et à l'entretien de la Voie maritime et ils sont enregistrés au prix coûtant.

b) Placements dans les filiales

Les placements dans les filiales en propriété exclusive sont comptabilisés au prix coûtant. Les états financiers des filiales n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers parce que les changements dans l'avoir des filiales ne s'accumulent pas à l'Administration. Des états financiers vérifiés distincts pour chaque société filiale sont disponibles au public.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Les remplacements et les améliorations importantes qui augmentent la capacité du système de la voie navigable en eau profonde ou qui prolongent les durées utiles estimatives des éléments d'actif actuels sont capitalisés. Les dépenses de réparation et d'entretien sont imputées aux résultats au moment où elles sont faites et les améliorations importantes défrayées dans le but d'assurer la fiabilité du système sont capitalisées. Le coût des éléments d'actif vendus, retirés ou abandonnés ainsi que l'amortissement cumulé s'y rapportant, sont supprimés des comptes lors de l'aliénation. Les gains ou les pertes lors de l'aliénation sont crédités ou imputés aux résultats. L'amortissement est enregistré selon la méthode linéaire, d'après les durées utiles estimatives des éléments d'actif.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations particulières lors de leur cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. L'élément du passif à l'égard de ces prestations est inscrit aux comptes au fur et à mesure que s'accumulent les prestations pour les employés.

e) Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de l'Administration. Ces contributions représentent le passif total de l'Administration et elles sont comptabilisées de façon courante.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

f) Pont des Mille-Îles

En septembre 1976, le ministre des Transports a confié à l'Administration la gestion et l'exploitation du Pont des Mille-Îles tandis que la valeur immobilisée était dévolue à Sa Majesté, du chef du Canada. Les dépenses en capital effectuées subséquemment par l'Administration pour améliorer le Pont ont été inscrites aux immobilisations. Les bénéfices non répartis du Pont représentent ses bénéfices accumulés depuis septembre 1976.

Les présents états financiers déclarent de manière distincte l'exploitation du Pont des Mille-Îles en prenant pour acquis que sa gestion et son exploitation par l'Administration sont autonomes par rapport à l'exploitation de la Voie maritime.

3. Dépôt en fidéicommis

En attendant l'achèvement de l'opération visant le règlement avec les chemins de fer à propos du contournement de Welland, l'Administration a transféré des fonds pour le paiement en entier à un compte en fidéicommis, et une somme équivalente fait partie des frais courus.

4. Débiteurs à long terme

L'Administration a conclu des accords contractuels à long terme pour la vente d'une parcelle de terrain et pour le recouvrement du coût qui est associé à la construction de certaines installations. Les débiteurs à long terme suivants n'avaient pas été réglés au 31 mars:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Une créance venant à échéance en 1995 et portant intérêt à 5½%, comportant le remboursement annuel d'une somme de $28,000, capital et intérêts réunis	155	173
Une créance venant à échéance en 1990 et ne portant pas intérêt, comportant le remboursement annuel d'une somme de $33,952	102	136
	257	309

5. Placements à long terme

Les placements à long terme, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux grands projets d'amélioration des immobilisations à venir par la Voie maritime du Saint-Laurent et la travée canadienne du Pont des Mille-Îles, se détaillent comme il suit au 31 mars:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Obligations du Canada		
Coût, échéance à diverses dates jusqu'en 1989		
Valeur au pair $9,000 (1986—$16,000)		
Valeur au marché $9,374 (1986—$16,016)	8,872	15,810
Bons du trésor, échéance en mars 1988		
Valeur au marché $3,732	3,732	
Certificats de placement, échéance en mars 1990		
Valeur au marché $5,000	5,000	
	17,604	15,810

6. Dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé

Les dépôts auprès du Fonds du revenu consolidé qui portent intérêt, mis à part par l'Administration afin d'établir une provision quant aux versements futurs de prestations de cessation d'emploi, viennent à échéance le 31 mars 1989.

7. Filiales et apparentés

Les placements dans les filiales en propriété exclusive comportent les éléments suivants:

	Nombre d'actions	Coût
		$
L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée (A.p.G.L.)	15	1,500
Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (P.J.C.C.)	1	100
La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée (C.P.i.V.m.)	8	8,000
		9,600

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1987, l'Administration a fourni à la P.J.C.C. certains services administratifs pour lesquels elle a réclamé $595,000 (1986—$581,000). Au 31 mars 1987, la somme de $63,000 n'était pas réglée (1986—$76,000).

Chaque année civile, la C.P.i.V.m. verse une redevance d'utilisation à l'Administration (1986—$131,000; 1985—$307,000) afin d'amortir, pour l'Administration, les frais de construction et d'intérêt reliés au Pont du chenal nord. Au 31 mars 1987, $11.5 millions (1986—$11.6 millions) en frais de construction et d'intérêt n'avaient pas été amortis.

La Garde côtière canadienne fournit à l'Administration les services d'aide à la navigation. L'honoraire versé par l'Administration pour ce service en 1986-87 s'ést élevé à $525,000 ($525,000 en 1985-86).

8. Immobilisations

	Taux d'amortissement	1987 Coût	1987 Amortissement cumulé	1987 Valeur nette	1986 Valeur nette
		(en milliers de dollars)			
Voie maritime					
Terrain		30,352		30,352	30,600
Chenaux et canaux	1%	249,108	66,184	182,924	185,416
Écluses	1%	236,066	82,766	153,300	155,584
Ponts et tunnels	2%	88,325	36,207	52,118	52,105
Bâtiments	2%	12,153	6,521	5,632	5,868
Matériel	2-20%	25,928	9,929	15,999	9,197
Travaux de réfection	1%	134,396	25,329	109,067	110,522
Intérêt lors des travaux de construction		32,822		32,822	32,822
Ouvrages en voie de construction		15,219		15,219	9,309
		824,369	226,936	597,433	591,423
Pont des Mille-Îles					
Améliorations	2%	1,552	246	1,306	1,337
		825,921	227,182	598,739	592,760

Puisque l'intérêt non acquitté sur les emprunts auprès du Canada pourrait être remis (voir la note 9), aucune provision pour l'amortissement n'a été établie sur l'intérêt de $32.8 millions capitalisé lors des travaux de rénovation du canal Welland.

À la suite des incidents de 1985 et vu l'âge du canal Welland, l'Administration a embauché des experts-conseils pour en faire l'examen en détail et faire rapport sur la condition des structures

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

du système. Le rapport fut présenté au cours de 1986 et en conséquence un programme septennal de $175 millions en réhabilitation a été conçu pour réaménager le canal Welland et s'assurer du prolongement de l'aspect sûr et fiable d'une voie d'eau jusqu'au cours du 21ᵉ siècle. Le programme comporte le radoub des murs des écluses, le caractère stable des berges du canal et des murs qui y accèdent ainsi que la réfection des structures subordonnées.

Une étude de la durée utile des immobilisations qui met l'accent sur une revue en profondeur de la politique actuelle en matière d'amortissement a également été entreprise.

9. Financement par capitaux propres

Au 1ᵉʳ avril 1977, des emprunts auprès du Canada d'une somme de $624.95 millions ont été convertis en avoir en vertu d'un crédit parlementaire. Cette somme a été enregistrée en tant que capital d'apport. Les intérêts en souffrance sur ces emprunts, au montant de $210 millions n'ont pas été convertis et ils sont déclarés au bilan en tant qu'intérêts reportés. Ces intérêts reportés, sur lesquels il n'est plus exigé de comptabiliser les intérêts courus, n'apparaissent pas dans le passif à court terme car la Direction des sociétés d'État du ministère des Finances et le Conseil du Trésor étudient actuellement cette question afin d'obtenir du Parlement l'approbation de la remise de l'intérêt non acquitté. Lors de la remise, la somme de $32.8 millions sera créditée aux immobilisations (voir la note 8) et la somme de $177.2 millions sera portée en réduction du déficit.

Le crédit parlementaire autorisant la conversion en 1977 des emprunts auprès du Canada en avoir autorise également le Ministre à fixer, de temps à autre, le montant qui devra être versé annuellement par l'Administration à même ses revenus de péages, à titre de rendement sur le capital. Aucun rendement sur le capital n'a été exigé au cours des exercices terminés les 31 mars 1987 et 1986.

Au cours de 1986, le gouvernement du Canada a approuvé une injection en avoir budgétaire qui permettra de financer le Programme de réhabilitation du canal Welland à raison d'une somme qui ne doit pas dépasser $175 millions lors d'une période de sept ans comme il suit :

	(en millions de dollars)
1986-87	13.2
1987-88	24.5
1988-89	25.4
1989-90	26.9
1990-91	27.3
1991-92	28.7
1992-93	29.0
Total	175.0

Au 31 mars 1987, $7.2 millions de l'approbation portant sur l'injection en avoir budgétaire ont été reçus. Le solde de $6.0 millions est déclaré dans les comptes débiteurs et cette somme a été reçue après la fin de l'exercice.

10. **Impôts sur le revenu**

L'Administration, en tant que société d'État fédérale ainsi que prescrite, est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'Administration a subi des pertes substantielles lors des exercices antérieurs qui peuvent être reportées et appliquées au revenu imposable des exercices futurs.

L'Administration n'est assujettie à aucun impôt provincial sur le revenu.

11. **Engagements**

Les engagements contractuels liés aux dépenses en immobilisations et autres dépenses se chiffraient au 31 mars 1987 à $.8 million (1986—$2.6 millions).

12. Éventualités

À la suite du renversement d'une partie du mur à l'Écluse 7 en octobre 1985, cinquante-deux poursuites juridiques s'élevant à $26.9 millions ont été intentées contre l'Administration par des sociétés maritimes qui allèguent avoir subi des pertes économiques. Lors de l'exercice précédent, à la suite du bris du pont de Valleyfield en novembre 1984, soixante-neuf poursuites judiciaires s'élevant à $23.0 millions ont été intentées. L'Administration conteste toutes ces réclamations, cependant, le dénouement de celles-ci ne peut être établi présentement.

L'Administration est également requérante ou défenderesse dans certains autres procès ou réclamations en cours ou dont on la menace.

La direction est d'avis que ces actions en justice n'entraîneront pas de pertes relativement importantes pour l'Administration.

Le renouvellement de l'assurance portant sur les pertes économiques subies par des tiers n'a pu être obtenu.

13. Éléments inhabituels et postes extraordinaires

Au cours de l'exercice, vu les incidents de 1985 sur le canal Welland et aux ponts du secteur Montréal-lac Ontario, l'Administration a défrayé des dépenses inhabituelles en entretien et frais juridiques.

Les sommes sont récapitulées de la façon suivante :

	1987			1986
	Montréal-lac Ontario	Welland	Total	Total
	(en milliers de dollars)			
Recouvrements (dépenses) inhabituels d'entretien	(2,475)	1,519	(956)	(11,218)
Services du contentieux et du génie (dépenses)	(407)	(64)	(471)	(1,631)
	(2,882)	1,455	(1,427)	(12,849)
Déduire les rajustements aux comptes pour: règlement auprès des services publics et d'autres				(575)
	(2,882)	1,455	(1,427)	(12,274)

L'Administration a recouvré auprès de ses assureurs $2,853 mille en tant que règlement au complet de la perte en propriété causée par l'affaissement du mur Robin Hood au cours de 1983-84.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 6 mars 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	364,726	141,537
Débiteurs	8,977	290,139
	373,703	431,676
Immobilisations		
Au prix coûtant	194,017	171,755
Moins: amortissement cumulé	140,127	130,516
	53,890	41,239
	427,593	472,915

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et passif couru	64,573	67,496
Somme à payer à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	31,404	106,794
Revenu reporté	21,969	19,030
	117,946	193,320
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	293,647	263,595
Débentures à payer (note 3)	8,000	8,000
	301,647	271,595
	419,593	464,915
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Un nombre illimité d'actions ordinaires		
Émis et entièrement acquitté—8 actions	8,000	8,000
	427,593	472,915

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président et administrateur
WILLIAM A. O'NEIL

Le Vice-président et administrateur
JAMES L. EMERY

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE I—*Suite*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Péages	1,479,380	1,422,455
Locations	66,978	65,314
Intérêt	20,847	26,432
Autres revenus	6,154	7,588
	1,573,359	1,521,789
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	966,939	869,669
Matériaux et services d'entretien	289,000	179,997
Assurance	82,475	39,852
Indemnités de cessation d'emploi	30,052	34,783
Location de matériel pour la perception des péages	14,235	14,416
Électricité	13,409	12,250
Fournitures de bureau	11,679	7,139
Amortissement	9,611	7,671
Subventions tenant lieu de taxes municipales	6,000	9,000
Services professionnels	2,440	15,547
Publicité	1,211	10,381
Autres dépenses	14,904	14,290
	1,441,955	1,214,995
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont (note 4)	131,404	306,794

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant des (absorbée par les) opérations		
Excédent des revenus sur les dépenses à verser en tant que redevance pour l'utilisation du pont	131,404	306,794
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	30,052	34,783
Amortissement	9,611	7,671
	171,067	349,248
Augmentation (diminution) des créditeurs et du passif couru	(2,923)	19,749
Diminution (augmentation) des débiteurs	281,162	(283,538)
Augmentation du revenu reporté	2,939	1,219
Versements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent en tant que redevance pour l'utilisation du pont	(206,794)	(234,321)
	245,451	(147,643)
Activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	(22,262)	(6,698)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	223,189	(154,341)
Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice	141,537	295,878
Encaisse et dépôts à terme à la fin de l'exercice	364,726	141,537
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	373,703	431,676
Passif à court terme	117,946	193,320
	255,757	238,356

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Pouvoirs et activités

La Corporation du Pont international de la Voie maritime, Ltée est une société d'État conformément à la Loi sur l'administration financière et elle est une filiale en propriété exclusive de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, une société mère nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi mentionnée précédemment. La Corporation a été constituée en 1962 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, et elle est assujettie à la Loi sur l'administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Elle a pour but d'opérer et de gérer le système de pont international à péage reliant Cornwall (Ontario) et Rooseveltown (New York) pour le compte de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et de la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation».

2. Conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Voici une récapitulation des conventions comptables importantes:

Redevance pour l'utilisation du pont

Selon la description à la note 4 afférente aux états financiers, l'on exige que la Corporation répartisse comme une redevance pour l'utilisation du pont son excédent des revenus sur les dépenses. Les versements sont assujettis à la capacité de la Corporation à produire des revenus en excédent. En conséquence, les soldes non acquittés à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation» ne sont pas comptabilisés en tant que passif aux livres de la Corporation.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant. Le coût du pont du chenal nord est comptabilisé aux livres de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et il est amorti au cours d'une période de 50 ans. Les coûts défrayés par la Corporation à l'endroit du Pont mais qui n'allongent pas sa durée utile estimative sont portés aux dépenses.

L'amortissement est basé sur la durée utile estimative des éléments d'actif, calculé selon la méthode linéaire, aux taux annuels suivants:

Automobiles	20%
Matériel d'entretien	10% à 20%
Matériel de bureau et pour la perception des péages	10%

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises de cessation d'emploi en conformité avec leurs conditions de travail. L'élément du passif pour ces indemnités est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés ont droit aux indemnités.

Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que la Corporation doivent verser des cotisations au Régime. Ces cotisations représentent le passif total de la Corporation pour la pension de retraite et elles sont comptabilisées de manière courante.

Revenu reporté

Le revenu provenant des jetons de péage non retirés est reporté.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 1—*Fin*

LA CORPORATION DU PONT INTERNATIONAL DE LA VOIE MARITIME, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

3. Débentures à payer

Ces débentures, qui viennent à échéance le 31 décembre 2012, ne portent pas intérêt et elles sont à payer à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation».

4. Redevance pour l'utilisation du pont

Selon l'entente conclue entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation», l'excédent annuel des revenus sur les dépenses de la Corporation est versé en tant que redevance pour l'utilisation du pont; premièrement, à l'Administration pour compenser l'amortissement du coût pour le pont du chenal nord ainsi que les intérêts; et ensuite, à la «Saint Lawrence Seaway Development Corporation» en contrepartie de l'amortissement d'une contribution de $300,000 servant à défrayer le coût du pont sur la rivière Raquette; et le solde, s'il en est, doit alors être divisé également entre les deux parties.

Depuis le début de l'exploitation de la Corporation, toutes les redevances pour l'utilisation du pont ont été versées à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent. Au 31 décembre, le solde non acquitté du coût total pour le pont du chenal nord était comme il suit:

	1986	1985
	$	$
Coût de la construction	8,539,695	8,539,695
Intérêts	7,860,462	7,860,462
	16,400,157	16,400,157
Déduire: redevances pour l'utilisation du pont		
Au début de l'exercice	4,798,112	4,491,318
Redevance de l'exercice	131,404	306,794
À la fin de l'exercice	4,929,516	4,798,112
Solde non acquitté auprès de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent	11,470,641	11,602,045

5. Utilisation du pont

La Corporation, avec l'approbation de la Commission canadienne des transports, continue d'offrir gratuitement l'utilisation du système de pont à certains Indiens d'Amérique du Nord. Ceci représente une partie importante de la circulation sur le pont.

6. Opérations entre apparentés

En plus des opérations déclarées ailleurs dans les présents états financiers, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent fournit à la Corporation, sans frais, certains services de génie et de soutien administratif.

7. Engagements

La Corporation est liée en vertu d'un bail à long terme pour la location des installations et du matériel pour la perception des péages qui prendra fin en 1987. Le versement minimum annuel de loyer qui sera versé au cours de cet exercice est $11,700.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 1er mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	3,752,041	3,990,774
Débiteurs	260,866	215,373
Montant à recevoir du Canada	1,129,313	875,159
	5,142,220	5,081,306
Immobilisations		
Terrains	3,785,545	3,785,545
Ponts	73,276,394	73,276,394
Véhicules et équipement	678,553	658,609
	77,740,492	77,720,548
Moins: amortissement cumulé	57,674,813	56,601,673
	20,065,679	21,118,875
	25,207,899	26,200,181

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,519,658	1,471,053
Montant dû à la société mère	72,334	46,321
Revenus reportés	358,712	372,416
	1,950,704	1,889,790
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	640,390	667,843
Emprunts auprès du Canada (note 3)	66,242,472	66,242,472
Arrérages d'intérêts (note 4)	44,513,580	44,513,580
	111,396,442	111,423,895
	113,347,146	113,313,685
AVOIR NÉGATIF DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—50 actions sans valeur nominale		
Émis et entièrement libéré—1 action	100	100
Capital déficitaire (note 5)	(71,713,153)	(71,731,472)
Déficit	(16,426,194)	(15,382,132)
	(88,139,247)	(87,113,504)
	25,207,899	26,200,181

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
WILLIAM A. O'NEIL

Administrateur
JACQUES Y. LAVIGNE

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Suite*

ANNEXE 2—*Suite*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	Pont Jacques Cartier	Pont Champlain	Total 1987	Total 1986
	$	$	$	$
Revenus				
Péages		6.948.975	6.948.975	6.515.257
Intérêts	88.151	264.453	352.604	347.627
Autres sources	56.316	136.014	192.330	162.485
	144.467	7.349.442	7.493.909	7.025.369
Dépenses				
Fonctionnement	1.223.556	3.075.752	4.299.308	3.906.647
Entretien	1.835.431	3.027.467	4.862.898	5.259.258
Administration	559.155	1.479.589	2.038.744	1.695.195
Amortissement	76.234	1.031.781	1.108.015	1.117.358
	3.694.376	8.614.589	12.308.965	11.978.458
Perte pour l'exercice	3.549.909	1.265.147	4.815.056	4.953.089

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	15.382.132	14.208.792
Perte pour l'exercice	4.815.056	4.953.089
	20.197.188	19.161.881
Crédit parlementaire d'exploitation	3.770.994	3.779.749
Solde à la fin de l'exercice	16.426.194	15.382.132

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte pour l'exercice	(4.815.056)	(4.953.089)
Éléments hors-caisse		
Amortissement	1.108.015	1.117.358
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(27.453)	55.982
Gain sur aliénation d'immobilisations	(36.500)	
	(3.770.994)	(3.779.749)
Variation des éléments hors liquidité du fonds de roulement	15.421	83.731
	(3.755.573)	(3.696.018)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(54.819)	(63.777)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	36.500	1.367
	(18.319)	(62.410)
Activités de financement		
Crédit parlementaire	3.789.313	3.842.159
Liquidités		
Augmentation pour l'exercice	15.421	83.731
Solde au début de l'exercice	4.865.933	4.782.202
Solde à la fin de l'exercice (*)	4.881.354	4.865.933
(*) Encaisse et dépôts à terme	3.752.041	3.990.774
Montant à recevoir du Canada	1.129.313	875.159
	4.881.354	4.865.933
Situation du fonds de roulement à la fin de l'exercice		
Actif à court terme	5.142.220	5.081.306
Passif à court terme	1.950.704	1.889.790
	3.191.516	3.191.516

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et activités

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, constituée le 3 novembre 1978 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société dépend partiellement du gouvernement du Canada pour son financement.

La Société a la responsabilité depuis le 1er décembre 1978 de la gestion, de l'entretien et du contrôle du pont Jacques Cartier, du pont Champlain ainsi que d'une section de l'autoroute Bonaventure, situés dans la région de Montréal.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations prises en charge le 1er décembre 1978 furent comptabilisées à leur valeur comptable à cette date dans les livres du Conseil des ports nationaux (maintenant la Société canadienne des ports) de qui la Société les a obtenues. Les immobilisations acquises subséquemment sont comptabilisées au prix coûtant.

ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—*Fin*

ANNEXE 2—*Fin*

LES PONTS JACQUES CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

Les immobilisations sont amorties sur leur durée économique prévue, d'après la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants:

Pont Jacques Cartier	4.8%
Pont Champlain	2.5%
Véhicules et équipement	10% et 20%

Le coût de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge ainsi que le coût initial du pont Jacques Cartier sont complètement amortis.

Crédit parlementaire

Le montant du crédit parlementaire utilisé à combler la perte pour l'exercice est présenté à l'état du déficit. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent pas l'amortissement et la variation de la provision pour prestations de cessation d'emploi.

Le solde du crédit parlementaire, utilisé à financer l'acquisition d'immobilisations, est comptabilisé au capital déficitaire.

Tout solde de crédit parlementaire nécessaire pour combler la perte pour l'exercice et non perçu à la fin de l'exercice est présenté comme montant à recevoir du Canada. Tout crédit parlementaire perçu en sus des besoins est inscrit comme montant dû au Canada. La politique de la Société à cet égard est de rembourser ce montant au cours de l'exercice suivant.

Revenus reportés

La valeur estimative des jetons de péage et des billets vendus et non utilisés ainsi que les revenus de location perçus par anticipation sont inscrits comme revenus reportés.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Dépenses

Les dépenses engagées en regard de la section de l'autoroute Bonaventure dont elle a la charge sont comprises avec celles du Pont Champlain.

Impôt sur le revenu

À titre de société d'État fédérale, la Société n'est pas assujettie à l'impôt provincial sur le revenu. Par contre, elle est assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu fédérale du fait que sa société mère y est assujettie en vertu d'un règlement à cette fin. Elle a subi des pertes importantes au cours des exercices antérieurs qui peuvent être reportées pour fins fiscales sur les exercices futurs et ainsi en diminuer le revenu imposable.

3. Emprunts auprès du Canada

	$
Attestation de créance	59,752,867
Avance	6,489,605
	66,242,472

L'attestation de créance, datée du 1[er] avril 1981, ne porte pas intérêt et ne comporte pas de date d'échéance ni de remboursement de capital.

L'avance, qui ne porte pas intérêt, a été comptabilisée dans les comptes du Canada comme prêt improductif et imputée au déficit accumulé du Canada au moment où elle a été consentie.

4. Arrérages d'intérêts

Des intérêts simples accumulés au 31 mars 1981, sur des emprunts auprès du Canada, sont inscrits au bilan comme passif à long terme du fait que la Société ne prévoit pas les verser, en tout ou en partie, au cours de l'exercice suivant. Lesdits intérêts ne comprennent pas l'intérêt depuis 1962, au taux de 2¾%, sur un certificat de créance se chiffrant à $7,576,000 émis en regard du Pont Jacques Cartier. L'enregistrement de cet intérêt a été discontinué lorsque les péages sur ce pont furent abolis.

5. Capital déficitaire

Lors de l'acquisition des immobilisations prises en charge le 1[er] décembre 1978, la Société a assumé les dettes s'y rattachant. L'excédent de ces dettes sur la valeur comptable des éléments d'actif, se chiffrant à $72,448,371 à cette date, fut imputé au poste capital déficitaire. Le capital déficitaire a diminué de $18,319 durant l'exercice ($62,410 en 1986), soit le montant du crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations.

6. Transactions entre apparentés

Les transactions entre apparentés, non présentées distinctement dans ces états financiers, sont les suivantes:

La Société reçoit des services de fonctionnement de la Société du port de Montréal. Les deux sociétés se sont entendues sur la valeur des services réguliers rendus jusqu'au 31 décembre 1986. Depuis le 1[er] janvier 1987, la Société est facturée pour ces services sur une base provisoire. Le montant ainsi facturé pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 se chiffre à $2,520,362 ($1,594,800 pour 1986) dont $170,084 restait à payer au 31 mars 1987 ($132,900 au 31 mars 1986). Tout écart entre les montants comptabilisés et ceux qui seront déterminés sera pris en compte au moment de l'entente finale.

La Société a reçu des services administratifs de sa société mère d'une valeur de $594,718 ($580,506 en 1986). Au 31 mars 1987, un solde impayé à cet égard de $62,588 ($45,820 en 1986) est inclus dans le montant dû à la société mère. La Société prévoit verser à ce titre, une somme d'environ $607,000 pour le prochain exercice.

7. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société est requérante ou défenderesse dans certaines réclamations ou poursuites en justice. La Direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux territoriales intérieures et désignées des provinces de l'Atlantique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Pièce 1203 Tour de la Banque de Montréal 5151, rue George Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1M5
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52) proclamée le 1er février 1972
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	A. Douglas Latter
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984	1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.4	1.2	1.7	1.9
Engagements envers le secteur privé	0.1	0.3	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.4	0.4	0.5	0.6
Avoir du Canada	(0.3)	(0.6)	(0.1)	négl.
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	0.7	0.6	0.1	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage de l'Atlantique au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats, du déficit, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 20 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	303	16,801
Débiteurs	667,793	526,967
Frais payés d'avance	14,507	14,869
	682,603	558,637
Immobilisations, au prix coûtant (note 4)	1,471,929	1,476,593
Moins: l'amortissement cumulé	767,177	807,182
	704,752	669,411
	1,387,355	1,228,048

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	111,455	300,000
Créditeurs et frais courus	401,281	400,646
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 5)	84,340	77,685
Tranche à court terme des indemnités de cessation d'emploi courues	52,969	24,538
	650,045	802,869
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	719,810	694,950
Obligations en vertu des contrats de location-acquisition (note 5)	286,874	371,214
	1,006,684	1,066,164
	1,656,729	1,869,033
CAPITAL D'APPORT ET DÉFICIT		
Capital d'apport	933,988	845,503
Déficit	(1,203,362)	(1,486,488)
	(269,374)	(640,985)
	1,387,355	1,228,048

Approuvé par l'Administration:

Le Président
A. D. LATTER

Un Membre
C. R. WORTHINGTON

Le Trésorier
M. R. McGRATH

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	5,804,151	5,484,593
Intérêt et autres revenus	30,267	64,860
	5,834,418	5,549,453
Charges		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	2,976,931	3,019,500
Bateaux-pilotes, frais d'exploitation	1,889,727	1,897,577
Traitements et prestations du personnel	367,469	366,023
Transport et déplacements	247,261	242,789
Services professionnels et spéciaux	215,275	199,821
Location	123,700	127,612
Amortissement	63,191	73,676
Communications	59,582	58,061
Services publics, fournitures et approvisionnements	51,080	42,703
Charges diverses	43,194	43,792
Intérêt des contrats de location-acquisition	36,508	42,795
	6,073,918	6,114,349
Perte nette pour l'exercice (note 3c))	239,500	564,896

ÉTAT DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,486,488	921,592
Perte nette pour l'exercice	239,500	564,896
	1,725,988	1,486,488
Crédit parlementaire à des fins de financement (note 3a))		
Déficit de caisse au titre de l'exploitation	522,626	
Solde à la fin de l'exercice	1,203,362	1,486,488

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	845,503	845,503
Crédits parlementaires à des fins de financement des (note 3a))		
Additions aux immobilisations	10,800	
Paiements de capital des contrats de location-acquisition	77,685	
	88,485	
Solde à la fin de l'exercice	933,988	845,503

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires à des fins de financement des (note 3a))		
Déficit de caisse au titre de l'exploitation	522,626	
Additions aux immobilisations	10,800	
Paiements de capital des contrats de location-acquisition	77,685	
	611,111	
Remboursement du crédit parlementaire		(186,468)
Fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition	(77,685)	(71,558)
Augmentation (diminution) de la dette bancaire	(188,545)	300,000
Encaisse provenant des activités de financement	344,881	41,974
Activités d'exploitation		
Encaisse (utilisée pour) en provenance de l'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	(239,500)	(564,896)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	63,191	73,676
Augmentation des indemnités de cessation d'emploi courues	82,186	70,713
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations	1,105	2,220
Encaisse (utilisée pour) l'exploitation	(93,018)	(418,287)
Encaisse provenant du (investie dans le) fonds de roulement autre que l'encaisse	(139,829)	279,738
Versements d'indemnités de cessation d'emploi	(28,895)	(93,989)
Encaisse (utilisée pour) les activités d'exploitation	(261,742)	(232,538)
Activités d'investissement		
Additions aux immobilisations	(99,637)	(10,800)
Encaisse (utilisée pour) les activités d'investissement	(99,637)	(10,800)
(Diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(16,498)	(201,364)
Encaisse au début de l'exercice	16,801	218,165
Encaisse à la fin de l'exercice	303	16,801

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage de l'Atlantique a été établie le 1[er] février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui, augmenté de fonds d'autres sources, permettra l'autofinancement de ses opérations.

2. Conventions comptables importantes

a) Crédits parlementaires

Lorsque les revenus ne suffisent pas pour permettre à l'Administration d'atteindre à l'autofinancement de ses opérations, les déficits de caisse au titre de l'exploitation sont récupérés à même des crédits parlementaires. Ces crédits parlementaires sont enregistrés dans les comptes lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et ils sont déclarés à l'état du déficit.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

b) Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et il est fondé sur la durée de vie utile estimative suivante des immobilisations:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	20 ans
Bateaux-pilotes sous location-acquisition	25 ans
Mobilier et matériel	10 ans

c) Capital d'apport

Les immobilisations et la fraction en capital des paiements sur les contrats de location-acquisition financés à même les crédits parlementaires sont déclarés en tant que capital d'apport lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement.

d) Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes du Canada selon des contrats de financement à long terme en vertu desquels elle assume les droits de propriété des bateaux et les obligations connexes. Conséquemment, les contrats de location sont considérés comme des achats et la fraction «capital» du loyer est capitalisée et amortie sur la durée de vie utile estimative des bateaux. Le passif correspondant est réduit de la fraction «capital» du loyer et l'intérêt est imputé aux dépenses de l'exercice visé.

e) Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont exigées à la fois de l'employé et de l'Administration. Les cotisations au titre du service courant sont imputées aux dépenses de l'exercice en cours. Les cotisations au titre du service antérieur sont imputées aux dépenses au moment où elles sont versées et sont généralement réparties sur le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite.

f) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des indemnités de cessation d'emploi ainsi que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. L'élément du passif que représentent ces indemnités est inscrit aux comptes dès que les employés commencent à les accumuler.

3. Crédit parlementaire

a) Le 26 mars 1986, le gouvernement du Canada a comblé à même la Loi nº 4 de 1985-86 portant affectation de crédit, le déficit de caisse au titre de l'exploitation et les dépenses en capital de l'exercice 1985 pour l'Administration de pilotage de l'Atlantique. En ce qui a trait à cette affectation, l'Administration a reçu en 1986 une somme de $611,111.

b) Le 4 décembre 1986, le Conseil du Trésor du Canada a approuvé, en vertu de C.T. 803674 le Budget en capital modifié de 1986 de l'Administration de pilotage de l'Atlantique pour la construction d'un nouveau bateau-pilote (note 4). L'approbation a été accordée visant un Budget supplémentaire final en 1986-87 pour le virement à l'Administration de $450,000 en provenance du crédit 5, Transports Canada. Un contrat pour la construction d'un bateau-pilote pour un coût total d'environ $395,000 a été parafé le 19 décembre 1986. La livraison est prévue en juin 1987.

c) Le 12 février 1987, le Conseil du Trésor a approuvé la demande de l'Administration, pour la somme de $275,000, visant à insérer un poste au Budget supplémentaire «C» 1986-87 pour le déficit de caisse au titre de l'exploitation et les dépenses en capital de l'exercice 1986. Voici les sommes réelles:

	$
Déficit de caisse au titre de l'exploitation	121,913
Additions aux immobilisations	21,143
Versements en capital sur les contrats de location-acquisition	84,340
	227,396

4. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains et bâtiments	450		450	450
Bateaux-pilotes	299,909	224,452	75,457	85,918
Bateaux-pilotes loués en vertu de contrats de location-acquisition	964,000	466,720	497,280	535,840
Mobilier et matériel	129,076	76,005	53,071	47,203
Bateau-pilote en construction (note 3b))	78,494		78,494	
	1,471,929	767,177	704,752	669,411

5. Contrats de location-acquisition

L'Administration loue trois bateaux-pilotes en vertu de contrats de financement à long terme. Le loyer exigé aux termes des contrats est le suivant:

	1986	1985
	$	$
Contrat de location à 9¾%, échéant en avril 1991, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $54,785	273,930	328,715
Contrat de location à 8%, échéant en octobre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	93,228	124,305
Contrat de location à 8%, échéant en novembre 1989, comportant des paiements annuels (capital et intérêt) de $31,077	93,228	124,305
Total des paiements de location	460,386	577,325
Moins: montant représentant l'intérêt	89,172	128,426
Montant du capital des contrats de location-acquisition	371,214	448,899
Moins: tranche à court terme	84,340	77,685
Montant du capital des contrats de location-acquisition excluant la tranche à court terme	286,874	371,214

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

Voici un tableau des paiements exigibles en vertu des contrats de location-acquisition venant à échéance en 1989 et en 1991:

	1986	1985
	$	$
Exercice se terminant le 31 décembre		
1986		116,939
1987	116,939	116,939
1988	116,939	116,939
1989	116,939	116,939
1990	54,784	54,784
1991	54,785	54,785
Total des paiements exigibles	460,386	577,325

À l'échéance de ces contrats, l'Administration peut, si elle le désire, acheter chaque bateau pour la somme de $ 1.

6. Régime de retraite

En vertu de la Loi sur le pilotage, les pilotes peuvent choisir de devenir des employés de l'Administration et faire compter leurs années de service antérieur comme période ouvrant droit à une pension en vertu de la Loi sur la pension de la Fonction publique. Lorsque les pilotes choisissent de racheter, aux fins du régime de pension, leurs années de service antérieur, l'Administration est tenue de verser une cotisation égale à celle de l'employé. Les dépenses relatives aux cotisations pour service antérieur se sont élevées à $19,464 en 1986 ($20,985 en 1985). Au 31 décembre 1986, la somme estimative des cotisations non capitalisées pour les années de service antérieur de ces employés était d'environ $128,000 ($127,000 au 31 décembre 1985). Ces cotisations seront comptabilisées au cours des années de service qu'il reste aux pilotes ou en fonction des modalités d'achat, la somme la moindre étant retenue.

7. Opérations entre apparentés

La Garde côtière canadienne, par l'intermédiaire de ses Centres de gestion du trafic maritime en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve, fournit gratuitement à l'Administration des services d'expédition des pilotes.

8. Diminution des coûts

L'Administration surveille continuellement ses dépenses d'exploitation en s'efforçant de fonctionner selon une méthode financière visant l'auto-suffisance. Au cours de l'exercice 1986, des mesures furent prises afin de réduire les coûts des pilotes, des bateaux-pilotes et des frais généraux d'administration.

9. Impôt sur le revenu

Conformément aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu, l'Administration n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes désignées dans la région des Grands Lacs, dans les eaux intérieures et limitrophes de l'Ontario et dans les eaux désignées du Manitoba et du fleuve Saint-Laurent, au sud des écluses de Saint-Lambert au Québec.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	132, 2e rue est C.P. 95 Cornwall (Ontario) K6H 5R9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52); constituée en société en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en mai 1972 en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Richard G. Armstrong
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.2	2.0	4.3	3.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(1.0)	(5.2)	(2.2)	(1.9)
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	néant	3.4	0.3	0.2
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 30 janvier 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	3,195,752	322,314
Débiteurs	1,936,068	1,651,705
	5,131,820	1,974,019
Immobilisations, au coût		
Bâtiments	63,642	63,642
Matériel et ameublement	94,418	73,663
	158,060	137,305
Moins: amortissement accumulé	122,462	113,037
	35,598	24,268
	5,167,418	1,998,287

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,710,085	3,229,844
Indemnités de cessation d'emploi courues	35,477	648,638
	2,745,562	3,878,482
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	3,462,137	3,294,364
	6,207,699	7,172,846
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
Capital-actions		
Autorisé—Illimité		
Émis et versé—15 actions	1,500	1,500
Capital d'apport	82,074	82,074
Déficit	(1,123,855)	(5,258,133)
	(1,040,281)	(5,174,559)
	5,167,418	1,998,287

Approuvé par le Conseil:

Directeur
R. G. ARMSTRONG

Directeur
G. ST. MARSEILLE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Recettes		
Droits de pilotage	11,082,134	8,275,829
Revenus d'expédition et de bateaux-pilotes	198,350	207,976
Intérêt et autres revenus	103,522	99,211
	11,384,006	8,583,016
Dépenses		
Traitements et prestations des pilotes	7,865,224	8,574,418
Traitements et prestations du personnel	1,008,555	1,141,667
Transport et déplacements	724,116	657,489
Bateaux-pilotes	494,474	488,062
Indemnités de cessation d'emploi	310,089	627,514
Communications	57,072	74,333
Achat de services d'expédition	41,385	33,776
Location	40,166	34,571
Services professionnels et spéciaux	33,363	73,706
Services publics, fournitures et approvisionnements	26,043	36,267
Réparations et entretien	16,277	15,868
Amortissement	9,687	12,752
Créances irrécouvrables (recouvrement)	(16,223)	25,559
	10,610,228	11,795,982
Bénéfice (perte) pour l'exercice	773,778	(3,212,966)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	5,258,133	2,308,231
Crédit parlementaire (note 3)	(3,360,500)	(263,064)
(Bénéfice) perte pour l'exercice	(773,778)	3,212,966
Solde à la fin de l'exercice	1,123,855	5,258,133

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Activités de financement		
Crédit parlementaire	3,360,500	263,064
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation		
Bénéfice (perte) pour l'exercice	773,778	(3,212,966)
Éléments ne comportant aucun mouvement d'encaisse		
Indemnités de cessation d'emploi	310,089	627,514
Amortissement	9,687	12,752
	1,093,554	(2,572,700)
Augmentation (diminution) des créditeurs et frais courus	(519,759)	133,569
Augmentation des débiteurs	(284,363)	(276,548)
Diminution des indemnités de cessation d'emploi courues	(755,477)	(139,162)
	(466,045)	(2,854,841)
Activité d'investissement		
Additions aux immobilisations	(21,017)	(9,905)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	2,873,438	(2,601,682)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	322,314	2,923,996
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	3,195,752	322,314

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Statut et objectifs

L'Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée a été établie le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, constituée comme une société à responsabilité limitée le 17 mai 1972 et continue ses opérations aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. Selon la Loi sur l'administration financière, l'Administration est considérée comme une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe C. La plupart des actions émises par l'Administration sont détenues par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, aussi une société d'État mère. Le reste est détenu par le président et six administrateurs nommés par le gouverneur en conseil.

L'Administration a été créée pour établir, exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr à l'intérieur d'un secteur précis des eaux canadiennes. La Loi stipule que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables, raisonnables et suffisants qui, augmentés d'autres sources, pourraient permettre à l'Administration de subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

L'Administration est exonérée de tout impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Crédits parlementaires

Lorsque les recettes ne sont pas suffisantes pour permettre l'autofinancement des opérations de l'Administration, les pertes d'exploitation calculées selon la méthode de la comptabilité de caisse sont recouvrées à même les crédits parlementaires. Ces crédits sont comptabilisés lorsqu'ils sont approuvés par le Parlement et figurent à l'état du déficit.

Les crédits parlementaires obtenus pour financer les dépenses en immobilisations sont inscrits comme capital d'apport.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES GRANDS LACS, LTÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode linéaire et est fondé sur la vie utile estimative des immobilisations comme suit:

Bâtiments	20 ans
Matériel et ameublement	5 à 10 ans

Régime de retraite

Le Régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés. Les employés et l'Administration doivent y contribuer. La part de l'Administration au titre du service courant est imputée aux dépenses de la période en cours et celle pour services passés lors de son versement. Ces contributions pour services passés sont imputées aux dépenses lorsqu'elles sont versées, généralement au cours des années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Cet élément de passif est inscrit aux comptes dès que les indemnités sont gagnées par les employés. La portion à court terme de ce passif ne représente que les indemnités de cessation d'emploi courues pour les employés qui ont fait part de leur intention de quitter leur emploi au cours du prochain exercice.

3. Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire de $3,360,500 ($263,064 en 1985) figurant à l'état du déficit est démontré dans le budget supplémentaire C et sert à combler la perte d'exploitation de l'exercice précédent.

4. Régime de retraite

Aux termes de la Loi sur le pilotage, les pilotes qui choisissent de devenir des employés de l'Administration peuvent faire compter leurs services passés comme période donnant droit à une pension en vertu du Régime de pension de retraite de la Fonction publique. Dans le cas des pilotes qui ont choisi de racheter les prestations de retraite applicables à leurs services passés, la part de l'Administration doit égaler la contribution des employés. L'estimation de la contribution non provisionnée au fonds de retraite pour les services passés de ces employés était, au 31 décembre 1986, d'environ $293,000 ($352,000 en 1985). Cette somme sera capitalisée selon le nombre d'années de service qu'il reste aux pilotes avant leur retraite ou selon les termes de rachat en vigueur, ce qui sera le moins élevé.

Le total de la dépense pour les prestations de retraite s'est élevé à $541,158 en 1986 ($593,534 en 1985), y compris $48,028 ($61,066 en 1985) à titre de contributions pour services passés.

5. Engagements

L'Administration a conclu un bail à long terme pour la location de locaux administratifs. Le montant minimal à payer annuellement sur la durée du bail est comme suit:

	$
1987	33,820
1988	35,500
1989	2,970
	72,290

En outre, l'Administration a fait un appel d'offres pour ses services de bateaux-pilotes pour les deux prochains exercices. Le montant approximatif de cet engagement s'élève à $300,000 par exercice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord des écluses de Saint-Lambert, dans les eaux de la rivière Saguenay et de la Baie des Chaleurs.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1080, côte du Beaver Hall Bureau 1402 Montréal (Québec) H2Z 1S8
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Jacques Chouinard
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	7.9	6.3	5.1	5.2
Engagements envers le secteur privé	0.8	0.7	0.4	0.1
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.8	(0.3)	(0.1)	0.3
Argent reçu du Canada pour l'année				
— budgétaire	1.3	2.0	1.5	1.0
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage des Laurentides au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats, l'état du capital d'apport, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 13 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	359,138	21,525
Débiteurs	6,435,570	5,041,879
	6,794,708	5,063,404
Immobilisations (note 3)		
Terrains, bâtiments, bateaux-pilotes et autres installations	2,187,785	2,179,000
Moins: amortissement cumulé	1,132,370	966,553
	1,055,415	1,212,447
	7,850,123	6,275,851

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Emprunt de banque	750,000	650,000
Créditeurs	5,735,300	5,278,134
	6,485,300	5,928,134
Provision pour prestations de cessation d'emploi	604,000	641,000
	7,089,300	6,569,134
AVOIR (NÉGATIF) DU CANADA		
Capital d'apport	971,621	914,293
Déficit	(210,798)	(1,207,576)
	760,823	(293,283)
	7,850,123	6,275,851

Approuvé par l'Administration:

Vice-Président
YVON MATTE

Membre
M. B. MILNER

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Droits de pilotage	26,957,431	24,671,138
Intérêts et autres revenus	72,122	78,006
Récompenses pour secourir des navires désemparés—Net	9,986	89,438
	27,039,539	24,838,582
Dépenses		
Honoraires, traitements et prestations des pilotes	22,253,678	20,780,682
Coût d'exploitation des bateaux-pilotes	2,814,374	3,048,696
Traitements et prestations du personnel	1,693,947	1,693,963
Services professionnels et indemnités des membres	826,235	301,564
Loyers	236,651	228,181
Communications	147,042	139,916
Transports et déplacements	137,336	110,991
Frais financiers	74,306	45,815
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	63,146	64,324
Maintenance	21,391	28,401
Mauvaises créances	14,416	28,396
Autres dépenses	170,961	114,908
	28,453,483	26,585,837
Perte nette avant poste exceptionnel	1,413,944	1,747,255
Poste exceptionnel—Coûts marginaux reliés à une enquête de la Commission canadienne des transports (note 7)		331,126
Perte nette pour l'exercice	1,413,944	2,078,381

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	914,293	650,175
Crédit parlementaire pour financer l'acquisition des immobilisations de l'exercice précédent	57,328	264,118
Solde à la fin de l'exercice	971,621	914,293

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,207,576	747,749
Perte nette pour l'exercice	1,413,944	2,078,381
Crédits parlementaires pour financer les déficits d'exploitation		
—Exercice précédent	(1,398,722)	(1,106,554)
—Exercice courant (note 5)	(1,000,000)	(500,000)
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(12,000)	(12,000)
Solde à la fin de l'exercice	210,798	1,207,576

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte nette pour l'exercice	1,413,944	2,078,381
Éléments hors-caisse		
Amortissement	(182,169)	(173,659)
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(12,000)	(12,000)
Diminution de la provision pour prestations de cessation d'emploi	37,000	6,000
	1,256,775	1,898,722
Augmentation des débiteurs	1,393,691	1,316,470
Augmentation des créditeurs	(457,166)	(1,134,544)
	2,193,300	2,080,648
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	25,137	57,328
Activités de financement		
Crédits parlementaires	(2,456,050)	(1,870,672)
Emprunt de banque, net de l'encaisse		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(237,613)	267,304
Solde au début de l'exercice	628,475	361,171
Solde à la fin de l'exercice	390,862	628,475

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Statut et activités

L'Administration de pilotage des Laurentides, constituée le 1[er] février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage, a le mandat d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans certaines eaux canadiennes sises dans la province de Québec et certaines eaux limitrophes. La Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables et tenir compte du fait que l'Administration devra en tirer un revenu qui, avec tout revenu provenant d'autres sources, sera suffisant pour lui permettre le financement autonome de ses opérations.

L'Administration est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

2. Conventions comptables importantes

Immobilisations

Les immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration furent comptabilisées à la valeur qui leur a alors été attribuée. Les immobilisations achetées par la suite par l'Administration sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens.

Capital d'apport

La valeur attribuée aux immobilisations obtenues du Canada lors de la constitution de l'Administration et le coût net des immobilisations financé par crédit parlementaire sont comptabilisés à titre de capital d'apport.

Crédit parlementaire

Tout crédit parlementaire reçu pour combler un excédent des dépenses sur les recettes est comptabilisé, dans l'exercice où il est voté par le Parlement, au capital d'apport pour la partie se rapportant à l'acquisition d'immobilisations et au déficit pour celle relative à l'exploitation. À ce titre, les dépenses d'exploitation ne comprennent que celles qui exigent des sorties de fonds.

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DES LAURENTIDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

Services fournis gratuitement

Des montants estimatifs pour tenir compte de services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement du Canada sont compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée au déficit.

Régime de retraite

Tous les employés de l'Administration participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Administration partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Administration. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

Provision pour prestations de cessation d'emploi

Les employés de l'Administration ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

3. Immobilisations

Les immobilisations se détaillent comme suit:

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	9,300		9,300	9,300
Bâtiments	23,622	23,622		261
Bateaux-pilotes	1,386,892	721,238	665,654	774,149
Mobilier et agencements	121,358	70,269	51,089	38,656
Équipement de communication	178,832	117,405	61,427	82,035
Installations d'embarquement	216,689	117,670	99,019	114,256
Améliorations à un quai	169,033	50,710	118,323	126,775
Améliorations locatives	82,059	31,456	50,603	67,015
	2,187,785	1,132,370	1,055,415	1,212,447

L'amortissement pour l'exercice est de $182,169 ($173,659 en 1985).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes:

Bateaux-pilotes	10, 15 et 20 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Équipement de communication	10 ans
Installations d'embarquement	10 et 20 ans
Améliorations à un quai	20 ans
Améliorations locatives	selon la durée des baux

4. Régime de retraite

Le montant du passif non comptabilisé pour les services antérieurs des employés est estimé à $69,600 au 31 décembre 1986 ($80,000 au 31 décembre 1985).

5. Crédit parlementaire

Le 18 novembre 1986, le Conseil du Trésor a approuvé une affectation temporaire de $1,400,000 prélevée de son crédit 5, Éventualités du gouvernement, jusqu'au dégagement, lors de l'adoption du Budget des dépenses supplémentaires «C» de 1986-87, d'un crédit pour couvrir le déficit de trésorerie de l'Administration pour l'exercice 1986. Une somme de $1,000,000 fut versée au cours de l'exercice.

6. Fonds en fidéicommis

Des ententes furent signées le 26 décembre 1985 entre les représentants des usagers du service de pilotage et les corporations de pilotes, pour pourvoir une compensation supplémentaire intérimaire aux corporations de pilotes jusqu'à la signature de nouveaux contrats de service entre l'Administration et les corporations de pilotes. Concurremment à la signature de ces ententes, l'Administration s'était engagée à administrer, dans un compte en fidéicommis, les sommes à être reçues des usagers et à les distribuer par la suite aux corporations de pilotes. L'application de la compensation supplémentaire intérimaire a pris fin au moment de la signature en novembre 1986 de nouveaux contrats de service.

Malgré que les sommes à payer aux corporations de pilotes en vertu de ces ententes furent totalement versées avant et après le 31 décembre 1986, une somme d'environ $300,000 restera à recevoir de certains usagers du service de pilotage qui contestent leur obligation de payer la compensation supplémentaire intérimaire prévue dans ces ententes. L'Administration a pris des procédures devant les tribunaux pour faire valoir ses droits.

7. Enquête de la Commission canadienne des transports

L'Administration a publié dans La Gazette du Canada en janvier 1985 une copie de chaque tarif des droits de pilotage qu'elle se proposait de prescrire en vertu de la Loi sur le pilotage. Des avis d'opposition furent remis à la Commission canadienne des transports, qui a subséquemment fait l'enquête qu'elle a estimé nécessaire ou souhaitable dans l'intérêt public. La Commission a remis sa recommandation à l'Administration le 4 avril 1986. La nouvelle tarification est entrée en vigueur le 26 septembre 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

MANDAT

Établir, exploiter, maintenir et administrer, dans l'intérêt de la sécurité, un service de pilotage efficace dans certaines eaux intérieures et territoriales désignées de la Colombie-Britannique.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1972, l'Administration offre des services de pilotage et a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'édicter des règlements qui établissent des zones de pilotage obligatoires, qui prescrivent les navires et les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage, et qui traitent de la délivrance des brevets de pilote et de l'émission des certificats de pilotage. Les tarifs doivent être équitables et raisonnables en même temps qu'une source suffisante de recettes pour permettre à l'Administration d'être financièrement autonome.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, rue Hastings ouest Pièce 300 Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4G9
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1972; *Loi sur le pilotage* (S.C. 1970-71-72, c. 52)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT (intérimaire)	Morris Fellis
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984	1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	4.4	5.0	4.4	4.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	négl.	0.1	0.1	0.1
Avoir du Canada	2.6	2.8	2.6	2.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de l'Administration de pilotage du Pacifique au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Administration au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Administration dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le pilotage et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Administration.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 5 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	1,289	1,499
Débiteurs	2,233	2,508
Frais payés d'avance	25	29
	3,547	4,036
Immobiliers et matériel (note 3)	840	927
	4,387	4,963

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,294	1,608
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 4)	27	26
	1,321	1,634
À long terme		
Prestations de cessation d'emploi courues	427	443
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 4)	30	57
	457	500
	1,778	2,134
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	806	806
Bénéfices non répartis	1,803	2,023
	2,609	2,829
	4,387	4,963

Approuvé par l'Administration:

Le Président
R. A. HUBBER-RICHARD

Un Membre
M. FELLIS

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Droits de pilotage	23,187	21,859
Intérêt et autres revenus	134	90
	23,321	21,949
Dépenses		
Honoraires des pilotes sous contrat	16,300	15,041
Coûts d'exploitation des bateaux-pilotes	2,454	2,347
Transport et déplacements	2,193	1,912
Traitements et prestations du personnel	1,080	1,017
Traitements et prestations des pilotes	711	638
Amortissement	169	175
Location	160	137
Services professionnels et spéciaux	158	126
Coûts du logiciel d'ordinateur	109	125
Communications	94	77
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	86	99
Réparations et entretien	20	28
Intérêt sur les contrats de location-acquisition	6	6
Autres dépenses	1	12
	23,541	21,740
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(220)	209

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Affectés		
Solde au début et à la fin de l'exercice	500	500
Non affectés		
Solde au début de l'exercice	1,523	1,314
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(220)	209
Solde à la fin de l'exercice	1,303	1,523
	1,803	2,023

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte) pour l'exercice	(220)	209
Sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	169	175
Prestations de cessation d'emploi	(16)	27
Perte lors de la vente d'immobiliers et de matériel		11
Augmentation (diminution) au sein des composantes d'exploitation du fonds de roulement	(34)	423
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'exploitation	(101)	845
Activités d'investissement		
Ajouts aux immobiliers et au matériel	(82)	(125)
Activités de financement		
Diminution des obligations à long terme découlant de contrats de location-acquisition	(27)	(26)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(210)	694
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	1,499	805
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	1,289	1,499

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Nature des activités

L'Administration de pilotage du Pacifique a été constituée le 1er février 1972 en vertu de la Loi sur le pilotage. Elle a pour objet d'établir, de faire fonctionner, d'entretenir et de gérer un service de pilotage sûr et efficace dans des eaux canadiennes précises. De plus, la Loi prévoit que les tarifs des droits de pilotage doivent être équitables et raisonnables, permettant à l'Administration d'en tirer un profit qui augmenté d'autres sources, pourra subvenir à l'autofinancement de ses opérations.

Les services de pilotage sur le fleuve Fraser sont assurés par des pilotes à l'emploi de l'Administration; dans d'autres régions côtières, un contrat passé avec une association locale de pilotes brevetés assure ces services.

L'Administration n'est assujettie à aucun impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Contrats de location-acquisition

En vertu des modalités de certaines ententes par bail, l'Administration prend à son compte les droits et obligations d'un propriétaire. Ces baux sont traités comme des contrats de location-acquisition. Un élément d'actif et une obligation sont enregistrés à une somme égale à la valeur au marché des biens en cause lors du commencement du bail. L'obligation est diminuée annuellement de la partie des versements exigibles en vertu du bail qui représente le capital et la partie intérêt est imputée aux dépenses.

Amortissement

L'amortissement des immobiliers et du matériel est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire et est fondé sur la durée utile estimative suivante des éléments de l'actif:

Bâtiments	20 ans
Bateaux-pilotes	20 ans
Matériel	5 et 10 ans
Améliorations locatives	15 ans

ADMINISTRATION DE PILOTAGE DU PACIFIQUE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités définies de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et avec leurs conditions de travail. L'élément de passif lié à ces versements est inscrit aux comptes dès que les indemnités s'accumulent aux employés.

Capital d'apport

Les sommes qui représentent les valeurs attribuées aux immobiliers et au matériel virés du Canada en 1972 et le coût de tous les immobiliers et matériel financés à même les crédits parlementaires sont déclarés comme capital d'apport.

Bénéfices non répartis

Des sommes sont affectées de temps à autre par l'Administration afin de prévoir les coûts extraordinaires découlant du renouvellement ou de l'acquisition d'immobilisations et pour les éventualités.

Régime de retraite

Tous les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que gère le gouvernement du Canada. Tant l'employé que l'Administration doivent verser des cotisations au Régime. Ces contributions représentent le total de la dette de l'Administration et elles sont portées aux comptes de façon courante.

3. Immobiliers et matériel

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Bâtiments	40	40
Bateaux-pilotes	1,142	1,142
Matériel	800	718
Améliorations locatives	31	129
	2,013	2,029
Amortissement cumulé	1,173	1,102
	840	927

Les éléments d'actif qui précèdent comprennent les immobiliers et le matériel loués en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur totale de $276,000 (1985—$276,000) moins l'amortissement cumulé de $193,000 (1985—$179,000).

4. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Total des versements minimums en vertu d'une entente par bail à 8% avec le Canada pour un bateau-pilote, échéant en avril 1988, à payer en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $32,000	64	97
Somme qui représente l'intérêt	(7)	(14)
Solde des obligations	57	83
Fraction à court terme	(27)	(26)
Fraction à long terme	30	57

Lors de l'échéance du bail, l'Administration peut exercer l'option d'acheter le bateau-pilote pour $1.

5. Engagements

L'Administration a une obligation en vertu d'un bail à long terme pour des locaux à bureaux se chiffrant dans l'ensemble à $1,002,560 pour la période allant jusqu'au 31 décembre 1999 à un loyer annuel de base de $77,120. L'obligation exige également le paiement d'une quote-part au prorata des coûts d'exploitation qui sont estimés à $41,000 pour l'exercice 1987.

L'Administration a conclu un contrat de location-exploitation à l'égard des services d'un bateau-pilote avec équipage comportant un loyer annuel garanti de $58,000 jusqu'en 1990, plus les dépenses d'exploitation. Il y a une option d'achat du bateau, en tout temps, à un prix à établir lors de l'exercice de l'option.

PAGE RÉCAPITULATIVE

AIR CANADA

MANDAT

Assurer un service public de transport aérien et se livrer à d'autres affaires liées aux opérations aériennes en s'appuyant sur de solides fondements commerciaux et, en particulier, ayant égard aux profits.

ANTÉCÉDENTS

Les activités de la société ont débuté en 1937. Jusqu'en 1978, elle a été une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Aujourd'hui, avec une flotte de 114 avions à réaction et un effectif de 22,570 employés, elle compte pour près de 60 p. 100 des passagers—milles payants au Canada. Le gouvernement fédéral n'a investi aucuns fonds dans Air Canada depuis 1978, année de la conversion en avoir d'une dette de 324 millions de dollars représentant les engagements de la société envers le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	500, boul. Dorchester ouest Montréal (Québec) H2Z 1X5
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1937; *Loi sur les Lignes aériennes trans-Canada*, abrogée et remplacée par la *Loi d'Air Canada* de 1977 (S.C. 1977-1978, c. 5)
PREMIER DIRIGEANT	Pierre J. Jeanniot
PRÉSIDENT	Claude I. Taylor
VÉRIFICATEUR	Thorne, Ernst & Whinney

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985 (reformulé)**	**1984 (reformulé)**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,923	2,555	2,508	2,187
Engagements envers le secteur privé	1,510	1,230	1,087	848
Engagements envers le Canada	176	196	228	246
Avoir du Canada	553	513	528	486
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

AIR CANADA

COMMENTAIRE DE LA DIRECTION

La direction répond de la sincérité et de la fidélité des états financiers consolidés du présent rapport, lesquels ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Elle répond également des autres informations contenues dans ce rapport et de leur concordance avec celle des états financiers. La direction a pour politique de maintenir un système de contrôle interne qui vise à assurer, dans une mesure raisonnable, la fiabilité de l'information financière et la protection de l'actif. La Société dispose de son propre service de vérification qui a notamment pour fonction le suivi des mécanismes de contrôle interne et de leur application.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction remplisse ses fonctions en matière d'information financière et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification du Conseil, composé d'administrateurs externes. Le Comité de vérification se réunit au moins quatre fois l'an avec la direction ainsi que les vérificateurs internes et externes.

Les vérificateurs externes, Thorne Ernst & Whinney, effectuent une vérification indépendante conforme aux normes généralement reconnues et expriment leur opinion sur les états financiers. Cette vérification comporte l'examen et l'évaluation du système de contrôle interne de la Société, ainsi que les sondages et procédés jugés nécessaires pour assurer, dans une mesure raisonnable, la présentation fidèle des états financiers. Les vérificateurs externes ont libre accès auprès du Comité de vérification, qu'ils rencontrent régulièrement.

le Président-directeur général
Pierre J. Jeanniot

le Premier vice-président
Finances et Planification
L.S. Desrochers

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Air Canada au 31 décembre 1986, ainsi que les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugé nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et, à l'exception de l'adoption de la méthode de comptabilisation des coûts et obligations découlant des régimes de retraite dont il est question à la note 1i) afférente aux états financiers consolidés, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous avons vérifié les opérations de la Société et de ses filiales, opérations qui ont été portées à notre connaissance au cours de ladite vérification des états financiers consolidés d'Air Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 1986 afin de déterminer si ces opérations étaient conformes à la partie XII de la *Loi sur l'administration financière* et ses règlements ainsi qu'à la *Loi d'Air Canada* et aux règlements intérieurs de la Société. Notre vérification de ces opérations a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugé nécessaires dans les circonstances. À notre avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

Comptables agréés
Thorne Ernst & Whinney

Montréal, Canada
le 17 février 1987

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	382,422	62,293
Débiteurs	326,012	301,457
Rechanges, matières et fournitures	99,078	89,622
Frais payés d'avance	13,545	12,144
Impôts sur le revenu reportés	39,126	38,489
	860,183	504,005
Biens-fonds et matériel (note 2)	1,669,675	1,807,189
Matériel volant en location-acquisition (note 3)	74,097	91,715
Participations dans d'autres sociétés (note 4)	59,310	31,604
Frais reportés (note 5)	259,681	120,028
	2,922,946	2,554,541

PASSIF	1986	1985
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	384,965	348,537
Recettes de transport encaissées d'avance	187,201	171,127
Tranche à court terme de la dette et des obligations au titre de locations-acquisitions	74,302	108,399
	646,468	628,063
Dettes à long terme (note 6)	1,049,679	1,228,795
Obligations à long terme au titre de locations-acquisitions (note 7)	13,897	88,938
Autres éléments de passif à long terme	22,119	19,836
Crédits reportés (note 8)	301,309	75,833
	2,033,472	2,041,465
Obligations perpétuelles subalternes (note 9)	336,000	
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé: $750 millions en actions de $1,000 chacune		
Émis et entièrement libéré: 329,009 actions	329,009	329,009
Bénéfices non répartis	224,465	184,067
	553,474	513,076
	2,922,946	2,554,541

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Le Président du Conseil
CLAUDE I. TAYLOR

Le Président-directeur général
PIERRE J. JEANNIOT

AIR CANADA—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Recettes d'exploitation		
Passages	2,218,437	2,109,845
Fret	354,059	319,330
Contrats de services et divers	312,765	293,402
	2,885,261	2,722,577
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales	873,204	910,223
Carburant avion	480,800	565,153
Commissions sur ventes	201,755	188,591
Matières, fournitures et services de maintenance	156,937	142,347
Restauration et services—Passagers	150,415	135,613
Amortissement et désuétude	189,012	192,561
Redevances d'aéroport et de route	105,808	84,950
Impartition de services d'assistance au sol et autres	105,193	88,198
Autres	495,803	413,400
	2,758,927	2,721,036
Bénéfice d'exploitation	126,334	1,541
Recettes hors exploitation (charges)		
Intérêts sur la dette et les obligations à long terme au titre de locations-acquisitions	(125,393)	(114,110)
Gain sur l'aliénation de biens-fonds, de matériel et de participations	23,602	13,859
Autres	30,539	42,950
	(71,252)	(57,301)
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu et postes extraordinaires	55,082	(55,760)
Provision pour impôts sur le revenu reportés (recouvrement) (note 10)	19,141	(33,865)
Bénéfice net (perte) avant postes extraordinaires	35,941	(21,895)
Postes extraordinaires (note 11)	4,457	7,074
Bénéfice net (perte)	40,398	(14,821)
Bénéfices non répartis à l'ouverture de l'exercice	184,067	198,888
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice	224,465	184,067

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Rentrées de fonds liées aux activités suivantes (sorties de fonds)		
Exploitation		
Bénéfice net (perte) avant postes extraordinaires	35,941	(21,895)
Postes extraordinaires	6,456	(5,062)
Postes hors caisse compris dans le bénéfice net (perte)	148,340	129,122
Résultats	190,737	102,165
Évolution nette des débiteurs et des créditeurs	11,873	(33,464)
Augmentation des recettes de transport encaissées d'avance	16,074	18,075
Augmentation des rechanges, matières et fournitures	(12,685)	(18,925)
Autres	(15,977)	(3,231)
	190,022	64,620
Financement		
Obligations perpétuelles subalternes	336,000	
Effacement comptable	(268,671)	
Emprunts à long terme	9,129	136,545
Remboursement de la dette à long terme	(111,129)	(113,503)
Remboursement relatif aux obligations au titre de locations-acquisitions	(18,183)	(22,814)
Autres	(9,150)	15,933
	(62,004)	16,161
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(87,127)	(104,169)
Produit d'aliénation d'immobilisations	294,244	36,491
Prises de participation	(18,554)	(3,884)
Dividendes reçus de filiales et participations	3,548	2,390
	192,111	(69,172)
Augmentation de l'encaisse	320,129	11,609
Encaisse à l'ouverture de l'exercice	62,293	50,684
Encaisse à la clôture de l'exercice	382,422	62,293

L'encaisse s'entend aussi des placements à court terme.
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Principales conventions comptables

a) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Air Canada et de ses filiales en propriété exclusive, Touram Inc., La Carte enRoute Inc. et La Carte enRoute Internationale Inc. Toutes les opérations intersociétés ont été éliminées.

b) Amortissement

Les biens-fonds et le matériel d'exploitation ainsi que les biens sous contrat de location-acquisition sont amortis, jusqu'à concurrence de la valeur résiduelle estimative, suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée prévue d'utilisation. Pour le matériel volant, la durée prévue d'utilisation est de 14 à 18 ans, sauf quand des modifications majeures la prolongent. Elle est de 5 à 30 ans pour les biens-fonds et autre matériel.

c) Maintenance

Les frais de maintenance et de réparation sont portés aux charges d'exploitation, sauf les modifications majeures, qui sont capitalisées.

d) Rechanges, matières et fournitures

Les rechanges, matières et fournitures sont évalués au coût moyen. Une provision pour désuétude des rechanges du matériel volant est accumulée pendant la durée prévue d'utilisation du matériel volant correspondant.

e) Recettes de transport

Les ventes passages et fret deviennent des recettes d'exploitation quand le transport est fourni. La valeur du transport non encore fourni est inscrite au passif à court terme.

f) Intérêts capitalisés

Les intérêts sur les sommes affectées à l'acquisition de matériel volant, de biens-fonds et d'autre matériel sont capitalisés jusqu'à l'entrée en service de ces éléments d'actif.

g) Conversion des devises

Exception faite des obligations perpétuelles subalternes, les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis aux taux de change des fins de mois. Les gains et pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice, sauf ceux afférents à la dette à long terme et aux obligations à long terme au titre de locations-acquisitions, qui sont reportés et

AIR CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

amortis sur la durée résiduelle de la dette et des obligations. Les autres éléments d'actif et de passif, les obligations perpétuelles subalternes et les éléments des comptes compris dans les résultats figurent à leur contre-valeur au cours du change en vigueur à la date des opérations.

h) Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement relatifs aux éléments d'actif acquis avant 1985 sont comptabilisés dans les résultats après déduction des impôts sur le revenu reportés applicables, suivant la méthode d'imputation à l'exercice où ils servent à des fins fiscales. Les crédits d'impôt à l'investissement attribués pour les éléments d'actif acquis après 1984 sont déduits du coût des biens-fonds et du matériel, l'année de leur acquisition.

i) Coûts et obligations découlant des régimes de retraite

La Société a appliqué prospectivement le 1er janvier 1986 les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés sur la comptabilisation des coûts et obligations découlant des régimes de retraite. La charge de retraite est constituée des coûts actuariels fondés sur les hypothèses les plus probables de la direction relativement aux prestations de retraite au titre des services rendus durant l'exercice, aux intérêts implicites sur l'actif de la caisse de retraite et les obligations découlant des régimes de retraite et de l'amortissement suivant la méthode linéaire des gains et pertes actuariels et des modifications aux hypothèses et aux régimes, sur la durée moyenne du reste de la carrière active du groupe de salariés. L'écart entre la valeur actuarielle des prestations constituées et la valeur marchande de l'actif de la caisse de retraite au 1er janvier 1986 est également amorti par imputation aux résultats suivant la méthode linéaire sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés. Le provisionnement excédentaire eu égard aux sommes figurant aux résultats est inscrit au bilan comme frais reportés.

Sans cette modification, le bénéfice net et les frais reportés se trouveraient réduits de $23 millions et de $43,9 millions respectivement.

j) Cession-bail d'éléments d'actif

Les gains sur la cession-bail d'éléments d'actif sont reportés et amortis par imputation aux résultats à titre de réduction des charges locatives sur la durée des baux.

2. Biens-fonds et matériel

	1986	1985
	$	$
Coût		
Matériel volant	2,097,044	2,270,031
Biens-fonds et autre matériel	720,597	694,285
	2,817,641	2,964,316
Amortissement cumulé		
Matériel volant	738,727	806,910
Biens-fonds et autre matériel	424,383	387,550
	1,163,110	1,194,460
	1,654,531	1,769,856
Versements proportionnels	15,144	37,333
Valeur comptable nette	1,669,675	1,807,189

Le matériel volant comprend un appareil d'une valeur comptable nette de $2,6 millions vendu $11,9 millions en janvier 1987.

Durant l'exercice, la Société a cédé et repris à bail, sous contrat de location-exploitation, vingt-quatre DC-9 ainsi qu'un immeuble de bureaux et d'installations informatiques.

3. Matériel volant en location-acquisition

	1986	1985
	$	$
Matériel volant en location-acquisition	292,266	295,985
Moins: amortissement cumulé	218,169	204,270
Valeur comptable nette	74,097	91,715

4. Participations dans d'autres sociétés

Les participations comptabilisées à la valeur de consolidation comprennent GPA Group Limited (26%, 22,7% jusqu'au 31 mars 1986), Innotech Aviation Industries (1986) Limitée (30%), Aerospace Realties (1986) Limited (30%), MATAC Cargo Ltée (50%), Global Travel Computer Holdings Ltd. (33,3%), Air Ontario Limited (24,5% à partir du 4 mars 1986) et Air Nova Inc. (49% à partir du 1er juillet 1986). La quote-part du bénéfice de ces sociétés revenant à Air Canada est intégrée au poste Autres des recettes hors exploitation et s'élève à $12,7 millions ($9,1 millions en 1985).

5. Frais reportés

	1986	1985
	$	$
Pertes de change afférentes à la dette à long terme	158,800	79,795
Provisionnement excédentaire des régimes de retraite eu égard aux sommes imputées aux résultats	51,152	
Frais d'émission d'obligations	22,808	11,615
Autres	26,921	28,618
	259,681	120,028

L'amortissement des frais reportés s'élève à $33,3 millions pour l'exercice contre $9,6 millions en 1985.

6. Dette à long terme

	1986	1985
	$	$
Gouvernement du Canada		
Billet 7,2%, remboursable en versements semestriels, échéant en 1993	175,589	196,098
Autres		
Billets 8,7%, échéances 1995-96	477,266	504,211
Obligations 7,3%, échéances de 1991 à 1995	130,875	104,760
Obligations 6,25%, échéance 1992	85,590	67,860
Obligations 5,5%, échéance 1995	85,590	67,860
Obligations 9%, échéance 1992	71,740	57,190
Obligations 7,375%, échéance 1993	71,740	57,190
Obligations 11,25%, échéance 1994	70,000	70,000
Billets 8%, échéances 1990-91	41,161	50,733
Billet 8,5%, échéances 1991-92	38,356	46,699
Billet 9,25%, échéances de 1991 à 1993	31,574	32,128
Billet 8,375%, échéance 1990	26,896	35,007
Billets divers, échéances de 1987 à 1992	2,370	53,530
	1,133,158	1,147,168
	1,308,747	1,343,266
Effacement comptable (note 12)	(180,067)	
	1,128,680	1,343,266
Tranche à court terme	(60,118)	(84,142)
	1,068,562	1,259,124
Valeur nette des contrats de change à long terme correspondants	(18,883)	(30,329)
	1,049,679	1,228,795

AIR CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Aucune portion de la dette à long terme n'est garantie.

Les sommes à rembourser au cours des cinq prochains exercices portent sur $347,3 millions après effacement comptable, soit $60,1 millions en 1987, $67,6 millions en 1988, $70,9 millions en 1989, $70,7 millions en 1990 et $78 millions en 1991. La dette à long terme comprend $581,5 millions remboursables en dollars américains, $171,2 millions en francs suisses, $143,5 millions en deutsche Mark, $130,9 millions en yens, $70 millions en livres sterling et $31,6 millions en francs français. La quasi-totalité de la dette remboursable en dollars américains est couverte par des contrats de change à long terme dans cette monnaie. Un accord de crédits croisés conclu avec une banque canadienne met la Société à l'abri de toute fluctuation ultérieure du taux de change sur la dette et les intérêts à verser en livres sterling.

En 1985, Air Canada a passé des accords d'échange de taux d'intérêt échéant en 1988 et en 1990 et portant sur le taux d'intérêt d'un principal théorique de $150 millions US. Aux termes de ces accords, la Société sert un intérêt à taux variable rajusté trimestriellement, selon le taux Libor en vigueur, et les tiers, un intérêt à taux fixe moyen de 10,15%.

La Société est partie, avec deux banques à charte canadiennes, à des accords de crédits renouvelables et à terme totalisant $200 millions. Les crédits renouvelables et à terme échoient à trois et cinq ans respectivement. Au 31 décembre 1986, il n'existe aucun prélèvement impayé au titre de ces accords.

7. Obligations au titre de locations

Les loyers minimaux futurs au titre des contrats de location-acquisition et de location-exploitation sont les suivants:

	Location-acquisition—Appareils	Location-exploitation—Appareils et biens-fonds
	$	$
1987	16,786	66,034
1988	13,935	61,940
1989	7,685	54,983
1990	3,651	53,974
1991		51,165
Au-delà		413,085
Total des loyers minimaux futurs nets	42,057	701,181
Moins: somme représentant l'intérêt et les retenues de garantie	10,933	
Valeur actualisée des obligations au titre de locations-acquisitions, après effacement comptable de $62,1 millions (note 12)	31,124	
Moins: tranche à court terme nette	14,184	
Valeur actualisée des obligations nettes à long terme au titre de locations-acquisitions	16,940	
Moins: valeur nette des contrats de change à long terme correspondants	3,043	
Valeur actualisée des obligations à long terme au titre de locations-acquisitions	13,897	

Les contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des loyers, selon le taux d'intérêt implicite de chaque contrat. Le taux d'intérêt implicite moyen s'appliquant à ces obligations est 7,6% avec échéances allant de 1989 à 1991.

8. Crédits reportés

	1986	1985
	$	$
Gains sur cession-bail d'éléments d'actif	211,931	
Impôts sur le revenu	87,172	67,738
Autres	2,206	8,095
	301,309	75,833

9. Obligations perpétuelles subalternes

	1986	1985
	$	$
300 millions FS à 6¼% rachetable en 2001 et, par la suite, tous les cinq ans à 102% du pair	201,600	
200 millions FS à 5¾% rachetable à 101½% du pair en 1999 et, par la suite, tous les cinq ans à 102% du pair	134,400	
	336,000	

Ces obligations n'échoient qu'advenant la liquidation de la Société. Le paiement du capital et des intérêts de ces obligations est subordonné à l'acquittement complet de tout emprunt. Comme il est improbable que des circonstances justifient le remboursement des obligations, celles-ci sont évaluées à leur cours historique et aucune provision n'est constituée en prévision d'une fluctuation du cours des changes.

10. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu reportés (recouvrement) se ventile comme suit:

	1986	1985
	$	$
Provision pour impôts sur le revenu (recouvrement), fondée sur un taux d'imposition combinant les taux de base du fédéral et des provinces	24,787	(24,535)
Pertes en capital (gains) assujetties à un taux d'imposition effectif inférieur	1,258	(5,125)
Bénéfice de filiales et participations exempté d'impôts	(5,450)	(4,024)
Crédits d'impôt à l'investissement, après déduction de $1,054 d'impôts sur le revenu reportés	(1,288)	
Divers	(166)	(181)
Provision pour impôts sur le revenu reportés (recouvrement)	19,141	(33,865)

Au 31 décembre 1986, la Société dispose de crédits d'impôt à l'investissement de $21,9 millions qui pourront servir à réduire l'impôt fédéral sur le revenu des exercices 1987 ou 1988. Aucun avantage n'est comptabilisé à ce titre.

11. Postes extraordinaires

Durant l'exercice, la Société a procédé à l'effacement comptable de $268,7 millions de sa dette à long terme et d'obligations à long terme au titre de locations-acquisitions, soit un gain de $9,9 millions, après déduction de $6,4 millions d'impôts sur le revenu reportés.

La provision pour des programmes de réduction d'effectif s'établit à $5,4 millions ($2,8 millions en 1985), après déduction de $4,4 millions ($2,2 millions en 1985) d'impôts sur le revenu reportés.

AIR CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

12. Effacement comptable

En 1986, la Société a déposé en fiducie $251,8 millions d'obligations d'État à seule fin de satisfaire au calendrier de remboursement du principal et de versement de l'intérêt à hauteur de $200,6 millions sur la dette à long terme et de $68,1 millions sur les obligations à long terme au titre de locations-acquisitions. Au 31 décembre 1986, ces obligations, qui s'élevaient à $180,1 millions pour la dette à long terme et à $62,1 millions pour les obligations à long terme au titre de locations-acquisitions, sont réputées éteintes du point de vue de l'information financière et, de même que les titres correspondants, ont été retranchées du bilan.

13. Modification d'estimations comptables

Le calcul de la provision pour désuétude a donné lieu à un ajustement de la valeur résiduelle estimative des rechanges avion en 1986. Il en résulte une diminution de l'amortissement et une augmentation de $5 millions du bénéfice net, après déduction de $4,1 millions d'impôts sur le revenu reportés.

14. Engagements

Au 31 décembre 1986, la Société s'était engagée à porter de 24,5% à 75% sa participation dans Air Ontario Limited, à acquérir 75% du capital d'Austin Airways Ltd. et la totalité de celui d'AirBC. Ces engagements représentent un déboursé estimatif de $68,8 millions. Ceux ayant trait à Air Ontario et à AirBC sont postérieurs à la clôture de l'exercice.

Les contrats de modifications d'avions s'élèvent à environ $6,3 millions US. Les autres engagements au titre des biens-fonds, du matériel au sol et des rechanges atteignent environ $37,6 millions CAN.

Au 31 décembre 1986, la Société s'est engagée à vendre au milieu de 1987 deux L-1011 actuellement en location-acquisition. Le produit de la vente sera supérieur à la valeur comptable de ces avions.

15. Régimes de retraite

Air Canada a plusieurs régimes de retraite à prestations déterminées visant la presque totalité de son personnel. Suivant les derniers rapports actuariels dressés au 31 décembre 1985, à partir des hypothèses les plus probables de la direction, la valeur actuarielle des prestations constituées atteint 1,7462 milliard de dollars au 31 décembre 1986 et la valeur marchande de l'actif net disponible pour honorer ces engagements s'établit à 2,2604 milliards de dollars.

Conformément aux principes comptables généralement reconnus recommandés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, le provisionnement excédentaire eu égard aux sommes prises en compte dans le calcul du bénéfice net est inscrit au bilan comme frais reportés.

16. Éventualités

Diverses poursuites judiciaires et réclamations entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la direction et de ses conseillers juridiques, le dénouement de ces affaires n'aura aucune incidence marquée sur la situation financière ou sur les résultats de la Société.

En vertu de contrats de cession-bail d'appareils, la Société peut être tenue de rembourser la valeur résiduelle à hauteur de $39,5 millions. Des expertises externes indiquent actuellement que la Société n'aura pas à effectuer ce remboursement.

17. Opérations entre apparentés

Dans le cadre normal de ses affaires, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État. La Société perçoit auprès des apparentés des recettes au titre de passages, de fret et de contrats de services. Les charges engagées auprès des apparentés comprennent des redevances d'atterrissage et des redevances générales d'aérogare, des taxes et des intérêts sur la dette à long terme. Les soldes des comptes qui résultent de ces opérations figurent au bilan et sont réglés selon les conditions faites aux tiers non apparentés.

18. Reclassements

Certains chiffres de 1985 donnés à des fins de comparaison ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 1986.

19. Loi constitutive

La Société assure son exploitation en vertu de la *Loi d'Air Canada de 1977* modifiée.

20. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

En février 1987, la Société a conclu une entente avec la CSFB-Effectenbank, en République fédérale d'Allemagne, aux termes de laquelle elle émettra au bénéfice de cette banque une émission d'obligations perpétuelles subalternes de 200 millions de deutsche Mark portant un intérêt rajustable de 6½%. En contrepartie, la banque convertira en ces obligations perpétuelles subalternes une dette à long terme contractée sous forme d'obligations publiques totalisant 200 millions de deutsche Mark et versera les intérêts jusqu'à la conversion en 1992 et en 1993. Le principal de cette dette perpétuelle subalterne sera comptabilisé quand la conversion aura lieu. Jusque-là, la Société sera conditionnellement responsable des obligations publiques. Les obligations perpétuelles sont non garanties et portent un intérêt de 6⅜% jusqu'en 1994, intérêt qui sera rajusté tous les trois ans par la suite, suivant un indice des taux d'intérêt. Ces obligations sont rachetables à 100% du pair aux dates de rajustement du taux d'intérêt. En conséquence de cette opération, il n'y aura pas d'amortissement à l'état des résultats du change reporté relatif à la dette publique à long terme de 200 millions de deutsche Mark, qui consistait en une perte reportée de $52,1 millions au 31 décembre 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

MANDAT

Assurer une base industrielle capable de répondre aux exigences relatives à la défense nationale du Canada en matière de munitions de gros calibre et de produits connexes, avec l'aide du secteur privé dans toute la mesure du possible.

ANTÉCÉDENTS

La société a été vendue au secteur privé le 9 mai 1986. Initialement, elle avait été chargée de rationaliser et de réduire les activités et les installations en usage au cours de la Seconde Guerre mondiale et du conflit de Corée. Son unique acheteur important est le ministère de la Défense nationale et ses prix de vente sont fonction de ses coûts. La *Loi autorisant l'aliénation de la société Les Arsenaux Canadiens Limitée* a été proclamée le 1er mai 1986 et la société a été vendue au Groupe SNC le 9 mai pour la somme de 92.2 millions de dollars.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

STATUT	vendue à des intérêts privés
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1945; lettres patentes en vertu de la partie I, *Loi sur les compagnies* de 1934; prorogation en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes* du 20 octobre 1980

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	135.9	126.0	88.9	83.5
Engagements envers le secteur privé	11.5	11.0	1.7	0.2
Engagements envers le Canada	4.7	4.7	4.7	4.7
Avoir du Canada	62.0	52.7	43.9	38.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ADMINISTRATEURS DE
LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE

Nous avons vérifié le bilan de Les Arsenaux Canadiens limitée au 9 mai 1986 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice de six semaines terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

La Société impute l'amortissement des immobilisations cédées par le Canada au surplus d'apport plutôt qu'aux résultats, puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus. Si l'on avait imputé cet amortissement aux résultats, le bénéfice net pour l'exercice aurait été inférieur de $215,287 et le solde des bénéfices non répartis et du surplus d'apport aurait été respectivement inférieur et supérieur de $9,843,810.

À notre avis, à l'exception des effets de la non-comptabilisation de l'amortissement aux résultats indiqués au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 9 mai 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de six semaines terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Maheu Noiseux

Montréal, le 2 juillet 1986

BILAN AU 9 MAI 1986

ACTIF	1986
	$
À court terme	
Encaisse	407,602
Bon du trésor, au coût	10,941,489
Débiteurs	
Canada	16,729,624
Autres	548,594
Facturation proportionnelle des fournisseurs	1,508,651
Stocks (note 3)	62,552,457
Frais imputables au prochain exercice	158,366
	92,846,783
Immobilisations (note 4)	43,308,940
Frais reportés (note 5)	4,007,587
	140,163,310

PASSIF	1986
	$
À court terme	
Créditeurs	22,838,675
Facturation proportionnelle aux clients	
Canada	38,150,086
Autres	1,459,762
Montant dû au Canada (note 6)	4,724,941
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	2,375,474
	69,548,938
À long terme (note 7)	9,072,614
	78,621,552
AVOIR DU CANADA	
Capital-actions (note 8)	30
Surplus d'apport	14,530,379
Bénéfices non répartis	47,011,349
	61,541,758
	140,163,310

Nom du Conseil d'administration:

Administrateur
LAURENT BERGERON

Administrateur
JEAN-PAUL GOURDEAU

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE DE SIX SEMAINES TERMINÉ LE 9 MAI 1986

	1986
	$
Ventes (note 10)	4,562,352
Coût des produits vendus	3,471,030
Bénéfice brut	1,091,322
Autres revenus	44,965
	1,136,287
Dépenses d'administration	1,267,358
Frais de financement, dette à long terme	135,341
	1,402,699
Perte nette	(266,412)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	47,277,761
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	47,011,349

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE DE SIX SEMAINES TERMINÉ LE 9 MAI 1986

	1986
	$
Solde au début de l'exercice	14,745,666
Immobilisations cédées par le Canada	
Amortissement (note 5)	(215,287)
Solde à la fin de l'exercice	14,530,379

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE DE SIX SEMAINES TERMINÉ LE 9 MAI 1986

	1986
	$
Activités d'exploitation	
Perte nette	(266,412)
Postes n'affectant pas l'encaisse	
Amortissement des frais reportés	100,379
Amortissement des immobilisations	144,472
	(21,561)
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement concernant l'exploitation	(1,652,897)
Encaisse utilisée pour des activités d'exploitation	(1,674,458)
Activités d'investissement	
Acquisition d'immobilisations	(330,234)
Produit de l'aliénation d'immobilisation	2,025
Augmentation des frais reportés	(14,151)
Encaisse utilisée pour des activités d'investissement	(342,360)
Activités de financement	
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(30,346)
Encaisse utilisée pour des activités de financement	(30,346)
Diminution de l'encaisse	(2,047,164)
Encaisse au début de l'exercice	2,454,766
Encaisse à la fin de l'exercice	407,602

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 9 MAI 1986

1. Statut et activités

Les Arsenaux Canadiens limitée, constituée le 20 septembre 1945 et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une Société d'État inscrite présentement à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société manufacture des munitions de moyen et gros calibres ainsi que des produits militaires complémentaires.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition sont comptabilisées au prix coûtant. Celles cédées par le Canada au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1982 sont comptabilisées à leur coût de reconstitution actuel à cette date qui a été établi par le ministère des Travaux publics en ce qui concerne les biens immeubles, et une firme d'évaluateurs indépendants en ce qui concerne les biens meubles. Les dépenses, qui augmentent de beaucoup la valeur des biens ou qui en prolongent la durée d'utilisation, sont capitalisées. Les dépenses courantes d'entretien, de réparation et de renouvellement sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les immobilisations en service sont amorties d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens, sauf celles de la division St-Augustin acquises par le biais de contrats de location-acquisition qui sont amorties d'après la méthode de l'amortissement à intérêts composés (dotation croissante) afin de tenir compte des modalités d'un contrat de vente à long terme et ainsi assurer l'appariement des revenus et des dépenses. L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition est imputé aux résultats de l'exercice. L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada est imputé au surplus d'apport puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente.

b) Stocks

Les matières premières et les fournitures sont évaluées au moindre du prix coûtant et du coût de remplacement au Canada. Les contrats en voie de fabrication et les produits finis sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation.

Les achats de brevets et de licences, d'outillage de fabrication ainsi que les frais de développement engagés pour le compte de clients sont imputés aux stocks et sont portés au coût des produits vendus au moment de la vente.

c) Frais reportés

Les frais de démarrage de la division St-Augustin sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la période de cinq ans commençant le 1[er] avril 1985, la date du début de la production commerciale.

Les frais de développement de nouveaux produits sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à compter du début de la fabrication du produit à l'échelle commerciale ou sont radiés lorsque la commercialisation du produit est improbable.

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 9 MAI 1986—*Suite*

d) Constatation du bénéfice

Les ventes sont constatées au moment de la livraison de biens et de leur acceptation par le client, selon les dispositions des contrats de vente, et lorsque la Société a acquis un droit inconditionnel au paiement complet. Elles sont comptabilisées à des prix fermes ou, les cas échéants, à des prix qui tiennent compte des clauses d'échelles mobiles prévues dans les contrats. Dans ces derniers cas, les prix définitifs demeurent cependant sujets à négociation entre la Société et ses clients et tout redressement final est comptabilisé sur une base courante.

e) Régime de retraite

Les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués.

f) Prestations d'ancienneté

Les employés ont droit depuis le 1er avril 1985 à des prestations d'ancienneté, payables à leur gré, égales aux prestations de cessation d'emploi impayées auxquelles ils avaient droit en vertu de leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi en vigueur le 31 mars 1985. Toute augmentation dans la valeur de ces prestations est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elle est gagnée par les employés et la valeur des prestations impayées est comprise dans les créditeurs.

3. Stocks

	$
Matières premières et fournitures	3,036,761
Contrats en voie de fabrication	50,678,413
Produits finis	5,099,266
Frais de développement	890,424
Brevets et licences	229,198
Outillage de fabrication	2,618,395
	62,552,457

L'outillage de fabrication représente une estimation du montant que la Société entend recevoir en vertu d'un contrat de vente à long terme.

Cet outillage de fabrication comprend de l'outillage détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition à un coût de $2,044,342. La Société remboursera l'obligation découlant de ce contrat au moment de la vente de cet outillage.

4. Immobilisations

	Valeur comptable	Amortissement accumulé	Coût non amorti
	$	$	$
Terrains	1,612,025		1,612,025
Bâtiments et aménagement	23,253,800	3,817,031	19,436,769
Équipement	24,430,101	6,836,832	17,593,269
Mobilier et équipement de bureau	2,988,884	1,114,344	1,874,540
Matériel roulant	736,821	336,453	400,368
Immobilisations en cours	2,391,969		2,391,969
	55,413,600	12,104,660	43,308,940

Les immobilisations comprennent celles détenues en vertu de contrats de location-acquisition à un coût de $11,986,605 et $523,465 à titre d'amortissement accumulé.

L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition, imputé aux résultats, est de $144,472. L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada, imputé au surplus d'apport est de $215,287.

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et aménagements	20 à 40
Équipement	10 à 15
Mobilier et équipement de bureau	5 à 10
Matériel roulant	3 à 10

5. Frais reportés

	$
Frais de démarrage de la division St-Augustin, au coût non amorti	1,588,040
Frais de développement de nouveaux produits, au coût non amorti	2,419,547
	4,007,587

6. Montant dû au Canada

	$
Solde de crédits parlementaires	1,224,941
Emprunts du gouvernement du Canada, sans intérêt et sans mode prévu de remboursement	3,500,000
	4,724,941

7. Dette à long terme

	$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursables jusqu'au 1er mars 2001 par versements mensuels à un taux d'intérêt calculé à ½% au dessus du taux d'intérêt demandé par le bailleur sur ses billets garantis	11,448,088
Versements échéant au cours du prochain exercice	2,375,474
	9,072,614

La valeur actuelle de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition est déterminée comme suit:

Versements à effectuer au cours des exercices:

	$
1987	3,335,822
1988	1,250,731
1989	1,248,733
1990	1,241,044
1991	1,240,635
1992 et par la suite	12,025,999
	20,342,964
Moins: portion représentant les intérêts à des taux variables qui seront imputés aux résultats des exercices auxquels ils s'appliquent	8,894,876
	11,448,088

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 9 MAI 1986—*Fin*

8. Capital-actions

Autorisé	1,000 actions sans valeur nominale
Émis et entièrement libéré	30 actions
Payé	$30

9. Ventes

Les ventes au gouvernement du Canada, au cours de l'exercice terminé le 9 mai 1986, se chiffrent à $4,199,409 soit 92,0% du chiffre d'affaires de la Société.

10. Représentants et agents commerciaux

Au cours de l'exercice, la Société a versé $576 à titre de rémunération et de dépenses aux représentants et agents commerciaux suivants: Cormorant Limited, Pakistan; Matren Ltd, Grèce; Seri Mechan Products Sdn Bhd, Malaisie; Unicorn International Pte Ltd, Singapour; Vetecin S.A., Vénézuela; S. Kittivat, Thaïlande; Ubem Ltd, Turquie et Donald Kimmel, États-Unis.

11. Engagements

Au 9 mai 1986, le coût estimatif pour compléter les projets en immobilisations prévus et en cours s'élève à environ $1,770,000 pour lesquels la Société a des engagements contractuels au montant d'environ $690,000.

12. Licence pour fabrique d'explosifs

Le ministère de l'Énergie, Mines et Ressources n'a renouvelé la licence pour la fabrique d'explosifs dans un secteur particulier de l'usine de la Société que jusqu'au 31 août 1986. Un programme de modernisation, qui comporte des dépenses en immobilisations d'environ 24 millions de dollars étalées sur les trois prochaines années, au niveau actuel de production, a été proposé en vue de satisfaire les exigences du Ministère. La direction s'attend à ce que cette licence soit renouvelée avant son expiration.

13. Événements subséquents

a) Privatisation de la Société

Le 24 avril 1986, le Parlement a adopté une Loi visant à autoriser l'aliénation de la Société Les Arsenaux Canadiens limitée et visant la modification d'autres lois en conséquence, laquelle a reçu la sanction royale le 1er mai 1986. En vertu de cette Loi, le ministre des Approvisionnements et Services est autorisé à vendre, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, toutes ou une partie des actions de la Société détenues en fiducie pour le compte de Sa Majesté. Pour la réalisation de cette vente, les biens et les droits de Sa Majesté utilisés pour l'exploitation avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3(2) de la Loi sont transférés à la Société, sauf ceux soustraits par décret du gouverneur en conseil.

Une entente a été signée en date du 9 mai 1986 pour la vente de toutes les actions en circulation de la Société à les Produits de Défense SNC inc. pour une contrepartie au comptant de $87,500,000 et pour le remboursement au Canada de ses prêts à la Société d'environ $4,725,000.

b) Fusion

Le 12 mai 1986, la Société et les Produits de Défense SNC inc. se sont regroupés sous la raison sociale Les Arsenaux Canadiens limitée. À cette date, les Produits de Défense SNC inc. a pour principal actif le placement dans Les Arsenaux Canadiens limitée, un passif d'environ $62,765,000 et un avoir des actionnaires de $30,000,000.

c) Émission d'actions

Le 23 mai 1986, la Société résultante de la fusion a reçu un certificat de modification de ses statuts autorisant la création d'un nombre illimité d'actions privilégiées; 10% non cumulatif de la valeur de rachat, non participantes, sans droit de vote, rachetables à un montant égal à la juste valeur marchande de la contrepartie reçue lors de l'émission, sans valeur nominale.

Le 3 juin 1986, cette Société a émis une (1) action privilégiée et a reçu en contrepartie un montant de $57,000,000 et le 4 juin 1986, elle a procédé au rachat de cette action pour le même montant.

14. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs n'ont pas été présentés parce que les chiffres de la période de six (6) semaines de l'exercice précédent ne sont pas disponibles.

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de Les Arsenaux Canadiens Limitée au 31 mars 1986 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis, l'état du surplus d'apport et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

La Société impute l'amortissement des immobilisations cédées par le Canada au surplus d'apport plutôt qu'aux résultats, puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente. À cet égard, les états financiers ne sont pas conformes aux principes comptables généralement reconnus. Si l'on avait imputé cet amortissement aux résultats, le bénéfice net pour l'exercice aurait été inférieur de $2,159,117 ($2,358,582 en 1985) et le solde des bénéfices réinvestis et du surplus d'apport aurait été respectivement inférieur et supérieur de $9,628,523 ($7,469,406 en 1985).

À mon avis, à l'exception des effets de la non-comptabilisation de l'amortissement aux résultats indiqués au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, ainsi qu'à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 9 mai 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	2,454,766	5,108,538
Débiteurs		
Canada	32,358,796	20,719,759
Autres	324,242	3,488,745
Facturation proportionnelle des fournisseurs	3,431	5,346,606
Stocks (note 3)	53,317,061	42,375,959
	88,458,296	77,039,607
Immobilisations (note 4)	43,340,490	44,894,652
Frais reportés (note 5)	4,093,815	4,499,439
	135,892,601	126,433,698

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs	23,335,144	22,125,780
Facturation proportionnelle aux clients		
Canada	32,765,393	33,757,484
Autres	1,565,232	527,686
Montant dû au Canada (note 6)	1,224,941	1,224,941
Portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	2,380,963	50,090
	61,271,673	57,685,981
À long terme (note 7)	12,597,471	15,892,674
	73,869,144	73,578,655
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions (note 8)	30	30
Surplus d'apport	14,745,666	16,904,783
Bénéfices réinvestis	47,277,761	35,950,230
	62,023,457	52,855,043
	135,892,601	126,433,698

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
LAURENT A. BERGERON

Administrateur
JEAN-PAUL GOURDEAU

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Ventes (note 9)	128,025,132	103,752,140
Coût des produits vendus	103,437,143	84,439,498
Bénéfice brut	24,587,989	19,312,642
Autres revenus	504,308	726,788
	25,092,297	20,039,430
Dépenses d'administration	12,633,104	8,721,357
Frais de financement	1,131,662	19,804
	13,764,766	8,741,161
Bénéfice net pour l'exercice	11,327,531	11,298,269
Bénéfices réinvestis au début de l'exercice	35,950,230	24,651,961
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	47,277,761	35,950,230

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	16,904,783	19,263,365
Immobilisations cédées par le Canada		
Amortissement	(2,159,117)	(2,358,582)
Solde à la fin de l'exercice	14,745,666	16,904,783

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	11,327,531	11,298,269
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	1,376,835	599,259
Amortissement des frais reportés		
—Frais de développement	905,302	633,163
—Frais de démarrage	407,575	
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi		232,556
	14,017,243	12,763,247
Variation nette des postes hors caisse du fonds de roulement concernant l'exploitation	14,246,116	(2,267,368)
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'exploitation	(228,873)	10,495,879
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2,044,429)	(13,765,490)
Augmentation des frais reportés	(907,253)	(4,480,777)
Produits de l'aliénation d'immobilisations	62,639	
Encaisse utilisée pour des activités d'investissement	(2,889,043)	(18,246,267)
Activités de financement		
Avances en vertu d'une entente de location	905,327	9,348,464
Remboursement de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(441,183)	(60,186)
Encaisse provenant des activités de financement	464,144	9,288,278
Augmentation (diminution) de l'encaisse durant l'exercice	(2,653,772)	1,537,890
Encaisse au début de l'exercice	5,108,538	3,570,648
Encaisse à la fin de l'exercice	2,454,766	5,108,538

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

Les Arsenaux Canadiens Limitée, constituée le 20 septembre 1945 et continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société manufacture des munitions de moyen et gros calibres ainsi que des produits militaires complémentaires.

2. Conventions comptables importantes

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition sont comptabilisées au prix coûtant. Celles cédées par le Canada au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1982 sont comptabilisées à leur coût de reconstitution actuel à cette date qui a été établi par le ministère des Travaux publics en ce qui concerne les biens immeubles, et une firme d'évaluateurs indépendants en ce qui concerne les biens meubles. Les dépenses, qui augmentent de beaucoup la valeur des biens ou qui en prolongent la durée d'utilisation, sont capitalisées. Les dépenses courantes d'entretien, de réparation et de renouvellement sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Les immobilisations en service sont amorties à des taux établis selon la durée estimative d'utilisation des biens d'après la méthode de l'amortissement linéaire, sauf celles de la division St-Augustin acquises par le biais de contrats de location-acquisition qui sont amorties d'après la méthode de l'amortissement à intérêts composés (dotation croissante) afin de tenir compte des modalités d'un contrat de vente à long terme et ainsi assurer l'appariement des revenus et des dépenses.

L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition est imputé aux résultats de l'exercice. L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada est imputé au surplus d'apport puisque le Canada ne reconnaît pas cet amortissement comme un élément de coût lors de la négociation des prix de vente.

b) Stocks

Les matières premières et les fournitures sont évaluées au moindre du prix coûtant et du coût de remplacement au Canada. Les produits en cours et finis sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation.

Les achats de brevets et de licences ainsi que les frais de développement engagés pour le compte de clients sont imputés aux stocks et sont portés au coût des produits vendus au moment de la vente.

c) Frais reportés

Les frais de développement de nouveaux produits sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à compter du début de la fabrication du produit à l'échelle commerciale ou sont radiés lorsque la commercialisation du produit est improbable.

Les frais de démarrage de la division St-Augustin sont amortis d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la période de cinq ans à partir du 1er avril 1985, la date du début de la production commerciale.

d) Constatation du bénéfice

Les ventes sont constatées au moment de la livraison de biens et de leur acceptation par le client, selon les dispositions des contrats de vente, et lorsque la Société a acquis un droit inconditionnel au paiement complet. Elles sont comptabilisées à des prix fermes ou, les cas échéants, à des prix qui tiennent compte des clauses d'échelles mobiles prévues dans les contrats. Dans

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1986—*Suite*

ces derniers cas, les prix définitifs demeurent cependant sujets à négociation entre la Société et ses clients et tout redressement final est comptabilisé sur une base courante.

e) Prestations d'ancienneté

Les employés ont droit depuis le 1er avril 1985 à des prestations d'ancienneté, payables à leur gré, égales aux prestations de cessation d'emploi impayées auxquelles ils avaient droit en vertu de leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi en vigueur le 31 mars 1985. Toute augmentation dans la valeur de ces prestations est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elle est gagnée par les employés et la valeur des prestations impayées est comprise dans les créditeurs.

f) Régime de retraite

Les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués.

3. Stocks

	1986	1985
	$	$
Matières premières	32,103,518	27,442,036
Produits en cours	17,665,683	12,483,802
Produits finis	157,032	655,861
Frais de développement	668,175	1,287,494
Brevets et licences	229,198	506,766
Outillage de fabrication	2,493,455	
	53,317,061	42,375,959

L'outillage de fabrication représente une estimation du montant que la Société entend recevoir en vertu d'un contrat de vente à long terme en regard des éléments suivants:

	$
Outillage de base	1,563,380
Outillage de rechange moins déduction pour usure	487,435
Usure et entretien d'outillage	442,640
	2,493,455

Des négociations visant à déterminer les modalités de recouvrement de ces éléments sont en cours. Tout écart entre les montants aux livres et ceux qui seront reçus, qui ne peut être déterminé avec justesse lors de la préparation des états financiers, sera pris en compte au moment où il sera connu.

L'outillage de fabrication comprend de l'outillage détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition à un coût de $2,044,342. La Société remboursera l'obligation découlant de ce contrat au moment de la vente de cet outillage.

4. Immobilisations

	1986			1985
	Valeur comptable	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	1,612,025		1,612,025	1,412,025
Bâtiments et aménagements	23,229,943	3,712,129	19,517,814	15,075,640
Équipement	24,191,872	6,577,504	17,614,368	7,783,403
Mobilier et équipement de bureau	2,841,543	1,070,257	1,771,286	1,475,450
Matériel roulant	736,821	326,836	409,985	369,650
Immobilisations en cours	2,415,012		2,415,012	18,778,484
	55,027,216	11,686,726	43,340,490	44,894,652

Les immobilisations comprennent celles détenues en vertu de contrats de location-acquisition à un coût de $10,367,075 et $431,712 à titre d'amortissement cumulé ($10,458,228 et $205,034 au 31 mars 1985).

L'amortissement des immobilisations achetées ou acquises par le biais de contrats de location-acquisition, imputé aux résultats, est de $1,376,835 ($599,259 en 1985). L'amortissement des immobilisations cédées par le Canada, imputé au surplus d'apport, est de $2,159,117 ($2,358,582 en 1985, y compris $162,291 à titre de perte sur aliénation d'immobilisations).

Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et aménagements	20 à 40
Équipement	10 à 15
Mobilier et équipement de bureau	5 et 10
Matériel roulant	3 à 10

5. Frais reportés

	1986	1985
	$	$
Frais de démarrage de la division St-Augustin	1,630,496	2,038,070
Frais de développement de nouveaux produits	2,463,319	2,461,369
	4,093,815	4,499,439

Les frais de recherche et de développement imputés aux résultats sont de $4,315,831 ($2,229,747 en 1985).

6. Montant dû au Canada

Le montant dû au Canada constitue le solde de crédits parlementaires.

LES ARSENAUX CANADIENS LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

7. Passif à long terme

	1986	1985
	$	$
Obligation découlant de contrats de location-acquisition	11,478,434	112,691
Emprunt auprès du Canada	3,500,000	3,500,000
Provision pour prestations de cessation d'emploi		1,638,474
Avances en vertu d'une entente de location		10,901,599
	14,978,434	16,152,764
Moins: portion à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi incluse dans les créditeurs		210,000
portion à court terme de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	2,380,963	50,090
	12,597,471	15,892,674

Les avances reçues en vertu d'une entente de location ainsi que les intérêts y afférents furent convertis au cours de l'exercice en contrats de location-acquisition.

L'obligation découlant de ces contrats comprend des intérêts au taux annuel de 0.5% au dessus du taux d'intérêt offert par le bailleur sur ses billets garantis de l'échéance choisie par la Société mais n'excédant pas 60 mois. Cette obligation est remboursable d'ici le 1[er] mars 2001 par versements mensuels. En anticipation du changement dans le contrôle de la Société résultant de sa privatisation décrite à la note 12, le bailleur et la Société ont convenu de renégocier certaines dispositions de l'entente de location d'ici le 31 décembre 1986, à la satisfaction du bailleur sans quoi celui-ci sera libre d'exercer les droits et les recours déjà prévus en sa faveur dans l'entente de location.

La valeur actuelle de l'obligation découlant de tous les contrats de location-acquisition en cours au 31 mars 1986 est déterminée comme suit:

Versements à effectuer au cours des exercices:

	$
1987	3,344,163
1988	1,250,727
1989	1,248,729
1990	1,241,040
1991	1,240,632
1992 et suivants	12,129,408
	20,454,699
Moins: portion représentant les intérêts à des taux variables qui seront imputés aux résultats des exercices auxquels ils s'appliquent	8,976,265
	11,478,434

L'emprunt du Canada, obtenu à titre de fonds de roulement, ne porte pas intérêt et ne comporte aucune date fixe de remboursement.

8. Capital-actions

Autorisé	1,000 actions sans valeur nominale
Émis et entièrement libéré	30 actions
Payé	$30

9. Ventes

Les ventes au gouvernement du Canada, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1986, se chiffrent à $119,838,229 soit 93.6% du chiffre d'affaires de la Société ($95,516,433 en 1985, soit 92.1%).

Les ventes au gouvernement du Canada comprennent $7,699,438 ($3,355,123 en 1985) de ventes au prix coûtant de produits achetés.

10. Représentants et agents commerciaux

Au cours de l'exercice, la Société a versé $13,257 ($76,066 en 1985) à titre de rémunération et de dépenses aux représentants et agents commerciaux suivants: Cormorant Limited, Pakistan; Matren Ltd., Grèce; Seri Mechan Products Sdn Bhd, Malaisie; Unicorn International Pte Ltd., Singapour; Vetecin S.A., Vénézuela; Holland Arma B.V., Hollande; S. Kittivat, Thaïlande; Ubem Ltd., Turquie; Byron, États-Unis et Donald Kimmel, États-Unis.

11. Licence pour fabrique d'explosifs

Le ministère de l'Énergie, Mines et Ressources n'a renouvelé la licence pour la fabrique d'explosifs dans un secteur particulier de l'usine de la Société que jusqu'au 31 août 1986. Un programme de modernisation, qui comporte des dépenses en immobilisations d'environ 24 millions de dollars étalées sur les trois prochaines années, au niveau actuel de production, a été proposé en vue de satisfaire les exigences du ministère. La direction s'attend à ce que cette licence soit renouvelée avant son expiration.

12. Privatisation de la Société

Le 24 avril 1986, le Parlement a adopté une Loi visant à autoriser l'aliénation de la société Les Arsenaux Canadiens Limitée et visant la modification d'autres lois en conséquence, laquelle a reçu la sanction royale le 1[er] mai 1986. En vertu de cette Loi, le ministre des Approvisionnements et Services est autorisé à vendre, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, tout ou une partie des actions de la Société détenues en fiducie pour le compte de Sa Majesté. Pour la réalisation de cette vente, les biens et les droits de Sa Majesté utilisés pour l'exploitation avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3(2) de la Loi sont transférés à la Société, sauf ceux soustraits par décret du gouverneur en conseil.

Une entente a été signée en date du 9 mai 1986 pour la vente de toutes les actions en circulation de la Société à Les Produits de Défense SNC Inc. pour une contrepartie au comptant de $87,500,000 et pour le remboursement au Canada de ses prêts à la Société totalisant $4,725,000.

PAGE RÉCAPITULATIVE

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

MANDAT

Achat de terres pour aliénation éventuelle.

ANTÉCÉDENTS

Cette société a été achetée pour le compte du Canada en 1983 dans le but d'obtenir les terres et les droits de pêche qui lui appartiennent. Ces actifs doivent être convertis en biens rattachés à la réserve indienne. Dans un premier temps, ils ont été cédés à sa Majesté du chef du Canada. Des démarches sont en cours pour leur conférer le statut de réserve et la société peut maintenant être dissoute.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	10, rue Wellington 18e étage Les Terrasses de la Chaudière Hull (Québec) K1A 0H4
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable William H. McKnight, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et Nord canadien
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; décret C.P. 1983-4029; société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi des compagnies* du Québec
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
SOMMAIRE FINANCIER	Cette société est inactive. Son actif total ne représente qu'une valeur nominale.

LES ASSOCIÉS MINGAN, LTÉE

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ
INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA BANQUE DU CANADA

MANDAT

La Banque du Canada est responsable de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique monétaire du Canada et agit à titre de mandataire financier du gouvernement. La Banque est la seule autorisée à émettre de la monnaie au Canada et elle fixe le pourcentage du passif-dépôts que les banques à charte doivent maintenir à titre de réserves secondaires. Elle effectue des opérations d'Open-Market, vendant ou achetant des titres, pour le bénéfice de l'économie canadienne. À titre de mandataire financier, elle s'occupe de l'émission des titres du Canada et du paiement de l'intérêt et du principal connexes; elle encaisse et négocie les chèques tirés sur le receveur général. Elle administre le Compte du Fonds des changes et agit à titre de mandataire pour les activités du gouvernement sur le marché des changes.

ANTÉCÉDENTS

La Banque a été créée par sa loi habilitante en 1934 à titre de banque centrale du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	234, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0G9
STATUT	Mandataire financier du Gouvernement du Canada; exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michael Wilson, c.p., député
MINISTÈRE	Finances
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1934; *Loi sur la Banque du Canada* (S.R.C. 1970, c. B-2)
PREMIER DIRIGEANT	J.W. Crow
VÉRIFICATEUR	Arthur Andersen & Co. et Ernst & Whinney

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**1983**
Dépenses, avant amortissement	143	135	118	110

Nota: Ce sommaire financier est superficiel comparativement à celui des autres sociétés figurant dans ce rapport. Cela est attribuable au fait que, en raison de la nature des activités d'une banque centrale, ses états financiers sont uniques. Par exemple: l'actif de la Banque se compose principalement de titres du Canada et ses recettes proviennent principalement des intérêts qui lui sont versés par le Canada sur ces titres. En conséquence, l'important revenu net (1985 - $1,880 millions; 1986 - $1,936 millions) que la Banque verse au Canada constitue tout simplement l'aboutissement du processus de circulation des liquidités, réduit du montant des dépenses de fonctionnement de la Banque.

BANQUE DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié l'état de l'actif et du passif de la Banque du Canada au 31 décembre 1986, ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 décembre 1986, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon l'énoncé ci-joint des principales conventions comptables, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Ernst & Whinney
Arthur Andersen & Co.

Ottawa, Canada
le 15 janvier 1987

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1986

(avec chiffres comparatifs pour 1985)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Dépôts payables en devises étrangères		
Devises américaines	314,896	533,581
Autres devises	8,159	35,723
	323,055	569,304
Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements (note 2)	867,531	3,468,756
Placements, à leurs valeurs amorties (note 3)		
Bons du Trésor du Canada	7,803,859	3,983,915
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, échéant dans les trois ans	2,969,430	3,459,594
Autres valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada, n'échéant pas dans les trois ans	7,437,840	8,223,748
Autres placements	1,024,157	2,633
	19,235,286	15,669,890
Immeubles de la Banque (note 4)	138,472	118,471
Chèques tirés sur les membres de l'Association canadienne des paiements (note 8)		767,344
Intérêts courus sur placements	323,363	345,224
Solde des recouvrements et des paiements en cours de règlement		
Gouvernement du Canada (montant net) (note 8)		145,771
Autres éléments de l'actif	57,008	49,830
	20,944,715	21,134,590

PASSIF	1986	1985
Capital versé (note 5)	5,000	5,000
Fonds de réserve (note 6)	25,000	25,000
Billets en circulation	17,911,360	16,671,992
Dépôts		
Gouvernement du Canada	48,647	313,416
Banques à charte	2,446,039	2,201,122
Autres membres de l'Association canadienne des paiements	241,211	205,528
Autres dépôts	159,132	168,238
	2,895,029	2,888,304
Passif payable en devises étrangères		
Gouvernement du Canada	86,992	371,943
Autres	27	27
	87,019	371,970
Chèques de la Banque du Canada non compensés (note 8)	11,351	935,793
Autres éléments du passif (note 7)	9,956	236,531
	20,944,715	21,134,590

Voir notes complémentaires aux états financiers.

Le Gouverneur
G. K. BOUEY

Le Comptable en Chef
J. E. H. CONDER

BANQUE DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(avec chiffres comparatifs pour 1985)
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Revenus de placements et d'autres sources après déduction des intérêts payés sur les dépôts, soit $6,601 ($4,552 en 1985)	2,092,189	2,027,447
Dépenses		
Traitements[1]	62,234	57,018
Contributions aux régimes de retraite et d'assurance du personnel[2]	7,040	8,073
Autres frais de personnel[3]	1,411	1,564
Honoraires des administrateurs	109	70
Honoraires et frais des vérificateurs	740	380
Impôts municipaux et taxes d'affaires	8,161	7,496
Coût des billets de banque	32,561	33,007
Informatique	5,745	5,142
Entretien des immeubles—Après déduction des revenus de location[4]	14,805	12,585
Impression des publications	541	459
Autres travaux d'impression et fournitures de bureau	2,119	1,831
Postes et messageries	2,158	2,106
Télécommunications	1,574	1,817
Déplacements et mutations	2,009	2,112
Autres dépenses	2,067	1,770
	143,274	135,430
Amortissement des bâtiments et de l'équipement	12,449	11,986
	155,723	147,416
Revenu net payable au Receveur général du Canada	1,936,466	1,880,031

Voir notes complémentaires aux états financiers.

[1] Traitements y compris le temps supplémentaire des employés autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles. Le nombre d'années-employé utilisées (y compris le temps supplémentaire et les heures de travail fournies par les surnuméraires et les employés à temps partiel) a été de 2,289 en 1986, contre 2,215 en 1985.

[2] Contributions aux régimes de retraite et d'assurance des employés, autres que ceux qui sont affectés à l'entretien des immeubles.

[3] Les autres frais de personnel comprennent les gratifications de départ à la retraite et les dépenses consacrées à la formation professionnelle.

[4] Les frais d'entretien des immeubles comprennent l'entretien des bâtiments et de l'équipement ainsi que les frais de personnel connexes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Principales conventions comptables

La présentation des états financiers de la Banque satisfait aux exigences de la Loi sur la Banque du Canada et de ses statuts administratifs en matière de comptabilité et de divulgation. Les principales conventions comptables de la Banque sont énumérées ci-dessous:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode d'exercice; toutefois, les intérêts sur les avances consenties à une banque dont la liquidation a été ordonnée ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont perçus.

b) Placements

Les placements, qui consistent surtout en bons du Trésor et en obligations du gouvernement du Canada, sont inscrits au prix coûtant ajusté en fonction de l'amortissement de l'escompte ou de la prime à l'achat. Cet amortissement ainsi que les gains ou pertes sur disposition de ces placements sont imputés aux revenus.

c) Conversion des devises étrangères

Les éléments de l'actif et du passif en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la conversion des devises étrangères et les opérations qui s'y rapportent sont imputés aux revenus.

d) Immeubles de la Banque

Les immeubles de la Banque, qui comprennent les terrains, les bâtiments et l'équipement, sont inscrits à leur coût moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode du solde dégressif aux taux annuels suivants:

Bâtiments	5%
Équipement informatique	35%
Autre équipement	20%

2. Avances aux membres de l'Association canadienne des paiements

Les avances au 31 décembre 1986 incluent des prêts d'un montant total de $790,831,007 ($1,575,555,885 en 1985) consentis à la Banque Commerciale du Canada et à la Norbanque, dont la liquidation a été ordonnée par les tribunaux. Les liquidateurs nommés par les tribunaux ont été également mandatés par la Banque du Canada pour réaliser les portefeuilles de prêts cédés en garantie des avances consenties.

Pour que la réalisation des portefeuilles de prêts rapporte le plus possible, il se pourrait que les liquidations s'étalent sur plusieurs années. En se basant sur les renseignements disponibles au 31 décembre 1986, la Banque du Canada est d'avis que les avances consenties seront intégralement recouvrées avec les fonds provenant des opérations de réalisation.

3. Placements

Les placements incluent les titres du gouvernement du Canada détenus en vertu de prises en pension. Au 31 décembre 1986, la Banque du Canada ne détenait aucun titre en pension ($75,145,489 en 1985).

4. Immeubles de la Banque

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	(en milliers de dollars)			
Terrains et bâtiments	138,572	53,820	84,752	63,200
Équipement informatique	26,436	17,678	8,758	9,721
Autre équipement	34,964	20,411	14,553	13,112
	199,972	91,909	108,063	86,033
Projets en cours	30,409		30,409	32,438
	230,381	91,909	138,472	118,471

5. Capital

La Banque a un capital autorisé de $5,000,000 divisé en 100,000 actions d'une valeur nominale de $50 chacune. Les actions ont été payées intégralement, et, conformément à la Loi sur la Banque du Canada, elles ont été émises au nom du ministre des Finances, qui les détient pour le compte du Canada.

BANQUE DU CANADA—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

6. Fonds de réserve

Le fonds de réserve établi en vertu de la Loi sur la Banque du Canada représente la réserve générale de la Banque. Conformément à cette loi, des prélèvements sur le revenu net de la Banque ont été accumulés au fonds de réserve jusqu'à ce qu'il atteigne, en 1955, le montant maximal stipulé, soit $25,000,000. Depuis, la totalité du revenu net est versée au Receveur général du Canada.

7. Autres éléments du passif

Au 31 décembre 1986, la totalité du revenu net avait été versée au Receveur général du Canada. (En 1985, un revenu net de $230,031,132 a été versé au Receveur général du Canada après la fin de l'exercice).

8. Mode de règlement des opérations journalières de compensation des chèques et des autres effets de paiement

En réponse à une requête de l'Association canadienne des paiements, la Banque du Canada a pris certaines mesures en 1986 en vue d'éliminer le retard d'un jour avec lequel se faisait le règlement, entre banques et autres institutions de dépôt, des opérations journalières de compensation des chèques et des autres effets de paiement. Comme on peut le voir aux rubriques pertinentes de l'État de l'actif et du passif, ces mesures ont entraîné une diminution substantielle du montant des effets de paiement en cours de règlement, voire l'élimination de certaines catégories d'effets. Les chiffres pour 1985 reflètent un décalage d'un jour dans les règlements.

9. Passif éventuel

La Banque du Canada a convenu avec la Banque des Règlements Internationaux de participer à une initiative internationale dont le but est de fournir des facilités de crédit au Fonds monétaire international. En vertu de cet accord, qui expire en juin 1988, l'engagement éventuel de la Banque se limite à effectuer au besoin des dépôts à la Banque des Règlements Internationaux pour le financement des prêts accordés dans le cadre de cette initiative. Le montant maximal pour lequel la Banque s'est engagée est de 176,407,186 de DTS ($297,884,147 au taux de change en vigueur le 31 décembre 1986).

En 1986, la Banque du Canada a également participé à une initiative internationale visant à octroyer une facilité de crédit à court terme à la Banque du Mexique par l'intermédiaire de la Banque des Règlements Internationaux. En vertu de cet accord, l'engagement éventuel de la Banque se limite à effectuer des dépôts à la Banque des Règlements Internationaux pour le cas où les versements liés au remboursement de la facilité de crédit ne seraient pas effectués. Au 31 décembre 1986, l'engagement éventuel de la Banque du Canada eu égard à la fraction non remboursée du principal était de $É.-U. 16,356,635 (soit $22,580,334 au taux de change en vigueur le 31 décembre 1986); un remboursement effectué le 5 janvier 1987 par la Banque du Mexique a ramené l'engagement éventuel de la Banque du Canada à $É.-U. 10,160,923 ($13,961,108 au taux de change en vigueur le 5 janvier 1987).

PAGE RÉCAPITULATIVE

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

MANDAT

Promouvoir la mise sur pied et l'expansion d'entreprises au Canada, en fournissant une aide financière, une orientation et une formation en gestion, des informations et des conseils.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1974, la Banque fournit une aide financière aux entreprises canadiennes, en agissant comme prêteur supplémentaire et comme source de financement par actions. Elle assure aussi des services de planification financière, d'orientation et de formation et d'autres services d'information et de gestion aux PME.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	800, Place Victoria C.P. 335 Succ. Tour de la Bourse Montréal (Québec) H4Z 1L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Robert R. de Cotret, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement.* (Cette société a succédé à la Banque d'expansion industrielle, établie en 1944.)
PREMIER DIRIGEANT	Guy A. Lavigueur
PRÉSIDENT	William J. McAleer
VÉRIFICATEUR	Price Waterhouse

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,920	1,595	1,566	1,616
Engagements envers le secteur privé	1,563	1,184	1,023	921
Engagements envers le Canada	51	144	263	420
Avoir du Canada	242	207	202	200
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	55	26	31	78
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Banque fédérale de développement ont été dressés par la Direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués avec continuité. Les données financières se retrouvant à d'autres sections de ce rapport annuel respectent le contenu des états financiers.

La Direction est responsable de la justesse et de l'objectivité des états financiers ainsi que des systèmes comptables dont ils émanent. À cette fin, elle maintient un système élaboré de contrôles internes destinés à donner l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les biens de la Banque sont protégés et que les registres nécessaires sont maintenus. Le système de contrôles internes est complété par une revue périodique des différents aspects des opérations de la Banque par le personnel de la vérification interne et celui de l'inspection. De plus, le vice-président à la vérification interne et le vérificateur externe ont plein et libre accès au Comité de vérification du conseil d'administration de la Banque, dont le rôle est de s'assurer du maintien de systèmes de contrôles adéquats et de la qualité du contenu des rapports financiers.

Ces états financiers ont été vérifiés et ont fait l'objet d'un rapport par le vérificateur externe de la Banque, M. Raymond J. Morcel, f.c.a. de Price Waterhouse, comptables agréés.

le président
Guy A. Lavigueur

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'HONORABLE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE
L'HONORABLE MINISTRE D'ÉTAT PETITES ENTREPRISES ET TOURISME

J'ai vérifié le bilan de la Banque fédérale de développement au 31 mars 1987, ainsi que les états d'exploitation, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Banque au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, j'ai vérifié les opérations qui ont été portées à ma connaissance au cours de ladite vérification des états financiers de la Banque fédérale de développement pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 afin de déterminer si ces opérations étaient conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière, aux règlements, à la Loi sur la BFD et aux statuts de la Banque. Ma vérification de ces opérations a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances. À mon avis, ces opérations étaient, à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

Montréal, le 10 juin 1987

de Price Waterhouse
Raymond J. Morcel, F.C.A.

BILAN AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

ACTIF

	1987	1986
Encaisse	2,272	968
Bons du Trésor	15,664	14,093
	17,936	15,061
Prêts	1,921,884	1,646,695
Placements de capital de risque (note 3)	43,133	35,108
Intérêts échus et courus	14,623	21,657
	1,979,640	1,703,460
Moins: provision cumulée pour pertes (note 4)	125,565	141,831
	1,854,075	1,561,629
Placement à long terme (note 5)	28,000	
Immobilisations, moins amortissement cumulé	2,007	5,766
Frais d'émission de la dette à terme non amortis	10,392	8,501
Autres éléments d'actif	7,814	4,030
	1,920,224	1,594,987

PASSIF

	1987	1986
Chèques en circulation	6,755	10,513
Billets à court terme	430,226	365,359
Intérêts courus sur les billets à court et à long terme	48,031	41,601
Autres éléments de passif	9,874	8,251
	494,886	425,724
Billets détenus par le Canada (note 6)	51,000	144,000
Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada (note 7)	1,132,718	818,371
	1,678,604	1,388,095
CAPITAL		
Capital versé par le Canada (note 8)	484,600	456,600
Déficit	(242,980)	(249,708)
	241,620	206,892
	1,920,224	1,594,987

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
H. BLOOMFIELD

Administrateur
GUY A. LAVIGUEUR

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

SERVICES FINANCIERS

ÉTAT D'EXPLOITATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenu d'intérêts et de placements		
Prêts	230,806	210,139
Placements de capital de risque	8,072	8,054
	238,878	218,193
Frais d'intérêts		
Billets à long terme	111,628	103,507
Billets à court terme	36,534	35,195
	148,162	138,702
Revenu net d'intérêts et de placements	90,716	79,491
Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque	29,671	24,041
Revenu net d'intérêts et de placements après la provision pour pertes	61,045	55,450
Frais autres que d'intérêts		
Traitements et avantages sociaux	34,123	30,946
Frais de locaux et d'équipement, y compris l'amortissement	7,335	7,160
Autres frais	12,859	12,515
	54,317	50,621
Bénéfice net (note 13)	6,728	4,829
Répartition du résultat		
Division des Prêts	1,379	1,456
Division du Capital de risque	5,349	3,373

SERVICES DE GESTION-CONSEIL

ÉTAT D'EXPLOITATION
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Traitements et avantages sociaux	18,724	16,662
Frais de locaux et d'équipement	3,664	3,251
Autres frais	11,303	11,768
Total des frais	33,691	31,681
Moins: revenus de consultation—CASE, frais d'inscription aux séminaires de formation et autres activités	6,840	5,752
Montant recouvré du ministère de l'Expansion industrielle régionale en vertu du crédit 50 (crédit 45 en 1986)	26,851	25,929
Ventilation des frais nets		
Services de consultation en gestion	9,537	9,671
Formation en gestion	5,223	6,400
Services d'information	12,091	9,858
	26,851	25,929

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Déficit à l'ouverture de l'exercice	(249,708)	(254,537)
Bénéfice net	6,728	4,829
Déficit à la clôture de l'exercice	(242,980)	(249,708)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Exploitation		
Bénéfice net	6,728	4,829
Postes n'affectant pas l'encaisse		
Provision pour pertes	29,671	24,041
Amortissement	860	1,032
Amortissement des frais d'émission de la dette à terme	2,603	3,079
Intérêts courus, variation nette	13,464	(541)
Divers	3,762	3,048
	57,088	35,488
Décaissements sur prêts et placements	(701,667)	(482,751)
Placement à long terme	(28,000)	
Remboursements sur prêts et placements	369,492	351,758
Encaisse utilisée pour l'exploitation	(303,087)	(95,505)
Trésorerie		
Émission de billets à long terme	460,000	378,418
Remboursement de billets à long terme	(238,653)	(382,755)
Augmentation nette de billets à court terme	64,867	46,470
Capital versé par le Canada	28,000	
Vente de valeurs mobilières		40,495
Frais d'émission de la dette à terme	(4,494)	(8,209)
	309,720	74,419
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des bons du Trésor, moins les chèques en circulation	6,633	(21,086)
Encaisse et bons du Trésor, moins les chèques en circulation		
À l'ouverture de l'exercice	4,548	25,634
À la clôture de l'exercice	11,181	4,548

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987

1. Objectifs et fonctionnement de la Société

La Banque fédérale de développement est une société d'État détenue à part entière par le gouvernement du Canada. Constituée le 20 décembre 1974 par la Loi sur la Banque fédérale de développement, elle succédait à la Banque d'expansion industrielle dont les opérations avaient commencé en 1944.

Les objectifs de la Banque, tels qu'ils sont énoncés dans la Loi, sont de promouvoir et d'aider à l'implantation d'entreprises commerciales au Canada en mettant à leur disposition des services financiers ainsi que des services de consultation en gestion, de formation en gestion et d'information tout en accordant une attention particulière aux besoins de la petite entreprise.

La Banque effectue des prêts et des opérations de placement de capital de risque par l'entremise de ses Services financiers. Les Services de gestion-conseil englobent les services de consultation en gestion, de formation en gestion et d'information. Un état d'exploitation est préparé pour les Services de gestion-conseil étant donné que le financement est pourvu par une affectation du Parlement.

La Banque fédérale de développement est, à toutes ses fins, mandataire du gouvernement du Canada et, à ce titre, toutes ses dettes sont des obligations directes du gouvernement du Canada.

La Banque n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Prêts et placements de capital de risque

Les prêts et les placements de capital de risque sont inscrits à leur montant en principal.

Provision pour pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque

Des provisions sont établies pour les pertes probables spécifiquement identifiées sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque, de même que pour les pertes prévues mais non identifiées. La provision spécifique est établie en prenant en considération chaque compte, et la provision générale est calculée d'après l'expérience de la Banque et est destinée à parer aux pertes sur prêts, cautionnements et placements de capital de risque qui n'ont pas encore été identifiées spécifiquement.

Comptabilisation du revenu

Le revenu englobe les intérêts courus sur les prêts. Toutefois, les intérêts ne courent pas sur les prêts lorsque la Direction de la Banque est d'avis que ceux-ci ne seront pas recouvrés. Les dividendes, intérêts et gains en capital sur les placements de capital de risque sont comptabilisés à titre de revenu au moment de l'encaissement.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est imputé aux opérations selon la méthode de l'amortissement linéaire ou la méthode de l'amortissement dégressif à des taux établis en fonction de la vie utile estimative des biens en question.

En ce qui concerne les Services de gestion-conseil de la Banque, toutes les dépenses en immobilisations sont recouvrées du ministère de l'Expansion industrielle régionale et pour cette raison elles ne sont pas capitalisées.

Frais d'émission de la dette à terme

L'escompte, la prime et les frais relatifs à l'émission de titres de dette à long terme sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de chaque émission et imputés aux frais d'intérêts.

Conversion des devises étrangères

Les billets à payer en devises étrangères sont assortis de contrats de change à terme et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats. La différence entre le montant éventuel à rembourser et le montant perçu lors de l'émission est assimilée à un coût de financement, et est dès lors imputée au poste des frais d'intérêts selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de chaque émission. Le solde non amorti de ces coûts est inclus au poste des frais d'émission de la dette à terme non amortis du bilan. L'intérêt sur les billets en cause est également assorti de contrats de change à terme et est converti en dollars canadiens aux taux prévus à ces contrats.

3. Placements de capital de risque

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Actions	24,960	20,046
Avances à titre d'actionnaire	1,927	10,657
Débentures avec privilège de participation	14,476	1,242
Débentures convertibles	1,770	3,163
	43,133	35,108

4. Provision cumulée pour pertes

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Provision cumulée à l'ouverture de l'exercice	141,831	157,737
Montants radiés au cours de l'exercice	(48,961)	(43,849)
Recouvrement de montants radiés antérieurement	3,024	3,902
	95,894	117,790
Provision additionnelle requise pour l'exercice	29,671	24,041
Provision cumulée à la clôture de l'exercice	125,565	141,831

5. Placement à long terme

Aux termes d'une instruction que le gouvernement du Canada a émise le 16 octobre 1986 à la Banque fédérale de développement en vertu de l'article 99 de la Loi sur l'administration financière, la Banque est tenue de procéder à l'achat, en trois tranches, de 790,000 actions privilégiées de la série «E» de Cominco Ltée pour un montant de 79 millions de dollars. La première tranche de 280,000 actions pour un montant de 28 millions de dollars a été acquise au cours de l'année. La deuxième tranche, également de 28 millions de dollars, a été achetée le 1[er] avril 1987 et l'acquisition de la dernière tranche de 23 millions de dollars doit se faire au cours de l'exercice 1989.

Cominco Ltée est un producteur canadien de zinc et de plomb. Ce placement fait partie d'un programme de modernisation de 260 millions de dollars relié à des activités de fonte de plomb à Trail, C.-B. Les fonds nécessaires à cet achat d'actions proviennent de capital versé à la Banque par le gouvernement du Canada.

En vertu d'une entente conclue pour vingt ans, le gouvernement du Canada et Cominco Ltée se partagent les risques du projet. Le rachat du placement de la Banque et le paiement des dividendes dépendent de la réussite du projet, celle-ci étant déterminée par un indice de rentabilité qui est rattaché à l'évolution des prix du plomb et de l'argent sur la durée de l'entente.

Ce placement est inscrit au coût et tout dividende sera comptabilisé dans la mesure où il sera encaissé.

6. Billets détenus par le Canada

Tous les billets détenus par le Canada qui se chiffrent à 51 millions de dollars et dont les taux sont de 10 p. cent et de 10¼ p. cent, viennent à échéance au cours de l'exercice 1988.

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Fin*

7. **Billets à payer, autres qu'à l'ordre du Canada**

Les échéances par exercice s'établissaient commt suit:

Taux %	1988	1989	1990	1991	1992	1993-97	Total
			(en milliers de dollars)				
7			50,000				50,000
8⅝-9¾	55,000		157,600	128,968	105,000	174,975	621,543
10-11	78,000	53,000	69,875	3,000	3,000	9,000	215,875
12½-13⅜	109,600						109,600
14-14⅜	30,000	105,700					135,700
	272,600	158,700	277,475	131,968	108,000	183,975	1,132,718

Des montants de 100 millions de dollars É.-U. et 16.4 milliards de yen font partie des échéances susmentionnées.

8. Capital versé par le Canada

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Capital à l'ouverture de l'exercice	456,600	456,600
Montant versé	28,000	
Capital à la clôture de l'exercice	484,600	456,600

9. Passif éventuel et engagements

La Banque s'est portée caution de prêts totalisant $7,486,651.

Les montants non déboursés au 31 mars 1987 sur les prêts et les placements de capital de risque autorisés s'élèvent à $212,135,000 (1986—$185,712,000).

10. Engagements découlant de contrats de location-exploitation

Les engagements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation des locaux de la Banque sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1988	5,584
1989	4,412
1990	3,666
1991	3,177
1992	3,431
Exercices suivants	14,188
	34,458

11. Régime de retraite

Les employés de la Banque bénéficient d'un régime de retraite à cotisations mixtes. La gestion des avoirs est confiée à des fiduciaires. Les frais, déduction faite des cotisations des employés, sont imputés aux résultats d'exploitation au fur et à mesure de leur paiement. Selon une expertise actuarielle indépendante, le régime de retraite était entièrement capitalisé au 31 décembre 1985.

12. Limitations légales touchant l'exploitation

Le ministre des Finances peut, avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, autoriser des versements de capital à la Banque pourvu que le total de ces versements n'excède pas une somme résultant de l'application du paragraphe 28 de la Loi sur la Banque fédérale de développement. L'interprétation actuelle du paragraphe 28 par le ministre est à l'effet que la Banque est présentement autorisée à recevoir des versements de capital pourvu que le total du capital versé par le Canada n'excède pas la somme de 554 millions de dollars. Le total du passif réel et du passif éventuel de la Banque ne peut dépasser les montants de son capital et de son déficit multipliés par 12 (ou par 15 avec l'approbation du Gouverneur en Conseil) et est assujetti à un plafond de 3.2 milliards de dollars.

13. Services financiers

L'état d'exploitation des Services financiers se compose des résultats d'exploitation de la division des Prêts et de la division du Capital de risque qui sont présentés ci-dessous. Le capital de la Banque aux 31 mars 1986 et 1987 comprend un montant de 35.6 millions de dollars versé par le gouvernement du Canada pour financer le portefeuille des placements de capital de risque.

	1987			1986		
	Prêts	Capital de risque	Total	Prêts	Capital de risque	Total
			(en milliers de dollars)			
Revenu d'intérêts et de placements	230,806	8,072	238,878	210,139	8,054	218,193
Frais d'intérêts	148,162		148,162	138,702		138,702
Revenu net d'intérêts et de placements	82,644	8,072	90,716	71,437	8,054	79,491
Provision pour pertes	29,608	63	29,671	21,539	2,502	24,041
Revenu net d'intérêts et de placements après la provision pour pertes	53,036	8,009	61,045	49,898	5,552	55,450
Frais autres que d'intérêts	51,657	2,660	54,317	48,442	2,179	50,621
Bénéfice net	1,379	5,349	6,728	1,456	3,373	4,829

14. Renseignements financiers comparatifs

Certains montants se rapportant à l'exercice financier terminé le 31 mars 1986 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS, LTD.

MANDAT

Percevoir les sommes qui lui sont dues à la suite de la vente de huit paquebots à une société cubaine.

ANTÉCÉDENTS

La Société, qui assurait un service de paquebots aux Antilles, est inactive depuis 1958, époque à laquelle sa flotte de navires a été vendue à la société Banco Cubana de La Havane. En 1959, la gestion de l'entreprise a été confiée à des fonctionnaires fédéraux pour qu'ils puissent percevoir le produit de la vente. Suite à l'adoption par le gouvernement américain, le 3 juillet 1963, des Cuban Assets Control Regulations, la lettre de crédit irrévocable délivrée par la Banque d'Amérique pour couvrir le dernier versement sur le capital n'a pas été honorée. Le maintien de la compagnie avait pour seul but de recouvrer le capital impayé et les intérêts, soit 1.1 million de dollars au 31 décembre 1986. L'autorisation de dissoudre la société a été accordée en vertu de la *Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État*, laquelle a reçu la sanction royale le 29 octobre 1985. Toutefois, la société ne sera dissoute que lorsque la Banque d'Amérique aura donné l'assurance qu'elle remboursera Sa Majesté en chef du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour C Place de Ville Ottawa (Ontario) K1A 0N5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1927; créée par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en vertu de la *Dominion Companies Act* et maintenue en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, le 21 novembre 1978
PREMIER DIRIGEANT	N. Van Duyvendyk
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice financier correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.1	1.1	1.0	0.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	0.3	0.3	0.3
Avoir du Canada	0.8	0.7	0.6	0.6
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de Canadian National (West Indies) Steamships Ltd. au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 9 mars 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Encaisse	1,465	1,452
Fonds détenus auprès du Receveur général du Canada	95,000	95,000
Fonds gelés (note 2)	1,074,430	976,889
	1,170,895	1,073,341

PASSIF	1986	1985
	$	$
Obligations échues et non réclamées (note 3)	14,025	14,025
Montant à payer au Canada (note 4)	324,024	324,024
	338,049	338,049
AVOIR DU CANADA		
Capital-actions		
Autorisé et émis		
10 actions de catégorie A, sans valeur nominale ou valeur au pair	976	976
Bénéfices non répartis	831,870	734,316
	832,846	735,292
	1,170,895	1,073,341

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président
NICK VAN DUYVENDYK

Un Administrateur
LARRY MARKS

CANADIAN NATIONAL (WEST INDIES) STEAMSHIPS LTD.—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Intérêts créditeurs	97,584	98,351
Droit de dépôt et frais de banque	30	40
Bénéfice net pour l'exercice	97,554	98,311
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	734,316	636,005
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	831,870	734,316

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Autorisation et activités

La Société est continuée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est une société d'État mère inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle a cessé son exploitation active en 1957 lorsqu'elle a vendu sa flotte de huit navires à des intérêts cubains.

Le 29 octobre 1985, le Parlement a voté la Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État qui autorise le ministre des Finances à dissoudre la Société.

Un document de cession a été préparé dans lequel la Société vire à Sa Majesté du Chef du Canada tous ses droits et participations à une lettre de crédit, envers celle-ci, ou découlant de celle-ci selon la mention ci-après à la note 2 afférente. Toutefois, ce document n'a pas encore fait l'objet de souscription puisque le consentement en provenance de la «BankAmerica International» touchant cette cession et leur acquiescement que le versement en vertu de la lettre de crédit sera fait à Sa Majesté du Chef du Canada, n'ont pas encore été reçus.

Par conséquent, la Société n'est pas encore dissoute et par conséquent, les fonds gelés sont encore comptabilisés en tant que des éléments d'actif de la Société.

Le processus de dissolution sera achevé lorsque le consentement et l'acquiescement seront reçus de la «BankAmerica International».

2. Fonds gelés

Le versement final de $470,400 sur la vente des huit navires à des intérêts cubains devait être effectué le 19 août 1963 au moyen d'une lettre de crédit irrévocable émise par la «BankAmerica International» (auparavant connue sous le nom de «Bank of America»). Cependant, les United States Cuban Assets Control Regulations, entrés en vigueur le 3 juillet 1963, ont interdit à la «Bank» d'honorer le paiement de la traite. Les modifications aux règlements, entrées en vigueur le 2 mars 1979, exigent que les fonds gelés soient conservés dans un compte portant intérêt. Le montant d'intérêt couru au 31 décembre 1986 s'établissait à $604,030 ($506,489 en 1985).

Les négociations entreprises pour obtenir un statut particulier en vue de recouvrer les fonds gelés n'ont pas été couronnées de succès. La direction est d'avis, selon l'avis de ses conseillers juridiques, que les sommes ne seront perçues que lorsque les règlements auront été abrogés par les États-Unis. Une renonciation afin de faire valoir la prescription a été obtenue jusqu'au 1er janvier 1989 et des prolongations supplémentaires seront obtenues au besoin.

Depuis l'année 1984, la BankAmerica International retient 15% des intérêts gagnés sur les fonds gelés par la banque en vertu des Cuban Assets Regulations; cette retenue représente un impôt sur le revenu applicable aux non résidents. Jusqu'à date, une somme de $46,518 a été ainsi retenue, y compris les intérêts au montant de $8,069. La direction est d'avis que la société demeure non assujettie à l'impôt sur le revenu des États-Unis, conformément au traité fiscal de 1984. Par conséquent, les montants retenus, y compris les intérêts afférents, ont été inclus dans les revenus et à l'actif, et aucun élément de passif n'a été comptabilisé.

3. Obligations échues et non réclamées

Les obligations échues n'ont pas été réclamées depuis le 1er mars 1955 et, par conséquent, en vertu de la loi fixant les délais de prescription, il n'existe aucune obligation juridique de les rembourser. Cependant, la Société a l'intention d'honorer toutes obligations en souffrance qu'on lui présentera.

4. Montant à payer au Canada

Les avances du Canada ne portent aucun intérêt et seront remboursables lors du recouvrement des fonds gelés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CANAGREX

MANDAT

Promouvoir et faciliter l'exportation des produits agricoles et des produits alimentaires du Canada et, sur demande expresse, y participer.

ANTÉCÉDENTS

Constituée en 1983, la société a commencé ses activités en 1984. Le gouvernement a prévu de la dissoudre et de transférer ses activités à d'autres ministères et organismes. Le projet de loi (S.C. 1987, c. 38) autorisant la dissolution de la société a reçu la sanction royale le 8 octobre 1987.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	a/s Direction générale des sociétés d'État Conseil du Trésor du Canada 8^e étage, Tour est 140, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0R5
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; *Loi sur Canagrex* (S.C. 1980-81-82-83, c. 152)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Glenn Flaten
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice:				
Actif total	0.2	0.3	2.3	0.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.2	0.2	1.8	0.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	5.4	0.7
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CANAGREX

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de Canagrex au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de Canagrex au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société Canagrex et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
	$	$		$	$
Encaisse	167,323	286,915	Créditeurs et frais courus		147,120
Débiteurs	895	14,140	AVOIR DU CANADA		
			Surplus	168,218	153,935
	168,218	301,055		168,218	301,055

Approuvé par le Conseil:

GLENN FLATEN

HOWARD MALCOLM

CANAGREX—*Fin*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Recettes		
Intérêts créditeurs	12,790	148,123
Frais de garanties		3,450
	12,790	151,573
Dépenses		
Honoraires et frais des administrateurs	3,600	7,703
Papeterie, fournitures et bibliothèque	128	3,519
Déplacements et représentation	30	6,040
Location de mobilier et de matériel de bureau		136,624
Dépenses de cessation du bail		90,820
Traitements et avantages sociaux		85,596
Honoraires professionnels		11,295
Téléphone, télex et messageries		12,997
Autres		3,412
	3,758	358,006
Revenus (coût) de l'exploitation	9,032	(206,433)
Rajustement lors du règlement au titre des prestations de cessation d'emploi	(718)	136,132
Remboursement des retenues à la source de l'impôt provincial du Québec (note 3)	5,969	
Gain lors de la vente d'immobilisations		27,958
	14,283	(42,343)
Surplus au début de l'exercice	153,935	1,846,278
Remboursement du surplus au Fonds du revenu consolidé		(1,650,000)
Surplus à la fin de l'exercice	168,218	153,935

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Exploitation		
Encaisse en provenance (utilisée à) des activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation, compte non tenu des intérêts créditeurs	(3,758)	(354,556)
Diminution des débiteurs	13,245	3,081
Diminution des créditeurs	(147,120)	(288,506)
Remboursement des retenues à la source de l'impôt provincial du Quebec	5,969	
Rajustement lors du règlement au titre des prestations de cessation d'emploi	(718)	136,132
	(132,382)	(503,849)
Investissement		
Encaisse en provenance des activités d'investissement		
Intérêts sur les dépôts bancaires	12,790	148,123
Aliénation d'immobilisations		102,959
	12,790	251,082
Financement		
Encaisse utilisée à des activités de financement		
Remboursement du surplus au Fonds du revenu consolidé		(1,650,000)
		(1,650,000)
Diminution de l'encaisse pour l'exercice	(119,592)	(1,902,767)
Encaisse, au début de l'exercice	286,915	2,189,682
Encaisse, à la fin de l'exercice	167,323	286,915

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. La Société

La Société a été établie en juin 1983 en vertu de la Loi sur la Société CANAGREX et elle a entrepris ses opérations en janvier 1984. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

CANAGREX a pour but d'aider les producteurs et les transformateurs canadiens à augmenter leurs exportations de produits agro-alimentaires. La Société a œuvré dans les secteurs tant public que privé afin de promouvoir, faciliter et prendre part à l'exportation des produits agricoles et alimentaires et à la prestation de services connexes.

L'annonce fut faite par le ministre des Finances, le 8 novembre 1984, que le programme Canagrex serait discontinué. Depuis, la Société s'est occupée de la liquidation de ses affaires. Le Projet de loi C-42, «Loi portant dissolution de la société Canagrex et modifiant certaines lois en conséquence» est actuellement devant le Parlement et a été soumis en seconde lecture à la chambre des communes. Lorsqu'il sera promulgué, le Projet de loi entraînera la liquidation ordonnée de la Société.

Canagrex n'a maintenant plus d'employés. Le Président de la Société a résigné en septembre 1985. Le Conseil d'administration demeure au complet, ce qui lui permet de satisfaire aux exigences statutaires en attendant la liquidation de la Société, qui est en voie d'administration, sans frais, par des cadres du ministère de l'Agriculture.

2. Convention comptable

Les intérêts créditeurs pour l'exercice proviennent des sommes déposées dans les comptes bancaires et sont comptabilisés sur une base d'exercice.

3. Remboursement des retenues à la source de l'impôt provincial du Québec

En septembre 1986, le ministère du revenu du Québec a déterminé que la société n'était pas assujettie à certaines retenues à la source. De ce fait, les sommes versées en 1984 et 1985 ont été remboursées et comptabilisées comme poste exceptionnel pour l'exercice courant.

4. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1986 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

MANDAT

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre a été établi pour permettre de résoudre, par la recherche des spécialistes du Tiers monde, les problèmes de pauvreté des pays en développement. À cette fin, il a établi les principaux programmes suivants: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition; sciences de la santé; sciences de l'information; sciences sociales; et par le biais de recherches en collaboration avec d'autres organismes, les sciences de la terre et de la technologie pour les entreprises locales.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	250, rue Albert Ottawa (Ontario) K1G 3H9
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (S.R.C. 1970, c. 21-1er supplément)
PREMIER DIRIGEANT	Ivan L. Head
PRÉSIDENT	Janet M. Wardlaw
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985 (reformulé)**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	14.3	16.7	20.3	21.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	0.3	0.4
Engagements envers le Canada	néant	4.0	néant	néant
Avoir du Canada	2.6	1.1	10.9	7.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	96.0*	82.0*	81.0	67.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* déduction faite de 4.0 millions de dollars de remboursements au Canada effectués pour chacune des deux années.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ET LE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 11 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme (note 3)	9,181,248	11,925,534
Débiteurs	555,699	461,015
Frais payés d'avance	700,665	745,523
	10,437,612	13,132,072
Dépôts recouvrables	444,754	455,909
Immobilisations (note 4)	3,310,258	3,108,716
Fondation John Bene (note 5)	138,465	
	14,331,089	16,696,697

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 6)	7,974,540	8,446,521
Dû au gouvernement du Canada (note 7)		4,000,000
Fonds pour les contrats de recherche	691,597	450,027
Revenu reporté (note 8)	224,092	241,110
	8,890,229	13,137,658
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi courues	2,477,240	2,436,272
Loyer différé—Siège social (note 9)	270,229	
	2,747,469	2,436,272
	11,637,698	15,573,930
Fondation John Bene (note 5)	138,465	
	11,776,163	15,573,930
AVOIR		
Avoir du Canada	2,554,926	1,122,767
	14,331,089	16,696,697

Approuvé:

Le Vice-président—Ressources
RAYMOND AUDET

Le Président
IVAN L. HEAD

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Recherche en développement		
Subventions de projets	52,498,074	47,057,173
Projets du Centre	6,959,083	6,474,598
	59,457,157	53,531,771
Activités reliées à la recherche		
Élaboration et financement de projets	4,893,498	3,794,838
Diffusion de l'information	2,131,104	1,925,219
Bibliothèque spécialisée en recherche en développement	1,396,237	1,283,138
	8,420,839	7,003,195
Aide à la recherche opérationnelle		
Assistance technique	12,876,019	12,012,502
Bureaux régionaux et de liaison	5,394,586	4,946,549
Gestion des divisions	4,541,789	4,223,966
	22,812,394	21,183,017
Contrats de recherche	924,410	1,053,126
Total des dépenses de recherche et de soutien (annexe 1)	91,614,800	82,771,109
Dépenses d'administration (annexe 2)	9,353,755	8,714,899
	100,968,555	91,486,008
Revenus		
Subvention du Parlement du Canada	100,000,000	86,000,000
Intérêts sur placements et autres revenus	977,911	1,880,968
Contrats de recherche	924,410	1,053,126
Contribution de l'ACDI (note 8)	498,393	728,890
	102,400,714	89,662,984
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	1,432,159	(1,823,024)

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	1,122,767	10,945,791
Remboursement de l'avoir au gouvernement du Canada (note 7)		(8,000,000)
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	1,432,159	(1,823,024)
Solde à la fin de l'exercice	2,554,926	1,122,767

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus)	1,432,159	(1,823,024)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Amortissement	1,095,018	1,035,657
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	357,568	500,722
Perte (gain) lors de l'aliénation d'immobilisations	11,502	(4,042)
	2,896,247	(290,687)
Débiteurs	(94,684)	(16,429)
Frais payés d'avance	44,858	82,296
Dépôts recouvrables	11,155	(20,580)
Créditeurs et frais courus	(471,981)	1,910,443
Revenu reporté	(17,018)	241,110
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	(316,600)	(264,234)
Contrats de recherche	241,570	181,927
Loyer différé	270,229	
	2,563,776	1,823,846
Activités de financement		
Réduction de l'avoir		(8,000,000)
Dû au gouvernement du Canada	(4,000,000)	4,000,000
Diminution de l'obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition		(345,234)
	(4,000,000)	(4,345,234)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(1,354,825)	(835,100)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	46,763	45,380
	(1,308,062)	(789,720)
Diminution des fonds	(2,744,286)	(3,311,108)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	11,925,534	15,236,642
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	9,181,248	11,925,534

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Statut et objectif

Le Centre de recherches pour le développement international est une société sans capital-actions, créée en 1970 par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international. Le Centre a reçu une subvention annuelle du Parlement du Canada en conformité avec les crédits 60 et 70 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les exercices terminés le 31 mars 1987 et le 31 mars 1986 respectivement.

Le Centre a pour objet d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et traduisent les conventions suivantes:

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant et sont amorties sur la durée estimative d'utilisation des biens. Les améliorations locatives sont amorties selon la durée des contrats de location respectifs. Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour l'amortissement des immobilisations sont les suivants:

	Méthode	Taux (%)
Matériel informatique	Linéaire	20
Améliorations locatives	Linéaire	9-50
Mobilier et matériel de bureau	Solde dégressif	20
Véhicules	Solde dégressif	30
Système téléphonique	Linéaire	20

Dépenses

Les dépenses sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice sauf pour les dépenses de contrats de recherche qui sont comptabilisées lorsqu'elles sont versées.

Comptabilisation des revenus

Les revenus tirés des contrats de recherche et de la contribution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sont comptabilisés lorsque les dépenses afférentes sont engagées. L'excédent des revenus des contrats de recherche et de la contribution de l'ACDI sur les dépenses est inclus dans le passif à court terme.

Coût du régime de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. L'employé et le Centre doivent cotiser au Régime. Ces cotisations représentent la totalité de la responsabilité du Centre et elles sont comptabilisées sur une base courante.

Impôts sur le revenu

Le Centre est exempt des impôts sur le revenu.

Conversion des devises étrangères

L'actif et le passif monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. L'actif non monétaire est converti en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment où les transactions sont effectuées. La conversion des devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes réalisés lors des opérations de change sont imputés aux résultats de l'exercice courant.

3. Encaisse et dépôts à court terme

	1987	1986
	$	$
Encaisse (découvert bancaire)	(2,062)	462,316
Dépôts à court terme		
Banques à charte canadiennes	6,904,367	3,065,992
Gouvernements et entreprises gouvernementales	1,288,643	1,279,354
Entreprises commerciales	990,300	1,688,132
Compagnies hypothécaires et de fiducie		5,429,740
	9,183,310	11,463,218
	9,181,248	11,925,534

4. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Matériel informatique	2,695,035	1,171,571	1,523,464	1,204,720
Améliorations locatives	327,587	180,585	147,002	466,947
Mobilier et matériel de bureau	1,841,814	989,016	852,798	742,075
Véhicules	936,657	434,572	502,085	385,848
Système téléphonique	565,308	280,399	284,909	309,126
	6,366,401	3,056,143	3,310,258	3,108,716

L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 s'établit à $1,095,018 ($1,035,657 en 1986).

5. Fondation John Bene

La succession du regretté John Bene a créé une fondation qui doit être administrée par le CRDI et être consacrée à l'octroi de bourses d'études supérieures en foresterie sociale.

	1987
	$
Versement initial	50,000
Autres dons reçus	81,059
Montant investi—Dépôts à court terme	131,059
Encaisse et intérêts créditeurs courus	7,406
Solde à la fin de l'exercice	138,465

6. Créditeurs et frais courus

	1987	1986
	$	$
Frais courus—Projets	4,198,635	4,765,749
Prestations courues de congés annuels et autres congés	1,235,921	1,302,879
Autres	2,539,984	2,377,893
	7,974,540	8,446,521

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

7. Dû au gouvernement du Canada

Un recouvrement de $15,000,000 du Centre en 1985-86 était prévu dans le projet budgétaire dont la Chambre des communes a été saisie le 23 mai 1985 par le Ministre des Finances. Le Centre a négocié la réduction de la somme à remettre à $8,000,000: $4,000,000 durant l'exercice 1985-86 et $4,000,000 en avril 1986.

8. Contribution de l'Agence canadienne de développement international

Le Centre a signé une entente le 29 mars 1985 au sujet d'une contribution de l'ACDI pour un projet de recherche ne devant pas dépasser $4,764,690.

	1987	1986
	$	$
Contribution reçue durant l'exercice	521,375	1,000,000
Dépenses du projet	498,393	728,890
Frais d'administration du Centre	40,000	30,000
	538,393	758,890
Excédent des revenus sur les dépenses et frais d'administration (dépenses et frais d'administration sur les revenus)	(17,018)	241,110
Fonds disponibles au début de l'exercice	241,110	
Fonds disponibles à la fin de l'exercice	224,092	241,110

9. Loyer différé—Siège social

Le Centre a signé un nouveau bail de 10 ans et 10 mois, commençant en janvier 1987. Le loyer annuel est établi à environ $2,740,000, les 13 premiers mois de location étant gratuit. Ces derniers sont amortis sur la durée du bail. Le montant de $270,229 reflète donc le loyer différé au 31 mars 1987.

10. Contrats de location-exploitation

Le Centre a conclu différents contrats de location pour des bureaux, du matériel et du logement pour le personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu de ces contrats de location, les engagements annuels du Centre sont les suivants:

	$
Exercice se terminant le 31 mars	
1988	4,929,382
1989	4,162,882
1990	3,518,215
1991	3,487,803
1992	3,558,053
	19,656,335

11. Engagements contractuels—Subventions et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à verser des subventions totalisant $85,005,643 au cours des quatre prochains exercices, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que les bénéficiaires se conforment aux modalités de subvention des projets. Le Centre a également offert de façon officielle des subventions à des bénéficiaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de $24,918,569; il attend l'acceptation de ces offres.

Le Centre s'est aussi engagé à verser des subventions totalisant $3,337,617 au cours des trois prochains exercices, à condition que l'ACDI mette les fonds nécessaires à sa disposition et à condition que le bénéficiaire se conforme aux modalités de subvention du projet.

12. Éventualités

Le Centre est le défendeur dans deux poursuites concernant des dommages et des frais que les demandeurs prétendent avoir subis. La direction et le conseiller juridique sont d'avis que les demandeurs n'ont aucun recours contre le Centre. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers. Les résultats de ces poursuites n'auraient aucun effet important sur les opérations du Centre.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

MANDAT

Amorcer, stimuler et appuyer la coopération entre le Canada et les pays en développement dans le domaine du développement des ressources océaniques.

ANTÉCÉDENTS

Le Centre est devenu en vertu de la loi une société d'État mère en février 1985. Le travail du Centre appuie celui de l'ACDI, du Centre de recherches pour le développement international et d'autres organismes voués à l'aide au développement. Il ajoute une nouvelle dimension importante aux efforts canadiens en matière d'aide aux nations moins fortunées, soit une grande expérience de la gestion des ressources marines.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5670, chemin Spring Garden 9e étage Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1H6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1985; *Loi sur le Centre international d'exploitation des océans* (S.C. 1984-85, c. 6)
PREMIER DIRIGEANT	G.C. Vernon
PRÉSIDENT	Elisabeth Mann Borgese
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**
À la fin de l'exercice			
Actif total	0.1	0.1	négl.
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	négl.	négl.	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	4.0	1.1	0.8
— non budgétaire	néant	néant	néant

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan du Centre international d'exploitation des océans au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du déficit, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Centre dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans et ses règlements et aux règlements administratifs du Centre.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 15 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse	70,119	74,669	Créditeurs et frais courus	100,190	45,408
Débiteurs	74,014	5,070	AVOIR		
			Surplus d'apport (note 3)	54,227	52,790
			Déficit	(10,284)	(18,459)
				43,943	34,331
	144,133	79,739		144,133	79,739

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
J. VANDERMEULEN

Administrateur
G. VERNON

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour
la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986)

	1987	1986
	$	$
Activités de programme		
Aide technique		
Projets d'aide technique (tableau A)	947,885	77,000
Programme —Exploitation et dépenses connexes	87,894	4,506
—Coûts d'administration (tableau E)	223,678	66,877
	1,259,457	148,383
Renseignements		
Renseignements —Projets (tableau B)	246,611	27,508
—Dépenses pour les services	72,404	2,750
Coûts d'administration du programme (tableau E)	127,768	1,588
	446,783	31,846
Formation		
Projets de mise au point des cours (tableau C)	548,091	5,241
Projets de bourses d'étude (tableau D)	514,583	276,769
Programme —Exploitation et dépenses connexes	18,564	6,764
—Coûts d'administration (tableau E)	181,611	89,821
	1,262,849	378,595
Total des dépenses pour les activités de programme	2,969,089	558,824
Dépenses d'administration (tableau F)	1,079,037	660,069
Déduire: les recettes		
Recouvrements auprès du co-parrain du projet	(34,117)	
Intérêts créditeurs	(22,184)	(75,434)
	(56,301)	(75,434)
Coût de l'exploitation pour l'exercice	3,991,825	1,143,459

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour
la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986)

	1987	1986
	$	$
Déficit, au début de l'exercice	18,459	
Crédits parlementaires	4,000,000	1,125,000
	3,981,541	1,125,000
Déduire: coût de l'exploitation pour l'exercice	3,991,825	1,143,459
Déficit, à la fin de l'exercice	10,284	18,459

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour
la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986)

	1987	1986
	$	$
Surplus d'apport, au début de l'exercice	52,790	
Les éléments d'actif apportés par l'organisation non gouvernementale qui la précédé—Le Centre international d'exploitation des océans	1,437	52,790
Surplus d'apport, à la fin de l'exercice	54,227	52,790

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour
la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986)

	1987	1986
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires	4,000,000	3,300,000
Remboursement de crédits parlementaires		(2,175,000)
	4,000,000	1,125,000
Solde de l'encaisse apportée par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé—Le Centre international d'exploitation des océans	1,437	
	4,001,437	1,125,000
Activités d'exploitation		
Encaisse utilisée pour l'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(3,991,825)	(1,143,459)
Rajustement pour les éléments hors caisse		
Immobilisations nettes contribuées		52,790
	(3,991,825)	(1,090,669)
Augmentation (diminution) des postes reliés au fonds de roulement autres que l'encaisse	(14,162)	40,338
	(4,005,987)	(1,050,331)
Apport net (utilisation nette) de fonds	(4,550)	74,669
Encaisse, au début de l'exercice	74,669	
Encaisse, à la fin de l'exercice	70,119	74,669

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et objectifs

Le Centre international d'exploitation des océans a été établi par la Loi sur le Centre international d'exploitation des océans en 1985 en tant que société d'État sans capital-actions, nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le Centre dépend du gouvernement du Canada pour ses crédits d'exploitation.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager et d'appuyer la collaboration entre le Canada et les pays en voie de développement dans le domaine de l'exploitation des richesses des océans par les mesures suivantes:

a) lancer et appuyer, dans les pays en voie de développement, des projets d'amélioration de la gestion et de l'utilisation des richesses des océans, surtout à des fins alimentaires;

b) susciter, dans les pays en voie de développement, les connaissances spécialisées et la création des institutions nécessaires à l'amélioration des compétences en matière de gestion intégrée de l'exploitation des océans;

c) tirer parti des connaissances spécialisées de personnes et d'institutions du Canada, de pays en voie de développement et d'ailleurs;

d) organiser et parrainer la cueillette et la diffusion de renseignements utiles à l'exploitation des richesses des océans;

e) organiser et parrainer des programmes de formation, d'aide technique et de prestation de conseils se rapportant à l'exploitation des richessses des océans; et

f) appuyer la recherche liée à l'exploitation des ressources des océans.

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers représentent les conventions suivantes:

a) Dépenses en capital

Les achats de matériel, de mobilier de bureau et le coût des améliorations locatives sont portés aux dépenses de l'exercice au cours duquel s'effectue l'acquisition.

b) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits dans l'état du déficit de l'exercice auquel ils s'appliquent.

c) Dépenses liées à des projets

Le Centre conclut avec des tiers des ententes pour entreprendre des projets. Les dépenses y afférentes sont imputées à l'exploitation lorsqu'elles sont déboursées et au fur et à mesure qu'elles s'avèrent exigibles en vertu des modalités de l'entente à contrat.

d) Régime de pensions de retraite

Les employés du Centre sont protégés par le Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont versées aussi bien par les employés que par le Centre. Elles représentent le passif total du Centre et sont inscrites dans les comptes au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles.

3. Surplus d'apport

Le surplus d'apport représente la valeur comptable nette des biens contribués au Centre par l'organisation non gouvernementale qui l'a précédé, le Centre international d'exploitation des océans. En conformité avec la convention comptable du Centre, l'apport net de $52,790 en immobilisations a été imputé aux dépenses lors de la période antérieure.

4. Impôts sur le revenu

Le Centre n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

5. Contrat de location-exploitation

Le Centre a signé plusieurs contrats de location-exploitation reliés à des locaux et à du matériel de bureau. Voici les paiements minimums de location à venir:

	1987	1986
Exercice se terminant le 31 mars	$	$
1987		142,300
1988	190,000	143,500
1989	193,300	159,500
1990	193,800	170,000
1991	188,900	
1992	188,900	
	954,900	615,300

6. Engagements à contrat

Le Centre s'est engagé à des dépenses de projets au cours des cinq prochains exercices, les récipiendaires devant toutefois se conformer aux conditions de leurs ententes.

	1987	1986
Exercice se terminant le 31 mars	$	$
1987		678,500
1988	3,485,000	619,000
1989	1,622,700	450,000
1990	385,500	151,000
1991	310,000	128,000
1992	295,900	
	6,099,100	1,926,500

PROJETS D'AIDE TECHNIQUE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU A

		1987	1986
		$	$
850011	Surveillance «FFA»	234,597	30,000
850010	Secrétariat des pêcheries «OECS»	182,642	47,000
850035	Formation du pêcheur—Pictou	63,858	
860041	Géologie marine régionale—«CCOP/SOPAC»	60,996	
860034	Aide au pêcheur—Dominicaine	60,219	
850013	Besoins et évaluation de la recherche en pêcheries	55,065	
860086	Évaluation de l'Institut de recherche	44,000	
860072	Analyse économique de Costa Rica	26,324	
8600[illegible]	Programme du maître pêcheur	26,041	
	Projets inférieurs à $25,000	194,143	
Total des dépenses en projets d'aide technique		947,885	77,000

PROJETS DE RENSEIGNEMENTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU B

		1987	1986
		$	$
860023	Carte mondiale de la pêche	69,804	
860037	Renseignements marins visant le Sri Lanka	50,000	
860077	Compendium régional—Océan Indien	34,970	
850021	Répertoire de formation océanique	28,900	8,500
	Projets inférieurs à $25,000	62,937	19,008
Total des dépenses en projets de renseignements		246,611	27,508

PROJETS DE MISE AU POINT DES COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU C

		1987	1986
		$	$
850014	Cours du Diplôme en affaires marines	175,037	
860070	Matériaux pour le Diplôme en affaires marines	85,325	
850059	Établissement de lignes de démarcation marines «SEAPOL»	82,200	
850022	Matériaux à caractère unique	56,514	
860078	Cours en délimitation de bornes maritimes	32,000	
860028	Cours en minéraux non combustibles—Halifax	30,872	
850015	Cours en affaires marines «WMU»	26,180	
	Projets inférieurs à $25,000	59,963	5,241
Total des dépenses en projets de mise au point des cours		548,091	5,241

CENTRE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES OCÉANS—*Fin*

PROJETS DE BOURSES D'ÉTUDE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU D

		1987	1986
		$	$
850017	Programme de bourses d'étude CIEO	238,850	240,000
860062	Diplôme en pêches tropicales	58,965	
860081	Bourses d'étude «IOI» (Océan Indien)	49,933	
860025	Bourses d'étude universitaires régionales	43,605	
860018	Bourses d'étude «IOI» (Cours Halifax)	37,174	
850019	Bourses d'étude «WMU»	34,117	36,769
860097	Bourses d'étude africaines «CIDA/WMU»	34,117	
	Projets inférieurs à $25,000	17,822	
Total des dépenses en projets de bourses d'étude		514,583	276,769

TOTAL DES COÛTS D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU E

	Traitements	Déplacements	Total 1987	Total 1986
	$	$	$	$
Activités de programme				
Aide technique	130,057	93,621	223,678	66,877
Renseignements	93,473	34,295	127,768	1,588
Formation	148,444	33,167	181,611	89,821
Total des coûts d'administration du programme	371,974	161,083	533,057	158,286

DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

(avec des chiffres comparatifs pour la période allant du 27 février 1985 au 31 mars 1986) TABLEAU F

	1987	1986
	$	$
Traitements et avantages des employés et du personnel à contrat	468,404	171,312
Coûts des locaux	142,136	72,506
Services et fournitures de bureau	107,259	43,992
Matériel de bureau et améliorations locatives	95,898	118,798
Coûts de recrutement et de réaménagement	75,465	
Déplacements et frais de représentation	72,408	59,883
Communications	48,575	30,314
Honoraires, déplacements et réunions des administrateurs	40,665	53,109
Services professionnels	28,227	110,155
Total des dépenses d'administration	1,079,037	660,069

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

MANDAT

Vendre le blé, l'avoine et l'orge produits dans l'Ouest canadien, au mieux des intérêts des producteurs de cette région. La Commission administre la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies*.

ANTÉCÉDENTS

La Commission a été établie par une loi du Parlement en 1935 et est aujourd'hui responsable de toutes les exportations de blé, d'avoine et d'orge cultivés dans une région désignée qui englobe les provinces des Prairies et des secteurs de la Colombie-Britannique. Elle voit aussi à la vente de la part de ces céréales destinée à la consommation des Canadiens. Il arrive qu'elle se charge de la vente de grains de provende, bien que ces ventes soient en général effectuées directement par les producteurs ou des commerçants. La Commission ne détient, ni n'exploite, aucune installation de manutention des céréales, laquelle se fait par des coopératives ou des entreprises privées à titre d'agents. Au moment où elle prend livraison des grains, la Commission verse un paiement initial garanti par le gouvernement; les recettes sont mises en commun, à la suite de quoi un paiement final, déduction faite des frais de mise en marché, est versé aux producteurs après calcul du rendement pour l'année, selon la catégorie et le type de céréale. Dans le cas des rares déficits, la loi prévoit leur imputation au Trésor. La Commission négocie directement avec les clients, ou par le biais des exportateurs accrédités. La plupart des ventes se font au comptant, mais la Commission en effectue à crédit, aux taux du commerce et pour des termes n'excédant pas trois ans, dans la mesure où le gouvernement fédéral garantit le financement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	423, rue Main C.P. 816 Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles J. Mayer, c.p., député, Ministre d'État (Céréales)
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1935; *Loi sur la Commission canadienne du blé* (S.R.C. 1970, c. 12)
PREMIER DIRIGEANT	W. Esmond Jarvis
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 juillet.

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	5,234	5,210	5,030	4,297
Engagements envers le secteur privé	5,060	4,694	4,259	3,816
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	58	131	121	119
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous avons vérifié le bilan de la Commission canadienne du Blé au 31 juillet 1986 ainsi que l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1985-86 pour les comptes de mise en commun des blé dur, avoine de premier choix, orge et orge de premier choix de la période allant du 1er août 1985 jusqu'à la fin de l'exploitation le 31 octobre 1986, l'état des résultats d'exploitation de l'exercice 1985-86 pour les comptes de mise en commun des blé et avoine de la période allant du 1er août 1985 jusqu'à la fin de l'exploitation le 30 novembre 1986, l'état des frais d'administration, des frais généraux et des imputations à l'exploitation de l'exercice terminé le 31 juillet 1986, l'état des versements en vertu de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies en date du 31 juillet 1986, et l'état des opérations du compte spécial de l'exercice terminé le 31 juillet 1986. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour les périodes indiquées selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

Comptables agréés
Deloitte, Haskins & Sells

Winnipeg, Canada
le 13 mars 1987

BILAN AU 31 JUILLET 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne précédente)

TABLEAU I

ACTIF	1986	1985
	$	$
Stocks de céréales		
Blé	983,030,499	1,162,910,405
Blé dur	69,281,906	80,190,344
Avoine	10,643,612	3,556,023
Avoine de premier choix	216,145	109,682
Orge	159,086,431	98,237,385
Orge de premier choix	13,809,239	10,117,349
	1,236,067,832	1,355,121,188
Lettres de change plus les intérêts courus (note 2)	3,552,049,345	3,691,148,705
Comptes débiteurs (note 3)		
Montant à recevoir des agents de la Commission à la conclusion des ventes	102,178,934	20,182,068
Divers	43,108,832	49,498,523
Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	16,101,510	5,438,408
Montant à recevoir du gouvernement du Canada relativement aux déficits d'exploitation		
Comptes de mise en commun 1985-86		
Blé	22,994,777	
Avoine	6,919,810	
Orge	171,370,689	
Immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg, au prix coûtant moins l'amortissement	1,941,914	2,052,051
Wagons-trémies, au prix coûtant moins l'amortissement (note 4)	69,904,057	73,137,536
Ameublement des bureaux, matériel et véhicules, au prix coûtant moins l'amortissement	1,084,679	1,048,458
Frais reportés et frais payés d'avance	10,682,075	12,430,376
	5,234,404,454	5,210,057,313

PASSIF	1986	1985
	$	$
Obligation envers les banques (note 5)	3,884,278,500	3,908,353,974
Débentures à payer (note 6)	69,015,000	67,480,000
Obligation envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs (note 7)	962,178,232	570,996,143
Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés (note 8)	144,884,269	146,494,799
Frais courus et comptes créditeurs (note 9)	114,614,257	118,394,334
Chèques aux producteurs en circulation; relèvement et ajustement de fin de campagne		
Blé	355,645	595,517
Blé dur	55,415	37,847
Avoine	2,186	5,639
Avoine de premier choix	391	1,426
Orge	73,752	26,462
Orge de premier choix	15,955	21,831
Compte spécial—Solde net des comptes dormants (note 10)	4,174,428	5,171,556
Provisions pour frais reliés aux ajustements de fin de campagne (note 11)	7,439,828	7,197,503
Excédents d'exploitation		
Comptes de mise en commun		
Blé		298,637,686
Blé dur	25,466,720	41,422,294
Avoine		675,422
Avoine de premier choix	635,944	813,196
Orge		19,066,956
Orge de premier choix	21,213,932	24,664,728
	5,234,404,454	5,210,057,313

Le commissaire en chef
W. E. JARVIS

L'adjoint au commissaire en chef
R. L. KRISTJANSON

Le commissaire
F. M. HETLAND

Le commissaire
W. H. SMITH

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 NOVEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU II

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé acquis				
Acheté des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	18,931,918	2,762,203,255	16,192,572	2,722,955,091
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	153,256	22,701,518	93,765	15,823,780
Acheté du compte de mise en commun du blé de la campagne précédente	2,643,047	485,321,721	482,460	84,511,290
	21,728,221	3,270,226,494	16,768,797	2,823,290,161
Blé vendu				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	1,356,661		1,171,699	
Exportation	12,522,048		9,316,116	
Freintes	96,067		5,672	
	13,974,776	2,436,669,118	10,493,487	2,119,100,423
Stocks de Blé—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de la vente de ceux-ci; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	470,329		258,172	
Exportation	5,421,659		3,374,091	
Vente au compte de mise en commun du blé suivant	1,861,457		2,643,047	
	7,753,445	983,030,499	6,275,310	1,162,910,405
	21,728,221	3,419,699,617	16,768,797	3,282,010,828
Excédent sur les opérations relatives au blé		149,473,123		458,720,667
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé entreposé dans les silos de collecte		80,147,712		88,292,322
Frais de magasinage sur le blé entreposé dans les silos portuaires		27,039,928		28,079,232
		107,187,640		116,371,554
Intérêts, frais bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission		(2,674,500)		12,300,778
Indemnités de surestarie		6,530,228		(2,416,042)
Fret supplémentaire—Sur le blé expédié des gares régionales aux silos portuaires		8,087,425		5,606,478
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(126,518)		(2,608,292)
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé entreposé dans les silos industriels		508,282		1,055,877
Frais de séchage		23,113,388		767,681
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		10,681,214		10,170,355
Frais administratifs et généraux de la Commission		19,160,741		18,834,592
		172,467,900		160,082,981
(Déficit) excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé pour la période allant du 1er août 1985 au 30 novembre 1986 (1984-85, au 30 septembre 1985)		(22,994,777)		298,637,686

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR AMBRÉ 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU III

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Blé dur acquis				
Acheté des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	1,685,977	256,984,980	1,786,421	319,040,593
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	7,299	990,521	8,270	1,434,938
Acheté du compte de mise en commun du blé dur de la campagne précédente	119,646	22,440,181		
	1,812,922	280,415,682	1,794,691	320,475,531
Blé dur vendu				
Ventes complétées au 31 juillet, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Marché intérieur	131,955		98,269	
Exportation	1,158,296		1,276,828	
Freintes	20,075		3,247	
	1,310,326	250,864,551	1,378,344	297,296,259
Stocks de blé dur—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de la vente de ceux-ci; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet				
Marché intérieur	26,635		25,348	
Exportation	286,396		271,353	
Vente au compte de mise en commun du blé dur suivant	189,565		119,646	
	502,596	69,281,906	416,347	80,190,345
	1,812,922	320,146,457	1,794,691	377,486,604
Excédent sur les opérations relatives au blé dur ambré		39,730,775		57,011,073
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur le blé dur entreposé dans les silos de collecte		6,528,593		7,863,782
Frais de magasinage sur le blé dur entreposé dans les silos portuaires		2,763,732		4,096,695
		9,292,325		11,960,477
Intérêts et frais bancaires		(1,439,525)		2,045,742
Indemnités de surestarie		888,837		(1,748,659)
Fret supplémentaire—Sur le blé dur expédié des gares régionales aux silos portuaires		201,681		239,158
—Modifications aux tarifs ferroviaires		(1,024)		(115,901)
Frais de manutention et d'arrêt sur le blé dur entreposé dans les silos industriels		916,763		
Frais de séchage		1,819,147		8,037
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		951,213		1,122,027
Frais administratifs et généraux de la Commission		1,634,638		2,077,897
		14,264,055		15,588,778
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun du blé dur pour la période allant du 1er août 1985 au 31 octobre 1986 (1984-85, au 30 septembre 1985)		25,466,720		41,422,295

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 30 NOVEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU IV

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	198,411	19,614,453	54,639	5,416,401
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	234	23,774		
Achetée du compte de mise en commun de l'avoine précédent	4,310	440,331	16,369	1,785,902
	202,955	20,078,558	71,008	7,202,303
Avoine vendue				
Ventes complétées au 31 juillet, base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	59,640	5,044,472	38,487	4,921,612
Freintes				
Stocks d'avoine—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver:				
Ventes complétées après le 31 juillet	114,325	8,443,804	28,211	3,115,692
Ventes au compte de mise en commun de l'avoine suivant	28,990	2,199,808	4,310	440,331
	202,955	15,688,084	71,008	8,477,635
Excédent (déficit) sur les opérations relatives à l'avoine		(4,390,474)		1,275,332
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'avoine entreposée dans les silos de collecte		1,056,922		285,692
Frais de magasinage sur l'avoine entreposée dans les silos portuaires		538,960		194,177
		1,595,882		479,869
Intérêts et frais bancaires		236,658		3,410
Indemnités de surestarie		37,344		
Fret supplémentaire—Sur l'avoine expédiée des gares régionales aux silos portuaires		147,068		98,106
—Modifications aux tarifs ferroviaires		17,206		(84,660)
Frais de séchage		171,454		
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		111,942		34,318
Frais administratifs et généraux de la Commission		211,782		68,867
		2,529,336		599,910
(Déficit) excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine pour la période allant du 1er août 1985 au 30 novembre 1986 (1984-85, au 15 novembre 1985)		(6,919,810)		675,422

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 À LA FIN DES OPÉRATIONS LE 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU V

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Avoine de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	36,714	4,644,373	44,219	6,061,679
Avoine de premier choix vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	34,968	5,052,964	43,504	6,749,003
Stocks d'avoine de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes complétées après le 31 juillet	1,746	216,145	715	109,682
	36,714	5,269,109	44,219	6,858,685
Excédent sur les opérations relatives à l'avoine de premier choix		624,736		797,006
Frais d'exploitation				
Intérêts		(67,518)		(95,397)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		20,714		27,773
Frais administratifs et généraux de la Commission		35,596		51,434
		(11,208)		(16,190)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la période allant du 1er août 1985 au 31 octobre 1986 (1984-85, au 30 septembre 1985)		635,944		813,196

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU VI

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	4,947,005	539,124,215	3,068,472	382,262,408
Tonnes nettes acquises suite au redressement des surplus et des déficits, etc., aux silos de collecte et aux silos portuaires, aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	18,862	2,411,708	17,053	2,105,090
Achetée du compte de mise en commun de l'orge de la campagne précédente	480,853	53,604,187		
	5,446,720	595,140,110	3,085,525	384,367,498
Orge vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill	3,156,990	303,417,269	2,235,067	318,598,608
Freintes	21,463		2,545	
Stocks d'orge—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill				
Ventes complétées après le 31 juillet	2,268,267	159,086,431	367,060	44,633,198
Ventes au compte de mise en commun de l'orge suivant			480,853	53,604,187
	5,446,720	462,503,700	3,085,525	416,835,993
Excédent (déficit) sur les opérations relatives à l'orge		(132,636,410)		32,468,495
Frais d'exploitation				
Frais fixes				
Frais fixes sur l'orge entreposée dans les silos de collecte		10,622,501		4,724,253
Frais de magasinage sur l'orge entreposée dans les silos portuaires		3,957,268		3,356,581
		14,579,769		8,080,834
Intérêts et frais bancaires		5,593,975		(1,306,516)
Indemnités de surestarie		975,328		(449,348)
Fret supplémentaire—Sur l'orge expédiée des gares régionales aux silos portuaires		2,165,184		1,897,338
—Modifications aux tarifs ferroviaires		19,309		(893,639)
Frais de manutention et d'arrêt sur l'orge entreposée dans les silos industriels		1,703,300		(52,098)
Frais de séchage		6,109,994		628,571
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		2,791,055		1,927,267
Frais administratifs et généraux de la Commission		4,796,365		3,569,130
		38,734,279		13,401,539
(Déficit) excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge pour la période allant du 1er août 1985 au 31 octobre 1986 (1984-85, au 30 septembre 1985)		(171,370,689)		19,066,956

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1985-86
ENTRE LE 1er AOÛT 1985 ET LA FIN DES OPÉRATIONS LE 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU VII

	1985-86		1984-85	
	Tonnes	Montant	Tonnes	Montant
		$		$
Orge de premier choix acquise				
Achetée des céréaliculteurs aux prix initiaux de la Commission; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	645,255	101,758,993	712,195	111,703,201
Orge de premier choix vendue				
Ventes complétées au 31 juillet; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver	574,947	108,116,420	661,381	124,998,887
Stocks d'orge de premier choix—Non vendus au 31 juillet et portés ici à la valeur définitive reçue de leur vente; base en magasin à Thunder Bay ou Vancouver				
Ventes complétées après le 31 juillet	70,308	13,809,239	50,814	10,117,349
	645,255	121,925,659	712,195	135,116,236
Excédent sur les opérations relatives à l'orge de premier choix		20,166,666		23,413,035
Frais d'exploitation				
Intérêts		(2,036,919)		(2,527,411)
Intérêts et amortissement sur les wagons-trémies de la CCB		364,047		447,320
Frais administratifs et généraux de la Commission		625,606		828,398
		(1,047,266)		(1,251,693)
Excédent d'exploitation de la Commission sur le compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la période allant du 1er août 1985 au 31 octobre 1986 (1984-85, au 30 septembre 1985)		21,213,932		24,664,728

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1986
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU VIII

	1985-86	1984-85
	$	$
Frais administratifs et généraux		
Salaires—Membres de la Commission, dirigeants et personnel	15,339,013	15,131,273
Assurance-chômage, caisse de retraite, assurance collective, assurance-maladie et autres avantages sociaux	2,022,676	1,964,496
Impôt-Santé et Éducation de la province du Manitoba	225,074	235,956
Comité consultatif—Frais de déplacement et indemnités journalières	77,769	79,197
Location et éclairage des bureaux, y compris l'entretien de l'immeuble de la Commission canadienne du blé à Winnipeg	1,590,643	1,424,092
Téléphone—Bureau central et appels interurbains	347,095	354,578
Télégrammes, câblogrammes et télex	145,468	141,293
Affranchissement	636,982	583,765
Imprimerie, papeterie et fournitures de bureau	595,479	642,392
Rapport annuel, «Mini Report», L'actualité céréalière, etc	139,041	156,284
Réunions régionales	13,564	19,452
Frais de bureau	566,028	505,709
Frais de déplacement et de mutation du personnel	893,265	847,801
Frais de déplacement—Inspecteurs	162,716	184,653
Honoraires des avocats et frais de justice	47,586	31,629
Honoraires des vérificateurs	91,000	91,000
Matériel informatique—Location et divers	3,481,523	2,383,997
Réparation et entretien des machines et du matériel de bureau	47,889	49,545
Publications et services du marché des céréales	88,272	80,635
Quote-part de la Commission du blé aux frais d'exploitation de l'Institut international du Canada pour le Grain	997,623	882,131
Cautions et assurance	40,408	29,993
Cotisations à la Bourse des denrées	10,370	12,820
Amortissement—Immeuble, ameublement, matériel et véhicules	339,715	274,440

	1985-86		1984-85
	$		$
Imputations à l'exploitation			
1. Commercialisation des céréales			
Compte de mise en commun du Blé 1985-86	10,430,547		
Compte de mise en commun du Blé dur 1985-86	925,901		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1985-86	108,963		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1985-86	20,162		
Compte de mise en commun de l'Orge 1985-86	2,716,785		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1985-86	354,360		
Compte de mise en commun du Blé 1984-85	8,888,637		
Compte de mise en commun du Blé dur 1984-85	980,625		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1984-85	35,307		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1984-85	24,273		
Compte de mise en commun de l'Orge 1984-85	1,684,385		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1984-85	390,947		
	26,560,892		24,658,035
2. Répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs			
a) Blé et Blé dur			
Compte de mise en commun du Blé 1984-85	163,784		
Compte de mise en commun du Blé dur 1984-85	27,298		
Compte de mise en commun du Blé 1983-84	25,397		
Compte de mise en commun du Blé dur 1983-84	3,749		
Compte de mise en commun du Blé 1982-83	4,425		
Compte de mise en commun du Blé dur 1982-83	604		
Compte de mise en commun du Blé 1981-82	2,435		
Compte de mise en commun du Blé dur 1981-82	329		
Compte de mise en commun du Blé 1980-81	2,874		
Compte de mise en commun du Blé dur 1980-81	394		
Compte de mise en commun du Blé 1979-80	2,210		
Compte de mise en commun du Blé dur 1979-80	302		
	233,801		308,135
b) Céréales secondaires			
Compte de mise en commun de l'Avoine 1984-85	10,553		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1984-85	1,799		
Compte de mise en commun de l'Orge 1984-85	55,965		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1984-85	8,434		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1983-84	2,233		
Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1983-84	384		
Compte de mise en commun de l'Orge 1983-84	12,170		
Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1983-84	2,025		
Compte de mise en commun de l'Avoine 1982-83	1,025		

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTAT DES FRAIS D'ADMINISTRATION, DES FRAIS GÉNÉRAUX ET DES IMPUTATIONS À L'EXPLOITATION DE LA CAMPAGNE TERMINÉE LE 31 JUILLET 1986—*Fin*
(avec chiffres correspondants de la campagne 1984-85)

TABLEAU VIII

	1985-86	1984-85		1985-86	1984-85
	$	$		$	$
			Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1982-83	183	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1982-83	3,071	
			Compte de mise en commun de l'Avoine de premier choix 1981-82	664	
			Compte de mise en commun de l'Orge 1981-82	1,437	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1981-82	252	
			Compte de mise en commun de l'Avoine 1980-81	783	
			Compte de mise en commun de l'Orge 1980-81	1,698	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1980-81	297	
			Compte de mise en commun de l'Orge 1979-80	1,304	
			Compte de mise en commun de l'Orge de premier choix 1979-80	229	
				104,506	140,961
			3. Imputation au compte spécial—Comptes dormants autorisée par décret du Conseil, en paiement partiel des frais administratifs et généraux, engagés conformément à la loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	1,000,000	1,000,000
	27,899,199	26,107,131		27,899,199	26,107,131

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

ÉTATS DES PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX CÉRÉALICULTEURS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR LES GRAINS DES PRAIRIES AU 31 JUILLET 1986

TABLEAU IX

	Avances comptant aux céréaliculteurs	Rembourse-ment sur avances par les céréaliculteurs	Solde rembour-sable par les céréaliculteurs
	$	$	$
Campagne 1957-58	35,203,467	35,200,848	2,619
Campagne 1958-59	34,369,653	34,366,768	2,885
Campagne 1959-60	38,492,505	38,490,056	2,449
Campagne 1960-61	63,912,550	63,904,499	8,051
Campagne 1961-62	16,656,713	16,651,472	5,241
Campagne 1962-63	29,251,526	29,245,974	5,552
Campagne 1963-64	62,136,418	62,129,676	6,742
Campagne 1964-65	32,961,844	32,955,723	6,121
Campagne 1965-66	40,600,386	40,596,508	3,878
Campagne 1966-67	36,668,270	36,664,915	3,355
Campagne 1967-68	47,280,533	47,277,574	2,959
Campagne 1968-69	151,852,319	151,772,155	80,164
Campagne 1969-70	272,777,516	272,476,405	301,111
Campagne 1970-71	91,105,890	91,076,240	29,650
Campagne 1971-72	68,142,360	68,108,551	33,809
Campagne 1972-73	20,754,104	20,743,229	10,875
Campagne 1973-74	35,259,387	35,219,656	39,731
Campagne 1974-75	46,635,399	46,604,087	31,312
Campagne 1975-76	20,236,528	20,208,199	28,329
Campagne 1976-77	130,592,220	130,475,756	116,464
Campagne 1977-78	119,090,916	118,918,678	172,238
Campagne 1978-79	151,316,450	151,195,641	120,809
Campagne 1979-80	99,146,581	99,073,930	72,651
Campagne 1980-81	61,640,150	61,600,876	39,274
Campagne 1981-82	333,688,190	333,194,187	494,003
Campagne 1982-83	309,022,755	308,039,815	982,940
Campagne 1983-84	286,736,519	285,598,650	1,137,869
Campagne 1984-85	201,289,320	199,198,047	2,091,273
Campagne 1985-86	340,670,596	317,090,565	23,580,031
	3,177,491,065	3,148,078,680	

Solde remboursable par les céréaliculteurs au 31 juillet 1986		29,412,385
Plus: intérêts bancaires au 31 juillet 1986 payables par le gouvernement du Canada	117,015,857	
Moins: montant payé au 31 juillet 1986	116,798,341	217,516
		29,629,901
Moins: solde des fonds reçus pour couvrir les paiements anticipés en défaut		
Gouvernement du Canada	1,114,724	
Compagnies manutentionnaires	70,537	
Intérêts encaissés sur paiements en défaut	12,343,130	13,528,391
Montant dû à la Commission canadienne du blé au 31 juillet 1986		16,101,510

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

OPÉRATIONS DU COMPTE SPÉCIAL POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 JUILLET 1986

TABLEAU X

	$	$
Solde du compte spécial au 31 juillet 1985		5,171,556
Virement au compte spécial autorisé par décret du conseil C.P. 1986-1872 à partir du		
Compte du blé 1978	701,856	
Compte du blé dur 1978	92,360	
Compte de l'avoine 1978	(17,069)	
Compte de l'orge 1978	218,721	
Compte de l'orge de premier choix 1978	95,065	1,090,933
		6,262,489

Dépenses

Autorisées par décret du conseil	Raison	Non affectées au 31 juillet 1985	Autorisation campagne 1985-86	Non affectées au 31 juillet 1986	Effectuées pendant la campagne 1985-86	
		$	$	$	$	
C.P. 1986-1874	Développement des marchés	359,167	650,000	461,972	547,195	
C.P. 1986-1873	Promotion des ventes et publicité outre-mer	36,009	150,000	133,086	52,923	
C.P. 1986-1058	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies—Administration		3,000,000	2,000,000	1,000,000	
C.P. 1985-2262	Projet de télédétection	33,000		33,000		
C.P. 1985-1946	Promotion des ventes et publicité outre-mer—50[e] anniversaire	140,000			140,000	
C.P. 1985-1945	Missions des pays-clients—50[e] anniversaire	292,880		220,678	72,202	
C.P. 1984-2690	Missions des pays-clients	275,635		266,137	9,498	
C.P. 1983-2007	Institut international du Canada pour le Grain—Dépenses d'établissement	69,539		45,048	24,491	
C.P. 1983-2003	Comité conjoint de coordination des politiques visant les producteurs de blé américains et canadiens	88,133		88,133		
C.P. 1981-3436	Bourses universitaires et Bourses de perfectionnement	30,142	249,858	44,118	235,882	
		1,324,505	4,049,858	3,292,172		2,082,191
						4,180,298
Moins: versements aux céréaliculteurs concernant d'anciens comptes déjà virés au compte spécial						5,870
Solde du compte spécial au 31 juillet 1986						4,174,428

Au 31 juillet 1986, il existait un total de $3,292,172 en dépenses non affectées laissant un solde de $882,256 disponible dans le compte.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les états financiers de la Commission canadienne du blé pour la campagne qui vient de s'écouler ainsi que les notes qui s'y rattachent, consistent en un bilan (tableau I) qui expose la situation financière de la Commission au 31 juillet 1986, ainsi qu'en d'autres états (tableaux II à X) donnant les résultats d'exploitation de la Commission pour la campagne se terminant à cette date.

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun sont inclus dans les comptes de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales prennent fin avant la publication du rapport annuel. Les activités relatives aux comptes de mise en commun du blé dur ambré, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix 1985-86 ont été arrêtées le 31 octobre 1986 et celui du blé et de l'avoine le 30 novembre 1986 si bien que les résultats finals d'exploitation sont donnés ici avec les notes qui se rapportent à chacun d'eux.

Bien que l'unité de mesure du grain ait été la «tonne» depuis le 1er février 1978, pour votre gouverne, une tonne est égale à 36.74371 boisseaux de blé, 64.84183 boisseaux d'avoine et 45.92963 boisseaux d'orge.

Compte de mise en commun — Blé

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne céréalière, la Commission a été autorisée à acheter du blé des producteurs moyennant un acompte fixe de $160/t pour le blé roux de printemps nº 1 de l'Ouest (nº 1 CWRS).

Ressources en blé

Les ressources en blé du compte de mise en commun 1985-86 se sont élevées à 21,728,221 tonnes, soit 18,931,918 tonnes livrées par les producteurs, 153,256 tonnes acquises d'autres sources et 2,643,047 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Le grain livré au compte de mise en commun 1985-86 était d'une qualité nettement inférieure à celle du grain réceptionné dans le compte de mise en commun précédent. Les livraisons de blé roux de printemps nº 1 et nº 2 de l'Ouest se sont élevées à 9.659 millions de tonnes, soit 51.02 p. cent du total réceptionné, tandis que les livraisons de blé roux de printemps nº 3 de l'Ouest, à 5.524 millions de tonnes, en représentaient 29.18 p. cent. Les livraisons de blé d'utilité, dont le grade «Canada fourrager», se sont chiffrées à 2.026 millions de tonnes ou 10.70 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 19.32 p. cent du blé livré ont été agréés «gourd» et 3.92 p. cent «humide».

État des résultats d'exploitation — Blé — Tableau A

Les activités commerciales relatives aux comptes de mise en commun du blé se sont soldées par un déficit de $22,994,777 qui sera comblé par le gouvernement du Canada à partir de fonds fournis par le Parlement. Le tableau B fait ressortir que l'acompte à la livraison représente le prix total que les producteurs ont reçu.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ 1985-86
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 30 NOVEMBRE 1986

(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85)

TABLEAU A

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	18,931,918 tonnes		16,192,572 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	2,911,676,378	153.797	3,181,675,758	196.490
Acomptes versés aux producteurs	2,762,203,255	145.902	2,722,955,091	168.161
Excédent brut	149,473,123	7.895	458,720,667	28.329
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	80,147,712	4.233	88,292,322	5.453
Aux silos portuaires	27,039,928	1.428	28,079,232	1.734
Total des frais fixes	107,187,640	5.661	116,371,554	7.187
Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission	(2,674,500)	(.141)	12,300,778	.760
Indemnités de surestarie	6,530,228	.345	(2,416,042)	(.149)
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	8,087,425	.427	5,606,478	.346
—Mod. des tarifs ferroviaires	(126,518)	(.006)	(2,608,292)	(.161)
Manutention et arrêt	508,282	.027	1,055,877	.065
Séchage	23,113,388	1.221	767,681	.047
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	10,681,214	.564	10,170,355	.628
Frais d'administration de la CCB	19,160,741	1.012	18,834,592	1.163
Total des frais d'exploitation	172,467,900	9.110	160,082,981	9.886
Excédent (déficit) d'exploitation	(22,994,777)	(1.215)	298,637,686	18.443
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre			7,590,715	.469
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin campagne			144,422	.009
Excédent à répartir entre les producteurs			306,083,979	18.903

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPALES CLASSES DE BLÉ, PAR GRADE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU B

Classe et grade	Acompte à la livraison (en dollars la tonne)
Blé roux de printemps	
N° 1 de l'Ouest	160.00
N° 2 de l'Ouest	154.21
N° 3 de l'Ouest	146.21
N° 1 Utilité	142.21
N° 2 Utilité	128.21
Canada fourrager	121.00
Blé rouge d'hiver	
N° 1 de l'Ouest	145.21
N° 2 de l'Ouest	143.21
Blé tendre blanc de printemps	
N° 1 de l'Ouest	132.00
N° 2 de l'Ouest	129.00

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation engagés par la Commission et imputables au compte de mise en commun du blé se sont élevés à $172,467,900 soit $9.110/t. Ils se ventilent comme suit:

Frais fixes — $107,187,640

Le total des frais fixes engagés sur le blé par la Commission, y compris les frais d'entreposage et les intérêts aux silos de collecte et les frais d'entreposage aux silos portuaires se sont chiffrés à $107,187,640 soit $5.661/t.

Intérêts bancaires et intérêts nets d'autres comptes de la Commission — ($2,674,500)

Ce poste comprend des intérêts bancaires ainsi que des intérêts versés à d'autres comptes de la Commission ou reçus d'eux. Les intérêts créditeurs ont dépassé les intérêts débiteurs de $2,674,500 soit de $0.141/t.

Fret supplémentaire — Jusqu'aux silos portuaires — $8,087,425 — Mod. des tarifs ferroviaires — ($126,518)

Au cours de la campagne, la Commission a versé $8,087,425 en fret supplémentaire en raison du mouvement des grains en direction opposée.

En outre, depuis l'abolition des tarifs ferroviaires du «Nid de Corbeau» le 31 décembre 1983, les tarifs de transport par fer sont révisés tous les ans en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest. Le 1er août 1986, le prix du fret a baissé d'environ $0.02 par tonne métrique et la Commission a recouvré l'économie de fret qui en a résulté sur les stocks détenus par ses agents à la collecte en date du 1er août 1986, soit la somme de $126,518 au compte de mise en commun du blé.

Séchage — $23,113,388

Les frais de séchage de la campagne 1985-86 se sont élevés à $23,113,388, une hausse vertigineuse par rapport à la dernière campagne qui fait ressortir le fort pourcentage de grain gourd et humide livré à ce compte.

Wagons-trémies de la Commission. Intérêts et amortissement — $10,681,214

Les frais d'utilisation des 2,000 wagons-trémies de la Commission englobent l'amortissement et les intérêts. La quote-part des frais imputables au compte de mise en commun du blé 1985-86 s'élève à $10,681,214 contre $10,170,355 au compte précédent.

Compte de mise en commun — Blé dur ambré

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter du blé dur des producteurs moyennant un acompte fixe de $160/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest (n° 1 CWAD).

Ressources en blé dur ambré

Les ressources en blé dur ambré du compte de mise en commun 1985-86 se sont élevées à 1,812,922 tonnes, soit 1,685,977 tonnes livrées par les producteurs, 7,299 tonnes acquises d'autres sources et 119,646 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent.

Répartition par grade

Les livraisons de blé dur ambré n° 1, n° 2 et n° 3 de l'Ouest se sont élevées au total à 1.414 million de tonnes, soit 83.85 p. cent du total livré par les producteurs. Environ 19.09 p. cent du blé dur livré ont été agréés «gourd» et 2.29 p. cent «humide».

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Blé dur ambré—Tableau C

Le tableau C donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $25,466,720. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $14,264,055 pour la campagne, soit $8.460/t. Les frais fixes, à $9,292,325 ou $5.511/t, en occupent le poste principal. L'excédent net devant être réparti entre les producteurs, compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 31 octobre 1986, s'est chiffré à $26,008,379 ce qui représente une moyenne générale de $15.426/t sur une production marchande de 1,685,977 tonnes. Le tableau D donne le prix total reçu par les producteurs pour les principaux grades de blé dur ambré livrés au cours de la campagne. Il en ressort que les producteurs ont reçu un prix total de $181.302/t pour le blé dur ambré n° 1 de l'Ouest contre $204.853/t la campagne précédente.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DU BLÉ DUR 1985-86 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 31 OCTOBRE 1986 (avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85)

TABLEAU C

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	1,685,977 tonnes		1,786,421 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	296,715,755	175.990	376,051,666	210.506
Acomptes versés aux producteurs	256,984,980	152.425	319,040,593	178.592
Excédent brut	39,730,775	23.565	57,011,073	31.914
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	6,528,593	3.872	7,863,782	4.402
Aux silos portuaires	2,763,732	1.639	4,096,695	2.293
Total des frais fixes	9,292,325	5.511	11,960,477	6.695
Intérêts	(1,439,525)	(.854)	2,045,742	1.145
Indemnités de surestarie	888,837	.527	(1,748,659)	(.979)
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	201,681	.120	239,158	.134
—Mod. des tarifs ferroviaires	(1,024)	(.001)	(115,901)	(.065)
Manutention et arrêt	916,763	.544		
Séchage	1,819,147	1.079	8,037	.005
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	951,213	.564	1,122,027	.628
Frais d'administration de la CCB	1,634,638	.970	2,077,897	1.163
Total des frais d'exploitation	14,264,055	8.460	15,588,778	8.726
Excédent d'exploitation	25,466,720	15.105	41,422,295	23.188
Plus: intérêts créditeurs après le 31 octobre (1984-85, 30 septembre)	576,261	.342	1,052,864	.589
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	34,602	.021	26,164	.015
Excédent à répartir entre les producteurs	26,008,379	15.426	42,448,995	23.762

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES DE BLÉ DUR EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU D

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Blé dur ambré			
N° 1 de l'Ouest	160.00	21.302	181.302
N° 2 de l'Ouest	157.21	19.092	176.302
N° 3 de l'Ouest	155.21	16.092	171.302
N° 4 de l'Ouest	139.21	0.216	139.426
N° 5 de l'Ouest	121.00		121.000

Compte de mise en commun—Avoine

À compter du 1er août 1981, en vertu d'un décret du Conseil, l'avoine sélectionnée et acceptée par les usines de transformation et de trituration en vue de la consommation humaine a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'avoine de premier choix. Les opérations décrites ici ne représentent donc que les résultats de la commercialisation des différents grades d'avoine fourragère.

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine des producteurs moyennant un acompte fixe de $100/t pour l'avoine fourragère n° 1.

Répartition par grade

Les livraisons d'avoine n° 1 et n° 2 de l'Ouest ont représenté 0.16 p. cent des livraisons des producteurs et les grades fourragers 99.84 p. cent du total. Environ 11.20 p. cent des livraisons à la Commission ont été agréés «gourd» ou «humide».

État des résultats d'exploitation—Avoine—Tableau E

Le tableau E donne les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de la campagne 1985-86. Les activités commerciales se sont soldées par un déficit de $6,919,810 qui sera comblé par le gouvernement du Canada à partir de fonds fournis par le Parlement. Le tableau F fait ressortir que l'acompte à la livraison représente le prix total que les producteurs ont reçu. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $2,529,336 soit $12.748/t. Les frais fixes, à $1,595,882 soit $8.043/t, en occupent le poste principal.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE 1985-86
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 30 NOVEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85)

TABLEAU E

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçu des producteurs	198,411 tonnes		54,639 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	15,223,979	76.729	6,691,733	122.472
Acomptes versés aux producteurs	19,614,453	98.857	5,416,401	99.131
Excédent (déficit) brut	(4,390,474)	(22.128)	1,275,332	23.341
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	1,056,922	5.327	285,692	5.229
Aux silos portuaires	538,960	2.716	194,177	3.554
Total des frais fixes	1,595,882	8.043	479,869	8.783
Intérêts	236,658	1.193	3,410	.062
Indemnités de surestarie	37,344	.188		
Fret supplémentaire—Jusqu'aux silos portuaires	147,068	.741	98,106	1.796
—Mod. des tarifs ferroviaires	17,206	.087	(84,660)	(1.550)
Séchage	171,454	.864		
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	111,942	.564	34,318	.628
Frais d'administration de la CCB	211,782	1.068	68,867	1.260
Total des frais d'exploitation	2,529,336	12.748	599,910	10.979
Excédent (déficit) d'exploitation	(6,919,810)	(34.876)	675,422	12.362
Plus: intérêts créditeurs après le 15 novembre			17,168	.314
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne			4,218	.077
Excédent à répartir entre les producteurs			688,372	12.599

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU F

Grade	Acompte à la livraison (en dollars la tonne)
Avoine	
N° 1 de l'Ouest	106.00
N° 2 de l'Ouest	104.00
Fourragère n° 1 extra	102.00
Fourragère n° 1	100.00
Fourragère n° 2	95.92

Compte de mise en commun—Avoine de premier choix

Depuis le 1er août 1981, l'avoine livrée par les producteurs à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui l'ont sélectionnée et acceptée pour transformation et trituration en vue de la consommation humaine, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Avoine de premier choix» et les résultats d'exploitation ainsi que les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au cours de la campagne, la Commission a été autorisée à acheter de l'avoine de premier choix des producteurs moyennant des acomptes fixes respectifs de 130 et de $128/t pour l'avoine n° 1 et n° 2 de l'Ouest, et de $124/t pour l'avoine fourragère n° 1.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en avoine du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix se sont élevées à 36,714 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'avoine sélectionnée et acceptée par les acheteurs pour transformation et mouture en vue de la consommation humaine et faites à la Commission. De ce total, 21,064 tonnes, soit 57.37 p. cent, ont été agréées n° 1 et n° 2 de l'Ouest. Les grades fourragers en représentaient 15,650 tonnes, soit 42.63 pour cent des livraisons.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs—Avoine de premier choix—Tableau G

Le tableau G fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'avoine de premier choix pour la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $635,944. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de ce type d'avoine. En effet, l'avoine de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'avoine fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par l'acheteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à l'avoine de premier choix sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de celle-ci, soit $56,310 ou $1.534/t. Ces frais ont été plus que compensés par des intérêts créditeurs de $67,518 ou $1.839/t sur l'excédent cumulé dans le compte de mise en commun. Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 31 octobre 1986, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $649,496, soit $17.691/t sur une production marchande de 36,714 tonnes. Le tableau H donne le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'avoine de premier choix livrés au cours de la campagne.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET DE L'EXCÉDENT À RÉPARTIR ENTRE LES PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'AVOINE DE PREMIER CHOIX 1985-86 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85) TABLEAU G

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	36,714 tonnes		44,219 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	5,269,109	143.518	6,858,685	155.108
Acomptes versés aux producteurs	4,644,373	126.502	6,061,679	137.084
Excédent brut	624,736	17.016	797,006	18.024
Moins frais d'exploitation				
Intérêts et frais bancaires	(67,518)	(1.839)	(95,397)	(2.157)
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	20,714	.564	27,773	.628
Frais d'administration de la CCB	35,596	.970	51,434	1.163
Total des frais d'exploitation	(11,208)	(.305)	(16,190)	(.366)
Excédent d'exploitation	635,944	17.321	813,196	18.390
Plus: intérêts créditeurs après le 31 octobre (1984-85, 30 septembre)	14,390	.392	20,670	.468
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	838	.022	664	.015
Excédent à répartir entre les producteurs	649,496	17.691	833,202	18.843

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'AVOINE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER
TABLEAU H

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Avoine de premier choix			
N° 1 de l'Ouest	130.00	20.249	150.249
N° 2 de l'Ouest	128.00	20.249	148.249
Fourragère n° 1 extra	126.00	15.749	141.749
Fourragère n° 1	124.00	13.749	137.749

Compte de mise en commun—Orge

Depuis le 1er août 1975, en vertu d'un décret du Conseil, l'orge sélectionnée et acceptée des producteurs en vue de son utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct à titre d'orge de premier choix. Donc, les opérations décrites ici, dans le compte de mise en commun de l'orge, représentent surtout les résultats de la commercialisation des différents grades d'orge fourragère.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a été aurotisée à acheter de l'orge des producteurs moyennant un acompte fixe de $110/t pour l'orge fourragère n° 1.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge fourragère se sont élevées à 5,446,720 tonnes, soit 4,947,005 tonnes livrées par les producteurs, 18,862 tonnes acquises d'autres sources et 480,853 tonnes achetées du compte de mise en commun précédent. Les livraisons d'orge fourragère n° 1 et n° 2 représentaient 93.23 p. cent des livraisons des producteurs et l'orge agréée «gourd» et «humide», 4.40 p. cent du total.

État des résultats d'exploitation—Orge—Tableau I

Les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de la campagne sont donnés au tableau I. Les activités commerciales se sont soldées par un déficit de $171,370,689 qui sera comblé par le gouvernement du Canada à partir de fonds fournis par le Parlement. Le tableau J fait ressortir que l'acompte à la livraison représente le prix total que les producteurs ont reçu. Les frais d'exploitation se sont chiffrés à $38,734,279 soit $7.830/t. Les frais fixes, à $14,579,769 soit $2.947/t, en occupent le poste principal.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE 1985-86
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85)

TABLEAU I

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	4,947,005 tonnes		3,068,472 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	406,487,805	82.169	414,730,903	135.159
Acomptes versés aux producteurs	539,124,215	108.980	382,262,408	124.578
Excédent (déficit) brut	(132,636,410)	(26.811)	32,468,495	10.581
Moins frais d'exploitation				
Frais fixes				
Aux silos de collecte	10,622,501	2.147	4,724,253	1.540
Aux silos portuaires	3,957,268	.800	3,356,581	1.094
Total des frais fixes	14,579,769	2.947	8,080,834	2.634
Intérêts	5,593,975	1.131	(1,306,516)	(.426)
Indemnités de surestarie	975,328	.197	(449,348)	(.147)
Fret supplémentaire —Jusqu'aux silos portuaires	2,165,184	.438	1,897,338	.618
—Mod. des tarifs ferroviaires	19,309	.004	(893,639)	(.291)
Manutention et arrêt	1,703,300	.344	(52,098)	(.017)
Séchage	6,109,994	1.235	628,571	.205
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	2,791,055	.564	1,927,267	.628
Frais d'administration de la CCB	4,796,365	.970	3,569,130	1.163
Total des frais d'exploitation	38,734,279	7.830	13,401,539	4.367
Excédent (déficit) d'exploitation	(171,370,689)	(34.641)	19,066,956	6.214
Plus: intérêts créditeurs après le 30 septembre			484,640	.158
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne			53,892	.018
Excédent à répartir entre les producteurs			19,497,704	6.354

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER

TABLEAU J

Grade	Acompte à la livraison (en dollars la tonne)
Orge	
N° 1 de l'Ouest à six rangs	112.93
N° 2 de l'Ouest à six rangs	111.93
N° 2 de l'Ouest à deux rangs	111.93
Fourragère n° 1	110.00
Fourragère n° 2	107.43

Compte de mise en commun — Orge de premier choix

Comme nous l'avons déjà mentionné, depuis le 1er août 1975, l'orge livrée à la Commission pour être vendue par son intermédiaire à des acheteurs qui veulent l'utiliser en malterie ou pour la production d'orge mondé ou perlé, a été portée dans un compte de mise en commun distinct. Ce nouveau compte a pour titre «Orge de premier choix». Les résultats d'exploitation de ce compte et les remarques appropriées sont donnés ici.

Acompte à la livraison

Au début de la campagne, la Commission a reçu l'autorisation d'acheter de l'orge de premier choix des producteurs moyennant un acompte fixe de $155/t pour l'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et de $165/t pour l'orge n° 2 de l'Ouest à deux rangs.

Ressources et répartition par grade

Les ressources en orge du compte de mise en commun de l'orge de premier choix se sont chiffrées à 645,255 tonnes. Elles représentaient les livraisons d'orge sélectionnées faites à la Commission par des producteurs au cours de la campagne et acceptées par les acheteurs en vue de leur utilisation en malterie, ou pour la production d'orge mondé ou perlé. De ce total, 342,421 tonnes, soit 53.07 p. cent, ont été agréées «à deux et six rangs» et 302,834 tonnes, soit 46.93 p. cent, dans les grades fourragers. Les livraisons des grades «gourd» ou «humide» se sont chiffrées à 46,921 tonnes, soit 7.27 p. cent du total.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

État des résultats d'exploitation et de l'excédent à répartir entre les producteurs — Orge de premier choix — Tableau K

Le tableau K fait ressortir les résultats d'exploitation du compte de mise en commun de l'orge de premier choix pour la campagne. Les activités commerciales se sont soldées par un excédent de $21,213,932. Il faut remarquer ici que les frais d'exploitation n'entrent pas en compte dans le cas de l'orge de premier choix. En effet, l'orge de premier choix n'entraîne pas les frais de manutention encourus par l'orge fourragère puisqu'elle n'est pas entreposée par la Commission mais sélectionnée par le transformateur (l'acheteur) sur la base d'un échantillon du producteur et expédiée, à sa demande, directement de l'exploitation agricole à l'usine de transformation via un silo de collecte. Donc, les seuls frais imputables à ce type d'orge sont les frais se rapportant aux wagons-trémies de la Commission et les frais administratifs de celle-ci, soit $989,653 ou $1.534/t. Ces frais ont été plus que compensés par des intérêts créditeurs de $2,036,919 ou $3.157/t sur l'excédent cumulé dans le compte de mise en commun. Compte tenu des frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne et des intérêts créditeurs estimatifs après le 31 octobre 1986, l'excédent net à répartir entre les producteurs s'est chiffré à $21,683,836, soit $33.605/t sur une production marchande de 645,255 tonnes. La campagne précédente, les chiffres respectifs étaient de $25,284,020 et de $35.501/t.

Le tableau L fait ressortir le prix total réalisé par les producteurs pour les principaux grades d'orge de premier choix. Les producteurs ont respectivement reçu 183.395 et $203.395/t pour leurs livraisons d'orge n° 2 de l'Ouest à six rangs et n° 2 de l'Ouest à deux rangs contre $188.937/t et $199.401/t pour ces deux grades la campagne précédente.

ÉTAT D'EXPLOITATION ET EXCÉDENT POUR DISTRIBUTION AUX PRODUCTEURS COMPTE DE MISE EN COMMUN DE L'ORGE DE PREMIER CHOIX 1985-86 POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1985 AU 31 OCTOBRE 1986
(avec chiffres correspondants du compte de mise en commun 1984-85) TABLEAU K

	Mise en commun 1985-86		Mise en commun 1984-85	
	Total	La tonne	Total	La tonne
Reçue des producteurs	645,255 tonnes		712,195 tonnes	
	$	$	$	$
Produit des ventes	121,925,659	188.957	135,116,236	189.718
Acomptes versés aux producteurs	101,758,993	157.703	111,703,201	156.844
Excédent brut	20,166,666	31.254	23,413,035	32.874
Moins les frais d'exploitation				
Intérêts	(2,036,919)	(3.157)	(2,527,411)	(3.549)
Wagons-trémies de la CCB, intérêts et amortissement	364,047	.564	447,320	.628
Frais d'administration de la CCB	625,606	.970	828,398	1.163
Total des frais d'exploitation	(1,047,266)	(1.623)	(1,251,693)	(1.758)
Excédent d'exploitation	21,213,932	32.877	24,664,728	34.632
Plus: intérêts créditeurs après le 31 octobre (1984-85, 30 septembre)	480,029	.744	626,923	.880
Moins: frais d'établissement de l'ajustement de fin de campagne	10,125	.016	7,631	.011
Excédent à répartir entre les producteurs	21,683,836	33.605	25,284,020	35.501

PRIX TOTAL REÇU PAR LES PRODUCTEURS POUR LES PRINCIPAUX GRADES D'ORGE DE PREMIER CHOIX, EN MAGASIN À THUNDER BAY OU À VANCOUVER
TABLEAU L

Grade	Acompte à la livraison	Ajustement de fin de campagne	Total
	(en dollars la tonne)		
Orge de premier choix			
N° 1 de l'Ouest à six rangs	156.27	28.125	184.395
N° 2 de l'Ouest à six rangs	155.00	28.395	183.395
N° 1 de l'Ouest à deux rangs	166.27	38.125	204.395
N° 2 de l'Ouest à deux rangs	165.00	38.395	203.395
Fourragère n° 1 à six rangs	151.77	29.125	180.895
Fourragère n° 1 à deux rangs	161.77	39.125	200.895
Fourragère n° 2 à six rangs	149.77	27.725	177.495
Fourragère n° 2 à deux rangs	159.77	37.725	197.495

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Suite*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

1. Principes comptables

a) Résultats d'exploitation et évaluation des stocks de céréales

Les résultats finals d'exploitation des comptes de mise en commun de l'exercice terminé le 31 juillet sont inclus dans les comptes annuels de la Commission au 31 juillet lorsque les activités commerciales ont pris fin avant la publication du rapport annuel de l'exercice. Les résultats financiers de chacun des comptes de mise en commun de la Commission au 31 juillet tiennent compte

i) des stocks de céréales détenus à cette date à la valeur définitive reçue de leur vente, base en magasin à Thunder Bay, Vancouver ou Churchill; et

ii) des provisions pour les frais engagés ou devant être engagés avant que le produit des ventes soit réalisé en espèces ou en lettres de change, y compris les frais administratifs et généraux qui seront engagés après le 31 juillet relativement à la commercialisation et à la comptabilisation des céréales des différents comptes de mise en commun avant la clôture de ces derniers.

Lorsque les activités commerciales d'un compte de mise en commun ne sont pas terminées avant la publication du rapport annuel, les stocks non vendus au 31 juillet sont portés dans les livres à leur prix coûtant, soit l'acompte à la livraison, et aucune provision n'est constituée pour les frais fixes, les intérêts et les frais d'administration après cette date. Le bilan fait état de tout solde créditeur ou débiteur de ces comptes.

b) Conversion des devises

Les lettres de change à recevoir en devises américaines et faisant l'objet de contrats de change à terme sont converties aux taux stipulés par les contrats. Dans tous les autres cas, les lettres de change à recevoir et les emprunts bancaires à payer en devises américaines, ainsi que toute autre obligation découlant de débentures remboursables en monnaie américaine, sont convertis au cours en vigueur à la date du bilan.

Les résultats d'exploitation tiennent compte des écarts de conversion des lettres de change et des emprunts bancaires. Par contre, lorsqu'il s'agit de la conversion de la dette relative aux débentures, les écarts sont amortis sur toute la durée des titres en cause.

c) Amortissement

Les taux d'amortissement, calculés en vue d'amortir totalement les biens sur leur durée d'utilisation estimative, s'établissent comme suit:

Wagons-trémies	30 ans
Immeuble à bureaux	40 ans
Matériel et fourniture de bureau	10 ans
Véhicules automobiles	2 ans

(jusqu'à concurrence du tiers de la valeur non amortie)

d) Frais administratifs et généraux

Les frais administratifs et généraux, sauf les frais relatifs à la répartition des ajustements de fin de campagne aux producteurs, sont imputés aux divers comptes de mise en commun auxquels se rapportent les services, en fonction du tonnage. Les frais relatifs aux ajustements de fin de campagne sont répartis selon le nombre de producteurs qui reçoivent un chèque des différents comptes de mise en commun de la Commission.

2. Lettres de change plus intérêts courus

Le montant des lettres de change à recevoir comprend la somme de $1,348,265,483 ($1,499,477,966 en 1985) qui correspond aux $976,791,627 ($1,111,053,626 en 1985) remboursables en devises américaines.

Les soldes à recevoir découlent des ventes de céréales aux pays suivants: Brésil, Égypte, Haïti, Iraq, Israël, Jamaïque, Mexique, Pérou, Pologne, République démocratique allemande et Zambie. Le remboursement intégral doit se faire au cours des 36 mois qui suivent la date d'expédition, sauf pour le Brésil, Haïti, la Jamaïque, le Pérou, la Pologne et la Zambie. Pour ces six pays en effet la Commission a convenu, en accord avec le gouvernement fédéral, de reporter les dates d'échéance de certains remboursements à plus tard. En vertu des nouvelles conditions, ces pays vont verser de l'intérêt et rembourser le capital sur dix ans. Au 31 juillet, les nouvelles modalités de paiement portaient sur $459,164,319, dont $35,913,045 correspondant à $26,032,957 à recevoir en devises américaines.

Au 31 juillet 1986, la dette de la Pologne s'élevait, en montants échus et non réglés, à un total de $1,927,274,624, dont $761,301,738 à recevoir en devises américaines. La Commission accompagnée du gouvernement du Canada a, après la fin de la campagne, conclu un accord bilatéral portant révision de l'échéancier de la dette avec le gouvernement de la République populaire de Pologne eu égard à tous les montants échus et non réglés, ainsi que les intérêts commerces de la période allant du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1984 et se chiffrant à $1,453,356,541, dont l'équivalent canadien de $539,059,681 à recevoir en devises américaines. En outre, en exécution de l'arrangement multilatéral intervenu entre la Pologne et ses créditeurs officiels, ce pays négocie en ce moment un nouveau plan de remboursement de montants échus et non réglés en 1985 s'élevant à $181,851,468, dont l'équivalent canadien de $121,752,728 à recevoir en devises américaines. Le solde des montants dus et non réglés se chiffrant à $292,066,615, dont l'équivalent canadien de $100,489,329 à recevoir en devises américaines, correspond aux intérêts courus et au capital non réglé de la dette de 1981 bénéficiant déjà d'un changement d'échéancier, ainsi qu'aux intérêts courus et non réglés des dettes de 1982-84 et de 1985. Bien que les intérêts courus en 1985 et en 1986 ne soient pas inclus avec le capital de la dette dans le nouvel échéancier, ils font l'objet de certaines modalités de paiement spécifiées dans l'accord bilatéral portant révision de l'échéancier de 1984.

Au cours de la campagne agricole, le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs ont convenu de repousser de nouveau les dates d'échéance de certaines dettes de la Zambie bien qu'elles aient déjà été différées. L'accord bilatéral visant à revoir l'échéancier des montants dus et non réglés au 31 décembre 1985, et des montants dus et non réglés entre le 1er janvier 1986 et le 31 décembre 1986, n'a toujours pas été négocié. Au 31 juillet 1986, les livres de la Commission portaient une somme de $10,312,331 qui sera peut-être régie par le nouveau plan de remboursement.

Après la fin de la campagne, le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs ont convenus avec le Brésil d'étaler sur six ans le remboursement de certaines obligations échues et non réglées de la période allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1986. Au 31 juillet 1986, les livres de la Commission portaient une somme de $173,699,989 qui sera régie par le nouveau plan de remboursement.

Également après la fin de la campagne, le gouvernement du Canada et d'autres pays créditeurs sont convenus avec le Mexique d'étaler sur neuf ans le remboursement de certaines de ses obligations. Au 31 juillet 1986, les livres de la Commission portaient une somme de $6,683,517, dont $4,842,076 remboursables en devises américaines, qui pourrait être régie par le nouveau plan de remboursement.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ—*Fin*

RÉSULTATS FINANCIERS ET NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES—*Fin*

Les ventes à crédit sont faites dans un cadre fixé par le gouvernement du Canada puisque celui-ci garantit les emprunts que la Commission doit faire pour financer ces ventes, tant le capital que l'intérêt. En raison de cette garantie, la Commission ne se considère pas à découvert s'il advenait que des montants non réglés s'avèrent irrécouvrables. Il n'est donc fait aucune provision dans ses comptes quant à la possibilité que des débiteurs manquent à leurs engagements.

3. Comptes débiteurs

Les montants à recevoir relativement aux ventes exécutées au 31 juillet ont été versés peu après cette date. Les comptes débiteurs divers comprennent surtout des frais de transport qui ont été recouvrés lors de la conclusion des ventes.

4. Wagons couverts à trémies

La Commission a acheté 2,000 wagons-trémies en 1979-80 dont le coût initial s'élevait à $90,555,623. De ce nombre, 29 wagons ont été détruits lors de déraillements si bien qu'à la fin de l'exercice il n'en restait que 1,971 d'une valeur initiale de $89,242,566, dont l'amortissement cumulé s'élevait à $19,338,509 au 31 juillet 1986. La valeur des wagons endommagés est remboursée à la Commission en vertu d'un accord d'exploitation avec le Canadien National.

5. Obligations envers les banques

Voici la ventilation des emprunts bancaires de la Commission:

	au 31 juillet	
	1986	1985
	$	$
Activités ordinaires	367,538,849	224,554,171
Financement des ventes à crédit	3,516,739,651	3,683,799,803
	3,884,278,500	3,908,353,974

De ces obligations, $1,344,002,480 ($1,498,429,431 en 1985) correspondent aux $973,703,166 ($1,110,276,698 en 1985) remboursables en devises américaines.

Les emprunts de la Commission auprès des banques à charte sont garantis par le gouvernement du Canada.

6. Débentures remboursables

Le 1[er] décembre 1982, la Commission a émis des débentures d'une valeur nominale de $50,000,000 US, escomptées à $99.50 par tranche de $100 et portant un intérêt annuel de 11¼% payable le 1[er] décembre de chaque année. Le remboursement du capital n'est pas exigé avant l'échéance, le 1[er] décembre 1990. Dans certaines circonstances, la Commission a le pouvoir d'en effectuer le remboursement, total ou partiel, avant l'échéance. De plus, selon la situation, une prime peut être payable sur le montant du capital ainsi remboursé.

Les débentures de la Commission sont garanties par une charge sur les céréales qu'elle détient.

7. Obligations envers les agents concernant les céréales achetées des producteurs

Les marchands de grains agissant à titre d'agent de la Commission acceptent les livraisons des producteurs aux silos de collecte et versent à ces derniers, au nom de la Commission, l'acompte alors en vigueur. Ces achats ne sont définitivement réglés qu'au moment où les agents en ont terminé la livraison à la Commission, aux silos portuaires ou aux minoteries. Les obligations de la Commission envers les agents se chiffrent au total à $962,151,232 ($570,996,143 en 1985) payables relativement aux 6,961,181 (3,600,606 en 1985) tonnes de blé, de blé dur ambré, d'avoine et d'orge conservées dans les silos de collecte et en transit au 31 juillet, mais qui seront livrées et payées après la fin de l'exercice.

8. Obligations envers les agents concernant les bons de livraison reportés

Les marchands de grains ont, à titre d'agents de la Commission, le droit de reporter les bons de livraison au comptant établis sur des céréales de la Commission et de les mettre en dépôt auprès d'elle. Les fonds en garde sont ensuite remis aux marchands de grains afin de couvrir les bons de livraison reportés des producteurs venant à échéance au cours des premiers jours de l'année civile suivante.

9. Frais courus et comptes créditeurs

Ce poste comprend surtout des intérêts, des frais fixes, des frais de stockage et de transport courus jusqu'au 31 juillet 1986, ainsi que tout autre compte divers non réglé à cette date. Il inclut également des provisions pour les frais de commercialisation des comptes de mise en commun du blé dur ambré, de l'avoine de premier choix, de l'orge et de l'orge de premier choix qui ont été engagés entre le 1[er] août 1986 et la fin des activités, le 31 octobre 1986 et, dans le cas du blé et de l'avoine, entre le 1[er] août 1986 et la fin des activités, le 30 novembre 1986.

10. Compte spécial — Solde net des comptes dormants

Conformément à l'article 30 de la loi sur la Commission canadienne du blé, le gouverneur-en-conseil peut autoriser la Commission à virer à un compte spécial le solde non réclamé des comptes qui ont été payables aux producteurs au cours d'une période de six ans ou plus. Outre le paiement des réclamations justifiées de certains producteurs à propos de ces vieux comptes, l'article prévoit que ces fonds peuvent être employés aux fins que le gouverneur-en-conseil, sur la recommandation de la Commission, pourrait juger utiles aux producteurs.

11. Provision pour les frais de l'ajustement de fin de campagne

Ce poste présente le solde des réserves prévues par la Commission pour couvrir les frais relatifs au versement des ajustements de fin de campagne une fois les comptes arrêtés. Six ans après la clôture d'un compte particulier, le solde est viré au compte spécial par décret du Conseil.

12. Engagements en vertu de baux

À titre d'agent de Sa Majesté du chef du Canada, la Commission loue 2,000 wagons-trémies pour le gouvernement du Canada. Tous les frais associés à la location de ces wagons sont recouvrés auprès du gouvernement du Canada et ne sont pas à la charge de la Commission. Sous ce chef, la Commission a reçu des versements totaux se chiffrant à $16,809,962 ($16,728,906 en 1985) au cours de l'exercice terminé le 31 juillet 1986. Les contrats de location ont une durée de 20 et de 25 ans.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

MANDAT

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de bonne qualité.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1966, la Commission administre les éléments suivants du programme laitier fédéral: établissement d'un prix-cible pour la crème et le lait de transformation; soutien du marché pour le prix-cible au moyen d'un programme d'offre d'achat pour le beurre et le lait écrémé en poudre; versement d'un subside pour les expéditions admissibles de lait et de crème; mise en marché au niveau international de certains produits laitiers excédentaires aux besoins domestiques; réception des retenues que les provinces perçoivent des producteurs pour financer les pertes à l'exportation des produits excédentaires et coordination du système de gestion des approvisionnements de la production industrielle de lait.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice Pebb 2197, promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0Z2
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1966; *Loi sur la Commission canadienne du lait* (S.R.C. 1970, c. C-7)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Roch Morin
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 juillet

	1985-1986	1984-1985	1983-1984	1982-1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	259.8	333.6	304.0	360.5
Engagements envers le secteur privé	89.9	58.2	60.6	56.5
Engagements envers le Canada	126.3	234.3	180.4	231.8
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	292.2	314.4	303.6	309.9
— non budgétaire, montant net	(108.0)	53.9	(51.3)	24.9

* Comprend les paiements versés par le biais de l'Office de stabilisation des prix agricoles.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 JUILLET 1987 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Commission canadienne du lait au 31 juillet 1986 ainsi que les états des résultats du programme de soutien laitier financé par le gouvernement du Canada et des résultats de la commercialisation et du financement par les producteurs pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 juillet 1986 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Commission canadienne du lait et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 décembre 1986

BILAN AU 31 JUILLET 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Débiteurs		
Clients	21,525	23,688
Gouvernement du Canada	53,940	81,981
Cotisations des producteurs	94,387	107,515
Stocks (note 3)	89,950	119,996
Frais payés d'avance		382
	259,802	333,562

PASSIF	1986	1985
Créditeurs et passif couru	34,067	28,827
Provision pour les pertes sur les engagements d'achat (note 4)	8,595	7,972
Subventions à payer aux producteurs	53,887	58,164
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 5)	127,241	238,599
	223,790	333,562
FINANCEMENT PAR LES PRODUCTEURS		
Excédent du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (note 6)	36,012	
	259,802	333,562

Approuvé:

Le Président
ROCH MORIN

Le Vice-président
KENNETH McKINNON

Le Directeur des finances
PAUL SIMARD

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DU PROGRAMME DE SOUTIEN LAITIER FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Subventions aux producteurs de lait et de crème utilisés à des fins industrielles (tableau A)	277,311	283,612
Frais liés aux opérations de la commercialisation		
Intérêt	6,477	18,267
Entreposage	2,000	3,122
Fret	1,884	3,264
Manutention	286	484
Frais divers	79	277
	10,726	25,414
Frais d'administration (tableau B)	4,191	3,668
Recherche		1,661
Coût des opérations du programme de soutien laitier	292,228	314,355
Financement par le gouvernement du Canada (note 6)		
Office de stabilisation des prix agricoles	288,037	309,026
Crédit parlementaire	4,119	5,177
Services fournis gratuitement par des ministères du gouvernement	72	152
	292,228	314,355

ÉTAT DES RÉSULTATS DE LA COMMERCIALISATION ET DU FINANCEMENT PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Ventes	230,520	338,916
Coût des ventes	401,654	578,766
Perte sur les ventes	171,134	239,850
Frais et aide		
Aide à l'égard des produits laitiers	60,695	37,855
Frais de possession	4,648	10,554
Commissions à des agents (note 7)	3,517	5,690
Provision pour créances douteuses	2,300	2,300
Réclame	804	
Recouvrements d'aide en capital	(615)	(978)
Don au Mexique et à l'Éthiopie	416	290
Aide au transport	359	
	72,124	55,711
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	243,258	295,561
Financement à même les cotisations des producteurs (note 6)		
Lait industriel (tableau C)	271,400	274,720
Lait à l'état naturel (tableau D)	7,870	7,497
	279,270	282,217
Gouvernement du Canada		2,564
	279,270	284,781
Excédent (insuffisance) du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation (tableau E)	36,012	(10,780)
(Insuffisance) au début de l'exercice		(13,581)
	36,012	(24,361)
Insuffisance à recouvrer auprès des producteurs		24,361
Excédent du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation à la fin de l'exercice (note 6)	36,012	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1986

1. La Commission

La Commission canadienne du lait est une société d'État nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les objectifs de la Commission, ainsi qu'ils ont été établis par la Loi sur la Commission canadienne du lait de 1966-67, sont «d'offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et d'assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité».

2. Conventions comptables importantes

Conversion en devises étrangères

Chaque élément d'actif, du passif, de revenu ou de dépense provenant d'une opération en devises étrangères est converti en dollars canadiens au taux du change en vigueur le jour de l'opération. Les effets monétaires en devises étrangères à la date du bilan sont rajustés au taux du change en vigueur à cette date. Tout gain ou perte au change résultant de la conversion ou du règlement d'effets en devises étrangères est imputé aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs. Les gains et pertes non réalisés qui découlent de la conversion d'effets monétaires à long terme sont reportés et amortis selon les soldes de durée de ces effets.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les acquisitions de mobilier et de matériel ne sont pas importantes et elles sont imputées aux frais d'administration au cours de l'exercice de l'achat.

Engagements d'achat

Les pertes provenant des engagements d'achat de lait écrémé en poudre à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrat, qui sont normalement plus élevés que les prix à l'exportation, sont imputées aux opérations de la commercialisation financées par les producteurs, lorsque l'engagement est pris.

3. Stocks

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Coût		
Beurre	93,063	106,559
Lait écrémé en poudre	39,692	57,257
Autres produits laitiers	12,803	33,440
	145,558	197,256
Déduire la provision pour moins-value		
Beurre	24,749	23,457
Lait écrémé en poudre	26,468	38,798
Autres produits laitiers	4,391	15,005
	55,608	77,260
	89,950	119,996

Les stocks qui sont comptabilisés au prix coûtant ont été réduits à leur valeur de réalisation nette vu que les prix des produits laitiers excédentaires sur le marché à l'exportation sont inférieurs aux prix de soutien et aux coûts du marché domestique. La diminution de la provision pour la moins-value des stocks a été créditée aux opérations de la commercialisation (coût des ventes) financées par les producteurs.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 JUILLET 1986—*Fin*

4. Engagements

Au 31 juillet 1986, la Commission s'était engagée à acheter du beurre et du lait écrémé en poudre, fabriqués avant cette date, à des prix canadiens de soutien et d'autres produits laitiers à des prix négociés par contrats, pour environ $13.7 millions (1985—$11.9 millions). Les pertes qui pourraient découler de ces achats à des prix supérieurs aux prix d'exportation, ont été estimées à environ $8.6 millions (1985—$7.9 millions), nécessitant une augmentation de la provision pendant l'exercice d'environ $0.7 million (1985—diminution de $5.6 millions), ce qui a été imputé au coût des ventes à l'état des résultats de la commercialisation et du financement par les producteurs.

5. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Les emprunts sont prélevés pour financer l'achat de produits laitiers en vertu du programme de soutien laitier. Les modalités de remboursement ne sont pas précisées. Toutefois, les emprunts sont remboursés à intervalles réguliers lorsque les fonds sont disponibles. La Commission a la permission d'emprunter $300 millions au maximum. L'intérêt, calculé comme intérêt simple, est versé au moment de tout remboursement du capital. Les taux d'intérêt au cours de l'exercice ont varié de 8.125% à 11.875% (1985—9.375% à 12.375%).

Voici le sommaire des opérations visant les prêts:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	238,599	182,516
Emprunts	289,410	497,236
Remboursements	(401,719)	(445,452)
Intérêt couru à la fin de l'exercice	951	4,299
Solde à la fin de l'exercice	127,241	238,599

6. Financement

Gouvernement du Canada

L'Office de stabilisation des prix agricoles, au moyen du crédit 15, effectue le financement de la Commission pour le bénéfice des producteurs afin de stabiliser le prix du lait industriel et de la crème. Pendant l'exercice terminé le 31 juillet 1986, le financement pour cette fin s'est élevé à $288 millions.

Les frais d'administration et de recherche sont financés par les crédits 40 et 55—Agriculture.

Producteurs

Les producteurs sont responsables du coût de l'aliénation des produits en surplus, y compris toutes pertes reliées à la production spéciale pour l'exportation en vertu du programme de contingentement à l'exportation, et des coûts de commercialisation attribuables à la production excédentaire. Ces coûts sont financés à même les cotisations des producteurs qui sont imposées et perçues par les bureaux et agences de commercialisation des provinces et remises à la Commission.

Les frais d'intérêt et les frais de possession reliés à l'achat de beurre et de lait écrémé en poudre produits en excédent de l'exigence canadienne visant la matière grasse sont financés par les producteurs.

À partir du 1er avril 1986, les frais d'intérêt et les frais de possession reliés à l'achat de lait écrémé en poudre sont financés par le gouvernement du Canada jusqu'à concurrence de $10 millions.

Conformément à l'Article 36 du Régime national de commercialisation du lait, le traitement de tout excédent ou insuffisance du financement par les producteurs par rapport aux opérations de la commercialisation doit être établi par le Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait. Après la fin de l'exercice, le Comité a décidé que $26 millions à même les $36 millions du financement en excédent au 31 juillet 1986 seront remboursés aux provinces au moyen de crédits sur les versements de cotisations à la Commission à commencer par les versements échus en décembre 1986.

7. Commissions à des agents

La Commission a utilisé les services d'agents de vente pour les produits laitiers sur le marché d'exportation. Voici les commissions de vente:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Coop fédérée de Québec, Canada	1,895	2,401
L&M Exports Inc., Canada	631	2,594
Intercontinental, Mexique	555	535
Gestion Y. Dessarrollo—Commercial S.A., Pérou	433	146
Canada Expa (1980) Inc., Canada	3	14
	3,517	5,690

8. Présentation des états financiers

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été présenté vu que, de l'avis de la direction, il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Suite*

SUBVENTIONS AUX PRODUCTEURS DE LAIT ET DE CRÈME UTILISÉS À DES FINS INDUSTRIELLES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986

TABLEAU A

	Livraisons admissibles		Subventions	
	1986	1985	1986	1985
	(en milliers de kilogrammes)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	3,114	3,108	5,215	5,206
Nouvelle-Écosse	2,079	2,137	3,483	3,578
Nouveau-Brunswick	2,168	2,257	3,632	3,780
Québec	78,808	80,962	132,004	135,611
Ontario	51,479	53,729	86,227	89,996
Manitoba	6,423	6,594	10,759	11,044
Saskatchewan	4,298	4,411	7,199	7,388
Alberta	11,056	11,427	18,518	19,140
Colombie-Britannique	6,134	6,229	10,274	7,869
	165,559	170,854	277,311	283,612

FRAIS D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986 (en milliers de dollars)

TABLEAU B

	1986	1985
Traitements	2,283	2,031
Locations	443	183
Transport et communications	396	410
Services professionnels et spéciaux	393	264
Autres coûts au titre du personnel	271	264
Rémunération des membres de la Commission	188	191
Services de traitement des données et de tirage des chèques	72	152
Services d'utilité publique, fournitures et approvisionnements	68	54
Mobilier et matériel	35	96
Réparations et entretien	26	22
Frais divers	16	1
	4,191	3,668

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT INDUSTRIEL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986

TABLEAU C

	Livraisons de lait		Cotisations des producteurs					
			À l'intérieur du contingentement		Hors-contingentement		Total	
	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)					
Île-du-Prince-Édouard	76,826	75,998	4,629	3,678	130		4,759	3,678
Nouvelle-Écosse	53,249	52,930	3,105	2,977	612	468	3,717	3,445
Nouveau-Brunswick	53,793	54,905	3,247	3,122		248	3,247	3,370
Québec	2,174,677	2,243,797	127,749	128,011		6,686	127,749	134,697
Ontario	1,291,746	1,321,949	76,385	74,630	11,463	9,780	87,848	84,410
Manitoba	147,709	153,566	8,696	8,680		1,070	8,696	9,750
Saskatchewan	100,133	101,510	5,775	5,775		444	5,775	6,219
Alberta	287,651	287,020	17,162	16,232	1,449	1,880	18,611	18,112
Colombie-Britannique	169,961	175,253	9,834	7,177	1,164	3,862	10,998	11,039
	4,355,745	4,466,928	256,582	250,282	14,818	24,438	271,400	274,720

COTISATIONS DES PRODUCTEURS SUR LE LAIT À L'ÉTAT NATUREL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986

TABLEAU D

	Ventes		Cotisations des producteurs*	
	1986	1985	1986	1985
	(en milliers de litres)		(en milliers de dollars)	
Île-du-Prince-Édouard	14,198	13,509	42	41
Nouvelle-Écosse	116,151	114,916	350	347
Nouveau-Brunswick	70,129	69,818	211	210
Québec	669,151	655,236	2,017	1,980
Ontario	970,904	954,071	2,927	2,879
Manitoba	106,066	103,814	320	314
Saskatchewan	97,165	97,876	293	293
Alberta	257,321	253,457	776	758
Colombie-Britannique	309,704	303,183	934	675
	2,610,789	2,565,880	7,870	7,497

*Calculées à 5% du taux de subvention de $6.03 par hectolitre de ventes.

COMMISSION CANADIENNE DU LAIT—*Fin*

OPÉRATIONS DE LA COMMERCIALISATION FINANCÉES PAR LES PRODUCTEURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 JUILLET 1986

TABLEAU E

	1986						1985			
	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*	Total	Total	Beurre	Lait écrémé en poudre	Lait évaporé	Autres produits*
					(en milliers de dollars)					
Ventes	77,974	72,929	71,027	8,590	230,520	338,916	134,516	71,916	119,931	12,553
Coût des ventes	75,401	207,114	116,456	24,335	423,306	567,700	131,016	212,028	195,113	29,543
Provision pour la moins-value des stocks	1,292	(12,330)	(9,323)	(1,291)	(21,652)	11,066	(6,623)	6,898	8,845	1,946
	76,693	194,784	107,133	23,044	401,654	578,766	124,393	218,926	203,958	31,489
Perte (profit) sur les ventes	(1,281)	121,855	36,106	14,454	171,134	239,850	(10,123)	147,010	84,027	18,936
Frais et aide										
Aide à l'égard des produits laitiers	951	25,086	36	34,622	60,695	37,855	335	16,833	93	20,594
Frais de possession	3,316	27	1,242	63	4,648	10,554		1,959	8,176	419
Commissions à des agents		934	2,367	216	3,517	5,690		651	4,707	332
Provision pour créances douteuses			1,700	600	2,300	2,300			1,700	600
Réclame		804			804					
Recouvrements d'aide en capital			(132)	(483)	(615)	(978)			(495)	(483)
Don au Mexique et à l'Éthiopie			416		416	290			290	
Aide au transport	359				359					
	4,626	26,851	5,629	35,018	72,124	55,711	335	19,443	14,471	21,462
Coût des opérations de la commercialisation avant le financement	3,345	148,706	41,735	49,472	243,258	295,561	(9,788)	166,453	98,498	40,398
Financement à même les cotisations des producteurs					279,270	284,781				
Excédent (insuffisance) du financement par rapport au coût des opérations de la commercialisation pour l'exercice					36,012	(10,780)				

	Volume (en millions)				Volume (en millions)			
	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes	Kilogrammes	Kilogrammes	Caisses	Kilogrammes
Ventes	16.4	69.9	4.1	5.1	29.5	75.8	7.1	6.0
Achats	13.2	63.4	3.5	4.7	23.5	76.9	7.6	6.7

*Les autres produits comprennent le lait entier en poudre et le fromage.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

MANDAT

Préparer des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la Capitale nationale, et fournir une aide dans ces domaines.

ANTÉCÉDENTS

Les subventions du Canada à la CCN revêtent habituellement la forme de paiements budgétaires. Les recettes de la société représentent environ 15 p. 100 de ses frais de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	161, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1P 6J6
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1958; *Loi sur la Capitale nationale* (S.R.C. 1970, c. N-3). Le Canada est actionnaire de la société depuis 1899, lors de la création de la Commission d'embellissement d'Ottawa (1899-1927), qui est devenue la Commission du district fédéral (1927-1958)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Jean Pigott
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985 (reformulé)**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total*	298.3	306.5	332.8	411.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	26.3	31.1
Avoir du Canada	267.1	284.4	281.4	344.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	59.0**	73.4**	97.1	86.6
— non budgétaire	néant	(26.3)	(4.8)	néant

* Les données sur l'actif total et l'avoir du Canada tiennent compte d'un changement des pratiques comptables de la CCN qui consigne maintenant l'amortissement; ce changement a eu pour effet d'abaisser la valeur comptable d'une bonne part de l'actif, qui est passée de la valeur du coût d'origine à la valeur nette après amortissement.

** Net des ventes et de l'excédent (en 1986-1987, 3.5 millions de dollars; en 1985-1986, 7.6 millions de dollars) versés au Canada.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ci-joints de la Commission de la Capitale nationale relèvent de la responsabilité de la direction et ont reçu l'approbation des membres de la Commission. Ils ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus.

La direction a mis au point et tient des livres et des comptes, des contrôles financiers et de gestion et des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus pour garantir dans une mesure raisonnable que les biens sont protégés et contrôlés et que les transactions sont conformes à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements de même qu'à la Loi sur la Capitale nationale et aux règlements administratifs de la Commission. Les systèmes et les usages font l'objet de vérifications internes.

Les membres de la Commission s'acquittent de leurs responsabilités relatives aux états financiers principalement par l'entremise d'un comité de vérification où ils sont les seuls à siéger. Ce comité se réunit périodiquement avec la direction ainsi qu'avec les vérificateurs internes et externes pour discuter des résultats des vérifications en ce qui a trait à la suffisance des contrôles comptables internes et pour examiner et débattre les questions relatives à la communication de l'information financière. Les vérificateurs externes jouissent d'un plein accès au comité de vérification en présence ou non de la direction.

Le vérificateur externe de la Commission, c'est-à-dire le Vérificateur général du Canada, a vérifié les états financiers. Il présente son rapport au ministre des Travaux publics, qui est le ministre responsable de la Commission de la Capitale nationale.

le Président
Jean E. Pigott

le Premier agent financier
John T. Denis

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la Capitale nationale au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, de l'avoir et de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Capitale nationale, aux statuts et aux règlements administratifs de la Commission.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	11,084	23,209
Débiteurs		
Ministères et organismes fédéraux	780	1,472
Locataires et autres	1,196	731
Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière (note 2c)	660	682
Frais payés d'avance	1,874	2,138
	15,594	28,232
Terrains, immeubles et matériels (note 3)	282,689	278,282
	298,283	306,514

PASSIF	1987	1986
À court terme		
Créditeurs et passif couru	22,847	14,894
Expropriations foncières non réglées	1,300	1,342
Retenues et dépôts des entrepreneurs et autres	1,876	1,352
	26,023	17,588
À long terme		
Indemnités de cessation d'emploi accumulées	5,197	4,496
	31,220	22,084
AVOIR		
Avoir du Canada	267,063	284,430
	298,283	306,514

Approuvé par la Commission:

Président
JEAN E. PIGOTT

Commissaire
A. L. MARTIN

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses		
Planification et aménagement	13,173	12,838
Gestion immobilière	51,836	44,904
Services au public	11,915	9,957
Administration	15,255	15,300
	92,179	82,999
Recettes		
Propriétés	9,690	8,848
Intérêts	1,178	1,921
Gains nets à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	3,136	364
Autres	1,863	1,496
	15,867	12,629
Coût de fonctionnement net	76,312	70,370
Crédits parlementaires	62,445	81,026
Moins: les crédits employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	15,131	11,462
	47,314	69,564
Excédent du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires	28,998	806

ÉTAT DE L'AVOIR
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde reporté en début d'exercice	284,430	377,346
Rajustement pour enregistrer l'amortissement cumulé jusqu'au début de l'exercice		(95,953)
Solde reformulé	284,430	281,393
Excédent du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires	(28,998)	(806)
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	15,131	11,462
Versements au Canada	(3,500)	(7,619)
Solde en fin d'exercice	267,063	284,430

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités de fonctionnement		
Excédent du coût de fonctionnement net sur les crédits parlementaires	(28,998)	(806)
Éléments hors caisse		
Amortissement	10,549	9,316
Gains nets à la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	(3,136)	(364)
Augmentation (diminution) des indemnités de cessation d'emploi accumulées	701	(41)
	(20,884)	8,105
Augmentation (diminution) du fonds de roulement de fonctionnement hors caisse		
Débiteurs	227	(436)
Stocks	22	(37)
Frais payés d'avance	264	(659)
Créditeurs et passif couru	7,953	(2,493)
Expropriations non réglées	(42)	(267)
Retenues et dépôts	524	(228)
	8,948	(4,120)
Encaisse provenant des (employée aux) activités de fonctionnement	(11,936)	3,985
Activités d'investissement		
Acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	(15,131)	(11,462)
Produit de la cession de terrains, d'immeubles et de matériel	3,311	3,259
Encaisse employée aux activités d'investissement	(11,820)	(8,203)
Besoins d'encaisse avant le financement	(23,756)	(4,218)
Activités de financement		
Crédits parlementaires employés à l'acquisition de terrains, d'immeubles et de matériel	15,131	11,462
Remboursement des emprunts auprès du Canada		(26,309)
Versements au Canada	(3,500)	(7,619)
Encaisse provenant des (employée aux) activités de financement	11,631	(22,466)
Diminution de l'encaisse	(12,125)	(26,684)
Encaisse et dépôts à court terme en début d'exercice	23,209	49,893
Encaisse et dépôts à court terme en fin d'exercice	11,084	23,209

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la Capitale nationale a été établie par la Loi sur la Capitale nationale de 1958. Société d'État mandataire sans capital-actions inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, elle a pour mission d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la Région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

2. Conventions comptables importantes

(a) Terrains, bâtiments et matériel

Les terrains, les bâtiments et le matériel sont en règle générale comptabilisés au prix coûtant. Les biens immobiliers obtenus contre une somme symbolique ou par voie de donation sont comptabilisés à leur valeur marchande au moment de l'acquisition. Les biens immobiliers acquis par voie d'échange sont comptabilisés à la valeur comptable des biens donnés en échange.

b) Amortissement

L'amortissement est imputé aux opérations en montants annuels égaux en fonction de la durée d'utilisation des biens établie comme suit:

Immeubles	20 ans
Ponts et chaussées	25 ans
Paysagement et amélioration des parcs	25 ans
Équipement de festival	5 ans
Matériel	7 à 15 ans
Véhicules	4 à 7 ans
Accessoires du matériel et des véhicules	10 ans

c) Fournitures d'exploitation, petit outillage et stocks de pépinière

Les fournitures d'exploitation et le petit outillage sont comptabilisés au prix coûtant. Les stocks de pépinière sont évalués au coût estimatif de remplacement moins une provision pour les frais généraux et les frais d'emballage.

d) Régime de pension

Les employés de la Commission participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime sont réparties moitié-moitié entre les employés et la Commission. Ces cotisations représentent l'obligation totale de la Commission au titre du régime de pension et figurent dans les comptes de façon courante.

e) Indemnités de cessation d'emploi

En règle générale, les employés accumulent leurs indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service et les touchent à leur départ ou à leur retraite. L'élément de passif correspondant à ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les employés les accumulent.

3. Terrains, immeubles et matériel

	1987			1986
	Coût d'origine	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains et immeubles				
Ceinture de verdure	54,525	15,457	39,068	39,647
Promenades	73,612	32,189	41,423	40,300
Parcs	46,584	14,101	32,483	31,824
Ponts et voies d'accès	26,094	12,299	13,795	14,206
Lieux historiques	15,924	7,800	8,124	8,470
Installations de loisirs	14,452	5,409	9,043	9,067
Propriétés locatives	139,295	11,239	128,056	125,218
Expropriations non réglées	1,300		1,300	1,342
Immeubles d'administration et de service	10,825	5,703	5,122	5,180
	382,611	104,197	278,414	275,254
Moins: la provision pour les cessions*	2,045		2,045	2,070
	380,566	104,197	276,369	273,184
Matériel				
Matériel	4,483	3,060	1,423	1,241
Mobilier	7,848	4,645	3,203	2,274
Véhicules	3,592	2,408	1,184	995
Antiquités et œuvres d'art	823	313	510	588
	16,746	10,426	6,320	5,098
	397,312	114,623	282,689	278,282

* La provision pour les cessions vise les biens immobiliers devant être transférés en vertu d'accords passés avec la province de Québec. Il s'agit, entre autres, des terrains devant être cédés à titre gracieux pour l'aménagement des voies d'accès au pont MacDonald-Cartier et des terrains d'emprise de la route 550 cédés en contrepartie de un dollar.

4. Résumé des dépenses par grande catégorie

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Rémunération et frais connexes	37,801	33,482
Biens et services	24,249	25,439
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	13,007	7,933
Autres contributions	6,573	6,829
Amortissement	10,549	9,316
	92,179	82,999

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Fin*

5. Principaux engagements

a) La Commission s'est engagée à verser des contributions aux pouvoirs publics suivants:

i) à la province de Québec, la moitié du coût de l'aménagement d'un réseau routier dans la partie québécoise de la Région de la capitale nationale. La Commission estime à 95 millions de dollars ce qui lui reste à payer au cours des années qui viennent sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

ii) à la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais et à la Commission de transport régionale d'Ottawa-Carleton, un total de 1,6 million de dollars par année jusqu'à la fin de 1988 en aide aux transports en commun interprovinciaux dans la Région de la capitale nationale.

iii) à la Société de construction des musées du Canada Inc., 65% du coût du paysagement des deux nouveaux musées de la Région de la capitale nationale. La quote-part de la Commission s'élève à 7,0 millions de dollars.

b) La province de Québec a exproprié, au nom de la Commission, des terrains du parc Laurier. Un montant de 1,25 million de dollars sera versé à la province sur réception des titres de propriété.

c) La Commission a conclu des accords de prestation de services informatiques et des baux visant du matériel et des locaux à bureaux. Les paiements annuels qui en découlent s'établissent à peu près comme suit:

	(en milliers de dollars)
1987-88	3,032
1988-89	2,541
1989-90	2,553
1990-91	2,138
	10,264

6. Éventualités

a) Réclamations

Les réclamations présentées à la Commission ou pouvant l'être s'élèvent à environ 25,7 millions de dollars au titre de dommages présumés et d'autres facteurs. Comme il est impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, elles ne figurent pas dans les comptes. Toutefois, de l'avis de la direction, la position de la Commission est défendable. Les règlements éventuels de ces réclamations seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils interviendront.

b) Entente avec la province de l'Ontario

En 1961, la Commission a signé une entente avec la province de l'Ontario en vertu de laquelle cette dernière a établi et entretient une forêt de 2,654 hectares (6,557 acres). À l'expiration, en 2011, ou à la résiliation de l'entente, la Commission remboursera la province de l'excédent des dépenses sur les recettes ou la province versera à la Commission l'excédent des recettes sur les dépenses. Au 31 mars 1986, les dépenses excédaient les recettes de 1 million de dollars, somme qui n'est pas inscrite dans les comptes de la Commission.

7. Opérations entre apparentés

a) Échange de biens-fonds

En août et en décembre 1986, la Commission a, avec l'approbation du gouverneur en conseil, échangé des biens-fonds avec le ministère de la Défense nationale et Travaux publics Canada. Les biens-fonds qu'elle a reçus sont comptabilisés à la valeur comptable des biens-fonds qu'elle a donnés en échange.

b) Coûts de construction

La Commission a permis à une société d'État d'exécuter de grands projets de construction sur certains de ses terrains. Bien que la Commission n'ait rien à voir dans le financement, la gestion et la déclaration des coûts de ces projets, il se peut que la propriété des aménagements lui revienne. Toutefois, conformément à l'objet de ces projets, la Commission ne revendique pas la propriété des travaux en cours ni des aménagements qui en résulteront. Par conséquent, ces coûts de construction ne figurent pas dans les comptes de la Commission ni dans ses états financiers.

8. Événements postérieurs au bilan

La Commission s'apprête à transférer à un ministère fédéral des terrains dont le coût est d'environ 11,8 millions de dollars. Cette opération ne figure pas dans les états financiers du 31 mars 1987 parce que la Commission n'a pas encore obtenu l'autorisation d'effectuer le transfert.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reformulés de manière à les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

MANDAT

Planifier, construire et exploiter, de façon autonome, des services d'utilité publique dans les Territoires du Nord-Ouest et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada.

ANTÉCÉDENTS

Depuis sa constitution en 1948, la Commission a acquis ou mis en place des ouvrages pour la production et la distribution d'électricité au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Le gouvernement fédéral envisage actuellement diverses options pour la cession des opérations de la Commission aux gouvernements des Territoires. À cette fin, en vertu de la *Loi autorisant la dissolution des actifs de la Commission d'énergie du Nord canadien au Yukon* (S.C. 1987, C. 9), les actifs et l'exploitation de la Commission au Yukon ont été vendus le 31 mars 1987 à la Yukon Power Corporation, filiale de la Yukon Development Corporation créée par ordonnance du gouvernement territorial.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	7909, 51e Avenue C.P. 5700 Succursale L Edmonton (Alberta) T6C 4J8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable William H. McKnight, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires indiennes et du Nord canadien
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1948; *Loi sur la Commission d'énergie des Territoires du Nord-Ouest* (remplacée par la *Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien*, S.R.C. 70, c. N-21)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	John W. Beaver
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

Voir le SOMMAIRE FINANCIER à la page suivante

PAGE RÉCAPITULATIVE (fin)

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	142.9	268.7	271.8	270.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	103.3	236.9	241.0	249.9
Avoir du Canada	24.9	9.5	14.8	8.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	négl.
— non budgétaire	11.6	3.9	5.0	20.1, net

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

J'ai vérifié le bilan de la Commission d'énergie du Nord canadien au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Commission dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, et aux règlements administratifs de la Commission.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 4 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
Biens-fonds et matériel		
En service (note 4)	99,599	221,226
Projets en voie de construction	10	176
	99,609	221,402
À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	15,877	17,718
Débiteurs		
Services publics	13,673	14,282
Autres débiteurs	1,008	771
Stocks		
Combustibles et lubrifiants	10,095	11,570
Autres fournitures	2,657	2,982
	43,310	47,323
	142,919	268,725

PASSIF	1987	1986
À long terme		
Emprunts auprès du Canada (note 5)	96,129	224,839
Crédit reporté		
Contributions en aide à la construction	4,065	4,230
À court terme		
À payer au Canada		
Capital en souffrance et intérêt connexe		9,583
Tranche à court terme des emprunts à long terme	7,130	10,214
Créditeurs	7,355	8,288
Congés et indemnités de cessation des employés	3,098	1,843
Retenues des entrepreneurs	196	189
	17,779	30,117
	117,973	259,186
AVOIR DU CANADA		
Surplus d'apport—Renoncement à l'exploitation (notes 3a) et 3c))	1,319	
Réserve pour les éventualités (note 8)	10,000	5,635
Bénéfices non répartis	13,627	3,904
	24,946	9,539
	142,919	268,725

Approuvé par la Commission :

Le Président-directeur général
J. W. BEAVER

Membre
J. H. ROBERTSON

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Recettes		
Vente de courant	90,776	80,457
Vente de chaleur	6,840	6,825
Autre recette	1,597	1,482
	99,213	88,764
Dépenses		
Exploitation et entretien	59,498	54,577
Amortissement	11,577	11,070
Administration générale et services de génie (note 6)	8,221	6,854
	79,296	72,501
Bénéfice de l'exploitation	19,917	16,263
Intérêt (note 7)	22,521	21,524
Perte avant le poste extraordinaire	2,604	5,261
Poste extraordinaire (notes 3a) et 3c))	1,319	
Perte nette de l'exercice	1,285	5,261

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice	3,904	9,165
Perte nette de l'exercice	1,285	5,261
	2,619	3,904
Déficit relié à la radiation des opérations du Yukon (note 3a))	16,692	
Virement au surplus d'apport—Renoncement à l'exploitation (notes 3a) et 3c))	(1,319)	
Virement à la réserve pour les éventualités	(4,365)	
Solde à la fin de l'exercice	13,627	3,904

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités d'exploitation		
Perte nette déclarée	(1,285)	(5,261)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	11,577	11,070
Intérêt en souffrance	5,469	7,762
Poste extraordinaire (notes 3a) et 3c))	(1,319)	
Diminution (augmentation) des balances commerciales	701	(1,896)
Diminution (augmentation) des stocks au net du virement au Territoire du Yukon lors de la dévolution (note 3a))	1,454	(931)
Fonds provenant des activités d'exploitation	16,597	10,744
Activités d'investissement		
Dépenses envers les biens-fonds et le matériel	(13,013)	(4,040)
Aliénation de biens-fonds et de matériel	63	847
Fonds nets utilisés pour des activités d'investissement	(12,950)	(3,193)
Activités de financement		
Rachat de la dette à long terme	(17,088)	(8,015)
Emprunts à long terme auprès du Canada	11,600	3,900
Fonds nets utilisés pour des activités de financement	(5,488)	(4,115)
Activités hors caisse reliées à la passation des pouvoirs pour les opérations au sein du Territoire du Yukon		
Aliénation d'éléments d'actif	95,000	
Réduction de la dette à long terme	(95,000)	
Activités hors caisse, nettes		
Augmentation nette (diminution nette) des fonds	(1,841)	3,436
Fonds au début de l'exercice (encaisse et dépôts à terme)	17,718	14,282
Fonds à la fin de l'exercice	15,877	17,718

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et objectif

La Commission d'énergie du Nord canadien est une société d'État nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière et elle est exploitée en vertu de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien. La Commission est exempte de l'impôt sur le revenu.

La Commission a pour objectif de fournir des services d'utilité publique, sur une base d'auto-suffisance, aux Territoires du Nord-Ouest, au Territoire du Yukon et, avec l'approbation du gouverneur en conseil, ailleurs au Canada. Comme l'explique la note 3, en vertu du pouvoir découlant de la Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon, en vigueur le 31 mars 1987, les activités d'affaires de la Commission furent virées à la Société d'énergie du Yukon, qui est la propriété de l'Administration du Territoire du Yukon.

2. Conventions comptables

Les présents états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus, jugés appropriés vu les circonstances et appliqués de façon uniforme par rapport à l'exercice précédent. Voici le résumé des principales conventions comptables de la Commission:

Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel, y compris les dons faits à la Commission par le Canada et d'autres, sont enregistrés au prix coûtant moins l'amortissement cumulé. Les coûts des additions, des améliorations et des remplacements importants sont capitalisés. Outre les coûts directs de biens et de services, le coût des projets d'immobilisations comprend l'intérêt, au taux régnant, sur les

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

fonds empruntés pour financer la construction pendant la durée de la construction et une partie des frais des services de génie et de l'administration générale qui sont directement attribuables aux projets.

Quant aux mises hors services normales, le coût des biens-fonds et du matériel retirés moins le produit de l'alinéation est imputé ou crédité à l'amortissement accumulé sans qu'il n'y ait de gain ou de perte présenté aux résultats. Les gains ou les pertes à l'aliénation de biens-fonds et de matériel à la suite de circonstances exceptionnelles sont présentés aux résultats de l'exercice.

Amortissement

L'amortissement des biens-fonds et du matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada, mis en service avant le 31 mars 1977, à l'exception de l'immeuble du siège social, est calculé en tant que somme équivalente au remboursement du capital de l'emprunt qui y est relié. Les emprunts sont remboursés sous la forme d'annuités pour la durée économique estimative des éléments d'actif. Les biens-fonds et le matériel, financés à même des emprunts auprès du Canada et mis en service après le 31 mars 1977, l'immeuble du siège social, les biens-fonds et le matériel achetés à même ses propres fonds, et les dons de centrales et de prolongements sont amortis selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement, pour les diverses catégories d'éléments d'actif, sont calculés en fonction des durées économiques estimatives que voici pour les principales catégories d'éléments de l'actif:

Centrales hydro-électriques	30 à 50 ans
Moteurs diesel et matériel connexe	10 à 15 ans
Matériel d'entreposage des combustibles	20 ans
Bâtiments	20 à 30 ans
Systèmes de chauffage	20 ans
Réseaux de transmission et de distribution	20 à 30 ans
Matériel divers et de bureau	5 à 15 ans
Véhicules automobiles	4 ans

Crédit reporté

Le crédit reporté comprend les contributions du Canada et d'autres provenances en aide à la construction et à l'acquisition de biens-fonds et de matériel, et il est amorti en fonction de la durée économique estimative des biens-fonds ou du matériel reçus en dons.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen. Une provision est établie pour tenir compte de toute réduction de la valeur des stocks dont l'écoulement est lent.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières lors de leur départ comme le prévoient leurs contrats de travail et leurs conditions d'emploi. Le passif à l'égard de ces versements est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les indemnités s'accumulent aux employés.

Régime de pensions de retraite

Tous les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique géré par le gouvernement du Canada. Les cotisations au Régime sont exigées à la fois des employés et de la Commission. Ces cotisations représentent à la limite le passif de la Commission et elles sont portées aux comptes de façon courante.

Subventions tenant lieu de taxes

Les subventions tenant lieu de taxes sont fondées sur une estimation des évaluations municipales rajustées en conformité de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après que les sommes ont été vérifiées par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada.

3. Passation des pouvoirs

Le 5 novembre 1985, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien concluait une entente avec les ministres représentant les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, en vue de virer la Commission d'énergie du Nord canadien aux gouvernements territoriaux.

a) Territoire du Yukon

La Loi autorisant l'aliénation de biens de la Commission d'énergie du Nord canadien situés au Yukon est entré en vigueur le 31 mars 1987 et prévoit que les opérations d'affaires de la Commission reliées au Territoire du Yukon soient virées à la Société d'énergie du Yukon, propriété de l'Administration du Territoire du Yukon. En échange des immobilisations et des pièces connexes en stock, la contrepartie fut de $ 95,000,000, laquelle somme a été utilisée envers les dettes et obligations de la Commission dues au gouvernement du Canada visant les opérations d'affaires de la Commission au sein du Territoire du Yukon. La mise en application des dispositions financières de la Loi a entraîné un gain extraordinaire que voici:

	(en milliers de dollars)
Dette à long terme et intérêt remis et radié	46,358
Perte lors du virement des immobilisations	(27,938)
Perte lors du virement des pièces connexes en stock	(346)
Radiation du déficit cumulé	(16,692)
Gain extraordinaire lors de la passation des pouvoirs à l'endroit des opérations du Yukon	1,382

Le gain est inscrit à l'état des résultats en tant que poste extraordinaire, et au bilan une somme équivalente est portée au crédit du surplus d'apport—Renoncement à l'exploitation.

b) Territoires du Nord-Ouest

Les modalités du renoncement en faveur de l'Administration des Territoires du Nord-Ouest n'avaient pas été établies au moment de la préparation des présents états financiers.

c) Field (C.-B.)

Le décret C.P. 1987-7/955 du 7 mai 1987 autorise la Commission a vendre les éléments d'actif de la zone de tarification de Field (C.-B.). La valeur nette aux livres de ces éléments d'actif au 31 mars 1987 a été réduite de $ 63,000 afin de représenter le prix de l'offre acceptée de $ 61,000. Une entente de vente n'avait pas été signée au moment de la préparation des présents états financiers.

4. Biens-fonds et matériel en service

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Centrales hydro-électriques	124,883	245,984
Réseaux de transmission et de distribution	25,832	43,724
Autres services publics	3,687	3,687
Locaux du personnel	3,430	3,891
Entrepôts, véhicules automobiles et installations générales	7,415	8,223
	165,247	305,509
Moins: l'amortissement cumulé	65,648	84,283
	99,599	221,226

COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

5. Emprunts auprès du Canada

La Commission reçoit du Canada des fonds pour ses dépenses d'immobilisations sous forme de prêts portant intérêt. L'intérêt aux taux régnants s'accumule pendant la durée de la construction d'un projet et il est ajouté à la somme empruntée. Le montant total du prêt, comprenant l'intérêt couru, est remboursé selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil.

En 1979, la Commission a reçu un prêt de $ 7,500,000 pour son fonds de roulement qui a été remboursé le 31 mars 1987.

Au 31 mars 1987, les emprunts pour les dépenses d'immobilisations portaient intérêt à des taux variant de 4.125% à 15.625%, avec un taux d'intérêt moyen pondéré de 9.234% (1986—10.168%). Les emprunts au cours de l'exercice furent consentis à un taux d'intérêt moyen de 9.15% (1986—10.5%).

Voici les échéances fixées pour les emprunts auprès du Canada:

	(en milliers de dollars)
1988	7,130
1989	7,254
1990	6,964
1991	7,132
1992	6,554
1993-2024	68,225
	103,259
Moins: la tranche à court terme	7,130
	96,129

6. Dépenses d'administration générale et services de génie

Les dépenses d'administration générale et services de génie ont été réduites d'une somme de $ 344,000 (1986—$ 287,000) attribuée aux projets d'immobilisations.

7. Intérêt

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les emprunts à long terme auprès du Canada	25,057	23,699
Revenu provenant des dépôts à terme et des débiteurs	2,536	2,175
	22,521	21,524

8. Réserve pour les éventualités

Le décret C.P. 1980-1989 du 24 juillet 1980 autorise la Commission à établir une réserve pour les éventualités qui ne doit pas dépasser $10 millions. La réserve pour les éventualités n'est pas provisionnée en fonds.

9. Engagements

Au 31 mars 1987, le coût estimatif de l'engagement pour l'achèvement des projets d'immobilisations se chiffrait à environ $ 797,000 (1986—$ 8,373,000).

10. Segmentation

La Commission exploite principalement une seule entreprise, soit la production et la distribution de courant électrique. La plupart des dépenses sont directement attribuables aux zones de tarification géographiques, et les dépenses communes sont réparties entre ces zones. Les éléments d'actif sectoriels sont utilisés pour l'exploitation de chacune des zones de tarification, alors que les éléments d'actif non sectoriels sont formés principalement des biens à Edmonton, de l'encaisse et des dépôts à terme.

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Recettes		
Territoires du Nord-Ouest	79,148	74,965
Territoire du Yukon	19,709	13,281
Field (C.-B.)	356	518
	99,213	88,764
Bénéfice net (perte nette)		
Territoires du Nord-Ouest	3,720	4,354
Territoire du Yukon	(6,361)	(9,751)
Field (C.-B.)	37	136
	(2,604)	(5,261)
Bénéfices non répartis		
Territoires du Nord-Ouest	13,123	13,800
Territoire du Yukon		(10,331)
Field (C.-B.)	504	435
	13,627	3,904
Éléments d'actif sectoriels		
Territoires du Nord-Ouest	122,628	127,601
Territoire du Yukon	2,477	121,685
Field (C.-B.)	130	176
Éléments d'actif non sectoriels	17,684	19,263
	142,919	268,725
Dette à long terme y compris la tranche à court terme		
Territoires du Nord-Ouest	102,248	104,240
Territoire du Yukon		122,129
Field (C.-B.)		
Éléments d'actif non sectoriels	1,011	8,684
	103,259	235,053
Dépense d'amortissement		
Territoires du Nord-Ouest	7,763	7,185
Territoire du Yukon	3,683	3,759
Field (C.-B.)	19	13
Éléments d'actif non sectoriels	112	113
	11,577	11,070
Dépenses en immobilisations		
Territoires du Nord-Ouest	5,437	3,454
Territoire du Yukon	7,210	523
Field (C.-B.)	52	
Éléments d'actif non sectoriels	314	63
	13,013	4,040

11. Opérations entre apparentés

En plus des opérations mentionnées aux notes 3, 5 et 7, la Commission effectue un nombre appréciable d'opérations avec le gouvernement du Canada et ses organismes, ainsi qu'avec les administrations territoriales et municipales des territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Ces opérations et les soldes qui en découlent comprennent:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Vente d'énergie et de chaleur	43,869	43,957
Achat de combustible	9,088	8,956
Cotisations au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique	742	711
Bons du trésor et intérêt couru	14,494	10,212
Débiteurs	7,338	4,845
Créditeurs	1,959	2,203

De plus, la Commission reçoit des services de vérification ainsi que des services juridiques sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada et du ministère fédéral de la Justice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

MANDAT

Exploiter un réseau national de chemins de fer, ainsi que des services de transport et des services connexes tels que le transport maritime, le camionnage, les télécommunications et l'hôtellerie.

ANTÉCÉDENTS

La société a été créée par le fusionnement de plus de 200 compagnies, la plupart non rentables, afin d'empêcher la monopolisation du transport ferroviaire. Son mandat consistait à fusionner un certain nombre de compagnies ferroviaires en un seul réseau national fort et concurrentiel desservant toute la nation. Elle a fait l'objet de refontes de capital en 1937, en 1952 et, de nouveau, en 1978.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	935, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 2M9
STATUT	— Annexe C, Partie II — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1919; *Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada*, remplacée par la Loi de 1955 du même nom (S.R.C. 1970, c. C-10)
PREMIER DIRIGEANT	Ronald Lawless
PRÉSIDENT (intérimaire)	Brian Gallery
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand et Touche Ross & Cie

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985***	1984	1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	7,843	8,139	7,467	6,790
Engagements envers le secteur privé	3,380	3,217	2,696	2,269
Engagements envers le Canada	209	266	274	283
Avoir du Canada*	3,005	3,418	3,324	3,113
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire**	20	9	7	175
— non budgétaire	néant	néant	18	102

* Tient compte de l'annulation de 328 millions de dollars en capital-actions associé au transfert de CN Marine Inc. à la Couronne.

** N'inclut pas les subventions, etc., versées à une catégorie générale de récipiendaires.

*** Les données de 1985 et l'argent reçu du Canada (budgétaire) en 1984 ne tiennent pas compte des données de CN Marine Inc., lesquelles étaient antérieurement consolidées avec celles du CN.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les bilans consolidés du Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada aux 31 décembre 1986 et 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière des trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1986. Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues et ont comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière du Réseau aux 31 décembre 1986 et 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 1986 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

Comptables agréés
(Pour les exercices terminés
les 31 décembre 1986, 1985 et 1984)
Coopers & Lybrand

Comptables agréés
(Pour les exercices terminés
les 31 décembre 1986 et 1985)
Touche Ross & Co.

Montréal, Canada
le 24 février 1987

BILAN CONSOLIDÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Débiteurs	494,597	486,922
Fournitures et approvisionnements	377,132	406,184
Autres	252,915	234,849
	1,124,644	1,127,955
Caisse d'assurance	8,905	9,176
Participations	75,270	380,011
Immobilisations	6,248,505	6,193,468
Autres éléments d'actif et charges reportées	385,290	428,171
	7,842,614	8,138,781

PASSIF		1986		1985
Passif à court terme				
Dettes bancaires		106,894		152.719
Créditeurs et charges courues		899,189		954,235
Tranche à payer de la dette à long terme		305,812		223,885
Autres		186,273		155,732
		1,498,168		1,486,571
Provision pour assurances		8,905		9,176
Autres éléments de passif et crédits reportés		274,097		271,891
Dette à long terme		3,052,486		2,948,347
Part des actionnaires minoritaires dans les filiales		4,345		4,345
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE				
Capital-actions	2,278,867		2,606,425	
Bénéfices non répartis	725,746	3,004,613	812,026	3,418,451
		7,842,614		8,138,781

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
BRIAN O'N. GALLERY

Administrateur
RONALD E. LAWLESS

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1986	1985	1984
CN Rail			
Produits	3,652,655	3,753,190	3,787,251
Charges*	3,663,826	3,647,658	3,568,384
Bénéfice (perte)	(11,171)	105,532	218,867
Grand Trunk Corporation			
Produits	531,399	551,782	524,035
Charges	545,556	538,200	512,347
Bénéfice (perte)	(14,157)	13,582	11,688
Groupe des Entreprises			
Communications CN			
Produits	303,384	303,930	287,786
Charges	267,145	260,882	255,398
Bénéfice	36,239	43,048	32,388
Hôtels CN			
Produits	146,911	129,846	102,186
Charges	147,570	133,289	107,489
Perte	(659)	(3,443)	(5,303)
CN Exploration			
Produits	33,869	56,730	31,873
Charges	29,368	26,123	15,973
Bénéfice	4,501	30,607	15,900
Immeubles CN			
Produits	35,157	29,582	30,544
Charges	16,330	14,885	16,481
Bénéfice	18,827	14,697	14,063
Autres			
Bénéfice (perte)	1,822	(489)	1,208
Total groupe des Entreprises	60,730	84,420	58,256
Total CN Rail, Grand Trunk Corporation, Entreprises	35,402	203,534	288,811
Obligation de service public			
TerraTransport			
Perte	(41,291)	(39,908)	(34,621)
Total Secteurs d'activité en exploitation	(5,889)	163,626	254,190
Secteurs d'activité abandonnés*			
CN Route			
Perte	(70,961)	(42,590)	(31,938)
Chantier naval			
Perte	(9,430)	(2,933)	(1,796)
CN Marine Inc.			
Bénéfice			21,888
Total Secteurs d'activité abandonnés	(80,391)	(45,523)	(11,846)
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu et poste extraordinaire	(86,280)	118,103	242,344
Impôts sur le revenu		57,823	117,123
Bénéfice (perte) avant poste extraordinaire	(86,280)	60,280	125,221
Réduction des impôts sur le revenu découlant du report de pertes d'exercices antérieurs		57,359	116,730
Bénéfice net (perte nette)	(86,280)	117,639	241,951

*Se reporter à la note 2.
Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1986	1985	1984
Solde au début de l'exercice	812,026	717,915	524,354
Bénéfice net (perte nette)	(86,280)	117,639	241,951
	725,746	835,554	766,305
Dividende		23,528	48,390
Solde à la fin de l'exercice	725,746	812,026	717,915

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1986	1985	1984
Encaisse provenant de (affectée à) l'exploitation			
Exploitation			
Bénéfice net (perte nette)	(86,280)	117,639	241,951
Imputations hors caisse au bénéfice			
Amortissement	311,807	282,817	261,444
Part de la perte (du bénéfice) non répartie par les sociétés comptabilisée à la valeur de consolidation, moins les dividendes	1,055	308	(16,207)
Perte sur cession de participations		737	
Perte sur cession de CN Route	45,320		
Modifications à des éléments du fonds de roulement*	(21,194)	(73,273)	11,017
Autres	9,928	(72)	38,740
	260,636	328,156	536,945
Investissements			
Nouvelles immobilisations	(484,072)	(744,475)	(713,149)
Produit net de l'aliénation de biens	48,094	39,670	31,874
Participations	(5,202)	(23,010)	(19,569)
Produit de la vente de CN Marine Inc. et des éléments d'actif connexes	327,558		
Rachat de capital-actions	(327,558)		
Produit de la vente de participations		1,571	
Produit de la vente de CN Route	23,000		
Fonds de roulement d'entités antérieurement consolidées	(7,633)		(15,855)
	(425,813)	(726,244)	(716,699)
Dividende		(23,528)	(48,390)
Encaisse utilisée avant financement	(165,177)	(421,616)	(228,144)
Encaisse (dettes bancaires) au début de l'exercice	(152,719)	(91,687)	58,944
	(317,896)	(513,303)	(169,200)
Financement			
Émission de dette à long terme	435,492	597,060	132,140
Réduction de la dette à long terme	(224,490)	(236,476)	(72,827)
Émission de capital-actions			18,200
	211,002	360,584	77,513
Dettes bancaires à la fin de l'exercice	(106,894)	(152,719)	(91,687)

*Encaisse, dettes bancaires et tranche de la dette à long terme non compris.
Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1: Principales conventions comptables

Introduction

Dans les présentes notes, toutes les références faites à la «Compagnie» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, propriété exclusive du gouvernement du Canada et, sauf indication contraire du contexte, ses filiales consolidées; toutes les références au «Réseau» incluent la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales consolidées ainsi que les lignes de chemin de fer, les installations de télécommunications et les autres biens dont le gouvernement du Canada a confié la gestion et l'exploitation à la Compagnie. Par «Obligation de service public», dans l'État consolidé des résultats, on entend toute Division qui, comme TerraTransport, continue d'être exploitée à la demande du gouvernement du Canada, même si cette exploitation ne sert pas les intérêts économiques de la Compagnie.

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales, à l'exception de Transports côtiers Limitée, ainsi que la part de la Compagnie aux éléments d'actif et de passif, aux produits et charges d'exploitation des Télécommunications CNCP, comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle; la part du CN aux activités des Télécommunications CNCP représente un peu moins de 60% des activités des Communications CN. Conformément aux lois régissant le Réseau, les états financiers consolidés comprennent aussi les comptes des Chemins de fer du gouvernement canadien que le gouvernement du Canada a confiés à la Compagnie. Transports côtiers Limitée et l'actif net de l'exploitation, par la Compagnie, du chantier naval de Terre-Neuve, qui faisaient précédemment partie de la consolidation, ont été inclus dans les participations en prévision de la cession des intérêts de la Compagnie dans ces deux secteurs d'activité.

Les participations non majoritaires sont comptabilisées à la valeur de consolidation dans les cas appropriés.

b) Présentation des résultats par Division

Les charges pour services rendus par d'autres Divisions, facturés habituellement à leur valeur marchande, n'ont pas été éliminées des résultats par Division. Cette façon de procéder n'a aucun effet sur le bénéfice net consolidé.

c) Fournitures et approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût en magasin, calculé à partir d'une moyenne pondérée pour les rails et les traverses, des dernières factures pour le carburant et les fournitures neuves, et de la valeur estimative d'usage ou de revente pour les fournitures usagées, désuètes ou réformées.

d) Immobilisations

La comptabilité relative aux installations ferroviaires et de télécommunications s'effectue conformément aux règlements de la Commission canadienne des transports, du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (au Canada) et de l'Interstate Commerce Commission (aux États-Unis). En général, les immobilisations importantes qui s'ajoutent aux installations existantes ou qui les remplacent sont capitalisées et les intérêts débiteurs sont imputés aux charges d'exploitation.

Dans les secteurs ferroviaire et de télécommunications, le coût des éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés, moins la valeur de récupération, est imputé à l'amortissement accumulé conformément au plan d'amortissement par catégories. Les autres éléments d'actif amortissables désaffectés ou aliénés sont comptabilisés d'après la méthode de l'amortissement à l'unité, selon laquelle les gains et les pertes sont imputés au bénéfice au fur et à mesure qu'ils se présentent.

La Compagnie comptabilise ses activités pétrolières et gazières selon la méthode de la capitalisation du coût de la recherche fructueuse, en vertu de laquelle sont capitalisés les coûts afférents au forage et à l'aménagement des puits de développement.

e) Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. La Commission canadienne des transports, le Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et l'Interstate Commerce Commission autorisent les taux pour les installations ferroviaires et de télécommunications. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

	Taux annuel
Traverses	2.89%
Rails	1.87%
Autre matériel de voie	2.23%-2.83%
Ballast	2.76%
Locomotives de ligne	5.23%
Wagons	1.73%-3.18%
Installations de télécommunications commerciales	6.40%

Les biens hôteliers sont amortis à des taux annuels variant de 1 à 10%.

Les coûts d'acquisition des propriétés pétrolières et gazières sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail, jusqu'à ce qu'elles soient considérées comme productives ou dévalorisées. Les coûts d'acquisition des propriétés productives, les coûts des forages exploratoires fructueux et les coûts du forage et de l'aménagement de puits de développement sont imputés au bénéfice selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation, en fonction des réserves prouvées de pétrole et de gaz. D'autre part, les coûts des puits secs exploratoires et les coûts d'acquisition considérés comme dévalorisés sont imputés au bénéfice de l'exercice en cours. Les autres dépenses d'exploration sont imputées au bénéfice au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

f) Produits d'exploitation tirés du transport

Les produits d'exploitation tirés du transport sont généralement comptabilisés lorsque les mouvements sont terminés; pour le trafic d'échange, un mouvement est considéré comme terminé lorsque le transporteur correspondant a pris possession de la marchandise. Les coûts découlant de mouvements qui ne sont pas encore terminés sont généralement reportés.

g) Régimes de retraite

Le coût des services courants est imputé aux résultats selon la comptabilité d'exercice. Le coût des services passés est imputé aux résultats à raison de montants annuels, comprenant le principal et les intérêts, sur des périodes variables.

Les versements de capitalisation sont déterminés selon la méthode actuarielle de répartition des coûts basée sur les avantages courus.

h) Devises

Les établissements étrangers de la Compagnie ont été comptabilisés comme étant intégrés, et leur conversion et leur comptabilisation se fondent sur les bases suivantes: l'actif à court terme (fournitures et approvisionnements non compris), le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis selon les cours historiques. Les produits et les charges d'exploitation sont convertis aux taux moyens de l'année, sauf l'amortissement qui est converti aux taux de change en vigueur lors de l'acquisition des immobilisations en cause. Les éléments

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

d'actif et de passif de la Compagnie exprimés en devises sont traités de la même façon. Les produits et les charges d'exploitation sont convertis aux taux en vigueur au moment où les opérations sont effectuées, à l'exception des produits destinés à couvrir le remboursement de la dette à long terme contractée en devises, qui sont convertis au taux en vigueur au moment où la dette a été contractée.

Les gains et les pertes de change sont imputés au bénéfice net de l'exercice, à l'exception des pertes qui n'ont pas été réalisées sur la dette à long terme. La Compagnie a décidé de réserver les futures rentrées régulières de dollars US au remboursement de la dette à long terme contractée dans cette monnaie, ce qui permet de reporter l'imputation, au bénéfice net de l'exercice, des pertes non matérialisées sur la conversion des devises, jusqu'à la première des deux éventualités suivantes: le remboursement de la dette ou l'expiration de l'opération de couverture. Ces reports font partie des Autres éléments d'actif et charges reportées du bilan consolidé.

i) Contrats de location

Les contrats de location qui répondent aux critères des contrats de location-acquisition et qui ont été passés après 1981 ont été capitalisés. Les autres contrats de location répondant aux critères des contrats de location-acquisition, mais qui ont été passés avant 1982, ont été enregistrés comme contrats de location-exploitation.

Note 2: Charge spéciale et secteurs d'activité abandonnés

a) Charge spéciale

Les charges d'exploitation de CN Rail comprennent une charge spéciale de $60,2 millions (1985—$40,4 millions) liée à la provision pour frais inhérents au programme continu de CN Rail visant la rationalisation de son exploitation et la réduction de ses effectifs.

b) Secteurs d'activité abandonnés

En 1986, la Compagnie a cédé son ancienne Division CN Route et sa participation dans CN Marine Inc. (voir note 6 a)) et a entamé des négociations pour abandonner l'exploitation du chantier naval de Terre-Neuve.

Les charges (le bénéfice) découlant de ces opérations se répartissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
CN Route			
Perte d'exploitation	25,641	42,590	31,938
Perte découlant de la cession	45,320		
	70,961	42,590	31,938
Chantier naval			
Perte d'exploitation	4,530	2,933	1,796
Provision pour perte découlant de la cession	4,900		
	9,430	2,933	1,796
CN Marine Inc.—Bénéfice			(21,888)
Total Secteurs d'activité abandonnés	80,391	45,523	11,846

Note 3: Participations

	Pourcentage des actions avec droit de vote	31 décembre 1986	31 décembre 1985
		(en milliers de dollars)	
Entités comptabilisées à la valeur de consolidation			
CNCP Niagara-Detroit	50%	17,834	23,741
Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto	50%	10,682	10,682
Chantier naval (voir note 1 a))		26,417	
Autres		11,253	16,528
		66,186	50,951
Autres sociétés et investissements, au prix coûtant, moins les provisions pour dévalorisation, le cas échéant			
CN Marine Inc. (voir note 6a))			324,136
Autres		9,084	4,924
Total		75,270	380,011

Note 4: Immobilisations

	31 décembre 1986 Coût	1986 Amortissement accumulé	1986 Net	1985 Coût	1985 Amortissement accumulé	1985 Net
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	7,978,729	2,869,139	5,109,590	7,755,679	2,766,643	4,989,036
Grand Trunk Corporation	557,864	153,150	404,714	561,570	153,718	407,852
Groupe des Entreprises						
Communications CN	742,175	312,045	430,130	708,538	288,916	419,622
Hôtels CN	236,247	75,551	160,696	217,059	72,351	144,708
CN Exploration	85,728	25,261	60,467	74,947	12,211	62,736
Immeubles CN	63,279	13,861	49,418	72,750	18,221	54,529
Autres				17	4	13
TerraTransport	89,919	56,429	33,490	95,484	52,430	43,054
Secteurs d'activité abandonnés						
CN Route				95,284	55,257	40,027
Chantier naval				34,555	2,664	31,891
	9,753,941	3,505,436	6,248,505	9,615,883	3,422,415	6,193,468
Montants compris ci-dessus relatifs aux Chemins de fer du gouvernement canadien confiés à la Compagnie par le gouvernement du Canada	1,060,097	569,633	490,464	1,037,108	556,142	480,966

Au 31 décembre 1986, la valeur brute des éléments d'actif détenus en vertu de contrats de location-acquisition compris dans les chiffres ci-dessus s'élevait à $119,4 millions ($108,4 millions en 1985) et l'amortissement accumulé correspondant, à $9,3 millions ($5,5 millions en 1985).

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 5: Dette à long terme

	Échéance	Monnaie de paiement	31 décembre 1986	31 décembre 1985
			(en milliers de dollars)	
Obligations, débentures et billets				
Canadien National 8⅜%, 10 ans obligations	15 nov. 1986	$US		83,232
Canadien National 8⅞%, 10 ans obligations (b)	1er mars 1987	$CA	45,947	46,007
Canadien National 5%, 27 ans obligations (a, b)	1er oct. 1987	$CA	93,596	95,475
Canadien National 14⅝%, 10 ans billets	1er déc. 1991	$US	117,817	117,817
Canadien National 11⅜%, 8 ans billets	11 juin 1993	$CA	100,000	100,000
Canadien National 9⅞%, 8 ans billets	18 mars 1994	$CA	100,000	
Canadien National 12½%, 10 ans billets	15 avr. 1995	$CA	100,000	100,000
Canadien National 6½%, 10 ans billets libellés en yens (c)	26 mars 1996	$CA	70,000	
Canadien National 9⅜%, 10 ans billets	1er oct. 1996	$CA	100,000	
Canadien National 9¼%, 20 ans débentures à caisse d'amortissement	15 mars 1998	$US	106,826	115,729
Canadien National 5⅜%, 15 ans obligations libellées en francs suisses (d)	22 août 2000	$CA	98,617	98,617
Canadien National 8⅞%, 15 ans billets	21 mai 2001	$CA	150,000	
Canadien National 8⅜%, 25 ans débentures à caisse d'amortissement	1er juil. 2002	$US	84,748	90,045
Canadien National 9,70%, 25 ans débentures à caisse d'amortissement	15 juil. 2004	$US	174,940	174,940
Canadien National 13%, 20 ans débentures à caisse d'amortissement	15 nov. 2004	$CA	100,000	100,000
Canadien National 12¼%, 20 ans débentures à caisse d'amortissement	1er mai 2005	$CA	125,000	125,000
Canadien National 14%, 25 ans débentures à caisse d'amortissement	15 janv. 2006	$US	178,783	178,783
Canadien National 15%, 25 ans débentures à caisse d'amortissement	1er juin 2006	$US	181,238	181,238
Canadien National 16¼%, 25 ans débentures à caisse d'amortissement	1er mars 2007	$US	183,053	183,053
Canadien National 14¾%, 30 ans débentures à caisse d'amortissement	1er sept. 2012	$US	247,984	247,984
Canadien National 12%, 30 ans débentures à caisse d'amortissement	15 mars 2013	$US	122,548	122,548
Buffalo and Lake Huron 5½%, obligations 1re hypothèque	Perpétuelles	Sterling	795	795
Buffalo and Lake Huron 5½%, obligations 2e hypothèque	Perpétuelles	Sterling	1,228	1,228
Total			2,483,120	2,162,491
Prêt et avances du gouvernement du Canada (e)				
Emprunt du gouvernement du Canada		$CA	195,169	251,565
Chemins de fer du gouvernement canadien: avances au fonds de roulement		$CA	13,918	14,004
Total			209,087	265,569
Autres				
Montants à payer aux termes de conventions portant sur l'achat de matériel (f)		$US	162,736	187,613
Emprunts suisses (g)		FS	64,684	64,684
Emprunt auprès d'un consortium financiers (h)		$CA	42,610	42,610
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (i)		Divers	108,895	99,405
Billet à ordre de 9⅝% (j)		$CA	778	1,116
Débenture à revenu variable (k)		$CA	8,065	8 065
Ajustement du taux de change courant (voir note 1 h))			285,794	356,277
Total			673,562	759,770
			3,365,769	3,187,830
Moins: tranche à payer de la dette à long terme			305,812	223,885
divers			7,471	15,598
			313,283	239,483
Dette à long terme			3,052,486	2,948,347

a) Garanties par le gouvernement du Canada.

b) Assujetties à des dispositions de rachat.

c) La Compagnie a emprunté $70 millions, au coût global de 10,25%, au moyen d'une émission publique de billets en euro-yens et d'un échange de devises.

d) La Compagnie a emprunté $98.6 millions au coût global de 11,17%, au moyen d'une émission publique d'obligations en Suisse et d'un échange de devises.

e) De l'emprunt auprès du gouvernement du Canada, $195,2 millions portent intérêt au taux annuel de 8¾% et sont remboursables en versements semestriels égaux de $13,63 millions, comprenant le principal et les intérêts, jusqu'au 30 juin 1998. Le taux d'intérêt moyen pondéré applicable au prêt de $195,2 millions et aux avances au 31 décembre 1986 et 1985 s'établissait à environ 8,2% l'an.

f) Garantis par le matériel roulant, remboursables en versements semestriels ou trimestriels, sur différentes périodes jusqu'en 1995, et portant intérêt à des taux s'échelonnant de 8% à 17¾%. Au 31 décembre 1986, les montants en principal à payer étaient de $144,4 millions US ($167,6 millions US au 31 décembre 1985).

g) Placement privé de 100 millions FS portant intérêt de 5⅛%, remboursable le 16 mars 1988, mais qui sera remboursé le 16 mars 1987.

h) La Compagnie a emprunté $42,6 millions, au coût global de 11,535%, au moyen d'un emprunt en yens auprès d'un consortium financier et d'un échange de devises.

i) Les taux d'intérêts applicables varient entre 8⅞% et 15⅞% environ et les dates d'échéance vont de 1987 à 2004 inclusivement. Les intérêts implicites sur les contrats de location se chiffrent à $116,2 millions ($113,4 millions en 1985).

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

j) Remboursable en versements semestriels de $218,503, comprenant le principal et les intérêts, jusqu'au 1er août 1988.

k) Le versement des intérêts annuels non cumulatifs de 16,55% et le remboursement du principal pendant la durée de la débenture et à son échéance en 2008 sont assujettis à certaines conditions.

l) Les montants en principal à payer sur la dette en cours au 31 décembre 1986, compte tenu des exigences des caisses d'amortissement, des possibilités de rachat et des exigences des contrats de location-acquisition, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre
	(en milliers de dollars)
1987	305,812
1988	75,244
1989	76,913
1990	79,437
1991	242,330
1992-1996	1,128,031
1997-2001	808,928
2002-2006	446,553
2007-2011	103,537
2012-2013	47,627

Note 6: Avoir de l'actionnaire

a) Capital-actions

Le capital-actions de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada s'établit comme suit:

Actions ordinaires san valeur nominale autorisées, émises et en circulation	Nombre d'actions	(en milliers de dollars)
31 décembre 1985	6,523,902	2,606,425
Moins: actions annulées en décembre 1986 en raison du transfert, au gouvernement du Canada, de toutes les actions ordinaires de CN Marine Inc. et de certains éléments d'actif détenus par la Compagnie, conformément à la Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique Inc. adoptée le 27 juin 1986 et prévoyant également le remplacement de la dénomination sociale CN Marine Inc. par Marine Atlantique Inc.	655,116	327,558
31 décembre 1986	5,868,786	2,278,867

b) Bénéfices non répartis

Aux termes de la loi qui la régit, la Compagnie doit verser au Receveur général du Canada un dividende égal à 20% du bénéfice net de l'exercice, ou tout pourcentage plus élevé de ce bénéfice que prescrirait le gouverneur en conseil.

Note 7: Engagements importants

a) Contrats de location

i) Au 31 décembre 1986, les engagements de la Compagnie en vertu de contrats de location, à l'exclusion de ceux qui ont été capitalisés et pour lesquels les obligations découlant des contrats de location-acquisition ont été comptabilisées avec la dette à long terme (voir note 5), s'établissaient comme suit:

	Contrats de location-acquisition passés avant 1982	Contrats de location-exploitation
	Exercice se terminant le 31 décembre	
	(en milliers de dollars)	
Baux non résiliables		
1987	45,003	78,264
1988	41,850	73,039
1989	33,786	64,956
1990	14,099	40,678
1991	6,073	35,867
1992-1996	10,265	135,667
1997-2001	3,385	26,309
Ultérieurement	853	5,182
Total des versements minimaux à effectuer	155,314	459,962
Moins: montant représentant les intérêts implicites	31,368	
Valeur actualisée des versements minimaux nets à effectuer en vertu de contrats de location-acquisition	123,946	

Les contrats de location portent principalement sur du matériel roulant ferroviaire, et bon nombre contiennent des clauses de renouvellement et une clause permettant l'achat des biens à leur juste valeur marchande à l'expiration du bail.

ii) Les frais de location aux termes de l'ensemble des baux qui n'ont pas été capitalisés s'établissaient comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Total des frais	178,034	187,949	197,041
Frais en vertu des contrats de location-acquisition passés avant 1982, compris dans le total des frais	46,825	50,863	49,380

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

iii) Les augmentations du bénéfice, de l'actif et du passif, qui paraîtraient aux états financiers consolidés si les baux passés avant 1982 et satisfaisant aux critères des contrats de location-acquisition avaient été capitalisés, s'établissent comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Augmentation nette du bénéfice	11,609	10,776	3,036
Augmentation de l'actif			
Immobilisations			
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	194,092	238,429	266,384
Moins: amortissement accumulé	128,565	156,672	165,731
Autres éléments d'actif et charges reportés	65,527	81,757	100,653
Perte de change reportée non amortie	3,869	17,689	23,323
	69,396	99,446	123,976
Augmentation du passif à court terme			
Valeur actualisée des obligations des contrats de location-acquisition	33,935	33,387	33,954
Augmentation du passif à long terme			
Valeur actualisée des obligations découlant des contrats de location-acquisition	101,622	127,180	154,832
Ajustement du taux de change courant (voir note 1h))	22,324	30,699	31,097
	123,946	157,879	185,929
Moins: tranche à court terme	33,935	33,387	33,954
	90,011	124,492	151,975

b) Autres engagements importants

Au 31 décembre 1986, la Compagnie avait des engagements de dépenses en immobilisations de $29,3 millions pour des traverses et de $50,4 millions pour du matériel roulant.

Note 8: Subventions

Les produits d'exploitation comprennent les subventions suivantes:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada			
a) Versements au titre de la Loi sur les chemins de fer, prévus par cette loi et par la loi y afférente portant affectation de crédits, à l'égard de certains services non rentables et de tarifs imposés dont le maintien est obligatoire en vertu de la Loi sur les chemins de fer	39,641	37,151	48,762
b) Paiements intérimaires destinés à compenser partiellement l'absence de produits d'exploitation associée au coût du transport de céréales à des tarifs statutaires non rentables			8,660
c) Subventions au titre de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique	18,735	20,460	20,727
d) Divers	2,502	6,074	2,433
Autres subventions	163	167	168
	61,041	63,852	80,750

Note 9: Régimes de retraite

La Compagnie offre à presque tous ses employés des régimes de retraite en vertu desquels ceux-ci ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service et (ou) les cotisations. Le coût annuel de ces régimes s'établit comme suit:

Exercice clos le 31 décembre		
1986	1985	1984
(en milliers de dollars)		
194,425	139,956	167,156

L'évaluation actuarielle la plus récente a donné lieu à une réduction des coûts des régimes de retraite de l'ordre de $0,8 million pour 1986 ($58,6 millions en 1985 et $46,4 millions en 1984).

Le coût total (surplus) des services passés restant à imputer aux résultats, fondé sur l'évaluation actuarielle la plus récente alors et compte tenu de rajustements ultérieurs, s'établit comme suit:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Régimes canadiens	1,530,194	1,528,639	1,480,297
Régimes américains	(11,155)	13,281	13,347
	1,519,039	1,541,920	1,493,644

Le coût des services passés au titre des régimes canadiens, au 31 décembre 1986, sera imputé aux résultats en montants annuels, comprenant les intérêts et le principal, comme suit:

	Coût annuel
	(en milliers de dollars)
1987	126,204
1988	124,169
1989	123,982
1990	124,422
1991	130,060
1992	135,970
1993	118,168
1994	120,102
1995	126,244
1996	126,980
1997	125,610
1998	123,825
1999	126,436
2000	136,757
2001	154,847
2002	163,364
2003	172,349
2004	181,828
2005	191,828
2006	202,379

En 1986, les nouvelles recommandations du Financial Accounting Standards Board portant sur la comptabilité des entreprises propre aux prestations de retraite ont été adoptées pour les régimes américains. Il en est résulté un surplus d'environ $11,2 millions qui est amorti d'un montant annuel de $0,8 million, comprenant les intérêts et le principal, jusqu'en l'an 2000 inclusivement.

Au cours de 1986 et de 1985, le montant à capitaliser a excédé respectivement de $16,8 millions et de $88,5 millions l'imputation aux résultats, alors qu'en 1984, le montant d'imputation aux résultats a dépassé de $36,6 millions le montant à capitaliser. L'excédent cumulatif des imputations aux résultats sur les montants à capitaliser s'élève à $12,9 millions ($29,7 millions en 1985) et fait partie des Autres éléments de passif et crédits reportés.

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Suite*

Note 10: Intérêts débiteurs du Réseau

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Intérêts			
Total des intérêts sur la dette à long terme	380,977	333,574	281,097
Amortissement de la différence de change à la conversion de la dette à long terme*			65,427
Intérêts sur les emprunts à court terme	6,889	5,381	15,907
Intérêts créditeurs	(5,567)	(2,713)	(13,320)
	382,299	336,242	349,111

* Conformément à l'opération de couverture de la dette à long terme contractée en devises (note 1 h)), la réduction de la perte de change reportée, qui s'est chiffrée à $30,9 millions en 1986 ($12,8 millions en 1985), figure comme réduction des produits d'exploitation de CN Rail.

Note 11: Impôts sur le revenu

a) La Compagnie dispose d'écarts temporaires nets d'environ $500 millions qu'elle peut affecter à la réduction du revenu imposable des années à venir. De ce montant, environ $268 millions sont attribuables à l'excédent du coût en capital non amorti à l'égard de l'impôt sur la valeur comptable nette des éléments d'actif amortissables.

b) De plus, la Compagnie peut se prévaloir, au titre de crédits d'impôt à l'investissement, de réductions concernant l'impôt sur le revenu des années suivantes:

Échéance	(en millions de dollars)
1987	32.0
1988	4.2
1990	25.7
1991	33.6
1992	29.7
1993	17.2

La Compagnie a droit au remboursement de 20% des crédits d'impôt à l'investissement applicables à l'année en cours, relativement à des dépenses admissibles, et elle a porté l'avantage qui en découle en diminution des dépenses en cause.

c) La provision constituée par la Compagnie pour les impôts sur le revenu comprend les éléments suivants:

	Exercice clos le 31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
Provision pour (recouvrement d') impôts sur le revenu, à partir du taux de base combiné de 49,8% (48,9% en 1985 et 48% en 1984) des gouvernements fédéral et provinciaux	(42,967)	57,752	116,325
Augmentation (diminution) des impôts attribuables aux éléments suivants			
Produit net de la vente de crédits d'impôts reliés aux dépenses non admissibles engagées pour la recherche scientifique			5,469
Partie non imposable du gain en capital réalisé à la cession des secteurs d'activité abandonnés	(21,631)		
Perte de change non admissible au titre des conventions de vente conditionnelle	1,535	437	
Crédits d'impôt à l'investissement remboursables			(4,224)
Profit de la vente de terrains	(2,528)	(2,874)	(4,076)
Pertes non affectées à la diminution des impôts	62,256		
Autres	3,335	2,508	3,629
Provision réelle pour impôts sur le revenu, traduisant un taux d'imposition effectif nul (49% en 1985 et 48,3% en 1984)		57,823	117,123

Note 12: Information sectorielle

a) Zones géographiques

Pratiquement toutes les activités du Réseau ainsi que ses éléments d'actif se situent au Canada, à l'exception de ceux de la Grand Trunk Corporation qui est exploitée aux États-Unis.

b) Trafic international

En plus de l'apport de la Grand Trunk Corporation, le Réseau tire des produits du trafic en provenance ou à destination de chemins de fer des États-Unis. En 1986, ces produits se sont chiffrés approximativement à $587 millions ($628 millions en 1985 et $662 millions en 1984).

c) Produits d'exploitation par Division

	31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	3,652,655	3,753,190	3,787,251
Grand Trunk Corporation	531,399	551,782	524,035
Groupes des Entreprises			
Communications CN	303,384	303,930	287,786
Hôtels CN	146,911	129,846	102,186
CN Exploration	33,869	56,730	31,873
Immeubles CN	35,157	29,582	30,544
Autres	20,989	11,224	13,355
TerraTransport	25,002	25,919	33,365
Secteurs d'activité abandonnés			
CN Route	123,643	144,681	163,427
Chantier naval	8,786	10,906	13,702
	4,881,795	5,017,790	4,987,524

RÉSEAU DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS—*Fin*

d) Éléments d'actif identifiables par Division

	31 décembre		
	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)		
CN Rail	6,301,242	6,496,422	5,887,685
Grand Trunk Corporation	630,428	633,296	605,774
Groupes des Entreprises			
Communications CN	506,242	498,873	502,858
Hôtels CN	196,443	179,954	163,682
CN Exploration	68,583	73,401	42,522
Immeubles CN	79,253	81,982	69,140
Autres	8,119	4,898	5,417
TerraTransport	52,304	56,906	60,326
Secteurs d'activité abandonnés			
CN Route		76,493	92,513
Chantier naval		36,556	36,694
	7,842,614	8,138,781	7,466,611

e) Dépenses en immobilisations et amortissement par Division

	Exercice clos le 31 décembre					
	Dépenses en immobilisations*			Amortissement		
	1986	1985	1984	1986	1985	1984
	(en milliers de dollars)					
CN Rail	356,746	594,303	597,270	212,305	196,297	184,416
Grand Trunk Corporation	21,990	20,903	18,231	18,773	13,593	12,772
Groupe des Entreprises						
Communications CN	58,152	64,658	54,061	47,492	46,192	42,323
Hôtels CN	22,734	20,562	14,728	6,728	6,219	5,725
CN Exploration	10,859	33,283	16,987	13,093	6,994	2,992
Immeubles CN	13,720	5,687	231	815	1,026	709
Autres		13	4	3	4	5
TerraTransport	5	3,037	2,912	5,964	5,443	5,237
Secteurs d'activité abandonnés						
CN Route		925	8,223	5,174	5,490	5,741
Chantier naval	(134)	1,104	502	1,004	1,061	1,030
	484,072	744,475	713,149	311,351	282,319	260,950

*Nouvelles immobilisations.

Note 13: Autres renseignements

a) La Compagnie fait normalement affaire avec divers organismes contrôlés par le gouvernement du Canada, aux mêmes conditions que pour les opérations courantes avec les tiers non apparentés.

En outre, la Compagnie assure, sous contrat, des services ferroviaires et de maintenance pour le gouvernement du Canada et divers organismes que contrôle ce dernier. Les produits d'exploitation tirés de ces services ont totalisé $203 millions en 1986 ($320 millions en 1985 et $351,8 millions en 1984).

b) Depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1984, de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, le gouvernement du Canada paie une partie du prix du transport du grain dans le but de réduire les coûts des expéditeurs. Les sommes reçues du gouvernement du Canada en application de cette loi se sont élevées à $378 millions en 1986 ($278,9 millions en 1985 et $331,9 millions en 1984), traduisant ainsi le trafic céréalier transporté.

c) À compter de 1977, le gouvernement du Canada est convenu de verser à la Compagnie, sous forme de subventions jusqu'à concurrence de $557,9 millions, certaines sommes relativement aux frais de remise en état des lignes secondaires dans l'Ouest. Le total des paiements reçus au 31 décembre 1986 s'élevait à $431,4 millions, dont $34,5 millions en 1986 ($43,7 millions en 1985).

d) Dans le cadre d'un programme d'essai et d'évaluation de l'exploitation ferroviaire à Terre-Neuve entrepris en 1981, le gouvernement du Canada a remboursé au CN certains salaires et frais connexes. La facture globale de ce programme se chiffrait à $5,3 millions en 1986 ($7,6 millions en 1985).

Note 14: Regroupement des chiffres correspondants

En 1986, des modifications ont été apportées à la classification de certains éléments et, pour faciliter les comparaisons, la nouvelle classification a été appliquée aux chiffres correspondants de 1985 et de 1984.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

MANDAT

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les bâtiments, les ouvrages, les articles ouvrés ainsi que les produits et autres biens qui ne sont pas expressément régis par une loi, afin de promouvoir l'économie nationale, de servir le public et de protéger les consommateurs.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil coordonne les activités des organismes canadiens qui sont impliqués en matière de normalisation; aussi, le Conseil représente le Canada auprès des organismes internationaux de normalisation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	350, rue Sparks Pièce 1200 Ottawa (Ontario) K1P 6N7
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Harvie Andre, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et Corporations
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le Conseil canadien des normes* (S.R.C. 1970, premier supplément, C-41)
PREMIER DIRIGEANT	John R. Woods
PRÉSIDENT	Georges Archer
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	3.0	3.3	5.3	4.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1.9	2.2	4.4	3.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	6.7*	4.5*	6.6	6.0
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Net des montants versés au Canada (1985-1986, 0.9 million de dollars; 1986-1987, 0.2 million de dollars).

CONSEIL CANADIEN DES NORMES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE CONSEIL CANADIEN DES NORMES
ET LE
MINISTRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS

J'ai vérifié le bilan du Conseil canadien des normes au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du surplus et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le Conseil canadien des normes et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1987

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	1,824,379	2,768,726
Intérêt couru	25,561	24,231
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	151,311	97,227
Autres	153,191	132,742
Frais payés d'avance	416,844	128,100
	2,571,286	3,151,026
Immobilisations		
Mobilier et matériel de bureau (note 3)	388,669	184,104
	2,959,955	3,335,130

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	527,658	576,410
Dépôts des clients et autres dépôts	95,913	65,425
Revenus reportés	127,786	
À verser au gouvernement du Canada		199,000
	751,357	840,835
À long terme		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	286,818	253,371
	1,038,175	1,094,206
AVOIR DU CANADA		
Surplus	1,921,780	2,240,924
	2,959,955	3,335,130

Approuvé par le Conseil:

Le Président
GEORGES ARCHER

Le Directeur général
JOHN WOODS

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations	3,047,397	2,886,456
Déplacements	1,126,616	1,072,963
Coût direct des achats de normes	803,752	422,974
Cotisations à titre de membre à des organismes internationaux	741,762	506,650
Publications et impression	720,494	588,898
Aide financière à des organismes rédacteurs de normes	648,320	694,166
Location de bureaux	359,959	355,401
Relations publiques	326,432	149,248
Services professionnels et spéciaux	304,120	293,453
Téléphone et affranchissement	245,526	222,510
Frais des secrétariats internationaux	180,953	178,282
Amortissement	101,842	73,277
Location de matériel de bureau	62,493	69,110
Réunions	47,252	48,227
Fournitures de bureau	41,696	35,668
Autres	111,597	109,435
Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale		332,754
	8,870,211	8,039,472
Moins: frais d'exploitation du Point de renseignement GATT récupérés du ministère des Affaires extérieures	341,000	327,464
frais des programmes d'aide à des pays en développement récupérés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)	31,925	21,181
	8,497,286	7,690,827
Revenus		
Ventes de normes	963,881	580,710
Intérêts créditeurs	249,096	452,980
Autres	30,165	19,591
Contributions à la Réunion générale de la Commission électrotechnique internationale		114,940
	1,243,142	1,168,221
Coût de l'exploitation	7,254,144	6,522,606
Crédit parlementaire		
Crédit 20, Consommation et Corporations	6,935,000	5,424,000
Moins: sommes versées ou à verser au gouvernement du Canada		1,099,000
	6,935,000	4,325,000
Insuffisance du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(319,144)	(2,197,606)

ÉTAT DU SURPLUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Affecté (note 4)		
Solde au début de l'exercice	827,036	1,045,350
Moins: somme libérée au cours de l'exercice, nette	(237,317)	(218,314)
Solde à la fin de l'exercice	589,719	827,036
Non affecté		
Solde au début de l'exercice	1,413,888	3,393,180
Insuffisance du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(319,144)	(2,197,606)
Somme libérée au cours de l'exercice, nette	237,317	218,314
Solde à la fin de l'exercice	1,332,061	1,413,888
	1,921,780	2,240,924

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Insuffisance du crédit parlementaire sur le coût de l'exploitation pour l'exercice	(319,144)	(2,197,606)
Éléments ne comportant aucun débours é d'encaisse		
Amortissement	101,842	73,277
Prestations de cessation d'emploi	77,669	67,982
	(139,633)	(2,056,347)
Versements de prestations de cessation d'emploi	(44,222)	(41,825)
Variation du passif à court terme et de l'actif à court terme autre que l'encaisse et les dépôts à court terme	(454,085)	313,925
Encaisse et dépôts à court terme utilisés à des activités d'exploitation	(637,940)	(1,784,247)
Activités de financement		
Achat de mobilier et de matériel de bureau	(306,407)	(74,899)
Diminution au cours de l'exercice	(944,347)	(1,859,146)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	2,768,726	4,627,872
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	1,824,379	2,768,726

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectifs

Le Conseil canadien des normes a été créé par le Parlement en 1970 en tant que corporation en vertu de la Loi sur le Conseil canadien des normes; il est responsable de la coordination des activités de normalisation volontaire au Canada. Le Conseil est une société d'État nommée à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Le Conseil remplit ses tâches par le biais du Système de normes nationales, une fédération d'organismes accrédités qui s'occupent de rédaction de normes, de certification et de mise à l'essai.

Le Conseil a pour objet d'encourager et de favoriser la normalisation volontaire dans les domaines reliés à la construction, à la fabrication, à la production, à la qualité, au rendement et à la sécurité de bâtiments, de structures, d'articles et produits manufacturés et autres marchandises et promouvoir la coopération internationale dans le domaine des normes.

2. Conventions comptables importantes

a) Mobilier et matériel de bureau

Le mobilier et le matériel de bureau sont comptabilisés au prix coûtant et l'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire sur la durée utile estimative des biens comme suit:

Mobilier	5 ans
Matériel	4 ans

b) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à certaines prestations de cessation d'emploi, comme le prévoient les contrats de travail et les conditions d'emploi. La dette résultant de ces prestations a été inscrite aux comptes au fur et à mesure que les prestations gagnées s'accumulent aux comptes des employés.

c) Régime de retraite

Les employés du Conseil canadien des normes participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au

CONSEIL CANADIEN DES NORMES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

Régime sont exigées à la fois des employés et du Conseil. Les contributions à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de l'exercice en cours.

3. Mobilier et matériel de bureau

	31 mars 1987			31 mars 1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier de bureau	127,258	80,516	46,742	40,725
Matériel de bureau	555,605	213,678	341,927	143,379
	682,863	294,194	388,669	184,104

4. Surplus affecté

	31 mars	
	1987	1986
	$	$
Réserve pour défrayer les frais à venir d'un centre de traitement des données sur place	262,683	500,000
Réserve pour défrayer les frais d'accueil du XII[e] Congrès des normes de la zone du Pacifique en 1988	100,000	100,000
Réserve pour imprévus	227,036	227,036
	589,719	827,036

5. Engagement concernant le bail

Le Conseil a renouvelé un bail pour la location de son espace de bureau. Le bail débute le 1[er] juin 1987 et s'échelonnera sur une période de 5 ans. Selon l'entente, les paiements minimums futurs seront de $382,305 par année.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

MANDAT

Favoriser et promouvoir l'étude, l'appréciation ainsi que la production d'oeuvres d'art; coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada à diverses activités de cette organisation à l'étranger.

ANTÉCÉDENTS

Le Conseil reçoit chaque année une subvention du Parlement pour mener ses opérations. Il tire aussi des revenus de la caisse de dotation de 50 millions de dollars qui a été établie en vertu de sa loi habilitante et de fonds et de biens qui lui sont donnés et qui sont administrés comme fonds spéciaux. Le Conseil est considéré comme oeuvre de charité aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5V8
STATUT	— exempté de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; ne figure pas aux annexes de la Loi — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1957; *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (S.R.C. 1970, c. 2)
PREMIER DIRIGEANT	Peter Roberts
PRÉSIDENT	Maureen Forrester
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif				
— caisse de dotation	121.2	107.4	97.3	96.6
— fonds spéciaux	38.8	35.9	31.7	29.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	85.5	74.2	72.6	65.6
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant
Autres recettes	9.6	11.6	11.5	10.8
Dépenses en subventions, services et dépenses reliées aux arts	84.3	69.4	70.4	65.6

CONSEIL DES ARTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU CONSEIL DES ARTS DU CANADA
ET AU
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan du Compte de dotation et le bilan des Fonds spéciaux du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 1987 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'avoir du Compte de dotation et l'état des revenus et dépenses et de l'avoir des Fonds spéciaux et l'état de l'évolution de la situation financière du Compte de dotation pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

COMPTE DE DOTATION

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
Encaisse et dépôts à court terme	9,853	6,814
Intérêts courus	1,418	1,671
Débiteurs	231	271
Frais payés d'avance	239	393
Placements (note 4)	96,785	87,124
Matériel et améliorations locatives (note 5)	1,470	809
Oeuvres d'art	11,249	10,327
	121,245	107,409

PASSIF	1987	1986
Découvert à la banque	3,828	
Subventions à payer	19,081	19,285
Créditeurs et frais courus	1,649	1,762
Crédits reportés (note 6)	392	985
Dû aux Fonds spéciaux	2,483	2,245
Dû aux Fiducies spéciales (note 7)	1,307	873
Provision pour les prestations de cessation d'emploi	799	1,049
	29,539	26,199
AVOIR		
Fonds de capital		
Principal, établi en vertu de l'Article 14 de la Loi	50,000	50,000
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	26,121	13,850
	76,121	63,850
Surplus d'apport—Oeuvres d'art	11,249	10,327
	87,370	74,177
Surplus		
Affecté	2,700	2,300
Non affecté	1,636	4,733
	4,336	7,033
	91,706	81,210
	121,245	107,409

Approuvé par le Conseil:

Le Trésorier
PETER BROWN

Le Vice-président
JACQUES LEFEBVRE

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

FONDS SPÉCIAUX

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
Encaisse et dépôts à court terme	2,845	3,077	Subventions à payer	2,355	3,189
Intérêts courus	509	625			
Placements (note 4)	32,961	29,973	AVOIR		
Dû en provenance du Compte de dotation	2,483	2,245	Fonds de capital		
			Principal	30,484	30,256
			Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	5,338	1,936
				35,822	32,192
			Surplus	621	539
				36,443	32,731
	38,798	35,920		38,798	35,920

Approuvé par le Conseil:

Le Trésorier
PETER BROWN

Le Vice-président
JACQUES LEFEBVRE

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES
DU COMPTE DE DOTATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenus		
Subventions parlementaires	85,311	74,244
Intérêts et dividendes	8,423	10,470
Location, Banque d'œuvres d'art	737	670
Annulation de subventions autorisées au cours des exercices précédents et remboursements	431	471
	94,902	85,855
Dépenses		
Arts		
Subventions et services	83,166	68,441
Administration (tableau)	7,145	6,255
Oeuvres d'art	922	811
	91,233	75,507
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Administration (tableau)	741	838
Subventions	182	143
	923	981
Administration générale (tableau)	5,443	5,608
	97,599	82,096
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice	(2,697)	3,759

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'AVOIR DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Fonds de capital				Surplus d'apport		Surplus			
	Principal	Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements	Total 1987	Total 1986	Total 1987	Total 1986	Affecté	Non affecté	Total 1987	Total 1986
Solde au début de l'exercice	50,000	13,850	63,850	59,586	10,327	9,516	2,300	4,733	7,033	3,274
Gains nets lors de l'aliénation de placements		12,271	12,271	4,264						
Oeuvres d'art achetées au cours de l'exercice					922	811				
Augmentation du surplus affecté							400	(400)		
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice								(2,697)	(2,697)	3,759
Solde à la fin de l'exercice	50,000	26,121	76,121	63,850	11,249	10,327	2,700	1,636	4,336	7,033

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET DE L'AVOIR DES FONDS SPÉCIAUX (NOTE 2)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam	Fonds spécial de bourses Killam	Jean A. Chalmers	Prix Molson	Lynch-Staunton	Frances et J.P. Barwick	John B.C. Watkins	Vida Peene	Fiducie de la bourse d'étude Coburn	Total 1987	Total 1986
Revenus et dépenses											
Revenus											
Intérêts et dividendes	1,439	1,211	47	99	100	8	17	52	1	2,974	3,231
Dépenses											
Subventions	1,029	908	42	100	156			52		2,287	2,547
Administration	166	204	3	4						377	300
	1,195	1,112	45	104	156			52		2,664	2,847
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	244	99	2	(5)	(56)	8	17		1	310	384
Avoir											
Fonds de capital											
Principal											
Solde au début de l'exercice	13,315	14,029	500	1,000	699	93		600	20	30,256	27,809
Argent comptant reçu											2,187
Revenu net capitalisé	127	101								228	260
Solde à la fin de l'exercice	13,442	14,130	500	1,000	699	93		600	20	30,484	30,256
Gains nets accumulés lors de l'aliénation de placements											
Solde au début de l'exercice	987	651		122	176					1,936	881
Gains nets lors de l'aliénation de placements	1,664	1,400		166	172					3,402	1,055
Solde à la fin de l'exercice	2,651	2,051		288	348					5,338	1,936
	16,093	16,181	500	1,288	1,047	93		600	20	35,822	32,192
Surplus											
Solde au début de l'exercice	69	2	28	5	312	8	115			539	415
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) pour l'exercice	244	99	2	(5)	(56)	8	17		1	310	384
Revenu net capitalisé	(127)	(101)								(228)	(260)
Solde à la fin de l'exercice	186		30		256	16	132		1	621	539
	16,279	16,181	530	1,288	1,303	109	132	600	21	36,443	32,731

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses (des dépenses sur les revenus) pour l'exercice	(2,697)	3,759
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	332	174
Perte à l'aliénation de matériel	27	
Prestations de cessation d'emploi	(250)	34
	(2,588)	3,967
Diminution (augmentation) de l'intérêt couru	253	(229)
Diminution (augmentation) des débiteurs	40	(146)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance	154	(93)
Augmentation (diminution) des subventions à payer	(204)	834
Augmentation (diminution) des créditeurs	(113)	484
Augmentation (diminution) des crédits reportés	(593)	543
Augmentation de la somme due aux Fonds spéciaux et aux Fiducies spéciales	672	867
Fonds en provenance (absorbés par) des activités d'exploitation	(2,379)	6,227
Investissement		
Acquisition de matériel et d'améliorations locatives	(1,079)	(717)
Produits à l'aliénation de matériel	59	
Augmentation des placements	(9,661)	(6,667)
Fonds absorbés par des activités d'investissement	(10,681)	(7,384)
Financement		
Gains nets à l'aliénation de placements	12,271	4,264
Fonds générés par des activités de financement	12,271	4,264
Augmentation (diminution) des fonds	(789)	3,107
Fonds au début de l'exercice	6,814	3,707
Fonds (encaisse, dépôts à court terme et découvert à la banque) à la fin de l'exercice	6,025	6,814

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et activités

Le Conseil des Arts du Canada a été constitué en 1957 en vertu de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada laquelle autorisait la création d'une Caisse de dotation de $50 millions. À l'exception de la subvention parlementaire annuelle, les fonds et les biens donnés au Conseil en vertu de l'article 20 de la Loi sont habituellement comptabilisés dans les Fonds spéciaux. Le Conseil n'est pas mandataire de Sa Majesté. Le Conseil a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts ainsi que la production d'œuvres d'art.

2. Fonds spéciaux

a) Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam

Un legs de $12,339,615 en espèces et sous forme de titres a été reçu de la succession de feue M^me^ Dorothy J. Killam, pour l'établissement du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées, en vue de décerner des bourses «pour études ou recherches avancées dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres institutions équivalentes ou analogues établies au Canada et à l'étranger, dans n'importe quel domaine d'étude ou de recherche autre que 'les arts', selon la définition qu'en donne actuellement la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, mais pouvant se situer hors du domaine des 'humanités et des sciences sociales' selon cette même Loi».

Le legs comporte les conditions suivantes: «le Fonds ne doit pas être intégré au Compte de dotation ni être autrement assimilé à d'autres biens du Conseil»; et «advenant la dissolution du Conseil, sa disparition ou son incapacité de continuer à administrer le Fonds Killam à la suite d'une modification de pouvoirs et d'autorité, les biens constituant ce Fonds devront être remis à certaines universités déjà bénéficiaires du testament».

Les espèces et les titres reçus de même que leurs produits ont été placés dans un portefeuille distinct.

b) Fonds spécial de bourses Killam

Ce fonds a été établi suite à un don de titres reçus de la succession de feue M^me^ Dorothy J. Killam. Les dividendes et les produits d'aliénation provenant de ces titres s'élevaient à $13,653,344.

Le revenu net de ce fonds peut servir à accorder des bourses à des Canadiens désireux de faire des études supérieures ou des recherches dans les domaines de la médecine, des sciences et du génie, dans des universités, hôpitaux, instituts de recherches ou d'études scientifiques ou autres établissements équivalents ou analogues au Canada.

c) Jean A. Chalmers

Le Conseil des Arts du Canada a reçu une dotation de $500,000 en espèces de M^me^ Floyd S. Chalmers dans le but d'établir un fonds spécial Jean A. Chalmers pour l'artisanat. À la suite de consultations avec le Conseil canadien de l'artisanat, le revenu provenant du fonds sert à apporter un nombre restreint de subventions pour des projets spéciaux visant le perfectionnement ou l'avancement de l'artisanat au Canada.

d) Prix Molson

Des dons totalisant $1,000,000 ont été reçus de la Fondation Molson pour la constitution du Fonds des prix Molson. Les revenus de ce fonds servent à octroyer des prix en argent à des Canadiens «qui se sont distingués dans les domaines des arts, des humanités ou des sciences sociales par des réalisations de nature à enrichir la vie culturelle ou intellectuelle du pays ou à contribuer à l'unité nationale». Le récipiendaire n'est pas restreint quant à l'utilisation qu'il fera du prix.

e) Lynch-Staunton

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $699,066 reçu de la succession de feu V.M. Lynch-Staunton et peut servir aux programmes ordinaires du Conseil.

f) Frances Elizabeth Barwick et J.P. Barwick

Un legs de $40,000 en espèces a été reçu de la succession de feue M^me^ Frances Elizabeth Barwick à la condition «que ce legs soit appliqué au profit et à l'encouragement des arts». Un legs de $53,000 a également été reçu de la succession de J.P. Barwick «au bénéfice du domaine musical des arts et pour l'encouragement aux arts de la musique». Le fonds en entier sera utilisé pour le domaine musical.

g) John B.C. Watkins

Ce fonds a été établi par un legs comportant le revenu net du reliquat de la succession de feu John B.C. Watkins pour fournir des bourses d'études universitaires dans des pays déterminés.

h) Vida Peene

Ce fonds a été établi par un legs en espèces de $599,761 reçu de la succession de feue Vida Peene pour effectuer des versements à des organismes déterminés.

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

i) Legs desquels l'on recevra éventuellement des fonds:

a) Edith Davis Webb
Ce fonds, évalué à $400,000, devra servir «à l'attribution de subventions ou de bourses pour études musicales, selon un mode établi par le Conseil».

b) Fiducie de la bourse d'étude Coburn
Ce fonds dont le montant ne peut être établi en ce moment, a pour but de permettre des échanges d'universitaires entre l'Israël et le Canada. Il comporte une somme de $100 en provenance de Kathleen Coburn pour établir ce fonds de même qu'un don de $20,000 reçu de F.E. Coburn.

3. Conventions comptables importantes

a) Placements

Les obligations, les obligations non garanties, les actions et les hypothèques sont enregistrées au prix coûtant. Les portefeuilles de deux fonds spéciaux (Prix Molson et Lynch-Staunton) sont fusionnés avec le Compte de dotation. La participation de chacun des fonds a été calculée selon la valeur marchande. L'intérêt, les dividendes, les gains et pertes à l'aliénation de placements sont attribués à chaque fonds selon les pourcentages établis au début de chaque trimestre.

b) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont enregistrés au prix coûtant et amortis sur les durées utiles estimatives selon la méthode linéaire, comme il suit:

Matériel	3 à 5 ans
Améliorations locatives	durée du bail (maximum de 10 ans)

c) Oeuvres d'art

Les œuvres d'art sont enregistrées au prix coûtant.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations particulières de cessation d'emploi ainsi que le prévoient la politique et les conditions d'emploi du Conseil. Le coût de ces prestations est porté aux dépenses de l'exercice pendant lequel elles ont été gagnées.

e) Gains et pertes lors de l'aliénation de placements

En vertu de l'Article 19(2) de la Loi, les gains nets qui résultent de l'aliénation de placements sont crédités aux fonds de capital. Les pertes nettes qui résultent de l'aliénation de placements sont imputées à ce compte, dans la mesure où les fonds de ce compte le permettent. Dans l'éventualité où les pertes excéderaient le solde disponible dans le compte, l'excédent serait imputé aux dépenses de l'exercice lors de leur réalisation.

f) Surplus d'apport

Les montants payés durant l'exercice, pour l'achat d'œuvres d'art, sont imputés aux dépenses. Ces achats sont alors capitalisés comme surplus d'apport—Oeuvres d'art et aucun amortissement n'est enregistré.

g) Surplus affecté

Le Conseil a décidé d'établir une réserve afin d'absorber toute diminution de valeur du Compte de dotation original qui serait due à l'inflation. Le Conseil approuve tout changement au compte de surplus affecté.

h) Capitalisation des revenus nets de Fonds spéciaux

Pour préserver l'avoir de ces Fonds à l'intention de futurs boursiers et sur l'avis des fiduciaires, le Conseil capitalise 10% des revenus moins les dépenses d'administration, du Fonds à la mémoire d'Izaak Walton Killam pour études avancées et du Fonds spécial de bourses Killam. Toutefois, le Conseil pourra toujours prélever de l'argent à même l'accumulation de ces revenus nets capitalisés, dans le cadre des objectifs de ces fonds.

i) Régime de pensions de retraite

Les employés font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Conseil contribuent à parts égales à ce régime. Cette contribution représente en entier le passif du Conseil.

j) Subventions

Les subventions autorisées par le Conseil sont inscrites au titre des dépenses dans l'exercice établi par le trésorier en consultation avec la Division des Arts. Les subventions annulées au cours de l'exercice après avoir été autorisées au cours des exercices précédents, de même que les remboursements, apparaissent comme revenus au Compte de dotation. Dans le cas des Fonds spéciaux, les subventions annulées et les remboursements sont déduits des dépenses de subventions.

4. Placements

	1987		1986	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
Compte de dotation				
Actions	51,117	68,336	30,612	48,507
Obligations et obligations non garanties	43,323	49,021	53,844	60,750
Hypothèques	2,345	2,207	2,668	2,464
	96,785	119,564	87,124	111,721
Fonds spéciaux				
Obligations et obligations non garanties	18,700	20,084	18,718	21,084
Actions	13,916	20,472	10,867	16,182
Hypothèques	345	270	388	298
	32,961	40,826	29,973	37,564

5. Matériel et améliorations locatives

	1987			1986
	Prix coûtant	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Matériel	1,230	491	739	505
Améliorations locatives	841	110	731	304
	2,071	601	1,470	809

6. Crédits reportés

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Revenu reporté—Banque d'œuvres d'art	212	244
Commission canadienne pour l'UNESCO	180	232
Loyer reporté		509
	392	985

CONSEIL DES ARTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

Le chiffre du crédit reporté en provenance de la Commission canadienne pour l'UNESCO représente des fonds reçus au titre de programmes particuliers pour lesquels aucune dépense n'a été encourue.

7. Dû aux Fiducies spéciales

Ces fonds ont été comptabilisés séparément vu les modalités spéciales liées aux dons.

i) Fonds du prix Glenn Gould

Le Conseil a reçu $475,113 de la Fondation à la mémoire de Glenn Gould pour apporter un prix de $50,000 tous les trois ans (si les fonds le permettent) à un particulier qui se distingue pour sa contribution originale au domaine de la musique et des communications. Depuis le début, le fonds a réalisé $76,767 et a reçu une avance de $50,000, le solde s'élevant donc à $601,880 au 31 mars 1987.

ii) Fonds Joseph S. Stauffer

Le Conseil a reçu $350,000 de la Succession de Joseph S. Stauffer, dont les revenus doivent fournir des prix servant à encourager les jeunes Canadiens promis à de grandes réalisations dans les domaines de la musique, des arts visuels et de la littérature. Depuis le début, le Fonds a réalisé $51,140 et le solde s'élevait à $401,140 au 31 mars 1987.

iii) Prix de photographie du duc et de la duchesse d'York

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Canada a doté le Conseil de $170,000 en tant que cadeau de noces au duc et à la duchesse d'York. Les revenus de cette dotation doivent être utilisés afin de présenter annuellement une bourse à un artiste professionnel à l'endroit d'un travail créatif ou d'une étude avancée en photographic. La dotation a réalisé $1,860 au cours de l'exercice et la valeur de la dotation se chiffrait à $171,860 au 31 mars 1987.

iv) Prix Gershon Iskowitz

La Fondation Gershon Iskowitz a créé le prix Gershon Iskowitz qui doit être administré par le Conseil et, décerné tous les deux ans à un artiste professionnel canadien qui soit mûr et remporte du succès et ce, à l'endroit d'un travail créatif ou d'une recherche continue en arts visuels. Au cours de l'exercice la Fondation Gershon Iskowitz a fait don de $29,750 au Conseil envers le prix et son administration. Le solde au 31 mars 1987 se chiffrait à $2,791.

v) Programme pour visites d'artistes étrangers

Le programme pour visites d'artistes étrangers est administré par le service des bourses pour artistes du Conseil des Arts pour le compte du ministère des Affaires extérieures. C'est un programme de subventions qui permet aux organismes culturels du Canada d'accueillir des artistes étrangers de premier plan pour une période allant de deux semaines à quatre mois. Le solde au 31 mars 1987 se chiffrait à $128,908.

8. Engagements à bail

Le Conseil est signataire de baux à long terme touchant la location de locaux. Voici, en aggloméré, le loyer annuel minimum:

	(en milliers de dollars)
1988	1,511
1989	1,521
1990	1,527
1991	1,430
1992	1,410

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation du présent exercice.

TABLEAU DES DÉPENSES D'ADMINISTRATION DU COMPTE DE DOTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Arts	Commission canadienne pour l'UNESCO	Administration générale	Total 1987	Total 1986
Traitements	4,811	474	2,741	8,026	8,041
Prestations aux employés	454	48	285	787	1,055
Déplacement du personnel	693	58	82	833	720
Locaux à bureau	178		608	786	773
Communications	435	37	160	632	571
Informatique	14	7	321	342	210
Amortissement	42		290	332	174
Dépenses et matériel de bureau	46	10	262	318	203
Impression, publication et reprographie	185	23	109	317	283
Gestion du portefeuille de placements			300	300	199
Dépenses des bureaux du Conseil y compris les indemnités des membres	65	62	158	285	218
Services professionnels et spéciaux	151	21	107	279	225
Dépenses diverses	71	1	20	92	79
	7,145	741	5,443	13,329	12,701

PAGE RÉCAPITULATIVE

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

MANDAT

Entreprendre et superviser de grands projets de construction et d'entretien militaires demandés par le ministère de la Défense nationale; fournir, moyennant la récupération des coûts, une aide technique et administrative aux ministères et organismes fédéraux en ce qui concerne les questions de construction.

ANTÉCÉDENTS

Cette société est en activité depuis 1951.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0K3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1951; *Loi sur la production de défense* (S.R.C. 1970, c. D-2); maintenue en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, 21 novembre 1978
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	J.R. Lorne Atchison
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.5	2.6	1.2	1.0
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.3	1.4	néant	néant
Avoir du Canada	(2.9)	(3.1)	(3.1)	(3.2)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	13.2	14.3	14.5	12.9
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de Construction de défense (1951) Limitée au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la production de défense et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 22 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,163,349	2,211,938
Débiteurs—Ministères et organismes du gouvernement	11,424	21,718
Autres éléments	23,785	59,985
	1,198,558	2,293,641
Immobilisations, au prix coûtant		
Mobilier et matériel	1,029,803	920,399
Déduire: amortissement cumulé	734,031	618,747
	295,772	301,652
	1,494,330	2,595,293

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1,083,149	1,175,249
À verser au Canada	343,074	1,394,606
Dépôts de garantie des entrepreneurs (note 3)	181,784	212,567
	1,608,007	2,782,422
Provision pour indemnités aux employés (note 4)	2,801,391	2,875,300
	4,409,398	5,657,722
CAPITAL-ACTIONS ET DÉFICIT		
Capital-actions		
Autorisé—1,000 actions sans valeur nominale		
Émis—31 actions entièrement libérées	31	31
Déficit (note 5)	(2,915,099)	(3,062,460)
	(2,915,068)	(3,062,429)
	1,494,330	2,595,293

Approuvé par le Conseil:

Un administrateur
J. R. L. ATCHISON

Un administrateur
L. E. DAVIES

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Traitements	9,160,516	10,130,929
Indemnités aux employés	1,146,510	1,209,093
Voyages et déménagements	672,623	794,811
Location de bureaux	481,239	494,229
Téléphone	279,757	277,750
Publicité	208,843	162,466
Affranchissement, messagerie et transport	201,620	179,229
Fournitures de bureau et entretien	175,696	159,417
Amortissement	129,613	126,680
Services professionnels	113,523	118,283
Location de matériel	112,289	118,843
Formation et perfectionnement professionnel	109,044	49,896
Autres	43,359	35,356
	12,834,632	13,856,982
Recouvrements de dépenses (note 6)	125,067	168,720
Coût de l'exploitation	12,709,565	13,688,262
Crédits parlementaires	12,856,926	13,773,125
Excédent des crédits parlementaires sur le coût de l'exploitation	147,361	84,863
Déficit au début de l'exercice	3,062,460	3,147,323
Déficit à la fin de l'exercice	2,915,099	3,062,460

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités de financement		
Crédits parlementaires	12,856,926	13,773,125
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation déclaré	12,709,565	13,688,262
Provision pour indemnités aux employés	(262,818)	(582,030)
Amortissement	(129,613)	(126,680)
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations	1,686	
Augmentation nette (diminution) des soldes du fonds de roulement hors caisse reliés à l'exploitation*	1,127,921	(1,833,667)
Encaisse absorbée par l'exploitation	13,446,741	11,145,885
Indemnités versées aux employés	338,425	618,440
Encaisse absorbée par les activités d'exploitation	13,785,166	11,764,325
Activités d'investissement		
Acquisition de matériel	124,578	112,289
Aliénation de matériel	(4,229)	
Encaisse absorbée par les activités d'investissement	120,349	112,289
(Diminution) augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice	(1,048,589)	1,896,511
Encaisse au début de l'exercice	2,211,938	315,427
Encaisse à la fin de l'exercice	1,163,349	2,211,938

* Composée de la variation dans le solde des débiteurs, autres éléments de l'actif à court terme, créditeurs et frais courus et dépôts de garantie des entrepreneurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs, objectifs et fonctionnement

Construction de Défense (1951) Limitée a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes et poursuit ses activités en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, en conformité avec les pouvoirs de la Loi sur la production de défense, afin de conclure des contrats pour les constructions militaires importantes et les projets d'entretien que le ministère de la Défense nationale juge nécessaires. Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Les principales fonctions de la Société dans le domaine de la gestion de la construction sont d'obtenir des soumissions, de faire des recommandations quant aux contrats prévus, d'adjuger et de voir à la réalisation des contrats. Une phase importante de ses responsabilités en ce domaine est d'assurer l'exécution du travail comme il est stipulé dans le contrat et d'attester la véracité des demandes de versements échelonnés à être payés à même les fonds du ministère de la Défense nationale. Elle retient également les services de cabinets d'architectes et d'ingénieurs pour la préparation de plans et de devis selon les besoins du ministère de la Défense nationale. Elle peut fournir sur demande de l'aide technique et administrative en matière de construction à d'autres ministères du gouvernement.

2. Conventions comptables importantes

Dépenses

Les comptes de la Société n'indiquent que les dépenses d'administration engagées en vue d'assurer l'exécution des travaux de construction et d'entretien des projets de défense effectués au nom du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'exécution d'autres travaux de construction ayant l'approbation du Conseil du Trésor.

Amortissement

L'amortissement se fait selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans.

Indemnités aux employés

Les indemnités aux employés sont portées aux dépenses dès qu'elles ont été gagnées par les employés.

Pensions

Au cours de l'exercice, la Société a effectué des paiements de $513,050 ($549,937 en 1986) à l'égard des cotisations courantes au Compte de pension de retraite de la Fonction publique du gouvernement du Canada. Le Compte fait l'objet d'une évaluation actuarielle tous les cinq ans. Les cotisations et les dettes inscrites de la Société se limitent à des montants équivalant aux cotisations des employés au titre de leurs services courants et à certaines cotisations au titre de leurs services passés. La Société n'est pas tenue de verser des cotisations à l'égard des déficits actuariels du Compte.

Crédits parlementaires

Le coût de l'exploitation est financé par des crédits parlementaires, c'est-à-dire le crédit 15 du ministère de la Défense nationale, selon les besoins annuels nets de trésorerie.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Dépôts de garantie des entrepreneurs

	1987	1986
	$	$
Dépôts de soumission	144,534	114,220
Dépôts pour plans et devis	37,250	98,347
	181,784	212,567

4. Provision pour indemnités aux employés

	1987	1986
	$	$
Indemnités de cessation d'emploi	2,503,721	2,594,083
Assurance-vie	95,881	79,327
Indemnités d'ancienneté	201,789	201,890
	2,801,391	2,875,300

5. Déficit

Le déficit de la Société comprend principalement les dettes à l'égard des indemnités aux employés qui devront au cours des prochains exercices, à mesure qu'elles seront versées, être financées par les crédits parlementaires.

6. Recouvrements de dépenses

La Société fournit certains services administratifs et techniques au ministère de la Défense nationale et à d'autres ministères et organismes du gouvernement. Le coût de ces services est remboursable. Au 31 mars 1987, les montants à recevoir au titre de ces recouvrements s'élevaient à $10,999 ($21,288 en 1986).

Au cours de l'exercice, dans le cours normal de ses opérations, le ministère de la Défense nationale a fourni des locaux à bureaux sans frais à 163 employés de la Société.

7. Engagements en vertu des contrats de location

Dans le cadre de ses activités, la Société loue du matériel ainsi que des locaux. Le loyer futur minimum global s'établit comme suit:

Exercice se terminant le 31 mars	$
1988	62,372
1989	53,987
1990	26,937
	143,296

8. Éventualités

Des réclamations s'élevant approximativement à $5,870,000 à l'égard d'obligations contractuelles ont été reçues par la Société mais n'apparaissent pas dans les comptes. Selon la direction et le conseiller juridique, la position de la Société est défendable, toutefois l'issue finale de telles réclamations ne peut être déterminée présentement. Le cas échéant, les paiements résultant de la résolution de ces réclamations seront financés par les crédits parlementaires du ministère de la Défense nationale au cours de l'exercice pendant lequel ces réclamations seront réglées.

9. Renseignements supplémentaires

Les activités contractuelles de la Société au nom des ministères et organismes du gouvernement se résument comme suit:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Contrats en cours au début de l'exercice	491,880	404,755
Contrats adjugés	265,878	253,221
	757,758	657,976
Contrats terminés	235,286	166,096
Contrats en cours à la fin de l'exercice	522,472	491,880
Versements sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	388,303	366,931
Travail non terminé sur les contrats en cours à la fin de l'exercice	134,169	124,949

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

MANDAT

Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et d'autres pays.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Corporation agit à titre d'entrepreneur principal lorsque d'autres pays désirent acheter des biens et services du Canada au niveau gouvernemental. En outre, elle facilite les ventes aux organismes internationaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Metropolitan Life 50, rue O'Connor Ottawa (Ontario) K1A 0S6
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Patricia Carney, c.p., député, ministre du Commerce extérieur
MINISTÈRE	Affaires extérieures
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1946; *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (S.R.C. 70, c. C-6)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Hugh Mullington
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	493.8	399.5	380.9	382.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	31.4	35.7	36.3	32.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	16.1	15.8	17.6	17.2
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Corporation commerciale canadienne au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et, à l'exception du changement dans la méthode de comptabiliser les congés annuels et les indemnités de cessation d'emploi dont il est question à la note 3 afférente aux états financiers, ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Corporation commerciale canadienne et aux règlements administratifs de la Corporation.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
Encaisse et dépôts à court terme	55,008	58,853
Dépôt auprès du Receveur général du Canada (notes 1 et 10)	8,000	8,000
Débiteurs		
Gouvernements étrangers (note 4)	111,141	117,228
Gouvernement du Canada—Crédits parlementaires (note 5)	461	1,089
Autres	548	229
Avances aux fournisseurs	5,419	10,284
Réclamations proportionnelles payées ou dues	313,276	203,773
	493,853	399,456

PASSIF	1987	1986
Créditeurs et frais courus	106,034	121,991
Avances reçues des clients	36,073	32,691
Paiements proportionnels reçus ou dûs	313,217	202,395
Dû au gouvernement du Canada (note 5)	2,945	3,525
Dû au Fonds renouvelable de la production de la défense	292	539
Provision pour frais additionnels de contrats (note 6)	3,181	2,660
	461,742	363,801
Indemnités de cessation d'emploi (note 3)	723	
	462,465	363,801
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	10,000	10,000
Surplus d'apport	10,000	10,000
Bénéfices non répartis	11,388	15,655
	31,388	35,655
	493,853	399,456

Certifié exact:

Le contrôleur
F. O. KELLY

Approuvé par le Conseil:

Le président
H. J. MULLINGTON

Un administrateur
G. S. JUPP

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenus		
Contrats facturés	774,879	763,453
Honoraires et autres revenus	715	12
Intérêts créditeurs	2,763	3,580
Gains (pertes) sur change	(1,235)	405
	777,122	767,450
Dépenses		
Coûts des contrats facturés	774,879	763,453
Frais additionnels de contrats	2,465	2,119
Créances irrécouvrables	142	10
Services fournis par Approvisionnements et Services Canada	10,354	9,830
Frais d'administration (note 9)	7,665	8,249
Frais d'intégration (note 9)	493	
Frais juridiques et dépenses engagés par le ministère de la Justice (note 7)	505	272
Autres	22	20
	796,525	783,953
Coût net de l'exploitation avant le poste extraordinaire	19,403	16,503
Poste extraordinaire (note 3)	959	
Coût net de l'exploitation	20,362	16,503
Crédits parlementaires	16,095	15,826
	(4,267)	(677)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	15,655	16,332
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	11,388	15,655

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités de financement		
Crédits parlementaires		
Montant prélevé	16,095	15,826
Rajustement relatif à la diminution des débiteurs du gouvernement du Canada	628	441
	16,723	16,267
Activités opérationnelles		
Exploitation		
Coût net de l'exploitation	20,362	16,503
Rajustements		
Poste extraordinaire	(959)	
Solde d'exploitation à recevoir des clients et à payer aux fournisseurs	10,731	(23,339)
Avances et réclamations proportionnelles reçues des clients et versées aux fournisseurs	(9,566)	(7,274)
Total de l'encaisse utilisée (générée)	20,568	(14,110)
Augmentation (diminution) des liquidités	(3,845)	30,377
Liquidités au début de l'exercice	66,853	36,476
Liquidités à la fin de l'exercice	63,008	66,853
Analyse		
Encaisse et dépôts à court terme	55,008	58,853
Dépôt auprès du Receveur général du Canada	8,000	8,000
	63,008	66,853

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et activité

La Corporation, constituée en 1946 en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est une société d'État mandataire figurant à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Corporation n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

La Corporation agit à titre d'organisme contractant principal lorsque des pays ou des organismes internationaux désirent acheter des produits et des services du Canada et veulent transiger de gouvernement à gouvernement.

La Corporation conclut des contrats avec les gouvernements acheteurs, puis des contrats équivalents avec les entreprises canadiennes.

À la suite d'une décision du Cabinet, la Corporation a adopté, en cours d'exercice, une politique de recouvrement de frais à l'égard des services relatifs aux contrats signés après le 1[er] juin 1986. Cependant, le 23 décembre 1986, la Corporation a suspendu cette pratique en attendant une révision de la décision du Cabinet.

Approvisionnements et Services Canada offre à la Corporation des services contractuels qui sont facturés selon les taux prédéterminés approuvés par le Conseil du Trésor et établis d'après le montant des contrats obtenus, et offre certains services d'administration au prix coûtant.

Si le ministre l'ordonne, la Corporation doit virer au compte du Receveur général du Canada tout montant qu'il considère excédentaire aux besoins de celle-ci. Ces montants peuvent par la suite être remis à la disposition de la Corporation si le ministre le juge nécessaire. Pendant l'exercice 1983-84, celle-ci a viré au compte du Receveur général $8 millions sur lesquels elle ne touche aucun intérêt (voir aussi la note 10).

2. Conventions comptables importantes

a) Contrats facturés

Les recettes des contrats sont inscrites au moment de la livraison, sauf s'il s'agit de contrats comportant des paiements proportionnels, auquel cas elles sont inscrites à l'échéance des paiements exigibles des clients. Comme il n'y a pas eu transfert aux clients du titre des biens, relativement à ces facturations proportionnelles, la Corporation inscrit un montant correspondant à son passif et au coût des contrats facturés. Elle inscrit à son actif toutes les facturations proportionnelles provenant de fournisseurs. Ces éléments d'actif et de passif sont réduits, conformément au contrat, au fur et à mesure des livraisons.

b) Devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les recettes et les dépenses sont converties au taux de change moyen pour le mois pendant lequel la transaction a lieu. Les gains et les pertes sur les opérations de change figurent à l'état des résultats.

c) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont inscrits au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes sont engagées, mais ils ne sont prélevés qu'au moment du décaissement.

d) Régime de pension

Les employés sont tenus d'adhérer au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique qui est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations à ce régime sont versées par les employés et par la Corporation. Ces cotisations représentent le total des obligations de la Corporation et sont imputées aux résultats sur une base courante.

CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à des indemnités de cessation d'emploi calculées d'après leur niveau de salaire en vigueur au moment du départ et conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. L'élément de passif relatif à ces indemnités est inscrit dans les comptes à mesure que s'accumulent les indemnités courues à l'égard des employés.

3. Changement aux conventions comptables

Au cours de l'exercice, la Corporation a adopté la méthode de comptabilité d'exercice pour les congés annuels et les indemnités de cessation d'emploi; à ce moment, 53 employés de Approvisionnements et Services Canada ayant à leur crédit des indemnités accumulées de $827,000 ont été intégrés aux employés du siège social de la Corporation qui avaient alors à leur crédit des indemnités accumulées de $148,000. Auparavant, les congés annuels et les indemnités de cessation d'emploi courus n'avaient pas été comptabilisés aux états financiers, car ils ne représentaient pas un montant important. On comptabilisait plutôt les dépenses au fur et à mesure des débours. Le changement a donc été fait prospectivement. Il a pour effet d'augmenter le coût de l'exploitation d'un montant net de $959,000 afin qu'il soit tenu compte d'un élément de passif au titre des congés annuels et d'une provision au titre des indemnités de cessation d'emploi au 31 mars 1987.

4. Débiteurs—Gouvernements étrangers

Au 31 mars 1987, la Corporation a fait provision de $996,000 ($854,000 en 1986) en prévision du non-recouvrement éventuel de certains montants à recevoir de gouvernements étrangers.

5. Gouvernement du Canada

Au 31 mars 1987, des fonds pour régler des dépenses de $461,000 relatives aux crédits parlementaires de 1986-87 n'avaient pas encore été prélevés et des montants totalisant $2,945,000 n'avaient pas encore été versés à divers ministères.

6. Obligations contractuelles

Au 31 mars 1987, les obligations contractuelles de la Corporation s'élevaient à $1,132 milliards ($1,127 milliards en 1986).

La Corporation est garante envers ses clients des obligations de ses fournisseurs et peut, par conséquent, devoir engager des frais additionnels si certains fournisseurs ne s'acquittent pas de leurs obligations contractuelles. Il existe à cet effet une provision de $3,181,000 ($2,660,000 en 1986) à l'égard du montant estimatif de ces frais additionnels.

7. Frais juridiques et dépenses engagés par le ministère de la Justice

Le Conseil du Trésor a donné instruction à la Corporation de rembourser au ministère de la Justice les frais juridiques et les dépenses resultant des poursuites judiciaires intentées contre la Corporation relativement au contrat mentionné à la note 8a. Ces coûts se sont élevés à $505,000 ($272,000 en 1986).

8. Éventualités

a) La Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1975 pour les pertes présumées subies conséquemment à la résiliation d'une partie d'un contrat. La réclamation s'élève à $6.8 millions, montant auquel s'ajoutent les frais et les intérêts courus. Se basant sur l'avis juridique reçu, l'administration ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement.

b) La Corporation est défenderesse dans des poursuites judiciaires intentées en 1985 pour les pertes présumées subies conséquemment à la rupture d'un contrat par la Corporation. La réclamation s'élève à $744,000. La poursuite judiciaire est contestée par le conseiller de la Corporation et le résultat final est incertain. Une étude préliminaire des faits et lois, accomplie par le conseiller, indique qu'il n'y a aucune responsabilité financière de la part de la Corporation. Selon cet avis, l'administration ne juge pas nécessaire d'établir une provision pour règlement.

c) La Corporation est défenderesse dans une poursuite judiciaire intentée en 1986 pour dommages et intérêts d'une somme de $720,000, en plus des intérêts et des coûts relatifs à la rupture présumée d'un contrat par la Corporation. Le ministère de la Justice conteste la poursuite au nom de la Corporation. Une étude préliminaire des faits et lois effectuée par le conseiller, laisse entrevoir une faible possibilité de succès de cette poursuite contre la Corporation. Compte tenu de cet avis, la direction de la Corporation considère qu'il n'est pas nécessaire de prévoir une provision pour perte éventuelle au titre de cette poursuite.

9. Retraitement des états financiers de l'exercice 1985-86

En 1986, le gouvernement a approuvé l'intégration du personnel de l'ancienne Direction d'approvisionnement pour l'exportation d'Approvisionnements et Services Canada au personnel du siège social de la Corporation, à compter du 1er avril 1986. Cette intégration avait pour but de simplifier les opérations quotidiennes dans l'exécution des fonctions de la Corporation et de permettre des économies substantielles grâce à une réduction des coûts. Par conséquent, afin que l'information présentée soit pertinente et qu'il soit possible de comparer les états financiers de l'exercice antérieur à ceux de l'exercice courant, les frais administratifs qui avaient été inclus dans les services offerts par Approvisionnements et Services Canada (ASC) ont été reclassés pour l'exercice 1985-86. Par conséquent, les dépenses au titre des services de ASC ont donc été diminuées de $6,220 millions et les frais administratifs augmentés d'autant pour l'exercice 1985-86. Ce changement dans la présentation de l'information rend celle-ci plus significative et permet d'interpréter les données au moyen de comparaisons.

10. Événement postérieur à la clôture de l'exercice

Le 1er avril 1987, une somme de $5 millions, provenant de la somme de $8 millions en dépôt auprès du Receveur général, a été remise à la Corporation (note 1). De l'avis de la Corporation et du Ministre, ces fonds étaient nécessaires pour répondre aux besoins de financement pour l'exercice 1987-88.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

MANDAT

Vendre ses avoirs au secteur privé tout en obtenant un produit juste pour le Canada et, entretemps, assurer que ses filiales sont gérées selon des pratiques commerciale saines.

ANTÉCÉDENTS

La société a été constituée en 1982 pour tenir et gérer les entreprises et les investissements qui lui ont été assignés par le gouvernement fédéral et en disposer au moment approprié. Les investissements actuels que la société possède et ceux qui lui sont assignés à des fins de gestion comprennent Eldorado Nucléaire Limitée et les sociétés Varity et Massey Combines. La Corporation s'est départie de la société de Havilland Aircraft of Canada, Limited, vendue le 31 janvier 1986 à la compagnie Boeing et de Canadair Limitée, vendue à Bombardier Inc. le 23 décembre 1986. En septembre 1986, 21.8 des 30.7 millions d'actions du Canada dans la Corporation de développement du Canada ont été offertes au grand public. L'actif et les exploitations de Téléglobe Canada ont été vendues le 3 avril 1987 à Memotec Data Inc.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1, First Canadian Place Pièce 4520 Toronto (Ontario) M5X 1A4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Barbara McDougall, c.p., député Ministre d'État (Privatisation)
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; par le biais de la Corporation de développement du Canada aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; lettres patentes émises le 26 mai 1982
PREMIER DIRIGEANT	Poste vacant
PRÉSIDENT	W. Darcy McKeough
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell & Cie et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**9 mois au 31 décembre 1983 (reformulé)**
À la fin de l'exercice				
Actif total	336	642	679	175
Engagements envers le secteur privé*	néant	144	1,261	1,170
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	négl.
Avoir du Canada	287	485**	(709)	(1,042)
Argent du Canada versé aux filiales au cours de l'exercice				
— budgétaire	(111)	500	550	300
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

Voir NOTES à la page suivante

PAGE RÉCAPITULATIVE (fin)

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

NOTES

* Ces obligations étaient en grande partie celles d'une filiale, la Société financière Canadair Inc. Cependant, une loi adoptée en juin 1985 a permis au Canada d'assumer cette dette, soit un montant de 1,044 millions de dollars au cours de cette année, et le solde du capital de 144 millions de dollars, assumé en 1986, de même que des intérêts courus de 40 millions environ, portant le total à 1.23 milliard de dollars. Depuis, le Canada s'est acquitté de la totalité de ces engagements sauf 333 millions, sous forme de débours non compris dans l'Argent reçu du Canada indiqué ci-dessus.

** La dette assumée par le Canada en 1985 a été versée en surplus d'apport au compte de la CDIC et est le principal facteur à l'origine du renversement des montants d'Avoir du Canada.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Corporation de Développement des Investissements du Canada au 31 décembre 1986 ainsi que les états consolidés des résultats et du déficit cumulé, du surplus d'apport et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

En outre, à notre avis, les activités de la société et de ses filiales en propriété exclusive, dont nous avons eu connaissance lors de notre vérification des états financiers consolidés, sont, sous tous les aspects importants, conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et aux règlements y afférents, ainsi qu'aux chartes et règlements de la société et de ses filiales en propriété exclusive.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Cie

Toronto, Canada
le 27 février 1987

BILAN CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	11,960	3,588
Encaisse dont l'utilisation est restreinte (note 4)	88,571	
Créances diverses	178	2,975
Tranche d'effets à recevoir échéant à moins d'un an	5,400	
	106,109	6,563
Investissements		
Filiales non consolidées (note 5)	140,646	509,006
Placements de portefeuille (note 6)	26,349	126,349
	166,995	635,355
Effets à recevoir	43,200	
Droits de Canadair à la technologie (note 5)	20,000	
Divers	91	151
	336,395	642,069

PASSIF ET AVOIR (NÉGATIF) DE L'ACTIONNAIRE	1986	1985
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	49,676	3,529
Intérêts courus		9,164
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an		143,864
	49,676	156,557
AVOIR (NÉGATIF) DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—Nombre illimité d'actions ordinaires		
Émises et libérées—101 actions ordinaires	1	1
Surplus d'apport	3,506,765	3,351,848
Déficit cumulé	(3,220,047)	(2,866,337)
	286,719	485,512
Éventualités (note 5)		
	336,395	642,069

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil:

Administrateur
PIERRE DES MARAIS

Administrateur
PAUL M. MARSHALL

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Bénéfice net (perte) des filiales		
Canadair Limitée	96,858	27,574
Eldorado Nucléaire Limitée	(64,358)	(57,204)
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited		(94,426)
	32,500	(124,056)
Charges du siège social		
Frais d'exploitation, net (note 7)	1,167	3,531
Frais financiers	2,183	211,209
Provisions pour pertes		
Massey Combines Corporation (note 6)	100,000	
The de Havilland Aircraft of Canada, Limited (note 5)	15,000	46,656
Canadair Limitée (note 5)	122,860	
	241,210	261,396
Perte nette	(208,710)	(385,452)
Déficit cumulé, au début de l'exercice	(2,866,337)	(2,480,885)
	(3,075,047)	(2,866,337)
Dividendes	(145,000)	
Déficit cumulé, à la fin de l'exercice	(3,220,047)	(2,866,337)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU SURPLUS D'APPORT EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début de l'exercice	3,351,848	1,772,007
Prise en charge par le gouvernement du Canada de la dette à long terme de Financière Cartierville	154,917	1,079,841
Contributions en espèces du gouvernement du Canada aux filiales		
Financière Cartierville		300,000
de Havilland		200,000
Solde à la fin de l'exercice	3,506,765	3,351,848

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en milliers de dollars)

	1986	1985
Exploitation		
Activités de la société	(1,167)	(3,531)
Élément hors caisse—Amortissement	60	49
Augmentation (diminution) des sommes à payer aux apparentés		(74,551)
Diminution des créditeurs	(1,424)	(10,648)
Augmentation (diminution) d'autres éléments	2,797	(56,935)
	266	(145,616)
Produit reçu à l'aliénation de Canadair (déduction faite de l'encaisse dont l'utilisation est restreinte)	111,000	
Tranche en espèces du dividende reçu de Canadair	8,400	
	119,400	
Tranche en espèces du dividende versé	(111,000)	
	8,666	(145,616)
Financement		
Surplus d'apport (Financière Cartierville)	154,917	1,379,841
Réduction de la dette à long terme	(143,864)	(1,116,893)
Intérêts débiteurs et frais financiers, déduction faite de l'amortissement des pertes de change	(2,183)	(94,814)
Augmentation (diminution) de l'intérêt couru	(9,164)	(28,793)
	(294)	139,341
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des investissements à court terme	8,372	(6,275)
Encaisse et investissements à court terme, au début de l'exercice	3,588	9,863
Encaisse et investissements à court terme, à la fin de l'exercice	11,960	3,588

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Aux fins du présent état, l'encaisse et l'augmentation (diminution) de celle-ci excluent les opérations en espèces se rapportant à l'encaisse dont l'utilisation est restreinte.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

1. La Société

La Corporation de Développement des Investissements du Canada (la «société») a été constituée le 26 mai 1982 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, et est la propriété exclusive de Sa Majesté du chef du Canada. La société est assujettie à la Loi sur l'administration financière et est un agent de Sa Majesté.

2. Méthode de présentation

Dans une déclaration datée du 30 octobre 1984, le minsitre du gouvernement du Canada chargé du dossier de la société, a annoncé l'intention du gouvernement de forcer la société à se dessaisir systématiquement de ses participations dans Massey-Ferguson Limitée («Massey Ferguson»), maintenant Varity Corporation («Varity») Massey Combines Corporation («Massey Combines») (voir note 6), Canadair Limitée («Canadair»), The de Havilland Aircraft of Canada, Limited («de Havilland») et Eldorado Nucléaire Limitée («Eldorado»). L'aliénation de la participation de la société dans de Havilland et dans Canadair a été achevée en 1986.

Tout plan ou projet d'aliénation d'Eldorado devra être sanctionné par le gouvernement conformément aux exigences de la Loi sur l'administration financière. Étant donné qu'aucun plan d'aliénation officiel n'a été soumis à l'approbation du gouvernement en ce qui concerne Eldorado, la société est d'avis qu'il lui faut continuer de comptabiliser sa participation dans cette filiale à la valeur de consolidation. Il se peut que les prix de cession éventuels d'Eldorado soient supérieurs ou inférieurs à la valeur comptable.

3. Principales conventions comptables

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers de la Société Financière Cartierville Inc. («Financière Cartierville»), anciennement la Société Financière Canadair Inc., ont été groupés avec ceux de la société.

b) Investissements dans des filiales non consolidées

L'investissement de la société dans une filiale qui a été acquise initialement en vue de sa cession ou privatisation éventuelle, est comptabilisé à la valeur de consolidation sauf s'il existe un projet officiel, sanctionné par le gouvernement du Canada, visant à se dessaisir de cette participation, auquel cas cette dernière est comptabilisée à la valeur comptable de consolidation ou à la valeur de réalisation nette si celle-ci est inférieure.

Les états financiers de la société et ceux de ses filiales n'ont pas été consolidés, la société étant d'avis que la comptabilisation à la valeur de consolidation offre une information plus détaillée à l'actionnaire. Les états financiers de la filiale non consolidée sont joints aux présentes.

c) Conversion des monnaies étrangères

L'actif et le passif libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens d'après la méthode temporelle selon laquelle l'actif et le passif monétaires sont convertis au taux en vigueur à la clôture de l'exercice, et l'actif et le passif non monétaires, aux taux en vigueur à la date des opérations.

4. Encaisse dont l'utilisation est restreinte

Ces fonds sont détenus dans des comptes spéciaux (essentiellement dans le fonds du revenu consolidé du Canada et ce, sans intérêt) dans le but de couvrir tout remboursement de dettes éventuelles découlant de la vente des investissements de la société dans de Havilland et Canadair (voir note 5).

5. Investissements dans des filiales non consolidées

La valeur comptable des investissements de la société est la suivante:

	Valeur comptable au 31 décembre 1985	Participation dans le bénéfice (la perte)	Dividendes reçus	Vente d'une filiale	Valeur comptable au 31 décembre 1986
Canadair	224,002	96,858	(57,000)	(263,860)	
de Havilland	80,000			(80,000)	
Eldorado	205,004	(64,358)			140,646
	509,006	32,500	(57,000)	(343,860)	140,646

Au cours de l'exercice, la société s'est dessaisie de son investissement dans de Havilland et dans Canadair comme suit:

a) Le 31 janvier 1986, la société a vendu sa participation dans de Havilland à The Boeing Company («Boeing»). La contrepartie nominale était de $155,000, dont $90,000 ont été versés en espèces à la conclusion de la vente. Le solde du prix d'achat, soit $65,000, est remboursable sans intérêt, en versements échelonnés sur une période de quinze ans.

La société et le gouvernement du Canada ont convenu de dédommager Boeing et de Havilland pour certaines dettes et charges éventuelles qu'elles pourraient engager et ce, sur une période n'excédant pas six ans après la conclusion de la vente.

Ces dettes éventuelles se composent comme suit:

i) Une partie des primes d'assurance responsabilité civile à l'égard des produits de de Havilland;

ii) Certaines demandes de règlement de fournisseurs qui peuvent être revendiquées contre de Havilland à l'égard du ralentissement ou de l'interruption de la production, ainsi que des créances éventuelles contre de Havilland conformément aux ententes de financement des produits, jusqu'à concurrence de $60,000.

iii) Des réclamations se rapportant à des pertes éventuelles résultant des risques d'atteinte à la santé pour les travailleurs de l'usine de de Havilland.

En raison de l'actualisation d'une tranche de $65,000 du prix d'achat et de l'estimation des indemnisations et éventualités qui peuvent être déterminées de façon raisonnable, la valeur de réalisation nette de la participation de la société dans de Havilland au moment de la vente était de $80,000. Certaines des dettes éventuelles étant devenues quantifiables au cours de l'exercice, la société a fourni un supplément de $15,000 à cet effet.

On n'a tenu compte d'aucune autre provision pour les demandes d'indemnité dans les états financiers, aucune estimation raisonnable de l'incidence de certains événements et termes éventuels ne pouvant être faite à ce stade-ci. Ces montants seront comptabilisés comme il convient, dans des périodes futures, lorsqu'on pourra estimer raisonnablement le montant, s'il en est, qui devra être finalement payé à la suite de ces demandes.

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

b) Le 23 décembre 1986, la société a vendu sa participation dans Canadair Limitée à Bombardier Canadair Inc. («Bombardier»). La contrepartie nominale s'est élevée à $120,000 en espèces à la conclusion de la vente et à 1,000,000 d'actions de catégorie A et à 500,000 actions de catégorie B de Bombardier dont la valeur attribuée est de $150,000. On prévoit que la valeur de rachat de ces actions sera réduite par des mesures que prendront Bombardier et Canadair, tel qu'il en a été fait mention dans la convention. De plus, Canadair a convenu de payer des redevances à la société sur les ventes futures d'avions Challenger et sur le contrat d'entretien des avions CF18 de Canadair passé avec le ministère de la Défense nationale.

Aux fins de la vente, la valeur de la contrepartie a été déterminée comme suit:

Produit	
Encaisse	120,000
Actions privilégiées de Bombardier	10,000
Droits de Canadair à la technologie et redevances	20,000
	150,000
Coûts de la cession et provision pour dettes éventuelles	9,000
	141,000
Valeur comptable de l'investissement dans Canadair	263,860
Perte à la vente	122,860

Avant la vente, Canadair a déclaré et a versé à la société un dividende de $57,000, dont $48,600 en effets portant intérêt. Le solde a été payé en espèces.

c) Au 31 décembre 1986, le gouvernement du Canada avait fourni les autorisations et garanties nécessaires à l'emprunt de $600,000 contracté par Eldorado, dont $584,248 étaient utilisées à cette date.

6. Placements de portefeuille

	Valeur comptable au 31 décembre 1985	Réaffectation lors de la restructuration	Réduction de la valeur comptable	Valeur comptable au 31 décembre 1986
Varity		26,348		26,348
Massey Combines		100,001	(100,000)	1
Massey-Ferguson	126,349	(126,349)		
	126,349		(100,000)	26,349

Au cours de 1986, Massey-Ferguson a subi une restructuration d'après l'entente conclue entre ses bailleurs de fonds et ses actionnaires. Depuis cette restructuration, CDIC détient des titres dans Varity qui ont été évalués en tout à $26,348. En outre, la société détient des actions privilégiées dans Massey Combines de même qu'une option d'achat de 10% des actions ordinaires de cette dernière pour un montant nominal. Le solde de l'investissement initial de la société, de $126,349, dans Massey-Ferguson a été affecté aux titres de Massey Combines pour un montant de $100,001. La société est d'avis que le coût de son investissement dans Massey Combines excède de façon importante la valeur même de cet investissement. En conséquence, la valeur comptable de cet investissement a été réduite à $1.

7. Charges d'exploitation nettes de CDIC

	1986	1985
Frais de service des filiales	1,704	3,084
Intérêts créditeurs sur placements à court terme	308	418
Autres produits	79	
	2,091	3,502
Charges du siège social et frais de cession	4,483	7,033
	(2,392)	(3,531)
Récupération des frais de cession engagés au cours de l'exercice précédent	1,225	
Charges d'exploitation nettes	(1,167)	(3,531)

Les frais de cession comprennent les coûts d'aliénation de Téléglobe Canada, lesquels sont recouvrables au moment de la vente.

8. Impôts sur le revenu

Au 31 décembre 1986, Financière Cartierville disposait de pertes fiscales de $258,000 pouvant servir à réduire le revenu imposable selon les échéances suivantes:

1990	166,000
1991	92,000
	258,000

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan consolidé d'Eldorado Nucléaire Limitée au 31 décembre 1986 ainsi que l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis (déficit) et l'état consolidé de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, aux chartes et aux règlements administratifs de la société.

Comptables agréés
Clarkson Gordon

Ottawa, Canada
le 2 février 1987

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse et placements à court terme	6,903	40,480
Débiteurs	20,180	12,855
Impôts sur le revenu à recevoir	7,062	6,435
Stocks	70,386	55,284
Fournitures et frais payés d'avance	13,233	11,872
	117,764	126,926
Passif à court terme		
Emprunts bancaires et dette à court terme	82,007	106
Créditeurs et autres éléments de passif	59,868	64,526
Dette à long terme exigible à moins d'un an	1,745	79,968
	143,620	144,600
Fonds de roulement (déficitaire)	(25,856)	(17,674)
Actif non à court terme		
Biens-fonds et matériel	766,089	798,428
Frais reportés	39,285	28,597
Stocks engagés en vertu de contrats à long terme	29,306	29,306
Autres éléments d'actif	2,962	3,349
	837,642	859,680
Capital utilisé	811,786	842,006
Représenté par		
Dette à long terme	547,206	513,471
Avances en vertu de contrats à long terme	52,490	52,490
Autres éléments de passif	2,510	3,510
Provision pour remise en valeur	25,434	24,031
Participation minoritaire dans une filiale	43,500	43,500
	671,140	637,002
Avoir de l'actionnaire		
Capital-actions	296,586	296,586
Déficit	(155,940)	(91,582)
	140,646	205,004
Financement total du capital	811,786	842,006

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

Approuvé par le conseil d'administration:

Administrateur
MARCEL BÉLANGER

Administrateur
N. M. EDIGER

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Ventes de produits et de services	202,266	219,792
Dépenses		
Prix coûtant des produits et services vendus	141,614	139,781
Exploration	5,470	5,796
Recherche et développement	3,197	2,649
Administration	8,318	7,520
Total des dépenses d'exploitation	158,599	155,746
Bénéfice provenant de l'exploitation	43,667	64,046
Dépenses de financement		
Intérêts débiteurs	75,133	73,126
Amortissement de la perte reportée sur change	24,053	14,110
Autres dépenses	1,305	5,234
Perte avant autres postes	(56,824)	(28,424)
Redevances minières	3,184	24,430
Distribution aux détenteurs d'actions privilégiées d'une filiale	4,350	4,350
Perte nette	(64,358)	(57,204)
Déficit en début d'exercice	(91,582)	(34,378)
Déficit en fin d'exercice	(155,940)	(91,582)

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Exploitation		
Fonds provenant des ventes	196,518	252,674
Avances en vertu de contrats à long terme		52,490
	196,518	305,164
Utilisation des fonds		
Frais de production	109,547	91,754
Recherche et développement, exploration et administration	16,465	15,357
Redevances minières	9,230	23,374
	135,242	130,485
Fonds provenant de l'exploitation	61,276	174,679
Investissement		
Provenance des fonds		
Impôts sur le revenu payés en trop pour l'exercice précédent		8,312
Vente de biens-fonds et de matériel	7,035	782
	7,035	9,094
Utilisation des fonds		
Acquisition de biens-fonds et de matériel	14,357	38,962
Augmentation des frais reportés	13,906	6,754
Fermeture de la mine	764	3,555
	29,027	49,271
Fonds nécessaires à l'investissement	21,992	40,177
Fonds nets provenant de l'exploitation et de l'investissement	39,284	134,502
Financement		
Provenance des fonds		
Intérêts créditeurs sur les investissements	595	1,025
	595	1,025
Utilisation des fonds		
Remboursement de la dette à long terme	69,475	
Modification nette de la dette à court terme	(81,901)	19,894
Intérêts débiteurs	81,532	76,582
Distribution aux détenteurs d'actions privilégiées d'une filiale	4,350	4,350
	73,456	100,826
Fonds nécessaires au financement	72,861	99,801
Augmentation (diminution) pour l'exercice	(33,577)	34,701
Encaisse et placements à court terme en début d'exercice	40,480	5,779
Encaisse et placements à court terme en fin d'exercice	6,903	40,480

(Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

1. Eldorado Nucléaire Limitée

Eldorado Nucléaire Limitée est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et est assujettie à la Loi sur l'administration financière ainsi qu'à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État en plus d'être un agent de Sa Majesté du chef du Canada et la propriété exclusive de La Corporation de développement d'investissements du Canada.

La société s'occupe surtout de l'exploitation minière, du raffinage et de la transformation de l'uranium à des fins de vente comme combustible pour la production d'électricité dans des réacteurs nucléaires au Canada et à l'étranger.

2. Conventions comptables

Un énoncé des principales conventions comptables de la société paraît ailleurs dans le présent rapport.

3. Autres dépenses (revenus)

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Radiation de biens-fonds et matériel	992	6,226
Intérêt sur investissements	(706)	(459)
Autres	1,019	(533)
Total	1,305	5,234

4. Impôts sur le revenu et redevances minières

Les provisions pour les impôts sur le revenu et les redevances minières sont les suivantes:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Impôts sur le revenu		
Redevances minières	3,184	24,430
Total	3,184	24,430

Au 31 décembre 1986, la société disposait de pertes reportées aux exercices futurs, de crédits d'impôts à l'investissement et de différences temporaires totalisant 143,2 millions de dollars pour lesquels aucun bénéfice n'a été comptabilisé dans les états financiers. Ce montant comprend 95,4 millions de dollars qui expirera à différentes dates d'ici 1993. Le solde peut être reporté indéfiniment.

5. Stocks

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Uranium de la société	59,367	43,793
Conversion du client	9,681	9,850
Métaux spéciaux	1,338	1,641
Total	70,386	55,284

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

6. Biens-fonds et matériel

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Mines		
Usines et matériel	181,175	177,298
Frais de mise en valeur	49,096	47,612
Acquisitions de propriétés minières	156,460	156,460
Projet Collins Bay	100,878	97,406
Services de traitement des combustibles		
Usines et matériel	411,539	407,584
Autres	12,907	15,050
Total—Biens-fonds et matériel	912,055	901,410
Moins: amortissement cumulé	145,966	102,982
Biens-fonds et matériel, montant net	766,089	798,428
Amortissement pour l'exercice	44,407	30,714

7. Activités de la société en participation

Par l'entremise d'une filiale en propriété exclusive, la société détient une participation d'un sixième dans une société en participation s'occupant de l'exploitation minière à Key Lake en Saskatchewan. Conformément à la convention de société en participation, Eldorado est tenue d'assumer sa part proportionnelle des engagements de la société en participation. Sauf pour ce qui est des dépenses normales d'exploitation, la société n'a aucun engagement en cours au 31 décembre 1986.

Les montants suivants sont inclus dans les états financiers et représentent la part proportionnelle de la société des éléments d'actif, des éléments de passif et des dépenses d'exploitation de la société en participation minière de Key Lake:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Éléments d'actif	94,567	93,582
Éléments de passif	1,330	1,814
Actif net	93,237	91,768
Dépenses	8,785	8,469

8. Frais reportés

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Frais de démarrage	36,815	25,431
Frais de financement	2,470	3,166
Total	39,285	28,597
Amortissement pour l'exercice	3,218	2,354

9. Contrats de vente à long terme

Eldorado a conclu des contrats qui prévoient la vente et la livraison futures d'uranium sous forme de UF_6 à des dates variables au cours de la durée des contrats, soit huit ans. La société a vendu un contrat de ventes futures à des parties s'occupant de financement qui y étaient intéressées et a conservé certains droits et obligations en vertu de tous les contrats. La société a présenté séparément dans le bilan consolidé les frais et les revenus futurs associés à ces opérations. L'incidence sur l'état des résultats et des bénéfices non répartis (déficit) sera comptabilisée au fur et à mesure que les livraisons seront effectuées.

10. Participation minoritaire dans une filiale

Une filiale d'Eldorado s'est portée acquéreur en avril 1984 de tous les droits et avantages de l'entente sur les redevances de 1970 de New Continental Oil (NCO) qui étaient la propriété d'Aberford Resources Limited, de Hacienda Oil & Minerals Ltd. et de Oak Ridge Oil & Minerals Ltd. L'entente concède au détenteur une participation de 20 pour cent dans les profits découlant de certaines propriétés du bassin de l'Athabasca détenues par Eldor Mines, une division d'Eldorado, et par d'autres sociétés. La contrepartie s'élevait à 5,0 millions de dollars au comptant et un montant de 43,5 millions de dollars d'actions privilégiées rachetables de la filiale. Ces actions, avec certaines restrictions, peuvent être rachetées entre 1988 et 1994 et elles comportent un dividende annuel de 10 pour cent.

À titre de garantie, les trois sociétés détiennent une sûreté réelle sur certains stocks d'uranium. Celle-ci peut, à la discrétion d'Eldorado et à l'occasion, être réglée par une lettre de crédit. La sûreté réelle couvre la valeur des actions privilégiées rachetables de la filiale et les dividendes futurs, et ce, jusqu'aux dates de rachat désignées des actions. Chaque versement de dividende ou chaque rachat d'action vient réduire d'autant le montant de la sûreté réelle. La compagnie disposait au 31 décembre 1986 de stocks dépassant la valeur indiquée.

Aberford Resources Limited, Hacienda Oil & Minerals Ltd. et Oak Ridge Oil & Mineral Ltd. ont acquis d'Eldorado, pour une contrepartie au comptant de 5,0 millions de dollars, une participation dans les redevances sur les ventes d'uranium en provenance de certaines propriétés désignées. La redevance couvre la tranche des ventes dépassant un prix de vente de base déterminé qui est redressé annuellement pour tenir compte de l'inflation. En 1986, les ventes n'ont pas excédé le prix de base redressé et aucune redevance n'a été versée.

11. Dette à long terme

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Billets à 13,25 % (50 millions de dollars US) échéant en 1986		69,875
Emprunt à 8,8 % (2 milliards de yens) échéant de 1987 à 1992	17,450	13,968
Billets à 9,19 % (10,108 milliards de yens) échéant en 1988	88,192	70,594
Débentures à 11 % échéant en 1988	30,000	30,000
Eurobillets échéant en 1989 et dont l'intérêt est fixé semestriellement au LIBOR (100 millions de dollars US)	138,050	139,750
Billets à 9,125 % échéant en 1990	10,093	10,093
Emprunt à 7 % (100 millions de francs suisses) échéant en 1991	85,590	67,860
Emprunt à 14,25 % (44,7 millions de dollars US) échéant en 1992	61,641	62,399
Billets à 14,5 % (100 millions de dollars US) échéant en 1992	138,050	139,750
Obligations à 8,5 % (10 milliards de yens) échéant en 1992, dont 10 % du capital vient à échéance chaque année de 1988 à 1991	87,250	69,840
Total partiel	656,316	674,129
Moins: tranche de la dette à long terme exigible à court terme	1,745	79,968
perte reportée sur change	107,365	80,690
Total	547,206	513,471

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

Les remboursements de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices sont comme suit: 1987—1,7 million de dollars; 1988—130,4 millions de dollars; 1989—150,3 millions de dollars; 1990—22,3 millions de dollars; 1991—97,8 millions de dollars. L'intérêt sur la dette à long terme s'élevait à 71,1 millions de dollars (1985—74,9 millions de dollars).

12. Capital-actions

	1986	1985
Autorisé		
Actions ordinaires	Nombre illimité sans valeur nominale	
Actions privilégiées	1,600,000	1,600,000
	(en milliers de dollars)	
Émis et entièrement libéré		
Actions ordinaires—3,852,880 actions (1985—3,852,880)	201,586	201,586
Actions privilégiées—800,000 actions (1985—800,000)	95,000	95,000
Total	296,586	296,586

Chaque action privilégiée est rachetable au gré des parties à une valeur de $118.75 l'action et comporte un dividende non cumulatif de $7.125 par année.

13. Engagements et éventualités

a) La société dispose de régimes de retraite à prestations déterminées couvrant tous ses employés permanents à temps complet.

Les régimes de retraite sont administrés par des fiduciaires indépendants et sont évalués au moins tous les trois ans par des actuaires-conseils. Selon les plus récentes évaluations actuarielles effectuées au 30 juin 1986 et au 31 décembre 1985, les régimes ont un surplus de 27.7 millions de dollars.

b) En 1986, le gouvernement a sommé la société de mettre fin à son projet d'exploitation d'un nouveau site de mise au rebus afin de recueillir les rebus actuellement acheminés à deux sites. Par conséquent, le gouvernement doit maintenant assumer la décision de choisir un nouveau site de mise au rebus. La société continuera de porter aux dépenses les frais continus d'entretien des sites existants, mais n'établira aucune provision pour les frais du nouveau site jusqu'à ce que celui-ci soit choisi et approuvé, que la responsabilité de ces frais soit déterminée et qu'ils puissent être évalués raisonnablement.

c) Afin de moins dépendre de l'électricité produite par des centrales thermiques fonctionnant au pétrole, la société a entrepris un programme de 10 ans, comportant certaines exigences, qui permettra d'acheter annuellement 50 GWh d'hydro-électricité à 12¢ le kWh, prix qui équivaut approximativement au coût actuel de l'électricité produite par ces centrales.

d) Dans le cours de son exploitation, Eldorado est défenderesse dans un certain nombre de litiges. Bien que le montant de toute dette ultime ne puisse présentement être déterminé, la société est d'avis qu'il n'y a aucune incidence défavorable importante sur sa situation financière.

14. Renseignements supplémentaires

a) La société a versé en 1986 des commissions de vente à Marubeni Corporation, Toyomenka Canada Ltd. et Uranerzbergbau-GmbH.

b) En 1986, la rémunération totale des administrateurs non employés par la société s'est élevée à $101,792 (1985—$93,709). La rémunération versée aux dirigeants d'Eldorado s'est établie à $633,500 (1985—$607,500). Un dirigeant est aussi administrateur, mais il ne reçoit aucune rémunération à ce titre et à titre de membre de comités du conseil.

c) Des honoraires de gestion de $242,000 (1985—$286,000) ont été versés à la Corporation de développement des investissements du Canada.

d) Certains postes ont été reclassés à des fins de comparaison.

15. Information sectorielle

a) Secteur d'activité

Selon la société, la quasi totalité des revenus découlant des ventes proviennent du secteur d'activité connu sous le nom d'industrie des combustibles nucléaires.

b) Ventes

Les revenus de ventes qui proviennent en majeure partie de ventes à des sociétés de services publics canadiennes et étrangères productrices d'électricité sont comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Ventes à l'étranger	159,414	164,806
Ventes au Canada	42,852	54,986
Total des ventes	202,266	219,792

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—*Fin*

ANNEXE—*Fin*

ELDORADO NUCLÉAIRE LIMITÉE—*Fin*

ÉNONCÉ DES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, jugés appropriés dans les circonstances et appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. Un sommaire des principales conventions comptables de la société est présenté ci-après afin d'aider le lecteur à mieux comprendre les présents états financiers.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Eldorado Nucléaire Limitée, de ses filiales en propriété exclusive ainsi que sa participation proportionnelle dans la société en participation de Key Lake Mine.

Stocks

Les stocks de concentrés miniers et de produits raffinés et transformés sont évalués au moindre du prix coûtant moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette. Le prix coûtant des produits raffinés appartenant aux clients ne comprend que les frais de raffinage et de transformation.

Les stocks de concentrés miniers sont d'abord mesurés puis comptabilisés dans les états financiers au moment où le produit est placé dans les conteneurs scellés au terme des opérations de traitement.

Fournitures

Les fournitures générales ou aux fins d'exploitation sont comptabilisées au moindre du prix coûtant et de la valeur du marché.

Biens-fonds et matériel

Les éléments d'actif sont comptabilisés au prix coûtant. Les coûts des acquisitions, des améliorations et des remplacements sont capitalisés. Lorsque des éléments d'actif sont mis hors service ou vendus, les gains ou les pertes qui en résultent sont reflétés dans les bénéfices courants.

Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées aux frais de production.

Amortissement

Les bâtiments et le matériel afférents aux services de traitement des combustibles et à l'exploitation minière, les frais de la mise en valeur de mines et les propriétés minières sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement. Selon cette méthode, le prix coûtant de ces éléments d'actif est réparti entre chaque période comptable selon la tranche de la production estimative totale des installations afférentes aux services de traitement des combustibles recouvrée au cours de cette période pour ce qui est des éléments d'actif afférents aux services de traitement des combustibles, et la tranche des réserves de minerai recouvrables estimatives totales recouvrée au cours de cette période pour ce qui est des éléments d'actif miniers et des propriétés minières.

Le matériel d'exploitation mobile et les autres éléments d'actif, y compris la recherche et le développement, l'exploration, les métaux spéciaux et les éléments d'actif non sectoriels, sont amortis selon la méthode linéaire composite fondée sur la durée d'utilisation prévue de ces éléments d'actif, laquelle s'échelonne de 3 à 10 ans.

Les frais relatifs aux services de traitement des combustibles et à certaines installations d'exploitation associés aux augmentations de capacité de production sont reportés jusqu'à ce qu'un niveau de production commerciale soit atteint. Ces frais sont alors amortis sur 10 ans. Les autres frais sont imputés à la production au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Amortissement des frais de financement

Les escomptes sur la dette et les frais d'émission associés au financement à long terme sont reportés et amortis sur la durée de la dette.

Provision pour remise en valeur

Les frais estimatifs de déclassement et de remise en valeur des propriétés productrices sont pourvus et imputés au poste des dépenses d'exploitation selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement. Les frais réels de déclassement et de remise en valeur sont imputés à cette provision.

Dépenses de recherche, de développement et d'exploration

Les dépenses entourant la recherche appliquée et le développement de produits et de procédés de la société de même que les dépenses engagées pour les programmes d'exploration géologique sont imputées aux bénéfices dès qu'elles sont engagées.

Vente de produits et de services

Conformément aux pratiques courantes dans l'industrie, la société négocie des contrats pour la livraison future de concentrés miniers et la vente future de services de transformation. Les revenus de ventes sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel le titre est passé ou, lorsqu'il s'agit de matériel appartenant au client, lorsque la livraison est effectuée.

Devises étrangères

L'encaisse et les placements à court terme, les débiteurs, les créditeurs de même que la dette à court terme et la dette à long terme en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de l'opération.

À l'exception de certaines dettes à long terme en devises américaines qui sont couvertes par des revenus futurs en dollars US, la variation de la valeur des fonds canadiens sur toute la durée de la dette à long terme en devises étrangères est amortie en tranches égales jusqu'à la date d'échéance. En ce qui a trait à tous les autres comptes, les gains ou les pertes résultant de la conversion des devises sont reflétés dans l'état consolidé des résultats et des bénéfices non répartis.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

MANDAT

Exploiter et maintenir le Centre national des Arts; développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a obtenu en 1969 le bail du Centre national des Arts pour 20 ans, sans frais. Les recettes de la Corporation couvrent environ 50 p. 100 de ses besoins de trésorerie, le déficit étant compensé par les paiements reçus du Canada. Elle est considérée comme oeuvre de charité aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de la Confédération Ottawa (Ontario) K1P 5W1
STATUT	— exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière* — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1966; *Loi sur le Centre national des Arts* (S.R.C. 1970, c. N-2)
PREMIER DIRIGEANT (intérimaire)	Ron Blackburn
PRÉSIDENT	Pierre Boutin
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 août.

	1985-1986	**1984-1985**	**1983-1984**	**1982-1983 (reformulé)**
À la fin de l'exercice				
Actif total	6.7	14.7	14.1	15.6
Engagements envers le secteur privé*	2.4	2.8	2.0	1.5
Engagements envers le Canada	néant	néant	0.1	0.2
Avoir du Canada	1.1	négl.	(0.4)	1.0
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	14.8	15.3	15.5	15.3
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Représentent les places vendues à l'avance.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
[illegible] CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation du Centre national des Arts au 31 août 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du surplus et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 août 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 27 octobre 1986

BILAN AU 31 AOÛT 1986

ACTIF	1986 $	1985 $
À court terme		
Placements à court terme	876,889	8,057,641
Débiteurs (note 3)	1,400,293	1,223,105
Stocks (note 4)	467,144	366,999
Programmes en cours	511,335	952,794
Frais payés d'avance (note 5)	342,067	697,000
	3,597,728	11,297,539
Immobilisations (note 6)	3,097,229	3,378,779
	6,694,957	14,676,318

PASSIF	1986 $	1985 $
À court terme		
Découvert de banque	16,697	136,501
Créditeurs et frais courus (note 7)	2,243,881	2,209,110
Revenus reportés (note 8)	2,407,824	2,814,871
Crédits parlementaires reportés		
Exploitation (note 9)		8,501,500
Réparations extraordinaires à l'édifice (note 10)	461,086	611,463
	5,129,488	14,273,445
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	469,278	394,495
	5,598,766	14,667,940
AVOIR DU CANADA		
Surplus	1,096,191	8,378
	6,694,957	14,676,318

Approuvé par la direction:

Le Directeur général
DONALD MACSWEEN

Le Directeur général adjoint
Finances et administration
RONALD BLACKBURN

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le Président
PIERRE BOUTIN

Le Vice-président
THOMAS C. ASSALY

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)	8,509,765	6,971,740
Restaurants (tableau 2)	3,479,382	2,794,280
Garage (tableau 3)	1,524,608	1,614,389
Location	587,399	485,614
Boutique (tableau 7)	147,493	97,614
Autres	553,838	510,648
	14,802,485	12,474,285
Dépenses d'exploitation		
Programmes des arts d'interprétation (tableau 1)		
Frais d'exploitation directs	14,466,704	13,036,840
Services de soutien	2,980,123	3,193,552
Restaurants (tableau 2)	3,295,768	2,582,893
Garage (tableau 3)	450,341	401,455
Exploitation des bâtiments (tableau 4)	4,374,465	4,433,117
Services administratifs (tableau 5)	3,251,313	3,854,112
Boutique (tableau 7)	155,450	100,892
	28,974,164	27,602,861
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	14,171,679	15,128,576
Autres revenus		
Intérêts sur placements à court terme	309,549	436,970
Subvention municipale régionale	270,112	257,250
	579,661	694,220
Excédent des dépenses sur les revenus	13,592,018	14,434,356

ÉTAT DU SURPLUS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986

	1986	1985
	$	$
Surplus (déficit) au début de l'exercice	8,378	(381,766)
Excédent des dépenses sur les revenus	(13,592,018)	(14,434,356)
	(13,583,640)	(14,816,122)
Crédit parlementaire—Exploitation	14,679,831	14,824,500
Surplus à la fin de l'exercice	1,096,191	8,378

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986

	1986	1985
	$	$
Rentrées (sorties) liées aux activités		
Exploitation	(14,733,824)	(15,148,227)
Financement	17,430,500	16,007,615
Investissement	(2,576,872)	(1,180,884)
Augmentation (diminution) de l'exercice	119,804	(321,496)
(Découvert de banque) encaisse au début de l'exercice	(136,501)	184,995
Découvert de banque à la fin de l'exercice	(16,697)	(136,501)
Exploitation		
Excédent des dépenses d'exploitation sur les revenus d'exploitation	(14,171,679)	(15,128,576)
Éléments sans incidence sur les fonds		
Amortissement	687,414	679,878
Perte sur l'aliénation d'immobilisations		1,112
Augmentation des composantes du fonds de roulement, autres que l'encaisse	(1,324,342)	(737,324)
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	74,783	36,683
	(14,733,824)	(15,148,227)
Financement		
Crédits parlementaires		
Exploitation	14,679,831	14,824,500
Réparations extraordinaires à l'édifice	2,171,008	488,895
Intérêts sur placements à court terme	309,549	436,970
Subvention régionale municipale	270,112	257,250
	17,430,500	16,007,615
Investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(405,864)	(702,589)
Réparations extraordinaires à l'édifice	(2,171,008)	(488,895)
Produit de l'aliénation d'immobilisations		10,600
	(2,576,872)	(1,180,884)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1986

1. Objectifs et opérations

La Corporation a pour objectifs d'exploiter et de maintenir le Centre national des Arts, de développer les arts d'interprétation dans la région de la Capitale nationale et d'aider le Conseil des Arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada.

Pour faciliter la réalisation de ses objectifs, la Corporation peut organiser et patronner des réalisations, au Centre, dans le domaine des arts d'interprétation; encourager et aider le perfectionnement des troupes d'arts d'interprétation rattachées au Centre; organiser ou patronner des émissions de radio et de télévision ainsi que la projection de films au Centre; aménager au Centre, selon les modalités et aux conditions que la Corporation peut fixer, des locaux pour les organisations nationales et locales poursuivant, entre autres, le développement et l'encouragement des arts d'interprétation au Canada; et à la demande du Gouvernement du Canada ou du Conseil des Arts du Canada, organiser des représentations ailleurs au Canada par des troupes d'arts d'interprétation, établies ou non au Canada et organiser des représentations hors du Canada par des troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1986—*Suite*

Afin de réaliser ces objectifs, Sa Majesté a cédé et loué l'édifice du Centre national des Arts à la Corporation pour une période de vingt ans échéant le 31 mai 1989. Selon les clauses du bail, la Corporation est chargée de l'entretien et de l'exploitation de l'édifice mais est exempte du paiement d'un loyer.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les comptes de la Corporation sont tenus selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Placements à court terme

Les placements à court terme sont évalués au coût, ce qui est proche de la valeur marchande.

c) Subventions

Les subventions sont inscrites aux revenus dans l'exercice pendant lequel des engagements fermes ont été pris vis-à-vis la Corporation par les donateurs.

d) Programmes en cours

Les frais directs, y compris les avances aux troupes et artistes, encourus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et imputés aux dépenses de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les frais indirects et les services communs non attribuables à des spectacles particuliers sont imputés aux dépenses dans l'exercice pendant lequel ils sont encourus.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette pour la nourriture, la boisson et le matériel de la boutique ou au coût de remplacement pour le matériel de production.

f) Immobilisations

Les immobilisations utilisées au cours de l'exploitation, autre que le complexe du CNA, sont enregistrées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, comme suit:

Édifice—l'Atelier	20 ans
Matériel	5 et 7 ans
Améliorations locatives	4 et 10 ans

Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations sont crédités ou imputés à l'exploitation.

Les coûts relatifs aux projets d'immobilisations en cours sont reportés à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et ils sont alors amortis conformément à la politique de la Corporation.

Les réparations extraordinaires à l'édifice du CNA sont déduites du crédit parlementaire reçu à cet effet et ne sont pas capitalisées ni imputées aux dépenses d'exploitation.

g) Revenus reportés

Les revenus provenant de billets vendus avant la fin de l'exercice pour les programmes en cours sont reportés et crédités aux revenus de l'exercice pendant lequel les programmes se terminent. Les certificats-cadeaux et bons d'échange non-utilisés par les détenteurs dans les trois ans de leur émission, sont radiés des livres et crédités aux revenus. Un pourcentage de ceux de moins de trois ans est aussi crédité aux revenus.

h) Dépenses d'exploitation

Les dépenses des programmes des arts d'interprétation ne comprennent pas les coûts visant l'entretien des bâtiments et du matériel, des services publics, des services administratifs du mobilier et du matériel. Les dépenses des restaurants, du garage et de la Boutique ne comprennent pas les coûts visant les services publics, les services administratifs et l'entretien des bâtiments. Ces coûts sont divulgués respectivement comme dépenses d'exploitation des bâtiments et services administratifs.

i) Régime de retraite

Les employés de la Corporation font partie du Régime de pension de retraite de la Fonction publique, qui est administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Corporation. Ces contributions représentent la dette totale de la Corporation et sont comptabilisées lorsqu'elles deviennent exigibles.

j) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de la Corporation ont droit à certaines indemnités lors de leur cessation d'emploi, comme le prévoient leurs contrats de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés selon les conditions d'emploi.

k) Crédits parlementaires

Le crédit parlementaire d'exploitation reçu durant l'exercice terminé le 31 août se rapporte à l'exercice financier du Gouvernement du Canada se terminant le 31 mars de l'exercice suivant. La Corporation inscrit au surplus à chaque mois un douzième du crédit parlementaire total. Donc, tout montant reçu au 31 août qui excède cinq douzièmes du crédit parlementaire total est reporté à l'exercice suivant tandis que tout montant reçu qui est moins que les cinq douzièmes est inscrit comme débiteur.

Le crédit parlementaire reçu pour réparations extraordinaires à l'édifice est reporté jusqu'à son utilisation. Un montant égal aux réparations encourues durant l'exercice est déduit du crédit parlementaire reporté—réparations extraordinaires à l'édifice. Advenant le cas où le coût total des réparations serait moindre que le montant reçu, le solde serait viré au Fonds du revenu consolidé.

3. Débiteurs

	1986	1985
	$	$
Comptes clients	525,081	851,907
Provision pour créances irrécouvrables	(11,284)	(8,009)
	513,797	843,898
Crédit parlementaire	628,331	
Subventions	135,056	128,625
Prêts aux musiciens—Achat d'instruments	81,260	108,021
Intérêts courus	7,037	90,280
Autres	34,812	52,281
	1,400,293	1,223,105

4. Stocks

	1986	1985
	$	$
Matériel de production	236,618	225,213
Nourriture, boisson et tabac	185,624	120,073
Boutique	44,902	21,713
	467,144	366,999

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 AOÛT 1986—*Fin*

5. Frais payés d'avance

	1986	1985
	$	$
Fournitures	175,724	143,007
Commissions	81,480	87,430
Souvenirs et autres	34,285	34,517
Traitement des musiciens en tournée		226,561
Dépenses de voyage pour les musiciens et pour les artistes en tournée		126,772
Divers	50,578	78,713
	342,067	697,000

6. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	90,000		90,000	90,000
Édifice—l'Atelier	298,069	73,878	224,191	239,094
Matériel	3,673,142	2,092,367	1,580,775	1,883,947
Améliorations locatives	1,948,947	755,412	1,193,535	1,139,299
Projets d'immobilisations en cours	8,728		8,728	26,439
	6,018,886	2,921,657	3,097,229	3,378,779

7. Créditeurs et frais courus

	1986	1985
	$	$
Fournisseurs	1,053,355	1,143,027
Salaires et congés annuels courus	704,318	592,369
Déductions à la source et taxe de vente	292,553	463,038
Retenues sur contrats	193,655	10,676
	2,243,881	2,209,110

8. Revenus reportés

	1986	1985
	$	$
Billets vendus avant la fin de l'exercice relativement à des programmes en cours	2,271,278	2,675,763
Certificats-cadeaux non utilisés et autres	136,546	139,108
	2,407,824	2,814,871

9. Crédit parlementaire—Exploitation

	1986	1985
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	8,501,500	8,652,000
Reçu durant l'exercice	5,550,000	14,674,000
Débiteur au 31 août	628,331	
Crédité au surplus	(14,679,831)	(14,824,500)
Reporté à l'exercice suivant		8,501,500

10. Crédit parlementaire—Réparations extraordinaires à l'édifice

	1986	1985
	$	$
Reporté de l'exercice précédent	611,463	1,100,358
Reçu durant l'exercice	2,000,000	
Intérêts gagnés durant l'exercice	20,631	
Dépenses de l'exercice	(2,171,008)	(488,895)
Reporté à l'exercice suivant	461,086	611,463

11. Engagements

Les engagements par bail et les services de gestion des guichets, dont la durée excède un an, s'élevaient à $1,360,408 au 31 août 1986. Les paiements minimum futurs pour ces engagements sont exigibles comme suit:

Exercice se terminant le 31 août	$
1987	504,302
1988	247,963
1989	128,886
1990	124,257
1991	165,000
1992	190,000
	1,360,408

12. Opérations entre apparentés

En plus de la location de l'édifice du CNA, fourni sans frais, la Corporation reçoit des services de vérification sans frais du Bureau du vérificateur général du Canada.

Durant l'exercice et dans le cours normal de ses opérations, la Corporation a encouru des dépenses totalisant $554,078 ($535,409 en 1985) pour des services publics fournis par le ministère des Travaux publics et $85,929 ($82,711 en 1985) pour l'entretien du terrain et le déblaiement de la neige effectués par la Commission de la Capitale nationale.

13. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 août 1985 ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 août 1986.

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Suite*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES DES PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986

TABLEAU 1

	Danse et variétés		Musique		Théâtre		Total	
	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985
	$	$	$	$	$	$	$	$
Revenus								
Guichets	4,384,415	3,337,033	1,354,161	1,203,342	1,718,530	1,412,844	7,457,106	5,953,219
Tournées			378,308	217,597	64,725	11,360	443,033	228,957
Radiodiffusions			223,807	348,372			223,807	348,372
Enregistrements			51,720	30,196			51,720	30,196
Co-productions					80,628	293,016	80,628	293,016
Commanditaires			110,941	8,872			110,941	8,872
Autres	30,116	15,163	66,945	79,709	45,469	14,236	142,530	109,108
	4,414,531	3,352,196	2,185,882	1,888,088	1,909,352	1,731,456	8,509,765	6,971,740
Dépenses								
Directes								
Interprètes et musiciens	3,501,815	2,597,535	3,735,179	3,530,150	1,033,397	1,220,231	8,270,391	7,347,916
Décors, accessoires de scène et machinistes	629,695	537,628	309,784	316,049	1,224,839	1,203,121	2,164,318	2,056,798
Costumes	33	778	258	261	206,777	212,223	207,068	213,262
Services artistiques et professionnels	5,655	7,559	31,493	42,665	279,960	243,250	317,108	293,474
Théâtre et autres dépenses de production	200,109	187,646	210,869	173,886	265,784	232,640	676,762	594,172
	4,337,307	3,331,146	4,287,583	4,063,011	3,010,757	3,111,465	11,635,647	10,505,622
Publicité								
Spectacles	346,225	263,397	192,544	196,199	263,016	210,625	801,785	670,221
Abonnements	104,223	54,889	284,642	240,374	215,917	207,929	604,782	503,192
	450,448	318,286	477,186	436,573	478,933	418,554	1,406,567	1,173,413
Administration (tableau 6)	367,214	305,107	459,493	493,300	597,783	559,398	1,424,490	1,357,805
Dépenses d'exploitation directes	5,154,969	3,954,539	5,224,262	4,992,884	4,087,473	4,089,417	14,466,704	13,036,840
Excédent des dépenses sur les revenus avant les services de soutien	740,438	602,343	3,038,380	3,104,796	2,178,121	2,357,961	5,956,939	6,065,100
Services de soutien (tableau 6)							2,980,123	3,193,552
Excédent des dépenses sur les revenus							8,937,062	9,258,652

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES—DES RESTAURANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986

TABLEAU 2

	1986			1985		
	Nourriture	Boisson	Total	Nourriture	Boisson	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes						
Le Café	1,210,974	593,925	1,804,899	1,065,389	549,005	1,614,394
Banquets	743,897	370,054	1,113,951	464,398	249,048	713,446
Bars		368,702	368,702		409,013	409,013
Salle verte	60,497		60,497			
Total des ventes	2,015,368	1,332,681	3,348,049	1,529,787	1,207,066	2,736,853
Coût des matières premières						
Coût des matières premières vendues	786,132	415,322	1,201,454	589,639	374,714	964,353
Moins coût des repas des employés	(28,351)		(28,351)	(18,437)		(18,437)
Coût net des matières premières vendues	757,781	415,322	1,173,103	571,202	374,714	945,916
Marge brute	1,257,587	917,359	2,174,946	958,585	832,352	1,790,937
Autres revenus			131,333			57,427
Total de la marge brute et autres revenus			2,306,279			1,848,364
Frais d'exploitation et d'administration						
Traitements, salaires et prestations aux employés			1,426,452			1,137,219
Fournitures et location de matériel			320,745			217,041
Réparations et entretien			98,217			75,023
Publicité et promotion			84,582			56,669
Amortissement			68,968			65,719
Musique et divertissement			30,526			18,882
Commission sur les cartes de crédit			23,135			17,962
Mobilier et matériel			15,628			19,479
Services professionnels			12,393			5,818
Voyages			6,453			5,909
Autres			35,566			17,256
Total des dépenses			2,122,665			1,636,977
Excédent des revenus sur les dépenses			183,614			211,387

CORPORATION DU CENTRE NATIONAL DES ARTS—*Fin*

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES— DU GARAGE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986 TABLEAU 3

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Stationnement	1,524,339	1,614,019
Autres	269	370
	1,524,608	1,614,389
Dépenses		
Traitements, salaires et prestations aux employés	392,632	359,641
Fournitures	22,923	25,316
Réparations et entretien	14,692	1,302
Amortissement	9,652	6,662
Publicité	633	1,799
Autres	9,809	6,735
	450,341	401,455
Excédent des revenus sur les dépenses	1,074,267	1,212,934

TABLEAU DES DÉPENSES— EXPLOITATION DES BÂTIMENTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986 TABLEAU 4

	1986	1985
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,803,038	1,632,909
Services publics	958,666	975,576
Réparations et entretien des bâtiments et du matériel	790,054	1,048,002
Amortissement	606,117	604,820
Services professionnels et frais connexes	85,772	86,040
Mobilier et matériel	66,674	36,250
Blanchisserie et nettoyage à sec	25,533	23,474
Frais de bureau	12,707	4,588
Uniformes	9,080	1,201
Frais de voyages et de représentation	6,316	6,817
Autres	10,508	13,440
	4,374,465	4,433,117

TABLEAU DES DÉPENSES— SERVICES ADMINISTRATIFS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986 TABLEAU 5

	1986	1985
	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	2,293,132	2,878,863
Frais de bureau	159,848	227,110
Loyer des bureaux	156,784	155,005
Télécommunications	131,007	147,914
Services professionnels et frais connexes	96,381	118,136
Assurances	89,338	68,577
Honoraires et dépenses des membres du Conseil	76,449	52,027
Réparations et entretien	60,699	54,662
Frais de voyages et de représentation	52,902	46,749
Publicité et promotion	39,315	33,323
Formation	19,329	15,744
Autres	76,129	56,002
	3,251,313	3,854,112

TABLEAU DES DÉPENSES— PROGRAMMES DES ARTS D'INTERPRÉTATION— ADMINISTRATION ET SERVICES DE SOUTIEN POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986 TABLEAU 6

	Administration		Services de soutien	
	1986	1985	1986	1985
	$	$	$	$
Traitements, salaires et prestations aux employés	1,230,251	1,193,661	1,806,166	2,033,673
Frais de voyages et de représentation	124,442	110,627	25,160	31,501
Frais de bureau	34,955	19,913	126,533	167,223
Services professionnels et frais connexes	15,169	14,994	36,502	94,075
Commissions et frais de service			411,724	251,735
Publicité et promotion			367,674	399,893
Loyer de l'entrepôt			147,040	140,356
Autres	19,673	18,610	59,324	75,096
	1,424,490	1,357,805	2,980,123	3,193,552

TABLEAU DES REVENUS ET DÉPENSES— DE LA BOUTIQUE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOÛT 1986 TABLEAU 7

	1986	1985
	$	$
Revenus		
Ventes	147,493	97,614
Dépenses		
Coût des marchandises vendues	85,047	51,217
Marge brute	62,446	46,397
Frais généraux et d'administration		
Traitements, salaires et prestations aux employés	53,503	39,719
Publicité et vitrines	4,306	2,602
Amortissement	2,677	2,677
Fournitures et location de matériel	2,549	638
Voyages	1,895	1,276
Mobilier et matériel	356	
Autres	5,117	2,763
	70,403	49,675
Total des dépenses	155,450	100,892
Excédent des dépenses sur les revenus	7,957	3,278

PAGE RÉCAPITULATIVE

LA CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

MANDAT

Aider les pays en développement importateurs de pétrole à exploiter leurs ressources en hydrocarbures; accorder aux pays du Tiers monde une aide directe au développement et agir à titre d'exécutant pour le compte d'autres institutions comme la Banque mondiale. En vertu du décret C.P. 1985-2957 établi conformément au paragraphe 97(2) de la LAF, la Corporation doit faire rapport comme si elle était une société d'État mère.

ANTÉCÉDENTS

La première rencontre du conseil d'administration a eu lieu le 25 janvier 1982. Depuis, la société a été active dans plusieurs pays, appliquant, grâce à l'aide publique au développement, la technologie et les compétences canadiennes, à la recherche d'hydrocarbures, à la réalisation d'études connexes, à l'aide technique et à la formation du personnel de ces pays. La société est un organisme à but non lucratif financé par le gouvernement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Place de la Constitution 360, rue Albert Pièce 1601 Ottawa (Ontario) K1R 7X7
STATUT	— la société ne figure pas encore aux annexes de la *Loi sur l'administration financière* — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Peter M. Towe
VÉRIFICATEUR	Arthur Andersen & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984	1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	8.9	13.2	3.5	5.2
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	5.1	2.8	néant
Avoir du Canada	négl.	négl.	négl.	négl.
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	23.5	20.3	71.7	39.0
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* La Corporation a reçu aussi du financement de l'ACDI pour des activités à l'appui des projets de cette dernière au Pakistan (1986 — 10.5 millions; 1985 — 17.1 millions).

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'ACTIONNAIRE

Nous avons vérifié le bilan de la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, (une filiale en propriété exclusive de Petro-Canada), au 31 décembre 1986, ainsi que les états afférents des résultats d'exploitation et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 17 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	22,322	10,702,106
Comptes clients		2,546,319
Excédent des dépenses totales par rapport aux affectations parlementaires reçues	8,891,383	
	8,913,705	13,248,425

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1986	1985
	$	$
Passif à court terme		
Dette envers une société affiliée, Petro-Canada Inc.	8,776,657	7,896,657
Impôts sur le revenu à payer	137,047	247,858
	8,913,704	8,144,515
Excédent des affectations parlementaires reçues par rapport aux dépenses totales		5,103,909
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)	1	1
	8,913,705	13,248,425

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
P. M. TOWE

Administrateur
M. CATLEY-CARLSON

CORPORATION PETRO-CANADA POUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE—*Fin*

RÉSULTATS D'EXPLOITATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses relatives aux projets (note 5)	46,252,352	34,103,200
Charges		
Frais généraux et administratifs	2,424,470	1,469,354
Intérêts créditeurs, nets	(1,246,910)	(995,696)
Impôts sur le revenu exigibles	630,222	509,315
Total des dépenses	48,060,134	35,086,173
Affectations parlementaires reçues au cours de l'exercice (note 3)	34,064,842	37,429,233
	(13,995,292)	2,343,060
Écart excédentaire des affectations parlementaires reçues par rapport aux dépenses totales, en début d'exercice	5,103,909	2,760,849
Écart (excédentaire) déficitaire des dépenses totales par rapport aux affectations parlementaires reçues, en fin d'exercice	(8,891,383)	5,103,909

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Provenance de l'encaisse		
Affectations parlementaires reçues	34,064,842	37,429,233
Diminution (augmentation) des comptes clients	2,546,319	(2,535,922)
	36,611,161	34,893,311
Utilisation de l'encaisse		
Dépenses	48,060,134	35,086,173
Augmentation des comptes fournisseurs	(769,189)	(7,398,079)
	47,290,945	27,688,094
(Diminution) augmentation de l'encaisse et des dépôts à court terme	(10,679,784)	7,205,217
Encaisse et dépôts à court terme en début d'exercice	10,702,106	3,496,889
Encaisse et dépôts à court terme en fin d'exercice	22,322	10,702,106

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Constitution en société

La Corporation a été constituée en société en 1981 par Petro-Canada, à titre de filiale en propriété exclusive, aux termes de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et des dispositions énoncées dans le décret C.P. 1981-2167 du 5 août 1981.

2. Exploitation

Les activités de la Corporation sont financées par des affectations parlementaires. Une société affiliée, Petro-Canada Inc. («PCI»), fournit à la Corporation des services techniques et administratifs au prix coûtant. De plus, la Corporation peut emprunter à PCI les capitaux dont elle peut avoir besoin à l'occasion. Le taux d'intérêt des avances de PCI, limitées à $50,000,000 correspond au coût des emprunts de PCI.

3. Affectations parlementaires

En plus des affectations parlementaires reçues aux termes du paragraphe 24.2 de la Loi sur la Société Petro-Canada, une partie des dépenses de la Corporation relatives au projet pakistanais, totalisant $10,534,788 ($17,081,233 en 1985), a été financée à même les fonds gouvernementaux mis à la disposition de la Corporation par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international.

4. Capital-actions

Autorisé

Actions ordinaires: nombre illimité

Émis

Une action ordinaire pour une contrepartie en espèces d'un dollar.

5. Dépenses relatives aux projets

Les dépenses relatives aux projets se répartissent comme suit:

	1986	1985
	$	$
Afrique		
Kenya	9,692,668	4,155,393
Ghana—Phase II	4,279,347	
Tanzanie—Phase II	3,368,629	71,280
Madagascar	3,205,526	
Maroc—Phase III	2,620,410	
Ghana	1,103,601	2,302,724
Maroc	872,171	390,000
Gambie	93,966	203,902
Botswana	62,295	
Guinée	39,293	618,861
Tanzanie	22,899	1,345
Sénégal	(2,115)	(420,103)
Maroc—Projet spécial	(679)	16,523
	25,358,011	7,339,925
Asie		
Pakistan	11,162,188	17,213,660
Philippines—Phase II	2,738,953	628,276
Thaïlande	292,354	723,810
Philippines	93,640	86,269
Népal	92,531	
Birmanie	(71,008)	1,769,016
Sri Lanka	(11,343)	177,153
	14,297,315	20,598,184
Hémisphère occidental		
Costa Rica	2,846,695	
Colombie	995,714	271,709
Barbade—Phase III	383,067	2,434,556
Jamaïque—Phase III	218,474	2,557,978
Barbade—Phase II	28,894	104,418
Haïti	22,128	(8,646)
Jamaïque—Phase II	7,078	131,362
Antilles	1,755	96,035
Jamaïque	(3,157)	(23,472)
Barbade	(2,820)	(13,870)
	4,497,828	5,550,070
Services d'assistance technique	1,357,894	352,218
Élaboration de projets	741,304	262,803
	46,252,352	34,103,200

6. Chiffres de l'exercice précédent

Les chiffres de 1985 ont fait l'objet d'un rapport sans réserve de Peat, Marwick, Mitchell & Cie, en date du 19 février 1986. Certains de ces chiffres ont été reclassés par souci de conformité avec la présentation de 1986.

PAGE RÉCAPITULATIVE

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

MANDAT

Administrer des propriétés de la Place du Canada à Vancouver, soit le pavillon du Canada à Expo 86.

ANTÉCÉDENTS

La Corporation a commencé ses opérations en 1982, a construit les installations de la Place du Canada et géré le pavillon du Canada à Expo 86. Les installations, connues sous le nom de Place du Canada, comprennent un terminal de bateau de croisière pour la Société du port de Vancouver, le pavillon du Canada et un complexe comprenant un hôtel et des bureaux construits pour la société Tokyu. Après Expo 86, le pavillon a été converti en centre d'affaires et de congrès et loué à la Colombie-Britannique pour une période de 20 ans.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	999, Place du Canada Pièce 690 Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3C1
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; lettres patentes (n° 132316) en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Thomas G. Rust
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	86.0*	145.2	88.3	34.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	80.3	132.7	76.5	28.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	13.6	55.6	48.1	20.9
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Une somme de 43.7 millions de dollars reliée à la construction du Pavillon du Canada à Expo 86 a été capitalisée en 1984-1985 et passée en charges en 1986-1987.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

J'ai vérifié le bilan de la Corporation place du havre Canada au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Corporation au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Corporation dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Corporation.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 15 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986	PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1987	1986
Encaisse et placements à court terme	8,981	29,177			
Débiteurs	2,993	4,505	Créditeurs	5,726	12,479
Construction en cours (note 3)	74,052	67,788			
Frais reportés		43,712	Avoir du Canada	80,300	132,703
	86,026	145,182		86,026	145,182

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
JAMES H. GREEN

Administrateur
T. G. RUST

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS PAVILLON DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Dépenses (note 6)	75,219	
Revenus (note 6)	9,352	
Coût net d'exploitation	65,867	

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Capital-actions		
Capital d'apport		
Solde au début de l'exercice	132,703	76,510
Crédits parlementaires reçus au cours de l'exercice	13,464	56,193
	146,167	132,703
Coût net d'exploitation—Pavillon du Canada	65,867	
Solde à la fin de l'exercice	80,300	132,703

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation		
Coût net d'exploitation	(65,867)	
Virement à l'exploitation des coûts nets reportés	43,712	
Augmentation (diminution) des créditeurs	(6,753)	728
Diminution (augmentation) des débiteurs	1,512	(1,554)
	(27,396)	(826)
Encaisse provenant des activités de financement		
Contribution en provenance du Canada	13,464	56,193
Crédit parlementaire à recevoir		19,200
	13,464	75,393
Encaisse investie		
Ajout net à la construction en cours	6,264	15,555
Frais nets reportés		36,062
	6,264	51,617
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	(20,196)	22,950
Encaisse et placements à court terme		
Au début de l'exercice	29,177	6,227
À la fin de l'exercice	8,981	29,177

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et objectifs

La Corporation place du havre Canada a été constituée le 9 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Corporation est mandataire de Sa Majesté selon la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle est nommée en tant que société d'État mandataire à la partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière. Les trois actions émises et en circulation sont toutes détenues du chef du Canada par le ministre des Transports, le ministre responsable qui exerce le contrôle sur la Corporation.

La Corporation est exempte de l'impôt sur le revenu.

Les objectifs de la Corporation sont de jouer le rôle de promoteur et d'acquérir, administrer et aliéner des terrains, et de gérer des biens immobiliers pour le gouvernement du Canada à Vancouver (C.B.). Dans ce but, elle doit concevoir et construire une installation à «Canada Place» comprenant un terminus pour les bateaux de croisière et un pavillon d'accueil du Canada pour Expo '86 propre à convertir en centre de commerce et de congrès. En outre, la Corporation a l'autorisation de gérer et d'exploiter l'installation à «Canada Place», seule ou avec d'autres, et d'organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86.

L'estimation du coût total de l'installation à «Canada Place», comprenant le Pavillon du Canada pour Expo '86 et les coûts de conversion du Pavillon en centre de commerce et de congrès, s'élève à $227.4 millions dont la contribution prévue de $151.8 millions par le gouvernement, de $22.8 millions par la Société du port de Vancouver à l'égard du terminus pour les bateaux de croisière et $52.8 millions en provenance d'autres sources.

Le ministre responsable doit faire des recommandations au gouverneur en conseil avant le 31 décembre 1988 quant au prolongement des activités de la Corporation au delà de cette date.

2. Conventions comptables importantes

Construction en cours

Toutes les dépenses, y compris celles pour l'acquisition, la conception, la construction et l'administration pour les structures permanentes à «Canada Place» seront capitalisées jusqu'à ce que l'installation soit pleinement aménagée en juillet 1987. Les intérêts créditeurs sont portés au crédit de la construction en cours. Les recettes provenant de la vente des droits d'aménagement, des tenures à bail et du parrainage du «Imax Theatre» sont également défalquées des coûts de la construction.

L'amortissement commencera en 1987-88 lorsque l'installation sera entièrement aménagée. L'amortissement de l'installation sera calculé selon la méthode linéaire pour une période de 40 ans.

Pavillon du Canada

Les dépenses pour la conception, la construction et l'équipement du Pavillon du Canada et pour organiser, exploiter et gérer la participation du gouvernement du Canada à titre d'exposant et de nation hôte pour Expo '86, selon le cas, sont enregistrées en tant que frais reportés au 31 mars 1986 au net des recettes connexes.

Les dépenses pour le Pavillon et ses dépenses et revenus d'exploitation et ses autres dépenses et revenus connexes ont été portés aux résultats au cours de l'exercice 1987 et comptabilisés en contrepartie du capital d'apport.

Administration

Les dépenses d'administration de la Société et de la construction sont imputées à la construction en cours. Les dépenses d'administration pour le Pavillon sont ajoutées aux dépenses du Pavillon.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

3. Construction en cours

	Cumulatif au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987
	(en milliers de dollars)		
Coûts de la construction	95,330	612	95,942
Coûts accessoires	15,760	1,615	17,375
Achat de l'accès et du site	14,551	209	14,760
Conversion en Centre de commerce et de congrès	5,421	6,343	11,764
Total des coûts	131,062	8,779	139,841
Déduire les recettes (note 4)	63,274	2,515	65,789
Coûts, au net des recettes	67,788	6,264	74,052

Les coûts accessoires renferment les coûts d'administration de la Société et de la construction, les honoraires des architectes et des experts-conseils et les coûts y reliés de gestion.

Le titre à l'égard de cette partie du lit du havre de Vancouver sur laquelle l'installation est située a été viré à la Corporation en provenance de la Société du port de Vancouver à la valeur d'un dollar et il a été comptabilisé ainsi dans les coûts d'achat du site.

La propriété des voies d'accès à l'installation sera virée sans frais à la Ville de Vancouver. Le coût des voies d'accès qui font partie de la construction en cours s'élève à $9.4 millions.

4. Recettes

	Cumulatif au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987
	(en milliers de dollars)		
Ententes par bail			
Droits sur l'espace aérien de l'hôtel	29,838		29,838
Terrain de stationnement	1,000	1,051	2,051
Entente pour l'aménagement			
Terminus des bateaux de croisière	22,807		22,807
Entente de parrainage			
«Imax Theatre»	5,000		5,000
Intérêts créditeurs	4,629	1,028	5,657
Restaurant		403	403
Autres recettes		33	33
	63,274	2,515	65,789

a) Ententes par bail—Droits sur l'espace aérien de l'hôtel et terrain de stationnement

En 1983, la Corporation a conclu des ententes par bail de 99 ans avec la «Tokyu Canada Corporation» pour la location à Tokyu des droits sur l'espace aérien à «Canada Place». La somme nette en vertu de ces baux pour les droits aériens et les coûts de construction s'élève à $29.8 millions. Tokyu paiera également un loyer en plus pour sa part de l'aire en commun et des coûts d'exploitation.

En 1986, la Corporation a conclu une entente de vingt ans avec «Citicom Ltd» afin d'exploiter les installations de stationnement à «Canada Place». Citicom a versé $1 million à la Corporation au moment de la signature de l'entente et elle a effectué des versements se chiffrant à $1 million en se fondant sur divers pourcentages des recettes brutes de stationnement.

b) Entente pour l'aménagement—Terminus pour les bateaux de croisière

La Corporation a passé une entente d'aménagement avec la Société du port de Vancouver dans le but de construire un terminus pour les bateaux de croisière à raison de $22.8 millions dans le cadre du projet «Canada Place».

c) Entente de parrainage—«Imax Theatre»

La Corporation a conclu une entente avec le Canadien National pour les droits à l'égard d'un «Imax Theatre» à «Canada Place». Les droits portent sur le parrainage du film «Transitions» et afin que ce cinéma soit nommé «CN Imax Theatre» pour les 40 années qui commencent le 2 mai 1986. En retour de ces droits, le CN a versé $5 millions à la Corporation qui ont été attribués en entier en réduction des coûts de construction.

5. Engagement—Centre de commerce et de congrès

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Canada et la province de Colombie-Britannique ont signé une entente par laquelle la province de Colombie-Britannique prendra en charge et exploitera le Centre de commerce et de congrès à partir de juillet 1987.

En vertu de l'entente qui a été signée, le gouvernement du Canada a convenu de faire ce qui suit:

- Achever la construction et équiper le Centre de commerce et de congrès conformément au coût de la Corporation dont l'estimation est $17.5 millions.
- Verser $1 million à la province de Colombie-Britannique en juillet 1987.
- Louer à bail à la province de Colombie-Britannique, pour une considération nominale de $1, de l'espace dans le projet «Canada Place» pour le Centre de commerce et de congrès y compris des aires accessoires aux fonctions, des salles de réunions et de l'espace de détaillants pour une durée de 20 ans de pair avec des options de renouvellement pour trois périodes semblables qui se suivent.

6. Dépenses et revenus d'exploitation—Pavillon du Canada

Voici les dépenses et les revenus attribuables à la période d'exploitation du Pavillon du Canada à l'Expo '86.

	Reporté au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987
	(en milliers de dollars)		
Dépenses			
Construction et éléments d'exposition	31,417	6,325	37,742
«Imax Theatre»	4,884	530	5,414
Administration générale	3,877	1,619	5,496
Programmes culturels	2,985	5,448	8,433
Affaires publiques	2,054	2,731	4,785
Opérations	1,700	7,295	8,995
Gestion de l'édifice		3,222	3,222
Commissaire général	458	1,615	2,073
Frais de redevance—Expo '86		830	830
Produits de l'aliénation d'éléments d'exposition	(42)	(1,729)	(1,771)
	47,333	27,886	75,219
Revenus			
Parrainage	3,576	774	4,350
Foire aux aliments et détaillants	45	4,957	5,002
	3,621	5,731	9,352

7. Obligations à contrat

Au 31 mars 1987, la construction et les coûts y reliés pour achever le projet y compris les coûts de conversion sont évalués à $7.3 millions dont environ $3.7 millions ont déjà été engagés.

CORPORATION PLACE DU HAVRE CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

8. Engagements par baux à long terme

La Corporation a conclu des ententes par baux à long terme pour le système de projection Imax. Voici les versements minimums à venir selon l'exercice financier au titre de ces baux:

	(en milliers de dollars)
1988	740
1989	162
1990	162
1991	162
1992	162

9. Régime de retraite

Étant donné la nature du projet, son échéance était prévue, la Corporation a convenu d'effectuer des versements annuels pour certains employés aux régimes de retraite de leur choix et d'établir une provision quant à une allocation de retraite pour les cadres supérieurs. Ces prestations sont l'équivalent de 8½% du traitement annuel pour chacun de ces employés et cadres.

10. Opérations entre apparentés

La Corporation est apparentée aux termes de la propriété en commun à tous les ministères, organismes et sociétés d'état constitués du gouvernement du Canada.

La Corporation se trouve à la charge du gouvernement du Canada quant au fonds de roulement et au financement des dépenses.

Toutes les opérations importantes entre apparentés sont déclarées aux notes 3 et 4. Certaines composantes du Pavillon du Canada de même que l'augmentation de certaines activités fédérales à l'appui d'Expo '86 qui ont été fournies directement par les ministères, organismes et sociétés d'État ne sont pas déclarées dans les présents états financiers. La Corporation a aussi effectué des opérations avec des ministères, organismes et sociétés d'État dans le cours normal des affaires.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Le mandat de la société est fixé par le paragraphe 10(1) de la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* ainsi que par sa charte et ses statuts de constitution.

ANTÉCÉDENTS

Créée en 1952, l'EACL a élaboré la technologie des réacteurs Candu. Elle exploite les plus importantes installations de recherche et de développement de l'énergie atomique au Canada, à Chalk River (Ontario) et à Pinawa (Manitoba). Par son entremise, trois services publics provinciaux ont bénéficié de fonds fédéraux pour la construction d'installations nucléaires et les remboursements qu'ils lui versent maintenant sont retransmis au Canada. La société a été chargée des réacteurs Candu construits récemment en Argentine et en Corée et collabore à la construction de deux autres en Roumanie. Son personnel de conception et d'ingénierie joue un rôle important dans l'amélioration permanente des centrales nucléaires et de cette technologie. On étudie à l'heure actuelle la possibilité de privatiser la Section de la Radiochimie qui produit et commercialise des isotopes radioactifs et du matériel médical.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0S4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1952; partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes* et prorogation le 8 juillet 1977 aux termes de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; certificat relatif modifié le 15 juillet 1982
PREMIER DIRIGEANT	James Donnelly
PRÉSIDENT	Basil A. Bénéteau
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,018	1,107	1,226	1,285
Engagements envers le secteur privé	23	24	36	44
Engagements envers le Canada	626	649	720	767
Avoir du Canada	196	177	148	143
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	218	275	326	336
— non budgétaire	néant	néant	néant	5

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Les états financiers et tous les autres renseignements présentés dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et du Conseil d'administration de la Société. Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus et comprennent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

La Société maintient des systèmes comptables, financiers, de contrôle de gestion et d'information, de même que des pratiques de gestion conçues pour fournir une garantie raisonnable que des informations financières fiables et précises sont disponibles au moment opportun; que les actifs sont protégés et contrôlés; que les ressources sont gérées économiquement et de façon efficace dans le cadre des objectifs de la Société; que l'exploitation est menée efficacement et que les transactions sont conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et à ses règlements, ainsi qu'à la charte, aux règlements administratifs et aux politiques de la Société. La Société a respecté toutes les exigences concernant les déclarations établies par la Loi sur l'administration financière, y compris la présentation d'un Plan de l'entreprise, d'un budget d'exploitation, d'un budget d'immobilisations et du présent rapport annuel.

Le vérificateur interne de la Société a la responsabilité d'évaluer les systèmes et les pratiques de gestion de la Société. Le Vérificateur général du Canada effectue une vérification indépendante des états financiers de la Société et présente son rapport au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration, composé d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société, examine les états financiers, les rapports du Vérificateur général et les plans et les rapports liés à des examens spéciaux et avise le Conseil à cet égard et supervise les activités de la vérification interne. Le Comité de vérification rencontre régulièrement la direction, le vérificateur interne et le Vérificateur général.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES ET DES RESSOURCES

J'ai vérifié le bilan de L'Énergie Atomique du Canada, Limitée au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du capital d'apport, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 8 mai 1987

BILAN
AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Encaisse et dépôts à court terme	57,701	55,495
Débiteurs	142,182	126,858
Stocks (note 3)	59,595	61,667
	259,478	244,020
Stocks à long terme (note 3)		1,579
Débiteurs à long terme (note 4)	597,378	699,163
Investissement et coûts reportés (note 5)	107,652	110,280
Propriétés, installations et matériel (note 6)	53,607	51,955
	1,018,115	1,106,997

PASSIF	1987	1986
À court terme		
Créditeurs et frais courus	124,594	133,759
Tranche de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	26,353	24,171
	150,947	157,930
Revenus reportés	14,592	64,255
Provision pour contrats en cours		25,024
Prestations de cessation d'emploi courues	34,370	34,084
Dette à long terme (note 7)	622,545	648,898
	822,454	930,191
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions		
Autorisé—75,000 actions ordinaires		
Émis—54,000 actions ordinaires	15,000	15,000
Capital d'apport	71,051	69,795
Bénéfices non répartis	109,610	92,011
	195,661	176,806
	1,018,115	1,106,997

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
B. A. BÉNÉTEAU

Administrateur
JAMES DONNELLY

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Opérations commerciales		
Revenus		
Approvisionnements et services nucléaires	87,603	93,269
Équipement d'irradiation et isotopes	111,209	92,617
Intérêt sur les débiteurs à long terme	63,355	64,197
Intérêt sur les dépôts à court terme	5,965	10,238
	268,132	260,321
Coûts et frais		
Coût des ventes et services	114,094	119,467
Développement des produits	17,820	10,332
Marketing et administration	57,222	40,593
Intérêt sur la dette à long terme	58,303	62,231
	247,439	232,623
Bénéfice d'exploitation	20,693	27,698
Activités de recherche et développement		
Dépenses	222,870	211,683
Moins: revenus	38,039	24,867
crédits parlementaires	181,737	176,612
Dépenses nettes	3,094	10,204
Secteurs abandonnés		
Dépenses	36,397	58,161
Moins: crédits parlementaires	34,588	58,161
recouvrements provenant de ventes d'actifs	1,809	
Bénéfice net	17,599	17,494

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice	69,795	58,641
Crédits parlementaires utilisés pour rembourser le capital des emprunts	1,256	11,154
Solde à la fin de l'exercice	71,051	69,795

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Solde au début de l'exercice	92,011	74,517
Bénéfice net	17,599	17,494
Solde à la fin de l'exercice	109,610	92,011

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	17,599	17,494
Amortissement	6,822	6,175
	24,421	23,669
Augmentation du fonds de roulement pour l'exploitation	(13,444)	(26,173)
Encaisse provenant de (absorbée par) l'exploitation	10,977	(2,504)
Activités d'investissement		
Production d'eau lourde		(29,193)
Crédits parlementaires pour la production d'eau lourde		29,193
Acquisitions de propriétés commerciales, installations et matériel, moins les aliénations	(7,438)	(4,947)
Augmentation des coûts reportés	(1,758)	(6,985)
Encaisse investie	(9,196)	(11,932)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(24,171)	(83,013)
Produit de billets à recevoir à long terme	23,340	19,126
Crédits parlementaires utilisés pour rembourser le capital des emprunts	1,256	11,154
Encaisse provenant du (absorbée par le) financement	425	(52,733)
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des dépôts à court terme	2,206	(67,169)
Encaisse et dépôts à court terme au début de l'exercice	55,495	122,664
Encaisse et dépôts à court terme à la fin de l'exercice	57,701	55,495

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de façon uniforme. Les principales conventions comptables utilisées sont les suivantes.

Conversion des devises étrangères

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de la transaction, à l'exception de celles qui sont visées par des contrats de change à terme, pour lesquels on utilise le taux établi par les modalités du contrat. Les éléments d'actif et de passif monétaires à la date du bilan sont ajustés de façon à refléter le taux de change en vigueur à cette date. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion des devises étrangères sont inclus dans les revenus.

Stocks

L'équipement et les matières d'irradiation sont évalués au moindre du coût moyen ou de la valeur de réalisation nette. Les fournitures générales et d'entretien sont évaluées au coût. Les stocks d'eau lourde sont évalués au moindre du coût moyen, moins les crédits parlementaires y afférant ou de la valeur de réalisation nette. Les stocks d'eau lourde qu'on ne prévoit pas vendre au cours du prochain exercice ou utiliser dans le cadre de l'exploitation sont classés comme élément d'actif à long terme.

Investissement et coûts reportés

L'investissement et les coûts reportés sont inscrits à leur coût et imputés aux revenus qui en découlent au cours de la période probable pendant laquelle ils produisent des revenus.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES—*Fin*

Propriétés, installations et matériel

Les propriétés, les installations et le matériel pour la recherche et le développement sont comptabilisés au coût et imputés aux dépenses au cours de l'exercice de leur acquisition.

Les autres propriétés, installations et matériel sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun des éléments, comme suit:

Matériel et outillage	— 3 à 20 ans
Bâtiments	— 20 à 50 ans

Les coûts de déclassement des installations nucléaires sont imputés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Contrats à long terme

Les revenus et les coûts reliés aux contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Cette méthode est appliquée avec prudence considérant que ces projets à long terme comportent un certain degré d'incertitude. Une provision complète a été inscrite pour toutes les dépenses anticipées pour l'achèvement des contrats en cours.

Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada, au moyen de crédits parlementaires, finance certaines activités de la Société, comme il est expliqué à la note 2. Les crédits parlementaires sont appliqués en réduction des dépenses afférentes, à l'exception de la portion utilisée pour réduire le capital de certains emprunts; cette portion est comptabilisée comme une augmentation du capital d'apport.

Régime de pension

Les employés de la Société participent au Régime de pension de la Fonction publique, lequel est administré par le gouvernement du Canada. La cotisation de la Société envers le coût du régime se limite à un montant égal à la cotisation versée par les employés au titre de leurs services courants. Ces contributions représentent la totalité du passif de la Société en regard du régime de pension et sont imputées aux résultats sur une base courante.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi en vertu de leurs conventions collectives et des conditions d'emploi. Le passif découlant de ces prestations est imputé aux résultats au fur et à mesure que les prestations sont gagnées par les employés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

1. Conventions comptables

Le résumé des principales conventions comptables fait partie intégrante des présents états financiers.

2. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires ont été utilisés au cours de l'exercice pour les fins suivantes:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Activités de recherche et développement	181,737	176,612
Secteurs abandonnés		
Réacteurs prototypes	11,855	18,331
Fermeture d'usines d'eau lourde	18,839	35,382
Protection des installations de LaPrade	1,850	2,302
Intérêt sur emprunts pour usines d'eau lourde	2,044	2,146
	34,588	58,161
Production d'eau lourde		29,193
Capital des emprunts pour usines d'eau lourde	1,256	11,154
	217,581	275,120

3. Stocks

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
À court terme		
Équipement et matières d'irradiation	44,916	37,763
Eau lourde	9,653	20,904
Fournitures générales et d'entretien	5,026	3,000
	59,595	61,667
À long terme		
Eau lourde	554,787	556,366
Moins les crédits parlementaires cumulés	554,787	554,787
		1,579

Les crédits parlementaires cumulés sont remboursables, de même que l'intérêt s'y rapportant, jusqu'à concurrence des revenus provenant des ventes futures d'eau lourde. Au 31 mars 1987, aucun contrat important pour la vente d'eau lourde financée par le gouvernement n'avait été définitivement conclu.

4. Débiteurs à long terme

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Billets à recevoir de commissions électriques provinciales pour le financement d'installations nucléaires (voir la note 7 pour l'élément de passif correspondant)	600,219	623,559
Débiteurs contractuels échéant jusqu'en 1995	34,069	96,064
Débiteurs hypothécaires et autres	5,523	5,132
	639,811	724,755
Échéance à moins d'un an	42,433	25,592
	597,378	699,163

Au cours de l'exercice, un projet d'envergure a été complété et les modalités de paiement des montants en souffrance en vertu du contrat ont été renégociées. Conséquemment, la disposition connexe relative aux soldes des contrats en cours et des revenus reportés au 31 mars 1987 est reflétée comme une allocation affectée aux débiteurs contractuels.

5. Investissement et coûts reportés

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Investissement dans les unités 1 et 2 de Pickering		
La Société, Ontario Hydro et la province de l'Ontario ont signé une entente pour la construction et l'exploitation des unités 1 et 2 de la centrale nucléaire Pickering «A», lesquelles appartiennent à Ontario Hydro. Selon l'entente, la Société est en droit de recevoir jusqu'en 2001 des versements qui sont fonction de la différence entre le coût de production de l'électricité dans les unités 1 et 2 de Pickering et celui des unités 1 et 2 de Lambton qui sont alimentées au charbon.	84,012	84,012
Coûts reportés		
Coûts engagés lors de la modification des installations appartenant à des tiers dans le but de générer des revenus, et autres coûts reportés.	23,640	26,268
	107,652	110,280

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987—*Suite*

Les unités 1 et 2 de Pickering sont toujours à l'état d'arrêt afin de permettre le remplacement des tubes de force; par conséquent, la Société n'a réalisé aucun revenu durant les exercices 1986 et 1987. Conséquemment, aucun amortissement de l'investissement n'a été imputé aux résultats des deux exercices. Il est prévu que les réacteurs seront de nouveau opérationnels en 1987. La prolongation de l'entente au-delà de 2001 est en voie d'être finalisée avec Ontario Hydro en raison de l'arrêt.

L'amortissement des coûts reportés pour l'exercice s'est chiffré à 1,5 million de dollars (0,5 million de dollars en 1986).

6. Propriétés, installations et matériel

	1987			1986
	Coût	Financement gouvernemental et amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Opérations commerciales				
Terrains et aménagements	2,419	1,067	1,352	1,587
Bâtiments	49,328	19,919	29,409	26,642
Matériel et outillage	39,787	19,673	20,114	20,866
	91,534	40,659	50,875	49,095
Activités de recherche et de développement				
Terrains et aménagements	9,689	9,689		
Bâtiments	67,690	64,958	2,732	2,860
Réacteurs et matériel	240,350	240,350		
Construction en cours	57,730	57,730		
	375,459	372,727	2,732	2,860
Secteurs abandonnés				
Réacteurs prototypes	170,557	170,557		
Usines d'eau lourde	802,881	802,881		
	1,440,431	1,386,824	53,607	51,955

L'amortissement des propriétés, installations et matériel reliés aux opérations commerciales pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 s'est élevé à 5,3 millions de dollars (5,7 millions de dollars en 1986).

Les dépenses en immobilisations pour la recherche et le développement imputées à l'exercice terminé le 31 mars 1987 se sont élevées à 20,1 millions de dollars (17,9 millions de dollars en 1986).

Le déclassement d'installations de recherche nucléaire et de réacteurs prototypes fait partie intégrante du programme nucléaire. Comme première étape du déclassement, un programme a été développé et mis à exécution pour assurer un stockage sûr. Actuellement, les réacteurs prototypes de Gentilly 1 et de Douglas Point font l'objet d'une surveillance contrôlée. Le reste du programme de Douglas Point se déroule comme prévu. Il est prévu qu'il en coûtera 3,2 millions de dollars pour le compléter. Le coût net futur du déclassement des installations de recherche nucléaire et de prototypes ne peut être déterminé en ce moment, à cause de l'incertitude reliée à la nature exacte, au moment et au choix des méthodes de disposition éventuelles. Selon la politique de comptabilité de la Société, de telles dépenses seront inscrites lorsqu'elles seront engagées.

La fermeture des usines d'eau lourde de Glace Bay et de Port Hawkesbury a débuté en juillet 1985 et tire à sa fin. Il est prévu qu'il en coûtera 2 millions de dollars pour effectuer le reste des travaux.

7. Dette à long terme

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		
Pour le financement des installations nucléaires de commissions électriques provinciales, échéant jusqu'en 2008, à des taux d'intérêt fixes variant de 6,687 % à 9,706 % (voir la note 4 pour les débiteurs correspondants)	599,582	621,643
Pour le financement d'eau lourde louée et autres biens, échéant jusqu'en 2003, portant intérêt à des taux fixes variant de 4,125 % à 10 %	25,964	27,142
Emprunts auprès de tiers		
Pour financer l'achat de l'usine d'eau lourde de Glace Bay, échéant jusqu'en 1998 à un taux d'intérêt implicite de 8,875 %	23,352	24,284
	648,898	673,069
Échéance à moins d'un an	26,353	24,171
	622,545	648,898

Les versements sur emprunts exigibles au cours des prochains exercices sont comme suit (en millions de dollars): 1988—26,4; 1989—47,7; 1990—30,3; 1991—32,9; 1992—35,9; exercices ultérieurs à 1992—$475,7.

8. Opérations entre apparentés

En plus des opérations présentées ailleurs dans ces états financiers, la Société a effectué les transactions suivantes avec le gouvernement du Canada:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Remboursement des emprunts et de l'intérêt	81,358	134,757
Paiements au Régime de pension de retraite de la Fonction publique	12,748	14,526

Dans le cours normal de ses activités, la Société a également effectué diverses transactions avec le gouvernement du Canada, ses organismes et d'autres sociétés d'État.

9. Éventualités

Certaines réclamations contre la Société ont été présentées dans le cadre de l'exploitation de sa Division des produits médicaux et n'étaient pas encore réglées au 31 mars 1987. Même s'il est actuellement impossible de déterminer le montant relatif à toute responsabilité ultime, la direction est d'avis que le règlement de ces questions n'aura aucune incidence sur la situation financière de la Société, ni sur les résultats de ses opérations.

10. Renseignements supplémentaires

Constitution

Conformément à l'autorité et aux pouvoirs accordés au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en vertu de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, la Société a été constituée en 1952 en vertu des dispositions de la Loi sur les corporations canadiennes (et continuée en 1977 en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes) dans le but de développer l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA, LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987—*Fin*

La Société est une société d'État en vertu de la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Opérations

Les opérations de la Société sont présentées dans l'état des résultats sous les rubriques suivantes: «opérations commerciales», «activités de recherche et de développement» et «secteurs abandonnés».

Les opérations commerciales comprennent l'ingénierie et la conception électronucléaire, la gestion de projets, les services de soutien pour l'exploitation des centrales, la production et la vente de radio-isotopes et d'irradiateurs à des fins médicales et industrielles et les investissements.

Les activités de recherche et de développement comprennent la recherche fondamentale et appliquée en matière nucléaire et les services contractuels de recherche et de développement.

Les secteurs abandonnés comprennent le fait de placer et de maintenir des réacteurs prototypes en stockage sûr comme première étape de déclassement, ainsi que les activités liées à la fermeture et à la protection des usines d'eau lourde de Glace Bay, de Port Hawkesbury et de LaPrade.

Assurances

La Société, de façon générale, assume tous les risques concernant les biens et les opérations reliés aux activités de recherche et de développement ainsi qu'aux réacteurs prototypes. Les biens et les opérations reliés au secteur commercial et aux usines d'eau lourde sont assurés à une valeur considérée comme appropriée.

Rémunération des agents commerciaux

Les directives établies concernant les pratiques commerciales des sociétés d'État exigent que soient divulgués les noms des agents commerciaux et leur rémunération au cours de l'exercice.

En 1987, la rémunération et les dépenses payées aux représentants et aux agents commerciaux énumérés ci-dessous, dont les services sont principalement reliés aux opérations commerciales de la Société, se sont élevées à 2 millions de dollars (2,3 millions de dollars en 1986):

Alnor Instruments A.B., Suède; Aristons Ltd., Sri Lanka; B.C. Simeon Park, États-Unis; Bio Nuclear Diagnostica Industria E. Comercio Ltda., Brésil; Companhio Brazileira De Radiologia, Brésil; ETS F.A. Kettaneh S.A., Liban; Eastronics Limited, Israël; Gammaster, B.V., Pays-Bas; Gemed Sistemas Medicos C.A., Venezuela; General Machinery Company Ltda., Chili; General Medica De Columbia Ltda., Colombie; Hamco Commercial S.C.R.L. Lima, Pérou; International General Electric Co. (India) Ltd., Inde; Jardin Danby Ltd., Hong Kong; Korea General Trading Corporation, République de Corée du Sud; Kostas Karayannis S.A., Grèce; Marsman & Company Incorporated, Philippines; Marubeni Corporation, Japon; Medtel Pty Limited, N.S.W. Australie; Mundinter, Portugal; Novelait (Medical) Limited, Hong Kong; Nuclital, s.r.l., Italie, Pacific Economic Development Corporation, États-Unis; P.I.I., États-Unis; P.T. Sanga Kencana International, Indonésie; Radiotherapy & Medical Systems Pty Ltd., Australie; Societa Lombarda Di Televisione s.r.l., Italie; Tecnologia Em Radiacao Ltda., Brésil; Tamathe s.r.l., Argentine; Tareq Company, Koweit; Zelin Limited, Pakistan.

PAGE RÉCAPITULATIVE

HARBOURFRONT CORPORATION

MANDAT

a) mettre en valeur, gérer et exploiter le site riverain du port de Toronto conformément au cadre de mise en valeur;

b) amorcer, présenter ou parrainer des programmes d'activités culturelles, récréatives, scientifiques et éducatives qu'elle juge bénéfiques.

ANTÉCÉDENTS

Le gouvernement fédéral a délimité le site riverain en 1972, en adjoignant des terrains qu'il détenait à d'autres terrains qu'il avait expropriés. Des propriétés décrépites ont été enlevées. En 1978, grâce aux efforts conjugués de tous les paliers de gouvernement et d'un conseil intérimaire, un plan à long terme de mise en valeur a pu être arrêté et le mandat de la Habourfront Corporation, fixé. Depuis 1976, de nombreuses activités culturelles, récréatives et éducatives ont rendu le site très populaire auprès du public.

Outre les sommes qu'elle a consacrées à des installations destinées au grand public, la société a stimulé les investissements privés sur le site en louant des terrains et en cédant des droits aériens. Les fonds générés par la mise en valeur du site permettent à la société d'entrevoir une exploitation financièrement autonome dans un avenir proche.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	410, Queen's Quay Ouest Bureau 500 Toronto (Ontario) M5V 1A2
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1936; sous le nom de Terminal Warehouses Ltd, en vertu de la *Companies Act* de l'Ontario; Harbourfront Corporation, le 14 juillet 1978 en vertu de la *Business Corporations Act* de l'Ontario; maintenue en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, le 21 décembre 1984
PREMIER DIRIGEANT	Frank Mills
PRÉSIDENT	Consiglio Di Nino
VÉRIFICATEUR	Green & Cadsby

SOMMAIRE FINANCIER—Voir page suivante.

PAGE RÉCAPITULATIVE—*(fin)*

HARBOURFRONT CORPORATION

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985 (reformulé)	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	37.1	36.3	27.9	9.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1.4	0.3	0.2	0.5
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	1.0	6.1	20.9	14.0
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

HARBOURFRONT CORPORATION

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

AUDITOR'S REPORT

TO THE HONOURABLE STEWART McINNES, P.C., M.P.
MINISTER OF PUBLIC WORKS

We have examined the balance sheet of Harbourfront Corporation as at March 31, 1987 and the statements of income, retained equity and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Corporation as at March 31, 1987 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Further, we have examined the transactions that came to our notice in the course of the above mentioned examination of the financial statements of Harbourfront Corporation for the year ended March 31, 1987, to determine whether they were in accordance with Part XII of the Financial Administration Act, the regulations, the charter and by-laws of the corporation and the seven year management agreement dated June 13, 1980 as subsequently amended. In our opinion, these transactions were, in all significant respects, in compliance with the authorities specified.

Green and Cadsby
Chartered Accountants

Toronto, Canada
June 11, 1987

BALANCE SHEET MARCH 31, 1987

ASSETS	1987	1986
	$	$
Cash and term deposits (Note 2)	1,618,135	318,352
Government of Canada—Receivable (Note 2)	357,022	344,733
Due from related companies (Note 2)	1,881,695	162,488
Receivables and other assets (Note 4)	3,482,824	3,028,184
Due under development agreements (Note 6)	22,388,972	23,451,292
Deposit with Receiver General (Notes 2 and 5)	6,972,765	8,773,245
Fixed assets (Note 7)	423,536	230,717
	37,124,949	36,309,011

LIABILITIES	1987	1986
	$	$
Accounts payable and accrued liabilities	3,329,372	2,206,904
Unearned revenue from development agreements (Note 8)	30,154,518	31,034,821
Deferred development contributions (Note 9)	1,442,583	1,799,414
Other deferred revenues	781,619	932,361
	35,708,092	35,973,500
SHAREHOLDER'S EQUITY		
Capital		
Authorized		
500,000—Common shares		
Issued		
215,500—Common shares	1	1
Retained Equity	1,416,856	335,510
	1,416,857	335,511
	37,124,949	36,309,011

See accompanying notes

On behalf of the Board:

CON di NINO
Director

BRAM APPEL
Director

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

STATEMENT OF RETAINED EQUITY FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1987

	1987	1986
	$	$
Retained earnings (deficit) at beginning of year	(854,206)	243,193
Net income for the year	1,081,346	92,317
Transfer to restricted surplus	(8,317,503)	(1,189,716)
Transfer from restricted surplus	9,800,000	
Retained earnings (deficit) at end of year	1,709,637	(854,206)
Restricted surplus at beginning of year	1,189,716	
Transfer from retained earnings	8,317,503	1,189,716
Appropriation of restricted surplus	(9,800,000)	
Restricted surplus (deficit) at end of year (Note 11)	(292,781)	1,189,716
Retained equity at beginning of year	335,510	243,193
Retained equity at end of year	1,416,856	335,510

See accompanying notes

INCOME STATEMENT FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1987

	1987	1986
	$	$
Operations		
Income		
Government of Canada—Contribution (Note 2)		205,700
Rental from revenue producing property	1,709,631	1,563,040
Parking, concessions and other income	3,657,219	3,834,201
Events admissions	1,215,423	980,239
Events sponsorships	1,520,629	1,257,543
Interest earned under Harbourfront Capital Account (Note 2)	532,977	557,062
Interest and fees earned under development agreements	2,245,532	1,582,515
	10,881,411	9,980,300
Expenses		
Personnel (Note 10)	4,967,311	4,443,437
Property and operations	1,608,402	1,442,207
Events production and marketing	3,560,932	2,738,055
General and administration	2,673,538	2,387,702
Depreciation	147,746	66,298
	12,957,929	11,077,699
Loss from operations	2,076,518	1,097,399
Development		
Income		
Contributions applied (Note 9)	3,278,831	11,995,955
Interest	14,182	88,838
	3,293,013	12,084,793
Income from the sale of air rights	8,276,220	1,168,000
Income from capitalized leases	41,283	21,716
	11,610,516	13,274,509
Expenses		
Site improvements	8,452,652	11,135,816
Land acquisition		948,977
	8,452,652	12,084,793
Income from development	3,157,864	1,189,716
Net income for the year	1,081,346	92,317

See accompanying notes

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1987

	1987	1986
	$	$
Operating and Development Activities		
Funds provided from		
Net income for the year	1,081,346	92,317
Expenses not requiring cash outlay		
Depreciation expense	147,746	66,298
	1,229,092	158,615
Funds increased by		
Deferred revenue from development agreements		15,140,698
Due under development agreements	1,062,320	
Receivable from Government of Canada		6,514,000
Deferred revenue		55,186
Deposit with Receiver General	1,800,480	
Accounts payable and accrued liabilities	1,122,467	
	3,985,267	21,709,884
Funds reduced by		
Due under development agreements		(13,853,414)
Deferred revenue from development agreements	(880,303)	
Deferred development contributions	(356,831)	
Receivable from Government of Canada	(12,289)	
Deferred revenue	(150,742)	
Deposit with Receiver General		(4,931,875)
Development contributions		(4,785,104)
Accounts payable and accrued liabilities		(2,056,169)
Receivables and other assets	(454,640)	(1,538,984)
Due from related companies	(1,719,207)	
	(3,574,012)	(27,165,546)
Funds increased (reduced) by operating and development activities	1,640,347	(5,297,047)
Investing activities		
Land acquired from the Crown		(1)
Operating fixed assets	(340,564)	(297,013)
	(340,564)	(297,014)
Increase (Decrease) in Funds	1,299,783	(5,594,061)
Cash and term deposits at beginning of year	318,352	5,912,413
Cash and term deposits at end of year	1,618,135	318,352

See accompanying notes

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS MARCH 31, 1987

1. General

The Company, incorporated under the Laws of Ontario, was continued under Section 181 of the Canada Business Corporations Act by Certificate of Continuance dated December 21, 1984.

The Company is a Crown corporation listed under Part I of Schedule C of the Financial Administration Act. Share capital is held by Her Majesty the Queen in Right of Canada as represented by the Minister of Public Works.

The Company is exempt from Corporation Income Taxes under Section 149(1)(d) of the Income Tax Act.

The Company owns shares in the following subsidiary companies:

630370 Ontario Limited
15972 Canada Limited
Peter Street Basin Properties Inc.
Harbourpoint Developments (Harbourfront) Ltd.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1987—*Continued*

2. Related parties transactions

Pursuant to a seven year agreement dated June 13, 1980 as subsequently amended, Her Majesty the Queen in Right of Canada, has granted the Company the right to operate, manage, maintain and develop certain premises situated on the Toronto harbourfront for commercial and residential purposes, including the leasing of space and to initiate, conduct or sponsor on the premises cultural, recreational and educational programmes for the benefit of the public. Subsequent to March 31, 1987, this contract has been extended to March 31, 1988. This extension is subject to the understanding that revisions to the Agreement may be required prior to the new expiry date as a result of present and impending policy reviews related to the future mandate.

Funds received on account of development rights and capitalized land leases are remitted to the Receiver General for deposit in the Harbourfront Capital Account, an interest bearing trust account within the Consolidated Revenue Fund of the Government of Canada.

The Corporation may, with the approval of the Governor in Council, upon recommendation of the Treasury Board, withdraw amounts of principal remitted to the Harbourfront Capital Account for purposes consistent with the development and financial objectives of the Corporation.

The following summarizes related party transactions for the year.

Government of Canada contributions:

	1987	1986
	$	$
Operating contribution		205,700
Development contribution	954,000	5,886,300
	954,000	6,092,000
Interest received and receivable from the Harbourfront Capital Account	532,977	557,062
Government of Canada receivable	357,022	344,733

At March 31, 1987, $500,000 received under a development agreement and included in cash and term deposits, remained to be remitted to the Harbourfront Capital Account.

The Company is related to two cultural corporations, Art Gallery at Harbourfront and School by the Water by virtue of common management. In both cases Harbourfront has majority representation on the Boards of Directors. The Company also acts as financial agents for these companies.

	Art Gallery at Harbourfront	School by the Water	1987	1986
	$	$	$	$
Operating contribution	194,600	81,300	275,900	243,400
Amounts receivable at March 31	1,751,561	130,134	1,881,695	162,488

The major portion of the $1,751,561 amount receivable from the Art Gallery at Harbourfront as at March 31, 1987 is related to the construction of the Gallery's new Power Plant building. The Gallery will repay Harbourfront, with interest tied to interest rates earned by the Harbourfront Capital Account, as pledges and donations are received in future years as follows:

	$
1988	710,842
1989	263,795
1990	245,331
1991	178,585
1992	105,352
	1,503,905

3. Accounting policies

Land

The land being developed by Harbourfront is owned by Her Majesty the Queen in Right of Canada except for certain designated portions that have been conveyed to the Company for nominal consideration to facilitate certain redevelopment agreements. Land, the acquisitions of which are funded by contributions from the Government of Canada, is owned by the Government of Canada, and accordingly, is recorded as expenditures. Land transferred to the Company from the Government of Canada is transferred and recorded at $1.

Buildings and site improvements

The Company records the costs of maintaining and improving the site and buildings thereon as expenditures in the year incurred, except for additions to land conveyed to and retained by the Company which are capitalized.

Operating fixed assets

Certain operating fixed assets were originally transferred from the Government of Canada to the Company by Order in Council for $1. Additions to March 31, 1985 were recorded as expenditures and equipment capital leases were treated as operating leases.

Operating assets, consisting of machinery, equipment and office furniture, are recorded at cost and depreciated over their useful lives. Assets reflected in the financial statements include additions, including acquisitions through capital leases, if any, after March 31, 1986.

Recognition of revenues

Development rights and leases

Upon closing of development agreements, the Company records all amounts received and receivable which are reasonably determinable as unearned revenue. Sales of air rights are recognized and net income is recorded upon transfer of title of said air rights and registration of the condominium development. Capitalized land leases are recognized on a straight line basis over the lease term.

Interest

Interest earned by the Corporation from the monies held in the Harbourfront Capital Account and interest earned on balances due under development agreements, are part of the operating revenues of the Corporation.

Government contributions

Contributions from the Government of Canada are recognized at the time they are authorized as payable to the Company.

Basis of consolidation

The consolidated financial statements include the accounts of the Company and its subsidiaries.

HARBOURFRONT CORPORATION—*Suite*

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1986—*Continued*

Retained equity

Retained equity consists of retained earnings and restricted surplus (deficit). Net income recognized under development agreements and capitalized land leases, is transferred to the restricted surplus account to reflect the restriction set out in Note 2. Transfers out of the restricted surplus account to retained earnings are limited to such amounts as are approved by the Governor in Council, upon recommendation of the Treasury Board.

4. Receivables and other assets

	1987	1986
	$	$
Accounts receivable	653,091	316,144
Interest and construction allowances under development agreements	1,717,594	1,277,016
Interest, other	99,578	86,063
Development fees	450,000	500,000
Participating income receivable	37,616	124,355
Programming grants receivable	65,700	95,050
Prepaid expenses and deposits	459,245	629,556
	3,482,824	3,028,184

5. Deposit with Receiver General

As of March 31, 1987, the Corporation had received and paid $7,999,520 into the Harbourfront Capital Account. Balances due upon the registration of various condominium developments amount to $22,388,972 and will be remitted to the Harbourfront Capital Account on receipt.

	1987	1986
	$	$
Balance at beginning of year	8,773,245	3,841,370
Deposits during year	7,999,520	4,931,875
Withdrawals during year	(9,800,000)	
Balance at end of year	6,972,765	8,773,245

6. Due under development agreements

	Due within one year	Due after one year	Total 1987	Total 1986
	$	$	$	$
Amounts due, interest bearing	8,683,253	900,000	9,583,253	4,833,253
Amounts due, non-interest bearing	8,341,094	4,464,625	12,805,719	18,618,039
	17,024,347	5,364,625	22,388,972	23,451,292

7. Fixed assets

Fixed assets consist of

	Cost	Accumulated depreciation	Net 1987	Net 1986
	$	$	$	$
Land	1		1	1
Operating fixed assets transferred from Crown	1		1	1
Equipment	637,578	214,044	423,534	230,715
	637,580	214,044	423,536	230,717

8. Unearned revenue from development agreements

	1987	1986
	$	$
Balance at beginning of year	31,034,821	15,894,123
Amounts received	500,000	2,477,000
Amounts receivable	6,937,200	13,853,414
	38,472,021	32,224,537
Earned in year	8,317,503	1,189,716
Balance at end of year	30,154,518	31,034,821

9. Deferred development contributions

	1987	1986
	$	$
Deferred contributions at beginning of year	1,799,414	6,472,518
Contributions during year		
Government of Canada (Note 2)	954,000	5,886,300
Allowances under development agreements	1,168,000	1,436,551
Sponsorships	800,000	
	4,721,414	13,795,369
Contributions applied in year	3,278,831	11,995,955
Deferred contributions at end of year	1,442,583	1,799,414

The deferred contributions at beginning of 1986 were represented by contributions from the Government of Canada.

10. Personnel

Personnel costs were incurred in each operational area as follows:

	1987	1986
	$	$
Property and operations	1,028,750	983,089
Events production	2,315,914	2,125,532
General and administration	1,212,362	955,783
Planning and development	410,285	379,033
	4,967,311	4,443,437

HARBOURFRONT CORPORATION—*Fin*

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
MARCH 31, 1987—*Concluded*

11. Restricted deficit

The restricted deficit arises as a result of Harbourfront Capital Account funds advanced to provide working capital for the Corporation, in excess of the recognition of income from development agreements, as summarized below.

Recognized as income

	$
1986	1,189,716
1987	8,317,503
	9,507,219
Advances in excess of recognized income	292,781
Amounts withdrawn per Note 5	9,800,000

The following items maintain a consistent relationship:

	1987	1986
	$	$
Funds received and deposited with Receiver General	16,772,765	8,773,245
Approved withdrawals	(9,800,000)	
Deposit with Receiver General (Notes 2 and 5)	6,972,765	8,773,245
Deposit received under development agreement	500,000	
Amounts due under development agreements (Note 6)	22,388,972	23,451,292
	29,861,737	32,224,537
Unearned revenue from development agreements (Note 8)	30,154,518	31,034,821
Restricted surplus (deficit)	(292,781)	1,189,716
	29,861,737	32,224,537

12. Comparative figures

Certain other 1986 comparative figures have been reclassified in order to conform with the financial statement presentation adopted for 1987.

13. Cumulative contributions by the Government of Canada

The following historical cost information in millions of dollars has been supplied by the Department of Public Works:

	Fiscal 1972 to 1980	Fiscal 1981 to 1987	Total
	$	$	$
Land acquisition	54.4		54.4
Operating and capital expenditures	21.5		21.5
Operating contributions		8.5	8.5
Development and land acquisition contributions		51.3	51.3
	75.9	59.8	135.7

Funds contributed subsequent to fiscal 1980 represent expenditures pursuant to the Management Agreement referred to in Note 2.

14. Commitments

The contractual principal repayments under equipment leases entered into prior to April 1, 1985 are as follows:

Fiscal year	$
1988	102,798
1989	38,089
1990	25,891

15. Uncertainties and Contingencies

(a) A policy review of Harbourfront Corporation is in progress. To avoid actions that will prejudice the Corporation's ability to properly consider and act upon any recommendations, the Minister of Public Works on May 5, 1987 instructed the Corporation that all capital projects be put in abeyance. Projects which have received the required building permits from the City of Toronto and are now under construction are proceeding. All other projects requiring building permits are in abeyance.

Due to the nature of the review and the uncertainty of its results, these financial statements give no effect to the financial implications of the projects under suspension.

The ramifications of the suspension of capital projects are unknown at the present time.

(b) The Company is the defendant in certain litigation matters. The Company has denied liability in these actions and in some instances has served counterclaims. In the opinion of management, based in part upon discussion with counsel, these actions will be resolved satisfactorily and will not have a material adverse effect on the Company's financial position.

PAGE RÉCAPITULATIVE

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

MANDAT

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits.

ANTÉCÉDENTS

L'Institut a été fondé en 1984 en vertu d'une loi spéciale. Puis, une modification (S.C. 1985, c. 43) de cette loi a conféré à l'Institut un statut semblable à celui des sociétés d'État culturelles et est donc exempté de la plupart des dispositions de la partie XII de la LAF.

L'Institut est autorisé à utiliser les moyens suivants pour remplir son mandat:
a) stimuler, subventionner et poursuivre des recherches;
b) stimuler les études de niveau supérieur;
c) faire des études et proposer des idées et des politiques;
d) recueillir et diffuser des informations et encourager des débats publics sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	307, rue Gilmour Ottawa (Ontario) K2P 0P7
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — exemptée des divisions I à IV de la partie XII de la *LAF* en vertu de l'art. 96(1) de cette loi
MINISTRE DE TUTELLE	Le très honorable Joe Clark, c.p., député
MINISTÈRE	Affaires extérieures
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; *Loi sur l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales* (S.C. 1983-84, c. 37)
PREMIER DIRIGEANT	Geoffrey Pearson
PRÉSIDENT	William H. Barton
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**6 mois jusqu'au 31 mars 1985**
À la fin de l'exercice			
Actif total	1.6	1.9	1.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1.4	1.7	1.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	3.0	2.5	1.5
— non budgétaire	néant	néant	néant

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES
ET LE
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

J'ai vérifié le bilan de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et de l'avoir du Canada et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Institut au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 10 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
	$	$		$	$
À court terme			À court terme		
Encaisse et dépôts à terme	1,368,743	1,124,197	Créditeurs et frais courus	154,297	111,223
Bons du Trésor du Canada		499,789			
Intérêts courus	11,227	11,692			
Frais payés d'avance	15,557	75,896	AVOIR DU CANADA		
	1,395,527	1,711,574			
Immobilisations (note 3)	160,718	140,994	Avoir du Canada	1,401,948	1,741,345
	1,556,245	1,852,568		1,556,245	1,852,568

Approuvé par:

Le Président du Conseil
WILLIAM H. BARTON

L'Administrateur délégué
GEOFFREY A.H. PEARSON

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses (tableau)		
Programmes		
Programmes publics	1,126,729	683,478
Recherche	1,054,975	547,381
Services d'information	245,567	117,267
Prix et bourses	12,600	
	2,439,871	1,348,126
Administration et soutien		
Administration	582,778	544,187
Direction	320,425	195,268
Conseil d'administration	63,655	132,774
	966,858	872,229
	3,406,729	2,220,355
Revenus		
Intérêts	67,332	225,745
Coût net de l'exploitation	3,339,397	1,994,610
Crédit parlementaire	3,000,000	2,500,000
Excédent (du coût net de l'exploitation sur le crédit parlementaire) du crédit parlementaire sur le coût net de l'exploitation	(339,397)	505,390
Avoir du Canada au début de l'exercice	1,741,345	1,235,955
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	1,401,948	1,741,345

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Exploitation		
Fonds absorbés par l'exploitation		
Coût net de l'exploitation	3,339,397	1,994,610
Élément n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement des immobilisations	(50,684)	(35,472)
	3,288,713	1,959,138
Créditeurs et frais courus	(43,074)	(15,040)
Intérêts courus	(465)	(14,455)
Frais payés d'avance	(60,339)	24,067
	3,184,835	1,953,710
Investissement		
Acquisition de mobilier, de matériel de bureau et d'améliorations locatives	70,408	172,881
Financement		
Crédit parlementaire	(3,000,000)	(2,500,000)
(Diminution) augmentation au cours de l'exercice	(255,243)	373,409
Solde au début de l'exercice	1,623,986	1,250,577
Solde à la fin de l'exercice	1,368,743	1,623,986

Le solde comprend l'encaisse, les dépôts à terme et les bons du Trésor du Canada.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et exploitation

L'Institut a été constitué en juin 1984 en vertu de la Loi constituant l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales et tel que subséquemment modifié par le Projet de loi C-69. L'Institut est une société d'État exempte selon la Loi sur l'administration financière.

L'Institut a pour mission d'accroître la connaissance des questions liées à la paix et à la sécurité internationales du point de vue Canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, du désarmement, de la défense et de la solution aux conflits, ainsi que:

a) de stimuler, subventionner et poursuivre des recherches sur des questions liées à la paix et à la sécurité internationales;

b) de stimuler les travaux de niveau supérieur en matière de paix et de sécurité internationales;

c) d'étudier et de proposer des idées et des politiques quant à la mise en valeur de la paix et de la sécurité internationales; et

d) de recueillir et diffuser des renseignements sur des questions de paix et de sécurité internationales et d'encourager le public à en discuter.

2. Conventions comptables importantes

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus. Les conventions comptables importantes suivies sont:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le mobilier et le matériel de bureau sont amortis selon la méthode linéaire à un taux annuel de 20%. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de la durée du bail.

b) Régime de retraite

Les employés participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique lequel est administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Institut sont égales aux cotisations versées par ses employés à l'égard du service courant. Ces cotisations représentent la dette totale de l'Institut au titre du régime de retraite et elles sont enregistrées en tant que dépenses au cours de l'exercice pendant lequel sont rendus les services des employés.

c) Impôts sur le revenu

L'Institut est exempt des impôts sur le revenu.

d) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est comptabilisé sur une base d'exercice. De plus, sa loi constitutive précise que l'Institut recevra du Fonds du revenu consolidé les sommes suivantes:

	$
1987-88	4 millions
1988-89	5 millions
Par la suite	5 millions ou toute somme supérieure qui pourra être affectée par le Parlement.

e) Subventions et paiements de transfert

L'Institut comptabilise ses obligations envers les récipiendaires de subventions ou paiements de transfert lorsque les conditions de l'entente sont accomplies.

INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Mobilier	147,339	53,592	93,747	94,754
Matériel de bureau	54,560	18,502	36,058	27,619
Améliorations locatives	45,872	14,959	30,913	18,621
	247,771	87,053	160,718	140,994

4. Engagements

Loyer

L'Institut est engagé en vertu de baux pour la location de bureaux. L'Institut peut renouveler, en 1990, son bail principal pour une période supplémentaire de cinq ans. Le loyer annuel minimum pour les trois prochains exercices s'élève à $133,000.

Subventions et paiements de transfert

L'Institut s'est engagé à verser au cours des prochains exercices des montants totalisant environ $569,200, en autant que les récipiendaires respectent les conditions des ententes. Les versements à effectuer au cours du prochain exercice sont estimés à $551,000.

	$
Recherche	274,625
Programmes publics	172,175
Prix et bourses	112,400
Services d'information	10,000
	569,200

TABLEAU DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	Programmes					Administration et soutien					
	Programmes publics	Recherche	Services d'information	Prix et bourses	Total	Administration	Direction	Conseil d'administration	Total	1987	1986
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Subventions et paiements de transfert	585,276	538,093	50,129	12,600	1,186,098					1,186,098	705,449
Frais touchant le personnel	275,164	258,792	129,413		663,369	145,891	295,511		441,402	1,104,771	761,623
Publications	226,851	127,607			354,458					354,458	80,547
Loyer						184,713			184,713	184,713	169,868
Transport et communications	17,782	24,047	14,147		55,976	66,177	20,056	35,955	122,188	178,164	172,018
Conférences et séminaires	19,642	91,775	10,248		121,665					121,665	42,161
Fournitures et approvisionnements			32,696		32,696	45,604			45,604	78,300	83,173
Services professionnels et spéciaux	2,014	14,661	8,934		25,609	46,606	4,858		51,464	77,073	62,317
Amortissement des immobilisations						50,684			50,684	50,684	35,472
Frais de réparations et d'entretien						42,951			42,951	42,951	45,527
Honoraires des administrateurs								27,700	27,700	27,700	60,185
Autres frais						152			152	152	2,015
	1,126,729	1,054,975	245,567	12,600	2,439,871	582,778	320,425	63,655	966,858	3,406,729	2,220,355

PAGE RÉCAPITULATIVE

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

MANDAT

Acquérir, mettre sur pied, gérer et exploiter un service de transport maritime, un service d'entretien, de réparations, et de radoub, une entreprise de construction navale et les entreprises ou services connexes.

ANTÉCÉDENTS

La société assure des services de traversiers dans la région de l'Atlantique. Auparavant, sous le nom de CN Marine Inc., elle était une filiale de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.*, proclamée le 27 juin 1986, a changé le nom de la compagnie pour celui de Marine Atlantique S.C.C., et l'a ajouté à la partie I de l'annexe C de la *Loi sur l'administration financière*. La cession de propriété à Sa Majesté du Chef du Canada s'est faite le 31 décembre 1986, à la fermeture.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	100, rue Cameron Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 5Y6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1979: *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*; statut et propriété modifiés au 31 décembre 1986 (S.C. 1986, c. 36)
PREMIER DIRIGEANT	R.J. Tingley
PRÉSIDENT	J.D. Wilson
VÉRIFICATEUR	Peat, Marwick, Mitchell & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984
À la fin de l'exercice			
Actif total	339	361	364
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	négl.
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	(6)	284	283
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire	127	141	161
— non budgétaire	néant	néant	néant

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE J. CROSBIE
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de Marine Atlantique S.C.C. au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis (du déficit) et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous déclarons également qu'à notre avis, les opérations de la société que nous avons relevées dans le cours de notre vérification des états financiers étaient conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et à ses règlements d'application, ainsi qu'à la charte et aux statuts de la société.

Comptables agréés
Peat, Marwick, Mitchell & Co.

Moncton, Canada
le 27 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de 1985)
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse	7,534	82
Créances	5,017	4,468
Subventions à la construction navale à recevoir		8,552
Montant à recevoir de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	760	31,232
Stocks de carburant et d'approvisionnements	5,688	9,004
Frais payés d'avance	2,117	1,339
Total de l'actif à court terme	21,116	54,677
Créances à long terme (y compris les subventions à la construction navale de 1,5 million de dollars en 1985)	175	1,718
Immobilisations et frais reportés (note 4)	318,128	294,615
	339,419	351,010

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES (AVOIR NÉGATIF)	1986	1985
Dette à court terme		
Comptes fournisseurs et charges à payer	19,642	21,365
Revenu reporté au titre d'un marché de l'État (note 2)	7,549	182
Total de la dette à court terme	27,191	21,547
Impôts sur le revenu reportés		43,187
Crédits reportés		1,605
Provision pour aide financière (note 3)	318,128	
Provision pour lésions corporelles		975
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE (AVOIR NÉGATIF)		
Capital-actions		
Actions ordinaires sans valeur nominale		
Autorisées: nombre illimité		
Émises et entièrement libérées: 517,061 actions	258,530	258,530
Bénéfices non répartis (déficit)	(264,430)	25,166
Total de l'avoir de l'actionnaire (avoir négatif)	(5,900)	283,696
Engagements et éventualités (notes 5 et 7)		
	339,419	351,010

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du Conseil:

Administrateur
J. D. WILSON

Administrateur
R. J. TINGLEY

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de 1985)
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Produits d'exploitation commerciale	56,043	49,701
Charges d'exploitation	179,754	180,764
Amortissement	15,874	11,865
	195,628	192,629
	139,585	142,928
Revenu au titre d'un marché de l'État	122,966	143,447
Réduction de la provision pour aide financière (note 3)	15,874	
Intérêts créditeurs et autres revenus	1,744	2,873
	140,584	146,320
Bénéfice avant impôts sur le revenu	999	3,392
Impôts sur le revenu (note 8)		1,724
Bénéfice net de l'exercice	999	1,668

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DU DÉFICIT)
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de 1985)
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Bénéfices non répartis, à l'ouverture de l'exercice	25,166	24,044
Bénéfice net de l'exercice	999	1,668
	26,165	25,712
Moins: redressement au titre de l'aide financière (note 3)	290,595	
dividendes versés		546
Bénéfices non répartis (déficit), à la clôture de l'exercice	(264,430)	25,166

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(avec chiffres correspondants de 1985)
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de l'exercice	999	1,668
Ajouter (retrancher)		
Postes n'affectant pas le fonds de roulement	(693)	13,750
Évolution nette du fonds de roulement hors caisse relié à l'exploitation	1,791	(5,316)
Revenu reporté au titre d'un marché de l'État (note 2)	7,367	177
Fonds provenant de l'exploitation	9,464	10,279
Activités d'investissement		
Ajouts aux immobilisations et aux frais reportés	(43,081)	(13,817)
Produit net de l'aliénation d'immobilisations	693	22
Évolution des comptes fournisseurs—Immobilisations	(2,309)	1,086
Créances à long terme	43	63
Fonds affectés aux activités d'investissement	(44,654)	(12,646)
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme		(58)
Aide financière	1,410	
Somme recouvrée de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et subventions à la construction navale	41,232	3,019
Fonds provenant des activités de financement	42,642	2,961
Dividendes versés		(546)
Augmentation de l'encaisse, dans l'exercice	7,452	48
Encaisse, au début de l'exercice	82	34
Encaisse, à la fin de l'exercice	7,534	82

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

1. Nature de l'exploitation et de l'autorisation

Le projet de loi C-88, Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C., ayant été adopté en 1986 par la Chambre des communes, la propriété de la société fut transférée de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada au Gouvernement du Canada. La loi substituait également le nom de Marine Atlantique S.C.C. à celui de CN Marine Inc. Conformément à cette loi, les statuts de la société limitent les activités de celle-ci «à l'acquisition, la mise sur pied, la gestion et l'exploitation d'un service de transport maritime, d'un service d'entretien, de réparation et de radoub, d'une entreprise de construction navale et d'une entreprise ou de services corrélatifs.»

Les activités de la société sont également régies par des ententes négociées avec le Gouvernement du Canada, ententes qui prévoient notamment que la société reçoit des revenus au titre des marchés de l'État, dans la mesure où les produits estimatifs provenant de l'exploitation commerciale ne permettent pas de récupérer les charges estimatives au titre des traversiers, du transport côtier, des installations portuaires et des services de transport maritime. De plus, sous réserve des crédits accordés par le Parlement, la société reçoit les sommes dont elle démontre qu'elles lui sont nécessaires en vue de l'acquisition d'immobilisations. L'affectation des fonds reçus au titre des marchés de l'État et l'acquisition d'immobilisations sont assujetties aux directives ministérielles. En conséquence, la société est sous la dépendance économique du Gouvernement du Canada, pour ce qui est de la réception de fonds au titre de ces ententes.

2. Principales conventions comptables

Stocks de carburant et d'approvisionnements

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de remplacement, si elle est moins élevée. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, moins l'amortissement cumulé. En raison de la modification des modalités de financement conclues avec l'actionnaire de la société, ce dont il est plus amplement question à la note 3, une provision a été constituée et imputée aux bénéfices non répartis, pour ce qui a trait au coût en capital que la société ne prévoit pas pouvoir récupérer à même ses produits futurs.

Les subventions à la construction navale qui sont disponibles pour les immobilisations acquises en vertu de contrats de construction à long terme sont approuvés selon la méthode de l'avancement des travaux et sont portés en diminution du prix coûtant des biens en construction.

Amortissement

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour en permettre la répartition sur la durée estimative d'utilisation des biens, généralement selon la méthode linéaire. Les biens acquis en 1979 de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada sont amortis en fonction de leur coût d'origine pour le ministère des Transports, soit 197,7 millions de dollars. Les taux s'appliquant aux principales catégories de biens sont les suivants:

Navires	5%
Installations portuaires	2,5%
Matériel	10%, 12,5% et 25%

Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement. Ils sont amortis selon la méthode linéaire, sur des périodes n'excédant pas 60 mois.

Aide financière

Les sommes reçues du Gouvernement du Canada, en vue du financement de l'acquisition d'immobilisations, sont comptabili-

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

sées comme aide financière reportée dans l'exercice au cours duquel il est raisonnablement certain qu'elles seront reçues, et sont amorties selon la méthode d'amortissement des immobilisations correspondantes, et sur les mêmes périodes.

Revenus au titre des marchés de l'État

Les revenus reçus au titre des marchés de l'État visant la prestation de services de traversier dans les provinces de l'Atlantique sont fonction des budgets d'exploitation que le Gouvernement du Canada approuve pour chaque exercice, et sont inclus dans le revenu de l'exercice au cours duquel ils sont reçus pour annuler les charges d'exploitation qui sont en excédent des produits d'exploitation commerciale. Le revenu reporté au titre des marchés de l'État, au 31 décembre 1986, représente le revenu qui était prévu à ce titre pour janvier 1987, mais que la société a reçu le 31 décembre 1986.

Les frais courus au titre des indemnités de vacances et de la remise en état de navires sont réduits des montants que la société est raisonnablement certaine de recevoir et de recouvrer à même les revenus qu'elle recevra du Gouvernement du Canada, au titre des marchés de l'État.

Conversion de monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaire libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les autres éléments d'actif et de passif, de même que les produits et charges d'exploitation, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de chaque opération particulière. Les gains et les pertes sur change sont compris dans le bénéfice net.

Rémunération des employés

Régimes de retraite

Au cours de l'exercice, la société a assumé la responsabilité des régimes de retraite auxquels participent pratiquement tous ses employés. Dans les exercices précédents, les régimes de retraite étaient administrés par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, et les cotisations que la société y versait étaient déterminées selon des méthodes actuarielles.

En 1986, le coût des services courants a été provisionné et porté aux résultats. Compte tenu des données actuarielles à jour dont elle dispose, et qui ont été préparées en vue du transfert de responsabilité des régimes de retraite, la Direction est d'avis qu'elle devra assumer une dette non provisionnée. En conséquence, elle a affecté une somme additionnelle de 3 millions de dollars à la réduction de cette dette, somme qui a été portée aux résultats.

Coût des accidents de travail

Certains employés à la retraite reçoivent actuellement des indemnités particulières, au titre des blessures qu'ils ont subies. La société passe ces indemnités en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

Pièces de rechange pour les navires

La société conserve des pièces de rechange pour les navires en service. L'achat de pièces de rechange est porté aux résultats de l'exercice durant lequel il est effectué.

3. Provision au titre de l'aide financière

En conséquence des changements intervenus dans les contrats de financement et dans le titre de propriété de la société, l'éventuel amortissement des immobilisations et des frais reportés qui ont été acquis ou subis avant le 1^{er} janvier 1987 et qui avaient été financés en grande partie par le produit de l'émission d'actions n'est plus recouvrable en vertu des marchés de l'État conclus avec le Gouvernement du Canada. La Direction considère comme peu probable que le revenu d'exploitation commerciale de la société soit suffisant pour permettre de recouvrer ces coûts. En conséquence, la Direction a redressé les bénéfices non répartis en y imputant une provision de 290,6 millions de dollars, déduction faite du montant net des impôts sur le revenu reportés y afférents, soit 44,6 millions de dollars. Cette provision au titre de l'aide financière sera réduite en proportion de l'amortissement des éléments d'actif correspondants ou du produit de leur aliénation.

4. Immobilisations et frais reportés

	1986			1985
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Navires	285,868	49,517	236,351	104,063
Installations portuaires	81,316	15,928	65,388	49,514
Matériel	11,007	7,766	3,241	3,760
Améliorations locatives	256	77	179	375
	378,447	73,288	305,159	157,712
Biens en construction	7,279		7,279	135,280
	385,726	73,288	312,438	292,992
Frais reportés	6,101	411	5,690	1,623
	391,827	73,699	318,128	294,615

5. Engagements et éventualités

a) La société a reçu du Gouvernement du Canada instruction de conclure un contrat avec un chantier maritime, en vue de la construction d'un nouveau navire. La dépense autorisée s'élève à 130 millions de dollars, sous réserve d'un redressement économique du prix; de cette somme, la société a dû verser une tranche de 5 millions de dollars, qui est incluse au poste des biens en construction. Le solde deviendra exigible à la livraison du navire.

Le coût total d'achèvement des biens qui sont en construction, en vertu de contrats conclus par la société, s'élevait à 134,7 millions de dollars au 31 décembre 1986 (31,6 millions de dollars au 31 décembre 1985).

b) Le constructeur d'un des navires de la société lui a présenté une réclamation d'environ 14 millions de dollars, plus les intérêts, et la société lui a présenté une contre-réclamation pour le même montant. Le litige a été soumis à l'arbitrage, qui a pris fin en octobre 1986. La société attend cependant que les arbitres aient rendu leur décision. L'issue de cette affaire est impossible à prévoir, pour le moment. La société a également reçu d'autres réclamations, mais ces affaires ne sont pas encore considérées comme litigieuses. La société estime que le risque financier afférent à ces réclamations s'élève à 2,6 millions de dollars; dans aucun cas, l'issue n'est prévisible.

6. Acquisitions

Par entente de principe, la société a convenu d'acheter toutes les actions émises et en circulation de Coastal Transport Limited, qui œuvre principalement dans le domaine des transports. Cette acquisition a été approuvée par Décret-en-Conseil adopté en décembre 1985.

De plus, le Gouvernement du Canada a autorisé la société à entamer des négociations avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, en vue de l'acquisition de Newfoundland Dockyard Company.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

7. **Contrats de location-exploitation**

La société utilise des biens qui sont à sa disposition en vertu de contrats de location-exploitation comportant les loyers minimums suivants :

	(en milliers de dollars)
1987	814
1988	795
1989	358
1990	343
1991	343
1992	343
Total des loyers mensuels	2,996

8. **Impôts sur le revenu**

La société est listée dans la Partie I de l'Annexe C de la Loi sur l'administration financière, mais n'est pas désignée comme société fédérale de la Couronne aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

9. **Chiffres comparatifs**

Certains des chiffres de l'exercice précédent ont été redressés de façon à les rendre conformes à la présentation de l'exercice écoulé.

PAGE RÉCAPITULATIVE

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

MANDAT

Produire des pièces de monnaie canadienne et en organiser la production et la fourniture; produire des pièces de monnaie de pays étrangers; fondre, titrer et affiner l'or, l'argent et d'autres métaux; acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux, etc.; frapper des pièces de monnaie et exercer d'autres activités en vue de réaliser des bénéfices.

ANTÉCÉDENTS

La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. Pour frapper les pièces de monnaie canadienne de circulation, elle reçoit un paiement selon le principe de la récupération des coûts. La frappe de pièces numismatiques et de pièces de monnaie-lingot, etc. amène des profits redevables au Canada. À l'occasion, elle reçoit des prêts du Canada pour son fonds de roulement et pour financer ses projets d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	320, prom. Sussex Ottawa (Ontario) K1A OG8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Michel Côté, c.p., député
MINISTÈRE	Approvisionnements et Services
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur la Monnaie Royale Canadienne* (S.R.C. 1970, c. R-8)
PREMIER DIRIGEANT	Maurice Lafontaine
PRÉSIDENT	James Corkery
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	116.8	115.9	72.4	73.1
Engagements envers le secteur privé	0.4	0.6	0.6	0.8
Engagements envers le Canada*	82.8	76.7	58.7	49.3
Avoir du Canada	1.0	1.0	1.0	1.0
Argent reçu du Canada (versé au Canada) au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	(10.7)	néant	(24.4)
— non budgétaire, net	(3.7)	19.8	(2.1)	(2.1)

* Incluant le surplus d'exploitation dû au Canada.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

J'ai vérifié le bilan de la Monnaie royale canadienne au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi de la Monnaie royale canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse	11,389	29,745
Débiteurs		
Ministères du gouvernement	3,515	2,370
Autres	7,876	5,120
Stocks (note 4)	40,460	38,604
Frais payés d'avance (note 5)	299	286
	63,539	76,125
À long terme		
Immobilisations (note 6)	41,767	30,771
Frais reportés (note 7)	11,451	9,047
	116,757	115,943

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs		
Ministères du gouvernement	829	1,405
Autres	12,051	16,640
Retenue des entrepreneurs	291	1,082
À payer au gouvernement du Canada		
Bénéfices nets (note 8)	52,788	42,978
Échéance à moins d'un an des emprunts à long terme (note 10)	3,129	3,729
Intérêts courus sur emprunts à long terme	821	818
Revenus reportés (note 9)	14,674	13,943
	84,583	80,595
À long terme		
Emprunts auprès du gouvernement du Canada (note 10)	26,875	30,003
Obligation découlant d'un contrat location-acquisition (note 11)	100	355
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	4,199	3,990
	31,174	34,348
AVOIR DU CANADA		
Réserve pour pertes (note 2)	1,000	1,000
	116,757	115,943

Approuvé par la direction:

Président et Directeur général
M. A. J. LAFONTAINE

Vice-président, Administration et Finances
J. E. UBERIG

Approuvé par le Conseil d'administration:

Président
J. C. CORKERY

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
La feuille d'érable en or	786,263	874,693
Pièces numismatiques canadiennes	37,449	37,900
Pièces de monnaie canadienne de circulation	31,033	30,774
Programme de la monnaie olympique 1988	31,859	7,316
Contrats avec pays étrangers	16,885	9,138
Affinerie	5,769	4,511
Divers	1,390	1,239
	910,648	965,571
Dépenses (note 12)		
Coût des matières utilisées	833,558	899,189
Traitement, salaires et avantages	23,929	21,937
Publicité	19,587	11,884
Services d'utilité publique et fournitures	4,171	3,854
Transport et communications	5,966	4,014
Services professionnels et spéciaux	3,255	6,203
Amortissement	2,232	1,932
Intérêts sur emprunts et obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	3,466	2,226
Location de bâtiments et d'équipement	2,711	1,607
Divers	1,963	1,661
	900,838	954,507
Bénéfice net avant poste extraordinaire	9,810	11,064
Soustraire: poste extraordinaire (note 13)		2,187
Bénéfice net pour l'exercice (note 2)	9,810	8,877

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Bénéfice net pour l'exercice	9,810	11,064
Poste extraordinaire		(2,187)
Éléments n'affectant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations	2,232	1,932
Amortissement des frais reportés	8,764	3,283
	20,806	14,092
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	(11,592)	10,654
Déboursés des frais reportés	(11,168)	(11,461)
Augmentation de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	209	704
	(1,745)	13,989
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(13,228)	(15,375)
	(13,228)	(15,375)
Activités de financement		
Bénéfices nets payés au gouvernement du Canada		(10,700)
Emprunts auprès du gouvernement du Canada		21,970
Diminution de la dette à long terme	(3,128)	(3,730)
Diminution de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(255)	(223)
	(3,383)	7,317
Augmentation (diminution) des liquidités	(18,356)	5,931
Liquidités au début de l'exercice	29,745	23,814
Liquidités à la fin de l'exercice	11,389	29,745

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Autorité et objectifs

La Monnaie a été constituée en 1969 en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne et est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. La Monnaie transige par le biais du Fonds du revenu consolidé.

Les objectifs de la Monnaie royale canadienne consistent en la fabrication de pièces de monnaie dans l'anticipation de profits et l'exercice d'autres activités connexes.

2. Restrictions financières statutaires

À la demande de la Monnaie et sur la recommandation du ministre des Approvisionnements et Services, le ministre des Finances peut consentir des prêts à la Monnaie selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil pour les raisons suivantes:

a) les dépenses d'établissement et de fonctionnement de la Monnaie, les montants ne devant pas dépasser $5 millions;

b) le financement des frais de projets d'investissements approuvés par le gouverneur en conseil; et

c) à des fins temporaires, les montants ne dépassant pas $1 million, et chaque prêt doit être remboursé en-dedans de douze mois à compter de la date du prêt.

Le montant total des prêts dus en vertu de a) et de b) ci-dessus ne doit à aucun moment dépasser $35 millions.

De plus, la Monnaie peut, par prélèvement sur les bénéfices, constituer une réserve contre les pertes possibles, mais le montant global de la réserve ne doit à aucun moment dépasser $1 million. Les bénéfices nets de la Monnaie pour l'année seront appliqués:

a) premièrement, aux pertes des années antérieures qui ne peuvent être comblées par la réserve;

b) deuxièmement, à la réserve; et

c) tout excédent, aux revenus du Canada.

3. Principales conventions comptables

a) Conversion des devises étrangères

Les opérations effectuées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date où elles sont effectuées. Les éléments d'actif et de passif fixés en devises étrangères à la date du bilan sont convertis en dollars canadiens selon le cours du change à cette date.

b) Stocks

Les stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Les stocks de fournitures d'exploitation et d'entretien sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations au terrain	2 ½%
Bâtiments	2 ½%
Équipement	10%
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20%
Améliorations locatives	50%

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

d) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités à la cessation de leur emploi, comme le prévoit leur contrat de travail et les conditions d'emploi. Ces indemnités sont inscrites au passif dès qu'elles sont gagnées par les employés.

e) Régime de pension

Les employés de la Monnaie participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées et des employés et de la Monnaie. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Monnaie et sont comptabilisées sur une base courante.

4. Stocks

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	24,418	20,919
Travaux en cours	3,781	3,277
Produits finis	8,685	11,107
Fournitures d'exploitation et d'entretien	3,576	3,301
	40,460	38,604

Afin de faciliter la production des pièces en or, la Monnaie emprunte les quantités d'or dont elle a besoin et paie des intérêts calculés sur la valeur de l'or établie sur le marché de Londres. Au 31 décembre 1986, ces stocks représentaient 933,709 onces et n'apparaissent pas aux états financiers.

5. Frais payés d'avance

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Assurances, timbres et transport	193	154
Location	77	93
Autres	29	39
	299	286

6. Immobilisations

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Terrain	619		619	619
Améliorations au terrain	976	550	426	441
Bâtiments	37,767	6,183	31,584	5,021
Équipement	21,751	12,770	8,981	7,867
Équipment détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	1,006	849	157	506
Construction en cours				16,140
Améliorations locatives				177
	62,119	20,352	41,767	30,771

7. Frais reportés

Ce poste représente les frais reliés au lancement du Programme de la monnaie olympique 1988 au montant de $10.6 millions. Les frais sont présentés au coût et sont amortis en fonction des ventes prévues sur la durée du Programme qui s'échelonnera de 1985 à 1988 inclusivement. $1.7 million ont été amortis en 1985 et $7.0 millions en 1986.

8. À payer au gouvernement du Canada, bénéfices nets

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	42,978	44,801
Bénéfice net pour l'exercice	9,810	8,877
Payé durant l'exercice		(10,700)
Solde à la fin de l'exercice	52,788	42,978

9. Revenus reportés

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Produits numismatiques réguliers et programme de la monnaie olympique 1988	14,674	10,520
Contrats avec pays étrangers		3,423
	14,674	13,943

10. Emprunts auprès du gouvernement du Canada

Ces emprunts portent intérêt à des taux annuels variant de 8.125% à 12.00% et sont remboursables selon l'échéancier suivant:

	(en milliers de dollars)
1987	3,129
1988	2,989
1989	7,673
1990	2,673
1991	2,673
1992-1998	10,867
	30,004
Échéance à moins d'un an	3,129
	26,875

La dépense d'intérêts sur ces emprunts s'élève à $3.4 millions pour l'exercice ($2.1 millions en 1985).

MONNAIE ROYALE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

11. Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition

Les loyers minimums futurs exigibles en vertu d'une obligation découlant d'un contrat de location-acquisition sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1987	283
1988	102
Total des loyers minimums futurs	385
Moins: somme représentant les intérêts	30
Valeur actualisée de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	355
Moins: échéance à moins d'un an	255
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition à long terme	100

Le contrat de location-acquisition est comptabilisé à la valeur actualisée des loyers minimums futurs selon le taux d'intérêt implicite du contrat. Le taux d'intérêt implicite s'appliquant à cette obligation est de 14.3% et celle-ci échoit en 1988.

12. Dépenses

Les dépenses incluent le coût des marchandises vendues établi comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Matières utilisées	833,558	899,189
Main-d'œuvre directe	3,115	2,904
Frais généraux de fabrication	17,157	21,831
	853,830	923,924

13. Poste extraordinaire

La Monnaie a introduit un programme de retraite anticipée qui est entré en vigueur le 1er janvier 1985. Ce programme a comme objectif de minimiser les effets défavorables occasionnés par les changements organisationnels nécessités par la consolidation des installations dans la région de la capitale nationale. Le montant est reflété sous la rubrique poste extraordinaire à l'état des résultats pour 1985.

14. Transactions avec un apparenté

Ces états financiers reflètent des transactions avec le ministère des Finances relativement à l'emprunt, l'affinage et l'achat d'or et d'argent. Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des affaires, aux mêmes conditions que celles conclues avec des tiers non apparentés.

15. Engagements

La Monnaie s'est engagée à acheter les stocks d'argent nécessaires au Programme de la monnaie olympique 1988. Un montant de $15.0 millions deviendront dus en 1987.

16. Projet de modifications à la Loi

Un projet de modifications sur la Loi de la Monnaie a été proposé par la Monnaie royale canadienne. Cette proposition vise à établir une nouvelle structure du capital lui permettant de retenir ses profits.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

MANDAT

Assurer la disponibilité de quantités suffisantes de céréales de provende pour répondre aux besoins des éleveurs de bétail et la disponibilité de lieux adéquats d'entreposage des céréales de provende dans l'Est du Canada; assurer une stabilité raisonnable des prix des céréales de provende dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest; assurer une péréquation équitable des prix des céréales de provende dans ces régions.

ANTÉCÉDENTS

Créé en 1967, l'Office s'acquitte de ses responsabilités en versant des subsides pour une partie du coût de transport des céréales de provende, en évaluant les besoins en céréales de provende et en entrepôts, en diffusant l'information appropriée à ce sujet, enfin, en négociant et en coordonnant les activités relatives à l'entreposage, à la manutention, au transport et au coût des céréales de provende. Ces programmes sont financés au moyen de paiements budgétaires effectués par le Canada.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	5180, chemin Queen Mary Bureau 400 C.P. 177, Montréal (Québec) H3W 3E7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Charles Mayer, c.p., député Ministre d'État (céréales)
MINISTÈRE	Agriculture
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme* (S.R.C. 1970, c. L-9)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Denis Ethier
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	2.4	2.5	2.9	2.4
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	0.3	0.5	0.7	0.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	17.2	16.8	18.7	16.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET À
L'OFFICE CANADIEN DES PROVENDES

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien des provendes au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme et ses règlements et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le Vérificateur général du Canada,
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 29 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Débiteurs	6,038	10,982
Crédits parlementaires à recevoir	1,968,320	1,848,414
	1,974,358	1,859,396
Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	459,879	611,207
	2,434,237	2,470,603

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs	59,095	81,732
Contributions à payer	1,933,994	1,806,266
	1,993,089	1,887,998
Provision pour prestations de cessation d'emploi	127,716	108,100
	2,120,805	1,996,098
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	313,432	474,505
	2,434,237	2,470,603

Approuvé par la direction:

Directeur des finances
PIERRE MORIN

Approuvé par l'Office:

Président
DENIS ÉTHIER

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Contributions		
Aide au transport des céréales fourragères	15,834,547	15,430,226
Aide à la construction de nouveaux silos intérieurs (note 3)	13,000	13,000
	15,847,547	15,443,226
Dépenses d'administration		
Salaires et avantages sociaux	883,696	903,842
Loyers	89,759	83,449
Voyages	79,380	76,760
Papeterie et fournitures de bureau	52,130	57,750
Téléphone	48,180	54,223
Services professionnels et spéciaux	41,092	35,968
Publication de rapports	40,649	43,981
Affranchissements	39,727	43,942
Équipement et mobilier de bureau	11,023	14,234
Électricité	10,507	9,848
Services de comptabilité et d'émission de chèques	3,000	3,000
Honoraires du comité consultatif	2,375	3,250
Divers	8,562	7,100
	1,310,080	1,337,347
Coût de l'exploitation pour l'exercice	17,157,627	16,780,573

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	474,505	694,500
Crédits parlementaires	16,993,554	16,557,578
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	3,000	3,000
	17,471,059	17,255,078
Coût de l'exploitation pour l'exercice	17,157,627	16,780,573
Solde à la fin de l'exercice	313,432	474,505

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	17,157,627	16,780,573
Postes n'affectant pas la liquidité		
Provision pour pertes relativement aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	(13,000)	(13,000)
Services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement	(3,000)	(3,000)
Augmentation de la provision pour prestations de cessation d'emploi	(19,616)	(6,291)
	17,122,011	16,758,282
Diminution des débiteurs	(4,944)	(7,744)
Diminution des créditeurs	22,637	30,618
Diminution (augmentation) des contributions à payer	(127,728)	231,253
	17,011,976	17,012,409
Activités de financement		
Crédits parlementaires	(16,993,554)	(16,557,578)
Activités d'investissement		
Remboursements de débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs	(138,328)	(187,219)
Crédits parlementaires à recevoir		
Augmentation (diminution) de l'exercice	119,906	(267,612)
Solde au début de l'exercice	1,848,414	2,116,026
Solde à la fin de l'exercice	1,968,320	1,848,414

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et objectifs

L'Office, une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière, a été constitué en 1967 en vertu de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, avec l'objectif d'assurer:

— la disponibilité de provendes pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme;

— la disponibilité, en vue de l'emmagasinage de provendes dans l'Est du Canada, d'un espace suffisant pour répondre aux besoins des éleveurs d'animaux de ferme; et

— une stabilité raisonnable et une péréquation équitable des prix des provendes dans l'Est du Canada, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de l'Office sont traitées à même le Fonds du revenu consolidé du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, la liquidité est constituée de crédits parlementaires à recevoir ou à payer.

b) Contributions

L'aide au transport des céréales fourragères est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont expédiées.

Toute radiation ou provision pour pertes, relative aux débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, est imputée aux résultats de l'exercice au cours duquel le recouvrement est considéré douteux.

OFFICE CANADIEN DES PROVENDES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

c) Dépenses en capital

Les achats d'équipement, de mobilier de bureau, de véhicules et les améliorations de bureau sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont effectués.

d) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires sont comptabilisés à l'état de l'avoir du Canada pour l'exercice auquel ils s'appliquent.

e) Services fournis gratuitement

Un montant estimatif pour tenir compte des services fournis gratuitement par un ministère du gouvernement est compris dans les dépenses. La contrepartie est créditée à l'avoir du Canada.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoient leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et l'Office partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de l'Office. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Débiteurs en vertu du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs

Dans le cadre du programme d'aide à la construction de nouveaux silos intérieurs, l'Office a contribué aux coûts de certains travaux de construction. En date du 31 mars 1983, toutes les contributions de l'Office avaient été versées aux propriétaires de silos. Ces propriétaires doivent rembourser à l'Office, sans intérêt, une partie de la contribution reçue. Les montants des remboursements sont déterminés en fonction des quantités emmagasinées de la quatrième à la dixième année d'exploitation des nouveaux silos, mais n'excédant pas 40% de la contribution reçue.

Au 31 mars 1987, l'Office estime que les montants qui lui seront remboursés, compte tenu d'une provision pour pertes, s'élèvent à $459,879 ($611,207 au 31 mars 1986). La base de calcul des remboursements ne permet pas de déterminer les montants à recevoir pour chacun des exercices concernés.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation de poisson salé en provenance des provinces participantes (Québec basse-côte nord et Terre-Neuve), de manière à accroître les gains des pêcheurs-producteurs de morue fumée.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de sa loi habilitante, la société doit acheter tout le poisson salé de qualité raisonnable qui lui est offert et diriger ses opérations de manière à pouvoir faire ses frais sans nécessiter de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Saltfish Chemin Torbay C.P. 6088 St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Thomas E. Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1970; *Loi sur le poisson salé* (S.R.C. 1970, 1er supplément, c. 37)
PREMIER DIRIGEANT	W.R. Moyse
PRÉSIDENT	James G. Barnes
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	24.4	16.6	14.5	18.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	24.0	17.4	12.3	14.1
Avoir du Canada	(4.2)	(5.4)	(3.3)	0.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	6.6	5.1	(1.8)	5.7

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office canadien du poisson salé au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le poisson salé et aux règlements administratifs de l'Office, sauf dans le cas des activités qui portent sur les produits du poisson congelé lesquelles sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers. À mon avis, ces activités ne font pas partie des pouvoirs de l'Office en vertu de la Loi sur le poisson salé.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 29 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse	542,565	630,486
Débiteurs	8,202,256	8,043,817
Stocks (note 3)	12,898,236	5,684,365
Avances aux producteurs de produits du poisson congelé (note 4)	451,575	118,304
	22,094,632	14,476,972
À long terme (note 5)		
Débiteurs à long terme	972,600	1,080,973
Immobilisations (note 6)		
Terrain, bâtiments et matériel	3,382,286	2,929,824
Déduire: amortissement accumulé	2,084,361	1,893,218
	1,297,925	1,036,606
	24,365,157	16,594,551

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement (note 7)	23,500,000	16,750,000
Créditeurs et frais courus	4,275,725	4,364,408
Tranche à court terme des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	150,000	150,000
	27,925,725	21,264,408
À long terme		
Emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations moins la tranche à court terme (note 7)	350,000	500,000
Indemnités de cessation d'emploi courues	307,081	257,024
	657,081	757,024
DÉFICIT DU CANADA		
Déficit	(4,217,649)	(5,426,881)
	24,365,157	16,594,551

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
J. BARNES

Administrateur
W. R. MOYSE

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Produits du poisson salé		
Ventes	39,338,151	28,944,764
Déduire: fret et assurance	1,897,554	2,043,916
	37,440,597	26,900,848
Coût des biens vendus		
Coûts de production	30,057,154	23,649,233
Transport, entreposage et emballage	1,744,357	1,473,439
Autres coûts d'achat	1,067,821	910,895
	32,869,332	26,033,567
Bénéfice brut sur les produits du poisson salé	4,571,265	867,281
Poisson congelé (note 1)		
Ventes	36,411,944	18,639,624
Coût des biens vendus	36,411,944	18,639,624
Bénéfice brut sur le poisson congelé		
Bénéfice brut avant les dépenses	4,571,265	867,281
Dépenses		
Intérêt —Long terme	63,500	84,878
—Court terme (au net des recouvrements de $663,031; 1986—$663,336) (note 1)	1,083,285	732,656
Dépense nette en intérêt	1,146,785	817,534
Perte (gain) au change étranger	201,430	(207,750)
Frais de vente (au net des recouvrements de $1,083,234; 1986—$646,567) (note 1)	658,609	714,351
Frais d'administration (au net des recouvrements de $152,627; 1986—$97,082) (note 1)	735,209	656,955
	2,742,033	1,981,090
Bénéfice net (perte nette) d'exploitation	1,829,232	(1,113,809)
Contributions supplémentaires aux producteurs d'origine de morue préparée	620,000	
Élément inusité		
Provision pour les créances irrécouvrables		1,000,000
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	1,209,232	(2,113,809)

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	(5,426,881)	(3,313,072)
Perte nette pour l'exercice	1,209,232	(2,113,809)
Solde à la fin de l'exercice	(4,217,649)	(5,426,881)

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Fonds en provenance (utilisés à) des		
Activités de financement		
Augmentation des emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	6,750,000	5,250,000
Remboursement des emprunts auprès du Canada à des fins d'immobilisations	(150,000)	(185,000)
	6,600,000	5,065,000
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	1,209,232	(2,113,809)
Rajustements pour des éléments autres que l'encaisse		
Amortissement	196,954	147,812
(Gain) Perte sur la vente d'immobilisations	(3,234)	4,264
Indemnités de cessation d'emploi	50,057	25,078
	1,453,009	(1,936,655)
(Augmentation) des balances commerciales	(472,020)	(132,728)
(Diminution) augmentation des stocks	(7,213,871)	(2,276,316)
	(6,232,882)	(4,345,699)
Activités de placement		
Achats d'immobilisations	(455,039)	(78,492)
Provenance (utilisation) nette des fonds	(87,921)	640,809
Encaisse (découvert à la banque) au début de l'exercice	630,486	(10,323)
Encaisse à la fin de l'exercice	542,565	630,486

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs, objectifs et exploitation de l'Office

L'Office canadien du poisson salé a été établi en 1970, en vertu de la Loi sur le poisson salé, pour améliorer les gains des producteurs primaires de morue préparée. L'Office est une société d'État du Canada sans capital-actions nommée à l'Annexe C, partie I de la Loi sur l'administration financière, il est mandataire de Sa Majesté, et son exploitation doit être financièrement autonome. Il dépend du gouvernement du Canada pour ce qui est du fonds de roulement et des emprunts à des fins d'immobilisations. Il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

L'Office possède le droit exclusif d'acheter, de vendre et de commercialiser le poisson préparé et ses sous-produits dans la province de Terre-Neuve et sur la basse Côte nord du Québec, et il doit acheter toute la morue préparée d'un niveau de qualité acceptable offert pour la vente dans ces endroits. Le poisson est acheté à des pêcheurs, traité par des mandataires de l'Office et subséquemment mis sur le marché par l'Office principalement à des pays étrangers.

Commerce de poisson et de produits du poisson congelé

L'Office s'occupe de la commercialisation des produits du poisson congelé (commerce de poissons) au nom des sociétés autonomes de production moyennant une commission. Ces opérations sont enregistrées en tant que ventes et coût des biens vendus à l'état des résultats.

L'Office commercialise également des produits du poisson congelés en vertu des dispositions de contrats passés avec un certain nombre de sociétés. En vertu de ces ententes, l'Office peut verser des avances en se fondant sur la valeur marchande prévue pour le producteur. Le solde de la valeur marchande que reçoit la société est fonction du prix de vente final et de tous les frais qui s'y rattachent. Pour la présentation de ce service, l'Office récupère ses coûts directs, certains frais généraux et impute l'intérêt sur les avances.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

Dans certains cas, pour se prémunir contre toute réclamation provenant d'une tierce partie à l'endroit du producteur, l'Office acquiert le droit de propriété du produit lorsque celui-ci quitte l'usine de production. Ces ventes et le coût des biens vendus qui s'y rapporte sont enregistrés en tant que sommes compensatrices à l'état des résultats. L'entente avec la société productrice répartit tout gain ou perte lors de la vente définitive du produit au producteur.

Le total des ventes de poisson congelé, pour lesquelles l'Office a participé à la commercialisation, se répartit comme il suit:

	1987	1986
	$	$
Commerce de produits du poisson congelé	1,870,859	1,879,214
Produits du poisson congelé	34,541,085	16,760,410
	36,411,944	18,639,624

De plus, l'Office a participé à la commercialisation de $9,730 (1986—$1,318,805) en produits du poisson congelé alors qu'il n'y a pas eu passation du titre. Ces ventes et le coût des biens vendus y relié n'ont pas été enregistrés à l'état des résultats.

2. Conventions comptables importantes

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire et se fonde sur l'estimation de la durée d'utilisation des immobilisations, de la façon suivante:

Bâtiments	20 ans
Matériel	3 à 10 ans
Ameublement et accessoires	5 ans

Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et du passif monétaires sont convertis aux taux du change en vigueur à la date du bilan. Les recettes et les dépenses sont converties au taux du change régnant au moment de l'opération. Les gains et pertes qui résultent de la conversion des devises étrangères sont compris dans les résultats de l'exploitation.

Régime de pensions de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de pensions de retraite de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les employés ainsi que l'Office doivent verser des cotisations à ce régime. Les cotisations versées à l'égard des services courants sont portées aux dépenses de la période en cours.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités précises lors de la cessation d'emploi, conformément aux contrats de travail et aux conditions d'emploi. Le passif quant à ces indemnités est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que ces indemnités sont accumulées par les employés.

Contributions supplémentaires pour les producteurs d'origine de morue préparée.

L'Office achète du poisson salé à des prix de première instance établis par le Conseil d'administration et obtient des services de traitement à des taux négociés. Des contributions supplémentaires, le cas échéant, aux producteurs d'origine de morue préparée sont établies par le Conseil en se fondant sur les résultats d'exploitation de l'exercice. Les contributions sont imputées aux opérations de l'exercice au cours duquel leur répartition a été approuvée.

3. Stocks

Les stocks comprennent les catégories qui suivent:

	1987	1986
	$	$
Poisson salé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	1,723,546	3,407,328
Emballages et fournitures, au prix coûtant	468,235	390,516
Sel, au prix coûtant	247,739	228,870
	2,439,520	4,026,714
Poisson congelé, au moindre du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette	10,458,716	1,657,651
	12,898,236	5,684,365

4. Avances aux producteurs de poisson congelé

Les avances sont garanties par des hypothèques sur l'usine et le matériel et des charges flottantes sur les autres éléments d'actif.

5. Débiteur à long terme

Ce compte débiteur (au net d'une provision pour créance irrécouvrable de $1,000,000) est en souffrance depuis avril 1984. Au cours de 1986, l'Office a acquis une première hypothèque sur la propriété au titre de ce compte pour la valeur d'expertise de la propriété, qui était environ $1,000,000. L'Office a entrepris des démarches juridiques pour saisir ce bien hypothéqué. La Direction est d'avis qu'une plus ample réduction de la valeur n'est pas nécessaire à ce moment-ci.

6. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	$	$	$	$
Terrain	117,274		117,274	117,274
Bâtiments	1,027,213	422,651	604,562	604,031
Matériel	1,981,864	1,494,132	487,732	227,913
Ameublement et accessoires	255,935	167,578	88,357	87,388
	3,382,286	2,084,361	1,297,925	1,036,606

7. Emprunts auprès du Canada

Les emprunts pour le fonds de roulement portent intérêt (selon les taux courants établis par la Banque du Canada) et ils sont remboursables dans un délai d'un an.

La somme totale des emprunts auprès du Canada et des banques ne doit pas dépasser $50 millions.

OFFICE CANADIEN DU POISSON SALÉ—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

Les emprunts obtenus pour le financement des dépenses en immobilisations portent intérêt et ils sont remboursables en dix versements annuels égaux. Voici les emprunts à des fins d'immobilisations qui ne sont pas réglés:

Date d'échéance	Taux d'intérêt	1987	1986
	%	$	$
27 mars 1989	10⅛	20,000	30,000
28 septembre 1989	10	240,000	320,000
30 septembre 1990	12⅜	240,000	300,000
		500,000	650,000
Déduire: tranche à court terme		150,000	150,000
		350,000	500,000

Les exigences de remboursement au cours des cinq prochains exercices financiers sont de $150,000 en 1988 et 1989; $140,000 en 1990 et $60,000 en 1991.

8. Opérations entre apparentés

L'Office a vendu environ $5.6 millions de produits du poisson salé à l'Agence canadienne de développement international. Ces opérations furent effectuées dans le cours normal des affaires et à des taux commerciaux ordinaires.

9. Rémunération à des agents de vente étrangers

Au cours de l'exercice, la somme de $115,021 (1986—$166,652) a été versée à cinq agents de vente étrangers avec lesquels l'Office a des ententes de commissions d'agence. Afin de respecter le caractère confidentiel de certaines affaires l'Office ne publie pas les noms de ses agents de vente étrangers.

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été redressés en conformité de la présentation pour le présent exercice.

PAGE RÉCAPITULATIVE

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

MANDAT

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

ANTÉCÉDENTS

La loi régissant la société lui permet de monopoliser le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce provenant des Territoires du Nord-Ouest, des trois provinces des Prairies et d'une partie du Nord de l'Ontario. Cette société a pour objectif a) de structurer la commercialisation du poisson; b) d'augmenter les revenus des pêcheurs; et c) de promouvoir les marchés internationaux du poisson et d'augmenter le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson. Cette loi exige aussi que la société mène ses opérations de façon financièrement autonome, c'est-à-dire sans l'apport de crédits.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1199, chemin Plessis Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Thomas E. Siddon, c.p., député
MINISTÈRE	Pêches et Océans
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (S.R.C. 1970, c. F-13)
PREMIER DIRIGEANT	J.T. Dunn
PRÉSIDENT	John McFarlane
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

ÉTAT FINANCIER RÉCAPITULATIF en millions de dollars; l'exercice prend fin le 30 avril.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	18.9	25.5	25.0	19.5
Engagements envers le secteur privé	2.4	1.9	1.9	1.3
Engagements envers le Canada	0.9	14.7	13.6	9.8
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	(13.8)	2.2	3.5	(8.3)

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

J'ai vérifié le bilan de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce au 30 avril 1987 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 avril 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. Larry Meyers, F.C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 13 juillet 1987

BILAN AU 30 AVRIL 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse		1,403,010
Débiteurs		
Commerce	4,818,391	5,785,304
Contributions (note 3)	79,319	62,871
Autres	911,265	701,413
Stocks		
Produits finis du poisson	5,441,418	10,052,400
Matériaux d'emballage et accessoires	996,559	822,272
Frais payés d'avance	50,313	25,063
	12,297,265	18,852,333
Terrains, bâtiments et matériel (note 4)	6,652,677	6,610,896
	18,949,942	25,463,229

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Dette bancaire	159,189	
Créditeurs	2,002,912	2,133,752
Intérêts courus à payer	1,992	483,755
Emprunts auprès du Canada (note 5)	900,000	14,652,589
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	13,659,913	6,331,518
	16,724,006	23,601,614
AVOIR		
Bénéfices non répartis	2,225,936	1,861,615
	18,949,942	25,463,229

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
R. E. ENGLAND

Administrateur
D. M. GAUVIN

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1987

	1987	1986
	$	$
Ventes		
Domestiques	7,575,999	7,599,310
Exportation	51,071,240	41,070,407
	58,647,239	48,669,717
Dépenses		
Coût des ventes	41,204,509	37,812,656
Intérêts (note 6)	826,142	1,449,848
Traitements et prestations aux employés	933,920	1,013,033
Amortissement	938,705	900,487
Créances irrécouvrables	59,858	38,979
Autres	659,871	846,638
	44,623,005	42,061,641
Bénéfice avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	14,024,234	6,608,076
Provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	13,659,913	6,331,518
Bénéfice net pour l'exercice	364,321	276,558
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1,861,615	1,585,057
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	2,225,936	1,861,615

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 1987

	1987	1986
	$	$
Provenance (utilisation) de l'encaisse		
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant la provision pour les paiements définitifs à verser aux pêcheurs	14,024,234	6,608,076
Ajouter (déduire):		
Éléments sans incidence sur le fonds de roulement		
Amortissement	938,705	900,487
Gain lors de la vente d'immobilisations		(60,428)
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas de l'encaisse	4,516,267	827,957
Encaisse provenant de l'exploitation	19,479,206	8,276,092
Activités d'investissement		
Additions aux terrains, bâtiments et matériel	(1,174,146)	(999,438)
Produit de la vente de terrains, bâtiments et matériel	70,339	201,794
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	(1,103,807)	(797,644)
Activités de financement		
Remboursement des emprunts pour les immobilisations	(2,652,589)	(857,616)
Contributions pour les bâtiments et le matériel	109,106	95,014
Encaisse utilisée par les activités de financement	(2,543,483)	(762,602)
Paiements définitifs aux pêcheurs	(6,294,115)	(7,271,750)
Augmentation (diminution) de l'encaisse au cours de l'exercice	9,537,801	(555,904)
Encaisse et autres liquidités au début de l'exercice	(10,596,990)	(10,041,086)
Encaisse et autres liquidités à la fin de l'exercice	(1,059,189)	(10,596,990)
L'encaisse et les autres liquidités comprennent		
Encaisse		1,403,010
Dette bancaire	(159,189)	
Emprunts auprès du Canada pour le fonds de roulement	(900,000)	(12,000,000)
	(1,059,189)	(10,596,990)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1987

1. Objectifs et activités

L'Office a été établi en 1969 par la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, à titre de société sans capital-actions, en vue de commercialiser, de vendre et d'acheter du poisson ainsi que des produits et des sous-produits du poisson à l'intérieur et à l'extérieur du Canada. L'Office est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. L'Office est tenu de mener ses opérations sur une base financière autonome. L'ensemble de ses emprunts auprès du Canada et des banques ne peut dépasser $30 millions.

L'Office bénéficie du droit exclusif de commercialiser les produits de la pêche commerciale des provinces qui participent au programme et ce, aux niveaux interprovincial et international. La participation du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

2. Conventions comptables importantes

Stocks

Les stocks de produits finis du poisson sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur nette de réalisation. Les matériaux d'emballage et accessoires sont évalués au moindre du prix coûtant et de la valeur de remplacement.

Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée prévue d'utilisation des immobilisations selon les méthodes et les taux annuels suivants:

Bâtiments	—Stations lacustres	Amortissement linéaire	10%
	—Usines	Amortissement linéaire	2 ½%
Matériel	—Machines et matériel de bureau	Amortissement dégressif	10-25%
	—Roulant	Amortissement dégressif	30%
Bacs de livraison du poisson frais		Amortissement linéaire	10%
Bateau collecteur		Amortissement linéaire	6 ⅔%

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire pendant la durée du bail. Les baux sont d'une durée de 20 ans au maximum.

Paiements aux pêcheurs

L'Office achète le poisson à des prix de base établis par le Conseil d'administration et le coût de ces achats est compris dans le coût des ventes. Les prix de base sont calculés à partir des prévisions établies par l'Office et se situent ordinairement à 80% de l'ensemble des paiements (de base et définitifs) que l'Office prévoit devoir verser aux pêcheurs. Après la fin de l'exercice, le Conseil établit, s'il y a lieu, les paiements définitifs à verser aux pêcheurs en fonction des résultats d'exploitation de l'exercice. Les paiements définitifs sont effectués à l'égard des produits achetés au cours de l'exercice et sont donc imputés aux résultats de l'exercice en cours.

Conversion des devises étrangères

Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux du change en vigueur à la fin de l'exercice. Les opérations commerciales effectuées en devises étrangères au cours de l'exercice sont converties en dollars canadiens au taux en vigueur au moment de l'opération. Les gains et pertes de change sont compris dans les intérêts débiteurs.

OFFICE DE COMMERCIALISATION DU POISSON D'EAU DOUCE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 30 AVRIL 1987—*Fin*

3. Contributions à recevoir

	1987	1986
	$	$
Gouvernement du Canada		
Ministère de l'expansion industrielle régionale	78,834	57,458
Conseil national de recherches	485	
Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada		5,413
	79,319	62,871

Le total des contributions en provenance du gouvernement du Canada envers le coût des terrains, bâtiments et matériel, le développement de la recherche sur les marchés, et les programmes de création d'emplois de l'Office s'est élevé à $256,775 au cours de l'exercice ($235,241 en 1986).

4. Terrains, bâtiments et matériel

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Terrains	214,428		214,428	216,428
Bâtiments	5,386,223	2,214,460	3,171,763	3,234,165
Matériel	6,573,904	4,377,677	2,196,227	2,243,921
Bacs de livraison du poisson frais	1,692,084	1,040,550	651,534	606,152
Bateau collecteur	444,492	363,840	80,652	40,498
Améliorations locatives	420,904	364,375	56,529	68,801
Construction en cours	281,544		281,544	200,931
	15,013,579	8,360,902	6,652,677	6,610,896

5. Emprunts auprès du Canada

Ces emprunts sont garantis par des billets à ordre et ils sont consentis en vertu de l'article 17 de la Loi. Voici les emprunts non réglés à la fin de l'exercice:

	1987		1986	
	Taux d'intérêt	Montant	Taux d'intérêt	Montant
	%	$	%	$
Emprunts pour le fonds de roulement	7.02	400,000	9.125	8,000,000
	8.134	500,000	9.375	2,000,000
			9.500	2,000,000
		900,000		12,000,000
Emprunts pour les immobilisations			10.125	53,359
			10.875	1,191,122
			14.000	408,108
			15.375	450,000
			15.625	550,000
				2,652,589

Les emprunts pour le fonds de roulement sont remboursables sur demande et les emprunts pour les immobilisations sont remboursés en montants correspondants, au minimum, à la somme de la provision annuelle pour l'amortissement des terrains, bâtiments et matériel plus le produit tiré de l'aliénation de ces derniers.

6. Intérêts débiteurs

	1987	1986
	$	$
Intérêts sur les emprunts auprès du Canada		
Fonds de roulement	725,192	1,211,481
Immobilisations	29,488	360,351
	754,680	1,571,832
Pertes (gains) sur change	187,949	(50,657)
Intérêts créditeurs (nets)	(116,487)	(71,327)
	826,142	1,449,848

7. Impôts sur le revenu

L'Office peut déduire aux fins de l'impôt une partie de son allocation du coût en capital admissible; elle n'a donc aucun revenu imposable pour l'exercice. Au 30 avril 1987, l'excédent de la fraction non amortie du coût en capital sur la valeur comptable nette des terrains, bâtiments et matériel, qui se chiffrait à $5,121,889 ($5,505,387 en 1986), peut servir à réduire le revenu imposable des exercices ultérieurs.

8. Rémunération à des représentants étrangers

Au cours de l'exercice, l'Office a versé des sommes totalisant $1,147,614 ($836,234 en 1986) aux représentants de vente étrangers qui suivent: Frohman International, Juhl Brokerage Incorporation, Bill Bush & Associates, R.M. Sloan Co., Mile Hi Country Sales Co., Sahakian, Salm & Gordon, Benolken Brokerage Company, International Pacific Seafoods, Inc. (É.U.); I. LeGrand H. Malo et Cie (France); Lejos Oy (Finlande); AB.P. Jorgensen (Suède); Rud Kanzow Gmbh & Co. (Allemagne).

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 1986 présentés à des fins de comparaison ont été reclassifiés conformément à la présentation de l'exercice 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

PETRO-CANADA

MANDAT

S'occuper d'exploration, de recherche, de mise en valeur, de production et de distribution concernant les hydrocarbures et autres types de combustibles et d'énergie; s'adonner aux opérations connexes ou y investir.

ANTÉCÉDENTS

Après 11 ans d'exploitation, la société compte maintenant 9,156 employés et affiche un actif total de 8.1 milliards de dollars. Son expansion est due principalement à l'acquisition successive des droits et autres actifs d'Atlantic Richfield, de Pacific Petroleums, de Petrofina, de BP Canada et de Gulf Canada mais aussi à d'importants nouveaux investissements qu'elle a faits dans les opérations de forage dans les régions pionnières.

Cette société est l'un des importants actionnaires des prometteurs champs Hibernia et Terra Nova, situés au large des côtes, et participe à l'exploitation des champs pétroliers dans la mer de Beaufort et à Venture (Nouvelle-Écosse) et, dans le cadre du projet Syncrude, à l'exploitation des sables bitumineux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1000, 407 — 2e rue sud-ouest C.P. 2844 Calgary (Alberta) T2P 3E3
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Marcel Masse, c.p., député
MINISTÈRE	Énergie, Mines et Ressources
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1975; *Loi sur la Société Petro-Canada* (S.C. 1975, c. 61)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Wilbert H. Hopper
VÉRIFICATEUR	Arthur Andersen & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984 (reformulé)**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	8,139	8,846	8,966	8,239
Engagements envers le secteur privé	1,740	2,045	1,469	1,583
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	3,711	3,642	4,479	4,010
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	(50)*	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	425	642

* Dividendes versés au Trésor.

PETRO-CANADA

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION QUANT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et appropriés dans les circonstances. La direction est responsable des autres renseignements contenus dans le rapport annuel et qui correspondent, le cas échéant, à ceux qui sont contenus dans les états financiers. La direction est aussi chargée de mettre en place et de maintenir un système de contrôle interne qui offre une assurance raisonnable quant à la fiabilité des renseignements financiers produits. La Société bénéficie en outre d'un service de vérification interne qui a notamment pour fonction d'évaluer le système de contrôle interne afin de s'assurer que celui-ci est approprié et qu'il fonctionne convenablement.

Le Conseil d'administration est tenu de s'assurer que la direction remplit ses obligations concernant les rapports financiers et le contrôle interne. Le Conseil assume ses responsabilités par l'entremise de son comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs qui ne sont pas au service de la Société. Le comité rencontre la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes pour s'assurer qu'ils s'acquittent bien de leurs responsabilités et pour examiner les états financiers.

Les vérificateurs externes effectuent un examen indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et donnent leur avis sur les états financiers. Leur vérification comporte un examen et une évaluation du système de contrôle interne de la Société ainsi que des sondages et des procédés appropriés pour s'assurer de façon raisonnable que les états financiers présentent fidèlement la situation de l'entreprise. Les vérificateurs externes ont pleinement accès au comité de vérification du Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE MARCEL MASSE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES
ET DES RESSOURCES
CHAMBRE DES COMMUNES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Petro-Canada (constituée par une loi spéciale du Parlement du Canada) au 31 décembre 1986 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et les autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels, à l'exception de l'adoption de la méthode de la capitalisation du coût entier (avec laquelle nous sommes d'accord), dont il est question à la note 2 afférente aux états financiers consolidés, ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Nous sommes en outre d'avis que les activités de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées dont nous avons pris connaissance au cours de notre vérification des états financiers consolidés de Petro-Canada étaient, sous tous les aspects importants, conformes à la Loi sur l'administration financière et aux règlements adoptés aux termes de celle-ci, à la charte et aux règlements de la Société et de ses filiales en propriété exclusive consolidées et à toutes les directives données à la Société.

Comptables agréés
Arthur Andersen & Cie

Calgary, Canada
le 17 février 1987

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en millions de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Comptes clients	874	1,307
Stocks (note 4)	553	1,110
Impôts sur le revenu à recouvrer	20	10
Dépôts et frais payés d'avance	35	33
	1,482	2,460
Placements (note 5)	356	291
Immobilisations, valeur nette (note 6)	6,223	6,030
Charges reportées (note 7)	78	65
	8,139	8,846

PASSIF ET AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1986	1985
Passif à court terme		
Chèques en circulation, moins l'encaisse	88	22
Comptes fournisseurs et charges à payer	933	1,489
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	13	20
Effets à court terme à payer		532
	1,034	2,063
Passif à long terme	69	198
Dette à long terme (note 8)	805	269
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	129	146
Impôts sur le revenu reportés	1,469	1,304
Actions privilégiées rachetables (note 9)	922	1,224
Capital (note 10)	4,161	4,161
Déficit	(450)	(519)
	3,711	3,642
	8,139	8,846

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Administrateur
W. H. HOPPER

Administrateur
W. McBURNEY ELLIOTT

PETRO-CANADA—*Suite*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en millions de dollars)

	1986	1985
Produits		
Exploitation	5,089	5,300
Placements et autres produits	83	81
	5,172	5,381
Charges		
Achats de pétrole brut et de produits	2,405	2,901
Frais généraux et frais de marketing et d'administration	787	552
Production et raffinage	576	553
Taxes autres que les impôts sur le revenu (note 11)	512	428
Amortissement et épuisement	394	410
Intérêt sur la dette à long terme	36	24
Autres intérêts	31	
	4,741	4,868
Bénéfice avant les postes ci-dessous	431	513
Provision pour impôts sur le revenu (note 12)		
Reportés	165	296
Exigibles	84	45
	249	341
	182	172
Participation minoritaire		2
Bénéfice avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables	182	174
Éléments inhabituels (note 13)		(865)
Bénéfice net (perte) avant dividendes des actions privilégiées rachetables	182	(691)
Dividendes des actions privilégiées rachetables (note 9)	59	78
Bénéfice net (perte) après dividendes des actions privilégiées rachetables	123	(769)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en millions de dollars)

	1986	1985
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(519)	255
Bénéfice net (perte) avant dividendes des actions privilégiées rachetables	182	(691)
Dividendes —Actions privilégiées rachetables	(59)	(78)
—Actions ordinaires		(50)
Redressement de change sur le rachat des actions privilégiées rachetables	(54)	(17)
Virement du surplus d'apport		62
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice	(450)	(519)

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986 (en millions de dollars)

	1986	1985
Fonds autogénérés		
Fonds de roulement provenant de l'exploitation (note 14)	728	870
Produit de la vente d'immobilisations	59	64
Avances sur les livraisons futures de gaz naturel	(17)	(28)
Fonds autogénérés de l'exploitation	770	906
Diminution du fonds de roulement d'exploitation (note 15)	406	16
	1,176	922
Activités de placement		
Acquisition des éléments d'actif de Gulf Canada Limitée (note 3)	301	714
Dépenses affectées aux immobilisations	614	1,059
Subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier	(166)	(349)
Augmentation des charges reportées	24	4
Augmentation (diminution) des placements, valeur nette	57	(330)
Diminution de la participation minoritaire dans des filiales		296
	830	1,394
Activités de financement et dividendes		
Produit de l'émission de titres d'emprunt à long terme	556	165
Augmentation (diminution) des effets à payer à court terme, valeur nette	(532)	532
Rachat d'actions privilégiées rachetables	(356)	(105)
Dividendes—Actions privilégiées rachetables	(59)	(78)
—Actions ordinaires		(50)
Réduction de la dette à long terme	(21)	(47)
	(412)	417
Diminution de l'encaisse	(66)	(55)
Encaisse (insuffisance), au début de l'exercice	(22)	33
Encaisse (insuffisance), à la fin de l'exercice	(88)	(22)

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1986
(en millions de dollars)

1. Résumé des principales conventions comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Petro-Canada, un agent de Sa Majesté du chef du Canada, et de toutes ses filiales (la «Société») à l'exception de ceux de Canertech Inc., dont l'exclusion est expliquée à la note 5.

L'excédent de la contrepartie versée pour les actions des filiales sur leur valeur comptable nette sous-jacente aux dates d'acquisition a été réparti aux éléments d'actif connexes acquis et est amorti sur la durée utile de ces éléments d'actif.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux.

c) Placements

La Société comptabilise ses placements dans les sociétés sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante selon la valeur de consolidation et les autres placements à long terme, selon la valeur d'acquisition.

d) Immobilisations

La Société a adopté, pour ses propriétés pétrolifères et gazéifères, la méthode de capitalisation du coût entier selon laquelle tous les frais se rapportant à l'exploration et à la mise en valeur des réserves pétrolifères et gazéifères sont capitalisés. Ces frais incluent les frais d'acquisition des concessions, les dépenses se rapportant aux travaux de géologie et de géophysique, les frais de location des terrains inexploités, les frais de forage tant des puits productifs que des puits improductifs et les frais généraux ayant trait à l'exploration et à la mise en valeur. Des centres de coûts séparés ont été établis pour chaque pays où la Société détient un intérêt dans des propriétés pétrolifères et gazéifères. La Société applique une «limite maximale» à chacun de ses centres de coûts pétroliers et gaziers exploités, afin de s'assurer que les coûts ne dépassent pas les produits nets estimatifs devant être tirés de la production des réserves prouvées existantes, selon les prix et les frais d'exploitation à la date du bilan, de même que les coûts inaltérés de certains projets dans les régions éloignées du Canada et des propriétés non évaluées. En outre, une limite maximale consolidée tient compte des frais généraux, des frais de financement et des impôts sur le revenu futurs.

Les coûts sont cumulés séparément pour le Projet Syncrude et les concessions afférentes à la production in situ de sables pétrolifères et les autres concessions de sables pétrolifères. Les frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères qui seront exploités dans les années à venir sont reportés et seront imputés aux résultats lorsque lesdits sables pétrolifères seront exploités.

La plupart des activités d'exploration et de production de la Société sont menées conjointement avec d'autres parties. Les états financiers ne tiennent compte que de l'intérêt proportionnel de la Société dans ces activités.

Les frais d'intérêt de la dette attribuable à la construction de nouvelles installations importantes sont capitalisés au cours de la période de construction.

e) Amortissement et épuisement

Les frais engagés dans les centres de coûts pétroliers et gaziers exploités, autres que les coûts inaltérés des propriétés non évaluées et de certains projets dans les régions éloignées du Canada, ainsi que les frais engagés dans le Projet Syncrude et dans la production in situ de sables pétrolifères, sont amortis ou épuisés séparément selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement basé sur les estimations des réserves prouvées de pétrole et de gaz récupérable, avant redevances. Pour fins de calcul de l'amortissement et de l'épuisement, la production de gaz naturel et les réserves sont converties en unités équivalentes de pétrole brut basées sur le contenu énergétique relatif de chaque produit.

Les frais engagés dans les centres de coûts pétroliers et gaziers et autres concessions de sables pétrolifères inexploitées sont passés en revue afin de constater une perte de valeur éventuelle. Cette perte est alors passée en charges. Quand l'exploration s'avère fructueuse, et la viabilité économique établie, on calcule l'épuisement inaltéré selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement, à compter du début de l'exploitation.

L'amortissement des autres immobilisations se fait selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement ou selon la méthode de l'amortissement linéaire, comme il convient. Les taux d'amortissement linéaire sont établis en fonction de la durée de vie utile estimative de l'élément d'actif correspondant.

f) Impôts sur le revenu

La Société fait toutes les provisions nécessaires pour les impôts sur le revenu reportés du fait qu'elle réclame aux fins d'impôt un amortissement, des frais d'exploration et de mise en valeur et d'autres frais qui diffèrent des montants imputés aux résultats.

g) Conversion des devises étrangères

L'actif à court terme, sauf les stocks et les frais payés d'avance, le passif à court terme et la dette à long terme sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. L'actif à long terme, les stocks, les frais payés d'avance, les impôts sur le revenu reportés et les actions privilégiées rachetables sont convertis aux taux en vigueur à la date de chacune des opérations en cause. Les postes de produits et de charges sont convertis aux taux moyens en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement corporel et incorporel et de l'épuisement, qui reflètent les taux en vigueur lorsque les éléments d'actif ont été acquis.

Les gains et les pertes de change qui en résultent sont portés aux résultats, à l'exception des gains et pertes de change non réalisés afférents à la conversion de la dette à long terme, lesquels sont reportés et amortis sur le terme restant de la dette.

Les exploitations étrangères sont considérées comme étant intégrées aux autres activités de la Société et sont donc converties de la façon mentionnée plus haut.

h) Régimes de retraite

Le coût des prestations de retraite pour les services courants des employés est capitalisé et imputé aux résultats à mesure qu'il s'accumule. Les frais découlant de modifications apportées aux régimes en ce qui a trait aux services des employés au cours d'exercices antérieurs ainsi que les insuffisances actuarielles sont capitalisés conformément aux lois pertinentes régissant les régimes de retraite et sont imputés aux résultats sur des périodes ne dépassant pas quinze ans.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

2. Capitalisation du coût entier

Au 1[er] janvier 1986, la Société a modifié prospectivement sa méthode de comptabilisation des propriétés pétrolifères et gazéifères, conformément à la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés intitulée «Capitalisation du coût entier dans le secteur du pétrole et du gaz naturel» (note 1 d) et e)). Cette modification a fait augmenter de 17 millions de dollars le bénéfice de 1986 avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables.

3. Acquisition des éléments d'actif de Gulf Canada Limitée

Aux termes d'une entente intervenue en 1985, la Société s'est engagée à acquérir certains éléments d'actif de raffinage et de marketing de Gulf Canada Limitée. En 1985, ses acquisitions à ce titre s'élevaient à 714 millions de dollars; au 1[er] avril 1986, elle en a acquis le reliquat, soit principalement la raffinerie d'Edmonton, pour la somme additionnelle de 301 millions de dollars.

Les éléments d'actif net acquis en 1986, à la valeur attribuée, se composent de:

Immobilisations	291
Placements	1
Fonds de roulement net	9
	301

4. Stocks

	1986	1985
Pétrole brut, produits raffinés et marchandises	498	1,044
Matériaux et fournitures	55	66
	553	1,110

5. Placements

	1986	1985
À la valeur de consolidation		
Westcoast Transmission Company Limited	177	181
Centre Petro-Canada	84	24
Sedpex Inc.	31	23
Autres	17	12
À la valeur d'acquisition		
Hypothèques et autres placements	47	51
	356	291

Westcoast Transmission Company Limited («Westcoast»)

Au 31 décembre 1986, la Société détenait 30,8 % du total des actions ordinaires en circulation de Westcoast.

Westcoast est une entreprise de services publics réglementée et est assujettie à des directives de réglementation qui peuvent changer les composantes des frais du service. Les changements résultant de ces directives n'ont pas d'effet direct sur le bénéfice net en raison des considérations du taux de rendement sur la base des tarifs qui entrent aussi en ligne de compte dans le processus de réglementation.

Au 31 décembre 1986, la valeur à la cote du placement de la Société dans Westcoast était de 165 millions de dollars (228 millions de dollars en 1985).

Centre Petro-Canada

Au 31 décembre 1986, la Société détenait une participation de 50 pour cent dans une coentreprise qui est propriétaire du Centre Petro-Canada, complexe de bureaux de Calgary. La Société a conclu un contrat de location à long terme en vue d'occuper une partie du complexe et a garanti une tranche de 232 millions de dollars de la dette à long terme afférente à ce complexe.

Sedpex Inc.

La Société détenait, au 31 décembre 1986, la moitié des actions ordinaires en circulation de Sedpex Inc., société qui est propriétaire d'un navire de forage semi-submersible. Ce navire est actuellement loué à la Société.

Canertech Inc. («Canertech»)

Les comptes de Canertech, filiale en propriété exclusive, ont été exclus de la consolidation car on a l'intention ferme de se défaire du placement dans cette filiale. La Société avait constitué Canertech en 1981 afin de mettre en valeur des sources d'énergie de remplacement, à la demande expresse du gouvernement canadien. Celui-ci avait alors fait connaître son intention d'acheter le placement de la Société au prix coûtant et de transformer Canertech en société d'État autonome. Au cours de 1984, le gouvernement a ordonné à la Société de procéder à la dissolution de Canertech. La Société procède actuellement à la mise en vigueur de cette directive. Le placement de la Société dans Canertech est inscrit aux livres à son coût initial de un dollar.

6. Immobilisations

	1986			1985
	Coût*	Amortissement et épuisement cumulés	Net	Net
Ressources naturelles				
Pétrole et gaz				
Au Canada	5,045	1,788	3,257	3,307
À l'étranger				
—Exploitées	64	39	25	34
—Inexploitées	99	80	19	22
Sables pétrolifères				
Projet Syncrude	667	113	554	526
Produits in situ	99	8	91	80
Autres sables pétrolifères	203	203		
Liquides extraits du gaz naturel	204	69	135	143
Autres	108	79	29	38
	6,489	2,379	4,110	4,150
Produits du pétrole raffiné	2,341	366	1,975	1,737
Autres immobilisations	253	115	138	143
	9,083	2,860	6,223	6,030

*Le coût est indiqué déduction faite des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier et des crédits d'impôt à l'investissement.

Au 31 décembre 1986, des coûts pétroliers et gaziers nets engagés au Canada d'une valeur de 3,103 millions de dollars étaient assujettis à l'amortissement ou à l'épuisement.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

7. Charges reportées

	1986	1985
Au prix coûtant		
Frais d'enlèvement du mort-terrain des sables pétrolifères	43	44
Moins portion afférente aux sables pétrolifères qui seront exploités dans l'année	11	14
	32	30
Au prix amorti		
Coûts de financement reportés	16	4
Redressement de conversion de la dette à long terme	11	20
Autres	19	11
	78	65

8. Dette à long terme

	Échéance	1986	1985
En dollars canadiens			
Billets non garantis 8,25 %	1993	14	14
Billets non garantis 5,75 %			7
Autres	1987	1	1
En dollars américains			
Débentures non garanties 7,25 % (200 millions de dollars US)	1996	276	
Débentures non garanties 8,25 % (200 millions de dollars US)	2016	276	
Billets non garantis, au LIBOR diminué de 0,8 % (125 millions de dollars US)	1995	173	175
Billets non garantis 9 % (38 millions de dollars US)	1996	52	58
Billets non garantis 7,75 % (14 millions de dollars US)	1993	19	19
Billets non garantis 8,45 % (5 millions de dollars US)	1987	7	14
Autres			1
		818	289
Moins la tranche échéant à moins d'un an		13	20
		805	269

Remboursement de la dette à long terme

Le remboursement minimal de la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices à venir est le suivant:

1987	13 millions
1988	8 millions
1989	8 millions
1990	8 millions
1991	8 millions

9. Actions privilégiées rachetables

Les actions privilégiées rachetables, émises par une filiale à un groupe de banques à charte canadiennes, sont des actions sans droit de vote, à dividende cumulatif et à taux variable. Les dividendes cumulatifs, payables trimestriellement, sont basés, selon le choix de la filiale, sur les taux de base des États-Unis ou sur les taux interbancaires de Londres. Le taux de dividende était d'environ 3,5 % par an au 31 décembre 1986. Les actions sont rachetables, au gré de la filiale, à cent dollars US l'action, plus les dividendes accumulés. En 1986, la filiale a exercé son droit de racheter 850,000 actions (750,000 actions en 1985) en contrepartie de 85 millions de dollars US (75 millions de dollars US en 1985), et elle a racheté 1,728,000 actions en contrepartie de 172 millions de dollars US. Au 31 décembre 1986, 7,872,000 actions étaient toujours en circulation.

Aux termes des conditions d'une entente entre les banques et la Société, si la filiale n'exerce pas son droit de rachat des actions au cours d'une période de sept ans échéant le 31 décembre 1993, ou si certains événements ont lieu aux termes des dispositions de l'entente, les banques ont le droit d'exiger que la Société achète les actions à cent dollars US chacune, plus les dividendes accumulés. Ces droits de rachat passent de 78 millions de dollars US à 139 millions de dollars US par année sur le reste de la période.

10. Capital

Autorisé

a) 71,188 actions ordinaires d'une valeur nominale de cent mille dollars chacune, et

b) actions privilégiées émises au gouvernement du Canada; ces actions et tous les emprunts obtenus, et en cours, en provenance du Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada ne doivent pas dépasser un milliard de dollars.

Émis (au gouvernement du Canada)

	Nombre d'actions	Contrepartie
Actions ordinaires		
Solde au début et à la fin de l'exercice	31,883	3,188
Actions privilégiées		
Solde au début et à la fin de l'exercice	972,771,853	973
Total du capital à la fin de l'exercice		4,161

Les actions privilégiées ont une valeur nominale de un dollar chacune et sont rachetables au pair au gré de la Société; elles ne comportent aucun taux de dividende déclaré et le dividende n'est pas cumulatif.

11. Taxes autres que les impôts sur le revenu

	1986	1985
Taxe de vente fédérale	411	249
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	38	124
Autres taxes	63	55
	512	428

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

12. Impôts sur le revenu

La provision pour impôts sur le revenu de 249 millions de dollars (341 millions de dollars en 1985) représente un taux réel de 57,8 % (66,5 % en 1985) sur le bénéfice avant impôts de 431 millions de dollars (513 millions de dollars en 1985). Le calcul de la provision, qui requiert un redressement du bénéfice avant impôts sur le revenu pour tenir compte des postes non imposables et non déductibles aux fins fiscales, se présente comme suit:

	1986	1985
Bénéfice avant impôts sur le revenu	431	513
Ajouter (déduire)		
Redevances et autres paiements à des gouvernements provinciaux	169	307
Abattements fédéraux		
Abattement pour ressources	(127)	(260)
Épuisement fiscal	(39)	(21)
Abattement pour stocks	(5)	(30)
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	38	124
Amortissement et épuisement non déductibles	81	95
Gains non imposables	(21)	(1)
Participation au bénéfice de sociétés affiliées	(18)	(22)
Autres	(3)	3
Bénéfice redressé avant impôts sur le revenu	506	708
Impôt fédéral canadien sur le revenu à 47,8 % (46,9 % en 1985) appliqué au bénéfice redressé	242	332
Impôts provinciaux et autres impôts sur le revenu, déduction faite de l'abattement fédéral	12	16
Dégrèvements provinciaux d'impôt sur le revenu	(5)	(7)
Provision pour impôts sur le revenu	249	341

13. Éléments inhabituels

Les principaux éléments inhabituels imputés aux résultats de 1985 sont des éléments d'actif dévalués afférents aux propriétés pétrolifères et gazéifères situées dans des régions éloignées du Canada, les frais de développement de procédés et les gisements de sables pétrolifères.

14. Fonds de roulement provenant de l'exploitation

	1986	1985
Bénéfice avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables	182	174
Ajouter (déduire)		
Amortissement et épuisement	394	410
Impôts sur le revenu reportés	165	296
Bénéfice de participation, moins les dividendes reçus		(7)
Autres	(13)	(3)
	728	870

15. Variation des composantes du fonds de roulement d'exploitation

L'augmentation (la diminution) du fonds de roulement d'exploitation provient des:

	1986	1985
Comptes clients	(433)	470
Stocks	(557)	264
Impôts sur le revenu à recouvrer	10	(13)
Dépôts et frais payés d'avance	2	12
Comptes fournisseurs et charges à payer	556	(681)
Fonds de roulement d'exploitation obtenu à l'acquisition de Gulf Canada Limitée (note 3)	(9)	(293)
Charges à payer relativement aux éléments inhabituels de 1985 et autres charges	25	225
	(406)	(16)

Le fonds de roulement d'exploitation se compose du fonds de roulement autre que l'encaisse, les effets à payer à court terme et la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an.

16. Régimes de retraite

Selon les plus récentes évaluations actuarielles des régimes de retraite de la Société, toutes les prestations accumulées et acquises au 31 décembre 1986 sont entièrement capitalisées. Selon les prévisions actuarielles, le calcul de la rémunération des employés jusqu'au moment de leur retraite montre une obligation à la valeur actualisée de 36 millions de dollars (67 millions de dollars en 1985) au titre des prestations afférentes aux modifications apportées au régime et aux insuffisances actuarielles. On capitalise présentement cette somme conformément aux lois pertinentes régissant les régimes de retraite.

17. Opérations d'importance avec des parties apparentées

La Société a des opérations avec le gouvernement du Canada et avec des institutions gouvernementales; ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et, en conséquence, aux mêmes conditions qu'avec des parties non apparentées.

18. Information sectorielle

La Société exerce son activité dans deux secteurs:

Les ressources naturelles, soit l'exploration, la mise en valeur, la production, le transport et le marketing de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de terrain, de soufre et de sables pétrolifères, et l'extraction de liquides du gaz naturel.

Les produits du pétrole raffiné, soit l'achat et la vente de pétrole brut, le raffinage de pétrole brut en produits du pétrole, et la distribution et la commercialisation de ceux-ci et d'autres produits achetés.

Le tableau ci-dessous présente l'information financière par secteur d'activité comme si chaque secteur était distinct du point de vue commercial. Les cessions internes de produits, comptabilisées à leur valeur marchande, sont éliminées au moment de la consolidation. Les «éléments non sectoriels et autres» englobent les revenus de placements, les intérêts débiteurs et les produits et les charges qui ne peuvent être attribués à un secteur donné. Par éléments d'actif non sectoriels et autres, on entend surtout l'encaisse et les dépôts à court terme, les placements dans d'autres sociétés et l'actif général de la Société.

PETRO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

	Ressources naturelles		Produits du pétrole raffiné		Éléments non sectoriels et autres		Total consolidé	
	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985
Produits								
Ventes aux clients et autres produits	546	976	4,588	4,350	38	55	5,172	5 ,381
Ventes intersectorielles	534	660						
Produits des secteurs	1,080	1,636	4,588	4,350	38	55		
Bénéfice								
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et épuisement	470	888	365	51	57	10	892	949
Amortissement et épuisement	(245)	(299)	(141)	(107)	(8)	(4)	(394)	(410)
Intérêts					(67)	(24)	(67)	(24)
Provision pour impôts sur le revenu	(168)	(392)	(109)	34	28	17	(249)	(341)
Bénéfice (perte) avant éléments inhabituels et dividendes des actions privilégiées rachetables	57	197	115	(22)	10	(1)	182	174
Dépenses en immobilisations								
Dépenses en immobilisations*, charges reportées et placements	319	520	118	168	92	(172)	529	516
Acquisitions, dont les participations minoritaires			301	1,010			301	1,010
	319	520	419	1,178	92	(172)	830	1,526
Total de l'actif	4,392	4,510	3,222	3,890	525	446	8,139	8,846
Capital investi	4,102	4,107	2,698	2,995	305	(319)	7,105	6,783

* Déduction faite des subventions au titre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier et des crédits d'impôt à l'investissement.

19. Chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants de 1985 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation du présent exercice.

20. Engagements et passif éventuel

a) Engagements

La Société a loué des biens et de l'équipement aux termes de divers contrats de location-exploitation dont le dernier vient à échéance en 2008. Les loyers annuels minimaux afférents aux contrats de location-exploitation non résiliables sont estimés à 55 millions de dollars en 1987, à 51 millions de dollars en 1988, à 48 millions de dollars en 1989, à 42 millions de dollars en 1990, à 37 millions de dollars en 1991 et à 15 millions de dollars par année par la suite jusqu'en 2008.

b) Passif éventuel

La Société est partie dans des litiges et des réclamations découlant du cours normal des affaires. La direction est d'avis que les règlements éventuels n'auront pas d'effet significatif sur la situation financière de la Société.

PETRO-CANADA—*Suite*

(Puisque les états financiers vérifiés ne sont pas disponibles en français, voici la version anglaise)

ANNEXE

CANERTECH INC.

AUDITORS' REPORT

TO THE SHAREHOLDER OF CANERTECH INC.

We have examined the Balance Sheet of Canertech Inc. (a wholly-owned subsidiary of Petro-Canada) as at December 31, 1986 and the Statements of Loss and Deficit and Changes in Financial Position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the company as at December 31, 1986 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles, applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Burke, Newman & Co.
Chartered Accountants

Winnipeg, Canada
February 13, 1987

BALANCE SHEET DECEMBER 31, 1986
(in thousands of dollars)

ASSETS	1986	1985	LIABILITIES AND SHAREHOLDER'S DEFICIT	1986	1985
Cash and term deposits	8,133	7,150	Accrual for dissolution costs (Notes 5 and 9)	857	857
Due from Energy, Mines and Resources Canada (Note 2)		2,250	Advances from the Government of Canada (Note 6)	29,550	31,800
Investment in Canertech Conservation Inc.		4,800	Shareholder's deficit (Note 7)	(17,187)	(16,762)
Other investments (Note 3)	4,937	1,015			
Income taxes recoverable (Note 4)	150	680			
	13,220	15,895		13,220	15,895

The accompanying notes are an integral part of this balance sheet.

Approved on behalf of the Board:

F. B. GRANT
Director

L. A. HIPFNER
Director

PETRO-CANADA—*Suite*

ANNEXE—*Suite*

CANERTECH INC.—*Suite*

STATEMENT OF LOSS AND DEFICIT
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1986
(in thousands of dollars)

	1986	1985
Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	464	341
Provision for loss on disposition of Canertech Conservation Inc.	661	536
Interest income net of divestiture and management costs	(700)	
Net loss for the year	425	877
Deficit, beginning of year	16,762	15,885
Deficit, end of year	17,187	16,762

The accompanying notes are an integral part of this statement.

STATEMENT OF CHANGES IN FINANCIAL POSITION
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1986
(in thousands of dollars)

	1986	1985
Cash provided by (used for) operating activities		
Net loss for the year	(425)	(877)
Less: items not affecting cash		
—Equity in loss of Canertech Conservation Inc.	464	341
—Provision for loss on disposition of Canertech Conservation Inc.	661	536
—Other	(65)	
Cash from operations	635	
Cash provided by (used for) investment activities		
Proceeds on sales of investments	743	160
Net advances to investees	(925)	(1,416)
Proceeds on sale of fixed assets		175
Other assets		39
	(182)	(1,042)
Cash provided by (used for) financing activities		
Income taxes recoverable	530	
Accrual for dissolution costs		(5,461)
Obligation under capital lease		(103)
Energy, Mines and Resources Canada		160
	530	(5,404)
Increase (decrease) in cash and term deposits	983	(6,446)
Cash and term deposits, beginning of year	7,150	13,596
Cash and term deposits, end of year	8,133	7,150

The accompanying notes are an integral part of this statement.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1986

Order-in-Council

On December 21, 1984, the Government of Canada issued Order-in-Council P.C. 1984-4187 which was subsequently replaced by P.C. 1986-2311 dated October 9, 1986 whereby the parent corporation was authorized to bring about the dissolution of Canertech Inc. and to replace federal Crown ownership of Canertech Conservation Inc., a wholly-owned subsidiary with other ownership.

1. Significant accounting policy

Consistent with the terms of the Order-in-Council, these financial statements have been prepared on the liquidation basis with the exception of the investment in Canertech Conservation Inc. Assets have been presented at their estimated net realizable values before costs of dissolution.

Canertech Conservation Inc. is accounted for by the equity method, to the time of sale, as management believed that consolidation of this subsidiary with Canertech Inc. would not have resulted in a more informative financial presentation.

2. Due from Energy, Mines and Resources Canada

The amount of $2,250,000 arose from the corporation's participation in the Societe Biosyn (Reg'd) joint venture. Prior to the above mentioned Order-in-Council of December 21, 1984, the corporation was to be reimbursed for these amounts by Energy, Mines and Resources Canada. It is anticipated that the ultimate settlement of these amounts will require the direction of the Treasury Board of the Government of Canada and will involve a set-off against the advances from the Government of Canada. The corporation has recorded this set-off in these financial statements.

3. Other investments

As a result of the disposition of the corporation's investment in Canertech Conservation Inc., the corporation acquired a non-interest bearing debenture receivable in the amount of $6,500,000. The first payment of $500,000 is due January 2, 1988 and the balance is due in 48 monthly payments of $125,000 commencing November 1, 1988.

This agreement contains an adjustment clause based on the realizability of certain contracts having a total value of $1.6 million. Management's estimate of the potential loss in this regard is $400,000 and accordingly this amount has been accrued in these financial statements.

The corporation holds a minority interest in Valera Electronics Inc. together with several loans receivable acquired as a result of the disposition of other investments. These investments are recorded at estimated net realizable values before costs of disposition. Included in other investments are certain notes receivable of which approximately $300,000 is due in 1987.

PETRO-CANADA—*Fin*

ANNEXE—*Fin*

CANERTECH INC.—*Fin*

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
DECEMBER 31, 1986—*Concluded*

4. Income taxes recoverable

This amount represents the recovery of all income taxes previously paid by the corporation together with the benefit of certain Investment Tax Credits.

The benefits resulting from any future income tax reductions have not been recorded in these financial statements.

5. Accrual for dissolution costs

The accrual for dissolution costs represents management's anticipation of the costs to complete the disposition of assets and the settlement of liabilities. Should the corporation not conclude the disposition of investments as currently contemplated by management, additional costs may be incurred.

6. Advances from the Government of Canada

The advances are without requirement for interest or repayment. Management anticipates that the corporation will be unable to repay the obligation in its entirety and the Government of Canada will absorb the company's deficit upon dissolution. The corporation has reduced these advances by the $2,250,000 due from Energy, Mines and Resources Canada.

7. Share capital

Authorized—An unlimited number of common shares

Issued and fully paid—1 common share for $1

8. Contingencies

The corporation is a defendant in legal actions amounting to approximately $77 million. Management and legal counsel are of the opinion that the actions are without foundation and accordingly, no provision for such claims has been made in the accounts of the company.

9. Related party transaction

The parent company has provided management services to the corporation in the amount of $124,551 in 1986 ($150,000 in 1985). The amounts of the costs which remain unpaid as at December 31, 1986 and 1985 are $49,877 and $150,000 respectively.

10. Prior years financial statements

Certain reclassification were made to the 1985 comparative figures to conform with the 1986 financial statement presentation.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

MANDAT

Optimiser les avantages que le Canada tire des projets de technologie commercialement exploitables et financés par le gouvernement fédéral.

ANTÉCÉDENTS

La Société rend accessible au public la propriété industrielle et intellectuelle découlant de la recherche et du développement financés par le gouvernement. Elle prend des arrangements avec l'industrie privée en ce qui concerne la délivrance de permis; les sommes perçues couvrent la plupart de ses frais d'exploitation. Des prix sont décernés aux inventeurs en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	275, rue Slater Ottawa (Ontario) K1A 0R3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Robert R. de Cotret, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1947; lettres patentes en vertu de la *Loi sur les compagnies*; maintenue en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes* en 1979
PREMIER DIRIGEANT (int.)	W. Dallas Gordon
PRÉSIDENT	Jacques A. Léger
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	0.8	1.1	1.3	1.7
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	négl.	0.4	0.7	0.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	0.5	0.4	0.4	0.4
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et du surplus (déficit) et de l'évolution des liquidités pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
D. L. Meyers, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 5 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse	322,832	121,844
Dépôts à terme		200,000
Débiteurs	512,102	523,933
Intérêt couru	1,212	3,530
Frais payés d'avance	13,623	10,924
	849,769	860,231
Placement en obligations du Canada (valeur marchande, 1986—$241,250)		247,500
Droits de propriété industrielle et intellectuelle (notes 2, 3 et 5)	1	1
Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence (notes 2 et 4)	1	1
	849,771	1,107,733

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	529,183	405,329
Redevances perçues d'avance	124,226	102,675
	653,409	508,004
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	211,954	193,774
	865,363	701,778
AVOIR DU CANADA (NÉGATIF)		
Capital-actions		
Autorisé—10,000 actions sans valeur nominale		
Émis—5,000 actions entièrement payées	296,199	296,199
Surplus (déficit)	(311,791)	109,756
	(15,592)	405,955
	849,771	1,107,733

Approuvé par le Conseil d'administration:

Un administrateur
J. A. LÉGER

Un administrateur
W. F. GRAYDON

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU SURPLUS (DÉFICIT) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Revenus		
Redevances	1,640,384	1,567,442
Intérêt sur placements	36,103	66,220
Frais de gestion en vertu d'ententes de mandataires	53,976	32,823
Intérêt sur comptes en souffrance	3,564	27,010
Divers	7,642	5,466
	1,741,669	1,698,961
Dépenses		
Traitements et prestations aux employés	1,221,757	1,205,956
Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle (note 5)	576,030	479,417
Location de locaux, de matériel et autres	210,995	206,809
Montants versés ou à verser à des tiers en vertu des redevances gagnées	198,809	111,103
Récompenses aux inventeurs	107,169	104,606
Provision pour créances irrécouvrables	89,301	2,771
Fournitures de bureau, imprimerie, matériel et ameublement	63,284	58,527
Services professionnels et spéciaux	57,865	37,275
Communications	41,134	36,016
Honoraires d'avocat	38,403	59,517
Voyages et déplacements	34,654	34,291
Divers	1,815	1,488
	2,641,216	2,337,776
Coût de l'exploitation	899,547	638,815
Crédit parlementaire	478,000	350,000
Excédent du coût de l'exploitation sur le crédit parlementaire pour l'exercice	(421,547)	(288,815)
Surplus au début de l'exercice	109,756	398,571
Surplus (déficit) à la fin de l'exercice	(311,791)	109,756

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Liquidités utilisées pour l'exploitation		
Coût de l'exploitation	899,547	638,815
Éléments qui n'influent pas sur l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(18,180)	(20,147)
Perte lors de l'aliénation des obligations du Canada	(3,750)	
	877,617	618,668
Liquidités utilisées dans le (provenant du) fonds de roulement hors caisse		
Débiteurs	(11,831)	175,469
Autres éléments d'actif à court terme	381	(4,147)
Créditeurs et frais courus	(123,854)	(3,864)
Redevances perçues d'avance	(21,551)	(49,113)
	(156,855)	118,345
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi		2,375
Liquidités utilisées pour l'exploitation	720,762	739,388
Liquidités provenant d'activités de financement		
Crédit parlementaire	478,000	350,000
Liquidités provenant d'activités d'investissement		
Produit de la vente des obligations du Canada	243,750	
Augmentation (diminution) au cours de l'exercice	988	(389,388)
Liquidités au début de l'exercice	321,844	711,232
Liquidités à la fin de l'exercice	322,832	321,844

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et exploitation

La Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière et a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes. La Société a été constituée dans le but de rendre accessible au public, par l'entremise de licences négociées avec l'industrie, la propriété industrielle et intellectuelle résultant des travaux de recherche et développement financés au moyen de fonds publics.

La Société reçoit et traite toute propriété industrielle et intellectuelle en vertu d'ententes conclues avec les ministères du gouvernement fédéral, les sociétés et organismes de l'État, les universités et autres organismes financés à même les fonds publics. Une protection suffisante est recherchée au Canada et à l'étranger pour la propriété industrielle et intellectuelle lorsque celle-ci pourrait servir à des fins commerciales. La Société se sert du revenu de l'exploitation de cette propriété pour récompenser les fonctionnaires inventeurs conformément à la Loi sur les inventions des fonctionnaires et pour indemniser d'autres initiateurs de propriété industrielle ou intellectuelle conformément aux ententes conclues avec eux.

2. Conventions comptables importantes

Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle sont déclarés à une valeur nominale de $1. Le coût net lié à l'acquisition, à la protection et au maintien des droits de propriété industrielle et intellectuelle est imputé aux résultats lorsqu'il est subi (notes 3 et 5).

Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

Le matériel expérimental prêté à un détenteur de licence est comptabilisé à une valeur nominale de $1. Le coût de ce matériel est imputé aux résultats au cours de l'exercice de son acquisition.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés ont droit à des indemnités déterminées de cessation d'emploi en conformité avec les conventions collectives et les conditions d'emploi. L'élément de passif relié à ces indemnités est comptabilisé dès que les indemnités sont gagnées par les employés.

Régime de pensions de retraite

Les employés de la Société font partie du Régime de pensions de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au coût du régime sont limitées, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de pensions de retraite et sont comptabilisées aux états financiers de l'exercice en cours. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une contribution au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pensions de retraite de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES BREVETS ET D'EXPLOITATION LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

3. Droits de propriété industrielle et intellectuelle

Le coût accumulé du présent inventaire des droits de brevets non expirés et autres droits de propriété industrielle et intellectuelle s'élève à $3,399,799 ($2,884,259 en 1986).

4. Matériel expérimental prêté à un détenteur de licence

Le coût accumulé du matériel expérimental acheté en vertu de contrats actifs de développement et détenu par un détenteur de licence s'élève à $123,500 ($123,500 en 1986).

5. Honoraires des agents et autres dépenses connexes pour l'obtention et le maintien de la protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle

	1987	1986
	$	$
Honoraires et autres dépenses connexes	793,838	661,420
Moins: recouvrements	217,808	182,003
	576,030	479,417

6. Engagement par bail

En vertu d'un bail daté du 30 septembre 1983, la Société verse un loyer annuel de $169,425 pour des locaux. La période sur laquelle porte le bail est du 1[er] novembre 1983 au 31 octobre 1988.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

MANDAT

Planifier et coordonner l'aménagement des 15 ports qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux afin d'atteindre les objectifs de la politique sur les ports nationaux et d'appuyer les objectifs du Canada en matière de commerce extérieur ainsi que d'autres objectifs sociaux et économiques. La Société a également pour mandat d'administrer, de gérer et de contrôler directement les ports qui ne sont pas constitués en sociétés de port locales.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1983, la Société était responsable des 15 ports canadiens qui étaient sous l'autorité du Conseil des ports nationaux. Par la suite, des sociétés de port locales ont été établies à Montréal et Vancouver (en juillet 1983), à Halifax, Québec et Prince-Rupert (en juin 1984), à St. John's (en juin 1985) et à Saint John (en décembre 1986). À l'heure actuelle, ces sociétés fonctionnent avec beaucoup d'autonomie.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	99, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1A 0N6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; *Loi sur le Conseil des ports nationaux* (S.R.C. 1970, c. N-8, art. 3); reconstituée en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des ports* (S.C. 1980-81-82-83, c. 121, art. 1), proclamée le 24 février 1983
PREMIER DIRIGEANT	Jean-Michel Tessier
PRÉSIDENT	L'honorable Ronald Huntington, c.p.
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand

SOMMAIRE FINANCIER* en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984 (reformulé)**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total*	100.0	231.3	246.5	445.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada**	19.5	85.0	85.1	182.7
Avoir du Canada	67.2	92.8	106.9	185.9
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire***	13.0	14.1	35.0	23.8
— non budgétaire	(7.0)	2.6	4.9	7.1

* Des actifs et les engagements connexes de la Société ont été transférés aux nouvelles sociétés de port locales.

** À l'exclusion de 5.5 millions de dollars en intérêts courus dus au Canada.

*** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 26.7 millions remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE JOHN CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des ports au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats, du surplus, du capital d'apport et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société canadienne des ports dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Ottawa, Canada
le 18 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985	PASSIF	1986	1985
À court terme			À court terme		
Encaisse	225	641	Créditeurs et frais courus (note 8)	6,158	13,539
Placements (note 4)	27,864	61,740	Subventions tenant lieu de taxes municipales	491	480
Débiteurs	2,252	4,237		6,649	14,019
Créance sur le Canada	458	2,645			
Matériaux et fournitures	352	514	À long terme		
	31,151	69,777	Avantages sociaux courus	1,303	1,554
Placements à long terme (note 4)	18,225	19,102	Financement fourni par une province (note 9)		19,696
Placement dans Ridley Terminals Inc. (note 5)	11,137	16,227	Emprunts auprès du Canada (note 10)	24,893	103,144
Immobilisations (note 7)	39,528	126,147		26,196	124,394
			AVOIR DU CANADA		
			Capital d'apport	55,896	130,734
			Contribution auprès du (au) Canada (note 12)	(5,589)	20,072
			Surplus (déficit)	16,889	(57,966)
				67,196	92,840
	100,041	231,253		100,041	231,253

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
L'HONORABLE A.R. HUNTINGTON

Le président-directeur général
DENIS DE BELLEVAL

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Produits d'exploitation	14,959	12,295
Frais d'exploitation et d'administration—Nets	11,510	10,857
Amortissement	2,877	3,169
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,255	1,286
	15,642	15,312
Perte nette d'exploitation	(683)	(3,017)
Revenu de placement	5,149	6,864
Frais d'intérêt	(128)	(132)
Bénéfice net avant les postes décrits ci-dessous	4,338	3,715
Perte nette des ports constitués en sociétés de port locales (note 3)	(988)	(536)
Quote-part de la perte de Ridley Terminals Inc. (note 5)	(5,090)	(4,797)
Perte nette	(1,740)	(1,618)

ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT)
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Déficit au début de l'exercice		
Solde déjà établi	(57,966)	(56,775)
Redressement affecté à l'exercice précédent de la quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc. (note 5)		1,291
Solde redressé	(57,966)	(55,484)
Perte nette	(1,740)	(1,618)
	(59,706)	(57,102)
Surplus (déficit) transféré aux sociétés de port locales (note 3)	(76,595)	864
Surplus (déficit) à la fin de l'exercice	16,889	(57,966)

ÉTAT DU CAPITAL D'APPORT
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Capital d'apport au début de l'exercice	130,734	142,319
Remise de l'intérêt reporté sur emprunts auprès du Canada (note 10)	4,371	
Capital d'apport transféré aux sociétés de port locales (note 3)	(79,209)	(11,585)
Capital d'apport à la fin de l'exercice	55,896	130,734

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Activités d'exploitation		
Perte nette	(1,740)	(1,618)
Postes n'exigeant aucune sortie de caisse		
Amortissement	5,483	6,078
Intérêt reporté		609
Quote-part de la perte nette de Ridley Terminals Inc.	5,090	4,797
Autres	127	122
Augmentation des éléments du fonds de roulement	(2,727)	(245)
Rentrées nettes provenant de l'exploitation	6,233	9,743
Activités de financement		
Subventions pour projets d'immobilisations	12,993	14,127
Emprunts auprès du Canada	(6,993)	2,570
Diminution (augmentation) de la tranche exigible des emprunts auprès du Canada	1,469	(1,712)
Diminution (augmentation) de la tranche exigible du financement fourni par une province	(175)	1,100
Intérêt reporté remboursé		(486)
Contribution au Canada	(26,694)	
Rentrées (sorties) nettes provenant du financement	(19,400)	15,599
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	16,379	17,310
Produit sur aliénation des immobilisations	(187)	(12)
Sorties nettes utilisées dans les investissements	16,192	17,298
Rentrées (sorties) nettes	(29,359)	8,044
Encaisse et placements à court terme au début de l'exercice	62,381	60,028
Encaisse et placements à court terme transférés aux sociétés de port locales (note 3)	(4,933)	(5,691)
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	28,089	62,381

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

La Société canadienne des ports est constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports. Cette loi permet l'établissement de nouvelles sociétés de port locales pour la gestion et l'exploitation de certains ports déterminés. La Société est énumérée dans la partie II de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière. Elle n'est pas assujettie aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

a) États financiers

Les états financiers de la Société canadienne des ports comprennent les comptes de tous les ports et des autres installations qui relèvent de son administration. Les activités des sociétés de port locales sont exclues des états financiers depuis la date de leur constitution en société de port locale.

b) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti, c'est-à-dire que la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

c) Placement dans Ridley Terminals Inc.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. est comptabilisé à la valeur de consolidation.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

d) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

e) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime sont la responsabilité de la Société et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

f) Assurance

La Société assume essentiellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux ainsi qu'aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

g) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

h) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les exercices subséquents en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Sociétés de port locales

À la fin de la journée des affaires, le 31 décembre 1986, le port de Saint John (Nouveau-Brunswick), a été constitue en société de port locale sous la raison sociale de Société du port de Saint John. Le port de St. John's (Terre-Neuve), avait été antérieurement constitué en société de port locale le 1[er] juin 1985 sous la raison sociale de Société du port de St. John's.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, les actifs, passifs et avoir ont été transférés aux sociétés de port locales à la valeur comptable indiquée dans les comptes de la Société.

Par conséquent, la valeur comptable des actifs, passifs et avoir de la Société a été réduite par les montants suivants:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Actif		
Encaisse et placements à court terme	4,933	5,691
Autres éléments du fonds de roulement	(309)	(303)
Placements à long terme	949	944
Immobilisations	84,368	8,135
	89,941	14,467
Passif		
Avantages sociaux courus à long terme	483	69
Financement fourni par une province	19,521	
Emprunts auprès du Canada	68,356	1,949
	88,360	2,018
Avoir		
Capital d'apport	79,209	11,585
Contribution au Canada	(1,033)	
Surplus (déficit)	(76,595)	864
	89,941	14,467

L'état des résultats comprend les résultats d'exploitation du port de Saint John pour les exercices terminés le 31 décembre 1986 et 1985, et les résultats d'exploitation du port de St. John's pour la période de cinq mois terminée le 31 mai 1985, de la façon suivante:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Produits d'exploitation	11,562	12,228
Frais d'exploitation et d'administration	7,098	7,297
Amortissement	2,606	2,909
Subventions tenant lieu de taxes municipales	801	808
	10,505	11,014
Bénéfice net d'exploitation	1,057	1,214
Revenu de placement	1,268	1,900
Frais d'intérêt	(3,313)	(3,650)
Perte nette des ports constitués en sociétés de port locales	(988)	(536)

4. **Placements**

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada s'élèvent à:

	1986		1985	
	Coût amorti	Valeur marchande	Coût amorti	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)			
À court terme	27,864	27,874	61,740	61,726
À long terme	18,225	22,050	19,102	21,830

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

5. Placement dans Ridley Terminals Inc.

Ridley Terminals Inc. (RTI), a été constitué en décembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes pour développer, gérer et exploiter un terminus de charbon à Ridley Island au port de Prince Rupert.

Au 31 décembre 1986, la Société canadienne des ports (la Société) avait fait l'acquisition, au coût de $23,021,400 de 90 % des actions ordinaires émises ($900) et de 100 % des actions privilégiées de Classe A ($23,020,500) de RTI. À cette date, Fednav Limited avait fait l'acquisition, au coût de $23,020,600, de 10 % des actions ordinaires émises ($100) et 100 % des actions privilégiées de Classe B ($23,020,500) de RTI.

Le placement de la Société dans RTI est comptabilisé à la valeur de consolidation. L'application de cette méthode exige que la Société comptabilise sa quote-part du bénéfice net de RTI dans ses états financiers. Dans les exercices au cours desquels RTI montre une perte, cette quote-part équivaut à la participation de la Société dans les capitaux propres totaux de RTI laquelle s'élevait à 50 % au 31 décembre 1986. Dans les exercices au cours desquels RTI montre des bénéfices non répartis, la quote-part est proportionnelle à la participation de la Société dans les actions ordinaires de RTI, après avoir reconnu les exigences des dividendes des deux classes d'actions privilégiées.

Suite à un appel favorable au sujet de l'évaluation aux fins de ses taxes foncières de 1983 et de 1984, RTI a obtenu un remboursement de $2,582,000 en mars 1985. Le déficit de la Société au début de l'exercice a donc été redressé par $1,291,000 représentant la quote-part de 50 % de la Société du montant reçu.

Le placement dans Ridley Terminals Inc. se compose de:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	16,227	21,024
Quote-part de la perte nette	(5,090)	(4,797)
Solde à la fin de l'exercice	11,137	16,227

Un sommaire du bilan de RTI qui figure dans ses états financiers vérifiés au 31 décembre, indique:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Actif		
À court terme	3,640	4,580
Immobilisations	224,792	230,540
Autres	83	92
	228,515	235,212
Passif		
À court terme	1,225	1,941
Emprunts à long terme	203,835	199,636
	205,060	201,577
Avoir	23,455	33,635
	228,515	235,212

RTI a conclu avec une banque à charte canadienne les ententes de financement à long terme suivantes:

a) Une entente de crédit de construction inconditionnellement garantie par le Canada et nantie par une débenture de sûreté supplémentaire de $250,000,000 avec une charge flottante. Le 1[er] juillet 1985, tous les emprunts ont été convertis en un emprunt à terme de quinze ans avec des remboursements semestriels déterminés commençant le 31 juillet 1991 jusqu'au 31 janvier 2000. L'intérêt sur les emprunts de banque est au taux préférentiel de la banque. Les acceptations de banque portent des frais annuels de ½ pour cent par année.

b) Une entente pour un emprunt à crédit renouvelable de $80,000,000 qui permet des avances sur une base renouvelable jusqu'au 30 juin 1989, période à laquelle toutes les avances se convertiront en un prêt à terme remboursable en tranches semestrielles déterminées commençant le 31 juillet 1989 jusqu'au 31 janvier 1992. L'intérêt sur les emprunts de banque est établi au taux préférentiel de la banque plus ¼ pour cent par année. Les frais des acceptations de banque sont ¾ pour cent par année.

Cette entente est nantie par une débenture de sûreté supplémentaire de $350,000,000 avec une charge flottante sur les installations du terminal comme garantie et par la cession du bail avec la Société du port de Prince Rupert.

Au 31 décembre 1986, les prélèvements selon ces ententes étaient comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
a) Entente de crédit de construction—		
Emprunts de banque		65,000
Acceptations de banque, net des charges d'intérêts non amorties	197,940	134,036
	197,940	199,036
b) Entente pour un emprunt à crédit renouvelable—		
Emprunts de banque	1,900	600
Acceptations de banque, net des charges d'intérêts non amorties	3,995	
	5,895	600
	203,835	199,636

Basé sur les montants empruntés au 31 décembre 1986, selon les facilités de crédit, le remboursement du capital au cours de chacun des cinq prochains exercices s'élève à $738,000 en 1989, $1,918,000 en 1990 et $7,200,000 en 1991.

Les actions privilégiées de Classe A portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 18 % sur leur valeur attribuée. Les actions de Classe B portent un dividende fixe cumulatif au taux annuel de 20 % après impôt sur leur valeur attribuée. Le dividende annuel de 20 % sur les actions de Classe B est le produit net après avoir déduit un montant égal au total de l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés applicables au dividende.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

Les détenteurs des actions privilégiées des Classes A et B ont droit à des intérêts aux taux respectifs des dividendes au cas où les dividendes courus ne sont pas payés. L'intérêt non payé est composé annuellement aux mêmes taux respectifs. L'intérêt est couru depuis le 30 avril 1982. Les actions privilégiées sont rachetables à tout moment à leur valeur établie plus les dividendes et les intérêts courus. Les dividendes privilégiés et les intérêts arriérés au 31 décembre 1986 calculés aux taux d'imposition en vigueur à cette date pour les actions de Classe B s'élèvent à:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Actions privilégiées de classe A détenues par la Société canadienne des ports	19,745	12,930
Actions privilégiées de classe B détenues par Fednav Limited	46,567	29,764
	66,312	42,694

Les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986, en comparaison avec l'exercice terminé le 31 décembre 1985, indiquent:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Produits d'exploitation	28,793	30,855
Frais d'exploitation et d'administration	12,408	12,943
Amortissement	6,594	7,212
Frais d'intérêt	19,971	20,294
	38,973	40,449
Perte nette	(10,180)	(9,594)

6. Débentures de Saint John Harbour Bridge Authority

Saint John Harbour Bridge Authority (l'Administration) doit la somme de $14,153,000 ($14,257,000—en 1985) à la Société qui la doit au Canada, en conformité avec les dispositions du crédit L106B de la Loi des subsides nº 7, 1967, 1967-68, chap. 8. Les conditions relatives à l'intérêt et au remboursement des avances parlementaires accordées à la Société sont identiques à celles des débentures de l'Administration. Selon les conditions de l'entente entre le Canada et l'Administration, le Canada a, de fait, garanti le remboursement du capital et de l'intérêt sur ces débentures. Par conséquent, les débentures à recevoir et les emprunts et les avances à payer au Canada se compensent et ne sont donc pas inscrits au bilan, comme éléments d'actif et de passif. Ainsi donc, les revenus et frais d'intérêt de $971,000 ($978,000—en 1985), s'annulent également et n'apparaissent pas à l'état des résultats.

Le 9 juillet 1981, le Conseil du trésor a approuvé le transfert des responsabilités découlant de l'administration de la dette de Saint John Harbour Bridge Authority de même que l'emprunt remboursable au Canada des comptes de la Société à ceux de Transports Canada. Au 31 décembre 1986, ce transfert n'avait pas été parachevé.

7. Immobilisations

a) Sommaire

	1986				1985
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		5,591		5,591	35,647
Dragage	2,5-6,7	9,330	5,101	4,229	5,187
Installations d'amarrage	2,5-10	35,128	17,835	17,293	56,090
Immeubles	2,5-10	15,911	11,982	3,929	12,728
Services publics	3,3-10	2,884	1,282	1,602	6,405
Routes et surfaces	2,5-10	2,139	1,706	433	1,729
Machinerie et matériel	5-100	18,640	13,598	5,042	6,337
Mobilier et matériel de bureau	20	2,161	1,749	412	462
Projets en cours de construction		997		997	1,562
		92,781	53,253	39,528	126,147

b) Subventions pour projets d'immobilisations

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des subventions pour des projets d'immobilisations totalisant $12,993,000 ($14,127,000—en 1985) en vue de la construction de projets d'immobilisations.

c) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $232,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la plupart de ces montants au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1987.

8. Créditeurs et frais courus

Les postes suivants sont compris dans les créditeurs et frais courus:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Produits reportés	192	749
Tranche de la dette à long terme, échéant à moins d'un an	70	1,712

9. Financement fourni par une province

La province du Nouveau-Brunswick a fourni un montant de $25,000,000 pour le financement partiel de la construction du terminus Rodney, à Saint John. Au 31 décembre 1986, l'actif ainsi que le solde de la dette ont été transférés à la Société du port de Saint John.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PORTS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

10. Emprunts auprès du Canada

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant des taux d'intérêt variant de 6,44 % à 9,09 %, des paiements annuels de capital et d'intérêt réunis de $193,000 et échéant le 31 décembre 2000	1,632	29,362
Intérêt reporté		4,371
Moins: tranche échéant à moins d'un an	(70)	(1,712)
	1,562	32,021
Emprunts sans intérêt dont la date d'échéance est indéfinie	17,841	55,609
Intérêt couru sur emprunts n'étant pas dû et payable	5,490	15,514
	24,893	103,144

L'intérêt reporté au 31 décembre 1985 sur les emprunts de $19,737,000 pour la construction d'un terminus au port de Saint John, s'élève à $4,371,000 au 31 décembre 1985. En 1986, l'intérêt reporté a été remis par le Ministre des Finances et a été imputé au poste du capital d'apport.

Le remboursement du capital de la dette à long terme au cours de chacun des cinq prochains exercices s'élève à $70,000 en 1987, $75,000 en 1988, $81,000 en 1989, $87,000 en 1990 et $93,000 en 1991.

11. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $500,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages présumés subis sur les propriétés de la Société et diverses autres questions en litige et n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

12. Contribution auprès du (au) Canada

En 1982, la Société a reçu du Canada une contribution de $20,072,000 pour l'achat d'actions de Ridley Terminals Inc. Les termes et conditions du remboursement de la contribution étaient à être déterminés par le Conseil du trésor et la Société avant le 1er avril 1989.

En 1985, le Canada a demandé à diverses sociétés d'État une portion des liquidités qui dépassait leurs besoins. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de $133,000,000 a été demandée au réseau de Ports Canada, lequel comprenait, à ce moment, la Société canadienne des ports ainsi que les six sociétés de port locales.

La part de la Société, excluant la part du port de Saint John, s'élevait à $25,661,000, dont une somme de $20,072,000 a été imputée au poste «Contribution auprès du Canada», tel qu'autorisé par le ministre des Transports, et le solde de $5,589,000 a été inscrit au poste «Contribution au Canada».

13. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 1985 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée cette année.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

MANDAT

Exploiter un service postal qui soit financièrement autonome et dont le niveau de service répond aux besoins des Canadiens.

ANTÉCÉDENTS

En vertu de la *Loi sur la société canadienne des postes*, la Société est tenue de remplir son mandat tout en améliorant, qualitativement et quantitativement, ses prestations et ses produits et en veillant à l'autofinancement de son exploitation. Elle doit également viser à assurer l'efficacité de son exploitation par un déploiement rationnel de ses ressources humaines et en stimulant la conscience professionnelle et l'esprit de service chez son personnel. Le Canada verse des subsides à la Société relativement à l'industrie de l'édition, à l'envoi de colis postaux dans le Nord, au courrier parlementaire et au courrier des aveugles, ces deux derniers étant entièrement subventionnés. En outre, le subside d'exploitation représentent à l'heure actuelle environ 4 p. 100 des dépenses de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Alexander Campbell Confederation Heights Ottawa (Ontario) K1A 0B1
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Harvie Andre, c.p., député
MINISTÈRE	Consommation et Corporations
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; *Loi sur la Société canadienne des postes* (S.C. 1981, c. 54) proclamée le 16 octobre 1981
PREMIER DIRIGEANT	Donald H. Lander
PRÉSIDENT	Sylvain Cloutier
VÉRIFICATEUR	Maheu Noiseux et le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	2,629	2,451	2,370	2,403
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	1,598	1,576	1,602	1,645
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire*	232	184	347	306
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les fonds budgétaires ne comprennent pas les paiements spéciaux versés à l'égard du courrier des catégories culturelles ou autres.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

RESPONSABILITÉ VIS-À-VIS LA DÉCLARATION FINANCIÈRE

Le conseil d'administration est responsable des états financiers ainsi que de tout autre renseignement présenté dans ce rapport annuel conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et comprennent, lorsqu'il y a lieu, des données qui font appel à son jugement et à ses estimations.

La direction a développé et maintient des registres et documents comptables, des systèmes de contrôle et d'information financiers, de contrôle et d'information de gestion, ainsi que des pratiques de gestion. Ces systèmes et pratiques ont pour but d'assurer, à un degré raisonnable de certitude, que les biens sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société. Des vérifications internes sont effectuées pour évaluer ces systèmes et pratiques.

Le conseil d'administration s'assure que les cadres s'acquittent de leurs responsabilités à l'égard de la déclaration financière et du contrôle interne par l'intermédiaire du comité de vérification composé de cinq membres du conseil dont trois ne sont pas à l'emploi de la Société. Le comité de vérification se réunit au moins une fois par an afin d'examiner les états financiers et le rapport annuel des vérificateurs et pour conseiller à ce sujet le conseil d'administration. De plus, le comité de vérification surveille les activités de vérification interne de la Société et exécute les autres fonctions qui lui sont attribuées.

Les vérificateurs externes de la Société, le Vérificateur général du Canada et Maheu Noiseux, vérifient les états financiers et soumettent leur rapport au Ministre responsable de la Société canadienne des postes.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

Nous avons vérifié le bilan de la Société canadienne des postes au 31 mars 1987 ainsi que l'état de l'avoir du Canada, l'état d'exploitation et des coûts de restructuration extraordinaires et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues; et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des postes et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Comptables agréés
Maheu Noiseux

Ottawa, Canada
le 10 juin 1987

BILAN AU 31 MARS, 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
À court terme		
Encaisse	608,248	481,008
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	5,534	9,389
Administrations postales étrangères	78,829	80,456
Autres	10,298	8,731
Frais payés d'avance	37,833	35,821
	740,742	615,405
Immobilisations (notes 3 et 8a)		
Terrains, bâtiments et équipement	1,913,668	1,800,238
Moins: l'amortissement accumulé	412,829	321,821
	1,500,839	1,478,417
Autres		
Avantages reportés reliés à la cessation d'emploi	386,939	357,606
Musée national des postes (note 4)	1	1
	386,940	357,607
	2,628,521	2,451,429

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1987	1986
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus		
Gouvernement du Canada	140,020	101,510
Administrations postales étrangères	6,408	8,511
Autres	98,610	63,928
Salaires et avantages	183,186	144,200
Revenus reportés	145,973	133,506
Mandats-poste en circulation	61,362	59,217
Dépôts	7,683	7,033
	643,242	517,905
Avantages reliés à la cessation d'emploi (note 5)	386,939	357,606
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	1,739,388	1,678,218
Pertes d'exploitation non financées accumulées	(102,300)	(102,300)
Coûts de restructuration extraordinaires accumulés, récupérables à même les tarifs de port futurs (note 6)	(38,748)	
	1,598,340	1,575,918
	2,628,521	2,451,429

Dettes éventuelles (note 7)

Approuvé par le conseil d'administration:

Président du conseil d'administration
SYLVAIN CLOUTIER

Président du comité de vérification
DANIEL J. SCANLAN

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

AVOIR DU CANADA
EXERCICE CLOS LE 31 MARS, 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Capital d'apport		
Au début de l'exercice	1,678,218	1,677,692
Crédits parlementaires pour les dépenses en capital, les coûts de restructuration extraordinaires et pour fins spéciales (note 8a)	61,170	526
À la fin de l'exercice	1,739,388	1,678,218
Pertes d'exploitation non financées accumulées		
Au début de l'exercice	102,300	76,157
Perte d'exploitation non financée		26,143
À la fin de l'exercice	102,300	102,300
Coûts de restructuration extraordinaires accumulés, récupérables à même les tarifs de port futurs		
Au début de l'exercice		
Additions de l'exercice (note 6)	38,748	
Amortissement de l'exercice		
À la fin de l'exercice	38,748	
Avoir du Canada	1,598,340	1,575,918

EXPLOITATION ET COÛTS DE RESTRUCTURATION EXTRAORDINAIRES
EXERCICE CLOS LE 31 MARS, 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenus		
Courrier		
Affranchissement	2,500,129	2,340,887
Subventions pour usagers des postes (note 8b)	254,093	225,093
	2,754,222	2,565,980
Règlements internationaux	136,917	119,387
Location des cases postales	23,019	18,602
Ventes de produits philatéliques et ventes au détail	20,986	21,760
Droits sur mandats-poste	17,273	15,936
Autres	17,639	16,009
	2,970,056	2,757,674
Dépenses		
Salaires et avantages	2,243,224	2,208,379
Transport	317,979	306,612
Frais relatifs aux bâtiments	191,170	136,088
Amortissement	85,690	79,534
Règlements internationaux	70,175	66,663
Approvisionnements	54,339	45,633
Déplacements et communications	43,599	35,435
Services d'ordinateur, de sécurité et services professionnels	35,718	32,402
Commissions et honoraires	28,129	31,293
Location, réparations et entretien	9,936	9,066
Publicité et publications	7,808	7,593
Autres	11,270	9,403
	3,099,037	2,968,101
Perte d'exploitation	128,981	210,427
Amortissement des coûts de restructuration extraordinaires		
Financement du gouvernement (note 8c)	128,981	184,284
Perte d'exploitation non financée		26,143
Coûts de restructuration extraordinaires, récupérables à même les tarifs de port futurs (note 6)	38,748	

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS, 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Encaisse en provenance de l'exploitation		
Perte d'exploitation	(128,981)	(210,427)
Éléments n'exigeant pas de sortie de fonds		
Amortissement	85,690	79,534
Perte lors de l'aliénation d'immobilisations	4,369	883
	(38,922)	(130,010)
Financement du gouvernement	128,981	184,284
Évolution des éléments du fonds de roulement autres que l'encaisse		
Débiteurs	3,915	(10,495)
Créditeurs et frais courus	71,089	83,414
Revenus reportés	12,467	9,469
Mandats-poste en circulation	2,145	(3,950)
Autres	37,624	13,379
	217,299	146,091
Encaisse pour restructuration extraordinaire		
Coûts de restructuration extraordinaires, récupérables à même les tarifs de ports futurs	(38,748)	
Encaisse en provenance du financement		
Crédits parlementaires pour les dépenses en capital, les coûts de restructuration extraordinaires et pour fins spéciales	61,170	526
Encaisse investie		
Acquisitions de terrains et bâtiments	(42,185)	(15,394)
Acquisitions d'équipement	(72,828)	(40,529)
	(115,013)	(55,923)
Crédit parlementaire pour fins spéciales	502	435
Produits lors de l'aliénation d'immobilisations	2,030	688
	(112,481)	(54,800)
Augmentation de l'encaisse	127,240	91,817
Encaisse au début de l'exercice	481,008	389,191
Encaisse à la fin de l'exercice	608,248	481,008
Représentée par		
Encaisse	549,997	423,696
Fonds en fiducie pour mandats-poste	58,251	57,312

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987

1. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes le 16 octobre 1981 pour exploiter un service postal qui s'autofinance tout en offrant un service dont les normes répondent aux besoins de la population du Canada. Il s'agit d'une société d'État comprise à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière et elle est mandataire de Sa Majesté. La Société est exemptée de l'impôt sur le revenu.

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, tous les biens, droits, obligations et responsabilités du ministère des Postes sont transférés du gouvernement du Canada à la Société.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables suivies par la Société se résument comme suit:

a) Réglementation des tarifs

La Loi sur la Société canadienne des postes stipule que la Société peut, par règlement, préciser des tarifs de port qui

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Suite*

sont justes et réalistes pour permettre d'assurer des recettes qui, jointes à celles d'autres sources, suffisent à équilibrer les dépenses engagées par la Société dans le cadre de son exploitation. La Société doit publier les projets de règlements pour que toute personne intéressée puisse présenter ses observations au Ministre responsable pour la Société. Ensuite, le Ministre soumet les règlements à l'examen du gouveneur en conseil qui doit donner son approbation ou refuser les règlements.

Avec l'approbation du gouverneur en conseil comme chargé de la réglementation des tarifs, la Société peut inclure certains coûts dans ses frais d'exploitation de base à des fins de détermination des tarifs postaux. Ceci peut amener que certains coûts, qui autrement seraient imputés à l'exploitation courantes, puissent être reportés. Dans pareils cas, ces coûts sont amortis et récupérés à même les tarifs de port futurs sur la base spécifiée par le chargé de la réglementation des tarifs.

b) Immobilisations et amortissement

Les terrains, les bâtiments et le matériel qui ont été transférés du gouvernement du Canada le 16 octobre 1981, ont été comptabilisés à leur juste valeur à cette date, établie de façon suivante:

Terrains	— À la valeur marchande fondée sur leur utilisation
Bâtiments	— Au coût de remplacement non amorti
Équipement, véhicules, mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	— Au coût de remplacement non amorti ou au coût d'origine moins l'amortissement estimatif

La valeur marchande des terrains et le coût de remplacement non amorti des bâtiments transférés du gouvernement du Canada ont été déterminés par une évaluation indépendante. Les acquisitions effectuées après le 16 octobre 1981 sont comptablisées au prix coûtant.

Le petit matériel a été comptabilisé au coût de remplacement estimatif non amorti au 16 octobre 1981. Les acquisitions ultérieures ajoutées à la base sont comptabilisées au prix coûtant. Le remplacement des sacs postaux et des cases à serrure est imputé aux dépenses d'exploitation au moment de l'achat.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pendant la durée d'utilisation estimative des éléments d'actif suivants:

Bâtiments	30 et 40 ans
Équipement	de 4 à 30 ans
Véhicules (autres que les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit)	de 6 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	de 5 à 20 ans
Petit matériel–matériel de rue et monoteneurs	de 5 à 15 ans

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif à un taux annuel de 30 pour 100 pour tous les véhicules pour passagers et les véhicules utilitaires à service réduit.

c) Avantages reliés à la cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des avantages précis reliés à la cessation d'emploi, calculés selon les salaires en vigueur à la date de cessation, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi.

Avec l'approbation du chargé de la réglementation des tarifs, la Société reporte le coût des avantages reliés à la cessation d'emploi non payés acquis par les employés jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de s'autofinancer (prévu pour l'exercice se terminant le 31 mars 1989). Par conséquent, la valeur actualisée des coûts prévus pour les avantages reliés à la cessation d'emploi non payés est comptabilisée comme une dette à long terme contrebalancée par une charge reportée, puisque ces coûts seront récupérés à même les recettes postales futures et/ou le financement du gouvernement (notes 5 et 8c). Cette charge reportée est amortie et imputée aux dépenses d'exploitation en fonction du paiement de la dette et de la récupération à même les recettes postales et/ou le financement du gouvernement.

d) Comptabilisation des revenus

Les montants reçus et pour lesquels les services afférents n'ont pas encore été rendus à la fin de l'exercice sont reportés.

e) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires représentant des contributions du gouvernement sont crédités à l'Avoir du Canada lorsque les coûts sont engagés. Cependant, lorsque des éléments en capital sont financés en vertu d'un programme d'assistance du gouvernement, ce financement est porté en diminution du coût en capital. Tel que décrit à la note 8a, les montants non-engagés sont inscrits comme une dette à court terme au gouvernement du Canada.

Les crédits parlementaires représentant les subventions pour usagers des postes et le financement du gouvernement sont crédités à l'exploitation de l'exercice au cours duquel ils se rapportent, tel qu'indiqué à la note 8b et c.

f) Indemnités pour accidents du travail

La Société prend en charge tous les risques reliés aux demandes d'indemnisation pour les accidents de travail. Les coûts estimatifs de ces réclamations pour blessures subies au travail sont imputés aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice pendant lequel la blessure a été subie. Toutes les indemnités versées pour des blessures subies avant le 16 octobre 1981 par des employés sont assumées par le gouvernement du Canada puisque cette responsabilité incombe au ministère du Travail.

g) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique que le gouvernement du Canada administre. Les cotisations de la Société au régime se limitent, d'après les lois actuelles, à un montant égal au montant des cotisations versées par les employés au titre des services courants. Ces cotisations, qui s'élevaient à $96,265,000 ($96,360,000 en 1986), représentent les obligations totales de la Société au titre du régime de retraite; ces cotisations sont comptabilisées à l'exploitation de l'exercice courant. D'après les lois actuelles, la Société n'est pas tenue de verser une cotisation au titre des insuffisances actuarielles du Compte de pension de la Fonction publique ou au titre d'imputations au Fonds du revenu consolidé pour l'indexation des prestations en vertu de la Loi sur les Prestations de retraite supplémentaires.

h) Coûts de restructuration extraordinaires, à être récupérés à même les tarifs de port futurs

La Société a entrepris certains programmes qui font partie de la restructuration majeure du système postal actuel afin de

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Suite*

rencontrer les normes d'exploitation et de rendement du service spécifiées. Les coûts de ces programmes sont exceptionnels, non répétitifs et de nature stratégique.

Avec l'approbation du chargé de la réglementation des tarifs, ces coûts seront récupérés à même les tarifs de port futurs et comme tels sont amortis sur une base linéaire au cours des cinq années qui suivent.

En attendant l'amortissement et le recouvrement de ces coûts à mêmes les tarifs de port futurs, ces coûts sont reflétés dans l'état d'exploitation et des coûts de restructuration extraordinaires comme ayant été engagés, et s'accumulent en réduction de l'avoir du Canada.

Dans le cas où la Société détermine qu'il n'y a pas d'assurance raisonable à l'effet que des coûts particuliers seront récupérés, ces coûts non recouvrables seront imputés à l'exploitation courante.

i) Conversion en devises étrangères

Les revenus et les dépenses ayant trait aux opérations avec des administrations postales étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération. Les montants à payer ou à recevoir de ces administrations étrangères à la date du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les gains ou les pertes porvenant de la conversion des dévises étrangères sont portés aux comptes d'exploitation.

3. Immobilisations

	1987			1986
	Prix coûtant ou juste valeur	Amortissement accumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	241,704		241,704	237,564
Bâtiments	1,013,603	195,520	818,083	810,046
Équipement	431,095	148,351	282,744	301,103
Véhicules	71,431	35,801	35,630	26,774
Petit matériel				
sacs postaux et cases à serrure	24,325		24,325	27,251
matériel de rue et monoteneurs	40,174	12,232	27,942	14,450
Mobilier et matériel de bureau et des comptoirs de vente	91,336	20,925	70,411	61,229
	1,913,668	412,829	1,500,839	1,478,417

4. Musée national des postes

La Société exploite un musée qui contient du matériel philatélique, des objets de collection, une bibliothèque spécialisée, des expositions qui remontent à l'origine du service postal ainsi que d'autres pièces commémoratives. Puisque ces collections, expositions et livres ne sont pas destinés à la vente et que leur valeur n'est pas déterminée, un montant symbolique de $1,000 leur a été attribué dans les états financiers.

5. Avantages reliés à la cessation d'emploi

Lors de sa constitution le 16 octobre 1981, la Société a assumé la dette au titre des avantages reliés à la cessation d'emploi acquis par les employés du ministère des Postes. En plus, la Société a comptabilisé la dette pour les avantages acquis par les employés de la Société depuis le 16 octobre 1981. La valeur actualisée de ces dettes prévues et les coûts reportés correspondants non amortis et non imputés aux dépenses d'exploitation au 31 mars se chiffrent à:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Accumulés au 16 octobre 1981	240,949	239,643
Accumulés après le 16 octobre 1981	145,990	117,963
	386,939	357,606

Le total imputé aux dépenses d'exploitation pour les avantages reliés à la cessation d'emploi s'est chiffré à $15,633,900 ($29,788,690 en 1986).

6. Coûts de restructuration extraordinaires, récupérables à même les tarifs de port futurs

Au cours de l'année, la Société a encouru des coûts qui ont contribué à la restructuration du système postal actuel afin de rencontrer les normes d'exploitation et de rendement du service spécifiées. Ces coûts, d'un montant total de $38,748,000 sont associés à la réduction du personnel, et au développement et à la mise en place de systèmes de gestion et d'exploitation et seront récupérés à même les tarifs de port futurs. Ces coûts seront amortis sur une base linéaire au cours des cinq prochaines années.

7. Dettes éventuelles

a) Deux plaintes ont été déposées auprès de la Commission canadienne des droits de la personne alléguant qu'il y a eu discrimination au sujet de travail à valeur égale. Une entente a été conclue, sans résultat rétroactif, pour une des plaintes. Cette entente a été déposée devant la Commission afin d'être ratifiée. La Commission poursuit présentement son enquête de la deuxième plainte. On ne peut, à ce moment, établir le résultat de cette enquête. Les frais éventuels reliés à ces plaintes, advenant qu'elles soient justifiées, seront récupérés à même les tarifs de port futurs (conformément à la Loi sur la Société canadienne des postes), et/ou du gouvernement du Canada.

b) Les employés peuvent accumuler des congés de maladie. Toutefois, ces congés ne constituent pas des droits acquis mais plutôt des réserves en cas de maladies futures. Les frais éventuels reliés aux congés de maladie accumulés auxquels les employés auront droit ne peuvent pas être déterminés de façon précise. Les congés de maladie sont imputés aux dépenses d'exploitation au fur et à mesure qu'ils sont payés.

8. Crédits parlementaires

a) Crédits parlementaires pour les dépenses en capital, les coûts de restructuration extraordinaires et pour fins spéciales

Le gouvernement du Canada contribue aux acquisitions d'immobilisations et aux coûts de restructuration extraordinaires par l'entremise d'un crédit parlementaire pour les dépenses en capital et les coûts extraordinaires requis. Dans les années antérieures, la Société a reçu aussi des crédits parlementaires pour fins spéciales. Les crédits parlementaires ont été répartis comme suit:

SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 MARS 1987—*Fin*

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Solde non déboursé au début de l'exercice	2,261	2,492
Crédits parlementaires		
Dépenses en capital et coûts extraordinaires	103,000	
Fins spéciales		730
Total disponible	105,261	3,222
Crédité comme suit		
Avoir du Canada		
Dépenses en capital et coûts de restructuration extraordinaires	59,963	
Fins spéciales	1,207	526
Acquisitions d'immobilisations (aide du gouvernement)	502	435
Total déboursé	61,672	961
Solde non déboursé à la fin de l'exercice (au passif à court terme)	43,589	2,261

b) Subventions pour usagers des postes

Le gouvernement du Canada appuie l'industrie de l'édition par le biais de paiements qui compensent la Société pour les recettes postales réduites provenant de ce secteur. Conformément à la politique du gouvernement, la Société reçoit aussi une compensation pour subventionner les tarifs postaux pour les publications gouvernementales gratuites, la littérature pour les aveugles et pour le service de transport aux communautés du Grand Nord. Les subventions reçues sont les suivantes:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Ministère de la Consommation et des Corporations	199,000	170,000
Ministère des Communications	55,093	55,093
	254,093	225,093

Il est anticipé que lorsque la politique gouvernementale exige de la Société qu'elle offre des services moyennant des frais inférieurs aux coûts, la Société continuera de recevoir des subventions afin de compenser la perte de revenu.

c) Financement du gouvernement

Aux termes de la Loi sur la Société canadienne des postes, lorsque les revenus annuels de la Société sont insuffisants pour lui permettre de payer tous ses frais d'exploitation et ses frais imputables sur le revenu, le montant du déficit doit être intégré, sous forme d'un article portant affectation de crédits aux déficits, dans le prochain budget présenté au Parlement.

À la suite de l'accord avec le gouvernement du Canada, l'affectation annuelle de crédits aux déficits en ce qui a trait à la perte, l'exploitation est de $128,981,000 ($184,284,000 en 1986).

9. Engagements découlant de contrats de location

La Société loue certaines installations en vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates entre 1988 et 2001. Les paiements minimums futurs que la Société devra verser aux termes des contrats de location-exploitation de plus d'un an sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
1988	32,883
1989	28,561
1990	22,421
1991	16,759
1992	13,357
1993 à 2001	31,013
	144,994

10. Opérations entre apparentés

La Société a conclu les opérations suivantes avec ses apparentés en plus de celles présentées ailleurs dans les présents états financiers.

a) Gestion des biens immobiliers

La Société a une entente avec le ministère des Travaux publics pour la gestion de la plupart de ses biens immobiliers. Ses frais de gestion, ainsi que les frais d'exploitation, d'entretien, de location et autres frais relatifs aux bâtiments y compris les subventions tenant lieu d'impôts fonciers, engagés par le ministère des Travaux publics et imputés aux dépenses d'exploitation, se chiffrent à $176,200,000 ($130,840,000 en 1986 excluant les subventions tenant lieu d'impôts fonciers). Un revenu provenant de loyers à des tiers se chiffre à $10,130,000 ($6,320,000 en 1986). Ce revenu est compris dans les autres revenus. Les dépenses en immobilisations et les frais de gestion associés se chiffrent à $31,240,000 ($13,270,000 en 1986).

b) Financement

Actuellement, les recettes de la Société sont déposées au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada et ses dépenses sont payées à même ce Fonds. Dans le cas où les recettes disponibles de la Société sont insuffisantes pour acquitter à leur échéance tous les frais d'exploitation et les frais imputables sur le revenu, le ministre des Finances peut, après approbation, mettre à la disposition de la Société les montants nécessaires pour lui permettre de faire face à toutes ces obligations. Aucun intérêt n'est imputé à la Société et celle-ci ne reçoit aucun intérêt sur le solde dans le Fonds du revenu consolidé.

c) Mandats-poste

Les fonds reçus de l'émission de mandats-poste sont déposés en fiducie au crédit de la Société dans le Fonds du revenu consolidé du gouvernement du Canada jusqu'au moment où ces fonds sont requis pour le remboursement des mandats-poste et/ou les règlements avec les administrations postales étrangères. Aucun intérêt n'a été reçu des fonds en dépôt et aucun frais n'a été imputé par le gouvernement du Canada pour les dépenses relatives au paiement ou au remboursement des mandats-poste.

d) Autres

Dans le cours normal des affaires, la Société effectue diverses opérations avec le gouvernement du Canada, ses agences et d'autres sociétés d'État. Parmi ces opérations, la Société fournit des services postaux et achète des services de transport aérien et ferroviaire.

11. Négociations de conventions collectives

Les conventions collectives entre la Société et toutes ses unités de négociation ont expiré. Les négociations, qui ont commencé avant la date d'expiration, sont en cours.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

MANDAT

Promouvoir la construction de nouvelles habitations, la réparation et la rénovation des habitations existantes et l'amélioration des conditions de vie et de logement.

ANTÉCÉDENTS

Établie en 1946, la Société fait fonction de mandataire du gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions et de contributions de manière à promouvoir l'habitation et le développement communautaire; elle effectue des recherches et fournit des conseils en matière de politique au gouvernement; elle gère le Fonds d'assurance hypothécaire qui vise principalement à assurer une source suffisante de fonds hypothécaires pour l'habitation. Enfin, elle prête à des groupes ou à des particuliers à des fins d'habitation et elle investit dans des projets touchant l'habitation.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	682, Chemin de Montréal Ottawa (Ontario) K1A 0P7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté (sauf en ce qui concerne l'art. 14 de sa loi habilitante)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1946; *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement* (S.R.C. 1970, C-16)
PREMIER DIRIGEANT	George D. Anderson
PRÉSIDENT	Robert E. Jarvis, c.r.
VÉRIFICATEUR	Deloitte Haskins & Sells

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984	1983 (reformulé)
À la fin de l'exercice				
Actif total	9,815	10,051	10,277	10,383
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	9,544	9,802	9,990	10,212
Avoir du Canada	50	50	50	50
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	1,355	1,656	1,728	1,890
— non budgétaire	222	293	374	424

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

LES RAPPORTS FINANCIERS, UNE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

C'est à la direction de la Société qu'il incombe d'établir et de tenir un ensemble de documents comptables, de contrôles internes et de pratiques de gestion qui lui permettent, avec un degré raisonnable de certitude, de produire des données financières fiables, de protéger et contrôler ses actifs, de diriger ses opérations conformément aux lois et règlements qui la régissent, de gérer ses ressources avec compétence et économie et d'exercer ses activités avec efficacité.

La direction est en outre tenue d'assurer l'intégrité et l'objectivité des états financiers. Elle a dressé au 31 décembre 1986 les états financiers ci-joints conformément aux conventions comptables décrites dans les notes afférentes et appliquées d'une manière uniforme. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport annuel correspondent à celles qu'on retrouve dans les états financiers.

Pour sa part, le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière et de contrôle interne. Le Conseil assume cette charge par l'entremise du Comité de vérification dont la majorité des membres ne sont pas des dirigeants de la Société. Le Comité tient périodiquement des réunions avec la direction, les vérificateurs internes de la Société et le vérificateur externe indépendant, afin d'étudier la façon dont ces groupes remplissent leur mission et afin de s'entretenir sur les questions de vérification, de contrôle interne et sur d'autres questions financières pertinentes. Le Comité de vérification a examiné les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration. Celui-ci a ensuite revu attentivement les états financiers et les a approuvés.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur de la Société, Robert D. Hepburn, C.A., du cabinet Deloitte Haskins & Sells et ses rapports présentent une opinion impartiale sur les états financiers soumis au ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Président et premier dirigeant
G.D. Anderson

Vice-président principal intérimaire
Ressources
N.E. Hallendy

Ottawa, Canada
le 23 février 1987

ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1986

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a été constituée en société de la Couronne, par une loi fédérale, le 1[er] janvier 1946. Ses activités sont régies par la Loi nationale sur l'habitation, la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et, à certains égards par la Loi sur l'administration financière. Ses principales activités se résument comme suit:

Compte corporatif

Permet le financement de l'habitation et l'amélioration des collectivités suivant des modalités précises et à des taux d'intérêt normalement équivalents à ceux du marché, lesquels sont généralement supérieurs aux taux que la Société paie sur les sommes qu'elle emprunte au gouvernement du Canada.

Compte du Ministre

Permet de verser certains montants ou d'engager des frais relatifs à l'application de programmes d'habitation au nom du gouvernement du Canada. Ces débours et frais comprennent entre autres, des subsides, contributions, subventions, renonciations de prêts, pertes sur biens immobiliers, pertes en vertu d'ententes fédérales-provinciales, pertes sur taux d'intérêt, frais de recherche et de développement et certains frais administratifs. Provision est faite pour ces paiements et frais dans le budget principal et dans les budgets des frais supplémentaires qui sont soumis au Parlement. Celui-ci donne son approbation par le biais de lois portant affectation de crédits et de pouvoirs réglementaires qui autorisent le Ministre responsable à rembourser la Société de ces paiements et frais pour l'exercice financier s'y rapportant.

Fonds gérés

Permettent de gérer certains fonds d'assurance et caisses d'assurance et de garantie pour le compte du gouvernement du Canada. Le Fonds d'assurance hypothécaire est l'outil principal visant à établir un climat de confiance qui permette aux établissements financiers du secteur privé d'exercer leurs activités de prêts hypothécaires. Cet instrument facilite l'offre des capitaux destinés aux prêts pour le logement, en réduisant le risque du prêteur et en favorisant le marché secondaire des prêts hypothécaires, et par conséquent facilite l'accès aux logements pour les Canadiens.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'HONORABLE STEWART D. McINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE
D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

J'ai vérifié le bilan de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte corporatif au 31 décembre 1986, ainsi que l'état des résultats et du fonds de réserve et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Je déclare également qu'à mon avis, les opérations de la Société qui ont été portées à mon attention au cours de ma vérification des états financiers se conforment sous tous les rapports importants à la Loi sur l'administration financière et aux règlements connexes, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation, aux statuts de la Société et aux directives données à cette dernière.

du cabinet Deloitte Haskins & Sells
Robert D. Hepburn, C.A.

Ottawa, Canada
le 23 février 1987

COMPTE CORPORATIF

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986		1985	
Prêts et Placements—Tableau				
Logement du marché	1,890,335		2,044,579	
Logement social	6,497,463		6,475,292	
Aide au logement	1,352,168	9,739,966	1,435,968	9,955,839
Débiteurs				
Du Ministre	26,301		13,188	
Autres	11,587	37,888	17,455	30,643
Impôts reportés		7,691		7,199
Locaux, matériel et mobilier de bureau, au coût	39,030		35,939	
Amortissement cumulé	24,309	14,721	21,916	14,023
Autres éléments d'actif		14,866		5,699
		9,815,132		10,013,403

PASSIF	1986		1985	
Emprunts au gouvernement du Canada		9,513,779		9,761,059
Chèques émis excédant les montants en dépôt		149,998		106,532
Créditeurs et frais courus				
Au receveur général du Canada	30,472		40,853	
Aux fonds gérés	3,675		886	
Autres	53,643	87,790	49,172	90,911
Dette non provisionnée de la Caisse de retraite		13,565		4,901
		9,765,132		9,963,403
CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE				
Capital				
Autorisé et entièrement libéré par le gouvernement du Canada	25,000		25,000	
Fonds de réserve	25,000	50,000	25,000	50,000
		9,815,132		10,013,403

Voir les notes afférentes.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DES RÉSULTATS ET FONDS DE RÉSERVE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986		1985	
Logement du marché				
Intérêts créditeurs	176,772		197,052	
Profit (perte) sur vente de biens immobiliers	(27)		14,242	
	176,745		211,294	
Intérêts débiteurs	159,501	17,244	171,387	39,907
Logement social				
Intérêts créditeurs	585,456		581,397	
Profit sur vente de biens immobiliers	4,528		463	
	589,984		581,860	
Intérêts débiteurs	551,618	38,366	547,604	34,256
Aide au logement				
Intérêts créditeurs	122,141		129,049	
Profit sur vente de projets de regroupement de terrains	9,535		12,172	
Profit (perte) sur vente de biens immobiliers	738		(1,380)	
	132,414		139,841	
Intérêts débiteurs	113,017	19,397	118,909	20,932
Autres intérêts créditeurs		8,597		11,511
Marge sur activités de financement		83,604		106,606
Services à des tiers		9,064		13,023
		92,668		119,629
Frais administratifs		44,250		44,560
Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire		48,418		75,069
Impôts				
—Exigibles	24,343		34,042	
—Reportés	(492)	23,851	1,776	35,818
Bénéfice avant poste extraordinaire		24,567		39,251
Poste extraordinaire				5,356
Bénéfice net		24,567		33,895
Fonds de réserve au début de l'exercice		25,000		25,000
		49,567		58,895
Virement au receveur général du Canada		24,567		33,895
Fonds de réserve à la fin de l'exercice		25,000		25,000

Voir les notes afférentes.

COMPTE CORPORATIF

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse provenant de l'exploitation		
Bénéfice avant impôts et poste extraordinaire	48,418	75,069
Ajouter (déduire): évolution nette des intérêts courus	5,520	(9,996)
amortissement	2,393	2,190
	56,331	67,263
Remboursements des prêts et des placements	453,686	587,885
Emprunts au gouvernement du Canada	222,100	293,000
Diminution des sommes à recevoir du Ministre		8,630
Augmentation des sommes à payer aux fonds gérés	2,789	
Autres	8,018	
	742,924	956,778
Encaisse utilisée pour l'exploitation		
Augmentation des prêts et des placements	244,108	351,355
Remboursement d'emprunts au gouvernement du Canada	468,606	478,074
Diminution de la dette non provisionnée de la caisse de retraite	1,273	2,691
Augmentation des sommes à recevoir du Ministre	13,113	
Diminution des sommes à payer aux fonds gérés		874
Cotisation exceptionnelle à la caisse de retraite		10,135
Autres		47,028
Paiements au receveur général du Canada		
—Impôts fédéraux	25,284	28,086
—Excédent du fonds de réserve	33,895	39,654
—Autres	111	122
	786,390	958,019
Diminution de l'encaisse	43,466	1,241

Voir les notes afférentes.

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 DÉCEMBRE 1986

1. Principales conventions comptables

Les états financiers du Compte corporatif de la Société sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les états financiers du Fonds d'assurance hypothécaire et des Caisses d'assurance et de garantie ne sont pas consolidés avec les présents états financiers. Les principales conventions comptables observées par la Société sont les suivantes:

a) Prêts

Les prêts sont capitalisés au fur et à mesure qu'ils sont avancés. Lorsque certains prêts contiennent des clauses de remise, cette dernière est comptabilisée et recouvrée du Ministre au moment même où les prêts sont accordés. Les prêts consentis en vertu de certains programmes entraînent des pertes sur taux d'intérêt, qui sont également recouvrées du Ministre. Aucune provision pour pertes sur prêts n'a été constituée. Les pertes sur les prêts assurés sont indemnisées à même le Fonds d'assurance hypothécaire, tandis que les pertes sur les biens acquis à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés, sont recouvrées selon les modalités décrites à la rubrique «Biens immobiliers». Les autres pertes sur les prêts non assurés sont recouvrables du Ministre.

b) Ententes fédérales-provinciales

Les prêts et les placements sont effectués en vertu d'ententes de partage des frais avec les provinces et les territoires pour encourager la construction de logements locatifs, le regroupe-

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

ment de terrains, les habitations coopératives, le logement pour les ruraux et les autochtones et la remise en état de logements. Les états financiers ne tiennent compte que de la quote-part de la Société dans les coûts ainsi que des intérêts capitalisés. La quote-part de la Société dans les subventions et les pertes relatives à ces ententes est recouvrée du Ministre. Les gains sur l'aliénation de regroupements de terrains sont comptabilisés comme revenu dans le Compte corporatif. En comptabilisant les prêts et les placements fédéraux-provinciaux, la Société se fie, dans la plupart des cas, aux renseignements fournis par les provinces et les territoires.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers comprennent les propriétés et les terrains vagues acquis directement par la Société, sans frais par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés. Tous les biens immobiliers sont comptabilisés au coût, incluant les frais d'acquisition, de modernisation et d'amélioration.

Les frais de possession des biens immobiliers acquis directement par la Société sont capitalisés tant que la valeur d'expertise de ces biens immobiliers n'a pas été atteinte; par la suite ces frais sont imputés à l'exploitation du Compte corporatif. Les profits et les pertes nets sur l'aliénation de ces biens sont portés au Compte corporatif.

Les frais de possession des immeubles acquis sans frais par le biais du gouvernement du Canada ou à la suite d'un manquement aux conditions de prêts non assurés sont capitalisés. Les pertes et les profits nets sur l'aliénation de ces biens immobiliers sont versés au Ministre ou recouvrés de ce dernier.

Toutes les pertes nettes d'exploitation des immeubles sont recouvrées du Ministre.

d) Amortissement

L'amortissement des biens immobiliers est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire fixé sur la durée d'utilisation estimative des immeubles.

La Société amortit ses locaux administratifs, son matériel et son mobilier selon la méthode de l'amortissement dégressif.

e) Régime de retraite des employés

Le coût relatif aux services courants du régime de retraite des employés de la Société et les intérêts sur la dette non provisionnée sont comptabilisés comme frais administratifs au cours de l'exercice. Les gains ou les pertes actuariels sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont constatés. Une étude actuarielle est réalisée au moins tous les trois ans, conformément aux dispositions de la Loi sur les normes des prestations de pension.

f) Fonds de réserve

Le bénéfice ou la perte après impôts sur le revenu est viré(e) au Fonds de réserve, dont la limite est fixée par décret à 25 millions de dollars. L'excédent est viré au crédit du receveur général du Canada.

g) Intérêts créditeurs et débiteurs

Les intérêts créditeurs et débiteurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

2. Emprunts au gouvernement du Canada

En vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement et des articles 40 et 55 de la Loi nationale sur l'habitation, la Société emprunte au gouvernement du Canada les fonds nécessaires au financement des prêts et des placements. Ces emprunts s'appuient sur des débentures ou d'autres titres de créance qui portent intérêt à divers taux et sont remboursables sur des périodes n'excédant pas cinquante ans.

3. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de poursuites dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. On ne prévoit pas que les demandes en instance au 31 décembre 1986 entraînent des conséquences importantes pour la situation financière de la Société. Cependant, en 1982, un grand nombre de poursuites en dommages-intérêts d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars au 31 décembre 1986 ont été intentées contre la Société et des tierces parties à la suite de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet aucune responsabilité dans ces affaires, mais, tant que les causes n'auront pas été entendues devant les tribunaux, il est impossible de déterminer s'il existe une responsabilité à ce sujet. En conséquence, aucune provision pour pertes éventuelles découlant de ces poursuites n'a été constituée dans les états financiers. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

4. Recouvrement des pertes sur intérêt

La Société a été autorisée par le gouvernement du Canada à approuver certains prêts et ententes fédérales-provinciales à taux réduit et à recouvrer cette perte du gouvernement. Les recouvrements d'intérêt sont inclus dans les intérêts créditeurs. Les recouvrements par programme se présentent comme suit:

	1986	1985
	(en millions de dollars)	
Logement du marché	63.8	59.0
Logement social	18.7	19.3
Aide au logement	1.2	1.3

5. Services à des tiers

Les services à des tiers comprennent, entre autres, l'administration des subventions en vertu du Programme d'isolation thermique des résidences canadiennes effectuée pour le compte du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources Canada, les inspections et l'administration de prêts hypothécaires pour des tiers.

6. Évaluation actuarielle de la caisse de retraite de la SCHL

La Société a créé une caisse de retraite à prestations déterminées et a cotisation obligatoire pour tous ses employés permanents qui satisfont à certains critères d'admissibilité. Cette caisse prévoit des rentes calculées sur le salaire annuel moyen de toute période de six ans multiplié par le nombre d'années de service crédité.

Les frais administratifs de la Société en 1986 comprennent une charge de 9,9 millions de dollars qui représente l'augmentation de l'obligation non provisionnée des prestations éventuelles dont le montant a été établi à la suite d'une évaluation actuarielle de la Caisse au 1er janvier 1986.

L'écart cumulatif entre les montants imputés à l'exploitation et le montant du financement est présenté au bilan comme une dette. Cette dette sera provisionnée par versements annuels jusqu'en l'an 2000.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE CORPORATIF

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

7. Frais administratifs

Le total des frais administratifs de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 s'établit à 178,5 millions de dollars (174,6 millions en 1985). Ces frais administratifs ont été répartis entre le Compte corporatif, le Compte du Ministre et les Fonds gérés.

8. Engagements

Les engagements sur les prêts et les placements s'élevaient à 435 millions de dollars au 31 décembre 1986 (495 millions de dollars en 1985).

9. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1985 ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986. Les chiffres de 1985 proviennent des états financiers sur lesquels Paul-André Michaud, C.A., du cabinet Samson Bélair a émis une opinion.

COMPTE CORPORATIF

TABLEAU DES PRÊTS ET PLACEMENTS
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Logement du marché		
Prêts	1,813,615	1,960,040
Ententes fédérales-provinciales		
Prêts	61,155	70,386
Biens immobiliers		
Placements dans des projets d'habitation	1,314	1,345
Terrains	14,251	12,808
	15,565	14,153
	1,890,335	2,044,579
Logement social		
Prêts	2,439,325	2,492,049
Ententes fédérales-provinciales		
Prêts	2,707,817	2,720,741
Placements dans des projets d'habitation	1,322,964	1,231,115
	4,030,781	3,951,856
Biens immobiliers		
Placements dans des projets d'habitation	26,188	30,217
Terrains	1,169	1,170
	27,357	31,387
	6,497,463	6,475,292
Aide au logement		
Prêts	1,247,728	1,321,562
Ententes fédérales-provinciales		
Prêts	49,873	59,686
Projets de regroupement de terrains	34,719	34,439
	84,592	94,125
Biens immobiliers		
Terrains	19,848	20,281
	1,352,168	1,435,968
Total	9,739,966	9,955,839

COMPTE DU MINISTRE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'HONORABLE STEWART D. McINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

J'ai vérifié l'État des dépenses et des recouvrements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Compte du Ministre pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement les dépenses engagées au nom du Ministre et les recouvrements de ce dernier pour l'exercice terminé à cette date selon la convention comptable généralement présentée dans la note 1 afférente à cet état financier, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Je déclare également qu'à mon avis, les opérations de la Société qui ont été portées à mon attention au cours de ma vérification de l'état financier se conforment sous tous les rapports importants à la Loi sur l'administration financière et aux règlements connexes, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation, aux statuts de la Société et aux directives données à cette dernière.

du cabinet Deloitte Haskins & Sells
Robert D. Hepburn, C.A.

Ottawa, Canada
le 23 février 1987

COMPTE DU MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET RECOUVREMENTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Dépenses		
Logement du marché	62,990	246,284
Logement social	1,228,578	1,327,512
Aide au logement	13,974	12,388
Frais administratifs	62,622	61,332
Total	1,368,164	1,647,516
À recevoir du Ministre au début de l'exercice	13,188	21,818
	1,381,352	1,669,334
Recouvrements	1,355,051	1,656,146
À recevoir du Ministre à la fin de l'exercice	26,301	13,188

Voir les notes afférentes.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

COMPTE DU MINISTRE

NOTES À L'ÉTAT FINANCIER
31 DÉCEMBRE 1986

1. Principale convention comptable

Les dépenses effectuées pour le compte du Ministre responsable de la Société sont comptabilisées comme montants à recouvrer lorsque ces frais sont payés. Aucun montant couru n'est porté à ce compte au 31 décembre 1986. La fin de l'exercice du gouvernement du Canada est le 31 mars 1987; à ce moment-là des montants courus seront comptabilisés conformément aux directives du Conseil du Trésor et seront présentés dans les Comptes Publics du Canada.

2. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses opérations, la Société fait l'objet de poursuites dont l'effet ne peut être déterminé tant qu'elles n'ont pas été réglées. En 1982, un grand nombre de poursuites en dommages-intérêts d'une valeur totale approximative de 48 millions de dollars au 31 décembre 1986 ont été intentées contre la Société et des tierces parties à la suite de l'installation de mousse isolante d'urée formaldéhyde. La Société n'admet aucune responsabilité dans ces affaires, et il est difficile de savoir si les frais éventuels qu'entraîneraient ces poursuites pourraient être imputés au gouvernement du Canada. En conséquence, aucune provision pour pertes éventuelles découlant de ces poursuites n'a été constituée dans le Compte. Dans l'éventualité où des coûts résulteraient de ces poursuites, ils seraient imputés à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

3. Frais administratifs

Les frais administratifs imputés au Ministre par la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 totalisent 62,6 millions de dollars (61,3 millions en 1985).

4. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1985 ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986. Les chiffres de 1985 proviennent des états financiers sur lesquels Paul-André Michaud, C.A., du cabinet Samson Bélair a émis une opinion.

FONDS GÉRÉS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À L'HONORABLE STEWART D. McINNES, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

J'ai vérifié les bilans des fonds gérés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement—Fonds d'assurance hypothécaire, Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats et du déficit ou de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Je déclare également qu'à mon avis, les opérations de la Société qui ont été portées à mon attention au cours de ma vérification des états financiers se conforment sous tous les rapports importants à la Loi sur l'administration financière et aux règlements connexes, à la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à la Loi nationale sur l'habitation, aux statuts de la Société et aux directives données à cette dernière.

du cabinet Deloitte Haskins & Sells
Robert D. Hepburn, C.A.

Ottawa, Canada
le 23 février 1987

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986		1985	
Débiteurs				
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3,553		948	
Autres	4,839	8,392	16,247	17,195
Placements en valeurs mobilières		141,895		
Prêts hypothécaires		79,298		93,760
Biens immobiliers, au coût	465,563		534,602	
Provision pour réévaluation	196,421	269,142	205,384	329,218
		498,727		440,173

PASSIF	1986	1985
Créditeurs et frais courus	11,188	4,934
Provision pour pertes sur les réclamations	263,192	271,139
Primes non gagnées	395,587	320,429
Insuffisance de primes	262,043	316,110
Emprunts au gouvernement du Canada		255,500
	932,010	1,168,112
Déficit	433,283	727,939
	498,727	440,173

Voir les notes afférentes.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DÉFICIT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Primes gagnées	81,663	64,521
Droits de demande	25,135	29,772
Intérêts	12,643	11,670
Total des revenus	119,441	105,963
Frais		
Émission	39,913	42,594
Perte sur les réclamations	86,939	73,035
	126,852	115,629
Régularisation pour insuffisance de primes	(54,067)	(67,890)
Total des frais	72,785	47,739
Bénéfice avant recouvrements de pertes	46,656	58,224
Recouvrements de pertes	248,000	
Bénéfice net	294,656	58,224
Déficit au début de l'exercice	727,939	786,163
Déficit à la fin de l'exercice	433,283	727,939

Voir les notes afférentes.

FONDS GÉRÉS
FONDS D'ASSURANCE HYPOTHÉCAIRE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse provenant de l'exploitation		
Primes	156,821	170,450
Droits de demande	25,135	29,772
Intérêts reçus	12,109	11,582
Réclamations	(213,535)	(585,955)
Produit de la vente de biens immobiliers	212,485	243,451
Frais administratifs	(62,102)	(68,715)
Autres	20,379	2,996
	151,292	(196,419)
Encaisse utilisée pour des activités de placement		
Placements en valeurs mobilières	(141,187)	
	(141,187)	
Encaisse utilisée pour des activités financières		
Emprunts au gouvernement du Canada	8,000	258,600
Remboursement d'emprunts	(15,500)	(63,000)
	(7,500)	195,600
Augmentation (diminution) des montants à recevoir de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	2,605	(819)

Voir les notes afférentes.

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Encaisse et placements en valeurs mobilières	1,318	1,179
Débiteurs		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	16	7
Prêts hypothécaires	5	8
	1,339	1,194

PASSIF	1986	1985
Primes non gagnées		3
Excédent	1,339	1,191
	1,339	1,194

Voir les notes afférentes.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Suite*

FONDS GÉRÉS
CAISSE D'ASSURANCE DES PRÊTS POUR L'AMÉLIORATION DE MAISONS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Intérêts	111	428
Autres	51	36
Total des revenus	162	464
Frais		
Réclamations et frais administratifs	14	33
Bénéfice net	148	431
Excédent au début de l'exercice	1,191	7,590
Actifs virés au gouvernement du Canada		6,830
Excédent à la fin de l'exercice	1,339	1,191

Voir les notes afférentes.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986		1985	
Encaisse et placements en valeurs mobilières		3,514		3,438
Débiteur				
Société canadienne d'hypothèques et de logement		106		
Bien immobilier, au coût	11,457		10,936	
Provision pour perte	3,757	7,700	3,186	7,750
		11,320		11,188

PASSIF	1986	1985
Créditeur		
Société canadienne d'hypothèques et de logement		69
Frais courus	96	122
Excédent	11,224	10,997
	11,320	11,188

Voir les notes afférentes.

FONDS GÉRÉS
CAISSE DE GARANTIE DES LOYERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Intérêts	305	1,188
Frais		
Provision pour pertes sur bien immobilier	571	(1,992)
Autres	(493)	(69)
Total des frais	78	(2,061)
Bénéfice net	227	3,249
Excédent au début de l'exercice	10,997	26,548
Actifs virés au gouvernement du Canada		18,800
Excédent à la fin de l'exercice	11,224	10,997

Voir les notes afférentes.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT—*Fin*

FONDS GÉRÉS

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 DÉCEMBRE 1986

1. Principales conventions comptables

Les principales conventions comptables suivies par la Société dans la gestion du Fonds d'assurance et des caisses d'assurance et de garantie sont les suivantes:

a) Primes

Les primes sont reportées et comptabilisées comme revenu sur la durée des polices en question. Les primes gagnées au cours d'un exercice donné représentent le montant du risque de l'exercice tel que l'a calculé l'actuaire. Le calcul est basé sur des facteurs fixés par le département des Assurances Canada.

b) Droits de demande

Les frais d'inscription relatifs aux polices d'assurance sont portés aux revenus dès qu'ils sont encaissés.

c) Coûts d'émission

Les coûts d'émission de l'assurance sont imputés à l'exploitation lorsqu'ils sont engagés.

d) Insuffisance de primes

La Société compare chaque année le montant des primes non gagnées par secteur d'activité aux coûts escomptés des réclamations qui n'ont pas encore eu lieu sur les polices d'assurance en vigueur. Lorsqu'il est déterminé que les primes non gagnées d'un secteur d'activité sont insuffisantes pour couvrir le coût net des réclamations éventuelles, une insuffisance de primes est inscrite. L'insuffisance de primes est considérée comme des revenus de la même façon que les primes non gagnées s'y rapportant.

e) Biens immobiliers

Les biens immobiliers acquis au moment d'une réclamation résultant du manquement aux conditions de prêts sont comptabilisés à la valeur de réalisation nette. Le coût comprend le solde du prêt, les intérêts courus jusqu'à la date de reprise ainsi que les frais d'acquisition et d'amélioration. La valeur de réalisation nette représente la valeur d'expertise courante de l'immeuble, déterminée par la Société, moins la valeur escomptée des coûts estimatifs de possession et de revente. Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les biens immobiliers.

f) Provision pour pertes sur les réclamations

Cette provision représente les pertes estimatives sur les réclamations en cours et sur les prêts en défaut mais pour lesquels une demande de règlement n'a pas encore été reçue à la Société.

g) Intérêts créditeurs et débiteurs

Les intérêts créditeurs et débiteurs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

h) Prêts hypothécaires

Le montant des prêts hypothécaires tient compte d'une provision pour pertes.

i) Impôts sur le revenu

Le Fonds d'assurance hypothécaire et les caisses d'assurance et de garantie ne sont pas assujettis aux dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. Emprunts au gouvernement du Canada—Fonds d'assurance hypothécaire

La Société peut emprunter au gouvernement du Canada, pour le compte du Fonds d'assurance hypothécaire, en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi nationale sur l'habitation, les fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations. Le décret émis le 8 août 1984 autorise des emprunts sans intérêt d'au plus 400 millions de dollars garantis par des billets à demande.

3. Évaluation actuarielle—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 30 septembre 1986, une étude actuarielle entreprise par la Société au cours de l'exercice révèle que le Fonds demeure insuffisant pour compenser les demandes futures de règlement, compte tenu des assurances en vigueur. Le déficit estimé à 454,3 millions de dollars au 30 septembre 1986 a été réduit à 433,3 millions de dollars au 31 décembre 1986.

4. Recouvrement de pertes—Fonds d'assurance hypothécaire

À la suite de l'approbation du Conseil du Trésor en décembre 1985, les emprunts impayés de 248 millions de dollars au 27 mars 1986 ont été remis. Cette remise représente le remboursement partiel des pertes subies dans le cadre des programmes d'aide à l'accession à la propriété et d'aide au logement locatif.

En 1987, la Société prendra des mesures conjointement avec le gouvernement du Canada afin d'éliminer le déficit restant.

5. Assurances en vigueur—Fonds d'assurance hypothécaire

Au 31 décembre 1986, les polices d'asssurance en vigueur totalisaient environ 39,3 milliards de dollars (37,7 milliards en 1985).

6. Caisse d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et Caisse de garantie des loyers

Les programmes d'assurance des prêts pour l'amélioration de maisons et de garantie des loyers ne sont plus actifs.

7. Frais administratifs—Fonds gérés

Les frais administratifs imputés par la Société aux fonds gérés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 s'élèvent à 67,3 millions de dollars (68,7 millions en 1985).

8. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 1985 ont été reclassés de façon à les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986. Les chiffres de 1985 proviennent des états financiers sur lesquels Paul-André Michaud, C.A., du cabinet Samson Bélair a émis une opinion.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

MANDAT

Assurer dans une certaine mesure les dépôts dans les institutions fédérales (banques, sociétés de fiducie et compagnies de prêts) et dans les institutions provinciales approuvées (sociétés de fiducie et compagnies de prêts).

ANTÉCÉDENTS

La Société a été établie en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* de 1967. Les institutions membres versent, en prévision d'éventuelles réclamations des déposants, des primes au Fonds d'assurance-dépôts. Cependant, les remboursements versés aux déposants d'institutions financières insolvables ont récemment placé ce fonds en situation de déficit net.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	320, rue Queen C.P. 2340, Succursale D Ottawa (Ontario) K1P 5W5
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Thomas Hockin, c.p., député, Ministre d'État (Finances)
MINISTÈRE	Finances
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (S.R.C. 1970, c. C-3 tel que modifié)
PREMIER DIRIGEANT	Charles C. de Léry
PRÉSIDENT	Ronald McKinlay
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984 (reformulé)**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	1,530	1,676	830	1,157
Engagements envers le secteur privé	1,277	1,034	975	805
Engagements envers le Canada	965	956	néant	30
Avoir du Canada*	(1,245)	(1,235)	(827)	(332)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, net	16	956	(30)	30

* Représente le déficit du Fonds d'assurance-dépôts.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES FINANCES

J'ai vérifié le bilan de la Société d'assurance-dépôts du Canada au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats des placements et des opérations administratives, du Fonds d'assurance-dépôts et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, après répercussion rétroactive de la modification de la convention comptable décrite à la note 3 afférente aux états financiers.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 8 mai 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Bons du Trésor et dépôts à terme	63,251	64,191
Primes et autres débiteurs	8,688	16,951
Impôts recouvrables		44,025
Prêts hypothécaires	747	1,039
Prêts consentis à des institutions membres (note 4)	497,414	500,062
Réclamations reliées à des dépôts assurés (note 5)	959,324	1,049,895
Mobilier, matériel et améliorations locatives	584	206
	1,530,008	1,676,369

PASSIF	1986	1985
Dette bancaire	840	10,532
Créditeurs	3,982	2,626
Charge à payer (note 6b)	275,000	
Montant dû aux institutions membres		27,647
Prêts consentis par des institutions membres	1,001,044	995,895
Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé (note 7)	965,212	956,211
	2,246,078	1,992,911
Provision générale pour perte (note 8)	529,215	918,836
	2,775,293	2,911,747
FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS		
Déficit à la fin de l'exercice	(1,245,285)	(1,235,378)
	1,530,008	1,676,369

Approuvé par le Conseil d'administration:

Le président
R. McKINLAY

Un administrateur
R.M. HAMMOND

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DES PLACEMENTS ET DES OPÉRATIONS ADMINISTRATIVES POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985 (redressé)
Revenus d'intérêt		
Recouvrement d'impôts	5,640	
Bons du Trésor	2,859	3,835
Autres	134	256
	8,633	4,091
Dépenses		
Frais d'inspection et autres frais	5,191	5,254
Frais généraux, d'administration et autres	1,112	1,008
Traitements et avantages sociaux	1,432	709
	7,735	6,971
Bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	898	(2,880)

ÉTAT DU FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985 (redressé)
Déficit au début de l'exercice	1,235,378	826,787
Opérations d'assurance		
Primes	216,792	57,876
Intérêts sur les prêts consentis à des institutions membres	109,553	105,629
Autres intérêts	90	3,934
	326,435	167,439
Coût des garanties (note 6)	475,000	
Intérêts sur les prêts consentis par des institutions membres	108,859	108,606
Intérêts—Fonds du revenu consolidé	82,820	35,101
Intérêts reliés aux dépôts assurés	561	9,443
Provision pour perte (extourne)	(330,000)	420,000
	337,240	573,150
Déficit provenant des opérations d'assurance pour l'exercice	10,805	405,711
Déficit avant le bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	1,246,183	1,232,498
Bénéfice net (perte) des placements et des opérations administratives	898	(2,880)
Déficit à la fin de l'exercice	1,245,285	1,235,378

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse provenant des (utilisée pour les) placements et des opérations administratives		
Revenus d'intérêt	8,601	4,084
Frais d'inspection et autres frais	(6,275)	(4,199)
Frais généraux, d'administration et autres	(1,133)	(908)
Traitements et avantages sociaux	(1,421)	(666)
Recouvrement d'impôts	44,025	
Achat de mobilier, matériel et améliorations locatives	(470)	(88)
	43,327	(1,777)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités d'assurance		
Primes	219,054	66,823
Coût des garanties	(200,000)	
Paiement de réclamations reliées aux dépôts assurés	(97,933)	(1,029,047)
Recouvrement de réclamations reliées aux dépôts assurés	144,329	120,252
Intérêts sur prêts consentis à des institutions membres	7,284	6,758
Intérêts reliés aux dépôts assurés	(1,200)	(9,443)
Réalisation de prêts hypothécaires	283	1,329
Intérêts sur prêts hypothécaires	93	188
Intérêts—Fonds du revenu consolidé	(90,271)	(13,877)
Remboursement d'un montant dû aux institutions membres	(27,647)	
Prêts à des institutions membres	(29,076)	(81,361)
Remboursement de prêts consentis à des institutions membres	23,033	900
Taxe de vente du Québec perçue sur les primes d'assurance	1,023	187
	(51,028)	(937,291)
Activités d'assurance hors caisse		
Prêts consentis à des institutions membres	(28,197)	(81,984)
Recouvrement de réclamations reliées aux dépôts assurés	23,048	40,000
	(5,149)	(41,984)
Encaisse provenant des (utilisée pour les) activités de financement		
Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé	260,000	935,000
Remboursement des emprunts sur le Fonds du revenu consolidé	(243,547)	
	16,453	935,000
Activités de financement hors caisse		
Prêts consentis par des institutions membres	5,149	41,984
Augmentation (diminution) de l'encaisse	8,752	(4,068)
Encaisse au début de l'exercice	53,659	57,727
Encaisse à la fin de l'exercice	62,411	53,659
L'encaisse comprend		
Bons du Trésor et dépôts à terme	63,251	64,191
Dette bancaire	(840)	(10,532)
	62,411	53,659

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Autorisation et rôle

La Société a été constituée en 1967 en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (la Loi). Elle est une société d'État nommée à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société est chargée principalement d'assurer les dépôts faits auprès de ses institutions membres (banques, compagnies de fiducie et de prêts constituées en vertu d'une loi fédérale ou provinciale) et ce, jusqu'à concurrence de $60,000 par déposant, par institution membre. En vertu de l'article 11 de la Loi qui la régit, la Société peut entre autre, acquérir des biens d'une institution membre ou même lui consentir des avances afin de diminuer ou d'écarter une perte anticipée pour la Société.

2. Conventions comptables

Méthodes de préparation des états financiers

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Ils ne reflètent pas les éléments d'actif et de passif, ni les résultats des institutions membres dont les opérations sont graduellement réduites et qui, dans l'intervalle, sont financées par la Société.

Les principales pratiques comptables suivies sont expliquées ci-après.

Comptabilisation des primes

Le montant des primes est calculé au prorata des dépôts assurés par les institutions membres au 30 avril de chaque année. Ces primes sont exigibles en deux versements égaux, au 30 juin et au 31 décembre de la même année. Celles-ci sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées.

Provision générale pour perte

La provision générale pour perte reflète avec la plus grande exactitude possible les pertes financières que la Société a encourues ou est susceptible d'encourir par suite de la liquidation de certaines institutions membres. Cette provision tient compte des pertes prévues reliées au remboursement de dépôts assurés, aux prêts consentis à des institutions membres et au financement des activités des institutions membres visées par un accord de représentation et d'exploitation.

De la provision générale pour perte sont déduites les pertes établies pour des prêts consentis à des institutions membres ou pour des réclamations reliées à des dépôts assurés.

La provision générale pour perte ne tient pas compte des déboursés qui devront être faits advenant qu'une ou plusieurs institutions membres non encore identifiées éprouvent de graves difficultés financières étant donné que de telles réclamations sont impossibles à évaluer.

Prêts à des institutions membres et réclamations reliées aux dépôts assurés

Les prêts consentis à des institutions membres et les réclamations reliées aux dépôts assurés sont comptabilisés après déduction des pertes établies.

Comptabilisation des intérêts

La Société impute des intérêts sur les prêts consentis directement ou indirectement aux institutions membres visées par un accord de représentation et d'exploitation. Elle cesse d'imputer des intérêts lorsque l'institution membre est placée en liquidation. Elle impute des intérêts sur les autres prêts conformément aux conditions établies. Les intérêts courus sont inclus au bilan au poste «Prêts consentis à des institutions membres».

3. Modification d'une convention comptable

Au cours de l'exercice, la Société a modifié sa méthode de comptabiliser les recettes et les versements d'intérêt. Auparavant, les recettes d'intérêts sur les dépôts assurés et sur les hypothèques, et les paiements d'intérêts pour les prêts sur le Fonds du revenu consolidé et les prêts consentis au nom de la Société par les institutions mandataires étaient comptabilisés dans l'état des résultats des placements et des opérations administratives. Étant donné que les transactions qui étaient à la source de ces recettes et de ces remboursements étaient effectuées pour des institutions membres, la Société a décidé de comptabiliser dorénavant ces recettes et paiements dans l'état du Fonds d'assurance-dépôts. Ce changement, qui a été appliqué de façon rétroactive, se traduit par une diminution de la perte au niveau des placements et des opérations administratives et par une augmentation du déficit provenant des opérations d'assurance de 83,3 millions de dollars pour l'exercice 1986 (39,7 millions de dollars pour l'exercice 1985).

4. Prêts à des institutions membres

Certaines institutions membres qui ont éprouvé de graves difficultés financières ont été assujetties au contrôle d'un organisme de réglementation. Comme le prévoit l'article 11 de la Loi sur la SADC, la Société a conclu des accords de représentation et d'exploitation avec d'autres institutions membres (appelées mandataires) qu'elle a chargées de réduire progressivement, sur une période de cinq ans, les activités des compagnies devenues insolvables. La plupart de ces accords prendront fin au cours de l'année 1988. Les éléments de passif et les activités de ces compagnies sont financés au moyen de prêts consentis directement par la Société ou indirectement par les mandataires agissant au nom de la Société. La Société a également consenti directement des prêts à d'autres institutions membres qui éprouvaient des difficultés financières.

Au 31 décembre 1986, les prêts suivants avaient été consentis directement par la Société ou indirectement par le biais des mandataires.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

Institutions membres visées par un accord de représentation et d'exploitation	Par la société	Par les mandataires	Total 1986	Total 1985
	(en milliers de dollars)			
Compagnie de placements hypothécaires CCB	50,936		50,936	47,929
Crown Trust Company		211,117	211,117	235,500
District Trust Company		14,510	14,510	7,840
Société de fiducie Fidélité	47,481	365,189	412,670	360,131
Greymac Mortgage Corporation	68,189	61,600	129,789	113,738
Greymac Trust Company	50,131	151,250	201,381	196,470
	216,737	803,666	1,020,403	961,608
En liquidation				
Amic Mortgage Investment Corporation				933
Banque commerciale du Canada				75,000
Corporation d'hypothèque Seaway		54,135	54,135	76,234
Seaway Trust Company		132,501	132,501	137,451
		186,636	186,636	289,618
Autres				
Banque de la Colombie-Britannique	3,200		3,200	
	219,937	990,302	1,210,239	1,251,226
Pertes établies	175,840	536,985	712,825	751,164
Solde	44,097	453,317	497,414	500,062

Afin de garantir les prêts consentis, la Société a enregistré une charge flottante sur tous les éléments d'actif des institutions membres assujetties à un accord de représentation et d'exploitation. Durant la période visée par les accords de représentation et d'exploitation, les mandataires doivent acquitter tous les éléments de passif venant à échéance et se départir des biens de façon à en obtenir le meilleur produit possible. L'actif de ces compagnies est surtout constitué de prêts hypothécaires et de biens immobiliers. Le produit de la réalisation de ces éléments d'actif est fonction de la conjoncture économique, des taux d'intérêt et du marché immobilier.

5. Réclamations reliées aux dépôts assurés

Le détenteur d'un dépôt qui obtient un remboursement de la Société doit subroger en faveur de la Société ses droits et intérêts au regard des éléments d'actif de l'institution membre. Les réclamations de la Société reliées aux remboursements de dépôts assurés sont les suivants:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Amic Mortgage Investment Corporation	22,791	22,768
Astra Trust Company	339	339
Banque commerciale du Canada	276,836	277,000
Columbia Trust Company	84,309	
Compagnie de fiducie Continental	41,008	113,901
London Loan Limited	23,854	23,854
Société d'hypothèque Northguard	27,634	27,552
Norbanque	317,503	316,083
Compagnie Pioneer Trust	81,721	116,015
Seaway Trust Company	86,968	110,062
Compagnie de fiducie Western Capital	19,321	42,321
	982,284	1,049,895
Pertes établies	22,960	
	959,324	1,049,895

6. Coût des garanties

a) En vertu des pouvoirs généraux que lui attribue l'article 11 de la Loi sur la SADC, la Société a effectué un paiement de 200 millions de dollars à la Hongkong and Shanghai Banking Corporation afin de diminuer ou d'écarter une perte anticipée. En contrepartie de ce paiement, la Banque Hongkong du Canada se porte garante de presque tous les éléments d'actif et des obligations de la Banque de la Colombie-Britannique; quant à la Hongkong and Shanghai Banking Corporation, elle a contracté envers la Société divers engagements, le plus important étant qu'elle garantit le passif relatif aux dépôts acceptés par la Banque Hongkong du Canada, ce qui englobe les éléments de passif relatifs aux dépôts de la Banque de la Colombie-Britannique.

b) À la suite du dernier exercice financier, la Société a conclu un accord de redressement de la North West Trust Company en vertu duquel elle a accepté d'accorder un prêt de 275 millions de dollars à la North West Trust Company, une de ses institutions membres. Le droit de remboursement de ce prêt sera transféré à la province de l'Alberta qui, en échange, s'est engagée à indemniser la Société pour toute perte qu'elle pourrait encourir advenant qu'elle soit appelée à s'acquitter de ses responsabilités d'assureur auprès des déposants de la North West Trust Company. Ce prêt qui ne sera pas remboursé à la Société est inclus dans le Fonds d'assurance-dépôts plutôt que d'être porté au compte de l'actif. Les présents états financiers reflètent le passif pour ce prêt.

7. Emprunts sur le Fonds du revenu consolidé

Avec l'autorisation du gouverneur en conseil, la Société peut emprunter jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars sur le Fonds du revenu consolidé. Lorsqu'il sera adopté, le projet de loi C-42 déposé en Chambre le 3 mars 1987, augmentera à 3 milliards de dollars le pouvoir d'emprunt de la Société.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE-DÉPÔTS DU CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

8. Provision générale pour perte

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Solde au début de l'exercice	918,836	676,569
Provision pour perte (extourne)	(330,000)	420,000
	588,836	1,096,569
Moins pertes établies		
Prêts consentis à des insitutions membres	36,661	177,733
Réclamations reliées aux dépôts assurés	22,960	
	59,621	177,733
Solde à la fin de l'exercice	529,215	918,836

Dans son évaluation des recouvrements des réclamations reliées aux dépôts assurés et, par conséquent, dans sa provision générale pour perte, la Société n'a pas tenu compte de toute estimation des impôts que devront payer les institutions membres. Dans un avis des voies et moyens que le ministre des Finances a présenté à la Chambre des communes le 18 février 1987, des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu ont été proposées afin d'éliminer les anomalies qui peuvent résulter de la double imposition d'une institution membre placée en liquidation concernant les montants payés par la Société pour les dépôts assurés.

9. Passif éventuel

La Société est défenderesse dans diverses poursuites judiciaires découlant de la faillite ou de l'insolvabilité de certaines institutions membres. La Société estime ne pas être responsable des activités de ces institutions et n'a, en conséquence, prévu aucune provision pour des réclamations pouvant découler de ces poursuites.

10. Impôts sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu. Cependant, ses revenus provenant des primes ne sont pas imposables et la Société ne peut déduire pour fin d'impôts les remboursements des dépôts qu'elle a effectués.

La Société a encouru certaines pertes qu'elle peut reporter afin de réduire ses revenus imposables des prochains exercices. Ces pertes s'élèvent au total à 158 millions de dollars et viennent à échéance comme suit:

Année d'imposition	Année d'échéance	Montant
1984	1991	33,000,000
1985	1992	62,000,000
1986	1993	63,000,000
		158,000,000

11. Déficit du Fonds d'assurance-dépôts

La Société perçoit actuellement le taux maximum de primes de 1/10 du 1 pour cent des dépôts assurés tel que prévu par la Loi qui à compter du 30 avril 1987, ne sera plus en vigueur. La projet de loi C-42 déposé en Chambre le 3 mars 1987, permettra à la Société, avec l'autorisation du gouverneur en conseil, d'établir le taux des primes à un maximum de 1/6 de 1 pour cent des dépôts assurés.

12. Dépôts assurés

Sur la foi des déclarations fournies par les institutions membres, la Société assurait au 30 avril 1986 et au 30 avril 1985 la valeur suivante de dépôts:

	1986	1985
	(en milliards de dollars)	
Institutions fédérales	173	160
Institutions provinciales	15	14
	188	174

13. Engagements en vertu de contrats de location—exploitation à long terme

Le tableau suivant présente les paiements minimums que la société doit effectuer d'ici 1991 pour le loyer des locaux qu'elle occupe:

Exercice se terminant le 31 décembre	Montant
1987	422,434
1988	436,406
1989	436,406
1990	436,406
1991	213,767
	1,945,419

14. Données comparatives

Les données suivantes se rapportant à l'exercice 1985 ont été reclassifiées aux fins de la nouvelle présentation adoptée pour l'exercice 1986:

a) Le montant des prêts consentis aux institutions membres a été augmenté de $47,929,000 et celui des réclamations reliées aux dépôts assurés diminué du même montant par suite de la reclassification du montant de la créance de la Compagnie de placements hypothécaires CCB.

b) Le montant des prêts consentis aux institutions membres a été augmenté de $40,000,000 et celui des réclamations reliées aux dépôts assurés diminué du même montant pour enregistrer un changement au niveau de l'application des montants recouvrés de la Seaway Trust Company.

c) Les données comparatives dans l'état de l'évolution de la situation financière ont été redressées afin de donner suite aux modifications exigées par l'Institut canadien des comptables agréés concernant la présentation de cet état financier.

d) D'autres données comparatives ont été modifiées tel qu'expliqué à la note 3.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

MANDAT

Dans la région de la Capitale nationale, construire le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national des civilisations (auparavant le Musée national de l'Homme) et tout autre musée que le gouverneur en conseil pourra indiquer.

ANTÉCÉDENTS

Les principales structures des deux projets de la Société doivent être terminées d'ici 1989. Au 31 mars 1987, le gouvernement avait affecté un total de 308.0 millions de dollars à ces projets, pour la période allant jusqu'au 31 mars 1990.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	55, rue Murray C.P. 395, Succursale A Ottawa (Ontario) K1N 5M3
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; lettres patentes (no 0132114) émises en vertu de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Robert Giroux
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	173.2	100.3	50.1	15.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	157.4	91.3	44.8	13.4
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	66.0	46.5	31.5	10.8
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.

RESPONSABILITÉ POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société de construction des Musées du Canada Inc. est responsable pour les états financiers ainsi que l'intégrité et l'objectivité des données que contiennent ceux-ci. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus et, lorsque cela est approprié, comprennent des sommes qui s'appuient sur les estimations et le jugement de la direction.

La direction a mis au point et maintient des livres de comptabilité, des registres, des contrôles financiers et de gestion, de même que des systèmes d'information. Ceux-ci sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les éléments d'actif sont sous bonne garde et contrôlés et que les opérations sont conformes à la Loi sur l'administration financière et ses règlements et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration nomme le Comité de vérification qui se compose de trois administrateurs, dont deux ne sont pas des employés de la Société. Le Comité de vérification se réunit au moins annuellement afin d'examiner et de conseiller le Conseil d'administration de la Société à l'égard des états financiers et du rapport du vérificateur qui s'y rapporte. Le Comité de vérification surveille également les activités de vérification interne de la Société et il remplit les autres fonctions qui lui sont confiées.

Le vérificateur externe de la Société, le Vérificateur général du Canada, vérifie les états financiers et fait rapport au ministre des Travaux publics lequel est responsable pour la Société de construction des Musées du Canada Inc.

le Trésorier et contrôleur
R. Plourde

le Président-directeur général
R.J. Giroux

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société de construction des Musées du Canada Inc. au 31 mars 1987 ainsi que l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 12 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
Encaisse et dépôts à court terme	4,489	4,177	Créditeurs et frais courus	7,776	5,449
Débiteurs	549	116	Retenues des entrepreneurs à payer	8,053	3,454
Construction en cours (tableau)	168,138	95,957		15,829	8,903
			AVOIR DES ACTIONNAIRES		
			Capital-actions (note 3)		
			Capital d'apport (note 4)	157,347	91,347
	173,176	100,250		173,176	100,250

Approuvé par le Conseil:

Le Président-directeur général
ROBERT J. GIROUX

Un Administrateur
JEAN E. PIGOTT

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités d'exploitation		
Débiteurs	(433)	(28)
Construction en cours (tableau)	(72,181)	(49,986)
Créditeurs et frais courus	2,327	1,715
Retenues des entrepreneurs à payer	4,599	1,951
Encaisse utilisée à des activités d'exploitation	(65,688)	(46,348)
Activités de financement		
Capital d'apport (note 4)	66,000	46,500
Encaisse en provenance des activités de financement	66,000	46,500
Augmentation de l'encaisse	312	152
Encaisse et dépôts à court terme		
Au début de l'exercice	4,177	4,025
À la fin de l'exercice	4,489	4,177

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et activités

La Société a été constituée le 21 juin 1982 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes en tant que mandataire de Sa Majesté conformément à la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'État, et elle a été nommée société d'État mère le 7 février 1985 à la partie I de l'Annexe C, de la Loi sur l'administration financière. Les deux tiers du capital-actions sont détenus par la Société immobilière du Canada Limitée, qui est également une société d'État mère. Le 16 mai 1985, un tiers des actions fut transféré en provenance du ministre des Communications au ministre des Travaux publics, le Ministre responsable de l'exercice du contrôle sur la Société.

Les affaires de la Société se limitent à la construction, dans la région de la Capital nationale, de bâtiments pour la Galerie nationale du Canada (GNC), le Musée canadien des civilisations (MCC), (autrefois appelé le Musée national de l'Homme) et tout autre musée national selon les instructions données, de temps à autre, par le gouverneur en conseil, y compris l'acquisition, le contrôle, l'administration et l'aliénation des terrains nécessaires à la construction. À moins d'instructions contraires de la part du gouverneur en conseil, la Société sera liquidée après l'achèvement des projets de construction des musées.

a) Financement

En septembre 1981, le gouvernment a attribué $185 millions aux deux projets. Ceci a été revisé en novembre 1983 à $191.45 millions. En octobre 1985, le Conseil du Trésor a approuvé une augmentation de $69.54 millions, et en janvier 1987, le Conseil du Trésor a approuvé une somme supplémentaire de $46.79 millions, ce qui porte le total des fonds attribués à la construction des musées à $307.78 millions pour la période allant jusqu'au 31 mars 1990, de la manière suivante:

	GNC	MCC	Total
	(en millions de dollars)		
Construction	115.56	149.28	264.84
Architectes et conseillers	10.84	19.55	30.39
	126.40	168.83	295.23
Dépenses d'administration	6.28	6.27	12.55
	132.68	175.10	307.78

En octobre 1985, le gouvernement a enjoint à la Commission de la Capitale nationale d'entreprendre le paysagement des deux sites, l'estimation du coût pour la Commission étant $7 millions à même des fonds en provenance du budget actuel de la Commission.

Le budget de la Société pour le paysagement des Musées est $10.8 millions; $3.8 millions sont compris dans les coûts de la construction indiqués précédemment et le travail est en voie d'exécution sous la direction de la Société.

En janvier 1987, le Conseil du Trésor a approuvé l'établissement d'une réserve spéciale de $142.8 millions à même sa Réserve de fonctionnement pour apporter le financement exigé jusqu'à 1989-90 à tous les organismes (ministère des Travaux publics, Musées nationaux du Canada, Commission de la Capitale nationale et Société de construction des Musées du Canada) qui participent à l'achèvement du Musée canadien des civilisations. La réserve doit porter sur tous les frais marginaux associés à l'achèvement du Musée, y compris la construction, l'aménagement, la préparation d'expositions et les coûts premiers de fonctionnement du Musée. Le Conseil du Trésor, tout en prenant note que des estimations suffisamment justes ne sont pas encore disponibles, a approuvé également un plafond de $168.8 millions pour le programme de construction du Musée et il s'attend à ce que la construction soit achevée dans les limites du plafond approuvé. Toutes les autres augmentations des coûts ou exigences de financement jusqu'en 1989-90 doivent être absorbées à même la réserve et (ou) en provenance des fonds approuvés à même les portefeuilles des ministres des Travaux publics et des Communications. Le Conseil du Trésor a souligné aussi la responsabilité en commun des ministres des Travaux publics et des Communications d'achever le projet selon le calendrier de pair avec le parachèvement et l'inauguration officielle en 1989 et de concert avec certaine disponibilité du Musée au public en 1988.

b) Construction

En février 1983, le gouvernement a approuvé les emplacements de construction et les architectes et en novembre 1983, la conception des édifices selon la mise au point des architectes et la prévision à long terme du calendrier pour l'érection et les exigences du financement pour chaque musée. Aucune provision n'a été établie quant au coût des emplacements. Les plus grandes parties des emplacements pour les deux musées sont des propriétés fédérales alors que le titre juridique quant aux terrains appartient en ce moment à la Commission de la Capitale nationale. En tenant compte de l'intention à l'égard des projets, ce qui comporte la cession à venir des édifices achevés à Sa Majesté du chef du Canada, la Commission ne réclame pas le titre à la construction en cours. Le 26 mars 1986, le Conseil du Trésor a approuvé la cession des terrains du MCC et de la GNC appartenant présentement à la Commission au ministère des Travaux publics. La cession est assujettie à l'approbation du gouverneur en conseil. Des négociations par les Travaux publics et la Commission de la Capitale nationale sont présentement en cours afin d'acquérir les parties des emplacements qui ne sont pas des propriétés fédérales.

2. Conventions comptables importantes

a) Méthode de comptabilité

Les présents états financiers tiennent compte des coûts défrayés par la Société pour la construction des musées. Ils ne tiennent pas compte des coûts défrayés par la Commission de la Capitale nationale pour les emplacements ou par les Musées nationaux du Canada pour la planification des locaux et les aménagements.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

b) Capitalisation

Toutes les dépenses, y compris celles qui sont consacrées à l'évaluation des emplacements, à la conception, à la construction et à l'administration, seront capitalisées jusqu'à ce que les musées soient achevés. Les intérêts créditeurs et autres revenus sont crédités aux travaux de construction en cours. Les coûts sont répartis directement sur chaque musée lorsqu'ils peuvent être recensés de façon précise. Tous les autres coûts sont attribués de façon égale aux deux musées.

3. Capital-actions

La Société a l'autorisation d'émettre trois actions qui ne doivent pas être transférées sans l'approbation du gouverneur en conseil.

La Société reconnaît les services déjà rendus en tant que pleine contrepartie pour la valeur des actions émises.

4. Capital d'apport

Au cours de l'exercice, un financement de $66.0 millions a été fourni à même le crédit 20 du ministère des Travaux publics pour les dépenses de la Société (46.5 millions en 1986, crédit 20 du ministère des Communications).

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	91,347	44,847
Fonds fournis au cours de l'exercice	66,000	46,500
Solde à la fin	157,347	91,347

5. Régimes de retraite

a) La Société a institué, de concert avec un organisme du secteur privé, un régime contributoire de retraite qui protège tous ses employés ordinaires. Les employés ainsi que la Société versent des cotisations égales envers le coût du régime. Les cotisations de la Société, qui représentent sa dette totale, sont inscrites aux comptes de manière courante. Les charges de retraite au titre du régime se sont élevées à $69,850 pour l'exercice terminé le 31 mars 1987 ($70,244 en 1986).

b) La Société a satisfait en entier à ses obligations de fournir une pension annuelle de $35,000, y compris les fonds de pension transportés d'emplois antérieurs, en vertu d'une entente avec l'un de ses anciens employés lors de la cessation d'emploi le 31 mars 1987.

6. Obligations à contrat

Au 31 mars 1987, les engagements envers la construction et les coûts connexes s'élevaient à environ $41.7 millions répartis de la façon suivante:

	(en milliers de dollars)
Galerie nationale du Canada	18,596
Musée canadien des civilisations	23,132
	41,728

7. Engagements à bail

La Société a renouvelé son entente par bail jusqu'au 31 mars 1988, pour des locaux à bureaux. En vertu des conditions du bail, la Société a la responsabilité de verser les dépenses d'exploitation et de taxes au bailleur et le versement minimum annuel de loyer à effectuer pour 1987-88 est de $267,847.

8. Éventualités et réclamations

a) La Société a reçu des réclamations en provenance d'entrepreneurs, d'architectes, d'ingénieurs et elle a établi la provision pour les coûts qui devront être défrayés lors du règlement de quelques-unes de ces réclamations. Toutefois, la Société ne peut évaluer la vraisemblance quant à son obligation d'effectuer des versements à l'égard de ces réclamations se chiffrant à $8.5 millions et aucune provision n'a été établie pour cette somme aux états financiers.

La Société a déposé diverses réclamations à l'encontre de ses architectes en vertu de polices d'assurance visant la responsabilité professionnelle. Ces réclamations sont en voie d'examen par les assureurs et aucune provision pour les sommes à récupérer n'a été établie aux présents états financiers.

b) La ville de Hull est en quête des honoraires de permis de construction du Musée canadien des civilisations auprès de la Société pour une somme entre $480,000 et $720,000. Il est prévu que le versement d'honoraires de permis fera l'objet d'une solution au nom de la Société de la part du ministère des Travaux publics et en conséquence aucune provision n'a été établie dans les présents états financiers.

Le 28 mai 1987, le ministre des Travaux publics a obtenu du gouverneur en conseil l'approbation pour le règlement, à titre gracieux, des honoraires de permis de construction et des frais de nouveau lotissement de la ville d'Ottawa liés à la construction de la Galerie nationale du Canada s'élevant à $1.2 million.

c) Au 31 mars 1987, les subventions tenant lieu de taxes pour les emplacements et l'érection des deux musées se chiffraient à environ $2.4 millions. La direction est d'avis que le versement des subventions tenant lieu de taxes, si nécessaire, fera l'objet d'une solution au nom de la Société par le ministère des Travaux publics et par conséquent aucune provision n'a été établie aux présents états financiers.

9. Opérations entre apparentés

Voici les opérations que la Société a effectué avec des apparentés:

a) Au cours de l'exercice, le ministère des Travaux publics a apporté de l'aide technique et de génie s'élevant à environ $108,000 ($122,000 en 1986). Le Ministère a fourni également les services à titre gratuit d'un cadre supérieur à la Société à plein temps du 16 mai 1985 au 14 juillet 1986.

b) En vertu d'une disposition prise avec les Musées nationaux du Canada, la Société sera remboursée pour les coûts défrayés jusqu'à concurrence de $600,000 par rapport au travail d'érection exigé dont l'estimation est $870,000 pour l'emplacement de la Chapelle de la rue Rideau à l'intérieur de la nouvelle Galerie nationale. Au 31 mars 1987, le total des coûts défrayés s'élevait à $391,661 dont la somme de $295,845 fait partie des comptes débiteurs.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DES MUSÉES DU CANADA INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

10. Dépenses d'administration

La Société a défrayé les dépenses d'administration qui suivent, lesquelles ont été réparties de façon égale à chaque musée selon le tableau de la construction en cours:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Traitements et prestations aux employés	1,354	1,299
Locaux de bureaux	702	692
Services professionnels et spéciaux	115	218
Location de matériel	76	87
Communications	47	92
Services publics, fournitures et approvisionnements	44	53
Déplacements et transport	21	38
Renseignements au public	19	15
Autres éléments	15	17
Mobilier et matériel de bureau, au net des produits à l'aliénation	(7)	7
	2,386	2,518

11. Événement postérieur au bilan

Le 14 mai 1987, la Société a conclu, au nom des Musées nationaux du Canada, un contrat s'élevant à $410,000 avec un conseiller en conception et aménagement d'intérieur pour les aires publiques et les bureaux du personnel rattachés à la nouvelle Galerie nationale du Canada. Le financement du contrat relèvera des Musées nationaux du Canada.

TABLEAU DE LA CONSTRUCTION EN COURS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	Galerie nationale du Canada			Musée canadien des civilisations			Total		
	Cumulatif au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987	Cumulatif au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987	Cumulatif au 31 mars 1986	1987	Cumulatif au 31 mars 1987
Évaluation des emplacements	108		108	108		108	216		216
Architectes et conseillers	8,797	1,632	10,429	9,221	5,650	14,871	18,018	7,282	25,300
Directeurs de la construction	2,359	1,852	4,211	2,251	1,256	3,507	4,610	3,108	7,718
Autres coûts de construction	43,309	42,528	85,837	21,815	17,332	39,147	65,124	59,860	124,984
	54,573	46,012	100,585	33,395	24,238	57,633	87,968	70,250	158,218
Administration (note 10)	4,744	1,193	5,937	4,744	1,193	5,937	9,488	2,386	11,874
	59,317	47,205	106,522	38,139	25,431	63,570	97,456	72,636	170,092
Déduire: intérêts créditeurs	750	227	977	749	228	977	1,499	455	1,954
	58,567	46,978	105,545	37,390	25,203	62,593	95,957	72,181	168,138

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

MANDAT

Promouvoir le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Gérer le fonds de développement de la production d'émissions canadiennes et le fonds du long métrage pour le développement dans le secteur privé de productions télévisées et de long métrage répondant à des normes précises en matière de contenu canadien.

ANTÉCÉDENTS

L'ampleur des activités de la Société s'est accrue depuis 1981 en raison de l'établissement de nouveaux programmes gouvernementaux à l'appui des industries canadiennes de production d'émissions télévisées et de longs métrages.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Tour de la Banque Nationale 600, rue de la Gauchetière ouest Montréal (Québec) H3B 4L2
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; assujettie à la partie VIII de cette loi avant son abrogation (1984)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne* (S.R.C. 1970, C-8)
PREMIER DIRIGEANT	Peter Pearson
PRÉSIDENT	Jean Sirois
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	35.7	13.0	12.2	7.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	6.3	6.3	6.3	9.0
Avoir du Canada	28.5	10.1	8.2	2.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	86.0	75.9	46.6	16.3
— non budgétaire, déduction faite des remboursements	néant	néant	(2.7)	négl.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne au 31 mars 1987 ainsi que l'état des résultats, l'état de l'avoir du Canada et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, des livres de comptabilité appropriés ont été tenus par la Société, les états financiers sont conformes à ces derniers et les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne et aux règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 9 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Prêts		
Émissions canadiennes	3,568,245	839,600
Longs métrages		
Financement temporaire	3,548,591	3,023,855
Financement permanent	2,345,986	
	9,462,822	3,863,455
Crédit parlementaire à recevoir (note 3)	22,983,315	8,186,552
Débiteurs	995,769	243,767
Frais payés d'avance	696,265	135,513
	34,138,171	12,429,287
Prêts à long terme		
Longs métrages		
Financement temporaire	242,500	
Financement permanent	395,000	
	637,500	
Immobilisation (note 4)	931,185	541,990
	35,706,856	12,971,277

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs	6,934,431	2,702,054
Provision pour prestations de cessation d'emploi	276,504	175,500
	7,210,935	2,877,554
AVOIR DU CANADA		
Avoir du Canada	28,495,921	10,093,723
	35,706,856	12,971,277

Approuvé par le Conseil:

Président
JEAN SIROIS

Approuvé par la direction:

Directeur exécutif
PETER PEARSON

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987			1986
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Dépenses de support (note 5)				
Production anglaise	33,121,708	11,883,525	45,005,233	45,967,352
Production française	16,363,098	7,034,437	23,397,535	21,277,073
Commercialisation et distribution		4,663,493	4,663,493	3,763,028
Développement de l'industrie		3,268,339	3,268,339	1,387,988
	49,484,806	26,849,794	76,334,600	72,395,441
Revenus				
Honoraires de gestion	1,023,607	655,433	1,679,040	30,099
Intérêts sur prêts	166,328	460,861	627,189	500,457
	1,189,935	1,116,294	2,306,229	530,556
Coût de l'exploitation avant dépenses d'administration	48,294,871	25,733,500	74,028,371	71,864,885
Dépenses d'administration (note 6)			3,874,667	1,973,711
Coût de l'exploitation pour l'exercice			77,903,038	73,838,596

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	10,093,723	8,210,012
Crédit parlementaire	96,305,236	75,722,307
	106,398,959	83,932,319
Coût de l'exploitation pour l'exercice	77,903,038	73,838,596
Solde à la fin de l'exercice	28,495,921	10,093,723

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Coût de l'exploitation pour l'exercice	(77,903,038)	(73,838,596)
Postes n'exigeant pas de liquidité		
Radiations	444,510	218,200
Amortissement	301,196	126,246
Augmentation (diminution) de la provision pour prestations de cessation d'emploi	101,004	(26,500)
	(77,056,328)	(73,520,650)
Variation nette des postes hors liquidité du fonds de roulement concernant l'exploitation	2,919,623	(977,804)
	(74,136,705)	(74,498,454)
Activités d'investissement		
Prêts		
Investissements	(9,369,445)	(3,753,500)
Remboursements	2,688,068	4,483,934
	(6,681,377)	730,434
Acquisition d'immobilisations	(690,391)	(97,053)
	(7,371,768)	633,381
Activités de financement		
Crédit parlementaire	96,305,236	75,722,307
Crédit parlementaire à recevoir		
Augmentation de l'exercice	14,796,763	1,857,234
Solde au début de l'exercice	8,186,552	6,329,318
Solde à la fin de l'exercice	22,983,315	8,186,552

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et activités

La Société a été constituée en 1967 par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne avec l'objectif de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie du long métrage au Canada. Depuis, elle s'est vue confier la gestion du Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes établi le 1er juillet 1983 dans le cadre de la Stratégie canadienne de la radiotélédiffusion ainsi que la gestion de nouveaux programmes dans le cadre de la Politique du film et de la vidéo de mai 1984.

La Société est une société d'État régie par la Loi sur l'administration financière selon les dispositions de la partie VIII de cette loi telle qu'elle existait lors de son abrogation et au même titre que si elle avait continué d'être mentionnée à l'annexe C de cette loi.

2. Conventions comptables importantes

a) Liquidité

Les opérations financières de la Société sont traitées par le Fonds du revenu consolidé du Canada, d'où l'absence de comptes bancaires. Aux fins de l'état de l'évolution de la situation financière, sa liquidité est constituée d'un crédit parlementaire à recevoir.

b) Prêts

Les prêts sont montrés au bilan à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour pertes.

c) Placements

Les fonds avancés en regard de longs métrages et d'émissions canadiennes en contrepartie de participations aux bénéfices sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont versés, à titre de dépenses de support.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

Tout encaissement subséquent, jusqu'à concurrence du montant du placement y relatif, est crédité aux résultats en diminution des dépenses de support faites au cours de l'exercice. Tout montant additionnel, le cas échéant, est comptabilisé aux revenus.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement du mobilier et équipement est calculé d'après la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 30% pour l'automobile et 20% pour le mobilier et équipement ainsi que pour les installations informatiques. Celui des améliorations locatives est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire à des taux établis en fonction de la durée des baux.

e) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire voté aux fins prévues de la Société comporte un montant pour le développement de l'industrie du long métrange qui peut être reporté aux exercices futurs, et un autre montant relatif au Fonds de développement de la production d'émissions canadiennes qui périme. La partie non périmée du crédit parlementaire est comptabilisée à l'avoir du Canada. Tout solde admissible non utilisé à la fin de l'exercice est présenté au bilan comme crédit parlementaire à recevoir.

f) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi tel que le prévoient leurs conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés.

g) Régime de retraite

Tous les employés participent au régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent également le coût du régime. Cette contribution représente la responsabilité totale de la Société. Les contributions, pour services courants et pour services antérieurs admissibles, sont imputées aux résultats de l'exercice au cours duquel les paiements sont effectués. Le mode de paiement des contributions pour services antérieurs est déterminé en fonction des conditions de rachat en vigueur, généralement sur le nombre d'années de service qu'il reste aux employés avant leur retraite.

3. Crédit parlementaire à recevoir

	1987	1986
	$	$
Développement de l'industrie du long métrage	19,300,768	5,153,899
Production d'émissions canadiennes	3,473,638	2,056,508
Financement temporaire aux producteurs et distributeurs de longs métrages	208,909	976,145
	22,983,315	8,186,552

4. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	$	$	$	$
Mobilier et équipement	955,538	440,039	515,499	302,358
Installations informatiques	480,244	156,158	324,086	120,172
Améliorations locatives	199,155	121,448	77,707	119,460
Automobile	19,847	5,954	13,893	
	1,654,784	723,599	931,185	541,990

5. Dépenses de support

	1987			1986
	Émissions canadiennes	Longs métrages	Total	Total
	$	$	$	$
Placements	52,851,490	23,680,962	76,532,452	70,479,139
Retours de placements	(5,350,441)	(1,564,192)	(6,914,633)	(3,262,967)
Prêts radiés	70,000	374,510	444,510	218,200
Remboursements de prêts déjà radiés		(43,318)	(43,318)	(72,628)
	47,571,049	22,447,962	70,019,011	67,361,744
Dépenses de fonctionnement (note 6)	1,913,757	4,401,832	6,315,589	5,033,697
	49,484,806	26,849,794	76,334,600	72,395,441

6. Dépenses de fonctionnement

	1987	1986
	$	$
Salaires et avantages sociaux	4,507,156	3,297,920
Location, taxes, chauffage et électricité	1,100,546	884,671
Honoraires professionnels	1,058,176	392,926
Impression, affranchissement et frais de bureau	992,137	609,165
Voyages	750,434	412,153
Publicité et frais de représentation	637,576	467,913
Téléphone et télex	319,978	234,511
Amortissement	301,196	126,246
Services de conseillers	293,035	373,147
Frais de relocalisation	114,613	113,010
Films et sous-titrages de films	112,938	92,726
Frais financiers	2,471	3,020
	10,190,256	7,007,408
Portion attribuée aux dépenses de support (note 5)	6,315,589	5,033,697
Portion attribuée aux dépenses d'administration	3,874,667	1,973,711

7. Engagements

Au 31 mars 1987, la Société est engagée contractuellement à avancer des fonds totalisant $22,452,834 à titre de prêts et de placements, dont $10,648,738 en regard de productions françaises et $11,804,096 en regard de productions anglaises. De plus, elle a accepté des projets de financement qui pourraient appeler des déboursés d'environ 19.3 millions de dollars dont 8.1 millions de dollars en regard de productions françaises et 11.2 millions de dollars en regard de productions anglaises.

La Société a signé des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement dans le cadre de ses activités. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	$
1988	685,385
1989	1,133,731
1990	1,102,611
1991	1,095,791
1992	1,030,444
1993-97	4,488,585
	9,536,547

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

MANDAT

Exploiter, réorganiser et rationaliser la production de charbon du bassin houiller de Sydney, étendre l'assise économique du Cap-Breton et y promouvoir les nouveaux emplois.

ANTÉCÉDENTS

Les deux divisions de la Société ont été créées en 1967, en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*:

—Créé à l'origine dans le but d'assurer la fermeture des mines de charbon du Cap-Breton avec le minimum de perturbation possible, la Division des charbonnages de la Société est toujours le plus grand employeur dans la région de Sydney/Glace Bay. Une reprise de la demande locale de charbon à des fins de production électrique a permis l'expansion et la modernisation de cette industrie qui emploie 3 600 personnes. Outre les mines Prince et Lingan, la Société exploite une usine de préparation du charbon, un système de transport ferroviaire complet et un quai d'expédition. Une nouvelle mine Phalen sera opérationnelle en 1987, ce qui portera la capacité annuelle de production de la Société à plus de 4 millions de tonnes.

—La Division du développement industriel a été créée en vue de développer les possibilités d'emplois dans d'autres domaines et d'élargir l'assise économique locale. De concert avec l'Agence des perspectives de l'Atlantique, Enterprise Cape Breton et d'autres initiatives fédérales et provinciales, la Division encourage le développement industriel de l'Île et contribue à son financement par un grand nombre de moyens.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 2500 Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6T7
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Robert R. de Cotret, c.p., député
MINISTÈRE	Expansion industrielle régionale et Sciences et Technologie
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1967; *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* (S.R.C. 1970, C-13)
PREMIER DIRIGEANT	Derek Rance
PRÉSIDENT	Teresa MacNeil
VÉRIFICATEUR	Touche, Ross & Co.

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	581	454	397	359
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	7	3	13	11
Avoir du Canada	511	401	335	306
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	164	120	108	110
— non budgétaire	4	(10)	2	11

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU MINISTRE DE L'EXPANSION
INDUSTRIELLE RÉGIONALE

Nous avons vérifié le bilan et l'état du capital social de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1987 ainsi que les états connexes des résultats et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Les états financiers de la Division du développement industriel et de ses filiales ont été consolidés. Comme l'exige la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, les états financiers de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel sont présentés séparément.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Division des charbonnages et de la Division du développement industriel de la Société de développement du Cap-Breton au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de leur exploitation et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

En outre, à notre avis, les opérations de la Société portées à notre connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été conformes, à tous égards importants, à la Loi sur l'administration financière et à ses règlements ainsi qu'à la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton et aux règlements de la Société.

Comptables agréés
Touche Ross & Co.

Sydney, Canada
le 22 mai 1987

DIVISION DES CHARBONNAGES

BILAN AU 31 MARS

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse	15,738,103	10,315,194
Débiteurs (note 2)	16,662,237	23,873,285
Stocks au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants		
Charbon	17,921,379	22,818,843
Matières et fournitures d'exploitation	16,999,490	12,945,717
Charges payées d'avance	75,927	44,287
	67,397,136	69,997,326
Immobilisations (note 3)	486,054,365	360,584,821
	553,451,501	430,582,147

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Fournisseurs	29,139,356	20,419,648
Salaires et indemnités de congé courus	13,005,904	12,602,795
Charges à payer	14,006,335	12,731,111
Retenues salariales	5,239,931	3,568,282
Avances—Gouvernement du Canada	7,022,215	2,643,419
	68,413,741	51,965,255
CAPITAL SOCIAL		
Capital social du Canada	485,037,760	378,616,892
	553,451,501	430,582,147

Engagements (note 4)

Éventualités (note 5)

Au nom du conseil:

Administrateur
TERESA MACNEIL

Administrateur
MENDEL CHERNIN

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DU CAPITAL SOCIAL AU 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	378,616,892	315,444,720
Ajouter: versements par le Canada au titre des pertes d'exploitation minière—Crédit 35 (note 1a))	17,685,203	16,935,853
versements par le Canada au titre des dépenses en immobilisations—Crédits 40 et 40b (note 1a))	135,597,000	93,662,972
	531,899,095	426,043,545
Déduire: pertes d'exploitation minière	17,685,203	16,935,853
amortissement des immobilisations	29,176,132	30,490,800
	46,861,335	47,426,653
Solde à la fin de l'exercice	485,037,760	378,616,892

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Produits		
Ventes de charbon	184,572,097	183,248,861
Moins: frais de vente extérieurs	3,838,687	4,295,726
	180,733,410	178,953,135
Produits extérieurs du chemin de fer	3,074,447	2,775,345
Produits d'exploitation	183,807,857	181,728,480
Charges d'exploitation		
Salaires et charges sociales	77,267,984	72,218,107
Congés et vacances	8,941,733	10,363,224
Indemnités pour accident du travail	8,528,101	8,077,931
Droits supplémentaires	7,266,685	7,470,296
Matières et fournitures	19,912,632	23,667,644
Matériel de réparation	9,516,682	8,102,346
Électricité	5,303,090	5,192,866
Subventions au lieu de taxes	2,777,320	2,559,939
Redevances	605,472	605,285
Location de matériel lourd	5,993,396	5,916,792
Autres charges	6,228,579	6,436,665
Charbon acheté et charbon capitalisé	23,499,110	11,823,656
Amortissement	29,176,132	30,490,800
Diminution des stocks de charbon	4,897,464	15,270,374
Total des charges d'exploitation	209,914,380	208,195,925
Excédent des charges d'exploitation sur les produits d'exploitation	26,106,523	26,467,445
Régime de retraite	15,278,791	14,412,457
Retraites anticipées	3,466,571	3,650,485
Indemnités pour accident du travail (note 1d))	2,799,996	3,600,000
Intérêts et autres produits	(790,546)	(703,734)
	46,861,335	47,426,653
Moins: amortissement non déductible dans le calcul des pertes d'exploitation minière (note 1c))	29,176,132	30,490,800
Perte nette d'exploitation minière de l'exercice	17,685,203	16,935,853

DIVISION DES CHARBONNAGES

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'exploitation		
Perte nette d'exploitation minière	(17,685,203)	(16,935,853)
Diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*	20,092,789	13,371,407
	2,407,586	(3,564,446)
Liquidités provenant des activités de financement		
Versements par le Canada		
Au titre des pertes d'exploitation minière	17,685,203	16,935,853
Au titre des dépenses en immobilisations	135,597,000	93,662,972
Augmentation (diminution) des avances remboursables aux fins du fonds de roulement	4,378,796	(10,798,825)
	157,660,999	99,800,000
Liquidités provenant des (affectées aux) activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(155,001,847)	(94,159,330)
Produit de la vente d'immobilisations	356,171	496,358
Frais reportés de mise en valeur		612,279
	(154,645,676)	(93,050,693)
Augmentation des liquidités	5,422,909	3,184,861
Liquidités au début de l'exercice	10,315,194	7,130,333
Liquidités à la fin de l'exercice	15,738,103	10,315,194
Augmentation (diminution) du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*		
Débiteurs	7,211,048	(2,060,970)
Stock de charbon	4,897,464	15,270,374
Stock de matières	(4,053,773)	(1,069,866)
Charges payées d'avance	(31,640)	87,080
Fournisseurs	8,719,708	6,860,611
Salaires et indemnités de congé courus	403,109	(741,154)
Charges à payer	1,275,224	(3,689,489)
Retenues salariales	1,671,649	(1,285,179)
	20,092,789	13,371,407

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 1987

1. Principales conventions comptables

a) Financement

Le financement des pertes d'exploitation minière et des projets en immobilisations de la Société est assuré par des crédits votés par le Parlement du Canada.

b) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

c) Immobilisations

Les immobilisations de la Société sont évaluées au prix coûtant et l'amortissement de ces immobilisations est calculé selon leur durée d'utilisation prévue. Le Conseil du Trésor du Canada a indiqué qu'aux fins de la détermination des crédits parlementaires, on ne doit pas tenir compte de l'amortissement dans le calcul des pertes d'exploitation minière. Pour arriver au montant en question, on a donc éliminé la provision pour amortissement.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DES CHARBONNAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1987—*Fin*

d) Indemnités pour accident du travail

La Société de développement du Cap-Breton fait partie d'un groupe particulier en ce qui a trait au régime des travailleurs de la Nouvelle-Écosse. Avant l'incendie qui s'est déclaré dans la houillère n° 26 et la fermeture de cette dernière, les dépenses engagées au titre des indemnités pour accident du travail étaient imputées aux frais généraux de chaque unité d'exploitation selon une formule établie. La Société poursuit ce traitement comptable sauf dans le cas des dépenses fixes que la houillère n° 26 aurait absorbées. Dans l'état des résultats, ce poste est indiqué à part et ne fait pas partie des charges d'exploitation.

2. Débiteurs

	1987	1986
	$	$
Clients	16,656,770	23,928,237
Employés	105,467	95,048
	16,762,237	24,023,285
Moins: provision pour créances douteuses	100,000	150,000
	16,662,237	23,873,285

3. Immobilisations

	1987	1986
	$	$
Houillère Lingan	153,454,909	136,690,740
Houillère Prince	100,781,496	91,690,525
Houillère Donkin-Morien	80,920,142	72,437,092
Houillère Phalen	147,997,987	60,522,071
Usine de préparation du charbon	84,247,324	60,464,896
Chemin de fer de Devco	74,007,251	67,139,009
Carbogel	4,082,155	2,719,620
Autres immobilisations	37,461,975	36,643,610
	682,953,239	528,307,563
Amortissement cumulé (note 1c))	196,898,874	167,722,742
	486,054,365	360,584,821

Au 31 mars 1987, des charges cumulatives de $80,920,142 sont incluses dans les immobilisations afférentes au projet d'exploitation de la mine Donkin-Morien. La Société a évalué la viabilité de l'ensemble du projet en prenant en considération les aspects économique, commercial et stratégique par rapport aux coûts importants de mise en valeur souterraine de la mine à des fins de production commerciale. Elle a décidé de conserver les tunnels d'accès en place pour que les fonds déjà engagés puissent ultérieurement porter fruit. Comme ces immobilisations ne sont pas actuellement utilisées, la Société a décidé d'établir des provisions pour amortissement nominal à partir du 31 mars 1988.

4. Engagements

a) Les engagements relatifs aux projets en immobilisations comprennent les montants suivants:

environ $14,314,000 pour l'équipement minier souterrain;

environ $1,563,000 pour les autres installations.

b) En mai 1984, le gouvernement du Canada s'est engagé à mettre en valeur la houillère Phalen. Le coût total de mise en valeur devrait s'élever à environ $184,400,000 dont un montant de $36,400,000 devrait être approuvé pour l'exercice 1987-88.

c) La Société loue le General Mining Building qui abrite les bureaux de la Division des charbonnages. La durée du bail est de 20 ans à partir de juin 1984 et comporte des versements d'environ $1,200,000 par année, au taux d'intérêt actuel de 10,0%. Les versements annuels exigibles en vertu de ce bail fluctuent selon les taux d'intérêt hypothécaires du bailleur.

5. Passif éventuel et demandes de règlement

a) Le 13 février 1981, une explosion a eu lieu sur un bateau qui transportait une cargaison de charbon provenant de la Société. Au 31 mars 1987, une poursuite a été intentée par le requérant, à laquelle la Société a l'intention de s'opposer en ce qui a trait à l'ensemble de la réclamation. Par conséquent, ces états financiers ne comportent aucune provision pour quelque réclamation que ce soit.

b) La Société est auto-assurée contre la perte éventuelle d'éléments d'actif souterrains et pour une partie de son assurance responsabilité civile.

6. Contrat de vente à long terme

La Société et Nova Scotia Power Corporation ont conclu un accord portant sur la livraison à cette dernière d'une partie considérable de la production de charbon de la Société. Cet accord expirera en 2011.

7. Régime de retraite

Une évaluation actuarielle du régime de retraite non contributif de la Société en date du 31 décembre 1985 a révélé l'existence d'une dette actuarielle non capitalisée de $62,400,000. Les comptes au 31 mars 1987 ne comprenaient aucune provision à l'égard de ce passif. Le montant annuel minimal requis pour services passés et futurs, incluant les prestations de retraite, sera d'environ $11,100,000 par an de 1987 à 1992, de $6,200,000 en 1993 et de $5,500,000 de 1994 à 1997.

Les prestations de retraite totalisent environ $14,800,000. Si les prestations de retraite afférentes à n'importe quelle année étaient moins élevées que le montant annuel minimal requis, la Société provisionnerait la différence.

8. Impôts sur le revenu

La Société réclamera des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard de ses dépenses admissibles engagées et de ses éléments d'actif admissibles achetés après le 19 avril 1983. Selon la Société, ces crédits se chiffreraient à environ $13,000,000. Ce montant n'a pas été comptabilisé dans les présents états financiers et sera comptabilisé à titre de diminution des dépenses ou des éléments d'actif correspondants une fois reçu.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS

ACTIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Encaisse	1,413,820	1,476,368
Débiteurs et intérêts	923,735	632,784
Sommes à recevoir de la province de la Nouvelle-Écosse	33,174	
Sommes à recevoir du gouvernement du Canada		3,800,000
Stocks (note 2d))	231,607	207,773
Charges payées d'avance	36,238	19,806
	2,638,574	6,136,731
Prêts et placements		
Prêts	7,892,993	3,064,858
Placements	321,891	371,980
	8,214,884	3,436,838
Immobilisations (notes 2b) et 3)	16,610,323	13,716,405
Autres éléments d'actif		
Charges reportées	899	899
	27,464,680	23,290,873

PASSIF	1987	1986
	$	$
À court terme		
Créditeurs	1,465,668	652,321
CAPITAL SOCIAL		
Capital social du Canada	25,999,012	22,638,552
	27,464,680	23,290,873

Garanties (note 4)
Engagements et éventualité (note 5)

Au nom du conseil:

Administrateur
TERESA MACNEIL

Administrateur
MENDEL CHERNIN

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CAPITAL SOCIAL
AU 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Capital social au début de l'exercice	22,638,552	19,655,455
Versements du gouvernement du Canada au cours de l'exercice—Crédit 45 (note 1)	10,600,000	9,500,000
	33,238,552	29,155,455
Moins: charges d'exploitation nettes	7,239,540	6,516,903
Capital social à la fin de l'exercice	25,999,012	22,638,552

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Frais de mise en valeur et charges d'exploitation		
Exploitation et aide industrielles	1,529,575	1,777,582
Exploitation touristique et subventions	1,162,652	1,192,916
Aide à la création de nouvelles entreprises	2,497,760	1,572,405
Élevage marin	38,175	247,031
Coûts des opérations immobilières	923,387	773,770
Planification et programmes communautaires	175,500	1,815,500
Autre production primaire	481,983	436,319
Programmes de bourses et de formation	28,500	29,736
Perte (gain) à l'aliénation d'immobilisations	198,442	(1,966)
	7,035,974	7,843,293
Frais d'administration		
Salaires	736,994	927,402
Frais de bureau et frais divers	559,373	312,578
Honoraires	68,416	66,933
Frais de déplacement	34,459	75,884
	1,399,242	1,382,797
Amortissements	1,354,626	1,535,613
Provision pour prêts et créances irrécouvrables	1,238,875	(199,805)
	2,593,501	1,335,808
Total des charges d'exploitation de l'exercice	11,028,717	10,561,898
Produits		
Exploitation touristique	1,271,082	1,134,258
Loyers—Opérations immobilières	1,104,025	1,304,552
Exploitation industrielle	563,583	546,970
Intérêts	763,195	749,573
Élevage marin		250,225
Autre production primaire	87,292	59,417
	3,789,177	4,044,995
Charges d'exploitation nettes	7,239,540	6,516,903

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Suite*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	1987	1986
	$	$
Liquidités provenant des activités de financement		
Versements par le Canada—Crédit 45	10,600,000	9,500,000
Liquidités affectées aux activités d'exploitation		
Charges d'exploitation nettes	(7,239,540)	(6,516,903)
Débits (crédits) n'entraînant pas de mouvements de trésorerie		
Amortissements	1,354,626	1,535,613
Remises de dettes	164,683	77,385
Perte (gain) à la vente d'immobilisations	198,442	(1,966)
Provision pour (recouvrement de) créances douteuses	1,364,696	(317,835)
	(4,157,093)	(5,223,706)
(Augmentation) diminution du fonds de roulement d'exploitation hors caisse*	4,248,956	(2,417,797)
	91,863	(7,641,503)
Liquidités affectées aux activités d'investissement		
Remboursement du prêt	762,556	988,244
Prélèvement sur le prêt	(7,120,551)	(2,047,441)
Achat d'immobilisations	(4,868,370)	(815,638)
Produit de la vente d'immobilisations	426,865	380,720
Achat de placements	45,089	(4,417)
	(10,754,411)	(1,498,532)
Augmentation (diminution) des liquidités	(62,548)	359,965
Liquidités au début de l'exercice	1,476,368	1,116,403
Liquidités à la fin de l'exercice	1,413,820	1,476,368
(Augmentation) diminution du fonds de roulement hors caisse*		
Débiteurs	3,475,875	(2,919,341)
Stocks	(23,834)	199,939
Charges payées d'avance	(16,432)	6,096
Créditeurs	813,347	295,509
	4,248,956	(2,417,797)

*Chiffres redressés

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1987

1. Politique générale

La Division du développement industriel vise, comme il est mentionné dans le plan quinquennal approuvé (1985-86 — 1989-90), à favoriser l'établissement et le maintien d'entreprises viables sur l'île du Cap-Breton, améliorant ainsi la base économique et les possibilités d'emploi dans l'île. La Société atteint ces objectifs par l'octroi de prêts et par l'investissement de fonds souvent supérieurs aux montants que pourraient fournir les sources commerciales ordinaires. De plus, la Société offre des subventions aux entreprises qu'elle juge capables de fournir un apport important au développement de l'île du Cap-Breton.

La Division du développement industriel est financée au moyen de crédits votés par le Parlement du Canada. C'est ainsi que le Parlement a voté des crédits de $10,600,000 au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1987.

2. Principales conventions comptables

a) i) Consolidation

Les états financiers de la Division du développement industriel comprennent les résultats de la Division et de toutes ses filiales, comme il est expliqué ci-dessous:

	Participation de la Société	Fin d'exercice
Darr (Cape Breton) Limited (immobilier)	100%	31 décembre
Cape Breton Marine Farming Limited (inactive)	100%	31 mars
Whale Cove Summer Village Limited (logements touristiques)	62.5%	31 mars
Dundee Estates Limited (logements touristiques)	100%	31 mars

ii) Comme les états financiers de Whale Cove Summer Village Limited font état d'une situation déficitaire au 31 mars 1987 et que la part des actionnaires minoritaires dans les pertes subies jusqu'à maintenant a été imputée au total du capital investi par les actionnaires minoritaires, les pertes de cette société sont comprises dans la perte nette consolidée. Par conséquent, aucune participation minoritaire dans cette filiale n'est inscrite au bilan.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. Le prix coûtant et l'amortissement correspondant des biens aliénés sont radiés des livres et les gains ou les pertes qui découlent de ces opérations sont inclus dans l'état consolidé des résultats. L'amortissement est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire à des taux fondés sur la durée d'utilisation probable des biens qui s'établit généralement ainsi:

Bâtiments	jusqu'à 20 ans
Équipement	de 4 à 10 ans
Véhicules	de 3 à 4 ans

c) Convention comptable de certaines filiales

Des notes des états financiers de Dundee Estates Limited indiquent que les états de cette société ont été dressés selon la convention de la permanence de l'entreprise, laquelle dépend de l'appui financier continu de la Société de développement du Cap-Breton.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—*Fin*

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 1987—*Fin*

d) Stocks

Les stocks sont évalués au prix coûtant, déterminé suivant la méthode de l'épuisement successif, ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

3. Immobilisations

	1987	1986
	$	$
Installations en location	9,869,708	6,236,487
Installations touristiques	6,733,689	8,503,872
Installations de l'industrie primaire	1,735,253	1,730,627
Installations de l'industrie secondaire	7,673,106	7,215,937
	26,011,756	23,686,923
Moins: amortissement cumulé	9,401,433	9,970,518
	16,610,323	13,716,405

Chacune des quatre catégories d'immobilisations figurant ci-dessus comprend des terrains, des bâtiments et du matériel.

4. Garanties

Au cours de l'exercice 1976, la Société a garanti le remboursement par Sydney Steel Corporation de $70,000,000 en débentures 11¼% série D de cette société ainsi que le paiement de l'intérêt sur ces débentures. Sydney Steel Corporation avait emprunté ces fonds dans le but de financer le programme de remise en état de son usine. Le solde des débentures en cours a été réduit depuis lors à $38,010,000.

La Société a garanti en 1971 le remboursement d'avances bancaires consenties à Stora Kopparbergs Bergslags Aktiebolag. Cette garantie se chiffrait initialement à $30,000,000. Le solde des avances a été réduit depuis lors à $7,500,000.

La Société a consenti ces garanties pour Sa Majesté la Reine du chef du Canada et en son nom, et toutes les sommes devant être versées devront provenir du Fonds du revenu consolidé du Canada et non pas des fonds de la Société de développement du Cap-Breton.

5. Engagements et éventualité

a) Au 31 mars 1987, les engagements de la Division du développement industriel de la Société au chapitre des dépenses et des prêts totalisaient environ $5,300,000 en sus des montants portés aux états financiers à cette date.

b) La Société a conclu, en date du 1er mai 1987, un contrat de location d'espaces à bureaux à la Commerce Tower pour la Division du développement industriel et Entreprise Cap-Breton. Le bail, d'une durée de cinq ans, prévoit des versements d'environ $252,000 par an.

c) Pour l'exercice se terminant le 31 mars 1988, le Parlement a voté l'attribution de $10,600,000 à la Division du développement industriel, mais a retenu $3,910,000 de ce montant sous réserve de l'établissement d'un protocole d'entente entre Entreprise Cap-Breton et la Société, entente qui doit aussi être approuvée par le Conseil du Trésor.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

MANDAT

Aider les agriculteurs canadiens à établir et à mettre en valeur des entreprises agricoles viables, en leur fournissant des crédits à long terme et d'autres services financiers.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1959, en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, la société accorde des prêts aux agriculteurs pour l'achat de terres agricoles, de bétail et de machinerie agricole, pour l'amélioration permanente de leurs fermes et pour le refinancement de leurs dettes. En vertu de la *Loi sur le crédit aux syndicats agricoles*, la Société peut accorder des prêts à des groupes d'agriculteurs pour l'acquisition conjointe d'installations et d'équipement aratoires. Le prêt maximum dans le cas d'une ferme est de 600,000 dollars; pour un syndicat, il est de 100,000 dollars. Au 31 mars 1987, la Société comptait 75,487 prêts en cours. Elle dispose d'un personnel de 573 employés permanents répartis entre le bureau de l'administration centrale, les 7 bureaux régionaux et les 90 bureaux de district et sous-bureaux.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Succursale D C.P. 2314 434, rue Queen Ottawa (Ontario) K1P 6J9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Wise, c.p., député
MINISTÈRE	Agriculture
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1959; *Loi sur le crédit agricole* (S.R.C. 1970, c. F-2). Cette société a remplacé la Commission du prêt agricole canadien, fondée en 1929.
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Eiliv H. Anderson
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	**1985-1986**	**1984-1985**	**1983-1984**
À la fin de l'exercice				
Actif total	4,914	5,015	4,940	4,901
Engagements envers le secteur privé	1,600	984	571	306
Engagements envers le Canada	3,305	3,896	4,110	4,310
Avoir du Canada	(125)	8	129	131
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire, montant net	(591)	(214)	(171)	378

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la Société du crédit agricole a approuvé les présents états financiers, et la direction se porte garante de toute l'information contenue dans le présent rapport annuel. Certains chiffres qui figurent aux états financiers, comme la provision au bilan pour pertes sur prêts, représentent des estimations fondées sur l'expérience et le jugement de la direction.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, lesquels ont été appliqués de façon uniforme. Les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux contenus dans les états financiers.

La direction tient un système de contrôle interne qui offre un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité et à l'intégrité des états financiers et garantit que les opérations sont autorisées, que les biens sont protégés et que des registres appropriés sont tenus. La Société bénéficie d'un service de vérification interne qui effectue une vérification périodique des divers aspects de ses opérations. En outre, les vérificateurs internes et externes ont libre accès au comité de vérification du Conseil d'administration qui contrôle la façon dont la direction veille à la tenue de systèmes de contrôle adéquats et à la qualité des rapports financiers.

Le Vérificateur général du Canada, qui agit à titre indépendant, a la responsabilité de vérifier les états financiers et de publier son rapport à leur sujet.

le président-directeur général
Eiliv H. Anderson

le principal administrateur financier
William G. Mann, C.A.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

J'ai vérifié le bilan de la Société du crédit agricole au 31 mars 1987 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur le crédit agricole et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 10 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986
Encaisse et placements à court terme	88,494	112,348
Débiteurs	1,678	192
Prêts (note 3)	4,961,385	4,984,298
Moins: provision pour pertes sur prêts (note 4)	219,000	155,800
	4,742,385	4,828,498
Biens-fonds	53,771	45,805
Immobilisations	2,957	1,983
Escompte et frais d'émission de la dette non amortis	24,799	26,210
	4,914,084	5,015,036

PASSIF	1987	1986
Créditeurs et frais courus	9,223	6,842
Billets à court terme	271,571	237,497
Provision pour prestations de cessation d'emploi	4,190	4,583
Emprunts (note 5)	4,753,891	4,758,415
	5,038,875	5,007,337
AVOIR (NÉGATIF) DU CANADA		
Capital d'apport (note 6)	218,333	218,333
Déficit	343,124	210,634
	(124,791)	7,699
	4,914,084	5,015,036

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par:

Le président-directeur général
EILIV H. ANDERSON

Le principal administrateur financier
WILLIAM G. MANN, C.A.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Revenus d'intérêt		
Prêts	465,380	474,876
Placements	13,727	11,098
	479,107	485,974
Frais d'intérêt		
Emprunts	462,102	452,978
Billets à court terme	21,985	21,727
	484,087	474,705
Revenu net d'intérêt	(4,980)	11,269
Provision pour pertes sur prêts	98,322	99,351
	(103,302)	(88,082)
Honoraires et frais liés aux prêts	3,885	1,637
	(99,417)	(86,445)
Frais d'administration		
Salaires et prestations aux employés	23,947	26,298
Déplacements	2,358	2,494
Locaux	2,445	2,429
Autres	4,323	3,740
	33,073	34,961
Perte pour l'exercice	(132,490)	(121,406)
Déficit au début de l'exercice	210,634	89,228
Déficit à la fin de l'exercice	343,124	210,634

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (en milliers de dollars)

	1987	1986
Activités d'exploitation		
Perte pour l'exercice	(132,490)	(121,406)
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Provision pour pertes sur prêts	98,322	99,351
Augmentation de l'intérêt dû sur les prêts à recevoir	(71,594)	(61,450)
Changement net de l'intérêt couru	23,435	3,800
Autres	11,053	6,640
	(71,274)	(73,065)
Prêts aux agriculteurs	(315,060)	(235,268)
Prêts à recevoir remboursés	323,198	207,201
Produit de la vente de biens-fonds	19,465	16,566
Autres éléments	(1,080)	3,903
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(44,751)	(80,663)
Activités de financement		
Emprunts auprès du Canada		42,500
Emprunts remboursés au Canada	(591,155)	(256,868)
Emprunts sur les marchés de capitaux	581,554	273,459
Frais d'émission de la dette	(3,576)	(6,083)
Accroissement net des billets à court terme	34,074	140,164
Encaisse en provenance des activités de financement	20,897	193,172
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des placements à court terme	(23,854)	112,509
Encaisse et placements à court terme (créances bancaires) au début de l'exercice	112,348	(161)
Encaisse et placements à court terme à la fin de l'exercice	88,494	112,348

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. La Société

La Société du crédit agricole a été constituée en 1959 en vertu de la Loi sur le crédit agricole afin de succéder à la Commission du prêt agricole canadien. Elle est une société d'État mentionnée dans l'annexe C de la partie 1 de la Loi sur l'administration financière. Son objectif premier est d'aider les agriculteurs canadiens à établir et à aménager des exploitations agricoles viables, en leur fournissant du crédit à long terme sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

La Société administre également un programme de crédit autorisé sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles. Cette loi a remplacé la Loi sur le crédit aux syndicats de machines agricoles qui avait été votée en 1964. L'objectif de la L.C.S.A. est de prêter aux agriculteurs qui se regroupent en syndicats, afin qu'ils partagent le coût de l'achat et de l'utilisation de machines aratoires, de bâtiments de ferme et d'équipement fixe.

De plus, la Société administre certains programmes de prêts à la demande du gouvernement. Dans son discours du budget du 26 février 1986, le gouvernement a demandé à la SCA de mettre sur pied un Programme de prêts basés sur les prix de $700.0 millions à l'intention de ses clients qui connaissaient des difficultés financières et qui répondaient à certains critères. Grâce à ce programme, les agriculteurs ont accès à des prêts caractérisés par des taux d'intérêt inférieurs et par l'indexation du principal en fonction de la hausse ou de la baisse du prix des denrées. En retour, le gouvernement doit compenser la baisse des rentrées monétaires nettes en versant à la Société jusqu'à concurrence de $20.0 millions pour l'exercice 1986-87, et de $50.0 millions pour celui de 1987-88.

Vu l'avoir négatif du Canada dans le bilan de la Société et la situation financière actuelle de cette dernière, des discussions ont lieu entre ses représentants et ceux du gouvernement, dans le but de préparer un plan de redressement financier. Plusieurs choix sont présentement à l'étude. Cependant, le gouvernement n'a pas encore pris de décision sur cette question.

La Société œuvre dans un seul secteur: le financement à long terme des agriculteurs canadiens.

2. Principales conventions comptables

a) Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts au bilan représente une estimation des pertes que la SCA subira probablement sur les comptes impayés à la fin de l'exercice, après examen des possibilités de perception de ces comptes. On s'attache surtout aux comptes en arrérages. Relativement à cette estimation, la Société reconnaît qu'il est impossible de prédire l'évolution des conjonctures agricoles et économiques, et que cela influe sur la possibilité de percevoir ces comptes.

Les pertes réelles sur les prêts ainsi que les dévaluations de biens-fonds acquis à leur valeur nette de réalisation sont imputées à la provision, tandis que les pertes recouvrées y sont créditées. Le rajustement de la provision, au niveau approprié, est imputé aux résultats à titre de provision pour pertes sur prêts. En plus de cette provision et après étude des prêts impayés en arrérages, la SCA a prévu une provision générale pour les pertes sur des prêts qui n'ont pas encore été spécifiquement identifiées.

b) Constatation des revenus

Les revenus d'intérêt sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. L'intérêt n'est pas comptabilisé pour les prêts non performants. Un prêt non performant est un prêt qui, de l'avis des gestionnaires, présente un doute raisonnable quant à son recouvrement.

Les honoraires et les frais liés aux prêts sont comptabilisés dès qu'ils sont gagnés.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

c) Biens-fonds

Les biens-fonds sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Il s'agit de propriétés agricoles acquises dans le cadre de l'administration des prêts impayés à recevoir et elles doivent être aliénées dans les cinq années qui suivent leur acquisition ou au cours de toute période supplémentaire que peut prescrire le gouveneur en conseil.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'origine moins l'amortissement cumulé. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire pour la durée du bail plus une période de renouvellement. Le matériel et les logiciels informatiques sont amortis, selon la méthode linéaire, sur leur durée utile estimative. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode du solde dégressif.

e) Escomptes et frais d'émission de la dette

Les escomptes et les frais liés à l'émission de titres sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'émission, et le montant amorti est imputé aux frais d'intérêt sur les emprunts.

f) Conversion des devi ·s étrangères

Les emprunts en devises étrangères sont assortis d'accords de conversion de devises, et ils sont convertis en dollars canadiens aux taux prévus dans ces accords. Les écarts entre les montants définitifs à rembourser aux taux contractuels et les montants perçus lors de l'émission de la dette à terme, sont assimilés à des coûts de financement, et sont donc imputés au poste des frais d'intérêt, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de chaque émission. L'intérêt à payer en devises étrangères sur ces émissions est également assorti d'accords de conversion de devises et il est converti en dollars canadiens aux taux prévus dans ces accords.

g) Régime de retraite

Les employés de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société contribuent à part égale à ce régime. Les cotisations sont imputées aux dépenses de l'exercice au cours duquel se situe la période de service.

h) Prestations de cessation d'emploi

Au moment de leur cessation d'emploi, les employés de la Société peuvent recevoir des indemnités de départ en vertu de leurs modalités d'emploi. Le passif à l'égard de ces prestations est comptabilisé à mesure que les prestations s'accumulent au crédit des employés.

i) Impôts sur le revenu

La Société comptabilise les impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôt, selon laquelle les impôts sur le revenu sont calculés sur tous les éléments compris à l'état des résultats indépendamment du moment où ces éléments seront envisagés du point de vue fiscal.

3. Prêts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1987	1986
			(en milliers de dollars)	
Prêts aux agriculteurs, garantis par hypothèques	24 ans	5-7 ⅞	556,501	609,767
	25 ans	8-10 ⅞	2,070,218	1,812,994
	26 ans	11-12 ⅞	1,561,319	1,650,900
	26 ans	13-16 ¾	730,084	871,147
			4,918,122	4,944,808
Prêts aux syndicats agricoles, garantis par billets à ordre	15 ans	6 ¼-17 ½	7,573	9,012
Prêts à recevoir résultant de ventes de biens-fonds garantis par des contrats de vente ou des hypothèques	26 ans	5-15 ¾	35,690	30,478
			4,961,385	4,984,298

Les échéances selon l'exercice financier sont les suivantes:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
Échus	56,325	41,985
1987		76,206
1988	148,220	139,920
1989	163,554	149,770
1990	581,787	615,339
1991	289,975	221,937
1992	316,935	240,961
1993 à 2014	2,964,006	3,072,894
	4,520,802	4,559,012
Intérêts courus	440,583	425,286
	4,961,385	4,984,298

Pendant l'exercice, les intérêts non comptabilisés sur les prêts non performants ont atteint $55.4 millions (1986—$40.0 millions). Au 31 mars 1987, les intérêts accumulés non comptabilisés sur les prêts non performants se chiffraient à $95.4 millions.

Au cours de l'exercice, la Société a reçu des agriculteurs $215.9 millions (1986—$106.3 millions) en paiements anticipés de principal.

Pendant l'exercice, la Société a déboursé $242.6 millions en Prêts basés sur les prix. De ce montant, $13.5 millions ont servi à payer des arrérages auprès de la Société.

4. Provision pour pertes sur les prêts

La provision au bilan pour pertes sur les prêts au 31 mars 1987 a été réduite de $15.0 millions. Ce montant represente le solde d'un engagement de $20.0 millions que le gouvernement fédéral avait pris dans le discours du budget du 26 février 1986, dans le cadre de son programme global d'aide financière à l'agriculture. Ces $20.0 millions avaient pour but de réduire l'incidence qu'auraient les pertes anticipées de la SCA.

De plus, certains montants liés aux intérêts, qui avaient été inclus dans les montants comparatifs des prêts à recevoir et de la provision pour pertes sur prêts de 1986, ont été reclassifiés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée en 1987.

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

5. Emprunts

	Échéances n'excédant pas	Taux d'intérêt annuel %	1987	1986
			(en milliers de dollars)	
Emprunts auprès du Canada, garantis par billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	10 ans	6-7 ½	538,748	625,951
	14 ans	8-10 ¾	1,460,830	1,529,561
	15 ans	11-12 ¼	1,298,898	1,730,977
			3,298,476	3,886,489
Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	7 ans	9 ¾-16 ½	6,030	9,172
			3,304,506	3,895,661
Emprunts sur les marchés de capitaux, garantis par billets à ordre				
Loi sur le crédit agricole	10 ans	8 ¾-12 ¼	1,319,128	735,312
Montant dû—Accords de conversion de devises et d'intérêts	7 ans	8 ¾-11	9,028	11,290
			4,632,662	4,642,263
Intérêts courus			121,229	116,152
			4,753,891	4,758,415

Les échéances par exercice financier sont les suivantes:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
1987		211,702
1988	201,851	211,885
1989	209,756	230,534
1990	855,290	861,462
1991	454,229	460,136
1992	334,697	346,651
1993 jusqu'à 2005	2,576,839	2,319,893
	4,632,662	4,642,263
Intérêts courus	121,229	116,152
	4,753,891	4,758,415

6. Capital d'apport

Le capital d'apport de la Société représente le montant reçu du Canada en vertu de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole. La limite statutaire actuelle de ce montant est de $225.0 millions (1986—$225.0 millions). Au cours de l'exercice, le Canada n'a versé à la Société aucun capital d'apport.

7. Impôts sur le revenu

Au 31 mars 1987, la Société disposait de divers écarts temporaires totalisant environ $321.0 millions, qui n'ont pas été constatés parce qu'ils ne seront pas utilisés dans un prochain avenir. Ces écarts découlent principalement d'écarts entre la provision pour pertes sur prêts imputée aux résultats et le montant déduit pour fins fiscales conformément à l'article 33 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

De plus, le report de pertes en aval pour fins d'impôt sur le revenu, qui n'a pas été constaté dans les états financiers, se chiffre à $13.0 millions. De ce montant, $7.0 millions expireront le 31 mars 1993, et $6.0 millions le 31 mars 1994.

8. Limites d'emprunt

La Loi sur le crédit agricole limite le montant global du solde des emprunts non réglés de la Société à vingt-cinq fois son capital. Au 31 mars 1987, le solde des emprunts non réglés en vertu de cette Loi, qui comprenaient des billets à court terme s'élevant à $271.6 millions et de prêts à payer s'élevant à $4,617.6 millions, représentait 22.39 fois le capital de $218.3 millions (1986—22.26 fois).

La Loi sur le crédit aux syndicats agricoles limite les emprunts auprès du Canada à vingt-cinq millions de dollars. Au 31 mars 1987, les emprunts de la Société auprès du Canada en vertu de cette Loi s'élevaient à $6.0 millions (1986—$9.2 millions).

9. Engagements envers les agriculteurs

Au 31 mars 1987, les prêts approuvés mais non déboursés s'élevaient à $62.2 millions (1986—$44.3 millions). De ce montant, $53.3 millions représentaient des prêts ordinaires. La plupart de ces prêts portaient des taux situés entre 10.75% et 11.50%. Le solde, soit $8.9 millions, représentait des Prêts basés sur les prix. Leurs taux d'intérêt étaient de 6% ou 8.50%. On prévoit que la plupart de ces prêts seront déboursés au cours du semestre se terminant le 30 septembre 1987.

10. Contrats de location-exploitation

Les versements minimums futurs exigibles par exercice financier, en vertu de contrats de location-exploitation comportant une durée initiale non résiliable de plus d'un an, se résument comme suit:

	(en milliers de dollars)
1988	1,426
1989	1,157
1990	1,004
1991	790
1992	500
1993 et après	1,439
	6,316

Ces baux prévoient généralement le paiement par la Société des impôts fonciers et des frais d'exploitation en sus des montants fixés au début du terme du bail.

11. Événements postérieurs au bilan

Comme mesure intérimaire qui a pris effet le 1er avril 1987 et en attendant l'approbation de son plan de redressement, la Société a cessé tout emprunt sur les marchés financiers. Pour effectuer tout nouvel emprunt ou refinancement, y compris les fonds nécessaires pour ses besoins monétaires à court terme, elle devra s'adresser au Fonds du revenu consolidé, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances.

Par ailleurs, le moratoire qui empêchait la Société de réaliser ses garanties a été levé le 1er mai 1987. La Société peut donc entreprendre des poursuites en recouvrement lorsque toutes les autres solutions auront été épuisées.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'exercice 1986 ont été reclassifiés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Halifax ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Halifax a été créée le ler juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1986, 14.1 millions de tonnes, dont 2.3 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, ont transité par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Case postale 336 Ocean Terminal Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P6
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	David F. Bellefontaine
PRÉSIDENT	Raymond V. Beck
VÉRIFICATEUR	Doane Raymond

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**Sept mois jusqu'au 31 décembre 1984**
À la fin de l'exercice			
Actif total	60.6	60.2	58.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada*	30.0	25.6	25.6
Avoir du Canada	23.2	23.9	22.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire**	néant	(négl.)	0.6
— non budgétaire	4.1	néant	néant

* N'incluent pas des intérêts courus de 5.0 millions de dollars dus au Canada.

** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 1.9 million de dollars remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE JOHN CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port d'Halifax au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

Halifax, Canada
le 6 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	52,148	228,147
Placements (note 3)	3,999,445	3,597,121
Débiteurs	2,590,519	1,753,353
Fournitures	92,842	84,491
	6,734,954	5,663,112
Placements (note 3)	33,195	33,090
Montants à recevoir		350,782
Immobilisations (note 4)	53,839,280	54,172,543
	60,607,429	60,219,527

PASSIF	1986	1985
	$	$
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	837,109	4,468,785
Subventions tenant lieu de taxes municipales	32,702	163,809
Revenus reportés	858,106	523,308
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	276,080	
	2,003,997	5,155,902
Avantages sociaux courus	682,648	652,043
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	34,680,853	30,556,933
	37,367,498	36,364,878
AVOIR		
Apport de capital	72,136,346	72,136,346
Contribution au gouvernement du Canada (note 6)	(1,920,000)	
Déficit	(46,976,415)	(48,281,697)
	23,239,931	23,854,649
	60,607,429	60,219,527

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
RAYMOND V. BECK

Le directeur général
DAVID F. BELLEFONTAINE

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Revenus d'exploitation	11,037,012	9,779,179
Frais d'exploitation et d'administration	6,788,356	6,290,314
Amortissement des immobilisations	2,002,115	1,519,654
Subventions tenant lieu de taxes municipales	668,352	818,640
Perte d'exploitation de l'élévateur à grain (note 7)		75,069
	9,458,823	8,703,677
Bénéfice d'exploitation	1,578,189	1,075,502
Revenu de placement	361,937	663,275
Frais d'intérêt	(476,582)	(37,989)
Perte sur la cession d'immobilisations	(407,262)	
	(521,907)	625,286
Bénéfice net avant poste extraordinaire	1,056,282	1,700,788
Poste extraordinaire		
Profit sur la cession de terrain	249,000	
Bénifice net	1,305,282	1,700,788
Déficit au début	(48,281,697)	(49,982,485)
Déficit à la fin	(46,976,415)	(48,281,697)

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net avant poste extraordinaire	1,056,282	1,700,788
Amortissement des immobilisations	2,002,115	1,519,654
Autres	437,762	(51,772)
Diminution (augmentation) des éléments d'exploitation du fonds de roulement	(3,997,423)	1,101,367
Encaisse provenant (utilisée par) des activités d'exploitation	(501,264)	4,270,037
Activités de financement		
Subventions de capital		(10,263)
Emprunts du gouvernement du Canada	4,123,920	2,650,000
Emprunts du gouvernement du Canada remboursables à court terme		(2,650,000)
Encaisse provenant (utilisée par) des activités de financement	4,123,920	(10,263)
Activités d'investissement		
Cession de terrain	249,000	
Acquisitions d'immobilisations	(2,080,510)	(12,288,251)
Autres	355,179	(68,377)
Encaisse utilisée par les activités d'investissement	(1,476,331)	(12,356,628)
Contribution au gouvernement du Canada	(1,920,000)	
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements à court terme	226,325	(8,096,854)
Encaisse et placements à court terme au début	3,825,268	11,922,122
Encaisse et placements à court terme à la fin	4,051,593	3,825,268

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Conformément aux articles 6.1 et 6.2 de la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société de port locale au port d'Halifax a été approuvée et la Société du port d'Halifax a été établie en date du 1er juin 1984.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, port d'Halifax, à la Société du port d'Halifax à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

   a) Placements

   Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

   b) Immobilisations

   Les immobilisations sont présentées au coût à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites du coût des immobilisations en cause.

   L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, à des taux établis en fonction de la durée probable d'utilisation des immobilisations.

   c) Régime de retraite

   Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

   d) Assurance

   La Société canadienne des ports assume en grande partie tous les risques en cas d'incendie et autres sinistres, de même que les réclamations pour les accidents du travail. Tous frais résultant de ces risques seront imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

   e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

   La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après que les montants ont été vérifiés par la division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

   f) Avantages sociaux

   La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents, conformément aux conventions collectives ou aux politiques de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE HALIFAX—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

3. Placements

	1986		1985	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	3,999,445	4,045,400	3,597,121	3,618,500
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
À long terme	33,195	33,242	33,090	33,242

4. Immobilisations

	1986				1985
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrain		23,324,979		23,324,979	18,024,654
Dragage	2,5-6,7	2,596,947	2,201,275	395,672	422,230
Installations d'amarrage	2,5-10	32,234,879	16,883,596	15,351,283	7,853,789
Bâtiments	2,5-10	17,218,138	10,702,336	6,515,802	7,227,753
Services publics	3,3-10	4,409,404	1,659,267	2,750,137	1,402,979
Routes et pavages	2,5-10	6,434,209	3,203,685	3,230,524	2,698,939
Matériel et outillage	5-100	9,230,913	7,389,937	1,840,976	1,554,323
Mobilier et équipement	20	790,302	489,053	301,249	351,707
Construction en cours		128,658		128,658	14,636,169
		96,368,429	42,529,149	53,839,280	54,172,543

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1986	1985
	$	$
Emprunts sans intérêt ni modalités de remboursement	25,555,762	25,555,762
Intérêts courus sur emprunts	5,001,171	5,001,171
	30,556,933	30,556,933
Emprunt, 10%, échéant le 31 décembre 1996, remboursable par versements annuels de $716,080, capital et intérêt	4,400,000	
Versement exigible à court terme	276,080	
	4,123,920	
	34,680,853	30,556,933

Les emprunts du gouvernement du Canada ne sont pas garantis.

6. Contribution au gouvernement du Canada

Cette somme a été payée à la suite d'une requête du gouvernement du Canada auprès de diverses sociétés de la Couronne de verser des contributions en espèces.

7. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1985 ont été reclassés afin de présenter séparément les résultats d'exploitation de l'élévateur à grain comme suit:

	$
Revenus d'exploitation	1,981,725
Frais d'exploitation et d'administration	1,933,839
Subventions tenant lieu de taxes municipales	122,955
	2,056,794
Perte d'exploitation	(75,069)

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Montréal ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Montréal a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de ports locales aux principaux ports qui étaient auparavant administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le trafic du port de Montréal, le plus important port de la côte Est du Canada, est plus diversifié que celui des autres ports déjà administrés par la Société canadienne des ports. En 1986, 21.6 millions de tonnes de marchandises, dont 4.0 millions de tonnes de céréales et 4.9 millions de tonnes de marchandises conteneurisées, sont passées par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Édifice du Port de Montréal Aile no 1 Cité du Havre Montréal (Québec) H3C 3R5
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Dominic J. Taddeo
PRÉSIDENT	Ronald Corey
VÉRIFICATEUR	Samson Bélair

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**1984**	**6 mois, jusqu'au 31 déc. 1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	212.2	253.7	237.2	213.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada*	140.7	141.1	141.4	141.9
Avoir du Canada	(47.6)	(2.3)	(22.1)	(48.9)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire**	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* N'incluent pas des intérêts courus de 98.2 millions dus au Canada.

** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 55 millions de dollars remis au Canada en 1986 et de dividendes de 4.1 millions de dollars remis pour la même année.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE JOHN CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié les états des résultats, des contributions au Canada, du déficit et de l'évolution de la situation financière de la Société du port de Montréal pour l'exercice clos le 31 décembre 1986 ainsi que son bilan à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 1986 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société qui ont été portées à notre connaissance au cours de notre vérification ont été effectuées, à tous égards d'importance, en conformité avec la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi sur la Société canadienne des ports ainsi qu'avec les lettres patentes et règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Samson Bélair

Montréal, Canada
le 9 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse	567	298
Placements (note 3)	27,280	79,594
Débiteurs	13,206	10,003
Matériaux et fournitures	832	774
	41,885	90,669
À long terme		
Placements (note 3)	39,218	39,041
Débiteurs	459	552
	39,677	39,593
Immobilisations (note 4)	130,682	123,433
	212,244	253,695

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 5)	8,590	9,022
Dividendes à payer	4,136	
Subventions tenant lieu de taxes municipales	3,315	2,851
	16,041	11,873
À long terme		
Avantages sociaux courus	5,283	5,207
Emprunts auprès du Canada (note 6)	238,508	238,869
	243,791	244,076
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	19,243	19,243
Contributions au Canada (note 10)	(39,119)	
Déficit	(7,712)	(21,497)
	(47,588)	(2,254)
	212,244	253,695

Au nom du conseil d'administration :

Le président du conseil
RONALD COREY

Le directeur général et dirigeant principal
DOMINIC J. TADDEO

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus de l'exploitation	56,659	54,729
Frais d'exploitation et d'administration	39,690	37,345
Amortissement	7,254	6,711
Subventions tenant lieu de taxes municipales	3,873	3,914
	50,817	47,970
Résultat net de l'exploitation	5,842	6,759
Revenus de placements	8,446	12,006
Frais d'intérêts	(503)	(523)
	7,943	11,483
Résultat net avant poste exceptionnel	13,785	18,242
Ajustement de subventions tenant lieu de taxes municipales		1,612
Résultat net de l'exercice	13,785	19,854

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS AU CANADA
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Contributions spéciales de l'exercice	54,983	
Dividendes sur le résultat net de l'exercice	4,136	
Solde à la fin	59,119	

ÉTAT DU DÉFICIT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début	21,497	41,351
Résultat net de l'exercice	13,785	19,854
Solde à la fin	7,712	21,497

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Rentrées (sorties) nettes d'encaisse liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Résultat net de l'exercice	13,785	19,854
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement	7,254	6,711
Autres	871	(63)
	21,910	26,502
Variation d'éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(3,175)	(3,495)
	18,735	23,007
Financement		
Remboursement des emprunts auprès du Canada	(339)	(319)
Contributions au Canada	(54,983)	
	(55,322)	(319)
Investissements		
Réalisation de placements à long terme	(177)	(57)
Réalisation des débiteurs à long terme	93	26
Acquisition d'immobilisations	(15,374)	(10,525)
	(15,458)	(10,556)
Encaisse*		
Augmentation (diminution) de l'exercice	(52,045)	12,132
Solde au début	79,892	67,760
Solde à la fin	27,847	79,892

*L'encaisse comprend l'encaisse et les placements à court terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

1. Statut

La Société du port de Montréal (la Société) a été constituée par lettres patentes en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports le 1er juillet 1983.

En vertu de l'article 6.5 de la même Loi, lorsqu'une société de port locale est constituée à l'égard d'un port, les droits, engagements et dettes de la Société canadienne des ports, relativement à ce port, sont dévolus à la société de port locale et l'administration de tous les biens et ouvrages, dans les limites de ce port, administrés par la Société canadienne des ports est réputée avoir été transférée à la société de port locale en l'occurrence la Société.

2. Principales conventions comptables

a) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées au coût d'origine avec l'amortissement accumulé transféré de la Société canadienne des ports; les acquisitions subséquentes sont comptabilisées au prix coûtant.

L'amortissement des immobilisations est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire dès que le bien devient opérationnel et ce, pour l'année entière, à des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

b) Régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le gouvernement du Canada, s'adresse à tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions représentent la responsabilité totale de la Société en cette matière et sont imputées aux dépenses d'exploitation de l'exercice courant.

SOCIÉTÉ DU PORT DE MONTRÉAL—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

c) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les subventions tenant lieu de taxes municipales sont établies selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée aux comptes de l'exercice pendant lequel le montant final est remis.

d) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Placements

Les fonds sont investis dans des titres directs et garantis par le gouvernement du Canada. Les placements sont indiqués au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance. Au 31 décembre 1986, la valeur du marché des placements à court terme est équivalente à leur coût amorti, celle des placements à long terme est de $46,246,000 ($43,881,239 en 1985).

4. Immobilisations

	1986				1985
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	%	(en milliers de dollars)			
Terrains		19,058		19,058	18,060
Dragage	2,5	15,633	11,810	3,823	3,787
Installations d'amarrage	2,5	58,521	36,559	21,962	22,887
Immeubles	2,5-10	60,504	27,677	32,827	33,418
Services publics	3,3-10	13,698	6,172	7,526	6,781
Routes et revêtement	2,5-10	30,681	10,306	20,375	18,694
Machinerie et matériel	5-20	41,739	28,212	13,527	14,625
Mobilier et matériel de bureau	20	1,405	838	567	248
		241,239	121,574	119,665	118,500
Taux de construction en cours		11,017		11,017	4,933
		252,256	121,574	130,682	123,433

5. Créditeurs et frais courus

Les comptes créditeurs et frais courus comprennent des revenus reportés au montant de $652,589 ($792,840 en 1985) ainsi que la tranche du passif à long terme échéant à moins d'un an au montant de $360,576 ($339,365 en 1985).

6. Emprunts auprès du Canada

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Emprunts portant intérêts au taux de 6,25% avec un remboursement annuel de capital et intérêts réunis de $842,561 et échéant en l'an 2000	7,712	8,051
Moins: tranche échéant à moins d'un an	361	339
	7,351	7,712
Emprunts sans intérêts et dont la date d'échéance est indéfinie	132,995	132,995
Intérêts courus sur emprunts n'étant pas dus ni payables	98,162	98,162
	238,508	238,869

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont de:

	$
1987	360,576
1988	383,112
1989	407,056
1990	432,497
1991	459,528

7. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $5,948,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, garanties et de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige n'apparaissant pas dans les états financiers. Selon l'opinion de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun débours important.

8. Engagements

Les engagements contractuels estimés pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations sont d'environ $4,008,000.

9. Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses opérations, la Société effectue des opérations avec des apparentés, à savoir le gouvernement du Canada et ses organismes ainsi que d'autres sociétés d'État.

La Société perçoit principalement auprès des apparentés des revenus d'entreposage de grain et de droits de manœuvre de chemin de fer. Les dépenses faites auprès des apparentés sont constituées surtout de frais d'administration.

10. Contributions au Canada

Le Canada a demandé des contributions en espèces à diverses sociétés d'État. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de $133,000,000 a été demandée au réseau de Ports Canada, lequel comprend la Société canadienne des ports ainsi que les six sociétés de port locales.

La part de la Société du port de Montréal s'élevait à $54,983,000 et a été imputée au poste «Contributions au Canada».

Suite à une décision du Gouvernement du Canada, la Société est redevable à l'égard de l'année financière de 1986, d'un dividende fixé à 30% du résultat net avant les postes extraordinaires et payable avant le 31 mars 1987. Ce dividende s'élevait à $4,136,000 pour l'année 1986 et a été imputé au poste «Contributions au Canada».

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Prince Rupert ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant du Conseil des ports nationaux ou, avant le 24 février 1983, de la Société canadienne des ports.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Prince Rupert a été créée le 1[er] juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port a récemment terminé l'aménagement d'un nouveau site à l'île Ridley. Un élévateur à grain moderne et très efficace et un terminal d'expédition du charbon (construit par des intérêts privés) sont entrés en service à ce nouveau site en 1984. En 1986, 10.7 millions de tonnes de marchandises, dont 6.7 millions de tonnes de charbon, ont transité par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	110, 3[e] Avenue ouest Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1K8
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	R. W. Tytaneck
PRÉSIDENT	A.T. Sheppard
VÉRIFICATEUR	Thorne Ernst & Whinney

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**7 mois jusqu'au 31 déc. 1984**
À la fin de l'exercice			
Actif total	80.7	81.2	79.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada*	75.4	76.6	76.6
Avoir du Canada	(6.4)	(7.8)	(10.0)
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire**	néant	0.3	(1.3)
— non budgétaire	néant	néant	néant

* Comprennent un engagement conditionnel de 48.3 millions de dollars; n'incluent pas des intérêts courus de 11.0 millions de dollars dus au Canada.

** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 2.5 millions de dollars remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE JOHN C. CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Prince Rupert au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports ainsi qu'aux lettres patentes et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Thorne Ernst & Whinney

Vancouver, Canada
le 5 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Actif à court terme		
Encaisse	63,752	87,341
Investissements (note 1)	7,879,580	7,202,309
Débiteurs	566,284	630,199
Somme à recevoir du Canada	63,937	
Matières et fournitures	79,928	88,092
	8,653,481	8,007,941
Biens-fonds, usines et matériel (note 2)	72,024,049	73,214,955
	80,677,530	81,222,896

PASSIF ET DÉFICIT DU CANADA	1986	1985
	$	$
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	177,763	382,346
Somme à payer au Canada		249,190
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	351,711	495,821
Produits reportés	186,251	229,263
	715,725	1,356,620
Dette à long terme		
Prêts du Canada (note 3)	38,110,991	38,110,991
Apport du Canada, à rembourser (note 4)	48,300,000	49,511,864
	86,410,991	87,622,855
	87,126,716	88,979,475
DÉFICIT DU CANADA		
Capital d'apport (note 5)	678,275	678,275
Contribution au Canada (note 5)	(1,289,136)	
Déficit	(5,838,325)	(8,434,854)
	(6,449,186)	(7,756,579)
	80,677,530	81,222,896

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
ALLAN T. SHEPPARD

Le directeur général
ROBERT W. TYTANECK

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Produits d'exploitation	11,314,851	10,622,368
Charges		
Exploitation et administration	7,845,088	7,771,561
Amortissement (note 2)	1,244,666	918,496
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	335,353	27,661
	9,425,107	8,717,718
Bénéfice d'exploitation	1,889,744	1,904,650
Intérêts créditeurs	591,603	655,246
Gain (perte) sur l'aliénation de biens-fonds, d'usines et de matériel	115,182	(359,024)
Bénéfice net	2,596,529	2,200,872
Déficit au début de l'exercice	8,434,854	10,635,726
Déficit à la clôture de l'exercice	5,838,325	8,434,854

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	2,596,529	2,200,872
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	1,244,666	918,496
(Gain) perte sur la vente de biens-fonds, d'usines et de matériel	(115,182)	359,024
	3,726,013	3,478,392
Évolution des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	63,915	(18,884)
Matières et fournitures	8,164	(14,622)
Créditeurs et frais courus	(204,583)	(234,269)
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	(144,110)	(468,001)
Produits reportés	(43,012)	(114,678)
	3,406,387	2,627,938
Financement		
Augmentation (diminution) de la somme à payer au Canada	(249,190)	249,190
Contribution au Canada	(1,289,136)	
Augmentation de la somme à recevoir du Canada	(63,937)	
Apport du Canada, à rembourser	(1,211,864)	(64)
	(2,814,127)	249,126
Investissement		
Produit de la vente de biens-fonds, d'usines et de matériel	119,300	232
Acquisition de biens-fonds, d'usines et de matériel (déduction faite des subventions pour l'acquisition d'immobilisations)	(57,878)	(1,573,365)
Diminution de la somme à recevoir du Canada		82,839
	61,422	(1,490,294)
Augmentation de l'encaisse	653,682	1,386,770
Encaisse au début de l'exercice	7,289,650	5,902,880
Encaisse à la clôture de l'exercice	7,943,332	7,289,650

(L'encaisse s'entend aussi des investissements)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

Société de port locale

La Société du port de Prince Rupert («la Société») a été créée en date du 1[er] juin 1984 en tant que société de port locale conformément a la Loi sur la Société canadienne des ports («la Loi»). La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

Le 1[er] juin 1984, en vertu de la Loi, tous les éléments d'actif et de passif de la Société canadienne des ports se rapportant au port de Prince Rupert ont été transférés à la Société à leur valeur comptable, telle qu'elle avait été inscrite par la Société canadienne des ports. Le passif net pris en charge a été comptabilisé comme un capital d'apport s'élevant à $678,275 et un déficit de $11,673,894. Par conséquent, les états financiers sont dressés comme si la Société du port de Prince Rupert avait exploité ces installations depuis leur mise sur pied.

Sommaire des principales conventions comptables

a) Investissements
Les investissements, qui sont des titres directs et garantis du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur les diverses périodes jusqu'à l'échéance.

b) Biens-fonds, usines et matériel
Les biens-fonds, usines et matériel sont inscrits au prix coûtant. Les subventions en vue des projets en immobilisations reçues du Canada et de tiers sont déduites du prix coûtant des biens-fonds, usines et matériel s'y rapportant.
L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, en utilisant des taux fondés sur la durée d'utilisation prévue des biens.

c) Charges de retraite
Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pensions de la Fonction publique qu'administre le Canada. Les cotisations au régime doivent être faites par les employés et par la Société. Les cotisations annuelles représentent la dette de la Société au titre des pensions et sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont versées.

d) Subventions tenant lieu d'impôts fonciers
La charge pour les subventions tenant lieu d'impôts fonciers est fondée sur des évaluations municipales estimatives, redressées en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont versées après la vérification des montants par la Division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux comptes dans l'année du règlement.

e) Avantages sociaux
La Société accumule annuellement dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ, des vacances et des congés compensatoires pour heures supplémentaires payables à ses employés au cours d'exercices à venir.

SOCIÉTÉ DU PORT DE PRINCE RUPERT—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

1. Investissements

	1986	1985
	$	$
Coût amorti	7,879,580	7,202,309
Valeur marchande	7,855,119	7,188,651

2. Biens-fonds, usines et matériel

a) Résumé

	1986				1985
	Taux d'amortissement	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	%	$	$	$	$
Terrains		60,126,625		60,126,625	60,159,561
Dragage	2,5-6,7	5,177	1,165	4,012	4,141
Structures des postes de mouillage	2,5-10	8,693,098	2,536,244	6,156,854	6,395,465
Bâtiments	2,5-10	2,351,656	334,209	2,017,447	2,085,123
Appareils de service	3,3-10	2,597,236	1,079,916	1,517,320	1,643,819
Routes et revêtements	2,5-10	3,512,387	1,640,261	1,872,126	2,240,684
Matériel et outillage	5-10	1,697,883	1,427,298	270,585	627,103
Mobilier et matériel de bureau	20	150,041	90,961	59,080	59,059
		79,134,103	7,110,054	72,024,049	73,214,955

b) Amortissement

L'amortissement se compose de ce qui suit:

	1986	1985
	$	$
Charge d'amortissement	926,760	918,496
Dévaluation du matériel	317,906	
	1,244,666	918,496

3. Prêts du Canada

	1986	1985
	$	$
Prêts sans intérêt, sans date d'échéance précise	27,084,979	27,084,979
Intérêt courus sur des prêts, à payer mais non échus	11,026,012	11,026,012
	38,110,991	38,110,991

4. Apport du Canada, à rembourser

Un montant d'apport à rembourser de $50,400,000 a été approuvé en vue de la construction de l'infrastructure des installations de charbon à l'île Ridley. Le montant de l'apport à rembourser était de $48,300,000 au 31 décembre 1986.

L'apport total à rembourser est sans intérêt jusqu'au 1er avril 1989, et, par la suite, porte intérêt à un taux d'environ 13,9%.

Le capital et l'intérêt sur la somme de $48,300,000 au titre de l'apport sont remboursables sur une période de 20 ans, à compter du 1er avril 1989 sous réserve des produits reçus d'une surtaxe directe sur le volume de charbon.

5. Contribution au Canada

Le Canada a exigé des contributions en espèces de la part de diverses sociétés de la Couronne. Dans le cadre de ce programme de recouvrement de fonds, une demande a été faite relativement à une contribution de $133,000,000 de la part du réseau de Ports Canada, formé de la Société canadienne des ports et de six sociétés de port locales.

La part de la Société s'élevait à $2,501,000. De cette somme, $1,211,864 ont été imputés, avec l'autorisation du ministre des Transports, à l'apport du Canada, à rembourser, et le reste, soit $1,289,136, a été traité à titre de contribution au Canada.

6. Opérations entre apparentés

a) Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 1986, la Société a reçu des produits de $1,169,454 ($1,250,370 pour l'exercice clos le 31 décembre 1985) de Ridley Terminals Inc., une société dans laquelle la Société canadienne des ports a un investissement important.

b) Au cours de l'exercice, la Société a versé la somme de $436,093 ($521,297 pour l'exercice clos le 31 décembre 1985) à la Société canadienne des ports au titre de sa quote-part des charges du siège social de cette Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Québec ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Québec a été créée le 1er juin 1984 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient antérieurement administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Le port est un important point de transbordement des exportations de céréales canadiennes et a récemment modernisé ses deux élévateurs à grain qui sont exploités par une société privée en vertu d'un contrat. En 1986, 12.5 millions de tonnes de marchandises, dont 3.1 millions de tonnes de céréales, sont passées par le port. La baisse d'activité du port en 1986 est due à un conflit de travail qui a amené sa fermeture pendant plus de trois mois.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	150, rue Dalhousie C.P. 2268 Québec (Québec) G1K 7P7
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1984; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT (intérimaire)	Louis P. Cormier
PRÉSIDENT	Ross Gaudreault
VÉRIFICATEUR	Thorne Riddell

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**1985**	**7 mois* jusqu'au 31 décembre 1984**
À la fin de l'exercice			
Actif total	65.9	88.0	83.6
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant
Avoir du Canada	61.8	83.5	79.7
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice			
— budgétaire**	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant

* L'exploitation de la Société a commencé le 1er juin 1984.

** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 21.7 millions de dollars remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE JOHN CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Québec au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et du déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du port au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, la Loi de la Société canadienne des ports et les lettres patentes et les règlements de la Société.

Comptables agréés
Thorne Riddell

Québec, Canada
le 30 janvier 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Encaisse	297,030	275,356
Placements (note 1)	12,160,125	33,109,060
Débiteurs	1,760,930	3,256,021
Matériaux et fournitures	68,781	60,373
	14,286,866	36,700,810
Placements (note 1)	6,623,856	6,597,511
Immobilisations (note 2)	44,951,490	44,692,982
	65,862,212	87,991,303

PASSIF	1986	1985
	$	$
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2,050,841	2,486,742
Subventions tenant lieu de taxes municipales	654,808	502,000
Revenus reportés	659,865	731,068
	3,365,514	3,719,810
À long terme		
Charges sociales courues	737,500	791,000
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	107,251,631	107,251,631
Contribution au Canada (note 3)	(21,735,000)	
Déficit	(23,757,433)	(23,771,138)
	61,759,198	83,480,493
	65,862,212	87,991,303

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
ROSS GAUDREAULT

Le directeur général et dirigeant principal
JEAN-MICHEL TESSIER

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Suite*

RÉSULTATS ET DÉFICIT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Produits d'exploitation	7,962,545	9,405,701
Charges		
Frais d'exploitation et d'administration	7,429,521	7,112,126
Amortissement des immobilisations	1,912,453	1,721,120
Subventions tenant lieu de taxes municipales	1,024,639	1,016,136
	10,366,613	9,849,382
Résultat déficitaire d'exploitation	(2,404,068)	(443,681)
Revenus de placements	2,417,773	4,250,641
Résultat net	13,705	3,806,960
Déficit au début de l'exercice	23,771,138	27,578,098
Déficit à la clôture de l'exercice	23,757,433	23,771,138

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Résultat net	13,705	3,806,960
Postes n'affectant pas les liquidités		
Amortissement de l'escompte sur les obligations du Canada	(26,345)	(26,345)
Amortissement des immobilisations	1,912,453	1,721,120
Gain sur disposition d'immobilisations	(105,184)	(46,947)
Charges sociales courues	(53,500)	51,300
Évolution des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	1,132,387	2,719,934
	2,873,516	8,226,022
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2,178,038)	(5,384,700)
Produit de la vente d'immobilisations	112,261	49,234
	(2,065,777)	(5,335,466)
Autre		
Contribution au Canada	(21,735,000)	
Augmentation (diminution) des liquidités	(20,927,261)	2,890,556
Liquidités au début de l'exercice	33,384,416	30,493,860
Liquidités à la clôture de l'exercice	12,457,155	33,384,416
Les liquidités comprennent		
Encaisse	297,030	275,356
Placements	12,160,125	33,109,060
	12,457,155	33,384,416

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

Généralités

La Société du port de Québec a été constituée en vertu du paragraphe 6.2(1) de la Loi sur la Société canadienne des ports en date du 1[er] juin 1984.

Sommaire des principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada. Ils sont comptabilisés au coût amorti et la prime ou l'escompte est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société et qui sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au prix coûtant du bien correspondant.

L'amortissement est calculé d'après la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, en utilisant les taux annuels suivants:

Dragage	2,5-6,7%
Installations d'amarrage	2,5-10%
Bâtiments	2,5-10%
Services publics	3,3-10%
Routes et surfaces	2,5-10%
Machinerie et matériel	5-100%
Mobilier et matériel de bureau	20%

c) Coûts du régime de retraite

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles représentent la responsabilité de la Société en cette matière et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurances

La Société du port de Québec assume toute responsabilité quant aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de cette responsabilité sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions, tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions ne sont versées qu'après vérification par la division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

f) Charges sociales

La Société comptabilise annuellement une provision pour les éléments de passif qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les années subséquentes en vertu des conventions collectives de travail ou selon la politique de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE QUÉBEC—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

1. Placements

Les placements, lesquels sont des titres directs et garantis par le Canada, s'élèvent à:

	1986		1985	
	Prix coûtant	Valeur marchande	Prix coûtant	Valeur marchande
	$	$	$	$
À court terme	12,160,125	12,166,576	33,109,060	33,101,895
À long terme	6,623,856	7,860,139	6,597,511	7,387,483

2. Immobilisations

	1986			1985
	Prix coûtant	Amortis-sement cumulé	Montant net	Montant net
	$	$	$	$
Terrains	11,043,597		11,043,597	11,043,597
Dragage	4,561,341	3,895,186	666,155	694,216
Installations d'amarrage	22,636,930	15,867,910	6,769,020	6,704,977
Bâtiments	33,600,707	12,836,618	20,764,089	16,570,175
Services publics	3,427,705	1,876,360	1,551,345	1,649,523
Routes et surfaces	5,848,340	2,833,369	3,014,971	3,373,861
Machinerie et matériel	499,355	384,448	114,907	138,802
Mobilier et matériel de bureau	443,006	232,517	210,489	168,750
Projets en cours de construction	816,917		816,917	4,349,081
	82,877,898	37,926,408	44,951,490	44,692,982

Au 31 décembre 1986, les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations s'élèvent à $39,000. La Société prévoit débourser ce montant au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1987.

3. Contribution au Canada

Le Canada a demandé des contributions en espèces à diverses sociétés d'État. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de 133 millions de dollars a été demandée au réseau de Ports Canada, lequel comprend la Société canadienne des ports ainsi que les six sociétés de port locales.

La part de la Société du port de Québec s'élevait à $21,735,000 et a été inscrite au poste «Contribution au Canada» à l'avoir du Canada.

4. Éventualités

Des réclamations totalisant environ $2,660,000 ont été reçues par la Société à l'égard de procès, de garanties, de conventions collectives, de dommages supposément subis sur les propriétés de la Société et de diverses autres questions en litige. Ces montants n'apparaissent pas dans les états financiers. De l'avis de la Société, sa position est défendable et ces réclamations ne devraient entraîner aucun déboursé important.

5. Opérations

Les opérations de la Société du port de Québec ont été réduites suite à un lock-out décrété le 15 septembre 1986 par l'Association des employeurs maritimes. Le travail a repris le 6 février 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Saint John ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Saint John a été créée le 31 décembre 1986 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1986, 12.3 millions de tonnes de marchandises ont transité par le port, un accroissement de 42 p. 100 par rapport à 1985. Les 9 millions de tonnes d'importations de pétrole brut qui sont passées par le port en 1986 représentent 73 p. 100 du tonnage du port, le reste étant des produits forestiers, de la potasse, des céréales et du sel.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	133, rue Prince William C.P. 6429, succ. «A» Saint John (Nouveau-Brunswick) E2I 2B5
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1986; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Kenneth Krauter
PRÉSIDENT	Harry P. Gaunce
VÉRIFICATEUR	Coopers & Lybrand

Renseignements Figurant au Bilan en millions de dollars au début de l'exploitation.

Au 1er janvier 1987	
Actif total	92.5
Engagements envers le secteur privé	néant
Engagements envers le Canada*	58.3
Avoir du Canada	1.6

* Ne comprend pas 10.0 millions de dollars en intérêts courus dus au Canada.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Saint John au 31 décembre 1986. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ce bilan présente fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 selon les principes comptables généralement reconnus.

Comptables agréés
Coopers & Lybrand

Ottawa, Canada
le 18 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986
À court terme	
Encaisse	88
Placements (note 3)	4,845
Débiteurs	2,070
Matériaux et fournitures	129
	7,132
Placements à long terme (note 3)	949
Immobilisations (note 4)	84,368
	92,449

PASSIF	1986
À court terme	
Créditeurs et frais courus (note 5)	1,959
Subventions tenant lieu de taxes municipales	549
	2,508
À long terme	
Avantages sociaux courus	483
Financement fourni par une province (note 6)	19,521
Emprunts auprès du Canada (note 7)	68,356
	88,360
AVOIR DU CANADA	
Capital d'apport	79,209
Contribution au Canada (note 8)	(1,033)
Déficit	(76,595)
	1,581
	92,449

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
HARRY P. GAUNCE

Le directeur général
KENNETH R. KRAUTER

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AU BILAN DU 31 DÉCEMBRE 1986

1. La Loi sur la Société canadienne des ports

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société de port locale au port de Saint John a été approuvée et la Société du port de Saint John a été établie à la fermeture des affaires, le 31 décembre 1986.

Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés à la Société du port de Saint John à leurs valeurs comptables des comptes de la Société canadienne des ports — port de Saint John.

2. Principales conventions comptables

a) Placements

Les placements sont indiqués au coût amorti, c'est-à-dire que la prime ou l'escompte de la valeur nominale est amorti jusqu'à l'échéance.

b) Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au prix coûtant, sauf celles qui sont transférées du Canada à la Société lesquelles sont enregistrées à la valeur d'expertise ou à la juste valeur marchande établie au moment du transfert. Les subventions pour les projets d'immobilisations reçues du Canada et de tierces parties sont créditées directement au coût du bien correspondant.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, dès que le bien devient opérationnel, et ce pour l'année entière, selon des taux calculés sur la durée probable d'utilisation des immobilisations.

c) Coûts du régime de pension

Le régime de pension de retraite de la Fonction publique, administré par le Canada, couvre tous les employés permanents de la Société. Ces employés et la Société doivent contribuer à ce régime. Les contributions annuelles au régime sont la responsabilité de la Société et sont imputées aux frais d'exploitation de l'exercice courant.

d) Assurance

La Société assume essentiellement toutes les responsabilités quant aux incendies et risques généraux ainsi qu'aux demandes d'indemnisation des accidentés du travail. Les frais qui peuvent découler de ces responsabilités sont imputés dans l'exercice au cours duquel ils peuvent être raisonnablement estimés.

e) Subventions tenant lieu de taxes municipales

Les frais de subventions tenant lieu de taxes municipales sont établis selon les évaluations municipales estimatives, modifiées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Le subventions ne sont versées qu'après vérification par la Division des subventions aux municipalités du ministère des Travaux publics. Toute régularisation subséquente est enregistrée dans les comptes de l'exercice au cours duquel le montant final est remis.

f) Avantages sociaux

Chaque année, la Société comptabilise une provision pour les éléments de passif estimatifs qui découlent des indemnités de cessation d'emploi, de vacances, de congés de maladie et de congés compensatoires pour temps supplémentaire; ces indemnités sont payables aux employés dans les exercices subséquents en vertu des conventions collectives ou selon la politique de la Société.

3. Placements

Les placements sont des titres directs et garantis par le Canada comme suit:

	Coût amorti	Valeur marchande
	(en milliers de dollars)	
À court terme	4,845	4,849
À long terme	949	1,159

4. Immobilisations

a) Sommaire

	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Net
	%	(en milliers de dollars)		
Terrains		30,063		30,063
Dragage	2.5-6.7	1,967	1,442	525
Installations d'amarrage	2.5-10	62,918	24,930	37,988
Immeubles	2.5-10	15,570	7,204	8,366
Services publics	3.3-10	7,651	2,752	4,899
Routes et surfaces	2.5-10	4,779	3,584	1,195
Machinerie et matériel	5-100	1,904	1,567	337
Mobilier et matériel de bureau	20	711	396	315
Projets en cours de construction		680		680
		126,243	41,875	84,368

b) Engagements pour dépenses en immobilisations

On estime à $87,000 les engagements contractuels pour l'achèvement, la construction et l'achat d'immobilisations. La Société prévoit débourser la plupart de ces montants au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1987.

5. Créditeurs et frais courus

Les postes suivants sont compris dans les créditeurs en frais courus:

	(en milliers de dollars)
Produits reportés	217
Tranche de la dette à long terme, échéant à moins d'un an	175

6. Financement fourni par une province

La province du Nouveau-Brunswick a fourni un montant de $25,000,000 pour le financement partiel de la construction du terminus Rodney, à Saint John. D'ici à ce que l'avance ne portant pas intérêt soit remboursée, la province recevra annuellement des versements de capital équivalant approximativement à 47% du bénéfice net d'exploitation du terminus. Le coût des réparations majeures a été inclus dans le calcul du bénéfice net d'exploitation du terminus et la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an a été calculée en conséquence. La province conteste ce traitement comptable. Si le bénéfice net d'exploitation n'avait pas été réduit par le coût de ces réparations, la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an aurait été augmentée par un montant estimé à $825,000.

SOCIÉTÉ DU PORT DE SAINT JOHN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AU BILAN
DU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

7. Emprunts auprès du Canada

	(en milliers de dollars)
Emprunts à terme portant des taux d'intérêt variant de 11.0% à 15,625%, échéant entre le 31 décembre 1998 et 2005	20,565
Emprunts sans intérêt dont la date d'échéance est indéfinie	37,768
Intérêt couru sur emprunts n'étant ni dû ni payable	10,023
	68,356

8. Contribution au Canada

Le Canada a demandé à diverses sociétés d'État une portion des liquidités qui dépassait leurs besoins. Dans le cadre de cet exercice de recouvrement des liquidités, une contribution de $133,000,000 a été demandée au réseau de Ports Canada, lequel comprend la Société canadienne des ports ainsi que les sept sociétés de port locales.

La part de la Société s'élevait à $1,033,000 et a été inscrite au poste Contribution au Canada.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de St. John's ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de St. John's a été créée le 1er juin 1985 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales indépendantes dans les principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. En 1986, 0.9 million de tonnes de marchandises ont transité par le port.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	C.P. 6178 3, rue Water St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1985; lettres patentes émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports.*
PREMIER DIRIGEANT	David Fox
PRÉSIDENT	Fred Milley
VÉRIFICATEUR	Doane Raymond

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	**7 mois jusqu'au 31 déc. 1985**
À la fin de l'exercice		
Actif total	14.4	16.9
Engagements envers le secteur privé	néant	néant
Engagements envers le Canada	1.5	1.6
Avoir du Canada	11.9	13.2
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice		
— budgétaire*	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant

* Ne tient pas compte de versements spéciaux de 1.8 million de dollars remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE JOHN CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de St. John's au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et surplus et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Doane Raymond

St. John's, Canada
le 29 janvier 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$ (note 10)
Actif à court terme		
Encaisse	25,118	2,646
Placements (note 3)	2,988,103	5,614,056
Débiteurs	295,148	351,506
	3,308,369	5,968,208
Placements (note 3)	949,653	946,151
Immobilisations (note 4)	10,139,334	9,940,186
	14,397,356	16,854,545

PASSIF	1986	1985
	$	$ (note 10)
Passif à court terme		
Comptes à payer et frais courus	280,031	1,348,692
Subventions tenant lieu de taxes municipales	100,690	57,092
Revenus reportés	171,418	226,184
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada	56,833	51,983
	608,972	1,683,951
Avantages sociaux courus	75,362	72,985
Emprunts du gouvernement du Canada (note 5)	1,839,939	1,896,773
	2,524,273	3,653,709
AVOIR		
Apport de capital	11,585,318	11,585,318
Contribution au gouvernement du Canada (note 6)	(1,836,000)	
Surplus	2,123,765	1,615,518
	11,873,083	13,200,836
	14,397,356	16,854,545

Éventualités (note 7)
Engagements (note 8)

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
FRED MILLEY

Le directeur général
DAVID J. FOX

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Suite*

RÉSULTATS ET SURPLUS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$ (note 10)
Revenus d'exploitation	2,388,782	1,452,668
Frais d'exploitation et d'administration	1,501,052	864,410
Amortissement des immobilisations	561,936	211,044
Subventions tenant lieu de taxes municipales	68,598	(60,670)
	2,131,586	1,014,784
Bénéfice d'exploitation	257,196	437,884
Revenu de placements, net	251,051	313,728
Bénéfice net	508,247	751,612
Surplus au début	1,615,518	863,906
Surplus à la fin	2,123,765	1,615,518

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

	1986	1985
	$	$ (note 10)
Encaisse provenant (utilisée par) des		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	508,247	751,612
Amortissement des immobilisations	561,936	211,044
Autres éléments n'affectant pas l'encaisse	(958)	6,899
	1,069,225	969,555
Variation des		
Débiteurs	56,358	(54,597)
Comptes à payer et frais courus	(1,068,661)	1,066,200
Subventions tenant lieu de taxes municipales	43,598	(60,670)
Revenus reportés	(54,766)	74,018
Versements sur les emprunts du gouvernement du Canada exigibles à court terme	4,850	4,436
	50,604	1,998,942
Activités de financement		
Diminution des emprunts du gouvernement du Canada	(56,834)	(51,983)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(766,351)	(2,020,945)
Produit de disposition d'immobilisations	5,100	
	(761,251)	(2,020,945)
Contribution au gouvernement du Canada	(1,836,000)	
Diminution de l'encaisse	(2,603,481)	(73,986)
Encaisse et placements à court terme du début	5,616,702	5,690,688
Encaisse et placements à court terme à la fin	3,013,221	5,616,702

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, une requête en vue de l'établissement d'une société de port locale au port de St. John's a été approuvée et la Société du port de St. John's a été établie en date du 1[er] juin 1985.

   Conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports, l'actif, le passif et l'avoir ont été transférés des comptes de la Société canadienne des ports, port de St. John's, à la Société du port de St. John's à leur valeur comptable.

2. Principales conventions comptables

   a) Placements

   Les placements, qui sont des titres garantis et émis par le gouvernement du Canada, sont présentés au coût amorti. Les primes ou escomptes sont amortis sur la durée résiduelle des placements.

   b) Immobilisations

   Les immobilisations sont présentées au coût à l'exception des immobilisations transférées à la Société par le Canada, lesquelles sont présentées à la valeur constatée par expertise ou à la juste valeur marchande qui ont été déterminées lors du transfert. Les subventions reçues du Canada ou de tiers pour des projets d'investissement sont déduites au coût des immobilisations en cause.

   L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire pour l'année complète, débutant dans l'exercice au cours duquel l'actif devient opérationnel, selon les taux indiqués à la note 4.

   c) Régime de retraite

   Tous les employés permanents de la Société participent au Régime de pension de retraite de la Fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les contributions au régime sont exigées des employés et de la Société. Les contributions annuelles au régime sont imputées aux résultats de l'exercice.

   d) Subventions tenant lieu de taxes municipales

   La dépense de subventions tenant lieu de taxes municipales est basée sur les évaluations municipales estimées, lesquelles sont ajustées conformément à la Loi sur les subventions aux municipalités. Les subventions sont payées après que les montants ont été vérifiés par la division des subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout ajustement est imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

   e) Avantages sociaux

   La Société comptabilise annuellement une provision pour les indemnités de départ, les congés annuels et les congés dus en compensation du temps supplémentaire, qui sont payables aux employés dans les exercices subséquents conformément aux politiques de la Société.

3. Placements

	1986		1985	
	Coût amorti	Valeur nominale	Coût amorti	Valeur nominale
	$	$	$	$
À court terme	2,988,103	3,042,700	5,614,056	5,810,600
	Coût amorti	Valeur marchande	Coût amorti	Valeur marchande
	$	$	$	$
À long terme	949,653	1,069,337	946,151	1,015,838

SOCIÉTÉ DU PORT DE ST. JOHN'S—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

4. Immobilisations

	1986				1985
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	%	$	$	$	$
Terrain		3,370,578		3,370,578	3,370,578
Installations d'amarrage	2,5-10	7,888,366	5,076,710	2,811,656	2,861,729
Bâtiments	2,5-10	1,902,865	1,366,126	536,739	624,673
Services publics	3,3-10	3,100,242	520,187	2,580,055	96,031
Routes et pavage	2,5-10	713,084	593,551	119,533	153,834
Matériel et outillage	5-100	236,027	140,859	95,168	166,202
Mobilier et équipement	20	110,816	66,629	44,187	35,274
Construction en cours		581,418		581,418	2,631,865
		17,903,396	7,764,062	10,139,334	9,940,186

5. Emprunts du gouvernement du Canada

	1986	1985
	$	$
Emprunts, 9,33%, échéant en l'an 2000, remboursables par versements annuels égaux de $198,132, capital et intérêts. Les emprunts ne sont pas garantis	1,514,453	1,566,437
Versements de capital exigibles à court terme	56,833	51,983
	1,457,620	1,514,454
Intérêts courus sur les emprunts	382,319	382,319
	1,839,939	1,896,773

Les versements de capital sur les emprunts au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	$
1987	56,833
1988	62,136
1989	67,933
1990	74,271
1991	81,201

6. Contribution au gouvernement du Canada

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Canada a demandé des contributions en espèces de diverses sociétés de la Couronne. De cet exercice de recouvrement de fonds résulte une demande de contribution de $133,000,000 de la part du réseau de Ports Canada, lequel se compose de la Société canadienne des ports et des sociétés de port locales.

La part de la Société du port de St. John's, présentée au titre de contribution au gouvernement du Canada, a été de $1,836,000.

7. Passif éventuel

Des réclamations pour dommages prétendument subis sur les lieux appartenant à la Société et totalisant approximativement $5,000,000 ont été reçues par la Société. La Société, défenderesse à titre de tiers, a nié toute responsabilité et aucune perte importante n'est prévue.

8. Engagements

La Société s'est engagée à affecter une somme de $208,183 à des projets d'immobilisations en date du 31 décembre 1986. Il est prévu que cette somme sera entièrement dépensée au cours de l'exercice 1987.

9. Événement subséquent

Subséquemment au 31 décembre 1986, la Société s'est engagée à effecter une somme de $4,077,853 à des projets d'immobilisations. Il est prévu que cette somme sera entièrement dépensée au cours de l'exercice 1987.

10. Chiffres comparatifs

Les chiffres présentés aux fins de comparaison sont ceux de l'exercice de sept mois terminé le 31 décembre 1985.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

MANDAT

Administrer, gérer et contrôler le port de Vancouver ainsi que tous les ouvrages et biens immobiliers qui s'y trouvent et qui relevaient auparavant de la Société canadienne des ports ou, avant le 24 février 1983, du Conseil des ports nationaux.

ANTÉCÉDENTS

La Société du port de Vancouver a été créée le 1er juillet 1983 en vertu de la politique sur les ports nationaux visant à établir des sociétés de port locales aux principaux ports qui étaient administrés de façon centralisée par le Conseil des ports nationaux et, depuis février 1983, par la Société canadienne des ports. Vancouver est le port le plus actif du Canada. En 1986, 57.6 millions de tonnes de marchandises y ont transité. Le charbon et les céréales constituent les plus importantes marchandises. Toutefois, le soufre, la potasse et les produits forestiers occupent une place croissante.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1900, carré Granville 200, rue Granville Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 2P9
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1983; lettres patentes de constitution émises par le ministre des Transports en vertu de l'alinéa 6.2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des ports*
PREMIER DIRIGEANT	Francis J. MacNaughton
PRÉSIDENT	Hector D. Perry
VÉRIFICATEUR	Thorne Ernst & Whinney

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984	6 mois jusqu'au 31 déc. 1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	236.9	242.7	221.0	206.3
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada*	80.8	81.0	81.2	81.5
Avoir du Canada	116.2	119.0	98.6	81.8
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire**	0.5	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Ne comprend pas 27.4 millions de dollars en intérêts courus dus au Canada.

** Ne tient pas compte de versements spéciaux de 23.3 millions de dollars remis au Canada en 1986.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À L'HONORABLE JOHN C. CROSBIE, C.P., DÉPUTÉ
MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de la Société du port de Vancouver au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et bénéfices non répartis et de l'évolution de l'encaisse de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son encaisse pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à notre avis, les opérations de la Société dont nous avons eu connaissance au cours de notre vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur la Société canadienne des ports et aux règlements administratifs de la Société.

Comptables agréés
Thorne Ernst & Whinney

Vancouver, Canada
le 23 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse	306	1,087
Investissements (note 3)	39,107	36,054
Débiteurs	5,170	9,488
Matières et fournitures	236	778
	44,819	47,407
Investissements (note 3)	46	9,472
Débiteurs à long terme (note 4)	7,856	8,223
Biens-fonds et matériel (note 5)	184,187	177,605
	236,908	242,707

PASSIF ET AVOIR DU CANADA	1986	1985
Passif à court terme		
Créditeurs et frais courus	3,599	7,892
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	5,187	3,612
Produits reportés	2,781	2,834
	11,567	14,338
Avantages sociaux courus	1,106	1,203
Prêts du Canada (note 6)	108,019	108,204
	120,692	123,745
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	7,733	7,733
Versement au Canada (note 9)	(23,331)	
Bénéfices non répartis	131,814	111,229
	116,216	118,962
	236,908	242,707

Engagements (note 8)

Au nom du conseil d'administration:

Le président du conseil
HECTOR D. PERRY

Administrateur
RODNEY A. SNOW

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS
(en milliers de dollars)

	Six mois arrêtés au 30 juin 1986	Six mois arrêtés au 31 décembre 1986	Exercice clos le 31 décembre 1986	Exercice clos le 31 décembre 1985
Produits d'exploitation, montant brut	57,105	21,436	78,541	104,349
Moins: l'impartition de services	34,541		34,541	63,138
Produits d'exploitation, montant net (note 7)	22,564	21,436	44,000	41,211
Frais d'exploitation et d'administration			18,147	16,424
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers			5,097	4,265
Amortissement			6,225	4,704
			29,469	25,393
Bénéfice d'exploitation			14,531	15,818
Revenu de placements			5,192	4,895
Intérêts débiteurs sur les prêts du Canada			(338)	(350)
			4,854	4,545
Bénéfice avant le poste exceptionnel			19,385	20,363
Redressement des subventions tenant lieu d'impôts fonciers			1,200	
Bénéfice net			20,585	20,363
Bénéfices non répartis au début de l'exercice			111,229	90,866
Bénéfices non répartis à la clôture de l'exercice			131,814	111,229

ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités suivantes		
Exploitation		
Bénéfice net	20,585	20,363
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	6,225	4,704
Autres	(1,555)	178
Évolution des éléments hors caisse du fonds de roulement	2,089	1,029
	27,344	26,274
Financement		
Subventions pour l'acquisition d'immobilisations	499	
Prêts du Canada exigibles à court terme	(185)	(173)
	314	(173)
Investissement		
Acquisitions de biens-fonds et de matériel	(13,375)	(18,815)
Réduction des biens-fonds et du matériel lors du recouvrement des coûts		3,947
Augmentation des débiteurs à long terme		(3,947)
Vente d'obligations du Canada	10,897	
Autres	423	336
	(2,055)	(18,479)
Versement au Canada (note 9)	(23,331)	
Augmentation de l'encaisse	2,272	7,622
Encaisse au début de l'exercice	37,141	29,519
Encaisse à la clôture de l'exercice	39,413	37,141

(L'encaisse s'entend aussi des investissements)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986

1. Généralités

La Société du port de Vancouver (la Société) a été créée en date du 1er juillet 1983 en tant que société de port locale conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports et figure en tant que Société de la Couronne à l'annexe C, partie II, de la Loi sur l'administration financière. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

La Société a pour objectifs de gérer et d'exploiter le port de Vancouver de façon efficace conformément à la politique sur les ports nationaux énoncée dans la Loi sur la Société canadienne des ports.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus et jugés appropriés dans les circonstances, appliqués de manière uniforme. Un sommaire des principales conventions comptables de la Société est présenté ci-après.

a) Biens-fonds et matériel

Les biens-fonds et le matériel sont inscrits au prix coûtant. L'amortissement des biens-fonds et du matériel est calculé selon la méthode linéaire à compter de l'exercice au cours duquel le bien est mis en service, aux taux suivants, fondés sur les durées d'utilisation prévues des biens:

Dragage	40 ans
Structures des postes de mouillage, bâtiments, routes et revêtements	10 à 40 ans
Appareils de service	10 à 33 ans
Matériel et outillage	1 à 20 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans

b) Charges de retraite

Tous les employés permanents de la Société sont couverts par le Régime de pensions de la Fonction publique qu'administre le gouvernement du Canada. Les cotisations au régime doivent être faites par les employés et par la Société. Même s'il s'agit d'un régime de retraite à prestations déterminées, les cotisations représentent la dette totale de la Société et sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont versées.

c) Assurances

La Société assume la quasi-totalité des risques d'incendie et des dommages causés à la propriété de même que les revendications d'indemnisations des travailleurs. Tous les frais qu'occasionnent de tels risques sont portés aux livres dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

d) Subventions tenant lieu d'impôts fonciers

Les subventions tenant lieu d'impôts fonciers sont fondées sur des évaluations municipales estimatives, redressées en vertu de la Loi sur subventions aux municipalités de Travaux publics Canada. Tout redressement effectué une fois la vérification terminée est porté aux livres dans la période du règlement.

e) Avantages sociaux

La Société accumule dans ses comptes la dette estimative au titre des indemnités de départ et des congés annuels. Ces avantages sont fournis en vertu de conventions collectives et de la politique de la Société.

SOCIÉTÉ DU PORT DE VANCOUVER—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

3. Investissements

Les investissements à court terme consistent en bons du trésor du Canada dont la valeur marchande se rapproche de la valeur comptable aux 31 décembre 1986 et 1985. Les investissements à long terme consistent en obligations du Canada et sont présentés au coût amorti; les primes ou les escomptes d'émission sont amortis sur les périodes allant jusqu'à la date d'échéance. Au 31 décembre 1986, la valeur marchande des obligations s'élevait à $48,700 ($10,526,300 en 1985).

4. Débiteurs à long terme

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Montant ne portant pas intérêt à payer en vertu d'une entente passée avec B.C. Rail, arrivant à échéance à la date d'achèvement de la construction de la voie ferrée sur la chaussée en remblai Roberts Bank ou au 1er avril 1994, selon la première de ces deux dates	3,947	3,947
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur nº 1, portant intérêt au taux de 6⅜ % par année, payable en versements annuels de capital et d'intérêt réunis de $462,916, et arrivant à échéance le 31 décembre 1996	3,309	3,537
Moins: la tranche à court terme	(244)	(228)
	3,065	3,309
Montant à long terme relatif à la vente de l'élévateur nº 3, portant intérêt au taux de 5¾ % par année, payable en versements annuels de $117,720 plus les intérêts, et arrivant à échéance le 1er août 1994	942	1,060
Moins: la tranche à court terme	(118)	(118)
	824	942
Autres	20	25
	7,856	8,223

5. Biens-fonds et matériel

	1986			1985
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Montant net	Montant net
	(en milliers de dollars)			
Terrains	76,291		76,291	75,135
Dragage	366	166	200	150
Structures des postes de mouillage	51,251	21,937	29,314	27,621
Bâtiments	43,714	8,821	34,893	11,850
Appareils de service	12,488	4,761	7,727	6,161
Routes et revêtements	29,208	13,829	15,379	12,381
Matériel et outillage	26,192	8,225	17,967	14,720
Mobilier et matériel de bureau	724	567	157	71
Projets en voie de construction	2,259		2,259	29,516
	242,493	58,306	184,187	177,605

6. Prêts du Canada

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Prêt portant intérêt de 7,5 %, remboursable en versements annuels de capital et d'intérêt réunis et arrivant à échéance le 31 décembre 2000	4,333	4,506
Moins: la tranche à court terme	(185)	(173)
	4,148	4,333
Prêt sans intérêt et sans date d'échéance précise	76,494	76,494
Intérêts courus à rembourser mais non échus	27,377	27,377
	108,019	108,204

Le prêt sans intérêt et les intérêts courus à rembourser mais non échus ont été transférés à la Société par la Société canadienne des ports le 1er juillet 1983. Ce prêt a remplacé un prêt du même montant portant intérêt, et dont les intérêts courus, au 31 décembre 1980, s'élevaient à $27,377,000.

Les obligations quant au remboursement du capital au cours des cinq prochains exercices s'élevent à $185,000 en 1987, $199,000 en 1988, $214,000 en 1989, $230,000 en 1990 et $248,000 en 1991.

7. Produits d'exploitation, montant net

En 1986, la Société a passé de nouveaux contrats relatifs à l'utilisation des terminaux maritimes qu'elle exploite. En vertu des contrats passés antérieurement, la Société comptabilisait tous les produits tirés de ces terminaux à titre de produits d'exploitation et les paiements pour services effectués par les entrepreneurs à titre de charge d'exploitation. Aux termes des nouveaux contrats, les produits ayant trait directement aux entrepreneurs ne sont plus inscrits à titre de produits ou de charges dans les états financiers de la Société.

8. Engagements

Au 31 décembre 1986, le coût estimatif d'achèvement de tous les projets en immobilisation approuvés s'élevait à 20 millions de dollars et les obligations contractuelles de la Société à l'égard de ce montant s'élevaient, à cette date, à 1,1 million de dollars.

La Société assume, pour la location d'espace de bureaux, des obligations découlant de contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 1991 et totalisant $3,152,000. Les loyers annuels à verser pour chacun des cinq exercices à venir sont les suivants: $756,000 en 1987, $741,000 en 1988, $662,000 en 1989, $662,000 en 1990 et $331,000 en 1991.

9. Opérations entre apparentés

Du fait de leur même appartenance, la Société est apparentée à tous les ministères, agences et Sociétés de la Couronne formés par le gouvernement du Canada.

Outre les prêts du Canada mentionnés à la note 6, la Société a versé $1,599,000 ($1,974,000 en 1985) à la Société canadienne des ports en guise de quote-part aux charges d'exploitation de cette Société, et $23,331,000 au gouvernement du Canada représentant la part des contributions requises de Ports Canada par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme de recouvrement de fonds. La Société s'est vu demander de prendre en considération la possiblité de déclarer un dividende équivalant à 30 % de son bénéfice net de 1986, payable au gouvernement du Canada d'ici le 31 mars 1987.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

MANDAT

La Société immobilière du Canada Limitée a pour mandat de détenir certains baux sur une propriété à Londres en Angleterre et sur deux propriétés sur des réserves indiennes au Canada. La Société est aussi actionnaire de trois filiales.

ANTÉCÉDENTS

Autrefois la Société immobilière des Travaux publics limitée, la Société est maintenant inactive et n'effectue aucune opération. Ses trois filiales sont la Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée, la Société immobilière du Canada (le Vieux-Port de Montréal) limitée et la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	Immeuble Sir Charles Tupper Confederation Heights Promenade Riverside Ottawa (Ontario) K1A 0M2
STATUT	—Annexe C, Partie I —mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1956; lettres patentes; réorganisation en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 19 septembre 1977 (certificat de continuation le 7 juillet 1981 en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*)
PREMIER DIRIGEANT	Robert Giroux
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

L'exercice de la Société se termine le 31 mars. Aucune valeur ne figure dans ses comptes à l'égard de ses actifs; les comptes des filiales sont présentés indépendamment et ne sont pas consolidés avec ceux de la Société puisque celle-ci ne peut bénéficier de toute augmentation de l'avoir des filiales.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, le bilan de la Société immobilière du Canada Limitée au 31 mars 1987. À mon avis, ce bilan présente fidèlement la situation financière de la Société à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification du bilan ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 19 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1987	1986
Placements (notes 2a), 2b) et 2c))			Capital-actions (note 2d))		

Approuvé par le Conseil:

Le Président
ROBERT J. GIROUX

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER
DU 31 MARS 1987

1. Pouvoir et activités

La Société immobilière du Canada Limitée est une société mandataire qui s'appelait autrefois la Société immobilière des Travaux publics Limitée et qui a été constituée aux termes de la Loi sur les compagnies le 7 mars 1956. Elle a été ajoutée à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière le 17 mai 1979. Le 29 juin 1984, elle était inscrite à titre de société d'État mère à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société a les pouvoirs, en vertu des lettres patentes qui l'ont constituée, d'acquérir, d'acheter, de louer, de détenir, d'améliorer, d'administrer, d'échanger, de vendre, d'aliéner, de faire valoir les biens immobiliers ou personnels ou un droit y afférent, ou d'en disposer autrement. Toutefois, elle n'a eu recours à ces pouvoirs que pour détenir, en fiducie et pour le compte d'autres ministères, certains droits de location à l'égard d'un immeuble à Londres (Angleterre) et de deux biens se trouvant sur des réserves indiennes au Canada. Les loyers à l'égard de ces droits de location sont payés par d'autres ministères.

2. Principales conventions comptables

a) Placements dans les filiales

La Société est propriétaire exclusive des trois sociétés filiales suivantes:
Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée
Les actions ont été acquises en contrepartie de services rendus.

b) Autres placements

La Société possède deux des trois actions émises de la Société de construction des musées du Canada Inc. La troisième action est détenue par le ministre des Travaux publics; dans une convention des actionnaires, il est établi que le contrôle de la Société de construction des musées du Canada Inc. revient au ministre des Travaux publics.

c) Filiales exclues de la consolidation

Les états financiers des filiales sont exclus de la consolidation parce qu'il est peu probable que l'accroissement de leur avoir net puisse revenir réellement à la société mère.

Le 22 janvier 1987, le Gouverneur général en conseil a déclaré que certains articles de la Loi sur l'administration financière s'appliquent aux filiales comme si elles étaient des sociétés d'État mères nommées à la partie I de l'annexe C de la Loi. À la suite de ce Décret, ces filiales doivent présenter leurs plans d'entreprise, leurs budgets de fonctionnement et d'investissement, des résumés des plans et budgets ainsi que des rapports annuels conformément à la Loi.

d) Capital-actions

La Société est autorisée à émettre trois actions qui ne peuvent être transférées sans l'approbation du ministre des Travaux publics. Les actions autorisées ont été émises en contrepartie de services rendus et sont détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada par le ministre des Travaux publics.

3. État financier

La Société n'a effectué aucune opération financière. Les soldes de son bilan sont donc nuls, et elle n'a aucun autre état financier à présenter.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, les bilans de la Société immobilière du Canada Limitée au 31 mars 1982 à 1986. À mon avis, ces bilans présentent fidèlement la situation financière de la Société à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de manière uniforme.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des bilans ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, et aux statuts et règlements administratifs de la Société.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 16 décembre 1986

BILANS AU 31 MARS

ACTIF	1986 $	1985 $	1984 $	1983 $	1982 $	AVOIR DE L'ACTIONNAIRE	1986 $	1985 $	1984 $	1983 $	1982 $
Placements (notes 2a) et 2b))						Capital-actions (note 2d))					

Approuvé par le Conseil:

Le Président
ROBERT J. GIROUX

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES À L'ÉTAT FINANCIER DU 31 MARS 1986

1. Autorité et activités

La Société immobilière du Canada Limitée est une société mandataire qui s'appelait autrefois la Société immobilière des Travaux publics Limitée et qui a été constituée aux termes de la Loi sur les compagnies le 7 mars 1956. Elle a été ajoutée à l'annexe C de la Loi sur l'administration financière le 17 mai 1979. Le 29 juin 1984, elle était inscrite à titre de société d'État mère à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

La Société a les pouvoirs, en vertu des lettres patentes qui l'ont constituée, d'acquérir, d'acheter, de louer, de détenir, d'améliorer, d'administrer, d'échanger, de vendre, d'aliéner, de faire valoir les biens immobiliers ou personnels ou un droit y afférent, ou d'en disposer autrement. Toutefois, elle n'a eu recours à ces pouvoirs que pour détenir, en fiducie et pour le compte d'autres ministères, certains droits de location à l'égard d'un immeuble à Londres (Angleterre) et de deux biens se trouvant sur des réserves indiennes au Canada. Les loyers concernant ces droits de location sont payés par d'autres ministères.

2. Principales conventions comptables

a) Placements dans les filiales

La Société est propriétaire exclusive des trois sociétés filiales suivantes:
Société immobilière du Canada (Mirabel) limitée
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée
Les actions ont été acquises en contrepartie de services rendus.

b) Autres placements

La Société possède deux des trois actions émises de la Société de construction des musées du Canada Inc. La troisième action est détenue par le ministre des Travaux publics; dans une convention des actionnaires, il est établi que le contrôle de la Société de construction des musées du Canada Inc. revient au ministre des Travaux publics.

Au cours des exercices terminés les 31 mars 1982 à 1984, la Société a détenu deux des trois actions de la Corporation Place du Havre Canada. Toutefois, le contrôle de ladite corporation relève du ministre d'État au Développement social. Le 31 août 1984, ces deux actions ont été transférées au ministre des Transports.

c) Filiales exclues de la consolidation

Les états financiers des filiales sont exclus de la consolidation parce qu'il est peu probable que l'accroissement de leur avoir net puisse revenir effectivement à la société mère.

d) Capital-actions

La Société est autorisée à émettre trois actions qui ne peuvent être transférées sans l'approbation du ministre des Travaux publics. Les actions autorisées ont été émises en contrepartie de services rendus et sont détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada par le ministre des Travaux publics.

3. État financier

La Société n'a effectué aucune opération financière. Les soldes de ses bilans sont donc nuls, et elle n'a aucun autre état financier à présenter.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

MANDAT

Administrer, jusqu'à leur cession au nom de la Couronne, des terres périphériques de l'aéroport de Montréal Nord.

ANTÉCÉDENTS

Depuis juillet 1982, la Société administre des terres acquises par la Couronne aux fins de l'aéroport de Mirabel mais qui n'étaient pas nécessaires au fonctionnement de ce dernier. La Société a élaboré et met en œuvre un programme pour la vente de ces propriétés excédentaires.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	9850, Belle Rivière C.P. 180 Mirabel (Québec) J0N 1S0
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Pierre Hardy
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	5.4	3.2	5.0	4.8
Engagements envers le secteur privé	néant	1.2	0.1	0.3
Engagements envers le Canada	néant	1.3	4.3	3.8
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	6.8	2.4	5.2	2.3
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (MIRABEL) LIMITÉE

LES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS POUR L'EXERCICE
CLOS LE 31 MARS 1987 N'ÉTAIENT PAS
DISPONIBLES À LA DATE D'IMPRESSION

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE

MANDAT

Promouvoir la mise en valeur du territoire du Vieux-Port de Montréal et en administrer, gérer et entretenir les propriétés.

ANTÉCÉDENTS

Depuis 1982, la Société gère les terres de la Couronne sises au Vieux-Port, y compris certaines terres que la Société canadienne des ports a cédées à la Couronne en 1983. À la suite de consultations du public et des autres paliers de gouvernement, des plans d'aménagement importants ont été arrêtés. Ces plans constituent à l'heure actuelle des questions prioritaires pour les gouvernements concernés.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	333, rue de la Commune ouest Montréal (Québec) H2Y 2E2
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Roger Beaulieu
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	0.6	1.9	5.7	1.8
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.1	néant	néant	néant
Avoir du Canada	néant	néant	néant	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	3.3	5.9	31.6	12.6
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée au 31 mars 1987 ainsi que l'état des transactions et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 28 mai 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986
	$	$
Encaisse et placements temporaires	382,388	1,544,657
Débiteurs	101,741	44,000
Montant à recevoir du receveur général du Canada (note 3)	124,748	288,795
Frais payés d'avance	15,801	15,072
	624,678	1,892,524

PASSIF	1987	1986
	$	$
Créditeurs	408,912	1,607,019
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 4)	215,766	285,505
	624,678	1,892,524
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 5)		
	624,678	1,892,524

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROGER BEAULIEU

Administrateur
BENOÎT LEMAY

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Fonctionnement		
Entretien de la propriété	853,271	737,856
Personnel permanent	629,199	765,241
Administration	418,904	393,049
Communications et animation	388,142	359,156
Services professionnels	320,547	264,524
Mauvaise créance		130,223
	2,610,063	2,650,049
Capital	1,139,026	4,404,754
Total des dépenses	3,749,089	7,054,803
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Concessions	340,179	74,957
Intérêts provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	61,071	310,524
Autres	1,100	279
	402,350	385,760
Dépenses nettes à être pourvues (note 4)	3,346,739	6,669,043
Dépenses nettes cumulatives depuis le 26 novembre 1981	60,581,634	57,234,895
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers à être remis (note 3)	184,077	109,142
Produits directs cumulatifs depuis le 26 novembre 1981	612,238	428,161
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	3,162,662	6,559,901
Cumulatif depuis le 26 novembre 1981	59,969,396	56,806,734

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Dépenses de fonctionnement	2,610,063	2,650,049
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	(402,350)	(385,760)
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	(184,077)	(109,142)
Remises au Fonds du revenu consolidé	20,030	113,594
	2,043,666	2,268,741
Augmentation (diminution) des débiteurs	57,741	(63,406)
Augmentation des frais payés d'avance	729	6,854
Diminution des créditeurs	1,198,107	4,103,328
	3,300,243	6,315,517
Activités d'investissement		
Dépenses en capital effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics	1,139,026	4,404,754
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(3,277,000)	(8,405,968)
Encaisse et placements temporaires		
Diminution de l'exercice	(1,162,269)	(2,314,303)
Solde au début de l'exercice	1,544,657	3,858,960
Solde à la fin de l'exercice	382,388	1,544,657

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL) LIMITÉE—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée, constituée le 26 novembre 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1er février 1982, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de développer et de promouvoir le développement du territoire du Vieux-Port de Montréal et d'administrer, de gérer et d'entretenir les biens de Sa Majesté y situés. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

Les états financiers présentent les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les revenus de loyers, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts de démolition de bâtiments.

c) Prestations de cessation d'emploi

Les employés de la Société ont droit à des prestations de cessation d'emploi comme le prévoit la politique de rémunération de la Société. Le coût de ces prestations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La dette estimative qui découle de cette politique est comprise dans les créditeurs.

d) Régime d'épargne-retraite

La Société a établi un régime collectif d'épargne-retraite prévoyant l'établissement d'une fiducie unique auprès d'une société du secteur privé pour recevoir les contributions devant servir à assurer un revenu de retraite aux employés en vertu de régimes individuels enregistrés d'épargne-retraite. Les contributions sont entièrement à la charge des employés, la Société n'agissant qu'à titre d'agent et n'assumant aucune responsabilité à cet égard.

3. Montant à recevoir du receveur général du Canada

	1987	1986
	$	$
Montant à recevoir au début de l'exercice	288,795	284,343
Produits directs	184,077	109,142
	104,718	175,201
Remises au Fonds du revenu consolidé	20,030	113,594
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	124,748	288,795

4. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1987	1986
	$	$
Montant dû (à recevoir) au début de l'exercice	285,505	(1,451,420)
Dépenses nettes	(3,346,739)	(6,669,043)
	(3,061,234)	(8,120,463)
Moins:		
fonds tirés sur le crédit du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) limitée		
Crédit 70 en 1985		2,512,000
Crédit 45 en 1986		6,029,350
Crédit 40 en 1987	3,277,000	
remboursements		(135,382)
	3,277,000	8,405,968
Montant dû à la fin de l'exercice	215,766	285,505

5. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

MANDAT

Mettre en œuvre un plan directeur d'aménagement pour certaines terres du Vieux-Port de Québec et administrer, gérer, promouvoir et exploiter ces terres et leurs aménagements.

ANTÉCÉDENTS

Depuis le 1er août 1981, la Société a aménagé et gère les terres de la Couronne sises au Vieux-Port. Pour une période de deux ans, terminée le 27 février 1986, elle a détenu et géré une autre parcelle de terrain du Vieux-Port et ses aménagements.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	112, rue Dalhousie C.P. 95, succ. B Québec (Québec) G1K 7A1
STATUT	— non mandataire de Sa Majesté — filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada Limitée; en vertu du décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport à titre de société d'État mère
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Stewart McInnes, c.p., député
MINISTÈRE	Travaux publics
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1981; par la Société immobilière du Canada Limitée, en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales canadiennes*
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Robert Labbé
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	1.8	2.0*	7.3	14.5
Engagements envers le secteur privé	néant	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	0.9	0.4	0.4	néant
Avoir du Canada	0.2	0.2	3.8	néant
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	5.0	5.5	27.0	32.5
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

* Les terres et les aménagements cédés au Canada au cours de cet exercice représentaient une inscription de 3.6 millions de dollars dans les comptes de la Société.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. au 31 mars 1987, ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis, l'état du surplus d'apport, l'état des transactions et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics.

Pour le Vérificateur général du Canada
Raymond Dubois, C.A.
Sous-vérificateur général

Ottawa, Canada
le 26 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987

ACTIF	1987	1986	PASSIF	1987	1986
	$	$		$	$
Encaisse et dépôt à terme	924,217	1,079,467	Créditeurs	643,864	1,276,220
Débiteurs (note 3)	862,537	784,858	Montant dû au receveur général du Canada (note 4)	657,623	
Montant à recevoir du receveur général du Canada (note 4)		120,465	Montant dû au ministre des Travaux publics (note 5)	281,857	505,160
				1,583,344	1,781,380
			AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
			Capital-action (note 6)		
			Surplus d'apport	178,250	178,250
			Bénéfices réinvestis	25,160	25,160
	1,786,754	1,984,790		1,786,754	1,984,790

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT LABBÉ

Adminsitrateur
COLETTE SAVARD

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Exploitation		
Administration, finances et propriété	3,246,178	3,580,516
Affaires publiques et animation	1,170,751	1,248,021
Bureau de direction	293,641	340,981
	4,710,570	5,169,518
Capital	704,453	616,819
Total	5,415,023	5,786,337
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Animation	302,612	
Intérêts, provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	88,120	160,942
Autres produits	3,373	9,049
	394,105	169,991
Dépenses nettes à être pourvues (note 5)	5,020,918	5,616,346
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	99,772,748	94,751,830
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers à être remis (note 4)	778,088	713,788
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	2,512,927	1,734,839
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	4,242,830	4,902,558
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	97,259,821	93,016,991

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987 (NOTE 1)

	1987	1986
	$	$ (11 mois)
Revenus de loyers		392,330
Dépenses		382,087
Bénéfice net de l'exercice		10,243
Bénéfices réinvestis au début de l'exercice	25,160	14,917
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	25,160	25,160

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	178,250	3,790,000
Immobilisations rétrocédées au Canada		3,611,750
Solde à la fin de l'exercice	178,250	178,250

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987

	1987	1986
	$	$
Activités d'exploitation		
Transactions effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics		
Dépenses d'exploitation	4,710,570	5,169,518
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations	(778,088)	(713,788)
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations	(394,105)	(169,991)
Remises au Fonds du revenu consolidé		766,713
Résultats de l'exercice		
Bénéfice net de l'exercice		(10,243)
Élément hors-caisse		
Amortissement		(81,700)
	3,538,377	4,960,509
Augmentation (diminution) des débiteurs	77,679	(300,967)
Diminution des créditeurs	632,356	1,719,602
	4,248,412	6,379,144
Activités d'investissement		
Dépenses en capital effectuées à titre d'agent et au nom du ministre des Travaux publics	704,453	616,819
Activités de financement		
Crédit parlementaire	(4,797,615)	(5,660,970)
Encaisse et dépôt à terme		
Diminution de l'exercice	155,250	1,334,993
Solde au début de l'exercice	1,079,467	2,414,460
Solde à la fin de l'exercice	924,217	1,079,467

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc., constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada Limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1er août 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de mettre en œuvre, dans le territoire sous sa responsabilité, le plan directeur d'aménagement du Vieux-Port de Québec et d'administrer, gérer, promouvoir et exploiter ce territoire et ses aménagements. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Du 9 février 1984 au 27 février 1986, la Société fut responsable, pour son propre compte, de l'administration, la conduite et la direction d'une parcelle de terrain et des améliorations y-dessus érigées. Cette propriété transférée à certaines conditions par décret du gouverneur général en conseil le 9 février 1984, fut rétrocédée le 27 février 1986.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

L'état des résultats présente les transactions effectuées par la Société pour l'administration, la conduite et la direction des biens qu'elle a possédés du 9 février 1984 au 27 février 1986 pour le bénéfice de Sa Majesté.

L'état des transactions présente les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations, notamment les revenus de loyers, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés ou possédés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts d'acquisition et de démolition de bâtiments.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations cédées gratuitement par le Canada le 9 février 1984 furent comptabilisées à leur valeur courante à la date de cession, avec la contrepartie au surplus d'apport. Elles furent amorties d'après la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 2.5% établi d'après la durée estimative d'utilisation de la structure principale du bâtiment.

Elles furent rétrocédées gratuitement au Canada le 27 février 1986. La rétrocession des immobilisations fut comptabilisée à leur valeur comptable nette.

3. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les montants suivants:

	1987	1986
	$	$
Organisme de services publics	471,929	468,368
Société canadienne des ports	175,000	175,000
Autres	215,608	141,490
	862,537	784,858

La somme à recevoir d'un organisme de services publics est en regard de travaux d'aménagements spécifiques exécutés par la Société au cours de l'exercice 1982-83. Le coût de ces travaux est recouvrable à la signature d'un protocole d'entente par la Société, la Société canadienne des ports et l'organisme. Le protocole d'entente, qui n'a pas encore été signé, prévoit la cession de certains privilèges par la Société et la Société canadienne des ports. Les travaux sont terminés à toutes fins pratiques. La Société n'a pas encore décidé de céder les privilèges demandés par l'organisme. Il se pourrait que la Société ne puisse recouvrer ses coûts et elle devra alors les comptabiliser comme dépenses en capital.

La somme à recevoir de la Société canadienne des ports découle d'un protocole d'entente prévoyant le remboursement à la Société de dépenses engagées par elle pour des travaux exécutés à l'intérieur de la bande de terrain sur laquelle la Société canadienne des ports possède une juridiction opérationnelle. Le protocole d'entente prévoit que le remboursement sera fait à même une somme globale autorisée par le Conseil du Trésor en faveur de la Société canadienne des ports, en autant qu'il y aura des fonds disponibles. Au 31 mars 1987, la Société avait demandé un remboursement de $650,000, pour des dépenses engagées principalement au cours de l'exercice 1982-83, dont $475,000 ont déjà été reçus. La Société ne pouvant établir le solde des fonds à la disposition de la Société canadienne des ports, elle ne peut déterminer le montant additionnel qu'elle peut s'attendre de recevoir ou tout montant jusqu'à concurrence des $475,000 déjà reçus, qu'elle pourrait être appelée à remettre. Tout écart qui sera constaté lors du règlement final de la transaction sera comptabilisé comme dépense en capital.

4. Montant dû au (à recevoir du) receveur général du Canada

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	(120,465)	(67,540)
Produits directs	778,088	713,788
	657,623	646,248
Remises au Fonds du revenu consolidé		(766,713)
Solde à la fin de l'exercice	657,623	(120,465)

5. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1987	1986
	$	$
Solde au début de l'exercice	505,160	460,536
Dépenses nettes	5,020,918	5,616,346
	4,515,758	5,155,810
Moins: fonds tirés sur le crédit du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.		
crédit 40 en 1985-86	283,615	5,660,970
crédit 35 en 1986-87	4,514,000	
	4,797,615	5,660,970
Solde à la fin de l'exercice	281,857	505,160

6. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Fin*

7. Éventualités

La Société et la corporation Québec 1534-1984 ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités qui eurent lieu en 1984, et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. En vertu de ce protocole, la Société n'avait pas cédé le droit d'usage de la totalité du site, se réservant ainsi des locaux qu'elle pourrait louer à des fins commerciales. Des baux furent signés mais, vu le manque d'affluence des visiteurs, plusieurs furent modifiés, résiliés ou abandonnés. La Société a déjà reçu des réclamations découlant de ces baux ainsi que d'autres activités totalisant plus de 3.3 millions de dollars, et il est possible que d'autres soient reçues dans le futur. La direction estime que ces réclamations n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

8. Aliénation du territoire

La Société est engagée dans un programme à court terme portant sur l'aliénation du territoire sous sa responsabilité à des organismes publics ou à des intérêts privés.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

J'ai vérifié le bilan de la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc. au 31 mars 1986, ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis, l'état du surplus d'apport et l'état des transactions pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la charte et aux règlements administratifs de la Société, ainsi qu'à la convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, sauf que la Société n'a pas tenu de documents comptables et des systèmes de contrôle et d'information financiers appropriés à partir desquels elle peut établir ses états financiers. Pour établir les états financiers au 31 mars 1986, on a dû à titre de procédés compensatoires analyser certaines transactions dont les effets comptables n'avaient pas été passés fidèlement dans les comptes et celles qui furent comptabilisées dans l'exercice subséquent.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 24 décembre 1986

BILAN AU 31 MARS 1986

ACTIF	1986	1985
	$	$
Encaisse	1,079,467	2,414,460
Débiteurs (note 3)	784,858	1,085,825
Montant à recevoir du receveur général du Canada (note 4)	120,465	67,540
Immobilisations		3,693,450
	1,984,790	7,261,275

PASSIF	1986	1985
	$	$
Créditeurs (note 5)	1,276,220	2,995,822
Montant dû au ministre des Travaux publics (note 6)	505,160	460,536
	1,781,380	3,456,358
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-action (note 7)		
Surplus d'apport	178,250	3,790,000
Bénéfices réinvestis	25,160	14,917
	1,984,790	7,261,275

Approuvé par le Conseil d'administration:

Administrateur
ROBERT LABBÉ

Administrateur
COLETTE SAVARD

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES RÉINVESTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986 (NOTE 1)

	1986 (11 mois)	1985 (12 mois)
	$	$
Loyers	392,330	408,335
Chauffage et services	149,392	145,616
Subventions en lieu de taxes	108,687	112,682
Amortissement	81,700	89,125
Entretien et réparations	42,308	45,244
	382,087	392,667
Bénéfice net	10,243	15,668
Bénéfices réinvestis (déficit) au début de l'exercice	14,917	(751)
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	25,160	14,917

ÉTAT DU SURPLUS D'APPORT POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Solde au début de l'exercice	3,790,000	3,790,000
Immobilisations rétrocédées au Canada	3,611,750	
Solde à la fin de l'exercice	178,250	3,790,000

ÉTAT DES TRANSACTIONS EFFECTUÉES À TITRE D'AGENT ET AU NOM DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1986

	1986	1985
	$	$
Dépenses		
Dépenses engagées en regard de biens reçus ou de services rendus		
Exploitation		
Administration, finances et propriété	3,321,031	2,686,504
Affaires publiques et animation	1,248,021	1,188,875
Bureau de direction	340,981	541,085
Planification et développement	259,485	296,946
	5,169,518	4,713,410
Capital	616,819	18,132,436
Programme de création d'emplois		19,584
Québec 1534-1984		3,407,345
Total	5,786,337	26,272,775
Produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations		
Intérêts, provenant principalement de l'encaissement de crédits parlementaires en anticipation des besoins	160,942	258,720
Autres produits	9,049	320
	169,991	259,040
Dépenses nettes à être pourvues (note 6)	5,616,346	26,013,735
Dépenses nettes cumulatives depuis le 9 avril 1981	94,751,830	89,135,484
Produits provenant de l'utilisation directe des immobilisations		
Loyers à être remis (note 4)	713,788	636,814
Produits directs cumulatifs depuis le 9 avril 1981	1,734,839	1,021,051
Excédent des dépenses nettes sur les produits directs		
Pour l'exercice	4,902,558	25,376,921
Cumulatif depuis le 9 avril 1981	93,016,991	88,114,433

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986

1. Statut et activités

La Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc., constituée le 9 avril 1981 en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, est une filiale à part entière de la Société immobilière du Canada Limitée, laquelle est une société d'État inscrite à la partie I de l'annexe C de la Loi sur l'administration financière.

Depuis le 1[er] août 1981, en vertu d'une convention entre la Société et Sa Majesté du chef du Canada représentée par le ministre des Travaux publics, la Société a le mandat de mettre en œuvre, dans le territoire sous sa responsabilité, le plan directeur d'aménagement du Vieux-Port de Québec et d'administrer, gérer, promouvoir et exploiter ce territoire et ses aménagements. La Société exécute ce mandat au nom et pour le compte du ministre des Travaux publics, qui conserve la propriété des immobilisations pour le bénéfice de Sa Majesté.

Du 9 février 1984 au 27 février 1986, la Société fut responsable, pour son propre compte, de l'administration, la conduite et la direction d'une parcelle de terrain et des améliorations y-dessus érigées. Cette propriété transférée à certaines conditions par décret du gouverneur général en conseil le 9 février 1984, fut rétrocédée le 27 février 1986.

2. Conventions comptables importantes

a) Présentation des états financiers

L'état des résultats présente les transactions effectuées par la Société pour l'administration, la conduite et la direction des biens qu'elle a possédés du 9 février 1984 au 27 février 1986 pour le bénéfice de Sa Majesté.

L'état des transactions présente les transactions effectuées par la Société à titre d'agent et pour le compte du ministre des Travaux publics. Les dépenses, déduction faite des produits ne provenant pas de l'utilisation directe des immobilisations, sont remboursables à la Société. Les produits provenant directement de l'utilisation des immobilisations, notamment les revenus de loyers, sont à remettre au receveur général du Canada.

Les écarts entre les crédits parlementaires reçus et les dépenses nettes remboursables sont comptabilisés au bilan comme des montants à recevoir ou des montants dus au ministre des Travaux publics.

b) Dépenses en capital

Les dépenses en capital comprennent les coûts qui augmentent de façon significative la valeur ou la durée de vie utile des biens administrés ou possédés par la Société. Ces dépenses comprennent aussi les coûts d'acquisition et de démolition de bâtiments.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations cédées gratuitement par le Canada le 9 février 1984 furent comptabilisées à leur valeur courante à la date de cession, avec la contrepartie au surplus d'apport. Elles furent amorties d'après la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 2.5% établi d'après la durée estimative d'utilisation de la structure principale du bâtiment.

Elles furent rétrocédées gratuitement au Canada le 27 février 1986. La rétrocession des immobilisations fut comptabilisée à leur valeur comptable nette.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA (VIEUX-PORT DE QUÉBEC) INC.—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1986—*Fin*

3. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les montants suivants:

	1986	1985
	$	$
Organisme de services publics	468,368	467,816
Société canadienne des ports	175,000	175,000
Ministère des Travaux publics (note 5)		54,824
Autres	141,490	388,185
	784,858	1,085,825

La somme à recevoir d'un organisme de services publics est en regard de travaux d'aménagements spécifiques exécutés par la Société au cours de l'exercice 1982-83. Le coût de ces travaux est recouvrable à la signature d'un protocole d'entente par la Société, la Société canadienne des ports et l'organisme. Le protocole d'entente, qui n'a pas encore été signé, prévoit la cession de certains privilèges par la Société et la Société canadienne des ports. Les travaux sont terminés à toutes fins pratiques. La Société n'a pas encore décidé de céder les privilèges demandés par l'organisme. Il se pourrait que la Société ne puisse recouvrer ses coûts et elle devra alors les comptabiliser comme dépenses en capital.

La somme à recevoir de la Société canadienne des ports découle d'un protocole d'entente prévoyant le remboursement à la Société de dépenses engagées par elle pour des travaux exécutés à l'intérieur de la bande de terrain sur laquelle la Société canadienne des ports possède une juridiction opérationnelle. Le protocole d'entente prévoit que le remboursement sera fait à même une somme globale autorisée par le Conseil du Trésor en faveur de la Société canadienne des ports, en autant qu'il y aura des fonds disponibles. Au 31 mars 1986, la Société avait demandé un remboursement de $650,000, pour des dépenses engagées principalement au cours de l'exercice 1982-83, dont $475,000 ont déjà été reçus. La Société ne pouvant établir le solde des fonds à la disposition de la Société canadienne des ports, elle ne peut déterminer le montant additionnel qu'elle peut s'attendre de recevoir ou tout montant, jusqu'à concurrence des $475,000 déjà reçus, qu'elle pourrait être appelée à remettre. Tout écart qui sera constaté lors du règlement final de la transaction sera comptabilisé comme dépense en capital.

4. Montant à recevoir du receveur général du Canada

	1986	1985
	$	$
Montant à recevoir au début de l'exercice	67,540	704,354
Produits directs	713,788	636,814
	646,248	67,540
Remises au Fonds du revenu consolidé	766,713	
Montant à recevoir à la fin de l'exercice	120,465	67,540

5. Créditeurs

Les créditeurs comprennent un montant de $182,704 dû au ministère des Travaux publics au 31 mars 1986 ($54,824 à recevoir au 31 mars 1985) réparti comme suit:

	1986	1985
	$	$
Subventions en lieu de taxes versées par le ministère pour le compte de la Société depuis le 9 février 1984	230,523	121,836
Loyers perçus à rembourser	150,214	
Réclamation pour occupation tardive des locaux loués	89,546	89,546
	470,283	211,382
Moins: travaux d'aménagement en vue de la location de locaux	287,579	266,206
Montant dû (à recevoir) à la fin de l'exercice	182,704	(54,824)

6. Montant dû au ministre des Travaux publics

	1986	1985
	$	$
Montant dû (à recevoir) au début l'exercice	460,536	(242,329)
Dépenses nettes	5,616,346	26,013,735
	5,155,810	26,256,064
Moins: fonds tirés sur le crédit 40 (les crédits 15 et 65 en 1985) du ministère des Travaux publics pour la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) inc.	5,660,970	26,516,600
fonds tirés sur le crédit 10 du ministère des Communications pour le Programme spécial d'initiatives culturelles		200,000
	5,660,970	26,716,600
Montant dû à la fin de l'exercice	505,160	460,536

7. Capital-action

La Société est autorisée à émettre une seule action, laquelle doit être détenue en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada, et aucun transfert ne peut s'effectuer sans le consentement du gouverneur en conseil. L'action autorisée a été émise en contrepartie de services rendus.

8. Éventualités

La Société et la corporation Québec 1534-1984 ont signé un protocole général d'entente établissant les droits et obligations des parties en regard de la tenue des festivités qui eurent lieu en 1984, et de l'utilisation du territoire et des installations sous la juridiction de la Société. En vertu de ce protocole, la Société n'avait pas cédé le droit d'usage de la totalité du site, se réservant ainsi des locaux qu'elle pourrait louer à des fins commerciales. Des baux furent signés mais, vu le manque d'affluence des visiteurs, plusieurs furent modifiés, résiliés ou abandonnés. La Société a déjà reçu des réclamations découlant de ces baux, totalisant plus de 3 millions de dollars, et il est possible que d'autres soient reçues dans le futur. La direction estime que ces réclamations n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la Société.

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MANDAT

Favoriser et intensifier les exportations en fournissant des assurances, des garanties, des prêts et d'autres moyens financiers.

ANTÉCÉDENTS

Le financement assuré par le Canada à l'égard des opérations afférentes aux comptes de la société prend forme de prêts et d'apports de capitaux propres. La croissance du chiffre d'affaires de la société, au cours des dernières années, a été financée surtout par ses emprunts dans le secteur privé. Outre ses activités en tant que société, la SEE administre pour le Canada certaines opérations de financement des exportations jugées dans l'intérêt du pays, y compris celles effectuées en vertu de l'article 31 de la *Loi sur l'expansion des exportations*.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	151, rue O'Connor C.P. 655 Ottawa (Ontario) K1P 5T9
STATUT	— Annexe C, Partie I — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Patricia Carney, c.p., député, Ministre du Commerce extérieur
MINISTÈRE	Affaires extérieures
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (S.R.C. 1970, c. E-18)
PREMIER DIRIGEANT	Robert Richardson
PRÉSIDENT	V.E. Daughney
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

COMPTE DE LA SOCIÉTÉ	**1986**	**1985**	**1984 (reformulé)**	**1983**
À la fin de l'exercice				
Actif total	7,176	7,296	6,635	6,063
Engagements envers le secteur privé*	4,727	4,948	4,431	3,697
Engagements envers le Canada	80	154	258	376
Avoir du Canada	898	896	855	769
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	néant	néant	néant	néant
— non budgétaire	néant	37	79	116
COMPTE DU CANADA				
À la fin de l'exercice				
Financement du Canada administré	880	1,142	1,061	900

* Le montant de ces engagements a été diminué du montant des titres en espèces et des titres négociables détenus par la Société (1,094 millions de dollars en 1986).

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

J'ai vérifié le bilan de la Société pour l'expansion des exportations au 31 décembre 1986 ainsi que les états des résultats et des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur l'expansion des exportations et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 25 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
Prêts à recevoir (note 2)		
À long terme	4,704,165	5,111,485
À court terme	1,118,842	964,741
	5,823,007	6,076,226
Intérêts et honoraires courus	305,945	308,691
	6,128,952	6,384,917
Moins: provision pour pertes sur prêts	136,366	105,257
	5,992,586	6,279,660
Encaisse et titres négociables		
Encaisse et dépôts à court terme	523,212	629,021
Titres négociables (valeur marchande : 1986—$571,138; 1985—$291,465)	570,554	291,275
Intérêts courus	12,494	10,453
	1,106,260	930,749
Autres éléments d'actif		
Valeur non amortie de l'escompte à la souscription et des frais d'émission	50,537	56,477
Autres	26,756	29,252
	77,293	85,729
	7,176,139	7,296,138

PASSIF	1986	1985
Emprunts (note 3)		
À long terme	3,569,766	3,906,655
À court terme	2,330,999	2,115,917
Intérêts courus	214,143	200,764
	6,114,908	6,223,336
Autres éléments de passif et revenu reporté		
Créditeurs	8,122	19,464
Revenu reporté et autres crédits	121,752	127,030
Provision pour sinistres sur assurances et garanties	33,411	30,251
	163,285	176,745
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 4)	697,000	697,000
Réserve pour éventualités	25,000	
Bénéfices non répartis	175,946	199,057
	897,946	896,057
	7,176,139	7,296,138

Engagements et passif éventuel (note 5)

Approuvé par le Conseil d'administration :

Le Président et Chef de la direction
R. L. RICHARDSON

Le Premier vice-président aux Finances et Trésorier
B. A. CULHAM

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES NON RÉPARTIS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Prêts et garanties		
Revenu d'intérêt	556,540	573,220
Revenus d'honoraires	26,650	23,568
Revenu d'intérêt sur placements	71,313	67,357
	654,503	664,145
Dépenses d'intérêt		
À long terme	493,131	481,086
À court terme	104,257	138,273
Provision pour pertes sur prêts	36,265	21,618
	633,653	640,977
	20,850	23,168
Assurances et garanties		
Primes et revenu d'honoraires	17,439	16,490
Revenu d'intérêt sur placements	4,909	4,877
	22,348	21,367
Provision pour sinistres	7,200	6,781
	15,148	14,586
Bénéfice d'exploitation	35,998	37,754
Frais d'administration	34,109	33,243
Bénéfice net	1,889	4,511
Bénéfices non répartis		
Début de l'exercice	199,057	194,546
Moins: transfert à la réserve pour éventualités	25,000	
Fin de l'exercice	175,946	199,057

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

(en milliers de dollars)

	1986	1985
Exploitation		
Bénéfice net	1,889	4,511
Sans incidence sur les fonds		
Provision pour pertes sur prêts et sinistres	43,465	28,399
Amortissement d'honoraires et de primes	(36,198)	(33,510)
(Diminution) augmentation des intérêts et des honoraires courus	13,734	(12,437)
Intérêts rééchelonnés	(53,320)	(29,239)
Revenu d'honoraires et de primes	47,224	42,891
Autres variations	(40,967)	(19,460)
	(24,173)	(18,845)
Versements sur prêts	(627,422)	(819,980)
Remboursement de prêts	888,851	644,759
Encaisse provenant de (utilisée pour) l'exploitation	237,256	(194,066)
Trésorerie		
Emprunts à long terme	572,104	980,291
Remboursement d'emprunts à long terme	(578,956)	(628,795)
Augmentation (diminution) des emprunts à court terme	(56,934)	20,109
Capital-actions émis		37,000
Encaisse provenant du (utilisée pour le) financement	(63,786)	408,605
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des titres négociables	173,470	214,539
Encaisse et titres négociables		
Début de l'exercice	920,296	705,757
Fin de l'exercice	1,093,766	920,296

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Résumé des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, appliqués de façon uniforme, et tous leurs points essentiels respectent les normes comptables internationales. On trouvera, ci-après, un résumé des principales conventions comptables.

Titres négociables

Les titres négociables sont évalués au moindre de leur coût ou de leur valeur marchande à la date du bilan.

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts est établie en fonction de la valeur de recouvrement de tous les prêts consentis à des débiteurs publics et commerciaux. À cet égard, la Société n'ignore pas que les perspectives économiques et politiques de certains pays débiteurs sont influencées par diverses pressions et incertitudes. Il s'ensuit donc parfois des retards dans les remboursements de capital et d'intérêts.

Dans le cas des prêts consentis à des entités souveraines, c'est-à-dire des gouvernements ou leurs organismes, ou garantis par celles-ci, les arriérés de paiements ne représentent pas nécessairement des pertes éventuelles pour lesquelles il faut créer une provision. Les entités souveraines et leurs obligations financières internationales ne s'éteignent pas du point de vue financier et le système international ne tolère pas la renonciation unilatérale à une obligation souveraine. Par ailleurs, le système international prévoit plusieurs mécanismes et institutions auxquels les pays en difficulté financière peuvent avoir recours pour établir d'autres modalités de remboursement avec leurs créanciers. Donc, sauf dans de rares cas où les créanciers conviennent de radier la valeur d'un actif, la direction est d'avis que la perception ultime d'une obligation souveraine et, partant, de sa valeur active, ne pose aucun problème, même s'il faut entrevoir des retards.

À même ses bénéfices, et en plus des provisions particulières faites après étude des prêts en cours, la Société constitue également une provision générale dont la somme cumulée est proportionnelle au capital et aux intérêts des prêts à recevoir pour lesquels aucune provision particulière n'a été faite.

Provision pour sinistres sur assurances et garanties

La Société constitue une provision qui tient compte des sinistres subis antérieurement, provision à laquelle peut venir se greffer une provision spéciale, après étude du passif éventuel. Les indemnités payées sont comptabilisées aux valeurs de récupération estimatives et incorporées aux autres éléments d'actif. Les sommes non recouvrables sont imputées à la provision. Les gains ou pertes nets qui en découlent subséquemment sont portés au crédit ou au débit du revenu.

Réserve pour éventualités

En 1986, la Société a ouvert un compte de réserve auquel elle a transféré les bénéfices non répartis, à titre de provision en cas de diminutions imprévues dans la valeur des prêts à recevoir ou de sinistres sur assurances et garanties. Les éventuelles réductions subséquentes à la réserve pour éventualités seront créditées aux bénéfices non répartis.

Intérêts et honoraires sur les prêts

Les intérêts s'accumulent sur le capital à recevoir, jusqu'à ce que le prêt soit considéré non courant. Par prêt non courant, il faut entendre un prêt dont le recouvrement présente de sérieux doutes, un prêt pour lequel des versements importants n'ont pas été reçus pendant deux ans et aucun accord de rééchelonnement n'a été négocié, ou un prêt ayant fait l'objet d'un accord de rééchelonnement mais pour lequel un versement important n'a pas été reçu pendant un an.

Les honoraires sur les prêts sont comptabilisés au revenu pendant les périodes de versement et de remboursement des prêts.

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Revenu d'intérêt sur placements

Les intérêts sur placements, essentiellement gagnés à l'étranger, sont répartis entre les prêts et garanties et les assurances et garanties, au prorata de la moyenne des fonds placés.

Dépenses d'intérêt

Les dépenses d'intérêt comprennent l'amortissement linéaire, sur la durée de la dette, de l'escompte à la souscription et des frais d'émission.

Primes d'assurance

Les primes et honoraires d'assurance sont perçus au Canada. Pour les polices d'assurance à court terme, les primes sont comptabilisées au revenu dès que la protection entre en vigueur. En ce qui concerne les autres polices d'assurance à l'exportation, les primes sont comptabilisées au revenu selon des méthodes qui reflètent généralement la part des risques assumés pendant la durée des polices. Les primes d'assurance-investissement à l'étranger sont comptabilisées au revenu et réparties également sur la durée de la protection, à l'exception de la prime de la première année qui est comptabilisée intégralement au revenu dès sa réception.

Conversion des devises

La Société couvre ses éléments d'actif et de passif en dollars américains sur l'ensemble de son portefeuille. Les risques nets associés aux fluctuations des taux de change du dollar américain sont attribuables à des décalages de trésorerie à court terme. La Société gère ses éléments d'actif et de passif libellés en dollars américains de façon à minimiser ces risques nets. Il s'ensuit que les éléments d'actif et de passif en dollars américains sont convertis en dollars canadiens, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Les gains et les pertes résultant de la conversion de tout élément d'actif ou de passif non couvert à long terme en devises autres qu'en dollars américains sont différés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie restante de l'actif ou du passif. Le solde non amorti des gains ou des pertes reportés est inclus dans le revenu reporté ou dans les autres éléments d'actif.

Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change moyens mensuels en vigueur pendant l'exercice. Les gains et les pertes découlant de la conversion des soldes et des opérations en devises étrangères sont portés au revenu d'intérêt sur placements.

2. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir des débiteurs publics et commerciaux sont pour la plupart consentis à des taux d'intérêt fixes compétitifs par rapport à ceux que pratiquent des organismes de crédits à l'exportation semblables dans d'autres pays et sont généralement inférieurs aux taux commerciaux. Les échéances de ces prêts se présentent comme suit :

	31 décembre 1986	31 décembre 1985
	(en milliers de dollars)	
À moins de 12 mois		
—Taux fixes	659,039	691,178
—Taux flottants	64,417	56,625
En souffrance	395,386	216,938
1987		751,472
1988	779,624	788,687
1989	759,469	767,706
1990	679,787	672,766
1991	620,294	581,887
1992 à 1996	1,505,538	1,257,130
1997 et subséquemment	359,453	291,837
Total	5,823,007	6,076,226
Prêts commerciaux inclus ci-dessus	1,034,291	1,167,519
Prêts à taux flottants (généralement en fonction des taux Libor) inclus dans le total des prêts	731,407	568,842

La répartition géographique de ces prêts est la suivante :

	31 décembre 1986	31 décembre 1985
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie du Nord	550,064	623,254
Asie du Sud	310,891	244,429
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	471,345	473,531
Afrique du Nord et de l'Ouest	1,214,101	1,237,147
Europe orientale	737,921	707,171
Europe occidentale	595,762	648,528
États-Unis et Antilles	546,625	771,643
Mexique et Amérique centrale	293,721	337,506
Amérique du Sud (Est)	539,433	500,939
Amérique du Sud (Ouest)	563,144	532,078
	5,823,007	6,076,226

Les intérêts sur les prêts non courants, non reconnus au revenu en 1986, se sont élevés à $71,929 mille (1985—$43,824 mille). Au 31 décembre 1986, les intérêts accumulés et non courus sur les prêts se sont élevés à $114,487 mille (1985—$49,555 mille).

La répartition géographique du capital en souffrance et des intérêts reconnus, s'élevant respectivement à $395,386 mille (1985—$216,938 mille) et à $218,588 mille (1985—$214,322 mille) s'établit comme suit :

	31 décembre 1986	31 décembre 1985
	(en milliers de dollars)	
Pacifique et Asie du Nord	1,062	1,716
Asie du Sud	3	820
Moyen-Orient et Afrique de l'Est	15,907	20,420
Afrique du Nord et de l'Ouest	54,225	40,548
Europe orientale	105,620	90,540
Europe occidentale	16,053	8,442
États-Unis et Antilles	122,309	15,006
Mexique et Amérique centrale	49,067	30,199
Amérique du Sud (Est)	129,978	125,861
Amérique du Sud (Ouest)	119,750	97,708
	613,974	431,260

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

En vue de faciliter le recouvrement de certains prêts ou parties de prêts, la Société a rééchelonné les paiements de capital et d'intérêts comme suit :

	31 décembre 1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Pendant l'exercice		
Capital	95,919	52,143
Intérêts	53,320	29,239
	149,239	81,382
Solde des prêts rééchelonnés en cours		
Public	379,387	289,465
Commercial	35,552	36,752
	414,939	326,217
Montants en souffrance	28,068	21,806

3. Emprunts

Les échéances de ces emprunts se présentent comme suit:

	31 décembre 1986	1985
	(en milliers de dollars)	
À moins de douze mois		
—Taux fixes	767,724	480,578
—Taux flottants	1,563,275	1,635,339
1987		792,231
1988	1,144,970	1,180,185
1989	551,233	538,828
1990	773,741	781,915
1991	351,849	355,741
1992 à 1996	747,973	257,755
Total	5,900,765	6,022,572
Prêts commerciaux inclus ci-dessus		
Taux d'intérêt fixes allant de 5,38% à 15,55% (1985—5,38% à 16,88%)	4,216,407	4,120,221
Prêts renouvelables à des taux flottants, ou à des taux fixes à court terme	1,604,358	1,747,854
Emprunts du Canada inclus ci-dessus		
Taux d'intérêt fixes allant de 8,25% à 8,50% (1985—5,50% à 9,13%)	80,000	154,497

La Société possédait également des lignes de crédit et des facilités de découvert s'élevant à $3,201 millions au 31 décembre 1986 (1985—$3,211 millions).

4. Capital-actions

Le capital-actions autorisé est de $1,5 milliard divisé en 15 millions d'actions d'une valeur nominale de $100 chacune. La ventilation des actions émises et entièrement libérées est la suivante:

	31 décembre 1986	1985
	(en milliers d'actions)	
Début de l'exercice	6,970	6,600
Émises		370
Fin de l'exercice	6,970	6,970

5. Limites statutaires, engagements et passif éventuel

Aux termes de la Loi sur l'expansion des exportations (la Loi), la Société peut avoir des prêts en cours et des engagements avec des emprunteurs étrangers jusqu'à concurrence de $15 milliards. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de $8,370 millions (1985—$8,894 millions). Sur ce montant, les engagements non déboursés relatifs à des conventions de prêt signées, à des taux nominaux de 6,94% à 12,5%, représentent $2,549 millions (1985—$2,846 millions). Le solde représente les prêts à recevoir et les prêts avec recours contre la Société.

La Société compte financer ces engagements non déboursés peu avant leurs versements, généralement sur une période de trois ans, en émettant des titres de créance sur les marchés financiers internationaux, à des taux d'intérêts commerciaux, et en augmentant le capital-actions. De façon générale, la Société s'efforce d'apparier les échéances et les devises avec la moyenne de ses prêts à l'exportation.

La Loi prévoit également que la responsabilité de la Société en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $15 milliards. La situation de la Société à l'égard de cette limite, établie conformément à la Loi, est de $2,930 millions (1985—$2,692 millions).

La responsabilité de la Société relativement à ces deux limites s'est élevée à $2,123 millions (1985—$1,875 millions). Sur ce montant, $245 millions (1985—$213 millions) se rapportaient à des garanties sur prêts et à des prêts avec recours contre la Société. Le solde se rapportait aux activités d'assurance de la Société.

La Loi autorise la Société à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant égal à dix fois le total du capital versé et des bénéfices non répartis, établi selon ses états financiers vérifiés les plus récents. Au 31 décembre 1986, selon cette formule, la limite d'emprunt était de $8,961 millions (1985—$8,915 millions) et les emprunts s'élevaient à $5,901 millions (1985—$6,023 millions).

6. Soldes en devises étrangères

La Société possède un actif et un passif considérables en dollars américains et en d'autres devises. Compte tenu des contrats de change à terme, l'équivalent en dollars canadiens s'établit comme suit:

	31 décembre 1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Dollars américains		
Actif	5,250,209	5,369,446
Passif	5,389,775	5,560,755
Situation nette	(139,566)	(191,309)
Taux de change pour $1.00 US	1,3805	1,3983
Livres sterling, deutsche mark, Ecu, francs suisses et yen		
Actif	77,936	42,857
Passif	66,601	36,448
Situation nette	11,335	6,409

SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

7. Opérations entre apparentés

Les transactions avec le Canada se résument comme suit :

	Exercice terminé le 31 décembre	
	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Postes de revenus et de dépenses		
Dépenses d'intérêt	8,320	14,853
Moins: recouvrement des frais d'administration	7,101	6,476
revenu d'intérêt	472	467
	747	7,910

	31 décembre	
	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Montants dus au (à recevoir du) Canada		
Obligations du Canada portant intérêt de 9,50% et venant à échéance en 1994	(5,038)	(5,043)
Intérêts courus à recevoir	(23)	(21)
Comptes administrés pour le Canada (note 8)	3,085	13,416
Emprunts à long terme	80,000	154,497
Intérêts courus à payer	1,420	3,647
	79,444	166,496

Le gouvernement du Canada a l'intention de demander au Parlement d'accorder des crédits à la Société afin que celle-ci puisse couvrir ses pertes d'exploitation éventuelles. De tels crédits n'ont pas été nécessaires jusqu'à présent.

La Société n'est pas assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne ses bénéfices.

La Société conclut également des opérations avec d'autres sociétés d'État, dans le cours normal de ses activités.

8. Comptes administrés pour le Canada

a) Aux termes de la Loi, la Société administre pour le Canada certains programmes de prêts et d'assurance autorisés par le gouverneur en conseil, pour lesquels le Conseil d'administration n'est pas responsable si ce n'est en ce qui concerne l'administration des contrats. Ces comptes sont maintenus distinctement des comptes de la Société et sont intégrés chaque année, au 31 mars, dans les états financiers du gouvernement du Canada, qui font l'objet d'un rapport distinct du vérificateur général du Canada. Les éléments d'actif administrés pour le Canada, comportant essentiellement des prêts à recevoir, des intérêts et des honoraires courus, comptabilisés selon les pratiques comptables établies par le gouvernement du Canada, se sont élevés à $880 millions (1985—$1,142 millions).

b) Limites statutaires, engagements et passif éventuel

La Loi prévoit que les prêts et les engagements en cours avec des emprunteurs étrangers ne peuvent excéder $6 milliards sur les comptes administrés pour le Canada. La situation à l'égard de cette limite, déterminée conformément à la Loi, est de $823 millions (1985—$1,438 millions), y compris un passif éventuel de $9 millions (1985—$13 millions).

La Loi prévoit également que la responsabilité engagée sur les comptes administrés pour le Canada en vertu des contrats d'assurance, des garanties afférentes et des garanties émises dans le cadre du programme des prêts ne peut jamais dépasser $7 milliards. Conformément à la Loi, la situation à l'égard de cette limite est de $430 millions (1985—$428 millions), y compris un passif éventuel de $376 millions (1985—$374 millions).

PAGE RÉCAPITULATIVE

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

MANDAT

Créer, à l'intention de tous les Canadiens, un service national de radiodiffusion et de télédiffusion, dans les deux langues officielles, ainsi qu'un service international.

ANTÉCÉDENTS

La Société Radio-Canada a été constituée en 1936 en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*; d'importantes modifications ont été apportées à cette loi en 1958 et 1968. En mai 1985, le gouvernement a créé un groupe de travail pour examiner la radiodiffusion au Canada. Le rapport de ce groupe a été présenté en 1986 et le gouvernement l'étudie actuellement, de même que la loi mentionnée, à laquelle il prévoit apporter d'autres modifications.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	1500, avenue Bronson C.P. 8478 Ottawa (Ontario) K1G 3J5
STATUT	— mandataire de Sa Majesté — exemptée de l'application des divisions I à IV de la partie XII de la *Loi sur l'administration financière*; assujettie à la partie VIII de cette loi avant son abrogation (1984)
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Flora MacDonald, c.p., député
MINISTÈRE	Communications
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1936; *Loi sur la radiodiffusion* (S.R.C. 1970, c. B-11)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	L'honorable Pierre Juneau, c.p., O.C.
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice prend fin le 31 mars.

	1986-1987	1985-1986 (reformulé)	1984-1985	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	755	731	691	639
Engagements envers le secteur privé	1	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	33	33	33	33
Avoir du Canada	461	448	413	381
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	855	857	905	815
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RAPPORTS DU VÉRIFICATEUR

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA
ET LE
MINISTRE DES COMMUNICATIONS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR DE 1987

J'ai vérifié le bilan de la Société Radio-Canada au 31 mars 1987 ainsi que l'état des revenus et dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, l'état du Compte du fonds effectif et l'état de l'évolution de l'encaisse pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Comme l'explique la note 13, la Société a pris des mesures pour corriger les problèmes qui avaient empêché la tenue de livres appropriés. À mon avis, au 31 mars 1987, des livres appropriés ont été restaurés et les états financiers à cette date sont conformes à ceux-ci et les opérations dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification courante ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à l'ancienne partie VIII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements pertinents à la Société, à la Loi sur la radiodiffusion et aux règlements administratifs de la Société.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR DE 1986 (RÉVISÉ)

Dans mon rapport daté du 19 août 1986, je me suis récusé sur les états financiers du 31 mars 1986 et je n'ai pas fait rapport sur la conformité aux pouvoirs parce qu'il fut impossible de compléter ma vérification. Comme l'explique la note 13, la Société a subséquemment redressé les états financiers du 31 mars 1986. J'ai vérifié les montants redressés de l'exercice 1986, sauf qu'il demeure impossible de vérifier si les montants redressés des dépenses ont été classés adéquatement parmi les diverses catégories de dépenses. Par conséquent, je suis maintenant en mesure d'exprimer l'opinion qui suit sur les états financiers redressés de l'exercice 1986. À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements relatifs au classement des montants de dépenses sur l'état redressé des revenus et dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental, les états financiers redressés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 19 juin 1987

BILAN AU 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

ACTIF	1987	1986 Redressés (note 13)
À court terme		
Encaisse	11,932	17,714
Débiteurs	70,020	65,666
Fournitures techniques et de production et marchandises	12,544	11,808
Émissions réalisées et en cours de production	84,125	76,862
Droits sur films et textes et autres frais payés d'avance	23,172	20,870
	201,793	192,920
Placements (note 3)	557	4,521
Immobilisations (note 4)	552,224	533,059
	754,574	730,500

PASSIF	1987	1986 Redressés (note 13)
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	121,121	112,758
Indemnités de vacances	42,864	41,541
Solde remboursable des crédits parlementaires—immobilisations (note 5)	589	421
	164,574	154,720
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	95,355	94,951
Avances du Gouvernement du Canada (note 6)	33,000	33,000
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 7)	1,164	311
	129,519	128,262
AVOIR DU CANADA		
Compte du fonds effectif	460,481	447,518
	754,574	730,500

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil d'administration:

Un administrateur
PAUL FRASER

Un administrateur
PIERRE JUNEAU

Le vice-président aux finances
STEVE COTSMAN

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES ET RAPPROCHEMENT EN FONCTION DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 Redressés (note 13)
Dépenses		
Service national de radiodiffusion, coûts des émissions et de la distribution	956,711	925,164
Radio Canada International, service de radiodiffusion	17,269	16,093
Ingénierie nationale	9,969	9,118
Administration nationale	46,478	45,219
Commissions aux agences	33,681	31,156
Vente et commercialisation	42,677	34,614
	1,106,785	1,061,364
Revenus		
Publicitaires	238,668	218,295
Divers	27,641	21,727
Crédits parlementaires d'exploitation (note 5)	782,673	789,638
	1,048,982	1,029,660
Excédent des dépenses sur les revenus avant impôt sur le revenu et poste extraordinaire	57,803	31,704
Impôt sur le revenu (note 11)		10,694
Excédent des dépenses sur les revenus avant poste extraordinaire	57,803	42,398
Poste extraordinaire, réduction de l'impôt sur le revenu (note 11)		(10,694)
Excédent des dépenses sur les revenus	57,803	31,704
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental		
Déduire: postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 5)	45,857	43,310
Excédent (déficit) de l'exercice	(11,946)	11,606
Excédent (déficit) reporté au début de l'exercice	1,755	(9,851)
Excédent (déficit) à la fin de l'exercice	(10,191)	1,755

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU COMPTE DU FONDS EFFECTIF POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 Redressés (note 13)
Solde au début de l'exercice		
Solde déjà établi	458,075	412,535
Corrections affectées à l'exercice précédent (note 13)	(10,557)	
Solde redressé	447,518	412,535
Ajouter (déduire): crédits parlementaires—Immobilisations nettes (note 5)	68,260	64,788
crédits parlementaires—Fonds de roulement (note 5)	4,000	2,500
perte lors de l'aliénation d'immobilisations	(1,494)	(601)
excédent (déficit) de l'exercice	(11,946)	11,606
postes nets ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants (note 5)	(45,857)	(43,310)
Solde à la fin de l'exercice	460,481	447,518

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 1987
(en milliers de dollars)

	1987	1986 Redressés (note 13)
Activités d'exploitation		
Crédits parlementaires d'exploitation	782,673	789,638
Revenu publicitaire et autre	266,309	240,022
Dépenses	(1,106,785)	(1,061,364)
Redressements hors caisse		
Amortissement	48,455	47,800
Indemnités de cessation d'emploi	404	6,091
Crédits parlementaires—Fonds de roulement	4,000	2,500
Variation nette des soldes de fonds de roulement hors caisse	(4,802)	(18,570)
	(9,746)	6,117
Activités de financement		
Crédits parlementaires—Immobilisations	68,260	64,788
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations	(69,036)	(65,034)
Aliénation d'immobilisations	776	343
Diminution des placements	3,964	1,067
	(64,296)	(63,624)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	(5,782)	7,281
Encaisse au début de l'exercice	17,714	10,433
Encaisse à la fin de l'exercice	11,932	17,714

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987

1. Pouvoirs et objectif

La Société Radio-Canada a été constituée en vertu des Lois sur la radiodiffusion de 1936, 1958 et 1968. Elle est un agent de Sa Majesté et tout bien qu'elle acquiert devient la propriété de cette dernière.

L'objectif de la Société consiste à créer et à offrir un service national de diffusion à tous les Canadiens dans les deux langues officielles, à la télévision et à la radio, ainsi qu'un service international, la teneur et la nature de ces services devant être principalement canadiennes.

2. Principales pratiques comptables

La direction a préparé les états financiers de la Société conformément aux pratiques comptables généralement reconnues et appliquées de façon uniforme. Étant donné que dans bien des cas la valeur précise de certains éléments d'actif et de passif dépend d'événements futurs, la préparation des états financiers périodiques suppose nécessairement le recours à des estimations et à des approximations. La direction estime que les états financiers ont été préparés avec soin dans un contexte suffisamment concret et selon des pratiques comptables que nous résumons ci-dessous:

a) Fournitures techniques et de production et marchandises

Les stocks de fournitures techniques et de production sont inscrits au plus bas du prix coûtant moyen et de la valeur à neuf. Les stocks de marchandises sont inscrits au plus bas du prix coûtant et de la valeur de réalisation nette.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
DU 31 MARS 1987—*Suite*

b) Émissions réalisées et en cours de production

Dans le cas des émissions produites directement par la Société, les stocks d'émissions réalisées et en cours de production sont inscrits au prix coûtant, qui comprend le coût des biens et services, ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux imputables à chaque émission. Dans le cas des coproductions et des cofinancements avec des tiers, les stocks d'émissions terminées et en cours de production sont inscrits selon la proportion des coûts partagés de la Société.

Le coût d'une émission est imputé à l'exploitation lors de la diffusion ou lorsque l'émission est déclarée inutilisable.

c) Droits sur films

La Société prend des engagements pour les droits de diffusion de films. Ces engagements figurent dans les comptes à titre de «Droits sur films payés d'avance» à mesure que les paiements sont effectués selon les dispositions de chaque contrat. Ces droits sont imputés à l'exploitation lors de la diffusion des films ou lorsqu'ils sont jugés inutilisables.

d) Placements

Les placements dans une entreprise mixte sont comptabilisés à la valeur de consolidation, et la participation de la Société aux profits ou aux pertes est portée aux revenus ou dépenses de la Société. Les autres placements sont comptabilisés au prix coûtant.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant, qui comprend les matériaux, les services d'ingénierie, les frais directs de main-d'œuvre et les frais généraux qui s'y rapportent. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens, comme suit:

Immeubles	33 ans
Équipement technique	
Émetteurs et pylônes	20 ans
Autres	10 ans
Mobilier et matériel de bureau	10 ans
Véhicules	5 ans

Les améliorations locatives dites «importantes» sont capitalisées et amorties selon la durée du contrat de location (durée maximale de cinq ans). Les sommes relatives aux projets d'immobilisations en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations lorsque le projet est achevé, et elles sont alors amorties conformément à la politique de la Société. Les gains et les pertes réalisés lors de l'aliénation des biens immobilisés sont portés au Compte du fonds effectif.

f) Contrats de location-acquisition

Les biens et les obligations y afférentes relatifs aux contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des paiements à effectuer. Les biens inscrits en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilisation probable des biens ou sur la durée des contrats de location, selon le cas. Les obligations afférentes sont réduites par les paiements de la location moins les intérêts implicites.

g) Indemnités de cessation d'emploi et de vacances

Les indemnités de cessation d'emploi et de vacances sont comptabilisées comme dépenses au fur et à mesure qu'elles s'accumulent selon les conditions d'emploi.

h) Régime de retraite

Les coûts du financement courant des prestations de retraite sont imputés au fur et à mesure à l'exploitation. Le passif non capitalisé établi par évaluation actuarielle est financé par des paiements imputés à l'exploitation selon les périodes recommandées par les actuaires et conformément aux exigences réglementaires. Les paiements supplémentaires sont imputés à l'exploitation dès qu'ils sont effectués.

i) Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires pour les dépenses d'exploitation sont comptabilisés comme revenus. Les crédits parlementaires nets d'immobilisations et ceux du fonds de roulement sont portés au Compte du fonds effectif.

3. Placements

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	
		Redressés
La «Soirée du hockey»—Entreprise en participation, à la valeur de consolidation	555	4,309
Télévision St-François Inc.—Actions privilégiées, au prix coûtant		210
Master FM Limited—Actions ordinaires, au prix coûtant	2	2
	557	4,521

4. Immobilisations

	1987			1986
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			Redressée
Terrains	35,807		35,807	35,244
Immeubles	247,687	101,797	145,890	146,623
Équipement technique	616,854	308,420	308,434	284,994
Mobilier et matériel de bureau	27,287	10,786	16,501	16,719
Véhicules	12,441	8,183	4,258	3,215
Améliorations locatives	5,397	3,584	1,813	2,941
Biens en location-acquisition	1,391	96	1,295	408
Projets en cours	38,226		38,226	42,915
	985,090	432,866	552,224	533,059

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Suite*

5. Crédits parlementaires

	Exploi-tation	Immobi-lisations	Fonds de roulement	Total
	(en milliers de dollars)			
Paiements à la Société pour assurer le service de diffusion	782,673	68,428	4,000	855,101
Remboursable au gouvernement du Canada		168		168
Sommes retenues —1987	782,673	68,260	4,000	854,933
—1986	789,638	64,788	2,500	856,926

Voici un résumé des postes nets qui ne nécessitent pas de fonds d'exploitation courants:

	1987	1986
	(en milliers de dollars)	Redressés
Amortissement	48,455	47,800
Provision pour indemnités de cessation d'emploi et de vacances	1,727	8,253
Coûts des stocks d'émissions financés à partir des fonds d'exploitation courants	(4,325)	(12,743)
	45,857	43,310

6. Avances du gouvernement du Canada

Des avances sans intérêt sont consenties par le gouvernement du Canada pour le fonds de roulement. Ces avances deviennent remboursables dès que l'encaisse et les bons du Trésor dépassent les besoins en fonds de roulement de la Société.

7. Obligations en vertu de contrats de location

Au 31 mars 1987, les obligations de la Société, exigibles en vertu de contrats importants de location-acquisition et de location-exploitation qui ont une durée de plus d'un an, se présentaient comme suit:

	Location-acquisition	Location-exploitation
	(en milliers de dollars)	
1988	480	35,617
1989	506	34,232
1990	258	21,346
1991		8,494
1992		4,695
1993-2061		4,911
Total des loyers futurs	1,244	109,295
Déduire: la somme représentant l'intérêt	80	
Obligations à long terme en vertu de contrats de location-acquisition	1,164	

8. Engagements

Au 31 mars 1987, les engagements pour des droits sur films s'établissaient à 32 millions de dollars (36,8 millions en 1986).

9. Caisse de retraite

Tous les employés permanents adhèrent au régime de retraite de la Société. Les versements globaux imputés à l'exploitation pour le coût du régime au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1987 étaient de 37,1 millions de dollars (39,7 millions en 1986).

La dernière évaluation actuarielle a été effectuée le 31 mars 1985 par William M. Mercer Limitée. Comme lors des évaluations précédentes, on s'est basé sur la «convention de la permanence de l'entreprise» et l'on a respecté les pratiques actuarielles normalisées et les exigences de la Loi. Au 31 décembre 1985, la Caisse affichait un excédent de $62,383,000.

Conformément aux dispositions de la Loi et du Règlement sur les normes des prestations de pension, la Société a utilisé une partie de cet excédent pour augmenter les prestations du régime et réduire la cotisation de l'employeur au coût normal du régime, et a laissé le solde dans la Caisse.

10. Éventualités

Dans le cours normal des affaires, diverses revendications et poursuites ont été intentées contre la Société. La direction estime que les pertes, s'il y en a, qui peuvent résulter du règlement de ces litiges ne seront probablement pas importantes, et il n'en a pas été fait mention dans les comptes de la Société.

11. Impôts sur le revenu

En tant que société d'État, Radio-Canada est assujettie aux dispositions de la Loi fédérale de l'impôt sur le revenu en vertu de la partie LXXI du Règlement de l'impôt sur le revenu. La Société ne peut se prévaloir de l'amortissement ni de l'allocation du coût en capital pour déterminer son revenu imposable; pourtant, elle peut avoir un revenu imposable pour un exercice donné, même si sa comptabilité révèle un excédent des dépenses sur les revenus.

La Société a subi une perte fiscale pour l'exercice courant. Dans son état redressé des revenus et des dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental pour l'exercice terminé le 31 mars 1986, elle a consigné comme poste extraordinaire les avantages liés à l'utilisation des pertes des exercices antérieurs.

Au 31 mars 1987, les pertes qui pouvaient être reportées aux fins de l'impôt et déduites du revenu imposable éventuel dans les exercices à venir totalisaient 17,9 millions de dollars; si elles n'étaient pas utilisées, ces pertes expireraient aux dates suivantes:

	(en millions de dollars)
31 mars 1992	9,0
31 mars 1994	8,9
	17,9

12. Opérations entre entités apparentées

La Société est apparentée directement, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien et elle est financée principalement par le Parlement du Canada. Les opérations conclues avec le Canada sont indiquées aux notes 5 et 6.

Les opérations conclues au cours de l'exercice avec les ministères, organismes et sociétés d'État apparentés découlaient de l'exploitation courante, sans influence ni importance particulière, et selon l'usage commercial courant applicable à toutes les personnes et entreprises.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS DU 31 MARS 1987—*Fin*

13. Redressement des états financiers de l'exercice précédent

Au cours de l'exercice 1986, la mise en œuvre de la phase initiale du Système financier national a créé de sérieux problèmes. Par conséquent, on n'a pu effectuer une tenue de livres appropriée ni assurer un degré adéquat de contrôle interne pendant la période initiale de mise en œuvre, qui s'est prolongée jusque dans l'exercice 1987.

Au cours de l'exercice 1987, la Société a pris des mesures importantes pour restaurer le contrôle interne, rétablir et maintenir une bonne tenue de livres et à redresser les états financiers au 31 mars 1986. Le redressement comprenait principalement: la consignation des opérations bancaires et financières dans la période comptable appropriée; la correction des comptes débiteurs et de la provision pour créances douteuses; la révision des coûts indirects des stocks d'émissions; la correction des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que de la provision pour indemnités de cessation d'emploi; la reclassification des sommes entre les comptes du bilan. On peut résumer de la façon suivante les effets de ces corrections sur les principaux postes du bilan:

	Déjà établi	Augmentation (diminution)	Redressée
	(en milliers de dollars)		
Bilan			
Actif			
À court terme	204,750	(11,830)	192,920
Placements	4,521		4,521
Immobilisations	533,524	(465)	533,059
	742,795	(12,295)	730,500
Passif			
À court terme	160,607	(5,887)	154,720
À long terme	124,113	4,149	128,262
	284,720	(1,738)	282,982
Compte du fonds effectif	458,075	(10,557)	447,518
	742,795	(12,295)	730,500

État des revenus et dépenses et rapprochement en fonction du financement gouvernemental

Dépenses	1,052,313	9,051	1,061,364
Revenus	1,031,118	(1,458)	1,029,660
Excédent des dépenses sur les revenus	(21,195)	(10,509)	(31,704)
Rapprochement en fonction du financement gouvernemental	27,503	5,956	33,459
Excédent (déficit) en fin d'exercice	6,308	(4,553)	1,755

La Société s'estime convaincue que toutes les corrections nécessaires ont été apportées, que les problèmes qui ont occasionné ces corrections ont été résolus de façon satisfaisante et qu'on avait restauré le contrôle interne et rétabli la tenue des livres à la fin de l'exercice.

14. Changement des pratiques comptables—Méthode révisée de répartition des dépenses indirectes liées à la main-d'œuvre de production d'émissions et aux frais généraux

À compter du début de l'exercice 1985-86, la Société, dans le cadre de son nouveau Système financier national, a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne la répartition, entre les diverses émissions réalisées et diffusées, des dépenses indirectes liées à la main-d'œuvre de production et aux frais généraux. Les coûts sont maintenant affectés en fonction d'un taux correspondant à chaque centre de production, égal au rapport du coût direct total aux coûts indirects des émissions. Cette nouvelle base a été appliquée à partir du 1er avril 1985 pour la télévision et la radio.

Pour assurer une plus grande uniformité, les frais généraux et les coûts de main-d'œuvre de la production radio sont maintenant comptabilisés comme ceux de la télévision. Ces changements ont permis d'affecter une augmentation de 3 millions de dollars en 1985-86 aux stocks des émissions radio dans le bilan, avec une diminution correspondante au chapitre de la diffusion des émissions radio dans l'état des revenus et des dépenses pour le même exercice.

Il est impossible de déterminer les effets de ces changements de politique sur les résultats d'exploitation de 1985-86, à cause de la discontinuité des systèmes comptables de l'exercice prédédent.

PAGE RÉCAPITULATIVE

ST. ANTHONY FISHERIES LIMITED

MANDAT

Voir au fonctionnement de l'usine de pêche de St. Anthony pendant l'année 1982, de façon aussi efficace et économique que possible.

ANTÉCÉDENTS

La société est inactive depuis plusieurs années.

ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1982; *Companies Act* (Terre-Neuve, R.S.N., c. 54)

La *Loi autorisant la dissolution de sociétés d'État* (S.C. 1985, c. 41) prévoit la dissolution de la société; le Registraire des compagnies de Terre-Neuve a radié le nom de la société du registre, le 27 mars 1987.

ST. ANTHONY FISHERIES LIMITED

LA SOCIÉTÉ A DES ACTIFS NÉGLIGEABLES ET A ÉTÉ
INACTIVE AU COURS DE L'EXERCICE

PAGE RÉCAPITULATIVE

TÉLÉGLOBE CANADA

MANDAT

Établir, maintenir et exploiter, au Canada et à l'étranger, des services de télécommunications internationales afin d'assurer les communications publiques.

ANTÉCÉDENTS

Initialement désignée sous le nom de Société canadienne des télécommunications transmarines, cette société est devenue, en 1975, Téléglobe Canada en vertu de la *Loi sur Téléglobe Canada*. La Société a exploité pour le Canada les câbles intercontinentaux dont elle a grandement étendu le réseau. Le gouvernement a annoncé, le 11 février 1987, le transfert des exploitations, de l'actif et du passif de la société à une filiale et la vente de cette dernière à Memotec Data Inc. La vente a été entérinée par la proclamation de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada*, le 3 avril 1987. Téléglobe Canada sera dissoute une fois complétées les opérations comptables relatives au transfert.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	680, rue Sherbrooke ouest Montréal (Québec) H3A 2S4
STATUT	— Annexe C, Partie II — mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable Barbara McDougall, c.p., député Ministre d'État (Privatisation)
DATE ET LOI DE CONSTITUTION	1949; *Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines* (S.R.C. 1970, c. C-11)
PRÉSIDENT ET PREMIER DIRIGEANT	Jean-Claude Delorme
VÉRIFICATEUR	Le Vérificateur général du Canada

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; vers la fin de 1984, la date de clôture de l'exercice a été changée du 31 mars au 31 décembre.

	1986	1985	9 mois jusqu'au 31 déc. 1984	1983-1984
À la fin de l'exercice				
Actif total	502.4	524.9	574.6	520.0
Engagements envers le secteur privé	57.1	66.5	68.3	64.4
Engagements envers le Canada	2.6	3.9	5.2	5.9
Avoir du Canada	290.3	307.4	362.2	325.7
Argent reçu du (versé au) Canada au cours de l'exercice, net				
— budgétaire	(80.0)*	(108.1)*	néant	néant
— non budgétaire	(1.3)	(1.3)	(0.6)	(3.3)

* Dividendes versés au Trésor.

TÉLÉGLOBE CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 3 avril 1987 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis et l'état de l'évolution de la situation financière pour la période de 93 jours terminée à cette date, préparés aux fins décrites à la note 1. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 3 avril 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période de 93 jours terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, sur la base d'une entreprise en exploitation, sans tenir compte de toute transaction liée à la privatisation de la Société, y compris la constitution d'une filiale en propriété exclusive le 2 avril 1987, dont il est fait mention à la note 12.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 18 juin 1987

BILAN (NOTE 1)
(en milliers de dollars)

ACTIF	3 avril 1987	31 décembre 1986
À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût (à peu près le prix du marché)	108,724	92,909
Débiteurs	100,797	96,723
Frais payés d'avance	1,528	1,827
	211,049	191,459
Immobilisations (note 3)	299,565	300,718
Autres éléments d'actif		
Créances à long terme	7,100	7,493
Frais reportés (note 4)	95	2,743
	7,195	10,236
	517,809	502,413

PASSIF	3 avril 1987	31 décembre 1986
À court terme		
Créditeurs	95,589	89,427
Impôt sur le revenu à payer	8,643	13,406
Portion de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 5)	8,690	9,371
	112,922	112,204
Dette à long terme (note 5)	47,654	50,363
Crédits reportés		
Impôt sur le revenu (note 9)	41,103	43,963
Autres	5,860	5,580
	46,963	49,543
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices réinvestis	310,270	290,303
	517,809	502,413

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
RONALD MONTCALM

Administrateur
ROBERT V. LLOYD

Président-directeur général
JEAN-CLAUDE DELORME

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS (NOTE 1)
(en milliers de dollars)

	Période de 93 jours terminée le 3 avril 1987	Exercice terminé le 31 décembre 1986
Revenus		
Services publics	215,276	779,380
Autres services	3,585	14,213
Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat	5,502	19,860
	224,363	813,453
Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation	149,465	539,663
Revenus d'exploitation	74,898	273,790
Frais d'exploitation		
Salaires et charges sociales	14,228	57,272
Maintenance et location	13,086	45,463
Amortissement	7,104	33,555
Autres frais	4,921	18,628
	39,339	154,918
Montant remboursé aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation (note 6)		7,941
	39,339	162,859
Bénéfice d'exploitation	35,559	110,931
Autres revenus—Nets (note 7)	4,239	15,092
	39,798	126,023
Frais financiers (note 8)	1,242	7,093
Bénéfice avant impôt sur le revenu	38,556	118,930
Impôt sur le revenu (note 9)	18,589	55,980
Bénéfice net	19,967	62,950
Bénéfices réinvestis au début	290,303	307,353
	310,270	370,303
Montant remis au gouvernement du Canada		80,000
Bénéfices réinvestis à la fin	310,270	290,303

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NOTE 1)
(en milliers de dollars)

	Période de 93 jours terminée le 3 avril 1987	Exercice terminé le 31 décembre 1986
Encaisse provenant de (servant à) l'exploitation		
Bénéfice net	19,967	62,950
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	7,104	33,555
Augmentation des autres crédits reportés	280	3,232
Amortissement des pertes sur change non matérialisées	253	835
Impôt sur le revenu reporté	(2,860)	(2,829)
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	(262)	(971)
Gain sur aliénation d'actifs		(109)
Variation des éléments du fonds de roulement*	(2,446)	2,238
	22,036	98,901
Encaisse servant au financement		
Remboursement de la dette à long terme	(601)	(9,851)
	(601)	(9,851)
Encaisse provenant des (servant aux) investissements		
Acquisition d'immobilisations	(12,117)	(26,034)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	6,497	1,867
Diminution des créances à long terme		1,334
	(5,620)	(22,833)
Montant remis au gouvernement du Canada		(80,000)
Encaisse et placements temporaires		
Augmentation (diminution)	15,815	(13,783)
Solde au début	92,909	106,692
Solde à la fin	108,724	92,909

* Excluant l'encaisse, les placements temporaires et la portion échéant en deçà d'un an de la dette à long terme et des créances à long terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 3 AVRIL 1987

1. Statut et activités

Téléglobe Canada, constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada, jusqu'au 3 avril 1987 avait pour mandat d'établir, d'assurer et d'exploiter des services de télécommunications internationales et de coordonner ces services à ceux d'autres pays.

Le 3 avril 1987, consécutivement à l'adoption de la Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada (S.C. 1986-87, c. 12), l'obtention des approbations gouvernementales et la signature d'un contrat de vente et d'achat, l'entreprise de la Société a été effectivement vendue à Memotec Data Inc. qui l'opérera dorénavant sous la raison sociale de Téléglobe Canada Inc.

Les présents états financiers présentent la situation financière de la Société au 3 avril 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour la période de 93 jours terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, sur la base d'une entreprise en exploitation, sans tenir compte de toute transaction liée à la privatisation de la Société, y compris la constitution d'une filiale en propriété exclusive le 2 avril 1987, dont il est fait mention à la note 12.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 3 AVRIL 1987—*Suite*

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La Société observe les principales conventions comptables suivantes:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, qui comprend les salaires, les charges sociales et certains frais généraux reliés aux travaux de construction. Ce coût comprend également une provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction.

Les immobilisations détenues en copropriété sont comptabilisées proportionnellement à la participation de la Société.

La Société acquiert, à l'occasion, des droits d'utilisation de circuits servant aux télécommunications internationales, qui sont irrévocables pendant une période de temps déterminée. Par ailleurs, elle cède des droits d'utilisation de circuits qu'elle possède ou qu'elle avait précédemment acquis d'autres administrations. Les montants versés ou reçus aux termes de ces transactions sont comptabilisés au poste des immobilisations et amortis selon la durée de chaque entente.

La Société a été désignée par le gouvernement du Canada comme signataire des Accords d'exploitation de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat). La quote-part des signataires est ajustée périodiquement selon leur pourcentage d'utilisation du réseau ou selon tout autre pourcentage choisi selon les dispositions des Accords. La Société comptabilise sa part de propriété au poste des immobilisations et l'amortit selon la politique d'amortissement des immobilisations.

b) Provision pour les fonds utilisés pendant la construction

La provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction est calculée à un taux déterminé principalement en fonction du taux d'intérêt que le ministre des Finances exige des sociétés d'État pour les prêts consentis à moyen terme par le gouvernement. Cette provision est comptabilisée comme un revenu durant la période d'exécution des travaux.

c) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée d'utilisation prévue des biens.

Lorsque des biens amortissables cessent d'être utilisés, leur valeur comptable nette, moins leur valeur de récupération, est imputée au poste de l'amortissement. Dans le cas des autres biens, tout gain ou toute perte qui en découle est porté aux résultats de l'exercice.

En cas d'échec du lancement d'un satellite ou de panne d'un satellite sur orbite, les coûts sont amortis selon la durée utile des satellites de la même série.

d) Revenus d'exploitation

—Services publics
Les revenus proviennent des services publics de télécommunications internationales—téléphone, télex et télégraphe—assurés par la Société. Ainsi ils représentent les montants facturés aux usagers canadiens par les sociétés exploitantes nationales et les montants reçus ou à recevoir des administrations étrangères pour acheminer les communications à destination. Ces revenus comprennent certaines estimations qui tiennent compte du trafic pour lequel les sociétés exploitantes nationales et les administrations étrangères n'ont pas encore fait rapport à la Société à la fin de l'exercice. Les revenus des services publics comprennent aussi les revenus de location de circuits aux télécommunicateurs des pays étrangers pour leur trafic acheminé via le Canada.

—Autres services
Les revenus des autres services proviennent principalement de la location de circuits à des usagers du secteur privé.

—Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat
La part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat représente la participation de la Société aux revenus des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellite.

e) Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation

—Quotes-parts des télécommunicateurs
Les quotes-parts des télécommunicateurs représentent les montants revenant aux sociétés nationales et aux administrations étrangères pour avoir participé à l'acheminement des communications.

—Autres frais de réalisation

Les autres frais de réalisation comprennent:

- la contribution volontaire que la Société verse aux pays en développement membres du Commonwealth selon l'Accord financier de 1983 de la Commonwealth Telecommunications Organisation;
- la part de la Société dans les frais d'exploitation des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellites, sauf l'amortissement, s'élevant à 1,7 million de dollars pour la période de 93 jours terminée le 3 avril 1987 (6,2 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986).

f) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif ou de passif ainsi que les revenus ou les dépenses résultant d'une opération conclue en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération, sauf si cette opération fait l'objet d'une couverture.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture antérieure, le prix de ces biens ou de ces services en dollars canadiens est établi selon les conditions de la couverture. Si la couverture est incomplète parce que la Société a passé un contrat de change comprenant une devise autre que celle de l'opération et le dollar canadien, le prix des biens ou des services est d'abord établi selon les conditions de la couverture, puis converti en dollars canadiens en utilisant le taux de change de cette devise en vigueur au moment de l'opération.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 3 AVRIL 1987—*Suite*

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture postérieure à l'opération, complète ou incomplète, le montant à payer ou à recevoir en dollars canadiens est redressé selon les conditions de la couverture. L'écart ainsi constaté est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change.

À la fin de l'exercice, les éléments monétaires libellés en devises étrangères sont redressés en fonction du cours du change à la date du bilan. L'écart ainsi constaté sur les éléments faisant l'objet d'un contrat de change à terme est reporté. Le gain ou la perte constaté sur les autres éléments est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change, sauf si le gain ou la perte correspond à un élément monétaire libellé en devises étrangères dont la durée de vie prédéterminée ou prévisible, à la fin de l'exercice, est plus d'un an. Dans ces cas, le gain ou la perte est reporté et amorti sur la durée de vie restante de cet élément d'après la méthode de l'amortissement linéaire. Le solde non amorti des gains ou des pertes sur change reportés est comptabilisé au bilan au poste des frais reportés. L'effet des contrats de change à terme sur la dette à long terme est comptabilisé comme un élément de cette dette.

Les engagements libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan, sauf s'ils font l'objet d'une couverture; dans ce cas, ils sont convertis selon les conditions du contrat de change.

g) Régimes de retraite

Tous les employés de la Société participent à des régimes de retraite administrés par le gouvernement du Canada. Les employés et la Société partagent le coût des régimes pour les services courants. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Société à cet égard et sont imputées aux résultats de l'exercice.

h) Prestations de retraite

La Société verse aux employés au moment de leur retraite une somme équivalant à la moitié des jours de congé de maladie accumulés et non utilisés au 31 mars 1981, plus un crédit de cinq jours pour chaque année de service après cette date, au salaire en vigueur au moment de la retraite. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ces jours ont été acquis par les employés.

3. Immobilisations

a) Les immobilisations se ventilent comme suit:

	3 avril 1987			31 décembre 1986
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	4,729		4,729	4,814
Bâtiments et améliorations locatives	49,420	19,801	29,619	29,744
Mobilier	10,723	5,788	4,935	4,559
Câbles	95,061	30,044	65,017	65,654
Équipement terminal, de transmission et de commutation	206,848	95,558	111,290	114,896
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	55,195	35,028	20,167	20,025
Autres installations et équipements	29,512	17,513	11,999	12,230
Constructions en cours	51,809		51,809	48,796
	503,297	203,732	299,565	300,718

b) Les immobilisations détenues intégralement par la Société ou en copropriété avec d'autres sociétés exploitantes de télécommunications s'établissent comme suit:

	3 avril 1987			31 décembre 1986
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Propriété intégrale	307,691	133,889	173,802	175,714
Copropriété (part de la Société)	195,606	69,843	125,763	125,004
	503,297	203,732	299,565	300,718

c) Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et équipements connexes	15 - 40
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Mobilier	8 - 10
Câbles	selon la durée de l'entente
Équipement terminal, de transmission et de commutation	5 - 15
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	6 - 12
Autres installations et équipements	1 - 25

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 3 AVRIL 1987—*Suite*

d) Au 3 avril 1987, les constructions en cours comprenaient un montant de $32,984,000 ($33,065,000 au 31 décembre 1986) pour le secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat).

e) Au 3 avril 1987, la part que la Société détenait dans Intelsat s'élevait à 2,683107 pour cent (2,362596 pour cent au 31 décembre 1986) et sa part dans Inmarsat s'élevait à 2,17898 pour cent (4,35796 pour cent au 31 décembre 1986).

4. Frais reportés

Les frais reportés non amortis comprennent les éléments suivants:

	3 avril 1987	31 décembre 1986
	(en milliers de dollars)	
Perte (gain) sur change non matérialisé(e)	(319)	2,261
Coût de raccordement de la station internationale de Toronto	414	482
	95	2,743

5. Dette à long terme

Au 3 avril 1987, la dette à long terme de la Société était constituée de prêts du gouvernement du Canada portant intérêt à des taux allant de 3½ pour cent à 5 pour cent, et de montants dus aux entrepreneurs généraux pour la construction du câble sous-marin ANZCAN portant intérêt au taux de 8¾ pour cent payables en livres sterling et en dollars américains.

Selon les ententes conclues avec les deux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN, 15 pour cent des coûts ont été versés par la Société et le paiement du solde est réparti sur une période de 17 semestres ayant débuté à la fin des travaux en 1985. D'après les dispositions de l'une des ententes, les paiements de la Société à l'entrepreneur général sont garantis au moyen de traites tirées par ce dernier et acceptées par la Société.

Comme le mentionne la note 10 b), la Société a passé des contrats de change à terme pour se protéger contre les fluctuations de la livre sterling et du dollar américain. L'effet de cette couverture a été comptabilisé comme un élément de la dette à long terme.

Au 3 avril 1987, la dette à long terme se détaillait comme suit:

Échéances	Prêts du gouvernement du Canada	Montants dus aux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN	Effet des contrats de change à terme	Totaux
	(en milliers de dollars)			
1987 (272 jours)	157	8,012	360	8,529
1988	325	8,012	209	8,546
1989	234	8,012	278	8,524
1990	135	8,012	347	8,494
1991	140	8,012	416	8,568
1992-98	1,037	11,896	750	13,683
	2,028	51,956	2,360	56,344
Portion échéant en deçà d'un an	318	8,012	360	8,690
	1,710	43,944	2,000	47,654

6. Montant remboursé aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation

L'Accord financier de 1973 de la Commonwealth Telecommunications Organisation a pris fin, rétroactivement au 31 mars 1983, lorsque les gouvernements de tous les 26 pays membres ont complété les formalités pour la signature de la fin de l'entente. Les comptes des membres signataires jusqu'au 31 mars 1983 furent arrêtés de façon définitive au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1986. En règlement final de son compte en vertu de cet Accord, la Société a remboursé au cours de cet exercice la somme de $9,856,000, dont $1,915,000 qui avait été pris en compte au cours d'exercices précédents. L'excédent de $7,941,000 a été imputé aux résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 1986. De cet excédent, $3,819,000 se rapportait à l'exercice terminé le 31 mars 1983 et $4,122,000 à celui terminé le 31 mars 1982.

La Société a aussi versé des intérêts se chiffrant à $2,233,000 qui furent compris dans les frais financiers — autres intérêts pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986.

7. Autres revenus—Nets

	Période de 93 jours terminée le 3 avril 1987	Exercice terminé le 31 décembre 1986
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur les placements temporaires	2,129	7,951
Gain sur la réalisation de placements temporaires	356	5,787
Autres intérêts	58	1,237
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	262	971
Gain sur aliénation d'actifs		109
Gain (perte) sur change	1,083	(2,278)
Autres	351	1,315
	4,239	15,092

8. Frais financiers

	Période de 93 jours terminée le 3 avril 1987	Exercice terminé le 31 décembre 1986
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur la dette à long terme	1,220	5,504
Intérêt sur les créances à long terme	(186)	(829)
Autres intérêts	208	2,418
	1,242	7,093

9. Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

L'impôt sur le revenu reporté résulte principalement du décalage temporaire entre l'imputation comptable et la déduction fiscale de l'amortissement des immobilisations.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 3 AVRIL 1987—*Suite*

La dépense d'impôt sur le revenu se détaille comme suit:

	Période de 93 jours terminée le 3 avril 1987	Exercice terminé le 31 décembre 1986
	(en milliers de dollars)	
Montant exigible	21,449	58,809
Montant reporté	(2,860)	(2,829)
	18,589	55,980

10. Engagements

a) Constructions en cours

Au 3 avril 1987, le coût estimatif pour effectuer les travaux de construction prévus et en cours s'élevait à environ $241,500,000 dont $31,340,000 pour la période restante de l'exercice qui se terminera le 31 décembre 1987. Au 3 avril 1987, les engagements contractuels s'élevaient à environ $33,336,000.

b) Contrats de change à terme

Dans le cadre de la participation de la Société au projet ANZCAN, la Société doit verser des montants de capital et d'intérêts à un entrepreneur général en livres sterling.

Afin de se protéger contre les fluctuations de la livre sterling, la Société a passé des contrats de change à terme avec deux banques à charte canadiennes pour acheter un total de 44,678,000 livres sterling. Le solde des montants visés par ces contrats, qui ont pour but de couvrir les coûts de construction et les intérêts, est couvert en dollars américains comme suit:

Échéances	Livres sterling	Dollars américains
	(en milliers)	
1987 (272 jours)	5,459	8,964
1988	5,151	8,522
1989	4,842	8,079
1990	4,533	7,627
1991	4,224	7,166
1992-93	5,757	9,864
	29,966	50,222

De plus, afin de se protéger contre les fluctuations du dollar américain, la Société a passé des contrats de change à terme échéant en 1987 pour acheter 8,961,000 dollars américains à un coût de 12,023,000 dollars canadiens.

c) Baux à long terme

La Société a signé des baux à long terme pour la location d'installations et d'immeubles. Le loyer global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	(en milliers de dollars)
1987 (272 jours)	16,347
1988	21,854
1989	17,052
1990	14,466
1991	10,633
1992-97	5,512

Les coûts de location d'installations et d'immeubles imputés aux résultats pour la période de 93 jours terminée le 3 avril 1987 se chiffraient à $4,072,000 ($18,717,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986).

d) Entente avec le ministère des Transports

En vertu d'une entente convenue entre le ministère des Transports et la Société, celle-ci affrète le câblier brise-glaces John Cabot de la Garde côtière canadienne et s'engage à rembourser les coûts en fonction de l'utilisation qu'elle fait du navire. Cette entente peut être annulée sur préavis de douze mois. La Société a engagé une somme de $3,023,000 pour la période de 93 jours terminée le 3 avril 1987 ($5,948,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986) en vertu de cette entente.

e) Engagements d'Intelsat et d'Inmarsat

La participation de la Société aux engagements d'Intelsat et d'Inmarsat s'élevait respectivement à $28,065,000 et $9,715,000 selon les états financiers de ces organismes au 31 mars 1987.

11. Éventualités

a) Indemnité de retraite

Avant le 1er novembre 1974, la Société prévoyait une assurance-vie qui entrait en vigueur lorsque les employés prenaient leur retraite. À cette date, ce régime a été remplacé par un autre qui prévoit une indemnité de retraite pour tous les employés qui étaient alors à son service. Le coût de ce régime est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués. Au 3 avril 1987, la somme totale que la Société aurait dû verser si tous les employés admissibles avaient pris leur retraite à cette date s'élevait à $1,318,000 ($1,385,750 au 31 décembre 1986).

b) Dispositions de contrats, ententes et accords

Certain contrats, ententes et accords signés par la Société peuvent être résiliés et des nouveaux devront alors être négociés ou certaines des dispositions peuvent devoir être renégociées en conséquence de la vente de l'entreprise dont il est fait mention aux notes 1 et 12. Aucune provision n'a été prise en compte dans les présents états financiers à l'égard de tout effet négatif que cette situation peut générer pour le nouveau propriétaire.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 3 AVRIL 1987—*Fin*

12. Privatisation de la Société

Le 2 avril 1987, la Société a créé une filiale en propriété exclusive, sous la raison sociale de Téléglobe Canada Inc., et a souscrit 100 actions ordinaires à un coût de $100.

Le 3 avril 1987, la Société a cédé à Téléglobe Canada Inc. son entreprise, ses immobilisations, la presque totalité des autres éléments de son actif y compris ses droits en vertu de contrats, ententes et accords et Téléglobe Canada Inc. a assumé certaines des obligations de la Société comme suit:

À leur valeur comptable

	(en milliers de dollars)
Encaisse ou équivalent	1,636
Débiteurs	100,797
Frais payés d'avance	1,528
Créances à long terme	7,100
Frais reportés	95
	111,156
Créditeurs	95,589
Dette à long terme (incluant la portion à court terme)	54,316
Crédits reportés	5,860
	155,765
	(44,609)
À 140% de leur valeur comptable nette	
Immobilisations	419,391
	374,782

En compensation, la Société a reçu un billet promissoire, ne portant pas intérêt, échéant à un an et un jour après demande, d'une valeur nominale de $143,382,433, mille actions spéciales rachetables d'une valeur gloale à l'émission de $1,000 et 233,228,000 actions ordinaires d'une valeur globale à l'émission de $231,397,879.

Également le 3 avril 1987, mais consécutivement à la cession ci-avant décrite, la Société a vendu à Memotec Data Inc. le billet promissoire et les actions ordinaires de Téléglobe Canada Inc. à un prix comptant de 4488,268,000, lequel est sujet à des redressements selon les dispositions du contrat de vente et d'achat concernant les garanties et engagements donnés de part et d'autre par les parties. La Société se propose de céder au Canada, sans contrepartie, les actions spéciales de Téléglobe Canada Inc. Celles-ci donneront lieu le ou vers le 31 décembre 1987 à un dividende de $16,567,273 à titre de bénéfices excédentaires présumés, tel que définis, gagnés entre le 4 avril et le 31 décembre 1987.

La cession des immobilisations a donné lieu à une récupération de l'allocation du coût en capital déduite antérieurement aux fins de l'impôt sur le revenu et à un gain en capital. La vente des titres à Memotec Data Inc. a également donné lieu à un gain en capital. L'impôt sur le revenu qui en résulte est évalué à environ $113,000,000.

La Société se propose de payer avant échéance ses emprunts envers le Canada et son impôt sur le revenu et de remettre l'excédant de son encaisse au Canada.

La Loi concernant la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada stipule qu'à des dates à être fixées par proclamation, que le nom de la Société sera changé à TH (1987) et que la Société sera dissoute.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

J'ai vérifié le bilan de Téléglobe Canada au 31 décembre 1986 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices réinvestis et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations de la Société dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, en tenant compte de tous leurs aspects importants, conformément à la partie XII de la Loi sur l'administration financière et ses règlements, à la Loi sur Téléglobe Canada et ses règlements et aux règlements administratifs de la Société.

le Vérificateur général du Canada
Kenneth M. Dye, F.C.A.

Ottawa, Canada
le 20 février 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

ACTIF	1986	1985
À court terme		
Encaisse et placements temporaires, au coût (valeur du marché 31 décembre 1986—$94,489 31 décembre 1985—$109,333)	92,909	106,692
Débiteurs	96,723	93,884
Frais payés d'avance	1,827	2,056
	191,459	202,632
Immobilisations (note 3)	300,718	308,638
Autres éléments d'actif		
Créances à long terme	7,493	8,937
Frais reportés (note 4)	2,743	4,707
	10,236	13,644
	502,413	524,914

PASSIF	1986	1985
À court terme		
Créditeurs	89,427	89,521
Impôt sur le revenu à payer	13,406	8,454
Portion de la dette à long terme échéant en deçà d'un an (note 5)	9,371	9,955
	112,204	107,930
Dette à long terme (note 5)	50,363	60,491
Crédits reportés		
Impôt sur le revenu (note 9)	43,963	46,792
Autres	5,580	2,348
	49,543	49,140
AVOIR DU CANADA		
Bénéfices réinvestis	290,303	307,353
	502,413	524,914

Approuvé par le Conseil:

Administrateur
RONALD MONTCALM

Administrateur
MICHAEL E. PHELPS

Président-directeur général
JEAN-CLAUDE DELORME

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

RÉSULTATS ET BÉNÉFICES RÉINVESTIS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1986	1985
Revenus		
Services publics	779,380	649,127
Autres services	14,213	12,336
Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat	19,860	17,167
	813,453	678,630
Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation	539,663	438,174
Revenus d'exploitation	273,790	240,456
Frais d'exploitation		
Salaires et charges sociales	57,272	55,273
Maintenance et location	45,463	41,133
Amortissement	33,555	33,400
Autres frais	18,628	19,363
	154,918	149,169
Montant remboursé aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation (note 6)	7,941	
	162,859	149,169
Bénéfice d'exploitation	110,931	91,287
Autres revenus—Nets (note 7)	15,092	13,717
	126,023	105,004
Frais financiers (note 8)	7,093	5,209
Bénéfice avant impôt sur le revenu	118,930	99,795
Impôt sur le revenu (note 9)	55,980	46,566
Bénéfice net	62,950	53,229
Bénéfices réinvestis au début de l'exercice	307,353	362,182
	370,303	415,411
Montant remis au gouvernement du Canada	80,000	108,058
Bénéfices réinvestis à la fin de l'exercice	290,303	307,353

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE (en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse provenant de (servant à) l'exploitation		
Bénéfice net	62,950	53,229
Éléments n'influant pas sur l'encaisse		
Amortissement	33,555	33,400
Augmentation (diminution) des autres crédits reportés	3,232	(137)
Amortissement des pertes sur change non matérialisées	835	1,772
Impôt sur le revenu reporté	(2,829)	1,921
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	(971)	(3,817)
Gain sur l'aliénation d'actifs	(109)	(248)
Variation des éléments du fonds de roulement*	2,238	12,341
	98,901	98,461
Encaisse provenant du (servant au) financement		
Produit de la dette à long terme		2,808
Remboursement de la dette à long terme	(9,851)	(9,753)
	(9,851)	(6,945)
Encaisse provenant des (servant aux) investissements		
Acquisition d'immobilisations	(26,034)	(22,236)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	1,867	16,173
Frais reportés		(1,250)
Diminution des créances à long terme	1,334	1,308
Augmentation des créances à long terme		(426)
	(22,833)	(6,431)
Montant remis au gouvernement du Canada	(80,000)	(108,058)
Encaisse et placements temporaires		
Diminution	13,783	22,973
Solde au début de l'exercice	106,692	129,665
Solde à la fin de l'exercice	92,909	106,692

* Excluant l'encaisse, les placements temporaires et les portions échéant en deçà d'un an de la dette à long terme et des créances à long terme.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 1986

1. Statut et activités

Téléglobe Canada, constituée en vertu de la Loi sur Téléglobe Canada, a pour mandat d'établir, d'assurer et d'exploiter des services de télécommunications internationales et de coordonner ces services à ceux d'autres pays.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La Société observe les principales conventions comptables suivantes:

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition, qui comprend les salaires, les charges sociales et certains frais généraux reliés aux travaux de construction. Ce coût comprend également une provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction.

Les immobilisations détenues en copropriété sont comptabilisées proportionnellement à la participation de la Société.

La Société acquiert, à l'occasion, des droits d'utilisation de circuits servant aux télécommunications internationales, qui sont irrévocables pendant une période de temps déterminée. Par ailleurs, elle cède des droits d'utilisation de circuits qu'elle possède ou qu'elle avait précédemment acquis d'autres administrations. Les montants versés ou reçus aux termes de ces transactions sont comptabilisés au poste des immobilisations et amortis selon la durée de chaque entente.

La Société a été désignée par le gouvernement du Canada comme signataire des Accords d'exploitation de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (Intelsat) et de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (Inmarsat). La quote-part des signataires est ajustée périodiquement selon leur pourcentage d'utilisation du réseau ou selon tout autre pourcentage choisi selon les dispositions des Accords. La Société comptabilise sa part de propriété au poste des immobilisations et l'amortit selon la politique d'amortissement des immobilisations.

b) Provision pour les fonds utilisés pendant la construction

La provision pour les fonds utilisés pendant la réalisation des grands projets de construction est calculée à un taux déterminé principalement en fonction du taux d'intérêt que le ministre des Finances exige des sociétés d'État pour les prêts consentis à moyen terme par le gouvernement. Cette provision est comptabilisée comme un revenu durant la période d'exécution des travaux.

c) Amortissement des immobilisations

L'amortissement est calculé d'après la méthode de l'amortissement linéaire, à des taux établis selon la durée d'utilisation prévue des biens.

Lorsque des biens amortissables cessent d'être utilisés, leur valeur comptable nette, moins leur valeur de récupération, est imputée au poste de l'amortissement. Dans le cas des autres biens, tout gain ou toute perte qui en découle est porté aux résultats de l'exercice.

En cas d'échec du lancement d'un satellite ou de panne d'un satellite sur orbite, les coûts sont amortis selon la durée utile des satellites de la même série.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

d) Revenus d'exploitation

—Services publics
Les revenus proviennent des services publics de télécommunications internationales-téléphone, télex et télégraphe-assurés par la Société. Ainsi ils représentent les montants facturés aux usagers canadiens par les sociétés exploitantes nationales et les montants reçus ou à recevoir des administrations étrangères pour acheminer les communications à destination. Ces revenus comprennent certaines estimations qui tiennent compte du trafic pour lequel les sociétés exploitantes nationales et les administrations étrangères n'ont pas encore fait rapport à la Société à la fin de l'exercice. Les revenus des services publics comprennent aussi les revenus de location de circuits aux télécommunicateurs des pays étrangers pour leur trafic acheminé via le Canada.

—Autres services
Les revenus des autres services proviennent principalement de la location de circuits à des usagers du secteur privé.

—Part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat
La part des revenus d'Intelsat et d'Inmarsat représente la participation de la Société aux revenus des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellite.

e) Quotes-parts des télécommunicateurs et autres frais de réalisation

—Quotes-parts des télécommunicateurs
Les quotes-parts des télécommunicateurs représentent les montants revenant aux sociétés nationales et aux administrations étrangères pour avoir participé à l'acheminement des communications.

—Autres frais de réalisation

Les autres frais de réalisation comprennent:

- la contribution volontaire que la Société verse aux pays en développement membres du Commonwealth selon l'Accord financier de 1983 de la Commonwealth Telecommunications Organisation;
- la part de la Société dans les frais d'exploitation des systèmes internationaux de télécommunications terrestres et maritimes par satellites, sauf l'amortissement, s'élevant à 6,2 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 (5,2 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985).

f) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif ou de passif ainsi que les revenus ou les dépenses résultant d'une opération conclue en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de l'opération, sauf si cette opération fait l'objet d'une couverture.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture antérieure, le prix de ces biens ou de ces services en dollars canadiens est établi selon les conditions de la couverture. Si la couverture est incomplète parce que la Société a passé un contrat de change comprenant une devise autre que celle de l'opération et le dollar canadien, le prix des biens ou des services est d'abord établi selon les conditions de la couverture, puis converti en dollars canadiens en utilisant le taux de change de cette devise en vigueur au moment de l'opération.

Lorsque l'achat ou la vente de biens ou de services en devises étrangères fait l'objet d'une couverture postérieure à l'opération, complète ou incomplète, le montant à payer ou à recevoir en dollars canadiens est redressé selon les conditions de la couverture. L'écart ainsi constaté est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change.

À la fin de l'exercice, les éléments monétaires libellés en devises étrangères sont redressés en fonction du cours du change à la date du bilan. L'écart ainsi constaté sur les éléments faisant l'objet d'un contrat de change à terme est reporté. Le gain ou la perte constaté sur les autres éléments est porté aux résultats de l'exercice comme un gain ou une perte sur change, sauf si le gain ou la perte correspond à un élément monétaire libellé en devises étrangères dont la durée de vie prédéterminée ou prévisible, à la fin de l'exercice, est de plus d'un an. Dans ce cas, le gain ou la perte est reporté et amorti sur la durée de vie restante de cet élément d'après la méthode de l'amortissement linéaire. Le solde non amorti des gains ou des pertes sur change reportés est comptabilisé au bilan à titre de crédit reporté ou de frais reportés. L'effet des contrats de change à terme sur la dette à long terme est comptabilisé comme un élément de cette dette.

Les engagements libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan, sauf s'ils font l'objet d'une couverture; dans ce cas, ils sont convertis selon les conditions du contrat de change.

g) Régime de retraite

Tous les employés de la Société participent à un régime de retraite administré par le gouvernement du Canada. Ces employés et la Société partagent le coût du régime pour les services courants. Ces contributions représentent la responsabilité totale de la Société à cet égard et sont imputées aux résultats de l'exercice.

h) Prestations de retraite

La Société verse aux employés au moment de leur retraite une somme équivalant à la moitié des jours de congé de maladie accumulés et non utilisés au 31 mars 1981, plus un crédit de cinq jours pour chaque année de service après cette date, au salaire en vigueur au moment de la retraite. Le coût de ces prestations est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel ces jours ont été acquis par les employés.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

3. Immobilisations

a) Les immobilisations se ventilent comme suit:

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Terrains	4,814		4,814	4,841
Bâtiments et améliorations locatives	48,015	18,271	29,744	31,664
Mobilier	10,213	5,654	4,559	4,689
Câbles	95,368	29,714	65,654	70,278
Équipement terminal, de transmission et de commutation	210,683	95,787	114,896	109,238
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	49,776	29,751	20,025	24,677
Autres installations et équipements	30,534	18,304	12,230	10,889
Constructions en cours	48,796		48,796	52,362
	498,199	197,481	300,718	308,638

b) Les immobilisations détenues intégralement par la Société ou en copropriété avec d'autres sociétés exploitantes de télécommunications s'établissent comme suit:

	1986			1985
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers de dollars)			
Propriété intégrale	307,373	131,659	175,714	185,135
Copropriété (part de la Société)	190,826	65,822	125,004	123,503
	498,199	197,481	300,718	308,638

c) Les durées utiles prévues pour chacune des principales catégories d'immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement sont les suivantes:

	Nombre d'années
Bâtiments et équipements connexes	15 – 40
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Mobilier	8 – 10
Câbles	selon la durée de l'entente
Équipement terminal, de transmission et de commutation	5 – 15
Secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat)	6 – 12
Autres installations et équipements	1 – 25

d) Au 31 décembre 1986, les constructions en cours comprenaient un montant de $33,065,000 ($23,595,000 au 31 décembre 1985) pour le secteur spatial des systèmes internationaux à satellites (Intelsat-Inmarsat).

e) Au 31 décembre 1986, la part que la Société détenait dans Intelsat s'élevait à 2,362596 pour cent (2,317395 pour cent au 31 décembre 1985) et sa part dans Inmarsat s'élevait à 4,35796 pour cent (3,83692 pour cent au 31 décembre 1985).

4. Frais reportés

Les frais reportés non amortis comprennent les éléments suivants:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Pertes sur change non matérialisées	2,261	3,837
Coût de raccordement de la station internationale de Toronto	482	870
	2,743	4,707

5. Dette à long terme

Au 31 décembre 1986, la dette à long terme de la Société était constituée de prêts du gouvernement du Canada portant intérêt à des taux allant de 3½ pour cent à 5¾ pour cent, et de montants dus aux entrepreneurs généraux pour la construction du câble sous-marin ANZCAN portant intérêt au taux de 8¾ pour cent payables en livres sterling et en dollars américains.

Selon les ententes conclues avec les deux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN, 15 pour cent des coûts ont été versés par la Société et le paiement du solde est réparti sur une période de 17 semestres ayant débuté à la fin des travaux en 1985. D'après les dispositions de l'une des ententes, les paiements de la Société à l'entrepreneur général sont garantis au moyen de traites tirées par ce dernier et acceptées par la Société.

Comme le mentionne la note 10b), la Société a passé des contrats de change à terme pour se protéger contre les fluctuations de la livre sterling. L'effet de cette couverture a été comptabilisé come un élément de la dette à long terme.

Au 31 décembre 1986, la dette à long terme se détaillait comme suit:

Échéances	Prêts du gouvernement du Canada	Montants dus aux entrepreneurs généraux du projet ANZCAN	Effet des contrats de change à terme	Totaux
	(en milliers de dollars)			
1987	759	7,799	813	9,371
1988	325	7,799	878	9,002
1989	234	7,799	950	8,983
1990	135	7,799	1,023	8,957
1991	140	7,799	1,096	9,035
1992-98	1,037	11,572	1,777	14,386
	2,630	50,567	6,537	59,734
Portion échéant en deçà d'un an	759	7,799	813	9,371
	1,871	42,768	5,724	50,363

6. Montant remboursé aux membres de la Commonwealth Telecommunications Organisation

L'Accord financier de 1973 de la Commonwealth Telecommunications Organisation a pris fin, rétroactivement au 31 mars 1983, lorsque les gouvernements de tous les 26 pays membres ont complété les formalités pour la signature de la fin de l'entente.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

Les comptes des membres signataires jusqu'au 31 mars 1983 furent arrêtés de façon définitive au cours de l'exercice. En règlement final de son compte en vertu de cet Accord, la Société a remboursé la somme de $9,856,000, dont celle de $1,915,000 qui avait été prise en compte au cours d'exercices précédents. L'excédent de $7,941,000 a été imputé aux résultats de l'exercice, soit $3,819,000 pour l'exercice terminé le 31 mars 1983 et $4,122,000 pour celui terminé le 31 mars 1982.

La Société a aussi versé des intérêts se chiffrant à $2,233,000 qui sont compris dans les frais financiers—Autres intérêts.

7. Autres revenus—Nets

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Intérêts sur les placements temporaires	7,951	12,315
Gain sur la réalisation de placements temporaires	5,787	2,297
Autres intérêts	1,237	1,975
Provision pour les fonds utilisés pendant la construction	971	3,817
Gains sur aliénation d'actifs	109	248
Perte sur change	(2,278)	(8,183)
Autres	1,315	1,248
	15,092	13,717

8. Frais financiers

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Intérêt sur la dette à long terme	5,504	5,723
Intérêt sur les créances à long terme	(829)	(877)
Autres intérêts	2,418	363
	7,093	5,209

9. Impôt sur le revenu

La Société est assujettie à l'impôt fédéral sur le revenu.

L'impôt sur le revenu reporté résulte principalement du décalage temporaire entre l'imputation comptable et la déduction fiscale de l'amortissement des immobilisations.

La dépense d'impôt sur le revenu se détaille comme suit:

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Montant exigible	58,809	44,645
Montant reporté	(2,829)	1,921
	55,980	46,566

10. Engagements

a) Constructions en cours

Au 31 décembre 1986, le coût estimatif pour effectuer les travaux de construction prévus et en cours s'élevait à environ $254,800,000 dont $44,700,000 pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 1987. Au 31 décembre 1986, les engagements contractuels s'élevaient à environ $16,690,000.

b) Contrats de change à terme

Dans le cadre de la participation de la Société au projet ANZCAN, la Société doit verser des montants à un entrepreneur général, en livres sterling.

Afin de se protéger contre les fluctuations de la livre sterling, la Société a passé des contrats de change à terme avec deux banques à charte canadiennes pour acheter un total de 44,678,000 livres sterling. Le solde des montants visés par ces contrats, qui ont pour but de couvrir les coûts de construction et les intérêts, est couvert en dollars américains comme suit:

Échéances	Livres sterling	Dollars américains
	(en milliers)	
1987	5,459	8,964
1988	5,151	8,522
1989	4,842	8,079
1990	4,533	7,627
1991	4,224	7,166
1992-93	5,757	9,864
	29,966	50,222

c) Baux à long terme

La Société a signé des baux à long terme pour la location d'installations et d'immeubles. Le loyer minimum global annuel qui sera versé au cours des prochains exercices s'établit comme suit:

	(en milliers de dollars)
1987	14,588
1988	14,090
1989	9,313
1990	6,752
1991	2,919
1992-95	3,584

Les coûts de location d'installations et d'immeubles imputés aux résultats pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 se chiffraient à $18,717,000 ($16,351,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985).

d) Entente avec le ministère des Transports

En vertu d'une entente convenue entre le ministère des Transports et la Société, celle-ci affrète le câblier brise-glaces John Cabot de la Garde côtière canadienne et s'engage à rembourser les coûts en fonction de l'utilisation qu'elle fait du navire. Cette entente peut être annulée sur préavis de douze mois. La Société a engagé une somme de $5,948,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 ($5,408,000 pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985) en vertu de cette entente.

e) Engagements d'Intelsat et d'Inmarsat

Au 31 décembre 1986, la participation de la Société aux engagements d'Intelsat et d'Inmarsat s'élevait respectivement à $22,374,000 et $21,897,000 selon les états financiers de ces organismes au 31 décembre 1986.

TÉLÉGLOBE CANADA—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

11. Éventualité

Indemnités de retraite

Avant le 1er novembre 1974, la Société prévoyait une assurance-vie qui entrait en vigueur lorsque les employés prenaient leur retraite. À cette date, ce régime a été remplacé par un autre qui prévoit une indemnité de retraite pour tous les employés qui étaient alors à son service. Le coût de ce régime est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel les versements sont effectués. Au 31 décembre 1986, la somme totale que la Société aurait dû verser si tous les employés admissibles avaient pris leur retraite à cette date s'élevait à $1,385,750 ($1,597,000 au 31 décembre 1985).

12. Privatisation de la Société

Le 11 février 1987, la ministre d'État à la Privatisation a annoncé la décision du gouvernement de céder les intérêts détenus par ce dernier dans la Société à Memotec Data Inc. L'aliénation exigera la signature d'un contrat et l'obtention des approbations parlementaires, qui sont prévues dans la Loi sur l'administration financière, par l'adoption de la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada (projet de loi C-38).

Il est prévu que le gouvernement retirera de la vente de ses intérêts dans la Société une somme de 608,3 millions de dollars répartie comme suit:

a) 488,3 millions de dollars en argent comptant de l'acheteur;

b) 102 millions de dollars provenant de l'encaisse de la Société au moment de la vente;

c) un solde de 18 millions de dollars en argent comptant de l'acheteur représentant le montant prévu des bénéfices excédentaires, tel que défini, établi pour la période de neuf mois se terminant le 31 décembre 1987.

Les coûts directs de la vente sont estimés à 7 millions de dollars. De plus un fonds de réserve de 10 millions de dollars sera créé afin de pouvoir payer les impôts non fédéraux qui pourraient être exigés, ainsi que d'autres obligations d'ordre financier.

L'impôt sur le revenu que la Société aura à payer relativement à l'aliénation ne peut être évalué de façon raisonnable pour le moment.

PAGE RÉCAPITULATIVE

VIA RAIL CANADA INC.

MANDAT

Gérer des services de transport ferroviaire efficients, efficaces et économiques répondant aux besoins des voyageurs du Canada.

ANTÉCÉDENTS

Conformément aux marchés conclus avec le ministre des Transports, VIA Rail assure des services interurbains, transcontinentaux, régionaux et éloignés de transport ferroviaire des voyageurs en utilisant les chemins de fer du CN et du CP.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

SIÈGE SOCIAL	2, Place Ville-Marie Montréal (Québec) H3B 2G6
STATUT	— Annexe C, Partie I — non mandataire de Sa Majesté
MINISTRE DE TUTELLE	L'honorable John Crosbie, c.p., c.r., député
MINISTÈRE	Transports
ANNÉE ET LOI DE CONSTITUTION	1977; *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*; le ministre des Transports a fait l'acquisition, au nom de la Couronne, de toutes les actions ordinaires de la société, le 1er avril 1978
PREMIER DIRIGEANT	Denis de Belleval
PRÉSIDENT	Lawrence Hanigan
VÉRIFICATEUR	Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés

SOMMAIRE FINANCIER en millions de dollars; l'exercice correspond à l'année civile.

	1986	1985	1984 (reformulé)	1983
À la fin de l'exercice				
Actif total	971	899	750	652
Engagements envers le secteur privé	4	néant	néant	néant
Engagements envers le Canada	néant	néant	néant	néant
Avoir du Canada	743	712	603	532
Argent reçu du Canada au cours de l'exercice				
— budgétaire	506	631	474	598
— non budgétaire	néant	néant	néant	néant

VIA RAIL CANADA INC.

RESPONSABILITÉ DE LA PRÉPARATION ET DE L'EXACTITUDE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction de VIA est responsable de la préparation et de l'exactitude des états financiers présentés dans son rapport annuel. Ces états ont été dressés selon des principes comptables généralement reconnus et comprennent nécessairement des montants déterminés d'après la meilleure appréciation que la direction pouvait avoir de la situation. La direction considère que les états traduisent fidèlement la situation financière de VIA et qu'ils exposent exactement les résultats de ses activités.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, VIA applique des contrôles et des méthodes comptables internes visant à assurer la fiabilité de l'information financière et à garantir la sécurité de l'actif. Les systèmes de contrôle interne et les livres sont soumis à l'examen des vérificateurs internes et, pendant la vérification des états financiers, à celui du cabinet de comptables agréés Raymond, Chabot, Martin, Paré.

Le Comité de vérification du Conseil d'administration se réunit périodiquement avec les vérificateurs internes et externes et avec la direction pour approuver le champ d'application de l'exercice de vérification effectuée. Les états financiers ont été examinés par le Comité de vérification et, suite à sa recommandation, approuvés par le Conseil d'administration.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

MONSIEUR LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Nous avons vérifié le bilan de VIA Rail Canada Inc. au 31 décembre 1986, ainsi que les états des résultats et déficit et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1986, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, nous avons vérifié les opérations qui ont été portées à notre connaissance au cours de ladite vérification des états financiers de VIA Rail Canada Inc. pour l'exercice terminé le 31 décembre 1986 afin de déterminer si ces opérations étaient conformes à la partie XII de la Loi sur l'administration financière, aux règlements, à la charte et aux statuts de la Société et à toutes les directives dont la Société fait l'objet en vertu de la loi. Notre vérification de ces opérations a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. À notre avis, ces opérations étaient à tous égards importants, conformes aux autorisations spécifiées.

Comptables agréés
Raymond, Chabot, Martin, Paré

Montréal, Canada
le 28 janvier 1987

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Actif à court terme		
Encaisse et dépôts à terme		3,896
Clients	8,435	10,729
Avances sur contrats (note 3)	5,024	4,817
À recevoir du gouvernement du Canada	213,467	173,171
Stocks et fournitures	24,643	19,481
	251,569	212,094
Actif à long terme		
Placement	2,001	
Immobilisations (note 4)	709,474	678,712
Frais reportés	7,584	7,769
	719,059	686,481
	970,628	898,575

	1986	1985
Passif à court terme		
Avances bancaires	3,786	
Fournisseurs et charges à payer	208,298	166,835
Impôts sur le revenu à payer (note 10)	1,088	1,727
Produits reportés	6,314	5,367
	219,486	173,929
Passif à long terme		
Crédits d'impôt à l'investissement reportés	7,882	12,854
	7,882	12,854
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 5)	9,300	9,300
Surplus d'apport (note 6)	744,787	700,587
Bénéfices non répartis (déficit)	(10,827)	1,905
	743,260	711,792
	970,628	898,575

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Pour le Conseil:

Administrateur et président du Comité de vérification
GARY T. BRAZZELL

Administrateur et président du Conseil
LAWRENCE HANIGAN

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Produits		
Voyageurs	204,055	201,393
Contrats (note 2a)	461,880	523,602
Autres	4,640	4,307
	670,575	729,302
Charges		
Frais d'exploitation et de maintenance (note 2b)	379,456	443,592
Frais afférents aux services à la clientèle et aux services de soutien	191,062	188,770
Frais généraux et d'administration	59,177	48,229
Amortissements	58,935	44,112
	688,630	724,703
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu	(18,055)	4,599
Impôts sur le revenu (recouvrement) (note 9)	(5,323)	3,676
Bénéfice net (perte nette)	(12,732)	923
Bénéfices non répartis (déficit)		
Solde au début de l'exercice	1,905	982
Solde à la fin de l'exercice	(10,827)	1,905

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	(12,732)	923
Éléments hors caisse imputés aux résultats		
Amortissements	58,935	44,112
Perte découlant de la mise au rancart d'éléments d'actif	2,777	3,866
	48,980	48,901
Fluctuations d'éléments du fonds de roulement		
Clients	2,294	(1,141)
Stocks et fournitures	(5,162)	(10,392)
À recevoir du gouvernement du Canada	(59,637)	(59,308)
Fournisseurs et charges à payer	17,136	35,551
Impôts sur le revenu à payer	(639)	238
Produits reportés	947	2,494
	(45,061)	(32,558)
Marge d'autofinancement provenant de l'exploitation	3,919	16,343
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités de financement		
Avances en capital du gouvernement du Canada	44,200	107,758
À recevoir du gouvernement du Canada	19,341	(98)
Crédits d'impôt à l'investissement reportés	(4,684)	3,438
	58,857	111,098
Encaisse provenant (utilisée pour) des activités d'investissement		
Placement	(2,001)	
Immobilisations	(84,754)	(151,288)
Frais reportés	(7,823)	(2,640)
Fluctuations d'éléments du fonds de roulement		
Avances sur contrats	(207)	3,615
Fournisseurs et charges à payer	24,327	(619)
	(70,458)	(150,932)
Diminution de l'encaisse durant l'exercice	(7,682)	(23,491)
Encaisse au début de l'exercice*	3,896	27,387
Encaisse à la fin de l'exercice*	(3,786)	3,896

*Incluant les avances bancaires et les dépôts à terme.

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986

1. Conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et sont conformes, à tous égards d'importance, aux normes comptables du Comité international de normalisation de la comptabilité dans la mesure où ces normes ont trait à la présentation des données financières au coût d'origine. Les principales conventions sont résumées ci-dessous:

a) Comptabilisation des produits

Les revenus provenant des services voyageurs sont comptabilisés lorsque gagnés. Les revenus provenant des services sous contrats (note 2a) sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés et sur une base d'estimation. Tous les redressements dans les estimations sont comptabilisés dans l'année du changement.

b) Coûts en vertu des contrats d'exploitation

Les charges à payer aux chemins de fer contractants en vertu des contrats d'exploitation (note 2b) sont comptabilisées selon les frais engagés et estimés. Ces dépenses peuvent être redressées par la Commission canadienne des Transports par suite de la révision des coûts réels engagés chaque année par les parties intéressées. Les redressements résultant de cette révision sont comptabilisés à l'état des résultats et du déficit dans l'exercice où le règlement est intervenu.

c) Stocks et fournitures

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré dans le cas du matériel pour le service dans les trains, selon le prix de facturation le plus récent dans le cas du carburant et du nouveau matériel en magasin, et à la valeur estimative d'utilisation ou de vente dans le cas de matériel d'occasion, désuet ou de rebut.

d) Placement

La Société détient 140,279 actions ordinaires de Railroad Association Insurance, Ltd. (R.A.I.L.) constituant une participation de 4 % comptabilisée au coût.

e) Immobilisations

Les immobilisations, y compris celles acquises en vertu de contrats de location-acquisition, sont inscrites au prix coûtant. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant engagés pour la première fois sont capitalisés. Ces coûts sont engagés dans le but d'améliorer et de prolonger la durée d'utilisation de ces éléments d'actif. Les coûts de remise en état et de réfection du matériel roulant engagés pour la deuxième fois, à l'exception des réparations importantes, sont imputés à l'exploitation.

f) Amortissements

Les amortissements sont calculés selon la méthode de l'amortissement linéaire à des taux permettant d'en répartir le coût sur leur durée probable d'utilisation. Les durées probables d'utilisation des principales catégories d'éléments d'actif sont les suivantes:

Matériel roulant	5 à 30 ans
Gares et installations	20 ans
Immeubles de maintenance	25 ans
Machinerie, matériel et autres immobilisations	3 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 20 ans
Améliorations locatives et de l'infrastructure	10 à 38 ans

Les projets en voie de réalisation ne font pas l'objet d'amortissement.

VIA RAIL CANADA INC.—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Suite*

g) Frais reportés

Les frais reportés représentent principalement les coûts engagés à l'égard de l'élaboration des systèmes informatiques et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois à sept ans. L'amortissement cumulé de $35,816,000 ($27,808,000 en 1985) a été déduit dans le calcul de la valeur comptable des frais reportés.

h) Contrats de location

Les éléments d'actif inscrits à titre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats de location.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme contrats de location-exploitation et les charges de loyers sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

i) Crédits d'impôt à l'investissement reportés

Conformément à la méthode de la réduction du coût des immobilisations, les crédits d'impôt à l'investissement sont reportés et amortis aux résultats sur la durée utile estimative des éléments d'actif en question.

j) Régimes de retraite

Les coûts relatifs aux prestations de retraite sont déterminés par des évaluations actuarielles. Selon ces évaluations, la portion du montant total estimatif des prestations est répartie à chaque année de service, en fonction des montants prévus de rémunération des employés au moment de la retraite.

Les charges au titre des services courants comprennent la portion des prestations estimatives attribuables aux services rendus durant l'exercice en cours. Des provisions sont constituées au fur et à mesure que ces charges deviennent exigibles.

Les charges au titre des services passés sont versées sur des périodes allant jusqu'à 25 ans selon les taux recommandés par l'actuaire et approuvés par le Surintendant des assurances.

2. Contrats d'exploitation

a) Contrat d'exploitation de services ferroviaires voyageurs

La Société est engagée en vertu d'un contrat avec le gouvernement du Canada pour fournir les services et exercer les activités nécessaires pour rendre, gérer et exploiter des services ferroviaires voyageurs au Canada.

Le contrat prévoit également que le ministre des Transports et la Société concluront des ententes relatives aux demandes de service complémentaire à l'égard de certains services ferroviaires voyageurs interurbains.

b) Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et Canadien Pacifique Limitée

La Société est engagée en vertu de contrats d'exploitation avec les chemins de fer concernant l'utilisation des voies, installations et personnel ferroviaire et concernant l'entretien et la remise en état du matériel roulant.

Les coûts encourus en vertu de ces contrats d'exploitation, compte non tenu des dépenses en capital, se sont élevés à $235,986,000 ($400,777,000 en 1985).

3. Avances sur contrats

Les avances sur contrats sont constituées de versements à l'égard des dépenses en immobilisations, la remise en état des gares et l'achat de stocks de maintenance.

4. Immobilisations

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Terrains	2,806	391
Matériel roulant	517,851	496,751
Gares et installations	12,526	9,463
Immeubles de maintenance	90,029	42,884
Machinerie, matériel et autres immobilisations	9,554	8,231
Mobilier et matériel de bureau	21,417	17,593
Améliorations locatives et de l'infrastructure	123,420	133,481
	777,603	708,794
Amortissement cumulé	(169,848)	(120,218)
	607,755	588,576
Projets en voie de réalisation	101,719	90,136
	709,474	678,712

Au 31 décembre 1986, la valeur brute des éléments d'actif loués en vertu de contrats de location-acquisition, incluse ci-dessus s'élevait à $7,235,000 ($5,250,000 en 1985) et l'amortissement cumulé s'y rattachant se chiffrait à $271,000 ($8,000 en 1985).

5. Capital-actions

	1986	1985
	(en milliers de dollars)	
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et entièrement payé		
93,000 actions ordinaires	9,300	9,300

6. Surplus d'apport

Le surplus d'apport est constitué de montants reçus ou à recevoir du gouvernement du Canada pour des dépenses en immobilisations.

7. Contrats de location et engagements

a) Les charges de loyers futures minimums en vertu des contrats de location-exploitation sont les suivantes:

	(en milliers de dollars)
1987	14,149
1988	12,508
1989	12,060
1990	11,805
1991	12,179
Exercices subséquents	334,446
	397,147

VIA RAIL CANADA INC.—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1986—*Fin*

La majorité de ces contrats de location ont trait à des immeubles et à la location de matériel et de services informatiques.

b) Aucun engagement en vertu des contrats de location-acquisition n'existe car les charges de loyer relatives au premier terme ont été versées en entier à la date d'entrée en vigueur des contrats.

c) Au 31 décembre 1986, la société avait des engagements d'environ $34,647,000, principalement pour l'achat d'installations et de matériel.

8. Régimes de retraite

a) La Société a des régimes de retraite auxquels participent tous ses employés permanents, y compris ceux transférés de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada au cours de l'exercice et en 1985 (note 11). En vertu de ces régimes, les employés ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations fondées sur la rémunération et les années de service.

Des évaluations actuarielles des régimes de retraite ont été effectuées en date du 31 décembre 1985. Selon ces évaluations, les dettes non versées au 31 décembre 1986 relatives aux prestations au titre des services passés, excluant tout passif relatif aux employés mentionnés ci-dessus transférés à la Société, s'élevaient à environ $2,402,000.

b) Les employés de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada transférés au cours de l'exercice et en 1985 conserveront les avantages cumulés en vertu du régime de retraite de leur ancien employeur. Les pourparlers relatifs aux montants à transférer afin de couvrir les avantages cumulés jusqu'aux dates des transferts se poursuivent.

9. Impôts sur le revenu

Le taux d'impôt effectif à l'état des résultats et du déficit diffère du taux d'imposition combiné Fédéral et Provincial dû à des différences entre les allocations du coût en capital et la dépense d'amortissement. L'avantage fiscal résultant de ces différences n'a pas été comptabilisé à cause d'incertitude quant à leur réalisation dans les exercices futurs.

10. Redressement affecté aux exercices antérieurs

Tel qu'il était mentionné dans les états financiers 1985 de la Société, Revenu Canada procédait à une vérification des déclarations d'impôts de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 1978 à 1984. Cette vérification a maintenant été complétée et des avis de cotisations ont été émis révélant qu'aucun impôt sur le revenu fédéral n'est payable, dû à l'utilisation des crédits d'impôt à l'investissement.

Les avis de cotisation de Revenu Canada ont influencé la situation fiscale provinciale de la Société. En conséquence, certains passifs fiscaux, antérieurement comptabilisés comme impôts sur le revenu reportés, sont devenus exigibles. À la suite de cette révision, les passifs d'impôts sur le revenu reportés au 31 décembre 1985 ont été réduits de $1,727,000, incluant $238,000 se rapportant à l'exercice alors terminé et les impôts sur le revenu à payer courants ont été augmentés d'autant.

11. Opérations entre apparentés

VIA Rail Canada Inc. est une société de la Couronne dont toutes les actions émises sont détenues par le gouvernement du Canada.

Dans le cours normal des affaires, la Société a transigé avec d'autres sociétés de la Couronne pour des services s'élevant en 1986 à $198,927,000 ($361,912,000 en 1985). Au 31 décembre 1986, les sommes à verser à ces sociétés s'élevaient à $52,827,000 ($44,787,000 en 1985).

Au cours de l'exercice et en 1985, la maintenance d'une partie du matériel roulant et d'activités des gares, qui antérieurement étaient exploitées en vertu d'une entente avec la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (note 2b), ont été progressivement transférées sous le contrôle direct de la Société. En vertu de ces ententes, certains stocks et certaines immobilisations ont été acquis durant l'exercice pour une contrepartie totale de $4,961,000 ($10,808,000 en 1985). La Société a aussi acquis les services d'environ 282 (1,460 en 1985) anciens employés de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et a conclu divers contrats de location-exploitation pour la location des terrains sur lesquels sont situés les immeubles de maintenance et certaines gares et installations.

12. Événement postérieur à la date du bilan

Tel que mentionné dans les états financiers 1985 de la Société, une loi concernant le transport des voyageurs par chemin de fer doit être déposée au Parlement. Celle-ci déterminera une base législative pour les services de transport ferroviaire voyageurs national et urbain. Cette loi modifierait la relation entre la Société et le gouvernement du Canada ainsi que les deux sociétés ferroviaires de transport de marchandise, lesquelles contrôlent les droits d'accès essentiels de la Société. Il n'est pas possible de déterminer avec certitude l'effet financier éventuel de cette loi en date des présentes.

PARTIE II

SOCIÉTÉS D'ÉTATS ET AUTRES PARTICIPATIONS

1. INTRODUCTION A LA PARTIE II

Cette partie est conforme à la disposition de la *Loi sur l'administration financière*, alinéa 153(3)a voulant que le Rapport du président contienne «notamment les renseignements suivants: la liste, à une date déterminée, de toutes les sociétés d'État et de toutes les personnes morales dont les actions sont détenues par Sa Majesté, une société d'État, pour leur compte ou en fiducie pour elles».

Les renseignements donnés indiquent la situation des sociétés d'État et autres sociétés en coparticipation du gouvernement canadien, au 31 juillet 1987, sauf indication contraire.

Chacune des listes comprend:

les sociétés d'État mères, leurs filiales et leurs sociétés affiliées. Les filiales et sociétés sont regroupées comme suit:

— **les filiales en propriété exclusive,** propriété à 100 pour cent,

— **les filiales en propriété majoritaire:** si une société d'État détient 50 pour cent et plus en capital, ou

— **les sociétés affiliées,** dans le cas d'une participation inférieure à 50 pour cent

(les sous-filiales figurent habituellement dans la catégorie des sociétés en propriété exclusive, jusqu'à un niveau de propriété secondaire.)

les entreprises en coparticipation, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'un autre gouvernement (étranger, provincial ou municipal) le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les entreprises mixtes, celles qui sont la propriété directe du Canada et d'intérêts du secteur privé; le pourcentage de participation indiqué est fondé sur le nombre de votes détenus par l'État;

les autres entités, sociétés sans capital-actions dans lesquelles le gouvernement du Canada a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, d'un article de constitution, d'une lettre patente ou d'un règlement, le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil de direction ou d'un organe de direction du même genre;

les organismes internationaux, créés en vertu des accords internationaux, auxquels le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres d'un organe de direction.

Un résumé statistique du nombre d'entités appartenant à chacune des catégories figure ci-dessous.

Le lecteur est prié de noter que les descriptions des mandats des sociétés qui figurent dans cette partie ne visent qu'à donner l'essentiel de chaque mandat. Elles n'ont aucun caractère légal. De même, les objectifs du gouvernement indiqués ne se veulent qu'un résumé. Si le lecteur désire en savoir plus à ce sujet, il trouvera l'information s'y rapportant dans les actes constitutifs, les articles de constitution ou les rapports annuels des sociétés.

2. RÉSUMÉ STATISTIQUE

Au 31 juillet 1987

Sociétés d'État

• Sociétés d'État mères, dont les huit sociétés exemptes de la partie XII de la LAF	54*
• Filiales à 100 p. 100	114
TOTAL	168

Investissements des sociétés d'État (directs et indirects)

• Filiales à participation à 50 p. 100 ou plus et inférieure à 100 p. 100	31
• Sociétés affiliées à participation inférieure à 50 p. 100	154
TOTAL	185

Entreprises en coparticipation et entreprises mixtes

TOTAL	25**

Autres entités

• Entités sans capital-actions	41

Organismes internationaux

• Entités créées en vertu d'accords internationaux	13

---

* Inclut:

— sociétés en cours de dissolution

1. Canadian National (West Indies) Steamships Ltd.

2. Canagrex

Exclut: – Téléglobe Canada (actifs vendus le 3 avril 1987)

** Inclut:

— 12 sociétés pour lesquelles le surintendant des faillites a reçu des actions tenant lieu d'impôts en espèces.

— *Société de développement du Canada:* le 8 octobre 1987, le gouvernement a annoncé la vente du reste des capital-actions détenues par le Canada.

3. RÉPERTOIRE

3.1. SOCIÉTÉS D'ÉTAT MÈRES, FILIALES EN PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE, AUTRES FILIALES ET SOCIÉTÉS AFFILIÉES

Notes

1. Lorsque les sociétés figurent dans les annexes de la *Loi sur l'administration financière* (LAF), l'annexe en question est indiquée entre parenthèses juste après le nom de la société.

2. En vertu de la LAF, une filiale est une société d'État si elle est détenue à 100 p. 100, directement ou indirectement, par une ou plusieurs sociétés d'État mères.

---

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (C-I)

    Filiales en propriété exclusive:
    - La Corporation du pont international de la Voie maritime Limitée
    - Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Inc.

2. Administration de pilotage de l'Atlantique (C-I)

3. Administration de pilotage des Grands Lacs Ltée (C-I)

4. Administration de pilotage des Laurentides (C-I)

5. Administration de pilotage du Pacifique (C-I)

6. Air Canada (C-II)

    Filiales en propriété exclusive:
    - Air BC Limited
    - Airtransit Canada
    - Carte enRoute Inc.
    - Carte enRoute International Inc.
    - Touram Inc.
        - Touram Group Service, Inc.

    Filiales en propriété majoritaire:
    - Matac Cargo Limitée (50%)
    - 153333 Canada Inc. (50%)
    - 152160 Canada Inc. (75%)
        - Air Ontario Inc.

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
    - Aeronautical Radio, Inc. (1 action)
    - Aerospace Realties (1986) Ltd. (30.3%)
    - Air Cargo Facilities (2.5%)
    - Air Nova (49%)
    - Airlines Clearing House Inc. (1 action)
    - Airlines Reporting Corporation (3.3%)
    - Airline Tariff Publishing Co. (1.5%)
    - Global Travel Computer Holdings Limited (34.78%)

GPA Group Ltd. (25.98%)
Aircraft Finance Limited, Ireland
Aircraft Finance Limited, United Kingdom
Air Maple Limitée
Air Tara Limitée
Aviation Consultants Limitée
Aviation Finance Limited
Avitas Inc. (25%)
Elasis B.V.
European Expedite Limited, Ireland
European Expedite Limited, United Kingdom
Extra Executive Transport GmbH (49%)
GPA Airbus 320 Limited (50%)
GPA Corporation
GPA Europe Limited
GPA Finance Limited
GPA Financial Services Limited
GPA Fokker 100 Limited (50%)
GPA Fokker 100 (NA) N.V. (50%)
GPA Holdings Limited
GPA Insurance Brokers Limited
GPA Jetprop Inc.
GPA Jetprop Limited (50%)
GPA Leasing (NA) N.V.
GPA Midland Limited (51%)
GPA Netherlands B.V.
Guinness Peat Aerospace Limited, Ireland
Guinness Peat Aerospace Limited, United Kingdom
Guinness Peat Aviation Asia Limited
Guinness Peat Aviation (Belgium) N.V.
Guinness Peat Western Limited
Panco Corporation
Transportation Analysis International Limited
Irish Aerospace Limited
TAI Incorporated
Transtiger Corporation
Innotech Aviation Industries (1986) Ltd. (30.3%)
Innotech Aviation Enterprises Ltd. (66.9%)
Innotech Aviation Inc.
International Aeradio (Caribbean) Limited (participation nominale)
Société internationale de télécommunications aéronautiques (participation nominale)
Laxfuel Corporation (participation nominale)
Lax Two Corp (participation nominale)

7. Les Associés Mingan, Ltée (C-I) (société inactive)

8. Banque du Canada (société exempte)

9. Banque fédérale de développement (C-I)

10. Canadian National (West Indies) Steamships, Ltd. (C-I)*

11. Canagrex (C-I)*

12. Centre de recherches pour le développement international (société exempte)

13. Centre international d'exploitation des océans (C-I)

* Filiales en voie de dissolution.

14. Commission canadienne du blé (société exempte)

15. Commission canadienne du lait (C-I)

16. Commission de la Capitale nationale (C-I)

17. Commission d'énergie du Nord canadien (C-I)

18. Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
- Autoport Limitée
- The Canada and Gulf Terminal Railway Company
- Canat Limited
- C.N. (France) S.A.
- CNM Inc.
  - Holding industriel de Halifax, Limitée (33.3%)
  - Lakespan Marine Inc. (50%)
  - Seabase Limitée (15%)
- CN Transactions Inc.
  - Canac Consultants Limitée
  - Canaprev Inc. (50%)
  - Canaven Limitée
  - CN Exploration Inc.
  - CN Hotels Inc.
  - Compagnie du complexe ferroviaire de Toronto (50%)
  - Aménagements du triage de l'Est Limitée (50%)
  - Hôtels nationaux du Canada (Moncton) Limitée
- Compagnie des messageries nationales du Canada
- Compagnie nationale de correspondance du Canada Limitée
- Compagnie nationale de navigation du Canada Limitée
- Compagnie des télégraphes nationaux du Canada
- La Compagnie du grand télégraphe du Nord-Ouest (94.54%)
- Compagnie du tunnel et du complexe ferroviaire Mont-Royal, Limitée
- EID Systèmes d'identification électroniques Limitée (60%)
- Grand Trunk Corporation
  - Central Vermont Railway, Inc.
    - Domestic Four Leasing Corporation
  - Domestic Three Leasing Corporation
  - Domestic Two Leasing Corporation
  - Duluth, Winnipeg and Pacific Railway Company
  - Grand Trunk Land Development Corporation
  - Grand Trunk Radio Communications, Inc.
  - Grand Trunk Western Railroad Company
    - The Belt Railway Company of Chicago (8.33%)
    - Chicago and Western Indiana Railroad Company (20%)
    - Trailer Train Company (2.63%)
- The Minnesota and Manitoba Railroad Company
- The Minnesota and Ontario Bridge Company
- Northwestel Inc.
- Télécommunications Terra Nova Inc.
- La Tour CN Limitée
- Trust des titres des chemins de fer nationaux du Canada
- Les transports nationaux du Canada, Limitée
  - Transport Chapman Limitée
  - Transports Empire Limitée
  - Transport Royal Limitée

Transport Route Canada Inc.
Chalut Transport (1974) Inc.
Express Dorchester Inc.

Filiales en propriété majoritaire:
Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord québécois (59.7%)
Compagnie canadienne du chemin de fer du Sud (50%)
La Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean (89.1%)
Compagnie du complexe ferroviaire Shawinigan (50%)
Compagnie du tunnel de la rivière Détroit (50%)
Compagnie de holding du Nord Limitée (71.9%)
Les marchés publics, Limitée (50%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Les armateurs eurocanadiens, Limitée (18%)
Compagnie de gestion de Matane Inc. (49%)
Compagnie de holding Fort Point Limitée (25%)
Dome Consortium Investments Inc. (16.66%)
Halterm Limitée (33.3%)
Railroad Association Insurance, Ltd. (7.47%)
Sciences informatiques du Canada, Limitée (7.87%)
Télésat Canada (3.75%)

19. Conseil canadien des normes (C-I)

20. Conseil des Arts du Canada (société exempte)

21. Construction de défense (1951) Limitée (C-I)

22. Corporation commerciale canadienne (C-I)

23. Corporation de développement des investissements du Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
Cartierville Financial Corporation
Eldorado Nucléaire Limitée
Eldorado NPI Limitée
Eldorado Aviation Limitée
Les Ressources Eldorado Limitée
119371 Canada Limitée
Les Ressources Eldor Limitée
Key Lake Mining Corporation (16.6%)
Sociétés affiliées en propriété minoritaire
Varity Corporation (2.7%)

24. Corporation du Centre national des Arts (société exempte)

25. Corporation Place du Havre Canada (C-I)

26. Énergie atomique du Canada Limitée (C-I)

27. Harbourfront Corporation (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Peter Street Basin Properties Inc.
630370 Ontario Ltd.

Filiales en propriété majoritaire:
Harbourpoint Developments (Harbourfront) Limited
Art Gallery at Harbourfront
School-By-the-Water

28. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (société exempte)

29. Marine Atlantique S.C.C. (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Coastal Transport Ltd.
Newfoundland Dockyard Company

30. Monnaie royale canadienne (C-I)

31. Office canadien des provendes (C-I)

32. Office canadien du poisson salé (C-I)

33. Office de commercialisation du poisson d'eau douce (C-I)

34. Petro-Canada (C-II)

Filiales en propriété exclusive:
Amauligak Exploration Inc.
Bent Horn Development Inc.
BP Marketing Canada Limited
Canertech Inc.*
La Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale (doit faire rapport comme société d'État mère)
Petro-Canada Consulting Corporation
Petro-Canada Enterprises Inc.*
Petro-Canada Espanola, S.A.
Petro-Canada Inc.
Arctic Pilot Project Inc.
Asher American, Inc.
Blakeny and Son (1979) Ltd.
Canstar Oil Sands Ltd
Compagnie pétrolière St-Laurent Inc.
Dépanneurs Le Frigo Limitée
Fifth Pacific Stations Ltd.
First Pacific Stations Ltd.
Fourth Pacific Stations Ltd.**
GMI Co. (Bahamas) Limited
Independent Fuels & Lumber Ltd*
Les Restaurants Chatelaine Ltée
Les Restaurants Wayfare Limitée
Marketing pétrolier Petro-Canada Inc.
Morrow Fuel Oil Sales Ltd.
Northwest Terminals Ltd.
Opal Oils Limited
Commodore Oils Limited
Pacific Petroleums Limited*
Pacific Pipelines, Inc.
Petro-Canada (Barito) Inc.
Petro-Canada Chimie Inc.
Petro-Canada Drilling Inc.

---

* Filiales en voie de dissolution
** Actions détenues par la Montréal Trust Company pour une question de dettes.

Petro-Canada Hydrocarbons Inc.
Petro-Canada Pétrole et gaz Inc.
Pétroles Petro-Canada Inc.*
Petro-Canada (U.K.) Limited
Petro-Canada Youth Inc.
Petroleum Transmission Company
Petron Petroleum Ltd.
Prairie Leaseholds Ltd.
Rocair Limited
Second Pacific Stations Ltd.
Servico Limitée
Third Pacific Stations Ltd.
XYCHEM Inc.
103912 Canada Inc.
106616 Canada Inc.
106618 Canada Inc.
106619 Canada Inc.
106620 Canada Inc.
106621 Canada Inc.
146923 Canada Ltd.
146924 Canada Ltd.

Filiales en propriété majoritaire:
Canstar Oils Sands Limited (50%)
Keyanaw Oils Sands Ltd (50%)
Les Huiles Du Royaume Inc. (50%)
Marchand Petroleum (Canada) Inc. (50%)
Panarctic Oils Limited (52.73%)
Petro-Canada Centre Inc. (50%)
Petro-Canada Centre Finance Inc.
Sedpex Inc. (50%)
Wapisoo Oil Sands Limited (50%)
288564 Alberta Ltd. (50%)

Sociétés offiliées en propriété minoritaire:
Alberta Products Pipeline Ltd.
Ducharme & Carbone (1981) Inc. (43.8%)
Harvey's Oil Limited (49.9%)
Internationale de Services Industriels et Scientifiques, S.A. (27%)
Les Huiles Desroches Inc. (45%)
Les Pétroles Sherbrooke Inc. (47%)
McAsphalte Inc. (49%)
Marc Dufresne (1978) Inc. (49.99%)
Northward Development Ltd. (17%)
Perry Fuels Inc. (49%)
Pétroles de la Mauricie (Canada) Inc. (49.99%)
Pétroles M. Miron Inc. (49.9%)
Pétroles St-Jean-sur-Richelieu Inc. (49%)
Roma Fuels Limited (49%)
Sulconam Inc. (7.6%)
Syncrude Canada Ltd. (17%)
Thermo Page Inc. (49%)
Town & Country Fuels (1980) Inc. (49%)
Westcoast Transmission Company Limited (30.8%)
Westcoast Transmission Company (Alberta) Ltd.
Westcoast Transmission Holdings Ltd.

* Filiales en voie de dissolution

Vancal Properties Ltd.
W.T. Investments Inc.
Westcoast Diversified Industries Ltd.
Westcoast Transmission Company, Inc.
Westcoast Energy Ltd.
Westcoast Petroleum Ltd.
Westcoast Resources Inc.
Dover Petroleum Inc.
Texas Pacific Oil Canada Ltd.
Canadian Roxy Petroleum ltd.
Island & Coastal Natural Gas Co. Ltd.
Inter B.C. Gas Transmission Ltd.
Saratoga Processing Company Limited
Pacific Northern Gas Ltd.
PNG Marketing Ltd.
Foothills Oil Pipe Line Ltd. (50%)
Foothills Pipe Lines Ltd. (30%)
Foothills Pipe Line (North B.C.) Ltd. (49%)
Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd. (50%)
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (South Yukon) Ltd.
Foothills Pipe Lines (North Yukon) Ltd.
Foothills Pipe Lines (South B.C.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd. (51%)
Foothills Pipe Lines (Sask.) Ltd. (51%)
Foothills Engineering Ltd.
113989 Canada Limited (49.9%)
128963 Canada Inc. (49%)
139741 Canada Ltée (49%)

Sociétés offiliées à participation inférieure à 5% (autres intérêts):

Campbell Resources Inc.
Carnduff Gas Limited
Cheyenne Petroleum Corp. (NPL)
Cynthia Gas Gathering Company Limited
House of Brougham Limited
International Standard Resources Limited
Kanata Hotels International Inc.
Manhattan Continental Development Corporation
Mascot Gold Mines Ltd.
Montreal Pipe Line Limited
New Nadina Explorations Ltd.
Northwest Pulp and Timber Limited
Oil Spill Response Limited
Pacific Energy Resources Ltd.
Pacific Northern Gas Ltd.
Peace Pipe Line Ltd.
Petrogas Processing Ltd.
Polar Gas Engineering Services Ltd.
Redwater Water Disposal Co.
Riley's Data Share International Ltd.
Rimbey Pipe Line Co. Ltd.
Sultran Ltd
Toronto Credits Limited
Trans-Northern Pipelines Inc.
Wardean Drilling Co. Limited
204383 Enterprises Inc.
346877 Ontario Ltd.

35. Société canadienne des brevets et d'exploitation Limitée (C-I)

36. Société canadienne des ports (C-II)

Filiale en propriété majoritaire:
Ridley Terminals Inc. (90%)

37. Société canadienne des postes (C-I)

38. Société canadienne d'hypothèques et de logement (C-I)

39. Société d'assurance-dépôts du Canada (C-I)

40. Société de construction des musées du Canada Inc. (C-I)

41. Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne (société exempte)

42. Société de développement du Cap-Breton (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Cape Breton Carbofuels Limited
Darr (Cape Breton) Limited
Dundee Estates Limited

Filiales en propriété majoritaire:

Whale Cove Summer Village Limited (62.5%)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
Bay Lumber Limited (7%)
Haak Conveyor & Manufacturing Limited (42%)
Newco Mining Limited (10%)
Sun Mountain Development Limited (Cape Breton Ski Club) (4%)
4 M Panga Hotel Co. Limited (45%)

43. Société du crédit agricole (C-I)

44. Société du port de Halifax (C-II)

45. Société du port de Montréal (C-II)

46. Société du port de Prince Rupert (C-II)

47. Société du port de Québec (C-II)

48. Société du port de Saint John (C-II)

49. Société du port de St. John's (C-II)

50. Société du port de Vancouver (C-II)

51. Société immobilière du Canada Limitée (C-I)

Filiales en propriété exclusive:
Société immobilière du Canada (Le Vieux-Port de Montréal) Limitée
Société immobilière du Canada (Mirabel) Limitée
Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) Inc.

52. Société pour l'expansion des exportations (C-I)

53. Société Radio-Canada (société exempte)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
        Cable North Microwave Limited (1 action)
        Master FM Limited (20%)
        Visnews Limitée (33%)
            Viscom International (USA) Limited

54. VIA Rail Canada Inc. (C-I)

    Sociétés affiliées en propriété minoritaire:
        Railroad Association Insurance, Ltd. (4%)

* Filiales en dissolution.
** Actions détenues par la Montréal Trust Company pour une question de dettes.

3.2 ENTREPRISES MIXTES ET EN COPARTICIPATION

Entreprises dont le capital-actions appartient à l'État et à d'autres gouvernements ou organismes, afin d'encourager la réalisation d'objectifs communs.

Note: Les filiales et sociétés affiliées ne figurent pas sur cette liste.

1. Compagnie de navigation Canarctic Limitée
2. Corporation de développement du Canada
3. Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.
4. Lower Churchill Development Corporation Limited
5. Mohawk St-Régis Lacrosse Ltée (société inactive)
6. National Sea Products Ltd.
7. Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée
8. North Portage Development Corporation
9. N.S. Holdco Ltd.
10. Société coopérative de l'énergie
11. Société Inter-Port de Québec
12. Télésat Canada
13. 125459 Canada Ltd.

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes:

14. Prestige Poultry Products Ltd.
15. Mount Nansen Mines Ltd.
16. Geoform Designs Inc.

17. Captain Scotts Fish & Chips (1978) Ltd.
18. Romfield Building Corporation Ltd.
19. Dreco Energy Services
20. International Hydrodynamics Co. Ltd.
21. Wilanour Resources Ltd.
22. Blake Resources
23. Totran Services Ltd.
24. House of Brougham Ltd.
25. Equity Capital Investments Ltd.

3.3 AUTRES ENTITÉS

Entités sans capital-actions pour lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou d'un organe de direction du même genre.

1. Administrateurs du Fonds de Dotation Olympique
2. Administration du pont du port de Saint John
3. Administration du pont Blue Water
4. Association canadienne des entraîneurs
5. Association pour l'exportation du livre canadien
6. Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority
7. Caisse du souvenir
8. Calgary Olympic Development Association
9. Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute Inc.
10. Centre national du sport et de la récréation, Inc.
11. Comité d'organisation des XV^{es} Jeux olympiques d'hiver
12. Commission du parc international Roosevelt de Campobello
13. Conseil de fiducie du fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance
14. Conseil des grains du Canada
15. Le Conseil médical du Canada
16. Fondation Asie-Pacifique du Canada
17. Fonds de bienfaisance de l'armée

18. FORINTEK Canada Corp.
19. Hockey Canada Inc.
20. Institut canadien de recherches en génie forestier
21. Institut international du Canada pour le grain
22. Institut Vanier de la famille
23. The Nature Trust of British Columbia
24. Office des produits agricoles
25. Oo-za-we-kwun Centre Inc. (société inactive)
26. PARTICIPaction
27. Prix humanitaire Terry Fox Inc.
28. Société de caisse de retraite de la commission internationale des pêcheries
29. Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons
30. Société du Complexe Forestier des Maritimes
31. Western Grains Research Foundation
32. Northern Native Fishing Corporation

Commissions des ports

33. Commission du port du fleuve Fraser
34. Commissaires du port de Hamilton
35. Commission du port de Nanaïmo
36. Commission du port de North Fraser
37. Commission du port d'Oshawa
38. Commission du port de Port Alberni
39. Commission du port de Thunder Bay
40. Commissaires du port de Toronto
41. Commission du port de Windsor

3.4 ORGANISMES INTERNATIONAUX

Entités créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire des membres à un organe de direction.

1. Association internationale de développement
2. Banque africaine de développement
3. Banque asiatique de développement
4. Banque de développement des Caraïbes
5. Banque interaméricaine de développement
6. Banque internationale pour la reconstruction et le développement
7. Commission de la frontière internationale
8. Commission mixte internationale
9. Commission des sépultures de guerre du Commonwealth
10. Fonds monétaire international
11. Fonds africain de développement
12. Fonds international de développement agricole
13. Société financière internationale

ANNEXE A

Sociétés ajoutées à la Partie II ou radiées
31 juillet 1986–31 juillet 1987

Société	Nature du changement	Notes
107744 Canada Inc.	Radiation	Petro-Canada
152160 Canada Inc.	Ajout	Air Canada
153333 Canada Inc.	Ajout	Air Canada
346877 Ontario Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Aerospace Realties (1986) Ltd.	Ajout	Air Canada
Air Canada Services Inc.	Radiation	Air Canada
Air Ontario Holdings Inc.	Radiation	Air Canada
Air Ontario Inc.	Ajout	Air Canada
AirBC Limited	Ajout	Air Canada
Aircraft Finance Limited	Radiation	Air Canada
Aircraft Finance Limited, Ireland	Ajout	Air Canada
Aircraft Finance Limited, United Kingdom	Ajout	Air Canada
Alberta Products Pipeline Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Aviation Finance Limited	Ajout	Air Canada
Avitas Inc.	Ajout	Air Canada
British Commonwealth International Newsfilm Agency Limited	Radiation	Société Radio-Canada
The Canadian Co-operative Implements Limited	Radiation	Vendue
Canadair Challenger Inc.	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Société financière Canadair	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Canadair International Limitée	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Canadair Limitée	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Les Services Canadair Limitée	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Canertech Conservation Inc.	Radiation	Petro-Canada
Canertech Conservation (N.-B., I.-P.-É.) Inc.	Radiation	Petro-Canada
Canertech Conservation (N.-É.) Inc.	Radiation	Petro-Canada
Canertech Conservation (Ontario) Inc.	Radiation	Petro-Canada
Canstar Oil Sands Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Cape Breton Offshore Fabricators Limited	Radiation	Société de développement du Cap-Breton
Carnduff Gas Limited	Ajout	Petro-Canada
Cartierville Financial Corporation	Ajout	Corporation de développement des investissements du Canada
Challenger Aviation Service GmbH	Radiation	Corporation de développement des investissements du Canada
Coastal Transport Limited	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Coastal Transport Ltd.	Ajout	Marine Atlantique S.C.C.
Cross Canada Flights Ltd.	Radiation	Air Canada
Eastern Carbide Tools Limited	Radiation	Société de développement du Cap-Breton
European Expedite Limited, United Kingdom	Ajout	Air Canada
Extra Executive Transport GmbH	Ajout	Air Canada

Société	Nature du Changement	Notes
FORINTEK Canada Corp.	Ajout	Créée en 1979 — omise des listes précédentes
Foothills Engineering Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Oil Pipe Line Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (North Yukon) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (Sask.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (South B.C.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (South Yukon) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Engineering Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Oil Pipe Line Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Foothills Pipe Lines Ltd.	Ajout	Petro-Canada
GPA Airbus 320 Limited	Ajout	Air Canada
GPA Finance Limited	Ajout	Air Canada
GPA Fokker 100 Limited	Ajout	Air Canada
GPA Fokker 100 (NA) N.U.	Ajout	Air Canada
GPA Jetprop Inc.	Ajout	Air Canada
GPA Jetprop Limited	Ajout	Air Canada
Guiness Peat Aerospace Limited, Ireland	Ajout	Air Canada
Guiness Peat Aerospace Limited, United Kingdom	Ajout	Air Canada
Hunter Enterprises Orillia Limited	Radiation	Petro-Canada
Innotech Aviation Enterprises Ltd.	Ajout	Air Canada
Innotech Aviation Inc.	Ajout	Air Canada
Innotech Aviation Industries (1986) Ltd.	Ajout	Air Canada
Innotech Aviation Ltd.	Radiation	Air Canada
Innotech Aviation Nfld. Ltd.	Radiation	Air Canada
Inter B.C. Gas Transmission Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Island & Coastal Natural Gas Co. Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Joseph Elie Limited	Radiation	Petro-Canada
Kanata Hotels International Inc.	Ajout	Petro-Canada
La Société du complexe forestier des Maritimes	Ajout	Créée en 1980 — omise des listes précédentes
Lax Two Corp	Ajout	Air Canada
Laxfuel Corporation	Ajout	Air Canada
Les Huiles Desroches Inc.	Ajout	Petro-Canada
Marine Atlantique S.C.C.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Marine Atlantique S.C.C.	Ajout	Société d'État mère
Montreal Pipe Line Limited	Ajout	Petro-Canada
Nanisivik Mines Limited	Radiation	Vendue
National Parks Citizens Committee Inc.	Radiation	Charte abolie le 31 décembre 1986
Newfoundland Dockyard Company	Ajout	Marine Atlantique S.C.C.
News Film Services Limited	Radiation	Société Radio-Canada
Northern Native Fishing Corporation	Ajout	Créée en 1982 — omise des listes précédentes
Northwest Pulp and Timber Limited	Ajout	Petro-Canada
Nova, An Alberta Corporation	Radiation	Petro-Canada
OCRA Communications Inc.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux

Société	Nature du Changement	Notes
Oil Spill Response Limited	Ajout	Petro-Canada
Les produits pétrochimiques du Pacifique Limitée	Radiation	Petro-Canada
Pacific Petroleums (Overseas) Limited	Radiation	Petro-Canada
Panco Corporation	Ajout	Air Canada
Petro-Canada Youth Inc.	Ajout	Petro-Canada
Société du port de Saint John	Ajout	Société d'État mère
Saratoga Processing Company Limited	Ajout	Petro-Canada
Sparfil International Inc.	Radiation	Petro-Canada
Téléglobe Canada	Radiation	Vendue
Téléglobe Canada Limitée	Radiation	Vendue
Télévision St. François Inc.	Radiation	Société Radio-Canada
Toronto Credits Limited	Ajout	Petro-Canada
Trans-Northern Pipelines Inc.	Ajout	Petro-Canada
TransTiger Corporation	Ajout	Air Canada
Trustees of the Olympic Endowment Fund	Ajout	Créée en 1985 — omise des listes précédentes
House of Brougham Limited	Ajout	Petro-Canada
Valera Electronics Inc.	Radiation	Petro-Canada
Vancal Properties Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Venezuelan Canadian Oils, C.A.	Radiation	Petro-Canada
Venezuelan Pacific Petroleums, C.A.	Radiation	Petro-Canada
Viatec Resource Systems, Inc.	Radiation	Petro-Canada
W.T. Investments Inc.	Ajout	Petro-Canada
Les Restaurants Wayfare Limitée	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Diversified Industries Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Petroleum Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Transmission Company (Alberta) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Transmission Company Inc.	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Transmission Holdings Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Westsat Limited	Radiation	Air Canada
Cable North Microwave Limited	Ajout	Société Radio-Canada
Canadian Roxy Petroleum	Ajout	Petro-Canada
Chalut Transport (1974) Inc.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Dover Petroleum Inc.	Ajout	Petro-Canada
Express Dorchester Inc.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Foothills Pipe Lines (North B.C.) Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Pacific Northern Gas Ltd.	Ajout	Petro-Canada
PNG Marketing Inc.	Ajout	Petro-Canada
Texas Pacific Oil Canada Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Transport Route Canada Inc.	Radiation	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada
Westcoast Energy Ltd.	Ajout	Petro-Canada
Westcoast Resources Inc.	Ajout	Petro-Canada

4. RENSEIGNEMENTS SUR LES SOCIÉTÉS

4.1 Entreprises mixtes (M) et en coparticipation (C) — Capital-actions détenu par le Canada et par d'autres ordres de gouvernement ou d'autres organismes

Nom de la société	Type	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Compagnie de navigation Canarctic Limitée	M	350, rue Sparks Bureau 809 Ottawa (Ontario) K1R 7S8	Transports	1975, Loi sur les corporations Canadiennes	31 décembre 1986 A = $37.2M P = $42.6M	Coopers et Lybrand	Acheter, vendre, louer et affréter des bateaux de toutes sortes, et faire tout ce qui est nécessaire dans ce commerce.	51
Corporation de développement du Canada	M	444, rue Yonge Bureau 200 Toronto (Ontario) M5B 2H4	Ministre d'État (Privatisation)	1971, Loi sur la Corporation de développement du Canada, remplacée en 1985 par la Loi sur la réorganisation de la Corporations de développement du Canada	31 décembre 1986 A = $6,324.3M P = $5,161.8M	Thorne, Ernst et Whinney	Mettre sur pied et entretenir des sociétés solides, contrôlées et gérées par les Canadiens dans le secteur privé, élargir les possibilités d'investissement offertes aux Canadiens et exploiter ces sociétés de façon rentable dans le meilleur intérêt de tous les actionnaires.	10.1
Lower Churchill Development Corporation Limitée	C	C.P. 9100 St. John's (T.-N.) A1A 2X8	Énergie, Mines et Ressources	1978, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 décembre 1986 A = $30.2M P = $95,000	Clarkson, Gordon et Cie	Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydro-électrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.	49
Mohawk St-Regis Lacrosse Ltée	C	a/s de Honeywell, Wotherspoon 500-90, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5B4	Affaires indiennes et du Nord canadien	1975, Loi sur les sociétés de l'Ontario	31 août 1983 (inactive)	s.o.	Faire l'acquisition des éléments d'actif d'une fabrique insolvable de bâtons de jeu de crosse, située dans la réserve de St-Régis, sur l'île de Cornwall.	(société inactive)
National Sea Products Ltd.	M	1959, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3B7	Ministre d'État (Privatisation)	1953, Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	28 décembre 1986 A = $288.4M P = $205.8M	Clarkson, Gordon et Cie	Traiter et mettre en marché des produits et des sous-produits de la pêche. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique. (Les actions sont détenues par N.S. Holdco.)	19.6
Newfoundland and Labrador Development Corporation Ltée	C	136, ch. Crosbie Immeuble Viking St. John's (T.-N.) A1B 3K3	Expansion industrielle régionale	1973, Loi sur les sociétés de Terre-Neuve	31 mars 1987 A = $34.2M P = $34.2M	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les PME de Terre-Neuve et du Labrador au moyen de prêts et d'investissements, de services consultatifs de gestion ainsi que d'autres services et formes d'appui connexes.	40

* Fondé sur le nombre de votes.

Nom de la société	Type	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
North Portage Development Corporation	C	1100-444, avenue St. Mary Winnipeg (Manitoba) R3C 3T1	Expansion industrielle régionale	1983, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars 1987 A = $63.4M P = $3.7M	Coopers et Lybrand	Favoriser le développement socio-économique de la région du Portage du Nord au centre de la ville de Winnipeg. En vertu du Programme des projets spéciaux de relance, favoriser la reprise économique du Canada et du Manitoba.	33.3
Gérance de projets nucléaires NPM du Canada Inc.	M	620, boulevard Dorchester ouest Montréal (Québec) H3B 1N8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 mars 1986 (inactive)	s.o.	Gestion de construction et de projets nucléaires. Transférer cette activité au secteur privé.	13.34
N.S. Holdco Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow Bureau 1100 1959, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3E1	Ministre d'État (Privatisation)	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes; maintenue en 1984 en vertu de la Loi sur les sociétés de Nouvelle-Écosse	31 décembre 1986 A = $118.9M P = $3.3M	Thorne, Ernst et Whinney	Détenir l'actif qui appartient au Canada et à la Banque de Nouvelle-Écosse. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique en incluant les actions détenues par le Canada et la Banque de Nouvelle-Écosse dansNational Sea Products Limited	38
Société coopérative de l'énergie	M	2000, 530-8 Avenue S.W. Calgary (Alberta) T2P 3S8	Énergie, Mines et Ressources	1982, Loi sur la Société coopérative de l'énergie	31 décembre 1986 A = $179.6M P = $ 69.7M	Touche, Ross et Cie	Exploiter une société de l'énergie dont le but primordial est d'explorer et de développer de nouvelles ressources en pétrole et en gaz naturel canadien. Regrouper des coopératives dans les domaines financier, agricole, des services et de la mise en marché, dans le but de stimuler leur participation dans l'industrie pétrolière et gazière canadienne.	25
Société Inter-Port de Québec	C	1126, chemin St-Louis Bureau 802 Place Sillery Sillery(Québec) G1S 1E5	Expansion industrielle régionale	1974, loi spéciale du Gouvernement du Québec	31 mars 1987 A = $3.9M P = $25,000	Poissant, Richard, Thorne, Riddell et Cie	Élaborer et mettre en œuvre des plans et des programmes pour un complexe industriel utilisant l'infrastructure du port de Québec et contribuant au développement de celle-ci.	40

Nom de la société	Type	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice Total de l'actif (A) Passif (P)	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale*
Télésat Canada	M	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8B9	Communications	1969, Loi sur Télésat Canada	31 décembre 1986 A = $373.8M P = $213.5M	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Établir un réseau national de communications par satellites qui serait utilisé à plusieurs fins.	50**
125459 Canada Limited	M	a/s Cox, Downie Goodfellow Bureau 1100 1959, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3E5	Ministre d'État (Privatisation)	1983, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre 1986 A = $158.4M P = néant		Propriété conjointe du Canada, de Terre-Neuve et de la Banque de la Nouvelle-Écosse. Restructurer les pêcheries de l'Atlantique.	62.5

* Fondé sur le nombre de votes.

**Ne tient pas compte de la participation de 3.75% du CN.

Notes

En vertu de la *Loi sur la faillite*, le surintendant des faillites a reçu des parts dans les sociétés suivantes, parts tenant lieu de contributions payables à la Couronne:

Prestige Poultry Products Ltd.
Mount Nansen Mines Ltd.
Geoform Designs Inc.
Captain Scotts Fish & Chips (1978) Ltd.
Romfield Building Corporation Ltd.
Dreco Energy Services
International Hydrodynamics Co. Ltd.
Wilanour Resources Ltd.
Blake Resources
Totran Services Ltd.
House of Brougham Ltd.
Equity Capital Investments Ltd.

4.2 Autres entités–Sociétés sans capital-actions pour lesquelles le gouvernement du Canada a le droit de nommer un ou plusieurs membres du conseil d'administration

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Administration du pont Blue Water	Rue Bridge Point Edward (Ontario) N7T 7H7	Transports	1964, Loi sur l'Administration du pont Blue Water	31 août	Williams J. Hipple	Détenir, exploiter, entretenir et réparer la partie canadienne du pont Blue Water qui relie Point Edward (Ontario) et Port Huron, au Michigan (États-Unis) et qui traverse la rivière St. Clair.	s.o.
Administration du pont du port de Saint John	C.P. 6176 Succursale A Saint John (N.-B.) E2L 4R6	Finances	1962, Constituée en vertu d'une loi provinciale	31 mars	Touche, Ross et Cie	Construire un pont qui traverse le port de Saint John et conclure des ententes avec les gouvernements fédéral, provincial et municipaux et des personnes ou des sociétés privées en ce qui a trait au financement et à la construction d'un tel pont.	s.o.
Association canadienne des entraîneurs	333, Chemin River B-10 Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1970, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Ouseley et Angus	Fournir des programmes, des services et des publications pour améliorer l'efficacité de l'entraînement à la grandeur du Canada.	s.o.
Association pour l'exportation du livre canadien	1, rue Nicholas Bureau 1101 Ottawa (Ontario) K1N 8Z3	Communications	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Robert B. Shortly	Collaborer à l'expansion de l'exportation de livres publiés au Canada.	s.o.
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	The Peace Bridge Peace Bridge Plaza Buffalo, N.Y. U.S.A. 14213	Finances	1934, Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company	31 décembre	Arthur Young and Co.	Construire et assurer le fonctionnement et l'entretien d'un pont reliant Fort Erie (Ontario) et Buffalo (N.Y.) sur la rivière Niagara.	s.o.
Caisse du souvenir	685, rue Cathcart Bureau 921 Montréal (Québec) H3B 1M7	Affaires des anciens combattants	1922, Charte fédérale	31 mars	Bureau des services de vérification	Donner une sépulture honorable à certains anciens membres des Forces armées.	s.o.
Calgary Olympic Development Association	Canada Olympic Park Suc. P.O. 55/Calgary (Alberta) T3B 0H0	Santé et Bien-être social[2]	1979, Loi sur les sociétés de l'Alberta	31mars	Vennard, Johannesen and Co.	Favoriser le développement de l'athlétisme canadien; administrer le Olympic Endowment Fund; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc olympique du Canada.	s.o.
Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute Inc.	47, rue Clarence Bureau 200 Ottawa (Ontario) K1N 9K1	Santé et Bien-être social	1980, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins and Sells	Recueillir, interpréter et communiquer l'information concernant la condition physique des Canadiens.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Centre national du sport et de la récréation, Inc.	333, chemin River Vanier (Ontario) K1L 8H9	Santé et Bien-être social	1974, Loi sur les corporations canadiennes	31mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Aider les organismes concernés au développement du sport canadien en fournissant des services de soutien dans les secteurs de l'administration et de la publicité.	s.o.
Comité organisateur des XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver	C.P. 1988 Succursale C Calgary (Alberta)	Santé et Bien-être social[3]	1982, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Coopers & Lybrand	Réunir, recevoir et tenir un fonds pour appuyer les XV^{es} Jeux Olympiques/Aider à la planification et à la tenue des XV^{es} Jeux Olympiques.	s.o.
Commission du port de Port Alberni	C.P. 99 2750 Harbour Road Port Alberni (C.-B.) V9Y 7M6	Transports	1947, Loi sur les commissions des ports	31 décembre	Newman, Hill, Duncan and Lacoursière	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Thunder Bay	C.P. 2266 Thunder Bay (Ontario) P7B 5E8	Transports	1958, Loi sur les commissaires du port de Lakehead	31 décembre	Clarkson, Gordon et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commissaires du port de Toronto	60, rue Harbour Toronto (Ontario) M5J 1B7	Transports	1911, Loi sur les commissaires du port de Toronto	31 mars	Thorne, Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Windsor	500, promenade Riverside ouest Windsor (Ontario) N9A 5K6	Transports	1957, Loi sur les commissaires du port de Windsor	31 décembre	Peat., Marwick & Mitchell	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du parc international Roosevelt de Campobello	C.P. 9 Welshpool Île Campobello (N.-B.) E0G 3H0	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1964, Loi sur la commission du parc international Roosevelt de Campobello	31 décembre	Brooks et Carter	Administrer le parc international Roosevelt de Campobello comme site commémoratif.	s.o.
Commission du port du fleuve Fraser	713, rue Columbia Bureau 505 New Westminster (C.-B.) V3M 1B2	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de New Westminster	31 décembre	Thorne Riddell et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Commissaires du port de Hamilton	605, rue James nord Hamilton (Ontario) L8L 1K1	Transports	1912, Loi sur les commissaires du port de Hamilton	31 décembre	Spicer McGillivray et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de Nanaïmo	C.P. 131 104, rue Front Nanaïmo (C.-B.) V9R 5K4	Transports	1960, Loi sur les commissions des ports	31décembre	Bestwick and Partners	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port de North Fraser	2020 Airport Road Richmond (C.-B.) V7B 1C6	Transports	1913, Loi sur les commissaires du port de North Fraser	31 décembre	Dunwoody et Cie	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Commission du port d'Oshawa	1050, av. Farewell Oshawa (Ontario) L1H 6N6	Transports	1961, Loi sur les commissaires du port d'Oshawa	31 décembre	K.R. Craven	Administrer et contrôler le port ainsi que les travaux et les propriétés qui relèvent de sa juridiction.	s.o.
Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II sur les maladies d'enfance	Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II Édifice Jeanne-Mance Tunney's Pasture Ottawa (Ontario) K1A 0W9	Santé et Bien-être social[1]	1959, Loi sur le Fonds canadien de recherche de la Reine Elizabeth II	31 mars	Vérificateur général du Canada	Fournir un appui financier aux chercheurs dans le domaine des maladies de l'enfance.	s.o.
Conseil des grains du Canada	360, rue Main Bureau 760 Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3	Ministre d'État (Céréales)	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31mars	Thorne, Ernst et Whinney	Réunir des représentants de tous les milieux de l'industrie des céréales afin de discuter de leurs problèmes communs, d'étudier des questions spécifiques et de conseiller le gouvernement.	s.o.
Le Conseil médical du Canada	1867, Promenade Alta Vista C.P. 8234 Ottawa (Ontario) K1G 3H7	Santé et Bien-être social	1912, Loi médicale du Canada	31 décembre	Thorne Ernst et Whinney	Promouvoir et appliquer l'établissement d'un diplôme en médecine, de façon à ce que les récipiendaires soient habilités à exercer dans toutes les provinces et qualifiés à cette fin.	s.o.
Fondation Asie – Pacifique du Canada	999, Canada Place Pièce 666 Vancouver (C.-B.) V6E 3E1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1984, Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada	30 juin	Coopers et Lybrand	Raffermir les liens entre les peuples et les institutions du Canada et ceux de l'Asie du Pacifique.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Fonds de bienfaisance de l'armée	Édifice des Anciens combattants 284, rue Wellington Ottawa (Ontario) K1A 0P4	Affaires des anciens combattants	1947, Loi sur le Fonds de bienfaisance l'armée	31 mars	Vérificateur général du Canada	Accorder des subventions ou une aide financière aux anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Le Fonds a reçu les profits des services destinés à aider l'armée canadienne au cours de la Seconde Guerre mondiale.	s.o.
FORINTEK Canada Corp.	6620 N.W. Marine Drive Vancouver (C.-B.) V6T 1X2	Ministre d'État (Forêts et Mines)	1979, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Touche, Ross et Cie	Effectuer des travaux de recherche et de développement sur les produits solides du bois et fournir au gouvernement fédéral des conseils spécialisés en produits forestiers.	s.o.
Hockey Canada Inc.	a/s Olympic Saddledome C.P. 1060 Calgary (Alberta) T2P 2K8	Santé et Bien-être social	1969, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les équipes nationales de hockey qui représentent le Canada dans les épreuves internationales et encourager, de façon générale, le hockey au Canada.	s.o.
Institut canadien de recherches en génie forestier	143, place Frontenac Pointe-Claire (Québec) H9R 4Z7	Ministre d'État (Forêts et Mines)	1986, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Touche, Ross et Cie	Effectuer des travaux de recherche et de développement pour trouver des façons pratiques d'augmenter l'efficacité de la récolte du bois au Canada.	s.o.
Institut canadien du cuir et de la chaussure	1010, rue Ste-Catherine Ouest Bureau 710 Montréal (Québec) H3B 3R4	Expansion industrielle régionale	1976, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Clarkson, Gordon et Cie	Aider les industries canadiennes de la chaussure et de la tannerie, et particulièrement les petites et les moyennes entreprises, en leur fournissant l'aide d'experts pour leur permettre de croître autant que possible, de conserver et d'améliorer leur rendement et leur viabilité en étant plus efficaces.	s.o.
Institut international du Canada pour le grain	1000-303, rue Main Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7	Commerce extérieur	1972, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Deloitte, Haskins et Sells	Offrir à certains utilisateurs importants à l'extérieur du Canada des cours en technologie et manutention des céréales afin de développer les marchés actuels et éventuels à l'étranger pour les céréales et les graines oléagineuses. Organisme de promotion pour l'exportation de ces produits.	s.o.
Institut Vanier de la famille	120, avenue Holland Ottawa (Ontario) K1X 0X6	Premier ministre	1965, Loi sur les corporations commerciales canadiennes	31 décembre	Coopers et Lybrand	Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur millieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.	s.o.
The Nature Trust of British Columbia	909-100 Park Royal S.W. Vancouver (C.B.) V7T 1A2	Premier ministre	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	Thorne, Ernst et Whinney	Acheter et préserver de façon écologique d'importantes étendues de terre en Colombie-Britannique.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Northern Native Fishing Corporation	C.P. 876 4-214, 3e Avenue ouest Prince Rupert (C.-B.) V85 3Y1	Affaires indiennes et du Nord Canadien	1982, Loi sur les sociétés (C.-B.)	31 janvier	Arthur Andersen & Co.	Assurer le maintien d'une flottille de bateaux de pêches et des permis connexes au profit de l'industrie des pêches autochtone.	s.o.
Office des produits agricoles	Édifice Sir John Carling Pièce 3115 Ottawa (Ontario) K1A 0C5	Agriculture	1951, Loi sur l'Office des produits agricoles	31 mars	Vérificateur général du Canada	Acheter, vendre ou importer des produits agricoles. L'Office peut acheter et conserver des produits pour les vendre ultérieurement, les utiliser en cas d'urgence au Canada, ou pour des programmes d'aide à l'étranger.	s.o.
Société du Complexe forestier des Maritimes	Hugh John Flemming Centre de la foresterie RR #10, Fredericton (N.-B.) E3B 6H6	Ministre d'État (Forêts et Mines)	1980, Loi sur la Société du Complexe forestier (N.-B.)	31 mars	Thorne, Ernst et Whinney	Établir un complexe régional forestier dans les Maritimes.	s.o.
Oo-za-we-kwun Centre Inc.	a/s Frank E. Price and Associates 62, rue Margrove Bureau 105 Winnipeg (Manitoba) R3C 1N1	Affaires indiennes et du Nord canadien	1971, Loi sur les sociétés du Manitoba	31 mars	(société inactive)	Offrir des cours de formation aux autochtones.	s.o.
PARTICIPaction	40, rue Dundas ouest Bureau 220 Toronto (Ontario) M5G 2C2	Santé et Bien-être social	1971, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Informer les Canadiens des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique.	s.o.
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	711-151, rue Sparks Ottawa (Ontario) K1P 5E3	Santé et Bien-être social	1982, Loi sur les corporations canadiennes	30 avril	Touche, Ross et Cie	Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives.	s.o.
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	a/s du Conseil du Trésor du Canada L'Esplanade Laurier Tour ouest 300, Laurier Ottawa (Ontario) K1A 0R5	Pêches et Océans	1970, Loi sur les corporations canadiennes	30 septembre	Vérificateur général du Canada	Prendre des dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches dont l'administration centrale est située au Canada ou aux États-Unis soient protégés par une caise de retraite ou un régime d'assurance et voir à l'administration de ceux-ci.	s.o.
Société de l'usine-pilote de protéines, huiles et amidons	118 Veterinary Road Saskatoon (Saskatchewan) S7N 2R4	Ministre d'État (Céréales)	1973, Loi sur les corporations canadiennes	31 mars	Peat, Marwick, Mitchell et Cie	Faire augmenter la capacité de traitement des céréales et graines oléagineuses. Développer des produits agricoles à valeur nutritive élevée et en promouvoir la consommation au Canada et l'exportation.	s.o.

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Trustees of the Olympic Endowment Fund	Gouvernement du Canada Bureau pour les Jeux Olympiques d'hiver de 1988 Édifice Harry Hays 220, 4e Avenue S.E. Calgary (Alberta) T2P 3C3	Santé et Bien-être social	1985, document sur le fonds olympique en fiducie[4]	31 mars	Vennard Johannesen et Cie	Promouvoir le sport amateur de haute performance au Canada et toute autre fin charitable que les fiduciaires peuvent choisir à l'occasion.	s.o.
Western Grains Research Foundation	75, rue Albert Bureau 1101 Ottawa (Ontario) K1P 5E7	Agriculture	1981, Loi sur les corporations canadiennes	31 décembre	G.A. Welch et Cie	Aider à améliorer la productivité et la rentabilité des grains et des graines oléagineuses produits dans les provinces des Prairies.	s.o.

---

1. Les directeurs du Conseil sont nommés par Sa Majesté en commission du Grand Sceau.

2. Deux directeurs sont nommés par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur) qui a reçu ce pouvoir du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

3. Nomination fédérale effectuée par le ministre d'État (Condition physique et sport amateur).

4. Pas une société.

4.3 Organismes internationaux–Sociétés créées en vertu d'accords internationaux dans lesquelles le Canada a le droit de nommer ou d'élire les membres d'un organe de direction

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Association internationale de développement	1818, H Street N.W. Washington D.C. U.S.A. 20433	Finances	1960, Articles d'accord; 1960, Loi sur l'association internationale de développement	30 juin	Price Waterhouse et Cie	Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie dans les pays sous-développés du monde.	3.3
Banque africaine de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1963, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Akintola Williams et Cie	Contribuer à l'accélération du développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	3.2
Banque asiatique de développement	C.P. 789 Manille Philippines	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1965, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins et Sells	Prêter des fonds, encourager les investissements et fournir de l'aide technique aux pays en développement et, de façon générale, promouvoir la croissance économique en Asie. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	5.8
Banque de développement des Caraïbes	C.P. 408 Wildey, St. Michael Bridgetown Barbade	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1969, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à la croissance et au développement économiques harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	11.9
Banque interaméricaine de développement	1300, avenue New York Washington (D.C.) U.S.A. 20577	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1959, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Contribuer à accélérer le développement économique des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	4.6
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	1818, H Street, N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1945, Loi sur les accords de Bretton Woods	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.	3.2

Nom de la société	Siège social	Ministre de tutelle	Année de constitution et loi applicable	Fin de l'exercice	Vérificateur	Mandat/ Objectifs du gouvernement	Pourcentage de participation fédérale
Commission de la frontière internationale	615, rue Booth Ottawa (Ontario) K1A 0E9	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1908, Traité; 1960, Loi sur la Commission de la frontière internationale	31 mars	Vérifi-cateur général du Canada	Assurer que la frontière soit bien dégagée et indiquée afin de faciliter l'application des lois du Canada et des États-Unis concernant les douanes, l'immigration, la pêche et d'autres lois. La Commission s'intéresse aux choses fixes situées à la frontière ou à proximité de celle-ci et non aux choses ou aux gens qui la traversent.	s.o
Commission mixte internationale	100, rue Metcalfe Ottawa (Ontario) K1P 5M1	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1909, Loi du Traité des eaux limitrophes	31 mars	Vérifi-cateur général du Canada	S'occuper de l'utilisation, de l'obstruction et de la dérivation des eaux limitrophes et des rivières qui traversent la frontière entre le Canada et les États-Unis.	s.o.
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	2, Marlow Road Maidenhead (Berks.) Royaume-Uni S16 7DX	Affaires des anciens combattants	1917, Charte Royale	31 mars	Vérifica-teur général du Canada	Entretenir sépultures et monuments commé-moratifs; tenir les dossiers des sujets du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.	s.o.
Fonds monétaire international	700 19th St., N.W., Washington (D.C.) U.S.A. 20431	Finances	1945, Entente signée par les pays membres	30 avril	Comité de vérifi-cation externe	Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnées et la dimi-nution de la balance des paiements.	s.o.
Fonds africain de développement	01 BP 1387 Abidjan 01 Côte d'Ivoire Afrique	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1972, Entente signée par les pays membres	31 décembre	Deloitte, Haskins and Sells	Aider la Banque africaine de développement à contribuer de plus en plus efficacement au développement socio-économqiue des mem-bres de la banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	9.45
Fonds international de développement agricole	107 Via Del Serafico 00142 Rome Italie	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1976, Accord international	31 décembre	Price, Waterhouse et Cie	Mobiliser des ressources supplémentaires prenant la forme de concessions qui contri-bueront au développement agricole des États membres. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide interna-tionale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	s.o.
Société financière internationale	1818, H Street N.W. Washington (D.C.) U.S.A. 20433	Finances	1956, Articles de l'accord; 1956, crédit 731, Loi nº 6 portant affectation de crédits	30 juin	Price, Waterhouse et Cie	Favoriser le développement économique en encourageant l'expansion d'entreprises pro-ductives dans les pays membres, en appuyant les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	3.7